

217 a.

HISTOIRE DE LA VILLE DE PARIS, COMPOSÉE

PAR D. MICHEL FELIBIEN,
REVEUE, AUGMENTÉE ET MISE AU JOUR
Par D. GUY-ALEXIS LOBINEAU, tous deux
Prêtres Religieux Benedictins, de la Congregation
de Saint Maur.

*Justifiée par des preuves authentiques, & enrichie de Plans,
de Figures, & d'une Carte Topographique.*

DIVISÉE EN CINQ VOLUMES IN FOLIO.

TOME QUATRIÈME,

Contenant le second Volume des pieces justificatives.



A PARIS.

Chez { GUILLAUME DESPREZ, Imprimeur & Libraire du Roi.
ET
JEAN DESESSARTZ, rue Saint Jacques, à Saint Prosper,
& aux trois Vertus.

M. DCC. XXV.

Avec Privilege & Approbation.

HISTOIRE DE LA VILLE DE PARIS COMPOSÉE

PAR D. MICHEL FÉLIBIEN.
REVUE, AUGMENTÉE ET CORRIGÉE
PAR D. GUY-ALEXIS LOBINEAU, tous deux
Prêtres Religieux Bénédictins, de la Congrégation
de Saint Maur.

Justifiée par des preuves authentiques, & enrichie de Plans,
de Figures, & d'une Carte Topographique.

DIVISÉE EN CINQ VOLUMES IN FOLIO.

TOME QUATRIÈME.

Contenant le second Tableau des évêques de Paris.



A PARIS.

Guillaume DESBRES, Imprimeur de l'Académie de Paris.
Jean DESBRES, pour Saint Jacques, & Saint Eustache.
Et aux trois Ventes.

M D C C X V.

Avec Privilege & Approbation.



RECUEIL
DE
PIECES JUSTIFICATIVES
POUR L'HISTOIRE
DE LA VILLE
DE PARIS,
CONTENANT LES EDITS, DECLARATIONS,
Arrests, Reglemens, Actes & autres pieces indiquées
dans cette Histoire.

ORDONNANCE DU ROY HENRY IV.
SUR L'AMNISTIE ACCORDEE A LA VILLE
de Paris.

DE PAR LE ROY.

AN. 1594.



A majesté desirant réunir tous ses subjects & les faire vivre en bonne amitié & concorde, notamment les bourgeois & habitans de sa bonne ville de Paris, veult & entend que toutes choses passées & advenues depuis les troubles soient oubliées, deffend à tous ses procureurs généraux, leurs substitués & autres officiers, en faire aucune recherche à l'encontre de

Tome II, Part. II.

quelques personnes que ce soit, mesme de ceux que l'on appelloit vulgairement les Seize, selon que plus à plein est contenu par les articles accordez à ladicte ville. Promettant sadite majesté en foy & parole de roy, vivre & mourir en la religion catholique, apostolique & Romaine, & de conserver tous lesdits subjects & bourgeois de ladicte ville en leurs biens, privileges, estats, dignitez, offices & benefices. Donné à Senlis le xx. jour de Mars M. D. XCIV. & de nostre

A

regne le v. Signé, HENRY; & plus bas:
Par le roy, RUZE.

Leû & publié en ladicte ville le xxii.
jour du mois de Mars M. D. XCIV.
Pris sur l'imprimé de la mesme année.

*Autre, pour la conservation de la
ville de Paris.*

DE PAR LE ROY.

AN. 1594.

IL est très-expressément deffendu à toutes personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, d'entrer en aucune maison de ceste nostre ville de Paris, pour y prendre, piller, ou transporter aucune chose, ny faire aucun déplaisir, soubz pretexte & pour quelque couleur ou occasion que ce soit, à peine de la vie. Enjoignant au sieur de Fontenay conseiller en nostre conseil d'estat, prevost de nostre hostel & grand prevost de France, de faire lire & publier ceste nostre presente ordonnance par tout où il sera besoin, & icelle faire garder, entretenir & observer de point en point, par punition exemplaire de la vie, contre tous ceux qui y contreviendront. Si n'y faictes faute. Car tel est nostre plaisir. Donné à Paris le xxvi. jour de Mars M. D. XCIV. Signé, HENRY; & plus bas, RUZE.

Leû & publié à son de trompe & cry public par les carrefours de ceste ville de Paris, à ce qu'aucun n'en pretende cause d'ignorance, par moy Jacques Chesneau greffier de la prevosté de l'hostel du roy, souffigné, le xxviii. Mars M. D. XCIV. Signé CHESNEAU. *Pris sur l'imprimé de la mesme année.*

EDICT ET DECLARATION du roy Henry IV. sur la réduction de la ville de Paris.

AN. 1594.

HENRY par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous prelens & à venir, salut. Comme depuis le temps qu'il a plu à Dieu de nous appeller à ceste nostre couronne, nostre principal desir & but où toutes nos actions ont rendu, ait esté d'establi en cestui nostre royaume un bon & assuré repos, afin que cessans les desordres, violences & malheurs de la guerre, Dieu y soit servy selon ses saintes commandemens & l'auctorité des loix & de nostre justice remise, soubz la protection de laquelle les trois ordres de nostredit royaume peüssent jouir heureusement & en

paix de ce qui justement leur appartient. Pour à quoy parvenir, aurions comme un chacun sçait, employé tous nos moyens, nostre sang & nostre propre vie, postposant la mort au blâme & à l'infamie qui justement tomberoit sur nous, si nous souffrions l'injuste usurpation & dissipation qu'aucuns présument faire de ceste couronne de France. Et pour n'obmettre chose qui soit au pouvoir d'un bon prince, afin de remettre parmi nos subjects l'union, la paix & la tranquillité si necessaire & si desirée par les bons François, avons avec beaucoup de patience supporté & pardonné au public les offenses & temeraires entreprises de plusieurs, lesquels, sans ce respect, meritoient d'estre chastiez & reprimez par très-griefves, très-rigoureuses & exemplaires punitions. Nous avons, pour ceste consideration, après les victoires, pardonné & donné la vie à ceux qui ont attenté contre la nostre. Et pour la grande compassion que nous avons eüe de la capitale ville de nostre royaume, pour en éviter le sac, & espargner le sang de plusieurs bons citoyens qui ne participoient aux malheureux desseins de ceux qui s'entoient la rebellion, avons mieux aimé demeurer frustré de l'obeissance qui nous y est due, que de voir les hommes innocens qui y habitent, les femmes & les petits enfans, & tant de beaux edifices, exposés à la violence, à la rage & à la fureur du feu & des couteaux. Avons en outre, pour les causes & considerations susdictes, accordé & octroyé au mois de Juillet dernier une trefve generale pour trois mois, pendant lesquels les deputez du party de ceux qui nous desobeïssent, nous feirent entendre & assurèrent qu'ils enveroient promptement par devers nostre saint pere le pape, pour avoir son bon avis sur la resolution qu'ils auroient à prendre en la conclusion d'une bonne & perdurable paix & reconciliation avec nous qui sommes leur roy & prince naturel; en quoy aussi nous furent faictes de leur part de très-expresses promesses qu'ils s'y employeroient avec toute loyauté & affection, pour remettre la paix en ce royaume; ce qui nous rendit plus faciles à accorder ladicte trefve, bien que nous cogneüssions assez les desavantages qui d'ailleurs nous en advenoient, & que au faict des armes eussions beaucoup d'avantages sur eux; mesme durant le pourparler de la paix pris par force la ville & chasteau de Dreux à la veüe des principaux

ceux chefs de leur party, assistez de leurs protecteurs d'Espagne, & que il ne nous defaillist lors le moyen de presser tellement ladicte ville de Paris, que la necessité des vivres les eust enfin conseillez de secouer le joug de ceux qui par tant d'années tyrannisoient & abusoient insollement de leur miserable patience. Mais nous cedasmes de nostre autorité, pour le desir que nous avions que nostre saint pere le pape demeurast en toutes choses satisfait, & peüst estre au vray informé de nos actions & comportements; auquel aussi nostre dessein estoit d'avoir recours, luy decouvrir nos playes & implorer son ayde, faveur, conseil & assistance; & pour cest effect aurions choisy nostre très-cher & bien amé cousin le duc de Nevers, prince très-accomply en toutes vertus, plein de prudence, de pieté & de grands merites, lequel preferant le service de Dieu & bien de cest estat aux incommoditez de sa santé, hazard & longueur du chemin, a courageusement entrepris le voyage par devers sa sainteté. Et pour le regard des deputez dudit party que l'on promettoit si assurément de y envoyer en route diligence, on n'a point sceü durant les trois mois qu'a duré ladicte trefve, que l'on aye fait compte de les faire partir. Et bien que depuis la conclusion de ladicte trefve de trois mois nous n'eussions descouvert en toutes leurs actions que toute mauvaise volonté au re-establishement du repos public de ce royaume, des despoüilles duquel ils prétendoient se revestir, & s'enrichir du sang & des moyens des bons & loyaux François; en ce mesmement qu'il est tombé entre nos mains un certain serment fait par les principaux dudit party, presque au mesme temps qu'ils signerent la trefve, & nous promettoient de traiter de bonne foy & adviser aux moyens de conclure une bonne paix, se reconcilier à nous, & pour cest effect d'envoyer à Rome pour avoir le bon & prudent avis de nostre saint pere, contenant ledict serment qu'ils ne traiteroient jamais de paix ni d'accord avec nous; en quoy ils se laisserent tellement emporter aux passions des ministres du roy d'Espagne, qu'ils ne resservèrent pas seulement l'autorité de nostre saint pere, par devers lequel ils disoient vouloir envoyer. Dont ayant esté irrité & offensé, comme merite un tel cas, sur ce neantmoins qu'ils nous requirent de prolonger la trefve pour deux autres mois, jusqu'à la fin du mois

Tome II. Part. II.

de Decembre dernier, remonstrans qu'il seroit impossible, si nous leur refusions ce delay, que leurs deputez peussent arriver à temps à Rome pour se trouver à la resolution qui se y pourroit prendre pour la retinon de tous nos subjects soubz nostre obeissance; aurions, pour le desir que nous avons de justifier à nostre saint pere nos actions, preferé le respect que nous luy voulons porter, à l'utilité & sureré de nos affaires, qui recevoient beaucoup d'incommodité & de reculement par le moyen desdicts delais & prolongations de la trefve, que leur accordasmes pour les mois de Novembre & Decembre derniers. Mais jugeans du peu de desir qu'ils avoient de veoir finir les miseres de ce royaume avec l'autorité qu'ils ont injustement usurpée sur une partie d'iceluy, jugeans aussi par les longueurs si artificieusement par eux recherchées, que vraysemblablement ils ne tendent à autre but qu'à prolonger le malheur de la France, & assurer pour eux l'injuste usurpation des villes & pays qu'ils y ont occupé; nous, pour ces causes, ayant mis les choses susdictes en consideration & meure deliberation de conseil, resolumes de leur refuser la prolongation de la trefve pour les mois de Janvier, Fevrier & Mars, dont ils nous requeroient avec telle instance, que nous eusmes juste occasion de croire que telle poursuite se faisoit, non pour parvenir à une bonne conclusion de paix, mais plustost à ce qu'estant durant ledict temps les forces du roy d'Espagne arrivées à la frontiere de nostre pays de Picardie, les introduisans dans nostre royaume, il eussent plus de moyen de nous recommencer la guerre, à la ruyne de nos bons & loyaux subjects. Ce que Dieu par sa sainte grace n'a voulu permettre; nous ayant fait veoir clair, par les despêches qui ont esté interceptées, en leurs mauvais desseins & obstinée resolution à nourrir & perpetuer le mal en cestuy nostre royaume; ayant sa bonté divine prins en sa speciale protection la deffence de nostre juste cause, & mis au cœur d'un infini nombre de nos bons vassaux & subjects de reconnoistre le devoir auquel naturellement ils nous sont obligez, comme il nous est apparu en la reduction qui a esté faite depuis trois mois en ça soubz nostre obeissance, des villes de Meaux, de Lyon, d'Orleans, de Bourges, de Pontoise & autres. Mais la memoire ne se perdra jamais de l'heureuse reduction de nostre bonne ville de Paris capitale de

A ij

ce royaume, advenu le 22. jour de ce mois de Mars, avec telle douceur, police, ordre & moderation, que un seul citoyen ne se peut justement plaindre qu'il luy aye esté fait tort ni offense en chose quelle qu'elle soit. L'entrée d'une armée irritée a plustost ressemblé à la joyeuse entrée qui s'est faite cy-devant aux rois nos predecesseurs à l'advenement à leur couronne; la réjouissance, les applaudissemens du peuple qui a veü son roy si desiré, n'ont pas esté moindres, que s'ils eussent eu la mesme seureté qui leur est donnée par ces presentes, de nostre grace, faveur, protection & de l'oubliance des choses passées, avec assurance que ne perdrons jamais la souvenance du merite de ceux qui se sont monstrez fermes & vertueux à nostre service. Ce que considerans, & la speciale bonté dont en ceste occasion il a pleü à Dieu de nous favoriser, nous nous tenons & sentons obligez plus que tous les hommes de ce monde, de penser & veiller continuellement comme nous pourrons rendre nos actions & comportemens agreables devant la sainte face de sa divine providence, laquelle comme elle surpasse ce que l'esprit de l'homme peut comprendre, en douceur, clemence & bonté, aussi nous a-t-elle voulu laisser pour enseignerement, & tesmoigner par l'exemple & par la parole de son fils Jesus-Christ que ceux qui voudront estre tenus pour ses enfans, doivent oublier les offenses. Pour ceste occasion, recognoissans qu'il n'y a rien qui nous donne plus de tesmoignage que nous sommes faits à la ressemblance de Dieu, que la clemence & debonairété, oublions d'un franc courage les offenses & fautes passées, avons declaré & declarons par ces presentes, que nous avons repris & reprenons en nostre bonne grace les citoyens, manans & habitans de nostre bonne ville de Paris; avons de nostre grace speciale & auctorité royale, aboly & abolissons les choses advenues en ladicte ville, durant & à l'occasion des presens troubles, que voulons & ordonnons demeurer esteintes, abolies & assoupies, & tenuës comme non advenues, & pour cest effect, après avoir eu sur ce l'avis des princes & autres seigneurs de nostre conseil estans près de nous, avons statué & ordonné les choses qui ensuivent.

I. Premierement voulons & ordonnons, suivant l'edict de pacification fait par le feu roy nostre très. cher sieur & frere en l'an 1577. & les declarations depuis par nous faites pour l'observation d'iceluy,

que dans la ville & faulx bourgs de Paris & les dix lieüs ez environs designées par l'edict, il ne se fera autre exercice de religion, que de la catholique, apostolique & Romaine. Deffendons très-expressément à toutes personnes, sur les peines de nos ordonnances, de ne molester ni inquieter les ecclesiastiques en la celebration du service divin, jouissance & perception des fruides & revenus de leurs benefices & de tous autres droicts & devoirs qui leur appartiennent, deff. quels à ces fins leur avons fait & faisons par ces presentes pleine & entiere mainlevée. Voulons & entendons que tous ceux qui depuis ces presens troubles se sont emparez des eglises, maisons, biens & revenus appartenans auxdicts ecclesiastiques residans au dedans du diocèse de Paris, tant de ceux qui sont assis en iceluy, que par tout ailleurs au dedans de nostredit royaume, & qui les detiennent & occupent, leur en delaissent l'entiere possession & libre jouissance, avec tels droicts, libertez & suretez qu'ils avoient auparavant qu'ils fussent dessaisis.

II. Et pour plus ample & perpetuelle declaration & tesmoignage de la singuliere affection & amour que nous portons à nostre bonne ville de Paris, l'avons remise, reintegee & restituée, remettons, reintegrons & restituons en tous les anciens privileges, droicts, concessions, octrois, franchises, libertez & immunités qui cy-devant luy ont esté accordez par les roys nos predecesseurs, que nous luy octroyons de nouveau, confirmons & continuons par ces presentes, pour en jouir & user à l'advenir tout ainsi qu'elle en a bien & deüement jouy par le passé & auparavant les presens troubles; tant en ce qui concerne l'université, corps & hostel de ville, prevost des marchands, eschevinage & officiers d'icelle, que tous autres corps, colleges & communautéz de quelque titre & qualité qu'ils soient, qui cy-devant & auparavant lesdicts troubles y ont esté establis.

III. Et pour oster toute occasion de recherches, procez & querelles à l'advenir, à cause des choses passées durant lesdicts troubles, avons en declarant plus amplement nostre volonté sur la descharge & abolition contenuë cy-dessus, dict & ordonné, disons & ordonnons que la memoire de tout ce qui s'est passé en ladicte ville de Paris & ez environs, pour le regard de ce qui peut concerner lesdicts habitans & autres qui se seront trou-

JUSTIFICATIVES.

5

vez dans ladicte ville lors de la reduction d'icelle, lesquels seront dans huit jours après la publication des presentes les sermens & promesses contenues en nostre declaration cy-devant publiée en nostre parlement seant à Tours, depuis le commencement des presens troubles & à l'occasion d'iceux jusqu'à present, demourera esteinte & assoupie, tant en la prise des armes, entreprise des villes, forcemens d'icelles, chasteaux, maisons & fortresses, demolition d'icelles, prises des deniers des receptes generales, particulieres, gabelles & ventes du sel, impositions mises sur iceluy, & toutes autres impositions & levées de deniers, tant en ladicte ville, que ez environs, traictes & impositions foraines mises sur les denrées & marchandises, vivres, fontes d'artillerie & boulets, confection de pouldres & salpestres & autres munitions de guerre, fabrication de monnoyes, pratiques & levées de gens de guerre, conduite & exploit d'iceux, ligues, negociations & traictes faits, tant dedans, que dehors le royaume, vente de biens meubles, coupes de bois taillis & haute fustaye, amendes, butins, rançons, & tous autres actes d'hostilité; & generalement toutes autres choses qui ont esté faictes, gerées & negociées en quelque forme & maniere que ce soit, en public ou en particulier, durant les presens troubles & à l'occasion d'iceux, sans que lesdicts habitans ni aucuns d'iceux en puissent à l'advenir estre poursuivis, inquietez, molestez ni recherchez en quelque sorte & maniere que ce soit; voulons à ceste fin qu'ils en demeurent quittes & deschargez, imposant sur ce silence perpetuel à nos procureurs generaux & à toutes autres personnes. Entendons aussi & leur enjoignons très-expressement qu'ils aient à se despartir de toutes ligues, traictes, associations, pratiques, intelligences, tant dedans que dehors ce royaume, contraires à nostre auctorité, sur peine d'estre punis comme criminels de leze-majesté. Et pour éviter toute occasion de querelle & dispute entre nos subjects, leur avons inhibé & defendu, inhibons & defendons par ces presentes, de s'entreinjurer, reprocher, offenser ne provoquer l'un l'autre de fait ou de parole, pour raison de ce qui s'est passé durant & pendant lesdicts troubles, ains se contenir & vivre paisiblement ensemble comme bons freres, amys & concitoyens soubz l'observation de nos edicts, sur peine aux contrevenans d'estre punis

sur le champ, & sans autre forme ne figure de procez, comme perturbateurs du repos public.

IV. Voulons en outre & ordonnons que tous arrests, commissions & executions d'icelles, decrets, sentences, jugemens, contracts & autres actes de justice donnez entre personnes de mesme party & entre tous ceux qui auront volontairement contesté, tant ez cours ordinaires, prevosté de Paris, siege presidial, & autres cours & juridictions de ladicte ville, prevosté & vicomté durant lesdicts troubles sortent effect. Et ne sera faicte aucune recherche des executions de mort qui ont esté faictes durant iceux par auctorité de justice, ou par droit de guerre & commandement des chefs. Et pour le regard des arrests sentences & jugemens donnez contre les absens tenans divers partis, soit en justice criminelle ou civile, en toutes les cours souveraines de ce royaume & juridictions d'icelles, demoureront nuls & sans effect, pour quelque cause & occasion que ce puisse estre; comme aussi tous jugemens & arrests donnez à l'encontre du comte de Brisfac en consequence du party qu'il a tenu, sont cassez & revoquez, ensemble les dons par nous faicts, ou par nostre predecesseur, des biens à luy appartenans, en consideration du grand, loyal & recommandable service qu'il nous a fait & à l'universel de ce royaume, en la reduction soubz nostre obeissance de nostredicte bonne ville de Paris. Et quant aux executions de mort qui ont esté faictes d'aucuns desdicts habitans pour raison des cas dépendans desdicts troubles, voulons & entendons que lesdictes executions ne portent prejudice à l'honneur & memoire des deffuncts, & que les confiscations que nos procureurs ont pretendu ou pourroient pretendre, n'aient aucun lieu au prejudice de leurs veufves, enfans & heritiers.

V. Voulons & nous plaist que tous lesdicts habitans qui satisferont auxdictes promesses, submissions & serment, rentrent en la jouissance de leurs biens, offices, dignitez & domaines, en quelque lieu qu'ils soient situez & assis; revoquant tous dons & concessions faictes d'iceux au prejudice de ceux auxquels ils appartennoient, ou de leurs veufves & heritiers.

VI. Et pour le regard des saisies qui ont esté cy-devant faictes sur les biens, heritages, rentes & revenus desdicts ha-

bitans de Paris & autres lieux de ladi-

cte prevosté & vicomté qui satisferont auxdictes promesses & submissions, en quelques lieux que lesdicts biens soient situéz & assis, demoureront nulles. Et donnons à iceux habitans pleine & entiere main levée desdictes saisies, & leur avons quitte & remis ce qui nous en pourroit estre dû à cause d'icelles, non obstant tous dons qui en pourroient avoir esté faits, que nous avons cassez & revoquez, cassons & revoquons, sans avoir égard aux obligations & promesses non acquittées, faites par les laboureurs ou fermiers, tant aux donataires, que aux commissaires & fermiers de justice, lesquelles seront & demoureront nulles. Et quant aux debtes & credits deuz auxdicts habitans, voulons que sans avoir égard aux dons qui en pourroient avoir esté faits, que nous avons pareillement cassez & revoquez, cassons & revoquons, ils puissent contraindre & faire contraindre ceux qui leur sont obligez par cesdites, promesses, obligations ou transports, en la mesme forme que ils eussent fait ou pu faire avant lesdicts troubles.

VII. Toutes provisions d'offices faites par le duc de Mayenne demoureront nulles & de nul effect; & neantmoins ceux qui ont obtenu lesdictes provisions par mort ou resignation de ceux du mesme party (exceptez les estats de presidents en nos cours souveraines) seront conservez esdicts offices par nos lettres de provision, qui sur ce leur seront expedies sans payer finance. Comme aussi seront conservez par la mesme forme les nouveaux officiers par nous erigez sur le fait du sel, qui ont obtenu provisions du duc de Mayenne, lesquelles demoureront pareillement nulles & de nul effect.

VIII. Ceux qui ont esté pourveüz par le duc de Mayenne de benefices non consistoriaux estans en ladicte ville vacquans par mort, y seront aussi conservez, en prenant de nous les expeditions pour ce necessaires; & demoureront nulles celles qui leur ont esté accordées par le duc de Mayenne.

IX. Et pour le regard de ceux desdicts habitans qui ne se font trouvez dans ladicte ville lors de la reduction d'icelle, en quelque part qu'ils puissent avoir esté ou estre, jouyront du mesme benefice que les autres qui s'y font trouvez, s'ils s'y retirent dans un mois après la publication des presentes, & faisant par eux lesdictes submissions pour y vivre

sous nostre obeissance.

X. Tous ceux desdicts habitans qui sortiront de ladicte ville sous nos passeports, pour se retirer en autres lieux de nostre obeissance, jouyront de leurs biens, sans qu'ils y soient troublez ni molestez, se comportant modestement, sans faire chose contraire à la fidelité qu'ils nous doivent, & en faisant les submissions & promesses cy-dessus contenues.

XI. Pour soulager lesdits habitans, ne pourront durant la presente année les debiteurs des rentes constituées estre contrainsts de payer plus de l'année courante des arrerages d'icelles, par chacun quartier, sans prejudice des autres arrerages precedens, pour lesquels sera fait reglement le plus au soulagement d'un chacun que faire se pourra.

XII. Que les comptes rendus à Paris durant les troubles par aucuns comptables, pardevant les officiers des comptes qui y ont residé, ne seront subjeçts à revision, si ce n'est ez cas de l'ordonnance.

XIII. N'entendons toutesfois comprendre en ces presentes ce qui a esté fait par forme de volerie & sans aveu; pour raison de quoy nous avons permis & permettons à toutes personnes de se pourveoir par les voyes de justice, ainsi que bon leur semblera. Comme aussi sont exceptez tous ceux qui se trouveront coupables de l'execrable assassinat commis en la personne du feu roy nostre très-cher sieur & frere, que Dieu absolve, & de conspiration sur nostre vie; & pareillement tous crimes & delicts punissables entre gens de mesme party.

Si donnons en mandement à nostre très-cher & feal chancelier, officiers de la couronne, ducs & pairs de France, & autres seigneurs de nostre conseil, & maistres des requestes ordinaires de nostre hostel, à ce par nous commis & deputez, qu'ils facent lire, publier & enregistrer ces presentes ez registres de nostre cour de parlement, chambre de nos comptes, cour des aydes, generaux des monnoyes, & par tout ailleurs où il appartient; voulans & ordonnans que le contenu en icelles soit inviolablement gardé & observé, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, edicts, declarations, arrests, jugemens, lettres, mandemens, deffenses & autres choses à ce contraires, auxquelles nous avons pour ce regard dérogé & dérogeons, ensemble

JUSTIFICATIVES.

7

ensemble aux déroatoires des déroatoires y contraires. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à tousjours, nous avons fait mettre nostre scel à cesdites presentes signées de nostre main. Donné à Paris au mois de Mars, l'an de grace M. D. XCIV. & de nostre regne le v. *Ainsi signé, HENRY;*
Et plus bas: Par le roy, RUZE'. Et à costé: Visa. Et scellé du grand sceau en lacs de soye, de cire verte.

Le roy a ordonné & ordonne que sur le reply de ces lettres sera mis : Leuës, publiées & registrées, oy & ce requerant son procureur general. Faict à Paris en la grand chambre de parlement, monsieur le chancelier y seant, avec les officiers de la couronne, ducs & pairs de France, conseillers de son conseil d'estat, & aucuns des maistres des requestes ordinaires de son hostel, le xxviii. jour de Mars M. D. XCIV. *Signé, LUILLIER.*

Le roy a ordonné & ordonne que sur le reply de ces lettres sera mis : Leuës, publiées & registrées. Faict à Paris en la chambre des comptes, monsieur le chancelier y seant, avec les officiers de la couronne, ducs & pairs de France, conseillers de son conseil d'estat, & aucuns des maistres des requestes ordinaires de son hostel, le xxviii. Mars M. D. XCIV. *Signé, LUILLIER.*

Le roy a ordonné & ordonne que sur le reply de ces lettres sera mis : Leuës, publiées & registrées, oy & ce requerant le procureur general du roy. Faict en la chambre des aydes à Paris, monsieur le chancelier y seant, avec les officiers de la couronne, ducs & pairs de France, conseillers de son conseil d'estat, & aucuns des maistres des requestes ordinaires de son hostel, le xxviii. Mars M. D. XCIV. *Signé, LUILLIER.*

Il est ordonné que sur le reply desdites lettres sera mis : Leuës, publiées & enregistrées. Faict à Paris en la chambre des monnoyes, par les sieurs de Riz & de Pontcarré conseillers du roy en son conseil d'estat & commissaires à ce deputez par sa majesté le xxviii. jour de Mars M. D. XCIV. *Signé, LUILLIER.*
Pris sur l'imprimé.

LETTRES PATENTES DU ROY
Henry IV. pour le rétablissement du
parlement de Paris.

An. 1594.

HENRY par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes lettres verront,

salut. Comme par le malheur de la diffusion suscritee & continuée en cestuy nostre royaume par les mauvaises menées d'aucuns princes estrangers nos ennemis, & autres nos subjects rebelles, tant du vivant du feu roy nostre très-honoré seigneur & frere, que Dieu absolve, que depuis nostre advenement à la couronne, plusieurs villes ayant esté substraictes de l'obeissance deus à nostredit sieur & frere & à nous; entre lesquelles nostre bonne ville de Paris ayant esté occupée par nos ennemis & en danger evident d'estre sous l'insupportable joug & honteuse domination de l'Espagnol, s'y seroit commis plusieurs choses contraires à l'obeissance deus à nostredit sieur & frere & à nous; où estant demeuré un nombre infiny de citoyens, les uns pour crainte de perdre leurs biens, autres pour ne pouvoir abandonner les personnes à la conservation desquelles nature les obligeoit, autres pour n'avoir moyen ne commodité de vivre ailleurs, aucuns pour le desir qu'ils avoient de nous y pouvoir faire service & à la chose publique de cedit royaume; entre lesquels plusieurs officiers de nostre cour de parlement y auroient résidé & continué l'exercice de la charge qui leur auroit esté commise & avoient exercée en nostredit parlement auparavant le trouble; dont nostredit sieur & frere ayant conceu contr'eux une juste indignation, les auroit interdits, & sur ce fait les declarations qui ont esté publiées en la cour de parlement transférée à Tours; comme pour le semblable & pour mesme occasion auroit esté par nous fait, declarans nul & de nul effect tout ce qui par eux auroit esté decreté, jugé & ordonné. Mais comme pour les causes contenues en nostre edit qu'avons voulu estre publié en nostre grand-chambre de parlement, nous aurions de nostre grace speciale, pleine puissance & auctorité royale, esteint & aboly toutes les choses faictes en nostredite bonne ville de Paris, durant & à l'occasion des presens troubles; aussi nous avons jugé estre très-requis & necessaire, pour le bien de nostre service & du repos public, afin qu'une si bonne ville ne demeurast sans l'exercice de la justice souveraine, pour la conservation des bons & chastiment des mauvais, attendant que nous ayons rassemblé tout le corps d'icelle nostredite cour par le retour de nos amez & feaux les gens tenans nostredite cour de parlement transférée à Tours, & la chambre ordonnée à Chaalons pour

y exercer la justice, lesquels à ceste fin nous avons mandez; que les conseillers & autres officiers de ladicte cour qui ont obtenu provision des roys nos predecesseurs, & residé en cestedicte ville durant ledict trouble, soient remis & reintegrez à l'exercice de leurs charges; ayans jugé lesdicts conseillers dignes de ceste nostre grace & faveur, pour la vertu & constance qu'ils ont montré en plusieurs choses, & mesmement en la resolution qu'ils prindrent de faire l'arrest qu'ils publièrent & soustindrent vertueusement au mois de Juin dernier, contre ceux qui s'efforçoient de troubler & rompre les ordres de la succession legitime de ce royaume; & pour cest effect avons osté & levé, ostons & levons l'interdiction faite ausdits conseillers & autres officiers, tant par ledit sieur roy, que par nous; voulans & entendans que lesdicts conseillers & officiers se trouvant à présent en cestedite ville en un bien grand & notable nombre, après qu'ils auront fait entre les mains de nostre très-cher & feal chancelier le serment pour ce requis, soient reestablis & remis à l'exercice de leurs charges, comme par ces presentes nous les avons remis & reestablis, remettons & reestablissons, pour en jouir, après la prestation dudit serment, aux mesmes honneurs, prerogatives, droicts, pouvoirs, privileges & préeminences qu'ils souloient avoir & dont ils jouissoient auparavant lesdictes interdictions: faisans & pouvans faire lesdits conseillers tous actes & exercices de juridiction & justice souveraine qu'appartient à nostre parlement, & comme ils eussent fait & pu faire, si lesdites interdictions n'eussent esté contr'eux declarées: procedans à la publication d'edicts, reception d'officiers, jugemens souverains, & toutes autres expéditions & reglemens qui ont cy-devant esté faiscts en nostredit parlement. Si donnons en mandement à nostre très-cher & feal chancelier, officiers de la couronne, ducs & pairs de France, autres sieurs de nostre conseil, & maistres des requestes ordinaires à ce par nous commis & deputez, que ces presentes ils facent lire, publier & enregistrer, pour estre le contenu en icelles gardé, observé & executé selon leur forme & teneur. Car tel est nostre plaisir. En tesmoin de quoy nous avons signé de nostre main cesdictes presentes & à icelles fait apposer nostre scel. Donné à Paris le xxviii jour de Mars, l'an de grace M. D. xciv. Signé HENRY. & sur le

reply: Par le roy, RUZE. Et scellé de cire jaune du grand sceau.

Le roy a ordonné & ordonne que sur le reply des lettres sera mis: Lesdits, publiées & registrées, oy & ce requerrant son procureur general. Fait à Paris en la grand-chambre de parlement, monsieur le chancelier y seant avec les officiers de la couronne, ducs & pairs de France, conseillers de son conseil d'estat, & aucuns des maistres des requestes ordinaires de son hostel, le xxviii. jour de Mars M. D. xciv. Signé, L'HUILLIER. Pris sur l'imprimé de la mesme année.

DECLARATION DU ROY
Henry IV. sur la moderation des entrées
qui se devoient à Paris avant sa réduction
sous l'obeissance de sa majesté.

VINS.

LE muid de vin entrant dans ladicte ville de Paris payera, au lieu de cinq escus & demy que l'on prenoit pour le vin du costé d'amont l'eauë, un escu trente sols.
La pipe de vin de Canarye, six escus.
La pipe de vin muscat de Frontignan, six escus.
Le muid de vinaigre, au lieu de iv. escus, un escu trente sols.
Le muid de verjus, au lieu de quatre escus, un escu trente sols.
Le muid de vin passant soubz les ponts dudit Paris pour estre mené & conduit du costé de Normandie, au lieu de onze escus, deux escus.

GRAINS.

Le septier de bled froment, au lieu de trois escus, xxv. sols.
Le septier de mestil, au lieu de trois escus, vingt sols.
Le septier de seigle, au lieu de deux escus, quinze sols.
Le septier d'orge, au lieu de deux escus, dix sols.
Le septier d'avoine, au lieu de deux escus, dix sols.
Le septier de pois, au lieu de quatre escus, vingt sols.
Le septier de febves, au lieu de trois escus, vingt sols.

CHAIRS.

Le bon bœuf gras, au lieu de dix escus,

AN. 1594.

Cette piece qui paroistra peu importante en elle-mesme au premier coup d'œil, servira cependant à faire voir quelle estoit la malheureuse situation des Parisiens dans le parti où ils se trouvoient engagez.

JUSTIFICATIVES.

cus, payera	deux escus.	lieu de quatre escus, trente fols.
Le bouvillon, au lieu de six escus,	un escu.	La somme de cheval de poysfon d'eau douce, au lieu de trois escus, trente fols.
La vache grasse, au lieu de cinq escus,	un escu.	Le cent de carpes & brochets, deux escus.
Le veau gras, au lieu de deux escus,	vingt fols.	
Le mouton gras, au lieu de deux escus,	quinze fols.	
Le porc gras, au lieu de quatre escus,	trente fols.	
Le porc moyen, au lieu de deux escus,	vingt fols.	
Le cent poissant de jambons de Mangeance,	deux escus.	

FRUITS.

La somme de toutes sortes de fruits, au lieu de XLV. f. dix fols.

POYSSON SALLE.

Le baril de harancz entrant dans Paris pour y estre vendu & debité, au lieu de trois escus, un escu trente fols.
 Le baril de harancz passant sous les ponts pour estre mené au pays d'amont, Lyonois & Auvergne, un escu trente f.
 Le boucaut de harancz foret, 2. escus.
 Le boucaut dudit harancz foret qui passera soubz lesdicts ponts pour estre mené ezdicts lieux, deux escus.
 Le baril de moruës de Flandrës, un escu trente fols.
 Le baril de moruë passant soubz les ponts pour estre mené au pays d'amont, un escu trente fols.
 Le baril de macquereaux salez, un escu.
 Le baril de saumon fallé, au lieu de quatre escus, un escu trente fols.
 Le baril dudit saumon passant soubz les ponts pour ledit pays d'amont, un escu trente fols.
 Le cent de poignée de moruë de Terre-neuve, que l'on appelle moruë en pille, au lieu de huit escus un tiers, deux escus.
 Le cent desdictes moruës passant soubz les ponts pour mener audit pays d'amont, deux escus.
 Le millier de poisson sec, quatre escus.
 Le millier dudit poisson sec passant soubz lesdicts ponts pour mener au pays d'amont, quatre escus.

POYSSON FRAIS DE MER.

La somme de cheval de marée, au
Tome II. Part. II.

OEUVRES DE POIS ET épiceries.

Le cent de lard, cinquante fols.
 Le cent de suif, vingt fols.
 Le cent de fourmage d'Auvergne & Holande, vingt fols.
 Le cent de bocure, vingt fols.
 Le cent d'huile d'ollif, tant en pippe venant d'Espagne, qu'en bouc de Languedoc & Provence, un escu.
 Le cent de pruneaux, au lieu de cinquante fols, quinze fols.
 Le cent de sucre fin, au lieu de huit escus un tiers, deux escus.
 Le cent de caxonnade, au lieu de quatre escus dix fols, un escu.
 Le cent de dragées, au lieu de trente-trois escus un tiers, deux escus.
 Le cent de confitures de Gennes & autres, au lieu de xxxiii. escus un tiers, trois escus.
 Le cent de raisins de Damas & Corinthe, au lieu de quatre escus dix fols, un escu.
 Le cent de raisins de quesse & autres, au lieu de deux escus cinq fols, quarante fols.
 Le cent de figues de Marseille, au lieu de deux escus cinquante fols, vingt f.
 Le cabat de figues d'Espagne, quinze f.
 Le cent de prunes de brinolles, deux escus.
 Le cent d'amendes tant de Provence, Languedoc, qu'autres lieux, un escu.
 Le cent d'avelines, quinze fols.
 Le cent de pignons, trente fols.
 Le cent de poivre, au lieu de vingt escus, quatre escus.
 Le cent de gingembre, deux escus.
 Le cent de mulcade, au lieu de vingt escus, quatre escus.
 Le cent de cloud de giroffle, au lieu de xxxiii. escus un tiers, six escus.
 Le cent de canelle, au lieu de xxv. escus, six escus.
 Le cent de graine de paradis, appelée maniguette, un escu.
 Le cent de massia & fleur de mulcade, six escus.
 Le cent de poivre de Guinée, un escu.
 Le cent de cire jaulne, au lieu de six escus, un escu.
 Le cent de cire blanche, un escu trente f.

Le cent de miel, autrement barils, quinze fols.
 Le cent de savon, au lieu d'un escu
 xl. fols, quinze fols.
 Le cent d'amidon, au lieu d'un escu,
 vingt fols.

DROGUERIES.

La livre de rubarbe, deux escus.
 La livre d'escamonée & turbie,
 trente fols.
 La livre de garic, benjong, torax,
 & autres drogues de pareille valeur,
 quinze fols.
 Le cent de fené, un escu.
 Le cent de casse en bastons, au lieu
 de quatre escus dix fols, trente fols.

MARCHANDISES DE DRAP
d'or & d'argent, foyes, menuës merceries.

La piece de toile d'or & d'argent
 frisé, à poil, vingt escus.
 L'aune de toile d'or & d'argent da-
 macée & pleine, un escu.
 L'aune de velours cramoisy brun &
 violet, vingt fols.
 L'aune de velours de Gennes, tant
 plain que figuré, dix fols.
 L'aune de velours de couleurs, fa-
 çon de Lyon, Luques, Milan, Reges,
 Modes, & Naples, tant plains que fa-
 çonnez, cinq fols.
 La livre de toutes sortes de draps raz,
 tant de Gennes, Lucques, Milan, Flo-
 rence & autres lieux, quarante fols.
 La livre de toutes sortes de taffetas
 plains, tant de Tours, que autres lieux,
 quarante fols.
 L'aune de toutes sortes de taffetas ve-
 loutez, cinq fols.
 La livre de foye en borte, quarante f.
 La livre de passément, quarante fols.
 La livre de foye escrué, vingt fols.
 Le marc d'or & d'argent filé, un escu.
 Le bas de foye, au lieu d'un escu
 vingt fols, cinq fols.
 Le bas d'estame, au lieu de dix fols,
 cinq fols.
 La grosse d'eguilletes de foye, douze f.
 La grosse d'eguilletes de Naples &
 Padoué, cinq fols.
 La livre de toute sortes de rubens de
 foye, vingt fols.
 Le cent poissant de toute sorte de ru-
 bannerie de laine & autres menuës mer-
 ceries, un escu.
 La piece de camelotins de Flandres,
 tant croizez, que unis, & burats mi-

foye rayez, vingt fols.
 La piece de gros Milan, façon de
 Flandres & autres lieux, trente fols.
 La piece d'estamine, cinq fols.
 La grosse de gans, au lieu de vingt
 fols, douze fols.
 Le cent de coton filé, un escu trente f.
 Le cent de coton en laine, quarante f.
 L'aune de sarin de Burges, cinq fols.
 La piece de camelot de foye ondé,
 trente fols.
 La piece de camelot de Turquie, tant
 plains que ondez, trente fols.
 La piece de fustaine à grain d'orge,
 au lieu d'un escu, quinze fols.
 La piece de fustaine & boucassin à
 doubler, cinq fols.
 La piece de fustaine d'Angleterre,
 au lieu d'un escu un tiers, quinze fols.
 La piece de treillis d'Allemaigne, 5. f.
 La piece de camelot d'Amiens, l'isle,
 ferge d'Arras, & mi-ostades, quinze fols.
 La piece de tripe de velours,
 quinze fols.

TOILLES.

La piece de toile de Hollande fine,
 un escu.
 La piece de toile de Hollande moyen-
 ne, trente fols.
 La piece de toile de Cambrai fine,
 quarante fols.
 La piece de toile de Cambrai moyen-
 ne, vingt fols.
 La piece de toile batiste fine, un escu.
 La piece de toile batiste moyenne,
 trente fols.
 La piece de napes ouvrees de Flan-
 dres, un escu.
 La piece de toile de Henault, d'Ast
 & autres lieux de Flandres, quinze fols.
 La piece de toile de Rouen, 15. fols.

BUFFES, BUFFETINS
& chamois.

La peau de grand buffe, quinze fols;
 La peau de buffetin, sept fols. 6. den.
 La douzaine de peaux de chamois,
 au lieu de deux escus, trente fols.

DRAPPERIES.

La piece de drap fin, au lieu de qua-
 tre escus, un escu.
 La piece de drap moyen, au lieu de
 trois escus, trente fols.
 La piece d'estamet & petit drap, au
 lieu de deux escus, vingt fols.
 La

JUSTIFICATIVES.

11

La pièce de serge de Beauvais, 30. f.
 La pièce de revefche & frife, au lieu
 d'un efcu un tiers, dix fols.
 L'aune de serge de Florence fine,
 dix fols.
 L'aune de serge façon de Florence,
 cinq fols.
 L'aune de serge drappée d'Ascot, fa-
 çon d'Amiens & Chartres, quinze fols.
 La douzaine de couvertures de Ca-
 stolognes, au lieu de quatre efcus, un efcu.
 La douzaine d'autres couvertures
 moindres, au lieu de deux efcus, 30. f.

LAINES.

Le cent de laines de Languedoc,
 deux efcus.
 Le cent de laines de Provence,
 un efcu.
 Le cent de laine filée, au lieu d'un
 efcu un tiers, un efcu.

CUIRS.

La pièce de cuir gras à faire semel-
 les, au lieu d'un efcu & demy, vingt f.
 La pièce de cuir ou vache, au lieu de
 quarante fols, dix fols.
 La douzaine de bazannes, au lieu de
 xxiv. fols, cinq fols.
 La douzaine de peaux de veaux, au
 lieu de cinquante fols, dix fols.
 Le cent de peaux de mouton, au lieu
 d'un efcu deux tiers, vingt-cinq fols.
 Le cent de peaux de chevreaux &
 d'agneaux, au lieu d'un efcu, quinze f.
 La pièce de cuir à poil, de Barbarie,
 dix fols.
 La douzaine de maroquins, au lieu
 de deux efcus, vingt fols.

TINTURES.

La livre de graine de cochenille,
 dix fols.
 La livre de graine d'escarlatta, 5. f.
 La livre de pastel de ladite escarlatta,
 re. vii. f. vi. den. trente fols.
 La balle de pastel, dix fols.
 Le cent de gerbe de gaulde, au lieu
 d'un efcu, dix fols.
 Le cent d'allun, dix fols.
 Le cent de garence, dix fols.
 Le cent de bresil, dix fols.
 Le cent de galles, quinze fols.
 Le cent de coperoze, dix fols.

BOIS, CHARBON, ET FOING.

Le millier de foing, au lieu de dix ef-
 cus, un efcu.
 Le moule de gros bois, à cinquante
 demies-busches pour moule, outre les
 anciens droicts, au lieu d'un efcu, 5. f.
 Le moule de bois flotté, au lieu de
 quarante fols, trois fols.
 La corde de bois, au lieu de deux ef-
 cus, dix fols.
 Le millier de coterez, au lieu de six
 efcus deux tiers, un efcu.
 Le millier de fagots, au lieu de cinq
 efcus, quarante fols.
 Le baril de charbon de terre, dont il
 y en a seize au muid, au lieu de tren-
 te fols, trois fols.
 Le muid de charbon de bois, au lieu
 de six efcus, trente fols.

FER, PLOMB, ESTAING.

Le millier de plomb, au lieu de six
 efcus, un efcu.
 Le cent d'estain, un efcu trente fols.
 Le cent de fer, au lieu de trois ef-
 cus vingt fols, dix fols.
 Le ballon d'acier, vingt fols.
 Le cent poissant de quinquaille, vingt-cinq fols.

HUILES A BRUSLER.

La pippe d'huile de poisson, un efcu.
 La pippe d'huile de ballaine, un efcu.
 Le baril d'huile de rabette, 15. fols.
 Le baril d'huile de lin, quinze fols.
 Le baril de couldran & rare, cinq f.
 Outre lesquelles marchandises & prix
 cy-dessus spécifiez, sera prins & levé, à
 l'equipolent desdites taxes, sur les autres
 marchandises passant par ladite ville &
 y entrant, non comprises au présent ta-
 bleau, dont la recepte & controolle se-
 ront faits par ceux qui sont à ce faire
 commis, & par les quittrances dudit com-
 mis, lesquelles seront controollées &
 enregistrées, & ledit controolle rappor-
 té pour la verification de ladite recepte,
 declarant sa majesté confisque & de bon-
 ne prinse tout ce qui passera & entrera
 sans avoir payé lesdits droicts que des-
 fus.

Et outre ladite imposition, sera levé
 la somme de deux fols pour frais. Fait
 à Paris le xxix. jour de Mars M. D. xciv.
 Signé, HENRY; & plus bas: R U Z E.
 Pris sur l'imprimé de la mesme année.

B ij

*ARREST DU PARLEMENT
après son rétablissement, au sujet de ce
qui s'est fait à Paris & ailleurs pendant
les troubles, &c.*

LA cour ayant dez le douzième jour du mois de Janvier dernier interpellé le duc de Mayenne de reconnoître le roy que Dieu & les loix ont donné à ce royaume, & procurer la paix, sans qu'il y ait voulu entendre, empêché par les artifices des Espagnols & leurs adhérens; & Dieu ayant par sa bonté infinie delivré ceste ville de Paris des mains des estrangers, & reduite en l'obeissance de son roy naturel & legitime; après avoir solennellement rendu graces à Dieu de cest heureux succez, voulant employer l'autorité de la justice souveraine du royaume, pour, en conservant la religion catholique, apostolique & Romaine, empêcher que sous le faux pretexte d'icelle les estrangers ne s'emparent de l'estat, & rappeler tous princes, prelates, seigneurs, gentilshommes & autres subjects à la grace & clemence du roy, & à une generale reconciliation, & reparer ce que la licence des guerres civiles a altéré de l'autorité des loix & fondement de l'estat, droits & honneurs de la couronne; la matiere mise en deliberation en ladite cour, toutes les chambres assemblées, a déclaré & declare tous arrests, decrets, ordonnances & sermens donnez, faits & prestez depuis le 29. Decembre 1588. au prejudice de l'autorité de nos roys & loix du royaume, nuls & extorquez par force & violence; & comme tels les a revoquez, cassez & annullez, & ordonné qu'ils demeureront abolis & supprimez; & par especial a déclaré & declare tout ce qui a esté fait contre l'honneur du feu roy Henry III. tant de son vivant, que depuis son deceds, nul; fait defenses à toutes personnes de parler de sa memoire autrement qu'avec tout honneur & respect; & outre ordonne qu'il sera informé du derestable paricide commis en sa personne, & procedé extraordinairement contre ceux qui s'en trouveront coupables. A ladite cour revoqué & revoqué le pouvoir cy-devant donné au duc de Mayenne sous la qualité de lieutenant general de l'estat & couronne de France, fait defenses à toutes personnes de quelque estat & condition qu'ils soient, de le reconnoître en ceste qualité, luy prester aucune obeissance, faveur, confort ou ayde, à pei-

ne d'estre punis comme criminels de leze-majesté au premier chef. Et sur les mesmes peines enjoint audit duc de Mayenne & autres princes de la maison de Lorraine de reconnoître le roy Henry IV. de ce nom roy de France pour leur roy & souverain seigneur, & de luy rendre l'obeissance & service deübs; & à tous autres princes, prelates, seigneurs, gentilshommes, villes, communautéz & particuliers, de quitter le prétendu party de l'union, duquel le duc de Mayenne s'est fait chef, & rendre au roy service, obeissance & fidelité, à peine d'estre lesdits princes, seigneurs & gentilshommes degrez de noblesse & declaréz roturiers, eux & leur posterité, de confiscation de corps & de biens, de razement & demolition des villes, chasteaux & places qui seront refractaires au commandement & ordonnance du roy. A cassé & revoqué, cassé & revoqué tout ce qui a esté fait, arrêté & ordonné par les pretendus deputés de l'assemblée tenuë en ceste ville de Paris sous le nom d'estats generaux de ce royaume, comme nul, & fait par personnes privées, choisies & pratiquées pour la plupart par les fachieux de ce royaume & partisans de l'Espagnol, & n'ayans aucun pouvoir legitime. Fait defenses auxdits pretendus deputés de prendre ceste qualité, & de plus s'assembler en ceste ville ou ailleurs, à peine d'estre punis comme perturbateurs du repos public & criminels de leze-majesté, & enjoint à ceux desd. pretendus deputés qui sont encore de present en ceste ville de Paris, de se retirer chacun en leurs maisons, pour y vivre sous l'obeissance du roy, & y faire le serment de fidelité pardevant les juges des lieux. A aussi ordonné & ordonne que toutes processions & solemnitez ordonnées pendant les troubles & à l'occasion d'iceux, cesseront, & au lieu d'icelles sera à perpetuité solemnisé le 22. jour de Mars, & audit jour faite procession generale en la maniere accoustumée; où assistera ladite cour en robes rouges; en memoire & pour rendre graces à Dieu de l'heureuse delivrance & reduction de la ville en l'obeissance du roy. Et afin que personne ne puisse pretendre cause d'ignorance du present arrest, a ordonné & ordonne qu'il sera leü & publié à son de trompe & cry public par tous les carrefours de ceste ville de Paris & en tous les sieges de ce ressort; & à ceste fin sera imprimé & envoyé à la diligence du procureur general du

roy, a tous les substituts, auxquels elle enjoint de tenir la main à l'exécution d'iceluy, & en certifier ladite cour. Fait en parlement, le xxx. jour de Mars l'an M. D. XCIV.

Leu & publié à son de trompe & cry public par les carrefours de ceste ville de Paris, le lendemain dernier jour dudit mois. *Signé, DEVILLEOUTREYS.*
Pris sur l'imprimé de la mesme année.

ORDONNANCE DU ROY
Henry IV. pour la sçeurte & police de la ville de Paris.

LE roy enjoint aux colonels, capitaines, lieutenans & enseignes, faire recherche au plustost que faire le pourra, chacun en leurs dizaines, & prendre par roolle les noms & qualitez de tous les bourgeois & habitans d'icelles, ensemble les armes de chacun desdits habitans & bourgeois, auxquels sera commandé tenir icelles armes en estat pour servir aux gardes & autres occurrences.

Si aucun, vient de nouvel demourer en une dizaine, lesdits capitaines s'informeront du lieu où il souloit demeurer precedent, & de sa conversation; & s'il y avoit quelque cause de suspicion, en advertiront nostre gouverneur & lieutenant general, & les prevost des marchands & eschevins.

Lesdits colonels, capitaines, lieutenans & enseignes seront tenus aller en personne aux gardes de jour & de nuit, aux lieux, jours & heures qui leur seront ordonnées, comme aussi les bourgeois & habitans, de quelque qualiré & condition qu'ils soient, de les suyvre & assister, n'estoit qu'aucuns pour la dignité de leurs charges peussent estre quelquesfois excusés; neantmoins en leur abîence ils seront tenus y envoyer personne capable & agreable au capitaine.

Si aucuns des bourgeois sont deffail-lans d'aller aux gardes ou obeir aux commandemens qui leur seront faits de nostre part, du gouverneur, prevost des marchands & eschevins, lesdits capitaines porteront ou enverront auxdits prevost des marchands & eschevins le roolle des deffail-lans & refractaires, pour estre mulctez ou condamnez selon l'exigence du cas. Et seront les condamnations pecuniaires executées nonobstant oppositions ou appellations quelconques & sans préjudice d'icelles. Lesdits capitaines seront armer leurs bourgeois pour entrer en la garde des

portes, à six heures du matin en esté, & à sept heures en hyver; & avant que d'abattre les ponts-levis & ouvrir les barrières, feront sortir par les guichets & planchettes un sergent avec quelque nombre de bourgeois, pour faire la descouverte hors les portes, afin d'obvier à surprise ou confusion à l'ouverture d'icelles.

Ceux qui seront posez en garde de nuit, ne pourront abandonner leursdites gardes, pour quelque cause que ce soit, jusqu'à l'ouverture de la porte plus prochaine de leurs gardes, sous peine d'amende.

Les capitaines qui seront en garde aux portes, enquerrent soigneusement ceux qui entreront, du lieu de leur demeure, & de la cause de leur voiage, comme aussi des lieux où ils auront passé, & de ce qu'ils auront veu, ouy, ou rencontré, & s'ils recognoissent chose d'importance, en advertiront nostredit gouverneur & lesdits prevost des marchands & eschevins.

Aucun ne sera admis & receu en ladite ville sans passeport de nous ou du gouverneur; n'estoit que fussent personnes signalées & notoirement recogneues.

Les marchands trafiquans en nostredite ville, tant par eau que par terre, seront tenus prendre passeport de nostredit gouverneur, & parcellément ceux de la ville qui voudront aller dehors pour leurs affaires ou marchandise, prendront passeport dudit gouverneur ou du prevost des marchands & eschevins, & advertiront leurs capitaines de leurs departemens & du temps de leur séjour, pendant lequel ils laisseront personnes capables pour aller aux gardes.

Les capitaines entrans en garde feront choix de deux ou trois personnes pour veoir les lettres & papiers qui se porteront dehors, ou s'apporteront dans la ville, afin qu'il ne passe aucune chose prejudiciable à nostre service.

Toutesfois ne seront ouvertes les lettres, missives & pacquets concernant nos affaires, ny autres adressans à personnes qualifiées & recogneues affectionnées à nostredit service.

Les hostelliers, cabarettiers & autres louans chambres garnies, porteront par chacun jour les noms & qualitez de leurs hostes, tant au capitaine que dizénier, lesquels seront tenus les envoyer au bureau de la ville ou à celui des eschevins qui aura le quartier en son departement, afin de nous donner advis, ou à nostre gouverneur, du nombre des personnes

estrangeres, & y pourveoir lorsque le cas y escherra.

Les trompettes & tambours des ennemis seront conduits par deux ou trois des gardes de la porte au logis du gouverneur, & en son absence au bureau de ladite ville pour estre requis de la cause de leur voyage.

Tous gens de guerre estans en garnison en ladite ville ne pourront sortir sans commandement dudit gouverneur; & afin que par la ville ils puissent estre reconnus, ils seront tenus porter avec eux le biller & certificat signé de leurs capitaines contenant leurs noms, sur-noms & quartier.

Si aucun venant de nos villes rebelles est arresté sans passeport vallable, il sera conduit au logis dudit gouverneur, & en son absence en l'hostel de la ville, pour estre ordonné sur la prise ou punition selon que le cas pourra meriter.

Les colonels s'assembleront une fois la semaine en l'hostel de ville & meneront avec eux un des capitaines, lieutenant ou enseigne de leurs colonnelles, pour conferer avec les prevoist des marchands & eschevins des seuretez de ladite ville, & faire entendre à nostredit gouverneur ce qui sera proposé, pour en prendre son advis ou ordonnance.

Il sera de quinze jours en quinze jours fait une curieuse recherche par les prevoist des marchands & eschevins ou autres deputez par le gouverneur ou par eux, par tous les quartiers de ladite ville, pour savoir quels gens y sont entrez, où ils sont demourans & la cause de leur venuë; pendant laquelle recherche les portes seront fermées, & ne sera permis à aucunes personnes changer ne sortir de leur quartier, crainte que par l'eschange il ne se trouvast de l'abus; & ce sur peine de punition corporelle. Fait à saint Germain en Laye le viii. jour de May M. D. xciv. Signé HENRY; & plus bas, RUZE. Tiré de l'imprimé de la mesme année.

ARREST DU PARLEMENT contre Jean Chastel.

AN. 1594.

VÉu par la cour, les grand chambre & tournelle assemblées, le procès criminel commencé à faire par le prevoist de l'hostel du roy, & depuis parachevé d'instruire en icelle à la requeste du procureur general du roy demandeur & accusateur à l'encontre de Jean Chastel natif de Paris, escholier ayant fait

le cours de ses études au college de Clermont, prisonnier és prisons de la conciergerie du palais, pour raison du très-execrable & très-abominable parricide attenté sur la personne du roy; interrogatoires & confessions dudit Jean Chastel; oy & interrogé en ladicte cour ledict Chastel sur le fait dudit parricide: oüys aussi en icelle Jean Gueret prebstre, soy disant de la congregation & societé du nom de Jesus, demeurant audit college, & cy-devant precepteur dudit Jean Chastel: Pierre Chastel & Denyse Hazard pere & mere dudit Jean Chastel: conclusions du procureur general du roy; & tout considéré: IL SERA DICT que ladicte cour a déclaré & déclare ledict Jean Chastel atteint & convaincu du crime de leze-majesté divine & humaine au premier chef, par le très-meschant & très-detestable parricide attenté sur la personne du roy. Pour reparation duquel crime a condamné & condamne ledict Jean Chastel à faire amende honorable devant la principale porte de l'eglise de Paris, nud en chemise, tenant une torche de cire ardente du poix de deux livres, & illec à genoux dire & déclarer que malheureusement & proditoirement il a attenté ledict très-inhumain & très-abominable parricide, & blessé le roy d'un cousteau en la face, & par faulx & damnables instructions il a dict audit procès estre permis de tuer les roys, & que le roy Henry quatriesme à present regnant, n'est en l'eglise, jusques à ce qu'il ait l'approbation du pape: dont il se repent & demande pardon à Dieu, au roy & à justice; ce fait, estre mené & conduit en un rumbereau en la place de Greve, illec estre tenaillé aux bras & cuissés, & sa main dextre, tenant en icelle le cousteau duquel il s'est efforcé commettre ledict parricide, coupée; & après, son corps tiré & desmembré avec quatre chevaux, & ses membres & corps jettez au feu & consumez en cendres, & les cendres jettées au vent. A déclaré & declare tous & chacuns ses biens acquis & confisque au roy. Avant laquelle execution sera ledit Jean Chastel appliqué à la question ordinaire & extraordinaire, pour sçavoir la verité de ses complices & d'aucuns cas resultans dudit procès. A fait & fait inhibitions & deffenses à toutes personnes de quelque qualité & condition qu'elles soyent sur peine de crime de leze-majesté, de dire ne proferer en aucun lieu public ne

autre

autre lesdits propos, lesquels ladicte cour a déclaré & declare scandaleux, feditieux, contraires à la parole de Dieu, & condamnez comme heretiques par les saincts decretz. Ordonne que les prestres & escholiers du college de Clermont, & tous autres soy disans de ladicte societé, comme corrupteurs de la jeunesse, perturbateurs du repos public, ennemis du roy & de l'estat, vuideront dedans trois jours après la signification du present arrest, hors de Paris & autres villes & lieux où sont leurs colleges, & quinzaine après hors du royaume : sur peine, où ils y seront trouvez ledict temps passé, d'estre puniz comme criminels & coupables dud. crime de leze-majesté. Seront les biens tant meubles qu'immeubles à eux appartenans employez en œuvres pitoyables, & distribution d'iceux faite ainsi que par la cour sera ordonné. Outre, fait defences à tous sujets du roy d'envoyer des escholiers aux colleges de ladicte societé qui sont hors du royaume, pour y estre instruits, sur la même peine de crime de leze-majesté. Ordonne la cour que les extraits du present arrest seront envoyez aux bailliages & seneschaussées de ce ressort, pour estre executé selon la forme & teneur. Enjoinct aux baillifs & seneschaux, leurs lieutenans generaux & particuliers proceder à l'exécution dedans le delay contenu en iceluy ; & aux substitués du procureur general tenir la main à ladite execution, faire informer des contraventions, & certifier ladite cour de leurs diligences au moy, sur peine de privation de leurs estats. *Signé, DU TILLET.*

Prononcé audit Jean Chastel, executé le Jedy xxix Decembre M. D. xciv. *Pris sur l'imprimé à Paris en 1595. avec privilege du roy.*

RESPONSE DU ROY HENRY IV.
aux remonstrances de la chambre des comptes, touchant un edict de creation des offices de receveurs des parties cauelles.

AN. 1595.

MESSIEURS, je reçois de bonne part vos remonstrances ; je sçais bien que tous edicts nouveaux sont toujours odieux ; je l'ai fait avec autant de regret que vous en avez, & sans la necessité de mes affaires vous ne seriez en peine de me faire des remonstrances que je reçois bien ; mais quand vous avez sceu ma volonté, vous devez passer outre, & ne vous arrester aux formalités que pouviez

faire en autre temps. J'ay depuis quelques années fait vivre ma gendarmerie presque miraculeusement, sans argent, à la foule & ruine toutesfois de mon peuple qui n'a plus aucun moyen. Il faut donc que j'aye recours aux moyens qui me restent. Cet edict a esté veu en mon conseil & par moy qui avons assez de jugement pour connoître ce qui est pour le bien de cest estat ; nous trouvons qu'il se doit faire, & que j'en tireray un grand secours, sans lequel je ne puis m'acheminer en mon voyage de Lyon, où il est necessité que j'aille promptement pour faire teste à mes ennemis, desquels j'espere remporter la victoire ; & après establir meilleur ordre en mes affaires que par le passé. Vous m'avez dict la charge qu'apporte cet edict en mes finances, & que vous cognoissiez ma necessité ; mais vous ne m'apportez point de remede pour m'en tirer, ni de moyen pour faire vivre mes armées. Si vous me faisiez offre de deux ou trois mil escus chacun, ou me donnassiez advis de prendre vos gages ou ceux des tresoriers de France, ce seroit un moyen pour ne point faire d'edicts. Mais vous voulez estre bien payez, & pensez avoir beaucoup fait, quand m'avez fait des remonstrances pleines de beaux discours & de belles paroles, & puis vous allez vous chauffer & faire tout à vostre commodité. Car si seulement il y a vacation, vous ne la voulez perdre pour quelqu'affaire pressée que ce soit, & dictes : nous avons accoustumé vacquer toujours ce jour là. Il vous est aisé d'en parler ; mais personne ne peut donner si bon ordre à la conservation de cet estat, que moy qui y ay tout interest ; car mes ennemis n'en veulent pas à vous, mais à moy, à ma vie & à mon estat. Vous m'avez dict que ma noblesse estoit mes bras, & que j'en estois le chef ; c'est bien la verité que tous membres du corps ont chacuns en particulier diverses fonctions, & toutesfois tendent tous à l'obeissance du chef ; il seroit mesléant que les jambes voulussent faire l'office du chef, il faut qu'elles luy obeïssent ; comme le chef a le jugement de connoître ce qui est de leur utilité ; si les jambes, les bras ou autres membres vouloient resister à certe obeissance, le chef de son autorité les y contraindroit, &c. *Reg. de la ch. des comptes coté MMMM. biblioth. Coislin vol. 15.*

*Entrée du duc de Montpensier en la chambre
des comptes, pour la verification
de quelques edicts.*

AN. 1595.

L'AN mil cinq cens quatre-vingt quinze, le treiziesme Mars, Ferrand le Febvre, huissier de la porte, est venu dire à messieurs que M. le duc de Montpensier assisté des archevesque de Bourges, de Sancy, de Ris, de Messac & Camus-Fambeville conseillers au conseil d'estat, a proposé pour venir en la chambre. A l'instant ont esté deputez maistres Jean Aymeret & Jacques de Pleurs, conseillers-maistres, pour l'aller recevoir, en la maniere accoutumée; & peu après sont retirez & dict que ledit sieur de Montpensier & lesdits sieurs du conseil, avant qu'entrer en ladite chambre, desiroient de conferer avec eux & le procureur general; ce qu'ils n'auroient voulu faire sans sçavoir l'intention de ladite chambre, laquelle l'auroit trouvé bon. Et incontinent ladite communication faite, ledit sieur de Montpensier seroit entré en ladite chambre avec lesdits sieurs du conseil; & ayant prins place au dessous de M. Jean Nicolai, conseiller du roy, premier president en icelle, lesdits sieurs de Bourges, de Ris & Camus au rang & au dessus des conseillers-maistres clers, ledit sieur de Sancy à l'opposite du costé des laïcs; auroit dit que le roy l'auroit envoyé en ladite chambre pour la verification de quelques edicts qui auroient esté cy-devant envoyez; que sa majesté n'avoit seu tirer autre secours plus prompt, que de la finance qui proviendrait; qu'il avoit regret qu'ils ne s'estoient passez par les voies ordinaires: mais assuroit ladite chambre que les affaires de sa majesté estoient tellement pressées, & particulièrement le voyage qu'elle devoit faire dans deux ou trois jours, pour s'opposer avec ses forces à celles de ses ennemis, qu'il estoit contrainct d'user de cette voie extraordinaire; luy ayant commandé venir en ladite chambre les verifier presentement, suivant le pouvoir qu'il luy en avoit fait expedier, lequel à l'instant avoit fait lire par maistre Adrian Danès, greffier de ladite chambre, duquel la teneur ensuit: HENRY par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à nostre tres cher & tres-ami cousin le duc de Montpensier, gouverneur & nostre lieutenant general en Normandie, salut. Nous avons pour plusieurs grandes raisons fait n'aguer-

res aucuns edicts, que vous ay envoyé en nostre chambre des comptes pour estre verifiez, pour en tirer quelque secours en l'extreme & urgente necessité de nos affaires. Et d'autant que la dilation & retardement nous porte un prejudice irremediable pour les occasions qui s'offrent, lesquelles nous attirent aux forces des ennemis qui taschent d'envahir nostre royaume; voulans nosdits edicts avoir lieu, & sortir leur plein & entier effect suivant leur coustume, vous avons commis & député, commettons & deputons par ces presentes signées de nostre main, pour vous transporter en nostredite chambre des comptes, & en icelle faire publier, lire & enregistrer nosdits edicts, à sçavoir, celui du mois de Novembre dernier, contenant creation de quatre controolleurs generaux de l'extraordinaire de nos guerres; autre dudit mois de Novembre, contenant creation de vingt-quatre controolleurs provinciaux de l'extraordinaire desdites guerres; autre dudit mois de Novembre, contenant creation d'un siege d'election & bureau des receptes particulieres des aydes, tailles & taillon au bourg des Sables d'Olonne, avec la creation des officiers en icelle; autre dudit mois de Novembre, contenant creation de six receveurs particuliers de nos tailles en nostre pays de Roüergue; autre du mois de pour faire vente à faculté de rachat pour deux cens cinquante quatre mil escus de nostre domaine; autre du mois de Febvrier dernier, contenant creation des receveurs provinciaux de nos parties casuelles; autre du present mois de Mars, contenant attribution & augmentation de gages aux commissaires de nos guerres de cent escus chacun, & aux controolleurs de cinquante escus chacun; autre du mois de Mars present, contenant erection en greniers des chambres à sel, avec creation des officiers en iceux; l'edict & declaration du present mois de Mars, pour la jouissance attribuée auxdits officiers provinciaux de l'extraordinaire de nos guerres de trois deniers pour livre de leur manient; & autre declaration dudit mois de Mars, pour faire supplier les anciens payeurs des compagnies deux escus chacun, à l'esgal de vingt deniers crez. Lesquels edicts & declarations vous avons donné & donnons pouvoir de faire lire, publier & enregistrer en nostredite chambre, pour estre de telle force & vertu que s'ils avoient par nous esté verifiez en nostre presence.

presence. Mandons à nostre procureur general en nostredite chambre de faire toutes les requisitions pour ce necessaires, & au greffier & commis en icelle obeir & satisfaire à ce qui leur sera par vous ordonné pour ce regard. De ce faire vous avons donné & donnons pouvoir, puissance, auctorité, commission, mandement special, nonobstant oppositions, appellations & autres voies quelconques, pour lesquelles ne sera différé. Mandons aussi à nos officiers & subjects vous obeir & entendre de l'exécution de ce que dessus. Car tel est nostre plaisir. Donné à Paris le douziesme Mars M. D. xcv. & de nostre regne le vi. Signé, HENRY; & plus bas : Par le roy, Ruzé. Et scellées sur simple queue du grand scel de cire jaune. APRES laquelle lecture ledit sieur premier president a dict qu'il y avoit plusieurs edicts entre ceux mentionnez audit pouvoir, desquels la chambre n'avoit eu aucune cognoissance; la verification desquels il supplioit ledit sieur de différer, jusques à ce que sa majesté eust esté suppliée de les laisser passer par les voyes ordinaires; & se trouvant utiles au bien de son service, lad. chambre donneroit tout contentement. Sur ce après avoir esté dict par ledit sieur de Montpensier que sa majesté l'eust désiré, mais que son voyage si prompt ne permettoit qu'ils en delibérassent, & que la consideration particuliere qui avoit meü sadite majesté de l'envoyer en ladite chambre, estoit un advertissement qu'il avoit eu que ses ennemis s'avançoient & estoient pour entreprendre au préjudice de son estat, si bien tost il ne s'y transporte luy-mesme en personne pour s'y opposer: & n'estant son pouvoir restrainct à aucune reservation, il ne pouvoit différer ladite verification. Et adressant sa parole aux gens du roy, leur a dict qu'ils prissent leurs conclusions. Lesquels ont dit qu'ils supplioient ledit sieur de différer la verification des edicts qu'ils n'avoient encores veu, jusques à ce qu'ils en ayent eu communication; & pour les autres persistoient en leurs conclusions premieres. Et par ledit sieur de Montpensier a esté dict qu'ils ne doivent différer de prendre promptement leursdictes conclusions, puisqu'ils entendoient le commandement si exprez que sa majesté luy avoit fait de faire vérifier lescdits edicts. Lesdicts gens du roy ont repliqué qu'ils persistoient en leurs premieres conclusions sur lescdits edicts qu'ils avoient veus, & pour

Tome II. Part. II.

les autres n'en pouvoient prendre, priant de rechef ledit sieur de superséder lescdites verifications. Ledit sieur de Montpensier sur ce a ordonné à moy Danès, greffier, de faire lecture desdicts edicts, ce que j'ay fait; & après ladicte lecture, ledit sieur premier president a prié ledit sieur de Montpensier trouver bon qu'il se deschargeast de la commission qu'il avoit de la chambre de luy déclarer qu'elle n'apportoit aucun consentement, avis, ni approbation à la verification qu'il vouloit faire desdicts edicts, estans contre les formes de justice ordinaires, & que le refus qu'ils avoient cy-devant fait desdicts edicts, n'avoit point esté pour desobeir en rien au commandement de sa majesté, pour la conservation de laquelle ils auroient les yeux ouverts, comme ses très-humbles serveurs & subjects. Et à l'instant ledit sieur de Montpensier auroit prononcé ce qui ensuit: Sur les edicts qui ont esté presentement veüs, le roy a ordonné que sur le reply sera mis: Leüs, publiés & enregistrés, ouy sur ce le procureur general du roy; & pour le regard de l'edict de creation des chambres à sel en greniers, à la charge qu'il ne sera fait cy-après aucuns receveurs auxdicts greniers. Et s'est ledit sieur de Montpensier, assisté desdicts sieurs du conseil, retiré, & a esté conduit par lescdits sieurs Aymeret & de Pleurs. Entre lescdits edicts apportez par ledit sieur ont esté retenus en ladite chambre celuy pour la vente du domaine jusqu'à deux cens 54. mil escus; l'autre de la creation d'un bureau d'election au lieu des Sables d'Olonne, baillez à l'instant au procureur general du roy pour sur iceux prendre ses conclusions. *Ibidem.*

LETRES PATENTES DU ROY
Henry IV. pour la continuation
du pont Neuf.

HENRY par la grace de Dieu roy de France & de Navarre; à nos amez & feaux conseillers les gens de nos comptes à Paris, tresoriers de France, & generaux de nos finances à Chaalons, Amiens, Orleans & Soissons, salut. Le feu roy nostre très-honoré seigneur, dernier decédé, que Dieu absolve, pour la commodité de nostre bonne ville de Paris, de nos subjects qui trafquent, & afin de soulager le pont Nostre Dame sur lequel advient grand desordre & confusion, estant seul pour le passage des

AN. 1598.

coches, chariots & charettes qui se rencontrent, & empêchent que l'on y puisse commodément passer à pied ny à cheval, outre que ledit pont a esté & est si estroit, qu'il y avoit quelques arches d'icelluy en danger de rompre & tomber en ruine, ce qui eust fermé le passage d'icelluy à ceux des pays de Bourgogne, Champagne, Picardie, Normandie & autres provinces qui ont accoustumé de monter & avaler par ladite riviere plusieurs marchandises, privez de cette commodité, comme aussi nostred. ville de Paris & isle de France; auroit ordonné estre fait & erigé un nouveau pont sur la riviere de Seyne, entre le guez du Louvre & celluy des Augustins, & pour ce faire, & chercher quelque moyen pour subvenir aux frais & despenses qu'il conviendrait faire, fut dès lors ordonné qu'il seroit levé & imposé esdictes generalités de Paris, Chaalons, Amiens & Orleans, une creüe d'un sol pour livre de ce que montoit le principal de la taille. Auquel pont l'on auroit tellement travaillé que tous les pilliers d'icelluy seroient fondez en l'eau & levez hors d'icelle, prez à entrer* & une partie d'icelluy vers les Augustins bien ordonnée pour rendre libre.* Lesquels ouvrages auroient cessé au moyen des troubles survenus en certuy nostre royaume. Ce que nous ayant esté remontré, par nos lettres patentes du seiziesme Juillet 1594. nous aurions ordonné lesdits deniers qui proviendront dudit sol pour livre, estre à l'advenir employez à la continuation & parachevement dudit pont, comme chose très-utile & nécessaire; & afin que la despense qui a esté faite, ne demeure inutile & ne soit perdue, nécessaire est d'y pourvoir; joint & ce qui est depuis peu de temps advenu au pont aux Mulsiers, & qu'advenant faute des autres ponts de nostredite ville de Paris, cela incommoderoit grandement le public, outre la perte & grand dommage que nous en recevriens. Nous vous commandons & très-expressément enjoignons par ces presentes que vous ayez dorenavant, à commencer du premier jour du mois de Janvier dernier, & à l'advenir jusques à la perfection dud. pont, à faire payer, bailler & delivrer directement de quartier en quartier par les receveurs des tailles de vosdictes generalités aux tresoriers de nos bastimens tous & chacuns les deniers qui proviendront dudit sol pour livre de la taille principale; & pour ce faire, leur ferez delivrer au commencement de cha-

* Cintrer.

* Il y a ici erreur ou omission dans le registre.

cune année vos estats de ce que montera entierement ledit sol pour livre, pour en estre par eux fait le recouvrement desdits receveurs particuliers, sans permettre que lesdits deniers entrent ez receptes generales, pour obvier à ce qu'ils ne soient ailleurs employez; & deffendons très-expressément à nosdits receveurs generaux de s'entremettre à la recepte d'iceux, sur peine de nous en répondre en leurs propres & privez noms; & où ils voudroient ce faire, nous voulons qu'à la reddition de leurs comptes, tout ce qu'ils en auront reçu soit rejezté d'iceux, par vous gens de nosdits comptes, comme semblablement ez comptes desdits receveurs particuliers, ne leur en estre aucune chose passé & alloüé que par les quittances des tresoriers de nosdits bastimens, ausquels nous voulons tous les deniers dudit sol pour livre estre pareux par chacun quartier payez, ainsi qu'ils ont accoustumé faire ausdictes receptes generales les autres deniers de leurs charges, sans qu'ils les puissent divertir, ny ailleurs employer qu'à l'effect auquel nous les avons destinez; & à ce faire voulons qu'ils soient contraincts par toutes voyes deües & raisonnables, comme pour nos propres deniers & affaires, non obstant oppositions ou appellations quelconques pour lesquelles ne voulons estre différé; sans pour ce tirer à consequence pour les autres deniers desdictes receptes generales. Car tel est nostre plaisir. Donnée à Paris le viii. jour du mois de Febvrier M. D. xcviij.

Registrées en la chambre des comptes, où le procureur general du roy, ainsi qu'il est contenu au registre de ce jour x. du mois de Mars M. D. xcviij. *Ibid. registre cotté P P P P. vol. 16.*

*E S T A B L I S S E M E N T
de la congregation des religieux de
saint Jean de Dieu.*

HENRY par la grace de Dieu roy de France & de Navarre à tous prelens & à venir, salut. Nous avons par le raport & recit de la reine nostre tres chere & tres amée compagne & espouze, esté asseurez & informez de la singuliere pieté, devotion, soin & affection envers les pauvres des freres religieux de la congregation du devot Jean de Dieu approuvée, confirmée & autorisée de l'autorité de notre S. pere le pape, & establie tant à Rome que ez autres plus notables villes d'Italie, & le bien & utilité que

que reçoit le public des villes où leurs hospitaux sont ja fondez, pour estre leur principal soin, travail, fonction & exercice, après le service de Dieu, de retirer, nourrir, traiter, penser, medeciner & faire enterrer les pauvres, & autres œuvres pieuses & charitables; desquels considerans que la mesme commodité & utilité se peut retirer par leur établissement en cestuy notre royaume, notamment en cette notre bonne ville de Paris; & la multitude & abondance des pauvres qui s'y retirent, merite & requiert bien d'estre seconrus, aydez & assistez de quelque ordre plus exact que celui qui s'observe ez hospitaux ja fondez & ordonnez en icelle. Pour ces causes inclinant à la tres-humble priere de nostre dicte espouse, en participant au zele & singuliere affection que nous savons qu'elle a de voir ladite congregation, & quelque monastere de l'ordre & profession d'icelle estably en cette notredicte ville ou ez fauxbourgs, pour le seul bien qu'elle desire & s'en promettre aux pauvres, & la pitié & compassion qu'elle en a, ayant deja choisi elle-mesme & loué une maison assez propre & commode pour servir à la retraicte d'aucuns dedsdits religieux; desirans avancer autant qu'il sera possible l'effet de ses saintes, pieuses & charitables intentions, après avoir veu le pouvoir donné par frere Paul Gallus frere majeur & general de ladite congregation à frere Jean Bonnelle, par lequel ille choisit, nomme & constitue son vicair general en notre royaume, pour en iceluy, sous notre bon plaisir, ordonner, faire construire & edifier des hospitaux, & iceux regler, faire servir & administrer par les formes, regles & statuts prescrites par l'institution d'icelle congregation, tels qu'ils sont cy attachez avec la provision & pouvoir dudit vicair sous le contrescel de nostre chancellerie; Nous avons audit Bonnelle vicair general d'icelle congregation donné & octroyé, & de nos grace speciale, pleine puissance, & autorité royale donnons & octroyons par ces presentes signées de nostre main, pouvoir & permission expresse, tant pour luy que pour ses confreres de ladite congregation, de demeurer & s'habiter en nostre royaume, & y vivre selon les ordonnances, regles & statuts de leur vœu & profession; & à cet effet pour commencer à donner lieu à leur établissement, voulons & nous plaist qu'ils puissent faire bastir & construire un hospital

Tome II. Part. II.

en cette notredicte ville de Paris, où ez fauxbourgs d'icelle, ezquels se pourront accommoder, avec une eglise, & les logis, cloistres, cellules & autres demeures, logement & bastiment qui leur seront necessaires pour y vivre, demeurer & habiter, avec les commoditez requises & necessaires pour dignement vaquer en ce qui depend de leurdicte profession, y faire le service divin, chercher & mander l'aumône des gens de bien ezdites ville & fauxbourgs & autres lieux circonvoisins pour la nourriture des pauvres malades infirmes & necessiteux qui se retirent en leurdit hospital, & de leur nourriture & entretenement avec iceux, de recevoir toutes & chacunes les choses qui leur pourront estre volontairement & librement données, aumônées, leguées & delaisées, pour leurdit logement, construction d'hospitaux, & des dependances, vivres, vestiaires, meubles, ustencilles & autres commoditez qui leur seront besoin pour leurdit établissement, & duement s'acquitter des fonctions & œuvres pieuses & charitables qui leur sont prescrites par leursdictes regles, ordres & statuts, & du tout jouir & user bien & duement selon l'intention des donnataires, legataires & autres leurs bienfaiteurs, & les loix, regles & statuts de ladite congregation. Si DONNONS EN MANDEMENT à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nos cours de parlement, baillifs, seneschaux, prevosts ou leurs lieutenans, & generallement à tous nos officiers, justiciers & sujets qu'il apartiendra, que ces presentes ils fassent registrer, & du contenu & entier effet d'icelles fassent aussi, souffrent & laissent jouir & user plainement paisiblement & à toujours ledit Bonnelle vicair general, ses successeurs audit vicariat, & tous autres religieux de ladite congregation, cessans & faisans cesser tous troubles & empeschemens à ce contraires, & si aucuns étoient ja faits ou se faisoient cy-après, ils les fassent incontinent reparer & remettre au premier estat & ded. Car tel est notre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre nostre scel à cesdites presentes, sauf en autres choses nostre droit & l'autrui en toutes. Donné à Paris au mois de Mars l'an de grace M. DC. II. & de nostre regne le XIII. Signé HENRY: & sur le reply; Par le roy P O T I E R, à costé Visa, & scellées sur lacs de soye rouge & vert en cire verte du grand scel.

Registrées, ouy le procureur general du roy, pour jouir par les impetrans du contenu en icelles, à la charge d'estre sujets à la jurisdiction ecclesiastique & seculiere de ce royaume. A Paris en parlement le xix. Avril M. DC. IX. Signé, DU TILLET.

Registrées à la chambre des comptes le xxvii. Juillet M. DC. IX. Et à la cour des aydes le xviii. Aoust M. DC. IX. Tiré du registre des ordonnances du parlement cotti YY. fol. CCXCVI.

LET TRES PATENTES
du roy Louis XIII. portant confirmation & homologation des privileges, exemptions & immunitéz concedez aux couvents & hospitaux de l'ordre de la Charité du bienheureux Jean de Dieu.

AN. 1623.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous presens & à venir, salut. Sçavoir faisons avoir receu l'humble supplication de nos chers bien amez & devots orateurs, les vicaire general, prieurs & religieux hospitaliers de l'ordre & religion du bienheureux Jean de Dieu en ce royaume, contenant que le feu roy Henry le Grand d'heureuse memoire nostre tres-honoré seigneur & pere, par ses lettres patentes en forme de chartres, du mois de Mars 1602. auroit à la pieuse recommandation de la reine son espouse, nostre très-honorée dame & mere, receu la congregation dudit bienheureux Jean de Dieu, & permis à frere Jean Bonnelle, lors vicaire general de ladite congregation en France, de s'habituier & demeurer en nostredit royaume, avec ses confreres religieux d'icelle congregation, & y bastir & construire des convents & hospitaux, pour charitablement recevoir, loger, nourrir, penfer & medicamenter les pauvres malades & necessiteux, leur administrer les saints sacrements, faire le service divin, enterrer les trespassez, & vivre selon leur pieux institut. Et à cet effect tant par lesdites lettres, que par autres ses lettres de chartres, du mois de Janvier 1610. leur auroit donné à perpetuité pouvoir & permission d'aller chercher, quester & mandier les aumosnes des gens de bien dans les eglises parrochiales, autres eglises & monasteres, & par tout ailleurs, soit en nostre ville de Paris capitale & principale de nostredit royaume, faux-bourgs & autres lieux circonvoisins d'icelle, que par tout nostredit royaume: recevoir les choses qui

leur seroient librement & volontairement aumosnées, legues & delaisées: se faire recommander aux prosnes desdites eglises, & en icelles avoir trones & bausins, & personnes idoines pour recueillir les charitez, aumosnes & bien-faits qui leur seroient donnez: comme aussi d'achepter aux jours de careme & autres jours de jeusnes & abstinences commander par l'eglise, toutes viandes & choses necessaires pour la nourriture & traitement desd. pauvres malades; priant & mandant à tous archevesques, eveques & autres ecclesiastiques ses subjects, ordonnant à ses cours de parlemens, justiciers & officiers que besoin seroit, chacun en droit foy, d'observer & faire observer & garder lesdites lettres, & du contenu en icelles faire jouir & user ledit Bonnelle, ses successeurs audit vicariat, & tous autres religieux de ladite congregation, plainement, paisiblement & à tousjours, sans y contrevenir en aucune maniere. Lesquelles mission, reception & establissement, pouvoir & permission, avec leur entiere verification, nous aurions à nostredit advenement à la couronne, par l'advis & prudent conseil de la reyne nostredite très-honorée dame & mere, agréez, approuvez, ratifiez & confirmez, & en outre donné & aumosné aux supplians & à leurs successeurs esdites charges à perpetuité, plusieurs dons, privileges & exemptions, pour ayder à subvenir aux grands frais & despenze qui leur estoit besoin de faire & continuer sans dilation, à la construction des eglises, oratoires, infirmes, cellules & autres bastimens, des convents & hospitaux establis & à establir en nostredit royaume, pays & terres, ornemens, meubles, ustanciles d'iceux, nourriture, medicamens & entretènement desdits pauvres malades, blesez & religieux, de leurs officiers & serveurs. Mesme les aurions avec leurs hommes & bestail, appartenances & dependances, par nos brevets du sixiesme Juillet 1620. sixiesme Fevrier 1623. pris & mis en nostre protection & sauvegarde speciale, envers & contre tous, & en celle de nostre très-cher & bien-amié cousin le cardinal de Richelieu, que nous leur aurions donné pour pere spirituel soubz nostre auctorité, comme cy-devant aux feux sieurs cardinaux de Bonis, de Rets & eveque de Chartres, & iceux maintenus & gardez en la possession & jouissance desdits convents & hospitaux, & de tous les statuts, pouvoirs, privile-

ges, exemptions, regles & constitutions d'iceux. Faict deffenses à toutes personnes de quelque qualité & condition qu'elles fussent, de les y troubler & empescher, mésfaire ny mésdire, directement ou indirectement, sur peine de punition exemplaire. En vertu desquelles lettres & brevets, des arrefts, jugemens, sentences & consentemens donnez sur la verification & execution d'iceux, tant par nous, que par nos cours de parlemens, chambres des comptes, cours des aydes, tresoriers de France, prevoists, esleüs & grenetiers audit Paris, que par les archevesques & evesques, des 13. Septembre 1602. 14. Avril, dernier jour de May, 12. & 18. Aoust 1609. du mois de Janvier 1610. 23. Fevrier, du mois d'Aoust, & premier jour de Septembre 1611. lesdits supplians auroient par leurs vigilance, peines & travaux, faict construire & bastir le convent & hospital de saint Jean-Baptiste dudit ordre establi en nostre ville de Paris, des aumônes & bien faits de nostredit sieur & pere, de nous & les reynes nostre mere & espouse, & de plusieurs autres particuliers gens devots & pieux, & ensemble la construction & establissement de certains autres semblables convents & hospitaux en nos villes de Poitiers, Moulins, Cadillac & Niort, esquels ils ont incessamment exercé de tout leur pouvoir, zele, devotion & charité leur pieux institut envers les pauvres malades & blesez, lequel pieux institut, iceux supplians desireroient exercer esdits convents & hospitaux en toute pureté, & d'autant plus encore que ladite congregation est erigée en vraye religion & ordre de la Charité, sous la regle de saint Augustin, & les vœux, regles, constitutions, pouvoirs & fonctions definitivement decidez & terminez par les bulles & brefs de sa sainteté, intervenus sur iceux le 13. Fevrier 1617. 16. Mars 1619. & 20. Juin 1624. pour estre receus par toute la Chrestienté, à l'augmentation de la gloire de Dieu, au salut des ames & soulagement des pauvres malades & necessiteux, dont ils requeroient l'entiere execution; & pour cet effect qu'il nous pleüst en consequence dudit establissement, qu'il est royal, receu par tous les ordres, approuver & autoriser l'erection de lad. congregation en religion & ordre de la Charité du bien-heureux Jean de Dieu, & de rechef proteger, maintenir & garder à perpetuité lesdits supplians en ladite qualité de

religieux hospitaliers dudit ordre & religion de la Charité, es statuts, privileges & exemptions, dons, octroys, defences, libertez, franchises & immunitéz portées par leides lettres patentes; arrefts, bulles & brefs & autres pieces cy-dessus dattées, declarées & spécifiées, & sur icelles leur octroyer nos lettres de chartres. A CES CAUSES, nous deüement informez du bon devoir que lesdits religieux ont rendu & rendent incessamment aux pauvres malades necessiteux, membres de Jesus-Christ, signamment envers ceux qui sont affligés de fieures chaudes, de la pierre, gravelle, rupture, descente de boyaux & membres pourris & gastez, de la grande experience & cognoissance qu'iceux religieux ont à la cure desdites maladies & autres inconneües, inclinant à la juste requeste desdits supplians, & à la singuliere recommandation qui nous en a esté faicte par la reine nostredite très honorée dame & mere leur premiere fondatrice, par plusieurs princes, prelates, officiers de la couronne, seigneurs & grands personages estans près de nous, & desirant, tant qu'il nous est possible, le parfaict establissement de l'hospitalité dudit ordre & religion de la Charité, où la pieté est si grande, en toutes les bonnes villes, lieux & endroits commodes de nostre obeissance, pour participer aux merites des bonnes œuvres & prieres qui s'y font & feront à l'advenir, à l'imitation de nos ayeuls roys d'éternelle memoire, fondateurs des anciens hospitaux & lieux pieux de nostredit royaume; après avoir faict veoir en nostre conseil lesdites lettres, brevets & arrefts, bulles & brefs & autres pieces, dont les coppies collationnées sont cy attachées souz le contre-seel de nostre chancellerie; de l'avis de nostredit conseil, & de nos certaine science, grace speciale, propre mouvement, pleine puissance & autorité royale, par ces presentes signées de nostre main, avons receu, approuvé, autorisé, confirmé & homologué, recevons, approuvons, autorisons, confirmons & homologuons l'erection de ladite congregation du bien-heureux Jean de Dieu en vraye religion & ordre de la Charité, faicte par sa sainteté; & conformément à ladite erection, dict, déclaré, statué & ordonné, disons, declérons, statuons & ordonnons lesdits supplians & leurs successeurs religieux hospitaliers dudit ordre & religion de la Charité du bien-heureux Jean de Dieu,

& tels dorenavant & à tousjours dictz, nommez, tenus, censez & reputez par tous nos royaume, peuples & subjects, & de nos successeurs roys; & à iceux en cette qualité, en tant que besoin est ou seroit, d'abondant donné, concédé & aumosné, donnons, concedons & aumons par ces mêmes presentes, tous & chacuns les pouvoirs, permissions, privileges, exemptions, dons fuidits à eux concedez par nosdites lettres, brevets & arrefts; pour en jouyr & user conformément audites regles, constitutions, vœux, fonctions, droicts & concessions contenues esdites bulles & brefs. Et en outre, donné & concédé à perpetuité les mêmes privileges, exemptions & immunitez dont jouissent les autres religieux mandians, & les avons maintenus & gardez en la possession & jouissance d'iceux; & pris & mis en nostre protection & sauvegarde speciale, & de nostre dit cousin le seür cardinal de Richelieu leur pere spirituel sous nostre autorité, & contre tous; & faisons iteratives & très-expresses inhibitions & deffences à toutes personnes, de quelques estats & conditions qu'elles soient, d'aucune chose attenter ou innover contre lesdites regles & constitutions, troubler ou empescher lesdits religieux & leurs superieurs en la fonction de leurs charges, leur mésfaire ny médire, directement ou indirectement. Voulons & nous plaist qu'icelles bulles & brefs, regles & constitutions, & nos presens vouloir & intention soient réellement & de faitz executez, & inviolablement observez de point en point selon leur forme &eneur, sans aucune difficulté; que lesdits supplians, & leurs confreres religieux hospitaliers dudit ordre & religion de la Charité du bien-heureux Jean de Dieu, puissent faire continuer & parachever la construction des convents & hospitaux ja commencez en nosdites villes de Paris, Poitiers, Moulins, Cadillac & Niort, & en faire bastir d'autres en toutes les bonnes villes, lieux & endroits commodes de nostre obeissance que besoin sera, où ils seront requis & admis, du consentement des evesques des lieux, maires, eschevins & consuls des villes, pour y exercer charitablement envers les pauvres malades & bleffez le pieux institut dudit ordre & religion, ainsi qu'il est porté par lesdites regles & constitutions; qu'ils puissent & leur soit loisible de s'assembler & tenir chapitres ordinaires, provinciaux intermedes, toutes &

quantés fois que semblera bon aux superieurs d'iceluy ordre & que besoin sera, en la maniere accoustumée, pour les affaires & necessitez de leurs maisons, ordre & religion; chacun en droict soy; d'achepter en gros & en détail de la viande, vollailles, œufs & autres choses pour la nourriture des pauvres malades & jours de carefme & autres jours de jeüne & abstinence commandez par l'Eglise; mesme icelle faire habiller dans l'enclos de leurs hospitaux; faire mettre & apposer nos armes, panonceaux & bastons royaux sur les portes & lieux éminents desdits convents & hospitaux qu'ils voudront; d'acquérir maisons, terres, possessions & autres biens meubles & immeubles; & recevoir les legs & donations qui leurs seront faicts, pour employer à ladite hospitalité, en obtenant de nous les lettres d'amortissement sur ce necessaires; qu'ils ayent pour leur convent de Paris leurs causes commises en premiere instance pardevant nostre prevost de Paris; & pour leurs autres maisons faictes & à faire, qu'ils ayent leurs causes commises es presidiaux ou sieges royaux des lieux où ils sont & seront ressortissans, soit en demandant ou deffendant, en leurs noms, ou ayans droit de garantie ou autrement; comme aussi pouvoir & privilege special d'aller & envoyer quester, mandier & recueillir en tout temps, les aumosnes & biens-faits des gens devots & pieux, du consentement des evesques, dans les eglises cathedrales, collegiales, chapitres & autres eglises parrochiales, monasteres, & par toutes les villes, bourgs, bourgades, lieux, maisons & endroits de nostre obeissance; & pour cet effect, faire publier les indulgences qui leur sont & seront concedées par nos saints peres & diocesains, es saints temps des jubilez, festes solemnelles, & autres jours de devotion, suivant leurs mandemens & permissions, sans aucune exception; se faire recommander aux prosnes & predications esdites eglises; & d'avoir en icelles troncs & bassins & personnes idoines de l'un & l'autre sexe; à quoy nous prions & requerons tous archevesques, evesques, leurs officiaux, vicegerens, doyens, chanoines & chapitres, curez, vicaires & autres ecclesiastiques, de leur tenir la main, sans y contrevenir en aucune maniere, afin que tous les bien-faicteurs soient participans aux bonnes œuvres & prieres qui se feront esdits convents & hospitaux; & faisons très-

très-expresses & iteratives inhibitions & defences à toutes personnes generale-ment quelconques de troubler & empêcher lesdits supplians & leurs successeurs; mesme aux directeurs & commiffaires des bureaux des pauvres, & tous autres. **SY DONNONS** en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nos cours de parlemens, chambre des comptes, cour des aydes, baillifs, seneschaux, prevosts, viguiers, alloüez & à tous autres nos justiciers & officiers qu'il appar- tiendra, que ces presentes ils fassent li- re, publier & registrer, & de tout le contenu en icelles jouyr & user lesdits sup- plians religieux hospitaliers, pleinement & paisiblement à perpetuité, sans leur faire ny permettre ny souffrir qu'il leur soit fait, mis ou donné aucun trouble ou empêchement au contraire; nonob- stant tous edits, ordonnances, mande- mens, defences, arrests, procedures, lettres, privileges & autres choses à ce contraires; ausquels, & aux derogatoires des derogatoires, nous avons derogé & derogons par cesdites presentes. Et afin que ce soit chose ferme & stable à tous- jours, nous avons fait mettre & appo- ser nostre seal à ces presentes, sauf en autres choses nostre droit, & l'autrui en toutes. Et pour ce que l'on en pour- ra avoir affaire en plusieurs & divers lieux, voulons qu'aux *vidimus* d'icelles collationnez par l'un de nos amez & feaux conseillers & secretares, foy soit adjou- tée comme au propre original; car tel est nostre plaisir. Donné au camp de- vant la Rochelle, au mois d'Aoust, l'an de grace m. dc. xxviii. & de nostre regne le xix. *Signé, LOUYS; & plus bas: Par le roy, PHELIPEAUX, avec paraphe; & est escrit, Visa: Et scellé du grand sceau de cire verte, sur lacs de soye verte & rouge, avec contre-seal de pareil- le cire sur semblables lacs. Et à costé de la- dite signature est escrit.* Registrées, ouy le procureur general du roy, pour jouyr par les impetrans de l'effect y contenu. A Pa- ris en parlement, le xv. Fevrier m. dc. xxxi. *Signé, DU TILLET, avec para- phe. Et de l'autre costé au dessous du mot Visa, est escrit.* Registrées en la chambre des comptes, ouy le procureur general du roy, pour jouyr par les impetrans de l'effect y contenu enicelles, le xxv. jour de May m. dc. xxxi. *Signé, GOBELIN, avec paraphe. Plus est escrit.* Registrées en la cour des aydes, ouy sur ce le pro- cureur general du roy, pour jouyr par les impetrans de l'effect y contenu, sui-

vant l'arrest d'icelle du jourd'huy. A Pa- ris le xiii. jour de Fevrier m. dc. xxxii. *Signé, BOUCHER, avec paraphe.*

Collationné par moy conseiller notaire & secretaire du roy, maison & couronne de France & de ses finances; à son original, signé & scellé comme il est dict cy-dessus. Signé FLOURT, avec paraphe. Pris sur l'imprimé collationné.

L E T T R E S P A T E N T E S
de confirmation des privileges des reli-
gieux de la Charité.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre; à tous presens & à venir, salut. Nos biens amez & devots orateurs les vicaires general, provinciaux, prieurs & religieux des convents & hos- pitaux de l'ordre de la Charité du bien- heureux Jean de Dieu, establis en nos villes de Paris, Poitiers, Moulins, la Ro- chelle, Niort, Roye & autres lieux de nostre royaume, nous ont fait très-hum- blement remontrer, que nos très-hon- norez ayeul & pere d'heureuse memoire, que Dieu absolve, leur auroient conce- dé plusieurs beaux dons & privileges en faveur des pauvres malades qu'ils gouver- nent dans leurs hospitaux, par leurs let- tres de chartres des mois de Janvier 1602. Janvier 1610. Aoust 1611. 22. Decembre audit an; Mars 1612. 19. Janvier & 9. Fe- vrier 1617. Avril 1620. Aoust 1628. Avril 1633. Decembre 1640. & du mois d'A- vril 1642. desquels dons & privileges les- dits supplians ont tousjours bien & deûe- ment jouy & usé, comme ils font en- cor à present; mais ils doutent que pour le deceds advenu de nostredit feu seigneur & pere, n'ayans obtenu nos lettres de confirmation, y estre troublez & em- peschez; ce qui les a fait recourir à nous pour avoir nos lettres necessaires, requie- rans icelles. **A CES CAUSES**, après avoir fait voir en nostre conseil lesdites lettres, & autres pieces cy attachées sous le con- tre-seal de nostre chancellerie, ayant agréable le contenu en icelles, & desi- rant favoriser ledit ordre, à l'imi- tation de nosdits très-honorez pere & ayeul, & participer aux prieres desdits supplians, & des pauvres infirmes mem- bres de Jesus-Christ nostre seigneur; de l'avis de la reine regente nostre très-ho- norée dame & mere, avons lesdits reli- gieux supplians, maintenus, continuez, confirmez, maintenons, continuons & confirmons par ces presentes signées de nostre main, en tous & chacuns les droits

& privileges contenus & mentionnez esdites lettres patentes, pour jouir d'iceux comme ils ont cy-devant bien & deüement jouy & jouissent encor à present, le tout suivant & conformément à l'arrest & reglement de nostre conseil. Et en outre en consideration de la grande despence que lefd. supplians font en leursdits hospitalaux, au traitement, nourriture & medicament des soldats malades & blesez qui s'y refugient en allant & retournant de nos armées de terre & de mer; & à ce que la communication de nos bienfaits soit egale ausdits hospitalaux, où les fondions & exercices de charité sont semblables; nous leur avons de nos graces speciales donné & concedé, donnons & concedons par celsdites presentes à perpetuité, les mesmes privileges, exemptions & immunitez dont jouit leur hospital de la Charité de Paris. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nos cours de parlement, chambre des comptes, cour des aydes, baillifs, seneschaux, prevosts & tous autres nos justiciers & officiers qu'il appartiendra, que ces presentes ils fassent lire, publier & registrer, & de tout le contenu en icelles jouir & user lefdits supplians religieux hospitaliers, pleinement & paisiblement à perpetuité, sans leur faire ny permettre ou souffrir qu'il leur soit fait, mis ou donné aucun trouble ou empeschement au contraire. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre & apposer nostre scel à celsdites presentes, sauf en autres choses nostre droit & l'autrui en toutes. Et pour ce qu'on en pourra avoir à faire en plusieurs & divers lieux, voulons qu'aux *vidimus* d'icelles collationnez par l'un de nos amez & feaux conseillers & secretaires, foy soit adjoustée comme au propre original. Car tel est nostre plaisir. Donné à Paris au mois de Decembre l'an de grace M. DC. XLIII. & de nostre regne le 1. Signé LOUIS; & sur le reply: Par le roy, la reine regente sa mere presente, signé, DE LOMENIE. Et scellé du grand sceau de cire verte en lacs de foye rouge & verte.

Registrées, ouy le procureur general du roy, pour jouir par les impetrans de l'effet & contenu en icelles, ainsi qu'ils en ont cy-devant bien & deüement jouy & jouissent encor à present. A Paris en parlement le XXIII. Fevrier M. DC. XLIV. Signé, DU TILLET.

Registrées en la cour des aydes, ouy

le procureur general du roy, pour jouir par les impetrans des privileges, exemptions & immunitez y contenues, tant & si longuement qu'ils seront mandians & non dottez; & à la charge de n'en abuser, suivant l'arrest du jourd'huy. Donné à Paris en ladite cour des aydes le XIX. jour de Mars M. DC. XLIV. Signé, Boucher. Pris sur une copie.

CHARTRE DU ROY HENRY IV.
qui rend les abbeses de Montmartre
electives.

HENRY par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous presens & advenir, salut. Depuis qu'il a pleü à Dieu nous faire la grace d'establir la paix en ce royaume, nostre desir & soing principal a toujours esté de remédier aux abus & desordres qui s'estoient glissés en tous les estats d'iceluy par la licence des troubles, & principalement à ceux qui s'estoient introduits en l'ordre ecclesiastique, comme estants les plus prejudiciables, parce que c'est de la que doit venir le bon exemple aux autres, & par especial nous avons toujours desiré de voir les personnes regulieres tant hommes que femmes, reduites à une bonne reformation & observation des reigles dont ils ont fait profession. Et comme nous ayons esté deüement advertis qu'au monastere du mont des Martyrs, ordre de saint Benoist, vulgairement appellée Mont-martre lez Paris, ladicte reformation a pris depuis quelque temps en ça un fort bon commencement, & y a raison d'esperer qu'il sera en bref reduit à une parfaite observation de la reigle dudit ordre, nous desirans contribuer ce qui est de nostre autorité, à la perfection d'un si bon & saint œuvre, & empeschier qu'à l'advenir il ne puisse estre destourné ny divertit, dont nous avons estimé que ce sera toujours un bon & principal moyen de rendre ladicte abbaye elective, & pourveoir que l'abbesse d'icelle ne puisse estre doresnavant prise que du nombre des religieuses qui y ont fait profession, & sont deja toutes nourries & accoutumées à ladicte reformation & regularité; inclinant aussi à la supplication & requeste qui nous a esté sur ce faite par sœur Marie de Beauvillers à present abbesse de ladicte abbaye de Mont-martre, tant en son nom que de toutes les religieuses, POUR CES CAUSES & autres bonnes considerations à ce nous mouvants, avons

avons par ce nostre edict perpetuel & irrevocable dict, declaré & ordonné, & de nostre grace speciale, pleine puissance & auctorité royale disons, declarons & ordonnons que doresnavant, après le decez ou la demission volontaire de ladicte Marie de Beauvillers à present abbessse de Mont-martre, ladicte dignité d'abbessse sera elective de trois ans en trois ans; laquelle election sera faicte par les religieuses d'icelluy monastere, de telle personne dudit ordre & reigle refformée, qu'elles jugeront propre en leurs consciences pour le regime & administration de ladicte abbaye. Et en ce faisant, nous nous sommes de nostre bon gré & volonté démis & démettons de tout droit de nomination que nous avions ou pouvions avoir de ladicte abbaye, demeurants lesdites abbessse & religieuses en ladicte reformation & regularité. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les gens tenants nostre grand conseil & autres nos justiciers & officiers qu'il apartiendra, que cettuy nostre present edict & lettres de declaration ils fassent enregistrer ez registres de nostre grand conseil, & le contenu garder & observer, & d'icelluy faire jouir & user ores & à perpetuité lesdits convent & religieuses de Mont-martre: cessants & faisants cesser tous troubles & empeschemens au contraire. Et affin que ce soit chose ferme & stable à tousjours, nous avons faict mettre nostre scel à cesdites presentes. Car tel est nostre plaisir. Donné à Paris au mois d'Octobre, l'an de grace M. DC. II. & de nostre regne le xiv. *Signé, HENRY; Et sur le reply: Par le roy: DE NEUFVILLE; Et scellées en cire verte sous lacs de soye rouge Et verte: Et plus bas est escript: Visa, contentor, Et signé, DE VERTON.*

Enregistrées ez registres du grand conseil du roy, suivant l'arrest donné en icelluy, ce jourd'huy xiv. de Juin M. DC. III. *Tiré des registres du grand conseil.*

LETTRE DE CACHET DU ROY
Henry IV. aux religieux de Marmontier, au sujet de l'establissement des Carmelites à Nostre-Dame des Champs.

DE PAR LE ROY.

CHERS & bien amez; desirant seconder les bonnes intentions de ceux qui travaillent à promouvoir dans ce royaume nostre sainte religion catholique apostolique & Romaine; & ayant

Tome II. Pars. II.

esté averti que nostre tres-chère cousine la demoiselle de Longueville, meüe d'une singuliere devotion, a delibéré de faire bastir & establir soubz le bon plaisir de nostre tres-saint pere le pape & le nostre, en cette ville, un convent de Carmelines au lieu où est à present l'eglise Nostre-Dame des Champs, qui est en vostre disposition, & qu'en ayant obtenu le consentement de nostre tres-cher cousin le cardinal de Joyeuse vostre abbé, il est à propos d'en avoir encore le vostre: nous vous en avons bien voulu escrire cette lettre, pour vous dire que vous nous ferez service tres agreable de vous conformer à la volonté de vostre dit abbé. En quoy n'ayant pas moins de pouvoir sur vous que sur vostre supérieur, & ne vous estimans moins nos fideles serviteurs, nous voulons croire que vous n'apporterez aucune difficulté; ainsi que nous avons commandé au sieur de la Valliere nostre conseiller & maistre d'hostel ordinaire, de vous faire plus amplement entendre & traiter avec vous de cet affaire; pour l'effet duquel encore que nous ayons assés de puissance sans vous, nous vous avons toutesfois bien voulu obliger en vous en escrivant: croyant que vous vous arretez plus au commandement que nous vous en faisons, qu'à toute autre difficulté qui s'y pourroit rencontrer pour vous en divertir. Et nous remettant audit sieur de la Valliere à vous représenter l'utilité que vous apportera cette convention, & esperant qu'il nous apportera reponse favorable de vostre chapitre, nous ne vous en ferons la presente plus expresse. Donné à Paris le xiv. jour de Fevrier M. DC. III. *Signé, HENRY; Et plus bas, DE NEUFVILLE. Et sur le dos. A nos chers & bien-amez les religieux, prieur & convent de Marmontiers lez Tours. Pris sur l'original.*

AUTRE LETTRE DU ROY
Henry IV. aux religieux de Marmontier, sur le mesme sujet.

DE PAR LE ROY.

CHERS & bien-amez; nous avons sceu la remise que vous faites de consentir au delaisement de l'eglise de Nostre-Dame des Champs jusques à la tenuë de vostre premier chapitre general, & la disposition en laquelle vous estes de contenter lors pleinement notre tres-cherre cousine la princesse de Lon-

D

gueville. Cette bonne volonté que vous luy tesmoignez, nous est tres-agreable, & nous en desirons de vous-dez maintenant cet effet, que vous donniez presentement le consentement de votre chapitre particulier, & nous l'envoyiez par le sieur Gaultier nostre avocat general en nostre grand conseil, que nous avons expressement chargé de cette affaire, & desirons qu'il nous en rapporte de votre part toute satisfaction. Le pouvoir vous en est donné par nostre trescher cousin le cardinal de Joyeuse vostre abbé. Et ne nous restant rien à desirer de vous quant à present pour ce regard, que le consentement de vostre chapitre particulier, vous ne le pouvés nous refuser, & ma volonté le fera toujours agréer dans votre chapitre general, & vous y servira de justification, sans que vous consideriez l'invalidité pretendue de cet acte qui ne vous concerne & prejudicie en rien. Je me promets que cette lettre sera la dernière que nous vous adresserons sur ce sujet, & que l'ayant si fort à cœur, vous vous disposerez à nous rendre ce service tres agreable; & nous vous remontrons aux occasions qui se presenteront de vous favoriser, combien nous aura pleu le consentement que vous y aurés apporté. Donné à Paris le xx. de Fevrier, M. DC. III. Signé, HENRY, & plus bas, DE NEUFVILLE. Et sur le dos: A nos chers & bien-amez les religieux, prieur & convent de Marmoutiers. Pris sur l'original.

LETTRES PATENTES DU ROY
Henry IV. en faveur des Cordeliers reformez du fauxbourg saint Martin, dits Recolleits.

AN. 1604. **H**ENRY par la grace de Dieu roy de France & de Navarre; à tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut. Receüe avons l'humble supplication & requeste des Cordeliers reformez de l'ordre S. François de la province de Paris, contenant que suivant les bulles de nostre S. pere le pape & nos lettres patentes par lesquelles nous aurions conformement ausdites bulles mandé à tous les archevesques & evesques, chacun en leur diocese, d'assigner aux Cordeliers reformez de leurdit ordre un ou deux convents, selon qu'ils verront estre necessaire; lesdits supplians se seroient retirés pardevers le sieur evesque de Paris, pour leur en pourvoir ou permettre de

recevoir, habiter & disposer du premier lieu qui leur seroit offert; ce qu'il leur auroit accordé; suivant laquelle permission leur ayant Jacques Cottard marchand tapissier bourgeois de Paris, & Anne Gosselin sa femme, pour la grande devotion qu'ils auroient à leur ordre réformé, donné, cédé, quitté & transporté une maison, court, jardin scis au fauxbourg saint Martin, & ses appartenances, comme les lieux se comportent, & à plain mentionné au contrat de ce fait & passé pardevant Simon de la Barde & Philippes Correbeau notaires au chastelet de Paris le quatorziesme jour de Decembre dernier; auquel lieu lesdits supplians qui y sont demeurans il y a desja plus d'un an, y faisant le service divin, ainsi qu'ils ont accoustumé de faire aux convents refformez de leurdit ordre, estant advertis que plusieurs personnes qui ont devotion à leurdit ordre, & qui en desirent l'accroissement, sont en intention de leur donner de leurs moyens & facultés pour y bastir & edifier un convent de leurdit ordre, entreprendroient volontiers de le faire, & espereroient par l'aide & assistance desdites personnes d'y parvenir, s'il nous plaist leur en accorder nostre permission, humblement requerans icelle. NOUS, A CES CAUSES, louans & approuvans grandement la refformation reguliere desdits Cordeliers refformez, & desirans la favoriser autant qu'il nous sera possible, pour l'accroissement de la pieté & devotion en cestuy nostre royaume, & après avoir fait veoir en nostre conseil ledit contrat de cession & donation faits ausdits supplians par lesdits Jacques Cottard & Anne Gosselin sa femme, de ladite maison seize au fauxbourg saint Martin, à plain mentionnée audit contrat cy-dessus déclaré, cy attaché sous le contre-scel de nostre chancellerie, de l'avis de nostredit conseil, avons ausdits supplians permis & permettons par ces presentes, qu'ils puissent & leur soit loisible de bastir & edifier au lieu de ladite maison un convent de leurdit ordre, icelluy habiter, posseder & y exercer leur discipline refformée, selon les statuts de leurdit ordre. Sy donnons en mandement à nos amez & feaulx les gens tenants nostre cour de parlement de Paris, prevost dudit lieu ou son lieutenant, que de nostre presente permission ils facent, souffrent, & laissent jouir lesdits supplians, cessans & faizans cesser tous troubles & empeschemens

chemens au contraire. Car tel est nostre plaisir. Donné à Paris le vi jour de Janvier l'an de grace M. DC. IV. & de nostre regne le xv. *Signé sur le reply: Par le roy en son conseil, FORGET, avec grille & paraphe.* Collationné à l'original en parchemin, à l'instant rendu par les conseillers du roy notaires garde-nottes au chastelet de Paris soussignez, ce jourdhuy iv. jour de Novembre, M. DC. LXXXVII. *Signé: DELABALLE & DESGRANGES, avec paraphe.*

Pris sur la copie en papier timbré, signée desdits notaires.

LETTRES PATENTES DU ROY
Louis XIV. en faveur des Recollets de Paris, portant confirmation & amortissement.

AN. 1688. **L** OUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous presens & à venir, salut. Nos bien-amez les Cordeliers reformez de l'ordre de S. François, dits Recollets, de la province de Paris, nous ont tres-humblement fait remontrer, qu'en conséquence de la permission de l'evêque de Paris & des lettres patentes du feu roy Henry le Grand notre ayeul, du sixième Janvier 1604. ils se seroient établis dans une maison scize au fauxbourg saint Martin de notre bonne ville de Paris, à eux donnée par Jacques Cottard & sa femme; depuis lequel temps ils auroient encore fait quelques petites acquisitions des sommes qui leur auroient esté amosnées; en sorte que leur eglise & les bastimens & enclos de leur convent contiennent à présent neuf arpens un quartier de terre. Et d'autant que lesdites lettres du 6. Janvier 1604. n'ont esté enregistrees en nostre cour de parlement, & que d'ailleurs lesdits convent & enclos n'ayant esté amortis, ils pourroient y estre troublez, ils nous ont fait supplier de leur octroyer nos lettres à ce necessaires. A CES CAUSES, desirant traiter favorablement lesdits religieux Recollets en consideration de leur pieté, nous avons en confirmant lescdites lettres du 6. Janvier 1604. cy attachées sous le contre-seel de nostre chancellerie, agréé, approuvé & permis, agréons, approuvons & permettons par ces presentes signées de nostre main, leur établissement audit lieu, voulons qu'ils continuent à jouir des mesmes avantages dont ils ont cy-devant bien & dûment jouy, sans qu'à cause du deffaut d'en-

Tome II. Part. II.

registrement desdites lettres ils puissent estre troublez ny inquiettez; & en outre avons amorty & amortissons lescdits convent, cour, jardins & enclos, sans que pour raison de ce ils soient tenus de nous payer ny à nos successeurs roys aucune finance ny indemnité; de laquelle, à quelque somme qu'elle puisse monter, nous leur avons fait don & remise: à la charge neanmoins de payer les droits dont ils pourroient estre tenus envers autres que nous. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nos cours de parlement & chambre des comptes à Paris, que ces presentes ils ayent à faire lire, publier & registrer, & du contenu en icelles jouir & user lescdits religieux & convent pleinement, paisiblement & perpetuellement, cessant & faisant cesser tous troubles & empeschemens: nonobstant tous edits, ordonnances & autres choses à ce contraires, ausquels nous avons pour ce regard derogé & derogeons par cesdites presentes, sauf en autres choses nostre droit & l'autrui en toutes. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre nostre scel à cesdites presentes. Donné à Versailles au mois de Mars, l'an de grace M. DC. LXXXVIII. & de nostre regne le XLV. *Signé, LOUIS, & plus bas: Par le roy, COLBERT. Et plus bas: Pro Deo, vita BOUCHERAT.* Pour lettres de confirmation d'establissement & amortissement aux peres Recollets de Paris. *Signé, COLBERT.*

Registrees, ouy le procureur general du roy, pour estre executées selon leur roime & teneur, suivant l'arrest de ce jour. A Paris en parlement le xxx. Avril M. DC. LXXXVIII. *Signé, DONGOIS.*

Pris sur une copie signée & attestée véritable par le P. Candide Chaulippe gardien des Recollets du convent de Paris, & scellée du sceau dudit convent, où est une figure de saint Laurent, autour de laquelle sont ces mots: SIGILLUM CON. PARIS. FF. MINOR. RECOLL. PROV. S. DION.

EDIT DU ROY HENRY IV.

pour faire jouir les pauvres gentilshommes & soldats invalides, de la maison royale & du revenu de la Charité Chrestienne du fauxbourg saint Marcel, &c.

AN. 1604.

HENRY par la grace de Dieu roy de France & de Navarre ; à tous presens & advenir, salut. Comme en toutes les œuvres qui sont recommandées de Dieu, il n'y en a point qui luy soient plus agreables que la charité envers les pauvres ; c'est pourquoy les roys très-Chrestiens nos predecesseurs & plusieurs notables de nos subjects à leur imitation ont fait plusieurs & belles fondations en divers lieux de nostre royaume, terres & pays de nostre obeissance, pour les nourrir, loger & entretenir, & fait bastir & edifier de belles & grandes maisons, hostels-Dieu, hospitaux, maladeries & autres lieux pitoyables, ausquels toutes sortes de pauvres se retiroient. Mais comme les troubles & guerres ont eu cours en nostredict royaume depuis longtemps, il y a eu une infinité de pauvres gentilshommes, capitaines & soldats qui ont porté les armes pour nostre service & des roys nos predecesseurs, lesquels non-seulement ont employé leur jeunesse & receu de grandes blessures, mais aussi ont les uns perdu leurs membres, ou sont demeurez mutilés & estropiez d'iceux, les autres vieux & caduques, incapables de faire aucune chose, & ceux qui avoient des mestiers, ne les pouvant exercer ny gagner leur vie, estans par ce moyen reduits en grande necessité & pauvreté, honteux de mander & vaguer par les rues, au mépris de leur qualité, préjudice de leurs personnes & grand scandale du public. Cela nous auroit donné occasion, pour subvenir à leur pauvreté, & lever la honte qu'ils ont de se veoir en extreme necessité, après avoir bien mérité de nous par leurs services si signalés, & leur donner moyen de vivre le reste de leurs jours, & aussi pour donner plus grande occasion aux autres gentilshommes, capitaines & soldats de nous faire le service qu'ils nous doivent, & hazarder leur vie plus hardiment, & avec pareille affection & fidélité que lesdits pauvres estropiez & caduques, sur l'assurance qu'ils auront, en cas qu'ils demeurent blesez & estropiez audict service & de nos successeurs à l'advenir, d'avoir une certaine retraite pour estre logez, nour-

ris & entretenus le reste de leur vie, par nos edicts du mois d'Octobre 1597. & Avril 1600. donner, octroyer & confirmer ausdits pauvres gentilshommes, capitaines & soldats estropiez, & qui sont demeurez vieux & caduques en nous faisant service, la maison royale de la Charité Chrestienne du fauxbourg saint Marceau de nostre bonne ville de Paris ; & à icelle donner, affecter & confirmer pour fondation perpetuelle & irrevocable la recherche des compres des hostels-Dieu, leproseries, hospitaux, maladeries, aumosneries, confrairies & autres lieux pitoyables de nostredict royaume, le reliqua desdits compres & deniers revenans bons, & les amendes & confiscations qui proviendront des malversations commises par les gouverneurs & administrateurs d'icelles & autres. Et d'autant que jusques à present nostre volonté & intention n'a pas esté suivie & executée, SÇAVOIR FAISONS, que nous desirans qu'une si sainte institution ait lieu, laquelle redonde à l'honneur de Dieu & au grand bien, tant de nostre estat que du public, & voulans que nostredits edicts des mois d'Octobre 1597. & Avril 1600. lettres du 2. Juin audict an, autres lettres & arrestz donnez en consequence d'iceux aient lieu, & sortent leur plein & entier effect, avons de l'avis des princes de nostre sang, officiers de nostre couronne & autres seigneurs & personnes notables de nostre conseil, par nostre present edict, loy, statut perpetuel & irrevocable confirmé & approuvé, confirmons & approuvons les dons par nous cy-devant faits ausdits pauvres gentilshommes, capitaines & soldats estropiez, vieux & caducs, qui nous ont fait service, & à leurs successeurs de ladite qualité à perpetuité, tant de ladite maison royale de la Charité Chrestienne, & recherche des compres des hostels-Dieu, maladeries, hospitaux, leproseries, confrairies, aumosneries & autres lieux pitoyables, du reliqua d'iceux & deniers revenans bons, tant du passé que pour l'advenir, & des amendes & confiscations provenans desdits abus & malversations, ensemble des places des religieux lais à eux affectées & assignées de tout temps, & mesme par les edicts, lettres patentes & declarations du feu roy nostre très-honoré seigneur & pere* des mois de Mars 1577. Février 1585. & Mars 1586. en chacune abbaye & prieuré de nostre royaume & pays de nostre obeissance, soit que

* Frere.

lesdictes abbayes & prieurés ayent esté fondées par nos predecesseurs roys , & de nos ducs , comtes , barons & autres , que nous leur aurions de rechef & en tant que besoin est , donné & donnons par ce present nostre edict , & annexé & annexons à ladicte maison de la Charité Chrestienne. A ces causes & afin de donner un bon reglement , & pourveoir à tout ce qui sera necessaire pour le gouvernement , justice & direction de ladicte maison de la Charité Chrestienne & du revenu qui y est affecté , circonstances & dependances , avons en icelle establi un bureau general , lequel sera composé de quatre nos officiers ou personnes notables , de nostre amé & feal conseiller en nostred. conseil d'estat.... Hurault sieur de Messe, Jean le Gay conseiller & maitre des requestes ordinaire de nostre hostel , Gilles de Champhouon sieur du Rouffleau conseiller & nostre advocat esdictes requestes de l'hostel & chancellerie de France , & Anthoine du Laurens advocat en nostre privé & grand conseil , & de quatre gentils hommes & vieux capitaines qui seront par nous cy-aprés nommez , pour avoir voix & seance audict bureau , & pour recevoir & admettre lesdicts pauvres gentils-hommes , capitaines & soldats de la qualité requise ; lesquels , ou les trois d'entre eux en l'absence , maladie ou empeschement des autres , avons commis & député , commettrons & deputons par cetrui nostre edict , pour vaquer à certains jours , comme il sera par eux advisé , à la recherche exacte de tout le revenu desdicts hostels . Dieu , maladeries , hospitaux , leproseries , aulmosneries , confrairies & autres lieux pitoyables , en tous les lieux & endroits de nostre royaume & pays de nostre obeissance , informer & faire perquisition des biens usurpez & alienez , & des donations & provisions qui en ont esté expedées , dont ont jouy & jouissent encore à present plusieurs qui en sont incapables , & au prejudice de ce à quoy le revenu doit estre employé. Voulons que les administrateurs & autres qui ont manié & administré , & qui manient & administrent le bien des pauvres , & leurs heritiers , soient tenus de rendre compte de leur administration & gouvernement pardevant eux , pour estre procedé à la revision d'iceux , & représenter les lettres , titres , papiers & enseignemens desdictes maisons & lieux pitoyables ; & payer le *reliqua* & deniers revenans bons , tant du passé que pour l'advenir , ez mains de

nostre cher & bien amé maitre Robert le Bret sieur de la Chapelle par nous commis à la recette & despenſe generale d'iceux , & à ce faire contrains par toutes voyes deües & raisonnables , mesme comme pour nos propres deniers & affaires , pour estre lesdicts deniers qui en proviendront , employez suivant nostre vouloir & intention à ladicte fondation & non ailleurs , pour l'entretenement desdicts pauvres gentils-hommes , capitaines & soldats estropiez , vieux & caduques de la qualité requise , auxquels les avons destiné & affecté , destinons & affectons. Avons aussi donné pouvoir ausdits commissaires & gouverneurs dudit bureau general d'establi des bureaux ez maisons particulieres par les provinces de nostre royaume , & subdéléguer telle personne qu'ils adviseront pourvoir audict revenu , & faire tout ce qu'en leurs consciences ils jugeront necessaire pour le bien de ladicte maison ; auxquels aussy avons attribué & attribuons tout pouvoir & jurisdiction de juger & terminer tous differends qui interviendront pour raison de ce que dessus , circonstances & dependances de ladicte maison de la Charité Chrestienne. Voulons & nous plaist que les jugemens , ordonnances & reglemens qui seront par eux faits & donnez , soient executez nonobstant oppositions ou appellations quelconques , & sans prejudice d'icelles , lesquelles ressortiront nuement en nostredit grand conseil , pour y estre jugées & terminées , auquel suivant plusieurs nos lettres patentes nous en avons attribué & confirmé de nouveau toute cour , jurisdiction & cognoissance , & icelle interdite & deffenduë , interdisons & deffendons à toutes nos cours de parlement , chambre par nous cy-devant , establie en nostre cour de parlement de Paris & tous autres juges quelconques , nonobstant l'attribution par nous faite à lad. chambre & commissaires d'icelle de nostredicte cour de parlement par nosdictes lettres du 18. Decembre 1599. lesquelles nous avons revoqué & revoquons , ensemble toutes commissions qui en ont esté delivrées en vertu d'icelles ; leur faisant & à tous autres , très-expresses inhibitions & deffences d'en prendre aucune cognoissance , à peine de nullité de procedures , despens , dommaiges & interets des parties. Et en consideration des services à nous faits & à nos predecesseurs par lesdicts gentils-hommes , capitaines & soldats estropiez ou qui font demeurez

vieux & caducs, & pour aucunement les recognoistre, leur avons permis & permettons de porter l'ordre, suivant & ainſy que nous avons accordé à François Allain leur ſyndic par noſtre brevet du dernier May 1603. & eſtabliſſement qui en fera par nous cy-après faiſt. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conſeillers les gens renans noſtre dict grand conſeil, que ce preſent edict, loy, ſtatut ils faiſſent lire, publier & enregiſtrer, garder, obſerver & entretenir de point en point ſelon ſa forme & teneur: ceſſant & faiſant ceſſer tous troubles & empeſchemens au contraire. Car tel eſt noſtre plaſir, nonobſtant quelconques arreſts, reglemens, clameur de haro, chartre Normande & choſes generalement à ce contraires, auſquelles & aux derogatoires des derogatoires y contenues nous avons derogé & derogons: enjoignant très-expreſſément à noſtre procureur general de noſtre dict grand conſeil tenir la main à l'entiere execution d'icelluy. Et afin que ce ſoit choſe ferme & ſtable à tousjours, & qui demeure à perpetuelle memoire, nous avons faiſt mettre noſtre ſcel audict preſent noſtre edict: ſauf en autres choſes noſtre droit, & l'autrui en toutes. Et pour ce que d'icelluy l'on pourra avoir affaire en pluſieurs & divers lieux de ce royaume & pays de noſtre obeiſſance, nous voulons qu'au *vidimus* deſment collationné par l'un de nos amez & feaux conſeillers & ſecretaires, ſoy ſoit adjouſtée comme au preſent original, enſemble tous exploicts faiſts en vertu d'icelluy. Donné à Paris au mois de Juillet l'an de grace M. DC. IV. & de noſtre regne le xv. Signé, HENRY, & ſur le reply: Par le roy, POTIER. Et ſcellé en lacs de ſoye verte & rouge, & encire verte.

Enregiſtrées ez regiſtres du grand conſeil du roy, ſuivant l'arreſt donné en icelluy ce jourd'huy v. Août M. DC. IV. Tiré des regiſtres du grand conſeil.

AUTRE EDIT DU ROY
Henry IV. au meſme ſujet.

AN. 1606. HENRY par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous preſents & advenir, ſalut. Comme les roys nos predeceſſeurs de très-heureuſe memoire ayent de tout temps deſiré recognoitre les merites de ceux qui faiſant profeſſion des armes, ſe ſeroient vertueuſement employés contre les ennemis pour le bien & conſervation de cet eſtat, &

à cette fin faiſt pluſieurs ordonnances pour pourveoir aux neceſſitez qui pourroient advenir auſdicts gens de guerre, leſquels pour marque de leur vertu, après avoir bien & fidellement ſervy, demeritoient bleſſez & eſtropiez ſans aucun moyen de vivre. Mais comme le temps aneantit toutes choſes, & à faulte de pratiquer & exercer les meilleures loix & ordonnances, elles ſe revoquent d'elles-meſmes, il ſeroit advenu que leur bonne & loüable intention, par la malice du temps ou par la negligence des officiers, ſeroit demeurée ſans l'eſſect par eux deſiré; enſorte qu'on auroit veü pluſieurs pauvres gentils-hommes & autres ſoldats eſtropiez, après avoir bien & dignement ſervy & conſommé leurs moyens, ſoit au payement des rançons, ſoit aux frais qu'il leur auroit convenu ſupporter, pour ſe faire traiter & medicamenter des bleſſures qu'ils auroient recedés aux guerres, preſque reduits à une miſerable mendicité, à la honte de l'ordre militaire: n'ayant eſté faiſt autre fonds pour les ſecourir, que de quelques places de religieux lais qu'on leur donnoit ez abbayes & prieurez de ce royaume, qui ſouvent leur couſtoient plus à pourſuivre, qu'elles ne leur apportoit de commodité. Pour à quoy remedier, & augmenter ledict fonds qui autrement ne ſuffiroit pour leur ſubvenir ſelon noſtre intention, conſiderans le grand nombre d'hospitiaux, maladeries & confrairies qui ſont en noſtre royaume, fondés & dotts de grands biens & revenus, ſouvent mal regis & adminiſtrez par gens qui au lieu d'employer ledict revenu à ce à quoy il eſt deſtiné, l'appliquent à leur profit particulier, dont le *reliqua*, les charges ordinaires acquittées, pourroit beaucoup ayder & ſecourir leſdicts pauvres gentils-hommes & ſoldats eſtropiez, le feu roy dernier decedé, noſtre très-honoré ſeigneur & frere, & nous aurions en leur faveur faiſt pluſieurs edicts auſſy demeurez ſans eſſect. A quoy deſirants pourvoir, lever toutes difficultez & favorablement traiter leſdicts pauvres gentils-hommes & ſoldats, afin de leur donner moyen de vivre le reſte de leurs jours en un honneſte repos, auſſy pour donner courage à nos autres ſujets de toute qualité de nous ſervir plus volontairement aux occasions qui ſe pourront preſenter à l'advenir, ſous l'eſperance de meſme remuneration; SÇAVOIR FAISONS que nous pour ces cauſes, &c. de l'avis de noſtre conſeil où eſtoient pluſieurs

seurs princes, &c. avons de nostre grace speciale, &c. en consequence des edicts cy-devant faicts, & confirmant les dons & concessions par nous & les roys nos predecesseurs faictes ausdicts pauvres gentilshommes, capitaines & soldats estropiez, vieux & caducques, qui sont à present & seront à l'advenir jouissans de la maison royale de la Charité Chrestienne sise au fauxbourg saint Marcel de nostre bonne ville de Paris, appartenances & dependances d'icelle, ensemble des deniers provenus & qui proviendront cy après tant du *reliqua* des comptes des hospitaux, &c. du passé & de l'advenir, que de tous autres deniers qui se trouveront rester par la closture & appurement d'iceux comptes déjà rendus, ou qui seront cy-après clos & arrestez par nostre amé & feal conseiller en nostre conseil d'estat l'archevesque de Sens grand aulmosnier de France, que par autres quels qu'ils soient, & en quelque forme & maniere que ce soit: le service divin, la nourriture des pauvres, entretien des bastimens & autres charges ordinaires, pieuses & necessaires préalablement payées & acquittées. Mandant & enjoignant très-expressément pour cet effect à nostredict grand aulmosnier, qu'il ait à proceder en toute diligence à la reformation desdicts hospitaux, &c. à la recherche des usurpations & alienations du revenu d'icelles, & à la closture & appurement desdicts comptes suivant le deb de sa charge; conformément à l'ordre, reglement & ordonnance par nous & les roys nos predecesseurs sur ce faicts. Et pour ce que plusieurs ont abusé non-seulement en l'administration desdicts hospitaux, &c. mais aussi en l'usurpation des biens appartenans à iceux, & en ont compté fort legerement, & frauduleusement fait beaucoup d'omissions de receptes, & rapporté des reparations & despesnes non faictes ny par eux payées, dont ils meritent chastiment & de grandes amendes, condamnations & restitutions, nous voulons que tous les deniers qui proviendront des revisions de comptes, abus & malversations commises ou qui se commettront au maniment & administration desdicts lieux, en quelque sorte & maniere, & par quelques personnes que ce soit, & à quelques sommes qu'ils se puissent monter, soient aussi affectés, comme de fait nous les affectons encore par cettuy nostre edict, à l'entretienement & pension desdicts pauvres gentilshommes, capitaines & soldats

estropiez à la guerre pour nostre service, & qu'à cette fin la recherche desdicts abus & revision de comptes en soit bien exactement faicte, selon l'ordre qui sera dict cy-après. Voulons aussi, & en tant que besoing seroit, nous leur affectons de nouveau tous les deniers qui proviendront de nouveau des places & pensions de religieux lais en chacune abbaye & prieuré de nostre royaume & pays de nostre obeissance, tant des abbayes & prieurés fondez par nos predecesseurs roys, ducs, comtes, barons, que autres estant à nostre nomination ou disposition, à eux affectez de tout temps suivant nos ordonnances & reglemens cy-devant sur ce faicts; pour estre tous lesdicts deniers employez au payement des pensions & entretenement desdicts pauvres gentilshommes, &c. suivant & conformément à l'ordre qui s'en suit: c'est à sçavoir que tous lesdicts gentilshommes, capitaines & soldats qui ont esté blesez & estropiez en nous faisant service en nostre cavalerie, soit arquebuziers à cheval, chevaux-legers, archers ou gendarmes de nos ordonnances, prendront certificats & attestations des capitaines & mestres de camp sous la charge desquels ils nous ont servi, & ont esté estropiez, contenant le temps de leursdicts services, leur valeur, les combats, perils & hazards auxquels ils se sont exposez, & en quelle action de guerre ils ont esté blesez pour nostre service. Porteront lesdictes attestations & certificats à nostre très-cher & bien amé cousin le duc de Montmorency pair & conestable de France, pour les verifier bien exactement, & en dresser un roolle qui sera signé de sa main, & escrit en la marge la somme que chacun des y denommez peult meriter de pension annuelle selon son advis, après avoir bien considéré & verifié la qualité, la condition, la valeur & blessures de chacun desdicts gentilshommes, capitaines & soldats, & des lieux ausquels ils auront, comme dict est, esté blesez pour nostre service. Que tous autres aussi gentilshommes, capitaines & soldats qui nous auront servy en nostre infanterie, soit en nos regimens & garnisons & bandes de gens de pied, retireront pareils certificats & attestations des temps de leurs services, combats & blessures, des mestres de camp & capitaines sous la charge desquels ils auront servy & esté estropiez, & les porteront à nostre aussi très-cher & amé cousin le duc d'Espenon colonel general de nostre infanterie Fran-

coise, pour en faire pareils roolles & en la mesme forme & maniere cy-dessus; pour estre tous lesdicts roolles rapportez & mis entre les mains de celui de nos amez & feaux conseillers & secretaires d'estat que nous ordonnerons pour cet effect, & sur iceux par nous fait & arresté tous les ans un estat au vray des noms de tous les gentilshommes, capitaines & soldats que nous voudrons entretenir, & des pensions que nous ordonnerons à chacun d'eux, avec l'ordonnance au bout d'iceluy estat pour les acquitter & payer par celui que nous mettrons pour ce faire, & non autres, sur les peynes contenues en l'ordre & reglement de nos finances. Et pour ce que noldicts cousins de Montmorency & d'Esperson pourront estre employez quelquesfois en leurs charges ailleurs qu'après de nous, & ne se trouveront pas en nostre cour, nous voulons en ce seul cas de leur absence, que lesdicts certificats & attestations soient mis entre les mains des deux plus anciens mareschaux de France qui se trouveront en nostre suite, pour avec nos amez & feaux conseillers en nostre conseil d'estat ledict sieur archevesque de Sens grand aulmosnier de France, l'un de nos secretaires d'estat & de nos commandemens, & les sieurs de Souvré & de Chasteauvieux & de la Rochepot chevaliers de nos ordres & ausly conseillers en nostredict conseil d'estat, verifier soigneusement lesdicts certificats & attestations, & faire pour le regard d'iceux roolles, ce que noldicts cousins feroient, s'ils estoient à nostre suite. Mais d'autant que pour le paiement desdictes pensions & entretenement nous faisons estat des places de religieux laïcs, & que peut-estre il y a deja beaucoup de soldats qui en sont pourvus, & en jouissent sous faux donné-à-entendre, & ne sont pas de la qualité requise & portée par nos ordonnances, nous voulons & ordonnons que tous ceux qui en jouissent à present, ayent dans trois mois après la publication du present edict, à rapporter leurs lettres de provision en vertu desquelles ils jouissent desd. places, au greffe de la chambre de la Charité Chrestienne, qu'à cet effect nous ordonnons, créons & établissons prez de nous & à nostre suite, pour y estre jugées definitivement & sans appel par noldicts cousins de Montmorency & d'Esperson avec noldicts amez & feaux conseillers ledict archevesque de Sens, le secretaire d'estat & de nos commandemens que nous com-

mettrons, & lesdicts chevaliers de nos ordres les sieurs de Souvré, Chasteauvieux & la Rochepot, & en l'absence de noldicts cousins par les deux plus anciens mareschaux de France qui seront à nostre suite, avec les autres dessusdicts. Aultrement & à faulte de rapporter leurs provisions, ledict temps passé, les pourvus seront deschés de leurs droicts, & les deniers de leurs places employez au paiement desdictes pensions & entretenement, ou autrement, ainsi que par les dessusdicts il sera trouvé plus raisonnable. Et d'autant que pour l'exécution de nostre present edict il pourra intervenir plusieurs differends qui gisent en cognoissance de cause, & sur lesquels il faudra donner jugement selon les formes accoustumées de la justice, nous avons outre les dessusnommez commis & depute, commettons & deputons nos amez & feaux conseillers maîtres Louis Durant, Martin Langlois, Jean le Gay & Jacques Merault maîtres des requestes ordinaires de nostre hostel, & quatre des plus anciens conseillers de nostre grand conseil, deux de chacun semestre, pour avec les dessusdicts & un vicaire dudict archevesque de Sens grand aulmosnier, ensemblement ou les sept d'entre eux en l'absence, maladie ou empeschement des autres, à la requeste de nostre très-cher & bien-ame maître Gilles de Champhuon nostre advocat ausdictes requestes de l'hostel, par nous ausly commis & depute en cette affaire pour substitut de nostre procureur general audict grand conseil, avec le greffier qui pour cet effect sera par nous commis & nommé, vacquer exactement & diligemment à la revision des comptes, punition & correction des abus, malversations & condamnations d'amendes, & generallyment cognoistre & decider de tous procès & differends & affaires concernants ce que dessus, circonstances & dependances, tant de ceux qui sont à mouvoir, que de ceux qui sont jameus & intentez pardevant quelques juges que ce soit, lesquels nous avons par ces presentes evoqué & evoquons à nous & à nostre personne, en l'estat qu'ils sont, & iceux renvoyé & renvoyons en nostredite chambre, à laquelle & aux dessusnommez nous en avons attribué & attribuons privativement à tous autres juges route cour, juridiction & cognoissance, & par appel à nos amez & feaux conseillers tenants nostre grand conseil, icelle interdissons à toutes nos cours de parlement,

parlement, baillifs, seneschaux, prevosts & autres juges quelconques, & aux parties de se pourvoir ailleurs, à peine de nullité, cassation de procédures & de tous dépens, dommaiges & interets. Pourra neantmoins ladicte chambre audit nombre de sept juger souverainement, sans appel & en dernier ressort jusques à la somme de cinq cens livres pour une fois payée. Les jugemens de laquelle ainsi donnez, n'excedants ladicte somme de 500. livres, seront de telle force & vertu, & auront pareil effect, que s'ils avoient esté donnez par nos cours souveraines, & lesquels en tant que besoing est ou seroit, nous avons à cette fin dès à présent comme pour lors validez & autorisez, validons & autorisons par ces presentes. Et pour le regard des condamnations & jugemens de ladicte chambre qui excéderont la somme de 500. livres, voulons & nous plaist qu'ils soient executoires par provision, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles, lesquelles sortiront nuëment & sans moyen en nostredit grand conseil. Et d'autant que pour la presente execution du present edict sera besoing se transporter en plusieurs & divers lieux, à quoy nostdits commissaires ne pourroient vacquer; pour certe cause, avons à ladicte chambre donné & donnons pouvoir de subdeleguer par les provinces telles personnes capables de nos officiers de judicature qu'ils verront bon estre, pour suivant les memoires & instructions qui leur seront envoyez par ladicte chambre, proceder à ladicte instruction & execution jusques à sentence definitive exclusivement les procès & differends concernant ce que dessus, nonobstant oppositions ou appellations quelconques & sans prejudice d'icelles. Lesquels procès & differends seront par lesdits subdeleguez renvoyez en ladicte chambre, pour y estre jugez & decidez, ainsi qu'elle verra estre à faire par raison. Mandons aux substituts de nos procureurs generaux, & à chacun d'eux en droit soy, de faire roolle & estat de tous les hospitaux, aumosneries, leproseries, maladeries & confrairies estans en leur destroit; ledict roolle contenant distinctement les noms, qualitez & valeur de chacun desdits lieux, les charges à quoy ils sont tenus, comment & par qui ils ont esté cy-devant & sont à présent regis & administrez, en la collation & provision de qui ils sont, s'ils sont tenus en titre de

benefice ou de simple administration, ensemble des usurpations & alienations. Lesquels roolles & estats signés & certifiés d'eux ils enverront dans trois mois après la publication des presentes au greffe de ladicte chambre, à peine de suspension de leurs offices, mesme d'y estre envoyé à leurs despens par ladicte chambre. Voulons que tous les deniers de ladicte reformation, *reliqua* de comptes, condamnations & places de religieux laissent mis ez mains de celui qui pour ce faire sera par nous commis, ordonné & député, & tous les redevables contraincts à ce faire par toutes voyes déües & raisonnables, comme pour nos propres deniers & affaires. A la charge que celui que nous commettrons pour ladicte recepte & despense, sera tenu d'en rendre bon & fidele compte en ladicte chambre, à tels salaires & taxation que ladicte chambre jugera estre raisonnable; dont & de tout ce qui despens au reste de l'execution de nostre present edict, nous nous remettons sur les loyautes & consciences des commissaires cy-dessus nommez. Voulons aussi que lesdits gentilshommes, capitaines & soldats estropiez, vieux & caducs portent pour remerciement d'honneur en lieu aparent & descouvert la marque d'honneur que nous leur avons ordonnée, & selon la forme qui par nous leur en sera baillée. Et pour ce que par cy-devant il a esté fait plusieurs edicts sur ce subjeç, qui n'ont esté executez, & sont differents les uns aux autres, nous avons revoqué & revoquons tous les edicts, ordonnances & declarations faictes au contraire de ces presentes. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre grand conseil, que toutes difficultés cessantes ils ayent à verifier, faire publier & enregistrer cettuy nostre present edict, & le contenu en iceluy faire executer, garder & observer inviolablement de point en point selon sa forme & teneur, sans permettre qu'il y soit contrevenu en aucune maniere, & ausdits commissaires de vaquer incontinent & sans delay à ce qui sera de leur charge & commission, ainsi qu'il est dict cy-dessus; leur donnons & à leurs subdeleguez de ce faire tout pouvoir, puissance, autorité, commission & mandement special. Mandons à tous nos justiciers, officiers & subjeçs leur obeyr en ce faisant, prester & donner conseil, confort, ayde & prison, si mestier est & requis en sont; & à tous nos huisfiers & sergens de met-

tre à execution leurs decrets , ordonnances , sentences , jugemens , mandemens & autres choses dependantes du fait & execution desdictes presentes , quand & ainſy que par eux leur ſera ordonné , ſans pour ce demander aucun placet , viſa ne pareatis. Car tel eſt noſtre plaisir non-obſtant, &c. Comme à l'acte precedent. Donné à Paris au mois de Juin , l'an de grace M. DC. VI. & de noſtre regne le XVII. Signé, HENRY, & plus bas: Par le roy, RUZE. Et ſcellé en cire verte en lacs de ſoye rouge & verte.

Enregiſtrées ez regiſtres du grand conſeil du roy , ſuivant l'arreſt donné en iceluy ce jourd'huy VII. Juillet M. DC. VI. A Paris. Ibidem.

EXTRAIT DU REMERCIMENT
fait par les Pariſiens à M. Myron
lieutenant civil en la prevosté de Paris,
& auparavant prevost des marchands
de la meſme ville.

AN. 1606.

C'EST vous qui avez eſlevé cette maiſon publique, ce ſuperbe palais, ce temple glorieux où repoſe le bienheureux genie de la ville ; vous qui ſous la hauteur des herbes & dans la profondeur de la terre eſtes allé chercher cette belle Venus qui ſe cachoit de honte & de douleur , voyant que Paris la mépriſoit pour faire l'amour à Junon : cette belle Venus qu'un ingenieux Appelles avoit autrefois eſbauchée , & que tant de prevosts depuis ſoixante & douze ans n'avoient oſé regarder pour parfaire.

C'eſtoit à vous que l'honneur deſeroit la fin de cet ouvrage , à vous que cette belle Deeſſe avoit toujours eſté reſervée , pour vous faire un preſent de ſon amour , comme à celui qui debviez plus aimer ſa beauté que l'argent , & l'honneur que la richeſſe. Vous la cheriſtes auſſi , & ſi toſt que vous l'euſtes veüe , pour l'eſperance ſeulement de ſa perfection , vous avanceſtes neuf-cent livres de vos deniers , & depuis , plus de vingt-deux mil livres des droicts de voſtre prevosté , & que vous pouviez embourſer.

O que de beaux ornemens vous luy avez donnez , que de vives couleurs dont vous l'avez relevée , que de beaux traits dont vous l'avez enrichie , ne le monſtrez ainſi ce grand perron , ce porche , ces eſcaliers , cette belle face qui rit au peuple , & qui ſemble faire l'amour au ciel , cette glorieuſe medalle qu'elle porte ſur le front , en laquelle vous avez fait graver ce grand roy , ce grand

Mars toujours preſt , toujours armé & toujours foudroyant pour la deſſenſe de ſa Venus : ce revers où cette belle Deeſſe repoſant dans le navire , comme dans la conque de ſa naiſſance , meſpriſe les vents & l'orage , & monſtre par le ſage gouvernement de ſon pilote & de ſes nautonniers que ſa poiſſance commande ſur les eaux comme ſur la terre!...

Eſt-ce pas vous qui pour rendre cette ville autant fameuſe au nombre & en la beauté de ſes portes , que fut autrefois l'ancienne Thebes , avez baſti de neuf cette magniſique porte de la Tournelle pour la bienſeance de la ville & commodité du public ? rebastie celle du Temple que le malheur du temps avoit tenu fermée quarante quatre ans ? reparé & recouvert toutes les autres de la ville ? Ce ſont des bienfaits que nous ne pouvons aſſez recognoiſtre ; & nous ſommes contraincts , comme jadis le peuple d'Athenes , de confeſſer en public que l'on ne peut recompenſer de ſiltes & d'honneurs aſſez celebres , les magiſtrats qui ſi dignement entretiennent & accroiſſent l'eſtat & la ſplendeur des portes & des murailles de noſtre ville.

Cette belle fontaine que vous avez encore levée devant le ſacré portail du temple de Themis , merite elle point que nous ayons toujours ſouvenance de voſtre magiſtrature ? & comme diſoit Frontin , que la memoire des fontaines ſoit toujours ſaincte & reverée à Rome. . .

Toutes ces autres fontaines du Ponceau , des Halles , de la Royne , de ſaint Lazare , de la croix du Tiroir , de ſainte Catherine , des Filles Penitentes , & des Filles-Dieu reſtoient maſſes de pierres , nayades deſcharnées , carcasses ſeiches , qui , comme les peaux des victimes , rememoient ſeulement aux paſſans qu'autrefois elles avoient eſté vives. Mais vous avez reſſuſcité ces nymphes , remis l'eau dans leurs baſſins , & rendu à ces fontaines les flots argentés & le doux murmure qu'elles avoient ſi longtemps perdu.

Cette grande rue du Ponceau de ſix thoïſes de large , pour venir de la porte S. Martin aux Halles , & le retranchement de la maiſon de Colletet rue Morrellerie , que vous avez fait faire à vos deſpens pour la decoration de la ville , ſont-ce point les ouvrages de voſtre prevosté ? . . .

Eſt-ce point vous encore qui avez fait reparer & repaver tant de ponts , tant de gués & tants de ports , les abbeuvoirs du Louvre , Poppin & Archema-
rion

rien relevé & rebasty les descentes de pierre de taille du gué des Augustins & celle de Glatigny : nettoyé tous les esgouffs de la ville ; & fait trois ponts de pierre, un aux Porcherons, un autre au chemin de Mont-martre, & un autre entre la porte saint Martin & celle du Temple ?

Bref, c'est vous qui avez plus fait en deux ans que tous vos predecesseurs en deux siècles, & qui durant ces deux ans avez donné à vostre successeur la crainte que donnoit Philippes au grand Alexandre, que vous ne fessiez tant de belles choses qu'il ne luy en restast plus à par-faire.

Voilà pour ce qui se touche au doigt & se recognoist à l'œil ; mais tant d'autres belles parties de prudence, de pieté, d'eloquence, d'amour du pays, de resolution en toutes affaires, de constance en toutes rencontres, qui ne se jugent que par l'esprit, reluisent en vous si parfaitement &c. . . .

La pieté n'est pas une vertu de moindre recommandation que la prudence ; autant que par l'une vous vous estes rendu nécessaire au public, autant par l'autre vous vous estes montré utile & charitable envers tous : envers le peuple, ayant pour le bien & institution de la jeunesse sollicité plusieurs fois sa majesté de reftablir en cette ville le college des Jesuites : envers les pauvres & estrangers, lors que sur la Seine on embarqua les Irlandois pour les renvoyer chez eux, leur ordonnant & distribuant vous même les vivres & provisions pour la commodité de leur voyage : envers les malades, par le soin, la diligence & l'affection extreme que vous avez apporté au soulagement de leur mal & advancement de leur santé, leur pourvoyant de lieu, de gens, de meubles & ustensilles nécessaires à leur guerison : envers l'Eglise, par cette belle lampe de vingt marcs d'argent que vous avez donné à la grande eglise, & appendue devant le chœur à l'image de la Vierge, au lieu d'une bougie de la grandeur de la ville que vos predecesseurs avoient autrefois ordonné en ce lieu pour la conservation de la ville & santé du roy. Cette offrande à cause des grands frais, avoir esté discontinuée vingt-cinq ou trente ans : & vous l'avez liberalement reftablie de vos deniers, croyant que c'estoit une impiété de violer les vœux de ses ancestres, & un sacrilege de n'entretenir pas une si sainte fondation.

Tome II. Part. II.

Vostre fidelité au maniemement des deniers de la ville, vostre économie & vostre bon mefnage paroissent assez tant en la despenfe de près de trois cent mil livres que vous avez faite és embellissemens de la ville & acquis de ses debtes, que és charges & rentes de son domaine que vous avez reduites au denier seize.

Tant de harangues qu'à tout instant vous avez prononcées en public pour la conservation de nos droits, de nos biens & de nos revenus, tantost devant sa majesté, tantost au conseil, tantost au parlement, tantost en la cour des aides, & tantost en l'assemblée du clergé, . . .

Plustost motir que de manquer, & plustost rendre les clefs & les sceaux de la ville (comme deux fois vous les avez portées au conseil) que d'endurer que l'on altere l'auctorité de vostre charge, & que l'on diminue les droits & le bien du peuple.

C'est assez que chacun sçache que le roy même, lors que vous fustes au Louvre remettre en ses mains les clefs & les sceaux de la ville que sa majesté vous avoit déposé, rendant publiquement à vostre merite l'honneur que vostre charge vous avoit publiquement acquis, parlant à vostre successeur, luy proposa vostre exemple à bien faire &c. *Pris sur l'imprimé à Paris en 1606.*

LETTRES PATENTES DU ROY
*Henry IV. pour le reftablissement des
Jesuites en leur maison professe &c.*

HENRY par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes lettres verront, salut. Estant par l'edit par nous fait au mois de Septembre M. DC. III. pour le reftablissement des peres Jesuites en nostre royaume, expressement deffendu à ceux de ladite congregation, de pouvoir dresser des colleges ni residences en aucunes villes de nostredit royaume, sans un expès congé ; ils nous auroient tres-humblement supplié leur permettre de pouvoir rentrer & se remettre en nostre bonne ville de Paris ; ce que leur ayant verbalement accordé, ils auroient célébré le service divin en icelle, administré les saints sacremens de l'autel & de confession, presché la parole de Dieu, & fait leurs autres fonctions ordinaires, nous supplians & requerans de leur continuer ladite grace & concession. Nous A CES CAUSES, les voulans bien &

E ij

A. N. 1606.

favorablement traiter, & de plus en plus leur faire connoître nostre bonne volonté, leur avons permis & accordé, permettons & accordons par ces presentes signées de nostre main, qu'ils puissent & leur soit loisible de continuer la residence en la maison professe dressée en nostredite ville de Paris, & y faire toutes les fonctions ordinaires & accoustumées en leurdit ordre, ainsi & en la maniere qu'ils ont fait en vertu de nostredite permission verbale, & font encore de present, soit en leur maison dite de S. Louis, ou en leur college appellé de Clermont, excepté toutesfois la lecture publique & autres choses scolastiques, desquelles ne voulons ni entendons qu'ils s'entremettent en quelque sorte & maniere que ce soit, que nous n'aions sur ce autrement fait entendre nostre volonté. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement, que ces presentes ils verifient & fassent enregistrer, & du contenu en icelles jouir & user pleinement & paisiblement ceux de ladite congregation, sans souffrir ou permettre qu'il y soit contrevenu; car tel est nostre plaisir, nonobstant quelques ordonnances, deffenses & lettres à ce contraires. En tesmoin de quoi nous avons fait mettre nostre scel à celdites presentes. Données à Monceaux le xxvii. jour de Juillet, l'an de grace M. DC. VI. & de nostre regné le xvii. *Signé*: HENRY; & sur le repli: Par le roy, DE LOMENIE.

Registrées, oui le procureur general du roy, pour jouir par les impetrans du contenu en icelles, conformément aux lettres verifiées le ii. jour de Janvier M. DC. IV. sans qu'ils puissent aucune chose entreprendre contre icelles. A Paris en parlement le xxi. jour d'Aoust M. DC. VI. *Signé*: DU TILLET. Tiré des registres du parlement.

AUTRES LETTRES PATENTES
du roy Henry IV. par lesquelles il est permis aux Jesuites de faire une leçon de theologie au college de Clermont.

AN. 1609.

HENRY par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement à Paris, salut. Suivant l'edit du mois de Septembre 1603. nous nous sommes réservé le choix de placer les peres Jesuites en lieux & endroits que nous scaurions estre les plus commodes pour le bien de no-

stre service, & n'avons voulu qu'ils eussent college ni residence ailleurs. Et depuis, par nos lettres parentes du 27. Juillet 1606. nous leur avons permis qu'ils puissent resider en la maison professe de Paris & college de Clermont; lesquelles ont esté par vous registrées le 21. Aoust ensuivant. Et maintenant que nous savons qu'il est utile & necessaire pour le bien de nos sujets que lesdits Jesuites facent lecture publique de la theologie en nostre bonne ville de Paris, de nostre propre mouvement, certaine science, pleine puissance & autorité royale, & pour bonnes & grandes considerations à ce nous mouvans, avons par ces presentes pour ce signées de nostre main, permis & permettons auxdits Jesuites, faire quant à present lecture publique de theologie en leur college de Clermont, à jours & heures commodes, & pour ce vous mandons que cette presente nostre permission vous ayez à lire & registrer, du contenu en icelle faire jouir & user pleinement paisiblement & perpetuellement, sans en ce leur faire ou donner, ni permettre estre fait, mis ou donné aucun empeschement au contraire; lequel, si fait, mis ou donné leur estoit, voulons estre par vous mis incontinent & sans delay à pleine & entiere delivrance & au premier estat; nonobstant les edits, ordonnances, arrests, reglemens & autres choses contraires, que ne voulons leur nuire ne prejudicier; car tel est nostre plaisir. Donnée à Fontainebleau le xii. jour d'Octobre, l'an de grace M. DC. IX. & de nostre regné le xxi. *Signé*, HENRY; & plus bas: Par le roy, P O T I E R. Et scellé du grand sceau sur simple queue, en cire jaunie.

Pris sur une copie imprimée.

LETTRES PATENTES DU ROY
Louis XIII. par lesquelles il permet aux Jesuites de lire publiquement en toutes sortes de sciences, au college de Clermont.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement à Paris, prevoist dudit lieu ou son lieutenant, & à tous nos autres justiciers, officiers, & à chacun d'eux en droit soi, ainsi qu'il appartient, salut. Le feu roy dernier decédé, nostre très-honore seigneur & pere d'heureuse memoire, que Dieu absolve, ayant par son edit du mois de

AN. 1610.

Septembre 1603. remis les peres Jesuites en ce royaume, ne voulut qu'ils pussent establir aucun college ou residence en quelque lieu que ce fust, sans son expresse permission; & depuis, par ses lettres du 27. Juillet 1606. registrées en nostredit parlement le 21. d'Aoust audit an, leur permit de resider en nostre bonne ville de Paris, & y faire les fonctions de leur vacation en leur maison professé de S. Louys & en leur college appellé de Clermont, excepté pour la lecture & classes publiques, qu'il ne voulut qu'ils fissent pour lors, jusqu'à ce qu'il eust sur ce autrement déclaré sa volonté. Et voyant que plusieurs habitans de nostredite ville envoioient avec grande incommodité leurs enfans en autres lieux où lesdits Jesuites font lecture publique, & qu'il est plus utile pour nos sujets que leurs enfans estudent en nostre bonne ville de Paris, où toutes sortes de sciences & exercices honnestes abondent, & le langage François y est plus pur & poli qu'ailleurs; joint qu'en estudiant ils apprennent insensiblement les formes & façons de vivre qu'il faut observer en nostre cour & suite, & l'honneur qu'ils sont tenus rendre à nous & à nos cours souveraines, les principales desquelles sont establies à Paris; & que notoirement ce que lesdits Jesuites ne font lecture publique en leur college de Clermont, diminue l'affluence des escoliers de l'université de ladite ville, que nous desirons reestabli & remettre en son ancienne splendeur, voire augmenter, s'il est possible. POUR CES CAUSES & autres bonnes considerations à ce nous mouvans, de nostre certaine science, grace speciale, pleine puissance & autorité royale, mesme par l'advis de la reyne regente nostre très-honorée dame & mere, & la volonté que nous savons que nostredit feu seigneur & pere avoit avant son decez de remettre lesdites lecture & college; avons auxdits Jesuites permis faire leçons publiques en toutes sortes de sciences, & autres exercices de leur profession, audit college de Clermont, observant par eux les regles de nostre edit de Septembre 1603. & autres declarations & reglemens faits depuis icelui; & pour ce vous mandons & très-expressement enjoignons par ces presentes pour ce signées de nostre main, que ces presentes vous ayez à lire & registrer, & du contenu en icelles, si besoin est, faire jouir & user lesdits Jesuites pleinement & paisiblement, & à ce faire & souffrir, comme chose utile

& publique, contraindre tous ceux qu'il appartiendra & besoin sera, par toutes voies raisonnables, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, pour lesquelles ne voulons estre différé; car tel est nostre plaisir. Donné à Paris le le xx. jour d'Aoust, l'an de grace M. DC. x. & de nostre regne le premier. Signé, LOUIS; & plus bas: Par le roy, la reyne regente sa mere presente. . . . Et scellées de cire jaune sur simple queue. Registrées au parlement le xv. Fevrier M. DC. XVIII. Pris sur une copie imprimée.

ARREST ET COMMISSION
du conseil d'estat, qui ordonne le reestablisement des leçons publiques au college de Clermont à Paris.

SUR le rapport fait au roy estant en son conseil, des cahiers des derniers estats generaux tenus à Paris, par lesquels en remonstrant la necessité de reestabli les universitez de ce royaume, en leur ancienne splendeur, & principalement celle de ladite ville, comme capitale & séjour ordinaire des roys, & en laquelle les plus grandes & celebres compagnies de ce royaume sont establies; afin que son université soit à l'avenir, comme autrefois elle a esté, un seminaire de toutes charges & dignitez ecclesiastiques & seculieres, où les esprits des sujets de sa majesté soient formez au culte divin, au zele de la vraie religion, en l'obeissance due aux roys, & au respect & reverence des loix des magistrats; lesdits estats ont entr'autres choses requis & supplié sa majesté, en consideration des bonnes lettres & pieté dont les peres Jesuites font profession, leur permettre d'enseigner dans leur college de Clermont, & faire leurs fonctions ordinaires dans leurs autres maisons de Paris, comme ils ont fait autrefois, & évoquer à soi & à son conseil les oppositions faites & à faire au contraire; & sa majesté bien informée qu'avant que ledit exercice eust cessé audit college, non seulement la jeunesse de ladite ville de Paris, mais aussi de toutes les parties du royaume & de plusieurs provinces estrangeres, estoit instruite en ladite université aux bonnes lettres, & que maintenant, au lieu de cette affluence, ladite université se trouve quasi deserte, estant privée de la plus grande partie de toute ladite jeunesse, que les parens envoient estudier en autres villes & hors le royaume, faute

AN. 1611.

d'exercice suffisant en ladite université pour les sciences, dont sa majesté reçoit, & le public, un notable prejudice. Veu aussi par elle les lettres patentes du feu roy Henry le Grand en forme d'edit, du mois de Septembre 1603. registrées en la cour de parlement de Paris le 2. Janvier 1604. pour le reſtabliſſement des peres Jesuites en plusieurs bonnes villes du royaume y spécifiées; autres lettres en forme de declaration, dudit feu seigneur, du 27. Juillet 1606. pareillement registrées audit parlement le 21. Aoust audit an, portant reſtabliſſement deſdits peres en leur maison professe de Paris, soit en celle de S. Louys, ou en leurdit college de Clermont, pour y faire toutes les fondions accoustumées en leur ordre, excepté la lecture publique & autres choses scolastiques, dont icelui seigneur ne veut qu'ils s'entremettent, qu'il n'ait sur ce fait entendre sa volonté; autres lettres patentes dudit seigneur, du 12. Octobre 1609. donnant permission ausdits peres Jesuites de faire lecture publique de la theologie audit college de Clermont, presentées seulement à ladite cour de parlement; exploit fait au recteur de ladite université, suivant les conclusions des gens du roy, portant ſignification deſdites lettres, de la requête presentée aux fins de l'enregistrement, & assignation en ladite cour au 8. Decembre audit an; lettres patentes données à Paris le 20. Aoust 1610. adreſſantes audit parlement, par lesquelles & pour les causes y contenues sa majesté permet auxdits peres Jesuites de faire leçons publiques en toutes sortes de sciences, & autres exercices de leur profession, audit college de Clermont, observant par eux les regles dudit edit du mois de Septembre & les declarations & reglemens faits depuis; exploit de ſignification fait le 27. dudit mois d'Aoust deſdites lettres à M. Estienne du Puis recteur de l'université, avec delivrance de copie d'icelles; copie d'acte des conclusions prises par ledit recteur, aux fins d'y former son opposition, du 21. Septembre 1610. trois arreſts de ladite cour des 6. & 7. dudit mois de Septembre & 18. Novembre ensuivant, donnez entre leſdits peres Jesuites & les recteur, doyens, procureurs & ſuppoſts de l'université de Paris, aux fins de faire venir & plaider les parties en l'audience; autre arreſt de ladite cour du 22. Decembre 1611. par lequel entr'autres choses, après que leſdites parties ont eſté am-

plement ouïes, elles furent appointées au conseil; SA MAJESTÉ eſtant en ſon conseil, a évoqué & évoque à ſoi & à ſondit conseil l'inſtance pendante en ſadite cour de parlement de Paris, entre leſdits peres Jesuites d'une part, & les recteur, doyens, procureurs & ſuppoſts de ladite université de Paris, d'autre, pour raiſon de ladite opposition. Et en ce faiſant, aiant égard à la requiſition deſdits eſtats generaux, & à l'intereſt public, & ſans ſ'arreſter à la reſtriction portée par leſdites lettres de declaration du 27. Juillet 1606 audit arreſt de la cour de parlement de Paris du 22. Decembre 1611. ni à l'opposition des recteur, doyens, procureurs & ſuppoſts de ladite université de Paris à l'enterinement deſdites lettres du 20. Aoust 1610. a ordonné & ordonne que conformement ausdites lettres du 20. Aoust 1610. iceux peres Jesuites feront à l'avenir lecture & leçons publiques en toutes ſortes de ſciences, & autres exercices de leur profession, audit college de Clermont, comme ils ont fait autrefois, & aux jours & heures les plus commodes pour leurs eſcoliers, leſquelles lectures ſa majesté entend demeurer dez-à-preſent reſtablies, ſans qu'il ſoit donné aucun empeſchement au contraire: à la charge d'observer les regles dudit edit du mois de Septembre, & de ſe ſoumettre aux loix & reglemens de l'université, ainſi qu'il ſera ordonné par ſa majesté. Veut ſa majesté que leſdits peres Jesuites ſoient mis en pleine poſſeſſion deſdites lectures par deux conſeillers & maîtres des requêtes ordinaires de ſon hoſtel, ou autres conſeillers de cour ſouveraine premiers ſur ce requis, en vertu du preſent arreſt & des lettres de commiſſion ſur iceluy, leſquels ſe transporteront ſur les lieux; le tout nonobſtant oppositions ou appellations quelconques, pour leſquelles, & ſans prejudice d'icelles, ne ſera differé; & ſi aucunes interviennent, ſa majesté en a retenu & reſervé la connoiſſance à ſa perſonne & à ſondit conseil, & interdite & deſſenduë à ſadite cour de parlement, & à tous autres juges quelconques, faiſant deſſenſes aux parties de ſe pourvoir ailleurs, à peine de nullité, caſſation de procedures, & de tous deſpens, dommages & intereſts. Fait au conseil d'eſtat du roy tenu à Paris, ſa majesté eſtant en icelui, le xv. Fevrier M. DC. XVIII. *Signé, DE LOMENIE. La commiſſion executée le xx. jour de Fevrier ſur les deux heures par les ſieurs Amelot*

Ametot & Fouquet conseillers d'estat & maistres des requestes.

Copié sur un imprimé.

CONTRACT DE LA FONDATION
faite par la reine Marguerite, des Augustins deschaux, au fauxbourg saint Germain.

AN. 1609.

PARDEVANT Pierre Guillard & Raoul Bontemps notaires du roy nostre sire en son chastelet de Paris soubzsignez, fut presente tres-haute, tres-puissante & tres-excellente princesse Marguerite royne, duchesse de Valois & autres lieux, estant en son hostel sciz ez fauxbourgs de S. Germain des Prez, & le quay de Seine, laquelle pour satisfaire au vœu qu'elle a fait à Dieu, à l'imitation de celui du patriarche Jacob, lequel consiste en deux points, le premier de donner à Dieu le dixme de tous ses biens, & le second d'edifier un autel pour rendre graces à Dieu éternellement, lorsqu'il l'auroit heureusement reconduit en sa terre, sa majesté a voué pour faire ledit autel de Jacob, de faire bastir, construire, edifier, fonder & renter au lieu le plus commode & plus proche de sa demeure, un monastere des Augustins reformez deschaux, jusques au nombre de vingt pour le moins, pour y rendre perpetuellement graces & louanges à Dieu des delivrances & saintz secours qu'il a plu à sa bonté infinie lui donner durant les troubles, & lorsqu'elle estoit, tant au chateau d'Usson, qu'ailleurs, & des biens & prosperitez qu'il lui plaist journellement lui continuer: sadite majesté meüé de ce saint zele, & pour en perpetuer la memoire, & en faire commencer à satisfaire au vœu & promesse, qui est de faire ledit convent au lieu le plus commode & le plus proche de sa plus ordinaire demeure, lequel sera appellé *l'autel de Jacob*, qui sera composé d'une grande eglise pour celebrer le divin service & l'office ordinaire qu'ont accoustumé de dire, chanter & celebrer lesdits religieux Augustins reformez deschaux qu'elle y met, qui sera nommée *la sainte Trinité*, & un autre chapelle, qui sera nommée *la chapelle des louanges*, où se fera la priere perpetuelle à l'intention de sa majesté; auquel monastere y aura vingt religieux pour le moins, à sçavoir 6. prestres & 14. freres, lesquels 14. freres feront prieres continuelles jour & nuit, de deux à deux alternativement & successivement, qui se releveront d'heure

en heure, de sorte qu'il leur demeurera sept heures libres à chacun d'eux, pour vacquer au service ordinaire à quoi ils sont obligez par le vœu de leur ordre; laquelle priere sera prise des hymnes, cantiques & pseumes d'actions de graces, qu'ils chanteront à la louange de Dieu selon les airs qui en seront faits; lesquels quatorze religieux qui vacqueront à ladite priere d'action de graces, seront & demeureront renfermez sans sortir ni avoir aucune conversation avec les personnes séculieres, mais seront continuellement instruits à la meditation & elevation d'esprit seulement, pour en faire, s'il est possible, des anges en terre, qui loueront incessamment Dieu. Et au regard des six peres, ils pourront vacquer tant aux confessions, predications, qu'autres œuvres pies, ainsi qu'ils ont accoustumé audit ordre & regle de leurs vœux; & tous ensemblement feront ledit service divin en la grande eglise, que sa majesté leur fait bastir, dans un chœur derriere l'autel, ainsi qu'ils ont accoustumé dans leurs autres convents. Reconnoist & confesse ladite dame royne avoir donné, cédé, quitté, transporté par ces presentes, du tout, dez maintenant & à toujours, par donation pure, simple, faite entre vifs, sans esperance de la pouvoir revoquer, promis & promer garantir de tous troubles & empeschemens quelconques, aux reverends peres dudit ordre des Augustins reformez deschaux, les reverends peres Mathieu de sainte François vicair general dudit ordre, & pere François Amet procureur general dudit ordre ce acceptant, tant pour eux que pour ledit convent, c'est à sçavoir un corps de logis consistant en trois travées appliquées à salerte & cuisine, &c. . . . à la charge que lesdits peres Matthieu de sainte François, & François Amet, pour eux & ledit convent & leurs successeurs, ont promis & seront tenus, promettent & s'obligent de de faire chanter & celebrer tout ledit service deü & accoustumé selon leur ordre, à la grande eglise qui aussi sera bastie au lieu susdit, & de faire chanter en ladite chapelle des louanges en l'intention de ladite dame royne perpetuellement les hymnes, cantiques & pseumes d'action de graces cy-dessus mentionnez & ainsi qu'il est amplement déclaré, & selon les airs qui en seront baillez par ladite dame royne, à commencer à ce faire sitost & incontinent quicelle dame royne aura fait bastir ledit

monastere & eglise, & icelui renté de six mille livres tournois, &c. . . Et ladite dame dit & declare en la presence des susdicts peres Matthieu & François, qu'elle ne veut ni entend qu'audit convent qu'ainsi est par elle establi, aucune personne y puisse estre receu pour prieur, sinon qu'il soit des peres desdits Augustins reformez deschaux, lequel à cette fin sera élu canoniquement à leur chapitre provincial, conformément à leurs constitutions; car ainsi a esté accordé entre les parties, &c. Fait & passé en l'hostel de ladite dame royne, après midi, le Samedi xxvi. Septembre M. DC. ix. *Signé MARGUERITE; & plus bas, F. MATTHIEU DE SAINTE FRANÇOISE* vicaire general des FF. Augustins reformez deschaux en France. *F. FRANÇOIS AMET* procureur general desdits freres Augustins reformez deschaux en France, &c.

L'an 1610. le Lundy premier Fevrier, le present contrat de donation portant fondation, a esté apporté au greffe du chastelet de Paris, & icelui insinué, accepré & eü pour agreable, aux charges, clauses & conditions y apposées, & selon que contenu est par icelui, par maistre Georges Perrot procureur au chastelet de Paris porteur dud. contract & procureur de très-haute, très-puissante & excellente princesse Marguerite royne, duchesse de Valois & autres lieux, fondatrice du monastere des Augustins reformez deschauffez, & donatrice; lequel contract a esté enregistré, ensemble la ratification ci dessus transcritte, au 64. des insinuations dudit chastelet de Paris, suivant l'ordonnance, ce requerans lesdits peres audit nom. . . *Pris sur une copie communiquée par les reverends peres Augustins deschauffez de la place des Victoires.*

LETTRÉ DE LA MESME REINE
au pape Paul V. sur le mesme sujet.

TRES-SAINTE pere. Vostre sainteté aimant & recherchant la gloire de Dieu avec tant de zele, j'ai osé me promettre qu'elle agréeroit l'accomplissement d'un vœu que j'ai fait tendant à mesme fin, pour en louer & glorifier sa divine bonté, lui rendre graces perpetuelles d'une miraculeuse delivrance d'un très-grand peril qu'il lui plust faire en moi, lorsque j'estois à Usson, au temps des plus grands troubles de ce royaume, où ma place ayant esté sur-

prise par une revolte de soldats, & ne me restant que le haut du donjon, il a plu à sa toute-puissante bonté me rendre dans le soir victorieuse de mes ennemis, ma vie & ma place assurée. En cet évident danger me ressouvenant du vœu de Jacob que j'avois leü dans la Bible, estimant y voir quelque rapport de ma fortune à la sienne, je vouai à Dieu le mesme vœu que Jacob lui offrit, lorsque pour se sauver de la fureur de son frere il se retira vers Laban, auquel Dieu l'ayant exaucé, l'ayant assisté durant les vingt ans de son exil, & ramené heureusement en sa terre, trouvant son frere appaisé & bienveillant envers lui, & le comblant d'honneur & de biens, il lui rendit à tousjours le dixme de ses biens, & lui dressa l'autel d'actions de graces qu'il lui avoit voué. Moi, très-indigne de semblables faveurs de cette divine, toute-puissante & debonaire majesté, obligée neantmoins de pareilles graces & astrainte par mon susdit vœu, me voyant au bout de vingt ans ramenée par sa toute-puissante main à la terre de ma naissance, avec toutes sortes d'honneurs & de biens, je me suis efforcée d'accomplir mondit vœu. Pour le dixme & pour l'autel j'edifie tout auprès de ma maison où je me tiens ordinairement, une abbaye des peres Augustins reformez, laquelle j'ay nommée *l'autel de Jacob* où les susdits Augustins feront leur office ordinaire dans une grande eglise nommée *la sainte Trinité*. Et outre ce, accomplissant mon vœu (s'il plaît à vostre sainteté de l'agréer) comme en toute humilité je l'en supplie très-humblement, ils chanteront incessamment les louanges de Dieu en une chapelle particuliere nommée *la chapelle des louanges*, où se relevant de deux en deux heures, ils continueront jour & nuit cette angelique action de graces sans intermission, pour suppléer au deffaut de mon infirmité, qui n'est capable de rendre graces à sa divine clemence, de celles que si abondamment depuis ma naissance, & principalement depuis les susdits vingt ans, & jusqu'à present, il lui a plu faire en moi. Et pour pouvoir continuer ce saint exercice, mon intention est, & je supplie en toute humilité V. S. de le trouver bon, que les susdits Augustins reformez, que je fais estat de mettre au nombre de vingt, à sçavoir quatorze pour vacquer à ce saint exercice de louanges perpetuelles de Dieu, pour de deux en deux avoir sept heures libres pour leur repos & offices ordinaires

JUSTIFICATIVES.

41

ordinaires de leur ordre, & six peres, qui pourront prescher, dire des messes, confesser, ainsi qu'ils ont accoustumé. Qu'il plaise à vostre sainteté que les susdits quatorze destinez à cette action de graces perpetuelle soient renfermez, sans avoir aucune communication avec le monde, n'y ayant que les six peres qui puissent sortir pour vacquer comme il est dit aux predications, messes & confessions qu'ils ont accoustumé. Pour cette cause, considerant que s'ils estoient mandians, comme ils sont de leur ordre, les susdits quatorze ne pourroient accomplir ce que dessus, j'ai renté la susdite abbaye, soubz le bon plaisir de vostre sainteté, de deux mille escus de rente par an. Je supplierai donc très-humblement vostre sainteté en toute humilité prosternée à ses pieds, avoir agreable ma susdite fondation, & l'honorer de ses saintes benedictions & indulgences par le reverend pere François l'un de mes predicateurs, prieur de madite abbaye, que j'envoie exprès vers vostre sainteté, pour lui représenter & requerir ce que dessus, la suppliant encore en toute humilité très-humblement m'honorer de l'honneur de sa bienveillance & de ses saintes benedictions, comme, &c. *Ibidem.*

BREF DU PAPE, en reponse à la lettre cy-dessus.

AN. 1610.

CHARISSIMA in Christo filia nostra, salutem & apostolicam benedictionem. Litteras tuas legimus, pietatis, religionis, zeli divini amoris & honoris plenas, ex quibus magnam in Domino consolationem cepimus. Laudamus, filiam, piium affectum tuum, & non minus prudenter quam religiosè facis, sollicitè curans reddere quæ vovisti. Dum enim te gratam ac memorem accepti beneficii Deo exhibes, multò magis misericordiam divinam tibi concilias; & dum gratias agis ejus bonitati, quòd in die tribulationis protexerit te, illius præsidium tibi comparas, quo securior incedere possis per lubricam fallacis hujus sæculi sollicitatis viam, quàm nimis frequenter mortales à salutis tramite aberrant. Perge in nomine Domini. Hanc autem petitionem tuam considerabimus, ut quantum in Domino possumus, laudabili desiderio tuo satisfaciamus. Pastorales labores nostros ut precibus tuis Deo jugiter commendes, à te petimus, & tibi benedictionem nostram apostolicam peramanter impertimur. Datum Romæ apud san-

Tome II. Part. II.

ctam Mariam-majorem sub annulo piscatoris. Kalendis Julii anno M. DC. X. pontificatus nostri anno VI. *Ibidem.*

LETTRES PATENTES DU ROY Henry IV. en faveur des mesmes peres Augustins deschaux.

AN. 1610.

HENRY par la grâce de Dieu roy de France & de Navarre, à tous presens & à venir, salut. Comme nous avons tousjours depuis nostre advenement à la couronne procuré de tout nostre pouvoir ce qui concerne l'honneur & la gloire de Dieu, & dressé nos plus particulieres affections à maintenir la foy & religion catholique en tout nostre royaume; nous avons de bon cœur loué & remercié la divine bonté, quand il luy a plu susciter des personnes de pieté, devote & religieuse vie & de notable doctrine, pour pouvoir cooperer parmi nostre peuple à nos saintes & droites intentions; & quand elles se sont presentées à nous, deüement autorizées de nostre saint pere le pape en ce qui est du spirituel de leur maniere de vie, les avons très-amiablement receus, approuvez & favorisez, leur octroyant benignement tout ce qu'elles ont sceu desirer de nous, pour vacquer & s'employer en toute paix & assurance à si louables & profitables exercices; entre lesquels nostre saint pere nous ayant dez pieça commandé les freres religieux hermites reformez deschaux de l'ordre de saint Augustin, leur aurions très-volontiers fait expedier un brevet donné à Fontainebleau le 26. jour de Juin 1607. pour pouvoir posséder en nostre royaume de France le prieur de saint Martin de Misérè au diocese de Grenoble, & tous autres biens & possessions en tous autres lieux & endroits de nostre royaume, que les communautez ou personnes particulieres leur offriroient volontairement pour bastir convents & prieurez de leur dit ordre & reformation; & depuis nous ayant supplié par nostre très-chere & aimée sœur la royne Marguerite fondatrice d'un monastere de l'ordre desdits freres religieux hermites reformez deschaux de saint Augustin aux fauxbourgs de nostre bonne ville de Paris, que nostre bon plaisir fust d'approuver par nos lettres patentes & autentiques ladite fondation; donc est qu'ayant égard à la très-humble priere de ladite royne nostre très-chere sœur, & bien assuré du grand fruit qu'iceux freres font à la conversion

F

des ames, par leur bonne vie, exemple & continuelles predications; de nostre plein pouvoir, puissance & autorité royale, avons eu pour agreable, loué, ratifié & confirmé, louons, ratifions & confirmons ladite fondation; voulons, & ordonnons, & nous plaist qu'elle aye lieu, suivant ledit contract passé ou à passer entre nostredite sœur la royne Marguerite & les susdits freres religieux hermites reformez deschaux de l'ordre de saint Augustin; & outre ce, en contemplation de nostre sœur, & pour leur bonne & sainte vie, bonnes predications desdits freres, & autres causes à ce nous mouvans, de nostre plein pouvoir & autorité royale, voulons & permettons qu'ils puissent par tout nostredit royaume de France édifier lieux & convents, recevoir, posséder, tenir toutes sortes de biens & possessions qui leur sont déjà & seront ci-après, par les prelates, seigneurs, communautez ou particuliers, aumosnez & donnez à eux à cet effet; & qu'ils jouissent de tous & chacun les privileges, franchises & immunitez par les feux roys de bonne memoire nos predecesseurs, & nous, octroyiez & concedez aux autres freres hermites de S. Augustin de nostre royaume, lesquels privileges, franchises, immunitez, de nouveau, en tant que besoin est, nous octroyons auxdits freres reformez deschaux. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nos cours de parlement, chambres des comptes, à Paris, Rouen, Bordeaux, Toulouze, Aix, Grenoble, prevoist de Paris, baillifs, leurs lieutenans, & tous autres nos justiciers qu'il appartiendra, que ces presentes, chacun en droit soi, & comme ils seront requis, ils fassent lire & enregistrer, & du contenu & entier effet d'icelles jouir par lesdits freres hermites de S. Augustin reformez deschaux, pleinement & perpetuellement, cessant & faisant cesser tous troubles & empeschemens à ce contraires. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre nostre scel à ces presentes, sauf en autres choses nostre droit, & l'autrui en toutes. Donné à Paris au mois de Mars l'an de grace M. DC. X. & de nostre regne le xx. *Ibidem.*

CONTRACT DE LA REINE
Marguerite avec les Augustins chaussez
de la communauté de Bourges.

AN. 1613.

PARDEVANT Pierre Guillard & Raoul Bontemps notaires & gardes notes du roy nostre sire en son chastelet de Paris soussignez, furent presens en leurs personnes tres-haute, tres-puissante & tres-magnanime princesse Marguerite royne, duchesse de Valois, estant en son hostel sis à S. Germain des Prez, rue & sur le quay de Seine lez Paris, d'une part, & discrete personne frere Michel Peller religieux des Augustins reformez & prier du convent dudit ordre fondé à Lagny sur Marne, selon la regle instituée & introduite en la communauté du convent des Augustins de Bourges, au nom & comme procureur fondé de procuration passée par les reverends peres definiteurs, provincial, vicaire general & autres superieurs dudit ordre, assemblez en leur chapitre provincial tenu au convent de Champli en Bourgogne en date du 10. jour de May 1610. signée desdits peres, & scellée du sceau de la province de France, de laquelle procuration ledit Peller a fait apparoir aux notaires soussignez, & ce fait à lui rendu; & encore icelui Peller comme soi faisant & portant fort desdits peres definiteurs, provincial & autres peres dudit ordre, par lesquels il promet faire ratifier & avoir pour agreable le contenu en ces presentes au prochain chapitre qui se tiendra dudit ordre audit lieu de Bourges, d'autre part. Disant lesdites parties, mesme ladite dame royne, que cy-devant, & dez le 11. jour de Septembre 1609. sa majesté auroit fait donation aux religieux & convent des Augustins reformez deschaux, ce acceptans par le frere Matthieu de sainte François vicaire general dudit ordre, & François Amer procureur general dudit ordre, des maisons & heritages à plein mentionnez au contract cy-après déclaré, & dont la declaration sera cy-après transcrite, aux charges, clauses & conditions y mentionnées; outre lesquels lieux declarez audit contract, sa majesté a encore fait bastir, construire & parachever la chapelle des Louanges, & a icelle chapelle decorée & enrichie de plusieurs ornemens, ensemble de plusieurs orfèvreries & tableaux à plein mentionnez en l'inventaire d'iceux; laquelle donation sa majesté a faite entr'autres

tr'autres conditions, que les religieux qui y seroient establis, chanteroient & feroient le service à haute voix, comme font les autres Augustins; & d'ailleurs que sa majesté a entendu que lesdits Augustins reformez deschaux ne peuvent par leurs constitutions tenir ne posséder aucunes rentes ne possessions, ne mesme chanter à note; qui sont choses du tout contraires à son intention. POUR CES CAUSES & autres à ce la mouvans, ladite dame royne a dit & déclaré qu'elle revoquoit & révoque par ces presentes ladite donation ainsi par elle faite auxdits Augustins reformez deschaux soubz le bon plaisir de nostre saint pere le pape, & du reverend pere general dudit ordre des Augustins, auxquels sadite majesté a promis faire agréer ces presentes au plustost que faire se pourra, ensemble faire emologuer & insinuer ces presentes où besoin sera. Et afin d'accomplir par sa majesté les vœux par elle faits étant au lieu d'Usson, à l'imitation de celui du patriarche Jacob, selon qu'il est à plein designé par ledit contract ci-dessus datté, à cette cause ladite dame royne de son bon gré & bonne volonté reconnu & confessé avoir donné, cédé, quitté, transporté & delaisié du tout dez maintenant & à tousjours, par donation faite entre vifs, & sans esperance de la pouvoir revoquer cy-après, auxdits peres Augustins reformez de la communauté du convent des Augustins de Bourges, ce acceptant par ledit Peller ezdits noms, c'est à sçavoir un corps de logis consistant en trois travées appliquées à falette & cuisine, un petit appendif appartenant, appliqué à garde-manger, une petite cour, un jardin dans lequel ladite dame a fait bastir la chapelle en forme de dôme & petits murs de cloistre, le tout assis ezdits fauxbourgs de saint Germain en la petite rue de Seine, ayant entrée par icelle: tenant d'une part lesdits lieux au mur des appartenances de l'hostel de ladite dame royne, d'autre part au sieur de Givesteaux, & aux autres terres cy-après déclarées, aboutissant par derriere au canal par où passe le cloaque, contenant tout ensemble demi arpent de terre ou environ, lesdits lieux appartenans à sa majesté au moyen de la cession & transport à elle fait par Jean Carrel, passé pardevant les notaires soussignez le 14. jour de May 1608. Item un grand jardin clos de murs, la plupart planté de grands arbres fruitiers & treilles à l'entour, assis ez fauxbourgs,

Tome II. Part. II.

tenant d'une part à ladite dame royne, d'autre part aux terres cy-après déclarées, vulgairement appellées *le petit pré aux Clercs*; aboutissant vers la rue par laquelle l'on va du port à la chapelle S. Pere, d'autre part auxdits esgouffs, contenant deux arpens & demi quartier de terre, appartenant à ladite dame royne, au moyen des acquisitions qu'elle en a faites par deux contracts de vente faits par Loys de Charlis & Anthoine Dalleret jardiniers & leurs femmes, comme appert par les contracts de ce faits par devant les notaires soubsignez le 12. jour de Fevrier 1611. lesdits six arpens ci-devant appellez *le petit pré aux Clercs*, sis aux fauxbourgs S. Germain des Prez, tenans d'une part aux jardins & court de la Charité, d'autre costé au grand jardin ci-dessus mentionné, aboutissant d'un bout à la rue de l'esgouff derriere les fossés de l'abbaye de S. Germain, & d'autre bout audit chemin ou rue pour aller dudit port audit S. Pere, à ladite dame appartenant au moyen du bail à rente à elle fait par messieurs les recteur & supposts de l'université de Paris, aux charges contenues en icelui contract de ce fait & passé pardevant lesdits notaires soubsignez le dernier jour de Juillet 1606. lequel bail à rente a esté homologué par arrest de la cour de parlement du 20. jour de Septembre 1609. lesquels contracts dessus datez & arrestez ladite dame royne promet bailler & delivrer auxdits peres Augustins reformez de ladite communauté de Bourges, le plustost que faire se pourra, pour desd. choses ci-dessus données jouir par lesdits peres religieux Augustins reformez de ladite communauté de Bourges, & en faire & disposer comme de chose à eux appartenant. Et outre icelle dame royne a promis de parfourrir revenu suffisant jusqu'à la somme de six mille livres par an, deduction faite de ce qui aura esté baillé desdites terres pour l'entretien de six peres prestres dudit ordre & quatorze freres, lesquels seront tenus & promet ledit Peller ezdits noms, pour lui & pour ses successeurs, de faire dire, chanter & celebrer à perpetuité tout le service, louanges & actions de graces à plein mentionnées, spécifiées & déclarées par ledit contract, si tost que ladite dame royne aura fait bastir, édifier & fonder de rentes ledit monastere jusqu'à la somme de six mille livres, ce que ladite dame royne promet faire au plustost que faire se pourra. Et en attendant ledit bastiment & fon-

F ij

dation, ledit Pellet a promis & sera tenu & promet d'entretenir & faire ce-lebrer le service, louanges & actions de graces, selon & ainsi qu'il se fait à pre-sent en ladite chapelle *des louanges*, en satisfaisant par sa majesté au payement qu'elle a accoustumé leur donner pour leur nourriture & entretenement. Et dez à present ladite dame royne a baillie & mis ez mains dudit Pellet les meubles & ornemens à plein declarez & men-tionnez en l'inventaire de ce fait, signé des parties & notaires soubzsignez, dont & desquels meubles & ornemens ledit Pellet s'est tenu & tient pour content, quittant &c. promettant &c. obligeans chacun en droit soy, ledit Pellet ezdits noms, renonçans &c. Fait & passé en l'hostel de ladite dame royne après-midy l'an M. DC. XIII. le XII. jour d'Avril, & a ladite dame royne escrit de sa main en la minute des presentes ce qui en suit: **CONTRACT** de renonciation des Augustins piedeschaux, pour mettre mon monastere entre les mains des Au-gustins non deschaux, lesquels chantent haut comme les grands Augustins font l'office, & leur donne tout ce que j'a-vois donné aux autres. Fait ce XII. Avril M. DC. XIII. *Signé* MARGUERITE, F. MICHEL PELLET, GUILLARD & BONTEMPS en la minute des pre-sentes, qui est demeurée vers ledit Bon-temps l'un desdits notaires soubzsignez. *Ainsi signé* BONTEMPS & GUILLARD, & paraphé.

L'an 1613. le Vendredy 21. jour de Juin le present contract de donation portant revocation, avec l'acte d'accep-tation cy attaché, ont esté rapportez au greffe du chastelet de Paris, & iceux insinuez, acceptez & eus pour agreables, aux charges, clauses & conditions y ap-posées, & selon que contenu est par iceux, par M. Giffard Marais procureur audit chastelet porteur desdits contract & ac-te & procureur de très-haute très-puif-sante & très-magnanime princeesse Mar-guerite royne, duchesse de Valois, dona-trice, & des peres Augustins reformez de la communauté des Augustins de Bourges do-nataires denommez & declarez audit con-tract & acte, lesquels ont esté enregistrez au 69. volume des insinuations dudit chas-telet suivant l'ordonnance, ce requerant ledit Marais, qui de ce a requis & de-mandé acte, à lui octroyé, & baillé ces presentes, tant pour servir & valoir à ladite dame donatrice, qu'auxdits reli-gieux donataires, en temps & lieu que

de raison. Fait audit chastelet les jour & an que dessus. *Signé*, REMY & DROUART.

Registrées, ouy le procureur general du roy, à Paris en parlement le XIX. Fevrier M. DC. XIV. *Signé*, DU TILLET.

Collationné à l'original en parchemin, ce fait rendu, par les notaires garde-notes du roy nostre sire au chastelet de Paris, soubzsignez, l'an M. DC. XXXVI. le XXIX. jour de Mars *Signé*, CARON & LE ROY. * *Pris des Antiquitez de Malm-gre*, p. 371.

Infra Petry

ACCEPTATION DU CONTRACT

*precedent, par les Augustins
chauffez.*

PARDEVANT les notaires du roy nostre sire au pays & duché de Ber-ry soubzsignez, furent presens en leurs personnes reverends maîtres Samson Bi-rette vicair general des religieux her-mites de S. Augustin en la province de France; Rolland Bourdon provincial, Matthieu de Montenan, Guillaume Bou-niveau, Estienne Rabache, Girard Jacob, Adrian Boudin, Pierre Bernard, & Flo-rentin Jacob, tous religieux dudit or-dre deuëment assemblez en leur chapi-tre provincial en cette ville de Bourges au monastere & convent dudit lieu, se-lon la coustume dudit ordre, qui se tient de trois ans en trois ans pour delibérer & pourvoir aux urgentes affaires de leur congregation; lesquels peres religieux susdits nommez, envioiez audit chapitre provincial, & desiniteurs de ladite as-semblée audit Bourges, après avoir bien & deuëment entendu le contract fait en-tre tres-haute & tres-puissante princeesse la royne Marguerite duchesse de Valois d'une part, & pere Michel Peller reli-gieux dudit ordre & prieur de Lagny sur Marne, portant revocation faite par la-dite dame royne de la donation par elle faite aux religieux des Augustins reformez deschaux des maisons, jardins & terres mentionnées audit contract de re-vocation, & aux charges, clauses & con-ditions à plein declarées & spécifiées par icelui contract de ce fait & passé par-devant maîtres Pierre Guillard & Raoul Bontemps notaires & gardenotes du roy nostre sire au chastelet de Paris le 12. d'Avril dernier; duquel contract a esté fait lecture par l'un desd. notaires soubz-signez, l'autre present, à voix intelligi-ble; après laquelle lecture, lesdits peres ainsi assemblez que dit est, de leurs bonnes

AN. 1613.

volontez, soubz toutesfois le bon plaisir & vouloir de N. S. P. le pape, & de leur très-reverend pere general de leur ordre, ont icellui contract loué, ratifié & approuvé, louent, ratifient & approuvent, eu & ont pour agreable, veulent, consentent & accordent qu'il sorte son plein & entier effet, force & vertu tout ainsi que si eux-mêmes avoient esté presens à icellui faire & passer, & promettent icellui entretenir de poinct en poinct selon la forme & teneur, sans jamais y contrevenir en aucune maniere. Et si ont accordé que la presente ratification soit mise ez mains dudit Bon-temps qui a la minute du contract sus datté, pour sur la copie qui lui sera delivree, en estre baillé grosse aux parties contractantes, s'ils le requerent. Car ainsi promettant &c. obligant &c. renonçant &c. Fait à Bourges audit convent des Augustins, dans la chambre du desseinatoire dudit chapitre provincial, le Mardi vii. jour de May M. DC. xiii. à sept heures du matin. La minute qui est demeurée par devers ledit Hodeau est signée desdits peres desseineteurs & des notaires soubzsignez. Signé, HODEAU, & LE JAY, & paraphé.

L'an 1613. le Vendredi xi. de Juin, le present acte d'acceptation, ensemble le contract de donation, ont esté apportez au greffe du chastelet de Paris, & iceux insinuez, acceptez & eus pour agreables, aux charges, clauses & conditions y apposées, & selon que contenu est par iceux, par M. Giffard Marais procureur audit chastelet, porteur desdits contract, acte & procuration desdits peres Augustins reformez de la communauté de Bourges donataires denommez & declarez ezdits contracts; lesquels ont esté enregistrez au 69. volume desdites insinuations dudit chastelet, suivant l'ordonnance, ce requérant ledit Marais, qui de ce a requis & demandé acte, à lui octroyé, & baillé ces presentes pour servir & valoir aux susdits peres donataires en temps & lieu ce que de raison. Fait audit chastelet les jour & an que dessus. Signé, REMY, DROUART & GRATIN, & paraphé.

Collation de la presente copie a esté faite à son original en parchemin, ce fait rendu, par les notaires gardenotes du roy nostre sire au chastelet de Paris soubzsignez, l'an M. DC. xxxvi. le xxix. Mars. Signé, CARON & PETRY. *Ibid.* pag. 373.

BREF DU PAPE PAUL V.
pour l'introduction des Augustins reformez chaussez, à la place des déchussez, dans le convent de la reine Marguerite.

PAULUS papa V. Dilecto filio priori provinciali ordinis fratrum eremitarum S. Augustini provinciae Franciae. Dilecte fili, salutem & apostolicam benedictionem. Nomine charissimae nostrae in Christo filiae Margaretae reginae illustris nobis nuper expositum fuit quod ipsa, pro voti aliis per eam emissi implemen- to, in civitate Parisiensis unam domum regularem suis propriis expensis, pro usu & habitatione aliquot religiosorum discalceatorum nuncupatorum ordinis fratrum eremitarum sancti Augustini, qui juxta pium ejusdem reginae Margaretae desiderium missam majorem ac horas canonicas in ecclesia ejusdem domus, postquam perfecta foret, & interim in certa dictae domus capella ad id destinata diu noctuque decantarent, de licentia nostra fecit construi, animo & intentione illam de concessis sibi à Domino facultatibus dorandi. Cum autem, sicut eadem expositio subjungebat, fratres discalceati praedicti, juxta regularia eorum instituta, nec missam horaeque canonicas decantare, neque bona stabilia * possidere soleant & debeant, & propterea dicta regina Margareta plurimum cupiat fratres reformatos, calceatos nuncupatos, ejusdem ordinis, in dictam domum introduci, nos dictae reginae Margaretae piis desideriis annuentes, ipsamque specialis gratiae favore prosequi volentes, & à quibuscumque excommunicationis, suspensionis & interdicti, aliisque ecclesiasticis sententiis, censuris & poenis à jure vel ab homine quavis occasione vel causa latis, si quibus quomodocumque innodata existit, ad effectum praesentium duntaxat consequendum, harum serie absolventes & absolutam fore censentes, supplicationibus ejus nomine super hoc humiliter porrectis inclinati, tibi per praesentes committimus & mandamus ut fratres discalceatos praedictos, si qui in dictam domum sint introducti, ad eorum priores vel alias domos regulares sui ordinis reduci seu transferri, ac in dictam domum, ut praedicitur, constructam, fratres reformatos, calceatos nuncupatos, ejusdem ordinis, loco dictorum fratrum discalceatorum, introduci cures & facias. Nos enim tibi ad id plenam apostolicam facultatem & auctoritatem tenore pra-

AN. 1613.

* Clement VIII. en 1548 Henri IV. en 1607. & le general de l'ordre dans la prise de possession, de Villars Benoult, permettent à ces peres de prendre les fonds & les revenus qu'on leur presente- roit.

sentium concedimus & impertimur; iisdemque fratribus calceatis, postquam sic introducti fuerint, ut omnibus privilegiis, gratis, ac indultis à nobis & apostolicæ sedis potestate fratribus discalceatis in dictam domum introductis, seu qui introducendi erant, concessis, dummodo eorum regularibus institutis non repugnent, uti, frui & gaudere possint & valeant indulgemus; non obstantibus præmissis ac constitutionibus & ordinationibus apostolicis, nec non & ordinis prædictorum confirmatione apostolicâ, vel quâvis firmitate aliâ roboratis statutis & consuetudinibus, cæterisque contrariis quibuscumque. Datum Romæ apud sanctam Mariam-Majorem sub annulo piscatoris, die xiv. Augusti M. DC. XIII. pontificatus nostri anno ix. *Signé, COBELLUTUS. Ibidem p. 375.*

LETTRES DU PROVINCIAL
des Augustins reformez chaussez, pour l'exécution du bref précédent.

AN. 1613.

FRATER Rolandus Bourdon ordinis eremitarum sancti Augustini provincie Francie provincialis, omnibus & quibuscumque præsentibus inspecturis, salutem. Nuperimè redditum est mihi summi pontificis breve & indultum apostolicum curâ & interpellatione reverendissimi totius ordinis eremitarum sancti Augustini generalis obtentum, ut ex ejus litteris signo sigilloque munitis & ad me directis satis superque liquet, his verbis: *DESTINERIO* serenissimæ reginæ Margaritæ abs te litteris tuis nobis significato, videlicet de commutatione fratrum discalceatorum in fratres reformatos in monasterio ab illa erecto, jam satisfecimus, prout vobis constabit per breve & indultum summi pontificis, cum quo tantum negotium peragere justum & dignum judicavimus. *NUNC ERGO* ut, tùm summi pontificis, tùm reverendissimi patris generalis mandato paream; officio nostro incumbit fratres discalceatos, si qui in conventum erectum aut saltem inceptum, à serenissima regina Margarita introducti sint, hinc amandare, & ad suos priores, ut fert indultum, curare reduci, & in eundem fratres Augustini ejusmodi communitatis Bituricensis vulgò dictos introducere, in nostramque tutelam jam susceptos in dicto loco tutari, quantum in nostra situm est potestate & nobis per amplâ datâ à tanto domino auctoritate. Quod ut executioni quâ possumus diligentiâ mandaremus, libuit præsentibus lit-

teras conscribere, quibus præfatos fratres Augustinianos communitatis Bituricensis illic stabilimus; possessionem, vicarii generalis & patrum definitorum totius provincie Gallie pro celebrandis comitiis provincialibus in conventu Bituricensi mense Maii anno Domini M. DC. XIII. congregatorum, communi & nostro consensu factam, approbamus & confirmamus, atque etiam quæcumque acta sunt cum serenissima regina & aliis de his quæ pertinent ad hunc locum, recta habemus. In cujus rei fidem hîc subsignavimus, & provincie sigillum appendimus. Turoni xv. Octobris M. DC. XIII. *Signé, FR. ROLLANDUS BOURDON* prior, provincialis indignus. *Ibidem p. 375.*

LETTRES PATENTES DU ROY
Louis XIII. portant confirmation de l'establissement des Augustins chaussez au fauxbourg saint Germain.

LOUIS par la grâce de Dieu roy de France & de Navarre, à tous présents & advenir, salut. Notre très-chère & aimée tante la royne Marguerite duchesse de Valois desirant accomplir le vœu & promesse faintement fait à Dieu de fonder un convent dans son parc de saint Germain des Prez, de religieux ermites de l'ordre de S. Augustin, fondé de six mille livres de revenu annuel, auroit fait construire une chapelle *des louanges*, fait orner & enrichir de plusieurs tableaux, vases & ornemens pour la celebration du divin service, & à costé un corps de logis accompagné d'un jardin contenant deux arpens & demi de terre ou environ, dont elle auroit voulu faire don aux religieux deschauffez dud. ordre, qu'elle croioit, par l'establissement de leur reformation, pouvoir chanter à hautes notes & posséder du revenu temporel; mais aiant nostredite tante appris qu'il ne leur estoit permis ni l'un ni l'autre, & par ce moyen que son vœu & intention ne pouvoient estre accomplis de cette part, auroit, soubz le bon plaisir de nostre saint pere le pape & du general dudit ordre des Augustins, qui auroit depuis agréé & consenti, fait & transferé ledit don aux religieux reformez dudit ordre de la communauté de Bourges, par contrat du 12. jour d'Avril 1613. cy attaché sous nostre contrescel, auxquels religieux elle auroit déjà fait faire delivrance de ladite chapelle *des louanges*, avec lesdits tableaux, vases &

AN. 1613.

& ornemens destinez au divin service, ensemble un corps de logis enclos & un grand jardin joignant, fermé de murailles & planté de grands arbres fruitiers & treilles, contenant deux arpens demi-quartier de terre, comme il est amplement contenu par ledit contract, par lequel elle auroit aussi promis de délaisser, bailler & delivrer le plustost que faire se pourra auxdits religieux six arpens de terre ou environ, acquis par nostredite tante par bail à rente des rector & supposts de l'université de Paris, joignant les murs & jardins dudit convent, & de parfourrir revenu suffisant jusqu'à ladite somme de six mille livres par an, deduction faite de ce à quoi montera ce qui aura esté baillé desdites terres; laquelle donation & fondation auroit esté approuvée de nostre amé & feal l'evesque de Paris, & acceptée par les peres de ladite congregation de la communauté de Bourges en leur dernière assemblée du 7. May 1613. Mais parce qu'avec l'autorité spirituelle & ecclesiastique, la temporelle y est nécessaire, mesmement de nous, à qui appartient la protection des eglises de nostre royaume, nostredite tante nous a supplié avoir agreable, ratifier & confirmer son pieux dessein, & autoriser ladite fondation, donation & dotation. Nous à ces causes, à l'imitation de nos predecesseurs, desirant l'augmentation de l'eglise & accroissement du culte & service divin en iceluy nostre royaume, avons loué, approuvé & confirmé, & de nostre grace speciale, puissance & auctorité royale, louons, approuvons & confirmons en tant qu'en nous est, ladite fondation, donation & dotation dudit convent des Augustins reformez, dits de la communauté de Bourges, faite par nostredite tante, suivant qu'il est contenu par ledit contract par elle fait, que nous voulons sortir son plein & entier effet & estre executé de point en point; & pour l'accomplissement d'icelui avons permis & permettons ausdits religieux habiter en ladite maison, pour y vivre & celebrer le service divin selon leur regle & fondation prescrite par nostredite tante; & en tant qu'en nous est, avons admorty & admortissons à perpetuité les biens contenus en ladite fondation, sauf les droits d'autrui. Car tel est nostre plaisir. Donné à Paris au mois de Decembre l'an de grace M. DC. XIII. & de nostre regne le IV. *Signé*, LOUIS; *Et sur le reply*: Par le roy, la royne regente sa mere

présente, DE LOMENIE. *Et scellé du grand sceau de cire verte.*

Registrees, ouy le procureur general du roy, pour jouir par ladite dame impetrante & religieux, de l'effet contenu en icelles. A Paris en parlement le XIX. Janvier M. DC. XIV. *Signé*, DU TILLET.

Registrees en la chambre des comptes, ouy le procureur general du roy, en ce qui regarde la fondation, donation & dotation dudit convent. Et pour ce qui concerne l'admortissement des choses données audit contract, en rapportant lettres en bonne forme, contenant par declaration particuliere les choses dont les supplians demandent l'admortissement, ladite chambre fera ce que de raison. Le XIX. Fevrier M. DC. XVIII. *Signé*, BOURLON.

Registrees en la cour des aydes, ouy le procureur general du roy, pour jouir par les impetrans de l'effet y contenu, suivant l'arrest de ladite cour du jour d'huy. A Paris le 1. jour de Juin M. DC. XVIII. *Signé*, PAULMIER. *Ibid.* p. 376.

CONSENTEMENT de l'evesque de Paris.

HENRICUS de Gondy Dei & sanctæ sedis apostolicæ gratiâ Parisiensis episcopus, universis presentes litteras inspecturis, salutem in Domino. Notum facimus, cum visum sit summo pontifici fratres eremitas August. communis Bituricensis vulgò nuncupato in civitate nostra Parisiensi in riva suburbii approbare, eisque inter alios quàm plures diversorum ordinum religiosos locum dare; libuit etiam nobis eos in nostram clientelam, viſo priùs indulto apostolico, recipere, & in numerum filiorum charissimorum adscribere, eorumque institutionem, quantum in nostra situm est potestate, approbare & confirmare. In quorum præmissorum fidem & testimonium has præſentes litteras per M. Joannem Boudouyn in jure canonico licentiatum publicum auctoritate apostolicâ, venerabilisque curiæ episcopalis Parisiensis notarium juratum, & episcopatus nostri Parisiensis secretarium ordinarium fieri & signari, sigillique nostræ cameræ fecimus & jussimus appensione communiri. Datum Parisiis anno Domini M. DC. XIII. die XIX. mensis Octobris. De mandato præfati reverendissimi domini mei episcopi Parisiensis, *Signé*, BAUDOUIN. *Ibidem* p. 378.

PERMISSION DES RELIGIEUX
de S. Germain des Prez.

AN. 1617.

Nous prior & religieux sancti Germani à Pratis, hujus suburbii in spiritualibus & temporalibus primi rectores, universis presentes litteras inspecturis, salutem in Domino. Notum facimus, cum visum sit summo pontifici fratres Augustinianos, communitatis Bituricensis vulgò nuncupatos, in prædicto nostro suburbio sancti Germani à Pratis locum dare, eosque inter alios quamplurimos diversorum ordinum viros religiosos, nec non loco fratrum discalceatorum ordinis sancti Augustini, iidemque privilegiis & gratiis gaudentes, introducere; libuit etiam nobis, quantum in nostra potestate situm est, viso prius indulto apostolico, visisque etiam litteris reverendorum patrum, tum generalis, tum provincialis prædicti ordinis sancti Augustini, fratres prædictæ communitatis approbare & confirmare; qui quidem cum ex officii sui ac muneris institutione maxime animarum saluti studeant, facultatem annuntiandi verbum Dei, nec non, ut se extendit nostra auctoritas, confessiones fidelium audiendi, & à casibus & censuris nobis reservatis absolvendi, his concessimus & concedimus, quos eorum prior vel superior idoneos judicaverit. In quorum præmissorum fidem ac testimonium has presentes litteras signo & sigillo nostro communi roboravimus. Datum in conventu nostro anno Domini M. DC. XVII. die XI. mensis Julii. Signé, F. RISSELET, & scellé du sceau du monastere.

Collationné aux originaux, ce fait rendus, par les notaires soubsignez, l'an M. DC. XXXVI. le XXIX. jour de Mars, Signé, CARON & PETRY. Ibidem p. 378.

PERMISSION DE L'ABBE
de saint Germain des Prez.

AN. 1623.

Nous Henry de Bourbon evesque de Metz, prince du saint empire, abbé commendataire de l'abbaye de S. Germain des Prez, sçavoir faisons à tous ceux qu'il apartiendra, quen'ayant rien en plus grande recommandation quel'avancement de l'honneur & de la gloire de Dieu, & de procurer de tout nostre pouvoir le salut des ames, ainsi que nous sommes obligez, & de ceux particulièrement qui sont soubz nostre charge, vi-

vans soubz nostre juridiction spirituelle & temporelle, comme les habitans de nostre fauxbourg de saint Germain des Prez, lesquels nous savons recevoir un grand fruit & edification des reverends peres Augustins reformez, establis audit bourg par la permission de nos predecesseurs abbez, par leurs predications & sacemens de confession & communion, qui leur sont administrez en leur maison; nous desirant la continuation d'un tel bien, avons permis & permettons auxdits peres Augustins reformez de predicher, confesser & administrer le saint sacrement en leur maison, reservant la communion aux paroisses le jour de Pasques, ainsi qu'ils ont accoustumé de faire; & exhortons lesdits peres, par la charité & le soin que nous devons avoir du salut des ames, & neantmoins leur enjoignons, comme establis soubz nostre juridiction, de continuer leurs memes fondions, afin que le peuple ne soit privé de la consolation & edification qu'il attend d'eux. En tesmoignage de quoy nous avons signé de nostre main, & fait contresigner ces presentes par nostre secretaire ordinaire, & à icelles fait apposer en placart le cachet de nos armes. Donné à Paris le XI. jour d'Avril l'an M. DC. XXIII. Signé HENRY DE METZ abbé de saint Germain, & scellé: & plus bas: Par monseigneur, PELLAUT, & paraphé.

Collationné à l'original en papier, ce fait rendu, par les notaires gardenotes du roy nostre sire en son chastelet de Paris l'an M. DC. XXXVI. le XXIX. jour de Mars. Signé, CARON & PETRY. Ibidem p. 378.

CONSENTEMENT
du general des Augustins.

MAGISTER Joannes-Baptista de Alte, Genuensis, ordinis eremitarum sancti Augustini prior generalis licet indignus. Quoniam audivimus serenissimam reginam Margaritam erga nostrum ordinem bene affectam, nostros fratres, communitatis Bituricensis nuncupatos, in domum à se juxta suum palatium constructam introduxisse, eosque necessariis ad vitam redditibus instruxisse partim & instruere seu dotare velle, juxta conventionem quam ipsa cum dictis fratribus nostris transegit; ad idque ut ipsi gaudeant fruanturque, nostre consensus desideretur; libenter nos infra scripti prior generalis totius ordinis sancti Augustini ratas

AN. 1614.

ratas habemus & confirmamus conventiones omnes factas cum quibuscumque, nec non in posterum faciendas in nomine Patris, & Filii, & Spiritûs sancti, amen. Datum Romæ die xxvi. Februarii anno M. DC. xiv. inferius nostri officii affixo sigillo. Signé, F. JOANNES-BAPTISTA generalis indignus; & scellé du sceau de l'ordre. *Ibidem* p. 379.

TESTAMENT DE LA REINE
Marguerite.

AN. 1615.

AUJOURD'HUY date des presentes, très-haute & très-puissante princesse Marguerite royne, duchesse de Valois, comtesse de Senlis, estant en son lit malade, a envoyé querir Pierre Guillard & Raoul Bontemps notaires au chastelet de Paris, soubzsignez, auxquels elle estant saine d'esprit, memoire & entendement, ainsi qu'il est apparu auxdits notaires, a dit & déclaré, qu'elle a ci-devant supplié, comme encore par ces presentes elle supplie très-humblement le roy & la royne sa mere, de vouloir prendre & accepter tous & chacuns ses biens tant meubles qu'immeubles, lesquels elle s'est reservez par la dernière donation faite à sa majesté estant alors dauphin, & dont elle jouit à présent : à la charge de satisfaire au contract de fondation fait par ladite dame royne Marguerite au profit des Augustins reformez de la congregation de Bourges, & outre de payer & satisfaire toutes & chacunes ses debtes qui se trouveront bien & loyalement deûes, ensemble les pensions de ses gentilshommes & dames, & gages de ses officiers pour deux quartiers qu'elle reconnoist leur devoir, & qui escherront le 31. de ce présent mois de Mars, suivant l'estat qu'elle a accoustumé de faire par chacun quartier, & encores d'accomplir certains petits vœux qu'elle a declarez & nommez à maître Bonaventure Quentin maître des requestes de son hostel, & à maître Jean Boissieux secrétaire de sa chambre, lesquels elle n'a voulu autrement exprimer auxdits notaires; suppliant de rechef leurs majestez de vouloir accepter la presente declaration, & satisfaire au contenu & charges ci-dessus, ce qui lui donnera un grand contentement & repos à son ame; dont elle a requis ce présent acte pour estre présenté à leurs majestez; ce que lesdits notaires lui ont volontairement accordé. Ce fut fait, requis & octroyé en l'hôtel de ladite dame royne Marguerite

Tome II. Part. II.

ci-dessus déclaré, après midi, l'an M. DC. xv. le Mercredi xxv. jour de Mars. Et a ladite dame royne signé & écrit de sa main en la minute, MARGUERITE. *Ibidem* p. 380.

LETTRES PATENTES DU ROY
Louis XIII. pour la fondation du monastere de Nostre-Dame des Victoires, en faveur des Augustins deschauffez.

AN. 1629.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre; à tous présens & à venir, salut. Les roys nos predecesseurs ont tellement chéri la pieté, & avec des soins si particuliers recherché l'augmentation de l'église catholique, apostolique & Romaine, que les frequens tesmoignages qu'ils ont rendu de leur insigne dévotion, leur ont acquis le titre & l'éminente qualité de fils aînez d'icelle: qualité qui nous est en telle recommandation, que nous nous proposons de faire tousjours des actions qui en soient dignes, moyennant la grace & assistance divine, que nous implorons & implorerons toute nostre vie pour n'en point faire qui semblent y contrarier, & à cet effet, reconnoissant les grandes & manifestes utilitez que nos sujets reçoivent de jour en jour de la congregation des religieux Augustins reformez deschauffez, par tous les lieux de nostre royaume où ils sont establis, tant par leurs bons exemples, faincteté & austerité de vie, que par les confessions, predications, exhortations, & autres pieux & dévots exercices, dont nosdits sujets tirent des assistances spirituelles extraordinaires au salut de leurs ames, & mettant à ce sujet en consideration les louables & grands services que ladite congregation rend au public, désirant leur tesmoigner la satisfaction que nous en recevons, comme aussi ayant égard à la recommandation & exhortation que nostre très-saint pere le pape Urbain VIII. nous a faites en leur faveur par sa bulle du 28. Juillet 1628. pour marque à jamais de la pieté & dévotion que nous avons à la glorieuse vierge Marie, & pour tesmoignage de la singulière affection que nous portons audit ordre des religieux Augustins reformez deschauffez, nous avons voulu estre fondateur de leur eglise & convent de nostre bonne ville de Paris, laquelle nous avons dédiée à Nostre-Dame des Victoires, en action de graces de tant de glorieuses victoires que le ciel

G

nous a favorablement départies par l'entremise de la Vierge, & assister en personne en l'action de ladite fondation & à toutes les ceremonies & solemnitez qui y ont esté faites par nostre amé & féal conseiller en nostre conseil d'estat le sieur archevesque de Paris, le 9. du present mois. A CES CAUSES & autres à ce nous mouvans, sçavoir faisons que pour la particuliere dévotion que nous avons audit ordre, & l'augmentation des religieux d'icelui, pour l'exacte & soigneuse observation qu'ils font de leur regle, & pour le desir aussi que nous avons de participer à toutes leurs prieres, jeûnes & oraïsons, auxquelles ils vacquent incessamment, & les convier particulièrement de prier Dieu pour nostre personne & celles des reines nostre très-honorée dame & mere, & nostre très-chère & très-amée espouse & compagne, & pour la prosperité de nostre estat; avons agréé & agréons leur supplication, & ensuite d'icelle leur avons octroyé & accordé, octroyons & accordons ces nostres lettres patentes signées de nostre main, par lesquelles nous nous declaronz fondateur de ladite eglise, convent & congregation, sous le titre de Nostre-Dame des Victoires, afin qu'ils y vacquent à leurs saints exercices, messes, offices, predications, confessions & autres fondations religieuses, comme ils font en nos autres villes, suivant & conformément aux statuts, regles & instituts de leur ordre, sans qu'ils y puissent estre troublés ni inquiétez, dont nous faisons très-expresses inhibitions & deffenses à toutes personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, sur peine aux contrevenans de punition exemplaire: prenant & mettant à cet effet ladite eglise, maison, convent & congregation en nostre protection & sauvegarde speciale. Et d'autant qu'aux fondations royales nous avons accoustumé de donner & élargir de grands privileges; pour marque singuliere de nostre affection & devotion audit ordre, nous voulons que ladite eglise, congregation & convent de Paris jouissent des mesmes droitz, privileges, exemptions, franchises & immunités que les autres fondations royales: leur accordant & octroyant à cet effet tous les dons, graces & faveurs que nous avons octroyé aux eglises & maisons de la qualité susdite. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement, chambre des comptes, cour des aydes, & nos procu-

reurs généraux en icelles, & à tous nos autres justiciers, officiers & sujets qu'il appartiendra, que de césdites lettres & de tout le contenu en icelles ils fassent, souffrent & laissent jouir pleinement & paisiblement ladite congregation des religieux Augustins reformez deschauffez perpetuellement & à tousjours, cessant & faisant cesser tous troubles & empêchemens à ce contraires, nonobstant nos edits que nous avons faits pour l'establissement & reception des religieux aux villes, que nous voulons estre doresnavant pleinement & exactement observez, lesquels nous n'entendons toutesfois porter aucun prejudice à ladite congregation, attendu qu'ils sont postérieurs à la fondation que nous avons faite de leur dite eglise, maison & convent de Nostre-Dame des Victoires, & généralement nonobstant routes ordonnances, reglemens, & choses à ce contraires, auxquelles nous avons pour ce regard derogé & dérogeons par césdites presentes. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à tousjours, nous y avons fait mettre nostre scel. Donné à Paris au mois de Decembre l'an de grace M. DC. XXIX. & de nostre regne le xv. Signé LOUIS; & sur le reply; Par le roy, DE LOMENIE. Scellé du grand sceau de cire verte sur lacs de soye rouge & verte.

Registrees, ouy le procureur general du roy, pour jouir par les impetrans de l'effet & contenu en icelles, aux charges contenues en l'arrest de ce jour. A Paris en parlement, le xxv. jour de Juin M. DC. XXXIII. Signé, DU TILLET.

Registrees en la chambre des comptes, ouy le procureur general du roy, pour jouir par les impetrans de l'effet & contenu en icelles, aux charges & conditions contenues en l'arrest du parlement, & consentement du sieur archevesque de Paris, suivant l'arrest de ce jour. Fait le xiii. jour de Juillet M. DC. XXXIII. Signé, GOBELIN.

Registrees en la cour des aydes, ouy le procureur general du roy, pour jouir par les impetrans de l'effet & contenu, selon leur forme & teneur, aux charges portées par le consentement & permission du sieur archevesque de Paris du xxx. Janvier M. DC. xxv. suivant l'arrest de ce jour d'huy. A Paris le 11 Aoust M. DC. XXXIII. Signé, BOUCHER.

Registrees au greffe des requestes ordinaires de l'hôtel du roy, pour jouir par les impetrans de l'effet & contenu en

JUSTIFICATIVES.

celles, suivant le jugement du vi.
Avril M. DC. XXXVI. *Signé, FLOUX.*

Collationné à l'original par moy con-
seiller secretaire du roy & de ses finan-
ces, du college ancien, SAVARY.

*Pris sur une copie communiquée par les
RR. PP. Augustins deschauffez.*

BREVET DU ROY LOUIS XIV.
*pour les armes & blason des Augustins
deschauffez, dits les petits peres.*

AN. 1649.

AUJOURD'HUY 20. jour du mois
de Juin 1649. le roy estant à
Amiens, voulant, ainsi que les rois ses
predecesseurs, donner aux ordres regu-
liers qui ont leur generalité & leur prin-
cipe en son royaume, les marques d'hon-
neur dont ils doivent user & estre de-
corez, en signe de leur établissement
Francois; veut & ordonne que l'ordre
des Augustins deschauffez de la sacrée
& royale congregation des Gaules, que
le feu roy d'heureuse memoire Louis le
Juste XIII. du nom son très honoré sei-
gneur & pere a mis en sa particuliere &
royale protection, comme sa majesté la
met en la speciale & perpetuelle de la
couronne de France, aye & porte pour
ses armes generales d'honneur & de ju-
ridiction, l'escu d'azur semé de fleurs de
lis d'or, accompagné en cœur d'un pe-
tit escu d'or à trois cœurs de gueules
chargez de trois fleurs de lis d'or, 2.
& 1. entouré d'un chapelet d'or marqué
de croix parées de sable, chargées d'une
petite Nostre-Dame d'or, & aux angles
de quatre petites fleurs de lis de même,
couronné de l'ancienne couronne de
France, & orné d'un chapeau episcopal,
ayant pour soutenans ou supports deux
peres de l'ordre tenans l'escu d'une main,
& de l'autre chacun une croisse d'or, se-
mée de cœurs & de fleurs de lis de me-
me. Et parce que sadite majesté veut &
entend donner pour tousjours son regle-
ment aux armes de ladite congregation,
elle veut & ordonne que les trois provin-
ces meres dans laquelle elle a este & est
originaiement & encore presentement
divisée, sçavoir Provence, Daupiné &
France, porteront toutes trois ecartelé,
au premier & dernier des armes gene-
rales de l'ordre; au deux & trois Proven-
ce portera d'or à la croix de sable can-
tonnée de quatre cloux de même, à la
bordure d'azur chargée de quatre cœurs
& de quatre fleurs de lis d'or, entouré
du chapelet de l'ordre & soutenu de deux
religieux, d'une main à l'escu, & un

Tome II. Part. II.

cœur de l'ordre à l'autre, couronné d'une
couronne d'or de trois fleurs de lis seu-
lement, & orné d'un chapeau episcopal.
Daupiné d'azur à trois fers de lance d'ar-
gent, 2. & 1. à la bordure d'or chargée
de quatre daupins d'azur; le chapelet,
la couronne, le chapeau & les supports
comme à l'autre. France d'argent à cinq
couronnes d'espines de sinople, 2. 1. 2.
à la bordure d'azur semée de cœurs &
de fleurs de lis d'or; le chapelet, la cou-
ronne, le chapeau & les supports com-
me les autres. Et pour ce qui est des pro-
vinces qui seront divisées à l'avenir, sa
majesté donnant par privilege d'honneur
& de faveur speciale à ces trois premie-
res provinces, les trois meres de l'ordre,
qu'elles seules ecarteleront des armes
generales de la congregation, veut &
ordonne qu'elles ecarteleront au pre-
mier & au dernier de la province dont
elles seront émanées, & au 2. & 3. de
ce qui leur sera ordonné par le chapitre
general, avec le chapelet, la couronne,
le chapeau & les supports de même
des anciens. Et pour ce qui est des con-
vents particuliers, les chapitres provin-
ciaux en ordonneront; voulant pourtant
& ordonnant sa majesté qu'ils porteront
la bordure de leurs provinces, & les cha-
pelets & les supports, seulement à la
reserve du royal convent de Nostre-
Dame des Victoires de Paris, auquel elles
demeureront telles & ainsi que feu d'heu-
reuse memoire le roy son très-honoré
seigneur & pere les a ordonnées par le
brevet de sa fondation. * Et parce que
telle est la volonté de sa majesté, elle m'a
commandé le present brevet en estre ex-
pedié, lequel elle a voulu signer de sa
main, & fait contre-signer par moi son
conseiller & secretaire de ses comman-
demens *Signé, LOUIS; & plus bas: DE
LOMENIE. Ibidem.*

LETTRES PATENTES
*de la reine mere Anne d'Autriche regen-
te, en faveur des Augustins deschauffez
des Loges, dans la foret de saint Germain
en Laye.*

ANNE par la grace de Dieu reine
regente de France & de Navarre,
mere du roy, à tous presens & avenir,
salut. Considerant le bon exemple & la
grande édification que les religieux Au-
gustins deschauffez donnent à un chacun
en tous les lieux où ils sont establis dans
ce royaume, par leur pieté & vie exem-
plaire, nous les avons appelez au lieu

G ij

* Nostre-Dame des
Victoires en
champ d'azur,
accompagnée
de trois fleurs
de lis d'or, 2.
& 1. l'escu
surmonté de la
couronne
royale fermée;
autour deux
palmes, & pour
supports deux
anges. *Brevet
de 6. Janvier
1638.*

AN. 1648.

dit vulgairement les Loges, dans la forêt de saint Germain en Laye, pour nous y rendre & à toute la cour les assistances & consolations spirituelles; & pour tesmoignage de la singulière affection que nous portons à leur ordre, & pour marque de la pieté & devotion que nous avons toujours eue à la glorieuse vierge Marie, nous aurions de ce 6. Juillet 1644. voulu estre fondatrice de ladite eglise & convent, laquelle nous aurions dediée & consacrée à Dieu sous le titre & invocation de Nostre Dame de Graces, en remerciement de tant de victoires que le ciel a favorablement départi à cet estat par l'entremise de la Vierge, & ensuite donné nos ordres à nostre cousin le duc de saint Simon pour y mettre & apposer la premiere pierre sous nostre nom; ce qui auroit esté fait, aiant assisté à toutes les ceremonies & solemnitez qui lors en furent faites par le R. pere Lazare de sainte Magdelaine lors provincial dudit ordre en la province de France, par commission de nostre amé & feal le sieur archevesque de Paris, en date du 12. Juillet audit an. A CES CAUSES, nous avons auxdits religieux Augustins deschauffez, octroïé & accordé, octroïons & accordons ces présentes signées de nostre main, par lesquelles nous nous declaronz fondatrice de ladite eglise & convent sous le titre de Nostre Dame de Graces, où ils pourront vacquer à leurs saints exercices, messes, offices, exhortations & autres fondions religieuses selon ledit ordre & institut, sans qu'ils y puissent estre troublez & inquiétez par qui que ce soit; prenant & mettant à cetter fin ladite eglise & convent sous nostre protection & sauvegarde speciale, pour jouir des memes droits, privileges, exemptions, franchises, immunitez, que les autres fondations royales. Partant prions, & neanmoins mandons à nos amez & feaux conseillers du roy nostre très-honoré seigneur & fils, les gens tenans la cour de parlement à Paris, chambre des comptes, & cour des aydes, & autres ses officiers & les nostres qu'il appartiendra, que des présentes & de tout le contenu ils fassent, souffrent & laissent jouir lesdits religieux Augustins deschauffez & leurs successeurs pleinement & paisiblement, cessant & faisant cesser tous troubles & empeschemens contraires. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à tousjours, nous avons fait mettre nostre scel à celdites

présentes. Donné à Paris au mois de Fevrier l'an de grace M. DC. XLVIII. Signé, ANNE.

Registrées, ouy le procureur du roy, pour jouir par lesdits impetrans de l'effet & contenu en icelles, suivant l'arrest de ce jour. A Paris en parlement le IV. Aoust M. DC. XLIX. Signé, DU TILLET.

Registrées en la chambre des comptes, ouy le procureur general du roy, pour jouir par les impetrans de l'effet & contenu en icelles, suivant l'arrest de ce fait le XVII. Janvier M. DC. LI. Signé, BOURLON.

Registrées au greffe des requestes ordinaires de l'hostel du roy, pour jouir par les impetrans de l'effet & contenu en icelles, selon leur forme & teneur, suivant le jugement du VI. Septembre M. DC. XLIX. Signé, FLOUST. *Ibid.*

LETTRES PATENTES DU ROY
Louis XIV. portant confirmation
des precedentes, &c.

L OUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous preteins & advenir, salut. Estant bien & deüement informé du fruit & utilité qu'apportent les religieux Augustins deschauffez en nostre forêt de saint Germain en Laye, au lieu appelé les Loges, & des assistances & consolations spirituelles que nous esperons y recevoir lorsque nous y serons avec toute nostre cour & suite; en consideration desquelles & des avantages que produit ledit establissement audit lieu, la reine regente nostre très-honorée dame & mere aiant en l'année 1644. voulu estre fondatrice de l'eglise & convent dedié sous le nom de Nostre Dame de Graces, aiant assisté pour elle & en son nom nostre cousin le duc de saint Simon à toute l'action, aux ceremonies & services qui y furent faits & celebrez par le R. P. Lazare de sainte Magdelaine provincial dudit ordre en la province de France, par commission de nostre amé & feal le sieur archevesque de Paris en date du deux Juillet audit an; & pour subvenir à leurs necessitez & les obliger à prier Dieu pour nous & la prosperité de ceste estat, nous leur aurions donné la somme de trois cens livres tournois à prendre par chacun an sur nostre domaine de saint Germain, & specialement sur les deniers des coupes des bois taillis & haute futaye qui s'afferment en l'e-

stendué d'icelui , par nos lettres du mois de Fevrier 1644. verifiées où besoin a esté ; nous en confirmant ladite fondation & don par nous ci-devant fait auxdits religieux Augustins deschauffez , le tout cy attaché sous le contre-scel de nostre chancellerie ; leur avons , de l'avis de la reine regente nostre très-honorée dame & mere , & de nostre grace speciale , pleine puissance & autorité royale , icelle fondation & don loué , ratifié & approuvé , louons , ratifions & approuvons ; voulons & nous plaist qu'elle sorte son plein & entier effet , & que lesdits religieux Augustins deschauffez jouissent des mesmes droits , privileges , exemptions , franchises & immunités que les autres fondations royales ; & mettons à cette fin , comme nous mettons & prenons par ces presentes signées de nostre main , ladite eglise & convent dudict lieu des Loges , sous nostre protection & sauvegarde speciale ; leurs accordons tous dons , graces , faveurs que nos predecesseurs roys & nous avons octroyez aux eglises & maisons de la qualité susdite. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement de Paris , chambre de nos comptes & cour des aydes & autres officiers qu'il appartiendra , que ces presentes ils verifient , & de leur contenu fassent jouir pleinement , paisiblement & perpetuellement lesdits religieux , cessant & faisant cesser tous troubles & empeschemens au contraire. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à tousjours , nous avons fait mettre nostre scel à cesdites presentes. Donnée à Paris au mois de Fevrier l'an de grace M. DC. XLVIII. & de nostre regne le v. Signé , LOUIS ; & plus bas , sur le reply : Par le roy , la reine regente sa mere presente , DE LOU-
MENIE. Et scellé du grand sceau de cire verte en lacs de soye verte & rouge. Et à costé : Visa.

Registrées , ouy le procureur general du roy , pour jouir par les impetrans de l'effet & contenu en icelles , suivant l'arrest de ce jour. A Paris en parlement le IV. Aoust M. DC. XLIX. Signé , DU TILLET.

Registrées en la chambre des comptes , ouy le procureur general du roy , pour jouir par les impetrans de l'effet & contenu en icelles , suivant l'arrest de ce fait le XVII. Janvier M. DC. LI. Signé , BOURLEON.

Registrées au greffe des requestes de

l'hostel , suivant le jugement du VI. Septembre M. DC. LII. pour jouir par les impetrans du contenu en icelles. Signé , FLOUST. Ibidem.

LETTRES PATENTES
de la reine mere Anne d'Autriche , par lesquelles elle se declare protectrice de la confrairie de Nostre-Dame des sept Douleurs , erigée dans l'eglise des Augustins deschauffez de Nostre-Dame des Victoires.

ANNE par la grace de Dieu reine de France & de Navarre , à tous presens & à venir , salut. La pieté des grandes reines dont la vertu a honoré la couronne de France , & qui nous reste encore aujourd'hui toute brillante sur la sainteté de nos autels , ayant passé depuis les premiers siecles de cette monarchie de generation en generation jusqu'à la nostre , il nous seroit de grand blâme qu'un zele si saint & de si longtemps confirmé en ce royaume s'amortist en nostre personne , & qu'ayant devant les yeux le bel exemple de la devotion de ces grandes princesses , nous laissions esteindre & mourir en nous le sentiment & la memoire des belles actions qu'elles ont operées à la gloire de Dieu & à l'honneur de nostre couronne. La sanctification que ces royales ames ont contractée dans le service de Jesus-Christ & de la Vierge sa sainte mere , les benedictions qu'elles ont attirées sur elles & sur cet estat par l'assiduité de leurs prieres , & les recompenses qu'elles ont reçues de Dieu pour le service qu'elles y ont rendu en son nom dans les compagnies qu'elles y ont establies pour le soin & pour le besoin des pauvres , pour la consolation des affligés , pour le secours des malades & pour l'assistance des morts , nous obligent bien à faire quelque chose de semblable pour exciter nos sujets par nostre exemple & à nostre imitation à ces œuvres de pieté & de misericorde , & à complaire avec nous à Dieu , en faisant à son honneur & pour l'amour de lui quelque action de nostre respect & de l'agrément de sa divine majesté. Et comme il est de verité toute entiere , qu'après avoir rendu à Dieu ce qui appartient à Dieu , la premiere & plus chere complaisance est en l'honneur & en la veneration que l'on rend à la sacrée Vierge ; aussi pouvons-nous croire que n'ayant point eu depuis la mort de Jesus-Christ son fils de plus chere occupation de l'ame en ce monde ,

AN. 1656.

que le sentiment & la foudroyance des douleurs de sa passion, que l'institut d'une compagnie en forme de confraternité sous le titre de *Nostre-Dame de Douleurs* ne lui fera point de désagrément, puisque s'érigeant en l'honneur de leurs communes souffrances, elle sera sans doute bien recédée du Pere, du Fils, & du saint Esprit. Les compagnies royales de semblable institution se remettant devant nos yeux, & spécialement celle de la reine Anne de Bretagne, & l'établissement de l'ordre de la Cordelière en l'honneur des liens de Jesus-Christ, nous avons pensé que celle que nous ferons pour l'amour & à la gloire des douleurs du fils & de la mere, engageroit les gens de bien, de grand zele, avec nous aux devotions & aux emplois des offices de charité qui lui seront destinez & presentez. Pour ce est-il qu'ayant remis entre les mains du roy nostre tres-honoré seigneur & fils le fardeau de la regence & de l'administration de son estat & de ses affaires, & que nostre viduité nous convie d'honorer la sacrée Vierge mere de Jesus-Christ dans la reverence & la majesté de son deuil & de ses douleurs; après une deliberation meurement concertée avec personnes d'intelligence & d'une grande piété, choisissant, comme nous avons choisi & choisissons encore ces deux venerables objets de deuil & des douleurs de Nostre Dame pour le fondement & pour le motif de nos exercices ordinaires de devotion & de piété, aussi avons-nous resolu l'institut d'une compagnie en forme de confraternité, qui sera erigée & destinée, comme nous l'erigeons & la destinons en l'honneur des belles actions du dernier aage de la sainte Vierge, qui s'estant passée en sa retraite en l'union inalterable de son ame avec Dieu, n'a receu d'autres mouvemens que ceux de l'imitation de Jesus-Christ en terre, où n'estant venu que pour la gloire de son pere, & pour souffrir, & pour prier pour les pecheurs, n'a laissé à sa sainte mere que la priere & la souffrance pour son partage, & le service du prochain pour son heredité. Cette sainte mere affligée ayant donc achevé les funerailles de Jesus-Christ son fils, & s'estant retirée chez elle avec les dames de sa maison & de sa confiance, sa charité toute accomplie commença ses prieres pour les pecheurs & sa compassion sur leurs miseres, de sorte que les recevant en leurs besoins, elle nous a laissé exemple, que comme elle leur a fait,

nous leur faisons; & c'est sur ce principe & sur ce modele des belles actions de cette premiere sainte, que nostre institution s'est dirigée, & que nous nous sommes resolu de donner à cette compagnie l'oraison & la priere continuelle pour son ordinaire entretien, & pour son occupation extérieure le soulagement des pauvres & le soin des morts, suivant & conformément aux reglemens qui en seront faits, & aux ordres qui en seront donnez. La grande estime que l'ordre des Augustins deschauffez s'est acquise en toutes les nations du monde, & spécialement en la congregation des Gaules de la fondation de cette couronne, nous engageant à les avoir en une recommandation tres-grande & toute particulière, nous a aussi excitée à faire le choix d'un ordre si saint & si celebre, pour y affeoir l'establissement de la compagnie que nous voulons ériger & commettre à leur conduite; & comme ce grand ordre s'est mis en la protection de Nostre-Dame sous le titre & sous la veneration de ses douleurs, aussi nous avons resolu d'en choisir les peres pour les seuls directeurs de l'economie spirituelle & de la temporelle, avec les personnes choisies de la compagnie & confirmées de nous. Ayant donc esté pleinement informée par nosdits amez les Augustins deschauffez de la tres-Christienne congregation des Gaules, qu'ils ont receu le bref de nostre saint pere le pape pour l'erection & pour l'establissement de la compagnie de confraternité du titre de *Nostre-Dame des sept douleurs*, nous avons resolu de nous en rendre la protectrice, le chef & la souveraine regente, & d'en faire establir l'institut en nostre nom: priant les reines qui nous succederont en cette couronne, de vouloir aussi, par l'amour de la vierge mere de douleurs, & en nostre consideration, nous succeder à perpetuité dans la qualité que nous y prenons. A CES CAUSES, nous inclinant à la tres-humble supplication des peres de l'ordre, & qu'il nous est apparu du dit bref de nostre saint pere le pape, avec l'acceptation & les approbations necessaires, nous nous sommes volontairement declarées & declaron par ces presentes la protectrice, le chef & la regente souveraine de ladite compagnie, qui aura son application en la chapelle des douleurs de la Vierge, dans l'eglise de Nostre-Dame des Victoires des Augustins deschauffez en leur monastere à Paris, de la fondation royale du feu

roy d'heureuse memoire nostre tres-honoré seigneur & espoux. Et desirant de rendre à la memoire de la passion de J. C. & aux douleurs de la Vierge sa mere affligée tout l'honneur & tout le respect qu'il nous sera possible, nous voulons qu'il soit fait dez-à-present & à toujours & de nostre participation, la nomination de cent dames princesses, duchesses, & autres de la cour & de nostre maison, pour tenir dessous nous en chef le service d'honneur de la Vierge en ce monde, en la qualité de dames de son grand deuil de J. C. dont sera composé le premier ordre & le grand rang de la compagnie : laissant aux superieurs ordinaires de la religion l'admission generale des fidelles qui se presenteront pour y estre receus; parmi lesquels on fera le choix des officiers & officieres, des emplois necessaires & ordonnez de l'ordre des dames qui seront en chef dans les charges du ministère & de la direction de l'institut. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les grands officiers de l'ordre, les generaux y tenant la seance pour le chapitre general, & à tous provinciaux, prieurs & autres officiers de juridiction, de quelle qualité & condition qu'ils soient, que ces presentes ils fassent lire, publier & registrer aux registres de leurs chartres, avec les reglemens qui seront faits en l'ordre, de nostre participation. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à tousjours, nous avons fait apposer nostre scel à cesdites presentes signées de nostre main & contresignées de nostre secretaire des commandemens. Donné à Paris le xx. jour de Decembre M. DC. LVI. *Signé ANNE.* Et plus bas: Par la reyne mere du roy, SERVIENT. *Ibidem.*

BREF DU PAPE PAUL V.
en faveur des Carmes deschauffez.

CHARISSIMO FILIO HENRICO
FRANCORUM REGI CHRISTIANISSIMO
PAULUS PAPA V.

CHARISSIME in Christo fili noster, salutem &c. Hoc uno solatio in tot tantisque laboribus atque sollicitudinibus recreamur, quod etsi humani generis hostis perpetuus numquam cessat novis artibus atque perturbationibus divinum cultum & salutem animarum impedire; non desunt tamen ex altera parte, qui zelo honoris Dei & proximi

charitate incensi, satagunt verbo & exemplo, errantes in semitam rectam redigere, & laborantibus in vinea Domini auxilium & consolationem afferre; ex quorum numero certè sunt dilecti filii fratres Carmelitani discalceati, qui & in hac alma urbe nostra, & per Italiam ferè totam, cum magno animarum emolumento assidue laborantes, orationibus, jejuniis, prædicationibus, confessionibus aliisque piis operibus intenti, eximie religionis & pietatis exempla edidere; ita ut meritò à nobis plurimum in Domino diligantur, atque ab omnibus in magna veneratione habeantur. Cum autem intellexerimus hunc religiosum ordinem valde desiderari in florentissimo majestatis tue regno, & existimemus horum piorum virorum præsentiam perutile fore instaurationi antiquæ illius disciplinæ ecclesiasticæ, cujus meritò regnum istud Christianissimum appellatum fuit, quam tu quoque non minus prudenter quam pie cupire te ostendis; his nostris litteris majestatem tuam hortari etiam atque etiam volumus ad Carmelitanorum discalceatorum ordinem in Gallia introducendum; confidimus quippe te brevi experturum magnam utilitatem ex eorum cum subditis tue majestatis consuetudine. Mirum certè est quantum valeant ad pietatem in hominum animis introducendam; ut pote qui nihil aliud querant quam Dei gloriam & animarum salutem, summam paupertatem in simplicitate cordis colentes. Venerabilis frater noster Franciscus cardinalis de Gioyosa, qui has nostras litteras tibi reddet, uberius adhuc te de sanctitate hujus religiosi ordinis docebit, mandato nostro, & ad hoc pium opus efficaciter exhortabitur. Petimus à te, illi eandem prorsus fidem adhibeas, quam nobis haberes, si te alloqueremur; ac demùm tibi persuadeas gratissimum nobis fore, si intellexerimus dilectos filios discalceatos fratres Carmelitanos in amplissimo tuo Galliarum regno sub majestatis tue patrocinio atque tutela exceptos fuisse, mansionemque firmam ac stabilem, ut desideramus, locavisse. Deum quæsumus te continuâ protectione custodiat, & cum incremento zeli reparandæ catholicæ religionis augeat in te dona sanctæ suæ gratiæ; & majestati tue ex intimis nostri cordis visceribus benedictionem nostram apostolicam tribuimus. Datum Romæ apud sanctum Petrum XII. Kal. Maii M. DC. X. pontificatus nostri anno VI. *Malingre Antiquitez, p. 389.*

Consentement de l'evêque de Paris.

AN. 1611.

HENRICUS de Gondy Dei & sanctæ sedis gratiâ Parisiensis episcopus, domini nostri regis in suis statûs & sanctioribus consiliis consiliarius, ac oratorii suæ regię majestatis præfectus seu magister, universis præsentis litteras inspecturis, salutem in Domino. Notum facimus quod visis per nos litteris patentibus Christianissimi principis & domini nostri domini Ludovici XIII. Franciæ & Navarræ regis, in forma cartularum, vulgo *chartres*, datis Parisiis anno 1611. mense Maio, signatis: per regem, reginâ regente ejus matre præsentem, PHELIPPEAUX, & sigillatis, quibus constat præfatum dominum nostrum regem concessisse & concedere religiosi ordinis B. Mariæ montis Carmeli reformati, Carmelitæ discalceati nuncupatis, secundum primam regulam & institutionem dicti ordinis viventibus, acceptare loca, fundationes & dotationes eis offerenda & donanda in urbibus Parisiensi & Lugdunensi, de consensu ordinariorum locorum ac communitatum earumdem urbium, ut in iisdem instituatur, erigantur & construantur monasteria & conventus dicti ordinis; nos Parisiensis episcopus præfatus, juxta tenorem dictarum litterarum regiarum, permisimus & permittimus dictis religiosi habitare, sedem figere & commorari in hac civitate & diocesi Parisiensi, & ibidem piè & religiosè, conformiter ad eorum regulam ordinem & professionem vivere: eâ tamen lege & conditione, quod ipsi religiosi, ubi invenerint, vel eis oblati fuerit aliquis locus pro constructione & ædificatione monasterii aut conventus, tenebuntur nobis indicare & de hoc nos certiores reddere & docere, ut de commoditate vel incommoditate dicti loci judicare vel ordinare possimus, vel alias statuere quod juris erit & rationis. In quorum præmissorum fidem & testimonium has præsentis litteras per secretarium nostrum subsignatas fieri & signari, sigillique cameræ nostræ fecimus & jussimus appensione communiri. Datum Parisiis anno Domini M. DC. XI. die XXII. mensis Maii. *Signé*, HENRICUS episcopus Parisiensis; *Et sur le reply*: Per reverendissimum dominum meum D. Parisiensem episcopum, BAUDOUIN. *Et scellé des armes du mesme evêque. Ibidem pag. 390.*

LETTRES PATENTES DU ROY Louis XIII. confirmatives des privilèges du college des chirurgiens de Paris.

AN. 1611.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre; à tous présents & advenir, salut. Sçavoir faisons qu'ayant fait voir en nostre conseil les lettres de chartres contenant les octrois, immunités, privilèges & exemptions concédées par les roys nos predecesseurs à nos chers & bien-amez les professeurs de nostre college & faculté de chirurgie, composé de nos deux chirurgiens jurez pour nous en nostre chastelet, prevost & vicomté de Paris, faisant partie du corps de l'université dudit lieu, plus particulièrement contenuz ez lettres du roy Philippes le Bel du mois de Novembre 1311. & autres lettres de nos predecesseurs roys, & aux statuts & reiglemens dudit college, le tout cy attaché sous le contre-scel de nostre chancellerie, & qui leur ont esté successivement continués & confirmés jusques à présent, & ayant mis en consideration le grand bien, secours & utilité que nous & tout le general de certuy nostre royaume reçoit dudit college & faculté, & le soing qu'elle apporte, tant à l'examen & instruction des jeunes, pour les promouvoir aux degrez de ladicte profession selon leurs statuts, qu'à la visitation des malades qu'ils font tous les premiers jours de Lundy de l'an à Luzarche, & chacun mois en l'eglise S. Cosme & S. Damien à Paris, auxquels nous avons une singuliere devotion, ayant pleû à Dieu nous faire naistre le jour que leur feste est celebrée en l'Eglise; desirans pour les mesmes considerations que celles qui ont esté nos predecesseurs roys, mesme le feu roy nostre tres-honoré seigneur & pere, que Dieu absolve, les bien & favorablement traiter, AVONS CONFIRMÉ, continué & ratifié, & de nostre certaine science, grace speciale, pleine puissance & autorité royale confirmons, continuons & ratifions par ces presentes signées de nostre main lesdicts octrois, immunités, privilèges, exemptions, statuts & reiglemens, pour par eux & leurs successeurs en jouir d'oresnavant, tant en nostre dicte ville, prevosté & vicomté de Paris, que par tout ailleurs en certuy nostre royaume, pays, terres & seigneuries de nostre obéissance, plainement,

ment, paisiblement & perpetuellement, ainsi que leurs predecesseurs & eux en ont joui cy-devant bien & paisiblement, jouissent & usent encore de present. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les gens de nos cours de parlement, chambres de nos comptes, cours de nos aydes, tresoriers de France & generaux de nos finances, prevost de Paris, prevost des marchands & eschevins, esleus de nos aydes & tailles en l'election dudit lieu, commissaires par nous ordonnez sur le fait de nos emprunts, tant generaux que particuliers, & à tous nos autres justiciers & officiers presents & advenir, chacun d'eux en droit soy, si comme à luy appartiendra, que de nos presentes grace, declaration, continuation, confirmation & ratification & de tout le contenu auxdictes lettres & statuts cy attachez, ils fassent, souffrent & laissent jouir & user plainement, paisiblement & perpetuellement lesdicts professeurs de nostre college & faculté de chirurgie, composé, comme dict est, de nos deux chirurgiens jurés, prevost & autres professeurs, & leurs successeurs, tout ainsi & par la mesme forme & maniere qu'il leur a esté octroyé, ratifié, confirmé & continué par nosdicts predecesseurs roys : cessants & faisant cesser tous troubles & empeschemens au contraire, lesquels si faits, mis ou donnez estoient, les mettent & fassent mettre incontinent & sans delay au premier estat & deub. Et pour ce que des presentes on pourra avoir affaire en plusieurs & divers lieux, nous voulons qu'au *vidimus* &c. Car tel est nostre plaisir, non obstant quelconques edicts &c. Donné à Paris au mois de Juillet l'an de grace M. DC. XI. & de nostre regne le II. Signé LOUIS; & sur le reply: Par le roy, la royne regente sa mere presente, DE LOMENIE; & scellé sur le reply en lacs de soye rouge & verte du grand sceau de cire verte.

Enregistrées ez registres du grand conseil, suivant l'arrest donné en iceluy le XXII. Septembre M. DC. XI. *Cet enregistrement fut fait au grand conseil en consequence des lettres d'adresse du XV. du mesme mois de Septembre M. DC. XI. inserées ensuive des precedentes es registres dudit grand conseil.*

BULLE DU PAPE PAUL V.
en faveur des Ursulines du faux-
bourg S. Jacques.

PAULUS episcopus servus servorum Dei. Venerabili fratri episcopo Parisiensi, salutem & apostolicam benedictionem. Inter universa opera divina placita veritati, fundare & dotare cœnobiaz, in quibus sapientes virgines accensis lampadibus obviam exeant Christo sponso, ac gratum & debitum exhibeant eidem famulatum, non minimum reputamus; cum in eis divinis laudibus glorificetur Altissimus, ac per innocentis vitæ merita gloria æternæ beatitudinis acquiratur. Et propterea piis desideriis personarum devotarum quæ affectant cœnobiaz hujusmodi fundare & dotare, libenter nos in his benignos & favorabiles exhibemus, nostram & sedis apostolicæ desuper mandantes interponi auctoritatem; ac pias virgines quæ cœnobiaz hujusmodi ingredi, & eidem Christo se devovere proposuerunt, spiritualibus muneribus, indulgentiis videlicet & peccatorum remissionibus, ad id invitamus. Sanè exhibita nobis nuper pro parte dilectæ in Christo filia Magdalena *Laillier* mulieris viduæ relictæ quondam Claudii *le Roux* domini in temporalibus loci de *sainte Beuve* Parisiensis diocesis, ac regii in supremæ curia parlamenti Parisiensis consilarii, petitio continebat, quod ipsa Magdalena quæ ex primaria civitatis Parisiensis nobilitate originem duxit, pio religionis & devotionis zelo ducta, in dicta civitate seu ejus suburbiis unam congregationem seu monasterium monialium sub titulo sanctæ Ursulæ & regula beati Augustini reformatam, quarum quidam monialium præcipuus finis sit, ut puellarum institutioni vacent, illasque in pietate christiana erudiant, virtutes, bonos mores, laudabilia & suo sexui convenientia opera & exercitia doceant, de bonis & facultatibus sibi à Domino bonorum omnium largitore benignè collatis fundare, illique in dote sub hoc principio pro perpetua duodecim monialium sustentatione & manutentione redditus annuos duorum millium librarum turonensium, valorem sexcentorum ducatorum auri de camera vel circa constituentium, in tot proprietatibus & bonis stabilibus assignare; præter id quod quædam alia illarum partium matrona pietate & devotione erga dictam congregationem propensa, annuenque votis dictæ Magda-

AN. 1612.

lenæ, quingentas libras similes annuas & perpetuas, valorem centum & quingenta ducatorum similium vel circa constituentes, in bonis etiã stabilibus eidem congregationi donavit; ac alia omnia ad piam hanc fundationem, & institutionem illiusque progressum & conservationem necessaria & opportuna proprio sumptu suo facere, & ut illa felicius succedant, consilio & operâ dilectorum filiorum Guillelmi *Gessin* Andegavensis, ac Jacobi *Gallemand* Rhotomagensis, & Thomæ *Gallot* Constantiensis diœcesis presbyterorum, magistrorum in theologia de gremio collegii Sorbonici in civitate prædicta instituti, & verbi Dei concionatorum, eruditionisque laude, vitæ integritate & observantiæ regularis peritiâ præstantium, qui pro felici principio & successu, nec non gubernio & regimine dicti monasterii, (si hæc cura eis, ut infra, demandetur,) multa utilia atque fructuosa agere, statuere & ordinare possunt; quorum quidem primus tanquam præfectus seu caput, cæteri verò tanquam assistentes, quoad vixerint, esse debeant, dictumque monasterium ac illius personas, res & bona spiritualia ac temporalia gerere & administrare, sub autoritate tamen pro tempore existentis episcopi Parisiensis, possint & debeant, uti intendit. Si igitur hæc fierent & alia infra scripta ordinarentur, ex hoc profectò non solum divini cultûs incremento, sed etiã spirituali multorum Christi fidelium consolationi opportunâ ratione consuleretur. Quare pro parte dictæ Magdalænæ nobis fuit humiliter supplicatum, ut ejus votis & piis desideriis hujusmodi favorabiliter annuere, aliàsque in præmissis opportunè providere de benignitate apostolica dignaremur. Nos qui pia & salubria Christi fidelium vota divinique cultûs augmentum sinceris desideramus affectibus, ipsam Magdalenam à quibusvis excommunicationis, suspensionis & interdicti aliisque ecclesiasticis sententiis, censuris & poenis à jure vel ab homine quâvis occasione vel causâ latis, si quibus quomodolibet innodata existit, ad effectum præsentium duntaxat consequendum, harum serie absolventes & absolutam fore censentes, nec non singulorum bonorum & reddituum assignandorum supradictorum situationes, confines, qualitates, quantitates, vocabula & denominationes præsentibus pro expressis habentes, hujusmodi supplicationibus inclinati, fraternitati tuæ per apostolica scripta mandamus, quatenus

prædictæ Magdalænæ in loco decenti & honesto dictæ civitatis seu illius suburbiorum unum monasterium monialium cum ecclesia seu capella, claustro, dormitorio, refectorio, cœmeterio, area, hortis, hortaliis, cellis aliisque officinis & membris necessariis & opportunis construi & ædificari faciendi licentiam & facultatem autoritate nostrâ impartiaris, illudque postquam sic constructum & debitâ convenientique munitum clausurâ, ac sacrâ ac prophanâ suppellectile, aliisque ad divini cultûs & monialium inibi introducendarum usum necessariis competenter instructum fuerit, ipsaque Magdalænæ illi redditus annuos duorum millium librarum hujusmodi, dicta autem matrona alios annuos & perpetuos redditus quingentarum librarum similium in tot proprietatibus & bonis stabilibus realiter & cum effectu donaverint & assignaverint, in monasterium monialium sub titulo sanctæ Ursulæ & regula sancti Augustini hujusmodi reformata, & invocatione prædictæ Magdalænæ benè visa ac per eam eligenda, nec non Guillelmi ac Jacobi & Thomæ prædictorum, quorum primus tanquam præfectus seu caput, cæteri verò tanquam assistentes esse debeant, quoad vixerint, ut præfetur, nec quidquam nisi omnes simul, vel duo saltè decernere possint; illis autem vel illorum duobus recedentibus vel decedentibus, familiæ alicujus ecclesiasticæ piorum proborumque virorum in reformatione viventium ab episcopo Parisiensis pro tempore existente eligendæ, & eorum à dicta familia ecclesiastica ad tempus sibi benè visum quos ad id deputari & ab ipso episcopo approbari contigerit, gubernio, regimine, & administratione, pro perpetuis usu & habitatione unius præpositæ matris nuncupandæ, & undecim tantum sub hoc principio, deinde verò monasterio ipso opibus & facultatibus aucto, plurium aliarum monialium, quæ habitum religiosum à prædictis Guillelmo, Jacobo & Thoma, vel illis illorumve duobus recedentibus vel decedentibus, supradictæ familiæ patribus præscribendum & eligendum suscipere, & elapso probationis tempore professionem emittere, paupertatis, castitatis, & obedientiæ votis se adstringere, nec non dictæ puellarum instructioni, eum sibi præcipuum finem & scopum proponentes, id perpetuò cogitantes, ad id omnia & singula munia & officia disponentes, totis viribus & sedulitate animi in id incumbentes, eâ demum ratione

ſe divinæ vocationi ſatisfacere poſſe credentes, perpetuamque clauſuram ac ritus, mores, conſuetudines regulares, inſtituta infraſcripta dictamque regulam, quoad fieri poterit, ſervare in communi & conventualiter vivere, ac divinis laudibus & officiis inſiſtere debeant ſine alicujus præjudicio, dictâ auctoritate etiam perpetuò erigas & inſtituas; illique ſic erecto & inſtituto pro ſua congrua dote, ac illius præpoſitæ & monialium pro tempore exiſtentium commoda ſuſtentione, onerumque eis incumbentium ſupportatione redditus annuos duorum millium & quingentarum librarum hujusmodi, nec non omnia & quæcumque alia, proprietates, bona, cenſus, redditus, jura, obventiones & emolumenta, tam per dictam Magdalenam, quàm quocumque alios in perpetuum vel ad tempus pro augmento bonorum & reddituum ipſius monaſterii ſic tunc erecti illic ſita, omniaque intuitu & contemplatione in eleemoſinam vel aliàs quomodocumque & qualitercumque elargienda, donanda & eroganda, extunc, prout poſtquàm largita, donata & erogata fuerint; ita quòd liceat ipſius monaſterii præpoſitæ & conventui pro tempore exiſtentibus corporalem, realem & actua-lem illorum omnium ac jurium & pertinentiarum ſuorum quoruncumque poſſeſſionem per procuratores ſuos nomine ejusdem monaſterii propriâ authoritate liberè apprehendere & apprehenſam perpetuò retinere, fructus quoque, redditus, & proventus ac jura, obventiones & emolumenta ex eis provenientia quæcumque percipere, exigere, levare, recuperare, locare, arrendare, & in hujusmodi monaſterii illiusque præpoſitæ & monialium pro tempore exiſtentium communes uſus & utilitatem convertere, diœceſani loci vel alicujus alterius licentiâ deſuper minimè requiſitâ, autoritate prædictâ ſimiliter perpetuò applices, & appropries; ipſumque monaſterium & pro tempore exiſtentes illius præpoſitam, conventum, moniales, rectores, officiales, miniſtros, ſervientes & perſonas ac proprietates & bona univerſa mobilia & immobilia, præſentia & futura, cujuſcumque qualitatſ, generis, ſpeciei & naturæ exiſtentia ac ubicumque conſiſtentia viſitationi, correctioni, obedientiæ, ſuperioritati & omnimodæ juridiſctioni in ſpiritalibus & temporalibus tui & pro tempore exiſtentis epifcopi Pariſienſis, & ſub te ac dicti epifcopi prædictorum patrum eccleſiaſticæ familiæ ſic eligendæ,

Tome II. Part. II.

qui per aliquem virum piùm, ſecularem ſacerdotem aut religioſum ab ipſis ad tempus ſibi benè viſum deputandum, & à te ac pro tempore exiſtente epifcopo prædicto approbandum; monaſterium prædictum viſitare, illudque in capite & in membris, ſacrorum canonum ac generalium conciliorum decretis & regulæ prædictæ ac conſtitutionibus ipſius inhaerendo, reformare, abuſus quocumque tollere, regularem obſervantiam & diſciplinam, quoties ibi exciderint, reſtituere & reintegrare, aliaque neceſſaria quæ in viſitatione monialium fieri ſolent & poſſunt, facere & exercere poſſint; nec non curæ, gubernio, regimini & adminiſtrationi Guillelmi, Jacobi & Thomæ prædictorum, & illis vel illorum duobus recedentibus vel decedentibus, virorum à dictâ familia eccleſiaſtica ab ipſo epifcopo eligenda deputandorum & approbandorum, ſub quorum autoritate præpoſitæ, conventus & moniales dicti monaſterii, illius proprietates, bona mobilia & immobilia, fructus, redditus, proventus, jura; res, actiones, oblationes & eleemoſinas gubernare & adminiſtrare poſſint & debeant; præterea eiſdem Guillelmo, Jacobo & Thomæ, illiſque vel illorum duobus recedentibus vel decedentibus, dictæ familiæ ab epifcopo eligendæ patribus quæcumque ſtatuta, ordinationes, capitula & decreta ad ejusdem monaſterii illiusque perſonarum, rerum & bonorum ſpiritalium curam, regimen, gubernium, directionem & adminiſtrationem, ipſarumque monialium vocationem, admiſſionem & numerum, ætatem, qualitates, victum, amictum, inſtructionem, directionem, diſciplinam, formam precum, orationum & aliorum ſuffragiorum pertinentia ac alia utilia & neceſſaria, licita tamen & honeſta; ſacris canonibus & conſtitutionibus apoſtolicis ac concilii Tridentini decretis & regularibus dicti ordinis inſtitutis non contraria, ac ab ordinario priùs examinanda & approbanda, faciendi & edendi, ac quoties pro rerum & temporum qualitate ſeu aliàs expediens videbitur, illa præviis examine & approbatione hujusmodi immutandi, corrigendi, moderandi & in melius reformandi, ac etiàm alia ex integro condendi, & illa præpoſitæ, conventui ac monialibus aliſque perſonis pro tempore exiſtentibus ipſius monaſterii firmiter & inviolabiliter ſub pœnis in eis inſtigiendis obſervanda & adimplenda proponendi; ita ut ſine ordinarii, aut Guillel-

H ij

mi, Jacobi & Thomæ, & illis vel illorum duobus recedentibus vel decedentibus; supradictæ familiæ eligendæ, ut præfertur, patrum licentia augeri vel minui in aliquo non possint; & pro monialium in ipso monasterio introducendarum felici directione, ac in ritibus, moribus, disciplina & institutis regularibus instructione, quatuor ad summum moniales ex aliquibus aliis monasteriis monialium dicti seu alterius ordinis, non procul à dicto instituto distinctis, expressè professas, vitæque integritate ac regularis disciplinæ peritiâ laudatas, & ad id voluntarias, ex suis monasteriis de eorum superiorum licentia & consensu educendi, ac in dictum monasterium, ita ut ad illud se transferre, ibique, si ita eis videbitur, permanere, & se in habitu & regularibus institutis dicti monasterii conformare possint, introducendi, eisque præpositæ ac alia ejusdem monasterii officia & munia concedendi, & si ita expedire videbitur, in officiis ipsis finito tempore ad illa gerenda præfixo confirmandi & continuandi; & dummodò ad confessiones audiendas ab ordinario approbati fuerint, præpositam & moniales prædictas, alumnas puellas, cæterasque personas quæ in dicto monasterio degent, in suis confessionibus audiendi, & à quibuscumque peccatis, criminibus, excessibus & delictis quantumcumque gravibus & enormibus, de quibus ore confessæ & corde contritæ fuerint, injunctâ proinde eis pro modo culpæ poenitentia saluari, non tamen in casibus contentis in litteris die cænæ Domini legi solitis, absolvendi, illisque sacramenta ecclesiastica administrandi, ac verbum Dei prædicandi, nec non de capellanis & confessoribus idoneis secularibus aut regularibus ab ordinario loci approbatis vel approbandis, & ad eorum nutum ponendis & amovendis, qui in ecclesia seu capella ipsius monasterii missas celebrare, ac illis in divinis deservire, easdemque præpositam & moniales in suis confessionibus audire & absolvere, ac etiâ ipsa sacramenta ecclesiastica administrare valeant, itemque de egregio verbi Dei concionatore ab eodem ordinario approbando, qui illas spiritualibus monitionibus salutaribusque consiliis in via Domini impensiore studio & curâ instituat & dirigat, doctrinamque christianam doceat, providendi; ita tamen ut ipsi superiores confessionibus audiendæ assidue non vacent, sed ii tantum qui ad id munus speciatim

deputati fuerint, præter id quod à concilio Tridentino circa monialium confessiones statutum est; qui quidem confessores ordinarii non procul à dicto monasterio commorantes, à prædictis præposita, conventu & monialibus stipendia habeant unde sibi victum & vestitum decenter parare possint, nec alantur à monasterio; ac septa dicti monasterii in casibus necessariis & à dicto concilio Tridentino seu jure vel constitutionibus ejus monasterii permixtis tantum, ac de tua & pro tempore existentis episcopi Parisiensis licentia ingrediendi; ad hæc prædictæ Magdalena ut ipsa unâ tantum aut alterâ honestâ muliere matronâ provectæ ætatis seu virgine associata, in modesto habitu dictum monasterium toties quoties voluerit ingredi, atque cum ipsis præposita & monialibus colloqui & conversari, ac corporalem refectioem sumere, ibique dicta Magdalena duntaxat quamdiu in celibatu vixerit, pernoctare liberè & licitè & absque aliquo censurarum vel poenarum incursum possit & valeat, eadem autoritate concedas & indulgeas: nonobstantibus apostolicis ac in universalibus & synodalibus conciliis editis specialibus vel generalibus constitutionibus & ordinationibus, etiam de novis locis non nisi infra certas metas erigendis, ac ordinis prædicti juramento, confirmatione apostolicâ, vel quâvis firmitate aliâ roboratis statutis & consuetudinibus ceterisque contrariis quibuscumque. Cæterum ut Christi fidelium devotio magis inibi augeatur, ac virgines ad monasterium ipsum ingrediendum vitamque regularem amplectendam per amplius invitentur, quo exinde majora spiritualia dona cognoverint posse adipisci; de omnipotentis Dei misericordia ac beatorum Petri & Pauli apostolorum ejus autoritate confisi, omnibus & singulis puellis & quibuscumque mulieribus, quæ prædictum monasterium postquam erectum fuerit, ut præfertur, ad effectum habitum inibi suscipiendi & professionem regularem suo tempore emittendi pro tempore ingredientur, illarumque & cujuslibet ipsarum parentibus & consanguineis aliisque Christi fidelibus utriusque sexûs die receptionis cujuslibet monialis hujusmodi, si verè poenitentes & confessæ ac sacrâ communione refectæ in ecclesia ipsius monasterii pro sanctæ matris Ecclesiæ exaltatione, hæresum extirpatione, ac Romani pontificis & Francorum regis Christianissimi salute, nec non inter Christianos principes servanda pace

pace & unione preces ad Deum effuderint, cæterisque ejusdem monasterii monialibus, die receptionis & habitus susceptionis & professionis, votique solemnibus ac mortis, si domi moriantur ante vel post professionem, indulgentiam plenariam & omnium peccatorum suorum remissionem perpetuis futuris temporibus duraturam apostolicâ autoritate tenore præsentium misericorditer in Domino concedimus & elargimus. Datum Tusculi anno incarnationis Dominicæ M. DC. XII. idibus Junii, pontificatus nostri anno VIII. *Signé à la fin de plusieurs feings, & sur le reply: N DE PIRETIS; & scellé en plomb. Et au dos est escript: Recognita PH. LACUS pro magistris.*

Collatio facta est ad originale in pergamenno scriptum sanum & integrum in scriptura, signis & sigillo, cum præsentibus redditum offerenti, per nos notarios publicos apostolicos & ecclesiasticos, Parisiis in vico novo B. M. V. commorantes, subsignatos. Actum Parisiis anno Domini M. DC. XXXIX. die XXVIII. mensis Martii. *Signé, LE JAY & GALLOT.*

Tiré d'un petit livret imprimé en 1641. qui ne contient que ladite bulle en Latin & en François, & la traduction François d'une autre bulle du pape Urbain VIII. du 6. Novembre 1626. par laquelle à la priere de Madelaine l'Huillier & des superieure & religieuses du nouveau monastere, lesquelles avoient déclaré à sa sainteté que leur intention n'avoit jamais esté de se soumettre à aucune communauté d'hommes, le pape revoke la clause de la bulle de Paul V. par laquelle, après la mort ou la retraite de deux des trois premiers superieurs de ce monastere nommez dans la bulle, l'evêque de Paris devoit nommer une communauté ecclesiastique d'où seroient tirez les superieurs des Ursulines. Urbain VIII. permet aux Ursulines de nommer elles-mêmes deux ecclesiastiques seculiers ou reguliers, dont l'un sera établi superieur des religieuses, pour trois ans, ou six, ou mesme au-delà, si l'evêque le juge à propos.

ESTABLISSEMENT du seminaire de S. Magloire.

AN. 1678.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous présens & à venir, salut. Les roys nos predecesseurs veillans au bien de l'Eglise & à la bonne institution de leurs sujetz, ont sagement pourveu qu'en chacun des dioceses de cettuy nostre royaume les

evesques établissent des seminaires, pour instruire en iceux les personnes qui se dedient à Dieu & à l'ordre de prestre, & leur enseigner les sciences, mœurs & ceremonies convenables à cette sainte profession; afin qu'estant exercées plus dignement & reverencement, Dieu en soit davantage honoré, nos sujetz edifiez & consolez, & la benediction divine s'espande sur tout cet estat. Et pour faciliter l'establissement desdictz seminaires, ils ont admonesté & enjoinct aux evesques d'y proceder par union de benefices, assignation de pensions ou autrement, ainsi qu'ils verroient estre à faire. En execution de quoy s'estant desja erigé quelques seminaires en chacun desdictz dioceses, l'experience du fruit qui en provient, faisant davantage connoistre l'utilité de cette ordonnance, convie de jour en jour les autres evesques à faire le semblable en leurs dioceses. Sur quoy nostre trescher & amé cousin le cardinal de Retz evesque de Paris, maistre de nostre oratoire, nous a remontré qu'il desiroit grandement faire un pareil establissement en son diocese & en nostre bonne ville de Paris, pour y instituer nos sujetz ses diocésains qui se proposent la vocation ecclesiastique; que pour y parvenir, afin de ne donner aucune incommodité aux patrons & collateurs qui sont en l'estendue de son diocese, par l'union des benefices desquelz la collation, presentation ou autre disposition leur appartient, ainsi qu'il pourroit selon la faculté qui luy est donnée par nos ordonnances, il avoit pensé d'y employer quelqu'un des benefices qui sont en sa disposition. Et n'ayant trouvé aucun plus commode que le lieu & abbaye de saint Magloire aux fauxbourgs saint Jacques de cette ville de Paris, unie audit evesché, en laquelle il y a des religieux deppendans de luy & sous sa juridiction, il destinoit sous nostre bon plaisir appliquer ladicte abbaye, eglise, bastimens, jardins & enclos pour l'establissement dudit seminaire, non-seulement ce qui est tenu & occupé par lesdictz religieux, mais aussi la maison abbatiale, jardin & enclos deppendant d'icelle à luy appartenant, avec le revenu dont jouissent lesdictz religieux, pour en jouir par ceux qui auront la charge & conduire dudit seminaire après la mort des religieux profex estant de present audit monastere, & à mesure qu'ils decederont, ou bien pourvoir dès à present auditz religieux profex de demeure & pension con-

venable à leur profession. A CES CAUSES, inclinans favorablement à ladicte requeste, ensuivant les traces & la pieté des roys nos predecesseurs, nous avons permis & permettons par ces presentes signées de nostre main à nostredict très-cher & amé cousin le cardinal de Retz evesque de Paris, establi led. seminaire auidict lieu & abbaye de saint Magloire, unir à iceluy la manse capitulaire & portion du revenu de ladicte abbaye de saint Magloire dont jouissent lesdictz religieux, l'eglise & bastimens, jardins & enclos tant de la demeure abbatiale que claustrale, & generalement tous les edifices & enclos desdictz lieux, avec les droitz à ladicte abbaye & monastere appartenans sur les mailons & lieux proches d'icelle qui en ont esté demembrez; pour de ladicte manse capitulaire & portion de revenu & logemens affectez ausdictz religieux jouir par ledict seminaire après le decés desdictz religieux, sans que de leur vivant ils y puissent estre troublez ou inquietez. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers tenans nostre cour de parlement à Paris, prevost dudit lieu & tous autres qu'il appartiendra, que de nos presentes lettres & de tout le contenu en icelles ilz aient à permettre & souffrir l'entiere execution de point en point selon leur forme & teneur: nonobstant la translation cy-devant faicte de ladicte abbaye saint Magloire, & le changement de la regle & ordre saint Benoist estably en icelle, & autres choses qui se pourroient alleguer au contraire, ausquelles & à la derogatoire des derogatoires nous avons de nos grace speciale, puissance & autorité royale par ces presentes signées de nostre main derogé & derogeons. Car tel est nostre plaisir. Et affin que ce soit chose ferme & stable à tousjours, nous avons faict mettre nostre scel à ces presentes. Donné à Paris au mois de Juillet l'an de grace M. DC. XVIII. & de nostre regne le IX. Signé, LOUIS; & sur le repli: Par le roy, D^N LOMENIE. Et sellé du sceau de cire verte en lacs de soye rouge & verte.

Registrées, ouy le procureur general du roy, pour jouir par l'impetrant de de l'effect & contenu en icelles, & estre gardées & observées selon leur forme & teneur. A Paris en parlement le IX. jour de Fevrier M. DC. XIX. Signé, DU TILLET. Copié sur l'original en parchemin.

LETTRES PATENTES DU ROY
Louis XIII. par lesquelles il se demet de son droit de nomination sur l'abbaye du Val de Grace, & ordonne que les abbeses seront electives.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous presents & advenir; salut. Sçavoir faisons qu'inclinans liberalement à la tres-humble supplication qui nous a esté faicte par nostre chere & bien amée seur Marguerite d'Arbouze abbesse & les religieuses de l'abbaye de Nostre-Dame du Val de Grace, ordre de saint Benoist, scituée à trois lieues de Paris, laquelle nous avons ordonné estre transférée aux fauxbourgs de ladicte ville, deüement informez de l'observance & reestablishement de la premiere regle de saint Benoist qui se garde en icelle; en faveur de ladicte reformation, pour l'affermir & establi davantage, nous nous sommes de nostre bon gré & volonté démis de tout droit de nomination que nous pouvons pretendre & qui nous appartient sur ladicte abbaye; & de nostre grace speciale, pleine puissance & autorité royale par ces presentes signées de nostre main nous nous en demettons; voulons & nous plaist qu'advenant le decez ou demission volontaire de ladicte seur Marguerite d'Arbouze acceptée par nostre tres-cher & bien amé le cardinal de Retz evesque de Paris, ladicte dignité d'abesse soit dorenavant elective, en la mesme façon qu'elle estoit avant le concordat faict entre le saint siege & cette couronne, & que ladicte election soit faicte par les religieuses dudit monastere de telle personne professe dudit ordre & regle qu'elles en jugeront capable en leurs consciences, & qui ayt esté nourrie & eslevée en ladicte reformation & regularité, & non d'autre. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre grand conseil, que ces presentes ils fassent enregistrer, & du contenu en icelles jouir & user pleinement & paisiblement ledict monastere & religieuses d'iceluy: cessant & faisant cesser tous troubles & empeschemens au contraire. Car tel est nostre plaisir. Et affin que ce soit chose ferme & stable à tousjours, nous avons faict mettre nostre scel à celsdictes presentes, sauf en autres choses nostre droit & l'autrui en toutes. Donné à saint Germain Laye au mois de Mars l'an

l'an de grace M. DC. XXI. & de nostre regne le xi. Signé LOUIS, & sur le reply : Par le roy, POTIER. Et scellées de cire verte sur lacs de soye rouge & verte.

Tiré des registres du grand conseil.

AUTRES LETTRES PATENTES
au mesme sujet.

AN. 1621.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à nos amez & feaux conseillers les gens tenants nostre grand conseil, salut. Par nos lettres patentes en forme d'édicte, données à saint Germain en Laye au mois de Mars 1621. à la supplication & requeste à nous faite par sœur Marguerite d'Arbouze abbesse & les religieuses de l'abbaye de Nostre Dame du Val de Grace, ordre de saint Benoist, transférée aux fauxbourgs de saint Jacques à Paris, nous avons déclaré que dorénavant après le decez ou demission volontaire de ladicte sœur Marguerite d'Arbouze, ladicte dignité sera elective en la mesme forme qu'elle estoit avant le concordat fait entre le saint siege & cette couronne, & que ladicte election sera faite par les religieuses dudit monastere de telle personne dudit ordre qu'elles jugeront capable en leurs consciences, & qui ayt esté nourrie & élevée en la reformation & regularité, & non d'autre; & à cette fin nous nous sommes demis de nostre bon gré de tout le droit de nomination que nous avions & pouvions avoir sur ladicte abbaye. Sur lesquelles lettres deliberant par vous le 21. Fevrier dernier, vous avez ordonné qu'elles seront registrées au greffe de nostre-dict conseil, pour jouir par lesdites religieuses, abbesse & convent de l'effect & contenu en icelles, tant & si longuement qu'elles vivront selon la reformation de ladicte premiere regle de saint Benoist, & à la charge que vacation advenant par mort, resignation ou autrement de ladicte d'Arbouze, les abbessees seront dorénavant electives de trois ans en trois ans, & que celle qui sera ainsi esleüe, prendra de nous confirmation de ladicte election: ce que vous avez ordonné tant en conséquence de l'ordonnance d'Orleans, que pour maintenir toujours nostre autorité sur ladicte abbaye, à la conservation de laquelle vous vous rendez soigneux, selon le soing & affection que vous avez à ce qui concerne nostre service & les droicts de cette couronne. Mais d'autant que l'obli-

gation à prendre lesdites lettres de confirmation, retomberoit indirectement au mesme assujettissement, duquel nous avons voulu delivrer ladicte abbaye, pour y mieux conserver & entretenir la reformation, & que l'election d'abbesse se fust & accomplisse, sans qu'il soit besoing pour l'usage & establisement d'icelle d'autre chose que des suffrages desdites religieuses, en la maniere observée en toutes les familles où ladicte election mesme triennale est en vigueur, en pas une desquelles la personne esleüe ne prend lettres de confirmation de nous, & que cette necessité pourroit donner subject aux esprits moins retenus de recourir aux faveurs exterieures pour empêcher l'effect desdites elections qui n'auroient pas reussy à leur contentement, & par ce moyen troubler la paix de ladicte abbaye, contre nostre intention & le bien de l'observance & regularité d'icelle, que ladicte ordonnance statuant sur l'election des abbayes & prieurez n'a point obligé les esleües à ladicte confirmation; que nostredict conseil par ses arrests de verification de pareilles graces par nous faites aux abbayes de Montmartre, saint Estienne de Soissons, la Trinité de Poitiers & autres, n'a point apporté cette necessité de confirmation, laquelle aussy n'est en usage en aucune des maisons de ce royaume où l'election triennale a lieu. POUR CES CAUSES & autres à ce nous mouvans, de l'avis de nostre conseil, pour affermir de tous les moyens possibles la reformation de ladicte abbaye, & rendre l'election & establisement des abbessees simplement & entierement dependante des religieuses d'icelle, en la maniere observée ez autres maisons religieuses & electives de nostre royaume, postposant à cela le peu d'interest particulier que nous y pouvons pretendre; nous voulons & vous mandons que sans vous arrester audit arrest du 21. Fevrier dernier cy attaché avec nosdites lettres patentes du mois de Mars 1621. sous le contrescel de nostre chancellerie, en ce que par iceluy arrest vous avez ordonné que celle qui sera esleüe abbesse de ladicte abbaye pour ledict temps de trois ans, prendra de nous lettres de confirmation de ladicte election, vous ayez à proceder à la verification & enregistrement desdites lettres, sans atreindre lesdites religieuses abbessees à la confirmation, nonobstant tous edicts, ordonnances & lettres à ce contraires. Car tel est nostre plaisir. Donné à Paris le xx. jour de

Mars, l'an de grace M. DC. XXII. & de nostre regne le XII. *Signé, LOUIS; & plus bas: Par le roy POTIER; & scellées du grand sceau de cire jaune.*

Enregistrées ez registres du grand conseil du roy, suivant & aux charges portées par l'arrest ce jourd'huy donné en iceluy, à Paris le VI. Juin M. DC. XXII. *Ibidem.*

LETTRÉ DE LA REINE ANNE d'Autriche au chapitre general des Feuillens, pour un établissement de religieuses de leur ordre à Paris.

A NOS TRES-CHERS ET BIEN AMES, LES PERES DE LA CONGREGATION NOSTRE-DAME DES FEUILLENS ASSEMBLES EN LEUR CHAPITRE GENERAL A PIGNEROL.

DE PAR LA REINE.

AN. 1622.

TRES CHERS & bien amés, deslors que nous arrivâmes en France, nous reconnûmes la grande & singulière affection, que le roy. nostre tres-honoré seigneur & espoux porte à votre ordre, & en mesme temps ayant pris la resolution de nous conformer en ce que nous verrions estre de ses sentimens, & principalement en ce qui regarde la pieté, qui doit toujours tenir le premier lieu au rang de nos devoirs, nous joignîmes nostre devotion à la sienne, & l'avons toujours depuis continuée avec le plus grand soin qu'il nous a esté possible, & pour y perséverer avec plus de reverence & de contentement, ayant sçu que vous n'avez point d'autre monastere de filles en ce royaume que celui de Toulouse, nous desirons pour nostre consolation d'en établir un dans cette ville de Paris; & parce que c'est chose qui dépend principalement de vous, & que nous ne voudrions entreprendre sans estre assurée que vous y contribuerez ce qui est de vostre pouvoir, maintenant que vous estes assemblés à l'occasion de vostre chapitre general, nous avons fait entendre nostre intention au pere dom Jean de saint François, avec mandement de vous le faire sçavoir. Vous le croirez de ce qu'il vous dira sur ce sujet de vostre part, & correspondrez de la vostre autant que vous pourrez à l'accomplissement d'un si bon œuvre, qui ne tend qu'à la gloire & honneur de Dieu; lequel nous prions qu'il vous ait en sa sainte & digne garde. Elicit à Paris le IX.

jour de May M. DC. XXII. *Signé, ANNE; & plus bas DE BEAUCLERC secretaire. Tiré de l'histoire de la fondation des religieuses Feuillentes.*

LETTRES PATENTES pour l'establissement des Annonciades à Paris.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre. A tous presens & à venir, salut. Sachant que des principaux moyens & les plus utiles tant pour la conservation de nostre personne, que pour le reestablishement & la manutention d'une bonne paix & tranquillité en nostre royaume, sont les bonnes & saintes prieres que plusieurs personnes devotieuses font journellement à ce sujet; entre lesquelles les religieuses de l'ordre de l'Annonciade, que nous avons trouvé ci-devant bon de faire venir en nostre bonne ville de Paris, du monastere du mesme ordre à Nancy, ont d'effet tesmoigné beaucoup d'affection, joint aussi le zele qu'elles ont à la manutention & propagation de la gloire de Dieu, ne peut que beaucoup profiter & servir au public & à l'augmentation de la religion catholique, apostolique & Romaine; dont n'ayant rien en nostre particulier de plus cher ni de plus recommandable que l'avancement du service de Dieu par toutes les villes & provinces de nostre royaume, nous avons estimé qu'il ne seroit pas seulement utile, mais beaucoup necessaire, de permettre auxdites religieuses l'establissement d'un convent en nostre bonne ville de Paris, esperans qu'elles apporteroient beaucoup d'edification & de bon exemple à tous nos sujets habitants d'icelle. NOUS POUR CES CAUSES & autres à ce nous mouvans, de nostre grace speciale, pleine puissance & autorité royale. avons permis & permettons par ces presentes signées de nostre main, auxdites religieuses de l'ordre de l'Annonciade, d'achepter un lieu à elles propre & commode en nostredite ville de Paris, pour y faire construire & bastir une eglise, logement & edifices necessaires & convenables à leur profession, où elles puissent demeurer & vacquer à leurs prieres & devotions; lequel lieu qui sera par elles acquis pour cet effet, nous avons de plus ample grace, puissance & autorité royale, amorti & amortissons, comme chose dediée à Dieu, & icelui exempté & exemptons par ces presentes

présentes à perpétuité de tous droits de francs fiefs & nouveaux acquêts; desquels droits, ensemble des lods & ventes qui nous pourroient estre deus à cause de ladite acquisition, avons fait & faisons don & remise par cesdites présentes; pourveu toutesfois qu'audit lieu acquis il n'y ait aucune justice ni fiefs, & à la charge de l'indemnité, si aucune y eschet, envers les seigneurs particuliers qui y pourroient avoir interest. Et afin que lesdites religieuses puissent avoir moyen de vivre & s'entretenir, nous leur avons aussi permis & permettons de recevoir les fondations & charitez qui leur seront faites par ceux qui en auront devotion, pourveu que ce soit du consentement de nostre amé & seel l'evesque de Paris. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement & chambre de nos comptes à Paris, presidens generaux de France au bureau de nos finances establi audit lieu, prevost de Paris ou son lieutenant, & tous autres nos justiciers & officiers qu'il appartiendra, que ces présentes ils aient à enteriner, lire & registrer, & du contenu en icelles ils fassent, souffrent & laissent jouir & user lesdites religieuses de l'ordre de l'Annonciade pleinement, paisiblement & perpétuellement, cessant & faisant cesser tous troubles & empeschemens contraires. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre nostre scel aux présentes, sauf en autres choses nostre droit, & l'autrui en toutes. Donné au camp devant Montpellier au mois de Septembre l'an de grace M.DC.XXII. & de nostre regne le XIII. *Signé, LOUIS; & sur le reply: Par le roy: DE LOMENIE; & à costé: Vilsa. Scellé en cire verte, sur lacs de soye rouge & verte.*

Registrees, ouy le procureur general du roy, pour jouir par les impetrantes de l'effet & contenu en icelles. A Paris en parlement le dernier jour d'Aoust M.DC.XXIII. Collationé, *Signé, GILBERT.* Pris sur une copie de M. Maillard avocat.

AUTRES LETTRES DU ROY
Louis XIII. en faveur des mesmes religieuses.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, sçavoir faisons au premier huissier sur ce requis & à tous presens & à venir, que nous ayans trouvé bon de recevoir & admettre en

nostre royaume l'ordre des religieuses de l'Annonciade, il a esté necessaire de retirer certain nombre desdites religieuses de leur monastere establi à Nancy, & icelles faire venir en nostre bonne ville de Paris où elles ont heureusement fondé & establi un monastere de leur ordre, au grand honneur de Dieu & édification des habitants de ladite ville, suivant nos lettres patentes de l'année 1622. verifiées en nostre cour de parlement de Paris le dernier jour d'Aoust 1623. & lettres d'amortissement du... jour du mois en 1627. nous sommes avertis qu'en plusieurs autres villes de ce royaume cet ordre est désiré, & qu'il est besoin d'apporter quelque regle, afin que cela se fasse en telle maniere qu'il n'y ait point de division ni de diversité, dont la confusion cause souvent le déperissement des meilleures institutions; voulans aider & assister en toutes choses les pieux & religieux desseins de nos sujets, & ayant nous-mesme reconnu par experience que lorsque tels establissemens se font par des religieuses de divers monasteres & diverses nations, sans ordre & mutuelle intelligence, cela cause des desordres & des dissensions, & quelquefois non-seulement les monasteres se divisent les uns contre les autres, mais aussi les seculiers & les villes entieres, selon les différentes affections, en sont troublées avec grand scandale; estant aussi bien informé qu'il y a dans le monastere de l'Annonciade de nostre bonne ville de Paris un grand nombre de religieuses dudit ordre receûes en icelui depuis leur establisement, dont la prudence, vertu, pieté & sainteté de vie sont esperer qu'elles pourront estre très-utilement employées à enseigner à plusieurs autres les regles & observances d'une si sainte institution. A CES CAUSES, après avoir fait mettre cette affaire en deliberation en nostre conseil, de l'avis d'icelui, & de nostre certaine science, pleine puissance & autorité royale, nous avons dit & déclaré par ces présentes signées de nostre main, disons & decla- rons, voulons & nous plaist, que désormais aucun monastere du susdit ordre de l'Annonciade ne puisse estre fondé ni establi en celui nostre royaume, que par des religieuses prises & tirées du monastere de Paris, ou par celles dont lesdites religieuses de l'Annonciade de Paris auront donné leur consentement pour cette fin; faisons très-expresses deffenses & inhibitions à toutes villes & com-

munautz d'accepter & recevoir aucune fondation de religieuses foi disant du fudit ordre de l'Annonciade, quelles qu'elles soient, autres que celles cy-dessus, sans le consentement des religieuses du monastere de l'Annonciade de Paris, & sans avoir auparavant obtenu nos lettres patentes portans permission à cet effet, à ce que les occasions desdits desordres & differens que nous avons veü arriver en cas semblables, soient ostées. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nos cours de parlement, baillifs & seneschaux, & tous nos autres officiers & justiciers qu'il appartiendra, que ces presentes ils fassent lire, publier, enregistrer & du contenu en icelles ils fassent & souffrent lesdites religieuses de l'ordre de l'Annonciade establies en France en ladite maison de Paris jouir & user de point en point selon leur forme & teneur, faisans cesser tous troubles & empeschemens contraires. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre nostre scel à cefd. presentes. Donné à Paris au mois de Janvier l'an de grace M.DC.XXIX. & de nostre regne le XIX. Signé, LOUIS; & sur le reply: Par le roy, DE LOMENIE. Et à costé: Visa. Et scellé de cire verte.

Registrées, ouy le procureur general du roy, pour jouir par les impetrantes de l'effet y contenu. Donné en parlement le xxx. Aoust M. DC. XXIX. Collationné, Signé, GILBERT. Ibidem.

*LETTRES PATENTES DU ROY
Louis XIII. pour l'establissement de
l'hospital de la Misericorde au faux-
bourg saint Marcel.*

AN. 1623.
LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous presens & à venir, salut. Ayant esté bien & duement advertis qu'entre les pauvres retirez aux hospitaux establis en nostre bonne ville de Paris suivant nos lettres patentes du 27. jour du mois d'Aoust 1612. registrées en nostre parlement du dit Paris le 3. du mois de Septembre suivant, il se trouve grand nombre de pauvres filles orphelines de pere & de mere destituées de tous moyens; & que les choses demeurant en l'estat où elles sont, il seroit fort facile de les seduire & débaucher; à quoy voulant pourvoir, & apporter un soin particulier pour la conservation des charitez qui seroient distribuées en leur endroit, estimant que

c'est une action grandement agreable à Dieu; reconnoissant que la maison appelée *Le petit séjour d'Orleans* fize ez faux-bourgs saint Marcel de nostre ville de Paris, acquise depuis peu de jours & destinée pour la retraite & habitation de partie des pauvres enfermez, seroit fort propre pour y loger lesdites pauvres orphelines; A CES CAUSES savoir faisons que nous provoquez d'une bonne & sainte inspiration, avons ladite, maison du *Petit séjour* créée, erigée & establie, créons, érigeons & establissons perpétuellement & à toujours en hospital, que nous voulons estre appelé l'hospital de *Nostre-Dame de la Misericorde*, pour y retirer les pauvres filles orphelines de pere & de mere, natives de nostre ville de Paris, legitimes & procréées en loyal mariage, pauvres & destituées de moyens, dez l'age de six à sept ans, en tel nombre qu'il sera avisé; pour y estre instruites en toute pieté, bonnes mœurs, ouvrages & exercices dont elles seront jugées plus capables, jusqu'à ce qu'il se trouve condition avantageuse pour elles, soit pour estre employées à servir en des maisons d'honneur & de bonne reputation, mises en apprentissage, ou colloquées en mariages convenables, tout ainsi qu'il est observé aux hospitaux de la Trinité & du S. Esprit de nostre ville de Paris, & sous telles regles qu'il en sera faites & plus particulièrement designées par ceux auxquels la direction des hospitaux a esté commise, & par les bourgeois de la ville qu'ils voudront pour cet effet appeler avec eux. Declarant ledit hospital capable à recevoir tous legs, gratifications, & autres charitez qui seront faites pour l'entretenement d'iceluy. Mandons à nos amez & feaux les gens tenans nostredite cour de parlement de Paris faire registrer ces presentes, & tout le contenu en icelles faire garder & observer inviolablement, cessant & faisant cesser tous troubles & empeschemens, & aux intendans de ladite direction desdits hospitaux tenir la main à l'exécution desdites presentes, en telle sorte qu'il n'y soit contrevenu. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à tousjours, nous avons fait mettre nostre scel à ces presentes signées de nostre main, sauf en autre chose nostre droit & l'autrui en toutes. Donné à Paris au mois de Janvier l'an de grace M. DC. XXIII. & de nostre regne le XIII. Ainsi signé LOUIS; & sur le reply: Par le roy, DE LOMENIE.

MENIE. Et à costé: Vifs ; & scellées sur lacs de soye rouge & verte du grand scel de cire verte.

Registrées, ouy le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur. A Paris en parlement le vi. jour du mois d'Avril l'an de grace M. D C. XXIII. Signé, DU TILLET.

Tiré des registres du parlement, du volume cotté AAA. à la bibliothèque Coisl.

B U L L E D U P A P E

Gregoire XV. portant erection de l'evesché de Paris en archevesché.

AN. 1621.

GREGORIUS episcopus servus servorum Dei, ad perpetuam rei memoriam. Universi orbis ecclesiis, eo disponente qui cunctis imperat, & cui omnia obediunt, meritis licet imparibus prædentes, in omnes agri Domini partes oculos nostræ mentis vigilis more pastoris intendimus, insipientes quid ecclesiarum ipsarum, præsertim cathedralium insignium statui & decori maximè conveniat; atque hoc quidem tanto liberalius promptiusque curandum censemus, quanto magis civitatum celebritas ac regum Christianorum vota id exposcunt; ac divino fulsi præsidio illius qui cuncta ex sua benignitate ad fidelis populi sui salutem disponit, ad ea quæ ad dignitatem & statum ecclesiarum ipsarum augendum pertinent, officii nostri partes libenter convertimus, prout conspiciamus in Domino salubriter expedire. Sanè attendentes quòd ecclesia Parisiensis, quæ de præsentis pastoris solatio destituta existit, maximo dignitatum & canonicorum ac aliorum ministrorum ecclesiasticorum divinis laudibus in ea continuò insistentium numero decorata existit, ac non modo diocesis magnitudine patet, sed cleri populique pietate, nobilitate & amplitudine floret; episcoporum quoque ordine succedentium, quos multos ab initio ferè nascentis religionis sævientibus adhuc infidelium persecutionibus fidei catholicæ defensores & propagatores habuit, numero affluit; sacramque reliquiarum copiâ abundat; & erga eandem ecclesiam Parisiensem Franciæ reges maximum semper gesserunt devotionis affectum; cumque sicut accepimus, civitas ipsa Parisiensis ex insignioribus nedum Europæ sed universi orbis, regum Galliæ Christianissimorum regia sedes, ac totius regni Galliæ caput ex inclytæ memoriæ Clodovæi pri-

mi eorumdem Francorum regis Christianissimi decreto existat, & in dicto regno principatum obtineat; virorumque principum ac procerum & magnatum omnium illius regni provinciarum aulam regiam pro ipsius regis decore sequentium frequenti concursu, civiumque litterariæ & militaris disciplinæ laudè & gloriâ clarorum ingenti numero florentissima dignoscatur; & in ea celeberrima omnium scientiarum academia seu universitas studii generalis jam à pluribus sæculis præ cæteris similium studiorum universitatibus floreat; & etiam supremus totius regni senatus ex nobilibus & aliorum insignium jurisperitorum confortio compositus resideat; & quamplurimis sumptuoso ædificio constructis ecclesiis & templis, nec non virorum ac sanctimonialium monasteriis, xenodochiis & locis piis, amplissimis redditibus ex regum munificentia & liberalitate pro singulari eorum pietate donatis abundet; & propterea ecclesia ipsa Parisiensis metropolitica prælatione merito digna censeatur: nos igitur his atque aliis rationibus & causis adducti, ad laudem & honorem omnipotentis Dei ac beatæ virginis Mariæ, nec non fidei catholicæ exaltationem & totius militantis ecclesiæ gloriam, motu proprio & ex certa scientia nostra ac de apostolicæ potestatis plenitudine prædictam ecclesiam Parisiensem à jure metropolitico, quo ecclesiæ archiepiscopali Senonensi etiam ad præsens pastoris solatio destituta tenetur, omnino segregamus & eximimus: ac in metropolim, sedemque episcopalem Parisiensem in archiepiscopalem, archiepiscopalisque & metropolitani præsidis sedem & provinciæ caput, pro illius archiepiscopo pro tempore existente; ita tamen quòd ecclesia ipsa Parisiensis ecclesiæ primatiali Lugdunensi & illius archiepiscopo seu primati, ad instar dictæ ecclesiæ Senonensis subiacere debeat; & sine præjudicio concordatorum regni Franciæ, dudum inter sedem apostolicam & claræ memoriæ Franciscum I. eorumdem Francorum regem initorum; apostolicâ auctoritate tenore præsentium erigimus & instituimus, ac nomine, titulo & honore archiepiscopali & metropolitano decoramus; nec non dictæ ecclesiæ Parisiensis præsulibus qui erunt pro tempore, pallium in signum plenitudinis videlicet pontificalis officii assignandum fore, ecclesiamque Parisiensem metropolitaneam & prædictos præsules archiepiscopos censeri, ac perpetuis futuris tem-

poribus nuncupari debere, archiepiscopalia quoque & metropolitana insignia gerere, jura jurisdictiones & cætera singula, prout metropolitanis in eorum civitatibus, diocesibus & provinciis à jure indultum existit, facere, exercere, administrare & exequi posse dictâ auctoritate concedimus. Nec non Carnotensem & Meldenensem, ac Aurelianensem ecclesias, quæ etiam de jure metropolitico prædictæ ecclesiæ Senonensi subesse dignoscuntur, earumque omnium & singularum civitates & dioceses cum omnibus & quibuscumque earum territoriis & terminis, ac dilectos filios earum singularum clerum & populum universum, cum quibusvis collegiatis, parochialibus & aliis ecclesiis, nec non monasteriis utriusque sexûs, cæterisque beneficiis & officiis ecclesiasticis cum cura & sine cura, secularibus & quorumvis ordinum & militarium regularibus, nec non hospitalibus, domibus, collegiis & religionis quibuscumque ab ecclesiâ Senonensi ac pro tempore existentis archiepiscopi Senonensis subjectione & jurisdictione, nec non correctione, visitatione ac omni & quacumque alia obedientia & superioritate perpetuò dividimus & separamus, illosque & earum civitates & dioceses posthac in provincia Parisiensis esse & consistere, neque in alia provincia censendas & numerandas esse decernimus & declaramus. Præterea dictæ Parisiensi ecclesiæ Carnotensem & Meldenensem & Aurelianensem ecclesias & dioceses præfatas, modernosque pro tempore existentes illarum singularum præfules pro suis pro tempore existentis archiepiscopi Parisiensis suffraganeis, qui earumque singularum capitula etiam quocumque privilegio suffulta, tanquam membra capiti, eidem archiepiscopo Parisiensi jure metropolitico subint, subique obedientiam & reverentiam tanquam proprio metropolitano prorsus exhibeant, etiam perpetuò subijcimus. Eidemque archiepiscopo Parisiensi præfatos suos suffraganeos consecrandi, ac provinciales synodos evocandi, ac cum eis etiam ecclesiastica negotia terminandi, eorum ecclesias disponendi, & causas quarumcumque appellationum, sive querelas alias ad eum tanquam metropolitanum juxta decreta concilii Tridentini devolutas, aut alias juxta sacrorum canonum statuta spectantes cognoscendi, omniaque alia & singula quæ de jure vel consuetudine aut aliâ quomodolibet ad archiepiscopos & archiepiscopale munus

spectare & pertinere solent & debent, gerendi, faciendi & exercendi plenam & omnimodam concedimus facultatem. Provinciæ quoque Parisiensis clerum & populum universum pro eorum ecclesiæ & archiepiscopi Parisiensis provincialibus, pariter perpetuò concedimus & assignamus. Decernentes easdem præsentis litteras sub quibusvis similibus & dissimilibus gratiarum revocationibus, suspensionibus, limitationibus aut aliis contrariis dispositionibus etiam per nos seu alios Romanos pontifices successores nostros sub quibuscumque verborum expressionibus & formis, ac cum quibusvis clausulis & decretis etiam motu, scientiâ, potestatis plenitudine similibus pro tempore quomodolibet factis minimè comprehendendi, sed semper ab illis excipi, & quoties illæ emanabunt, toties in pristinum & validissimum, ac eum in quo antea quomodolibet erant statum restitutas, repositas & plenariè reintegratas, ac de novo etiam sub quacumque posteriori data, per archiepiscopum Parisiensem pro tempore existentem quodcumque eligenda concessas, ac semper & perpetuò validas & efficaces esse & fore, suosque plenarios & integros effectus sortiri & obtinere, ac ab omnibus ad quos nunc quomodolibet spectat & spectare poterit in futurum, perpetuò firmiter & inviolabiliter observari & adimpleri, sicque per quoscumque judices ordinarios & delegatos quavis auctoritate fungentes, etiam causarum palatii apostolici auditores, ac sanctæ Romanæ ecclesiæ cardinales etiam de latere legatos & vicelegatos, dictæque sedis nuncios judicari & definiri debere, ex nunc irritum & inane decernentes si secus super his à quoquam quavis auctoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari, non obstantibus regulâ nostrâ de jure quæsito non tollendo, ac quibusvis aliis apostolicis, nec non in provincialibus, synodalibus universalibusque conciliis editis & edendis specialibus vel generalibus constitutionibus & ordinationibus, nec non Carnotensis & Meldenensis ac Aurelianensis ecclesiarum prædictarum juramento, confirmatione apostolicâ, vel quavis firmitate aliâ roboratis statutis & consuetudinibus, privilegiis quoque, indultis & litteris apostolicis, eidem ecclesiis & venerabilibus fratribus nostris modernis earum episcopis, nec non dilectis filiis earum capitulis & quibusvis aliis personis sub quibuscumque tenoribus & formis, ac cum quibusvis etiam derogato-

riarum derogatoriis, aliisque efficacioribus & insolitis clausulis irritantibusque & aliis decretis in genere vel in specie etiam motu & scientiâ paribus, ac confistorialiter, ac aliâs quomodolibet pluries concessis approbatis & innovatis; quibus omnibus etiam si pro illorum sufficienti derogatione de illis eorumque totis tenoribus specialis specifica & expressa mentio habenda, aut aliqua alia exquisita forma ad hoc servanda foret, renores hujusmodi, ac si de verbo ad verbum infererentur, præsentibus pro sufficienter expressis & insertis habentes, illis aliâs in suo robore permanens, hac vice dumtaxat harum serie specialiter & expresse, motu, scientiâ & potestatis plenitudine prædictis derogamus, cæterisque contrariis quibuscumque. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ ségregationis, exemptionis, erectionis, institutionis, decorationis, divisionis, separationis, declarationis, subjectionis concessionum, assignationis, decretorum & derogationis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri & Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Romæ apud sanctam Mariam-Majorem, anno incarnationis Dominicæ M.DC. XXII. XIII. kalendas Novembris, pontificatus nostri anno II. *Synodicon Paris. p. 458.*

*LETTRES PATENTES DU ROY
Louis XIII. qui confirment
la bulle precedente.*

AN. 1623.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous présens & à venir, salut. Notre amé & feal conseiller en nos conseils & grand maistre de nostre chapelle Jean-François de Gondy premier archevesque de nostre bonne ville de Paris nous a fait remontrer qu'à nostre priere & nomination il auroit plû à nostre saint pere le pape par sa bulle & provision apostolique du 20. jour d'Octobre dernier, créer & eriger le siege episcopal de ladite eglise de Paris en siege archiepiscopal metropolitain & chef de province, luy ordonnant pour suffragans les evesques de Chartres, Meaux & Orleans, pour dorenavant eux, leur clergé, chapitres, dioceses & habitans d'iceux reconnoitre & obeir audit siege archiepiscopal de Paris, tout ainsi qu'il faisoient auparavant ladite erection à l'archevê-

ché de Sens, dont ils sont distraits & demembrez; les exemptant à cette fin de toute cour, jurisdiction, obeissance & correction dudit archevesché de Sens, comme plus particulièrement est contenu par ladite bulle; nous suppliant humblement ledit exposant de vouloir confirmer ladite bulle, & luy en octroyer nos lettres à ce necessaires. A CES CAUSES après avoir fait voir icelle bulle cy attachée sous le contre-scel de nostre chancellerie, desirant pour les mesmes raisons, zele & devotion qui nous ont meû de requerir l'erection dudit archevesché & siege metropolitain de Paris, que ladite bulle sorte son plein & entier effet; considerant aussi que tous nos sujets des dioceses de Paris, de Chartres, Meaux & Orleans, recevront un grand soulagement de ladite erection, attendu qu'au moyen d'icelle il leur conviendra dorenavant pour les causes & differens ecclesiastiques plaider par appel audit siege archiepiscopal de Paris, au lieu qu'ils souloient aller au siege archiepiscopal de Sens. D'ailleurs que nostredite ville de Paris estant ainsi qu'elle est, la plus grande & la plus peuplée non seulement de nostredit royaume, mais de toute la Chrestienté, icelle dignité archiepiscopale & metropolitaine est justement deüe à l'eglise d'icelle: avons de nostre grace speciale, pleine puissance & autorité royale confirmé & approuvé, confirmons & approuvons par ces presentes signées de nostre main ladite bulle & provision apostolique de nostre saint pere portant ladite erection archiepiscopale dudit siege de ladite eglise de Paris, & distraction desdits eveschez & dioceses. Voulons & nous plaist que ledit exposant & ses successeurs archevesques de ladite eglise de Paris jouissent dorenavant dudit titre & dignité archiepiscopale pleinement, paisiblement & perpetuellement, ensemble desdits honneurs, autoritez, prerogatives, preeminences concedés & declarés par ladite bulle; n'entendant toutefois que ladite erection d'evesché en archevesché puisse prejudicier aux droitz, franchises, libertés, privileges & exemptions dont les doyen, chanoines & chapitre de ladite eglise de Paris tant en general qu'en particulier & les eglises collegiales & autres dependantes d'iceux sont en possession de jouir, ni que sous pretexte de ladite bulle on puisse rien changer & innover en leursdits droitz, les prenant à cet effet com-

me autrefois avec leurs fufdits droits & privilèges en nostre protection ; aussi que ledit expofant & lefdits fuccesseurs audit archevefché puiſſent pretendre plus grands droits à l'égard dudit chapitre & ſes dependances que ſes predeceſſeurs eveſques de Paris avoient auparavant ladite erection ; voulant pareillement que lefdits eveſques de Chartres, de Meaux & d'Orleans & leurs doyens, chanoines & chapitres jouiſſent des meſmes exemptions, privilèges & immunités à eux cy-devant accordées par noſtre S. pere, ſes predeceſſeurs & autres, ſuivant les concordats faits pour ce regard entre eux & ledit expofant, combien que par ladite bulle il y eût clause à ce contraire. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conſeillers les gens tenans noſtre cour de parlement audit Paris, que ces preſentes nos lettres de confirmation de ladite bulle & erection archiepiſcopale & ſiege metropolitain ils faſſent enregiſtrer, & du contenu en icelles & de ladite bulle jouir & uſer pleinement, paifiblement & perpetuellement ledit expofant & ſes ſuccesseurs archeveſques de Paris, ceſſant & faiſant ceſſer touſ troubles & empeschemens à ce contraires ; leſquels ſi faits mis ou donnez eſtoient, feront incontinent repaſſer & mettre à pleine & entiere delivrance, & au premier eſtat & dû : car tel eſt noſtre plaifir. Et afin que ce ſoit choſe ferme & ſtable à toujours, nous avons fait mettre noſtre ſcel à ceſdites preſentes ; ſauf en autres choſes noſtre droit & l'autrui en toutes. Donné à Paris au mois de Fevrier l'an de grace M. DC. XXIII. & de noſtre regne le XIII. *Ibidem p. 465.*

ARREST DE LA COUR
*du parlement pour l'enregiſtrement de la
bulle & des lettres patentes cy-deſſus.*

EXTRAIT DES REGISTRES
du parlement.

AN. 1623.

VEU par la cour les lettres patentes du roy données à Paris au mois de Fevrier de la preſente année, ſignées Louis, & ſur le reply par le roy de Lomenie, & ſcellées du grand ſcel de cire verte en lacs de ſoye, par leſquelles & pour les cauſes y contenues, ledit ſeigneur confirme & approuve la bulle de noſtre S. pere le pape du 20. Octobre dernier portant erection du ſiege epiſcopal de l'eglise de cette ville de Paris en ſiege archiepiſcopal, metropo-

litain & chef de province, voulant que meſſire Jean François de Gondy archeveſque de ladite eglise & ſes ſuccesseurs jouiſſent doreſnavant dudit titre & dignité archiepiſcopale pleinement & paifiblement, enſemble des honneurs, autorités, franchiſes & preéminences accordées & accordées par leſdites bulles, ainſi & comme plus au long le contiennent leſdites lettres. Requeſte par ledit meſſire Jean François de Gondy preſentée à ladite cour afin de verification d'icelles. Veu auſſi leſdites bulles de noſtre S. pere le pape du 20. Octobre 1622. contenant ladite erection d'eveſché de cette ville de Paris en archeveſché ; conclusions du procureur general du roy : & tout conſideré ; ladite cour a ordonné & ordonne que leſd. bulles & lettres ſeront regiſtrées ez regiſtres d'icelle pour jouir par ledit de Gondy de l'eſſer & contenu d'icelles, ſans approbation neantmoins de ces mots : *de motu proprio* contenus eſdites bulles, & à la charge que par cy-après aux erections d'archeveſchez ou eveſchez en ce royaume, au lieu deſdits mots il ſera mis qu'elles ſeront obtenues à la requiſition du roy ; & en conſequence a ladite cour fait deſſenſe aux doyen, chanoines & chapitre de l'eglise de Sens & à tous autres juges & officiers de troubler & empêcher ledit de Gondy en ladite erection & exercice de la juſtice à luy appartenante à cauſe du titre & dignité d'archeveſque : & ordonne que leſdites lettres ſeront publiées ez ſieges preſidiaux, baillages & prevoſtez de Sens, Orleans, Chartres & Meaux, & officialités deſdits lieux ; & enjoint aux ſubſtituts du procureur general d'y tenir la main. Fait en parlement le VIII. Août M. DC. XXIII. Signé TU TILLET. *Ibidem p. 468.*

BREVET DU ROY LOUIS XIV.
*en faveur de l'archeveſque
de Sens.*

AUJOURD'HUY treizieme du mois de May 1664. le roy eſtant à Verſailles, voulant deſintereſſer & pourvoir à l'indemnité de l'eglise de Sens, pour l'erection cy-devant faite de l'eglise de Paris en metropolitaine & diſtraction des eveſchez de Chartres, Orleans & Meaux, cy. devant ſuffragans de l'archeveſché de Sens, & faire ceſſer & terminer tous les procez & differens mis & à mouvoir pour raiſon de ladite erection & diſtraction ; ſa majeſté a accor-

AN. 1664.

de

dé & fait don audit archevesque & à ses successeurs audit archevesché, de l'abbaye de Nostre-Dame du Mont-saint Martin, ordre de Premontré, diocèse de Cambray, vacante par le decez de messire Pierre Payen dernier commendataire d'icelle; pour en estre le titre éteint & supprimé, & la menſe abbatiale avec tous ſes droits & juridictions ſpirituels & temporels, collations, preſentations, domaines & revenus, unie à perpetuité audit archevesché de Sens: à la charge que lors de la vacance dudit archevesché par reſignation, permutation, coadjutorerie, ou autre maniere que ce ſoit, les fruits de ladite abbaye appartiendront pour la premiere année de chacune vacance aux doyen, chanoines & chapitre de Sens, pour eſtre employez en achat de chappes & autres ornemens, ſur iceux priſe pour chacune vacance la ſomme de mille livres payable à l'archidiaque de Sens, pour ſes droits; à condition que ledit archevesque de Sens pour lui & ſes ſuccesseurs, & leſdits chapitre & archidiaque renonceront à tous les droits honorifiques & utiles ſur l'eglise de Paris & ſes ſuffragans, meſme à tous droits metropolitains & dioceſains ſur l'hoſtel de Sens dans la ville de Paris, & en fourniront à l'archeveſque de Paris tous actes neceſſaires; m'ayant à cet eſſet ſa majeſté commandé d'expedier toutes lettres neceſſaires; & cependant le preſent brevet qu'elle a voulu ſigner de ſa main, & faire contreſigner par moi ſon conſeiller-ſecrétaire d'eſtat & de ſes commandemens & finances. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, LE TELLIER. *Ibidem* pag. 470.

ACTE PAR LEQUEL LES archeveſque, doyen, chanoines & chapitre & grand archidiaque de Sens ſe conforment au brevet cy-deſſus.

AN. 1664.

PARDEVANT les notaires du roy noſtre ſire en ſon chastelet de Paris ſouffignez, furent preſens en leurs perſonnes illuſtriſſime & reverendiſſime ſeigneur Louis Henry de Gondrin archeveſque de Sens, primat des Gaules & de Germanie, de preſent à Paris en ſon hoſtel de ſon archeveſché de Sens; nobles & ſcientifiques perſonnes Charles-Henniques de Benjamin, conſeiller du roy en ſes conſeils, doyen, Claude le Blanc, conſeiller du roy au preſidial de Sens, préchenre, & Henry de Vigno-

les, tous preſtres & chanoines de ladite eglise de Sens, ſe faiſans & portans forts pour iceux doyen chanoines & chapitre, leſdits ſieurs deputez & procureurs eſtant de preſent en ceſte ville de Paris, ſçavoir leſdits ſieurs de Benjamin & de Vignoles, en la maiſon où pend pour enſeigner l'Ours-Montbriſſon paroiſſe S. Gervais; & ledit ſieur le Blanc en la maiſon de monſieur le Blanc conſeiller en la cour des aydes de Paris, rue Jean-Pain-moller paroiſſe S. Merry: diſans que ſa majeſté ayant pourveu à l'indemnité de l'eglise & archeveſché de Sens pour l'erection de l'eveſché de Paris en archeveſché & diſtraction des trois eveſchez de Chartres, Orleans & Meaux, par le don qu'elle a fait aud. ſieur archeveſque de Sens & ſes ſuccesseurs, de l'abbaye du Mont-S-Martin, ordre de Premontré, diocèse de Cambray, pour en estre le titre abbatial eſteint & supprimé, & la menſe abbatiale avec tous ſes droits, juridictions, collations preſentations, domaines & revenus unis à perpetuité à l'archeveſché de Sens, à la charge que lors de la vacance dudit archeveſché par mort, reſignation, permutation, coadjutorerie, ou autre maniere que ce ſoit, les fruits de ladite abbaye appartiendront pour la premiere année auſdits doyen, chanoines & chapitre de Sens, pour eſtre employez en achat de chappes ou autres ornemens, ſur iceux prealablement pris pour chacune vacance la ſomme de mille livres qui appartiendra à l'archidiaque de Sens & ſes ſuccesseurs, à condition que leſdits ſieurs archeveſque, doyen, chanoines & chapitre, & archidiaque de Sens renonceront à tous les droits honorifiques & utiles ſur l'eglise & archeveſché de Paris & ſes ſuffragans, meſme ledit ſeigneur archeveſque à tous droits metropolitains & dioceſains ſur l'hoſtel de Sens dans la ville de Paris, & en fourniront audit ſeigneur archeveſque de Paris tous actes neceſſaires; pour ce eſt il que ledit ſeigneur archeveſque tant pour luy que pour ſes ſuccesseurs, & leſdits ſieurs deputez pour eux & leſdits ſieurs doyen, chanoines & chapitre de ladite eglise de Sens & leurs ſuccesseurs, & en chacun deſdits noms, ſuivant & aux termes, clauſes & conditions portées par le brevet de ſadite majeſté dont il ſera mis un duplicata dans les archives du chapitre, renoncent tous & chacun à leur égard à tous droits honorifiques & utiles qu'ils avoient & pouvoient pre-

tendre sur ladite église & archevêché de Paris, & sur les églises & évêchés de Chartres, Orléans & Meaux auparavant lesdites érection & distraction, même à tous droits métropolitains & diocésains sur l'hôtel de Sens dans cette ville de Paris, consentans que tous procéssus mis pour raison desdites érection, distraction & droits, demeurent esteints & assoupis, & tous actes, articles ou traites contraires à la présente déclaration, renonciation & consentement demeurent nuls, encore qu'ils ne soient icy exprimés, & ce moyennant lesdits brevet, bulle d'union, lettres patentes & d'homologation, lesdites bulles & arrest d'enregistrement d'icelles; & pour en faire & prester toute autre déclaration, renonciation & consentement en cour de Rome, cour de parlement & ailleurs où besoin sera, même pour fournir en leurs noms audit seigneur archevêque de Paris l'expédition en forme des présentes, ont constitué & constitué le porteur d'icelles irrevocable, auquel ils donnent pouvoir de ce faire, car ainsi a esté accordé, & même à la charge de par lesdits sieurs deputez procureurs faire ratifier par lesdits sieurs doyen, chanoines & chapitre le contenu en ces présentes, & en fournir acte en bonne forme ausdits seigneurs archevêques de Sens & de Paris dans huit jours prochains; promettans, &c. obligeans, &c. chacun en droit soy esd. noms renonçant. Fait & passé en l'hôtel episcopal dud. seigneur archevêque de Sens sis rue du Figuier, paroisse saint Paul l'an M. DC. LXIV. le XIX. May après midy; & ont signé la minute des présentes demeurée vers le Roy l'un desdits notaires soussignez. *Signé,*
LE ROY & GAUDION.

Et ledit jour 19. jour de May 1664. après midy, est comparu pardevant lesdits notaires soussignez messire Jean-Baptiste l'Ungt, prestre, conseiller & aumônier ordinaire du roy, docteur ez droitz, grand archidiacre de l'église de Sens, de présent en cette ville de Paris, logé rue saint Bon, en la maison où pend pour enseigne la ville de Joigny paroisse saint Merry, lequel ayant pris lecture & qui luy a esté faite d'abondant par un desdits notaires l'autre présent, de l'acte dessus & de l'autre part écrit, a déclaré & declare qu'il l'a approuvé, consent que le brevet de sa majesté soit executé selon sa forme & reneur, & a renoncé & renonce à tous droits honorifiques prefix, qui luy pourroient appar-

tenir & dont il jouissoit à cause de sadite dignité d'archidiacre tant sur l'église de Paris, & sur les évêques d'icelle, auparavant l'érection de ladite église de Paris en metropole, & distraction des évêchés de Chartres, Orléans & Meaux, que sur lesdits trois évêchez: à la charge neantmoins que les presens consentement & renonciation ne pourront nuire ni préjudicier aux droits d'installation & profits à luy deus à cause de sadite dignité, tant par les seigneurs archevêques de Sens, pour raison de leur dignité archiepiscopale, & des abbayes unies, que par les seigneurs évêques d'Auxerre, Troie, & Nevers, suffragans dud. archevêché de Sens, & abbayes situées dans l'estendue dud. archidiacre, & en consideration de ce que ledit archidiaconé est la première dignité de ladite église de Sens à la collation dudit seigneur archevêque, & reçoit une grande diminution en ses droits par cesdites érection & distraction, ledit seigneur archevêque de Sens pour ce présent, pour luy & ses successeurs, a consenty qu'outre les mille livres ordonnées par ledit brevet de sa majesté estre préalablement prises sur les fruits de ladite abbaye de Mont-saint-Martin, payables audit sieur archidiacre & à ses successeurs à chacune vacance à venir, ledit seigneur archevêque de Sens & ses successeurs seront reenus payer audit sieur archidiacre & à ses successeurs à cause de l'union de ladite abbaye du Mont-saint-Martin pareils droits d'installation qui sont deus sur les autres abbayes de l'estendue dudit archidiacre, unies audit archevêché ou non, & sans que lesdites reserve & consentement dudit seigneur archevêque de Sens puissent faire prejudice au consentement & renonciation cy-dessus, à l'égard dudit seigneur archevêque de Paris & seigneurs évêques à présent ses suffragans. Promettant, &c. obligeant, &c. renonçant, &c. Fait & passé en l'hôtel dudit seigneur archevêque de Sens, sis rue du Figuier de ladite paroisse saint Paul ledit jour XIX. May après midy; & ont signé la minute des présentes estant ensuite de celle de l'acte des autres parts: le tout demeuré audit le Roy notaire. *Signé,* GAUDION & LE ROY.
Ibidem p. 472.

RATIFICATION

JUSTIFICATIVES.

*RATIFICATION DES DOYEN,
chanoines & chapitre de Sens des
actes cy-dessus.*

AN. 1664.

PARDEVANT les notaires royaux en la ville & baillage de Sens souf-
lignez furent prefens en leurs personnes
les venerables doyen, chanoines & chap-
itre de l'eglise de Sens representez par mes-
sieurs maîtres Charles Henniques de Ben-
jamin doyen, Guillaume Fauvelet archi-
diacre d'Estampes, Claude Thibault,
Enoch de Gand, Gilles Isambert, Pierre
du Bost, Charles de Ris, Estienne Rocquet,
Jean-Baptiste Driot, Nicolas Ferrand,
Edme Bouveret, Charles le Boiteux,
Pierre Jamard, Paul Faulchot, Henry
de Vignoles, Estienne Greffier, Estien-
ne Masson, Antoine Duport, Marin
Morillon, & Claude Tevelle tous cha-
noines de ladite eglise, faisant & repre-
sentant la plus saine partie de messieurs
les capitulans d'icelle; lesquels capitul-
lairement assemblez en leur chapitre pour
deliberer de leurs affaires communes,
après que lecture leur a esté faite de mot
après autre de l'acte passé tant au nom
de monseigneur l'archevêque de Sens
que par lesdits doyen, chanoines & cha-
pitre de ladite eglise representez par les-
dits sieurs de Benjamin, le Blanc & de
Vignoles leurs deputez pardevant Gau-
dion & le Roy notaires au chastelet de
Paris le 19. jour des presens mois & an,
ensemble de la copie du brevet du roy
en date du 13. dudit present mois & an,
ont dit avoir agreable, veulent, consen-
tent & accordent que ledit acte passé
par leurs deputez, vaille, tienne & for-
te son plein & entier effet, force & ver-
tu de point en point selon sa forme &
teneur, comme s'ils eussent esté presens
en personnes à le faire passer & accor-
der; promettans iceluy entretenir, &
ne venir au contraire en quelque façon
& maniere que ce soit, car ainsi &c.
promettans &c. obligeans &c. renon-
çans &c. Fait & passé audit Sens en la
salle du chapitre de ladite eglise, où nous
notaires soussignez avons esté mandez ce
jourd'huy xxvi. jour de May M. DC.
LXIV. à neuf heures du matin. Signé en
fin sur la minute originale des presen-
tes. C. de Henniques de Benjamin,
doyen de Sens, G. Fauvelet archidiacre
d'Estampes, C. Thibault, Enoch de
Gand, G. Isambert, P. du Bost, de Ris,
Estienne Rocquet, J. B. Driot, Ferrand,
Bouveret, Ch. le Boiteux, Jamard,

Tome II. Part. II.

Faulchot, H. de Vignoles, E. Greffier,
Masson, A. Duport, Morillon, Tevelle
& lesdits notaires soussignez; la minute
demeurée pardevers Aublet l'un d'i-
ceux. Signé, AUBLET & BRUSSERY.
Ibidem p. 477.

*BULLE DU PAPE CLEMENT IX.
en faveur de l'eglise de Sens.*

CLEMENS episcopus servus servo-
rum Dei, dilecto filio officiali vene-
rabilis fratris nostri episcopi Laudunen-
sis salutem & apostolicam benedictionem.
Universalis ecclesie regimini, disponen-
te Domino, præsidentes, etsi multis &
arduis prægravemur negotiis, curis exci-
temur innumeris, cogitationibus pluri-
mis distrahamur, circa id tamen nostræ
operosæ sollicitudinis studium impari-
mur, ut præcis radicibus dissidiorum
vepribus & litigiosorum anfractibus om-
nino subductis inter ecclesiarum antisti-
tes ad curam & regimen Dominici gre-
gis deputatos, cæterasque personas quas
ordo clericalis includit, pacis tranquilli-
tas vigeat, ac concordie unitas invales-
cat, præsertim verò cum Christianorum
regum id enixè petentium vota expos-
cant, & salubriter expedire conspiciamus.
Cum itaque sicut accepimus mon-
asterium du Mont-Saint-Martin Præ-
monstratensis ordinis, Cameracensis diœ-
cesis à parte regni Franciæ, & in domi-
nio regis Christianissimi existens, concor-
datis ejusdem Franciæ inibi vigentibus,
quod quondam Petrus Pagen clericus seu
presbyter in commendam ad sui vitam
ex concessione apostolica dum viveret ob-
tinebat, commendâ hujusmodi per obi-
tum dicti Petri qui extra Romanam curiam
diem clausit extremum, cessante, adhuc
eo quo ante commendam ipsam vacabat
modo, vacare noscatur ad præsens, &
à tempore quo felicitis recordationis Gre-
gorius papa XV. prædecessor noster, ec-
clesiam Parisiensem à jure metropolitico
quo ecclesie archiepiscopali Senonensi
tenebatur, segregavit & exiit, illamque
in metropolim, & illius sedem episcopa-
lem in archiepiscopalem erexit & insti-
tuit, ac nomine, titulo & honore archi-
episcopali & metropolitano decoravit,
nec non Carnotensem & Meldensem ac
Aurelianensem ecclesias quæ etiam simi-
li jure metropolitico dictæ ecclesiæ Se-
nonensi suberant, earumque omnium &
singularum civitates & dioceses, cum om-
nibus & quibuscumque earum territoriis
& terminis, singularumque earum clericum

AN. 1664.

K

& populum universum à pro tempore existentis archiepiscopi Senonensis subjectione & jurisdictione, correctione, visitatione, ac omni & quacumque alia obedientia & superioritate divisit & separavit, atque dictæ ecclesiæ Parisiensi tanquam metropolitane subjecit, ipsasque & earum civitates & dioceses deinceps in provincia Parisiensi, ac illarum singularum præfules archiepiscopi Parisiensis suffraganeos esse & censi debere decrevit; dissidia seu controversiæ inter pro tempore existentes Parisienses & Senonenses archiepiscopos excitata fuerint, & renasci comperiantur, quoties ecclesiæ Parisiensi de novo præfule provideri contingit; tunc etenim archiepiscopus Senonensis de sui metropolitici juris læsione & subfractione, deque aliis præsentis gravaminibus palam & publice ac omnibus modis quibus ipsi licitum aut permillum videri potest protestatur, indeque rumores & nova dissidia nascuntur; ad quæ tollenda & in posterum evitanda charissimus in Christo filius noster Ludovicus Francorum & Navarra rex Christianissimus indemnitati tam ecclesiæ quam nunc & pro tempore existentis archiepiscopi Senonensis, ut infra, provideri constituit sub nostro beneplacito. Quare pro parte dicti Ludovici regis nobis fuit humiliter supplicatum; quatenus in præmissis paternâ sollicitudine providere de benignitate apostolica dignaremur. Nos igitur qui non ignoramus quod dissensiones pravis actibus aditum præparant, rumores & odia suscitant, & quod non nisi in pacis tempore bene colitur pacis auctor, qui quæ dudum inter alia volumus, statuimus & ordinavimus quod petentes beneficia ecclesiastica aliis uniri, tenerentur exprimere verum annum valorem secundum communem æstimationem, tam beneficii uniendo, quam illius cui aliud uniri peteretur, alioquin unio non valeret, certam tamen de præmissis notitiam non habentes, supplicationibus dicti Ludovici regis inclinati, discretionis tuæ per apostolica scripta mandamus, quatenus vocatis qui fuerint evocandi, de præmissis omnibus & singulis eorumque circumstantiis, auctoritate nostrâ, re diligenter informes, & si per informationem eandem ita esse reperiatis, titulum collativum dicti monasterii, & in eodem nomen & denominationem abbatis, jusque ad illud nominandi, de ejusdem Ludovici regis consensu, auctoritate nostrâ perpetuo supprimas & extinguas: nec non mensæ

abbatialis ejusdem monasterii fructibus qui, ut dictus Ludovicus rex nobis exponi fecit, in libris cameræ apostolicæ taxati non reperiuntur, sed secundum æstimationem prædictam viginti quatuor ducatorum auri de camera valorem annum non excedunt, & etiam si dictum monasterium quovis modo aut ex cujuscumque persona seu per dicti Petri vel cujusvis alterius cessionem de illo illiusque regimine & administratione in dicta curia vel extra eam, etiam coram notario publico & testibus sponte factam, aut assentionem alterius beneficii ecclesiastici quavis auctoritate collati, commenda prædictâ cessante vacet, etiam si tanto tempore vacaverit quod ejus provisio juxta Lateranensis statuta concilii aut alias canonicas sanctiones ad sedem apostolicam legitime devoluta existat, illaque ex quavis causa ad sedem eandem specialiter vel generaliter pertineat, & ad dictum monasterium consueverit quis per electionem assumi, eique cura etiam jurisdictionalis imminuat, & super regimine & administratione prædictis inter aliquos lis, seu illorum possessorio, vel quasi molestiâ, cujus statum præsentibus haberi volumus pro expresse pendeat indecisa, dummodo tempore datæ earumdem præsentium dicto monasterio de abbate provisum canonice non existat, cum omnibus & singulis ejusdem mensæ abbatialis bonis, honoribus, prærogativis, præeminentiis, jurisdictionibus, officiorum & beneficiorum collationibus, præsentationibus & institutionibus, terris, dominiis, pertinentiis, iuribus, obventionibus & emolumentis universis; mensæ archiepiscopali Senonensi, sub infrascriptis conditionibus & cautelis, videlicet quod deinceps perpetuis futuris temporibus quandocumque & quotiescumque dictæ ecclesiæ Senonensi per obitum aut cessionem in manibus Romani pontificis pro tempore existentis, etiam ex causa permutationis vel coadjutorie aut alias quovis modo pastoris solatio destitutæ, de novo pastore provideri contingerit, omnes & singuli dictæ mensæ abbatialis fructus, redditus & proventus cujuslibet primi anni post singulam vacationem ad dilectos filios decanum & canonicos dictæ ecclesiæ Senonensis, ut illos in capparum & aliorum ornamentorum ecclesiasticorum emptionem seu sartionem impendant; pertinere debent; demptis tamen ex iis nullis libris tutionibus, quæ pro tempore existenti archidiacono Senonensi majori numero cupato

cupato persolventur: ita tamen ut intuitu unionis hujusmodi ac solutionis unionis annata fructuum, ut præfertur, faciendæ, tam modernus archiepiscopus Senonensis, quam decanus & canonicus ac archidiaconus ecclesiæ Senonensis prædicti, pro se & eorum quolibet successoribusque suis, omnibus & singulis juribus honorificis & utilibus quibuscumque eis & eorum cuilibet forsitan competentibus seu per eos in & super ecclesiâ Parisiensi & tribus aliis prædictis illi ut præfertur jure metropolitico subiectis ecclesiis, etiam ratione hospitii Senonensis nuncupari, in civitate Parisiensi existentis, quomodolibet & sub quovis prætextu seu causa prætensis renunciare omnino teneantur: cujus quidem renunciationis actus authenticos venerabili fratri nostro Harduino Parisiensi archiepiscopo tradere & consignare debebunt, ita quod liceat moderno & pro tempore existenti Senonensi archiepiscopo, suo & mensæ archiepiscopalis Senonensis nomine, mensæ abbatialis prædicti monasterii fructuum, reddituum proventuum, prærogatarum, præeminentiarum, jurisdictionum, jurium, obventionum pertinentiarum, & emolumentorum universorum corporalem, realem & actualem possessionem, per se vel alium seu alias ejus nomine, propriâ auctoritate apprehendere, & apprehensam perpetuò retinere, illaque locare, dislocare & arrendare, exigere, percipere, levare, recuperare, & in suos & mensæ archiepiscopalis Senonensis usus & utilitatem convertere, diocesani loci & cujusvis alterius licentiâ desuper minimè requisitâ: salvis tamen & omnino illatis remanentibus dicti monasterii mensâ conventuali, illiusque juribus, & dilectorum filiorum prioris ac canonicorum regularium numero, ad hoc ut in illo cultus divinus nullatenus minuatur; & satisfactorio prius omnibus & singulis oneribus juxta concilii Lateranensis novissimè celebrati, aliasque canonicas sanctiones & constitutiones apostolicas: expresso ejusdem Ludovici regis ad hoc accedente consensu, auctoritate nostrâ prædictâ perpetuò unias, annectas & incorpores. Nos enim si unionem, annexionem & incorporationem prædictas per te vigore earundem præsentium fieri contigerit, ut præfertur, easdem præsentibus nullo umquam tempore ex quocumque capite vel quacumque causa quantumvis juridica de subreptionis vel obreptionis & nullitatis vitio aut intentionis nostræ vel quo-

Tome II. Part. II.

piam alio defectu notari, impugnari, retractari, annullari, invalidari, in jus vel controversiam vocari, aut adversus eas quodcumque juris vel gratiæ & facti remedium impetrari posse, nec sub quibusvis similibus vel dissimilibus gratiarum revocationibus, suspensionibus, modificationibus, derogationibus, vel aliis contrariis dispositionibus etiam per nos & successores nostros Romanos pontifices pro tempore existentes, & sedem prædictam sub quibuscumque tenoribus & formis, ac cum quibusvis clausulis & decretis, etiam motu proprio & ex certa scientia, etiam consistorialiter & de apostolicæ potestatis plenitudine pro tempore factis & concessis comprehendere vel confundi, sed semper ab illis exceptas, & quoties illæ emanabunt, toties in pristinum & validissimum statum restitutas, repositas & plenariè reintegratas, ac de novo etiam sub quacumque posteriori data per pro tempore existentem Senonensem archiepiscopum quodcumque eligendâ concessas, firmasque validas & efficaces esse & fore, suosque plenarios & integros fines & effectus sortiri & obtinere, & ad quos spectat & pro tempore quomodolibet spectabit inviolabiliter & inconcussè observari, sicque & non alias in præmissis omnibus & singulis censeretur, atque ita per quoscumque iudices ordinarios & delegatos, etiam causarum palatii apostolici auditores, ac ejusdem sanctæ Romanæ ecclesiæ cardinales etiam de latere legatos, dictæ sedis nuntios judicari & definiri debere; & si secus super his à quoquam quavis auctoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari, irritum & inane decernimus, non obstantibus præmissis, ac prædicti Lateranensis concilii novissimè celebrati, uniones perpetuas nisi in casibus à jure permissis fieri prohibentis, & voluntate nostrâ prædictâ, aliisque constitutionibus & ordinationibus apostolicis ac prædictæ ecclesiæ Senonensis, nec non aliarum ecclesiarum prædictarum, ac monasterii & ordinis prædictorum etiam juramento confirmatione apostolicâ, vel quavis firmitate aliâ roboratis statutis & consuetudinibus contrariis quibuscumque. Volumus autem quod propter unionem, annexionem & incorporationem prædictas, si illas per te vigore earundem præsentium fieri contigerit, ut præfertur, in monasterio prædicto divinus cultus, ac solitus canonicorum & ministrorum numerus nullatenus minuatur; sed ejus & conventus prædictorum congruè suppor-

K ij

tentur onera consueta. Datum Romæ apud sanctam Mariam-Majorem anno incarnationis Dominicæ M. DC. LXVIII. XVIII. calendas Octobris, pontificatus nostri anno II. *Signées & scellées en plombs & sur le reply est escript: Registrée, ouy & ce requerant le procureur general du roy pour estre executée suivant les lettres patentes & arrest d'enregistrement d'icelles de ce jour. A Paris en parlement le XVII. May M. DC. LXXII. Signé, ROBERT. Ibidem p. 479.*

EXECUTION DE LA BULLE
precedente.

AN. 1670.

NICOLAUS Desmonts presbyter in utroque jure licenciatus, ecclesiæ Laudunensis canonicus præbendatus, curiæ episcopalis Laudunensis officialis judex ordinarius, nec non illustrissimi D. domini Cæsaris d'Estrees episcopi ac ducis Laudunensis parisiæ Franciæ Anisiacique comitis in spiritualibus & temporalibus vicarius generalis, commissarius hac in parte à sanctissimo domino domino nostro papa Clemente IX. deputatus & delegatus, omnibus præsentibus & futuris salutem in Domino. Noverint universi quod visis per nos certis litteris apostolicis seu bullis à præfato sanctissimo domino nostro papa obtentis & nobis directis, sub datum Romæ apud sanctam Mariam Majorem anno incarnationis Dominicæ M. DC. LXVIII. XVIII. cal. Octobris, pontificatus ejusdem sanctissimi domini nostri papæ anno II. signatis in calce variis signis, & supra plicam Broliardus, sigillatisque sub vera bulla plumbea cum cordulis sericeis, nobis quidem exhibitis & præsentatis de & pro parte illustrissimi & reverendissimi domini domini Ludovici - Henrici de Gondrin archiepiscopi ecclesiæ Senonensis, Galliarum & Germaniæ primatis, super unione monasterii de Mont - saint - Martin, Præmonstratensis ordinis, Cameracensis diocesis, vacantis per obitum magistri Petri Payen ejusdem, dum viveret, abbatis commendatarii, & ultimi possessoris pacifici, mensæ archiepiscopali Senonensi cum suppressione tituli dicti monasterii, ob causas in dictis litteris apostolicis latissimè contentas; sententiâ nostrâ diffinitivâ diei ultimæ mensis Julii proximè elapsi super lite mora inter præfatum illustrissimum dominum archiepiscopum actorem ex una parte, & venerabilem abbatem & generalem ordinis Præmonstratensis ac religiosos priorem & conventum

dicti monasterii du Mont-saint-Martin defensores & opposites dictarum bullarum fulminationi ex altera; & adis omnibus ab utraque parte productis: nos officialis judex & executor antedictus sufficienter de veritate contentorum in dictis litteris apostolicis informati, easdemque litteras fulminantes, titulum collativum dicti monasterii du Mont-saint-Martin, & in eodem nomen & denominationem abbatis, jusque ad illud nominandi de expresso regis consensu, auctoritate apostolica nobis commissâ & quâ fungimur in hac parte, suppressimus & extinximus, suppressimusque & extinguimus in perpetuum; nec non mensæ abbatialis ejusdem monasterii fructus cum omnibus & singulis ejusdem mensæ bonis, honoribus, prærogativis, præmiis, jurisdictionibus, officiorum & beneficiorum collationibus, præsentationibus & institutionibus, terris, dominiis, pertinentiis, juribus, obventionibus & emolumentis universis, mensæ archiepiscopali Senonensi perpetuò, de eodem regis consensu & eadem auctoritate apostolicâ univimus, anneximus, & incorporavimus, unimus, anneximus & incorporavimus; sub his tamen conditionibus & cautelis, videlicet quòd deinceps perpetuis futuris temporibus quandocumque & quotiescumque dictæ ecclesiæ Senonensi per obitum aut alio quovis modo vacanti de novo pastore provideri contigerit, omnes & singuli dictæ mensæ abbatialis fructus, redditus & proventus cujuslibet anni post singulam vacationem ad venerabiles decanum & canonicos dictæ ecclesiæ Senonensis, ut illos in capparum & aliorum ornamentorum ecclesiasticorum emptionem & sartionem impendant, pertinere debebunt; demptis tamen ex iis mille libris turonensibus quas pro tempore existenti archidiacono Senonensi majori nuncupato persolvent; & intuitu unionis hujusmodi ac solutionis unionis annuatæ fructuum ut præfertur faciendæ, tam præfatus illustrissimus dominus archiepiscopus Senonensis, quàm decanus & canonici ac archidiaconus ecclesiæ Senonensis prædicti pro se & eorum quolibet successoribusque suis, omnibus & singulis juribus honorificis & utilibus quibuscumque eis & eorum cuilibet forsan competentibus, seu per eos in & super ecclesia Parisiensi, & tribus aliis illi metropolitico jure subiectis, nempe Carnotensi, Meldensi & Aurelianensi, etiam ratione hospitii Senonensis nuncupati in civitate Parisiensi

existentis, quomodolibet & sub quovis prætextu seu causa prætextus renunciare teneantur : cujus quidem renunciatio-
nis actus authenticos illustrissimo & re-
verendissimo domino domino Harduino
de Pereſke Pariſienſi archiepiſcopo intra
tres meſes à die datæ præſentium com-
putandos tradere & conſignare debe-
bunt & tenebuntur ; ac etiam ſub aliis
conditionibus & cautelis latè contentis
in ſupradictis litteris apoſtolicis & noſtra
ſententia diffinitiva diei ultimæ meſis
Juli proximi elapſi, quas quidem inten-
dimus hic haberi pro expreſſis. Quocirca
licebit præſato illuſtriſſimo domino ar-
chiepiſcopo Senonenſi & ſuis ſucceſſori-
bus illuſtriſſimis archiepiſcopis & eorum
cuilibet pro tempore exiſtenti, ſuo &
meſe archiepiſcopalis Senonenſis no-
mine, meſe abbatialis ſupradicti mona-
ſterii fructuum, reddituum, proventuum,
prærogativarum, præminentiarum, ju-
riſdictionum, obventionum, proventio-
num & emolumentorum univerſorum
corporalem realem & actualem poſſeſſio-
nem per ſe vel alium ſeu alios ejus no-
mine propriâ auctoritate apprehendere
& apprehenſam perpetuo retinere, illa-
que locare, diſlocare & arrendare, exi-
gere, percipere, levare, recuperare,
ac in ſuos & meſe archiepiſcopalis Se-
nenſis uſus & utilitatem convertere,
diœceſani loci & cujuſvis alterius licen-
tiâ deſuper minimè requiſitâ ; ſalvis ta-
men & omnino illæſis remanentibus di-
cti monaſterii meſe conventuali, illuſ-
que juribus, & ſatiſfacto priùs omnibus
& ſingulis oneribus juxta concilii Late-
ranenſis noviffimè celebrati aliaſque ca-
nonicas ſanctiones & conſtitutiones apo-
ſtolicas, ad hoc ut propter ſuppreſſio-
nem, unionem, annexionem & incor-
porationem prædictas in dicto monaſterio
divinus cultus ac ſolitus canonicorum &
miniſtrorum numerus nullatenus minua-
tur, ſed ejus & conventus prædictorum
congruè ſupportentur onera conſueti.
In cujus rei fidem præſentes litteras ma-
nu noſtra ſubſcriptas per grapharium no-
ſtrum fieri & ſubſignari, ſigilloque di-
ctæ curiæ episcopalis muniri juſſimus.
Datum Lauduni anno Domini M. DC.
LXX. die meſis Auguſti I. Signé, DES-
MONTS. Et plus bas : MONSIEGNAT, avec
paraphe & ſcél. Ibidem p. 487.

LETTRES PATENTES DU ROY
*Louis XIV. qui ordonne l'enregiſtre-
ment de la bulle cy-deſſus ès regiſtres du
grand conſeil.*

LOUIS par la grace de Dieu roy de
France & de Navarre, à nos amez
& feaux conſeillers les gens tenants noſ-
tre grand conſeil, ſalut. Noſtre amé &
feal conſeiller en nos conſeils, meſſire
Louis-Henry de Gondrin archeveſque de
Sens, primat des Gaules & Germanie,
nous a fait humblement remontrer que
pour l'indemnifier, enſemble le chapitre
& archidiaque de l'églife cathedrale &
metropolitaine de Sens, du préjudice
qu'ils avoient reçu par l'erection de l'é-
glife de Paris en archeveſché, il nous
auroit plu cy-devant de conſentir que le
titre abbatial de l'abbaye du Mont-saint-
Martin fuſt éteint & ſupprimé, & que les
fruits & autres droits appartenans à la
mañſe abbatiale par le partage fait avec
les religieux d'icelle abbaye, fuſſent unis
audit archeveſché de Sens ſous les con-
ditions portées par noſtre brevet du 13.
du mois de May 1664. & que les expe-
ditions de cour de Rome fuſſent pour-
ſuivies ſous noſtre nom ; en confe-
quence de quoy il en a obtenu les bul-
les d'extinction & union cy-attachées
ſous le contre-ſcel de noſtre chancelle-
rie en date du 18. des calendes d'Octo-
bre 1668. l'an ſecond du pontificat de
noſtre ſaint pere le pape Clement IX.
Mais d'autant qu'elles ne peuvent eſtre
executées ſans noſtre permiſſion, il nous
à tres-humblement fait ſupplier de luy
accorder nos lettres à ce neceſſaires. A
CES CAUSES, & qu'ayant fait voir en noſ-
tre conſeil leſdites bulles, il ne ſ'y eſt
rien trouvé de contraire à noſtre in-
tention, ni dérogeant aux droits de noſ-
tre couronne, franchiſes & libertés de
l'églife Gallicane ; vous mandons & or-
donnons par ces preſentés ſignées de
noſtre main, que vous ayez à icelles en-
teriner & faire regiſtrer en vos regiſtres,
pour eſtre executées ſelon leur forme &
teneur, nonobſtant toutes choſes à ce
contraires. Car tel eſt noſtre plaifir. Don-
né à ſaint Germain en Laye le VII. jour
de Mars l'an de grace M. DC. LXXI. &
& de noſtre regne le XXVIII. Signé ;
LOUIS ; & plus bas : Par le roy, COL-
BERT, & ſcél.

Enregiſtrées ès regiſtres du grand con-
ſeil du roy, ſuivant & aux charges por-
tées par l'arreſt ce jourd'huy donné en ice-
K iij

AN. 1671.

luy. A Paris le ix. Septembre M. DC. LXXI.

*ARREST DU GRAND CONSEIL
en consequence des lettres patentes
cy-dessus.*

EXTRAIT DES REGISTRES
DU GRAND CONSEIL.

AN. 1671.

V Eû par le conseil le brevet du roy par lequel est accordé & fait don à l'archevesque de Sens & ses successeurs audit archevesché de Sens de l'abbaye Nostre-Dame du Mont-saint-Martin ordre de Premontré diocese de Cambray, pour estre unie audit archevesché de Sens, chapitre & archidiaconé de ladite eglise, pour les indemniser de la distraction des eveschez de Chartres, Orleans & Meaux & de l'erection de l'eglise de Paris en metropolitaine, aux charges portées par ledit brevet du 13. May 1664. Bulles d'extinction & union de ladite abbaye du 18. des calendes d'Octobre 1668. Sentence de fulmination d'icelles par l'official de Laon du 1. Aoust 1670. Lettres patentes sur icelles du 7. Mars 1671. Arrest du conseil du 15. May audit an, qui ordonne qu'il sera informé de la commodité ou incommodité de ladite union, les archevesques de Sens, de Paris, chapitre & l'archidiaconé de Sens, le general de Premontré, & l'abbé & religieux de ladite abbaye du Mont-saint-Martin dûment appelez. Enqueste faite en consequence à la requeste du procureur general du roy du 23. Juillet audit an, & procez verbal de l'execution dudit arrest du 25. Juin & jours suivans 1671. dans lequel est fait mention du sieur abbé chef & general de l'ordre de Premontré, des religieux, prieur & convent de ladite abbaye du Mont-saint-Martin, & du sieur archevesque de Sens & du chapitre de ladite eglise. Conclusions du procureur general du roy: LE CONSEIL sans arrester audites oppositions a ordonné & ordonne que lesdites bulles & lettres seront enregistrées ès registres du conseil, pour estre executées selon leur forme & teneur, sans préjudice neanmoins des droits pretendus par lesdits abbé de Premontré & religieux du Mont-saint-Martin, archevesque & chapitre de Sens concernant ladite abbaye, pour raison desquels ils se pourvoiront au conseil, ainsi qu'ils aviseront bon estre. Fait audit conseil à Paris le ix. Septembre M. DC. LXXI. Signé, HERBIN. *Ibidem* p. 491.

*AUTRES LETTRES PATENTES
du roy Louis XIV. adressées au parle-
ment de Paris pour la mesme fin.*

AN. 1671.

L OUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à nosamez & feaux les gens tenans nostre cour de parlement de Paris, salut. Voulant definteresser & pourvoir à l'indemnité de l'eglise de Sens pour l'erection cy-devant faite de l'eglise de Paris en metropolitaine, & distraction des eveschez de Chartres, Orleans & Meaux cy-devant suffragans de l'archevesché de Sens, & faire cesser & terminer tous procez & differens meûs & à mouvoir pour raison de ladite erection & distraction, nous avons accordé & fait don au sieur archevesque de Sens & à ses successeurs audit archevesché, de l'abbaye de Nostre-Dame du Mont-saint-Martin ordre de Premontré, diocese de Cambray, pour en estre le titre éteint & supprimé, & la messe abbatiale avec tous les droits & juridictions spirituelles & temporelles, domaines & revenus unis à perpetuité audit archevesché de Sens, aux conditions portées par nostre brevet du 13. May 1664. en consequence duquel ont esté expediées les bulles d'extinction & union cy-attachées sous le contrescel de nostre chancellerie, datrées du 18. des calendes d'Octobre 1668. l'an deuxiesme du pontificat de nostre saint pere le pape Clement IX. Mais d'autant qu'elles ne peuvent estre executées sans nos lettres à ce necessaires. A CES CAUSES, après avoir fait voir à nostre conseil lesdites bulles, & qu'il ne s'y est rien trouvé contraire à nostre intention, ny derogeant aux droits de nostre couronne, franchises & libertés de l'eglise Gallicane, nous vous mandons & ordonnons que ces presentes signées de nostre main vous ayez à entretenir & faire représenter pour estre executées selon leur forme & teneur, nonobstant toutes choses à ce contraires. Car tel est nostre plaisir. Donnée à Versailles le xx. jour de Mars l'an de grace M. DC. LXXII. & de nostre regne le xxix. Signé, LOUIS; & plus bas: Par le roy, COLBERT, & scellé.

Registrées, ouy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, suivant l'arrest de ce jour. A Paris en parlement le xvii. May M. DC. LXXII. Signé, ROBERT. *Ibidem* p. 495.

ARREST,

ARREST DE LA COUR
du parlement en consequence des lettres
patentes cy - dessus.

LETTRES PATENTES
pour l'union des religieuses de sainte
Avoye avec les Ursulines du fauxbourg
saint Jacques.

AN. 1674.

VÊu par la cour les lettres patentes données à Versailles le 24. jour de Mars dernier, signées Louis, & plus bas, par le roy, Colbert, & scellées du grand sceau de cire jaune, par lesquelles & pour les causes y contenues ledit seigneur roy veut & luy plait que les bulles du pape Clement IX. du 18. des calendes d'Octobre 1668. soient enregistrées au greffe de la cour, pour estre executées selon leur forme & teneur, pourveu toutesfois qu'il n'y ait rien de contraire à l'intention dudit seigneur roy, ni dérogeant aux droits de sa couronne, franchises & libertés de l'Eglise Gallicane, & ainsi que le contiennent lesdites lettres à la cour; veu aussi le brevet dudit seigneur roy du 13. May 1664. lesdites bulles du pape du 18. des calendes d'Octobre 1668. arrest de la cour du 11. Avril dernier, par lequel auroit esté ordonné qu'avant proceder à l'enregistrement desdites lettres, elles seroient communiquées à l'archevesque de Sens pour y dire ce que bon luy sembleroit; procez verbal de communication d'icelles fait par Maffon huissier audit archevesque de Sens du 20. dudit mois d'Avril; acte de sommation de fournir moyens d'empeschement ou consentir ledit enregistrement, du 28. dudit mois; moyens d'empeschement fournis par ledit archevesque de Sens le 3. du present mois de May, & autres pieces par luy produites pour justifier lesdits moyens; conclusions du procureur general du roy; ouy le rapport de M. Jacques de Geniés conseiller: tout considéré, la cour a ordonné & ordonne que lesdites lettres soient enregistrées au greffe de la cour, pour estre executées selon leur forme & teneur, sauf à l'archevesque de Sens de se pourvoir pardevers le roy pour l'indemnité par luy pretendue, ainsi qu'il avisera bon estre. Fait en parlement le XVII. May M. DC. LXXII. Signé, ROBERT. *Ibidem* p. 497.

AN. 1621.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre; à tous presens & advenir, salut. Comme nos predecesseurs rois, par un grand zele & affection à l'observance de la discipline reguliere, pour la plus grande gloire de Dieu, manutention & accroissement de la vraye religion catholique, apostolique & Romaine, auroient voulu & ordonné que tous religieux seroient tenus eslire une regle certaine, & se reduire à quelque congregation d'ordre certain en ce royaume, en laquelle congregation seroient dressez statuts, & commis visiteur pour executer, garder & observer ce qui auroit esté arresté, sans faire aucun prejudice à la juridiction ordinaire des prelats; aussi de l'observation & execution de ces ordonnances seroit ensuivi un effer admirable; tant en la fondation de plusieurs convents & monasteres de religieux & religieuses, qu'en la reformation & reduction des anciens, & spécialement au mois de Decembre 1621. de la mere & sœurs de la maison & chapelle de sainte Avoye en la paroisse de saint Mederic à Paris, lesquelles se seroient reduites, associées & aggregées à la congregation des religieuses de sainte Ursule sous la regle & ordre de saint Augustin, dès longtemps fondées & establies au fauxbourg saint Jacques de ladite ville de Paris, par nostre autorité & lettres parentes verifiées en nostre cour de parlement & par tout ailleurs où besoin a esté; pour y prendre l'habit, faire l'an de noviciat & probation, & iceluy passé, la profession & vœux ordinaires & accoustumez, garder ladite regle, statuts, constitutions & ordonnances de la maison & convent de sainte Ursule audit fauxbourg saint Jacques, par concordat & traité fait entre le curé de ladite paroisse de saint Mederic patron & fondateur de ladite maison & chapelle de sainte Avoye, (avec reservation expresse pour luy & pour ses successeurs curez à perpetuité, de ses droits de fondation & patronage, suivant ledit concordat) & lesdites mere, & sœurs de ladite maison & chapelle de sainte Avoye, & les superieurs & superieures & religieuses de ladite maison de sainte Ursule au fauxbourg saint Jacques;

hemologué par feu nostre cousin le cardinal de Rets evesque de Paris sous l'autorité de nostre saint pere le pape & la nostre. A CES CAUSES, après avoir fait voir en nostre conseil ledit traité & concordat & emologation d'iceluy, attachez sous le contre-scel des présentes, & qu'en iceux n'a esté trouvé aucune chose contraire ou aucunement préjudiciable aux saints decrets & constitutions canoniques, droits de l'eglise Gallicane, loix & ordonnances de nostre royaume; nous de pleine puissance & autorité royale, avons iceluy traité & concordat agréé, approuvé & confirmé, agréons, approuvons & confirmons, pour de tout le contenu en iceluy jouir par lesdites religieuses de la congregation de sainte Ursule esdites deux maisons & convents de sainte Ursule & sainte Avoie, unis & agreggez sous ladite congregation de sainte Ursule, regle & ordre de saint Augustin, & posséder les biens & revenus, tant de leur ancienne fondation, que de la nouvelle, de mil livres de rente, faite au profit de ladite maison de sainte Avoie en faveur dudit traité & concordat par la demoiselle de sainte Beuve, au nom & sous le benefice de la demoiselle Feydeau sa niepce, & accepter toutes autres fondations, dons & aumosnes qui pourroient estre faites cy-après aux susdites deux maisons ou l'une d'icelles, soit en la faveur de ladite reduction, aggregation & union, ou autrement, sans préjudice desdits droits de fondation & patronage desdits curez de saint Mederieq, en ladite maison & chapelle de sainte Avoie, & de la juridiction de l'archevesque de Paris. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostredite cour de parlement, chambre de nos comptes, president & tresoriers generaux de France, prevost de Paris ou son lieutenant, & tous autres nos justiciers & officiers qu'il appartiendra, que ces présentes ils ayent à entheriner, faire lire & registrer & du contenu en icelles facent, souffrent & laissent jouir pleinement & paisiblement lesdites religieuses de sainte Ursule esdites deux maisons & convents unis, faisant cesser tous troubles & empeschemens au contraire. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre nostre scel à cesdites présentes. Données à Paris au mois de Fevrier l'an M. DC. XXIII. & de nostre regne le XIII. *Pris sur une copie.*

LETTRES PATENTES DU ROY
*Louis XIII. portant établissement d'une
 chambre de justice à Paris pour la recherche
 des abus commis dans les finances.*

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous présents & à venir, salut. Nous avons reçu & recevons journellement de si grandes plaintes par nos sujets de tous les ordres & de toutes les provinces de cet estat, mesme par frequents & reiterées remontrances de nos cours souveraines, des abus & malversations commises au faict de nos finances par nos officiers employez au manienement & administration d'icelles, & que la licence de les commettre est si grande, qu'elle se rend commune & quasi publique, comme si c'estoit du droit des charges d'y profiter par toutes les voyes indirectes que l'avarice & la convoitise peuvent excocter: que les grandes & prodigieuses acquisitions desdits officiers, les elevemens de leurs maisons, l'eclat & la splendeur de leurs familles semblent étouffer la dignité des meilleures & plus anciennes, & s'elever mesme par dessus les plus grands de nostre royaume; outre la ruine & la corruption des mœurs que ce pernicieux exemple cause à plusieurs de nos autres sujets qui se laissent aisément emporter au desir du luxe & des superfluités qu'ils y voyent, & de rechercher les moyens d'acquiescer en peu de temps de semblables richesses. Ce qui est d'autant plus sensible, que c'est à la veüe des afflictions de nostre peuple gemissant sous le faiz de leurs exactions, & de nos bons serviteurs, qui ayant employé leurs peines & travaux, mesmes leur sang, & hazardé leurs vies pour nostre service, sont contraints de perdre la meilleure partie, non-seulement des dons & recompenses que nous leur faisons, mais aussi des salaires & appointemens que nous leur donnons, pour en recevoir ce qu'il plaist à l'insatiable cupidité de plusieurs qui leur en doivent faire le payement, dont la depense ne laisse pas d'estre portée entierement sur le fonds de nos finances: A quoy l'on adjoute encores les fraudes, déguisemens & autres inventions de pecular, si couvertes qu'il semble que la malice ait surpassé toute la puissance de la justice, & qu'au scandale manifeste des larrecins publics, ceux qui les commettent triomphent insollement, comme assurez dans une entiere

tiere innocence, par la confiance qu'ils prennent au secret & subtilité de leurs fraudes. Ce que nostre conscience & l'obligation de nostre sceptre ne nous permet de dissimuler plus longtems, pour n'accroistre la hardiesse par l'impunité, & ne confirmer la malice par une plus longue souffrance en la coustume d'en user. A CES CAUSES, après avoir fait mettre cette affaire en deliberation en nostre conseil, auquel estoit la royne nostre très-honorée dame & mere, aucuns princes de nostre sang, autres princes, officiers de nostre couronne, & seigneurs de nostre conseil, de l'avis d'iceluy & de nos certaine science, pleine puissance & autorité royale, nous avons erigé & estably, & par ces presentes signées de nostre main, érigeons & establissions une chambre de justice composée des officiers de nos cours souveraines qui seront nommez par nous, pour seoir en la chambre diste du conseil, lez nostre chambre des comptes à Paris, & estre par eux procedé sans aucune intermission ny discontinuation à l'instruction & jugement des procez civils ou criminels, & autres differens meüz & à mouvoir à la requeste de nostre procureur en ladite chambre de justice ou autres, pour raison desdites malversations commises depuis le dernier jour de Septembre 1607. contre nos officiers des finances, leurs clercs, commis & autres qui ont vacqué & travaillé soubz eux, & ceux qui ont eu la charge & maniment des levées extraordinaires pour l'entretenement des gens de guerre, reparations, fortifications, munitions de guerre, vivres & autres generalement quelconques, sans aucun excepter ni reserver; & juger lesdits procez souverainement & en dernier ressort au nombre de dix pour le moins, pour le regard des jugemens definitifs, & au nombre de sept pour tout ce qui concerne l'instruction desdits procez & arrests interlocutoires servans à icelle. Voulons que les jugemens qui seront par eux donnez audit nombre, soient de pareille force & vertu que les arrests de nos autres cours souveraines: leur attribuant pour cet effect, privativement à tous autres juges & officiers, la cognoissance & jugement desdits abus & malversations, circonstances & dependances, contre tous nos sujets qui s'en trouveront coupables, de quelque estat, qualité ou condition qu'ils soient, & en quelque lieu ou province de nostre royaume, pays, terres & seigneuries de no-

Tome II. Part. II.

stre obeissance qu'ils soyent demeurans: laquelle nous avons interdite à toutes nos cours de parlement, chambres de nos comptes, cours de nos aydes & autres juges & officiers quelconques. Avons évoqué & évoquons à nous & à nostre conseil, tous procez & differens meüz & à mouvoir pour raison desdits abus & malversations, circonstances & dependances d'icelles, pendans en nosdites cours de parlement, grand conseil, chambres des compres, cours des aydes & autres juridictions, en quelqu'estat qu'ils soient, tant en premiere instance que par appel: lesquels ensemble ceux qui sont de present pendans ou seront meüz cy-après en nostre conseil d'estat & privé par requeste, evocation ou autrement, nous avons renvoyez & renvoyons en ladite chambre de justice, pour y estre jugez & decidez souverainement & en dernier ressort, comme dit est. Et d'autant que la preuve & verification desdits abus & malversations par la nature & qualité du crime est très-difficile, à cause des deguisemens, fraudes, simulations & suppositions, & qu'il est mal-aysé d'en tirer les vrayes & necessaires preuves, si ce n'est par les delations de ceux qui en ont esté les ministres, lesquels toutesfois à raison de la complicité du crime pourroient en craindre & apprehender la peine, estant beaucoup plus utile, plus raisonnable & plus expedient au public d'exempter & descharger de la peine quelques particuliers, ainsi qu'il a esté fait par nos predecesseurs en autres & semblables cas, pour avoir par leur moyen cognoissance & revelation des crimes si importants, que par une trop exacte severité perdant les moyens de la descouvrir, donner à tous l'impunité du passé & la licence à l'advenir: nous avons de nostre dite pleine puissance & autorité royale donné & octroyé, donnons & octroyons par ces presentes, grace & abolition à celui ou ceux des complices ou coupables des faits & cas susdits, lesquels auparavant qu'en estre accusez & prevenus, viendront à reveler les fautes par eux & leurs complices faites & commises, & donneront à nostre procureur en ladite chambre memoires, charges & instructions suffisantes pour la preuve & conviction d'icelles. Donnons aussi & octroyons pareille abolition aux coupables desdites fautes, qui auparavant que d'en estre prevenus, se défereront eux-mesmes, & feront restitution de ce qui

aura esté mal prins, selon que par les juges de ladite chambre il sera jugé devoir estre fait, & verifient les fautes faites par leurs complices. Et afin d'in-
viter nos autres bons subjects d'ayder à esclaircir la verité des faits & cas susdits dont le crime & l'accusation est publique, important non seulement à nous, mais au general & particulier de nos subjects: nous ordonnons à ceux qui se voudront rendre & declarer delateurs & denonciateurs de tels crimes, pour recompense & satisfaction des fraiz qu'il leur conviendra faire, peines & vacations, le fixiesme des amendes & condamnations qui nous seront adjudgées, ou qui proviendront de leurs denonciations en quelque sorte & maniere que ce soit, lequel nous voulons & entendons leur estre payé par preference sur les deniers qui proviendront de leursdites denonciations, par le receveur qui sera par nous commis à la recette d'iceux, sauf à nos juges en ladite chambre d'ordonner autres & plus grandes recompenses ausdits denonciateurs ou autres personnes, selon la diligence, qualité & circonstances de leur advis & du service qu'ils nous y auront rendu: sans que nostre dit procureur en ladite chambre puisse estre poursuivy ou contraint de déclarer lesdits denonciateurs, advenant qu'aucun des accusez pour raison des cas susdits, circonstances ou dependances fust abfous des faits à eux imposez, nonobstant l'article de l'ordonnance d'Orleans auquel pour cet effect nous avons derogé & dérogeons par ces presentes. Voulons aussi qu'il soit fait restitution à ceux qu'il appartiendra, des sommes de deniers qui se trouveront & verifient avoir esté induëment exigez d'eux, ensemble des cedules & obligations feintes & simulées, ainsi qu'en l'un & l'autre cas nosdits juges verront estre à faire par raison. Et d'autant que pour la verification desdits crimes & abus il sera souvent besoin d'avoir communication des comptes rendus & qui se rendront cy-après durant la seance de ladite chambre, ensemble des acquits & pieces rapportées sur iceux, qui sont des chambres de nos comptes, & autres pieces & actes estans aux greffes de nos cours de parlement, grand conseil, cours des aydes, bureaux de nos tresoriers de France, baillages, seneschauflées, élections & autres nos justices, lieux & endroits; nous mandons & ordonnons aux gens de nosdites cours de parlement, grand conseil,

chambres de nos comptes, cours des aydes, tresoriers de France, baillifs, seneschaux, esleüs & tous autres nos juges & officiers, leurs greffiers, clerks ou commis, gardes des sacs ou registres, de faire ausdits juges & autres qui seront par nous ou par eux commis & subdeleguez, & à nostre procureur en ladite chambre, en estant requis, ouverture de leurs chambres & greffes, & leur bailler & administrer tous registres, comptes, livres, liasses, acquits, papiers & autres pieces que besoin sera, sans y faire difficulté. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les gens tenans nostre cour de parlement, chambre de nos comptes & cour des aydes à Paris, chacun en droit soy, faire enregistrer ces presentes, & le contenu en icelles garder, observer & entretenir, sans souffrir qu'il y soit contrevenu en aucune maniere que ce soit. Mandons à nos baillifs, seneschaux, prevost de nostre hostel & grand prevost de France, prevosts de nos chers & bien amez cousins les mareschaux de France, & tous autres nos justiciers, officiers & sujets, & à nos huissiers ou sergens, obeir aux jugemens & arrests des juges de ladite chambre, & mettre à execution tous decrets & ordonnances émanées d'eux, quand & ainsi que par eux leur sera ordonné; sans pour ce demander congé, permission, placer, visa ne pareatis, nonobstant tous edicts, ordonnances, mandemens, défenses & lettres à ce contraires. Car tel est nostre plaisir. En tesmoin de quoy nous avons fait mettre nostre scel à cesdites presentes. Donné à saint Germain en Laye au mois d'Octobre l'an de grace M. DC. XXIV. & de nostre regne le xv. Signé, LOUIS; & sur le reply: Par le roy, DE LOMENIE. Et scellé du grand sceau de cire verte sur lacs de soye rouge & verte.

Registrées, ouy le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur. A Paris en la chambre des vacations, suivant les lettres de relief d'adresse du 21. Octobre, le XXIII. dudit mois d'Octobre M. DC. XXIV. Signé, DU TILLET.

Leüs, publiées & registrées en la chambre des comptes, ouy & ce requerrant le procureur general du roy, à la charge que la communication des comptes & acquits estans en ladite chambre, sera faite par les officiers d'icelle, les deux bureaux assemblez le XXIV. jour d'Octobre M. DC. XXIV. Signé, GABELIN.

Leüs

Leuës, publiées & registrées, oüy sur ce le procureur general du roy, pour avoir lieu & estre executées selon leur forme & teneur : sans toutesfois que l'évocation portée par icelles, puisse estre tirée à consequence pour l'advenir, au préjudice de la jurisdiction attribuée à ladite cour par les ordonnances, suivant l'arrest du jourd'huy. Donné à Paris, les chambres assemblées en la cour des aydes, le xxv. d'Octobre M. DC. xxiv. Signé, DU PUY, par ordonnance de la cour *Pris sur l'imprimé dans un recueil de diverses pieces du mesme temps, à la bibliotheque de S. Germain des Pres.*

COMMISSION DES Juges
& officiers de la mesme chambre.

AN. 1624.

L OUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre; à nos amez & feaux conseillers en nostre conseil d'estat, maistres Henry de Mesme president en nostre cour de parlement de Paris, & Jubert sieur du Thil president en nostre chambre des comptes à Paris, maistres Favier, Faulcon, Laisné, le Fèvre & de Lezeau maistres des requestes ordinaires de nostre hostel; & à nos amez & feaux conseillers maistres Pinon conseiller en ladite cour, Cambaras conseiller en nostre cour de parlement de Tholose, Joumaron conseiller en nostre cour de parlement de Grenoble, Fayac conseiller en nostre cour de parlement de Bordeaux, Firot Barin conseiller en nostre cour de parlement de Dijon, Bouchart conseiller en nostre cour de parlement de Rouën, Touron conseiller en nostre cour de parlement d'Aix, & Martigny conseiller en nostre cour de parlement de Rennes, maistres Longueuil & Lescuyer maistres ordinaires en nostre chambre des comptes à Paris; & maistres Turpin & Cottel conseillers en nostre cour des aydes en ladite ville, salut. Par nos lettres patentes du present mois nous avons erigé & establi une chambre de justice, pour seoir en la chambre dite du conseil, lez nostre chambre des comptes à Paris, pour vacquer à la recherche & punition des abus & malversations commises au fait de nos finances, selon qu'il est plus au long porté par nosdites lettres; pour l'exécution desquelles estant besoin de commettre des personnes capables & affectionnées au bien de la justice, à plein confians de vos sens, suffisance, experience, probité & integrité, nous

vousavons commis & deputéz, com-mettons & deputons par ces presentes, & ceux de vous qui attendant que tous les autres soyent assemblez se trouveront au nombre de dix, ensemble nostre amé & feal conseiller en nostre conseil d'estat & president en la cour des aydes maistre René de Maupeou, pour nostre procureur general en ladite chambre, & maistre Lamy auditeur en ladite chambre des comptes, pour greffier en icelle: pour à la requeste de nostredit procureur general ou autres proceder à ladite recherche & punition, instruire civilement ou criminellement en premiere instance, par vous ou l'un de vous que vous commettrez à cette fin, & juger au nombre de dix pour le moins pour les jugemens diffinitifs & d'inflictions de peines ou tortures, & au nombre de sept pour le regard des instructions & arrests interlocutoires servans à icelles, toutes causes & differens meüz & à mouvoir, instruits & à instruire, concernans lesdites fautes & malversations portées par nosdites lettres; & vous ordonnons de proceder à l'encontre de ceux qui se trouveront coupables, de quelque qualité & condition qu'ils soient, ainsi que vous adviserez en vos consciences estre à faire, & y vacquer sans intermission ni discontinuation, nonobstant le service que vous estes tenus nous rendre es compagnies esquelles chacun de vous est establi, duquel nous vous avons dispensé & dispensons, & vous permettons de des-emparer lesdites compagnies, ausquelles neantmoins nous voulons que vous soyez tenus & reputiez presens. Voulons que les jugemens & arrests qui seront par vous donnez, soyent de telle force & vertu & ayent pareil effect que s'ils avoient esté donnez par nos cours souveraines, lesquels à certe fin nous avons validez & autorisez, validons & auctorisons par ces presentes, pour estre executez contre toutes sortes de personnes, nonobstant oppositions ou appellations quelconques: vous attribuant pour cet effect, privativement à tous autres nos juges souverains, ordinaires ou commissaires, la cognoissance & jugement desdits crimes, abus & malversations contre tous ceux qui s'en trouveront coupables, de quelque estat, qualité ou condition qu'ils soient, & en quelque lieu ou province de cestuy nostre royaume, pays, terres & seigneuries de nostre obéissance qu'ils soient demeurans; laquelle nous avons interdite & interdisons à toutes

nos cours de parlement, grand conseil, chambres des comptes, cours des aydes & autres juges quelconques. Permettons à chacun de vous de se transporter par toutes les provinces & generalitez de ce royaume, pays, terres & seigneuries de nostre obeïssance, pour informer & instruire jusques à jugement diffinitif exclusivement, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, tous procez & instances concernans les fautes & malversations fuidites, pour estre par vous jugez, comme dit est; clorre la main aux comptables, s'il est nécessaire pour nostre service, & commettre en leurs places & charges des personages resleans & solvables, en nous en donnant avis, commettre & subdeleguer tels juges que vous adviserez bon estre, pour l'instruction desdits procez, avec pareil pouvoir que celui qui vous est attribué pour le regard de ladite instruction: lesquels commissaires par vous subdeleguez ou envoyez par les provinces, ou ceux que nous y deputerons directement, vacqueront diligemment à ladite recherche, & procederont à l'encontre des coupables, mesme par emprisonnement de leurs personnes & saisie de leurs biens, s'il y eschet, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles; & passeront outre jusqu'à sentence diffinitive & execution d'icelle inclusivement pour les cas qui n'excederont la somme de quinze cens livres, appellans avec eux six de nos officiers ou autres gradez; & pour les cas qui n'excederont la somme de six cens livres, les jugemens par eux seuls donnez seront executoires par provision, nonobstant l'appel, sans prejudice d'iceluy; & pour tous autres cas excédans ladite somme de quinze cens livres, civils ou criminels, ils passeront outre à ladite instruction jusqu'à sentence diffinitive exclusivement, nonobstant oppositions ou appellations quelconques & sans prejudice d'icelles, dont ils enverront les procez instruits, clos & scellez & actes nécessaires, au greffe de ladite chambre de justice: fors toutesfois pour les jugemens de tortures, pour lesquels ils deféreront à l'appel, soit que les jugemens soient donnez en compagnie de nos officiers, ou par les commissaires seuls. Voulons que les causes de recusations qui pourront estre proposées contre les commissaires par nous ou par vous envoyez ou subdeleguez par les provinces, ensemble la cognoissance & jugement des oppositions & appella-

tions qui pourront estre interjetées desdits commissaires, ou de ceux que nous pourrons commettre & subdeleguer, soient jugées, relevées & décidées pardevant vous en toute souveraineté, & privativement à toutes nos cours & autres juges, ausquels nous en avons à cet effect interdit & interdisons toute jurisdiction & cognoissance. De ce faire vous avons donné & donnons plein pouvoir, autorité, commission & mandement special. Mandons & commandons aux gens de nosdites cours de parlement, grand conseil, chambres de nos comptes, cours de nos aydes & monnoyes, tresoriers generaux de France, baillifs, seneschaux, prevost de nostre hostel & grand prevost de France, visbaillifs & vissemechaux prevosts de nos chers & bien amez cousins les mareschaux de France, eleüz & geolliers en tous lieux & ressorts; & chacun en droit soy, & à tous nos autres officiers & justiciers qu'il appartendra, que à vous en ce faisant soit obey; & à tous lesdits prevosts, leurs lieutenans & archers, nos huissiers, sergens & tous autres que besoin sera, de mettre à execution vos decrets, ordonnances, jugemens & arrests, & autres choses dependans du fait de ladite chambre, quand & ainsi que par vous leur sera ordonné, sans pour ce demander congé, permission, placet, visa ne pareatis. Car tel est nostre plaisir, nonobstant tous edits, ordonnances, restrictions, mandemens, défenses & lettres à ce contraires. Donné à S Germain en Laye le xxiv. jour d'Octobre l'an de grace M. DC. xxiv. & de nostre regne le xv. Signé, LOUIS; & plus bas: Par le roy, DE LOMENIE. Et scellé du grand sceau de cire jaune à simple queue.

Leüz, publiées & registrées en la chambre de justice, ouy & ce requerant le procureur general du roy en icelle, monseigneur le chancelier y seant, le xxx. Octobre M. DC. xxiv. par moy conseiller-secretaire du roy de ses finances & conseil privé. Signé, LE TENNEUR. Ibidem.

Par commission speciale du 29. registrée le 30. du mesme mois d'Octobre 1624. Le sieur Gayant conseiller au parlement & president aux enquestes est commis & député pour l'un des juges de la mesme chambre. Ibidem.

ARREST DE LA CHAMBRE de justice portant defences aux financiers de transporter leurs deniers & biens hors de Paris & du royaume, &c.

chambre de justice le xxx. & dernier jour d'Octobre M. D.C. XXIV. Signé, LAMY. *Ibidem.*

LETTRES PAR LESQUELLES Jean-François de Gondy premier archevêque de Paris consent à l'establissement des peres de la Doctrine Chrestienne.

AN. 1624

VEU par la chambre de justice la requête présentée par le procureur general, tendant à ce que pour les causes & considerations y contenues, il luy fust permis de faire informer par le premier des juges d'icelle sur ce requis, du transport fait par plusieurs financiers de leurs deniers hors le royaume par lettres de change & autres voyes indirectes, & defenses à eux faites de transporter leursdits deniers & biens, & à tous banquiers & autres leur delivrer lettres d'eschange, ny leur ayder ausdits transports en quelque sorte & maniere que ce soit; & où ils en seroient requis, qu'ils ayent à en advertir ledit procureur general; & tout considéré: LA CHAMBRE a ordonné & ordonne que par le premier des juges d'icelle il sera à la requête du procureur general informé du transport prétendu fait par aucuns officiers de finances, leurs clerks, commis & adherans, de leurs deniers & biens hors la ville de Paris & du royaume. Fait inhibitions & defenses aux dessusdits de faire aucun transport de deniers & de leurs biens hors de ladite ville & du royaume, à peine de la vie, & à toutes personnes de leur prester leurs noms pour passer contracts de vente, acquisitions de terres, constitutions de rentes, cedules, promesses & obligations, ne receler leurs biens, meubles & papiers. Enjoint à toutes personnes de quelque estat, qualité & condition qu'ils soient, qui auront favorisé tels desguisemens simulez, contracts & recelemens, & presté leurs noms à cet effect, & baillé promesses ou contre-lettres, de le déclarer au greffe de ladite chambre dans quinzaine, à peine du quadruple & d'estre punis comme complices. Fait defenses à tous banquiers de delivrer aucunes lettres de change excédant la somme de 3000. livres à quelque personne que ce soit, sans exprès commandement de sa majesté, ou permission de l'un des juges de ladite chambre ou procureur general, sous les mesmes peines, jusqu'à ce qu'autrement en air esté ordonné. Et sera le present arrest publié à son de trompe & cry public par les carrefours de cette ville de Paris & fauxbourgs, & affiches d'iceluy mises es lieux & endroits accoustumez. Fait & ordonné en ladite

JOANNES Franciscus de Gondy Dei & sanctæ sedis apostolicæ gratiæ archiepiscopus Parisiensis, Christianissimi domini nostri regis Galliarum & Navarræ Ludovici decimi tertii in ejus statutis & sanctioribus consiliis consiliarius, nec non magnus capellæ regię magister, omnibus præsentis litteras inspecturis & audituris, salutem in Domino. Cum ad salutem æternam omnibus Christi fidelibus admodum necessarium sit præcipua Christianæ doctrinæ capita & scire & intelligere, ideo summam olim sancti patres diligentiam adhibuerunt, ut omnes ac singuli Christi fideles in fidei Christianæ præceptorum institutione erudirentur. Hoc ipsum ut fieret, multa concilia cum Tridentino, peculiari Spiritus Sancti afflatu, universis episcopis & animarum rectoribus studiosissimè commendarunt. Nihilominus tamen perhonorificum hoc docendi genus, Christianorum incuriâ, dæmonum qui fructum animarum quibuscumque possunt modis, impedire moliuntur fraudibus, falsâ denique hominum opinione, puerile visum est, abjectum & summis doctoribus Christianis quodam modo indignum. Hinc factum est ut plerique ea quæ ad salutem necessaria sunt ignorantes, paulatim in gravissima peccata inciderint, & in illis obfirmato animo obdurerint, & nonnulli fide Christiana deficientes in varios errores, inde etiam hæreses miserrimè prolapsi fuerint. Hæretici ipsi, ut plebem pravis suis erroribus imbuant, hujusmodi catecheses, easque breves & familiares instituere, & de iis libellos in lucem edere perutile esse judicarunt; qui cum pietatis speciem præ se ferrent, incredibile est quam facile incautos simplicium animos deceiverint. Quibus tantis malis Deus optimus maximus mederi volens, ut pia sanctorum patrum Christianos fidei documentis erudiendi consuetudo revocetur, & catholici omnes totius regni Galliæ in ecclesiæ catholicæ, apostolicæ & Romanæ unitate contineantur, & in antiquâ pietate & probis moribus conserventur; inspiravit non multis ab hinc annis reverendo patri Cæsari de

AN. 1626.

Bus, virò eximie pietatis, cujus memoria est in benedictione, ut Avenione novam iniret congregationem sacerdotum, qui in explicandis populo Christianæ fidei præceptis toto pectore incumberent. Placuit hoc summo pontifici Paulo quinto, & mirificè laudavit prædictum *de Bus*, quem vocat in sua bulla primum parentem & institutorem hujus, ut ipse ait, sanctissimi instituti. Voluit insuper in eadem bulla Romæ concessa anno Christi millesimo sexcentesimo decimo sexto hos Doctrinæ Christianæ patres, eorumque successores in perpetuum, suum retinere institutum docendi doctrinam Christianam, parvam, mediocrem & magnam, juxta laudabilem eorum consuetudinem, eamque inviolabilem servare, tum in iis domibus quas nunc possident, tum in iis quas in posterum in toto regno Galliæ possidebunt. Et licet prædictus pontifex, felici hujus congregationis statui & augmento consulens, eam congregationem congregationi clericorum regularium congregationis Somaschæ univert; nihilominus tamen Christianissimi regis Francorum & Navarrae & regni Galliæ amantissimus pontifex, clericorum regularium hujus congregationis patrum Doctrinæ Christianæ regimen & gubernationem in toto regno Galliæ, in domibus tam acquisitis, quam acquirendis, voluit & decrevit penes superiores Gallos retineri. Accesserunt etiam litteræ Christianissimi regis Francorum & Navarrae Ludovici decimi tertii anno millesimo sexcentesimo decimo concessæ, quibus hanc congregationem patrum Doctrinæ Christianæ antè prædictam unionem in Galliarum regno, & præsertim in Burdigalensi, Tholosana, & Brivensi civitatibus, suas habere sedes firmas & stabiles voluit. Accessere insuper aliæ ejusdem Christianissimi regis litteræ post prædictam unionem, anno millesimo sexcentesimo decimo septimo concessæ, quibus dictam unionem juxta bullam à prædicto summo pontifice pro toto regno Galliæ editam, pro sua clementia & summa in Christianam rempublicam pietate approbavit. Quæ cum ita se habeant, & necessitas docendi in hoc Galliarum regno Christianæ fidei præcepta, nobis probè nota sit, idque hi patres non ad libitum, ut nonnulli alii, sed aded peculiari instituto à summo pontifice approbato, ad hoc munus tam honorificum tamque utile omnibus hujus regni incolis vocati præstent, idque jam à multis

annis in celeberrimis regni hujus urbibus magna cum laude, virtutum fama & animarum fructu, ut ab illustrissimis & reverendissimis cardinalibus & archiepiscopis florentissimis hujus regni, & omnium ordinum hominibus fide dignissimis accepimus, dignè præstiterint; non videtur rationi consentaneum tam utiles operarios natione, voto & professione Gallos, à Deo optimo maximo in Galliæ utilitatem missos repellere, imò potius eos in partem sollicitudinis nostræ pastoralis admittere, & sanctissimis eorum votis satisfacere æquum judicavimus. Quare eos in hac civitate Parisiensi totius orbis Gallici capite vel in ejus suburbis domum & ecclesiam habere volumus, eosdemque prius à nobis vel vicariis nostris examinatos & approbatos in ea ecclesia sacramenta poenitentiae & eucharistiæ populo administrare, sacras ad populum conciones habere, & in suscepto tradendæ doctrinæ Christianæ instituto se occupare; in aliorum verò ecclesiis civitatis & diocesis nostræ Parisiensis, cum parochorum vel superiorum locorum consensu, eadem præstare permitimus, & eisdem prædicta omnia faciendi licentiam concedimus & facultatem impertimur. In quorum fidem & testimonium has præsentēs litteras per magistrum Joannem Baudouin in jure canonico licentiarum publicum autoritate apostolicâ curiæque archiepiscopalis Parisiensis notarium juratum & archiepiscopatus nostri Parisiensis secretarium ordinarium fieri & signari, sigillique cameræ nostræ fecimus & jussimus appenditione communiri. Datum Parisiis anno Domini millesimo sexcentesimo vigesimo sexto, die sacro sancti Augustini, vigesimo octavo mensis Augusti. Signé, J. F. arch. primus Parisiensis. Et au dessous De mandato præfati illustrissimi reverendissimi domini mei, domini Parisiensis archiepiscopi. BAUDOUYN. & à côté, DE GUYARD, vicarius generalis; sigillentur. Collationné à l'original en papier, ce fait rendu, par les conseillers du roy notaires soussignez, ce jourd'huy 11. May M. DC. LXXXI. Signé, DE TROYES & BELLANGER, avec paraphes. Pris sur l'imprimé en papier timbré, signé de la main desdits notaires.

LETTRES PATENTES DU ROY

Louis XIII. qui rendent la dignité abbatiale de sainte Genevieve du Mont elective de trois ans en trois ans, en faveur de la reforme.

AN. 1626.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre; à tous presents & advenir, salut. Nostre cher & bien amé cousin le cardinal de la Roche Foucault grand aulmosnier de France nous a fait remontrer qu'ayant esté nommé par nous à l'abbaye de sainte Genevieve du Mont en nostre bonne ville de Paris, vacante par le deceds de feu messire Benjamin de Brichanteau evesque de Laon & abbé de ladicte abbaye, & suivant l'intention avec laquelle nous l'avons nommé, qui est de proceder par luy le plus promptement que faire se pourra, à la reformation & retablissement de la discipline reguliere relaschée depuis plusieurs années audict monastere, incontinent après avoir receu ses provisions, avec pouvoir & auctorité en tout ce qui concerne le spirituel & temporel de ladicte abbaye, & en vertu d'icelle pris possession, sa premiere pensée a esté de satisfaire à nostredicte intention, tant pour le respect d'icelle, que pour l'obligation de sa conscience, pour la gloire de Dieu, bien de son eglise, de la religion catholique, apostolique & Romaine, & de cet estat, qui recoivent beaucoup de lustre & d'aide par les prieres, bonnes mœurs, vie exemplaire & autres saintes exercices des bons religieux, & pour l'honneur de la sainte vierge Genevieve, les reliques & memoires pretieuses de laquelle sont en celebre veneration en l'eglise de ladicte abbaye, & pour l'edification & consolation publique de nostre ville de Paris, qui reconnoist cette sainte pour sa patronne, & y recourt si utilement en ses necessitez; & avoir déjà donné quelque bon commencement à cet œuvre. Mais que pour bien establir ladicte reformation, & la rendre plus ferme & stable, & retrancher pour l'avenir toutes les occasions à la relaxation de la discipline reguliere, il jugeoit necessaire que la dignité d'abbé fust cy-après rendue elective, & exercée de trois ans en trois ans par ceux qui y seront esleuz après son deceds ou demission volontaire. Sur quoy nous, ces choses considerées, desirans contribuer ce qui est de nostre pouvoir, affin que ladicte reformation puisse estre bien estable en

ladicte abbaye de sainte Genevieve, dont la devotion & veneration est si grande en nostre bonne ville de Paris, & qu'à l'advenir ce bien ne puisse estre destourné ne diverty; de l'avis de nostre conseil, & de nostre grace speciale, pleine puissance & auctorité royale, par ces presentes signées de nostre main, nous avons dict & déclaré, disons & déclarons & ordonnons en faveur de ladicte reformation, que doresnavant après le deceds ou demission volontaire de nostredict cousin à present abbé de ladicte abbaye, ladicte dignité d'abbé sera elective de trois ans en trois ans; qu'en ladicte election n'assisteront que les religieux qui auront accepté ladicte reformation, & vivront en l'entiere observance d'icelle; & ladicte election sera faite par eux de telle personne professe dudit monastere vivant en ladicte reigle & reformation, qu'ils jugeront le plus propre en leur conscience. Et en ce faisant, nous nous sommes de nostre bon gré & volonté démis & démettons de tout droit de nomination que nous avons & pouvons avoir sur ladicte abbaye; en laquelle par ce moyen & au cas susdict de reformation & eslection d'abbé en la forme déclarée cy-dessus, tous & chacuns les biens & revenus, tant des offices claustraux, que pensions des religieux, & revenus des benefices non-cures, & tous autres revenus de quelque sorte & qualité qu'ils soient, & en quelque part qu'ils puissent estre scituez & assis, seront communs. Et affin que nostredict cousin qui a promeu ladicte reformation, puisse l'acheminer & avancer de son vivant, & establir cet ordre, nous lui avons permis & permettons que lorsqu'il y aura quelque advancement en ladicte reformation, que la communauté sera actuellement estable, & qu'il verra plusieurs religieux vivants en ladicte reformation, & affectionnez à icelle, il puisse faire faire eslection d'aucuns d'iceux, pour exercer ladicte charge d'abbé par forme de coadjutorerie pendant ledit temps de trois ans; & iceux finis, en eslire d'autres; pour par ce moyen les duire & enseigner en ce qui est du debvoir & exercice de ladicte charge, establir d'avantage l'estat electif de ladicte abbaye, & que cy-après il n'y puisse estre contrevenu. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre grand conseil, que ces presentes ils fassent registrer ez registres de nostredict grand conseil, & du

contenu en icelles jouir pleinement, paisiblement & perpétuellement nostredict coufin & les religieux de ladicte abbaye: cessant & faisant cesser tous troubles & empeschemens au contraire. Car tel est nostre plaisir. Et affin que ce soit chose ferme & stable à tousjours, nous avons fait mettre nostre scel à ces presentes, sauf en autres choses nostre droit, & l'autrui en toutes. Donné à saint Germain en Laye au mois de Novembre l'an de grace M. DC. XXVI. & de nostre regne le XVII. Signé, LOUIS; & sur le reply: Par le roy, LE BEAUCLERC; & à costé est escript: Vile; & scellées en cire verte sur lacs de soye rouge & verte.

Tiré des registres du grand conseil.

ARREST DU GRAND CONSEIL
pour l'enregistrement des lettres
cy-dessus.

AN. 1630.

SUR la requeste présentée au conseil le 18. Fevrier 1630. par les abbé, prieur, religieux & convent de sainte Genevieve au Mont à Paris, tendant affin que les lettres par eux obtenues au mois de Novembre 1626. soient enregistrées ez registres dudit conseil, pour jouir &c. Veu par le conseil ladicte requeste, lesdites lettres par lesquelles &c. lettres de surannation du 3. Octobre 1629. conclusions du procureur general du roy; LE CONSEIL a ordonné & ordonne que lesdites lettres seront enregistrées ez registres du conseil, pour jouir par lesdits abbé & religieux de l'effect & contenu en icelles selon leur forme & teneur: à la charge que l'union contenuë auxdites lettres, n'aura lieu que pour les offices claustraux & revenus des benefices pendant le vivant des titulaires seulement, les tiltres desquels demeureront subjects aux indults & graces expectatives comme auparavant; & n'aura lieu ladicte election, que tant & si longuement que ladicte abbaye demeurera en l'estat de la reforme qu'elle est à present; & outre à la charge d'obtenir & rapporter par lesdits abbé & religieux bulle de cour de Rome sur lesdites lettres dans six mois; & jusques à ce sera surcis à l'exécution d'icelles; & sans tirer à consequence; & pour cet effect seront faites remonstrances au roy, à ce qu'il luy plaise n'accorder à l'advenir aucunes lettres contraires à ses droits & nomination; & jusques à ce que sur lesdites remonstrances il ait envoyé sa declaration, il ne sera procédé à aucun enregistrement ou verificalion.

d'aucunes autres lettres au prejudice desdits droits. Le present arrest a esté mis au greffe dudit conseil, monstret au procureur general du roy, & prononcé à Paris le XI. jour de Mars M. DC. XXX. *Ibidem.*

CHARTRE DU ROY LOUIS XIII.
qui rend electives les abbesses de l'abbaye de Port-Royal transférée à Paris.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre; à tous presens & à venir, salut. Sçavoir faisons qu'inclinans liberalement, en faveur de de la reyne nostre tres-honorée dame & mere, à la tres-humble supplication qui nous a esté faite par nos cheres & bien-amées sœur Angelique Arnauld abbessse, & sœur Catherine Arnauld coadjutrice de l'abbaye de Nostre-Dame du Port Royal, ordre de Cisteaux, cy-devant scituée à six lieues de Paris, laquelle nous avons ordonné estre transférée aux fauxbourgs saint Jacques de ladicte ville, & dont nostredicte dame & mere s'est declarée fondatrice; & dûement informez de l'observance & retablissement de la premiere reigle dudit ordre qui se garde en ladicte abbaye, & pour establir & affermir davantage ladicte reformation, nous nous sommes de nostre bon gré & volonté desmis de tout le droit & nomination que nous pouvions pretendre, & qui nous appartient, sur ladicte abbaye, & de nostre grace speciale, pleine puissance & auctorité royale par ces presentes signées de nostre main nous nous en demettons; voulons & nous plaist qu'advenant le deces ou demissions volontaires desdites sœurs Angelique & Catherine Arnauld, acceptées par nostre tres-cher & bien-aimé l'archevesque de Paris, ladicte dignité d'abbessse soit doresnavant elective, en la mesme façon qu'elle estoit avant le concordat fait entre le saint siege & cette couronne; & que ladicte election soit faite par les religieuses dudit monastere, de telle personne professe dudit ordre & reigle qu'elles jugeront capable en leurs consciences, & qui ait esté nourrie & eslevée en ladicte reformation & regularité, & non d'autre. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenants nostre grand conseil, que ces presentes ils fassent registrer, & du contenu en icelles jouir & user pleinement & paisiblement ledit monastere & religieuses; cessant & faisant cesser

AN. 1629.

cesser tous troubles & empeschemens au contraire. Car tel est nostre plaisir. Et affin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre nostre scel à celsdites presentes; sauf en autres choses nostre droit & l'autrui en toutes. Donné à Paris le xv. du mois de Janvier M. DC. XXIX. & de nostre regne le XIX. Signé, LOUIS; & sur le reply: Par le roy, PHELIPPEAUX, & à costé est escript: Visa; & scellées de cire verte en lacs de soye rouge & verte.

Enregistrées ez registres du grand conseil du roy, suivant l'arrest & aux charges * portées par iceluy, donné ce jour d'huy xx. Febvrier M. DC. XXIX. Tiré des registres du grand conseil.

* Les charges portées par cet arrest, sont que dans trois ans il sera procédé à l'election d'une nouvelle abbessé, dont les religieuses seront tenus de certifier le grand conseil; & que dans la suite l'election triennial e n'aura lieu dans ladite abbaye que tant que la reforme y subsistera.

LETTRES PATENTES DU ROY

Louis XIII. pour l'establissement d'un monastere de filles du S. Sacrement.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre; à tous presens & à venir, salut. Entre les sacremens de la vraye Eglise dont nous avons l'honneur d'estre le fils aîné, celui de l'autel estant le plus auguste & le plus venerable de tous, comme le plus excellent moyen pour nous unir plus parfaitement à la divinité, nostre soin principal a tousjours esté d'en procurer le culte & l'adoration en nostre royaume, & d'embrancher les moyens qui nous sont proposez pour en augmenter la reverence dans le cœur de nos peuples; c'est pourquoy nostre tres-chere & tres-aimée cousine la duchesse de Longueville, portée d'une devotion particuliere vers ce divin mystere, ayant depuis quelque tems obtenu de nostre saint pere le pape la permission de fonder & doter en nostre bonne ville de Paris un monastere de religieuses de saint Augustin, dont l'institut & la principale occupation soit de reverer & adorer continuellement Jesus-Christ nostre Seigneur en ce saint sacrement admirable, afin de reparer en quelque sorte les blasphemes dont l'audace sacrilege des heretiques l'outrage si souvent, & d'accroître par ce moyen la ferveur des catholiques à la veneration de ce mystere ineffable; & nous ayant aussi très-humblement supplié d'octroyer

nos lettres necessaires pour l'establissement dudit monastere, suivant les bulles de nostredit saint pere expediees à Rome le 15. jour d'Aoust 1627. voulans reconnoistre envers Dieu la grace singuliere & miraculeuse qu'il luy a pleu nous faire le 27. jour de Septembre dernier, auquel la maladie dont nous estions detenu nous avoit reduit à telle extremite, que nos medecins estoient en tres-grande apprehension du succès; & nous estant disposez à la reception de ce saint & divin sacrement, dès la vûe & entrée d'iceluy en nostre chambre, nous receusmes une si grande joye intérieure, que nous nous trouvâmes tout fortifiez, & à l'instant de la reception d'iceluy nous sentîmes un si notable amandement, que nous le tesmoignâmes publiquement, & de-là en avant nôtre guerison continua de s'avancer sans aucune fièvre, jusqu'à ce que nous estant survenu un accident extraordinaire la nuit du 29. dudit mois, nous nous trouvâmes le trentiesme au matin reduit à tel point, que nos medecins perdoient quasi l'esperance de nostre guerison; ce qui fust cause que dès cette heure là nous nous disposâmes à recevoir le saint sacrement, estimant nous-mesme que c'estoit la dernière heure de nostre vie; à quoy nous nous résolûmes avec une grace tres-particuliere de Dieu, pour nous resigner entre ses mains, & acceptant sa volonté d'un esprit franc & soumis à son bon plaisir, si tranquillement qu'il nous estoit indifferant de mourir ou guerir, pourvu que le vouloir de Dieu fust accompli en nous, faisant les actions que les Chrestiens doivent faire en cet estat; mais demandant les saintes-huiles, elles ne nous furent pas données, parce qu'incontinent la vertu du saint sacrement opera miraculeusement en nous un amandement manifeste, dont enfin s'est ensuivi nostre entiere guerison; ce qui nous oblige plus particulièrement à la reconnoissance de si signalez bienfaits, d'en laisser une perpetuelle memoire. A CES CAUSES favoir faisons que voulant favoriser un dessein si pieux & si conforme au desir que nous avons de reconnoistre les grandes benedictions dont la divine bonté a rempli nôtre regne, & le remercier de la grace qu'il nous a faite de dompter l'insolence des rebelles de cet estat, & les ranger à l'obeissance qui nous est due, & particulièrement pour un acte de reconnoissance de ses grandes graces & merveilleux effets de ce divin sacrement en

nous ; nous de nostre grace speciale , plein pouvoir & autorité royale , avons permis & permettons par ces presentes signées de nostre main à nostre dite cousine la duchesse de Longueville de faire bastir, fonder & dotter en nostre bonne ville de Paris ou aux faubourgs un convent ou monastere de religieuses de saint Augustin, l'institut & le principal exercice desquelles soit d'adorer & prier sans cesse Jesus-Christ Nostre Seigneur au tres-saint sacrement de l'autel, afin qu'il luy plaife de continuer & multiplier ses benedictions & misericorde sur son Eglise, sur nos estats & sur nostre personne. Dans lequel monastere lesdites religieuses passeront leurs jours en perpetuelle closture, y vivant religieusement selon la forme prescrite par lescdites bulles. Et pourront recevoir toutes les donations, constitutions de rentes & autres bienfaits pieux, & les employer en telles acquisitions qu'elles jugeront à propos pour leur nourriture & entretenement, & pour l'augmentation de leur maison & communauté, sans y pouvoir à present ni à l'avenir estre troublées en sorte quelconque. Et pour marque de l'affection que nous avons à l'avancement de ce bon œuvre, nous voulons & nous plaist que le susdit monastere soit tenu & reputé de fondation royale ; auquel à cette fin nous entendons elargir de nos bienfaits, pour servir à la construction & dotation d'iceluy, pour memoire perpetuelle des causes pour lesquelles nous en avons permis & agréé l'institution. Voulons aussi qu'elles jouissent des mesmes droits & privileges que les autres maisons religieuses fondées par les roys nos predecesseurs, les prenant & mettant dès à present avec tous les droits, biens, rentes, revenus & heritages qui leur appartiennent & pourront appartenir cy-après, sous nostre protection & sauve-garde speciale, deffendons à toutes personnes de quelque qualité & condition qu'ils soient, de donner empeschement à la fondation & dotation & arrentement dudit monastere, ou à la construction desdits bastimens qui luy seront necessaires, soubz quelque couleur ou pretexte que ce puisse estre : pourvû qu'escdites bulles il n'y ait rien contraire ni derogant aux saints canons & constitutions ecclesiastiques, droits & libertez de l'Eglise Gallicane & concordats faits entre le saint siege & cette couronne. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les gens

tenans nostre cour de parlement à Paris, prevost dudit lieu, ou à son lieutenant civil, & à tous nos justiciers & autres qu'il appartiendra, que ces presentes ils fassent lire, publier & registrer, & du contenu en icelles ils en fassent souffrent & laissent jouir & user pleinement, paisiblement & perpetuellement ledit monastere, sans permettre ne souffrir luy estre sur ce mis ou donné aucun empeschement; car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à tousjours, nous avons fait mettre nostre scel à celdites presentes, sauf en autre chose nostre droit, & l'autrui en toutes. Donné à Lyon au mois d'Octobre l'an de grace M.DC. XXX. & de nostre regne le XXI. *Ainsi Signé*, LOUIS, & sur le reply: Par le roy: DE LOMENIES & à costé: Vilsa.

Registrées, ouy le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, aux charges & conditions portées par l'acte du consentement de l'archevesque de Paris & religieuses des 6. & 7. de May 1633. & sans que le nonce du pape puisse exercer aucune jurisdiction, vísitation ou correction audit monastere, conformement aux droits, libertez & privileges de l'Eglise Gallicane. A Paris en parlement le XXI. de May M. DC. XXXIII. *Signé*, DU TILLET, & plus bas RADIGUES. *Tiré des registres des ordonnances du parlement, volume coté AAA. à la bibliotheque Coislin.*

BULLE DU PAPE URBAIN VIII. qui autorise la reforme introduite dans l'abbaye de sainte Genevieve, l'election triennale des abbés de la mesme abbaye, & l'establissement de la congregation & reforme de l'ordre de saint Augustin, dite de Paris.

URBANUS EPISCOPUS SERVUS
SERVORUM DEI; AD PERPETUAM
REI MEMORIAM.

SACROSANCTÆ Romanæ ecclesiæ quam Dei filius Dominus noster Jesus-Christus fundavit, regimini supernæ dispositionis præsidentes, ad ea libenter debito nostri pastoralis officii intendimus, per quæ regularis vitæ institutio jam diu à sanctis viris tam pie & religiosè inventa & instituta conservetur, & si quid deperire inceperit, dante Domino reformationem suscipiat, & in suum pristinum

pristinum reflorescat statum, ac uberes fructus bonorum operum in dies accrescant, & personæ ipsæ regulares secundum regulæ suæ puritatem Altissimo famulantes cæteris Christi fidèlibus vitæ & morum exemplo proficere valeant ad salutem; ac ut præmissa facilius optatum consequantur effectum, iis quæ propterea providè facta comperimus, ut firma perpetuò & illibata permaneant, libenter (præsertim cum à nobis principum sæcularium & sanctæ Romanæ ecclesiæ cardinalium vota id exposcunt) apostolici muniminis adjuvamus firmitatem; ac pias regularium locorum congregationes erigimus, ipsorumque locorum officia & beneficia suppressimus, illorumque statum immutamus, prout in Domino conficimus expedire. Sanè pro parte Christianissimi in Christo filii nostri Ludovici Francorum & Navarra regis Christianissimi, & dilecti etiam filii nostri Francisci tituli sancti Calixti sanctæ Romanæ ecclesiæ presbyteri cardinalis *de la Rochefoucauld* nuncupati, nec non dilectorum filiorum conventus infra scripti monasterii nobis nuper exhibita peticio continebat, quòd cum ad aures felicis recordationis Gregorii papæ XV. prædecessoris nostri pervenisset inter alia in multis monasteriis & regularibus locis ordinis sancti Augustini canonicorum regularium in regno Franciæ existentium, à perfecta regularis vitæ observantiâ maximè declinatum, dictumque Ludovicum regem plurimum desiderare huic malo salutare reformationis remedium sedis apostolicæ auctoritate adhiberi, idem Gregorius prædecessor noster supplicationibus sibi desuper dicti Ludovici regis nomine porrectis inclinatus, eidem Francisco cardinali per suas desuper in forma brevis expeditas litteras dedit in mandatis, ut cum consilio & participatione prælatorum & religiosorum dicti ordinis quos ad id idoneos esse judicaret, omnia & singula dicti ordinis monasteria, domos & alia regularia loca quocumque nomine nuncupata, etiam exempta ac apostolicæ sedis mediatiè vel immediatiè subiecta, eorumque abbates, priores, fratres & personas quascumque, tam in capite quam in membris, auctoritate ipsius prædecessoris visitaret & reformaret, & in eorum statum, vitam, mores, ritus & disciplinam tam conjunctim quam divisim diligenter exquireret, abusus quoscumque tolleretur, regulares institutiones & ecclesiasticam regularemque disciplinam, atque imprimis divinum cultum, ubicum-

que excidissent, juxta primam ejusdem ordinis regulam apostolicâ auctoritate confirmatam modis congruis restitueret & reintegraret, fratrum & religiosorum dicti ordinis congregationes erigeret & institueret, aliaque faceret, gereret & exequeretur, ad quæ illi plenam & amplam facultatem concessit, prout in dictis litteris plenius continetur. Quapropter idem Franciscus cardinalis qui monasterium sanctæ Genovefæ Parisiense ejusdem ordinis in commendam ad sui vitam ex concessione & dispositione apostolica obtinet, in executionem earumdem litterarum, & ad satisfaciendum piæ dicti Ludovici regis intentioni, qui eum ad dictum monasterium nominaverat, certâ spe de eo conceptâ, fore ut ipse ipsius reformationi quam idem Ludovicus rex summopere desiderabat, animum adiceret, idem sanctæ Genovefæ & alia ejusdem ordinis canonicorum regularium monasteria & regularia loca, auctoritate apostolicâ, cum consilio & participatione nonnullorum ipsius ordinis religiosorum visitavit aut visitari curavit, & in eorum conventibus adjuvante Domino reformationem juxta exactam ejusdem ordinis regulam introduxit. Cùmque jam in eis juxta reformationem & regulæ præscriptum, summa cum populi civitatis Parisiensis (quæ sanctam Genovefam virginem in patronam & advocatam agnoscit, etiam ad eam in suis adversitatibus recursum habere, ejusque apud Deum intercessionem sibi maximè salutarem sentire, & ad ejus ecclesiam in qua pretiosissimæ ejus reliquæ religiosissimè asservatæ, summa cum veneratione habentur, devotionis causâ magna cum frequentia confluere consuevit) itemque aliorum locorum in quibus regularia loca sic reformata consistunt, incolarum spiritali consolatione, cum divini cultus incremento ac ordinis prædicti splendore viveretur; unam plurium conventuum seu monasteriorum ordinis hujusmodi, inter quæ est monasterium sanctæ Genovefæ, Parisiensem congregationem nuncupandam, cum consilio etiam nonnullorum dictæ reformationis & exactæ regulæ observantiæ assuetorum, prædicti & aliorum ordinum, singularis doctrinæ & pietatis spectatæque vitæ religiosorum, verum etiam usu & experientiâ pollentium, eadem auctoritate instituit: Et quia rationi consonum videbatur illi de aliquo superiore cujus auctoritate congregatio ipsa feliciter gubernari posset, provideri:

Mij

hoc negotio diu multumque cum religiosis eisdem consultoribus suis perpensis, cum omnibus visum fuerit . . . melius quam ex convocatis ex quolibet dictæ congregationis monasterio reformato superioribus seu præfectis unum ex ipsius congregationis religiosis reformatis in superiorem eligere, qui nomen & dignitatem abbatis ipsius monasterii sanctæ Genovæ, cum omnibus illius privilegiis, præminentis, exemptionibus & immunitatibus, in triennium retinens, eidem congregationi præset; suum ipsius iudicium tot & tantorum virorum auctoritati accommodans, pro tempore existentem dicti monasterii sanctæ Genovæ abbatem in dictæ congregationis à se, ut præfertur, institutæ superiorem deputavit. Et (sicut eadem petito subijungebat) licet ex sola dicti monasterii S. Genovæ ad strictam & exactam dictæ regulæ sancti Augustini (quæ religiosis suis nullam proprietatem permittit, sed omnia inter omnes jubet esse communia) observantiam reductione & reformatione in illud introductâ, videatur ab illius officiis claustralibus & beneficiis regularibus ab ipsa dependentibus omnem collativum & proprietarium titulum, qui jamdudum religiosorum avaritiâ in illis introductus fuit, sublatum esse & fore, quia tamen prædictæ regulæ relaxationem & inobservantiam disciplinæque regularis corruptionem cæteraque mala quæ sacrum religiosum ordinem labefactant, inde originem habuisse certum est, quod religiosi qui prædicti sancti Augustini eorum patris exemplo sanctam paupertatem quam professi erant, colere debuissent, avaritiæ & laxioris vitæ morbo conflictati propriæque statûs immemores, abolitâ prorsus & eliminatâ fraternâ & religiosâ rerum communione, proprietatibus sese addixerunt, eisque officia claustralia & alia beneficia regularia, uti collativa & propria atque perpetua, cum certis & particularibus propriisque redditibus qui à communitate provenerant, obtinere & possidere permixtum & toleratum fuit; operæ pretium videtur per opportunitatem illorum tituli collativi in illis cum manifesta regulæ transgressione & læsione inducti suppressionem, illorum impetrationis causam tollere, hacque ratione efficere ut eorum fructus qui à communitate seu mensa conventuali proveniant, ad illam redeant, & communibus in reformatione & debita regulæ observantia viventium (qui per Dei gratiam jam multi, & eadem gratiâ median-

te multò plures deinceps futuri sunt) usibus inserviant. Cùmque ad prædictæ congregationis bonum regimen felicemque directionem maximè convenire videatur ut illius superior eandem quam ejus subditi, vitæ normam ducat, sciatque quid eis juxta regulæ præscriptum præcipiendum, quidve prohibendum fuerit, & qui officio suo desint quive satisfaciant internoscere possit, id autem nullâ convenientiori ratione fieri posse videatur, quàm si dignitatis abbatialis dicti monasterii sanctæ Genovæ status, qui collativus & regis Christianissimi nominationi subiectus esse prætenditur (quavis conventus & religiosi illum esse electivum prætendant, & quotiescumque illius vacationis casus venit, ne se pro spoliatis haberi viderentur, capitulariter congregati ex suo gremio unum religiosum in suum dictique monasterii sanctæ Genovæ abbatem ad hæc usque tempora elegerint) in verè electivum, quin etiam in triennale statum reducatur; jamque ut id à dicta sede apostolica facilius impetrari valeat, dictus Ludovicus rex qui prosperis dictæ reformationis progressibus sibi notis lætatur ex animo, ut illa benedicente Domino in melius quotidie progrediatur, ipseque in id pium opus aliquid sui juris ad Dei gloriam religionisque splendorem contulisse, neve suas hac in re partes desiderari permisisse, aut suis juribus parcendo feliciores tanti operis successus aut impedisse aut retardasse, seu certè quantum in se est non promovisse videatur, per suas patentes litteras quas in registris consilii sui majoris registrari jussit, omni & cuicumque juri nominandi ad dignitatem abbatialem dicti monasterii sanctæ Genovæ, dum pro tempore vacat, sibi quomodolibet competenti, in favorem dictæ reformationis, & ad hoc ut eveniente illius vacatione totius congregationis religiosi ad id deputati ad abbatis triennalis electionem procedere valeant, renuntiavit. Quare pro parte tam Ludovici regis & Francisci cardinalis, quàm conventus dicti monasterii sanctæ Genovæ, nec non totius congregationis religiosorum prædictorum nobis fuit humiliter supplicatum, quatenus in præmissis opportunè providere de benignitate apostolica dignaremur. Nos igitur qui dudum inter alia volumus, statuimus & ordinavimus quod petentes beneficia ecclesiastica aliis uniri, tenerentur exprimere verum annum valorem tam beneficii uniendi, quàm illius cui aliud uniri peteretur, alioquin unio

non valeret, & semper in unionibus commissio fieret ad partes vocatis quorum interesset, idemque conservaretur in quibusvis suppressionibus, extinctionibus, applicationibus & appropriationibus perpetuis; quique sinceris desideramus affectibus ut ecclesiasticus ordo observantiâ regulari, sanctimonîâ vitæ & claritate morum nostris potissimum temporibus adeò præfulgeat, ut singuli utriusque sexûs Christi fideles in eorum exemplari vita illuminentur, ac per viam salutis in hoc sæculo gradientes, ad cælestia regna mereantur pervenire, conventum dicti monasterii ac ejusdem congregationis religiosos & eorum singulos à quibusvis excommunicationis, suspensionis & interdictionis & institutionem dictæ congregationis Parisiensis monasteriorum & regularium locorum ordinis sancti Augustini canonicorum regularium reformatorum & reformandorum per dictum Franciscum cardinalem in vim dictarum litterarum dicti Gregorii prædecessoris, ut præfertur, factam, ac omnia & singula in eis juxta formam earundem litterarum disposita, directâ & ordinata, (dummodo forma dictarum litterarum servata extiterit, & aliâ non) apostolicâ auctoritate tenore præsentium perpetuò approbantes & confirmantes, illisque perpetuâ & inviolabilis firmitatis roburadjicientes, omnesque & singulos tam juris quàm facti, & solemnitatum etiam quantumvis substantialium & de jure requisitarum defectus (si qui quomodolibet intervenerint in eisdem) suppletentes, in dictâ dignitate abbatiali prædicti monasterii sanctæ Genovevæ, cujus fructus, redditus & proventus ad octingentos florenos auri in libris cameræ apostolicæ taxati reperiuntur, ac in omnibus & singulis illius officiis claustralibus & beneficiis regularibus ab eodem dependentibus, non tamen prioribus conventualibus, sed simplicibus tantum & per religiosos dicti monasterii obtineri solitis, ex nunc prout ex tunc & è contrâ, postquam dignitatem abbatialem per Franciscum cardinalem, ac officia & beneficia hujusmodi seu eorum aliquod vel aliqua per cessum vel decesum privationem aut quamvis aliam demissionem vel

amissionem illa nunc obtinentium (quorum omnium & singulorum nomina, cognomina, provisiones & titulos præsentibus pro sufficienter expressis haberi volumus) aut aliâs ubicumque, etiam apud sedem apostolicam, aut quodcumque pro tempore simul vel successivè, etiam ex eo quòd eadem officia & beneficia obtinentes reformationi se subiciant, vacare contigerit; etiam si nunc forsitan dicta dignitas abbatialis seu dicta officia aut beneficia, seu eorum aliquod vel aliqua, quibusvis modis quos etiam haberi præsentibus volumus pro expressis, & ex quorumcumque personis vacant; etiam si ad dictam dignitatem abbatialem consueverint qui perelectionem assumi, eique cura etiam jurisdictionalis imminet animarum, & de illa consistorialiter disponi consueverint seu debeat, illiusque provisio ad sedem eandem specialiter vel generaliter pertineat; ac tam illa quàm officia & beneficia hujusmodi tanto tempore vacaverint, quòd dictæ dignitatis abbatialis provisio prædicta, ac officiorum & beneficiorum hujusmodi collatio, juxta Lateranensis statuta concilii aut quoad dignitatem hujusmodi alias canonicas functiones ad sedem prædictam legitime devoluta, ipsaque officia & beneficia hujusmodi dispositioni apostolicæ specialiter vel generaliter reservata, non tamen curata, existant; ac super eis inter aliquos, cujus statum etiam præsentibus haberi volumus pro expresso, pendat indecisa, titulum collativum, perpetuum & proprietarium, omnemque proprietatem seu tituli collativi, proprietarii & perpetui existentiam & substantiam, actum, habitum, qualitatem & redolentiam, ita quòd ex nunc deinceps collativa & proprietaria atque impetrabilia esse definant, & de cætero in titulum collativum & proprietarium à quocumque cujusvis vacationis aut alio prætextu obtineri aut impetrari, seu quavis etiam apostolicâ vel aliâ auctoritate conferri, seu commendæ aut juri in dictâ dignitate abbatiali vel ad illam competenti, ad cujusvis favorem cedi, aut officia & beneficia ipsa ad favorem cujuscumque personæ, etiam ex causa permutationis, etiam in manibus nostris vel alterius Romani pontificis pro tempore existentis resignari aut cedi non possint; & si impetrentur, commendentur & resignentur, quâvis etiam apostolicâ auctoritate conferantur, seu aliâs de illis uti collativis disponatur, omnes & singula impetra-

tionem, collationem, provisionem, commendam aut quavis aliam dispositionem de illis uti collativis titularibus aut proprietariis vel perpetuis factam, tanquam præter mentem & intentionem nostram & propriam dignitatis abbatialis ac officiorum & beneficiorum huiusmodi naturam, essentiam & qualitates factam, nullam & invalidam existant, nullisque suffragentur aut etiam coloratum titulum possidendi tribuant, sed eo ipso quod dignitatem abbatialem ac officia & beneficia ejusmodi seu eorum aliquod vel aliqua simul vel successive quovis modo vacare contigerit, illorum omnium bona, res, proprietatem, fructus, proventus, jura, obventiones & emolumenta quæcumque cum mensa communi & conventuali dicti monasterii sanctæ Genovefæ & aliis ejus bonis & fructibus confundantur & confusa intelligantur; adeo ut in dicto monasterio sanctæ Genovefæ succedentibus eisdem vacationibus deinceps in perpetuum una duntaxat nempe communis & conventualis mensa existat, (citram tamen ullam innovationem in dignitatibus abbatialibus seu prioralibus aliorum monasteriorum seu locorum regularium dictæ congregationis, quæ ut prius collativæ aut commendativæ remaneant) auctoritate & tenore præmissis, sine aliquo officia claustralia & beneficia regulariter ad præsens obtinentium præjudicio, etiam perpetuo, supprimimus & extinguimus. Cæterum quod adveniente dictæ dignitatis abbatialis sic sine titulo collativo & perpetuo remanentis vacatione, futuri abbatis dicti monasterii, qui etiam dictæ congregationis superior & caput existat, electio (servatâ formâ in similibus electionibus à jure præscriptâ) ab ejusdem monasterii sanctæ Genovefæ & aliis religiosis aliorumque monasteriorum & aliorum regularium locorum reformatorem dictæ congregationis ad id deputatis, & in dicto monasterio sanctæ Genovefæ congregatis, fieri debeat, in huiusmodi electione nullus vocem activam & passivam habeat, qui secundum statuta reformationis votum professionis non emisit, etiam in dicta reformatione juxta exactam regulam observantiam non vivat, semperque unus ex religiosis professis & reformatis dictæ congregationis, & non alius, in talem abbatem eligi debeat, ejusque officium triennale seu per triennium duntaxat duret: quo finito ipse abbas ad alium triennium semel duntaxat confirmari, aut ad novam alterius abbatis electionem modo supra-

dicto & servatis servandis deveniri debeat, ipse tamen abbas & ejus successores modo & formâ præmissis pro tempore eligendi, à benedictionis munere suscipiendo absoluti de cætero remaneant; præterea ut majori, securiori & celeriori stabilitati reformationis congregationis huiusmodi consuli possit, eidem Francisco cardinali ut, si sibi expediens videatur, ad electionem unius abbatis triennalis dicti monasterii sanctæ Genovefæ semel vel pluries successive eligendi deveniri facere possit, ita tamen quod ipse Francisco cardinalis vitam durante in abbatem sic electus se in dicto monasterio sanctæ Genovefæ & totius congregationis ejusque personarum & rerum spiritualium & temporalium regimine & administratione intrinsece nullatenus valeat, nisi in quantum & pro eo tempore & modo quo dictus Franciscus cardinalis voluerit & expresse permiserit; & ex tunc tanquam temporaneus coadjutor seu vicarius duntaxat, & nihilominus pro vero & absoluto dicti monasterii sanctæ Genovefæ abbate triennali & dictæ congregationis superiore generali habeatur, & dicti Francisci cardinalis morte eveniente, triennium huiusmodi tanquam solus & absolutus superior generalis dictæ congregationis; ita ut electio sic dicto Francisco cardinale vivente facta statum electivum dicti monasterii sanctæ Genovefæ abbatis triennalis stabiliat, ejusque conventum & congregationem huiusmodi illiusque religiosos in possessionem juris eligendi abbatem verè & non fictè constituat; ipsique congregationi illiusque monasteriis, domibus ac superiori generali & aliis superioribus & personis, ipsorumque rebus & bonis, ut omnibus & singulis privilegiis & præeminentiis, prærogativis, antelationibus, favoribus, indultis, indulgentiis & gratiis, quibus Sancti Salvatoris Lateranensis, nec non Præmonstratensis ordinis & quæcumque aliarum dictorum vel quorumcumque aliorum ordinum congregationes, eorum domus ac generales & alii abbates, priores, superiores & ministri & personarum, eorumque res, proprietates & bona quæcumque utuntur, fruuntur, potiuntur & gaudent, ac uti, frui, potiri & gaudere possunt & poterunt quomodolibet in futurum, pariter & pariformiter ac absque ulla proferenda differentia, dummodo tamen sint in usu & non revocata, nec sub aliqua revocatione comprehensa, sacrisque canonibus & concilii Tridentini decretis, aliisque apostolicis constitutionibus

*a Supplens
petitior, cu
autre mot sem
blable*

constitutionibus non repugnent, uti, frui, potiri & gaudere; ulterius eidem congregationi ejusque superioribus & personis ac omnibus & singulis utriusque sexus Christi fidelibus, qui ecclesias monasteriorum & aliorum regularium locorum dictæ congregationis in singulis diebus festivis ejusdem sancti Augustini & ejus conversionis ac sanctæ Monicæ, necnon titulariorum seu patronorum singulorum monasteriorum & regularium locorum dictæ congregationis, ac Dominicâ Quinquagesimæ & duobus sequentibus diebus verè poenitentes & confessi ac sacra communione refecti viderint, piasque ad Deum preces pro sanctæ matris Ecclesiæ exaltatione, hæreseon extirpatione ac pro tempore existentis Romani pontificis & regis Christianissimi salute, nec non Christianorum principum concordia effuderint, ut plenariam omnium peccatorum suorum indulgentiam consequi possint & valeant, eisdem auctoritate & tenore etiam perpetuò concedimus & indulgemus. Insuper dicto Francisco cardinali quoad vixerit, & post obitum ejus abbati pro tempore existenti & capitulo generali dictæ congregationis, ut quotiescumque sibi expediens videbitur, quæcumque statuta & ordinationes felix regimen, gubernationem, directionem & administrationem dictæ congregationis illiusque monasteriorum & aliorum regularium locorum, personarum & bonorum concernentia, licita tamen & honesta, sacrisque canonibus & constitutionibus apostolicis conciliique Tridentini decretis hujusmodi minimè contraria edere & condere, illaque quoties pro rerum & temporum qualitate expediens videbitur, revocare, alterare, mutare, modificare & alia de novo condere possint & valeant, quæ postquam sic de novo condita fuerint, eo ipso apostolicâ auctoritate approbata censeantur, & ab eis ad quos spectabit, sub poenis in eis infligendis ad unguem observari debeant, licentiam, facultatem similiter & auctoritatem impartimur. Denique easdem præsentis litteras, etiam ex eo quòd causa seu causæ propter quas illæ à nobis emanarunt, justificatæ seu verisficatæ, & prædictorum officiorum seu beneficiorum possesores aut alii interesse forsan habentes, seu habere prætendentes, ad hoc vocati non fuerint, seu quavis alia de causa de subreptionis vel obreptionis seu nullitatis vitio aut intentionis nostræ vel quopiam alio defectu notari seu impugnari, aut adversus illas

quodcumque juris vel facti remedium peti vel impetrari *, impetratis vel etiam motu proprio concessis quemcumque uti non posse, minusque sub quibusvis similibus vel dissimilibus gratiarum revocationibus aut aliis contrariis dispositionibus comprehendere, sed tanquam restaurationem religionis concernentes semper ab illis excipi, ac perpetuò validas & efficaces fore, sicque per quoscumque judices quavis auctoritate fungentes judicari & definiri debere, & si secus super his à quocumque quavis auctoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari, irritum & inane decernimus: non obstantibus prioribus voluntate, statuto & ordinatione nostris aliisque præmissis ac Lateranensis concilii novissimè celebrati uniones perpetuas nisi in casibus à jure expressis fieri prohibentis, & aliis constitutionibus & ordinationibus apostolicis, & sanctæ Genovesæ & aliorum dictæ congregationis monasteriorum seu aliorum regularium locorum & dicti ordinis etiam juramento, confirmatione apostolicâ vel quavis firmitate aliâ roboratis statutis & consuetudinibus cæterisque contrariis quibuscumque. Volumus autem quod fructus quatuordecim locorum Montis-Fidei non vocabilium de urbe ad favorem dictæ congregationis cantantium, tam hoc præsentis bimestri decursi, quam in posterum decurrendi, ad effectum ex eisdem fructibus per modernum, cui ad hoc patentes litteræ locorum Montis hujusmodi realiter consignatæ noscuntur, & pro tempore existentem cameræ ac cancellariæ apostolicæ generalem collectorem exigendi, communi dicti monasterii sanctæ Genovesæ, & alia jura illius ratione debita, juxta ejusdem taxam in libris cameræ apostolicæ, ut præfertur, descriptam, singulis quindecim annis à data præsentium computandis realiter persolvendi, & pro solutione ipsa obligati & hypothecati remaneant; & eveniente quodcumque dictorum locorum extractione seu extinctione, statim illorum pretium in aliis locis montium non vocabilium de dicta urbe similis redditus ad eundem effectum per dictum collectorem investiat. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ absolutionis, approbationis, confirmationis, roboris adjectionis, defectuum supplementationis, suppressionis, extinctionis, concessionis, indulti, impartitionis, decreti & voluntatis infringere, vel ei ausu temerario contraire; si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem om-

* Suppl.
contingent.

nipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Romæ apud sanctum Petrum anno incarnationis Dominicæ M. DC. XXXIII. tercio nonas Februarii, pontificatus nostri anno XI. *Signé de plusieurs seings ; & sur le reply : D. NICOLAS ; Visa, N. URSINUS ; & scellé du scel de plomb en lacs de soye rouge & jaune. Plus est écrit : Registratum in cancellaria apostolica, & signé, CAMILLUS FUNDATUS.*

Registree ès registres du grand conseil du roy, suivant les charges portées par l'arrest donné en iceluy le dernier d'Aoust M. DC. XXXIV. *Tiré des registres du grand conseil.*

LETTRES PATENTES DU ROY

Louis XIII. portant confirmation de la fondation faite par la reine mere du convent des religieuses du Mont-Calvaire près de son palais du faubourg saint Germain.

AN. 1634.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous présents & à venir, salut. Nostre très-honorée dame la reine nostre mere faisant construire son palais du fauxbourg saint Germain de nostre bonne ville de Paris, a voulu en approcher des personnes religieuses pour sa consolation. A cette fin y a fait bastir & fonder une eglise & convent de religieuses, Benedictines du premier ordre de Nostre-Dame du Calvaire ; pour l'entretenement desquelles, par ses lettres patentes du mois de Juin 1621. & contract des sieurs de son conseil du 22. Janvier 1630. par elle ratifiées le 22. Fevrier audit an, elle les a entre autres choses dottées de la somme de mille livres de rente annuelle & perpetuelle, qu'elle leur a donnée, constituée & assignée sur le domaine de nostre comté de Dourdan par nous à elle delaisé pour partie de l'assignat de ses deniers dotaux : à la charge de faire par lesdites religieuses & leurs successeurs à perpetuité prieres à Dieu pour la prosperité de ladite dame reine nostre mere ; & pour sa posterité, & après son deceds de faire dire & celebrer toujours en ladite eglise & convent son anniversaire. Et bien que ladite rente ne peut à l'avenir estre contestée ausdites religieuses en cas de retrait ou reversion de nostredit comté & domaine de Dourdan à nostre couronne, à cause qu'il a esté delaisé à ladite dame reine nostre mere principalement

pour l'assignat de ses deniers dotaux, desquels, ou dudit domaine sur lequel ils luy sont assignés, qui lui tient lieu de propre, elle a peu librement disposer & sur iceluy constituer & fonder ladite rente à perpetuité, sans laquelle aussi led. convent ne pourroit subsister, d'autant que son principal revenu consiste en ladite rente ; & voulant oster toute crainte que en cas de retrait ou de reversion dudit domaine à la couronne ou autrement, ladite rente puisse estre contestée par nos procureurs generaux, leurs substitués ou autres à l'avenir, & declarer sur ce nostre intention ; savoir faisons que nous, desirans à l'imitation de ladite dame reine nostre mere participer aux prieres desdites religieuses, & pour le zele & affection que nous avons à maintenir ladite eglise, religieuses & convent, & leur donner moyen de l'entretenir & desservir à toujours. Pour ces causes & autres bonnes considerations à ce nous mouvans, avons par ces presentes signées de nostre main, de nostre mouvement, grace speciale, pleine puissance & autorité royale, lesdites lettres & contract cy-attachées sous le contre-scel de nostre chancellerie, contenant les dons & fondation faite par ladite dame reine nostre mere en son conseil de ladite rente de mille livres à perpetuité sur les revenus du domaine de nostre comté de Dourdan, loué, approuvé, ratifié & confirmé, louons, approuvons, ratifions & confirmons ; & en tant que besoin est ou seroit, avons de nostre mesme grace & puissance fait & faisons don, constitution, dotation & fondation royale à lad. eglise & convent des religieuses Benedictines du premier ordre de Nostre-Dame du Calvaire lez le palais de ladite dame reine nostre mere au fauxbourg saint Germain, de ladite rente de mille livres par chacun an à perpetuité, & non rachetable, sur le revenu du domaine de nostredit comté de Dourdan, pour en jouir du jour de nosdites lettres de don par les mains des fermiers, receveurs & autres qui en feront la receipte ; sans que ores ni pour l'avenir, en cas de retrait & reunion dudit domaine, ni autrement en quelque maniere ni quelque occasion que ce soit, il puisse estre aliéné ni engagé, sinon à la charge de ladite rente non rachetable, & non autrement ; à la charge aussi que lesdites religieuses feront pareillement tenues de faire dire & celebrer par chacun an le jour de saint Louis une messe dans ladite eglise à nostre

stre intention & de nos successeurs roys , & nostre anniversaire aussi chacun an à toujours. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement, chambre des comptes, & tresoriers de France à Paris, & autres officiers qu'il appartient, que ces presentes nos lettres ils fassent lire, publier & enregistrer, & du contenu en icelles jouir & user chacun en droit soy, ores & pour l'avenir à perpétuité, lesdites religieuses, prieure & convent, pleinement & paisiblement, sans souffrir leur faire ni estre fait aucun trouble ni empeschement au contraire, ains si fait estoit, qu'ils le mettent à pleine délivrance. Car tel est nostre plaisir; nonobstant toutes ordonnances, arrests desdenses & lettres à cefd. presentes contraires, auxquelles nous avons derogé & derogérons pour ce regard & sans tirer à conséquence. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre nostre scel à ces presentes, sauf en autres choses nostre droit & l'autrui en toutes. Donné à Chantilly au mois de Juiller l'an de grace M. DC. XXXIV. & de nostre regne le XXIV. *Signé*, LOUIS; & sur le reply: Par le roy, BOUTILLER. Et scellé du grand sceau de cire verte en lais de soye.

Registrées, ouy le procureur general du roy, pour jouir par les impetrantes de l'effet & contenu en icelles. A Paris en parlement le XXII. Aoust M. DC. XXXVI. *Signé*, DU TILLET.

Collation faite à l'original. *Signé*, GUYET. Tiré du registre des ordonnances du parlement cotté EEE. folio 352.

LETTRES PATENTES POUR
l'establissement de religieuses de Nostre-Dame de Laon au faubourg saint Germain, avec amortissement.

AN. 1634.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous presens & à venir, salut. Nos bien amées les reverendes mere superieure & religieuses de la congregation de Nostre-Dame de Laon, soubz la reigle de saint Augustin, nous ont fait représenter que le charitable desir qu'elles ont de proffiter au public en l'instruction & instruction gratuite à la pieté, bonnes mœurs & autres biens de l'esprit des jeunes filles, dont la conduite leur peult estre commise, qui est l'un de leurs principaux vœux & cause de leur institut, leur a fait prendre resolution d'envoyer partie des plus capables

& propres à cet effect d'entr'elles en nostre bonne ville de Paris, pour soubz nostre bon plaisir s'y establiir, à la fin d'exercer ceste charité, & que ceste leur intention estant venue à la connoissance de plusieurs ames devotes & charitables, elles y ont esté non seulement confortées, mais charitablement assistées pour le fondement & establissement d'un convent & monastere; sy bien qu'ayant choisy & esleu leur demeure & establissement au faulzbourg de saint Germain des Prez de nostredicte ville, mesmes acquis & entrées à cet effect au lieu de nostre amé & feal conseiller maistre d'hostel ordinaire de nostre maison & secretaire de nos finances maistre Louis le Barbier, au droict du pareil establissement que nous luy avons accordé par le traité du parachevement de la closture & adjonction à nostredicte ville des faulzbourcs de saint Honoré, Montmartre & Villeneuve que nous avons fait avec M. Charles Froger, duquel ledit le Barbier a le droict; & de plus sur le tesmoignage & recommandation de nostre amé & feal conseiller en noz conseilz & secretaire de nos commandemens & finances le sieur de la Ville-aux-Clercs, obtenu le consentement dudit establissement de nostre tres-cher & bien amé frere legitime le sieur evesque de Metz abbé de l'abbaye de saint Germain & seigneur dudit faulzbourg, en sorte qu'il ne leur reste plus que nostre approbation; ils nous en ont tres humblement requis & fait requierir. Nous A CES CAUSES, approuvant, comme tout bon prince est obligé, telles saintes & pieuses intentions tournans à l'utilité publique, mesmes à l'institution & instruction de la jeunesse, le principal & plus grand bien des ames, & n'y voullant obmettre aucune chose de ce qui peut dépendre de nous; après avoir veü le consentement pour cet establissement sur ce presté par nostredit frere evesque de Metz, ensemble le contract de l'acquisition de la place faite par lesdites mere superieure & religieuses, & par le contract qu'ils en ont passé avec ledit le Barbier le droict ceddé qu'ilz en ont de luy, de la permission que nous avons accordée pour semblable establissement & fondation aud. faulzbourg comme dict est; considerant que lesdites mere superieure & religieuses estans fondées, l'establissement n'en peult estre à charge quelconque au public; de nostre grace speciale, pleine puissance & auctorité royale avons par ces pre-

sentes signées de nostre main, permis, accordé & octroyé, permettons, accordons & octroyons auxdites mere supérieure & religieuses de la congregation de Nostre-Dame de Laon, de s'habiter & establir au faulzbourg saint Germain, & de construire & bastir en la susdite place qu'ils ont acquise, les eglise & habitations qui leur seront necessaires, telz & si amples que bon leur semblera, pour y vivre selon leur reigle & institut, & jouir des heritages, rentes & fruiets qui leur ont esté & seront donnez & leguez en la mesme sorte que font les autres religieuses establies en leur autre convent de Nostre-Dame de Laon; & outre qu'il leur soit loisible accepter, tenir & posséder les heritages, rentes, revenus & biens immeubles qui leur ont esté & pourront estre cy-après donnez & leguez, les ayant à cette fin admortis & admortifions, sans qu'ils soient tenus en vuider leurs mains, ny nous en payer, ny à nos successeurs aucune finance, de laquelle à cette fin nous leur avons fait & faisons don, en indemnisant toutteffois les seigneurs desquels ils dependent ainsy qu'il appartiendra, pourveu aussy qu'ils ne soient tenus en fiefs, & qu'il n'y ait aucune justice. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement à Paris, & à tous nos autres juges & officiers, & à chacun ainsy qu'il appartiendra, qu'ils fassent registrer ces presentes, & laissent jouir lesdites mere supérieure & religieuses du contenu plainement, paisiblement & perpetuellement, & cesser les empeschemens contraires, sy aucuns leur estoient donnez; nonobstant toutes oppositions ou appellations, mesmes nos lettres portant deffences de construire aucuns nouveaux convents en ce royaume; à toutes lesquelles (attendu ce que dessus) nous avons pour ce regard derogé & derogons, & sans tirer en consequence. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à tousjours, nous avons fait mettre nostre scel à ces presentes, sauf en autres choses nostre droit & l'autrui en toutes. Donné à Monceaux au mois de Septembre l'an de grace M. DC. XXXIV. & de nostre regne le XXV.

Signé, LOUIS, & sur le reply: Par le roy, DE LOMENTIE; & à costé Vilsa.

Pris sur une copie du temps de la datter.

*TITRES CONCERNANT
la fondation & l'establissement de l'hospital des Incurables à Paris.*

PREMIERE FONDATION.

PARDEVANT les notaires gardes-nottes du roy nostre sire en son chastelet de Paris soubzsignez fut present en sa personne monseigneur l'ementissime le cardinal de la Rochefoucault abbé de sainte Geneviève de Paris, & y demeurant; lequel considerant qu'entre plusieurs hospitaux & autres maisons de pieré employées en cette ville & fauxbourgs de Paris pour le soulagement des pauvres, il n'y en a aucune en laquelle les affligez de maladies incurables soient receus, & ayant eu dez le vivant de feu messire François Joulet prestre, sieur de Chastillon, communication du dessein qu'il avoit de destiner quelque partie de ses biens à cette oeuvre de charité, lequel il auroit depuis executé par disposition testamentaire, de laquelle neantmoins l'execution & emploi auroient esté differez jusques à present pour le rencontre de divers empeschemens, ledit seigneur cardinal desirant de contribuer à ce dessein tant necessaire, avec esperance que le commencement qui y seroit donné seroit suivi, avec l'aide & la grace de Dieu, d'un accroissement, pour l'entier accomplissement d'icelui; & après avoir déclaré cette sienne intention à messieurs les gouverneurs de l'hôtel-Dieu de Paris, maisons & hospitaux de la santé, & leur avoir fait proposer que se servans de ce que ledit sieur de Chastillon auroit laissé par sondit testament pour le secours desdits pauvres incurables, icelui seigneur cardinal leur donneroit dès à present les choses cy-après déclarées à luy appartenant à juste tiltre, pour estre employées au mesme sujet sans aucun divertissement: assavoir 2866. livres 13. sols 4. deniers tournois de rente en six parties & contrats, dont cinq de 500. livres chacun, & l'autre de 366. livres 13. sols 4. deniers, à luy vendus & constituez par le roy & les sieurs de son conseil y denommez stipulans pour sa majesté, à prendre, tant sur les aides de l'election de Paris, que generallyment sur tout le revenu ordinaire des aides de sa majesté, lesdits six contrats passez pardevant Richer & de Beaufort notaires audit chastelet le dernier jour de Decembre 1634.

plus la somme de 18000. livres tournois deûs audit seigneur cardinal & à luy ordonnée par sa majesté, pour la pension qu'il luy a plu luy donner pendant l'année 1633. à prendre sur maître Estienne Brioy fermier general des aides de France, en vertu d'un mandement de M. Gaspar de Fioubert tresorier de l'espargne, du 29. Decembre 1633. signé de luy, sur les deniers provenans du prix de ladite ferme, du quartier d'Octobre de ladite année 1633. ledit mandement enregistré au controlle general des finances le 15. jour de Fevrier 1634. signé Duret; & la somme de 7600. livres tournois en deniers comptans. Laquelle proposition ainsi faite par ledit seigneur cardinal, comme tendant au soulagement des pauvres & bien public, auroit esté acceptée par messire Nicolas le Jay chevalier conseiller du roy en ses conseils, premier president en sa cour de parlement à Paris, seigneur de la Maison Rouge, Tilly, S. Fargeau, Saintry, la Salle-Bretigny & autres lieux, messire Nicolas de Bailleul chevalier conseiller du roy en sesdits conseils, president en ladite cour de parlement, seigneur de Vattrot sur la mer & de Choisy sur Seine; messire René de Longueil aussi chevalier conseiller de sa majesté en sesdits conseils, premier president en sa cour des aides, seigneur de Maisons, Grifolles & autres lieux; messire Nicolas Sanguin conseiller du roy en sesdits conseils & en ladite cour de parlement, & president ez enquestes d'icelle, seigneur de Livry, cy-devant prevost des marchands de ceste ville; nobles hommes Robin des Prez advocat en ladite cour, Pierre Sainctot sieur de Vemars, Jean Perrot sieur de Chefmart, Louis de Creil, Denis Maillet advocat en ladite cour, Pamphile de la Cour, & Nicolas de Pois, tous bourgeois de ceste ville de Paris & anciens conseillers & eschevins d'icelle, tous gouverneurs de l'hostel-Dieu, maisons & hospitaux de la santé, aux charges & conditions contenues en ces presentes. Et pour parvenir à l'exécution d'un si bon & charitable dessein, lesdits sieurs gouverneurs ont dit & déclaré qu'ils destinent, affectent & delaissent dez-à-present la quantité d'environ dix arpens de terre audit hostel-Dieu appartenans, à prendre en une piece de dix-sept arpens ou environ, assise au terroir de saint Germain des Prez, proche & derriere l'enclos de l'hospital des Petites-maisons, en la grande rue sur le

Tome II. Part. II.

chemin qui conduit à Sevre, tenant la totalité de ladite piece pardevant sur ladite grande rue qui conduit à Sevre, & par derriere à la sente & chemin qui conduit de la rue du Bac à Grenelle, d'un costé à plusieurs particuliers, & d'autre costé à François Charon & Louis Manchon; pour sur iceux dix arpens de terre ou environ y faire construire & edifier les bastimens nécessaires pour lesdits pauvres incurables, & de tout faire le plan & figure qui sera paraphé des parties & notaires soubzsignez, & attaché à la minute des presentes; auxquels bastimens lesdits sieurs gouverneurs & administrateurs seront tenus & promettent y faire travailler au feur & à mesure que les deniers se pourront recouvrer, sans aucun divertissement ni discontinuation; & ce qui se retirera des rentes, sera conservé & employé pour l'ameublement nourriture & entretenement desdits pauvres incurables & officiers nécessaires audit hospital. La recepte & despenfe duquel establisement & hospital se fera par le receveur general dudit hostel-Dieu de Paris, suivant les ordonnances des administrateurs d'iceluy, ainsi qu'ils ont accoustumé, & neantmoins le tout employé en recepte & despenfe par compte particulier & separé. Ne seront receus audit hospital que les pauvres qui seront reconnus incurables par les officiers qui y seront commis & establis, & en tel nombre que le fonds & revenu le permettra, destituez de moyens de se faire penser & medicamenter ailleurs; l'establisement & administration duquel hospital sera fait par lesdits sieurs gouverneurs de l'hostel-Dieu de Paris, avec tel ordre, reglemens & statuts qu'ils adviseront pour le mieux au soulagement des pauvres incurables & bien public; & pour en avoir un soin plus particulier, tant dudit bastiment, qu'administration, ils deputeront deux ou trois d'entr'eux, pour de tout faire rapport à leur bureau; & dez-à-present, à la priere dudit seigneur cardinal, pour ordonner le commencement, ils ont député lesdits sieurs des Prez, Sainctot & Perrot, que ledit seigneur cardinal desire estre chargez de ce soin, & le continuer pendant son vivant. Et au moyen & à cause de ce que dessus ledit seigneur cardinal a donné & donne par ces presentes par donation entre vifs irrevocable, & en la meilleure forme que faire se peut, auxdits gouverneurs en la qualité susdite, ce acceptans à l'effet que dessus, les

N ij

2866. livres 13. sols 4. deniers de rente en six parties sur les aydes cy-dessus déclarées, & les 18000. livres deus & à recevoir sur ledit M. Estienne Brioyz fermier general des aydes de France, le tout pour les causes & selon qu'il est ci-devant déclaré, pour en jouyr par lesdits sieurs gouverneurs de l'hôtel-Dieu, assavoir des arrerages desdites rentes du premier jour de Juillet dernier passé, s'estant ledit seigneur cardinal réservé les arrerages échus auparavant ledit jour, & du susdit mandement de l'espargne au feur & à mesure que les deniers en seront perceptibles, & les 7600. livres tournois en deniers comptans, ledit seigneur cardinal les a presentement donné, & de l'ordonnance desdits sieurs gouverneurs dudit hôtel-Dieu, ont esté comprez, nombrez & delivrez à M. François Hieraulme receveur general dudit hôtel-Dieu, qui les a prins & receus en doublons, pistoles d'Espagne & monnoye, le tout bon & ayant cours, presens les notaires soubzsignez, dont lesdits sieurs gouverneurs se sont tenus & tiennent comptans, & en ont quittré & remercié ledit seigneur cardinal, lequel leur a aussi presentement mis en main lesdits six contracts de constitution desdites 2866. livres 13. sols 4. deniers de rentes sur les aydes, avec le mandement dudit sieur Finoubet tresorier de l'espargne desdites 18000. livres à recevoir dudit sieur Brioyz fermier general des aydes cy-dessus mentionnez, pour tout ce que dessus estre employé ainsi qu'il est cy-devant déclaré selon l'intention dudit seigneur cardinal, & commencer au plustost que faire se pourra, sans que lesdits deniers ny arrerages desdites rentes puissent estre divertis ny employez en autres choses soubz quelque pretexte que ce soit, qu'à la construction des bastimens dudit hospital desdits pauvres incurables, ameublement, nourriture & entretenement d'iceux & des officiers necessaires jusqu'à la concurrence des choses cy-dessus données, tant par ledit sieur cardinal, que par ledit sieur Joulet de Chastillon, comme aussi de ce qui y pourroit estre cy-après donné & aumoyné à mesme effect, ledit hôtel-Dieu préalablement indemnisé sur les rentes que ledit sieur Joulet de Chastillon a legué & delaisé par sondit testament, de la valeur desdits dix arpens de terre qui seront pris & employez pour la construction dudit hospital, comme estant de l'ancien domaine dudit hôtel-Dieu, jusques à la

somme de 4000. livres en principal pour la valeur desdites terres, eu égard à leur affiette & prix courant d'apresent des terres voisines. Et à tout ce que dessus lesdits sieurs gouverneurs audit nom s'obligent & promettent de satisfaire tant par eux que leurs successeurs, & en faire tels reglemens & statuts qui seront necessaires, pour y establir tel nombre d'officiers que besoin fera, & partant s'est ledit seigneur cardinal desmis & desvestu des susdites choses par luy données ez mains desdits sieurs gouverneurs audit nom, dont il veut & consent qu'ils soient & demeurent saisis & vestus pour en avoir la plaine & entiere disposition, & les a mis, met & subroge en son lieu, droit & action, & pour toute garantie leur a delaisé lesdits six contracts de constitution & mandement de l'espargne qu'il leur a cy-dessus baillez & delivrez, & pour faire insinuer ces presentes au greffe des insinuations dudit chastelet, pour la plus grande validité des presentes, lesdites parties respectivement ont fait & constitué, font & constituent leur procureur le porteur des presentes, auquel ils ont donné & donnent pouvoir de ce faire & le consentir, requerir & en demander acte, car ainsi a esté accordé entre lesdites parties, promettant &c. obligant &c. chacun en droit soy, lesdits sieurs gouverneurs audit nom, renonçant &c. de part & d'autre. Fait & passé, savoir par ledit seigneur cardinal en ladite abbaye sainte Genevieve, l'an M. DC. XXXIV. le Samedi 17. jour de Novembre après midy, & aussi par ledit M. François Hieraulme receveur dudit hôtel-Dieu present en ladite abbaye, & par lesdits sieurs gouverneurs dudit hôtel-Dieu au bureau d'icelluy, excepté par lesdits sieurs presdens, en leurs hostels, le Mercredy XXIX. & penultieme jour dudit mois de Novembre audit an M. DC. XXXIV. & l'ont lesdites parties & receveur dudit hôtel-Dieu signé avec lesdits notaires soubzsignez la minute des presentes demeurée par-devers & en la possession de François le Moyné l'un desdits notaires soubzsignez. Signé, BEURREY & LE MOYNÉ. Et plus bas est escript ce que s'ensuit.

L'an 1634. le Samedi 16. jour de Decembre le present contract de donation a esté apporté au greffe du chastelet de Paris, & iceluy insinué, accepté & eu pour agreable, aux charges, clauses & conditions y apposees, & selon que contenu est par icelluy, par M. Antoine le

Marier procureur audit chastelet porteur dudit contract & comme procureur, tant de monseigneur l'eminentissime cardinal de la Rochefoucault abbé de sainte Geneviève de Paris, donateur, que des maîtres & gouverneurs de l'hostel-Dieu de cette ville de Paris, donataires de. nommez audit present contract, lequel a esté enregistré au 90. volume des insinuations dudit chastelet suivant l'ordonnance, ce requerant ledit le Marier audit nom, qui de ce a requis & demandé acte, à luy octroyé, & baillé ces presentes, tant pour servir & valoir audit seigneur cardinal donateur, qu'audit hostel-Dieu donataire, en temps & lieu, ce que de raison. Ce fut fait audit chastelet les an & jour que dessus. Signé, FAUSSET & DROUART. *Registre des Incurables, fol. i. & suivans.*

AUTRE CONTRACT
du cardinal de la Rochefoucault.

PARDEVANT les notaires gardes-nottes du roy nostre sire au chastelet de Paris soubzsignez, fut present monseigneur l'eminentissime François cardinal de la Rochefoucault abbé de sainte Geneviève au Mont de Paris, lequel a dit & déclaré que pour donner plus prompt commencement à l'exercice de charité en l'hospital nouvellement basti pour les pauvres Incurables aux faubourgs saint Germain sur le chemin qui conduit de l'hospital des petites Maisons à Vaugirard, il donne, cede, quitte & transporte par ces presentes, sans aucune garentie neantmoins que de ses faits & promesses seulement, à messieurs les maîtres, gouverneurs & administrateurs de l'hostel Dieu de cette ville ausy administrateurs de l'hospital des Incurables audit nom, la somme de 1433. livres 6. sols 8. deniers à luy deus de reste des arerages pour les quartiers de Juiller, Aoust & Septembre 1633. Janvier, Fevrier & Mars 1634. des six rentes sur les aydes qui luy appartenoient, & dont il a fait ci-devant transport du fonds & son principal audit hospital des Incurables, par contract passé entre luy d'une part & lesdits sieurs gouverneurs pardevant Beurrey & le Moyne l'un des notaires soubzsignez, en date des 4. & 29. Novembre 1634. pour estre ladite somme de 1433. livres 6. sols 8. deniers tournois, & la somme de 1400. livres qui a esté mise & prise des notaires soubzsignez en deniers comprans ez mains de M.

François Hieraulme receveur dudit hostel-Dieu & dudit hospital des Incurables par une personne qui n'a voullut estre nommée, faisant ensemble la somme de 3833. livres 6. sols 8. deniers tournois, employée en l'achapt de 36. lits & de ce qui convient à chacun lit, dans le plus brief temps que faire se pourra, pour mettre, favoir 18. lits dans une salle pour les hommes, & les 18. autres dans une autre salle pour les femmes, y retirer, nourrir & medicamenter lesdits pauvres incurables qui se presenteront selon les facultez dudit hospital, sans que lesdits deniers puissent estre divertis en quelque façon que ce soit à autre usage, que pour l'achapt desdits 36. lits garnis, ce qui a esté accordé par nobles hommes Pierre Sainctot sieur de Vemars, Jean Perrot sieur du Chesnart, Louis de Creil, & Pamphile de la Cour, tous bourgeois, conseillers & anciens eschevins de cette ville de Paris & gouverneurs dud. hostel-Dieu & dud. hospital des Incurables, pour ce present, qui en ont remercié led. seigneur cardinal, & celui qui a donné les 1400. livres tournois en deniers comptans, &c. Fait & passé en l'hostel dudit seigneur cardinal en ladite abbaye de sainte Geneviève l'an M. DC. XXXVI. le xv. jour d'Avril après midi, &c. La minute des presentes demeure vers François le Moyne l'un desdits notaires. Signé, DE TROYES & LE MOINE. *Tiré du mesme registre, fol. 4.*

AUTRE CONTRACT
audit seigneur cardinal.

PARDEVANT les notaires gardes-nottes du roy nostre sire en son chastelet de Paris soubzsignez fut present monseigneur l'eminentissime François cardinal de la Rochefoucault abbé de sainte Geneviève au Mont de Paris, lequel disant qu'ayant eu advis que l'hospital des pauvres Incurables qui se bastit hors le faubourg saint Germain, estoit grandement avancé par le soing & conduite de messieurs les gouverneurs de l'hostel-Dieu de Paris, en telle sorte qu'il y a dez à present des lieux & salles où les pauvres peuvent estre recens & traitez, & les officiers necessaires pour leur service & traitement logez & accommodez, mais que l'eglise & chapelle qui y doit estre construite, est la partie la moins avancée, pource que les fonds destinez pour le bastiment de ladite maison n'ont pu suffire, ayans lesdits sieurs gouverneurs

fourny pour ce qui a esté fait plus que ne montent les deniers qui leur ont esté baillez pour ce faire, ce qui a esté occasion que ledit seigneur cardinal jugeant n'estre moins necessaire de penser au salut des ames des pauvres qui y seront receus, qu'au traitement de leurs corps, ce qui ne se peut faire aisément si la chapelle n'est bastie & accommodée pour y faire le service divin, afin que les pauvres y assistant y puissent recevoir quelque spirituelle consolation en leurs infirmités; à cette cause pour donner moyen auxdits sieurs gouverneurs de faire bastir & elever ladite chapelle le plus soudainement que faire se pourra, ledit seigneur cardinal a donné, cédé, quitté & transporté par ces presentes, sans aucune garantie que de ses faits & promesses seulement, qui sont qu'il n'a cédé ni transporté les parties ci-après declarées à autres personnes, auxdits sieurs gouverneurs & administrateurs dudit hostel-Dieu de cette ville, ausly administrateurs dudit hospital des Incurables, audit nom, la somme de 38047. l. 6. sols tournois, savoir, 5047. livres 6. sols à luy dedus par le sieur de Lancye conseiller du roy tresorier de l'ordinaire des guerres, pour reste de la somme de 20000. livres dont il avoit esté assigné par mandement du sieur tresorier de l'espargne de Fioubet du 5. jour de Mars 1631. signé de lui & contrôlé au controle general des finances le 27. jour desdits mois & an 1631. pour les estats & appointemens qu'il pleut au roy de donner audit seigneur cardinal pendant ladite année; plus la somme de 18000. livres tournois contenuë en un mandement à luy expédié & signé par le sieur de la Bazinière tresorier de l'espargne le 17. jour de Mars 1635. enregistré au controle general des finances le 23. jour dudit mois & an, & au bureau des tresoriers de France à Thoulouze, portant assignation de lad. somme de 18000. l. sur M. Guillaume Tringuiere receveur general des finances aud. Thoulouze, pour les estats & appointemens du conseil qu'il a aussi pleu à sa majesté de donner audit seigneur cardinal pendant l'année 1634. & la somme de 15000. livres tournois en deniers comptans de francs, pieces de 58. sols & autres especes, quia esté mise par ledit seigneur cardinal en presence des notaires foubzsignez ez mains de M. François Hieraulme receveur dudit hostel-Dieu & dudit hospital, le tout faisant ensemble ladite somme de 38047.

livres 6. s. tournois pourestre employée, comme dit est, suivant l'intention dudit seigneur cardinal, sans que pour quelque autre occasion que ce soit elle puisse estre divertie & employée à autre usage que pour ladite eglise, & au payement de la rente cy-après declarée; à la charge que lesdits sieurs maistres, gouverneurs & administrateurs dudit hostel-Dieu de Paris & dudit hospital des Incurables aud. nom seront tenus & obligez de payer & continuer, du jour du decez dudit seigneur cardinal, par chacun an, en deux termes égaux, la somme de 300. livres tournois de rente viagere seulement en cette ville de Paris, à Claude de Pons escuyer sieur de Gripel, ou autre ayant charge de luy, auquel ledit seigneur cardinal a fait & fait don par ces presentes pour bonnes intentions & considerations, & luy en assigne le payement du jour de son decez, veut & entend qu'il en ait l'assignation & l'hipotecque sur tout le contenu en cédites presentes, & particulièrement sur ladite somme de 18000. livres de deniers comptans qui a esté, comme dit est, mise ez mains dudit M. François Hieraulme receveur, sans que la generale affectation déroge à la speciale, ni la speciale à la generale, &c. Ce qui a esté accepté par M. Nicollas le Jay chevalier, &c. premier president en la cour de parlement, &c. M. Nicollas de Bailleul, &c. president en ladite cour, chancelier de la roine, &c. M. René de Longueil, &c. premier president en la cour des aydes, &c. M. Christophle Sanguin, &c. conseiller en la cour de parlement & president ez enquestes d'icelle, ci-devant prevost des marchands de cette ville de Paris, M. Nicolas le Lièvre ausly conseiller du roy en seld. conseils & maistre ordinaire en sa chambre des comptes, & nobles hommes Robert des Prez advocat en parlement, Pierre Sainctor sieur de Vemars, Jean Perrot sieur de Chefhart, Louis de Creil, M. Denis Maillet advocat en ladite cour, Pamphile de la Cour, & Nicolas de Pois anciens conseillers & eschevins de cette ville, & tous maistres gouverneurs & administrateurs dudit hostel-Dieu de Paris & dudit hospital des Incurables, & led. sieur de Pons, pour ce presens stipulans & acceptans, &c. Fait & passé par lesdits seigneur cardinal & sieurs des Prez, Sainctor, Perrot, de Creil, de la Cour & de Poids & receveur, en l'hostel dudit seigneur cardinal, & par lesdits sieurs pre-

sens

fidens & maître des comptes en leurs hostels, l'an M. DC. XXXVI. le Vendredy VIII. jour d'Aoust avant & après midy, & ont signé avec lesdits nottaires soubzsignez la minute des presentes demeurée vers François le Moyné l'un d'iceux nottaires soubzsignez. *Signé*, HUART & LE MOYNÉ. Insinué au chastelet au 91. volume des insinuations, l'an M. DC. XXXVI. le Samedi XIII. de Septembre. *Signé*, FAUSSET & DROUART. *Ibid.*

LETTRES PATENTES.

AN. 1637.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous presens & à venir, salut. Les roys nos predecesseurs ont toujours estimé n'y avoir rien de si convenable au titre de très-Christien, que de jetter les yeux de pitié & de compassion sur les pauvres misérables vrais membres de nostre Seigneur & redempteur Jesus-Christ, & toutes les actions par lesquelles ils se sont rendus illustres & recommandables par toute la terre, ont entre autres choses éminemment paru & éclaté par le grand nombre de monastères, hospitaux & maladeries par eux basties, érigées, fondées & dotées, non-seulement en ce royaume, mais aussi en tous les lieux & endroits de la Chrestienté où leur puissance & domination s'est estendue, à l'imitation desquels plusieurs de leurs sujets portez d'un saint zele ont pareillement employé une bonne partie de leurs biens & facultez pour contribuer aux choses nécessaires pour la nourriture, entretien & soulagement des pauvres & necessiteux, tellement que par la grace de Dieu & la liberalité des gens de bien les choses en sont venues à ce point, que quelque misère ou infirmité dont les pauvres puissent estre affligés, & en quelque aage que ce soit, il y a des maisons ordonnées & establies, où ils se peuvent retirer & y trouver de l'assistance, du secours & des remedes en leurs maux, excepté ceux qui sont malades de maladies inveterées & reputées incurables, auxquels n'a encore esté pourveu de maison particulière jusqu'à present, d'où vient que ceux qui en sont affligés ne pouvant estre admis & receus dans les hospitaux destinez aux malades qui peuvent recevoir guarison, demeurent languissans par les rues & sur les chemins, sans secours ni consolation, au grand regret & desplaisir des ames Chrestiennes & touchées de quelque humanité, ce qu'ayant esté de

longtemps remarqué & considéré par un personnage d'éminente qualité, resolu de porter le premier la main à l'œuvre, de commencer par une contribution presente à pourvoir à l'assistance & secours desdits pauvres incurables, & de convier les ames pieuses & charitables par son exemple de prendre part en une si charitable entreprise, & ayant jugé qu'un establissement si important ne se pourroit mieux faire que par la conduite & direction des administrateurs du grand hostel-Dieu de nostre bonne ville de Paris, comme versez & experimentez en telles economies, il en auroit particulierement conféré avec aucuns d'iceux, & ensuite contracté selon son intention, pour la fondation & dotation d'un hospital & maison destinée à la retraite & soulagement des malades de la qualité susdite, pour estre regie & gouvernée par lesdits administrateurs, separément toutefois & sans aucune confusion avec les revenus dudit hostel-Dieu; en execution de quoy lesdits administrateurs auroient commencé à faire construire les bastimens plus nécessaires hors & proche le faubourg saint Germain, tellement que l'enceinte & closture dudit hospital est déjà entierement achevée, & les autres logemens nécessaires grandement avancez; mais d'autant que c'est une œuvre publique & un establissement de communauté qui ne se doit faire que de nostre autorité & par nostre congé & permission, lesdits administrateurs se sont retirez vers nous, requerans humblement leur vouloir accorder sur ce nos lettres. A quoy inclinans favorablement, jugeant ledit establissement nécessaire pour le bien & soulagement de nos pauvres sujets affligés de maux incurables, & afin de destourner des yeux du peuple un spectacle hideux & pitoiable, de l'avis de nostre conseil, & de nostre certaine science, pleine puissance & autorité royale, nous avons ledit establissement & tout ce qui a esté fait & commencé en execution d'iceluy par lesdits administrateurs, agréé & approuvé, agréons & approuvons par ces presentes signées de nostre main, voulons, ordonnons & nous plaist, qu'à leur diligence lesdits bastimens soient continuez jusques à concurrence du fonds qu'ils ont, & qui leur pourra estre cy après donné & aumosné, selon & à mesure qu'il sera par eux receu, & que dez aussitost qu'il y aura des logemens parfaits, meublez & accommodez, en sorte que les malades

de la qualité fufdite y puiſſent eſtre traittez, & que leſdits adminiſtrateurs jugeront qu'il ſe puiſſe commodement faire, ils y ſoient receus & admis, afin de ne differer que le moins qu'il ſe pourra le ſecours que le public en peut attendre & recevoir, & que pour ce faire leſd. adminiſtrateurs & leurs ſucceſſeurs ezdites charges y puiſſent mettre, ordonner & eſtablir tels officiers, domeſtiques & ſerviteurs qu'ils jugeront neceſſaires pour la nourriture, traitement & ſoulagement deſdits pauvres malades incurables, & pour l'aſſiſtance ſpirituelle & conſolation d'iceux, celebration de la ſainte meſſe, adminiſtration des ſacramens, commettre tel nombre de gens d'egl'iſe que beſoin ſera, approuvez de l'ordinaire, & que pour l'ordre & économie dudit hoſpital, qu'ils puiſſent dreſſer telles regles & ſtatuts qu'ils jugeront convenables pour la direction & gouvernement de ladite maiſon, ſelon l'intention des fondateurs & dotateurs d'icelle, ce que nous leur avons permis & permettons faire, leſquelles regles & ſtatuts nous voulons eſtre gardées, obſervées & inviolablement entretenues de point en point par tous ceux qu'il appartiendra. Et pour contribuer de noſtre part quelque choſe à l'eſtabliſſement de ladite maiſon, attendant que la commodité de nos affaires nous permette de le pouvoir faire plus largement ſelon noſtre intention, nous avons amorty & amortiſſons en tant qu'à nous eſt & appartient, les maiſons, lieux, places, rentes & autres immeubles qui ont eſté & pourront eſtre données, leguées & delaiſſées audit hoſpital, ou qui ſeront acquis par les adminiſtrateurs preſens & à venir, ſans que pour raiſon de ceils ſoient tenus nous payer aucuns droits de lods & ventes, amortiſſemens, francs fiefs, nouveaux acquêts & autres droits à nous deubs, dont en tant que beſoin en ſeroit, nous leur en avons fait & faiſons don, à la charge toutesfois d'indemnifier les particuliers des biens par nous admortis, ſi aucuns ſe trouvent mouvans & tenans d'eux, auquel cas nous les exhortons d'uſer envers ledit hoſpital de la meſme grace & liberalité que nous avons faite pour le regard de ladite indemnité, & outre nous avons ledit hoſpital & maiſon de malades incurables, affranchy, quitté, exempté & deſchargé; affranchiſſons, quittons, exemptons & deſchargeons de tous ſubſides, impositions, droits d'entrée, gabelles miſes ou à met-

tre, & de toutes autres choſes généralement quelconques, dont ils pourroyent eſtre tenus pour les vivres, provisions, & autres denrées & commoditez neceſſaires qui ſeront portées & conduites dans ledit hoſpital deſtiné pour la nourriture, entretenement, ſecours & aſſiſtance des malades & officiers de ladite maiſon, pour deſdites exemptions jouir & uſer tout ainſy qu'en jouit l'hoſtel-Dieu de noſtre ville de Paris, deſſendant très-expreſſément à tous nos fermiers & autres de prendre ou exiger aucune choſe d'eux pour leſdits droits, à peine du quadruple, & de tous deſpens, dommages & intereſts. Et afin de faciliter le progrez des affaires dudit hoſpital, & faire que les procez & differens qui ſe pourroient mouvoir, tant pour les biens, droits & revenus de ladite maiſon, que des exemptions & privileges à elle accordés, nous voulons & entendons que tous leſdits differends & procez concernant leſdits biens, droits & revenus, ſoient traittez en premiere inſtance en la grande chambre de noſtre parlement, & ceux qui concerneront leſdites exemptions & privileges, en noſtre cour des aydes, ſans que les adminiſtrateurs puiſſent eſtre traduits ni convenus ailleurs ny pardevant autres juges quels qu'ils ſoient, attribuant à cette fin toute cour juridiction & connoiſſance deſdits procez & differens meſmes & à mouvoir, à ladite grande chambre de noſtre parlement & cour des aydes à Paris, chacun à leur égard, & icelle interdisant & deſſendant à toutes autres cours & juges. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les gens tenans noſtre cour de parlement, chambre des comptes & cour des aydes, que ces preſentes ils faiſſent regiſtrer, garder, obſerver & inviolablement entretenir, & du contenu en icelles ſouffrent & laiſſent jouir & uſer les pauvres incurables dudit hoſpital pleinement, paisiblement & perpetuellement, ſans permettre qu'il y ſoit contrevenu directement ou indirectement. Mandons auſſy à nos amez & feaux conſeillers les preſidens & treſoriers généraux de France à Paris, de faire pareillement regiſtrer leſdites lettres, & de l'amortissement & exemption des francs-fiefs & nouveaux acquêts & don de droits à nous deubs jouir & uſer ledit hoſpital, ceſſant & faiſant ceſſer tous troubles & empeſchemens contraires. Car tel eſt noſtre plaiſir. Et afin que ce ſoit choſe ferme & ſtable à toujours, nous avons fait mettre noſtre ſcel à ceſdites preſentes,

tes, sauf en autre chose nostre droit & l'autrui en toutes. Donné à saint Germain en Laye au mois d'Avril l'an de grace M. DC. XXXVII. & de nostre regne le XXVII. *Signé, LOUIS; & plus bas: Par le roy, DE LOMENIE. Et scellé du grand scel & contre-scel en cire verte, avec sacs de soye.*

Registrées au parlement le VI. May M. DC. XXXVII. *Signé, DU TILLET.* A la chambre des comptes le VIII. Juin M. DC. XXXVII. *Signé, GOBELIN.* A la cour des aydes le XII. Juin M. DC. XXXVII. *Signé, BOUCHER.* Au bureau des finances de la generalité de Paris, le XVI. Juin M. DC. XXXVII. *Signé, HOTMAN, LE BERT, FORNIER, DE BUGNONS, DE SANTEUL, RIDEL, HACHETTE, FREZON & VARGNIER, & plus bas: Par mesdits sieurs, DE FENIS. Tiré du mesme registre, fol. 8. verso.*

LETTRES DE L'ABBE
de S. Germain des Prez.

AN. 1638.

HENRY de Bourbon eveque de Metz, prince du saint empire, abbé commendataire de l'abbaye de saint Germain des Prez lez Paris, à tous presens & à venir, salut. Sur ce qui nous a esté representé par les gouverneurs & administrateurs de l'hospel-Dieu de la ville de Paris, que plusieurs personnes d'honneur & entre les autres un prelat de qualité eminente, touchez de compassion de la misere d'un grand nombre de pauvres affligez de maux & maladies incurables, dont la condition est d'autant digne de pitié, que ne pouvant avoir entree dans les hospitaux pour y estre traitéz avec les autres malades, ils demeurent languissans par les rues & sur le pavé, sans secours ni assistance, ont liberalement donné de leurs facultez pour commencer un hospital destiné particulièrement pour recevoir & subvenir aux infirmes de cette qualité. Et de fait depuis quelque temps lesdits administrateurs ont des aumônes destinées à cette fin, commencé à edifier un bastiment dans la ville & faubourgs deppendant de nostre dite abbaye de saint Germain des Prez, par la permission du roy, qui non seulement a eu agreable ce dessein, mais a volontairement octroyé audit hospital tous les privileges, graces & immunitéz dont il a esté requis; & sont à present les choses en tel estat, que se trouvant les bastimens capables pour y recevoir quelque nombre de pauvres, lesdits ad-

ministrateurs desireroient y commettre des officiers afin d'en faire l'ouverture, & donner ce soulagement au public. Mais reconnoissant que le lieu où ledit hospital est assis despends de nous, & qu'en iceluy nous avons toute juridiction spirituelle & temporelle, ils ont estimé ne le devoir faire sans avoir sur ce nostre consentement & permission, requerant en faveur des pauvres & pour le bien & soulagement dudit public, que nostre plaisir fust de la leur accorder, & conformement aux lettres patentes de sa majesté avoir agreable & consentir que ledit hospital, les administrateurs, officiers & domestiques d'iceluy jouissent plainement & sans empeschement des immunitéz & privileges octroyez par icelles, & en ce faisant vouloir donner vicariat à l'homme d'eglise que lesdits administrateurs nous presenteront, avec pouvoir d'administrer les sacremens, tant aux domestiques, que malades, recevoir les testamens, & faire toutes autres fonctions ecclesiastiques soubz nostre auctorité, & outre vouloir admortir ledit hospital & l'enclos d'iceluy, de tous cens, charges & redevances quelconques, dont lesdits lieux pourroient estre tenus envers nostre dite abbaye, & afin que tout y puisse estre conduit avec plus d'ordre, & que pour le faire garder ils ayent l'auctorité pour ce faire, vouloir permettre auxdits administrateurs ou à celuy qu'ils commettront à la conduite de ladite maison, de pouvoir faire & rendre la justice entre tous ceux qui y seront demeurans. Nous ayant égard auxdites remonstrances, & veu les lettres patentes de sa majesté données à saint Germain en Laye au mois d'Avril l'an 1637. signées & scellées & enregistrées au parlement, en la chambre des comptes, en la cour des aydes, & au bureau des finances de la generalité de Paris, desirant autant qu'en nous est ensuivre & imiter son saint zele & charitables intentions, & secourir de tout nostre pouvoir les bonnes intentions de ceux qui ont contribué & contribuent de leurs facultez & de leurs soins audit establisement, avons agréé, consenti & accordé, agréons, consentons & accordons l'establisement & bastimens dudit hospital dans nostre justice & seigneurie du faubourg saint Germain des Prez, suivant le contenu desdites lettres patentes de sa majesté, pour jouir par les impetrans plainement des graces, privileges, franchises & immunitéz qui par icelles leur sont octroyées, & outre pour

contribuer de nostre part à un œuvre si chrestien, avons accordé tant pour nous que nos successeurs abbez dudit saint Germain, de donner vicariat au prestre qui nous sera présenté par lesdits administrateurs, pourveu qu'il soit trouvé idoine & capable par nous ou le prieur claustral de ladite abbaye nostre grand vicaire, pour administrer les saints sacremens de penitence, eucharistie & extrême-onction avec toutes les fonctions curiales à l'endroit desd. malades incurables, officiers & administrateurs dudit hospital & serviteurs actuellement & domestiquement servans à iceluy, fors & excepté les saints sacremens de baptême & mariage, que ledit vicaire ne pourra s'entreprendre de conférer, & pour recevoir les testamens d'iceux, faire & celebrer le service divin en la chapelle dudit hospital selon l'usage Romain, & sans qu'il puisse prendre qualité de curé, sous quelque pretexte que ce soit, ains seulement de vicaire, & sur lequel vicaire nous & nostre grand vicaire avons droit de visite, avons deschargé & deschargeons lesdites maisons dudit hospital & terres comprises en la preclocture d'iceluy, contenant seize arpens en fond de terre, de tous cens & autres droits seigneuriaux que nous pourrions avoir sur lesdits lieux, sans qu'à l'advenir on y puisse rien pretendre & demander, mesme pour le delaisement qui en a esté fait par ledit hostel-Dieu audit hospital; à la charge que si lesdits administrateurs ou autres faisoient par cy-après bastir dans l'estenduë desdits lieux presentement admortis aucunes maisons ou habitations, lesquelles vinssent à estre possédées en propriété par autres personnes que du nombre desdits malades incurables, administrateurs, officiers, ou autres servans actuellement audit hospital, ils ne jouiront desdits privileges, franchises, immunités & exemptions par ces presentes accordées audit hospital; & encore à la charge que si lesdits lieux ainsi admortis, ou partie d'iceux venoient à changer de main & estre alienez & mis hors des mains dudit hospital en aucune main, telle qu'elle puisse estre, laïque, ecclesiastique, ou reguliere, ils retourneront à leur premiere nature & origine, avec extinction de toutes les graces, franchises, droits & immunités accordées par nos presentes lettres de concession, que nous n'entendons octroyer sinon en faveur desd. pauvres incurables seulement; & avons concedé & accordé auxdits ad-

ministrateurs presens & à venir, & à celui qui sera par eux commis & préposé à la conduite & direction dudit hospital, la correction de prison, de carcan & de fouet seulement sur les pauvres & domestiques servans actuellement, comme aussy pourra ledit administrateur juger & terminer les differens civils qui pourront naistre entre lesdits pauvres incurables, officiers & domestiques, demeurans dedans la clocture dudit hospital, qui n'excederont la somme de cent livres tournois; & lorsque les cas requerront plus grande punition, la connoissance en appartiendra aux officiers ordinaires de nostredite abbaye privativement à tous autres, sans qu'ils puissent refuser la.... à nostre bailly & procureur fiscal en personne, voulant faire quelque commission de justice pour cas non attribuez audit hospital par nosdites presentes lettres. Sy donnons en mandement à nostredit grand vicaire, official, bailly, procureur fiscal & tous autres officiers de nostredite abbaye qu'il appartiendra, qu'ils souffrent & laissent jouir & user les pauvres incurables dudit hospital, administrateurs & officiers d'iceluy pleinement, paisiblement & perpétuellement, sans permettre qu'il y soit contrevenu directement ou indirectement, sauf en autre chose nostre droit & l'autrui en toutes. Et afin que ce soit chose ferme & stable à tousjours, nous avons signé ces presentes de nostre main, & fait contre-signer par nostre secretaire, & y apposer nostre scel. Donné en nostre chasteau abbatial dudit saint Germain des Prez le xx. jour de Janvier l'an de grace M.DC. XXXVIII. Signé HENRY, eveque de Metz abbé de saint Germain, & sur le reply: Par monseigneur, PELLAUT. Et scellé en cire rouge. Tiré du mesme registre fol. 14. & suivans.

CONSECRATION DE L'AUTEL
de l'hospital des Incurables.

EXEMPLAR actūs positi cum reliquiis sanctorum in majori altari hospitalis pauperum Incurabilium, dum illud consecraret illustrissimus dominus dominus Joannes de Passelaigue episcopus Bellicensis sancti imperii Romani princeps anno Domini M.DC. XL. die XI. Martii.

In nomine Domini. Amen. Anno salutis millesimo sexcentesimo quadragesimo, die verò undecimâ mensis Martii. Ego Joannes de Passelaigue episcopus Bellicensis consecravi altare hoc in honorem

rem beatissimæ virginis Mariæ annuntiatæ, & reliquias sanctorum Crispini & Crispiniani martyrum, nec non sancti Mauricii martyris, ac sanctorum undecim millium virginum in eo inclusi; & singulis Christi fidelibus hodie unum annum, & in die anniversario consecrationis hujusmodi ipsum visitantibus quadraginta dies de vera indulgentia in forma ecclesiæ consueta concessi. *Signé*, JOANNES, episcopus Bellicensis.

Joannes Dei & S. sedis apostolicæ gratiæ episcopus & dominus Bellicensis, sacri Romani imperii princeps, notum facimus quod die Dominicâ undecimâ Martii anni Domini M. DC. XL. rogati à venerabili patre domino Benedicto *Brachet* priore monasterii sancti Germani à Pratis ad Romanam ecclesiam nullo medio pertinentis, & vicario generali illustrissimi domini domini Henrici à Borbonio episcopi Metensis, dicti monasterii abbatis commendatarii, altare majus ecclesiæ hospitalis Incurabilium suburbii sancti Germani à Pratis sub invocatione beatæ Mariæ virginis annuntiatæ consecravimus & dedicavimus. Datum Parisiis sub signo & sigillo nostro, die & anno quibus supra. *Signé* JOANNES, episcopus Bellicensis. *Et inferius*: De mandato illustrissimi & reverendissimi domini domini mei Bellicensis, *Signé*, GUYNON. *Et sigillatum. Ibidem fol. 16.*

LETTRES DE FILIATION
du general des Chartreux.

AN. 1638. **F**RATER Justus prior domus majoris Cartusie, ac totius ordinis Cartusienensis minister generalis, admodum illustri domino domino Joanni Perrot militi domino de Cheynart, hospitii beatæ Mariæ Incurabilium in civitate Parisiensi noviter erecti directori ac rectori, fratri nostro charissimo, salutem in Domino sempiternam.

Adoranda planè atque admiranda Dei bonitas, qui hisce nostris temporibus (licet dies mali sint) pauperum infirmorum clamores intendens, eorumque deprecationem exaudiens, eis non jam de Samaritano & stabulario, sed de vobis providit, qui nosocomium in illa inelyta civitate institueretis, in quo ægrotantes ac incurabilibus morbis laborantes colligeretis de plateis, & consumpta langoribus miserorum membra refoveretis, nec non eorum vulnera, plagas & ulcera oleo ac vino lavaretis ac alligaretis. Hinc est quod nos tam pium, tam sanctum, at-

Tome II. Part. II.

que tam Christianum opus omnino laudantes & probantes, illiusque fundationem & initia spiritualibus nostris thesauris promovere, ac vestros, presbyterorum, capellanorum & clericorum atque aliorum hospitii hujusmodi officialium & infirmis ministrantium labores, & ipsorum infirmorum dolores, alleviare desiderantes, vobis inquam & successoribus vestris præfati hospitii rectoribus, nec non universis & singulis presbyteris, capellanis, clericis, oconomis, medicis, chirurgis, cæterisque ejus officialibus & ministris cujuscumque sexûs existant, quos in ipsius ac infirmorum hujusmodi ministerio & famulatu decedere contingeret, nec non & ipsis infirmis in illo pariter decedentibus, plenissimam omnium & singularum missarum, jejuniorum, abstinendarum, vigiliarum, orationum, contemplationum, meditationum, hospitalitatum, aliorumque piorum operum quæ ab omnibus & singulis ac ceteriorum nostrorum ascetis fiunt, & divino aspirante Pneumate fient in posterum, perpetuam perpetuisque valituram temporibus concedimus & impertimur participationem: addentes ex gratia speciali, ut cum obitus vester, eorumdemque supradictorum decessus (quos Deus preiosos in conspectu suo, & ad instar sanctorum efficiat) nostro fuerint generali capitulo denuntiari, injungentur missæ & alia pia suffragia pro animarum vestrarum refrigerio. Interim autem Deum & Jesum Christum Dominum nostrum cernui adoramus, & oramus ut cum in majestate sua cujusque opera judicaturus adveniret, vos per visitationem & curam infirmorum in dilectione firmatos inveniat. Quod vobis imprecamur per merita ipsius Domini nostri Jesu Christi. Datum Cartusie die XIX. mensis Februarii, anno à nativitate Domini nostri Jesu Christi M. DC. XXXVIII. *Signatum super replicatum*, FR. JUSTUS. *Et sigillatum. Ibidem folio 16. verso.*

LETTRES PATENTES
pour le franc-sallé.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre; à tous présents & à venir, salut. Les roys nos predecesseurs ont toujours estimé qu'il n'y avoit rien de plus convenable au titre de tres-Christien, que de jeter les yeux de pitié & de miséricorde sur les pauvres; c'est pourquoy ils ont fondé plusieurs hospitaux, & particulièrement en

O ij

AN. 1639.

nostre bonne ville de Paris, auxquels ils ont donné quelques revenus pour aider à la nourriture & entretenement de ceux lesquels y seroient receus & admis ; & nous à leur imitation, ayant depuis peu de tems permis d'en construire un pour les pauvres affligés de maladies incurables, pour lesquels il n'y avoit point eu aucun lieu pour les retirer, medicamenter & substanter ; ce qui réussit si bien, que par la divine providence & la conduite des gouverneurs & administrateurs de l'hôtel-Dieu de nostredite ville de Paris, que les malades de ceste qualité sont à present assistés de bon nombre de personnes dans ledit hospital, pour leur administrer les sacremens, les soulager en leurs maux, & leur donner leur nourriture & vivres, en sorte qu'ils subsistent par les bienfaits de nos sujets ; à quoy voulans contribuer de nostre part de tout ce que nous pourrons, pour le bien & soulagement desdits malades, encore que par les lettres que nous avons fait expedier pour l'establissement dudit hospital, nous leur ayons accordé l'exemption de toutes impositions, droits d'entrée, gabelles, & toutes autres choses généralement quelconques dont jouissent les pauvres dudit hôtel-Dieu de Paris, neantmoins pour ce qu'on pourroit leur contester la jouissance du droit de franc-sallé, & les empêcher d'avoir & prendre sel nécessaire pour la provision de leur maison en nos greniers, s'ils n'avoient lettres particulieres pour cet effet, la difficulté nous ayant esté représentée par les gouverneurs & administrateurs dudit hospital, & nous ayant requis leur vouloir accorder, savoir faisons que inclinans favorablement à leur tres-humble priere, nous leur avons de nos certaine science, grace speciale, plaine puissance & autorité royale, permis, accordé & octroyé, permettons, accordons & octroyons par ces presentes signées de nostre main, de prendre & lever à perpetuité dans nos greniers de nostredite ville de Paris la quantité d'un septier de sel par chacun an pour la provision de ladite maison & hospital des Incurables, en payant par eux le prix du marchand pour toutes choses seulement. Sy donnons en mandement à nos amez & feaux les gens tenans nostre cour des aydes à Paris, que ces presentes ils fassent registrer selon leur forme & teneur, sans y apporter aucune restriction ni modification, & de l'octroy

perpetuel y contenu jouir & user les gouverneurs & administrateurs, & aux grenetiers & controlleurs de nosdits greniers, marchands adjudicataires d'iceux, leur faire delivrer ladite quantité de sel par chacun an, en payant, comme dit est, le prix du marchand seulement, sans y faire difficulté. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à tousjours, nous avons fait mettre nostre scel à cesdites presentes, sauf en autres choses nostre droit, & l'autrui en toutes. Donné à saint Germain en Laye au mois de Mars l'an de grace M. DC. XXXIX. & de nostre regne le XXIX. Signé, LOUIS, & sur le reply: Par le roy, PHELIPPEAUX & scellé avec scel & contre-scel en cire verte.

Et sur le reply est escrit: Registrées en la cour des aydes, ouy le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, suivant l'arrest du jourd'huy. A Paris le xxx. jour de Mars M. DC. XXXIX. Signé, BOUCHER.

Aussi enregistrees au greffe du grenier à sel de Paris le xx. Juillet M. DC. XXXIX. Signé RIVIERE.

Arrest de la cour des aydes du 2. Aoust 1639. par lequel est ordonné que les administrateurs de l'hospital des Incurables ne payeront le sel que sur l'ancien pied de 4. livres 10. sols le minot, au lieu de quoy l'adjudicataire pretendoit le leur faire payer 7. livres dix sols le minot. *Ibid.* f. 17. verso.

EXTRAIT DE QUELQUES
autres actes en faveur des
Incurables.

DAMOISELLE Marguerite Rouillé femme de N. H. M. Jacques le Brest conseiller du roy au chastelet, & de luy auctorisée, donne aux gouverneurs de l'hôtel-Dieu de Paris ses maisons grande & petite, avec les jardins vignes & prez situez à Chaliot, à elle escheûes par partage en la succession de feu M. Jean Rouillé son pere sieur des Marets maître des comptes à Paris, & encore 622. livres 5. sols 2. deniers tournois de rente après son decez, ledites rentes à elle escheûes de la succession dudit sieur Rouillé ; le tout pour establir audit Chaliot un hospital de pauvres Incurables, aux conditions portées par le contract en date du premier Octobre 1632. passé par Camuset & Roussel notaires ; lequel hospital s'appelleroit l'hô-

pital des pauvres Incurables de sainte Marguerite, & porteroit en bosse les armes des Rouillé, qui sont trois mains gauches renversées, un croissant au dessus, & trois estoiles au dessus desdites mains. Ledit contract insinué au greffe du chastelet de Paris le IX. Novembre M. DC. XXXII. Signé, FAUSSET.

Depuis ladite damoiselle veuve dudit defunt monsieur M. Jacques le Brest conseiller du roy en la prevoist & siege presidial du chastelet de Paris, voyant qu'il y avoit un hospital des Incurables erigé au fauxbourg saint Germain des Prez, elle y transporta la donation precedente, en se reservant l'usufruit des maisons de Chaliot, lesquelles après son decez seront vendues par les administrateurs de l'hostel Dieu de Paris, que ladite damoiselle descharge de l'erection d'un hospital d'Incurables audit Chaliot: à la charge que lesdits administrateurs recevront de - à - present deux pauvres Incurables audit hospital saint Germain, qui leur seront par elle presentez, & s'appelleront les pauvres de sainte Marguerite, auxquels après son decez en sera adjousté un troisieme, qui portera le mesme nom; lequel nombre de trois pauvres sera continué à perpetuité sous le mesme nom, & seront tous filles ou femmes de la ville & faubourgs de Paris & de la paroisse saint Eustache, privativement & à l'exclusion des autres. De plus que ladite damoiselle, avec deux servantes, sera logée audit hospital en une chambre haute à cheminée, qu'elle meublera à sa volonté, & y seront nourries saines & malades, moyennant 1200. liv. de pension annuelle pour les trois ensemble. Que le jour sainte Marguerite 20. Juillet sera chanté chacun an grande messe & vespres de la solemnité du jour audit hospital, aux frais dudit hospital, & y assisteront desdits pauvres incurables particulièrement ceux qu'a fondez ladite damoiselle; lesquels seront admonestéz chaque jour par ceux qui leur administreront leurs vivres, de dire ces mots: *Dieu face misericorde à la fondatrice;* & seront lesdits pauvres reconnus & distingués des autres par un billet ou image qu'on mettra à chacun de leurs lits. Pourra ladite damoiselle sortir dudit hospital, quand elle voudra, & emporter ses meubles; mais son decez arrivant audit hospital, les meubles de sa chambre demeureront au profit dudit hospital, à la reserve de ses bagues, joyaux, or, argent monnoyé, vaisselle d'argent à elle

appartenant, & le linge qui sera à son usage. A promis ladite damoiselle donner audit hospital un parement d'autel de gros de Naples blanc, sur lequel il y aura des soleils en broderie avec des noms de Jesus & Marie, la chasuble, oreillers, bourse, voile de calice, & credence; comme aussi promet de donner audit hospital la somme de 200. livres tournois pour les accommodations qui ont esté faites au lieu qu'elle habitera. Fait le III. Juillet M. DC. XLI. pardevant le Moyne & Roussel notaires. Suit la quittance pour les ornemens cy-dessus mentionnez, en datte du VIII. Juillet M. DC. XLI. & l'insinuation au greffe du chastelet du XXVII. Aoust M. DC. XLI. *Ibid. fol. 20. & suivans.*

La mesme damoiselle voulant fonder une messe par chaque jour à perpetuité, dans la chapelle de la salle des pauvres femmes malades audit hospital des Incurables, donna aux gouverneurs & administrateurs de l'hostel-Dieu, la somme de 3600. livres tournois en deniers comptans, & le fort principal & les arerages de 100. livres tournois de rente rachetables de la somme de 1600. livres tournois, deües à ladite damoiselle par les religieux de saint Germain des Prez, l'usufruit de cette rente à elle reservé sa vie durant. En vertu de laquelle donation les administrateurs se sont obligez de faire dire par chacun jour à perpetuité une basse messe en la chapelle de la salle des pauvres femmes malades audit hospital des Incurables, à l'intention de ladite damoiselle, ses parens & amis, tant vivans que trepassez: savoir la premiere desdites messes le Lundy, qui sera du saint Esprit, & auparavant la celebration d'icelle sera dit l'hymne *Veni creator*, l'antienne & oraison dudit jour; le Mardy la messe de l'Ange-Gardien, l'antienne & oraison dudit jour; le Mercredy celle de saint Joseph, l'antienne & oraison; le Jeudy celle du saint Sacrement, l'hymne *Pange lingua*, l'antienne & oraison dudit jour; le Vendredy celle des cinq playes de N. S. l'hymne *Vexilla*, l'antienne & l'oraison; le Samedy celle de la Vierge, l'hymne *Ave maris stella*, l'antienne & oraison; le Dimanche celle dudit jour; lesquelles messes seront dites par un prestre demeurant audit hospital, qui sera nommé & présenté par le sieur Charles Robineau conseiller & secretaire du roy, l'un des gouverneurs & administrateurs de l'hostel-Dieu, & gouverneur & administrateur particulier

audit hospital, auxdits sieurs gouverneurs, pour estre agréé & receu par eux, & nourri aux despens dudit hospital; laquelle presentation sera faite par les administrateurs dudit hospital, & pourra estre ledit prestre depossédé par ledit Robineau & ses successeurs, du consentement desdits sieurs gouverneurs, en cas qu'il ne soit agreable. Fait & passé le xxii. jour d'Aoust M. DC. XLII. par le Boucher & le Moyne notaires. Scellé le xxvi. Novembre M. DC. XLII. *Signé, GIGUET.* Insinué au greffe du chastelet le xvii. d'Octobre M. DC. XLII. *Signé FAUSSET. Ibid. fol. 29. verso.*

M. Jacques de Hillerin prestre conseiller du roy en sa cour de parlement, desirant aider à la bonne œuvre qui se commençoit pour le soulagement des pauvres Incurables, pour le bastiment desquels on avoit deja commencé à porter sur le lieu de la pierre de taille, moilon & autres materiaux, donna aux gouverneurs de l'hostel Dieu la somme de 1600. livres: tournois comptant, pour estre employée en achapt d'heritages ou de rentes qui seront employées à la nourriture des pauvres Incurables. Fait & passé le ii. Janvier M. DC. xxxv. par Beurrey & le Moyne notaires. *Ibidem fol. 54.*

Dame Claude Poignant veuve de feu noble homme M. Antoine de Paris vivant procureur des comptes & eschevin de la ville de Paris, donna aux gouverneurs & administrateurs de l'hostel Dieu cent livres de rente pour la maison des Incurables, avec un lit meublé, pour nourrir & alimenter Jean de Paris jugé du tout incurable, & après le decez d'iceluy servir aux autres pauvres Incurables dudit hospital. Fait & passé le xiii. Decembre M. DC. xxxviii. par Saunier & Perrier notaires. *Ibid. fol. 59.*

Honorable femme Marie Ruffé veuve de feu sieur Guillaume Henriot vivant marchand drapier, detenüe depuis longtemps d'une maladie incurable, & desirant se retirer pour le reste de ses jours à l'hospital des Incurables, y donna 200. livres tournois de rente à prendre sur 1000. liv. de rente à elle leguées par feuë madame de Ricouart sa tante; à condition qu'elle aura une chambre audit hospital, où elle n'admettra aucune personne à boire & manger avec elle; qu'elle s'habillera à ses despens; qu'elle ne se pourra faire porter à la ville pour ses affaires, qu'avec la permission du gouverneur de l'hospital &c. Fait & passé

l'an M. DC. xli. le v. May par Anceau-me & Lestoré notaires, & insinué au greffe du chastelet le premier Juin M. DC. xli. *Signé, FAUSSET. Ibidem fol. 63.*

M. Charles Robineau conseiller secretaire du roy, administrateur particulier des Incurables, acheta des administrateurs de l'hostel Dieu, pour la somme de 125. livres tournois de rente rachetable de celle de 2500. livres, le surplus des dix sept arpens de terre sur lesquels avoit esté faite la premiere fondation de l'hospital des Incurables, pour estre tout ledit terrain employé au service dudit hospital. Fait & passé le v. Septembre M. DC. XLII. par le Boucher & le Moyne notaires. *Ibid. fol. 64. verso.*

M. Antoine Loyfel conseiller du roy en sa cour de parlement à Paris desirant contribuer à l'entretien des pauvres Incurables, donna pour eux à Jean Perrot sieur du Chefart, administrateur particulier de l'hospital des Incurables, la somme de 6000. l. tourn. comptant, à la charge de faire dire tous les ans, en la chapelle dudit hospital par le chapelain d'iceluy, deux basses messes des deffunts, le 20. & le 23. de Decembre, l'une pour feu M. Antoine Loyfel son pere, vivant conseiller en ladite cour, & l'autre pour feu M. Guy Loyfel son oncle, vivant pareillement conseiller en ladite cour, & en outre deux autres messes pareilles à perpetuité, aux jours qu'arriveront les decez du donateur & de dame Anne le Boulanger sa femme; lesquelles deux messes seront substituées à la place des 2. precedentes, qui cesseront de se dire quand on commencera à acquiter celles-ci; auxquelles messes assisteront les pauvres dudit hospital qui pourront se lever & marcher. Fait & passé le v. Septembre M. DC. xli. par Prieur & Laisné notaires. *Ibid. fol. 66. verso.*

M. Vincent Nevelet auditeur à la chambre des comptes de Paris, & damoiselle Catherine le Brest son espouse, donnent à l'hospital des Incurables 318. liv. 16. sols 7. den. tourn. de rente, à la charge qu'il leur sera loisible pendant leur vie de nommer deux pauvres audit hospital, homme & femme, qui seront dits les pauvres des sieur & damoiselle Nevelet, & après leur decez seront ledits pauvres nommez par les administrateurs dudit hospital. Fait & passé le vii. Mars M. DC. XLII. par Levesque & le Moyne notaires. Accepté par le sieur Robineau administrateur dudit hospital le

le ix. Avril M. DC. XLII. Insinué au gref-
fe du chastelet le xvii. May M. DC. XLII.
Signé, FAUSSET.

M. Perrot gouverneur de l'hospel-
Dieu & gouverneur particulier de l'hos-
pital des Incurables, par son testament
legua à l'hospital des Incurables la som-
me de 8836. livres 2. sols tournois, pour
estre employée en rente constituée au
profit dudit hospital. Après son decez
ladite somme fut delivrée par ses heri-
tieres mains du sieur René de la Haye,
l'un des gouverneurs de l'hospel Dieu,
qui la delivra au sieur Hieraulme rece-
veur de l'hospel Dieu, & fut constituée
audit hospital des Incurables la somme
de 441. livres de rente par les admini-
strateurs de l'hospel Dieu, de laquelle
rente le premier payement commence-
roit du jour que l'hospital des Incura-
bles seroit entierement quitte de ce qu'il
devoit audit hospel-Dieu, & rachetable
de pareille somme de 8836. livres 2. sols
tournois en un seul payement. Fait &
passé le v. Septembre. M. DC. XLII.
par Ricordeau & le Moyne notaires. *Ibid.*
fol. 74.

Le roy, par son brevet du 17. Juin 1643.
à la requeste du sieur Robineau gouver-
neur particulier de l'hospital des Incura-
bles, accorda quatre poulces d'eau de
fontaine audit hospital, lesquels restoient
à disposer de la chute des fontaines du
parc de Luxembourg venant de Rongis,
laquelle après avoir servi dans ledit parc
se descharge par une conduite soubz terre
dans un regard qui est hors iceluy, &
se perd dans les ruës, comme n'estant
point recherchée, pour n'estre pas net-
te; mais neantmoins ledit hospital s'en
pourroit servir, en la faisant épurer, &
lui seroit plus utile que celle des puits
dudit lieu qui estoit mauvaise & fort pré-
judiciable aux pauvres. Sa majesté ordon-
ne au sieur Franchine intendant general
des eaux & fontaines de France, de faire
delivrance desdits quatre poulces d'eau
audit hospital. *Ibid. fol. 75. verso.*

Pour conduire cette eau à l'hospital
des Incurables, faire un regard, & des
canaux &c. le sieur Robineau acheta
pour la somme de 120. livres tournois
de rente rachetable au denier 18. des
administrateurs de l'hospel-Dieu, une
piece de terre sise au faubourg S. Ger-
main proche du regard de Luxem-
bourg, tenant d'une part à l'église saint
Sulpice & à M. Monrouge, de l'autre à
Guillaume Lereau, le Beau fa-
seur, & autres, aboutissant d'un bout

à la ruë des Vieilles-Thuilleries dite Chaf-
semidy, & d'autre bout à la ruë qui va
de Luxembourg à Vaugirard. Fait & pas-
sé le xxiv. juillet M. DC. XLIII. par
Guillard & le Moyne notaires. *Ibid. fol.*
76. verso.

Ledit sieur Robineau employa la som-
me de 3600. livres provenant de la fon-
dation faite par damoiselle Marguerite
Rouillé veuve de feu N. H. M. Jacques
leBrest conseiller au chastelet de Paris,
à acquerir au profit de l'hospital des
Incurables, une rente de 200. livres
tournois de haut & puissant seigneur
messire Henry-Auguste de Lomenie com-
te de Brienne & de Monbron, baron de
Pougy & de Boufflac, chevalier conseiller
du roy en ses conseils, & secretaire d'e-
stat & des commandemens & finances
de sa majesté, & haute & puissante da-
me Louise de Beon du Mallez son epou-
se. Fait & passé le xxiv. Juin M. DC. XLIII.
par Ricordeau & Marreau notaires. *fol.*
78.

Dame Marie le Prevost veuve de mes-
sire Nicolas Camus vivant seigneur de
Pontcarré, conseiller du roy en ses con-
seils, & secretaires des commandemens
de mesdames sœurs de sa majesté, donna
la somme de 5400. livres tournois audit
sieur Robineau administrateur de l'hos-
pital des Incurables, pour estre conver-
tie en rente au profit dudit hospital, à
condition d'en faire à ladite dame une
rente viagere de 300. livres tournois de
rente, & après le decez d'icelle de re-
cevoir & inhumer son corps audit hos-
pital, faire pour elle un service complet,
& après faire dire chaque jour, à perpe-
tuité, une messe basse à l'intention de
ladite dame, son feu mari, & les feu
pere & mere d'icelle dame. Fait & pas-
sé le xii. Aoust M. DC. XLIII. par Quar-
ré & Marreau notaires. *Ibidem fol. 81.*
verso.

Honorable femme Marie Thiot veuve
de feu honorable homme Jean Desmont
vivant marchand frippier de Paris, de-
siring se retirer le reste de ses jours à l'hos-
pital des Incurables, pour y servir les ma-
lades, donna audit sieur Robineau au
profit dudit hospital la somme de 4000.
livres. Fait & passé le xxvi. Septembre
M. DC. XLIII. par des Prez & Marreau
notaires. *Ibidem fol. 83.*

Messire Louis Caillebot chevalier sieur
de la Salle, donne audit hospital des
Incurables, pour la celebration d'une
messe basse à perpetuité qui sera cele-
brée chaque jour, 500. livres tournois

de rente, & s'il veut se retirer audit hospital, il y sera logé avec deux valets, & escurie pour son cheval, moiençant la somme de 1700. l. de pension. Fait & passé le xxiii. Octobre M. DC. XLIII. par l'Evesque & le Moyne notaires. *Ibidem fol. 85. verso.*

Catherine Girard fille majeure usant de ses droits, donne audit hospital la somme de 1800. livres pour lui en faire une rente viagere de 100. livres, & après son decez en retourner 50. livres de rente à ses heritiers, rachetable de la somme de 900. livres, & le surplus demeurer esteint au profit dudit hospital pour la fondation d'un service à perpetuité au jour de son decez, d'une messe tous les mois, & une autre le jour des trepassez, le tout pour le remede de son ame. Fait & passé le xxvii. Avril M. DC. XLIV. par Huart & le Moyne notaires. *Ibidem fol. 87. verso.*

Messire Pierre de Hodic conseiller du roy en ses conseils & cour de parlement, & president ez enquestes d'icelle, seul heritier de defunte damoiselle Elisabeth le Boulanger au jour de son decez veuve de feu monsieur M. Pierre Hodic maistre des comptes, sa mere, fonde un lit à l'hospital des Incurables, moyennant la somme de 200. l. de rente, lequel lit sera toujours prest pour recevoir un malade de la part dudit sieur de Hodic & de madame son epouse, à l'exclusion de leurs domestiques, & à condition encore que le fils aîné & la fille aînée desdits sieur & dame de Hodic pourront, après leur decez, & une fois pendant leurs vies, envoyer audit hospital un pauvre incurable; & en outre qu'il sera dit chaque jour à haute voix en l'eglise dudit hospital pendant la premiere année de cette fondation, un *De profundis* avec les oraisons accoustumées, pour ladite defunte damoiselle de Hodic. Fait & passé le i. Juillet M. DC. XL. par de la Croix & Marion notaires. *Ibid. fol. 105.*

Messire Jacques Danès sieur de Marly conseiller du roy en ses conseils, evesque de Thoulon, donna aux administrateurs de l'hostel-Dieu & des Incurables la somme de 109000. livres au moyen de laquelle ils lui promirent faire une rente annuelle de 5450. livres tournois, de laquelle somme de 109000. livres ledit sieur evesque delaisa auxdits hostel-Dieu & Incurables la somme de 30000. livres: favoir à l'hostel-Dieu 12000. livres, & aux Incurables 18000. livres pour en disposer en pleine propriété, du jour du decez dudit sieur eves-

que ou de celui de dame Anne Hennequin veuve de monsieur le president de Marly, sa mere, en cas qu'elle survive. Et après le decez de l'un & de l'autre, lesdites 5450. livres de rente n'auront plus cours que pour 3950. livres tournois de rente à raison du denier vingt, lesquelles seront rachetables en deux ou trois payemens esgaulx, moiençant la somme de 79000. livres tournois de principal. Les charges pour l'hospital des Incurables, sont d'y recevoir quatre pauvres, pris l'un de la paroisse de Marly, l'autre en la paroisse de Compan en France, l'autre en celle de saint Eustache de Paris, & le quatrième en celle de saint André des Arcs audit Paris, lesquels seront nommez par les curez desdits lieux & l'administrateur particulier dudit hospital. Et en cas qu'ezdites paroisses il ne se trouvast quatre pauvres incurables, les administrateurs en pourront prendre d'ailleurs. Fait & passé le xxiii. Octobre M. DC. XLIII. par le Boucher & le Moyne notaires. Par addition faite audit contract le 26. Juillet 1644. ledit sieur evesque consent que dez ce jour l'hospital des Incurables jouisse de 7000. livres à prendre sur ladite somme de 18000. livres & en outre de 550. livres de rente constituée audit seigneur evesque par le present contract; à condition que ladite dame sa mere nommeroit sa vie durant lesdits quatre pauvres, *Signé, RICORDEAU & LE MOYNE, notaires. Ibid. fol. III. verso.*

Damoiselle Marguerite Rouillé veuve de M. Jacques le Brest conseiller au chastelet de Paris, donne à l'hospital des Incurables 250. livres de rente, les deux cent pour la fondation d'un cinquième pauvre, femme ou fille, audit hospital, qui sera de la paroisse S. Eustache, s'il s'y en peut trouver, & les 50. livres pour fonder une exhortation tous les Samedis en la salle des femmes audit hospital. Au lit de ladite cinquième pauvre fille ou femme de sainte Marguerite, y aura une image comme aux quatre autres; & la nomination en appartiendra à elle, & au sieur de Rys son confesseur, après le decez de la fondatrice. Fait & passé le xx. Juillet M. DC. XLIV. par de saint Jean & le Moyne notaires. Par addition du 15. Fevrier 1647. des cinq pauvres de sainte Marguerite, la nomination de deux appartiendra à messieurs de Villemontée conseiller en parlement, & de la Bistrade conseiller au grand conseil ses neveux; d'une autre

à madame de Calgray sa niepce, de la quatrième à madame Maynardeau sa belle fille, & ce leur vie durant seulement; & après leur decez aux administrateurs dudit hospital. *Ibid. fol. 118.*

Dame François de Chaulnes veuve de feu M. Nicolas Thibault sieur de Beaurain maître des comptes, donne à l'hospital des Incurables la somme de 1000. livres pour fonder deux lampes dans les deux salles dudit hospital. Fait & passé le xxix. Juillet M. DC. XLIV. par Hervy & le Moyne notaires. *Ibidem fol. 120. verso.*

Haut & puissant seigneur messire Roger duc de Bellegarde pair de France, donne à l'hostel Dieu de Paris & à l'hospital des Incurables, moitié par moitié, deux mille livres de rente. Passé par de Beaufort & de Beauvais notaires, le xxiii. Septembre M. DC. XLIV. *Ibid. fol. 128. verso.*

Dame Catherine le Breft veuve feu M. Vincent Nevelet auditeur des comptes, donne à l'hospital des Incurables 500. livres de rente, & 1800. livres en argent, pour l'entretien de deux pauvres soit hommes ou femmes, filles ou garçons audit hospital, qui seront nommez les pauvres de madame Nevelet, lesquels seront présentez par ladite dame, & après son decez par M. Vincent Nevelet conseiller au parlement son fils, ou s'il predecedoit sa sœur dame Marie Nevelet femme de messire Jean du Bouchet chevalier sieur marquis de Souches, ladite dame de Souches présentera lesdites places. Fait & passé le xix. Avril M. DC. XLV. par Gautier & Pourcel notaires. *Ibidem fol. 142.*

Messire Jacques Danès sieur de Marly, conseiller du roy en ses conseils, evesque de Thoulon, donne 600. livres de rente à l'hospital des Incurables, à prendre sur les 1100. tant de livres de rente deûes audit sieur evesque de Thoulon par l'hostel-Dieu, pour estre lesdites 600. livres de rente employées à l'entretien de deux docteurs de Sorbonne, qui seront nommez par le sindic de la sacrée faculté, & le prieur de la Chartreuse de Paris, & l'administrateur dudit hospital. Fait & passé à Paris le xxiii. Octobre M. DC. XLIII. par Cartier & le Moyne notaires. Et fut réglé le 19. May 1645. que les deux docteurs seroient employez à consoler & assister les pauvres malades dudit hospital; qu'ils diroient la messe en l'église dudit hospital ou ailleurs à leur commodité, tous les jours de feste & Dimanches, & tous les Jedis & Ven-

dredis de l'année, à l'intention des pauvres malades & de ceux d'entr'eux qui seront decedez, tant audit hospital, qu'à l'hostel-Dieu, sans oublier le fondateur & les siens vivans & trepassez, & à chaque messe du jour qu'ils diront, adjousteront toujours une oraison à cet effet. Et à pareil jour que le fondateur sera decezé, diront pour lui une messe de Requiem, & pareilles aux 5. Janvier, 25. Fevrier, 23. & 27. Mars, 8. Avril, 14. 15. 17. & 30. May, 19. & 25. Juin, 4. Juillet, 19. Aoust, 12. Septembre, 2. & 4. Novembre & 9. Decembre, le tout à perpetuité, pour madame de Marly mere du fondateur, madame de Lomenie sa sœur à luy, & ses autres parens &c. Par autre reglement du 3. Juin 1645. est ordonné que les docteurs feront exhortation aux malades tous les Vendredys de l'Avent & Carefme, à une heure ou deux, & les jours de Pasques, Pentecoste, Assomption Nostre-Damé, Toussaints & Noel, devant ou à l'issue de vespres, entendront les confessions des malades &c. *Ibid. fol. 148.*

Haut & puissant seigneur messire Roger du Plessis seigneur de Liancour, de la Roche Guyon, &c. chevalier des ordres du roy, conseiller en ses conseils, premier gentil-homme de la chambre de sa majesté, & haute & puissante dame dame Jeanne de Schomberg son épouse, donnent à l'hospital des Incurables 500. livres de rente pour l'establissement de deux pauvres, homme ou femme, qui seront pris par preference sur leurs terres de Liancour, la Roche-Guyon, & Guiercheville, & nommez par lesdits sieur & dame, par le sieur de la Roche-Guyon leur fils, après leur decez, & puis par les administrateurs dudit hospital. Fait & passé le xxviii. Avril M. DC. XLV. par Quarré & Marreau notaires. *Ibid. fol. 151. verso.*

Dame Judith de Mesmes veuve de messire Jean de Barillon seigneur de Mancy, par contract passé le 30. Aoust 1645. par de saint Vaast & le Moyne notaires, donna à l'hospital des Incurables la somme de 4500. livres, pour estre convertie en rente pour l'entretien d'un pauvre. A cet effet la somme fut donnée à messire François du Tillet seigneur de Pannes, baron de Bellefaye, la Forest & le Magdelon, conseiller, notaire & secretaire du roy, protonotaire & greffier en chef du parlement, & à dame Charlotte de la Fin de Salin sa femme, qui s'engagerent à en faire

250. livres de rente audit hospital, par contract du 20. Septembre 1645. passé par Quarré & Marreau notaires. Ladite somme employée par eux pour convertir au payement de 60000. livres qui leur restoient à payer de reste de celle de cent cinquante mille livres au sieur de la Buffiere Jean du Tillet protonotaire du roy & greffier du parlement, pour la vente par lui à eux faite de deux offices hereditaires de greffier alternatif & triennal de la cour de parlement. *fol. 158.*

Noble homme Jean-Baptiste Lambert conseiller secretaire du roy, par son testament du 19. Decembre 1644. legua à l'hospital des Incurables, pour y entretenir vingt-six pauvres, la somme de 150000. livres qui fut delivrée par messire Nicolas Lambert seigneur de Thorigny, conseiller du roy en ses conseils, grand maistre enquesteur & general reformateur des eaux & forests de France au departement de Normandie, frere & legataire universel du deffunt donateur. *fol. 162.*

Antoine Bergerac escuyer, aide de camp des armées du roy, par son testament legua à l'hospital des Incurables la somme de 7070. l. que lui devoit le sieur mareschal de Grammont. Toulougeon, & ce pour y entretenir un gentil-homme incurable. Et le mareschal s'engagea à faire audit hospital une rente de 392. livres 19. sols 7. deniers, par contract du 111. May M. DC. XLVII. passé par le Moyne & Ogier notaires. *Ibid. fol. 181.*

Dame Catherine le Brest veuve de feu M. Vincent Nevelet auditeur des comptes, donna à l'hospital des Incurables, pour l'entretien d'un autre incurable outre les precedens de sa fondation, homme ou femme, la somme de 2700. l. & s'en reserve la nomination sa vie durant, & après elle à ses enfans M. Vincent Nevelet conseiller au parlement, Marie Nevelet femme de messire Jean du Boufchet seigneur de Sourches, chevalier, grand prevost de l'hostel, & dame Marie Benard femme dudit sieur Nevelet fils. Fait & passé le xxvi. Avril M. DC. XLVII, par Huart & le Moyne notaires. *Ibid. fol. 183. verso.*

L'evesque de Thoulon sus mentionné donna encore aux Incurables une rente de 200. livres qu'il avoit sur messire René de Rieux evesque & comte de Leon, abbé du Roler, de Daoules, & Orbais, à qui il avoit presté 4000.

livres par contract du 26. Avril 1646. Fait & passé le xxx. Juillet M. DC. XLVII. par le Semelier & le Car notaires. *fol. 193.*

Par les lettres patentes de Louis XIII. l'hospital des Incurables devoit jouir des memes droits & privileges que l'hostel-Dieu de Paris. Un de ces droits est que le chirurgien qui a servi six ans à l'hostel-Dieu, est receu maistre sans examen & sans frais. Sur ce principe Pierre Profit, après six ans de service aux Incurables, se presenta pour estre receu maistre, & fut refusé faute de lettres patentes où ce droit fust spécifié nommément. Sur ce les administrateurs des Incurables firent voir au conseil du roy un certificat des administrateurs de l'hostel-Dieu, par lequel estoit exposé que les chirurgiens qui avoient servi six ans audit hostel Dieu, estoient receus maistres barbiers chirurgiens; & le roy par ses lettres patentes du 4. Fevrier 1645. accorda le mesme privilege à l'hospital des Incurables. Registré au parlement le xxvii. Juillet M. DC. XLVI. à condition que le chirurgien qui devra servir audit hospital des Incurables pendant six ans, sera préalablement examiné, de la mesme sorte qu'il se pratique à l'hostel-Dieu. *Ibid. fol. 196.*

Messire Mathieu de Morgues conseiller du roy, son predicateur, & premier aumosnier de la reine ayeule de sa majesté, & noble homme Louis Langlois sieur d'Orval, prieur commendataire des prieurez de Pois & de Dommart, executeurs du testament de feu noble homme Claude l'Huillier banquier expeditionnaire en cour de Rome, du 6. Novembre 1646. & de deux codiciles des 7. Novembre 1646. & 8. Janvier 1647. donnent à l'hospital des Incurables 150. livres de rente pour la fondation d'un pauvre. Fait & passé le vii. Juin M. DC. XLVII. par Guillard & le Moyne notaires. *Ibid. fol. 200.*

Louis Berard despensier des Incurables, donna au mesme hospital 100. livres de rente par contract du xxiv. Juillet M. DC. XLVII. *Ibid. fol. 201.*

Noble homme maistre Jean-Marie l'Hoste advocat au parlement, donna 8600. livres à l'hostel-Dieu de Paris, & 8000. livres à l'hospital des Incurables, par contract du xxiii. Aoust M. DC. XLVII. Receu par Belin & le Moyne notaires. *Ibid. fol. 205.*

Dame Claude Ardier, en execution du testament de feu messire Gaspar de Fieubert

Fieubet son mary, tresorier de l'espargne, du 29. Janvier 1647. donna à l'hospital des Incurables la somme de 3000. livres de rente, pour l'entretien de dix (le registre porte deux) pauvres incurables bleffez au service du roy, sur le pied de 300. l. chacun. Fait & passé le xvii. Janvier M. DC. XLVIII. par Guillard & le Moynes. *fol. 210.*

Monsieur Juif ecclesiastique donna le 31. May 1647. 4000. livres pour fonder une place d'un pauvre ecclesiastique incurable, laquelle somme fut colloquée à rente par les administrateurs le vii. Février M. DC. XLVIII. *Ibidem fol. 216. verso.*

Honorable personne Nicolas Gaillart marchand de bois, bourgeois de Paris, donna à l'hospital des Incurables, pour y fonder une place de pauvre incurable, 200. livres de rente. Fait & passé le xxiv. Janvier M. DC. XLVIII. par l'Evesque & le Moynes notaires. A la condition de mettre au lit de ce malade une image de saint Nicolas en memoire de cette fondation. *Ibid. fol. 222.*

Messire Pierre Violle conseiller du roy en ses conseils, president aux enquestes, seigneur du Chemin, & dame Marie Vallée sa femme, donnent 250. livres de rente à l'hospital des Incurables pour l'entretien d'un pauvre. Fait & passé le x. Juin M. DC. XLVIII. par l'Anglois & le Moyné notaires. *Ibid. fol. 224.*

Messire Christophle du Plessis, ci-devant avocat, puis conseiller du roy en ses conseils, baron de Montbar, donna pour fonder deux places aux Incurables, la somme de 9203. livre à lui due pour les arrerages de ses salaires comme avocat, par messire Jacques Lescaris marquis d'Urfé & madame Geneviève d'Urfé duchesse de Crouy sa fille, & messire Emmanuel d'Urfé marquis de Baugé, fils dudit Jacques, à laquelle duchesse de Crouy avoit esté marié messire Antoine de Mailly, & en avoit des enfans dont il estoit alors tuteur après le decez de ladite dame. Le donateur se reserve la nomination des deux pauvres, & après son decez, aux dames de Chahu & de Gelves ses sœurs. Fait & passé le xxvi. Septembre M. DC. XLIII. par Desnots & Marreau notaires. *Ibid. fol. 226.*

M. Vincent Nevelet conseiller du roy en sa cour de parlement, & sa sœur dame Marie Nevelet femme de messire Jean de Boucher, chevalier marquis de Sourches, grand prevost de l'hostel, donnent à l'hospital des Incurables 700.

Tome II. Part. II.

livres de rente pour la fondation d'une messe basse chaque jour à perpetuité, qui sera dite dans l'eglise dudit hospital. Fait & passé le xxix. Avril M. DC. XLVIII. par Bergeron & Richer notaires. *Ibid. fol. 231.*

Une personne qui n'a voulu estre nommée, donne 18600. livres, les 18000. pour fonder quatre pauvres à l'hospital des Incurables, & les 600. livres pour acheter & garnir les quatre lits. Fait & passé le xiii. May M. DC. XLVIII. par l'Evesque & le Moynes notaires. *Ibidem fol. 245. verso.*

Une des conditions appoſée par l'Evesque de Toulon messire Jacques Dandès seigneur de Marly, le Chastel, Compañs &c. à la donation par lui faite à l'hostel-Dieu de Paris, de plusieurs terres & maisons, fut de fournir par chacun an à l'hospital des Incurables un muid de bled froment mesure de Paris. Fait le xv. Janvier M. DC. XLVIII. *Ibid. fol. 247.*

Dame Anne Hurault de Chiverny, veuve de haut & puissant seigneur messire Charles d'Aumont vivant chevalier marquis de Nolét & autres lieux, gouverneur & lieutenant general pour le roy en la duché d'Orleans, pays Blois & Dunois &c. donne 500. livres de rente à l'hospital des Incurables, pour la fondation de deux pauvres, hommes ou femmes, qui seront pris par preference un dans le faubourg saint Jacques, & un autre dans le voisinage de Port-Royal de la ville, à la nomination de ladite dame, & après son decez, à celle des abbeſſes dudit Port-Royal, à perpetuité. Fait & passé le xxix. Juin M. DC. XLVIII. par le Boucher & le Moynes notaires. *Ibid. fol. 251.*

Haute & puissante dame Marie-Catherine de la Roche-Foucault marquise de Senecé, comtesse de Randan, baronne de Lucquet &c. dame d'honneur de la reine regente, heritiere par benefice d'inventaire de feu monseigneur le cardinal de la Roche-Foucault, donne aux Jesuites du college de Clermont & à l'hospital des Incurables, 640. livres de rente, à partager entr'eux moitié par moitié. Fait & passé le xxviii. Mars M. DC. XLVIII. par le Moynes & le Cat notaires. *Ibid. fol. 253.*

Damoiselle Marguerite Rouillé veuve de noble homme maître Jacques le Brest conseiller au chastelet de Paris, fonda un sixième pauvre à l'hospital des Incurables, homme ou femme, mais

filles ou femme par preference, qui sera pris au bourg de Chaliot, & nommé à perpetuité par le curé de Chaliot & l'administrateur des Incurables; & l'on mettra au lit de ce sixiesme malade de la fondation de ladite dame une image de sainte Catherine, & sera ledit malade averti de dire avant le repas: *Dieu donne bonne vie & longue au roy & à son bon conseil, & face misericorde à la fondatrice.* Elle donna à cet effet la somme de 300. livres en argent, & une rente de 133. livres 6. sols 8. deniers placée sur M. Gratian Menardeau seigneur de sainte Croix sur la mer, conseiller au parlement de Paris, & dame Geneviève le Brest son épouse. Fait & passé le XII. Aoust M. D.C. XLVIIII. par le Boucher & le Moine notaires. *Ibidem folio 255. verso.*

Honneste fille Magdelaine Bourdais, âgée de 33. ans, & desirant passer le reste de ses jours au service des pauvres Incurables, en la condition des autres servantes dudit hospital, & ne voulant y estre à charge, donna audit hospital la somme de 3000. livres par contract passé le XXIX. Avril M. D.C. XLVIII. par Guillard & le Moine notaires. Depuis elle pria les administrateurs de trouver bon qu'il fust fait sur cette somme une pension viagere de 50. livres à Toussains le Bourdais son frere bourgeois de Paris, pour lui faire un titre & lui aider à se faire prestre, à quoi ils donnèrent leur consentement, le XI. Septembre M. D.C. XLVIII. pardevant de Froges & le Moine notaires. *Ibidem fol. 258. & 262.*

Maistre Charles François Tallon prestre curé de saint Gervais, docteur en theologie, grand vicaire de monseigneur l'archevesque de Paris, donna à l'hospital des Incurables 4000. livres en deniers comptans, pour l'entretien d'un pauvre Incurable de la paroisse de saint Gervais, & à la nomination des cures de ladite paroisse. Fait & passé le VI. Novembre M. D.C. XLVIII. par le Bert & Baudry notaires. *Ibidem folio 265. Ledit registre sans signature, & communiqué par monsieur d'Estrechy substitut de M. le procureur general, & administrateur dudit hospital des Incurables.*

LETTRES PATENTES
du roy Louis XIII. portant établisse-
ment de l'academie Française.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre; à tous presens & advenir, salut. Aussi tost que Dieu nous eut appellez à la conduite de cet estat, nous eumes pour but, non-seulement de remedier aux desordres que les guerres civiles dont il a esté si long-tems affligé, y avoient introduits, mais aussi de l'enrichir de tous les ornemens convenables à la plus illustre & à la plus ancienne de toutes les monarchies qui soient aujourd'huy dans le monde. Et quoyque nous ayons travaillé sans cesse à l'exécution de ce dessein, il nous a esté impossible jusqu'ici d'en voir l'entier accomplissement. Les mouvemens excitez si souvent dans la plupart de nos provinces, & l'assistance que nous avons esté obligez de donner à plusieurs de nos allies, nous ont divertis de toute autre pensée que de celle de la guerre, & nous ont empêché de jouir du repos que nous procurions aux autres. Mais comme toutes nos intentions ont esté justes, elles ont eü aussi des succès heureux. Ceux de nos voisins qui estoient oppressez par leurs ennemis, vivent maintenant en assurance sous nostre protection; la tranquillité publique fait oublier à tous nos sujets toutes les miseres passées, & la confusion a cédé en fin au bon ordre que nous avons fait revivre parmi eux, en rétablissant le commerce, en faisant observer exactement la discipline militaire dans nos armées, en reglant nos finances, & en reformant le luxe. Chacun fait la part que nostre tres-cher & tres-ami cousin le cardinal duc de Richelieu a eü en toutes ces choses, & nous croirions faire tort à la fidelité qu'il nous a fait paroître en toutes nos affaires depuis que nous l'avons choisi pour nostre principal ministre, si en ce qui nous reste à faire pour la gloire & pour l'embellissement de la France, nous ne suivions ses avis, & ne commettons à ses soins la disposition & la direction des choses qui s'y trouveront necessaires. C'est pourquoy luy ayant fait connoître nostre intention, il nous a representé qu'une des plus glorieuses marques de la felicité d'un estat estoit que les sciences & les arts y fleurissent, & que les lettres y fussent en honneur aussi bien que les armes, puisqu'elles sont un des principaux intru-

mens de la vertu. Qu'après avoir fait tant d'exploits memorables, nous n'avions plus qu'à adjouster les choses agreables aux necessaires & l'ornement à l'utilité, & qu'il jugeoit que nous ne pouvions mieux commencer que par le plus noble de tous les arts, qui est l'éloquence. Que la langue Françoisé qui jusqu'à present n'a que trop ressentie la negligence de ceux qui l'eussent pû rendre la plus parfaite des modernes, est plus capable que jamais de le devenir, vû le nombre des personnes qui ont une connoissance particulière des avantages qu'elle possède, & de ceux qui s'y peuvent encore adjouster. Que pour en establir des regles certaines, il avoit ordonné une assemblée dont les propositions l'avoient satisfait; si bien que pour les executer, & pour rendre le langage François, non-seulement élégant, mais capable de traiter tous les arts & toutes les sciences, il ne seroit besoin que de continuer ces conférences, ce qui se pourroit faire avec beaucoup de fruit, s'il nous plaisoit de les autoriser, de permettre qu'il fust fait des reglemens & des statuts pour la police qui doit y estre gardée, & de gratifier ceux dont elles seront composées, de quelques témoignages honorables de nostre bienveillance. A CES CAUSES, ayant égard à l'utilité que nos sujets peuvent recevoir desdites conférences & inclinant à la priere de nostredit cousin, nous avons de nostre grace speciale, pleine puissance & autorité royale permis, approuvé & autorisé, permettons, approuvons & autorisons par ces presentes signées de nostre main, lesdites assemblées & conférences; voulons qu'elles se continuent désormais en nostre bonne ville de Paris sous le nom de l'Academie Françoisé; que nostredit cousin s'en puisse dire & nommer le chef & le protecteur; que le nombre en soit limité à quarante personnes; qu'il en autorise les officiers, les statuts & les reglemens, sans qu'il soit besoin d'autres lettres de nous que les presentes; par lesquelles nous confirmons dez maintenant, comme pour lors, tout ce qu'il fera pour ce regard. Voulons aussi que ladite academie ait un sceau avec telle marque & inscription qu'il plaira à nostredit cousin, pour seller tous les actes qui emaneront d'elle. Et d'autant que le travail de ceux dont elle sera composée, doit estre grandement utile au public, & qu'il faudra qu'ils y employent une partie de leur loisir, nostredit cousin nous ayant représenté que plu-

sieurs d'entre eux ne se pourroient trouver que fort peu souvent aux assemblées de ladite academie, si nous ne les exemptions de quelques-unes des charges onéreuses dont ils pourroient estre chargés comme nos autres sujets, & si nous ne leur donnions moyen d'éviter la peine d'aller solliciter sur les lieux les procez qu'ils pourroient avoir dans les provinces éloignées de nostre bonne ville de Paris où lesdites assemblées se doivent faire; nous avons à la priere de nostredit cousin exempté & exemptons par ces mesmes presentes de toutes tutelles & curatelles & de tous guets & gardes lesdits de l'academie Françoisé jusqu'audit nombre de quarante, à present & à l'avenir, & leur avons accordé & accordons le droit de *committimus* de toutes leurs causes personnelles, possessoires & hypotequaires, tant en demandant qu'en deffendant, pardevant nos amez & feaux conseillers les maîtres des requestes ordinaires de nostre hostel, ou les gens tenans les requestes de nostre palais à Paris, à leur choix & option, tout ainsi qu'en jouissent les officiers, domestiques & commensaux de nostre maison. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement à Paris, maîtres des requestes ordinaires de nostre hostel, & à tous autres nos justiciers qu'il apartiendra, qu'ils fassent lire & registrer ces presentes, & jouir de toutes les choses qui y sont contenues, & de ce qui sera fait & ordonné par nostredit cousin le cardinal duc de Richelieu en conséquence & en vertu d'icelles, tous ceux qui ont déjà esté nommez par luy, ou qui le seront cy-après, jusques au nombre de quarante, & ceux aussi qui leur succederont à l'avenir pour tenir ladite academie Françoisé; faisant cesser tous troubles & empeschemens qui leur pourroient estre donnez. Et pour ce que l'on pourra avoir à faire des presentes en divers lieux, nous voulons qu'à la copie collationnée par l'un de nos amez & feaux conseillers & secretares foy soit adjoutée comme à l'original. Mandons au premier nostre huissier ou sergent sur ce requis de faire pour l'exécution d'icelles tous exploits necessaires, sans demander autre permission. Car tel est nostre plaisir; non obstant oppositions ou appellations quelconques, pour lesquelles nous ne voulons qu'il soit différé, dérogeant pour cet effet à tous edits, declarations, arrests, reglemens & autres lettres contraires aux

présentes. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous y avons fait mettre nostre scel, sauf en autres choses nostre droit & l'autrui en toutes. Donnée à Paris au mois de Janvier l'an de grace M. DC. XXXV. & de nostre regne le XXV. *Signé, LOUIS; & sur le reply: Par le roy, DE LOMÉNIE. Et scellées du grand sceau de cire verte sur lacs de soye rouge & verte.*

Registrées, &c. . . à la charge que ceux de ladite assemblée & academie ne connoistront que de l'ornement, embellissement & augmentation de la langue François, & des livres qui seront par eux faits & par autres personnes qui le desireront & voudront. A Paris en parlement le x. Juillet M. DC. XXXVII. *Signé, DU TILLET. Histoire de l'academie François par M. Pellisson, in 12. 1701. pag. 38. & 55.*

LETTRES PATENTES
pour l'establissement des religieuses de
saint Bernard au faubourg saint Ger-
main, dites du Precieux sang.

AN. 1630.
LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous présents & à venir, salut. Encores que les actions qui tendent à la gloire de Dieu & à l'avancement de son service, soient beaucoup recommandables en toutes sortes de personnes, elles le sont neantmoins d'autant plus que leur condition est eminente par dessus celle des autres, spécialement lorsque ceux que sa divine majesté a eslevez aux grandes dignitez de son eglise, s'employent à des œuvres sy loüables, soit pource que par ces actions de reconnoissance ils luy rendent l'honneur qui luy est deub, soit pource que la force de leurs exemples oblige par une douce contraincte ceulx de leur qualité à les imiter. C'est pourquoy nos cheres & bien amées la mere superieure & religieuses de la congregation saint Bernard, ordre de Cisteaux, de la mission de Grenoble, ayant obtenu de nostre très-cher frere naturel le sieur evesque de Metz, abbé de l'abbaye saint Germain des Prez, la permission de bastir, fonder & establir au fauxbourg dudit saint Germain, un convent dudit ordre, en faveur de la recommandation qui luy en a esté faite par plusieurs personnes de condition, & sur le resmoignage qui luy a esté rendu de leur vertu, pieté & bonne vie à l'edification du public, suivant les lettres patentes quelles en obtiendroient

de nous, nous l'avons en tres-agreable, & creu que nous y debvions contribuer de nostre auctorité, & l'avancer autant qu'il nous sera possible. Sçavoir faisons qu'ayans fait voir en nostre conseil le brevet contenant ladite permission du 20. du present mois & an, cy - attaché sous le contre-scel de nostre chancellerie, de l'advis d'icelluy & de nostre grace speciale, pleine puissance & auctorité royale, nous avons du consentement de nostred. frere, permis, accordé & octroyé, permettons, accordons & octroyons par ces presentes signées de nostre main, à ladite mere superieure & religieuses de ladite congregation saint Bernard, ordre de Cisteaux, de la mission de Grenoble, d'eriger, bastir & fonder un convent dudit ordre audit fauxbourg saint Germain des Prez, au lieu & places par elles acquises de François-Robert de Montey audit fauxbourg à cet effect, pour vacquer au service de Dieu conformément à leur institut, regles & constitutions, & à l'edification du peuple par leur pieté, devotion & bonnes instructions, laquelle place & lieux nous avons de nostre mesme grace & auctorité que dessus amortie & amortissons, comme biens à Dieu dediez, sans que pour raison dudit amortissement elles soient tenuës nous payer, ny à noz successeurs rois, aucune finance ou indemnité, de laquelle nous leur avons fait & faisons don, en desinteressant neantmoins les particuliers desquelz lesdits lieux pourroient estre tenuz & mouvans. Si donnons en mandement à noz amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement, gens de noz comptes, presidens & treforiers generaux de France à Paris, que ces presentes nos lettres de permission, amortissement & don de finance, ilz fassent registrer, & du contenu en icelles souffrent & laissent joutir & user ladite mere superieure & religieuses de ladite congregation saint Bernard, cessant & faisant cesser tous troubles & empeschemens contraires. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à tousjours, nous avons fait mettre nostre scel à cesdites presentes, sauf en autre chose nostre droit & l'autrui en toutes. Donnée à saint Germain en Laye au mois de Decembre l'an de grace M. DC. XXXV. & de nostre regne le XXVI. *Signé, LOUIS; & sur le reply: Par le roy, PHELPEAUX. Et scellées du grand sceau sur lacs de soye de cire verte. Et à côté*

costé est escrit : Registré au greffe de l'officialité de S. Germain des Prez lez Paris, de l'ordonnance de monsieur l'official dudit saint Germain, ce requerans lesdites dames religieuses, le v. Juillet M. DC. XXXVI. Signé, MILLET. Les mesmes lettres enregistrees au parlement le vi. Juillet M. DC. LVI. *Pris sur une copie du temps.*

PROCEZ VERBALE ET RAPPORT
faict pour le nettoiyement & pavaige de la ville, fauxbourgs & banlieu de Paris, avecq l'ordre necessaire pour bien & deüement faire ledit nettoiyement & pavaige.

L'AN mil six cens trente-six, le vingt-ungniefme jour d'Avril & autres jours ensuivans, nous Anne de Beaulieu sieur de saint Germain, controolleur ordonné, commis & depputé par commission du roy en datte du troisieme Avril audit an portant pouvoir general & special de controoller & avoir regard, l'œil & le soing sur tous les contractans & entrepreneurs du nettoiyement des bouës & immondices, que pavaige de la ville, fauxbourgs & banlieu de Paris, presens & advenir, suivant & ainsi qu'il est amplement porté & specifié par ladite commission, pour d'oresnavant estre mis & donné l'ordre necessaire à ce que le nettoiyement des bouës & pavaige soient cy-après bien & deüement faictz, tant pour la conservation de la santé, que commodité publique de tous les habitans de la ville & fauxbourgs dudit Paris : à quoy certiffions à sa majesté & à nosseigneurs de son conseil avoir vacqué en la maniere qui s'ensuit : sçavoir est après avoir fait venir les entrepreneurs desdites vuidanges des bouës & du pavaige dudit Paris, pour en leur presence estre procedé à la presente visitation ; dont le sieur le Picart nous a dit estre le commissaire general & principal entrepreneur du nettoiyement desdites bouës & du pavaige dudit Paris, au moyen du traicté & contract à luy fait au conseil de sa majesté, autant duquel il a mis en nos mains, & qu'il avoit en vertu d'icelluy sondit contract affocié avec luy maistre Martin Hacquevier & Tabouret notaires, & maistre Zacharie Formé & Aubry, & ensemblement pris chacun leur departement de toute la ville & fauxbourgs dudit Paris, divisée par leur ordre en sept parties, dont lesdits le Picart, Hacquevier, Tabouret, Formé & Aubry se sont reservé tout ce qui est au deçà de la ri-

viere de Seine, du costé de la rue saint Denys, divisé ausly en cinq parties : & tout ce qui est audelà de la riviere du costé de l'université, y compris la cité & l'isle Nostre-Dame, avec le reste de la ville & tous les fauxbourgs qu'ils nous ont dit avoir baillé à ferme aux nommez Pierre Mesnager & Claude Laurens, pour faire les nettoiyemens seulement, & non l'entretien dudit pavaige ; que nous avons veüz les uns après les autres, ainsi qu'il s'ensuit.

PREMIEREMENT,

QUARTIERS SAINT PAUL,
saint Anthoine, des Marets & Vieille rue du Temple.

ET ledit jour vingt-ungniefme jour d'Avril, en presence dudit le Picart, nous sommes transporté en la maison du sieur Boue marchand drappier demeurant rue saint Anthoine, le bourgeois notable commis & depputé pour avoir regard en son quartier sur le nettoiyement des bouës & immondices & pavaige d'icelluy, aux fins de nous assister en cette visitation, suivant & ainsi qu'il est porté par ladite commission de sa majesté, auquel lieu nous a esté dit par son facteur, qu'il n'estoit de present en ceste ville, & qu'il estoit allé aux champs pour quelques jours. Et continuant nostredire visite, nous avons chargé ledit le Picart de nous faire voir exactement toutes les rues des quartiers susdits de saint Paul, saint Anthoine, des Marets & Vieille rue du Temple, qu'il a dit avoir pris par deppartement séparé d'avec lesdits Formé, Hacquevier, Tabouret & Aubry lesdits associez, pour les veoir & visiter en quel estat ilz se retrouvoient, soit pour le nettoiyement des bouës, que refection du pavé, pour du tout en dresser mon procez verbal, & en faire mon rapport au conseil de sadite majesté. Et avons commencé

En la grande rue saint Anthoine contenant depuis le quarre-four de la rue Geoffroy-l'Afnier jusques à la porte saint Anthoine, laquelle avons trouvée en quelques endroits nette, & en dautres pleine de bouës & immondices ; & en outre devant diverses maisons veu plusieurs taz d'ordures, comme vuidanges de caves, gravois, fumiers, cendres & masechers, que ledit le Picart a dit & soustenu n'estre tenu ny sujet de les oster, n'estant comprises dans son con-

tract & traité fait avec sa majesté en son conseil : mais que c'estoit à faire aux propriétaires des maisons d'où ils sortoient, suivant les reglemens de police.

Rue de Jotuy qui va aboutissant à la rue des Prestres devant saint Paul, trouvée orde, sale & pleine de bouës & immondices.

Rue du Figuier, *idem*.

Rue Percée, *idem*.

Rue des Fauconniers, *idem*; & de plus avons trouvé en icelle rue quantité de bouës & immondices seches, collées contre les murailles de l'Ave-Maria.

Rue des Jardins, *idem*.

Rue des Prestres, *idem*.

Rue saint Paul, allant depuis la rue saint Anthoine jusques au port dudit S. Paul, *idem*.

Letrottoy ou quay des Celestins, avons trouvé plusieurs grands taz d'ordures, de gravois, fumiers & autres, que ledit le Picart a dit n'estre tenu d'oster, comme dessus.

Rue du Petit-Muz trouvée pleine de bouës & immondices, que nous a dit ledit le Picart ne pouvoir oster, à cause du bastiment qui se fait dans ladite rue; au bas de laquelle est un efgoust qui va se rendre à la riviere, passant au devant de la porte de l'arsenac.

Rue des Lyons, aucunement nette.

Rue Girard-Bocquet, *idem*.

Rue Neufve-saint Paul, nette.

Rue de la Serizaye, nette.

Rue de Beautreillis, *idem*.

Rue des trois Pistolles, *idem*.

Rue Gervais-Laurens, orde & sale.

Rue des Tournelles, *idem*.

Rue neuve saint Gilles, *idem*; au bas de laquelle est un efgoust qui entre dans le grand acqueduc ou efgoust couvert, qui va depuis le carre-four saint Paul, jusques à la porte du Temple, qui a besoin d'estre souvent nettoyé.

Grand rue saint Louys pavée seulement d'un costé, & de l'autre costé avons veu quantité de terres, ordures & immondices qui y sont de long-temps y a.

Rue des Minimes aucunement nette par bas, & en hault avons veu quantité d'ordures, plastras & gravois provenans de bastimens cy-devant faictz pour leur convent.

Les costez & revers des quatre rues de la place Royale, que avons trouvée nette en quelques endroits, & en d'autres veu plusieurs taz d'ordures & immondices que nous avons chargé ledit

le Picart de faire oster promptement.

Les quatre rues des advenues de ladite place Royale, la plus part d'icelles veu ordes & sales.

Rue de l'Escharpe-blanche, dans laquelle avons veu un atelier de pauvres qui semble empescher que l'on ne puisse à present oster les bouës & immondices qui y sont à present : ce que neangmointz ledit le Picart s'est chargé de faire faire au plustost; au bas de laquelle est un efgoust qui entre dans ledit grand acqueduc ou efgoust couvert suldir.

Rue de l'Efgoust-couvert allant depuis le carre-four saint Paul jusques à la porte du Temple, laquelle rue avons trouvée pleine d'immondices & bouës à demy seiches, mises sur ung des costez de ladite rue, & l'emboucheure de l'efgoust ou acqueduc bouché par le moyen desdites bouës, qui fait que l'eau n'ayant son coulement par dedans ledit efgoust, regonfle jusqu'au haut de ladite rue, qui cause une grand vapeur puante qui pourroit causer quelque contagion aux habitans des environs de ladite rue; c'est pourquoy m'ont lesditz habitans requis de faire faire ledit nettoyement d'icelle rue, & le desbouchement dudit efgoust en bref: ce que sur ce subject de plainte ledit le Picart a promis de le faire faire au plustost en ce qui est de ladite emboucheure seulement, & non plus avant, disant n'y estre obligé, pour ce que ledit efgoust est encombré & plein d'immondices auparavant son traité: ce que pourtant il seroit très-necessaire de faire nettoyer ledit efgoust d'un bout à l'autre auparavant que d'y laisser accumuler davantage d'immondices, que l'on ne pourra sans difficulté oster sans rompre ledit acqueduc, qui causeroit une perte de deniers qui se peuvent esparagner par la diligence qui sera apportée au nettoyement dudit efgoust.

Rue sainte Catherine, aucunement nette, sinon que en quelques endroitz avons veu quelques taz d'ordures & gravois, provenans des bastimens, tant de sainte Catherine que autres.

Rue du Roy-de-Sicile, commençant à la Vieille rue du Temple jusques à l'hostel de saint Paul, & retour à la rue saint Anthoine, que avons trouvée en quelque endroit nette, mais au bout d'en hault veu plusieurs immondices & bouës qui n'ont pu estre cy-devant enlevées, à ce que a dit ledit le Picart, à cause qu'il y a un atelier de pauvres.

Rue Jean-Tizon remplie en partie de bouës.

bouës & immundices.

Rue de la Cloche-percée, *idem*.

Rue de la Croix-blanche, *idem*.

Rue des Francs-bourgeois, *idem*.

Rue de la Vieille-rue-du-Temple, commençant à la rue saint Anthoine, & finissant sur le rempart de la ville, qui regarde Belleville, avons trouvée en quelques endroits nette, mais au reste pleine de bouës & immundices.

Et estant à l'esgoust couvert qui est viz-à-viz du jeu de paulme des Maretz du Temple, avons trouvé icelluy esgoust plein de bouës & immundices à son emboucheure, n'y ayant qu'une fort petite rigolle au milieu desdites bouës, pour donner cours tant soit peu à l'eau; & venant une forte pluie qui pourroit amener quantité d'eau dans ledit esgoust, ne pourroit ladite eau trouver son cours facilement, d'autant que ledit esgoust est bouché par le moyen desdites immundices: sur quoy donnant ordre audit le Picart de déboucher ledit esgoust, & de le faire nettoyer, nous a dit ne pouvoir ce faire, attendu que la voultre dudit esgoust a esté rompuë en plusieurs endroits par la plombière de la ville, laquelle faisant passer quelques tuyaulx de fontaines, a rompu par le moyen des trechées ladite voultre; & par cette fraction tombe dans ledit esgoust quantité de terres, cailloux, moillons & autres demolitions qui se sont faites par ladite fraction: qui est le sujet pourquoy lesdites eaux n'ont leur cours; & que ce doit estre au despens de ladite plombière que doit estre faite la réparation dudit esgoust & de l'embouchement d'icelluy.

Rue des Escouffles, en aucuns endroits nette, & en la plus part de ladite rue avons veu plusieurs bouës & immundices.

Rue des Juifs, *idem*.

Rue des Roziers, *idem*.

Rue des Blancs-manteaulx, *idem*.

Rue du Puis, *idem*.

Rue des Singes, *idem*.

Rue du Chaume, *idem*.

Rue du Grand-chantier, au bout de laquelle sont les Enfans-rouges, *idem*.

Rue de Paradis, aucunement nette.

Rue des Quatre-fils, aucunement nette.

Rue d'Anjou, avons trouvé quantité d'immundices que ledit le Picart nous a dit qu'il feroit enlever ce jourd'huy.

Rue des Francs-bourgeois, en aucuns endroits nette, & en d'autres veu quel-

ques immundices.

Rue Barbette, *idem*.

Rue de la Perle, *idem*.

Rue de Torigny, *idem*.

Rue des Trois-pavillons, *idem*.

Rue Payenne, dans laquelle avons trouvé plusieurs bouës & immundices & gravois, que ledit le Picart s'est chargé de faire ôter en bref.

Rue du Parc-royal, en quelques endroits nette, & au reste de ladite rue veu plusieurs immundices & bouës.

Rue des Coustures-saint-Gervais, *idem*.

Rue saint Anastaze, *idem*.

Rue Neufve-saint-Louys, commençant à la rue de l'Escharpe, & finissant au devant du convent des religieuses Benedictines du Calvaire, contenant de largeur au dessous de laquelle rue * qui reçoit les eaux du carrefour saint Paul & rues adjacentes, & laquelle sur sa largeur meriteroit d'avoir une chaussée de pavé de quatre toises au milieu, & les revers qui seront au devant des propriétaires, de deux thoises de chacun costé; & contraindre lesditz propriétaires de faire paver au devant de leurs heritaiges; car sans lequel pavé fait en bref, la voultre dudit acqueduc ne peut subsister bien longtemps: outre que ladite rue est pleine de bouës & immundices, & sert de receptacle à tous les . . . pour vider leurs gravois, terres & autres immundices qu'ilz apportent de toutes partz dans ladite rue.

Rue François, avons trouvé quantité d'immundices & ordures & des vidanges des caves & bouës seiches, collées & attachées contre les murs des deux costez; à quoy ledit le Picart a dit n'estre tenu de les ôter, ains les propriétaires des maisons, suivant les reglemens de police.

Rue S. François, *idem*.

Rue de Poitou, *idem*.

Rue de Bretagne, avons trouvé quantité de bouës & immundices seiches, qui y sont de long temps sur ung des costez de ladite rue, sur quoy ledit le Picart a dit que ce costé de rue n'est encore pavé, & qu'il n'est tenu d'ôter lesditz immundices, sinon aux rues qui sont pavées.

Rue de Berry, dans laquelle est situé le petit marché des Maretz du Temple, qui consiste en plusieurs boutiques habitées par bouchers, rotisseurs, fruitiers, boulangers que autres, au devant de laquelle rue & marché, avons veu plusieurs bouës & immundices; & enquis

* Il paroist qu'il manque ici ces deux mots: Est un acqueduc.

d'iceulx rotisseurs & bouchers d'où provient ce desordre, en parlant à Jehan Meufnier archer de la ville & à la vefve Boiffy, ils nous ont dit qu'ilz avoient ung placier balayeur qui estoit tenu & obligé toutes les semaines d'oster lesditz immundices, au moyen du droit qui luy provient pour les peines & vacations, dont ledit le Picart a requis acte, & cependant avons chargé ledit placier de bien & déûment nettoyer ladite place, & faire transporter lesditz immundices aux voiries ordinaires.

Et dudit marché nous sommes entré en une petite rue qui est vis d'icelluy, nommée la rue de Beauffe, traversant depuis ladite rue de Bretraigne, jusques à la rue d'Anjou, aboutissant à la rue Charlot, au milieu de laquelle avons trouvé une très grande quantité d'immundices & caues croupies de longtems y a, capables de causer de grandes infections: que nous avons chargé ledit le Picart de les faire oster & enlever promptement; qui a declairé n'y estre tenu ny obligé, attendu que dans cette rue il n'y a de part ny d'autre aucune maison, mais pretend que ce soit à celluy qui nettoye le petit marché qui en est tenu; ce nonobstant avons chargé ledit le Picart de faire nettoyer ladite rue en bref.

Rue de Xaintonge, y avons trouvé plusieurs taz d'immundices, bouës, gravois & fumiers qui y ont esté mis par aucuns particuliers, que ledit le Picart a dit n'estre tenuz d'oster.

Rue Charlot, en aucun endroit nette, & en d'autres veü plusieurs immundices.

Rue du Perche, *idem.*

Rue d'Orleans, *idem.*

Rue d'Angoulmois, en quelques endroits nette; & avons veü contre les murs d'icelle plusieurs taz de fumiers, gravois & terres collées, que ledit le Picart nous a dit n'estre tenu de les oster, ainſy que dessus.

Rue de Baujollois, *idem.*

Rue de Perigueux, avons ausſy trouvé grande quantité d'immundices & terres seiches qui paroissent y estre de longtems, attendu qu'il n'y a aucun pavé, & a dit icelluy le Picart n'estre tenu de les oster, puisqu'il n'y a aucun pavé, comme dit est cy-dessus.

Rue de Forestz, aucunement nette.

Rue de la Marche, partie nette; & l'autre partie quelques immundices.

Et en continuant nostre visitation, nous sommes transporté en une maison

où est pour enseigne *la lune*, seize derriere les Minimes de la place Royale, où sont les escuries & court tant des chevaux, tumbereaux & attirailz, que demeure des chartiers que ledit le Picart a sur piedz pour faire le nettoiyement desditz quartiers saint Paul, saint Anthoine, des Mareftz & Vieille-rue du Temple; auquel lieu estant, nous avons trouvé dans ladite escurie douze chevaux capables de travailler & de tirer six tumbereaux qui sont à present dans ladite cour de la Lune, après laquelle reveüe faite en la presence dudit le Picart, il nous a dit que d'ordinaire il avoit seize chevaux, mais que depuis le dernier jour de Mars il a esté contraint d'en oster deux qui ne pouvoient plus servir.

DU XXII. AVRIL M. DC. XXXVI.

QUARTIERS DU MONTCEAU
saint-Gervais, de la Greve & de
l'Apport de Paris.

EN continuant nostre visite, en la presence de maistre Geoffroy Aubry l'un des entrepreneurs des voidanges des bouës & immundices & pavaige de ladite ville & faulxbourgs de Paris, nous sommes transporté cedit jour aux quartiers du deppartement dudit Aubry, qui sont les susditz quartiers du Montceau-saint-Gervais, de la Greve & de l'Apport dudit Paris, commençans au bout de la rue de la Verrerie du costé du cimetiere saint Jehan, où estant nous nous sommes voulu faire assister du sieur Geoffroy apportionnaire demeurant dans ledit cimetiere saint Jehan, le bourgeois notable commis & depputé pour avoir regard sur ledit nettoiyement des bouës, immundices & pavaige de son quartier, que l'on nous a dit n'estre de present en la maison, & de là suis entré en la

Rue de la Verrerie, que avons trouvé la plus grande partie pleine d'immundices.

Rue des Mauvais-garçons, *idem.*

Rue des Deux-portes, *idem.*

Rue Galliasse, *idem.*

Rue du Cocq, *idem.*

Rue Coquilliere, *idem.*

Rue de la Poterie, *idem.*

Rue saint Bon, *idem.*

Rue des Assises*, *idem.*

Rue de la Pourpointerie, *idem.*

Rue de Marivault, *idem.*

Rue de la Vieille-monnoye ou Passementiere, *idem.*

Rue

* Des Arce.

Rue de la Heaumerie, *idem.*

Rue saint Jacques de la Boucherie, *idem.*

En laquelle rue est demeurant le sieur Pigeart orfèvre, le bourgeois notable commis & député de l'un desdits quartiers pour avoir regard sur le nettoyage desditz immundices, bouës & pavaige d'icelluy. Ayant demandé à parler à luy, pour nous assister en ceste visite, son filz nous a dit qu'il n'estoit à présent en la maison; & de-là sommes entrez en la

Rue de la Savonnerie, partie nette & partie sale & botieuse.

Rue de la Place-aux-veaux, pleine de bouës & immundices.

Rue du Crucifix-saint-Jacques de la Boucherie, aucunement nette.

Rue du bout du pont Nostre-Dame & place Mibray, *idem.*

Rue de la Coustelerie, orde, sale & pleine d'immundices.

Rue de la Tacherie, *idem.*

Rue de la Vannerie, *idem.*

Rue Jehan-de-l'Espine, aucunement nette.

Rue Jehan-pain-mollet, partie nette & partie sale & botieuse.

Rue du Mouton, *idem.*

Rue de la Tisseranderie, en la plus part d'icelle rue y avons trouvé quantité de bouës & immundices.

Rue des Vieilles-garnisons, *idem.*

Rue du Cloistre-saint-Jehan, aucunement nette.

Place du Montceau-saint-Gervais, sur lequel est la barriere des sergens, à cause de la vente continuelle qui se fait sur icelle place dudit Montceau de plusieurs denrées, y avons veü quelques immundices & ordures qui doivent estre ostées fort souvent par ledit Aubry, attendu l'importance du lieu.

Rue du Montceau-saint-Gervais allant jusques à la Greve, y avons trouvé quelques immundices & bouës.

Rue du Martray, *idem.*

Place de Greve, il y a deux placiers tenus & obligés de faire le nettoyage de ladite place, ses circonstances & dependances, attendu les droitz qu'il prend & leve sur les places où se vend le bled & bois, vin & autres denrées.

Rue de la Mortellerie, y avons trouvé quantité de bouës & immundices tout du long d'icelle rue.

Rue de la Tannerie, *idem.*

Rue de la Levrette, *idem.*

Rue de Long-pont, en d'aucuns en

droitz nette.

Rue des Barres, *idem.*

Rue Geoffroy-l'Afrier, orde, sale, pleine de bouës & de fanges.

Rue Percée, *idem.*

Rue des Nonains-d'Yerre, *idem.*

Toutes lesquelles rues des quartiers susditz avons trouvées partie nettes & partie sales & pleines de bouës & immundices, comme il est marqué & spécifié par chacune rue au rapport cy-dessus, & de plus avons trouvé quantité de gravois, vuidanges de caves, fumiers, cendres & machefers que ledit Aubry nous a dit n'estre tenu du nettoyage, ains soutenu que c'estoit aux propriétaires des maisons de les faire ostër à leurs dépens, suivant les reglemens de police & ordonnance du roy sur ce faictz.

En continuant nostre visite, nous sommes transporté en la maison dudit Aubry l'un des entrepreneurs du nettoyage des bouës & immundices que pavaige des quartiers susditz; en laquelle estant, avons veü dans les ecuries d'icelle maison la quantité de quinze chevaux; y compris ung de relaiz, quatorze desquels menent sept tombereaux pour faire le nettoyage des quartiers susditz de son département, avec leurs harnois, attirailz & equipages requis, ensemble sept chartiers pour mener lesditz tombereaux; l'un desquels tombereaux ledit Aubry nous a dit estre destiné pour mener incessamment du pavé, tant aux ateliers de la ville de Paris, que fauxbourgs & banlieuës d'icelle.

DU XXIV. JOUR D'AVRIL

M. D. C. XXXVI.

QUARTIERS SAINTE AVOYE,
du Temple, rue S. Martin, rue saint
Denis & des halles.

EN continuant nostre visite aux quartiers susditz dudit Paris, & en la présence de maistre..... Hacquevier & Tabouret entrepreneurs avec ledit le Picart, pour faire les vuidanges des bouës, immundices, que pavaige de ladite ville & fauxbourgs de Paris, nous sommes transporté cedit jour dans toutes les rues estant dans les susditz quartiers sainte Avoye, du Temple, rue saint Martin, rue saint Denis & des halles, qui sont les deppartemens desdits Hacquevier & Tabouret. Et premierement,

Rue de la Barre-du-Becq, que avons

Q ij

trouvée pleine de bouës & immundices, que lefditz Hacquevier & Tabouret nous ont dit qu'ils feroient offer dans ce jourd'huy.

Rue des Deux-portes, *idem*, & outre ce avons trouvé quantité de gravois, fumiers & autres ordures feiches en icelle rue, que lefditz Hacquevier & Tabouret nous ont dit n'estre tenus d'offer, & que ce doit estre aux proprietaires des maisons, suivant les reiglemens de police, comme a esté dit cy-devant.

Rue sainte Croix, la plus part pleine de bouës & immundices, que lefditz Hacquevier & Tabouret ont dit qu'ilz feroient offer en bref.

Rue de l'Homme-armé, nette en quelques endroitz, & au reste d'icelle rue y avons veü plusieurs bouës & immundices.

Rue des Billettes, *idem*.

Rue saint Merry, *idem*.

Rue Simon-le-franc, *idem*.

Rue Bourtibourg, *idem*.

Rue Geoffroy-Langevin, extrêmement orde & pleine d'immundices, dont lefditz Hacquevier & Tabouret nous ont promis de faire faire le nettoiyement au plustost que faire se pourra.

Rue sainte Avoye, nette en aucuns endroitz, mais le reste d'icelle rue sale & orde, avecq plusieurs taz de bouës & immundices.

Rue de Bracque, *idem*.

Rue Michel-le-comte, *idem*.

Rue des Haudriettes ou de la Fontaine-neuve, *idem*.

Rue Courrau-villain, *idem*.

Rue Chappon, *idem*.

Rue Pastourelle, du tout orde & sale, pleine de grands taz de bouës & immundices, qui à cause de leur puanteur & infection doivent estre ostées promptement.

Rue des Grands-villiers, semblablement orde, sale & pleine de grands taz de bouës & immundices, qui peuvent infecter par leur puanteur les habitans d'icelle rue, si elles ne sont ostées fort souvent : ce que avons chargé lefditz Hacquevier & Tabouret de ce faire le plustost que faire se pourra.

Rue des Enfans-Rouges, aucunement nette.

Rue de la Corderie, qui est du long des murailles de la closture du Temple, & qui se va rendre dans le Maretz, sale & pleine d'immundices.

Rue Frippau, *idem*.

Rue Frepillon, *idem*.

Rue des Vertuz, *idem*.

Rue de l'Echelle - du - Temple, *idem*.

Rue des Fontaines, en aucuns endroitz nette, & le reste d'icelle rue pleine d'immundices.

Rue Neufve-saint-Laurens, *idem*.

Avons trouvé proche l'esgoust de la porte du Temple environ vingt-cinq thoises du long de la muraille de closture dudit Temple, quantité d'immundices & bouës feiches grandement necessaire d'offer, lesquelz paroissent y estre de long-temps : ce qu'ayant fait voir aufditz Hacquevier & Tabouret, nous ont dit qu'ilz n'estoient tenus par leur traité à la vuidange de ces terres qu'il y a plus de dix ans qui sont en ce lieu, bien que le pavé soit fait du long de la muraille : ce que les fufditz entrepreneurs ne peuvent legitiment contester de faire faire ledit nettoiyement qu'ilz ont refusé de faire, attendu ce disent-ils, qu'il y a procez entre Charpentier leur devancier & eulx pour cela.

Esgoust de la porte du Temple ; ledit esgoust de ladite rue du Temple, proche le coing de la closture dud. Temple, du costé de la porte de la ville, se retrouve grandement encombré & bouché par le moyen des bouës & immundices mentionnées cy-dessus, qui empeche directement le cours & coulement desdites eaues par l'embouchure dud. esgoust, ce qui fait ung grand regonflement d'eaues jusqu'au mittan de ladite rue, lorsqu'il se fait quelques pluyes, quoyque legeres : ce qui apporte une très-grande incommodité aux habitans & passans dans la rue. C'est pourquoy il est grandement necessaire d'ordonner aux entrepreneurs dudit nettoiyement de faire tant le desgorgement dudit esgoust, que nettoiyement des bouës cy-dessus, pour la commodité publique.

Rue de la Croix, qui continue jusques au coing de la rue du Verbois, en aucuns endroits nette ; mais dans la plus part d'icelle rue avons veü plusieurs taz d'ordures & immundices ; & depuis le coing de ladite rue du Verbois, en allant vers le rampart que l'on appelle le pont-aux-Biches, avons trouvé une grande retention d'eaues croupies, immundices & bouës, pour n'avoir lefdites eaues leur passage, à cause des terres massives qui sont audevant de l'acqueduc fait de neuf pour l'escoulement desdites eaues dans le fossé de la ville : lesquellesterres massives il est necessaire d'offer, si on veut donner cours aufdites eaues par dedans icelluy acqueduc, qui rend une telle

puanteur que cela peut causer de grandes maladies contagieuses aux habitans & circonvoisins de ladite rue.

Rue des Esgoutts qui va en continuant du pont aux Biches à la rue saint Martin, qui n'est pavée en aucun endroit que ce soit, & cependant il seroit bon que pour la netteté & salubrité des habitans de ladite rue, qu'elle fust pavée en bref; au bout de laquelle rue est la sortie d'un esgoutt qui est grandement necessaire d'estre nettoyé.

Rue du Ponceau, en laquelle aboutissent tous les esgoutts des rues saint Martin, saint Denis & rues adjacentes, que avons trouvée partie pavée & l'autre non; sur laquelle partie non pavée nous avons veü grande quantité d'immundices seiches qui paroissent y estre de long temps, qu'il est necessaire d'oster. Et nous ont dit lesdits Hacquevier & Tabouret n'y estre tenuz, d'autant que lesdits immundices y sont auparavant leur contract & traité à eulx fait au conseil de sa majesté. Et pour le regard desd. esgoutts, avons trouvé qu'ils ont leurs pentes & escoulement d'eaux par dedans un petit acqueduc qui est par dessous le rempart & mur de la ville, par le moyen duquel ilz ont leur cours dans le fossé d'icelle; ez environs desquelz esgoutts il y a plusieurs immundices & bouës que avons dit ausdits Hacquevier & Tabouret de faire oster en bref.

Dans le bout de laquelle rue du Ponceau qui aboutist dans la rue saint Martin, avons trouvé grande quantité de carreaux & quartiers de pierres de taille, qui y sont de long temps y a, qui empeschent que l'on n'ait pu nettoyer & rendre la place nette comme il seroit necessaire, & que pour cest effect il faudroit confisquer lesdites pierres de taille, pour faire faire lesdits nettoiemens d'immundices grandement prejudiciables à la santé de plusieurs bourgeois, qui ont leurs maisons ez environs desditz esgoutts.

Grand rue saint Martin depuis la porte saint Martin jusques à l'eglise saint Nicolas des Champs, avons trouvé plusieurs bouës & immundices, dont avons chargé lesdits Hacquevier & Tabouret d'y faire promptement nettoyer.

Rue du Verbois y avons veü quantité de bouës & immundices, & mal pavée.

Rue Guerin-Boisseau, *idem.*

Rue Darnetal, *idem.*

En laquelle rue Darnetal estant, avons entré en la maison du sieur Amaury le

bourgeois notable commis & ordonné pour avoir regard en son quartier sur le nettoiyement des bouës & immundices & pavaige d'icelluy, pour nous assister en ceste visite; qui nous a dit qu'il fera sa reveüe au premier jour en sondit quartier, auparavant que de donner son certificat du present mois ausditz Hacquevier & Tabouret, après laquelle reveüe il dira particulièrement par escript en quel estat se retrouvera le nettoiyement des bouës & immundices & pavaige d'icelluy fond. quartier.

Rue du Bourg-l'abbé, pleine de bouës & immundices.

Rue des Innocens, *idem.*

En continuant nostre visite, avons entré en la rue saint Martin, que avons veüe & considérée, & trouvé que depuis l'eglise saint Nicolas des Champs jusques à la rue Grenier-saint-Ladre, elle estoit remplie d'immundices, bouës & eaux croupies & arrestées, pour n'y avoir la pente necessaire pour l'escoulement desdites eaux croupies, comme nous a esté dit par plusieurs bourgeois & habitans de ladite rue, nommez François Fleury, Monsigot & autres, quoy que ladite rue soit souvent nettoyée, & que pour y remedier il faudroit relever & rehausser tout le pavé.

Et pour le reste de ladite rue saint Martin jusques à la rue de la Baudrerie, l'avons trouvée nette en aucuns endroits; & le restant d'icelle rue, allant jusques à la rue des Affizes, orde, sale & pleine d'immundices.

Rue de Montmorency, nette en aucuns endroits, & au reste d'icelle trouvé plusieurs taz de bouës & immundices.

Rue Grenier-saint-Ladre, *idem.*

Rue aux Ours, *idem.*

Rue de la Cour-du-More, *idem.*

Rue des Petits-Champs, dans laquelle avons trouvé une quantité de bouës & immundices & gravois, que lesdits Hacquevier & Tabouret nous ont dit qu'ils les feroient oster au premier jour.

Rue des Menestriers, en quelques endroits nette, & le reste de ladite rue pleine de bouës & immundices.

Rue des Vieilles-estuves, *idem.*

Rue de Venize, *idem.*

Rue de la Baudrerie, *idem.*

Rue Maubué, orde, boieuse & pleine d'immundices.

Rue de Beaubourg, *idem.*

Rue Anniac, *idem.*

Rue Trouffevache, *idem.*

Rue des Trois-Mores, *idem.*

Rue des Cinq. diamantz, *idem.*

Rue Quinquenpoix, aucunement nette.

Rue Aubry-le-boucher, *idem.*

Rue saint Denis, depuis la rue Trouf-sevache jusques à saint Jacques de l'Hospital, en quelques endroitz nette, & en d'autres avons veü plusieurs bouës & immundices, & depuis ladite eglise saint Jacques jusques à la porte saint Denis, avons trouvé les tumbereaulx & gens travaillans pour la nettoyer.

Dans laquelle rue saint Denis estant, sommes entré en la maison du sieur San-son marchand de foye, demeurant au coing de la rue au Feurre, le bourgeois notable commis & ordonné pour avoir regard sur les nettoiemens des bouës & immundices & pavaige de son quartier, pour nous assister en ceste visite; qui nous a dit qu'il fera sa reveüe au premier jour en sondit quartier, auparavant que de donner son certificat du present mois ausditz Hacquevier & Tabouret; après laquelle reveüe il dira particulièrement par escript en quel estar se trouvera le nettoiyement des bouës & pavaige d'icelluy sondit quartier.

Rue au Feurre, trouvée aucunement nette.

Cloistre saint Innocent.

Rue de la Coffonnerie, partie nette & partie orde & botieuse.

Rue des Prescheurs, *idem.*

Rue de la Chanvrerie, *idem.*

Rue saint Leu-saint-Gilles, *idem.*

Rue de la Truanderie, orde, botieuse avec plusieurs taz d'immundices.

Rue du Cigne, *idem.*

Rue de Mauconseil, *idem.*

Rue du Petit-heuleu, *idem.*

Rue du Petit-paon, *idem.*

Rue du Petit-lyon, *idem.*

Rue du Reguart, aucunement nette.

Rue saint Sauveur, orde; botieuse & pleine d'immundices.

Rue des Filles-Dieu, *idem.*

Rue des Corderies, partie nette & partie orde.

Rue du Bout-du-monde, aboutissant à l'esgoust de la porte de Montmartre, avons veü quantité de bouës & immundices.

Rue de Beaurepaire, pleine de bouës, immundices, gravois & fumiers.

Rue Tireboudin, *idem.*

Rue Pavée, *idem.*

Rue François, aucunement nette.

Rue Ticquetonne, avons trouvée sale, pleine de bouës & quantité d'immundices.

Rue de Montorgueil, allant depuis le rampart qui estoit cy-devant, jusques aux halles, trouvée nette en aucuns endroitz, & en d'autres avons veü plusieurs grandz taz de bouës & immundices.

Et au bout d'icelle rue de Montorgueil finit le deppartement des quartiers susditz de l'entreprise du nettoiyement desdites bouës & immundices & pavaige desdits Hacquevier & Tabouret.

Toutes lesquelles rues des quartiers susditz avons trouvées partie nettes & partie sales & pleine d'immundices, comme il est marqué & spécifié par chacune rue au rapport cy-dessus; & de plus avons trouvé quantité de gravois, vuidanges de caves, fumiers, cendres & maschefers, que lesdits Hacquevier & Tabouret nous ont dit n'estre tenuz du nettoiyement, ains soutenu que c'estoit aux propriétaires des maisons de les faire oster à leurs despens, suivant les reglemens de police sur ce faictez.

Et en continuant nostre visite, nous sommes transporté en une maison sise rue saint Martin, où sont à present les escuries, chevaux, harnois, tumbereaulx, attirailz & charetiers ordonnez pour faire le nettoiyement desdits quartiers de l'entreprise desdits Hacquevier & Tabouret; & estant entrez dans icelles escuries, avons trouvé à la premiere cinq chevaux malades, & dans la cour six tumbereaulx prestz à travailler. Et outre nous ont dit lesditz Hacquevier & Tabouret y avoir en la ville pour le nettoiyement desditz quartiers unze tumbereaulx attelés chacun de deux chevaux, qui font vingt-deux chevaux, & unze charetiers pour mener lesditz tumbereaulx.

DU XXVI. JOUR D'AVRIL
M. DC. XXXVI.

QUARTIERS S. EUSTACHE.
*saint Honoré & saint Germain
de l'Auxerrois.*

EN continuant nostre visite ez quartiers dudit Paris susdit, & en la presence de maître Zacharie Formé l'un des entrepreneurs avec ledit le Picart, pour faire les vuidanges des bouës, immundices, que pavaige de ladite ville & fauxbourgs de Paris, nous sommes transporté cedit jour dans toutes les rues estans dans les susdits quartiers saint Eustache, saint Honoré & saint Germain de

de l'Auxerrois qui font du deppartement dudit Formé. Et premierement nous sommes entré en la maison du sieur Thorentier marchand espicier demeurant au Marché-aux-poirées des halles, le bourgeois notable commis & depputé au quartier saint Eustache pour avoir regard sur les entrepreneurs du nettoiyement des bouës, immundices, que pavaige de son quartier, lequel nous avons prié de nous voulloir assister en ceste visite, ou du moins nous donner advis en quel estat estoit le nettoiyement desdites bouës & pavaige de son quartier, qui nous a dit que auparavant que de donner son certificat du present mois d'Avril, il fera sa visite en sondit quartier, & verra si le nettoiyement des bouës & pavaige qui sont en icelluy, seront faictz comme il se doit par lesditz entrepreneurs, lequel Thorentier a particulièrement requis devant moy le dit Formé de faire refaire le pavé des rues de la Fromeagerie & de la Truanderie, & ez environs de la pointe saint Eustache, au plustost que faire se pourra, comme il est tres-necessaire, lequel Formé luy a promis en nostre presence de ce faire dans la sepmaine prochaine.

Rue du Bouloir que avons trouvée partie nette & partie botieuse & falle.

Rue du Cocq-heron, *idem*.

Rue de la Justianne, *idem*.

Rue Coquiliere en aucuns endroiz nette, & avons veu en l'autre partie de ladite rue plusieurs bouës & immundices.

Dans laquelle rue Coquiliere avons veu du long de la muraille de madame de Mauroy quantité de bouës seiches & immundices collées contre ladite muraille, ce que nous avons chargé ledit Formé de faire oster au plustost, qui nous a dit n'y estre tenu, d'autant que lesdites bouës & immundices sont en ce lieu auparavant le traité dudit le Picart, & par ainsi que c'est aux précédens entrepreneurs de les faire oster, ou à ladite dame de Mauroy.

Rue des Vieulx-Augustins veüe en quelques endroiz nette, & le reste de ladite rue botieuse & pleine d'immundices.

Rue des Petits-Champs où avons trouvé grande quantité d'ateliers de masonnerie & bastimens, qui semblent empêcher que les entrepreneurs n'en puissent si tost faire le nettoiyement des bouës qui y sont, comme il seroit necessaire.

Rue Pagevin, en icelle rue avons trouvé du long des murailles de l'escurie de l'hostel d'Espéron quantité de bouës & immundices, gravois & autres ordures, que nous avons pareillement chargé ledit Formé de faire enlever, qui nous a dit n'y estre tenu pour les raisons cy-devant par luy proposées.

Rue Joly en quelques endroiz nette, & en d'autres avons veü plusieurs taz d'ordures & immundices.

Rue de Mont-martre, avoüs icelle rue trouvée fort orde, falle & pleine d'immundices, & bien que nous ayons trouvé les tumbereaulx dudit Formé, avec les retrouffeurs desdites bouës, pour tascher à la nettoyer, nous avons reconnu estre impossible de ce faire, pour ceque le grand esgoust est bouché, à cause de quoy il se faict ung rebrouffement d'eaux de divers costez, qui se retrouve depuis ladite porte de Mont-martre jusques vers l'eglise saint Eustache, qui apporte une grande incommodité au publicq.

Esgoust de la porte de Mont-martre. L'esgoust des rues de Mont-martre, Bout-du-monde & Vieulx-Augustins reçoit une grande quantité d'eaux venans des halles, saint Eustache, rue du Four, rue des Provelles, rue de Grenelle, rue du Bouloir, rue de la Truanderie, rue de Beaurepaire, rue de Montorgueil, & autres rues adjacentes; toutes lesquelles eaux ne peuvent avoir leur passaige libre & escoulement par dedans icelluy esgoust, attendu qu'il est bouché & encombré de quantité d'ordures & immundices; ce qui fait que lesdites eaux crouissent & regonflent jusques proche l'eglise saint Eustache, & rendent une telle vapeur puante par le moyen des carrosses, charrettes & chevaux qui passent au dedans desdites eaux, que est capable d'empêster tout le quartier, & le mesme regonflement & croupissement d'eau se fait par dedans la rue du Bout-du-monde jusques à ladite rue de Montorgueil, & est à remarquer que la puanteur desd. eaux est beaucoup plus puante & infecte en cest endroit que en d'autres, à cause des bouchers & charcutiers qui ont leurs tueries sur ledit esgoust, & que le sang & tripailles & autres matieres proviennent tant desdites tueries, que nettoiyement des maisons. C'est pourquoy il seroit tres-necessaire de faire desfences aux bouchers & autres de ne laisser couler le sang ny porter aucunes

ordures à l'emboucheure dudit esgouff, & cependant de donner ordre que ledit esgouff soit nettoyé & débouché: ce que pour faire bien & dûement, nous avons reconnu qu'il estoit nécessaire de desgorger & élargir le passaige dudit esgouff par dehors la ville dans le faulxbourg dudit Mont-martre, lequel passaige a esté retressy & encombré par les entrepreneurs de la nouvelle enceinte & closture, tant par le moyen des gravois & immundices, que aussy à cause de la masfonnerie de la nouvelle porte dud. Mont-martre, les fondations des murs de laquelle porte sont fondez dans le passaige dudit esgouff, & par ainsi ne peuvent lesdites eaues avoir leur cours, à quoy est tres-nécessaire de remedier briefvement, & mesmes de faire continuer la voultre dudit esgouff, jusques hors ladite porte neuve.

Rue & chaussée du faulxbourg de Mont-martre, laquelle chaussée nous avons trouvée depuis & proche la vieille porte jusques à la nouvelle porte dudit faulxbourg pleine d'immundices & bouës seiches en tres-grande quantité, qu'il seroit nécessaire d'oster au plustost pour la salubrité des habitans dudit faulxbourg, dont ayant voulu charger ledit Formé de ce faire, nous a dit n'y estre tenu pour deux raisons: la premiere que lesditz immundices sont en ce lieu auparavant leur traitté par eulx fait au conseil de sa majesté, la seconde que ladite chaussée sur laquelle sont lesdits immundices, n'est point pavée, & partant qu'il n'est obligé au nettoiyement des lieux qui ne sont pavez.

En laquelle rue & chaussée se retrouve un cul de sac où ledit Formé nous a mené, pour veoir une quantité d'immundices qui sont sur ung des costez dudit cul de sac, & ung cloaque dans le milieu de ladite rue à present bouché & incapable de recevoir les eaues pour les conduire dans le grand acqueduc de la chaussée dudit faulxbourg de Mont-martre, dont les habitans voisins dudit esgouff nous ont dit avoir par plusieurs fois fait leurs plaintes audit Formé, & requis de leur faire oster lesditz immundices, lequel nous a dit en leur presence n'y estre tenu, attendu qu'ilz y estoient auparavant qu'il entrast dans le traitté dudit le Picart, & soustenu que cela se doit faire aux despens des propriétaires, pource que ce n'est point passaige, ains une entrée sans sortie en forme de court.

Rue du Croissant non pavée.

Rue non pavée.

Rue Plafriere sale, orde, boueuse à cause du rebrouffement des eaues dudit esgouff de la rue de Montmartre, & outre ce veu plusieurs taz d'immundices.

Rue de la pointe saint Eustache & du long de l'eglise saint Eustache avons veu quantité d'ordures collées contre les murs d'icelle, qu'il seroit nécessaire d'oster, dont nous avons chargé ledit Formé de ce faire.

Rue de la Fromeagerie partie nette, partie boueuse, & de plus veu aucuns taz d'immundices.

La halle au bled,

La halle au fruit,

La halle au poisson,

Rue de la Cordonnerie que avons trouvée sale, orde, boueuse & pleine d'immundices du costé du marché aux poirées; dans laquelle rue se sont amassez plusieurs habitans d'icelle, cordonniers & autres, qui nous ont fait leurs plaintes verbales de ce que les jardiniers & herbiers font leurs descharges ordinaires de leurs immundices & mauvaises herbes empuanties en ce lieu, qui peut causer de grandes incommoditez au quartier: sur quoy nous avons chargé ledit Formé de les faire promptement oster; qui nous a dit que lesditz immundices ne se montans que à deux ou trois tumbereaulx, il les fera oster au plustost, encores qu'il n'y soit tenu, d'autant que c'est du fait du placier dudit marché aux poirées, qui en recevant les droitz & esmolemens des places, les doit oster comme il y est obligé.

Rue du Marché aux poirées veu plusieurs immundices.

Rue Jehan de Beausse, en aucuns endroits nette, & le reste d'icelle rue pleine de bouës & immundices.

Rue de la Friperie, *idem*.

Rue Jehan-le-comte, ou de la Grognerie, *idem*.

Rue de la Chausseterie, *idem*.

Rue de la Lingerie, *idem*.

Rue de la Poterie, *idem*.

Rue du Passaige, qui sert d'entrée à la boucherie de Beauvais, *idem*.

Rue de la Ferronnerie & place-aux-Charz, *idem*.

Rue des Deschargeurs, *idem*.

Rue des Petitz carneaulx, *idem*.

Rue de la Vieille-cordonnerie, *idem*.

En laquelle rue estant, nous sommes entrez en la maison du sieur Darques marchant

marchant pelletier demeurant en icelle rue, le bourgeois notable commis & depputé au quartier du Chevalier du guet, pour avoir regard sur les entrepreneurs du nettoiyement des bouës & immundices dudit quartier, pour nous assister ou du moins nous donner avis en quel estat se retrouvoit le nettoiyement desdites bouës & pavaige de son quartier, qui nous a dit que auparavant que donner son certificat du present mois d'Avril, il fera sa visite en son quartier pour veoir si le nettoiyement des bouës & immundices que pavaige d'icelluy sont bien & desdément faitz par les entrepreneurs, dont il delivrera son acte.

Rue du Cloistre-sainte Opportune, aucunement nette.

Rue de la Limasse que avons veüe orde, falle & pleine de bouës & immundices, que ledit Formé s'est chargé de faire oster dans ce jourd'huy.

Rue de la Tableterie en d'aucuns endroits nette, & dans le reste d'icelle avons veü quelques bouës & ordures.

Rue du Plat-d'estain, *idem*.

Rue des Mauvaises-parolles orde, falle, boueuse & pleine d'immundices.

Rue des Bourdonnois, *idem*.

Rue Tirechappe, *idem*.

Rue de Berzzy, *idem*.

Rue Thibault. Dodée aucunement nette d'un costé, & du costé tirant vers la rivière, boueuse, falle avec immundices.

Rue des Deux-boules dans laquelle avons veu quelques immundices, & en outre veu ung gros raz de terres & gravois collez contre la muraille de monsieur Ribier, necessaire d'estre ostées.

Rue Berthin-Poirée en quelque endroit nette, & au reste d'icelle veu plusieurs bouës & ordures.

Rue Jehan-le-Loingtier, *idem*.

Rue des Lavandieres orde, falle, boueuse & pleine d'immundices.

Rue & place du Chevalier-du-guet en quelque endroit nette, & le reste falle & ord.

Rue de la Vieille-harengerie, *idem*.

Rue saint Denis depuis saint Innocent jusques au chastelet, *idem*.

Rue du marché de l'Apport de Paris qui est ez environs des boucheries d'icelluy, *idem*.

Rue de la descente de la Vallée-de-Misere, dans laquelle il y a du long des murs plusieurs bouës & immundices, terres, cendres & fumiers qu'il faut faire oster promptement, attendu que c'est

un frequent passaige.

Place & marché de la Vallée-de-Misere, plein d'immundices, pailles & fumiers.

Rue saint Leuffroy aucunement nette.

Rue saint Germain de l'Auxerrois, allant depuis le chastelet jusques dans le carrefour de l'Escolle-saint Germain, orde, boueuse & falle tout du long.

Rue de la Pierre-au-poisson, *idem*.

Rue de la petite-Poissonnerie, *idem*.

Rue de la Chapelle-aux-Orfèvres en quelque endroit nette, & au reste d'icelle y avons veu plusieurs bouës & immundices.

Et en continuant nostre visite, sommes entré en la maison du sieur Coler le bourgeois notable commis & depputé au quartier saint Germain de l'Auxerrois, pour avoir regard sur les entrepreneurs des nettoiyemens des bouës immundices & pavaige dudit quartier, l'ayant requis de nous assister, a dit ne le pouvoir faire à present à cause de quelques affaires particulieres qu'il avoit: mais que auparavant de donner son certificat du present mois d'Avril, il fera sa visite en sondit quartier, & verra si le nettoiyement des bouës & pavaige d'icelluy y est fait comme il est requis, dont il baillera acte.

Rue du quay de la Megisserie en aucuns endroits net, & le reste dudit quay veu plusieurs bouës & immundices, & outre quantité de plastras, gravois & autres ordures qui apportent de l'incommodité au publicq.

Rue de la Monnoye boueuse, orde, falle & pleine d'immundices.

Rue du carrefour du pont Neuf aucunement net.

Pont-Neuf aucunement net, à la reserve du carrefour qui est viz-à-viz du cheval de bronze, ord, falle, plein d'immundices, terres & gravois, qu'il seroit grandement necessaire d'oster.

Au bout duquel pont Neuf attenant les murs du parapet & platte forme dudit pont Neuf, descendant du costé de l'Escolle saint Germain, avons trouvé ung grand raz de terres & immundices seiches & collées contre la muraille, jusques sur ladite platte forme, que avons estimé necessaires estre ostées; surquoy nous a dit ledit Formé que cela estoit provenu des trenchées qui ont esté cy-devant faites pour les fontaines, du nettoiyement desquelles terres & immundices il n'est tenu.

Rue du quay de l'Escolle, falle, boue-

R

se & remplie d'immundices ; & de plus avons particulièrement veü quantité de fumiers compillez avec bouës qui arrestent le cours des eaues des ruisseaux, que le placier dudit quay a promis de faire oster dans ce jourd'huy, lequel avons chargé de ce faire au pluïstost que faire se pourra.

Rue des Prestres de l'eglise S. Germain, partie nette, partie boueuse.

Cloïstre saint Germain de l'Auxerois, avons appris que le nettoyageement des bouës, immundices & pavaige est particulièrement entretenu & faict faire par les doyen, chanoines & chapitre dudit saint Germain.

Rue de l'Arbre-secq y avons veü plusieurs bouës & immundices, que avons chargé ledit Formé de faire oster en bref.

Rue Baillette, *idem.*

Rue des Fosse-saint Germain, avons trouvé les tumbereaux qui faisoient le nettoyageement des bouës & immundices estans en icelle.

Rue de Bailleul nette en quelques endroitz, & le reste d'icelle rue y avons veü plusieurs bouës & immundices.

Rue Jehan-Tizon, *idem.*

Rue des Poulies, *idem.*

Rue d'Orleans, *idem.*

Rue des Vieilles - estuves, *idem.*

Rue des Deux - escuz aucunement nette.

Rue Neufve, *idem.*

Rue du Four nette en aucuns endroitz, & au reste d'icelle avons veü quelques immundices.

Rue du Jour, *idem.*

Rue des Provelles, *idem.*

Rue de Grenelle, *idem.*

Rue de la Tonnellerie en quelques endroitz nette, & en d'autres veü aucuns immundices.

Et continuant nostre visite, sommes entré en la maison du sieur Picot où pend pour enseigne *le Lyon d'or*, le bourgeois notable commis & depputé au quartier saint Honoré, pour avoir regard sur les entrepreneurs du nettoyageement des bouës, immundices, que pavaige dudit quartier, pour le requerir de nous assister en ceste visite, lequel avons trouvé grandement malade au liêt, de laquelle maladie nous avons appris qu'il est de nagières decedde.

Rue de l'Autruche ou du Louvre, en quelques endroitz nette, & au reste d'icelle rue veü plusieurs immundices.

Rue Jehan-saint Denis, *idem.*

Rue du Cocq, *idem.*

Rue Champ-fleury, *idem.*

Rue Frementeau nette par le bout qui entre dans la rue saint Honoré, & au bas de ladite rue, allant vers la riviere, veü plusieurs bouës & immundices.

Rue de Beauvais, *idem.*

Rue du Chantre, *idem.*

Rue saint Thomas-du-Louvre, la moitié de laquelle regardant l'hostel de Richelieu, aucunement nette, & l'autre moitié de ladite rue toute bouleversée, pleine de terres & gravois & ordures qui proviennent des paveurs qui y sont à present.

Rue de l'Ortie qui va du long de la grand galerie du Louvre jusques au rempart, nette par en bas, mais depuis ladite rue saint Thomas jusques en hault tres-orde, boueuse & pleine d'immundices.

Rue d'Antouche, *idem.*

Rue des Bons-enfans, avons trouvé en icelle quantité d'immundices, plastras, gravois & terres provenans de la massonnerie de l'hostel de Richelieu.

Rue & quay des galleries du Louvre, allant à la porte Neufve, y avons veü quantité de bouës & immundices.

FAULXBOURG S. HONNORÉ.

GRANDE rue & chaussée dudit faulxbourg saint Honoré, la pluspart boueuse & pleine de grandz taz d'immundices, & outre ce avons veü quantité de plastras, gravois & autres ordures que avons chargé ledit Formé de faire oster en bref.

Le Marché aux chevaux, la pluspart plein de bouës & immundices.

Rue d'Argenteuil, *idem.*

Rue de Malassis, *idem.*

Rue de l'Evesque, *idem.*

Rue de Montceaux, *idem.*

Rue des Moulins, *idem.*

Grand rue des Thuilleries, allant jusques à la riviere, en laquelle il n'y a que la chaussée de pavée, & pour les deux costez d'icelle ne sont encores pavez, ains terres seiches sur lesquelles nous avons veü quantité de plastras, gravois & retaillemens de pierre de taille, que ledit Formé a dit comme dessus n'estre tenu d'oster.

Rue saint Vincent en laquelle avons veü grande quantité de bouës retrouffées, pour estre ostées dans ce jourd'huy, à ce que nous a dit ledit Formé.

Rue de Gaillon est une rue qui est viz-à-viz

viz-à-viz de celle dudit saint Vincent, ordinairement pleine de bouës & grande quantité d'immundices qui peuvent par leur infection apporter grande incommodité dans ladite nouvelle rue saint Honnoré, si il n'y est promptement remedié par ledit Formé, que avons chargé de ce faire au plustost que faire se pourra.

Puis sommes allé à la nouvelle porte saint Honnoré, proche laquelle nous avons veü une grand place publique, tenant d'un costé à la nouvelle muraille de la ville, & de l'autre du long des murs du logis & jardin de M. Desnoyers, au travers de laquelle le canal par lequel se doibvent escouler les eaues de la moitié de ladite rue dudit faulxbourg, lequel canal avons trouvé encombré de terres massives & gravois qui sont provenus des recoupes de pierre, lorsque la muraille de la nouvelle enceinte de la ville a esté faicte, àquoy il est grandement nécessaire de pourveoir, nous ayant ledit Formé, comme dessus, dit n'y estre tenu.

Dans toutes lesquelles rues des quartiers susditz nous avons trouvé partie nettes & partie sales & pleines d'immundices, comme il est marqué & spécifié par chacune rue au rapport cy-dessus, & de plus avons trouvé quantité de gravois, vuidanges de caves, fumiers, cendres & maschefers que ledit Formé nous a dit n'estre tenu du nettoiyement, ains les propriétaires des maisons & lieux de les faire oster suivant les reglemens de police.

Et en continuant nostre visite, nous sommes transporté au faulxbourg ou rue Neufve de Montmartre en la maison dudit Formé, pour veoir ses chevaux, tumbereaux & attirailz qu'il doit avoir, pour faire le nettoiyement des boues & immundices dans lesdits quartiers saint Eustache, saint Honnoré & saint Germain de l'Auxerrois, dans laquelle maison estant, avons trouvé ez escuries d'icelle dix-sept chevaux capables de travailler, & neuf tumbereaux garniz de leurs attirailz, & huit chartiers pour faire le nettoiyement des bouës desdits quartiers, & en outre sept tumbereaux neufs non encores parachevez, que ledit Formé nous a dit tenir de reserve pour secourir cy-après les autres aux occasions & necessitez que besoin sera; lequel Formé avons chargé de bien & deüement faire lesditz nettoiyemens à l'advenir, & le mieulx & plus promptement que faire se pourra.

Tome II. Part. II.

DU XXIX. JOUR D'AVRIL
M. D.C. XXXVI.

QUARTIERS DE LA CITE',
de saint Severin, rue de la Harpe,
& des faulxbourgs S. Germain.

ET en continuant nostre visite ez quartiers de la Cité, de saint Severin, rue de la Harpe & du faulxbourg saint Germain lez Paris susditz, & en la presence du sieur le Picart & de Clau. de Laurens soubz-fermier dudit le Picart & ses associez ez entreprises du nettoiyement des bouës & immundices desditz quartiers, nous sommes transporté cedit jour au quartier de la Cité, l'un des quartiers du deppartement dudit Laurens, & sommes premierement allé en la maison du sieur le Vasseur demeurant rue de Petit Pont, vers le coing du marché Neuf, le bourgeois notable commis & depputé audit quartier pour avoir regard sur les entrepreneurs du nettoiyement des bouës & immundices, que pavaige dudit quartier; auquel lieu estant, avons demandé à parler audit sieur le Vasseur, & nous a esté dit par l'un de ses hommes trouvé en sa boutique, qu'il n'estoit de present en la maison, j'ay donc visité

Rue du Petit-pont, commençant audit Petit-pont, & allant jusques au commencement du pont Nostre-Dame & saint Denis de la Chartre, avons trouvé la pluspart orde & sale.

Rue Neufve-Nostre-Dame, *idem.*

Rue sainte Croix, *idem.*

Rue saint Christophle commençant depuis la porte du cloistre de l'eglise Nostre-Dame jusques sur le pont Nostre-Dame, *idem.*

Rue du Sablon ou Pavée, joignant l'hostel-Dieu, orde, sale & pleine d'immundices.

Le cloistre Nostre-Dame, auquel estant avons appris que le nettoiyement des bouës & immundices dudit cloistre & tout ce qui en deppend, est faict par personnes particulieres qui en ont la charge de messieurs de Nostre-Dame de Paris, & non par ledit Laurens.

Rue des Cannelles en aucuns endroitz nette, & le reste d'icelle rue avons veü plusieurs bouës & immundices.

Rue saint Pierre-aux-Bœufs, *idem.*

Rue de Venize, *idem.*

Rue de la Licorne, *idem.*

Rue Coquadrille orde, sale, boueuse

R ij

& pleine d'immundices.

Rue sainte Marine en quelque endroit nette, & en d'autres veü plusieurs taz d'ordures & immundices.

Rue des Marmouzeitz, *idem.*

Rue saint Landry, *idem.*

Rue de la Colombe, *idem.*

Rue du Port saint Landry en aucun endroit nette, & au reste d'icelle rue avons veü plusieurs taz de bouës & immundices.

Rue d'Enfer, *idem.*

Rue des Deux-hermites, *idem.*

Rue des Ursins pleine de bouës, immundices, gravois & récoupemens de pierre.

Rue Parpignan, *idem.*

Rue de Glatigny, *idem.*

Rue des Hautz moulins allant par derriere saint Denis de la Chartre au tournant pour aller à Nostre-Dame, orde, boueuse & pleine d'immundices.

Rue de la Jurie qui est entre le pont Nostre-Dame & le marché Neuf, en aucuns endroits nette, & en d'autres veü quelques bouës & immundices.

Pont Nostre-Dame jusques à la place Mibray, aucunement net.

Rue de la Pelleterie la plupart orde, boueuse & pleine d'immundices.

Rue Gervais-Laurens, *idem.*

Rue du prieuré-saint Barthelemy, *idem.*

Rue de la Vieille-draperie, *idem.*

Rue de la Saveterie, *idem.*

Rue saint Martial, *idem.*

Rue de la Calendre, *idem.*

Rue des Carquillons entrant de ladite rue de la Calendre au marché Neuf, *idem.*

Rue au Feurre où avons veü quelques immundices.

Rue du marché Neuf, il y a un placier qui est tenu du nettoiyement dudit marché.

Le pont saint Michel, aucunement net.

Rue de la Barilliere, allant depuis le pont saint Michel jusques à l'horloge du palais, y avons veü quelques immundices.

Rue saint Louys allant depuis l'esgoust du marché Neuf jusques à la porte du palais du costé de la riviere, que nous avons trouvée aucunement nette; & neantmoins ledit Laurens assisté dudit le Picart nous ont dit n'estre tenus ny obliger au nettoiyement de ladite rue, pour ce qu'elle est de nouvelle fabrication, & que pour cela ils ne laissent d'en faire tousjours le nettoiyement,

estant si proche du palais.

Rue sainte Anne, *idem.*

Court & place de dedans le palais, en laquelle estant nous avons interpellé plusieurs bourgeois & habitans demeurans en ladite court du palais de nous certifier en verité si le nettoiyement des bouës & immundices s'y faisoit souvent par les entrepreneurs obligez & renuz de ce faire, lesquels nous ont dit que c'estoit fort rarement; & de faict nous avons veü tout à l'entour du carquant quantité d'immundices, gravois, terres, fumiers, bouës & autres ordures qu'il semble y estre de long temps, que nous avons chargé led. Laurens de faire oster promptement: lequel nous a dit qu'il les fera oster dans ce jourd'huy sans faulte, à la reserve des gravois & plastras qui sont sortiz tant des reparations faictes par les sieurs de la sainte Chapelle, que autres, auquel Laurens j'ay d'habondant dit d'oster tout ensemble, ce qu'il a promis de faire sans tirer à consequence.

Et sortant de la court du palais par la porte de la Poterne, avons veü un esgoust, lequel a son entrée proche ladite porte de la Poterne, qui va par le travers de la rue du quay au bout de la rue S. Louys, & se sortie dans la riviere viz-à-viz des Augustins, lequel esgoust est voultré, que nous avons trouvé avoir la pente & cours ordinaire & aucunement net.

Rue du quay de l'isle du palais regardant les Augustins, estans dans laquelle les bourgeois & habitans d'icelle rue nous ont faict leurs plaintes sur lesditz nettoiyemens qui ne se font par les entrepreneurs en aucune sorte que ce soit, que nous avons trouvée aussi la plus grande partie boueuse, orde & sale.

Et de l'autre costé de ladite rue du long de la riviere, n'est nullement pavée, ains pleine de terres seiches, bouës, immundices & recoupeures de pierre en grande quantité: ce que nous avons faict veoir audit Laurens, qui à l'instant a déclaré n'estre tenu ny obligé au nettoiyement de ce costé de rue non pavée, sur quoy nostre avis est qu'il seroit necessaire de la faire paver, pour ce que cela apporte auxdits bourgeois habitans d'icelle rue de grandes incommoditez & puanteurs, pour n'y estre faict, comme il debvroit, le nettoiyement comme en autres rues prochaines.

Rue de Harlay en quelques endroits nette, & en d'autres y avons veü aucuns taz d'ordures & immundices.

La place Dauphine se retrouve pavée

du long des maisons de la largeur d'environ six toises du costé de la rue de Harlay, & les deux autres costez allant vers le cheval de bronze, pavée aussi du long des maisons d'environ quatre toises de large, formant une rigolle pour l'escoulement des eaux; laquelle place nous avons trouvée pleine de fumiers, bouës & immundices, & principalement dans le milieu d'icelle; & voulans charger ledit Laurens d'en faire promptement le nettoiyement, comme il est tres-necessaire, a dit n'y estre tenu ny obligé, tant pour ce que ceste place n'est pavée, que d'ailleurs ce sont ouvrages nouvelles qui ne sont comprises dans le contract & traité dudit le Picart.

Le quay de l'isle du Palais du costé du grand cours d'eau, regardant à la Megisserie, contenant depuis l'horloge du palais, jusques au pont-Neuf du costé des maisons, que nous avons veu aucunement net; & l'autre moitié dudit quay du costé de la riviere, encombré de quartiers & carreaux de pierre de taille, & quantité de recoupes desdites pierres, terres, gravois & immundices seiches, dont ledit Laurens a dit comme dessus n'estre tenu de les oster.

Et soubz l'horloge du palais nous avons veu ung esgout par lequel s'escoulent les eaux venans du palais & rues adjacentes dans la riviere, estant proche icelluy que nous avons trouvé aucunement net.

DU DERNIER JOUR D'AVRIL

M. DC. XXXVI.

EN continuant nostre visite, & en presence de Michel Dauvillier commis des sieurs le Picart & Formé & dudit Claude Laurens, soubz-fermier & entrepreneur du nettoiyement des boues & immundices soubz iceulx desditz quartiers saint Severin, rue de la Harpe & saint André susditz, nous sommes transporté en la maison du sieur Fromeageot marchand drappier demeurant au carrefour dudit saint Severin, le bourgeois notable commis & depputé pour avoir regard sur les nettoiyemens des bouës, immundices & pavaige desdits quartiers, pour le requérir de nous assister en ceste visite; & nous a esté dit par sa femme qu'il n'estoit de present en ceste ville, & estoit allé en Anjou depuis quelque temps pour le fait de sa marchandise de drapperie. Et de là avons esté en la

Rue de la Huchette, que nous avons

trouvée pleine de bouës & immundices.

Rue des Trois-chandeliers aucunement nette.

Rue Zacharie, en aucuns endroitz nette, & le reste avons veu plusieurs bouës & ordures.

Rue du Chat-qui-pesche aucunement nette.

Rue saint Severin, d'un costé veu plusieurs bouës & immundices, & de l'autre costé d'icelle rue avons veu quelques gravois & terres seiches contre les murs.

Rue des Prestres contre saint Severin, avons veu plusieurs taz d'immundices en icelle.

Rue de la Parcheminerie, partie nette & partie sale & boueuse.

Rue du Foing, *idem*.

Rue du Bout-de-Bry, *idem*.

La moitié de la rue des Mathurins, *idem*.

Rue de Sorbonne, la plus grande partie pleine de bouës & immundices, & l'autre partie avons veu plusieurs plastras gravois & fumiers.

Rue des Maisons, *idem*.

La moitié de la rue des Poirées, *idem*.

Rue des Cordiers avons rencontré les tumbereaux dudit Laurens qui estoient les immundices d'icelle.

Rue de la Harpe en laquelle avons trouvé grande quantité de bouës & immundices seiches collées contre les murs d'icelle rue.

Rue saint Cosme, entierement orde, sale & pleine d'immundices.

Rue de la Bouquelerie, *idem*.

Rue Mascon, *idem*.

Rue Poupée, avons trouvé les tumbereaux dudit Laurens dedans, pour la nettoyer.

Rue Percée orde, sale & pleine de bouës & immundices.

Rue de la Serpente aucunement nette.

Rue des Deux portes, *idem*.

Rue Pierre-Sarrazin, *idem*.

Rue Haute-feuille grandement sale & encombrée de bouës & immundices, gravois & plastras causez par le bastiment du sieur president de Drancy faisant l'encoigneure de ladite rue; sur ce interpellé Anthoine Lescouvet maistre maçon à Paris, qui nous a dit qu'il travailloit incessamment à faire emporter lesditz plastras & gravois pour rendre place nette.

Rue des Cordeliers, avons veu grandz taz d'ordures estans contre les deux portes de l'eglise desditz Cordeliers, & plus

bas en ceste rue aussy veü plusieurs ordures & gravois contre une maison appartenant à M. Boutillier.

Rue du Paon que avöns trouvée aucunement nette de bouës, mais orde & falle à cause de plusieurs taz de gravois qui sont contre les murs du tapissier de ceste rue, & autres ordures contre une grande maison neufve appartenant au sieur de Garges.

Rue de la Court-de-Rouen, grandement falle, pleine d'immundices, plastras & gravois.

Rue du Jardinier, en laquelle avöns trouvé aussy plusieurs immundices, & plastras & gravois provenans des bastimens qui sont en ceste rue.

Rue du Gros-pet aucunement nette.

Rue de l'Esperon, *idem*.

Rue du Battoier aucunement nette, à la reserve du coing d'en hault, où il y a deux grandz taz de bouës & immundices.

Rue des Poitevins, *idem*.

Rue du Cimetiere-saint-André en aucuns endroitz nette, & en d'autres veü plusieurs taz de bouës & immundices.

Rue saint André allant jusques à la porte de Busly, aucunement nette.

Rue de Bazoche, *idem*.

Rue de l'Arondel, *idem*.

Rue Gilles-Cœur, partie nette d'un costé, & de l'autre costé y avöns veü plusieurs bouës & immundices.

Rue Pavée aucunement nette, sinon qu'au bout d'en hault y avöns veü quelques immundices.

Rue des Augustins aucunement nette.

Rue Christine, *idem*.

Rue Neufve-Dauphine, *idem*.

Grand rue Dauphine allant de la porte de Busly au pont Neuf, avöns trouvé entierement orde, boueuse & pleine de quantité d'immundices.

Rue d'Anjou, la plupart boueuse & pleine d'immundices.

Rue du quay des Augustins du costé du pavé qui est du long de l'eglise & des maisons qui vont jusques au bout du pont saint Michel, aucunement net, & de l'autre costé de lad. rue dudit quay, ce n'est qu'une grande quantité de terres, gravois & immundices meslées ensemble, que ledit Laurens a dit n'estre tenu ny obligé d'oster, attendu qu'il n'y a aucun pavé sur cedit costé de rue.

Rue des Deux-portes autrement appelée par le vulgaire la rue de . . . se retrouve viz-à-viz du pont-Neuf & derriere les jardins de l'hostel de Nevers qui va se rendre par derriere à la rue

Dauphine, aucunement nette.

Rue du quay allant depuis le pont Neuf jusques à la porte de Nesle, aucunement net du costé du pavé; & sur l'autre costé d'icelle rue, pour ce qu'elle n'est pavée, il s'y retrouve quantité de terres seiches, gravois, bouës & immundices, que ledit Laurens nous a dit comme dessus n'estre tenu ny obligé d'oster, n'y ayant point de pavé.

Le port de Malacquest attenant à ladite porte de Nesle, & allant à la riviere, se retrouve tout gâté & despavé par hault, qui met en desordre l'entrée d'icelluy, soit pour n'estre pavé comme il seroit necessaire, que pour n'avoir assez d'ouverture & espace pour passer les charrettes & chevaux, qui vont ordinairement sur ledit port, mesmes qu'il y a ung des costez qui soustient le parapet dudit port de ladite porte, à demy abbatu.

FAULXBOURG S. GERMAIN.

RUE du Fossé qui est entre la porte de Busly & la porte de Nesle, que nous avöns trouvé n'estre pavée que du costé des maisons d'environ huit ou neuf piedz de large, nette en aucuns endroitz, & le reste d'icelle sur le pavé veü plusieurs bouës & immundices. Et de l'autre costé de ladite rue, allant du fossé de la ville à ladite porte de Busly, est une chaussée de terre non pavée, que nous avöns veüe pleine de terres seiches, gravois, bouës & immundices, que ledit Laurens a dit n'estre tenu d'oster, comme n'estant pavée.

Et estant sur le carrefour dudit port de Malacquest, sont comparuz plusieurs bourgeois & circonvoisins d'icelluy port qui nous ont fait leurs plaintes verbales des accidens qui sont cy devant arrivez, & qui arrivent journellement audit port, à cause du mauvais ordre auquel il est, où plusieurs personnes allans & venans audit port pour leurs affaires, sont tumbéz, & eü les jambes rompuës, & que au commencement du present mois d'Avril il s'est perdu deux muids de vin montans dudit port sur la chaussée: & que tous ces accidens sont arrivez par le desordre qui se retrouve audit port, faulte d'espace & largeur convenable; & de ce qu'il n'est pavé comme il debvroit pour le bien & utilité publicque.

Rue de Nesle boueuse, falle & pleine d'immundices.

Grand rue de Seine, nette en aucuns endroitz, & au reste d'icelle rue trouvée boueuse, falle & pleine d'immundices, & de

& de plus à cause des bastimens qui y sont , avons veü quantité de plastras , gravois , recouemens de pierre de taille , fumiers , cendres & autres ordures , du nettoiyement desquelles ledit Laurens a dit n'estre tenu , ains les propriétaires des maisons au devant desquelles ils sont à present.

Et dans icelle rue de Seine , approchant du bas d'icelle vers la riviere , nous avons veü ung esgoust qui reçoit les eaues qui viennent d'une partie du faulxbourg saint Germain , rompu à son entrée & bouché , les pierres tumbées au fond : qui empêche l'escoulement des eaues ; ce qui cause une grande puanteur dans ladite rue , en danger de faire naistre quelques maladies contagieuses , dont tous les voisins dudit esgoust nous ont fait leurs plaintes & leurs supplications d'y faire mettre ordre en bref : sinon qu'ils seront contrainctz de quitter ladite rue en danger , outre qu'ils voyent souvent plusieurs carosses & harnois tumber dedans qui accroissent la rupture dudit esgoust : ce que nous avons fait veoir ausditz entrepreneurs du nettoiyement desdites bouës , qui nous ont dit ne pouvoir faire bien & dedement le nettoiyement d'icelle rue , qu'après la refection dudit esgoust , dont ils n'estoient tenuz , ains messieurs les prevost des marchans & eschevins de la ville de Paris.

Petite rue de Seine , où nous avons veü quantité de bouës & immundices , & de plus beaucoup de plastras , gravois & recouemens de pierre de taille qui proviennent de plusieurs bastimens qui se font en ladite rue , que ledit Laurens a dit n'estre tenu ny obligé d'oster , pour ce que c'est une rue nouvelle à demy pavée & non comprise pour le nettoiyement dans le traité dudit le Picart.

Rue du quay allant depuis le susdit port de Malacquest jusques au pont des Thuilleries , que nous avons trouvée seulement pavée du costé des maisons d'environ trois thoises de large , lequel pavé en ceste largeur contient jusques au bout du logis de M. de la Ville-aux-Clercz , & le reste de ladite rue continuant jusques audit pont des Thuilleries , pavé par intervalle seulement , & de l'autre costé de ladite rue du quay qui est en chauffée , n'est nullement pavée : c'est pourquoy il se retrieve chargé de terres seiches , quantité de bouës & immundices , gravois & recoupeurs de pierre de taille , que ledit Laurens entrepreneur nous a dit , comme dessus , n'estre tenu

du nettoiyement , n'estant pavé.

Rue de Jacob laquelle avons trouvée en tres-mauvais ordre , & ceste rue est au bout de l'hospital de la Charité , attendu qu'elle n'est pavée que par intervalles , & au bout dudit hospital pleine de terres , gravois , bouës & immundices seiches , lesquelles lesditz entrepreneurs nous ont dit n'estre tenuz d'oster , attendu que cette rue n'est pavée , comme dit est , que par intervalles , & que du costé du sieur des Yvetorz & d'un boulenger sien voisin elle n'est pavée , qui est la cause de l'amaz des grandes immundices retenues qui sont au milieu de la chauffée de ladite rue ; & partant qu'il seroit tres-necessaire que ledit sieur des Yvetorz & ledit boulenger feissent comme propriétaires paver , ainsy qu'ils doibvent & sont tenuz , au debvant de leurs heritaiges , suivant les ordonnances de police.

Rue du Colombier partie nette , partie sale & boueuse.

Rue des Deux-anges , *idem*.

Rue de Grenelle , *idem*.

Rue du Vieil-colombier , *idem*.

Rue des Mareitz aucunement nette.

L'esgoust venant du faulxbourg saint Germain , recevant les eaues tant des fontaines que des maisons particulieres voisines , commence son entrée à la rue du Four , & va passant soubz le jardin du sieur des Yvetorz , pour se rendre dans la riviere de Seine par le moyen d'un acqueduc , lequel esgoust avons trouvé depuis l'hostel de Tarenne jusques à ladite rue de Jacob decouvert sans acqueduc , bordé d'un costé de la muraille de closture des jardins de l'abbaye saint Germain des Prez , & de l'autre costé tout en desordre , plein d'immundices bouës , gravois & ordures que les particuliers y jettent , pour n'estre ledit esgoust voulté , & pour n'y avoir aucun parapel de massonnerie : à quoy il seroit tres-necessaire de remedier , pour empêcher que ledit esgoust ne feüst bouché , & ont dit sur ce les entrepreneurs pour les raisons que dessus , n'estre tenuz au nettoiyement dudit esgoust.

Rue de l'Eschaude orde , sale & pleine d'immundices.

Grand rue de Buffy allant depuis la porte jusques à la barriere des sergens qui est viz-à-viz de l'abbaye de saint Germain des Prez , en aucuns endroitz trouvée nette , & l'autre partie d'icelle rue avons veü plusieurs taz de bouës , ordures & immundices.

Rue des Mauvais-garçons aucunement nette.

Rue Neufve-des-Foffez-saint Germain, au bout de laquelle il y a ung petit marché auquel avons trouvé quelques harengeres vendans harengs & molues & poisson frais, d'autres fruitières vendans œufs, beures, orenes & herbaiges dans le pourtour dudit marché, où avons veü quantité de bouës & immundices, fumiers, pailles pourries & autres ordures capables de causer de l'infection; & nous estant adressé au placier nommé Paul Donner, l'avons chargé de faire présentement le nettoiyement dudit marché, qui nous a dit ceste place ne contenir que quatre thoises de large sur sept thoises de long, de laquelle il est prest de faire le nettoiyement; & que pour le carrefour dudit marché contenant depuis la porte saint Germain jusques à l'entrée de la rue des Boucheries, que c'estoit aux entrepreneurs du nettoiyement des dites bouës à ce faire. Lesquels entrepreneurs nous ont dit que non obstant les ordonnances de police qui deffendent à tous bourgeois de ne prendre aucun droit des marchans forains apportans à Paris beures, fromeaiges, œufs, volailles & autres denrées, le sieur Crestien espicier demeurant au susdit marché, exige ung droit, sans pouvoir ny permission, desdits marchands forains, pour leur laisser vendre les denrées susdites devant sa maison proche dudit petit marché, qui luy apporte du revenu plus de quatre cens livres par an, sans vouloir contribuer au nettoiyement dudit carrefour de la porte saint Germain; & partant lesditz entrepreneurs soustiennent n'estre tenuz au nettoiyement, ains ledit Crestien, attendu qu'il en reçoit de son autorité les esmolemens.

Rue des Boucheries fort orde, falle & pleine de bouës, immundices, sang & matieres d'animaulx, que lesditz entrepreneurs dudit nettoiyement des bouës nous ont dit ne pouvoir jamais fournir audit nettoiyement, attendu la grande quantité d'immundices que jettent incessamment les habitans de ladite rue, à cause de leurs vaccations de bouchers.

Rue du Cœur-vollant orde, falle & pleine d'immundices.

Rue des Quatre-ventz aucunement nette.

Rue de Cendé, *idem.*

Rue du Petit-Lyon, orde, falle & pleine d'immundices.

Rue de Tournon aucunement nette.

Rue du Petit-Bourbon, *idem.*

Rue de l'Aveugle orde, falle & pleine d'immundices.

Rue Garenfieres, orde, falle, boueuse, avec quantité de terres massives collées contre les murs, qu'il fault offer.

Rue des Fossoyeurs, *idem.*

Rue d'Enfer aucunement nette.

Rue du Caniver, *idem.*

Rue du Pied-de-biche dans laquelle avons trouvé plusieurs immundices & terres seiches collées contre les murailles; à quoy lesditz entrepreneurs nous ont dit n'estre tenuz du nettoiyement, attendu que ce sont rues construites depuis le bail à eux fait & plusieurs autres rues suivantes.

Rue Ferrou en aucuns endroits nette, & en d'autres avons veü plusieurs bouës ordures & fanges.

Rue des Cannettes, *idem.*

Rue de l'Escharpe, *idem.*

Rue des Prestres, *idem.*

Rue saint Thomas, *idem.*

Rue de Vaugirard, *idem.*

Rue du Chevalier, *idem.*

Rue de la Corne, *idem.*

Rue du Pot-de-fer, *idem.*

Rue de Maizieres, *idem.*

Rue du Gindre avons veü en ceste rue quantité de bouës & immundices.

Rue Princesse, *idem.*

Rue Caslette, *idem.*

Rue des Cizeaux, *idem.*

Rue Charpentier aucunement nette.

Lesquelles quinze rues cy-dessus avons trouvées la plupart ordes, salles & pleines d'immundices; & en outre avons veü quantité de gravois, ordures & recoupes de pierre de taille qui y ont esté laissées, tant par les maisons que paveurs, à quoy lesditz entrepreneurs dudit nettoiyement des bouës nous ont dit n'estre tenuz de nettoyer, attendu que ce sont rues qui ont esté faictes, formées & construites depuis leurs baulx & traittez,

Rue du Vieil-colombier dans laquelle avons trouvé quantité de bouës & immundices, & principalement au devant d'une maison appartenant à ung nommé Torniquet brodeur, pour n'estre le devant de ladite maison pavé ainſy que les autres maisons de la rue, à cause dequoy les habitans voisins en reçoivent une grande incommodité & infection: c'est pourquoy il est tres-necessaire de faire promptement paver au devant de ladite maison, & après les entrepreneurs nous

ont

ont dit qu'ils en feroient le nettoiyement.

Petite rue Cassette, orde, sale, boïeufe & pleine d'immundices.

Rue des Vieilles-Thuilleries allant à Vaugirard, *idem*.

Rue du Sepulchre, *idem*.

Rue de la Chaize, *idem*.

Rue des Vaches, *idem*.

Grand rue du Four, contenant depuis la barriere des sergens jusques aux Petites-Maisons, partie nette, & l'autre partie orde, sale, boïeufe & pleine d'immundices.

Grand rue du Bacq, allant par le derriere des Petites-Maisons vers le Pré aux Clercz, *idem*.

Rue des Jacobins reformez, allant de la Charité au Pré aux Clercz, *idem*.

Rue des Fosseiz-saint-Germain, allant rendre dans la rue du Four, *idem*.

Rue Neuve-des-Roziers, *idem*.

Et en continuant nostre visite, nous sommes transporté en la maison de Claude Laurens soubz-fermier desditz le Picart & ses affociez entrepreneurs du nettoiyement des bouës & immundices des quartiers de la Cité, saint Severin, rue de la Harpe & du faulxbourg saint Germain, laquelle maison a pour enseigne *la Croix blanche*, seize au bout de la rue du Vieil-Colombier dudit faulxbourg saint Germain, pour veoir ses chevaux, tumbereaux & attirailz qu'il doit avoir pour faire le nettoiyement des susditz quartiers; en laquelle estant, avons veü ez ecuries d'icelle douze chevaux capables de travailler, six tumbereaux garnis de leurs attirailz, & six chartiers pour les mener & faire le nettoiyement des quartiers susditz. Auquel Laurens nous avons dit de continuer cy-après les nettoiyemens susditz mieulx que par le passé, au contentement du publicq.

DU III. JOUR DE MAY

M. DC. XXXVI.

QUARTIERS DE LA PLACE

Maubert & isle Nostre-Dame.

EN continuant nostre visite, & en la presence de maistre Pierre Mesnager soubz-fermier & entrepreneur du nettoiyement des bouës desditz quartiers de la place Maubert & isle Nostre-Dame, & des quartiers des faulxbourgs saint Michel, saint Jacques, saint Marc-ceau & saint Victor, nous sommes transporté en la maison du sieur Cramoisy

Tome II. Part. II.

libraire du roy, le bourgeois notable commis & depputé pour avoir regard sur le nettoiyement des bouës & immundices, que pavaige des susditz quartiers; pour le requerir de nous assister en ceste visite; lequel nous a dit que à present il ne pouvoit ce faire, pour estre grandement empesché pour ses affaires: mais que auparavant que de delivrer son certificat, il fera la reveüe & visite de son quartier, tant dudit nettoiyement des bouës, que pavaige, dont il donnera son acte du rapport de sa visitation. Et de là nous avons continué, & nous sommes transporté avec les assistans cy-dessus au

Petit pont, auquel lieu nous avons trouvé quantité d'immundices, comme pailles pourries, plumes, tripailles & autres ordures provenans partie des nettoiyemens du petit chastelet, & l'autre partie des rotisseurs, bouchers, teinturiers, bougraniers & autres, lesquelles lesditz entrepreneurs dudit nettoiyement nous ont dit n'estre tenuz ny obliger d'oster, attendu que les dessusditz contreviennent continuellement aux ordonnances qui leur sont à tous deffenses d'exposer telles vilainies & puantes ordures en ce lieu, dont mesme les bourgeois & habitans des environs nous ont fait leurs plaintes, & dit qu'en ce lieu il n'y avoit aucun placier, partant que lesditz rotisseurs, bouchers, teinturiers & bougraniers estoient tenuz de les faire oster à leurs despens, & de nettoyer l'esgouff qui est contre le petit chastelet, que nous veü bouché & encombré de bouës & ordures.

Rue saint Jacques, allant depuis le bout du Petit-pont jusques à la porte de la ville, que nous avons trouvée aucunement nette; ce neangmointz ledit sieur Cramoisy bourgeois depputé susd. a chargé ledit Mesnager d'y faire passer ce jourd'huy ses tumbereaux, pour y faire ung entier nettoiyement, à cause de la procession qui se fera demain à saint Estienne des Grez, ce que ledit Mesnager a promis de faire.

Cloistre saint Benoist, auquel nous avons trouvé plusieurs taz d'immundices, que ledit Mesnager a promis de faire oster dans ce jourd'huy.

Rue de saint Estienne des Grez, aucunement nette.

Rue du college sainte Barbe, nous avons trouvée orde, sale & pleine d'immundices.

Rue Cordiere, *idem*.

La chaussée du cloistre saint Estienne

du Mont n'est pavée, mais pleine de bouës, immundices & quantité de gravois, qu'il seroit grandement nécessaire d'oster & la faire paver.

Rue de la Grand-Bretonnerie, aucunement nette.

Rue de la Petite-Bretonnerie, *idem*.

Grand rue saint Marceau, la pluspart orde, fâlle, boueuse & plusieurs taz d'immundices.

Rue des Prestres fort peu fréquentée, & neangmointz trouvé quantité de bouës & immundices seiches collées contre les murailles, que lefditz entrepreneurs du nettoiyement ont dit n'estre tenuz d'oster, pour y estre de longues années.

Rue Clopin, laquelle n'est formée que par des murs de closture de jardins qui sont attenans d'un costé à la rue des Ratz, d'autre costé au college de Navarre, aboutissant ladite rue à la rue des Prestres, & par en bas à la rue Traversine, que nous avons trouvée estre le receptacle des bouës, ordures & immundices seiches & fraiches, qui cause de grandes vapeurs puantes capables d'infecter tout le quartier, dont les habitans voisins nous ont formé leurs plaintes verbales; sur quoy les entrepreneurs des vuیدanges ont soustenu n'estre tenuz au nettoiyement de ladite rue pour deux raisons: la premiere que lefditz immundices y sont il y a plus de quinze ans, & que cela prévient leur bail: la seconde qu'elle n'est point pavée.

Rue du Mearier, aucunement nette.

Rue du Paon, *idem*.

Rue du Bon-puis, *idem*.

Rue des Ratz, *idem*.

Rue de Versailles, orde & fâlle.

Rue Traversine y avons veü plusieurs taz de bouës & immundices collées contre les murs, que ledit Mefnager a dit qu'il seroit oster.

Rue saint Nicolas du Chardonneret, partie nette & partie boueuse & pleine d'ordures.

Grand rue des Boucheries allant depuis la place Maubert jusques à saint Etienne du Mont, la plus part fâlle, boueuse & pleine d'immundices.

Rue des Carmes, orde, fâlle & pleine d'immundices.

Rue de Judas, la pluspart boueuse & pleine d'immundices.

Rue de la Cour-des-bœufs, *idem*.

Rue de Bourdelle, *idem*.

Rue des Amandiers, *idem*.

Rue des Sept-voyes, *idem*.

Rue de Laine, *idem*.

Rue des Chiens, *idem*.

Rue Charretiere, *idem*.

Rue Fromentel, *idem*.

Rue saint Hillaire, *idem*.

Rue d'Ecosse, *idem*.

Rue saint Jehan de Beauvais, orde, botieuse, fâlle & pleine d'immundices.

Rue saint Jehan de Latran, en quelques endroitz nette, & le reste boueux & plein d'ordures.

Rue des Anglois, *idem*.

Rue des Noyers, orde, botieuse & pleine d'immundices.

Rue des Lavandieres, *idem*.

Rue du Plastre, *idem*.

Rue de Bievre, partie nette & partie fâlle & boueuse; & en outre avons veü ung esgoust au bas d'icelle rue, qui respond à la riviere, lequel est bouché, incapable de recevoir l'escoulement des eaues qui proviennent tant de ladite rue que autres. Et nous a esté dit par les voisins que la maison bastie audeffus estoit tenue au nettoiyement dud. esgoust, & par ainfy seroit nécessaire de faire commandement au propriétaire de ladite maison de faire nettoyer ledit esgoust, pour la santé des habitans d'icelle rue.

Rue des Bernardins, aucunement nette.

Quay de la Tournelle, aucunement net.

Rue des Grands-degrez, *idem*.

Rue Perdue, *idem*.

Rue Pavée, *idem*.

Entre lesquelles deux rues il y a ung esgoust qui se va rendre dans la riviere & se joindre à l'esgoust de la rue de Bievre cy-dessus: lequel est aussi nécessaire de faire nettoyer, & que les propriétaires qui y ont leurs maisons basties, semblent estre pareillement tenuz audit nettoiyement; & leur fauldra semblablement faire commandement de ce faire.

Et en continuant nostre visite, nous sommes transporté dans l'isle Nostre-Dame, pour y veoir & visiter les rues qui sont en icelle, & lesquelles les entrepreneurs des vuیدanges des bouës & immundices de Paris font tenuz de nettoyer; avons trouvé que c'estoit du fait dudit Pierre Mefnager soubz-fermier susdit. Dans laquelle isle il ne se trouve que quatre rues formées: à sçavoir,

La grand rue de l'isle allant de saint Louys jusques au pont de bois où l'on passe pour aller à Nostre-Dame, que nous avons trouvée pavée, sinon en quelques endroits que nous avons veü fâlle & orde par intervalle.

Rue

Rue Regratiere, *idem.*

Rue saint Louys, *idem.*

Rue Poulletier, *idem.*

Et les quays d'alentour de ladite isle, dont la maçonnerie & parapelz desquelz n'est point parachevée, & que lesditz quays ne sont pavez : qui cause ung defordre auquel il est difficile de remedier.

FAULXBOURGS S. JACQUES
& saint Michel.

GRAND rue dudit faulxbourg saint Jacques, allant depuis la porte de la ville jusques à la faulxte porte, nette en aucuns endroits, & pour le reste de ladite rue, avons en plusieurs lieux veü falle, botieuse & de grandz taz d'immundices.

Rue saint Dominique, *idem.*

Rue des Postes nouvellement pavée, *idem.*

Rue du Petit-paradis, non pavée, *idem.*

Rue Neufve-des-fossees nouvellement pavée,...

Rue de l'Esgoult, aboutissant contre les murs du Val-de-grace, pleine de bouës, ordures, immundices & eaues croupies qui ne peuvent s'escouler, à cause de la rupture du pavé qui est tout ruyné, & à quoy il est necessaire de pourvoir au plustost, pour remedier aux puanteurs & mauvais air que rapporte incessamment ledit esgoult aux habitans des lieux circonvoisins, qui à faulte de ce pourroient causer des maladies contagieuses.

Grand rue du faulxbourg saint Michel, appelée la rue d'Enfer, allant depuis la porte saint Michel jusques aux Chartreux, & depuis les Chartreux jusques aux champs.

Rue de Vaugirard, toutes deux en partie nettes, & en icelles rues avons veü plusieurs bouës & immundices que ledit Mesnager a dit qu'il fera nettoier & oster au plustost.

Rue Neufve-saint-Lambert, *idem.*

FAULXBOURG S. MARCEAU.

EN continuant nostre visite nous sommes transporté cedit jour au faulxbourg saint Marceau, & en presence dudit Pierre Mesnager soubz-fermient & tenu du nettoierement des bouës & immundices dudit faulxbourg, comme estant encores de son departement. Et avons veü premierement

Grand rue saint Marceau, que avons trouvée en quelques endroits nette, & le reste d'icelle avons veü quantité & taz de bouës & immundices. Et l'ancien tiltre & nom de laquelle rue est la rue Moustar.

Rue des Morfonduz, pavée aux deux tiers, y avons veü plusieurs immundices.

Rue d'Ablon, *idem.*

Rue Gracieuse, pavée aux deux tiers, *idem.*

Grand rue de Coippeaulx, *idem.*

Rue de la Clef, non pavée, *idem.*

Rue Neufve-sainte-Genevieve, pavée nouvellement, aucunement nette.

Rue de l'Espée-de-bois, non pavée, orde, vilaine, falle & pleine d'immundices, au nettoierement de laquelle a dit ledit Mesnager n'estre tenu.

Rue de l'Arbalestre, *idem.*

La moitié de la rue d'Orleans, pavée environ du quart, *idem.*

Grand rue de l'Ursine, allant depuis le carrefour saint Medard jusques aux Cordelieres saint Marceau, la plus part orde, falle & boueuse & quantité d'immundices en divers endroits.

Rue de Bourgogne, *idem.*

Rue des Lionnois, *idem.*

Rue du Chant-de-l'allouette, *idem.*

Rue des Gobelins, *idem.*

Rue Sancier, cul de sacq, *idem.*

Au bas de laquelle rue Moustar est ung esgoult appelé le Faulx-ru, que avons trouvé bouché, incapable de pouvoir recevoir les eaues provenans des rues cy-dessus, lequel engorgement faict regonfler les eaues jusques au carrefour de la rue de l'Ursine, qui empesche & rend difficile le passage ordinaire des allans & venans en ceste ville de Paris, & de plus porte ung très-grand prejudice aux habitans & circonvoisins dudit esgoult, par les mauvaises vapeurs puantes qui proviennent des immundices arrestées dans icelluy, qui peult causer quelques maladies contagieuses : c'est pourquoy il est très-necessaire de faire desgorger ledit esgoult en bref pour la conservation de la santé publique desditz habitans. Et cependant sur l'interpellation que nous avons faicte à quelques voisins, pour nous instruire à qui c'estoit à faire le nettoierement dudit esgoult, ilz nous ont dit que de tout temps c'estoit à faire aux proprietaires qui sont baillez sur ledit esgoult, & y possèdent places, dont le principal propriétaire estoit ung nommé le sieur Langlois advocat en parlement : ce que nous a dit ledit Mesna-

gér de vouloir confiderer pour sa def-
charge.

Rue du Fer-de-moulin, non pavée,
mais orde, boueuse & pleine d'immun-
dices.

Rue du Petit-moine, que avons trou-
vée pavée à l'entrée seulement du costé
de la vieille ville saint Marcel, *idem*.

Rue de la Vieille ville saint Marcel,
partie nette, & sur l'autre partie avons
veü plusieurs bouës & immundices.

Grand rue saint-Hippolite, *idem*.

Petite rue saint Hippolite, *idem*.

Rue des Teinturiers, *idem*.

Rue des Marmouzeftz, *idem*.

Rue de Bievre, ou des Gobelins,
idem.

Rue de la Roynne Blanche, non pavée,
idem.

FAULXBourg S. VICTOR.

GRAND rue du faulxbourg S. Victor,
allant depuis la porte de la ville, jus-
ques à la croix de Clamart, que avons veü
la plus part pleine de bouës & immundi-
ces & terres seiches estans sur plusieurs
endroitz de ladite rue qui ne sont pavez.

Et à l'entréee dudit faulxbourg, avons
veü ung esgouft dans lequel entre la
descence des eaues venans tant du co-
sté de l'abbaye saint Victor, que de la
rue des Boulengiers, & celles qui descen-
dent sur le fossé entre la porte saint
Marceau & saint Victor, qui a son cours
dans ledit fossé, l'emboucheure duquel
esgouft avons trouvée trop petite & in-
capable de recevoir lesdites eaues, qui
faict que la plus-part du temps il se faict
un grand amaz de bouës & immundices
liquifiées avec lesdites eaues, qui regon-
fle de tous costez, & empesche & rend
difficile le passaige ordinaire des allans
& venans en ceste ville de Paris, & de-
plus porte ung très-grand prejudice aux
habitans & circonvoisins dudit esgouft,
par les mauvaises vapeurs des immun-
dices qui s'arrestent devant icelluy, qui
peult causer quelques maladies conta-
gieuses: à quoy il est grandement neces-
saire d'y pourvoir. Et nous estant enquis
des voisins d'où provient ce desordre,
ils nous ont dit que pour y remedier il
faudroit vouter ledit esgouft, qui n'est
construit à present que de quelques pier-
res mises les unes sur les autres, & que
la despenfe de ceste voute en doit estre
faite par maistre Dreux Landelle procu-
reur au chastelet de Paris, propriétaire de
la boucherie scituée audessus dudit es-

gouft, à cause qu'il passe soubz & du
long d'icelle boucherie; ce que nous a
dit ledit Mesnager de vouloir confiderer,
pour demeurer deschargé du nettoye-
ment & desgorgement dudit esgouft.

Rue des Boulengiers, la plus-part or-
de & botieuse.

Rue de Seine, qui faict le coing de
la muraille des jardins & cloz de l'abbaye
saint Victor, & allant à la riviere de Sei-
ne, non pavée, & en laquelle nous avons
veü quantité de bouës & terres seiches.

Au milieu de laquelle rue se retreu-
ve ung pont sur la riviere de Bièvre ve-
nant des Gobelins; l'arcade duquel pont
est rompuë, brizée & enfoncée jusques
au travers du milieu de ladite rue de
Seine, qui apporte une très-grande in-
commodité & mesme un peril eminent
à tous les allans & venans par ladite rue,
attendu que on peult facilement verser,
soit carosse ou charette, dans ladite ri-
viere de Bievre; c'est pourquoy il seroit
très-necessaire, pour obvier à telz eve-
nemens, de pourvoir promptement à
la refection dudit pont.

Quarrefour dudit faulxbourg saint
Victor proche l'hospital de la Pitié,
ord, sale & plein de bouës & immun-
dices seiches aux deux costez de la chauf-
fée pavée.

Rue du Puis-de-l'hermite, trouvée la
plus-part orde, sale & pleine de bouës
& immundices.

Rue d'Orleans, non pavée, *idem*.

Rue de la Misericorde, pavée seule-
ment en chauffée environ de six piedz,
& les deux costez d'icelle rue ce n'est
que terres, sur lesquelles avons veü quel-
ques immundices.

Au bout de laquelle rue du faulxbourg
saint Victor avons encores trouvé ung
esgouft entrant dans la court du moulin
Bourgault, ayant son cours dans la rivie-
re de Bièvre, auquel esgouft aboutissent
les eaues des ruisseaulx descendans tant
devers ledit hospital de la Pitié, que
des rues adjacentes: qui est bouché de
telle sorte que cela fait regonfler les eaues
jusques au hault de ladite grand rue, &
empesche & rend difficile le passaige or-
dinaire des allans & venans en ceste ville
de Paris, & préjudiciable à la santé des
habitans circonvoisins dudit esgouft. C'est
pourquoy il est grandement necessaire
de faire desgorger ledit esgouft, & luy
faire l'ouverture plus grande. Et nous
estant enquis au meusnier dudit mou-
lin Bourgault, qui estoit le propriétaire
d'icelluy, il nous a dit que c'estoit le

sieur Talon secrétaire de M. le procureur general, que nous avons fait advertir de ce faire, ou ledit meunier pour luy. Et aussitost que ladite ouverture sera faite, nous avons chargé ledit Mefnager de faire le nettoiyement d'une quantité de bouës & immundices qui sont contre les murs dudit moulin.

Et en continuant nostre visite nous sommes transporté au faulxbourg saint Marceau, en la maison de Charles Mefnager soubz-fermier desditz le Picart & ses associez entrepreneurs du nettoiyement des bouës du quartier de la place Maubert, isle Nostre-Dame & des faulxbourgs saint Jacques, saint Michel, saint Marceau & saint Victor de Paris, laquelle maison a pour enseigne *le Barillet*, pour voir ses chevaux, tumbereaux & attirailz qu'il doit avoir pour faire le nettoiyement des susditz quartiers, en laquelle maison estant, avons trouvé ez escuries d'icelle dix chevaux capables de travailler, huit tumbereaux garniz de leurs attirailz & cinq charretiers pour les mener & faire les nettoiyemens desditz quartiers & faulxbourgs susdits. Auquel Mefnager nous avons chargé de continuer de mieulx en mieulx à faire les nettoiyemens auquelz il est tenu & obligé au contentement du publicq.

DU IX. JOUR DE MAY
M. DC. XXXVI.

FAULXBOURG OU YSSUE
hors la porte du Temple.

EN continuant nostre visite, & en la présence du sieur Formé l'un des entrepreneurs du nettoiyement des bouës, immundices & pavaige de ladite ville & faulxbourgs de Paris, nous sommes transporté hors du faulxbourg ou issue de ladite porte du Temple, où estant nous avons veü cinquosix maisons tant d'ung costé que d'autre, appellées la Courtille, non pavée, mais pleine de bouës & immundices & grandes parties de bouës seiches collées contre les murs, & une infinité d'ordures sur le chemin du Mefnil-montant, à quoy ledit Formé a dit n'estre tenu au nettoiyement d'iceulx.

FAULXBOURG S. MARTIN.

GRAND rue dudit faulxbourg saint Martin, commençant depuis la porte saint Martin jusques à la faulse porte, que nous trouvée orde, falle,

boüeuse & pleine d'immundices; & en l'ung des boutz de la quelle rue à main gauche nous avons veü despayée, sans apparence d'avoir jamais esté pavée devant les maisons du sieur de..... & de saint Martin, de maistre..... Galliot procureur au chastelet, de Jehan le Tellier, Pierre de Launay & d'ung patissier qui demeure au bout du pont Nostre-Dame & autres habitans & propriétaires des maisons qui sont en ce lieu.

FAULXBOURG S. DENIS.

GRAND rue du faulxbourg saint Denis jusques à la faulse porte, que nous trouvée falle, orde & pleine de bouës & immundices de tous costez, surquoy nous avons chargé les entrepreneurs du nettoiyement desdites bouës & immundices, d'y vouloir faire promptement travailler, en les faisant enlever & oster au plustost, comme ilz sont obligez & tenez.

En revenant de ladite faulse porte du susdit faulxbourg vers la ville du costé de main gauche, avons veü un esgoust qui est pour recevoir les eues dont les pentes aboutissent dans icelluy, lequel nous avons trouvé incapable de recevoir toutes les eues, pour estre brizé & rompu au travers du revers du pavé qui est au long des maisons: ce qui cause que plusieurs personnes allans & venans se blessent en passant; outre que ledit esgoust rend une grande puanteur qui incommode les habitans voisins, faulce d'estre desbouché, vuide & nettoyé; sur quoy nous a dit ledit Formé que c'estoit au propriétaire d'en faire la vuidange, ensemble la reparation de la voute & recouverture dudit esgoust au travers dudit revers. Dequoy nous sommes enquis du sieur Tiphene proche voisin, qui m'a informé que les maisons & heritaiges scituez sur ledit esgoust, appartiennent à un nommé Galliot procureur au chastelet de Paris, obligé à ladite refection & nettoiyement; & ayant fait venir le premier & principal locataire d'icelle maison, l'avons chargé d'en avvertir led. Galliot, afin d'y donner & mettre promptement l'ordre necessaire à quoy il est tenu.

Et ensuite du mesme costé avons veü un autre esgoust passant soubz la maison d'un nommé Hebert maistre esguilletier demeurant proche sainte Opportune, qui est très-necessaire de nettoyer, & oster quelques pierres qui sont à l'entour dudit esgoust mal agencées & inu-

ties, qui advancent sur le revers de ladite rue, & empeschent la liberté du passaige des allans & venans; à quoy nous a ditle dit Formé qu'il n'estoit tenu soit du nettoiyement que racoustrai-ge dudit esgoult, ains au propriétaire. Et ayant sur ce fait appelé le locatai-re nommé le sieur du Chemin, pour en sçavoir la verité, icelluy du Chemin a dit que veritablement c'estoit luy qui estoit tenu par son bail du nettoiyement dudit esgoult, mais que pour la refecton, c'estoit audit Hebert propriétaire susdit, dont il luy donnera advis pour cest effet, & puis il fera nettoier ledit esgoult.

En continuant du mesme costé, nous avons veü & encores trouvé ung troisié-me esgoult, lequel est bouché de telle sorte que les eaues regonflent dans la rue & rendent une vapeur très-puante, capable de causer quelques maux contagieux: sur quoy ledit Formé nous a dit, comme dessus, n'estre tenu au nettoiyement & desgorgement dudit esgoult, ains au propriétaire, nommée madame le Camus, à laquelle la maison & heritaiges scituez sur ledit esgoult appartiennent; & outre nous a requis de visiter au dedans d'icelle maison le passaige dudit esgoult que nous avons trouvé encombré & bouché proche d'une petite grille qui retient toutes les eaues & immondices dedans ladite maison; que Thomas Maziere menuisier & locataire de ladite maison nous a dit que tous les ans il y a tousjours quelqu'un frappé de la maladie contagieuse en ceste maison, causée par lesdites puanteurs d'immondices; & d'habondant plusieurs habitans circonvoisins nous ont fait leus plaintes verbales, & requis d'y faire mettre ordre en bref, ou qu'ilz seroient contrainctz de quitter ledit faulxbourg, comme nous a dit aussi Martin Clouet boucher principal locataire, qui nous a confirmé ce qui nous avoit esté dit par ledit Maziere, & de plus que ledit esgoult ne peult prendre son cours ordinaire, en estant empesché par la malice des voisins qui sont au des-soubz de ladite maison, qui le bouchent & encombrent de terres & autre matiere, qui retient l'escoulement desdites eaues, au grand prejudice du publicq.

DU XVI. JOUR DE MAY
M. DC. XXXVI.

*VISITE DU PAVAIGE DE LA
banlieue de Paris, & des places des
voiries où sont portées toutes les vui-
danges des bouës & immondices de la
ville & faulxbourgs dudit Paris.*

EN continuant nostre visite pour le fait desdites voiries & pavaige des chaussées hors la ville, qui contient la banlieue de Paris, & en la présence desditz le Picart, Tabouret, Formé & Aubry entrepreneurs du nettoiyement des bouës & pavaige de ladite ville, faulxbourgs & banlieue de Paris, nous sommes transporté hors la porte saint Anthoine, où nous avons visité la chaussée dudit faulxbourg saint Anthoine, commençant à la porte dudit saint Anthoine & continuant jusques à l'extremité dudit faulxbourg, sur le chemin du bois de Vincennes; comme autre chaussée sur le chemin de Charenton, continuant jusques à l'extremité desdites maisons; & la chaussée allant jusques au villaige de Charonne: lesquelles chaussées nous avons trouvées brisées, rompues & en très-mauvais estât en beaucoup d'endroitz. Toutesfois nous avons trouvé au commencement de la sortie de ladite porte saint Anthoine sur la chaussée, ung atelier de quatre paveurs & trois manœuvres, dont les susditz entrepreneurs nous ont dit que lesdits paveurs y estoient mis pour rendre bien & deüement ladite chaussée pavée jusques à l'extremité dudit faulxbourg saint Anthoine, où finit la banlieue de ce costé pour le regard du pavé. Et pour ce qui est des deux autres chaussées qui vont, l'une à Charenton, l'autre à Charonne, quelque necessité de reparations qu'il y ait, nous ont dit les susditz entrepreneurs n'estre tenuz ny obliger en la refecton du pavé desdites chaussées, d'autant qu'il n'en est fait aucune mention par leur bail & traité.

En continuant au long du fossé de la ville proche ladite porte saint Anthoine, nous avons veü une voirie publique contenant environ deux arpens, tenant d'une part au chemin de la Rocquerte, d'autre par bas aux terres du sieur de Bersy, & par hault au fossé de la ville & jardin de la veufve Briant, laquelle anticipe, tant sur le chemin que dans ladite voirie, environ vingt toises de long

long sur trois thoises de large, & empêche par le moyen de ladite anticipation que les tumbereaux des voiries ne peuvent librement passer jusques à ladite voirie, pour aller descharger lesdites immundices; c'est pourquoy il seroit très-necessaire de donner les alignemens au jardin de ladite veufve Briant, afin de rendre le chemin spacieux & large, comme il a esté. Laquelle voirie nous avons trouvé commode pour la descharge desdites bouës & immundices.

Et avons veü par dehors la ville dans le fossé d'icelle, la sortie de l'esgoust & passaije des eaues venans de la Vieille rue du Temple tout encombré, avec plusieurs eaues dormantes & croupissantes, pour n'avoir leurs pentes convenables, comme il seroit necessaire, vers la porte du Temple, causée par la quantité de bouës & immundices qui y sont accumulées par succession de temps dans le passaije dudit esgoust.

Estant à la porte du Temple, avons veü la chaussée allant au villaige de Belleville, laquelle chaussée est seulement pavée depuis la porte de la ville du faulxbourg appellé la Courtille, jusques au carrefour & place appellée Carême-prenant, distante de ladite porte environ trois cens thoises; & laquelle chaussée avons trouvée toute rompuë & brizée, couverte la plus grande partie de terre: dont lesditz entrepreneurs ont dit n'estre subjectz ny tenuz au nettoyage ny pavage de ladite chaussée.

Continuant par dessus ledit fossé, entre la porte du Temple & la porte saint Martin, avons veü une voirie contenant environ deux arpens, tenant d'une part aux marestz proche l'hospital saint Louys, & des deux costez au fossé & esgoust de la ville, & d'autre costé au jardin de..... lequel a anticipé sur ladite voirie environ demy arpent. Laquelle voirie a esté baillée d'ancienneté par les religieux du prieuré saint Martin des Champs, comme seigneurs voyers. Et partant est très-necessaire de faire restituer l'usurpation faite par ledit..... jardinier susdit; afin que ladite voirie estant d'autant plus spacieuse, contiendra davantage de matiere.

Continuant nostre visite pour le fait du pavé de lad. banlieue, la chaussée duquel pavé contient depuis la faulse porte du faulxbourg saint Martin, jusques à demy-lieuë au de-là de la Villette, & finit en ung carrefour & lieu appellé le *Champ pourri*; laquelle chaussée nous avons trou-

vue rompuë & brizée en plusieurs endroits; & proche ladite faulse porte avons veü ung attelier de paveurs mis par lesditz entrepreneurs, qui nous ont dit faire la continuation des reparations des ruptures de ladite chaussée, jusques audit lieu de *Champ-pourri*.

Et de-là avons commencé à la faulse porte du faulxbourg saint Denis jusques à la Croix Panchée, à demy lieue au-delà de la Chapelle, où finist ladite banlieue; laquelle chaussée avons aussi trouvée par endroits rompuë, & promis lesditz entrepreneurs de faire refaire lesdites ruptures en bref. Et estant retourné à ladite faulse porte, entre laquelle & la maison saint Lazare est une chaussée qui est continuellement pleine de bouës, eaues croupies & immundices en hiver, qui cause une très-grande incommodité pour les allans & venans, la retention desquelles eaues, boues & immundices du faulxbourg saint Lazare est à cause de quatre gargouilles qui estoient sur ladite chaussée, qui ont esté bouchées par les jardiniers qui sont de costé & d'autre de ladite chaussée. C'est pourquoy il seroit très-necessaire de faire desboucher lesdites gargouilles, & y contraindre les jardiniers à ce faire, & cependant que les entrepreneurs dudit nettoyage fassent enlever lesdites bouës, tandis qu'elles sont seiches; autrement si on attend l'hiver prochain, il sera du tout difficile de pouvoir passer sur ladite chaussée, parce que toutes les boues se liquifient par le moyen des pluies, & outre le faulxbourg continuant sa descharge comme elle y est, causeroit un plus grand desordre.

Continuant par sus l'esgoust general qui est à present allant du costé de la porte de Montmartre, avons veü une voirie au dessoubz de ladite faulse porte du faulxbourg saint Denis, seize entre la Ville-neuve & saint Lazare; laquelle voirie peult contenir environ ung arpent & demy, outre l'usurpation d'environ ung demy arpent qu'ont occupé les jardiniers fermiers du convent des Filles-Dieu. Laquelle voirie a esté depuis longues années baillée par les prier & religieux saint Lazare, tenuz à ce faire comme seigneurs voyers.

Continuant, nous sommes transportez à la porte neuve du faulxbourg de Montmartre, où lesditz entrepreneurs nous ont fait veoir le lieu & place d'une voirie proche & au costé de ladite porte du costé saint Honnoré; laquelle voi-

rie a esté prise & occupée pour faire les murailles & fossé de la nouvelle enceinte de Paris ; dont lefditz entrepreneurs nous ont fait leurs plaintes qu'ils ne pourroient vacquer au nettoiyement des quartiers saint Eustache & des halles , pour n'avoir point de voirie : requerans qu'il leur soit donné quelque place ; pour cest effect nous sommes allé jusques proche du petit pont de . . . au costé duquel avons trouvé une place en figure triangulaire contenant environ ung arpent ou plus , que avons reconnu estre propre pour servir de voirie ; que l'on dit appartenir à . . .

Et pour le regard du pavé de la chaussée , qui contient depuis ladite porte neufve dudit faulxbourg de Montmartre jusques proche des Martyrs , avons trouvée rompuë par quelques endroitz , quoy que partie de ladite chaussée soit neuf , & seroit bien necessaire d'estre raccommodée & mesme parachevée pour la commodité publique des habitans de Paris qui font bastir , à cause de la grande quantité de plâtre & de moillon qui vient de Montmartre.

Continuant au fauxbourg saint Honnoré jusques au Roolle , avons veü le pavé de la chaussée rompu , brizé & assésé en plusieurs endroitz depuis la porte neufve de la ville jusques audit Roolle. Et depuis ladite porte neufve jusques à la vieille porte de ladite ville , avons trouvé ung atrelier de paveurs ordonnez par le roy pour deffaire la chaussée devers les deux fuidites portes , & rendre la rue pavée en deux grandz revers , & oster entierement la chaussée qui y est à present ; c'est pourquoy nous ont dit les entrepreneurs estre inutile y mettre des ouvriers de leur part.

Et deplus avons veü entre la porte neufve & la porte de la Conference , une place publique contenant deux arpens ou plus , tenant d'une part au chemin des Harnois qui est du long du fossé de la ville , assez proche de la porte saint Honnoré , d'autre part au chemin qui va à Challiot , & d'autre bout aux terres & grand chemin qui va vers la riviere hors le faulxbourg ; & laquelle avons trouvée propre pour servir de voirie , au lieu d'une autre voirie qui estoit cy-devant dans ledit faulxbourg à la butte du marché aux chevaux , qui est à present occupée & prise à cause de la nouvelle enceinte.

Et de plus avons visité le pavé de la chaussée qui se va rendre jusques au haut

de Challiot , & passe au travers de la porte de la Conference ; laquelle chaussée avons trouvée en plusieurs endroitz rompuë , brizée , assésée & desbordée : ce qui seroit grandement necessaire de faire refaire en bref , pour la commodité des allans & venans ; à quoy les entrepreneurs dudit pavaige de ladite chaussée nous ont dit n'estre tenez ny obligez de la refectiön dudit pavaige de ladite chaussée , attendu qu'il n'en est fait mention dans leur traité , & que les precedens entrepreneurs ne l'ont jamais fait , pour n'y estre tenez.

Et l'après-dinée en continuant , nous sommes transportez dans le Pré-aux-Clercz , pour veoir & visiter le lieu de la voirie qui sert à present pour les quartiers de la Cité , rue de la Harpe & partie des faulxbourgs saint Germain ; laquelle voirie contient environ quatre arpens , scituée proche l'hospital de la Charité ; où s'est trouvé maistre Claude Laurens soubz-fermier , l'un des entrepreneurs fuiditz pour le nettoiyement des bouës desditz quartiers , qui nous a dit que l'on ne veult plus luy permettre de se servir de ladite place pour voirie , & que les propriétaires desirent y faire bastir ; sur quoy ledit Laurens nous a requis luy faire donner une autre place , & sur ce subject nous sommes transportez au bas du Pré-aux-Clercz , environ quatre cens toises distant au dessoubz de ladite voirie qui est à present , où aurions remarqué ung lieu assez commode pour construire une autre voirie au lieu de celle qui est à present : laquelle place est de telle grandeur que l'on y desirera prendre pour la construction de ladite voirie , en dedommeageant le propriétaire , si aucun y a.

Et nous sommes transportez au bout du faulxbourg saint Germain du costé des Petites-Maisons , sur la requisition que nous a fait ledit Laurens , pour veoir & visiter ung lieu pour faire une voirie ; où estant nous a montré & fait veoir une terre appartenant & dependant de l'abbaye saint Germain des Prez , contenant dix arpens ; en laquelle terre se pourroit prendre une voirie de deux arpens seulement , à cause que les abbé & religieux de ladite abbaye font tenez de fournir une voirie , comme seigneurs voyers.

Et continuant , nous sommes transportez à la faulxte porte du faulxbourg saint Jacques proche les Capucins ; & avons veü & visité le pavé de la chaussée

lée depuis ladite faulſe porte juſques à la croix de la banlieue proche le Bourg-la-Roine, laquelle chaulſée nous avons trouvée deſbordée & rompuë en pluſieurs endroitz, dont les entrepreneurs ont promis de mettre des ouvriers pour reſaire en bref leſdites ruptures, & rendre ladite chaulſée bien & deüement faicte.

Et de-là nous ſommes tranſportez à la Sauſſaye au-delà de Villejuif & ſur le chemin de Juvify, au coing de la muraille du coſté de Paris du convent des religieuſes dud. lieu de la Sauſſaye, où finiſt la banlieue de Paris pour ledit pavaige; & ſommes venuz en continuant juſques à la faulſe porte du faulxbourg ſaint Marceau, & delà avons tourné ſur le pavé de ladite chaulſée qui va rendre au faulxbourg ſaint Victor; laquelle chaulſée nous avons trouvée la plus grande partie rompuë, brizée, affaiſſée & deſbordée: que ont promis les entrepreneurs dudit pavaige y mettre les ouvriers en bref, leur ayant donné charge d'y en mettre nombre pour ſubvenir audit deſordre promptement, comme eſtant ung paſſaige très-important & une des belles advenueſ de Paris.

Et continuant nous ſommes tranſportez en une place publique ſituée entre le faulxbourg ſaint Jacques & le faulxbourg ſaint Marceau, laquelle ſert de voirie fort commode pour ce ſubjeſt, pouvant ſervir de deſcharge, tant des quartiers de la rue ſaint Jacques, que des faulxbourgs ſaint Marceau & ſaint Jacques.

Et outre continuant nous ſommes tranſportez à la porte ſaint Bernard, continuant du long de la riviere ſur la chaulſée, juſques au pont ſoubz lequel paſſe une partie de la riviere de Bièvre, & proche duquel finiſt le pavé; ladite chaulſée de ladite porte ſaint Bernard juſques à la fin, eſt toute rompuë, brizée, enfoncée & deſbordée, de telle forte qu'il la faut reſtablir tout de neuf, pour n'y avoir eſté mis l'ordre neceſſaire en temps & lieu; & nous ont dit leſditz entrepreneurs n'eſtre tenuz à la reſfection du pavé de ladite chaulſée, non plus que les precedens entrepreneurs.

Et eſtant hors du faulxbourg ſaint Victor par delà la croix de Clamart, nous avons trouvé Charles Meſnager l'un des ſoubz-fermiers des entrepreneurs pour le nettoyement des bouës, lequel nous a requis de luy faire ordonner ung lieu & place pour faire une voirie. Et nous ayant

mené & fait veoir au-delà de ladite croix de Clamart une terre contenant environ deux arpens, retirée & ſeparée du grand chemin, laquelle nous avons trouvée fort propre & commode pour ſervir de voirie; & laquelle terre deppend & appartient à meſſieurs les abbé & religieux de ſaint Victor, qui doivent, comme ſeigneurs voyers, fournir au roy une voirie.

Or il eſt à remarquer qu'encores que nous n'ayons fait mention du pavé que par parcelles, nous ne pouvons dire autre choſe de tout ledit pavé, tant de la ville, faulxbourgs que banlieue de Paris, ſinon qu'il ſeroit très-neceſſaire de reſaire la plus grande partie de tout ledit pavé de neuf, que d'y faire aucunes reſfections: pour ce que ce n'eſt qu'en-tretenir ung deſordre pluſtoſt qu'un ordre; lequel ordre ſera reſtably par la reſfection neuve generale de la plus grande partie de tout le pavé ſuſdit. De faire mention du deſavantage que tout le publicq en reçoit, il eſt aſſez cogneu d'un chacun ſans en deduire les particularitez, pour éviter à prolixité. Et ſeroit neceſſaire de contraindre tous les particuliers propriétaires qui ont maiſons, jardins ou autres heritaiges attenant aux rues & paſſaiges publicqz compris dans la ville & faulxbourgs dudit Paris, où il n'a eſté encores pavé, à faire paver ſuivant l'ordonnance au devant de leurs heritaiges.

Et pour le regard du nettoyement, quoyque exactement nous en ayons fait la viſite par dans chacune rue de toute la ville & faulxbourgs de Paris, & que nous ayons trouvé partie d'icelles netto, & l'autre partie orde & ſale & pleine de bouës, il ne ſ'enſuit pas que ce ſoit ung maxime ſur laquelle on ſe puiſſe aſſurer de la netteré de la ville, d'autant que les entrepreneurs ayans ſceu que nous devions faire la viſite par toutes les rues, ſe font efforcez de les rendre nettes aux mieulx qui leur a eſté poſſible, afin de faire veritablement mon rapport à leur avantage. Mais il ne ſ'enſuit pas auſſy qu'ilz ayent continué depuis, & que le deſordre ne ſubſiſte, ſi la viſite n'eſt continuellement faicte par toutes les rues: ce que nous eſtant efforcé de faire en vertu de la commiſſion qu'il a pleü au roy nous donner, nous ont les entrepreneurs dit & declairé qu'ilz quitteroient deſà à preſent tout, & qu'ils ne pouvoient ſubſiſter à faire le nettoyement ſelon l'ordre que nous voulions leur faire tenir,

& nous ont dit qu'ilz mettroient leur requeste au conseil, pour estre deschargé du traité qu'ilz ont fait avecq sa majesté audit conseil, pour ledit nettoiyement & pavaige de la ville, faulxbourgs & banlieuë dudit Paris. Ce que nous certiffions estre veritable par cestuy nostre procez verbal. Faict lesditz jours & an que dessus.

MOYENS ET ORDRE QUI

doivent estre observez pour bien & debatement entretenir nette & pavée la ville, faulxbourgs & banlieuë de Paris.

PREMIEREMENT il est à remarquer que la ville & faulxbourgs de Paris est composée de plus de cinq cens rues divisées en vingt quartiers : sçavoir,

Les deux quartiers saint Anthoine, & des Marefz du Temple, y compris le faulxbourg saint Anthoine, & le faulxbourg de la porte du Temple appellé la Courtille. Dans ces deux quartiers soixante - quinze rues.

Les trois quartiers du Montceau-saint Gervais, de la Greve & de l'Apport de Paris, contenant ensemble trente-neuf rues.

Les quatre quartiers sainte Avoye, saint Martin, saint Denis & leurs faulxbourgs & des halles & faulxbourgs de Montmartre; soixante & dix-sept rues.

Les trois quartiers saint Eustache, saint Honnoré & faulxbourg, & saint Germain de l'Auxerrois & quay des Thuilleries jusqu'à la Conference, cent deux rues.

Les quatre quartiers de la Cité, saint Severin, rue de la Harpe, faulxbourgs saint Germain. Dans les trois premiers quatre vingt-douze rues, & dans celui du faulxbourg saint Germain, cinquante-trois.

Les quatre quartiers de la place Maubert & isle Nostre-Dame, des faulxbourgs saint Michel & saint Jacques, saint Marceau & saint Victor. Dans le premier qui comprend l'isle Nostre-Dame, quarante-sept rues; dans les faulxbourgs saint Michel & saint Jacques, neuf rues; dans le faulxbourg saint Marceaux, vingt-cinq; & dans celui de saint Victor, six.

Nombre total de toutes les rues qui sont dans la ville & faulxbourgs de Paris.

Cinq cens quinze rues.

Nombre des esgousts..... vingt-quatre.

Nombre des voiries..... neuf.

Le desordre qui se voit journellement

au nettoiyement des bouës & immundices de la ville & faulxbourgs de Paris, semble estre assez bien cogneu d'un chacun; mais la cognoissance n'en peult estre exacte que par une vísitation generale de toutes les rues de ladite ville & faulxbourgs: laquelle ayant faicte par ordre & commission du roy, encommencée le troisieme jour d'Avril, & en continuant jusques au trentiesme de Juing an present, nous aurions cotté tous les defaulcz remarquez particulièrement dans chacune rue, ainsi qu'il est spécifié au rapport. Et pour apporter l'ordre requis & necessaire, sera faict semble ce qui s'ensuit.

Premierement, l'un des grandz desordres est qu'il n'y a aucune voirie stable où l'on puisse descharger les bouës & immundices de ladite ville & faulxbourgs de Paris; pource que les lieux mesmes qui semblent servir de voiries, sont si pleins & encombrez, que les charretiers sont contrainctz de descharger en yver dans les chemins passans; & qu'aussi lesdites voiries estant scituées proche les arrivées de ladite ville, apportent une très-grande incommodité, tant aux estrangers qui vont & viennent audit Paris, que aux seigneurs & bourgeois fortans & allans hors la ville, d'autant que pour subject on veoit ung cloaque & ung grand amaz de toutes sortes d'immundices, qui peuvent causer du mal mesme contagieux, par la veüe & senteur desdites immundices, que pour l'imagination qui en demeure. Et pour remedier à ces desordres,

Il sera estably neuf voiries pour la descharge de toutes les bouës & immundices dudit Paris, suivant les lieux cottez dans le present rapport: lesquelles seront enfermées de muraille, pour empêcher que les vapeurs ne se dilatent, ains qu'elles prennent leurs exhalaisons en l'air; & par ce moyen la veüe & les senteurs en seront ostées aux allans & venans. Outre plus il sera necessaire que dans chacune voirie il y ait des chauffées d'un bout à l'autre de trois thoises de large, qui seront construites & pavées suivant & conformement le dessein & modele que nous en donnerons; afin que les tumbereaux y allans en toute saison, n'enfoncent plus dans les bouës, comme ils ont faict cy-devant, pour leur oster à l'advenir le subject de descharger sur les grandz chemins. Chacune chauffée aura une grand porte au mur de closture, & en sera faict le nombre qui

qui sera advisé suivant l'espace desdites voiries. L'entretienement desquelz murs & pavé desdites voiries, sera fait à l'avenir par les entrepreneurs du nettoiyement desdites bouës.

Toutes les ruës de ladite ville & faubourgs de Paris seront nettoiyées au ballay de trois jours l'un ; & pour cest effet sera estably deux cens pauvres valides ou manœuvres, les noms desquelz seront registrez au registre du commissaire general ; & seront deppartiz dix hommes par chacun quartier ; & où les quartiers seront plus petitz, il sera mis moins d'hommes, & aux plus grandz quartiers seront augmentez suivant l'estenduë qui se retrouve dans toutes lesdites ruës : lesquelles contiennent toutes en superficie cent cinquante arpens quelques perches de plus ; desorte que ce seroit pour chacun des vingt quartiers sept arpens & demy, que dix hommes peuvent nettoyer en trois jours facilement, ledit arpent ne contenant que neuf cens thoises de superficie, comme l'arpent royal ; tellement que ce ne seroit que pour chacun homme trois quartiers en trois jours, qui est ung quartier par jour à chacun homme, lequel quartier contient de superficie deux cens vingt cinq thoises de nettoiyement. Lesquelz manœuvres seront obligez de nettoyer continuellement lesdites rues au ballay, retrousser & amasser les bouës par taz contre les murailles le plus commodement que faire se pourra, sans toutesfois incommoder ; & seront lesditz manœuvres tenez d'aider à charger les tumbereaux, lorsqu'ilz viendront dans les rues auxquelles il faudra faire les nettoiyemens ; & sera donné par les entrepreneurs ausditz manœuvres cinquante sols par sepmaine, à la charge qu'ilz s'entretiendront de pelles & ballaiz. Et contrevenans lesditz manœuvres au present article par absence, negligence ou autrement, se retirans sans permission & congé par escript du commissaire general, seront attachez au carquant du quartier où ilz auront esté deppartiz ; & en cas qu'il n'y en aye, en sera mis ung ; & demandant congé de se retirer, ne pourra leur estre refusé, ny le certificat dudit commissaire general, afin que lesditz manœuvres n'en puissent estre recherchez.

Seront tenez lesdits entrepreneurs en hyver de faire enlever les neiges & glaces le plus promptement que faire se pourra ; & en esté seront obligez ausy d'enlever les bouës seiches reduites en

poussiere, qui se retrouveront dans les rues, & les arrouser auparavant que de les enlever, afin que plus facilement elles se puissent charger pour n'incommoder personne.

Les entrepreneurs dudit nettoiyement auront soing de deffendre à leurs charretiers, retroussieurs ou ballayeurs de remuer avec rouables, pelles ou ballaiz les bourbes & bouës qui sont dans les rues lors qu'il pleut, d'autant que liquifiant lesdites bouës par le mouvement desditz rouables, pelles ou ballaiz, lesdites bourbes sont emportées dans les esgoutz & acqueducs ; & ne trouvant aucune agitation dans iceux, se rassient enforte qu'ilz bouchent & encombrement tellement lesditz esgoutz, que par après les eaues n'y peuvent avoir leur cours ; estans par ce moyen arrestées & croupissantes, se putrescent enforte qu'elles rendent de tres-mauvaises odeurs aux habitans circonvoisins.

Il sera estably cinquante tumbereaulx garniz de deux chevaux chacun avecq leurs attirailz, lesquelz chevaux seront marquez à la cuisse de derriere hors le montoir ; & ne pourront les entrepreneurs vendre ny changer aucuns d'iceulx chevaux, quoyque à eulx appartenant, sans le certificat du commissaire general, lesquelz entrepreneurs seront neantmoins tenez dans vingt quatre heures au plus tard, d'en remettre ung autre à la place, à peine de trente livres d'amende applicable aux pauvres : de plus il y aura à chacun tumbereau ung charretier, lequel sera aydë à charger son tumbereau par les pauvres ou manœuvres qui seront employez au ballayement & retroussement des bouës, aux quartiers & rues où lesditz tumbereaux passeront pour faire l'enlevement desdites bouës, afin d'avoir plustost fait.

Seront obligez lesditz entrepreneurs d'entretenir continuellement les cinquante tumbereaux travaillans sans cesse, afin de maintenir tousjours l'ordre, à ce que les rues soient nettoiyées de trois jours l'un, aux mesmes peynes de trente livres d'amende applicable comme dit est.

Ne pourront lesditz entrepreneurs prester ny louer leursditz chevaux pour aucuns carosses, charrettes ni harnois à qui que ce soit, à peine de deux cens livres d'amende payables, moitié par les entrepreneurs, & moitié par ceulx qui loueront lesditz chevaux.

Seront tenez lesdits entrepreneurs de de bien & dûement nettoyer & desgor-

ger d'un boit à l'autre tous les esgouttz & acqueducs publics qui sont dans la ville & faulxbourgs de Paris, à quoy ils sont tenez & obligez quatre fois l'année: sçavoir en Janvier, en Avril, en Juillet & en Octobre; & sera mis à l'emboucheure de chacun desditz acqueducs une grille de fer fermant à clef, afin que les plus grosses ordures ne puissent entrer dans lesditz esgouttz, & qu'aussy lesditz esgouttz ne servent de retraite & lieux d'embuscade aux voleurs de nuit; les clefs desquelles grilles demeureront vers le commissaire general, afin de sçavoir plus facilement si le nettoiyement desditz esgouttz se fera comme dit est cy-dessus: & l'entretenement desquelles grilles sera fait par les entrepreneurs dudit nettoiyement des bouës.

Ne pourront lesditz entrepreneurs toucher aucuns deniers des receveurs, tresoriers & payeurs, sans auparavant avoir retiré le certificat du commissaire general controollé par le controollleur qui sera en exercice.

Seront tenez generalement tous les placiers de toutes les places publiques de la ville & faulxbourgs de Paris, de bien & deüement nettoyer lesdites places trois fois la sepmaine, & de faire enlever tous les imundices qui y sont par le moyen des escosseurs de poix & de feves, faiseurs de cerneaux, herbieres, fruitieres, & les pailles des boulangers, & generalement toutes sortes d'imundices qui se peuvent faire dans lesdites places, à peine y contrevenant de trente livres d'amende pour la premiere fois, & pour la seconde de confiscation de leurs charges de placiers. Et seront tenez d'apporter lesditz imundices dans les voiries ordinaires qui sont establies; & outre d'apporter leurs lettres & tiltres audit commissaire general pour estre registrées, aux peines que dessus.

Seront les bourgeois qui sont deputez dans chacun quartier de la ville de Paris, tenez de faire leurs visites toutes les sepmaines une fois; & en outre seront obligez d'assister le controollleur qui sera en exercice, avec le commissaire general, lors qu'ils feront leur visite audit quartier, afin que le rapport en soit plus autentique, à peine d'estre priez des pretentions qu'ilz ont de parvenir à l'achevinage. Et sera permis audit commissaire general, en cas de refus du bourgeois de ne les vouloir assister, ou en cas d'absence, de prendre ung des anciens bourgeois qui aura desja fait &

esté depputé en la mesme charge.

La nomination des bourgeois se fera à la fin de Juin tous les ans une fois à chacun quartier, en la presence de l'un des sieurs tresoriers de France qui sera depputé par le bureau, au lieu où il avisera, assisté du commissaire general & du controollleur, avec quelque nombre de notables bourgeois du quartier. Ladite nomination se fera en des jours differents, afin que lesditz commissaire general & controollleur y puissent assister, pour recognoistre lesditz bourgeois qui seront nommez; & lesquels bourgeois esleuz & nommez en chacun quartier, seront tenez d'avertir le commissaire general des abus & malversations qui se commettent en leursditz quartiers, pour le fait du nettoiyement & pavaige de la ville de Paris.

Sera le commissaire general obligé de faire sa visite une fois la sepmaine en chacun quartier, assisté, comme dit est, du controollleur & de l'un desditz notables bourgeois, pour remarquer & corriger les abus qui se feront commis, tant par les entrepreneurs, que par les habitans de chacune rue.

Ne pourront quelques personnes que ce soient, tant chefs d'hostels que soubzlocataires, permettre qu'il soit jetté par les rues les foirres provenans des paillasses ou vuidanges d'icelles, sinon après dix heures du soir, & qu'ilz soient à l'instant bruslées.

Nul ne pourra jeter dans les rues les cendres de lessives & ordures de maisons, ains les garderont dans des mennequins ou panniens pour estre jettées dans les tumbereaux dudit nettoiyement, lors qu'ils passeront de trois jours l'un, comme dit est, à peine de quatre livres d'amende pour la premiere fois, & de huit livres parisis pour la seconde, dont sera appliqué le tiers au denonciateur, & les deux autres tiers aux necessitez de la contagion.

Tous bourgeois, marchands & artisans de quelque qualité & condition qu'ilz soient, ne pourront au prejudice des reglemens & ordonnances jeter nuitamment ny les jours des Dimanches & festes aucuns imundices dans les rues, d'autant que c'est d'où provient une partie du desordre qui se voit à present dans le nettoiyement des bouës dudit Paris; pour ce que ayant les entrepreneurs nettoiyé la ville les Samediz & veilles des festes, le lendemain au matin il s'y retrouve toute & pareille quantité de bouës

& immundices qu'il y avoit le jour precedent; pour à quoy remedier, & ôster ceste mauvaïse coustume aux apprentifs & garçons de boutique de jeter ainſy leurs ordures à contretemps, il ſera ordonné que ſ'ilz manquent à jeter leurs ordures & immundices dans les tumbereaux aux temps que dit eſt, qu'ilz les garderont dans les maiſons en des mannequins ou panniens, pour icelles jeter à la premiere paſſée deſditz tumbereaux. Et pour prendre garde & avoir l'œil ſur leurs voiſins ou autres qui apporteront quelques immundices dans les rues, ſeront tenus tous les habitans de chacune rue de les indiquer, à peine aux quatre principaux voiſins de payer leur part & portion des amendes que deſſus, faute à eux de declarer les contrevenans aux dites ordonnances.

Et d'autant que les fumiers, gravois, plâtras & autres vuidanges qui ſe mettent journellement dans les rues, cauſent en partie que la ville de Paris eſt tous-jours orde & ſale, ſera enjoinct à tous bourgeois propriétaires ou locataires de les faire transporter & nettoier au ballay dans les vingt-quatre heures, ſur les peines que deſſus, & d'eſtre enlevées aux dépens des propriétaires ou locataires deſdites maiſons d'où leſditz fumiers, gravois & autres vuidanges ſeront fortiz: dont ſera delivré executeur à celluy qui les aura enlevées, à raiſon de vingt ſols le tumbereau, ſur le certificat du notable bourgeois du quartier auquel la continuation en aura eſté faite, lequel certificat ſera certiſié & veriſié par le commiſſaire general & controolleur ſuſditz.

Seront tous les propriétaires qui ont des heritaiges ſcitez ſur aucuns eſgouſts, tenus de les faire bien & deûement nettoier, comme y eſtans obligez à cauſe de leurſditz heritaiges, tous les mois une fois, à peine de trente livres d'amende pour la premiere fois, & de cent livres d'amende pour la ſeconde fois, applicable aux pauvres, & outre ſera fait ledit nettoiyement aux dépens des propriétaires.

Tous les jardiniers, charretiers & laboureurs qui viennent journellement en ceste ville enlever les fumiers d'icelle, ſeront tenus de fermer leurs charettes par devant & derriere, & garnir le fondz d'icelles de natte, & ne les rempliront à comble, afin qu'il n'en puiſſe tomber par les rues; & ſeront tenus de nettoier au ballay les lieux où ilz prendront les fumiers eſtans ſur les rues, & rendre place

nette, ſur pareille peine d'amende pour la premiere fois, & pour la ſeconde de conſiſcation de chevaux & charettes, applicable comme deſſus. Et ſeront leſditz propriétaires de maiſons ou autres d'où ſeront fortiz leſditz fumiers, tenus de faire bien & deûement le nettoiyement au ballay, ſur les peines que deſſus.

Tous les bouchers, charcutiers, tumeurs de porcs, rotisseurs, vendeurs de poiſſon frais & ſallé, ne pourront jeter aucunes tripailles, boyaulx, ſang de beſtiaux, rognures de moruës ny autres choſes de ſemblable dans les rues ny ez eſgouſts de la ville & fauxbourgs; ains les ſeront porter, ainſi qu'il eſt accouſtumé, dans les lieux & ſoſſes ordonnées pour ceſt eſſect, ſur pareilles peines d'amende applicable comme dit eſt.

Tous meneurs de gravois ſeront tenus & obligez d'avoir des rebordz en leurs tumbereaux bien jointz, & ne les rempliront à comble, afin qu'il n'en puiſſe tomber dans les rues ſur les meſmes peines; & porteront les gravois & vuidanges des terres où il leur ſera indicqué par le commiſſaire general, qui en prendra l'ordre deſditz ſieurs treſoriers de France. Et outre ſeront tous leſditz meneurs de gravois obligez de ſe faire enregiſtrer par nom & ſurnom au regiſtre du commiſſaire general qui ſçaura le nom & la demeure deſditz meneurs de gravois, pour les départir où beſoyn ſera, pour le ſervice & utilité dudit nettoiyement, & dont ledit commiſſaire general ordonnera ſelon qu'il verra bon eſtre.

Tous maréchaux, rainturiers, bougraniers, fondeurs, menuisiers, cordonniers & generalement tous artiſans de quelque meſtier qu'ilz puiſſent eſtre, ne pourront jeter dans les rues leurs machefers & autres ordures qu'un chacun peut faire en ſon meſtier & vacation; ains les garderont pour mettre dans les tumbereaux qui paſſeront dans toutes les rues de trois jours l'un, comme dit eſt, ſur les meſmes peines que deſſus, ſ'ils y contreviennent.

Et afin que leſditz entrepreneurs ſoient ſans excuſe d'exécuter ponctuellement les choſes cy-deſſus, il ſera ordonné par ſa majeſté en ſondit conſeil qu'ils recevront leurs payemens ſuivant & conformément le traité qu'ilz en ont fait avec ſa majeſté, & ſeront payez de quartier en quartier par avance, ſans aucune remiſe ou delay, en fournissant les certificats du commiſſaire general controollez, comme dit eſt, d'autant que dans

le desordre dudit nettoiyement ilz n'ont autre chose à alleguer que les mauvais payemens que l'on leur fait ; & que pour le premier quartier ilz seront payez incontinent & aussi tost qu'ilz auront fourny l'acte de reception de caution de leur bail.

ORDRE POUR LE PAVAIGE.

SERA le pavé fait de bon grez d'eschantillon de sept à huit poudres de gros, avec des bordures de chacun costé de bon libaige de pierre de la plus dure que on pourra trouver, comme du feron ainsi appelé ; ledit pavé sera le plus ferme que l'on puisse trouver, comme celluy qui se fait d'ordinaire au pressoir du roy près de Fontainebleau ou autres endroits, pourveu qu'il soit ferme, loyal & marchand. Et sera ledit pavé bien & déüement étoffé & posé avec bon sable & bordure, comme dit est.

Et sera ledit pavé ; lors qu'il se retrouvera rompu, desbordé ou affaillé, refait bien & déüement, comme il appartient ; & les pavez qui se trouveront usés, seront ostés, & en sera remis de neuf suivant les eschantillons que dessus.

Nul ne pourra lever aucun pavé pour faire trenchées de fontaines ou autres sans en advertir le commissaire general, lequel se transportera sur les lieux assisté du controolleur, afin de veoir la necessité qu'il y aura à lever ledit pavé, & de donner ordre aux entrepreneurs de l'entretènement dudit pavaige, de lever ledit pavé, & faire les trenchées necessaires soit publiques ou particulieres estans dans les rues, lesquels seront obligés de reposer bien & déüement ledit pavé, suivant leurs traittez & marchez, pour le mesme prix que les autres paveurs ont accoustumé ; & cependant sera fait deffense à tous paveurs, massons, terrassiers ou autres de faire aucune ouverture dans lesdites rues, à peine de trente livres d'amende pour la premiere fois, & de cent livres pour la seconde fois, applicables aux pauvres.

Seront obligés les entrepreneurs d'entretenir tout le pavé publicq generalement de toutes les chaussées qui sont aux advenües de la ville de Paris, sans en excepter aucune, lesquelles chaussées ne pourront toutesfois contenir de longueur plus que la banlieüe ; comme aussi tout le pavé de toutes les rues de la ville & faulxbourgs dudit Paris qui sont faites ou seront faites durant leur bail, suivant

l'estat qui en sera arresté.

Sera ordonné une place aux entrepreneurs du pavaige aux quatre portz de Paris pour descharger leurs grez : sçavoir au port saint Paul, au port de la Tournelle, au guichet près le Louvre, & au port de Malacquest ; & que les provisions de foing & avoine que lesditz entrepreneurs achepteront, tant sur les portz que aux champs, il ne leur sera fait aucun trouble ou empeschement par qui que ce soit, mesmes par le prevost des marchands, commissaires du chastelet & autres : ains au contraire tiendront la main à la conservation desdites provisions pour lesditz entrepreneurs, & de leur en faire delivrer sur les portz toutes & quantes fois qu'ilz en auront besoing, à la charge d'apporter ung certificat du commissaire general dudit nettoiyement & pavaige de ladite ville & faulxbourgs de Paris, de la quantité de foing & avoine qui leur sera necessaire pour la nourriture de leurs chevaux par chacun an, auquel certificat soy sera adjoustée tant par les prevost des marchands, commissaires dudit chastelet, que tous autres officiers de dessus les portz.

Et pour bien & déüement observer l'ordre mentionné à tous les articles cy-dessus, tant contre les entrepreneurs dudit nettoiyement & pavaige, que bourgeois ou autres contrevenans ausditz articles, sera decerné executoire par le commissaire general, lequel executoire il mettra entre les mains du premier huissier, archer ou sergent sur ce requis, pour contraindre les deffailans & contrevenans, lesquels huissiers, archers ou sergens susditz seront obligés de mettre les deniers provenans des amendes entre les mains du receveur des deniers destinez pour le nettoiyement & pavaige qui sera en exercice, pour iceulx deniers estre employez aux œuvres pies, suivant ce qui sera ordonné au conseil sur le rapport dudit commissaire general.

Nous certifions au roy & à nosseigneurs de son conseil, que suivant la commission de sa majesté du troisieme Avril an present à nous donnée, avoir vacqué depuis ledit jour troisieme Avril jusques au trentiesme de Juing ensuivant à la reveüe & entiere visitation generale des cinq-cens quinze rues que nous avons trouvées dans les vingt quartiers de la ville & faulxbourgs de Paris, pour voir & visiter en quel estat se retirent le nettoiyement des bouës & imundices qui doit estre fait par les entrepreneurs

neurs du nettoiyement d'icelles rues; ensemble avoir veü & visité tout le pavé tant desdites rues, que des chaussées qui doibvent estre entretenues jusques aux banlieues dudit Paris, ainzy qu'il est amplement mentionné & spécifié par le present nostre procez verbal & rapport veritable contenant les desordres que nous avons trouvez, tant sur ledit nettoiyement des bouës, que pavaige, & l'ordre que nous presentons à sa majesté en fondit conseil, nécessaire de faire observer à l'advenir, pour rendre ladite ville de Paris cy-après bien nettoyée & bien pavée, suivant les vouldoir & intention de sa majesté. Faict ce premier jour de Juillet M. DC. XXXVI. Signé DE BEAULIEU. Copié sur l'original manuscrit à la bibliotheque Coislin.

La ville de Paris est divisee dans ce procez verbal en vingt quartiers dont les noms & l'estenduë y sont marquez. Il y a apparence que cette division estoit arbitraire entre les entrepreneurs du pavé & du nettoiyement des rues, ou du moins ne regardoit que cette partie de la police, puisque le nombre des quartiers de Paris n'a esté generalement fixé à vingt, que par la declaration du roy Louis XIV. du 12. Decembre 1702. qui sera rapportée ailleurs.

ARREST DE LA CHAMBRE
des comptes concernant la sainte-Chapelle
& le don qui lui a esté fait de l'abbaye
de saint Nicaise.

VEU par la chambre les lettres patentes du roy en forme de chartre, données à saint Germain en Laye au mois de Decembre 1641. signées, Louis, & sur le reply: Par le roy, de Lomenie; pour lesquelles & pour les causes y contenues, sa majesté de l'avis de son conseil, a revoqué toutes lettres de droit & cession qui pourroit avoir esté faite à la sainte-Chapelle par les roys ses predecesseurs, du revenu procedant du droit de regalle; veut & luy plaist que vacation avenant des archeveschez & eveschez de ce royaume esquels sadite majesté a droit de regalle, le revenu d'iceux soit mis en sa main, pour estre administré pendant l'ouverture de ladite regalle, par personnes solvables qui seroient à cet effet commises; à la charge que la regalle estant close, le revenu qui sera provenu desdits archeveschez & eveschez, sera remis par celuy qui aura esté commis pour l'administration, entre les mains des archevesques & evesques qui

en auront esté pourveus sur sa nomination; duquel revenu, en tant que besoin seroit, elle a fait don ausdits archevesques & evesques, sans qu'à l'avenir il puisse estre diverti ni employé ailleurs. Et afin que ladite sainte-Chapelle ne demeure sans un revenu certain, nécessaire pour ses fonctions, a uny à icelle l'abbaye de saint Nicaise de la ville de Reims, & à cet effet veut aussi que toutes lettres d'union en soient expedies & delivrées aux tresorier & chanoines de la sainte-Chapelle, à ce qu'à l'avenir ils en puissent jouir paisiblement; à condition que le revenu qui proviendra de ladite abbaye, soit perceu & employé avec le mesme ordre que celuy qui provenoit desdites regalles. Et mande à ladite chambre faire lire, publier & registrer lesdites lettres, & le contenu en icelles garder & observer ponctuellement selon leur forme & teneur, non obstant tous edits, declarations & autres choses à ce contraires, ainzy que le contiennent lesdites lettres. Arrest intervenu sur icelles le 25. Fevrier dernier, par lequel ladite chambre auroit ordonné lesdites lettres estre registrées, pour ce qui concerne la revocation du don du revenu des regalles cy-devant fait à la sainte-Chapelle de Paris, pour par ledit seigneur roy jouir à l'avenir par droit de regalle, des fruits & revenus de tous les archeveschez & eveschez de ce royaume qui vacqueront cy-après, ainzy que les rois ses predecesseurs en ont joui & usé avant les dons & concessions faites par eux à temps & à vie à ladite sainte-Chapelle; ce faisant, qu'ouverture arrivant du droit de regalle & vacation desdits archeveschez & eveschez, les fruits & revenus seront faisis à la requeste du procureur general de ladite chambre, ou ses substitués sur les lieux, regis & administrez par commissaires & personnes solvables commis à cet effet; sans que les pourveus desdits archeveschez & eveschez puissent pretendre aucune chose aux fruits & revenus desdits benefices, qu'ils n'ayent presté le serment de fidelité, & iceluy fait enregistrer en la chambre, & qu'ils n'ayent obtenu lettres particulieres de don desdits fruits, verifiés. Et à la charge aussi que les baux qui seront faits à l'avenir de tout le revenu de ladite abbaye de saint Nicaise de Reims, affecté à ladite sainte-Chapelle, seront faits par les commissaires, tant de ladite sainte-Chapelle, que par ceux de ladite chambre, à la requeste & diligence dudit

procureur du roy ; & que pour le revenu de la moitié de ladite abbaye qui est affecté par sa majesté pour les ornemens, linges, vitres, nourriture des enfans de chœur, lumineux & autres choses nécessaires en icelle, il en sera usé par les mandemens de la chambre, ainsi qu'il a esté fait juiques à présent ; & que les comptes des deniers provenans, tant desdites faïsses desdits archeveschez & eveschez, que moitié du revenu de ladite abbaye, se rendront en ladite chambre en la maniere accoustumée. Autres lettres patentes du roy données à Narbonne le 18. Avril aussi dernier, signées Louis, & plus bas : Par le roy, de Lomenie, portant jussion & mandement à ladite chambre que sans s'arrester à fondit arrest, ni aux causes motivées d'iceulx, elle ait à passer outre à l'enregistrement pur & simple desdites precedentes lettres. Arrest intervenu sur icelles le 15. du present mois par lequel ladite chambre auroit ordonné que son arrest dudit jour 25. Fevrier dernier tiendrait. Autres lettres patentes de sa majesté données au camp devant Perpignan, le 20. dudit present mois, par lesquelles sadite majesté mande & très-expressement enjoint à ladite chambre, que toutes autres affaires cessans, & sans s'arrester à ses arrests des 25. Fevrier & 15. dudit present mois, ni aux causes motivées d'iceulx, elle ait à proceder à l'enregistrement pur & simple desdites lettres en forme de chartre, du mois de Decembre 1641. selon leur forme & teneur, sans y apporter aucune longueur, modification ni restriction quelconques, nonobstant lesdits arrests, causes motivées d'iceulx & tous autres empeschemens à ce contraires, qu'elle ne veut retarder ni empescher en aucune sorte l'effet & entiere execution de sa volonté, & sans attendre d'elle autre plus expès commandement que lesdites lettres, lesquelles serviront de dernière & finale jussion. Conclusions du procureur general du roy : & tout considéré : la chambre, du très-expès commandement du roy, & en consequence des lettres de jussion des 18. Avril & 20. May derniers, a ordonné & ordonne lesdites lettres du mois de Decembre 1641. estre registrées, pour jouir par ceux qui seront nommez par sa majesté en tous les archeveschez & eveschez de ce royaume, du don & concession porté par icelles, des fruits & revenus d'iceulx, sans que la delivrance leur en puisse estre faite par les commissaires establis au regime d'i-

ceux, qu'après qu'ils auront presté le serment de fidelité au roy, & iceluy fait registrer en ladite chambre en la maniere accoustumée. Fait les semestres assemblez le XXI. jour de May M. DC. XLII. Signé, BOURLON. Pris sur l'imprimé en feuille volante.

TRANSACTION ENTRE LA
congregation des prestres du mont Va-
lerien, & les ermites dudit lieu.

PARDEVANT les notaires & gardes-nottes du roy nostre sire en son chastelet de Paris soubffignez furent presents en leurs personnes venerable & discret maistre Jacques Charton docteur en theologie, chanoine & penitencier de l'eglise de Paris, vicair general en ceste partye & superieur des hermites du mont Valerian lez - Suresne, soubz l'autorité de monseigneur l'archevesque de Paris, stipulant pour mondit seigneur au profit desdits hermites d'une part, & venerable & discret Hubert Charpantier prestre bachelier de la société de Sorbonne, superieur de la congregation des prestres establis au mont Valerian à present dit le Calvaire, Thomas Guillier docteur en theologie, Pierre de Segure, André Baillux, & Guillaume Mercadet aussi prestres de ladite congregation, pour & au nom de toute leur communauté dudit lieu & leurs successeurs d'autre part, disants, sçavoir ledit sieur Charton pour lesdits freres hermites, qu'ils avoient un jardin audit lieu du mont Valerian planté en arbres fruitiers & vignes, clos de murs qui contenoient environ deux cents thoyes, lesquels murs auroient esté abatus & demolis lors de l'establissement de ladite congregation audit lieu, ou ledit jardin approprié en une place au devant de leur eglise, pour l'embellissement d'icelle, où y a trois croix, & les demolitions employées en leur bastiment; à raison de quoy lesdits freres hermites pretendoient dedommagements & recompenses à l'encontre desdits sieurs Charpantier & consors, tant pour le fond dudit jardin, murs de closture, qu'arbres fruitiers dudit jardin, mesme des fruits qui y estoient lorsqu'il a esté demoli, lequel jardin lesdits sieur Charpantier & consors disoient avoir acquis de..... & par consequent en avoyent peu faire & disposer à leur volonté, & n'y avoit lieu d'y pretendre aucun dedommagement contre eux, sur quoy lesdits freres hermites, sieur Charpantier

tier & confors estoient en voye d'entrer en procez, pour lequel eviter, offer tout suger de plainte auxdicts freres hermites, & leur tesmoigner le desir que lesdicts sieur Charpantier & toute leur communauté ont de conserver la paix avec eux, leur auroient faict quelques offres & propositions, sur lesquelles, par l'avis de leur conseil & de personnes notables qui se sont entremises de l'affaire, auroient & ont les parties faict le traicté & accord & eschange qui ensuit. c'est à sçavoir que ledit sieur Charton pour lesdicts freres hermites, tant pour eux, que pour les aultres hermites dudit mont Valerian, ont cédé, quitté, remis & delaisié, & par ces presentes cedent, quittent & delaisient par forme d'eschange, du tout à tousjours, ausdicts sieurs Charpantier & confors sus nommez, ce acceptant pour eux & leur communauté & successeurs en icelle par ledit sieur Charton, tous lez droits, soit de propriété, fonds, très-fonds & aultres generalement quelconques qu'ils avoient & pouvoient avoir, pretendre & demander audict jardin, murs de closture d'iceluy, arbres, vignes & fruits en quelque sorte & maniere que ce soit, sans aucune exception ne reserve, pour en jouir, user & disposer par lesdicts sieurs Charpantier & confors & leur communauté ainsi que de chose appartenante à icelle, & sans aucune restitution des fruits & du passé, ce moyennant lesdictz sieurs Charpantier & confors audict nom ont delaisié, delaisient, cedent, quittent & transportent par ces presentes, à sçavoir d'eschange, auxdictz freres hermites, ce acceptans pour eux & leurs successeurs, une piece de terre sise audict lieu du mont Valerian, contenant cinquante toises ou environ de long sur vingt toises de large, tenant d'un bout au jardin des hermites, d'un costé à leur aultre petit jardin & à leur heritage d'autre costé, & d'un bout aux terres de la montagne, pour en jouir comme de chose à eux appartenant; & oultre ont lesdicts sieurs Charpantier & confors, audict nom, promis & promettent de faire à leur despens, dans deux ans prochains, clore de murs bons & suffisants ladicte piece de terre cy-dessus des trois costez qui restent à present pour la fermer entierement, lesquels murs seroient de neuf pieds hors de terre, & encoire de faire construire aussi à leurs despens, dans un an prochain, un mur bon & suffisant de ladicte hauteur de neuf piedz

Tome II. Part. II.

hors de terre, à commencer du mur du jardin desdicts hermites, vis-à-vis des trois croix, tirant de droit alignement jusque au fossé, & en retour d'yceluy tirant aussi de droit alignement jusque au mur de la maison de l'hermite reclus; lequel mur contiendra environ trente toises; & de plus seront tenus lesdicts sieurs Charpantier & confors de faire à leurs despens, dedans deux ans prochains, sur le fondement de terre de leur basse cour & jardin & le long d'iceux, un mur depuis le coin de leur pavillon jusque au bout du jardin que lesdicts hermites ont de present, & ce à trois pieds de distance du mur desdicts hermites, entre lesquels deux murs par ce moyen y aura une ruelle de ladite largeur, laquelle ne pourra servir d'aucun passage ny d'issuë; car ainsi a esté accordé entre les parties, promettant &c. obligeant &c. renonçant, &c. Faict & passé par lesdicts Charton en la maison de Sorbonne, par lesdicts sieurs Charpantier, Mercader & Segure en une maison proche le Temple, le xxvii. jour de Septembre l'an M. DC. XLII. & par lesdicts Guillier & Baillux en l'estude de Parque notaire le premier jour d'Octobre dudit an; le present contrat suger à notification dans quinzaine au greffe des notifications du chastelet de Paris, à peine de cent livres d'amande & de frays de recouvrement, outre le droit de notification deub au scel dans trois, mois à peine de vingt livres d'amande, suivant les edicts, declarations & ordonnances & arrests. Et ont signé la minutte des presentes demeurée audict Parque notaire. *Signé, GAULTIER & PARQUE notaires. Pris sur une copie du temps de la datte.*

PROCEZ VERBAL FAIT PAR

M. Pirot d'une portion de la vraye croix, donnée par le curé de saint Sulpice aux prestres du mont Valerien.

LE Jeudi après midi premier Juillet 1706. nous Edme Pirot vicaire general de monseigneur le cardinal de Noailles archevesque de Paris, nous nous sommes, en execution des ordres de son eminence, transportez à la maison presbyterale de saint Sulpice, où monsieur de la Chetardie curé de la paroisse nous a, dans une salle basse, où estoit monsieur Chaboureau son vicaire, exposé la priere qu'il avoit faite à monseigneur le cardinal, de vouloir bien agréer qu'il donnast à la communauté des prestres du mont Valerien une relique de la

An. 1706.

vraye croix , que feu monsieur Jannon ancien obediencier de saint Just à Lyon, mort depuis quelques années dans la paroisse , rue Cassette , luy avoit à sa mort leguée , pour en disposer comme sa pieté le luy inspireroit ; adjoustant qu'il se faisoit un scrupule de la retenir plus longtemps dans son oratoire pour son adoration particuliere ; qu'il croioit devoir luy faire rendre un culte public ; & que nul endroit n'eût luy avoit paru si convenable pour cela , que cette sainte montagne , qui est à l'égard de Paris comme un autre Calvaire , & en porte le nom. Aussi-tôt il est parti de cette salle , pour nous aller querir dans son appartement & le reliquaire où est enfermée cette precieuse relique , & ce qu'il avoit d'autentique pour en faire la verification. Il nous a mis , dans cette sale , où il est revenu dans le moment , entre les mains le reliquaire , & un paquet cacheté , en presence de M. Chaboureaux prestre , de M. Grolaire prestre de saint Sulpice & agregé à la communauté des prestres du mont Valerien & de quelques autres prestres de sa communauté. Après avoir examiné le reliquaire , qui est un ange de cuivre doré , presentant à genoux la relique couverte d'un cristallin , pour estre adorée par le peuple , & lui avoir nous-mêmes rendu nos adorations , nous avons pris le paquet , dont l'enveloppe estoit de papier bien cacheté en trois endroits des armes de M. Jannon , avec un chapeau comme de protonotaire , & une inscription de la main de M. Jannon & signée de luy , portant ces mots autentiques : *Du bois de la vraie croix à moi accordé par les reverends peres de l'abbaye de saint Germain des Prez à Paris , signé au dessous Jannon ancien obediencier de saint Just ; nous avons ouvert ce papier , sans rompre aucun des sceaux , & y avons trouvé une seconde enveloppe en forme de petit sac de taffetas couleur tirant sur l'aurore , doublé de toile , qui renfermoit une boiste de fer blanc , où nous avons trouvé un parchemin timbré , & deux petits livrets imprimez par Muguet , le premier en 1684. sous le titre de Relation de ce qui s'est passé dans la translation d'une portion considerable de la vraie croix , &c. de l'hostel de madame la princesse Palatine à l'abbaye de saint Germain des Prez : l'autre en 1685. sous le titre de Prières pour l'usage des personnes de pieté qui viendront reverer la vraie croix , &c. Le parchemin timbré contient une attestation autentique du pere Bretagne en 1685.*

prieur de saint Germain des Prez , & cette qualité grand vicaire de feu monseigneur l'archevesque de Paris , scellée des armes de ce prelat , & de celles de l'abbaye de saint Germain. Ainsi nous n'avons pu douter que cette relique leguée à monsieur de saint Sulpice par M. Jannon , ne soit une portion d'un morceau de la vraie croix , que feu madame la princesse Palatine donna aux peres Benedictins de l'abbaye de saint Germain des Prez , & qu'elle atteste elle-mesme dans son testament fait au mois de Mars 1683. avoir veü dans les flammes sans brusler. Ayant lu cette attestation autentique du reverend pere Bretagne , & veü ce qui est contenu dans les deux livrets imprimez dont nous venons de parler , nous avons remis le tout dans la boiste de fer blanc , comme il y estoit quand nous l'avons ouverte , avec le petit sac de taffetas & l'inscription de la main de M. Jannon sur le papier scellé de ses armes en trois endroits , où les cachets sont encore en leur entier ; nous avons retenu tout cela , & rendu à monsieur de saint Sulpice le reliquaire , pour le donner , comme il en a dessein , à la communauté des prestres du mont Valerien , qui presentera sa supplique à monseigneur le cardinal , à l'effet d'obtenir de son eminence d'en faire une translation solennelle. Et avons de tout ce que dessus dressé le present proces verbal , que nous avons signé & fait contre-signer par mondit sieur Grolaire prestre de saint Sulpice , que nous avons pris pour secretaire en cet acte , y ayant aussi fait apposer le sceau de son eminence. Fait le jour & an que dessus. Signé , PIROT. Par commandement de monsieur le vicaire general , GROLAIRE. Pris du petit livret de La devotion à la croix de Nostre Seigneur Jesus - Christ , imprimé en 1706. p. 18. & suivantes.

LETTRE DE REMERCIMENT
des prestres du mont Valerien , au
curé de S. Sulpice.

MONSIEUR ,

MONSIEUR le superieur ayant fait part à la communauté de la bonté avec laquelle vous voulez bien accorder à l'eglise du mont Valerien une petite portion de la vraie croix , il a esté delibéré que la congregation vous en feroit de très particulieres actions de grâces , en attendant qu'elle insere dans ses registres

registrés le jour auquel elle a reçu de vous un don si précieux. C'est pour m'acquiescer de ce devoir, en qualité de secrétaire, que je me donne l'honneur de vous écrire, pour vous témoigner combien la congrégation vous est sensiblement obligée, & avec quelle ardeur elle répondra au zèle que la religion vous inspire, pour faire honorer la croix de Jésus-Christ dans un lieu consacré à ce mystère, & où l'on peut dire qu'elle sera exposée aux yeux de tous les peuples de ce grand diocèse. Ce n'est pas seulement notre maison qui vous sera éternellement redevable. Parfaitement instruit de ce que votre vertu fait faire, je puis dire avec vérité que l'Eglise vous a de grandes obligations, ayant repandu avec abondance, pendant tant d'années, & dans tant de séminaires du royaume, l'esprit ecclésiastique, par la sainteté de vos exemples, par la pureté de votre doctrine, & par les saints écrits sortis de vos mains. L'on n'oubliera jamais, monsieur, l'exemple de modestie que vous venez de donner, vous réservant les soins & les travaux du ministère, & refusant généreusement ce qu'il a de plus éclatant & de plus brillant aux yeux des hommes; exemple d'autant plus grand, qu'il est plus rare. Je laisse-là, pour ne pas faire peine à votre humilité, toutes les autres qualités & talens qui vous attirent l'estime, le respect & la vénération de tout le monde. Je finis, monsieur, en vous marquant que le saint présent que vous faites à notre maison, vous qui êtes le chef du clergé de saint Sulpice, ne servira qu'à renouveler l'union qui a toujours été entre saint Sulpice & nous. Nous la cultiverons avec soin & avec reconnaissance, puisque dans les commencemens de notre établissement monsieur de Bretonvilliers supérieur du séminaire eut la bonté de nous donner deux ecclésiastiques de mérite & de vertu pour nous aider. Nous en gardons le souvenir dans nos registres, & nous y ajouterons celui de la grâce que vous faites à une congrégation qui fait profession de vous honorer. Permettez-moi de me dire avec respect,

MONSIEUR,

*Au mont
T'aleron ce
3. Août
1706.*

Ibidem p. 24.

Votre très-humble &
très-obéissant serviteur,
HUBERT, secrétaire.

Tome II. Part. II.

REPONSE DU CURE
de saint Sulpice.

MONSIEUR,

J'AY reçu avec une parfaite reconnaissance la lettre dont vous m'avez honoré de la part de votre compagnie autant illustre que pieuse, au sujet de la relique dont on vous a parlé. Le desir, monsieur, que vous témoignez tous de l'avoir dans cette célèbre église que vous desservez avec tant d'édification, descouvre bien le fonds de religion qui vous anime, & qu'on ne sauroit la confier à personne qui en établisse le culte avec un zèle plus pur. Je m'estime heureux, monsieur, de pouvoir concourir avec vous à la faire honorer en public. Cette union sera un puissant secours à ma foiblesse, persuadé que je trouverai dans vos exemples & dans vos prières une devotion nouvelle, qui languiroit dans mon cœur, lorsque je la réverois en particulier. Son éminence monseigneur le cardinal notre très-digne prelat, entre les mains duquel je la remettrai, en fera l'usage qu'il jugera à propos. Vous ne pouvez la recevoir d'une meilleure main. Il y a long-temps qu'il est crucifié avec Jésus-Christ, & que sa vie sainte & irrépréhensible presche à tout le monde l'obligation que nous avons tous de porter notre croix à son imitation, & d'en demander la grâce à celui qu'il va honorer tous les ans dans votre solitude. Je prends part à ce grand exemple, qui augmente l'estime & le respect avec lequel je suis à vous, monsieur, & à toute votre compagnie, à qui je vous prie de le témoigner,

Vostre, &c.

*De Paris ce
6. Août 1706.*

Ibidem p. 28.

EDIT DU ROY LOUIS XIV.
portant attribution & confirmation de
noblesse aux présidens, conseillers, avo-
cats & procureurs généraux, greffier en
chef, & notaires-secrets du parle-
ment de Paris, avec exemption de la
gabelle du sel, &c.

LOUIS par la grace de Dieu roy de
France & de Navarre, à tous pre-
sens & à venir, salut. Bien que nostre
cour de parlement de Paris tienne le pre-

V ij

AN. 1644

mier rang entre les compagnies souveraines de ce royaume, soit qu'on regarde l'antiquité de son établissement, soit que l'on considère la prerogative de sa dignité, qui fait une des plus illustres portions de la nostre, ou qu'on ait égard aux grands & signalez services que de tout temps elle a rendu aux roys nos predecesseurs, dont elle a fait regner les loix, reconnoître l'autorité & la puissance legitime; si est-ce toutefois que ceux qui composent ce grand corps, qui est la cour des pairs & comme le lien de l'obeïssance de tous les ordres, faisant une fonction si noble que celle d'administrer en nostre place la justice à nos sujets, neantmoins aucuns ont voulu douter de leur noblesse, quoique la plus-part des officiers de nostre dite cour soient issus de nobles, anciennes & illustres races; ce qu'ils ont toujours tellement fait connoître par leurs actions, qu'ils n'ont jamais recherché autre fruit de leurs soins & de leurs labeurs, que la seule gloire de les avoir rapportez au bien, à la grandeur de cet estat, & au repos de nos sujets, en quoi ils se sont proposé plustost l'intérêt du public, que leur profit particulier, ayant mesme depuis un long-temps souffert d'estre privez de la jouissance des privileges à eux accordez & concedez par nos predecesseurs roys, de jouir par les presidens, conseillers & autres officiers de nostre dite cour, & leurs veufves demeurans en viduité, de prendre au grenier à sel de nostre ville de Paris, par les mains des grenetiers & controleurs d'iceluy, le sel qui leur estoit necessaire pour leur provision & despense de leur maison, franchement & sans payer aucun droit de gabelle, ni en lever descharge, mais par leurs simples quittances. Ils nous ont mesme donné de si bonnes & entieres preuves de leur inclination à nostre service depuis nostre advenement à la couronne, que nous avons tout sujet de nous louer de la sincerité de leur intention, de leur fidelle obeïssance & de leur amour envers nous. Et comme nous ne doutons point qu'ils ne continuent & se fortifient tousjours en la mesme devotion durant tout le cours de nostre regne, aussi les y voulons-nous exciter par toutes marques d'honneur, & par toutes les faveurs & gratifications qu'ils peuvent desirer de nous, & qu'ils se doivent promettre de nostre bonté & reconnoissance. Car nous n'ignorons pas que les plus grands empires sont en partie fondez sur les justes recom-

penes & sur les actions vertueuses de leurs fidels officiers. Ce faisant, en attendant qu'un plus paisible estat de nos affaires, & plus exempt des necessitez publiques & des excessives depenses que nous sommes obligez supporter pour acquérir une bonne & durable paix à la Chrestienté & repos de cet estat, nous permette de leur faire ressentir de plus grands & favorables effets de nostre affection dans la dispensation de nos graces, nous desirons par avance leur donner des arres de cette nostre bonne volonté. A CES CAUSES, de l'advis de la reyne regente nostre très honorée dame & mere, de nostre très-cher & très-ami oncle le duc d'Orleans, de nostre très-cher & très-ami cousin le prince de Condé, & de nostre certaine science, pleine puissance & autorité royale, nous avons dit & déclaré, disons & declarons que nos presidens, conseillers, advocats & procureur general, le greffier en chef, les quatre notaires & secretaires de nostre dite cour presentement pourvus desdits offices, & qui le seront cy-après, sont nobles & les tenons pour tels. Voulons & nous plaist qu'ils jouissent eux, leurs veufves demeurantes en viduité, leurs posteritez & lignées, tant males que femelles, nais & à naistre, des mesmes droits, privileges, franchises, immunités, rangs, seances & preéminences, que les autres nobles de race, barons & gentilshommes de nostre royaume, soient capables de parvenir à tous honneurs, charges & dignitez, pourveu que lesdits officiers aient servi vingt années, ou qu'ils decedent revestus desdits offices, non obstant qu'ils ne fussent issus de noble & ancienne race; & pour le regard de ceux desdits officiers qui sont nobles d'extraction & par leur naissance, nous voulons que ces presentes leur servent d'accroissement de generosité. Et après avoir fait voir en nostre conseil la declaration du roy François I. nostre predecesseur, donnée à Blois le 12. Decembre 1520. de nostre certaine science, pleine puissance & autorité royale, avons de rechef & en tant que mestier est, affranchi, quitte & exempté, affranchissons, quittons & exemptons de nostre grace speciale lesdits presidens, conseillers, greffier & autres officiers de nostre dite cour presens & à venir, du droit de gabelle du sel de nostre ville de Paris, les reintegrans & restituons en leurs privileges comme ils estoient jadis; voulons & nous plaist qu'ils & chacun d'eux, leurs successeurs, &

Leurs veufves demeurantes en viduité, aient & puissent avoir & prendre par les mains des grenetiers & controlleurs dudit grenier à sel de Paris presens & à venir, par leurs simples quitrances, sans qu'ils soient tenus en prendre ni lever descharge, n'autres mandemens & acquits, le sel pour leurs provisions & despeses de leurs maisons, franchement & sans payer aucun droit de gabelle, soit ancien ou nouveau, prix du marchand, ou droits de gabelles, impositions ou frais quelconques, imposées ou à imposer à l'avenir, pour quelque cause & en quelque sorte & maniere que ce soit, & sans qu'aussi à l'avenir ils soient tenus en prendre de nous ou nos successeurs roys aucunes lettres de concession, privilege, immunité, declaration & confirmation quelconques, nonobstant mesme que cy-après fussent par nous ou nos successeurs revoquez tous affranchissemens dudit droit de gabelle generaux ou particuliers, & desenfes faites auxdits grenetiers & controlleurs, de ne bailler & delivrer aucun sel en leurs greniers à quelques personnes que ce soit, sans payer nostre droit de gabelle, que ne voulons & n'entendons nuire ni préjudicier, ni estre entendu revoquer ces presentes, mais suivant icelles estre ledit sel, comme dessus, delivré à chacun de nosdits officiers & leursdites veufves, suivant l'estat qui en sera par nous arresté en nostre conseil. Voulons en outre & ordonnons que nosdits presidens, conseillers, advocats, procureur general, ledit greffier en chef, les quatre notaires & secretaires de nostredite cour, & leurs veufves demeurantes en viduité, soient exempts à l'avenir, tant en alienant, acquérant, qu'à toutes mutations, soit en ligne directe ou collaterale, de tous profits de siefs, droits seigneuriaux, & lods & ventes, rachapts, reliefs, & generalement de tous droits seigneuriaux & feodaux, quoiqu'ils ne soient exprimez en ces presentes, dont nous les avons relevé & relevons de nostre grace speciale & autorité royale, qui pourroient nous estre deus à cause des acquisitions qu'ils pourroient faire des maisons, terres & autres heritages mouvans du domaine que nous possedons à present, ou possederons à l'avenir par confiscation, retention, acquisitions ou autrement, en quelque sorte & maniere que ce soit. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement, chambre de nos

comptes, & cour des aides de Paris, que ces presentes ils aient à faire registrer, & de l'effet d'icelles joir & user les officiers de nostredite cour de parlement denommez ci-dessus, pleinement & paisiblement, sans souffrir qu'ils y soient troublez en aucune façon que ce soit, nonobstant toutes choses à ce contraires. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à tousjours, nous y avons fait mettre nostre scel. Donnée à Paris au mois de Juillet l'an de grace M. DC. XLIV. & de nostre regne le II. *Signé, LOUIS; Et sur le reply: Par le roy, la reyne regente sa mere presente, PHELYPEAUX. Et à costé: Visa. Et scellé du grand sceau de cire verte, en lacs de soye rouge & verte.*

Registré, ce requerant le procureur general du roy, pour estre executé selonc la forme & teneur. A Paris en parlement le XIX. Aoust. M. DC. XLIV. *Pris sur l'imprimé.*

LETTRE DE CACHET DU ROY
*Louis XIV. au marquis de Verneuil
evesque de Metz, au sujet de la
superieure de Nostre-Dame de Lieffe.*

MON oncle naturel, je vous ay cy-devant escrit pour vous faire sçavoir qu'il avoit esté jugé à propos par le conseil de conscience que j'ay establi près de moy, que sœur de sainte Theresé superieure des filles de Nostre-Dame de Lieffe du faubourg de saint Germain des Prez lez Paris, & sa compagne nommée sœur de la Vierge, fussent renvoyées en leur monastere de Montmartre où elles ont fait profession, & la sœur de ladite superieure dite de saint Joseph pareillement renvoyée dans le monastere de saint Martin où elle a fait profession, mais parce que vous n'avez point satisfait à cet ordre, & que la paix & le repos ne peut estre establie dans ledit monastere, si l'on n'en fait sortir ces trois religieuses, je vous écris la presente par l'avis de la reyne regente madame mere, pour vous dire que vous aiez à faire mener & conduire par la voye la plus seante & commode que vous pourrez choisir, ladite superieure & sa compagne dans ledit monastere de Montmartre, & ladite sœur de saint Joseph dans celui de saint Martin. C'est à quoy je vous ordonne de travailler sans perte de temps, cela estant necessaire pour la gloire & service de Dieu, que je prie vous avoir, mon oncle naturel, en sa

AN. 1644.

sainte & digne garde. Escrit à Ruel le XXVIII. jour de Juin M. DC. XLIV. Signé, LOUIS; & plus bas, DE LOMÉNIE. Et au dos: A mon oncle evesque de Mets, ou en son absence, au grand vicaire de son abbaye de saint Germain des Prés lez Paris. Pris sur l'original.

LETTRES PATENTES EN
faveur des Benedictines de Nostre-Dame
de Liefse, transférées au Jardin d'Olivet
au faubourg saint Germain.

AN. 1645.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre; à tous présents & à venir, salut. Nos cheres & bien amées les religieuses Benedictines dites de Nostre-Dame de Liefse de la maison de Rethel, diocese de Reims, nous ont fait remontrer que par lettres patentes du deffunct roy nostre tres-honoré seigneur & pere, données à saint Germain en Laye au mois de Novembre 1631. enregistrées en nostre cour de parlement de Paris, par arrest du 29. Avril 1632. il leur auroit permis de s'establiir en ladite ville de Rethel, où elles auroient commencé leur establissement; mais les mouvemens des guerres presentes, & les actes d'hostilité qui ont esté commis & exercez par les ennemis de cet estat, tant dans le monastere desdites religieuses, qu'ez environs de ladite ville de Rethel, les auroient contrainsts de se refugier au fauxbourg saint Germain de nostredite ville de Paris dès le premier Aoust 1636. où elles ont tousjours demeuré depuis ledit temps, par la permission & consentement de nostre tres-cher & bien amé oncle naturel l'evesque de Mets, abbé commendataire de l'abbaye dudit saint Germain, & y ont fait leurs fonctions spirituelles, selon l'institution de leurs reigles, & tout ainsi qu'il se pratique ez autres maisons de leur ordre, comme aussi enseigné la jeunesse au contentement & edification d'un chacun; ce qui auroit meü deffunte nostre tres-cher & bien amée cousine Anne de Montaffié comtesse de Soissons de se rendre leur fondatrice, & de leur donner deux mille livres de rente par chacun an, & de plus deffuncte nostre aussi tres-cher & bien amée cousine Louise de Bourbon duchesse de Longueville, fondée de procuration de nostre tres-cher & bien amé cousin le duc de Longueville son mary, leur auroit aussi donné cinq cens livres de rente par chacun an, ainsi qu'il est porté par

les contrats de constitutions desdites rentes passées au profit desdites religieuses, dont coppies sont cy-attachées sous le contre-scel de nostre chancellerie; pour raison de quoy le deffunct roy nostre tres-honoré seigneur & pere ayant bien voulu incliner aux pieuses intentions & bons desseins de nosdites cousines, & témoigner combien leur zelle & charité luy estoit agreable, considerant encores le consentement de nostredit oncle naturel l'evesque de Mets, qui leur auroit permis d'establiir & bastir un convent audit fauxbourg saint Germain, pour y faire leurs fonctions & exercices spirituels, instruire la jeunesse, & vacquer au service divin suivant leur institut, ainsi qu'elles ont accoustumé en leurs autres maisons, selon qu'il est plus au long spécifié & déclaré par lesdites lettres patentes dudit deffunct roy, données à saint Germain en Laye au mois d'Octobre 1638. dont copies sont aussi cy attachées sous le contre-scel de nostre chancellerie; en consequence desquelles premieres lettres patentes du mois d'Octobre 1631. enregistrées tant audit parlement de Paris, qu'au greffe de l'officialité dudit saint Germain, & des susdites lettres patentes posterieures du mois d'Octobre 1638. lesdites religieuses auroient esté establies audit fauxbourg de saint Germain des Prez par le sieur official dudit lieu, avec les ceremonies requises & accoustumées, par planter la croix, & y faire la closture, comme appert par l'acte d'establissement du 3. Janvier 1639. dont copie est aussi cy-attachée; depuis lequel temps lesdites religieuses ont demeuré dans leurdit establissement audit fauxbourg, & observé leurs regles, & mesmes receü à profession des religieuses au nombre de huit, qui sont à present dix religieuses professes audit monastere, qui ont vescu suivant leur institut, & de la mesme sorte qu'elles ont accoustumé en leurs autres maisons, jusques au 30. Aoust 1644. que nous aurions appris qu'elles estoient incommodement logées en une maison qu'elles tenoient à loyer dans la rue du Vieil Collombier audit fauxbourg saint Germain; ce qui nous auroit donné sujet d'escire à nostre cher & bien amé le pere Benoist Brachet prieur & grand vicaire de ladite abbaye de saint Germain, de les transférer en la maison delaisée par defuncte dame Genevieve Poullain, scisë au fauxbourg saint Germain, au lieu dit *Le Jardin d'Olivet*, du consentement de nostre chere & bien amée

amée Barbe Descoulx, tenant la place de supérieure (au lieu de ladite Poullain) des filles seculieres associées avec elles; & yeû aussi la requeste à nous présentée par ladite Descoulx, portant que defuncte dame Marie Brissonnet, veufve du sieur le Tonnellier conseiller de nostre grand conseil, auroit en l'an 1626. le 2. juillet donné audites Poullain & Descoulx deux arpens & demy de terre scituez audit lieu d'Olivet, pour sur iceux estre bastie une chapelle & maison pour instruire les jeunes filles, en attendant qu'il se trouvast moyen d'y construire un monastere de religieuses; lesquelles Poullain & Descoulx, avec nostre permission, auroient fait clore partie de ladite terre, & en icelle fait bastir une maison & chapelle, dans laquelle avec la permission de nostredit oncle naturel l'evesque de Mets, abbé commendataire dudit saint Germain, on celebre la sainte messe, & en laquelle maison ladite Descoulx a vescu & vit encores avec ses associées sous la conduite, juridiction & autorité dudit abbé de saint Germain leur ordinaire, suivant & au desir dudit contract de donation, dont coppie est encores cy-attachée; & comme ladite Descoulx desire d'affermir cet establissement, autant qu'il luy est possible, & se conformer à l'intention de ladite Brissonnet donatrice, laquelle a destiné ledit lieu pour y faire une religion, quand l'occasion s'en presenteroit, elle a creu estre obligée de recourir à nous, à ce qu'il nous plaise luy permettre d'associer lesdites religieuses de l'ordre de saint Benoist, dites de Nostre-Dame de Lieffe, qui ont fait profession audit monastere, & mesme d'agréer la donation qu'elle desire faire en faveur desdites religieuses desdits deux arpens & demy de terre & de ladite maison, afin d'y establir un monastere desdites religieuses à tousjours, suivant l'intention de ladite Brissonnet, & aux charges & conditions de fondit contract de donation; & veû aussi le procez verbal de nostredit oncle naturel l'evesque de Mets abbé dudit saint Germain, ou son grand vicair, du transport fait sur les lieux sur la requeste à luy présentée par ladite Descoulx, pour juger de la commodité d'iceulx, & permettre que ledit monastere, dit communement de Nostre-Dame de Lieffe, soit transferé en ladite maison du Jardin d'Olivet, & que les religieuses qui ont fait profession audit monastere sous la regle de saint Benoist, & qui de present

sont en ladite maison, y demeureront à jamais pour y faire le service divin, & y continuent leur exercice regulier, & mesme qu'elles pourront recevoir à l'habit & profession religieuse ladite Descoulx, ses associées & autres qui se presenteront pour estre religieuses, après toutesfois qu'elles auront esté examinées & jugées capables, ainsi qu'il est plus au long contenu par ledit procez verbal du 15. Decembre 1644. signé frere Benoist Brachet prieur & vicair general dudit abbé de saint Germain, & frere Thomas de sainte Marie, cy-attaché sous le contre-scel de nostre chancellerie. Et d'autant que lesdites dernieres lettres d'establissement du mois d'Octobre 1638. n'ont encores esté verifiées en nostre parlement de Paris, à cause que lesdites religieuses n'ont jusques à present possédé aucun lieu pour bastir un monastere, & qu'à present ledit lieu & maison d'Olivet leur estant offerte par ladite Descoulx, qui a esté meûs de pieté & devotion de les recevoir en ladite maison, pour y establir & bastir à tousjours un monastere, à la charge d'y demeurer & ses associées en communauté, soit en habit de religieuses ou seculieres. A CES CAUSES, voulant confirmer & approuver les pieux desseins de nosdites cousines les comtesse de Soissons, & duchesse de Longueville, & incliner aussi à la supplication de ladite Descoulx, & tesmoigner combien leur zelle & pieté en cetré occasion nous sont agreables; de l'avis de la reyne regente nostre tres-honorée dame & mere, & de nostre conseil, qui a veû le consentement de nostredit oncle naturel l'evesque de Mets abbé dudit saint Germain pour la translation desdites religieuses de Nostre-Dame de Lieffe, nostre lettre de cachet pour y estre transferées du consentement de ladite Descoulx, le contract de donation desdits deux arpens & demy de terre qui sont destinez pour y bastir une religion, le testament de ladite Poullain du 29. Janvier 1643. qui porte entre autres choses que ladite Descoulx a beaucoup contribué de ses deniers, tant aux bastimens de ladite maison, que nourriture & entretien des filles, qui sans cela n'eussent pas peu subsister, & qu'elle demeurera après le decez de ladite Poullain supérieure d'icelles, pour agir seule à ce qu'elle jugera à propos pour le bien & utilité d'icelles au desir dudit contract de donation; & desirant aussi tesmoigner aux exposantes la satisfaction que nous

avons de leur ordre, vertu, piété & bonne vie, à l'edification du public & instruction de la jeunesse, nous avons de nostre grace speciale, par ces presentes signées de nostre main, approuvé & approuvons leur translation en ladite maison du Jardin d'Olivet; permis & permettons de s'y establir & bastir un convent à tousjours, & de recevoir à l'habit celles qui se presenteront pour y estre religieuses, conformément aux susdites precedentes lettres d'establissement du mois d'Octobre 1638. lesquelles nous avons approuvées & approuvons, confirmées & confirmons, voulons & nous plaist qu'elles sortent leur plain & entier effect; & en tant que besoin est ou seroit, avons validé & validons l'establissement fait en consequence d'icelles audit fauxbourg saint Germain, & tout ce qui s'en est ensuivy; & pour cet effect serviront ces presentes de nos lettres de furannation sur icelles, si besoin est, ou mesme d'abondante nostre permission, pour y faire leurs fondions & exercices spirituels, & vacquer au service divin, suivant leur institut, ainsi qu'elles ont accoustumé, & mesme de recevoir à l'habit de religieuse ladite Descoulx & ses associées, si elles en ont la volonté, & en sont capables, sinon les y souffrir en leur habit seculier leur vie durant en leur communauté, en rendant neantmoins par lesdites seculieres l'obeyssance aux superieurs & superieures. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement à Paris & à tous autres nos juges & officiers qu'il appartiendra, que ces presentes ils fassent registrer, & du contenu en icelles bien & dûement jouir les exposantes & celles qui leur succederont, pleinement, paisiblement & perpetuellement, sans souffrir leur estre fait, mis, ou donné aucun trouble ni empeschement au contraire. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à tousjours, nous avons fait mettre nostre scel à cesdites presentes, sauf en autres choses nostre droit, & l'autrui en toutes. Donné à Paris au mois de Decembre l'an de grace M. DC. XLV. & de nostre regne le III. Signé, LOUIS; & sur le reply: Par le roy, la reine regente sa mere presente, DE LOMENIE. Et encore est escrit: Visa, & scellées en lacs de soye rouge & verte de cire verte.

Registrées, ouy le procureur general du roy, pour jouir par les impetrantes de l'effect & contenu en icelles, suivant & aux

charges portées par l'arrest de ce jour. Fait à Paris en parlement le VII. Septembre M. DC. XLVII. Signé, DU TILLET. Pris sur l'imprimé.

LETTRE DE CACHET
à l'abbé de saint Germain des Prez,
touchant le monastere de Nostre-Dame
de Liesse.

MON oncle, ayant appris que l'on propose de faire un nouvel establissement de religieuses au monastere appellé de Nostre-Dame de Liesse, scis au fauxbourg saint Germain de ma bonne ville de Paris, auquel il n'y a presentement que deux ou trois religieuses, surquoy l'on prétend avoir obtenu vostre consentement, & ne jugeant pas à propos qu'il se fasse aucun changement en cette maison jusqu'à ce que l'on ait pris cognoissance des motifs & de la consequence de ce nouvel establissement, j'ay bien voulu vous faire cette lettre pour vous dire que mon intention est que vous empeschiez par vostre autorité qu'il ne soit rien changé en cette maison, jusques à ce que je sois de retour en madite ville de Paris, & qu'estant pleinement informé de la chose j'en fassé savoir ma volonté, vous assurant que le soin que vous en prendrez me sera bien agreable. Et sur ce je prie Dieu qu'il vous ayr, mon oncle, en sa sainte & digne garde. Escrit à Stenay le v. jour d'Aoust M. DC. LVII. Signé, LOUIS; & plus bas, LE TELLIER. Et sur ladite lettre est escrit: A mon oncle le marquis de Verneuil abbé de saint Germain des Prez lez Paris, ou à son grand vicaire. Pris sur l'original.

REQUÊTE PRESENTÉE
à l'abbé de saint Germain par les
peres Theatins.

A TRES-HAULT ET PUISSANT PRINCE
MONSIEUR HENRY DE BOURBON
EVESQUE DE METS ET ABBE DE
S. GERMAIN DES PREZ.

SUPPLIE humblement dom François Maria del Monaco & ses compagnons clers reguliers vulgairement appelez Theatins, disans qu'ayant esté depuis quatre ans envoyés en France par leur general pour y faire l'establissement de leur ordre, & trouvé une retraite charitable en laquelle monseigneur l'archevesque de Paris leur avoit permis de vivre

vivre selon leur institut, ils auroient rendu tous les témoignages de leur zele à la gloire de Dieu que pouvoit permettre l'incommodité de leur demeure & le manque des autres soulagemens qui se rencontrent en une maison estable, non-obstant lesquels ils n'ont pas laissé de donner au public deux advents & deux carefmes, avec consolation des estrangers & grand concours des naturels François, & depuis se sont occupés à mettre en estat une maison dont ils sont aujourd'huy propriétaires par la liberalité de monseigneur le cardinal Mazarin, assez logeable pour nombre de religieux, & commode pour ceux qui voudront assister à leurs prieres, en sorte que pour produire les fruits qu'ils se sont promis de leur établissement, il ne leur reste plus qu'à obtenir vostre permission. Ce considéré, monseigneur, & que les supplians sont en nombre suffisant pour celebrer le service divin, qu'ils ne peuvent séjourner en France avec satisfaction, s'il ne leur est permis de vivre selon leurs regles & leurs vœux, que la sainteté de leur institution vous est connue, il plaist à vostre serenissime paternité approuver l'établissement qu'ils entendent faire en ladite maison, pour y vivre avec ceux qui y sont de present & qui leur seront cy-après envoyés, ou que Dieu inspirera d'y entrer selon leur institut, y faire publiquement les exercices ordinaires de piété, psalmodier, prescher, confesser & celebrer, avec liberté d'admettre dans leur chapelle les fidelles qui voudront assister à leurs prieres & predications & qui voudront s'y confesser ou communier, & generally leur permettre tout ce qui est accordé aux convents des autres ordres, & les supplians continueront leurs prieres pour la prosperité de vostre serenissime paternité. Fait & présenté le xv. Juillet M. DC. XLVIII.

Signé, D. FRANÇOIS MARIA DEL MONACHO. C. R. D. MARIE BEVAILLES
clerc regulier procureur desdits peres.
Copie communiquée par les reverends peres Theatins.

PERMISSION DONNÉE
par l'abbé de S. Germain ausdits
peres Theatins.

HENRY de Bourbon par la grace de Dieu & du saint siege apostolique evesque de Mets, prince du saint empire, marquis de Verneuil, comte de Baugency, abbé commendataire des abbayes

Tome II. Part. II.

de saint Germain des Prez, Fescamp, Thiron, Bonport, &c. à tous ceux qui ces presentes verront, salut. N'ayant jamais eu rien en plus grande recommandation que de promouvoir autant qu'il nous a esté possible l'honneur & l'avancement de la gloire & service de Dieu, à l'edification de ceux qu'il a pleu à sa bonté commettre soubz nostre charge, nous avons tousjours recherché soigneusement & embrassé les moyens par lesquels la pieté & vraie devotion leur peut estre enseignée par personnes dont la probité, doctrine & sainte vie leur servist d'exemple. A CES CAUSES & autres considerations, inclinans favorablement à la priere & requeste qui nous a esté faite par le reverend pere dom François Maria del Monacho & autres clers reguliers vulgairement appelez Theatins ses confreres, à ce qu'il nous plut consentir & accorder l'établissement d'une maison de leur ordre en celle qui leur a esté donnée par monsieur l'eminetissime cardinal Mazarin, sise sur le quay de Malaquest au territoire & exemption de nostre ville de saint Germain, pour y vivre ensemble & avec ceux qui y seront cy. après envoyés par leur general, ou que Dieu inspirera d'y entrer, selon leurs vœux, regles & institut, y faire publiquement leurs exercices de pieté ordinaires, celebrer la sainte messe, prescher, confesser, communier & administrer les sacrements aux ames devotes qui se presenteront en leur eglise & chapelle, & generally y faire tout ce qui se pratique & est concedé aux convents des autres ordres des religieux établis en nostredite ville de saint Germain, sçavoir faisons que pour la parfaite confiance que nous avons en la vertu, pieté, doctrine & autres bonnes & recommandables qualitez qui sont tant en la personne dudit pere del Monacho, que de celle de seldits confreres, & qu'ils n'en peuvent que produire beaucoup de fruits à l'avancement de la gloire de Dieu & consolation des fidelz Chrestiens, par l'exemple de leur sainte vie, instructions, charitables soin & bonnes œuvres, bien informez d'eux leurs des témoignages qu'ils en ont rendus depuis leur arrivée en ce royaume, nous avons permis, consenty & accordé, permettons, consentons & accordons par ces presentes audit pere dom François Maria del Monacho & autres clers reguliers Theatins d'établir une maison & convent de leurdit ordre en celle cy-

devant spécifiée, à eux donnée par son eminence, pour y vivre selon leurs regles & instituts, celebrer la sainte messe, prescher, confesser & communier tous les fideles Chrestiens quy se presenteront en leur eglise, chapelle & oratoire, par prestres deuïement & canoniquement approuvez de nous ou du pere prieur dudit saint Germain nostre grand vicairre, & generallement vacquer à tous exercices de devotion concedez & accordez aux autres religieux admis en nostre exemption dudit saint Germain dépendant immediatement du saint siege, pourveu neantmoins qu'il n'y soit fait aucune fonction au prejudice des droicts & devoirs parrochiaux, le tout suivant les lettres patentes qu'ils obtiendront de sa majesté pour leur establissement, verifiées au parlement, & à la charge de faire benir & consacrer les lieux par ledit pere prieur nostre vicairre general susdit, ainsy qu'il est accoustumé en tel cas, & d'acquiescer par eux les droicts d'indempnité & ceux des lods & ventes deus à nostredite abbaye saint Germain à cause de lad. acquisition. Si donnons en mandement audit reverend pere prieur nostre vicairre general, le sieur Martin nostre official & les sieurs baillif, procureur fiscal de nostre justice, & à tous autres nos officiers & justiciers qu'il appartiendra, chacun en droit soy, que de l'effect & contenu en ces presentes ils fassent, souffrent & laissent jouir pleinement lesdicts clers reguliers dictz Theatins, sans qu'il leur soit mis ou donné aucun empeschement au contraire, & icelles faire publier & registrer par tout où besoin sera. Car tel est nostre intention. En tesmoignage de quoy nous avons à cesdictes presentes, signées de nostre main & contresignées par nostre secretaire ordinaire, fait apposer nostre scel. Donné au chasteau de nostredite abbaye saint Germain des Prez, l'an de grace M. D C. XLVIII. le premier jour d'Aoust. Signé, HENRY evesque de Mers, abbé de saint Germain. *Et plus bas :* Par monseigneur, BELLAULT. *Ibidem.*

LETTRES PATENTES
du roy Louis XIV. pour l'establissement des Theatins.

AN. 1643. **L**OUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous presens & advenir, salut. Nostre très-cher & bien amé le pere dom François Marie de Monacho & ses compagnons

de la congregation des clers reguliers vulgairement appellés Theatins, ayant depuis 4. ans en cà esté envoyées en ce royaume avec commission de leurs superieurs pour s'y establir de la mesme sorte qu'ils le sont dans les principales villes d'Italie, en Espagne & mesme parmy les infideles de l'Orient, & augmenter leur ordre à la plus grande gloire de Dieu & le salut des ames de nos subjects, lesquels ont receus & reçoivent de grandes edifications du zele de ces bons religieux, de leurs enseignements, de leurs predications continuelles, administration des sacrements, & des exemples de leur bonne vie, que l'on peut dire veritablement apostolique; & parce qu'ils ont fait un très-grand fruit, quoy qu'ils n'eussent aucune maison ny habitation, que nous avons grand subiect d'en esperer de plus grands à l'advenir par le moyen de leur establissement; nous avons bien volontiers incliné à la très-humble supplication qu'ils nous ont faite de leur accorder la permission d'acquiescer & faire bastir des maisons, afin qu'eux & ceux de leur congregation y puissent faire leurs fonctions spirituelles, & de pouvoir ensuite recevoir & accepter les aumosnes, donations & legs qui leur ont esté ou pourront estre faits cy - après par nos subjects ou autres personnes de quelque qualité ou condition qu'elles puissent estre. Pour ces causes & autres à ce nous mouvans, & voulans faire cognoistre ausdicts religieux nostre affection vers eux, & le desir que nous avons de favoriser & seconder leurs bonnes intentions, afin de les convier d'autant plus à continuer leurs prieres & oraisons pour la prosperité de nostre regne; de l'advis de la reyne regente nostre très-honorée dame & mere, & de nostre certaine science, pleine puissance & autorité royale, après avoir veü le consentement de nostre très-honoré oncle naturel Henry de Bourbon evesque de Mets & abbé commendataire de l'abbaye de saint Germain des Prez lez Paris, pour leur establissement, cy - attachée soubz le contre-scel de nostre chancellerie, nous avons permis, accordé & octroyé, & par ces presentes signées de nostre main, permettons, accordons & octroyons ausdicts religieux Theatins & à ceux qui leur succederont, de faire bastir & construire en nostre bonne ville & faulxbourgs de Paris, ou telle autre ville & lieu de nostre royaume, pays, terres & seigneuries de nostre obeissance qu'ils adviseront

adviseront bon estre, des eglises & maisons pour y pouvoir habiter & vivre selon les regles accoustumées de leur ordre, comme aussy de pouvoir accepter, prendre & recevoir les aumosnes, donations, legs, fondations & autres benefices & œuvres de charité qui leur ont esté ou peuvent estre cy-après faicts, tant par nos subjects, que par toutes autres personnes de quelque qualité & condition qu'elles puissent estre, sans que pour raison de ce ils puissent, ny leurs successeurs, jamais estre recherchés ny inquiétés pour quelque cause, raison & pretexte que ce soit. Sy donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement, que cettres presentes nos lettres patentes ils ayent à faire lire, publier & enregistrer par tout où besoin sera, & du contenu en icelles faire, souffrir & laisser jouir lesdits religieux clers reguliers dictz Theatins, & ceux quy leur succederont, paisiblement & perpetuellement, cessant & faisant cesser tous troubles & empeschemens au contraire. Car tel est nostre plaisir; nonobstant tous edicts, arrests, mandemens, deffences & lettres à ce contraires, auxquelles & aux derogatoires des derogatoires y contraires nous avons derogé & dérogeons par ces presentes. Et afin que ce soit chose ferme & stable à tousjours, nous y avons fait mettre nostre scel; sauf en autres choses nostre droit & l'autrui en toutes. Donné à Paris au mois d'Aoust l'an de grace M. DC. XLVIII. & de nostre regne le VI. Signé, LOUIS, & sur le reply: Par le roy, la reyne regente sa mere presente, DE LOMENIE.

Registrees, ouy le procureur general du roy, pour jouir par les impetrans de l'effect y contenu, à la charge de ne faire aucune fonction au prejudice des droicts & devoirs paroissiaux, & sans prejudice des droits de l'eglise Gallicane. A Paris en parlement le XXI. May M. DC. LIII. Signé, DU TILLET. *Ibidem.*

ACTE DE L'ESTABLISSEMENT
des Theatins dans leur maison au
quay Malacques.

Nous frere Placide Roussel humble prieur de l'abbaye de saint Germain des Prez de l'ordre de saint Benoist dependante immediatement du saint siege, & vicaire general de monseigneur l'illustissime & reverendissime prince

Tome II, Part. II.

Henry de Bourbon evesque de Mets, & abbé commandataire d'icelle abbaye, certifions à tous ceux qu'il appartiendra, que ce jourd'huy date des presentes, à la priere & requeste du reverend pere dom François Maria del Monacho prestre & religieux de la congregation des P. P. Theatins, suivant & au desir des patientes de monseigneur de Mets cy-attachées, nous nous sommes transportés en la maison enoncée ezdictes paterres, en laquelle nous aurions esté reçus par lesdits R. P. & ses confreres clers reguliers, qui nous auroient de rechef requis de former leur establissement, benir leur chapelle, exposer le très-saint sacrement, planter la croix, faire sonner les cloches, & autres ceremonies accoustumées en tel cas, ce que nous avons fait assisté desdits reverends peres, de monsieur Bauldry grand prieur de Maillezais, & autres personnes de condition & qualité relevée, ainsi que s'ensuit: c'est à sçavoir qu'après avoir visité ladite maison, & jugé icelle bien propre & commode pour le culte divin & demeure de personnes religieuses & ecclésiastiques, après avoir eu connoissance depuis plusieurs jours de l'institut desdits peres, par le livre de leurs constitutions mis & delassé entre nos mains par ledit del Monacho, nous avons environ les huit heures du matin, assisté ainque dit est, beny laditte chapelle sous le tiltre de sainte Anne, célébré la sainte messe, fait sonner les cloches, exposé le très-S. sacrement pour la devotion du peuple, & ensuite sur les 11. heures avant midy le roy, monseigneur le duc d'Anjou son frere & toute la cour y étant arrivés, à dessein d'y voir & faire planter la croix sous l'autorité & protection de sa majesté, & s'y estant rencontrés messieurs les evesques de Dol & d'Uti que coadjuteur de Montauban, ledit sieur evesque de Dol prié & requis de nostre part de benir ladite croix, nous luy avons assisté revestu en chappe, & icelle croix ainsi benite & adorée par sa majesté, nous l'avons portée avec grande ceremonie sur le portail de laditte maison, sa majesté y assistant, qui a planté ladite croix de sa propre main, & déclaré sa volonté estre que laditte maison fust appelée *sainte Anne la royalle*; finalement nous avons donné les approbations convenables ausdits R. R. P. P. pour administrer les sacrements, aux clauses & conditions portées par lettres particulieres que leur en avons delivré. Fait

X ij

en ladite maison & eglise des peres Theatins sise sur le quay de Malaquais, le VII. jour d'Aoust M. DC. XLVIII. En foy de quoi nous avons signé ces presentes, fait contresigner par nostre secretaire, & apposer les armes de l'abbaye dudit saint Germain des Prez lefdits jour & an. Signé, PLACIDUS ROUSSEL prior & vicarius generalis. Et sur le reply : Par commandement dudit reverend pere prieur & vicaire general, signé, F. PH. OUDIN secretaire, & scellé de cire rouge.

Collationné à l'original en parchemin, ce fait rendu, par les notaires & gardes-nottes du roy nostre sire en son chastelet de Paris soussignez, ce jourd'huy VII. May M. DC. LXVIII. Signé GABILLON & CARNOT. *Ibidem.*

*EDIT DU ROY LOUIS LEGRAND,
portant confirmation des privileges
de l'université.*

AN. 1651.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous presens & à venir, salut. Nostre très-chere & bien amée fille aînée l'université de nostre bonne ville de Paris nous a fait remontrer, que quand elle a esté fondée par le roy Charlemagne & dotée de peu de biens, elle a esté enrichie & ornée de plusieurs beaux droits, privileges, prerogatives, franchises & libertez; que les rois nos predecesseurs qui ont regné ensuite, reconnoissans les importants services que cette université premiere Chrestienne avoit toujours rendus à l'eglise, & les signalez avantages que non-seulement nos royaumes, mais generalement toutes les nations estrangères recevoient de cette fameuse mere des bonnes lettres, l'ont honorée d'une affection veritablement paternelle, lui ont départi leurs graces & faveurs royales; & pour la rendre de plus en plus florissante pour le bien universel de toute la Chrestienté, à l'ornement de leurs royaumes, ont non-seulement confirmé, mais aussi de tems en tems amplifié les privileges à elle octroyez, pris en leur protection speciale les personnes & biens de tous & chacuns les docteurs, maistres, bacheliers, supposits, escoliers & officiers d'icelle, leur ont donné & octroyé immunitiez & exemptions de toutes charges publiques, tailles, aides, subsides, emprunts, droits d'entrée de ville, pour l'ancien droit de 4. sols 6. deniers pour chaque muid de vin provenant, soit de

leur cru sur leurs fonds ou benefices, ou acheté pour leur provision, ensemble du gros & huitième en cas de debit, & de toutes impositions, logemens de gens de guerre, levées de deniers & peages, tant sur eau, que sur terre, mesme sur toutes marchandises & denrées dont aucun des officiers de nostredite université s'entremettent & font trafic; pareillement exemption de guet, garde des portes, tant de jour que de nuit, de toutes charges publiques, tutelles, curatelles, contributions & levées de deniers, mesme sur les habitans de nostre bonne ville de Paris tant exempts que non exempts, privilegez ou non privilegez, & generalement de toutes contributions, mesme pendant le tems de la guerre; & autres usages & privileges, dont nostredite fille, ses supposits, officiers & serviteurs ont droit & sont en bonne possession, nonobstant que par les mandemens il soit dit: *exemptis & non exemptis, privilegez & non privilegez*; voulu & ordonné que ladite université eust ses causes, tant en demandant qu'en deffendant, en nostre cour de parlement de Paris en premiere instance, ou pardevant le prevost dudit lieu ou son lieutenant civil conservateur de ses privileges, à son choix; & les particuliers, docteurs, maistres, supposits, escoliers & officiers d'icelle, pardevant nostredit prevost de Paris ou son lieutenant juge conservateur de leurs privileges, sans pouvoir estre traduits, convenus ni appeller en autres juridictions, pour quelque cause ou pretexte que ce soit; & qu'à cette fin nostredit prevost presteroit serment à nostredite université, le premier ou second Dimanche après sa reception; que pour les differens qui pourroient naistre entre lefdits de l'université pour l'ordre & discipline d'icelle, la connoissance en est attribuée au recteur & université; que pour obtenir les benefices vacans aux graduez, ceux de nostredite fille ont droit de préférence sur tous ceux des autres universitez; que mesme par la disposition des statuts de reformation de ladite université, faite par l'ordre & autorité du roy Henry IV. nostre ayeul, d'eternelle memoire, verifiez & enregistrez en nostre cour de parlement de Paris ez années 1598. & 1600. les principaux des colleges, & les professeurs & regens d'icelle, duement qualifiez, qui sept ans entiers & continus ont eu la direction de la discipline & des études, ont professé & fait

lectures ordinaires & publiques, ont semblablement droit de preference en l'obtention des benefices vacans des mois affectez aux graduez, sur tous autres graduez, de quelque antiquité ou qualité qu'ils soient, à la reserve des docteurs en la faculté de theologie de ladite université; que les docteurs, professeurs, bacheliers & escoliers de ladite université, pourvus des prébendes & benefices, ont droit d'en percevoir & recueillir tous les fruits pendant le tems de leurs lectures ou études, sans en pouvoir estre privez par non residence, à la reserve des distributions manuelles & quotidiennes; que pour empêcher le cours des mauvaises & fausses doctrines, & extirper toutes erreurs, nosdits predecesseurs rois ont fait inhibitions & deffenses à tous imprimeurs & libraires d'imprimer ou faire imprimer, vendre ou publier aucun livre concernant la religion & les mœurs, ni mesmement exposer en vente, vendre, publier ou debiter ceux qui sont apportez des pays estrangers, que premierement ils n'aient esté veüs, visitez & examinez par la faculté de theologie en ladite université; que pour le papier & parchemin, mesme celui qui arrive en nostredite bonne ville, faubourgs & banlieue de Paris, doit estre visité par lesdits officiers de ladite université; que pour cet effet elle a quatre papetiers & quatre parcheminiers jurez, & halle destinée, où ledit parchemin doit estre directement mené & deschargé, pour y estre visité par lesdits jurez, sous peine de confiscation & amende contre les contrevenans; comme aussi que ladite université a droit & pouvoir de nommer messagers, tant pour les dioceses, qu'autres lieux de nostre royaume & pays estrangers; ezquels droits & privileges ils craignent d'estre troublez, s'ils ne leur sont par nous confirmez, mesme sous pretexte de l'edit du mois de Novembre 1640. registré en nostre cour des aides le 26. desdits mois & an, & d'un arrest de nostredite cour des aides du 16. May 1643. sur des lettres de jussion, pour l'enregistrement du bail des aides, ledit arrest rendu sans ouir nostredite fille, au préjudice de son opposition & de l'arrest contradictoire intervenu à son profit avec connoissance de cause, & sur les conclusions de nostre procureur general le 24. Octobre precedent. SÇA VOIR FAISONS, que considerant les grands biens & services que nostred. fille aînée mere de toutes les universitez Chrestien-

nes, continué de faire, & desirant de tout nostre cœur, à l'exemple des rois nos predecesseurs, l'aimer, la maintenir & la traiter favorablement, & contribuer de nostre part à la rendre plus florissante de plus en plus, de nostre certaine science, grace speciale, pleine puissance & autorité royale, & de l'avis de nostre tres-honorée dame & mere, de nostre tres-cher oncle le duc d'Orleans & autres princes & grands personages de nostre conseil, dans lequel lesdits privileges ont esté veüs & examinez; nous avons continué, confirmé & approuvé; continuons & approuvons par ces presentes, comme par edit perpetuel & irrevocable, à nostredite fille aînée l'université de Paris, docteurs, maistres, regens, bacheliers, supposts, escoliers & officiers d'icelle, tous & chacun les droits, prerogatives, privileges & immunitez, exemptions & libertez sus mentionnées, à eux octroyez par les rois nos predecesseurs & nous; comme encore tous autres droits, usages, coutumes & privileges, jaçoit qu'ils ne soient exprimez, toutes prerogatives immunitez, exemptions, franchises & libertez, tant exprimées ci-dessus, que non exprimées, dont ils ont droit par les concessions de nosdits predecesseurs rois & de nous, sans qu'il leur soit fait aucun trouble ou empêchement. Et parce que sous pretexte dudit edit du mois de Novembre 1640. & de l'arrest de nostre cour des aides du 16. May 1643. rendu ainsi que dit est, les privileges des supposts, escoliers & officiers de nostredite fille sont tenus en surseance en ce qui concerne les tailles, huitième & vingtième, & cinq sols pour muid d'entree, contre la teneur desdits privileges, qui n'estoient lors par nous confirmez, nous voulons que lesdits supposts, escoliers & officiers jouissent de tous & chacun les privileges à eux accordez, tant par nous, que par les rois nos predecesseurs, mesme pendant le tems de la guerre, conformement aux arrests de nostredite cour des aides des 7. Octobre 1635. & 20. Octobre 1642. Voulons en outre que lesdits messagers jurez de nostredite fille continuent l'exercice libre & entier de leurs charges, ainsi qu'ils ont accoustumé; & en outre, que lesdits messagers & autres officiers & supposts de nostredite fille jouissent pleinement des immunitez & exemptions à eux accordées par nos predecesseurs rois, tout ainsi & en la mesme forme & maniere qu'ils ont

ci-devant fait. Et d'autant qu'il n'est raisonnable que lesdits docteurs, maîtres, bacheliers, supposés, escoliers & officiers de ladite université fussent distraits de leur profession, études ou services hors de ladite ville de Paris, pour le fait de plaidoirie, nous en confirmant & continuant leurs anciens privileges, avons pris en nostre protection & sauvegarde leurs personnes & biens, & leur avons octroyé par ces presentes pouvoir de faire appeller & convenir toutes personnes, tant en demandant qu'en deffendant, pour toutes causes & affaires, sçavoir nostredite fille en corps en nostre cour de parlement de Paris, & lesdits particuliers, docteurs, maîtres, bacheliers, supposés, escoliers & officiers pardevant nostre prevost de Paris ou son lieutenant conservateur des privileges à eux accordés, sans qu'ils puissent estre convenus ou appelez ailleurs par aucunes personnes, de quelque qualité ou condition qu'ils puissent estre, sous quelque cause & pretexte que ce soit, & sans qu'ils soient tenus comparoir devant autres juges quelconques, dont nous les dispensons, en leur interdisant la connoissance, qui appartiendra à nostredit parlement ou à nostredit prevost de Paris ou son lieutenant civil conservateurs desdits privileges, nonobstant toutes ordonnances, mandemens, coustumes & usages à ce contraires, & aux déroatoires des déroatoires y contenuës, à quoi nous avons dérogé & dérogeons par ces presentes. Voulons aussi que tous differens mis & à mouvoir entre les particuliers de l'université, touchant l'ordre & discipline d'icelle, & execution des statuts tant generaux que particuliers, soient decidez & reglez sommairement par lesdits recteur & université, sans pouvoir estre traduits pardevant autres juges. Et parce qu'il n'y a point de plus prompt moien d'empescher le cours des erreurs & doctrines contraires à la religion & bonnes mœurs, qu'en executant les edits & reglemens faits sur ce sujet, voulons & ordonnons que l'edit fait à Fontainebleau le 11. Decembre 1647. & celui de Chateaubriant du 27. Juin 1651. verifiez, soient executez selon leur forme & teneur, faisons tres-expresses inhibitions & deffenses à tous imprimeurs & libraires, d'imprimer ou faire imprimer, vendre ou publier aucun livre concernant la religion ou les mœurs, mesmement exposer en vente, publier ou debiter ceux qui sont apportez des pays

estrangers, que premierement ils n'aient esté veüs, vüitez & examinez de la faculté de theologie, & ce sous les peines portées par icelui edit du 11. Decembre 1647. Semblablement deffendons tres-expressément à tous imprimeurs & libraires d'imprimer, vendre, ou avoir en leur possession aucuns livres, lesquels par censure ou jugement de ladite faculté ont esté & seront ci-après reprouvez; ensemble d'ouvrir aucune balle des livres qui leur seront apportez de dehors, sinon en la presence de deux bons personnages qui seront commis par lad. faculté de theologie. Voulons & nous plaist que deux fois l'an pour le moins, les officines & boutiques des imprimeurs, libraires, ou vendeurs de livres, soient visitées par les deputez de ladite faculté, & qu'iceux imprimeurs & libraires soient tenus de tenir deux catalogues, l'un des livres censurés & reprouvez, & l'autre de tous ceux qu'ils auront en leurs boutiques, qu'ils seront tenus de communiquer toutes & quantes fois qu'ils en seront requis par lesdits vüsiteurs; le tout conformement aux edits ci-dessus mentionnez, & sous les peines y contenuës. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement de Paris, chambre des comptes, cour des aides, prevost de Paris conservateur desdits privileges, & à tous nos autres officiers presens & à venir, à chacun d'eux, si comme à lui appartiendra, que cedites presentes ils fassent lire, publier, enregistrer, & du contenu en icelles souffrent & laissent joür pleinement & paisiblement nostredite fille, ses supposés, escoliers & officiers, sans leur en faire ou souffrir d'estre mis, fait ou donné aucun empeschement ou trouble quelconque; lequel, si fait, mis, ou donné avoit esté, le fassent reparer & remettre incontinent & sans delay au premier estat & deü, faisant deffenses à toutes personnes d'y contrevenir. Et d'autant que cedites presentes on pourra avoir affaire en plusieurs & divers lieux, voulons qu'aux copies collationnées par un de nos amez & feaux conseillers & secretares de nostre maison, couronne & finances, foi soit adjoustée comme aux originaux, nonobstant quelconques lettres, restrictions, mandemens & deffenses à ce contraires, auxquelles nous avons dérogé par ces presentes; car tel est nostre plaisir. En tesmoin de quoi nous avons fait mettre nostre scel à ces presentes, sauf en autres choses nostre droit,

droit & l'autrui en toutes. Donné à Paris au mois de Septembre l'an de grace M. DC. LI. & de nostre regne le IX. Et sur le reply est escript : Par le roy, DE GUENEGAUD.

Registrées, ouy & ce requerant le procureur general du roy, pour jouir par les impetrans de l'effet & contenu en icelles, comme ils ont cy-devant bien usé & joui, usent & jouissent encore de present, suivant l'arrest de verification de ce jour. A Paris en parlement le v. Septembre M. DC. LXI. Extrait des ordonnances royales registrez en parlement. Signé, DU TILLET. Pris sur une copie imprimée.

ARREST DU CONSEIL D'ESTAT
au sujet de ce qui s'estoit passé à l'hôtel de ville le 4. Juillet 1652. & jours suivans.

AN. 1652.

Sur ce qui a esté representé au roy s'estant en son conseil, que les auteurs des troubles presens ayant esprouvé en diverses occasions que les artifices dont ils s'estoient servis pendant quelques temps, pour engager la ville dans leur rebellion, n'avoient pû faire reussir leurs pernicious desseins, par la resistance que les magistrats & autres fideles habitans de ladite ville y avoient tous-jours apportée : ayant mesme reconnu que les seditions & violences qu'ils faisoient faire par des gens de la populace gaignez publiquement à prix d'argent, toutes les fois qu'on faisoit quelque assemblée generale dans le parlement ou dans l'hôtel de ville, n'avoient point encores pû produire à leur avantage les effets qu'ils en avoient esperé, quoiqu'ils n'eussent rien oublié pour oster par leur presence, & par le tumulte de ceux de leur faction, la liberté des suffrages dans les dites assemblées, en mesme temps qu'ils les faisoient intimider d'un autre costé par les cris & les menaces des seditionneux armez & attroupez aux portes des lieux où elles se tenoient ; enfin estans entrez en apprehension que ladite ville ennuyée de tant d'emeutes & entreprises scandaleuses, pour se garantir de l'oppression dont elle estoit menacée, ne prist une resolution genereuse de s'y opposer ou les faire cesser dans l'assemblée solennelle qui avoit esté convoquée pour cet effet dans l'hôtel de ville le jeudi quatriesme du present mois, ensuite de l'arrest donné en la cour de parlement le premier du mesme mois, après avoir esté avertis par leurs emissaires que ladite assemblée plus nombreuse qu'aucune autre qui eust esté encores tenue, & composée des principaux officiers & plus notables habitans, estoit resoluë d'apporter toutes les precautions possibles pour donner une entiere seurété à la justice & à toute la ville suivant ledit arrest, pour la conserver en l'obeissance qu'elle doit à sa majesté, les chefs de la rebellion se seroient disposez à jouer de leur reste, & n'épargner ny le fer ny le feu pour empeschér que l'autorité ne fust redonnée aux loix & aux magistrats, & que par ce moyen celle qu'ils raïschoient d'acquérir dans le peuple par tant de voyes seditieuses & tyranniques, ne fust entierement destruite, ensuite de quoy n'ayant pas fait scrupule de faire investir & attaquer le lieu de l'assemblée par ceux de leur conjuration, assistez de plusieurs officiers & soldats de leurs troupes, qu'ils avoient fait entrer secretement dans la ville, & qu'ils avoient mezlez parmi les conjurez, pour les mieux animer au meurtre & au carnage, sans avoir eu aucun respect pour la maison commune de tous les habitans, que la presence des plus considerables de leurs concitoyens assemblez pour procurer & assurer le repos public, & donner la seurété à la justice, eust dû rendre doublement venerable pour eux, si tous les sentimens d'humanité n'eussent esté eroufrez par l'horreur de leur entreprise, ladite majesté ayant esté très-bien avertie que les divers massacres qui furent commis en cette journée, avoient esté resoluë & commandez auparavant, comme il a paru clairement par la fuite, puisqu'au lieu de donner satisfaction au public par le chastiment exemplaire des auteurs & complices d'un si horrible attentat, ainsi qu'il a esté fait auresfois en de semblables occasions pendant la plus grande chaleur des mouvemens de la ligue, ils en auroient entrepris de nouveaux, non seulement en obligeant le gouverneur & le prevost des marchands, le lieutenant civil & grand nombre des principaux officiers de sa majesté à sortir de ladite ville, pour en demeurer les maistres absolus, & y faire passer toutes choses à l'avenir sans aucun obstacle selon leur volonté, mais ayant bien eu l'audace de faire proceder à l'election d'un nouveau prevost des marchands, sous de faux mandemens non signez du prevost des marchands estant en charge, & en conséquence d'une pretendue de-

mission d'icelluy, qui n'estoit en effet qu'une protestation contre la violence à luy faire & au public, & encores hors du temps accoustumé & contre toutes sortes de formes, par de pretendus deputez des quartiers qu'ils avoient eux mesmes nommez & fait conduire par force dans leurs carrosses à l'hôtel de ville, lesquels auroient estably en cette dignité le sieur Broussel l'un des plus obstinez partisans de leur rebellion, & auroient bien eü l'assurance de recevoir de luy le serment qui n'a accoustumé d'estre presté qu'entre les mains de sa majesté. Et d'autant qu'il n'y a point d'apparence que les auteurs de tant d'entreprises violentes & de tant de crimes en profitent impunément, ny que tout ce qui sera fait & refout dans une ville dont la liberté est si manifestement opprimée contre l'intention de tous les gens de bien, qui n'osent faire ce qu'ils doivent, ni mesmes s'expliquer de leurs sentimens, puisse estre legitime, jusques à ce que le gouverneur & les magistrats, tant populaires qu'autres, y aient esté reestablis dans la libre fonction de leurs charges, que tous les sedicieux aient depose le pouvoir tyrannique qu'ils ont usurpé, & que toutes choses y aient esté remises dans l'ordre ancien sous l'autorité de sa majesté, qui de son costé n'a rien omis de tout ce qui a esté en son pouvoir pour donner à ladite ville des preuves continuelles de sa bonté, ayant pris un soin particulier, tandis qu'elle a esté dans son voisinage, d'y faire passer toutes sortes de vivres abondamment, au mesme temps que les factieux ont eu le credit de faire refuser à ses portes la sortie des moindres commoditez qu'on vouloit porter dans sa cour, & ayant maintenu soigneusement la liberté du commerce, lors mesme que pour l'interrompre & le faire entierement cesser, les chefs de la rebellion ont fait rompre les ponts & posé des corps de gardes aux avenues, afin d'oster aux sujets tout moyen d'approcher de leur souverain, & de luy rendre leurs devoirs. A quoy estant necessaire de pourvoir, & tout bien considéré : **SADITE MAJESTE'** ESTANT EN SON CONSEIL, a ordonné & ordonne qu'il sera incessamment informé de l'horrible attentat commis ledit jour quatriesme de Juillet & autres suivans, ses circonstances & dependances, par toutes sortes de preuves, mesme par voye de monitoire, & procedé ensuite contre les auteurs & complices des meurtres & violences qui ont esté commises,

selon la rigueur des ordonnances ; & cependant a cassé & revoke, cassé & revoke la pretendue election en la charge de prevost des marchands, reception en icelle & prestation du serment dudit Broussel, auquel sa majesté a fait & fait très-expresses deffenses de faire aucune fonction de ladite charge à peine de la vie, & de respondre en leur propre & privé nom, luy & sa posterité, de tous les desordres arrivez ou qui arriveront cy-après pendant sa pretendue administration de ladite charge. A sadite majesté en consequence de l'arrest de sadite cour du premier Juillet, déclaré & declare nulles toutes les deliberations & resolutions qui seront prises, tant en ladite cour que dans l'hôtel de ville, pour les affaires publiques, jusques à ce que le gouverneur d'icelle, le prevost des marchands legitime & les autres magistrats qui ont esté contraincts d'en sortir, aient esté remis en la fonction de leurs charges, qu'il leur soit permis de les exercer en toute liberté sous l'autorité de sa majesté, & qu'il ayt esté suffisamment pourveü à la leureté de la justice & de la ville, suivant la teneur dudit arrest. Et a sadite majesté fait très-expresses deffenses à toutes les autres villes de son royaume, & à tous ses sujets & serviteurs de quelque qualité & condition qu'ils soyent, d'avoir aucun esgard à ce qui leur sera escrit ou envoyé de ladite ville, tandis qu'elle sera, comme elle est à present, sous la puissance tyrannique des rebelles, à peine de desobeysance. Veut & entend sa majesté que des copies collationnées du present arrest qu'elle a resolu pour le bien de son estat & le repos de ses sujets, soient envoyées en toutes les villes de son royaume, pour y estre lues, publiées & enregistrées ; ordonnant sadite majesté aux gouverneurs de ses provinces & de sedites villes, & à tous ses autres officiers & sujets de tenir soigneusement la main à l'exécution d'iceluy. Et afin que les deniers destinez pour le payement des rentes de ladite ville ne demeurent pas en la disposition des rebelles, qui s'en voudroient servir au prejudice du public & des particuliers interessez, les employant à faire la guerre, & à payer les troupes d'Espagne qu'ils ont appellées ; sadite majesté a ordonné & ordonne que lesdits deniers seront portez cy après au lieu où elle establira son séjour, pour estre remis entre les mains des payeurs des rentes, auxquels sa majesté enjoint de se rendre

à la suite de la cour, & estre distribuée en la maniere accoustumée, par l'ordre du prevost des marchands estant presentement près d'elle, & des eschevins & autres officiers de ladite ville, qui seront tenus d'en partir incessamment, & de se rendre à la suite de sadite majesté, au plus tard trois jours après la publication du present arrest en la maniere accoustumée; & ce jusques à ce que le retablissement de la seureté publique dans ladite ville, & des officiers legitimes dans la fonction de leurs charges, & la distribution desdits deniers des rentes y puissent estre faites en la forme ordinaire. Fait au conseil d'estat du roy, sa majesté y estant, tenu à Pontoise le XVIII. jour de Juillet M. DC. LII. Signé, DE GUE-NEGAUD. Tiré du journal de ce qui s'est passé au parlement pour les affaires publiques depuis Pasques 1652. jusques en Janvier 1653. imprimé in 4. à Paris en 1653.

TRANSLATION D'U
parlement de Paris en la ville
de Pontoise.

AN. 1652. **L**OURS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre; à tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut. Nous avions toujours esperé que les auteurs de la rebellion qui s'est formée depuis quelque temps dans nostre royaume, touchez en leurs consciences par la grandeur des maux qu'ils y ont excitez, aimeroient mieux reconnoistre leur faute & rentrer dans leur devoir, que de continuer, comme ils font, d'estre la funeste cause de la desolation de leur patrie & de la ruine de tous leurs compatriotes. Il n'y a point eu d'expediens qui nous ayent esté proposez, auxquels nous n'ayons de bon cœur presté l'oreille, pour les destourner de leur entreprise, & pour acheter d'eux le repos de nos sujets aux depens de nostre autorité. Mais l'experience nous a fait voir clairement que toutes les ouvertures qui ont esté faites pour restablir le ca'me dans nostre estat, où les factieux n'ont pas pu se conserver les moyens d'avancer plus dangereusement leurs pernicioeux desseins, ont plustost servi à augmenter leur audace, qu'à leur persuader ce qu'ils nous doivent; & qu'ils n'ont jamais tesmoigné aucune disposition à quitter les armes, qu'à condition de leur laisser la facilité de les pouvoir reprendre avec plus de succez, toutes les fois qu'il leur plairoit, & d'avoir toujours un party formé dans nostre

Tome II. Part. II.

estat, lié d'intelligence avec nos ennemis declarez & augmenté en credit & en moyens de faire plus de mal à l'advenir, par les injustes avantages qu'ils vouloient arracher de nous en faveur de leurs partisans & au prejudice de nos fideles serviteurs. La connoissance que nous avons eue de leurs mauvais desseins, ne nous ayant pas permis de contribuer de nostre part à l'accroissement de leur puissance, dont il paroissoit visiblement qu'ils vouloient abuser, ny de leur fournir de nouvelles armes qu'ils prétendoient d'employer au premier jour à combattre l'autorité foible & abatuë qu'ils avoient intention de nous laisser; nous avons mieux aimé nous resoudre, avec l'assistance de nos bons sujets, à soutenir d'un costé l'effort des Espagnols que les rebelles ont fait entrer dans nostre royaume avec toutes leurs forces, & travailler à mesme temps à dissiper par nos soins les seditions & les revoltes qu'ils ont excitées au dedans en divers endroits, que de contribuer à des conditions honteuses, & non moins prejudiciables à nostre estat qu'à nostre dignité, à nous mettre nous-mesme à leur discretion. Le grand nombre d'affaires qu'ils nous avoient jettées sur les bras, ne nous auroient pourtant pas empesché de les ranger bientoist à la raison, & de redonner à nos peuples la tranquillité qu'ils fouhaitrent, si les continuelz artifices dont ils se sont servis pour engager nostre bonne ville de Paris malgré elle dans leur rebellion, n'eussent enfin prevalu par dessus la resistance que les magistrats & autres fideles habitans de ladite ville y avoient apportée pendant quelque temps. Mais ayant reconnu que les moyens dont ils se servoient pour gagner le peuple, & attacher le general de ladite ville à leur party, ne produisoient pas l'effet qu'ils en avoient esperé, & que dans toutes les deliberations qui s'estoient faites, tant en nostre parlement qu'en l'hostel de ville, les sentimens des gens de bien avoient tousjours de beaucoup emporté ceux des factieux, en sorte que la resolution unanime de tous les bons habitans estoit de contenir routes choses dans l'ordre ancien & dans l'obeissance qui nous est due; après avoir vainement essayé par des distributions d'argent faites publiquement en divers lieux, & par des harangues seditieuses qu'ils faisoient faire chaque jour aux carrefours & dans les places publiques, d'es-mouvoir le peuple, & changer en leur faveur la disposition des esprits, ils se

Y

seroient enfin résolus de recourir aux dernières violences, & de n'espargner ny le fer ny le feu ny le sang, pour venir à bout de leur entreprise qui estoit de se rendre maîtres absolus de la ville capitale de nostre royaume, de laquelle ils connoissoient très-bien ne pouvoir jamais disposer, comme ils desiroient, qu'après luy avoir ravi toute sa liberté. Il estoit mal aisé que par des actions communes ils peussent renverser en peu de temps l'ordre observé de longue main dans une si grande & si puissante ville, ny qu'ils peussent arracher des esprits par de simples artifices & suppositions l'amour & la veneration que des sujets ont pour leur souverain; il falloit deraçiner les sentimens legitimes par des entreprises violentes, & pour usurper un pouvoir tyrannique, il falloit commettre des actes cruels & barbares, afin de remplir toute la ville d'espouvante, & de conserver par la crainte une domination que l'on ne pouvoit acquérir que par les meurtres & par le carnage. Leurs premières violences eclaterent contre les magistrats le dernier jour du mois d'Avril dernier, contre le prevost des marchands, eschevins & colonels de nostre bonne ville de Paris, lesquels ayant esté mandez par escrit & verbalement par un gentilhomme au palais d'Orleans, pour n'avoir pas adheré à toutes les propositions qui leur furent faites de se déclarer contre nous, de prendre les armes & de fournir de l'argent, furent attaqués en sortant dudit palais par une multitude armée, par les ordres qui luy avoient esté donnez. Le respect de leur dignité ne les empêcha pas d'estre poussez à coups de pierres, & poursuivis dans les prochaines maisons, où on les chercha longtems pour les assassiner, & d'où ils ne purent sortir que deguisez; sans que l'arrest qui fut donné ensuite pour informer d'un crime si énorme, ait pû estre executé, ny que personne ait osé en faire poursuite, de crainte d'irriter davantage ceux qui en avoient esté les auteurs. L'effort qu'ils firent le 25. Juin dernier aux avenues de nostre palais où se rend la justice, contre ceux des officiers de nostre parlement qui n'avoient pas aveuglément suivi toutes leurs passions dans la délibération qui en avoit esté faite, fut encore plus violente; les mauvais traitemens que receurent en sortant de ce lieu venerable tous ceux qui dans leur opinion avoient fait paroître quelque amour pour la liberté publique

& quelque respect pour leur roy, découvrirent au jour la resolution qui avoit esté prise de longue main entre les rebelles, d'assujettir nostre parlement & toute la ville par la force. L'arrest qui fut donné ensuite par nostre parlement le 1. Juillet par lequel une assemblée generale fut ordonnée dans l'hostel de ville, pour pourvoir à la sûreté de la justice & de la ville, & cependant toutes les deliberations pour les affaires publiques surcises, avoit en quelque façon relevé les esprits abbatuz, & redonné quelque sorte d'esperance aux gens de bien. L'on s'estoit promis avec quelque apparence de raison que l'assemblée qui avoit esté convoquée dans l'hostel de ville le 4. dudit mois de Juillet en execution de cet arrest, où de tous les quartiers on avoit député un nombre de trois à quatre cens personnes des plus notables & sages habitans, pourvoiroit à tous les desordres precedens, & remedieroit à ceux qui pourroient naistre à l'advenir. Mais l'issue, à nostre grand regret, fit bien voir le contraire, & fut aussi funeste qu'on l'avoit attendu favorable. Les chefs de la rebellion se voyant à la veille de perdre tout leur credit en un instant par le retablissement de l'autorité legitime, & par les ordres qui alloient estre résolus dans l'assemblée pour la seureté publique, & particulièrement pour celle de la justice, crurent qu'il estoit temps de jouer de leur reste pour détourner ce coup fatal à leurs desseins, & qui alloit detruire l'effort de toutes leurs pratiques precedentes; reconnoissans fort bien qu'il leur estoit impossible d'avancer les affaires des Espagnols dans la France, comme ils l'avoient promis par des traitez secrets, ny de jetter les fondemens d'une revolte durable, sans avoir mis auparavant la capitale du royaume dans la servitude, ils font investir le lieu de l'assemblée par un nombre de gens de la populace armée, auxquels ils avoient donné par avance beaucoup plus largement qu'à l'ordinaire, la recompense de leurs crimes; ils leur font saisir toutes les avenues de la place de Grève, pour empêcher le secours que les autres habitans interessés en la defense de ceux qui estoient assemblez pour leur bien dans l'hostel de ville, pourroient y envoyer. L'on dispose dans les maisons voisines & sur les degrez de la croix de la Grève des mousquetaires choisis dans leurs regimens jusques à quinze cens, pour tirer

dans la salle de l'assemblée. Toutes choses ainsi préparées pour une attaque régulière, les chefs sortent de l'assemblée avec esclat, après avoir remarqué dans la proposition de notre procureur de la ville & dans les apparences, que leur présence n'empêchoit pas que la résolution ne fût prise telle que nous la pouvions souhaiter pour la sûreté de la ville; & en sortant donnent par leur contenance le signal de l'entreprise des conjurez, qui avoient tous pris pour marque de leur société criminelle un bouquet de paille, que les conducteurs de l'entreprise avoient mis à leur chapeau, après avoir contraint tous les habitans de la ville d'en faire autant à leur exemple; prennent aussitôt le fer en l'une des mains, & le feu en l'autre, dont ils se servent en même temps pour brûler les portes de l'hôtel de ville, pour massacrer ceux qui accourent en intention d'éteindre le feu & d'en défendre l'entrée, & pour espouvanter le reste qui demeure au dedans, par une continuelle salve de mousquetades qu'ils font tirer contre ceux qui paroissent aux fenêtres ou en quelque autre endroit; les officiers & soldats de leurs troupes, comme plus accoutumés au sang & à la cruauté, animent par leur exemple & leur compagnie les habitans parmi lesquels on les avoit mêlés, au meurtre & au carnage; ils n'ont aucun respect pour la maison commune de la ville, que la présence des plus considérables de leurs concitoyens assemblés pour procurer leur repos, eût dû rendre doublement vénérable pour eux, si tous les sentimens d'humanité n'eussent été étouffés par l'horreur de leur entreprise, & si pour venir à bout de ce qu'ils avoient commencé, ils n'eussent eû besoin de violer toutes les loix divines & humaines. Enfin pour rendre plus sensible le coup fatal qu'ils avoient intention de porter à notre état, ils croient nécessaire de faire auparavant une playe mortelle à la ville capitale de notre royaume, où nous avons établi le lieu de notre demeure plus ordinaire, & dont ils sçavent que la conservation nous a toujours été aussi chère que celle de notre propre personne. Plusieurs de ceux qui estoient assemblés dans l'hôtel de ville, où ils pensoient avoir trouvé un azile très-asseuré, sont assassinés en différentes façons, cherchant les moyens de se sauver; & afin que personne ne pût douter que les divers massacres & toutes les autres

inhumanitez qui furent commises en cette journée, n'eussent été résolus & commandés auparavant par les chefs de la rebellion, ils ne font pas scrupule d'en tirer tout le profit & d'en triompher publiquement, puisqu'au lieu de donner satisfaction au public, ainsi qu'il a été fait autrefois en de semblables occasions pendant la plus grande chaleur des mouvemens de la ligue, par le châtiment exemplaire des auteurs & complices d'un si énorme attentat, qui donne de l'horreur à tous ceux qui en entendent le récit, ils en commettent de nouveaux, non seulement en obligeant par diverses menaces & voyes de fait le gouverneur, le prévost des marchands, le lieutenant civil & grand nombre de nos autres principaux officiers & serviteurs à sortir de ladite ville, pour en demeurer les maîtres absolus, & y faire passer toutes choses à l'avenir sans aucun obstacle selon leur volonté; mais ayant bien l'audace de faire procéder à l'élection d'un nouveau prévost des marchands, contre toutes sortes de formes, hors du temps accoutumé, sans nos ordres ou notre permission, sous des mandemens supposés, & par de prétendus deputés des quartiers qu'ils avoient eux-mêmes choisis & fait conduire par force dans leurs carrosses à l'hôtel de ville. Ils ne se contentent pas d'exercer toutes ces violences dans la ville, où personne n'a plus l'assurance de leur résister, quoique le plus grand nombre d'habitans ne souffrent qu'avec beaucoup de regret une semblable tyrannie; ils les estendent même dehors contre les députés de notre parlement qui estoient à notre suite. Nous avons pris résolution, venant en ce lieu-cy, de les laisser à saint Denys, pour faire voir la fausseté des bruits qui avoient couru, que nous les avions fait arrêter prisonniers; nous leur avons donné ordre, en les y laissant, de se rendre près de nous le lendemain, pour venir apprendre nos intentions sur les dernières remontrances qu'ils nous avoient faites; les chefs de party, pour leur ôter la liberté de nous obéir, les vont enlever eux-mêmes à main armée dans saint Denys, & aussitôt qu'ils sont arrivés dans la compagnie, on y prend le vingtiesme dudit mois de Juillet la scandaleuse résolution de déclarer sans notre sceû & contre notre intention, le duc d'Orléans notre lieutenant general, le prince de Condé general des armées sous luy; & quatre jours après l'on or-

donne dans ladite compagnie par deux pretendus arrests une assemblée generale dans l'hôtel de ville, pour y faire des levées de deniers, & que tous nos revenus seroient saisis & portez dans ladite ville, pour avoir moyen de les employer à l'entretien de la rebellion & au paiement des troupes d'Espagne. Il n'est pas mal aisé de juger que les resolutions prises lesdits jours 20. & 24. de ce mois, ont esté la fin & l'objet de toutes les autres deliberations precedentes, & que tant de violences commises auparavant, n'avoient esté entreprises que pour parvenir à ce qui est porté par lesdits pretendus arrests, qui est le premier effet de la servitude où nostre bonne ville de Paris & nostre cour de parlement se trouvent reduites, & le premier fruit que les rebelles ont recueilly de leur usurpation. Ce qui est le plus à remarquer, est que la passion les a tellement aveuglez, qu'ils ne se sont pas aperceus des contradictions où ils ont fait tomber ceux dont ils se sont servi pour l'establissement de leur autorité mal fondée, ny des resolutions ridicules qu'ils leur ont fait prendre. Chacun reconnoist assez qu'une compagnie espouvantée & opprimée, tant par ce qui s'est passé jusques à present, que par la presence des chefs de la rebellion, & celle d'une multitude armée qui a tousjours tenu comme assiegé le lieu où les assemblées ont esté faites, n'a pas laissé la liberté des suffrages. D'ailleurs, une resolution prise au préjudice d'un arrest donné auparavant par nostredite cour, qui avoit surcis toutes sortes de deliberations pour les affaires publiques, jusques à ce qu'il eust esté pourveu à la seureté de la ville & de la justice, n'a pu estre valable dans un temps où ladite liberté, au lieu d'avoir esté restablie, a esté entierement estouffée. Outre cela, le pretexte qu'on a pris, en supposant que nous sommes detenus prisonniers, est tres-ridicule & tres-mal seant en la personne de ceux qui s'en servent, puisqu'ils n'ont pas eux-mêmes la liberté de sortir de Paris, ny celle de dire leurs sentimens, & que la plupart à peine ont celle de sortir de leurs maisons, au lieu que dans les villes où nous sommes & par où nous passons, on ne refuse l'entrée ny la sortie à personne, qu'on ne s'enquiert point du sujet qui y appelle le monde, ou qui les fait sortir, & que l'on ne fait autre garde aux portes, que celle qui est acoustumée pour la seureté desdites villes. Aussi

est-il bien malaisé à comprendre comment ceux qui nous demandent par le dit arrest du vingtiesme, que nous esloignons nostre cousin le cardinal Mazarin, ont entendu que nous le puissions faire, s'il estoit veritable ou qu'il y eût la moindre apparence que nous fussions prisonniers entre ses mains, ny comment ils ont eu sujet d'apprehender que nostredit cousin ne nous livre à nos ennemis, ainsi que quelques-uns d'entr'eux ont dit en opinant, si ces ennemis sont les mêmes qu'ils font venir, dont ils favorisent l'entrée dans nostre royaume, & qu'ils veulent faire passer pour les veritables deffenseurs des interets de cette monarchie. Après tout, dans un estat comme le nostre, où toute l'autorité nous appartient legitiment, & que nous ne tenons que de Dieu seul, sans que personne de quelque condition ou naissance qu'il soit, y puisse pretendre ny s'en emparer sans tomber dans le crime, la posterité ne pourra pas croire qu'estant entré selon la coustume & les loix dans nostre majorité, des officiers particuliers qui n'ont autre pouvoir que celui que nous leur avons donné pour rendre la justice à nos autres sujets, & qui dans un estat où par les loix fondamentales d'iceluy les fonctions de la justice, des armes & des finances doivent tousjours demeurer distinctes & separées, n'ont pas plus de droit d'ordonner & de prendre connoissance de ce qui n'est pas dans l'estendue de leur jurisdiction, que si les officiers de nos armées & de nos finances vouloient eux-mêmes rendre la justice aux particuliers, ou establir des presidens & des conseillers, pour l'exercer; attendu mesmes que nostredit parlement dans ses plus legitimes fonctions n'a aucun pouvoir hors de son ressort, & qu'il ne luy appartient pas de prendre des resolutions concernans le general de nostre royaume, pour estre executées dans le ressort de nos autres parlemens, qui par ce moyen deviendroient subalternes. Ce qui fait voir clairement que tout ce qui a esté fait & resolu en nostredit parlement le 20. & 24. du present mois, & tout ce qui a esté fait en consequence desdites resolutions & arrests, ne sont que des attentats capables de remplir nostre royaume de confusion, si nous n'y apportons les remedes necessaires, en nous servant de l'autorité legitime que Dieu nous a mise en main. A CES CAUSES & pour autres grandes & justes considerations à ce nous mouvans, après avoir

imploré l'assistance de celui que nous reconnoissons pour l'unique protecteur de la cause & de la personne des rois, & après avoir protesté devant sa divine majesté que le seul but de toutes nos actions & resolutions, en conservant ce qui nous appartient, est de protéger les peuples qu'il a soumis à nostre obeissance, leur procurer de tout nostre pouvoir un repos assuré, & cependant les garantir de la ruine & de l'oppression dont ils sont menacez : les maux & les ravages que les rebelles leur ont fait souffrir depuis la naissance de ces malheureux troubles, nous ayant toujours plus sensiblement touché le cœur que toutes les autres incommoditez & offenses que nous avons receues; de l'avis de nostre conseil où estoit la reyne nostre tres-honorée dame & mere, & plusieurs princes, ducs, pairs, officiers de nostre couronne & autres grands & notables personnages de nostredit conseil, de nostre certaine science, pleine puissance & autorité royale, nous avons déclaré & declarons par ces presentes signées de nostre main, toutes les deliberations & resolutions qui ont esté prises dans nostre ville de Paris, tant en nostre cour de parlement qu'en l'hôtel de ville, depuis l'arrest de nostredite cour du premier du present mois, ensemble celles qui pourroient estre prises cy-après, nulles & de nul effect; & comme telles, en tant que besoin est ou seroit, les avons ensuie de nostre arrest du dudit mois, cassées & revoquées, cassons & revoquons par ces presentes, particulièrement lesdits pretendus arrests des 20. & 24. dudit present mois, la pretendue election d'un prevost des marchands, ensemble les pouvoirs donnez audit duc d'Orleans & audit prince de Condé, & tout ce qui s'en est ensuivy, comme ayant le tout esté fait & entrepris par un attentat scandaleux & d'un pernicieux exemple, par gens sans liberté & sans pouvoir, dont la plupart ont esté forcez, contre leur propre sentiment & leur devoir, d'exécuter les ordres & la volonté des rebelles. Et d'autant que l'autorité violente qu'ils ont usurpée dans nostredite ville, n'a laissé aucune liberté à nostre parlement, nous avons transféré & transférons par ces presentes nostredite cour de parlement de Paris en nostre ville de Pontoise, où nous voulons & entendons que tous les presidens, conseillers, nos advocat & procureur general, greffiers, notaires & secretaires, huissiers, advocats,

procureurs & autres officiers & supposts d'icelle, ayent à s'y rendre incessamment pour y faire la fonction de leurs charges, & y rendre la justice à nos sujets, avec le mesme pouvoir, jurisdiction & autorité qu'ils faisoient auparavant dans nostredite ville de Paris; & cependant & jusqu'à ce qu'ils ayent satisfait à nostre commandement, nous leur avons interdit & interdisons toutes fonctions & exercices de leursdites charges, à peine de faux, & d'estre procedé contre ceux qui auront refusé d'obeir, comme contre des rebelles & desobeyssans, selon la rigueur de nos ordonnances. Avons fait & faisons tres-expresses inhibitions & deffenses à tous nos sujets, de quelque qualité & condition qu'ils soient, de se pourvoir à l'advenir pardevant eux, ny ailleurs que pardevant les gens de ladite cour qui se trouveront assemblez en ladite ville de Pontoise, le tout à peine de nullité des jugemens & de desobeyssance, & d'estre les contrevenans declarez criminels de leze-majesté. Voulons & entendons qu'en cas de refus par lesdits greffiers, notaires & secretaires, huissiers, procureurs & autres officiers de ladite cour de se rendre en ladite ville, les gens de nostredite cour qui s'y trouveront assemblez, en puissent commettre d'autres en leur place, & que ceux des officiers de nostredite cour qui demeureront à Paris, soient privez de tous gages anciens & nouveaux, avec deffense aux receveurs, à peine de repetition contre eux, de payer à autres qu'à ceux qui seront actuellement servants en ladite ville de Ponthoïse, suivant l'estat qui en sera dressé par le greffier de nostredite cour certifié par nostre procureur general. Deffendant très-expressément, sous les mesmes peines à tous nos officiers des presidiaux, sieges royaux & autres subalternes, ensemble aux magistrats, maires & eschevins de toutes nos villes, de reconnoistre ny recevoir aucuns ordres venans de nostredite ville de Paris, tant de la part desdits duc d'Orleans & prince de Condé, que des officiers de nostredit parlement qui y seront demeurez contre nostre volonté. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les presidens & conseillers de nostre parlement estant de present en nostredite ville de Paris; qu'ils ayent à cesser toutes deliberations après la lecture des presentes, & à se rendre incessamment près de nostre personne en nostre ville de Ponthoïse, pour y estre les presentes lées, publiées

en nostre presence & registrées par ceux des prestidens & conseillers de nostredite cour qui s'y trouveront assemblez, pour estre le contenu en icelles executé selon leur forme & teneur. Enjoignons à nostre procureur general de faire pour l'execution de nostre volonté toutes les poursuites & diligences nécessaires: car tel est nostre plaisir. En tesmoin de quoy nous avons fait mettre nostre sceul à ces presentes. Donné à Ponthoife le dernier jour de Juillet, l'an de grace M. DC. LII. & de nostre regne le x. *Signé*, LOUIS; *Et plus bas*: Par le roy, DE GUENEGAUD. *Et scellées du grand sceau de cire jaune sur double quarré.*

Ce jour l'huy 6. du mois d'Aoust 1652. le roy estant dans son chasteau de Pontoise, les presentes lettres ont esté lues & publiées de l'ordonnance de sa majesté en sa presence, celle de la reyne sa mere, des princes, ducs, pairs, officiers de la couronne & autres grands & notables personages de son conseil, & des prestidens & conseillers de sa cour de parlement de Paris transferée à Pontoise, mandez pour cet effet: moy conseiller de sa majesté en son conseil d'estat, & secretaire de ses commandemens, present. *Signé*, DE GUENEGAUD.

Aujourd'huy 7. jour d'Aoust 1652. la presente declaration & translation du parlement de Paris à Pontoise a esté registrée au greffe dudit parlement tenu à Pontoise, les chambres assemblees, suivant l'arrest de ce jour. *Signé* RADIGUES. *Ibidem.*

ARREST DU CONSEIL D'ESTAT
du roy, au sujet de l'election prochaine d'un prevost des marchands & de deux eschevins en l'hostel de ville de Paris.

AN. 1652.

SUR ce qui a esté representé au roy estant en son conseil d'estat, que par son arrest du 18. Juillet dernier la majesté a déclaré nulles toutes les deliberations & resolutions qui seroient prises en l'hostel de sa bonne ville de Paris, jusqu'à ce que le gouverneur d'icelle, le prevost des marchands legitime & les autres magistrats qui ont esté contraincts d'en sortir, ayent esté remis en la fonction de leurs charges, qu'il leur sera permis de les exercer en toute liberte sous son autorité, qu'il ait esté pourveü suffisamment à la seurété de la justice & de la ville; & que depuis ce temps là les factieux n'ayent pas laissé de continuer en leurs mauvais desseins, & faire de

nouvelles entreprises contre la liberte publique & l'obeyssance deüe à sa majesté; que suivant l'ordre pratiqué de tout temps audit hostel de ville il est nécessaire de convoquer une assemblee à la my Aoust prochaine, pour proceder à une nouvelle election d'un prevost des marchands & de deux eschevins: ce qui ne peut estre valablement fait que l'autorité de sa majesté ne soit reestablie en ladite ville, & la liberte & seurété rendue aux bourgeois d'icelle; à quoy estant nécessaire de pourvoir: S. M. ESTANT EN SON CONSEIL, a ordonné & ordonne que ladite assemblee qui devoit estre faite audit hostel de ville le 16. du present mois, sera par elle ordonnée, lorsque la liberte & seurété aura esté rendue en ladite ville; & cependant que les sieurs le Febvre prevost des marchands, Guillois & Phelippes anciens, le Vieux & Denison nouveaux eschevins, continueront en la fonction de leurs charges, & seront reconnus par tout en ladite qualite. Deffenses aux quarteniers & à toutes personnes de faire aucunes assemblees, & proceder à nouvelles elections, jusqu'à ce qu'autrement par sa majesté en ait esté ordonné, à peine d'estre declarez rebelles & criminels de leze-majesté. Enjoint ausdits Guillois, Phelippes, le Vieux & Denison eschevins, aux procureur du roy, greffier, receveur, huissiers & autres officiers de ladite ville, de se rendre incessamment, & au plus tard le 14. du present mois, à la suite du roy, pour y faire leurs fonctions avec ledit sieur le Febvre prevost des marchands, à peine d'estre declarez rebelles & desobeyssans aux ordres de sa majesté. Fait au conseil d'estat du roy, sa majesté y estant, tenu à Pontoise le 11. jour d'Aoust M. DC. LII. *Signé*, D^N GUENEGAUD. *Ibidem.*

AUTRE ARREST DU CONSEIL
d'estat du roy, qui casse l'election faite au prejudice du precedent.

SUR ce qui a esté representé au roy estant en son conseil, que par ses arrests des 18. Juillet & 9. Aoust de cette année sa majesté auroit ordonné que les eschevins de sa bonne ville de Paris seroient tenus de se rendre incessamment à sa suite, jusques au reestablisement de la seurété publique dans ladite ville, & des officiers legitimes dans la fonction de leurs charges, & que l'assemblee qui devoit estre faite en l'hostel de ladite ville

AN. 1652.

ville le 16. dudit mois d'Aoust, seroit remise au jour qui seroit ordonné par sadite majesté, lors que la liberté & seureté auroient esté rendues à ladite ville; & cependant que les sieurs le Febvre prevost des marchands, Guillois & Phelippes anciens, le Vieux & Denison nouveaux eschevins, continueroient en la fonction de leurs charges, seroient reconnus par tout en ladite qualité, avec deffenses aux quarteniers & à toutes personnes de faire aucunes assemblées, & proceder à nouvelles eslections, jusques à ce qu'autrement par sadite majesté en eust esté ordonné, à peine d'estre declarez rebelles & criminels de leze-majesté, & enjoint ausdits Guillois & Phelippes anciens, le Vieux & Denison nouveaux eschevins, & aux procureur de sadite majesté & de ladite ville, greffier, receveur, huissiers & autres officiers de ladite ville de se rendre incessamment & au plus tard dans le 14. dudit mois d'Aoust à la suite de sadite majesté, pour y faire leurs fonctions avec ledit sieur le Febvre prevost des marchands, à peine d'estre declarez rebelles & desobeyssants aux ordres de sadite majesté; & qu'au prejudice de ce, & par un mepris insupportable & digne d'un chastiment exemplaire; il a esté fait des assemblées aux logis desdits quarteniers, & ensuite en l'hostel de ladite ville, où ledit sieur Broussel l'un des plus facieux a esté continué prevost des marchands, & les nommez Gervais & Horly esleus eschevins en la place desdits Guillois & Phelippes; à quoy estant necessaire de pourvoir: S. M. ESTANT EN SON CONSEIL, a déclaré & declare lesdites assemblées illegitimes, seditieuses & faites par gens sans pouvoir, a cassé & annullé, cassé & annullé, comme attentat à l'autorité royale, la confirmation & eslection pretendue desdits Broussel, Gervais & Horly, leur fait deffenses de prendre la qualité de prevost des marchands & eschevins de la bonne ville de Paris, & d'en faire aucune fonction, & ausdits quarteniers de faire aucun exercice de leurs charges de quarteniers, à peine de desobeyssance, & d'estre procedé contre leurs personnes & biens, comme rebelles & criminels de leze-majesté, suivant la rigueur des ordonnances; fait aussi deffenses à tous ses sujets de levs reconnoistre en ladite qualité de prevost des marchands, eschevins & quarteniers, ny d'obeyr à leurs jugemens, ordonnances & mandemens, que sa majesté a dès à pre-

sent declarez nuls & de nul effect & valeur. A fait & fait aussi deffenses à maître Boucot receveur de la ville, de payer aucuns deniers en vertu desdites ordonnances, à peine d'en répondre en son propre & privé nom, & de radiation dans ses comptes des sommes qui se trouveront avoir esté par lui payées. Ordonne sadite majesté que ledit sieur le Febvre sera reconnu en ladite qualité de prevost des marchands par tous ses sujets, & lesdits Guillois, Phelippes, le Vieux & Denison en celle d'eschevins, à la charge que lesdits eschevins se rendront à la suite de sadite majesté encore dans huitaine pour tout delay; & fait deffenses audit Boucot de payer aucunes sommes qu'en vertu de leur ordonnance; quoy faisant, seront les sommes receuës & payées allouées dans ses comptes, & non autrement. Fait au conseil d'estat du roy, sa majesté y estant, tenu à Pontoise le XIX. Aoust M. DC. LII. Signé, DE GUENEGAUD. *Ibidem.*

DECLARATION DU ROY

Louis XIV. portant injonction à tous les officiers du parlement de Paris de se rendre dans trois jours à Pontoise.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut. Ayant ordonné par nos lettres patentes du dernier jour de Juillet dernier, & pour les causes y contenues, la translation de nostre parlement de Paris en la ville de Pontoise, pour tirer nostre dit parlement de la sujettion & oppression où il se trouve depuis quelque temps dans nostredite ville de Paris: lesdites lettres patentes portant entr'autres choses interdiction à tous les officiers de nostredit parlement de toutes fonctions & exercices de leurs charges en ladite ville de Paris, & injonction de cesser toutes sortes de deliberations; nous avons appris que lesdites lettres, après avoir esté communiquées par le substitut de nostre procureur general à quelqu'un de la compagnie, auroient esté portées par luy en la cour, & mises sur le bureau de la grand chambre, où toutes les autres chambres y estoient assemblées; il auroit fait entendre nostre volonté sur le contenu ausdites lettres: sur quoy nosdits officiers, au lieu de deférer & cesser leurs deliberations, comme ils estoient obligez, n'auroient pas

laissé, au prejudice de nos ordres, de delivrer & d'arrester que nosdites lettres seroient mises au greffe sans estre leûës; & mesmes aucuns d'entr'eux auroient esté si temeraires de maltraiter & emprisonner des colporteurs qui vendoient des copies imprimées deldites lettres, pour oster aux peuples la connoissance de nos intentions & resolutions, & les justes mouvemens qui nous avoient obligez de les prendre. Ensuite de quoy nosdits officiers, non seulement ont continué leurs fonctions en la maniere accoustumée, au mepris de nostre autorité; mais se sont portez jusques à faire defenses aux prevosts des marchands & eschevins de la ville de defférer aux ordres qu'ils avoient receûs de nous, & ont esté assez osez de casser l'establissement de nostre parlement en la ville de Pontoise, quoyqu'il ait esté fait par nous en personne. Et non contents de cette entreprisede, auroient cassé les arrests de nostre parlement legitimentement assemblé par nostre commandement en nostre-dite ville de Pontoise, & se seroient portez jusqu'à cet excez d'avoir dressé des actes qu'ils qualifient du nom d'arrests, contre ceux de nos officiers & fideles serviteurs qui ont tesmoigné leur obeissance, & en execution de nos commandemens sont venus exercer leurs charges en nostre ville de Pontoise, ayans voulu par un attentat si extraordinaire, non seulement faire éclatter leur rebellion & leur felonnie, mais intimider les autres par leurs pretendus arrests, & les empêcher de nous rendre l'obeissance & la fidelité qu'ils nous doivent. A quoy estant necessaire de pourvoir, pour prévenir les suites dangereuses qu'une entreprisede si scandaleuse pourroit avoir, au prejudice de nostre autorité & du repos de nos sujets, si elle demeurait impunie. POUR CES CAUSES & autres justes considerations à ce nous mouvans, de l'avis de nostre conseil où estoit la reyne nostre très honorée dame & mere, & plusieurs princes, ducs, pairs & officiers de nostre couronne & autres grands & notables personnages de nostre conseil, de nostre certaine science, pleine puissance & autorité royale, nous avons enjoint & enjoignons par ces presentes signées de nostre main, aux officiers de nostre parlement qui sont dans ladite ville de Paris ou ailleurs, de se rendre dans trois jours pour tout délay dans ladite ville de Pontoise, pour y faire la fonction de leurs charges, &

executer le contenu en ladite declaration du dernier jour de Juillet dernier; autrement & à faute de ce faire dans ledit temps, & icelluy passé, nous avons déclaré & declarons ceux de nosdits officiers qui continueront aucune fonction & exercice de leurs charges dans ladite ville de Paris, ou qui assisteront aux assemblées qui s'y tiendront cy-après, sous quelque pretexte que ce puisse estre, desobeyssans & rebelles, attaints & convaincus du crime de trahison & de leze-majesté; voulons & entendons que leur procez leur soit fait & parfait selon la rigueur de nos ordonnances: que leurs biens soient declarez nous estre acquis & confisquezz, & les deniers provenans de la jouissance & vente d'iceux, appliquez au payement & entretenement de nos gens de guerre. Et afin que l'exemple de leur punition empesche à l'advenir tous nos autres officiers & sujets de tomber dans de semblables crimes, nous avons ordonné & ordonnons que leurs offices seront & demeureront pour jamais suppriméz, sans qu'ils puissent revivre pour quelque cause & occasion que ce soit, en faveur d'eux, leurs resignataires ou heritiers. Et d'autant qu'il ne seroit pas raisonnable que ceux qui ont obtenu des survivances, eussent encouru les mesmes peines, avant qu'avoir esté informez de nostre intention; nous leur avons expressément enjoint & enjoignons de se rendre dans le mesme delay de trois jours en ladite ville de Pontoise, pour y exercer les charges esquelles ils ont esté receûs, au deffaut de ceux qui les possèdent à présent; autrement & à faute de ce, nous avons dès à present revokez & revoquons lesdites survivances, & avons supprimé & supprimons lesdits offices. Et attendu la difficulté qui se rencontre de faire signifier la présente lettre de declaration à tous les particuliers interessez, nous avons ordonné & ordonnons que la publication qui en sera faite dans ladite ville de Pontoise, servira de signification, comme faite à leurs propres personnes. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement de Paris transferé à Pontoise, que ces presentes lettres ils aient à faire enregistrer, lire & publier où besoin sera, & tout ce qu'elles contiennent garder & observer. Enjoignons à nostre procureur general de faire pour l'execution de nostre volonté toutes les poursuites & diligences necessaires. Car tel est nostre

être plaisir. En témoin de quoy nous avons fait mettre nostre scel à ces présentes. Donné à Pontoise le xvi. jour d'Aoust l'an de grace M. DC. LII. & de nostre regne le x. Signé, LOUIS, & sur le reply: Par le roy, DE GUENEGAUD. Et scellé sur double queue du grand sceau de cire jaune. Ibidem.

L'arrest d'enregistrement au parlement feant à Pontoise du 17. du mesme mois, porte que l'exécution en sursoit, sous le bon plaisir du roy, pendant huitaine à compter du jour du present arrest. Ibidem.

ARREST DU CONSEIL
d'estat du roy portant pareille injonction
aux officiers de la cour des aydes.

LE roy ayant sceu qu'au préjudice de sa declaration du 12. de ce mois contenant les justes causes qu'il auroit eu d'ordonner la translation de sa cour des aydes de Paris en la ville de Pontoise, & d'interdire tous ceux de cette compagnie de faire aucunes fonctions de leurs charges, jusques à ce qu'ils eussent satisfait à son commandement, sur les peines portées par ladite declaration; lesdits officiers n'auroient pas laissé de continuer leur seance, comme ils la tenoient avant ladite translation: que pour couvrir cette contravention de quelque cause, ils auroient mis cette declaration entre les mains du procureur general de sa majesté pour en faire changer l'adresse, & qu'encore qu'on leur eust fait sçavoir qu'il n'y avoit aucun changement à pretendre en la forme qu'elle avoit esté résolue, ils n'auroient pas laissé de perseverer en cette desobeissance. Aquoy estant nécessaire de pourvoir promptement, pour éviter le préjudice à son autorité, & le scandale que le public en recevroit: S. M. ESTANT EN SON CONSEIL, enjoint & ordonne aux officiers de sa cour des aydes qui sont dans la ville de Paris ou ailleurs, de se rendre dans trois jours pour tous delais dans la ville de Pontoise, pour y faire la fonction de leurs charges, & pour executer le contenu en ladite declaration du 12. de ce mois; autrement & à faute de ce faire dans ledit temps, & iceluy passé, elle declare ceux desdits officiers qui continueront aucune fonction de leurs charges dans ladite ville de Paris, ou qui assisteront aux assemblées qui s'y tiendront cy-après, sous quelque pretexte que ce puisse estre, desobeissans & rebelles, attaints & con-

vaincus du crime de leze-majesté; veut & entend que leur procez leur soit fait & parfait selon la rigueur de ses ordonnances, que leurs biens soient declarez acquis & confisque, & les deniers provenans de la jouissance & vente qui en sera faite, appliquez au payement & entretenement de ses gens de guerre. Et afin que l'exemple de leur punition empesche à l'advenir tous ses officiers & sujets de tomber dans de semblables crimes, sa majesté a ordonné & ordonne que leurs offices seront & demeureront pour jamais supprimés, sans qu'ils puissent revivre pour quelque cause & occasion que ce soit en leur faveur ou de leurs resignataires ou heritiers. Enjoint à son procureur general en ladite cour des aydes de faire pour l'exécution dudit arrest toutes les diligences qui seront nécessaires, & de la tenir advertie du soin qu'il en aura pris. Fait au conseil d'estat du roy, sa majesté y estant, tenu à Compiegne le xxix. jour d'Aoust, M. DC. LII. Signé, DE GUENEGAUD. Ibidem.

PERMISSION ET INJONCTION
aux habitans de Paris de prendre les
armes contre les factieux & rebelles.

DE PAR LE ROY.

SA majesté estant bien informée de la continuation des bonnes intentions des bourgeois & habitans de sa bonne ville de Paris pour son service & pour le bien commun de ladite ville, & des dispositions dans lesquelles ils sont de s'employer de tout leur pouvoir, pour y remettre toutes choses en l'estat auquel il se doit, & pour se tirer de l'oppression où ils sont presentement, & se remettre en liberté sous son obeissance; sa majesté a permis & permet ausdits habitans & à chacun d'eux en particulier, & en tant que de besoin, elle leur enjoint & ordonne très-expressement de prendre les armes, s'assembler, occuper les lieux & portes qu'ils jugeront à propos, combattre ceux qui se voudront opposer à leur dessein, arrester les chefs & se saisir des factieux par toutes voyes, & generalement faire tout ce qu'ils verront estre nécessaire & convenable pour reestabli le repos & l'entiere obeyssance envers sa majesté, & pour faire que ladite ville soit gouvernée par l'ordre ancien & accoustumé, & par ses magistrats legitimes, sous l'autorité de sa majesté, laquelle

AN. 1652.

leur a donné tout pouvoir de ce faire par la présente qu'elle a signé de sa main, & y a fait apposer le cachet de ses armes : voulant qu'elle serve de décharge & de commandement à tous ceux qui agiront en quelque manière que ce soit pour l'exécution d'icelle. Donné à Compiègne le xvii. jour de Septembre M. DC. LII. Signé, LOUIS, & plus bas, DE GUENEGAUD. *Ibid.*

LETTRE DU ROY LOUIS XIV.

aux colonels de sa bonne ville de Paris.

DE PAR LE ROY.

AN. 1652.

TRES-chers & bien amez, ayant esté bien particulièrement informez de de la bonne disposition en laquelle vous estes, & de la prudente & fidele conduite que vous avez tenuë depuis le commencement des presens mouvemens dans toutes les occasions qui se sont présentées pour nostre service, & pour conserver le repos de nostre bonne ville de Paris sous nostre obeysance, nous avons bien voulu vous témoigner par cette lettre le gré que nous vous en sçavons, & pour vous dire que comme nous croyons qu'il pourra estre necessaire d'appuyer les bonnes intentions du general & des particuliers de nostredite ville, & sçavons ce que vous y pouvez contribuer, nous vous exhortons & ordonnons bien expressément de vous employer en tout ce qui despend de vous & de l'autorité de vos charges, pour faire cesser toutes factions en nostredite ville, & réunir un chacun sous l'obeysance qui nous est due, conformément à l'ordre que nous vous avons donné pour cette fin à Compiègne le 17. du present mois. Et d'autant que nous sommes bien avertis que l'on veut employer la force des armées ennemies qui sont proche de nostredite ville, pour estouffer les bonnes intentions desdits habitans, par une violence extreme pareille à celle qui fut exercée le 4. Juillet dernier contre ceux qui estoient assemblez en l'hostel de nostredite ville, & qu'il est très-important au public, aussi bien qu'à nostre service, de l'empescher, nous voulons & entendons que vous ayez à donner les ordres necessaires, pour faire que les capitaines ou autres officiers qui auront la garde des portes de nostredite ville, n'y laissent entrer aucun homme de guerre, pour quelque cause & sous quelque pretexte

que ce soit, des armées d'Espagne, de Lorraine & des princes : que pour éviter toute surprise, vous fassiez faire une exacte recherche en chaque quartier, tant dans les hostelleries, logis & chambres garnies, qu'ailleurs, des officiers & soldats desdites troupes qui pourroient estre dans ladite ville : que vous les obligiez d'en sortir sans delay, les faisant conduire jusques hors des portes : comme aussi pour faire qu'il ne soit tiré de nostredite ville, pour passer aux portes d'icelle, aucunes munitions de guerre ou de bouche, ny autres choses quelconques pour lesdites armées, en sorte que par tous ces moyens employez utilement & diligemment, la liberté & la seureté estant remises en leur entier dans nostredite ville, & chacun estant rentré dans son devoir, comme nous avons sujet de nous le promettre d'un si bon commencement, il n'y ait rien qui puisse faire obstacle à nostre retour en icelle. Vous assurant que les soins & le bon ordre que vous y apporterez, nous seront en singuliere consideration, & que nous reconnoissons par tous les effets que vous pouvez attendre de nostre bonne volonté, les services que vous nous rendrez en une occurrence si importante. Si n'y faites faute. Car tel est nostre plaisir. Donné à Mante le xxvi. Septembre M. DC. LII. Signé, LOUIS, & plus bas, DE GUENEGAUD. *Et sur la suscription est escrit* : A nos très-chers & bien amez les colonels de nostre bonne ville de Paris. *Ibidem.*

LETTRE DU ROY LOUIS XIV.

au mareschal de l'Hospital gouverneur de Paris.

MON cousin, je fais sçavoir au corps de ma bonne ville de Paris, que pour oster toutes les marques des desordres qui l'ont affligée, & pour laisser désormais chacun dans la liberté de vaquer à son commerce sans aucune interruption, je veux qu'on leve les gardes des portes, qu'on pose les armes, & que nul ne les prenne à l'avenir sans ma permission. Je luy donne advis mesme que j'arriveray Lundy prochain en ma bonne ville : que je fais estat d'aller loger en mon chasteau du Louvre, & que comme pour cet effet j'entreray par la porte de la Conference & sans ceremonie, je dispense aussi les habitans de la ville de me faire aucune entrée, & que je me contenteray qu'ils

AN. 1652.

qu'ils viennent seulement au devant de moy jufques à la porte de l'entrée du Cours. C'est ce que je defire que vous leur faifiez encore plus particulièrement entendre de ma part, afin qu'ils ne manquent pas de fe conformer à mon intention. Cependant je prie Dieu qu'il vous ait, mon coufin, en fa faine garde. Écrit à faint Germain en Laye le XIX. d'Octobre M. DC. LII. *Signé*, LOUIS; & plus bas, DE GUENEGAUD; & fur la fufcription eft écrit: A mon coufin le fieur de l'Hofpital marefchal de France, gouverneur & mon lieutenant general en ma bonne ville, prevofté & vicomté de Paris. *Ibidem*.

EXTRAIT DES REGISTRES
du confeil d'eftat, touchant le lit de
juftice du 22. Octobre 1652.

AN. 1652.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces prefentes lettres verront, falut. Ayans esté fuppliez par tous les corps de notre bonne ville de Paris de vouloir reftablir le repos & la tranquillité, & fortifier par notre prefence les bonnes intentions de la meilleure partie de nos fujets affectionnez à notre fervice en ladite ville: eftans bien affeurez par les marques qu'ils nous ont nouvellement données de leur fidelité, que nous y recevrons toute l'obeyffance qui nous eft due; ces raifons jointes à l'affection que nous avons tousjours conſervée pour notre bonne ville de Paris, comme la capitale de notre royaume, nous ont fait prendre refolution d'accorder à leurs fupplifications ce qu'ils ont defiré de nous, & retourner Lundy 21. du prefent mois en noſtredite ville de Paris, pour y reftablir toutes chofes dans leur premier ordre, & comme elles eftoient auparavant ces mouvemens. A CES CAUSES & autres bonnes confiderations à ce nous mouvans, de l'advis de notre confeil, où eftoient la reyne noſtre tres-honorée dame & mere, pluſieurs princes, ducs, pairs & officiers de noſtre couronne, & autres grands & notables perſonnages de noſtre confeil, ayans refolu de tenir noſtre lit de juſtice le Mardy 22. de ce mois en noſtre chateau du Louvre, nous avons ordonné & ordonnons à tous nos prefidens, confeillers & autres officiers de noſtre parlement de Paris, de ſe rendre près de nous ledit jour de Mardy ſept heures du matin, pour y entendre noſtre volonté, & deli-

Tome II. Part. II.

berer fur les affaires qui leur feront par nous propoſées. Si donnons en mandement à nos amez & feaux tenans noſtre cour de parlement de Paris tranſferé à Pontoife, qu'après avoir fait publier & enregistrer ces prefentes, ils ayent à ſe conformer à ce qu'elles contiennent, ſans y apporter aucun retardement. Car tel eſt noſtre plaifir. En teſmoin de quoy nous y avons fait mettre noſtre ſcel. Donné à faint Germain en Laye le XVIII. jour d'Octobre, l'an de grace M. DC. LII. & de noſtre regne le X. *Signé*, LOUIS; & fur le reply: Par le roy, DE GUENEGAUD; & ſcellé. *Ibidem*.

RESTITUTION
du parlement en la ville de Paris.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre; à tous ceux qui ces prefentes lettres verront, falut. Les mouvemens arrivez en noſtre royaume ces dernieres années, ayant cauſé pluſieurs defordres depuis quelque temps en noſtre bonne ville de Paris, nous avions eu juſte ſujet d'en apprehender la continuation, & que les gentshommes noſtre cour de parlement, n'eſtant pas en ſeureté, ne ſe trouvaſſent plus en eſtat de rendre la juſtice à nos ſujets avec la dignité & la liberté requiſe à leurs fondions; nous aurions eſté obligez pour prévoir la fuite des maux qui pouvoient naiſtre, de faire expedier nos lettres de declaration du dernier jour de Juillet, portant tranſlation de noſtredite cour de parlement de Paris en noſtre ville de Pontoife où nous eſtions lors, avec intention de la reſtablir en noſtre bonne ville de Paris, auſſi-toſt que les affaires y ſeroient diſpoſées. Et reconnoiſſans par les teſmoignages publics que nous ont rendus tous les corps de noſtredite ville de Paris, que les habitans d'icelle ne respirent que l'obeyffance qu'ils nous doivent, & promettent de ſ'employer ſelon leur pouvoir, & faire ceſſer les troubles, & reſtablir le calme & la tranquillité publique en icelle. A CES CAUSES, de l'advis de noſtre confeil, où eftoient la reyne noſtre tres-honorée dame & mere, pluſieurs princes, ducs & pairs & officiers de noſtre couronne, & autres grands & notables perſonnages de noſtredit confeil: confiderant que les raifons qui nous avoient obligé de retirer les officiers de noſtre parlement hors de noſtre bonne ville de Paris, ſont à prefent ceſſées; nous de noſtre certaine ſcience,

Z ij

AN. 1652.

pleine puissance & autorité royale avons transféré & transférons nostredite cour de parlement seant à present à Pontoise, en nostre bonne ville de Paris, en laquelle nous entendons qu'elle exerce ses fonctions ordinaires, comme elle a voit accoustumé de faire auparavant nostredite declaration du dernier Juillet. Voulons neantmoins que tout ce que nostredite cour de parlement de Paris transférée à Pontoise, a arresté & ordonné, tant pour les affaires publiques, que pour celles des particuliers, sorte son plein & entier effet, sans toutesfois y comprendre ce qui a esté par elle fait & ordonné à l'occasion des presens mouvemens, que nous avons cassé & révoqué par nostre dernière declaration & amnistie. En consequence de quoy nous avons aussi cassé, révoqué & annullé, cassons, révoquons & annullons tout ce qui a esté fait, resolu, decreté & exécuté par les presidens & conseillers de nostredite cour demeurez à Paris, tant pour les affaires publiques, que celles des particuliers, à la reserve des jugemens par eux donnez contradictoirement & sur production des parties, lesquelles n'auroient point proposé declinatoires lors desdits jugemens, & ne s'en seroient point plaints jusques à present. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement de Paris, estans près de nostre personne, que ces presentes ils aient à faire lire, publier & enregistrer, & à les faire garder & observer selon leur forme & teneur. Car tel est nostre plaisir. En tesmoin de quoy nous avons fait mettre nostre scel à cesdites presentes. Donné à Paris le XXI. jour d'Octobre, l'an de grace M. DC. LII. & de nostre regne le X. Signé, LOUIS, & plus bas: Par le roy, DE GUENEGAUD, & scellé du grand sceau de cire jaune.

Leûtes, publiées & registrées, ouy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, & copies collationnées à l'original envoyées aux bailliages & seneschauflées de ce ressort, pour y estre pareillement leûtes, publiées & registrées à la diligence des substituts dudit procureur general, qui seront tenus certifier la cour avoir ce fait au mois. A Paris en parlement tenu au chasteau du Louvre, le roy seant en son lit de justice, le XXII. Octobre M. DC. LII. Signé, DU TILLET.

Leû & publié à son de trompe & cry public, en tous les carrefours de cette ville & fauxbourgs de Paris le XXIII. Octobre M. DC. LII. *Ibidem.*

REQUESTE DES RELIGIEUSES
de la Conception Nostre-Dame de Rambervilliers, à l'abbé de saint Germain des Prez, pour leur établissement.

A MONSIEUR MONSIEUR
DE METZ PRINCE DU SAINT EMPIRE
DUC DE VERNEUIL, ABBÉ DE S.
GERMAIN DES PREZ, &c.

SUPPLIE en toute humilité sœur Catherine de Bar dite du saint Sacrement, religieuse professée de l'ordre réformé de saint Benoist, & prieure du monastere de la Conception Nostre-Dame de Rambervilliers dudit ordre, diocese de Toul, que comme il a pleu à la bonté de la reyne la choisir pour travailler à l'establissement d'un monastere dudit ordre, lequel sa majesté s'est obligée par vœu de construire dans le fauxbourg saint Germain des Prez, à l'honneur du tres-saint sacrement de l'autel, pour reparer autant que sa pieté royale le peut faire, les prophanaçons, sacrileges & impietez commises ez lieux saints, tant par l'insolence des soldats dans le desordre des guerres, que par d'autres personnes qui contribuent à telles impietez, pour obtenir la paix dans tout le royaume, & pour la sanctification & conservation du roy, de la reyne & de toute la famille royale, ladite suppliante ne peut accomplir le dessein de sa majesté sans l'aggrément & permission de vostre altesse: cause pourquoy elle supplie tres-humblement vostre bonté vouloir consentir à l'establissement dudit monastere, dans l'église ou chapelle duquel reposera continuellement le tres-saint sacrement, & iera exposé selon l'ordre de vostre dite altesse, ou de celui qu'il vous plaira deputer pour en estre sous vostre autorité le supérieur, la sainte messe & le service divin soient celebrez tous les jours, & toutes les fonctions regulieres observées librement, suivant les constitutions, droits & privileges de l'ordre approuvez & concedez du saint siege: promettant d'y vivre dans toute l'obeyssance & respect qu'elle doit à vostre juridiction, & à celui à qui vostre altesse donnera la charge de ce pretendu monastere. Et pour faciliter l'effet des pretentions de sa

majesté, quelques dames ont par une devotion toute extraordinaire contribué d'une somme nécessaire pour parvenir à ladite fondation telle qu'elle est signifiée par le contract cy joint qu'elle presente à vostre altesse, pour assurance que ledit monastere ne sera point à charge, & que lesdites dames fondatrices feront encore somme suffisante pour l'achapt d'une place ou maison, selon l'ordre qu'elles en ont receu de vostre dite altesse, dans six ans d'icy, sans toucher à la somme de mille livres de rente, qu'elles ont donnée pour la subsistance de cinq religieuses de Rambervilliers, y comprise ladite suppliante, sans qu'elle puisse en augmenter le nombre sans vostre permission, & sans pension suffisante. Ce qui estant, elle espere que vostre altesse accordera la presente requeste pour la pure gloire de Nostre Seigneur dans le tres-saint sacrement de l'autel, n'ayant autre dessein que de le glorifier, & de prier pour la santé & prosperité de vostre altesse. *Signé, SOEUR CATHERINE DU S. SACREMENT.*

Monseigneur a commandé la presente requeste estre renvoyée au reverend pere prieur de son abbaye saint Germain des Prez son vicaire general, pour après avoir veü & examiné le contenu en icelle, luy donner avis sur l'establissement du nouveau monastere y proposé, & après en estre ordonné par son altesse. Fait à Paris ce xxvi. Fevrier M. DC. LIII. *Signé, BELLAULT. Pris sur l'original.*

CONSENTEMENT DONNE
*audit établissement par le vicaire
general dudit sieur abbé.*

NOUS Placide Roussel prieur de saint Germain des Prez, vicaire general de son altesse, après avoir considéré les pieux motifs de l'establissement requis en ladite requeste, estimons que son altesse fera chose agreable à Dieu de le permettre pour sa gloire, pourvoyant que ladite de Bar & autres religieuses qui seront establies en l'exemption de ladite abbaye, soient & demeurent toujours & à perpetuité & toutes celles qui y seront admises & receûes, subiectes & bien obeissantes à sa jurisdiction spirituelle, direction & conduite reguliere de son altesse ou de son vicaire general, & à la charge que son altesse choisira les religieuses qui y debvront presentement estre establies, & en limi-

tera le nombre sur le pied, raison & proportion de mil livres de rente proposée leur avoir esté constituée pour dot & fondation par le contract du 14. Aoust dernier, laquelle rente ne peut suffire que pour quatre ou cinq au plus, & encore à la charge que doresnavant aucunes aultres n'y pourront estre receûes & admises, qu'elles n'y apportent au moins trois cent livres de rente de bon fonds inalienable, & que si la composition de leur dot en estoit faite à argent, les deniers en debvront estre employez effectivement en acquisition d'heritages ou rentes par l'avis de son altesse ou de son vicaire general, sans lequel les rentes qui seront ainsi constituées, non plus que celles données par ledit contract du 14. Aoust dernier, ne pourront estre rachetées; à ce que les deniers desdits rachapts puissent estre utilement remployez au profit du monastere qui sera estably; & aussi à la charge d'obtenir par lesdites religieuses lettres patentes de sa majesté confirmatives de cet establissement, qu'elles feront homologuer en la cour, & pour l'amortissement des places & lieux qu'il leur conviendra achepter pour bastir & construire ledit monastere, & sans prejudice du droit d'indemnité & aultres qui pourroient appartenir à ladite abbaye sur lesdits lieux, & que pour faire les frais & despeses tant dudit achapt & construction, comme des louages de maisons dont lesdites religieuses pourront avoir besoin, elles ne pourront emprunter aucuns deniers sous l'obligation & hypoteque des fonds de leur fondation, à ce qu'il leur soit perpetuel & inalienable, & que signifiant le transport qui leur est fait des rentes portées par ladite donation dudit contract du 14. Aoust dernier aux particuliers debiteurs & redevables des rentes y mentionnées, elles seront tenues avec la copie du transport qu'elles leur feront signifier, leur faire aussi bailler copie des lettres patentes de son altesse contenant les clauses, charges & conditions de leur establissement, à ce que les particuliers n'en ignorent. En foy de quoy nous avons signé les presentes pour avis, suivant le renvoy à nous fait par son altesse au bas de ladite requeste. Fait en ladite abbaye le iv. Mars M. DC. LIII. *Signé, FR. PLACIDE ROUSSEL prieur & vicaire general. Pris sur l'original.*

LETTRES PATENTES
du roy Louis XIV. pour l'establisse-
ment desdites religieuses.

AN. 1653.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous présents & à venir, salut. Nous devons informer du vœu que par un zèle de vraie piété nostre très-honorée dame & mère a fait, touchée des justes sentimens de douleur & de regret de voir la sainteté de Dieu méprisée & profanée dans le très-saint & très-auguste sacrement de l'autel, voulant par une devotion toute extraordinaire réparer autant qu'il luy est possible, les offences, sacrilèges & impiétés qui ont esté & sont commises par les desordres des guerres, lesquels sans doute ont attiré l'ire de Dieu sur l'univers, & desirant obtenir la paix dans nostre royaume : à cet effet elle avoit dessein de fonder un monastere de religieuses de l'ordre reformé de saint Benoît, lequel soit singulièrement & spécialement à cette unique fin estably, pour estre le lieu des réparations, adorations & hommages continuellement rendus, par les âmes consacrées à Dieu en iceluy, au très-saint & très-adorable sacrement de l'autel ; nous avons eu pour très-agréable & grandement loué, respecté & approuvé les intentions de nostredite très-honorée dame & mère & la demande qu'elle nous a faite de permettre à la mere Catherine de Bar, dite du saint Sacrement, religieuse professée & cy-devant prieure du monastere de la Conception de Nostre Dame de Rambervillers, diocese de Toul, qu'elle a choisie à l'effect d'establir un convent de son ordre aux lieux & places qui seront par elle acquises dans le territoire du faubourg de saint Germain des Prez, ou mesme dans nostre bonne ville de Paris pour l'accomplissement de son vœu. A CES FINS, après avoir fait voir à nostre conseil la juste, sainte & pieuse demande que nostredite très-honorée dame & mère nous en a fait, & le consentement de nostre très-cher oncle naturel & légitimé le sieur evesque de Metz abbé de saint Germain des Prez, quelques contrats en faveur dudit establissement futur, contenant plusieurs donations faites par nos cheres & amées dame Anne Courtin femme du sieur marquis de Bauges, Marie de la Guesle femme du sieur comte de Chasteauvieux, & autres bien-

faictes, de plusieurs sommes considérables & suffisantes pour la subsistance, fonds & propriété dudit convent, le tout attaché sous nostre contre-scel, nous avons de nostre grace speciale, puissance & autorité royale, permis, accordé & octroyé, permettons, accordons & octroyons par ces présentes signées de nostre main, à ladite mere Catherine du saint Sacrement des'establir au faubourg & territoire de saint Germain des Prez, ou mesme dans nostre bonne ville de Paris, avec le consentement du sieur archevesque de ladite ville, accepter tous les dons, legs, rentes, fondations, heritages, possessions, qui luy seront ou pourront estre présentées, par quelques personnes que ce soit, d'y acquerir toutes maisons, terres & heritages propres & nécessaires pour y bastir & construire une eglise, cloistre, refectoire, logement, ainsi qu'il conviendra pour la commodité de son convent, afin d'y vivre dans l'observance reguliere de l'institut de l'ordre reformé de saint Benoît, & conformément aux concessions faites en cas pareils par nous & par les roys nos predecesseurs aux monasteres exempts & privilégiés. Declaron en outre que par une grace particuliere nous avons amorty & amortissons tous les lieux & places qui seront acquis par ladite mere du saint Sacrement pour parvenir à une parfaite & entiere construction dudit convent, comme biens dediez à Dieu, sans que pour raison dudit amortissement elle, ni après elle les superieures qui luy succederont en la conduite dudit monastere, soient tenus nous payer ni à nos successeurs aucune finance & indemnité, de laquelle nous luy avons fait & faisons don, sauf le droit d'autrui, à la charge que suivant l'intention de nostre très-honorée dame & mere, elle & les religieuses dudit convent s'appliqueront à l'adoration continuelle du très-saint & très-auguste sacrement de l'autel, par des pietez & devotions particulieres, correspondant au dessein de cette œuvre, qui se fait pour reparer tant d'impietés qui se commettent contre la grandeur de Dieu abaissé sous la sainte hostie, & prieront incessamment Dieu pour la paix de ce royaume & la conservation de nostre personne & de nostre estat. Et afin de gratifier le zèle & la liberalité de nos cheres & amées dames Anne Courtin femme du sieur marquis de Bauges & Marie de la Guesle femme du sieur comte de Chasteauvieux, qui contribuent,

buent, ainsi que dit est, des sommes considérables pour l'establissement & la subsistance dudit monastere, nous voulons & entendons qu'elles jouissent des privileges de fondatrices, sous nostre très-honorée dame & mere fondatrice & protectrice speciale dudit convent; allotions, approuvons & ratifions tous contracts, promesses & articles faits & à faire entre lesdites dames & ladite mere du saint Sacrement, pour & au nom de sondit convent, lesquels nous voulons estre executez selon leur forme & teneur, sans y estre contrevenu. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement, gens de nos comptes, presidens & tresoriers generaux de France à Paris, que ces presentes nos lettres d'establissement ils fassent enregistrer, & du contenu en icelles souffrir & laisser jouir ladite mere du saint Sacrement, les religieuses & lesdites dames fondatrices, cessant & faisant cesser tous troubles & empeschemens au contraire. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à tousjours, nous avons fait mettre nostre scel à cesdites presentes. Donné à Paris au mois de May l'an de grace M. DC. LIII. & de nostre regne le x. Signé, LOUIS, & au dos est écrit: Par le roy....

Registrées, ouy le procureur general du roy, pour jouir par les impetrantes de l'effect & contenu en icelles selon leur forme & teneur, sans tirer à consequence, & aux charges de l'arrest de ce jour. A Paris en parlement le xvii. Juillet M. DC. LIV. Signé, DU TILLET.

Registrées en la chambre des comptes, ouy le procureur general du roy, pour jouir par l'impetrante & les religieuses dudit convent de l'effect & contenu en icelles, suivant l'arrest sur ce fait le ii. Septembre M. DC. LIV. Signé, DENIS.

Registrées au bureau des finances de la generalité de Paris, du consentement du procureur du roy, pour jouir par les impetrantes & religieuses dudit convent de l'effect & contenu d'icelles, suivant nostre ordonnance de ce jour xxvii. Fevrier M. DC. LXXVIII. Signé & paraphé.... Tiré d'une copie communiquée par les dames religieuses dudit monastere.

CHARTRE DE FONDATION
de l'abbaye aux Bois, diocese de Noyon,
transférée à Paris en 1654.

IN nomine sancte & individue Trinitatis. Ego Johannes dominus Nigelle, castellanus Brugenfis, tam presentibus, quam futuris, in perpetuum. Noverint universi quibus presens scriptum videre contigerit, quod ego intuitu pietatis, pro remedio animarum bone memorie Johannis patris mei & Elisabethæ matris mee, & pro remedio anime mee & Eustachie uxoris mee & pro animabus fratrum & sororum, & omnium tam ante defunctorum, quam successorum meorum, ad fundationem cujusdam abbatiæ sanctimonialium dedi & concessi in perpetuum viginti buverios terre ad virgam Nigelle, & nemus quod super ipsam terram est, in loco qui vulgò Batiz appellatur, ita etiam quod poterunt eam tartare si voluerint. Dedi insuper Eustachie uxori mee quinque modios frumenti ad mensuram Nigelle singulis annis ad molendinum meum de Canteraine recipiendos, quos ipsa de assensu & libera voluntate mea ad fundationem ejusdem loci contulit in perpetuum. Concessi etiam sanctimonialibus loci sepediti jus & dominium & omnimodam quam ibi habeo libertatem, salvo tamen eo quod tam ego, quam successores mei, patroni erimus abbatiæ memorate, & si unquam fortè aliqua justitia ibidem fuerit faciendâ, quam sanctimoniales ejusdem loci de jure in propriis personis nequeant exercere, mea erit illa justitia, & nullam laicam potestatem, preter me & successores meos, ad faciendam ibidem justitiam poterunt advocare; nec aliqua laica potestas secularisve persona in eodem loco aliquid juris vel domini quolibet modo unquam poterit reclamare. Quod ut ratum & firmum permaneat, presentem paginam sigilli mei munimine roboravi. Actum anno Verbi incarnati M. CC. II. mense Aprili. Confirmé la mesme année par Estienne eveque de Noyon. Pris sur l'original.

AN. 1202.

PROCEZ VERBAL DE CE QUI
se passa à la procession de l'université
le 22. Juillet 1654.

L'AN 1654. le Lundi 22. Juin, nous Pierre l'Aleasant recteur de l'université de Paris nous estant transporté sur les huit heures & demie du matin au

cloître des Mathurins, pour de-là aller avec toute l'université en procession à saint Barthelemi, afin d'y rendre grâces à Dieu de l'heureux sacre du roy, suivant nos mandemens affichez de nostre ordonnance, ainsi qu'il est accoustumé, par tous les carrefours & lieux publics, & envoie aux paroisses & aux convents des religieux, comme aussi particulièrement à maîtres Louys Messier, Philippes de Buzine & Paul Courtois, doyens des facultez de theologie, droit canon & medecine, & à maîtres Cesar Egasse du Boullay, Jacques de Mailly, Louys Noel & Jean du Voullemin procureurs des nations de France, Picardie, Normandie & Allemagne, & aux colleges & officiers de ladite université, comme il a esté pratiqué de tous temps; nous fûmes premierement prendre nostre place avec lesdits trois doyens & quatre procureurs & M. François du Montier procureur fiscal & Nicolas Quintaine greffier de l'université, dans le coin dudit cloître, ainsi qu'il s'est toujours observé. Là se présenterent Louys Cader bachelier en theologie du diocèse de Troyes, François Paul bachelier en theologie du diocèse de Clermont, & Jean Simon bachelier en droit canon du diocèse de Rouen, qui firent leurs supplications, & demanderent des lettres de nomination; sur quoi, ouy ledit procureur fiscal, M. Paul Courtois doyen de la faculté de medecine, prévenant son rang de suffrage, dit que ce n'estoit pas là le lieu des supplications. Nous lui dismes que depuis que nous estions recteur, nous avions toujours veu les supplications se recevoir en cedit lieu, que lui-mesme en avoit delibéré en nostre presence, & qu'encore en la dernière assemblée pour la procession du 19. Mars dernier, aussi bien qu'aux précédentes, il avoit opiné avec les autres sur les supplications faites en ce mesme lieu, sans que lui ni aucun autre y ait formé aucune difficulté. Lesdits procureur fiscal & greffier de l'université dirent qu'ils en avoient toujours veu ainsi user, & ledit greffier ajouta que les registres en faisoient foy, sur quoi M. Paul Courtois nous repartit qu'il estoit vrai que cela c'estoit fait, mais *hoc malè*, & que lesdites supplications se devoient faire dans le chapitre desdits Mathurins. Nous luy repliquasmes que l'on avoit accoustumé de recevoir les supplians, & en deliberer en l'un & en l'autre de ces deux endroits; ce qui n'empescha pas que ledit M. Paul Courtois ne se levast,

& après lui lesdits maîtres Louys Messier & Philippes de Buzine, & allerent ensemble dans ledit chapitre. Cependant après que les procureurs des nations eurent opiné sur les supplications, il fut arresté que lettres de nomination seroient delivrées auxdits Louys Cader & François Paul; & quant audit Jean Simon, qu'il seroit auparavant informé de la verité de ses lettres de degré. Après quoi nous nous transportasmes audit chapitre selon la coustume, où ayant fait nostre harangue sur le sacre du roy, & pris occasion de cette auguste ceremonie, pour exhorter un chacun de conserver la paix & la concorde, nous finismes par la demande ordinaire d'agréer ce que nous avions fait pendant les trois derniers mois de nostre rectorat, & de nous accompagner en grand nombre à la procession. Ledit M. Louys Messier doyen de theologie, sans se lever auparavant & s'assembler avec les autres doyens, selon la maniere accoustumée, commença à dire que sa faculté nous prioit d'interposer nostre autorité pour faire que le procureur de la nation de France, quand il viendrait à porter la parole, se servist de la forme ancienne, *antiqua formulâ*. Cependant voyant que les quatre procureurs estoient levez & assembles, ainsi qu'ils ont accoustumé, il se leva aussi, & se joignit avec lesdits deux autres doyens; & peu après ayant repris sa place, il repeta la mesme chose, & nous pria de rechef d'user de nostre autorité, à ce que le procureur de la nation de France parlât dans la forme ancienne sans rien innover. Nous dismes en mesme temps, que nous exhortions un chacun en general & en particulier à ne rien innover. Après quoi M. Philippes de Buzine dit pour sa faculté, qu'il nous prioit de la mesme chose, & ajouta que le procureur de la nation de France eust à dire: *Præclara facultas artium*, sans faire aucune mention de quatre procureurs ou nations, & que sous cette condition il agréeroit ce que nous avons fait *consentientibus decanis*, & viendrait à la procession. Nous lui dismes que nous avions déjà satisfait à cette priere, ayant exhorté, comme nous faisons encore, un chacun en general, de ne rien innover. Sur quoi il repartit, que puisqu'il ne tenoit pas à nous, *quandoquidem per te non stat*, il agréoit ce que nous avions fait pendant nostre rectorat, & qu'il nous accompagneroit à la procession, veu principalement

cipalement qu'elle se faisoit pour rendre graces à Dieu de l'heureux sacre du roy. M. Paul Courtois dit, pour la faculté, que pourveu que nous fissions en sorte que le procureur de la nation de France dist : *Præclara artium facultas*, sous cette condition il agréoit ce que nous avions fait, & nous accompagneroit à la procession. M. Cesar Egasse du Boullay procureur de la nation de France dit, que pour ne pas arrester la procession, & pour abreger, les quatre nations de France, Picardie, Normandie & Allemagne agréoiēt ce que nous avions fait, & nous accompagneroiēt à la procession, sur quoi s'éleva grande rumeur de la part deldits doyens, de ce qu'il faisoit mention des quatre nations, au lieu de dire selon leur pretention *Præclara artium facultas*, & dirent que c'estoit innover. Il repartit que les termes dont il s'estoit servi, ne pouvoient passer pour innovation, puisqu'on s'en estoit servi dans de pareilles rencontres, & que meisme ils estoient employez dans le *factum* imprimé pour lesdits doyens, lequel *factum* il tenoit en main, & y leur les termes dont il s'estoit servi. Cependant nous taschâmes d'appaiser le bruit & les esprits, & représentâmes entr'autres choses que le different estoit pendant en la cour, qu'on en avoit communiqué au parquet, & que les parties pouvoient reciproquement protester. Après quoi nous conclusmes à nostre ordinaire & nous retirâmes dans le chœur de l'église, comme nous avons accoustumé, attendant nostre rang pour marcher en procession. Mais nous fûmes fort surpris, quand quelques docteurs en theologie nous vinrent dire que les trois facultez avoient resolu de ne pas venir à la procession. Nous leur demandâmes quel sujet elles en pouvoient avoir, principalement de nostre part, ayant satisfait à ce que leurs doyens avoient désiré de nous, & nous représentâmes par plusieurs fois que le different des facultez avec les nations n'avoit rien de commun avec la procession, & qu'on estoit obligé d'y assister par les statuts de l'université verifiez en parlement, & en vertu du serment à nous presté & à nos predecesseurs, que la consideration du sacre du roy estoit encore un surcroist d'obligation, & enfin que cette secession ne se pouvoit pas faire sans un très-grand scandale. Pendant quoi on nous vint dire que les religieux & les nations estoient partis, & que la

procession nous attendoit dans la rue. C'est pourquoi nous fûmes obligez de marcher, sans qu'aucun des doyens & docteurs des trois facultez voulust venir; on empêcha plusieurs bacheliers de nous accompagner; on passa meisme jusqu'à cet excez, que la procession tournant pour entrer dans la rue de la Harpe, on vint faire retourner les Jacobins & les Augustins, & ceux meisme qui portoient la croix & les chandeliers; en sorte que nous fûmes contraints, après avoir longtemps attendu, d'envoyer prendre une autre croix & d'autres chandeliers en l'église de saint Cosme, qui furent portez par des regens jusques dans l'église de saint Barthelemi. Il y eut meisme quelques religieux si peu retenus, que de dire des injures atroces en pleine rue à des principaux de l'université venerables par leur age & par leurs merites, sur ce qu'ils leur representoient le scandale public qu'ils faisoient en se retirant de la procession, & le murmure qui s'élevoit contr'eux parmi tous ceux qui remplissoient les rues pour la voir passer. Après la messe & les ceremonies achevées dans saint Barthelemi à la maniere accoustumée, les trois Augustins qui portoient la croix & les chandeliers, & qui nous avoient abandonnez en la procession, se presenterent avec leurs croix & chandeliers, pour nous reconduire selon la coustume aux Mathurins; où estant arrivé, ils nous prièrent de les excuser, disant qu'on leur estoit venu dire que nous leur commandions de se retirer. Nous apprîmes en meisme temps que pendant que nous faisons nostre procession à saint Barthelemi, qui estoit le lieu marqué par nos affiches & nos mandemens, les doyens & docteurs des trois facultez avoient fait une procession particulière en Sorbonne. Dont & de tout ce que dessus nous avons fait le present proces verbal signé de nostre main & scellé de nostre sceau rectoral, pour servir ce que de raison. Signé, P. L'ALEMANT recteur. Pris sur une copie imprimée.

REQUÊTE DU RECTEUR
au parlement.

A NOSSEIGNEURS
DE PARLEMENT.

SUPPLIE humblement Pierre l'Alemant recteur de l'université de Paris, disant que les trois facultez de theologie, decret & medecine, & les quatre

AN. 1654

nations de France, Picardie, Normandie & Allemagne qui composent ladite université, sont obligés d'aller en procession au lieu qui leur est indiqué par le recteur qui en est chef; à quoi il a esté de tout temps satisfait, & même depuis que le suppliant a l'honneur d'estre en charge; & neantmoins le Lundi 22. Juin dernier le suppliant étant aux Mathurins, toute l'université solennellement assemblée, après la harangue par lui faite sur le sujet de l'heureux sacre du roy, la procession qui estoit indite en l'église saint Barthelemi proche le palais, commencée en l'ordre accoustumé, les trois facultez de theologie, decret & medecine se retirerent; tellement que le suppliant fut obligé de suivre immédiatement lesdites quatre nations, pour éviter un plus grand scandale, & que les prieres qui devoient estre faites ne fussent entierement interrompues. Estant à la procession à l'entrée de la rue de la Harpe, arriva un autre desordre; on fit retirer la plupart des religieux, & ceux même des Augustins qui portoient la croix & les chandeliers; en sorte que le suppliant fut contraint, après avoir longtemps attendu, d'envoyer prendre une autre croix & chandeliers en l'église saint Cosme, qui furent portez par des regens jusques dans ladite eglise de saint Barthelemi; ce qui excita beaucoup de desordres & de bruits, dont le suppliant a dressé procez verbal cy-attaché, contenant plus amplement le fait & les circonstances qui s'y sont passées. Et d'autant que c'est une injure qui n'est pas tant faite à sa personne, qu'au public, & à la charge & dignité de recteur, à la honte de l'université, & au mépris des statuts & arrests de la cour, & de la procession; & que le suppliant a interest qu'il y soit apporté remede pour l'avenir, ayant jusqu'à present différé, pour tenter les voies de douceur, afin de remettre dans l'ordre, & avec la satisfaction qui est due pour cette injure publiquement receüe, ceux qui s'en sont departis, & à qui elle peut & doit estre imputée; il requiert lui estre par la cour pourveu. Ce considéré, nosseigneurs, il vous plaist ordonner que les trois facultez de theologie, decret & medecine seront condamnées d'assister le suppliant aux processions qui se font de ladite université, conformément aux statuts registrez en la cour; & en la maniere accoustumée, sans pouvoir s'en departir ni exempter sous quelque pretexte que

ce soit, à peine les contrevenans estre déchus des privileges de ladite université; se rapportant au surplus à la cour d'ordonner, tant sur les autres peines que reparation du scandale public arrivé ledit jour 22. Juin dernier, & sauf à monsieur le procureur general prendre telles conclusions qu'il verra bon estre; & ferez bien. *Signé*, P. L'ALEMANT recteur. DACCOLE.

Soit montré au procureur general du roy, & viennent les parties le XI. Juillet M. DC. LIV. *Signé*, TROCHON.

Le XI. Juillet M. DC. LIV. fut le present signifié, & baillé copie à maître Lemée procureur. *Signé*, DU NOUET. *Ibidem*.

ORDRE POUR LA MILICE de Paris, commandée pour l'entrée de la reine de Suede, arresté au bureau de la ville le 1. Septembre 1656.

TOUTES les escoades tirées des compagnies conduites par un sergent, à leur défaut par un caporal, se rendront en la maison de leur colonel ou au lieu qui leur aura esté par lui assigné au jour prescrit & à l'heure precise.

Les soldats desdites escoades seront honnestement vestus, & porteront pour armes des mousquets ou fusils & des picques; & comme ces derniers ornent beaucoup un bataillon, les susdits officiers mettront soin qu'il y en ait au moins un tiers.

Les mousquetaires ou fuzeliers auront des bandolieres, & les picquiers des haufse-cols.

A l'égard des munitions, comme l'on fait tousjours desdites en pareilles ceremonies de tirer, à cause des inconveniens qui en arrivent, il suffira que ceux qui porteront des mousquets, ayent une mesche pour la decence; & sur tout on prendra garde de ne se point charger de plomb, les officiers ayant ordre à ce sujet de visiter avant que partir toutes les armes & bandolieres, pour remedier aux meprises qui ne font que trop souvent arrivées.

Les grands officiers choisis pour commander en cette occasion, pourront se faire suivre par l'escoade de leur compagnie, lorsqu'ils iront chez leur colonel; & même pour la difference des capitaines, si l'assemblée ne se fait point chez eux, il fera à propos que messieurs les colonels donnent ordre à quelque autre escoade de se joindre à la leur, afin qu'ils

qu'ils se trouvent suivis du moins d'une cinquantaine de foldats.

À l'égard des enseignes, si les drapeaux ne sont pas chez les colonels, quoique contre l'usage ordinaire de la guerre, on les enverra querir rambour battant par une escoade conduite par un sergent, lorsque la compagnie commencera à se fortifier.

L'heure du partement arrivée les escoades marcheront en quatre files à la queue les unes des autres selon l'ordre des compagnies, sans que les caporaux se puissent detacher de leurs escoades pour avoir une place plus avancée dans la marche, à la reserve toutefois des picquiers qui seront mis à part pour marcher tous ensemble au milieu des mousquetaires.

Les sergens iront dans les divisions & sur les aîles des dites escoades, pour prendre garde que chacun observe bien sa distance; & quand ils porteront quelque commandement, il leur sera obéy par ceux à qui ils s'adresseront, de quelque compagnie qu'ils soient, n'y ayant plus de distinction à faire entre les officiers de la colonelle, puisqu'elle ne compose icy qu'une compagnie.

Les capitaines marcheront à la teste, le plus ancien des deux à la droite. Si le lieutenant-colonel s'y trouve, il tiendra la premiere place; & feront porter devant eux leurs picques. Ils pourront avoir auprès d'eux tel sergent qu'il leur plaira.

Les lieutenans doivent aller à la teste des picquiers aussi avec picques devant eux.

Les enseignes dont la place est entre le trois & le quatriesme rang des picquiers, lorsqu'ils tiennent le drapeau, marcheront, s'ils sont à cheval, avec les lieutenans, & ne feront point porter de picques, puisqu'ils doivent prendre leurs drapeaux. Tous ces officiers lestement vêtus, sans botres, ainsi que doivent estre des officiers d'infanterie, pourront aller à cheval par les rues, comme il est pratiqué es autres entrées.

Lorsqu'ils aborderont la place Royale, ceux qui seront à cheval descendront, & prendront leurs picques ou drapeaux à la main avant qu'y entrer. En ce lieu qui est le rendez-vous general, les compagnies se placeront selon l'ancienneté des colonelles, ainsi qu'il leur sera indiqué par le major, & ce dans les barrières entre lesquelles on ne laissera entrer que ceux qui seront en armes.

Tome II. Parr. II.

La conduite de ces troupes ayant esté donnée à M. de Grammont-Veydeau colonel, tous les officiers & foldats le reconnoistront & luy obeiront comme à leur chef; & en cette qualité, quand il faudra aller aux champs de bataille, il marchera seul à la teste de toutes les troupes, comme il aura fait à l'égard des colonelles qui l'auront pris chez luy ou qui l'auront joint dans la marche.

Les compagnies se suivront en l'ordre qu'elles seront venues & qu'elles auront esté placées au rendez-vous; & pour éviter toute confusion, la seconde colonelle ne defilera point que le dernier soldat de la premiere ne soit party: & ainsi de la seconde à la troisieme & des autres, dont la suite est telle:

1. De Seve.
2. Lamoignon.
3. D'Estampes.
4. Tibeuf-Bouville.
5. Longueil.
6. Boucher.
7. Guenegaud.
8. Vaurouy.
9. Bragelonne.
10. Veydeau-Grammont.
11. Coullon.
12. Prevost-saint-Germain.
13. Ladvocat.
14. Scaron-Vaujour.
15. Servien.
16. Lallemand.

La colonelle de M. de Seve estant sous le plus ancien colonel, tiendra lieu de compagnie colonelle, & portera seule le drapeau blanc; les autres en prendront de la couleur qu'il leur plaira.

A mesure que les compagnies arrivent sur le champ de bataille, elles prendront le terrain qui leur sera donné par le major, où elles formeront leurs bataillons seules, si elles sont assez fortes, comme de quatre à cinq cens hommes, ou avec d'autres, si elles se trouvent trop foibles.

Chaque soldat, quand mesme ce seroit un caporal, se tiendra dans le lieu où le hazard des coupures l'aura mis, sans affecter d'estre au premier rang, attendu que ce seroit une trop grande confusion s'il falloit demesler toutes les qualitez d'un chacun: joint que cela ne tire point à consequence, & qu'on verra aussi bien au dernier rang qu'au premier, puisque la reine doit tourner tous les bataillons.

Les bataillons formez, chaque soldat

A a ij

demeurera dans sa place sans en sortir, s'il n'a congé de le faire.

Les sergens se tiendront sur les aîsles, les enseignes dans le milieu des picquiers, les lieutenans à la teste, les lieutenans-colonels & capitaines sur une même ligne plus avancée de quatre ou cinq pas que leurs lieutenans; & le colonel seul où il luy plaira, plus avancé aussi de quelques pas que tous les autres officiers.

Lesquels seront à pied avec leurs piques à la main, dont ils salueront la reine quand elle viendra à passer.

Pour lors chacun sera attentif à son devoir, les soldats prendront garde de bien observer leurs rangs & leurs files; les sergens y auront l'œil, & veilleront à ce que personne ne tire, pour ne pas causer du desordre dans la cavallerie.

Les officiers prendront garde que les bataillons fassent toujours face du costé que sera la reine.

Si messieurs le gouverneur, prevost des marchands & eschevins viennent à visiter les bataillons, ou à passer avant que la reine de Suede arrive, ils seront aussi saluez de la pique par les officiers.

Quand la reine sera passée, les compagnies defileront par leur ancienneté, ainsi qu'elles seront venues, & dans le même ordre marcheront après elle jusques au Louvre; après quoy toute cette milice ayant filé le long du quay & reconduit M. Veideau de Grammont, chaque compagnie s'en retournera en son quartier par le chemin qu'il plaira au capitaine qui la conduit. *Signé, LE MAIRE. Copié sur l'imprimé en 1656.*

*ERECTION DU SEMINAIRE
des Trente-trois, par les vicaires
généraux de l'archevêque de Paris.*

AN. 1657.

JEAN-BAPTISTE de Contes prestre docteur ez droitz, doyen de l'église metropolitaine de Paris, conseiller ordinaire du roy en ses conseils d'estat & privé, & Alexandre Hodencq aussi prestre docteur en theologie de la société de Sorbonne, curé-archiprestre de saint Severin, vicaires généraux de monseigneur l'eminentissime & reverendissime pere en Dieu messire Jean-François-Paul de Gondy cardinal de Retz, archevesque de Paris; à tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut en nostre Seigneur. Plusieurs personnes de pieté qui en leur particulier donnoient moyen à des pauvres escolliers de continuer leurs estu-

des, ayant eu dessein d'unir ensemble lesdits escolliers, de les mettre en commun, en limitant le nombre d'iceux à trente-trois, en l'honneur des trente-trois années que Nostre-Seigneur Jesus-Christ a vescu sur terre, à l'intention de rendre lesd. escolliers capables d'estre promus au sacerdoce, soit pour demeurer en l'ordre hierarchique de l'église, soit pour entrer dans les ordres des reguliers, & par ce moyen servir Dieu, le glorifier & estre utiles à leur prochain; & ayant esté choisi trois directeurs pour le spirituel & trois autres pour le temporel de la communauté desdits trente-trois escolliers, sous la direction desquels ils sont demeurez jusques à present; lesdits sieurs directeurs nous auroient remontré que lesdites personnes de pieté qui avoient donné commencement à ce bon œuvre, continuant leurs charitez & aumosnes envers lesdits escolliers, leur auroient donné moyen d'acquiescer une grande maison sise à Paris rue du Mont-sainte-Genievie, appelée l'hostel d'Albiac, vis-à-vis le college de Navarre, moyennant le prix & somme de vingt-neuf mil livres, pour y establir ladite communauté. Et d'autant que ledit establissement ne se peut faire sans l'autorité de mondit seigneur l'archevesque, lesdits sieurs directeurs nous ont requis & supplié vouloir decretter & autoriser ladite communauté desdits trente-trois escolliers, & icelle eriger, instituer & establir en un seminaire ecclesiastique audit hostel d'Albiac, & luy prescrire tels statuts & reglemens que nous jugerions à propos. A CES CAUSES, vû la requeste desdits sieurs directeurs, le contract d'acquisition par eux faite dudit hostel d'Albiac à l'effet dudit establissement, de Louis Langlois escuyer capitaine au regiment de Rambures & ses consorts y denomez, passé pardevant Desprez & Mouffle notaires au chastelet de Paris le 7. jour de May 1654. le decret de vente & adjudication dudit hostel d'Albiac fait audit chastelet de Paris auxdits sieurs directeurs, moyennant ladite somme de vingt-neuf mil livres, le Samedi 30. Janvier 1655. signé, de Longueil, & autres pieces attachées à ladite requeste; tout considéré, nous avons de l'autorité dudit seigneur archevesque decretté & spiritualisé ledit hostel d'Albiac, circonstances & dependances, à l'effet d'y eriger, instituer & établir un seminaire ecclesiastique desdits trente-trois escolliers, en l'honneur des trente-trois années que

Nostre Seigneur Jesus-Christ a vescu sur terre ; lequel seminaire nous avons erigé, institué & establi, erigeons, instituons & establissons par ces presentes audit hostel d'Albiac ; pour y vivre par lesdits trente-trois escolliers en commun, sous l'autorité, jurisdiction, superiorité, visite & dependance dudit seigneur archevesque & de ses successeurs à l'advenir, & sous la direction & administration desdits sieurs directeurs & d'un prefet ecclesiastique qui residera en ladite maison, auquel lesdits escolliers rendront honneur & obeissance. Et arrivant vacation de l'une des places desdits sieurs directeurs par mort, demission ou renonciation, les autres qui resteront en choisiront un autre, lequel ils presenteront audit seigneur archevesque, pour estre par luy agréé & confirmé. Comme aussi vacation arrivant dudit office de prefet, par mort, demission ou autrement, il y sera pourveu d'une autre personne ecclesiastique constituée en l'ordre de prestrise par ledit seigneur archevesque & ses successeurs à l'avenir, sans que ledit office de prefet dudit seminaire puisse estre reputé un titre, & estre resigné en cour de Rome, ni en la legation, ains seulement un simple office destituable *ad nutum* dudit seigneur archevesque. Et seront les comptes de la recepte & despenſe dudit seminaire rendus par chacun an pardevant ledit seigneur archevesque ou l'un de ses grands vicaires en presence desdits sieurs directeurs, dudit prefet, & trois desdits escolliers qui auront esté nommez & deputtez par la communauté à cet effect. Et outre à la charge que lesdits prefet & escolliers garderont & observeront les statuts & reglemens qui leur seront donnez par ledit seigneur archevesque ou par nous en son absence. En foy de quoy nous avons signé ces presentes, & à icelles fait apposer le sceau des armes dudit seigneur archevesque. Donné à Paris le XIII. jour de Juin M. DC. LVII. Signé, DE CONTES, DE HODENCQ, BAUDOUYN, avec paraphe. Pris sur l'original.

LETTRES PATENTES DU ROY
*Louis XIV. pour l'establissement du
 seminaire des Trente-trois.*

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre ; à tous presens & à venir, salut. Nos chers & bien amez les directeurs & administrateurs du seminaire des Trente-trois escolliers

nous ont fait remonstrer que plusieurs personnes de pieté qui en leur particulier donnoient moyen à des pauvres escolliers de continuer leurs études, ayant eu dessein de les unir ensemble & de les mettre en commun, en limitant le nombre d'iceux à trente-trois, en l'honneur des trente-trois années que Nostre Seigneur Jesus-Christ a vescu sur la terre, à l'intention de rendre lesdits escolliers capables d'estre promus au sacerdoce, soit pour demeurer en l'ordre ecclesiastique de l'eglise, ou pour entrer dans les ordres de reguliers, pour servir Dieu, le glorifier & estre utiles à leur prochain, & ayant esté choisi trois directeurs pour le spirituel & trois autres pour le temporel de la communauté desdits trente-trois escolliers, sous la direction desquels ils sont demeurez jusques à present, & comme les mesmes personnes qui avoient donné commencement à ce bon œuvre, continuant leurs charités & aumônes envers lesdits escolliers, leur ont donné moyen d'acquiescer une grande maison scize en cette ville de Paris rue du Mont. sainte. Genevieve, appelée l'hostel d'Albiac, vis-à-vis le collège de Navarre, moyennant le prix & somme de vingt-neuf mil livres, pour y establir ladite communauté, à l'effect duquel establissement lesdits exposans s'estant pourvus pardevant les vicaires generaux de l'archevesché de Paris, ils ont decreté & spiritualisé ledit hostel d'Albiac, circonstances & depenſances, & consenti l'institution & establissement d'un seminaire ecclesiastique desdits trente-trois escolliers, en l'honneur des trente-trois années que Nostre Seigneur Jesus-Christ a vescu sur la terre, pour y vivre par eux en commun sous l'autorité, jurisdiction, superiorité, visite & dependance du sieur archevesque de Paris & de ses successeurs à l'avenir, & sous la direction & administration desdits directeurs & d'un prefet ecclesiastique qui residera en ladite maison, auquel lesdits escolliers rendront honneur & obeissance. Et arrivant vacation de l'une des places desdits sieurs directeurs, par mort, demission ou renonciation, les autres qui resteront en choisiront un autre, lequel ils presenteront audit sieur archevesque, pour estre par lui agréé & confirmé ; comme aussi vacation arrivant dudit office de prefet, par mort, demission ou autrement, il y sera pourveu d'une autre personne ecclesiastique constituée en l'ordre de prestrise par lesdits sieurs archeves-

que & ses successeurs à l'avenir, sans que ledit office de prefet dudit seminaire puisse estre reputé un titre, & estre resigné en cour de Rome, ni en la legation, ains seulement un simple office destituable à la volonté dudit sieur archevesque; & que les comptes de la recepte & despenſe dudit seminaire seront rendus par chacun an pardevant ledit sieur archevesque, ou l'un de ses grands vicaires, en presence desdits sieurs directeurs, dudit prefet & de trois desdits escolliers qui auront esté nommez & deputtez par ladite communauté à cet effet; & outre à la charge que lesdits prefet & escolliers garderont & observeront les statuts & reglemens qui leur seront donnez par ledit sieur archevesque, ou en son absence par lesdits vicaires generaux. Suivant lequel consentement lesdits directeurs nous ont requis & supplié vouloir agréer & confirmer ledit établissement dudit seminaire, & leur en octroyer nos lettres sur ce necessaires. A CES CAUSES, voulant contribuer à une si louable & si sainte entreprise, & si necessaire à l'eglise, pour d'autant plus attirer les benedictions du ciel sur nos estats, au repos & tranquillité que nous leur souhaitons, avons par ces presentes signées de nostre main permis & accordé, permettons & accordons l'entier établissement & institution dudit seminaire ecclesiastique de trente-trois escolliers en l'honneur des trente-trois années que Nostre Seigneur Jesus-Christ a vescu sur la terre, pour estre tenu audit hostel d'Albiac, & y vivre par lesdits trente-trois escolliers en commun, selon & ainsi qu'il est porté par la permission & consentement des grands vicaires de l'eglise de Paris cy-attaché sous nostre contre-scel, lequel voulons estre entièrement gardé, observé & executé. Voulons aussi que ledit seminaire erigé & établi, puisse recevoir, accepter & occuper tous legs & donations, pour leur demeurer à perpetuité acquises & unies, & que l'hostel d'Albiac acquis pour la maison dudit seminaire soit & demeure bien & dûement amorti, comme par ces presentes nous l'avons amorti & amortissons, comme bien dédié à Dieu & à l'eglise. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement, & gens de nos comptes, presidens & tresoriers generaux de France à Paris, que ces presentes nos lettres ils ayent à registrer, & du contenu en icelles laisser

jouir & user pleinement, paisiblement & perpetuellement led. seminaire, cessant & faisant cesser tous troubles & empeschemens au contraire. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à tousjours, nous avons fait mettre nostre scel à cesdites presentes. Donné à Paris au mois d'Avril, l'an de grace M. DC. LVII. & de nostre regne le xv. Signé, LOUIS; & sur le reply: Par le roy, DE LOMENIE.

Registrées au parlement le VII. de Septembre M. DC. LVIII. Signé, DU TILLET. & à la chambre des comptes le xxx. Decembre M. DC. LIX. Signé, RICHER. Pris sur l'original.

RESOLUTION PRISE EN l'assemblée generale de l'hostel de ville, au sujet d'un canal pour empescher les inondations de la Seine.

EN l'assemblée generale tenue pour la seconde fois dans la grande salle de l'hostel de ville, où estoit monsieur le gouverneur, a esté representé par M. le prevost des marchands ce qui s'estoit fait en execution de la resolution prise en la premiere assemblée, & comme l'on s'estoit transporté sur les lieux avec experts pour connoistre les pentes & la nature des terres par lesquelles aucuns ont proposé de faire passer le canal: qu'il sembloit que toutes les propositions faites se reduisoient à deux, qui estoient de conduire le canal à saint Oüin, ou bien de le faire tomber à la Savonnerie: que le sieur Petit intendant des fortifications, homme fort capable, avoit esté prié de faire les remarques necessaires tant pour la depense que pour la conduite d'un ouvrage de si grande consequence; ce qu'il auroit fait avec tout le soin que l'on pouvoit attendre de luy, qui se pouvoit connoistre par le plan qu'il en avoit dressé, & par les procez verbaux & discours qui en avoient esté distribuez au public, ayant tousjours esté assisté du sieur Noblet maitre des œuvres de ladite ville: qu'il estoit à present question d'examiner les advis des uns & des autres, pour en prendre un bon, & en faire rapport au roy qui eut la bonté de luy faire dire par M. le chancelier & messieurs les sur-intendans qu'il contribueroit volontiers de ses deniers au foulagement des incommoditez que recevoit la ville par les inondations.

Sur quoy monsieur le procureur du roy & de la ville a dit, que la continuation

nuation des grands debordemens de nostre riviere qui a fait tant de ruines, nous oblige de reprendre la premiere pensée d'un canal; on resolut d'en faire un en l'année 1651. qui fut lors commencé & depuis delaisé à cause des troubles survenus & du manque de fonds; & comme le temps & l'expérience peuvent donner de nouvelles lumieres, & qu'aucuns contredisent ce premier dessein, on a trouvé bon de faire encore une assemblée generale dans la grande salle de l'hostel de ville composée de tous les ordres d'icelle. Ainsi cette grande assemblée que l'on peut dire de tout Paris, en a fait une autre de peu de personnes, pour recevoir les propositions particulieres, les examiner & entendre sur icelles les experts & sçavans en cette matiere, pour après en faire rapport en l'assemblée generale, & en deliberer: ce qui a esté ponctuellement executé, les lieux ayant esté visitez, mesurez & niveléz, les propositions concertées, puis portées à l'assemblée generale.

On a fait esclorre deux desseins dont l'un est de grande estendue, & l'autre est plus reduit; le premier prend au dessous de la Rapée à la maison de du Buiffon, & va à saint Oüin: le second se decharge à la Savonnerie. Le canal de saint Oüin est estimé à cinq millions, celui de la Savonnerie est à trois. Il s'est fait encore une autre proposition qui est de couper la riviere de Marne, & la decharger par un canal au dessous de Gournay. C'est ce qu'il faut examiner, & bien que l'on n'ait pas tousjours l'intelligence parfaite des choses qu'il faut sçavoir, pour donner son avis sur une matiere qui regarde la geometrie & l'hydrographie, pour connoître la cheûte & la pente des eaux & la nature des terres qu'il faut ouvrir, cette compagnie neantmoins en doit juger. Et comme la politique enferme en soy toutes les connoissances, ceux qui ont le gouvernement des villes, devroient tout sçavoir, puisqu'ils ont à regler ceux qui font profession des arts & des sciences: ce qui ne se peut pourtant, l'intelligence des sciences estant infinie, & la vie trop courte, qui borne l'homme à connoître legerement l'art auquel son inclination l'a porté. Ce defaut de nature est suppléé par ce grand nombre d'hommes sçavans en toutes professions que nous élevons pour nous ayder aux occasions, & pour nous donner les lumieres necessaires pour nostre conduite. La même chose arrive à celui qui se

veut bien loger, il se rapporte aux architectes & aux ingenieurs, pour ce qui est de leur art: mais il faut qu'il se rende juge de sa commodité & de sa dépense, & aussi des avantages qu'il doit tirer de son edifice. Ainsi bien que les sçavans qui ont parlé, ayent des connoissances bien plus hautes que beaucoup d'autres, c'est neantmoins à cette compagnie à bien considerer l'ouvrage proposé, & à faire reflexion sur la depense & sur les avantages ou desadvantages que la ville peut recevoir de leurs propositions; & c'est le lieu d'entrer en matiere, & de voir à quoy il se faut arrester pour le bien de nostre ville.

Il est constant que pour conduire le canal à saint Oüin l'on a dit que la despenſe seroit de cinq millions; mais il en coustera plus de huit, au dire de beaucoup de gens experts qui ont esté ouïs, & la descharge ne sera pas telle que l'on pourroit esperer. Les inconveniens sont au grand prix & au peu de soulagement, & à faire un canal éloigné de nos murailles, qui pourroit servir de fortification contre nous, & qui donneroit lieu de bastir & d'accroître une ville dont la grandeur menace la ruine.

A l'égard du canal que l'on propose, qui ira rendre à la Savonnerie, c'est à peu près le premier dessein de l'année 1651. Il coustera trois millions, c'est-à-dire quatre ou plus, & ne pourra soulager la ville que de deux pieds.

Pour ce qui est de l'autre dessein de couper la Marne par un canal au dessous de Gournay, l'on trouve encores ce dessein trop esloigné de nous, & qu'il seroit dangereux de donner cours à une riviere autre que le sien naturel, estant certain qu'en esté par la bassesse des eaux la riviere n'est pas navigable.

Il reste à considerer sion continuera le premier dessein ordonné en 1651. & depuis executé en partie. Il est certain que les mêmes ceremonies qui ont esté observées cette année, ont esté faites en l'année 1651. assemblée generale tenue, grand nombre d'experts ouïs, descente sur les lieux, rapport fait au conseil du roy & au parlement de la resolution prise, avec approbation d'icelle par tout. La resolution fut de creuser au bastion de l'arsenal, & continuer dans les fosses jusques à Chaliot. Comme visiblement l'on n'a pas assez creusé & élargi le canal; on se peut corriger, & l'élargir jusques à vingt-quatre toises par

* Le sieur le Petit dans son avis imprimé paroitroit preserter ce dessein à tous les autres; parce que supplant, ce qui paroît plausible, que le cours de la riviere est retardé par le coude qu'elle fait au dessus de St Cloud, il croiroit que l'inondation se dechargeroit plus promptement par un canal qui se r'eroit à la riviere au dessous de saint Cloud.

tout, & le creuser à proportion.

Aucuns tiennent que ce canal sera de peu de service pour la descharge des grandes eaux; mais cela a esté dit en 1651. & les autres propositions rejetées. Pourquoi changer ce qui a esté approuvé par tant de monde, pour la commodité que l'on en recevra? L'on sçait que nostre riviere nous fait souffrir des débordemens ordinaires & extraordinaires. Pour les ordinaires, ils arrivent tous les ans, avec l'incommodité que l'on en reçoit par la cessation du commerce, remplissant mesme les caves de plusieurs maisons. Ce canal recevra sans doute une partie des eaux superflues qui se donneront plus de pente par leur rapidité. Pour ce qui est des grandes inondations & débordemens extraordinaires, l'on demeure d'accord que ce canal apportera peu de soulagement, à cause de l'abondance des eaux capables de remplir quelque canal que ce soit, & d'occuper encore les espaces que nous avons veûs, à l'exemple des autres fleuves qui se font respan-dus avec estonnement, & fait des rui-es qui ne sont pas imaginables.

Il ne faut pas penser aux moyens d'éviter ces deluges universels, ny d'y apporter des remedes, puisqu'il n'y en a point. Les loix n'ont rien prononcé sur les cas extraordinaires qui arrivent rarement & contre l'ordre ordinaire de la nature. On peut dire que dans ces grandes inondations il faut plustost avoir recours au theologien qu'à l'astrologue & au mathematicien. Il ne faut pourtant pas tout abandonner; le medecin dans une maladie incurable ne laisse pas de soulager la nature par ses remedes.

Faisons donc quelque chose qui puisse servir: ce qui arrivera par ce canal au pourtour de la ville qui la nettoiera, & sera utile à la navigation. Les maisons éloignées des ports & des abreuvoirs en recevront grand soulagement huit mois de l'année, & ce canal sera encore un ornement à la ville. Et bien que ces dernieres considerations ne soient pas le sujet de cette assemblée, neantmoins quand d'un ouvrage public il en vient plusieurs avantages, on s'y doit encore porter plustost.

L'utilité de ce canal estant assez connue, il reste à chercher un fonds suffisant pour cela, non pas de huit ny de quatre millions, mais d'un million seulement, à fournir en une ou plusieurs années, estant certain que la continuation du canal commencé ne coustera pas

davantage.

Le grand chemin que les villes tiennent ordinairement dans leurs besoins, c'est d'obtenir du roy des lettres de dons & octrois par impositions sur les marchandises qui se consomment dans leur enceinte. Cette proposition ne vaut rien en ce temps-cy, où les denrées sont chargées au de-là de ce qu'elles peuvent porter.

On prenoit autresfois la voye des contributions & des capitations; il y en a plusieurs exemples. Mais nous avons perdu cet usage, & il seroit dangereux de le reestablisher à cause de ses mauvais effets. N'avons-nous pas esprouvé les difficultez qui se sont trouvées en la perception de la taxe faite sur les maisons pour la construction du canal commencé, qui monte à quatre-vingt mil livres ou environ pour une fois seulement? En six années on n'a pas pû en lever les deux tiers, qui ont esté très-fidelement employez aux ouvrages qui se voyent. La plus part se sont deffendus du payement par leurs qualitez & par les exemptions de leurs offices. Les habitans du Mont-sainte-Genevieve & de tout le haut de la ville ont dit que leur interest n'alloit point au canal; les habitans du fauxbourg saint Marcel ont dit qu'ils avoient assez de ruines à reparer par le débordement ordinaire de la riviere de Bièvre, sans contribuer au canal. Neantmoins on a fait monter la recette des taxes faites pour ce canal commencé à des sommes immenses; les honnestes gens mesme ont pris plaisir de le dire avec le commun du peuple. Les personnes publiques doivent s'armer contre ces calomnies, qui sont comme des brouillards que le soleil dissipe, la verité en ayant decouvert la fausseté.

On a voulu dire que l'hostel de ville estoit assez puissant pour faire ce travail de son propre fonds; mais ceux qui sont mieux informez de ses affaires, sçavent bien le contraire. Il est vray que l'hostel de ville a son revenu ordinaire qui ne peut suffire aux despeses necessaires & journalieres qui surviennent; les ouvrages des fontaines, des esgouffs, des quays, des ponts, portes, les frais à faire aux ceremonies & rejouissances publiques, le payement de ses debtes qui montent à plus de huit cent mil livres, contractées la plus part pour les affaires publiques & d'estat, avec ses charges ordinaires, sont assez cognoistre comme la ville est à l'estroit.

Il est vray que lorsqu'il s'agit de faire une despenſe extraordinaire, on aſſemble & on en donne advis à ceux qui y ont intereſt, pour aviſer aux moyens, ainſi qu'il ſe fait à preſent. Mais comme ces moyens nous manquent, il faut neceſſairement avoir recours à la liberalité du roy qui a tousjours aſſiſté ſa ville capitale; afin que ſa majeſté nous releve de noſtre impuiſſance & nous ouvre, s'il luy plaïſt, le chemin pour l'accompliſſement d'un ſi beau deſſein.

Ma concluſion donc va à pourſuivre l'ouvrage commencé en l'année 1651. creuſer & élargir ce canal ſuffiſamment pour recevoir les eaux, ouvrir les tranchées & chauſſées qui ſe trouveront bouchées, curer & nettoyer la riviere, élargir les eſgouts, & rapporter au roy l'advis de cette aſſemblée, & ſupplier ſa majeſté de favoriser ſon ouvrage ſi neceſſaire & d'y vouloir contribuer.

LA MATIERE miſe en deliberation, a eſté arreſté que le deſſein du canal pris en l'année 1651. ſera ſuivy & executé; conformément à iceluy le canal pour la décharge des eaux ſera ouvert à l'embouchure du foſſé ſaint Antoine, conduit le long des foſſez & eſgouts de la ville à la Savonnerie..... de ce qu'il ſera neceſſaire, & élargy juſques à vingt-deux ou vingt-quatre toiſes; que leſdits foſſez & eſgouts ſeront curez & nettoyez; & que pour faciliter l'eſcoulement des eaux, les chauſſées de ſaint Clou & environs ſeront élargies: que le premier travail qui ſera commencé, ſera celuy du canal; & que le fonds qu'il conviendra, ſera recherché en la bonté & liberalité du roy: qu'à cet eſſet meſſieurs les gouverneur, prevost des marchands & eſchevins ſe retireront pardevers ſa majeſté & meſſieurs de ſon conſeil, pour en obtenir le fonds. *Copie ſur un cahier imprimé à Paris chez P. Rocolet en 1658.*

LETTRES PATENTES
du roy Louis XIV. qui maintenant
les peres de la Doctrine Chreſtienne en poſſeſſion de ſaint Julien des Menestriers.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre; à tous preſens & advenir, ſalut. Les ſcandales & deſordres des preſtres ſeculiers que les maîtres joueurs d'inſtrumens & violons de la ville de Paris, & le chapelain de la chapelle & hôpital de ſaint Julien des Menestriers ſcize en noſtre bonne ville de Paris rue ſaint Martin avoient cy-

Tome II. Part. II.

devant eſtablis pour deſſervir ladite chapelle, ont donné ſujet au ſieur archeveſque de Paris ou ſon official de donner ſon jugement du 22. Novembre 1644. par lequel il a commis les peres de la congregation de la Doctrine Chreſtienne pour y celebrer le ſervice divin; & ſur l'empêchement qu'y auroient auroient apporté leſd. M. violons, arreſt ſeroit intervenu en noſtre preſence & de la reine noſtre très-honorée dame & mere le 20. Decembre audit an 1644. par lequel nous aurions maintenu leſdits peres pour tousjours en la poſſeſſion de deſſervir ladite chapelle, à la charge neantmoins que leſdits maîtres violons demeureroient preſentateurs, & en cette qualité, vacation advenant, ils preſenteroient pour chapelain audit ſieur archeveſque l'un des quatre preſtres de ladite congregation qui luy ſeroient nommez par leur ſuperieur. Et depuis par autre arreſt de noſtre conſeil du 14. May 1647. attendu la reſignation faite par M. Jacques Chevaſſier dernier titulaire de ladite chapelle pour eſtre unie à la congregation deſdits peres, a eſté ordonné qu'ils ſe retireroient pardevant leſdits ſieur archeveſque ou ſon official pour pourvoir à ladite union. Enſuite eſt intervenu la ſentence dudit official du 19. Juin 1649. par laquelle ladite chapelle & lieux en dependans ont eſté unis à ladite congregation, à la reſerve du droit de patronage lay qui demeurera auxdits maîtres violons. Et d'autant qu'originaiement cette maiſon & eglise ont eſté fondez pour un hôpital à recevoir les malades, qui peut valoir de revenu par chacun an en rentes & loïers de maiſon quatre cens livres ou environ, leſdits peres ſe ſeroient retirés pardevers noſtre grand aumônier, lequel a donné ſon conſentement que cet hôpital fuſt uni à ladite congregation, par ſes lettres du 20. Juillet 1653. Mais depuis eſtant ſurvenu le decès dudit Chevaſſier au mois de Septembre 1657. & leſdits maîtres violons ayant preſenté M. Jacques Favier pour chapelain, ils ont formé une conteſtation & voulu empêcher leſdits peres en la jouiſſance de ce qui leur a eſté accordé par leſdites ſentences & arreſts. Surquoy par arreſt donné en noſtre conſeil le 2. Juillet 1658. nous avons ordonné, conformément aux jugemens & arreſts cy-devant donnez, que ledit hôpital de ſaint Julien, chapelle, lieux & revenus en dependans, demeureront unis & incorporez à ladite con-

B b

gregation, aux charges & conditions portez par iceux. Et combien que lesdits peres ayent pû prendre avantage des droits qui leur sont adjugez par lesdits actes, neantmoins pour nourrir paix & amitié avec lesdits maistres violons, ils nous auroient humblement requis leur vouloir octroyer nos lettres avec telles clauses & conditions que pour ce nous trouverions justes & raisonnables. A CES CAUSES, de l'advis de nostre conseil, & de nostre grace speciale, pleine puissance & autorité royale, nous avons ordonné, & par ces presentes signées de nostre main, ordonnons, voulons & nous plaist que lesdits peres de la Doctrine-Christienne demeureront en la possession & jouissance de desservir ladite chapelle à toujours, & de continuer leur demeure en la petite maison dependante de ladite chapelle où ils habitent maintenant, sans qu'il soit au pouvoir desdits maistres violons presens & avenir, ny dudit chapelain, de les en exclure ou oster, pour quelque cause & occasion que ce soit. Pour laquelle petite maison lesdits peres payeront par chacun an audit chapelain suivant l'estimation ou arbitrage de gens à ce connus. Sera réservé audit chapelain d'officier par chacun an, privativement à tous autres, aux jours & festes des assemblées desdits maistres violons, & d'y celebrer la messe quand bon luy semblera. Avons maintenu & gardé lesdits maistres violons au droit de patronage de ladite chapelle, pour vacation advenant d'icelle y estre pourveu à leur presentation par ledit sieur archevesque de Paris de l'un des quatre prestres de la congregation de la Doctrine-Christienne qui lui seront nommez par leur supérieur. Comme aussi jouiront lesdits maistres violons du revenu dudit hospital, ensemble de la chambre dont ils se servent pour leurs concerts, avec l'entrée sur la rue & l'escalier pour y entrer, en laquelle ils pourront establir un garde. Lesdits peres seront & demeureront chargez à toujours de faire à leurs frais & despens les grosses & menues reparations de ladite chapelle & de ladite petite maison, reparer & embellir ladite chapelle, y fournir les ornemens pour faire le service, & d'entretenir & conduire l'horloge & les cloches, en payant & contribuant par lesdits maistres violons & le chapelain chacun une certaine somme qui sera ordonnée & arbitrée. Les clefs des petites portes de

l'Eglise, pour y entrer, de l'allée & de la tribune, seront pardevers lesdits peres, pour en faire ouverture certains jours depuis le matin jusques au soir, mesmes toutes & quantes fois qu'ils en seront avertis par lesdits maistres violons. Pourront lesdits maistres violons élire leurs sépultures & de leurs femmes & enfans dans ladite chapelle, sans payer aucune chose ausdits peres, sinon le service, pain, vin & luminaire, qui leur demeurera; & ce nonobstant toutes sentences, jugemens & arrests à ce contraires, auxquels avons dérogé & dérogeons par ces presentes. Si donnons en mandement, &c. *Tiré des memoires MS. de Sauval, ainsi tronqué.*

*LETTRE DU ROY A L'ABBE
de saint Germain des Prez, pour faire
chommer la feste de saint Joseph.*

MON oncle, la solemnité des festes dédiées sous les noms des saints ayant esté instituée pour adorer Dieu dans les assemblées publiques de l'Eglise, reconnoistre les graces de sainteté & de gloire qu'il a conferées à ses serviteurs, imiter les exemples de leur piété, & participer au fruit de leurs prières; ces devoirs chrestiens sont plus exactement pratiquez par tous les fidelles lors qu'ils sont obligez de ne s'occuper point au travail pour vacquer plus solidement aux œuvres spirituelles. Mais d'autant que cette cessation apporteroit un grand dommage à l'estat politique, sy elle n'estoit réglée avec prudence, l'Eglise a déclaré qu'il ne falloit point establir de nouvelles festes sollempnelles que l'on appelle chomables, sans qu'elle fust sollicitée par la piété du peuple, & sans des considerations très-pessantes pour le faire. La grandeur suréminente de saint Joseph qui esclatte en ce qu'il a esté choisi pour estre l'espoux de la bienheureuse Vierge mere de Dieu, & pour estre nommé le pere de ce mesme fils, en vertu de la loy, & de ce sacré lien conjugal, d'en avoir eu la conduite & l'education, aussi bien que de la mere, durant plusieurs années, m'a donné, aussi bien qu'à la reyne mon espouze & compagne, une forte & pieuse inclination pour honorer son merite à l'egal des plus grands saints qui n'ont pas reçu de Dieu des tesmoignages extérieurs d'une bonté sy extraordinaire. Et d'autant que j'ay esté informé qu'en divers dioceses de mon royaume & ailleurs la feste de saint Joseph

seph estoit celebrée comme l'une des plus solennelles, non seulement dans l'ordre des offices divins, mais encores par le peuple en cessant son travail pour vacquer à la priere, j'ay estimé qu'il estoit à propos de vous exhorter par cette lettre, de vouloir ordonner que cette feste de saint Joseph sera chomée à l'avenir dans les eglises dépendantes de vostre abbaye de saint Germain des Prez, sy elle n'y est desja receüe, avec la mesme obligation que le sont les autres festes de cette solennité, & qu'estant ordonnée par l'autorité de vostre ministre, selon mon desir, l'observation en soit plus ferme parmy mes sujets, & qu'ilz ayent le moyen de profiter du bien spirituel qui leur reviendra par cette devotion. C'est ce que je me prometz de vostre pieté & du soin que vous avez pour les choses que j'affectionne. Cependant je prie Dieu qu'il vous ayt, mon oncle, en sa sainte garde. Escrit à Paris le xxvi. jour de Mars M. DC. LXXI. Signé, LOUIS; & plus bas, DE GUENEGAUD. Et sur la lettre est escrit: A mon oncle le duc de Verneuil abbé de saint Germain des Prez, ou à son grand vicaire, en son absence. Pris sur l'original.

FONDATION DU COLLEGE
Mazarin.

AN. 1661. **P**ARDEVANT Nicolas le Vasseur & François le Fouin notaires gardes-notes du roy nostre sire au chastelet de Paris, soussignez, fut présent tres illustre & eminentissime monseigneur Jules cardinal Mazarini, duc de Nivernois & Donziois, pair de France, estant de present en son appartement au chasteau de Vincennes, lequel a déclaré que depuis longtemps il avoit fait dessein d'employer en des œuvres de pieté & de charité une somme considerable de grands biens qu'il a recüs de sa divine bonté & de la magnificence du roy, depuis qu'il a l'honneur d'estre employé aux plus importantes affaires de sa majesté; qu'afin de parvenir à l'exécution de ce dessein par une fondation qui püst estre à la gloire de Dieu & à l'avantage de l'estat, il avoit fait de temps en temps un amas de deniers comprans, par des economies & des épargnes des effets à luy appartenans. Mais qu'ayant connu par experience qu'il estoit absolument necessaire d'avoir un fonds assuré de reserve, pour subvenir aux incertitudes des

Tome II. Part. II.

evenemens & aux occasions pressantes & inopinées, principalement durant une guerre tres facheuse & contre de puissans ennemis; & son eminence sçachant que les finances du roy n'estoient pas en estat de donner un si prompt secours, a conservé ses épargnes pour en secourir le roy, s'il en estoit besoin, & pour soutenir & deffendre la grandeur du royaume en cas de necessité, les succès n'estant pas tousjours avantageux. La guerre que sa majesté avoit trouvée ouverte lors de son avènement à la couronne, ayant esté terminée par une paix glorieuse, qui est entierement deüë à la bonté divine, aux victoires des armes du roy, à la pieté de sa majesté & à la tendresse qu'elle a pour ses peuples: ayant plü à sa majesté de donner part de ce grand ouvrage à son eminence qui y a employé tout ce qui estoit en son pouvoir: mondit seigneur ne croyant plus que sa majesté püssé estre pressée d'aucuns mauvas accidens, & pouvant mesme soulager notablement ses peuples, à quoy elle a déjà travaillé par des retranchemens de dépense de son estat, au moyen de cette paix generale qui produit un calme si heureux à toute la Chrestienté, estime qu'il peut faire maintenant l'employ de ses deniers, suivant ses premiers desseins de pieté & de charité. Comme il a toujours ses pensées attachées aux reconnoissances qu'il doit au roy, & à ce qui peut produire un plus grand bien & un plus grand honneur au royaume, il a proposé à sa majesté le dessein qu'il avoit d'establir de ses effets un college & une academie pour l'instruction des enfans qui auroient pris naissance à Pignerolles, son territoire & aux vallées y jointes, aux provinces d'Alsace & aux pays d'Allemagne contigus, en Flandres, en Artois, en Hainaut & en Luxembourg, en Roussillon, en Conflans & en Sardaigne, en ce qui en est reduit sous l'obeissance du roy par le traité fait à Munster, le 24. Octobre 1648. & par celuy de la paix generale fait en l'isle appellée des Faisans le 7. Novembre 1659. Que comme toutes ces provinces sont nouvellement venuës ou retournées sous la puissance du roy, il estoit à propos de les y conserver par les moyens les plus convenables. Qu'on pouvoit les affermir & les lier au service de sa majesté en etablissant dans la ville de Paris qui est la capitale du royaume & le séjour ordinaire des rois tres-Chrestiens, un college & une academie, pour y nourrir, éle-

B b ij

ver & instruire gratuitement des gentils-hommes & des enfans des principaux bourgeois des villes des nations cy-dessus. Qu'on pouvoit aussi leur apprendre les veritables sentimens du Christianisme, la pureté de la religion, la conduite des mœurs & les regles de la discipline, n'y ayant point de lieu où toutes ces choses soient avec tant d'avantage que dans ce royaume. Que pendant ces instructions ceux des nations cy-dessus connoistront ce qui est nécessaire à leur salut, aux sciences & à la police, & combien il est avantageux d'estre soumis à un si grand roy. Que ceux qui auroient ainsi pris leur education en France, porteroient ce qu'ils y auroient appris au pays de leur naissance, quand ils y retourneroient; & que par leurs exemples ils y en pourroient attirer d'autres, pour venir recevoir successivement les memes instructions & les pareils sentimens. Qu'enfin toutes ces provinces deviendroient Françoises par leur propre inclination, aussi-bien qu'elles le sont maintenant par la domination de sa majesté. A quoy mondit seigneur le cardinal duc, par l'affection qu'il a eüe au lieu de sa naissance, vouloit joindre les Italiens de l'estat Ecclesiastique, pour les obliger de plus en plus à continuer leur zele au service de la France.

Le roy ayant fait paroistre qu'il agréoit fort ce dessein, & que les deniers des épargnes de son eminence y fussent plus tost employez que non pas à toutes autres choses; ayant aussi sa majesté approuvé la resolution qu'a prise son eminence de joindre audit college la bibliotheque des livres dont il a fait l'amas depuis plusieurs années, de tout ce qui a esté trouvé de plus rare tant en France, qu'en tous les pays estrangers, où il a souvent envoyé des personnes tres-capables pour en faire la recherche, afin d'en faire une bibliotheque publique pour la commodité & pour la satisfaction des gens de lettres; son eminence ayant mesme pris le dessein d'élire sa sépulture au college des nations cy-dessus: mondit seigneur cardinal duc a fondé & fonde par ces presentes, sous le bon plaisir de sa majesté, un college & une academie, sous le nom & titre de Mazarini: c'est à sçavoir le college de soixante escoliers, qui seront des enfans des gentils-hommes ou des principaux bourgeois de Pignerolles, son territoire & les vallées y jointes, & de l'estat Ecclesiastique en Italie, des provinces d'Alzace & autres

pays d'Allemagne contigus, de Flandres, d'Artois, de Hainault & de Luxembourg, de Rouffillon, de Conflans & de Sardaigne, en ce qui en est reduit sous l'obeissance du roy par les traitez faits à Munster & en l'isle appelée des Faïans, les 24. Octobre 1648. & 7. Novembre 1659. & l'academie de quinze personnes qui seront tirées dudit college des quatre nations cy-dessus.

Que des soixante escoliers dudit college il y en aura quinze de Pignerolles, territoire & vallées y jointes, & de l'estat Ecclesiastique en Italie, préférant ceux de Pignerolles, territoire & vallées y jointes à tous les autres, les Romains ensuivre, & en defaut d'eux, ceux des autres provinces de l'estat Ecclesiastique en Italie: quinze du pays d'Alzace & autres pays d'Allemagne contigus: vingt du pays de Flandres, Artois, Hainault & Luxembourg; & dix du pays de Rouffillon, Conflans & Sardaigne.

Les quinze personnes pour l'academie seront tirées du college, sans aucune distinction desdites nations; & si le college n'en peut fournir un si grand nombre, le surplus jusqu'audit nombre de quinze, sera pris de personnes d'icelles nations, encore qu'elles n'ayent point étudié audit college.

Les soixante escoliers du college & les quinze personnes de l'academie seront logez, nourris & instruits gratuitement au moyen de la presente fondation.

Les gentils-hommes seront toujours preferez aux bourgeois, tant pour le college que pour l'academie; & ceux qui auront le plus long-temps étudié au college, preferez à ceux qui y auront moins étudié, pour estre admis en l'academie, pourveu que ceux qui auront le plus étudié, soient également propres pour l'academie.

Son eminence se reserve le nom & le titre de fondateur dudit college & de l'academie; & à son defaut, l'aisné de ceux qui porteront son nom & ses armes, aura les memes droits avec toutes les prerogatives des fondateurs.

Son eminence ou à son defaut l'aisné de ceux qui porteront son nom & ses armes, aura la nomination des soixante escoliers du college & des quinze de l'academie, sans neantmoins qu'il puisse estre nommé aucune autre personne que des nations & qualitez cy-dessus, & aux conditions cy-devant enoncées,

Il aura pareillement la nomination de l'écuyer de l'academie.

Mondit seigneur le cardinal duc supplie très-humblement sa majesté que la presente fondation soit en sa protection perpetuelle & des rois ses successeurs.

Son eminence prie aussi messieurs les gens du roy du parlement de veiller à la conservation de la presente fondation, tant pour le college & pour la bibliotheque, que pour l'academie; de les visiter quand il leur plaira, & de s'en faire représenter les reglemens & les comptes: ce qu'ils pourront faire à toujours, conjointement ou séparément.

Son eminence prie encore messieurs de la maison & societé de Sorbonne, que les douze plus anciens docteurs de ladite maison & societé, qui y seront actuellement demeurans, & non d'autres, ayent la direction generale dudit college & de la bibliotheque, & que ces douze nomment, incontinent après que l'establissement en sera fait, quatre docteurs tels qu'il leur plaira, de ladite maison & societé de Sorbonne, pour estre les inspecteurs dudit college & de la bibliotheque; desquels quatre inspecteurs il y en aura deux qui n'en feront la fonction que pendant deux années après l'establissement; & que de deux ans en deux ans il y en aura deux nommez au lieu des deux qui en debvront sortir, en sorte que desdits quatre inspecteurs il y en ait toujours deux anciens & deux nouveaux.

Si aucuns des inspecteurs decederoient durant le temps de leurs fonctions, les nominateurs en pourront nommer d'autres pour achever le temps de la fonction du decédé; & sont priez de ce faire incessamment, afin que ces places soient toujours remplies.

Mondit seigneur le cardinal duc prie que ledit college soit du corps de l'université, pour en faire un membre, & jouir des memes privileges & avantages en commun, outre ceux qu'il plaira à sa majesté de luy attribuer en particulier, & que l'academie ait les memes droits que les autres academies.

L'establissement dudit college auquel la bibliotheque est jointe, & de l'academie, sera fait sous le bon plaisir du roy en la ville, cité ou université, ou aux fauxbourgs de Paris, en mesme ou divers lieux; le tout selon que les executeurs de la presente fondation cy-après nommez le trouveront plus à propos.

Le college sera composé d'un grand

maître qui sera docteur de la maison & societé de Sorbonne, & qui aura la superiorité, intendance & direction sur tous les autres officiers du college & de la bibliotheque, & sur tous les écoliers: d'un procureur commun, qui sera docteur ou bachelier de ladite maison & societé de Sorbonne, selon qu'il plaira aux nominateurs: de quatre principaux, & de quatre sous-principaux.

Le grand-maître en cas d'absence, maladie ou legitime empeschement, pourra commettre telle personne que bon luy semblera, pour avoir en son lieu pareille superiorité, intendance & direction.

Le procureur commun fera les recettes & depenses dudit college, sans toutesfois qu'il puisse faire aucune depense extraordinaire, que de l'ordre par escrit du grand-maître, dont l'ordre suffira jusques à la somme de cent livres; & en cas de plus grande depense extraordinaire, sera pris l'ordre par escrit, tant du grand-maître, que des quatre inspecteurs de la maison de Sorbonne.

Le principal & le sous-principal de Pignerolles, territoire & vallées y jointes, & des Italiens de l'estat Ecclesiastique, seront de l'ordre des religieux Theatins, & choisis par les vocaux de la maison de sainte Anne-la-Royale de la fondation de son eminence. Et en cas qu'ils soient refusans de nommer, ou qu'il n'y ait pas nombre suffisant de religieux dudit ordre, soit de ladite maison ou d'autres, les nominateurs de la societé & maison de Sorbonne pourront aussi nommer le principal & le sous principal ou l'un d'eux pour ladite nation, ainsi que des autres.

Les principaux des autres nations seront bacheliers de la maison de Sorbonne, & les sous-principaux tels qu'il plaira aux nominateurs, pourveu qu'ils soient du nombre des supposts de l'université de Paris: les uns & les autres nommez par les douze anciens de la maison & societé de Sorbonne, comme il est dit cy-dessus.

Plus il y aura audit college huit classes & autant de regens: sçavoir six d'humanitez, & deux de philosophie; tous lesquels regens seront bacheliers en theologie, & nommez par le grand-maître.

Il y aura un chapelain aussi nommé par le grand-maître, de telle qualité qu'il luy plaira.

Les serviteurs communs dudit college seront aussi nommez par le grand-

maître ; & le principal de chacune nation nommera les serviteurs particuliers pour le service de sa nation.

Ne sera fait aucune distinction des nations pour tous les officiers cy-dessus, tant commis que particuliers.

Les nominateurs de la maison & société de Sorbonne, les grands-maîtres & les principaux sont priez de n'avoir autres considérations que de nommer les plus capables, eu égard à la fonction à laquelle ceux qui seront nommez devront estre employez, & de prendre garde que les purs sentimens de la religion & la probité des mœurs soient joints à la suffisance.

Les écoliers de chacune nation seront regis & gouvernez par les principaux & sous-principaux établis pour leurs nations : chacun sous-principal soumis à son principal ; & les principaux mesme des religieux de l'ordre des Theatins, soumis au grand-maître.

Les officiers d'une nation seront independans des autres, & tous soumis à la superiorité, intendance & direction du grand-maître, comme dit est.

Le grand-maître sera soumis aux quatre inspecteurs, & ceux-cy aux douze plus anciens docteurs de la maison & société de Sorbonne y demeurans.

Les comptes du college seront rendus par le procureur commun d'iceluy, en la presence du grand-maître & des quatre principaux pardevant les quatre inspecteurs, qui pourront visiter le college & la bibliotheque, quand bon leur semblera.

A l'égard de la bibliotheque, il y aura un bibliothequaire qui sera aussi nommé par les douze anciens docteurs de la maison & société de Sorbonne y demeurans, un sous-bibliothequaire & deux serviteurs de la bibliotheque ; lesquels sous-bibliothequaire & serviteurs seront choisis par le bibliothequaire, qui en demeurera responsable.

Le bibliothequaire sera tenu se charger des livres de la bibliotheque, dont il fera inventaire ou recollement de celui qui en aura esté fait, dequoy il donnera trois copies signées de luy, l'une entre les mains de messieurs les gens du roy du parlement, une autre qui sera mise en la bibliotheque de la maison & société de Sorbonne, & une autre entre les mains du grand-maître du college.

Sera fait pareillement un inventaire ou memoire des manuscrits Grecs & Latins que mondit seigneur le cardinal duc

donne audit college, avec sa bibliotheque des livres imprimez.

Sera aussi fait un memoire des tablettes, tables, armoires, bancs & sieges servans à ladite bibliotheque, que son eminence donne encore par ces presentes.

Veut son eminence que ladite bibliotheque soit ouverte à tous les gens de lettres deux fois par chacune semaine, à tel jour qu'il sera advisé par les quatre inspecteurs & par le grand-maître dudit college.

Il y aura à l'academie un écuyer, un creat, un maître à danser, un maître tant à faire des armes qu'à voltiger, un maître de mathematique & les serviteurs necessaires.

L'écuyer sera nommé par son eminence ou par l'ainné de ceux qui porteront son nom & ses armes, & les autres officiers nommez par l'écuyer.

Les quatre inspecteurs & le grand-maître pourront faire les reglemens pour la police particuliere du college & de la bibliotheque, & l'écuyer ceux de la police particuliere de l'academie.

Quant aux reglemens generaux, ils seront faits par son eminence ou par l'ainné de ceux qui porteront son nom & ses armes, à la charge d'estre veüs : sçavoir pour le college & la bibliotheque, par les douze anciens docteurs de la maison & société de Sorbonne y demeurans ; & ceux de l'academie, par deux ecuyers des academies du roy.

Les reglemens, tant generaux que particuliers, pourront estre changez suivant les occurrences, par les personnes & selon les formes cy-dessus ; mais à la charge qu'il ne sera apporté aucun changement au dessein principal de la presente fondation, ni aux intentions de mondit seigneur cardinal duc.

Mondit seigneur supplie très-humblement sa majesté d'agréer & autoriser la presente fondation avec toutes ses circonstances & dependances, & d'en accorder toutes lettres necessaires, avec les droits, exemptions & privileges qu'il luy plaira, & que les lettres en soient verifiées & registrées au parlement de Paris, aux autres compagnies souveraines, & par tout ailleurs où besoin sera.

Pour faire l'achat des places necessaires à l'establissement dudit college, de la bibliotheque & de l'academie, payement des droits d'amortissement & indemnité, bastimens, emmeublemens, ornemens, linge d'eglise, chevaux pour l'academie

l'academie, ustanciles & toutes autres depenses, & pour les subsistances dudit college & de l'academie, mesme pour l'achat de quelques livres pendant l'année, afin d'estre adjoustez à la bibliotheque, mondit seigneur cardinal duc veut que sur les plus clairs de ses deniers comprans de ses oeconomies & épargnes dont il est cy devant fait mention, & de ses autres effers, il soit pris deux millions de livres, & icelle somme mise entre les mains des sieurs executeurs de la presente fondation, par les ordres desquels seront faits les achats, bastimens & autres depenses, selon qu'ils jugeront le tout plus à propos, & conformément aux intentions que son eminence leur a déclarées.

Que tout ce qui restera de lad. somme de deux millions de livres, après le payement des places, bastimens & autres choses nécessaires pour l'entier établissement, sera mis en fonds d'heritages ou rentes par les mains desdits sieurs executeurs, pour subvenir à la subsistance, reparations & entretenemens dudit college, de la bibliotheque & de l'academie.

Plus mondit seigneur le cardinal duc donne audit college, bibliotheque & academie quarante-cinq mille livres de rente à luy appartenant sur l'hostel de ville de Paris, de la nature qu'elles sont, dont il ne se paye à present que quinze mille livres effectifs par chacun an, sans autre garantie desdites rentes, sinon qu'elles luy appartiennent.

Et d'autant que ce que dessus ne pourra satisfaire à l'entier établissement & à la subsistance de la presente fondation, mondit seigneur le cardinal duc supplie très-humblement sa majesté que le revenu temporel de l'abbaye de saint Michel en l'Herm dont son eminence est à present titulaire, en quoy que ledit revenu puisse consister, soit uni audit college, bibliotheque & academie, & que mesme le titre de ladite abbaye soit supprimé, y ayant assez de considerations particulieres pour ladite union & suppression, en reservant une somme telle qu'il sera ordonné par sa majesté pour l'entretenement des bastimens, & pour le nombre des prestres seculiers que sa majesté jugera nécessaire pour y faire le service divin, & subvenir aux frais dudit service: suppliant très-humblement sa majesté que les prestres seculiers y soient commis par les quatre inspecteurs dudit college, & que lesdits prestres

soient revocables à volonté.

Et si tout ce que dessus n'estoit point encore trouvé suffisant par les sieurs executeurs de ladite fondation, mondit seigneur le cardinal duc supplie encore très-humblement sa majesté d'y joindre & unir quelque autre benefice, avec pareille suppression de titre ou autres conditions, afin que ladite fondation que son eminence a estimé utile & avantageuse à la religion & au royaume, puisse subsister à jamais.

Et pour executeurs de la presente fondation, jusques à l'actuel établissement du college, de la bibliotheque & de l'academie, mondit seigneur le cardinal duc nomme messire Guillaume de Lamoignon chevalier, conseiller du roy en tous ses conseils, premier president au parlement: messire Nicolas Fouquet aussi conseiller du roy en tous ses conseils, procureur general de sa majesté & sur-intendant des finances de France: messire Michel le Tellier conseiller du roy en ses conseils, secretaire d'estat & des commandemens de sa majesté: messire Zongo Ondedei évesque de Frejus; & messire Jean Baptiste Colbert conseiller du roy en ses conseils, intendant des maisons & affaires de son eminence, auxquels sieurs executeurs & à chacun d'eux, les uns en l'absence des autres, mondit seigneur le cardinal duc donne pouvoir de faire & agir tout ce qui sera nécessaire pour l'entiere execution de la presente fondation, tant pour l'achat des places, que pour les bastimens communs & particuliers, eglise & toutes les choses en dependantes, en la forme & maniere, & en tel lieu que lesdits sieurs executeurs aviseront, & pour les nourritures, retributions, appointemens, gages, salaires des officiers du college, de la bibliotheque & de l'academie, & d'en faire le partage entre lesdits officiers, ainsi que lesdits sieurs executeurs verront bon estre.

En cas de deceds d'aucuns desdits sieurs executeurs, les survivans en nommeront d'autres en la place des decedez, en telle sorte que le nombre en soit toujours complet, jusques à ce que la presente fondation soit actuellement & entierement executée.

Ce qui a esté ainsi dicté & nommé par mondit seigneur le cardinal duc audit notaires soussignez, & par l'un d'eux, l'autre present, releu à son eminence, qui a déclaré que telle est sa volonté, pour valoir par forme de disposition re-

flamentaire à cause de mort ou autrement, en la meilleure forme que faire se peut; & que s'il manque quelque chose pour l'exécution & interpretation de sa volonté, il s'en remet entierement aux ordres qui seront donnez par lesdits sieurs executeurs de la presente fondation, lesquels il veut estre suivis entierement & en toutes choses, sans aucune réserve, tout ainsi que si son eminence l'avoit elle-mesme ordonné. Ce fut fait, dicté, nommé & reléu, comme dessus, audit chasteau de Vincennes, en l'appartement de son eminence, l'an M. D.C. LXI. le vi. jour de Mars avant midy. Et a signé. Signé, LE VASSEUR, & LE FOUIN.
Copié sur un cahier imprimé in folio pour le college Mazarin.

LETTRES PATENTES
du roy Louis XIV. portant confirmation de la fondation cy-dessus.

AN. 1665.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre; à tous presens & à venir, salut. Bien que la conduire que nostre très-cher & très-ami cousin le feu sieur cardinal Mazarini a tenuë, soit en paix soit en guerre, pour l'administration de nos affaires, soit remplie d'une infinité de grandes actions, & d'autant d'illustres marques d'une ardente affection par l'augmentation de nostre gloire, l'agrandissement de nostre estat & les avantages particuliers de nos sujets, il faut neantmoins avoüer que rien n'a davantage signalé son zele pour la France, que le dessein qu'il a formé pour l'establissement d'un college, pour l'éducation de jeunes gentils-hommes nez dans les pays nouvellement soumis à nostre obeïssance. Car en effet, quoyque son grand courage se soit fait connoître à soutenir avec reputation une longue guerre pendant nostre minorité contre des ennemis puissans, sa sagesse à assoupir les mouvemens intérieurs de nostre royaume, & la prudente conduite de son heureux genie dans la conclusion de la paix generale, qui a rendu à nos estats ses premieres limites, & rétably l'ancienne reputation des François; neantmoins il paroïtra toujours bien plus facile de nous conquerir des provinces par la force de nos armes, & de nous acquérir de nouveaux sujets, que d'en gagner les cœurs, & de les rendre veritablement François. C'est cependant ce que s'est heureusement proposé de faire nostredit cousin le cardinal Maza-

rini par l'establissement dudit college, dans lequel faisant donner aux jeunes gentils-hommes issus des pays rétinis à nostre couronne, une education Françoisë, & leur inspirant insensiblement la douceur de nostre domination, il effacera dans leurs cœurs, par la reconnoissance d'un traitement si favorable, tous les sentimens d'une affection étrangere, & y gravera profondément, par une noble institution, les caracteres d'un amour sincere & fidele pour nostre personne & pour nostre estat. Et voulant favoriser en tout ce qui dependra de nous un si grand & glorieux dessein, & si digne du rang que nostredit cousin tenoit dans l'eglise & près nostre personne: A CES CAUSES & autres considerations à ce nous mouvans de l'avis de nostre conseil qui a veü le contract cy-attaché sous le contre-scel de nostre chancellerie, passé pardevant le Fouin & le Vasseur notaires au chastelet de Paris, par lequel nostredit cousin le feu sieur cardinal Mazarini auroit fondé un college & academie dans nostre bonne ville de Paris, pour y instruire gratuitement aux exercices de corps & d'esprit convenables à la noblesse, les jeunes gentils-hommes qui auroient pris naissance à Pignerolles, son territoire & vallées y jointes; aux provinces d'Alsace & pays d'Allemagne qui y sont contigus: en Flandres, Artois, Hainault & Luxembourg: en Roussillon, Conflans & Sardaigne, en ce qui nous appartient en tous lesdits pays, & ce qui en est demeuré sous nostre obeïssance par le traité de Munster du 24. Octobre 1648. & par celui de la paix generale concluë en l'isle des Faïsans le 7. Novembre 1659. ensemble pour les enfans nez en Italie dans l'estat Ecclesiastique; avec clause qu'une grande bibliotheque appartenante à nostredit cousin demeurera jointe & unie audit college & academie; nous avons confirmé, loüé & approuvé, & par ces presentes signées de nostre main, confirmons, lotions & approuvons la fondation portée par ledit contrat, que nous voulons estre executé de point en point selon sa forme & teneur, lequel college & academie nous voulons estre nommé & appellé du nom de Mazarin. Et pour donner des marques plus expresse de la satisfaction que nous avons dudit establissement, voulons & nous plaist que ladite fondation soit censée & réputée royale, & jouisse des mesmes avantages, privileges & prerogatives que si elle avoit esté par nous faite & instituée.

instituée. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement à Paris, gens de nos comptes & cour des aydes audit lieu, que ces presentes ils ayent à registrer, & faire executer ledit contract de fondation portée par iceluy selon sa forme & teneur : cessant & faisant cesser tous troubles & empeschemens qui pourroient estre mis ou donnez au contraire. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre nostre scel à cesdites presentes. Donné à saint Germain en Laye au mois de Juin l'an de grace M. DC. LXV. & de nostre regne le XXIII. *Signé, LOUIS; & sur le reply : Par le roy, DE GUE-NEGAUD. Et scellé du grand sceau de cire verte.* Visa, SEGUIER, pour servir aux lettres parentes portant confirmation de la fondation du college Mazarini.

Registrées, ouy le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, aux charges portées par l'arrest de ce jour. A Paris en parlement le XIV. Aoust M. DC. LXV. *Signé, ROBERT.*

Registrées en la chambre des comptes, ensemble le contract de fondation y mentionné, ouy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur; à la charge que nul principal & regent ne pourra estre receu qu'il ne soit naturel François, ou qu'il n'ait obtenu lettres de naturalité deüement verifiées par la chambre. Le VII. jour d'Avril M. DC. LXXXVIII. *Signé, RICHER.*

Registrées en la cour des aydes, otuy ce requerant & consentant le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur; à la charge que nul principal ou regent ne pourra estre receu qu'il ne soit naturel François, ou qu'il n'ait obtenu des lettres de naturalité bien & deüement verifiées. A Paris le VIII. jour d'Avril M. DC. LXXXVIII. *Signé, DU MOLIN. Ibidem.*

ARREST DU PARLEMENT
pour l'enregistrement des lettres parentes cy-dessus.

VEü par la cour les lettres patentes du roy données à saint Germain au mois de Juin dernier, signées Louis, & sur le reply : Par le roy, de Guenegaud, & scellées du grand sceau de cire verte; par lesquelles & pour les causes

y contenuës led. seigneur roy auroit confirmé, lotié & approuvé la fondation faite par son eminence le sieur cardinal Mazarini, par contract passé pardevant le Fouin & le Vasseur notaires au chastelet de Paris, par lequel il auroit fondé un college & academie dans cette ville de Paris, pour y instruire gratuitement aux exercices de corps & d'esprit convenables à la noblesse les jeunes gentils-hommes qui auroient pris naissance à Pignerolles, son territoire & vallées y jointes : aux provinces d'Alsace & pays d'Allemagne qui y sont contigus : en Flandres, Artois, Hainault & Luxembourg : en Roussillon, Conflans & Sardaigne, en ce qui appartient & est demeuré sous l'obeissance de sa majesté par le traité de Munster du 24. Octobre 1648. & par celuy de la paix general concluë en l'isle des Faisans le 7. Novembre 1659. ensemble pour les enfans nez en Italie dans l'estat Ecclesiastique; avec clause qu'une grande bibliotheque appartenante audit feu sieur cardinal Mazarini, demeureroit jointe & unie audit college & academie; que ledit college & academie soient nommez du nom de Mazarini, & que ladite fondation soit censée & reputée royale, & jouisse des mesmes avantages, privileges & prerogatives que si elle avoit esté faite par ledit seigneur roy, ainsi que plus au long le contiennent lesdites lettres à la cour adressantes. Veu aussi ledit contract de fondation du 6. Mars 1661. signé le Vasseur & le Fouin notaires : conclusions du procureur general : ouy le rapport de maistre Pierre de Brilhac conseiller, tout considéré : LADITE COUR a ordonné & ordonne que lesdites lettres & contract de fondation seront registrés au greffe d'icelle, pour estre executés selon leur forme & teneur; à la charge que nul principal ne pourra estre receu qu'il ne soit né dans les terres dudit seigneur roy, ou qu'il n'ait obtenu lettres de naturalité bien & deüement verifiées; & outre que les lettres d'acconomat du 20. May 1662. verifiées en ladite cour le 23. May ensuivant, seront executées selon leur forme & teneur, en attendant que sur les consentemens portez par le contract du 18. Aoust 1664. les bulles d'union audit college de l'abbaye de saint Michel en l'Hermayent esté obtenues, avec lettres patentes du roy pour les autoriser. Fait en parlement le XIV. Aoust M. DC. LXV. *Signé, ROBERT. Ibidem.*

REQUÊTE PRÉSENTÉE
à l'université de Paris le 22. Octobre
1674. pour l'aggrégation du college
Mazarin.

AN. 1674.

A MESSIEURS les recteur, doyens, procureurs & supposts de l'université de Paris. Messire Guillaume de Lamignon chevalier, seigneur de Basville & autres lieux, conseiller du roy en ses conseils, premier président en la cour de parlement de Paris, messire Michel le Tellier chevalier, seigneur de Chaville, conseiller du roy en tous ses conseils, secrétaire d'estat & des commandemens de sa majesté, & messire Jean-Baptiste Colbert chevalier, marquis de Seignelay, conseiller du roy en tous ses conseils, commandeur & grand trésorier de ses ordres, secrétaire d'estat & des commandemens de sa majesté, tous exécuteurs de la fondation du college, eglise & bibliotheque de feu M. le cardinal Mazarini, vous remonstrent que ledit seigneur cardinal ayant fait dessein d'employer une somme considerable en des œuvres de pieté & de charité, il se seroit enfin déterminé, sous le bon plaisir du roy, à fonder un college en cette ville de Paris, où seroient instruits certain nombre d'enfans des gentils-hommes ou des principaux bourgeois natis de Pignerolles & vallées circonvoisines, de l'estat Ecclesiastique en Italie, des provinces d'Alsace & autres pays d'Allemagne contigus, de Flandres, d'Artois, de Hainault, de Luxembourg, de Roussillon, de Conflans & de Sardaigne, afin d'affermir & lier au service de sa majesté lesdites provinces ou nouvellement venues, ou retournées sous sa puissance, & apprendre aux enfans originaires d'icelles les veritables sentimens du Christianisme, la pureté de la religion, la conduite des mœurs & les regles de la discipline; pour, après avoir pris leur education en France, s'en retourner en leur pays, & par leur exemple en exciter d'autres à venir successivement recevoir les mesmes instructions & les mesmes sentimens; & ainsi faire devenir toutes ces provinces, Françoises par leur propre inclination, aussi bien qu'elles le sont maintenant par la domination de sa majesté. Et parce qu'il estoit persuadé que l'université de Paris est la mere de toutes les autres, & la source de toute pieté & erudition, il auroit souhaité que ledit college fust un de ses mem-

bres, & jouist des mesmes privileges & avantages en commun, outre ceux qu'il plairoit à sa majesté luy attribuer en particulier. Sur quoy sa majesté luy auroit accordé ses lettres patentes pour estre enregistrées es cours de parlement & chambre des comptes. Et comme ledit college est maintenant en tel estat qu'on y peut faire l'ouverture des classes, & commencer l'exercice des lettres auquel il est destiné, ils requierent qu'il vous plaise, messieurs, l'incorporer en la maniere accoustumée, & le mettre sous vostre direction & discipline, pour le faire jouir des mesmes privileges, droits & avantages dont jouissent les autres colleges. Signé, MARIAGE. *Ibidem.*

EXTRAIT DES REGISTRES
de l'université, touchant l'union demandée par la requête precedente.

ANNO Domini M. DC. LXXIV. pridie idus Decembris, in æde sancti Mathurini habitis comitiis generalibus universitatis, ad supplicandum solenniter, scribendo affuerunt MM. Claudius Morel, Michaël Deloy, Antonius-Joannes Morand theologiae, decretorum & medicinae facultatum decani: Petrus Verrier, Philbertus le Beque, Andreas Tulon, Petrus Jund Franciae, Picardiae, Normanicae & Germanicae nationum praeclearae facultatis artium procuratores. Quod M. Nicolaus Tavernier rector verba fecit de adrogando collegio Mazarino, seu adscribendo in numerum collegiorum academicorum: qua de re pluribus in comitiis actum est ante, & conclusum ut suas singuli decani facultates, suas quoque singuli procuratores consulerent nationes; viso libello supplice ab illustrissimis magnatibus Guillelmo Lamignon principe senatus Parisiensis, Michaële le Tellier à sacris jussionibus, & Joanne-Baptista Colbert regi ab intimis consiliis & secretis, curatoribus nempè, seu, ut obtinuit loquendi usus, executoribus testamento nuncupatis, xi. Kalendas Novembris proximè elapsi porrecto rectori, decanis, procuratoribus & civibus universis academiae Parisiensis, collegium illud adscribi & adoptari postulantibus. Audito M. Francisco le Barbier procuratore generali universitatis; omnibus denique pro negotii gravitate ponderatis & diligenter examinatis, de ea re ita censuerunt & revaluerunt

M. Claudius Morel facultatem theologicam die x. hujus mensis & anni congregatam

AN. 1674.

gregatam censuisse consentiendum esse incorporationi collegii Mazarini universitati Parisiensi, his sequentibus conditionibus. 1. Ut collegium prædictum regatur & administretur legibus universitatis, proindeque nullus in primarium dicti collegii eligatur ex ordine religiosorum Theatinorum, cum non sint de gremio universitatis Parisiensis. 2. Ut prædictum collegium nullam habeat academiam palæstricam. 3. Ut non modò baccalauri theologi, verum etiam magistri in artibus possint assumi in primariis & regentes, sive humaniorum litterarum, sive philosophiæ. 4. Ut non habeantur in dicto collegio lectiones theologicæ. 5. Ut regentes tùm humaniorum litterarum tùm philosophiæ accipiant aliquod honorarium à scholasticis, sicut fieri solet in cæteris collegiis universitatis: exceptis tamen sexaginta in quorum gratiam collegii fundatio facta est. 6. Ut statuta fiant prædicto collegio, quæ nihil contineant quod adversetur statutis communibus universitatis.

M. Michaël Deloy, consultissimæ facultatis suffragiis omnibus itum in eam sententiam, ut prædictum collegium in collegiorum academiarum Parisiensis censum referatur, si modò communibus ejusdem studii legibus regatur, atque ita D. rectoris & quatuor censurum universitatis visitationi cæterorum collegiorum more subjaceat: si nulli ad regendas scholas nisi aliquo academiarum gradu decorati admittantur, ejusque instituta nec academiarum nec ullius facultatum commodis & juribus adversentur: nec theologiæ nec jurisprudentiæ aut medicinæ pars ulla in eo doceatur; sed omnis ejus professio philosophiæ & humaniorum litterarum studiis contineatur. Quorum quidem nihil testatoris eminentissimi voluntati repugnat, immò omnia academiarum legibus consentanea sunt.

M. Antonius - Joannes Morand saluberrimam facultatem ita censuisse, collegium Mazarinum in sinum hujus academiarum esse suscipiendum, si modò ad academiarum normam ejus leges condantur, nec in eo theologia, jurisprudentia & medicina doceantur: Theatini & alii ejusmodi ab ejus muneribus & administratione arceantur; illud quoque quater in anno more solito lustretur, & non secus ac cætera collegia regatur; omni denique diligentia caveatur ne academiarum statuta & instituta violentur.

M. Petrus Verrier honorandam nationem Gallicanam annuere libello sup-

plici porrecto nomine DD. executorum foundationis collegii Mazarini, & consentire ac subscribere confociationi dicti collegii cum universitate Parisiensi sub conditionibus infra scriptis. 1. Ut cæterorum collegiorum more subjaceat legibus academiarum & statutis præclaræ artium facultatis, tam in magistris quàm in scholaribus. 2. Ut ei quamprimum statuta privata condantur, eaque cum universitate & præclara artium facultate communicentur probanda & confirmanda, quæ si postquàm condita fuerint, immutari contigerit, id ne fiat inconsultâ academiâ & prædictâ artium facultate. 3. Si scholas publicas aperuerit, unus sit in eo primarius scholarum moderator, isque in & de gremio facultatis artium, juxta mentem fundatoris & statuta prædictæ facultatis. 4. In modo docendi cum aliis collegiis consentiat. 5. Ad docendum tam magistri in artibus quàm baccalauri admittantur. 6. Theatini & cæteri regulares ab omni collegii administratione arceantur. 7. Academia palæstrica removeatur. 8. In omnibus denique saluum & integrum jus maneat præclaræ artium facultatis, atque etiam aliarum facultatum. Optare verò honorandam nationem ut à sacra facultate definatur utrùm canonica sit & legitima unio mensæ abbatialis sancti Michaëlis in Eremo cum prædicto collegio, item ut apertè declaret domus seu societas Sorbonica, velint accipere collegii Mazarini directionem. Nolle tamen prædictam nationem propterea postulatam adoptionem morari.

M. Philbertus le Beque nationem Picardicam censuisse consociandum esse prædictum collegium cæteris collegiis academiarum Parisiensis, modò solvantur summa quædam capita quæ occurrunt in institutione dicti collegii. 1. Improbare quatuor gymnasiarchas in uno eodemque collegio; unum sufficere censet, eumque è præclara artium facultate deligi oportere. 2. Academiam gladiatoriam arceri velle, juxta statutum universitatis XIX. 3. Velle ut gymnasiarcha, professores & bursarii in prima sua institutione jurent coram amplissimo D. rectore omnia universitatis statuta æternum se servaturos; nec non privata & propria in collegio ferenda cum D. rectore communicentur, & à tota universitate comprobentur, ne pugnent cum suis, & statutum VII. vim totam obtineat. 4. Ut amplissimus D. rector quater in anno lustret illud collegium, ut & cætera.

5. Ut Theatini excludantur ab omnimunere, cum non sint nec esse possint è gremio universitatis. 6. Ut omnes & singuli artium magistri & baccalauri eligi possint in gymnasiarcham & professores & submonitores, sicut & in aliis collegiis universitatis. 7. Ut professores hujus collegii in nullo recedant ab instituto & more cæterorum collegiorum universitatis, nequidem ab honorario scholasticorum, donec aliter decretum fuerit ab universitate. 8. Rogandos esse curatores testamentarios, ut pro sua quâ pollent gratiâ apud regem, rescindendis spuris scholis manus præbeant auxiliares. 9. Si contingat à fociis Sorbonicis collegium illud non accipi, tunc aliis academicis tradatur, aut universitatis regimini relinquatur, minimè verò extraneis.

M. Andreas *Tulou* talem esse venerandæ nationis Normanicæ mentem & sententiam. 1. Collegium Mazarinum esse cæteris universitatis collegiis consociandum, si prius sacratissima theologiæ facultas clarè & distinctè declararet an censeat unionem abbatiæ sancti Michaelis cum collegio Mazarino, canonicam esse ac legitimam. 2. Ut societas Sorbonica declararet velint collegii istius administrationem suscipere, necne. 3. Postulare unicum esse gymnasiarcham, qui studio in prædicto collegio præsit, quique sit è facultate artium. 4. Ut nullus regularis Theatinus aut alius ejusmodi partem habeat in regimine collegii. 5. Ut quæ condentur statuta, vel in posterum mutabuntur, pro administratione collegii, ea irrita sint, nisi prius cum universitate & cum facultate artium communicentur, & ab ea comprobentur. 6. Ut in præfato collegio fervetur usus & consuetudo aliorum, iisdem legibus & statutis subjaceat quibus cætera subjacent, & in omnibus rectoris amplissimi tribunal & auctoritatem agnoscat. 7. Ut professores ex tota artium facultate assumi possint.

M. Petrus *Jandel* constantissimam Germanorum nationem cooptare & admittere in academiam Parisiensem gremium eminentissimi cardinalis ducis Mazarini collegium, his tamen legibus & conditionibus. 1. Ut legibus & statutis totius academiciæ & amplissimi D. rectoris inspectioni & regimini subjaceat. 2. Ut illius statuta, ubi primum condita erunt, communicentur cum eadem academia, nec immutentur eadem inconsultâ. 3. Ut unicuique sit primarius, isque non regularis, sed è gremio universitatis, & suppositum facultatis artium, qui cum professoribus

& scholasticis academiciæ subsit. 4. Ut tam magistri in artibus quàm baccalauri in theologia in præfato collegio philosophiam, rhetoricam & cæteras humaniores litteras possint profiteri & docere. 5. Ut in modo docendi nihil differat ab aliis universitatis collegiis. 6. Ut ab eo collegio arceantur gladiatores, saltatores & alii id genus.

Quarum quidem facultatum theologiæ scilicet, juris canonici, medicinæ & artium sententiis per decanos & procuratores relatis, scripto etiam traditis, relectis & inter se collatis, visum est cooperandum esse collegium Mazarinum & adscribendum cæteris collegiis academicis, conditionibus istis: nempe, ut cæterorum collegiorum more, legibus, laudabilibus institutis, usibus & statutis academiciæ subjaceat. Non alias artes quàm quæ in instrumento fundationis expressæ sunt, exercent; non theologiam, non jurisprudentiam, non medicinam. Nullum habeat adjunctum ludum gladiatorium & palæstricum. Non Theatinum, non alium quemcumque regularem assumat in primarium aut administratorem, non ullum denique qui non sit ex academiciæ sinu. Cum ei statuta privata condentur, ea cum universitate & cum singulis facultatibus communicentur. Si scholas publicas aperuerit, unus sit in eo primarius, isque non modò baccalaureus, verùm etiam magister in artibus assumi possit, juxta mentem fundatoris. Similiter & professores seu regentes indiscriminatim assumantur magistri in artibus, baccalauri, licentiati, eundemque servant docendi modum, qui solet in cæteris collegiis academicis observari. Et ita ab amplissimo D. rectore fuit conclusum. Ad præmissorum autem fidem & testimonium, sigillum magnum universitatis præsentibus litteris est appositum. Datum in congregatione generali apud S. Mathurinum solenniter celebratâ, anno & die prædictis. *Ibidem.*

LETTRES PATENTES DU ROY
Louis XIV. portant reglement pour
le college Mazarin.

L OUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre; à tous présents & à venir, salut. Les importants services que nous a rendus & à nostre estat nostre cousin le cardinal Mazarin, nous ayant engagez d'accorder nostre protection au college qu'il a fondé dans nostre bonne ville de Paris; nous avons cru

n'en pouvoir donner des marques plus certaines qu'en faisant nous-mêmes les reglemens necessaires pour rendre cet établissement parfait. A CES CAUSES, & après nous avoir fait représenter le testament de nostre cousin, l'acte de fondation, ensemble nos lettres patentes du mois de Juin 1665. de nostre certaine science, pleine puissance & autorité royale, voulons & ordonnons ce qui ensuit : c'est à sçavoir que

I. Le college sera composé de soixante ecoliers gentils-hommes ou enfans des principaux habitans vivans noblement dans les lieux cy-après nommez, sans que sous quelque pretexte que ce soit, on puisse tenir d'autres pensionnaires dans ledit college.

II. La nomination des ecoliers appartiendra à l'ainé masse de la maison de Mazarini en qualité de fondateur, & au défaut de masse, ou s'il ne rempliroit point les places de personnes capables, quatre mois après qu'il sera averty de la vacance par le grand-maître, ladite nomination & entiere provision nous sera devoluë de plein droit.

III. Les nobles seront preferez pour la nomination à ceux qui ne le seront pas, quoyqu'il n'y ait entr'eux aucune distinction dans le college, quand ils y auront esté receûs.

IV. Les preuves de l'âge, du lieu de la naissance, de la noblesse & des autres qualitez necessaires seront examinées par quatre docteurs de la maison & société de Sorbonne & par le grand-maître du college.

V. Nul ne sera pourveu desdites places, s'il n'est au moins âgé de dix ans accomplis; & nul n'y sera reçu après avoir atteint l'âge de quinze.

VI. Les soixante ecoliers seront choisis : sçavoir vingt de nos provinces d'Artois, Cambrai, Flandres, Haynault & Luxembourg : quinze d'Alsace, Strasbourg & pays d'Allemagne & Franche-Comté : quinze de Pignerolles & vallées qui y sont jointes, Casal & de l'estat Ecclesiastique, en telle sorte que ceux de Pignerolles & de Casal soient preferez aux autres; & à leur défaut les Romains preferez à ceux de l'estat Ecclesiastique : dix de Roussillon, Conflans & Sardaigne.

VII. S'il ne s'en trouve pas le nombre suffisant desdites provinces, en ce cas nous pourrons en choisir d'autres lieux de nostre royaume, après que pendant quatre mois les places auront vacqué,

& que l'ainé de la maison de Mazarini aura eu le temps d'en nommer des lieux designez dans la fondation.

VIII. Tous lesdits ecoliers seront instruits, logez, nourris & meublez gratuitement, tant en santé qu'en maladie, pendant le cours ordinaire des classes; & leur sera donné à chacun la somme de cent livres tous les ans, pour les habits & linges de leurs personnes.

IX. Il y aura pour le gouvernement du college un grand-maître qui sera aussi principal, docteur de la maison & société de Sorbonne : un procureur docteur ou bachelier de ladite maison : un sous-principal : quatre sous-maîtres, & un chapelain.

X. Le grand-maître nommera le sous-principal, les sous-maîtres, le chapelain & tous les regens; & pourra les destituer quand il le jugera à propos.

XI. Le sous-principal sera au moins bachelier de la maison de Sorbonne; mais à l'égard des sous-maîtres & des regens, il suffit qu'ils soient du corps de l'université.

XII. Derogant à cet égard à l'article de la fondation, par lequel il estoit dit que le principal & les sous-principaux de la nation Italienne seroient Theatins.

XIII. Le college ne sera point distingué par nations, & il n'y aura d'autre difference entre les ecoliers que l'âge & les classes.

XIV. Les ecoliers pourront estre renvoyez du college pour leurs mauvaises mœurs par le grand-maître, de l'avis des quatre inspecteurs, après avoir averty les parens & le nominateur de les retirer.

XV. Il y aura neuf classes dans le college, six d'humanitez, deux de philosophie & une de mathematique; mais il y aura deux regens de rhétorique, dont l'un enseignera le matin, & l'autre l'après-dînée, ainsi qu'il sera réglé par le grand-maître.

XVI. La nomination de tous les serviteurs appartiendra au grand-maître seul; mais ceux qui auront soin de l'économie de la maison, seront nommez de concert par le grand-maître & le procureur.

XVII. Le procureur fera les receptes & dépenses ordinaires.

XVIII. Il ne pourra faire les extraordinaires que par l'ordre par écrit du grand-maître & des quatre inspecteurs; pourra neantmoins sur le simple ordre par écrit du grand-maître, employer

jusques à la somme de cent livres.

XIX. Le procureur rendra ses comptes tous les ans pardevant les quatre inspecteurs, en présence du grand-maître.

XX. Il aura sous luy un homme pour solliciter les affaires & agir sous ses ordres, dont le choix & la destitution luy appartiendra.

XXI. Le bibliothecaire sera nommé par la maison & société de Sorbonne, & choisi autant qu'il se pourra, du nombre des docteurs de la maison.

XXII. Il aura la nomination d'un sous-bibliothecaire & de deux serviteurs qui n'auront d'autre soin que celui de la bibliothèque, lesquels il pourra destituer, lors qu'il le jugera à propos.

XXIII. Le bibliothecaire se chargera par inventaire des livres de la bibliothèque, des manuscrits & des meubles qui y doivent estre destinez.

XXIV. La bibliothèque sera ouverte au public deux jours de la semaine, le Lundy & le Jeudy, depuis huit heures du matin jusques à dix heures & demie, & depuis deux heures après midy jusques à quatre en hyver, & jusques à cinq en esté.

XXV. Le bibliothecaire, le sous-bibliothecaire & les deux serviteurs seront tenus de se trouver dans la bibliothèque aux jours & heures cy-dessus marquez, pour donner les livres qui seront demandez, & pour veiller qu'ils ne soient gastez ou emportez.

XXVI. Il fera fait aux frais du college quatre exemplaires du catalogue de la bibliothèque, dont un demeurera dans la bibliothèque, le second sera donné à nos avocats & procureur general du parlement, le troisieme sera mis dans la bibliothèque de Sorbonne, & le quatrieme demeurera entre les mains du grand-maître du college.

XXVII. Le procureur du college donnera tous les ans mil livres au bibliothecaire pour augmenter la bibliothèque, à la charge de rendre compte de l'employ pardevant le grand-maître & les quatre inspecteurs du college, qui pourront, quand ils le jugeront à propos, visiter la bibliothèque.

XXVIII. Le grand-maître, le procureur & le bibliothecaire seront perpétuels; & leur nomination appartiendra à la maison & société de Sorbonne.

XXIX. La maison & société de Sorbonne aura la direction generale de tout le college, à l'effet de quoy elle nom-

mera quatre docteurs qui auront la qualité d'inspecteurs du college, & qui en seront pendant quatre ans seulement les fonctions, s'il n'est jugé à propos de les continuer.

XXX. Le grand-maître aura la supériorité & la preference sur tous les officiers du college, & après luy le procureur, si ce n'est que le bibliothecaire estant docteur, soit plus ancien que le procureur, auquel cas le bibliothecaire aura seulement la preference.

XXXI. Les inspecteurs visiteront le plus souvent qu'ils pourront le college, y decideront avec le grand-maître toutes les affaires qui regarderont la discipline, recevront les plaintes, entendront les comptes du procureur, & tiendront la main à l'exécution de la fondation.

XXXII. Les quatre inspecteurs ne foriront point ensemble de charge, mais il en demeurera toujours deux anciens avec les deux qui seront nouvellement élus.

XXXIII. Les reglemens qui seront jugez necessaires dans la suite des temps, seront faits par l'ainé de la maison de Mazarini, avec l'avis de la maison de Sorbonne; mais ils ne pourront estre exécutez, qu'ils ne soient confirmez par nos lettres patentes.

XXXIV. Enjoignons à nos avocats & procureur general de visiter le plus souvent qu'ils pourront le college, soit séparément ou conjointement, & de tenir la main à l'exécution de la fondation; à l'effet de quoy ils seront représenter les registres & comptes du procureur; sans qu'ils puissent neantmoins commettre pour ladite visite personne en leur place.

XXXV. On pourra recevoir dans les classes du college d'autres ecoliers que les pensionnaires, sans qu'ils soient tenus de donner aucun salaire aux maîtres qui les enseigneront.

XXXVI. Et pour engager d'avantage ceux qui auront soin du college & qui y enseigneront, nous voulons qu'il soit donné sur les revenus dudit college tous les ans au grand-maître quinze-cent livres: au sous-principal six-cent livres: aux quatre sous-maîtres chacun quatre cent livres: aux deux regens de philosophie & deux de rhétorique chacun mil livres: aux regens de seconde & troisieme chacun huit cens livres: aux trois autres regens chacun six-cent livres: au regent de mathématique six-cent livres: au bibliothecaire onze-cent livres:

JUSTIFICATIVES.

207

au sous-bibliothécaire cinq cens livres : aux deux garçons servans à la bibliothèque, chacun cent-cinquante livres : au chapelain trois cens livres : au procureur onze - cens livres : à un agent sous luy trois cens livres ; le tout outre le logement dans le college qui leur sera marqué, & la nourriture qui leur sera fournie convenablement en commun.

XXXVII. Sera aussi donné au sieur de la Poterie qui a eu soin des livres jusques à present, la somme de huit cens livres par chacun an pendant sa vie, en consideration des services qu'il a rendus au college.

XXXVIII. Voulons que le college porte le nom de Mazarini, & qu'il jouisse de tous les droits qui appartiennent aux maisons de fondation royale ; & en consequence l'avons dechargé de tous les droits qui nous auroient pu appartenir ou à nos fermiers, pour l'acquisition des places sur lesquelles il est basti, soit à titre de quint & de lots & vente, d'admortissement ou d'indemnité.

XXXIX. Derogeons à tout ce qui pourroit estre contraire au present reglement dans la fondation, & nommément à l'establissement d'une academie pour apprendre les exercices militaires, nonobstant ce qui est porté par nos lettres patentes du mois de Juin 1665.

XL. Et pour les choses qui ne sont contenues dans nos lettres, ordonnons que ledit college sera gouverné par les statuts de l'université de Paris dont il fait partie, & que tous les officiers dudit college jouissent des droits & privileges qui appartiennent aux principaux & regens de l'université de Paris. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les gens tenans nostre cour de parlement, chambre des comptes & cour des aydes à Paris, que ces presentes ils aient à registrer & faire executer selon leur forme & teneur : cessant & faisant cesser tous troubles & empeschemens qui pourroient estre mis ou donnez au contraire. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre nostre scel à cesdites presentes. Donné à Versailles au mois de Mars l'an de grace M. DC. LXXXVIII. & de nostre regne le XLV. *Signé, LOUIS, & plus bas :* Par le roy, *PHÉLIPPEAUX. Et à costé :* Vils, Bouchérat ; & au dessous : Pour lettres patentes portant reglement pour le college Mazarin. *Et scellées en lacs de soye du grand sceau de cire verte.*

Registrées, ouy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, suivant l'arrest de ce jour. A Paris en parlement le XXIII. Mars M. DC. LXXXVIII. *Signé, DONGOIS.*

Registrées en la chambre des comptes, ouy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur ; à la charge que nul principal & regent ne pourra estre receu qu'il ne soit naturel François, ou qu'il n'ait obtenu lettres de naturalité deüement verifiées par la chambre. Le VII. jour d'Avril M. DC. LXXXVIII. *Signé, RICHER.*

Registrées en la cour des aydes, ouy ce requerant & consentant le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur ; à la charge que nul principal & regent ne pourra estre receu qu'il ne soit naturel François, ou qu'il n'ait obtenu des lettres de naturalité bien & deüement verifiées. A Paris le VIII. Avril M. DC. LXXXVIII. *Signé, DU MOLIN. Ibidem.*

EDIT DU ROY LOUIS XIV.
contre les rentes viagères des gens de main-morte, excepté l'hospel - Dieu de Paris, le grand hospital & les Incuvables.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous presens & à venir, salut. Après la grace que nous avons receüe du ciel, par une paix generale, qui a esté suivie de tant de benedictions, nous croyons estre obligez de nous appliquer serieusement au bien du royaume, duquel Dieu nous a donné la conduite, & de pourvoir à tous les desordres qui s'y sont glissez depuis quelques années ; entre lesquels est un certain commerce qui interesse notablement les familles & le public, & qui emporte dans la suite une contravention aux anciennes ordonnances, qui comme très-utiles & nécessaires au bien de l'estat, ont toujours esté en vigueur, & auxquelles nous ne pouvons souffrir qu'il soit donné la moindre atteinte. Ce desordre a esté introduit par ceux qui s'estant despoillez de tout sentiment d'affection pour leurs parens & familles, ne considerant que leur satisfaction particuliere, & ne cherchans que les aises & les commoditez de la vie, qu'ils se sont persuadez consister en la jouissance facile & assurée de ce que leurs biens

AN. 1661.

pourroient produire, se sont mis en peine de trouver les moyens d'en augmenter le revenu, aux despens même de la perte & alienation de leurs fonds & principal; & dans cette pensée quelques-uns ayant vendu la propriété de leurs maisons, terres & heritages, & converti la valeur d'iceux en deniers comprans, ont trouvé des personnes disposées à les recevoir, & accepter les donations irrevocables qui leur ont été faites, à la charge d'en payer durant la vie des donateurs seulement l'intérêt ou la rente, à un denier plus fort que celui porté par nos ordonnances. D'autres, dans le même desir de se faire un revenu plus ample, ont donné par la même voye les fonds & la propriété de leurs maisons, terres & heritages, à la charge d'un intérêt annuel leur vie durant, qui excédoit de moitié la valeur des fruits que pouvoient produire les choses données. Il y en a encore d'autres qui se sont portés jusqu'à ce point, que de prendre des sommes notables à constitution de rente au denier dix-huit & au denier vingt, dont leurs biens sont demeurez chargez, & leurs heritiers après leur mort, lesquelles sommes à l'instant même ils ont donné en propriété, à la charge d'une rente viagère sur le pied du denier dix, & quelquesfois au denier huit, selon l'âge ou la constitution foible ou robuste des personnes, dont la vie plus longue ou plus courte apportoit plus ou moins de profit. Et comme ceux qui dans ces motifs, prenans résolution de convertir leurs biens en cette nature de rente, mettent leur principal soin, non seulement à en assurer le payement, mais à le rendre commode & facile, ils ont cru qu'il ne pouvoit y avoir rien de plus certain, que de s'adresser aux communautés, & entre les communautés, à celles qui estoient en réputation d'estre les plus riches. Et de fait nous avons esté bien informez qu'il y en a plusieurs qui attirent par l'esperance du profit qu'il y avoit en ce négoce, s'y sont facilement engagez; en telle sorte que ceux de nos sujets qui veulent avoir à présent des rentes viagères, en abandonnant le fonds & la propriété de leurs biens, vont cherchant de communauté en communauté, celle qui fera leur condition meilleure & plus avantageuse; lequel desordre est venu à un tel excez, qu'il nous a semblé estre nécessaire d'en arrester le cours, & d'en deffendre absolument l'usage à l'avenir, comme dommageable à ceux

mêmes qui donnent, puisqu'ils se privent pour jamais de leurs biens, dont aux occasions ils ne peuvent plus tirer aucun secours; préjudiciable aux familles particulieres, puisque par ce moyen les biens sont irrevocablement alienez, & que les heritiers en sont privez pour toujours, sans aucune esperance de retour, contre l'esprit de toutes les coutumes du royaume, qui ont si soigneusement pourveu à la conservation des biens dans les familles, & à empêcher les dispositions contraires aux loix de l'estat, & aux anciennes & nouvelles ordonnances, dont par ces voyes indirectes la prévoyance seroit éludée, en ce que par le temps une bonne partie des biens du royaume tomberoient en la propriété des gens de main-morte qui sont incapables d'en posséder aucuns sans nos lettres de permission & d'amortissement, que nous ne voulons donner qu'en très-grande connoissance de cause, & notamment dans ces occasions, auxquelles au contraire nous voulons promptement pourvoir. A CES CAUSES, & après avoir mis cette affaire en deliberation en nostre dit conseil, de l'avis d'iceluy, nous avons par ces presentes signées de nostre main, deffendu & deffendons très-expressement à tous nos sujets, de quelque qualité & condition qu'ils soyent, de donner à l'avenir aucuns deniers comptans, heritages, ou rentes, aux communautés ecclésiastiques regulieres ou seculieres & autres gens de main-morte (à l'exception de l'hôtel-Dieu, du grand hôpital de Paris, & de la maison des Incurables) par donations entre vifs, ou autres contrats, directement ou indirectement, en quelque forte & manière, & pour quelque cause & pretexte que ce soit, à condition d'une rente leur vie durant, plus forte que ce qui est permis par nos ordonnances, ou qui excède le legitime revenu que pourroient produire les maisons, terres ou heritages donnez, & aux dites communautés & autres gens de main-morte, de les prendre & accepter, à peine de nullité desdits contrats, & de confiscation sur les donateurs, des choses qui auront esté par eux autrement données, & de trois mille livres d'amende contre lesdites communautés & gens de main-morte qui les auront acceptées; le tout payable, sçavoir un tiers auxdits hôtel-Dieu de Paris & hôpital des Incurables, & l'autre tiers à l'hôpital general. Comme aussi deffendons à tous notaires, tabellions, gref-

fiers & autres personnes publiques, de recevoir lesdits actes, à peine de cinq cens livres d'amende, en cas de contravention, applicable comme dessus. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nos cours de parlement, baillifs, seneschaux, prevoists, leurs lieutenans, & à tous nos autres justiciers & officiers qu'il appartient, que ces presentes ils fassent lire, publier & enregistrer, garder, observer & entretenir, sans permettre qu'il y soit contrevenu en aucune sorte & maniere que ce soit; & ce nonobstant oppositions ou appellations quelconques, pour lesquelles, & sans prejudice d'icelles, ne voulons estre differé. Et parce que de ces presentes on pourroit avoir affaire en divers lieux, voulons qu'aux copies d'icelles collationnées par l'un de nos amez & feaux conseillers & secretaires, foy soit adjoustée comme au present original. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre nostre scel à cesd. presentes, sauf en autre chose nostre droit, & l'autrui en toutes. Donné à Fontainebleau au mois d'Aoust, l'an de grace M. DC. LXI. & de nostre regne le XIX. Signé, LOUIS; & plus bas: Par le roy, DE GUENEGAUD. Et scellées en lacs de soye, du grand sceau de cire verte. Et à costé: VIL, SEGUIER. Et plus bas: Pour servir aux lettres patentes en forme d'edit, servant de reglement pour l'avenir pour les deniers qui pourroient estre baillez à constitution de rente aux communantez tant regulieres que seculieres.

Registrées, oui le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, aux charges portées par l'arrest de ce jour. A Paris en parlement ce II. Septembre M. DC. LXI. Signé, DU TILLET. Pris sur une copie imprimée.

EXTRAIT DES REGISTRES du parlement.

V Eü par la cour, les grand-chambre, tournelle & l'edit assemblées, les lettres patentes du roy en forme d'edit, données à Fontainebleau au mois d'Aoust dernier, signées, Louis, & plus bas: Par le roy, de Guenegaud, & scellées en lacs de soye, du grand sceau de cire verte, par lesquelles & pour les causes y contenues ledit seigneur auroit defendu & deffend très-expressément à tous ses sujets, &c. comme dessus. Conclusions

Tom. II. Part. II.

du procureur general du roy, oui le rapport de maître Michel Ferrand conseiller du roy en ladite cour; tout considéré, ladite cour a ordonné & ordonne que lesdites lettres seront registrées au greffe d'icelle pour estre executées selon leur forme & teneur; & à la charge que l'hospital du grand bureau jouira de la même faculté que l'hostel-Dieu & grand hospital, & celui des Incurables; & que copies d'icelles seront envoyées aux bailliages & seneschaussées de ce ressort, pour estre pareillement luës, publiées, registrées & notifiées aux syndics des notaires, tant de cette ville de Paris, que desdits bailliages & seneschaussées, à ce qu'ils n'en pretendent cause d'ignorance; sans prejudice neantmoins de l'execution des contracts qui ont esté faits jusqu'à ce jour, lesquels seront executez selon leur forme & teneur. Fait en parlement le II. jour de Septembre M. DC. LXI. Signé, DU TILLET. *Ibidem.*

ARREST DU PARLEMENT donné au sujet du college de Narbonne, & rendu commun pour tous les autres, pour la visite des colleges, &c.

V Eü par la cour la requeste à elle présentée le 2. Septembre 1666. par le recteur de l'université de Paris, doyens des facultez de theologie, droit, canon & medecine, & les procureurs des nations de France, Picardie, Normandie & Allemagne fondées en ladite université, contenant que par arrest du 19. Aoust dernier donné sur le requisitoire du procureur general; la cour ayant esté informée du mauvais estat du college de Narbonne, auroit ordonné, conformément aux statuts de ladite université, arrests & reglemens intervenus sur iceux, & aux ordonnances faites par les supplians, en consequence de la visite dudit college, que lesdits statuts, arrests & reglemens seroient executez selon leur forme & teneur; & suivant iceux, qu'il n'y auroit audit college autre porte ouverte que la grande qui donne sur la rue de la Harpe, qui seroit ouverte par le portier à 5. heures du matin en esté & à 6. en hyver, & fermée precisément à 9. heures du soir, après le son de la cloche; & ce fait, les clefs d'icelle mises ez mains du principal, qui les garderoit pendant la nuit, sans qu'elle puisse estre ouverte après ladite heure, qu'en cas de necessité pressante, à peine d'en

Dd

AN. 1666.

respondre par le principal & le portier en leurs propres & privez noms ; avec deffense aux principal & bourgeois dudit college de louer aucunes chambres & lieux dudit college , ou souffrir en iceux , sous quelque pretexte que ce soit , autres personnes qu'escoliers & gens estudiant actuellement , à peine de privation de leur principauté & bourgeois ; que toutes personnes portant espées , & autres que des estudiant , vuideroient ledit college dans 24. heures pour tout delai ; & ce temps passé , ils y seroient contraincts , tant par confiscation de leurs meubles , que par toutes voies de justice , même par prison ; & outre , que les deux portes des maisons de la rue des Maçons qui estoient ouvertes sur la cour dudit college , seroient dans le même temps de 24. heures bouchées & murées à la diligence du principal , à peine de privation de la principauté ; à quoy faire & souffrir les locataires desdites maisons seroient contraincts , nonobstant oppositions ou appellations quelconques , pour lesquelles ne seroit différé ; avec deffense aux bourgeois & personnes ecclesiastiques qui pourroient loger dans ledit college , de recevoir & souffrir qui que ce soit dans leurs chambres pour y passer la nuit , & au cabaretier qui occupoit une boutique dependante dudit college , d'occuper aucune chambre dans l'interieur , soit pour lui ou pour ses domestiques ou hostes , à peine de 400. livres par d'amende ; avec injonction au principal de visiter les chambres une fois la semaine , pour estre rendu certain de la conduite de ceux qui y logeront , à peine d'en répondre en son nom ; enjoint au portier de luy rendre un compte exact de tous ceux qu'il verroit aller & venir ; à quoi le principal & bourgeois estoient refusans de satisfaire. Et d'autant qu'il estoit important pour le bien public de ladite université , que lesdits reglemens fussent executez dans tous les colleges d'icelle , & notamment en ceux où lesdits supplians faisoient pareillement leur visite ; ezquels ayant trouvé beaucoup de desordre , ils auroient statué , à quoi quelques principaux & bourgeois faisoient refus d'obeir. A CES CAUSES requeroient lesdits supplians que ledit arrest rendu pour le college de Narbonne fust déclaré commun & executoire pour tous les autres colleges de ladite université , & outre ordonné que lesdits articles faits par les supplians dans le cours & en consequence de la visite desdits colleges ,

seroient pareillement executez selon leur forme & teneur ; à ce faire lesdits principaux , bourgeois & officiers desdits colleges contraincts par privation de leurs revenus & du titre de leurs principautez , bourgeois & offices , & ceux qui ne sont de la qualité requise , par éjection & mise sur le carreau de leurs meubles , nonobstant oppositions ou appellations quelconques , & sans préjudice d'icelles ; & que pour l'exécution du present arrest seroit commis l'un des huisfiers de ladite cour ; ladite requête signée Dacolle. Veu aussi le decret de l'université du 10. Septembre 1665. duquel la teneur s'enfuit : *DECRETUM UNIVERSITATIS. Quia in obeundis instituendis collegiis universitatis plurima quidem laudabilia instituta , nonnulla verò corrigenda & in melius reformanda reperimus ; idcirco de consilio sapientissimorum decanorum necnon ornatissimorum procuratorum , aliorumque academiarum procerum , quæ sequuntur perpetuis temporibus observari volumus & præcipimus. Primò , ut juventuti nobis commissa amoveatur omnis occasio scandali , omnia prorsus uxorum contubernia , quæcumque illa fuerint , simulque mulierum famulatus à collegiis nostris , tam magnis (ut vocant) & pleni exercitii , quàm parvis , arceri volumus ; sicut & litigatores , aulicos , milites ensiferos , gladiatores , atque aleatores , fabros ligarios , tignarios & quoscumque alios operarios , juxta constitutiones regias in comitiis Blesensibus factas , senatus-consulta 13. die mensis Augusti anni 1575. die 20. Septembris anni 1577. & statuta universitatis in reformatione anni 1600. contenta. Item & portas quasdam furtivas & pervias , per quas tam mulieribus , quàm extraneis patet ingressus in collegia , diligenter claudi & obturari ; primarios verò & procuratores , seu quoscumque alios gymnasiarum præfectos qui ejusmodi contubernia hominumque genera admiserint , aut non ejecerint , portatque illas pervias non clausierint & obturaverint infra mensem à die nostræ promulgationis , perjuros , omnique gradus , dignitate , munere , sportulâ seu quâcumque pecuniariâ distributione , nec non suffragio tam activo quàm passivo in suis facultatibus & nationibus ipso facto privatos esse declaramus. II. Omnes quoque gladiatores aut gladiaturam in collegiorum cubiculis exercentes ablegari volumus , necnon privatos magistratos quos præceptores & gubernatores puerorum*

puerorum vocant; item scholasticos aut famulos illorum quiensem in collegio aut urbe gestaverint, coërceri mandamus; primarios verò qui ejusmodi homines juvenes & famulos in suis pædagogii & collegiis habitare permiserint, nec severè punitos dimiserint, iisdem pœnis subjacere volumus. III. Ut possit universitas commodè reddere parentibus rationem educationis liberorum suorum, tam in moribus quàm in litteris, vetamus ulla in collegiis nostris exerceri pædagogia, nisi eorum qui collegia universitatis assiduò frequentarint, professorumque academicorum & primariorum testimonia singulis quibusque trimestribus rectori repositenti exhibuerint; primarios verò seu quoscunque alios præfectos, & ipsos pædagogos & pædagogia exercentes, qui legibus istis parere detrectarint, perjuros ut priùs declaramus, iisdemque pœnis obnoxios, sicut & litigiorum amatores, qui causarum primordia seu primam (ut vocant) instantiam aliò quàm ad tribunal academicum detulerint, prout decretis plurimis caveretur, tam universitatis, quàm curiæ Parisiensis. IV. Volumus & distictè præcipimus ut bursarii in collegiis suis degant; non minùs quàm primarii vestem talarem cum bireto pro more gestent; non alia quàm academiciæ collegia frequentent; & ne fraus fiat, sciant se ad nullum, aut magisterii, aut in suis collegiis præfecturæ gradum ulla tenùs promovendos, nisi à die quo buras suas possidere incœperint, professorum academicorum primariorumque, tam in humanioribus litteris, quàm in rhetoricis, philosophicis & aliis academiciæ nostræ studiis quibus vacare debuerint, testimonia suarum nationum procuratoribus & censoribus, nec non rectori exhibuerint. Primarii verò qui in collegiis suis non habitarent actu & de facto, quique in advertendis, admonendis aut coërcendis contumacibus negligentes se præstiterint, nec statim rectorem admonuerint, si quid secus contingat, prædictis pœnis noverint se subjacere. V. Quia compereimus dyscolos & contumaces scholasticos corruptisque aut certè minùs castigatis moribus, atque indociles & disciplinæ academiciæ impatientes, ex uno collegio ob id expulsos, in aliis nihilominùs recipi & admitti; vetamus ac severè prohibemus id fieri deinceps; atque ad observationem disciplinæ legum nostrarum statuimus, ut primarius qui ejusmodi juvenes ejecerit, eorum nomina statim ad rectorem deferat, rector

Tome II. Part. II.

verò per schedam cæteros gymnasiarchas præmoneat, & illi continuo suarum classium præfectos seu professores, ne sit ulla ignorantia prætextus. Quod si vel primarii aliqui ita præmoniti expulsos ejusmodi juvenes in sua pædagogia, aut professores in suas scholas admiserint, eos omni jure, munere, dignitate, suffragio, ut priùs, omnique distributione pecuniaria è nuntiatis proveniente privatos ipso facto declaramus. VI. Ne qui verò possint obtendere causam ignorantis præmissorum, volumus & præcipimus hæc decreta nostra per decanos suis facultatibus, per procuratores suis nationibus, gymnasiarchis verò, professoribus, bursariis, & scholasticis per apparitores nostros denunciari & significari. Datum in ædibus Marchianis die x. Septembris anno M. DC. LXV. *Signatum, DU BOUL-LAY. LEDIT ARREST* du 19. Aoust dernier, & conclusions dudit procureur general, ouy le rapport de M. Guillaume Hebert conseiller en lad. cour; tout considéré, lad. cour a homologué & homologue le decret de l'université du 10. Septembre 1665. pour estre executé selon sa forme & teneur; ce faisant & conformément à l'arrest de ladite cour du 19. Aoust dernier rendu pour le college de Narbonne, qui sera executé aussi à l'égard de tous les colleges de ladite université, ordonne que le recteur, assisté de l'huissier Pihault, visitera tous les colleges de ladite université, pour y faire executer ledit arrest, dont sera dressé procez verbal, & ledit recteur tenu d'en certifier la cour dans le lendemain de la saint Martin; pour ce fait & rapporté, & communiqué au procureur general du roy, estre ordonné ce que de raison. Fait en parlement, le iv. Septembre M. DC. LXVI. *Collationné, Signé, DU TILLET. Pris sur une copie imprimée.*

EDIT DU ROY LOUIS XIV. portant creation d'un lieutenant de police à Paris.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous présents & à venir, salut. Nostre bonne ville de Paris étant la capitale de nos estats, & le lieu de nostre séjour ordinaire, qui doit servir d'exemple à toutes les autres villes de nostre royaume, nous avons estimé que rien n'estoit plus digne de nos soins, que d'y bien regler la justice & la police, & nous avons donné no-

D d ij

An. 1667.

estre application à ces deux choses. Elle a esté suivie de tant de succez, & plusieurs défauts de la police ont déjà esté si heureusement corrigez, que chacun excité par les commoditez qu'il en reçoit concourt & presse volontiers la main pour la perfection d'un si grand ouvrage. Mais il est nécessaire que la reformation que nous y apportons soit soutenue par des magistrats. Et comme les fonctions de la justice & de la police sont souvent incompatibles, & d'une trop grande estendue pour estre bien exercées par un seul officier dans Paris, nous aurions resolu de les partager, estimans que l'administration de la justice contentieuse & distributive, qui requiert une presence actuelle en beaucoup de lieux, & une assiduité continuelle, soit pour regler les affaires des particuliers, soit pour l'inspection qu'il faut avoir sur les personnes à qui elles sont commises, demandoit un magistrat tout entier; & que d'ailleurs la police, qui consiste à assurer le repos du public & des particuliers, à purger la ville de ce qui peut causer les desordres, à procurer l'abondance, & à faire vivre chacun selon la condition & son devoir, demandoit aussi un magistrat particulier qui pust estre present à tout. A CES CAUSES, & autres considerations à ce nous mouvans, de l'avis de nostre conseil, & de nostre certaine science, pleine puissance & autorité royale, nous avons esteint & supprimé, & par ces presentes signées de nostre main esteignons & supprimons l'office de lieutenant civil de nostre prevost de Paris, dont estoit pourveu le feu sieur d'Aubray, sans que pour quelque cause, pretexte & occasion que ce soit, ledit office puisse estre cy-après reestabli ni créé de nouveau; ce faisant, nous avons créé, érigé & establi, & par ces mesmes presentes créons, érigeons & establissons en titre d'offices formez, deux offices de lieutenans de nostre prevost de Paris, dont l'un sera nommé & qualifié nostre conseiller & lieutenant civil du prevost de Paris pour la police; pour estre lesdites deux charges remplies & exercées par deux differens officiers, & sans que cy-après elles puissent estre jointes & reunies pour quelque cause & sous quelque pretexte que ce puisse estre. Et pour regler les fonctions desdites charges, voulons & nous plaist qu'au lieutenant civil appartienne la reception de tous les officiers du chastelet, ensemble la connoissance de toutes actions per-

sonnelles, réelles & mixtes, de tous contracts, testamens, promesses, matieres beneficales & ecclesiastiques, tutelles, curatelles, avis de parens, emancipations, & toutes autres matieres concernant la justice contentieuse & distributive dans l'estendue de la ville prevosté & vicomté de Paris, pour en faire les fonctions en la mesme forme & maniere que les precedens lieutenans civils ont eu droit & pouvoir de ce faire, dans les mesmes chambres & sieges, & avec les mesmes officiers, à l'exception toutefois des matieres concernant la police; precedera ledit lieutenant civil celui de police dans toutes les assemblées generales & particulières, sans dépendance neanmoins, autorité, ni subordination de l'un à l'autre; mais exerceront leurs fonctions séparément & distinctement chacun en ce qui les concernera. Et quant au lieutenant de police, il connoistra de la surêté de la ville prevosté & vicomté de Paris, du port d'armes prohibées par les ordonnances, du nettoiyement des ruës & places publiques, circonstances & dépendances; donnera les ordres nécessaires en cas d'incendie ou d'inondation; connoistra pareillement de toutes les provisions nécessaires pour la subsistance de la ville, amas, magazins qui en pourront estre faits, du taux & prix d'icelles, de l'envoy des commissaires & autres personnes nécessaires sur les rivières, pour le fait des amas de foin, bottelage, conduite & arrivée d'iceluy à Paris, comme faisoit cy-devant le lieutenant civil exerçant la police; reglera les estaux des boucheries & adjudication d'iceux; aura la visite des halles, foires & marchez, des hostelleries, auberges, maisons garnies, brelans, tabacs, & lieux mal famez; aura la connoissance des assemblées illicites, tumultes, seditions, desordres qui arriveront à l'occasion d'icelles, des manufactures & dépendances d'icelles, des elections des maistres & gardes des six corps de marchands, des brevets d'apprentissage & reception des maistres, de la reception des rapports, des visites desdits gardes, & de l'exécution de leurs statuts & reglemens, & des renvois des jugemens ou avis de nostre procureur sur le fait des arts & mestiers, & ce en la mesme forme & maniere que les lieutenans civils exerçans la police en ont cy-devant bien & dûement usé. Pourra estalonner les poids & balances de toutes les communautés de la ville & faubourgs d'i-

celle, à l'exclusion de tous autres juges; connoistra des contraventions qui seront commises à l'exécution des ordonnances, statuts & reglemens faits pour le fait de l'imprimerie par les imprimeurs en l'impression des livres & libelles défendus, & par les colporteurs en la vente & distribution d'iceux. Les chirurgiens seront tenus de lui donner declaration de leurs bleffes, & qualité d'iceux. Pourra connoistre de tous délinquans & trouvez en flagrant délit en fait de police, leur faire & parfaire leur procès sommairement, & les juger seul, sinon ez cas où il s'agira de peines afflictives, & audit cas en fera son rapport au présidial en la maniere accoustumée. Et généralement appartiendra audit lieutenant de police l'exécution de toutes les ordonnances, arrests & reglemens concernant le fait d'icelle, circonstances & dépendances, pour en faire les fonctions en la mesme forme & maniere qu'ont fait ou eu droit de faire les cy-devant pourvus de la charge de lieutenant civil exerçans la police. Le tout sans innover ni préjudicier aux droits & juridictions que pourroient avoir, ou possession en laquelle pourroient estre les lieutenant criminel, particulier, & nostre procureur audit chasteller, mesme les prevost des marchands & eschevins de ladite ville, de connoistre des matieres cy-dessus mentionnées; ce qu'ils continueront de faire bien & deüement, comme ils auroient pu faire auparavant. Seront tenus les commissaires du chasteller, huissiers & sergens, d'exécuter les ordres & mandemens desdits lieutenans civil & de police, mesme les chevalier du guer, lieutenant criminel de robe courte, & prevost de l'isle, comme aussi les bourgeois, de prester main forte à l'exécution des ordres & mandemens, toutes fois & quantes ils en seront requis. Aura ledit lieutenant de police son siege ordinaire & particulier dans le chasteller, en la chambre presentement appelée la chambre civile; & entendra en icelle les rapports des commissaires, & jugera sommairement toutes les matieres de police, les jours de chaque semaine, ou à tels jours qu'il jugera necessaire; & aura en outre la disposition d'une autre petite chambre à costé, jusqu'à ce qu'il ait esté par nous pourveu sur le fait desdites chambres: Jouiront lesdits lieutenans civil & de police, chacun à leur égard, des mesmes droits, avantages, honneurs & prerogatives qui ont appartenu, &

dont ont bien & deüement joui ou dû jouir les cy-devant lieutenans civils en l'une & en l'autre desdites fonctions; & fera procédé à leur reception ezdites charges au parlement, & installation en leurs sieges, en la maniere accoustumée, nous reservant au surplus la libre & entière disposition desdites charges, pour en disposer toutes fois & quantes que bon nous semblera, en remboursant à ceux qui seront pourvus d'icelles les sommes convenues pour raison de ce, suivant leurs consentemens cy attachez sous le contre-scel de nostre chancellerie. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement à Paris, que ces presentes ils aient à faire registrer, & icelles exécuter selon leur forme & teneur, cessant & faisant cesser tous troubles & empeschemens qui pourroient estre donnez, nonobstant tous edits, declarations & autres choses à ce contraires, auxquelles nous avons dérogé & dérogeons par ces presentes. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à tousjours, nous avons fait mettre nostre scel à cesdites presentes, données à saint Germain en Laye au mois de Mars l'an de grace M. DC. LXVII. & de nostre regne le xxiv. Signé, LOUIS, & plus bas, Par le roy, DE GUENEGAUD. Et scellé sur lacs de soye du grand sceau de cire verte.

Registrées, ouy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre exécutées selon leur forme & teneur, aux charges portées par l'arrest de ce jour. A Paris en parlement le xv. Mars M. DC. LXVII. Signé, DU TILLET. Pris sur une copie imprimée.

*ARREST DU PARLEMENT
de Paris en faveur de l'archevesque
de cette ville, contre les abbé, religieux
& convent de sainte Genevieve.*

EXTRAIT DES REGISTRES
du parlement.

ENTRE messire Hardouin de Perrefixe archevesque de Paris, conseiller du roy en ses conseils, chancelier & commandeur de ses ordres, demandeur en réquête du 26. Juillet 1666. à ce que deslenses soient faites à l'abbé de sainte Genevieve de porter les habits pontificaux, & de donner la benediction au peuple en la procession qui se fait le jour du saint sacrement, d'une part; & ledit

AN. 1666.

abbé de sainte Genevieve du Mont à Paris, les religieux, prieur & convent de ladite abbaye, defendeurs en ladite requeste, d'autre. Et encore entre ledit sieur archevesque demandeur en autre requeste du 28. Novembre 1667. à ce que ledit abbé de sainte Genevieve soit tenu de rapporter titres, en vertu desquels il prétend le droit de decerner des monitoires & de faire conferer les ordres sacrez dans l'abbaye de sainte Genevieve, & qu'à faute de ce defenses luy soient faites de faire conferer les ordres dans ladite abbaye de sainte Genevieve, ny de delivrer aucuns monitoires, d'une part ; & lesdits abbé & religieux, prieur & convent de ladite abbaye de sainte Genevieve, defendeurs d'autre ; sans que les qualirés puissent prejudicier. Après que Duhamel pour le sieur demandeur, & Dubois pour les defendeurs ont esté ouys, Duhamel en repliche, Dubois en duplique, ensemble Talon pour le procureur general du roy, qui après un long playdoie a conclu que faisant droit & ayant égard aux requestes de M. l'archevesque de Paris des 26. Juillet 1666. & 28. Novembre 1667. defenses doivent estre faites à la partie de Dubois d'assister à la procession du jour & feste du saint sacrement en habits pontificaux & de donner la benediction au peuple, & pareillement de faire conferer les ordres à aucuns religieux dudit monastere par autre que par ledit sieur archevesque de Paris, & de decerner aucuns monitoires, sinon pour les causes qui seront devolues pardevant ledit abbé de sainte Genevieve comme conservateur des privileges apostoliques. LA COUR ayant égard aux requestes de la partie de Duhamel, fait defenses à la partie de Dubois d'assister à la ceremonie de la procession du saint sacrement en habits pontificaux, d'y donner la benediction, de faire promouvoir ses religieux aux ordres par autre que par l'archevesque de Paris, ni de decerner aucuns monitoires sinon dans les causes qui leur seront renvoyées par arrest ou par sentence d'un juge seculier, ou qui leur seront devolues, depens compenlez. Fait en parlement le iv. Juillet M. DC. LXVIII. Signé, ROBERT. *Synod. Paris. pag. 504.*

ARREST DU PARLEMENT au sujet de la contagion.

Sur ce qui a esté remonstré à la Cour par le procureur general du roy, qu'il y a plusieurs villes & lieux infectez de la maladie contagieuse aux environs de cette ville, dont il est difficile d'empescher la communication ; ce qui oblige d'apporter toutes les precautions possibles pour empescher les mauvais effets que l'on peut apprehender dans cette saison, en observant exactement la nature des maladies qui pourront survenir en cette ville ; à quoy il estoit necessaire de pourvoir ; LA COUR a enjoint a tous medecins, apotiquaires, & chirurgiens de cette ville & faubourgs de Paris, de declarer à l'un des commissaires de leurs quartiers, ou de ceux dans lesquels ils auront visité les malades attaquez de maladie contagieuse, en cas qu'ils en trouvent aucuns, ou qu'ils soupconnent & puissent apprehender que lesdits malades en deviennent atteints dans la suite de leurs maladies, incontinent qu'ils en auront eu connoissance, à peine, en cas de negligence ou dissimulation, d'estre declarez déchus de leurs maistrises, de n'en pouvoir faire aucunes fonctions à l'avenir, de mille livres d'amende, & d'abstention de la prevosté & vicomté de Paris pendant le temps qu'il sera ordonné. Fait en parlement le vii. Juillet M. DC. LXVIII. Signé, ROBERT.

Leü & publié à son de trompe & cri public, & affiché par tous les carrefours de cette ville & faubourgs de Paris, par moi Charles Canto juré crieur du roy en ladite ville, prevosté & vicomté de Paris, accompagné de Hierosme Tronson juré trompette, Pierre du Bos commis de Jean du Bos, & Jean de Beauvais commis d'Estienne Chapé, aussi jurez trompettes du roy, le Lundi ix. jour de Juillet M. DC. LXVIII. Signé, CANTO, *Pris sur une copie imprimée.*

TRANSACTION ENTRE l'archevesque de Paris & l'abbé & les religieux de saint Germain des Prez touchant la jurisdiction spirituelle dans le fauxbourg saint Germain.

PARDEVANT les notaires & gardes-nottes du roy nostre sire en son chastelet de Paris soussignez, furent presents illustrissime & reverendissime monseigneur Hardouin de Peresfixe archevesque

que de Paris, conseiller du roy en ses conseils & chancelier de ses ordres, demeurant dans son archevesché d'une part; très-haut & très-puissant prince messire Henry de Bourbon duc de Verneuil, pair de France, gouverneur & lieutenant general de sa majesté en sa province de Languedoc, abbé commendataire de l'abbaye de saint Germain des Prez immédiatement dependante du saint siege apostolique, demeurant au fauxbourg saint Germain en son hostel abbatial, d'autre part; RR. PP. doms Claude du Ruble & Jacques Douceur religieux anciens, Antoine Espinace prieur, Benoist de Jumillac souprieur, Estienne Vicard, Placide de Sarcus, Gregoire Bodin, Martin de Liefme, Luc Dachery, Gregoire de Villeneuve, Arsenne Moriceau, Ambroise Janvier, Gilles Pichotel, Louis Boudan, Bernard Jolly, Jean Prou, Jean Barré, François Charpentier, Jean de Leou, Joseph Bequin, Louis de Vion, Jean-Chrystome Cornet, Jérôme Hurter, Henry-Constance de Brossard, Jacques Dandelle, Pierre Guerin, Bernard Iforé, Jean Patte, Nicolas Picarh, Barthelemy Thibaud, Estienne Motron, Yves le Roy, Jean-Louis Ballavoine, Joseph de la Pierre, Louis-Augustin Cousturier, Robert Chevalier, Alexis Gendrier, Adrien Charpentier, Pierre Louet & François Marlot, tous religieux de ladite abbaye de saint Germain, ordre saint Benoist, congregation de saint Maur, capitulairement assemblez en leur chapitre en la maniere accoustumée pour traiter d'affaires, encore d'autre part. Lesquelles parties pour terminer leurs differens pendans en la cour de parlement de Paris, sur ce que ledit seigneur archevesque pretendoit avoir, à cause de sa dignité archiepiscopale, toute jurisdiction spirituelle dans tout le fauxbourg & territoire de saint Germain des Prez lez Paris; & au contraire estoit soutenu par lesdits seigneur abbé, religieux, prieur & convent de ladite abbaye, que ledit fauxbourg & territoire de saint Germain des Prez estoit exempt de la jurisdiction dudit seigneur archevesque, & qu'eux & leurs predecesseurs abbés & religieux de ladite abbaye y avoient eu & exercé toute la jurisdiction spirituelle & comme episcopale, de laquelle ils jouissent encore à present, fondez en titres & possession immemoriable, ont tranfigé desdits differens, circonstances & dependances en la maniere qui ensuit; c'est à sçavoir,

Que ladite jurisdiction sur tout le fauxbourg & territoire dudit saint Germain des Prez lez Paris, les seculiers & reguliers y demeurans, ensemble la collation des cures dudit fauxbourg & territoire établies, & qui seront cy-après erigées dans iceluy, appartiendront aud. seigneur archevesque, & seront lefd. jurisdiction & collation unies à sa personne & dignité & de ses succeffeurs archevesques seulement.

Que ladite abbaye de saint Germain des Prez & enclos d'icelle, ensemble l'abbé, religieux, prieur & convent, leurs familles & domestiques, & autres y residans demeureront exempts de la jurisdiction dud. seigneur archevesque & de ses succeffeurs.

Que la jurisdiction de laquelle l'abbé, religieux, prieur & convent de ladite abbaye de saint Germain des Prez ont été & sont à present en possession dans ladite abbaye & enclos d'icelle, leur demeurera à toujours immediate au saint siege, telle qu'ils l'ont possédée & la possèdent aujourd'huy, sans toutesfois qu'ils puissent créer aucun official, ni accorder aucune dispense de bans, ni mesme connoître des causes de mariages desdits domestiques.

Que le prieur des religieux de ladite abbaye & ses succeffeurs sera vicaire general né, perpetuel & irrevocable dudit seigneur archevesque & de ses succeffeurs, pour exercer la jurisdiction ordinaire dans l'étendue dudit fauxbourg & territoire dudit saint Germain des Prez; & en cas d'absence, maladie ou autres legitimes empeschemens, son souprieur ou autre tenant son lieu & place agira en la mesme qualité dans ledit fauxbourg & territoire, sans toutesfois que ledit vicaire general né, ni ceux qui en feront les fonctions en son absence, puissent faire aucune visite sur les prestres & communautés seculieres dans ledit fauxbourg & territoire, sans une permission speciale dudit seigneur archevesque, & sans que l'establissement dudit vicaire general né puisse empeschier ledit seigneur & ses succeffeurs archevesques de créer encore d'autres generaux pour ledit fauxbourg & territoire, lorsqu'ils le jugeront à propos; & en ce cas lesdits vicaires generaux exerceront conjointement ou separément avec ledit vicaire general né; lequel en cette qualité pourra toutes fois & quantes faire donner la confirmation, & faire celebrer & donner la tonsure & les ordres mineurs & sacrés dans ladite

abbaye aux religieux de leur congregation de saint Maur seulement, sans que ladite qualité de vicaire general ne puisse préjudicier aux susdites exemption & juridiction de ladite abbaye, & sans les y pouvoir faire conférer aux séculiers sans la permission expresse dudit seigneur archevesque & de ses successeurs.

Que les mandemens qui seront envoyez en leur absence audit fauxbourg & territoire, seront concertez conclus & signez dudit prieur & de ses successeurs, ou autre faisant les fonctions dudit vicaire general né en son absence, conjointement avec les autres vicaires generaux, si aucuns luy sont adjoints.

Que la presentation de la cure de saint Sulpice appartiendra audit seigneur abbé, religieux, prieur & convent & leurs successeurs, avec tous droits de curez primitifs : & quant aux cures que ledit seigneur archevesque ou ses successeurs pourront eriger cy-après dans ledit fauxbourg & territoire, il a esté convenu qu'elles seront conférées la premiere fois par ledit seigneur archevesque de plein droit ; & pour toutes les vacances futures, mesme en cas de permutation, que l'abbé y presentera ; & en cas de vacance de ladite abbaye, lesdits religieux, prieur & convent y presenteront, comme ils ont droit & sont en possession de pourvoir à la cure de saint Sulpice, le siege abbatial vacant, mesme y auront aussi tout droit de curez primitifs.

L'eglise de leur abbaye demeurant pour toujours l'eglise matrice & principale de toutes celles qui sont & seront cy-après erigées dans ledit fauxbourg & territoire, seront faites en icelle les convocations du clergé & du peuple dudit fauxbourg & territoire, tant pour les processions generales qu'autres solemnités publiques, & jouira de tous les droits & honneurs qui lui appartiennent en cette qualité.

Et attendu que saint Germain est le patron principal de ladite abbaye, fauxbourg & territoire, sa feste continuera d'estre chomée, comme elle l'a esté par le passé.

Lors des jubilez, la premiere station sera toujours assignée par ledit seigneur archevesque & ses successeurs, ou par ledit vicaire general né ou autres ses adjoints dans l'eglise de ladite abbaye, sans que cet usage puisse préjudicier auxdits droits d'exemption & juridiction d'icelle.

Et attendu que l'eglise paroissiale de

saint Sulpice & autres eglises qui sont & seront erigées dans ledit fauxbourg & territoire, ne peuvent estre qu'inférieures à l'eglise de saint Germain des Prez, ledit seigneur accorde tant pour luy que pour ses successeurs archevesques, que les superieurs desdites eglises & communautés ne pourront estre choisis pour grands vicaires dudit fauxbourg & territoire.

Et moyennant les conditions dessusdites demeurent lesdits differens d'entre les parties terminez & assoupis sans dépens, dommages & interets de part ni d'autre. Et pour faire homologuer en cour de Rome ou par tout ailleurs où besoin sera la presente transaction, ont lesdites parties constitué leurs procureurs les porteurs des presentes, auxquels ils ont donné pouvoir de ce faire. Ce fait en la presence & du consentement du très-reverend pere dom Bernard Audebert superieur general de ladite congregation de saint Maur, resident en ladite abbaye de saint Germain des Prez, & des reverends peres doms Benoist Bracher & Claude Martin ses assistans, & de l'avis & conseil de venerables & discretes personnes messires Claude Morel docteur de Sorbone, conseiller du roy en ses conseils, chanoine-theologal de l'eglise de Paris, Martin Grandin, Denys Guyart, Guillaume Lestoc, François de Hodenc, & François Vinot, tous docteurs en theologie de la faculté de Paris, de noble homme Ange de Massac advocat en parlement, & de messire Charles Coquart de la Motte chanoine & fouchantre en l'eglise de Paris. Et pour l'exécution des presentes & dependances lesdites parties ont élu leurs domiciles irrevocables, sçavoir ledit seigneur en son archevesché, ledit seigneur abbé en son logis abbatial, & lesdits sieurs religieux en ladite abbaye, ausquels lieux, &c. nonobstant, &c. Car ainsi, promettans, &c. obligeans chacun en droit soy, &c. renonçans, &c. Fait & passé, sçavoir par lesdits seigneurs archevesque, abbé, pere superieur, assistans & presens audit logis abbatial, & par lesdits religieux en leur dit chapitre, l'an M. DC. LXXVIII. le xx. Septembre avant midy. Et ont signé la minute des presentes demeurée à le Moine notaire. *Signé*, GABILLON, LE MOINE notaires. *Synodic. Paris. pag.* 545.

LETTRES PATENTES
du roy Louis XIV. qui confirment la
transaction precedente.

AN. 1668.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous présents & à venir, salut. Nostre amé & feal conseiller en nos conseils, chancelier de nos ordres Hardouin de Peresfixe archevesque de Paris, pretendant, à cause de sa dignité archiepiscopale toute jurisdiction spirituelle dans tout le fauxbourg & territoire de saint Germain des Prez lez Paris; & nostre très-cher oncle naturel Henry de Bourbon de Verneuil, pair de France, gouverneur & lieutenant general en Languedoc, abbé commendataire de l'abbaye dudit saint Germain des Prez, & les religieux, prieur & convent de ladite abbaye soutenant au contraire que lesdits fauxbourg & territoire estoient exempts de la jurisdiction dudit sieur archevesque, & qu'eux & leurs predecesseurs l'y avoient de tout temps exercée, ils auroient par un esprit de paix, qui est si conforme à celui de l'Eglise, unanimement terminé & assoupy pour toujours d'un commun concert les contestations, procez & differens, qui avoient jusques alors esté mûs sur ce sujet, & qui estoient indecis en nostre parlement, par transaction solennelle passée pardevant notaires à Paris le 20. du present mois de Septembre, & que nous voulons confirmer pour marquer plus particulièrement la satisfaction que nous en avons, & estre homologuée par tout où besoin sera, afin qu'elle soit plus ferme & plus solide à la posterité. A CES CAUSES, de l'avis de nostre conseil qui a veü ladite transaction cy-attachée sous le contre-scel de nostre chancellerie, dûment informez qu'il n'y a rien de contraire à nos droits, & desirant seconder les louables intentions des uns & des autres, pour que ledit sieur archevesque & ses successeurs jouissent à perpetuité dans nostre bonne ville de Paris, qui est la capitale de nostre royaume, sans aucun trouble ni partage de tous les prerogatives, droits, privileges & libertés dont jouissent les autres prelates les plus eminens en dignité dans la hierarchie de l'Eglise, nous de nos graces speciales, pleine puissance & autorité royale, avons par ces presentes signées de nostre main loüé, agréé, confirmé & approuvé; loüons, agréons, approuvons & confirmons par cesdites pre-

sentes la transaction dudit jour 20. du present mois de Septembre; voulons & nous plaist qu'elle soit executée en tous ses chefs, selon sa forme & teneur, aux charges, clauses & conditions y contenues. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre grand conseil, que ces presentes, ensemble ladite transaction, ils ayent à homologuer & faire registrer dans leurs registres, pour estre le tout executé pleinement, paisiblement & perpetuellement, & faire cesser tous troubles & empêchemens à ce contraires, nonobstant toutes ordonnances, declarations, arrests & reglemens, statuts, privileges & exemptions, auxquels & aux derogatoires des derogatoires y contenus nous avons derogé & dérogeons par cesdites presentes. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous y avons fait mettre nostre scel. Donné à saint Germain en Laye au mois de Septembre l'an de grace M. DC. LXVIII. & de nostre regne le xxvi. Signé, LOUIS; & sur le reply: Par le roy, LE TELLIER. Et scellé de cire verte.

Registré ez registres du grand conseil, suivant l'arrest dudit conseil du xi. Octobre M. DC. LXVIII. *Ibid. pag. 552.*

ARREST DU GRAND CONSEIL

pour l'enregistrement de la transaction
& des lettres patentes cy-dessus.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut. Savoir faisons comme par arrest ce jourd'huy donné en nostre conseil sur la requeste présentée en iceluy par nostre très-cher & très-amé oncle Henry de Bourbon duc de Verneuil, pair de France, abbé commendataire de saint Germain des Prez lez Paris, & les religieux, prieur & convent de ladite abbaye, tendante à ce qu'il plaise à nostre conseil ordonner que la transaction passée entre eux d'une part, & messire Hardouin de Peresfixe archevesque de Paris d'autre, du 20. Septembre 1668. & nos lettres patentes obtenues sur icelle dudit mois de Septembre audit an, seront executées selon leur forme & teneur, & enregistrées ez registres de nostre conseil. Veu par nostre conseil ladite requeste du 26. Septembre 1668. ladite transaction du 20. desdits mois & an, par laquelle auroit esté convenu entre lesdites parties pour terminer leurs diffé-

AN. 1668.

rens pendans en nostre parlement de Paris, touchant la juridiction spirituelle du fauxbourg & territoire dudit saint Germain des Prez, que ladite juridiction sur tout ledit fauxbourg & territoire, les seculiers & reguliers y demeurans, ensemble la collation des cures dudit fauxbourg & territoire établies & qui seront cy-après erigées en iceluy appartiendront audit archevesque, & seront lesdites juridiction & collation unies à sa personne & dignité & de ses successeurs archevesques seulement. Que ladite abbaye de saint Germain des Prez & enclos d'icelle, ensemble l'abbé, religieux, prieur & convent, leurs familiers, domestiques & autres y residans, demeureront exempts de la juridiction dudit archevesque & de ses successeurs. Que la juridiction de laquelle l'abbé, religieux, prieur & convent de ladite abbaye ont esté & sont à présent en possession dans ladite abbaye & enclos d'icelle, leur demeurera à tous jours immediatement du saint siege telle qu'ils l'ont possédée & la possèdent aujourd'huy. Que le prieur des religieux de ladite abbaye & ses successeurs sera vicaire general né perpetuel & irrevocable dudit archevesque & de ses successeurs, pour exercer la juridiction ordinaire dans l'étendue dudit fauxbourg & territoire dudit saint Germain des Prez. Que la presentation de la cure de saint Sulpice appartiendra audit abbé, religieux, prieur & convent & leurs successeurs, avec tous droits de cures primitifs, & autres clauses & conditions plus amplement spécifiées par ladite transaction & par nos lettres patentes de confirmation, ratification & approbation de ladite transaction dudit mois de Septembre audit an. Conclusions de nostre procureur general. Iceluy nostred. grand conseil ayant égard à ladite requeste, a homologué & homologue ladite transaction du 20. Septembre 1668. intervenue sur les differens mus & à mouvoir concernant la juridiction spirituelle du fauxbourg & territoire de saint Germain des Prez lez Paris; ce faisant a ordonné & ordonne que ladite transaction & nos lettres patentes de confirmation & ratification d'icelle dudit mois de Septembre audit an, seront registrées ez registres de nostre conseil, pour sortir leur plein & entier effet, & estre gardées, observées & executées selon leur forme & teneur. Si donnons en mandement au premier des huissiers de nostre grand conseil ou autre nostre huissier ou sergent sur ce re-

quis, qu'à la requeste desdits supplians le présent arrest il mette à due & entiere execution selon sa forme & teneur; en contraignant à ce faire souffrir & obeir tous ceux quil appartiendra, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, pour lesquelles & sans prejudice d'icelles ne voulons estre différé, ensemble faire toutes significations, commandemens, contraintes & autres actes de justice requis & necessaires. De ce faire te donnons pouvoir sans pour ce demander placet, visa, ne pareatis. En témoin de quoy nous avons fait mettre nostre scel à celsdites presentes. Donné en nostredit grand conseil à Paris le xi. jour d'Octobre l'an de grace M. DC. LXXVIII. & de nostre regne le xxvi. *Et sur le reply:* Par le roy à la requisition des gens de son grand conseil Signé, HERBIN. *Ibid.* pag. 554.

AUTRES LETTRES PATENTES
du roy Louis XIV. pour l'enregistrement de la transaction cy-dessus enregistrée du parlement.

L OUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre; à tous presens & à venir, salut. Nostre amé & feal conseiller en nos conseils, chancelier de nos ordres Hardouin de Pefixe archevesque de Paris, pretendant à cause de sa dignité archiepiscopale toute juridiction spirituelle dans tout le fauxbourg & territoire de saint Germain des Prez lez Paris, & nostre très-cher oncle naturel Henry de Bourbon de Verneuil, pair de France, gouverneur & lieutenant general en Languedoc, abbé commendataire de l'abbaye dudit saint Germain des Prez, & les religieux, prieur & convent de ladite abbaye soutenant au contraire que lefd. fauxbourg & territoire estoient exempts de la juridiction dudit sieur archevesque, & qu'eux & leurs predecesseurs l'y avoient de tout temps exercée; ils auroient par un esprit de paix, qui est si conforme à celui de l'Eglise, unanimement terminé & assoupy, sous nostre bon plaisir, pour toujours d'un commun concert les contestations, procez & differens qui auroient esté mus sur ce sujet, & qui estoient indécis en nostre parlement de Paris, par transaction solennelle passée pardevant notaires à Paris le 20. du présent mois de Septembre & que nous voulons confirmer pour marque plus particulièrement la satisfaction que nous en avons, & estre homologuée

AN. 1668.

par

par tout où besoin sera , afin qu'elle soit plus ferme & plus solide à la posterité. A CES CAUSES , de l'advis de nostre conseil qui a veu ladite transaction cy-attachée sous le contre-scel de nostre chancellerie , deüment informez qu'il n'y a rien de contraire à nos droits , & desirans seconder les louables intentions des uns & des autres , pour que ledit sieur archevesque & ses successeurs jouissent à perpetuité dans nostre bonne ville de Paris , qui est la capitale de nostre royaume , sans aucun trouble ni partage de toutes les prerogatives , droits , privileges & libertés dont jouissent les autres prelatz les plus eminens dans la hierarchie de l'Eglise , nous de nos grace speciale , pleine puissance & autorité royale avons par ces presentes signées de nostre main lotië , agréé , confirmé & approuvé , lotions , agréons , confirmons & approuvons par celdites presentes la transaction dudit jour 20. du present mois de Septembre , voulons & nous plaist qu'elle soit executée en tous ses chefs selon sa forme & teneur , aux charges , clauses & conditions y contenues. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les gens tenans nostredite cour de parlement , que ces presentes , ensemble ladite transaction , ils aient à homologuer & faire registrer dans leurs registres , pour estre le tout executé pleinement , paisiblement & perpetuellement , & faire cesser tous troubles & empeschemens à ce contraires , nonobstant toutes ordonnances , declarations , arrests & reglemens , statuts , privileges & exemptions , auxquels & aux derogatoires des derogatoires y contenus nous avons derogé & dérogeons par celd. presentes. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours , nous y avons fait mettre nostre scel. Donnë à saint Germain en Laye au mois de Septembre l'an de grace M. DC. LXVIII. & de nostre regne le xxvi. Signé , LOUIS ; & sur le reply : Par le roy , LE TELLIER. Et scellé de cire verte.

Registrées , ouy le procureur general , pour estre executées selon leur forme & teneur. A Paris en parlement le viii. Avril M. DC. LXXIX. Signé , DU TILLET. *Ibidem pag. 557.*

ARREST DU PARLEMENT
pour l'enregistrement de ladite transaction.

V Eü par la cour les lettres patentes du roy données à saint Germain en Laye au mois de Septembre 1668. signées, Louis, & sur le reply : Par le roy , le Tellier , & scellées sur lacs de foye du grand sceau de cire verte , par lesquelles & pour les causes y contenues led. seigneur roy auroit confirmé & approuvé la transaction passée pardevant notaires en cette ville de Paris le 20. Septembre audit an entre messire Hardouin de Peresfixe archevesque de Paris d'une part ; & messire Henry de Bourbon duc de Verneuil , pair de France , abbé commendataire de l'abbaye de saint Germain des Prez lez cette ville de Paris , & frere Claude du Ruble & autres anciens religieux de ladite abbaye de saint Germain ordre de saint Benoist , congregation de saint Maur , capitulairement assemblez en leur chapitre d'autre part ; par laquelle les differens pendans en la cour pour raison de la jurisdiction spirituelle dans le fauxbourg saint Germain estoient terminez , ainsi que plus au long le contiennent lesdites lettres à la cour adressantes. Veü aussi ladite transaction. Requête dudit messire Hardouin de Peresfixe archevesque de Paris , afin d'enregistrement desdites lettres & transaction. Conclusions du procureur general du roy , tout consideré : la cour a ordonné & ordonne que lesdites lettres & transaction seront registrées , pour estre executées & jouir par l'impetrant de l'effet & contenu en icelles selon leur forme & teneur. Fait en parlement le viii. Avril M. DC. LXXIX. Signé , DU TILLET. *Ibidem pag. 560.*

MANDEMENT DE MONSIEUR
l'archevesque de Paris , pour la reparation d'un assassinat commis en l'eglise de Paris.

H ARDOUIN de Peresfixe par la grace de Dieu & du saint siege apostolique archevesque de Paris , aux archiprestres de sainte Marie Magdelaine & de S. Severin , salut en nostre Seigneur. Le sacrilege horrible qu'un impie vient de commettre dans nostre eglise metropolitaine , en attaquant Dieu mesme jusques sur ses autels par l'assassinat d'un de ses ministres , lors qu'il devoit l'hostie

Ee ij

sainte, & par la profanation du corps sacré de J. C. qu'il a foulé aux pieds, a jettes fideles dans la derniere consternation, & leur a donné une horreur extreme de ce crime inouy jusques à nous & sans exemple. Mais peut-estre que beaucoup d'entr'eux n'ont pas considéré qu'il ne se peut faire qu'une action si execrable n'attire sur nous la colere de Dieu deja si justement irrité par la multitude de nos pechez, & qu'ainsi il est necessaire d'avoir recours aux larmes, aux prieres & aux autres œuvres de penitence pour expier cet enorme sacrilege, & reparer l'injure qui a esté faite à la majesté divine. A CES CAUSES, & après en avoir amiablement communiqué avec nos venerables freres les doyens, chanoines & chapitre de Paris; nous commencerons Jedy prochain les prieres de quarante heures dans nostre eglise metropolitaine, que nous continuerons les deux jours suivans. Et à l'égard du reste de nostre clergé tant seculier que regulier, outre les prieres publiques que nous voulons estre faites dans toutes les eglises de cette ville & fauxbourgs, nous ordonnons qu'ils viendront processionnellement dans nostredite eglise metropolitaine aux jours & heures qui seront marquez cy-dessous. Et d'autant que nous ne devons oublier aucun des moyens qui sont capables d'appaier la colere de Dieu, nous enjoignons à tous les fideles de jeûner le Vendredy & Samedy de cette semaine, & le Lundy de la semaine prochaine, afin de concourir de toutes manieres à la reparation solemnelle que nous ferons le Mardy suivant au matin en nostred. eglise metropolitaine. Exhortons les mesmes fideles d'assister soigneusement aux prieres publiques qui se feront durant trois jours, de s'approcher dignement des sacremens, de faire des aumônes, & enfin de redoubler leurs autres bonnes œuvres dans une occasion si importante. Si vous mandons de signifier ces presentes à tous doyens, chanoines, chapelains, abbez, prieurs, curez & aux autres superieurs & superieures des eglises & monasteres de cette ville & fauxbourgs, à ce qu'ils n'en puissent ignorer. Et enjoignons ausdits curez de les publier incessamment & notifier à leurs peuples. Ordonnons en outre qu'elles soient affichées par tout où besoin sera. Donné à Paris en nostre palais archiepiscopal le v. Aoust M. DC. LXX. *Signé*, HARDOUIN archevesque de Paris; & plus bas; Par mondit seigneur, P E T I T. *Copié sur l'imprimé.*

ALIENATION DU JARDIN
de l'hostel du bailliage du palais.

PAR DEVANT les notaires gardes-notes du roy nostre sire au chastelet de Paris, soussignez, furent presens en leurs personnes messire Estienne d'Aligre chevalier, seigneur de la Riviere, conseiller du roy en tous ses conseils, & doyen desdits conseils, demeurant rue saint Honoré, paroisse saint Germain l'Auxerrois; messire Jean-Baptiste Colbert chevalier, marquis de Seignelay, baron de Sceaux, seigneur de Cheny-Ormoys-la-Malmaison & autres lieux, conseiller du roy ordinaire en tous ses conseils, commandeur & grand tresorier de ses ordres, secretaire d'estat & des commandemens de sa majesté, contrôleur general des finances, surintendant & ordonnateur general des bastimens, arts & manufactures de France, demeurant rue neuve des Petits-Champs, paroisse saint Eustache; messire Henry Puffort chevalier, seigneur & baron des Ormes, saint Martin, Cernay, Pavan, Roquincourt & Pontans, conseiller du roy ordinaire en tous ses conseils, demeurant rue du Grand-Chantier, paroisse saint Nicolas des Champs; messire Vincent Hottman chevalier, seigneur de Fons, May & autres lieux, conseiller du roy ordinaire en tous ses conseils, maître des requestes ordinaire de son hostel, & intendant des finances de France, demeurant susdite rue des Petits-Champs, paroisse saint Eustache; & messire Ciprien Besnard de Rezé seigneur de la Botiesche, conseiller du roy ordinaire en tous ses conseils, demeurant rue du Petit-Musc, paroisse saint Paul; lesdits seigneurs comparans au nom & comme commissaires nommez par sa majesté pour l'effet du present contract, par arrest de son conseil du 19. Fevrier 1671. & par la commission expediee sur iceluy, datée à Versailles du 22. desdits mois & an, desquels arrest & commission copie collationnée demeurera annexée à la minute des presentes. Lesquels seigneurs commissaires pour & au nom du roy, & suivant le pouvoir à eux donné par sa majesté par lesdits arrest & commission, ont baillé, cédé, quitté, transporté & delaisié, baillent, cedent, quittent, transportent & delaisient par ces presentes du tout dès maintenant & à tousjours, à titre de cens & alienation à perpetuité, promettent audit nom ga-

AN. 1671.

rantir de tous troubles & empeschemens generallyement quelconques, à haut & puissant seigneur messire Guillaume de Lamoignon chevalier, marquis de Basville, comte de Launay, Courfan, baron de saint Yon, conseiller du roy en tous ses conseils, premier president en sa cour de parlement, demeurant en l'enclos du palais, paroisse de la basse Sainte-Chapelle, à ce present & acceptant, acquereur pour luy, ses hoirs & ayant cause à tousjours & à perpetuité, quinze cent quarante neuf toises & demie quinze pieds un quart de place en superficie, à prendre dans le contour de l'ancien jardin de l'hostel du bailliage du palais, demeure de messieurs les premiers presidents, y compris le passage attenant les ecuries dudit hostel sur le quay de l'horloge du palais, ensemble le reste de l'ancienne closture du palais, à prendre depuis les maisons du quay des Orphevres qui regardent les Augustins, jusqu'aux tourettes attenant la petite porte qui est vis-à-vis l'abreuvoir de la riviere, inclusivement; ledit ancien jardin estant borné en partie d'un costé par le derriere des maisons qui regardent le quay de la Megisserie, & en partie par la closture de la petite cour des ecuries dudit hostel, sur la mesme ligne, contenant 47. toises deux pieds quatre pouces, à prendre lad. ligne depuis l'encoigneure du derriere des maisons de la rue du Harlay, jusqu'au pied droit de pierre de taille portant la seconde arcade de l'encoigneure de dessous la chambre qui servoit à tenir la chambre de l'edit, ayant en face la basse-cour dudit hostel du bailliage, auquel endroit est gravé un plomb en forme de croix sur la premiere assise de pierre qui est au dessus du rez de chauffée dudit pied droit, au lieu où est planté le mur qui separe ledit jardin d'avec ladite basse-cour; de l'autre costé par le pillier qui soutient le cabinet attenant la grande salle dudit hostel, à prendre à six pouces en deçà de l'arresté dudit pillier, auquel est gravé pareillement un trait à plomb en forme de croix sur la premiere assise au dessus du rez de chauffée, jusqu'à l'encoigneure dudit cabinet vers ledit jardin: ladite partie contenant six pieds un pouce; en partie par la grande salle dudit hostel du bailliage, sur la face qui regarde dans ledit ancien jardin vers la salle de saint Louis, à prendre depuis l'encoigneure de ladite salle dudit hostel avec ledit cabinet, jusqu'au bout de ladite face & de l'encoigneure

d'icelle: ladite partie contenant sept toises deux pieds neuf pouces six lignes; en partie par le bout de ladite petite gallerie qui va en ladite grande salle au grand appartement dudit hostel, à prendre depuis l'encoigneure du bout de la petite gallerie avec ladite grande salle, jusqu'à l'autre encoigneure de ladite gallerie sur ledit ancien jardin: ladite partie contenant sept pieds neuf pouces; en partie par le grand appartement dudit hostel & la grande gallerie commencée sur le mesme allignement, & six toises en dehors, à prendre ladite petite gallerie à l'endroit desdites six toises, où est tracé pareillement un trait à plomb en forme de croix sur la premiere assise au dessus du rez de chauffée, jusqu'au derriere des maisons de la rue du Harlay, où est aussi tracé un trait à plomb en forme de croix contre le parement du moillon apparent l'épaisseur du mur qui sera construit sur ledit allignement, & pourchassant du costé du jardin: ladite partie contenant trente-une toises cinq pieds cinq pouces six lignes; d'un bout par le derriere des maisons de la rue du Harlay, à prendre depuis l'encoigneure du derriere desdites maisons avec le derriere de celles qui regardent la Megisserie, jusqu'à dix pieds en dehors de la face du mur de ladite grande gallerie commencée joignant le derriere des maisons de ladite rue du Harlay, sur le moillon apparent desquelles est pareillement gravé un trait à plomb: ledit bout contenant trente-six toises quatre pouces; & de l'autre bout en partie par le mur des clostures qui separe ledit ancien jardin d'avec la basse-cour & la cour des cuisines dudit hostel, à le prendre en droite ligne depuis le pillier qui soutient ladite seconde arcade de l'encoigneure du dessus de la chambre qui servoit à tenir la chambre de l'edit, sur la face dudit pillier où est marqué le premier repaire cy-dessus, jusqu'à la face du pillier qui soutient ledit cabinet attenant la grande salle dudit hostel, à l'endroit du second repaire cy-dessus déclaré, à six pouces de l'arresté dudit pillier, l'épaisseur du mur se pourchassant du costé dudit jardin: ladite partie contenant ving-neuf toises un pied neuf pouces; en partie par la face dudit cabinet vers ledit jardin, jusqu'à son encoigneure avec ladite grande salle: ladite partie contenant vingt pieds neuf pouces; en partie par le bout de la grande salle attenant

* Grande.

la petite gallerie, à prendre depuis l'encoigneure de ladite salle sur ledit jardin, jusqu'à l'encoigneure de ladite salle avec ladite petite gallerie: ladite partie contenant vingt-sept pieds trois pouces; en partie par la face d'une portion de ladite petite gallerie, jusqu'auxdites six toises de distance dudit grand appartement, à l'endroit du troisieme repaire cy-devant déclaré: ladite partie contenant vingt-trois pieds six pouces; en dernière partie par un signe tiré à l'équaire depuis l'arresté du pillier de la troisieme arcade de la gallerie commencée au bout du principal appartement dudit hostel, à compter dudit appartement, jusqu'à l'endroit où ladite ligne se croise avec ledit alignement de six toises de distance cy-dessus déclarée: ladite partie contenant quatre toises deux pieds, deduits les dix pieds laissez en dehors du mur de la gallerie commencée au bout dudit appartement. Toute ladite superficie dudit ancien jardin contenuë dans lesdites bornes, montant à la quantité de quinze-cens une toise quinze pieds un quart, y compris l'épaisseur des murs qui seront construits au pourtour, & sont ainsi qu'il est figuré par le plan arrêté & signé par les experts & par lesdits seigneurs commissaires, l'espace attenant les écuries dudit hostel du bailliage, & sortie sur le quay de l'horloge, depuis le bout dudit passage du costé dudit quay, jusqu'à l'autre bout au dedans dudit ancien jardin, l'arcade dudit passage contenant de superficie dans œuvre vingt-sept toises & demie; ladite ancienne closture à prendre depuis la pointe des maisons du quay des Orfèvres, jusqu'au bout de la tourelle la plus proche de la petite porte du palais: la face de ladite closture qui regarde les Augustins, contenant neuf toises de long, & celle qui regarde vers le nouveau jardin dudit hostel du bailliage, à prendre à un pied dehors de la petite tourelle sur ledit jardin, jusqu'à ladite encoigneure des maisons du quay des Orfèvres, sept toises deux pieds de long, l'épaisseur du mur pourchassant vers ledit jardin; la superficie contenuë dans les deux alignemens revenant à vingt-une toises, ainsi qu'elle est figurée sur ledit plan; lesdites trois superficies sçavoir celle dudit ancien jardin, celle dudit passage attenant la sortie des écuries dudit hostel, & celle de ladite ancienne closture, revenant ensemble à la susdite quantité de quinze cens quarante neuf toises & demie quinze pieds un

quart. Pour desdites trois superficies, ensemble des bastimens qui y pourront estre construits tant par bas que par haut, en jouir par ledit seigneur acquereur, seldits hoirs & ayans cause à perpetuité, comme de chose à lui appartenant en toute propriété. Ledit bail pris à cens & alienation à perpetuité, ainsi fait aux charges cy-après déclarées: sçavoir, qu'il sera payé par ledit sieur acquereur ainsi qu'il promet & s'oblige pour luy, seldits hoirs & ayans cause, par chacun an au jour de saint Remy premier Octobre, à la recette dudit domaine de la majesté en cette ville de Paris, douze deniers de cens par chacune toise de superficie qui sera actuellement bastie, suivant le plan qui en a esté fait par lesdits experts, & signé par lesdits seigneurs commissaires, à la quantité de sept-cens soixante dix-huit toises neuf pieds, & revenant à ladite raison de douze deniers pour toise bastie, à la somme de trente-huit livres dix-huit sols trois deniers pour chacune année. Ledit cens portant en cas de vente, droits de lots & vente, faisine & amende, excepté pour les deux premières ventes seulement, que ledit seigneur acquereur, ses hoirs & ayans cause pourront faire du tout ou en partie, en consequence du present contract, devant ou après la perfection desdits bastimens cy-après declarez, sans en payer aucuns droits de lots & vente à S. M. ni même de ce qui pourroit estre dû à cause de la presente acquisition. A la charge de faire faire par ledit seigneur acquereur incessamment une ouverture grande à rendre portail dans la rue du Harlay, vis-à-vis de l'ouverture de la place Dauphine, & d'acquérir pour cet effet du propriétaire la maison qui se trouvera à l'opposite de ladite ouverture, pour entrer dans une place qui sera prise dans ledit ancien jardin de 24. toises de long, sans y comprendre l'enfoncement de la demie-lune de l'entrée de lad. place de dix-huit toises de large par le bout vers le palais, & de 13. toises de large par l'autre costé de ladite entrée, de figure conforme à celle portée par ledit plan signé par lesdits sieurs commissaires, & de faire bastir & construire autour de ladite place des bastimens & boutiques d'une forme d'architecture la plus agreable qu'il sera possible, pour estre occupez par toutes sortes de marchands; à la charge neantmoins que ceux qui seront faits à la main droite, autant qu'en porte la longueur du principal appartement

ment dudit hostel du baillage sur ladite place, ne pourront estre approchez plus près que de six toises dudit appartement, ny élevez que jusqu'à la hauteur de l'appuy des croisées dudit appartement, qui est de quinze & demie, à compter du rez de chaussée sous lesd. croisées, jusqu'au faîte du comble desdites boutiques, pour ne point oster de l'air ni gaster les veûes dudit appartement, & que les boutiques & logemens qui seront construits sur le mesme costé & allignement de ladite place, depuis le troisieme pillier de l'arcade sous la gallerie commencée au bout dudit appartement, ne pourront estre approchez plus près que de dix pieds de la face du mur de ladite gallerie commencée, ni avoir veûe de ce costé. là qu'aux uz & coutume de Paris; & à l'égard de leur hauteur & construction, elles seront de mesme que celles de la gallerie de l'autre costé de la place, & en cimetricie de ladite gallerie; & qu'à la main gauche de ladite nouvelle place au dessus desdites boutiques qui seront bâties en face de celles de main droite, il sera edifié & élevé une gallerie de quarante-quatre toises & demie de long, à prendre depuis le derriere des maisons de ladite rue du Harlay, jusqu'à la face du mur de la tour de la connestablie, les six toises & demie de large de dehors des murs de sept toises de haut, à prendre au dessus du planché de ladite gallerie, jusqu'au dessus du faîte du comble; laquelle gallerie sera composée par dedans de boutiques, arriereboutiques & logemens de deux costés, en laissant neantmoins un passage entre les comptoirs desdites boutiques de quatorze pieds de large pour la commodité du public; & lad. gallerie communiquera dans celle du palais par la tour où se tient le siege de la connestablie, comme étant le lieu le plus propre à faire ladite communication; & à cette fin sera ladite tour ouverte d'outre en outre; & y aura des deux costés des boutiques de mesme cimetricie que celles de ladite gallerie. Et à la charge aussi de faire faire deux escaliers, l'un du costé de la rue du Harlay, & l'autre du costé du palais en face dudit grand portail; & ladite gallerie joindra par un bout en retour ledit premier escalier, & par l'autre bout ledit second escalier. Et pour la rendre claire & agreable, des fenestres seront faites & ouvertures des deux costés par dedans, au dessus desdites boutiques; & à cet effet ledit seigneur acquerer

fera tenu de laisser une rue* par le derriere le long de ladite gallerie, de quatre toises de large, & de faire construire des maisons en face qui seront adossées contre le derriere des maisons qui regardent le quay de la Megisserie; au bout de laquelle rue, du costé du passage des écuries sur le quay de l'Horloge du palais, sera laissé une place quarree de dix toises quatre pieds par un sens, de dix toises deux pieds par celui du bout de ladite rue; autour de laquelle place il fera construire des boutiques & leurs entre-sols de mesme cimetricie & de la profondeur marquée sur ledit plan, dont la hauteur de celles du costé de la salle de saint Louis ne pourra estre que de seize pieds & demy, à prendre depuis le rez de chaussée de ladite place, jusqu'au comble desdites boutiques & entre-sols; & les autres en pourtour de ladite place de la hauteur de l'appuy des croisées de la chambre qui servoit à tenir la chambre de l'édit. Pour le degagement & commodité de tous lesdits bastimens, places & ruës, ledit seigneur acquerer fera faire une ouverture sur le quay de l'Horloge du palais, à l'endroit du passage & sortie des écuries dudit hostel du baillage, par le bout qui répond sur ledit ancien jardin; lequel passage sera public, & ouvert par les deux bouts à l'avenir, avec des boutiques dans l'épaisseur des piliers boutans; & pour cet effet sera tenu d'acquiescer du propriétaire une écurie dependante de la maison au dessus dudit passage. Et pour l'écoulement des eaux de tous lesdits bastimens, place & rue neuve, ledit seigneur acquerer sera tenu de faire construire un aqueduc qui aura son cours dans la riviere par le dessous de ladite sortie publique sur le quay de l'Horloge du palais. Et d'autant qu'il est nécessaire de se servir de la tour & chambre où se tient la connestablie, & du lieu au dessus, pour faire un passage qui ait communication dans les galeries du palais, ledit seigneur acquerer sera aussi tenu de faire bastir dans l'espace qui est entre ladite tour & l'encoignure de ladite chambre qui servoit à tenir la chambre de l'édit, une chambre de la mesme grandeur dans l'œuvre que celle de ladite tour, pour servir & tenir le siege de ladite connestablie, & un cabinet attenant au dessous de ladite nouvelle construction. Fera faire huit remises de carrosses pour servir audit hostel du baillage; & à cette fin pour-

ra faire démolir un ancien escalier qui est présentement, comme étant inutile. Et attendu qu'il est de la commodité de messieurs les premiers présidens demeurans dans ledit hostel du baillage, d'avoir une entrée par ladite galerie neuve dans le palais, au lieu de celle qui estoit dans ledit ancien escalier, ledit seigneur acquereur fera faire une ouverture & un passage de communication du petit cabinet attenant la grande salle dudit hostel, pour monter dans ladite galerie. Comme aussi sera tenu ledit sieur acquereur de faire démolir ce qui reste de l'ancienne closture sur le quay des Orfèvres qui regarde les Augustins, depuis le bout des maisons dudit quay, jusqu'aux tourelles, attenant la petite porte du palais, & d'y construire des boutiques de mesme cimetrie que celles dudit quay, de la profondeur marquée sur ledit plan, lesquelles ne pourront avoir que seize pieds & demi de hauteur, qui est la mesme que celle de ladite ancienne closture, y compris le parapet, afin de ne pas ôter le soleil ni la vue d'un nouveau jardin & appartement dudit hostel, & mesme au dedans de l'estage du rez de chaussée d'une desdites tourelles qui sera ouverte pour cet effet, sans endommager le haut. A la charge de payer par chacun an à perpétuité cent cinquante livres de rente non rachetable aux chanoines de la sainte-Chapelle successeurs du sieur Flory, pour le dédommager de l'écurie & remise de carrosse qui luy devoit estre fournie par le traité sous seing privé du 30. Aoust 1658. fait entre luy & le sieur Jannard, à cause de la construction de ladite maison des Chartres, en faisant agréer ladite convention & les autres clauses d'icelle par un acte capitulaire dudit chapitre. Et parce que sa majesté veut que pour la commodité dudit hostel du baillage qui sert de demeure à messieurs les premiers présidens, il y ait un nouveau jardin considerable au lieu de l'ancien, & qu'il est nécessaire de prendre pour cet effet toute la place contenue dans la maison & autres bastimens des chartres, cour, jardin & passage en dependant, jusques & attenant la grande galerie commencée au bout du principal appartement dudit hostel du baillage & qui n'est à present élevé que jusqu'au rez de chaussée, ledit seigneur acquereur sera tenu de rembourser audit sieur Jannard les avances par luy faites pour les bastimens desdites chartres, & de rapporter consente-

ment de M. le procureur general; ou de l'indemnifier du droit qui est dû & attribué sur ladite maison des chartres par les lettres de permission de M. du Harlay son pere en ladite charge du 8. Aoust 1661. & encore de payer ce qui est dû aux ouvriers qui ont travaillé aux bastimens, & à ceux qui ont fait les reparations & augmentations de l'hostel du baillage es années 1659., 1660. & 1661. le tout suivant la liquidation qui en sera faite par lesdits seigneurs commissaires. Et afin de pouvoir joindre au nouveau jardin dudit hostel du baillage toute la place sur laquelle lesdits bastimens des chartres ont esté faits, ensemble la cour, jardin & passage attenant, & n'en composer qu'un seul jardin qui demeurera & appartiendra à perpétuité audit hostel du baillage pour messieurs les premiers présidens, ledit seigneur acquereur fera démolir lesdits bastimens cy-devant destinez pour les chartres, & de tout l'espace qu'ils contiennent il fera former, dresser & planter un nouveau jardin, auquel il fera transporter & planter le bassin & tuyau de fontaine qui sont dans l'autre jardin, pour faire conduire l'eau dans led. nouveau jardin, mesme fera parachever lad. galerie commencée au bout dud. appartement dud. hostel du baillage de fond en comble, avec un fallon; faire des logemens pour augmenter les commodités dudit hostel du baillage; desquels galleries, salon & appartemens en dessous les veues seront percées du costé dudit nouveau jardin. Tous lesquels ouvrages cy-devant declarez, seront incessamment faits aux frais & depens dudit seigneur acquereur; & à cet effet il sera tenu de suivre le plan signé desdits seigneurs commissaires, dont le double signé d'eux, sera & demeurera annexé à la minute des présentes, pour y avoir recours quand besoin sera. Pour aider à la construction desdits ouvrages, ledit seigneur acquereur & ceux qui auront pouvoir de luy, pourront se servir des demolitions qui proviendront de ladite maison & bastimens des chartres & des restes de l'ancienne closture, que lesdits seigneurs commissaires audit nom luy quittent & delaissent à cet effet. Remettant aussi audit nom tous les droits de lots & ventes qui seront deus à sa majesté à cause des acquisitions que ledit seigneur acquereur, ou ceux qui auront droit de luy, seront tenus de faire de lad. rue du Harlay & passage du quay de l'Horloge du palais, pour l'exécution

xecution du present contract, transportant, &c. desaisissant, &c. voulant, &c. Et ont promis lefdits seigneurs commissaires audit nom de faire ratifier & confirmer le present contract par sadite majesté, mesme le faire registrer & verifier avec lefd. lettres de ratification, en la cour de parlement, chambre des comptes & ailleurs où besoin sera, à la diligence de messieurs les procureurs generaux de sa majesté, & fournir audit seigneur acquereur les lettres patentes de ladite verification & enregistrement d'iceux dans trois mois prochains; car ainsi, &c. promettant, &c. obligant chacun en droit foy, &c. renonçant, &c. Fait & passé à Paris, scavoir par lefdits seigneurs commissaires en leurs hostels & demeures, & par ledit sieur acquereur aussi audit hostel où il est demeurant, l'an M. DC. LXXI. le XXIII. Fevrier après midy. Et ont signé la minute des presentes demeurée vers Gallois l'un des notaires soussignez. Signé, DE BEAUVAIS & GALLOIS.

Registré, oüy & ce consentant le procureur general du roy, pour estre executé & jouir par ledit de Lamoignon de l'effet & contenu en iceluy selon la forme & teneur, suivant lesdites lettres patentes & arrest & verification de ce jour. A Paris en parlement le XII. Mars M. DC. LXXI. Signé, ROBERT.

Registré en la chambre des comptes, oüy le procureur general du roy, pour jouir par ledit sieur de Lamoignon de l'effet & contenu en iceluy selon la forme & teneur, suivant l'arrest sur ce fait le XVI. Mars M. DC. LXXI. Signé, RICHER.

Registré au bureau des finances de la generalité de Paris du consentement du procureur du roy, pour estre executé & jouir par ledit seigneur de Lamoignon, ses hoirs, successeurs & ayans cause, de l'effet contenu en iceluy selon la forme & teneur, suivant & conformément à nostre ordonnance de ce jour XX. Mars M. DC. LXXI. Signé, DE SAUTEVILLE, DUFOUR, ACHETTE, SALLE, DEPARIS, ROULLET, PEPIN, ROBUIRAN, RABOUIN & par mesdits sieurs, LEDROIT. *Pris sur une petite brochure imprimée.*

LETTRES PATENTES DU ROY
Louis XIV. en faveur de l'hospital
saint Gervais.

AN. 1674

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous presens & à venir, salut. Nos bien amées les prieure & religieuses de l'hospital sainte Anastasie, autrement de saint Gervais, en nostre ville de Paris nous ont fait remontrer que cet hospital ayant esté fondé il y a plus de cinq cens ans par la pieté & devotion de Garin & Harcher son fils bourgeois de Paris, afin d'y recevoir les pauvres, & les y nourrir & assister par hospitalité, cette fondation auroit esté autorisée par le roy Louis le jeune lors regnant, & Robert de France comte de Brienne frere dudit seigneur roy, lequel en faveur de cet establissement remit un droit de cens qui luy appartenoit sur la maison où cet hospital fut basti dans son origine. Et d'autant que le gouvernement dudit hospital fut mis premierement entre les mains d'un maistre & des freres qui en administroient les revenus, & prenoient le soin des pauvres qui y estoient receus, sous l'autorité & la jurisdiction des eveques de Paris, seroit arrivé par la suite des temps que ce maistre & ces freres ayans malversé dans leurs administrations, & mesme fait des alienations considerables du fonds des pauvres & dissipé une partie des titres dudit hospital, les choses furent portées à ce point qu'il fallut les poursuivre en justice pour les faire punir de leurs dereglemens; tellement qu'au lieu d'un maistre & des freres qui y estoient autrefois, l'evesque de Paris superieur spirituel dudit hospital fut obligé d'y establir des religieuses de l'ordre de saint Augustin, qui ont pris soin des pauvres jusques à present, & executé la fondation de cet hospital avec l'edification du public. Mais d'autant qu'entre les biens qui ont esté aumonez audit hospital, est un fief appellé de la Cousture-saint-Gervais, qui consistoit en quelques arpens de terres alors assis hors l'enceinte de la ville de Paris, que les religieuses qui ont precedé les exposantes, faisoient valoir par leurs mains, & qu'elles ont depuis donné à cens & à rentes foncieres à plusieurs particuliers, ainsi qu'il est justifié par les anciens baux à cens, enfaismemens, titres nouveaux, sentences & autres titres qui font voir que cet hospital jouit desdits droits de cens & ren-

tes foncieres depuis plus de trois cens ans jusques à present, elles auroient eu recours à nous, pour nous supplier de les prendre sous nostre protection speciale, & leur accorder nos lettres de confirmation à ce necessaires. Sçavoir faisons que nous estant particulièrement informez du zele & de l'application desdites prieure & religieuses au soulagement & service des pauvres; desirans par ces considerations les traiter favorablement, & suppléer à la perte qui a pu estre faite de quelques-uns des anciens titres des fonds appartenans audit hospital: après avoir fait voir à nostre conseil les extraits des baux à cens & rentes, plusieurs contrats de ventes & eschanges, titres nouveaux, ensaïsemens, sentences & autres actes de justice des années 1341. 1358. 1425. 1441. 1460. 1475. 1477. 1483. 1491. 1506. 1513. 1520. 1563. 1571. 1648. 1649. 50. 51. 53. 55. 58. 59. 60. 61. 63. & 1665. par lesquels il appert desdites terres & maisons qui sont en la censive desdites exposantes, à cause de leur fief de la Couture-saint-Gervais & ses dependances, le tout cy attaché sous le contre-scel de nostre chancellerie; avons iceux, en tant que besoin est ou seroit, de nostre grace speciale confirmé, approuvé & ratifié, & par ces presentes signées de nostre main confirmons, approuvons & ratifions; voulons & nous plaist qu'ils leur tiennent lieu comme faisoit & pouvoit faire le titre primordial de leur establissement, donations & acquisitions qu'elles & leurs devanciers audit hospital ont faites, tant dudit fief de la Couture qu'autrement: à la charge toutesfois de relever de nous, ainsi qu'elles ont accoutumé, sans neanmoins estre obligées de nous payer aucuns droits & devoirs, desquels si elles estoient nos redevables, nous leur en avons fait & faisons don par ces presentes; à condition de continuer leurs soins pour le secours & service des pauvres, ainsi qu'elles y sont tenuës par leurs statuts & par la fondation dudit hospital, & de faire dire annuellement à perpetuité le jour de saint Louis une messe & faire prieres à Dieu pour la santé & prosperité de nostre personne & de ceux de nostre maison royale, & pour le bien de nostre estat. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement & chambre des comptes à Paris, presidens & tresoriers de France & chambre du tresor audit lieu, & à tous autres nos ju-

sticiers & officiers qu'il appartiendra que ces presentes ils fassent, chacun en droit soy, enregistrer, & du contenu jouir & user lescdites suppliantes pleinement & paisiblement: ne permettant qu'il leur soit fait ou donné aucun trouble ou empeschement au contraire. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous y avons fait mettre nostre scel. Donnée à saint Germain au mois d'Avril l'an de grace M. DC. LXXI. & de nostre regne le xxviii. Signé, LOUIS; & sur le reply: Par le roy, LE TELLIER, avec paraphe.

Registrées, ouy le procureur general du roy, pour estre executées & jouir par les impetrantes des lettres & contenu en icelles, selon leur forme & teneur. A Paris en parlement le xiii. Aoust M. DC. LXXI. Signé, DURIVET, avec paraphe.

Registrées en la chambre des comptes, ouy le procureur general du roy, pour jouir par les impetrantes de l'effet & contenu en icelles, selon leur forme & teneur. Le ix. jour de Fevrier M. DC. LXXII. Signé, GUITONNEAU, avec paraphe.

Registrées au bureau des finances de la generalité de Paris, oüy le procureur du roy, pour jouir par les impetrantes de l'effet & contenu en icelles, selon leur forme & teneur. Le xv. May M. DC. LXXIII. Signé, DE SANTEUL, SALLE, DUFOUR, DE LA BARRE, ROBINEAU, RABOYIN, avec paraphe; & plus bas: Par mesdits sieurs, DE FENIS, avec paraphe.

Enregistrées au greffe de la chambre du tresor, oüy & ce consentant le procureur du roy, pour y avoir recours quand besoin, & jouir par les dames impetrantes de l'effet & contenu en icelles, selon leur forme & teneur; suivant le jugement de ce jourd'huy xxi. Octobre M. DC. LXXIII. Signé, CHERON, avec paraphe. Pris sur une copie manuscrite.

LETTRES PATENTES DU ROY
Louis XIV. portant permission au sieur Lulli de tenir academie royale de musique.

Louis par la grace de Dieu roy de France & de Navarre; à tous presens & advenir, salut. Les sciences & les arts estans les ornemens les plus considerables des estats, nous n'avons point eü de plus agreables divertissemens depuis

depuis que nous avons donné la paix à nos peuples, que de les faire revivre, en appellant auprès de nous tous ceux qui se sont acquis la reputation d'y exceller, non seulement dans l'estenduë de nostre royaume, mais aussi dans les pais estrangers; & pour les obliger davantage de s'y perfectionner, nous les avons honorez des marques de nostre estime & de nostre bienveillance. Et comme entre les arts liberaux la musique y tient un des premiers rangs, nous aurions, dans le dessein de la faire reüssir avec tous ces avantages, par nos lettres patentes du 28. Juin 1669. accordé au sieur Perrin une permission d'establiir à nostre bonne ville de Paris & autres de nostre royaume, des academies de musique pour chanter en public des pieces de theatre, comme il se pratique en Italie, en Allemagne & en Angleterre, pendant l'espace de douze années. Mais ayant esté depuis informez que les peines & les soins que ledit sieur Perrin a pris pour cet establissement n'ont pu seconder pleinement nostre intention, & élever la musique au point que nous nous l'estions promis; nous avons cru que pour y mieux reüssir, il estoit à propos d'en donner la conduite à une personne dont l'experience & la capacité nous fussent connus, & qui eust assez de suffisance pour fournir des élèves, tant pour bien chanter & actionner sur le theatre, qu'à dresser des bandes de violons, flustes & autres instrumens. A CES CAUSES, bien informez de l'intelligence & grande connoissance que s'est acquis nostre cher & bien amé Jean-Baptiste Lulli au fait de la musique, dont il nous a donné & donne journellement de très-agréables preuves, depuis plusieurs années qu'il s'est attaché à nostre service, qui nous ont convié de l'honorer de la charge de surintendant & compositeur de la musique de nostre chambre; nous avons audit sieur Lulli permis & accordé, permettons & accordons par ces presentes signées de nostre main, d'establiir une academie royale de musique dans nostre bonne ville de Paris, qui sera composée de tel nombre & qualité de personnes qu'il avisera bon estre, que nous choisirons & arresterons sur le rapport qu'il nous en fera, pour faire des representations devant nous quand il nous plaira, des pieces de musique qui seront composées, tant en vers François, qu'autres langues estrangeres, pareilles & semblables aux academies d'Italie; pour en jouir sa vie

durant, & après lui celui de ses enfans qui sera pourveu & receu en survivance de ladite charge de surintendant de la musique de nostre chambre; avec pouvoir d'associer avec lui qui bon lui semblera, pour l'establissement de ladite academie. Et pour le desdommager des grands frais qu'il conviendra faire pour lesdites representations, tant à cause des theatres, machines, decorations, habits, qu'autres choses necessaires, nous lui permettons de donner au public toutes les pieces qu'il aura composées, mesmes celles qui auront esté représentées devant nous, sans neantmoins qu'il puisse se servir pour l'execution desdites pieces des musiciens qui sont à nos gages; comme aussi de prendre telles sommes qu'il jugera à propos, & d'establiir des gardes & autres gens necessaires aux portes des lieux où se feront lesdites representations: faisant très-expresses inhibitions & defenses à toutes personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, mesme aux officiers de nostre maison, d'y entrer sans payer; comme aussi de faire chanter aucune piece entiere en musique, soit en vers François ou autres langues, sans la permission par escrit dudit sieur Lulli, à peine de dix mille livres d'amende, & de confiscation des theatres, machines, decorations, habits & autres choses, applicables un tiers à nous, un tiers à l'hospital general, & l'autre tiers audit sieur Lulli; lequel pourra aussi establir des escoles particulieres de musique en nostre bonne ville de Paris, & par tout où il jugera necessaire pour le bien & avantage de ladite academie royale. Et d'autant que nous l'érigeons sur le pied de celles des academies d'Italie, où les gentils-hommes chantent publiquement en musique sans déroger, voulons & nous plaist que tous gentils-hommes & damoiselles puissent chanter auxdites pieces & representations de nostredite academie royale, sans que pour ce ils soient censez déroger audit titre de noblesse & à leurs privileges, charges, droits & immunitéz. Revoquons, cassons & annullons par cesdites presentes toutes permissions & privileges que nous pourrions avoir ci-devant donnez & accordez, mesme celui dudit Perrin, pour raison desdites pieces de theatre en musique, sous quelques noms, qualitez, conditions & pretextes que ce puisse estre. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les genstenans nostre cour de parlement à Paris, & autres

nos justiciers & officiers qu'il appartiendra, que ces presentes ils ayent à faire lire, publier & enregistrer, & du contenu en icelles faire jouir & user ledit exposant plainement & paisiblement, cessant & faisant cesser tous troubles & empeschemens au contraire. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à tous jours, nous avons fait mettre nostre scel à celdites presentes. Donné à Versailles au mois de Mars l'an de grace M. DC. LXXII. & de nostre regne le XXIIX. Signé, LOUIS. Et à costé, Visa, LOUIS. Et plus bas: Par le roy, COLBERT.

Registrées, oui le procureur general du roy, pour estre executées, & jouir par l'impetrant de l'effet & contenu en icelles, suivant leur forme & teneur, suivant l'arrest de ce jour. A Paris en parlement le XXVII. Juin M. DC. LXXII. Signé, ROBERT. Pris sur une copie imprimée.

DECLARATION DU ROY
Louis XIV. au sujet des maisons basses au delà des bornes posées par Louis XIII. & sur quelques changemens à faire dans la ville.

AN. 1671.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre; à tous ceux qui ces presentes verront, salut. Les roys nos predecesseurs ayant toujours considéré nostre bonne ville de Paris comme la capitale de leur royaume & le lieu ordinaire de leur séjour, ils ont cherché tous les moyens de la rendre non-seulement la plus belle, la plus riche & la plus peuplée de la France; mais ils l'ont élevée par leurs graces & leurs liberalitez, jusqu'à ce point qu'elle a surpassé en toutes choses les plus fameuses villes du monde. Ils avoient sagement preveu qu'en cet estat de grandeur où ils l'avoient portée, elle devoit craindre le sort des plus puissantes villes, qui ont trouvé en elles-mêmes le principe de leur ruine; & estant difficile que l'ordre de la police se distribue dans toutes les parties d'un si grand corps, cette raison les auroit portez de la reduire, & les fauxbourgs d'icelle, dans les limites justes & raisonnables, faisant defenses très-expresses de les estendre au delà de celles qu'ils avoient prescrites. Le roy Henry II. s'estant particulièrement appliqué à ce soin, en a fait des dispositions si formelles par son edit du mois de Novem-

bre 1548. sous des peines très-rigoureuses, qu'il a depuis renouvelées par son ordonnance de 1554. qu'elles devoient avoir retenu ceux qui ont eü la hardiesse d'y contrevenir. Mais les desordres des guerres presque continuelles depuis son regne ayant fait negliger une police si importante, le feu roy nostre très-honoré seigneur & pere d'heureuse memoire ayant voulu arrester le cours d'un mal qui s'augmentoît tous les jours, & qui pouvoit estre préjudiciable au repos de ses sujets & au bien de son estat, a, par des declarations reiterées, la premiere du dernier Aoust 1627. & la seconde du 20. Mars 1633. redoublé les defenses de ses predecesseurs, ordonnant des peines très-severes contre ceux qui entreprendroient de bastir au delà desdites limites. Mais ayant appris qu'au mépris de toutes ces inhibitions & au préjudice d'icelles il s'estoit fait plusieurs & considerables bastimens, enclos & maisons, non seulement au delà des anciennes limites, mais mesme au delà de celles qui furent mises en l'année 1638. nous avons cru qu'il nous seroit inutile d'avoir pris tant de soin pour l'ornement, la commodité & la sureté de nostredite ville de Paris, que nous avons établie par nostre autorité, & que nous faisons entretenir par nos liberalitez & par la vigilance de nos principaux magistrats, si nous abandonnons celui qui paroît le plus de consequence. C'est pourquoi nous aurions ordonné par arrest de nostre conseil du 8. Janvier 1670. que procez verbal seroit dressé, tant de l'estat des bornes, que des entreprises & contraventions aux edits & ordonnances des rois nos predecesseurs; ce qui ayant esté fait, nous avons resolu de pourvoir contre les contrevenans, & de remedier pour l'avenir à un abus si préjudiciable, en établissant de nouvelles limites au dehors des fauxbourgs, pour empescher qu'il leur soit donné une plus vaste estendue, en laissant neantmoins la liberté aux propriétaires des fonds & heritages qui se trouveront au dedans d'icelles, d'en disposer à leur volonté, aux conditions qui leur seront par nous ordonnées. Voulant aussi continuer la construction de plusieurs édifices publics qui puissent contribuer à son ornement & à la commodité de ses habitans, & considerant la bonté d'auncuns des rois nos predecesseurs, qui ont abandonné leurs palais & leurs demeures ordinaires, pour y établir le siege de la justice; voulant

les imiter, mesme s'il se peut les surpasser en une œuvre si louable; ayant appris le mauvais estat où est à present le chastelet de Paris, qui est le siege de la premiere justice des bailliages & presidiaux de nostre royaume, & où elle ne peut estre exercée avec décence; & estant d'ailleurs touché des miseres que souffrent ceux qui sont detenus dans les prisons de ce lieu, tant pour le peu d'espace, n'y ayant pas de place pour les loger, que pour l'humidité & obscurité des logemens, infection & mauvais air des cachots, ce qui cause des maladies si facheuses à ceux qui les habitent quelque temps, qu'elles leur sont plus insupportables que la perte de leur liberté; desirant laisser à la posterité des marques de la consideration que nous avons pour la justice & pour ceux qui la rendent en nostre nom; nous avons resolu de faire construire de nouveau le siege dudit chastelet à la place de l'ancien, avec toute l'estenduë & magnificence convenable à un ouvrage de cette qualité. Pourquoi nous avons fait visiter les lieux par le maistre general de nos œuvres & bastimens, nos architectes & par des personnes intelligentes & bien entendues, & les environs d'iceux qui pourroient servir à la construction & embellissement de cet edifice du grand chastelet, & qui peuvent entrer dans l'exécution du dessein de cet ouvrage. Et ayant aussi esté informez que les habitans de nostre bonne ville de Paris, & ceux qui sont obligez d'y venir aux jours de marche pour y apporter les bleds, pain & poisson & autres denrées, souffrent de grandes incommoditez, parceque toutes ces choses abordent & se debitent en un mesme lieu, duquel la halle aux draps & aux toiles occupe la meilleure partie; ce qui fait que les avenues sont tellement embarrasées, qu'elles se trouvent ordinairement bouchées, & qu'il est impossible d'y aborder; outre que ladite halle est scituée en un endroit tres-incommode & obscur, l'elevation des maisons voisines construites autour de ladite halle en ayant osté les jours, lesquelles l'on ne pourroit faire demolir sans ruiner les proprietaires; à quoi nous avons bien voulu remedier, en transferant ladite halle aux draps & aux toiles en un lieu plus commode pour le soulagement du public, en laissant aux proprietaires desdites maisons la place de ladite halle qu'ils ont mise hors d'estat de servir. A CES CAUSES, ayant fait mettre l'affaire en deliberation en nostre conseil,

de l'avis d'icelui, & de nostre certaine science, pleine puissance & autorité royale, nous avons par ces presentes signées de nostre main, déclaré & declarons les peines portées par lesdits edits & declarations, & par l'arrest de nostre conseil du 26. Janvier 1638. encouruës par ceux qui ont fait bastir & construire des clostures, maisons & edifices au delà des bornes plantées en ladite année 1638. au préjudice des deffenses y contenuës, sans avoir obtenu nos permissions bien & duëment registrées au parlement & chambre des compres de Paris. Et ayant neantmoins égard aux très-humbles supplications des proprietaires desdits lieux, & desirant les traiter favorablement, nous leur avons accordé & accordons la libre propriété & possession desdits bastimens, clostures, edifices & fonds sur lesquels elles ont esté construites, pour en jouir eux, leurs hoirs & ayans cause, à perpetuité, avec pouvoir de les changer & augmenter, en faire & disposer ainsi que bon leur semblera, comme de leurs autres biens, propres & heritages, à la charge de nous payer par chacun desdits proprietaires le dixième de la valeur du prix desdits bastimens, clostures, & edifices, suivant l'estimation qui en sera faite par les commissaires qui seront par nous à ce deputez, moitié un mois après la signification des presentes & de ladite estimation, & l'autre moitié deux mois ensuivans, sur les quittances du tresorier de nos revenus casuels; & en outre une redevance annuelle de cinq sols pour chacune desdites maisons & clostures. Et pour empêcher pareilles entreprises à l'avenir, nous voulons qu'il soit fait de nouvelles enceintes au dehors des fauxbourgs de nostre bonne de Paris, au delà desquelles nous faisons très-expresses & iteratives inhibitions & deffenses à toutes personnes de bastir à l'avenir aucunes maisons & edifices, ni faire aucunes clostures, sous quelque pretexte que ce soit, sur les peines portées par lesdits edits & declarations. Et pour rendre les contraventions moins excusables, nous ordonnons qu'en presence des commissaires qui seront par nous nommez, & de nostre procureur general du parlement de Paris, & avec eux deux tresoriers de France du bureau des finances de Paris à ce deputez, il sera planté de nouvelles bornes au dehors des maisons & places comprises au dedans desdites nouvelles enceintes, sur chacune desquelles il sera mis & apposé des

plaques de fer blanc avec nos armes, & au dessous un extrait de nos présentes défenses, à ce qu'aucun n'en puisse ignorer. Enjoignons au maître général des œuvres de nos bâtimens, de faire les visites nécessaires pour connoître les contraventions, dont il rapportera les procès verbaux incessamment au bureau des trésoriers de France, pour y estre pourveu en première instance; & ce qui sera par eux ordonné, sera exécuté non obstant oppositions ou appellations, sauf l'appel en nostre parlement de Paris. Permettons aux propriétaires des places qui se trouveront comprises au dedans des dites nouvelles enceintes, de faire construire des maisons, bâtimens & clostures, telles que bon leur semblera; à la charge de nous payer les sommes & redevances qui seront par nous ordonnées pour ladite concession. Voulons & nous plaist qu'il soit incessamment travaillé à la confection du bâtiment du chastelet, convenable pour contenir le siege de la prévosté de nostre bonne ville de Paris; & qu'à cet effet l'ancien où se tient à présent ledit siege, soit incessamment démolí, avec toutes les maisons, boutiques & eschopes qui sont aux environs d'icelui, & dans l'estenduë des limites designez par le plan & devis que nous en avons fait dresser, pour lequel les entrepreneurs pourront prendre toutes les maisons & places qui nous appartiennent, nécessaires pour ladite construction, avec celles des particuliers qui se trouveront enclavées dans l'enceinte dudit plan, en payant & dédommageant les particuliers propriétaires desdites maisons & places de la juste valeur d'icelles, dont ils conviendront à l'amiable, ou à deuë estimation. Et pour occuper les places qui se trouveront vuides, tant dans l'enceinte dudit chastelet, qu'au dessous & aux environs d'icelui, nous voulons qu'il y soit basti des maisons, boutiques & eschopes, mesme dans les salles & autres lieux commodes, suivant ledit plan & devis. Voulons aussi que la halle aux draps & aux toiles soit transférée à l'hostel de Vicq, ou autre lieu qui sera jugé commode par l'avis de nos officiers de police, après avoir ouï les marchands & interressez; & que les bâtimens nécessaires soient construits suivant le plan & devis qui en a esté dressé; & à cet effet, que toutes les maisons & places nécessaires soient prises & démolies, en remboursant aux propriétaires d'icelles la juste valeur dont il sera

convenu avec eux à l'amiable, ou suivant l'estimation qui en sera faite. Voulons en outre que les maisons & eschopes qui seront basties audit lieu du chastelet, & des environs de la place où est à présent ladite halle aux draps & aux toiles, soient vendus à nostre profit, à la charge de relever de nous & de nous payer les droits & censives que nous estimerons raisonnables, & que les deniers qui en proviendront, ensemble ceux qui seront payez par les propriétaires des maisons & clostures faites au préjudice des défenses de 1638. & pour la permission de bastir sur les places qui se trouveront au dedans des nouvelles enceintes, soient employez à la construction dudit chastelet & de la nouvelle halle aux draps & aux toiles, & aux dépenses pressantes de la guerre; & sera permis aux entrepreneurs desdits bâtimens de disposer des matériaux de la démolition des édifices & maisons dont les places seront comprises dans lesdits plans & devis. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenants nostre cour de parlement & chambre des comptes à Paris, que ces presentes ils fassent lire, publier, enregistrer, & le contenu en icelles exécuter, garder & observer inviolablement. Car tel est nostre plaisir. En tesmoin de quoi nous avons fait mettre nostre scel à ces presentes. Donné à saint Germain en Laye le xxvi. jour d'Avril l'an de grace M. DC. LXXII. & de nostre regne le xxxix. Signé, LOUIS, & plus bas, Par le roy, COLBERT. Et scellé.

Registrées, en parlement, ouy & ce requerant le procureur général du roy, pour estre exécutées selon leur forme & teneur, le xxx. Avril M. DC. LXXII. Signé, ROBERT. Pris sur l'imprimé.

Par arrest du conseil d'estat du 18. Janvier 1673. M. René Drouet fut nommé pour faire le recouvrement du dixiesme denier ordonné par ladite declaration.

ARREST DU CONSEIL D'ESTAT
pour la demolition des maisons de ceux qui n'auroient pas payé le dixiesme denier ordonné par la declaration précédente.

Le roy s'estant fait représenter en son conseil les edits & declarations des mois de Decembre 1548. 14. May 1554. 29. Juillet 1627. 20. Mars 1633. 15. Janvier & 14. Aoust 1638. 26. Avril 1672. & arrest du conseil du 18. Janvier dernier;

nier ; les rolles arrestez audit conseil en consequence de ladite declaration du 26. Avril 1672. des sommes à payer par les particuliers qui ont au préjudice des defenses portées par lesdits edits & declarations fait bastir & construire des maisons, edifices & clostures aux fauxbourgs de la ville de Paris au de-là des bornes plantées en 1638. pour estre les propriétaires desdits heritages deschargez de la recherche desdites entreprises , & jouir de la grace à eux accordée par ladite declaration du 26. Avril 1672. de pouvoir disposer de leurs maisons & edifices ainsi que bon leur semblera, comme de leurs autres biens propres ; plusieurs commandemens faits auxdits redevables de payer lesdites sommes ; les requestes présentées par aucuns des denommez auxdits rolles, afin d'estre deschargez du paiement desdites sommes, sous pretexte de brevets qu'ils pretendent avoir obtenus, portans permission de bastir, quoi qu'ils n'ayent point esté registrez au parlement & à la chambre des comptes de Paris, ce qui estoit indispensablement nécessaire pour jouir de l'effet d'iceux ; & voulant sa majesté accelerer le recouvrement de ce qui doit provenir des sommes contenues auxdits rolles, que sa majesté a destinées pour les despeses pressantes de la guerre ; ouy le rapport du sieur Colbert conseiller ordinaire au conseil royal & contrôleur general des finances, SA MAJESTE' estant en son conseil a ordonné & ordonne que les rolles qui ont esté ou seront arrestez au conseil, & l'arrest d'iceluy du 18. Janvier dernier, seront executez selon leur forme & teneur, & les denommez auxdits rolles contraincts au paiement des sommes y contenues, par les voyes & ainsi qu'il est accoustumé pour les deniers & affaires, sur les quittances de M. Gedeon du Mers tresorier des revenus casuels, avec les deux sols pour livre ; & à faute de faire le paiement desdites sommes un mois après l'echéance de chacun des termes portez par lesdites declaration & arrest du conseil, ordonne sa majesté que les maisons & edifices & bastimens construits dans lesdits fauxbourgs de Paris au préjudice des defenses & au de-là des bornes plantées en ladite année 1638. seront abbatuz & démolis aux frais des propriétaires, en presence de M. François Villedo general des œuvres de maçonnerie & ouvrages de sa majesté de la ville & fauxbourgs de Paris, les materiaux desdites

maisons, bastimens & edifices portez aux chantiers de sa majesté, & le fond réuni à son domaine, suivant & conformément auxdits edits & declarations des années 1548. 1554. 1627. 1633. & 1638. verifiez au parlement de Paris. Et à ce que le present arrest soit notoire, il sera publié & affiché par tout où besoin sera, & executé non obstant oppositions, appellations & autres empeschemens, pour lesquels ne sera différé, & dont (si aucuns interviennent) sa majesté en retient la connoissance en son conseil, & l'interdit à tous autres juges, pour au rapport des commissaires deputez pour la connoissance de ses domaines & droits domaniaux, y estre pourveu ce qu'il appartiendra ; le tout à la poursuite & diligence de M. René Drouet chargé par sa majesté du recouvrement de ce qui doit provenir de l'execution desdits edits, declarations & arrest. Fait au conseil d'estat du roy, sa majesté y estant, tenu à saint Germain en Laye le xxv. jour de Mars M. DC. LXXIII. Signé, COLBERT. *Pris sur une copie imprimée,*

*ARRESTS ET REGLEMENS
du parlement au sujet des maisons de correction & des jeunes gens qu'on y renferme.*

EXTRAIT DES REGISTRES DE PARLEMENT.

Sur ce qui a esté remontré à la cour par le procureur general du roy, que plusieurs personnes, peres & meres, estant obligez de mettre leurs enfans en prison pour corriger par cette voye les desordres d'une jeunesse dereglee ; & nos mœurs ayant laissé particulièrement aux peres ce reste de l'ancienne autorité qu'ils avoient dans leurs familles, il y avoit plusieurs abus dans l'usage & dans l'estenduë de ce pouvoir, dont quelques-uns mariez en secondes nopces ne laissoient pas de se servir contre les enfans de leurs premiers lits ; & que des meres, quelques-unes mesmes après avoir passé dans un second mariage, & d'autres parens au défaut des peres & des meres vouloient exercer ; que depuis quelque temps il n'y avoit point d'âge limité qui mist à couvert de ces jugemens domestiques, s'estant rencontré dans les prisons des hommes âgés de plus de trente ans, & mesme des prestres detenus sous pretexte de correction paternelle, que l'on ne recevoit presque aucun fruit de ces corrections, par le

AN. 1673.

commerce que les enfans avoient avec les prisonniers, dont plusieurs arrestez pour crimes, achevoient bien souvent de corrompre leurs mœurs par leurs mauvais exemples; & que se rencontrans aussi plusieurs dans une même prison, sans qu'aucune personne sage eust soin de les conduire & de les reprendre de leurs desordres, ils s'y fortifient encore davantage tous ensemble; requerant qu'il plust à la cour y pourvoir, suivant les conclusions par lui prises. Lui retiré, la matiere mise en deliberation, la cour a ordonné & ordonne que ceux qui seront arrestez prisonniers par correction en cette ville de Paris, ne pourront estre mis que dans la prison de Villeneuve sur Gravois, où ils payeront la somme de 300. livres de pension par an au geolier qui sera preposé par les prestres de la mission de cette ville, dont le supérieur choisira ceux de la maison de saint Lazare qu'il trouvera à propos, pour instruire les enfans qui seront ainsi detenus & avoir soin de leur conduite; que les peres seuls y pourront faire arrester leurs enfans jusques à l'age de 25. ans, pourveu qu'ils ne soient point mariez en secondes nopces; & en cas qu'ils eussent passé en un second mariage, ne pourront faire constituer prisonniers par correction leurs enfans d'un premier lit, sans en avoir obtenu la permission du lieutenant civil, lequel pourra, s'il le juge à propos, prendre l'avis de quelques-uns des parens plus proches, tant du costé paternel, que maternel desdits enfans; ce que les meres tutrices & autres parens feront pareillement obligez de faire à l'égard de leurs enfans mineurs & parens qu'ils voudront faire mettre en prison par correction; fait deffenses au geolier des prisons de Villeneuve sur Gravois, de laisser ceux qui y seront arrestez avoir aucun commerce avec les prisonniers qui pourroient y estre conduits à la requête du procureur fiscal de saint Lazare. Fait en parlement le 15. Mars M. DC. LXXIII. *Pris sur l'imprimé.*

EXTRAIT DES REGISTRES
du parlement.

AN. 1673. **S**UR ce qui a esté remontré à la cour par le procureur general du roy, qu'ayant fait deffenses par l'arrest du 9. de ce mois, de mettre des enfans par correction en aucune autre prison que celle de Villeneuve-sur-Gravois, on pourroit pretendre que cette prohibition re-

garderoit aussi la maison des prestres de la mission de saint Lazare; & comme elle seroit contre l'intention de la cour, qui n'a point voulu oster la liberté à quelques personnes d'y mettre leurs enfans, comme un lieu où leur punition pouvoit estre plus cachée, & où ils pouvoient encore plus facilement revenir dans le bon chemin par les bonnes instructions qu'ils y recevoient; il supplioit la cour y pourvoir. Lui retiré, la matiere mise en deliberation, la cour a permis & permet aux prestres de la mission de saint Lazare, de recevoir dans leur maison de cette ville des enfans mineurs par correction paternelle & maternelle, ou de leurs tuteurs & famille, suivant & en la maniere portée par l'arrest du 9. de ce mois. Fait en parlement le XIII. Mars M. DC. LXXIII. *Ibidem.*

EXTRAIT DES REGISTRES
du parlement.

AN. 1673. **S**UR ce qui a esté remontré à la cour par le procureur general du roy, que la cour ayant ordonné par ses arrests des 9. Mars & 5. Decembre 1673. & 22. Juin 1674. que les enfans emprisonnez par forme de correction paternelle seroient mis seulement dans la maison qui avoit servi de prison à Villeneuve-sur-Gravois, afin qu'estant ainsi separez des prisonniers qui se trouvoient dans les autres prisons, ils ne se corrompissent pas davantage, au lieu de se corriger de leurs dereglemens, comme il n'arrivoit que trop souvent, avant qu'il plust à la cour d'y pourvoir; mais comme cette maison ne se trouve pas assez grande ni assez forte, & d'ailleurs les prestres de saint Lazare voulant la faire rebastir, il estoit necessaire de choisir un autre lieu plus spacieux, & sur en même temps, pour y mettre lesdits enfans, tel que seroit l'officialité, si la cour le trouve agreable. Lui retiré, & la matiere mise en deliberation, la cour a ordonné & ordonne par provision, que les enfans qui sont presentement detenus par correction paternelle dans ladite maison de Villeneuve-sur-Gravois seront transferez dans la prison de l'officialité, & que ceux qui y seront enfermez à l'avenir, y seront pareillement conduits, pour y estre receus suivant lesdits arrests: deffenses aux geolliers des autres prisons d'en recevoir, sur les peines portées par lesdits arrests, lesquels seront executez selon leur forme & teneur. Fait en parlement

JUSTIFICATIVES:

233

ment le xiv. Mars M. DC. LXXVIII. *Signé, DONGOIS.*

L'an 1678. le 31. jour de Mars après midi, par vertu de l'arrest dont copie est cy-dessus, à la requeste de monsieur le procureur general du roy, sur le requisitoire de Cosme Cequé dit la Neuville concierge des prisons de l'officialité de Paris, je Louis Pasquier huissier du roy en la cour de parlement, demeurant parvis Nostre-Dame, me suis transporté ez prisons de Villeneuve-sur-Gravois, où sont detenus les enfans de correction, où estant, parlant à Louis Jacob concierge d'icelles, je lui aurois fait commandement de satisfaire audit arrest, & suivant icelui, de mettre ez mains & de mes assistans les enfans qui sont ez dites prisons; lequel parlant que dessus, a fait réponse qu'il est surpris de la signification de l'arrest, sans au préalable l'avoir averti, afin de se faire payer de ce qui lui est deu par les peres & meres desdits enfans, qui sont au nombre de cinq, attendu qu'il lui est deu par le nommé Torel 150. livres, par le nommé Guerrier 26. livres 10. sols, par le nommé Siranneau 300. livres, par le nommé du Buisson 23. livres, & par le nommé Barré 45. livres, au moyen de quoi il ne les peut remettre en mes mains, jusqu'à ce qu'il ait parlé aux parens pour se faire payer des susdites sommes, attendu qu'il ne pourroit avoir aucun recours; laquelle réponse j'ay prise pour refus, & lui ai déclaré que mondit sieur le procureur general & ledit Cequé se pourvoiroient à l'encontre de luy ainsi qu'ils aviseront bon estre; & a ledit Jacob signé & lui ai laissé la presente copie, en presence & assisté de Simon & Antoine Nicolas, Claude Landry, Jean Pinault & François Potelet & autres. *Signé, JACOB, LANDRY, S. NICOLAS, A. NICOLAS, PINAULT, & PASQUIER, tous avec paraphe.*

Et le 2. Avril audit an, par vertu & à la requeste que dessus, j'ay huissier susdit sousigné fait iteratif commandement audit Jacob de satisfaire audit arrest, lequel parlant à sa personne m'a mis ez mains les nommez Torel, du Buisson, & Siranneau; & quant à l'égard de Barré & de Guerrier nommez en l'exploit ci-dessus, il ne les a plus dans ses prisons & les a remises mains de ceux qui les avoient fait arrester; & lui ay laissé le present, pour lui servir de discharge, sauf à luy à se pourvoir ainsi qu'il avisera bon estre pour le recouvrement de ce

Tome II. Part. II.

qui lui est deu. *Signé, PASQUIER. Ibid.*

EXTRAIT DES REGISTRES du parlement.

SUR le rapport fait en la chambre des vacations par les conseillers commis, de leur procès verbal dressé en presence de l'un des substitués du procureur general du roy, du 23. de ce mois & jours suivans, touchant la visite par eux faite des prisonniers detenus par correction dans les prisons de l'officialité de Paris; avec les pieces y jointes, & ouï Barrin substitut du procureur general, qui auroit requis qu'il plust à la cour y pourvoir suivant les conclusions par lui prises. Lui retiré, la matiere mise en deliberation, la chambre a ordonné & ordonne que l'arrest de reglement de la cour du 9. Mars 1673. & les autres arrests donnez en consequence seront executez selon leur forme & teneur; ce faisant, que le geolier des prisons de l'officialité ne pourra se faire payer plus grande somme que celle de 300. livres par an pour chacun de ceux qui seront arrestez prisonniers par correction; que les peres seuls y pourroient faire arrester leurs enfans jusques à l'age de 25. ans, pourveu qu'ils ne soient point mariez en secondes nopces; & en cas qu'ils eussent passé en un second mariage, ne pourroient faire constituer prisonniers par correction leurs enfans d'un premier lit, sans en avoir obtenu la permission du lieutenant civil du chastelet, lequel pourra (s'il le juge à propos) prendre l'avis de quelques-uns des parens plus proches, tant du costé paternel, que maternel desdits enfans; ce que les meres tutrices & autres parens seront pareillement obligez de faire à l'égard de leurs enfans mineurs & parens qu'ils voudront faire mettre en prison par correction; le tout sans que le geolier puisse les recevoir qu'au cas ci-dessus, & qu'il n'ait fait faire election de domicile en cette ville de Paris par les peres, les meres tutrices & autres parens à la requeste desquels ils seront emprisonnez; fait deffenses au bailli de la justice de l'archevesché, de decerner à l'avenir aucunes ordonnances pour arrester des prisonniers par correction, & au geolier desdites prisons de l'officialité, de laisser ceux qui y seront arrestez avoir commerce avec les prisonniers qui pourront y estre conduits à la requeste du promoteur ou du procureur fiscal de ladite justice de l'archevesché,

AN. 1696.

G g

enjoint audit geolier d'administrer les vivres necessaires & convenables aux prisonniers arrestez par correction. Et pour pourvoir à la liberté de ceux qui sont detenus au préjudice des reglemens de la cour, a commis & commet maîtres Eustache Thibaut & Charles Daverdoing conseillers en la cour, ou l'un d'eux seul en l'absence de l'autre, & ce qui sera par eux fait & ordonné, même pendant la cessation de la chambre des vacations, executé nonobstant oppositions ou appellations quelconques; & sans préjudice d'icelles, sauf neantmoins aux peres mariez en secondes nocces, aux meres tutrices & autres parens qui ont ci-devant fait constituer prisonniers des enfans mineurs ez dites prisons de l'officialité, dans huitaine pour toutes préfixions & delais, à compter du jour de la signification du présent arrest fait au geolier, de se retirer pardevant le lieutenant civil du chastelet, pour leur estre pourveu suivant & en la maniere cy-devant prescrite; à l'effet de quoi le geolier sera tenu de les avertir dans le jour; & jusqu'après l'expiration dudit delai de huitaine, sera surfis à faire droit sur la provision & liberté des personnes desdits mineurs seulement. Enjoint au geolier de traiter humainement lesdits enfans de correction, conformément au reglement, & de transcrire le présent arrest sur le registre qui ne servira que pour lesdits enfans de correction. Fait en vacations le xxvii. Octobre M. DC. xcxvi. *Ibidem.*

ARREST DU CONSEIL
d'estat du roy contre les medecins des
universités provinciales.

AN. 1673.

LE roy ayant esté informé de l'entreprise de certains particuliers soy disans medecins de différentes universités, & que de leur autorité privée ils ont pretendu s'ériger à Paris en corps & communauté, d'y establir une chambre ou college pour s'y assembler & pour y soutenir des actes publics, qu'ils ont fait imprimer le catalogue des noms de ceux dont ils pretendent que cette pretendue chambre ou communauté doit estre composée, & même dressé à cet effet des statuts & des reglemens, soit pour la discipline qu'ils pretendent y devoir estre gardée, ou pour différentes ceremonies publiques qu'ils ont instituées, & par lesquels entre autres choses ils ont étably des procureurs syn-

dics & des receveurs, ordonné des mesmes solennelles, des processions en habits de docteurs, réglé le temps des assemblées ordinaires & extraordinaires, celui des disputes publiques, & la maniere en laquelle ceux qui voudroient estre reçus en ladite pretendue chambre & communauté, devroient s'y presenter, & estre examinez & reçus avec prestation de serment; & bien qu'il n'appartienne qu'à sa majesté seule de pouvoir ériger des corps & communautés, d'establir des colleges & de donner des statuts & reglemens, & qu'il ait esté défendu expressément audits particuliers pretendus medecins de faire entre eux aucune assemblée, ils ont non seulement osé contrevenir aux defences qui leur en ont esté faites, mais encore osé composer & publier lesdits pretendus reglemens & statuts, sans qu'ils aient jamais esté presentez à sa majesté, veüs ni examinez dans les formes ordinaires; & tout au contraire lesdits medecins pretendus ont eu encore la temerité contre tout ordre de les presenter au grand conseil, & même dans la pensée de couvrir une conduite si extraordinaire & si éloignée du respect deü à sa majesté & si opposée aux loix du royaume, ils ont surpris des lettres patentes en forme de declaration au mois d'Avril dernier, par lesquelles ils pretendent avoir fait autoriser cet establissement de chambre, aussi bien que lesdits statuts & reglemens, & ensuite poursuivi l'enregistrement desdites lettres patentes audit grand conseil. Et d'autant qu'il est important d'empescher de semblables entreprises qui seroient capables de causer un renversement general de tous les ordres publics. SA MAJESTÉ en son conseil, sans avoir égard aux pretendus statuts, arrest d'enregistrement d'iceux ni aux lettres patentes du mois d'Avril dernier, lesquelles seront rapportées, a fait très-expresses defences à toutes sortes de personnes de s'en aider ny servir, & en consequence de faire aucunes assemblées ou establissement de chambre sous le nom de medecins étrangers ou autrement, pour quelque cause ou pretexte que ce puisse estre, sous telles peines qu'il appartiendra en cas de contravention. Fait au conseil d'estat du roy tenu à Paris le xvii. jour de Juin M. DC. LXXIII. Signé, FOUCAULT. Tiré d'une brochure in 4^e. imprimé à Paris en 1695. sous le titre de Declaration du roy registrée en parlement, portant suppression de la chambre royale des medecins

decins des universités provinciales, &c.
pag. 53.

ARREST DU PARLEMENT
*portant reglement entre le lieutenant de
police & les prevost des marchands &
eschevins de Paris, au sujet du foin.*

AN. 1673

SUR ce qui a esté remontré à la cour par le procureur general du roy, qu'encore qu'il y eust beaucoup d'apparence que les contestations qui estoient quelques fois arrivées entre le lieutenant de police & le prevost des marchands & eschevins de cette ville de Paris, sur la marchandise de foin, ne se presenteroient plus, & que la longue possession en laquelle est le prevost de Paris ou son lieutenant de police, établissee suffisamment le droit qu'il a d'exercer la juridiction toute entiere sur cette marchandise, de quelque maniere qu'elle soit arrivée en cette ville, telle que les lieutenans civils l'ont exercée avant l'année 1667. neantmoins il estimoit nécessaire, après tout ce qui s'estoit passé, qu'il plust à la cour en expliquer l'estenduë par un arrest, suivant les memoires qu'il en avoit recueillis de plusieurs arrests de la cour & sentences de police qu'il lui a presentez. Lui retiré, la matiere mise en deliberation, LA COUR a ordonné & ordonne, que le lieutenant de police pourvira à ce que la ville soit toujours fournie de foin abondamment, & à cet effet enverra, lorsqu'il le jugera à propos, des commissaires du chastelet, ou tels autres officiers qu'il avisera le long des rivières, & sur les lieux d'où vient ladite marchandise, pour en faire la visite, reconnoître quelle en sera l'abondance ou la disette, donner les ordres nécessaires pour les faire conduire en cette ville & les faire charger; à cet effet empêchera qu'ils ne soient arrestez en chemin, informera des abus qui pourroient estre commis dans la vente, achapt, conduite & debit qui en sera fait, reglera le poids & le bottelage du foin, empêchera que l'on n'aille au devant des bateaux qui en sont chargez, qu'ils soient amenez ailleurs que dans les endroits & places des ports de cette ville qui y sont destinez: sçavoir ceux qui viendront d'amont, aux ports de Grève, la Tournelle & isle Louviers; & ceux qui viendront d'aval, aux ports de l'Escole & à celui qui sera incessamment marqué du costé du fauxbourg

Tome II. Part. II.

saint Germain; y mettra le prix & telle marque qu'il jugera à propos, pour en faire connoître la qualité; fera descendre les bateaux, mettre à port & sortir du port, lorsqu'il le jugera nécessaire, & qu'il y aura place dans les ports, soit qu'ils soient chargez ou vuides, en sorte qu'ils ne puissent entrer dans lesdits ports, y estre deschargez, ni en sortir, sans permission; connoitra des droits attribuez aux jurez & courtiers de foin, des salaires des metteurs à port, deschargeurs & autres qui travailleront en execution de ses ordonnances, à amener aux ports, en faire sortir & descharger lesdits bateaux, & des exactions qui pourroient estre faites sur les propriétaires & voituriers; reglera l'ordre du registre que les jurez controlleurs de foin doivent tenir desdits arrivages de bateaux; empêchera qu'il n'y ait aucuns bateaux dans les ports au foin, que ceux qui en sont chargez, & qui sont nécessaires aux marchands & bateliers pour leur conduite; & generalement appartiendra au prevost de Paris ou à son lieutenant de police l'entiere juridiction, connoissance & police sur la marchandise de foin, pour l'exercer, ainsi que les lieutenans civils ont bien & dûement fait, jusqu'à la separation de leur charge en l'année 1667. Fait en parlement le xxviii. Juillet M. DC. LXXIII. Collationné signé, DONGOIS. Pris sur une copie imprimée.

EDIT DU ROY LOUIS XIV
*portant creation d'un nouveau chastelet
à Paris.*

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre; à tous presens & à venir, salut. Le desir que nous avons de faire administrer la justice dont nous sommes redevables à nos sujets, avec le plus de diligence & le moins de frais qu'il nous est possible, nous ayant fait considerer les incommoditez que le grand nombre de justices subalternes qui sont dans nostre bonne ville de Paris cause à ses habitans, pour les confits que l'incertitude de leurs limites & la prevention des officiers de nostre chastelet font souvent naître, & les longueurs qu'apporment les differens degrez de juridiction qu'il faut esfuyer avant que les affaires puissent estre portées en nostre cour de parlement, pour y estre terminées; nous avons estimé n'y pouvoir apporter de remede plus

AN. 1674.

G g ij

utile , que de retinir toutes ces justices , & mesme celle de nostre baillage du palais , au siége presidial & de la prevosté & vicomté de Paris tenu au chastelet , en donnant aux seigneurs ecclesiastiques qui les possèdent , des biens dont la jouissance leur soit plus utile , & reparant avantageusement la perte de ces marques d'honneur devenues onereuses à plusieurs d'entr'eux , par les sommes qu'ils sont obligez de payer pour la nourriture des enfans trouvez , & les autres frais necessaires pour les faire exercer , indemnifiant leurs officiers de ce qu'ils peuvent raisonnablement prétendre , & procurant par ce moyen l'avantage à la ville capitale de nostre royaume , que la justice n'y soit rendue qu'en nostre nom & par nos seuls officiers. Mais comme elle se trouve si considerablement augmentée , particulièrement depuis nostre regne , qu'il seroit impossible que les officiers de nostre chastelet pussent expedier seuls toutes les affaires qui s'y presenteront après cette réunion , nous avons trouvé à propos de créer un autre siége presidial de la prevosté & vicomté de Paris , avec pareil pouvoir , autorité & juridiction que celui qui est déjà établi , pour ne faire tous deux ensemble qu'un seul & mesme corps , qui tiendra ses séances séparées pour une expedition plus prompte de la justice , & dont les territoires soient bornez de telle manière , qu'ils ne puissent avoir aucun sujet de contestation. A CES CAUSES & autres bonnes & justes considerations à ce nous mouvans , après avoir mis cette affaire en deliberation en nostre conseil , de l'avis d'icelui , & de nostre certaine science , pleine puissance & autorité royale , nous avons par le present édit perpetuel & irrevocable , retini & incorporé , retinifions & incorporons à la justice de nostre chastelet de Paris , le baillage de nostre palais & toutes les justices des seigneurs qui sont dans nostre bonne ville & fauxbourgs de Paris & s'étendent dans sa banlieue , sans qu'à l'avenir elles en puissent estre desunies ni restablies pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce soit , en remboursant tous les officiers dudit baillage du palais , & indemnifiant les possesseurs desdites justices & leurs officiers titulaires pourvus & jouissans de leurs offices à titres onereux , de ce qui se trouvera leur estre deu , suivant la liquidation qui en sera faite par les commissaires de nostre conseil , qui seront par

nous à ce deputez. N'entendons neantmoins comprendre dans la presente réunion le dedans & enclos de nostre palais & galleries d'icelui seulement. Et par ce mesme present edit avons créé , institué , établi & ordonné , créons , instituons , établissons & ordonnons dans nostre ville & fauxbourgs de Paris un siége presidial & de la prevosté & vicomté de Paris , avec mesme pouvoir , autorité , prerogatives & prééminences que celui qui est déjà établi , lequel siége presentement créé sera composé d'un prevost , d'un lieutenant general civil , d'un lieutenant general de police , d'un lieutenant general criminel , & d'un lieutenant particulier civil , de police , criminel , un conseiller honoraire , trente-quatre conseillers , deux clerks , & trente-deux laïques , deux advocats & un procureur pour nous , cinq substituts de nostredit procureur , un juge auditeur , 19. commissaires , cent procureurs postulans , un commissaire des saisies réelles & un commis , un premier huissier audancier , dix autres huissiers audanciers , un medecin , un chirurgien , soixante huissiers à cheval , & soixante sergens à verge , douze autres sergens gardes pour ledit prevost de Paris nouvellement créé , un concierge & garde des clefs du logement destiné pour y tenir ledit siége , & un concierge & garde des prisons , que nous avons créés & érigez , créons & érigeons en titre d'offices formez ; & encore un lieutenant general & un procureur pour nous , & un greffier , auxquels nous attribuons en premiere instance la connoissance des affaires du dedans & enclos de nostredit palais & galleries d'icelui. Plus un receveur payeur des gages , & un receveur payeur des espees , & pareil nombre de greffiers , clerks & commis qu'il y en a de créés & établis audit chastelet , & conformément à nostre edit du mois de Mars 1673. & declarations intervenues en interpretation d'icelui ; lesquels receveurs , payeurs , greffiers , clerks & commis nous avons aussi créés & créons en titre d'offices formez & hereditaires , pour estre auxdits offices par nous pourvus de personnes capables & suffisantes. Voulons que le siége & les officiers presentement créés ne fassent qu'un seul & mesme corps avec le siége & les officiers déjà établis , & jouissent des mesmes dignitez , privileges , honneurs , prerogatives , prééminences , franchises , libertez , avec les mesmes fonctions , pensions , appointemens , vacations , taxa-

tions, droits, émolumens, & autres choses dont jouissent les officiers dudit chastelet, sans qu'il y ait aucune différence entr'eux, quoique le tout ne soit plus particulièrement exprimé par le présent edit; & aux gages de cinquante mil livres par chacun an, dont sera fait fonds de trois quartiers à prendre sur la recette generale de nos finances de Paris, qui sera employée dans nos estats, pour estre distribuée à tous lesdits officiers suivant les rolles qui en seront par nous arrestez en nostre conseil, dont les pourvus desdits offices seront payez de quartier en quartier sur leurs simples quitances. Ordonnons que lorsque les deux sièges seront assemblez pour quelque ceremonie ou autre occasion, le prevost de Paris & les lieutenans déjà établis, ceux presentement créez, & les autres officiers, garderont entr'eux le rang de leurs receptions. Et pour les entretenir dans l'union où nos officiers doivent estre pour nostre service & le bien de la justice, voulons que lesdits lieutenans civils, de police, criminels, & particuliers, & nos procureurs & advocats & les substituts servent alternativement & d'année en année en chacun desdits sièges, & les autres officiers dans ceux de leur établissement, & que les officiers dudit siège presentement crée soient receus en la forme & maniere qui s'observe pour ceux du siège déjà établi. Seront les territoires desdits sièges divisez pour ladite ville, fauxbourgs & banlieue, & limitez par le grand courant de la riviere de Seine, en sorte que ce qui se trouvera du costé de nostre chasteau du Louvre & du lieu où est à present le chastelet & l'arsenal, sera du territoire du siège déjà établi; & ce qui se trouvera de l'autre costé, avec les isles du palais de Nostre Dame & autres isles, les ponts & les maisons estant sur iceux, jusques & compris celles basties sur les culées desdits ponts, sera du territoire du siège presentement crée. Et à l'égard de ce qui est hors ladite ville, fauxbourgs & banlieue, il sera partagé par des commissaires qui seront à ce commis, également & par moitié entre les deux sièges, auxquels chacun à son égard nous avons attribué & attribuons toute cour & jurisdiction dans lesdits territoires, soit en premiere instance, ou par appel, lorsqu'il y escherra, sans que l'un desdits sièges puisse rien entreprendre au préjudice & sur le territoire de l'autre. Voulons que les substituts de nos

procureurs, commissaires, procureurs postulans, huilliers audianciers & à cheval & sergens à verge de l'un & de l'autre siège soient distribuez par moitié, pour servir à chacun desdits sièges, pour éviter la confusion; & que les reglemens faits, & ceux que nous ferons ci-après pour les fonctions des officiers & administration de la justice & discipline du chastelet, soient communs auxdits deux sièges, & y soient gardez & observez. Et en attendant qu'il ait esté basti un palais pour rendre la justice par les officiers dudit siège presentement crée, ils tiendront leurs seances & jurisdictions dans le lieu qui leur sera par nous destiné. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenants nostre chambre des comptes à Paris, que nostre present edit ils fassent lire, publier & registrer & le contenu en icelui garder & observer de point en point selon la forme & teneur, sans permettre qu'il y soit contrevenu en quelque sorte & maniere que ce soit, nonobstant tous edits ordonnances, reglemens, & autres choses à ce contraires, auxquels nous avons dérogé & dérogeons par ces presentes. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous y avons fait mettre nostre scel. Donné à Versailles au mois de Fevrier l'an de grâce M. DC. LXXIV. & de nostre regne le xxxi. Signé, LOUIS; & plus bas: Par le roy, COLBERT.

Registré en la chambre des comptes, ce requerant le procureur general du roy, pour avoir lieu & estre executé selon la forme & teneur, les bureaux assemblez, le xii. jour de Mars M. DC. LXXIV. Signé, GUITONNEAU. Pris sur l'imprimé.

ARREST DU CONSEIL D'ESTAT
sur la mesme matiere.

LE roy estant en son conseil voulant pourvoir à ce que la justice soit promptement rendue à ses sujets de sa bonne ville de Paris, en attendant que les reglemens necessaires pour l'execution de l'edit de creation du nouveau chastelet aient esté achevez, pour conserver l'égalité entre les deux sièges, & y établir une mesme jurisprudence & des maximes certaines pour l'instruction & jugement des matieres civiles & criminelles; ouï le rapport du sieur Colbert conseiller ordinaire au conseil royal, controleur general des finances, sa majesté estant en son conseil

AN. 1674.

a renvoyé & renvoie toutes les demandes, plaintes & informations, procez civils & criminels qui estoient pendans dans les sièges du bailliage dupalais & des justices réunies, à celui des deux sièges dans le ressort duquel lesdites justices sont situées. A évoqué & évoque à soi & à son conseil les saisies réelles, criées des immeubles situez dans le ressort dudit nouveau chastelet, & les instances d'ordre du prix d'iceux, les saisies réelles, criées & ventes d'offices, rentes sur la ville, & autres, dans lesquels les parties saisies sont domiciliées dans ledit ressort, les instances de comptes dans lesquelles les rendans compte y sont demeurans, les appellations des justices réunies audit nouveau chastelet, executions de sentences rendues contre les habitans du destroit d'icelles, saisies sur eux faites & generalement toutes les demandes & tous les procez dans lesquels les defendeurs originaires sont domicilies dans le ressort dudit nouveau chastelet, les plaintes, informations, procedures, & procez criminels pour raison de crimes commis dans ledit ressort, & generalement tous differens & procez civils & criminels, pour quelque matiere, cause & occasion que ce puisse estre, sans aucuns excepter, en quelque estat que soient lesdits procez, mesme ceux instruits, distribuez & mis ez mains des rapporteurs qui seront tenus de les remettre incessamment aux greffes, & a sa majesté renvoyé & renvoye le tout audit nouveau chastelet, pour y estre les instructions encommencées parachevées suivant les derniers errements, & iceux jugez & terminez par les officiers dudit nouveau chastelet, ainsi qu'il appartiendra par raison. Ordonne sa majesté que lesdits procez seront incessamment apportez au greffe dudit nouveau chastelet, à ce faire les greffiers contrainsts par corps, & les prisonniers transferez sous bonne & sure garde dans les prisons de l'abbaye de saint Germain des Prez, où est establi ledit nouveau chastelet. Fait sa majesté très-expresses inhibitions & deffenses aux officiers de l'ancien chastelet, de juger aucuns procez de la qualité susdite, mesme du consentement des parties, à peine de nullité des sentences & jugemens, & de tous despens, dommages & interets; & aux procureurs dudit chastelet de faire aucunes poursuites pour les affaires ci-dessus énoncées, soit pour la plaidoirie des causes d'audiance contradictoirement ou

par défaut, instruction de procez par escrit, & jugement desdites instances & procez, ailleurs qu'audit nouveau chastelet, à peine de mille livres d'amende pour chacune contravention, applicable moitié à nous, & l'autre moitié à l'hospital general & aux enfans-Trouvez de Paris par moitié, payable sans déport, & d'interdiction pour six mois de leurs charges; & à tous huissiers & sergens de faire aucunes assignations pour les affaires du ressort du nouveau chastelet à l'ancien à peine de perte de leurs offices; sans que lesdites peines puissent estre reputées comminatoires, surfisés, ni moderées, pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce soit. Et sera le present arrest lu & publié aux audiences de l'un & de l'autre siège, à la diligence des procureurs de sa majesté, auxquels il est enjoint d'y tenir la main, à peine de suspension de leurs charges, & executé nonobstant oppositions ou appellations quelconques, dont, si aucunes interviennent, sa majesté s'en est reservé la connoissance en son conseil, & icelle interdit à tous ses autres juges. Fait au conseil d'estat du roy, sa majesté y estant, tenu à Versailles le xviii. jour d'Avril M. D C. LXXIV. Signé, COLBERT. *Ibidem.*

L OUIS par la grace de Dieu, roy de France & de Navarre, à nos amez & feaux conseillers les officiers du chastelet de nostre bonne ville de Paris, salut. Par l'arrest dont l'extraict est ci-attaché sous le contre-scel de nostre chancellerie, ce jour-d'huy donné en nostre conseil d'estat, nous y estant, nous avons renvoyé toutes les demandes, plaintes & informations, procez civils & criminels qui estoient pendans dans les sieges du bailliage du palais & des justices réunies, à celui des deux sieges dans le ressort duquel lesdites justices sont situées; & évoqué à nous & à nostredit conseil les saisies réelles, criées des immeubles situez dans le ressort du nouveau chastelet créé par nostre edit du mois de Fevrier dernier, & les instances d'ordre du prix d'iceux, les saisies réelles, criées & ventes d'offices, rentes sur nostredite ville, & autres dans lesquels les parties saisies sont domiciliées dans ledit ressort, les instances de comptes dans lesquelles les rendans compte sont demeurans, les appellations des justices réunies audit nouveau chastelet, executions de sentences rendues contre les habitans du destroit d'icelles, saisies

faïties sur eux faïtes, & generalement toutes les demandes & tous les procez dans lesquels les deffendeurs originaires sont domiciliez dans le ressort dudit nouveau chastelet, les plaintes & informations, procedures & procez criminels pour raison des crimes commis dans ledit ressort, & generalement tous differens & procez civils & criminels, pour quelque matiere, cause ou occasion que ce puisse estre, sans aucuns excepter, en quelque estat que soient lesdits procez, mesme ceux instruits, distribuez & mis ez mains des rapporteurs, qui seront tenus de les remettre incessamment aux greffes, & le tout renvoyé audit nouveau chastelet, pour y estre les instructions encommencées parachevées, suivant les derniers errements, & iceux jugez & terminez par les officiers d'icelui, ainsi qu'il appartiendra par raison. A CES CAUSES nous vous mandons par ces presentes signées de nostre main, que vous aiez à proceder à l'enregistrement & execution dudit arrest & des presentes. Enjoignons aux procureurs pour nous audits sieges d'y tenir la main. Commandons au premier huissier de nos conseils, ou autre nostre huissier ou sergent sur ce requis, signifier ledit arrest à tous qu'il appartiendra, à ce qu'ils n'en pretendent cause d'ignorance, & faire pour l'entiere execution d'icelui tous commandemens, sommations, significations, contraintes par les voies y declarées, deffenses y portées sur les peines y contenuës, & autres actes & exploits requis & necessaires, sans autre permission; nonobstant oppositions ou appellations quelconques, dont, si aucunes interviennent, nous nous en reservons la connoissance en nostre conseil, & icelle interdisons à toutes nos autres cours & juges. Voulons que ledit arrest soit lu & publié aux audiences de l'un & de l'autre siege, & qu'aux copies d'icelui & des presentes collationnées par l'un de nos amez & feaux conseillers & secretaïres, soy soit adjoustée comme aux originaux. Car tel est nostre plaisir. Donnée à Versailles le xviii. jour d'Avril l'an de grace M. DC. LXXIV. & de nostre regne le xxxi. Signé, LOUIS. Et plus bas; Par le roy, COLBERT. Et scellé. Ibidem.

REGLEMENT POUR LES
deux chastelets.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous presens & à venir, salut. Par nostre edit du mois de Fevrier dernier nous avons réuni à la justice de nostre chastelet de Paris celle du bailliage de nostre palais & toutes les autres justices qui estoient dans nostre bonne ville & fauxbourgs de Paris, & s'estendent dans la banlieue d'icelle; & par le mesme edit nous avons créé & érigé un siege presidial de la prevosté & vicomté de Paris, avec mesme pouvoir, autoritez, prerogatives & preeminences que celui qui y est déjà establi. Mais bien que par l'establissement qui a esté fait dudit siege, nos sujets habitans de nostre bonne ville, fauxbourgs & banlieue de Paris, trouvent bien plus de facilité d'avoir justice, & plus prompt expedition que par le passé; ce ne seroit pas satisfaire entièrement à nos intentions, si nous ne procurions les mesmes avantages dans tout le ressort de la prevosté & vicomté de Paris, & à tous ceux qui ont droit de plaider au chastelet. Et comme il est important pour la commodité & le repos de nos sujets, & mesme pour empêcher toutes contestations entre les officiers des deux sieges, de regler & partager entr'eux les affaires dont la connoissance appartient à nostre chastelet de Paris; A CES CAUSES, de l'avis de nostre conseil, qui a veu ledit edit, les memoires qui nous ont esté presentez par les officiers de l'un & de l'autre desdits sieges; & de nostre certaine science, pleine puissance & autorité royale, nous avons par ces presentes signées de nostre main dit, déclaré, statué & ordonné, disons, declérons, statuons & ordonnons le reglement qui suit.

I. Que les territoires des deux sieges du chastelet de Paris, pour la campagne & pour toute la prevosté & vicomté de Paris, l'isle de France, & la province de Normandie, seront divisez par le courant de la riviere de Seine, ainsi qu'il est porté par ledit edit pour la ville & fauxbourgs de Paris; enforte que ce qui est du costé du Louvre, de l'Arseanal & du lieu où est à present l'ancien chastelet, sera de son territoire & de sa juridiction. Et ce qui est de l'autre costé de l'eau, avec les isles & les ponts, maisons basties sur lesdits ponts & sur les

culées d'iceux, sera du territoire & juridiction du nouveau chastelet, le tout, tant pour le civil, que pour le criminel, & pour quelque matiere que ce puisse estre.

II. Les appellations des prevostez, chastellenies & autres justices qui ressortissent au chastelet de Paris, seront portées à celui des chastelets dans l'estendue duquel les principaux sieges desdites prevostez, chastellenies & autres justices se trouveront situées.

III. Pour éviter la confusion que pourroit causer le concours du privilege du scel du chastelet, attributif de juridiction, voulons que le territoire soit pareillement divisé, & que toutes les assignations qui seront données en vertu du scel du chastelet de Paris, à des personnes domiciliées dans les provinces de l'isle de France & de Normandie, pour ce qui est du costé de la riviere de Seine, du ressort de l'ancien chastelet, Soissonnois, Champagne, Picardie, Artois, Flandre, Bourgogne, Lionnois, Forests, Auvergne, ressort des cours du parlement de Provence, Dauphiné & Metz, soient données au siege de l'ancien chastelet; & que les assignations qui seront données dans l'autre portion de l'isle de France & de la Normandie qui sont de l'autre costé de la riviere, les provinces de Beaulse, Orleannois, le Perche, Touraine, Anjou, le Maine, Poitou, Angoumois, Bourbonnois, Nivernois, Berry, & les ressorts des cours de parlement de Thoulouze, Bourdeaux, Pau & Bretagne, soient données au siege du nouveau chastelet.

IV. La qualité de conservateur des privileges de l'université de Paris appartiendra pareillement aux deux prevosts de Paris, & autres officiers desdits sieges. Voulons à cet effet que l'ordre établi par le précédent article soit observé pour les causes qui sont attirées au chastelet, en vertu des privileges des escoliers, jurez & autres supposés de l'université.

V. Les communautez & autres qui ont titre de garde-gardiennne au chastelet de Paris, les officiers & autres personnes qui y ont leurs causes commises, seront tenus d'employer dans les assignations qu'ils y feront donner, auquel des deux sieges du chastelet la personne qu'ils font assigner aura à comparoir, qui sera celui du domicile de la personne assignée.

VI. Ce que dessus aura lieu en toutes assignations en premiere instance qui seront données, dans lesquelles le def-

fendeur originaire sera assigné au chastelet, dans le territoire duquel sera son domicile, soit dedans ou dehors de la ville de Paris. N'entendons neanmoins comprendre dans le présent article les demandes en sommation & autres incidens, à l'égard desquels la disposition de nostre ordonnance de 1667. sera suivie.

VII. Quand celui qui auroit droit de plaider au chastelet, aura esté assigné devant un autre juge, & qu'il voudra user de son privilege & venir plaider au chastelet, le renvoi de la cause se fera au siege du chastelet dans le ressort duquel il sera demeurant.

VIII. Tout ce que dessus aura lieu, non seulement quand les deux parties seront domiciliées hors la ville de Paris, mais aussi quand l'une des parties sera demeurante dans la ville de Paris, ou en quelque autre lieu du royaume que ce soit.

IX. Si des coheritiers dans une mesme succession sont demeurans dans l'un & l'autre des territoires desdits deux sieges, les assignations pour demandes en partages & pour autres demandes en qualité d'heritiers seront données, & la connoissance appartiendra au chastelet dans le territoire duquel estoit le domicile de celui de la succession duquel il s'agira; si toutes fois les heritiers estoient tous demeurans dans un mesme territoire, & la succession ouverte de l'autre, on suivra le domicile des heritiers.

X. Les contestations qui naistront en consequence des saisies & arrefts faits entre les mains de divers debiteurs, locataires, fermiers ou autres demeurans dans les territoires des deux sieges, & les instances de préférence seront portées au siege du chastelet dans le territoire duquel sera domicilié le debiteur sur lequel lesdites saisies mobilières auront esté faites.

XI. Toutes les saisies réelles d'heritages, offices, rentes sur la ville, ou autres immeubles qui seront saisis en vertu d'une sentence, seront poursuivies, & l'adjudication par decret en sera faite au siege dans lequel ladite sentence aura esté rendue, & le prix en provenant distribué audit siege entre les creanciers.

XII. La connoissance des affaires pendantes à l'ancien chastelet, lesquelles aux termes de la présente declaration sont du ressort & competence du nouveau chastelet, appartiendra audit siege du nouveau chastelet; & en consequen-

ce voulons que l'arrest de nostre conseil du 18. Avril dernier soit executé selon sa forme & teneur, pour la ville, fauxbourgs & banlieuë, ressort de la prevosté & vicomté de Paris, & tout le reste du royaume, suivant le partage ci-dessus, sous les peines contenues audit arrest.

XIII. Les officiers qui servent dans les deux sieges, & qui n'ont esté receus que dans l'un d'iceux, occuperont comme s'ils avoient esté receus dans lesdits deux sieges. Et afin de conserver l'égalité & empêcher la confusion qui pourroit naître à l'avenir à cause de la reception desdits officiers, voulons qu'il soit fait deux listes de tous lesdits officiers, chacune de nombre égal, pour estre les uns receus à l'ancien, & les autres au nouveau chastelet. Et quand lesdits offices viendront à vacquer, ceux qui en seront pourvus seront receus au siege auquel ils auront esté destinez. Et neantmoins que tous ceux qui seront pourvus des charges nouvellement créées par nostre edit du mois de Fevrier dernier, soient receus pour la premiere fois au nouveau chastelet seulement; & ceux créés par nostre declaration du jour d' dernier, seront receus au siege pour lequel ils sont destinez.

XIV. Les lieutenans civil, criminel & particulier, nos procureur & advocats du nouveau chastelet, serviront au siege de l'ancien chastelet, & y entreront le Lundi 22. Octobre de la presente année 1674. jour de l'ouverture de la plaidoirie après les vacations; & le même jour les semblables officiers de l'ancien chastelet entreront au siege du nouveau, dans lequel ils serviront jusqu'à pareil jour de l'année suivante, qu'ils retourneront à l'ancien; & ainsi successivement d'année en année, le changement desdits officiers se fera au jour de l'ouverture du chastelet.

XV. Les lieutenans civil, criminel & particulier en changeant de sieges, ne pourront plus demeurer rapporteurs d'aucuns procez dont la connoissance appartenoit audit siege, ni continuer l'instruction d'aucuns procez civils ou criminels, & le tout sera remis au greffe en quelque estat que les affaires se trouvent.

XVI. La connoissance de tout ce qui concerne les corps des marchands, arts & mestiers, maistrises, jurandes, & de la police generale & particuliere, appartiendra à nos deux procureurs dans

lesdits sieges du chastelet, concurremment dans toute l'estendue de la ville, fauxbourgs & banlieuë de Paris; & neantmoins toutes les fonctions qui en dependent, seront faites par l'un d'eux seulement, lesquelles fonctions ils exerceront alternativement de mois en mois, conformément à l'arrest de nostre conseil du 15. May dernier.

XVII. Toutes les audiences des causes qui doivent estre plaidées en la chambre de nostre procureur, seront portées devant celui qui sera en mois, en quelque lieu que les saisies aient esté faites; lequel tiendra cette audience dans la chambre du siege dans lequel il servira.

XVIII. Les procez criminels & autres intentez pardevant nostre lieutenant general de police, seront poursuivis à la diligence de celui de nos procureurs à la requeste duquel ils auront esté commencez, bien que l'instruction en fust continuée durant les mois qu'il ne fust plus en fonction dans la police; & au surplus sera ledit arrest executé selon sa forme & teneur.

Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement à Paris, que ces presentes ils fassent lire, publier & registrer, & le contenu en icelles garder & observer de point en point selon leur forme & teneur, sans permettre qu'il y soit contrevenu en aucune sorte & maniere que ce soit, nonobstant tous edits, ordonnances, reglemens & autres choses à ce contraires, auxquelles nous avons dérogé & dérogeons par ces presentes. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous y avons fait mettre nostre scel. Donné à Versailles au mois d'Aoust l'an de grace M. DC. LXXIV. & de nostre regne le XXXII. *Signé, LOUIS; & plus bas: Par le roy, COLBERT. Et scellé du grand sceau de cire verte. Visa, D'ALIGRE.*

Registrées, ouy le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur. A Paris en parlement le XXVII. Aoust M. DC. LXXIV. *Signé, JACQUES. Ibidem.*

EDIT DU ROY LOUIS XIV.
pour la réunion du nouveau châtelet
à l'ancien.

AN. 1684.

L OUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous presens & à venir, salut. Les incommoditez que caufoient aux habitans de nostre bonne ville de Paris le grand nombre de justices subalternes, auxquelles selon la situation de leurs demeures ils estoient obligez de respondre, à raison des conflits que l'incertitude des limites desdites justices, & la prévention des officiers de nostre châtelet faisoient souvent naistre, & pour autres bonnes & importantes considerations, nous aurions par nostre edit du mois de Fevrier 1674. enregistré où besoin a esté, réuni & incorporé à la justice de nostredit châtelet toutes lesdites justices subalternes, tant du bailliage du palais, que des seigneurs, & en mesme temps, pour faire promptement administrer la justice à nos sujets, en établissant un nombre considerable d'officiers, pour suppléer ceux dont les fonctions estoient cessées par ladite réunion, nous aurions créé un second siège presidial & de la prevosté & vicomté de Paris, lequel seroit composé entr'autres officiers d'un prevost, d'un lieutenant general civil, d'un lieutenant general criminel, d'un lieutenant particulier, d'un procureur pour nous, d'un nombre considerable de conseillers & d'autres officiers necessaires, pour composer par lesdits officiers un seul & mesme corps avec le siège & les officiers ja établis, & jouir des mesmes dignitez, prerogatives, droits, pensions, vacations & emolumens dont jouissoient les officiers du châtelet, sans qu'il y eust aucune difference entr'eux, si ce n'est par la separation des territoires dans lesquels lesdits sièges exerceroient la justice, & que les lieutenans civils ancien & nouveau, les lieutenans criminels & particuliers, nos procureurs & advocats & leurs substituts, serviroient alternativement & d'année en année en chacun desdits sièges, & à l'égard des autres officiers dans ceux de leur établissement, ainsi qu'il est au long porté par ledit edit. Cet établissement que nous avons cru tres-utile & avantageux à nos peuples, a eu son execution jusqu'à present; cependant l'experience fait journellement connoître qu'il ne laisse pas d'avoir des inconveniens, lesquels sont d'autant plus con-

siderables, que l'administration de la justice s'y trouve interessée, qu'on voit souvent des contrarietez & des varietez dans les jugemens; ce qui est principalement causé par le service alternatif des chefs; que la difficulté n'est pas moindre dans la discussion ou scellé des effets d'un mesme homme situez en differens territoires, l'omologation ou enterinement des attermoiemens ou repis des particuliers dont les effets ou les creanciers sont dans les ressorts des differens sièges, & enfin par un nombre infini d'autres inconveniens qui mettent la confusion dans l'ordre de la justice, & jettent les peuples dans un grand embarras, & les constituent en des dépenses immenses. Et voulant, autant qu'il est possible, contribuer à leur soulagement, à quoi la paix profonde que nous avons lieu d'esperer nous donnera d'autant plus moyen de nous appliquer dorenavant; sçavoir faisons que nous, pour ces causes & autres à ce nous mouvans, de nostre propre mouvement, certaine science, pleine puissance & autorité royale, nous avons par le present edit perpetuel & irrevocable esteint & supprimé, esteignons & supprimons le nouveau siege presidial & de la prevosté & vicomté de Paris, créé par nostredit edit du mois de Fevrier 1674. voulons & nous plaist que les officiers créez par iceluy, à l'exception de ceux que nous nommerons cy-après, soient & demeurent incorporez dans le siege ancien, pour ne faire à l'avenir qu'un seul & mesme siège, & exercer la juridiction dans toute l'estendue de la prevosté & vicomté de Paris, sans difference ni division de territoire & limites, & suivant les reglemens qui seront sur ce par nous faits; & de nos mesmes puissance & autorité que dessus avons esteint & supprimé, esteignons & supprimons les officiers de prevost, de lieutenant general civil, & de lieutenant general criminel créez par nostredit edit, comme aussi l'office de nostre procureur en l'ancien châtelet, en consequence de la demission que le titulaire en a mis volontairement en nos mains. Deffendons aux pourveus d'iceux d'en plus faire aucune fonction à l'avenir; & nous pourvoirons incessamment au remboursement de la finance desdits offices, suivant la liquidation qui en sera faite en nostre conseil. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les gens tenans nostre cour de parlement à Paris, que cestui nostre present edit ils ayent à faire lire, publier

blier & enregistrer, & le contenu en icelui entretenir & faire entretenir, garder & observer, sans y contrevenir, ni souffrir qu'il y soit contrevenu en quelque sorte & maniere que ce soit. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous y avons fait mettre nostre scel. Donn     Versailles au mois de Septembre l'an de grace M. DC. LXXXIV. & de nostre regne le XLII. Sign    , LOUIS; & plus bas : Par le roy, COLBERT. Visa, LE TELLIER. Et scell     du grand sceau de cire verte, en lacs de soye rouge & verte.

Registr    es, oui & ce requerant le procureur general du roy, pour estre ex    cutes selon leur forme & teneur, suivant l'arrest de ce jour. A Paris en parlement le VII. Septembre M. DC. LXXXIV. Sign    , JACQUES. *Ibidem.*

LETTRES PATENTES DU ROY

Louis XIV. portant concession de la dignit     de duc & pair aux archevesques de Paris.

AN. 1674.

L OUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre,    tous pr    sens &    venir, salut. Les empereurs & les rois ne s'estant pas contentez d'enrichir par de grandes liberalit    s les   glises des villes qu'ils avoient chois     pour estre le siege principal de leurs empires, mais aussi voulu qu'elles eussent tous les titres d'honneur qui les pouvoient elever au dessus des autres, nous aurions toujours eu ces m    mes sentimens pour l'  glise de nostre bonne ville de Paris, choisie par Clovis premier roy Chrestien pour estre la capitale de ce royaume : & comme elle est d    ja   rig    e en archevesch    , & que nous ne saurions luy procurer aucune dignit     eccl    siastique plus   minente, nous voulons luy donner la premiere de toutes celles qui dependent de nous, & nous nous y trouvons d'autant plus engagez, que le desir que nous avons eu de delivrer nos sujets demeurans dans nostre dite ville de Paris des incommodit    s que leur apportoit les differentes justices qui y estoient   tablies, & les degrez de juridictions qu'ils estoient tenus d'essuyer, nous ayant oblig     d'unir    nos chastelets les justices que l'archevesque de Paris y poss    doit, nous ne voulons pas seulement l'indemniser du revenu que nous luy osons par des biens plus considerables, mais encore par des marques d'honneur qui en reparent avantageusement la perte : & luy faisons res-

sentir en m    me temps des effets de nostre justice & de nostre liberalit    , nous avons resolu de luy donner le titre de duch     & pairie de France, dont il a d    ja les principaux avantages, puisque les archevesques ont toujours conserv     leur seance dans nostre cour de parlement de Paris, qui est celuy des pairs, & que les appellations de la temporalit     de l'archevesch     y ressortissent immediatement, aussi bien que celles du bailliage du Fort-l'  vesque y ont ressorty jusques    l'union que nous en avons faite    nos chastelets : & nous trouvons encore une satisfaction particuliere    luy donner presentement cet honneur, puisqu'estant poss    d     par messire Francois de Harlay conseiller en nos conseils, nous augmenterons par ce moyen la recompense que nous avons conc    d        son merite, lorsque nous l'avons   lev        cette dignit     qu'il remplit si utilement pour l'  glise & pour nostre service, & de laquelle son nom & ses illustres alliances le rendent aussi digne que toutes les grandes qualitt    s de sa personne qui ont attir     nostre estime & nostre consideration. Et comme il est necessaire d'attacher le titre de duch     & pairie    quelqu'une des terres dependantes de l'archevesch    , nous estimons qu'aucune ne le merite davantage, que celle qui y ayant est    e donn    e par saint Cloud fils du roy Clodomir & petit-fils du grand Clovis, en porte encore presentement le nom, & qui est le plus ancien monument de la liberalit     des rois nos predecesseurs envers cette   glise. A CES CAUSES, de l'avis de nostre conseil o   estoient plusieurs princes de nostre sang, officiers de nostre couronne, & autres grands & notables personages, & de nostre propre mouvement, certaine science, pleine puissance & autorit     royale, nous avons par ces presentes sign    es de nostre main ladite terre & seigneurie de saint Cloud cr    e &   rig    e, cr    ons &   rigeons en nom, titre, dignit     & pre    minences de duch     & pairie de France, &    iceluy uni & incorpor    , unissons & incorporons les terres & seigneuries de Maisons, Chreteil, Ozoir-la Ferriere & Armentieres dependantes de l'archevesch     de Paris, ensemble la justice de la temporalit     d'iceluy, pour en jouir par nostre trescher & bien am     cousin ledit sieur de Harlay archevesque de Paris & ses successeurs archevesques de Paris, perpetuellement &    toujours en titre, dignit     & sous le nom de duch     & pairie

de France, avec tous les honneurs, autorités, preeminences, franchises, libertés, privileges & immunités appartenans à ducs & pairs, comme les autres pairs de France en jouissent & usent en justice, juridiction, seance en nos cours de parlemens avec les autres pairs ecclesiastiques, suivant l'ordre & le temps de la presente erection, & voix deliberative, & generalement en tous autres actes & lieux quelconques & sous le ressort immediat de nostre cour de parlement de Paris en tous cas, fors & excepté les cas royaux dont la connoissance appartient à nos officiers ainsi qu'elle faisoit avant la presente erection. Voulons que ses vassaux & tenanciers le reconnoissent & ses successeurs archevesques, & leur fassent les foy & hommages & autres reconnoissances en ladite qualité de ducs de saint Cloud & pairs de France. Et pour l'exercice de la justice voulons que nostredit cousin & ses successeurs ayent un siege de duché & pairie dans l'enclos de l'archevesché de Paris, au mesme lieu où le siege ordinaire de la temporalité avoit accoutumé d'estre tenu, où il y aura un bailly, un procureur fiscal, quatre procureurs & deux sergens, pour y exercer la justice & connoître en premiere instance de toutes les causes civiles & criminelles qui pourroient arriver dans l'enclos dudit archevesché, nonobstant l'edit du mois de Fevrier dernier, auquel nous avons derogé & derogeons quant à ce par celsdites presentes; & par appel des causes qui auront esté traitées en premiere instance pardevant les prevosts de saint Cloud, Maisons, Chreteil, Ozoir-la-Ferriere & Armentieres; les appellations duquel bailly seront portées en nostre cour de parlement de Paris, où nous voulons aussi que toutes les causes de ladite pairie, & où il s'agira du fonds de ses droits, soient portées en premiere instance, ainsi que celles des autres duches & pairies. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les gens tenant nostre cour de parlement, chambre de nos comptes à Paris, & autres nos officiers & justiciers qu'il appartiendra, que ces presentes ils fassent registrer, lire & publier, & du contenu en icelles joutir & user nostredit cousin de Harlay archevesque de Paris & ses successeurs archevesques de Paris pleinement & paisiblement, cessans & faisant cesser tous troubles & empeschemens contraires, nonobstant tous edits, ordonnances & lettres à ce contraires, auxquelles nous

avons derogé & derogeons par cefd. presentes: car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre nostre scel à celsdites presentes. Donné à Versailles au mois d'Avril l'an de grace M. DC. LXXIV. & de nostre regne le XXXI. *Signé,* Par le roy, PHELIPEAUX; *Et sur le reply:* Visa d'ALIGRE, pour erection de duché & pairie de France en faveur de M. l'archevesque de Paris. *Signé,* PHELIPEAUX.

Registrées, ouy & ce consentant le procureur general du roy, pour joutir par l'impetrant & ses successeurs archevesques de Paris de leur effect & contenu, & estre executées selon leur forme & teneur, suivant l'arrest de ce jour. A Paris en parlement le XVIII. Aoust M. DC. XC.

Et le Samedi 19. Aoust audit an messire François de Harlay desnommé aux presentes lettres, a esté reçu en sa dignité & qualité de duc de saint Cloud pair de France, fait serment accoutumé & juré fidelité au roy suivant l'arrest dudit jour. *Tiré du Synodicon Paris. page 616. Et des registres du parlement.*

EDIT D'ETABLISSEMENT de l'hospel des Invalides.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous presents & à venir, salut. La paix qu'il plût à Dieu de nous donner vers la fin de l'année 1659. & qui fut conclue aux Pyrenées entre nous & le roy Catholique, ayant restabli pour lors le repos presque dans toute la Chrestienté, & nous ayant delivré des soins que nous estions obligés de prendre pour la conservation de notre estat, & de veiller au dehors à nous opposer aux entreprises que nos ennemis y pouvoient faire; nous n'aurions eu d'autre application pendant que ladite paix a duré, que de songer à reparer au dedans d'iceluy les maux que la guerre y avoit causés, & corriger les abus qui s'estoient introduits dans la plupart de tous les ordres, ce qui a eu tout le succès que nous en pouvions esperer. Et comme pour accomplir un dessein si utile & si avantageux, nous avons estimé qu'il n'étoit pas moins digne de nostre pieté que de notre justice, de tirer hors de la misere & de la mendicité les pauvres officiers & soldats de nos troupes, qui ayant vieilli dans le service, ou qui dans les guerres passées, ayant esté estropiés, estoient non seulement hors d'estat de

continuer à nous en rendre, mais aussi de rien faire pour pouvoir vivre & subsister; & qu'il estoit bien raisonnable que ceux qui ont exposé librement leur vie & prodigué leur sang pour la deffense & le soustien de cette monarchie, & qui ont si utilement contribué au gain des batailles que nous avons remportées sur nos ennemis, aux prises de leurs places, & à la deffense des nostres, & qui par leur vigoureuse resistance & leurs genereux efforts les ont reduits souvent à nous demander la paix, jouissent du repos qu'ils ont asseuré à nos autres sujets, & passent le reste de leurs jours en tranquillité. Considerans aussi que rien n'est plus capable de detourner ceux qui auroient la volonté de porter les armes, d'embrasser cette profession, que de voir la mechante condition où se trouveroient reduits la plupart de ceux qui s'y estant engagés, & n'ayant point de bien, y auroient vieilli ou esté estropiez, si on n'avoit soin de leur subsistance & entretenement; nous avons pris resolution d'y pourvoir. Et quoyque nous ayons cy-devant rasché d'adoucir la misere desdits estropiez, soit en leur accordant des places de religieux lais dans les abbayes & prieurés de notre royaume, qui de tous tems leur ont été affectées, soit en les envoyant, comme nous avons fait, dans nos places frontieres, pour y subsister & y estre entretenus au moyen de la solde que nous leur avons ordonnée, ainsi qu'aux autres soldats de nos troupes; neantmoins comme il est arrivé, que la plupart desdits soldats, préférant la liberté de vaguer, à tous ces avantages, après avoir les uns composé & traité desdites places de religieux lais dont ils estoient pourvus, les autres quitté & deserté lesdites places frontieres, sont retombés dans leur premiere misere, nous aurions jugé à propos, pour apporter remede à ce mal, de recourir à d'autres moyens; & après en avoir fait examiner plusieurs, qui nous ont esté proposés sur ce sujet, nous n'en avons pas trouvé de meilleur que celui de faire bastir & construire en quelque endroit commode & proche de nostre bonne ville de Paris, un hostel royal d'une grandeur & espace capable d'y recevoir & loger tous les officiers & soldats, tant estropiez que vieux & caducs de nos troupes, & d'y affecter un fonds suffisant pour leur subsistance & entretenement. A l'effet de quoy, & pour suivre un si pieux & louable dessein, & mettre la dernière main à un

ouvrage si utile & si important, nous avons donné nos ordres pour faire bastir & édifier led. hostel royal au bout du fauxbourg saint Germain de nostre bonne ville de Paris, à la construction duquel l'on travaille incessamment, aux moyens du fonds de deux deniers pour livre que par arrest de nostre conseil d'Estat du 12. Mars 1670. nous avons ordonné aux thresoriers, tant de l'ordinaire que de l'extraordinaire de la guerre & cavallerie legere, de retenir par leurs mains sur toutes dépenses generalement qu'ils feront du manient des deniers de leurs charges, pour estre ce fond de deux deniers pour livre employé, tant à la construction dudit hostel, qu'à le meubler convenablement. De sorte que ledit hostel estant déjà fort avancé, & presqu'en estat de loger lesdits estropiez vieux & caducs, il ne reste plus qu'à pourvoir à les y faire subsister commodement, & aux autres choses concernans le bon ordre & discipline que nous desirons estre gardez dans ledit hostel. SÇAVOIR FAISONS que pour ces causes, après avoir fait mettre cette affaire en deliberation en nostre conseil, nous de l'avis d'iceluy & de nostre grace speciale, pleine puissance & autorité royale, avons par ce present edit perpetuel & irrevocable fondé, établi & affecté, fondons, établissons & affectons à perpetuité ledit hostel royal, que nous avons qualifié du titre des Invalides, lequel nous faisons construire au bout dudit fauxbourg saint Germain de nostredite ville de Paris, pour le logement, subsistance & entretenement de tous les pauvres officiers & soldats de nos troupes qui ont esté & seront estropiés, ou qui ayant vieilli dans le service en icelles ne seront plus capables de nous en rendre; duquel hostel comme fondateur, nous voulons aussi estre le protecteur & conservateur immediat, sans qu'il depende d'aucuns de nos officiers, & soit sujet à la visite & juridiction de nostre grand aumosnier ni autres. Et afin que ledit hostel royal soit dotté d'un revenu suffisant & asseuré qui ne puisse jamais manquer, pour la subsistance & entretenement dans iceluy desdits officiers & soldats invalides, nous y avons affecté & affectons à perpetuité par ce present edit tous les deniers provenans des pensions des places des religieux lais des abbayes & prieurez de nostre royaume, qui en peuvent & doivent porter, selonc & ainsi qu'il a esté par nous réglé, tant par notre declaration du mois de Janvier 1670. que

par les arrêts de nostre conseil d'estat des 24. Janvier audit an 1670. & 27. Avril 1672. Et d'autant que nous sommes bien informés que le nombre des officiers & soldats estropiés, vieux & caducs, est fort grand, & que ne pouvant manquer (la guerre ouverte comme elle est) qu'il n'augmente considerablement, & qu'ainsi le fonds provenant des pensions desdits religieux laïcs ne seroit pas suffisant pour leur subsistance & entretenement, en sorte qu'il est nécessaire d'y pourvoir encore d'ailleurs, pour soutenir un établissement si utile, & empêcher que faute de fonds il ne vienne à manquer, nous y avons d'abondant & de la même autorité que dessus affecté & affectons pour toujours celui qui proviendra aussi des deux deniers pour livre de tous les payemens qui seront faits par les tresoriers generaux de l'ordinaire & extraordinaire de nos guerres & cavalerie legere à cause de leursdites charges, & par celui de l'artillerie, après que ce qui sera nécessaire, tant pour achever la construction dudit hostel des Invalides, & le mettre en sa perfection, que pour l'achat des meubles & autres choses qu'il conviendra dans icelui pour le rendre habitable, aura esté employé. Voulons & entendons qu'au moyen dudit hostel royal & des fonds cy-dessus dont nous l'avons dotté, tous les officiers & soldats estropiez vieux & caducs de nos troupes, soient logez, nourris & vestus leur vie durant dans icelui. Que comme ledit hostel n'estant destiné que pour le logement, subsistance & entretenement desdits officiers & soldats estropiez & invalides, le fonds cy-dessus mentionné dont nous l'avons dotté est suffisant pour y subvenir; nous voulons qu'il ne puisse estre reçu ni accepté pour ledit hostel aucunes fondations, dons & gratifications qui pourroient luy estre faites par quelques personnes, & pour quelque cause & sous quelque pretexte que ce soit. Comme aussi qu'il ne puisse estre fait pour icelui aucune acquisition d'heritage, ni autres biens immeubles quelconques, sinon les heritages des environs dudit hostel, & qui y sont contigus, lesquels seront jugés nécessaires pour la plus grande commodité, utilité, embellissement, & pour conserver les vuës d'icelui, & ce en payant la juste valeur d'iceux suivant l'estimation qui en sera faite, en cas que les proprietaires desdits heritages voisins fissent refus d'en traiter à l'amiable; deffendons très-expressément toutes autres acquisitions,

gratifications ou donations qui pourroient luy estre appliquées, & declarons dès-à-present comme pour lors, tous les contrats & autres actes qui seroient faits & passés au prejudice de ce, nuls & de nul effet & valeur. Lequel hostel, ensemble les terres & lieux estant dans l'enceinte d'icelui, & qui y sont contigus & sont de sa dependance, nous avons amortis & amortissons par ce present edit, comme aussi ce qui pourra estre cy-après acquis de proche en proche, pour la commodité & embellissement dudit hostel, comme il est dit cy-dessus, sans que pour raison de ce on soit tenu de nous payer aucun droit d'amortissement, ni même aucune indemnité, lots & ventes, quints & requints, rachats ni relief, pour ce qui se trouvera mouvant de nous & & en censive de nostre domaine, non-obstant toutes alienations & engagemens, sans aussi payer francs-fiefs & nouveaux acquests, ban ou arriere ban, taxes ni autres droits quelconques qui nous sont ou pourront estre dûs, dont nous dechargeons ledit hostel, & en tant que besoin est ou seroit, luy en avons dès-à-present comme pour lors, fait & faisons don, quoyque le tout ne soit si particulièrement exprimé, ni encore eschu, non-obstant toutes loix & ordonnances à ce contraires, auxquelles pour ce regard nous avons derogé & derogérons, à la charge toutefois d'indemnifier les seigneurs particuliers de qui les heritages ainsi acquis seront mouvans & relevans, de ce qui leur sera ou pourra estre dû pour raison dudit amortissement. Decla- rons pareillement ledit hostel exempt de tout droit de guet, garde & fortification, fermetures de villes & fauxbourgs, & generallyment de toutes contributions publiques & particulieres, telles qu'elles puissent estre, quoyque aussi non exprimées par ce present edit, pour de toutes lesdites exemptions jouir par ledit hostel entierement & sans reserve. Et d'autant que le bon ordre que nous voulons toujours estre gardé dans ledit hostel royal, dependra principalement du soin du directeur & administrateur general d'icelui, & que pour cette fin il est important de ne confier cette charge qu'à une personne de qualité, d'autorité & de dignité convenable, nous avons pour ce sujet resolu de nous en reposer sur celui de nos secretaires d'estat & de nos commandemens, qui a & aura cy-après le département de la guerre; lequel en ladite qualité de directeur & administra-
 teur

teur general dudit hostel aura le pouvoir de faire & executer tout ce qu'il estimera necessaire & à propos pour le maintien de la discipline & du bon regime en iceluy. A l'effet dequoy nous voulons & entendons que chaque mois il soit tenu par ledit directeur & administrateur general une assemblée dans ledit hostel, en laquelle pourront assister le colonel du regiment de nos gardes Françoises, le lieutenant colonel & le sergent major d'iceluy, & les colonels des six vieux corps de notre infanterie, comme aussi le colonel general de nostre cavalerie legere, le mestre de camp general, & le commissaire general d'icelle, & le colonel general des dragons, pour tenir un conseil, & en iceluy voir & aviser aux statuts, reglemens & ordonnances qu'il fera à propos de faire, tant pour la jurisdiction, police, discipline, correction & chastiment de ceux qui tomberont en faute, que pour la bonne administration & gouvernement dudit hostel. Que s'il arrive quelque difficulté sur le fait desdits statuts, reglemens & ordonnances, soit pour l'explication, soit pour l'execution & l'observation d'icelles, nous entendons qu'elles soient levées & decidées à la pluralité des voix par ceux qui assisteront audit conseil, lesquels aussi bien que le directeur & administrateur general ne pourront pretendre aucuns gages ny appointemens, & seront tenus de donner leurs soins charitablement pour le bien & avantage de la maison. Que comme à l'occasion de l'establissement dudit hostel, plusieurs personnes qui ne seroient pas de la qualité requise, pourroient par supposition, surprise ou autrement y entrer, & jouir induëment de la mesme grace que ceux pour qui elle est destinee, & qu'il importe d'empêcher tous abus sur ce sujet; nous ordonnons que nul ne pourra estre reçu ni admis dans ledit hostel, qu'après que les certificats qu'il rapportera de ses services, auront esté présentés audit conseil, qu'ils auront esté vus & examinés en iceluy, & y auront esté jugés bons & valables. Et d'aurant que nous avons cy-devant fait soigneusement examiner les certificats de ceux qui avoient servi dans les guerres passées, & qui se sont trouvés avoir les qualités requises pour estre reçus dans ledit hostel, nous deffendons à ceux qui assisteront audit conseil d'admettre dorénavant aucun officier ni soldat invalide dans ledit hostel, sinon ceux qui serviront actuellement dans les trou-

pes que nous avons presentement & aurons cy-après sur pied. Quant aux officiers, serviteurs & domestiques qui devront estre employés dans ledit hostel pour le secours & assistance des Invalides, nous avons donné & donnons pouvoir & faculté au directeur & administrateur general de nommer & nous presenter pour cette fin ceux qu'il trouvera les plus capables, & qu'il jugera necessaire d'y estre établis, comme gouverneur & aumônier, chapelain, receveur, contrôleur, medecin, apothicaire & chirurgiens & autres, lesquels seront reçus & admis dans les fonctions de leurs charges en vertu des provisions ou brevets que nous leur ferons expedier sur la nomination & presentation dudit directeur & administrateur general, lequel pourra aussi établir dans ledit hostel les serviteurs, valets & autres domestiques qu'il conviendra, & les destituer à sa volonté. Voulons que les medecins ainsi établis jouissent des mesmes honneurs & privileges, que font les medecins ordinaires de nostre maison. Voulons aussi que le principal chirurgien qui servira dans ledit hostel, acquiere & gagne sa maistrise en nostre bonne ville & faubourgs de Paris, après avoir servi & travaillé dans ledit hostel durant le tems & espace de six ans consecutifs, lesquels nous voulons courir à l'égard de celui qui sert presentement dans ledit hostel, du jour qu'il y est entré; & que lesdits chirurgiens jouissent des mesmes droits & privileges que les autres maistres, lesquels seront tenus de les recevoir comme reputés suffisans & capables, sur le certificat qui leur sera donné par ledit directeur & administrateur general, sans qu'ils soient obligés de subir aucun examen, ni faire aucun frais pour estre reçus à ladite maistrise; & si lesdits maistres differoient de les recevoir, nous leur permettons par ces presentes de tenir boutique, & entendons que du jour qu'ils auront esté presentés ausdits maistres pour estre reçus, ils jouissent des droits de seance & de tous autres, tout ainsi que s'ils avoient esté reçus par le corps de l'art de chirurgie; faisons deffenses ausdits maistres de les empêcher ni troubler dans l'exercice d'iceluy, à peine de trois cens livres d'amende; & à l'égard des artisans qui travailleront dans ledit hostel, qu'ils ne puissent estre sujets à visite de maistres ou jurez, ni recherchez & inquietez pour tous les ouvrages & manufactures qu'ils feront dans ledit hostel pour l'usage,

utilité & service d'iceluy seulement. Quant à ce qui regarde le maniement des fonds destinés pour l'entretienement dudit hostel, nous voulons & entendons qu'ils soient mis es mains du receveur d'iceluy, pour estre par luy employez suivant & conformement aux estats & ordonnances qui en seront expedies par le directeur & administrateur general dudit hostel; & qu'à la fin de chaque année il soit fait une assemblée dans ledit hostel, pour examiner, clore & arrester le compte general de la recepte & despenſe qui aura esté faite durant ladite année pour ledit hostel, par le receveur d'iceluy, suivant lesdits estats & ordonnances; à laquelle assemblée, outre les susnommés qui ont droit de se trouver audit hostel chacun mois, tous les colonels, mestres de camp, & les lieutenans colonels des regimens, tant d'infanterie que de cavalerie & dragons, qui se trouveront pour lors à Paris, pourront assister, sans que ledit receveur soit tenu de compter devant d'autres que devant ceux qui se trouveront en ladite assemblée à la fin de chacune année; voulans que les comptes qu'il presentera à ladite assemblée, & seront arrestés en icelle, lui servent de discharge valable de son maniement par tout où il appartiendra. Que si par l'arresté desdits comptes il se trouve des deniers revenans bons, nous entendons qu'il n'en puisse estre disposé que par nos ordres exprès, nous réservant en ce cas de les appliquer en gratifications en faveur des officiers de nos troupes qui auront esté estropiez, ou se feront signalez par dessus les autres, selon & ainsi que nous estimerons à propos. Et parce qu'il est bien raisonnable d'accorder quelque affranchissement audit hostel, vû la destination d'iceluy; nous voulons & entendons qu'il jouisse du droit de franc-salé, pour le sel necessaire à la provision d'iceluy, jusques à la concurrence de trente minots par chacun an, à prendre au grenier de nostre bonne ville de Paris, dont nous voulons que le bail general de nos gabelles soit chargé, sans qu'il en soit payé aucune chose que le prix du marchand; comme aussi de l'exemption & affranchissement de tous droits d'entrée, d'aide & autres quelconques pour la quantité de trois cens muids de vin, le tout sur les certificats dudit directeur & administrateur general, & ce nonobstant qu'il soit porté par nos edits, declarations & arrests, que lesdits droits seront payés par les privilegiez &

non privilegiez, exempts & non exempts, à quoy nous avons pour ce regard derogé & derogeons par ce present edit, & sans tirer à consequence. Si donnons en mandement à nos amés & feaux les gens tenans nostre cour de parlement de Paris, chambre des comptes & cour des aydes audit lieu, presidens & treforiers generaux de France au bureau de nos finances establi audit Paris, que ce present edit ils ayent à faire lire & enregistrer, & le contenu en iceluy garder, faire garder & observer inviolablement, selon sa forme & teneur, sans permettre qu'il y soit contrevenu en quelque sorte & maniere, & pour quelque cause & sous quelque pretexte que ce puisse estre. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre nostre scel à cesdites presentes, sauf en autres choses nostre droit, & l'autrui en toutes. Donné à Versailles au mois d'Avril, l'an de grace M. DC. LXXIV. & de nostre regne le xxxi. Signé, LOUIS; & plus bas: Par le roy, LE TELLIER. Vifa, DALIGRE.

Registrées, oui, & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, suivant l'arrest de ce jour. A Paris en parlement le v. Juin M. DC. LXXIV. Signé, DONGOIS.

Registrées en la cour des aydes, ou le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur. A Paris le ix. jour de Juin M. DC. LXXIV. Signé, BOUCHER.

Registres es registres du grand conseil du roy, suivant l'arrest ce jourd'huy donné en iceluy. A Paris le xxviii. Juin M. DC. LXXIV. Signé, LE NORMAND.

Registré au bureau des finances de la generalité de Paris, du consentement du procureur du roy, pour estre executé selon sa forme & teneur, suivant nostre ordonnance de ce jour ix. Juillet M. DC. LXXIV. Signé: Par mesdits sieurs, LE DROIT.

Registrées en la chambre des comptes, ce requerant le procureur general du roy, pour avoir lieu & estre executées selon leur forme & teneur, les bureaux estant assembles le xviii. jour d'Aoust M. DC. LXXIV. Signé, RICHER. Pris sur l'imprimé.

LETTRES PATENTES
du roy Louis XIV. portant confirma-
tion des statuts de la faculté de theologie
de Paris.

Louis par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous presens & à venir, salut. Les docteurs de la faculté de theologie de nostre bonne ville de Paris nous ayant representé que pour conserver le bon ordre & la discipline qui ont esté toujours observez dans ladite faculté, & qui l'ont renduë une des plus considerables de l'Europe, ils auroient travaillé, sous nostre bon plaisir, à de nouveaux statuts les premier & quinziesme de Decembre 1673. neuvième Mars & premier Avril de la presente année 1675. pour empescher les abus qui pourroient s'introduire dans ladite faculté, & servir de regle à ceux qui la composent. Mais ne pouvant estre executez sans nos lettres de confirmation, ils nous ont très-humblement fait supplier leur accorder nos lettres sur ce necessaires. Et après avoir fait lire & examiner en nostre presence lesdits statuts, nous avons de l'avis de nostre conseil, & de nostre certaine science, pleine puissance & autorité royale, approuvé & confirmé, & par ces presentes signées de nostre main approuvons & confirmons lesdits statuts & reglemens pour la faculté de theologie de nostre bonne ville de Paris, cy attachez sous le contre-scel de nostre chancellerie. Voulons qu'ils soient gardez & observez selon leur forme & teneur. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les gens tenans nostre cour de parlement à Paris, que ces presentes & lesdits statuts & reglemens ils fassent lire, publier, registrer, garder & observer, sans y contrevenir ni souffrir qu'il y soit contrevenu, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & toutes choses à ce contraires, ausquelles nous avons derogé & derogeons par ces presentes. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre nostre scel à cesdites presentes. Donné au camp de Chateau-Cambresis, au mois de May l'an de grace M. DC. LXXV. & de nostre regne le xxxiii. Signé, LOUIS; Et sur le reply: Par le roy, COLBERT. Et scellé en cire verte. Et à côté, VISA DALIGRE, pour confirmation des statuts de la faculté de theologie.

Registrées, ouy & consentant le pro.
Tome II. Part. II.

cureur general du roy, pour estre executees selon leur forme & teneur, suivant l'arrest du xxix. Aoust M. DC. LXXV. Tiré d'une brochure in 4°. imprimée à Paris en 1705. sous le titre de Statuta sacre facultatis theologie Parisiensis, una cum conclusionibus ad ea spectantibus, pag. 67.

DECLARATION DU ROY
Louis XIV. pour le septennium des
professeurs.

Louis par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut. L'affection que nous avons pour l'avancement des gens de lettres, & la consideration que nous avons pour ceux qui professent en l'université de Paris nostre bonne ville, nous ont obligé de nous faire représenter le 54. des statuts de la reformation de l'université faite en l'année 1598. & l'article 17. de l'addition faite aux mesmes statuts en l'année 1600. par l'un desquels il est porté en termes exprès, que pour inviter plus de personnes à enseigner les lettres, ceux des maîtres ez arts qui auroient enseigné publiquement en un college celebre pendant 7. années continuelles sans intermission & sans fraude, seroient preferrez à tous les graduez dans le droit des nominations, excepté les docteurs en theologie seulement; & par l'autre il est dit que les principaux qui auroient gouverné avec reputation un college celebre pendant sept années, seroient compris pour la nomination aux benefices dans le mesme privilege que les regens qui auroient enseigné pareil nombre d'années; lequel privilege nous desirons confirmer, expliquer & augmenter, comme nous avons déjà commencé de faire par notre declaration du 27. jour de Juin 1648. Et comme il nous a esté remontré que l'on avoit obmis de comprendre dans ce privilege les professeurs en theologie, quoique la science qu'ils professent soit la plus noble, la plus importante & la plus utile pour l'église; nous avons estimé qu'il estoit de l'honneur & du bien de nostre dite université d'estendre ce mesme privilege aux professeurs en theologie, comme il a esté estendu aux principaux des colleges celebres, & que cela porteroit d'autant moins de consequence, que l'exercice de la theologie ne se faisant avec célébrité que dans les deux maisons de Sorbonne & de Navarre, l'avantage ne s'en communiqueroit qu'à peu de personnes.

AN. 16, 8.

A CES CAUSES & autres considerations à ce nous mouvant, de l'avis de nostre conseil, & de nostre certaine science, pleine puissance & autorité royale, nous avons confirmé & confirmons par ces presentes signées de nostre main les articles 54. & 17. voulons & nous plaist qu'ils soient executez selon leur forme & teneur, & que conformement à iceux les maistres ez arts qui auront enseigné publiquement, & les principaux qui auront gouverné avec reputation un college celebre de ladite université pendant sept années continuelles sans intermission & sans fraude, soient preferez dans le droit de nomination à tous autres gradez, quoique plus anciens en degré, excepté aux docteurs en theologie, contre lesquels ladite preference n'aura point de lieu. En outre nous avons dit & déclaré, disons & declarons, voulons & nous plaist, qu'à l'avenir les professeurs en theologie de la maison de Sorbonne & Navarre seulement en nostredite université de Paris, qui auront enseigné & regenté publiquement la theologie dans lesdites maisons durant l'espace de sept années continuelles, sans intermission & sans fraude, jouissent des mesmes privileges que lesdits professeurs ez arts, par preference à tous autres gradez, quoique plus anciens, excepté aussi les docteurs en theologie seulement; sans que neanmoins les docteurs puissent empêcher l'effet de la preference des professeurs en theologie ou aux arts, à moins qu'ils ne soient les plus anciens gradez de ceux des contendans qui auront droit au benefice; & en cas de concurrence entre les professeurs aux arts & les professeurs en theologie, voulons que le plus ancien gradué d'entr'eux soit preferé suivant la priorité de sa nomination. Si mandons à nos amez & feaux les gens tenans nostre cour de parlement, que les presentes ils fassent lire, publier, registrer, garder, observer sans y contrevenir, ni souffrir qu'il y soit contrevenu, nonobstant oppositions, empeschemens & autres choses à ce contraires, ausquelles nous dérogeons & avons dérogé par ces presentes. Car tel est nostre plaisir. En tesmoin de quoi nous avons fait mettre nostre scel à celdites presentes. Donné à saint Germain en-Laye au mois de Janvier l'an de grace M. DC. LXXVI. & de nostre regne le XXXIII. *Signé*, LOUIS. *Et sur le reply*: Par le roy, COLBERT. *Et scellé*.

Registrées, oui & ce requerant le pro-

cureur general du roy, pour estre executées & jouir par les impetrans & ceux qui leur succederont desdits effets & contenu selon leur forme & teneur, suivant l'arrest de ce jour. Fait en parlement le XVII. Mars M. DC. LXXVII. *Signé*, JACQUES. *Pris sur l'imprimé*.

FONDATION DE CINQ
prestres au seminaire des Missions
étrangeres.

P Ardevant les conseillers du roy notaires gardes-notes de sa majesté au chastelet de Paris, soussignez, fut present en sa personne messire Pierre de Pons prestre, demeurant au seminaire des Missions étrangères établi à Paris à saint Germain des Prez, rue du Bacq, paroisse saint Sulpice; lequel ayant une parfaite connoissance des grandes misericordes & benedictions que Dieu donne audit seminaire, & particulièrement des grands fruits, conversions & progrès que Dieu fait par les prestres que ledit seminaire envoie tous les ans aux pays & royaumes étrangers, où Dieu répand abondamment ses graces & les lumieres de l'evangile sur les ames des peuples infideles, idolatres & payens, qui se convertissent en grand nombre à la predication des veritez de nostre sainte foy, que leur annoncent ces dignes ouvriers evangeliques, qui y vont exprès pour travailler sous la conduite de nos seigneurs les evesques François, vicaires apostoliques envoyez du saint siege ez royaumes de Siam, Cochinchine, Tunquin, la Chine, Camboye & autres royaumes & lieux de leurs missions, & estant bien informé que le nombre des prestres est trop petit pour subvenir à la multitude des conversions qui se presentent, principalement à cause de la liberté que les rois de Siam & de la Cochinchine ont donnée depuis peu ausdits prestres missionnaires, de prescher nostre sainte foy dans tous leurs estats, après avoir souffert de grandes persecutions dans la plupart des lieux de leurs missions, où Dieu a couronné du martyre quarante Chrestiens naturels desdits pays, dont le saint siege a ordonné que l'on fist des informations autentiques, pour luy estre envoyées incessamment; comme aussi à cause de l'ouverture qu'il y a presentement d'entrer dans la Chine, & y porter le flambeau de l'evangile; & voyant l'extreme besoin qu'on a de bons prestres, qui aillent secourir ceux qui sont deja dans le travail

vail de cette grande mission, tant pour y former des clercs & prestres naturels desdits pays, selon l'intention du saint Siege, dans les seminaires qui sont déjà établis à ce dessein ausdits royaumes de Siam & de Tunquin, que pour se partager entre les peuples differens qui les demandent en divers endroits; sçachant aussi de quelle importance il est que tous ceux qu'on envoie dans ces eglises naissantes; y portent leur subsistance d'Europe, afin de n'estre point à charge à ceux qui se convertissent, & de répandre partout la bonne odeur d'un parfait desintéressement, qui est l'un des plus puissans moyens pour convertir les ames à Dieu, à l'exemple de saint Paul qui n'en gagnoit pas moins par ce moyen, que par ses paroles; ledit sieur de Pons a cru que pour obtenir misericorde & pardon de ses pechez, & la grace de perseverer jusqu'à la fin dans les bonnes œuvres consommées par une bonne mort, un des moyens le plus efficace estoit de cooperer au salut des ames les plus abandonnées, & d'aider à leur rendre utile & fructueux le Sang & les merites de Jesus-Christ: puisque de contribuer au salut d'une seule ame, vaut infiniment mieux que toutes les autres bonnes œuvres qu'on sçauroit faire, de quelque qualité qu'elles puissent estre, & mesme plus que de donner tous ses biens aux pauvres. A ces fins voulant ledit sieur de Pons aider ledit seminaire des Missions étrangères à soustenir les grandes dépenses qu'il est obligé de faire tous les ans, pour envoyer des prestres missionnaires à cinq ou six mille lieus loin de France, & pour faire subsister ceux qui sont déjà sur les lieux, desirant par ce moyen concourir à une si grande œuvre par un secours fixe, stable & permanent, qui commence dès-à-present, pour continuer à l'avenir à perpetuité; a ledit sieur de Pons fondé & fonde par ces presentes à perpetuité la subsistance & entretien de cinq prestres, en l'honneur des cinq playes de nostre Seigneur Jesus-Christ ce missionnaire adorable, que le zele des ames a fait venir du ciel en terre, & verser tout son precieux sang pour les sauver. Pour laquelle subsistance & entretien de cinq prestres, ledit sieur de Pons a par ces presentes, de sa bonne, pure, libre & franche volonté, sans induction ni persuasion de qui que ce soit que de Dieu seul, donné, cédé, quitté, transporté & delaisié, donne, cede, quitte, transporte & delaisié dès maintenant

Tome II. Part. II.

pour toujours, par donation entre vifs, perpetuelle & irrevocable, en la meilleur forme & maniere que donation peut estre jamais faite & valoir, sans esperance de la pouvoir jamais revoquer pour quelque cause & maniere que ce puisse estre, (sans neantmoins aucune autre garantie que celle de ses faits & promesses, qui sont que les deux parties de rentes presentement données luy appartiennent legitiment en principal & arrerages, & qu'il ne les a obligées, affectées, ny hypothéquées à qui que ce soit) audit seminaire des Missions Etrangères, ce acceptant par messire Luc Fermanel prestre, superieur dudit seminaire, & procureur desdites Missions Etrangères; messire Laurent de Brisacier prestre, abbé commendataire de l'abbaye de Flabémont, conseiller du roy en ses conseils, & cy-devant precepteur de sa majesté, l'un des procureurs desdites missions; messire François Bezard prestre, docteur de la faculté de Paris, premier assistant, un des directeurs dudit seminaire, & procureur desdites missions; messire Jacques-Charles de Brisacier prestre, docteur en theologie, conseiller du roy en ses conseils, aumosnier & predicateur ordinaire de la reine, second assistant, & un des directeurs dudit seminaire; messire Robert-Marie d'Eu prestre, procureur & un des directeurs dudit seminaire; messire Armand Poitevin prestre, docteur en theologie, curé de saint Josse à Paris, un des directeurs dudit seminaire, & procureur desdites Missions Etrangères; messire Michel Gasil prestre, docteur en theologie, archidiacre en la cathedrale d'Evreux, & un des directeurs dudit seminaire & procureur desdites Missions Etrangères; messire Louis Barat prestre, un des directeurs dudit seminaire; messire Jacques du Fresne prestre, docteur de Sorbonne, un des directeurs dudit seminaire, y faisant les leçons de theologie; tant pour eux esdites qualitez, que pour leurs successeurs audit seminaire: c'est à sçavoir quinze cens livres de rentes constituées par messieurs les prevost des marchands & echevins de cette ville de Paris, au profit dudit sieur de Ponsdonateur, sur le sel & aides, en deux parties, la premiere de mille livres de rente par contract passé pardevant Arouier & le Moyné notaires au chastelet de Paris le 16. Decembre 1675. & la seconde de cinq cens livres de rente, par autre contract passé pardevant Bigot & Carnot aussi notaires audit chastelet,

Ii ij

le 29. Decembre 1676. pour jouir par ledit seminaire desdites quinze cens livres de rente, dont on ne paye annuellement que deux quartiers de six en six mois, montrans à sept cens cinquante livres; & en recevoir par lesdits sieurs directeurs, sous la quittance du supérieur & procureur dudit seminaire, les arrerages à l'avenir, à commencer la jouissance au profit dudit seminaire du premier jour des presens mois & an, pour les distribuer ausdits cinq prestres. Et à cette fin ledit sieur de Pons donateur & fondateur a presentement delivré ausdits supérieur, directeurs & procureurs dudit seminaire des Missions Etrangères, les deux grosses en parchemin desdits deux contrats de creation desdites deux parties de rente cy dessus dattez, & subrogé ledit seminaire, pour lesdits cinq prestres, en tous ses droits, noms, raisons & actions, hypotheques & privileges; & luy cede & transporte tous droits de propriété, possession & jouissance, qui luy sont acquis esdites deux parties de rente, s'en desaisissant, &c. voulant, &c. procureur le porteur, &c. donnant pouvoir, &c. Et lesquelles sept cens cinquante livres seront annuellement employées pour l'entretien & subsistance desdits cinq prestres, pour lesdites missions étrangères à perpetuité, à raison de cent cinquante livres par an pour chacun d'eux, soit François, ou prestres naturels desdits pays étrangers, ou autres nations: bien entendu tant qu'ils résideront sur lesdits lieux des pays étrangers de leurs missions, & non autrement: ladite somme étant plus que suffisante en ces pays & royaumes étrangers, ainsi qu'on l'a assuré audit sieur de Pons. Moyennant quoy ledit sieur de Pons donateur veut & oblige lesdits cinq prestres, & tous les autres cinq qui leur succéderont à perpetuité, de dire deux messes chacun par semaine à son intention, tant qu'ils pourront commodément célébrer: sçavoir le premier prestre appliquera les saints sacrifices de ses deux messes par semaine, pour la conversion de tous ceux qui l'ont calomnié & persecuté par le passé, ou qui le calomnieront & persecuteront à l'avenir: & les autres quatre prestres appliqueront les saints sacrifices de leurs deux messes, chacun par semaine, pour l'entière conversion dudit sieur de Pons donateur, pendant le reste de sa vie; & après sa mort, pour le repos de son ame, de celles de ses parens, & aussi pour le repos de toutes les ames qui n'ont per-

sonne qui fasse prier Dieu pour elles. Et pour executer sans retardement cette presente fondation, ledit sieur de Pons donateur veut & entend qu'elle soit appliquée aux cinq missionnaires qui sont sur le point de s'embarquer, pour s'en aller ausdits pays étrangers, dans un vaisseau de la compagnie royale de France des Indes orientales, appelé l'Orient, qui doit les porter jusqu'à Surate: sçavoir messires Joseph Bugnon prestre du diocese d'Angers, Toussaint Feret prestre du diocese d'Evreux, Edme Belot prestre du diocese d'Autun, Ignace Ardiou né en Suisse, sous-diacre du diocese de Lausanne, & Bernard Martineau clerc dudit diocese d'Angers. Et quoyque les deux derniers ne soient pas encore prestres, ledit sieur de Pons consent qu'ils jouissent chacun de cent cinquante livres par an, pour leur entretien & subsistance, sur le fonds & revenu de ladite fondation, jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'age d'estre ordonnez prestres par nosdits seigneurs evesques François vicaires apostoliques desdits royaumes, ou autres evesques, sans tirer neantmoins à consequence à l'avenir pour d'autres missionnaires qui ne seroient pas prestres; & se contente quant à present que les trois autres prestres s'acquittent de l'obligation cy-dessus, de dire chacun deux messes par semaine, aux intentions susdites: bien entendu que les deux qui n'ont point encore receu le sacerdoce, commenceront à s'acquitter pareillement de la mesme obligation, dès qu'ils seront promeüs à la presbiterie. Tous lesquels cinq prestres missionnaires seront entretenus leur vie durant de ladite fondation, tant qu'ils seront dans le service actuel de leurs missions dans lesdits pays étrangers, & non autrement. Et à mesure qu'ils mourront, ou qu'ils quitteront lesdits pays & royaumes étrangers, il sera mis en leur place, par nosdits seigneurs evesques François esdits pays, ou par messieurs les supérieur & directeurs dudit seminaire, d'autres prestres missionnaires, qui seront chargez des susdites obligations; & ainsi succéderont lesdits cinq prestres les uns aux autres à perpetuité. Et comme toutes les choses de ce monde sont variables & sujettes au changement, s'il arrivoit (ce qu'à Dieu ne plaise) que lesdits seigneurs evesques & prestres François missionnaires apostoliques vinsent à se dégouter & retourner en France, ou par la persecution des ennemis de nostre sainte foy, ou par quelque autre acci-

dent qu'on ne peut prévoir ; si neantmoins ledit cas arrivant , ledit seminaire continuoit toujours son zele d'envoyer en quelque autre pays estranger le mesme nombre de cinq prestres pour la conversion des infideles , ou dans un pays où la lumiere de la foy n'auroit jamais esté , & où du moins elle seroit entierement esteinte , ledit sieur de Pons fondateur veut & entend que ledit seminaire jouisse de ladite rente de sept cens cinquante livres , tant qu'il continuera d'envoyer des prestres missionnaires apostoliques ausdits pays estrangers , & non autrement. Mais au cas que ledit seminaire , par un malheur extrême , vinst à ne pouvoir ou ne vouloir plus envoyer des prestres missionnaires en aucun pays estranger pour la conversion des infideles , ledit sieur de Pons fondateur veut , declare & ordonne , & c'est sa volonté , que ladite rente de sept cens cinquante livres soit substituée & donnée aux reverends peres Jesuites , aux mesmes clauses & conditions qu'audit seminaire , pour envoyer cinq prestres religieux de leur compagnie au pays & nation de Jezides , peuples qui adorent le Diable , & qui occupent une partie de la Mesopotamie (où l'on croit qu'estoit le paradis terrestre , qui est maintenant changé en un enfer , le Diable se faisant adorer au mesme lieu où Dieu a reçu les premiers sacrifices & les premieres adorations des hommes) pour y faire & establir une residence fixe , stable , actuelle , permanente & perpetuelle. Et attendant que ladite residence se puisse establir audit pays & nation des Jezides , lesdits reverends peres Jesuites pourront envoyer deux prestres de leur compagnie dans la ville d'Antap , & les trois autres dans la ville d'Amedie , où l'on parle communement la langue Courde , qui est celle desdits Jezides ; afin que de ces deux villes ils puissent facilement se répandre dans leurs villages , & parcourir leurs tentes & pavillons ; si mieux ils n'aiment s'establir à Gezire , ville située sur le Tygre dans le Curdestan , distante de quatre journées de Diarbeker , entre Antap & Amedie ; en sorte que s'establissant en ces lieux , lesdits reverends peres seront connus desdits Jezides , étant parmy ces peuples sans crainte des autres Courdes , Turcs & Persans , qui autrement seroient continuellement des insultes , ou à tel autre lieu du voisinage desdits Jezides qu'ils jugeront plus à propos , pour pouvoir mieux converser avec eux , & travailler

à leur conversion. Mais lesdits reverends peres Jesuites ne pourront jamais employer ladite rente de sept cens cinquante livres , ny directement ny indirectement , à leur residence de la ville d'Alep , dont la plupart des habitans sont catholiques , le patriarche d'Antioche y faisant sa residence , accompagné du secours de quarante ou cinquante bons prestres , outre les reverends peres Capucins & Carmes deschauffez , qui sont aussi établis dans la mesme ville : la volonté dudit sieur de Pons fondateur étant que ladite rente soit toujours employée à la conversion des ames infideles les plus delaisées & les plus abandonnées , dans les pays où la foy n'aura point encore pénétré , ou bien où la mesme foy seroit entierement éteinte , & non jamais aux villes ny villages d'Europe , ny autres où les ouvriers ne manquent pas. Lesdits reverends peres Jesuites font prier de dire ou faire dire lesdites deux messes par semaine , par chacun desdits cinq prestres missionnaires religieux de leur compagnie , aux mesmes intentions que ledit sieur de Pons fondateur a exprimées cy-dessus , & feront ratifier le present acte par leur reverend pere general , dans six mois après l'ouverture de la substitution à eux cy-dessus faite. Que si lesdits reverends peres Jesuites ne vouloient pas accepter ladite fondation generalement avec toutes ses clauses & conditions , la volonté dudit sieur de Pons fondateur est que ladite rente de sept cens cinquante livres soit donnée & substituée aux reverends peres Capucins de la Syrie , par voye d'aumosne que le saint pere leur permettra facilement de recevoir , veu la necessité extreme qu'il y a de convertir ces pauvres ames abandonnées des nations & pays des Jezides , (dont ils entendent fort bien la langue) aux mesmes clauses & conditions des messes , & nombre de religieux cy-dessus declarées. Et au defaut desdits reverends peres Capucins , ledit sieur de Pons fondateur substitué , & veut que ladite rente de sept cens cinquante livres soit donnée aux reverends peres Carmes deschauffez de ladite Syrie , pour travailler ausdites conversions desdits Jezides , & toujours aux mesmes clauses & conditions du nombre de religieux & des messes cy-dessus exprimées & declarées , & non autrement , ny en aucune autre façon. Et toutes les choses cy-dessus venans à manquer , ledit sieur de Pons fondateur substitue ladite rente de sept cens cinquante

livres, & la donne au seminaire des reverends peres Jesuites Hibernois, establi nouvellement dans la ville de Poitiers, pour travailler à la conversion des heretiques, Hibernois, Ecoissois & Anglois, duquel seminaire ledit sieur de Pons espere les mesmes fruits, que du seminaire qui est establi à saint Omer, pour instruire la jeunesse Angloise en notre sainte foy, & qui de l'aveu de tous les Anglois Catholiques, a soustenu & conservé en Angleterre nostre sainte religion. Ainsi ledit sieur de Pons fondateur veut & entend que ladite rente de sept cens cinquante livres soit particulièrement employée à ayder, nourrir & entretenir dans ledit seminaire de Poitiers la pauvre jeunesse Hibernoise, Ecoissoise & Angloise, & preferablement ceux que Dieu appellera à l'estat religieux. Ou si lesdits reverends peres Jesuites le jugent à propos pour la gloire de Dieu, ils employeront une partie de ladite rente à envoyer des prestres missionnaires de leur compagnie dans l'isle de Barbados & autres de l'Amerique, dans l'une desquelles on assure qu'il y a plus de cent mille Hibernois refugiez depuis la tyrannie de Cromvvel, sans le secours d'aucun prestre. Et ladite rente de sept cens cinquante livres ne pourra estre employée que pour travailler à la conversion desdits Hibernois, Ecoissois & Anglois naturels desdits pays; ou autres infideles des pays estrangers, & non jamais aux François ny autres nations catholiques, lesquelles ne manquent pas de bons ouvriers, mais bien toujours pour la conversion des heretiques & infideles. Lesdits reverends peres Jesuites font prier de dire ou faire dire tous les jours une messe pour toutes les intentions dudit sieur de Pons fondateur, cy-dessus declarées. Et feront lesdits reverends peres Jesuites Hibernois dudit seminaire de Poitiers, ratifier & accepter le present acte par leur reverend pere general, dans six mois après l'ouverture de ladite substitution à eux cy-dessus faite. Et afin que la presente fondation soit ponctuellement & religieusement executée à l'avenir suivant l'intention dudit sieur de Pons fondateur, il supplie très humblement monseigneur le premier president du parlement de Paris, & monseigneur le procureur general audit parlement, & messeigneurs leurs successeurs auditement charges, & messieurs les administrateurs de l'hôtel-Dieu de Paris, & aussi leurs successeurs, de vouloir bien donner leurs soins & employer leur autorité, pour l'en-

tiere execution de toutes les clauses contenues en ladite donation & fondation; on espere cela de leur grande pieté, puis qu'il s'agit de la conversion des ames qui ont cousté le sang d'un Dieu. Et en cas que lesdites rentes viennent à estre rachetées, le remploy des deniers procedans dudit rachapt sera fait en autres rentes sur communautéz bonnes & asseurées, au plus fort denier qu'il se pourra, par l'avis & du consentement desdits seigneurs premier president & procureur general & administrateurs de l'hôtel-Dieu de Paris. Et où on ne pourroit les employer en rentes constituées, ledit remploy sera fait en heritages mouvans du roy. Et d'autant que le droit d'indemnité & d'amortissement qu'il conviendra payer pour l'acquisition desdits heritages consumerait une partie du fonds destiné pour ladite fondation, mondit seigneur le premier president & monseigneur le procureur general font très humblement supplier de joindre leurs prieres & d'employer leur autorité & credit auprès de S. M. pour obtenir le don & remise desdits droits d'amortissement & d'indemnité & autres droits seigneuriaux. Et où lesdits don & remise ne pourroient estre obtenus, les fruits & revenus de deux ou trois années, plus ou moins, seront retenus pour l'acquit & payement desdits droits; & pendant ledit temps ledit seminaire ou les communautéz chargées de ladite fondation, seront dispensez de fournir la subsistance & entretien desdits cinq prestres. Et consent ledit sieur de Pons fondateur que si ledit fonds de ladite rente ne peut se remplacer au mesme denier, les superieur & directeurs dudit seminaire, ou ceux qui en jouiront en ce temps-là, puissent diminuer ladite fondation au prorata de la diminution de ladite rente, selon Dieu & leur conscience, jusqu'à tant que ledit sieur de Pons soit en estat de donner un plus grand fonds pour l'execution entiere de ladite fondation. Et jusqu'à ce que ledit fonds & capital de ladite rente de sept cens cinquante livres soit remplacé, les deniers seront deposez & mis entre les mains de messieurs les administrateurs de l'hôtel-Dieu de Paris ou leur receveur, lequel fonds & capital ne pourra estre payé ny delivré par lesdits sieurs administrateurs ou receveur dudit hôtel-Dieu, qu'entre les mains de ceux desquels on aura acheté ou créé lesdites rentes constituées pour le mesme prix, ou entre les mains de ceux qui auront vendu lesdits fonds d'heritages

ritages pour les memes sommes, pour remplacer lesdits fonds & capital de ladite rente : le tout pour servir d'assurance pour le mesme fonds & capital qui est destiné pour l'exécution de ce present contract. Et sera observé le semblable de toutes & chacunes les susdites conditions de remploi en chacune mutation. Et seront les contracts d'acquisition faits au nom des superieur & directeurs dudit seminaire, & au profit d'iceluy, ou au défaut dudit seminaire aux cas susdits, au profit de ceux à qui la substitution de la presente fondation se trouveroit ouverte aux termes cy dessus. Veut ledit sieur de Pons fondateur, & c'est sa volonté, que lesdits fonds & capital de ladite rente de sept cens cinquante livres soient inalienables à perpetuité, pour quelque cause, necessité & cas que ce soit & puisse estre. Et pour reconnoistre en la personne des pauvres dudit hostel-Dieu les soins que lesdits seigneurs premier president & procureur general & lesdits sieurs administrateurs prendront pour l'exécution du present contract de fondation, outre les recompenses & benedictions que Dieu leur versera du ciel, ledit sieur de Pons fondateur s'oblige par ces presentes de créer incessamment cinquante livres de rente au principal de sept cens livres sur l'hostel de ville de Paris, au profit des pauvres dudit hostel Dieu ; dont en cas de rachapt sera fait remploi en rentes au plus fort denier, que faire se pourra, ou en acquisition d'heritages au profit dudit hostel-Dieu, qui ne pourront estre alienez pour quelque cause que ce soit : l'intention dudit sieur de Pons fondateur estant que ladite rente de cinquante livres subsiste & dure autant, en nature ou en remploi, que la presente fondation, pour servir de memoire aux successeurs desdits seigneurs & sieurs directeurs pour l'exécution du present contract. Cette presente fondation & donation ainsi faite pour les causes & motifs cy-dessus declarez, pour le desir que ledit sieur de Pons fondateur a d'estre fait participant de tous les saints sacrifices de tous ceux qui jouiront de ladite rente, & des prieres qu'ils ont accoustumé de faire pour leurs bienfaiteurs. Et mesme lesdits cinq prestres missionnaires sont priez d'exhorter les payens, idolatres, heretiques & infideles qui seront convertis à la foy par leur moyen, de prier pour ledit sieur fondateur en toutes leurs saintes communions & bonnes œuvres qu'ils feront. Declarant le-

dit sieur de Pons fondateur, que tout ce qui est contenu dans ce present acte, est son intention & sa volonté ; de l'exécution de laquelle il charge la conscience de tous ceux qui jouiront de ladite rente, & celle de leurs successeurs qui en pourront jouir à l'avenir à perpetuité. Et pour faire insinuer ces presentes au greffe des insinuations du chastelet de Paris dans les quatre mois de l'ordonnance, les parties ont constitué leur procureur irrevocable le porteur des presentes, auquel elles en donnent pouvoir, & d'en requerir acte. Promettans, obligeans, renonceans. Fait & passé à Paris audit seminaire, en l'appartement dudit sieur de Pons, l'an M. D C. LXXVII. le xxiii. jour de Janvier après midy. Et ont signé la minute des presentes demeurée vers & en la possession dudit Carnot l'un desdits notaires. *Signé, LE VASSEUR & CARNOT.*

L'an M. DC. LXXVII. le Jedy iv. jour de Mars le present contract de donation a esté apporté au greffe du chastelet de Paris, & iceluy insinué, accepté & eü pour agreable, aux charges, clauses & conditions y apposées, & selon que contenu est par iceluy, par Jean-Marc Odam porteur dudit contract, & comme procureur des parties denomées; lequel a esté enregistré au cxlvii. volume des insinuations dudit chastelet, suivant l'ordonnance : ce requerant ledit Odam, qui de ce a requis & demandé acte ; à luy baillé & octroyé ces presentes, pour servir & valoir ausdites parties en tems & lieu ce que de raison. *Signé, GARNIER, avec paraphe.*

Collationné par les conseillers du roy, notaires, gardes-notes de sa majesté au chastelet de Paris, soussignez, sur l'original estant en parchemin du contract de fondation & acte d'insinuation cy-devant écrits : ce fait, rendu, ce xii. jour d'Octobre M. D C. LXXVII. *Signé, MALINGRE & CHUPPIN avec paraphes. Copié sur l'imprimé en papier tymbré, signé de la main desdits Malingre & Chuppin.*

Par autre contract du 3. Septembre de la mesme année 1677. passé pardevant Ogier & Chuppin notaires à Paris, ledit sieur de Pons ceda cent livres de rente, dont il ne s'en payoit que cinquante par an, sur l'hostel de ville, au profit des pauvres de l'hostel-Dieu de Paris, ce acceptant par M. le premier president & les autres maistres & administrateurs de cet hospital, qui se chargerent de l'inspection sur la fondation des cinq missionnaires portée par le contract cy-

dessus, & mesme sur celle des sept autres presbres & d'un eveque missionnaire que ledit de Pons avoit intention de fonder de nouveau. Lesquels premier president & administrateurs choisirent dès lors le 20. Mars lendemain de la feste saint Joseph, pour conférer en l'hôtel dudit premier president avec les deputez du seminaire des Missions etrangeres sur le sujet de ladite fondation.

Et par acte du 20. dudit mois de Septembre 1677. receu par les mesmes notaires, les superieur, directeurs & procureurs du seminaire des Missions etrangeres ratifierent la fondation de cinquante livres de rente annuelle faite au profit de l'hôtel-Dieu de Paris par ledit de Pons; & promirent de se trouver tous ou par deputez aux assemblées qui se tiendraient chez monsieur le premier president, pour y rendre compte des progres de la fondation desdits cinq presbres missionnaires, & de ce qui se sera passé à cette occasion d'une assemblée à l'autre. Ibidem.

DECLARATION DU ROY

Louis XIV. en faveur de l'hôtel-Dieu de Paris &c. au sujet des lettres de surseance, d'estat & de repit.

AN. 1680.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes lettres verront, salut. Les directeurs & administrateurs de l'hôtel-Dieu, de l'hospital general, & de celui des enfans trouvez de nostre bonne ville de Paris, nous ayant fait remontrer qu'il estoit presque impossible de soutenir les despeses necessaires à faire pour le soulagement des pauvres desdits hospitaux, par les grandes difficultés qu'ils ont de recevoir les sommes qui y sont dûes, tant à cause des rentes constituées des deniers appartenans aux pauvres, que des dons & legs qui leur ont esté faits; & après en avoir fait examiner les causes, il a esté reconnu que cela procedoit en partie des arrests de surseance, & des frequentes lettres d'estat & de repit qui sont obtenus par aucuns des debiteurs; & comme les directeurs desdits hospitaux se trouvent par ces moyens dans l'impuissance de faire payer ce qui est dû aux pauvres, ils sont hors d'estat de satisfaire à ceux qui ont fourni les denrées & marchandises necessaires pour leur subsistance & entretien, ils perdent leur credit, & à mesme temps les moyens de soutenir des despeses si utiles & indispensables. A CES CAUSES, de l'avis de nostre conseil, &

de nostre grace speciale, pleine puissance & autorité royale, nous avons par ces présentes signées de nostre main, dit, statué & ordonné, disons, statuons & ordonnons, voulons & nous plaist, que nonobstant les surseances accordées par arrest, lettres d'estat & de repit, ou autrement, en quelque forte & maniere que ce soit, & qui le pourront estre à l'avenir, les directeurs de l'hôtel-Dieu, de l'hospital general, & de celui des enfans trouvez de nostre bonne ville de Paris, puissent faire payer les sommes dûes auxdits hospitaux, lesquels nous avons exceptez & exceptons de l'effet desdits arrests & lettres, lesquelles nous n'entendons accorder ni avoir lieu à cet égard, & nonobstant lesquelles les debiteurs seront contraints au paiement de ce qu'ils doivent auxdits hospitaux, par les voies qu'ils y sont obligés. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement à Paris, que ces présentes ils ayent à faire lire, publier & enregistrer, & le contenu en icelles garder & observer selon leur forme & teneur, sans souffrir qu'il y soit contrevenu en aucune forte & maniere que ce puisse estre, cessant & faisant cesser tous troubles & empêchemens au contraire. Donné à saint Germain en Laye le xxiii. jour de Mars l'an de grace M. D. C. LXXX. & de nostre regne le xxxvii. Signé, LOUIS; & plus bas: Par le roy COLBERT. Et scellé.

Registrées, où le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, suivant l'arrest de ce jour. A Paris en parlement le xii. Avril M. DC. LXXX. Signé, JACQUES. Pris sur l'imprimé.

LETTRES PATENTES DU ROY

Louis XIV. qui confirme l'ancien établissement de la confrairie de sainte Anne & de saint Marcel dans l'église de Paris, & la presentation du tableau votif à la sainte Vierge le premier jour de May de chaque année.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous presbres & à venir, salut. Nos amez les confreres de la confrairie de sainte Anne & de saint Marcel dans l'église cathedrale de Nostre-Dame de Paris, porteurs de la chasle dudit saint Marcel, nous ont fait remontrer que l'establissement de ladite confrairie est immemorial, qu'elle a esté érigée dans ladite église, &

AN. 1683.

& y est entretenue par lesdits confreres avec ferveur & assiduité depuis plus de cinq cens ans; & que la presentation annuelle du tableau votif à la sainte Vierge fait à leurs frais par l'un des plus habiles de l'academie des peintres établie dans nostre bonne ville de Paris par nostre permission, est l'une des plus pieuses & plus celebres actions que fassent lesdits confreres, pour marquer leur devotion à la sainte mere de Dieu patronne de nostre royaume, & dont l'église nostre paroisse nous est en singuliere veneration; devant le portail de laquelle ledit tableau demeure arboré le premier jour de May de chacune année, & le reste du mois devant l'autel de la sainte Vierge, d'où il est transporté & mis en son rang parmi les autres semblables tableaux, qui sont les monumens publics de la pieté desdits confreres, & font l'une des plus belles & plus magnifiques decorations de ladite eglise. Et quoique les maîtres & gardes de l'orfèvrerie de Paris, sous pretexte que par le reglement de ladite orfèvrerie du 30. Decembre 1679. il est porté que les dépenses superflues des confreres d'icelle seront retranchées, les ayant récemment exhorté à consentir la suppression dudit tableau, qu'ils pretendent par une espece d'indevotion estre une dépense inutile, & que pour faire ledit retranchement, dans l'intention de venir ensuite à l'extinction de ladite confrairie, ils se soient adressés, à l'inscû & sans la participation desdits confreres, aux sieurs doyen, chanoines & chapitre de l'église de Paris, pour obtenir la décharge dudit tableau, lesdits sieurs de chapitre en auroient rejeté la proposition, comme extraordinaire & incivile, par resultat du 8. Janvier 1683. & lesdits confreres auxquels il auroit esté notifié par le notaire dudit chapitre le 12. dudit mois, secondant leur zele, se seroient assemblez en la maison de leur ancien, où par acte du 20. dudit mois & an ils auroient unanimement arrêté qu'il ne seroit innové aucune chose à ladite confrairie; que la presentation dudit tableau à la sainte Vierge seroit faite & continuée tous les ans à leurs frais au jour accoutumé; & que cette dépense qui estoit sainte & loisible, n'estoit point de la qualité de celles dont le retranchement estoit ordonné par ledit reglement, qui ne comprenoit que les festins & autres semblables superfluités. Que d'ailleurs ladite confrairie ayant esté établie depuis

ledit temps dans l'église de Paris, de l'autorité & sous la protection des sieurs doyen, chanoines & chapitre d'icelle, n'a jamais esté confuse ni eu rien de commun avec les confrairies du corps de ladite orfèvrerie, ayant toujours esté regie & administrée par des maîtres particuliers, independamment desdits maîtres & gardes: tellement fixe & stable, tant par son établissement, que par sa denomination dans l'église de Paris, que le lieu, les regles & les usages n'en peuvent estre changez: n'y ayant rien de plus naturel, ni qui puisse mieux convenir à l'église de la sainte Vierge, qu'une confrairie devouée à son culte, au service de sa sainte mere, & à l'invocation de saint Marcel ancien eveque & patron de Paris; dont la chassey, l'une des plus precieuses & eclatantes reliques de la Chrestienté, repose derriere le maître autel de ladite eglise, entretenu & souvent enrichie de nouvelles pierrieres par lesdits confreres, lesquels en reconnaissance du don qu'ils en ont fait originaiement, ont l'honneur & le droit de la porter dans la ceremonie ordinaire & annuelle de la procession du jour & feste de l'Ascension de Nostre Seigneur Jesus-Christ, & dans l'extraordinaire, lors de la descente de la chassey de sainte Genevieve aussi patronne de Paris. Et pour l'entier accomplissement du contenu audit acte dudit jour 24. * Janvier dernier, lesdits confreres l'ayant présenté ausdits sieurs de chapitre, afin de reception & homologation d'iceluy, lesdits sieurs de chapitre par autre resultat du 17. Fevrier suivant, l'auroient receu aux charges, clauses & conditions y mentionnées, consenti & agréé que ladite confrairie fust continuée & entretenue dans leurdite eglise à l'avenir comme par le passé, & que pour la stabilité immuable d'icelle lesdits confreres seroient conseillez de se retirer par devers nous, pour obtenir nos lettres sur ce necessaires, lesquelles suivant & au desir dudit resultat ils nous ont très-humblement supplié leur vouloir accorder. A CES CAUSES, & qu'il est de nostre pieté de contribuer de tout nostre pouvoir à la maintenue de ladite confrairie de sainte Anne & de saint Marcel dans l'église de Paris, où nous participons aux prieres qui s'y font de jour & de nuit pour la conservation de nostre personne & la prosperité de nostre estat, après avoir fait voir en nostre conseil lesdits actes & resultats capitulaires, en-

* 10.

semble l'acte d'assemblée desdits confreres, de l'avis d'iceluy, & de nostre certaine science, grace speciale, pleine puissance & autorité royale, nous avons louché, approuvé, autorisé & confirmé; louons, approuvons, autorisons & confirmons par ces présentes signées de nostre main lesdits actes & resultats capitulaires, & actes d'assemblées desdits confreres des 8. & 20. Janvier & 17. Fevrier dernier, ci-attachez sous le contrescel de nostre chancellerie. Voulons & nous plaît qu'ils sortent effet, & soient executez selon leur forme & teneur, & qu'en consequence la confrairie de sainte Anne & de saint Marcel établie dans l'église de Paris, y soit continuée & entretenue à l'avenir comme par le passé, regie & administrée par deux maîtres qui seront élus tous les ans à l'issue de la procession & messe solennelle de la feste de l'Ascension, ainsi qu'il a esté pratiqué de tout temps; la presentation du tableau votif à la sainte Vierge soit faite par lesdits confreres le premier jour de May de chacune année, le service divin aussi fait & célébré les jours & festes de sainte Anne & de saint Marcel, & autres jours accoustumez; la chasse de saint Marcel portée par lesdits confreres en ladite procession & en celle de la descente de sainte Genevieve: le tout sans festins & autres dépenses superflues, conformément audit reglement; pourveu qu'auidits actes & resultats capitulaires & actes d'assemblées il n'y ait rien de contraire aux canons apostoliques, concordats & privileges de l'église Gallicane. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement à Paris, que ces présentes ils fassent registrer & de leur contenu jouir lesdits confreres & ceux qui leur succederont, pleinement paisiblement & perpetuellement: cessant & faisant cesser tous troubles & empeschemens contraires. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre nostre scel à cesdites présentes. Donné à Compiègne au mois de Mars, l'an de grace M. DC. LXXXIII. & de nostre regne le XI.

Registré au parlement le VIII. May M. DC. LXXXIII. Tiré d'un petit livret, intitulé: Institution de la confrairie de sainte Anne & l'origine des tableaux votifs presentez à la sainte Vierge le premier jour de May de chaque année &c. imprimé en 1699.

REUNION DES DEUX TITRES
de chefciers-curex de saint Merry.

PAR DEVANT Bernard Mousnier & Marquis Desnofts conseillers-notaires au chastelet de Paris, soussignez, furent presens messire Adrien Roslin prestre, premier chefcier, chanoine & curé de l'église collegiale & paroissiale de saint Mederic de cette ville de Paris, y demeurant rue de la Verrerie, d'une part; & messire Nicolas Blampignon aussi prestre, second chefcier, chanoine & curé de la mesme église, demeurant rue susdite, d'autre part. Lesquels ont dit avoir reconnu que depuis que la chefcerie, canonicat, prebende & cure de ladite église (autrefois possédée par un seul chefcier, chanoine & curé) a esté divisée en deux portions possédées par deux chefciers-curex, cette église a esté exposée à des troubles & à des agitations perpetuelles: que depuis deux siecles leurs predecesseurs ont vecu dans une si grande division, qu'il n'y a presque point eü de temps auquel ils n'ayent esté en procez sur plusieurs chefs de contestations, qui procedoient du partage de leur autorité & de leurs fonctions. Ce qui avoit obligé messieurs les marguilliers de cette église en charge & anciens, de recourir & s'adresser souvent aux superieurs, & leur demander la réunion à perpetuité desdites portions en un seul & unique titre de benefice, suivant son institution primitive, & notamment ez années 1516. & 1625. Mais que ces vœux & ces projets ayans esté traversez ou negligez par les curex qui estoient alors en place, ils avoient esté sans succez. Et quoyqu'il soit intervenu de temps en temps des reglemens sur leurs différentes contestations, elles avoient passé jusqu'au temps desdits sieurs Roslin & Blampignon, & avoient esté portées en differents tribunaux, mesme au conseil d'estat du roy, où elles ont esté enfin terminées & jugées definitivement. Mais qu'il naissoit tous les jours de ce partage d'autorité & de fonctions, comme d'une source funeste & inepuisable, une infinité d'occasions & de matieres à de nouveaux procez, qui divisoient non seulement lesdits sieurs curex, mais encore les chanoines & les paroissiens de ladite église, qui ne pouvoient s'empescher de se partialiser. Qu'il y avoit mesme actuellement procez entre lesdits sieurs curex, pardevant le sieur official

official du chapitre de Paris leur juge naturel & ordinaire, pour la destitution d'un prestre habitué de ladite eglise : un autre, pour raison de l'habituacion d'un autre prestre : & encore un troisieme proces, pour raison d'un compte rendu de l'administration du temporel du chapitre de ladite eglise, où lesdits sieurs curés se trouvent principales parties opposées l'un à l'autre. Ce qu'estant venu à la connoissance de messieurs les marguilliers, craignans encore de voir cette eglise agitée par de nouveaux troubles, dont elle ne faisoit que de sortir, ils auroient convoqué une assemblée generale de la paroisse le 21. Mars dernier, en laquelle lesdits sieurs curés ont esté suppliez de vouloir bien consentir à la réunion de leursdites chefceries - cures en la personne du dernier survivant d'eux deux ; afin que ladite paroisse eust l'esperance & la consolation de voir un jour finir ces agitations & ces troubles qui la desolent, & qui maledisient le public. Qu'ayans enfin reconnu par leurs propres experiences, qu'il estoit moralement impossible, tant qu'il y aura deux curez en cette eglise, qu'il y eust de l'uniformité dans la conduite des ames, de la regle & de l'ordre dans les offices publics, de l'exacritude & de la discipline parmi les prestres habituez, de la paix dans les familles, du repos dans les consciences, de l'union pour le soulagement des pauvres, & de l'edification pour les peuples dont ils sont les pasteurs, & dont les interets leur doivent estre sensibles; ils ont cru par toutes ces considerations, qu'il estoit de leur devoir & de leur charité d'aquiescer à la priere qui leur a esté faite par leurs paroissiens, en l'assemblée dudit jour 21. Mars dernier, en execution de laquelle lesdits sieurs Roslin & Blampignon sont demeurez d'accord, & ont promis d'exercer de bonne foi sous le bon plaisir de nostre saint pere le pape & du saint siege apostolique, & du contentement de messieurs du chapitre de l'eglise de Paris collateurs de leursdits benefices, les traités, conditions & conventions qui en suivent.

C'est à sçavoir que lesdits sieurs Roslin & Blampignon ont consenti & consentent par ces presentes à ladite réunion à perpetuité de leursdites chefceries - cures, canonicats & semi-prebendes, en la personne du dernier survivant d'eux deux ; & à cette fin ils ont fait & constitué, font & constituent par cesdites pre-

sentes leurs procureurs generaux & speciaux en cour de Rome, maistres . . .

. . . auxquels ils ont donné & donnent plein pouvoir & puissance de pour & en leurs noms resigner és mains de nostredit saint pere le pape, monseigneur son vice-chancelier, ou autres ayans à ce pouvoir : sçavoir ledit sieur Roslin la premiere portion de ladite chefcerie-cure, canonicat & semi-prebende y annexe de ladite eglise, & ledit sieur Blampignon la seconde portion de ladite chefcerie-cure, canonicat & semi-prebende aussy y annexe, dont ils sont possesseurs & titulaires, à l'effet d'estre réunies à perpetuité en la personne du dernier survivant desdits sieurs Roslin & Blampignon, & non autrement ; & de supplier sa sainteté d'accorder une bulle de réunion perpetuelle desdits benefices en un seul & unique titre, suivant son institution primitive & le droit commun ; enforte que ladite réunion ait son effet incontinent après le deceds de l'un desdits sieurs Roslin & Blampignon, & non auparavant, & que le survivant des deux soit seul & unique chefcier, chanoine & curé de ladite eglise, seul & unique titulaire & paisible possesseur des deux portions de ladite chefcerie, canonicat, prebende & cure réunies, sans pouvoir par après estre divisées ou séparées pour quelque cause & occasion que ce soit, à peine de nullité des provisions qui pourroient estre surprises ou expedies pour empêcher l'effet de ladite réunion.

Et pour faire cesser tous les proces & differends qui sont nez, & ceux qui pourroient naistre à l'avenir, à l'occasion du partage de leur autorité, droits & fonctions, dans la regie & desserte desdites deux portions, jusqu'au temps de ladite réunion actuelle, & mettre dès à present la paix en cette eglise, lesdits sieurs Roslin & Blampignon ont expressement convenu, & sous le bon plaisir de nostre saint pere le pape sont demeurez d'accord que du jour de l'homologation & enregistrement du present concordat & bulle de sa sainteté sur iceluy par tout où besoin fera, ledit sieur Blampignon demeurera seul dans l'usage & exercice de l'autorité, droits & fonctions attribuées ausdites deux portions, jusqu'à ladite réunion actuelle, à l'exclusion dudit sieur Roslin, qui pour le bien de la paix & les considerations susdites a bien voulu se priver & s'abstenir de l'usage & exercice de l'autorité, droits

& fondtions attribuez à ladite premiere chefferie, canonicat & cure, & en tant que besoin seroit, y a renoncé & renonce par ces présentes: promettant de n'y apporter aucun trouble ny empeschement audit sieur Blampignon; sans neantmoins que ledit délaissement & abandonnement volontaire qu'il fait pour le bien de la paix, desdites autorité, droits & fondtions, puisse nuire ny préjudicier à sa qualité ny à son titre de premier chefier, chanoine & curé de ladite eglise, qui demeurera entier à sa personne jusqu'à ladite réunion actuelle, ny à la reserve qu'il fait, & jouissance de sa mesme place, pas & seance au chœur, aux offices de chapitre, en l'œuvre aux predications, & en toutes les assemblées de messieurs les marguilliers de ladite eglise, pour leur election, reddition de leurs comptes ou affaires de l'œuvre & fabrique, & de son suffrage & signature en icelles, en la maniere accoustumée, ny à la perception & jouissance libre & paisible de tous les droits, gros fruits & casuels, revenus & émolumens de ladite premiere chefferie, canonicat & cure, comme il en a jouy & jouyt encore à present.

Et pour encore prevenir les contestations qui pourroient arriver, & les plaintes qu'ils pourroient faire sur la maniere de jouir & percevoir lesdits droits utiles, gros fruits & casuels, revenus & émolumens, & n'estre plus obligez à aucun compte entr'eux, comme ils ont fait jusqu'à present; ils ont aussi estimé necessaire de les fixer & liquider à l'amiable, & de l'avis de leurs amis communs. Et à cette fin ledit sieur Roslin a cédé & transporté, cede & transporte, sous le bon plaisir de nostre saint pere le pape, par ces presentes audit sieur Blampignon, ce acceptant, tous les droits utiles, gros fruits & casuels, revenus & émolumens qui luy appartiennent ou peuvent appartenir & appartiendront cy après, à cause de ladite premiere chefferie, canonicat & cure, mesme sa maison presbyterale, sans aucune reserve, pour en jouyr par ledit sieur Blampignon, du jour que ces presentes & bulle de réünion sur icelles auront esté homologuées & enregistrées par tout où besoin sera, jusqu'à ce que ladite réunion ait lieu, & soit executée réellement & de fait en la personne du dernier survivant. Au moyen de quoy ledit sieur Blampignon s'est obligé & oblige de bailler & payer par chacun an, ledit temps durant, audit sieur Roslin ou

à son procureur en cette ville de Paris en sa maison cy-devant declarée, la somme de trois mil six-cens livres, à laquelle lesdits droits utiles, gros fruits & casuels revenus & émolumens, ensemble ladite maison presbyterale à luy appartenans, ont esté fixez & liquidez de leurs consentemens reciproques, quoyqu'elle soit beaucoup au dessous de leur juste valeur & produit ordinaire, ainsi qu'il a esté justifié & reconnu par lesdits sieurs curés, par les comptes qu'ils se sont rendus depuis douze ans & plus qu'ils font bourse commune: ladite somme de trois mil six-cens livres exempte de toutes charges, rentes ou redevances annuelles, decimes ordinaires & extraordinaires, & autres taxes generalement quelconques faites ou à faire, imposées ou à imposer sur ladite premiere chefferie, cure, par quelque autorité ecclesiastique ou royale que ce puisse estre, qui seront payées & acquittées par ledit sieur Blampignon, & sans qu'il puisse aussi pretendre aucune diminution du paiement de ladite somme, pour raison & sous pretexte d'aucunes non-valeurs, non-jouissance ou diminution desdits droits & fruits à luy cede par ledit sieur Roslin de ladite premiere chefferie, canonicat & cure. Laquelle somme de trois mil six-cens livres luy sera payée sans aucune diminution, comme dit est, par ledit sieur Blampignon, à quatre payemens egaux, aux quatre termes & quartiers de l'année, par egale portion, & huit jours après l'écheance d'iceux. Pour raison dequoy & seurété duquel paiement, ledit sieur Blampignon donnera, comme il s'est obligé de donner, bonne & suffisante caution, laquelle s'obligera solidairement avec luy au paiement de ladite somme, en la maniere & aux termes susdits, & en fera son propre fait & debte avec luy sans aucune discussion.

Et à faute de satisfaire par ledit sieur Blampignon ou ladite caution au paiement de ladite somme de trois mil six-cens livres, ou quartier d'icelle, huit jours après l'écheance d'iceluy, il a esté expressement convenu & accordé que deux mois après la sommation qui luy en sera faite à personne ou à domicile, il sera loisible & permis audit sieur Roslin, faute de paiement à luy fait dans ledit temps, de se mettre en possession, sans aucune forme ou figure de proces, & reprendre, non seulement l'autorité, droits, fondtions, maison presbyterale, fruits & revenus par luy cede

de ladite premiere chefcerie, canonicat & cure, mais encore l'autorité, droits, fonctions, maison presbiterale, fruits & revenus generalement quelconques attribuez à la seconde chefcerie, canonicat & cure dudit sieur Blampignon: en luy payant par chacun an de la en avant, & ledit temps durant, pareille somme de trois mil six cens livres, en quatre payemens égaux & termes cy-dessus, sans aucune diminution, comme dit est, pour quelque cause, pretexte & occasion que ce soit, exempté de toutes charges faites ou à faire, imposées ou à imposer, dont il luy donnera bonne & suffisante caution, & aux memes reserves de sa qualité & de son titre de second chefcier, chanoine & curé de ladite eglise, qui demeurera entier en sa personne, jusqu'à ladite réunion actuelle, & de sa mesme place, pas & seance au chœur, aux offices de chapitre, en l'œuvre aux predications, & dans les assemblées desdits sieurs marguilliers de ladite eglise, pour leur election, reddition de leurs comptes ou affaires de l'œuvre & fabrique, & de son suffrage & signature en icelles, à la maniere accoustumée; ce que ledit sieur Blampignon a consenty & accordé, consent & accorde, & s'y soumet dès à present comme pour lors: renonçant au profit du present délaissement & transport à luy fait, se desfaissant, abandonnant & transportant audit sieur Roslin, & aux susdites conditions & reserves, tous lesdits droits, autorités, fonctions, maisons presbiterales, fruits & revenus attribuez ausdites deux portions de ladite chefcerie, canonicat, prebende & cure, en cas d'inexecution de sa part des presentes ou de partie d'icelles, & non autrement; & sans que ladite peine puisse estre reputée comminatoire, mais clause essentielle, sans laquelle le present concordat n'auroit point esté fait.

A l'effet de quoy il a esté encore convenu & accordé entre lesdits sieurs Roslin & Blampignon, que les sieurs de Richelieu & Bonnet leurs vicaires seront conservez en leurs charges, & continueront jusqu'à ladite réunion actuelle & réelle, l'exercice de leurs fonctions alternativement, de semaine en semaine, comme ils font & ont fait jusqu'à present, sans y pouvoir estre troublez, sinon du consentement exprez ou volonté de celui desdits sieurs curez auquel appartiendroit le droit de nommer & commettre à leurs places; auquel cas, & en ce-

luy de mort, il sera loisible & permis ausdits sieurs Roslin & Blampignon de commettre, chacun à leur égard, aux charges & emplois desdits sieurs Richelieu & Bonnet, telles personnes capables qu'ils aviseront, comme ils ont fait & sont en droit de le faire.

Et arrivant le deceds de l'un desdits sieurs Roslin & Blampignon, celui qui survivra son confrere, jouira pleinement & paisiblement dès ledit jour de la totalité & integrité de ladite chefcerie cure, canonicat & prebende, ou desdites deux portions réunies, droits, autoritez, fonctions, maisons presbiterales, fruits & revenus generalement quelconques qui leur sont attribuez, sans aucune reserve, sans qu'ils puissent ny l'un ny l'autre, jusqu'audit jour, resigner en faveur ou permuter avec d'autres personnes leursdites portions. Et sera dès l'instant dudit deceds, en vertu de ladite bulle & homologation d'icelle, ladite réunion pleinement, réellement & parfaitement accomplie & executée en la personne du dernier survivant & de ses successeurs à perpetuité, sans qu'il puisse y estre trouble pour quelque cause & occasion que ce soit, & sans qu'il ait besoin d'aucune nouvelle installation ou prise de possession, enforte que si ledit sieur Roslin survit ledit sieur Blampignon, il continuera d'occuper sa mesme place & seance au costé droit du chœur de ladite eglise; & si ledit sieur Blampignon survit ledit sieur Roslin, il passera en ce cas au costé droit du chœur de ladite eglise, & occupera la premiere place vacante par le deceds dudit sieur Roslin; sans toutes lesquelles conditions ces presentes n'auroient esté faites.

A ce faire a esté present & est intervenu le sieur Jean Perlan marchand, bourgeois de Paris, demeurant rue saint Martin, paroisse dudit saint Mederic, lequel après avoir eu communication, & que par l'un des notaires soussignez, l'autre present, lecture luy a esté faite des presentes, qu'il a dit bien sçavoir & entendre, a déclaré & declare qu'il s'oblige solidairement avec led. sieur Blampignon, envers ledit sieur Roslin, & sans qu'il soit besoin d'aucune discussion, au paiement de ladite somme de trois mil six cens livres par chacun an durant ledit temps, aux quatre payemens égaux & termes susdits, & huit jours après l'écheance d'iceux, en la maniere, lieu & pour les causes susd. à peine de tous despens, dommages & interets;

au paiement de laquelle somme & aux quartiers & termes cy-dessus, il a obligé, affecté & hypothéqué tous les biens présents & à venir, meubles & immeubles, & en a fait son propre fait & dette.

Et pour l'exécution & homologation des présentes, &c. jurer en l'ame des constituans, qu'il n'est intervenu aucun dol, fraude, simonie ou autre paction illicite, &c. lesdites parties ont fait & constitué leurs procureurs, &c. Fait & passé en la maison dudit sieur Roslin, le xii. jour d'Avril, l'an M. DC. LXXXIII. Et ont signé la minute des présentes demeurée audit Desnots. Signé, MOUSNIER & DESNOTS, avec paraphe. Pris sur l'imprimé à Paris en 1684.

ARREST DU CONSEIL
*d'etat sur les contestations du chevalier
du guet & de ses archers.*

AN. 1684.

VEu par le roy estant en son conseil, les requestes respectivement présentées, les unes par les officiers & archers de la compagnie du guet de Paris, & les autres par Augustin. Jean-Baptiste Chopin chevalier & capitaine du guet de la ville & fauxbourgs de Paris; celles desdits officiers contenant qu'encores que leur capitaine eust exposé par une requeste, sur laquelle il avoit obtenu au conseil d'estat un arrest du 20. Octobre dernier de maintenu au droit qu'il avoit de nommer aux offices de ceux qui sont sous sa charge, néanmoins ils n'avoient jamais pretendu lui contester ledit droit; mais qu'ayant soutenu que les demissions qui s'en faisoient en ses mains devoient estre pures & simples, & que vacation avenant par mort, forfaiture, ou resignation, il avoit droit d'en disposer, c'estoit le sujet de leur contestation, en laquelle ils pretendoient qu'il estoit mal fondé, puisque dez l'année 1548. les services actuels & continuels auxquels le guet est engagé avoient fait meriter aux officiers des graces particulieres, entr'autres la faculté de resigner les places d'archers en faveur de personnes capables; qu'ils y auroient esté maintenus par arrest du parlement & par les edits de 1559. 1561. & 1563. dans un temps mesme auquel on dissimuloit plustost qu'on ne permettoit la venalité des offices; que ces edits accordoient à la verité au chevalier du guet la nomination aux charges, mais que S. M. s'en estant réservé la provision, elle s'en estoit par consequent réservé la disposition; ce qui se justifioit par la declaration du

mois d'Octobre 1595. par laquelle sa majesté assurant dans les familles les offices de judicature par des survivances, des heredités, ou par le benefice du droit annuel, elle s'estoit expliquée par les arrests de son conseil des années 1612. 1620. & 1621. non-seulement en faveur des prevoists des mareschaux, vice-baillifs, vice-seneschaux, mais encore des chevaliers du guet & leurs lieutenans, par lesquels il estoit dit qu'ils jouiroient comme les autres officiers du royaume de la dispense des 40. jours; que l'intention de sa majesté & des rois les predecesseurs avoit esté, en laissant aux capitaines leur droit de nomination, de conserver les charges dans les familles des officiers du guet, puisque par les edits de 1631. 1650. 1652. & 1654. portant creation & établissement de compagnies du guet dans les principales villes du royaume, elle avoit accordé à tous ces officiers des survivances pour eux & leurs premiers resignataires; que par autre edit du 16. Aoust 1657. sa majesté rendant l'heredité & la survivance à la plus grande partie des officiers du royaume, y avoit compris nommément les chevaliers du guet, les lieutenans, exempts & archers; d'où il estoit aisé de conclure que le droit & la possession en laquelle estoit le chevalier du guet de Paris de nommer aux offices de sa compagnie n'empeschoit pas que ses officiers n'eussent la faculté de resigner en faveur de personnes capables; qu'ils estoient officiers de police du corps du chastelet; & qu'enfin les edits de 1559. art. 2. 8. & 12. avoient toujours permis aux officiers du guet & à leurs veuves de resigner, & deffendu aux chefs de rien prendre de ceux qui estoient sous leurs charges, sous prétexte de reception & autres, conformément à l'arrest de 1548. declarations & reglemens. Pourquoi requeroient qu'il plust à S. M. sans s'arrester au contenu en la requeste du sieur chevalier du guet inserée en l'arrest du 20. Octobre 1683. ordonner que les reglemens fussent exécutez, ce faisant, que les provisions des offices d'archers de la compagnie du guet fussent accordées par S. M. & expedies conformément aux edits & reglemens, en consequence des resignations qui en seroient faites par lefd. officiers du guet, ou par leurs veuves en faveur de personnes capables, lesquelles à cet effet seroient présentées au sieur chevalier du guet, & sur lesquelles resignations il seroit tenu de donner sa nomination sans aucuns frais, pour estre ladite nomination

&c

& resignation attachées sous le contrescel des provisions ; & en outre ordonner que lesdits officiers, comme officiers de police & du corps du châtelier, fussent, en vertu de la déclaration du mois de Novembre 1683. admis au bénéfice de la dispense des 40. jours, aux charges & conditions portées par icelle, si mieux n'aimoit sa majesté accorder auxdits officiers la survivance de leurs offices, en payant par eux une année de leurs gages entre les mains du trésorier des revenus casuels, conformément à l'edit du mois de Janvier 1678. donné en faveur des lieutenans, exempts & archers du guet de la ville de Rouen. Celles du sieur Chopin contenant qu'encore que sa majesté l'eust maintenu par l'arrest du conseil d'estat du 20. Octobre 1683. dans le droit qu'il avoit de nommer aux charges de sa compagnie, vacation avenant par mort, resignation, remission, forfaiture ou autrement, les officiers & archers n'avoient pas laissé de présenter une requête pour y donner quelque atteinte, & changer l'ordre de la compagnie par un exposé contraire à la vérité du fait; puisque bien que le nom d'office fust commun à tous ceux qui possédoient des charges, cependant leurs titres estoient aussi différens que leurs fonctions; qu'il y en avoit de casuels, d'hereditaires & de domaniaux, quelques-uns à survivance, d'autres militaires qui n'estoient proprement que des commissions qui ne dureroient qu'autant que l'on estoit capable de servir, & qui toutes vacquoient au profit de S. M. ou des officiers majeurs, sans que les veuves, heritiers ou ayans cause pussent en disposer, ni mesme en pretendre aucune recompense; que la charge de chevalier du guet à Paris estoit constamment decette qualité; que les rois y avoient toujours pourvu de plein droit quand elle estoit venue à vacquer, de mesme que les chevaliers du guet avoient disposé de tout temps des officiers subalternes; qu'elle avoit des prerogatives qui n'avoient aucun rapport avec les autres chevaliers du guet des autres villes, sur tout pour ce qui concernoit la disposition des charges, que les edits de 1559. 1561. 1563. 1645. 1651. les lettres patentes de 1588. les arrests, nominations & provisions expedies en consequence, en faisoient des preuves si certaines, que ce ne pouvoit estre le sujet d'une contestation serieuse, puisque par tous ces edits portant creation des officiers du guet de Paris, S. M. avoit laissé la faculté à ses predecesseurs de

choisir & élire telles personnes qu'ils voudroient pour remplir le nombre des officiers créez, lesquels enseroient pourvus sur la nomination du chevalier du guet & ses successeurs; qu'en 1588. Louis Testu lors chevalier du guet ayant exposé que lui & ses predecesseurs avoient seuls le droit de nommer & disposer des charges de sa compagnie, il y fut maintenu, & defenses faites à toutes personnes de l'y troubler, parceque ces sortes de charges estant purement de milice, elles ne pouvoient estre hereditaires ni sujettes au droit annuel; que le droit honorifique des nominations ne pouvoit estre separé d'avec l'utile, d'autant que l'un estoit une suite necessaire de l'autre; que les officiers du guet convenant que leur capitaine avoit droit de nommer à toutes leurs charges dans tous les genres de vacance, il falloit aussi qu'ils demeurassent d'accord que lesdits droits utiles lui appartenoint, que l'art. 8. de l'edit de 1559. qui estoit le seul qui permettoit aux officiers & archers la disposition de leurs charges de leur vivant, en transmettoit si peu la propriété aux veuves & heritiers après leur mort, qu'il ne leur permettoit pas mesme de la faire de leur vivant sans une cause legitime qui devoit estre auparavant déclarée au capitaine, & dont la verification devoit estre aussi faite & écrite sur le registre, aux peines y contenues; qu'il se renfermoit dans l'execution de cet article, ne refusant point d'admettre les resignations ou demissions de ses officiers pendant leur vie, lorsqu'ils lui nommeroient des personnes capables pour remplir leurs places; mais soustenoit que mourans revestus de leurs charges, on ne pouvoit lui contester qu'il n'eust droit d'en disposer, sans que leurs veuves, heritiers ou creanciers y pussent pretendre aucun droit, puisque c'estoit ainsi qu'il en avoit esté usé par ses predecesseurs; que les arrests de 1612. & 1621. ne comprenoint point le chevalier du guet de Paris, qui en avoit toujours esté distingué; que les survivances & heredités accordées par iceux avoient esté revoquées ez années 1636. 1641. & 1663. que ces survivances à titre de finance n'avoient rien de commun avec les gratuites & pour recompenses de services; que les rois predecesseurs de sa majesté s'en estoient nettement expliqué pour la charge de chevalier du guet de Paris, par lettres de 1578. 1594. & 1616. par lesquelles ils avoient déclaré que la charge de chevalier du guet de Paris estoit purement

casuelle, non venale ni transmissible aux veuves ou héritiers, encore moins de la qualité de celles comprises dans les edicts & declarations sur le fait des provisions à survivances; qu'ainsi le chef étant purement casuel, il étoit certain que les subalternes ne pouvoient estre d'autre qualité, parce que les membres, qui devoient avoir une entière relation & correspondance avec leur chef, n'étoient jamais plus nobles, & ne pouvoient estre d'une autre nature; que sur ce motif, il avoit esté donné acte au sieur Testu, par arrest du conseil d'estat du 17. Avril 1622. de la declaration par lui faite que sa charge n'étant venale ni réputée telle, il renonçoit au bénéfice du droit annuel, tant pour lui, que pour ses successeurs; qu'en effet il se voyoit par les arrests des 3. Octobre 1641. & 13. Juillet 1662. que bien loin que les officiers du guet de Paris eussent souffert aucuns retranchemens de gages pour jouir de leurs survivances, au contraire il fut ordonné qu'ils en jouiroient en entier; que par les arrests rendus au profit du sieur Petit puis prevost de l'Isle, de l'année 1651. & du sieur le Bel prevost de la constablie, ils avoient (même dans des especes plus éloignées) esté gardez & maintenus au droit & faculté de disposer des charges de leurs compagnies, vacation advenant; qu'ainsi il pouvoit esperer même justice de sa majesté, puisqu'il avoit encore plus de prerogatives plus particulieres, & qu'il étoit à l'inslar du grand prevost de l'hôtel. A ces causes requeroit qu'il plust à sa majesté sans s'arrester à la requeste desdits officiers & archers, de laquelle ils seront deboutez, ordonner que l'arrest du conseil d'estat du 20. Octobre 1683. seroit executé selon sa forme & teneur; ce faisant, que conformément à icelui & aux edicts, declarations, arrests & reglemens concernant la compagnie du chevalier du guet de Paris, nommé à celui de 1559. il seroit maintenu & gardé, & ses successeurs en ladite charge, au droit & faculté de nommer & présenter aux charges de sa compagnie, vacation avenant par mort, resignation, demission, forfaiture ou autrement, aux offres par lui faites d'en admettre les demissions ou resignations en faveur, lorsqu'elles lui seront présentées du vivant de l'officier, suivant l'article 8. de l'edit de 1559. aux charges & conditions y contenues; faire deffenses très-expresses auxdits officiers & archers d'y contrevenir, & leur enjoindre d'obéir à leur capitai-

ne ez choses concernant le fait de sa charge, à peine de perte de leurs offices, despens, dommages & interêts, & autres telles que de droit, & les condamner aux despens. Autre requeste desdits officiers & archers, contenant leurs répliques à la requeste dudit chevalier du guet, par laquelle ils soustenoient qu'ils n'étoient point officiers de milice, puisque les militaires ne prenoient point de provisions du roy, mais un simple brevet d'un officier pardevant lequel ils prestoient le serment: que eux payant le marc d'or, & prenant des provisions du roy, ils étoient officiers en titre, officiers de police & du corps du chastelet; que la nomination qu'à le sieur chevalier du guet auxdites charges de sa compagnie, ne lui attribuoit rien au delà, puisque par la provision que sa majesté s'étoit réservée par les edicts, il étoit à presupposer qu'il s'étoit conservé la dévolution à son profit & le pouvoir de conferer les charges dans les vacances; ce qui étoit approuvé par tous les edicts de creation des prevosts des mareschaux, qui avoient pour ce sujet la nomination de leurs lieutenans, sur laquelle ils étoient ensuite pourvus par sa majesté, ainsi qu'il se justifioit par les edicts de 1577. 1600. 1646. concernant le prevost de la constablie & de l'Isle de France, qui prouvoient que les prevosts pourvoient pleinement aux offices des bas officiers; ce qui faisoit une grande différence d'avec ceux du guet; que les arrests de 1620. & 1621. faisoient voir que toutes les vacances appartenoient à sa majesté, puisque Louis XIII. d'heureuse mémoire en avoit fait don à deffunt monsieur le prince; que le sieur Choppin devoit se contenter de prendre 1000. livres de la nomination d'un lieutenant, 500. livres de chaque exempt & guidon, 100. livres d'un archer à cheval, & 50. livres d'un archer à pied, quoique sans titre, puisque l'article 12. de l'edit de 1559. qui n'avoit point esté abrogé, y étoit contraire; qu'il n'y avoit aussi nulle différence à faire entre les chevaliers du guet de Paris & ceux des autres villes; qu'il ne paroïssoit par aucun titre que celui de Paris fust à l'inslar du grand prevost de l'hôtel; & qu'enfin il seroit bien rude que des gens qui consomment leur vie pour la sûreté publique, & qui la risquent tous les jours, eussent encore le malheur en la perdant, de laisser leurs familles desolées par la perte de leurs charges; pourquoi, sans s'arrester ni avoir egard

à la requeste du sieur Choppin chevalier du guet, requeroient qu'ils fussent confirmez dans le droit de resignation, ou les admettre au droit annuel, suivant & conformément à la dernière declaration de sa majesté, & en consequence ordonner que le sieur chevalier du guet seroit tenu de donner sa nomination aux resignataires qui lui seroient presentez, tant par les officiers, de leur vivant, que par leurs veuves & heritiers, en consequence de leur procuration *ad resignandum* des offices; sur lesquelles nominations les provisions leur seront expedies en la maniere accoustumée. Autre requeste du sieur chevalier du guet, contenant que les officiers du guet de Paris n'estoient point officiers du corps du chastelet, puisque les provisions n'estoient pas adresées au prevost de Paris, qu'ils ne prestoient le serment au chastelet, & que leurs receptions ne s'y faisoient pas, ni n'y estoient enregistrees; au contraire leur adresse estoit faite au capitaine, qui estoit le seul qui les recevoit, comme il estoit le seul qui leur donnoit les nominations; tous les offices du chastelet estant accordez par sa majesté sur les seules resignations des rulinaires ou demissions des veuves; que la nomination à une charge remplissoit tout le droit au titre, & la provision qui en estoit accordée sur la nomination, n'estoit que pour l'investiture & exercice qui en devoit estre fait par l'officier, de mesme qu'aux benefices, auxquels le patron laïque ou ecclesiastique nommoit de droit, & l'evesque n'en avoit que la simple provision ou collation, par le moyen desquelles celui qui estoit nommé prenoit possession; qu'en reconnoissant par lesdits officiers qu'il estoit deu à leur capitaine des droits de nomination, il ne leur appartenoit pas de les taxer, puis que sa majesté mesme n'avoit pas voulu les fixer & determiner par l'arrest de son conseil du 9. May 1664. par lequel en maintenant le prevost de l'isle & les successeurs au droit de nomination dans les charges de sa compagnie, le sieur Jamin lieutenant avoit esté condamné de prendre la nomination, & en payer les droits accoustumez; qu'enfin ils avoient des gages ordinaires, & une solde si considerable, que leurs pretendus dangers ne devoient point exciter la commiseration de sa majesté, joint qu'il y avoit bien d'autres officiers dans le royaume exposez à de plus grands dangers, dont les charges perissoient par

leur mort, quoique dans le service, sans que leurs veuves & heritiers en pussent pretendre aucune recompense. A ces causes requeroit ledit sieur Choppin qu'il plust à sa majesté sans s'arrester à la dernière requeste desdits officiers & archers, & à tout ce qui avoit esté par eux dit, escrit & produit, lui adjuger les conclusions de la premiere requeste. Veu pareillement tous les edits, declarations, arrests, reglemens, nominations, provisions, & autres actes enoncez ez dites requestes & autres pieces y attachées, ouy le rapport, & tout considéré; LE ROY ESTANT EN SON CONSEIL a maintenu & maintient ledit sieur Choppin & ses successeurs chevaliers du guet au droit & possession de nommer aux charges de lieutenant, exempts & archers de ladite compagnie du guet, vacation avenant par mort, resignation, forfaiture, ou autrement; & lesdits lieutenant, exempts & archers en la faculté de resigner leurs offices de leur vivant en faveur de personnes capables, en payant par les resignaires audit chevalier du guet les sommes accoustumées pour le droit de nomination, savoir les lieutenans 1000. livres, les exempts 500. livres, les archers à cheval 100. livres, & lesdits archers à pied 50. livres, lesquelles resignations seront presentées ou deuément signifiées audit chevalier du guet quinze jours avant le decez du resignant; sinon & à faute de ce, lesd. resignations seront nulles & de nul effet; & où lesdits officiers seroient tuez en faisant les fonctions de leurs charges, veut sa majesté que leurs veuves, heritiers, ou ayans cause puissent les resigner en faveur de personnes capables, ainsi qu'auroient pu faire lesdits officiers & archers de leur vivant. Fait au conseil d'estat du roy, sa majesté y estant, tenu à Versailles le xxiv. jour du mois de Janvier M. DC. LXXXIV. Signé COLBERT, avec paraphe. Pris sur une copie imprimée.

REGLEMENT DU ROY
Louis XIV. pour l'hospital general de
Paris, au sujet des garçons & des filles
qu'on enferme par correction.

Les enfans, soit garçons au-dessous de 25. ans, soit filles des artisans & des pauvres habitans de la ville & faubourgs de Paris, qui y exercent un mestier, ou qui y ont quelque emploi, lesquels maltraiteront leurs peres ou meres, ceux qui ne voudront pas travailler par

AN. 1684.

libertinage ou par paresse, & les filles qui auront esté debauchées, & celles qui seront en peril évident de l'estre, seront enfermées dans les lieux destinez à cet effet; sçavoir les garçons dans la maison de Bicêtre, & les filles dans celle de la Salpetrière.

Les peres, meres, tuteurs ou curateurs des enfans de famille, leurs oncles, ou autres plus proches parens, en cas que leurs peres & meres soient morts, mesme les curez des paroisses où ils demeurent, pourront s'adresser au bureau de l'hospital general qui se tient pour la reception des pauvres; où celui qui se trouvera y presider, commettra un ou deux des directeurs pour s'informer de la verité des plaintes; & sur le rapport qu'ils en feront au jour auquel on reçoit les pauvres, on leur delivrera un ordre signé de celui qui presidera, & de quatre directeurs, adressant aux officiers desdites maisons, pour y recevoir les enfans lorsqu'ils y seront amenez.

Ceux qui auront obtenu lesdits ordres pourront se pourvoir, s'il est necessaire, pardevant les lieutenans du prevost de Paris, afin d'en obtenir la permission en la maniere accoustumée, pour faire arrester lesdits enfans, s'il est necessaire, & les conduire ensuite dans les maisons dudit hospital.

Lorsque les peres ou meres qui se plaindront de la conduite de leurs enfans d'un premier lit, seront mariez en secondes nopces, ou qu'ils auront d'autres enfans d'un second mariage, quoique le pere ou la mere desdits enfans ne d'un second mariage soit mort, lesdits directeurs commis pour s'informer de la verité des plaintes, entendront les plus proches parens desdits enfans, ou des personnes dignes de foy, avant de faire leur rapport.

Lesdits enfans demeureront aussi longtemps dans lesdites maisons de correction, que les directeurs qui seront commis pour en avoir soin le trouveront à propos; & les ordres pour les faire sortir seront signez au moins par quatre d'entr'eux, & par celui qui presidera au bureau lorsqu'ils en feront leur rapport.

Les garçons & filles entendront la messe les Dimanches & les festes, prieront Dieu un quart d'heure tous les matins & autant les soirs, seront instruits soigneusement dans le catechisme, & entendront la lecture de quelques livres de pieté pendant leur travail.

On les fera travailler le plus long-

temps & aux ouvrages les plus rudes que leurs forces & les lieux où ils seront le pourront permettre; & en cas qu'ils donnent sujet par leur conduite de juger qu'ils veulent se corriger, on leur fera apprendre autant qu'il sera possible, des mestiers convenables à leur sexe & à leur inclination, & propres à gagner leur vie, & ils seront traitez avec douceur à mesure qu'ils donneront des preuves de leur changement.

Lesdits enfans, garçons & filles, seront vestus de tirétaine & auront des sabots, comme les autres pauvres dudit hospital; ils auront une paillasse, des draps & une couverture pour se coucher, & du pain, du potage & de l'eau pour leur nourriture; si ce n'est qu'ils gagnent par le travail auquel on les appliquera dans la suite, de quoi acheter une demie livre de bœuf aux jours où l'on peut manger de la viande, ou quelque fruit ou autres rafraichissemens, lorsque les directeurs qui en auront soin trouveront à propos de leur permettre.

Leur paresse & leurs autres fautes seront punies par le retranchement du potage, par l'augmentation du travail, par la prison, & autres peines usitées dans ledit hospital, ainsi que les directeurs l'estimeront raisonnable.

Si quelque pauvre fille de Paris veut se retirer du dereglement dans lequel elle auroit eu la foiblesse de tomber, elle sera receüe & traitée charitablement dans ledit lieu, & l'on lui fera apprendre ce qui lui sera plus avantageux, & l'on pourra la garder jusqu'à ce qu'on trouve à la pourvoir. Fait à Versailles le xx. Avril M. DC. LXXXIV. Signé, LOUIS; & plus bas, COLBERT.

Registré, oui & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executé selon sa forme & teneur, suivant l'arrest de ce jour. A Paris en parlement le xxix. jour d'Avril M. DC. LXXXIV. Signé, DONGOIS. Pris sur l'imprimé.

Autre reglement pour les femmes debauchées de Paris qui seront renfermées à la Salpetrière.

Les femmes d'une debauche & prostitution publique & scandaleuse, ou qui en prostituent d'autres, seront renfermées dans un lieu particulier destiné pour cet effet dans la maison de la Salpetrière, lorsqu'elles y seront conduites par l'ordre de sa majesté, en vertu des jugemens rendus pour cet effet au châtelet

stelet par le lieutenant de police à l'encontre desdites femmes, sur les procez qui leur seront instruits, pour y demeurer durant le temps qui sera ordonné; sa majesté voulant que les sentences dudit lieutenant de police en ce fait particulier, & dont sa majesté lui attribue, en tant que besoin est, toute juridiction & connoissance, soient executées comme de juge en dernier ressort.

Si en jugeant un procez criminel, les juges à qui la connoissance dudit procez appartiendra, trouvent à propos de condamner à la même peine des femmes convaincues du susdit crime de débauche publique, qui se trouveront comprises dans lesdits procez, elles pourront aussi estre enfermées dans le même lieu, en vertu des arrests ou jugemens qui interviendront pour cet effet.

Lesdites femmes entendront la messe les Dimanches & les festes, & seront traitées des maladies qui leur pourront survenir, sans sortir du lieu où elles seront renfermées, qu'en cas d'une nécessité indispensable. Elles prieront Dieu toutes ensemble un quart d'heure le matin, autant le soir, & durant la journée on leur fera lecture du catechisme, & de quelques livres de piété durant le travail auquel on trouvera à propos de les employer.

Elles seront habillées de tiretaine, avec des sabots, elles auront du pain, du potage, & de l'eau pour nourriture; & une paillasse, des draps, & une couverture pour se coucher.

On les fera travailler le plus longtemps & aux ouvrages les plus pénibles que leurs forces le pourront permettre, en la maniere en laquelle les directeurs qui en auront le soin particulier le trouveront à propos.

Lesdits directeurs pourront, après quelque temps, permettre à celles desdites femmes qui paroîtront avoir regret de leurs desordres, de travailler à des ouvrages moins rudes, & d'acheter du gain qu'elles y pourront faire, jusqu'à demie livre de viande chaque jour que l'on en peut manger, ou des fruits & autres rafraichissemens, ainsi que lesdits directeurs le jugeront à propos.

On punira les juremens, la paresse au travail, les emportemens, & les autres fautes que lesdites femmes pourront commettre, par le retranchement du potage, en les mettant au carquan, dans les malaises durant certain temps de la journée, ou par les autres voies semblables

& usitées dans ledit hospital, que les directeurs estimeront nécessaires. Fait à Versailles le xx. Avril M. DC. LXXXIV. Signé, LOUIS, & plus bas, Par le roy, COLBERT.

Registré, oui & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executé selon la forme & teneur, suivant l'arrest de ce jour. A Paris en parlement le xxix. jour d'Avril DC. LXXXIV. Signé, DONGOIS. *Ibidem.*

Commission pour l'enregistrement & l'observation des reglemens precedens.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à nos amez & feaux les gens tenans nostre cour de parlement à Paris, salut. Les directeurs de l'hospital general de nostre bonne ville de Paris nous ayant representé que la maison du Refuge destinée pour enfermer les femmes débauchées, estoit située & bastie de telle sorte, que l'on ne pouvoit sans une très-grande despenſe, la rendre aussi sûre qu'il estoit nécessaire, & retrancher aux femmes qui y estoient quelque reste de commerce avec ceux qui vouloient aller dans toutes les maisons dont celle-là est environnée. D'ailleurs que n'y ayant aucun revenu attaché à cette maison, on n'y pouvoit recevoir que les femmes pour lesquelles on payoit des pensions, & dont la plupart n'ayant pas esté dans une prostitution publique, & quelques-unes mêmes se trouvant d'une condition honneste, elles ne devoient pas estre meslées avec les misérables qui se prostituent avec tant de scandale & de desordre, ni avec celles qui en corrompoient d'autres pour les prostituer, que l'ordre & la police publique desirer principalement que l'on punisse. Qu'ils avoient aussi remarqué qu'il y avoit plusieurs enfans de l'un & de l'autre sexe qui se débauchent en différentes manieres, & dont il ne seroit pas impossible de corriger au moins une partie, s'il y avoit des lieux où l'on les instruisist des devoirs de religion, & où l'on les contraignist de travailler, avec une conduite propre à changer leurs mauvaises inclinations; & que dans le desir où ils estoient de rendre ledit hospital general le plus utile qu'il leur estoit possible, à la gloire de Dieu, à nostre service & au public, ils estimoient pouvoir s'engager à donner des lieux dans les maisons dudit hospital propres pour renfermer très-sûrement jusques à quarante des-

dites femmes, & pour corriger jusqu'au nombre de 200. desdits enfans, & les y nourrir, en cas que nous approuvassions ce dessein, & que nous eussions agréable de leur prescrire la maniere en laquelle il nous plairoit qu'il fust executé. Et comme nous employons avec joie l'autorité qu'il a plu à Dieu de nous donner pour toutes les choses qui regardent son service & l'avantage de nos sujets; nous avons bien voulu donner auxdits directeurs les sommes nécessaires pour bastir & accommoder lesdits lieux, & prescrire en mesme temps par des reglemens les formalitez avec lesquelles lefd. femmes & lefdits enfans de famille seront mis dans ledit hospital, & la maniere en laquelle ils y seront traitez. Et pour cet effet ayant fait dresser lesdits reglemens, & voulant qu'ils soient ponctuellement observez; A CES CAUSES, nous vous mandons & ordonnons par ces presentes signées de nostre main, que lesdits reglemens cy-attachez sous le contre-scel de nostre chancellerie vous ayez à enregistrer avec ces presentes, & le contenu en iceux faire entretenir, garder & observer selon leur forme & teneur, sans souffrir qu'il y soit contrevenu en quelque sorte & maniere que ce soit. Car tel est nostre plaisir. Donné à Versailles le xx. jour d'Avril M. DC. LXXXIV. & de nostre regne le xli. *Signé, LOUIS. Et plus bas: Par le roy, COLBERT.*

Registrées, ouy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, suivant l'arrest de ce jour. A Paris en parlement le xxix. jour d'avril M. DC. LXXXIV. *Signé, DONGOIS. Ibidem.*

*CONTRACT HOMOLOGUE
au parlement, par lequel la ville de Paris fonde un panegyrique en l'honneur du roy Louis XIV.*

VEu par la cour la requeste à elle présentée par les prevost des marchands & eschevins de la ville de Paris, contenant que pour contribuer autant qu'il leur est possible à la gloire du roy, ils auroient le vingt-quatriesme Juillet dernier fait & passé un acte & traité pardevant notaires avec les recteur, les doyens des facultez & les procureurs qui composent le corps de l'université de ladite ville, par lequel il avoit esté convenu qu'à perpetuité il seroit prononcé un éloge ou panegyrique à la

gloire dudit seigneur roy par ledit recteur en tel lieu public qu'il adviseroit, où assisteroient les autres officiers & supposts de ladite université, en avertissant les supplians trois jours auparavant en leur bureau de l'hostel de ville, moyennant quarante louis d'or vallant quatre-cens quarante livres par chacun an à prendre sur tous & chacuns les biens & revenus du domaine de lad. ville, requerrans qu'il plust à la cour homologuer ledit acte & traité du 24. Juillet dernier, pour estre executé selon sa forme & teneur; ladite requeste signée Vallée procureur. Veü aussi ledit acte & contract du 24. Juillet dernier, ensemble la deliberation de l'université de Paris du 22. dudit mois de Juillet dont la teneur ensuit. **P A R D E V A N T** les notaires du roy au chastelet de Paris soussignez, furent presens en leurs personnes messire Auguste-Robert de Pommereu chevalier, seigneur de la Bretesche-saint Nom, conseiller d'estat ordinaire, prevost des marchands, nobles hommes Charles le Brun conseiller du roy & de la ville, Michel Gamarre conseiller du roy & l'un des quarteniers, Michel Chauvin aussi conseiller du roy & de la ville, & Pierre Parque conseiller du roy, notaire garde-notes de sa majesté audit chastelet, eschevins de cette ville de Paris, en presence de M. M. Maximilien Tiron conseiller du roy & procureur du roy & de ladite ville; & aussi furent presens messieurs Lambert president en la chambre des comptes, Leschaffier conseiller en parlement conseillers de ladite ville, le Vieulx & Clembault aussi conseillers anciens eschevins, & suivant la deliberation prise en l'assemblée desdits sieurs prevost des marchands, eschevins & conseillers de ladite ville le 30. Juin dernier, une expedition de laquelle signée Mitantier greffier de ladite ville est demeurée annexée à la minute des presentes, d'une part; messire Nicolas Tavernier recteur de l'université de Paris, M. Pancrace Beuille doyen de la faculté de theologie, M. Michel Dolon doyen de la faculté des droitz, M. Martin Dieuxivoye doyen de la faculté de medecine, M. Charles Huré procureur de la nation de France, M. Marc-Antoine Herfaut procureur de la nation de Picardie, M. Gilles Roussel procureur de la nation de Normandie, M. Jean Darfy procureur de la nation d'Allemagne, M. Pierre de Langlet scindic & M. Nicolas Lair greffier, tous representans le corps de ladi-

re université, d'autre part. Lesquelles parties pour l'exécution de ladite délibération prise sur la proposition faite par ledit sieur prevost des marchands, que la ville de Paris ne pouvant trop rechercher tout ce qui peut contribuer à la gloire du roy, il luy estoit venu en pensée de faire faire un jour de chaque année l'éloge de sa majesté; que pour cet effet il avoit estimé que le jour de l'avènement de Louis le Grand à la couronne, & qui avoit commencé le bonheur de ses peuples, seroit tres-propre à le marquer par la prononciation du panegyrique de ce grand monarque; & que comme une action de cette qualité regardoit naturellement les personnes de lettres & les plus eloquens, il auroit jetté les yeux sur l'université de cette grande ville qui estoit remplie de gens eminens en doctrine, & qui peuvent avec plus d'éclat faire valoir un dessein de cette importance; surquoy lesdits sieur prevost des marchands, eschevins & conseillers auroient cru à propos d'en faire la proposition audits sieurs recteur, officiers & supposts de ladite université; ce qui ayant esté fait & par eux agréé, il ne restoit plus que d'en regler les conditions & d'en passer un contract authentique, pour laisser à la posterité un temoignage de l'affection que les sujets de sa majesté en sa bonne ville de Paris ont pour sa gloire, & pour rendre éternel le souvenir de ses glorieuses actions. Sur laquelle proposition lesdits sieurs recteur, doyens, procureurs, syndics & officiers pour ladite université ont fait réponse que les rois tres-Christiens & particulièrement le roy heureusement regnant ayant toujours honoré l'université de Paris d'une bienveillance & d'une protection singulière, elle luy a aussi toujours & en toutes les occasions qui se sont présentées tesmoigné sa tres-humble reconnoissance, soit par les eloges qu'elle fait continuellement des actions heroïques de sa majesté, soit par toutes les autres marques qu'elle peut lui donner de sa fidélité & de son attachement inviolable, & qu'ainsi messieurs les prevost des marchands & eschevins de cette grande ville ne leur pouvoient faire une proposition plus agreable que celle qu'ils leur faisoient de fonder en ladite université à perpetuité un éloge de ce grand prince; qu'ils l'acceptoient très-volontiers, & tenoient à grand honneur que messieurs les prevost des marchands & eschevins se fussent adressé à eux pour

l'exécution d'un dessein si glorieux. Surquoy a esté convenu, arrêté & accordé entre les parties ce qui ensuit: sçavoir qu'à toujours à perpetuité le quinze May de chaque année, à commencer par la prochaine mille six cent quatre-vingt-cinq le quinze May ou le jour suivant, s'il arrivoit que le quinze fust feste, il sera prononcé un éloge ou panegyrique à la gloire de Louis le Grand par ledit sieur recteur, conformément à la conclusion des deputez de ladite université en datte du 22. Juillet de la presente année, dont la copie demeurera annexée à la minute des presentes, en tel lieu public, decent & commode qui sera avisé par lesdits sieurs recteur, doyens, procureurs & officiers & supposts de ladite université. Et pour rendre cette action celebre & conforme à l'intention desdits sieurs prevost des marchands & eschevins, lesdits sieurs de l'université seront tenus d'avertir ledit prevost des marchands & eschevins trois jours auparavant en leur bureau audit hostel de ville par une semonce honeste & convenable. Et pour subvenir aux frais que lesdits sieurs de l'université feront au sujet de l'assemblée, decoration du lieu d'icelle, droits de presence & autres, lesdits sieurs prevost des marchands & eschevins, pour eux & leurs successeurs esdites charges promettent & s'obligent audit nom de faire payer par maître Nicolas Boucot conseiller du roy, receveur du domaine, dons & octroys de ladite ville & ses successeurs en ladite charge, au sieur receveur de ladite université & ses successeurs à perpetuité la somme de quarante louis d'or valant quatre cens quarante livres par chacun an, trois jours avant ladite solemnité; au paiement de laquelle somme de quarante louis d'or annuellement lesdits sieurs prevost des marchands & eschevins ont à cette fin affecté & hypothéqué tous & chacuns les biens & revenus du domaine de ladite ville. Tout ce que dessus ainsi accordé entre lesdites parties en faisant & passant ces presentes, promettant &c. obligeant &c. renonçant &c. Fait & passé à Paris savoir par lesdits sieurs prevost des marchands & eschevins, procureur du roy & conseillers presens au bureau de ladite ville, & par lesdits sieurs recteur, doyens, procureurs & officiers de ladite université presens en l'hostel dudit sieur recteur au college royal de Navarre l'an M.D.C. LXXXIV. le xxiv. jour de Juillet avant midy. Et ont signé la minute des pre-

sentes demeurée à Galloys notaire, Signé, QUARRE & GALLOYS avec paraphe. EXSCRIPTUM ex commentariis universitatis. Anno Domini millesimo sexcentesimo octogesimo quarto, die vigesimo secundo Julii in comitiis deputatorum universitatis in regia Navarra, apud amplissimum D. rectorem M. Nicolaum Tavernier extra ordinem habitis, quibus cum D. rectore interfuerunt M. M. Edmundus Piroz pro decano theologiae, Michael Doloy consultiſſimæ juris, Bertinus Dieuxivoye saluberrimæ medicinæ facultatum decani, Carolus Huré honorandæ Gallorum nationis, Marcus Antonius Hersant fidelissimæ Picardorum, Aegidius Roussel venerandæ Normanorum, & Joannes Darſy constantissimæ Germanorum nationis procuratores, atque unâ cum iis officarii, iterum actum est de oratore qui ex fundatione præfecti & ædiliū urbis Parisiensis LUDOVICO MAGNO panegyrim quot annis dicat. Ac superiorum quidem facultatum deputatis etiamnum contententibus id muneris à singulis facultatibus jure uniuscujusque vice obeundum, quatuor verò nationum procuratoribus rursus contra contententibus id muneris pertinere ad amplissimum D. rectorem, aut si per vices ad singulas facultates deferendum sit, suas singularum nationum singulas vices esse oportere. Ne tamen quod toti academix tanto futurum esse decori videtur negotio vel tantula mora injiciatur, placuit unanimi omnium consensu interim & donec quæ superiores inter & præclaram artium facultatem pendent, dirimantur controversiæ de quatuor facultatis artium suffragiis, salvoque illarum jure, eum qui per id tempus quo habenda erit dicta panegyris rector fuerit, eo munere quotannis defungi; atque sic ab amplissimo D. rectore conclusum est. Signé, LAIR, avec paraphe. CONCLUSIONS du procureur general du roy, ouy le rapport de maître Hierosme le Peletier conseiller, la matiere mise en deliberation, LA COUR a ordonné que ledit contract du 24. Juillet dernier & la deliberation de l'université du 22. du mesme mois seront homologuez pour estre executez selon leur forme & teneur. Fait en parlement le XVII. Aoust M. DC. LXXXIV. Signé, JACQUES, avec paraphe. Tiré du registre de l'hôtel de ville commençant en 1684. & finissant en 1686.

DECLARATION DU ROY
Louis XIV. concernant les bastimens
que font faire les religieux mandians de
Paris.

L OUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut. Les despenſes extraordinaires que plusieurs religieux mandians ont fait depuis quelque tems dans nostre bonne ville de Paris, tant pour des decorations superflues de leurs monasteres, que pour en augmenter les revenus, estant également contraires à la sainteté de leurs regles, & à la police de nostre estat, nous avons estimé necessaire de prévenir les desordres que la continuation de cette liberté pourroit produire au préjudice de la discipline reguliere, & de plusieurs de nos sujets qui s'engagent par différentes voies à preſter & fournir auxdits religieux les sommes necessaires pour la construction de ces bastimens, & d'empêcher le scandale que pourroit causer dans la suite la vente de ces lieux consacrez au culte & au service de Dieu, si ceux de nos sujets, de l'argent desquels ils ont esté bastis, se trouvoient forcez de la poursuivre dans les formes ordinaires de la justice, pour la conservation de leurs biens. A CES CAUSES, de nostre certaine science, pleine puissance & autorité royale, nous avons deſſendu & deſſendons très-expressement auxdits religieux mandians, à peine d'estre privez de tous les privileges que nous leur avons accordez, ou les rois nos predecesseurs, d'entreprendre & de commencer à l'avenir aucun bastiment, dont la despenſe excède la somme de 15000. livres, sans en avoir obtenu nostre permission par des lettres patentes signées de nostre main, contre-signées par l'un des secretares d'estat & de nos commandemens, & scellées de nostre grand sceau, & les avoir fait enregistrer en nostre cour de parlement de Paris, sur l'avis du lieutenant de police, & de nostre procureur au chastelet, & des prevost des marchands & eschevins de nostredite ville, & avec les autres formalitez que l'on a accoustumé d'observer dans ces occasions. Et à l'égard des bastimens dont la despenſe excédant la somme de 3000. livres sera au-dessous de celle de 15000. livres, leur deſſendons pareillement de les entreprendre, qu'après en avoir obtenu la permission par arrest de nostre cour de parlement

parlement, qui ne sera accordée qu'en grande connoissance de cause & avec les formalitez marquées ci-dessus. Voulons que ceux qui presteront ou qui fourniront d'une autre maniere de l'argent auxdits religieux pour ces bastimens, soient tenus, ou lefdits religieux pour eux, de représenter à nostredite cour de parlement les contracts de constitution, ou autres actes qu'ils en auront passé, pour estre inferez dans les arrefts d'enregistrement de nos lettres, & dans ceux que nostredite cour pourra rendre dans la suite, si lefd. religieux avoient besoin, pour achever les bastimens que nous leur aurions permis de faire, de plus grandes sommes que celles que l'on leur auroit fourni lorsqu'ils auroient fait enregistrer nosdites lettres, & dans les arrefts par lesquels nostredite cour permettra la construction des bastimens qui seront au-dessous de la somme de 15000. livres; & à faute de ce faire, déclarons lefdits contracts & actes nuls, deffendons à tous juges d'y avoir égard, & d'en ordonner ni permettre l'exécution directement ou indirectement. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement de Paris, que ces presentes ils aient à faire lire, publier & registrer, & icelles executer selon leur forme & teneur; car tel est nostre plaisir. En tesmoin de quoi nous avons fait mettre nostre scel à celsdites presentes. Donné à Versailles le v. jour du mois de Septembre, l'an de grace M. D. C. LXXXIV. & de nostre regne le XLII. *Signé, LOUIS; & sur le reply: Par le roy, COLBERT. Et scellée du grand sceau de cire jaune.*

Registrées, oui & ce requérant le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, suivant l'arrest de ce jour. A Paris en parlement le VII. jour de Septembre M. DC. LXXXIV. *Signé, JACQUES. Pris sur l'imprimé.*

ARREST DU CONSEIL D'ESTAT
du roy, touchant le cours & rempart de la porte saint Antoine à la porte saint Honoré, la porte du Temple, &c.

AN. 1674.

LE roy ayant par les arrefts de son conseil des 7. Juin 1670. & 11. Mars 1671. & lettres patentes du mois de Juillet 1676. ordonné aux prevost des marchands & eschevins de sa bonne ville de Paris, de former les remparts de lad. ville de Paris, depuis la porte saint Antoine, jusques vers celle de saint Honoré, & d'y

planter des arbres pour y faire un cours, tant pour la decoration de ladite ville, que pour procurer des promenades aux bourgeois & habitans d'icelle; ils auroient avec beaucoup de soin & de dépense formé lefdits remparts, & porté ledit cours jusqu'à la porte sainte Anne, dite Poissonniere, ayant à cet effet fait démolir l'ancienne porte du Temple, pour la faire construire de neuf au delà dudit cours. Et ayant sadite majesté esté informée par lefdits prevost des marchands & eschevins, que pour donner une entiere perfection ausdits ouvrages, suivant le plan qui en avoit esté levé par ses ordres, & dont elle auroit ordonné l'exécution par lefdites lettres patentes & arrefts, il convenoit reduire & aplaïr plusieurs buttes de terre en plusieurs endroits & environs dudit cours, qui serviroient à remplir lefdits marais & trous estans le long d'iceluy, & de faire acquisition de plusieurs maisons qui se rencontroient dans l'alignement dudit cours, qui devoient estre démolies, & de quelques terres & marais necessaires pour former iceluy: ce qui devoit couster des sommes considerables; & qu'il y avoit le long dudit cours depuis la porte saint Antoine jusques où il doit estre porté suivant ledit plan, quelques places vaines & vagues en buttes, marais & folles, mesme quelques masures de maisons de peu de valeur construites sur lefdits remparts & es environs d'iceluy, dont on pourroit disposer & en tirer quelque avantage. Oüy le rapport du sieur le Pelletier conseiller ordinaire au conseil royal, contrôleur general des finances; SA MAJESTE' en son conseil a ordonné & ordonne que lefdits prevost des marchands & eschevins de la ville de Paris feront construire de neuf ladite porte du Temple, suivant & conformément au plan qui en a esté dressé, & à cet effet sa majesté leur permet de prendre les maisons, terres, marais & heritages qui se trouveront dans l'estendue de ladite porte, ou le long du cours qui doit estre construit, en tout ou en partie, en remboursant les propriétaires d'iceux. Et pour leur donner moyen de subvenir aux dépenses necessaires à faire pour raison de ce, sa majesté leur permet de vendre & disposer des places vaines & vagues, folles, marais, petites maisons & edifices qui se trouvent depuis la porte saint Antoine jusqu'à celle de saint Martin, que lad. ville avoit cy-devant donnez par baux emphyteotiques ou autrement:

en remboursant néanmoins les detempteurs d'iceux, qui justifieront par quittances avoir payé quelques sommes à sa majesté pour jouir en propriété desdits heritages; à la charge d'employer les deniers qui proviendront desdites ventes, tant à la construction de la nouvelle porte du Temple, qu'au dedommagement desdits propriétaires desdites maisons & heritages qui seront prises pour former lesdits remparts, cours & autres ouvrages qu'il conviendra faire pour les construire. Et sera le présent arrest executé nonobstant oppositions ou appellations quelconques, dont si aucunes interviennent, sa majesté s'en réserve & à son conseil la connoissance, & icelle interdit à toutes ses cours & juges. Fait au conseil du roy, tenu à Paris le iv. jour de Novembre M. DC. LXXXIV. *Signé par collation, BECHAMEIL. Tiré d'un petit cahier imprimé chez Frederic Leonard en 1686.*

AUTRE ARREST DU MESME conseil, touchant le cours & rempart susdit, la Ville-Neuve, &c.

AN. 1685.

Sur ce qui a esté representé au roy estant en son conseil, par les prevost des marchands & eschevins de la bonne ville de Paris, qu'ils auroient par ses ordres porté l'enceinte de ladite ville, formant le nouveau cours planté d'arbres le long des remparts, jusques à la porte Poissonniere; ce qui leur auroit causé une très-grande despense, à laquelle ils n'auroient pu subvenir sans la permission que sa majesté leur a accordée, de disposer des terres vaines & vagues des fossés, portes anciennes & mazures estant depuis la porte saint Antoine jusques à celle de saint Martin, mesme de reprendre les heritages dont les adjudications auroient esté faites en la chambre du domaine, & qui auroient esté cy-devant donnez par ladite ville à baux emphyteotiques, en remboursant les detempteurs d'iceux des sommes qu'ils justifieroient avoir payées au garde de son tresor royal; & esperoient par ce moyen, sous le bon plaisir de sa majesté, continuer ladite enceinte & nouveau cours, depuis ladite porte Poissonniere jusques à celle de saint Honoré, suivant le plan qu'ils en auroient fait lever. Mais comme il y a une place vaine & vague au derriere des murs du monastere des dames religieuses Filles-Dieu, au lieu dit la Ville-Neuve, où estoient cy-devant les fossés de la ville, sur laquelle on fai-

soit décharger journellement des immondices, en telle quantité qu'il y a à présent plus de quatorze cens toises de décombres à faire enlever: ce qui rend ladite place d'un aspect désagréable, & y causé des cloaques & amas d'eau qui incommode le public & le quartier, dont l'enlèvement est très facile à faire, & servira à former ledit nouveau cours. Et d'ailleurs qu'il reste encore quelque places vaines & vagues des fossés, remparts, contrescarpes, portes anciennes & masures ez environs desdites portes saint Martin, Poissonniere, Montmartre, de Richelieu, de Gaillon & saint Honoré, lesdits prevost des marchands & eschevins ont recours à sa majesté, à ce qu'il luy plaise leur permettre de faire enlever lesdites décombres & immondices, & de rendre ladite place au rez de chaussée des rues voisines, & d'en disposer à perpetuité, ensemble de toutes les places vaines & vagues des fossés, remparts, contrescarpes, portes anciennes & masures qui sont aux environs desdites portes saint Martin, Poissonniere, Montmartre, de Richelieu, de Gaillon & saint Honoré; mesme des heritages cy-devant donnez par ladite ville à baux emphyteotiques, non obstant toutes adjudications faites d'iceux en la chambre du domaine, en remboursant néanmoins les particuliers qui justifieront par titres valables avoir quelques parts & portions en la propriété de ladite place de ladite Ville-Neuve, & les detempteurs desdites places vaines & vagues & heritages des sommes qu'ils justifieront avoir payées au garde du tresor royal; pour estre les deniers qui proviendront desdites ventes & alienations, employez aux acquisitions des marais, places & maisons, en tout ou partie, qui se trouveront sur le terrain où doit passer ledit cours, & autres dépenses qu'il conviendra faire, pour le dresser & former suivant ledit plan. Et oüy le rapport du sieur le Pelletier conseiller ordinaire au conseil royal, contrôleur general des finances: SA MAJESTÉ estant en son conseil a ordonné & ordonne que les prevost des marchands & eschevins de ladite ville de Paris feront incessamment enlever les terres, gravois & immondices qui sont sur ladite place vaine & vague, qui est au derriere des murs du convent des religieuses Filles-Dieu, pour estre conduits au lieu où la décharge en peut estre commodément faite; comme aussi qu'ils feront incessamment travailler aux ouvrages qu'il convient

vient faire, pour former ledit cours depuis la porte saint Honoré jusques à celle de saint Martin, suivant le plan qui en a esté dressé, en commençant par la porte saint Honoré. A cet effet sa majesté leur permet d'acquérir les places, marais & heritages dont ils auront besoin, & de disposer par vente & alienation à perpetuité des places vaines & vagues, fossés, remparts, contrescarpes, portes anciennes & masures, mesme des heritages cy-devant donnez par ladite ville par baux emphyteotiques, nonobstant toutes adjudications faites d'iceux en la chambre du domaine, qui sont depuis ladite porte saint Honoré jusques à celle de saint Martin: en remboursant neanmoins par lesdits prevost des marchands & eschevins, les detrempeurs desdites places vaines & vagues & heritages, des sommes qu'ils justifieront avoir payé au garde du tresor royal; pour estre les deniers qui proviendront de la vente & alienation desdites places & heritages, employez aux acquisitions des marais, places ou maisons, en tout ou en partie, qui se trouveront sur le terrain où doit passer ledit cours, & aux dépenses qu'il conviendra faire pour le dresser & former suivant ledit plan. Et fera le present arrest executé nonobstant oppositions & autres empeschemens quelconques, dont si aucuns interviennent, sa majesté s'en reserve à foy & à son conseil la connoissance, icelle interdit à toutes ses cours & autres juges. Et pour l'exécution du present arrest toutes lettres necessaires seront expedies. Fait au conseil d'estat du roy, sa majesté y estant, tenu à Versailles le VII. jour d'Avril M. DC. LXXXV. Signé, COLBERT. *Ibidem.*

*AUTRE POUR LA DEMOLITION
de la porte saint Marcel, comblement
des fossés de saint Victor, &c.*

LE roy s'estant fait représenter le plan que les prevost des marchands & eschevins de sa bonne ville de Paris avoient fait lever par ses ordres, des fossés & anciens murs qui forment l'enceinte de ladite ville, depuis l'endroit où estoit la porte saint Victor, jusques à celui de la porte saint Jacques; auroit reconnu qu'il estoit très-facile de baïsser le pavé de la rue de la Contrescarpe estant le long dudit fossé saint Victor, dite des peres de la Doctrine Chrestienne, dont le terrain se trouvoit fort élevé & très-incommode, les carosses & charois n'y

pouvant monter qu'avec beaucoup de peine: ce qui estoit d'autant plus aisé à faire, que les terres & décombres qui proviendroient du rabaisement dudit terrain & pavé, serviroient à remplir, dresser & applanir ledit fossé, & à donner la communication dudit quartier saint Victor aux quartiers saint Marcel, saint Jacques & saint Michel; & que pour y donner un aspect agreable, il estoit aussi necessaire de démolir l'ancienne porte saint Marcel. Et sa majesté ayant esté informée par lesdits prevost des marchands & eschevins, que pour aucunement subvenir à la dépense à faire pour ces ouvrages, & à l'indemnité qui se trouveroit due aux propriétaires des maisons construites sur ladite rue de la Contrescarpe, qu'il conviendrait reprendre sous œuvre de plus de quinze pieds en aucuns endroits, on pouvoit tirer quelque secours, si sa majesté avoit agreable de leur permettre de disposer à perpetuité des places desdits fossés, qui resteroient après avoir formé les ruës d'une largeur convenable le long d'iceux, & & de quelques maisons cy-devant données à baux emphyteotiques par la ville, tant dedans que dehors ladite closture; en remboursant toutefois les detrempeurs desdites maisons, des sommes qu'ils justifieront avoir payées au garde de son tresor royal. Et voulant sa majesté que ledit plan soit executé, & concourir à tout ce qui peut procurer l'embellissement & la commodité de ladite ville:

LE ROY ESTANT EN SON CONSEIL a ordonné & ordonne que l'ancienne porte saint Marcel sera démolie, & que les ouvrages qu'il conviendra faire pour la decoration de ladite ville, & donner la communication dudit quartier saint Victor ausdits quartiers saint Marcel, saint Jacques & saint Michel seront incessamment faits; & à cette fin sera le terrain & pavé de ladite rue de la Contrescarpe du dit fossé saint Victor baillé suivant ledit plan: en indemnifiant par lesdits prevost des marchands & eschevins les propriétaires desdites maisons qui seront déterrées & reprises sous œuvre, à proportion du dommage qu'ils en recevront, en places qui resteront desdits fossés, dont sa majesté permet ausdits prevost des marchands & eschevins de disposer à perpetuité; comme aussi de reprendre & mettre en valeur lesdites maisons qui sont au dedans & au dehors des fossés & closture de ladite ville, depuis l'endroit où estoit ladite porte saint Victor,

M m

jusques vers celui où ladite porte saint Jacques estoit construite, & qui estoient cy-devant & sont encores tenus à baux emphyteotiques de ladite ville, pour en disposer par eux à perpétuité, pourquoi leur seront toutes lettres à ce nécessaires expédiées : en remboursant néanmoins les detrempteurs desdites maisons des sommes qu'ils justifieront avoir effectivement payées au garde de son trésor royal, dont ils seront tenus de représenter les quitrances. A la charge par lesdits prevost des marchands & eschevins d'employer ce qui proviendra desdites ventes & alienations à perpétuité, tant audits dedommagemens & remboursemens, qu'aux seldits ouvrages & autres qui ont esté ou seront cy-après ordonnez par sadite majesté, pour la commodité & embellissement de ladite ville ; leur enjoignant de tenir la main à l'exécution du present arrest, qui sera executé nonobstant oppositions ou appellations quelconques ; dont si aucunes interviennent, sa majesté s'est reservée & à son conseil la connoissance, & icelle interdite à toutes les cours & juges. Fait au conseil d'estat du roy, sa majesté y estant, tenu à Versailles le XVII. jour d'Avril M. DC. LXXXV. Signé, COLBERT. *Ibidem.*

Les trois arrests precedens ont esté confirmez par lettres patentes du mois de Juillet 1686. registrées au parlement le 2. Aoust suivant ; lesquelles lettres valident, approuvent & ratifient tout ce qui avoit esté & devoit estre fait pour l'entiere execution de ces arrests, ensemble les contrats de ventes, alienations & concessions à perpétuité, & actes que les prevost des marchands & eschevins avoient fait ou pourroient faire & passer en vertu d'iceux. Ibidem.

MARCHE FAIT ENTRE
les prevost des marchands & eschevins
& le sieur Predot architecte, pour la
construction de la place des Victoires.

AN. 1685.

Furent presens messire Henry de Fourcy chevalier, comte de Chessy, conseiller du roy en sa cour de parlement, president es enquestes de ladite cour, prevost des marchands ; Denis Rousseau conseiller du roy, l'un des quarreniers de ladite ville ; Jean Chuppin conseiller du roy, notaire & garde-notes de sa majesté audit chastelet ; François-Mathieu Geofroy bourgeois, & Jean-Jacques Gayot conseiller du roy & de ladite ville, eschevins d'icelle, d'une part ; & le sieur Jean-Baptiste Predot ar-

chitecte bourgeois de Paris, y demeurant rue Pachevin, paroisse saint Eustache, d'autre part. Lesquels sur la proposition qui a esté faite de poser la statue de sa majesté en une place de forme ronde, que l'on auroit jugée commode en la rue des Fossés-Montmartre, & pour cet effet abbatre du costé de l'hôtel de la Ferté, appartenant à M. le Marechal de la Feuillade, & y former une rue venant du costé de la rue Neuve-des-petits-champs, & de l'autre costé une grande maison appartenante au sieur Perrault, joignant celle de la dame Hotman veuve de monsieur Hotman intendant des finances, & une autre maison appartenante au sieur de Larré, pour y former une autre rue venant de la rue des Petits-champs dans ladite place ; & lesdits sieurs prevost des marchands & eschevins ayant receu l'ordre de sa majesté qui leur auroit ordonné d'acquiescer lesdites maisons, & de rembourser les propriétaires d'icelles des sommes dont il seroit convenu : mesme de laisser & abandonner au sieur de la Feuillade ce qui restoit de son costé, lesdites rues & places prises de la maison de ladite dame Hotman & dudit sieur Perrault. Et parce qu'il convient reestabli le tour de ladite place en forme circulaire d'une mesme cimetrie, pour l'ornement de ladite place, suivant le plan qui en a esté fait par le sieur Mansard, profil & elevation ; & qu'après que les maisons de lad. dame Hotman & du sieur de Larré seront abbatuës, & la place nécessaire prise, il restera quelque chose de la maison de ladite dame Hotman, & les places restantes du jardin de ladite dame, & de la maison & jardin dudit sieur de Larré du costé de la rue des Vieux-Augustins, propres à bastir des maisons, ensemble des materiaux provenans des demolitions, qui serviront à dedommager ce que pourra coster la face qu'il convient construire sur ladite place. Ce qu'ayant esté proposé audit sieur Predot, & pris connoissance du tout, a esté convenu & accordé entre les parties ce qui ensuit : c'est à sçavoir que lesdits sieurs prevost des marchands & eschevins ont quitté & délaissé, quittent & délaissent par ces presentes du tout dès maintenant & à toujours, & promettent audit nom garentir de tous troubles & empeschemens quelconques, audit sieur Predot ce acceptant, toutes les places qui resteront de la maison de la dame Hotman du costé de la rue des Vieux-Augustins,

gustins, celles aussi restantes de la maison du sieur de Larré, après ladite place prise & formée de quarante toises de diametre : lesdites places restantes, tant de la maison de ladite dame Hotman, que du sieur de Larré, montant à 350. toises ou environ, comme le tout se poursuit & comporte, ayant face circulaire sur ladite place, & face droite sur la rue des Petits-champs, & sur celle du Petit-reposoir, aboutissant par derrière aux maisons du Mont-sainte-Catherine, & aux sieurs le Normant, Janart, Cendrier & autres, tenant d'un côté à monsieur de Montaud, & de l'autre côté sur la face de ladite rue du Petit-reposoir. Et aussi lesdits sieurs prevost des marchands & eschevins délaissent audit sieur Predot les eaux qui dépendent de la maison de ladite dame Hotman & celle dudit sieur de Larré, sans aucune garentie que de leurs faits & promesses audit nom, pour en jouir & disposer par ledit sieur Predot, ainsi qu'il avisera : lesdites places franches & quittes de toutes charges & redevances, excepté du cens qui se trouvera dû aux seigneurs à qui il appartient. Lesquelles places ainsi délaissées reviennent à la ville au moyen du delaissement qui doit estre fait desdites maisons de ladite dame Hotman & dudit sieur de Larré, ainsi que sa majesté l'a ordonné, dont les contrats & actes en doivent estre faits & passés, qui seront fournis audit sieur Predot incessamment. Le présent delaissement ainsi fait audit sieur Predot par lesdits sieurs prevost des marchands & eschevins, à la charge qu'il sera tenu, comme il promet & s'oblige, de faire construire & bastir à ses frais & depens le mur de face circulaire sur ladite place, suivant le plan & elevation qui en a esté fait double, & l'un d'iceux mis en ses mains, après qu'ils ont esté paraphés par lesdits sieurs prevost des marchands & eschevins, & dud. sieur Predot & des notaires soussignez, & l'autre demeuré ausdits sieurs prevost des marchands & eschevins. Lequel mur de face en fondation sera construit jusques sur le bon & vif fonds de terre neuve, auquel lieu il sera posé un bon & gros libage de pierre dure ; & sous les trumeaux ladite fondation sera entièrement de bon libage de pierre dure picquée, semillée de tout bouzin posé en bonne liaison ; & le restant dudit mur sera construit avec de bons moilons de pierres dures aussi picquées, semillées de tout bouzin, & le tout employé avec

mortier de chaux & de sable, dont la chaux occupera la tierce partie ; & depuis le rez de chaussée jusques & compris l'entablement, ledit mur de face circulaire sera entièrement de pierres de taille : sçavoir depuis le rez de chaussée jusques aux impostes des arcades de pierres d'Arcueil, & le surplus de bonnes pierres de saint Leu-Trocy ; toutes lesquelles pierres seront bien & proprement taillées, & de plus lesdites pierres d'Arcueil seront raverlées, & lesdites pierres de saint Leu nettoyées au fer. Et sera ladite façade ornée d'architectures suivant ladite elevation, comme le refend, corps & avant-corps, bandeaux & consoles, corniches, frises, architraves, bases, chapiteaux de pilastres, corniches & plintes. Et de plus ledit sieur Predot sera tenu & obligé de faire les ornemens de sculpture aussi à ses frais & depens ; plus de faire les lucarnes de pierres de taille, couvertes de plomb ; comme aussi de faire le comble en toute la longueur de ladite face circulaire, ainsi qu'il est figuré par ladite elevation, lequel sera couvert d'ardoise ; & de plus fournir le plomb des cheineaux, bavettes, faîstes, brouseaux & amortissemens & recouvrements de lucarnes ; & fournir deux bornes à chacune arcade. Sera encore tenu ledit sieur Predot de faire faire toutes les démolitions & décombremens des bastimens de la maison de ladite dame Hotman, & celle dudit sieur de Larré, qui se trouveront suivant le plan tant dans ladite place, que dans la rue des Petits-champs ; au moyen dequoy tous & uns chacuns les matériaux lui appartiendront, de même que ceux qui se trouveront & seront à présent sur les places cy-dessus déclarées, & généralement tout ce qui dépend des bastimens restans de la maison de ladite dame Hotman & dudit sieur de Larré, pour le tout luy appartenir, & en disposer ainsi que bon luy semblera. Et sera tenu ledit sieur Predot d'assujettir les bastimens qu'il fera construire, à la symetrie qu'il est tenu de faire à ladite façade, & commencer à travailler à ce que dessus incessamment & sans discontinuation, avec nombre d'ouvriers suffisant, en sorte que le tout soit parfait le plus tost que faire se pourra. Et à l'avenir ledit sieur Predot ou ceux qui auront droit de luy, seront tenus & obligés d'entretenir ladite façade en pareil estat & symetrie, sans y rien changer ; mais pour les autres façades des maisons qu'il bastira sur la rue

des Petits-champs & du Petit-reposoir, il les fera à sa volonté, comme il le trouvera bon. Et sera tenu de faire démolir le réservoir qui sert à ceux qui ont droit de prendre des eaux, qui est à présent en la maison de ladite dame Hotman, adossé contre la maison de monsieur Chevalier conseiller, & le faire reporter & construire sur une place au derrière de la maison dudit sieur Cendrier, le tout aux frais & despens dudit sieur Predot, lesd. sieurs prevost des marchands & eschevins se réservant la faculté de mettre dans led. réservoir un ou plusieurs bassins, au cas que la ville en ait besoin; & aussi ledit sieur Predot se réserve d'y mettre un bassin & tuyau de conduite pour les eaux dependantes de ladite maison de ladite dame Hotman à luy cy-dessus délaissées. Pourra ledit sieur Predot conserver, si bon luy semble, les caves de la maison dudit sieur de Larré en tout ou en partie, qui seront dorénavant sous ladite place, & en faire ainsi qu'il le jugera à propos, en prenant les seuretez nécessaires pour leur entretien. Et suivant la convention des parties, pour parvenir à la construction des maisons que ledit sieur Predot doit faire sur ce qui reste de place des maisons de ladite dame Hotman & dudit sieur de Larré, lesdits sieurs prevost des marchands & eschevins ont acquis des sieurs Clement, Davolé, damoiselle sa femme, Simon Dupuis & sa femme, portions de leurs maisons & au derrière d'icelles, dont ils ont à l'instant fait des déclarations au profit dud. Sr Predot; le prix desquelles acquisitions a été par luy payé, ainsi qu'il est porté par lesdites déclarations, à l'exception de ce qui en reste deûb ausdits sieur & damoiselle Davolé, c'est pourquoy ledit sieur Predot sera tenu payer ce qui en reste, & acquitter du tout lesdits sieurs prevost des marchands & eschevins, comme ne faisant en ce que son avantage. Car ainsi a été accordé entre les parties, en la présence, de l'avis & consentement de maître Louis-Maximilien Titon escuyer, conseiller* du roy & de ladite ville, présent. Et pour l'exécution des présentes & dependances les parties ont élu leurs domiciles en cette ville de Paris: sçavoir lesdits sieurs prevost des marchands & eschevins au bureau de ladite ville, & ledit Sr Predot en la maison où il est demeurant, devant déclarée; auxquels lieux ils consentent & accordent que tous actes & exploits de justice qui y seront faits, soient va-

* Procureur.

bles comme faits à leurs personnes; promettant, &c. obligeant, &c. renonçant, &c. Fait & passé à Paris au bureau de la ville, l'an M. DC. LXXXV. le XII. jour de Septembre avant midy. *Signé sur la minute*, DE FOURCY, CHUPPIN, ROUSSEAU, GEOFFROY, GAYOT, TITON, PREDOT, & CAILLET & GALLOIS notaires. *Pris sur l'imprimé en feuille volante.*

CONTRACT DE DONATION
& substitution pour l'entretien de la statue
& des ornemens de la place des Vic-
toires.

PARDEVANT les conseillers du roy, notaires de sa majesté au châtelet de Paris, soussignez, fut présent tres-haut & tres-puissant seigneur monseigneur François vicomte d'Aubusson de la Feuillade duc, pair & mareschal de France, colonel des gardes Françaises, gouverneur de Dauphiné, demeurant en son hôtel à Paris, rue des Petits-champs, paroisse saint Eustache; lequel de sa bonne volonté a reconnu & confessé avoir donné, cédé, transporté & délaissé, hors part, par préciput & sans charge de rapport, par ces présentes, dès maintenant & à toujours, par donation pure & simple & irrevocable entre vifs, en la meilleure forme & maniere que faire se peut & que donation peut valoir, sans esperance de la pouvoir jamais revoquer en quelque sorte & maniere que ce soit, & pour plus grande seureté & validité de ladite donation promettre garantir de tous troubles, hypothèques, evictions & autres empeschemens généralement quelconques, à messire Louis d'Aubusson de la Feuillade son fils unique & de feuë tres-haute & tres-puissante dame madame Charlotte Gouffier duchesse de la Feuillade son épouse, ce acceptant par François Soucanye ecuyer sieur de Baricour son tuteur oneraire, demeurant à Paris en ladite rue des Petits-champs, paroisse saint Eustache, la comté de la Feuillade, la vicomté d'Aubusson, la baronnie de la Borne première baronnie de la Marche, & la châtellenie de Fellerin, scises en la Marche, & la baronnie de Peyruffe scize en Poitou, anciens domaines de la maison d'Aubusson, & les châtellenies d'Ahun, Chenerailles, Jarnage & Drouilles situées audit pays de la Marche: lesdites terres & seigneuries, appartenances & dependances, vallant présentement vingt-deux mille livres de revenu,

dont quatorze mille livres proviennent des biens propres dudit seigneur donateur, & huit mille livres de ceux qu'il a acquis du roy par contract d'eschange du 14. Juin 1686. le tout ainsi qu'il se poursuit & comporte, & qu'audit seigneur donateur il appartient : lesdites vicomté, chastellenies & baronie de Peyrussé étant en la mouvance du roy, & lesdites comté & baronie de la Borne en celle dudit seigneur donateur, à cause de la chastellenie d'Ahun, chargées des charges foncières & ordinaires, & sans autres charges, dettes ni hypotheques quelconques, franchises & quittes neantmoins des arrearages desd. charges foncières & ordinaires de tout le passé jusques à huy, pour de toutes lesd. terres & seigneuries ainsi presentement données, jouir par ledit seigneur donataire au moyen des presentes, ainsi que ledit seigneur donateur a & fait & fera pendant sa vie, en consequence de la reserve d'usufruit cy-après. Cette donation, cession & transport ainsi faits par ledit seigneur donateur, pour l'affection qu'il porte audit Louis d'Aubusson de la Feuillade son fils unique, sous la reserve qu'il fait par exprès de l'usufruit desdites terres & seigneuries, appartenances & dependances sa vie durant, ensemble de la superficie presente des forests de la comté de la Feuillade & baronie de Peyrussé, & de tous les autres bois scituez esdites vicomté, baronies & chastellenies, pour jouir dudit usufruit à titre de precarie, voulant qu'après son deceds il demeure réuni & consolidé à la propriété desdites terres & seigneuries ; & encore aux charges & conditions qui ensuivent, c'est à sçavoir :

I. Que ledit donataire ny autres cy-dessous appelez après luy ne pourront vendre, aliener, échanger ny hypothéquer lesdites terres & seigneuries.

II. Que ladite donation demeurera chargée d'une substitution graduelle & perpetuelle à l'infinité de masse en masse, gardant toujours l'ordre de primogeniture ; à laquelle substitution ledit seigneur donateur appelle premierement l'aîné masse dudit Louis d'Aubusson de la Feuillade donataire & ses descendants masses à l'infinité, gardant toujours l'ordre de primogeniture, secondement les puisnez dudit Louis d'Aubusson de la Feuillade & leurs descendants de masse en masse par le mesme ordre cy-dessus. Et après toute la lignée masculine dudit Louis d'Aubusson de la Feuillade, si elle vient à manquer, ledit seigneur donateur ap-

pelle les autres enfans masses qui naitront du mariage qu'il pourroit cy-après contracter, & leurs descendants masses à l'infinité, gardant toujours l'ordre de primogeniture. Et après toute la ligne masculine des enfans masses puisnez dudit seigneur donateur, si elle vient à manquer, ledit seigneur donateur appelle Jean d'Aubusson marquis de Mirmont en Perigord, & son fils Jacques d'Aubusson ou ses autres enfans masses & leurs descendants masses par le mesme ordre cy-dessus. Et en cas de défaillance de la ligne masculine dudit Jean d'Aubusson marquis de Mirmont, qui est maintenant l'aîné de la branche de Guy d'Aubusson seigneur de Villac en Perigord, separée de la tige dudit seigneur donateur dès auparavant l'an 1420. ledit seigneur appelle à ladite substitution par le mesme ordre cy-dessus chacune des autres branches masses dudit Guy d'Aubusson, s'il y en a alors ; & à leur défaut, par le mesme ordre cy dessus, la ligne masculine de Guillaume d'Aubusson premier du nom, seigneur de Poux & de Banieux en la Marche, à commencer par François d'Aubusson premier du nom, comte de Banfon en Auvergne & tous ses descendants masses, aîné de ladite ligne separée de la tige dudit seigneur donateur dès auparavant l'an 1350. Lesdits Guy & Guillaume d'Aubusson étant descendus de Renault vicomte d'Aubusson, duquel les seigneurs comtes de la Feuillade sont descendus par les aînez en ligne directe & masculine.

III. Seront exclus de ladite substitution ceux des masses en quelque degré & en quelque ligne que ce soit, qui se trouveront estre engagez dans l'ordre de prestrise, diaconat ou sous-diaconat, religieux profés ou chevaliers de Malthe. Et en cas que ceux qui auroient recueilly ladite substitution, fussent promûs, après l'avoir recueillie, à l'ordre de prestrise, diaconat ou sous-diaconat, ou qu'ils fissent profession dans quelques ordres religieux ou dans l'ordre de Malthe, entend ledit seigneur donateur que la presente substitution soit declarée ouverte au profit du degré suivant, dans l'ordre estably cy-dessus, du jour de ladite promotion ou profession.

IV. Seront encore exclus de ladite substitution ceux desdits substituez qui auront cy-après epousé une femme dont le pere n'auroit pas assez de noblesse pour faire ses enfans chevaliers de Malthe, & pareillement les enfans qui en

naïstront, & leurs descendans en quelque degré qu'ils soient. Et en cas qu'aucuns de ceux qui sont appelez à ladite substitution, vinssent après l'avoir recueillie, à épouser une femme dont le pere n'auroit point assez de noblesse pour faire ses enfans chevaliers de Malthe, ledit seigneur veut & entend que par ce mariage ladite substitution soit déclarée ouverte au profit du degré suivant.

V. Ladite substitution durera tant & si longuement qu'il y aura des enfans & descendans mâles, de mâle en mâle, tant en ligne directe que collaterale dudit seigneur donateur, de Guy d'Aubusson seigneur de Villac, & de Guillaume d'Aubusson premier du nom, seigneur de Poux & de Banieux, par substitution masculine, graduelle, perpétuelle & infinie, comme dit est; à l'effet de quoy sa majesté sera très-humblement suppliée d'accorder ses lettres de confirmation, pour déroger à toutes coutumes, loix & ordonnances à ce contraires, même par exprès aux coutumes de la Marche & de Poitou, & aux ordonnances d'Orléans & de Moulins, déclarations & arrests intervenus sur icelles.

VI. Les filles tant dudit seigneur donateur, que du donataire & des substitués, & tous leurs descendans tant mâles que femelles, soit en ligne directe ou collaterale, demeureront perpétuellement exclues de ladite substitution, & ne pourront rien prétendre aufdites terres & seigneuries.

VII. Et voulant ledit seigneur donateur pourvoir à ce que la statue qu'il a erigée au roy dans la place des Victoires de cette ville de Paris, soit conservée à perpétuité en son entier & dans toute sa beauté avec tous ses ornemens, & que les lumières établies pour éclairer ladite place soient entretenues; il veut & ordonne que ledit Louis d'Aubusson de la Feuillade son fils, & tous ceux qui estant appelez à ladite substitution jouiront après luy desdites terres & seigneuries, soient tenus de faire redorer à leurs frais tous les vingt-cinq ans ladite statue & ornemens qui sont à présent dorés, si messieurs les prevost des marchands & eschevins de cette ville de Paris le jugent à propos; comme aussi d'entretenir à leurs frais de toutes réparations grosses & menues tous lesdits ouvrages, sçavoir le groupe de ladite statue en bronze du roy, le pied d'estal de marbre, les quatre esclaves, bas-reliefs,

trophées, inscriptions & autres ornemens de bronze dudit pied d'estal, les quatre groupes de colonnes de marbre ornez chacun de six bas reliefs de bronze, representans les grandes actions du roy, les fanaux de bronze doré soutenus par lesdits groupes, & les quatre esclaves servans à y monter.

VIII. Seront pareillement tenus d'entretenir à leurs frais dans lesdits quatre fanaux des lumières suffisantes pour éclairer ladite place des Victoires pendant la nuit, & dans toutes les saisons de l'année.

IX. Seront encore tenus de payer les gages d'une personne qui sera par eux préposée pour faire allumer lesdites lumières, faire nettoyer les fanaux, tenir les escaliers qui servent à y monter en estal & fermer, & veiller à la conservation de tous lesdits ouvrages.

X. Ledit seigneur maréchal duc de la Feuillade prie & demande qu'après son deceds messieurs les prevost des marchands, eschevins & procureur de cette ville de Paris tiennent la main à l'entière execution des trois précédentes clauses; les suppliant de prendre ce soin par les sentimens de respect & de zèle que la ville a temoigné pour la personne du roy.

XI. Et afin que lesdits ouvrages soient conservez, & lesdites lumières entretenues avec plus de soin, ledit seigneur donateur desire & demande que de cinq ans en cinq ans le cinquiesme du mois de Septembre, feste de saint Victorin, jour de la naissance du roy, ou le lendemain, si ledit jour cinq Septembre tombe en un Dimanche ou jour de feste, lesdits ouvrages soient veus & visitez par mesdits sieurs les prevost des marchands & eschevins de cette ville de Paris, à la diligence de M. le procureur du roy & de ladite ville, qui quinzaine auparavant prendra la peine d'avertir ou faire avertir par son substitut, & en cas d'absence par lettre missive, ledit seigneur donateur, ledit seigneur donataire, ou celuy des substitués qui jouira pour lors desdites terres & seigneuries, pour se trouver à ladite visite, à laquelle seront appelez deux experts qui seront nommez par mesdits sieurs prevost des marchands & eschevins. Et sera dressé procez verbal de ladite visite & des reparations qui seront à faire aufdits ouvrages, dont sera delivré une expedition audit donataire ou substitué qui jouira pour lors desdites terres & seigneuries;

ries; & sera contraint de faire faire incessamment lesdites reparations, & de payer les experts qui en auront fait les devis, à la diligence dudit sieur procureur du roy & de ladite ville. Et en cas de negligence par ledit donataire ou substituez de payer lesdits experts, ou de faire faire & payer lesdites reparations, mesdits sieurs prevost des marchands & eschevins pourront faire avancer les deniers à ce necessaires, & en délivrer exécutoire, ensemble des interêts du jour desdites avances.

XII. Et s'il arrivoit par hazard quel que reparation si grosse qu'elle excédât le revenu d'une année desdites terres & seigneuries, ceux des années suivantes y seront employez, en sorte que le fonds desdites terres & seigneuries ne puisse jamais estre diminué. Desquelles visites la premiere sera faite le cinq Septembre prochain; & sera en icelle fait procez verbal de l'estat, nombre & qualité de tous lesdits ouvrages, dont la minute sera mise au greffe de ladite ville, pour estre lesdits ouvrages recollez sur ledit procez verbal dans toutes les visites qui seront faites à perpetuité.

XIII. A la fin de chacune desdites visites ledit seigneur donateur, le donataire ou celui des substituez qui jouira pour lors desdites terres & seigneuries, sera tenu de faire presenter à monsieur le prevost des marchands deux medailles d'argent, & à chacun de messieurs les eschevins, procureur, greffier & receveur de ladite ville une medaille aussi d'argent, representant le portait du roy, & au revers le groupe de la statue que ledit seigneur mareschal duc luy a fait eriger; lesquelles medailles dont les empreintes sont cy-dessous, seront faites à leurs frais, sur le coin que ledit seigneur a fait faire, & qui sera gardé à cet effet par lesdits seigneurs donateur, donataire & substituez, lesquels lors des deceds auront soin de le retirer; & en cas que par leur negligence il fust perdu, ou que ledit coin vint à estre rompu, il en sera refait un autre semblable aux despens de celui qui jouira pour lors desdites terres & seigneuries. Et seront pareillement tenus lesdits seigneurs donateur, donataire & substituez de faire faire à leurs frais sur le mesme coin une medaille d'or qui sera par eux présentée, & en leur absence par monsieur le prevost des marchands le lendemain de ladite visite ou autre jour suivant, au roy & à ses successeurs roys pour lors regnans.

XIV. Sera fait mention de la reception desdites medailles d'argent dans le procez verbal qui sera fait de chacune visite; & s'il arrivoit qu'en quelqu'une d'icelles lesdits donataire ou substituez ayent manqué de donner mesme une seule desdites medailles, ainsi qu'il est exprimé cy-dessus, ledit seigneur mareschal duc veut & entend qu'il soit pris une somme de mille livres sur les revenus des terres & seigneuries comprises en la presente donation, pour estre ladite somme distribuée aux pauvres par les ordres de mondit sieur le prevost des marchands, & qu'au payement de ladite somme les fermiers desdites terres & seigneuries ou l'un d'eux soient contrainsts à la diligence dudit sieur procureur de la ville, en vertu de l'exécutoire que mesdits sieurs prevost des marchands & eschevins donneront à cet effet.

XV. Si la ligne masculine dudit seigneur donateur, tant directe que collatérale celle de Guy d'Aubusson seigneur de Villac en Perigord, dont Jean d'Aubusson marquis de Mirmont est presentement l'aisné, & celle de Guillaume d'Aubusson premier du nom, seigneur de Poux & de Banieux en la Marche, dont François d'Aubusson premier du nom, comte de Banfon, est presentement l'aisné, viennent à manquer, lesdites terres & seigneuries appartiendront pour toujours, & en toute propriété à la ville de Paris: ledit seigneur donateur luy en transportant tout droit de propriété, fond, tres-fond, noms, raisons, actions, saisines & autres droits généralement quelconques: ce acceptant pour ladite ville, sous le bon plaisir du roy, suivant la deliberation du conseil d'icelle du 27. du present mois, & du consentement de monsieur maistre Maximilien Titon conseiller du roy, son procureur & de ladite ville, messire Henry de Fourcy chevalier, seigneur comte de Chefy & autres lieux, conseiller du roy en ses conseils & d'honneur en sa cour de parlement, prevost des marchands, & nobles hommes Mathieu-François Geoffroy bourgeois de Paris, Jean-Jacques Gayot conseiller du roy en l'hostel de ladite ville, maistre Nicolas Chuppin conseiller du roy, controleur general du marc d'or des ordres de sa majesté, & monsieur maistre Jean Gabriel Sanguiniere, conseiller du roy au chastelet de Paris, tous eschevins de cette ville de Paris, pour ce presens; aux charges & conditions suivantes: sçavoir que ladite ville après

avoir recueilly lad. substitution, entretien-dra à perpetuité les ouvrages mentionnez cy-dessus, & qui seront plus particulièrement exprimez dans le procez verbal qui en doit estre fait. Et sera ladite ville tenuë dudit entretien, suivant & de la mesme maniere que ledit seigneur donataire & les substituez y sont obligez par le present contract.

XVI. Ladite ville sera pareillement tenuë d'entretenir à perpetuité dans lesdits quatre fanaux les lumieres cy dessus mentionnées, servant à éclairer ladite place des Victoires pendant la nuit, & dans toutes les saisons de l'année; ne croyant pas ledit seigneur donateur devoir prendre d'autres precautions pour l'exécution de tout ce que dessus par ladite ville, que le zele & l'affection que ledit seigneur de Fourcy comte de Chesny prevost des marchands, messieurs les eschevins & toute la ville de Paris conserveront éternellement pour le plus grand de nos roys, ne doutant point que leurs successeurs n'ayent les mesmes sentimens de respect.

XVII. Les visites desdits ouvrages audit cas continueront d'estre faites en la maniere cy-dessus exprimée, de cinq ans en cinq ans, le cinquième jour de Septembre, par messieurs les prevost des marchands, eschevins & procureur de ladite ville, qui prendront soin de la conservation & entretien desdits ouvrages & lumieres. Et leur sera donné à la fin de chacune desdites visites, & à messieurs les greffier & receveur de ladite ville, lesdites medailles d'argent cy-dessus énoncées. Et sera la medaille d'or présentée au roy & à ses successeurs roys par messieurs les prevost des marchands & eschevins.

XVIII. Les dépenses nécessaires pour tout ce que dessus, seront faites par le sieur receveur de ladite ville, sur les mandemens de mesdits sieurs prevost des marchands & eschevins, lesquelles dépenses luy seront allouées dans le compte qu'il rendra des revenus desdites terres & seigneuries.

XIX. Ladite ville ne pourra vendre, échanger ny hypothéquer lesdites terres & seigneuries, dont les fonds & les revenus demeureront perpetuellement affectez à la conservation & entretien desdits ouvrages & lumieres.

XX. Et en cas que lesdites terres & seigneuries substituées fussent évincées en tout ou partie à la requeste & poursuite des creanciers dudit seigneur do-

nateur ou autrement, ledit seigneur donateur veut & entend qu'il soit pris sur ses biens cy-après declarez la valeur du tout ou partie desdites comté, vicomté, baronies & chatellenies, pour remplacer la totalité ou la portion qui en aura esté enervée *: ledit seigneur marcf. évincée.
chal duc affectant ausdits remplacements les biens & effets qui ensuivent, sçavoir le duché de Roannez & le marquisat de Boisy qu'il a acheptez de monsieur le duc de Roannez son beau-frere, & payé quatre cens mille livres, & qui valent avec le coche de la riviere de Loire & les moulins qu'il a acheptez depuis, dix-neuf mille livres de revenu, les chatellenies de saint Haon, saint Maurice, Crozet & Cerviere en Forests, six mille livres de revenu, la terre de la Grange-Bleneau en Brie, valant neuf mille livres de revenu, la baronie de Cursay en Poitou quatre mille livres de revenu, la terre de Doifmon aussi en Poitou douze cens livres de revenu; les revenus desdites terres montant ensemble suivant les baux à 39200. livres; plus les maisons qu'il a à saint Germain en Laye & à Versailles, & un brevet de retenue de deux cens soixante-dix mille livres qu'il a plu au roy luy accorder sur sa charge de colonel des gardes Françaises de sa majesté. Et ne seront la maison & hostel de Paris & places joignantes, que ledit seigneur donateur a acquis des heritiers de monsieur le mareschal de la Ferté, & ses autres biens, sujets ausdits remplacements.

XXI. Et parce que ledit seigneur entend, veut & desire autant qu'il est en son pouvoir, que la presente disposition demeure pour perpetuelle memoire de sa reconnoissance envers sa majesté, il declare & veut que lesdits biens terres & seigneuries cy-dessus données & substituées, leurs circonstances & dependances, ne puissent estre aliénées ny diminuées en quelque degré que ce soit, sous pretexte de legitime restitution, de dot & de douaire ou autre non exprimé, pour favorable qu'elle puisse estre, à quoy il a par expres dérogé, & ce qu'il prohibe très-expressement, sous peine de descheance du profit de la presente donation & substitution contre ceux des donataire ou substituez, en quelque degré que ce soit, auxquels il arriveroit de contrevenir à cette clause & condition.

XXII. Et pour plus grande seurété & validité de la presente donation & substitution,

stitution, ledit seigneur donateur veut & consent qu'elle soit insinuée & publiée par tout où il appartiendra; à l'effet de quoy toutes les parties ont fait & constitué leur procureur le porteur des présentes, auquel elles en donnent tout pouvoir, & d'en requérir acte; promettans &c. obligeans &c. renonçans &c. Fait & passé à Paris, sçavoir par ledit seigneur de la Feuillade en son hostel susdigné, ainsi que par ledit sieur de Baricour, & par mesdits sieurs prevost des marchands, eschevins & procureur de ladite ville en l'hostel de mondit sieur le prevost des marchands rue de Joüy, l'an M. DC. LXXXVII. le XXIX. jour de Juin avant midy. Et ont signé la minute des présentes demeurée en la possession de Lauverdy l'un desdits notaires, soussignez. *Signé*, MOUFLE & LAUVERDY.

Enregistré, où le procureur general du roy, pour estre executé selon sa forme & teneur, suivant l'arrest de ce jour. A Paris en parlement le IV. Juillet M. DC. LXXXVII. *Signé*, DONGOIS. *Tiré d'un cahier imprimé à Paris en 1687.*

LETTRES PATENTES EN FORME
d'edit, portant confirmation du contract
cy-dessus, & derogation aux ordonnances
& coutumes y contraires.

L OUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre; à tous presens & à venir, salut. Nostre tres-cher & bien amé cousin François vicomte d'Aubusson de la Feuillade, duc, pair & mareschal de France, colonel de nos gardes Françaises, gouverneur & nostre lieutenant general en Dauphiné, nous a très-humblement remontré, que pour nous marquer son extreme reconnaissance de toutes les graces qu'il a reçu de nous, il nous auroit érigé dans nostre bonne ville de Paris, en la place dite des Victoires, une statue de bronze doré sur un pied d'estal de marbre soutenu par quatre esclaves, & orné de trophées & bas-reliefs de bronze, representans les evenemens les plus memorables de nostre regne; & qu'aux avenues de ladite place il auroit fait élever quatre groupes de colonnes de marbre, ornez pareillement de bas-reliefs & de quatre fanaux de bronze doré, dans lesquels nostredit cousin entend qu'il soit entretenu à perpetuité des lumieres suffisantes pour éclairer ladite place pendant la nuit, & dans toutes les saisons de l'an-

née. Et comme la conservation de tous ces ouvrages & l'entretien desdites lumieres demanderont beaucoup de soin & de dépense, pour ce sujet nostredit cousin auroit resolu d'estendre ses pensées dans l'avenir, pour nous donner des preuves de sa gratitude dans les temps mesmes où il ne sera plus, & où il n'en espere autre avantage que le plaisir qu'il recevra par avance d'avoir rendu ses sentimens hereditaires dans sa famille. Dans cette veüe il ne veut pas seulement pourvoir à l'entretien desdites lumieres, & aux reparations grosses & menues qu'il conviendra faire à l'avenir pour la conservation de tous lesdits ouvrages, mais desirant que ce soin soit specialement réservé à Louis d'Aubusson de la Feuillade son fils unique & à ses descendans males, & à tous ceux du nom & armes d'Aubusson, son intention seroit de leur donner sous nostre bon plaisir, avec clause de substitution masculine, graduelle & perpetuelle à l'infiny, & à leur defaut à nostredit ville de Paris, certaines terres qui luy appartiennent dans nos provinces de la Marche & de Poitou, dont les fonds & revenus demeureront affectez à perpetuité ausdites reparations & entretien. Mais parce que les substitutions perpetuelles à l'infiny sont défendus par les ordonnances d'Orleans & de Moulins, qui les restraignent à deux degrez seulement, que les coutumes de Poitou & de la Marche ne permettent pas de donner à l'un de ses présomptifs heritiers au prejudice des autres, ny par consequent de substituer, & que la meilleure partie desdites terres estant située en la Marche, elles doivent, à la reserve du preciput à l'aîné, estre également partagées entre tous les coheritiers, lesquels ne seroient tenus personnellement desdites reparations & entretien que pour les parts & portions dont ils seroient heritiers, ce qui pourroit faire naistre des differens, qui retardans lesdites reparations, causeroient la ruine desdits ouvrages, qui doivent estre un monument éternel de la reconnaissance de nostredit cousin, & en mesme temps un ornement singulier pour nostredit ville de Paris; nostredit cousin voulant prévenir toutes ces difficultez, est obligé de recourir à nostre autorité, à ce qu'il nous plaise le dispenser à cet égard desdites ordonnances d'Orleans & de Moulins, & desdites coutumes de la Marche & de Poitou, & par ce moyen confirmer & autoriser ladite donation, avec clause de

substitution masculine, graduelle & perpétuelle à l'infini, que nostredit cousin auroit fait sous nostre bon plaisir, par contract passé pardevant Mouffe & Lauverdý notaires au chastelet de nostredite ville de Paris le 29. Juin dernier, par lequel il auroit donné audit Louis d'Aubusson de la Feuillade son fils unique la comté de la Feuillade, la vicomté d'Aubusson, la baronie de la Borne première baronie de la Marche, les chatellenies de Fellerin, Ahun, Chenerailles, Jarnage & Drotuilles situées audit pays de la Marche, & la baronie de Peyrussé seize en Poitou; lesdites terres valant presentement 22000. livres de revenu, dont 14000. livres proviennent des biens propres de nostredit cousin, & 8000. livres de ceux qu'il a acquis de nous par contract d'eschange du 14. Juin 1686. pour en jouir après le deceds de nostredit cousin, avec ladite clause de substitution masculine, graduelle & perpétuelle à l'infini de masse en masse, gardant toujours l'ordre de primogeniture; à laquelle substitution nostredit cousin a appelé tous ses descendants masses, ceux de la ligne masculine de Guy d'Aubusson seigneur de Villac en Perigord, dont Jean d'Aubusson marquis de Mirmont est presentement l'aîné, & ceux de la ligne masculine de Guillaume d'Aubusson premier du nom, seigneur de Poux & de Banieux en la Marche, dont François d'Aubusson comte de Banfon en Auvergne est à present l'aîné; à l'exclusion des filles & de ceux des masses qui seront engagez dans les ordres sacrez, religieux profez, chevaliers de Malthe, & de ceux qui se mes-allieront aux termes de ladite donation; & après l'extinction de toutes lesdites lignes nostredit cousin auroit appelé à ladite substitution nostredite ville de Paris: le tout à la charge d'entretenir à leurs frais de grosses & menues reparations tous lesdits ouvrages, & d'entretenir pareillement lesdites lumieres, desquelles reparations & entretien nos chers & bien amez les prevoist des marchands, eschevins & procureur de nostredite ville de Paris prendront soin; à l'effet dequoy ils feront de cinq ans en cinq ans le cinq Septembre feste de saint Victorin, jour de nostre naissance, la visite desdits ouvrages, lesquels seront par eux recollez sur le proces verbal de l'estat, nombre & qualité d'iceux qui sera fait en la première desdites visites; & aux autres clauses, charges & conditions plus particulièrement

expliquées dans ledit contract. A CES CAUSES, & considerant qu'il s'agit de la conservation d'un ouvrage public dans la ville capitale de nostre royaume, laquelle mesme est appelée à ladite substitution, & que ce cas si particulier ne peut estre tiré à consequence; & voulant aussi tesmoigner à nostredit cousin combien nous avons agreables les services qu'il nous a rendus; après avoir fait voir en nostre conseil ledit contract de donation & substitution dudit jour 29. Juin dernier cy. attaché sous le contre-scel de nostre chancellerie, & fait examiner en nostre presence les dispositions desdites ordonnances & coutumes, nous avons, de l'avis de nostre conseil, pleine puissance & autorité royale loué, approuvé & confirmé, & par ces presentes signées de nostre main loüons, approuvons & confirmons ledit contract; voulons & nous plaist qu'il soit executé de point en point selon sa forme & teneur, sans qu'il y soit contrevenu directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. Dérigeons pour cet effet à l'article LIX. de l'ordonnance d'Orleans, & à l'article LVII. de l'ordonnance de Moulins, declarations & arrefts intervenus sur icelles. Dérigeons pareillement aux articles CCXII. CCXV. CCXCV. & CCCVI. de la coutume de la Marche, qui sont les articles II. & V. du titre des testamens, VIII. & XIX. du titre des donations de la mesme coutume; & encore aux articles CCXV. CCXIX. & CCLXXII. de la coutume de Poitou, qui sont les articles XIII. & XVII. du titre des donations, & V. du titre des testamens de ladite coutume, & à toutes autres dispositions desdites coutumes, loix, ordonnances, edits, reglemens, usages, arrefts & autres choses contraires ausdites donation & substitution, & sans que les presentes derogations puissent estre tirées à consequence en aucune autre cause. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement à Paris, & à tous nos officiers & justiciers qu'il appartiendra, que ces presentes nos lettres, ensemble ledit contract de donation & substitution, ils aient à faire enregistrer, & de leur contenu jouir & user les y denommez pleinement, paisiblement & perpétuellement; cessant & faisant cesser tous troubles & empeschemens au contraire. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre & apposer nostre scel

à celdites presentes, sauf en autres choses nostre droit & l'autrui en toutes. Donné à Versailles au mois de Juillet, l'an de grace M. DC. LXXXVII. & de nostre regne le XLV. *Signé*, LOUIS; & plus bas : Par le roy, COLBERT; & à costé : VISA, BOUCHERAT; & scellées du grand sceau en cire verte sur lacs de soye verte & rouge.

Registrées, ouy le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, suivant l'arrest de ce jour. A Paris en parlement le IV. Juillet M. DC. LXXXVII. *Signé*, DUNGOIS. *Ibidem*.

ARREST DU CONSEIL
d'estat du roy touchant la place des
Victoires.

AN. 1691.
Sur ce qui a esté représenté au roy se tenant en son conseil, par les prevost des marchands & eschevins de la bonne ville de Paris, que messire Georges d'Aubusson de la Feuillade archevesque d'Ambrun, evesque de Metz, conseiller d'estat ordinaire & commandeur des ordres du roy, ayant considéré que le costé de la place des Victoires, où le feu sieur marechal duc de la Feuillade son frere auroit eu permission de sa majesté d'ériger & dresser une statue à sa majesté, ainsi qu'elle y est élevée à present, estoit demeuré imparfait par la mort dudit sieur duc de la Feuillade depuis peu arrivée, faisant bastir un hostel en cet endroit, qui auroit servi d'une très belle façade à ladite place, & qu'il importoit à l'honneur de sa memoire & pour la decoration entiere de certe place, d'excuter un premier dessein qui avoit esté concerté avec lesdits prevost des marchands & eschevins, suivant le plan fait en l'année 1685. par le sieur Manfart intendant & inspecteur des bastimens de sa majesté, où ce costé estoit borné par un cercle de maisons égales en conformité & sur la mesme symetrie de celles qui sont basties des deux costez de la place; auroit par acte passé pardevant Verain & Melin notaires au chastelet le 16. du present mois, déclaré & promis d'acheter des creanciers dudit feu sieur duc de la Feuillade qui ont hypothèque sur sondit hostel, 83. toises de places en superficie, avec les matériaux qui se trouveront construits dessus, à distraire dudit hostel, & de les payer suivant l'estimation qui en seroit faite, & de les ceder & donner en mesme tems ausdits

prevost des marchands & eschevins : à la charge que moyennant ledit payement & ladite cession ils s'obligeroient, sans aucunes nouvelles dépenses à l'égard dudit sieur archevesque, ni autres prétentions contre luy, de faire ou faire construire des maisons basties en cercle, pour remplir la face dudit hostel du feu sieur de la Feuillade, de symetrie à celles basties des deux costez de ladite place. Et cet acte ayant esté mis és mains dudit prevost des marchands, & l'ayant communiqué ausdits eschevins, suivant la resolution par eux prise au bureau de la ville, sur la requisition du procureur du roy de ladite ville, ils auroient assemblé le conseil de ladite ville, & par deliberation arresté que ledit acte seroit enregistré au greffe de ladite ville, & que lesdits prevost des marchands & eschevins se retireroient par devers sa majesté pour autoriser son execution, qui devoit oster les irregularitez qui se trouvoient en ladite place du costé de l'hostel dudit feu sieur duc de la Feuillade, & la rendre agreable à l'aspect & plus degagée. Requeroient à ces causes qu'il pleüst à sa majesté ordonner que l'hostel dudit feu sieur duc de la Feuillade ayant issué sur ladite place des Victoires sera retranché de ce qui se trouvera nécessaire pour donner un cercle parfait à ladite place, conformément au plan dudit sieur Manfart de ladite année 1685. & à celui qui pourra estre par luy fait, par rapport à l'estat auquel se rencontre ledit hostel, qu'à cet effet les heritiers & creanciers dudit feu sieur duc de la Feuillade seroient tenus de convenir à l'amiable de l'indemnité pour ce qui seroit retranché, sinon qu'elle seroit réglée & estimée pardevant les sieurs commissaires du conseil à ce deputez par sa majesté, ou par eux nommez d'office. Veü ledit acte dudit jour 16. du present mois, au pied duquel est ledit enregistrement, une quittance du sieur Boucot receveur de l'hostel de ville, de la somme de 12000. livres payée par ledit sieur archevesque d'Ambrun, en consequence dudit acte; & ouy le rapport du sieur Phelipeaux de Pontchartrain conseiller ordinaire au conseil royal, contrôleur general des finances : LE ROY ESTANT EN SON CONSEIL, a ordonné & ordonne que ledit acte dudit jour 16. du present mois, sera executé, & qu'à cet effet il sera retranché de l'hostel dudit feu sieur duc de la Feuillade ce qui se trouvera nécessaire pour donner un cercle

parfait avec des maisons en symétrie à ladite place, conformément au plan dudit sieur Mansard fait en ladite année 1685. & à celui qui pourra être par lui fait par rapport à l'estat où se trouve à présent ledit hostel, sans que ledit sieur archevêque soit tenu d'aucune augmentation de dépense ny de frais au-delà de l'acte qui a été accepté par lesdits prevoist des marchands & eschevins. Et seront tenus les héritiers & créanciers dudit sieur duc de la Feuillade de convenir à l'amiable de l'indemnité qui pourra être due pour ledit retranchement, sinon ordonne sa majesté qu'elle sera estimée & réglée par experts, dont les parties conviendront pardevant les sieurs Puffort, Voisin conseillers d'estat, & le Pellerier conseiller d'estat & intendant des finances, commissaires à ce deputés par sa majesté, ou par eux nommez d'office. Et sera le présent arrêt exécuté, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, dont si aucunes interviennent, sa majesté s'en réserve à soy & à son conseil la connoissance, icelle interdit à toutes ses cours & autres juges. Fait au conseil d'estat du roy, sa majesté y étant, tenu à Versailles le xxvii. jour de Novembre M. DC. xci. *Signé, PHELIPEAUX. Copié sur l'imprimé en feuille volante.*

*L E T T R E S P A T E N T E S
pour l'establissement des filles de l'Union
Chrétienne à Charonne.*

AN. 1673. **L** OUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous présents & à venir, salut. Nos chères & bien aimées Renée des Bordes, Anne de Croze, Magdelene Vergnier & Marguerite de Martaigneville nous ont fait exposer que l'establissement en nos bonnes villes de Paris, Metz, Sedan, Caën & Loudun, des maisons destinées pour l'instruction des filles nouvelles catholiques à la foy & aux bonnes mœurs, étant d'un très-grand bien à l'église pour la gloire de Dieu & l'édification du prochain; les exposantes qui sont entrées dans ce saint engagement & union chrétienne avec la maison de Paris, auroient pour donner moyen aux sœurs anciennes de se recueillir après leurs longs travaux, & aux nouvelles converties d'être à couvert des rigueurs de leurs parens, medité de faire un autre establissement au village de Charonne, dont le voisinage près Paris y peut beaucoup contri-

buer; ladite demoiselle Anne de Croze ayant dans cet esprit fait donation entre-vifs audit séminaire, d'une maison à elle appartenante audit village avec les dépendances, par contrat du 15. Septembre 1672. mais les exposantes craignant d'y être troublées, elles nous ont très humblement supplié leur accorder nos lettres sur ce nécessaires. A CES CAUSES voulant faire connoître l'estime que nous faisons des louables & pieux desseins des exposantes, & n'ayant point d'application plus sérieuse que d'augmenter le culte de la religion par la propagation de la foy, de l'avis de nostre conseil qui a veu ledit contrat cy attaché sous nostre contre-scel, nous de nostre grace spéciale, pleine puissance & autorité royale, avons par ces présentes signées de nostre main confirmé, approuvé, loué & ratifié, confirmons, approuvons, louons & ratifions ledit contrat, voulons & nous plaist qu'il sorte son plein & entier effet; & en conséquence avons permis & permettons aux exposantes & autres qui sont ou seront cy après associées avec elles, de s'establir en ladite maison de Charonne en communauté, pour y vivre & exercer tous actes de piété & charité suivant l'institution dudit séminaire, sous la dépendance du sieur archevêque de Paris; & que tant elles, que celles qui leur succéderont à perpétuité, puissent accepter, acquérir, tenir & posséder tous dons, legs & héritages à titre de fondation, pourvu qu'il n'y ait rien de contraire aux droits & privilèges de l'église Gallicane, sans néanmoins qu'elles puissent prétendre aucun amortissement que du fond de leurs église, maison, jardin, & closture, que nous avons amortis & amortissons par cesdites présentes, comme choses dédiées à Dieu. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenants nostre cour de parlement, chambre de nos comptes, cour des aydes à Paris, & autres nos justiciers & officiers qu'il appartiendra, que ces présentes ils fassent registrer, & du contenu en icelles jouir & user les exposantes & celles qui leur succéderont, pleinement, paisiblement & perpétuellement, cessant & faisant cesser tous troubles & empêchemens, nonobstant toutes autres ordonnances, edits, déclarations, arrêts & reglemens à ce contraires, auxquels nous avons derogé & dérogeons par cesdites présentes. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous y avons fait

mettre nostre scel. Donné à saint Germain en Laye au mois de Fevrier, l'an de grace M. DC. LXXIII. & de nostre regne le xxx. Signé, LOUIS, & plus bas: Par le roy, COLBERT. *Pris sur l'original.*

*AUTRES LETTRES PATENTES
pour la translation du seminaire des sœurs
de l'Union Chrestienne de Charonne à
l'hôtel de saint Chaumont, près la porte
saint Denis.*

N. 1687. **L** OUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous presens & à venir, salut. Nos cheres & bien amées Renée des Bordes, Anne de Croze, Marguerite de Gaude & autres filles associées du seminaire & communauté seculiere de l'Union Chrestienne transferé de Charonne en nostre bonne ville de Paris, nous ont fait exposer que comme il a plu à la divine providence donner une benediction toute particuliere à leur institut, à cause des œuvres de charité & de pieté qu'elles exercent avec beaucoup d'application & de succès, pour instruire, sous l'autorité des ordinaires, les nouvelles-catholiques qui sont delaisées de leurs parens, & donner une retraite aux veuves, femmes, filles & orphelins qui ont le malheur de n'avoir pas de bien pour satisfaire aux necessités les plus pressantes, comme aussi de s'appliquer à l'instruction des jeunes enfans dans les lieux où elles sont établies, & à l'éducation de ceux des nouveaux-catholiques; nous leur aurions permis de faire divers établissemens dans nostre royaume, qui ont tous eu le succès que nous en esperions, même au delà de ce que nous en pouvions attendre, dont nous sommes pleinement informez par les tesmoignages que nous en ont donné leurs evesques diocezains, mais principalement par nostre tres-cher & bien amé cousin le sieur de Harlay archevesque de Paris, duc & pair de France, qui par ses patentes du 9. Aoust 1684. leur auroit pour les causes & motifs y contenus, permis sous nostre bon plaisir de transférer leur seminaire & communauté établie à Charonne en vertu de nos lettres patentes du mois de Fevrier 1673. & de s'établir en nostre ville de Paris à l'hôtel de saint Chaumont rue saint Denis, qui leur a esté adjugé par les creanciers des sieur & dame de Menardeau, suivant leur deliberation du 30. Aoust 1683. confirmée

par un jugement du 20. Decembre 1684. rendu par les sieurs commissaires à ce deputez, & suivy d'un decret volontaire fait en nostre cour de parlement le 23. Mars 1685. de sorte qu'il ne reste plus de nostre part qu'à homologuer & confirmer le tout. À CES CAUSES & autres à ce nous mouvant, nous de nostre grace speciale, pleine puissance & autorité royale, avons par ces presentes signées de nostre main loüé, approuvé & confirmé, loüons, approuvons & confirmons l'establissemment fait en nostre bonne ville de Paris dudit seminaire de l'Union Chrestienne en l'hôtel de S. Chaumont, pour y faire leurs exercices sous la conduite & direction dudit sieur archevesque de Paris, suivant les statuts & reglemens par luy faits ou à faire, à condition toutesfois que ladite maison ne pourra estre changée ny convertie en maison de profession religieuse, & que celles qui y sont à present & qui leur succederont, seront toujours en l'estat de seculieres, suivant leur institut. Leur avons en outre permis & permettons d'accepter & recevoir toutes donations, fondations & autres dispositions, acquerir, tenir & posseder biens meubles & immeubles, de mesme que les autres communautés, sans néanmoins qu'elles puissent pretendre amortissemens, sinon seulement du fond de leurs eglise, maisons, jardins & enclos, que nous avons amortis & amortissons par cesdites presentes, comme à Dieu dediés & consacrés, sans qu'il soit besoin d'obtenir d'autres lettres de nous ny des rois nos successeurs, dont les avons dechargé & dechargeons, mesme de leur en payer ny à nous aucune finance & indemnité, droits de francs-fiefs, nouveaux acquests & autres, dont nous les avons affranchis & affranchissons, & dont nous leur faisons don en tant que de besoin, à quelque somme que le tout se puisse monter; à la charge de payer les indemnités & autres droits dûs à autres seigneurs que nous; à la charge aussi de faire chaque jour des prieres particulieres à Dieu pour la conservation & prosperité de nostre personne & de toute nostre maison royale. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nos cour de parlement, chambre des compres & cour des aydes à Paris, que ces presentes ils aient à faire lire, publier & registrer, & du contenu en icelles jouir & user ladite communauté pleinement, paisiblement

& perpetuellement, cessant & faisant cesser tous troubles & empeschemens, nonobstant tous edits, ordonnances, arrets, reglemens & autres choses à ce contraires, auxquels & aux derogatoires des derogatoires y contenues nous avons derogé & derogeons par ces presentes. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre nostre scel à cesdites presentes. Donné à Versailles au mois d'Avril, l'an de grace M. DC. LXXXVII. & de nostre regne le XLIV. Signé, LOUIS; & sur le reply: Par le roy, COLBERT. Pris sur l'original.

REGLEMENT POUR LA
compagnie du guet de Paris.

AN. 1688.

AUGUSTIN-Jean-Baptiste Choppin escuyer, seigneur de Gouzangrez, conseiller du roy, chevalier de l'ordre de Nostre-Dame du Mont-Carmel & de saint Lazare, capitaine du guet de Paris. Afin que les officiers de nostre compagnie establis par sa majesté & les rois ses predecesseurs pour la garde & seureté de la ville de Paris & des fauxbourgs d'icelle, soient informez des intentions de sa majesté & des fonctions de leurs charges, & que par l'observation d'icelles ils apportent au public les benefices & avantages qu'elle s'en est promise, avons jugé à propos de dresser le present reglement.

I. Les archers & soldats de nostre compagnie qui sont au nombre de deux-cens pendant l'hiver, non compris la cavalerie que sa majesté a fait mettre sur pied, pour plus grande seureté de ladite ville & fauxbourgs, seront divisés en trois parties, qui composeront vingt-quatre escouades, desquelles seize seront actuellement de service, & les huit autres successivement de repos.

II. Nos lieutenans auront leur residence en la ville de Paris, & s'il se peut dans les quartiers pour la garde desquels ils seront ordinairement préposés. Auront sous leur conduite chacun un tiers des exempts, cavaliers, archers & soldats, qui composeront tous les jours ledits seize corps de garde establis en ladite ville de Paris, tant du costé du chasteau du Louvre, fauxbourg saint Germain, cité & université, que Marais du Temple, & quartier saint Antoine. Regleront le nombre desdits officiers, selon la necessité, assiere & estenduë desdits corps de garde & les ruës en dependan-

tes, afin que pendant tout le temps de la garde les malfaiteurs soient facilement apprehendez, pour estre punis & chastiez selon leur merite & rigueur des ordonnances.

III. Chacun de nosdits lieutenans viendra le jour de son appel à neuf heures du matin prendre l'ordre de nous; & en cas d'absence, maladie ou autre legitime empeschement, le plus ancien officier de sa brigade se rendra le soir au chastelet avant l'entrée de la nuit, afin de donner l'ordre & departement de chaque escouade pour les susdits corps de garde.

IV. Le controleur de quartier se trouvera pareillement avant l'entrée de la nuit audit chastelet, pour en presence de nostredit lieutenant faire l'appel des officiers & soldats qui seront de service, marquer les deffaillans qui n'auront point envoyé de congé signé de nous ou de nostre secretaire, ou le certificat du chirurgien de nostre compagnie en cas d'indisposition.

V. Enjoignons aussi ausdits archers & soldats d'estre audit chastelet avant l'arrivée desdits lieutenant & controleur, & à nos sergens & caporaux d'appeler les soldats de leurs escouades, les faire mettre en haye pour passer sans confusion pardevant nosdits lieutenant & controleur, lors dudit appel.

VI. Defendons à nosdits sergens, ou en leur absence à nos caporaux, de recevoir aucuns de leurs soldats du moment qu'ils seront arrivez à leur corps de garde; au contraire leur ordonnons de les renvoyer & marquer comme deffaillans. Visiteront nosdits sergens, avant d'aller en rondes, les armes de leurs soldats, desarmeront & renvoyeront ceux qu'ils verront avoir beu, & qui manqueront de respect & d'obeissance.

VII. Nos officiers, archers & soldats porteront des pistolets de poche, & auront des lanternes sourdes; observeront de battre les quartiers les plus éloignez de leurs corps de garde au commencement de leurs rondes, écouteront de temps en temps aux coins des ruës, feront des contre-marches & détacheront des soldats, auxquels ils feront quitter les armes & bandouilleres, pour rôder & surprendre plus aisément les voleurs.

VIII. L'infanterie fera collation à neuf heures, & la cavalerie à dix heures; & ne pourront entrer au cabaret.

IX. Defendons à nosdits sergens & caporaux de faire pendant la nuit aucunes

nes

nes captures avec les huissiers ou sergens, pour affaires purement civiles.

X. Ordonnons à nosdits officiers & archers de venir à toutes heures de la nuit recevoir nos ordres, quand le cas le requerra ; d'éviter autant qu'il sera possible, d'emprisonner pour causes legeres, de maltraiter les personnes qu'ils conduiront en prison ; & du tout nous en faire leurs rapports en la maniere ordinaire dès le lendemain matin, à peine de privation de leur solde, & de plus grande s'il y escheoit. Leur ordonnons semblablement de s'informer des noms & demeures de ceux qui auront esté presens aux crimes pour lesquels nosdits officiers auront fait des emprisonnemens ; afin que la preuve d'iceux n'échape à la justice, & que le proces soit fait aux coupables avec plus de diligence.

XI. Le contrôleur de quartier nous apportera tous les mois le rôle des officiers & archers qui auront servi, & les noms des défailans, pour empêcher les abus, & qu'aucun ne s'exempte du service sans empêchement legitime. Et la mesme chose s'observera tous les Dimanches par les sergens, à l'égard desdits défauts ou autres fautes commises par leurs soldats pendant la semaine.

XII. Défendons tres.expressement à nos sergens de payer la solde de leurs soldats les jours de leur service, crainte que le vin ne les mette hors d'estat de faire leur garde.

XIII. Nosdits officiers & soldats ne pourront sortir de la ville de Paris, sans avoir obtenu nostre congé par écrit en forme de passeport, qu'ils remettront à leur retour ès mains de nostre secretaire.

XIV. L'information des vie, mœurs, religion catholique, apostolique & Romaine & experience au fait des armes de nos officiers & archers sera composée de trois témoins, un ecclesiastique & deux autres notables bourgeois, dont nous prendrons le serment ; pour ladite information ainsi par nous faite, estre communiquée à monsieur le procureur du roy, avant de proceder à la reception & prestation de serment d'aucun desdits officiers.

XV. Ordonnons à nos sergens & archers d'obéir aux sergens de commandement par nous préposez, en toutes rencontres où besoin sera, à peine de punition.

XVI. Les officiers, archers ou soldats qui auront esté interdits deux fois, seront chassés du service pour la moindre faute.

XVII. Enjoignons à nosdits officiers, archers & soldats d'avoir des habits uniformes : sçavoir, nos exempts des justaucorps bleus gallonnez d'or, & une plume blanche ; nos sergens des justaucorps bleus avec des gallons d'argent, une plume blanche & des bas rouges ; & à l'égard des soldats, des justaucorps de drap gris de fer, garnis de boutons d'étain, les paremens des manches rouges, gallonnez d'argent, un baudrier de buffle aussi gallonné d'argent, un chapeau bordé d'argent, une plume blanche & une bandouliere conforme à celles que nous leur avons ordonnées.

XVIII. Et pour l'exécution du present nostre reglement, avons ordonné iceluy estre leu & publié à la teste de nostre compagnie pour ce mandée sous les armes. Ce fut fait & donné par nous chevalier & capitaine dudit guet susdit & soussigné, le II. jour de Janvier M. DC. LXXXVIII. Signé, CHOPPIN ; & plus bas : Par mondit sieur, MASSON. *Au-dessous est écrite.*

Leu & publié à la teste de ladite compagnie estant sous les armes, & pour ce mandée en l'hostel de monsieur le chevalier du guet, par moy Nicolas Masson sieur des Philberdes, commis à ce preposé par mondit sieur le chevalier du guet, le VI. jour de Janvier M. DC. LXXXVIII. Signé, MASSON. Copié sur l'imprimé en 1688.

ARREST DU CONSEIL D'ESTAT, pour l'église de saint Sulpice.

Sur la requeste présentée au roy estant en son conseil, par les curé & marguilliers de l'église & paroisse saint Sulpice de la ville de Paris, contenant que leur église paroissiale s'estant trouvée caduque & trop petite pour contenir le grand nombre de paroissiens qui se sont establis dans l'estendue de ladite paroisse, il auroit esté pris plusieurs deliberations en divers temps dans les assemblées generales de la paroisse, de construire une nouvelle église, l'exécution desquelles auroit esté suspendue jusqu'en l'année 1643. auquel temps il y auroit eu une nouvelle assemblée generale des paroissiens, en laquelle se seroient trouvez feu monsieur le prince de Condé, le prieur de l'abbaye saint Germain des Prez au nom de monsieur le duc de Verneuil lors abbé d'icelle, le feu sieur duc de Liancour, le sieur comte de Brienne, & autres personnes notables ; de l'a-

AN. 1683.

vis desquels il auroit esté resolu unanimement de bastir une eglise proportionnée à l'estenduë de la paroisse & au grand nombre d'habitans qui la composent, suivant le plan qui en seroit dressé; laquelle deliberation auroit esté approuvée par la feuë reine mere de sa majesté; & l'exécution en ayant esté laissée aux marguilliers qui estoient alors en charge & à leurs successeurs, ils auroient esté d'autant plus encouragés à cette entreprise, que non-seulement plusieurs personnes pieuses leur faisoient esperer des secours considerables pour un ouvrage si necessaire; mais aussi la feuë reine mere de sa majesté, laquelle exerçant sa pieté en toutes occasions, voulut en cette rencontre poser la premiere pierre de ce grand édifice. Mais ce dessein auroit à peine esté commencé, que les fonds necessaires pour le continuer ayant manqué, & lesdits marguilliers ne recevant plus aucuns secours, l'ouvrage seroit resté dans une situation tres-incommode, en ce que l'ancienne eglise se trouvant en partie démolie, l'on ne pouvoit plus faire le service divin avec la bienfaisance necessaire; ce qui auroit nécessité lesdits marguilliers de faire des emprunts considerables pour la continuation du bastiment, suivant les deliberations qui furent prises par les paroissiens assemblez en la maniere accoustumée, pour le mettre en estat de servir; par lesquels emprunts la fabrique de ladite eglise se trouve presentement chargée envers ses creanciers de plus de 500. mille livres; ce qui fait qu'encore qu'il fust tres-glorieux & tres-necessaire de continuer cette entreprise, lesdits marguilliers, bien loin d'avoir les fonds suffisans à cet effet, n'ont pas mesme de quoi payer les interets des sommes dues à leurs creanciers, dont la plupart estant pauvres, ne cessent de se plaindre, faute de payement de leur deub; en sorte que lesdits supplians ont le desplaisir de ne pouvoir empêcher leurs justes plaintes, & une douleur sensible de voir ce saint ouvrage imparfait, au milieu d'un grand nombre de Protestans qui sont dans l'estenduë de ladite paroisse; ce qui oblige les supplians d'avoir recours à sa majesté & au zele qu'elle a pour la religion catholique, qui leur fait esperer qu'elle aura la bonté de contribuer de sa part à un ouvrage si saint & si necessaire, & qu'elle voudra bien que l'abbaye de saint Germain des Prez qui est située dans ladite paroisse, jouissant du droit de patrona-

ge, des dixmes & des droits seigneuriaux de toute la paroisse, contribuë à la fabrique de ladite eglise; comme aussi permettre aux supplians de faire assembler les paroissiens, pour aviser aux moyens d'acquiter ladite fabrique & d'achever l'édifice commencé. Veu ladite requeste, signée du Pradel advocat aux conseils desdits supplians, & les pieces justificatives du contenu en icelle; LE ROY ESTANT EN SON CONSEIL a ordonné & ordonne qu'à la diligence des curé & marguilliers de la paroisse de saint Sulpice estans de present en charge, les paroissiens & habitans de ladite paroisse seront convoquez, pour, en presence du sieur le Camus conseiller de sa majesté en ses conseils maistre des requestes ordinaire de son hostel, lieutenant civil au chastelet de Paris, aviser aux moiens & expediens les plus convenables, tant pour acquiter les debtes de la fabrique, que pour continuer le bastiment commencé de ladite eglise, dont il sera dressé proces verbal par ledit sieur le Camus; pour icelui veu & rapporté à sa majesté, estre par elle pourveu sur le tout, ainsi qu'il appartiendra; ce qui sera executé nonobstant oppositions ou appellations quelconques, dont si aucunes interviennent, sa majesté s'est reservée la connoissance, icelle interdisant à toutes ses cours & juges. Fait au conseil d'estat du roy, sa majesté y estant, tenu à Versailles le xxii. jour du mois de Febvrier M. DC. LXXXIII. Signé, COLBERT.

Veu l'arrest du conseil du 22. Fevrier 1683, nous ordonnons que pour l'exécution d'icelui nous nous transporterons Lundi 22. du present mois, deux heures de relevée, dans la chapelle neuve de la communion joignant l'eglise de saint Sulpice, où tous les paroissiens & habitans demeurans dans l'estenduë de ladite paroisse seront convoquez de se trouver, par publication qui sera faite Dimanche au prosne de la messe paroissiale, pour estre dressé par nous, en presence du sieur de Ryantz procureur de sa majesté au chastelet de Paris, proces verbal, conformément audit arrest, & ce en vertu de la presente ordonnance, qui sera executée nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans préjudice d'icelles. Fait le xvi. jour de Mars M. DC. LXXXIII. Signé, LE CAMUS. Pris sur l'imprimé.

*AUTRE ARREST DU CONSEIL
d'estat en faveur de la fabrique de la
paroisse de saint Sulpice.*

VEu par le roy estant en son conseil, l'arrest rendu en icelui le 4. May de l'année dernière 1688. par lequel sa majesté auroit ordonné que par les sieurs Bignon, de la Reynie & Ribeyre conseillers d'estat, & de la Briffe maître des requestes, en présence du curé & des marguilliers, & de quatre des principaux créanciers qui seroient nommez par lesdits sieurs commissaires, il seroit arresté un estat dans trois mois au plus tard des sommes dues en principal par la fabrique de la paroisse saint Sulpice, ensemble des arrerages & interêts, tant des rentes constituées, que viagères, jusqu'au premier de Juillet de ladite année 1688. comme aussi qu'il seroit dressé un estat des effets de ladite fabrique, entre lesquels seroient distinguez les plus exigibles, ou qui pourroient estre facilement vendus; & qu'il seroit par eux donné leur avis sur ce que la messe abbatiale de saint Germain des Prez, comme seigneurs & curez primitifs, doivent contribuer à la despense du chœur de l'église de ladite paroisse, après avoir entendu l'économe & les prieur & religieux de ladite abbaye; pour estre ensuite par eux fait un estat de contribution de la somme qui restera à fournir pour le payement des dettes en principal & interêts sur toutes les maisons, clos & heritages du fauxbourg saint Germain, à proportion des sommes qu'ils payent pour les bouës & lanternes; & donné leur avis du nombre d'années dans lequel ils estimeront que le payement des sommes contenues audit estat devoit estre fait par les propriétaires desdites maisons. Le procez verbal dressé par lesdits sieurs commissaires, contenant l'estat par eux arresté en présence du curé de ladite paroisse, & des sieurs Jardé l'aîné, le Fevre, de Lops & Gros Jean créanciers de ladite fabrique par eux nommez, des sommes dues par ladite fabrique, tant en principaux, qu'arrerages, jusqu'au premier Juillet dernier, par lequel les principaux des rentes rachetables se sont trouvez monter à la somme de 476. mille 369. livres 8. sols 9. deniers, non compris les principaux des rentes viagères; & les arrerages, tant des rentes rachetables, que viagères, échus audit jour premier Juillet, montant 196555.

Tome II. Part. II.

livres 1. sol 10. deniers, ce qui revient en total à somme de 672. mille 924. livres 10. sols 7. deniers, sur quoi il convient déduire les loyers des effets de ladite fabrique, receus par les directeurs des créanciers & par le commissaire aux saisies réelles. A l'égard des maisons, marais, & cimetière appartenant à ladite fabrique, ils ont esté estimez par Liberal Bruand, nommé par lesdits commissaires, à 110. mille livres, que quatre de ces maisons sises dans les rues des Boucheries, du vieux Coulombier, du Gindre, & Ferou, sont chargées par privilèges de fondations, mesme celle rue Ferou d'un usufruit au profit de Jacqueline Marie Liegois & Françoise Robin. A l'égard des heritages, rentes foncières sur l'hostel de ville, & sur particuliers, appartenant à ladite fabrique, ils montent sur le pied courant à 33013. livres, lesquelles sont aussi chargées de fondations, lesquelles évaluées au denier vingt, montent en principal à 32068. livres, qui produisent 1603. livres 19. sols d'interêts. L'avis donné par lesdits sieurs commissaires, par lequel ils estiment que lesdites maisons, marais, cimetière, & les heritages & rentes ci-dessus estimez en total à 143. mille treize livres, doivent estre vendues, & les acquireurs deschargez de tous droits, privilèges, hypothèques, tant pour les fondations faites sur icelles, qui montent en principal à 9120. livres, & l'intérêt au denier vingt à 662. livres 16. sols 8. deniers, dont les prestres de la communauté de ladite paroisse, qui occupent une grande maison appartenant à ladite fabrique, doivent estre chargez; & pour l'usufruit qui est sur l'une desdites maisons, & les fondations qui sont sur les heritages & rentes foncières, doivent estre transportez sur le revenu casuel de l'église, pour estre payez par les marguilliers de ladite paroisse, laquelle somme de 143. mille treize livres deduite sur celle de 672. mille 924. livres 10. sols 7. deniers, resteroit de 529. mil 911. livres 5. sols 7. deniers qui doivent estre payez conformément audit arrest du 4. May dernier, à proportion des taxes que lesdites maisons payent pour le nettoiemment des rues & pour les lanternes dans chacun des neuf quartiers dont ledit fauxbourg est composé, de laquelle somme lesdits sieurs commissaires estiment que les messes abbatiale & conventuelle de ladite abbaye de saint Germain des Prez doivent porter le sixième, montant à la somme de 88308. li-

Oo

vres 10. sols 11. deniers ; savoir la men-
se abbatiale les deux tiers du sixième,
& la menſe conventuelle l'autre tiers ;
laquelle deduite ſur leſdits 529911. livres
5. sols 7. deniers, il ne reſteroit plus deu
par leſdits propriétaires des maiſons du
fauxbourg ſaint Germain, que la ſomme
de 441692. livres 15. sols 8. deniers qui
eſt pour le premier quartier 57756. li-
vres 5. sols 11. deniers, pour le ſecond
37074. livres 19. sols, pour le troiſième
61072. livres, pour le quatrième 52618.
livres, pour le cinquième 52618. livres,
pour le ſixième 46617. livres 9. sols 11.
deniers, pour le ſeptième 36394. livres
10. sols 1. denier, pour le huitième
59026. livres 5. sols 1. denier, & pour
le neuvième & dernier 38414. livres 17.
sols 4. deniers, revenant leſdites ſommes
à la premiere de 441592. livres 15. sols
8. deniers, que leſdits ſieurs commiſſai-
res eſtiment devoir eſtre payée en ſix an-
nées, de ſix mois en ſix mois, de meſ-
me la ſomme de 88318. livres 10. sols 2.
deniers à quoi monte le ſixième que leſ-
dites menſes abbatiale & conventuelle
doivent payer ; ſur leſquelles ſommes
ſera deduit, conformément audit arreſt
du 4. May dernier, celles qui ont eſté
payées par les propriétaires deſdites mai-
ſons, en execution de l'arreſt du 12. Mars
1686. entre les mains du ſieur Laugeois
d'Hymercour commis à cet eſſet, lequel
recevra auſſi les ſommes ci-deſſus expli-
quées, pour les diſtribuer, premierement
aux creanciers dénommez dans l'eſtat de
diſtribution de la ſomme de 18000. li-
vres que ſa majeſté a bien voulu accor-
der, qui ſont les plus pauvres, & enſuite
aux autres creanciers, ſuivant leurs hy-
potheques, en remettant par tous leſ-
dits creanciers contre les mains dudit ſieur
Laugeois les premieres groſſes de leurs
contrats. Et ouy le rapport du ſieur le
Pelletier conſeiller ordinaire au conſeil
royal, contrôleur general des finances,
LE ROY eſtant en ſon conſeil, confor-
mément à l'avis deſdits ſieurs commiſ-
ſaires, a ordonné & ordonne que la
ſomme de 476369. livres 8. sols 9. de-
niers à laquelle montent les principaux
des rentes rachetables deües aux crean-
ciers de ladite paroiſſe ſaint Sulpice, &
celle de 196555. livres 1. fol 1. denier pour
les intereſts deües deſdits principaux &
arrerages des rentes viageres, juſqu'au
premier Juillet 1688. revenant leſdites
deux ſommes enſemble à celle de 667924.
livres 10. sols 7. deniers, ſera acquittée
& payée ainſi que ſ'enſuit ; ſçavoir, du

prix des maiſons, marais, cimetiere, he-
ritages, & rentes appartenant à la fabri-
que de ladite paroiſſe, eſtimez 143013.
livres, dont la vente & adjudication ſera
faite pardevant les ſieurs commiſſaires
au plus offrant & dernier encheriſſeur,
& les acquereurs demeureront deſchar-
gez de tous droits, privileges & hypo-
theques, tant pour fondations, uſufruit,
rentes foncieres, & autres charges qui ſont
ſur icelles, leſquelles ſeront tranſférées,
ſçavoir les fondations faites ſur les mai-
ſons ſiſes ruës des Boucheries, du vieil
Coulombier, du Gindre, & Ferou, ſur
la maiſon occupée par les preſtres de la
communauté de ladite paroiſſe, & l'uſu-
fruit qui eſt ſur la maiſon ruë Ferou, &
les fondations qui ſont ſur les heritages
& rentes foncieres, enſemble les rentes
viageres, ſeront tranſférées ſur l'œuvre
& les revenus caſuels de l'églife, dont
les marguilliers ſeront tenus faire le paye-
ment ; à l'eſſet dequoi toutes lettres ne-
ceſſaires ſeront expedies ; à l'égard des
529911. livres 5. sols 7. deniers reſtans,
ils ſeront payez en ſix années conſecu-
tives, à commencer en la preſente an-
née 1689. ſçavoir le ſixième, montant à
88318. livres 10. sols 11. deniers par les
menſes abbatiale & conventuelle de la-
dite abbaye de ſaint Germain des Prez,
& le ſurplus montant à 441592. livres
14. sols 8. deniers par les propriétaires
des maiſons & heritages dudit fauxbourg
ſaint Germain, à proportion des taxes
faites pour les bouës & lanternes, dans
chacun des neuf quartiers dont ledit
fauxbourg eſt compoſé, ſçavoir pour le
premier quartier 57756. livres 5. sols 11.
deniers ; pour le ſecond 37074. livres 19.
sols ; pour le troiſième 61072. livres 5.
sols ; pour le quatrième 52618. livres ;
pour le cinquième 52618. livres ; pour le
ſixième 46617. livres 9. sols 11. deniers ;
pour le ſeptième 36394. livres 10. sols
1. denier ; pour le huitième 59026. li-
vres 6. sols 1. denier ; & pour le neuvi-
me & dernier 38414. livres 17. sols 4. de-
niers. Leſquelles ſommes ſeront payées
aux creanciers, avec les intereſts des prin-
cipaux, depuis le 1. Juillet dernier, à
proportion des payemens qui ſeront faits
par leſdites menſes abbatiale & conven-
tuelle, & propriétaires des maiſons & he-
ritages, ſuivant les eſtats de repartition
qui ſeront arreſtez par leſdits ſieurs com-
miſſaires, deduction prealablement faite
des ſommes payées en execution dudit
arreſt du 12. Mars 1686. pour eſtre les
deniers qui proviendront de la vente des
immeubles,

immeubles, & ce qui doit estre payé par lesdites menſes abbatiale & conventuelle, & les propriétaires des maiſons dudit fauxbourg ſaint Germain, remis ez mains du ſieur Laugeois d'Hymbercour, que ſa majeſté a commis pour en faire le recouvrement, à la poursuite & diligence de Pierre Martin bourgeois de Paris, & payez par ledit ſieur Laugeois aux creanciers, ſuivant l'ordre & distribution qui en fera faire par les eſtats qui ſeront arretez par leſdits ſieurs commiſſaires. Permet ſa majeſté aux propriétaires deſdites maiſons, & à l'économe, prieur & religieux de ladite abbaye, de poursuivre & faire recherche des ſommes deues à ladite fabrique, & des effets recelez ou laritez, & de faire compter les marguilliers comptables, pour eſtre les deniers qui proviendront de cette recherche deduits ſur les derniers payemens des ſommes deſquelles leſdits propriétaires & leſdites menſes ſont chargez. Veut ſa majeſté que les propriétaires deſdites maiſons, clos & heritages dudit fauxbourg ſaint Germain, & l'économe, prieur & religieux de ladite abbaye ſoient tenus de faire leurs ſoumiſſions au pied des eſtats qui ſeront arretez par leſdits ſieurs commiſſaires, de payer les ſommes y contenuës ez mains dudit ſieur Laugeois dans les temps portez par iceux; ſinon & à faute de ce faire, ils ſeront taxez pour la deſpenſe faire pour la conſtruction du pont des Thuilleries, ſuivant les eſtats qui ſeront arretez au conſeil. Fait au conſeil du roy, ſa majeſté y eſtant, tenu à Verſailles le iv. jour de Janvier M. DC. LXXXIX. Signé, COLBERT. Et ſcellé. Pris ſur l'imprimé en papier timbré, ſigné, DE CARTIGNY conſeiller ſecretaire du roy.

AUTRE ARREST DU CONSEIL
privé du roy, qui ordonne aux marguilliers de ſaint Sulpice de communiquer les comptes de la fabrique &c. aux ſyndics des communautéz & habitans du fauxbourg ſaint Germain.

VEU au conſeil du roy les requêtes preſentées par Achilles Barentin, Claude d'Eſpinoy de Laſſéré, & Philippe le Maye conſeillers au parlement, François de Mailly, Chriſtophe Gamart, Joſeph Genty, & les procureurs & agens des communautéz regulieres & ſeculieres du fauxbourg ſaint Germain, des maiſons & heritages ſituez dans l'eſtendue dudit fauxbourg: & les

marguilliers de la fabrique de ſaint Sulpice. Celle deſdits Barentin & conſors, à ce qu'ils fuſſent receus oppoſans à l'exécution de l'arreſt du conſeil du 7. Octobre dernier, & en conſéquence ayant égard à ladite oppoſition, ordonner que la ſentence du châtelet du 27. Septembre dernier, & la deliberation du dernier dudit mois ſeront executées; ce faiſant, que leſdits marguilliers en charge ſeront tenus de leur donner communication de tous les regiſtres des deliberations & comptes de la fabrique de ladite paroiſſe ſaint Sulpice depuis l'année 1640. juſqu'à preſent, à ce faire contraints par toutes voyes, meſme par corps; & que ladite communication ſe fera ſans que la fabrique en ſupporte aucuns frais; & où ſa majeſté voudroit ſe retenir la connoiſſance de ce que deſſus, & de la ſuite du monitoire, pour le decider diſſinitivement, ordonner que l'inſtance commencée au châtelet ſera continuée juſqu'au jugement diſſinitif excluſivement, ſauf après ladite inſtruction faite, & l'affaire miſe en eſtat, le tout rapporté au conſeil, eſtre fait droit ainſi que de raiſon, & en outre condamner leſdits nouveaux marguilliers aux deſpens de leur temeraire conteſtation en leurs propres & privez noms, & ſans repetition ſur ladite fabrique; ladite requête ſignée Varenne, & ſignifiée auſdits marguilliers au domicile de maître de la Balme le 4. Novembre 1689. & celle deſdits marguilliers, à ce qu'il leur fuſt donné acte, à ce qu'en cas que ſa majeſté juge la qualité deſdits prétendus ſyndics ſuffiſamment établie, ils offrent de leur donner en communication à leurs frais & deſpens, & ſans eſperance d'aucune repetition contre la fabrique, les regiſtres des deliberations de ladite fabrique ſaint Sulpice depuis tel temps qu'il plaira à ſa majeſté juſqu'à preſent, à condition que ces prétendus ſyndics & maître Benigne Varenne leur advocat ſe chargeront par recepiſſez des regiſtres & comptes, & ſe ſoumettront de les repreſenter toutes & quantes fois ils en ſeront requis, & à les rendre en tel temps qu'il plaira à ſa majeſté de leur preſcrire; débouter leſdits prétendus ſyndics du ſurplus de leurs demandes à l'égard des ſupplians, & les condamner en tous les deſpens; ladite requête ſignée Brunod advocat des ſupplians. Sentence du châtelet du 24. Septembre 1689. obtenue par deſſaut par leſdits Barentin & conſorts contre leſdits marguilliers, par laquelle entr'au-

tres choses, ils sont condamnez de leur communiquer les registres des deliberations & comptes de ladite fabrique depuis 1640. jusqu'à present, sur leurs contestations, en venir plaider à la huitaine. Ledit arrest du conseil du 7. Octobre audit an. Procez verbal fait par Horry notaire apostolique de la publication du monitoire en ladite eglise saint Sulpice; & tout ce qui a esté mis par devers les sieurs Bignon, de la Reynie, de Harlay conseillers d'estat, & d'Aligre conseiller du roy en ses conseils maistre des requestes ordinaire de son hostel, commissaires à ce deputez. Oüi leur rapport, & tout considéré, LE ROY EN SON CONSEIL, sans s'arrester à ladite opposition, a ordonné & ordonne que dans quinzaine les marguilliers en charge de la fabrique de saint Sulpice seront tenus de donner communication aux syndics des propriétaires des maisons du fauxbourg saint Germain, sous le recepissé du sieur Gamard l'un d'iceux, les registres des deliberations & comptes rendus depuis 1640. jusqu'à present de quatre en quatre années successivement, & ensemble les pieces justificatives d'iceux, qui seront paraphées par premiere & derniere par le sieur Riviere marguillier en charge, & remis au tresor de ladite fabrique quinzaine après, pour ensuite de ladite communication estre fait droit aux parties sur le surplus de leurs requestes ainsi que de raison, le tout sans aucune repetition de frais, tant contre les propriétaires desdites maisons, que contre lesdits marguilliers, sauf neantmoins auxdits syndics à estre remboursez par preference de ceux qu'ils feront legitimelement sur les effets recouvez à leur diligence. Fait au conseil privé du roy, tenu à Versailles le xiv. jour de Decembre M. DC. LXXXIX. Signé, par colation, PECQUOT.

Le 23. Decembre 1689. signifié & baillé copie au sieur Ravie controlleur des domaines, en son domicile en parlant à son lacquais, & à maistre Bronod avocat de partie adverse, parlant à son clerc, en son domicile à Paris, par nous huissier du roy, Signé, BOIVIN. Pris sur l'imprimé.

AUTRE ARREST AU SUJET des biens recelez & latitez de la fabrique de saint Sulpice, descouverts par les syndics des habitans du fauxbourg saint Germain.

Sur la requeste présentée au roy Estant en son conseil, par les propriétaires des maisons situées dans la paroisse de saint Sulpice, contenant qu'ayant engagé leurs syndics à travailler depuis plus d'un an à faire la recherche des biens recelez & latitez de ladite fabrique, ils en ont descouvert pour plus de 800000. livres, lesquels joints à 742902. livres d'effets qui sont encore en nature, seront plus que suffisans pour payer lesdits creanciers, dont on fait monter les creances à une somme de 476369. livres 7. sols en principal, & parachever ledit bastiment, sans faire payer de taxes, comme l'on fait avec toutes sortes de contraintes. Et afin de donner une idée generale en quoi consistoient ces effets recelez & latitez, il suffit de représenter à sa majesté que par l'examen des comptes rendus par les marguilliers, & des deliberations faites aux assemblées tenues depuis 1640. jusqu'en 1680. il se trouve que les deniers receus par les marguilliers, les charges & fondations de ladite eglise payées & acquitées, & sans les y comprendre, se montent à 839393. liv. 14. s. qui ont du estre employez pour ledit bastiment; les effets qui sont encore aujourd'huy en nature, à 742902. livres, & les deniers qu'on dit avoir esté empruntez à 476369. livres 7. sols, de sorte qu'il y a ou doit avoir de fonds appartenant à ladite fabrique pour la somme de deux millions 58665. livres, & lesdits marguilliers n'employent dans la despense de leurs comptes faite pour ledit bastiment que la somme de 619783. livres 4. sols y compris les maisons & places qu'ils ont achetez pour l'emplacement de ladite eglise; ainsi il est aisé de reconnoistre qu'il y a ou doit avoir de reste, la despense dudit bastiment déduite, un million 440882. livres, & le peu de necessité qu'il y a eu d'emprunter, la dissipation manifeste & les recellez qui ont esté faits des effets de ladite fabrique, dont les marguilliers doivent estre responsables & les restituer chacun dans son année d'exercice. Car *premierement*, pour rendre un compte plus exact du travail qui a esté fait par l'examen de ces comptes, on justifiera

aisément qu'il y a eu des domaines, rentes & maisons appartenant à ladite fabrique aliénées sans nécessité & sans aucune formalité, des fondations rachetées sans en faire aucun employ, le tout pour plus de 200000. livres, d'où il est aisé de conclure que les marguilliers qui en ont ainsi usé, doivent estre tenus d'en compter, de même que des tuteurs qui ont mal administré les biens des mineurs.

Secondement. Quoique par les deliberations de 1633. 1643. 1656. 57. 63. 65. 69. & 78. & autres, il eut esté résolu dans les assemblées que le bastiment ne se feroit qu'à proportion & jusqu'à concurrence des deniers qui seroient destinez & receus par la fabrique pour ledit bastiment, les marchez au rabais & les devis préalablement faits, les marguilliers de leur propre autorité, sans marchez ni devis, sans regle ni mesure, ont fait bastir cette eglise à la journée. Le sieur Gistard architecte & ancien marguillier ayant le 22. Fevrier 1665. proposé en l'assemblée qu'on pouvoit faire la jonction de l'eglise neuve avec l'ancienne pour 120000. livres au lieu d'accepter cette proposition, les marguilliers aimerent mieux despeser pour ladite jonction (ainsi qu'il est justifié par les comptes) la somme de 320179. livres dont ils doivent estre tenus, quoiqu'il fust dit expressement par lesdites deliberations que lesdits marguilliers ne pourroient faire aucune despesse audit bastiment sans un ordre exprès & par écrit de leurs confreres, & par l'avis des deputez; qu'autrement cette despesse leur demeureroit en pure perte, sans esperance d'aucune repetition ni remboursement.

En troisieme lieu. Qu'au préjudice de ces deliberations qui doivent servir de regle pour lesdits marguilliers, ils ont fait travailler à la journée, & ont employé en despesse le prix des matereaux qu'ils achetoient & faisoient payer à la fabrique plus qu'ils ne valoient; car au lieu de donner l'argent aux marchands & aux creanciers pour les arrerages des rentes, aux uns ils faisoient prendre des marchandises pour beaucoup plus qu'elles ne valoient, en payement; aux autres ils leur passioient des contrats de constitution de l'argent qu'ils leur devoient au nom de la fabrique, & ne laissoient pas de tirer encore quittance comme s'ils avoient payé comptant, lesquelles ils emploioient encore en despesse dans leurs comptes, ce qui formoit un double employ; aux autres ils leur faisoient

donner des quittances des sommes plus considerables que celles qu'ils ne leur payoient effectivement, & comprenoient un plus grand nombre d'ouvriers qu'ils n'en faisoient travailler, faisoient des marchez pour des sommes excédant de beaucoup celles pour lesquelles plusieurs charpentiers & autres ouvriers avoient voulu faire les mêmes ouvrages; ce qui sera aisé de justifier tant par titres & monitoires à fulminer, que par les deliberations, où il est dit qu'un marguillier fera faire des ouvrages dont il seroit payé sur ses simples memoires & au plus haut prix que ces ouvrages se payent à Paris. *En quatrieme lieu.* Que les deniers de ladite fabrique destinez pour ledit bastiment ont esté divertis à d'autres usages, comme pour faire les nivelages & jonction des deux mers, que les curé & marguilliers vouloient entreprendre, suivant les memoires par lesquels il paroist qu'ils y ont employé des sommes considerables. *En cinquieme lieu.* Que d'autres sommes ont esté mises entre les mains des curez & autres particuliers, dont on n'a fait aucune mention dans les comptes & deliberations; que quelques ecclesiastiques ayant manié quelques deniers de la fabrique, ils les ont tournés à leur profit, & même ont presté les mêmes deniers à constitution à ladite fabrique sous des noms empruntez, comme ont aussi fait quelques marguilliers. *En sixieme lieu.* Que les emprunts se sont faits sans nécessité, y ayant eu plus de deniers qu'il n'en falloit pour ledit bastiment, n'y ayant eu aucune assemblée generale ni formalité de faite à cette fin, & que le plus souvent le pouvoir d'emprunter n'estoit signé que du curé & de deux marguilliers; même que des marguilliers ayant exposé avant la fin de leurs comptes qu'ils pourroient estre en avance, pourquoi ils ont demandé d'emprunter des sommes considerables, ce qui leur a esté permis avant la reddition de leurs comptes, sans savoir s'ils seroient en avance ou non. *En septieme lieu.* Que sous pretexte dudit bastiment ils empruntoient des deniers dans le temps qu'on ne bastiffoit plus, & pour payer des ouvrages de maçonnerie qui estoient faits & payez près d'un an avant lesdits emprunts, lesquelles sommes n'ont pas laissé de passer dans leurs comptes ce qui forme un double employ. *En huitieme lieu.* Que pour favoriser les emprunts, lesdits marguilliers ont commis des stellionats, n'ayant fait l'employ def-

dits deniers empruntez à quoi ils estoient destinez. *En neuvième lieu.* Que mesme des 476369. livres pretendus empruntez, ils n'en ont déclaré dans leurs comptes que pour 390049. livres pretendus employez pour le bastiment de l'eglise. *En dixième lieu.* Qu'ils ont tellement negligé l'interest de ladite fabrique, qu'ils ont refusé qu'on lui prestast des deniers sans interest, & mesme ont remis aux debiteurs de ladite fabrique la moitié de ce qu'ils devoient, sans necessité, de leur propre autorité, comme aussi qu'ils ont souffert qu'un marguillier qui avoit receu une somme de 8000. livres employast dans son compte pour despesse une somme de 2100. livres pour le tare des monnoyes & d'or leger. *En onzième lieu.* Que parmi les creanciers il s'en trouve de simulez, d'autres qu'on fait passer à constitution, qui ne sont que rentes viageres, & d'autres qu'on fait revivre, quoiqu'elles ayent esté rachetées. *En douzième lieu.* Qu'il y a des creanciers des plus considerables qui ont offert & sont prests de faire de grandes remises, si on leur payoit le surplus comptant, voyant qu'on ne fait aucun ordre d'hypothèque dans les payemens qui se font. *En treizième lieu.* Que les deniers des biens vendus de ladite fabrique, ensemble ceux levez par contraintes sur les proprietaires, ont esté distribuez pour la pluspart à des creanciers qui ne sont point pour le bastiment de l'eglise, suivant les avis qu'on en a eu; & qu'enfin ils ont eu aussi avis que l'on a mis entre les mains des curez, marguilliers & autres particuliers, plusieurs sommes considerables destinées pour ledit bastiment, mesme qu'il y a eu une somme de 36000. livres donnée pour ledit bastiment, dont on n'en a employé dans lesdits comptes que 12000. livres & que le surplus a esté presté à constitution à ladite fabrique sous des noms empruntez, & qu'il y a eu pour 30000. livres de questes qui furent mises entre les mains d'une personne de consideration dont on n'a rendu aucun compte. Comme aussi il y a eu une donation faite à ladite fabrique dont il doit revenir plus de 150000. liv. pour payer les dettes, qui a esté acceptée par les curé & marguilliers, dont on a negligé l'execution, moyennant une somme de 30. à 40000. livres qui a esté donnée sous des noms empruntez à un des marguilliers. Toutes lesquelles sommes dont on espere la restitution en justice, sans y comprendre les deniers empruntez, pourront

monter à plus de 800000. livres, laquelle jointe à celle de 742902. à quoi montent les effets en nature, seront plus que suffisantes pour paver les dettes legitimes & parachever ledit bastiment; sans qu'il soit besoin de taxes, & sans y comprendre les sommes à quoi pourroient monter les reliquats des comptes qui sont à rendre depuis 1680. jusqu'à present; lesquels deniers serviront à payer les legitimes creanciers qui offrent d'entrer en composition & de faire des remises considerables volontairement, en leur payant le surplus comptant, & à parachever ledit bastiment, & faire voir le peu de fondement qu'il y a eu de taxer lesdits proprietaires & de leur faire payer des taxes par toutes sortes de contraintes, pour payer les malversations des marguilliers & autres, dont la pluspart sont redevables & ne peuvent s'exempter d'estre condamnez à restitution, si sa majesté a la bonté d'ordonner qu'on fasse ausdits proprietaires la mesme justice qui doit estre faite à tous ses autres sujets. A ces causes, requeroient qu'il plust à sa majesté commettre tels juges qu'il lui plaira pour recevoir les memoires & preuves des faits ci-dessus marquez, pour en faire rapport à sa majesté & estre ordonné ce qu'il appartiendra. Veü ladite requeste, & tout consideré, LE ROY ESTANT EN SON CONSEIL, a renvoyé & renvoie la presente requeste pardevant les sieurs Bignon, de la Reynie, de Ribeyre & de Harlay conseillers ordinaires en son conseil d'estat, pour entendre les parties, en dresser leur procez verbal, & donner leur avis à sa majesté, pour icelui veü & rapporté en son conseil, estre ordonné ce qu'il appartiendra. Fait au conseil d'estat du roy, sa majesté y estant, tenu à Versailles le xxvii. jour d'Aoust M. DC. xci. Signé PHELYPEAUX.

Les particuliers qui auront quelque connoissance des faits & articles mentionnez en l'arrest cy-dessus, ou quelques autres faits particuliers concernant les interests de l'eglise & des proprietaires, sont priez d'en informer les sieurs syndics desdits proprietaires des maisons de ladite paroisse au plustost que se pourra.
Pris sur l'imprime.

*EDIT DU ROY LOUIS XIV.
portant defenses à l'hospital general &
autres, de constituer des rentes à un plus
fort denier que le denier vingt.*

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous présents & à venir, salut. Ayant toujours tesmoigné nostre application pour conserver & augmenter les biens de l'hospital Dieu, de l'hospital general, & de l'hospital des incurables de nostre bonne ville de Paris, nous aurions dans cette veüe, par nostre edit du mois d'Aoust 1661. jugé à propos d'excepter lesdits hospitaux de la defense generale portée par nostredite declaration à tous les autres hospitaux, communautez regulieres & seculieres de nostre royaume, de prendre de l'argent à fonds perdu pour constituer des rentes à un denier plus fort qu'à l'ordinaire. Mais ayant esté depuis informé que cette permission, que nous n'aurions reservée auxdits hospitaux, que pour leur donner moyen d'augmenter leurs biens, & de multiplier par consequent leurs charitez dans la suite, leur devenoit au contraire de jour en jour tellement préjudiciable, que si elle leur estoit plus long-temps continuée, elle pourroit les mettre entierement hors d'estat, non seulement de payer les arrerages desdites rentes, mais mesme de faire subsister, & d'entretenir les malades & pauvres dont ils se trouvent chargés par leur établissement; nous avons estimé necessaire de defendre generalement tous lesdits emprunts à fonds perdu, tant auxdits hospitaux, qu'au grand bureau des pauvres de nostre bonne ville de Paris, nonobstant l'exception portée par nostre declaration du mois d'Aoust 1661. & par l'arrest d'enregistrement d'icelle du 2. Septembre audit an. A ces CAUSES, de l'avis de nostre conseil, & de nostre certaine science, pleine puissance & autorité royale, nous avons par le present edit perpetuel & irrevocable dit, déclaré, statué & ordonné, statuons & ordonnons, voulons & nous plaist, que les defenses portées par nostre declaration du mois d'Aoust 1661. & que nous avons en tant que besoin reiterées par nostre present edit, soient executées selon leur forme & teneur, à l'égard de tous les hospitaux & communautez, tant seculieres que regulieres de nostre royaume, mesme à l'égard de l'hospital Dieu de Paris, de l'hospital general, de

l'hospital des enfans trouvez, des incurables, & du grand bureau; voulons que les administrateurs d'iceux ne puissent prendre aucun argent à fonds perdu, pour constituer leldites rentes viagères, à peine de le payer, & d'en respondre en leurs propres & privez noms. Deffendons à tous particuliers de leur faire aucun prest de cette qualité, à peine de restitution des interets qu'ils en auroient receus, & de perte de leur deub, à l'exception toutesfois des dons des sommes qui seroient faits auxdits hospitaux par aucuns particuliers, à la charge de leur en payer leur vie durant les arrerages à raison du denier vingt. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement à Paris, que ces presentes ils ayent à faire registrer, & le contenu en icelles garder & observer selon leur forme & teneur, nonobstant nostredite declaration du mois d'Aoust 1661. & arrest d'enregistrement d'icelle du 2. Septembre audit an; à laquelle nous avons derogé & dérogeons par ces presentes. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous y avons fait mettre nostre scel. Donnée à Versailles au mois de Janvier l'an de grace M. DC. XC. & de nostre regne le XLVII. *Signé, LOUIS; Et sur le reply: Par le roy, COLBERT Et scellé du grand sceau de cire verte.*

Registré, oui & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executé selon sa forme & teneur, suivant l'arrest de ce jour. A Paris en parlement le VI. Fevrier M. DC. XC. *Signé, DU TILLET. Pris sur l'imprimé.*

*EDIT DU ROY LOUIS XIV.
portant creation en titre d'office d'un premier president & de huit presidents au grand conseil.*

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous présents & à venir, salut. Les officiers de nostre grand conseil ayant en toutes occasions donné des marques de leur integrité & capacité dans la distribution de la justice, nous avons estimé à l'exemple des rois nos predecesseurs devoir augmenter leur juridiction, en leur attribuant la connoissance de plusieurs affaires importantes & privativement à nos autres cours & juges; & nous avons bien voulu aussi en dernier lieu, par nostre declaration du 14 jour d'Aoust 1687. pour les

causes y contenues, ordonner que les procez qui seroient évoquez sur parentez & alliances, tant de nostre parlement de Paris, que des autres parlemens de nostre royaume, pourroient estre renvoyez en nostre grand conseil en la maniere qu'il est ordonné à l'égard desdits parlemens. Et d'autant que cette nouvelle attribution donne lieu à nostredit grand conseil de connoistre d'un plus grand nombre d'affaires que celles qui lui avoient esté attribuées par son établissement, nous avons cru qu'il estoit nécessaire pour le bien & l'avantage de la justice qui s'y doit rendre, aussi bien que pour l'honneur & l'avantage de cette compagnie, & pour qu'elle ne fust en rien distinguée de toutes nos autres cours superieures, d'y créer & établir un premier president en titre, pour y faire dans les deux semestres toutes les fonctions que font nos autres premiers presidents en nos autres cours, & d'y établir en titre d'office quatre presidents en chaque semestre, sans qu'ils soient obligez d'estre pourvus des charges de maistres des requestes, comme il s'est observé jusqu'à present. A CES CAUSES, après avoir mis cette affaire en deliberation en nostre conseil, de l'avis d'iceluy, & de nostre pleine puissance & autorité royale, voulons, ordonnons & nous plaist, qu'à l'avenir il y ait en nostredit grand conseil un premier president, que nous avons par le present edit, créé, érigé, établi, créons, érigeons & établissons en titre d'office, avec la qualité de conseiller en nostre conseil d'estat & premier president en nostre grand conseil, pour y faire pendant les deux semestres toutes les fonctions que font nos premiers presidents dans toutes nos cours superieures, & jouir par lui des mesmes honneurs, prerogatives, préeminences & privileges dont jouissent les premiers presidents de nos autres cours, mesme du franc-sallé & droit de *committimus* en nostre grande chancellerie, en payant en nos revenus casuels la somme à laquelle sera taxée ladite charge; comme aussi de la mesme autorité que dessus, nous avons par le present edit créé & établi, créons & établissons en titre d'office huit nos conseillers en nos conseils presidents en nostre grand conseil, dont il y en aura quatre de service en chaque semestre, sans que ceux qui en seront pourvus, soient obligez, comme ci-devant, d'estre maistres des requestes pour les exercer, & pour jouir par eux des mesmes hon-

neurs, prerogatives, privileges, exemptions, droit de *committimus* au grand sceau & franc-sallé, dont jouissent lesdits maistres des requestes ordinaires de nostre hostel. Voulons qu'après qu'ils auront exercé lesdites charges de presidents pendant vingt années, ils jouissent & leurs veuves, à titre de veterans, desdits mesmes privileges & exemptions que nosdits maistres des requestes veterans, & qu'en cette qualité lesdits presidents après vingt années de service en ladite charge, ayent entrée & voix deliberative dans nostre conseil, & dans nos autres cours entrée, voix deliberative & séance, comme les autres maistres des requestes honoraires, & avec eux, suivant l'ordre de leurs receptions; & à cet effet leur seront accordées des lettres de maistres des requestes honoraires. Et afin que lesdits officiers créez par nostre present edit puissent servir & supporter la dépense qu'il conviendra de faire, avec plus de dignité, nous leur avons attribué & attribuons les gages qui suivent, sçavoir audit premier president, outre une pension de 3000. livres, la somme de 9000. livres pour trois quartiers de 12000. livres de gages ordinaires; & à chacun des huit autres presidents, 4500. livres pour trois quartiers aussi de gages ordinaires; de tous lesquels gages nous leur ferons faire le fonds dans les estats de nos gabelles, & pour leur estre payez par les payeurs des gages des officiers de nostredit grand conseil, sur leurs simples quittances de quartier en quartier. Et afin que tous les pourvus desdits offices, tant de celui de premier president, que des huit autres presidents, puissent les exercer sans craindre de les perdre par leur mort, nous les avons dispensés & dispensons pendant le temps qui reste à expirer du droit annuel, que nous avons bien voulu accorder à tous nos officiers, de la rigueur des 40. jours, en payant pour le droit annuel par chacun an, sçavoir la somme de 1000. livres par le premier president, & 400. livres par chacun desdits huit presidents. Et comme nous avons sujet d'estre satisfaits de la conduite, capacité & integrité des huit presidents qui sont à present en fonction en nostre grand conseil, nous voulons qu'ils soient preferez à tous autres pour le faire pourvoir desdits huit offices créez par nostre present edit, en payant par eux en nos revenus casuels la somme à laquelle sera taxée chaque charge de president, sur laquelle somme il leur

leur sera tenu compte de celle de 35000. livres à ceux qui n'ont pas payé la dernière augmentation de 35000. livres ; & à l'égard de ceux qui auront payé ladite augmentation, il leur sera tenu compte de la somme de 70000. livres ; ce qu'ils seront tenus de faire dans quinzaine après l'enregistrement du present edit ; sinon, & ledit temps passé, il sera par nous pourveu auxdits offices de présidens, en remboursant à chacun desdits anciens présidens par les receveurs de nos revenus casuels ladite somme de 35000. livres ou 70000. livres, ainsi qu'il est dit ci-dessus. Voulons en outre que ledit premier président assiste aux procez de commissaires dans les deux semestres, sans prendre neantmoins aucune part aux vacations desdits commissaires. Et à l'égard des autres présidens, les deux plus anciens de chaque semestre en useront, tant pour les procez de commissaires, que pour pouvoir changer de semestre, le cas échéant, le tout ainsi qu'il s'est toujours observé. Si donnons en mandement à nostre tres-cher & feal le sieur Boucherat chevalier chancelier de France, que le present edit il fasse lire & publier, le sceau tenant, & registrer ez registres de l'audiance de France, & le contenu en icelui garder & observer selon sa forme & teneur. Mandons en outre à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre grand conseil, que le present edit ils aient à faire lire, publier, registrer & entretenir, & le contenu en icelui garder & observer selon sa forme & teneur. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous y avons fait mettre nostre scel. Donné à Versailles au mois de Fevrier l'an de grace M. DC. XC. & de nostre regne le XLVII. *Signé, LOUIS. Et à costé, Visa, BOUCHERAT,* pour lettres patentes en forme d'edit de creation d'un office de premier président & de huit présidens au grand conseil. *Et à costé : Leu, publié & enregistré, le sceau tenant, ez registres de l'audiance de France, de l'ordonnance de monseigneur Boucherat chancelier de France, ce jourd'hui XXVIII. jour de Fevrier M. DC. XC. par moi conseiller secretaire du roy, grand audiancier de France. Signé, BOUCHER. Et scellé du grand sceau de cire verte. Pris sur l'imprimé.*

ORDONNANCE DU ROY

Louis XIV. portant exemption du logement des gardes Françoises, pour les maisons situées aux places des anciennes portes saint Jacques & saint Michel.

Sur ce qui a esté representé à sa majesté par les propriétaires des maisons scises cy devant dans les boulevards des portes saint Jacques & saint Michel de la ville de Paris, que bien que lesdites maisons soient presentement enfermées dans l'enceinte de ladite ville, & fassent partie d'icelle, depuis que lesdites portes de saint Jacques & saint Michel ont esté abbaruës, & que par consequent elles ne sont point sujettes au logement des gens de guerre, de l'exemption desquels elles ont toujours jouy depuis qu'elles ont esté enfermées dans l'enceinte de ladite ville de Paris, suivant plusieurs lettres patentes & ordonnances de sa majesté, mesme celles du 7. Juillet 1646. 14. Janvier & 29. Avril 1667. neantmoins le maréchal des logis du regiment des gardes Françoises n'a pas laissé depuis peu de temps d'expedier des billets pour faire loger des soldats dudit regiment dans lesdites maisons, & d'exiger de l'argent de ceux desdits exposans qui s'en sont voulu exempter ; ce qui oblige lesdits exposans d'avoir recours à sa majesté, & de la supplier très-humblement de vouloir les faire jouir de ladite exemption du logement de sesdits gens de guerre, mesme des officiers & soldats dudit regiment de ses gardes Françoises. Et sa majesté après s'estre fait représenter lesdites lettres patentes & ordonnances desdits jours 7. Juillet 1646. 14. Janvier & 29. Avril 1667. désirant, à l'exemple de ce qu'elle a fait en pareil cas, pour les propriétaires des maisons qui ont esté enfermées dans l'enceinte de ladite ville du costé de la porte Montmartre & autres endroits, traiter favorablement lesdits exposans ; sa majesté a ordonné & ordonne, veut & entend que les maisons appartenantes ausdits exposans, qui se trouvent presentement enfermées dans ladite ville de Paris, depuis que les portes de saint Jacques & saint Michel ont esté abbaruës, soient & demeurent exemptes de tous logemens de ses gens de guerre, mesme des officiers & soldats dudit regiment de ses gardes Françoises. Défend pour cette fin sa majesté au maréchal des logis dudit regiment de plus expedier ni délivrer aucuns billets pour

AN. 1690.

faire loger des officiers ni des soldats dans les susdites maisons, à peine de désobéissance & de privation de sa charge. Entend néanmoins sa majesté que les maisons situées dans la nouvelle enceinte au-delà des anciens fossés, desdites portes saint Jacques & saint Michel, soient sujettes auxdits logemens. Mande & ordonne sa majesté au sieur duc de Gesvres pair de France, gouverneur & son lieutenant general en la ville, prévost & vicomte de Paris, aux prévosts des marchands & eschevins de ladite ville, comme aussi au colonel du regiment de ses gardes Françaises, & aux commissaires des guerres ordonnez à la conduite & police d'iceluy, de tenir la main chacun, comme il appartiendra, à l'exacte observation & execution de la presente, laquelle sa majesté veut estre publiée & affichée en carrefours & lieux publics de ladite ville, & par tout où besoin sera, afin qu'aucun n'en pretende cause d'ignorance. Fait à Versailles le xxiv. jour de Septembre M. DC. XC. Signé, LOUIS; & plus bas, LE TELLIER.

L'an 1690. le onzième d'Octobre de relevée, à la requeste des sieurs Penicher, Henry, Guy, Savary, les heritiers de deffunt Romain Guy, Feuillereau, Moncron, Gandoin, la Joué, Perault, les prieur, procureur & religieux Jacobins du grand convent de Paris, du Cheston, Carbonet, Bouquet, les heritiers de deffunt Jerolme Blavet, Voisin, Fossier, Beuzelin, Acar, le Roy, Eudes, Pennel, les proviseur, prieur, procureur & boursiers du college d'Harcourt, la veuve Crespiner, la veuve Silvain, la veuve Altera & la damoiselle veuve Pontcrochet, tous proprietaires de maisons situées dans l'enceinte de la ville de Paris, depuis que les portes saint Jacques & saint Michel ont esté abbatuës, qui ont esleü leur domicile en la maison dudit Pennel demeurant rue de la Harpe, paroisse saint Cosme, j'ay Jean-Baptiste le Maignan huissier ordinaire du roy & de son grand conseil, soussigné, demeurant rue saint Honoré, signifié & baillé copie au sieur de la Fontaine mareschal des logis du regiment des gardes Françaises, demeurant place des victoires, en parlant au sieur le Clerc son commis, des lettres patentes & quatre ordonnances de sa majesté en date des 7. Juillet 1646. 14. Janvier, 11. & 29. Avril 1667. & 24. Septembre dernier; par lesquelles sa majesté veut & entend que toutes les maisons situées sur les remparts,

boulevards & contreforts de la ville de Paris, dependantes presentement de son domaine, & cy-devant de celui de la ville, & notamment toutes celles appartenantes aux susnommez, qui se trouveront enfermées dans l'enceinte de la ville, depuis que les portes saint Jacques & saint Michel ont esté abbatuës, estant toutes construites dedans & sur les anciens fossés d'icelles, & ne faisant point partie des fauxbourgs, soient & demeurent exemptes de tous logemens de gens de guerre, même des officiers & soldats dudit regiment de ses gardes Françaises: sa majesté ayant esté pleinement informée qu'ils ont payé deux fois leurs maisons sous la bonne foy de ladite exemption, comme aussi du nombre des maisons restantes dans lesdits fauxbourgs après sondit regiment des gardes logez. Tout lesquels reglemens cy-dessus dattés seront leüs, publiez & affichez en carrefours & lieux publics de ladite ville, à ce que ledit sieur de la Fontaine n'en prétende cause d'ignorance, & n'ait à contrevenir à iceux, sous les peines y portées. Signé, PENNEL, tant pour moy que comme ayant charge; & LE MAIGNAN.

Contrôllé à Paris le xi. Octobre M. DC. XC. n. 112. folio 138. verso. Signé, MARQUIS. Copié sur l'imprimé en feuille volante.

ARREST DU CONSEIL D'ESTAT
du roy, qui confirme les prevosts des marchands & eschevins de Paris en la jouissance & disposition des places des fortifications de cette ville, sises entre la porte saint Bernard, & le lieu où estoit cy-devant la porte saint Victor &c.

VEu au conseil d'estat du roy les requestes respectivement presentées en iceluy: l'une par Marie de Mouchy veuve de Thomas Chopin vivant sous fermier des cens & rentes deües au domaine de sa majesté en la ville de Paris, pendant les baux de maîtres Jacques Buisson & Jean Fauconner, lesquels ont commencé le premier Janvier 1676. ont fini au dernier Decembre 1687. & solidairement obligée avec ledit deffunt Chopin son mary: l'autre par les prevosts des marchands & eschevins de ladite ville; celle de ladite Chopin tendante à ce qu'il plüist à sa majesté ordonner que l'arrest contradictoire du 12. Janvier 1686. & la sentence du tresor du 21. Octobre 1689. seront executez selon leur forme

& teneur : ce faisant , que les arrerages d'une redevance de cent livres , dont ont esté chargez les particuliers qui possèdent les places des fortifications de ladite ville , scituées entre les portes de saint Victor & de saint Bernard , écheüs pendant lesdits baux , luy seront payez , à quoy faire les particuliers seront contraints conformément à ladite sentence du 21. Octobre 1689. comme aussi que sans s'arrester à la sentence desdits sieurs prevost des marchands & eschevins du 29. May 1690. la décharge de la restitution de la somme de 2561. livres prétendue reçeüe par elle & ledit feu Chopin , provenant des redevances deüës par differens particuliers au domaine de sa majesté , pour les maisons & heritages qu'ils possèdent dans les places des fortifications de ladite ville : ce faisant , que tous les arrerages qui peuvent estre deüs & escheüs pendant le temps desdits baux , des redevances deüës pour les places dependantes des fortifications , luy seront payés par les detempteurs d'icelles ; à quoy faire ils seront contraints par les voyes accoustümées pour les deniers & affaires de sa majesté ; ordonner en outre que ce qui se trouvera avoir esté payé desdits arrerages au sieur Boucot receveur de ladite ville , fera par luy restitué à ladite de Mouchy ; & faire deffenses ausdits prevost des marchands & eschevins & tous autres , de la troubler en la perception des rentes & redevances deüës pour lesdites places : à la reserve seulement de celles deüës pour celles desdites places & maisons vendües à perpetuité par lesdits prevost des marchands & eschevins , & pour lesquelles ils ont payé à sa majesté la somme de 158085. livres 13. sols 9. deniers , suivant le rôle arresté au conseil le 12. Juillet 1687. & en cas de contestation pour raison de ce à l'avenir , renvoyer les parties en la chambre du tresor. Celle desdits sieurs prevost des marchands & eschevins tendante à ce qu'il plust à sa majesté debouter ladite veuve des fins de sa requeste : ce faisant , ordonner que ledit arrest du conseil du 12. Janvier 1686. sera executé selon sa forme & teneur , ensemble ladite sentence par eux renduë le 29. May 1690. & en consequence ladite veuve Chopin contrainte au payement des sommes contenües en ladite sentence ; luy faire defences de faire aucunes poursuites contre lesdits detempteurs , au sujet des loyers & redevances deüës à lad. ville pour lefd. places des fortifications par

eux cy-devant données à beaux emphyteotiques ; & sans s'arrester à ladite sentence de la chambre du tresor du 21. Octobre 1689. ordonner que les arrerages , tant de ladite redevance de cent livres cy-devant escheüs , & qui escheront cy-après , tant que le bail par eux fait de ladite place , ratifié par lettres patentes du mois d'Aoust 1662. subsistera , que ceux deüs pour les autres places des fortifications de ladite ville , leur seront payez. Les pieces jointes ausdites requestes : scavoir à celle de ladite de Mouchy , copie d'une requeste présentée au parlement par lesdits prevost des marchands & eschevins , tendante à ce qu'ils fussent déchargez de l'assignation à eux donnée à la chambre du tresor , par Joseph Meslier detempeur d'une place & maison scise entre les portes de saint Victor & de saint Bernard , sur la demande faite audit Meslier par ledit feu Chopin , pour le payement de sa part de ladite redevance de cent livres , du 20. Juin 1685. Exploit d'assignation donnée aux nommez Juvin , Troquet & autres detempteurs desdites places d'entre lesdites portes , à ladite chambre du tresor , à la requeste de ladite de Mouchy , pour se voir condamner à représenter les titres & contrats en vertu desquels ils possédoient lesdites places , & en payer les cens & redevances conformément à leurs titres , du 10. Septembre 1689. Sentence de ladite chambre du 21. Octobre ensuivant , par laquelle ledit Juvin & confors auroient esté condamnés à payer à ladite Chopin les cens , rentes & redevances par eux deüës pour lesdites places , & aux despens. Declarations passées à la chambre du tresor par les particuliers , contenant qu'ils sont detempteurs desdites places , lesquelles sont chargées de cent livres de rente envers le domaine de ladite ville , & en la censive & directe de sa majesté. Copie d'autre requeste présentée au parlement par lesdits prevost des marchands & eschevins , tendante à ce que la demande formée par ladite Chopin , contre ledit Juvin & confors , en ladite chambre du tresor , fust évoquée audit parlement , du 14. May 1690. Sentence desdits prevost des marchands & eschevins , du 29. May 1690. renduë sur les conclusions du procureur du roy de la ville , par laquelle il a esté ordonné que ladite veuve Chopin restitueroit à la recepte du domaine de ladite ville la somme de 2561. livres reçeüe par ledit Cho-

pin son mary & elle, de la veuve Silvain detemprice d'une maison scize sur les contrescarpe & boulevard de la porte de saint Jacques, de la veuve Crespinet detemprice d'autre maison & lieux aussi scituez sur ledit boulevard, & du nommé Malus, au nom des creanciers du nommé le Blanc detempreur de places, maisons & lieux scituez dans les fossez de ladite ville, entre les portes de saint Michel & de saint Germain, pour les loyers & redevances dont lesdites places & maisons avoient esté chargées par les baux emphyteotiques faits par ladite ville, ensemble les interets desd. sommes du jour de la reception d'icelles jusqu'à la restitution; & en outre que lesd. detempteurs seroient assignez pardevant lesdits prevost des marchands & eschevins, pour se voir condamner, chacun à leur égard, à payer les rentes, redevances & loyers desdites maisons & lieux, avec desffenses de les payer à d'autres qu'audit Boucot. Exploit de signification de ladite sentence à ladite Chopin, du 26. Aoust ensui vant. Arrest du conseil du 12. Janvier 1686. rendu sur la requeste desdits prevost des marchands & eschevins, & la reponse dudit feu Chopin; par lequel, sans avoir égard aux poursuites, demandes & pretentions dudit Chopin, sa majesté auroit ordonné que lesdits prevost des marchands & eschevins jouiroient des redevances annuelles deûes à ladite ville par les detempteurs des maisons & places pour lesquelles ils avoient payé ladite somme de 158085. livres 13. sols 9. deniers, en consequence de l'arrest du conseil du 10. Janvier 1682. ce faisant, que les arrerages desdites redevances seroient payez au receveur de ladite ville par les redevables, nonobstant toutes saisies faites ou à faire par ledit Chopin, dont sa majesté leur auroit fait pleine & entiere mainlevée, sans préjudice toutes fois des censives & droits seigneuriaux appartenants à sa majesté, qui seroient payez au receveur ou fermier du domaine en la maniere accoustumée. Autre arrest du conseil du 8. Aoust 1676. portant qu'à la diligence de maistre René Drotier chargé du recouvrement des deniers qui doivent provenir des ventes & alienations des domaine & droits domaniaux, & pardevant les commissaires du conseil à ce deputez, il seroit procedé à la vente, revente & alienation à perpetuité des places, maisons, heritages & lieux appartenants à sa majesté dans les fossez, sur les murailles, remparts, contrescar-

pes & bastions de ladite ville, au plus offrant & dernier encherisseur. Autre arrest du conseil du 19. Novembre 1678. rendu sur la requeste dudit Drotier, par lequel sa majesté auroit fait mainlevée des saisies faites à la requeste dudit Boucot & du procureur de sa majesté de ladite ville, sur lesdits Crespinet, veuve Marteau & autres adjudicataires des places, maisons & lieux dependans desdites fortifications, avec desffenses ausdits Boucot & procureur de sa majesté de faire aucunes demandes & poursuites contre lesdits adjudicataires, pour raison du payement des loyers & redevances deûes pour raison de ce. Autre arrest du conseil du 12. Octobre 1675. portant que ledit Buiffon jouiroit entr'autres choses des domaines & droits domaniaux baillez à baux emphyteotiques à temps, à vie ou autrement, qui reviendroient à sa majesté pendant le cours de son bail, & de tous les droits domaniaux. Pareil arrest du conseil du 26. Juillet 1681. en faveur de maistre Jean Fauconnet. Bail des cens & rentes de ladite ville de Paris, fait par ledit Fauconnet audit feu Chopin & sa femme, sous le nom de Pierre de Marseille, pour les six années de son bail, moyennant la somme de 2650. livres chacune. Aste du 9. Decembre 1682. par lequel le sieur Lemire fondé de procuration dudit Buiffon, auroit cedé audit Chopin & sa femme tout ce qui pouvoit estre deû audit Buiffon, des arrerages desdits cens & rentes échus pendant le bail dudit Buiffon, moyennant la somme de 15900. livres. Extrait tiré de la chambre des comptes, par lequel il paroist qu'il a esté compté à ladite chambre des redevances deûes pour plusieurs maisons scizes sur les remparts & fortifications de ladite ville. Differentes procedures faites, tant à ladite chambre du tresor, qu'audit parlement, contre lesdits detempteurs, pour raison des arrerages desdits cens & rentes. Et autres memoires & pieces jointes à ladite requeste desdits prevost des marchands & eschevins, consistans, sçavoir, Declaration des revenus de ladite ville fournie par lesdits prevost des marchands & eschevins en 1618. contenant qu'il appartient à ladite ville les anciens murs, tours, guerrites, ensemble les portes, remparts & autres places des fortifications. Extraits de differens baux emphyteotiques faits par ladite ville, par lesquels les preneurs sont chargez d'en payer les loyers au do-

maine de ladite ville. Avis desdits sieurs prevost des marchands & eschevins, du 22. Juin 1661. sur le placet présenté au roy par les sieurs de Bellefonds & du Perthuis, à ce qu'il plût à sa majesté leur faire don des places qui composent les fossés d'entre la porte de saint Victor & de saint Bernard. Arrest du conseil du 27. Juillet 1671. * par lequel sa majesté en consequence dudit avis, auroit permis ausdits sieurs de Bellefonds & du Perthuis de faire construire à leurs frais deux ports en ladite ville de Paris aux endroits y destinez, moyennant quoy ils jouiront pendant 90. années des places qui composent le fossé & contrescarpe d'entre lesdites deux portes, & à cette fin bail leur en seroit fait par les prevost des marchands & eschevins ausdits sieurs de Bellefonds & du Perthuis pour lesdites 90. années; à la charge entre autres choses de payer à la recepte du domaine de ladite ville la somme de 100. livres par chacun an, du 7. Aoust 1662. Lettres parentes de confirmation dudit bail, du mois d'Aoust 1662. Contrat de vente de la quantité de huit cent toises de ladite place, par lesdits sieurs de Bellefonds & du Perthuis, à Antoine Bailly, moyennant la somme de 32000. livres, à la charge de payer le cens aux seigneurs dont ladite place est tenuë, & en outre la part de ladite redevance de 100. livres au domaine de ladite ville, du 29. Fevrier 1666. Rôle arresté au conseil le 12. Juillet 1681. dans lequel sont compris tous les particuliers qui avoient acquis de ladite ville desdites places à perpetuité; lesdites sommes montant à 158085. livres 13. sols 9. deniers. Edit du mois de Decembre 1681. par lequel sa majesté auroit confirmé tous les detrempteurs des places des fortifications en possession desdites places, sans qu'ils fussent tenus d'aucunes charges, rentes, cens, ni redevances envers lesdits prevost des marchands & eschevins, ni autres seigneurs. Ledit arrest du conseil du 12. Janvier 1686. par lequel sa majesté auroit debouté ledit Chopin de ses demandes & pretentions, pour raison des redevances deûes pour les maisons vendues à perpetuité par lesdits prevost des marchands & eschevins; & sa majesté se seroit seulement réservé les censives & droits seigneuriaux. Autre arrest du conseil du 4. Octobre 1684. par lequel sa majesté auroit ordonné que lesdits prevost des marchands & eschevins feroient incessamment construire de neuf la por-

te du Temple, & à cet effet leur auroit permis de prendre les maisons, & pour subvenir aux despenes necessaires pour raison de ce, de vendre & disposer des places vaines & vagues, fossés, marais & edifices estans depuis la porte saint Antoine jusqu'à la porte saint Martin, que ladite ville avoit cy-devant données à beaux emphyteotiques ou autrement. Autre arrest du conseil du 7. Avril 1685. par lequel sa majesté auroit ordonné que lesdits prevost des marchands & eschevins feroient travailler aux ouvrages necessaires pour former le cours depuis la porte de saint Honoré jusqu'à celle de saint Martin, & leur auroit permis de disposer des places vaines & vagues, fossés, remparts & contrescarpes, & mesme des heritages ci-devant donnez par baux emphyteotiques. Autre arrest du conseil du 17. dudit mois d'Avril, par lequel sa majesté auroit encore permis ausdits prevost des marchands & eschevins, de reprendre & remettre en valeur lesdites maisons estant au-dedans & au dehors desdits fossés de ladite ville, depuis l'endroit où estoit la porte saint Victor, jusques vers celui où estoit construite celle de saint Jacques, & qui estoient ci-devant tenus à baux emphyteotiques de ladite ville, poir en disposer par eux à perpetuité. Lettres patentes expedies en consequence au mois de Juillet 1686. Copie de quittance dudit feu Chopin de la somme de 1524. livres par lui receüe de la veuve Silvain pour six années d'arrerages de deux cens cinquante liv. par elle deûes par chacun an à la recepte du domaine, à cause de deux maisons scizes, l'une sur le boulevard à la porte S. Jacques, & l'autre entre les portes saint Jacques & saint Michel, lesdites six années eschuës le 16. Septembre 1682. ledit payement fait, sçavoir 254. livres en deux quittances dudit sieur Boucot, & le surplus comptant, du 10. Septembre 1686. Autre quittance dudit Chopin de la somme de 750. liv. payée par la veuve Crespinet, à laquelle somme ledit Chopin avoit remis les arrerages qui pouvoient estre deûs de la rente de 180. livres deûs par ladite veuve, pour une maison scise à l'endroit où estoit cy-devant la porte saint Jacques, du 28. Decembre 1686. Quittance de ladite de Mouchy de la somme de 253. livres 10. sols par elle receüe du nommé Malus, en consequence de la sentence du trefor du 4. May 1689. sçavoir 240. livres 10. sols pour les arrerages d'une redevance

de 41. livres 10. sols portée par les baux emphyteotiques des jeux de boules & maisons appartenants au nommé le Blanc & 4. livres 10. sols pour les cens desdits jeux de boules, du 11. May 1689. Sentence desdits prevost des marchands & eschevins du 29. May 1690. qui condamne lad. veuve Chopin à la restitution desdites sommes. Réponses & repliques respectivement fournies par lesdites parties ausdites requestes, & autres pieces & memoires y joints. Ouy le rapport du sieur Phelypeaux de Pontchartrain conseiller ordinaire au conseil royal, controleur general des finances: LE ROY EN SON CONSEIL, faisant droit sur lesdites requestes, & ayant aucunesment égard à celle desdits prevost des marchands & eschevins de ladite ville de Paris, a ordonné & ordonne que les arrerages escheûs jusqu'à present de ladite rente de 100. livres dont ont esté chargées les places qui composoient cy-devant le fossé & la contrescarpe de ladite ville, entre les portes de saint Bernard & de saint Victor, par le bail qu'ils en ont passé en 1662. ausdits sieurs de Bellefonds & du Perthuis, seront payez audit Boucot receveur du domaine de ladite ville, auquel ladite veuve Chopin sera tenuë de rendre & restituer ce que lesdits prevost des marchands & eschevins justifieront en avoir esté par elle receû. Veut aussi sa majesté que les arrerages de ladite rente continuent d'estre payez à la recepte du domaine de ladite ville, tant que ledit bail subsistera; à quoy faire les detrempteurs desdites places seront contraincts par les voyes portées par ledit bail, nonobstant les oppositions & saisies faites ou à faire à la requeste de ladite veuve Chopin & tous autres, dont sa majesté fait pleine & entiere main levée. Et à l'égard des demandes respectives desdits prevost des marchands & eschevins, & de ladite Chopin, pour les arrerages des redevances deûes pour les autres places des fortifications de ladite ville, sa majesté les en a deboutez, & en consequence fait tres-expresses inhibitions & deffenses tant audit Boucot, qu'à la veuve Chopin & autres fermiers de ses domaines, d'en faire à l'avenir aucunes poursuites ni demandes contre les particuliers redevables, à peine de concussion; & condamne ladite veuve Chopin, tant en son nom, que comme estant solidairement obligée avec ledit feu Chopin, à rendre & restituer à sa majesté, & de porter au

tresor royal huitaine après la signification du present arrest, la somme de 2269. livres 10. sols receûë tant par son mari que par elle, desdites veuves Silvain & Crespinet & dudit Malus, suivant leurs quittances des 10. Septembre & 28. Decembre 1686. & 11. May 1690. ensemble toutes les autres sommes par eux receûës pour arrerages des redevances deûes pour les maisons & places dependantes des fortifications de ladite ville, à quoy faire ladite veuve Chopin sera contrainte par les voyes accoustumées pour les deniers & affaires de sa majesté: le tout sans prejudice des cens & droits seigneuriaux deûs aux mutations pour toutes lesdites places, tant celles situées entre lesdites portes saint Victor & saint Bernard, que les autres, lesquelles appartiendront aux fermiers des domaines de sa majesté. Fait au conseil d'estat du roy tenu à Versailles le xxiv. jour d'Avril, M. DC. XCI. Collationné, Signé, COQUILLE avec paraphe. Copié sur l'imprimé en feuille volante.

*ARREST DU PARLEMENT
contre les mandians valides de la
ville de Paris.*

Sur ce qui a esté representé par le procureur general du roy, que les prevost des marchands & eschevins de cette ville de Paris doivent ouvrir Lundi prochain des hasteliers pour faire travailler à des ouvrages publics, ainsi que la cour les y invita Vendredi dernier, & qu'ils l'avoient déjà estimé necessaire, requérant qu'il plust à la cour de renouveler l'execution des reglemens de police qui ont esté faits en pareilles occasions, & notamment par la declaration du roy du 13. Avril 1685. Lui retiré; veû ses conclusions, la matiere mise en deliberation, la cour a ordonné & ordonne que la declaration du roy du 13. Avril 1685. concernant l'ordre des hasteliers publics, & la punition des mandians valides sera executée; ce faisant que tous mandians valides, tant hommes que femmes, & enfans au dessus de douze ans, qui se trouveront en cette ville de Paris, & qui ont la force & la fanté necessaires pour travailler, soit qu'ils ayent un mestier, ou qu'ils n'en ayent pas, seront incessamment tenus d'aller travailler aux hasteliers qui seront ouverts en cette ville & faubourgs de Paris par les prevost des marchands & eschevins, & à cet effet de s'enroller sur le registre qui

qui sera tenu en l'hostel de ville par le greffier ou autre officier qui sera commis par le prevost des marchands. Fait defenses à ceux qui seront enrollez pour travailler dans lesdits hasteliers, de les quitter ou de vaguer par cette ville durant les heures qui seront réglées pour le travail par les prevost des marchands & eschevins de cette ville, sans congé exprès de l'officier qui sera préposé pour cet effet, à peine d'estre mis au carcan dans l'hastelier, ou punis d'autres ou moindres peines, ainsi qu'il sera ordonné par lesdits prevost des marchands & eschevins, sur le rapport dudit officier préposé pour la conduite desdits hasteliers, sans aucune forme ni figure de procez. Comme aussi fait inhibitions & defenses à tous ceux qui seront enrollez, de mandier par cette ville & fauxbourgs de Paris, à peine pour la premiere fois d'estre enfermez pendant quinzaine dans les maisons de Bicestre & de la Salpêtrière destinées à cette fin, & pour la seconde fois des galeres durant cinq ans, à l'égard des hommes, & pour ce qui est des femmes, du fouet, & d'estre razées & enfermées pendant pareil temps de quinzaine dans ladite maison de la Salpêtrière, & du fouet par un correcteur, à l'égard des garçons & des filles au dessous de quinze ans, & d'estre enfermez & corrigez dans les maisons de l'hospital general durant le temps qui sera jugé convenable, le tout par jugement du lieutenant de police, & en son absence de l'un des lieutenans particuliers, à commencer par l'ancien, & du lieutenant au bailliage du palais pour ceux qui seront arrestez dans les cours, salles & galeries du palais, & ce sans forme ni figure de procez, que la representation de l'acte de leur enrolement signé de l'officier qui l'aura reçu, & le procez verbal de leur capture signé & affirmé pardevant lesdits juges par deux officiers ou archers qui l'auront fait, l'interrogatoire desdits mandians, & les conclusions du procureur general du roy, & sans appel. Ordonne que l'officier qui recevra les enrollemens à l'hostel de ville, fera lecture à ceux qui s'enrolleront desdites peines, & qu'il en fera mention dans l'acte d'enrolement; qu'il en fera pareillement fait lecture dans les maisons de Bicestre & de la Salpêtrière, & publiées toutes les semaines dans lesdits hasteliers. Et sera le present arrest lu & publié à son de trompe & cri public, & affiché dans tous les lieux & endroits accoustu-

mez. Fait en parlement le xxix. May M. DC. xciij. Signé, DONGOIS. Pris sur l'imprimé.

DECLARATION DU ROY

Louis XIV. portant reglement pour les fonctions & droits des officiers de la voirie.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut. Nous avons par nostre edit du mois de Mars dernier, uni la chambre du tresor au bureau des finances de la generalité de Paris, & créé entr'autres officiers quatre nos conseillers-commissaires generaux de la voirie, pour chacun, dans les quartiers de nostredite ville & fauxbourgs de Paris qui leur seront designez, avoir l'inspection & faire leur rapport en nostredit bureau de tout ce qui concernera la grande voirie, estre presens aux alignemens, & donner toutes les permissions necessaires pour l'apposition & refection des auvens, enseignes & autres dependances de la petite voirie; auquel effet ils jouiroient des droits dont les tresoriers de France avoient joui jusqu'alors, suivant le tarif qui en seroit arresté en nostre conseil. A quoi voulant pourvoir, après nous estre fait représenter l'edit de l'année 1607. portant création de l'office de grand voyer, lequel a depuis esté réuni au corps desdits tresoriers de France, & tousles autres edits, declarations & arrestes de nostre conseil concernant ladite voirie; A CES CAUSES & autres à ce nous mouvans, & de nostre certaine science, pleine puissance & autorité royale, nous avons par ces presentes signées de nostre main, dit & ordonné, disons & ordonnons, voulons & nous plaist, que conformement à nostre edit de creation desdits commissaires generaux de la voirie, ils soient établis & fassent leurs fondions en la ville & fauxbourgs de Paris, auquel effet elle sera partagée entr'eux en quatre quartiers, lesquels seront appelez les quartiers saint Honoré, saint Antoine, saint Victor & saint Germain, chacun borné & limité, sçavoir ceux de saint Victor & de saint Germain par la riviere de Seine, y compris les isles & les ponts, & lesdits deux quartiers entr'eux, par les ponts au Change & saint Michel, & par les rues de la Harpe & d'Enfer; & à ceux des quartiers saint Honoré & saint Antoine appartiendra tout ce qui est depuis

ladite riviere jusqu'aux extremités des fauxbourgs, & seront separez entr'eux par la rue & fauxbourg saint Denis & saint Lazare. Voulons neantmoins que lesdits commissaires de la voirie fassent bourse commune des droits à eux attribuez, à la reserve de ceux qui proviendront des rapports pour alignemens ou autres choses dependantes de la grande voirie, dont la moitié des émolumens appartiendra à ceux qui les auront faits, & l'autre moitié sera rapportée à la bourse commune. Et pour conserver entr'eux l'uniformité dans leurs fonctions, & un partage égal de leurs droits, ils exerceront leurs charges dans lesdits quatre quartiers suivant qu'ils leur seront designez par nos tresoriers de France. Et comme le produit de ladite bourse commune doit servir à la subsistance desdits commissaires, voulons qu'il ne puisse estre saisi pour quelque dette ou par quelque creancier que ce soit, sinon par ceux qui auront privilege special sur leurs offices. Feront lesdits commissaires de la voirie, à l'exclusion de tous experts & de toutes autres personnes, toutes les visites & rapports pour raison des changemens ou translations des chemins, ouvertures ou retranchemens des rues, suppressions de ploy ou coude, constructions de nouvelles clostures ou autres dependances de la voirie, qui seront ordonnées par nosdits tresoriers de France, sur la requisition des particuliers, ou à la requeste de nostre procureur audit bureau, sans qu'en aucuns cas nosdits tresoriers en puissent commettre d'autres que lesdits commissaires pour faire lesdits rapports, mesme ceux qu'ils feront faire hors ladite ville & fauxbourgs, dans ladite generalité, quand ils en seront requis. Pour les salaires & vacations desdits rapports, qui seront ordonnez par nosdits tresoriers de France, leur sera payé 7. livres 10. sols, sçavoir six livres pour leur vacation, & une livre dix sols pour l'expedition, outre les droits ordinaires de la petite voirie, qui leur seront payez suivant leur espeece, ainsi qu'ils seront designez cy-après. Et pour ceux qu'ils feront hors de ladite ville & fauxbourgs, auront les deux tiers des vacations desdits tresoriers de France, y compris l'expedition. Seront tenus lesdits commissaires de la voirie de donner par chacune semaine à nostre procureur audit bureau un estat des contraventions qu'eux ou leur commis auront trouvé avoir esté faites dans leurs quartiers aux

edits & ordonnances de la voirie des années 1607. & 1608. contenant le nom & la qualité des contrevenans, sur lesquels leur sera delivré par nostredit procureur un memoire des assignations qui seront à donner à sa requeste, sans que les exploits qu'ils feront en consequence soient sujets au controle; & lorsqu'ils sur lesdites assignations il sera ordonné un rapport, il leur sera payé pour chacun la somme de 4. livres 10. sols, sçavoir trois livres pour la vacation, & une livre dix sols pour l'expedition. Et afin que nosdits commissaires puissent informer nosdits tresoriers de France desdites contraventions, sur lesquelles les contrevenans auront esté assignez, ils auront entrée & seance au bureau des finances, sur un banc qui y sera mis à cet effet près celui de nos avocats & procureur, & ce aux jours & heures d'audience seulement. Voulons que conformément aux edits, arrests & reglemens de la voirie, & à l'edit du mois de Mars dernier, tous les alignemens soient donnez par nosdits tresoriers de France, dont les operations seront faites par nosdits commissaires genereaux, pour lesquels nous leur avons attribué pour alignement de chacune maison la somme de 6. livres, sans que pour une jambe étriere commune entre deux maisons ils puissent prendre ni percevoir qu'un seul droit d'alignement, à peine de concussion. Faisons deffenses à tous particuliers, maçons & ouvriers, de faire démolir, construire, ou réédifier aucuns édifices ou bastimens, élever auvens, pans de bois, balcons ou auvens ceintrez, établir travaux de mareschaux, poser pieux ou barrières, estayes ou estresillons, sans avoir pris les alignemens & permissions necessaires de nosdits tresoriers de France, à peine contre les contrevenans de 20. livres d'amende. Pour lesquelles permissions d'appositions d'estayes, pieux, barrières, travaux de mareschaux & auvens ceintrez, il sera payé auxdits commissaires de la voirie cinq livres. Toutes permissions ou congez pour appositions d'auvens, de pas, bornes, marches, esliers, sieges, montoirs à cheval, seuils & appuis de boutiques excédans le corps des murs, portes, huys de caves, fermetures de croisée ou de soupirail, qui ouvriront sur la rue, enseignes, establis, cages, montres, estalages, comptoirs, plafonds, tableaux, bouchons, chassiss à verre, sail-lans, estaux, dos d'asne, rateliers, perches, barreaux, eschopes, abajours, auvens,

vens, montans, contrevents ouvrans en dehors, & autres choses faisant avance sur la voye publique, seront accordées par nosdits commissaires de la voirie; & pour chacune permission il leur sera payé quatre livres, ensemble pour les boutiques & eschopes posées de neuf des savetiers, revendeuses, tripières, bouquetières, vendeuses de sel, de moruë, salines &c. pour chacune desquelles boutiques & eschoppes il leur sera payé de droit 4. livres, quoiqu'il y en ait eu de posées auparavant. Et pour le restablissement des choses ci dessus exprimées, par caducité ou autrement, ou changement d'icelles, il ne leur sera payé que demi droit de 40. sols, & pareil droit pour les petits auvens & pour les appuis & faillans mis sur les croisées ou fenêtres. Deffendons pareillement à tous nosdits sujets de faire mettre & poser les choses ci-dessus, qu'au préalable ils n'en aient pris desdits commissaires la permission, & payé les droits, à peine de dix livres d'amende. Ne seront toutesfois les choses ci-dessus exprimées, soit qu'elles soient posées de neuf, ou restables, sujettes auxdits droits, si elles n'excedent le nud & corps des murs ou pans de bois, sur lesquels elles seront attachées ou posées. Jouiront nosdits commissaires generaux de tous les droits utiles de la voirie, profits & émolumens d'icelle dans toutes les ruës, ponts, passages, quays, halles, marchez, & autres lieux publics de la dite ville & fauxbourgs de Paris, tels qu'en ont joui ou deu jouir nosdits treforiers de France en conformité dudit edict du mois de Decembre 1607. & arrest de nostre conseil du 6. Septembre 1672. & en outre d'un minot de franc salé, que nous leur attribuons à chacun par ces presentes. Leur avons en outre attribué & attribuons l'exemption de logement de gens de guerre, tutelle & curatelle, ensemble le droit de *committimus* aux requestes de nostre palais, & leur permettons de commettre à l'exercice de leurs charges; & seront leurs commis tenus de prester le serment devant nosdits treforiers de France, après lequel ils exerceront lesdites charges par commission, tout ainsi & en la mesme maniere que pourroient faire nosdits commissaires generaux. Faisons deffenses auxdits commissaires generaux de la voirie, ou à leurs commis de prendre & percevoir autres & plus grands droits que ceux ci dessus énoncez, sous pretexte de visite, congé & autres causes que ce soit,

Tome II. Part. II.

à peine de concussion. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement à Paris, que ces presentes ils aient à faire lire, publier & registrer, & le contenu en icelles garder & observer de point en point selon leur forme & teneur, sans y contrevenir ni souffrir qu'il y soit contrevenu en quelque sorte & maniere que ce soit. Car tel est nostre plaisir. En tesmoin de quoi nous y avons fait mettre nostre scel. Donné à Rocroy le xvi. jour de Juin l'an de grace M. DC. XCIII. & de nostre regne le LI. Signé, LOUIS; & plus bas: Par le roy, PHELYPEAUX. Visa, BOUCHERAT. Et scellées du grand sceau de cire jaune.

Registrées, oui & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, & copie collationnée envoyée au bureau des treforiers de France de la generalité de Paris, pour y estre lue, publiée & enregistrée; enjoint aux substituts dudit procureur general d'y tenir la main, & d'en certifier la cour dans huitaine, suivant l'arrest de ce jour. A Paris en parlement, le xxv. Juin M. DC. XCIII. Signé, DU TILLET. Pris sur l'imprimé.

Titres concernant le voyer de Paris.

Premier titre, extrait des registres du thresor.

Magister Petrus de saint Amand, nunc clericus regis in thesauro, & per antea receptor Parisiensis, attulit in hac camera computorum ad burellum in Marcio M. CCCC. LXIX. quemdam quaternum papiri de manu Johannis Bayand super origine in igne casu fortuito anno M. cccc. l. cum aliis rebus perditum, copiatum, hic ex ordinatione dominorum scriptum, cum quo quaterno, dicto de sancto Amando reddito, facta fuit collatio.

AN. 1469.

PREMIEREMENT.

La voirie de Paris si est une justice par soy, & une garde, & ne touche de rien à la prevosté de Paris; car le roy la vend à vie d'homme, ou donne.

II.

Le voyer de Paris, si est appellé voyer, pour ce qu'il doit veoir & regarder que l'on fasse raison & mesure en la voirie & au chasteller de Paris; soit que les chemins ne soient encombrez; ne que l'on n'y fasse nulle chose, si ce n'est par

Q9

son congé. Et si tost que le voyer fait commandement que les chemins soient delivrez dans trois jours ou quatre, & il fait par qui ils sont encombrez, il en peut faire lever deux sols six deniers d'amende, & à prendre gaiges à l'hostel; & si on lui force le gaige, le prevost de Paris y envoiera son sergent, pour oster la force au sergent au voyer.

III.

Le voyer de Paris si doit regarder que nul ne meine coing de rue, si ce n'est par son congé; & doit regarder qu'il soit mis en point-là où la base est trouvée, & le doivent la maignie mesurer & bailler la mesure du mur aux maczons, & porter l'autre mesure chez le voyer, * gectera arriere mesure; & si elle n'est au point que les sergens l'ont laissée, il leur convient oster & amender au voyer.

* Il y a faute en cet endroit.

IV.

Nuls ne peuvent faire faillie à Paris, sans le congé du voyer, & les doit le voyer mesurer & remettre arriere au point où on les trouve; & qui autrement le fait, doit amende au voyer.

V.

Nul ne peut remuer les vieilles faillies sans le congé au voyer, & les doit le voyer mesurer & remettre arriere au point où on les trouve; & qui autrement le fait, il doit amende au voyer.

VI.

Nuls ne peuvent faire caveaux dessous voye, sans le congé au voyer, qu'il ne l'amende, & qu'il ne soit rempli arriere.

VII.

Nuls ne peuvent faire degrez à monter à sa maison, de quoi la voie estreissée un pas, ne deux, ne trois, sans le congé au voyer, qu'il ne l'amende, & le peut le voyer abbatre & jeter à terre.

VIII.

Nul ne peut faire siege sans le congé du voyer, qu'il ne l'amende; & le peut le voyer abbatre.

IX.

Nul ne peut faire estail, ne seoir en la voyerie, ne vendre denrée nulle, si ce n'est par le congé du voyer, qu'il ne perde ce qu'il a sur l'estail, puisqu'il lui a commandé, si le voyer le veut.

X.

Nuls ne peuvent faire aulvents à Paris, si ce n'est par le congé au voyer, qu'ils ne lui soient abbarus, si le voyer veut; & le doit amender audit voyer.

XI.

Le voyer de Paris a de chacun mestier qui est acheté à Paris, quatre deniers; & si a encore quatre deniers de chacune entrée qui vient au chasteller de Paris, c'est-à-dire des choses qui sont mal priées.

XII.

L'on ne doit à Paris crier le ban-le-roy, que commandement du voyer n'y soit.

XIII.

L'on ne doit faire justice nulle, telle qu'elle soit, au chasteller, que le voyer n'y soit, ou son commandement. Et s'il advient que l'on eust jugé à mort un homme, & le voyer n'y eust esté, ou son commandement, il pourroit faire arriere ramener au chasteller, & seroit jugé par les maîtres.

XIV.

Le voyer de Paris si a sept sols six deniers parisis, quand * gaiges de bataille sont donnez, des premières jusques en la bataille, en la banlieue de Paris, en quelque cour que ce soit; car tant dure la voirie.

* Il y a gaiges, & des nees.

XV.

Le voyer de Paris peut commander que nuls ne bouttent bouës, fiens, ni terraux devant son voisin, ne à pluye, ne sans pluye. Et se ils bouttent par dessus ses deffenses, ils le doivent amender au voyer.

XVI.

Le voyer de Paris peut commander que nuls ne jettent eaues ne ordures des fenestres en haut, de jour, ni de nuit. Et se ils jettent sur les deffenses, ils le doivent amender.

XVII.

Le voyer de Paris peut commander que nuls ne fassent preaux aux fenestres en hault de sa maison; car moult de perils en peuvent venir, car quand ils sont envieillis, ils cheent sur les gens. Et s'ils sont sur le commandement du voyer, doivent amender, & les peut le voyer abbatre s'il veut.

XVIII.

La maignie au voyer doivent aller par les maistresses rues dudit Paris, pour commander chacune quinzaine que les rues soient delivrées d'huy à demain, si le voyer veut.

XIX.

Nul ne peut faire la chambre plus haute devant un voisin, plus que devant autant que le voyer le veuille.

XX.

Le voyer de Paris doit faire chacun an crier le ban de par le roy & de par luy, que les ruës soient nettoïées, & que ses commandemens soient tenus; & si en est plus doubté, & fa maignie aussi est, & si est raison: c'est à sçavoir aux festes annuelles & aux parlemens.

XXI.

Nul n'a voirie à Paris, que le roy, en toute la banlieue, fors l'evesque de Paris, là où les maisons sont siennes d'une part & d'autre. Et si le roy y a une maison, ou deux, ou trois, ou un autre seigneur, qu'il ne soit du propre fief, l'evesque perd sa voirie; car nul ne part au roy. Et s'istoit comme les maisons faillent en la terre de l'evesque, soit devers les Thuilleries, soit devers la porte saint Honoré, l'evesque perd sa voirie, & est la voirie du roy tant que la banlieue dure.

XXII.

Ne saint Martin des Champs n'a point de voirie; car le voyer de Paris a abbattu siege & vendu faillie, & mesuré coings, sans debat nul; car la raison y est.

XXIII.

Le Temple n'a point de voirie; car le voyer y a toute justice.

XXIV.

Saint Eloy n'a point de voirie; car le voyer a toute justice.

XXV.

Saint Germain des Prez n'a point de voirie.

XXVI.

Nostre-Dame de Paris a voirie, tant comme le parvis dure.

XXVII.

Le chapitre Nostre-Dame n'a point de voirie.

XXVIII.

Ne saint Julien le Pauvre n'a point de voirie.

XXIX.

Ne sainte Geneviève, fors en la vieille terre, c'est-à-dire, de la croix Hemond jusqu'à sainte Geneviève, & toute la banlieue environ; & a justicier & garde au voyer de Paris en ce qui appartient au chemin le roy, quant à la voirie.

XXX.

Quand on fait nouvel boucher à Paris, le voyer de Paris en a autant comme le maître des bouchers, pain, vin & chair.

XXXI.

Le voyer de Paris a telle franchise, qu'il a son prix de toutes choses, com-

Tome II. Part. II.

me le prevost de Paris.

XXXII.

Le voyer de Paris ne doit point de taille, ne de guer.

XXXIII.

Le voyer de Paris doit estre appelé en tous grands conseils, & en tous jugemens que l'on fait au chasteller de Paris; & si un homme mouroit en la prison, le voyer doit le sçavoir; & de tous autres grands cas il doit avoir son escript, comme le prevost.

XXXIV.

Nul ne doit faire cave à Paris, sans le congé au voyer, qu'il ne soit suffisant à la voirie, & qu'elle ne nuise aux voisins de la rue; car s'il le faisoit, il seroit mis en l'amende au voyer.

XXXV.

La maignie au voyer de Paris doit garder & enseigner aux chartiers là où les terreaux de la ville de Paris doivent estre mis, en maniere qu'ils ne grevent point à la voirie.

XXXVI.

Nul ne peut faire travail à Paris sans le congé au voyer; & a le voyer la première assise, c'est à sçavoir cinquante sols parisis, ou soixante, si le voyer les veut prendre; ou plus ou moins, selon que l'on fait plus de courtoisie à unes gens que autres.

XXXVII.

Toutes les charettes de charbon qui viennent de Santigny & de Crover, de Tournant, & des lieux illecques entour, qui viennent à Paris, doivent au voyer deux sacs de charbon l'année; c'est à sçavoir que le chartier baille lequel sac il veult, & le voyer prend lequel il veult après.

XXXVIII.

Les chauffiers qui sient devant la cour-le-roy, doivent chacun une paire de chaufes au voyer, ne des pires, ne des meilleures; & doit on lots jeter pour les places.

XXXIX.

Les places aux ferrons, doit l'on les jeter tous les ans.

XL.

Les charrons de Paris doivent porter leurs charettes, s'istoit comme elles seront appareillées, en leurs granges, & délivrer le chemin royal & la voirie.

XLI.

Les merciers de la rue au Feurre doivent chacune semaine deux aiguilles au voyer.

XLII.

Tous ceux qui ont aisement de la voirie devant saints Innocens & ailleurs, qui vendent feurre, & chacuns, en doivent un faix au voyer; & tous ceux qui vendent herbes, chacun un faix, en quelque lieu que ce soit. Et chacun chapelier doit un chapeau de roses au voyer, en la saison.

XLIII.

Le voyer de Paris a telle franchise, que si un chevalier lui doit, ou un baron, ou un comte, il le peut prendre par le frein, & lui dire: je vous commande de par le roy, que vous ne issiez de Paris, devant que me aiez fait mon gré. Si le terme est passé de la dette, & si il s'en va sur le commandement, & bonnes gens le sachent, il amendera au roy.

XLIV.

La justice de Mibray & de Petit-pont, est à justicier au voyer de Paris haute & basse, des cas qui adviennent en celieu; & tous ceux qui ont fait service au voyer, & qui gagnent leur pain au port, se doivent justicier par la justice au voyer, des cas qui adviennent aux lieux; & s'il advient qu'un homme * se lave sans sang, il soit atteint qu'il ait meffait, il doit amender au sergent au voyer de six deniers, & ses six deniers doivent estre bus par les compagnons, & il en doit estre le maistre; & se il ne veult justicier par le sergent au voyer, le sergent au voyer le fera semondre par devant son seigneur, & s'il est atteint du fait, il en doit deux sols six deniers au voyer, de quoi les six deniers sont au sergent du port, & les deux sols au voyer. Et tous ceux qui sont jurez du port, se il en y a nuls qui fassent faulx serment, ne riche, ne pauvre, ils sont en l'amende au voyer à sa volonté. Et s'il y en a nuls qui fassent sang, ne plaie, ne meurtre, ne larcin, ils sont en la justice au voyer, & en doit la cour venir devant lui; & à toute justice, jusqu'au deffaire.

XLV.

Le sergent au voyer a trois mouniers francs, toutesfoies que le guer est, chacun trois semaines; & il en doit le rendant bailler au prevost de Paris, de ceux qui sont en sa justice.

XLVI.

Le voyer de Paris a un tallenier franc, & toutes coustumes au port de Mibray & de Petit-pont, des cheances, c'est à sçavoir s'il y chet un signe, l'on le doit porter au voyer de Paris.

XLVII.

Et s'il y chet un cerf autant; si en a-t-il à faire à sa volonté.

XLVIII.

Et s'il y chet cheval, il doit douze deniers; la vache douze deniers; & toutes bestes qui ont quatre pieds, chacun quatre deniers; le vel quatre deniers, le pourcel quatre deniers, l'oye deux deniers, l'aine quatre deniers; une nef, si elle chet au port, six deniers; un bateau, soit grand, soit petit, qui vient d'amont, quatre deniers; un gouvernail quatre deniers; une effouble, quatre deniers; une perche, un denier; un aviron ferré, deux deniers; un aviron sans fer, un denier; une navire de busches ou de charbon scellée à fonds la terre * aux vallets du port, & aux maistres, & les deux parts aux marchands; & les pieces de merioz, s'elles viennent à quatre lignes, quatre deniers; un chevron, un denier; une selse à quatre pieds, quatre deniers; un drap, deux deniers; une nappe, deux deniers; une piece de toile de vingt aulnes, six deniers; un battoir, un denier; & une mulle, six deniers.

XLIX.

De mettre là, aux compagnons du port, & oster là, six deniers.

L.

Nul ne peut faire marché au port de Mibray, soit maistre ou valet, qu'il ne doibve quatre deniers; d'un chable, prendre huit deniers; d'une tortue, huit deniers; d'un roifealt, huit deniers; de la gourdanne boutter dehors, de lascher le moulin, huit deniers; debouter l'autre à mont, seize deniers; de mettre un arbre & d'autre oster, seize deniers; de mettre tonnel, & d'un autre oster...; de mettre un cheffeur devers la rouë, huit deniers; d'une gourdanne, s'elle est affondrée & que l'eau passe le rouet, & les compagnons le requelt, cinq sols; du moulin, s'il affondre, que l'eau passe par dessus, & les compagnons le requelt, douze sols; & si le moulin affondre en telle maniere que les compagnons ne puissent mettre force, & l'on ne le mist dehors; qui en feist marché, les compagnons & le maistre l'auroient pour le seul, s'ils en vouloient faire marché; & se d'avanture avient au port que le maistre les convoque, ils doivent six deniers aux compagnons, s'ils ne viennent à la semonce pour ses choses demembrer que icy sont dites. Le congé de Mibray doit le Dimanche avant la saint Denis, & se doivent tous les compa-

* Il y a aisi, si, & cet endroit est corrompu.

* Il manque quelque chose.

gnons assembler sur leur maistre ; & quand ils se sont tous assemblez, le maistre doit porter deux sols parisis au prevost de Paris, lui, ou deux des compagnons, ou trois ; & le prevost de Paris les doit bailler au geollier quel qu'il soit, c'est à sçavoir deux sols de remembrance. Le voyer de Paris peut remettre & oster ses prisonniers franchement pour ses deux sols payant, sans point de geolage.

SECOND TITRE.

C'est la copie du registre que Jehan Sarrazin jadis voyer de Paris fit escrire en l'an de grace de N. S. J. C. M.CC.LXX.

PREMIEREMENT.

1170.

NOSTRE sire le roy de France a à Paris la voirie, laquelle voyrie il baille à qui il lui plaist, & est une fois baillée toute par soy, aussi comme le prevost de Paris.

II.

Il appartient à icelle voyrie, que celui qui tient de par le roy, est quitte de tailles & de guet, a son prix à la chair & poisson, & est appelé voyer de Paris.

III.

Derechef il appartient à icelui voyer que de toutes les choses qui sont emblées, si celui à qui elles sont emblées, vient devant la justice & les autres pour emblées, il convient que devant la justice il mette quatre deniers dessus, & ces quatre deniers sont au voyer, & sont mis en une boeste que le voyer a au chasteler.

IV.

Derechef il appartient au voyer, quand les menus mestiers sont vendus, il y a de chacun quatre deniers, & sont mis en la boeste dessusdite.

V.

Derechef il appartient au voyer, quand * gaiges de bataille se donnent à Paris, le voyer a de chacune partie deux sols six deniers, & quand la voirie est donnée, il a de chacune partie sept sols six deniers tournois.

VI.

Derechef il appartient au voyer, quand charrettes à charbon viennent à Paris de vers Tournant en Brie, de Corrouer & de Santigny & d'illec environ, & apportent charbon en sacs & en charrettes, le voyer a de chacune charrette deux sacs, un sac à la volonté du

voyer, & un sac à la volonté du charrier une fois l'an.

VII.

Derechef il appartient au voyer, que quand boucher est fait nouvel à Paris, il a son mets de vin, de pain & de chair.

VIII.

Derechef il appartient au voyer, que nulles saisies ne soient faites à Paris, sinon par lui ; & quand le voyer a siné, le prevost de Paris en a la moitié par la main au voyer, & y fust le prevost accompagné par foiblesse de voyer, pour avoir aide à oster la force, quand l'on la faisoit nulle souffrir que grieve à la ville, à l'égard des prud'hommes.

IX.

Derechef il appartient au voyer, que nul n'ait estail, ne degrez, ne sieges, ne aulvents, combien qu'il ait esté, sinon par congé ; ne il n'en doit nuls souffrir qui encombre le chemin trop desconvenablement, à l'égard des prud'hommes. Et c'est à sçavoir, que cinq estaux qui sont dessus le Petit-pont, le prevost en a la moitié, & le voyer l'autre, & y fust accompagné le prevost par foiblesse du voyer, & pour aider au voyer en ceste force quand on lui faisoit. Il ne peut faire ne remuer nuls hommes à Paris, coin de rue, où son commandement n'y soit à prendre mesure.

X.

Derechef il appartient au voyer la justice des moulins de Mibray, & de cinq moulins qui sont à Petit pont ; & est la justice telle, que ceux qui sont couchans & levans au port de Mibray en cinq moulins dessusdits, il en a la connoissance jusqu'aux deffenses, & lors il les baille au prevost de Paris, & les peut mettre au chasteler, & oster quand il lui plaist, pour leurs meffais, sans geolage payer, & a de toutes gens la connoissance du meffait du port & des cinq moulins pourquoi ils soient pris en present.

XI.

Derechef il appartient au voyer qu'il fasse délivrer les chemins ; & quand le voyer ou son commandement dit à celui qui encombre le chemin, qu'il le decembre, & celui qui a encombré n'obeit à son commandement, le voyer peut faire prendre gages en sa maison pour deux sols six deniers pour l'amende, & s'il lui fait force au commandement du voyer, le prevost de Paris lui doit bailler de ses sergens, & oster la force.

XII.

Derechef il appartient au voyer, qu'il soit quand il lui plaist, ou son commandement, au chastelet, voir que l'on fasse droit aux bonnes gens; & doit estre le voyer ou son commandement aux jugemens; & doit estre la gent avec la gent au prevost à crier les bans & bannir les gens, & en doit avoir son escript des bans, & de ceux qui meurent en prison, ainsi que le prevost de Paris a de faire les larrons. Et quand on veult crier le ban nostre sire le roy, l'on doit dire au voyer ou à son commandement, & doivent estre la gent du voyer avec la gent du prevost, quand on crie le ban; & quand le ban est crié, délivrer les voyries, comme de bouës ou d'autres encombrements qui appartiennent à la voyrie; & si l'on n'obeit au ban, l'exécution appartient au voyer, c'est à sçavoir deux sols six deniers pour l'amende de celui qui n'aura pas fait le commandement du ban.

XIII.

Derechef il appartient au voyer, que nulle rue soit ouverte, si elle est close, sinon par le voyer; ne il n'en doit nulle clorre, ne ouvrir, sinon pour le profit de la ville, & à l'égard des bonnes gens.

Cy finit le registre de Jehan Sarrazin jadis voyer de Paris, sans ce de quoi il n'estoit pas souvenant, la veille de Noel M.CC.LXX.

XIV.

Derechef il appartient au voyer, chacun an, de faire cueillir les rentes des aulvents la seconde semaine de Novembre.

XV.

Derechef il appartient au voyer, chacun an, la veille de Noel, de chacun feurre qui vend feurre delà saint Innocent, deux faix de feurre.

XVI.

Derechef il appartient au voyer, chacun an, la veille de Noel, de cueillir de chacun chandellier qui vend chandelle en la rue au Feurre en la place aux chandelliers, deux livres de chandelle.

XVII.

Derechef il appartient au voyer, la veille des estraines, à faire cueillir de chacun fourmager qui vend fourmages ez halles devant la maison Rappée, un fourmage.

XVIII.

Derechef il appartient au voyer, chacun an, la veille des estraines ou de l'Epiphanie, de faire cueillir de chacun

gastellier qui vend gasteaux à la febre ez halles, un gasteau.

XIX.

Derechef il appartient au voyer, chacun an, la veille de l'Epiphanie, de faire cueillir de chacun chappellier qui vend chapeaux & couronnes, qui vendent sur la voyrie, deux chapeaux ou trois, & une couronne.

XX.

Derechef il appartient au voyer, que nul ne mette estail à crampons, & estail à figues & raisins, devant la boeste des halles, jusqu'à la Mercerie, si par congé non.

XXI.

Derechef il appartient au voyer que nul n'ait estail à lard, du costé saint Christophe en la cité, si par congé non.

XXII.

Derechef il appartient au voyer, de faire cueillir de chacun bazannier qui vendent petits fouliez devant les degrez de la Mercerie, chacun an, la veille de Noel, douze deniers.

XXIII.

Derechef il appartient au voyer, de faire cueillir de chacun herbier qui vendent herbes en Greve, à saint Severin, à la croix du Tirouer & à saint Innocent, deux faix d'herbes chacun an.

XXIV.

Derechef appartient au voyer de faire cueillir chacun an de chacun chappellier qui vendent chapeaux de roses, un chapeau de roses environ l'Ascension; & chacun chappellain qui ont rosier ou rosiers, est ou sont tenus apporter sur le voyer plein panier de pampes de roses à faire eau-rose.

XXV.

Derechef le maistre des sueurs est tenu chacun an, le jour de la Trinité, d'envoyer sur le voyer un quarteron de chansteaux, & des aneaux à la valué, avec deux quartes de vin.

XXVI.

Derechef nul ne doit mettre pressouer à verjus sur le chemin le roy, sans le congé du voyer.

XXVII.

Derechef nul ne nulles ne peuvent vendre semences sur estaux en la voyrie, sans le congé du voyer.

XXVIII.

Derechef le voyer donne, à cause de son office, les places à vendre esguillettes assis en la rue du Feurre, & celles à vendre beurre, œufs, fromages, aulx, oignons, choux, poirées & autres verdures

dures, assis ez halles de Paris, pour ce qu'il a égard sur la voyrie.

Collation a esté faite de cest extrait escript en parchemin contenant sept feuillets escripts, cestui-ci compris, sur un gros registre aussi escript en parchemin, signé en fin d'icelui, de Villeneuve, estant en la chambre du procureur du roy au tresor, intitulé par ces mots : C'est le registre du fonds de terre du roy nostre sire, qu'il a & prend chacun an en la ville de Paris, le jour & feste saint Remy, & les jours ensuivans, renouvelé sur le registre de la chambre des comptes, fait l'an M. ccc. xci. par M. Jehan Thiersault & Jehan de la Salle, commis à ce par le roy nostre sire, par ordonnance de messieurs les gens des comptes & tresoriers du roy. Ladite collation faite à la requeste de M. Guillaume Hubert receveur ordinaire & voyer des ville, prevosté & vicomté de Paris, en la presence de M. Gilles de saint Yon procureur du roy audit tresor, ce consentant & accordant, par moi Nicolas Perigault greffier d'icelui thresor, le xvii. jour d'Avril M. D. xcv. Signé, PERIGAUT. Et sont attachées sous le contre-scel les lettres patentes dont la teneur ensuit.

LETTRES PATENTES DU ROY
Henry IV. sur les droits du voyer de Paris.

HENRY par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous pretens & à venir, salut. Sçavoir faisons nous avoir receu l'humble supplication de nostre très-cher & bien aimé M. Guillaume Hubert receveur ordinaire de nostre domaine, & voyer de cette ville, prevosté & vicomté de Paris, contenant que à cause de sondit estat & office il a & lui appartient en ladite ville, banlieue, prevosté & vicomté de Paris, plusieurs beaux droits & privileges, franchises, libertez & immunités, à plain declarez & specifiez en l'extrait des registres de nostre thresor audit Paris, cy-attaché sous le contre-scel, dont ses predecesseurs audit office ont accoustumé de jouir de tout temps & ancienneté, ainsi qu'il fait encore à present, qu'il doute estre troublé & empesché en sa possession & jouissance, sous pretexte qu'ils n'ont esté confirmés depuis nostre advenement à la couronne; nous requerrant très-humblement à ces fins nos lettres de confirmation à ce necessaires. Pourquoi nous, ce considéré, desirant le maintenir & conserver en tous & cha-

cuns les honneurs, autoritez, prerogatives, préeminences, franchises, libertez, droits, profits, revenus & émolumens qui lui appartiennent à cause de sondit office, les lui avons continué & confirmé, & de nos grace speciale, plaine puissance & autorité royale, continuons & confirmons par ces presentes, pour par ledit exposant & ses successeurs audit office de receveur ordinaire de nostre domaine & voyer de nostredite ville, prevosté & vicomté de Paris, en jouir & user pleinement & paisiblement & à tousjours, ainsi que ses predecesseurs audit office & lui en ont ci-devant bien & deuement jouy & usé, jouit & use encore de present, & que plus à plain est porté, tant par ledit extrait de nostre thresor, que registres de nostre chambre des comptes & chastelet dudit Paris. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers tenant nostre cour de parlement, chambre des comptes, cour des aides, & sur le fait de la justice de nostre thresor, prevost de Paris ou son lieutenant, & à chacun d'eulx qu'il appartiendra, que ceslites presentes ils fassent enregistrer, & du contenu jouir & user ledit exposant & ses successeurs audit office pleinement & paisiblement à tousjours, cessant & faisant cesser tous troubles & empeschemens contraires. Cartel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à tousjours, nous avons fait mettre nostre scel à cesdites presentes, sauf en autres choses nostre droit, & l'autrui en toutes. Donné à Paris au mois d'Avril l'an de grace M. D. xcv. & de nostre regne le vi. *Ainsi signé sur le reply : Par le roy, THIELEMENT Et à costé : Contentor, THIELEMENT. Et scellées du grand sceau de cire verte en lacs de soye rouge. Pris sur un cahier imprimé.*

ARREST DU CONSEIL D'ESTAT,
sur la distribution de cent mille livres de pain par chaque jour faite aux pauvres de Paris par la liberalité du roy.

LE roy ayant eu intention de soulager les pauvres de sa bonne ville & fauxbourgs de Paris, auroit ordonné une distribution de cent mille livres de pain par jour, à raison de deux sols la livre, qui est un prix beaucoup au dessous de celui qui se vend dans les marchez & chez les boulangers. Mais la majesté a esté informée des abus & des defordres qui se commettent journalle-

ment dans la distribution dudit pain, & que plusieurs personnes accommodées qui ne sont pas dans le besoin, voulant profiter du bon marché, en enlèvent une grande quantité, non seulement pour leur subsistance, mais encore pour le revendre & en faire trafic; ce qui fait que les véritables pauvres & les plus nécessiteux n'en pouvant avoir, perdent leur temps & leurs journées, & ne sont point secourus. A quoi étant nécessaire de pourvoir, sa majesté étant en son conseil, a ordonné & ordonne que la distribution du pain destiné pour le soulagement des pauvres de sa bonne ville & faubourgs de Paris, sera faite à l'avenir par les curez & autres personnes charitables dans chaque paroisse de ladite ville & faubourgs d'icelle, à commencer Samedi 31. du présent mois d'Octobre, à raison de cent mille liv. de pain pesant par chacun jour, sur le pied de deux sols la livre, à partager entre les paroisses. Fait sa majesté défenses à toutes personnes, pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce soit, de troubler ladite distribution, ni faire aucun attroupement pour raison de ce, à peine de la vie. Enjoint aux officiers de police de tenir la main à l'exécution du présent arrêt, lequel sera publié & affiché par tout où besoin sera, à ce qu'aucun n'en ignore. Fait au conseil d'état du roy, sa majesté y étant, tenu à Versailles le xxix. jour d'Octobre M. DC. xciii. Signé, PHELYPEAUX. *Pris sur l'imprimé.*

Mandement de l'archevêque de Paris sur le même sujet.

An. 1693.

FRANÇOIS par la grace de Dieu & du saint siege apostolique archevêque de Paris, duc & pair de France, commandeur des ordres du roy, proviseur de la maison de Sorbonne, & supérieur de celle de Navarre, aux archiprestres, doyens, curez, vicaires, supérieurs, proposez, confesseurs, prédicateurs & autres ecclésiastiques, tant séculiers que réguliers, des églises & monastères de la ville & faubourgs de Paris, salut & benediction. Le roy ayant eu intention de soulager les pauvres de la ville & faubourgs de Paris, auroit ordonné une distribution de cent mille livres pesant de pain par chacun jour, à raison de deux sols la livre, voulant seul porter la perte du surplus; & sa majesté ayant esté informée des abus & des desordres qui se commettent journellement dans cette

distribution par plusieurs personnes accommodées, qui voulant profiter du bon marché, en enlèvent quantité, non seulement pour leur subsistance, mais encore pour le revendre & en faire trafic; ce qui fait que les véritables pauvres & ceux qui en ont plus de besoin, n'en peuvent avoir, qu'ils perdent leurs temps & leurs journées, & sont frustrés par l'empressement des riches des secours qu'ils devoient retirer des aumônes qui leur sont destinées. A quoi sa majesté voulant pourvoir, elle auroit, étant en son conseil, ordonné par son arrêt du 29. du présent mois, que la distribution de ce pain sera faite à l'avenir par les curez ou vicaires assistés d'autres personnes charitables à leur choix dans l'effectuel de chaque paroisse de lad. ville & de ses faubourgs, à raison de cent mille livres pesant de pain par chacun jour, sur le pied de deux sols la livre, à partager entre les paroisses. A ces causes nous vous mandons d'apporter tous vos soins à ce que cette distribution se fasse de maniere que la volonté du roy soit exécutée de tout point, & que par la fidelité & par l'ordre que vous y garderez, les pauvres profitent seuls des grâces de sa majesté, & ressentent le soulagement que sa liberalité veut leur procurer. Persuadez que nous sommes de l'ardeur de vostre zele, nous ne doutons pas que vous ne fassiez connoître aux peuples qui vous sont commis, soit les curez dans leurs sermons, les predicateurs dans leurs sermons, les confesseurs dans les tribunaux de la penitence, & les autres ecclésiastiques séculiers & réguliers dans leurs conversations & entretiens particuliers, la grandeur du bienfait & de la magnificence du roy, & les soins infatigables avec lesquels les ministres de sa majesté & les premiers magistrats s'appliquent en cette occasion à l'exécution de ses ordres, afin que sur cette idée les riches par leur moderation, les pauvres dans l'esprit d'une patience chrestienne, se soumettent à la providence divine, & que par leurs prières & leurs tres-humbles actions de grâces ils resnoignent à S. M. leur parfaite reconnoissance. Donné à Paris en nostre palais archiepiscopal, le xxxi. Octobre M. DC. xciii. Signé, FRANC, OIS archevêque de Paris; & plus bas, Par monseigneur, WILBAULT. *Pris sur l'imprimé.*

AUTRE

*AUTRE ARREST DU CONSEIL
d'estat sur le mesme sujet, qui
convertit le pain en argent.*

AN. 1693.

LE roy aiant ordonné une distribution de cent mille livres de pain par chacun jour, pour le soulagement des pauvres de sa bonne ville & fauxbourgs de Paris, à raison de deux sols la livre, le bon marché auroit attiré plusieurs personnes des plus accommodées, qui en auroient dans le commencement enlevé si grande quantité pour le revendre & en faire trafic, qu'ils auroient empêché les veritables pauvres & les plus necessiteux d'en avoir; ce qui auroit obligé d'ordonner par arrest de son conseil du 29. Octobre dernier, que la distribution dudit pain se feroit à l'avenir par les curez des paroisses. En execution duquel arrest les curez ayant fait les rolles des pauvres de leurs paroisses, quelques-uns auroient mieux aimé avoir partie en argent, & partie en pain, de ce qui pouvoit leur revenir de ladite distribution, d'autres l'auroient demandé en argent. Mais depuis ayant esté représenté par la plupart des curez, que si sa majesté avoit la bonté de convertir entierement en argent la perte qu'elle veut bien souffrir sur la distribution dudit pain, & en faire une aumône aux pauvres, cela seroit d'un plus grand secours pour les pauvres malades, pauvres honteux & pauvres artisans, qui ont besoin non seulement de pain, mais encore de potage, viande & autre nourriture pour leur subsistance. Et sa majesté n'ayant d'autre intention que de procurer aux pauvres de sa bonne ville de Paris un soulagement effectif, en leur continuant de plus en plus ses liberalitez & charitez, sa majesté estant en son conseil, a ordonné & ordonne, qu'à commencer du 23. de ce mois il sera distribué, au lieu de pain, dans les paroisses de la ville & fauxbourgs de Paris, par aumône, & des deniers de sa majesté, la somme de 120. mil livres par mois, & par avance, de semaine en semaine, pendant l'hiver, à partager entre lesdites paroisses, suivant l'estat qui en sera arrêté au conseil; & la somme à laquelle se trouvera monter la part & portion de chaque paroisse, sera remise ez mains des curez, vicaires ou autres personnes charitables qui seront préposées à cet effet, pour estre employée avec les autres aumônes de la paroisse en pain,

Tome II. Part. II.

viande, potage ou autres alimens necessaires pour le soulagement des pauvres, suivant qu'il sera réglé dans les assemblées qui seront tenues à cet effet. Fait au conseil d'estat du roy, sa majesté y estant, tenu à Versailles le xiv. jour de Novembre M. DC. XCIII. Signé, PHELYPEAUX. Pris sur l'imprimé.

DECLARATION DU ROY

*Louis XIV. portant suppression de la
chambre royale des medecins des universités
provinciales à Paris.*

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre; à tous ceux qui ces présentes verront, salut. Ayant esté informé des contestations qui survenaient tous les jours entre les doyen & docteurs - regens de la faculté de médecine en l'université de Paris & les medecins de la chambre royale des universités provinciales, ce qui ne pouvoit estre que très préjudiciable à nos sujets de nostre bonne ville de Paris, plusieurs particuliers s'y estans introduits pour pratiquer & exercer la medecine; afin d'en empêcher les inconveniens, nous nous serions fait représenter les lettres d'establissement de ladite chambre royale du mois d'Avril 1673. & les arrests de nostre conseil des 3. Juillet 1683. & 28. Avril 1684. & du grand conseil du 11. Septembre 1686. & fait examiner lesdites lettres d'establissement, le pretexte sur lequel ledit establissement a esté fait, & les raisons desdits medecins établis en la chambre royale. Ayant reconnu que cet establissement estoit directement contraire à l'article LXXXVII. de l'ordonnance de Blois, & à l'article LIX. des statuts de la faculté de Paris de 1598. faits lors de la reformation de ladite université, & à tous les arrests de nostre cour de parlement des 2. Mars 1535. 23. Mars 1593. 12. Septembre 1598. 23. Janvier 1620. 1. Mars 1644. & autres reglemens intervenus en conséquence, par lesquels il est fait deffenses à toutes personnes de pratiquer & exercer la medecine dans ladite ville & fauxbourgs, s'ils ne sont docteurs de ladite faculté; & voulant contribuer autant qu'il nous est possible au bien & avantage du public, pour empêcher qu'il n'en soit abusé par ceux qui n'ont l'expérience ni la capacité si nécessaire à ceux qui exercent la medecine, nous avons cru sur ce devoir declarer nostre intention. A CES CAUSES & autres bonnes confi-

AN. 1694.

R r

derations à ce nous mouvans, de l'avis de nostre conseil qui a veü lesdites ordonnance, declaration & arrests, nous avons de nostre certaine science, pleine puissance & autorité royale dit, déclaré & par ces presentes signées de nostre main disons, déclarons, voulons & nous plaist que les articles LXXXVII. de l'ordonnance de Blois & LIX. des statuts de ladite faculté de Paris de 1598. ensemble les arrests de nostre cour de parlement cy-dessus enoncez, soient gardez, observez & executez selon leur forme & teneur, & en consequence nous avons revoque éteint & aboly, revoquons, éteignons & abolissons lad. chambre royale des medecins des universités provinciales établie par nos lettres du mois d'Avril 1673. que nous avons & les arrests rendus en execution declarez nuls. Faisons très-expresses inhibitions & defenses à toutes personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, de professer la medecine dans nostredite ville & fauxbourgs de Paris, s'ils ne sont docteurs ou licentiez en ladite faculté de medecine de l'université de Paris, ou medecins d'autre facultez approuvez d'icelle, ou exerçans la medecine près nostre personne & nostre famille & maisons royales, qui ont esté receus medecins en d'autres facultez de nostre royaume. Faisons deffenses à tous particuliers soy disans medecins desdites universités provinciales & estrangeres, de plus à l'avenir s'assembler, d'exercer la medecine ny faire imprimer ni distribuer aucunes listes de leurs noms, surnoms & demeures, & aux maistres apoticaire de Paris de recevoir ny executer aucunes ordonnances par escrit desdits medecins. Permettons neantmoins ausdits medecins des universitez provinciales & estrange-res qui s'assembloient en ladite chambre royale, de se presenter en ladite faculté de medecine de Paris, pour y prendre les degrez de bachelier, licentié & de docteur, après avoir fait les actes necessaires pendant deux ans pour les obtenir, sans estre obligez de prendre des leçons en ladite faculté. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement à Paris que ces presentes ils aient à faire registrer, & le contenu en icelles garder & observer selon leur forme & teneur, sans souffrir qu'il y soit contrevenu en quelque sorte & maniere que ce soit. Car tel est nostre plaisir. Donné à Versailles le III. jour de May, l'an de grace M.DC.

XCIV. & de nostre regne le 11. Signé, LOUIS; & sur le reply: Par le roy, PHELYPEAUX.

Registrées, ouy ce requerant le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, suivant l'arrest de ce jour. A Paris en parlement le 1. Juillet M.DC. XCIV. Signé, DONGOIS. Ibidem.

Avant cet enregistrement les medecins de Montpellier & des autres facultez du royaume ayant présenté placet au roy pour l'empescher, ils furent deboutez de leur opposition par arrest du conseil d'estat du 29. Juin 1694. qui ordonna qu'il seroit passé outre à l'enregistrement de la declaration du 3. May precedent; ce qui fut executé. L'arrest est rapporté cy-dessous, page 316.

ARREST DU PARLEMENT
pour la descente & procession de la
chasse de sainte Genevieve.

C E jour les grand-chambre & tour-nelle assemblées en presence des gens du roy, M. le premier president a dit que le dixiesme de ce mois le prevost des marchands & les eschevins de cette ville de Paris estoient venus apporter à la cour les vœux de tout le peuple, qui demandoit que dans la crainte où l'on estoit que la sécheresse ne causât la perte des fruits de la terre, l'on eût recours à des prieres publiques & à l'intercession de la patronne de Paris par la découverte de sa chasse, & mesme qu'elle fust portée en procession solennelle. Que la cour leur ayant accordé bien volontiers ce qu'ils desiroient avec tant de raison, M. l'archeveque de Paris de sa part avoit ordonné des prieres publiques & des processions, & avoit esté luy-mesme pour en donner l'exemple, celebrer la messe pontificalement dans l'eglise de sainte Genevieve, en presence des prevost des marchands & eschevins. Qu'ayant esté mandé par le roy depuis quelques jours pour recevoir les commandemens de sa majesté au sujet de quelques affaires, le roy luy avoit fait l'honneur de luy dire qu'il estoit informé que le peuple de Paris, dans une juste apprehension que la recolte de la présente année ne fust pas meilleure que celle de l'année dernière, demandoit que l'on eust recours à l'intercession de la patronne de Paris & du royaume, dont il avoit receu de si visibles secours en tant d'occasions. Que sa majesté pleine de bonté pour son peuple, & qui avoit encore une

affection singuliere pour les habitans de cette ville, vouloit que la procession solemnelle de la chassé de sainte Genevieve fust faite, afin que tout le monde unist ses vœux & ses prieres, pour demander à Dieu, par l'intercession de cette sainte, une recolte heureuse, & toutes les graces dont on avoit besoin ; & luy ayant commandé de voir M. l'archevesque de Paris, afin de prendre les mesures necessaires pour cette ceremonie, il l'avoit trouvé tout disposé à concourir de sa part à l'exécution des ordres du roy en tout ce qui dependoit de son ministere & de son autorité ; ainsi il croyoit qu'il n'y avoit, en obeissant à la volonté du roy, qu'à seconder le desir du peuple, & convenir du jour que la procession seroit faite, pour demander à Dieu la conservation de la personne du roy si precieuse & si necessaire à son estat, une recolte abondante & une paix si necessaire à toute l'Europe, & que nous pouvions estre bien assurez que le roy desiroit avec beaucoup d'ardeur, & que sa majesté auroit la bonté de nous donner avec bien de la joye, dès que ses ennemis voudroient en écouter des conditions sures & equitables. Les gens du roy ouïs, qui ont dit par la bouche de maistre Chrestien-François de Lamoignon, que les besoins estoient si pressans & si visibles, qu'il estoit necessaire de recourir aux prieres & à l'intercession de la patronne de Paris, dont le royaume avoit receu de si grands secours en tant d'occasions, & ont requis qu'il plust à la cour d'ordonner la descente & procession solemnelle de la chassé de sainte Genevieve avec les ceremonies ordinaires. Et s'estans retirez, la matiere mise en deliberation : LA COUR obeissant au commandement du roy, ordonne que la chassé de sainte Genevieve sera descendue, & qu'elle sera portée en procession solemnelle où elle assistera en robes rouges. Que le procureur general du roy en donnera avis à l'archevesque de Paris, pour estre ensuite pris jour pour ladite procession le plustost qu'il se pourra ; & qu'il en avertira pareillement les autres compagnies & l'abbé de sainte Genevieve en la maniere accoustumée ; & que le lieutenant civil & les autres officiers du chasteler seront mandez, pour leur enjoindre de veiller à la garde de la chassé, & s'en charger en la forme ordinaire. Fait en parlement le XXI. May M. DC. XCIV. Signé, DONGOIS. Pris par l'imprimé en feuille volante.

Tome II. Part. II.

ARRESTE DE M. LE PROCUREUR general, pour une procession des pauvres des Petites-Maisons & des paroisses de la ville & fauxbourgs de Paris.

C E jour, monseigneur le procureur general ayant eu avis du mandement de monseigneur l'archevesque de Paris du 21. jour du present mois de May, envoyé dans l'hospital des Petites Maisons ; concernant la procession generale des pauvres, tant dud. hospital, que de ceux de l'aumosne des paroisses de cette ville & fauxbourgs, qui se doit faire Mardy prochain 25. du present mois, sept heures du soir, en l'eglise de nostre-Dame, pour implorer l'assistance du ciel pour la conservation des biens de la terre & autres necessitez pressantes ; & s'estant fait représenter la deliberation du bureau dudit hospital du 10. jour d'Aoust 1670. pour raison de pareille procession generale ; & après avoir oüy messieurs les administrateurs dudit hospital sur ce sujet, a arresté que ledit mandement sera executé selon sa forme & teneur : ce faisant, que presentement par le greffier du bureau il sera envoyé des mandemens par les huissiers d'iceluy à messieurs les commissaires en charge en chacune paroisse, à ce qu'ils ayent par leurs vergers à faire avertir tous les pauvres de l'aumosne d'icelle, de se trouver Mardy prochain deux heures de relevée dans ledit hospital des Petites-Maisons, pour assister à ladite procession, qui partira d'iceluy à quatre heures precises, pour estre à ladite heure de sept heures en ladite eglise de nostre-Dame ; à peine contre lesdits vergers & pauvres qui y manqueront, d'estre privez de leur distribution pendant un mois, mesme rayez de ladite aumosne, si le cas y eschet, & de porter par lesdits pauvres la marque du bureau sur le bras gauche, ainsi qu'il est accoustumé ; & messieurs les commissaires, tant en charge qu'anciens, priez d'assister à ladite procession, en laquelle assistera ledit seigneur procureur general. Et pour rendre icelle plus venerable, & attendu le peu de prestres qu'il y a dans ledit hospital, que M. le premier chapelain sera prié d'y faire assister le plus de prestres que faire se pourra. Et pour empêcher qu'il n'arrive aucun desordre dans ladite procession, a esté arresté ce qui ensuit :

Premierement, le verger dudit hospital avec la croix marchera en teste ;

Rij

A N. 1694.

après les hommes d'iceluy marcheront quatre à quatre.

Après les pauvres des paroisses suivront avec leurs vergers à la teste de chacune : sçavoir, saint Germain l'Auxerrois, saint Eustache, saint Nicolas des Champs, saint Jean en Greve, saint Gervais, saint Paul, saint Mederic, saint Jacques de la Boucherie, sainte Magdelaine en la cité, saint Estienne du Mont, saint Severin, saint André des Arts, saint Sauveur, saint Leu-saint Gilles; saint Benoist, saint Cosme, saint Roch, saint Germain le Vieil, saint Barthelemy, saint Sulpice, les saints Innocens, saint Laurent, saint Louis en l'isle, saint Nicolas du Chardonnet, saint Medard, saint Martin, saint Hippolyte, saint Jacques-saint Philippes, sainte Magdelaine de la Ville-l'evêque & sainte Marguerite. Tous lesquels pauvres marcheront aussi quatre à quatre, chacun leur chapelier à la main; & ensuite marcheront les pauvres femmes dudit hospital des Petites-Maisons en pareil ordre.

Après lesquels le clergé à la teste de sa croix marchera, & ensuite messieurs les commissaires des pauvres, administrateurs dudit hospital deux à deux, avec les officiers d'icelluy.

Laquelle procession en cet ordre sortira à l'heure de quatre heures, pour arriver à l'heure portée par led. mandement; prendra sa marche par la grande rue, gagnant la porte Dauphine, rue saint André des Arts, pont saint Michel, marché Neuf, rue Neuve-Nostre-Dame, & de là en ladite eglise de Nostre-Dame; où estant arrivée, les prières portées par ledit mandement seront faites; & la procession à l'entour* d'icelle sortira dans le même ordre pour aller en celle de sainte Genevieve, & ensuite se rendre dans l'eglise dudit hospital, pour y rendre grâces & remercier Dieu.

Et ensuite lesdits pauvres se retireront chacun dans leur paroisse, conduits par leur verger, & dans le même ordre qu'ils seront venus dans ledit hospital. Fait & arresté à Paris en l'hostel dudit seigneur, les jours & an que dessus. *Signé,*
DE LA BRIFFE. *Copié sur l'imprimé en feuille volante.*

ARREST DU CONSEIL D'ESTAT,
en faveur des medecins de la faculté de Paris, contre les medecins de la prétendue chambre royale.

VEu par le roy, estant en son conseil, le placet présenté à sa majesté par les medecins de la faculté de Montpellier & des autres universitez provinciales du royaume, contenant qu'ils composent à Paris une chambre, dans laquelle ils s'assemblent une fois la semaine, tant pour s'entre-communiquer amiablement les uns aux autres les différens remedes spécifiques qu'ils ont veu pratiquer avec succez en divers endroits de l'Europe, que pour y donner des avis charitables aux pauvres qui les y viennent consulter, & pour y executer les reglemens que le grand conseil leur a donnez par plusieurs arrests rendus depuis plus de cinquante ans, & que sa majesté a trouvé si avantageux pour le bien de ses sujets, qu'elle les a confirmés il y a plus de vingt ans, par ses lettres patentes du mois d'Avril 1673. & depuis par tant d'arrests des conseils d'estat & privé, qu'on a pris de là occasion de surnommer leur chambre royale. Ces medecins qui pratiquent dans Paris avec tant de succez, & qui depuis le cours des fièvres malignes qui régnent depuis quelque temps, ont eu le bonheur de guérir une infinité d'habitans par leurs remedes spécifiques, qui ont bien prévalu aux fréquentes saignées, dans la pratique desquelles les medecins de la faculté de Paris ont eu le malheur de voir périr presque tous leurs malades, se trouvent aujourd'hui troublez dans leur exercice par des procez odieux à des gens de lettres, ou plustost par les surprises que lesdits medecins de la faculté de Paris leur veulent faire; & ils sont obligés de venir se jeter aux pieds de S. M. pour implorer son secours favorable, & pour la supplier d'arrester une persécution, qui en les accablant, porteroit un préjudice tres-notable à tous les habitans de Paris. Les supplians qui pratiquent dans Paris en vertu des lettres patentes, par lesquelles en érigeant les universitez, sa majesté a donné le pouvoir aux docteurs receus en icelles, de pratiquer dans toutes les villes du royaume, ne sauroient réussir & exceller dans leur profession, sans exciter la jalouisie des medecins de la faculté de Paris; & les rois Henri III. Henri IV. &

Louis XIII. de glorieuse memoire, n'ont pas pu se servir des sieurs du Laurens, Heroard & Milon, non plus que sa majesté des sieurs Vautier, Vallot & Daquin pour premiers medecins, qui ont tous esté tirez du corps des supplians; sans encourir la haine secrete & publique des medecins de la faculté de Paris; ce que les magistrats ont toujours pris soin de reprimer, quand la chose est venue à leur connoissance, & le grand conseil particulierement par un arrest contradictoire rendu en 1648, entre les supplians & les medecins de la faculté de Paris, par lequel, après plusieurs années de procedures & plusieurs audiences, il leur est fait deffenses respectives de se méfaire ni médire dans l'exercice de leur profession. Mais depuis que sa majesté a fait l'honneur au sieur Fagon qui est de la faculté de Paris, de le choisir pour son premier medecin, ils ont cru que c'estoit une occasion favorable pour surprendre quelque arrest ou declaration qui interdise la pratique de la medecine aux supplians; & pour y parvenir, ils ont au mois de Fevrier dernier présenté une requeste au conseil, tendante à la perte & à la destruction de la chambre des supplians, qu'ils ont malicieusement representée à sa majesté, comme une nouvelle faculté érigée en préjudice de la leur, quoique dans le fonds cette chambre n'ait rien qui approche des facultez, où après avoir étudié on y prend des degrez de bachelier & de docteur, & que cette chambre ne soit qu'une assemblée de gens déjà receus dans diverses universitez, qui y font exhibition de leurs lettres & de leurs brevets pour y estre admis, & qui ne s'assemblent que comme des creanciers, qui forment tous les jours de semblables chambres, quand ils ont un mesme interest à defendre contre un debiteur commun. Les supplians aiant esté informez que les medecins de la faculté de Paris avoient donné leur requeste au conseil, tendante à la revocation des lettres patentes, à la cassation de plusieurs arrests du grand conseil concernans l'establissement de leur chambre, constituèrent aussi-tôt maistre Pasquier advocat au conseil, & firent signifier le 28. Avril dernier, tant au doyen de la faculté de Paris, qu'à maistre Formé leur advocat, qu'ils eussent à donner aux supplians communication de leur dite requeste & des pieces y jointes, pour y pouvoir respondre, avec protestation de nullité, faute

d'y satisfaire. Mais comme les medecins de la faculté de Paris ne craignent rien tant que de proceder contre les supplians en justice reglée, où ils ont toujours perdu leur cause depuis cinquante ans; au lieu de donner communication de leur requeste, ils se sont avisez, contre toute formalité de justice, & au préjudice de l'instance intentée, de solliciter une declaration de sa majesté qui cassast la chambre des supplians, & qui leur deffendist l'exercice de la medecine. Ce qui étant venu à la connoissance des supplians, qui ont appris que le procureur general de sa majesté au parlement de Paris auroit différé d'en requerir l'enregistrement, jusqu'à ce que sa majesté fust plus amplement instruite de l'estat de l'affaire, les supplians ont esté conseillez de venir se jeter aux pieds de sa majesté, pour la supplier de suspendre l'exécution de cette declaration, jusqu'à ce qu'ils aient esté entendus, & qu'ils aient communiqué leurs deffenses aux commissaires qu'il plaira à sa majesté de leur donner, pour examiner l'instance formée au conseil; ce que les medecins de la faculté de Paris taschent d'é luder, par la connoissance qu'ils ont de la foiblesse de leur cause, & ce qu'au contraire les supplians ont tout sujet d'espérer de la justice de sa majesté, puisqu'ils ne demandent que de suivre les formalitez de justice ordinaires, que sa majesté a si sagement establies, pour empêcher qu'aucun de ses sujets ne soit surpris & ne soit condamné sans estre entendu. Le memoire donné à sa majesté par les medecins de la faculté de Paris pour servir de réponse au placet ci-dessus, contenant que les medecins qui ont des brevets & qui sont officiers du roy ou des maisons royales, n'ont pas besoin de la chambre royale pour se maintenir; car on ne leur a jamais disputé leurs etablissements, ni la liberté de pratiquer à Paris. Que ce pretexte de charité & de communication de remedes est une illusion; car la plupart des prétendus medecins qui pratiquent à Paris sous le nom de chambre royale, sont gens qui vendent eux-mêmes leurs remedes qu'ils appellent secrets, & profitent de la credulité des misérables pour épuiser leurs bourses, & du peu de jugement de ceux auxquels il suffit de promettre qu'on les guerira, pour leur persuader qu'on le peut faire. Que les lettres patentes de 1673. & les arrests qui ont esté donnez en conséquence, ont esté surpris sans la participation

de la faculté. Que c'est une fausse & calomnieuse supposition, de dire que les medecins de Paris n'ont pas réussi à la guerison des fièvres malignes; & au contraire on n'a point veu réussir de remèdes particuliers de ces prétendus medecins; & ceux de la faculté de Paris ont essayé à l'hôtel-Dieu & ailleurs toutes sortes de remèdes, en saignant & ne saignant point, pour tâcher de découvrir le moyen de sauver les malades attequez de fièvres malignes, & il y en a beaucoup qui y réussissent. Que ces pièces produites par ces prétendus medecins, ont été examinées par monsieur le chancelier, avec celles qui avoient été produites par les doyen & docteurs de la faculté de medecine de Paris; & les lettres patentes que le roy a accordées pour abolir la chambre royale, n'ont été expédiées, qu'après que monsieur le chancelier a eu fait son rapport à sa majesté des pièces fournies de part & d'autre; & que sa majesté a approuvées de ses lettres patentes; de sorte que c'est un jugement contradictoire, contre lequel il est temeraire de se pourvoir. Et enfin la prétention qu'ont les medecins des facultez étrangères de s'établir à Paris, sans y estre examinés & reçus par la faculté de medecine de Paris, est tres-injuste; parce qu'elle met la faculté de medecine, qui sans contredit est la premiere du royaume, au dessous de toutes les autres; puisqu'il n'y a point d'université où il soit permis de pratiquer, si on n'y est pas reçu docteur, pas même aux medecins de Paris; ce qui s'observe aussi dans les lieux de simple aggregation; & il est tres-juste & tres-utile au public que cela soit ainsi, afin que chaque université responde à ses citoyens de la capacité de ceux qu'elle leur donne pour la conservation de leur vie; ce qui ne se peut faire, quand ces medecins viennent des lieux éloignés, où ils ont été reçus le plus souvent sans examen, en donnant seulement l'argent de leurs lettres; & c'est ce qui fait tant appréhender à un grand nombre de ces ignorans d'estre obligés de se presenter aux examens severes de la faculté de Paris, dans laquelle on ne peut estre docteur qu'en sept ans d'estude & d'exercice, au lieu que l'entrée de la chambre royale s'obtenoit par des moyens fort courts & plus aisez. Oui le rapport, & tout considéré, LE ROY ESTANT EN SON CONSEIL, sans avoir égard à l'opposition des medecins des facultez provinciales, dont

sa majesté les a deboutez, a ordonné & ordonne qu'il sera passé outre à l'enregistrement desdites lettres du 3. May dernier, pour estre executées selon leur forme & teneur. Fait au conseil d'estat du roy, sa majesté y estant, tenu à Versailles le xxix. jour de Juin M. DC. xciv. Signé, PHELYPEAUX.

Le 6. juillet 1694. à la requeste des doyen & docteurs-regens de la faculté de medecine en l'université de Paris, le present arrest a esté signifié, d'icelui baillé copie aux fins y contenues, à maître Denis soi-disant syndic des medecins de la prétendue chambre royale, tant pour lui, que pour les autres prétendus medecins de ladite chambre, en son domicile à Paris, rue saint André des Arts, parlant à sa personne, par nous huissier au conseil, Signé, MACET. Pris sur l'imprimé.

ARREST DU CONSEIL D'ESTAT du roy qui ordonne la continuation de la rue saint Louis au Marais, & autres adjacentes, & la construction d'une fontaine publique.

Sur ce qui a esté représenté au roy, sestant en son conseil, par les prevosts marchands & eschevins de sa bonne ville de Paris, que par arrest du conseil d'estat du 7. Juin 1670. sa majesté ayant ordonné de faire travailler à la construction des nouveaux remparts & d'un cours planté d'arbres au pourtour de ladite ville, & de le dégager par de nouvelles rues en dedans desdits remparts, conformément au plan agréé par sa majesté, ils auroient executé ses ordres par la construction d'un cours planté d'arbres, depuis la porte saint Antoine jusqu'à la porte saint Honoré. Et comme la partie de ce cours qui est depuis le Calvaire jusqu'à la rue du Temple, est sans aucune rue formée, ce qui pourroit gaster les allées dudit cours dans le mauvais temps, par le passage des voituriers & des rouliers, les supplians ont fait lever un plan pour la continuation en droite ligne de la rue neuve S. Louis au Marais, depuis le Calvaire jusqu'à la rencontre dudit cours, & en retour le long d'icelui, jusqu'à la rue du Temple, le tout de six toises de largeur, & pour la continuation de la rue de Perigueux jusqu'à ladite rue saint Louis, & de celles de Xaintonge & d'Angoumois jusqu'à la rencontre dudit cours, en droite ligne & de pareille largeur desdites rues; & qu'il seroit necessaire

nécessaire, à cause de la difficulté de faire des puits en ce quartier, de construire une fontaine au carrefour qui sera formé par la rencontre des rues de saint Louis & d'Angoumois marqué sur ledit plan, lequel plan a esté agréé par S.M. Les supplians requeroient à ces causes qu'il lui plust leur permettre de faire continuer en droite ligne la rue neuve saint Louis au Marais, depuis le Calvaire jusqu'à la rencontre du cours, & en retour le long dudit cours jusqu'à la rue du Temple, le rout de six toises de largeur, & la continuation de la rue de Perigueux jusqu'à ladite rue saint Louis, & de celles de Xaintonge & d'Angoumois jusqu'à la rencontre du cours, en droite ligne, de pareille largeur que sont lesdites rues de Perigueux, Xaintonge & Angoumois; au moyen de quoi le dessein qui avoit esté ci-devant formé pour la construction d'une rue appelée la rue de Normandie demeurera supprimé, & l'emplacement delaisé aux supplians pour les indemniser de l'espace qu'il conviendra pour former ladite nouvelle rue saint Louis. Veu ladite requeste, ledit arrest du conseil du 7. Juin 1670. ensemble le plan levé pour la construction desdites rues, & ouï le rapport du sieur Phelypeaux de Pontchartrain conseiller ordinaire au conseil royal, contrôleur general des finances, LE ROY ESTANT EN SON CONSEIL, a permis aux supplians de continuer en droite ligne la rue saint Louis au Marais de six toises de largeur, depuis le Calvaire jusqu'à la rencontre du cours, & en retour jusqu'à la rue du Temple, la rue de Perigueux jusqu'à celle de saint Louis, & celles de Xaintonge & d'Angoumois jusqu'à la rencontre du cours, aussi en droite ligne & de la mesme largeur que sont lesdites rues de Perigueux, Xaintonge & Angoumois; à condition par lesdits prevost des marchands & eschevins de faire construire une fontaine au carrefour de la continuation des rues saint Louis & d'Angoumois; au moyen de quoi le dessein qui avoit esté ci-devant formé pour la construction de la rue de Normandie, demeurera revocé, & pourront lesdits prevost des marchands & eschevins disposer des emplacements destinez pour ladite rue. Fait au conseil d'estat du roy, sa majesté y estant, tenu à Versailles le xxiii. jour de Novembre M. DC. xciv. Signé, PHELYPEAUX. Pris sur l'imprimé.

Par autre arrest du conseil d'estat, le roy

approuva les propositions que faisoit le sieur Beaufire pour liberer la ville des sommes qu'elle devoit au sujet de l'entreprise des cazernes; & l'une des conditions imposees audit Beaufire, estoit la construction de ladite fontaine publique. L'arrest est du 21. Decembre 1694. La mesme condition fut apposee au contrat passé entre la ville & ledit Beaufire le 17. Aoust 1695. & le devis qu'il donna pour ladite fontaine, est tel qu'il s'en suit.

DEVIS DE LA FONTAINE
à bastir au carrefour de la rencontre des
rues de saint Louis & d'Angoumois.

DEvis des ouvrages qu'il convient faire pour la construction d'un corps & regard de fontaine publique, qui sera bastie au carrefour de la rencontre & continuation des rues de saint Louis & d'Angoumois, qui aura 22. pieds de face, compris les deux retours, chacun cinq pieds & demi aussi de face, & de 22. pieds de haut. Le tout suivant les plans & elevations qui seront signez par messieurs les prevost des marchands & eschevins de la ville de Paris & dudit Beaufire, en consequence du traité qu'il a fait avec lesdits sieurs prevost des marchands & eschevins, & de l'arrest du conseil d'estat du 21. Decembre 1694.

Premierement sera fait la fouille & vidange des terres qu'il conviendra, tant pour les murs & fondation de ladite fontaine, que pour le caveau qui sera pratiqué au dessous; les terres seront rapportées dans les fonds qui se trouveront aux environs dudit endroit.

Plus sera fait la maçonnerie des murs en fondation, qui auront vingt pouces d'espaisseur, construits de bons moilons & mortier de chaux & de sable.

Le mur de face & pourtour de ladite fontaine sera de pierre de taille dure jusques à la premiere pierre d'assise au dessous de la retaille, & au surplus de pierre de saint Leu, auxquels seront observées les faillies & corps d'architecte figurez par les desseins.

Plus sera faite la maçonnerie d'une voute & descente pour le caveau, laquelle voute sera faite de bons moilons & plâtre, & la descente faite de gros fer posé sur le plat.

Plus sera fait la maçonnerie & charpenterie d'un plancher & d'une rampe d'escalier, pour conduire à la hauteur du bassin.

Plus sera mis une grande pierre dure

au-devant de ladite fontaine au-dessous du robinet public, & quatre bornes isolées.

Plus seront mises deux portes à ladite fontaine, l'une pour monter au bassinnet, & l'autre pour descendre au caveau au-dessous de ladite fontaine.

Plus sera fait & fourni la plomberie d'un tuyau de trois pouces, pour conduire l'eau de la fontaine de l'Eschaudée à la nouvelle fontaine.

Plus sera fait la plomberie d'une grand-cuvette, pour recevoir l'eau de la fontaine en plusieurs bassinnets, pour les concessions qui pourront être faites.

Plus sera fait un tuyau de descente, pour du bassinnet donner de l'eau au public.

Tous lesquels ouvrages seront bien & dûement faits aux despens dudit sieur Beaufire, suivant & au desir des arrets du conseil d'etat du 23. Novembre & 21. Decembre ensuivant 1694. & en consequence du contract passé entre les sieurs prevost des marchands & eschevins, & led. Beaufire. *Ensuite duquel devis est encore escrit ce qui suit :*

Paraphé par les parties soussignées, au desir dudit contract de vente fait entre elles pardevant les notaires à Paris soussignez, le XVII. Aoust M. DC. XCV. Signé, BOSC, BAZIN, PUYLON, SAINFRAY, BAUDRAND, & BEAUSIRE, BOSCHERON & TABOUE'. *Ainsi signé, BOSCHERON & TABOUE', avec paraphe, TABOUE'. Pris sur l'imprimé.*

ARREST DU CONSEIL D'ESTAT
qui ordonne qu'il sera construit des cazernes dans les fauxbourgs de Paris.

AN. 1692.

LE roy estant en son conseil, ayant esté informé que les bourgeois, propriétaires & locataires des maisons sujettes au logement des soldats des regimens de ses gardes Françaises & Suisses, tant en la ville de Paris, que dans les fauxbourgs d'icelle, recevant beaucoup d'incommodité, non-seulement du logement desdits soldats, mais aussi de ce qu'ils sont souvent obligez de payer des sommes considerables, que lesdits soldats exigent d'eux sous divers pretextes, lesdits propriétaires auroient recherché plusieurs moyens pour s'en redimer ; & n'en ayant point trouvé de plus convenable, après s'être assemblez plusieurs fois à cette fin, que d'offrir de payer une contribution proportionnée à la valeur de leurs maisons & heritages, pour servir à

la construction de nombre suffisant de cazernes pour les soldats desdits regimens, dans les lieux qui seroient jugez les plus propres, ils se seroient retirez par devers le prevost des marchands de ladite ville, pour faire agréer leurs offres à sa majesté, laquelle les ayant favorablement receûes, elle auroit ordonné audit prevost des marchands de faire lever des plans & desseins pour la construction desdites cazernes ; ce qu'ayant esté executé par le maître des œuvres de ladite ville, & sa majesté les ayant veus, elles les auroit agréez & approuvez. Et voulant qu'il ne soit perdu aucun temps pour l'execution d'un dessein si utile & avantageux aux habitants de ladite ville, & aux soldats desdits regimens, n'ayant rien aussi de plus à cœur que tout ce qui peut contribuer au soulagement des habitants de la bonne ville de Paris, SA MAJESTÉ ESTANT EN SON CONSEIL, a ordonné & ordonne, veut & entend qu'il soit incessamment construit des cazernes pour loger les soldats de ses regimens des gardes Françaises & Suisses, qui ont leurs logemens en ladite ville & fauxbourgs de Paris, dans les lieux marquez & designez dans lesdits plans, & suivant les desseins qui en ont esté faits par ledit maître des œuvres de ladite ville, de l'ordre de de sa majesté & par elle agréez. Et pour faire le fonds necessaire, tant pour la construction desdites cazernes, que pour la fourniture des meubles & ustanciles qu'il conviendra, ordonne sa majesté que par les prevost des marchands & eschevins de ladite ville il sera dressé des rolles pour lever sur les maisons sujettes auxdits logemens, les sommes que besoin sera pour ladite despençe, dont les cottes seront proportionnées à la grandeur, situation & valeur desdites maisons, & levées & receûes par ceux qui seront commis à cet effet par lesdits prevost des marchands & eschevins, lesquels remettront les deniers en provenants entre les mains du receveur de ladite ville, pour estre par lui employez à la despençe des bastimens desdites cazernes, & achapt des meubles & ustanciles, & distribuez & payez sur les mandemens desdits prevost des marchands & eschevins, dont ledit receveur sera tenu de rendre compte pardevant eux en presence d'un bourgeois de chacun des quartiers sujets audit logement, qui seront à cette fin nommez par ledit prevost des marchands. Veut sa majesté que les sommes portées par lesdits rolles soient payables

bles en trois années, dont le premier paiement sera comptant, & les deux autres en suite d'année en année & par avance; pour desquelles d'autant plus faciliter le paiement, pourront les propriétaires desdites maisons dénommez ezdits rolles les déléguer & donner à prendre & recevoir sur leurs locataires, dont ils seront garants; & seront lesdits propriétaires ou locataires obligez de faire le paiement desdites sommes aux jours qui seront reglez par lesdits rolles, à faute de quoi seront les refusans contraints par les voies accoustumées en vertu desdits rolles, qui seront executez par provision, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, aux frais & despens desdits refusans; & en cas d'appel, seront les contestations réglées & terminées par les sieurs Courtin, d'Argouges & de Marillac conseillers d'estat, & le Pelletier intendant des finances & conseiller d'estat, que sa majesté a pour ce commis & deputé, & auxquels elle en a attribué & attribué toutes cours, juridictions, & connoissances, & icelles interdites à tous autres juges. Et seront dans lesdits rolles comprises toutes les maisons exemptes & non exemptes, & les propriétaires d'icelles y dénommez, de quelque nature qu'ils soient, tenus de payer les sommes pour lesquelles ils y seront compris, à l'exception seulement des maisons habitées par des religieux ou religieuses, qui en demeureront exemptes. Et au moi en dud. paiement qui sera fait par lesdits propriétaires ou locataires, & après la construction & établissement desdites cazernes, veut sa majesté que lesdites maisons sujettes au logement demeurent exemptes de recevoir & loger aucuns des soldats desdits regimens des gardes Françaises & Suisses, à la reserve neantmoins de l'ustancile & entretenement desdites cazernes, à quoi elles demeureront toujours sujettes, suivant les rolles qui en seront aussi dressés & arrestés par lesdits prevost des marchands & eschevins; dans la confection desquels rolles les exemptions seront conservées aux officiers de ladite ville & aux particuliers qui en doivent jouir, par lesdits prevost des marchands & eschevins, ainsi qu'il s'observe pour le logement des mousquetaires de la première compagnie de sa majesté. Que pour l'entretien desdites cazernes & fourniture desdits meubles & ustanciles, il sera fait des marchez au rabais pardevant lesdits prevost des marchands & eschevins. Ordonne en outre sa ma-

jesté qu'en attendant l'establissement & construction desdites cazernes, lesdits soldats logeront dans les maisons de ladite ville & fauxbourgs qui y sont sujettes, ainsi qu'ils ont accoustumé; & sera le logement actuel que les propriétaires ou locataires donneront auxdits soldats, jusqu'audit establissement de cazernes, imputé audit propriétaires sur leurs taxes, à raison de trente livres par an pour le logement de deux soldats; & seront tenus de payer le surplus de leur taxe, s'il y eschet, sans qu'aucun puisse estre exempt de la payer ni prendre ladite imputation, qu'il n'ait donné le logement actuel. Veut aussi sa majesté que les marchez qu'il conviendra faire pour le bastiment desdites cazernes, soient publiez & baillez au rabais au bureau de la ville, sur les plans, desseins & devis qui ont esté agréés par sa majesté, lesquels seront paraphez audit bureau, & les desseins & plans particuliers délivrez aux entrepreneurs par ledit maître des œuvres, à l'exécution desquels il tiendra la main. Et seront lesdits entrepreneurs payez par ledit receveur de la ville sur les mandemens desdits prevost des marchands & eschevins, qui leur seront délivrez sur le certificat dudit maître des œuvres, & sur celui du controlleur des bastimens de ladite ville; & pour l'exécution du present arrest toutes lettres à ce nécessaires expedies. Fait au conseil d'estat du roy, sa majesté y estant, tenu à Versailles le xiv. Janvier M. DC. XCII. Signé, LE TELLIER. Pris sur l'imprimé.

Le roy trouve à propos de suspendre l'exécution de ce dessin, & par arrest de son conseil d'estat, du 20. Decembre 1692. ordonna qu'il seroit procédé à la liquidation des sommes dues pour les preparatifs des cazernes, comme emplacements, fourniture de matereaux &c. dont proces verbal seroit fait par les prevost des marchands & eschevins. Le proces verbal se fit le 8. Fevrier 1693. & le roy par un nouvel arrest de son conseil d'estat du 22. Decembre de la même année ordonna qu'il seroit procédé par les prevost des marchands & eschevins à une nouvelle estimation des sommes qui se trouveront légitimement dues aux particuliers dénommez en ce proces verbal, lesquelles sommes seroient remboursées à ces particuliers par la ville. La situation de ces emplacements des cazernes, selon un proces verbal commencé le 27. Janvier 1693. & clos le 17. Fevrier suivant, estoit telle: au fauxbourg saint Victor, proche le marché aux chevaux, au fauxbourg saint Jacques, derriere les

Sf

Capucins ; au fauxbourg saint Germain , au bout de la rue de Vaugirard ; au Roule , au fauxbourg du Temple , au quartier de la Courtille. La ville se trouvant chargée de grandes dettes à ce sujet , au payement desquelles ne pouvoient suffire les matereaux preparez pour les cazernes , fit pour se liberer envers les creanciers , un traité avec Jean Beausire maistre general des bastimens du roy &c. le 17. Aoust 1695. qui est rapporté cy-dessous. Extrait desdits arrestz , procez verbaux & traité imprimez.

CONTRACT ENTRE LA VILLE

& le sieur Beausire , tant pour liberer la ville de ce qu'elle devoit aux creanciers des preparatifs des cazernes , que pour executer quelques projets qui concernoient l'aggrandissement & l'embellissement de Paris.

AN. 1695.

PARDEVANT les conseillers du roy , notaires gardes-nottes au chastelet de Paris soussignez , furent presens en leurs personnes messire Claude Bosc chevalier , seigneur d'Yvry sur Seine & autres lieux , conseiller du roy en ses conseils , procureur general de S. M. en la cour des aides & prevost des marchands de cette ville , nobles hommes Simon-Toussaint Bazin conseiller du roy en l'hôtel de cette ville , Claude Puyton docteur-regent de la faculté de medecine à Paris , Charles Sainfray conseiller du roy , notaire garde-notte au chastelet de Paris , & Louis Baudrand escuyer , conseiller du roy , substitut de mondit sieur le procureur general de la cour des aides à Paris , tous eschevins de cette ville , assemblez au bureau d'icelle en la maniere accoustumée ; disans que sa majesté ayant ordonné par arrest de son conseil d'estat du 14. Janvier 1692. qu'il seroit cy-après construit des cazernes pour loger les soldats de ses regimens des gardes Françoises & Suisses dans les lieux qui furent designez , suivant les plans qui en avoient esté agréés par sa majesté , & ayant esté chargez du soin de la construction de ces ouvrages , ils firent plusieurs preparatifs pour se mettre en estat d'executer les ordres de sa majesté ; laquelle ayant quelque temps après trouvé à propos de surfaire les ouvrages , elle ordonna par autre arrest du 20. Decembre audit an 1692. qu'il seroit dressé procez verbal des despeses faites à ce sujet , & qu'il seroit procedé à la liquidation des sommes dues , tant aux particuliers dont on auroit pris les heri-

tages pour servir d'emplacement , qu'aux marchands qui auroient fourni leurs matereaux , & ouvriers qui avoient travaillé , & autres despeses. Lequel procez verbal a esté fait le 8. Fevrier & jours suivans 1693. & contient ce qui est dû à chaque particulier. Sur lequel est intervenu un troisieme arrest le 22. Decembre audit an 1693. par lequel sa majesté a ordonné qu'il seroit procedé à une nouvelle estimation des sommes dues aux particuliers denommez en ce procez verbal , pour estre payez par la ville , des deniers qui seroient par elle destinez à cet effet ; & que les matereaux qui estoient sur ledit emplacement , demeureroient à ladite ville , pour en disposer ainsi qu'elle aviseroit. Et d'autant que lesdits sieurs prevost des marchands & eschevins ont reconnu que la liquidation faite par ledit procez verbal du huit Fevrier 1693. est reguliere ; que d'ailleurs les fonds dont la ville jouit , sont entierement absorbez par les charges ordinaires , que mesme ils ne fussent pas pour les acquiter , & qu'ils ne tirent presque rien desdits matereaux , par le deperissement qui en est survenu depuis l'année 1692. ils ne sont pas en estat d'executer les ordres de sa majesté , & de payer aux particuliers les sommes qui leur sont dues pour raison de l'entreprise desdites cazernes , sans un secours extraordinaire , d'autant plus que lesdits particuliers creanciers ne veulent entendre à aucun accommodement , & au contraire sont dans le dessein de faire des poursuites contre ladite ville , en vertu dudit arrest , pour les toucher. Pourquoi ladite ville auroit cherché les moiens de trouver de quoi faire le fonds necessaire , pour l'employer à acquiter lesdites sommes ; & n'en ayant point trouvé d'autre plus prompt pour y parvenir , que de disposer des places vaines & vagues qui leur appartiennent , sises le long du cours entre le Calvaire & la rue du Temple ; maistre Jean Beausire conseiller du roy , maistre general des bastimens de sa majesté , ponts & chaussées de France , juge & garde de la juridiction des bastimens , & architecte , maistre des œuvres , garde & ayant charge des fontaines publiques , & controleur des bastimens de ladite ville , ayant proposé auxdits sieurs prevost des marchands & eschevins de se charger d'acquitter en son nom les sommes restant dues ausdits creanciers , montant à celle de 64065. livres , en icelle comprise la somme

somme de 16000. livres à lui dûe & comprise en l'estat annexé à la minute des présentes, au fur & à mesure de la réception qu'il fera des deniers qui proviendront de la vente qu'il fera des places cy. après déclarées, en lui abandonnant les places vagues appartenantes à lad. ville, situées le long du cours entre le Calvaire & lad. rue du Temple, pour en disposer ainsi qu'il aviseroit: comme aussi de faire construire à ses dépens une fontaine publique dans le carrefour de la grande rue S. Louis au Marais du Temple, à l'encognure de la continuation de la rue neuve d'Angoumois allant à celle de Xaintonge, suivant qu'il a esté ordonné par l'arrêt du conseil d'estat du 23. jour de Novembre 1694. lui estant fourni par la ville deux poudres d'eau qui seront tirez de la fontaine de l'Eschaudée, dont un poudre sera pour le public, & l'autre pour le dedommager de la dépense qu'il sera obligé de faire pour la construction d'un nouveau regard & conduite de plomb; lequel poudre d'eau à lui appartenant pourra estre par lui & ses ayans cause distribué aux particuliers qui acquerront lesdites places, sans qu'il puisse estre osté, & en lui abandonnant la somme de 9400. livres dûe, sçavoir par le sieur Jourdain 7000. liv. pour reste du bail qui lui avoit esté fait des petits oûdres de la ville; & 2400. livres par ledit le Moine, pour reste des places & matereaux à lui vendus par ladite ville; plus les matereaux restans des préparatifs desdites cazernes, mesme ceux qu'il a vendus, avec les sommes restant dûes à la ville pour la vente de partie d'iceux, à la reserve neantmoins de ce qui peut estre dû pour la brique livrée au sieur Dupille, le tout à ses risques & fortunes. Laquelle proposition ayant esté acceptée par lesdits sieurs prevost des marchands & eschevins, sous le bon plaisir de sa majesté, par acte sous seing privé du 12. Octobre dernier, dont l'original est demeuré joint à la minute des présentes, pour y avoir recours, si besoin est, & estre transcrit en fin des expéditions d'icelles, après avoir esté paraphé desdites parties en presence des notaires soussignez, & par lequel ils ont promis de faire ladite vente desdites places, & lui ceder lesdites sommes restant dûes, pour en disposer à sa volonté, personne n'ayant fait la condition de ladite ville si avantageuse pour acquitter ladite somme de 64065. livres qui reste due ausdits sieurs creanciers, ils auroient

fait agréer & approuver lesdites propositions par sa majesté par son arrêt du 21. Decembre 1694. par lequel elle auroit permis audit sieur Beaufire de disposer, du consentement desdits sieurs prevost des marchands & eschevins, desdites places vaines & vagues situées le long du cours entre le Calvaire & la rue du Temple, suivant le plan qui en a esté dressé de l'ordre de sa majesté, & les alignemens qui en seront donnez par lesdits sieurs prevost des marchands & eschevins, aux susdites conditions ci-devant exprimées. Et afin de pouvoir par ledit sieur Beaufire disposer des susdites places conformément audit arrêt du conseil d'estat du 21. Decembre 1694. lesdits sieurs prevost des marchands & eschevins de cette ville de Paris, en execution dudit acte fait entr'eux & ledit sieur Beaufire ledit jour 12. Octobre 1694. & en consequence de la deliberation du conseil de ville du 23. jour du mois de Decembre 1694. demeurée jointe à la minute des présentes, pour y avoir recours si besoin est, avec copies collationnées, signées de saint Hilaire secretaire du roy, desdits arrêts du conseil des 23. Novembre & 21. Decembre 1694. après avoir esté paraphé des parties en presence des notaires soussignez, fors ladite deliberation du conseil de la ville, ont par ces présentes vendu, quitté, transporté & delaisé dès maintenant & à toujours, & promettent audit nom pour eux & leurs successeurs à l'avenir ezdites charges, garantir de tous troubles, évictions & autres empeschemens généralement quelconques, audit sieur Beaufire demeurant rue de la Doctrine. Chrestienne au quartier saint Victor, paroisse saint Nicolas du Chardonnet, à ce present & acceptant, acquereur pour lui, ses hoirs & ayans cause à l'avenir à perpetuité, le fond, tréfond & propriété de toutes les places vaines & vagues restantes à ladite ville, à elle appartenant, à prendre depuis la berge de la petite avenue du Calvaire, où est presentement un tordier, le long du clos de Claude Louvier jardinier; moitié de l'emplacement du mur duquel clos le long de ladite place, qui est metoyen avec ladite ville, est comprise en la presente vente, & après les 1340. toises, ou environ, de places vendues par ladite ville au sieur Marchand, jusques aux environs de la barriere, le long du chemin du fauxbourg du Temple, depuis les confins des terres qui appartennoient à messieurs

du Temple, jusqu'à six pieds près des arbres de la contr'allée du nouveau cours; le tout suivant le plan qui en a esté levé & agréé par sa majesté, pour achever le quartier du Marais, lequel plan est demeuré aussi joint à la minute des presentes, pour y avoir recours, si besoin est, après qu'il a esté paraphé des parties en presence des notaires soussignez, & suivant les alignemens qui en seront donnez par lesdits sieurs prevost des marchands & eschevins; lesdites places presentement vendues & delaisées contenant 6000. toises en superficie, en ce compris l'emplacement ou chemin qui avoit esté réservé pour former la rue de Normandie, depuis l'égoût du Calvaire jusqu'à l'aile du mur & retour de la closture dudit Temple, joignant la maison faisant l'une des encognures de la rue d'Angoumois; laquelle rue de Normandie doit estre supprimée, suivant l'arrest du conseil d'estat du 23. jour de Novembre 1694. lesdites 6000. toises de places ainsi delaisées à prendre après les places des ruës qui doivent estre formées suivant le plan & ledit arrest du 23. Novembre 1694. & les deux places ci-dessus vendues auxdits Louvier & Marchand par ladite ville, deduites, & sans que ledit sieur Beaufire puisse avoir ni pretendre aucun recours contre ladite ville, si ladite quantité de 6000. toises ne se trouve pas par le mesurage qui en sera fait après la revente qu'il en aura faite; & au cas que lesdites places se trouvent en contenir plus grande quantité, il sera tenu de payer l'excédant desdites 6000. toises à raison de 110. sols pour chacune toise, aux sieurs prevost des marchands & eschevins, ez mains du sieur receveur de ladite ville, trois mois après le mesurage fait, à peine de tous despens, dommages & interets. Plus par celsdites presentes lesdits sieurs prevost des marchands & eschevins vendent, cedent & delaisent, sans aucune garantie que de leurs faits & promesses seulement, audit sieur Beaufire ce acceptant à ses risques, perils & fortunes, tous les matereaux, & ceux qui composent lesdits magazins, sans que les places y soient comprises, lesdits magazins restans des preparatifs des cazernes mentionnez audit procez verbal du 8. Fevrier 1693. qui est au greffe de l'hostel de cette ville; & aussi lui delaisent tout le prix de ceux qui peuvent avoir esté vendus, & duquel restant desdits matereaux & magazins il est content, pour sçavoir la

consistance dudit restant, en icelui restant non compris ceux vendus au sieur Dupille, & dont le prix est encore par lui deu, auquel ledit sieur Beaufire ne pourra rien pretendre pour quelques causes & sous quelque pretexte que ce soit & puisse estre. Et encore par ces mesmes presentes lesdits sieurs prevost des marchands & eschevins de cette ville cedent & transportent, sans garantie comme dessus, audit sieur Beaufire, ce acceptant aussi à ses risques, perils & fortunes, ladite somme de 9400. livres deuë à ladite ville, sçavoir 7000. livres par le sieur Jourdain ci-devant fermier des petits oëtrois de ladite ville, pour reste du prix de sa ferme, échü au dernier Septembre 1693. & 2400. livres par le sieur Charles le Moine, pour reste des places & matereaux à lui vendus par ladite ville par contract passé par devant Taboué l'un des notaires soussignez, & son confrere, le 20. Mars 1690. Lesdites places presentement vendues & delaisées estant en la censive des seigneurs ou dames, & dont elles meuvent, & vers eux chargées de tels cens & droits seigneuriaux qu'elles peuvent devoir, que les parties n'ont pu dire ni declarer, de ce enquis. Pour de ce que dessus vendu, cédé & delaisé par ladite ville audit sieur Beaufire, jouir, faire & disposer par lui, ses hoirs & ayans cause, à l'avenir à perpetuité en pure & pleine propriété, comme de chose à lui appartenante au moyen des presentes & desdits actes du 12. Octobre 1694. & arrest du conseil du 21. Decembre audit an; à commencer la jouissance de ce jourd'huy. A l'effet de quoi mesdits sieurs prevost des marchands & eschevins le mettent & subrogent au lieu & place, droits & actions, privileges & hypoteques de ladite ville, sans garantie, comme dit est, à l'égard desdits matereaux, magazins & sommes. Cette vente, cession, transport & delaisement ainsi faits à la charge desdits cens & droits seigneuriaux à qui & tels que sont deüs, pour l'avenir seulement; plus de paver ou faire paver par ledit sieur Beaufire lesd. nouvelles ruës par les particuliers qui acquereront de lui lesdites places, & outre moyennant la somme de 64065. livres que ledit sieur Beaufire sera tenu, promettre & s'oblige de bailler & payer en l'acquit de ladite ville, ainsi que lesdits sieurs prevost des marchands & eschevins le déléguent par ces presentes, auxdits particuliers nommez en l'actar qui en a esté fait & dressé, joint à

la minute des presentes, pour y avoir recours & estre transcrit en fin des expéditions qui en seront délivrées, après qu'il a esté paraphé desdites parties en presence des notaires soussignez, & ce à la deduction de celle de 16000. livres à lui deüë, portée audit estat, qu'il retiendra par ses mains, ainsi que mesdits sieurs les prevost des marchands & eschevins le consentent; laquelle somme leur reste deüë par ladite ville, à cause desdits preparatifs de l'entreprise qui devoit estre faite au sujet desdites cazernes: & ce des deniers qui seront par lui receus des prix des ventes qu'il fera desdites places, matereaux, magazins, & desdits Jourdain & le Moine, au fur & à mesure & à l'instant de la reception qu'il en fera, sans déplacer, & au plus tard neantmoins dans quatre années, dans lequel temps il sera tenu de faire la revente desdites places; pourquoi lesdits deniers ne pourront estre employez ni divertis à autre usage, conformément audit arrest du conseil; & à cet effet lesdits particuliers & creanciers auront hypoteque speciale, suivant ledit arrest, sur lesdites places & sur les deniers qui proviendront de la vente d'icelles, & les matereaux; & où il n'auroit vendu lesdites places, soit en tout, ou en partie, dans ledit temps, il ne laissera neantmoins d'estre tenu, ainsi qu'il promet & s'oblige, de bailler & payer ladite somme de 64065. livres à la susdite deduction, dans les susdites quatre années, soit de ses deniers ou autres, à peine de tous despens, dommages & interets, sans que cette condition puisse estre reputée comminatoire, mais de rigueur, sans laquelle lesdites presentes vente & delaisement ne lui seroient faits, & jusqu'à l'actuel paiement de la susdite somme de 64065. livres à la susdite deduction de 16000. livres à lui deüë, qu'il retiendra par ses mains; & ledit sieur Beausire en payera l'interet auxdits particuliers creanciers, à raison de l'ordonnance, d'année en année; lequel interet diminuera à proportion de chacun desdits payemens, desquels payemens il sera tenu de faire apparoir des quittances en bonne forme auxdits sieurs prevost des marchands & eschevins, & en fournir autant au bureau de ladite ville à ses frais dans le susdit temps de quatre années, à peine de tous despens, dommages & interets; auxquels payemens lesdits biens & choses presentement vendues, cedées & delaisées sont & demeurent, comme dit est, chargées, affec-

tées, obligées & hypotequées par privilege special; & aussi ledit sieur Beausire y affecte, oblige & hypoteque lesdits offices dont il est pourveu & jouissant, plus la maison où il est demeurant, à lui appartenant, & generally tous & chacuns ses autres biens meubles & immeubles presens & à venir, une obligation ne dérogeant à l'autre; lesquels biens presens sont contenus & mentionnez en un estat demeuré joint à la minute des presentes, pour y avoir recours si besoin est, & sont francs & quittes, ainsi que ledit sieur Beausire declare & affirme, de toutes dettes & hypoteques, fors de ce qui est contenu en un estat qu'il a fait & dressé, pareillement demeuré joint à la minute desdites presentes, pour y avoir recours; & ont esté iceux estats pareillement paraphes dudit sieur Beausire en presence des notaires soussignez. Pour plus grande sureté desquels payemens, & de l'execution des presentes, a esté convenu expressement que les contrats de ventes que ledit sieur Beausire fera desdites places, seront receus par Taboué l'un des notaires soussignez & ordinaire de la ville, que les parties nomment à cet effet, autant desquels contrats ledit sieur Beausire fournira audit bureau de la ville, pour estre enregistrez au greffe d'icelle incontinent après la passation d'iceux; faute de ce lesdites ventes seront & demeureront nulles, & les acquerurs desdites places ne pourront acquerir en vertu desdits contrats qui leur pourront estre par lui faits, aucun droit de propriété de leurs acquisitions, ni estre valablement quittes & deschargez du prix d'icelles, si ledit employ n'est ainsi fait; pourquoi la presente stipulation vaudra opposition en leurs mains, nonobstant les decrets qu'ils pourroient avoir fait faire, auxquels, à cause de ce, ladite ville ne sera tenuë de s'opposer, si bon ne lui semble, mais bien lesdits acquerurs seront tenus de s'opposer pour & sous le nom de la ville. Et encore ladite presente vente, cession & transport & delaisement faits, à la charge par ledit sieur Beausire de faire construire à ses frais & despens, au carrefour de la grande rue saint Louis, à l'encognure de la rue neuve d'Angoumois, allant à celle de Xaintonge, qui est l'endroit marqué par ledit arrest du conseil du 23. Novembre 1694. une fontaine publique avec ses regards, bassins & conduite de plomb, suivant les plan & devis arrestez & signez desdites par-

ties, demeurez joints à la minute desdites présentes, pour y avoir recours; ladite conduite à prendre depuis la fontaine de l'Eschaudée, où il sera distribué par ladite ville deux poudes des eaux de Belleville venantes à ladite fontaine, à prendre dans un bassinnet séparé, auquel seront faits deux trous d'un pouce de diametre chacun, à la mesme hauteur des autres trous des concessions faites par ladite ville des eaux qui se distribuent à ladite fontaine de l'Eschaudée; lesquels deux poudes d'eau lesdits sieurs prevost des marchands & eschevins esdits noms, tant pour eux, que pour leurs successeurs à l'avenir, promettent de lui faire fournir gratuitement à perpetuité dans le regard d'icelle, dont un pouce servira pour l'usage du public audit quartier du Marais du Temple, qui coulera nuit & jour, sans pouvoir estre arresté par qui que ce soit; & l'autre pouce appartiendra en propriété audit sieur Beaufire, ses hoirs & ayans cause à l'avenir, pour en faire la distribution ainsi qu'ils aviseront bon estre, luy en estant à cette fin fait par ces présentes toute cession, vente & délaissement nécessaire; à condition toutefois que ceux qui acquereront de lui & de ses hoirs & ayans cause le susdit pouce, prendront de ladite ville une concession. Pour la construction de laquelle fontaine sera fait par ledit sieur Beaufire les bastimens nécessaires, suivant les plan, élévation & devis qui en ont esté faits, & sont demeurez joints à la minute desdites présentes, pour y avoir recours si besoin est, après avoir esté paraphez desdites parties en présence des notaires soussignez. Sur lequel bastiment & à costé d'icelui sera loisible audit sieur Beaufire, ses hoirs & ayans cause, de faire tel édifice que bon leur semblera, à la charge par eux d'entretenir de toutes reparations, tant grosses que menues, le corps de bastiment seulement de ladite fontaine. Et quant au tuyau de conduite de ladite fontaine de l'Eschaudée qui conduira l'eau jusqu'à la nouvelle fontaine, ensemble les bassinets, descharge & robinets, ils seront entretenus par ladite ville, ainsi que les portes & fenestres; la clef de laquelle nouvelle fontaine demeurera audit Beaufire, comme garde & ayant charge des fontaines publiques de cette ville, & ez mains de ses successeurs en ladite charge. Et pour plus grande validité des présentes, lesdits sieurs prevost des marchands & eschevins seront tenus d'obte-

nir incessamment sur le présent contract les arrefts du conseil & lettres patentes à ce nécessaires, & les faire enregistrer par tout où besoin sera; autant desquels arrefts du conseil & lettres patentes luy sera par eux fourni pour estre joint à la minute des présentes: transportant par lesdits sieurs prevost des marchands & eschevins tous droits de propriété, noms, raisons, actions, rescindans & rescisoires que ladite ville a & peut avoir sur lesdites places & choses sus-venduës, cedées & delaisées, s'en dessaisissans. Et en faveur de ce que ledit sieur Beaufire acquittera ladite ville desdites 64065. livres, & qu'il mettra en valeur lesdites terres, pour sûreté des droits seigneuriaux qui pourront estre deus par le moyen des bastimens qui seront construits sur lesdites places, lesdits sieurs prevost des marchands & eschevins feront leur possible pour obtenir de sa majesté en sa faveur le don des droits seigneuriaux de la premiere vente qui sera par lui faite desdites places à lui présentement delaisées, pour ce qui en pourroit estre deü à sa majesté. Et pour purger les hypotheques qui pourroient estre sur lesdites places présentement venduës, il sera loisible aux acquerurs d'icelles de les faire saisir & decreter sur eux; & si au decret il y a des oppositions procedant du fait de la ville, lesdits sieurs prevost des marchands & eschevins les feront oster, lever, rayer, & en apporteront main-levée pure & simple à iceux acquerurs, aux frais de ladite ville, un mois après qu'elles leur auront esté faites, à sçavoir en leurs domiciles cy-après élus, en sorte que les decrets ne soient aucunement retardez, à peine de tous despens, dommages & interests; car ainsi a esté convenu entre lesdits sieurs prevost des marchands & eschevins de certe ville, & ledit sieur Beaufire. Auquel sieur Beaufire par iceux sieurs prevost des marchands & eschevins, sous toutes les charges, clauses & conditions expressement convenuës, a esté transporté, & à ses hoirs & ayans cause, tous droits de propriété, s'en dessaisissans & voulans procureur le porteur, donnant pouvoir. A ce faire est intervenü & fut presente damoiselle Marie-Catherine le Trotteur femme dudit sieur Beaufire, de lui autorisée à l'effet des présentes, demeurante à Paris avec ledit sieur son espoux, laquelle, après lecture à elle faire de toutes les clauses, obligations & conditions ci-dessus, qu'elle a dit avoir bien & deüement & au long entendu

entendu, s'est volontairement renduë & constituée pleige, caution & respondant pour ledit sieur Beausire son mari envers ladite ville & autres ci-dessus nommez; ce faisant, s'est pour & avec lui obligée & oblige solidaiement l'un pour l'autre elle seule pour le tout, sans division, discussion ni fidejussion, à quoi elle renonce, au payement de ladite somme de 64065. liv. à ladite deduction de 16000. livres deues audit sieur son mari, & à l'exécution, entretenement & accomplissement de toutes les autres obligations, charges, clauses & conditions contenues & portées au present contract, sous les mesmes promesses & obligations ci-dessus declarées; lesquels biens presens dudit sieur son espoux & d'elle elle a solidaiement avec lui & sous lescdites renonciations déclaré & affirmé estre francs & quitres de toutes dettes & hypoteques jusques à ce jour, fors de ce qui est contenu audit estat annexé à la minute des presentes, lequel estat avec celui desdits biens pareillement annexé à la minute des presentes, elle a solidaiement avec fondit mari & sous lescdites renonciations déclaré veritable & paraphé en presence des notaires soussignéz; dont & de toutes lesquelles obligations, charges, clauses & conditions elle respond, s'oblige & fait son propre fait & dette en son privé nom sous ladite solidité, comme principale acquereure desd. places & choses ci-dessus. Et pour l'exécution des presentes & dependances, lescdites parties ont élu & élisent leurs domiciles en cette ville de Paris, sçavoir mesdits sieurs prevost des marchands & eschevins au bureau de la ville, & lescdits sieur & damoiselle Beausire en leurdire maison où ils sont demeurans, auxquels lieux nonobstant, &c. promettant, &c. obligeant chacun en soi lescdits sieur & damoiselle Beausire solidaiement, renonçant. Fait & passé à Paris à l'égard de mesdits sieurs de ville & dudit sieur Beausire, audit bureau de la ville, & par lad. damoiselle Beausire en sadite demeure, l'an M. DC. xcv. le xvii. jour d'Aoust avant midy. Et ont signé la minute des presentes demeuree audit Taboué l'un des notaires soussignéz. *Signé, BOSCHERON, BAZIN, PUYLON, SAINFRAY, BAUDRAND, BEAUSIRE, BOSCHERON, TABOUE.*

Pris sur l'imprimé.

Le mesme jour 17. Aoust 1695. que la ville fit ce traité avec le sieur Beausire, elle en fit un autre avec messieurs du Temple, qui a rapport au precedent, & dont la teneur s'ensuit.

*CONTRACT DE VENTE
par eschange entre la ville & le Temple
des places du Marais qui appartenoient
au Temple joignant celles de la ville,
contenant la declaration de la ville au
profit du sieur Beausire.*

PARDEVANT les conseillers du roy notaires, gardes-notes de sa majesté au chastelet de Paris soussignéz, furent presens en leurs personnes messire Claude Bosc chevalier seigneur d'Yvry sur Seine & autres lieux, conseiller du roy en ses conseils, procureur general de sa majesté en la cour des aides, prevost des marchands de cette ville; nobles hommes Simon Toussaint Bazin, conseiller du roy en l'hostel de ceste ville; Claude Puylon docteur regent de la faculté de medecine à Paris; Charles Sainfray conseiller du roy notaire garde-note audit chastelet de Paris, & Louis Baudrand escuyer conseiller du roy, substitut de mondit sieur le procureur general de la cour des aides, tous eschevins de cette ville, assemblez au bureau d'icelle, d'une part. Religieux seigneur frere Louis Feydeau de Vaugien chevalier de l'ordre de saint Jean de Jerusalem, commandeur de saint Mony, demeurant rue Regratiere isle Nostre Dame, & paroisse saint Louis, religieux seigneur frere Louis de Florigny, aussi chevalier de l'ordre de saint Jean de Jerusalem & commandeur de Pontanbert & de Beauvais en Gastinois, commandant un vaisseau de guerre, capitaine de la galere patrone de Malthe, receveur & procureur de messieurs du commun tresor dudit ordre au grand prieuré de France, demeurant à Paris dans l'enclos & paroisse du Temple, & religieuse personne frere Jean-B. Moylant religieux conventuel dudit ordre, demeurant au cloistre & paroisse de saint Jean de Latran, tous commissaires nommez à l'effet de passer le present contract, par acte du chapitre provincial tenu en l'hostel prieural du Temple le 3. Juin dernier, en consequence du decret de son éminence monseigneur le grand-maître* dudit ordre, & messieurs du commun tresor, du 14. Janvier 1694. expedition duquel decret & dudit acte du chapitre provincial signée en fin S. des Cluseaux chancelier dudit grand prieuré, & scellé du scel à l'aigle, est demeuré jointe à la minute des presentes, pour y avoir recours & estre transcrite en fin des expeditions qui

AN. 1695.

* Fr. Adrien de VVignancour.

en seront delivrées, après qu'elle a esté paraphée desdits sieurs commissaires en présence des notaires soussignez, d'autre part.

Difant les parties, que S. M. ayant ordonné ausdits sieurs prevost des marchands & eschevins la continuation des nouveaux remparts pour former l'enceinte de la ville plantée d'arbres, & les dégager par de nouvelles rues, afin d'empêcher les voitures & rouliers d'y passer dans le mauvais temps, & que la partie du cours qui est depuis le Calvaire jusqu'à la rue du Temple, qui conduit à la Courtille, étant sans aucunes rues formées, cela pouvoit gaster les allées du cours dans les temps de pluyes, il avoit esté représenté à sa majesté qu'il y avoit en cet endroit des places appartenantes à ladite ville, restantes des nouveaux remparts qui ne lui estoient d'aucune utilité, que dans ce mesme endroit, il y en avoit aussi qui appartenoient au grand prieuré de France, & à la communauté de messieurs les religieux de l'église du Temple, dont la plus grande partie estoit en non valeur, & l'autre en marais dans lesquels tombent les eaux & y croupissent, sa majesté avoit ordonné ausdits sieurs prevost des marchands & eschevins de faire dresser un plan, tant pour former les rues nécessaires pour dégager ledit cours, que pour faciliter l'écoulement des eaux; lequel plan ayant esté dressé, & l'exécution d'icelui ordonnée par sadite majesté, il estoit nécessaire, pour obéir par ladite ville à ses ordres, d'acquérir par elle les places appartenantes audit grand prieuré & ausdits religieux du Temple, qui se trouvent enclavées avec celles de la ville, sur lesquelles les rues marquées sur le plan devoient passer obliquement, pourquoy ladite ville estimoit que mesdits sieurs le grand prieur & religieux du Temple voudroient bien lui délaïsser lesdites places, à condition de pourvoir à leur dédommagement, en augmentant leur revenu d'un quart au dessus de celui de leurs heritages, suivant les precedens baux qu'ils en auroient faits, & que pour ce dédommagement il leur seroit constitué rente à raison de l'ordonnance, ou qu'il leur seroit fait un fonds d'une somme dont ils conviendroient, pour estre employée ainsi qu'il seroit jugé à propos par messieurs de l'assemblée du chapitre, & à leur choix & option; & encore à condition que ladite ville ne feroit aucun adossement contre les murs

de leur enclos, qui resteront en l'estat où ils sont, & leur appartiendront, sans qu'ils soient metoyens, mais seulement qu'il y pourra estre planté arbres & espalliers.

Lesquelles propositions auroient esté faites à messieurs de l'assemblée provinciale du grand prieuré de France le 16. Novembre 1694. par la requeste à eux présentée par monseigneur le procureur du roy & de la ville au nom d'icelle; de laquelle ayant pris communication & sur icelle délibéré, l'ayant envoyé à son eminence monseigneur le grand-maître dudit ordre, il a envoyé son decret, suivant lequel lesdits seigneurs commandeurs de Vaugien, de Florigny & ledit sieur Moyfant commissaires à ce deputez s'estant transportez sur les lieux, entre le Calvaire & ladite rue du Temple, avec messieurs les prevost des marchands & eschevins, procureur du roy, le sieur abbé de Chaulieu ci-après nommé pour ledit seigneur grand prieur de France, & messieurs les prieur & procureur de la communauté des religieux de l'église du Temple, tant pour eux que stipulans pour lesdits religieux; ils ont jugé à propos que la vente & alienation se fassé desdites places, terres & marais à ladite ville, pourquoy ils ont dressé leur proces verbal le jour de receu par les notaires soussignez, & depôsé pour minute à Boscheron l'un d'iceux, l'expédition duquel en papier est demeurée jointe à la minute des presentes pour y avoir recours, si besoin est, & estre transcrite en fin des expéditions qui en seront delivrées.

En execution duquel proces verbal, & aux conditions cy-après stipulées, ont esté faits les échanges, permutations, cessions & transports qui ensuivent, en présence, de l'avis & consentement de monseigneur maître Louis-Maximilien Tilton escuyer, conseiller & procureur du roy & de la ville: c'est à sçavoir que lesdits seigneurs commandeurs de Vaugien & Florigny audit nom, en la présence de messire Guillaume Aufroy de Chaulieu abbé commendataire de l'abbaye d'Aumalle, au nom & comme procureur de haut & puissant prince monseigneur Philippe de Vendôme aussi chevalier de l'ordre de saint Jean de Jerusalem, grand prieur de France, abbé-cardinal de la très-sainte Trinité de Vendôme, & lieutenant general des armées du roy, fondé de sa procuracion passée pardevant Boscheron & son collègue notaires le

le dernier Avril dernier, l'expédition de laquelle est demeurée jointe à la minute des presentes; ledit sieur abbé de Chaulieu demeurant à Paris dans l'enclos & paroisse du Temple, pour ce comparant; ont par ces presentes vendu, quitté, cédé, transporté & delaisé dès maintenant à toujours à titre d'échange, & promettent en ladite qualité de commissaires garentir de tous troubles & empeschemens generalement quelconques à ladite ville de Paris, ce acceptant pour elle & ses ayans cause à l'avenir à perpetuité, par mesdits sieurs les prevost des marchands & eschevins acquereurs audit titre d'échange, la quantité de 3092. toises de places ou environ, faisant partie des 4572. toises 10. pieds, qui sont à raison de 12. poudes pour pied, vingt pieds pour perche, & cent perches pour arpent, quatre arpens onze perches & demie, ce appartenant au grand prieuré de France, situez entre le Calvaire & la porte du Temple, & qui consistent en une piece de marais à prendre depuis le point milieu de la berge qui separe ledit marais d'avec celui qui appartient auxdits religieux, jusqu'aux terres incultes joignant lesdits marais, & en plusieurs pieces de terres vaines, vagues & incultes, à prendre dans la partie qui en dépend, ledit marais jusqu'au chemin qui conduit de la rue du Temple à la Courtille; sur laquelle terre inculte & partie dudit marais jusqu'au chemin destiné pour la rue de Normandie, il y a un fossé où les eaux des rues voisines tombent & crouissent, ne pouvant y avoir écoulement; & sur le bout du marais du costé desdits sieurs religieux, la rue d'Angoumois doit estre continuée obliquement jusqu'à la rencontre du nouveau cours planté d'arbres. Lesdits seigneurs commissaires reservant expressement audit grand prieuré les 1480. toises faisant le surplus desdites 4580. toises en une piece située & à prendre en largeur, suivant la continuation de ligne droite des deux murs de closture qui sont aux deux costez du jardin de la maison où demeurent messieurs de Chaulieu, dit hostel de Boisboudrand, & où loge actuellement à Paris ledit seigneur grand-prieur, sise dans l'enclos du Temple, jusqu'à la rencontre de l'alignement de la rue qui sera formée de sept toises de large jusqu'aux arbres de la contr'allée dudit nouveau cours, & en longueur depuis le mur du bout du jardin dudit hostel de Boisboudrand, jusqu'à la nou-

velle rue, aux deux costez du bout de laquelle piece seront plantées deux bornes de pierre de taille, sur le fond & superficie desquelles seront mises deux croix de Malthe; le tout aux frais & diligence de ladite ville. Sur laquelle place presentement reservée, ceux qui bati-
tiront aux deux costez ne pourront avoir veüe ni issüe, qu'au desir & suivant la coutume de ceste ville de Paris.

Comme aussi lesdits sieurs commandeurs de Vaugien, de Florigny, & le sieur Moylant en ladite qualité de commissaires, en presence & du consentement de nobles & religieuses personnes frere François de Torly prieur & curé du Temple de l'église sainte Marie, conseiller, aumosnier du roy, vice-chancelier du grand prieuré de France, conservateur des archives d'iceluy, & frere Jacques Sabattery prestre, bachelier en theologie, receveur & procureur de la communauté desdits religieux, tant pour eux que pour les autres religieux du Temple & leurs successeurs à l'avenir, ont pareillement vendu, cédé, quitté, transporté & delaisé par ces presentes, dès maintenant & à toujours audit titre d'échange, & promettent audit nom garentir de tous troubles & empeschemens generalement quelconques à ladite ville de Paris, ce acceptant pour elle & ayans cause à l'avenir à perpetuité par mesdits sieurs les prevost des marchands & eschevins acquereurs, les marais appartenans à la communauté desd. sieurs religieux du Temple, consistans en trois arpens trois perches de superficie, tenant d'un costé au long chemin qui estoit reservé pour la rue de Normandie, & d'autre costé en long aux anciens remparts, d'un bout au marais du grand prieuré, & d'autre au chemin qui conduit au Calvaire; sur laquelle piece doivent estre continuées la rue S. Louis de ligne droite & obliquement d'un bout à l'autre dudit marais, jusqu'à la rencontre dudit nouveau cours, anticipant sur les coins de la piece du marais dudit grand prieuré, celle de Perigueux, jusqu'à la rencontre de la rue saint Louis, & celle de Xaintonge jusqu'audit cours, en traversant ladite rue saint Louis; dans laquelle piece de marais les eaux qui s'écoulent desdites rues de Perigueux, de Xaintonge & autres adjacentes, tombent & crouissent faute d'écoulement. Toutes lesdites terres & marais cy-dessus désignez, vendus à la mesure de douze poudes pour pied, vingt pieds

pour perche, & cent perches pour arpent, suivant l'arpentage qui en a esté fait par Guillaume Mignon arpenteur royal le 6. Septembre 1634. énoncé audit procez verbal; icelles terres & marais contenues & marquées au plan qui en a esté fait & levé par le sieur Beaufire architecte, maître des œuvres de la ville ledit jour, en présence des sieurs commissaires deputez, & de mesdits sieurs les prevost des marchands & eschevins, demeuré joint à la minute des presentes, pour y avoir recours si besoin est, après qu'il a esté paraphé des parties en présence des notaires soussignez; icelles terres & marais presentement delaissez, estant en la censive dudit grand prieuré de France. Pour desdites terres & marais presentement delaissez à ladite ville, jouir, faire & disposer par elle & ses ayans cause à l'avenir à perpétuité, en pleine & pure propriété, comme de chose luy appartenant au moyen des presentes, à commencer de cejourdhuy. Et pour en contreéchange desdites terres & marais, lesdits sieurs prevost des marchands & eschevins audit nom, ont par ces presentes créé, constitué, assis & assigné dès maintenant à toujours, & promettent garantir de tous troubles & empeschemens quelconques, sçavoir audit grand prieuré de France, ce acceptant & acquereur pour luy par lesdits seigneurs commandeurs de Vaugien & de Florigny, cent vingt livres de rente, & auxdits sieurs prieur & religieux de ladite eglise du Temple, acceptant aussi pour eux & leurs successeurs en ladite communauté, par lesdits seigneurs commandeurs de Vaugien & de Florigny, & sieur Moysant, 300. livres aussi de rente, le tout annuel & perpetuel, amorty & franc de toutes charges, que lesdits sieurs prevost des marchands & eschevins de ladite ville promettent audit nom de faire bailler & payer audit seigneur grand-prieur & sieurs prieur & religieux de ladite eglise & à leurs successeurs en cette ville de Paris, ou au porteur des presentes dorenavant par chacun an, par le sieur receveur de ladite ville aux quatre quartiers de l'an accoustumez également, dont le premier de paiement pour portion de temps se fera au dernier jour de Septembre prochain, & ainsi continuer tant que lesdites rentes auront cours, spécialement & par privilege sur lesdites terres & marais presentement vendus à ladite ville, qui en sont & demeurent à toujours par

privilege special chargez, affectez & hypothéquez, outre tous & chacuns les autres biens patrimoniaux & revenus de ladite ville, qu'ils en ont chargez, affectez & hypothéquez, à fournir & faire valloir ladite rente bonne & payable sans aucune diminution, nonobstant toutes choses à ce contraires, une obligation ne dérogeant à l'autre. Pour desdites rentes de 120. livres d'une part & 300. livres d'autre, jouir, faire & disposer par ledit seigneur grand-prieur, & lesdits seigneurs prieur & religieux, leurs successeurs & ayans cause, chacun à leur égard, comme de chose leur appartenant; jusqu'à la concurrence desquelles en principaux & arrerages ladite ville s'est défaisie de tous seldits biens; voulant que lesdits seigneur grand prieur, & lesdits prieur & religieux du Temple en soient mis en possession par qui & ainsi qu'il appartiendra, constituant à cette fin son procureur & porteur, donnant pouvoir. Demeureront rachetables à toujours lesdites 120. livres de rente d'une part, & 300. livres de rente d'autre, quand bon semblera auxdits sieurs prevost des marchands & eschevins & leurs successeurs, en baillant & payant, sçavoir pour lesdites 120. livres de rente la somme de 2400. livres en un seul paiement, & pour lesdites 300. livres celle de 6000. livres aussi en un seul paiement, avec les arrerages qui en seront lors deus & échus, tous frais & loyaux cousts; sous la condition expresse toutesfois, que lesd. rachats ne pourront estre faits qu'en indiquant par lesdits sieurs prevost des marchands & eschevins des immeubles en fonds de terre, à la bienfiance dudit grand prieuré & de la communauté desdits religieux, de pareille valeur à l'égard dudit grand prieuré que ladite somme de 2400. livres, & produisant au moins pareilles 120. livres de revenu annuel, & à l'égard desdits religieux aussi de pareille valeur que ladite somme de 6000. livres & produisant au moins annuellement 300. livres lors des acquisitions qui en seront faites, en justifiant des anciens baux, sans que lesdits sieurs prevost des marchands & eschevins puissent estre inquietez à l'avenir sous pretexte de diminution de revenu desdits heritages, attendu que ladite ville ne sera aucunement garante desdits revenus après lesdites premieres acquisitions faites, estant ainsi convenu. Et outre est le present échange fait à condition par lesdits sieurs prevost des marchands & eschevins

chevins de ladite ville, d'acquiter, garantir & indemniser ledit seigneur grand prieur, lesdits sieurs prieur & religieux du Temple, de tout ce qui pourroit estre pretendu contr'eux par les marais chers desdits marais, tant à cause des legumes & autres choses qu'ils ont sur lesdits marais, qu'à cause de leur depofsession, & faire enforte qu'ils n'en soient aucunement recherchez, poursuivis ni inquietez en façon quelconque, à peine de tous depens, dommages & interets; & à la charge que lesdits prevost des marchands & eschevins de ladite ville, ni autres estans en ses droits, ne pourront addosser aucuns bastimens ni autres choses quelconques contre les murs de ladite commanderie du Temple, ni à dix pieds de distance; lesquels murs appartiendront pour le tout audit grand prieur, sans pouvoir estre reputes metoyens. Seront tenus lesdits sieurs prevost des marchands & eschevins de ladite ville de faire combler le fossé servant de cloaque le long des murs de clôture du Temple, depuis le chemin qui conduit à la Courtille, jusqu'à la rue d'Angoumois, & donner l'écoulement des eaux par un autre endroit, en sorte qu'elles ne tombent plus dans l'endroit où elles estoient, ni autres qui puissent incommoder ledit grand prieur ni les environs, & de former une rue le long du rempart & les places vagues appartenantes à la ville, à prendre à six pieds de distance des arbres de la contr'allée & de six toises de large, continuée en ligne droite depuis la rencontre & la continuation de la grande rue saint Louis jusqu'à celle du Temple qui conduit à la Courtille, laquelle rue sera nommée de Vendôme, & sera pavée sur la largeur de six toises, à la diligence de mesdits sieurs les prevost des marchands & eschevins, sans que sadite altesse ni ledit ordre soient tenus d'y contribuer aucune chose.

Demeureront lesdites terres & marais presentement eschangez en la censive dudit grand prieur de France; & ce qui en restera après la distraction faite des ruës qui y seront formées suivant ledit plan, sera chargé envers ledit grand prieur de 50. livres de cens payable par chacun an au jour de saint Remy chef d'Octobre, dont la premiere année de payement n'escherà qu'au jour de S. Remy de l'année prochaine 1696. lesdits cens portant lods & ventes, saisine & amende, le cas échéant, en icelui

cens compris les 3. sols 4. deniers parisis d'ancienne cense, dont lesdites terres & marais de ladite communauté desdits religieux estoient cy-devant chargez envers luy, lequel cens, par le moyen de la presente stipulation, est réuni & confus dans lesdites 50. livres de cens presentement convenues, dont la repartition sera faite en presence de mondit seigneur grand-prieur, sur ce qui restera desdites terres après les ruës formées; lors de laquelle repartition seront plantées des bornes suivant ledit plan, dont sera dressé procez verbal, le tout aux despens de ladite ville, & au plustost que faire se pourra, & ledit procez verbal joint à la minute des presentes, pour y avoir recours si besoin est.

Pour la validité du present contract, lesd. sieurs prevost des marchands & eschevins de cette ville de Paris obtiendront à leur poursuite & diligence, & aux frais de ladite ville, tous les arrests & lettres patentes sur ce necessaires, & bien & deuement registrez où besoin sera, ainsi que pour l'acquit des droits d'amortissement, tant desdites rentes ci-dessus constituées, que des fonds qui seront acquis lors des deniers procedans des remboursemens qui en pourront estre faits; lesquels droits d'amortissement, ainsi que des rentes qui pourroient estre dues à cause desdites acquisitions, lesdits seigneur grand-prieur, sieurs prieur & religieux de ladite eglise du Temple, & leurs successeurs, seront acquitez, garantis & indemnisez par lesdits sieurs prevost des marchands & eschevins pour une fois seulement, tant desdites rentes, que desdites acquisitions; en sorte qu'ils n'en puissent estre recherchez, poursuivis ni inquietés en quelque sorte, maniere, pour quelque cause & sous quelque pretexte que ce soit ou puisse estre; à l'exception toutefois des droits qui pourroient estre deus audit grand-prieur pour raison desdites acquisitions, en cas qu'ils se fassent dans sa mouvance, desquels, audit cas, ledit seigneur lors grand-prieur ne pourra pretendre aucune chose. Lesquels arrests lettres patentes, & autres à ce necessaires ils fourniront auxdits sieurs commissaires dans un an prochain au plus tard, à peine de tous despens, dommages & interets; mesme seront leur possible lesdits sieurs prevost des marchands & eschevins, pour faire faire raison audit grand-prieur de France de sa censive, sous le bon plaisir de sa majesté, sur la mesme quantité de place dans

les environs de celles presentement eschangées, que celle dans la mouvance dudit grand-prieuré sera diminuée, au moyen des rues qui seront formées sur celles presentement eschangées, & de donner à cet effet tous leurs soins pour en obtenir lettres nécessaires.

Neseront dus ni payez audit seigneur grand-prieur aucuns droits seigneuriaux pour raison du present eschange, ni des premières & secondes mutations qui pourront estre faites, soit par vente, declaration ou autrement, des places & marais ci-dessus delaissez auxdits sieurs prevost des marchands & eschevins de ladite ville, par lesdits seigneurs commissaires, ni des autres qui appartiennent à ladite ville, & peuvent estre en la censive du Temple, le tout jusqu'à ladite quantité de 6452. toises. Ce faisant ledit seigneur grand-prieur & ses successeurs seront tenus d'ensaisiner les titres & contracts desdites mutations, sans pouvoir rien prétendre ni demander. Mais bien seront tenus lesdits seconds acquereurs après ladite ville de payer les censives annuelles & à leurs escheances, sur le pied de la repartition qui en sera faite. Promettant lesdits sieurs prevost des marchands & eschevins de faire obliger lesdits acquereurs au payement & continuation dudit cens, & à fournir & faire valoir icelui solvable & bien payable à toujours, & à entretenir & maintenir lesdites terres & places, en sorte que ledit cens y soit perceptible à toujours; mesme faire passer par lesdits seconds acquereurs les declarations & reconnoissances, au fur & à mesure qu'ils les auront acquis, & d'en fournir lettres & obligations en bonne forme audit seigneur grand-prieur aux despens desdits acquereurs pour la seconde vente seulement. Seront les choses eschangées par le present contract garantes les unes des autres en la maniere accoustumée; & si aux decrets qui pourront estre faits desdites terres & marais par les acquereurs d'iceux, il y a des oppositions procedantes du fait desdits seigneurs grand-prieur de France, prieur & religieux du Temple, ou de leurs auteurs, ils seront tenus de les faire lever & cesser, rayer & oster, & en apporter main-levée pure & simple à leurs frais auxdits acquereurs, un mois après qu'elles leur seront demandées en leur domicile cy-après élu; en sorte que lesdits decrets ne soient aucunement retardez, à peine de tous despens, dommages & interêts.

Et pour plus grande validité des presentes, afin qu'elles soient fermes & stables à toujours, lesdits seigneurs commissaires seront tenus de les faire approuver & ratifier par S. E. monseigneur le grand maistre dudit ordre en son sacré conseil à Malthe, & en fournir les actes conformes dans neuf mois prochains venans, à peine de tous despens, dommages & interêts, pour estre joints à la minute du present contract, deux gros. Les duquel en bonne forme pour lesdits seigneur grand prieur, & sieurs prieur & religieux du Temple, lesdits sieurs prevost des marchands & eschevins fourniront à leurs despens.

Et pour l'exécution des presentes & dependances, lesdites parties ont élu & élisent leurs domiciles irrevocables en cette ville de Paris: sçavoir lesdits seigneurs commissaires en la maison dudit seigneur commandeur de Florigny sise dans l'enclos & paroisse du Temple; & messieurs les prevost des marchands & eschevins audit bureau de la ville; auxquels lieux, &c. promettant, &c. obligeant, &c. chacun en droit soy ezdits noms, renonçant, &c. Fait & passé à Paris au bureau de ladite ville le 17. Aoust avant midi l'an 1695. & ont signé la minute des presentes, demeurée en la possession de Taboué l'un des notaires soussignez.

Et ledit jour 17. Aoust 1695. sont comparus pardevant les conseillers du roy notaires gardes-notes au chastelet de Paris soussignez, mesdits sieurs les prevost des marchands & eschevins de cette ville, assemblez au bureau d'icelle, lesquels en la presence & du consentement de mondit sieur le procureur du roy de ladite ville à ce comparant, ont déclaré qu'en execution de l'acte de convention faite entr'eux & le sieur Jean Beaufire cy-après nommé, sous leurs seings privez le 12. jour d'Octobre 1694. annexé à la minute d'un acte passé ce jourd'huy pardevant Taboué l'un des notaires soussignez & son confrere, ils ont fait à titre d'eschange l'acquisition ci-devant & dessus écrite desdites terres & marais, afin de pouvoir par eux parvenir à l'exécution de l'arrest du conseil d'estat du roy du 21. Decembre audit an 1694. par lequel il est permis audit sieur Beaufire, du consentement de ladite ville, de disposer des places y mentionnées. Au moyen dequoi declarent qu'ils ne prétendent rien en ladite acquisition, que l'acceptation qui a esté & est pour,

au nom & profit de maître Jean Beaufire conseiller du roy, maître general des bastimens de sa majesté, &c. consentent que lui, ses hoirs & ayans cause à l'avenir, jouissent, fassent & disposent desdites terres & marais delaissez à ladite ville par le susdit contract en pure & pleine propriété, sous les charges & aux closes & conditions & stipulations ci-après déclarées, & non autrement, comme de choses à lui appartenans, au moyen dudit acte du 12. Octobre 1694. dudit arrest du conseil d'estat du 21. Decembre audit an, du susdit contract d'eschange cy-devant escrit, & des presentes.

A la charge par luy, ainsi qu'il promet & s'oblige, de satisfaire, pour & au lieu de ladite ville, pendant le cours de quatre années, soit qu'il fasse la vente entiere desdites places, ou non, à toutes les obligations, charges, clauses & conditions portées audit contract, &c.

A esté convenu que pour parvenir à l'obtention des arrests, lettres patentes & autres stipulées par ledit contract d'eschange cy-devant escrit, mesdits sieurs les prevost des marchands & eschevins feront les sollicitations necessaires près de sa majesté, &c.

A ce faire est intervenü & fut presente damoiselle Marie-Catherine le Trotteur femme dudit sieur Beaufire, de lui autorisée, &c. laquelle. . . s'est volontairement renduë & constituée pleige, caution & respondante pour ledit sieur Beaufire son mari, &c. Fait & passé à Paris ledit jour 17. Aoust 1695. avant & après midy, &c. Les notaires soussignez ont averti les parties que ledit contract d'eschange est sujet à l'enregistrement au bureau des gens de main-morte. Signé, TABOUE.

Et le 18. jour d'Aoust audit an 1695. sont comparus devant les conseillers notaires soussignez nobles & religieuses personnes frere Hippolyte de Handesene des Cluseaux sous-prieur de l'eglise du Temple & commandeur de Valcanniere, Jean-Baptiste de Handesene des Cluseaux docteur ez droitz, chapelain conventuel dudit ordre de saint Jean de Jerusalem, grand vicaire de monseigneur le prieur general de l'eglise de saint Jean de Malthe audit prieuré de France; Jean-Baptiste Darrest maître ez arts en l'université de Paris, chapelain conventuel dudit ordre au grand-prieuré de France; & Marc-Antoine de Jaffant docteur ez droitz, tous religieux de ladite eglise

du Temple, assemblez au lieu ordinaire où ils s'assembloient pour deliberer de leurs affaires; lesquels en consequence du pouvoir verbal par eux donné auxdits Torcy & Sabatery procureur de leur communauté, dez-à-present consentir, assister & signer le contract cy-dessus & des autres parts, ont, après avoir pris communication & que lecture leur a esté faite d'icelui par un des notaires soussignez, l'autre present, déclaré qu'ils approuvent & ratifient, tant ledit pouvoir par eux donné aux sieurs de Torcy & Sabatery, que ledit contract, qu'ils consentent & accordent avoir son entiere execution selon sa forme & teneur, obligeant, &c. renonçant, &c. Fait & passé à Paris en leur sale, lieu ordinaire de leur assemblée, les jour & an cy-dessus avant midi. Et ont signé la minute des presentes estant en marge de celle dudit contract d'eschange cy-devant transcrit: le tout demeuré audit Taboué notaire. Signé, BOSCHERON & TABOUE. Pris sur l'imprimé.

Le sieur Beaufire ayant voulu commencer à disposer des places par lui acquises, trouva quelques particuliers qui firent difficulté d'en traiter avec lui, à cause qu'il n'y avoit point eu d'adjudication publique en sa faveur. Sur la requeste qu'il presenta à la ville à ce sujet, on proceda dans les formes ordinaires par baux & affiches, à promettre l'adjudication des places en question à qui-conque seroit la condition de la ville meilleure que ne faisoit le sieur Beaufire; & personne ne s'estant présenté pour rencherir sur lui, l'adjudication fut faite solennellement en sa faveur le 10. Fevrier 1696. Acte dudit jour, signé MITANTIER.

Le roy par ses lettres patentes du mois de May 1696. confirma les contrats de vente & d'eschange & l'adjudication. Et ces lettres furent registrées au parlement le 16. Septembre 1697. Le contract d'eschange fut ratifié à Malthe le 18. Juin 1696. Actes imprimez.

Le roy, par arrest de son conseil d'estat du 7. Aoust 1696. apportant quelques changemens à celui du 23. Novembre 1694. sur la plainte des proprietaires des maisons qui aboutissoient à la rue de Normandie supprimée par cet arrest du 23. Novembre, qui disoient que par la suppression de cette rue ils n'auroient pas d'entrée dans leurs maisons; ordonna que le dessein formé pour la construction de la rue de Normandie seroit executé depuis la rue de Perigieux jusqu'à la rencontre de l'aile des murs du Temple, & qu'à cet effet il seroit laissé dans toute

l'estenduë un emplacement de trois toises & demie de largeur. Sa majesté ordonna de plus que la rue de saint Louis seroit continuée de mesme largeur que le reste, c'est-à-dire de 7. toises 4. pieds, depuis le Calvaire jusqu'à la rencontre du cours, & de 6. toises seulement depuis cette rencontre jusqu'à la rue du Temple; & que la rue du Temple seroit continuée de 7. toises 4. pieds à prendre le long des maisons vis-à-vis les murs du Temple, jusqu'à la rue qui viendra en retour de celle de saint Louis le long du cours. Au moyen de quoi sa majesté veut que l'opposition que ces propriétaires avoient formée à l'enregistrement au parlement, des lettres patentes du mois de May, soit levée. Extrait de l'arrêt imprimé.

Le sieur Beausire expose dans une requête présentée au roy, que de la somme de 64065. livres due pour les preparatifs des cazernes, il ne lui reste plus à payer (deduites 16000. livres à luy dues, & 6000. livres qu'il a payées aux creanciers) que celle de 42065. livres qu'il lui seroit plus aisé de payer, si pour exciter les acquerisseurs des places destinées à composer le nouveau quartier, il faisoit tirer les fondemens des rues & former la closture des places. Mais que comme cette despenſe pourroit monter à plus de 50000. livres, il demandoit qu'il lui fust permis d'emprunter 20000. livres, ou de vendre la quantité de 2000. toises desdites places, pour aider à fournir la despenſe necessaire, tant à remuer les terres, qu'à tirer les fondemens des rues, & bastir la fontaine mentionnée ci-dessus; à condition que les presteurs des 20000. livres, ou les acquerisseurs des 2000. toises seroient preferes par privilege aux creanciers des cazernes, & qu'en cas d'emprunt le remboursement seroit fait aux presteurs, des premiers deniers qui proviendroient de la vente desdites 2000. toises de places. Veu au conseil d'estat la requête, & le consentement des prevoſt & eschevins de la ville, sa majesté a accordé les conclusions de ladite requête. Le 2. Octobre 1697. Extrait de l'arrêt imprimé.

ARREST DU CONSEIL D'ESTAT,
concernant quelques nouveaux ouvrages
dans le mesme quartier.

AN. 1696. **S**ur ce qui a esté representé au roy dans son conseil, par les prevoſt des marchands & eschevins de la bonne ville de Paris, que sa majesté par arrest de son conseil du 23. Novembre 1694. leur ayant permis de continuer en droite ligne la rue de saint Louis au Marais, de 6. toises de largeur depuis le Calvaire

jusqu'à la rencontre du cours, & en retour jusqu'à la rue du Temple, de supprimer la rue de Normandie, & disposer des emplacements destinez pour ladite rue, sa majesté auroit depuis, par autre arrest de son conseil du 7. Aoust dernier, ordonné que le dessein formé pour la construction de cette rue de Normandie seroit executé depuis la rue de Perigueux jusqu'à la rencontre de l'aile des murs du Temple; & à cet effet, qu'il seroit laissé dans toute l'estenduë un emplacement de trois toises & demie de largeur; & pareillement que la rue saint Louis seroit continuée en ligne droite de sept toises quatre pieds depuis le Calvaire jusqu'à la rencontre du cours, & depuis cet endroit jusqu'à la rue du Temple, de six toises de largeur, & que la rue du Temple seroit continuée de sept toises quatre pieds, à prendre le long des maisons vis-à-vis les murs du Temple, jusqu'à la rue qui viendra en retour de celle de saint Louis le long du cours; mais qu'ayant esté depuis considéré que la nouvelle rue qui devoit estre formée en retour le long du cours, au bout de celle continuée depuis la rue S. Louis jusqu'à la rencontre du cours, pourroit par sa proximité donner lieu aux passans pendant la nuit, d'endommager les arbres; & que les maisons qui pourroient estre basties le long de cette rue, n'ayant point d'autre entrée ni sortie que sur le cours, il y auroit peu de sureté pour ceux qui les habiteroient, & pour les passans pendant l'hiver après le jour fermé; au lieu que si cette rue estoit ouverte en retour à l'endroit où se termine celle d'Angoumois au travers du terrain de la place d'entre le cours, il pourroit estre basti des maisons des deux costez, qui seroient une plus grande sureté pour les particuliers qui les habiteroient, & pour les passans. Qu'il avoit de mesme esté proposé de former une autre rue le long du cours, depuis la rue du Temple jusqu'à la porte saint Martin, & que les mesmes inconveniens s'y rencontrant qu'à celle en retour depuis la continuation de la rue saint Louis jusqu'à celle du Temple le long du cours, lesdits prevoſt des marchands & eschevins avoient de mesme estimé qu'il seroit plus commode & plus utile, & en mesme temps plus sur pour le public, de former cette nouvelle rue vis-à-vis de celle dont il vient d'estre parlé, au travers du terrain de la place qui est entre le cours & le derriere des maisons de la rue neuve saint

saint Martin. Lesdits prevost des marchands & eschevins auroient pareillement représenté à sa majesté qu'il reste encore une très-grande partie de la butte saint Martin, dont les terres nuisent considérablement aux arbres de l'endroit du cours tirant vers la porte S. Martin, & font un objet desagréable à tous ceux qui prennent le plaisir de la promenade sur le cours, & que la nouvelle rue qui doit estre formée depuis celle du Temple jusqu'à la rue S. Martin, doit passer sur une partie du terrain occupé par cette butte, dont il y a nécessité de faire enlever toutes les terres; le transport desquelles coustera une despesse très-considérable, si on ne trouve pas dans les marais voisins un emplacement propre pour les descharger; qui pourroit estre l'endroit joignant le cours, où est la voirie, laquelle dans le temps où il est le plus fréquenté pendant l'esté, cause des infections & puanteurs, dont le public qui passe, & ceux qui viennent prendre le plaisir de la promenade, sont extrêmement incommodés; que sa majesté par arrest de son conseil du 4. Novembre 1694. avoit chargé lesdits prevost des marchands & eschevins, de faire construire de neuf la porte du Temple, conformément au plan qui en avoit esté dressé, & de prendre à cet effet les maisons, terres, marais & heritages qui se trouvent dans l'estendue de ladite porte, ou le long du cours, en remboursant les propriétaires d'iceux: & pour leur donner moyen de subvenir aux despeses à faire pour raison de ce, leur avoit permis de disposer des places vaines & vagues, fossez, marais, petites maisons & edifices, depuis la porte saint Antoine jusqu'à celle de saint Martin, que la ville avoit cy-devant données à baux emphyteotiques ou autrement, en remboursant les detenteurs d'iceux qui justifieroient par quittances avoir payé quelques sommes à sa majesté pour jouir en propriété desd. heritages, à la charge d'employer les deniers qui proviendroient desd. ventes, tant à la construction de ladite nouvelle porte du Temple, qu'au dedommagement desdits propriétaires desdites maisons & heritages qui seroient pris pour former les remparts, cours & autres ouvrages qu'il conviendrait faire pour les construire; mais que la construction d'une nouvelle porte du Temple paroissant inutile, à présent que sa majesté avoit fait démolir la plupart des portes de la ville de Paris, lesdits prevost des marchands

& eschevins avoient lieu d'esperer que sa majesté les deschargeroit de la construction de cette porte du Temple, d'autant plus que les deniers qui devoient y estre employez suivant l'arrest du 4. Novembre 1694. ont esté consommés par les despeses que la ville a esté obligée de faire jusqu'à présent, tant pour l'acquisition des heritages & lieux necessaires pour la construction des remparts & nouveaux cours, que pour le dedommagement des propriétaires ou possesseurs par baux emphyteotiques des places des fossez, remparts & contrescarpes, qu'il a fallu rembourser ou indemniser, & que la ville est encore chargée de payer à differens particuliers les prix des heritages qui ont esté pris pour former cette continuation des nouveaux remparts & cours, & à d'autres des dedommagemens ou indemnitez, à quoi les deniers qui pourront provenir de la vente des autres places, dont sa majesté a encore permis auxdits prevost des marchands & eschevins de disposer, ne pourront pas suffire, non plus qu'à la despesse necessaire pour la construction des voutes qu'il convient faire pour continuer les deux embranchemens des égouts de la rue du Temple & du pont aux Biches jusqu'au canal du grand égout, au lieu duquel il pourra estre fait un canal d'eau vive, outre l'entretien du cours dont la ville est chargée, qui lui couste considérablement tous les ans. Et sa majesté s'estant fait représenter les arrests de son conseil des 4. Novembre 1684. 23. Novembre 1694. & 7. Aoust 1696. ensemble le plan des nouvelles rues à faire sur lesdits remparts entre le cours & les murs du Temple, & le derriere des maisons de la rue neuve saint Martin; & sa majesté voulant donner auxdits prevost des marchands & eschevins les moyens de fournir aux despeses dont ladite ville est chargée, tant pour payer aux propriétaires le prix des heritages qu'elle a esté & pourra encore estre obligée de prendre pour achever de former lesdits remparts & nouveau cours, & satisfaire aux autres despeses qu'il convient faire, tant pour la construction des voutes necessaires pour continuer les deux embranchemens des égouts de la rue du Temple & du pont aux Biches jusqu'au canal du grand égout, que pour l'entretien annuel du cours, en la deschargeant de la construction d'une nouvelle porte du Temple; ouy le rapport du sieur Phelypeaux de Pontchartrain conseiller ordinaire au

conseil royal, contrôleur general des finances, SA MAJESTÉ ESTANT EN SON CONSEIL, a ordonné & ordonne que la nouvelle rue qui devoit estre formée de six toises de large en retour, depuis l'endroit où devoit finir la continuation de celle de S. Louis, à la rencontre du cours, jusqu'à la rue du Temple, sera formée de la mesme largeur en retour, à l'endroit où se termine celle d'Angoumois, au travers du terrain de la place d'entre le cours & les murs du Temple, & qu'à l'endroit de la rue du Temple où se termine cette nouvelle rue, il en sera formé une autre vis-à-vis, de pareille largeur de six toises, traversant de la rue du Temple à celle de saint Martin, sur le terrain de la place d'entre le cours & le derriere des maisons de la rue neuve saint Martin, suivant le plan qui en a esté dressé; à l'effet de quoi seront les terres de la butte saint Martin transportées sur les lieux qui seront à ce destinez. Ordonne sa majesté que les deniers provenans de la vente des places dont ils ont disposé, & de celles qu'ils pourront vendre ci après en consequence des arrests du conseil & lettres patentes, seront employez, tant à la construction des voutes qui seront faites pour continuer les deux embranchemens des égouts de la rue du Temple & du pont aux Biches, jusqu'au canal du grand égout, qu'au payement des proprietaires des heritages qui ont esté pris pour former les nouveaux remparts & cours, & à l'entretien du cours & autres dépenses, pour remboursemens & indemnitez à differens particuliers, nonobstant la destination de partie de ces deniers portée par l'arrest du 4. Novembre 1684. & lettres patentes sur icelui du mois de Juillet 1696. pour la construction d'une nouvelle porte du Temple, de laquelle sa majesté les a deschargez, à condition d'employer lesdits deniers aux autres dépenses dont elle est tenuë. Et pour l'exécution du present arrest toutes lettres necessaires seront expediees. Fait au conseil d'estat, sa majesté y estant, tenu à Versailles le xxii. jour de Decembre M. DC. xcvi. Signé, PHELYPEAUX. Pris sur l'imprimé.

Procès verbal d'alignement des nouvelles rues du Marais, donné par messieurs les prevosts des marchands & eschevins au sieur Beaufire.

DE l'ordonnance de messieurs les prevosts des marchands & eschevins de la ville de Paris, je Claude Tricot conseiller du roy, architecte, maître general des bastimens de sa majesté, ponts & chaussées de France, juge & garde de la juridiction des bastimens, en vertu de ladite ordonnance estant au bas d'une requeste présentée au bureau de ladite ville par le sieur Jean Beaufire architecte, maître des œuvres & contrôleur des bastimens de ladite ville, ladite requeste signée Beaufire & Lambert son procureur, expositive qu'estant propriétaire d'une certaine quantité de places sises au quartier du Marais depuis le Calvaire jusqu'à la rue du Temple, qu'il auroit acquis de la ville, tant par contract, qu'acte de declaration & adjudication, le tout en vertu de plusieurs arrests du conseil d'estat & lettres patentes obtenues sur iceux, au travers desquelles places doivent estre formées plusieurs rues, suivant le plan agréé par sa majesté qui en a esté représenté, & les arrests du conseil d'estat des 7. Aoust & 22. Decembre 1696. celui du 8. May 1697. qui ordonnent entr'autres choses que les alignemens seront donnez par la ville, & les lettres patentes confirmatives; la susdite ordonnance rendue sur les conclusions de monsieur le procureur du roy & de ladite ville, contenant que les alignemens necessaires pour former le nouveau quartier du Marais depuis le Calvaire jusques & compris la continuation de la rue du Temple, seroient donnez en presence de monsieur le Tourneur conseiller du roy premier eschevin de ladite ville, & de mondit sieur le procureur du roy ou de son substitut, & dudit sieur Beaufire, ou lui deument appelé, & les operations par moi faites, ledit sieur Beaufire estant partie en son nom, ladite ordonnance dattée du 6. Aoust 1697. signée de monsieur le prevost des marchands du Bosc.

En consequence de tout ce que dessus me suis transporté ce jourd'huy Lundi 12. Aoust 1697. & autres jours suivans sur lesdites places, en consequence de l'avertissement qui m'en auroit esté donné de la part de mondit sieur le Tourneur; auquel lieu estant en sa presence

&

& du sieur Girard substitut de monsieur le procureur du roy & de la ville, & du sieur Beausire propriétaire desdites places, j'ay examiné le plan general dudit terrain, sur lequel toutes les nouvelles rues en question sont figurées. J'ay aussi fait lecture de tous lesdits arrests & lettres patentes cy-dessus énoncés, en conséquence de quoi j'ai remarqué que la grande rue saint Louis doit estre continuée de pareille largeur qu'elle est à present, de 7. toises 4. pieds, & qu'elle doit estre appellée *Boucherat* depuis le carrefour du Calvaire jusqu'au carrefour Boucherat, qui doit estre formé à la rencontre de la rue *Bosc* ci-après declarée, laquelle doit estre continuée de la rue d'Angoumois ou *Charlot* jusqu'à la rencontre du cours, la continuation de lad. rue saint Louis ou Boucherat doit estre ainsi terminée au moyen de la suppression de l'emplacement de la rue de *Vendosme*, qui devoit estre bornée en retour le long des arbres de la contr'allée du nouveau cours, laquelle rue a esté depuis ordonnée au travers du terrain d'entre les dehors des murs du Temple & ledit cours, au moyen de quoi la rue saint Louis ou Boucherat aura son issue en celle de Vendosme, depuis le susdit carrefour Boucherat jusqu'à la continuation de la rue neuve du Temple, & qu'il doit estre aussi construit une fontaine publique à l'un des pans coupez dudit carrefour d'entre la susdite grande-rue Boucherat & la rue *Bosc* ci-devant declarée, laquelle fontaine doit estre appellée *Boucherat*, que la rue de Normandie estant le long des maisons regardans les marais, qui se combrent actuellement, doit estre formée de trois toises & demie de large, depuis l'aisle du mur du Temple jusqu'à la rencontre de la rue de Perigueux, suivant l'arrest du conseil d'estat du 7. Aoust 1696. laquelle aura son issue en retour en la grande rue Boucherat, que la continuation de la rue d'Angoumois ou *Charlot* seroit nommée *Bosc*, & formée de pareille largeur depuis le carrefour de la rue de Normandie jusqu'à la rencontre du cours, traversant le carrefour Boucherat, que la rue de Xaintonge sera continuée de pareille largeur, depuis la rue de Normandie, & appellée de *Montigny*, jusqu'au cours, & que la rue de Perigueux seroit aussi continuée de pareille largeur qu'elle est à present, & appellée le *Tourneur*, depuis la rue de Normandie jusqu'à la rencontre de la grande rue Boucherat, que la rue de

Vendosme qui doit estre formée de six toises de largeur au travers des places d'entre le cours & le dehors des murs du Temple, & depuis le carrefour Boucherat jusqu'à la rue neuve du Temple, au lieu de celle qui devoit regner le long de la contr'allée du cours & dont s'amesté en a ordonné le changement, suivant l'arrest de son conseil d'estat du 8. May 1697. & lettres patentes du mois de Juillet ensuivant; que la rue du Temple sera continuée de sept toises quatre pieds de largeur depuis l'aboutissant de la rue neuve saint Martin, jusqu'à la rencontre du cours, traversant les aboutifemens de celles de Vendosme & de Meslay; & qu'il doit estre aussi construit une fontaine publique proche les murs du Temple, aux environs de l'aboutissant de ladite rue neuve saint Martin. Après laquelle declaration & observation, j'ai susdit Claude Tricot, en la presence de mondit sieur le Tourneur, du sieur Girard & Beausire, fait planter des jallons, tendre des lignes & fait toutes les operations necessaires pour donner les allignemens dont est question, conformément auxdits arrests du conseil & lettres patentes, plan & ordonnance de nosdits sieurs les prevost des marchands & eschevins ci dessus datés, auxquels j'ai vacqué ainsi qu'il s'enfuit.

Premierement j'ay trouvé que la grande rue Boucherat doit estre de ligne droite & de 7. toises 4. pieds de largeur, traversant la rue de Montigny, à prendre d'un costé par le bout vers la rue saint Louis, d'après le devant du parement de la premiere assise de l'encognure de l'enclos des religieuses du Calvaire, marqué A sur le plan, & par l'autre bout d'après le parement du pied droit de pierre de taille de la porte du jardin potager du clos du sieur Marchant, marqué B. sur le carrefour Boucherat, & la face de l'autre costé de ladite rue traversant les rues le Tourneur & de Montigny, jusqu'à la rencontre du pan coupé marqué C, qui sera de douze pieds de face, où doit estre construite la fontaine Boucherat, sera à sept toises 4. pieds de distance parallèle d'après la susdite ligne rendue; au moyen de quoi il doit estre retranché 5. pieds 4. pouces de l'encognure du mur de closture de la maison de monsieur Langlois marquée D. sur le plan, au moyen de quoi ladite maison deviendra face & fera encognure sur la grande rue Boucherat.

Plus, j'ay trouvé que la rue de Nor-

mandie qui doit estre formée sur le plan de trois toises & demie de largeur, le long de l'aboutissant & face des maisons sur ladite rue, à commencer depuis l'aisle du mur du Temple marqué E. qui sera continué depuis son alignement jusqu'à la largeur de trois toises & demie qu'elle doit avoir, traversant les rues d'Angoumois ou Charlot, & Xaintonge, jusqu'à la rue de Perigueux marquée F. la largeur de laquelle rue de Normandie sera formée quarrément, suivant la ligne tendue à trois toises & demie de distance de la premiere pierre de l'encognure de la rue d'Angoumois ou Charlot marquée G. sur le plan, & par l'autre bout d'après le devant de l'encognure de la rue de Perigueux marquée H.

Plus, au carrefour du Calvaire j'ai fait tendre une ligne droite traversant l'entrée de la rue Boucherat vis à vis le mur de l'enclos du Calvaire, à l'effet de donner l'alignement de la continuation de la vieille rue du Temple, qui sera appelée la rue du Calvaire, depuis ledit carrefour jusqu'à la rencontre du cours, ladite ligne tendue d'après le devant de la premiere assise marquée I. de l'encognure de la rue de Bretagne, jusqu'à la teste du mur metoyen du clos Louvier marqué L. en observant un pan coupé de douze pieds de face pour corriger la pointe de l'angle, à l'encognure de l'entrée de ladite rue Boucherat marquée M. & faisant en quelque façon symetrie au pan coupé opposé & en face sur ledit carrefour.

Plus, j'ay trouvé que la rue le Tourneur sera formée de ligne droite, d'un costé d'après la continuation de la rue de Perigueux vers la rue saint Louis, jusqu'à la rencontre d'une des encognures sur la grande rue Boucherat, où sera observé un pan coupé de 18. pieds de face marqué N. pour faciliter le tournant & l'écoulement des eaux, ledit pan coupé à prendre d'après cinq toises & demie du devant du mur du sieur Thevart marqué F. suivant la continuation de ladite rue de Perigueux, & que de l'autre costé de ladite rue traversant celle de Normandie sera aussi continuée de ligne droite, & observé un pan coupé de six pieds de face marqué O. à l'encognure de ladite rue, pour faciliter le tournant.

Plus j'ay trouvé que le costé de la susdite rue de Montigny traversant celle de Normandie & de Boucherat, doit estre continuée jusqu'au cours de pareil-

le largeur que ladite rue Xaintonge marquée P. dont le costé vers le Calvaire sera d'après une ligne tendue au devant de l'encognure de ladite rue Xaintonge, & par l'autre bout d'après la teste du mur metoyen du clos Louvier marqué Q. Et sera observé un pan coupé d'un pied & demi de face marqué R. à l'encognure de ladite rue Boucherat, & un autre pan coupé d'un pied & demy à l'encognure de ladite rue de Normandie marqué K. & de l'autre costé de ladite rue de Montigny sera aussi formée de ligne droite, à prendre d'un bout vers l'encognure de la rue Xaintonge marqué S. & par l'autre bout d'après le devant du mur du clos Marchant marqué T. & sera observé un pan coupé d'un pied & demi de face à l'encognure de ladite rue de Montigny & de Normandie marqué V. & un autre pan coupé aussi d'un pied & demi de face à l'encognure de la rue Boucherat marqué W.

Plus, j'ai trouvé que la susdite rue Bosc traversant celle de Normandie & carrefour Boucherat doit estre continuée jusqu'au cours, de pareille largeur que ladite rue d'Angoumois ou Charlot, laquelle sera de ligne droite, sçavoir du costé de la fontaine Boucherat, à prendre de l'encognure de ladite rue d'Angoumois ou Charlot marquée X. jusqu'au devant du mur du clos Marchant, marqué Y. observant un pan coupé d'un pied & demi à l'encognure de la rue de Normandie marqué Z. & à la rencontre de la grande rue Boucherat un pan coupé de douze pieds de large, comme dit est, qui sera la face de la fontaine Boucherat marquée C. & l'autre costé de ladite rue Bosc la ligne pareillement tendue du devant de l'encognure de la susdite rue d'Angoumois ou Charlot marqué G. traversant le bout de la rue de Normandie au carrefour Boucherat marqué A A. ladite ligne continuée jusqu'au devant du mur du petit clos Marchant marqué B B. observant deux pans coupez, l'un d'un pied de face à l'encognure du bout de la rue de Normandie marqué C C. & l'autre au coin de la rue de Vendosme, qui sera aussi formé d'un pied & demi de face marqué D D. en retour duquel doit estre formée la rue de Vendosme, ainsi qu'il sera ci-après exprimé.

Plus, ensuite j'ai fait planter des jalons & tendre les lignes nécessaires pour former & tracer la susdite rue de Vendosme, & conformément aux arrets du conseil

conseil d'estat de sa majesté des 22. Decembre 1696. & 8. May 1697. & aussi suivant le consentement de monseigneur de Vendosme grand prieur de France du 15. Avril 1697. laquelle rue de Vendosme doit estre formée de six toises de largeur au travers desdites places : lesdits jallons ainsi plantez pour marquer l'un des costez de la susdite rue de Vendosme vers l'enclos du Temple, d'après trente toises de distance du devant du mur du Temple, suivant l'alignement de la continuation du mur metoyen marqué E.E. separant l'hostel de Boishoudrant d'avec la maison & le jardin du sieur de la Tousché, & par l'autre bout d'après l'arreste du tableau de la porte d'entrée de la fontaine Boucherat joignant l'encognure marquée F.F. ladite face continuée de ligne droite en toute la longueur, depuis la rencontre du carrefour Boucherat marqué D.D. jusqu'à la rue neuve du Temple marquée G.G. cy-après exprimée, où sera observé un pan coupé de trois pieds de face marqué G.G. & l'autre costé de ladite rue sera pareillement de ligne droite d'après six toises de distance parallèle de la susdite ligne tenduë & continuée depuis le devant de l'alignement de la rue neuve du Temple, qui sera fait & marqué H.H. suivant l'alignement ci-après exprimé, & par l'autre bout marqué I.I. où sera observé un pan coupé d'un pied & demi de face, ledit retour formé en angle droit sur le carrefour Boucherat jusqu'à la rencontre de l'arreste du coin du petit clos Marchand, joignant le pied droit de son entrée de porte cocheré marquée L.L. ladite porte en dehors sur ledit carrefour, & sera aussi observé un pan coupé de trois pieds de face marqué H.H. à l'encognure sur la rue neuve du Temple.

Plus, j'ay pareillement fait planter des jallons pour parvenir à donner les alignemens, tant de la continuation de la rue neuve du Temple, que du mur de closture le long de la contr'allée du susdit cours, d'après six pieds de distance du point milieu d'un des arbres de ladite contr'allée, continuant du point milieu des arbres extérieurs marqué M.M. & de l'autre bout d'après le devant du mur du petit clos Marchand marqué N.N.

Plus, j'ai pareillement fait tendre une ligne droite d'après sept toises quatre pieds de distance du devant de la face de l'hostel de Mesloy marquée O.O. & par l'autre bout d'après pareille distan-

ce à prendre du devant de la face au droit de l'encognure de la rue neuve S. Martin du costé des peres de Nazareth, suivant un trait à plomb fait & gravé contre le parement de la seconde assise du costé du pilier boutant marqué Q.Q. à l'endroit du tournant du mur de l'enclos du Temple regardant le costé du cours, au moyen duquel alignement le biais & enfoncement defectueux qui est à l'endroit dudit enclos du Temple ez environs de l'aboutissement de la rue neuve saint Martin se trouvera rectifié, auquel endroit doit estre construit le regard de la fontaine publique de Vendosme marqué R.R. lequel doit former avant-corps sur ladite rue de trois pieds seulement, suivant le plan, & qu'à l'égard des corps & avant-corps, des pavillons & portiques des bastimens qui pourront estre faits sur les faces desdites nouvelles rues, ne pourroient estre que de huit pouces, le tout pour plus belle décoration.

Fait & déposé au greffe de ladite ville, ensemble le plan general marqué de lettres alphabetiques, & l'original de la requête dudit sieur Beausire, les jours, mois & an susdits. Signé, TRICOT. *Pris sur l'imprimé.*

Le roy par arrest donné en son conseil d'estat le 12. Juillet 1698. ordonna que l'alignement donné par Tricot seroit executé suivant le plan general dressé par ordre de sa majesté, attaché aux lettres parentes du mois de juillet 1697. en consequence du changement ordonné par l'arrest du 22. Decembre 1696. à la continuation de la rue saint Louis, qu'elle se terminera au carrefour où est construite la fontaine ordonnée par l'arrest du 23. Novembre 1694. que l'espace du terrain qui avoit esté destiné & devoit estre laissé libre pour la continuation de ladite rue saint Louis depuis ledit carrefour jusqu'à la rencontre du cours de meurera fermé suivant ledit plan; comme aussi qu'il sera retranché cinq pieds quatre pouces de l'heritage dudit Langlois à l'encognure de la rue du Temple en retour à l'endroit où doit commencer la continuation de celle de saint Louis, pour lui donner, conformément à l'arrest du 7. Aoust 1696. la largeur de sept toises quatre pieds, & rendre le bout de la rue saint Louis de ligne droite à la continuation de cette rue; & pour indemniser ledit Langlois de ce retranchement fait à son heritage, ordonne sa majesté après ledit retranchement fait,

AN. 1698

que le terrain depuis cette encognure le long de sondit heritage jusqu'à l'endroit où il se termine, lui sera delaisé pour en jouir & disposer en pleine propriété. *Extrait sur l'imprimé.*

*DEUXIÈME CONTRACT
de vente par échange entre la ville &
le Temple, au sujet du changement de la
ruë de Vendosme, & déclaration par la
ville au profit du sieur Beaufire.*

AN. 1697.

PArdevant maîtres Claude Boscheron & Nicolas Taboué conseillers du roy, notaires gardes notes au chastelet de Paris soussignez, furent presens messire Claude Bosc chevalier seigneur d'Ivry sur Seine & autres lieux, conseiller du roy en tous ses conseils, procureur general de la cour des aides, prevost des marchands, nobles hommes Mathurin Baroy marchand bourgeois de Paris, l'un des quartiniers de cette ville, Guillaume Hefme marchand bourgeois de Paris, Jean-François Sautereau conseiller du roy en l'hostel de ville, & Antoine de la Loyre procureur en la chambre des comptes, eschevins de cette ville, assemblez au bureau d'icelle, d'une part; religieux seigneurs frere Claude Sevin Bandeville chevalier de l'ordre de saint Jean de Jerusalem, commandeur des Fiefs, demeurant ruë Taranne fauxbourg saint Germain, paroisse saint Sulpice, & frere Jean-Baptiste Briçonnet aussi chevalier dudit ordre de saint Jean de Jerusalem, demeurant vieille ruë du Temple paroisse saint Gervais, commissaires nommez à l'effet de passer le present contract, par decret de S. E. monseigneur le grand maistre dudit ordre, * du 29. Juillet de la presente année 1697. dont l'original est demeuré joint à la minute des presentes, pour y avoir recours & estre transcrit en fin des grosses & expeditions qui en seront delivrées, après avoir esté signé & paraphé desdits sieurs commissaires en presence des notaires soussignez, d'autre part. Disant que sa majesté ayant par son arrest du conseil d'estat du 22. Decembre 1696. ordonné le changement de la nouvelle ruë qui devoit estre formée le long du rempart depuis l'aboutissement de la ruë saint Louis jusqu'au chemin qui va de la ruë du Temple à la Courtille, à cause du peu de sureté qui se trouveroit dans ladite ruë, en une autre ruë qui devoit passer suivant le plan qui en a esté fait, au travers d'une place de 1480. toises

donnée par mesdits sieurs les prevost des marchands & eschevins audit grand-prieuré, en échange d'autres places mentionnées dans le contract de ce fait & passé entr'eux pardevant Boscheron & Taboué notaires au chastelet de Paris soussignez, le 17. jour d'Aoust 1695. lesd. sieurs prevost des marchands & eschevins auroient présenté leur requeste à mesdits sieurs de l'assemblée provinciale tenue audit grand-prieuré le 20. jour de Novembre aud. an 1696. tendante à ce qu'il leur plust les accommoder de lad. place ou de portion d'icelle; laquelle requeste ayant esté communiqué à mondit seigneur grand-prieur, il auroit donné son avis & consentement le 15. jour d'Avril de ladite presente année 1697. aux charges & conditions y portées; lequel consentement conjointement avec ladite requeste ayant esté renvoyé à messieurs de la venerable langue de France à Malthe, il y auroit esté nommé commissaires lesdits sieurs Bandeville commandeur de Fief, & chevalier de Briçonnet, pour examiner les propositions contenues en ladite requeste & les charges & conditions demandées par mondit seigneur le grand-prieur; & sur le tout auroit esté ordonné par decret de messieurs de la venerable langue de France du 20. Juin de la presente année 1697. confirmé par celui du conseil du 29. dudit mois, qu'il seroit dressé procez verbal & passé contract avec mesdits sieurs les prevost des marchands & eschevins, en presence toutefois de monsieur le commandeur de Fleurigny, sauf à S. E. monseigneur le grand-maistre & son sacré conseil d'approuver, desapprouver ou reformer le contract qui seroit passé. En execution de laquelle commission lesdits sieurs commissaires s'estant transportez sur ladite place, & dressé leur procez verbal de l'estat & de la situation d'icelle, redigé par escrit par ledit Boscheron l'un des notaires soussignez, le 18. du present mois d'Octobre, & ayant par icelui jugé à propos de terminer dez à present cette affaire avec lesdits sieurs prevost des marchands & eschevins, suivant le pouvoir à eux donné par ledit decret; lesdits seigneurs commandeurs de Fief & sieur Briçonnet, en la presence de messire Guillaume Auffroy de Chaulieu abbé commendataire de l'abbaye d'Aumale, au nom & comme procureur de haut & puissant prince monseigneur Philippes de Vendosme aussi chevalier de l'ordre de saint Jean de Jerusalem, grand-

* Fr. Raymond de Ferrolles, Rocafalle.

prieur de France, abbé-cardinal de la tres-sainte Trinité de Vendosme, & lieutenant general des armées du roy, fondé de la procuration passée pardevant ledit Boscheron & son confrere notaires à Paris, le 25. Avril de l'année dernière 1696. l'expédition de laquelle est demeurée jointe à la minute des presentes, ledit sieur abbé de Chaulieu demeurant à Paris dans l'enclos & paroisse du Temple, & de religieux seigneurs freres Louis de Fleurigny chevalier de l'ordre de saint Jean de Jerusalem commandeur de Pontaubert & de Beauvais en Gastoinois, commandant un vaisseau de guerre & capitaine de la galere patronne de Malthe, receveur & procureur general du commun tresor dudit ordre audit grand-prieur de France, demeurant à Paris dans ledit enclos & paroisse du Temple, à ce comparans, & sous le bon plaisir de sadite eminence monseigneur le grand-maître & son sacré conseil, sauf à l'approuver, desapprouver, ou reformer, s'ils le jugent à propos, lors de la representation que lesdits seigneurs commandeurs promettent leur en faire faire, pour estre par eux ratifiée, s'ils en demeurent d'accord, sans que le defaut de ladite ratification puisse faire aucun tort ni prejudice auxdits sieurs commissaires, ni leur faire émuover aucuns dommages & interets à l'encontre desdits sieurs prevost des marchands & eschevins de cette ville en vertu du present contract, lequel audit cas demeurera nul & resolu. Sont convenus & demeurez d'accord avec mesdits sieurs les prevost des marchands & eschevins de cette ville, ce qui ensuit, aussi en la presence, de l'avis & consentement de monsieur maistre Louis-Maximilien Titon escuyer, conseiller & procureur du roy & de ladite ville : c'est à sçavoir, que lesdits seigneurs commissaires ont par ces presentes vendu, cédé, quitté, transporté & delaisné à perpetuité, dez maintenant pour toujours, à titre d'eschange, & promettent en ladite qualité de commissaires garentir de tous troubles & empeschemens generalement quelconques, à ladite ville de Paris ce acceptant acquerreur, pour elle & ses ayans causes à l'avenir à perpetuité, audit titre d'eschange par mesdits sieurs le prevost des marchands & eschevins, 780. toises de places ou environ de superficie faisant partie desdites 1480. toises de place données au grand-prieuré par lesd. sieurs prevost des marchands & eschevins en contr'eschange de plusieurs au-

tres terres & places mentionnées au contract de ce fait & passé entr'eux par lesdits Boscheron & Taboué notaires soussignez, ledit jour 17. Aoust 1695. lesdites 780. toises de place à prendre à six pieds près des arbres du cours de l'estenduë & largeur de l'hostel de Boisboudran, jusqu'au devant de la rue de traverse qui ne pourra estre qu'à 30. toises de distance des murs de closture du Temple, pris suivant la situation des deux murs metoyens; reservant expressément lesdits seigneurs commissaires audit grand-prieur la part du terrain restant de cette place depuis le devant du mur de l'enclos du Temple en l'estenduë dudit hostel de Boisboudran, jusqu'au devant de ladite rue de traverse. Pour desdites 780. toises de place presentement delaisnées jouir, faire & disposer par ladite ville & ses ayans cause à l'avenir à perpetuité, comme de chose luy appartenant au moyen des presentes, à commencer de ce jourd'huy; à l'effet de quoy lesdits seigneurs commissaires luy ont transporté tous droits de propriété, fonds, tréfonds, noms, raisons, actions, rescindans & rescisoires, s'en dessaisissant pour & au profit de ladite ville & ses ayans cause; voulant qu'ils en soient saisis, vestus, mis & receus en bonne & suffisante possession & saisine par qui il appartiendra, constituant à cet effet leur procureur le porteur des presentes, luy en donnant pouvoir. Et pour en contr'eschange desdites 780. toises de place mesdits sieurs les prevost des marchands & eschevins audit nom, ont par ces presentes créé & constitué, assis & assigné dez maintenant & à toujours, & promettent garentir de tous troubles & empeschemens generalement quelconques à mondit seigneur le grand-prieur & ses successeurs audit grand-prieuré de France, ce acceptans acquerisseurs pour lui & sesdits successeurs, par lesdits seigneurs commissaires & ledit seigneur abbé de Chaulieu audit nom, 30. livres 5. sols 4. deniers de rente & redevance annuelle amortie & affranchie de toutes charges, que lesdits sieurs prevost des marchands & eschevins de ladite ville promettent audit nom, pour eux & leurs successeurs à l'avenir, de faire bailler & payer audit seigneur grand-prieur & ses successeurs en cette ville de Paris, ou au porteur des presentes pour eux, par le sieur receveur de ladite ville dorenavant par chacun an, aux quatre quartiers accoustumez également, dont le premier de

paiement avec la portion du courant
 escherra & se fera au dernier jour de
 Decembre prochain, & ainsi continuer
 de quartier en quartier à payer, tant
 que ladite rente aura cours, à l'avoir &
 prendre spécialement & par privilege sur
 lesdits 780. toises de place presentement
 vendues, qui y sont & demeureront à
 toujours par privilege special affectées,
 obligées & hypothéquées, pour fournir
 & faire valoir ladite rente en principia
 & arrerages, frais & loyaux cousts, tant
 qu'elle aura cours, bonne & bien paya-
 ble, comme dit est, sans aucune dimi-
 nution, nonobstant toutes choses à ce
 contraires, une obligation ne dérogeant
 à l'autre, pour desdits 30. livres 5. sols
 4. deniers de rente en principal & ar-
 rages jouir, faire & disposer par mon-
 dit seigneur le grand-prieur, les succe-
 seurs & ayans cause à l'avenir, en tou-
 te propriété, comme de chose apparte-
 nant audit grand-prieur de France; jus-
 qu'à concurrence de laquelle iceux sieurs
 prevost des marchands & eschevins au-
 dit nom se sont deslaissés, demis & dé-
 vestus au profit dudit grand-prieuré, de
 tous lesdits biens & revenus de ladite
 ville; voulans que ledit seigneur grand-
 prieur & ses successeurs en soient faisis,
 comme dit est, mis & receus en bonne
 possession & jouissance par qui il appar-
 tiendra, constituant à cet effet leur pro-
 cureur le porteur des presentes, luy en
 donnant pouvoir. Laquelle rente de 30.
 livres 5. sols 4. deniers sera & demeu-
 rera rachetable à toujours, quand bon
 semblera à ladite ville & ses ayans cau-
 se, en baillant & payant par le rache-
 tant ou rachetans à mondit seigneur le
 grand-prieur & ses successeurs, en un
 seul paiement, la somme 605. livres 6.
 sols pour le principal, avec les arrera-
 ges qui en seront lors dus & échus,
 tous frais & loyaux-cousts; sous la con-
 dition expresse toutefois que ledit ra-
 chat ne pourra estre fait qu'en indiquant
 par lesdits sieurs prevost des marchands
 & eschevins & leurs successeurs, un fonds
 de terre à la bienfaisance dudit grand-
 prieur, & de la valeur au moins desdi-
 tes 605. livres 6. sols, produisant pareille
 rente de 30. livres 5. sols 4. deniers lors
 de l'acquisition qui en sera faite, sans
 qu'à l'avenir lesdits sieurs prevost des
 marchands & eschevins & leurs succe-
 seurs puissent estre inquietez, sous pre-
 texte de diminution du revenu dudit
 fonds, estant convenü que ladite ville ne
 sera aucunement garante dudit revenu

après lesdites acquisitions faites. Et outre est encore le présent échange fait aux conditions suivantes, qui sont que lesdites sept cens quatre-vingt toises de place presentement échangées, demeureront en la censive dudit grand-prieuré de France, & seront chargées vers lui de deux deniers de cens par chacune toise par chacun an, payable au jour de Pâques, ledit cens portant lods & ventes, saisines & amendes, le cas y échéant. Plus, de faire faire par lesdits sieurs prevost des marchands & eschevins de ladite ville, à leurs frais & despens, le paré de ladite rue de traverser vis-à-vis la place réservée audit grand-prieuré de France, pour la part dont il pourroit estre tenu. Plus de faire faire la closture en trois sens de la place réservée, dont les murs seront de moilon, & auront dix-huit pouces d'épaisseur, trois pieds en fondation, & seront élevés de neuf pieds, compris les bordures & chaperon, lesquels murs resteront neantmoins après suivant la coutume. Plus, une ouverture de porte sur ladite rue de traverser, avec pied droit de pierre de taille, portant pilastre & refends pour recevoir deux vases, avec seuil par bas pour la sureté, & deux bornes aussi de pierre de taille, & une porte de menuiserie garnie de sa ferrure & peinture, de valeur au moins de 300. livres. Plus, de faire faire au milieu de la place réservée audit grand-prieuré, un bassin de maçonnerie doublé de plomb de 18. pieds de diamètre & de 24. pouces de profondeur, & dont la toile de plomb pesera au moins 450. livres, le tout aux frais & despens desdits sieurs prevost des marchands & eschevins de ladite ville, qui fourniront à perpetuité huit lignes d'eau, qu'ils feront conduire aussi à leurs frais dans un bassin qui sera posé ez environs du coin de la rue de traverser à celle du Temple, où ils feront construire une fontaine pour la commodité publique, laquelle sera appelée de Vendosme, & sur icelles seront mises les armes dudit seigneur grand-prieur de France, conjointement avec celles de la religion, avec cette inscription au-dessus : FONTAINE DE VENDOSME, faite par Je. in Be. sire architecte des bastimens du roy & de lad. ville, garde des fontaines d'icelle, de la troisième prevosté dudit sieur Boss. de Peschevinage desdits sieurs eschevins surnommez, Louis Maximilien Tison eschevin, conseiller & procureur du roy & de ladite ville, Marin Mutinon greffier, & Jacques Boucot receveur, laquelle inscription sera

sera en lettres d'or sur une table de marbre ; & duquel bassinet seront pour cette fois seulement conduites & aux frais de la ville lesdites huit lignes d'eau par un tuyau de plomb de diametre d'un pouce, jusques dans le bassin, avec deux regards, l'un au coin de la place réservée audit grand prieuré de France, & l'autre près du bassin, avec un tuyau d'adjoustage dans ledit bassin, & un pareil tuyau de plomb pour conduire dudit bassin dans le jardin bas dud. hostel de Buisboudran, lequel tuyau ledit seigneur grand prieur fera conduire à ses frais & despens où bon lui semblera, & mesme l'entretenra, ainsi que ses successeurs, depuis le bassinet de ladite fontaine de Vendosme, sans que ledit seigneur grand-prieur ni ses successeurs soient toutefois tenus de l'entrerien dudit bassinet, qui se fera aux frais & despens de ladite ville, qui sera aussi tenuë de faire mettre à ses frais sur toutes les maisons qui ont esté & seront basties sur ledit rempart & qui sont en la censive du grand-prieuré, les armes de la religion pour marque de ladite censive. Et encore ledit échange fait moyennant la somme de 1000. livres que lesdits sieurs prevost des marchands & eschevins seront tenus, ainsi qu'ils s'obligent audit nom, de faire payer audit seigneur grand-prieur, ou à son procureur, ou porteur des presentes ; incessamment après la ratification desdites presentes, pour estre employées à redresser les terres, former un jardin dans ladite place réservée audit grand-prieuré ; à tous lesquels ouvrages ladite ville fera incessamment travailler, & au plus tard dans trois mois après la ratification faite à Malthe du present contract, & à faire conduire les eaux au bassin incontinent après la fontaine publique parfaite. Et pour la validité du present contract lesdits sieurs prevost des marchands & eschevins de cette ville de Paris obtiendront, aux frais & diligence de ladite ville, toutes les lettres patentes & arrests sur ce nécessaires, & seront registrer lesdites lettres bien & deüement où besoin sera ; aussi que pour l'acquit des droits d'amortissement, ainsi que de tous ceux qui pourroient estre dus à cause du present contract d'échange, ledit seigneur grand-prieur & ses successeurs seront acquitez par lesdits sieurs prevost des marchands & eschevins audit nom, pour une fois seulement, en sorte qu'ils n'en puissent estre recherchez, poursuivis ni inquietez en quelque sorte & ma-

niere & pour cause que cè soit où puisse estre ; lesquels arrests & lettres patentes à ce nécessaires lesdits sieurs prevost des marchands & eschevins fourniront auxdits seigneurs commandeurs dans un an prochain, à peine de tous despens, dommages & interests. Ne seront dus ni payez audit seigneur grand-prieur ni à ses successeurs aucuns droits seigneuriaux pour raison du present échange, ni des premieres & secondes mutations qui pourront estre faites, soit par vente, declarations ou autrement, desdites 780. toises ci-dessus delaisées auxdits sieurs prevost des marchands & eschevins ; ce faisant ledit seigneur grand-prieur & ses successeurs seront tenus d'enfaîsiner les titres & contracts desdites mutations, sans pouvoir rien prétendre ni demander ; mais bien seront tenus lesdits seconds acquereurs après ladite ville, de payer seulement les cens & rentes annuelles si elles sont encore dues sur le prix ci-dessus. Et si aux decrets qui pourront estre faits desdites 780. toises de place par les acquereurs d'icelles il intervenoit des oppositions procedantes du fait de mondit seigneur le grand-prieur ou de ses auteurs, icelui seigneur grand-prieur & ses successeurs seront tenus de les faire lever, cesser, rayer, & en rapporter main levee pure & simple, à leurs frais, auxdits acquereurs, un mois après qu'elles leur seront dénoncées en leur domicile ci après élu, en sorte que lesdits decrets ne puissent estre retardez, à peine de tous despens, dommages & interests. Et sont demeurez joints à la minute des presentes le plan desdites rues, celui de ladite fontaine, & copie collationnée signée Bouché secretaire du roy, grand audiancier de France, dudit arrest du conseil d'estat du 22. Decembre 1696. pour y avoir recours si besoin est, après que lesdites pieces ont esté paraphées de mondit sieur le prevost des marchands, desdits seigneurs commissaires & abbé de Chaulieu en presence des notaires soussignez. Et pour l'exécution des presentes & dépendances, lesdites parties ont élu & élisent leurs domiciles irrevocables en cette ville de Paris : sçavoir par mesdits sieurs les prevost des marchands & eschevins, pour eux & leurs successeurs, au bureau de la ville ; & lefd. seigneurs & abbé de Chaulieu audit nom, pour lesdits seigneurs du Temple & grand-prieur du Temple, audit grand-prieuré du Temple ; auxquels lieux, nonobstant, &c. promettant, &c. obligeant, &c. cha.

un en droit soy ezdits noms. Fait & passé à Paris, à l'égard desdits seigneurs commissaires, en la demeure dudit seigneur commandeur de Fleurigny; par ledit sieur abbé de Chaulieu, en sa demeure; & par lesdits sieurs de la ville, au bureau d'icelle; l'an 1697. le 19. jour d'Octobre. Autant duquel, Signé, Mitantier, est demeuré joint à la minute des présentes, avec une expedition en papier dudit procez verbal du 18. jour du present mois, dont ledit Boscheron a ladite minute. Et ont lesdits comparans signé la minute des présentes demeurée audit Taboué notaire.

Et ledit jour 19. d'Octobre 1697. sont comparus pardevant lesdits conseillers du roy notaires gardes-notes de sa majesté au chastelet de Paris les sieurs prevost des marchands & eschevins de cette ville assemblez au bureau d'icelle, lesquels en la presence, de l'avis & consentement de mondit sieur le procureur du roy & de ladite ville, ont dit & déclaré que l'acceptation qu'ils ont faite desdites 780. toises de place a esté & est au profit de maître Jean Beausire, &c. & de damoiselle Marie Catherine le Troteur son épouse, &c. lesquels disposeront desdites 780. toises aux clauses & conditions du present contract, tant envers ledit seigneur grand-prieur, que autres, &c. pour estre employez par eux les deniers provenans de la vente desdites places, premierement en l'acquit de ladite somme de 1000. livres audit seigneur grand-prieur, ensuite au payement des materiaux pour la construction des ouvrages specifiez au contract, puis à l'amortissement de ladite rente de 30. livres 5. sols 4. deniers. Fait & passé lesdits jours & an que dessus, avant midi, &c. La minute demeurée audit Taboué notaire.
Pris sur l'imprimé.

ARREST DU CONSEIL D'ESTAT
privé du roy, au sujet de la rue de Normandie, dans lequel sont rapportées plusieurs contestations.

AN. 1701.

V Eût au conseil d'estat du roy, la requeste présentée en icelui par les propriétaires des maisons de la rue de Normandie au Marais du Temple, qui commence au carrefour où estoit autrefois la porte du Temple, & finit à celui de la rue saint Louis, tendante à ce que pour les causes y contenues il plust à sa majesté condamner le sieur Beausire à remettre la rue de Normandie au

mesme estat qu'elle estoit auparavant l'usurpation & entreprise par lui faite de neuf pieds de large sur la voye publique, & faire démolir les murs de closture qui ne sont construits que de salpêtre & de petits plastras le long de la partie de la rue, & les retirer, en sorte qu'elle ait 30. pieds de large, comme elle a tousjours eû, avec deffenses d'en supprimer les bouts, & injonction de luy laisser les issues naturelles qu'elle a de tout temps eu dans les carrefours de la rue du Temple & de la rue saint Louis, & de trente pieds de large dans toute son estendue; & en cas de contestations le condamner aux dommages soufferts & à souffrir par lesdits propriétaires. Ladite requeste signée Clavier avocat au conseil desdits propriétaires. Au bas est l'ordonnance du sieur de Fieubert conseiller du roy en ses conseils, maître des requestes ordinaire de son hostel, l'un des commissaires à ce deputez, du 12. Juin 1698. portant que lad. requeste soit communiquée audit Beausire, pour y fournir de réponses dans trois jours, & ses réponses veûes estre ordonné ce que de raison. Au bas, acte du 14. Juin 1698. par lequel il a esté donné copie de ladite requeste audit Beausire, aux fins de ladite communication.

Trois sommations faites par lesdits propriétaires audit Beausire, les 14. 17. & 18. Juin, de fournir réponse à ladite requeste.

Autre requeste présentée au conseil par Jean Beausire maître general des bastimens de sa majesté, ponts & chaussées de France, maître des œuvres, garde & ayant charge des fontaines publiques de la ville de Paris, & controlleur des bastimens de la mesme ville, tendante à ce que pour les causes y contenues, il plust à sa majesté lui donner acte de ce que pour deffense à la demande des voisins propriétaires de la rue de Normandie, portée par leur susdite requeste, il employe le contenu en ladite requeste, & en consequence les debouter de leur requeste, & les condamner aux despens. Au bas est l'ordonnance du sieur de Fieubert conseiller du roy en ses conseils, maître des requestes ordinaire en son hostel, du 29. Juillet 1698. qui donne acte, au surplus en jugeant, signifiée le 30. du mois.

Autre requeste présentée audit conseil par lesdits propriétaires des maisons & de la rue de Normandie au Marais du Temple, tendante à ce qu'il plust à sa majesté

majesté leur donner acte de ce que pour réponse à celle dudit Beaufire, du 29. Juillet, ils employent le contenu en ladite requête, comme aussi les recevoir en tant que besoin opposans à l'exécution des arrêts des 23. Novembre 1694. 7. Aoust 1696. & 12. Juillet 1698. * en ce qui regarde le fond de la contestation seulement, leur donner acte de ce que pour moyen d'opposition ils employent le contenu en ladite requête, & y faisant droit les déclarer bien fondez aux conclusions par eux prises. Au bas est l'ordonnance qui donne acte aux supplians, en jugeant, du 26. Aoust 1698. Signification d'icelle dudit jour. Responses & contredits dudit Beaufire contre la précédente, signifiée le 29. Aoust 1698.

Autre requête présentée audit conseil par lesdits propriétaires des maisons des rues de Normandie, Angoumois, Xaintonge, Perigieux & autres adjacentes, à ce que leurs fins & conclusions leur fussent adjugées avec despens, & condamner ledit Beaufire à démolir les fondations, jambages & assises de pierre qu'il a fait construire, & à faire enlever les terres qu'il a fait porter & entasser dans la plus grande partie de la rue de Normandie, au long des rues du Temple, & ce depuis l'instance intentée, à ce faire contraint par les voyes ordinaires. Au bas est l'ordonnance, portant : en jugeant, du 7. Février 1699. signifiée le 19. dudit mois.

Autre requête présentée audit conseil par ledit Beaufire, employée pour réponse & contredits à la requête desdits propriétaires du 7. Février, à ce qu'il a ci-devant dit, & en conséquence lui adjuger ses fins & conclusions prises en l'instance, avec despens ; & à toutes fins lui donner pareillement acte de la dénonciation qu'il fait en tant que besoin au sieur grand-prieur & aux religieux du Temple, ensemble aux sieurs prevost des marchands & eschevins de Paris, de la requête desdits propriétaires des maisons de la rue de Normandie, des douze Juin & vingt-six Aoust 1698. ensemble de celle du sept Février, & auidits sieurs du Temple de la sentence par défaut du châtelet, du 30. Juillet 1695. à ce qu'ils ayent à se joindre avec lui pour faire debouter lesdits propriétaires de leurs oppositions, demandes & prétentions mentionnées en leurs requêtes, & lesdits sieurs prevost des marchands & eschevins à faire jouir ledit Beaufire de l'effet des arrêts du conseil des 23.

Novembre 1694. 7. Aoust 1696. & 12. Juillet 1698. & lettres patentes expédiées en conséquence, registrées au parlement ; se réservant de prendre dans la suite, s'il y échet, telles autres conclusions qu'il appartiendra. Au bas est l'ordonnance du 14. Mars 1696. portant que ladite requête seroit communiquée au sieur grand-prieur & aux religieux du Temple, & aux sieurs prevost des marchands & eschevins de la ville de Paris, pour y répondre dans trois jours ; au surplus, acte de l'employ. Exploit de signification de ladite requête auxdits sieurs grand-prieur du Temple & aux sieurs prevost des marchands & eschevins de Paris, aux fins de ladite communication & à l'avocat desdits propriétaires, le 19. Mars 1699.

Autre requête présentée au conseil par le sieur grand-prieur de France & les religieux du Temple, employée pour réponse à celle du sieur Beaufire, pour faisant droit sur la demande en sommation dudit Beaufire, le déclarer sans action contr'eux pour raison de la demande intentée contre lui par les propriétaires des maisons des rues de Normandie & autres adjacentes, & en tout événement condamner lesdits sieurs prevost des marchands & eschevins de la ville de Paris, & ledit Beaufire leur cessionnaire, à acquitter ledit sieur grand-prieur & religieux de toute garantie ou dédommagement qui pourroient estre pretendus par la continuation des anciens projets de la rue de Normandie, & les condamner & celles des parties qui succomberont en tous leurs despens. Au bas est l'ordonnance du 10. Avril 1699. qui donne acte ; au surplus : en jugeant ; signifiée le onze dudit mois.

Autre requête présentée au conseil par lesdits prevost des marchands & eschevins de la ville de Paris, employée pour réponse à celle dudit Beaufire du 14. Mars, & en conséquence de la dénonciation à eux faite des requêtes présentées par les propriétaires des maisons de la rue de Normandie, les 12. Juin & 26. Aoust 1698. & 7. Février 1699. déclarer lesdits propriétaires non recevables en leur opposition aux arrêts du conseil des 22. Novembre 1694. 7. Aoust 1696. & 12. Juillet 1698. de laquelle ensemble des autres fins & conclusions de leurs requêtes ils seront deboutez, & condamnez aux despens. Au bas est l'ordonnance du 27. Avril 1699. qui donne acte, au surplus : en jugeant. Significa-

tion d'icelle du 8. May ensuivant.

Repliques dudit Beaufire à la requête desdits sieurs grand prieur & religieux du Temple, signifiées le 9. May 1699.

Autre requête présentée par Jean Bienassiez maître ferrurier à Paris, & Guillaume Legeret maître menuisier audit Paris, tendant à ce que pour les causes y contenues il plust à sa majesté les recevoir parties intervenantes dans l'instance, leur donner acte de ce que pour moyens d'intervention, esécriture & production, ils emploient le contenu en ladite requête; & en conséquence faisant droit sur leur intervention, ordonner que ledit Beaufire sera tenu de les faire jouir des places qu'il leur a vendues, & de faire lever incessamment les empeschemens, si aucuns sont faits, à la construction des bastimens commencez sur lesdites places, mesme continuer lesdites constructions, & les mettre en estat de perfection pour la maçonnerie; sinon & à faute de ce faire incessamment, le condamner en tous les dommages & interêts soufferts & à souffrir, tant à cause du retardement de ladite construction & non-jouissance desdits biens, que par le déperissement des bois & matériaux, fondations, voutes de caves & murs encommencez, suivant l'estimation qui en sera faite à dire d'experts & gens à ce connoissans, & condamner ledit Beaufire aux despens. Au bas est l'ordonnance du 12. de May 1699. qui reçoit lesdits Bienassiez & Legeret parties intervenantes, leur donne acte de l'employ; au surplus, en jugeant, signifiée le 13. dudit mois.

Imprimé d'autres requêtes présentées audit conseil par lesdits propriétaires des rues de Normandie, d'Angoumois, Xaintonge, de Perigueux & autres du Marais, employées pour plus amples moyens & contredits contre toutes les requêtes de Beaufire, le sieur grand-prieur & les religieux du Temple, prevost des marchands & eschevins de la ville de Paris, Bienassiez & Legeret intervenans; ce faisant, leur adjuger les fins & conclusions par eux prises contre ledit Beaufire, & debouter les intervenans de leur intervention, avec despens. Au bas est l'ordonnance du 10. Aoust 1699. qui donne acte, au surplus en jugeant, signifiée le 22. du mois.

Arrest du conseil intervenu sur la requête desdits propriétaires des rues de Normandie, Perigueux, Xaintonge, Angoumois & autres du Marais du Tem-

ple à Paris, tendant à ce qu'il plust à sa majesté les recevoir en tant que besoin est oppossans aux arrests des 23. Novembre 1694. 7. Aoust 1696. & 12. Juillet 1698. & les interpretant; ordonner que les sieurs commissaires nommez par iceux, connoistront des oppositions desdits propriétaires, circonstances & dependances, pour leur estre fait droit; par lequel arrest du 11. Avril 1700. sa majesté renvoie les contestations des parties pardevant les sieurs commissaires deputez par lesdits arrests du conseil des 7. Aoust 1696. & 12. Juillet 1698. pour estre par eux jugées & terminées comme auparavant ledit arrest. Exploit de signification d'icelui du 15. May 1700.

Autres requêtes présentées audit conseil par ledit Beaufire, qu'acte lui soit donné de ce que sans préjudice de ses exceptions & defenses & de son recours contre lesdits sieurs prevost des marchands & eschevins, pour les places appartenantes tant à ladite ville, qu'au sieur grand prieur du Temple, depuis le Calvaire jusqu'à la rue du Temple, la rue dite de Normandie n'estoit point formée, & n'estoit presque dans toute son estendue qu'un cloaque d'ordures & d'immondices & presque impraticable, mesme du costé des derrieres des maisons qui avoient des issues sur cette rue; qu'elle l'estoit absolument à ses deux extremités, tant du costé de la rue saint Louis, qu'à la rencontre de l'aisle des murs du Temple; qu'il y avoit des elevations de terres & d'immondices du costé de celle de saint Louis de la hauteur de six pieds au derriere de l'heritage du sieur Langlois, de celui du sieur Martinet de sept à huit pieds, de Languedoc & du sieur Thevart de huit à neuf pieds, qui en empeschoient absolument l'abord & la sortie; & que c'est par l'enlevement des terres & immondices fait aux frais & despens dudit Beaufire dans toute l'estendue de cette rue, sans que les autres propriétaires des maisons de ladite rue y aient en rien contribué, qu'elle a esté rendue praticable, pour rendre l'abord desdites maisons facile & commode, de mesme que le passage de cette rue; & que cessant l'enlevement de ces terres & immondices, & le pavé que ledit Beaufire y a fait faire presque dans toute son estendue, elle seroit impraticable; & qu'au moyen de cette despense par lui faite, & par la continuation de la rue saint Louis & de celle de Perigueux, Xaintonge & Angoumois,

&

& l'ouverture des nouvelles rues pour conduire à celle du Temple, les héritages des propriétaires des maisons de cette rue de Normandie sont devenus d'un prix plus considérable & augmenteront dans la suite; de la vérité de tous lesquels faits lesdits propriétaires seront tenus de convenir, en cas de dénégation, ou faute d'en convenir, permettre audit Beausire d'en faire la preuve, tant par témoins, que par la notoriété publique; comme aussi lui donner acte de ce qu'il met en fait qu'il est plus avantageux pour la commodité du public & pour tous les propriétaires & locataires de cette rue, qu'elle subsiste en l'état qu'elle est présentement, en retour depuis la rue de Périgueux jusqu'à la rencontre de la continuation de celle de saint Louis, tant par rapport aux incommodités que le public & les propriétaires souffriroient si cette rue avoit son issue en droite ligne dans la rue saint Louis, suivant la prétention desdits propriétaires, pour le défaut de nettoiemment qui arriveroit inmanquablement, en ce qu'il n'y auroit aucunes faces de maisons en cet endroit, qui ne sont que des derrières des maisons de la rue de Bretagne, & du terrain inégal à celui de ladite rue de Normandie; & pour en faire la preuve, ordonner que les parties seroient tenues de convenir d'experts pardevant le sieur rapporteur de l'instance, sinon qu'il en sera par lui nommé d'office, lesquels se transporteront sur les lieux, pour en la présence dudit sieur commissaire dresser procès verbal des lieux, & ce fait estre par eux dressé leur rapport aux fins des parties & donner leur avis, & le tout veu & rapporté, estre ensuite procédé au jugement des contestations des parties, ainsi qu'il appartiendra. Au bas est l'ordonnance du 29. May 1700. qui donne acte, au surplus en jugeant, signifiée le 12. Juin audit an.

Autre requête présentée audit conseil par lesdits propriétaires desdites maisons desdites rues de Normandie, Périgueux, Xaintonge, Angoumois & autres, employée pour réponses & contredits à celle dudit Beausire du 12. Juin, signifiée le 14. Juillet 1700.

Autre requête présentée audit conseil par ledit Beausire, tendante à ce qu'acte lui fust donné de ce qu'aux risques, périls & fortunes des sieurs prévost des marchands & eschevins de la ville de Paris, & sans approbation des qualitez desdits propriétaires des maisons des rues de

Périgueux, Xaintonge, Angoumois & autres du Marais, employées dans la requête à lui signifiée le 14. Juillet, qu'il proteste de faire rejeter des qualitez de l'instance, il employe pour réponse à ladite requête, à l'égard des propriétaires des maisons de la rue de Normandie seulement, le contenu en ladite requête; & en conséquence, avant passer outre au jugement de l'instance, ordonner qu'il sera procédé à l'enquête & visite des lieux demandée par ledit Beausire, suivant les fins de sa requête du 29. May, sur lesquelles il sera préalablement fait droit. Au bas est l'ordonnance du 27. Aoust 1700. qui donne acte, au surplus en jugeant, signifiée le 28. dudit mois.

Autre requête présentée audit conseil par ledit Beausire, tendante à ce qu'il plust à sa majesté, sans s'arrester aux qualitez des propriétaires des maisons des rues de Périgueux, Xaintonge, Angoumois & autres du Marais, employées par les propriétaires des maisons de la rue de Normandie dans aucunes desdites requêtes & procédures, qui seront rejetées de l'instance, ordonner qu'il sera passé outre à l'instruction de l'instance avec les seuls propriétaires de ladite rue de Normandie, en tous les despens, dommages & intérêts dudit Beausire. Au bas est l'ordonnance du 15. Septembre 1700. portant: en jugeant, signifiée ledit jour.

Pieces jointes auxdites requêtes.

Plan ou dessein pour l'augmentation de la rue saint Louis au Marais & autres adjacentes, & la construction d'une fontaine publique.

Imprimé d'autre arrest du conseil d'état du 21. Decembre 1694. qui approuve la proposition dudit Beausire, & lui permet de disposer des places en question.

Imprimé de contract de vente par échange, du 17. Aoust 1695. entre la ville & le Temple, des places qui leur appartenoient au quartier du Marais joignant celles de la ville, contenant la déclaration faite par la ville au profit de Beausire.

Imprimé du contract de vente faite ledit jour de places, en execution des ordres du roy, par les prévost des marchands & eschevins de Paris audit Beausire, pour la continuation de la grande rue saint Louis & autres adjacentes au Marais du Temple, à la charge de payer ce qui est dû aux créanciers des préparatifs des cazernes.

Imprimé de lettres de validation du dit contract de vente, du mois de May 1696.

Autre imprimé d'adjudication faite par la ville audit Beaufire des places y mentionnées, du 17. Fevrier 1696.

Sommation faite par les propriétaires y enoncez audit Beaufire, le 12. May 1698. de reſtablir ladite rue de Normandie, ſinon proteſtant de ſe pourvoir.

Copie d'arrest du conſeil du 23. Novembre 1694. qui ordonne la ſuppreſſion de la rue de Normandie, & permet aux prevost des marchands & eſchevins de diſpoſer de l'emplacement.

Copie d'arrest du conſeil du 7. Aouſt 1696, qui ordonne l'exécution du deſſein de la rue ſaint Louis.

Procez verbal d'alignement pour la formation & continuation des rues depuis le Calvaire juſqu'à la rue du Temple, du 12. Aouſt 1697.

Arrest du conſeil du 12. Juillet 1698. qui ordonne l'exécution dudit procez verbal d'alignement.

Extrait d'une adjudication faite au chaſteler le 4. Juillet 1621. d'une place ſur la rue de Normandie au profit de Paul Odor.

Imprimé d'arrest du conſeil du 3. Aouſt 1656. qui ordonne que la rue de Normandie ſera pavée.

Copie d'arrest du conſeil du 7. Aouſt 1696. qui ordonne que le deſſein formé pour la rue de Normandie, ſera exécuté depuis la rue de Perigueux juſqu'à la rencontre de l'aiſle des murs du Temple.

Bordereau pour connoiſtre le gain du ſieur Beaufire ſur le terrain qu'il a acquis pour l'augmentation du marais, tiré ſur les contracts & ſur le plan.

Sentence du chaſteler du 30. Juillet 1675. qui ordonne que les ſieurs chevaliers du Temple ſeront tenus de faire murer & paver dans l'eſtendue de leurs heritages ſis rue de Normandie.

Copie d'acte du 22. Juillet 1700. par lequel le ſieur Martineau declare audit Beaufire qu'il ſe deſiſte de l'inſtance qu'il avoit au conſeil contre ledit Beaufire, pour raiſon de ladite rue de Normandie.

Et tout ce qui a eſté par les parties mis, eſcrit & produit pardevant le ſieur de Fieubet conſeiller du roy en ſes conſeils, maiſtre des requêtes ordinaire de ſon hoſtel, l'un des commiſſaires à ce deputé. Qu'y ſon rapport, après en avoir

communiqué aux ſieurs commiſſaires à ce deputés, & tout conſidéré, LE ROY EN SON CONSEIL faiſant droit ſur le tout, a ordonné & ordonne que la rue de Normandie au Marais ſera continuée en droite ligne, de la largeur de trois toifes & demie, depuis la rue de Perigueux juſqu'à la rencontre de la rue ſaint Louis, vis-à-vis le Calvaire; & à cet effet ſera tenu ledit Beaufire d'ouvrir ledit paſſage de ladite rue au traveſ des baſtimens encommencez. Ordonne ſa majeſté que le cul de ſac qui eſt à l'autre bout de ladite rue, & a ſon iſſuë dans la rue Charlot du coſté de l'aile des murs du Temple, ſera fermé à angle droit par un mur où il y aura une porte commune aux particuliers qui ont des ſorties par ledit cul de ſac. Ordonne au ſurplus que les arreſts du conſeil des 23. Novembre 1694. 7. Aouſt 1696. & 12. Juillet 1698. ſeront exécutez. Et ſur les demandes deſdits Bienaſſez & Legeret contre ledit Beaufire, ſa majeſté les a renvoyés à ſe pourvoir ainſi & pardevant qu'ils aviſeront bon eſtre. Et ſur le ſurplus des autres demandes, les parties hors de cour & de procez, deſpens compenſez. Fait au conſeil d'eſtat privé du roy, tenu à Verſailles le XXI. Fevrier M. DCC. I. Col-lationné. Signé, DEMONS. Pris ſur l'imprimé.

DECLARATION DU ROY
portant qu'aucune perſonne ne pourra pratiquer la medecine à Paris, quoique gradué en d'autres univerſitez, qu'il n'ait pris de nouveaux degrez en celle de Paris.

Louis par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces preſentes verront, ſalut. Ayant pour bonnes conſiderations, par noſtre declaration du 3. May 1694. entr'autres choſes fait tres-expreſſes inhibitions & deſſenſes à toutes perſonnes, de quelque qualité & condition qu'elles ſoient, de profeſſer la medecine dans noſtre bonne ville & fauxbourgs de Paris, s'ils ne ſont docteurs ou licentiez en ladite faculté de medecine de l'univerſité de Paris, ou medecins des autres univerſitez approuvez d'icelle, ou exerçans la medecine près noſtre perſonne, noſtre famille & maiſons royales; en conſequence de laquelle declaration pluſieurs medecins docteurs des autres univerſitez ſe ſont preſentés en celle de Paris, y ont ſouſtenu les actes & ſubi les examens neceſſaires pour s'y faire ap-

prouver. Neantmoins comme nous avons esté informez que quelques particuliers medecins, docteurs de quelques facultez, voulans s'exempter de subir les examens & soustenir les actes pour se faire approuver en ladite université de Paris, par une interpretation singuliere prétendoient que sous prétexte du terme: *approuvez de la faculté de Paris*, nous n'avions entendu qu'une simple approbation de titre & non de doctrine, & par ce moyen qu'en presentant seulement leurs lettres de licentiez ou de docteurs, qu'ils ont pris dans les autres universitez, la faculté de Paris estoit obligée de les aggreger & approuver, sans les assujettir à subir aucuns examens, ni soustenir aucuns actes; nous avons cru devoir sur ce declarer nostre intention. A CES CAUSES, de l'avis de nostre conseil, & de nostre certaine science, pleine puissance & autorité royale, nous avons dit, déclaré & ordonné, difons, declacions & ordonnons par ces presentes signées de nostre main, voulons & nous plaist qu'aucune personne ne puisse faire la fonction de medecin, ni pratiquer la medecine dans nostre ville & fauxbourgs de Paris, encore qu'il ait obtenu des degrez dans les autres universitez de nostre royaume, qu'il ne se soit présenté en ladite faculté de Paris, pour y prendre de nouveaux degrez de bachelier, licentié ou de docteur, après avoir fait les actes necessaires pendant deux ans, & subi les examens conformement à nostre declaration du 3. May 1694. pour s'y faire approuver, sans neantmoins qu'ils soient tenus de prendre des leçons en ladite faculté, dont nous les avons dispensés, à cause des degrez qu'ils auront pris dans les autres universitez. Voulons au surplus que nostredite declaration soit executée selon la forme & teneur. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement de Paris, que ces presentes ils ayent à enregistrer, & le contenu en icelles faire executer de point en point selon leur forme & teneur, sans souffrir qu'il y soit contrevenu en quelque sorte & maniere que ce soit, nonobstant tous edits, declarations, & autres choses à ce contraires, auxquelles nous avons dérogé & dérogeons. Cartel est nostre plaisir. En tesmoin de quoi nous avons fait mettre nostre scel à ces presentes. Donné à Versailles le xxix. Mars l'an de grace M. DC. xcvi. & de nostre regne le LIII. Signé, LOUIS,

Et sur le reply: Par le roy, PHELYPEAUX. Et scellée du grand sceau de cire jaune.

Registrées, ouy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, suivant l'arrest de ce jour. A Paris en parlement le 11. Avril M. DC. xcvi. Signé, DU TILLET. Pris sur l'imprimé.

ARREST DUCONSEIL D'ESTAT
privé du roy, touchant la propriété des
places, loges & boutiques de la foire saint
Germain des Prez.

Entre les syndics des propriétaires des halles, loges, boutiques & preau de la foire saint Germain des Prez, demandeurs aux fins de l'exploit d'assignation donnée pardevant le sieur lieutenant civil au chastelet de Paris le 22. Decembre 1690. contrôlé à Paris le mesme jour, d'une part: & messire Guillaume Egon landgrave de Furstenberg, cardinal de la sainte eglise Romaine, eveque & prince de Strasbourg, abbé commendataire de l'abbaye de saint Germain des Prez, ayant pris le fait & cause pour . . . Lucas maître charpentier, Jacques Brique & Jean Bastien sers ouvriers, deffendeurs, d'autre part. Et entre ledit sieur cardinal de Furstenberg appellant de l'ordonnance dudit sieur lieutenant civil dudit jour 22. Decembre 1690. & demandeur aux fins de sa requeste inserée en l'arrest du conseil du 29. dudit mois de Decembre audit an 1690. & exploit fait en consequence le mesme jour, contrôlé à Paris le 30. dudit mois, d'une part: & lesdits syndics de la foire saint Germain intimes & deffendeurs à ladite requeste, d'autre part. Et entre lesdits syndics demandeurs en reprise d'instance contr'eux intentée par messire Henry de Bourbon eveque de Metz, lors abbé commendataire de ladite abbaye de saint Germain des Prez, en la grande chambre du parlement de Paris, par exploit du 29. Novembre 1647. en desistement des loges, places & boutiques de la halle & preau de ladite foire saint Germain des Prez, pour estre le tout réuni & incorporé au domaine de ladite abbaye, comme fond d'icelle induement sur elle usurpé, avec restitution de fruits depuis l'indue detemption & usurpation, & renvoyé aux requestes de l'hostel par arrest du conseil privé du 12. Mars 1658. suivant la requeste présentée par lesdits syndics aux requestes de l'hostel le 5. Mars 1691. & exploit

AN. 1696.

fait en consequence le mesme jour, évoqué au grand conseil par exploit du 17. dudit mois ; & encore demandeurs en reprise de ladite instance, suivant la requête par eux présentée audit grand conseil le 29. Novembre 1691. d'une part ; & ledit sieur cardinal de Furstemberg deffendeur, ayant repris l'instance par acte fait au greffe du grand conseil le 3. Decembre 1691. signifié le 4. dudit mois, & demandeur aux fins de la requête par luy présentée au grand conseil le 3. Decembre audit an 1691. & lesdits syndics deffendeurs, d'autre. Et entre lesdits syndics demandeurs en requête du 4. desdits mois & an, d'une part : & ledit sieur cardinal deffendeur, d'autre. Et entre lesdits syndics demandeurs aux fins de la requête par eux présentée au grand conseil le 13. dudit mois de Decembre, d'une part : & ledit sieur cardinal deffendeur, d'autre. Et entre ledit sieur cardinal demandeur aux fins d'autre requête présentée audit grand conseil le 19. Decembre 1691. d'une part : & lesdits syndics deffendeurs, d'autre. Et entre led. seigneur cardinal de Furstemberg demandeur en cassation des arrests du conseil des 16. Decembre 1614. & 12. Mars 1658. suivant sa requête inferée en l'arrest du conseil d'estat du 11. Avril 1692. d'une part : & lesdits syndics deffendeurs, d'autre. Et entre lesdits syndics demandeurs aux fins des lettres en assistance de cause du 3. May 1693. d'une part : & les religieux, prieur & convent de ladite abbaye de saint Germain, deffendeurs, d'autre. Et entre les propriétaires d'une boutique contenant plusieurs loges, sise dans le preau & tour d'echelle des halles de la foire saint Germain des Prez, intervenans & demandeurs en requête inferée en l'arrest du conseil du trente Juillet 1693. signifiée le 5. Aoust audit an, d'une part : & ledit sieur cardinal de Furstemberg deffendeur, d'autre part : & lesdits religieux, prieur & convent de ladite abbaye de saint Germain des Prez, aussi deffendeurs, d'autre part. Et entre ledit sieur cardinal de Furstemberg demandeurs aux fins de la requête inferée en l'arrest du conseil du 26. Mars 1694. & lesdits syndics deffendeurs d'autre. Et entre ledit seigneur cardinal de Furstemberg demandeur aux fins de sa requête inferée en l'arrest du conseil du 12. Janvier 1695. d'une part : & lesdits syndics deffendeurs, d'autre part. Et entre ledit sieur cardinal landgrave de Furstemberg demandeur aux

fins de la requête inferée en l'arrest du conseil du 30. May 1696. d'une part : & lesdits syndics deffendeurs, d'autre. Et entre lesdits syndics demandeurs aux fins de deux requêtes inferées en l'arrest du conseil des 27. Juin & 18. Juillet 1696. d'une part : & ledit sieur cardinal de Furstemberg & les religieux de ladite abbaye de saint Germain des Prez, deffendeurs, d'autre part ; sans que les qualitez puissent nuire ny prejudicier aux parties. Veü au conseil privé du roy & oüy le rapport du sieur Dernothon, après en avoir communiqué aux sieurs Courtin, de Marillac & de Ribeyre conseillers d'estat ordinaires, commissaires à ce deputez ; & tout considéré : LE ROY EN SON CONSEIL, faisant droit sur le tout, a mis & met les appellations des ordonnances contenues dans le procez verbal de 1615. & ce dont a esté appellé, au neant, en ce qu'elles n'ont pas ordonné l'employ de ladite somme de trente mille livres. Emendant, sans s'arrester à la demande des sieurs abbé & religieux en desistement du 29. Novembre 1647. ny à celle en cassation des arrests du conseil des 16. Decembre 1614. & 12. Mars 1658. dont sa majesté les a débouté, a maintenu & gardé lesdits syndics dans la propriété, possession & jouissance dont est question, suivant & conformément audit arrest du 16. Decembre 1614. Condamne sa majesté lesdits syndics à payer audit sieur abbé la somme de trente mille livres, faite par eux d'en avoir fait faire l'employ, pour estre ladite somme de trente mille livres employée au profit & utilité de ladite abbaye saint Germain, laquelle somme ils seront tenus de payer six mois après l'indication dudit employ, & neantmoins sans interest pendant ledit temps, sauf leur recours pour la repetition de ladite somme de 30000. liv. cy-devant par eux payée, contre qui & ainsi qu'ils aviseront bon estre, deffenses au contraire. Faisant droit sur la requête dudit sieur abbé en datte du 30. May dernier, ordonne sa majesté qu'il rentrera faute de reconnoissance & payement du cens dans les places dudit preau, lesquelles en consequence demeureront dès à present réunies au domaine de ladite abbaye, à l'exception de celles possédées par lesdits Lourdet, Herlau & confors heritiers de deffunt Simon Lourdet, en laissant toutefois par ledit sieur abbé aux propriétaires des loges couvertes toutes les places necessaires & convenables dans ledit preau pour

pour la jouissance, abord & commodité de ladite foire saint Germain ; & à cet effet sera dressé proces verbal par le sieur Dernothon commissaire à ce député, en présence des parties, ou elles desistement appellées ; avec les experts dont elles conviendront, ou au défaut de ce, qui seront par luy pris & nommez d'office ; pardevant lequel les parties pourront former telles demandes & contestations, tant au sujet desdites places dans le preau, repartition & levée de ladite somme de trente mille livres ; contribution sur icelle de ce dont sera tenu ledit sieur abbé à cause dudit preau, commodité ou incommodité au sujet de l'establissement d'un marché dans iceluy, s'il y échoit, mesme renouveler telles demandes & requisitions portées, tant par ledit proces verbal de 1615. qu'ordonnance du sieur lieutenant civil, sans que lesdites ordonnances ainsi rendues leur puissent estre opposées, qu'autres contestations pour raison de ce qu'il leur conviendra ; pour le tout rapporté au conseil estre ordonné ce que de raison. Et sur le surplus des autres demandes, fins & conclusions des parties, sa majesté les a mis & met hors de cour & de proces, dépens compensés & sans amende. Fait au conseil d'estat privé du roy, tenu à Versailles le xii. jour de Septembre M. DC. xcvi. *Signé par collation DESVIEUX. Pris sur un imprimé en feuille volante.*

ORDONNANCE DU BUREAU
des finances, portant reglement pour les pas de pierre, seuils, portes & autres saillies.

Sur ce qui nous a esté remontré par le procureur du roy, que quelques soins que nous ayons pris pour faire observer les edits, declarations, arrests & reglemens sur le fait de la voirie, & nos ordonnances rendues en consequence, notamment celle du 26. Octobre 1666. generale sur le mesme fait, confirmée par arrest du conseil d'estat de sa majesté du 19. Novembre audit an, intervenu sur la contestation des officiers du chastelet qui pretendoient ledit droit de voirie ; & que par plusieurs de nos ordonnances depuis rendues, notamment par celle du 4. Fevrier 1683. nous ayons renouvelé les defenses portées par icelles, pour reprimer les entreprises de plusieurs particuliers propriétaires & locataires de maisons, maîtres maçons, charpentiers

& autres sur les rues, places & voies publiques, au préjudice desdits edits, arrests & reglemens ; & nosdites ordonnances publiées & affichées où besoin a esté ; neantmoins quelques particuliers, sous pretexte d'ignorer lesd. defenses, ne laissent d'y contrevenir journellement ; à quoy requeroit estre pourveu par une nouvelle ordonnance, qui seroit à cette fin publiée & affichée ez lieux & endroits ordinaires & accoustumez. Faisant droit sur le requisitoire dudit procureur du roy, veu lesdits edits, arrests & reglemens, & nos ordonnances rendues en consequence, nous avons ordonné, conformément à icelles, que tous propriétaires & locataires de maisons, marchands, artisans & autres de quelque qualité & condition qu'ils soient, de cette ville & fauxbourgs, seront tenus dans huitaine du jour de la publication de nostre presente ordonnance, de faire reformer les pas de pierre, seuils de portes, marches, bornes & autres avances estant le long & au-devant de leurs maisons & boutiques, & excédans huit poudes de saillie du corps du mur, à peine d'y estre mis ouvriers à leurs despens, & de vingt livres d'amende. Comme aussi que les establis qui sont au-devant desdites boutiques, excédans deux poudes, seront pareillement reformez ; les auvents reduits à la hauteur de dix à douze pieds, à prendre du rez de chaussée, & à la largeur de deux pieds & demi de chassés, sur les mesmes peines. Tous marchands & artisans seront tenus de retirer dans ledit temps leurs serpillieres, estalages, montres, comptoirs & bancs au niveau des jambes-estrieres de leurs boutiques ; à faute de quoi faire, seront lesdites serpillieres, montres, estalages, grilles, bancs, & autres avances, de quelque nature qu'elles soient, ostées & arrachées aux frais & despens des delinquans ; pour raison de quoi sera delivré executoire, & outre condamné chacun en vingt livres d'amende. Faisons defenses, sur les mesmes peines, de faire relever le pavé des devantures des maisons plus haut que l'ancien pavé de la rue, & au cas qu'il y soit contrevenu, enjoignons aux entrepreneurs du pavé de cette ville de faire assigner les contrevenans pardevant nous, pour voir dire que lesdites devantures seront baissées & reduites à l'alignement du pavé des autres maisons voisines, à leurs frais & despens, par lesdits entrepreneurs, à raison de trois livres la toise, pour raison de quoi sera delivré exe-

cutoire, & outre condamnés à vingt livres d'amende. Faisons pareillement def-fenses sur les mesmes peines, à tous maçons, charpentiers & autres ouvriers, de faire mettre des estrecillons, estayes & échevallemens dans les ruës, places & voies publiques, sans nostre permission; auquel cas leur enjoignons de faire reſtabliſſer & repaſſer les trous des degradations du pavé, procedans de l'apposition deſdites estayes & échevallemens, par l'entrepreneur du pavé du quartier, à peine d'y eſtre mis des ouvriers à leurs frais & deſpens, & de dix livres d'amende. Comme auſſi faiſons deſſenſes à toutes perſonnes, de quelque qualité & condition qu'elles ſoient, de faire mettre aucuns poteaux, pieux & buches au travers deſdites ruës, dans le pavé d'icelles, d'y faire aucunes barrières, ni d'en reſtreindre le paſſage pour quelque cauſe ou occaſion que ce ſoit, ni faire aucunes tranchées & ouvertures de pavé, qu'après en avoir pris la permission de nous, & qu'à la charge de les faire reſtabliſſer par les entrepreneurs du pavé de cette ville, auſſi à peine de vingt livres d'amende. Enjoignons à tous rotisseurs qui vendent à la main, leſquels ont des attres faiſant ſaillies ſur la voie publique, de les mettre inceſſamment au meſme alignement des jambes-eſtriers de leurs maiſons, ſur les meſmes peines. Faisons deſſenſes aux bœufiers & paſſiers de fendre ou faire fendre leurs bois ſur le pavé deſdites ruës, ains ſur des billots de bois, conformément aux ordonnances, à peine de vingt livres d'amende. Comme auſſi à tous charrons, embatteurs de rouës, ſculpteurs, menuiſiers & charpentiers & tous autres, de tenir au-devant de leurs boutiques & maiſons aucunes piéces de bois, marbre, & pierre, trains de carroſſes, chariots & charrettes dans leſdites ruës, ains de les retirer dans leurs boutiques & cours, à peine de conſiſcation & de vingt livres d'amende; & auxdits embatteurs de rouës de faire aucuns trous dans ledit pavé, ſur peine de pareille amende. Faisons pareillement deſſenſes à toutes fruitières, harangères, regrattières, revendeuſes & toutes autres, d'eſtaller aucunes marchandises ſur le paſſage & voie publique, auſſi à peine de conſiſcation & de dix livres d'amende. Comme auſſi aux marchands de fer, eſpiciers, cabaretiers & tous autres de laiſſer leurs tonnes, tonneaux, muids & emballages eſdites ruës, & pareillement à toutes perſonnes de

quelque qualité & condition qu'elles ſoient, de laiſſer ſur la voie publique au-devant de leurs maiſons aucuns décombres, terreaux ni fumiers, ſur les meſmes peines; & à tous particuliers d'avoir aux fenestres de leurs maiſons aucuns jardins & préaux, quaiſſes ou pots à fleurs, & autres choſes faiſant ſaillie ſur les ruës & voie publique, le tout à peine de conſiſcation & de vingt livres d'amende. Comme pareillement aux boïteux & vuidangeurs de terres & gravois de deſcharger leurs tombereaux ſur la voie publique, ains les voïturer & conduire ez lieux deſtinez pour leſdites deſcharges, auſſi à peine de vingt livres d'amende, païables ſans déport. Faisons pareillement deſſenſes à tous particuliers propriétaires, maçons, charpentiers & autres, de faire ni faire faire aucuns ouvrages qui puiſſent conſerver ou conforter les ſaillies, traverses & avances ſur ruë, voie & place publique, conſtruire aucun nouveau baſtimens murs de cloſture & autres edifices, élever ni conſtruire aucun pan de bois, ni meſme reſtabliſſer aucune maiſon, mur de cloſture, jambe d'encognure ou eſtrière ſur les ruës & voyes publiques, ſans au préalable avoir pris la permission & alignement de nous, à peine de démolition & de vingt livres d'amende. Leur enjoignons de faire inceſſamment oſter & enlever les décombres deſdits baſtimens, avec deſſenſe à eux d'empêcher le paſſage & voie publique par les matereaux deſtinez pour leſdits baſtimens ou autres, en quelque forte & maniere que ce ſoit, ſur les meſmes peines; leur permettons neantmoins d'en mettre ſur l'un des revers deſdites ruës, & à trois piéds de diſtance du ruiſſeau, avec deſſenſes d'outre-paſſer, auſſi à peine de vingt livres d'amende, & d'eſtre leſdits matereaux acquis & conſiſquez, & portez au chantier du roy, & les décombres enlevez à leurs frais & deſpens, pour raiſon de quoi ſera delivré exécutoire. Faisons auſſi deſſenſes à tous particuliers propriétaires ou locataires de maiſons, menuiſiers, charpentiers & autres ouvriers, de faire ni faire faire aucuns balcons, avant-corps, travail ou auvents à mareſchal, ni auvent enceintré en forme ronde, au-devant de leurs maiſons & boutiques, qu'après en avoir pris nostre permission, en conſequence des conſentemens des deux propriétaires voiſins, ou icéux préalablement ouïs, où il échet, auſſi à peine de démolition, conſiſcation des matereaux,

JUSTIFICATIVES.

§§§

& de pareille amende de vingt livres, & s'il convient mettre des conioles sous lesdits auvents ceintrez, elles ne pourront descendre plus bas qu'à dix pieds de rez-de-chaussée, à peine de demolition. Et fera nostre présente ordonnance lue, publiée & affichée où besoin est, à ce que nul n'en prétende cause d'ignorance, & exécutée nonobstant opposition ou appellation quelconque, & sans préjudice d'icelle. Fait au bureau des finances à Paris le 1. jour d'Avril M. DC. XCVII.

Extrait des registres du bureau des finances de la generalité de Paris. *Signé*,
LE DROICT. *Pris sur l'imprimé.*

REGLEMENT ORDONNE par le roy pour l'academie royale des sciences.

LE roy voulant continuer à donner des marques de son affection à l'academie royale des sciences, sa majesté a resolu le present reglement, lequel elle veut & entend estre exactement observé.

Premierement l'academie royale des sciences demeurera toujours sous la protection du roy, & recevra ses ordres par celui des secretaires d'estat, à qui il plaira à sa majesté d'en donner le soin.

II. Ladite academie fera toujours composée de quatre sortes d'academiciens, les honoraires, les pensionnaires, les associez & les élèves: la premiere classe composée de dix personnes, & les trois autres chacune de vingt; & nul ne sera admis dans aucune de ces quatre classes, que par le choix & l'agrément de sa majesté.

III. Les honoraires seront tous regnicoles & recommandables par leur intelligence dans les mathematiques ou dans la physique, desquels un sera president, & aucun d'eux ne pourra devenir pensionnaire.

IV. Les pensionnaires seront tous établis à Paris; trois geometres, trois astronomes, trois mechaniciens, trois anatomistes, trois chimistes, trois botanistes, un secretaire & un tresorier; & lorsqu'il arrivera que quelqu'un d'entr'eux sera appelé à quelque charge ou commission demandant residence hors de Paris, il sera pourveu à sa place, de mesme que si elle avoit vacqué par decez.

V. Les associez seront en pareil nombre, douze desquels ne pourront estre que regnicoles, deux appliquez à la geometrie, deux à l'astronomie, deux aux

mechaniques, deux à l'anatomie, deux à la chimie, deux à la botanique. Les huit autres pourront estre estrangers, & s'appliquer à celles d'entre ces diverses sciences pour lesquelles ils auront plus d'inclination & de talent.

VI. Les élèves seront tous établis à Paris, chacun d'eux appliqué au genre de science dont fera profession l'academicien pensionnaire auquel il sera attaché; & s'ils passent à des emplois demandant residence hors de Paris, leurs places seront remplies, comme si elles estoient vacantes par mort.

VII. Pour remplir les places d'honoraires, l'assemblée élira à la pluralité des voix un sujet qu'elle proposera à sa majesté pour avoir son agrément.

VIII. Pour remplir les places de pensionnaires, l'academie élira trois sujets, desquels deux au moins seront associés ou élèves; & ils seront proposez à sa majesté, afin qu'il luy plaie en choisir un.

IX. Pour remplir les places d'associez, l'academie élira deux sujets, desquels un au moins pourra estre pris du nombre des élèves; & ils seront proposez à sa majesté, afin qu'il luy plaie en choisir un.

X. Pour remplir les places d'élèves, chacun des pensionnaires s'en pourra choisir un, qu'il presentera à la compagnie qui en deliberera; & s'il est agréé à la pluralité des voix, il sera proposé à sa majesté.

XI. Nul ne pourra estre proposé à sa majesté pour remplir aucune desdites places d'academicien, s'il n'est de bonnes mœurs & de probité reconnu.

XII. Nul ne pourra estre proposé de mesme, s'il est regulier attaché à quelque ordre de religion, si ce n'est pour remplir quelque place d'academicien honoraire.

XIII. Nul ne pourra estre proposé à sa majesté pour les places de pensionnaires ou d'associez, s'il n'est connu par quelque ouvrage considerable imprimé, par quelque cours fait avec éclat, par quelque machine de son invention, ou par quelque decouverte particuliere.

XIV. Nul ne pourra estre proposé pour les places de pensionnaires ou d'associez, qu'il n'ait au moins vingt-cinq ans.

XV. Nul ne pourra estre proposé pour les places d'élèves, qu'il n'ait vingt ans au moins.

XVI. Les assemblées ordinaires de l'academie se tiendront à la bibliotheque du roy les Mercredis & les Samedis de

Y y

chaque semaine ; & lorsqu'édits jours il se rencontrera quelque feste, l'assemblée se tiendra le jour précédent.

XVII. Les séances desdites assemblées seront au moins de deux heures ; sçavoir depuis trois jusqu'à cinq.

XVIII. Les vacances de l'académie commenceront au huitième Septembre, & finiront le onzième de Novembre ; & elle vacquera en outre pendant la quinzaine de Pâques, la semaine de la Pentecoste, & depuis Noël jusqu'aux Rois.

XIX. Les academiciens seront assidus à tous les jours d'assemblées, & nul des pensionnaires ne pourra s'absenter plus de deux mois pour ses affaires particulieres hors le temps des vacances, sans un congé exprès de sa majesté.

XX. L'expérience ayant fait connoître trop d'inconveniens dans les ouvrages auxquels toute l'académie pourroit travailler en commun, chacun des academiciens choisira plustost quelque objet particulier de ses études, & par le compte qu'il en rendra dans les assemblées, il tachera d'enrichir de ses lumieres tous ceux qui composent l'académie, & de profiter de leurs remarques.

XXI. Au commencement de chaque année, chaque academicien pensionnaire sera obligé de declarer par écrit à la compagnie le principal ouvrage auquel il se proposera de travailler ; & les autres academiciens seront invitez à donner une semblable declaration de leurs desseins.

XXII. Quoique chaque academicien soit obligé de s'appliquer principalement à ce qui concerne la science particuliere à laquelle il s'est adonné, tous neantmoins seront exhortez à étendre leurs recherches sur tout ce qui peut estre d'utile ou de curieux dans les diverses parties des mathematiques, dans la differente conduite des arts, & dans tout ce qui peut regarder quelque point de l'histoire naturelle, ou appartenir en quelque maniere à la physique.

XXIII. Dans chaque assemblée il y aura du moins deux academiciens pensionnaires, obligez à tour de rôle d'apporter quelques observations sur leurs sciences : pour les associez, ils auront toujours la liberté de proposer de mesme leurs observations ; & chacun de ceux qui seront presens, tant honoraires que pensionnaires ou associez, pourront selon l'ordre de leur science, faire leurs remarques sur ce qui aura été proposé ; mais les éleves ne parleront que lors

qu'ils y seront invitez par le president.

XXIV. Toutes les observations que les academiciens apporteront aux assemblées, seront par eux laissées le jour mesme par écrit entre les mains du secretaire, pour y avoir recours dans l'occasion.

XXV. Toutes les experiences qui seront rapportées par quelque academicien, seront verifiées par luy dans les assemblées, s'il est possible, ou du moins elles le seront en particulier en presence de quelques academiciens.

XXVI. L'académie veillera exactement à ce que dans les occasions où quelques academiciens seront d'opinions differentes, ils n'employent aucun terme de mepris ny d'aigreur l'un contre l'autre, soit dans leurs discours, soit dans leurs écrits ; & lors mesme qu'ils combattent les sentimens de quelque sçavant que ce puisse estre, l'académie les exhortera à n'en parler qu'avec menagement.

XXVII. L'académie aura soin d'entretenir commerce avec les divers sçavans, soit de Paris & des provinces du royaume, soit mesme des pays étrangers, afin d'estre promptement informée de ce qui s'y passera de curieux pour les mathematiques ou pour la physique ; & dans les élections pour remplir des places d'academiciens, elle donnera beaucoup de preference aux sçavans qui auront été les plus exacts à cette espece de commerce.

XXVIII. L'académie chargera quelqu'un des academiciens de lire les ouvrages importants de physique ou de mathematique qui paroîtront, soit en France, soit ailleurs ; & celuy qu'elle aura chargé de cette lecture, en fera son rapport à la compagnie, sans en faire la critique en marquant seulement s'il y a des veûes dont on puisse profiter.

XXIX. L'académie fera de nouveau les experiences considerables qui se feront faites par tout ailleurs, & marquera dans ses registres la conformité ou difference des siennes à celles dont il estoit question.

XXX. L'académie examinera les ouvrages que les academiciens se proposeront de faire imprimer ; elle n'y donnera son approbation qu'après une lecture entiere faite dans les assemblées, ou du moins qu'après un examen & rapport fait par ceux que la compagnie aura commis à cet examen ; & nul des academiciens ne pourra mettre aux ouvrages qu'il fera imprimer

imprimer, le titre d'academicien, s'ils n'ont été ainsi approuvez par l'academie.

XXXI. L'academie examinera, si le roy l'ordonne, toutes les machines pour lesquelles on sollicitera des privileges auprès de sa majesté; elle certifiera si elles sont nouvelles & utiles; & les inventeurs de celles qui seront approuvées, seront tenus de luy en laisser un modele.

XXXII. Les academiciens honoraires, pensionnaires & associez auront voix deliberative, lorsqu'il ne s'agira que des sciences.

XXXIII. Les seuls academiciens honoraires & pensionnaires auront voix deliberative, lorsqu'il s'agira d'élections ou d'affaires concernant l'academie; & les deliberations se feront par scrutin.

XXXIV. Ceux qui ne seront point de l'academie, ne pourront assister ny estre admis aux assemblées ordinaires, si ce n'est quand ils y seront conduits par le secretaire, pour y proposer quelques decouvertes, ou quelques machines nouvelles.

XXXV. Toutes personnes auront entrée aux assemblées publiques qui se tiendront deux fois chaque année, l'une le premier jour d'après la saint Martin, & l'autre le premier jour d'après Pâques.

XXXVI. Le president fera au haut bout de la table avec les honoraires; les academiciens pensionnaires seront aux deux costez de la table; les associez au bas bout, & les élèves chacun derriere l'academicien duquel ils seront élèves.

XXXVII. Le president fera très-attentif à ce que le bon ordre soit fidelement observé dans chaque assemblée, & dans ce qui concerne l'academie; il en rendra un compte exact à sa majesté, ou au secretaire d'estat à qui le roy aura donné le soin de ladite academie.

XXXVIII. Dans toutes les assemblées le president fera deliberer sur les différentes matieres, prendra les avis de ceux qui ont voix dans la compagnie selon l'ordre de leur séance, & prononcera les resolutions à la pluralité des voix.

XXXIX. Le president sera nommé par sa majesté au premier Janvier de chaque année, mais quoique chaque année il ait ainsi besoin d'une nouvelle nomination, il pourra estre continué tant qu'il plaira à sa majesté; & comme par l'indisposition ou la necessité de ses affaires il pourroit arriver qu'il manqueroit à quelque assemblée, sa majesté nommera en mesme-temps un autre academi-

micien pour president en l'absence dudit president.

XL. Le secretaire sera exact à recueillir en substance tout ce qui aura esté proposé, agité, examiné & resolu dans la compagnie, à l'écrire sur son registre par rapport à chaque jour d'assemblée, & à y inserer les traitez dont aura esté fait lecture. Il signera tous les actes qui en seront delivrez, soit à ceux de la compagnie, soit à autres qui auront interest d'en avoir; & à la fin de Decembre de chaque année il donnera au public un extrait de ses registres, ou une histoire raisonnée de ce qui se sera fait de plus remarquable dans l'academie.

XLI. Les registres, titres & papiers concernant l'academie demeureront toujours entre les mains du secretaire, à qui ils seront incessamment remis par un nouvel inventaire que le president en dressera; & au mois de Decembre de chaque année ledit inventaire sera par le president recolé & augmenté de ce qui s'y trouvera avoir été ajouté durant toute l'année.

XLII. Le secretaire sera perpetuel, & lorsque par maladie ou par autre raison considerable il ne pourra venir à l'assemblée, il y commettra tel d'entre les academiciens qu'il jugera à propos, pour tenir en sa place le registre.

XLIII. Le tresorier aura en sa garde tous les livres, meubles, instrumens, machines ou autres curiositez appartenant à l'academie: lorsqu'il entrera en charge, le president les luy remettra par inventaire; & au mois de Decembre de chaque année ledit president recolera ledit inventaire, pour l'augmenter de ce qui aura été ajoûté durant toute l'année.

XLIV. Lorsque des sçavants demanderont à voir quelques-unes des choses commises à la garde du tresorier, il aura soin de les leur montrer: mais il ne pourra les laisser transporter hors des salles où elles seront gardées, sans un ordre par écrit de l'academie.

XLV. Le tresorier sera perpetuel; & quand par quelque empeschement legitime il ne pourra satisfaire à tous les devoirs de sa fonction, il nommera quelque academicien pour y satisfaire.

XLVI. Pour faciliter l'impression des divers ouvrages que pourront composer les academiciens, sa majesté permet à l'academie de se choisir un libraire, auquel en consequence de ce choix le roy fera expedier les privileges necessaires pour imprimer & distribuer les ouvrages

des academiciens que l'academie aura approuvez.

XLVII. Pour encourager les academiciens à la continuation de leurs travaux, sa majesté continuera à leur faire payer les pensions ordinaires, & même des gratifications extraordinaires suivant le merite de leurs ouvrages.

XLVIII. Pour aider les academiciens dans leurs etudes, & leur faciliter le moyen de perfectionner leur science, le roy continuera de fournir aux frais necessaires pour les diverses experiences & recherches que chaque academicien pourra faire.

XLIX. Pour recompenser l'assiduité aux assemblées de l'academie, sa majesté fera distribuer à chaque assemblée quarante jettons à tous ceux d'entre les academiciens pensionnaires & associez qui seront presens.

L. Veut sa majesté que le present reglement soit lu dans la prochaine assemblée, & inferé dans les registres, pour estre exactement observé suivant sa forme & teneur; s'il arrivoit qu'aucun academicien y contrevint en quelque partie, sa majesté en ordonnera la punition suivant l'exigence du cas.

Fait à Versailles le xxvi. jour de Janvier M. DC. XCIX. Signé LOUIS; & plus bas, PHELYPEAUX.

Registré, oüy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executé selon sa forme & teneur, suivant l'arrest de ce jour. A Paris en parlement le III. May M. DCC. XIII. Signé DONGOIS. Copié sur l'imprimé de la suite des lettres patentes du mois de Février 1713. en faveur des academies royales des inscriptions & des sciences, imprimées cy-dessous.

DECLARATION DU ROY
Louis XIV. pour l'establissement de la place de Louis le Grand, & la construction d'un hostel des mousquetaires au fauxbourg saint Antoine.

AN. 1699. **L**OUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut. Nostre ville de Paris augmentant tous les jours par le nombre de ses habitans & de ses edifices, nous avions pour son embellissement, & pour faciliter la communication des rues neuves saint Honoré & des Petits-champs & autres adjacentes, resolu de faire une grande & belle place au quartier de la rue saint Honoré; & pour l'execution de ce dessein nous

avons donné nos ordres au defunt sieur marquis de Louvois secretaire d'estat & de nos commandemens, & sur-intendant de nos bastimens, pour acquerir en nostre nom l'hostel de Vendosme, avec ses appartenances & dépendances, places & terres estant hors & ez environs de cet hostel, dont le contract a esté passé par nostre cousin le duc de Vendosme, & le curateur à la succession vacante du duc de Vendosme son ayeul, le 4. Juillet 1685. approuvé par les directeurs des creanciers de la maison de Vendosme, par acte du 13. du mesme mois; & ensuite le decret fait en nostre cour de parlement à Paris, le 22. Aoust 1687. & le prix de cette acquisition par nous payé & conigné ez mains du receveur des consignations de ladite cour. Avant l'interposition de ce decret nous avons par arrest de nostre conseil d'estat du 2. May 1686. déclaré nos intentions sur la destination de cette acquisition; & parce que cette place ne pouvoit se former regulierement sur l'emplacement de cet hostel & des lieux en dépendans, nous aurions resolu de nous servir pour ce dessein de l'emplacement du convent des religieuses Capucines, dites de la Passion, lors establies vers la rue saint Honoré, & de transferer ce convent sur les derrieres de cet hostel, & où ces religieuses sont actuellement establies; au moyen de quoi elles nous ont par acte capitulaire du 19. Avril 1698. fait l'abandon & delaisement de l'emplacement de leur ancien convent & dépendances. Et quoique par la destination de ces emplacements, dont il n'a esté fait aucune union à nostre couronne jusqu'à ce jour, ils ne pussent estre considerez comme domaniaux dans la main de ceux en faveur desquels nous en aurions pu disposer; neantmoins pour lever toutes difficultez à cet égard, nous aurions par le mesme arrest du 2. May 1686. expressément déclaré que nostre intention estoit qu'aucun desdits emplacements qui seroient vendus aux particuliers qui se presenteroient pour les acquerir volontairement, ne pust jamais estre censé ni reputé de nostre domaine; ni que sous prétexte de l'acquisition qui en a esté par nous faite, l'on pust prétendre qu'ils y dussent retourner, ni jamais y estre réunis; mais au contraire, que les acquireurs d'iceux, leurs hoirs, successeurs & ayans cause en jouissent, fassent & disposent à titre de propriété incommutable, comme de leurs autres biens propres & patrimoniaux, en vertu des contrats de vente qui leur

en seroient passez, ensemble de la partie du mur de face qui seroit construit à nos despens sur l'emplacement qui leur seroit vendu. Et à l'égard du fonds de l'emplacement de l'ancien convent des Capucines, nous aurions pareillement déclaré que nostre intention estoit que les acquereurs de ce fond, leurs hoirs, successeurs ou ayans cause, en jouissent, fassent & disposent audit titre de propriété incommutable, au moyen de la vente ou delaissement qui leur en seroit fait, sans estre tenus ni sujets au payement du huitième denier, ni autres quelconques, sous prétexte que cette acquisition proviendrait d'un fond d'église, ni sous quelque prétexte que ce soit, dont nous les aurions tenus & declarez quittez & deschargez. Sur lequel arrest nous avons depuis fait expedier nos lettres en conformité, que nous avons fait enregistrer par tout où besoin a esté. Nous avons en mesme-temps fait commencer la construction des murs de face qui doivent former ladite place, suivant le plan que nous en avons arresté. Mais depuis que nous avons trouvé que cesdits murs de face, quoique convenables par leur elevation & par leur architecture à la grandeur de la place, estoient incommodes & impraticables pour l'habitation & pour l'usage des particuliers qui auroient voulu y faire construire des maisons, ce qui jusqu'à présent a empêché la perfection de cet ouvrage, & nous auroit déterminé à prendre d'autres mesures, & à former un nouveau dessein, dont neantmoins nous aurions résolu de surseoir l'exécution, lorsque nous pourrions commodément en assigner la dépense sur nos revenus. Mais dans le mesme-temps ayant considéré l'avantage dont jouissent les mousquetaires de la première compagnie de nostre garde ordinaire, par le logement qui leur a esté donné dans un mesme hostel, où ils sont réunis, au quartier de saint Germain des Prez en nostre ville de Paris, & par ce moyen plus prests aux ordres de leurs commandans, selon le besoin de nostre service, & d'ailleurs le soulagement que les propriétaires des maisons & les habitans du mesme quartier en reçoivent, nous avons résolu de procurer le mesme avantage aux mousquetaires de la seconde compagnie de nostre garde, & le mesme soulagement aux propriétaires & habitans du fauxbourg saint Antoine, où leurs logemens sont distribués, en faisant construire un pareil hostel dans ce fauxbourg, avec les

escuries, logemens & lieux à ce convenables; & nous avons cru ne pouvoir faire un meilleur usage, tant de l'emplacement restant dudit hostel de Vendôme, & de l'ancien convent des Capucines, que des édifices commencez sur lesdits emplacements, & des matériaux qui se trouvent sur iceux à nous appartenans, que d'en disposer en faveur des particuliers qui voudroient se charger de la construction dudit hostel des mousquetaires, & des édifices nécessaires pour l'exécution du nouveau dessein que nous avons formé pour ladite place. Sur quoi les prevost des marchands & eschevins de nostre bonne ville de Paris desirant nous donner des marques de la continuation de leur zele pour l'exécution de nos projets, & procurer à nos sujets habitans du quartier des rues neuves saint Honoré & des Petits-champs, & autres adjacentes, la commodité qu'ils recevront de cette place, & à ceux du fauxbourg saint Antoine l'avantage qu'ils retireront de la construction d'un hostel pour le logement des mousquetaires de la seconde compagnie de nostre garde, nous auroient offert & proposé de se charger de la construction de ladite place rue saint Honoré, suivant ledit nouveau plan, d'acquiescer l'emplacement nécessaire pour la construction dudit hostel pour le logement des mousquetaires de la seconde compagnie de nostre garde, de faire construire sur icelui ledit hostel, escuries, bastimens, cours & autres lieux convenables audit logement, si nous voulions bien delaisser & abandonner auxdits prevost des marchands & eschevins l'emplacement restant dudit hostel de Vendôme & de l'ancien convent des Capucines, places & terres estant hors & ez environs d'iceux, compris aux contrats susditez, avec les édifices qui ont esté commencez sur lesdits emplacements, pour former la place en l'estat qu'elle est, & les matériaux qui sont actuellement sur lesdits emplacements & ez environs destinez à cet effet, avec pouvoir & faculté de vendre & disposer du tout en faveur des particuliers qui se presenteront pour les acquiescer volontairement, pour en jouir par eux à titre de propriété incommutable, & aux autres conditions exprimées aux offres desdits prevost des marchands & eschevins, & notamment de leur abandonner & delaisser tout ce qui proviendra de la vente desdits emplacements, édifices & matériaux, avec le fond des deniers que devront contri-

buer les propriétaires des maisons dudit fauxbourg pour la construction dudit hostel des mousquetaires, édifices, bastimens & lieux en dépendans, & pour l'ameublement dudit hostel, ensemble tout & tel droit de censive & directe qui nous peut appartenir sur partie deldits emplacements, à cause des anciens fossés & remparts de nostredite ville de Paris ou autrement à quelque titre que ce soit; & que lesdits emplacements ni les édifices construits sur iceux ne pourront jamais estre censez ni reputez faire partie de nostre domaine, sous pretexte de l'acquisition que nous en avons faite de nos deniers, ni du domaine de nostredite ville, sous pretexte de nostre present delaissement, attendu que lefd. prevost des marchands & eschevins ne l'acceptent que pour disposer deldits emplacements & materiaux au profit de ceux qui voudront acquerir; lesquels ne pourront pareillement estre sujets à aucune taxe du huitième denier ni autre, en quelque maniere ni sous quelque pretexte que ce soit. A CES CAUSES, après avoir fait examiner en nostre conseil le contract de vente à nous fait dudit hostel de Vendôme & ses dependances; le decret & adjudication faite en consequence, avec les quittances de consignation du prix; le contract de delaissement à nous aussi fait de l'emplacement de l'ancien convent des Capucines & lieux en dependans, susdatez; l'arrest de nostre conseil du 2. May 1686. & lettres expediees sur icelui; le plan de la place commencée au quartier des rues neuves saint Honoré & des Petits-champs; l'estat sommaire de la despenſe par nous faite pour raison deldites acquisitions, des bastimens construits pour former la façade, & la construction de la nouvelle eglise & convent des Capucines & lieux en dependans, & de celle qu'il conviendrait faire pour former une place sur le nouveau dessein, avec les édifices qui en doivent composer la façade; le plan qui en a esté levé par nos ordres; le plan, dessein & devis des bastimens & édifices qu'il convient faire pour la construction d'un hostel pour le logement des mousquetaires de la seconde compagnie de nostre garde, escuries & lieux en dépendans, avec un estat de la despenſe qu'il conviendra faire à ce sujet, ensemble les offres & propositions des prevost des marchands & eschevins de nostre ville de Paris; & desirant les traiter favorablement, & leur marquer la satisfaction que nous avons du zele qu'ils

ont montré pour nostre service pendant la derniere guerre, & des efforts extraordinaires qu'ils ont faits pour nous aider à en soutenir la despenſe, nous avons par ces presentes signées de nostre main, de l'avis de nostre conseil, & de nostre certaine science, pleine puissance & autorité royale, dit, déclaré & ordonné, disons, declarons & ordonnons, voulons & nous plaist, que par les commissaires qui seront par nous nommez, il soit incessamment passé contract de delaissement à perpetuité aux prevost des marchands & eschevins de nostre ville de Paris, de la totalité du fond & de la superficie de l'emplacement restant de l'hostel de Vendôme & de l'ancien convent des Capucines, appartenances & dependances, places & terres estant hors & ez environs d'iceux, en ce compris ce qui est autour & ez environs du nouveau convent des Capucines, marqué par ledit plan nouveau, avec les bastimens & édifices qui ont esté construits par nos ordres sur lesdits emplacements, pour former la place en l'estat qu'elle est, suivant l'ancien dessein, ensemble les materiaux qui se trouveront à nous appartenans sur lesdits emplacements, lesquels n'ont esté employez; le tout sans aucune exception ni reserve de ce qui est compris auxdits contracts des quatre Juillet 1685. & dix-neuf Avril 1698. sinon de ce qui en a esté pris & distrait pour la construction de la nouvelle eglise & convent des Capucines, édifices & lieux en dépendans, en l'estat que le tout se trouve à present, pour par lesdits prevost des marchands & eschevins de nostredite ville de Paris en faire & disposer, soit par vente ou autrement, ainsi & au profit de qui bon leur semblera, moyennant ledit prix, & aux conditions qu'ils aviseront, & en vertu des contracts de vente & delaissement qui en seront faits par eux, en jouir, faire & disposer par les particuliers qui voudront les acquerir, leurs hoirs, successeurs & ayans cause, à titre de propriété incommutable, comme de leurs autres biens propres & patrimoniaux, sans qu'il soit besoin d'autres lettres de confirmation & validation deldits contracts, que ces presentes, ni qu'ils puissent en aucune maniere estre troublez ni inquietez en leur possession & jouissance, sous pretexte de réunion qui pourroit en estre pretendue en nostre domaine, à cause de l'acquisition qui en a esté faite de nos deniers & en nostre nom par les susdits contracts

des

des 4. Juillet 1685. & 19. Avril 1698. & du decret susdité, ni sous quelqu'autre pretexte que ce soit ou puisse estre, dont nous les quittons & deschargeons dez à present comme pour lors, attendu que lors des acquisitions que nous en avons faites, nostre intention n'a point esté de les retenir à nostre profit, & encore moins de les réunir à nostre domaine, mais seulement de les abandonner pour l'execution du dessein de la place que nous aurions resolu de former sur ces emplacements, & de disposer du surplus en faveur des particuliers qui se presenteroient pour les acquerir volontairement; en consequence de quoi ils ne pourront estre censez ni reputes de nostre domaine, suivant que nous l'avons expressement déclaré par l'arrest de nostre conseil du 2. May 1686. & par nos lettres patentes expedies sur icelui au mois d'Avril 1698. & que nous le déclarons d'abondant par ces presentes; & ne pourront pareillement estre reputes faire partie du domaine particulier de nostredite ville, sous pretexte de nostre present délaissement, attendu que lesdits prevost des marchands & eschevins ne l'acceptent que pour & à condition de disposer desdites places, édifices & materiaux au profit des particuliers qui les voudront acquerir. Voulons en outre que lesdits prevost des marchands & eschevins, ni ceux au profit desquels ils disposeront de tout ou partie desdits emplacements, édifices & materiaux en dépendans, ne puissent estre sujets à aucun droit de huitième denier, ni autre taxe, en quelque sorte & sous quelque pretexte que ce soit, dont en tant que besoin nous les quittons & deschargeons par ces presentes & pour toujours, & faisons don & remise pure & simple auxdits acquerisseurs & leurs ayans cause à l'avenir, de ce qui pourroit nous estre dû à ce sujet. Comme aussi avons quitté & deschargé, quittons & deschargeons lesdits prevost des marchands & eschevins de tous droits de lods & vente qui pourroient nous estre deus pour la partie desdits emplacements estant dans nostre censive; même leur cedons & abandonnons le fonds & propriété de toute la censive qui peut nous appartenir sur partie desdits emplacements, soit à cause des anciens fossés & ramparts de nostredite ville ou autrement, à quelque titre que ce soit. Et moyennant tout ce que dessus, voulons & ordonnons que lesdits prevost des marchands & eschevins soient tenus,

suivant leurs offres, de faire construire incessamment sur les emplacements par nous à eux délaissez, & dont il leur sera passé contract par nos commissaires à ce députez, les édifices necessaires pour former la nouvelle place que nous avons resolué, avec les rues d'entrée & d'issue, le tout suivant le plan & elevation qui ont esté levez & dressez par nos ordres, & attachés sous le contre scel des presentes, après avoir esté paraphes par le sur-intendant de nos bastimens & ledit prevost des marchands. A l'effet de quoi lesdits prevost des marchands & eschevins feront démolir, tant en fondation que superficie, les bastimens que nous avons commencé de faire construire sur lesdits emplacements, & pourront disposer à leur profit des materiaux en provenans, ainsi que de ceux qui se trouveront à present sur & ez environs dudit emplacement, qui avoient esté destinez à l'execution du premier dessein. Voulons aussi que lesdits prevost & eschevins soient tenus de faire paver pour la premiere fois ladite place, & les rues qui seront prises sur lesdits emplacements, suivant ledit plan: d'acquies l'emplacement qui sera necessaire pour la construction d'un hostel qui servira au logement des mousquetaires de la seconde compagnie de nostre garde, au lieu qui sera jugé le plus convenable au fauxbourg saint Antoine de nostre ville de Paris: de faire construire sur ledit emplacement ledit hostel avec les écuries, édifices & autres bastimens necessaires, suivant les plan & devis qui en ont esté levez & dressez par nos ordres, & attachez sous le contre-scel des presentes, après avoir esté paraphes par le sur-intendant de nos bastimens & par ledit prevost des marchands; & de garnir ledit hostel des ameublemens convenables. Voulons & ordonnons que les deniers qui proviendront des ventes & alienations qui seront faites par lesdits prevost des marchands & eschevins, en consequence du délaissement qui leur sera fait par nosdits commissaires, soient payez & remis par les acquerisseurs ez mains du receveur des deniers communs, dons & octroys de nostredite ville, ainsi que ceux qui proviendront de la contribution qui sera faite par les propriétaires des maisons du fauxbourg saint Antoine, pour l'acquisition des places, construction & ameublement dudit hostel des mousquetaires de la seconde compagnie de nostre garde; & qu'en faisant lesdits paye-

mens ez mains dudit receveur, les acquereurs desdits emplacements & les propriétaires desdites maisons en soient & demeurent bien & valablement deschargés, pour estre lesdits deniers employez, suivant les ordres & mandemens desdits prevost des marchands & eschevins, par preference au paiement du prix des acquisitions qui seront par eux faites pour l'emplacement de l'hostel qui sera construit audit fauxbourg pour le logement desdits mousquetaires, de la construction dudit hostel, escuries, bastimens & lieux en dépendans, & autres despeses qu'il conviendra faire à ce sujet, perfection de la nouvelle place rue saint Honoré, ornemens & decoration d'icelle & dépendances, & ensuite aux autres besoins & affaires de ladite ville, à laquelle nous avons, en tant que besoin seroit, fait & faisons par cesdites presentes tout don & remise de l'excédent du prix desdites ventes, si aucun y a: révoquant à l'effet des presentes, tous autres dons que nous pourrions avoir faits de partie desdits emplacements de l'hostel de Vendosme, & de l'ancien convent des Capucines, & des édifices commencez à construire sur iceux, lesquels dons nous declérons nuls & de nul effet: à l'exception seulement des places dont nous avons ci-devant fait don à nostre amé & feal le sieur Mansart à present sur-intendant de nos bastimens, lequel don nous avons, en tant que besoin, ratifié & approuvé, & voulons qu'il ait son plein & entier effet; lui enjoignons de tenir la main à ce que, tant ledit hostel des mousquetaires & bastimens en dépendans, que les édifices qui doivent composer la façade de ladite nouvelle place, soient construits solidement & en conformité desdits plans par nous arrestez; auquel effet il pourra commettre telle personne qu'il avisera, pour en avoir la conduite & direction sous ses ordres. Voulons que le contract qui sera passé pour l'exécution du contenu en ces presentes entre nosdits commissaires & lesdits prevost des marchands & eschevins, aux conditions ci-dessus exprimées, & autres qui seront entr'eux convenus & accordées, soit executé, sans qu'il soit besoin d'autres lettres de validation & confirmation que cesdites presentes. Ordonnons en outre que les maisons qui seront construites sur les emplacements dudit hostel de Vendosme & sur l'ancien convent des Capucines, seront à toujours exemptes du logement des soldats de nostre

garde François & Suisse. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les gens tenans nostre cour de parlement & chambre de nos comptes à Paris, que ces presentes ils ayent à enregistrer, & du contenu en icelles faire jouir & user pleinement & paisiblement les prevost des marchands & eschevins de nostredite ville de Paris, leurs successeurs & ayans cause, & tous ceux qu'il appartiendra, sans permettre qu'il y soit contrevenu en quelque sorte & maniere que ce soit, nonobstant toutes ordonnances, edicts, declarations, arrests, reglemens & autres choses à ce contraires, auxquelles & aux dérogatoires d'icelles nous avons dérogé & dérogeons par cesdites presentes. En tesmoin de quoy nous y avons fait mettre nostre scel. Donné à Versailles le vii. jour d'Avril M. DC. XCIX. & de nostre regne le lvi. Signé, LOUIS; & plus bas: Par le roy, PHELYPEAUX. Et plus bas: Veü au conseil. PHELYPEAUX.

Registrées, ouy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur. A Paris en parlement le xxix. Avril M. DC. XCIX. Signé. . .

Registrées en la chambre des comptes, ouy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, le vii. May M. DC. XCIX. Signé, RICHER. Pris sur l'imprimé.

LETTRES PATENTES
portant pouvoir & commission aux y denommez de passer contract avec la ville, aux fins de la declaration precedente.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre; à nos amez & feaux conseillers en nos conseils les sieurs de Pommereu & Daguesseau conseillers ordinaires au conseil royal, de Pontchartrain aussi conseiller ordinaire au conseil royal, controlleur general des finances, & d'Armenonville conseiller d'estat ordinaire, intendant des finances, salut. Par nos lettres en forme de declaration de ce jourd'huy nous avons pour les causes y portées ordonné que par les commissaires qui seroient par nous nommez, il seroit incessamment passé contract de délaissement à perpetuité aux prevost des marchands & eschevins de nostre bonne ville de Paris, de l'emplacement restant de l'hostel de Vendosme, acquis en nostre nom de nostre cousin le duc de Vendosme & du curateur à la succession vacante du duc

duc de Vendosme son ayeul, par contract du 4. Juillet 1684. & de l'ancien convent des religieuses Capucines rue S. Honoré, à nous delaisse par acte capitulaire du 19. Avril 1698. appartenances & dépendances dudit hostel & dudit convent, places & terres estant dehors & ez environs d'iceux; ensemble des bastimens & édifices que nous avons commencé de faire construire sur lesdits emplacements, pour former une place dans le quartier de ladite rue saint Honoré, pour l'embellissement & decoration de nostre ville de Paris, & des materiaux à nous appartenans estans sur lesdits emplacements; pour en disposer par lesdits prevost des marchands & eschevins par vente ou autrement en faveur de qui & moyennant tel prix & aux conditions qu'ils aviseront. Et par nos mesmes lettres nous avons cédé & abandonné auxdits prevost des marchands & eschevins le fonds & propriété de toute la censive qui peut nous appartenir sur partie desdits emplacements, soit à cause des anciens fossés & remparts de nostredite ville ou autrement, le tout aux charges, clauses & conditions portées & mentionnées en nosdites lettres. Et ne pouvant faire un plus digne choix que de vos personnes; A CES CAUSES, nous vous avons commis & deputé, & par ces presentes signées de nostre main, nous vous commettons & deputons pour passer ledit contract de délaissement à perpetuité auxdits prevost des marchands & eschevins de nostre ville de Paris, dudit emplacement restant de l'hostel de Vendosme & de l'ancien convent des Capucines, appartenances & dependances dudit hostel & dudit convent, places & terres estant hors & ez environs d'iceux, bastimens & édifices commencez à construire par nos ordres sur lesdits emplacements, & des materiaux à nous appartenans estans sur iceux, pour en disposer par lesdits prevost des marchands & eschevins par vente ou autrement, en faveur de qui bon leur semblera, comme aussi pour ceder & abandonner auxdits prevost des marchands & eschevins le fonds & propriété de toute la censive qui peut nous appartenir sur partie desdits emplacements, soit à cause des anciens fossés & remparts de ladite ville, ou autrement, le tout aux charges, clauses & conditions portées en nosdites lettres, & autres qui seront par vous avisées & convenües avec lesdits prevost des marchands & eschevins, & genera-

Tome II. Part. II.

lement de faire tout ce qui sera par vous jugé necessaire pour la validité dudit délaissement, cession & abandonnement. De ce faire nous vous donnons pouvoir, puissance, autorité & mandement special; promettant par ces presentes avoir agreable, ferme & stable tout ce que par vous aura esté fait & passé, confirmant & autorisant dès-à-present ledit contract, sans qu'il soit besoin à nosdits prevost des marchands & eschevins, ni à ceux qui acquereront d'eux lesdits emplacements, édifices, bastimens & materiaux, de prendre autres lettres de ratification que ces presentes, par lesquelles nous avons dez-à-present, & en tant que besoin est, ratifié & ratifions ledit contract qui sera par vous passé à nosdits prevost des marchands & eschevins, & ceux qui seront par eux passés aux particuliers qui se presenteront pour acquerir lesdits emplacements, édifices, bastimens & materiaux. Voulons qu'aux copies des presentes collationnées par l'un de nos amez & feaux conseillers & secretaires foy soit adjoustée comme aux originaux. Car tel est nostre plaisir. Donné à Versailles le VII. jour d'Avril, l'an de grace M. DC. XCIX. & de nostre regne le LVI. Signé, LOUIS; & plus bas: Par le roy, PHELYPEAUX. Et scellé du grand sceau de cire jaune. Ibidem.

DELIBERATION DE L'HOSTEL
de ville de Paris sur le contenu de la
declaration du roy du 7. Avril 1699.

EXTRAIT DES REGISTRES
de l'hostel de ville de Paris.

Du Lundy 27. Avril 1699.

EN l'assemblée de messieurs les prevost des marchands, eschevins & conseillers de la ville de Paris, tenuë ledit jour en l'hostel de ville, en la chambre du conseil, à l'occasion de la place de Vendosme & du don qu'il a plu au roy d'en faire à ladite ville, sont comparus suivant les mandemens envoyez,

Messire Claude Bosc chevalier, seigneur d'Yvry-sur-Seine, conseiller du roy en ses conseils, & son procureur general en sa cour des aides, & prevost des marchands.

ESCHEVINS.

Monsieur Sautereau conseiller du roy en l'hostel de ville.

Monsieur de la Loire procureur en

Zz

AN. 1699.

la chambre des comptes.

Monsieur Regnault conseiller du roy, quartinier de ladite ville.

Monsieur Dionis conseiller du roy, notaire au chastelet.

CONSEILLERS DE LA VILLE.

Monsieur Bertin maistre des requestes.

Monsieur Titon conseiller-secretaire du roy.

Monsieur Gayot ancien eschevin.

Monsieur Brussel ancien eschevin.

Monsieur le Tourneur ancien eschevin.

Monsieur Santeuil.

Monsieur Perichon conseiller du roy, notaire au chastelet.

Monsieur le prevost des marchands auroit dit à la compagnie, qu'elle estoit assemblée pour lui faire part de ce qui s'estoit passé depuis l'assemblée du Lundy 5. Janvier de la presente année, tenuë au sujet de ladite place de Vendosme, & que, suivant les resolutions qui y avoient esté prises, il avoit supplié le roy au nom de ladite ville, de lui accorder la conservation de ladite place pour en faire un monument éternel à sa gloire. Que le roy par sa bonté ordinaire, toujours prest à faire du bien à ses sujets, & principalement à sa bonne ville de Paris, avoit bien voulu lui faire don & delaisement de ladite place, & de tous les bastimens, places à bastir & materiaux en dépendans, à la charge de faire construire en figure octogone une nouvelle place au lieu de l'ancienne, & de faire en outre bastir un hostel au fauxbourg saint Antoine pour le logement de la seconde compagnie de ses mousquetaires, suivant les plans, figures & elevations dressez de l'ordre du roy, arrestez par sa majesté, & signez de monsieur Mansart sur-intendant des bastimens; lesquels plans, figures & elevations il avoit fait apporter en l'assemblée, avec les lettres patentes qui contiennent ledit don, & auroit le tout exhibé & monsté, & dit qu'il alloit estre fait lecture desdites lettres par le greffier; qu'il avoit cru pour le bien de la ville, & pour la mettre en estat d'exécuter promptement des ordres si précisément marquez par lesdites lettres, qu'il estoit nécessaire de chercher les moyens d'avoir le plus tost qu'il seroit possible des fonds avec lesquels elle püst faire bastir incessamment l'hostel des mousquetaires, & élever & construire ladite nouvelle place, sans attendre la

vente desdites places à bastir & materiaux en dépendans; qu'il se presentoit des personnes solvables qui vouloient bien se charger de bastir & élever à leurs frais ladite nouvelle place, sçavoir jusqu'aux premieres plintes, dans le premier Juillet 1700. & pour le surplus jusqu'au haut, dans le premier Octobre 1701. & outre, de faire valoir au profit de la ville jusqu'à la somme de 620000. liv. le prix de toutes lesdites places à bastir & materiaux; ladite somme payable, sçavoir 150000. livres comptant, & le surplus dans des termes tres courts, à la charge d'abandonner à ces mesmes personnes tout ce qui proviendrait desdites ventes & adjudications à faire par ladite ville desdites places & materiaux, suivant le pouvoir qu'elle en a par lesdites lettres; qu'il avoit chargé le sieur Dionis eschevin d'en projeter l'acte, dont lecture alloit pareillement estre faite; qu'il avoit traité desdits droits de mutation à 14000. livres pour la premiere fois, & à dix deniers pour livre de celles que la ville feroit par la suite, qu'avec ces deniers & ceux dont il plairoit au roy d'ordonner la levée sur les propriétaires des maisons du fauxbourg, l'on feroit incessamment construire l'hostel des mousquetaires, & qu'il y avoit lieu d'esperer qu'après toutes les dépenses à faire pour l'exécution & la suite de ce dessein, il resteroit encore quelque profit pour le domaine de la ville. Qu'avant que de remercier le roy de toutes ces nouvelles graces qu'il venoit de faire à la ville, & avant de rien conclure & d'aller plus avant, il prioit la compagnie de lui donner son avis.

Sur quoi le sieur Girard substitut de monsieur le procureur du roy & de la ville a dit: que les peines & les soins que monsieur le prevost des marchands s'estoit donné dans la conduite & dans la réussite de cette grande affaire, & les avantages considerables qu'il venoit de procurer à la ville, devoient lui attirer les remerciemens de toute la compagnie; qu'à son égard dans la place qu'il avoit l'honneur de remplir, il ne pouvoit qu'applaudir à ce grand ouvrage si glorieusement conduit à sa perfection par la vigilance de monsieur le prevost des marchands, & qu'il requeroit que la lecture fust faite, tant desdites lettres patentes, que dudit projet d'acte.

Après laquelle lecture faite par le greffier, & les avis ayant esté pris de messieurs, la compagnie a esté unanimement d'avis

d'avis d'accepter le don fait par le roy à la ville de la place de Vendosme, & de tout ce qui est contenu par lesdites lettres, aux charges, clauses & conditions y portées, & de l'en remercier; ensemble a approuvé ledit projet d'acte comme entierement convenable au bien & à l'honneur de la ville; & a prié monsieur le prevost des marchands de continuer ses soins pour en faire réussir l'exécution, & d'agir & faire avec messieurs les eschevins ce qu'il jugera à propos pour le mieux. *Ainsi signé, TAITBOUT, avec paraphe en l'original dud. extrait. Ibid.*

AUTRE DELIBERATION de l'hostel de ville sur le même sujet.

EXTRAIT DES REGISTRES de l'hostel de ville de Paris.

Du Lundy 4. jour de May 1699.

EN l'assemblée de messieurs les prevost des marchands & eschevins de la ville de Paris & conseillers de ladite ville, tenuë ledit jour en l'hostel de ville, en la chambre du conseil, au sujet de la place de Vendosme, suivant les mandemens envoyez, sont comparus Messire Claude Bosc chevalier &c. prevost des marchands.

ESCHEVINS.

Les mêmes que dessus.

CONSEILLERS DE VILLE.

Monsieur Bertin conseiller du roy en ses conseils, maître des requestes ordinaire de son hostel.

Monsieur l'Evesque conseiller du roy, maître ordinaire en sa chambre des comptes.

Monsieur Helissan ancien eschevin.

Monsieur Presty ancien eschevin.

Monsieur Brussel ancien eschevin.

Monsieur le Tourneur ancien eschevin.

Monsieur Chauvin.

La compagnie estant assemblée, monsieur le prevost des marchands luy a dit: que depuis celle, tenuë le 27. Avril dernier, à laquelle il fit part de la grace qu'il avoit plu au roy de faire à la ville, en lui accordant le don & délaissement du fonds & superficie de toutes les places à bastir restant de l'emplacement de l'hostel de Vendosme, & ancien con-

vent des Capucines, bastimens, pierres & materiaux qui y sont à présent appartenans à sa majesté, tant ceux qui ont esté employez, que ceux qui ne l'ont pas esté, & de tout ce qui est contenu en ses lettres parentes du 7. dudit mois d'Avril, dont lecture fut faite à la compagnie; lesdites lettres ont esté registrées au parlement, suivant l'arrest du 29. dudit mois, & qu'il espere qu'elles le seront incessamment à la chambre des comptes; qu'après cet enregistrement le contract dudit délaissement en doit estre fait par messieurs les commissaires députez par sa majesté, en conformité & aux charges, clauses & conditions desdites lettres, que la ville se trouve par ce moyen en estat de profiter de ses bontez, & qu'il estimoit qu'on ne pouvoit assez promptement luy en porter ses remerciemens, & luy marquer sa reconnoissance, en acquérant l'emplacement nécessaire pour la construction d'un hostel pour le logement de la seconde compagnie des mousquetaires au fauxbourg S. Antoine, & faisant faire le bastiment dudit hostel, & enfin executant toutes les conditions marquées par lesdites lettres, que suivant le pouvoir marqué en ladite deliberation du 27. Avril, il avoit avec messieurs les eschevins pris des mesures, avec lesquelles il esperoit qu'en peu de temps la ville auroit la satisfaction de voir former & élever la nouvelle place qui doit estre formée au lieu de l'ancienne; & qu'après que le greffier de la ville auroit d'abondant fait lecture desdites lettres qu'il avoit fait apporter en l'assemblée, il prioit la compagnie de vouloir deliberer sur l'exécution d'icelles.

Et ouy M. François Girard substitut de monsieur le procureur du roy & de la ville, lequel a dit avoir eu l'honneur de représenter à la compagnie dans ladite assemblée du 27. Avril dernier, toutes les peines & les soins que monsieur le prevost des marchands s'estoit donné pour la conduire & la réussite de cette grande affaire; que le roy toujours attentif à faire du bien à ses sujets, & principalement à sa bonne ville de Paris, lui donnoit des marques d'une affection singulière par les avantages, l'embellissement & l'ornement qu'elle tireroit de l'effet desdites lettres; qu'il estimoit qu'on ne pouvoit assez tost luy en faire ses tres-humbles remerciemens; que messieurs les prevost des marchands & eschevins, au nom de la ville, devoient accepter ledit contract de délaissement,

Z z ij

aux charges & conditions desd. lettres, qu'il ne falloit pas perdre temps à acheter les emplacements nécessaires pour ledit hostel des mousquetaires, & en faire faire la construction; & que pour mieux instruire la compagnie de tout ce qui est contenu par lesdites lettres, il requeroit que lecture en fust faite.

Et après que le greffier de la ville a fait lecture desdites lettres, la matiere mise en deliberation, la compagnie a unanimement arrêté que messieurs les prevost des marchands & eschevins se transporteront incessamment vers sa majesté, pour la remercier très-humblement au nom de la ville de toutes ses bontez, & l'assurer de son zele & attachement à son service; qu'ils sollicitent à la chambre des comptes l'enregistrement desdites lettres; qu'ils acceptent ledit contrat de don & délaissement, aux charges, clauses & conditions y contenues, & autres qui seront convenues entre luy & messieurs les commissaires deputez par sa majesté pour passer ledit contrat, à l'exécution desquelles ils s'obligeront au nom de la ville; & qu'ils feront en consequence tout ce qu'il conviendra; pourquoi leur est donné tout pouvoir nécessaire. *Signé, TAITBOUT, LE MOYNE & MOUFLE notaires, avec paraphes. Ibidem.*

CONTRACT DE DELAISSEMENT
fait par les commissaires du roy à la ville, de l'emplacement de l'hostel de Vendosme, &c. aux conditions portées par la declaration du 7. Avril precedent.

AN. 1699.

PArdevant M. Antoine le Moyne & Simon Moufle conseillers du roy, notaires au châtelet de Paris soussignez, furent presens messire Auguste-Robert de Pommereu chevalier seigneur de la Bretesche, saint Nom & autres lieux, conseiller d'estat ordinaire, & au conseil royal de sa majesté; messire Henry Daguesseau aussi conseiller d'estat ordinaire, & audit conseil royal; messire Louis Phelypeaux chevalier comte de Pontchartrain, ministre & secretaire d'estat, & controleur general des finances; & messire Joseph Jean-Baptiste Fleuriau d'Armenonville conseiller d'estat ordinaire, intendant des finances; au nom & comme procureurs speciaux commis, ordonnez & deputez par sa majesté par ses lettres patentes données à Versailles le 7. Avril de la presente année 1699. signées Louis, & plus bas, par le roy,

Phelypeaux, & scellées du grand sceau de cire jaune, portant pouvoir auxdits seigneurs commissaires de passer contrat de délaissement à perpetuité à messieurs les prevost des marchands & eschevins de cette ville de Paris, des emplacements & choses ci-après mentionnées, conformément aux lettres patentes en forme de declaration données aussi à ce sujet par sa majesté à Versailles ledit jour 7. Avril, enregistrées où besoin a esté; copie collationnée de laquelle ensemble l'original dedites lettres contenant ledit pouvoir & commission, ont esté attachées à la minute des presentes, d'une part.

Messire Claude Bosc chevalier seigneur d'Ivry-sur-Seine & autres lieux, conseiller du roy en ses conseils, procureur general de sa majesté en sa cour des aides, & prevost des marchands, nobles hommes Jean François Sautereau conseiller du roy & de la ville, Antoine de la Loire procureur en la chambre des comptes, François Regnault conseiller du roy quartenier, & François Dionis conseiller du roi, notaire audit châtelet, tous eschevins de cette ville de Paris, en presence & du consentement de M. Maximilien Tiron conseiller procureur du roy de ladite ville, & en consequence du resultat fait en l'assemblée generale du conseil d'icelle, tenu le 4. May present mois, portant pouvoir auxdits seigneurs prevost des marchands & eschevins d'accepter ledit contrat de délaissement, aux charges, clauses & conditions exprimées audit resultat, dont l'expedition signée Taitbout greffier, est demeurée annexée à la minute des presentes, d'autre part.

Disant lesdits seigneurs commissaires, que sa majesté considerant que sa ville de Paris augmente tous les jours, &c. (*Comme dans la declaration jusques à : A ces causes.*)

Lesquelles offres & propositions ayant esté agréées par sa majesté, elle auroit fait expedier lesdites patentes du 7. Avril dernier, en execution desquelles, & en vertu des autres lettres du mesme jour, contenant commission delivrée en consequence, lesdits seigneurs commissaires, & lesdits seigneurs prevost des marchands & eschevins ont volontairement reconnu estre convenu de ce qui s'ensuit.

C'est à sçavoir, que lesdits seigneurs commissaires, en vertu du pouvoir à eux donné par sa majesté par lesdites lettres patentes en forme de declaration, du-

dit jour 7. Avril dernier, & par ladite commission du meime jour, ont cedé, quitté, delaisié & transporté par ces presentes, cedent, quittent, delaisient & transportent du tout dez maintenant & à toujours, & promettent au nom de sa majesté garentir de tous troubles & empeschemens generalement quelconques, auxdits sieurs prevost des marchands & eschevins de cette ville de Paris, ce acceptans pour eux ez dites qualitez, & pour leurs ayans cause, ainsi qu'il sera ci-après déclaré, la totalité du fonds, tréfonds & superficie de l'emplacement restant de l'hostel de Vendosme & de l'ancien convent des Capucines, &c. *comme dans la declaration.*

Pour par lesdits sieurs prevost des marchands & eschevins faire & disposer desdits emplacements, &c. *comme dans la declaration.* Et s'en sont lesdits seigneurs commissaires, pour & au nom de la majesté, delaisiés à leur profit & de leurs ayans cause, voulant qu'ils en soient veus, mis & receus en bonne possession & fassine, par qui & ainsi qu'il appartiendra, constituant à cet effet leur procureur le porteur, auquel ils en donnent pouvoir, & promettent lesdits seigneurs commissaires, pour & au nom de la majesté en foy & parole de roy, avoir agreable, tenir ferme & stable à toujours tout le contenu au present contract; le tout sous l'obligation & hypothèque de tous & chacuns les biens de sa majesté, que lesdits seigneurs commissaires, en vertu de leurs dites lettres de commission & pouvoir devant datées & énoncées, ont à cet effet affectez, obligez & hypothéquez. Fait & passé, sçavoir à l'égard desdits seigneurs commissaires, en leurs hostels & demeures, & à l'égard desdits sieurs prevost des marchands & eschevins, & dudit sieur procureur du roy, en l'hostel & bureau de ladite ville, l'an M. DC. XCIX. le VIII. jour de May avant midy. Et ont signé la minute des presentes demeurée à Moufle l'un des notaires soussignez. *Ibidem.*

AUTRE CONTRACT
de delaisiement fait par la ville de tout
l'emplacement à elle cedé par le roy, à
Jean Masneuf bourgeois de Paris.

PArdevant les conseillers du roy notaires gardes-seels au chastelet de Paris soussignez, furent presens messire Claude Boic chevalier, seigneur d'Ivry-sur-Seine, conseiller du roy en ses con-

seils, procureur general de sa majesté en sa cour des aides, & prevost des marchands; & nobles hommes Jean Sautereau conseiller en l'hostel de ville, Antoine de la Loire procureur en la chambre des comptes, François Regnault conseiller du roy, quartinier de ladite ville, & François-Jean Dionis conseiller du roy, notaire garde-nottes & garde-seels au chastelet de Paris, tous eschevins de ladite ville, ayans obtenu du roy le don & delaisiement à perpétuité au profit de ladite ville, de toutes les places & bastimens, tant en fonds que superficie, restans de l'emplacement de l'hostel de Vendosme & ancien convent des Capucines, appartenances & dépendances, places & terres estant hors & ez environs d'iceux, en l'estat que le tout se trouve à present, & ainsi qu'il est plus au long expliqué par les lettres patentes données par sa majesté à Versailles le 7. Avril 1699. verifiées par tout où besoin a esté, & par le contract fait en consequence & en conformité desdites lettres par messieurs les commissaires deputez par sa majesté le 8. du present mois; & ayans lesdits sieurs prevost des marchands & eschevins pouvoir d'en disposer en faveur de qui la ville avisera bon estre; & encore agissans suivant le pouvoir porté en la deliberation du conseil de ladite ville, en date du 27. Avril dernier, dont expedition signée du greffier est demeurée annexée à la minute des presentes, d'une part. Et Jean Masneuf bourgeois de Paris, demeurant à Paris rue sainte Anne, paroisse saint Roch, d'autre part. Entre lesquels ont esté réglées & arrestées les conditions qui s'ensuivent, par l'avis & en la presence de M. Maximilien Titon conseiller & procureur du roy & de ladite ville, auquel le tout a esté communiqué: c'est à sçavoir, que ledit sieur Masneuf a offert, promis, & s'est obligé de fournir & faire valoir en son propre & privé nom au profit de la ville, stipulant par lesdits sieurs prevost des marchands & eschevins, & jusqu'à la somme de 60000. livres toutes les places à bastir, bastimens, tant en fonds que superficie, restans de l'emplacement de l'hostel de Vendosme & ancien convent des Capucines, appartenances & dépendances, telles & ainsi qu'elles ont esté données & concédées par lesdites lettres; & encore les bastimens, pierres & materiaux qui y sont à present, tant ceux qui ont esté employez pour la construction des bastimens & édifices pour la façade de la pla-

ce en l'estat qu'elle est, que des materiaux qui sont sur lesdits emplacements, lesquels n'ont esté employez, & conformément auxdites lettres; & à la reserve de ladite place nouvelle qui doit estre bastie & formée au lieu de l'ancienne, & des rues d'entrée & d'issuë, suivant les plan, circonference & elevations mentionnées auxdites lettres patentes, & attachées sous le contre-scel d'icelles; & encore à la reserve des places ci devant données & accordées par le roy à monsieur Mansart à present sur-intendant des bastimens, & autres reserves plus au long marquées & expliquées par lesdites lettres & par ledit contract fait en consequence. Et en consequence mesdits sieurs prevost des marchands & eschevins transfèrent, délaissent & abandonnent de z à present audit sieur Masneuf, à forfait, & à ses risques, perils & fortunes, toutes & chacunes les sommes à quoi qu'elles puissent monter, qui proviendront des ventes & adjudications desdites places à bastir & materiaux; & en tant que besoin seroit, lui sont remise de tout ce qui se trouvera d'excédent par-dessus desdites 620000. livres pour toute recompense, profits, interêts d'avances & despesse; pour par lui recevoir lesdites sommes, & en faire & disposer ainsi qu'il avisera, & comme de chose à luy appartenante; pour raison de quoi ledit Masneuf demeurera à cet égard subrogé au lieu & place, droits & actions de mesdits sieurs prevost des marchands & eschevins, lesquels en tant que besoin est ou seroit, le constituent à cet effet leur procureur general & special & irrevocable, & promettent & s'obligent tant pour eux que pour leurs successeurs, de faire lesdites ventes & adjudications avec toute garantie de la part de la ville, à une ou plusieurs personnes, conjointement ou separément, au choix & volonté dudit Masneuf, & à mesure qu'il leur presentera & indiquera des acquereurs; pour en jouir en toute propriété, suivant & conformément auxdites lettres & contract, & aux exemptions y contenues; dans lesquelles ventes & adjudications mesdits sieurs prevost des marchands & eschevins chargeront les acquereurs & adjudicataires d'en payer le prix entre les mains dudit sieur Masneuf, qui en donnera toutes quittances, qui leur serviront de valables décharges. Sera ledit sieur Masneuf tenu de payer ez mains du sieur Boucot receveur des dons & octrois de l'hostel de ladite ville, lad. som-

me de 620000. l. sçavoir 150000. l. comptant, & le surplus en quatre payemens égaux, le premier au 1. Août prochain, le second au premier Novembre suivant, le troisième au premier Fevrier 1700. & le quatrième & dernier au premier juillet de ladite année 1700. & faute du premier ou autres payemens dans lesdits temps, il sera contraint au payement du total, nonobstant lesdits termes, dont il demeurera déchu. Et lors dudit dernier payement la ville tiendra compte & fera deduction sur icelui de ce à quoi devra monter la valeur des places reservées audit sieur Mansart, par contribution & par proportion auxdites 620000. liv. pour le total. Mesdits sieurs les prevost des marchands & eschevins acquitteront tous droits de mutations à qui deus seront du passé, jusques & compris les premieres ventes & adjudications qui seront faites par la ville sur les indications dudit Masneuf. Et au surplus mesdits sieurs prevost des marchands & eschevins ne seront tenus ni chargez d'aucunes autres despeses ni frais. Et reciproquement lesdits acquereurs & adjudicataires ne payeront pour raison des droits desdites ventes & adjudications, que ceux des expeditions du greffe de la ville, tels que sont deus au greffier d'icelle; mais ledit Masneuf, outre & par dessus ladite somme de 620000. livres & sans aucune diminution d'icelle, sera tenu, promettre & s'oblige envers la ville, d'exécuter toutes & chacunes les conditions qui ensuivent, dont partie est précisément établie par lesdites lettres patentes & contract, dont a esté pris communication respectivement, & dont ledit Masneuf est content.

Lesquelles conditions sont, de faire démolir, tant en fonds, que superficie, tous les bastimens qui ont esté commencez & construits sur lesdits emplacements, & qui forment l'ancienne place; & au lieu d'iceux, de faire construire à ses frais, ou aux frais desdits acquereurs, sur lesdits emplacements, les édifices nécessaires pour former la façade de la nouvelle place, avec les rues d'entrée & d'issuë, suivant les plan, figure & elevation qui ont esté levez & dressez par les ordres de sa majesté, & attachez sous le contre-scel desdites lettres, communiquez audit Masneuf, & le devis qui sera donné par mondit sieur Mansart pour ladite façade seulement; laquelle façade sera rendue faite & parfaite, & tout l'exterieur d'icelle & desdites rues d'entrée & sortie entie-

rement

rement achevé, élevé & mis en œuvre, conformément auxdits plan, figure, élévation & devis, sçavoir jusqu'aux premières plintes, dans le premier Juiller de ladite année 1700. & pour le surplus jusqu'au haut, dans le premier Octobre 1701. pour toute préfixion & delay; le tout à peine de tous despens, dommages & interêts, & de la somme de 30000. l. de peine convenüe & de rigueur. La ville fera faire à ses frais tout le pavé, tant de ladite place, que des rues adjacentes, & ce incessamment; à la charge par ledit Mafneuf de faire raccommoder à ses frais, pour la première fois, le dommage & le degast qui seroit causé audit pavé par le bastiment de ladite nouvelle place. La ville fera pareillement la dépense des consoles des lanternes aux lieux où il en faudra. Seront toutes lesdites charges, clauses & conditions exécutées de rigueur, & ne pourront aucunes d'elles estre réputées comminatoires; & ne pourra de part & d'autre estre apporté aucun retardement, dit ni allegué aucune chose à l'encontre, sous quelque pretexte que ce puisse estre, préveü ou non préveü. Sera le présent contract homologué par le conseil de ville en la maniere accoustumée. Car ainsi a esté convenu & accordé en passant le contract. Et pour l'exécution des presentes a esté élu domicile, sçavoir par mesdits sieurs prevost des marchands & eschevins au bureau dudit sieur Boucot sis rue du Martroy, paroisse saint Jean en Grève, & par ledit acceptant en sadite demeure; auxquels lieux ils consentent que tous actes & exploits de justice soient bien signifiés, nonobstant toutes choses à cédites presentes contraires. Promettant, &c. obligeant, &c. renonçant, &c. Faire & passer à Paris au bureau de ladite ville l'an M. DC. XCIX. le XIV. de May avant midy. Et ont signé la minute des presentes demeurée en la garde & possession de Perrichon notaire.

Le contract cy-dessus a esté homologué pour estre exécuté selon sa forme & teneur, suivant la délibération du conseil de ville assemblée ce jourd'huy XXIX. May M. DC. XCIX. Signé, TAITBOU. *Ibidem.*

MARCHE DES OFFICIERS de ville pour poser la statue equestre du roy Louis XIV. dans la place de Louis le Grand, le Jendy 13. Aoust 1699.

P Artant de l'hostel (de ville) le colonel sera à la teste des archers de la ville avec les officiers de ses compagnies: ledit colonel & officiers à cheval, & les archers à pied, quatre à quatre, ayans leurs casques & armes.

Les officiers & archers des compagnies ensuite en mesme ordre.

Les tambours & les trompettes de la chambre.

Les huissiers de la ville à cheval, deux à deux, avec leurs robes de livrées.

Le premier huissier en robe noire, à cheval.

M. le greffier seul.

M. le prevost des marchands & messieurs du bureau vêtus, ainsi que ledit greffier, en leurs robes de ceremonies, dans le rang accoustumé.

Messieurs les conseillers & quartiniers, deux à deux. Ensuite les notables bourgeois mandez, deux à deux, suivant l'ordre de reception desdits sieurs quartiniers.

La marche sera fermée par cinq rangs desdits archers.

La marche commencera par la rue de la Vannerie, & se continuera par celles des Arsis, des Lombards, saint Denys, du Petit-Lyon, Ticquetonne, de la Justienne, Cocq-heron, chez M. le gouverneur. Au sortir de son hostel la marche se fera au mesme ordre, à l'exception qu'après les archers de ville suivront les gardes de M. le gouverneur, du costé droit, deux à deux; & à leur opposité à gauche marcheront partie desdits archers de ville, aussi deux à deux.

Ensuite les gentilshommes de M. le gouverneur.

Les trompettes & tambours.

Les huissiers de ville.

Premier huissier.

M. le greffier.

Au costé droit de M. le gouverneur son capitaine des gardes.

M. le gouverneur & M. le prevost des marchands.

A sa gauche l'un des principaux officiers desdits archers.

Messieurs les eschevins deux à deux.

M. le procureur du roy, & M. le receveur.

Messieurs les conseillers de ville, quar-

AN. 1699.

tiniers & bourgeois mandez, deux à deux.

Les archers de ville fermeront la marche, qui se continuera par la rue du Bouloir, des Petits-champs, saint Honoré à la place de Louis le Grand. L'on y entrera par la droite, l'on fera le tour pour venir vis-à-vis la statue.

L'on sortira par la rue des Capucines pour entrer dans la rue Neuve-des-petits-champs, du Reposeoir, Cocq. heron, chez M. le gouverneur; au sortir de son hôtel, rue Coquillere, rue de Grenelle, saint Honoré, du Rouille, quay de la Megisserie, rue de Gèvres, quay Pellerier, à l'hôtel de ville. *Pris sur l'imprimé en feuille volante.*

RÈGLEMENT HOMOLOGUÉ
au parlement, pour la discipline militaire des officiers, gardes, archers, arbalétriers & arquebustiers de la ville de Paris.

AN. 1699.

L OUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, au premier des huissiers ou sergens sur ce requis, sçavoir faisons que le jour & date des présentes, veü par la cour la requête à elle présentée par Jacques Fournier capitaine-colonel des trois compagnies des gardes & archers de cette ville de Paris, contenant que par sentence rendue par les prevoist des marchands & eschevins de cette ville de Paris, entre le suppliant, Adrien du Chesne l'un des sergens & archers de ladite ville & autres archers gardes de la ville le 12. Aoust 1697. & par arrest contradictoire du 31. Juillet 1698. il a esté ordonné qu'il feroit fait un nouveau reglement par lesdits prevoist des marchands & eschevins de cette ville de Paris en conformité des precedens, lesquels seroient à cet effet mis es mains du substitut du procureur general au bureau de la ville, pour sur les anciens reglemens donner ses conclusions, & après avoir ouy le suppliant & les autres officiers desdites compagnies y estre pourveu, en consequence duquel arrest il a esté fait un nouveau reglement le 28. Juillet dernier, que ledit suppliant a interest de faire homologuer; il plust à ladite cour ordonner que ledit reglement fait par les prevoist des marchands & eschevins de cette ville de Paris le 28. Juillet dernier, en execution & conformement à l'arrest du 31. Juillet 1698. sera homologué, pour estre executé selon la forme & teneur. Veü aussi les pieces attachées à la-

dite requête signée dudit suppliant & Calland procureur, conclusions du procureur general du roy, & duquel reglement la teneur ensuit:

A TOUS ceux qui ces presentes lettres verront, Claude Bosc chevalier, seigneur d'Yvry-sur-Seine, conseiller du roy en ses conseils, & son procureur general en sa cour des aydes, prevoist des marchands, & les eschevins de la ville de Paris, salut. Sçavoir faisons que sur ce qui nous a esté remonstré par le procureur du roy & de la ville, que par nostre sentence du 12. Aoust 1697. renduë entre le sieur Jacques Fournier colonel des trois compagnies des gardes & archers de la ville de Paris, d'une part; & Adrien du Chesne l'un des sergens desdits archers de la ville, François Roland, &c. tous gardes & archers de ladite ville, confirmée par arrest de la cour de parlement du 31. Juillet 1698. nous avons entr'autres choses ordonné que pour rétablir & entretenir le bon ordre & la discipline dans les trois compagnies des gardes & archers de ladite ville, il seroit fait un nouveau reglement en conformité des precedens, lesquels à cet effet seroient mis entre les mains dudit procureur du roy & de la ville par le colonel desdits gardes & archers, pour sur les anciens reglemens & sur les conclusions dudit procureur du roy & de la ville estre par nous pourveu ainsi qu'il appartiendroit; & luy auroit ledit Fournier colonel desdites trois compagnies, en execution desquelles sentence & arrest du parlement, mis entre les mains plusieurs reglemens tant generaux que particuliers, concernans la police & la discipline militaire desd. compagnies; par la communication desquels il auroit reconnu que nous & nos predecesseurs avions dans les differentes occasions suffisamment pourveu à tout ce qui pouvoit contribuer au retablissement du bon ordre & de la discipline militaire dans lesdites compagnies, & qu'il n'y avoit qu'à les renouveler, & en composer un reglement general, de l'observation duquel lesdits officiers & archers ne puissent se dispenser. Pour à quoy parvenir, il auroit redigé & réduit sous certains articles les anciens reglemens generaux & particuliers, desquels il requeroit qu'il nous plust la publication estre faite, pour servir dorenavant de reglement general, & estre ponctuellement observez & executez selon leur forme & teneur par tous lesdits officiers & archers desdites compagnies

pagnies. Nous ayant égard aufdites remontrances & requiſition dudit procureur du roy & de la ville, & après avoir entendu ledit ſieur colonel & les officiers deſdites trois compagnies; veû aufſi les articles preſentez par ledit procureur du roy & de la ville, enſemble les edits, ordonnances, arreſts & ſentences du bureau de la ville, & les deliberations du colonel & officiers deſdites compagnies, datées dans leſdits articles, avons ordonné que leſdits edits, ordonnances, arreſts, ſentences & reglemens, tant generaux que particuliers, ſeront executez ſelon leur forme & teneur, pour le ſervice du roy & de la ville. Et en conſequence :

I. Sera tenu le colonel deſdites compagnies, conformément à l'article XXIV. du chapitre dernier de l'ordonnance de 1672. & article I. du reglement du 12. Aouſt 1650. de les tenir completes & en bon eſtat, & d'executer & faire executer ponctuellement tous les ordres qui ſeront donnez par nous & nos ſucceſſeurs prevoſts des marchands & eſchevins, ſoit pour les ceremonies ou autres occaſions publiques & particulieres, pour leſquelles leſdits gardes & archers ſeront commandez; & à cet effet d'aſſembler leſdites trois compagnies ou partie d'icelles, & les faire mettre en armes, ſuivant les mandemens qui luy ſeront donnez de noſtre part, auxquels il ſera tenu de ſe conformer en toutes rencontres, ſoit de jour ou de nuit, pour le ſervice du roy & de la ville.

II. Enjoignons aux officiers, gardes & archers deſdites compagnies, conformément aux reglemens & ſentences du bureau de la ville du 24. Avril 1642. 21. Juin 1649. 3. Aouſt 1650. 18. Juillet 1654. 26. Juin 1655. 20. Juillet 1661. 23. Juillet 1663. dernier Avril 1669. 29. Octobre 1674. 7. Juillet 1679. 15. Novembre 1680. 14. Novembre 1681. 17. Juillet 1682. 28. Juin 1683. 14. Mars 1684. 27. Aouſt 1686. 28. Juin & 12. Aouſt 1697. & arreſt de la cour du parlement du 31. Juillet 1698. de porter honneur & reſpect à leur colonel, d'obeir aux ordres & mandemens qui leur ſeront envoyez de ſa part, & de les executer à toute heure, tant de jour que de nuit, pour le ſervice du roy & de la ville, à peine d'interdiction & de privation des droits & émolumens de leurs charges & d'amendes arbitraires, meſme d'eſtre punis ſ'il y eſcher, ſuivant la rigueur des ordonnances militaires.

Tome II. Part. II.

III. Enjoignons pareillement & conformément aux meſmes arreſts & reglemens, ſous les meſmes peines, aufdits gardes de porter honneur & reſpect à tous les officiers, tant principaux que ſubalternes, d'obeir aux ordres qu'ils recevront d'eux, en execution de ceux que leſdits officiers auront receûs du colonel, & de les executer ponctuellement.

IV. Seront tenus leſdits officiers & archers deſdites trois compagnies, conformément à l'article VIII. du reglement de 1650. de ſ'aſſembler lorſque leſdites compagnies ou partie d'icelles ſeront mandées en l'hoſtel dudit colonel, où les drapeaux, cornettes & guidons reſteront en depoſt, ſuivant l'ancien uſage; auquel lieu leſdits officiers & archers ſeront obligez de ſe trouver, pour venir prendre le colonel & leſdits drapeaux, cornettes & guidons, qu'ils ſeront pareillement tenus de reconduire dans le meſme ordre qu'ils ſeront venus les prendre chez ledit colonel, à peine de 12. livres d'amende contre chacun des déſaillans; à l'effet de quoy ledit colonel fera faire l'appel avant que de ſe mettre en marche, & au retour en ſon hoſtel, ſuivant l'ancien uſage, & conformément aufdits reglemens & ſentences des 12. Aouſt 1652. 18. Juillet 1654. 20. Juillet 1661.

V. Faiſons deffenſes, conformément à l'article IV. dudit reglement du 12. Aouſt 1650. & aux ſentences des 18. Juillet 1654. & 28. Juin 1697. aufdits officiers & archers, lorſqu'ils ſeront ſous les armes, ſoit qu'ils ſoient commandez par detachemens, brigades & eſcouades ou autrement, de ſe détacher & quitter les rangs, ſans l'ordre & congé dudit colonel ou de l'officier qui commandera le détachement, ni de quitter leurs poſtes qu'ils n'en ſoient relevez par l'ordre dud. colonel ou de celui qui commandera en ſon abſence, à peine de 12. livres d'amende pour chaque contravention, meſme de priſon contre ceux qui quitteront leurs poſtes, & de plus grande peine en cas de deſobeiſſance, ſ'il y eſcher.

VI. Pour maintenir la diſcipline militaire dans leſdites compagnies, & mettre leſdits officiers & archers en eſtat de rendre en toutes occaſions le ſervice qu'ils doivent au roy & à la ville, ſuivant leurs edits de creation des rois Charles VI. au mois d'Aouſt 1410. Louis XI. au mois d'Octobre 1437. * & François I. au mois de Mars 1523. outre les exer-

* Erreur.

cices du jeu de l'arquebuse, qui se doit faire une fois la semaine aux jours de festes, conformément aux edits de creation susditez, & les revûes generales qui se feront pardevant nous, suivant l'ancien usage, toutes les fois que nous le jugerons necessaire; sera tenu ledit colonel, suivant & conformément aux sentences du bureau de la ville des 5. May 1542. & 18. Juin 1582. arrest du conseil d'estat du premier Aoust 1635. & edits susditez, de faire faire tout au moins une fois par chacun mois l'exercice ausdites compagnies sur les remparts de ladite ville ou autres lieux qu'il trouvera plus convenables; sauf audit colonel à faire faire plus souvent lesdits exercices en particulier à ceux desdits archers qu'il trouvera en avoir plus de besoin, ainsi qu'il le jugera à propos. Ausquels exercices lesdits officiers & archers seront tenus de se trouver en personne, à peine de 12. livres d'amende contre lesdits officiers, & de 6. livres d'amende contre chacun desdits archers défail-lans, applicables aux affaires des compagnies, & qu'il leur sera retenu sur le produit de leurs privileges, & de plus grande peine, s'il y eschoit, en cas de recidive & de desobeissance.

VII. Pourra ledit colonel toutes fois & quantes qu'il le trouvera à propos, suivant les anciens reglemens, & spécialement suivant l'article VII. dudit reglement du 12. Aoust 1650. & ordonnance renduë au bureau de la ville à la reveûe generale du premier May 1653. faire la visite des armes dans les maisons des officiers & archers; & faisons deffenses aux officiers d'entreprendre de faire faire ladite visite sans l'ordre & commandement par escrit dudit colonel.

VIII. Deffendons aux officiers & archers desdites compagnies, suivant & conformément à l'article dudit reglement de 1650. & aux jugemens du bureau de la ville des 18. Juillet 1654. premier May 1657. 15. May 1661. 4. Juillet 1662. 20. Septembre 1663. 14. May 1665. 3. May 1669. 14. Aoust 1676. 21. Juin 1683. & 8. Juin 1686. de sortir de la ville pour aller en campagne, sans le congé par escrit dudit colonel, à peine de 12. livres d'amende contre les officiers & 6. livres contre les archers, applicables, comme dit est, aux affaires desdites compagnies, qui demeurera encouruë à chaque contravention, & mesme d'interdiction en cas qu'aucun d'iceux quitte cette ville de Paris pour s'establir & faire

leur demeure à la campagne, qui ne pourra estre levée tant qu'ils y auront leur domicile.

IX. Enjoignons aux officiers & archers, conformément aux reglemens susditez, & spécialement à ceux du premier Septembre 1635. & 10. Fevrier 1681. de rendre le service qu'ils doivent en personne. Leur faisons deffenses de mettre un passe-volant en leur place, à peine de 40. livres contre les officiers, & de 20. livres contre les archers, pour la premiere contravention, & en cas de recidive d'interdiction & privation de leurs émolumens.

X. Seront tenus lesdits officiers & archers, conformément à l'article IX. du reglement de 1650. d'assister avec leurs armes aux enterremens des officiers desdites compagnies, toutes les fois qu'ils seront à cet effet commandez par ledit colonel, à peine de douze livres d'amende contre chaque officier, & de 6. liv. contre chaque archer contrevenant, applicables comme dit est.

XI. Pour empêcher que le service du roy & de la ville ne recoive aucun préjudice de la longue vacance des officiers, & à ce que l'article XXIV. du dernier chapitre de l'ordonnance de 1672. qui ordonne audit colonel de tenir les trois compagnies des gardes & archers de ladite ville completes & en bon estat, soit plus ponctuellement observé qu'il ne l'a esté jusqu'à present, seront les jugemens du bureau des 4. Septembre 1693. & 12. Aoust 1697. & arrest du parlement confirmatif d'iceux du 31. Juillet 1698. executez selon leur forme & teneur; & conformément à iceux, advenant le decez de l'un desdits officiers & archers, leurs veuves & heritiers seront tenus de presenter dans l'an du decés audit colonel une personne capable pour remplir lesdits offices, pour estre reçus sur la nomination & presentation dudit colonel en la maniere accoutumée, suivant l'edit du mois de May 1690. & arrest du conseil d'estat du 7. May 1697. Sinon & à faute de ce faire, & ledit temps passé, demeureront lesdites veuves & heritiers deschus des profits & emolumens desdits offices, à l'exercice desquels il sera par nous sur ladite nomination & presentation qui nous en sera faite par ledit colonel, commis des personnes suffisantes pour en faire les fonctions.

XII. Seront tenus lesdits officiers & archers, suivant & conformément aux anciens

anciens reglemens & mandemens du bureau de la ville, & specialement à ceux des quatre Avril 1610. & treize May 1660. d'executer les ordonnances du colonel, à ce que tous leurs habits d'ordonnance soient uniformes & à la mode suivant leurs qualitez, ainsi que les casques, bandolieres, haliebardes, mousquetons, épées, chapeaux galonnez d'argent, plumes blanches & autres equipages necessaires; autrement & à faute de ce faire, il leur sera fourni à leurs dépens par ledit colonel, lequel en retiendra le prix sur le revenu de leurs privileges.

XIII. Faisons defenses ausdits officiers gardes & archers, conformement aux edits de creation des roys Charles VI. au mois d'Aoust 1410. Louis XI. au mois d'Octobre 1437. * & François premier au mois de Mars 1523. d'engager leurs armes, casques, habits d'ordonnance & equipages concernant le service du roy & de la ville, à peine de vingt livres d'amende pour la premiere fois, & de privation de leurs emolumens pendant un an en cas de recidive. Declaron les actes par lesquels ils pourroient les engager, mesme les saisies qui en pourroient estre faites à la requeste de leurs creanciers, nulles & de nul effet, conformement au jugement du bureau de la ville du 17. Septembre 1680.

XIV. Comme aussi deffendons ausdits officiers & archers desdites compagnies de jurer & blasphemer le saint nom de Dieu, de proferer aucunes injures ou paroles deshonnêtes, soit contre les officiers, soit les uns contre les autres, mesme de s'enyvrer lors qu'ils seront dans le service, à peine de vingt livres d'amende pour chaque contravention, mesme de prison & de plus grande peine s'il y eschet.

XV. Ordonnons conformement aux sentences & jugemens du bureau de la ville du 18. Juillet 1653. 15. Septembre 1694. que les differens & contestations qui pourront naistre entre lesdits officiers & archers, dans l'exercice de leurs fonctions, circonstances & dependances, seront portées pardevant led. colonel, pour estre par luy terminées sommairement, & sans autre forme ni figure de procès. Et seront les ordonnances qu'il rendra en fait de discipline militaire, executées par provision, sauf aux parties à se pourvoir pardevant nous, si le cas y eschet. Sera neantmoins tenu ledit colonel, lors que la matiere du differend sera de con-

sequence, d'en faire son rapport au bureau de la ville, ou d'y renvoyer les parties, pour y estre pourveu ainsi qu'il appartiendra par raison.

XVI. Et sera la repartition des 4300. muids de privileges, accordez par edict du mois de May 1690. ausdites compagnies, par nous faite en la maniere accoustumée, ainsi qu'il est ordonné par les arrests du conseil d'estat des 22. Decembre 1644. 7. Janvier 1645. 12. Mars 1648. arrest du parlement du 29. Juillet 1672. & par l'article V. du titre IX. des exemptions de detail de l'ordonnance de 1680. Et sera ladite repartition faite conformement à la sentence du bureau de la ville du 27. Novembre 1690. confirmée par arrest du parlement du 21. Juillet 1698.

XVII. Ordonnons que ledit colonel fera tous les ans le rolle des officiers & archers qui doivent faire les conformations desdits 4300. muids de privileges, lequel sera par nous homologué en la maniere accoustumée, suivant & conformement audit arrest du parlement du dit jour 31. Juillet 1698. Et en consequence ceux qui seront compris ausdits rolles, seront tenus de payer entre les mains dudit colonel la valeur des privileges dont chacun d'entr'eux jouira, outre & par dessus ce qui luy appartient en son nom, pour en estre tenu compte par ledit colonel sur le mesme pied à ceux desdits officiers & archers qui ne consomment point leurs privileges par eux-mêmes.

XVIII. Et seront lesdits rolles homologuez tous les ans, au desir de la sentence du bureau de la ville, & ensuite signifiez en la maniere accoustumée, tant aux fermiers generaux qu'aux officiers de police, pour la conservation des droits desdites compagnies, suivant & conformement à l'ordonnance de 1680. arrests du conseil d'estat des 17. Fevrier 1688. & 8. Novembre 1695. & audit arrest du parlement du 31. Juillet 1698.

XIX. Ordonnons que toutes les assemblées qu'il conviendra faire pour les affaires communes des compagnies, se feront en la maniere accoustumée en l'hôtel dudit colonel; auxquelles assemblées assisteront & auront voix deliberative les officiers desdites compagnies: c'est à sçavoir le colonel, le lieutenant-colonel, le major, les capitaines, l'aide-major, les lieutenans, les sous-lieutenans, les enseignes, les cornettes & les guidons. Pourront neantmoins conformement à nostre

jugement du 12. Aoust 1697. & audit arrest du parlement dudit jour 31. Juillet 1698. rendus du consentement du colonel, les deux anciens sergens de chaque compagnie assister à la reddition des comptes des deniers communs desd. compagnies & contributions annuelles, comme aussi aux assemblées qui se tiendront pour faire quelques emprunts au nom desdites compagnies.

XX. Et seront les comptes des deniers communs desdites compagnies rendus dans lesdites assemblées tous les ans, ou de deux ans en deux ans, le 20. du mois de Juin, par celui qui en aura fait la gestion; & les resultats desdites assemblées executez par provision, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans y préjudicier.

XXI. Sera pareillement le syndic ou receveur des deniers communs desdites compagnies élu ou continué tous les ans, ou de deux ans en deux ans, le 20. Juin dans lesdites assemblées, par lesdits colonel & officiers qui représenteront les corps desdites compagnies.

XXII. Faisons défenses aux officiers & archers de faire aucunes assemblées secretes ni ailleurs qu'en l'hostel, & par les ordres du colonel, en quelque sorte & maniere que ce puisse estre, à peine de prison, & d'estre punis comme seditionnaires & perturbateurs du repos public.

XXIII. Défendons pareillement auxdits officiers & archers d'entreprendre aucuns procez concernans les droits & privileges desdites compagnies, sans avoir l'ordre & le consentement par escrit du dit colonel; & en cas qu'il y eût quelque procez de consequence, ledit colonel assemblera à cet effet les officiers desdites compagnies, pour en deliberer.

XXIV. Seront tenus tous les officiers qui doivent composer l'assemblée, de se trouver à l'heure marquée par ledit colonel ausdites assemblées qu'il aura indiquées pour les affaires communes desdites compagnies, à peine contre chaque defaillant de 3. livres d'amende applicables, comme dit est, aux affaires communes desdites compagnies.

XXV. Seront les reglemens faits au bureau de la ville les 14. Aoust & 13. Decembre 1692. & 6. Fevrier 1693. confirmez par ledit arrest du parlement du 31. Juillet 1698. & la declaration faire en consequence le 20. Decembre ensuiuant, executez selon leur forme & teneur; & conformément à iceux, pour subvenir à la dépense annuelle qu'il con-

vient faire pour maintenir lesdites trois compagnies, & payer les arrerages des rentes, entretenir la place & maison desdites trois compagnies, payer les gages des clerks du guet desdites compagnies, les tambours, hautbois & trompettes, frais de procez, presens & autres dépenses que l'on est obligé de faire, comme il s'est toujours pratiqué, il sera levé par chacun an cinq sols pour chaque muid de vin de privilege attribué, tant au colonel, qu'aux officiers & archers de ladite ville, lesquels seront mis entre les mains du syndic ou du receveur en charge, qui en rendra compte en la maniere prescrite par lesdits reglemens.

XXVI. Seront pareillement la deliberation du 28. Juillet & sentence du bureau de la ville du 14. Aoust ensuiuant, confirmez par ledit arrest de la cour du 31. Juillet 1698. executez selon leur forme & teneur; & conformément à icelles seront tenus à l'avenir tous les officiers & archers desdites compagnies qui seront nouvellement pourvus, de payer pour le droit d'entrée entre les mains du receveur ou syndic en charge desdites compagnies & de ses successeurs: sçavoir celui qui sera pourvu à l'avenir de la charge de colonel, cent livres, ceux qui seront pourvus des charges de lieutenant-colonel, major & capitaines, 30. livres, & les aides-major & lieutenans, 15. livres, les sous-lieutenans, enseignes, cornettes & guidon, 10. livres chacun, & chaque garde & archer, cent sols, pour estre employez comme dessus.

XXVII. Seront pareillement mis entre les mains du syndic ou receveur en charge desdites trois compagnies les deniers provenans des peines & amendes, que lesdits officiers & archers pourroient avoir encourues par l'inobservation des presens reglemens, conformément à iceux & aux jugemens sus-datez, dont il sera tenu de donner quittance; & faute par ceux qui les auront encourues, d'y avoir satisfait huitaine après la signification & commandement qui leur en aura esté fait, il leur sera retenu le double par ledit colonel sur les deniers provenans desdits privileges, & par luy mis entre les mains du syndic ou receveur desdites compagnies, pour en rendre compte comme dit est.

XXVIII. Enjoignons audit colonel de tenir la main à l'exécution du present reglement, & en cas de contravention, de le dénoncer au procureur du roy & de la ville, pour estre procedé à sa re-

queste contre les contrevenans, ainsi qu'il appartiendra par raison.

XXIX. Et sera ledit reglement lu à la teste de chacune desdites trois compagnies desdits gardes & archers de ladite ville, lorsqu'ils seront assemblez & mandez de nos ordres en l'hostel de ville à la premiere occasion de quelque ceremonie, à ce qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance, & executé nonobstant oppositions ou appellations quelconques faites ou à faire, & sans y préjudicier. Ce fut fait & donné au bureau de la ville le xxviii. Juillet M. DC. xcix. *Signé, TAITBOUT. Et en marge : Scellé le 31. Juillet 1699. Signé, LORY pour l'absence du sieur Michel. Receu 15. sols.*

Ouy le rapport de messire Nicolas Mallebranche conseiller, & tout considéré, NOSTREDITE COUR ordonne que le reglement fait par les prevoist des marchands & eschevins de cette ville de Paris, dudit jour 28. Juillet dernier, en execution & conformément à l'arrest du 31. Juillet 1698. sera homologué pour estre executé selon sa forme & teneur. Si mandons de mettre le présent arrest à execution. Donné à Paris en parlement le 31. Aoust l'an de grace 1699. Collationné avec paraphe, par la chambre. *Signé, LE MERCIER avec paraphe. Et au bas est écrit : Scellé le 19. Septembre 1699. Signé, CARPOT avec paraphe, & en marge est écrit : Le 17. Septembre 1699. significé & baillé copie aux archers & gardes de cette ville de Paris, au domicile de Nicolas Micheux sergent de la compagnie colonelle & syndic desdites compagnies, parlant à sa personne, par moi huissier en parlement soussigné. Signé, HAMONIN avec paraphe. Et au bas est écrit : Contrôlé à Paris le 18. Septembre 1699. registre 64. folio 81. Signé, BRADART. avec paraphe; Receu 16. sols.*

Les presens reglemens & arrest portant homologation d'iceux, ont esté par moi premier huissier audiencier de l'hostel de ville de Paris soussigné, lus & publiés à la teste des trois compagnies des gardes & archers de ladite ville, pour ce assemblez en la cour dudit hostel de ville, à ce qu'aucun d'iceux n'en ignore, ce 22. jour de Mars 1700. *Pris sur l'imprimé.*

EXTRAIT DE TROIS ESCRITS,
*sur le differend de l'université avec la ville,
sur le pas & la préseance dans les ceremonies publiques.*

LE roy ayant fait l'honneur à l'université de lui envoyer le Vendredy 19. du mois de Novembre 1700. une lettre de cachet qui lui fut renduë par le maistre des ceremonies de France, par laquelle sa majesté lui ordonnoit de se trouver à Versailles le Lundi suivant 22. du mesme mois, pour rendre, avec les autres compagnies, ses tres-humbles respects au roy d'Espagne son petit-fils; elle se rendit avec son zele ordinaire aux ordres de sa majesté, & se trouva à Versailles à l'heure qui lui avoit esté marquée. Après qu'on eut conduit par ordre le parlement, la chambre des comptes & la cour des aides, on fit aussi passer la cour de monnoies, & la ville & les eschevins de Paris, & l'université fut mise au dernier rang. Elle en tesmoigna de la douleur; mais on lui allegua que telle estoit la volonté du roy. Les recteur, doyens, procureurs, adjoints & officiers de l'université obéirent sans delay aux ordres du roy, selon qu'ils leur furent signifiés par celui qui en estoit chargé; mais ils firent leurs protestations contre cette innovation, & declarerent qu'ils se pourvoiroient par les voies justes & legitimes, pour se maintenir dans la possession où ils sont de fait & de droit, de temps immemorial, de preceder la ville & les eschevins dans toutes les ceremonies où ils ont l'honneur d'estre mandez. A cette fin ils presenterent leur placet au roy le Lundi 6. Decembre 1700. & sa majesté renvoya l'affaire à monsieur le comte de Pontchartrain secretaire d'estat.

L'université fit imprimer un escrit sous le titre de *Memoire*, où elle tascha de faire voir, que soit qu'elle eust paru dans les ceremonies publiques jointe au clergé, soit qu'elle y eust paru avec les compagnies laïques, elle avoit toujours eu le pas sur la ville. Elle mettoit d'abord en fait que l'ordre public du royaume donnoit le pas aux gens de lettres, particulièrement aux graduez, tels que sont les docteurs, licentiez & bacheliers en theologie, les docteurs en droit, les avocats, les medecins, les professeurs des lettres & sciences humaines, tous supposés de l'université, par dessus les marchands & artisans, dont l'estat suffit pour l'eschevinage de Paris, d'où vient que le chef qui preside aux eschevins, quoique homme

Cet. Franc
tom. 2. p. 339.

illustre d'ailleurs, n'est cependant qualifié que prevost des marchands. L'université suppose ensuite, que quoique dans son institution elle ne soit pas un corps ecclésiastique, ce qui paroît & par le rang qu'on lui a refusé dans le clergé en mil six cens quatorze & par l'arrêt du parlement du 2. Avril 1667. donné sur les conclusions de monsieur Bignon alors avocat general, par lequel le patronage des benefices qui sont à la nomination de l'université a esté jugé laïque, cependant la plupart de ceux qui la composent estoient anciennement ecclésiastiques; car non-seulement les theologiens, mais encore les juristes & les medecins estoient prestres, jusqu'à ce que par le reglement du cardinal d'Estouteville fait en 1452. pour la reformation de l'université, il fut dit qu'il estoit déraisonnable & impie de n'admettre pas les gens mariez parmi les docteurs regens en medecine; ce qui a esté pareillement statué pour les professeurs en droit, par l'article 2. de la reformation de l'université en 1598.

Pour prouver après cela que l'université jointe avec le clergé precede la ville & les eschevins de Paris, le memoire se sert d'abord de l'autorité de Belleforest, lequel au tome 1. de la Cosmographie de Munster imprimée en 1575. page 192. parle ainsi: *Les rois estant decedez, & durant que pour la ceremonie & appareil des funerailles & enterrement du corps du defunt, on s'achemine de l'Eglise de Notre-dame de Paris, pour porter le corps à saint Denis, on voit l'evesque de Paris d'un costé de la rue, & le recteur de l'autre, adextrans le corps, lequel est entre ces deux magistrats spirituels; ayant voulu les rois anciens de tant avancer le chef de leur escole, que de l'égalier aux plus grands de leur royaume.* Et quelques lignes auparavant le mesme auteur avoit dit: *Ex mariages des rois le recteur & ses supposés est introduit avec égal honneur que la cour de parlement, & à son siege & rang, comme celui qui represente la fille bien aimée des rois de France.* D'où le memoire conclut: Estre admis avec un honneur égal à celui de la cour de parlement, & marcher vis-à-vis de l'evesque de Paris, ce n'est pas avoir rang après la ville & les eschevins. Cette marche de l'université coste à coste de l'evesque de Paris & du clergé dans les pompes funebres, est particulièrement descrite dans les registres du chastelet de Paris, dont l'extrait a esté rapporté par du Boullay au tome 1. de l'Histoire de l'université, pages 270. *Le recteur & le siens*

tenans un costé; l'evesque de Paris, les autres prelatz, seigneurs d'Eglise de Paris, & les religieux convoquez par l'evesque, tenans l'autre costé, commenceront de marcher processionnellement vers l'Eglise de Paris, menant le corps, qui sera comme au milieu entre l'evesque de Paris & le recteur de l'université, sans que personne puisse se mettre entre l'evesque & le corps du costé de l'evesque, ni entre le recteur & le corps de l'autre costé, à l'exception du prevost seul de Paris, qui, la baguette à la main, marche avant le corps au milieu de la rue. Le recteur de l'université doit toujours estre opposé à l'evesque de Paris, en son rang, de mesme que l'evesque au recteur, dans le sien. Et s'il arrivoit qu'il y eust là plusieurs prelatz en habits pontificaux, ils doivent tous estre du costé de l'evesque & opposés aux docteurs en theologie, mais non pas au recteur. L'evesque de Paris, comme representant l'Eglise en cette occasion, & exerçant la fonction de pasteur, fait la levée du corps, en est le principal conducteur, & prétend avoir le costé droit. Le recteur & le siens, quoiqu'ils ayent les mesmes pretentions pour de legitimes & raisonnables causes; cependant pour éviter les disputes, les scandales & les proces, ils se contentent souvent du costé gauche, & usent de cette deference pour le prelat, plustost par honneur, que par obligation. En effet, à la mort de Philippe de Valois arrivée en 1350. il y eut contestation pour le rang entre l'université & le clergé de Paris; & ce fut pour éviter un pareil scandale, qu'aux obseques du roy Charles V. la cour de parlement, par arrêt du 20. Novembre 1380. regla que le recteur marcheroit à la droite de l'evesque, & le doyen de Notre-Dame à la gauche, comme il est rapporté par du Boullay, tome 1. de l'Histoire de l'université pag. 393. Dans la suite l'université a cédé le pas au clergé, & s'est contentée de la main gauche, comme on le remarque au convoi de Charles VIII. à saint Denis, auquel le roy Louis XII. lui ordonna d'assister, le dernier jour d'Avril 1498. Robert Gaguin qui avoit veü la ceremonie, rend tesmoignage au livre XI. de son Histoire de France, que le recteur marchoit le dernier sur cette ligne, à costé des evesques, qui avoient la droite. Un extrait des registres du parlement rapporté par du Boullay au VI. volume de l'Histoire de l'université, pag. 339. fait foi que la mesme chose se pratiqua aux obseques de François premier en 1547. La mesme chose se trouve dans les registres de la faculté

culté de medecine, au 12. May de cette année 1547. Le mesme ordre fut observé aux obseques de Henri IV. le 29. Juin 1610. comme on le voit aux registres de la nation Allemande.

Le memoire rapporte plusieurs autres exemples de ceremonies publiques où l'université s'est trouvé jointe avec le clergé. En 1437. le roy Charles VII. faisant son entrée publique à Paris, & étant arrivé au parvis de Nostre-Dame, y fut reçu par l'université, dont le recteur lui fit une courte harangue, en presence de plusieurs archevesques & evesques. La mesme chose arriva à l'entrée de Marie d'Angleterre sœur du roy Henri VIII. & seconde femme de Louis XII. roy de France, l'an 1514. & à l'entrée de la reine Claude fille de Louis XII. & premiere femme de François premier au retour de son sacre, en 1517. On peut aussi voir l'université jointe au clergé dans les processions generales de 1557. 1614. & autres; elle le fut encore en 1660. à l'entrée triomphante de Louis le Grand & de la reine Marie-Therese son épouse. Il y a mesme plusieurs choses à remarquer dans la description de cette ceremonie mise au jour par ordre de messieurs de l'hostel de ville. La premiere est, qu'à la queue de l'université le corps de ville marcha, pages 7. & 8. de la relation. La seconde, que le recteur accompagné de près de mille personnes, tant docteurs, que professeurs, licentiez & bacheliers en toutes les facultez, étant monté au throne, se mit à genoux sur le degré de l'estrade où estoient leurs majestez, mais le roy le fit relever, avant qu'il prononçast son discours, suivant en cela, dit la relation, page 6. *La pratique de ses predecesseurs tres-Chrestiens, qui ont bien voulu donner ce tesmoignage de leur estime pour la religion & les lettres que ce corps professe si dignement.* La troisieme chose à remarquer, est que le prevost des marchands accompagné des eschevins, officiers de la ville, &c. demeura le genouil en terre pendant son discours.

Après cela le memoire passe à la seconde partie, où il fait voir la ville precedée par l'université jointe avec les compagnies laïques. Aux obseques de François premier le recteur avec quelques-uns de l'université fut placé aux hautes chaires du chœur de Nostre-Dame après les cours souveraines, & aux basses furent assis le prevost des marchands & les eschevins, selon le procez verbal du parlement, dont voici les termes: *Aux pre-*

mieres hautes chaires du chœur vers l'autel, du costé droit, furent lesdits cinq princes faisant le grand deuil; au-dessous d'eux, vers le pupitre, furent les grands seigneurs, chevaliers de l'ordre; & aux bas sieges de ce costé, deux capitaines des gardes, & un capitaine des cent gentils-hommes, avec leurs enseignes; les maîtres d'hostel & autres gentils-hommes, & officiers dudit feu roy; & parmi eux quelques chanoines de ladite eglise. Aux premiers hauts sieges dudit chœur vers ledit autel, du costé fenestre estoient les ambassadeurs; & après, ladite cour de parlement, tant ex hauts, que aucuns ex bas sieges; & après elle ex hauts sieges & bas, comme l'on put se voir, les comptes, les generaux des aides, le recteur avec quelques-uns de l'université. Auxdits bas sieges de ce costé, au-dessous desdits ambassadeurs, autres capitaines des gardes, & le lieutenant d'une des bandes desdits gentils-hommes avec leurs enseignes; les prevost des marchands & eschevins de ladite ville, & quelques chanoines de ladite eglise.

Le mesme ordre avoit esté observé au service du roy Charles VII. en 1461. & à celui de la reine Marie son épouse en 1463. comme en font foi les registres de l'université. On vit la mesme chose au service de Henri IV. à Nostre-Dame le 29. Juin 1610. L'acte porte: *Chorum intravit rector cum tribus decanis & procuratoribus, seditque rector sinistro latere in superioribus subselliis, primam cathedram versus portam occupans, decanis & procuratoribus sequentibus in aliis cathedris, & dominis de parlamento alias cathedras occupantibus.* L'université a mesme contesté long-temps le pas à la cour des aides, à laquelle elle n'a cédé que par force, depuis l'an 1647. au service du prince de Condé. On l'a reduite depuis à quatre chaires hautes, de huit dont elle estoit en possession; mais la lettre de cachet qui l'a reduite à ce nombre, declare en mesme temps, que c'est sans que cela puisse préjudicier à ses droits. Voici la teneur de cette lettre: *DE PAR LE ROY. Chers & bien amez. Ayant à faire rendre à la memoire du feu roy nostre tres-honoré seigneur & pere les derniers devoirs auxquels la pieté nous oblige; & voulant que ce soit avec tous les honneurs appartenans à la dignité & à la grandeur d'un prince qui doit avoir laissé à tout le royaume, & à nous en particulier, un regret continuel de sa mort; nous desirons que vous ayez à assister au service solennel qui se fera à son intention Lundi prochain 22. de ce mois en l'eglise de saint Denis en France, à l'heure que le grand maître de*

nos ceremonies, en maistre d'icelles, vous fera sçavoir; auxquels nous avons donné charge de suivre observer les mesmes ordres & ceremonies qui furent faites aux honneurs funebres du roy Henri le Grand nostre ayeul. Et d'autant que le nombre des chaires dans ladite eglise de saint Denis n'est pas suffisant pour toute l'Assemblée, vous vous contenterez de quatre chaires hautes, ensuite de nostre cour de parlement, & de quatre en bas vis-à-vis, lesquelles nous vous avons ordonnées, sans que cela puisse préjudicier aux droits & prétentions que vous pourriez avoir. Et ne doutant pas que vous n'apportiez tout ce qui peut estre requis de vostre part en une occasion d'honneur, de pieté, & d'obligation, comme celle-ci, nous ne vous ferons la presente plus longue ni plus expresse. Si n'y faites faute; car tel est nostre plaisir. Donné à Paris le 19 Juin 1643. Signé, LOUIS; & plus bas, GUENEGAUD. Et fut la lettre: A nos chers & bien amez les recteur, doyens & supposts de l'université de nostre bonne ville de Paris. Cette lettre fut renduë par monsieur de Rhodes en l'Assemblée des deputés de l'université en Sorbonne. Le recteur après avoir remercié le roy de l'honneur qu'il faisoit à l'université, dit qu'elle ne manqueroit pas de rendre tous les honneurs possibles à la memoire de Louis le Juste; mais qu'il sembloit qu'il y eust de la contradiction dans la lettre du roy, puisque sa majesté vouloit que l'on gardast l'ordre qui avoit esté observé aux obseques de Henri le Grand à saint Denis, où l'université avoit eü huit chaires hautes & autant de basses, ensuite du parlement, comme il estoit justifié par les registres des recteurs, qu'on avoit fait voir à messieurs le duc d'Orleans, le prince de Condé, le chancelier, l'evesque de Beauvais, à lui mesme monsieur de Rhodes, & à messieurs de Guenegaud & Saintot; & que neantmoins par lad. lettre il n'estoit ordonné à l'université que 4. places hautes & autant de basses ensuite du parlement, sans prejudice de ses droits & prétentions. Il ajouta que l'université feroit les tres-humbles remontrances au roy, & qu'elle obéiroit par provision; ce qu'elle fit.

Depuis ce temps-là l'université mandée à plusieurs services à saint Denis, a toujours esté placée dans les hauts sieges, ensuite du parlement, pendant que la ville a esté placée dans les basses chaires aux pieds de la cour des aydes; par exemple en 1670. au service de madame la duchesse d'Orleans; la mesme année, à celui de la reine d'Angleterre;

en 1690. à celui de madame la dauphine, en 1693. à celui de mademoiselle de Montpensier.

L'auteur du memoire convient qu'en 1695. au service qui se fit à Notre Dame le 23. Novembre pour messire François de Harlay archevesque de Paris, le prevost & les eschevins de la ville estoient dans les hautes chaires; mais il adjouste que ce n'estoit qu'à la suite de la cour des aides, au lieu que l'université estoit dans la place d'honneur, ensuite du parlement. Il remarque encore que la ville, après la ceremonie achevée, laissa passer l'université, sans se donner aucun mouvement pour la preceder, comme on ne voit point non plus que la ville s'en soit jamais donné à pareille fin à saint Denis; ce qu'on ne peut pas dire de la cour des monnoies, laquelle au service de mademoiselle de Montpensier, fait à saint Denis le 7. Mars 1693. après avoir laissé passer le recteur & ses massiers, coupa le reste de la compagnie du recteur.

Il y eut une réponse à ce memoire, dressée au nom du prevost, des eschevins & des marchands de la ville de Paris, où l'auteur, après s'estre estendu, comme il est ordinaire dans ces sortes d'escrits, sur plusieurs choses extrajudiciaires, tant personnelles, que peu interessantes par rapport au fonds de la contestation, entre enfin en matiere, & pour faire voir que l'université n'a pas lieu de tirer avantage de ce qu'elle a assisté aux estats generaux, raconte ce qui se passa à cet égard à ceux de Blois en 1588. Le proces verbal de cette assemblée fait foy que maistre Michel Tisart docteur en theologie & député de l'université de Paris, requit d'y estre admis & d'y avoir voix deliberative. M. Coquelay promoteur pour la province de Paris representa que dans les assemblées des estats precedemment tenus à Paris & à Blois, les deputés de l'université qui s'y estoient presentés, n'y avoient point esté receus; pourquoi il s'opposa à ce que ledit Tisart y fust receü. Cependant il fut avisé que pour bonnes considerations il y seroit receü, à la charge qu'il n'auroit seance & voix deliberative qu'après les deputés (l'auteur de la replique dit, de la ville de Paris, mais le proces verbal met simplement, de Paris; ce qui fait une difference considerable) & ce sans tirer à consequence, & sans qu'il pust presenter des cahiers, mais qu'il les remettroit ez mains des deputés de Paris, aux

Reponse
memoire
l'université

aux frais & despens de l'université.

L'auteur de la replique met en fait que depuis deux siècles l'université n'a été mandée pour rendre ses devoirs aux rois dans les ceremonies publiques, que trois fois, la première le 16. Mars 1509. après la victoire remportée par Louis XII. sur les Venitiens; la seconde, le 16. Novembre 1661. à l'occasion de la naissance du dauphin; & la troisième en 1690. à l'occasion de la paix generale; & que les registres de l'hostel de ville font foi que dans ces trois occasions la ville a été introduite à l'audience après les cours superieures, avant l'université. D'où il s'ensuit que l'université a tort de se prétendre offensée de ce qu'on a rendu la même justice à la ville en 1700. à l'audience du roy d'Espagne.

C. Qu'à l'audience de 1661. dont on vient de parler, sur ce que le recteur de l'université parloit de la prétention qu'il avoit de précéder la ville, monsieur de Séve alors prevost des marchands pria monsieur du Pleffis-Guenegaud secretaire d'etat, de savoir là-dessus la volonté du roy, & de conserver la ville dans la préférence dont elle estoit en possession; que monsieur de Guenegaud ayant informé le roy de cette contestation, receut là-dessus l'ordre de sa majesté, & étant revenu avec le maître des ceremonies, introduisit la ville à l'audience du roy, & à celle de la reine & du dauphin; après quoi l'université fut introduite à son tour, sans se plaindre de ce qu'avoit réglé le roy, & sans faire de protestation; au contraire, elle D. a suivi cet ordre avec soumission en 1698.

L'auteur passe ensuite aux entrées & aux processions. Il remarque d'abord qu'il y en a peu où l'université ait assisté, au lieu que la ville a été mandée à toutes; ce qui marque bien précisément, dit-il, la préférence que nos rois lui ont toujours donnée sur l'université. Il cite plusieurs entrées auxquelles l'université n'a point assisté; comme celle qui fut faite à Louis XII. le 2. Juillet 1498. celle de la reine F. G. Anne de Bretagne en 1501. celle de la reine Marie sœur du roy d'Angleterre en 1514. celle de la reine Eleonor d'Autriche en G. G. 1530. celle du legat de la même année, celle du roy de Pologne en 1573. celle d'un autre legat en 1664. celle du roy après la prise de la Rochelle.

H. A l'entrée du roy Henry II. faite le 16. Juin 1549. l'université marchoit après les paroisses, la ville ensuite, puis le chastelet, les generaux des monnoyes, les generaux des aides, la chambre des comptes, & le parlement le dernier. La ville assista

ensuite au dîner que le roy donna au palais, & l'université ne s'y trouva point; & le lendemain la ville eut l'honneur de donner à dîner au roy au palais episcopal.

A l'entrée du roy Charles IX. en 1571. l'université & la ville tinrent le même rang qu'à celle de Henry II.

Des entrées l'auteur de la réponse passe aux processions solennelles, & observe d'abord qu'il est rare que l'université y soit mandée; qu'elle n'assiste pas à celles qui se font lorsqu'on descend la chaise de sainte Genevieve, & qu'elle ne vient point à celle qui se fait tous les ans le 15. d'Aoust, en execution de la declaration de 1638. au lieu que la ville assiste à toutes ces processions, & qu'il ne s'en fait point où elle ne se trouve. Que la seule procession solennelle où les registres de l'hostel de ville fassent mention de l'assistance de l'université, est celle qui se fit à saint Denis en 1554. à la descente des corps saints. Que là-même, selon le proces verbal tiré des registres du parlement, & rapporté par Godefroy, la ville fut placée à la gauche entre les generaux des aides & l'université; qu'à la procession le parlement & la cour des aides occupoient la droite; la chambre des comptes & la ville la gauche, suivie de l'université; & que pendant la procession le recteur de l'université s'étant ingéré de vouloir marcher devant la ville, quoiqu'elle n'en soit qu'un membre, la ville y conserva son rang.

L'auteur rapporte ensuite deux faits, qui ne regardent point la question dont il s'agit. Le premier est la contestation faite à une procession de 1508. par les prevost des marchands & eschevins, qui prétendirent que comme corps general ils avoient seuls droit de tenir la gauche du parlement, en quoi la chambre des comptes les vouloit troubler; & là-dessus la cour ordonna que la chambre & autres cours souveraines suivroient le parlement sur la droite, & que la ville seule seroit à la gauche du parlement, ce qui fut alors ainsi executé. Le second fait est qu'en 1509. le 25. de May, on fit une procession generale pour rendre grâces à Dieu de la victoire remportée sur les Venitiens; le parlement regla que la ville tiendrait son rang à gauche, & auroit la droite sur le clergé, attendu que le prevost & les eschevins représentoient le corps general de la ville.

L'auteur continue l'article des processions, en faisant observer qu'en 1530. le 8. Juillet il s'en fit une de Notre-Da-

me à sainte Genevieve, & de sainte Genevieve à Nostre-Dame, où le roy, toutes les cours souveraines & la ville assistèrent, & non l'université. En 1534. le 21. de janvier il se fit une procession generale, par ordre du roy, à saint Germain l'Auxerrois, où le roy, la reine, les princesses, les cardinaux, les evesques, les religieux & les paroisses assisterent avec toutes les cours souveraines & la ville; & pour empêcher qu'il n'y eût du desordre dans cette procession, le prevost des marchands manda le recteur & ses supposts à l'hostel de ville, leur fit defenses de venir à la procession, & leur enjoignit de se tenir dans leurs colleges, pour empêcher les escoliers d'en sortir. D'où l'auteur de la replique tire cette consequence, puisque la ville a droit d'imposer la loi à l'université, elle doit avoir sur l'université celui du pas. Il conclut de mesme pour le droit de préseance de la ville contre la prétention de l'université, de ce que l'université n'a point esté mandée à plusieurs autres processions où la ville a assisté en 1535. 1536. 1544. 1553. 1559. 1562. 1571. 1584. 1595. 1603. 1608. & 1669.

Après suit l'article des pompes funebres, où l'auteur de la réponse tronque & deguise beaucoup de faits, & avance beaucoup de choses qui ne sont pas veritables. Il commence par le convoi de la mere de François premier fait en 1531. où assista l'université qui marchoit avec le clergé, & la ville portoit le dais. L'université n'assistait point, dit-il, au service du roy Henri II. en 1559. à celui de l'empereur Ferdinand en 1562. à celui du duc de Toscane en 1574. à celui du roy Charles IX. & à celui de la princesse de Piemont en la mesme année. Elle n'estoit pas non plus aux services faits pour la reine d'Ecosse, le cardinal de Bourbon, le roy d'Espagne, & la reine Louise douairiere de France, à Nostre Dame & à saint Denis, en 1587. 1594. 1599. & 1601. ni à celui de monsieur de Montpensier en 1608. A la conduite du corps du roy Henri IV. à Nostre Dame en 1610. les cours & la ville suivoient les religieux, & l'université n'y estoit pas. Au service fait ensuite à Nostre Dame on n'y vit point paroître l'université. A la conduite du corps de Nostre-Dame à saint Denis, la ville porta le dais & conduisit le corps jusqu'à la croix panchée; & l'université qui marchoit après les paroisses, se retira à saint Lazare. Le lendemain les cours & la ville se trouverent à saint

Denis, & l'on n'y vit point l'université. L'auteur donne pour garent de toutes ces negatives, les registres de l'hostel de ville.

Il s'en sert de mesme pour prouver le rang qu'a pris la ville dans le chœur de Nostre-Dame aux services solempnels au-dessus de l'université. Il dit donc qu'au service fait pour la reine d'Espagne en 1611. le parlement avoit la droite immediatement après les six premieres chaires du costé de la chaire episcopale, reservées pour le deuil; qu'ainsi le premier president occupoit la septième chaire; après lequel estoit le gouverneur de Paris, & ensuite le parlement; & qu'à la gauche, vis-à-vis le parlement, chaire pour chaire, estoit la chambre des comptes, la cour des aides, & la ville, après laquelle estoient le recteur & ses supposts. Qu'aux services faits pour l'empereur Mathias en 1619. & pour le roy d'Espagne en 1620. la ville estoit entre la cour des aides & l'université. Qu'à celui fait pour le cardinal de Rais en 1622. l'université fut placée après la ville; de mesme qu'à celui fait pour la princesse de Condé en 1629. & à un autre fait pour une autre princesse de Condé aux Cordeliers en 1650. Qu'au service de M. de Gondi archevesque, fait en 1654. les cours & la ville y assisterent, & non l'université. Enfin, qu'aux services qui furent faits en 1661. pour le duc d'Orleans & pour le cardinal Mazarin, en 1669. pour la reine d'Angleterre, en 1679. pour la duchesse d'Orleans à saint Denis, en 1683. pour la reine, la ville prit ses places ordinaires après la cour des aides, & l'université se plaça au-dessous du parlement aux basses chaires & non pas aux hautes, comme elle le dit dans son memoire.

Quant aux *Te Deum*, l'auteur de la réponse prétend tirer avantage de ce que l'université convient dans son memoire qu'elle n'est point appelée à ces sortes de ceremonies, & se contente de supplier le roy d'ordonner qu'elle s'y trouvera désormais, & y aura sa place ordinaire à la suite du parlement. Cet oubli fait de l'université dans de pareilles ceremonies, est une marque selon lui de la preference que l'on a toujours donnée sur elle à la ville, qui est toujours mandée à ces resmoignages publics de rejouissance. Mais il affoiblit lui-mesme cet avantage prétendu, lorsqu'il convient que depuis deux siecles l'université a esté mandée trois fois aux *Te Deum*: c'est à savoir le 24. Decembre 1587. à celui qui fut

R.

S.

T.

fut chanté à Nostre-Dame en présence du roy, après la dé faite des Reîtres, & le lendemain aux Augustins, où le roy, les reines & les princesses assistèrent. Dans ces deux ceremonies, selon l'auteur de la réponse, le parlement occupoit seul les hautes chaires du costé droit; & au costé gauche, la chambre des comptes, la cour des aides, la ville & l'université estoient placées aux hautes chaires, & le rang de la ville est clairement marqué entre la cour des aides & l'université. Le mesme ordre fut observé, adjouste-t-il, le 3. de Juillet 1673. au *T^e Deum* qui fut chanté à Nostre-Dame en présence du roy, à son retour de la campagne de Hollande. Le parlement occupoit seul les hautes chaires du costé droit; & au costé gauche, après la chambre des comptes & la cour des aides, le corps de ville fut placé au-dessus de l'université.

X.
Replique ou
condemnem.
de l'univer-
ité.

Après que cette réponse de l'avocat de la ville eut paru, l'université y fit une replique sous le titre de second memoire. L'auteur de cet escrit pose d'abord 2. observations propres à renverser un grand nombre des objections de son adversaire; la premiere est que l'auteur de la réponse abuse souvent d'un principe très-vrai, c'est à sçavoir, que *le tout est plus grand que sa partie*, pour en conclure que l'université qui n'est qu'une partie de la ville, doit ceder le pas à la ville mesme. L'abus vient de l'équivoque du terme de *ville*. L'université n'est partie de la ville, qu'en tant que le mot de *ville* est un nom collectif qui comprend tous les habitans de la ville & des fauxbourgs de Paris. Dans ce mesme sens le parlement est aussi partie de la ville; & conclura-t-on de là que la ville doit avoir le pas sur le parlement? Dans la question presente on n'entend par le nom de *ville*, que le corps politique des bourgeois & marchands de Paris, qui a pour chefs le prevost des marchands & les eschevins; & certainement l'université n'est point partie de cette sorte de ville. La seconde observation est fondée sur l'usage établi depuis long-tems, que l'université ne sortant point en cavalcade avec les corps laïques, se joint au clergé aux entrées des rois & des princes, aux processions generales & aux convois. Or tout le monde sait que dans ces sortes de ceremonies le clergé marche d'abord, & puis est suivi par les cours superieures & les autres compagnies laïques, du nombre desquelles est la ville. S'ensuit-il de là que les compagnies laïques ayent le

pas sur le clergé? Il faudroit avoir oublié que la pieté des François les a portez de tout tems à regarder le corps des ministres de la religion comme le premier de l'estat. Ainsi tout ce que l'auteur de la réponse conclut en faveur du pas de la ville sur l'université, de ce que la ville a marché après l'université dans les ceremonies où l'université estoit jointe au corps ecclesiastique, demeure de nulle valeur.

Ces deux observations composent la premiere partie de la replique de l'université. La seconde contient la réponse aux faits alleguez par l'avocat de la ville; & la troisieme partie renferme une réponse à ses plaintes. Nous laisserons cette troisieme partie, qui ne fait rien à nostre sujet, & sans nous arrester à suivre exactement l'auteur de la replique dans sa seconde partie, nous nous contenterons d'en tirer ce qui peut servir de réponse aux faits avancez par l'avocat de la ville, selon l'ordre des lettres capitales que nous avons mises à l'extrait que nous avons fait de son escrit, à quoi nous employerons aussi quelques annotations marginales faites par l'université sur ce mesme escrit.

Au sujet des estats de Blois, il est remarqué par l'université, que dans le proces verbal il y a : *Les deputez de Paris* representans les estats de la province, & qu'il n'y a pas : *Les deputez de la ville de Paris*.

Sur ce que l'on dit que l'université n'a esté mandée que trois fois depuis deux cens ans pour rendre ses devoirs aux rois, on respond premierement, que l'université, comme fille aînée de nos rois, a toujours esté dans la pratique de se presenter à eux pour les complimenter, sans estre mandée; & l'on en cite quelques exemples. En 1660. le 20. Aoust, l'université, sans estre mandée, alla à Vincennes pour faire ses complimens à sa majesté avant son entrée à Paris avec la reine. En 1662. le 20. Novembre, elle alla faire compliment à la reine mere, laquelle ayant sceu l'arrivée de l'université, ordonna qu'on lui fist un grand feu dans son antichambre, en attendant qu'elle fust en estat de donner audience. En 1666. le 30. Janvier le recteur & les deputez de l'université allerent à saint Germain en Laye faire leurs complimens de condoléance au roy sur la mort de la reine mere, & ils eurent audience de sa majesté sans avoir esté mandez. En 1683. le 6. Septembre, le roy receut à

Fontainebleau les complimens de l'université sur la mort de la reine Marie-Thérèse. On répond en second lieu, que dans toutes les occasions où les deux corps de la ville & de l'université ont esté mandez, ou se sont trouvez ensemble, l'université a toujours eu le pas sur la ville; ce qui doit resulter de l'examen des faits. On répond en troisième lieu, que dans les trois occasions mesmes citées par l'avocat de la ville (lettre B) il n'est point vrai que l'université ait esté mandée, non plus que les autres compagnies; parce que le roy ne donne pas d'ordre qu'on aille lui faire des complimens de conjouissance ou de condoléance. Enfin, si l'avocat de la ville prétend que ces trois occasions sont les seules où l'université ait rendu de ces sortes de devoirs publics aux rois, on lui fait voir qu'il s'est lourdement trompé. Car sans compter les faits de 1662. 1666. & 1683. qu'on vient de citer, l'université eut ordre d'aller faire compliment à la reine d'Espagne avant son départ, au palais royal le 7. Septembre 1679. Le 20. de Juin de la même année elle avoit eu le même honneur auprès du roy, à saint Germain en Laye, à l'occasion de la paix; & le sieur Lair, alors recteur, porta la parole en ces deux rencontres. Le 19. May 1690. le sieur le Sourt alors recteur de l'université, depuis curé de S. Paul, alla faire ses complimens de condoléance au roy à l'occasion de la mort de madame la dauphine. M. de Saintot voulut en cette occasion empêcher les massiers de l'université d'entrer dans la chambre du roy. Le recteur s'arresta, & M. François de Harlay archevesque de Paris representa à sa majesté que l'université avoit eu de tout temps l'honneur d'entrer dans sa chambre avec ses massiers tenans leurs masses bas. Le roy marqua qu'il vouloit qu'on suivist l'ancienne coustume, & les massiers entrèrent, & monsieur de Saintot promit que ce seroit une chose réglée pour l'avenir. Il l'avoit déjà promis dez le 20. Novembre 1662. lorsque l'archevesque d'Auch introduisit l'université chez la reine mere, où l'université fut précédée de ses massiers, qui baissèrent leurs masses dans la chambre de sa majesté, comme ils l'avoient fait un moment auparavant chez le roy; ce qui n'a pas empêché depuis M. des Granges maître des ceremonies, de donner ordre à son commis, le 22. Novembre 1700. d'écire que l'entrée des massiers dans la chambre où le roy d'Espagne donnoit au-

dience à l'université, estoit contre les regles. On passe sous silence plusieurs autres occasions où l'université a esté faire ses complimens aux rois, aux reines, &c.

Pour ce qui regarde la ceremonie de 1661. on prétend que la narration de l'avocat de la ville est estropiée, & voici comme on la rectifie. La naissance de monseigneur le dauphin ayant esté annoncée à Paris, l'université ordonna une procession solennelle, qui se fit le 10. Novembre, au college royal de Navarre. On apprit en ce tems-là de quelques-uns de messieurs les deputez du parlement, qui avoient esté à Fontainebleau faire leur compliment au roy, que sa majesté se ressouvenoit agreablement du discours qui lui avoit esté fait l'année précédente, à son entrée dans Paris avec la reine, par le sieur de Lenglet alors recteur; & que quelques personnes de la premiere consideration lui ayant fait connoître que l'université qui n'a que très-peu de bien, s'incommode beaucoup quand elle est obligée de sortir de Paris (ce qu'elle ne fait jamais que pour les rois & les papes en personne, & par ordre exprès du roy) sa majesté avoit répondu qu'elle s'estoit cependant attendu à un compliment de la part de l'université; cette nouvelle obligea la compagnie à deputer à la cour les sieurs de Lenglet & Quintaine, afin de savoir si elle ne seroit point incommode à sa majesté. Le roy marqua qu'il la recevroit avec plaisir, & donna même un jour pour cela: adjoustant cependant, sur ce qu'il avoit appris que l'université estoit peu accommodée de biens, qu'il n'usoit point de commandement à son égard. On se disposa donc à partir; mais on n'arriva point au jour marqué, parce qu'on ne put trouver de voitures prestes. On ne put se trouver à Fontainebleau que le 16. du mois, qui estoit le jour donné à la ville. Quand l'université entra au chasteau, elle y trouva la ville, qui attendoit depuis long-temps; & comme monseigneur de Seve prevost des marchands jugea qu'il y auroit contestation, & que l'université voudroit user de son droit, il s'adressa à monsieur du Pleffis Gueneaud secretaire d'estat, pour la prévenir; en sorte que sans entendre l'université, la double raison de la ville, c'est à sçavoir que c'estoit son jour, & qu'elle attendoit depuis long-temps, la fit introduire pour cette fois avant l'université, sans préjudice de ses droits; comme monsieur

de Saintot le marqua expressément au sieur Cesar Egalé du Boulay recteur de l'université. Ainsi il n'y eut ni contestation ni décision en faveur de la ville. Il n'y en a pas eu non plus en 1698. (lettre D.) puisque la ville & l'université furent mandez à jours différens.

D.

E. Sur ce qui est dit (lettre E.) qu'il y a peu d'entrées de rois auxquelles l'université ait assisté; l'on répond en general par la seconde observation qui sert de preliminaire à cette replique, & l'on dit qu'il n'est pas surprenant que l'avocat de la ville trouvant l'université confonduë avec le clergé dans plusieurs de ces rencontres, ne l'ait pas distinguée, & ait cru mesme ne la voir point.

F. L'avocat de la ville pose en fait (lettre F.) que l'université n'assista point à l'entrée de Louis XII. en 1498. au retour de son sacre. Mais il n'avoit qu'à lire la page 242. du premier volume du Cerémonial François, & il y auroit trouvé que l'université fut presente à cette ceremonie, joignant, à son ordinaire, l'evêque de Paris & plusieurs autres prelatz; & qu'un docteur fit une très-belle harangue au roy. A la page 216. du mesme volume on voit la même chose à l'entrée de Charles VIII. en 1484. & à la page 182. à celle de Louis XI. en 1461.

On convient que l'université n'a point assisté aux entrées de la reine Anne en 1501. de la reine Marie en 1514. & de la reine Eleonor en 1530. (lettre G.) La réponse est courte, mais peremptoire; c'est que le clergé n'y assista point, ni par consequent l'université, qui se joint ordinairement au clergé dans ces rencontres.

GG. On s'estonne que l'avocat de la ville ait osé avancer que l'université ne se trouva point à l'entrée du legat Chigi en 1664. (lettres G G.) L'université conserve dans ses archives la lettre de cachet par laquelle le roy lui ordonne de se trouver à cette ceremonie, & marque qu'il veut qu'elle en use comme en 1625. à la reception du cardinal François Barberin. En execution des ordres de sa majesté l'université fit faire un theatre sur la porte des filles sainte Marie rue saint Antoine, où elle attendit le legat, qui s'estant destourné dans sa marche, pour approcher de ce theatre, fut complimenté par le sieur Rouillard recteur. Il est mesme remarqué dans les registres de l'université, que le cardinal ayant osté son chapeau rouge, pour saluer l'université, se couvrit ensuite de son bonnet

carré pendant le compliment.

La seconde observation preliminaire de la replique a prevenu la réponse à ce qui est remarqué par l'avocat de la ville (lettre H.) sur la jonction de l'université avec les paroisses.

H.

On met au nombre des inutilitez ce qu'observe l'avocat de la ville (lettre J.) qu'il est rare que l'université soit mandée pour assister aux processions generales.

J.

La seule procession solemnelle où l'université ait assisté, à ce que prétend l'avocat de la ville (lettre K.) est celle qui se fit à saint Denis en 1554. & sur ce qu'il dit à cette occasion du rang de l'université, voici ce qu'elle répond: Le procès verbal cité par Godefroy met cette procession en 1552. le 28. Avril, & non pas en 1554. comme dit l'avocat de la ville; & si on veut prendre la peine de lire ce proces verbal, on trouvera que le cardinal de Bourbon & les cardinaux du Bellay & de Meudon, avec quelques evêques, estoient placez dans les hautes chaires de l'église de saint Denis à main droite, du costé de l'autel, & que le parlement les joignit en continuant vers la nef. A l'égard de la main gauche le recteur de l'université estoit assis du costé de l'autel dans les hauts sieges, vis-à-vis les cardinaux & evêques, & par consequent elle avoit rang avec le clergé. La chambre des comptes estoit proche la nef; ensuite les generaux des aides, & puis le prevost des marchands & les eschevins. On ne voit point là que la ville soit suivie de l'université; au contraire l'université est à la place d'honneur, par rapport à la ville. Il est vrai que lorsqu'on fit la procession dans le cloistre, comme l'université marchoit dans son rang, avec les autres compagnies, qui estoient à costé gauche, le prevost des marchands prétendit que la ville devoit la preceder, par la raison que *le tout est plus grand que sa partie*; ce qui fit quelque bruit & confusion. C'est tout ce que porte la relation. Mais il n'est pas dit que l'université ceda à la ville. Au contraire cette prétention de la ville eut si peu lieu, qu'en une autre procession faite dans la même eglise au mois de Janvier 1552. (c'est-à-dire 1553. car ce ne fut que depuis 1564. que l'on commença en France les années au premier Janvier) il est dit à la page 951. du 2. tome du cerémonial François, dans un extrait de l'hostel de ville, que l'université marcha au costé droit après le parlement, & au-dessus de la ville. Lors donc que l'avocat de la ville

K.

M. dit que la ville conserva son rang (lettre M.) on en demeure d'accord ; mais ce rang est après l'université.

N. Quant à la procession de 1534. faite à Paris le 21. Janvier en l'honneur du saint sacrement, où l'avocat de la ville pretend que l'université n'a point assisté &c. (lettre N.) On répond 1^o. que tous

les membres qui composent l'université auront toujours beaucoup de respect pour monsieur le prevost des marchands, & que la compagnie en corps se fera toujours un devoir de concourir avec lui au bien public, sur tout lors qu'à une naissance illustre il joindra un grand fonds de probité & un grand amour pour la justice, comme celui qui remplissoit alors

* Monsieur d'Orsay, Charles Boucher conseiller au parlement.

(en 1700.) cette importante place ; * & qu'elle auroit pareillement pour messieurs les eschevins & les autres officiers de l'hôtel de ville tous les égards que l'on doit avoir pour des gens d'honneur, qui sont dans des emplois distinguez, & qui rendent de grands & d'importans services au public. 2^o. Mais que si messieurs le prevost des marchands & les eschevins prétendoient user de commandement, aux termes de l'avocat de la ville ; on prendroit la liberté de leur représenter qu'ils n'ont aucune juridiction sur l'université ; parce qu'elle doit son établissement à nos rois, & non à la ville, & qu'elle a de plus sa juridiction sur ses supposés, dont les sentences sont relevées au parlement, & non pas à l'hôtel de ville. 3^o. Qu'il peut bien arriver que messieurs les prevost des marchands aient donné quelques ordres aux principaux & aux regens des colleges, de la part du roy, en vertu d'une commission particuliere, comme nous voyons à present (en 1700.) que la capitation des professeurs & autres supposés de l'université ayant esté arrestée au conseil de sa majesté, & la repartition en étant faite par le recteur & les officiers de la compagnie, on en porte l'argent au receveur de la ville. Mais quand messieurs de l'hôtel de ville n'agissent qu'en leur nom, il faut un *pareatis* du recteur pour faire executer leurs mandemens dans l'université. On en voit un exemple de l'an 1588. au VI. tome de l'Histoire de l'université, page 801. où messieurs de l'hôtel de ville parlent ainsi : *Plaise à monsieur le recteur faire executer par ses bedeaux le present mandement. Signé, Everard.* Après quoi suit l'ordre du recteur donné en Latin. 4^o Qu'à l'égard du fait allégué par l'avocat de la ville, il est bien

certain que l'université assista à la procession, quoiqu'il suppose le contraire. Et pour en estre convaincu, l'on n'a qu'à lire la page 941. du second tome du ceremonial François, on y trouvera que l'église de Nostre-Dame marchoit à la droite, & l'université à la gauche ; les chanoines de ladite eglise allant deux à deux, & le recteur seul avec ses bedeaux portant devant lui les masses d'or & d'argent. Après lui venoient les docteurs en theologie, medecine, droit & autres en grand nombre, vêtus de leurs habits doctoraux, tenans tous un cierge de cire vierge ardent en leurs mains. Il y a mesme une chose tres-remarquable pour le fait present, dans la description de cette procession, à la page 943. c'est que le roy ayant dîné à l'evêché, après qu'il fut hors de table, il s'assit dans un lieu propre à estre veü & entendu de toute la compagnie, ayant autour de soy messeigneurs ses enfans, & autres princes & seigneurs de son sang, les cardinaux, messieurs de son conseil estroit, & avec eux les presidens de la cour de parlement, plusieurs seigneurs & ambassadeurs ; il fit venir les estats de la ville, c'est à sçavoir ledit evêque, accompagné des plus apparens de son clergé ; le recteur de l'université accompagné des plus notables docteurs & supposés d'icelle ; le prevost des marchands & les eschevins, avec grand nombre des principaux officiers & marchands de la ville. Le roy François I. qui est le restaurateur des lettres en France, sçavoit l'ordre qui devoit estre gardé entre les estats de la ville ; c'est pour cela qu'il appelle premierement le clergé, secondement l'université, troisiémiement la ville.

Le raisonnement par lequel l'avocat de la ville conclut (lettre O.) de plusieurs processions où l'université n'a point assisté, que la ville doit avoir le pas sur l'université, est un raisonnement qui n'est pas selon les regles de la logique.

A ce que l'avocat de la ville avance (lettres P. Q. R. S.) au sujet des services funebres, voycy ce que l'université repond. On a rapporté dans le premier memoire un extrait des registres du parlement, qui fait voir clairement qu'au service de François I. à Nostre-Dame en 1547. l'université estoit dans les hauts sieges après le parlement, & que le prevost des marchands & les eschevins estoient dans les bas sieges. La mesme chose avoit esté pratiquée au service du roy Charles VII. en 1461. & à celui de la reine son epouse en 1463. Mais parce qu'on

O.

P. Q. R. S.

qu'on n'y parle point de Henri II. l'avocat de la ville pretend que l'université ne s'y est point trouvée, ce qu'on ne se mettroit pas beaucoup en peine de lui contester, puisqu'il n'en peut tirer aucun avantage. Mais comme il avance que l'université n'a assisté ni à la conduite du corps de Henri IV. à Nostre-Dame, & ensuite à saint Denis, ni au service qui fust fait pour lui; ce qu'il dit, non-seulement contre la foi des registres de l'université, mais encore contre la teneur de la lettre de cachet du 19. Juin 1643. qui est relative à ce qui fut fait aux obseques de Henri IV. par où il paroît que l'université avoit huit places dans les hautes chaires, & autant en bas, ensuite du parlement; on a peine à comprendre comment il ose assurer des choses si contraires à la verité & si faciles à refuter. On doit neantmoins cesser de s'en estonner, puisqu'il ne fait pas difficulté d'assurer, non-seulement contre les termes exprés des lettres de cachet du roy, mais encore contre la notoriété publique, qu'aux services qui furent faits pour monsieur le duc d'Orleans en 1661. pour le cardinal Mazarin en la mesme année, pour la reine d'Angleterre en 1669. pour madame la duchesse d'Orleans en 1670. pour la reine en 1683. la ville estoit après la cour des aides, & l'université au dessous du parlement, aux basses chaires. Il ne lui manquoit plus qu'à dire que le 23. Juillet 1701. au service de Monsieur frere du roy, la ville estoit après la cour des aides dans les hautes chaires, & l'université dans les basses. Et les registres de l'université & les lettres de cachet font foi que l'université estoit dans les hauts sieges & la ville dans les bas, au service de mademoiselle de Montpensier à S. Denis le 7. May 1693. à celui de madame la dauphine à S. Denis le 3. Juin 1690. à celui du prince de Condé à Nostre-Dame le 10. Mars 1687. à ceux qui furent faits dans les deux eglises pour la feuë reine au mois d'Aoust 1683. à celui de la duchesse d'Orleans à saint Denis le 21. Aoust 1670. à celui de la reine d'Angleterre dans les deux eglises au mois de Novembre 1669. à ceux de la reine Anne d'Autriche dans les deux eglises au mois de Fevrier 1666. à celui de Philippes IV. roy d'Espagne, à Nostre-Dame le 28. Novembre 1665. à celui de la duchesse de Savoye au mois de Mars 1664. à celui de Jean IV. roy de Portugal à Nostre-Dame le 14. Avril 1657. à celui de la princesse de Condé,

aux Cordeliers le 23. Decembre 1650. à celui du prince de Condé à Nostre-Dame le 8. Janvier 1647. à celui d'Elisabeth reine d'Espagne à Nostre-Dame le 3. Decembre 1643. à celui de Henri IV. à Nostre-Dame le 29. Juin 1610. &c. & si l'université n'assista point à Nostre-Dame au service de Jean-François de Gondy archevesque de Paris en 1654, c'est qu'elle n'en avoit point receu d'ordre du roy, non plus que les autres compagnies, & que messieurs du chapitre ne vouloient pas lui accorder les huit sieges en haut & autant en bas, dont elle estoit en possession dans ces sortes de rencontres.

A l'article des *Te Deum* (lettres T. V. X.) l'université respond, qu'à celui du 24. Decembre 1587. si l'on a égard à la note marginale qui a esté mise au second tome du Ceremonial François de Godefroy, page 989. l'université n'estoit qu'après la ville; mais une note marginale ne fait pas de decission, il faut avoir recours au texte, & l'on y trouve qu'au costé droit estoient les reines, la princesse de Lorraine, les duchesses de Nemours, de Montpensier & de Guise. Puis après quelques chaires vuides estoient les presidents de la cour. . . & toute ladicte cour jusqu'à la porte du chœur, ex hautes & basses chaires. Du costé de main gauche, vis-à-vis desdits presidents, estoient les presidents des comptes & leur compagnie, puis ceux des aydes, de l'hostel de ville. On adjouste : & le recteur de l'université près la porte du chœur. Cela supposé, dit le second memoire de l'université, si l'université est après l'hostel de ville, à cause que le recteur se trouve près la porte du chœur; il s'ensuivroit que dans la ceremonie de l'an 1552. faite à saint Denis le 28. Avril, dont on a parlé ci-dessus, la chambre des comptes qui estoit proche de la porte du chœur, se seroit trouvée au dessous de la cour des aides, & la cour des aides au dessous de l'hostel de ville. La place qui est proche la porte du chœur est quelquefois la dernière, & quelquefois elle ne l'est pas. Cela dépend du costé ou de la nef ou de l'autel où la file commence. Par exemple aux funerailles faites à saint Denis le 23. Juillet 1701. pour feu Monsieur frere unique du roy Louis XIV. le recteur de l'université d'une part estoit après le dernier conseiller du parlement, & d'autre part après le dernier maistre des comptes suivoit le premier president de la cour des aides &c. En ce cas la place près de la porte du chœur estant

Ceremon.
Féroc. tom. 2.
pg. 255.

la dernière, fera occupée, non par le recteur, mais par le dernier des docteurs ou supposés de l'université. Mais cela ne s'est pas toujours pratiqué ainsi, témoin la procession du 28. Avril 1552. Quoi qu'il en soit de cette réponse, l'université rapporte un autre fait plus décisif en sa faveur. A la procession qui fut faite pour la prise de Calais sur les Anglois en 1557. l'université marchoit à son ordinaire avec le clergé; & au *Te Deum* qui fust chanté après cette procession, le parlement estoit assis au costé droit; & la chambre des comptes, les généraux des aides, le recteur, l'université & la ville au costé gauche. D'où l'université croit pouvoir conclure, 1^o. Que l'université a rang au dessus de la ville; 2^o. Que ce n'est pas en 1587. que l'université a commencé d'assister aux *Te Deum*, comme l'a dit l'avocat de la ville.

*EDIT DU ROY LOUIS XIV.
portant reglement pour la juridiction du
lieutenant general de police, & celle des
prevost des marchands & eschevins de
Paris.*

AN. 1700.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous presens & à venir, salut. Les inconveniens que causent les conflits de juridiction estant également contraires au bien de la justice, à l'ordre public & à la dignité des magistrats qui sont obligés d'y prendre part, nous avons estimé nécessaire de nous faire rendre compte de quelques difficultez que la creation de plusieurs charges, les interets des officiers qui en ont esté pourvus, la diversité des usages dans les différentes juridictions, & la multitude des affaires que la grandeur de nostre bonne ville de Paris & le commerce que l'on y fait ont produit depuis plusieurs années, entre nos officiers du chastelet & les prevost des marchands & eschevins de nostredite ville; & voulant leur donner encore plus de moyen de continuer à nous rendre dans la suite les services que nous en recevons avec beaucoup de satisfaction, & garantir en mesme temps nos sujets de l'embarras où ils se trouvent, lors qu'ils ne savent pas précisément à qui ils doivent s'adresser pour demander justice, & pour recevoir les ordres qui doivent estre donnez suivant les différentes occurrences; après avoir entendu le rapport qui nous a esté fait dans nostre conseil de dites difficultez, nous a-

vons estimé nécessaire de les terminer par nostre present reglement, & de prévenir les suites facheuses qu'elles pourroient avoir à l'avenir, en declarant ainsi nostre volonté. A CES CAUSES & autres à ce nous mouvans, & de nostre certaine science, pleine puissance & autorité royale, nous avons dit, ordonné & déclaré, & par ces presentes signées de nostre main, disons, ordonnons, déclarons, voulons & nous plaist,

I. Que le lieutenant general du prevost de Paris pour la police, & les prevost des marchands & eschevins exercent chacun en droit soy la juridiction qui leur est attribuée par les ordonnances, sur le commerce des bleds & autres grains, & les fassent executer à cet égard, ensemble les reglemens de police, ainsi qu'ils ont fait bien & déüement jusqu'à cette heure: c'est à sçavoir que le lieutenant general de police connoisse dans l'estenduë de la prevosté & vicomté de Paris & mesme dans les huit lieues aux environs de la ville, de tout ce qui regarde la vente, livraison & voiture des grains que l'on y amene par terre, quand mesme ils auroient esté chargez sur la riviere, pourveu qu'ils en ayent esté dechargez par la suite sur la terre, à quelle distance que ce puisse estre de ladite ville, comme aussi de toutes les contraventions qui pourroient estre faites aux dites ordonnances & reglemens, quand mesme on prétendroit que les grains auroient esté destineez pour cette ville, & qu'ils devroient y estre amenez pareau, & ce jusqu'à ce qu'ils soient arrivez au lieu où l'on doit les charger sur les rivières qui y affluent; & que les prevost des marchands & eschevins connoissent de leur part de la vente & livraison desdits grains, lors qu'elles se feront dans le lieu où ils doivent estre embarquez sur lefd. rivières, & pareillement de la voiture qui s'en fera par icelles; & si dans les procez qui sont portez devant eux pour raison des ventes & livraisons ainsi faites, & des voitures desdits grains, ils trouvent qu'il y ait eü quelque contravention aux ordonnances & reglemens de la police, ils en prendront connoissance, & pourront ordonner sur la requisition qui sera faite d'office par nostre procureur & de la ville, tout ce qu'ils estimeront nécessaire pour l'excution de nos ordonnances & reglemens.

II. Que les prevost des marchands & eschevins recoivent en la maniere accoustumée les declarations de tous les vins qui

qui arrivent en nostredite ville de Paris, qu'ils prennent connoissance de tout ce qui regarde la vente & le commerce de ceux qui doivent y estre conduits, dedans & depuis le lieu où on les charge sur les rivières, ensemble de leurs voitures par icelles, & incidemment aux procez qui seront ententez pour ce sujet, des contraventions qui pourroient avoir esté faites à nos ordonnances & reglemens de police, lorsqu'ils seront dans les lieux où l'on les charge, & tant qu'ils seront dans les bateaux, sur les ports & sur l'estape de cette ville; & que le lieutenant general de police ait toute juridiction, police & connoissance sur la vente & commerce qui se fait desdits vins, lorsque l'on les amene par terre en cette ville, & des contraventions qui peuvent estre faites aux ordonnances & reglemens de police, mesme sur ceux qui ont esté amenez par les rivières, aussi-tost qu'ils seront transportez des bateaux sur lesquels ils ont esté amenez des ports & estapes de ladite ville dans les maisons & caves des marchands de vin, & sans que les officiers de la ville puissent y faire aucunes visites, ni en prendre depuis aucune connoissance, sous pretexte des mesures, ou sous quelque autre que ce puisse estre.

III. Que les prevost des marchands & eschevins connoissent de la voiture qui se fait par eau de bois mairin & de charonage, & qu'ils reglent les ports de cette ville où ils devront estre amenez & deschargez, & que le lieutenant general de police connoisse de tout ce qui regarde l'ordre qui doit estre observé entre les charons & autres personnes qui peuvent employer lesdits bois de mairin & de charonage que l'on amene en nostred. ville de Paris; & pour prévenir les contestations qui peuvent arriver au sujet de la descharge desdits bois à terre, voulons que le voiturier qui les aura amené, ou celui à qui ils appartiendront, soient tenus de faire signifier au bureau des maistres charons, par un huissier ou sergent du chastelet, l'arrivage desdits bois, afin que les jurez en fassent la visite & le lotissement dans les trois jours qui suivront celui de la signification; & à faute par eux de faire la visite & le lotissement dans ledit temps, permettons au voiturier ou à celui à qui lesdits bois appartiendront, de les faire descendre à terre, sans en demander la permission à aucun juge, & d'en disposer, après neantmoins que la visite aura esté faite.

Tome II. Part. II.

IV. Que les prevost des marchands & eschevins connoissent de tout ce qui regarde les conduites des eaux & entretien des fontaines publiques, & que le lieutenant general de police connoisse de l'ordre qui doit estre observé entre les porteurs d'eau pour l'y puiser & pour la distribuer à ceux qui en ont besoin, ensemble de toutes les contraventions qu'ils pourroient faire aux reglemens de la police, & qu'il puisse pareillement leur faire deffenses d'en puiser en certains temps, & en certains endroits de la rivière, lorsqu'il le jugera à propos.

V. Que les prevost des marchands & eschevins prennent connoissance & aient juridiction sur les quays, pour empêcher que l'on n'y mette aucunes choses qui puissent empêcher la navigation sur la rivière, & pour en faire ôter celles qui y auroient esté mises, & pareillement celles qui pourroient causer le deperissement des quays, de l'entretien desquels ils sont chargez, & sans qu'ils puissent y faire construire à l'avenir aucunes eschopes, ni aucuns autres bastimens, de quelque nature que ce puisse estre, sans en avoir obtenu nostre permission. Voulons au surplus que le lieutenant general de police exerce sur lesdits quays toute la juridiction qui lui est attribuée dans le reste de nostredite ville, & qu'il puisse mesme y faire porter les neiges, lorsqu'il le jugera absolument necessaire pour le nettoiemment de la ville & pour la liberré du passage dans les rues.

VI. Ordonnons que la publication des traites de paix sera faite en presence de nos officiers au chastelet, & des prevost des marchands & eschevins, suivant les ordres que nous leur en donnerons, & en la forme en laquelle elle a esté faite à l'occasion des derniers traites de paix qui ont esté conclus à Riswik.

VII. Lorsque l'on fera des eschaffaux, pour des ceremonies ou des spectacles que l'on donne au sujet des festes & des réjouissances publiques, les officiers tant du chastelet que de l'hostel de ville, executeront les ordres particuliers qu'il nous plaira leur donner sur ce sujet, & lors qu'ils n'en auront point reçu de nostre part, voulons que le lieutenant general de police ait inspection sur les eschaffaux, & donne les ordres qu'il jugera necessaires pour la solidité de ceux qui seront faits dans les rues & mesme sur les quays, & pour empêcher que les passages necessaires dans la ville n'en soient embarslez ni empêchez; & que les pre-

Ccc

voit des marchands & eschevins prennent le mesme soin & ayent la mesme connoissance sur ceux qui pourront estre faits sur le bord & dans le lit de la riviere & dans la place de Greve.

VIII. Lorsqu'il arrivera un débordement d'eau, qui donnera sujet de craindre que les ponts sur lesquels il y a des maisons basties ne soient emportez, & que l'on ne puisse passer sûrement sur lesdits ponts, voulons que le lieutenant general de police & les prevosts des marchands & eschevins donnent conjointement, concurrence & par prevention tous les ordres necessaires pour faire déloger ceux qui demeurent sur lesdits ponts, & pour en fermer les passages; & qu'en cas de diversité de sentimens, ils se retirent sur le champ vers nostre cour de parlement, pour y estre pourveü; & en cas qu'elle ne soit pas assemblée, pardevers celui qui y preside, pour estre reglez par son avis.

IX. Les teinturiers, dégraisseurs & autres ouvriers qui sont obligez de se servir de l'eau de la riviere pour leurs ouvrages, se pourvoiront pardevers les prevosts des marchands & eschevins, afin de leur accorder la permission d'avoir des bateaux, s'ils en ont besoin, & de marquer les lieux où ils pourront les placer sans incommodité de ladite ville & sans empêcher le cours de la navigation; & lors qu'ils n'auront pas besoin d'avoir des bateaux, ils se pourvoiront seulement par devers le lieutenant general de police.

X. Le lieutenant general de police connoistra, à l'exclusion des prevosts des marchands & eschevins, de ce qui regarde la vente & le debir des huîtres, soit qu'elles soient amenées en ceste ville par eau ou par terre, & sans préjudice de la juridiction des commissaires du parlement sur le fait de la marée.

XI. Le lieutenant general de police aura connoissance de tout ce qui regarde l'ordre & la police concernant la vente & le commerce du poisson d'eau douce que l'on amene en nostredite ville; & à cet effet les marchands de poisson qui y demeurent, auront soin de le visiter exactement aussi tost qu'il y sera arrivé, & en feront rapport audit lieutenant general de police, lequel ordonnera sur lesdits rapports ou autrement tout ce qu'il estimera convenable à l'ordre & à la police publique touchant ladite marchandise; & lorsque les marchands forains & autres vendront du poisson

sur les boutiques & reservoirs aux femmes qui vendent en detail, ou telles autres personnes que ce puisse estre, ledit lieutenant general de police connoistra seul de tout ce qui regarde à cet égard l'ordre, la police & l'exécution de nos ordonnances & reglemens; & les prevosts des marchands & eschevins connoistront de ce qui regarde la vente & livraison dudit poisson qui est destiné pour nostredite ville de Paris dans les lieux où l'on le met sur les rivières navigables qui y affluent, ensemble de la voiture que l'on y fait dudit poisson depuis lesdits lieux, & des contestations qui peuvent arriver pour raison d'icelles, & pareillement de celles qui naistront entre lesdits marchands & les personnes qui acheteront ledit poisson en détail ou autrement sur la riviere, & mesme des contraventions qui pourroient avoir esté faites aux ordonnances & reglemens de police, & qui viendroient à leur connoissance incidemment ausdits proces.

XII. Enjoignons au surplus auxdits lieutenant general de police & prevost des marchands & eschevins, d'éviter autant qu'il leur sera possible toutes fortes de conflits de juridiction, de regler, s'il se peut, à l'amiable & par des conferences entr'eux, ceux qui seroient formez, & de les faire enfin regler au parlement le plus sommairement qu'il se pourra, sans qu'ils puissent rendre des ordonnances, ni faire de part & d'autre aucuns reglemens au sujet desdites contestations, ni sous aucun pretexte que ce puisse estre. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement à Paris, que ces presentes ils ayent à faire lire, publier & enregistrer, & le contenu en icelles faire suivre, garder, observer & executer selon sa forme & teneur, nonobstant tous edits, declarations, usages & autres choses à ce contraires, auxquelles nous avons dérogé & dérogeons par ces presentes; aux copies desquelles collationnées par l'un de nos amez & feaux conseillers & secretaires, voulons que foy soit adjoustée comme à l'original. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous y avons fait mettre nostre scel. Donné à Versailles au mois de Juin, l'an de grace M. DCC. & de nostre regne le LVIII. Signé, LOUIS; & plus bas: Par le roy, PHELYPEAU X. Et scellé du grand sceau de cire verte.

Registré,

Registré, ouy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executé selon la forme & teneur, suivant l'arrest de ce jour. A Paris en parlement le xii. Juin M. DCC. Signé, DONGOIS.
Pris sur l'imprimé.

ARREST DU CONSEIL D'ESTAT
du roy, portant établissement d'un conseil de commerce.

LE roy ayant connu dans tous les temps de quelle importance il estoit au bien de l'estat de favoriser & de protéger le commerce de ses sujets, tant au dedans qu'au dehors du royaume, sa majesté auroit à diverses fois donné plusieurs edits, ordonnances, declarations & arrests, & fait plusieurs reglemens utiles sur cette matiere. Mais les guerres qui sont survenues, & la multitude des soins indispenables dont sa majesté a esté occupée jusqu'à la conclusion de la dernière paix, ne lui ayant pas permis de continuer cette mesme application, & sa majesté voulant plus que jamais accorder une protection particuliere au commerce, marquer l'estime qu'elle fait des bons marchands & negocians de son royaume, leur faciliter les moyens de faire fleurir & d'estendre le commerce, sa majesté a cru que rien ne seroit plus capable de produire cet effet, que de former un conseil de commerce, uniquement attentif à connoître & à procurer tout ce qui pourroit estre de plus avantageux au commerce & aux manufactures du royaume. A quoi sa majesté desirant pourvoir, ouy le rapport du sieur Chamillart conseiller ordinaire au conseil royal, controlleur general des finances : LE ROY ESTANT EN SON CONSEIL a ordonné & ordonne qu'il sera tenu à l'avenir un conseil de commerce une fois au moins dans chaque semaine, lequel sera composé du sieur Daguesseau conseiller d'estat ordinaire & au conseil royal des finances, du sieur Chamillart conseiller audit conseil royal & controlleur general des finances, du sieur comte de Pontchartrain conseiller du roy en tous ses conseils, secretaire d'estat & des commandemens de sa majesté, du sieur Amelot conseiller d'estat, des sieurs Dernothon & Bauyn d'Angervilliers conseillers de sa majesté en ses conseils, maîtres des requestes ordinaires de son hostel, & de douze des principaux marchands negocians du royaume, ou qui auront fait long-temps

Tome II. Part. II.

le commerce. Que dans ce nombre de douze marchands negocians il y en aura toujours deux de la ville de Paris, & que chacun des dix autres sera pris des villes de Rouen, Bordeaux, Lyon, Marseille, la Rochelle, Nantes, saint Malo, l'Isle, Bayonne & Dunkerque. Que dans ledit conseil de commerce seront discutées & examinées toutes les propositions & memoires qui y seront envoyez, ensemble les affaires & difficultez qui surviendront concernant le commerce, tant de terre que de mer, au dedans & au dehors du royaume, & concernant les fabriques & manufactures; pour sur le rapport qui sera fait à sa majesté des deliberations qui auront esté prises dans ledit conseil de commerce, y estre par elle pourvéu ainsi qu'il appartiendra. Veut & entend sa majesté que le choix & nomination desdits marchands negocians qui devront entrer dans ledit conseil de commerce, se fasse librement & sans brigue, par le corps de ville & par les marchands negocians en chacune desdites villes. Que ceux qui seront choisis pour estre dudit conseil de commerce, soient gens d'une probité reconnuë, & de capacité & experience au fait du commerce; & qu'à cet effet les corps de ville & les marchands negocians des villes cy-dessus marquées s'assembleront dans le mois de Juillet prochain dans les hostels de chacune desdites villes, pour proceder à ladite election, en sorte que les marchands negocians ainsi élus & nommez, se puissent mettre en estat d'arriver à Paris ou à la suite de la cour, à la fin du mois de Septembre suivant, pour commencer leurs fonctions au premier jour d'Octobre. Que lesdites elections seront faites pour une année seulement, & seront renouvelées d'année en année dans la forme cy-dessus marquée: sauf à prolonger le temps du service dans ledit conseil, s'il est ainsi jugé à propos. Ordonne sa majesté qu'il sera nommé par le sieur controlleur general des finances deux interessez aux fermes de sa majesté, pour estre appelez audit conseil, lorsque la nature des affaires le demandera. Et pour secretaire dudit conseil de commerce sa majesté a nommé le sieur Cruau de la Boulaye conseiller du roy, correcteur ordinaire en la chambre des comptes, lequel aura soin de tenir un registre exact de toutes les propositions, memoires & affaires qui seront portées audit conseil, ensemble des deliberations qui y seront prises, desquel-

Ccc ij

les il delivra les expéditions suivant qu'il sera ordonné par ledit conseil. Fait au conseil d'estat du roy, sa majesté y estant, tenu à Versailles le xxix. jour de Juin M. DCC. Signé, PHELYPEAUX. Et scellé. Copié sur l'imprimé en feuille volante.

LETTRES PATENTES
pour la translation du prieuré du
Valdosne à Charenton.

A N. 1700.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre; à tous presens & à venir, salut. Nos cheres & bien amées les prieure & religieuses de Nostre-Dame du Valdosne membre de Molefme, ordre de saint Benoist, au diocèse de Chaalons en Champagne, nous ayant très-humblement fait remontrer en l'année 1692. la nécessité de transférer ledit monastere, à cause des grandes incommoditez qu'elles souffrent par la mauvaise situation & disposition de ce lieu du Valdosne, nous desirâmes d'en estre informez plus particulièrement par le commissaire par nous departy pour l'exécution de nos ordres en la province de Champagne, lequel en ayant dressé son proces verbal, & donné son avis sur la nécessité de cette translation, nous leur accordâmes nos lettres patentes sur ce nécessaires, au mois de Novembre 1692. avec pouvoir de transférer leur monastere en la ville de Vuassy. Depuis lequel tems l'estat de leurs affaires temporelles ne leur ayant pas permis de profiter de la grace que nous leur avions accordée, elles nous ont à present fait exposer qu'une personne de pieté a formé le dessein de faire construire dans la place où estoit le temple de Charenton, une eglise ou chapelle, pour y establir l'adoration continuelle & perpetuelle du très-saint Sacrement de l'autel, & en substituant ainsi l'auteur de la verité dans le lieu mesme où regnoient l'erreur & le mensonge, lui faire comme une reparation publique & perpetuelle des infidelitez que l'heresie y a commis; voulant donner à cet effet aux suppliantes pour s'y establir un fond considerable; que la proposition en ayant été faite à nostre très-cher & bien amé cousin le cardinal de Noailles archevesque de Paris, il en avoit examiné les conditions & la situation des lieux où estoit le temple, & a trouvé que ce projet pouvoit estre executé, & mesme qu'il seroit très-avantageux & favoriseroit celui que nous avons toujours eu de reestablir dans toute l'estendue de

nostre royaume le culte de la veritable religion sur les ruines de l'heresie; ces considerations & la connoissance qu'il a de la pieté & regularité des suppliantes, dont la communauté est actuellement composée de trente-deux filles de chœur & huit converses, lui a fait juger qu'elles estoient très-propres pour le succez d'un aussi louable dessein; & à cet effet leur ayant donné son consentement sous nostre bon plaisir à leur establissement dans cette place à Charenton aux conditions proposées, elles l'ont aussi obtenu de nostre très-cher & bien amé cousin l'evesque & comte de Chaalons pour leur translation dans le mesme lieu; ce qu'il n'a fait qu'après avoir fait visiter & examiner la mauvaise situation des lieux de monastere du Valdosne; & pareillement celui du sieur de la Rochefoucault abbé de Molefme, fondé sur les mesmes motifs; elles nous supplioient avoir pour agreable leur establissement dans ce lieu de Charenton, & en leur accordant d'autres nos lettres de translation au lieu de celles qui leur ont esté jusqu'à present inutiles, leur permettre d'acquiescer à cet effet cette place où estoit le temple des religionnaires, des nouvelles catholiques, à qui nous en avons cy-devant fait don, mesme les descharger des droits d'amortissemens qui nous seroient deus pour raison de ce. A CES CAUSES, desirant employer à la gloire de Dieu ce que nous tenons de sa grace & misericorde, après avoir fait voir en nostre conseil les lettres de translation dans la ville de Vuassy, que nous avons cy-devant accordées aux suppliantes, & les avis & consentemens dudit sieur cardinal de Noailles archevesque de Paris & dudit sieur evesque de Chaalons, pour cet establissement & translation des suppliantes audit lieu de Charenton, ensemble le consentement dudit sieur abbé de Molefme, le tout cy-attaché sous le contre-scel de nostre chancellerie, de nostre grace speciale, pleine puissance & autorité royale, nous avons par ces presentes signées de nostre main, accordé & octroyé, accordons & octroyons auxdites prieure & religieuses de Nostre-Dame du Valdosne la permission de transférer leur monastere du lieu de Valdosne, où elles sont actuellement, dans le lieu de Charenton où estoit cy-devant construit le temple de ceux de la religion prétendue reformée, que nous avons fait demolir, & ce au lieu de la ville de Vuassy où nous leur avons cy-devant permis

de faire leur translation par nos lettres du mois de Septembre 1692. qui sont & demeureront nulles. A cet effet nous leur avons permis & permettons d'acquiescer la place où estoit construit le temple de Charenton, de la communauté des filles nouvelles catholiques, tant la portion dont nous leur avons cy-devant fait don, que celle qu'elles ont acquiescé des administrateurs de l'hospital general de nostre bonne ville de Paris, à qui nous en avons cy devant fait don; à la charge & condition par lesdites suppliantes d'y establir & faire à perpetuité l'adoration continuelle du très-saint Sacrement de l'autel, & de demander à Dieu par leurs prieres la continuation de ses graces pour nostre personne & nostre royaume, spécialement le remercier de la benediction qu'il a donnée à nos entreprises pour l'extirpation de l'heresie de nostre royaume. Leur permettons d'accepter toutes donations & fondations, acquiescer, tenir & posséder toutes sortes de fonds & possessions, de quelque valeur ils puissent estre, pour demeurer à perpetuité unies à leur messe commune, comme biens d'église. Voulant que ladite place & les lieux & maisons qu'elles pourront acquiescer, & qui leur pourront estre données ou leguées pour bastir leur eglise & maison, ensemble les courts, jardins & enclos de leur monastere audit lieu de Charenton, soient & demeurent bien & deüement amorties, comme par ces presentes nous leur avons amorties & amortissons, pour en jouir par elles & leur monastere paisiblement & perpetuellement, sans qu'elles soient tenues à vider leurs mains, bailler homme vivant & consilquant, ni pour raison d'iceux nous payer aucuns droits de francs-fiefs, nouveaux acquies ou autres, & pour quelque cause & occasion que ce soit, & à nos successeurs rois aucune finance, indemnité ni contribution aux bans & arriere-bans, dont nous les avons deschargées & deschargeons par ces presentes à perpetuité, sauf l'indemnité des autres seigneurs dont lesdits biens pourroient relever. Et pour marque de nostre speciale protection avons permis & permettons aux suppliantes de mettre sur le frontispice de ladite eglise & de leur monastere l'empreinte de nos armes. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nos cours de parlement & chambre des comptes à Paris, que ces presentes ils ayent à faire registrer, & du contenu en icelles

jouir & user lesdites religieuses pleinement, paisiblement & perpetuellement, cessant & faisant cesser tous troubles & empeschemens. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre nostre scel à celdites presentes. Donné à Fontainebleau au mois d'Octobre l'an de grace M. DCC. & de nostre regne le LVIII. Signé, LOUIS; & plus bas: Par le roy, PHELYPEAUX.

Registrees, ouy le procureur general du roy, pour jouir par les impetrantes & celles qui leur succederont, de leur effet & contenu, & estre executées selon leur forme & teneur, suivant & aux charges portées par l'arrest de ce jour. A Paris en parlement, le XVII. Juin M. DCC. Signé, DU TILLET. *Pris sur une copie.*

*EDIT DU ROY LOUIS XIV.
portant creation de tresoriers generaux
de l'hôtel royal des Invalides.*

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous pre-
sents & à venir, salut. Nous avons par nostre edit d'Avril 1674. fondé & établi un hostel royal des Invalides pour le logement, subsistance & entretenement des pauvres officiers & soldats de nos troupes qui ont esté & seront estropiez, ou qui ayant vieilli dans le service, ne seront plus capables de nous en rendre; & dans cet establissement nostre principal soin a esté de doter ledit hostel royal d'un revenu suffisant & assuré qui ne puisse jamais manquer, pour la subsistance & entretenement desdits officiers & soldats invalides. Nous avons affecté à cet effet tous les deniers provenans des pensions des places des religieux lays des abbayes & prieurez de nostre royaume qui en peuvent & doivent porter, selon & ainsi qu'il a esté par nous réglé, tant par nostre declaration du mois de Janvier 1670. que par les arrests de nostre conseil d'estat des 24. Janvier audit an 1670. & 27. Avril 1672. Nous y avons aussi affecté le fonds qui provient du droit de trois deniers pour livre, que nous avons ordonné estre retenus par les tresoriers generaux de l'ordinaire & extraordinaire des guerres & cavalerie legere & de l'artillerie, sur toutes les despenfes generalement qu'ils ont faites ou feront du maniemement des deniers de leurs charges, de quelque nature & à qui que ce soit qu'elles soient

AN. 1701.

ordonnées, suivant les arrests de nostre conseil des 12. Mars 1670. & 17. Fevrier 1682. Et à l'égard du maniemement desdits fonds, nous avons ordonné qu'ils seroient mis ez mains du receveur dudit hostel, sur ses simples quittances, & par lui employez, tant à la subsistance & entretienement des officiers & soldats invalides estans audit hostel royal, qu'autres besoins d'icelui, selon & ainsi qu'il lui seroit ordonné par le directeur & administrateur general dudit hostel royal, sans que ledit receveur fust tenu de compter ailleurs que par devant les officiers qui composent le conseil dudit hostel. Et attendu que la plus considerable partie des fonds destinez audit hostel procede de la retenuë desdits trois deniers pour livre, qui se fait par lesdits treforiers generaux de l'extraordinaire des guerres; cela auroit donné lieu de commettre jusqu'à present le plus ancien desdits treforiers generaux de l'extraordinaire des guerres pour le receveur dudit hostel. Mais comme les guerres que nous avons esté obligé de soutenir depuis l'establissement dudit hostel, ont produit une bien plus grosse recette & despenfe que celle par nous projetée lors dudit establissement, nous avons cru necessaire pour le bien & utilité dudit hostel, de créer des offices en titre pour faire la recette & despenfe des revenus dudit hostel royal des Invalides, sur les ordonnances du directeur & administrateur general d'icelui, & d'y attacher une finance assez considerable pour assurer ledit maniemement. A CES CAUSES & autres à ce nous mouvans, de nostre certaine science, pleine puissance & autorité royale, nous avons par le present edit perpetuel & irrevocable, créé, érigé & établi, creons, érigeons & établissons en titre d'offices formez & hereditaires, trois offices de nos conseillers treforiers generaux dudit hostel royal des Invalides, sçavoir un ancien, un alternatif & un triennal, pour estre exercez & remplis alternativement & d'année en année par deux personnes capables & experimentées au fait des finances. Voulons à cet effet que le premier soit pourveu par une seule & mesme provision de l'office d'ancien & mi triennal, & qu'il commence son exercice du premier Janvier de la presente année, & l'autre de l'office d'alternatif & mi triennal, & qu'il entre en exercice l'année prochaine 1702. & qu'ils continuent ainsi leur exercice d'année à autre successivement, à l'effet de quoi nous

avons uni & incorporé led. office de triennal auxdits offices d'ancien & alternatif, sans qu'il en puisse estre desuni. Voulons que sur les quittances de finances qui seront expedies par le garde de nostre tresor royal, en consequence des rolles que nous ferons arrester en nostre conseil, il leur soit expedie des provisions, & que lesdits treforiers & ceux qui leur succederont, soient receus au serment desdits offices au conseil de l'hostel, & ledit serment receu par nostre secretaire d'estat ayant le département de la guerre, directeur & administrateur general dudit hostel, information de vie & mœurs prealablement faite. Auxquels treforiers presentement creéz nous avons attribué & attribuons 80000. livres de gages par chacune année, à commencer de la presente, dont ils jouiront de 40000. livres pour deux quartiers seulement, dont le fonds sera pris sur les deniers de leur maniemement. Jotiront encore de 6000. livres par chacune année, à raison de 3000 livres chacun, à commencer en la presente, & dont le fonds sera pareillement pris sur les deniers de leur maniemement, pour appointment de commis, & tous autres frais generalement quelconques; lesquelles sommes revenant ensemble à 46000. livres seront passées & allouées en la despenfe des comptes desdits treforiers, en rapportant leurs simples quittances. Voulons que les pourvus desdits offices jotissent de tous les mesmes honneurs, privileges, exemptions & prerogatives que ceux attribuez aux commensaux de nostre maison, comme aussi du droit de *committimus*, tant au grand qu'au petit sceau, & droit de francialé de deux minots de sel chacun. Jotiront chacun dans leur exercice de l'appartement ou bureau établi dans ledit hostel des Invalides, & destiné pour mettre les deniers qui doivent estre employez à la subsistance dudit hostel. Ordonnons que les fonds des trois deniers qui se retiennent sur les sommes destinées pour les despenfes qui s'emploient dans les comptes des treforiers generaux de l'ordinaire, extraordinaire des guerres & cavalerie legere & de l'artillerie, soient par eux remis & delivrez auxdits treforiers generaux de l'hostel royal des Invalides sur leurs simples quittances de chacun mois dans le suivant, en telle sorte que les fonds du mois de Janvier de la presente année soient remis dans le courant du mois de Fevrier suivant, & ainsi continuer de mois en mois. Voulons que

que lesdits payemens se fassent sur le pied de l'effectif des fonds qui seront ordonnez chacun mois auxdits treforiers generaux de l'ordinaire, extraordinaire des guerres & artillerie à nostre tresor royal, & sur ceux qui leur seront remis extraordinairement ou à leurs commis ; de maniere qu'il ne sera fait aucune deduction, sous pretexte des revenans-bons qui pourroient rester ez mains desdits treforiers de l'ordinaire, extraordinaire des guerres & artillerie, sauf à tenir compte dans l'année suivante, si le cas y escher, de ce qui auroit esté trop payé à cause des revenans-bons. Voulons aussi que les fonds provenans de la retenue desdits trois deniers pour livre, qui sont ez mains des treforiers generaux de l'extraordinaire des guerres, & qui leur sont restez des années précédentes, comme deniers revenans-bons, même ceux dont ils n'ont pas encore compté, soient remis à nostre tresor royal, & employez en rentes sur l'hostel de nostre bonne ville, sur lesquelles nous assignerons des pensions à ceux qui par leurs services les auront meritées. Voulons pareillement que tous les deniers provenans des revenus dudit hostel des Invalides sans exception, & de quelque qualité qu'ils soient, soient receus & employez par lesdits treforiers sans divertissement aux despeses qu'il conviendra faire pour icelui, suivant les ordonnances de celui de nos secretaires d'estat & de nos commandemens ayant le département de la guerre, que nous avons establi pour toujours directeur & administrateur general dudit hostel. Lesdits treforiers generaux de l'hostel royal des Invalides compteront tous les ans de leur maniemment depuis le premier Janvier jusqu'au dernier Decembre de chacune année dans les premiers mois de l'année suivante celle de leur exercice, & leurs comptes seront examinez & verifiez par les officiers qui composent le conseil dudit hostel, le colonel general du regiment de nos gardes Françoises, le lieutenant-colonel, & le sergent-major d'iceluy, les colonels des six vieux corps de nostre infanterie, le colonel general de nostre cavalerie legere, le mestre de camp & le commissaire general d'icelle, & le colonel general des dragons, & tous les colonels, mestres de camp & les lieutenans-colonels des regimens, tant d'infanterie, que de cavalerie & de dragons, qui se trouveront à Paris lors de la presentation desdits comptes, pourront y assister. Il ne pourra estre

alloué auxdits treforiers dans leurs comptes aucunes autres despenes que celles ordonnées par le directeur & administrateur general dudit hostel. En cas que la recette excède la despense, les deniers qui se trouveront de reste ez mains du treforier comptable, seront par lui remis incessamment après l'arresté de son compte au treforier qui lui succedera en exercice, lequel en formera le premier article du compte qu'il rendra, à moins qu'il n'en soit par nous autrement ordonné. Voulons que les comptes ainsi arrestez auxdits treforiers des Invalides leur servent de descharges valables de leur maniemment, par tout où il appartiendra, & qu'ils ne puissent estre tenus d'en rendre aucuns comptes en nos chambres des comptes ni ailleurs, dont nous les avons deschargez & deschargeons par ces presentes. Les comptes arrestez, avec les acquits & pieces justificatives, seront remis dans les archives dudit hostel des Invalides, & les doubles remis auxdits treforiers pour leurs descharges. Voulons que lesdits treforiers generaux soient appelez aux conseils & assemblées qui se tiendront pour la regie & direction dudit hostel des Invalides, pour y avoir seance & voix deliberative. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement de Paris, chambre des comptes & cour des aides audit lieu, presidens treforiers generaux de France au bureau de nos finances establi à Paris, que ce present edit ils ayent à faire lire & enregistrer, & le contenu en icelui garder, faire garder & observer inviolablement selon la forme & teneur, sans permettre qu'il y soit contrevenu en quelque sorte & maniere, & pour quelque cause, & sous quelque pretexte que ce puisse estre. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre nostre scel à cedites presentes, sauf en autres choses nostre droit, & l'autrui en toutes. Donné à Marly au mois de Fevrier M. DCC. I. & de nostre regne le LVIII. *Signé*, LOUIS ; & plus bas : Par le roy, CHAMILLART. *Et scellé du grand sceau de cire verte, en lacs de soye verte & rouge.*

Registrées, ouy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, suivant l'arrest de ce jour. A Paris en parlement, le XXIII. Fevrier M. DCC. I. *Signé*, DONGOIS. *Pris sur l'imprimé.*

*REGLEMENT ORDONNE
par le roy pour l'academie royale
des inscriptions & medailles.*

AN. 1701.

LE roy voulant continuer à donner des marques de son affection à l'academie royale des inscriptions & medailles, sa majesté a resolu le present reglement, lequel elle veut & entend estre exactement observé.

Premierement, l'academie royale des inscriptions & medailles demeurera toujours sous la protection du roy, & recevra ses ordres, ainsi que l'academie royale des sciences, par celui des secretaires d'estat qui aura le département de la maison du roy.

II. L'academie fera toujours composée de quarante academiciens, dix honoraires, dix pensionnaires, dix associez & dix élèves; & nul n'y sera admis que par le choix ou l'agrément de sa majesté.

III. Les honoraires seront tous recommandables par leur érudition dans les belles lettres, & leur intelligence en fait de monumens, desquels l'un sera president, & aucun d'eux ne pourra devenir pensionnaire; deux d'entr'eux pourront estre étrangers.

IV. Les pensionnaires & les élèves seront tous établis à Paris, & lorsqu'il arrivera que quelqu'un d'entr'eux sera appelé à quelque charge ou commission demandant residence hors de Paris, il sera pourvu à sa place, de même que si elle avoit vacqué par decez. Quatre des associez pourront estre estrangers. L'un des pensionnaires sera secretaire, un autre tresorier.

V. Pour remplir les places d'honoraires, l'assemblée élira à la pluralité des voix un sujet, qu'elle proposera à sa majesté pour avoir son agrément.

VI. Pour remplir les places de pensionnaires, l'academie élira trois sujets, desquels il ne pourra y avoir que deux associez ou élèves, & ils seront proposez à sa majesté, afin qu'il luy plaise en choisir un.

VII. Pour remplir les places d'associez, l'academie élira deux sujets, desquels il ne pourra estre pris qu'un du nombre des élèves; & ils seront proposez à sa majesté, afin qu'il luy plaise en choisir un.

VIII. Pour remplir les places d'élèves, chacun des pensionnaires s'en pourra choisir un, qu'il presentera à la compa-

gnie qui en deliberera; & s'il est agréé à la pluralité des voix, il sera proposé à sa majesté.

IX. Nul ne pourra estre proposé à sa majesté pour remplir aucune desdites places d'academiciens, s'il n'est de bonnes mœurs & de probité reconnuë.

X. Nul ne pourra estre proposé de même s'il est regulier, attaché à quelque ordre de religion, si ce n'est pour remplir quelque place d'academicien honoraire.

XI. Nul ne pourra estre proposé à sa majesté pour les places de pensionnaires ou d'associez, s'il n'est connu par quelque ouvrage considerable.

XII. Nul ne pourra estre proposé pour les places de pensionnaires ou d'associez, qu'il n'ait au moins vingt-cinq ans.

XIII. Nul ne pourra estre proposé pour les places d'élèves, qu'il n'ait vingt ans au moins.

XIV. Les assemblées ordinaires de l'academie se tiendront au Louvre les Mardis & les Vendredis de chaque semaine; & lorsqu'esdits jours il se rencontrera quelque feste, l'assemblée se tiendra le jour precedent ou le suivant.

XV. Les seances desdites assemblées seront au moins de deux heures, savoir depuis trois jusqu'à cinq.

XVI. Les vacances de l'academie commenceront au huit Septembre, & finiront le onze de Novembre, & elle vacquera en outre pendant la quinzaine de Pasques, la semaine de la Pentecoste, & depuis Noël jusqu'aux Rois.

XVII. Les academiciens seront assidus à tous les jours d'assemblée, & nul des pensionnaires ne pourra s'absenter plus de deux mois pour ses affaires particulieres, sans un congé exprès de sa majesté.

XVIII. Outre les ouvrages auxquels toute l'academie pourra travailler en commun, chacun des academiciens choisira quelque objet particulier de ses études, & par le compte qu'il en rendra dans les assemblées, il tachera d'enrichir de ses lumieres tous ceux qui composent l'academie, & de profiter de leurs remarques.

XIX. L'academie s'appliquera incessamment à faire des medailles sur les principaux evenemens de l'histoire de France, sous tous les regnes jusqu'à l'origine de la monarchie, & à composer les descriptions historiques desdits evenemens par rapport auxquels les medailles auront esté faites; elle travaillera encore sans delay à l'explication de toutes les medail-

les

les, médaillons, pierres & autres raretez antiques & modernes du cabinet de sa majesté, comme aussi à la description de toutes les antiquitez & monumens de France.

XX. Ladite academie estant principalement establie pour travailler aux inscriptions & autres monumens qui ont esté faits, ou que l'on pourra faire, pour conserver la memoire des hommes celebres & de leurs belles actions, elle continuera de travailler à tout ce qui regarde lesdits ouvrages, tels que sont les statues, les mausolées, les épitaphes, les medailles, les jettons, les devises, les inscriptions d'édifices publics, & tous autres ouvrages de pareille nature; elle veillera à tout ce qui peut contribuer à la perfection de ceux qui se feront, tant pour l'invention & les desseins, que pour les inscriptions & les legendes; comme aussi à la description de tous ces ouvrages faits ou à faire, & à l'explication historique des sujets par rapport auxquels ils auront été faits. Et comme la connoissance de l'antiquité Grecque & Latine, & des auteurs de ces deux langues, est ce qui dispose le mieux à réussir dans ce genre de travaux, les academiciens se proposeront tout ce que renferme cette espece d'erudition, comme un des objets les plus dignes de leur application.

XXI. Dans chaque assemblée il y aura quelques academiciens pensionnaires obligés à tour de rôle d'apporter quelques écrits de leur composition; les honoraires, les associez & les élèves y seront invitez de même, & chacun de ceux qui seront presens, feront leurs remarques sur ce qui aura esté proposé.

XXII. Tous les écrits que les academiciens apporteront aux assemblées, seront par eux laissez le jour même entre les mains du secretaire, pour y avoir recours dans l'occasion.

XXIII. Toutes les nouveutez qui seront rapportées par quelque academicien, seront verifiées par luy dans les assemblées, s'il est possible, ou du moins elles le seront en particulier en presence de quelques academiciens.

XXIV. L'academie veillera exactement à ce que dans les occasions où quelques academiciens feront d'opinions différentes, ils n'employent aucun terme de mépris ny d'aigreur l'un contre l'autre, soit dans leurs discours, soit dans leurs écrits; & lors même qu'ils combattront les sentimens de quelque sçavant que ce puisse estre, l'academie les exhortera à

n'en parler qu'avec ménagement.

XXV. L'academie aura soin d'entretenir commerce avec les divers sçavans, soit de Paris & des provinces du royaume, soit même des pays étrangers, afin d'estre promptement informée de ce qui s'y fera de curieux par rapport aux objets que se doit proposer l'academie; & dans les élections pour remplir les places d'academiciens, elle donnera beaucoup de preference aux sçavans qui auront été les plus exacts à cette espece de commerce.

XXVI. L'academie chargera quelqu'un des academiciens de lire les ouvrages importants dans le genre d'étude auquel elle doit s'appliquer, qui paroîtront soit en France, soit ailleurs; & celui qu'elle aura chargé de cette lecture, en fera son rapport à la compagnie, sans en faire la critique, en marquant seulement s'il y a des veûes dont on puisse profiter.

XXVII. L'academie examinera de nouveau les découvertes considerables qui se feront faites par tout ailleurs, & marquera dans ses registres la conformité ou difference des siennes à celles dont il fera question.

XXVIII. L'academie examinera les ouvrages que les academiciens se proposeront de faire imprimer, elle n'y donnera son approbation qu'après une lecture entiere faite dans les assemblées, ou du moins qu'après un examen & rapport fait par ceux que la compagnie aura commis à cet examen; & nul des academiciens ne pourra mettre aux ouvrages qu'il fera imprimer, le titre d'academicien, s'ils n'ont esté ainsi approuvez par l'academie.

XXIX. Lorsque le roy ou quelques particuliers voudront faire travailler à quelques inscriptions ou monument, & que l'academie sera consultée, elle s'appliquera tres particulierement à donner une prompte & entiere satisfaction.

XXX. Les academiciens honoraires, pensionnaires, associez & élèves auront voix deliberative, lorsqu'il ne s'agira que des sciences.

XXXI. Les seuls academiciens honoraires, pensionnaires & associez auront voix deliberative, lorsqu'il s'agira d'élections ou d'affaires concernant l'academie, & lesdites deliberations se feront par scrutin.

XXXII. Ceux qui ne sont point de l'academie, ne pourront assister ny estre admis aux assemblées ordinaires, si ce

D d d

n'est quand ils y seront conduits par le secretaire, pour y proposer quelques nouvelles decouvertes.

XXXIII. Toutes personnes auront entrée aux assemblées publiques qui se tiendront deux fois chaque année, l'une le premier jour d'après la saint Martin, & l'autre le premier jour d'après Pâques.

XXXIV. Le president sera au haut bout de la table avec les honoraires, les pensionnaires & les associez seront aux deux costez de la table, & les élèves au bas bout.

XXXV. Le president sera très attentif à ce que le bon ordre soit fidelement observé dans chaque assemblée, & dans ce qui concerne l'academie; & il en rendra un compte exact à sa majesté ou au secretaire d'estat chargé du soin de ladite academie.

XXXVI. Dans toutes les assemblées le president fera deliberer sur les differentes matieres, prendra les avis de ceux qui ont voix dans la compagnie, selon l'ordre de leur seance, & prononcera les résolutions à la pluralité des voix.

XXXVII. Le president sera nommé par sa majesté au premier Janvier de chaque année; mais quoique chaque année il ait ainsi besoin d'une nouvelle nomination, il pourra estre continué tant qu'il plaira à sa majesté; & comme par indisposition ou par la necessité de ses affaires il pourroit arriver qu'il manqueroit à quelque assemblée, sa majesté nommera en mesme-temps quelques autres academiciens, pour presider en l'absence du president.

XXXVIII. Le secretaire sera exact à recueillir en substance tout qui aura esté proposé, agité, examiné & résolu dans la compagnie, à l'écrire sur son registre par rapport à chaque jour d'assemblée, & à y inserer les écrits dont aura esté fait lecture. Il signera tous les actes qui en seront delivrez, soit à ceux de la compagnie, soit à autres qui auront interest d'en avoir, & à la fin de Decembre de chaque année il donnera au public un extrait de ses registres, ou une histoire raisonnée de ce qui se sera fait de plus remarquable dans l'academie.

XXXIX. Les registres, titres & papiers concernant l'academie, demeureront toujours entre les mains du secretaire, à qui ils seront incessamment remis par un nouvel inventaire que le president en dressera; & au mois de Decembre de chaque année ledit inventai-

re sera par le president recolé de ce qui s'y trouvera avoir esté ajoûté durant toute l'année.

XL. Le secretaire sera perpetuel; & lorsque par maladie ou par autre raison considerable il ne pourra venir à l'assemblée, il y commettra tel d'entre les academiciens qu'il jugera à propos, pour tenir en sa place le registre.

XLI. Le tresorier aura en sa garde tous les livres, meubles, medailles, marbres, jettons, ou autres curiosités appartenans à l'academie; lorsqu'il entrera en charge, le president les luy remettra par inventaire; & au mois de Decembre de chaque année ledit president recolera ledit inventaire, pour l'augmenter de ce qui aura esté ajouté durant toute l'année.

XLII. Lorsque des sçavans demanderont à voir quelques-unes des choses commises à la garde du tresorier, il aura soin de les leur montrer; mais il ne pourra les laisser transporter hors des salles où elles seront gardées, sans un ordre par écrit de l'academie.

XLIII. Le tresorier sera perpetuel, & quand par quelque empeschement legitime il ne pourra satisfaire à tous les devoirs de sa fonction, il nommera quelque academicien pour y satisfaire.

XLIV. Pour faciliter l'impression des divers ouvrages que pourront composer les academiciens, sa majesté permet à l'academie de se choisir un libraire, auquel en consequence de ce choix le roy fera expedier les privileges necessaires, pour imprimer & distribuer les ouvrages des academiciens que l'academie aura approuvez.

XLV. Pour encourager les academiciens à la continuation de leurs travaux, sa majesté continuera à leur faire payer les pensions ordinaires, & mesme des gratifications extraordinaires suivant le merite de leurs ouvrages.

XLVI. Pour aider les academiciens dans leurs études, le roy continuera de fournir aux frais necessaires pour les diverses recherches que chaque academicien pourra faire.

XLVII. Pour recompenser l'assiduité aux assemblées de l'academie, sa majesté fera distribuer à chaque assemblée quarante jettons à tous ceux des academiciens qui seront presens.

XLVIII. Il y aura toujours une union particuliere entre l'academie royale des sciences & celle des inscriptions & medailles; & chacune des premieres seances

ces d'après les assemblées publiques, ces deux académies se tiendront ensemble, pour apprendre des secretaires l'une de l'autre ce qui se fera fait dans chacune.

XLIX. Veut sa majesté que le présent reglement soit lu dans la prochaine assemblée & inferé dans les registres, pour estre exactement observé suivant sa forme & teneur; & s'il arrivoit qu'aucun academicien y contrevînt en quelque partie, sa majesté y pourvoira suivant l'exigence du cas.

Fait à Versailles le xvi. Juillet M. DCC. I.
Signé, LOUIS; & plus bas, PHELY-PEAUX.

Registré, ouï & ce requerant le procureur general du roy pour estre executé selon sa forme & teneur, suivant l'arrest de ce jour. A Paris en parlement le III. May M. DCC. XIII. *Copié sur l'imprimé à la suite des lettres patentes du mois de Fevrier 1713. en faveur des académies royales des inscriptions & des sciences, imprimées cy-dessous.*

ARREST DU CONSEIL D'ESTAT
du roy contenant la nouvelle division de
la ville de Paris en vingt quartiers.

LE roy ayant par son edit du mois de Decembre 1701. créé vingt offices de receveurs particuliers, & deux offices de receveurs generaux des deniers destinez pour l'entretien des lanternes & pour le nettoiyement des ruës de la ville & fauxbourgs de Paris, & quatre conseillers du roy quarterniers pour les quatre nouveaux quartiers établis dans ladite ville, lesquels receveurs particuliers doivent faire leur recette chacun dans les quartiers qui leur seront designez par leurs quitrances de finances; & sa majesté estant informée que les seize anciens quartiers de la ville & fauxbourgs de Paris sont très inegaux dans leur étendue, qu'il y en a plusieurs qui ne sont composés que de dix ou douze ruës, pendant que d'autres en contiennent plus de soixante, que mesme ils sont engagez les uns dans les autres, ce qui rend le service du roy & les soins de police & du bien public beaucoup plus difficiles; à quoy il est necessaire de pourvoir, en faisant une nouvelle division des vingt quartiers: joint que si l'ancienne subsistoit, la plupart des receveurs particuliers n'auroient presque pas de fonctions, & leur recette seroit si modique, qu'ils ne recevraient tout au plus que trois à quatre mille livres chacun, pendant que les

autres recevraient jusques à vingt-huit à trente mille liv. par an; ce qui seroit une très grande inegalité entre ces officiers, par rapport à la premiere finance qu'ils doivent payer au roy, à la repartition des gages qui leur sont attribuez, & à leurs droits & taxations. Sur quoy la majesté s'estant fait représenter l'edit de creation desdits offices du mois de Decembre 1701. & l'arrest du conseil du 27. dudit mois, pour l'exécution d'ice-luy, ensemble le plan de la ville & fauxbourgs de Paris: ouy le rapport du sieur Fleureau d'Armenonville conseiller ordinaire au conseil royal, directeur des finances, SA MAJESTE' EN SON CONSEIL a ordonné & ordonne que ledit edit & l'arrest rendu en consequence seront executez selon leur forme & teneur; ce faisant, que la ville & fauxbourgs de Paris seront divisez en vingt quartiers, ainsi qu'il s'ensuit: sçavoir

Le quartier de la Cité sera composé des isles du palais, de Nostre Dame & Louviers, depuis la pointe orientale de l'isle Louviers, jusques à la pointe occidentale de l'isle du palais, & de tous les ponts desdites isles, y compris la culée du pont au Change.

Le quartier de saint Jacques de la Boucherie sera borné à l'orient par les ruës Planche-Mibray, des Arcis & de saint Martin exclusivement; au septentrion, par la ruë aux Ours exclusivement; à l'occident par la ruë saint Denis depuis le coin de la ruë aux Ours, jusques à la ruë de Gesvres, y compris le marché de la porte de Paris & le grand chastelet inclusivement; & au midy, par la ruë & le quay de Gesvres inclusivement.

Le quartier de saint Opportune sera borné à l'orient par le marché de la porte de Paris & la ruë saint Denis exclusivement; au septentrion, par la ruë de la Ferronnerie, y compris les charniers des saints Innocens du costé de la mesme ruë, & par une partie de la rue saint Honoré inclusivement, depuis ladite ruë de la Ferronnerie, jusques aux coins des ruës du Roule & des Prouvaires; à l'occident, par les ruës du Roule & de la Monnoye, & par le carrefour des Trois-Maries jusqu'à la riviere, le tout exclusivement; & au midy, par les quays de la vieille Vallée de Misere & de la Megisserie inclusivement.

Le quartier du Louvre ou de saint Germain de l'Auxerrois, sera borné à l'orient par le carrefour des Trois-Maries & par les ruës de la Monnoye & du

Ddd ij

Roulle inclusivement ; au septentrion, par la rue de saint Honoré, y compris le cloître de saint Honoré inclusivement, à prendre depuis les coins des rues du Roulle & des Prouvaires, jusques au coin de la rue Frementeau ; à l'occident, par la rue Frementeau, jusques à la rivière inclusivement ; & au midy, par les quays inclusivement, depuis le premier guichet du Louvre, jusques au carrefour des Trois-Maries.

Le quartier du palais royal sera borné à l'orient par les rues Frementeau & des Bons-enfants exclusivement ; au septentrion par la rue Neuve-des-Petits-champs exclusivement ; à l'occident par les extrémités des fauxbourgs de S. Honoré & du Roulle inclusivement ; & au midy, par les quays inclusivement, depuis le premier guichet du côté du quay de l'Ecole.

Le quartier de Montmartre sera borné à l'orient par les rues des Poissonniers & de sainte Anne exclusivement, jusques à l'extrémité des fauxbourgs ; au septentrion, par les extrémités des fauxbourgs inclusivement ; à l'occident par les marais des Porcherons inclusivement ; & au midy, par la rue Neuve-des-Petits-champs, place des Victoires, & les rues des Fossés-Montmartre & Neuve-saint Eustache inclusivement.

Le quartier de S. Eustache sera borné à l'orient par les rues de la Tonnellerie, Comtesse-d'Artois & Montorgueil exclusivement, jusques au coin de la rue Neuve-saint Eustache ; au septentrion par les rues Neuve-saint Eustache, des Fossés-Montmartre & place des Victoires exclusivement ; à l'occident par la rue des Bons-enfants inclusivement ; & au midy, par la rue S. Honoré exclusivement.

Le quartier des Halles sera borné à l'orient par la rue saint Denis exclusivement, depuis le coin de la rue de la Ferronnerie, jusques au coin de la rue Mauconseil ; au septentrion par la rue Mauconseil exclusivement ; à l'occident par les rues Comtesse-d'Artois & de la Tonnellerie inclusivement ; & au midy, par la rue de la Ferronnerie & partie de celle de saint Honoré exclusivement.

Le quartier de saint Denis sera borné à l'orient par la rue de saint Martin & par celle du fauxbourg exclusivement ; au septentrion, par le fauxbourg de saint Denis & de saint Lazare inclusivement, à l'occident par les rues de sainte Anne des Poissonniers & de Montorgueil inclusivement, jusques au coin de la rue Mauconseil ; & au midy par les rues aux

Ours & Mauconseil inclusivement.

Le quartier de saint Martin sera borné à l'orient par la rue Bar-du-bec, de saint Avoye & du Temple exclusivement, au septentrion par les extrémités des fauxbourgs inclusivement ; à l'occident par la rue saint Martin & par la grande rue du fauxbourg inclusivement ; & au midy, par la rue de la Verrerie inclusivement, depuis le coin de la rue de saint Martin, jusques au coin de la rue Bar-du-bec.

Le quartier de la Grève sera borné à l'orient par la rue Geoffroy-Lafnier & par la vieille rue du Temple exclusivement ; au septentrion par les rues de la Croix-blanche & de la Verrerie exclusivement ; à l'occident par les rues des Arcis & Planche-Mibray inclusivement ; & au midy, par les quays Pelletier & de la Grève inclusivement, jusques au coin de la rue Geoffroy-Lafnier.

Le quartier de saint Paul ou de la Mortellerie sera borné à l'orient par les remparts inclusivement, depuis la rivière jusques à la porte saint Antoine ; au septentrion, par la rue de saint Antoine exclusivement ; à l'occident par la rue Geoffroy-Lafnier inclusivement ; & au midy, par les quays inclusivement, depuis le coin de la rue Geoffroy-Lafnier jusques à l'extrémité du Mail.

Le quartier de sainte Avoye ou de la Verrerie sera borné à l'orient par la vieille rue du Temple exclusivement ; au septentrion, par les rues des Quatre-fils & des Vieilles-Audriettes, aussi exclusivement ; à l'occident, par les rues de sainte Avoye & Bar-du-bec inclusivement, depuis le coin de la rue des Vieilles-Audriettes, jusques à la rue de la Verrerie ; & au midy, par les rues de la Verrerie & de la Croix-blanche inclusivement, depuis le coin de la rue Bar-du-bec, jusques à la vieille rue du Temple.

Le quartier du Temple ou du Marais sera borné à l'orient par les remparts & la rue du Mesnil-Montant inclusivement ; au septentrion par les extrémités des fauxbourgs du Temple & de la Courtille inclusivement ; à l'occident par la grande rue des mêmes fauxbourgs & la rue du Temple inclusivement, jusques au coin de la rue des Vieilles-Audriettes ; & au midy, par les rues des Vieilles-Audriettes, des Quatre-fils, de la Perle, du Parc-Royal & Neuve-saint Gilles inclusivement.

Le quartier de saint Antoine sera borné à l'orient par les extrémités des faux-

bourgs inclusivement ; au septentrion , par l'extrémité des mêmes fauxbourgs , & par les rues du Mefnil-Montant , Neuve-saint Gilles , du Parc-Royal & de la Perle exclusivement ; à l'occident par la Vieille rue du Temple inclusivement , depuis les coins des rues des Quatre-fils & de la Perle , jusques à la rue de saint Antoine , & au midy par la rue saint Antoine inclusivement , depuis le coin de la Vieille rue du Temple , jusques à l'extrémité du fauxbourg.

Le quartier de la place Maubert sera borné à l'orient par les extrémités des fauxbourgs inclusivement ; au septentrion , par les quays de la Tournelle & de saint Bernard inclusivement ; à l'occident , par la rue du Pavé de la place Maubert , le marché de la place Maubert , la Montagne de sainte Genevieve , & par les rues Bordered , Mouffetart & de Lourcine inclusivement ; & au midy , par l'extrémité du fauxbourg saint Marcel inclusivement.

Le quartier de saint Benoist sera borné à l'orient par la rue du Pavé de la place Maubert , le marché de la place Maubert , la Montagne de sainte Genevieve , les rues Bordered , Mouffetart & de Lourcine exclusivement ; au septentrion par la riviere , y compris le petit chastelet ; à l'occident par les rues du Petit-pont & de saint Jacques inclusivement ; & au midy , par l'extrémité du fauxbourg de S. Jacques inclusivement , jusques à la rue de Lourcine.

Le quartier de saint André sera borné à l'orient par les rues de Petit-pont & de saint Jacques exclusivement ; au septentrion , par la riviere depuis le petit chastelet jusques au coin de la rue Dauphine ; à l'occident par la rue Dauphine inclusivement ; & au midy par les rues Neuve-des-fosses de saint Germain des Prez , des Franch-bourgeois & des Fosses de saint Michel ou de saint Hiacinthe exclusivement , jusques aux coins des rues de saint Jacques & de saint Thomas.

Le quartier du Luxembourg sera borné à l'orient par la rue du fauxbourg de saint Jacques exclusivement ; au septentrion par les rues des Fosses de saint Michel ou de saint Hiacinthe , des Franch-bourgeois & des Fosses de saint Germain des Prez inclusivement ; à l'occident par les rues de Buffly , du Four & de Seve inclusivement ; & au midy par les extrémités du fauxbourg inclusivement , depuis la rue de Seve jusques au fauxbourg de S. Jacques.

Le quartier de saint Germain des Prez sera borné à l'orient par les rues Dauphine , de Buffly , du Four & de Seve exclusivement ; au septentrion par la riviere , y compris le pont Royal & l'isle aux Cignes ; à l'occident & au midy par les extrémités du fauxbourg , depuis la riviere , jusques à la rue de Seve.

Ordonne sa majesté que dans chacun des vingt quartiers cy-dessus divisez les commissaires du chastelet seront distribués par le sieur lieutenant general de police , pour y faire executer les ordonnances & reglemens , & y maintenir l'ordre public , & que pareille distribution sera faite des vingt quarteniers dans les mêmes quartiers par les sieurs prevost des marchands & elchevins , pour y faire leurs fonctions ; à l'effet de quoy toutes lettres parentes seront expedies. Fait au conseil d'estat du roy tenu à Versailles le xiv. jour de Fevrier M. DCC. II. Collationné , Signé , GOUJON. Copié sur l'imprimé en feuilles volantes.

ARREST DU PARLEMENT
contenant l'abregé des titres du college d'Harcourt , & portant reglement pour ce college.

VEU par la cour l'arrest du 7. Septembre 1701. par lequel ladite cour faisant droit sur les conclusions du procureur general du roy , a ordonné qu'il sera incessamment procedé à la visite generale de tous les colleges qui dependent de l'université , à commencer par ceux de plein exercice ; & qu'à cet effet aucuns des conseillers de ladite cour qui seront par elle nommez , se transporteront dans lesdits colleges , en presence de l'un des substituts du procureur general du roy & des docteurs & supposés de ladite université qui seront aussi nommez par ladite cour ; que tous les grands maîtres , proviseurs , principaux & sous-principaux , regens , chapelains , boursiers & autres supposés desdits colleges seront tenus de comparoître à la visite au jour qu'il leur sera indiqué par lesdits conseillers ; auxquels seront representez tous les titres concernans l'establissement & dotation desdits colleges , des chaires , bourses , chapelles & autres places qui y sont fondées , les statuts & reglemens particuliers , si aucuns y a , ensemble les comptes de l'administration des biens & revenus desdits colleges rendus pendant les dix dernieres années ; que lesdits conseillers visiteront les chapelles , classes , sal-

AN. 1703.

les d'exercice, bibliothèques & autres lieux destinez à l'usage commun des colleges; entendront lesdits grands-maîtres, proviseurs, principaux, procureurs, régens, boursiers, chapelains & autres supposés desdits colleges, tant en commun qu'en particulier; recevront leurs plaintes, s'informeront des abus qui peuvent s'estre glissez dans lesdits colleges, tant par rapport à la discipline, que dans l'administration du temporel, pour estre ensuite par lesdits conseillers dressé procez verbal de tout le contenu cy-dessus, & par lesdits docteurs & supposés de ladite université donné leur avis sur tout ce qu'ils estimeront devoir estre reformé ou observé dans lesdits colleges, pour y restablir ou pour y maintenir l'ordre & la discipline; lequel avis sera remis au greffe de ladite cour, avec lesdits procez verbaux, ensemble lesdits titres & actes concernans l'establissement & dotation desdits colleges, & des bourses, chaires, chapelles & autres places fondées dans iceux, les statuts & reglemens particuliers qui y ont esté faits, & les comptes des dix dernieres années: pour le tout fait & communiqué au procureur general du roy, estre par la cour ordonné ce qu'il appartiendra. Autre arrest du 14. Decembre de ladite année, qui a commis maître Antoine Portail conseiller, pour en presence de l'un des substituts du procureur general du roy, & de messire Edme Pirot prestre, docteur en theologie de la maison & société de Sorbonne, chancelier de l'église & université de Paris, & Edme Pourchot licentié aux droits, syndic & ancien recteur de ladite université, & professeur en philosophie au college Mazarin, se transporter au college d'Harcourt, & y executer ledit arrest du 7. Septembre audit an 1701. Le procez verbal de visite dudit college d'Harcourt, faite par ledit sieur Portail, en presence de maître Charles Barrin de la Gallissonniere doyen des substituts du procureur general du roy, & desdits Pirot & Pourchot, des 19. 21. 23. & 28. Decembre ensuivant. Copie des statuts dudit college d'Harcourt de l'an 1311. faits par messire Robert d'Harcourt eveque de Coutances, lequel tant en son nom que comme executeur testamentaire de Raoul d'Harcourt archidiacre de Corentin, a donné audit college les maisons qui leur appartenoient à Paris dans la rue saint Cosme, dite à present de la Harpe, près la porte d'Enfer, & une

rente annuelle de 500. livres à prendre sur la prevosté de Caen, pour entretenir douze pauvres écoliers étudiants en theologie, & vingt-huit étudiants dans les arts & la philosophie, aux conditions & charges contenues dans lesdits statuts; en sorte que desdits douze boursiers theologiens il y en ait deux du diocèse de Coutances, deux de celui de Bayeux, deux de celui d'Evreux, & deux de celui de Rotien, lesquels huit auront droit d'élire un proviseur; que les quatre autres seront pris indifferemment de toute nation; & que des vingt-huit artistes il y en aura pareillement quatre du diocèse de Coutances, quatre du diocèse de Bayeux, quatre de celui d'Evreux & quatre de celui de Rouen, & que les autres douze seront choisis de tout pays indifferemment. Lettres patentes en explication desdits statuts de l'an 1665. registrées le 7. Septembre 1675. en consequence des lettres de furannation du audit an. L'arrest du 21. Aoust 1675. par lequel la cour avant faire droit sur l'enregistrement desdites lettres, a ordonné qu'elles seront communiquées à maîtres Desperriers & Gobiner docteurs de Sorbonne & principaux des colleges de Lizieux & du Plessis, pour y donner leur avis. Avis donné par lesdits Desperriers & Gobiner du premier Septembre 1675. Arrest du 7. desd. mois & an, qui a ordonné l'enregistrement desdites lettres. Autre arrest du 7. Septembre 1686. rendu en explication du precedent. Cartulaire dudit college, dans lequel au folio primo & suivans sont transcrits les anciens statuts dudit college. Au folio 5. & suivans sont transcrits plusieurs titres concernans les terres, fiefs & rentes appartenans audit college. Au folio 35. est la fondation de quatorze boursiers artistes ou grammairiens, faite par messire Godefroy Herbert eveque de Coutances de l'an 1509. pour laquelle il a donné la terre & seigneurie du Bois des Preaux, & 60. livres tournois de rente annuelle sur les terres & seigneuries de la Haye & Hedouiniere. Au folio 30. * est la reduction dudit nombre de quatorze boursiers au nombre de onze, par acte du 7. Juin 1519. lesquels boursiers doivent estre presentz au proviseur par le chapitre de Coutances & par la famille du fondateur. Au folio 38. est l'acquisition de la seigneurie d'Imberville, faite en l'an 1535. par les proviseur, prieur & boursiers dudit college, de messire Geoffroy Herbert seigneur

seigneur du Preau & d'Imberville, moyennant la somme de 5000. sur laquelle ledit sieur vendeur a remis celle de 1000. livres pour fonder dans ledit college un obit pour chacun an à perpetuité, & un boursier artiste ou grammairien, qui sera présenté par luy ou par ses heritiers portant son nom & ses armes, aux proviseur, prieur & boursiers dudit college; reconnoissant ledit sieur vendeur avoir receu la somme de 4000. liv. des deniers qui avoient esté baillez & delaissez aux predecesseurs desdits proviseur, prieur & boursiers en l'an 1484. par messire Jean Boucard eveque d'Avranches, confesseur & aumonier du roy Louis XI. pour fonder audit college douze boursiers artistes & grammairiens lesquels ont esté réduits, du consentement de ses ayans cause, au nombre de six en l'année 1536. à cause de la diminution des revenus, selon qu'il est expliqué au folio 167. dudit cartulaire; en sorte que la presentation de deux desd. six boursiers appartiendra au chapitre d'Avranches, deux aux tresoriers de l'eglise de Nostre Dame de saint Lo, & deux à la famille dudit sieur fondateur, & l'institution au proviseur dudit college. Au folio 157. & suivans sont plusieurs titres d'une fondation faite par maistre Jean le Rouxel prestre du diocese de Coutances des années 1633. 1636. 1639. 1642. 1643. & 1650. tant pour faire celebrer plusieurs obits, que pour augmenter les distributions qui seront faites aux boursiers aux autres obits, & encore pour entretenir un boursier grammairien ou artiste pris de sa famille ou de son pays au deffaut de sadite famille, lequel jouira de la somme de 140. livres par an pour sa manse, & en outre des droits & privileges des autres boursiers grammairiens ou artistes, pendant le temps qu'il estudiera en grammaire & aux arts; & ledit temps passé, il sera mis au nombre des boursiers theologiens, pour jouir des droits qui leur sont attribuez, jusqu'à ce qu'il ait achevé ses estudes, sans augmentation toutefois de sa manse: le tout moyennant la somme de 9000. liv. Au folio 107. & suivans, titres de fondation faite en l'an 1644. par maistre Robert Pelerin prestre du diocese de Coutances, de deux obits & d'un boursier aussi de sa famille, ou à son deffaut de son pays, qui pourra estre receu dès la plus basse classe de grammaire, & qui recevra le double de la manse des autres boursiers grammairiens & artistes,

jusqu'à ce qu'il ait fait son cours de philosophie; après quoy ayant reçu le degré de maistre-*ez-arts*, il estudiera en medecine ou en theologie, & jouira des droits dont jouissent les autres boursiers theologiens dudit college, sans augmentation neantmoins de sadite manse: pour quoy ledit Pelerin a donné la somme de 4500. livres tournois. Au folio 110. autre titre de fondation faite par maistre Nicolas Pelerin prestre & frere dudit Robert Pelerin, à la charge d'augmenter la distribution des boursiers aux obits, & de donner cinq sols par chaque semaine au boursier fondé par son dit frere, outre & par dessus ce qu'il reçoit de sa manse par la precedente fondation; pour raison de quoy il a cédé audit college d'Harcourt la somme de 1475. l. d'arrerages à luy deus, du 13. Janvier 1651. Au folio 150. titre de la fondation faite par maistre Nicolas Quintaine prestre de la ville de Coutances, greffier de l'université de Paris, en l'an 1650. d'un obit & d'un boursier qui sera pareillement de sa famille, ou ceux de sa famille venant à manquer, qui sera de la paroisse de saint Nicolas ou de celle de saint Pierre de Contances, lequel boursier jouira par chaque année de la somme de 125. livres pour sa manse, & des droits des autres boursiers artistes pendant qu'il estudiera en grammaire & aux arts; & lorsqu'il sera capable de l'estude de la theologie, il sera admis au nombre des douze anciennes bourses des theologiens, sans augmentation de sa manse: le tout moyennant la somme de 4500. livres. Veü aussi le titre de la fondation d'un boursier theologien & de deux artistes ou grammairiens, faite par maistre Jean Michel chancelier de l'eglise de Coutances en l'an mil cinq cens cinquante, lesquels seront nommez par luy & ses heritiers; pour laquelle fondation il a donné la somme de 2000. livres qui a esté employée à réedifier une maison sise proche la porte saint Marcel, nommée la maison de la Coquille. Copie du testament de maistre Georges Turgot prestre, proviseur dudit college, du 28. Juin 1621. par lequel il a legué à la communauté des boursiers theologiens & artiens, la vaisselle & le linge à luy appartenans; avec ce qui se trouvera luy estre deü par ledit college au jour de son decés; à la charge par eux de dire un service à perpetuité par chacun an le 2. Octobre. Donation de la somme de dix mille livres faite le

29. Octobre 1645. par maistre Pierre Pader prestre, licentié en theologie de la maison & societé de Sorbonne, ancien recteur de l'université, & proviseur dudit college, à la charge que ledit college sera tenu de faire celebrer pour ledit fondateur après son decez quatre obits, les quatre premiers Lundys non occupez des quatre quartiers de l'année, qu'il sera obligé de payer au principal d'exercice la somme de 90. livres par an, pour celebrer une messe à heure commune tous les jours de Dimanches & festes, en faveur des maistres, ecoliers & serviteurs, qui ne peuvent pas tous jours assister tous ensemble à la grande messe dudit college; & en cas que ledit principal ne soit pas prestre, ou qu'il ne veuille celebrer ladite messe, il la fera dire par le sous-maistre, s'il y en a, ou enfin par tel des maistres de classes ou des boursiers qu'il jugera à propos; & que ledit college augmentera de cent sols les distributions faites aux boursiers à chaque obit; en forte qu'en y comprenant les augmentations déjà faites par les sieurs le Rouxel & le Fauconnier, par contrats des 29. Janvier 1639. 2. Janvier & 30. Septembre 1640. la distribution de chaque obit sera de dix livres, sçavoir de cent sols à la messe, & autres cent sols aux vigiles qui se disent le jour precedent. Copie du testament dudit Pader du 15. Juin 1657. avec les codiciles estans ensuite, par lequel entre autres dispositions, il donne & legue la somme de 300. livres par chacun an pour le bois, la chandelle & autres necessitez de la communauté des petits-boursiers; à condition que si aucuns des grands boursiers veulent prendre leurs repas avec lesdits petits boursiers, ils participeront au même legs. Plus ledit testateur a donné audit college tous les livres, tablettes & ustenciles servans audit livres, pour estre mis & conservez en la bibliotheque; comme aussi a donné à la grande communauté dudit college toutes les tables, tablettes, vaisselle d'estain, linge de salle & de cuisine, armoires & autres ustenciles, avec la provision de vin, de bois & de charbon qui se trouvera ez caves dudit college: le tout évalué à la somme de 9737. livres dont chacun de ceux qui tiendront ladite communauté, laissera la valeur à son successeur, pour faire les avances necessaires. Plus a donné tous les meubles meublans qui se trouveront luy appartenir dans les chambres qu'il occupe,

pour estre mis & servir à l'infirmerie dudit college; & après plusieurs autres dispositions ledit testateur a déclaré que tout ce qui luy est dû par promesses, contrats obligations ou autrement, deduction faite de ses frais funeraires & de ses dettes passives, appartiendra audit college, dont il luy fait legs: à la charge de payer par chacun an la somme de 60. livres au bibliothecaire qui sera nommé & élu du nombre des boursiers dudit college, par les proviseur, prieur & principal d'iceluy, & qui sera destitué ou continué, comme ils aviseront bon estre, de trois ans en trois ans; & outre, à la charge d'employer le surplus de ce qui en proviendra, à aider à stipendier ceux qui travailleront avec ledit principal à la conservation de la discipline dudit college. Testament de Guillaume des Auberis professeur du roy en philosophie, du 3. Octobre 1668. par lequel il a donné audit college d'Harcourt quelques portions de rentes, tant sur l'hostel de cette ville de Paris, qu'ailleurs, à condition de fournir aux frais de ses funerailles. Codicile dudit des Auberis du 8. Novembre audit an, par lequel il a legué à la communauté des petits boursiers la somme de mille liv. & avec toute la vaisselle d'argent qui luy appartient, pour le prix en provenant estre joint à ladite somme de mille livres & employé comme icelle à constitution de rente au profit de ladite communauté. Memoire concernant le legs fait par le sieur Denis professeur audit college en l'année 1683. de la somme de 500. livres pour estre employée en un petit fonds au profit de la communauté des petits boursiers. Copie du contrat en forme de transaction du 2. Septembre 1677. insinué au chastelet le 19. Novembre 1678. transcrit dans ledit cartulaire folio 176. & suivans, passé entre maistre Thomas Fortin docteur en theologie & proviseur dudit college, d'une part, & les boursiers d'iceluy, d'autre; par lequel, pour mettre fin à toutes les contestations meües entre les parties sur plusieurs chefs, & spécialement au sujet des bastimens dudit college, ledit sieur Fortin a fait don de plusieurs sommes par luy fournies pour la construction desdits bastimens, montant ensemble à la somme de 6133. livres 1. sol 3. deniers, à la charge de faire par ceux dudit college celebrer à perpetuiré après le decés du sieur Fortin, une messe basse par chacun jour dans ledit college par un des boursiers theologiens, s'il y en a qui

qui soient prestres, sinon par tel autre prestre qu'il plaira à ses successeurs de nommer, aux termes dudit contract, & de luy payer pour sa retribution la somme de 200. livres par chacun an, & de luy fournir les ornemens & toutes les choses nécessaires pour la celebration de ladite messe; & en outre, à la charge par ledit college d'employer la somme de cent livres par chacun an en ornemens pour ladite chapelle; plus de faire dire & celebrer dans ladite chapelle deux obits complets par chacun an à perpetuité pour le repos de l'ame dudit Fortin : sçavoir un le jour de saint Thomas apostre, & l'autre le jour de saint Thomas d'Aquin; comme aussi de payer par chacun an à perpetuité au maître des petits boursiers, pour avoir soin de leurs études, la somme de cent livres : ce qui a esté accepté par lesdites parties. Testament dudit Fortin du 6. Octobre 1679. par lequel il donne & legue aux petits boursiers dudit college la somme de cent livres par chacun an, à prendre sur celle de 300. à luy dédue par l'hostel-Dieu de Paris; pour estre lesdites 100. livres de rente employées selon la prudence desdits proviseur & principal, à leur acheter des livres, plumes, papier, écritoirs : à condition de dire par lesdits petits boursiers par chacun jour tous ensemble à la sortie de leur repas un *De profundis* pour le repos de l'ame dudit Fortin. Plus a donné 600. livres de rente à luy dédue à cause de 12000. liv. de principal constituées sur certaines maisons dépendantes de la chapelle de sainte Marthe fondée en l'église de saint André des Arcs, à la communauté des boursiers theologiens, pour les aider à faire leurs études. Titre de fondation d'un obit par chacun an & d'une bourse d'artien ou grammairien audit college, faite moyennant la somme de 3400. livres, par maître Louis Noël professeur du roy en philosophie, le 12. Mars 1691. pour ceux de sa famille, tant qu'elle subsistera, & ensuite pour ceux qui sont marquez dans ledit titre. Testament de Guion Gervais cy-devant cuisinier audit college d'Harcourt, du 17. Juillet 1679. par lequel il a donné la somme de mille livres pour fonder un obit par chacun an, & une bourse d'artien ou grammairien dans ledit college. Veü aussi l'arrest du 27. May 1702. par lequel il a esté ordonné que dans huitaine pour tout delay les boursiers & le proviseur dudit college seront tenus de donner leurs requestes conte-

nant leurs demandes, & que dans la huitaine suivante lesdits proviseur, regens & boursiers prendront respectivement communication des requestes qu'ils auront présentées, & y diront ce qu'ils aviseront bon estre; & ledit temps passé, que lesdites requestes, ensemble celle que lesdits regens ont donnée, seront communiquées ausdits sieurs Pirot & Pourchot, pour y donner leurs avis: pour ce fait, rapporté & communiqué au procureur general du roy, & joint au procès verbal dudit sieur Portail, estre à son rapport fait droit, ainsi qu'il appartiendra. La requeste du sieur de Louveney proviseur dudit college, signifiée le 3. Juillet 1702. celle desdits professeurs signifiée le mesme jour; celle des nommez Adam prieur, Esnault procureur, Villiers, du Bourg & Testu, tous grands boursiers, faisant la plus grande partie d'iceux, signifiée le 14. Aoust audit an. Défenses, & memoires desdits boursiers & regens dudit jour 14. & 17. du mesme mois & an. Les requestes des chantre, chanoines & chapitre de l'église de Coutances, & des doyen, chanoines & chapitre de l'église d'Avranches, signifiées le 12. & 29. Decembre audit an. L'Arrest du 10. Janvier 1703. qui reçoit les chapitres de Coutances & d'Avranches parties intervenantes, & appointe les parties à écrire & produire en l'instance pendante au rapport dudit sieur Portail. Autre arrest du 16. Mars audit an, qui reçoit le procureur general du roy opposant au précédent arrest, & ordonne que les requestes desdits chapitres d'Avranches & Coutances seront communiquées ausdits Pirot & Pourchot, à l'effet de donner leur avis, pour le tout rapporté & communiqué au procureur general du roy estre ordonné ce que de raison. Les avis desdits Pirot & Pourchot des 5. Mars 1702. & 30. Mars 1703. Conclusions du procureur general du roy. Ouy le rapport dudit sieur Portail conseiller, tout considéré:

I. LA COUR ordonne que lesdits avis desdits Pirot & Pourchot demeureront homologuez, pour estre executez selon leur forme & teneur; ce faisant, que les qualitez & fonctions de proviseur & de principal dudit college d'Harcourt seront & demeureront perpetuellement unies & inseparables, pour estre exercées par un seul; sans neantmoins que celui qui remplira lesdites places, puisse prétendre estre en droit de recevoir la somme de 300. livres chacun an en ladite qua-

Ecc

lité de principal, ainsi qu'il s'est pratiqué depuis quelque temps dans ledit college, mais seulement jouir des privileges & prerogatives attachées à la qualité de principal, conformément aux statuts de l'université.

II. Que le proviseur choisira un sous-principal à sa volonté, qu'il pourra destituer de la même manière, & qui ne dépendra que de luy.

III. Que le proviseur & principal tiendra seul les pensionnaires, comme chef du college.

IV. Qu'il jouira du legs porté par le testament dudit Pader, évalué à la somme de 9737. livres, en donnant par luy bonne & suffisante caution de rendre ladite somme en deniers ou en meubles & ustanciles de pareille valeur à son successeur.

V. Qu'il nourrira les regens, suivant l'usage du college d'Harcourt & les statuts de l'université. Pourra neantmoins, en cas que l'economie devienne trop foible pour y suffire, se retirer par dehors la cour, pour y estre pourveu ainsi qu'il appartiendra.

VI. Que ledit proviseur sera tenu de payer par chacun an à la communauté des boursiers, pour le loyer des bastimens del'enceinte interieure du college, telle qu'elle est à present, la somme de deux mille livres; & en cas qu'il se trouve avoir payé une moindre somme depuis le temps qu'il exerce ladite fonction de proviseur jusqu'à present, il sera tenu de payer incessamment le surplus, jusqu'à concurrence de ladite somme de 2000. livres: le tout sans préjudice des actions & prétentions dedit boursiers contre la succession de maître Jean le François cy-devant proviseur dudit college, tant pour les loyers dedit bastimens, qu'il n'a payez que sur le pied de 1200. livres par chacun an, que pour la restitution de la somme de 300. livres qu'il a receüe annuellement sur les revenus de la communauté dedit boursiers, en qualité de principal, ensemble pour raison de l'emprunt fait par ledit le François de la somme de 77000. livres pour la refection des maisons appartenantes audit college, & spécialement pour la construction du nouveau bastiment estant sur la rue de la Harpe, & de l'employ dedit deniers, même pour la prétendue dissipation des meubles de l'infirmerie leguez par ledit Pader; pour raison de quoy ledit boursiers se pourvoiront ainsi qu'ils aviseront bon estre: défenses au contraire.

VII. Que la communauté des proviseur, prieur & boursiers de la première fondation subsistera, en telle sorte qu'il y aura toujours douze boursiers theologiens, dans le nombre desquels il y en aura necessairement deux du diocese de Coutances, deux du diocese de Bayeux, deux du diocese d'Evreux & deux du diocese du Rouen; ausquels huit boursiers seulement appartiendra le droit d'élire le proviseur; & à l'égard des quatre autres, ils seront choisis indifferemment de tout pays. Sera neantmoins permis audit proviseur d'admettre au nombre dedit quatre boursiers theologiens, les boursiers fondez par ledits Michel, Pelerin, Rouxel & Quintaine, desquels il sera fait mention cy-après: le tout par provision seulement, & jusques à ce que les revenus dudit college soient augmentez.

VIII. Que ledits boursiers theologiens éliront un prieur & un procureur, conformément aux anciens statuts dudit college; comme aussi qu'il sera choisi parmi eux un bibliothequaire, en execution de la fondation dudit Pader.

IX. A l'égard des boursiers artistes ou grammairiens de ladite première fondation, qui doivent estre au nombre de vingt-huit, ils demeureront reduits, comme ils sont, au nombre de dix: & ce pareillement par provision seulement, & jusqu'à ce que les revenus dudit college soient suffisans pour en entretenir un plus grand nombre; desquels dix boursiers artistes il en sera pris deux de chacun des quatre dioceses susdits, & deux indifferemment de toute autre nation.

X. Qu'il y aura toujours dans ledit college un principal dedit boursiers artistes, conformément ausdits statuts du college.

XI. Et quant à ce qui concerne les autres boursiers establis depuis la première fondation, le nombre de ceux qui ont esté fondez par messire Jean Boucard eveque d'Avranches, demeurera aussi reduit par provision à celuy de trois boursiers artistes; desquels il y en aura un nommé par le chapitre d'Avranches, un par les tresoriers de l'eglise de saint Lo, & le troisieme par les heritiers du fondateur, s'il s'en trouve, & à leur defaut par le chapitre d'Avranches & ledits tresoriers de l'eglise de saint Lo tour à tour.

XII. Semblablement le nombre des boursiers des fondations de messire Godfroy Herbert eveque de Coutances, & de Geoffroy Herbert seigneur de Preau

& d'Imberville, sera réduit à quatre par provision seulement; entre lesquels il y en aura deux qui seront nommez par le chapitre de l'église cathédrale de Coutances, & deux par la famille des fondateurs, s'il en reste, sinon la nomination appartiendra entièrement audit chapitre de Coutances.

XIII. Pareillement la fondation dudit Jean Michel chancelier de l'église de Coutances, demeurera réduite à un seul, lequel sera nommé par les héritiers dudit fondateur, pour jouir des droits & émolumens des boursiers artiens & grammairiens, depuis la plus basse classe jusqu'à la fin de son cours de philosophie, & de ceux des theologiens, à l'exception du droit d'élire le proviseur, sitôt qu'il sera en état d'être admis au nombre desdits boursiers theologiens.

XIV. Les bourses fondées par lesdits le Rouxel, Pelerin, Quintaine & Noël, subsisteront en leur entier, conformément aux intentions des fondateurs.

XV. La fondation d'une bourse faite par le nommé Guion Gervais, sera pareillement exécutée, si mieux n'aime le dit college rendre & restituer aux héritiers dudit fondateur la somme de 1277. livres 9. sols 3. deniers receûs desdits héritiers, en execution de ladite fondation.

XVI. Nul ne pourra être admis au nombre des boursiers theologiens, si ce n'est pour étudier en theologie jusqu'au doctorat inclusivement, ainsi qu'il sera dit cy-après, sans qu'aucun de ceux qui seront receûs au nombre des theologiens, puisse avoir plus de 300. livres de revenu, tant en patrimoine qu'en benefices. Et semblablement ceux qui auront plus de 150. livres de rente, tant en patrimoine qu'en benefices, ne pourront être receûs au nombre des boursiers artistes; autrement les bourses des uns & des autres seront déclarées vacantes de plein droit: ce qui aura lieu pareillement en cas que les theologiens acquièrent plus de 300. livres, & les artistes plus de 150. livres de rente, pendant qu'ils tiendront leurs bourses: le tout conformément aux lettres patentes données en explication des anciens statuts le . . . Novembre 1665. registrées en la cour le 7. Septembre 1675.

XVII. Ordonne que tous les boursiers theologiens, y compris celui fondé par ledit Robert Pelerin, recevront le degré de maître ez arts, pour pouvoir commencer à jouir de leurs bourses; après quoy lesdits boursiers, ensem-

ble celui de la fondation dudit Robert Pelerin, lorsqu'il optera d'étudier en theologie, seront tenus dans quatre ans, à compter du jour qu'ils auront commencé d'étudier en theologie, soit qu'ils demeurassent alors dans ledit college d'Harcourt ou ailleurs, & soit qu'ils aient commencé leur cours de theologie avant que d'être receûs boursiers theologiens audit college, ou après y avoir esté receûs, de supplier en ladite faculté de theologie, afin d'être examinez pour recevoir le degré de bachelier en ladite faculté, & dans les six mois suivans ils seront obligez de repondre de tentative; sinon & à faute de ce faire, & en cas qu'ils laissent passer cinq années entieres, à compter dudit jour qu'ils auront commencé leurs études de theologie, sans repondre de tentative, leurs bourses demeureront vacantes de plein droit.

XVIII. Lesdits boursiers theologiens qui auront receû le degré de bachelier, seront tenus d'entrer dans la prochaine licence, & un an après ladite licence achevée, de recevoir le degré de docteur; sinon & à faute de ce faire dans ledit temps, & iceluy passé, leursdites bourses demeureront pareillement vacantes de plein droit, sans qu'en aucun cas & sous quelque prétexte que ce soit ils puissent conserver leursdites bourses, & demeurer dans ledit college en qualité de boursiers, plus de trois mois après qu'ils auront pris le degré de docteur dans les temps cy-dessus marquez.

XIX. Le même sera observé à proportion par le boursier de la fondation dudit Pelerin, pour obtenir le bonnet de docteur en medecine, suivant les statuts & l'usage de l'université, lorsque ledit boursier aura opté d'étudier en medecine, suivant la faculté à luy accordée par ladite fondation. Et attendu que les nommez Defauthieux, Polynier, Ésnault, Villiers, Dubourg, Adam & Jueftz n'ont point satisfait aux conditions cy-dessus, conformément aux statuts du college & aux lettres patentes du . . . Novembre 1665. declare leurs bourses vacantes, & en conséquence ordonne que ledit proviseur sera tenu d'y pourvoir incessamment.

XX. Les boursiers artistes ne pourront conserver leurs bourses, & demeurer dans le college en qualité de boursiers artistes, plus de trois mois après avoir achevé leur cours de philosophie; & sera ledit proviseur tenu d'y pourvoir après ledit temps, ou d'avertir les presenta-

teurs d'y nommer, sous les peines cy-après portées.

XXI. La manse de chacun des boursiers theologiens, à l'exception de ceux qui sont de la fondation deldits le Rouxel, Pelerin & Quintaine, demeurera fixée par provision à la somme de cinquante livres par chacune année, laquelle sera payée ausdits boursiers par le procureur du college.

XXII. Le procureur recevra double manse, suivant l'usage.

XXIII. Plus il sera payé annuellement par ledit procureur ausdits boursiers theologiens la somme de six cens livres de rente à eux leguée par ledit Fortin, laquelle sera partagée entr'eux par égale portion.

XXIV. La manse de chaque boursier artiste sera de quatorze sols par semaine, faisant en tout la somme de trente-six livres dix sols par chacun an.

XXV. Le boursier fondé par ledit Pelerin recevra le double de ladite manse, & de plus treize livres par chacun an, ou cinq sols par chacune semaine, ainsi qu'il est porté par ses titres.

XXVI. Celuy de la fondation dudit le Rouxel recevra cent quarante livres.

XXVII. Et celuy de la fondation dudit Quintaine recevra cent vingt-cinq livres par chacune année.

XXVIII. Outre ladite manse de chacun des boursiers artistes, il sera donné annuellement par le procureur du college à leur communauté la somme de trois cens livres leguée par ledit Padet, pour le sel, bois, chandelles & autres nécessitez de ladite communauté; & sera ladite somme payée d'avance & de quartier en quartier.

XXIX. Plus sera aussi donné par chacun an par ledit procureur à ladite communauté des boursiers artistes la somme de cent livres leguée par ledit Fortin, pour estre employée, selon la prudence du proviseur & du principal des boursiers artistes, à leur acheter des livres, plumes, papier & écritaires dont ils auront besoin.

XXX. Sera tenu ledit college de faire incessamment un fond de la somme de dix-huit cens livres, provenant tant du legs de mille livres porté par le testament dudit Defauberis professeur audit college, que de la somme de trois cens livres pour laquelle la vaisselle dudit Defauberis leguée pareillement ausdits boursiers artistes a esté vendue, ensemble de celle de cinq cens livres à eux leguée par le-

dit Denis aussi professeur audit college; toutes lesquelles sommes ont esté employées au profit dudit college, tant en bastiment qu'en payement de dettes; & cependant ledit college en payera la rente montant à quatre-vingt dix livres par chacun an, à la communauté deldits boursiers artistes; laquelle somme sera employée tant à l'entretien de leur linge, vaisselle & autres ustanciles de cuisine, qu'aux menuës reparations des logemens par eux habitez, & autres nécessitez.

XXXI. Seront en outre les arrerages de la rente leguée ausdits boursiers artistes par ledit Thomas Fortin, montant ensemble à la somme de huit cens livres, employées, tant à acheter le linge & vaisselle de cuisine, dont lesdits boursiers artistes ont actuellement besoin, qu'à faire carreler leursdits logemens, & à refaire les portes, fenestres & chassis qui peuvent y manquer.

XXXII. Et en cas que les affaires du college devenant meilleures le nombre des boursiers artistes soit augmenté, leurs logemens seront augmentez à proportion, & rétablis comme ils estoient autrefois.

XXXIII. Les boursiers artistes partageront avec les theologiens & le proviseur la somme de dix livres pour chacun des obits fondez dans la chapelle du college; en telle sorte neantmoins que la distribution de chacun des boursiers theologiens soit double de celle de chacun des artistes, & celle dudit proviseur double de celle de chacun deldits boursiers theologiens.

XXXIV. Le proviseur donnera des provisions scellées du sceau du college à tous les boursiers, mesme à ceux qui sont déjà receus dans ledit college & qui n'en n'ont point, lesquelles seront transcrites dans le registre de la communauté qui sera entre les mains du prieur; sans que le procureur dudit college puisse payer valablement lesdits boursiers que sur le veu deldites provisions, dont il sera tenu de faire mention dans la premiere quittance qu'il en retirera. Et si aucun boursier se trouve avoir jouy de sa bourse au-delà du temps cy-dessus marqué, ledit proviseur sera tenu, conformément à l'article LXI. des statuts de la faculté des arts, de restituer de ses propres deniers à la communauté la valeur des fruits & émolumens qui auront esté injustement perceus par sa faute, pour n'avoir pas pourveu à ladite

bourse, ou pour avoir negligé de faire sçavoir aux presentateurs qu'ils eussent à y nommer.

XXXV. Si lesdits presentateurs après avoir esté dedüement avertis de nommer, sont en demeure de le faire au-delà du temps porté par les fondations desdites bourses, ou au-delà de six mois à l'égard des fondations où le temps de pourvoir aux bourses vacantes n'est pas marqué, le revenu de ladite bourse tournera au profit de la communauté. Mais si lesdits presentateurs previennent ledit temps, ledit revenu sera donné au boursier nommé; & fera au surplus l'article VIII. des statuts du college concernant la presentation, executé selon sa forme & teneur.

XXXVI. Les boursiers des fondations desdits Michel, le Rouxel, Pelerin & Quintaine seront receüs de plein droit & sans nouvelles provisions au nombre des boursiers theologiens, après qu'ils auront fait leur cours de philosophie, & qu'ils auront acquis le degré de maistre es arts; & ils jouiront des droits & distributions des autres boursiers, sans neantmoins qu'ils puissent participer au droit d'élire le proviseur, & à la charge que les boursiers fondez par lesdits le Rouxel, Pelerin & Quintaine continueront de recevoir la manse qu'ils prenoient auparavant en qualité de boursiers artistes, sans aucune augmentation. Et à l'égard du boursier fondé par ledit Michel, il suivra en toutes choses l'estat des boursiers artistes, pendant qu'il estudiera dans la faculté des arts, & l'estat des boursiers theologiens, pendant qu'il estudiera en theologie, à l'exception neantmoins du droit d'élire le proviseur, comme il a esté dit cy-dessus.

XXXVII. Le prieur des boursiers theologiens sera élu chaque année au jour de saint Luc, conformément à l'article LXVIII. des statuts du college.

XXXVIII. Le proviseur assemblera tous les Lundis à une heure convenable les prieur, procureur & boursiers theologiens, pour traiter des affaires de la communauté, dans une salle qui sera destinée à ces sortes d'assemblées; & il conclura à la pluralité des suffrages qu'il laissera entièrement libres.

XXXIX. Le prieur presidera ausdites assemblées en l'absence du proviseur, & il conclura comme luy à la pluralité des suffrages.

XL. Il tiendra le registre des deliberations, dans lequel il écrira fidelement

ce qui aura esté resolu par la communauté ou par le plus grand nombre; & au commencement de chaque assemblée il relira toujours le resultat de la precedente, qui sera signé alors par le proviseur, le prieur, le procureur & les deux plus anciens boursiers.

XLI. Ledit prieur presidera pareillement aux conferences de theologie, qui se feront chaque semaine dans la mesme salle d'assemblée, & où chacun des boursiers repondra à son tour.

XLII. Il marquera au commencement de chaque mois les jours des obits.

XLIII. Il aura soin que la rente de cent livres par chacun an donnée à la chapelle par ledit Thomas Fortin, soit employée utilement, tant pour acheter & blanchir le linge de ladite chapelle, que pour les cierges, les bougies, le pain à consacrer & les autres choses necessaires.

XLIV. Enfin il satisfera à tous les devoirs prescrits par les statuts, & pour son honoraire il recevra par chacun an la somme de 60. livres des mains du procureur du college.

XLV. Ledit procureur sera pareillement élu tous les ans quatre jours après le prieur, suivant l'article LXXI. des statuts du college.

XLVI. Il ne fera aucun marchè ni convention concernant ledit college, sans avoir le consentement par écrit de la communauté, lequel sera transcrit dans le livre des deliberations.

XLVII. Il rendra ses comptes au moins une fois l'an, le 21. Decembre jour de saint Thomas apostre; & quinze jours avant la reddition desdits comptes il en fera faire deux copies, outre celle que ledit procureur aura pardevers luy, desquelles il en donnera une au proviseur, & l'autre aux prieur & boursiers, afin qu'ils ayent le temps de les examiner, si bon leur semble, avant que le compte soit présenté.

XLVIII. Après la reddition desdits comptes il sera mis dans les archives une des copies desdits comptes signée par la communauté, & communiquée aux trois approbateurs marquez dans ledit article LXXI. des statuts du college, l'autre sera donnée au nouveau procureur en charge, & le rendant-compte gardera la sienne pardevers luy pour sa discharge, laquelle sera aussi signée par toute la compagnie ou par le plus grand nombre.

XLIX. Ledit procureur retiendra,

tant pour son honoraire, que pour les ports de lettres & autres menus frais, la somme de cinquante livres par chacun an, sans qu'à l'avenir il puisse jouir des pretendus droits allouez depuis quelques années aux procureurs pour l'audition des comptes, pour la collation après les comptes, pour la signature & autres de quelque nature qu'ils puissent estre.

L. L'élection du bibliothécaire se fera en la maniere portée par le testament dudit Pader. Il aura une chambre auprès de la bibliothèque, si faire se peut.

LI. Il tiendra la bibliothèque ouverte pour les regens & boursiers theologiens du college, aux jours & heures qui seront réglées par le proviseur, & mesme à d'autres jours & heures en cas de besoins particuliers, & si ledit proviseur le juge ainsi à propos.

LII. Il se chargera des livres dont il fera fait deux catalogues, l'un desquels sera mis dans les archives, & l'autre dans la bibliothèque.

LIII. Le proviseur & le prieur visiteront de temps en temps ladite bibliothèque, pour voir si les livres ne se dissipent point, & s'ils sont en bon estat, & ils s'en feront rendre un compte exact par le bibliothécaire en presence de toute la communauté, au moins une fois chaque année, suivant l'art. LXXVIII. des statuts du college; & ledit bibliothécaire recevra pour son honoraire par chacun an la somme de soixante livres leguée par ledit Pader.

LIV. Le principal des boursiers artistes sera élu conformément à l'article LXXVI. des statuts du college; & attendu que la place est actuellement vacante, il sera incessamment procédé à ladite election. Pourra ledit principal des artistes estre choisi dans le nombre des boursiers theologiens, s'il s'en trouve parmy eux qui ayent les qualitez necessaires pour remplir ledit employ, auquel cas il continuera de jouir des émolmens de sa bourse tant & si long tems qu'il pourra demeurer boursier.

LV. Ledit principal des boursiers artistes veillera continuellement sur leur conduite & sur leurs études, dont il leur fera rendre raison au moins tous les Samedis de chaque semaine.

LVI. Il les instruira des premiers éléments de la doctrine Chrestienne, leur fera faire les prieres en commun le matin & le soir, & celles qui leur sont prescrites à la fin du repas pour le roy & pour leurs bienfaiteurs; & s'appliquera

à faire en sorte qu'ils s'acquittent de tous leurs devoirs d'étude & de religion avec l'assiduité & la modestie convenable.

LVII. Il rendra compte tous les Vendredis de la recepte & dépense de la communauté desdits boursiers artistes au proviseur, au prieur & à ceux des boursiers theologiens qui voudront l'entendre; & il en tiendra registre, dont il fera un double qui sera examiné au jour que le procureur des boursiers theologiens rendra compte de sa gestion, pour avoir sa décharge de toute la communauté, laquelle fera donner par chacun an audit principal des boursiers artistes la somme de cent livres à luy laissée expressément par ledit Fortin, par contract en forme de transaction du 2. Septembre 1677. & outre ladite somme il recevra encore tous les ans pareille somme de cent livres sur les biens laissez par ledit Pader, & suivant son intention marquée par son testament.

LVIII. Les boursiers theologiens qui ne sont pas de la communauté des pensionnaires, prendront leurs repas dans ladite communauté des boursiers artistes, & auront part au legs de trois cens livres par an fait par ledit Pierre Pader, pour les menues necessitez de la communauté des artistes, suivant l'intention dudit testateur. Mais en ce cas lesdits boursiers theologiens tiendront une conduite sage & reguliere, en sorte que le principal des boursiers artistes n'ait aucun sujet de s'en plaindre, à peine d'estre privez de leurs distributions, ce qui dépendra de la prudence du proviseur.

LIX. Le chapelain dudit college sera choisi par préférence entre les boursiers theologiens, s'il se trouve parmy eux un sujet qui soit prestre & digne d'exercer ledit employ, il celebrera la messe tous les jours, & le procureur du college luy payera suivant l'usage la somme de 200. livres par chacun an.

LX. Le sous-principal sera chargé de celebrer une messe basse les jours de Dimanches & Festes, à une heure commode pour ceux qui ne peuvent pas assister à la grande messe dudit college, en execution de la fondation dud. Pader de l'an 1645.

LXI. Si le principal des boursiers artistes est prestre, il sera chargé de l'execution de la fondation faite par ledit Thomas Fortin, d'une messe basse tous les jours de l'année; auquel cas il recevra la somme de 200. livres par an attachée à ladite fondation; & en cas que ledit

ledit principal des boursiers artistes ne soit pas prestre, ou qu'il ne veuille pas se charger d'acquiter ladite fondation, elle sera acquittée par le sous-principal & à son défaut par un des boursiers theologiens, s'il y en a qui soient prestres, préféablement à tous autres; & en cas que le sous-principal soit chargé de célébrer ladite messe basse fondée par ledit Fortin, le proviseur dira ou fera dire par un des boursiers, s'il s'en trouve en estat de le faire, celle qui a été fondée pour les dimanches & festes par ledit Pader.

LXII. Le proviseur & principal aura soin que la priere se fasse en commun pour les pensionnaires, & que le principal des boursiers artistes la fasse pareillement pour les boursiers artistes, le matin & le soir à des heures convenables, suivant l'usage de l'université.

LXIII. Il donnera ordre tous les jours d'exercice que des deux messes dont le college est chargé, sçavoir celle de la premiere fondation, & celle de la fondation dudit Fortin, il y en ait une célébrée le matin avant l'entrée des classes, en faveur de ceux qui ne peuvent pas l'entendre dans un autre temps, & l'autre à la sortie des classes, à laquelle assisteront les maîtres & les ecoliers.

LXIV. A l'égard des jours de Dimanche & festes, il chantera ou fera chanter par le chapelain la grande messe à l'heure ordinaire, où se trouveront les maîtres, les pensionnaires & tous les boursiers. Ledit boursiers tant theologiens qu'artistes seront tenus d'y assister en habit clerical, s'ils sont clerics, & de servir à la celebration de l'office divin, soit par le chant, soit en faisant les fonctions de leurs ordres; ce qui aura pareillement lieu pour l'office de vespres les jours de Dimanche & festes ordinaires, pour ceux des matines les jours de festes solemnelles, & pour ceux des vigiles des morts les jours des obits.

LXV. Le proviseur fera des instructions Chrestiennes dans la chapelle au moins tous les Dimanches, pour les pensionnaires & les boursiers. Il choisira d'autres jours & heures commodes pour faire aussi des instructions Chrestiennes aux domestiques du college ou de ceux qui y demeurent, ce qu'il sera tenu de faire au moins une fois chaque semaine. Et en cas qu'il ne puisse pas toujours s'acquitter de ce devoir par luy-mesme, il le fera remplir par le sous-principal ou par quelqu'autre ecclesiastique, & il se

fera rendre compte de la maniere dont le sous-principal ou l'ecclesiastique par luy commis s'en seront acquittez.

LXVI. Ledit proviseur aura attention dans le choix des professeurs non-seulement à la doctrine & à la capacité, mais encore à la religion & aux mœurs, sans qu'il puisse faire aucune convention avec eux par billets ou autrement; & au surplus ledit proviseur se conformera à leur égard aux statuts de l'université, arrests & reglemens de la cour.

LXVII. Il visitera souvent les classes, & assemblera lesdits professeurs au moins une fois le mois, pour prendre avec eux les mesures necessaires & les moyens convenables pour procurer l'avancement des jeunes gens dont l'instruction leur est confiée.

LXVIII. Il tiendra pareillement la main à ce que les ecoliers soient élevez dans la pieté, aussi bien & encore plus que dans l'estude des sciences humaines; & pour cet effet il recommandera que le Samedi ou tel autre jour de la semaine qu'il jugera le plus convenable, on fasse le catéchisme, sur tout dans les basses classes, & que les ecoliers ne passent jamais un jour sans apprendre par memoire une ou deux maximes de l'Ecriture Sainte, suivant l'esprit des statuts de la faculté des arts & l'usage de quelques colleges de l'université; lesquelles maximes pourront servir pour meriter le prix de memoire à la distribution generale des prix.

LXIX. Les professeurs ne se contenteront pas de s'acquitter de leur devoir en ce qui regarde l'instruction des ecoliers, ils s'appliqueront encore à aider le proviseur & principal à maintenir la discipline, & ils luy rendront l'honneur, le respect & l'obeissance qui luy sont deus en qualité de chef du college.

LXX. Le sous-principal visitera pareillement les classes, se trouvera dans la cour à l'entrée & à la sortie des ecoliers, empêchera qu'ils ne s'échappent pendant le temps des leçons, & les contiendra dans leur devoir.

LXXI. Et pour ses soins, outre les avantages que luy fera le proviseur & principal, il recevra du procureur de la communauté des boursiers la somme de cent livres annuellement, pour satisfaire à l'intention dudit Pader marquée dans son testament; & pour suivre en tout l'esprit du testateur, il sera pris sur le revenu dudit college & payé par le procureur ce qui conviendra en temps & lieu

pour les chaires des professeurs, les bancs des écoliers & les réparations des classes.

LXXII. Les clefs de la porte du college seront remises tous les soirs par le portier entre les mains du proviseur & principal à l'heure marquée par les statuts de l'université; & s'il y a quelque porte secrète qui donne entrée dans le college, elle sera incessamment murée, comme contraire au bon ordre & à l'exacte discipline.

LXXIII. Il sera incessamment procédé à l'inventaire des titres concernant le college, lesquels seront mis en ordre dans une armoire qui sera placée dans la salle destinée aux assemblées de la communauté des boursiers theologiens; & ladite armoire sera fermée au moins de trois clefs, dont il y en aura une entre les mains du proviseur, une autre entre les mains du prieur, & une autre entre les mains du procureur.

LXXIV. Ordonne que le procureur aura soin de faire imprimer aux dépens du college les anciens statuts dudit college, les lettres patentes de 1665. ensemble le present arrest, pour en estre donné un exemplaire à chacun des boursiers; & il en sera fait lecture au moins deux fois l'année, suivant l'article LXIX. des anciens statuts, en présence des boursiers theologiens & artistes qui seront assemblez à cet effet. Et seront au surplus les statuts generaux de l'université, les statuts particuliers dudit college, les arrests & reglemens de la cour executez selon leur forme & teneur, dans tous les cas non exprimez dans le present reglement. Fait en parlement le xxvii. Juin M. DCC. III. *Signé, DONGOIS.*
Copié sur l'imprimé.

ARREST DU CONSEIL D'ESTAT
*du roy pour l'ouverture de quelques rues
proche les Capucines.*

Ann. 1703.
LE roy ayant par arrest de son conseil du 22. Mars 1701. ordonné, pour la commodité des habitans des quartiers de saint Roch & de saint Honoré, que la rue Neuve-saint-Augustin seroit continuée depuis la rue Neuve-saint-Roch ou Gaillon de quatre toises & demie de largeur, à prendre en ligne droite depuis l'encoigneure & suivant l'alignement du devant du mur de face de l'hostel de Lorge, jusqu'à la distance d'environ onze toises du mur de closture du couvent des Capucines, & que de cet endroit il seroit formé une autre rue en

retour de cinq toises de largeur parallele à la mesme distance d'onze toises ou environ du mur de l'enclos des Capucines, laquelle seroit appellée la rue de Louis le Grand, pour communiquer à la rue Neuve-des-petits champs, & conduire à la place de Louis le Grand; & sa majesté estant informée qu'il seroit necessaire pour la commodité de ce quartier, de continuer ladite rue de Louis-le-Grand sur la mesme largeur de cinq toises jusqu'au boulevard, comme aussi de supprimer ladite rue Gaillon depuis le coin dudit hostel de Lorge jusqu'au rempart, par où les eaux des rues voisines s'écoulent presentement avec peine, & d'en ouvrir une autre de quatre toises & demie de largeur, à prendre entre ladite rue de Gaillon & la continuation de ladite rue saint Augustin, jusqu'à la rencontre de la rue de Louis le Grand, par laquelle lesdites eaux s'écouleront avec beaucoup plus de facilité; à quoy sa majesté voulant pourvoir, & veü sur ce l'avis des sieurs prevost des marchands & eschevins de Paris; ouy le rapport du sieur Fleuriau d'Armenonville conseiller ordinaire au conseil royal, directeur des finances, SA MAJESTE' estant en son conseil, a ordonné & ordonne que conformement audit arrest du conseil du 22. Mars 1701. ladite rue Neuve-saint-Augustin sera continuée depuis la rue saint Roch ou de Gaillon de quatre toises & demie de largeur, à prendre en ligne droite de l'encoigneure & suivant l'alignement du devant du mur de face de l'hostel de Lorge, jusqu'à la rencontre de la rue qui doit estre appellée de Louis le Grand, laquelle rue sera ouverte de cinq toises de largeur, à douze toises ou environ du mur des Capucines, & continuée depuis la rue Neuve-des-petits-champs jusqu'au rempart près la barriere de Gaillon. Ordonne en outre sa majesté que ladite rue de Gaillon, à commencer au coin du mur de face dudit hostel de Lorge jusqu'à l'égoût, sera fermée & supprimée, & qu'il sera ouvert une autre rue, laquelle sera appellée rue de Lorge, de quatre toises & demie de largeur, à commencer au carrefour qui sera formé au coin dudit hostel de Lorge, jusqu'à la rencontre de ladite rue de Louis le Grand. Auquel effet les prevost des marchands & eschevins de ladite ville, & le sieur de Montagny tresorier de France au bureau des finances de Paris, commissaire à ce député, le transporteront

ront incessamment sur les lieux, avec le maître des œuvres de lad. ville & le contrôleur general du pavé ; pour par ledit maître des œuvres donner, en présence desdits prevost des marchands & eschevins & dudit sieur de Montagny, tous les alignemens nécessaires pour la continuation & ouverture desdites rues, & par ledit maître des œuvres & le contrôleur general du pavé donner les pentes pour l'écoulement des eaux, en présence tant desdits prevost des marchands & eschevins, que dudit sieur de Montagny. Veut en outre sa majesté que les propriétaires des heritages sur lesquels lesdites rues se trouveront ouvertes, soient tenus de remettre incessamment leurs memoires & pieces nécessaires pour parvenir à leur indemnité & dedommagement, s'il y échet, entre les mains dudit sieur d'Armenonville, que sa majesté a pour ce commis & député ; pour à son rapport estre par sa majesté ordonné ce que de raison. Fait au conseil d'estat du roy, sa majesté y estant, tenu à Marly le III. Juillet M. DCC. III. Signé PHELYPEAUX. Pris sur l'imprimé en feuille volante.

EDIT DU ROY LOUIS XIV.

portant creation en titre d'offices formez & hereditaires en chacun des seize quartiers de la ville de Paris, d'un lieutenant-colonel, d'un major, d'un capitaine, d'un lieutenant & d'un enseigne, pour chacune des cent trente-trois compagnies de la milice bourgeoise, qui sont actuellement establies en ladite ville.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous présents & à venir, salut. Nous avons par nostre edit du mois de Mars 1694. créé en titres d'offices des colonels, majors, capitaines, lieutenans & enseignes des bourgeois dans toutes les villes & bourgs fermez de nostre royaume, à l'exception de nostre bonne ville de Paris, dans laquelle nous aurions maintenu les capitaines & autres officiers nommez & établis sous les ordres de nos amez & feaux les prevost des marchands & eschevins de nostredite ville, dans toutes leurs fonctions, droits & privileges. Mais ayant esté informez qu'ils y sont tous les jours troublez, sous pretexte qu'ils n'exercent qu'en vertu de simples commissions desdits prevost des marchands & eschevins, nous avons resolu pour leur assurer la jouissance desdites fonctions & privileges,

Tome II. Part. II.

d'ériger routes lescdites commissions en titre d'offices, à la reserve seulement des colonels, que nous voulons estre choisis, ainsi qu'ils l'ont esté jusqu'à present, dans le nombre des personnes les plus qualifiées de nostredite ville. A CES CAUSES & autres à ce nous mouvans, de nostre certaine science, pleine puissance & autorité royale, nous avons par le present édit perpetuel & irrevocable, revoqué & revoquons toutes les commissions qui peuvent cy devant avoir esté accordées, soit par les gouverneurs de nostre bonne ville & fauxbourgs de Paris, ou par les prevost des marchands & eschevins de ladite ville, de capitaines, majors, lieutenans & enseignes de bourgeoisie, qui ont esté commis, élus, nommez ou establis dans nostredite ville de Paris ; & nous avons créé & érigé, créons & érigeons en titre d'offices formez, en chacun des seize quartiers de nostredite ville, un lieutenant-colonel & un major, plus un capitaine, un lieutenant & un enseigne, pour chacune des cent trente trois compagnies de milice bourgeoise, qui sont actuellement establies en nostredite ville ; ausquels il fera par nous pourvé de personnes capables, soit qu'ils soient gentilshommes ou officiers dans nos cours, sieges ou juridictions, bourgeois ou marchands, sans incompatibilité avec leurs autres charges, offices ou negoces. Avons attribué aux seize lieutenans-colonels & aux seize majors la qualité d'escuyers pendant leur vie seulement, pourvé toutesfois qu'ils ne tiennent point de boutiques ouvertes, à chacun un demy minot de sel de franc-salé, & droit de *committimus* au petit sceau. Voulons que les officiers créez par le present édit, exercent toutes les mesmes fonctions qu'ont fait ou deü faire ceux qui ont esté jusques à present commis ausdites charges ; comme aussi que dans toutes les assemblées, ceremonies & festes publiques où lescdits capitaines & lieutenans avoient coutume d'assister, lescdits officiers y marchent de la mesme façon, à pied ou à cheval, ainsi que feront lescdits prevost des marchands & eschevins, lesquels feront avertir des jours & heures desdites ceremonies. Ordonnons que du nombre des huit bourgeois & notables habitans que chacun des quarteniers de nostred. ville de Paris choisit tous les ans dans son quartier pour l'élection des eschevins, il en sera pris deux dans le nombre des officiers créez par le present édit,

F ff

pour donner leur voix au scrutin pour l'élection des deux eschevins entrans, à peine de nullité de l'élection, comme aussi que l'un des deux eschevins qui s'élisent par chacun an pour nostredite ville, soit pourveu de l'un des offices de lieutenans-colonels, majors ou capitaines créés par le présent édit, & qu'aucun bourgeois de ladite ville ne puisse posséder aucuns offices de conseillers de ville, quarteniers, dixainiers ny cinquanteniers, qu'il n'ait possédé : sçavoir le conseiller & quartenier, l'une des charges de lieutenans-colonels, majors ou capitaines, & les dixainiers & cinquanteniers l'un desdits offices, ou ceux de lieutenans ou enseignes. Et pour donner moyen ausdits officiers de vacquer aux fonctions desdites charges avec assiduité & application, nous les avons exemptez & déchargez, exemptons & déchargeons par le présent édit du service du ban & arriere-ban & contribution à iceux, ensemble du droit de francs-fiefs, tant & si longuement qu'ils exerceront lesdites charges, comme aussi du logement de gens de guerre, cent Suisses & soldats de nostre garde François & Suisse, pour les maisons qui leur appartiennent en ladite ville, fauxbourgs & banlieue, soit qu'ils les occupent ou non, ny de leur fournir aucuns ustanciles, mesme de tutelle & curatelle & autres charges publiques. Voulons qu'ils jouissent de tous les autres privileges, prérogatives & immunités portées par les lettres patentes des rois nos predecesseurs, confirmées par nous par nos lettres patentes du mois de Mars 1699. & par l'arrest de nostre conseil d'estat du 12. Septembre 1674. Avons en outre attribué & attribuons par le présent édit à tous lesdits officiers trente mille livres de gages effectifs, dont la repartition sera faite entr'eux à proportion de la valeur desdits offices. Tous lesquels offices seront remplis de personnes capables, & seront exercés en vertu des simples quittances de finance, & en cas de mutations, sur les contrats qui en seront passez par les propriétaires aux nouveaux acquereurs; les dispensons les uns & les autres d'obtenir de nous aucunes provisions desdits offices. Voulons que lesdits officiers soient admis à l'annuel par lesdits prevost des marchands & eschevins, en payant par chacun an pour ledit droit au bureau dudit hostel de ville: sçavoir, chacun des lieutenans-colonels, majors & capitaines six livres, & par les autres offi-

ciers chacun quatre livres. Ordonnons qu'ils seront receus & installez ausdits offices sur les quittances de finance & contrats, en payant lors de leur reception par lesdits lieutenans-colonels, majors & capitaines dix livres, & moitié par les autres. Et attendu la necessité qu'il y a de faire exercer les fonctions desdits offices de milice, il y sera commis & estably des personnes ayant les qualitez requises par les prevost des marchands & eschevins de nostredite ville de Paris, sur la nomination qui leur en sera faite par celui que nous préposerons pour l'exécution du présent édit, sans frais, en attendant qu'ils soient remplis par ceux que nous aurons agréés. Et si aucuns desdits capitaines, majors, lieutenans ou enseignes qui exercent presentement par commission, estoient pourveus d'aucuns desdits offices, ils conserveront leur rang d'ancienneté du jour de leur reception. Et de la mesme autorité que dessus nous avons encore créé & érigé en titre d'office formé & hereditaire un nostre conseiller-tresorier payeur desdites trente mille livres de gages, & un nostre conseiller-controlleur dudit payeur, auxquels nous avons attribué & attribuons les mesmes privileges & droit de *committimus* qu'aux autres officiers cy-dessus créés, & en outre au payeur trois mille cinq cens livres de gages, quinze cens livres de taxations & un minot de franc-salé, & audit controlleur mille livres de gages, cinq cens livres de taxations, & un demy-minot de franc-salé. Voulons en outre que ledit payeur paye les augmentations de gages acquises par les officiers de police de nostredite ville, en execution de nostre édit du mois d'Avril dernier, & que ledit controlleur controle leurs quittances. Et sera l'employ des gages & taxations de tous lesdits officiers fait dans les estats de nos finances de la generalité de Paris, dans lesquels il sera en outre fait fonds pour les epices & frais de comptes dudit payeur, auxquels offices il sera par nous pourveu sur les quittances de finance & du marc d'or, dont nous avons fixé les frais pour cette fois seulement: sçavoir pour sceau des provisions dudit payeur douze livres, marc d'or dix livres, & moitié pour le controlleur, à l'exercice desquels offices il sera par nous commis par lettres de nostre grande chancellerie, sur la nomination de celui qui sera par nous chargé de l'exécution du présent édit. Voulons

en outre que ceux qui presteront leurs deniers pour acquérir les offices créés par le présent édit, ayent hypothèque & privilege special sur iceux; auquel effet il sera fait mention desdits emprunts dans les quittances de finance, par le tresorier de nos revenus casuels. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement, chambre de nos comptes & cour des aydes à Paris, que nostre présent édit ils ayent à faire lire, publier & registrer, mesme en temps de vacations, & le contenu en iceluy suivre, garder & observer selon sa forme & teneur: cessant & faisant cesser tous troubles & empeschemens qui pourroient estre mis ou donnez; nonobstant tous edits, declarations, reglemens & autres choses à ce contraires, auxquels nous avons dérogé & dérogeons par ce présent édit; aux copies duquel collationnées par l'un de nos amez & feaux conseillers-secreétaires, voulons que foy soit adjoustée commé à l'original. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous y avons fait mettre nostre scel. Donné à Marly au mois de Septembre l'an de grace M. DCC. III. & de nostre regne le LXI. *Signé, LOUIS; & plus bas: Par le roy, PHELYPEAUX. Visa, PHELYPEAUX. Veü au conseil, CHAMILLART; Et scellé du grand sceau de cire verte, en lacs de soye rouge & verte.*

Registré, ouy & ce requerant Barrin substitut du procureur general du roy, pour estre executé selon sa forme & teneur; à la charge d'en retenir l'enregistrement au lendemain de la S. Martin, suivant l'arrest de ce jour. A Paris en parlement en vacations, le III. Octobre M. DCC. III. *Signé, DU TILLET.*

Registrées en la chambre des comptes, ouy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, les bureaux assembles, le VI. jour de Novembre M. DCC. III. *Signé, NOBLET.*

Registrées en la cour des aydes, ouy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur. A Paris le III. jour de Decembre M. DCC. III. Collationné, *Signé, ROBERT. Pris sur l'imprimé en feuille volante.*

*DECLARATION DU ROY
qui descharge les villes de Paris & Lyon
de l'execution de l'edit du mois de Janvier
1704. portant creation de deux eschevins
perpetuels en chacune des villes du royaume.*

LOUIS par la grâce de Dieu roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes lettres verront, salut. Nous avons par nostre édit du mois de Janvier dernier créé en titre d'offices formez & hereditaires deux eschevins perpetuels dans chacune des villes de nostre royaume. Mais ayant esté depuis informez des privileges accordez par les rois nos predecesseurs & par nous confirmez à nos bonnes villes de Paris & de Lyon, suivant lesquels les prevost des marchands & eschevins de nostre bonne ville de Paris sont dans l'usage & la possession de faire proceder à l'élection des eschevins en la forme & maniere prescrite par ordonnance du 25. Juillet 1450. par édit du mois de May 1554. verifié en nostre parlement de Paris, & enregistré au bureau de ladite ville, & en vertu de nostre lettre de cachet que nous adressons de deux ans en deux ans auxdits prevost des marchands & eschevins, conseillers, quarteniers de nostredite ville; & lesdits prevost des marchands & eschevins de ladite ville de Lyon sont aussi en usage & possession de faire proceder à l'élection des eschevins en la forme & maniere prescrite par édit du mois de Decembre 1595. bien & deüment enregistré, & semblable lettre de cachet que nous adressons auxdits prevost des marchands & eschevins de ladite ville; ausquels privileges n'ayant pas eu intention de donner atteinte, ny de rien innover à la forme & maniere en laquelle se font les élections desdits eschevins, à cause des affaires importantes de ces deux villes, dont le soin ne peut estre confié qu'à des personnes capables de les administrer, telles que sont ceux qui sont élus par les suffrages des officiers & bourgeois qui ont droit d'assister aux assemblées qui sont convoquées pour cet effet; & voulant d'ailleurs donner aux habitants & bourgeois de nosdites villes des marques de nostre protection, & de la satisfaction de leur fidelité & affection à nostre service, & des efforts qu'ils font pour contribuer aux besoins de nostre estat. A CES CAUSES & autres à ce nous mouvans, de nostre certaine science,

AN 1704.

Fff ij

ce, pleine puissance & autorité royale, nous avons par ces presentes signées de nostre main, dit, déclaré & ordonné, disons, déclarons & ordonnons, voulons & nous plaist, que nos bonnes villes de Paris & de Lyon soient & demeurent exemptes & déchargées, comme nous les en exemptions & déchargeons, de l'exécution de nostredit edit du mois de Janvier, sans que sous prétexte d'iceluy il puisse estre estably aucuns eschevins perpetuels dans l'une ny dans l'autre desdites deux villes, ny qu'il soit rien innové à la forme & à la maniere en laquelle les élections desdits eschevins y ont esté faites jusques à present. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement à Paris, que ces presentes ils aient à faire lire, publier & enregistrer, & le contenu en icelles garder & observer selon leur forme & teneur, nonobstant tous edits, declarations & autres choses à ce contraires, auxquels nous avons derogé & dérogeons par ces presentes; aux copies desquelles collationnées par l'un de nos amez & feaux conseillers-secreétaires voulons que foi soit ajoutée comme à l'original. Car tel est nostre plaisir. En temoin de quoy nous avons fait mettre nostre scel à celdites presentes. Donné à Versailles le xv. Avril, l'an de grace M. DCC. IV. & de nostre regne le LXI. Signé, LOUIS; & plus bas: Par le roy, PHELYPEAUX. Veü au conseil, CHAMILLART. Et scellée du grand sceau de cire jaune.

Registrée, ouy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre exécutée selon sa forme & teneur; & copies collationnées envoyées en la sénéchaussée & siege presidial de Lyon, pour y estre leües, publiées & registrées. Enjoint au substitut du procureur general du roy d'y tenir la main, & d'en certifier la cour dans un mois, suivant l'arrest de ce jour. A Paris en parlement le xxv. Avril M. DCC. IV. Signé, DONGOIS. Copié sur l'imprimé en feuille volante.

EDIT DU ROY LOUIS XIV.
portant reestablishement de la jurisdiction
de la table de marbre à Paris.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous presens & à venir, salut. Nous avons par nostre edit du mois de Fevrier 1704. éteint & supprimé le siege & la jurisdiction de la table de marbre établie près nostre cour de parlement de Paris, &

des juges en dernier ressort ordonnez par l'edit du mois de Mars 1558. pour juger en dernier ressort à ladite table de marbre les procès & differends concernant les eaux & forests; au lieu desquels nous aurions par le mesme edit du mois de Fevrier dernier créé le nombre d'officiers necessaires pour former une chambre près nostre cour de parlement de Paris, avec pouvoir de connoistre & de juger, privativement & à l'exclusion de tous autres juges, en dernier ressort & sans appel, toutes les instances & procès civils & criminels concernant le fonds, propriété & toutes contestations pour raison de nos forests, eaux, isles, rivières, bois tenus en grurie, grairie & segrairie, tiers & dangers, appanages, engagements & autrement. Cet establissement qui depuis la reformation generale de nos forests faite & achevée en l'année 1669. nous avoit paru necessaire pour la conservation de nos forests, & pour l'exécution de nostre ordonnance du mois d'Aoust de la mesme année 1669. nous auroit esté très-utile, & nous l'aurions fait avec succès, si nous n'avions jugé qu'il estoit plus convenable au bien de la justice de laisser aux officiers de nostre cour de parlement la jurisdiction & la connoissance de ces matieres dans toute leur étendue, & sans y donner atteinte; à quoy nous nous sentons d'autant plus portez, que le desinterressement des officiers de ce corps dans l'administration de la justice, leur zele pour nostre service, dont ils nous ont donné des preuves depuis long-temps, & les nouveaux secours que nous esperons trouver dans cette compagnie, pour les depenses de la guerre que nous sommes obligez de soutenir, nous sollicitent sans cesse de leur donner des marques publiques de la satisfaction qui nous en demeure. A CES CAUSES & autres à ce nous mouvans, de l'avis de nostre conseil, & de nostre certaine science, pleine puissance & autorité royale, nous avons par le present edit revoque & revoquons celui du mois de Fevrier dernier 1704. en ce qu'il porte la suppression de la table de marbre & des juges en dernier ressort près nostre cour de parlement de Paris. Avons pareillement éteint & supprimé les deux offices de presidens & les vingt-deux conseillers créez par ledit edit, pour composer ladite chambre. Voulons & ordonnons que nonobstant ledit edit, ladite table de marbre, les officiers qui la composent, & les juges destinez pour juger

en dernier ressort en lad. table de marbre les matieres des eaux & forests, soient & demeurent pour toujours rétablis, pour exercer & faire leurs fonctions, comme ils faisoient ou pouvoient faire avant ledit edit; à la charge que nos amez & feaux les presidens & conseillers de la grand'chambre de nostredite cour de parlement, qui exerceront la jurisdiction en dernier ressort à ladite table de marbre de Paris, y tiendront bureau & les audiences necessaires avec les officiers de ladite table de marbre, toutes les fois que les affaires le requerront; & que tant lesdits juges en dernier ressort, que les officiers de ladite table de marbre, se conformeront & feront executer nostre ordonnance du mois d'Aoust 1669. concernant lesdites eaux & forests. Voulons que ce qui a esté par nous statué par ledit edit pour les fonctions des grands maistres des eaux & forests soit executé, & que lesdits grands maistres aient leur seance en ladite table de marbre, comme ils l'avoient avant ledit edit, mesme avec les juges en dernier ressort, après le dernier de nos conseillers de la grand'chambre, sans qu'ils puissent s'y rencontrer plus de deux à la fois. Voulons aussi que l'office de nostre conseiller controleur general des bois & forests, créé par nostredit edit du mois de Fevrier dernier, pour garder le depost des titres, plans, figures & procès verbaux, tant de nos forests, que de celles des appanages des ecclesiastiques & communautez laïques, subsiste & soit conservé, pour faire & exercer les fonctions à luy attribuées par led. edit & par l'arrest de nostre conseil du 29. Mars dernier, qu'il jouisse des fonctions, gages, taxations & droits à luy attribuez, & qu'il ait rang & entrée en ladite table de marbre, tant à l'ordinaire, que lorsque lesdits juges en dernier ressort y tiendront la jurisdiction, immediatement après nos avocat & procureur de ladite table de marbre, & que lesdits titres soient deposez dans le bureau qui sera ordonné. Et outre les attributions à luy accordées par ledit edit, pour luy donner moyen de faire ses fonctions avec plus de facilité, nous luy avons accordé & accordons le droit de *commitimus* comme aux officiers de nos cours. Voulons pareillement que l'office de nostre conseiller-secretaire & greffier en chef créé par ledit edit pour ladite chambre des eaux & forests, & un greffier du plunitif, ayant qualité de secretaire de la table de marbre, demeure

rent subsistans, aux fonctions, gages, privileges & droits à eux attribuez; pour en faire par ceux qui en seront pourveus, les fonctions tant à l'ordinaire de ladite table de marbre, qu'en la jurisdiction en dernier ressort; nous reservant à pourvoir au remboursement des propriétaires des greffes de ladite table de marbre, si le cas y échet. A l'égard des greffiers gardes-facs & autres, & des payeurs des gages, épices, amendes, les procureurs postulans & autres officiers créez par ledit edit, nous les avons aussi éteints & supprimés, & réuni leurs fonctions aux offices de pareille qualité de nostredite cour de parlement; à la charge de nous payer par eux les sommes auxquelles ils seront moderément taxez en nostre conseil, en consideration de ladite réunion. Et pour donner moyen aux officiers de ladite table de marbre rétablis de faire leurs fonctions avec plus de facilité, nous leur avons attribué & attribuons la somme de deux mille cent livres d'augmentations de gages effectifs, pour trois quartiers de deux mille huit cens livres au denier seize: sçavoir, au lieutenant general 800. livres, à nostre procureur 600. livres, à nostre avocat 150. livres, au lieutenant particulier 250. au premier huissier 100. livres, & les 200. livres restant à tous les autres huissiers également; pour en jouir par eux hereditairement, & leur estre payez sur leur simple quittance du fonds qui sera fait par augmentation dans nos estats avec leurs autres gages, en payant par eux la finance desdites augmentations au sieur Baudouin chargé de l'execution dudit edit, sur les quittances du tresorier des revenus casuels; & en attendant l'expedition desdites quittances, sur ses recepis, à peine d'y estre contrainsts par les voyes ordinaires & accoustumées pour nos deniers & affaires. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement, chambre des comptes & cour des aides à Paris, que nostre present edit ils aient à faire lire publier & enregistrer, & le contenu en icelui garder & observer de point en point selon la forme & teneur: cessant & faisant cesser tous troubles & empeschemens qui pourroient estre mis ou donnez; nonobstant tous edits, declarations, ordonnances, arrests reglemens & autres choses à ce contraires, ausquelles nous avons derogé & derogons par nostre present edit; aux copies duquel collationnées par l'un de nos amez &

seaux conseillers-secretaïres, voulons que foy soit ajoûtée comme à l'original. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous y avons fait mettre nostre scel. Donné à Versailles au mois de May l'an de grace M. DCC. IV. & de nostre regne le LXI. *Signé, LOUIS; & plus bas: Par le roy, PHELYPEAUX. Visa, PHELYPEAUX. Veü au conseil, CHAMILLART. Et scellé du grand sceau de cire verte, en lacs de foye rouge & verte.*

Registrées, ouy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, & copies collationnées envoyées aux bailles & seneschauflées du ressort, pour y estre leües, publiées & registrées; enjoint aux substituts du procureur general du roy d'y tenir la main, & d'en certifier la cour dans un mois, suivant l'arrest de ce jour. A Paris en parlement, le xx. May M. DCC. IV. *Signé, DONGOIS.*

Registrées en la chambre des comptes, ouy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur; les bureaux assemblez, le v. Juin M. DCC. IV. *Signé, RICHER.*

Registrées en la cour des aydes, ouy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur. A Paris les chambres assemblees, le xii. Juin M. DCC. IV. *Signé, ROBERT. Copié sur l'imprimé en feuille volante.*

ARREST DU CONSEIL D'ESTAT
du roy pour la continuation du rempart planté d'arbres, & la construction du quay de la Grenouillere.

AN. 1704.

LE roy s'estant fait représenter le plan general de la ville de Paris que les prevost des marchands & eschevins ont fait lever par ses ordres, suivant lequel la nouvelle enceinte de ladite ville doit estre formée par un rempart d'arbres dans tout son pourtour, pour une plus grande decoration de ladite ville, & pour servir dans toute son étendue de promenade à ses habitans: ce qui a esté entièrement executé depuis la porte saint Antoine, jusqu'à celle de saint Honoré, & l'a esté en partie de l'autre costé de la riviere, ce qui fait un bel ornement à ladite ville; mais il reste encore à former en plusieurs endroits de ce costé là, & entre autres dans la partie qui regne

depuis le bord de la riviere, jusqu'à la rencontre de la rue du Cherche-midy au quartier de saint Germain des Prez, où il est d'autant plus necessaire de le parachever, qu'il doit faire un accompagnement aux avenues de l'hostel royal des Invalides, qui sont deja en partie plantées d'arbres. Et d'autant que les particuliers qui ont des heritages dans l'espace où le cours doit estre formé en cet endroit, pourroient y construire des bastimens qu'il conviendrait dans la suite démolir pour en prendre l'emplacement, ce qui causeroit une dépense considerable pour les indemniser; il est necessaire d'y pourvoir, en attendant que le cours puisse estre formé & parachevé dans cet endroit, en faisant mettre des poteaux pour marques publiques des endroits où doit estre formé ledit rempart, & obligeant les particuliers qui voudront construire des bastimens ou faire des clostures dans ce quartier là, d'en prendre la permission des prevost des marchands & eschevins de ladite ville. Et sa majesté voulant que le quay de la Grenouillere qui fait un très-désagreable objet à l'aspect du Louvre & des Thuilleries, soit continué de ligne droite de dix toises de largeur en toute son étendue, depuis le pont Royal & l'encoignure de la rue du Bacq, jusqu'à la rencontre du rempart qui sera planté d'arbres, & revêtu de pierres de taille dans toute cette étendue, avec un trottoir de neuf pieds de largeur le long du parapet, pour le passage des gens de pied, avec des rampes en glacié descendant au bord de la riviere: ce qui fera non-seulement un ornement, mais sera d'une grande commodité pour les rues de Poitiers & de Bel-lechasse, & de celle qui doit estre formée près les filles de saint Joseph, pour leurs issuës sur ledit quay, & pour les abreuvoirs & l'enlevement des marchandises déchargées sur le port, de mesme qu'il a esté observé au quay Malaquais de l'autre costé du pont Royal entre les rues des Saints-peres & des Petits-Augustins; & sa majesté s'estant fait représenter le plan de ce dessein, que les prevost des marchands & eschevins en ont fait dresser par le maître des œuvres de ladite ville, & voulant qu'il soit suivi & executé; oüy le rapport du sieur Chamillart conseiller ordinaire au conseil royal, controlleur general des finances: SA MAJESTÉ ESTANT EN SON CONSEIL a ordonné & ordonne que le rempart planté d'arbres, pour former la nouvelle

nouvelle enceinte de la ville de Paris au quartier saint Germain des Prez, sera continuée de ligne droite depuis la rivière jusqu'à la rencontre du point milieu de la rue de Varennes, à la distance de neuf toises du mur du bout du jardin de l'hostel de Commenges, dont l'allée du milieu aura dix toises de largeur, les deux contr'allées chacune trois toises de largeur. Et depuis ladite rue de Varennes ledit rempart sera continué en retour de ligne droite sur la mesme largeur parallele au bastiment de l'hostel royal des Invalides, jusqu'à la rencontre d'une des principales allées qui doivent servir d'avenues à l'église dudit hostel, dont l'allée du milieu doit avoir seize toises de largeur, & les contr'allées chacune six toises. Et sera ledit rempart continué de ligne droite, sur la mesme largeur que ladite avenue, jusqu'à la rencontre de la rue du Cherche-midy. Et seront les particuliers dont les heritages seront pris pour l'emplacement dudit rempart, remboursés par les prevost des marchands & eschevins de ladite ville, de la valeur desdits heritages, suivant l'estimation qui en sera faite en présence desdits prevost des marchands & eschevins. Ordonne sa majesté qu'en attendant que le dessein dudit cours soit exécuté depuis la rivière jusqu'à la rencontre de ladite rue du Cherche-midy, il sera planté par les ordres des prevost des marchands & eschevins, des poteaux pour marquer les endroits où ledit cours doit passer, & que ceux qui voudront bastir aux environs dudit cours, seront auparavant tenus de prendre des permissions desdits prevost des marchands & eschevins, lesquels leur donneront les alignemens nécessaires par rapport audit cours. Ordonne en outre sa majesté que le quay de la Grenouillere sera continué de ligne droite de dix toises de largeur en toute son étendue, depuis le pont Royal & l'encoigneure de la rue du Bac, jusqu'à la rencontre du rempart, & revêtu dans toute cette étendue de pierres de taille, avec un trottoir de neuf pieds de largeur le long du parapet, pour le passage des gens de pied, & des rampes en glacis descendant au bord de la rivière, pour les abbreuvoirs & l'enlèvement des marchandises déchargées sur le port, ainsi qu'il a été observé au quay Malaquais entre les rues des saints Peres & des petits-Augustins: & ce, suivant les alignemens qui seront donnez par le maître des œuvres de ladite ville, en

présence desdits prevost des marchands & eschevins, & la construction faite aux dépens de ladite ville. Veut à cet effet sa majesté que les maisons qui sont actuellement faites sur ledit quay, & se trouveront anticiper sur les dix toises qu'il doit avoir, soient retranchées jusqu'à distance desdites dix toises. Ordonne en outre sa majesté que lesdites maisons & autres qui seront construites cy-après sur ledit quay, seront basties suivant les desseins qui seront agréés par sa majesté, & les alignemens qui seront donnez par le maître des œuvres de la ville, en présence desdits prevost des marchands & eschevins & du sieur de Montagny tresorier de France au bureau des finances de Paris, commissaire à ce député, & les pentes du pavé données par ledit maître des œuvres de la ville & le contrôleur general du pavé, en la présence desdits prevost des marchands & eschevins & dudit sieur de Montagny, ainsi que pour les nouvelles rues & les anciennes qui seront continuées à l'occasion du rempart. Et en attendant que le dessein dudit quay puisse être exécuté, ordonne sa majesté que les propriétaires des maisons qui sont sur ledit quay, qui les voudront réédifier de nouveau, & ceux qui en voudront construire de nouvelles sur leurs heritages le long dudit quay, seront tenus d'en avertir auparavant lesdits prevost des marchands & eschevins, & d'en prendre d'eux les alignemens qui seront donnez en leur présence & dudit sieur de Montagny, par le maître des œuvres de ladite ville. Enjoint sa majesté ausdits prevost des marchands & eschevins de tenir la main à l'exécution du present arrest, & ce qui sera par eux ordonné, sera exécuté nonobstant oppositions & appellations quelconques, dont si aucunes interviennent, sa majesté s'en reserve la connoissance, pour au rapport du sieur Fleuriau d'Armenonville conseiller ordinaire au conseil royal, directeur des finances, estre par sa majesté ordonné ce qu'il appartiendra. Fait au conseil d'estat du roy, sa majesté y estant, tenu à Fontainebleau le XVIII. jour d'Octobre M. DCC. IV. Signé, PHELYPEAUX. Pris sur l'imprimé en feuille volante.

*ARREST DU CONSEIL D'ESTAT
du roy, pour la continuation des rues de
Richelieu & des Marais, & l'écoulement
des eaux du quartier.*

AN. 1704.

LE Roy ayant par differens arreſts de ſon conſeil ordonné que les ouvrages publics que S. M. vouloit eſtre faits pour la decoration & l'embellifſement de la ville de Paris & pour la commodité de ſes habitans, & entr'autres l'ouverture de pluſieurs ruës, l'élargiſſement des anciennes, pour la communication des quartiers & la facilité du paſſage des voitures, & la démolition d'anciennes portes pour l'agrandiſſement de l'enceinte de ladite ville, & augmenté par les nouveaux quartiers qui ont eſté formez le nombre des baſtimens pour loger ſes habitans, la ruë de Richelieu, l'une des plus belles de ladite ville, a eſté l'une de celles qui ont eſté continuées par la démolition de la porte de ce nom juſqu'à l'extrémité du faubourg, & à la rencontre du nouveau cours planté d'arbres; & S. M. ayant eſté informée que les eaux de ladite ruë & quelques autres adjacentes qui ſ'y rendent, n'ont leur écoulement que dans un grand trou ſur une place vague entre le cours & la maiſon de la Grange Bateliere, qui fait face à la rencontre de ladite ruë de Richelieu; & que ce trou, qui eſt un receptacle d'immondices, cauſe de l'infection dans le quartier, dont les habitans reçoivent beaucoup d'incommodité: que le moyen d'y remedier ſeroit de continuer ladite ruë de Richelieu au-delà du cours, de la même largeur de ſix toiſes, juſqu'à la rencontre du pan coupé, qui ſeroit formé de huit toiſes de face juſqu'à la diſtance de trois toiſes de la maiſon de la Grange-Bateliere, & de former une nouvelle ruë en retour, de trois toiſes de largeur, depuis ledit pan coupé, le long du mur de cloſture de ladite maiſon de la Grange-Bateliere, juſqu'à la rencontre du chemin des marais, où ſeroit faite une conduite découverte de trois pieds de largeur, pavée entre deux petits murs, pour recevoir l'écoulement des eaux dudit quartier de Richelieu au travers du marais joignant le chemin qui paſſe le long de la cloſture de ladite maiſon juſqu'à la rencontre du grand égout découvert, & que pour fournir à partie de la dépense de ces ouvrages, on peut diſpoſer de la place vague où eſt le trou dans lequel les eaux de ladite ruë de Richelieu

prennent leur écoulement, & employer pour cette dépense les deniers qui proviendront de la vente qui en ſera faite, & faire contribuer pour le ſurplus les propriétaires de ladite maiſon, & de celles de ladite ruë de Richelieu & des ruës adjacentes, dont les eaux prennent leur cours de ce coſté-là, à proportion de l'avantage que leurs maiſons en recevront. A quoy S. M. voulant pourvoir, où le rapport du ſieur Chamillart, conſeiller ordinaire au conſeil royal, contrôleur general des finances, SA MAJESTÉ ESTANT EN SON CONSEIL, a ordonné & ordonne que la ruë de Richelieu ſera continuée depuis le cours, de la même largeur de ſix toiſes, juſqu'à la rencontre d'un pan coupé qui ſera formé de huit toiſes de face, juſqu'à la diſtance de trois toiſes de la maiſon de la Grange Bateliere, & qu'il ſera formé une ruë en retour, de trois toiſes de largeur, depuis ledit pan coupé, le long du mur de cloſture de ladite maiſon juſqu'à la rencontre du chemin des marais, où il ſera fait une conduite découverte de trois pieds de largeur, pavée en fond entre deux petits murs, pour recevoir l'écoulement des eaux de partie de ladite ruë de Richelieu au travers des marais joignant le chemin qui paſſe le long de la cloſture de ladite maiſon, juſqu'à la rencontre du grand égout découvert; le tout ſuivant le plan qui en a eſté dreſſé par le maître des œuvres de la ville, lequel ſera dépoſé au greſſe de l'hôtel de ville, après avoir eſté paraphé par le ſieur Chamillart. Sera le prix de la quantité de perches qui ſera priſe pour faire ladite conduite, payé aux propriétaires dudit terrain, ſuivant l'eſtimation qui en ſera faite en preſence des prevoſt des marchands & eſchevins. Et pour fournir tant à ladite dépense, qu'à celle de l'enlevement deſdites terres, pour affoir le pavé, & pour le pavé deſdites ruës & de la conduite découverte pour recevoir les eaux dudit quartier, ordonne S. M. que la place vague où eſt le trou dans lequel les eaux de ladite ruë de Richelieu ſ'écoulent & croupiſſent, de la conſiſtence d'environ un arpent, ſera vendue par leſdits prevoſt des marchands & eſchevins. Et ſera le ſurplus de ladite dépense payé par les propriétaires des maiſons de ladite ruë de Richelieu & des ruës adjacentes, dont les eaux doivent prendre leur écoulement par ladite conduite à découvert, comme auſſi par le propriétaire de ladite maiſon de la Grange-Bateliere, &

& par ceux des heritages joignans, suivant le rolle qui en sera arresté au conseil, & ce à proportion de l'avantage que chacun en recevra. Veut S. M. que tous les alignemens necessaires pour la continuation de ladite rue de Richelieu, jusqu'à ladite maison de la Grange-Bateliere, & pour former celle en retour le long du mur de closture de ladite Grange Bateliere, qui sera nommée rue des Marais, soient donnez par le maistre des œuvres de ladite ville, en presence desdits prevost des marchands & eschevins & du sieur Montagny tresorier de France au bureau des finances à Paris, commissaire à ce député, & par ledit maistre des œuvres & le controlleur general du pavé donné les pentes pour l'écoulement des eaux, aussi en presence desdits prevost des marchands & eschevins & dudit sieur de Montagny. Enjoint S. M. ausdits prevost des marchands & eschevins de tenir la main à l'exécution du present arrest, & du rolle qui sera arresté en consequence; & ce qui sera par eux ordonné, sera executé, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, dont si aucunes interviennent, S. M. s'en reserve la connoissance, & l'interdit à toutes ses cours & juges, pour au rapport du sieur d'Armenonville conseiller ordinaire au conseil royal, directeur des finances, estre sur les requestes & pieces des parties qui seront mises en ses mains, ordonné par sa majesté ce qu'il appartiendra. Fait au conseil d'estat du roy, sa majesté y estant, tenu à Fontainebleau le XVIII. jour d'Octobre M. DCC. IV. Signé, PHELYPEAUX. *Pris sur l'imprimé.*

EDIT DU ROY LOUIS XIV.
portant attribution de noblesse aux presidens, tresoriers de France, avocat, procureur du roy & greffier en chef au bureau des finances à Paris.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous presens & à venir, salut. Nous avons par nostre edit du mois de Novembre 1690. pour les causes y contenues, attribué aux presidens, conseillers & autres officiers de nostre cour de parlement de Paris, qui ne seroient issus de race noble, ensemble à leurs veuves demeurantes en viduité, à leurs enfans & descendans nez & à naistre en legitime mariage, la noblesse au premier degré, pour en jouir avec tous les droits & privileges dont jouissent les autres nobles de nostre royaume.

Tome II. Part. II.

me, pourveu que lesdits officiers aient servi vingt ans, ou qu'ils decedent revestus de leurdits offices. Nous avons depuis par autre nostre edit du mois de May 1691. accordé le mesme privilege de noblesse au premier degré aux presidens, conseillers & autres officiers de nostre cour des aydes de Paris. Et par autre nostre edit du mois d'Avril 1704. nous l'avons accordé aux presidens, conseillers-maitres, correcteurs, auditeurs & autres officiers de nostre chambre des comptes de Paris. Et ayant considéré que quand nous avons cy-devant accordé la noblesse au premier degré aux officiers de nostredite chambre de nos comptes & de nostredite cour des aydes, ceux du bureau des finances de la generalité de Paris en ont toujours jouy, comme membres desdites compagnies, de mesme que de leurs autres privileges, en sorte que si nous ne rétablissions en leur faveur le privilege de noblesse au premier degré, comme nous avons fait en celle des officiers de nosdites cours, leurs charges qui sont d'un prix considerable, & font le principal bien de leurs familles, souffriroient une grande diminution contre nostre intention; nous nous sommes portez d'autant plus volontiers à leur accorder cette grace, qu'ils se sont efforcez en toutes occasions à nous donner des marques de leur zele, & nous offrent encore de nous payer la finance du nouvel office de tresorier de France que nous y avons créé par nostre edit du mois de Fevrier 1704. lequel n'a point encore esté levé, & telle autre somme qu'il nous plairoit regler pour les quatre lettres de dispense d'un degré de service que nous avons accordées aux officiers de chacune de nos cours superieures & bureaux de nos finances, par autre nostre edit du mois d'Octobre dernier. A CES CAUSES & autres à ce nous mouvans, de nostre certaine science, pleine puissance & autorité royale, nous avons par le present edit perpetuel & irrevocable attribué & attribuons aux presidens, tresoriers generaux de France au bureau de nos finances & chambre de nostre domaine à Paris, nos avocat & procureur dudit bureau & chambre du domaine, & au greffier en chef dudit bureau presentement pourveus, & qui le seront cy-après, lesquels ne seront issus de race noble, ensemble à leurs veuves pendant leur viduité, à leurs enfans & descendans nez & à naistre en legitime mariage, tant masles que femelles, la noblesse

G g g

au premier degré, telle & semblable qu'en jouissent les officiers de nostredit cour de parlement, chambre de nos comptes & cour des aydes; ordonnons qu'ils jouiront de tous les droits, privileges, franchises, immunités, rang, seance & prééminences dont jouissent les autres nobles de race de nostre royaume, pourveu que lesdits officiers ayent servi vingt ans, ou qu'ils decedent revestus de leurs offices. Et à l'égard de ceux des officiers dudit bureau qui seront issus de race noble, voulons que le present edit leur serve d'accroissement d'honneur, par le tesmoignage que nous y donnons de l'estime que nous faisons des services qu'ils nous ont rendus dans l'exercice de leurs charges. Avons confirmé & confirmons lesdits tresoriers de France dans la jurisdiction du domaine, telle & semblable qu'en ont jouy ou deü jouir nos conseillers & officiers de la chambre du tresor réunie à leur corps par nostre edit du mois de Mars 1693. & conformément à nostre edit du mois de Fevrier 1704. Avons en outre attribué & attribuons à nosdits presidens, tresoriers de France, nos avocat & procureur audit bureau des finances & chambre du tresor & domaine & greffier en chef, huit mille livres de rente, faisant partie de celles créées au denier seize par nostre edit du mois de Juin 1703. moyennant la somme de 128000. livres qu'ils ont volontairement offert de nous payer dans le premier Juillet prochain, pour nous aider dans l'estat present de nos affaires; desquelles rentes la jouissance commencera au premier Janvier dernier. Permettons à tous particuliers de lever & acquiescer lesdites rentes à l'acquit & discharge desdits tresoriers de France, pour en jouir conformément au present edit. Avons réuni & réunissons par ce present edit au corps de nosdits presidens, tresoriers de France, l'office de tresorier de France créé audit bureau des finances de Paris, par nostredit edit du mois de Fevrier 1704. avec les trois mille livres de gages qui y sont attribuées, dont ils jouiront en commun, sans que pour lad. union ils soient tenus de prendre aucunes provisions dudit office, ny payer à l'avenir plus grand droit annuel; leur permettons neantmoins de vendre & disposer dudit office, ainsi que bon leur semblera. Voulons qu'en cas de defunion & vente dudit office, celui qui en sera pourveu, jouisse de tous les droits, fonctions & privileges dont jouissent les autres tre-

soriers de France dud. bureau des finances: à la charge par lesdits officiers de nous payer pour la finance dud. office, es mains de Pierre Rouch que nous avons chargé de la vente des offices créés par nostre edit du mois de Fevrier dernier, la somme de 60000. livres & les deux sols pour livre, sçavoir le principal sur la quittance du tresorier de nos revenus casuels, & les deux sols pour livre sur celle dudit Rouch. Ordonnons en outre que nosdits presidens, tresoriers de France payeront es mains de Louis Clotier chargé du recouvrement de la finance qui doit provenir de l'exécution de nostredit edit du mois d'Octobre dernier, pour la dispense d'un degré de service en faveur des officiers de nos cours & bureaux de nos finances, la somme de 24000. livres, pour laquelle ils jouiront de 1200. livres d'augmentation de gages par chacun an: le tout à commencer du 1. Janvier dernier. Avons confirmé & confirmons lesdits officiers du bureau des finances de Paris dans tous les droits, fonctions, honneurs, privileges & attributions portées par nos edits & ceux des rois nos predecesseurs, concernant leurs charges, & notamment par ceux des mois de May 1635. d'Avril 1694. Octobre 1701. nostre declaration du 19. Juin 1703. Fevrier & Decembre 1704. & au droit de *committimus* au grand sceau, dont nous voulons qu'ils jouissent, encore que lesdits droits & attributions ne soient singulierement exprimez. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement, chambre de nos comptes & cour des aydes à Paris, que ce present edit ils ayent à faire lire, publier & registrer, & le contenu en iceluy garder & observer selon sa forme & teneur: nonobstant tous edits, declarations, arrests & autres choses à ce contraires, auxquels nous avons dérogé & dérogeons par ce present edit, aux copies duquel collationnées par l'un de nos amez & feaux conseillers-secreétaires, voulons que foy soit adjoustée comme à l'original. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous y avons fait mettre nostre scel. Donne à Marly au mois d'Avril, l'an de grace m. dcc. v. & de nostre regne le LXII. Signé, LOUIS; & plus bas: Par le roy, PHELYPEAUX. Visa, PHELYPEAUX. Veü au conteil, CHAMILLART; Et scellé du grand sceau de cire verte, en lacs de soye rouge & verte. Registrees,

Registrées, ouy & ce requerant Barrin substitut du procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & reneur suivant, l'arrest de cejour. A Paris en parlement le vi. May M. DCC. V. Signé, DONGOIS. Pris sur l'imprimé.

EDIT DU ROY LOUIS XIV.
portant attribution du titre de chevalier au prevost des marchands & de noblesse aux eschevins de Paris, & creation de plusieurs offices.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous presens & à venir, salut. Par nostre edit du mois de Juillet 1656. nous avions confirmé le prevost des marchands de l'hostel de nostre bonne ville de Paris dans la jouissance du titre de chevalier, avec droit de manteau, armes timbrées & autres prerogatives appartenantes au degré de chevalier; & les eschevins, nostre procureur, le greffier & le receveur de ladite ville dans la jouissance des titres, honneurs & privileges de noblesse. Mais cet edit n'ayant point eu d'execution par le défaut d'enregistrement, & voulant temoigner nostre affection particuliere pour la ville capitale de nostre royaume, & accorder aux prevost des marchands & eschevins d'icelle tous les avantages qui leur avoient esté accordez par les lettres patentes des rois nos predecesseurs, & notamment par les lettres patentes des rois Charles V. de l'an 1371. Charles VI. de l'an 1411. Henry III. de l'an 1577. & qui peuvent faire connoître à la posterité combien nous prenons de confiance en leur fidelité & en celle de tous les citoyens, bourgeois & habitans de nostredite ville, & au zeile qu'ils nous font journellement paroître pour nostre service & le bien de nostre estat, nous avons résolu de les confirmer tout de nouveau dans la jouissance desdits privileges de noblesse, & d'attribuer à nostre procureur, aux eschevins, au greffier & au receveur de ladite ville des gages pour estre acquis par ceux qui sont actuellement en place, dont la finance sera remboursée ausdits eschevins par ceux qui leur succederont. Et comme les conseillers & quarteniers de ladite ville sont ordinairement nommez eschevins à l'exclusion de tous autres, qui est une voye seure pour parvenir au degré de noblesse qui sera attaché à l'échevinage, qui rendra leurs offices très-considerables, nous avons cru devoir confirmer l'usage qu'il y ait toujours un desdits con-

seillers ou quarteniers dans le nombre des eschevins élus par chaque année, & augmenter en même-temps leurs gages à proportion, afin que ces offices ne soient possédés que par des personnes qui ayent les qualitez requises pour soutenir un titre si honorable. Nous avons aussi trouvé à propos de créer quatre intendans & commissaires des fontaines, acqueducs & regards publics, au lieu des conseillers de ville qui en doivent faire les fonctions; un syndic general des communautéz d'officiers dependantes de l'hostel de nostredite ville, & un tresorier des deniers destinez à l'entretenement des hostels des deux compagnies de nos mousquetaires, au lieu de celui qui en fait l'exercice par commission; afin que tous les officiers qui feront corps dans ladite ville, repondent par le titre de leurs offices aux honneurs & privileges que nous voulons bien luy accorder. A CES CAUSES & autres à ce nous mouvans, de nostre certaine science, pleine puissance & autorité royale, nous avons par le present edit perpetuel & irrevocable confirmé & confirmons le prevost des marchands de nostre bonne ville de Paris estant en charge, & ceux qui luy succederont à l'avenir, dans les titre, dignité & qualité de chevalier, avec droit de manteau, armes timbrées & autres privileges & prerogatives appartenans au degré de chevalier, & les eschevins & nostre procureur, ensemble le greffier de l'hostel de ville estant presentement en charge, & qui y entreront cy-après, leurs enfans nez & à naître en légitime mariage & leur posterité dans le titre, honneurs, droits, privileges & prerogatives de noblesse, que nous leur avions accordé par nostre edit du mois de Juillet 1656. soit qu'eux ou leurs enfans & descendants soient residens en ladite ville de Paris, ou hors d'icelle, en quelque lieu & endroit de nostre royaume, pays, terres & seigneuries de nostre obeissance que ce soit, & sans qu'ils soient tenus de faire autre preuve de noblesse, au cas qu'elle leur fust contestée ou à leurs descendants, que de faire apparoir qu'eux ou leurs peres auront possédé un desdits offices de nostre procureur, greffier ou receveur dudit hostel de ville de Paris, ou qu'ils auront passé par l'échevinage. Et comme nous sommes bien informez que le commerce qui se fait en gros en ladite ville, tant en deniers en forme de banque, que de marchandises, est ce qui y entretient & augmente le negoce

& le trafic, mais encore dans les autres principales de nostre royaume, & ce qui y attire les correspondances des marchands negocians es royaumes étrangers, nous permettons aux marchands negocians, lorsqu'ils tiendront lefdites charges, ou après qu'ils seront hors de l'exercice d'icelles, comme aussi à leurs enfans & posterité nez & à naistre en loyal mariage, de continuer le negoce & le trafic, tant en deniers en forme de banque, que de toutes marchandises en gros, & tenir magazins, sans que pour ce il leur puisse estre imputé d'avoir fait aucun acte dérogeant à noblesse, conformément à nostre edit du mois de Decembre 1701. Voulons que pour marque d'honneur & de noblesse il leur suffise & à leur posterité de faire apparoir qu'ils ont tenu l'une desdites charges, pourvu toutefois qu'ils ne fassent point le debit des marchandises en detail ny en boutique ouverte, & que le trafic soit par eux honorablement & fidelement exercé; comme aussi à condition que nostre procureur, le greffier & le receveur de ladite ville auront exercé lefdites charges pendant le temps & espace de 20. années consecutives, ou qu'ils soient morts revestus d'icelles. Voulons que le present edit leur serve & leur tienne lieu de toute confirmation, & qu'ils jouissent de l'effet d'iceluy, nonobstant que les anciens privileges accordez à ladite ville n'ayent esté assez particulièrement spécifiés, dont nous les avons relevez & dispensés, relevons & dispensons. En consideration dudit rétablissement de noblesse, nous avons créé & creons 22300. l. de gages hereditaires: sçavoir, cinq mil cinq cens livres au denier vingt, que nous avons attribué & attribuons aux eschevins estans presentement en charge, à nostre procureur de ladite ville, au greffier & au receveur d'icelle, & seize mil huit cens livres au denier dix-huit, que nous avons attribué & attribuons aux conseillers & quarteniers de ladite ville, le tout suivant les rôles de repartition qui en seront arrestez en nostre conseil. Ordonnons que la finance des gages que nous attribuons ausdits eschevins presentement en charge, ensemble les deux sols pour livre de ladite finance, seront remboursez ausdits eschevins par ceux qui leur succederont à l'eschevinage, en leur remettant les quittances entre les mains, ce qui aura lieu successivement d'eschevins en eschevins. Voulons que le fond desdits gages soit fait dans l'estat des gages qui sont

payez par le receveur de ladite ville, pour en jouir par eux, leurs heritiers, successeurs ou ayans cause à toujours, & en estre payez ainsi & dans les melmes temps qu'ils reçoivent leurs autres gages, sur leurs simples quittances, qui seront passées & alloüées audit receveur dans la dépense de ses comptes sans aucune difficulté. Voulons aussi que lefdits officiers jouissent desdits gages comme de leurs autres biens, sur les simples quittances de finance qui leur en seront délivrées, & que leurs heritiers, donataires ou legataires en jouissent, soit qu'ils soient étrangers ou regnicoles, renonçant à cet effet à tous droits d'aubaine, confiscation ou autres droits tels qu'ils puissent estre, & que lefdits gages soient employez sous leurs noms dans nos estats; à la charge par tous lefdits officiers de nous payer sur les quittances du tresorier de nos revenus casuels la finance desdits gages, & les deux sols pour livre d'icelle, sur les quittances de celui qui sera par nous chargé de l'exécution du present edit: sçavoir moitié comptant quinzaine après la signification desdits rôles à leur personne ou domicile, & l'autre moitié un mois après. Et en payant en entier dans les termes cy-dessus, voulons qu'ils jouissent desdits gages, à compter du premier jour du present mois; & lefdits termes passez, ils n'en jouiront qu'à proportion des payemens qu'ils auront faits à celui qui sera par nous chargé de l'exécution du present edit, ou à ses procureurs ou commis. Voulons que ceux qui auront passé par l'eschevinage, & payé à leur tour la finance des gages creez par nostre present edit, soient par preference à tous autres du nombre des huit mandez de chaque quartier pour l'élection des prevoist des marchands & eschevins de nostredite ville, & qu'ils y donnent leurs voix comme les autres officiers de ville. Et au moyen des gages que lefdits conseillers de ville & quarteniers auront acquis en consequence de nostre present edit, nous voulons que l'une des deux places d'eschevins de nostre bonne ville de Paris qui s'élisent par chacun an, soit remplie par l'un desdits conseillers de ville ou quarteniers, suivant l'usage que nous avons à cet effet confirmé & confirmons par nostre present edit. Nous avons aussi créé & érigé en titre d'office formé quatre nos conseillers & de la ville, intendans & commissaires des fontaines, regards, aqueducs & conduites publiques dépendans de ladite ville de Paris, pour

& au lieu des conseillers de ville qui en font actuellement les fonctions, & faire avec les vingt-six conseillers de ville le nombre de trente, veiller concurremment entre lesdits quatre intendans & commissaires à ce que lesdites fontaines, regards, aqueducs & conduites publiques soient en bon estat, & que les concessions qui ont esté faites par les prevosts des marchands & eschevins soient fidellement exécutées, signer celles qui seront par eux faites à l'avenir, assister avec lesdits prevosts des marchands & eschevins, ou autres officiers du bureau de ladite ville, à toutes les visites generales qui se feront desdites fontaines, regards, aqueducs & conduites publiques, en faire quand bon leur semblera de particulieres, & dresser leurs procez verbaux de l'estat auquel ils les trouveront, pour y estre statué par lesdits prevosts des marchands & eschevins en la maniere accoustumee, & faire generalement toutes les autres fonctions qu'ont fait jusqu'à present les conseillers de ville & autres officiers qui ont pris soin desdites fontaines, regards, aqueducs & conduites. A chacun desquels intendans nous avons attribué & attribuons mil livres de gages, un minot de sel de franc salé, dont l'employ sera fait dans les estats de la ville, comme il est dit cy-dessus, le droit de *committimus* au petit sceau, la distribution d'une bourse de jettons pareille à celles qui se donnent au jour de l'an à ceux qui faisoient cy-devant lesdites fonctions, & d'une pareille bourse comme conseillers de ville, & outre douze livres pour chaque concession qui sera faite à l'avenir de quatre lignes d'eau, & à proportion pour les concessions au-dessus & au-dessous desdites quatre lignes. Lesdits intendans & commissaires des fontaines, regards, aqueducs & conduites publiques auront rang & seance au bureau dudit hostel de ville, avec les conseillers bourgeois de ladite ville, selon l'ordre de leur reception, & voiz deliberative aux élections des prevosts des marchands & eschevins, & parviendront à leur rang à l'eschevinage, & jouiront des mesmes privileges & exemptions qu'eux, sans aucune exception ny difference, quoique non exprimez par le present edit. Comme aussi de la mesme autorité que dessus nous avons créé & érigé, créons & érigeons en titre d'office formé, un nostre conseiller-syndic general des communautéz d'officiers dépendantes de l'hostel de nostre bonne ville de Paris, lequel presentera au bu-

reau de la ville tous les officiers desdites communautéz qui y doivent estre reçus. Voulons qu'il ait droit de porter la robe noire, qu'il ait seance au bureau de la ville à l'endroit où le colonel de ladite ville presente les officiers de sa compagnie, pour y faire le rapport des pieces justificatives de l'officier qui demandera à y estre reçu, & après sa reception ledit syndic general l'installera par-tout où besoin sera. Presidera nostredit conseiller-syndic general à toutes les assemblées des communautéz d'officiers dépendantes de nostredite ville, qui se tiendront pour l'élection des syndics desdites communautéz. Et pour luy donner moyen de faire avec honneur l'exercice & fonctions dudit office, nous avons attribué & attribuons audit office de syndic general deux mil cinq cens livres de gages effectifs par chacun an, dont le fonds sera par nous fait dans l'estat des gages des officiers de ladite ville, pour luy estre payez par le receveur d'icelle, comme il est dit cy-dessus, le droit de *committimus* au petit sceau, un minot de sel de franc-salé, dont l'employ sera pareillement fait par augmentation dans l'estat du franc-salé des officiers dudit hostel de ville, & en outre un droit de dix livres payables par chacun des officiers des communautéz dépendantes dudit hostel de ville, lors de sa reception, tant pour sa presentation que pour son installation, & pareil droit de dix livres pour sa vacation & assistance aux élections des syndics desdites communautéz, payables pour chacune desdites élections par les receveurs des droits desdites communautéz.

Avons pareillement créé & érigé, créons & érigeons en titre d'office formé un nostre conseiller-tresorier des deniers destinez à l'entretienement des hostels des deux compagnies de nos mousquetaires, pour recevoir les cotisations qui sont faites par les rôles qui s'en arrestent annuellement par les prevosts des marchands & eschevins de ladite ville, sur les propriétaires des maisons des faubourgs saint Germain & saint Antoine; faire les payemens aux entrepreneurs & ouvriers; payer les logemens ordinaires aux officiers des deux compagnies, & faire les visites necessaires dans lesdits hostels, pour connoître les reparations qu'il y convient faire; le tout sous les ordres & mandemens desdits prevosts des marchands & eschevins, qui feront en la maniere ordinaire les rôles, taxes & im-

sitions, & ordonneront sur les procez verbaux dudit tresorier les travaux & reparations necessaires. Auquel tresorier nous avons attribué & attribuons quinze cens livres de gages effectifs, un demy-minot de sel de franc-salé, droit de *committimus* au petit sceau, & outre un sol pour livre de la recepte qu'il fera, qu'il retiendra par ses mains. Sera ledit tresorier tenu de rendre compte annuellement de sa recette ausdits prevost des marchands & eschevins, en la mesme forme & maniere que celui qui en fait actuellement les fonctions par commission, & le dispensons d'en rendre aucun à la chambre des comptes ny ailleurs. Aura rang & seance audit hostel de ville avec les quarteniers de ladite ville, suivant l'ordre de sa reception, & voix deliberative comme eux à l'election des prevosts des marchands & eschevins, où il parviendra à son rang, & jouira de leurs mesmes & semblables privileges sans aucune exception. Defendons aux conseillers de ville & à tous autres officiers & particuliers qui ont cy-devant exercé lesdits offices par commission, de plus s'ingerer en aucune des fonctions cy-dessus, sous quelque pretexte que ce soit ou puisse estre, à peine de trois mil livres d'amende. A la charge par les officiers creez par le present edit, de prendre des lettres de provision en nostre grande chancellerie pour la premiere fois seulement, sur les quittances de la finance qu'ils auront payée en nos revenus casuels, sur lesquelles provisions ils seront reçus & installez pardevant lesd. prevost des marchands & eschevins, en payant: sçavoir, par chacun des intendans commissaires des fontaines, regards, acqueducs & conduites publiques cinquante livres, par le syndic general pareilles cinquante livres, & par ledit tresorier cinquante livres, pour la premiere prestation de serment & pour tous autres frais generalement quelconques, & en cas de mutation & vente desdits offices, que les provisions leur seront delivrées par lesdits prevost des marchands & eschevins, ainsi qu'il se pratique pour les autres officiers dudit hostel de ville. Voulons qu'à la reception desdits quatre intendans commissaires & dudit syndic general il soit observé les mesmes formalitez que pour les conseillers de ville, & pour le tresorier les mesmes que pour les quarteniers. Pourront lesdits offices estre possédez par toutes fortes de personnes gradez & non gradez, sans incompatibilite d'autres charges, trafic ou negoce en

gros. Aurent tous les pourvus desdits offices la faculté de les resigner, en payant par chacun an par forme de redevance annuelle es mains du receveur de ladite ville: sçavoir, lesdits quatre intendans & commissaires des fontaines, ledit syndic general & le tresorier des deniers destinez à l'entretenement des hostels de nos mousquetaires, chacun vingt livres, sans estre tenus de payer aucun prest, dont nous les avons dechargez & dechargeons par le present edit, & du paiement de la redevance pour l'année courante & l'année prochaine 1707. durant lesquelles arrivant leur decez, leldits offices seront conferez à leurs veuves, enfans ou heritiers, comme s'ils avoient paye ladite redevance. Ne seront lesdits officiers sujets à aucune taxe, soit pour supplément de finance, augmentations de gages & autres en quelque maniere que ce soit, dont nous les avons decharge & dechargeons pour tousjours. Voulons que ceux qui presteront leurs deniers, tant pour l'acquisition des gages attribuez ausdits eschevins, nostre procureur, greffier & receveur, conseillers & quarteniers de ladite ville, que pour lesdits offices creez par le present edit, ayent privilege & hypothèque speciale sur leldits gages & offices, par preference à tous autres creanciers, pourveu que dans les actes qui seront passez pour l'emprunt desdits deniers, il en soit fait mention. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement, chambre des comptes & cour des aydes à Paris, que nostre present edit ils ayent à faire lire, publier & registrer, & le contenu en iceluy garder & observer selon sa forme & teneur, sans permettre qu'il y soit contrevenu en quelque sorte & maniere que ce soit, nonobstant tous edits, declarations, arrests, reglemens & autres choses à ce contraires, ausquelles nous avons derogé & dérogeons par le present edit, aux copies duquel collationnées par l'un de nos amez & feaux conseillers-secreitaires, voulons que foy soit ajoutée comme à l'original. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous y avons fait mettre nostre scel. Donné à Versailles au mois de Novembre, l'an de grace m. dcc. vi. & de nostre regne le lxiv. Signé, LOUIS, & plus bas: Par le roy, PHELYPEAUX. Vise, PHELYPEAUX. Veü au conseil, CHAMILLART. Et scellé du grand sceau de cire verte, en lacs de soye rouge & verte.

Registrées,

Registrées, ouy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, suivant l'arrest de ce jour. A Paris en parlement le xxxi. Janvier M. DCC. vii. Signé, DONGOIS. Copié sur l'imprimé en feuille volante.

ARREST DU CONSEIL D'ESTAT
du roy, pour la construction du quay de la Grenouillere ou d'Orsay, d'un nouvel hostel des mousquetaires, du rempart planté d'arbres, de plusieurs fontaines, & l'ouverture de la rue de Bourgogne & autres, pour la perfection du fauxbourg saint Germain.

LE roy ayant par arrest de son conseil du 18. Octobre 1704. ordonné que le rempart planté d'arbres, pour former la nouvelle enceinte de la ville de Paris au quartier de saint Germain des Prez, seroit continué de ligne droite depuis la riviere jusqu'à la rencontre du point milieu de la rue de Varenne, à la distance de neuf toises du mur du jardin de l'hostel de Comminges, dont l'allée du milieu auroit dix toises de largeur, les deux contr'allées chacune trois toises de largeur, & depuis ladite rue de Varenne en retour de ligne droite sur la mesme largeur parallele au bastiment de l'hostel royal des Invalides, jusqu'à la rencontre d'une des principales allées qui doivent servir d'avenues à l'eglise dudit hostel, d'où le cours seroit continué de ligne droite jusqu'à la rencontre de la rue du Cherche-midy; & par le mesme arrest sa majesté ayant encore ordonné que le quay de la Grenouillere qui fait un tres. desagréable objet à l'aspect du Louvre & des Thuilleries, seroit continué d'une ligne droite de dix toises de largeur en toute son estenduë, depuis le pont Royal & l'encoignure de la rue du Bac, jusqu'à la rencontre du rempart, & revêtu dans toute cette estenduë de pierre de taille, avec un trottoir de neuf pieds de largeur le long du parapet, pour le passage des gens de pied, & des rampes en glacis descendant au bord de la riviere, pour les abreuvoirs & l'enlevement des marchandises deschargées sur le port, ainsi qu'il a esté observé sur le quay Malakais; il a esté depuis représenté à sa majesté que le quartier saint Germain des Prez estant par sa situation un des plus beaux & des plus sains quartiers de la ville, où il a esté construit beaucoup

d'edifices qui l'ont considerablement augmenté, le dessein de ce nouveau quay y estant executé, y fera un nouvel ornement, qui pourra encore davantage exciter des personnes de qualité & autres à bastir des hostels & maisons, dans la partie qui s'estend jusqu'au nouveau rempart, par les nouvelles rues qui ont esté & seront ouvertes, & par la continuation des anciennes qui y conduisent; il conviendrait pour faire un accompagnement à ce nouveau quay à l'endroit où il se doit terminer, au lieu de faire commencer le rempart planté d'arbres depuis la riviere, de former une nouvelle rue de huit toises de largeur, avec des bastimens des deux costez, jusqu'à la rencontre de la rue de Varenne, depuis laquelle commenceroit seulement le rempart par des allées plantées d'arbres de dix toises de largeur, avec deux contr'allées chacune de trois toises de largeur, en continuant en retour parallele au bastiment de l'hostel des Invalides jusqu'à la rue de Seve, & en retour depuis cette rue de ligne droite jusqu'à la rencontre des allées plantées depuis le coin du mur des Chartreux. Et pour qu'il ne manque rien à ce quartier qui est à present un des plus considerables & des plus beaux de la ville, il conviendrait, pour le rendre encore plus fréquenté, de soulager les bourgeois & les proprietaires des maisons & heritages de ce quartier, de la contribution qu'ils payent actuellement pour l'ustensile & entretien des bastimens de l'hostel des mousquetaires de la premiere compagnie de la garde de sa majesté, qui tombent en ruine, en construisant un hostel sur le nouveau quay près le pont Royal, faisant face sur la riviere, pour le logement des mousquetaires, & de faire construire plusieurs fontaines publiques qui seront placées en differens endroits de ce quartier. Et sa majesté ayant fait dresser un plan de ce nouveau dessein, qu'elle s'est fait représenter, & qu'elle veut estre executé, oüy le rapport du sieur Chamillart conseiller ordinaire au conseil royal, contrôleur general des finances: SA MAJESTE' estant en son conseil, a ordonné & ordonne que le nouveau plan fait par ses ordres des ouvrages à faire pour la perfection du quartier saint Germain des Prez, attaché à la minute du present arrest, sera executé; & en consequence, que conformément à l'arrest du 18. Octobre 1704. il sera construit un nouveau quay en face

de celui des Thuilleries, de ligne droite de dix toises de largeur, depuis le pont Royal & l'encoignure de la rue du Bac, en descendant sur la longueur de 400. toises ou environ, lequel sera nommé le quay d'Orsay, & sera revêtu dans toute son étendue de pierres de taille, avec un trottoir de huit pieds de largeur le long du parapet, pour le passage des gens de pied, & des rampes en glacis descendant au bord de la rivière, pour les abreuvoirs & l'enlèvement des marchandises déchargées sur le port, ainsi qu'il a été observé au quay Malaquais depuis le collège des quatre Nations jusqu'au pont Royal: & ce, suivant les alignemens qui seront donnez par le maître general des bastimens de la ville, en présence des prevost des marchands & eschevins de ladite ville. Et à cet effet ordonne sa majesté que les maisons qui sont actuellement sur ledit quay, & se trouveront anticiper sur les dix toises de largeur qu'il doit avoir, seront retranchées jusqu'à la distance de ces dix toises; & que les maisons qui seront cy-après construites sur ledit quay, seront basties suivant les alignemens qui seront donnez par ledit maître general des bastimens de la ville, en présence des prevost des marchands & eschevins de ladite ville, & des sieurs de Montagny & de Lorne tresoriers de France au bureau des finances de Paris, que sa majesté a pour ce commis. Veut sa majesté que les allées du nouveau rempart planté d'arbres, qui sont commencées depuis le coin du mur des Chartreux, soient continuées d'une ligne droite jusqu'à la rue de Seve, & en retour parallele au bastiment de l'hostel des Invalides, jusqu'à la rencontre du point milieu de la rue de Varenne, & que depuis ladite rue de Varenne il soit formé une grande rue de huit toises de largeur qui sera nommée rue de Bourgogne, se terminera au nouveau quay, & aura pour point de veüe le nouveau cours près la porte saint Honoré. Et seront les particuliers dont les heritages seront pris pour l'emplacement dudit rempart, remboursez par les prevost des marchands & eschevins de ladite ville, de la valeur dedit heritages, sur le pied de leurs contrats ou baux en bonne forme depuis dix années. Et sa majesté voulant par même moyen pourvoir à ce qui peut estre plus avantageux aux propriétaires des maisons du quartier saint Germain, & en même temps le rendre

plus commode pour les bourgeois & habitans, afin de le rendre encore plus considerable & plus frequenté, ordonne sa majesté qu'il sera construit sur le nouveau quay près le pont Royal en face de la rivière un hostel pour le logement des mousquetaires de la premiere compagnie de sa garde, avec des ecuries pour les chevaux, suivant les desseins & devis qui en seront faits par le maître general des bastimens de la ville, & agréez par sa majesté; & qu'il sera construit plusieurs fontaines publiques en differens endroits dudit quartier. Et seront lesdits ouvrages faits suivant les alignemens qui seront donnez par le maître general des bastimens de ladite ville, en présence des prevost des marchands & eschevins, & le prix d'iceux payé par leurs ordres par le receveur de la ville, des deniers qui seront à ce destinés. Et les alignemens des nouvelles rues & des anciennes qui seront continuées audit quartier saint Germain jusqu'au rempart, depuis la rue de Seve jusqu'à celle de Varenne, & depuis ladite rue de Varenne en tirant du costé de la rivière, seront donnez par ledit maître general des bastimens de la ville, en présence dedit prevost des marchands & eschevins, & dedit sieurs de Montagny & de Lorne, ensemble toutes les pentes du pavé dedit rues par ledit maître general des bastimens de la ville & le controlleur general du pavé. Veut en outre sa majesté qu'il soit planté par les ordres dedit prevost des marchands & eschevins des poteaux, pour marquer les endroits où ledit rempart planté d'arbres doit passer, & où les nouvelles rues seront formées & les anciennes continuées; & que ceux qui voudront y bastir, soient tenus de prendre les alignemens en la forme & maniere cy-dessus. Et attendu l'avantage que les propriétaires des maisons & heritages situez dans l'estendue dudit quartier saint Germain des Prez recevront de l'exécution de ce dessein, ordonne sa majesté que tous lesdits propriétaires seront tenus, sans distinction de personnes & qualitez, de contribuer chacun en droit soy, à proportion de l'avantage qu'ils recevront, à partie de la depense de ces ouvrages, & de payer entre les mains du receveur de la ville les sommes pour lesquelles ils seront employez dans les rolles dedit contributions, que sa majesté fera pour cet effet arrester en son conseil, sans neantmoins y pouvoir estre contraints

contraints avant le 1. Janvier 1709. Et seront les poursuivies pour l'exécution desdits rôles, faites à la requête du procureur de sa majesté & de la ville, tant contre les propriétaires que locataires, qui seront tenus de payer en leur acquit les prix de leurs baux, nonobstant toutes saisies, oppositions & empeschemens quelconques; quoy faisant, ils en seront valablement quittes & deschargez envers lesdits propriétaires & tous autres. Et moyennant le paiement qui sera fait desdites contributions par chacun des propriétaires desdites maisons & heritages sujets à la contribution de l'entretien & ustenciles de l'hostel des mousquetaires, ils seront & demeureront deschargez à perpetuité de ladite contribution. Ordonne sa majesté que les propriétaires des maisons & heritages qui sont face sur le quay, qu'il conviendra retrancher, seront remboursez, s'il y eschet, de la valeur de ce qui pourra estre pris de leurs maisons & heritages retranchez, suivant qu'il sera réglé à l'amiable avec eux par lesdits prevost des marchands & eschevins, qui leur en passeront des contrats à constitution de rente au denier vingt, sur le pied de leurs acquisitions ou des loyers qu'ils justifieront par des baux en bonne forme depuis dix ans, frais & loyaux cousts, deduction faite de ce qu'ils devront porter desdites contributions. Et en cas de refus par lesdits propriétaires de faire ledit délaissement à la ville, sa majesté permet ausdits prevost des marchands & eschevins de faire la vente desdites maisons & heritages, & les adjuger au bureau de ladite ville, après trois publications de huitaine en huitaine, au plus offrant & dernier enchérisseur, lesdits propriétaires presens ou appelez; pour le prix leur estre payé par l'adjudicataire, deduction faite de la contribution dont ils pourront estre tenus, & des frais. Ordonne pareillement sa majesté que tous les propriétaires des heritages au travers desquels les nouvelles ruës seront ouvertes ou continuées, seront dedommagés, s'il y eschet, par lesdits prevost des marchands & eschevins, de ce qui en sera pris, attention faite à l'avantage qu'ils recevront de ce qui deviendra face sur ruë, suivant ce qui sera réglé à l'amiable avec eux par lesdits prevost des marchands & eschevins. Et faute par lesdits propriétaires de convenir, veut aussi sa majesté qu'ils soient tenus de faire le délaissement de leurs herita-

ges à ladite ville; pour le paiement du prix desquels, deduction faire de la valeur de l'emplacement qui sera pris pour lesdites ruës, lesdits prevost des marchands & eschevins leur passeront des contrats au denier vingt sur le pied de leurs acquisitions, frais & loyaux cousts; au paiement desquelles rentes lesdits prevost des marchands & eschevins affecteront & hypothéqueront spécialement le double droit attribué aux inspecteurs & controlleurs des boissens & les autres revenus de ladite ville. Et en cas de refus par lesdits propriétaires de faire le délaissement desdites places à la ville, permet aussi sa majesté ausdits prevost des marchands & eschevins d'en faire la vente & les adjuger au bureau de ladite ville, après trois publications de huitaine en huitaine, au plus offrant & dernier enchérisseur, lesdits propriétaires presens ou appelez, pour le prix leur estre payé par les adjudicataires, à la deduction de la contribution dont ils pourront estre tenus, & des frais. Ordonne neantmoins sa majesté qu'en cas qu'aucunes maisons ou heritages se trouvent entierement ou pour la plus grande partie compris dans l'emplacement desdites ruës & autres ouvrages, les propriétaires en seront audit cas remboursez en pareils contrats de constitution, deduction faite de la contribution dont ils auroient esté tenus; sans neantmoins qu'en tous lesdits cas de vente ou délaissement de maisons & heritages faits ausdits prevost des marchands & eschevins, lesdits prevost des marchands & eschevins soient tenus de payer aucuns droits de lots & ventes & indemnité, aux seigneurs en la censive desquels lesdites maisons & heritages se trouvent; sa majesté voulant qu'ils en soient & demeurent entierement deschargez, & mesme en tant que besoin, de tous droits d'amortissement, attendu que ce n'est point pour faire le profit de ladite ville, mais par rapport au public; & seront seulement lesdits droits payez des ventes volontaires ou adjudications qui en seront faites au bureau de la ville pardevant lesdits prevost des marchands & eschevins, par les acquereurs ou adjudicataires. Ordonne sa majesté que les publications & adjudications des ouvrages mentionnez au present arrest, seront faites par lesdits prevost des marchands & eschevins au bureau de ville, aux moins-disans, qui feront la condition de la ville meilleure, pour les rendre faits & parfaits dans les

temps qui seront marquez par les adjudications. Et attendu qu'il y a des endroits dans l'estenduë dudit quartier dont il conviendra relever le terrain, seront tous les gravoitiers dudit quartier tenus de conduire & descharger les gravois qu'ils enleveront dans ledit quartier, aux endroits qui leur seront marquez, pour relever le terrain, suivant les plans qui seront donnez. Enjoint sa majesté ausd. prevost des marchands & eschevins de tenir la main à l'exécution du present arrest, & des rolles qui seront arrestez en consequence; & ce qui sera par eux ordonné, sera exécuté, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, dont si aucunes interviennent, sa majesté en reserve la connoissance à sa personne, & l'interdit à toutes ses cours & autres juges. Fait au conseil d'estat du roy, sa majesté y estant, tenu à Versailles le xxiii. jour d'Aoust M. DCC. VII. Signé, PHELYPEAUX avec paraphe. Pris sur l'imprimé.

LETTRES PATENTES
sur arrest du conseil, pour la construction
d'un quay vis-à-vis les Thuilleries, &
d'un nouvel hotel des mousquetaires du
roy.

AN. 1707.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre; à tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut. Nous avons par arrest de nostre conseil rendu, nous y estant, le 23. Aoust 1707. entr'autres choses ordonné que le nouveau plan levé par nos ordres, des ouvrages à faire pour la perfection du quartier saint Germain des Prez en nostre bonne ville de Paris, sera exécuté, & en consequence que conformément à un precedent arrest du 18. Octobre 1704. il sera construit un nouveau quay en face de celuy des Thuilleries de ligne droite, de dix toises de largeur, depuis le pont Royal & l'encoigneure de la rue du Bac en descendant, sur la longueur de quatre cens toises ou environ, lequel sera revêtu dans toute son estenduë de pierre de taille, avec un trottoir de huit pieds de largeur le long du parapet, pour le passage des gens de pied, & des rampes en glacis descendant au bord de la riviere, pour les abreuvoirs & l'enlevement des marchandises déchargées sur le port, & à cet effet que les maisons qui sont actuellement sur ledit quay, & se trouveront anticiper sur les dix toises de largeur qu'il doit avoir, seront retranchées

jusqu'à la distance de ces dix toises. Qu'il sera construit sur le nouveau quay près le pont Royal, en face de la riviere, un hotel pour le logement des mousquetaires de la premiere compagnie de nostre garde, avec des écuries pour les chevaux. Qu'il sera construit plusieurs fontaines publiques en differens endroits dudit quartier, & fait plusieurs autres ouvrages, soit d'ornement & de decoration, ou de commodité pour ce quartier. Et après avoir fait examiner en nostre conseil les moyens de fournir à la despenſe necessaire pour l'exécution de ce dessein, dont nous avons chargé les prevost des marchands & eschevins de nostredite ville de Paris, & voulant y pourvoir, nous avons par autre arrest de nostredit conseil rendu, nous y estant, le mesme jour 23. Aoust 1707. permis ausdits prevost des marchands & eschevins de nostredite ville de Paris, d'emprunter à constitution de rente au denier dix-huit, jusqu'à la somme de cinq cens mille livres, qui sera par eux employée à la depenſe de ces ouvrages, & d'affecter par les contrats qu'ils en passeront, tant aux principaux des rentes, que payement des arrerages, tous les biens & revenus de lad. ville, & par preference le double droit attribué aux offices d'inspecteurs. visiteurs & contrôleurs des boisons crééz par edit du mois d'Octobre 1704. & réunis au corps de ladite ville; & attendu que la jouissance desdits droits a esté abandonnée à Jean Simonnet jusqu'au dernier Decembre 1711. pour son remboursement des sommes qu'il nous a avancées, en l'acquit de ladite ville, pour la finance desdits offices d'inspecteurs. visiteurs & contrôleurs des boisons, nous avons ordonné que les deniers qui seront necessaires pour le payement des arrerages desdites rentes qui seront constituées par lesdits prevost des marchands & eschevins, seront fournis par ledit Simonnet par chacun an pendant ledit temps de sa jouissance, entre les mains du receveur de la ville, pour estre payez aux creanciers, & que ledit Simonnet sera remboursé des avances qu'il aura faites & des interêts d'icelles, par une prorogation que lesdits prevost des marchands & eschevins seront tenus de luy faire de la jouissance desdits droits, jusqu'à concurrence des sommes qu'il aura avancées, & interêts d'icelles. Nous avons aussi par le mesme arrest permis ausdits prevost des marchands & eschevins, pour fournir à la depenſe de l'entretien & ustensiles

ustensiles du nouvel hostel des mousquetaires après sa construction, dont ladite ville doit demeurer chargée à l'avenir, de disposer de l'emplacement de l'ancien hostel des mousquetaires & bâtimens en dependans, pour en faire au dedans d'iceluy une halle ou marché public, suivant son ancienne destination, & d'y establir douze estaux à boucheries, pour en faire, jottir & disposer par ladite ville, ainsi qu'elle fait des places du marché Neuf & des boucheries qui luy appartiennent, & avec la mesme juridiction & police que dans ledit marché Neuf, dont le revenu sera touché par son receveur, & par luy employé sur les ordres desdits prevost des marchands & eschevins, à l'entretien du nouvel hostel des mousquetaires, sans que pour raison de ce aucuns seigneurs en la censive desquels peut estre l'emplacement dudit hostel, puissent pretendre pour ledit emplacement & bâtimens estant sur iceluy, aucuns droits de lods & ventes & indemnité contre ladite ville, ni ladite ville estre tenuë envers nous d'aucunes charge ni droits d'amortissement & autres tels qu'ils puissent estre, dont nous l'avons en tant que besoin dechargée, & ordonné que son receveur ne sera tenu de compter du revenu qu'audits prevost des marchands & eschevins, comme devant faire à l'avenir partie de son domaine, auquel nous l'avons aussi, en tant que besoin, uni & incorporé au moyen de l'entretien & ustensiles du nouvel hostel des mousquetaires, dont ladite ville demeure chargée; & que par l'exécution dudit arrest toutes lettres nécessaires seront expédiées. A CES CAUSES, de l'avis de nostre conseil qui a veü ledit arrest du 23. Aoust 1707. cy-attaché sous le contre-scel de nostre chancellerie, & de nostre certaine science, pleine puissance & autorité royale, nous avons par ces presentes signées de nostre main, permis & permettons aux prevost des marchands & eschevins de nostre bonne ville de Paris, d'emprunter à constitution de rente au denier dix-huit, jusqu'à la somme de cinq cens mille livres, qui sera employée à la dépense des ouvrages mentionnez audit arrest, & d'affecter par les contracts qu'ils en passeront, tant aux principaux des rentes, que payement des arrerages, tous les biens & revenus de ladite ville, & par préférence le double droit attribué aux offices d'inspecteurs-visiteurs & contrôleurs des boissions, créés par edit du

mois d'Octobre 1704. & réunis au corps de ladite ville. Et attendu que la jouissance desdits droits a esté abandonnée à Jean Simonnet jusqu'au dernier Decembre 1711. pour son remboursement des sommes qu'il nous a avancées en l'acquit de ladite ville, pour la finance desdits offices d'inspecteurs-visiteurs & contrôleurs des boissions, ordonnons que les deniers qui seront nécessaires pour le payement des arrerages desdites rentes qui seront constituées par lesdits prevost des marchands & eschevins, seront fournis par ledit Simonnet par chacun an, pendant ledit temps de sa jouissance, entre les mains du receveur de la ville, pour estre payez aux creanciers, & que ledit Simonnet sera remboursé des avances qu'il aura faites, & des interêts d'icelles, par une prorogation que lesdits prevost des marchands & eschevins seront tenus de luy faire de la jouissance desdits droits, jusqu'à concurrence des sommes qu'il aura avancées, & interêts d'icelles. Et d'autant que les proprietaires des maisons & heritages situez dans l'estenduë du quartier saint Germain des Prez, sujets à la contribution de l'entretien & ustensiles de l'ancien hostel des mousquetaires, doivent demeurer dechargez à perpetuité de cette contribution, au moyen des sommes qu'ils doivent payer, suivant les rôles qui en seront arrestez en nostre conseil, pour la dépense de la construction du nouvel hostel des mousquetaires audit quartier, & qu'à l'avenir la dépense de l'entretien & ustensiles de ce nouvel hostel doit après sa construction estre à la charge de ladite ville, nous avons par cesdites presentes permis & permettons audits prevost des marchands & eschevins, pour fournir à cette dépense, de disposer de l'emplacement de l'ancien hostel des mousquetaires & bâtimens en dependans, pour faire au dedans d'iceluy une halle ou marché public, suivant son ancienne destination, & d'y establir douze estaux à boucheries, pour en faire, jottir & disposer par ladite ville, ainsi qu'elle fait des places du marché Neuf, & des boucheries qui luy appartiennent, & avec la mesme juridiction & police que dans ledit marché Neuf, dont le revenu sera touché par son receveur, & par luy employé sur les ordres desdits prevost des marchands & eschevins, à l'entretien du nouvel hôtel des mousquetaires, sans que pour raison de ce aucuns seigneurs en la censive desquels peut estre l'emplacement

dudit hostel, puissent pretendre pour ledit emplacement & bâtimens estans sur iceluy, aucuns droits de lods & vente & indemnité contre ladite ville, ni ladite ville estre tenuë envers nous d'aucunes charges ni droits d'amortissemens & autres tels qu'ils puissent estre, dont nous l'avons, en tant que besoin, déchargée & déchargeons par cesdites presentes. Et ne fera le receveur de ladite ville tenu de compter du revenu qu'auidits prevost des marchands & eschevins, comme devant faire à l'avenir partie de son domaine, auquel nous l'avons aussi, en tant que besoin est ou seroit, uni & incorporé, au moyen de l'entretien & ustensiles du nouvel hostel des mousquetaires, dont ladite ville demeurera chargée. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement à Paris, que ces presentes ils aient à faire enregistrer, & du contenu en icelles faire jouir & disposer les prevost des marchands & eschevins de nostre dite ville de Paris, sans souffrir qu'il y soit apporté aucun trouble ni empeschement, nonobstant toutes ordonnances, edits, declarations, reglemens & arrests à ce contraires, auxquels & aux derogatoires d'iceux nous avons derogé & derogeons par cesdites presentes. Voulons qu'aux copies collationnées d'icelles par l'un de nos amez & feaux conseillers & secretaires, maison & couronne de France & de nos finances, soy soit ajoutée comme aux originaux. Car tel est nostre plaisir. Donné à Fontainebleau le viii. jour d'Octobre, l'an de grace M. DCC. vii. & de nostre regne le LXV. *Signé, LOUIS;*
Et plus bas, Par le roy, PHELYPEAUX.
Et scellées du grand sceau de cire jaune.

Registrées, oüy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, suivant l'arrest de ce jour. A Paris en parlement le II. Mars. M. DCC. viii. *Signé, DONGOIS. Pris sur l'imprimé en feuille volante.*

ARREST DU CONSEIL D'ESTAT
du roy, touchant le village de Chaillot érigé en fauxbourg de Paris, sous le nom de la Conference.

AN. 1707.

SUR la requeste présentée au roy en son conseil par les superieure & religieuses du monastere de la Visitation-sainte-Marie de Chaillot lez Paris, proprietaires des moyenne & basse justice

dudit lieu, & engagistes de la haute, contenant qu'encore que la paroisse & village de Chaillot ait esté érigé par arrest du conseil du mois de Juillet 1659. en fauxbourg de Paris, sous le nom de la Conference, en veüe seulement d'augmenter les interets de sa majesté par les droits d'entrées, qui produisoient un plus gros revenu que celuy des tailles qui se levoient sur les manans & habitans de Chaillot, qui par ce changement de tailles en certains droits d'entrée sur les vins du crû du terroir, & les mesmes droits d'entrée des fauxbourgs de Paris pour les vins estrangers, se trouverent déchargez par sa majesté, tant pour le passé que pour l'avenir, des tailles auxquelles plusieurs estoient hors d'estat de satisfaire; & qu'en tout autre cas ce lieu ait esté regardé comme village, n'estant pas mesme contigu à la ville de Paris comme les autres fauxbourgs: ses justices ayant esté conservées par arrest du conseil du 14. Novembre 1679. lorsque toutes les autres justices de la ville & fauxbourgs furent réunies au chastelet, ressortissantes pour le criminel *resta* au parlement de Paris: les habitans estans sujets, ainsi que ceux de Passy, aux corvées, lorsque sa majesté & les princes passent & vont à la chasse; payent encore l'entrée des vins & viandes lorsqu'ils sortent de Chaillot pour rentrer dans Paris, quoy qu'ils aient deja payé l'entrée à Chaillot, à quoy les autres fauxbourgs ne sont point assujettis; & que jusqu'à present les maistres & gardes & jurez de quelque marchandise, art ou metier que ce soit, n'y aient fait aucune jurande, ny obligé les habitans de prendre des lettres de maistrise, les cordonniers ayant mesme esté deboutez de cette pretention par sentence des sieurs lieutenant de police & procureur du roy du chastelet des années 1692. & 1697. que l'exercice des aydes ne se fait pas à Chaillot par les commis des aydes de Paris, mais par ceux du plat pays qui ont le departement de saint Denis: neantmoins depuis quelque temps les maistres & gardes jurez de differents metiers & marchandises ont attaqué ceux de Chaillot, sous pretexte de l'érection dudit lieu en fauxbourg, & les ont voulu & veulent contraindre à prendre des lettres de maitrise, ou à cesser leur travail, commerce & exercice qui leur fait gagner leur vie; ce qui seroit cause que la plus grande partie quitteroit ce lieu pour s'establir ailleurs,

ce qui apporteroit un notable prejudice aux suppliantes, tant parce que la situation de leur monastere requiert qu'il y ait dans ce lieu des personnes de tous arts & metiers; car s'il arrivoit quelque accident de feu, maladie ou autre pendant la nuit, elles se trouveroient sans secours, mesme de chirurgiens, n'en pouvant avoir de Paris, que parce que le revenu de leur terre diminueroit de beaucoup, consistant dans les mutations qui se font entre les habitans des maisons & heritages. A ces causes requeroient très-humblement les suppliantes qu'il plût à sa majesté, interpretant son arrest du mois de Juillet 1659 portant l'érection de Chaillot en fauxbourg de Paris dit de la Conference, declarer que son intention a esté & est encore que le village & paroisse de Chaillot soit regardé comme fauxbourg seulement pour les droits d'entrée au lieu des tailles, & qu'en tout autre cas il soit réputé village, & en consequence ordonner que sans avoir égard à tout ce qui auroit pu estre fait contre les manans & habitans dudit lieu, ils demeureront à l'avenir dans les mesmes droits & privileges des autres villages d'autour de Paris, sans qu'on puisse mettre à execution aucunes sentences qui pourroient avoir esté rendues contr'eux à ce sujet, avec deffenses à tous maîtres & gardes & jurez de quelque marchandise, art ou metier que ce soit, & sous quelque pretexte que ce puisse estre, de troubler lesdits manans & habitans dans leur commerce, arts ou metiers, tant qu'ils demeureront audit Chaillot, & ce nonobstant toutes choses à ce contraires, ausquelles sa majesté aura la bonté de déroger, ordonner que l'arrest qui interviendra sur la presente requeste, sera executé, nonobstant oppositions ou autre empeschement, pour raison desquels ne sera differé, & que toutes lettres sur ce necessaires seront expedies & scellées. Veu la presente requeste signée Regnault avocat es conseils du roy & des suppliantes, ensemble les pieces justificatives de son contenu, oüy le rapport du sieur Chamillart conseiller ordinaire au conseil royal, controleur general des finances: LE ROY EN SON CONSEIL, ayant égard à ladite requeste, a déclaré & declare n'avoir entendu en érigeant le village & paroisse de Chaillot en fauxbourg de la ville de Paris, assujettir les habitans dudit fauxbourg aux charges & statuts des communautez des

arts & metiers de ladite ville; & en consequence fait sa majesté deffenses aux maîtres & gardes & jurez desdites communautez d'arts & metiers de les troubler dans l'exercice de leurs professions en quelque sorte & maniere que ce soit, à peine de tous despens, dommages & interets. Et seront toutes lettres à ce necessaires expedies. Fait au conseil d'estat du roy, tenu à Fontainebleau le xviii. jour d'Octobre M. DCC. vii. Colationné, Signé, DE LAISTRE.

Registré au greffe de la prevosté royale de Chaillot, ce requerant le procureur du roy en icelle, suivant la sentence de ce jour. Fait à Chaillot ce iiii. Mars M. DCC. viii. Signé, VALLIER. Copié sur l'imprimé en feuille volante.

Les lettres patentes sur l'arrest cy-dessus ont esté expedies le 6. Novembre 1707. registrées au parlement le 2. Decembre suivant, & en la prevosté de Chaillot ledit jour 3. Mars 1708. Ibidem.

ARREST DU PARLEMENT
portant reglement au sujet des spectacles
representez aux foires de saint Germain
des Prez & de saint Laurent.

L OUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, au premier des huissiers de nostre cour de parlement, ou autre nostre huissier ou sergent sur ce requis, sçavoir faisons qu'entre Charles Dolet, Antoine de la Place & Alexandre Bertrand, appellans d'une sentence renduë par le lieutenant general de police du chastelet de Paris le 9. Septembre 1707. d'une part; & la troupe des comediens ordinaires du roy, intimez & demandeurs en requeste du 5. du present mois de Mars; à ce qu'en venant plaider sur l'appel interjetté par lesdits Dolet, de la Place & Bertrand, de la sentence dudit jour 9. Septembre 1707. & icelle confirmant avec amende & despens, ordonner que les sentences & arrests de la cour seront executez; ce faisant, que deffenses seront faites auxdits Dolet, de la Place & Bertrand, & à tous autres de quelque estat & condition qu'ils soient, de jouer dans l'enclos des foires de saint Laurent & de saint Germain & dans la ville de Paris, aucunes comedies, farces, dialogues ni autres divertissemens qui ayent rapport à la comédie, sous pretexte de franchises desdites foires, à peine contre les contrevenans de quinze cens livres d'amende & de prison; ordonner qu'après

AN. 1708.

la signification de l'arrest qui intervendra, lequel sera lu, publié & affiché, ils seront tenus de faire démolir leurs theatres, leur faire deffenses d'en faire construire à l'avenir, sous peine de desobeissance, & les condamner aux dommages & interets des comediens, d'autre part, & lesdits Doler, de la Place & Bertrand deffendeurs & demandeurs en requeste du 9. du mesme mois, tendante à ce qu'attendu que monsieur le cardinal d'Estrees abbé de saint Germain des Prez, & les receveurs du revenu temporel de ladite abbaye sont leurs garants formels, & qu'ils ne peuvent deffendre de leur chef à la demande desdits comediens, ordonner qu'ils auront les délais accordez par l'ordonnance de 1667. à l'effet de mettre l'instance de garantie en estat avec leursdits garants, d'une part; & lesdits comediens deffendeurs & demandeurs en requeste du 17. du mesme mois, à ce qu'il plust à la cour les recevoir incidemment appellans de la mesme sentence renduë par le lieutenant general de la police du chastelet ledit jour 9. Septembre 1707. dont lesdits Doler, de la Place & Bertrand sont appellans, en ce que par icelle il n'a pas esté prononcé sur la demande des comediens du 30. Aoust précédent, qui se trouve visée dans ladite sentence, & suivant icelle, conformément aux précédentes sentences rendues par le mesme lieutenant general de police, confirmées par les arrests de la cour, que leurs theatres soient démolis, & autres peines demandées par lesdits comediens; ce faisant mettre l'appellation & ce au neant, émendant adjuger auxdits comediens les conclusions par eux prises par leur requeste dudit jour 5. Mars, avec despens, d'une part; & lesdits Doler, de la Place & Bertrand deffendeurs & demandeurs en deux requestes des 17. & 19. du mesme mois de Mars; la premiere tendante à ce qu'il leur fust donné acte de ce qu'ils contrefont auxdits comediens, tant leur demande formée par la requeste dudit jour 5. Mars, que les procez verbaux & procedures faites à leur requeste depuis ledit jour 5. Mars, & en conséquence débouter lesdits comediens de leurs demandes & prétentions, avec despens; & attendu que leur demande en contrefomation despend de l'écrit que lesdits comediens leur ont fait donner par Paul Poisson l'un de leurs camarades & leur agent d'affaires moyennant cause lucrative, ledit écrit déposé ez mains de Moëte

notaire au chastelet, ordonner que ledit écrit sera représenté & apporté ez mains de monsieur Joly de Fleury avocat general, le Mardi 20. dudit mois; à quoi faire ledit Moëte contraint par corps, & tenu en son nom de leurs dommages & interets, faute de faire ladite représentation; comme aussi que ledit Moëte seroit tenu de se trouver, tant au parquet de messieurs les gens du roy, qu'en l'audience de la cour lors de la plaidoirie de la cause; & la seconde requeste, à ce qu'il leur fût donné acte de ce qu'ils mettoient en fait: 1°. Que pendant plusieurs jours ledit Paul Poisson comédien les a fait solliciter par un homme qui a esté à l'opera, d'entrer en composition pour avoir la faculté de représenter des comedies entieres par dialogues & colloques pendant le temps de la foire. 2°. Que deux ou trois jours avant l'écrit déposé chez ledit Moëte, ledit Poisson envoya le mesme homme les chercher, & leur dit qu'après leur jeu fini ledit Poisson les attendroit dans un cabaret, où s'estant rendus, ils ne trouverent pas alors ledit Poisson, mais ils apprirent qu'il reviendrait incessamment. 3°. Que ledit Poisson estant arrivé, il leur proposa de leur donner la permission dont il leur avoit parlé, en lui donnant 2000. livres d'argent comptant, ou une caution solvable; à quoi ayant répondu que certe somme estoit exorbitante, après plusieurs diminutions ledit Poisson les fit convenir à une somme fixe de 50. livres par jour, que ledit Poisson iroit recevoir, ou qui lui seroit portée chez lui; après quoi, le soupé fini, ledit Poisson tira un louis d'or de sa poche, qu'il voulut faire prendre au valet de cabaret, à quoi ils s'opposèrent. 4°. Que le Jeudi huit du présent mois, le mesme particulier qui les avoit assemblez, vint les trouver à leur jeu, & leur dit de se trouver le lendemain matin chez lui, & que ledit Poisson s'y trouveroit pour terminer l'affaire concertée. 5°. Que le Vendredy 9. s'estant trouvez à l'heure marquée chez ledit particulier, où estoit déjà ledit Poisson, il fit un écrit, qu'il fut porter avec Antoine de la Place l'un d'eux chez Moëte notaire; que ledit Moëte ayant lu l'écrit, dit à la Place qu'il n'estoit pas suffisant pour la sureté; ce qui obligea ledit Poisson de le deschirer, & d'en refaire un autre qui fut agréé par ledit Moëte & par lui receu en déposit; après quoi lesdits Doler, de la Place & Poisson furent dîner avec l'entremetteur, & la despen-

JUSTIFICATIVES.

431

se payée par ledit Poisson des deniers par lui reçus. 6°. Que depuis ce tems-là ils ont porté audit Poisson journallement la somme convenüe. 7°. Que depuis quelques jours ledit Poisson a esté avec un procureur de la cour chez ledit Motiette notaire, le prier de ne point représenter ledit écrit déposé en ses mains pour leur fureté. 8°. Enfin que ledit Poisson a pareillement esté chez leur conseil avec le mesme procureur de la cour, le prier de ne se point servir dudit écrit; & en cas de denegation desdits faits, leur permettre d'en faire preuve par devant tel de messieurs qu'il plaira à la cour de commettre, pour l'enquête faite & rapportée, estre ordonné ce que de raison, d'une part; & lesdits comediens François deffendeurs, d'autre. Après que Borderel avocat desdits Dolet, de la Place & Bertrand, & du Mont avocat desdits comediens François ont esté ouïs pendant deux audiences, ensemble Joly pour le procureur general du roy; NOSTRE-DITE COUR sans s'arrester aux requestes des parties de Borderel, dont elle les deboute, a mis & met l'appellation au neant; ordonne que ce dont est appellé fortira effet, condamne les parties de Borderel en l'amende de 12. livres; & ayant aucunement égard à la requeste des parties de du Mont, a mis & met l'appellation & ce dont a esté appellé au neant; émendant, ordonne que les sentences de police, arrests & reglemens seront exécutez; ce faisant fait deffenses aux parties de Borderel d'y contrevenir, à peine de 1000. liv. d'amende, & de démolition de leur theatre en cas de nouvelle contravention, sans que ladite peine puisse estre censée comminatoire, ni remise; & pour la nouvelle contravention, les condamne en cent livres de dommages & interêts envers lesdites parties de du Mont, & en tous les despens. Si te mandons mettre le present arrest à execution. Donné en parlement le XXI. Mars M. DCC. VIII. Collationné, *Signé*, DU TILLET.

Le 28. Mars 1708. signifié à maistre Borderel procureur. *Pris sur l'imprimé.*

Pieces jointes audit arrest.

sentences, arrests & reglemens, le lieu où ils font leur representation sera fermé, & leur theatre abatu & démolí, mesme permis aux comediens, à toutes autres contraventions, soit à la foire saint Germain ou de saint Laurent, de faire abatre & démolir les theatres qu'ils pourront faire construire; & attendu la recidive, qu'ils seront condamnez solidaiement & par corps en 600. livres de dommages & interêts, & en tous les despens, d'une part; & lesdits Dolet, de la Place & autres, deffendeurs, d'autre. Par laquelle ouïs les commissaires Dubois & Cailly en leurs rapports, lesdits Dolet, de la Place & autres ont esté condamnez solidaiement avec tous leurs acteurs en 500. livres de dommages & interêts envers les comediens, pour les contraventions par eux commises aux arrests & reglemens, & en tous les despens.

Procez verbaux des commissaires Du bois & Cailly, par lesquels ils rapportent que dans les farces que representent Dolet, de la Place & autres, un acteur parle haut, qu'un autre lui respond bas, & que celui qui parle haut paroist repeter ce que son camarade lui a dit bas: ce qui forme une espece de dialogue; qu'il eschape mesme quelques fois aux acteurs de faire un dialogue de trois & quatre mots tout haut. 11. & 30. Aoust 1707.

Arrest de la cour du 22. Fevrier 1707. rendu entre Jacob du Fresnoy receveur du revenu temporel de l'abbaye de saint Germain des Prez, appellant des sentences rendues par le lieutenant general de police les 19. Fevrier & 5. Mars en 1706. en ce qu'il est fait deffenses aux farceurs & danseurs de corde de représenter des comedies, colloques ni dialogues dans le preau de la foire saint Germain, d'une part; monsieur le cardinal d'Estrées abbé de saint Germain des Prez intervenant & adherant aux appellations de du Fresnoy, & soustenant les franchises de sa foire, d'une autre part; & les comediens François intimez & deffendeurs, d'autre; & contre Alexandre Bertrand, Christophe Selle, le nommé Ticquet & autres intervenans pour soustenir l'appel interjeté par le sieur du Fresnoy; & en conséquence, que conformément aux franchises de la foire, il leur soit permis pendant le temps d'icelle de représenter de petites comedies & farces conformes à la bienfiance. Par lequel la cour, sur les conclusions de monsieur Portail pour lors avocat general, sans s'arrester aux requestes de monsieur le cardinal d'Estrées

AN. 1707.

AN. 17-7

Sentence rendue par le lieutenant general de police du chastelet de Paris, entre les comediens François, demandeurs en requeste du 30. Aoust 1707. à ce qu'attendu les contraventions faites par Dolet, de la Place & autres, aux

& de son receveur, a mis les appellations au neant, & condamné les appellans en l'amende & aux despens.

AN. 1706.

Sentences rendus les 19. Fevrier & 5. Mars 1706. par le lieutenant general de police, entre les comediens François d'une part, & la veuve Maurice, Alexandre Bertrand, le nommé Selle, le nommé Ticquet & autres, d'autre; par lesquelles defenses sont faites à la veuve Maurice & autres farceurs, de représenter sur leurs theatres aucuns spectacles où il y ait des dialogues, ni de faire aucune representation qui soit contraire aux regles de la bienfiance & de la pudeur; & pour l'avoir fait, condamnez chacun en 300. livres de dommages & interets envers les comediens, & en 20. livres d'amende envers le roy, & aux despens; & en cas de nouvelle contravention, permis auxdits comediens François de faire abatre les theatres de ladite veuve Maurice & autres; avec injonction aux commissaires & tous officiers de police, de tenir la main à l'exécution de la sentence, qui sera lue & affichée, &c.

AN. 1680.

Brevet du roy du 21. Octobre 1680. portant réunion des deux troupes des comediens François de l'hôtel de Bourgogne & de la rue de Guenegault, avec defenses à tous autres comediens François de s'establiir dans la ville & fauxbourgs de Paris, sans ordre exprès de sa majesté, & injonction au lieutenant de police d'y tenir la main. *Ibidem.*

LETTRES PATENTES DU ROY

Louis XIV. portant que les premiers medecins du roy auront l'entiere surintendance de la culture des plantes, & direction du jardin royal sis au fauxbourg saint Victor à Paris.

AN. 1708.

L O U I S par la grace de Dieu roy de France & de Navarre; à tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut. Par nostre reglement du 7. Janvier 1699. nous avons ordonné que nostre premier medecin aura l'entiere disposition de la culture des plantes & de nostre jardin royal sis au fauxbourg saint Victor à Paris, ensemble de la distribution des logemens pour les officiers, & salles pour faire les leçons, & qu'il nous presentera ceux qu'il aura choisis pour la demonstration des plantes & les jardiniers; nous réservant de pourvoir par le sur-intendant de nos bastimens au payement des dépenses que nous trou-

verons bon de faire, tant pour l'entretien & reparation des bastimens & jardins, qu'autres dépenses que nous jugerons necessaires, suivant les memoires qui nous en seront presentez par nostre premier medecin. Nous avons depuis connu l'utilité de cette disposition, conforme à ce qui avoit esté ordonné par edits du feu roy nostre tres-honoré seigneur & pere, lors de l'establissement dudit jardin royal, & depuis confirmé par nostre declaration du mois de Septembre 1646. en faveur du sieur Vaultier nostre premier medecin, & ensuite par nostre edit du mois de May 1653. supprimant l'intendance, & maintenant le sieur Vallot aussi nostre premier medecin dans la sur-intendance entiere dudit jardin royal. Et d'autant qu'au moyen des lettres patentes qui furent expedies au mois de Decembre 1671. & du reglement du 20. Janvier 1673. par lesquels nous avions lors trouvé à propos d'ordonner quelques choses qui ne se trouvent conformes à cette dernière disposition de 1699. on pourroit douter de nos intentions à cet égard, ledit reglement n'ayant point esté autorisé par nos lettres patentes, nous avons resolu d'y pourvoir autant que de besoin. A CES CAUSES, conformement audit reglement, dont copie collationnée est cy-attachée sous le contre-scel de nostre chancellerie, nous avons dit & déclaré, difons & declaron par ces presentes signées de nostre main, voulons & nous plaist que nostre premier medecin & ceux qui luy succéderont en ladite charge, ayent l'entiere surintendance de la culture des plantes & direction dudit jardin, ensemble la distribution des logemens pour les officiers & salles à faire les leçons, & qu'ils continuent à nous nommer & presenter ceux qu'ils auront choisis pour remplir les charges de demonstrateurs & sous-demonstrateurs des plantes, matiere medecinale & chirurgie, & autres officiers du jardin royal, & qu'ils ayent aussi le choix des jardiniers & portiers dudit jardin: voulant que les fonds faits dans nos estats, tant pour les appointemens des officiers dudit jardin & payement des jardiniers & autres, que pour les dépenses de la culture desdites plantes, soient spécialement employez à leur destination, sans que lesd. fonds puissent estre divertis ou employez à autres usages, sous quelque pretexte que ce soit, à quoy nous enjoignons au sur-intendant de nos bastimens de tenir la main. Si donnons

donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement à Paris que ces presentes ils ayent à faire registrer, & le contenu en icelles garder & observer selon la forme & teneur, car tel est nostre plaisir. En temoin dequoy nous avons fait mettre nostre scel à cesdites presentes. Donné à Marly le ix. May l'an de grace M. DCC. VIII. & de nostre regne le LXV. Signé, LOUIS; & sur le reply: Par le roy, PHELYPEAUX. Et scellées du grand sceau de cire jaune.

Registrées, ouy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, suivant l'arrest de ce jour. A Paris en parlement le xv. Juin M. DCC. VIII. Signé, DONGOIS. Copié sur un imprimé en feuille volante.

COPIE DU REGLEMENT
mentionné cy-dessus.

1699. **L**E roy ayant par son reglement du 25. Juillet 1691. rendu au sujet des fonctions du sur-intendant des bastimens, ordonné entr'autres choses qu'il auroit une entiere direction sur le jardin royal des plantes établi au fauxbourg saint Victor de la ville de Paris; sa majesté a depuis considéré que l'establissement de ce jardin a esté fait par le feu roy, à condition que le premier medecin de sa majesté auroit la sur-intendance generale de la culture des plantes & de toutes les leçons, demonstrations & operations medecinales qui s'y feroient, avec faculté de presenter à sa majesté l'intendant, les professeurs & demonstrateurs de l'interieur & exterieur des plantes, & le choix des jardiniers destinez à la culture des plantes, & du portier de la porte de la rue & de l'entrée du jardin. Et comme sa majesté a tout sujet d'estre satisfaite des soins & de l'application que son premier medecin donne à ce qui regarde son ministère audit jardin royal, sa majesté a voulu luy donner de nouveau la direction des choses qui peuvent contribuer à la perfection de la culture & demonstration de l'interieur & exterieur des plantes & au bon gouvernement du jardin royal; & à cet effet a ordonné & ordonne, veut & entend que dorénavant son premier medecin ait l'entiere disposition de la culture des plantes & du jardin, ensemble la distribution des logemens pour les officiers & salles à faire les leçons: qu'il presente

Tome II. Part. II.

pareillement à sa majesté ceux qu'il aura choisis pour la demonstration des plantes & les jardiniers; sa majesté se reservant de pourvoir par le sur-intendant des bastimens au payement des despenfes qu'elle aura trouvé bon de faire, tant pour l'entretien & reparation des bastimens & jardins, qu'autres despenfes qu'elle jugera necessaires, suivant les memoires qui en seront presentez à sa majesté par son premier medecin. Fait à Marly le vii. jour de Janvier M. DC. XCIX. Signé, LOUIS; & plus bas: PHELYPEAUX. Ibidem.

REGLEMENT DU ROY
Louis XIV. qui fixe les exercices de
chaque professeur du jardin royal des
plantes.

LE roy estant informé par le sieur Fagon son premier medecin, que nonobstant l'application qu'il donne à ce que les demonstrations ordonnées estre faites au jardin royal des plantes medecinales, le soient avec l'exacitude requise, & que ceux qui en sont chargez remplissent parfaitement leur ministère, il pourroit neantmoins survenir des difficultez qui interromproient le bon ordre qui y doit estre maintenu, sous pretexte de differens changemens qui sont arrivez dans les charges de demonstrateurs & sous-demonstrateur de l'interieur & de l'exterieur des plantes medecinales, dont les fonctions ne seroient pas assez distinctement marquées; SA MAJESTE' pour prevenir toutes les difficultez, a résolu ce qui suit:

AN. 1708.

I. Un des demonstrateurs de l'interieur des plantes continuera à demontrer & expliquer ce qui peut faire connoître les parties des plantes usuelles, tant seiches que recentes, & ce qui en depend, conjointement avec tout le reste de la matiere medecinale & toutes les differentes preparations & compositions qui s'en font par les operations de chimie & de pharmacie, dont il enseignera exactement la maniere d'agir & l'usage.

II. L'autre demonstrateur de l'interieur des plantes fera obligé de demontrer actuellement les plantes audit jardin royal, & d'enseigner leurs vertus & leurs usages connus par des experiences surement examinées, & par l'analyse des parties qui les composent, sans que led. demonstrateur puisse estre censé s'estre acquitté de son devoir par la diction de simples cahiers sur la vertu des plantes.

III. Le sous-démonstrateur de l'extérieur des plantes sera tenu, suivant sa première institution, de démontrer aussi les plantes cultivées audit jardin, au défaut du susdit démonstrateur; aura soin de leur culture, & d'en faire la recherche à la campagne, même d'entretenir les correspondances nécessaires pour en recouvrer d'étrangères, comme aussi de montrer aux étudiants celles qui croissent naturellement à la campagne, & de leur faire remarquer les changements qui y arrivent par la culture.

IV. Le démonstrateur d'anatomie & de chirurgie établi par lettres patentes du mois de Décembre 1671. au lieu & place d'un des trois démonstrateurs de l'intérieur des plantes originairement créés audit jardin royal, sera tenu de démontrer pendant l'été l'ostéologie, les bandages, les machines & instrumens de chirurgie; & pendant l'hiver il enseignera l'anatomie & les opérations de chirurgie, au moins sur deux sujets, en observant de joindre à cette démonstration une exacte recherche de toutes les découvertes anciennes & nouvelles, qui peuvent servir à faire plus parfaitement connoître la structure, la correspondance & l'usage de toutes les parties organiques qui composent le corps humain, & les moyens que la dextérité de la main du chirurgien peut fournir pour remédier à leurs accidens.

V. Et arrivant que lesdits démonstrateurs & sous-démonstrateur par maladies ou autres empêchemens valables se trouvaient hors d'état de vacquer à leurs fonctions avec l'assiduité requise, permet sa majesté à son premier médecin en ce cas, de commettre à leur place gens capables & expérimentez pour faire les démonstrations, & de leur assigner à cet effet pour le temps qu'ils auront servi, partie des gages desdits démonstrateurs en charge, dont ils seront payez sur les certificats dudit premier médecin; auquel sa majesté ordonne de tenir la main à l'exécution du présent règlement. Fait à Versailles le xiv. jour de Février M. DCC. VIII. *Signé*, LOUIS, & plus bas : PHELYPEAUX. *Pris* sur l'imprimé en feuille volante.

ARREST DU PARLEMENT,
pour la visite des colleges de
l'université.

VEU par la cour la requeste à elle présentée par les recteur de l'université de Paris, doyens des facultez de theologie, droit & medecine, procureurs des nations de France, Picardie, Normandie & Allemagne, & officiers de ladite université de Paris, à ce que pour les causes y contenues, & attendu que la necessité pressante de faire la visite des colleges les auroit engagez de consulter toutes les compagnies de ladite université, pour trouver les moyens de la faire utilement; & en consequence des deliberations desdites compagnies, ils se seroient assemblez dans le college Mazarin chez M. Antoine de Bacq recteur le 21. du present mois, & auroient fait un decret par lequel ils auroient arresté que lesdites visites seroient incessamment faites, & réglé la maniere avec laquelle il y seroit procedé; il plust à ladite cour ordonner que ledit decret dudit jour 21. du present mois seroit homologué pour estre executé selon sa forme & teneur, & en consequence, que les reglemens qui seront faits & rendus par les supplians dans le cours de leurs visites desdits colleges, seront executez nonobstant oppositions ou appellations quelconques; duquel decret la teneur ensuit: *DECRETUM UNIVERSITATIS. Anno Domini 1709. die Jovis 21. Februarii habita sunt extra ordinem comitia deputatorum universitatis apud amplissimum rectorem magistrum Antonium de Bacq in collegio Mazarinæo. Rector amplissimus de necessitate lustrandi quamprimum collegia verba fecit, in eo positam esse salutem universitatis, si in omnibus collegiis, tam doctores & magistri, quam alumni & scholares, sua quisque officia ritè exequantur. Verùm esse hominum ingenia ad negligentiam naturâ suâ proclivia, nisi identidem eorum qui regunt autoritate & presentia cunctantes excitentur, jacentesque & prolapsi erigantur. Inde nihil rectoribus universitatis præscriptum esse diligentius, quàm ut sub ipsum sui magistratûs initium adeant lustrantque singula collegia, in ejusmodi lustrationibus & frænum injici evaganti licentiæ, & virtuti tribui posse suam laudem. Cupere jampridem vehementer viros omnes bonos & academicæ amantes, ut aliqua tandem certa*

via

via ineatur, quâ tam salubris consuetudo ab aliquot annis aut omiſſa penitus, aut minus feliciter tentata, in perpetuum ſtabiliatur. Sibi autem hanc optimam viſam eſſe & ſervandâ ordinum concordia aptiſſimam, ſi ab omnibus deputatis ex quibus academicum conſtat tribunal, collegia quotannis luſtrarentur; quod quidem & antiquitus factitatum legitur in ſaſtis univerſitatis, & non ita pridem ſancitum eſt ſenatus conſulto lato die 4. Septembris anni 1666. ſæpiùſque exinde executioni demandatum. Jam antea ſe in ſuperioribus comitiis enixe petiſſe à ſapientiſſimis decanis & procuratoribus ornatiffimis, ut de illo negotio cum ſuis ordinibus communicarent, de quo ſi quid jam haberent deliberatum, rogare utid in medium proferrent. Tum verò magiſter Franciſcus de la Roche theologiæ decanus dixit, in comitiis ſacræ facultatis die 6. Februarii habitis actum eſſe de luſtrationibus collegiorum, probatumque illas debere fieri juxta decretum anni 1666. ſalv. ſuribus facultatum. Magiſter Hieronymus Pefcuyer juriſ decanus dixit, in comitiis ſex-virilibus extra ordinem habitis die 8. Februarii, placuiſſe luſtrationes collegiorum eſſe faciendas, ſecundum decretum ſupremi ſenatus latum die 4. Septembris 1666. ſalvis videlicet juriſ facultatum ſuperiorum, & ne porrigatur ad conſequentias. Magiſter Franciſcus Afforty decanus medicinæ dixit, ſaluberriſſimam facultatem jure convocatam deliberaviſſe de luſtrationibus collegiorum, atque annuiſſe ut eaſ fiant ab academico tribunali, ſalvo tamen in omnibus jure facultatum ſuperiorum. Magiſter Claudius Andry procurator honorandæ nationis dixit, in comitiis ſuæ nationis omnibus ad unum placuiſſe, ſalvis juriſ præclaræ facultatis artium, in omnibus & ſingulis obſervari formam luſtrandi collegia præſcriptam ſenatus conſulto lato die 4. Septembris 1666. Magiſter Nicolaus Magniez Picardiæ procurator dixit, ſideliffimam nationem in ſuis comitiis die 8. Februarii habitis egiffe de luſtrationibus collegiorum, ac conſuiſſe illas eſſe ab academico tribunali peragendas, ſalvo jure præclaræ artium facultatis. Magiſter Joannes du Val Normanniæ procurator dixit, habita fuiſſe venerandæ nationis comitia de luſtrandis collegiis, eandem cenſuiſſe perutiles fore luſtrationes, ſi fiant à tribunali academico ſecundum antiquam conſuetudinem & decretum univerſitatis latum die 10. Septembris

1665. ſenatus conſulto roboratum die 4. Septembris 1666. Magiſter Michael Morus Germaniæ procurator retulit, convocatam fuiſſe conſtantiſſimam nationem die 11. Februarii, cenſuiſſe luſtranda eſſe collegia ab academico tribunali, ſecundum ſenatus conſultum latum die 4. Septembris 1666. ſalvo in omnibus jure præclaræ facultatis. Poſtea auditus eſt magiſter Edmundus Pourchet ſyndicus univerſitatis, qui dixit. incredibilem illam ſingulorum ordinum in re tanti momenti conſenſionem & toti academiæ fore perutilem, & ipſis ordinibus ſummo honori ſeturam apud omnes. Perere ſe itaque pro ſuo munere, ut collegia quamprimùm ab academico tribunali luſtrarentur, cenſere autem his luſtrationibus cum quantâ maximâ poteſt utilitate peragendis, certum & conſtantiſſimam præſtitudinem eſſe ordinem ac modum, qui nullâ poſſit in poſterum morâ impediſſi, ejuſque quod ſuper ea re decretum ab univerſitate fuerit, confirmationem à ſupremo ſenatu poſtulanſſimam. Re miſſâ in deliberationem, rogatis dictiſque ſententiis, placuit conſenſu omnium ordinum: I. Salvo omnium jure, in poſterum omnia univerſitatis collegia quotannis ſaltem ſemel luſtrari ab ampliſſimo rectore, unâ cum decanis facultatum theologiæ, juriſ & medicinæ, & quatuor procuratoribus nationum, præſentibus ſyndico & ſcribâ, ſic tamen ut ſi qui fortè eorum more ſolito convocati abſuerint, nihilominus indiſta luſtratio peragatur, idque eodem ordine & ritu qui in comitiis tribunalis academici apud ampliſſimum rectorem obſervatur. II. Omnes & ſingulos doctores, moderatores, gymnafiorum primarios, magnos (ut vocant) magiſtros, profefſores, procuratores, capellanos, ſacrorum ædituos, bibliothecarum cuſtodes, pedagogos, burſarios, convictores cæterosque collegiorum incolâs in rectoris luſtrationibus comparere, quibus ſi adeſſe moniti neglexerint, in eos apud tribunal academicum ſecundum ſanctiones regias, ſenatus conſulta & academiæ leges & ſtatuta animadverti, eorum autem nemini, ex quo indiſta fuerit futura luſtratio, licere abeſſe, niſi licentiam ab ipſo ampliſſimo rectore habuerit. III. Chartas omnes ac titulos fundationum, accepti & expenſi rationes cæteraque ejus generis inſtrumenta ampliſſimo rectori, quandocumque poſtularit, ab iis penès quos ſunt exhiberi & cum ſyndico communicari. IV. Ab ampliſſimo rectore, decanis

& procuratoribus cujuscumque lustrationis instrumentum confici, ut vel ex tempore, si res ita postularit, & levior sit momenti, quod æquum visum fuerit statuatur; vel si res intricatior fuerit & momenti gravioris, ad solita comitia tribunalis academici remittatur. V. Denique amplissimo rectori ac decanis, procuratoribus, syndico, scribæ, modò præsentibus adiut, idem à questore academico honorarium offerri, quod primo quoque unius cujuscumque mensis Sabbato in comitiis apud amplissimum rectorem offerri solet. Atque ita ab amplissimo rectore conclusum fuit. *Signé, VIEL. VEU AUSSI les pieces attachées à la requeste signée des supplians & J. Robert procureur; conclusions du procureur general du roy, ouy le rapport de M. Jean-Baptiste Chevalier conseiller; tout considéré, LA COUR a omologué & omologue ledit decret de l'université du 21. du present mois de Fevrier, pour estre executé selon sa forme & teneur; en consequence, ce qui sera fait par le recteur de l'université assisté de son conseil, dans le cours de ses visites, executé, nonobstant toutes appellations, oppositions & empeschemens quelconques, & sans y prejudicier, & aussi sans que ce qui sera fait en execution du present arrest, puisse nuire ni prejudicier ni estre tiré à consequence, pour les droits respectivement pretendus par les facultez, les unes à l'encontre des autres, qui demeureront en leur entier comme avant le present arrest. Fait en parlement le xxiii. Fevrier M. DCC. IX. *Signé, DU TILLET. Pris sur un imprimé.**

LETTRES PATENTES EN FORME d'edit, portant permission à l'hostel-Dieu de Paris de vendre ses immeubles jusqu'à concurrence de la somme de huit cens mille livres.

AN. 1709.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous présents & à venir, salut. Les gouverneurs & administrateurs de l'hostel-Dieu de nostre bonne ville de Paris, nous ont fait représenter que le grand nombre des malades de l'hostel-Dieu, qui est maintenant de quatre mille cinq cens, & qui augmente tous les jours, la nécessité où ils se sont trouvez d'ouvrir pour une seconde fois l'hospital de saint Louis, pour y mettre les malades attaquez du scorbut, afin de les separer des autres malades, & la cherté excessive des bleds, vins, viandes & de toutes les autres denrées, ont

tellement épuisé les revenus ordinaires de l'hostel-Dieu & tous les autres moyens que les exposans ont pu mettre en usage, qu'ils se trouvent debiteurs de plus de trois cens mille livres, & qu'ils se voyent absolument hors d'estat de soutenir plus long-temps des charges si excessives, s'ils ne sont aidez par des secours prompts & extraordinaires. Dans un estat si malheureux & dans la nécessité qu'il y a de prévenir toutes les maladies encore plus facheuses, qui ne manqueroient pas d'arriver, si l'on ne continuoit pas de recevoir à l'hostel-Dieu tous les pauvres malades, en quelque nombre qu'ils se puissent présenter, & de leur y donner tous les secours qu'ils y ont toujours trouvé jusqu'à present au grand soulagement du public, les exposans n'ont point trouvé d'autres expediens que de vendre partie des fonds & des maisons qui appartiennent à l'hostel-Dieu, afin d'en employer le prix à la subsistance & aux besoins des pauvres. Mais comme ils ne peuvent faire cette vente sans nostre permission, ils nous ont très-humblement supplié de l'accorder, & en mesme-temps, afin de rendre cette vente plus facile & plus utile aux pauvres, de decharger ceux qui acqueront lesdits fonds & maisons, leurs successeurs & ayans cause, de toutes recherches & taxes qui peuvent estre faites sur les possesseurs des biens alienez des communautés ecclesiastiques & seculieres, ensemble des lods & ventes desdits fonds & maisons qui peuvent estre dans nostre censive & mouvance, & mesme des droits d'indemnité & d'amortissement à l'égard des communautés qui pourront acquerir lesdits fonds & maisons. A CES CAUSES de l'avis de nostre conseil, de de nostre grace speciale, pleine puissance & autorité royale, par ces presentes perpetuelles & irrevocables, signées de nostre main, nous avons permis & permettons ausdits administrateurs de l'hostel-Dieu, de faire vendre & adjudger au plus offrant & dernier encherisseur, par-devant l'un des conseillers de nostre cour de parlement de Paris, après trois publications, les maisons, terres & autres biens immeubles appartenans audit hostel-Dieu, jusqu'à concurrence de la somme de huit cens mille livres, & ce en six années: à la charge que les deniers en provenans seront employez sans aucun divertissement aux depenses actuelles dudit hostel-Dieu, pour la subsistance & les besoins des pauvres malades,

en achat de bled, vin, viande & autres denrées, & pour faciliter la vente desdits biens, nous les avons dechargés & dechargeons, ensemble ceux qui les auront ainsi acquis, & qui s'en trouveront propriétaires à l'avenir, de toutes recherches & taxes du sixième & huitième denier, & généralement de toutes autres qui pourrions estre faites, si us quelque titre & prétexte que ce puisse estre, sur les possesseurs des biens aliénés par des hospitaux, gens d'église & communautés ecclésiastiques & séculières, comme aussi des droits de lods & ventes & autres droits seigneuriaux à nous dûs à cause desdites ventes, pour raison des fonds, maisons, terres & héritages qui peuvent estre dans nostre censive & mouvance, & même des droits d'indemnité & amortissement à l'égard des communautés, soit séculières ou ecclésiastiques, qui pourront acquiescer lesdits fonds & maisons, de tous lesquels droits nous avons fait & faisons don audit hôtel Dieu. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement & chambre des comptes à Paris, que ces présentes ils aient à faire registrer, & le contenu en icelles garder & observer selon leur forme & teneur, nonobstant tous edits, ordonnances, arrests & reglemens à ce contraires, auxquels & aux derogatoires des derogatoires y contenus, nous avons derogé & dérogeons. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre nostre scel à cesdites présentes. Donné à Versailles au mois de Novembre l'an de grace M. DCC. IX. & de nostre regne le LXVII. *Signé, LOUIS; & plus bas: Par le roy, PHELYPEAUX. Visa, PHELYPEAUX. Veû au conseil, DESMARETZ; Et scellé du grand sceau de cire verte, en lacs de soye rouge & verte.*

Registrees, oüy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre exécutées selon leur forme & teneur, suivant l'arrest de ce jour. A Paris en parlement le XI. Decembre M. DCC. IX. *Signé, DONGOIS. Copié sur un imprimé en feuille volante.*

LETTRES PATENTES DU ROY

Louis XIV. qui maintenant l'hospital general, ceux des enfans trouvez, du saint Esprit, & autres de la mesme direction, dans leurs privileges & exemptions, pour raison des marchandises & denrées de leur consommation.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre; à tous ceux qui ces présentes lettres verront, salut. Nos chers & bien amez les directeurs de l'hospital general de nostre bonne ville de Paris nous ont très humblement fait remontrer, que l'affection que nous avons toujours eue pour l'establissement de cet hospital, que les rois nos predecesseurs avoient beaucoup désiré, sans avoir eu la consolation de le voir accompli, comme il l'a esté en execution de nostre edit du mois d'Avril 1656. nous ayant porté à luy accorder dès lors tous les privileges & exemptions qui pouvoient contribuer à le soutenir & l'augmenter, les secours importants que nous avons connu que le public en recevoit, nous ont porté à luy donner, conjointement avec l'hôtel Dieu de nostre bonne ville de Paris, de nouvelles marques de nostre protection par l'arrest de nostre conseil du 30. Mars 1706. qui ordonne en faveur de ces deux principaux hospitaux & des maisons dependantes de leur administration, la confirmation de tous leurs privileges & exemptions, & fait deffenses à tous officiers de ladite ville de Paris sans aucune exception, d'exiger aucuns droits, de quelque nature & sous quelque prétexte que ce puisse estre. Nous avons cependant esté informez qu'au préjudice de tous ces privileges, d'un costé les preposez pour l'execution de nostre edit du mois de May dernier, portant creation des charges de verificateurs des lettres de voiture des marchandises qui arrivent à Paris, vouloient exiger des droits sur les marchandises destinées pour la fourniture & l'usage des pauvres desdits hospitaux; que d'un autre costé les fermiers des greffes des insinuations créés par nostre edit du mois de Decembre 1703 pretendoient assujettir lesdits hospitaux à payer les droits d'insinuations pour les dons & legs à eux faits excédant la somme de trois cens livres, sous prétexte de l'article III. de nostre declaration du mois de Mars 1708. & que pareillement le traitant des droits d'enregistrement des biens aliénés de nos

AN. 1710.

domaines, vouloit aussi exiger desdits hospitaux les droits attribuez pour ces enregistrements au sujet des maisons qu'ils possèdent dans la ville de Paris. Et comme nostre intention n'a point esté que les pauvres de ces hospitaux soient sujets à aucun de ces droits, ni autres de quelque qualité & sous quelque prétexte que ce puisse estre, nous aurions déjà pourvû, sur la très humble remontrance que les administrateurs de l'hospital-Dieu nous en ont faite, à la décharge de l'hospital Dieu & de l'hospital des Incurables, tant par nostre arrest du conseil, que par nos lettres patentes des 3. & 25. Septembre dernier, par lesquelles nous avons maintenu ledit hospital-Dieu & l'hospital des Incurables y joint, dans tous les droits, privileges & exemptions qui leur ont esté par nous accordez, & en consequence avons fait très-expresses défenses à tous officiers, fermiers, receveurs & autres sans exception, d'exiger aucuns droits de quelque nature & sous quelque prétexte que ce puisse estre, pour raison des marchandises, denrées & provisions destinées pour l'usage desdits hospitaux, suivant les certificats signez de six desdits administrateurs, ni de troubler & inquieter pour raison de ce les marchands ou voituriers chargez de livrer ou voiturier lesdites marchandises & autres choses pour lesdits hospitaux, comme aussi nous avons enjoint & enjoignons au fermier des greffes des insinuations créez par nostre edit du mois de Decembre 1703, & au traitant des droits d'enregistrement des biens alienez de nostre domaine, leurs commis & préposez, d'expedier & enregistrer gratuitement tous contrats & autres actes concernant ces deux hospitaux, à peine de tous depens, dommages & interets. Et desirant traiter aussi favorablement l'hospital general & les maisons qui sont sous la mesme administration, nous avons receu avec plaisir la très-humble supplication que les directeurs nous ont faite de leur accorder de semblables lettres patentes. A CES CAUSES, de l'avis de nostre conseil qui a veu ledit arrest du 30. Mars 1706. & les lettres patentes du 25. Septembre dernier, cy. attachez sous le contre-scel de nostre chancellerie, nous de nostre grace speciale, pleine puissance & autorité royale, conformément audit arrest de nostre conseil & ausdites lettres patentes, avons par ces presentes signées de nostre main, maintenu & maintenons ledit hospital general de Paris, & les

hospitaux & maisons du saint-Esprit, des enfans-trouveez, enfans-rouges & Refuge qui sont sous la mesme direction, dans tous les droits, privileges & exemptions qui leur ont esté par nous accordez, & en consequence nous avons, suivant & conformément audit arrest de nostre conseil du 30. Mars 1706. fait & faisons très-expresses défenses à tous officiers de la ville de Paris, fermiers, receveurs & autres commis & préposez à la perception des droits à eux attribuez, d'exiger aucuns droits de quelque nature & sous quelque prétexte que ce puisse estre, pour raison des marchandises, denrées & provisions destinées pour l'usage desdits hospitaux, suivant les certificats signez de six des exposans, ni de troubler & inquieter les marchands & voituriers chargez de livrer ou voiturier lesdites marchandises & autres choses pour lesdits hospitaux, comme aussi nous avons enjoint & enjoignons au fermier des greffes des insinuations, créez par nostre edit du mois de Decembre 1703. & au traitant des droits d'enregistrement des biens alienez de nostre domaine, leurs commis & préposez, d'expedier & d'enregistrer gratuitement tous contrats & autres actes concernant lesdits hospitaux, à peine de tous depens, dommages & interets. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement, chambre des comptes & cour des aydes à Paris, & autres nos officiers & justiciers qu'il appartient, que ces presentes ils fassent lire, publier & registrer, & de leur contenu jouir & user ledit hospital general, & les hospitaux & maisons du saint-Esprit, enfans-trouveez, enfans-rouges & Refuge de nostre bonne ville de Paris, pleinement & paisiblement, cessant & faisant cesser toutes choses à ce contraires. Voulons qu'aux copies collationnées de ces presentes par l'un de nos amez & feaux conseillers-secretaires, foy soit ajoutée comme aux originaux. Car tel est nostre plaisir. En temoin de quoy nous avons à ces presentes fait mettre nostre scel. Donné à Versailles le x. jour de Juin, l'an de grace m. dcc. x. & de nostre regne le lxxviii. Signé, LOUIS; & plus bas : Par le roy, PHELYPEAUX. Veü au conseil, DEMARETZ. Et scellées du grand sceau de cire jaune.

Registrées, ouy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, suivant l'arrest de ce jour. A Paris en parlement

lement le x. Juillet M. DCC. X. Signé,
DONGOIS. Pris sur l'imprimé en feuille
volante.

EDIT DU ROY LOUIS XIV.
portant suppression de la juridiction
de la panneterie, &c.

LOUIS par la grace de Dieu roy
de France & de Navarre, à tous pres-
sens & à venir, salut. Par les arrets de
nostre conseil des 27. Mars, 10. & 31. May
& 12. Juillet 1675. & autres, nous avons
ordonné en faveur de plusieurs mar-
chands, artisans & gens de metier qui
estoiient establis dans les fauxbourgs de
nostre bonne ville de Paris, leur réunion
aux corps & communautéz des mesmes
professions de nostredite ville; & depuis
nous jugeâmes à propos d'en faire une loy
generale par nostre edit du mois de De-
cembre 1678. qui les comprend toutes en
termes generaux, sans aucune exception.
Cet edit a esté pleinement executé, tant
à l'égard des fauxbourgs où lesdites pro-
fessions s'exerçoient en maistrise & ju-
rande, que dans les autres où il n'y avoit
point de maistrise. Il n'y a eu que les
boulangers qui n'ont point jouty de cette
grace, quoyqu'ils aient mis tout en usa-
ge pour en profiter; & nous apprenons
que ce qui les en a empêché, a esté
l'opposition que le sieur comte de Coslé
lors grand pannetier de France y forma,
à cause du dommage qu'il auroit souffert
par la suppression qui devoit s'ensuivre
de la juridiction de la panneterie depen-
dante de son office. Nous sommes mes-
me informez que cette difference a per-
petuellement donné lieu à des contesta-
tions entre les boulangers de la ville &
les boulangers desdits fauxbourgs, qui
est ce que nous avions précisément vou-
lu empêcher par cette réunion genera-
le. A quoy voulant pourvoir, en accord-
ant en mesme-temps une indemnité à
nostredit grand pannetier, pour la sup-
pression de ladite juridiction; & desirant
d'ailleurs, en réunissant tous lesdits bou-
langers en une seule communauté sous la
jurisdiction du lieutenant general de poli-
ce de nostred. ville, ainsi & de la mesme
maniere que toutes les autres professions
des arts & metiers, nous procurer le se-
cours que nous avons lieu d'attendre par
l'establissement ou réunion à faire à lad.
communauté des offices de jurez-syndics,
de ceux d'auditeurs des comptes, de tre-
soriers des deniers communs, de control-
leurs-visiteurs des poids & mesures, de

greffiers des enregistremens des brevets
d'apprentissage & des autres actes con-
cernans ladite communauté, de conseil-
lers-controlleurs de leurs registres & de
gardes-archives, tous créés par nos edits
des mois de Mars 1691. Mars 1694. Juil-
let 1702. Janvier & Aoust 1704. Novem-
bre 1706. & Aoust 1709. dont nous n'a-
vons jusqu'à présent tiré aucune finance
de la part desdits boulangers; nous avons
écouté les très-humbles remontrances
qui nous ont esté faites à ce sujet. A
CES CAUSES & autres à ce nous mou-
vans, de nostre certaine science, pleine
puissance & autorité royale, nous avons
par le present edit perpetuel & irrevoca-
ble dit, statué & ordonné, disons, sta-
tuons & ordonnons, voulons & nous
plaist, que nostredit edit du mois de De-
cembre 1678. soit executé selon sa for-
me & teneur, à l'égard du mestier de
boulangier dans la ville & dans les faux-
bourgs de Paris, tout ainsi qu'il a esté à
l'égard des autres communautés d'arts
& mestiers; & en consequence, que tous
les boulangers qui sont presentement es-
tablis dans lesdits fauxbourgs de Paris, à
la reserve de celui de saint Antoine &
autres lieux privilegiez ou pretendus tels,
soient réunis à ceux de la ville, pour ne
composer à l'avenir qu'une seule & mes-
me communauté, sous la jurisdiction du
lieutenant general de police, laquelle se-
ra regie suivant les statuts que nous leur
accorderons, si besoin est; à la charge
de payer par chacun desdits boulangers
sçavoir, deux cens vingt livres par ceux
qui justifieront de leurs lettres de mai-
strise dans les fauxbourgs saint Germain,
saint Michel, saint Jacques, saint Mar-
cel, saint Victor & autres: trois cens
trente livres par chacun des compagnons
& apprentifs qui justifieront du temps &
de leurs brevets d'apprentissage bien &
deûment accomplis, soit chez les maîtres
desdits fauxbourgs, soit chez ceux de la
ville: & quatre cens quarante livres pour
chacun des autres maîtres qui seront
reçus sans qualité; sans prejudice des
droits particuliers attribuez par les
edits cy-dessus dattez aux offices de ju-
rez, d'auditeurs des comptes, tresoriers-
controlleurs des poids & mesures, gref-
fiers des enregistremens, contrôleurs
des parapbes des registres & gardes-ar-
chives; au moyen duquel payement tous
lesdits particuliers boulangers pourront
s'establir en tel lieu de ladite ville & des
fauxbourgs que bon leur semblera, pour
y exercer en toute liberté leur profession,

ainsi que les anciens maîtres de ladite ville, & qu'il se pratique dans tous les autres mestiers. Défendons à toutes autres personnes de s'establiir, tenir boutique ny faire ou exercer ladite profession de boulanger en quelque maniere que ce soit dans ladite ville & fauxbourgs après le premier Septembre prochain, à moins qu'ils n'ayent payé lefdites sommes; le tout à peine de confiscation & de six cens livres d'amende applicable, un tiers à nous, un tiers à l'hospital general & l'autre tiers au denonciateur. Permettons pareillement aux boulangers demeurans actuellement dans les lieux privilegiez ou pretendus tels, de se faire recevoir maîtres dans trois mois du jour de la publication du present edit, après lequel temps ils en seront déchus. Et d'autant qu'au moyen de la presente reunion les officiers de la jurisdiction de la panneterie se trouveront sans fonction, nous l'avons éteinte & supprimée; ce faisant, éteignons & supprimons les offices de lieutenant general, de procureur pour nous & de greffier qui la composent, sauf à estre pourveü par nostredit grand pannetier à leur indemnité; & à l'égard des huissiers audienciers, leur permettons d'exploiter pendant leur vie, comme ils ont fait jusqu'à present, sans qu'après leur mort il puisse estre pourveü ausdits offices. Voulons que tous les maîtres boulangers de ladite ville & fauxbourgs de Paris soient à l'avenir reçus par nostre procureur au chastelet de Paris, tout ainsi qu'il se pratique pour les receptions des maîtres des autres communautés d'arts & mestiers; en consideration de quoy & du benefice qui reviendra à nostredit procureur, ainsi qu'à ses substituts & aux greffiers dudit chastelet, ils seront les uns & les autres tenus de payer les sommes pour lesquelles ils seront employez dans le rôle qui sera arresté en nostre conseil. Et comme il est de nostre justice d'indemniser nostre cousin le duc de Brissac grand pannetier de France du prejudice qu'il souffrira de la suppression de sa jurisdiction, ce qui luy causera une perte considerable des droits qui luy estoient attribuez pour la reception des maîtres & de leurs apprentifs, nous avons cru ne luy pouvoir accorder une indemnité plus convenable, qu'en luy cedant & deleguant à cet effet, pendant l'espace de sept années consecutives, les sommes que nous avons cy-dessus ordonné estre payées pour la reception ou reunion de chacun desdits boulangers, & celles qui doivent aussi

estre payées, tant par nostredit procureur, que par ses substituts & par lefdits greffiers dudit chastelet. De toutes lesquelles sommes, ensemble de ce qui pourroit nous revenir des amendes & confiscations qui seront declarées encouruës par les boulangers qui se trouveront en contravention au present edit, nous avons, en tant que besoin, fait & faisons don par ces presentes à nostredit cousin le duc de Brissac. Voulons que le tout soit payé es mains de celuy qui sera par luy preposé, pour en disposer comme de chose à luy appartenante, & sans que ledit preposé soit tenu d'en compter à la chambre des comptes, ni ailleurs qu'à nostredit cousin, imposant sur ce silence perpetuel à nostre procureur general & tous autres. Voulons qu'il ne puisse estre delivré, pendant ledit temps & espace de sept années, aucunes lettres de maîtrise dudit mestier de boulanger, que que sur la representation de la quittance dudit preposé, à peine de nullité desdites lettres & de six cens livres d'amende, tant contre le maître que contre le greffier. Et de la mesme autorité que dessus, nous voulons qu'au moyen de l'union que nous faisons par cesdites presentes en une seule & mesme communauté de tous lefdits boulangers, tant de la ville que desdits fauxbourgs, nos edits desd. mois de Mars 1691. Mars 1694. Juillet 1702. Janvier & Aoust 1704. Novembre 1706. & Aoust 1709. soient executez selon leur forme & teneur à l'égard de ladite communauté; & en consequence, que les officiers créez par iceux y soient establis, & à cet effet vendus par Claude Lheritier, Elie Bieft, Simon Miger, Louis le Lievre & Jean-Jacques Clement chargez chacun en droit soy de l'execution desdits edits, avec trois mille cent vingt-cinq livres de gages qui seront reparties entre ceux qui les acquereront, suivant les rôles qui en seront arrestez en nostre conseil, à prendre dans les gages qui restent à vendre de ceux attribuez aux offices de la mesme qualité; sinon & en cas qu'il n'en reste suffisamment pour remplir les trois mille cent vingt-cinq liv. par an, il y sera par nous pourveü. Jouiront en outre les acquerens desdits offices des droits, fonctions & emolumens attribuez à chacun d'iceux par les edits de leur creation. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement, chambre de nos comptes & cour des aydes à Paris, que le present edit ils fassent lire,

lire, publier & registrer, mesme en temps de vacations, & le contenu en iceluy garder & observer de point en point selon sa forme & teneur, sans y contrevenir ny permettre qu'il y soit contrevenu en quelque sorte & maniere que ce soit, non-obstant tous edits, declarations & autres à ce contraires, auxquels nous avons derogé & derogeons par le present edit, aux copies duquel collationnées par l'un de nos amez & feaux conseillers-secretaires voulons que foy soit ajoutée comme à l'original, car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous y avons fait mettre nostre scel. Donné à Fontainebleau au mois d'Aoust, l'an de grace M. DCC. XI. & de nostre regne le LXIX. *Signé, LOUIS, & plus bas, Par le roy, PHELYPEAUX. Visa, PHELYPEAUX. Veü au conseil, DESMARETZ. Et scellé du grand sceau de cire verte en lacs de soye rouge & verte.*

Registrées, oüy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, suivant l'arrest de ce jour. A Paris en parlement le VII. Septembre M. DCC. XI. *Signé, DONGOIS. Copié sur l'imprimé en feuille volante.*

DECLARATION DU ROY
en faveur de ceux qui estudient en medecine en la ville de Paris, pour leur reception dans les autres universités du royaume.

L OUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre; à tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut. Nous avons ordonné par l'article XIX. de nostre edit du mois de Mars 1707. servant de reglement pour les facultés de medecine de nostre royaume, qu'aucun de nos sujets ne pourroit estre admis dans une faculté où la medecine s'enseigne publiquement, s'il n'y a estudié pendant une année au moins; & quoy que nous n'ayons pas prétendu comprendre dans cet article ceux qui ont estudié en la faculté de medecine de nostre bonne ville de Paris, que nous avons toujours distinguée des autres facultés de medecine de nostre royaume, comme nous l'avons marqué par l'article XXXVII. du mesme edit, nous avons neantmoins esté informez que sous pre-texte que ledit article XIX. ne contient pas d'exception expresse en faveur de ceux qui ont étudié en la faculté de medecine de Paris, on veut les assujettir

comme les autres à la disposition de cet article. Nous avons cru qu'il estoit d'autant plus juste de faire cesser cette difficulté, que ceux qui étudient en cette faculté, y trouvant plus de moyens que par tout ailleurs de s'instruire parfaitement de toutes les parties de la medecine, qui y sont enseignées par les maîtres les plus habiles, ce seroit inutilement qu'on les obligerait à recommencer de nouvelles études sous des professeurs, parmi lesquels il s'en rencontreroit très-rarement d'aussi capables que ceux dont ils auroient pris les leçons. A CES CAUSES & autres à ce nous mouvans, de nostre certaine science, pleine puissance & autorité royale, nous avons par ces presentes signées de nostre main dit, déclaré & ordonné, disons, declarons & ordonnons, voulons & nous plaist, en interpretant, en tant que besoin seroit, l'article XIX. de nostre edit du mois de Mars 1707. que ceux qui auront étudié en la faculté de medecine de nostre bonne ville de Paris pendant le temps & en la forme prescrite par nostredit edit, soient admis aux degrez dans toutes les autres facultés de medecine de nostre royaume, sans estre tenus d'y étudier pendant aucun temps; voulant que led. article XIX. n'ait lieu que pour ceux qui auront étudié dans les autres facultés de medecine de de nostre royaume. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement à Paris, que ces presentes ils aient à faire publier & registrer, mesme en temps de vacations; car tel est nostre plaisir. En temoin de quoy nous avons fait mettre nostre scel à celsdites presentes. Donné à Fontainebleau le xxvii. jour d'Aoust, l'an de grace M. DCC. XI. & de nostre regne le LXXIX. *Signé, LOUIS, & sur le reply, Par le roy, PHELYPEAUX. Et scellée du grand sceau de cire jaune.*

Registrées, oüy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, & copies collationnées envoyées dans les sieges, baillages & seneschaussées du ressort, pour y estre luës, publiées & registrées; enjoint aux substituts du procureur general du roy d'y tenir la main, & d'en certifier la cour dans un mois, suivant l'arrest de ce jour. A Paris en parlement en vacations, le XI. Septembre M. DCC. XI. *Signé, DONGOIS. Pris sur une copie imprimée.*

REGLEMENT CONCERNANT
la police des bastimens.

AN. 1712.

DE par le roy & M. le general des bastimens de sa majesté, ponts & chaussées de France. A tous ceux qui ces présentes lettres verront, François Jomard conseiller du roy, architecte des bastimens de sa majesté, ponts & chaussées de France, maître general, juge & garde de la juridiction royale desdits bastimens établie au palais à Paris & en la ville de Versailles, salut. Sçavoir faisons que sur ce qui nous a esté judiciairement remontré par François Francher syndic & Pierre, Dufable adjoint de la communauté des maîtres maçons de cette ville de Paris, que le 28. du mois de Juin dernier au matin, il tomba dans la rue Mazarine six à sept toises d'entablement d'une maison faisant l'encoigneure de ladite rue & de la rue Dauphine, appartenante à M. Raviere conseiller au parlement & autres, dont trois personnes ont esté tuées, & une femme a eu les deux jambes brisées. Que ce malheur, par les remarques qui ont esté faites, vient de ce que cette maison estant à pans de bois, l'entablement de plâtre n'avoit pu faire liaison, par le defect de cloux de bateaux, de charettes & chevilles de fer pour soutenir ledit entablement. Que comme seul juge de police des bastimens, suivant plusieurs edits & declarations, & notamment par celle du 17. May 1695. registrée au parlement le 22. Juin audit an, il estoit nécessaire & requeroient qu'il nous plust ordonner qu'à l'avenir dans la construction de tous bastimens, &c. . . . Veu lesdits edits & ordonnances concernant la police des bastimens, la declaration du roy du 17. May 1695. . . . ensemble les arrests & reglemens de la cour intervenus en consequence: Nous ayant égard aud. requisiatoire, ordonnons qu'à l'avenir dans la construction de tous les bastimens les entrepreneurs, ouvriers & autres qui se trouveront employez, seront tenus à l'égard de la maçonnerie qui se fera sur les pans de bois, outre la latte qui s'y doit mettre de quatre pouces en quatre pouces suivant les reglemens, d'y mettre des cloux de charettes, de bateaux & chevilles de fer en quantité, & enfoncez suffisamment pour soutenir les entablemens, plintes, corps, avant-corps & autres saillies.

Pour les murs de face de bastimens

qui se construiront avec moilons & plâtre ou mortier de chaux & sable, outre les moilons en saillie dans lesdites plintes & entablemens, aussi suivant les reglemens, ils seront pareillement tenus d'y mettre des fantons de fer aussi en quantité suffisante, pour soutenir lesdites plintes & entablemens, corps, avant-corps & autres saillies.

Et quant aux bastimens qui se construiront en pierres de taille, les entablemens porteront le parpin du mur outre la saillie; & au cas que la saillie de l'entablement soit si grande qu'elle puisse emporter la basscule du derriere, ils seront tenus d'y mettre des crampons de fer pour les retenir dans le mur de face audessous. Le tout à peine contre chacun des contrevenans, entrepreneurs, abusans & mesusans de l'art de maçonnerie, de demeurer garants & responsables en leurs propres & privez noms des dommages & interêts des parties, sans préjudice de plus grandes peines, s'il y échet, & de rétablir à leurs frais & depens, & sans repetition contre les propriétaires, les bastimens où se trouveront lesdites malfaçons, mesme à l'égard des maîtres, d'interdiction, & de telles peines qu'il appartiendra contre les compagnons. Que les jurez & maîtres que nous commettrons par chacun mois à la visite des bastimens, seront tenus dans leurs procez verbaux qu'ils dresseront & signeront sur les lieux, & qu'ils nous rapporteront tous les Vendredis de chaque semaine à nostre audience, en la maniere accoutumée, de faire mention de ceux qu'ils auront vus, des abus & malversations qu'ils y auront remarqué contraires aux ordonnances & reglemens, sous telles peines qu'il appartiendra. Ordonnons pareillement qu'il sera par nous informé à la requeste desdits syndic & adjoint contre l'entrepreneur de l'ouvrage en question, pour l'information faite & à nous rapportée, estre ordonné ce que de raison. Et afin que nostre présent jugement ne puisse estre ignoré, ordonnons qu'il sera lu, publié & affiché par tout où besoin sera, & executé nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans y préjudicier. Mandons au premier des huissiers de ladite juridiction, autre huissier ou sergent royal sur ce requis, mettre celsdites présentes à execution selon leur forme & teneur. En temoin de quoy avons fait sceller icelles, qui furent faites & prononcées par nous conseiller du roy, maître general, juge & garde susdit, tenant

nant l'audience au palais à Paris le Vendredy 1. jour de Juillet M. DCC. XII. *Copie sur un imprimé en feuille volante.*

ARREST DU PARLEMENT
concernant la bibliotheque des avocats.

LETTRES PATENTES
du roy Louis XIV. qui confirment l'établissement des academies royales des inscriptions & des sciences.

AN. 1712

Sur ce qui a esté representé à la cour par le batonnier & les procureurs de communauté en presence des gens du roy, que deffant maistre Eltienne Gabriau de Riparfonds ancien avocat en la cour, a laissé à l'ordre des avocats de ladite cour sa bibliotheque, avec quelques fonds destinez pour l'entretien; mais que comme ils se trouvent à present insuffisans, & qu'il estoit important de soutenir un établissement si utile au public, ils ont cru devoir supplier la cour de vouloir bien augmenter pendant quelque temps le droit de chapelle de quelque somme au par dessus de celle qui se paye à present par tous les officiers, avocats & procureurs pour leurs receptions, laquelle augmentation seroit destinée à l'entretien de lad. bibliotheque. On y les gens du roy en leurs conclusions, & eux retirez, la matiere mise en deliberation; LA COUR a ordonné & ordonne qu'à commencer du lendemain de la saint Martin prochain, les officiers, avocats & procureurs qui seront receus en ladite cour, payeront à l'avenir, & jusqu'à ce qu'autrement par ladite cour en ait esté ordonné, la somme de cinq livres, outre & par dessus celle de vingt livres qu'ils payoient en execution de l'arrest du 21. Novembre 1691. & en consequence sera le receveur dudit droit de chapelle tenu de mettre entre les mains de celui qui sera preposé par le batonnier des avocats à cet effet, un cinquième de tout ce qui reviendra du droit de chapelle, pour estre employé, suivant l'ordre dudit batonnier, aux frais & depenses de ladite bibliotheque, dont ledit preposé rendra compte à la fin de chacune année aux gens du roy, en presence dudit batonnier & aucuns des anciens avocats de ladite cour. Fait à Paris en parlement le xxxi. Aoust M. DCC. XII. Collationné, Signé, MANGOT & GUYHOU.
Pris sur une copie manuscrite.

AN. 1713.

Louis par la grace de Dieu roy de France & de Navarre; à tous presens & avenir, salut. Le soin des lettres & beaux arts ayant toujours contribué à la splendeur des estats, le feu roy nostre très honoré seigneur & pere ordonna en 1636. l'établissement de l'academie Françoisé, pour porter la langue, l'éloquence & la poésie au point de perfection où elles sont enfin parvenues sous nostre regne. Nous choisîmes en 1663. parmi ceux qui composoient cette academie, un petit nombre de sçavans les plus versez dans la connoissance de l'histoire & de l'antiquité, pour travailler aux inscriptions, aux devises, aux medailles, & pour répandre sur tous les monumens de ce genre le goût & la noble simplicité qui en font le prix. Tourrant ensuite plus particulièrement nos vûes du costé des sciences & des arts, nous formâmes en 1666. une academie des sciences, composée des personnes les plus habiles dans toutes les parties des mathematiques & de la physique; & en 1667. nous fîmes construire le fameux édifice de l'observatoire, où ceux d'entre eux qui s'appliquent à l'astronomie, ont déjà fait de si celebres & de si utiles decouvertes. Ces deux academies assemblées par nostre protection, & soutenues par des bienfaits que la difficulté des temps n'a jamais interrompus, remplirent si dignement nos esperances, que quand la plaix de Rîswick eut rendu le calme à l'Europe, nous songeâmes à leur donner un temoignage autentique de nostre satisfaction. Nous leur accordâmes des reglemens signez de nostre main, pour determiner l'objet, l'ordre & la forme de leurs exercices; & par une distinction encore plus singuliere, nous voulûmes que leurs conferences se tinssent au Louvre. L'estime & la reputation que ces compagnies ont acquises depuis ce temps-là, nous engagent de plus en plus à donner une forme stable & solide à des établissemens si avantageux. **A CES CAUSES,** de nostre grace speciale, pleine puissance & autorité royale, nous avons par ces presentes signées de nostre main, permis, approuvé & autorisé, permettons, approuvons & autorisons les assemblées & conferences des membres qui composent

Kkk ij

lefd. deux academies, que nous avons d'abondant, en tant que besoin est ou seroit, instituées & établies, comme par ces présentes nous les instituons & établissons, l'une sous le titre d'academie royale des inscriptions & medailles, & l'autre sous celui de l'academie royale des sciences, lesquelles continueront d'estre dirigées par le secretaire d'estat ayant le departement de nostre maison. Voulons pareillement qu'elles continuent de tenir leurs assemblées dans les appartemens que nous leur avons assignez au Louvre, aux jours & heures portez par nosdits reglemens des 26. Janvier 1699. & 16. Juillet 1701. dont copies sont cy-attachées sous le contre-scel de nostre chancellerie, & que nous entendons estre executez selon leur forme & teneur. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement à Paris, que ces presentes ils ayent à faire lire, publier & registrer, & le contenu en icelles garder & observer selon sa forme & teneur; car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre nostre scel à celsdites presentes. Donné à Marly au mois de Fevrier, l'an de grace M. DCC. XIII. & de nostre regne le LXX. Signé, LOUIS; & sur le reply: Par le roy, PHELYPEAUX. Vilsa, PHELYPEAUX. Et scellées du grand sceau de cire verte, en lacs de soye rouge & verte.

Registrées, oüy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executees selon leur forme & teneur, suivant l'arrest de ce jour. A Paris en parlement le III May M. DCC. XIII. Signé, DONGOIS. Copié sur l'imprimé.

ARREST DU PARLEMENT
concernant les officiers de la bazoché.

AN. 1713. **L** OUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre; au premier des huissiers de nostre cour de parlement, ou autre nostre huissier ou sergent sur ce requis, sçavoir faisons qu'entre les chancelier & officiers de la bazoché du palais à Paris, demandeurs en trois requestes par eux presentées à nostredite cour les 12. May, 5. & 30. Juin 1711. La premiere, à ce qu'en venant plaider sur l'opposition qu'ils ont formée aux receptions de Griffon & Harotard le jeune procureurs, ils soient receus opposans aux *admittatur* qui leur ont esté donnez par la communauté des procu-

reurs; faisant droit sur l'opposition, qu'ils soient declarez nuls; qu'ils seront maintenus dans le droit de verifier le temps de palais de ceux qui se presentent pour estre receus; que deffenses soient faites aux procureurs de communauté d'admettre à l'avenir aucun recipiendaire, jusques à ce que les officiers aient donné leur certificat, à peine de nullité. La seconde, que les procureurs seront tenus de viser dans tous les *admittatur* qu'ils délivreront, les certificats de la bazoché, & qu'ils ne pourront recevoir chez eux aucun clerc qu'il ne leur ait fait apparoir de ses lettres de bejaune, qu'à cet effet l'arrest qui interviendra, sera lu & publié. Et la troisieme, à ce qu'ils soient aussi receus opposans aux arrests de reception de le Vassor le jeune, de Jarroffon & de Noiëtte; faisant droit sur leurs oppositions, qu'ils seront tenus de pientre des certificats, payer les droits ordinaires & accoutumez, & jusques à ce, deffenses de faire aucunes fonctions de leurs offices de procureurs: & deffendeurs, d'i ne part; & la communauté des procureurs de nostredite cour deffendeurs & demandeurs en requeste du 19. May 1711. à ce que deffenses soient faites aux chancelier & officiers de la bazoché, lorsqu'ils delivreront des certificats aux clerks qui traiteront des charges de procureurs, autres qu'aux fils de procureurs qui n'en ont pas besoin, ayant acquis par leur naissance le temps prescrit par les ordonnances & reglemens, d'exiger des recipiendaires aucuns repas ni bourses de jettons, à peine de concussion & d'estre exclus d'entrer dans les charges; & lefdits Griffon, Harotard le jeune, le Vassor le jeune, Jarroffon & Noiëtte, d'autre. Après que Borderel procureur a demandé la reception de l'appointement avisé au parquer des gens du roy, où les parties avoient esté renvoyées par arrest du 13. Decembre 1712. pour en passer par leur avis; & que Prevost avocat des officiers de la bazoché, & Gillet avocat de la communauté des procureurs y ont communiqué, & paraphé de Joly pour nostre procureur general: NOSTREDITE COUR ordonne que l'appointement sera receu, & suivant iceluy, ayant aucunesment égard aux requestes des parties, ordonne que les arrests & reglemens de la cour seront executez: ce faisant, maintient & garde les officiers de la bazoché dans la possession de verifier le temps des dix années de palais que doivent avoir ceux qui se presentent pour estre admis

aux charges de procureurs en la cour: en consequence, ordonne que les officiers de la bazoche seront tenus d'avoir un registre qui sera paraphé dans toutes les pages par premiere & derniere par le chancelier de la bazoche, sur lequel registre ceux qui voudront demeurer ez études des procureurs en qualité de clerks, à l'effet d'acquiescer le temps necessaire pour estre admis aux offices de procureurs, seront tenus de s'inscrire sans aucuns frais, & lorsqu'ils desireront, après ledit temps de dix années d'exercice & de travail en qualité de clerks, estre admis esdits offices, il leur sera delivré par lesdits officiers de la bazoche un certificat contenant le jour qu'ils se sont inscrits sur ledit registre, & le temps qu'ils auront depuis ladite inscription travaillé en qualité de clerks, lequel certificat les procureurs de communauté seront tenus de viser & dater dans leur *admittatur*; & en cas de refus de la part desdits officiers de la bazoche de delivrer ledit certificat, pourront les recipiendaires se pourvoir en la communauté des procureurs, à l'effet d'y verifier leur temps de palais, tant sur l'extrait de l'inscription qu'ils auront faite sur le registre desdits officiers de la bazoche, que lesdits officiers seront tenus de leur delivrer à la premiere sommation & sans frais, que sur les procedures écrites de leur main dans les études des procureurs, certificats des procureurs où ils auront demeuré, & autres temoignages; après quoy, si leur temps de palais est suffisamment établi, lesdits procureurs pourront leur donner leur *admittatur*, nonobstant le deffaut de certificat; le tout à l'exception des fils de procureurs & de ceux qui ayant fait la profession d'avocat auront esté mis sur deux tableaux au moins, lesquels ne seront astraits à rapporter ni leur inscription sur le registre des officiers de la bazoche, ni certificat desdits officiers; & sans que ledit certificat puisse empêcher l'examen que lesdits procureurs ont accoutumé de faire du temps de palais des recipiendaires, avant que de leur accorder l'*admittatur*. Maintient & garde pareillement lesdits officiers de la bazoche dans le droit & possession de percevoir sur chacun desdits recipiendaires quinze livres pour le droit de chapelle, lorsque le certificat du temps de palais leur sera delivré: fait defenses ausdits officiers de la bazoche de recevoir ni exiger plus grand droit des clerks, mesme des recipiendaires, soit pour droits d'en-

trée & de sortie, soit en argent, jettons, repas ou autres choses en quelque sorte & maniere que ce soit, sous peine pour la premiere fois d'estre interdits pour six mois de la fonction qu'ils pourroient exercer en la bazoche, lorsqu'ils auroient reçu ou exigé lesdits droits, & de cinq cens livres d'amende; & en cas de recidive, de mille livres d'amende, d'estre privez de ladite fonction pour toujours, mesme déchûs de pouvoir estre admis aux offices de procureurs pendant un temps, ou pour toujours, ainsi qu'il sera ordonné par la cour; & en cas de plainte sur l'inexécution du present arrest, les parties interessées, les procureurs de communauté & les officiers de la bazoche se retireront au parquer, pour sur l'avis ou le requisitoire des gens du roy y estre pourveu par la cour, ainsi qu'il appartiendra. Sur le surplus des requestes des parties, & notamment sur les oppositions formées par lesdits officiers de la bazoche aux actes d'*admittatur* de Griffon, Harouard le jeune, & aux arrests de receptions desdits Griffon, Harouard le jeune, le Vassor le jeune, Jarrosson & Noiëtte, a mis & met les parties hors de cour & de proces, tous depens compensez. Site mandons de mettre le present arrest à execution, de ce faire te donnons pouvoir. Donnè à Paris en parlement le VII. Septembre l'an de grace M. DCC. XIII. & de nostre regne le LXXI. Collationné par la chambre. Signé, GUYHOU, avec paraphe. Copié sur l'imprimé.

LETTRES PATENTES
du roy pour la continuation du nouveau
rampart du quartier saint Germain.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement & chambre de nos comptes à Paris, presidens-tresoriers generaux de France au bureau de nos finances estably audit lieu, & à tous autres nos justiciers qu'il appartiendra, salut. Nous estant fait représenter le plan que les prevost des marchands & eschevins de nostre bonne ville de Paris ont fait lever de nouveau par le maistre general de nos bastimens, en consequence des ordres du feu roy nostre très-honoré seigneur & bisayeul, pour la continuation du nouveau rampart du quartier de saint Germain, ordonné par arrest du 18. Octobre 1704. depuis le quartier des Chartreux jusqu'à la riviere, &

AN. 1715.

du quay d'Orsay, au-dessous du pont Royal jusqu'à la rencontre de ce nouveau rampart, qui devoit d'abord estre formé à commencer de la rue de Cherchemidy, en point de veüe au portail de l'église des Invalides, jusqu'à la demi-lune d'une contre-allée continuée parallèle au bastiment des Invalides, jusqu'à la rue de Grenelle, & obliquement depuis la rue de Varennes jusqu'à la riviere, dont le milieu devoit estre à neuf toises du mur d'aboutissant de l'hostel de Comminges, & en point de veüe du rampart de saint Honoré. Lequel dessein a esté changé, tant à cause des arbres de la partie de ce rampart qui se seroient trouvez offusquez des deux costez par les hostels & maisons qui sont & qui pourroient estre basties aux rues de Varennes, de Grenelle, de S. Dominique, de l'université, de Bourbon & quay d'Orsay, qui en auroit aussi esté très-incommodé. Ce qui avoit donné lieu à un autre plan & arrest du 23. Aoust 1707. suivant lequel le rampart du quartier des Chartreux devoit estre continué deligne droite jusqu'à la rue de Seve, & en retour parallèle au bastiment de l'hostel des Invalides, où devoit estre ouverte une rue au travers des heritages, en point de veüe du rampart saint Honoré jusqu'au quay d'Orsay, & qui auroit passé au travers du monastere des religieuses Carmelites, & retranché la plus grande partie de leur maison conventuelle. Par ces considerations autre arrest est intervenu le 17. Juillet 1708. qui a ordonné que le point milieu de cette rue seroit reculé à quatre toises de distance du mur de clôture de leur convent à l'endroit de separation de leur jardin. Mais les difficultés qui se seroient rencontrées dans l'exécution de ce dessein, soit parce qu'il auroit toujours fallu retrancher une partie du terrain desdites religieuses, soit à cause de plusieurs autres heritages dont le dédommagement auroit cousté des sommes considerables à la ville, soit parce que le nouveau rampart estant continué jusqu'à la riviere, servira d'accompagnement & de decoration au dehors des bastimens de l'hostel des Invalides; les prevost des marchands & eschevins ont fait faire le nouveau plan pour la continuation de ce rampart, depuis l'endroit où se termine celuy des Chartreux rue de Cherchemidy, en point de veüe au portail de l'église de l'hostel des Invalides, par une grande allée de dix toises de largeur, & deux contre-allées de chacune

trois toises, & en retour parallèle à l'hostel des Invalides, de seize toises de largeur, compris les contre-allées, à treize toises de distance du devant de ses petits bastimens, au point milieu dudit rampart, jusqu'au quay d'Orsay qui doit estre continué jusqu'à la rencontre dudit nouveau rampart. Et pour faciliter l'acquisition des places & heritages & l'exécution de ce dessein, les prevost des marchands & eschevins nous auroient très-humblement fait supplier de décharger, en consideration du terrain qui sera abandonné au public pour l'espace des rues, tant la ville que les propriétaires des heritages, places & maisons qui seront retranchées ou construites pour achever le quay d'Orsay, planter le nouveau rampart, former & continuer les rues adjacentes & aboutissantes, des droits d'échange, d'amortissement, nouvel acquêt, sixième & huitième denier & du logement des gens de guerre, ainsi qu'il a esté fait en pareilles occasions pour le quartier de Louis le Grand & des Capucines. Sur quoy nous aurions fait rendre ce jourd'huy un arrest en nostre conseil d'estat, nous y estant, dont l'extrait est cy-attaché sous le contre-scel de nostre chancellerie, par lequel nous aurions expliqué nos intentions, & pour l'exécution duquel nous aurions ordonné que toutes lettres patentes nécessaires seroient expédiées. POUR CES CAUSES, de l'avis de nostre très-cher & très-ami oncle le duc d'Orleans regent, de nostre très-cher & très-ami cousin le duc de Bourbon, de nostre très-cher & très-ami oncle le duc du Maine, de nostre très-cher & très-ami oncle le comte de Toulouse, & autres pairs de France, grands & notables personnages de nostre royaume, nous avons ordonné, & par ces présentes signées de nostre main, ordonnons que le nouveau plan du quartier saint Germain attaché à la minute dudit arrest de ce jourd'huy, sera executé, & que suivant & conformément à celuy du 18. Octobre 1704. le nouveau rampart & cours qui sera planté d'arbres, sera continué depuis l'endroit où se termine celuy du quartier des Chartreux rue de Cherchemidy, en point de veüe au portail de l'église de l'hostel des Invalides, de seize toises de largeur, compris les deux contre-allées, & à treize toises de distance du devant & parallèle au dehors des petits bastimens dudit hostel, au point milieu dudit rampart jusqu'au quay d'Orsay, la construction duquel nous voulons

& ordonnons estre continuée de ligne droite depuis le pont Royal jusqu'à la rue de Poitiers, & d'une autre ligne droite depuis ladite rue jusqu'à la rencontre de la nouvelle rue qui sera formée en point de veüe du rampart saint Honoré, depuis la rue saint Dominique jusqu'au quay d'Orsay, & depuis ladite nouvelle rue ledit quay sera continué d'une autre ligne droite jusqu'à la rencontre du nouveau rampart, & que depuis la rencontre de ladite nouvelle rue il en sera ouvert deux autres, l'une depuis celle de saint Dominique jusqu'à la rue de Grenelle, & l'autre depuis ladite rue de Grenelle jusqu'à celle de Varennes, suivant ledit plan, & qu'au surplus les arrests du conseil des 12. Octobre 1704. & 23. Aoust 1707. soient executez selon leur forme & teneur. Comme aussi avons dechargé & dechargeons par cesdites presentes des maintenant & à toujours, les prevost des marchands & eschevins, & les propriétaires des heritages, places & maisons qui seront retranchées ou construites pour parachever le quay d'Orsay, planter le nouveau rampart, former & continuer les rues adjacentes & aboutissantes, en consideration du terrain qu'ils abandonneront en faveur du public pour l'espace des rues, de tous droits d'échange, d'amortissement, nouvel acquest, sixième & huitième denier, & du logement des gardes Françoises & Suisses & autres gens de guerre. Enjoignons ausdits prevost des marchands & eschevins de tenir la main à l'exécution des presentes & des arrests des 18. Octobre 1704. & 23. Aoust 1707. en ce qu'il n'est point contraire à cesd. presentes. Si vous mandons que cesd. presentes vous ayez à faire registrer, & le contenu en icelles garder & observer pleinement & paisiblement selon sa forme & teneur, cessant & faisant cesser tous troubles & empeschemens, nonobstant toutes choses à ce contraires. Car tel est nostre plaisir. Donné à Vincennes le 1. Decembre l'an de grace M. DCC. XV. & de nostre regne le 1. Signé, LOUIS; & plus bas, Par le roy, le duc d'Orleans regent present, PHELYPEAUX. Et scellées du grand sceau de cire jaune.

Registrées, oüy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, suivant l'arrest de ce jour. A Paris en parlement le VIII. Fevrier M. DCC. XVI. Signé, DONGOIS. Pris sur un imprimé en feuille volante.

LETTRES PATENTES DU ROY
pour l'ouverture d'une rue vis-à-vis de
l'hôtel d'Antin, & pour l'embellissement
du quartier de la place de Louis le
Grand.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement & chambre de nos comptes à Paris, presidens, tre-soriers generaux de France au bureau de nos finances estably audit lieu, & à tous autres nos officiers & justiciers qu'il appartiendra, salut. Nous estant fait représenter l'arrest du conseil d'estat du 14. Mars 1713. par lequel il auroit esté ordonné que le nouveau plan du quartier de Gaillon que les prevost des marchands & eschevins de nostre nostre bonne ville de Paris ont fait lever par le maître general de nos bastimens, en conséquence des ordres du feu roy nostre tres-honoré seigneur & bisayeul, annexé à la minute de l'arrest du 14. Mars 1713. seroit executé. Que la rue neuve saint Augustin seroit continuée jusqu'à celle de Louis le Grand, & qu'il en seroit formé une nouvelle en face du portail de l'hôtel d'Antin. Et ayant esté informez que ledit arrest n'a pu avoir son execution, qu'en acquérant par la ville plusieurs places & heritages pour les former, & qu'en abandonnant au public l'espace convenable suivant ledit arrest; & que pour faciliter l'exécution de ce dessein, il seroit necessaire de décharger des droits d'échange, d'amortissement, nouvel acquest, sixiesme & huitiesme denier & de logement de gens de guerre, les maisons & places qui ont esté ou qui pourront estre acquises par les prevost des marchands & eschevins & par les particuliers, ou basties sur lesdites rues, en consideration des places abandonnées au public, & pour leur ouverture & emplacement, comme il a déjà esté fait en pareilles occasions pour le nouveau quartier de Louis le Grand & des Capucines, suivant la declaration du 7. Avril 1699. & l'arrest du 4. Octobre 1704. à quoy desirant pourvoir pour la perfection dudit quartier, nous aurions fait rendre ce jourd'huy un arrest en nostre conseil d'estat, nous y estant, dont l'extrait est cy-attaché sous le contre-scel de nostre chancellerie, par lequel nous aurions expliqué nos intentions; & pour l'exécution duquel nous aurions or-

AN. 1715.

donné que toutes lettres parentes nécessaires seroient expédiées. POUR CES CAUSES, de l'avis de nostre très-cher & très-ami oncle le duc d'Orléans regent, de nostre très-cher & très-ami cousin le duc de Bourbon, de nostre très-cher & très-ami oncle le duc du Maine, de nostre très-cher & très-ami oncle le comte de Toulouze, & autres pairs de France, grands & notables personnages de nostre royaume, nous avons quitté & déchargé & par ces présentes signées de nostre main, quittons & déchargeons les places qui ont été & seront acquises, & les maisons qui seront basties tant sur la rue qui sera ouverte en face du portail d'Antin, que sur les rues de Louis le Grand, de Gaillon, neuve saint Augustin & neuve des Petits-champs, comme aussi celles qui seront basties aux environs de la place de Louis le Grand, depuis la rue neuve saint Roch, jusqu'au rampart des Capucines, de tous droits d'échange, d'amortissement, nouvel acquêt, fixième & huitième denier, en considération des places abandonnées au public pour l'ouverture desdites rues. Nous avons pareillement exempté, & par cesdites présentes exemptons à tousjours lesdites places & maisons qui seront basties sur lesdites rues & aux environs de ladite place de Louis le Grand, du logement des gardes Françaises & Suisses & de tous autres gens de guerre. Enjoignons aux prévost des marchands & eschevins de nostredite ville de Paris de tenir la main à ce que ces présentes, ensemble l'arrêt dudit jour 14. Mars 1713. soient exécutez selon leur forme & teneur. Si vous mandons que cesdites présentes vous ayez à faire registrer, & le contenu en icelles garder & observer selon leur forme & teneur pleinement & paisiblement, cessant & faisant cesser tous troubles & empeschemens, nonobstant toutes choses à ce contraires. Car tel est nostre plaisir. Donné à Vincennes le premier Decembre l'an de grace M. DCC. XV. & de nostre regne le premier. *Signé, LOUIS. Et plus bas: Par le roy, le duc d'Orléans regent present, PHELYPEAUX. Et scellé du grand sceau de cire jaune.*

Registrées, oüy & ce requerant le procureur general du roy, pour être exécutées selon leur forme & teneur, suivant l'arrêt de ce jour. A Paris en parlement le VIII. Fevrier M. DCC. XVI. *Signé, DONGOIS. Pris sur l'imprimé en feuille volante.*

LETTRES PATENTES
du roy sur arrêt du conseil, qui supprime dans l'academie royale des inscriptions la classe des élèves.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement à Paris, salut. Nous nous sommes fait représenter le reglement fait pour nostre academie royale des inscriptions le 16. Juillet 1701. par lequel elle se seroit trouvée composée de 4. différentes classes, la premiere de 10. academiciens honoraires, la seconde de dix pensionnaires, la troisieme de dix associez, & la quatrieme de dix élèves. Mais ayant été reconnu par une longue experience que ce seul titre d'élèves rebutoit les sujets d'un certain merite; outre que par l'article VIII. dudit reglement, chacun des dix élèves estoit proposé & reçu sur la nomination de l'un des pensionnaires, au lieu que les autres academiciens sont nommez par tout le corps & par voye de scrutin, que par l'article XIII. du mesme reglement, les élèves peuvent être reçus à vingt ans, à la difference des autres academiciens qui en doivent avoir au moins vingt-cinq; & qu'enfin par l'article XXXI. lesdits élèves nont point de voix deliberative dans les élections ni dans les autres affaires de la compagnie, quoyqu'ils en ayent dans les matieres de litterature. Et desirant éloigner tout ce qui pourroit diminuer l'honneur du corps dans aucune de ses parties, ou qui pourroit empêcher des personnes d'une capacité reconnue de faire gloire d'y entrer, considerant aussi que le titre d'academie des inscriptions & medailles ne renferme pas tout l'objet des occupations de l'academie, dont la principale & la plus ordinaire est de cultiver les belles lettres, nous aurions jugé à propos de luy attribuer un titre plus convenable; nous aurions fait rendre pour cet effet cejourd'huy un arrêt en nostre conseil d'estat, nous y estant, dont l'extrait est cy-attaché sous le contre-scel de nostre chancellerie, & pour l'exécution duquel nous aurions ordonné que toutes lettres parentes nécessaires seroient expédiées. POUR CES CAUSES & autres à ce nous mouvans, de l'avis de nostre très-cher & très-ami oncle le duc d'Orléans regent, de nostre très-cher & très-ami cousin le duc de Bourbon, de nostre

tres-

tres-cher & tres-ami oncle le duc du Maine, denostre tres-cher & tres-ami oncle le comte de Toulouse & autres pairs de France, grands & notables personnages de nostre royaume, nous avons supprimé, & par ces présentes signées de nostre main supprimons dans nostre academie royale des inscriptions la classe des éleves. Ordonnons que celle des associés sera augmentée de mesme nombre de dix sujets, qui seront élus par voye de scrutin; que pour chacune desdites nouvelles places d'associer la compagnie nous nommera deux personnes, dont nous nous reservons le choix, en sorte que l'academie demeurera toujours composée de quarante academiciens: sçavoir de dix honoraires, de dix pensionnaires & de vingt associés. Voulons qu'à l'avenir ladite academie connue jusqu'à present sous le nom d'academie des inscriptions & medailles, soit appellée academie des inscriptions & belles lettres: dérogeant à cet effet, en tant que besoin est ou seroit, pour ce regard seulement & sans tirer à conséquence, au reglement dudit jour 16. Juillet 1701. voulant au surplus que tous les autres articles dudit reglement soient executez en leur entier. Si vous mandons que ces présentes vous ayez à faire registrer, & le contenu en icelles faire garder & observer selon leur forme & teneur, cessant & faisant cesser tous troubles & empeschemens, nonobstant tous edits, declarations, ordonnances, reglemens, arrests & autres choses à ce contraires, auxquels nous avons dérogé & dérogeons par cesdites présentes, pour ce regard seulement & sans tirer à conséquence. Car tel est nostre plaisir. Donnée à Paris le iv. Janvier, l'an de grace m. dcc. xvi. & de nostre regne le premier. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le roy, le duc d'Orleans regent present, PHELYPEAUX. Et scellées du grand sceau de cire jaune.

Registrées, ouy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, suivant l'arrest de ce jour. A Paris en parlement le xi. Mars m. dcc. xvi. Signé, DONGOIS. Copié sur l'imprimé en feuille volante. Au bas est l'arrest du conseil d'estat mentionné cy-dessus.

ARREST DU CONSEIL D'ESTAT
du roy, touchant les academiciens
veterans de la mesme academie.

SUR ce qui a esté représenté au roy s'estant en son conseil, qu'il y a dans l'academie des inscriptions & belles lettres un si grand nombre d'academiciens veterans, qu'il passe le tiers des academiciens actuellement en place; & que le feu roy Louis XIV. de glorieuse memoire, jugeant que cette multitude de veterans pouvoit nuire à la discipline de la compagnie, avoit ordonné dès le mois d'Aoust 1714. que lesdits veterans n'auroient voix deliberative dans les élections & les autres affaires particulieres de l'academie qu'au nombre de 4. seulement, sçavoir les plus anciens de ceux qui se trouveroient pour lors aux assemblées; mais que pour prevenir encore plus efficacement tous les inconveniens qui en peuvent arriver, il seroit necessaire de prescrire à cet égard une forme certaine, qui empêche qu'à l'avenir le titre de veteran soit accordé avec trop de facilité & sans une parfaite connoissance de cause: LE ROY ESTANT EN SON CONSEIL, de l'avis de M. le duc d'Orleans regent du royaume, a ordonné & ordonne que le titre de veteran ne pourra désormais estre accordé qu'à ceux des academiciens actuellement en place, qui après avoir utilement travaillé dans l'academie pendant dix années au moins, se trouveront hors d'estat & dans une espèce d'impossibilité d'y continuer leurs travaux. Que pour assurer la verité d'un tel exposé, ceux d'entre les academiciens qui voudront obtenir le titre de veterans, s'adresseront d'abord à l'academie, qui en deliberera par voye de scrutin, comme pour une election; & que si les deux tiers des suffrages sont favorables à celui qui postule la verance, ladite deliberation sera envoyée à sa majesté pour y estre statué ce qu'elle jugera à propos. Et à l'égard de l'assistance desdits veterans dans les assemblées de ladite academie, veut sa majesté qu'à l'avenir il n'y ait que les quatre plus anciens veterans seulement, au cas qu'ils s'y trouvent, qui puissent avoir voix deliberative dans les élections & les autres affaires particulieres de ladite academie, sans qu'aucun autre puisse estre substitué à leur place, s'ils ne se trouvent pas auxdites assemblées. Ordonne que le present arrest sera enregistré dans le registre

AN. 1716.

de ladite academie, & par tout où besoin sera, à ce que nul n'en pretende cause d'ignorance. Fait au conseil d'estat du roy, sa majesté y estant, tenu à Paris le xxiii. Mars M. DCC. xvi. *Signé*, PHELYPEAUX. *Pris sur l'imprimé.*

ORDONNANCE DU ROY
pour la perception d'un neuvième par
augmentation sur l'entrée aux spectacles,
pour le nouveau bâtiment de l'hôtel-
Dieu.

AN. 1716.

SA majesté ayant esté informée que le nombre des pauvres malades de l'hôtel-Dieu de Paris est tellement augmenté depuis l'année 1709. qu'il s'en est obligé de commencer un bâtiment de plusieurs salles pour y placer de nouveaux lits, & y mettre avec moins de peril & d'incommodité la multitude des malades qu'on y apporte; mais que cet ouvrage demeureroit imparfait par l'impuissance entière où l'hôtel-Dieu se trouve de l'achever, sans un secours capable de fournir du moins à une partie de la depense. A quoy sa majesté voulant pourvoir, a ordonné & ordonne de l'avis de M. le duc d'Orleans son oncle regent, qu'à l'avenir à commencer du 10. du présent mois de Fevrier, il sera levé & reçu au profit de l'hôtel-Dieu, un neuvième par augmentation des sommes qu'on reçoit presentement & que l'on recevra à l'avenir, pour les places & les entrées aux opera, comedies & autres spectacles publics qui se joient à Paris par la permission de sa majesté, sans aucune diminution ni retranchement, sous pretexte de frais ou autrement; lequel neuvième sera remis au receveur de l'hôtel-Dieu, pour estre employé au bâtiment des nouvelles salles & à la subsistance des malades. Enjoint sa majesté au lieutenant general de police de sa bonne ville de Paris, de tenir la main à l'exécution de la presente ordonnance, qui sera publiée & affichée par tout où besoin sera. Fait à Paris le v. jour de Fevrier l'an de grace M. DCC. xvi. *Signé*, LOUIS; & plus bas, PHELYPEAUX.

Il est enjoint à Marc Antoine Pasquier juré-crieur du roy, de publier & faire afficher la presente ordonnance dans tous les endroits ordinaires & accoutumez de cette ville, mesme aux portes & entrées des salles où se font les representations des pieces de musique de l'academie royale & des comedies, à ce

qu'aucun n'en pretende cause d'ignorance, & que tous ayent à s'y conformer; en sorte que pour les places pour lesquelles on ne payoit cy devant à la comedie que dix-huit sols, il en sera payé vingt sols; pour celles de trente six sols, il en sera payé quarante sols; pour celles de trois livres douze sols, il en sera payé quatre livres; & ainsi à proportion, tant à la comedie & à l'opera, qu'aux autres spectacles publics. Fait & donné par nous Marc-René de Voyer de Paulmy chevalier, marquis d'Argenson, conseiller d'estat ordinaire, lieutenant general de police de la ville, prevost & vicomte de Paris, le vi. Fevrier M. DCC. xvi. *Signé*, M. R. DE VOYER D'ARGENSON. *Copie sur un imprimé en feuille volante.*

ORDONNANCE DU ROY,
pour le renouvellement & entretien des
pompes, avec les instructions certaines
des lieux où elles se trouveront, pour em-
pêcher les incendies.

AN. 1716.

SA majesté étant informée que les pompes qui ont esté établies en 1705. par les soins du sieur du Perier, pour empêcher le progres des incendies qui pourroient arriver dans la ville de Paris, sont fort negligées depuis l'année 1708. qu'il a esté chargé de leur entretien, sa majesté a cru qu'il estoit tres-important pour l'utilité publique, non seulement d'assurer à perpetuité l'entretien de ces pompes, en assignant un fonds annuel de 6000. livres qui sera pris au tresor royal & remis au sieur du Perier, pour satisfaire à toutes les despeses convenables, mais aussi de placer la quantité de seize pompes en quatre differens quartiers de Paris, & de préposer trente-deux personnes qui seront toujours en estat de les servir & faire jouer dans les occasions; en sorte que le public, en cas de besoin, soit toujours certain des endroits où seront lesdites pompes, & assuré de trouver dans le voisinage des maisons où elles auront esté placées des hommes experimentez dans l'usage qu'on en doit faire; à quoy voulant pourvoir, sa majesté de l'avis de M. le duc d'Orleans regent, a ordonné & ordonne ce qui suit.

I. Qu'outre les quatre pompes qui sont & demeureront à l'hôtel de ville, le sieur du Perier, suivant la soumission qu'il en a donnée, & dont l'original demeurera annexé à la presente, sera tenu

tenu de reſtablir juſqu'à la quantité de ſeize pompes, du nombre des vingt qu'il a fournies précédemment; à l'eſſet de quoy leſdites ſeize pompes lui ſeront inceſſamment remiſes entre les mains avec leurs caſſes, pour eſtre après leur entier reſtaſſement déposées dans les endroits ci-après nommez; ſçavoir quatre dans le convent des Auguſtins près le pont-Neuf, quatre dans celui des Carmes de la place Maubert, quatre au convent de la Mercy près l'hoſtel de Guiſe, & les quatre autres dans la maiſon des Auguſtins deſchauffez près la place des Victoires.

II. Leſdites pompes ainſi reſtablies par ledit ſieur du Perier & à ſes frais, ſeront par lui entretenues de toutes choſes, & il ſera meſme obligé d'en ſubſtituer d'autres quand il conviendra.

III. Pour ſervir leſdites pompes & les faire jouer dans les occaſions, il inſtruirà ſeize gardiens, à chacun deſquels il payera tous les ans la ſomme de cent livres, & celle de cinquante livres à chacun des ſeize ſous-gardiens; enſorte que chaque pompe ait toujours au moins deux hommes pour la ſervir.

IV. Ledit du Perier fournira un bonnet particulier à chacun de ces gardiens & ſous-gardiens, pour le porter dans les incendies, afin qu'ils y ſoient plus facilement reconnus, diſtinguez & commandez parmi les autres ouvriers qu'on y employe.

V. Il leur enſeignera à tous l'exercice & le manientement des pompes par le ſifflet, afin qu'il puiſſe ſe faire entendre d'eux, & diriger avec plus d'aſſurance & de commodité les différentes manœuvres qu'elles doivent faire.

VI. Le public ſera averti par des affiches qui ſeront poſées au coin des rués & renouvelées tous les ſix mois, des lieux où leſdites ſeize pompes ſeront déposées, des noms & des demeures de leurs gardiens & ſous-gardiens, qui logeront tous aux aux environs des pompes qu'ils devront ſervir.

VII. Vult ſa majeſté qu'en preſence du ſieur du Perier & deſdits gardiens & ſous-gardiens leſdites ſeize pompes ſoient viſitées au moins une fois l'an par le lieutenant general de police, & une autre fois par les prevoſt des marchands & eſchevins; & après chacune deſdites viſites ledit ſieur du Perier les fera jouer par leſdits 32. gardiens & ſous-gardiens, dont ſi quelqu'un ne ſe trouvoit pas capable de les conduire & faire agir, il

ſera ſur le champ retranché du rolle par leſdits lieutenant general de police ou prevoſt des marchands & eſchevins, qui lui en ſubſtitueront un autre, duquel ils inſcriront le nom & la demeure dans le meſme rolle.

VIII. Si en cas d'incendie quelqu'un deſdits gardiens ou ſous-gardiens ne ſe trouvoit pas dans la maiſon où il aura indiqué ſa demeure dans ledit rolle, dont un double ſigné d'eux ſera remis audit lieutenant general de police, & un autre pareillement ſigné d'eux auſdits prevoſt des marchands & eſchevins; chacun des deſſaillans ſera condamné à une amende par ledit ſieur lieutenant general de police, qui en remettra ſur le champ un autre en ſa place.

IX. Pour mettre le ſieur du Perier directeur des pompes en eſtat de ſatisfaire à toutes ces obligations, il lui ſera payé tous les ans par le garde du tresor royal la ſomme de 6000. l. à commencer du 1. Janvier de la preſente année, ſans deduction du dixieſme ni aucune autre, & ſans que ladite ſomme puiſſe eſtre faiſie pour quelque cauſe que ce ſoit, ſi ce n'eſt par les marchands ou artiſans qui auroient fourni les choſes neceſſaires à l'entretien deſdites pompes; & ſera ledit payement fait de ſix mois en ſix mois, & d'avance, ſur les ſimples quittances dudit ſieur du Perier, qui ſera tenu en outre de repreſenter à la fin de chaque année auxdits lieutenant general de police, prevoſt des marchands & eſchevins, les reçeus des gardiens & ſous-gardiens deſdites ſeize pompes, pour eſtre leſdits reçeus viſez par leſdits lieutenant general de police, prevoſt des marchands & eſchevins, & joints aux certificats de viſite & de reveu qu'ils auront faite de chacune deſdites ſeize pompes, leſquels ſeront pareillement remis audit ſieur du Perier pour ſa deſcharge.

Enjoint ſa majeſté audit lieutenant general de police & auſdits prevoſt des marchands & eſchevins, de tenir la main à l'exécution de la preſente ordonnance, qui ſera lûe, publiée & affichée dans les endroits ordinaires & accouſtumez, & l'affiche d'icelle renouvelée au commencement de chaque année.

Fait & arreſté à Paris, monſieur le duc d'Orleans regent preſent, le xxiii. Fevrier M. DCC. xvi. Signé, LOUIS;

& plus bas, PHELYPEAUX.

L'ordonnance cy-deſſus a eſté lûe & publiée à haute & intelligible voix, à

fon de trompe & cry public, en tous les lieux ordinaires & accoutumez, par moi Marc-Antoine Pasquier juré-crieur ordinaire du roy en la ville, prevosté & vicomté de Paris, y demeurant, rue du milieu de l'hôtel des Ursins, accompagné de Louis Ambezar, Nicolas Ambezar & Claude Craponne jurez-trompettes, le xxix. Février M. DCC. xvi. à ce que personne n'en pretende cause d'ignorance, & affiché ledit jour ezdits lieux. Signé, PASQUIER. Pris sur l'imprimé.

EDIT DU ROY PORTANT
établissement d'une chambre de justice.

AN. 1716.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre; à tous présents & à venir, salut. Les rois nos predecesseurs ont établi en differens tems des chambres de justice, pour reprimier les abus & reparer les desordres commis dans leurs finances; & cet usage a paru si utile & si nécessaire, que par l'edit du mois de Juin 1625. il a esté expressement ordonné qu'il en seroit établi de dix ans en dix ans, afin que les malversations des officiers comptables & des gens d'affaires dans la perception, le maniemet & la distribution des deniers publics, ne demeurassent jamais impunies. Le feu roy de glorieuse memoire nostre très-honoré seigneur & bisayeul eut recours au mesme remede dans les commencemens de son regne. Il érigea par son edit du mois de Novembre 1661. une chambre de justice pour la recherche & la punition de ceux qui avoient esté les auteurs & les complices des abus & des delits commis dans les finances de l'estat, & pour ordonner la restitution des deniers qu'ils avoient induëment perceus, exigez & detournez. L'épuisement où nous avonstrouvé nostre royaume, & la dépredation qui a esté faite des deniers publics pendant les deux dernieres guerres, nous obligent de nous servir des mesmes moyens, & d'accorder à nos peuples la justice qu'ils nous demandent contre les traitans & gens d'affaires, leurs commis & preposez, qui par leurs exactions les ont forcez de payer beaucoup au-delà des sommes que la nécessité des temps avoit contraint de leur demander; contre les officiers comptables, les munitionnaires & autres qui par le crime de peculat ont detourné la plus grande partie des deniers qui devoient estre portez au tresor royal, ou qui en avoient esté

tirez pour estre employez suivant leur destination; & contre une autre espece de gens auparavant inconnus, qui ont exercé des usures énormes en faisant un commerce continuel des assignations, billets & rescriptions des tresoriers, receveurs & fermiers generaux. Les fortunes immenses & précipitées de ceux qui se sont enrichis par ces voyes criminelles, l'excez de leur luxe & de leur faste qui semble insulter à la misere de la plupart de nos autres sujets, sont deja par avance une preuve manifeste de leurs malversations; & il n'est pas surprenant qu'ils dissipent avec profusion ce qu'ils ont acquis avec injustice. Les richesses qu'ils possèdent, sont les dépouilles de nos provinces, la substance de nos peuples & le patrimoine de l'estat; bien loin qu'ils en soient devenus legitimes propriétaires, ces manieres de s'enrichir sont autant de crimes publics que les loix & les ordonnances ont taché de reprimier dans tous les temps. La peine de confiscation de corps & de biens a esté prononcée contre les usuriers par celles de 1311. de 1349. de 1545. & de 1579. Sous les regnes de Philippes le Bel, de Louis X. & de Charles VII. la concussion & le peculat ont esté punis du dernier supplice. Ces mesmes crimes emportent confiscation de corps & de biens par la disposition de l'ordonnance de François I. de 1545. & la declaration du 3. Juin 1708. ordonne que les receveurs, les tresoriers & autres preposez pour le maniemet de nos deniers, qui auront employé à leur usage particulier, ou detourné les deniers de leurs caisses, seront punis de mort, sans que la peine puisse estre moderée par les juges qui en doivent connoistre. L'execution de ces loix & de ces ordonnances n'a jamais esté plus nécessaire que dans un temps où les crimes qu'elles condamnent, ont été portez au dernier excez, & ont causé la ruine presqu'entiere de tous les ordres de nostre royaume. C'est ce qui nous détermine à ordonner l'établissement d'une nouvelle chambre de justice composée des officiers que nous choisirons dans plusieurs de nos cours, avec pouvoir de connoistre des crimes, delits & abus qui ont esté commis dans les finances de l'estat & à l'occasion des deniers publics, par quelques personnes & de quelque qualité & condition qu'elles soient, & de prononcer à cet égard les peines capitales, afflictives & pecuniaires qu'il appartiendra. Les restitutions qui seront ordonnées à nostre profit, ser-

viront uniquement à acquitter les dettes legitimes de nostre royaume, & nous mettront en estat de supprimer bien-tost les nouvelles impositions, de l'ouvrir à nos peuples les plus riches sources de l'abondance par le reſtaſſement du commerce & de l'agriculture, & de les faire jouir de tous les fruits de la paix. A CES CAUSES, de l'avis de nostre très-cher & très-ami oncle le duc d'Orleans regent, de nostre très-cher & très-ami cousin le duc de Bourbon, de nostre très-cher & très-ami oncle le duc du Maine, de nostre très-cher & très-ami oncle le comte de Toulouse, & autres pairs de France, grands & notables perſonnages de nostre royaume, & de nostre certaine ſcience, pleine puissance & autorité royale, nous avons par le preſent edit érigé & eſtabli, érigeons & eſtabliſſons une chambre de juſtice compoſée des officiers de nos cours qui feront par nous nommez, pour ſervir en ladite chambre, qui tiendra ſes ſeances au convent des grands Auguſtins de nostre bonne ville de Paris, & eſtre par eux procedé ſans aucune diſcontinuation tous les matins, depuis ſept heures juſqu'à onze, & meſme les après-midy pour les affaires civiles depuis trois heures juſqu'à ſix, à l'inſtruction & jugement des procez civils & criminels, & autres differens meûs & à mouvoir à la requête de nostre procureur general en ladite chambre de juſtice, pour raiſon de pecular, concuſſions, exactions & malverſations au fait de nos finances, crimes & delits commis à l'occafion d'icelles, en quelque forte & maniere, & par quelques perſonnes que ce puiſſe eſtre, ſoit officiers de nos finances, officiers comptables, traitans, ſous-traitans & gens d'affaires, leurs clerks, commis & prepoſez, & autres qui ont vacqué & travaillé, tant en la levée, perception & regie de nos droits & des deniers de nos recettes, qu'autres levées & recouvrements ordinaires & extraordinaires, traitez, ſous-traitez, entrepriſes & marchés pour eſtapes, fournitures de vivres aux troupes, hſpitaux, munitions de guerre & de bouche aux villes, garniſons & armées de terre & de mer, circonſtances & dependances, ou en l'employ & diſtribution deſdits deniers, ſoit pour les deſpenſes de la guerre, de nos maiſons royales & autres charges de nostre eſtat, enſemble contre tous ceux qui ont exercé l'uſure à l'occafion & au decriment de nos finances, tant ſur le papier que ſur les eſpeces, en quelque

forte & maniere, & par quelque commerce que ce ſoit ; & generalement contre tous ceux, ſans aucun excepter ni reſerver, qui ſe trouveront avoir eu part aufdites malverſations, & avoir fait tort & prejudice à nous & à nos peuples, directement & indirectement, & en eſtre les auteurs, complices ou participes ; & ce depuis le premier Janvier 1689. juger leſdits procez ſouverainement & en dernier reſſort, au nombre de dix pour le moins à l'égard des jugemens diſſinitifs, & au nombre de ſept pour ce qui regarde les jugemens interlocutoires. Voulons & entendons que les jugemens par eux donnez audit nombre, ſoient de pareille force & vertu que les arreſts de nos cours, leur attribuant pour cet eſſet privativement à tous autres juges & officiers la connoiſſance & jugement deſdits abus, pecular, concuſſions, exactions, malverſations, crimes & delits, circonſtances & dependances, contre tous nos ſujets qui ſe trouveront coupables, de quelque qualité & condition qu'ils ſoient, & en quelque province & lieu de nostre royaume, pays, terres & ſeigneuries de nostre obeiſſance qu'ils ſoient demeurans, laquelle nous avons interdite à toutes nos cours de parlement, grand conſeil, chambres de nos comptes, cours des aydes & autres juridiſtions. Et avons évoqué & évoquons à nous & à nostre conſeil tous procez & differens meûs & à mouvoir pour raiſon deſdits abus, pecular, exactions, malverſations, crimes & delits, circonſtances & dependances d'iceux, pendans en nos cours de parlement, grand conſeil, chambres de nos comptes, cours des aydes & autres juridiſtions, en quelque eſtat qu'ils ſoient, tant en premiere inſtance que par appel, leſquels, enſemble ceux qui ſont preſentement pendans, ou qui ſeront meûs cy-après, tant en nostre conſeil d'eſtat & privé, que pardevant les commiſſaires par nous deputez pour les reviſions & redditions des comptes des traités & affaires extraordinaires, par requête, évocation ou autrement, nous avons renvoyez & renvoyons en ladite chambre de juſtice, pour y eſtre jugez & decidez, & leſdits comptes reveûs, examinez & jugez ſouverainement & en dernier reſſort, comme dit eſt : le tout nonobſtant les edits des mois de Juin 1700. Octobre 1701. & 1710. & Janvier 1711. & tous autres edits, declarations, arreſts & lettres qui pourroient avoir eſté expediees, portant decharge en faveur de nos offi-

ciers comptables & autres, de toutes recherches contre eux pour le fait de nos finances, encore que lesdits edits, declarations, arrests & lettres ayent esté registrés en nos cours, ensemble l'ordonnance portant abolition des crimes commis & non poursuivis pendant vingt années; à tous lesquels edits, declarations, arrests, lettres & ordonnances, ainsi qu'aux derogatoires y contenus, nous avons derogé & dérogeons par ces presentes; sauf à tenir compte ausdits officiers comptables, traitans, entrepreneurs & gens d'affaires sur les restitutions qu'ils doivent nous faire, des sommes qu'ils ont payées en conséquence desdits edits, declarations & arrests. Et d'autant que pour la verification desdits crimes & abus il sera souvent besoin d'avoir la communication des comptes rendus & qui se rendront cy après pendant que durera l'establisement de ladite chambre, des acquits & pieces rapportées sur iceux, & de plusieurs autres titres & pieces, nous mandons & ordonnons aux gens tenans nos cours de parlement, grand conseil, chambres de nos comptes, cours des aides, tresoriers de France, baillifs, seneschaux, élus & à tous autres nos juges & officiers, leurs greffiers, clerks ou commis, gardes-facs & de registres, ensemble à tous notaires, gardes-notes & autres depositaires, de faire communiquer & administrer aux officiers de nostre dite chambre & à ceux qui seront par nous ou par elle subdeleguez, & à nostre procureur general en ladite chambre, quand ils en seront requis, tous registres, comptes, livres, acquits, & generally tous autres titres & papiers que besoin sera, sans y faire difficulté. Et voulant donner à ceux qui ont malversé dans nos finances le moyen de reparer en quelque maniere leurs crimes par leur bonne foy, & nous mettre en mesme-temps en estat de convaincre par des preuves qu'un excec de severité rendroit peut estre plus difficiles, ceux qui persévereront dans leur mauvaise foy, nous avons de la mesme puissance & autorité que dessus, donné & octroyé donnons & octroyons par nostre present edit grace & abolition à ceux des coupables & complices des cas & faits susd. lesquels avant que d'en estre accusez ou prevenus, donneront à nostre procureur general en ladite chambre leurs declarations desdits crimes & delits par eux commis & par leurs complices, ensemble les memoires & instructions, estats & pieces suffisantes pour la preuve & conviction

d'iceux, & pour connoistre le montant des gains excessifs & des sommes que ladite chambre jugera devoir estre restituées, tant par eux que par leurs complices, soit à nous ou à ceux de qui elles se trouveront avoir esté induement exigées: au moyen dequoy pour raison desdits crimes & delits lesdits coupables ne pourront estre recherchez, inquietez ni poursuivis extraordinairement à present ni à l'avenir, directement ni indirectement, par quelque personne & sous quelque pretexte que ce soit. Et afin d'invi-ter nos bons sujets à l'éclaircissement de la verité des faits & cas susdits, dont le crime & l'accusation sont publics, & interessent en mesme-temps l'estat en general & chacun des particuliers de nostre royaume, nous donnons & accordons à ceux qui se voudront rendre & declarer denonciateurs desdits crimes, delits & malversations, pour recompense des frais qu'ils seront obligez de faire & de leurs peines & vacations, le cinquième des amendes & confiscations qui nous seront adjugées; & à ceux qui donneront connoissance & preuve des effets latitez, recelez ou transportez frauduleusement, nous leur accordons le dixième desdits effets; lesquelles portions nous voulons & entendons leur estre payées par preference sur les deniers qui proviendront de leursdites denonciations, par le receveur qui sera par nous commis à la recette d'iceux: sauf à nos juges en ladite chambre d'ordonner autre & plus grande recompense ausdits denonciateurs, ou autres personnes, selon la diligence, qualités & circonstances de leurs avis & du service qu'ils nous y auront rendu; sans que nostre dit procureur general en ladite chambre puisse estre poursuivi ou contraint de declarer les denonciateurs, supposé qu'aucun des accusez fust absous des cas susdits, circonstances & dependances, nonobstant l'article LXXIII. de l'ordonnance d'Orleans, auquel pour cet effet nous avons derogé & dérogeons par ces presentes. Si donnons en mandement à nos amez, feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement, chambre des comptes & cour des aides à Paris, chacun en droit foy, de faire enregistrer ces presentes, & le contenu en icelles garder & observer & entretenir, sans souffrir qu'il y soit contrevenu en aucune maniere que ce soit. Mandons en outre à nos baillifs, seneschaux, prevost de nostre hostel & grande prevost de Fran-

ce, prevosts de nos très-chers & bien amez cousins les mareschaux de France, & à tous autres nos juges, officiers & sujets, d'obéir aux jugemens & arrestes des juges de ladite chambre. Commandons à tous huissiers & sergens de mettre à execution tous decrets & ordonnances émanées d'eux, quand & ainsi que par eux leur sera ordonné, sans pour ce demander autre congé, permission, *placet*, *visa*, ni *pareatis*, nonobstant tous edits, declarations, ordonnances, mandemens, defenses & lettres à ce contraires. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous y avons fait mettre nostre scel. Donné à Paris au mois de Mars l'an de grace M. DCC. XVI. & de nostre regne le 1. *Signé*, LOUIS ; & plus bas : Par le roy, le duc d'Orleans regent present, P H E. LYPEAUX. *Visa*, VOYSIN. Veü au conseil, VILLEROY. *Et scellé du grand sceau de cire verte, en lacs de soye rouge & verte.*

Registrees, ouy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, & copies collationnées envoyées aux baillages & senechaussées du ressort, pour y estre leües, publiées & registrees ; enjoint aux substituts du procureur general d'y tenir la main, & d'en certifier la cour dans un mois, suivant l'arrest de ce jour. A Paris en parlement le XII. jour de Mars M. DCC. XVI. *Signé*, DONGOIS.

Registrees en la chambre des comptes, ouy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur ; à la charge que si pour l'instruction & jugement des procez qui seront intentez en ladite chambre de justice contre les officiers comptables, traitans ou autres, il est besoin de voir & verifer des comptes, liasses, acquits ou papiers estant en la chambre, la communication n'en pourra estre donnée aux officiers commissaires de ladite chambre de justice, que dans l'enclos de la chambre, en presence du procureur general du roy, & par des officiers d'icelle qui seront commis à cet effet, les bureaux assemblez le IX. Mars M. DCC. XVI. *Signé*, RICHER.

* Cour des
des. Registrees au greffe d'icelle, * ouy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, sans toutesfois que l'évocation portée par icelles puisse estre tirée à conséquence pour l'avenir au pre-judice de la juridiction attribuée à la cour par les ordonnances, edits & decla-

rations ; & ordonne que copies collationnées desdites lettres seront envoyées es sieges des elections, greniers à sel, & juges des traittes du ressort de ladite cour, pour y estre leües, publiées & registrees, l'audience tenant ; enjoint aux substituts du procureur general esdits sieges d'y tenir la main, & de certifier la cour de leur diligence au mois, suivant l'arrest de ce jour. Fait à Paris en la cour des aydes, les chambres assemblées, le XIII. Mars M. DCC. XVI. *Signé*, OLIVIER.

Leües, publiées & registrees es registres de la chambre de justice, ce requerant le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, & copies collationnées d'icelles estre envoyées en tous les baillages & senechaussées du royaume, pour y estre pareillement leües, publiées & registrees ; enjoint aux substituts du procureur general de tenir la main à l'execution, & en certifier la chambre dans quinzaine. Fait en ladite chambre le XIV. Mars M. DCC. XVI. *Signé*, MESNET. *Pris sur l'imprimé en feuille volante.*

COMMISSION DU ROY
contenant les noms des juges & officiers
de la chambre de justice.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre ; à nostre tres-cher & feal le sieur Voylin chevalier, chancelier de France, nos amez & feaux les sieurs de Lamoignon & Portail conseillers en nos conseils, presidents en nostre cour de parlement de Paris ; & à nos amez & feaux les sieurs de Fieuber, de Machault, de Bauffan, de Maupeou, Amelot de Chaillou, & d'Ormesson du Cheré aussi conseillers en nos conseils, maistres des requestes ordinaires de nostre hostel ; & à nos amez & feaux les sieurs Chassepot de Beaumont, de la Porte, Ferrand, le Boistel, Meliand, le Febvre de la Malmaison, Aubry, de Tourmont, de Montullé & Nicolai conseillers en nostre cour de parlement de Paris ; & à nos amez & feaux les sieurs Bailly de Beyre, Prevost, l'Evesque, Charpentier, le Grand, de Beaufort, de Villiers & Cassini maistres ordinaires en nostre chambre des comptes de Paris ; & à nos amez & feaux les sieurs Boyeter, le Vayer, Hoquart & Angrand conseillers en nostre cour des aydes de Paris, salut. Par nos lettres patentes en forme d'edit du present mois de Mars, nous avons érigé & estably une chambre de justice,

pour seoir en l'une des salles du convent des grands Augustins de Paris, pour la recherche & punition des abus & malversations au fait de nos finances, & de tous les crimes & delits commis au fait d'icelles, selon & ainsi qu'il est plus au long porté par nosdites lettres; pour l'exécution desquelles étant nécessaire de commettre des personnes affectionnées au bien de la justice & zelées pour celui du public, nous avons estimé que nous ne pouvions faire un meilleur choix que de vos personnes, pour la connoissance entière que nous avons de vostre capacité, suffisance, probité, intégrité & sage conduite, & de vostre fidélité & affection singulière à nostre service, par les témoignages que vous en avez rendus, & que vous rendez chaque jour dans les fonctions de vosdites charges & autres emplois que nous vous avons confiés, dont vous vous estes dignement acquittés à nostre satisfaction & à celle du public. A CES CAUSES & autres considérations à ce nous mouvans & de nostre certaine science, pleine puissance & autorité royale, de l'avis de nostre très-cher & très-ami oncle le duc d'Orléans regent, nous vous avons commis, ordonné & député, & par ces présentes signées de nostre main, commettons, ordonnons & deputons, pour conjointement & séparément en l'absence les uns des autres, au nombre de dix, ensemble nostre ami & feal le sieur Bouvard de Fourqueux nostre procureur general en nostre chambre des comptes de Paris, pour nostre procureur general en nostre chambre de justice, Mesnet pour greffier civil, & Amiot pour greffier criminel en icelle; pour à la requeste de nostredit procureur general, ou autres qui seront par luy nommez comme ses substitués, proceder à la recherche & punition, & instruire civilement ou criminellement en première instance par vous, ou l'un de vous que vous commettrés à cette fin, & juger au nombre de dix pour le moins, à l'égard des jugemens definitifs ou d'infliction de peines ou tortures; & au nombre de sept pour le regard des instructions & arrests interlocutoires servans à icelles, toutes causes & differens meûs & à mouvoir, instruits ou à instruire, concernant lesdits abus & malversations, crimes & delits portez par nosdites lettres. Et nous vous ordonnons de proceder à l'encontre de ceux qui seront accusés & deferez comme coupables par nostre procureur general en la présente com-

mission, de quelque qualité & condition qu'ils soient, ainsi que vous aviserez en vos consciences estre à faire, & y vacquer sans interruption ni discontinuation, nonobstant le service que vous estes tenus de rendre és cours & compagnies où chacun de vous est estably, duquel service nous vous avons dispensé & dispensons, & vous permettons de dessemparer lesdites cours & compagnies, auxquelles neantmoins nous voulons que vous soyez tenus & reputés presens. Voulons que les jugemens & arrests qui seront par vous donnez, soient de mesme force & vertu que s'ils avoient été donnez par nos cours souveraines, lesquels à cette fin nous avons validez & autorisez, validons & autorisons par cesdites présentes, pour estre exécutez contre toutes sortes de personnes, nonobstant oppositions ou appellations quelconques; vous attribuant pour cette fin, privativement à tous nos juges souverains ordinaires & commissaires, la connoissance & jugement desdits crimes, abus, delits & malversations, contre tous ceux qui s'en trouveront coupables, de quelque estat, qualité & condition qu'ils soient, & en quelques lieux de nostre royaume, pays, terres & seigneuries de nostre obéissance qu'ils soient demeurans, laquelle nous avons interdite & interdisons à toutes nos cours de parlement, grand conseil, chambres des comptes, cours des aydes & autres juges quelconques. Permettons à chacun de vous de se transporter par toutes les provinces & generalités de nostre royaume, pays, terres & seigneuries de nostre obéissance, pour informer & instruire, jusqu'à jugement definitif inclusivement, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, tous procez & instances concernant les abus, malversations & crimes susdits, pour estre par eux jugés, comme dit est, clorre la main aux comptables, s'il est nécessaire, & commettre en leurs places des personnes resseantes & solvables, en nous demandant avis; commettre & subdeleguer tels juges que vous aviserez bon estre pour l'instruction desdits procez, avec pareil pouvoir que celui qui vous est attribué pour le regard de ladite instruction; lesquels commissaires par vous subdeleguez ou envoyez par les provinces, ou ceux que nous y deputerons directement, vacqueront diligemment à ladite recherche, & procederont à l'encontre des coupables, mesme par emprisonnement de leurs personnes & saisie de leurs biens, s'il y échet

échec, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans préjudice d'icelles; & passeront outre jusqu'à sentence définitive & execution d'icelle inclusivement, pour les cas qui n'excederont la somme de quinze cens livres, appellant avec eux six de nos officiers ou autres graduez; & pour les cas qui n'excederont la somme de six cens livres, les jugemens qui seront par eux seuls donnez, seront executoires par provision, nonobstant l'appel & sans préjudice d'iceluy, dont ils renvoyeront les procès instruits, clos & scellez, & actes necessaires au greffe de ladite chambre de justice, fors toutesfois pour les jugemens de tortures, pour lesquels ils défereront à l'appel, soit que les jugemens soient donnez en compagnie de nos officiers ou par les commissaires seuls. Voulons que les causes de reculation qui pourront estre proposées contre les commissaires par nous ou par vous envoyez ou subdéléguez par les provinces, ensemble la connoissance & jugement des oppositions & appellations qui pourront estre interjetées desdits commissaires, ou de ceux que nous pourrions commettre & subdéléguer, soient jugées, relevées & décidées pardevant vous en toute souveraineté, & privativement à toutes nos cours & autres juges, auxquels nous en avons à cet effet interdit & interdisons toute jurisdiction & connoissance. De ce faire vous avons donné & donnons plein pouvoir, autorité, commission & mandement special. Voulons & entendons qu'encore que vous nostre très-cher & feal chancelier de France, qui comme chef de la justice sous nostre autorité avez droit d'entrer dans toutes les compagnies souveraines de nostre royaume, vous ayons voulu comprendre par cesdites presentes dans le nombre des commissaires nommez pour servir dans ladite chambre, neantmoins après que vous aurez fait l'ouverture de ladite chambre, vous puissiez vous dispenser d'y entrer & prendre vostre séance, sinon lorsque vous le jugerez necessaire pour les affaires concernant le bien de nostre service. Mandons & commandons à nos amez & feaux les gens de nosdites cours de parlement, chambres de nos comptes, cours des aydes & monnoyes, tresoriers generaux de France, baillifs, seneschaux, prevost de nostre hostel & grande prevosté de France, vice-baillifs, vice-seneschaux, prevosts de nos très-chers & bien amez cousins les mareschaux de France, élus

& geoliers, en tous lieux & ressort, & chacun en droit soy, & à tous nos autres officiers & justiciers qu'il appartenra, qu'à vous en ce faisant soit obeï; & à tous lesdits prevosts, leurs lieutenans & archers, nos huisfiers, sergens & tous autres que besoin fera, de mettre à execution vos decrets, ordonnances, jugemens & arrests, & autres choses dépendantes du fait de ladite chambre, quand & ainsi que par vous leur sera ordonné, sans pour ce demander congé, permission, visa ni pareatis. Car tel est nostre plaisir, nonobstant tous edits, ordonnances, restrictions, mandemens, deffenses & lettres à ce contraires. Donné à Paris le VIII. jour de Mars, l'an de grace M. DCC. XVI. & de nostre regne le I. Signé, LOUIS, & plus bas, Par le roy, le duc d'Orleans regent présent. PHELYPEAUX. Veü au conseil, VILLEROY. Et scellé du grand sceau de cire jaune.

Leües, publiées & registrées es registres de ladite chambre de justice, oüy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, par moy greffier de ladite chambre le XIV. jour de Mars M. DCC. XVI. Signé, MESNET. Pris sur l'imprimé en feuille volante.

ORDONNANCE DU ROY
qui permet le reſtaſſement d'une nouvelle
troupe de comediens Italiens.

SA majesté ayant permis que la nouvelle troupe de comediens Italiens de M. le duc d'Orleans regent du royaume fist ses representations, soit dans la salle du palais royal, soit sur le theatre de l'hostel de Bourgogne, sa majesté de l'avis de mondit seigneur le duc d'Orleans fait très-expresses inhibitions & defenses à toutes personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, mesme aux officiers de sa maison, ses gardes, gendarmes, chevaux-legers, mousquetaires & autres, d'entrer dans le parterre, sur le theatre, dans les balcons, les premieres, deuxiesmes & troisiemes loges de ladite comedie, sans payer. Défend aussi à tous ceux qui assisteront à ces spectacles, d'y commettre aucun desordre, soit en entrant, soit en sortant, & d'interrompre les acteurs pendant les representations & les entr'actes, à peine de desobeissance. Fait pareillement defenses, & sous les mesmes peines, à toutes personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, de s'arrestier dans les coulisses qui servent d'en-

AN. 1716.

trée au theatre de la com edie , & hors de l'enceinte des balustrades qui sont posées par son ordre exprès, pour y tenir les spectateurs assis & separés d'avec les acteurs, afin que ceux-cy puissent faire leurs representations avec plus de decence & à la plus grande satisfaction du public. Défend aussi à tous domestiques portans livrées, sans aucune reserve, exception ni distinction, d'entrer à ladite comedie, mesme en payant, de commettre aucunes violences, indecences ou autres desordres aux entrées ny aux environs des lieux où se fera cette representation, sous telles peines qu'il sera jugé convenable. Permet sa majesté d'emprisonner les contrevenans; & enjoint au sieur d'Argenson conseiller d'estat, lieutenant general de police de la bonne ville de Paris, de tenir la main à l'exécution de la presente ordonnance, qu'elle veut estre publiée & affichée par tout où besoin sera. Fait à Paris le xviii. jour de May M. DCC. xvi. Signé, LOUIS;
Et plus bas, PHELYPEAUX. Copié sur un imprimé en feuille volante.

EDIT DU ROY PORTANT
*concession de la noblesse aux principaux
 officiers de l'hôtel de ville de Paris.*

AR. 1716. LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous presens & à venir, salut. Nous avons jugé à propos d'accorder à nostre avenement à la couronne, le privilege de la noblesse aux principaux officiers de l'hôtel de nostre bonne ville de Paris, & par cette concession perpetuelle & irrevocable, de donner en leurs personnes à tous les habitans de la capitale de nostre royaume, séjour ordinaire de nostre personne, un témoignage de l'affection que nous avons pour eux, & de la confiance que nous aurons toujours dans leur zele & dans leur fidelité. Il nous a paru qu'il estoit d'autant plus convenable de leur attribuer cette marque de distinction, que l'eschevinage de nostre bonne ville de Paris, ne peut estre déferé qu'à des personnes d'une profession honorable, & de mœurs sans reproche, puisque le moindre soupçon, un contrat d'attermoyement, de simples lettres de répy, quelques justes que puissent estre les causes qui les font accorder, fussent toujours pour exclure ceux qui pourroient prétendre à la qualité d'eschevin; que les sujets qui l'obtiennent, ne doivent cer-
 avantage qu'au choix des plus notables

citoyens, qui les ont nommez par preference, comme les plus capables d'en remplir dignement les devoirs, & qu'ils sont les seuls de tous les eschevins de nostre royaume, qui ont l'honneur de prester serment entre nos mains. D'ailleurs les fonctions également importantes, penibles & assiduees qui leur sont confiées, le soin dont ils sont chargez de procurer l'abondance des grains, des denrées & de toutes les autres provisions necessaires à la subsistance d'une si grande ville, l'importance des actes & des contrats qui se font sous leurs noms & sous leurs signatures, la police des rentes de l'hôtel de ville, de la navigation & des rivieres, l'administration de la justice dans ces matieres différentes, le zele & le succès avec lequel ils s'en acquittent, sont autant de motifs qui les rendent dignes de la grace que nous voulons leur faire, & qui ne se rencontrent point dans les concessions de plusieurs privileges que nous sommes obligez de supprimer, parce qu'ils sont trop à charge à nos peuples. Nous avons aussi considéré que bien que le feu roy de glorieuse memoire, nostre très-honoré seigneur & bisayeul, en confirmant par son edit du mois de Novembre 1706. le prevost des marchands, & ceux qui luy succederoient à l'avenir, dans le titre, dignité & qualité de chevalier, & dans toutes les prerogatives appartenant au degré de chevalerie, eust en mesme temps accordé aux eschevins, aux procureur, greffier & receveur de l'hôtel de ville qui estoient en charge, & qui y entreroient dans la suite, les honneurs, droits & prerogatives de noblesse: cependant ce titre de noblesse dont ils avoient jouï paisiblement pendant près de neuf années, avoit esté révoqué par l'article V. de l'edit du mois d'Aoust 1715. Et comme tous ceux qui ont rempli ces différentes charges depuis ladite année 1706. s'en sont acquittez avec une vigilance, un zele & une application non interrompues, & qu'au milieu des circonstances les plus difficiles, en rendant des services considerables à l'estat, ils ont beaucoup contribué au soulagement du public, nous avons bien voulu leur accorder de nouveau le privilege de la noblesse. A CES CAUSES & autres à ce nous mouvans, de l'avis de nostre très-cher & très-ami oncle le duc d'Orleans regent, de nostre très-cher & très-ami cousin le duc de Bourbon, de nostre très-cher & très-ami oncle le duc du Maine, de nostre
 très-

très-cher & très-ami oncle le comte de Toulouse, & autres pairs de France, grands & notables personnages de nostre royaume, nous avons par le present edit perpetuel & irrevocable, maintenu & maintenons le prevost des marchands de nostre bonne ville de Paris estant presentement en charge, & ceux qui lui succederont à l'avenir, dans le titre, dignité & qualité de chevalier, & dans toutes les prerogatives qui leur ont esté cy-devant accordées; & de la mesme autorité nous avons accordé & octroyé, accordons & octroyons aux eschevins, à nostre procureur, au greffier & receveur de l'hôtel de nostre ville de Paris, qui sont presentement en charge, & à ceux qui exerceront les mesmes charges à l'avenir, ensemble aux anciens eschevins qui ont esté dans l'eschevinage depuis l'année 1706. à leurs enfans nez & à naistre en legitime mariage, & à leur posterité, les titres, honneurs, droits, privileges, prééminences & prerogatives de noblesse, soit qu'eux ou leurs enfans & descendans soient residens en ladite ville de Paris ou hors d'icelle, sans estre obligez de faire autre preuve de noblesse, en cas qu'elle fust contestée à eux ou à leurs descendans, que de faire apparoir qu'eux ou leurs peres ont esté eschevins de nostre ville de Paris, ou qu'ils ont possédé l'un des offices de nostre procureur, greffier ou receveur dudit hôtel de ville de Paris; à condition neantmoins qu'ils ne pourront les uns ny les autres faire d'autre commerce, que le commerce en gros, pour lequel il ne pourra leur estre imputé d'avoir fait acte dérogeant à noblesse, conformément à l'edit du mois de Decembre 1701. & qu'en cas qu'aucun d'eux vint à faire faillite, passer contract d'atermoyement, ou obtenir des lettres de répy, ils seront déchus & privez de la noblesse qui leur est accordée par le present edit: comme aussi à condition que nostre procureur, le greffier & le receveur de ladite ville auront exercé lesdites charges pendant le temps de vingt années consecutives, ou qu'ils s'en trouveront revestus au jour de leur décès. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement, chambre des comptes & cour des aydes à Paris, que le present edit ils ayent à faire lire, publier & registrer, & le contenu en icelui garder & executer selon sa forme & teneur. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours,

Tome II. Part. II.

nous y avons fait mettre nostre scel. Donné à Paris au mois de Juin, l'an de grace M. DCC. XVI. & de nostre regne le r. Signé, LOUIS; & plus bas: Par le roy, le duc d'Orleans regent present, PHELYPEAUX. Visa, VOYSIN. Veü au conseil, LE DUC DE NOAILLES. Et scellé du grand sceau de cire verte, en lacs de soye rouge & verte.

Registrées, ouy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, suivant l'arrest de ce jour. A Paris en parlement le xi. Juillet M. DCC. XVI. Signé, DONGOIS.

Registrées en la chambre des comptes, ouy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, les bureaux assemblez le xxxi. Juillet M. DCC. XVI. Signé, NOBLET.

Registrées en la cour des aydes, ouy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur. A Paris les chambres assemblees le xxiii. Novembre M. DCC. XVI. Signé, ROBERT. Pris sur l'imprimé.

LET TRES P A T E N T E S
portant établissement d'une academie
d'architecture.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous presents & à venir, salut. Le feu roy nostre très-honoré seigneur & bisayeul voulant illustrer son regne à l'imitation des rois ses predecesseurs, fit une recherche exacte des personnes qui excelloient dans les beaux arts. La protection qu'il a donnée à l'academie Françoisse, l'academie des inscriptions & celle des sciences, qui furent établies, l'une en 1663. & l'autre en 1666. & l'observatoire en 1677. ont produit chacune dans leur genre des connoissances de l'histoire & de l'antiquité ignorées jusqu'alors, des sciences & des arts dans toutes les parties des mathematiques & de la physique, & de très-celebres & très-utiles decouvertes dans l'astronomie. L'établissement de l'academie de peinture & sculpture établie dès l'année 1648. & confirmée en 1655. a produit le bon goust & une grande facilité pour l'intelligence & l'usage du dessein, dont beaucoup de palais, maisons royales & autres edifices sont ornez & decorez magnifiquement. Et comme l'architecture doit avoir la prééminence sur les autres ouvrages, qui ne servent, pour

AN. 1717.

M m m ij

ainfi dire, que d'ornemens dans les différentes parties des édifices, nous avons refolu de confirmer l'établiffement de l'academie d'architecture qui en a été projeté & refolu dès l'année 1671. *ad infur* des autres academies, où il fut établi une compagnie compofée, outre les architectes qui feroient choifis pour academiciens, d'un professeur & d'un fe-cretaire qui feroient tous deux du nombre de nos architectes, & il fut dès lors réglé que les conférences fe tiendroient dans une de nos falles du Louvre. Depuis ce temps ceux qui ont été jugez dignes d'être admis dans cette academie en qualité de nos architectes, ont obtenu des brevets qui les nomment pour être admis au nombre de ceux qui doivent compofer cette academie, affifter aux conférences qui s'y feroient, y dire leur avis, & contribuer autant qu'ils pourroient par leur science & leurs lumieres, à l'avancement d'un art fi recommandable. Mais comme cette academie n'a point été autorifée par des lettres patentes, nostre très-cher & bien aimé coufin le duc d'Antin pair de France, fur-intendant & ordonnateur general de nos baltimens, jardins, arts, academiés & manufactures royales, nous a fait representer qu'il estoit neceffaire de faire des statuts & reglemens pour la rendre plus celebre, plus confiderable, plus ferme & plus ftable; & voulant contribuer en tout ce qui peut dependre de nous, à un etabliffement fi utile & fi avantageux. **POUR CES CAUSES** & autres à nous mouvans, de l'avis de nostre très-cher & très-ami oncle le duc d'Orleans regent, de nostre très-cher & très-ami coufin le duc de Bourbon, de nostre très-cher & très-ami oncle le duc du Maine, de nostre très-cher & très-ami oncle le comte de Toulouse, & autres pairs de France, grands & notables perfonnages de nostre royaume, & de nostre grace fpeciale, pleine puiffance & autorité royale, avons confirmé & approuvé, & par ces presentes fignées de nostre main, confirmons & approuvons ladite academie d'architecture. Voulons & nous plaift que ce qui a été cy-devant réglé pour son etabliffement, forte son plein & entier effet en ce qui n'est point contraire à ces presentes. Et pour la rendre plus ferme & plus ftable, nous de nostre mefme pouvoir & autorité que dessus avons ordonné & ordonnons que ladite academie fera regie & gouvernée fuivant & conformément aux statuts & reglemens qui fuivent.

Article premier. L'academie royale d'architecture demeurera toujours fous nostre protection, & recevra nos ordres par le fur-intendant & ordonnateur general de nos baltimens, jardins, arts, academies & manufactures royales.

II. L'academie demeurera toujours compofée de deux classes, la premiere de dix architectes, d'un professeur & d'un fe-cretaire; & la feconde & derniere classe de douze autres architectes.

III. Les academiciens feront établis à Paris, & lorsqu'il arrivera que quelqu'un d'entr'eux fera appellé à quelque charge ou commission demandant refidence hors de Paris, il fera pourvu à fa place, de mefme que fi elle avoit vacqué par fon decez, hors qu'ils ne foient employez par nos ordres fur le certificat du fur-intendant.

IV. Nul des academiciens de la premiere classe n'exercera les fonctions d'entrepreneurs, ny autres emplois dans les baltimens dérogeant à la qualité de nos architectes, que nous n'accordons qu'à eux feuls, défendant à tous entrepreneurs, maiftres maçons & autres perfonnes fe meflant de baltimens, de prendre la qualité de nos architectes.

V. Pourront neantmoins les academiciens de la feconde classe entreprendre pour nos baltimens feulemment.

VI. Pour remplir les places des academiciens de la premiere classe, quand elles viendront à vacquer, l'afsemblée élira à la pluralité des voix trois fujets de la feconde & derniere classe, & ils nous feront propofer, afin qu'il nous plaife en choifir un.

VII. Pour remplir les places des academiciens de la feconde & derniere classe, quand elles viendront à vacquer, l'afsemblée élira à la pluralité des voix trois fujets, & ils nous feront prefentez, afin qu'il nous plaife d'en choifir un.

VIII. Nul ne pourra nous être propofé pour remplir aucune place d'academicien, s'il n'est de bonnes mœurs & de probité reconnue, & s'il n'a fur fes propres deffeins ordonné & conduit la construction de quelques édifices & ouvrages confiderables d'architecture.

IX. Nul ne pourra être propofé pour les places de la feconde & derniere classe, qu'il n'ait au moins vingt-cinq ans.

X. Les afemblées ordinaires de l'academie fe tiendront au Louvre le Lundy de chaque femaine; & lorsqu'à ce jour il fe rencontrera quelque fefte, l'afsemblée fe tiendra le jour fuivant; & l'aca-

demie ne s'assemblera extraordinairement que par nos ordres exprès, & hors le temps qu'elle doit vacquer.

XI. Les seances des assemblées seront au moins de deux heures, sçavoir depuis trois heures jusqu'à cinq.

XII. Les vacances de l'academie commenceront au huitième Septembre & finiront le onzième Novembre; & elle vacquera en outre la quinzaine de Pâques, la semaine de la Pentecoste, depuis Noël jusqu'aux rois, & la semaine du Mercredi de cendres.

XIII. Les academiciens seront assidus tous les jours d'assemblée, & nul ne pourra s'absenter plus de deux mois pour ses affaires particulieres, hors le temps des vacances, sans un congé exprès de nous donné par le sur-intendant.

XIV. L'academie dans ses assemblées fera particulièrement tenuë d'agiter les questions & de donner ses avis, & mesme en cas de besoin, des memoires, desseins & modeles sur les difficultés que le sur-intendant de nos bastimens leur fera proposer, comme il le jugera à propos, sur le fait desdits bastimens, ou que les autres academiciens de ladite academie, & mesme les personnes qui seront admises à ces assemblées, auront à faire résoudre pour l'utilité publique ou pour leur instruction particuliere.

XV. Et afin que l'academie ne manque point d'objet pour s'occuper utilement pendant ses assemblées, elle se proposera elle-mesme & résoudra au commencement de chaque année un choix de quelque sujet d'architecture ou general ou particulier, & par rapport à ce sujet nos architectes, pour perfectionner leurs arts, seront tenus à tour de rôle, au défaut d'autres matieres, questions & difficultés plus pressées, d'exposer par écrit, en desseins, modeles ou de toute autre façon que ce soit, à l'assemblée, des pensées, des projets, des recherches, & s'il y a lieu, des compositions d'ouvrages touchant la theorie & la pratique de divers genres & differentes parties d'architecture de chacun des arts qui dependent d'elle, des sciences qui lui sont utiles, & mesme sur les us & coutumes par rapport aux servitudes, au toisé & à toutes autres parties de jurisprudence, dont les architectes doivent estre instruits.

XVI. Tous les memoires & desseins que les academiciens, chacun en particulier, ou l'academie en general, arresteront dans les assemblées, & laisseront

pour y avoir recours dans les occasions, seront mis es mains & en la garde du secretaire, qui les apostillera, signera & datera du jour qu'il en sera fait mention sur le registre.

XVII. L'academie veillera exactement à ce que dans les occasions où les academiciens seront d'opinions differentes, ils n'employent aucun terme de mépris ni d'aigreur l'un contre l'autre, soit dans leurs discours ou dans leurs écrits, & lors mesme qu'ils combattront les sentimens de quelques architectes & de quelques sçavans que ce puisse estre, l'academie les exhortera à n'en parler qu'avec menagement.

XVIII. L'academie aura soin d'entretenir commerce avec les divers sçavans en architecture & en antiquité de bastimens, soit de Paris ou des provinces du royaume, soit mesme des pays estrangers, afin d'estre promptement informée de ce qui s'y découvrira ou s'y fera de curieux & d'utile, par rapport aux objets que l'academie se doit proposer.

XIX. L'academie chargera quelqu'un des academiciens de lire les ouvrages importants dans les genres d'étude aufquels elle doit s'appliquer, & qui paroîtront, soit en France, soit ailleurs, & celui qu'elle aura chargé de cette lecture, en fera son rapport à la compagnie, sans en faire la critique, en marquant seulement s'il y a des vûes dont on puisse profiter.

XX. L'academie examinera de nouveau toutes les decouvertes qui se sont faites par tout ailleurs, & fera marquer dans les registres la conformité & la difference des siennes à celles dont il sera question.

XXI. L'academie examinera les ouvrages que les academiciens se proposeront de faire imprimer touchant l'architecture, elle n'y donnera son approbation qu'après une lecture entiere faite dans les assemblées, ou du moins qu'après un examen & un rapport fait par ceux que la compagnie aura commis à cet examen; & nul des academiciens ne pourra mettre aux ouvrages qu'il fera imprimer, le titre d'academicien, s'ils n'ont esté ainsi approuvez par l'academie.

XXII. Lorsque l'academie aura ordre de nous de travailler à des desseins & memoires de bastimens publics ou particuliers, ou qu'elle sera consultée mesme par des estrangers, avec nostre permission, elle s'appliquera très-particulie-

rement à donner une prompte & entière satisfaction.

XXIII. Les officiers de nos bâtimens, sçavoir les intendans & controlleurs generaux, auront séance aux assemblées de l'academie en presence & en l'absence du sur-intendant, quoiqu'ils ne soient point architectes.

XXIV. Nul autre ne pourra assister ny estre admis aux assemblées de l'academie, en la presence du sur-intendant, que de son consentement.

XXV. Nul autre aussi ne pourra assister ny estre admis aux assemblées de l'academie, en la presence du sur-intendant, que ceux qui seront conduits par le secretaire, du consentement du directeur de l'assemblée.

XXVI. Le directeur de l'academie aura sa place au costé gauche du sur-intendant, & les architectes de la premiere classe placez du mesme costé, suivant leur rang de reception; & les officiers de nos bâtimens, intendans & controlleurs generaux seront placez à la droite du sur-intendant, suivant leur rang entr'eux; & les architectes de la seconde classe occuperont, suivant l'ordre de leur reception, les places qui resteront de chaque costé & au bout de la table, allant joindre le professeur & le secretaire qui seront en face du sur-intendant.

XXVII. Nostre premier architecte sera toujours directeur de l'academie.

XXVIII. Le directeur, en son absence nostre architecte ordinaire, & en l'absence de tous les deux, le plus ancien academicien de la premiere classe, lequel occupera la place de nostre architecte ordinaire, sera attentif à ce que le bon ordre soit fidelement observé dans chaque assemblée & dans ce qui concerne ladite academie.

XXIX. Tous ceux qui auront séance à l'academie dans les assemblées ordinaires & extraordinaires, auront voix deliberative, lorsqu'il ne s'agira que de la science, de la theorie & des recherches propres à l'architecture.

XXX. Les seuls academiciens de la premiere classe, & ceux qui auront ordre exprès de nous par le sur-intendant d'assister aux deliberations sur le fait de nos ouvrages d'architecture, si l'academie est consultée sur ce fait, auront leur voix deliberative, lorsqu'il s'agira de decider la maniere dont les travaux en question seront executez.

XXXI. Les seuls academiciens de la premiere classe & deux architectes au plus

de la seconde classe, auront voix deliberative sur les ouvrages proposez, autres que ceux qui regardent nos bâtimens & maisons royales.

XXXII. Le secretaire fera exact à recueillir en substance tout ce qui aura esté proposé, agité, examiné & resolu dans l'academie, à l'écrire sur son registre par rapport à chaque jour d'assemblée, à y faire mention des écrits dont il aura esté fait lecture, & à y inserer du moins par extrait les écrits moins longs, suivant que l'assemblée en estant requise par l'auteur le jugera propre à l'utilité publique.

XXXIII. Les registres, titres & papiers concernans l'academie demeureront toujours dans l'une des armoires de l'academie, & le directeur dressera un memoire desdits registres, titres & papiers, ensemble des livres, desseins, memoires & meubles, tant de ceux qui doivent estre enfermez avec ce que dessus dans les armoires de l'academie, dont le secretaire aura les clefs, que de toutes les armoires, tables, sieges & meubles appartenans à l'academie; & le recollement dudit inventaire se fera tous les ans par le directeur, qui y fera ajouter ce qui sera d'augmentation.

XXXIV. Le secretaire fera perpetuel, à la nomination du sur-intendant; & lorsque par maladie ou autres raisons considerables il ne pourra venir à l'assemblée, le directeur commettra tel autre academicien qu'il jugera à propos, pour tenir en sa place le registre.

XXXV. Le professeur fera perpetuel, & outre qu'il assistera aux assemblées particulieres de l'academie, comme & avec les autres academiciens de la premiere classe, il sera tenu deux jours par semaine, hors les temps des grandes & petites vacances mentionnées en l'article XII. du present reglement, de donner des leçons en public, dans une salle que l'academie destina à cet effet, dictera & expliquera chacun de ces deux jours pendant deux heures au moins, sçavoir pendant la premiere heure des leçons de geometrie pratique, & pendant la deuxiesme & derniere des leçons de differentes notions, enseignemens, regles & pratiques d'architecture, le tout tendant à former un cours des principes de cet art & des connoissances qui seront les plus necessaires; lequel cours d'architecture ceux d'entre les jeunes élèves de l'academie qui seront tenus d'estre assidus à ces leçons, pourront copier & recueillir en entier par cahiers en deux
ou

ou trois années de temps au plus.

XXXVI. Tout homme de quelque âge & condition qu'il soit, qui aura du goût dans l'architecture, aura entrée dans ladite salle de l'academie, pour assister aux leçons publiques & entendre le professeur.

XXXVII. Le professeur fera publier tous les ans par des affiches au commencement du mois de Novembre, les leçons tant de geometrie que d'architecture qu'il commencera à dicter aux élèves de l'academie après les vacances, & qu'il continuera jusqu'au mois de Septembre de l'année suivante, il indiquera le lieu, & il marquera les deux jours de chaque semaine, & pour chaque jour les deux heures de ses leçons.

XXXVIII. Le professeur après avoir donné un cours public d'architecture, & l'avoir communiqué dans les assemblées particulières des academiciens, en tel ordre & de telle maniere qu'il jugera à propos, pourra, si nous agreons cet ouvrage, le dicter & l'expliquer de nouveau par leçons pendant deux ou trois autres années consecutives aux nouveaux élèves de l'academie, si mieux n'aime que les nouveaux élèves qui entreront en chaque différente année, le copient par cahiers dans la salle, même leur dicter des leçons à une heure particuliere, pour ne pas interrompre les suites des autres leçons nouvelles qu'il voudra donner publiquement.

XXXIX. Le professeur, lorsque par maladie ou par autres raisons considerables il ne pourra lui-même dicter ses leçons, il en donnera avis à l'academie, & le directeur fera choix d'un sujet de la compagnie pour professer en son absence.

XL. Le professeur choisira entre les jeunes étudiants d'architecture six élèves; en outre les academiciens de la premiere classe en nommeront chacun un, & les academiciens de la seconde classe chacun un; tous lesquels élèves auront la qualité d'élèves de l'academie, & seront comme tels nommez sur deux listes arrestées dans l'academie avant les vacances, l'une desquelles listes signée du professeur demeurera es mains du secretaire, & l'autre en consequence de la mention qui sera faite en toutes deux dans les registres de l'academie, sera signée du secretaire & mise es mains du professeur.

XLI. Nul ne sera nommé élève de l'academie qu'il n'ait au moins seize ans,

qu'il ne soit de bonnes mœurs & ne fasse profession de la religion & foy catholique, qu'il ne sache lire & écrire & les premieres regles d'arithmetique, qu'il ne dessine facilement l'architecture & les ornemens, s'il se peut la figure, qu'il ait autant qu'il se pourra une teinture des lettres & de la geometrie, & quelque connoissance des auteurs, des regles & d'autres principes d'architecture par rapport à la pratique & à la theorie de cet art.

XLII. Et pour connoître le progres qu'auront fait ces élèves & leur donner de l'émulation, il leur sera proposé par l'academie tous les ans des sujets d'architecture, & les desseins que ces élèves feront de ces sujets en plans, elevations & profils, seront examinez par l'academie, & il sera delivré aux deux élèves qui auront le mieux réussi, deux medailles, l'une d'or pour le premier prix, & une d'argent pour le second.

XLIII. Il sera donné pour le droit de presence un louis d'onze francs à chacun des architectes de la premiere classe qui assisteront à l'assemblée, & non autrement, lesquels signeront sur le registre paraphé par le directeur ou celui qui tiendra sa place; ceux qui arriveront demie heure après l'assemblée commencée, ne jouiront point du droit de presence.

Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement à Paris, que ces presentes ils ayent à faire lire, publier & enregistrer, & du contenu en icelles jouir & user pleinement, paisiblement & perpetuellement ladite academie royale d'architecture; cessant & faisant cesser tous troubles & empeschemens au contraire. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre nostre scel à celsdites presentes; sauf en autres choses nostre droit, & l'autrui en toutes. Donné à Paris au mois de Fevrier, l'an de grace M. DCC. XVII. & de nostre regne le deuxiesme. *Signé, LOUIS; & plus bas, Par le roy, le duc d'Orleans regent present, PHELYPEAUX. Vise D'ACUESSEAU. Et scellé du grand sceau de cire verte en lacs de soye rouge & verte.*

Registrees, oüy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, suivant l'arrest de ce jour. A Paris en parlement le XVIII. Juin M. DCC. XVII. *Signé, DONGOIS. Copié sur un imprimé en feuilles volantes.*

*LETTRES PATENTES
sur arrest pour la construction à neuf de
l'égout sous le pavé de la grande rue
saint Louis au Marais.*

AN. 1718.

L OUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre; à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement à Paris, & à tous autres nos officiers & justiciers qu'il appartiendra, salut. Ayant veü l'arrest rendu en nostre conseil le 15. Mars 1717. & nos lettres patentes expedies sur iceluy le mesme jour, registrées en nostre cour de parlement à Paris le 12. May suivant, par lesquelles nous aurions entr'autres choses ordonné que conformément à l'avis des prevost des marchands & eschevins de nostre bonne ville de Paris, & du sieur de Montagny president-tresorier de France, l'égout des boucheries de saint Paul passant sous la grande rue saint Louis au Marais, & ses embranchemens seroient supprimer, & que l'écoulement des eaux se feroit en la riviere, tant par les fosséz saint Antoine, que par la grande rue saint Paul, en observant tous les niveaux de pentes, suivant le rapport dressé en presence desd. sieurs prevost des marchands & eschevins & de Montagny le 8. dudit mois de Mars, & ordonné que tous les proprietaires des heritages au devant desquels le pavé des rues seroit remué à ce sujet, seroient tenus, chacun en droit soy, de faire le reestablishement de leurs maisons, sans pouvoir pour ce demander aucune indemnité ni dédommagement, attendu l'utilité publique, & qu'il seroit fait aux depens de nostredite ville de Paris seulement l'aqueduc sous les ramparts au bout de la rue saint Gilles, & suppression de l'ancien égout rue saint Louis, & à l'égard des changemens de pentes du pavé, arrasement & transport des terres, nous nous serions reservé d'en ordonner; à l'effet de quoy les nouvelles pentes en seroient données par le maître general des bastimens de nostredite ville & l'inspecteur general du pavé, suivant leurdit rapport. Un memoire des bourgeois proprietaires des maisons des grandes rues saint Paul, saint Louis au Marais & autres rues adjacentes, par lequel ils nous auroient très-humblement représenté que si ledit arrest du 15. Mars dernier & lettres patentes expedies sur iceluy le mesme jour, avoient leur execution, au sujet de la suppression du

grand égout vouté sous la grande rue saint Louis, ils souffriroient considerablement. 1°. En ce que ce dessein ne pourroit estre executé pour faire couler les eaux en la riviere, qu'en baissant de plus de trois pieds la grande rue saint Paul, entre l'eglise & la rue neuve saint Paul, & le surplus à proportion, ainsi que les rues adjacentes, & dans la rue saint Louis depuis l'entrée de la place Royale jusqu'à la rue saint Gilles, aussi de plus de trois pieds, & les rues adjacentes à proportion. 2°. Qu'ayant fait visiter leurs maisons par gens connoissans, ils ont reconnu que la plus grande partie sont tres-caduques, & qu'elles ne pourroient souffrir ce rabaissément, sans estre obligez de les rebastir en total; que celles qui sont moins mauvaises, il faudroit les reprendre par dessous œuvre dans toute l'estenduë, en rebaissant les cours de celles à portes cocheres, rompre les voutes des caves, changer toutes les distributions des rez de chaussée, abbatre leurs escaliers pour les rendre praticables. 3°. Que les maisons à boutiques seroient tres-incommodes pour le commerce, si l'on estoit obligé d'y monter en dehors par plusieurs marches, ce qui les mettroit hors d'estat d'estre louées; qu'enfin toutes ces maisons ne pouvoient estre rendues praticables, qu'en y faisant de tres-grosses despeses, chacun en droit soy. C'est pourquoy ils nous auroient très-humblement fait supplier d'ordonner que lesdits arrest & lettres patentes du 15. Mars 1717. ne seront point executez à cet égard, & que l'écoulement des eaux se fera à l'ordinaire par dessous le pavé de la rue saint Louis. L'arrest rendu en nostre conseil d'estat le 21. Fevrier dernier, par lequel nous aurions renvoyé le memoire desdits bourgeois & proprietaires ausdits prevost des marchands & eschevins, pour examiner le contenu en iceluy, dresser proces verbal & donner leur avis, lequel veü & rapporté, estre par nous ordonné ce qu'il appartiendroit par raison. Le proces verbal desdits prevost des marchands & eschevins fait le 23. Fevrier dernier, en presence de nostre procureur au bureau de ladite ville, contenant qu'entre les rues de saint Gilles & des Minimes le pavé de ladite rue saint Louis seroit baissé de 46. pouces, entre celles des Minimes & du Foin de 39. pouces, & entre celles du Foin & de la place Royale de 38. pouces; de l'autre costé de ladite rue, devant la maison des sieurs Delpesch, de 36. pouces,

ves, devant celle du sieur de S. Hilaire de 40. pouces, & devant celles d'entre les rues du Parc-royal & de l'Escharpe de 36. pouces; qu'à l'entrée de la rue saint Gilles du costé de celle de saint Louis, le pavé seroit baissé de 36. pouces, & au carrefour de ladite rue & de celle des Tournelles de 66. pouces, & tout le long de ladite rue saint Gilles à proportion; que dans la grande rue saint Paul le pavé seroit baissé de 36. à 37. pouces, & ainsi à proportion dans les rues circonvoisines, pour y donner les pentes nécessaires. Ensuite duquel procez verbal est le rapport qui a esté fait en consequence le mesme jour par le maître general de nos bastimens & de ladite ville, en présence desdits prevost des marchands & eschevins, contenant qu'entre les rues saint Gilles & des Minimes, où sont plusieurs maisons bourgeoises à portes cocheres, dont les superficies sont presque toutes couvertes de bastimens, y ayant tres-peu de cours, l'on baisseroit de 46. pouces; & que pour pouvoir entrer dans ces maisons & les rendre praticables, il faudroit rompre les voutes des caves pour rebaisser, les approfondir d'autant, & en reprendre les murs par dessous œuvre dans leur fondation, & qu'aux rez de chaussées, tant du dehors que du dedans & pourtour d'iceux, il faudroit aussi reprendre avec plusieurs assises de pierre de taille les unes sur les autres; que les escaliers se trouvant dans des espaces fort resserrez, & qu'estant de nécessité de mettre un plus grand nombre de marches pour regagner ces hauteurs, il faudroit démolir les premiers étages des uns, & les autres de fond en comble, ou les reprendre en faillie dans les cours où sont les passages des entrées, qui sont déjà tres-serrez, & où les carrosses & voitures ne pourroient plus passer. Qu'entre les rues des Minimes & du Foin il y a plusieurs maisons au devant desquelles on baisseroit le pavé de 39. pouces, & où il faudroit faire de pareils travaux qu'à celles dont il est parlé précédemment. Que les maisons en face sur ladite rue saint Louis, entre les rues du Foin & de la place Royale, au devant desquelles on baisseroit le pavé de 38. pouces, ont fort peu de profondeur & beaucoup d'elevation, & toutes distribuées en boutiques, qu'il seroit tres-difficile de pouvoir rendre habitables, sans détruire entierement les estages des rez-de-chaussées, démolir les voutes des ca-

ves, les approfondir & reprendre tous les murs par dessous œuvre; & que de la maniere qu'elles sont distribuées, il seroit tres-difficile de trouver de l'espace dans les cages d'escaliers, pour placer le nombre des marches qu'il faudroit d'augmentation. Que de l'autre costé de ladite rue saint Louis il y a différentes maisons dont la plupart sont tres-vieilles, les unes à portes cocheres, les autres à portes bourgeoises & à boutiques, où il faudroit aussi rebaisser le pavé de 36. pouces ou environ; ce qui obligerait pareillement de rompre les voutes des caves, les approfondir, reprendre tous les gros murs par dessous œuvre, & changer la distribution des estages de rez-de-chaussée, mesme rebastir celles qui sont caduques, ou qui ont esté basties à la legere. Et qu'au droit du carrefour de la rue saint Gilles & des Tournelles il faudroit rebaisser de 66. pouces, & de 36. à son entrée par la rue saint Louis, & dans l'intervalle à proportion, notamment à l'entrée des hostels de Venise & de Verdun, où le pavé seroit rebaisé de cinquante pouces ou environ; ce qui obligerait encore de renfoncer les rez-de-chaussée desdits hostels & autres maisons dans l'estendue de ladite rue; & que de l'autre costé de ladite rue, il faudroit reprendre par dessous œuvre le mur de l'enclos du convent des Minimes en toute sa longueur. Que dans la grande rue saint Paul il faudroit y baisser le pavé de plus de 36. pouces aux environs du portail & de la rue neuve saint Paul, où il se rencontre plusieurs maisons tant à boutiques qu'à portes cocheres, dont la plupart sont tres-anciennes & caduques, qui ne pourroient souffrir de reprise par dessous œuvre, & qu'il faudroit rebastir de fond en comble. Qu'il en est de mesme des maisons qui sont dans les rues adjacentes, où il faudroit pareillement baisser le pavé à proportion. Qu'enfin il en cousteroit beaucoup aux propriétaires desdites maisons, & qu'il y auroit de grandes difficultez pour l'exécution de ce dessein. L'avis desdits sieurs prevost des marchands & eschevins du 25. Fevrier dernier, contenant que pour obvier à tous les inconveniens que causeroit la suppression dudit égout de la rue saint Louis, il sera fait sous nostre bon plaisir un nouveau canal d'égout vouté sous le pavé, & de l'autre costé de ladite rue saint Louis, pour donner l'écoulement aux eaux de ces quartiers comme

par le passé, l'ancien canal étant de nulle valeur & tres-infecté, auquel il ne peut estre fait aucune réparation à cause de sa grande caducité, & ce depuis le carrefour de la rue de l'Echarpe & de la place Royale, jusqu'à la rencontre de la voute du grand canal d'égout de la vieille rue du Temple; & qu'après la perfection de ce nouveau canal, l'ancien sera comblé. Et ne voulant rien oublier de tout ce qui peut contribuer au soulagement de nos sujets, nous aurions ce jourd'huy fait rendre un arrest en nostre conseil d'estat, nous y étant, par lequel nous aurions expliqué nos intentions, & pour l'exécution duquel nous aurions ordonné que toutes lettres patentes necessaires seroient expédiées. POUR CES CAUSES, après avoir fait voir en nostre conseil ledit arrest & lettres patentes du 15. Mars 1717. le memoire desdits bourgeois & propriétaires, l'arrest de soit communiqué du 21. Fevrier dernier, le proces verbal desdits prevost des marchands & eschevins, le rapport du maistre general des bastimens du 23. Fevrier dernier, & l'avis desdits prevost des marchands & eschevins du 25. dudit mois, le tout cy-attaché sous le contre-scel de nostre chancellerie, de l'avis de nostre très-cher & très-ami oncle le duc d'Orleans petit-fils de France, regent, de nostre très-cher & très-ami cousin le duc de Bourbon, de nostre très-cher & très-ami cousin le prince de Conty, princes de nostre sang; de nostre très-cher & très-ami oncle le duc du Maine, de nostre très-cher & très-ami oncle le comte de Toulouse, princes legitimez, & autres pairs de France, grands & notables personages de nostre royaume, & de nostre grace speciale, pleine puissance & autorité royale, nous avons ordonné, & par ces presentes signées de nostre main, ordonnons que conformément à l'avis desdits sieurs prevost des marchands & eschevins, le canal de l'égout des boucheries saint Paul sera fait de neuf sous le pavé de la grande rue saint Louis, de l'autre costé de l'ancien, depuis le carrefour de la rue de l'Echarpe & de la place Royale, jusqu'à la rencontre de la voute du grand égout de la vieille rue du Temple, au lieu de la suppression qui devoit en estre faite & de toutes ses branches, pour donner l'écoulement aux eaux de ces quartiers en la riviere sur le pavé, suivant l'arrest & les lettres patentes du 15. Mars 1717. qui

demeureront à cet égard sans execution. Voulons quant au surplus qu'ils soient executez en ce qu'ils ne seront point contraires à ces presentes. Enjoignons ausdits prevost des marchands & eschevins de tenir la main à l'exécution de cesdites presentes, & voulons que ce qui sera par eux ordonné, soit executé nonobstant oppositions ou autres empeschemens quelconques. Si vous mandons que ces presentes vous ayez à faire registrer, & le contenu enicelles faire garder & observer selon sa forme & teneur, cessant & faisant cesser tous troubles & empeschemens, nonobstant tous edits, declarations, ordonnances, arrests, reglemens & autres lettres à ce contraires, ausquels nous avons dérogé & dérogeons expressement par cesdites presentes. Car tel est nostre plaisir. Donné à Paris le xxviii. Fevrier, l'an de grace m. dcc. xviii. & de nostre regne le iii. Signé, LOUIS. Et plus bas: Par le roy, le duc d'Orleans regent present, PHELYPEAUX. Et scellé du grand sceau de cire jaune.

Registrées, oüy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, suivant l'arrest de ce jour. A Paris en parlement le vii. Avril m. dcc. xviii. Signé, GILBERT. Pris sur l'imprimé en feuilles volantes.

DECLARATION DU ROY
qui ordonne qu'à l'avenir la surintendance du jardin royal sera distincte & separée de la charge de premier medecin.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut. Le feu roy nostre tres-honoré seigneur & bisayeul auroit par ses lettres patentes du 9. May 1708. ordonné, conformément au reglement du 7. Janvier 1699. que son premier medecin & ceux qui luy succederoient en ladite charge, auroient l'entiere surintendance de la culture des plantes & direction de nostre jardin royal sis au fauxbourg saint Victor à Paris, ensemble la distribution des logemens & salles à faire les leçons; & qu'ils continueroient à nommer & presenter ceux qu'ils auroient choisis pour remplir les charges de demostateur & sous-demonstrateur des plantes, matiere medicinale & chirurgie, & autres officiers de nostredit jardin royal; & qu'ils auroient aussi le choix des jardiniers

diniers & portiers de nostredit jardin : ce que nous aurions depuis confirmé par nostre declaration du 10. Septembre 1715. en faveur du sieur Fagon premier medecin du feu roy, auquel nous aurions accordé ladite sur-intendance sa vie durant, nonobstant qu'il ne fust plus dans ladite charge. Mais comme ladite sur-intendance & direction se trouve à present vacante, tant par le decez dudit sieur Fagon, que par celuy du sieur Poirier nostre premier medecin, qui en devoit naturellement estre pourvu, nous avons jugé à propos, avant que de disposer de ladite charge de nostre premier medecin, de l'en separer en tout ce qui en dépend. A CES CAUSES & autres à ce nous mouvans, de l'avis de nostre très-cher & très-ami oncle le duc d'Orleans petit fils de France, regent, de nostre très-cher & très-ami cousin le duc de Bourbon, de nostre très-cher & tres-ami cousin le prince de Conty, princes de nostre sang, de nostre tres-cher & très-ami oncle le duc du Maine, de nostre très-cher & très-ami oncle le comte de Toulouse, princes legitimez, & autres pairs de France, grands & notables personages de nostre royaume, nous avons dit, & déclaré, disons & declarons par ces presentes signées de nostre main, voulons & nous plaist qu'à l'avenir ladite sur-intendance soit & demeure distincte & separée de ladite charge de premier medecin, pour y pourvoir ainsi qu'il nous semblera bon estre, comme à la distribution des logements pour les officiers & salles à faire les leçons, & le choix des sujets propres à remplir les charges de demonstrateur & sous-demonstrateur des plantes, matiere medicinale & chirurgie, & autres officiers du jardin royal, de mesme que les places des jardiniers & portiers dudit jardin ; voulant que les reglemens faits pour nostredit jardin royal, soient au surplus observez & executez en ce qu'il n'y est point derogé par cesdites presentes ; & que les fonds faits dans nos estats, tant pour les appointemens des officiers dudit jardin & payement des jardiniers & autres, que pour les depenses de la culture desdites plantes, continuent d'estre employez à leur destination. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement, chambre des comptes & cour des aydes à Paris, que ces presentes ils ayent à faire registrer, & le contenu en icelles gar-

der & observer selon leur forme & teneur. Car tel est nostre plaisir. En temoin de quoy nous avons fait mettre nostre scel à cesdites presentes. Donné à Paris le xxxi. jour de Mars, l'an de grace M. DCC. XVIII. & de nostre regne le .III. Signé, LOUIS ; & plus bas, Par le roy, le duc d'Orleans regent present, PHELYPEAUX. Et scellées du grand sceau de cire jaune.

Registrées, oüy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executees selon leur forme & teneur, suivant l'arrest de ce jour. A Paris en parlement le II. Avril M. DCC. XVIII. Signé, GILBERT. Copié sur l'imprimé en feuille volante.

MANDEMENT DE S. E. monseigneur le cardinal de Noailles archevesque de Paris, au sujet de l'incendie des maisons de Petit-pont, & autres voisines.

Louis-Antoine de Noailles par la permission divine cardinal prestre de la sainte eglise Romaine du titre de sainte Marie sur la Minerve, archevesque de Paris, duc de saint Cloud, pair de France, commandeur de l'ordre du saint Esprit, proviseur de Sorbonne & superieur de la maison de Navarre ; à tous les fideles de nostre diocese, salut & benediction. L'incendie qui vient d'affliger plusieurs de nos freres, & qui nous menaçoit de plus grands malheurs, dont la seule protection de Dieu nous a preservez, ne nous permet pas de demeurer dans le silence & l'inaction. Nous avons dans cette triste occasion plusieurs devoirs à remplir. Nous devons d'abord travailler au soulagement & à la consolation de tant de familles ruinées par le feu, vous exciter à les assister dans leur misere, & à faire en leur faveur tout ce que la charité Chrestienne vous demande pour eux. Vous ne pourriez estre insensibles à leurs maux, sans manquer également à ce que l'humanité & la religion exigent. Revestez-vous donc, selon l'avis de S. Paul, comme des élus de Dieu, saints & bien-aimez, d'entrailles de misericorde, de bonté, d'humilité, de modestie, de patience, soulagez ces pauvres affliges par tous les moyens qui seront en vostre pouvoir ; aidez-les par vos aumosnes à reparer leurs pertes ; soutenez-les dans leur affliction par vos conseils & vos exhortations ; consolez-les par une compassion éclairée & veri-

AN. 1718.

Colloff. 3. 121

tablement Chrestienne, & par tous les offices qu'elle vous inspirera; assurez par la foy que tout ce que vous ferez pour eux, Dieu vous le rendra avec usure, & que la recompense que vous en recevrez sera si grande, que vous gagnerez plus qu'eux à l'assistance que vous leur donnerez. Nostre premier devoir dans ce malheur est de vous y exhorter. Nous devons ensuite vous recommander de remercier Dieu avec nous de ce qu'il a bien voulu mettre des bornes à sa juste colere, & arrester la fureur du feu, qui naturellement devoit faire un plus grand ravage. Disons avec le prophete: *Misericordia Domini, quia non sumus consumpti. C'est par la misericorde du* Jerem. Thren. 3. 22. *seigneur, que nous n'avons pas esté consumés*: c'est à lui que nous devons la conservation de cette grande & venerable eglise, mere de toutes celles de ce diocèse, dont le feu estoit si proche; c'est sa protection qui a preservé de l'embrasement cet hospital si precieux & si necessaire, unique dans son espece, parce qu'il est un refuge assuré de tous les malades, non seulement de cette grande ville, mais de toutes les provinces du royaume, & même de l'univers, puisqu'on y reçoit sans distinction les malades de tout pays, de toutes nations, de toute religion, de tout sexe, de tout âge. Quelque secours qu'il ait reçu de la part de tant de gens de distinction, d'autorité & de charité, qui ont fait de si grands efforts pour le sauver, sa perte estoit certaine, si la main toute puissante de celui qui commande aux éléments n'eust destourné les flammes de dessus l'hôtel Dieu, & ne les eust portées ailleurs. Nous l'avons veü de nos yeux, nous avons esté témoin que le feu qui paroissoit tout tourné contre cet hospital, & devoit le reduire en cendres, prit un autre cours, & porta sa fureur d'un autre costé, comme si ces flammes devorantes respectoient cette maison de charité, où Jesus Christ est si bien servi dans la personne des pauvres qui sont ses membres, & où il se fait tant de bonnes œuvres pour la gloire de Dieu & le service du prochain. Quelle reconnaissance ne devons nous pas avoir d'un si grand bienfait? Quelles actions de grâces n'en devons-nous point rendre à celui de qui seul nous le tenons? Mais quelles reflexions ne devons-nous pas faire aussi sur ce malheur? c'est la dernière chose que nous avons à vous représenter. Nous ne pouvons douter que cet

embrasement ne soit un nouveau signe de la colere de Dieu, & que nos pechez ne l'ayent attiré. Les crimes qui se commettent tous les jours, les vices qui se repandent comme un déluge, les débauches affreuses, l'impiété, l'irreligion, toutes sortes d'iniquitez qui triomphent aujourd'hui plus que jamais, ont enfin forcé la misericorde de Dieu de faire sentir sa justice, & de nous donner par cet incendie une image du feu éternel qui doit consumer les impies. Prevenons-le par de dignes fruits de penitence, étignons par nos larmes & par nos aumônes le feu que nos pechez ont allumé; faisons l'usage que nous devons de ce châtiment, de peur d'en attirer de plus terribles. Le plus grand des malheurs, dit saint Gregoire de Nazianze, n'est pas de sentir les flaux de Dieu, c'est de n'en pas profiter, c'est de ne se pas humilier sous sa main puissante, c'est de ne pas reconnoître qu'on les a mérités, & qu'ils sont moins les effets de la justice que de la bonté de Dieu, qui châtie & corrige le pecheur, non pour le perdre, mais pour l'empêcher de s'endurcir dans ses iniquitez. Unissons-nous donc, mes très-chers freres, pour rendre à Dieu les adorations & la reconnaissance que nous lui devons. Il a bien voulu retrancher une partie des peines que nos crimes méritoient, il est juste de lui offrir le sacrifice qui peut seul satisfaire à ce que nous lui devons.

ACES CAUSES, après en avoir conféré avec nos venerables freres les doyen, chanoines & chapitre de nostre eglise metropolitaine, nous celebrerons Lundy prochain 9. jour de ce mois dans nostre dite eglise metropolitaine une messe solennelle d'actions de grâces, après avoir fait une station dans celle de l'hôtel Dieu, accordons quarante jours d'indulgence à tous les fidelles qui y assisteront dans les sentimens de contrition & de penitence necessaires. Ordonnons que le lendemain Mardy il soit célébré dans ladite eglise de l'hôtel Dieu une messe solennelle *pro gratiarum actione*; que la veille & tous les jours jusqu'au Dimanche suivant inclusivement, il y soit dit le soir un salut avec exposition du très saint Sacrement. Comme aussi ordonnons qu'il soit célébré dans l'eglise de la maison de la Couche des enfans trouvez, qui ont perdu une maison considerable dans cet incendie, dans toutes les eglises de la cité, & dans celle de saint Severin, une messe solennelle d'actions de grâces; & que

dans toutes les paroisses de Paris il soit dit dans le cours de la semaine prochaine, au jour & à l'heure la plus convenable un salut avec l'exposition du saint Sacrement, avec les prières cy-après prescrites. Enjoignons aux curez & prédicateurs de cette ville & fauxbourgs d'icelle d'exhorter les fidelles dans leurs proses & predications de joindre à ces prières les œuvres de penitence capables d'appaaiser la colere de Dieu; de leur recommander l'obligation qu'ils ont d'assister par leurs aumosnes ceux qui se trouvent ruinez par cet incendie; de parler fortement contre l'injustice & la cruauté de ceux qui, profitant de l'affliction publique, ont enlevé & dérobé les effets qu'ils s'offroient de mettre à couvert de l'incendie, & contre ceux qui acheteroient ou receleroient ces effets; de conjurer les uns & les autres, & de leur enjoindre en nostre nom & par l'autorité que J. C. nous a confiée, de satisfaire au plustost par une restitution entiere. Ordonnons en outre que dans les paroisses de cette ville & fauxbourgs, les curez aient soin de faire faire une quête generale dans toutes les eglises & maisons de leurs paroisses, par les personnes charitables qui voudront bien se charger de cette œuvre de pieté & de charité. Enjoignons à tous abbés, doyens, prieurs, superieurs & superieures de communautés seculieres ou regulieres, soit disant exemptes ou non exemptes, de laisser quêter dans leurs eglises ceux qui en feront chargez. Donné à Paris en nostre palais archiepiscopal le vi. jour du mois de May M. DCC. XVIII. Signé, L. A. cardinal DE NOAILLES archevesque de Paris; & plus bas, Par S. E. CHEVALIER.

Pris sur l'imprimé.

Prieres ordonnées pour les saluts du saint Sacrement.

EN exposant le très-saint Sacrement, *O salutaris hostia.* Le respons *Hommo quidam.* L'hymne du saint Sacrement, *Pange lingua.* L'antienne *O! sacrum.* Le cantique *Magnificat.* L'oraison *Deus qui nobis.* Ensuite : *Domine non secundum.* Le verset : *Misericordia Domini.* Le respons : *Quia non sumus consumpti.* Les oraisons, *Deus, cujus misericordia non est numerus,* & *Deus qui culpâ. Sub tuum præsidium,* avec le verset. L'oraison, *Deus qui per resurrectionem. Domine : servum fac regem,* avec l'oraison ordinaire & celle pour la paix.

S. E. monseigneur l'archevesque ayant

eu avis que plusieurs personnes, sous pretexte d'avoir esté ruinées par l'incendie des maisons du Petit-pont & de quelques maisons voisines, quoiqu'elles ne soient point du nombre de ceux qui en ont souffert, sollicitent les charitez des fidelles, & surprennent les aumosnes, S. E. recommande à messieurs les curez d'avertir leurs paroissiens de ne confier les aumosnes qu'ils ont dessein de faire aux pauvres incendiez, qu'aux personnes qui seront preposées pour les recueillir, afin qu'elles ne soient distribuées qu'à ceux qui ont esté affligés par ledit incendie. Fait à Paris le vi. May M. DCC. XVIII. Signé, CHEVALIER. *Ibidem.*

LISTE DES PERSONNES
charitables qui sont suppliées de recevoir les aumosnes & de quêter pour les particuliers qui ont esté ruinez par l'incendie du Petit-pont & des maisons voisines, & d'avoir la bonté d'en faire remettre les deniers à M. Houdiart receveur charitable, demeurant Parvis N. D. lesquels deniers seront ensuite distribuez suivant les rôles qui en seront arrestez en execution de l'arrest du parlement du 3. May 1718.

Paroisse de saint Jean le Rond, & les autres paroisses de la cité.

M Adame la presidente Feydeau.
M. Rousseau.

AN. 1718.

M. Deaubonne.

Paroisse de la basse sainte Chapelle.

M. la comtesse de Lautrec.

M. la presidente Gilbert.

Paroisse de saint Germain de l'Auxerrois.

M. de Lambelc.

M. la Premiere.

M. la presidente de Chasteau-Regnard.

Paroisse de saint Roch.

M. la mareschalle de Noailles.

M. la mareschalle de Bezons.

M. la marquise de Crequi.

M. la marquise de Villequier.

M. la marquise de Gondrin.

M. la marquise de saint Laurent.

Mademoiselle de Cœuvres.

M. d'Auneuil.

M. de Garfaut.

M. Boitet.

M. Tubeuf.

M. de Fontanieux.

M. l'Avocat.

Paroisse de saint Eustache.

M. la marquise de Fervaques.

M. de la Baune.

M. la marquise de Dreux.
 M. la marquise de Cany.
 M. la présidente du Metz.
 M. d'Hericourt.
 M. Guyet.
 M. la marquise de saint Aulaire.
 M. la présidente Croiser.
 M. la présidente Briçonnet.
 M. des Granges.
 M. Bessière.

Paroisse de saint Sauveur.

M. de la Grange.
 M. de Montmarquet.
 M. le Gouteux.
 M. de Pigis.
 M. Longuet.

Paroisse de saint Leu.

M. de Gravelle.
 M. Gosser.
 M. Santeuil.
 M. Gouault.

Paroisse des saints Innocens.

M. l'Enfant.
 M. Lemant.

Paroisse de sainte Opportune.

M. Perrichon.
 M. Terrallon.

Paroisse de saint Jacques de la Boucherie.

M. Chauvin Croiser.
 M. Chauvin l'aînée.
 M. Regnaud.
 M. Aubin.

Paroisse de saint Merry.

M. la duchesse de Beauvilliers.
 M. Rebours.
 M. Maller du Luzard.
 M. le Maître conseiller au châtelet.
 M. Desnots.
 M. Auvray.

Paroisse de saint Nicolas des Champs.

M. Trudaine.
 M. de saint Contest.
 M. Amelot de Chaillou.
 M. la marquise de Grignan.
 M. de saint Sauveur.
 Mademoiselle de la Marguerie.
 M. Mercier.

Au Temple.

M. la comtesse de Roëux.

Paroisse de saint Jean en Greve.

M. la marquise de Flamarin.
 M. Grouin.
 M. Moriau.
 M. Neant.
 M. la lieutenant criminelle.
 M. Aubry.
 M. Audiger.
 M. de la Michaudière.

Paroisse de saint Gervais.

M. la première présidente le Peletier.

M. la présidente de Lamoignon.
 M. la marquise de Vieuxbourg.
 M. Aimonin.
 M. Bobuffe.

Paroisse de saint Paul.

Madame la présidente de Lamoignon.
 M. la présidente Nicolaï.
 M. la présidente de Maupeou.
 M. la présidente de Maniban.
 M. la marquise du Tremblay.
 M. le Féron.

Paroisse de sainte Marguerite.

M. de Bercy.
 M. Titon.
 M. de saint Aubin.
 M. Roulleau.
 M. Minguer.
 M. Hebert.
 Mademoiselle Pitoin.
 M. de la Marre.

Paroisse de saint Louis.

M. la présidente de Bretonvilliers.
 M. de Bonnetuil.
 M. Boulanger.
 M. de Bonigale.
 M. Hamelin.

Paroisse de saint Severin.

M. de Fleury.
 Mademoiselle de Morambert.

Paroisse de saint Nicolas du Chardonner.

M. la présidente de Nesmond.
 M. de Linieres.
 M. Martinot.

Paroisse de saint Etienne du Mont.

M. Darrouis.
 M. Guillard.
 M. Nouet.
 M. Racine.
 M. Gillet.

Paroisse de saint Benoît.

M. la présidente Pucelle.
 M. la présidente de Maupeou.
 M. Jaunay.
 M. Chardon.
 M. le Gendre.
 M. Thierry.

Paroisse de saint Cosme.

M. la marquise de Polastron.
 Mademoiselle de Mesgrigny.
 M. Vefin.
 M. Chibert.
 M. Hardouin.

Paroisse de saint André.

M. le Nain.
 M. le Guerrois.
 M. Charpentier la conseillère.
 M. Charpentier la maîtresse des comptes;

Paroisse de saint Medard.

M. Bouillerot-Chanvallon.
 M. Michelin.

M. Bouillerot

JUSTIFICATIVES.

471

M. Bouillerot saint Ange.

Paroisse de saint Hyppolite.

M. Geufecourt.

M. le Fevre.

M. Principe.

Paroisse de S. Martin, cloître S. Marcel.

M. du Val.

M. Osmont.

M. Charpentier.

Paroisse de saint Jacques du Haut-pas.

M. Caffiny.

Paroisse de saint Sulpice.

M. la marquise de Montaterra.

M. la marquise de Fontenille.

M. la marquise de saint Vallery.

M. la comtesse de Tavannes.

M. la marquise de Chasteau-Regnard.

M. la marquise de Boullay.

M. la presidente d'Aligre.

M. la presidente Portail.

M. la marquise de la Hoguette.

M. de la Rochepot.

M. d'Herbigny.

M. de Bagnols.

Paroisse de saint Laurent.

M. Aveline.

M. le Tellier.

M. Alexandre.

M. de Lorne.

M. du Bu.

Paroisse de saint Jacques de l'Hospital.

M. Jolt.

Paroisse de saint Hilairé.

M. Vaugon.

*Dans l'enclos de l'abbaye de saint Germain
des Prez.*

M. la marquise de Bisly.

Paroisse de N. D. de Bonnes-nouvelles.

M. Dangloulou.

M. Beudon.

M. Desmaisons.

M. Patineau.

*Paroisse de la Magdelaine de la Ville-
l'evêque.*

M. Cheret.

M. Baudouin.

Pris sur l'imprimé.

ARREST DU PARLEMENT

*au sujet des questes & de la distribution
des aumônes, & des declarations ordon-
nées à l'occasion de l'incendie des maisons
du Petit-pont & autres adjacentes.*

VEU par la cour la requête à elle présentée par le procureur general du roy, contenant, que par l'arrest du 3. du present mois la cour auroit entre autres choses ordonné que les particuliers qui ont perdu leurs meubles, har-

des, argent, vaisselle ou autres effets, ensemble ceux dont les maisons ont esté incendiées ou démolies, seroient tenus de faire dans le 15. dudit mois leurs declarations au lieutenant general de police de la perte qu'ils ont soufferte, dont ils donneroient un estat détaillé contenant le nombre, quantité & qualité des effets qu'ils ont perdu, la valeur de leurs maisons & des reparations à faire à celles qui subsistent encore, & des autres pertes qu'ils ont pu souffrir, ensemble l'estat present de leur fortune, & le nombre de leurs enfans & famille, pour sur le dit estat & sur l'avis du lieutenant general de police & du substitut du procureur general du roy au chastelet, y estre pourveu par la cour ainsi qu'il appartiendra; que par le mesme arrest la cour, pour subvenir aux necessitez desdits particuliers ruinez par l'incendie, a ordonné une quête generale dans toutes les paroisses de cette ville & fauxbourgs de Paris, par personnes qualifiées de l'estenduë de chaque paroisse, pour estre les fonds remis ez mains de Jean-Baptiste Houdiart, que la cour a commis à cet effet, & distribuez ensuite par la cour, ainsi qu'il appartiendra; qu'il y a déjà eu un grand nombre de declarations qui ont esté faites en execution de cet arrest; mais que quelques particuliers du nombre de ceux qui ont esté ruinez ou souffert considerablement dudit incendie, lui ont representé que le temps qui s'est écoulé depuis ledit incendie jusqu'au 15. du present mois, n'avoit pas esté suffisant pour pouvoir se remettre dans la memoire le nombre exact d'effets, & sur tout de papiers & de marchandises qu'ils avoient perdu, ayant esté occupez presque toujours depuis ce temps à faire recherche du peu d'effets que quelques-uns d'eux ont refugie chez différentes personnes, souvent inconnues, & dont ils n'ont pu recouvrer qu'une très-petite partie; ce qui les obligeoit à supplier la cour de leur accorder un nouveau delai: que ces remonstrances lui avoient paru d'autant plus justes, que si on bornoit à un delay si court le terme pour faire lesdites declarations, les particuliers qui ont moins perdu, ayant eu plus de facilité pour dresser leurs declarations, seroient mieux traités que ceux qui ayant tout perdu ont besoin d'un temps plus considerable pour les faire. Que ces motifs lui ont fait croire que la cour, toujours attentive au bien public & à soulager les malheureux, voudroit bien leur

accorder un nouveau delay qui fust suffisant pour achever les declarations qui restent à faire, & qui fust cependant proportionné au temps auquel les questes estant finies, la cour sera en estat de partager le plus promptement qu'il sera possible le montant des aumônes entre ceux desdits particuliers dont la perte sera connue, & par leur declaration, & par l'examen qui aura esté fait par la cour de leur sincerité. Qu'il a appris d'ailleurs qu'au préjudice des loix du royaume & de la disposition des arrestz, qui ne permettent pas qu'il soit ordonné ni fait aucunes questes sans la permission du roy ou des magistrats, plusieurs personnes, avant même l'arrest du 3. de ce mois, avoient eu la temerité de quester en differens lieux, supposant estre du nombre de ceux qui ont souffert de cet incendie, ou feignant de quester pour eux. Que depuis l'arrest cet abus ayant continué, & ayant eu même avis qu'il y avoit eu quelques questes faites par des personnes qui ont porté l'impudence jusqu'à se déguiser en ecclésiastiques, il a cru devoir recourir à l'autorité de la cour, pour avoir permission d'informer d'un crime d'autant plus punissable, qu'il a non-seulement pour objet d'enlever le bien d'autrui, mais un bien destiné au soulagement des pauvres, qui meritent une si grande faveur; que pour éviter à l'avenir un pareil abus, il croioit devoir demander en même-temps à la cour qu'il ne fust fait, sous pretexte de l'incendie, aucune autre quête que celle ordonnée par l'arrest du 3. de ce mois, ni aucune autre distribution que celle ordonnée estre faite par la cour par led. arrest, afin que les aumônes dont les commencemens donnent lieu d'esperer un secours également prompt & abondant, retinies en une seule masse, puissent estre distribuées par la cour avec une proportion plus sûre & plus exacte aux particuliers qui ont droit par leur misere d'exiger de la charité de leurs concitoyens un soulagement dont ils ont si grand besoin. A ces causes requeroit le procureur general du roy, qu'il lui fust permis d'informer des faits ci-dessus, circonstances & dependances, pardevant tel des conseillers de la cour qu'il luy plaira commettre, pour l'information faite & rapportée à la cour, & à lui communiquée, estre par la cour ordonné ce qu'il appartiendra; cependant qu'il soit fait diffenses à toutes sortes de personnes de faire aucune quête sous pretexte dudit

incendie, autre que celle ordonnée par l'arrest du 3. de ce mois, dont le produit sera remis en entier & sans aucune distraction entre les mains de Jean Baptiste Houdiart commis par ledit arrest, pour estre le produit aussi en entier distribué par la cour aux particuliers qui ont esté entierement ruinez par l'incendie, ou qui ont souffert un dommage considerable dans leur fortune, suivant le rolle qui en sera par elle arresté sur l'examen des declarations ordonnées estre faites par ledit arrest, & sur l'avis du lieutenant general de police & du substitut du procureur general au chastelet; sans que le produit desdites aumônes puisse estre appliqué à d'autres usages, qu'à distribuer auxdits particuliers qui ont souffert dudit incendie, ni qu'il en puisse estre fait autre distribution que celle qui en sera faite par la cour. Requerant en outre le procureur general du roy, que le delay porté par l'arrest du 3. de ce mois pour faire les declarations, soit prorogé jusqu'au dernier jour du présent mois, pendant lequel temps lesdites declarations pourront estre faites & reçues par ledit lieutenant general de police, suivant & aux termes dudit arrest. Ladite requête signée du procureur general du roy. Ouy le rapport de M. Jean-François Chassepot conseiller; la matiere mise en deliberation, LA COUR faisant droit sur la requête du procureur general du roy, lui permet de faire informer des faits y énoncés, circonstances & dependances, pardevant le conseiller rapporteur du présent arrest, pour l'information faite & communiquée au procureur general du roy, estre par la cour ordonné ce qu'il appartiendra; cependant fait diffenses à toutes sortes de personnes de faire aucunes questes sous pretexte dudit incendie, autre que celle ordonnée par ledit arrest du 3. de ce mois, dont le produit sera remis en entier & sans aucune distraction entre les mains de Jean Baptiste Houdiart commis par ledit arrest, pour estre le produit aussi en entier distribué par la cour aux particuliers qui ont esté entierement ruinez par l'incendie, ou qui ont souffert un dommage considerable dans leur fortune, suivant le rolle qui en sera par elle arresté sur l'examen des declarations ordonnées estre faites par ledit arrest, & sur l'avis du lieutenant general de police & du substitut du procureur general du roy au chastelet, sans que le produit desdites aumônes puisse estre appliqué à d'autres

d'autres usages qu'à distribuer auxdits particuliers qui ont souffert dudit incendie, ni qu'il en puisse estre fait aucune autre distribution que celle qui en sera faite par la cour. Proroge ladite cour le delai porté par ledit arrest du 3. de ce mois pour faire les declarations, jusqu'au dernier jour du present mois, pendant lequel temps lesdites declarations pourront estre faites & receuës par ledit lieutenant general de police, suivant & aux termes dudit arrest. Fait en parlement le XVIII. May M. DCC. XVIII. Signé, GILBERT. *Pris sur l'imprimé.*

*ARREST DU PARLEMENT
qui fixe le rolle de la distribution des
sommes provenuës des questes faites à
l'occasion de l'incendie des maisons du
Petit-pont & autres adjacentes.*

^{1718.} Veu par la cour la requeste à elle présentée par le procureur general du roy, contenant que par arrest du 3. May dernier la cour a entr'autres choses ordonné que ceux qui auroient perdu leurs meubles, hardes, argent, vaisselle ou autres effets, lors de l'incendie arrivé sur le Petit-pont, ensemble ceux dont les maisons ont esté incendiées ou démolies, seroient tenus de faire leurs declarations dans le 15. dudit mois au lieutenant general de police, de la perte qu'ils auroient soufferte, ensemble de l'estat present de leur fortune, & du nombre de leurs enfans & famille, & qu'il seroit fait dans toutes les paroisses de cette ville & faubourgs une queste generale par personnes qualifiées, dans l'estenduë de chaque paroisse, pour subvenir aux necessitez de ceux qui ont esté ruinez par l'incendie, dont le fonds seroit remis ez mains de Jean-François Houdiart, pour estre ensuite distribué ainsi qu'il appartiendroit. Que par autre arrest du 18. May rendu sur la requeste du procureur general du roy, la cour, en prorogeant le delay pour faire les declarations jusqu'au dernier May, a conformément audit arrest du 3. dudit mois ordonné que le produit desdites questes seroit remis en entier & sans aucune distraction ez mains dudit Houdiart; pour estre ledit produit aussi en entier distribué par la cour aux particuliers qui auroient esté entierement ruinez par l'incendie, ou qui auroient souffert un dommage considerable dans leur fortune, suivant le rolle qui en seroit arresté par la cour, sur l'examen desdites declarations

& sur l'avis du lieutenant general de police & du substitut du procureur general au chastelet. En execution desquels arrests ledit Houdiart auroit par son certificat du treize Aoust present mois, déclaré qu'il avoit reçu du produit, tant des questes de toutes les paroisses de cette ville & faubourgs de Paris, que de différentes aumosnes des chapitres, communautéz & particuliers qui lui avoient remis directement des deniers entre les mains, la somme de 105180. livres, dont il a donné cent douze recepiffes mentionnez en l'estat particulier joint par ledit Houdiart audit certificat, & de lui certifié veritable, le premier du 9. May pour 600. livres, & le dernier du 10. Aoust de la somme de 300. livres, à l'exception seulement de trois articles montans à 41. livres 13. sols 3. deniers, dont les particuliers ont refusé de recevoir aucun recepiffé, dans laquelle somme de 105180. livres il s'est trouvé des billets de l'estat pour 2820. livres, un billet de l'extraordinaire des guerres de la somme de 60. livres, un de la compagnie des Indes orientales de 330. livres 15. sols, & un ancien certificat de billets de monnoye de la somme de 200. livres, desquels billets il a fait mention dans lesdits recepiffes. Sur partie de laquelle somme y ayant une augmentation de 6918. livres 9. sols 9. deniers, ledit Houdiart a déclaré & certifié avoir audit jour 13. Aoust 1718. la somme totale de 112098. livres 9. sols 9. deniers. Que cependant comme il se trouve dans ladite somme un ancien certificat de billets de monnoye de 200. livres, qui suivant les edits & declarations enregistrez à la cour se trouve de nulle valeur, & que l'avis du lieutenant general de police & du substitut du procureur general au chastelet n'ont point employé la somme mentionnée au dernier recepiffé montant à 300. livres, la distribution qu'ils ont projeté dans leur avis ne se trouve monter qu'à la somme de 111598. livres 9. sols 9. deniers. Qu'il ne semble pas qu'il y ait rien à ajouter aux reflexions faites par lesdits lieutenant general de police & substitut du procureur general au chastelet, au sujet de ladite distribution. Que les sommes à distribuer estant infiniment inférieures aux pertes des particuliers, il a fallu retrancher de la distribution tous ceux dont la perte n'a pas considerablement alteré leur fortune. C'est ce qui paroît d'abord par l'avis des officiers du chastelet, qui ont cru ne devoir rendre par-

icipans de ces aumônes, que ceux que l'incendie a jetté dans l'indigence. Qu'ils n'ont fait en cela que suivre la destination naturelle de ces deniers, exécuter l'intention de ceux qui ne contribuent de leurs biens, que pour soulager les véritables besoins de leurs compatriotes, & se conformer entièrement à la disposition de l'arrêt du 18. May dernier. Que les motifs qu'ils ont eu ensuite en réduisant, autant qu'il a été possible, les pertes énoncées dans les déclarations qui ont été faites, à leur véritable valeur, de donner un dédommagement plus considérable à ceux qui ayant perdu des sommes légères, ont cependant perdu toute leur fortune, & de proportionner ainsi les dédommagemens à la valeur des pertes, paroissent si justes & si solidement établies dans l'avis qu'ils ont donné à la cour, que le procureur général ne croit pas pouvoir lui rien proposer de plus équitable. Qu'ils ne pouvoient enfin dans cette distribution faire un meilleur usage des billers de l'estat, de celui de l'extraordinaire des guerres, & de celui de la compagnie des Indes orientales, qu'en les donnant à ceux qui ayant de plus grandes sommes à recevoir dans la distribution, sont plus en estat de faire emploi desdits billers. Qu'après la lecture de l'avis du lieutenant général de police & du substitut du procureur général au châtelet, il n'auroit donc eu rien à proposer à la cour, que l'exécution du rôle de distribution qu'ils ont dressé conformément à leur avis, si la cour n'avoit encore à statuer sur la distribution des 300. livres qui n'ont point été comprises dans ladite distribution. Que c'est ce qui engage le procureur général à proposer à la cour de partager cette somme entre les particuliers qui, par l'examen qui a été fait de ceux qui ont souffert de l'incendie, ont paru avoir le plus souffert, & avoir le plus besoin de secours, & en y adjoustant le nommé Edme de Vaux pour la somme de 24. livres, qui a été obmise dans l'estat de ceux qu'on avoit d'abord employez. Que c'est dans ces vœux qu'il a donné un estat de ceux auxquels il croit qu'on pourroit, sous le bon plaisir de la cour, distribuer par augmentation ladite somme de 300. livres, & un autre estat ou rôle entièrement conforme à celui que les officiers du châtelet ont présenté à la cour, à l'exception de quelques articles qui ont été augmentez, pour le conformer à la distribution qu'il propose de

faire de ladite somme de 300. livres. A ces causes requeroit le procureur général du roy qu'il plût à la cour, veu les arrêts des trois & dix-huit May dernier, le certificat dudit Houdiart du 13. du présent mois, & l'estat détaillé dudit Houdiart des sommes par lui reçues & des récépissés qu'il en a donnez, l'avis du lieutenant général de police & du substitut du procureur général au châtelet du 8. dudit mois, & l'estat de distribution par eux dressé, ordonner que conformément audit avis, audit estat de distribution, & à celui proposé par le procureur général, la somme de 111898. livres 9. sols 9. deniers sera distribuée suivant le rôle qui en sera fixé & arrêté par la cour; en conséquence, que Jean-François Houdiart sera tenu de vider incessamment ses mains desdites sommes, conformément audit rôle & estat de distribution, entre les mains des particuliers qui y seront compris, & de rapporter dans trois mois du jour du présent arrêt les quittances desdits particuliers au greffe de la cour; quoi faisant, il en demeurera bien & valablement déchargé, ainsi que du certificat de billet de monnoye, qu'il sera tenu pareillement remettre au greffe de la cour, comme étant de nulle valeur. Ladite requête signée du procureur général du roy. Ouy le rapport de maître Louis de Vienne conseiller; la matière mise en délibération, LA COUR faisant droit sur la requête du procureur général du roy, ordonne que conformément audit avis, audit estat de distribution, & à celui proposé par le procureur général, la somme de 111898. livres 9. sols 9. deniers sera distribuée suivant le rôle fixé & arrêté par la cour; en conséquence, que Jean-François Houdiart videra incessamment ses mains, conformément audit rôle & estat de distribution, entre les mains des particuliers qui y seront compris, & rapportera dans trois mois du jour du présent arrêt les quittances desdits particuliers au greffe de la cour; quoi faisant, il en demeurera bien & valablement déchargé, ainsi que du certificat de billet de monnoye, qu'il remettra pareillement au greffe de la cour, comme étant de nulle valeur. Fait en parlement le xx. Août M. DCC. XVIII. Signé, GILBERT. Pris sur l'imprimé, à la suite duquel est le rôle de 119. personnes à qui ladite somme de 111898. livres 9. sols 9. deniers est distribuée, que nous n'avons pas cru nécessaire de copier.

ARREST

JUSTIFICATIVES.

475

ARREST DU PARLEMENT, pour la réédification du Petit-pont & des environs.

N. 1718.

VEU par la cour l'arrest d'icelle du 19. Juillet dernier, par lequel il a esté entr'autres choses ordonné qu'aussi-tost après l'hiver, & dez que la saison pourra le permettre, il seroit à la diligence des prevost des marchands & eschevins de cette ville procedé, tant au re-stablissement des trois arches du Petit-pont d'entre le petit chastelet & l'hostel-Dieu, à commencer aux endroits où les assises des trois piles & culées se trouveront de nulle valeur & endommagées par le feu, qu'au re-stablissement des avant & arriere-becqs en ce qui en sera necessaire pour la solidité dud. pont & pour la sureté publique; ensemble qu'il seroit par Jean Beausire maistre general des bastimens du roy & de l'hostel de ville, dressé plan & figure, tant dudit pont, que des maisons qui y estoient construites, & de celles des environs qui ont été incendiées, endommagées par le feu, ou démolies, soit en tout ou en partie; pour ledit plan veu & rapporté en la cour, estre sur l'avis tant du lieutenant general de police & du substitut du procureur general du roy au chastelet, que sur celui des prevost des marchands & eschevins, & du substitut du procureur general du roy en l'hostel de ville, & sur les conclusions dudit procureur general du roy, par la cour ordonné ce qu'il appartiendra sur le re-stablissement desdites maisons, & sur l'alignement de celles qu'il sera jugé convenable de re-stablir. Veu aussi le plan de l'estat des lieux de Petit pont & de ses environs, comme ils estoient avant & depuis l'incendie, dressé en execution dudit arrest par ledit Beausire. Autre plan & alignement du Petit-pont & de ses environs, aussi dressé en execution dudit arrest, & signé pareillement dudit Beausire ledit jour 13. Aoust. Le rapport dudit Beausire déposé au greffe de l'hostel de ville ledit jour 13. Aoust dernier. L'avis du lieutenant general de police & du substitut du procureur general du roy au chastelet, & celui des prevost des marchands & eschevins & du substitut du procureur general du roy en l'hostel de ville, des 17. & 18. Aoust, tant sur le re-stablissement desdites maisons, que sur l'alignement de celles qu'ils sont d'avis de re-stablir. Les conclusions du procureur general du roy. Ouy le rap-

Tome II. Part. II.

port de maistre François Robert conseiller, & tout considéré; LA COUR ordonne qu'il ne sera fait aucun re-stablissement des maisons incendiées qui estoient basties sur le Petit-pont, tant des neuf appartenantes à la ville de Paris, du costé de l'hostel-Dieu, depuis ledit hostel-Dieu jusqu'au petit chastelet, que des quatre de l'autre costé aussi appartenantes à ladite ville, à commencer au petit chastelet, jusqu'à celle appartenante à

Boisnard & consors, ensemble des deux autres, l'une appartenante audit Boisnard, & l'autre à

Passart & consors, y compris ce qui estoit basti de ladite dernière maison en saillie & sur piliers estans dans le lit de la riviere, qui ne sera pareillement pas re-construit, sauf à estre pourveu à l'indemnité desdits deux propriétaires, s'il y échet. Qu'il ne sera pareillement fait aucune reconstruction des eschopes qui estoient basties le long des murs de l'hostel Dieu, jusqu'à la maison faisant l'encoignure de la rue du Petit-pont & de la rue-neuve Nostre-Dame. Et à l'égard des autres maisons qui estoient hors dudit Petit-pont & vis à-vis l'hostel-Dieu tout le long de la rue de Petit pont, permet aux propriétaires de les re-stablir, à commencer par celle appartenante à

Cailly, & qui joignoit celle cy-dessus desdits Passart & consors, suivant l'alignement qui sera pris d'une ligne droite tirée depuis le devant de l'encoignure de la rue de la Huchette & de celle du Petit-pont, du costé de la boucherie, jusqu'au devant de l'encoignure de ladite rue du Petit-pont, & de la rue allant au Marché-neuf, ladite ligne passant à travers des murs du petit chastelet, & par estalonnement parallele, à la rencontre du mur du petit chastelet d'après un trait à plomb gravé en forme de croix contre le mur d'iceluy; suivant lequel alignement il sera retranché des maisons existantes, sçavoir trente poudes & un quart du devant de la teste de la jambe-estriere d'entre

Berault &

Bastonneau, 23. poudes trois quarts du devant de la teste de la jambe-estriere d'entre ledit Bastonneau &

Pluet, de 17. poudes & un quart du devant de la teste de la jambe estriere d'entre ledit

Pluet & de la Roche-portail, de

7. poudes & demi du devant de la teste de la jambe-estriere d'entre ladite de

Roche portail & Brunet, & de

deux poudes & demi du devant de la teste de la jambe estriere d'entre ledit Brunet

O o o ij

& de la Massaye, revenant à rien à l'encognure de la maison de ladite de la Massaye, qui fait l'encognure de ladite rue de Petit-pont & de celle allant au Marché-neuf. Ordonne que l'alignement des maisons estant en retour sur le quay du Marché-neuf, sera pris sur une ligne droite depuis le mur du pavillon du Marché-neuf, ou ancienne boucherie de la ville, jusqu'à l'encognure du gros pavillon des enfans trouvez; & de là d'une autre ligne droite jusqu'à celle de l'arreste de l'arrière-becq de la pile servant de culée au pont, & continué aussi en ligne droite jusqu'à la rencontre de ladite première ligne tirée de l'encognure de la rue de la Huchette jusqu'à l'encognure des rues du Petit-pont & du Marché-neuf; le tout suivant le plan & alignement susdits, qui demeureront à cet effet déposés au greffe de la cour. Et en conséquence ordonne qu'il sera abandonné à Cailly, dont la maison se trouve la première après ledit Petit-pont dudit côté, les portions de terrain qui seront à sa bienfaisance, tant du côté de l'emplacement où estoit cy-devant la maison de Passart & consors, que de l'autre côté, & ce suivant lesdits plan & alignement; à la charge neantmoins par led. Cailly de construire à ses frais le mur du quay qui servira de fondement à ladite maison, suivant les alignemens cy-dessus, & aussi à la charge d'y mettre ouvriers incessamment; sinon permis aux prevost des marchands & eschevins de vendre lesdits emplacements au plus offrant & dernier encherisseur, aux clauses, charges & conditions ci-dessus, en faisant par l'adjudicataire construire incessamment ledit mur du quay, & les deniers en provenant remis audit cas audit Cailly, à proportion de ce qui peut lui en appartenir. Ordonne en outre qu'aussi-tost après l'hiver, & dez que la saison pourra le permettre, il sera procédé, conformément audit arrest du 19. Juillet dernier, au rétablissement dudit pont, lequel sera relargi sur & à la faveur des avant & arrière becqs: sçavoir de 9. pieds 8. pouces & demi du côté du petit chastelet, & de la rue de la Huchette, à commencer au trait à plomb gravé en forme de croix contre le mur du petit chastelet, pris comme dit est sur la ligne droite tirée de l'encognure de ladite rue de la Huchette à celle de la rue du Petit-pont & du Marché-neuf, & de dix pieds quatre pouces & demi du même côté, & à l'autre bout dudit

pont, joignant la maison dudit Cailly, à commencer à ladite ligne droite; & à l'égard de l'autre côté dudit pont, depuis ledit chastelet jusqu'au portail de l'hostel-Dieu, ordonne qu'il sera tiré une ligne droite par estalonnement parallèle, depuis le devant du nud de la harpe de pierre de taille de l'arrière-corps du pied droit du portail de la chapelle des falles de l'hostel-Dieu, jusqu'au devant de l'encognure des rues de Petit-pont & de la Boucherie, ladite ligne passant au travers du petit chastelet, & parallèle à la rencontre du mur dudit chastelet, d'après un trait à plomb gravé en forme de croix contre le mur d'iceluy, où ledit pont sera relargi de 4. pieds 4. pouces, & du côté de l'hostel Dieu de 5. pieds 4. pouces & demi; au moyen duquel élargissement sera, lors de ladite construction, pratiqué une banquette de chaque côté de la route dudit pont, de 9. pieds de large, & de 9. à 10. pouces au-dessous du pavé, y compris l'épaisseur du parapet desdites banquettes, dont l'alignement sera pris sur lesdites deux lignes droites ci-dessus marquées, en sorte que le devant desdites banquettes sur ledit pont se trouve à l'alignement desdites deux lignes & à celui des maisons qui seront construites. Permet aux prevost des marchands & eschevins de cette ville de faire construire au bout & hors dudit Petit-pont, joignant l'hostel-Dieu, un petit édifice adossé contre le pignon de l'hostel-Dieu, où estoit construite la première maison appartenante à la ville, qui a été incendiée; lequel édifice n'excèdera pas le devant de l'alignement du mur des édifices de l'hostel-Dieu, & sera pareillement construit sur la ligne droite cy-dessus marquée. Permet à tous autres propriétaires, tant des maisons estant dans la rue allant de Notre-Dame au Marché-neuf, que de celles du Marché-neuf, de les rétablir suivant les alignemens qui en seront donnez, conformément & aux termes des ordonnances, arrests & reglemens de la cour, sauf à statuer dans la suite, tant sur le changement proposé à faire au petit chastelet par lesdits avis, pour l'embellissement & la commodité publique, que sur le retranchement aussi proposé de la maison de l'encognure de la rue-neuve N. D. du côté de l'hostel-Dieu, ainsi qu'il appartiendra. Fait en parlement le v. Septembre M. DCC. XVIII. Signé, GILBERT.
Pris sur l'imprimé.

*ARREST DU CONSEIL D'ESTAT
du roy, qui décharge de la taille les ha-
bitans du fauxbourg saint Lazare, dit
de Gloire.*

MOTIFS DE CET ARREST.

1718. **L**A ville & les fauxbourgs de Paris ont esté de tout temps exempts de tailles & de toutes les impositions accessoires, & qui sont comprises & réglées par les rolles des paroisses taillables; & les limites de la ville de Paris n'ont esté autres que celles des paroisses qui sont renfermées dans son enceinte & de ses fauxbourgs.

L'église & paroisse de saint Laurent est une des plus anciennes de Paris, dont les limites ont toujours esté d'un costé l'ancien territoire de Paris, borné par les anciens murs qui renfermoient dans leur enceinte la paroisse de saint Jacques de la Boucherie & partie de celle de saint Mederic; pourquoy la paroisse de saint Laurent avoit pour secours la Chapelle de saint Josse érigée depuis en paroisse en l'année 1160. à la charge d'une redevance annuelle à saint Laurent son eglise matrice; & des autres costés elle avoit pour limites le territoire de saint Germain l'Auxerrois qui renferme les trois paroisses de saint Germain, saint Eustache & saint Sauveur, ceux de Montmartre & de saint Denis qui bornent la paroisse de saint Laurent par celles de saint Pierre de Montmartre & de la Chapelle-saint Denis, dont le territoire a esté limité avec les abbez & religieux de saint Denis, en faveur du prieur de saint Lazare seigneur & gros decimateur d'une partie de la paroisse de saint Laurent, par un ancien arrest de l'année 1369.

Sous le dernier règne il fut jugé à propos pour la subsistance de la ville de Paris, & pour un meilleur produit des fermes du roy, d'establiir des bornes au-delà desquelles il ne seroit point permis de bastir des maisons, afin qu'il restast un terrain proportionné au besoin de cette grande ville, tant pour le produit des herbages, legumes & fruits, que pour la vuïdange des émondices, & d'establiir des barrières pour une plus seure perception des droits des entrées ausquels les habitans de Paris sont assujettis, comme un juste tribut qu'ils doivent pour le soutien de l'estat.

Ces bornes & ces barrières s'estant

trouvé placées dans le territoire de la paroisse de saint Laurent, en sorte qu'il en reste une portion considerable au-delà de ces barrières, jusqu'aux limites de la paroisse de la Chapelle, les habitans & les collecteurs de cette paroisse de la Chapelle se sont avisez d'imposer les habitans des maisons qui sont basties dans cette portion du territoire de la paroisse de saint Laurent, sur la chaussee qui conduit de saint Lazare à la Chapelle, aux tailles de leur paroisse, quoique ces habitans eussent esté de tout temps de la paroisse de saint Laurent, comme demeurans sur le territoire de cette paroisse qui est du dixmage & de la censive du prieuré de saint Lazare, sous le pretexte que ces maisons estant basties au delà des barrières & des bornes, elles ne devoient pas faire partie des fauxbourgs de Paris, & qu'ils les supposoient exempts des droits d'entrée, comme estant au-delà des barrières.

Les habitans de ces maisons s'estant opposez à cette entreprise nouvelle, & ayant proposé pour moyen la seule qualité de paroissiens de saint Laurent, & d'occupans le territoire de cette paroisse du dixmage & de la seigneurie de saint Lazare, dont la justice avoit esté réunie au chastelet de Paris, ainsi que l'ont esté toutes celles des seigneuries de la ville & fauxbourgs de Paris, par edit du mois de Fevrier 1674. les élus de Paris avoient ordonné par un prealable, par sentence du 26. Mars 1715. une descente pour connoître la distinction des limites des paroisses de saint Laurent & de la Chapelle, à laquelle les seigneurs qui y avoient interest, seroient appelez; & par le procez verbal de descente les limites de ces deux paroisses ayant esté verifiées estre à l'entrée du lieu de la Chapelle, suivant les vestiges & enseignemens qui ont esté rapportez, les élus rendirent une seconde sentence le 9. Aoust 1715. par laquelle ils ordonnerent que les habitans desdites maisons du fauxbourg saint Lazare se retireroient par-devers sa majesté pour obtenir des lettres patentes de leur exemption semblables à celles des habitans de la ville de Paris, sinon & à faute de ce faire dans le premier Octobre lors prochain, ils demeureront imposez au rôle des tailles de la paroisse de la Chapelle. De laquelle sentence les habitans de ce fauxbourg ayant appellé en la cour des aydes, & estably pour grief que les habitans de la ville & fauxbourgs de Paris ne fai-

dans ensemble qu'un corps & communauté, sous la direction des prévost des marchands & eschevins de Paris, il n'estoit point besoin, pour participer aux droits, privileges & exemptions de la ville de Paris de nouvelles lettres patentes particulières. Par arrest contradictoire de la cour des aydes du 13. Aoust 1716. cette sentence a esté infirmée, & il a esté fait deffenses aux habitans & collecteurs de la Chapelle d'imposer au rôle de leur paroisse les habitans dudit faubourg de saint Lazare, demeurans dans la paroisse de saint Laurent, avec restitution des sommes exigées par les habitans de la Chapelle, sur la provision donnée à leur rôle des tailles, au profit de ceux dedit habitans qui s'estoient pourvus dans les delais des ordonnances, & qu'à cet effet lesdites sommes seroient réimposées au prochain rôle de cette paroisse de la Chapelle.

Depuis ce temps les habitans & collecteurs de la Chapelle, dans la confiance qu'ils avoient que leur rôle emporterait toujours l'exécution par provision, avoient continué d'imposer les habitans de ce fauxbourg en leur rôle de 1717. ce qui avoit de nouveau obligé les habitans de ce fauxbourg de se pourvoir en la cour des aydes, où ils obtinrent le 9. Juillet de la mesme année, un arrest qui a ordonné que le precedent seroit executé selon sa forme & teneur, & fait deffenses de mettre ledit rôle à execution.

Les habitans & collecteurs de la Chapelle se sont pourvus au conseil d'estat en cassation contre ces arrests, & ils ont demandé que sans s'arrester ausdits arrests, il leur fust permis d'imposer ces mesmes habitans au rôle des tailles de leur paroisse, sous le seul pretexte qu'ils se trouvoient au-delà des barrières & des bornes; & ils ajoutaient qu'aucuns dedit habitans, ainsi que plusieurs de ceux des maisons qui sont sur les chaussées des fauxbourgs de saint Martin & de la Courtille, avoient esté imposez plusieurs années, sans difficulté ni opposition, aux rôles de leur paroisse & de celles de la Villette & de Belleville.

Le conseil ayant verifié que ce qui avoit donné lieu à l'establissement des bornes & des barrières des fauxbourgs de Paris, ne regardoit pas la perception des tailles dans les paroisses voisines rattachables, mais d'un côté le besoin de la ville de Paris de menager une estendue de son terroir capable de fournir jour-

nellement les herbages, legumes & menus fruits nécessaires à la subsistance de cette grande ville, & pour pourvoir à la vuidange de ses émondiées, & de l'autre côté que les barrières avoient esté establies pour une perception plus commode des droits des entrées; que les maisons occupées par ces habitans, & basties sur cette chaussée qui conduit de saint Lazare à la Chapelle, estoient destinées pour la culture & la sureté du terroir qui produit ces legumes, herbages & fruits, & que ces habitans avoient toujours payé tous les droits des entrées, arts & mestiers & de police de la ville de Paris, ainsi que leur capitation & dixiesme depuis leur establissement, & qu'ils acquittoient actuellement lesdits droits d'entrées, suivant les declarations qu'ils estoient tenus de faire des marchandises & denrées qui entroient en leurs maisons, & qu'ils estoient à cet effet sujets à la visite des commis des fermes de sa majesté; que s'il y avoit eu quelques habitans des maisons basties sur ces différentes chaussées imposez aux rôles des tailles dans les paroisses de la Chapelle, de la Villette & de Belleville, ce n'avoit esté qu'à cause du commerce & de la derogence dans ces mesmes paroisses, ou parcequ'ils ne se seroient point pourvus dans les temps prescrites par les ordonnances & reglemens sur le fait des tailles. Sur ce est intervenu l'arrest qui suit.

EXTRAIT DES REGISTRES
du conseil d'estat.

Sur la requeste présentée au roy en son conseil par les habitans de la paroisse de la Chapelle - saint Denis & les collecteurs de ladite paroisse de l'année 1717. contenant que pour fixer l'estendue de la ville & fauxbourgs de Paris, il fut ordonné par une declaration du 26. Avril 1672. registrée au parlement le 30. des mesmes mois & an, qu'il seroit fait de nouvelles enceintes au dehors desd. fauxbourgs, avec deffenses de bastir à l'avenir aucunes maisons & édifices, ni de faire aucunes clostures au delà desd. bornes, sous quelque pretexte que ce fust, à l'effet de quoy il seroit planté de nouvelles bornes, dont le nombre fust fixé à trente-cinq par arrest du conseil du 18. Avril 1674. qui designa les endroits où elles seroient plantées, & ordonna que la huitiesme desdites bornes seroit plantée à l'encoignure du clos des religieux de saint

saint Lazare, sur le grand chemin qui conduit à la Chapelle, aussi avec défenses de bastir & construire aucunes maisons, clostures & édifices au delà desd. bornes jusqu'aux prochains bourgs, sous les peines portées par ledit arrest. Alors il n'y avoit depuis le lieu où cette borne fut plantée, jusqu'à la Chapelle, que deux ou trois maisons bourgeoises, & un moulin nommé le moulin des Couronnes, lequel a payé la taille à la Chapelle jusqu'à sa destruction; tout le reste estoit des terres labourables & cultivées des deux costez du grand chemin de la Chapelle, qui composent environ sept cens arpens, qui estoient cultivées par plusieurs habitans dudit village, pour raison dequoy ils payoient la taille. Les choses sont demeurées en cet estat fort long temps; mais depuis douze ou quinze ans quelques particuliers voyant qu'on ne faisoit point payer la taille à ceux qui habitoient ces maisons, qui de bourgeoises estoient devenues maisons de payfâns, & qu'ils n'estoient point imposés à la taille, ils y ont fait bastir plusieurs maisons, & ont depouillé par ce moyen les habitans de la Chapelle de la culture de ce terrain, pour raison duquel ils payent encore la taille. Les supplians voyant que l'exemption de taille & d'entrée dont jouissoient les habitans de cet endroit, y attiroit plusieurs autres particuliers, du nombre desquels il y avoit plusieurs habitans de leur paroisse, ils résolurent de les imposer dans leur rolle des tailles de l'année 1715. Mais plusieurs de ces particuliers s'estant pourvus au commencement de ladite année 1715. en l'élection, & y ayant fait assigner les habitans de la Chapelle & les collecteurs de cette paroisse de ladite année 1715. pour voir dire que défenses leur seroient faites de les imposer dans les rolles des tailles & autres impositions, attendu qu'ils estoient habitans des fauxbourgs de Paris & paroissiens de saint Laurent, & qu'ils n'avoient jamais esté imposés ausdits rolles de la Chapelle; sur ces demandes il fut ordonné par sentence du 29. Mars de ladite année 1715. avant faire droit, qu'il seroit fait une descente sur les lieux en présence du procureur du roy, & que les seigneurs y seroient appelez pour constater leur situation & le territoire dont ils dependoient. Ensuite intervint deux sentences contradictoires sur productions des parties, toutes deux le mesme jour 9. Aoust 1715. par lesquelles il fut or-

donné que les habitans du fauxbourg saint Lazare, dit de Gloire, se pourvoiroient, ainsi qu'avoient fait les habitans des autres fauxbourgs de Paris, vers sa majesté, pour obtenir lettres patentes portant confirmation de leurs exemptions & privileges, ce qu'ils seroient tenus de faire dans le premier Octobre lors prochain; sinon & à faute par eux de le faire dans ledit temps, & iceluy passé, sans qu'il fust besoin d'autre jugement, lesdits habitans & collecteurs de la Chapelle demeureroient deschargés de la demande desdits habitans du fauxbourg saint Lazare. Ces particuliers ont interjetté appel desdites sentences en la cour des aydes de Paris; surquoy est intervenu arrest contradictoire sur production des parties le 13. Aoust 1716. qui a debouté les collecteurs & habitans de la Chapelle de leurs demandes; a mis l'appellation, sentences & ce dont avoit esté appellé, au neant, émendant, a fait défenses ausdits habitans de la Chapelle saint Denis & à leurs collecteurs qui seroient nommez à l'avenir, d'imposer lesdits habitans dudit fauxbourg saint Lazare dit de Gloire, au rolle de la taille & autres contributions, tant qu'ils demeureroient audit fauxbourg, & qu'ils ne seroient acte dérogeant aux privileges des bourgeois de la ville & fauxbourgs de Paris, ordonné que les taxes desdits habitans seroient rayées & biffées desdits rolles de l'année 1715. que les sommes qu'ils avoient esté ou seroient contraints de payer pour raison desdites taxes, leur seroient rendues & restituées, & à cet effet réimposées à la premiere assiette, avec les despens auxquels lesdits habitans de la Chapelle sont condamnés; à ce faire les collecteurs de la Chapelle de l'année 1717. seroient contraints, en leur remettant l'original de l'arrest & de l'executoire avant la confection des rolles; & sur le surplus des demandes, fins & conclusions des parties, les a mis hors de cour; lequel arrest a esté signifié le 23. du mesme mois d'Aoust 1716. Ce qui oblige les supplians de représenter très-humblement à sa majesté qu'un premier principe qui ne peut estre contesté, est que Paris n'a point de territoire passé les bornes plantées, au delà desquelles toutes les terres labourables tenues à loyer doivent la taille à sa majesté. Le deuxième principe est, qu'il n'y a personnes ni terres dans le royaume exemptes de taille, sub-

fidés & autres impositions, à moins que sa majesté ne leur en ait accordé l'exemption. Le troisieme est qu'on ne peut estre reputé bourgeois d'une ville, que lorsqu'on habite dans son enceinte & dans ses limites. Le quatriesme est qu'il n'y a point de cour superieure qui puisse accorder une exemption qu'on n'a point, & que toutes les fois qu'elles le font, leurs arrests sont sujets à cassation, quelque laps de temps que l'on puisse opposer. Que c'est neantmoins à tous ces principes que la cour des aydes a contrevenu, puisque par l'arrest qui y a esté rendu, elle a estendu le territoire de Paris au-delà des bornes plantées en execution de l'arrest du 28. Avril 1674. qu'il a donné la qualité de bourgeois de Paris à des particuliers qui habitent au-delà de ces mesmes bornes, qualité qui pourroit mesme estre attribuée à plus de soixante menages qui composent à present le lieu dont est question, si l'arrest de la cour des aydes subsistoit; que cet arrest a donné une exemption à des particuliers qui n'en ont point, & à qui sa majesté ne l'a jamais accordée. A quoy il faut ajouter que le terrain en question est au-delà des bornes plantées en execution de l'arrest du conseil du 28. Avril 1674. que les maisons qui y sont, ont esté basties contre la disposition formelle de cet arrest, & que les habitans qui y sont, ne payent ni taille ni entrée, & ne portent aucune charge des bourgeois de Paris. Que les supplians conviennent que ces particuliers autrefois habitans de la paroisse de la Chapelle, qui s'estendoit jusqu'à la rue de Paradis au dessous de saint Lazare, sont de la paroisse de saint Laurent; mais ils soutiennent en mesme temps qu'ils n'en doivent pas moins la taille, puisque les habitans de la Villette & de Belleville qui sont de la mesme paroisse de saint Laurent, ne laissent pas de payer la taille aux paroisses de la Villette & de Belleville, de mesme que les habitans du fauxbourg sainte Anne de la mesme paroisse de saint Laurent payoient cy-devant la taille à Montmartre, & n'en ont esté dechargez que par arrest du conseil, qui a ordonné qu'ils seroient fermez de barrieres. Que les habitans du pretendu fauxbourg de Gloire ne sont pas compris dans la declaration du 12. Decembre 1702. qui fixe les quartiers de Paris. Les choses en cet estat, les collecteurs de la Chapelle de l'année 1717. ont encore imposé en leur rolle

dix particuliers du fauxbourg saint Lazare, qui ayant présenté de nouveau une requeste à la cour des aydes, tendante à ce que l'arrest de ladite cour du 13. Aoust 1716. fust executé, qu'ils fussent reçus appellans des taxes & impositions sur eux faites au rolle de 1717. qu'il leur fust permis d'intimer les collecteurs de la Chapelle de ladite année, mesme la communauté & habitans, aux perils & fortunes desdits collecteurs, que cependant defenses fussent faites d'excuter ledit rolle, passer outre & faire aucunes poursuites ailleurs, que main levée leur fust faite des saisies & executions sur eux faites, & que faite par lesdits collecteurs de 1717. d'avoir, conformément audit arrest & à la sommation qui leur avoit esté faite le 29. Janvier de ladite année, fait la reimposition des taxes & impositions payées par aucuns desdits habitans, ils fussent condamnez solidairement & par corps à se charger en leurs noms desdites taxes & impositions, & à rendre & payer ausdits habitans la somme de 764. livres 15. sols 6. deniers, à laquelle montoient lesdites impositions de l'année 1715. ensemble les interets de ladite somme, à compter dudit jour 23. Janvier, jour de ladite sommation, aux dommages & interets desdits particuliers & en tous les despens. Il est intervenu un second arrest sur cette requeste le 9. Juillet de ladite année 1717. qui a ordonné que celui du 13. Aoust 1716. sera executé; ce faisant a reçu lesdits habitans appellans, leur a permis d'intimer qui bon leur semblera, & cependant fait defenses de mettre ledit rolle à execution contre lesdits habitans, à peine de 500. livres d'amende & de tous despens, dommages & interets; & sur le surplus des fins & conclusions de ladite requeste, a ordonné que les parties seroient assignées à la huitaine à ladite cour, pour icelles ouyes estre ordonné ce que de raison. En consequence duquel arrest ils ont fait assigner lesdits collecteurs de la Chapelle & les habitans de ladite paroisse, par deux exploits des 14. & 18. dudit mois de Juillet. Lequel second arrest n'a pour fondement que le premier, contre lequel s'estant pourvus en cassation, s'ils estoient obligez de proceder encore à la cour des aydes, ils seroient abîmez en frais. A ces causes requeroient les supplians qu'il plust à sa majesté, sans s'arrestier ausdits arrests de la cour des aydes de Paris des 13. Aoust 1716. & 9. Juillet

1717. ni à ceux qui peuvent leur avoir donné lieu, les descharger des assignations à eux données en ladite cour des aydes les 14. & 18. Juillet 1717. ordonner que les particuliers qui sont nouvellement establis au-delà des bornes & limites portées sur le chemin de saint Denis allant à la Chapelle, dans les terres auxquelles ils ont donné de leur chef les noms de fauxbourg de Gloire, de saint Lazare, de Croix des Gerbilleux, & de lieu-Franc, continueront d'estre imposés à la taille audit lieu de la Chapelle, comme ils l'ont esté dans les rolles de 1715. & 1717. & qu'ils payeront les cotes pour lesquelles ils ont esté imposés, à l'effet de quoy ledit rolle de 1717. sera executé. Veü ladite requeste, la declaration du 26. Avril 1672. l'arrest du conseil du 28. Avril 1674. lesdites sentences de l'élection de Paris du 9. Aoust 1715. copies des arrêts de la cour des aydes de Paris des 13. Aoust 1716 & 9. Juillet 1717. & autres pieces; ouy le rapport; LE ROY EN SON CONSEIL a ordonné & ordonne qu'il sera mis neant sur ladite requeste; & neantmoins descharge en tant que besoin, lesdits supplians des amendes qu'ils pourroient avoir encourus, pour raison des demandes en cassation portées par ladite requeste. Fait au conseil d'estat du roy, tenu à Paris le xxv. jour de Juin M. DCC. XVIII. Collationné, Signé, DU JARDIN. *Pris sur un imprimé en feuilles volantes.*

ORDONNANCE DU ROY
pour la continuation du sixiesme & neuviemes de ce qui se reçoit pour les entrées aux opera, comedies & autres spectacles, tant pour le soulagement des pauvres de l'hôtel-Dieu, que de l'hospital general, sans augmentation.

1719. **S**A majesté s'estant fait représenter les lettres patentes du 25. Fevrier 1699. & 30. Aoust 1701. par lesquelles il auroit esté ordonné qu'il seroit levé & receû au profit de l'hospital general pour les places & les entrées aux opera, comedies & autres spectacles publics, un sixiesme par augmentation des sommes qu'on y payoit precedemment, & que ledit sixiesme seroit pris sur le produit des places & entrées, sans aucune diminution ni aucun retranchement, sous pretexte de frais ou autrement, pour estre employé à la subsistance des pauvres; les lettres patentes du 7. Octobre 1704. par lesquelles le privilege ac-

cordé aux sieurs Francine & Dumont pour tenir dans la ville de Paris une academie royale de musique, auroit esté prorogé pour dix ans, & la cession faite dudit privilege par lesdits sieurs Francine & Dumont au sieur Guyenet auroit esté approuvée, à condition de payer audit hospital general un sixiesme en sus exempt de toutes charges & de tous frais, conformément au traité passé entre lesdites parties le 5. desdits mois & an; les lettres patentes du 8. Janvier 1715. qui en confirmant un traité passé entre les sieurs Francine & Dumont, après le deces dudit sieur Guyenet, avec Mathurin Bénier avocat au parlement & consors, en prorogeant ledit privilege de l'opera pendant quinze ans, contiennent une pareille disposition en faveur de l'hospital general; comme aussi l'ordonnance du 5. Fevrier 1716. par laquelle pour fournir à l'hôtel Dieu de Paris un secours necessaire, qui le mist en estat d'achever un bastiment commencé de plusieurs salles destinées à placer de nouveaux lits, où les malades dont le nombre estoit considerablement augmenté depuis 1709. fussent placés avec moins de peril & d'incommodité, auroit esté ordonné qu'on recevroit à l'avenir pour les places & aux entrées des opera, comedies & autres spectacles publics, qui se jouent à Paris par permission de sa majesté, un neuviemes par augmentation des sommes qu'on recevoit precedemment, applicable au profit de l'hôtel-Dieu, sans aucune diminution, sous pretexte de frais ou autrement; & sa majesté estant informée qu'au prejudice desdites lettres patentes & ordonnance, dont les dispositions sont si precises, les directeurs de l'opera & les comediens François & Italiens ont depuis quelques mois pretendu que le sixiesme & le neuviemes cy-devant attribués à l'hospital general & à l'hôtel-Dieu, ne devoient estre perçus qu'après avoir prelevé les frais de representation, ce qui est manifestement contraire aux termes desdites lettres patentes & ordonnance, & ne peut d'ailleurs avoir aucune apparence de justice, d'autant que le sixiesme & le neuviemes estant perçus par augmentation, les directeurs de l'opera & les comediens reçoivent pour leur compte les memes sommes qu'ils faisoient precedemment sans aucune diminution, & sur lesquelles ils estoient obligés de payer les memes frais, auxquels les spectacles sont necessairement

assujettis, SA MAJESTÉ de l'avis de M. le duc d'Orléans regent, desirant faire cesser tout pretexte de difficulté à cet égard, afin que lesdits hospital general & hostel-Dieu jouissent, pour la subsistance & le soulagement des pauvres, d'un secours sans lequel ils ne pourroient se soutenir, a ordonné & ordonne que conformément ausdites lettres patentes du 25. Fevrier 1699. 30. Aoust 1701. 7. Octobre 1704. & 8. Janvier 1715. & à son ordonnance du 5. Fevrier 1716. le sixiesme & le neuvieme continueront à estre perçus au profit dudit hostel-Dieu & de l'hospital general, par augmentation des sommes qu'on recevoit avant lesdites lettres patentes & ordonnance, pour les places & les entrées aux opera, comedies & autres spectacles publics, qui se jouent à Paris par permission de sa majesté, mesme aux spectacles des foires, sans aucune diminution ni retranchement sous pretexte de frais ou autrement. Enjoint sa majesté sous peine de desobeissance aux directeurs de l'opera, aux comediens François & Italiens & autres qui ont tenu ou tiendront à l'avenir des spectacles publics par permission de sa majesté, ou les spectacles des foires, de remettre incessamment & sans aucun delay aux receveurs de l'hostel-Dieu & de l'hospital general toutes les sommes qu'ils doivent ou devront cy-après, pour raison desdits sixiesme & neuvieme, sans en retenir aucune portion pour quelque cause ou pretexte que ce puisse estre. Enjoint sa majesté au lieutenant general de police de sa bonne ville de Paris de tenir la main à l'exécution de la presente ordonnance, qui sera publiée & affichée par tout où besoin sera. Fait à Paris le iv. Mars M. DCC. XIX. Signé, LOUIS; & plus bas, PHELYPEAUX.

Il est enjoint à Marc-Antoine Pasquier juré-crieur du roy, de publier & faire afficher la presente ordonnance dans tous les endroits ordinaires & accoutumez de cette ville de Paris, mesme aux portes & entrées des salles où se font les representations des pieces de musique de l'academie royale & des comedies, à ce qu'aucun n'en pretende cause d'ignorance, & que tous ayent à s'y conformer, en sorte que pour les places pour lesquelles on ne payoit cy-devant à la comedie que 18. sols, il en sera payé 20 sols; pour celles de 36. sols, il en sera payé 40. sols; pour celles de 3. livres 12. sols, il en sera payé 4. livres; & ainsi à

proportion, tant à la comedie & à l'opera, qu'aux autres spectacles publics. Fait & donné par nous Louis-Charles de Machault chevalier, seigneur d'Arnouville, conseiller du roy en ses conseils, maître des requestes ordinaire & honoraire de son hostel, lieutenant general de la ville, prevost & vicomte de Paris, le iv. jour de Mars M. DCC. XIX. Signé, DE MACHAULT; & plus bas, Par monseigneur, POUSSY. Copié sur un imprimé en feuille volante.

LETTRES PATENTES
sur arrest, pour le reſtaſſement des
quays de l'Ecole & du Louvre.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à nos amez & teaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement & chambre de nos comptes à Paris, presidens-treſoriers generaux de France au bureau de nos finances estably audit lieu, & à tous autres nos officiers & justiciers qu'il appartiendra, salut. Nous estant fait presenter le plan que les prevost des marchands & eschevins de nostre bonne ville de Paris ont fait lever des quays de l'Ecole & du Louvre, depuis le pont-Neuf jusqu'à l'abreuvoir du guichet, qui sont très-mauvais par leur ancienneté, & d'un allignement très-irregulier, la voye publique y estant fort resſerrée & dangereuse, particulièrement au devant de la terrasse du Louvre, où les passans sont souvent en danger, & qu'ils pourroient estre reconstruits d'une ligne droite depuis le massif des descentes de la culée du pont-Neuf, jusqu'au coude vis-à-vis la terrasse du Louvre, avec un abreuvoir & des descentes à la riviere pour la commodité publique, en supprimant le ponceau de l'ancien abreuvoir au bout de la rue des Poulies, qui est tres-incommode, & embarrasse le passage le plus frequenté, ce qui l'elargiroit & le dégageroit considerablement, sans porter aucun prejudice à la navigation, y ayant en cet endroit un grand atterrissement. Et sa majesté estant informée du mauvais estat du mur de la terrasse du Louvre & de l'irregularité de son allignement par le coude qu'il forme, qui cause une difformité & resserre beaucoup la voye publique, se seroit fait presenter le plan du Louvre pour en connoître la disposition. Sur quoy nous aurions fait rendre ce jourd'huy un arrest en nostre conseil d'estat, nous

y étant, dont l'extrait est cy attaché sous le contre-scel de nostre chancellerie, par lequel nous aurions expliqué nos intentions, & pour l'exécution duquel nous aurions ordonné que toutes lettres patentes nécessaires seroient expédies. POUR CES CAUSES, de l'avis de nostre très-cher & très-ami oncle le duc d'Orléans regent, de nostre très-cher & très-ami oncle le duc de Chartres premier prince de nostre sang, de nostre très-cher & très-ami cousin le duc de Bourbon, de nostre très-cher & très-ami cousin le prince de Conty, princes de nostre sang, de nostre très-cher & très-ami oncle le comte de Toulouse, prince légitimé, & autres pairs de France, grands & notables personnages de nostre royaume, nous avons ordonné & ordonnons que le coudé du mur de la terrasse du Louvre sera retranché & reconstruit d'une ligne droite à nos dépens, & que les quais de l'Ecole & du Louvre seront reconstruits par les prevosts des marchands & eschevins aux dépens de la ville, suivant le plan y attaché & tous alignemens donnez par le maître general de nos bastimens & de la ville en leur presence. Si vous mandons que ces présentes vous ayez à faire registrer, & le contenu en icelles garder & observer pleinement & paisiblement selon sa forme & teneur, cessant & faisant cesser tous troubles & empeschemens, nonobstant toutes choses à ce contraires. Car tel est nostre plaisir. Donné à Paris le xxv. Mars l'an de grace M. DCC. XIX. & de nostre regne le iv. Signé, LOUIS; & plus bas, Par le roy, le duc d'Orléans regent present, PHELYPEAUX. Et scellées du grand sceau de cire jaune.

Registrées, oüy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre exécutées selon leur forme & teneur, suivant l'arrest de ce jour. A Paris en parlement le xxiii. May M. DCC. XIX. Signé, GILBERT. Pris sur un imprimé en feuille volante.

DECLARATION DU ROY
qui accorde la noblesse au doyen des substituts du procureur general du grand conseil, & à ses successeurs.

1719. LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut. Nous avons par nostre edit du mois d'Aoust 1717. entr'autres choses ordonné que les premier president, presi-

dens, conseillers, nos avocats & procureur generaux, greffier en chef & premier huissier de nostre grand conseil, & huissier ordinaire en nostre grande chancellerie alors pourvus, & qui le seroient ci-après, lesquels ne seroient pas issus de race noble, ensemble leurs veuves qui demeureroient en viduité, & leurs enfans & descendans, tant mâles que femelles, nez & à naître en legitime mariage, seroient repurez nobles, & comme tels jouiroient des droits, privileges, rangs & prééminences dont jouissent les autres nobles, pourveu que lesdits officiers ayent servi vingt ans, ou qu'ils decedent revestus de leursdits offices. Et comme il n'est point fait mention dans ledit edit de nos conseillers substitués de nostre procureur general audit grand conseil, ils nous auroient fait représenter qu'ayant esté créés & établis du corps de nostredit grand conseil, nous leur aurions dans toutes les occasions accordé les mesmes graces & faveurs qu'aux principaux officiers d'icelui, ainsi qu'il paroist par nostre edit du mois de May 1586. portant creation desdits substitués pour estre du corps de ladite compagnie; que mesme par autre edit du mois de Mars 1672. il est expressément porté qu'ils seront du corps de nostredit grand conseil; & par nostre declaration du 28. Juin 1674. qu'ils jouiroient de tous les droits, prerogatives, prééminences & privileges dont jouissent les officiers de nostre grand conseil; & qu'enfin par trois arrests de nostre conseil d'estat des 16. Septembre 1673. 5. Janvier 1675. & 1. Fevrier 1676. ils sont maintenus dans lesd. droits, privileges, prééminences & prerogatives. Et desirant de leur faire connoître que nous sommes également satisfait des services qu'ils nous ont rendu depuis, & de ceux qu'ils nous rendent actuellement dans les fonctions de leurs charges: A CES CAUSES & autres à ce nous mouvans, de l'avis de nostre très-cher & très-ami oncle le duc d'Orléans petit-fils de France, regent, de nostre très-cher & très-ami oncle le duc de Chartres premier prince de nostre sang, de nostre très-cher & très-ami cousin le duc de Bourbon, de nostre très-cher & très-ami cousin le prince de Conty, princes de nostre sang, de nostre très-cher & très-ami oncle le comte de Toulouse prince légitimé, & autres pairs de France, grands & notables personnages de nostre royaume, nous avons déclaré & ordonné, & par ces presentes signées de nostre main declaron & ordonnons, vou-

lons & nous plaist, que nostre conseiller substitut, actuellement en charge, doyen de nos conseillers substitués de nostre procureur general au grand conseil, & ses successeurs doyens aussi actuellement en charge, lesquels ne seront pas issus de noble race, ensemble leurs veuves qui demeureront en viduité, & leurs enfans & descendans, tant masles que femelles, nez & à naistre en legitime mariage, soient reputés nobles, & comme tels jouissent de tous les droits, privileges, franchises, immunités, rangs, seances & prééminences dont jouissent les autres nobles de race de nostre royaume, pourveu que ledit doyen actuellement en charge, & ses successeurs doyens aient servi dans ledit office pendant vingt ans entiers & consecutifs, ou qu'ils decedent revestus dudit office; & pour ceux qui seront issus de race noble, voulons que ces presentes leur servent d'accroissement d'honneur, par le tesmoignage que nous y donnons de l'estime que nous faisons des services qu'ils nous ont rendus dans l'exercice desdites charges. Et au surplus maintenons & confirmons nostredit conseiller substitut doyen, & nos autres conseillers substitués de nostre procureur general au grand conseil, en la jouissance & possession de tous leurs droits & privileges dont ils ont bien & deüement jouy, quoique non exprimez par ces presentes. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement, chambre des comptes & cour des aydes à Paris, que ces presentes ils aient à faire registrer, & de l'effet d'icelles jouir & user nostredit conseiller substitut doyen & ses successeurs doyens substitués de nostre procureur general audit grand conseil, sans souffrir qu'ils y soient troublez, nonobstant toutes choses à ce contraires, auxquelles nous avons dérogé & dérogeons par ces presentes. Car tel est nostre plaisir. En temoin dequoy nous avons fait mettre nostre scel à cesdites presentes. Donné à Paris le xxii. jour de May l'an de grace M. DCC. XIX. & de nostre regne le IV. *Signé, LOUIS;*
& plus bas: Par le roy, le duc d'Orleans regent present, PHELYPEAUX. Veu au conseil, VILLEROY. Et scellée du grand sceau de cire jaune.

Registrées, ouy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre exécutées selon leur forme & teneur, suivant l'arrest de ce jour. A Paris en parlement le VI. Juillet M. DCC. XIX. *Signé, GILBERT. Pris sur l'imprimé.*

COMPLIMENT DU RECTEUR de l'université au roy, pour remercier sa majesté de l'establissement de l'instruction gratuite dans l'université de Paris, le 22. May 1719.

SIRE,

C'est avec les sentimens de la plus vive reconnoissance que l'université de Paris se presente aujourd'hui au pied du throne de V. M. Cette compagnie formée d'abord par les soins & dans le palais mesme de nos rois, toujours honorée pour cette raison du titre glorieux de leur fille aînée, a conservé dans tous les temps des sentimens dignes de sa naissance; mais elle avoit eu jusqu'ici le malheur de n'en pouvoir soutenir la gloire & la liberté; peu differente de ces anciennes maisons dont la fortune semble dementir l'origine, & qui se voient presque effacées par un grand nombre de familles moins nobles & plus opulentes. Telle estoit, sire, la triste situation de la premiere université du monde, plus dependante du public que les autres universités de l'Europe, toutes formées sur son modele, ou sorties mesme de son sein, & toutes cependant beaucoup mieux dotées que leur mere. Ce n'est pas que ses fondateurs augustes, en lui accordant des privileges d'honneur, eussent oublié de pourvoir à sa subsistance, ou qu'elle eust elle-mesme dissipé son patrimoine par une mauvaise économie. Mais elle avoit besoin d'une nouvelle protection pour trouver dans le fonds mesme que les rois lui avoient laissé, de quoi se passer de tout secours estranger. Cette grace, meslée de justice, paroissoit facile à la puissance souveraine; on en connoissoit d'ailleurs toute l'utilité; & les ministres les plus passionnez pour la gloire de leur maître & pour le bien public, en avoient plus d'une fois formé le projet. Mais il falloit, sire, qu'on en dust l'exécution à vostre majesté aidée des conseils d'un prince intéressé à la gloire de vostre regne, & porté par un goust naturel à protéger les arts & les sciences, qui peuvent en faire un des principaux ornemens. Quel heureux présage, sire, pour toute la suite de ce regne, auquel nos vœux ne mettent point de bornes! Vous vous montrez déjà veritablement le pere de vos jeunes sujets, en leur procurant, ou du moins en leur facilitant l'ineffimable

avantage de l'instruction, dans un temps où V. M. par un discernement au-dessus de son âge, commence à connoître l'importance de l'éducation, par celle que vous recevez avec tant de succès entre les mains de ces hommes choisis, qui sont chargés du précieux dépôt de vos premières années, sous la conduite d'un prince de votre sang, attaché par le cœur à votre personne sacrée, & moins sensible à l'éclat de ce glorieux emploi, digne de son auguste naissance, qu'aux progrès de V. M. d'où il fait que dépend la félicité publique. L'université, sire, s'efforcera de seconder vos intentions vraiment royales, en redoublant ses soins auprès de ce peuple naissant qu'elle élève pour votre majesté. Nous continuerons de le former dans la piété & dans les lettres, & nous nous appliquerons avec zèle à inspirer de bonne heure à ces enfans les sentimens de respect, de soumission & de reconnaissance qu'ils doivent à un prince de leur âge, qui par sa libéralité vient de s'acquiescer de nouveaux droits sur des cœurs que le devoir & l'inclination lui avoient déjà dévoués. C'est l'unique moyen, sire, que nous ayons de reconnoître dignement les grâces que vous faites à l'université. Elle va renaître & prendre une face nouvelle par les bienfaits dont vous la comblez de votre enfance, semblable au soleil du printemps, dont les rayons favorables rendent la joie & la beauté à toute la nature, & qui ranimant par une chaleur douce, mais féconde, les fucs de la terre, fait éclore de toutes parts les fleurs les plus brillantes, & prépare pour l'automne une abondance de fruits délicieux. Puissiez-vous, sire, goûter vous-même long-temps le fruit de vos royales bontés, dont la durée, égale à celle de la monarchie, gravera en caractères ineffaçables le souvenir & l'amour de V. M. dans le cœur des pères & des enfans, & perpétuera en quelque sorte votre règne sous les règnes même de vos successeurs les plus reculés.

Pris sur l'imprimé.

COMPLIMENT DU MESME
à S. A. R. monseigneur le duc d'Orléans
régent, sur le même sujet, du même
jour.

MONSIEUR,

Les promesses que V. A. R. avoit eu la bonté de faire à l'université ont été suivies d'un effet si prompt, qu'il a laissé

peu d'intervalle entre la demande & le remerciement. La justice que vous avez voulu qu'on nous rendît, a reçu en passant par vos mains tout le prix d'une grâce pure & signalée; & de quelque coûté que nous l'envisagions, nous sommes contraints d'avouer que nos expressions ne sauroient atteindre à la grandeur du bienfait, ni égaler la mesure de notre reconnaissance. Si des nations entières ont décerné les plus grands honneurs à des princes pour des ouvrages sujets au temps, & dont toute l'utilité se bornoit à l'embellissement des villes & aux commodités de la vie, que ne doit point l'université, que ne doit point même la France à V. A. R. pour un établissement qui tend à perfectionner l'esprit & les mœurs, & qui subsistera autant que la monarchie, dont la durée, comme nous l'espérons, égalera celle du monde? Tout le royaume a déjà fait éclater sa joie par ses louanges & ses applaudissemens. L'université que ce nouvel avantage touche encore de plus près, y est d'autant plus sensible, que le prince de qui elle le tient, connoît mieux que personne quels doivent être les motifs & les usages d'une telle grâce. Vous avez compris, monseigneur, que l'éducation de la jeunesse est le premier & le plus solide fondement de la gloire & de la félicité des états; que l'honneur & la liberté sont l'ame des lettres; que pour servir plus utilement le public dans nos professions, il faut en être indépendant, & que c'est cette indépendance même à l'égard du public, qui attache plus étroitement au prince, en retenant à lui tous les sentimens de reconnaissance qu'on seroit obligé de partager entre les particuliers. C'est par des vœux si nobles & si élevés, monseigneur, que vous avez formé le dessein de l'instruction gratuite dans l'université de Paris, & que vous en avez avancé l'exécution avec un empressement qui pourroit faire douter si vous avez eu plus de joie en nous accordant cette faveur, que nous en la recevant. Uniquement renfermez dans nos emplois, peu instruits dans l'art de réussir par des insinuations & des voies secrètes, moins propres encore à ces sollicitations vives & à ces assiduités persévérantes, presque toujours nécessaires à la cour pour percer la foule de ceux qui demandent, & dont les meilleurs princes sont le plus environnés, nous serions encore privez de vos grâces, si elles n'estoient presque venues nous chercher,

Ppp iij

& s'il eust fallu autre chose pour obtenir de V. A. R. cet important établissement, que de lui en représenter l'utilité. Vous avez inspiré les mêmes sentimens aux ministres de sa majesté; leur zèle pour le bien public & pour la gloire de leur maître, a pu à peine répondre à l'activité de vos desirs. Mais ce qui met le comble à notre joie, monseigneur, c'est de savoir que cet événement est l'effet de l'estime d'un prince, dont le discernement peut servir aux autres de règle pour juger sûrement du mérite. Aussi l'université, monseigneur, sent-elle déjà augmenter pour elle la confiance du public, par celle dont V. A. R. daigne l'honorer; semblable à ces tableaux anciens, dont les traits formez par un savant pinceau, mais obscurcis par le temps, & faute de soin, n'attendent que les yeux d'un grand maître & le secours d'une main habile pour reparoître dans toute leur beauté, & pour effacer le brillant des ouvrages modernes qui leur avoient été égaux & peut-être même injustement préférez. Nous nous efforcerons, monseigneur, de conserver ce nouvel éclat que vous nous avez rendu, en redoublant nos soins pour l'instruction de la jeunesse, & nous espérons prouver à toute la France, que le don accordé à l'université est véritablement un bienfait public. Ce seroit peu en effet, que nos fastes en perpétuasent la mémoire, que nous le publiassions dans toutes nos langues, & par cent monumens divers; que dans les siècles même les plus reculés on prît soin de dire aux enfans qui vous devront l'éducation: » ces » leçons que vous recevez, sont les fruits » de la bonté d'un prince, qui dans des » temps difficiles, chargé de la conduite d'un grand royaume, partagé par » mille affaires penibles & espineuses, ne » jugea pas indigne de son attention de » relever l'honneur de nos écoles, & » assura un fonds considérable pour en » noblir la fonction des maîtres, & pour » faciliter l'instruction des disciples; nostre reconnaissance & celle de nos successeurs seroit peu digne de vous, si elle se bornoit à des éloges & à des sentimens stériles. Il faut qu'elle soit agissante & effective. V. A. R. a eu pour but l'honneur de la France & l'utilité publique. Nous irons, s'il est possible, aussi loin que vos desirs; & par un assujettissement volontaire, mais exact à de nouvelles loix que nous allons nous prescrire, & que nous vous prions, pour comble de grace, de vouloir bien autoriser, nous

vous donnerons la consolation de jouir du fruit d'une générosité vraiment royale, & d'en recevoir ainsi (permettez-nous de le dire, monseigneur) la juste & digne récompense. *Ibidem.*

COMPLIMENT DU MÊME
à M. le garde des sceaux à pareil sujet.

PAUCI omnino mentes sunt, fidelissime regiorum sigillorum custos, ex quo academia Parisiensis, dum te publicæ legatione* salutarer, se tibi suasque res, tanquam potenti patrono & optimo Mecenati, commendavit. Ita tum à te excepti sumus, ita nos, non facundè solum, sed etiam benevolè, imò amanter allocutus es, ita de proposito gratiæ institutionis consilio splendide & sapienter disseruisti, ut certiore quàm unquam aliàs erecti fiduciâ, latissimas spes in Latium nostrum reportaremus. Illas porro, non modò non elusas aut protractas in longum, sed ipsâ expectatione nostrâ maturius impletas, hodie tibi intimo animi bene memoris affectu gratulamur. Declarasti profectò quantum in fide tua reponi oporteat; quàm non clientes tuos, quod sæpè fit, blandis vocibus & inanibus promissis lactes, ut post longas & crebras penitationes diù repulsam sustineant, eoque ipso tristiores. Tu de academia Parisiensi non magnificè solum, sed etiam celeriter promeritus es, quod alterius beneficii loco haberi debet; paucis diebus feliciter absolvisi, quod ante meditati sunt non pauci, nonnulli totâ voluntatis inclinatione susceptum, insectum tamen, non sine fide & bonorum omnium dolore, reliquerunt. Richelius ipse ad grandia & excelsa quæ natus, qui ea semper aggressus est quæ ante illum nemo, qui omnia ferè quæ aggressus est perfecit; vidit quantum famæ suæ, quantum regni totius interesset, primam Galliæ atque adeò ipsius orbis academiam liberalem efficere, at idem extinctus est antequam ad alia sua decora hanc quoque gloriam adjoiceret, instauratæ tanto sumptu Sorbonæ magnificis substructionibus majorem, annorum certe edacitati minùs obnoxiam. Erant quidem non pauca quæ petitioni nostræ faverent. Agebatur litterarum honor, civium commodum, regis ac regni totius splendor ac dignitas; æquum præterea videbatur ut primogenitæ regum Francorum filiæ non modò sua antiqua dos servaretur, sed vel nova, si necesse esset, accederet. Verùm in hac difficul-

* L. c. F. vrier 1719. lui présentée le 17, après l'avoir présentée au roy & M. le regent.

tate temporum, in his ærariæ rei, cui præes, angustis, non deerant etiam quæ hujus pulcherrimæ rei successum impedire possent, aut saltem retardare. Vicit tamen, te auctore, utilitas publica; cessit æquitati fîscus, *cujus nunquam causa mala est*, inquit Plinius, *nisi sub bono principe*; addere mihi liceat: & sub similibus principi ministris. Ergo litteras vindicasti in libertatem, atque è tenebris quodammodo in lucem eduxisti. Quod in toto vitæ exercitissimæ curriculo patuit omnibus, nihil tam intricatum esse quod non expedias, nihil tam difficile & arduum quod non facile & sine negotio assequaris, urbanarum juxta & exterarum rerum sciens, intelligens forensium, civilium peritissimus, id in hac quoque nostra re ostendisti; ut quâ potissimum arte excellas, statuere nemini liceat, illud autem affirmari certo possit, te ad id unum natum videri quodcumque agis. Quid quoddam tam insigne beneficium tantâ facilitate alloquendi, tantâ & tam honorificâ in academiam comitate conditum voluisti, ut rei suapte naturâ gratissimâ novam insuper gratiam adjiceres, & regiam munificentiam tuâ quoque propriâ liberalitate cumulares? Viveret igitur in animis fastisque nostris tuorum in nos meritum memoria, quibus quoniam pares gratias referre simul non licet, habebimus certe nunquam perituras. Faciemus, quod unum possumus, ut reslorescentes ope tuâ litteræ nostræ fautorem suum remotissimæ posteritati commendent. Quamdiu vivebit academia, prædicabitur à nobis ille dies quo splendidum Ludovici & Philippi munus, simulque nomen tuum & nostrum decus, æternitati unâ & eâdem sigilli regalis impressione consignasti. *Ibidem.*

MANDEMENT DU RECTEUR
sur le misme sujet.

NOS Carolus Coffin rector universitatis studii Parisiensis, omnibus præsentibus litteras inspecturis, salutem. Etsi suum cuique impenso laboris pretium rependi haud iniquum est; tamen universitas nostra, dignitatis quàm opum amantior, semper doluit professoribus suis unoquoque anno certam à discipulis mercedem pensitari, necessariam magis quàm honestam. Habebat illa quidem natam penè secum, & omnium deinceps regum edictis ac diplomatibus confirmatam publicorum nuntiaturum possessionem, quam alendis magistris, adeoque levandis dif-

centium sumptibus jampridem destinabat. Verùm fundus hic, licet per se non infertilis, breviorum hætenus universitati centum attulerat, quàm ut ex eo justum singulis professoribus stipendium suppeditari posset. Debebat Ludovico XV. vix benè decimum ætatis annum ingressò, pulcherrimi operis confecti nunquam intermitura gloria. Nimirum aspirante Deo, promovente augustissimo regente litterarum & litteratorum fautore munificentissimo, rex Christianissimus bonarum artium alumnus idem ac parens, nec minùs naturæ suæ bonitate, quàm causæ nostræ jure adductus, vetus illud universitatis patrimonium eatenus auditum & amplificatum tandem voluit, ut primogenita regum Francorum filia, propria & decenti ornata dote, nihilque ab originis suæ nobilitate degener, ingenuas ac liberales artes liberaliter etiam exerceret. Quo tam insigni beneficio, non modò civium Parisinorum, sed Gallorum omnium, ipsorum etiam exterorum liberis publici præceptores ab ipso rege offeruntur, & doctrinæ nostræ purissimi fontes (qui tamen nemini unquam minimèque omnium pauperibus clausi fuerunt) latiùs jam commodiùsque referantur. Hoc ineuntis regni faustissimum omen magnâ & in præsens lætitiâ & in futurum spe excipere debent boni omnes. Quid enim is præstiturus non est adultus & vir, qui tale sui specimen edit vel puer? Notum itaque facimus omnes academici nostræ professores, discipulorum industriâ modestiâque contentos, nullum deinceps à quoquam honorarium exacturos esse; initium verò sic docendi ab ipsis kalendis Aprilis hujus anni factum. Invitamus omnes boni ingenii bonæque mentis pueros, ut in scholas nostras læti & alacres conveniant, ut assuescant beneficiis coævi regis, cui crescunt, qui & illis crescit, eumque jam nunc publicum parentem munere educationis experiri velint. Interim, donec solemniore omnipotenti Deo gratias persolvamus, jubemus in singulis majoribus collegiis cantari hymnum *Te Deum* cum psalmo *Exaudiat*, pro beneficentissimi regis incolumitate ac salute, fundi præterea pias preces pro serenissimo regente, enixèque ab omnium bonorum auctore flagitari, ut & in magistros spiritum scientiæ ac pietatis divitiis omnibus pretiosorem effundat, & discipulos bonitatem atque disciplinam ipse qui unus omnium magister est, edoceat. Feriabuntur scholæ diebus proximis Lunæ & Martis.

Datum in ædibus nostris Dormano-Bellovacis, die xii. Maii, anno Domini M. DCC. XIX. *Ibidem.* Dans un autre mandement du 27. May suivant, sur ce que le roy avoit donné trois jours de congé aux escoliers de l'université, le mesme recteur les indique au Lundi 5. Mercredi 21. & Mardi 27. de Juin.

ORDRE DE LA PROCESSION
de l'université, qui se fera Mardi 13.
jour de Juin 1719. en l'église paroissiale
de saint Roch.

Les sept compagnies qui composent l'université, sçavoir la faculté de theologie, celle des droits, celle de medecine, & les quatre nations, de France, de Picardie, de Normandie & d'Allemagne, qui forment la faculté des arts, s'assembleront aux Mathurins à 7. heures & demie précises du matin, & après que monsieur le recteur aura fait un discours selon la coutume ordinaire, la procession partira en cet ordre.

La croix sera portée à l'ordinaire par un religieux Augustin, accompagné de deux autres religieux du mesme ordre portans chandeliers.

Ensuite seront appelez pour marcher selon leur ordre

Les Cordeliers,
Les Augustins,
Les Carmes,
Les Jacobins.

Les maîtres ez arts en robe noire, avec le petit chaperon sans fourrure.

Six religieux Benedictins du prieuré royal de saint Martin des Champs en aubes & chapes, precedez de quelques autres religieux avec l'habit de leur ordre, & de quelques ecclesiastiques en surplis & chapes; ce qui forme le chœur.

Les bacheliers en medecine en robe noire avec un chaperon erminé, precedez du second massier de la faculté en robe noire.

Les bacheliers en la faculté des droits.

Les bacheliers en theologie en robe noire & fourrure, precedez du second appariteur de la faculté en robe noire.

Les docteurs-regens en la faculté des arts, en robe ou chape rouge, avec l'épitoge ou le chaperon doublé de fourrure.

Les quatre procureurs des nations vêtus d'une robe rouge erminée blanc & gris, comme celles des électeurs de l'empire, precedez chacun du second massier de leur nation.

Les docteurs en medecine, aussi en robes & chapes rouges, avec l'épitoge ou chaperon doublé de fourrure, precedez de leur premier massier vêtu d'une robe bleue fourrée de blanc.

Les docteurs en la faculté des droits, en robes rouges, avec leur chaperon erminé, precedez de leur massier habillé de violet.

Les docteurs en theologie, pareillement en fourrure & robe noire ou violette, avec un bonnet de mesme, precedez de leur premier appariteur qui porte une robe de drap violet fourrée de blanc.

M. le recteur en robe violette & mantelet royal, avec la bourse ou escarcelle de velours violet garni de glands & de galons d'or, & le bonnet noir, accompagné du doyen de theologie aussi en robe violette & fourrure, precedé des quatre premiers massiers des quatre nations de la faculté des arts.

Après monsieur le recteur suivent immédiatement,

Les syndic, greffier & receveur de l'université en robes rouges & fourrures.

Enfin la procession est fermée par

Les libraires-imprimeurs,	} jurez de l'université.
Les papeteriers,	
Les parcheminiers,	
Les écrivains,	
Les relieurs,	
Les enlumineurs,	

Les grands messagers jurez de l'université, precedez de leur clerc, lequel porte une robe de couleur de rose sèche, & une tunique sur laquelle sont les armes de l'université en forme d'un heraut d'armes, ayant un baston royal d'azur semé de fleurs de lis d'or.

La procession partira de l'église des Mathurins.

Descendra par la rue de la Harpe, jusqu'à l'entrée du pont saint Michel.

Tournera sur le quay des Augustins, jusqu'au pont-Royal.

Passera sur le pont-Royal, & prenant à droite le long des galeries du Louvre, entrera par le guichet du milieu dans la rue saint Thomas du Louvre, jusqu'à la rue saint Honoré.

Et de là elle ira à l'église de saint Roch, qui est le lieu de la station, où S. E. M. le cardinal de Nouailles archevesque de Paris, docteur de la faculté de theologie, proviseur de Sorbonne, & superieur du college de Navarre, officiera pontificalement.

Après l'office la procession sortira de l'église

l'église de S. Rôch, & suivant la rue saint Honoré, ira gagner la rue du Roule, passera le Pont-neuf, entrera dans la rue Dauphine, & prenant la rue des Cordeliers, se rendra en l'église des Mathurins.

Ibidem.

LETTRES PATENTES
sur arrest, pour la construction de cinq
nouvelles fontaines au fauxbourg saint
Antoine.

AN. 1719.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement à Paris, salut. Nous estant fait représenter le plan general des quartiers du fauxbourg saint Antoine, & le projet dressé par les prevoist des marchands & eschevins de nostre bonne ville de Paris, des conduites & distributions des eaux qui y sont nécessaires, & les desseins qu'ils ont fait faire par le maître general de ses bastimens pour la construction de cinq nouvelles fontaines : la premiere au coin de la rue des Tournelles, carrefour de la Bastille : la seconde, grande rue du fauxbourg saint Antoine, au coin de la rue de Charonne, au lieu d'une ancienne échoppe qui y est à présent : la troisième, devant l'abbaye, entre la boucherie & le petit marché : la quatrième, carrefour des rues de Charonne & de Basfroid, encoignure d'un marais vague, qui sera construite en pan coupé d'allignement, d'un costé sur la grande rue de Charonne, & de l'autre sur ladite rue de Basfroid, ainsi qu'elle a esté commencée vers son aboutissant : & la cinquième, rue de Charenton près les Angloises, basse-cour de l'hostel des mouquetaires, dont toute l'eau proviendra des pompes du pont Nostre-Dame ; ce qui seroit d'une très-grande commodité à à tous ces quartiers, où il n'y a aucune bonne eau à boire que celle que l'on y porte par tonneaux, se trouvant très-éloignez de la riviere. Surquoy par l'arrest de ce jourd'huy donné en nostre conseil d'estat, nous y estant, nous avons ordonné que ledits plan, projet & desseins seront executez selon leur forme & teneur, ainsi qu'il est au long porté par ledit arrest, pour l'execution duquel nous avons ordonné que toutes lettres nécessaires seroient expédiées. A CES CAUSES, de l'avis de nostre très-cher & très-amié oncle le duc d'Orleans petit-fils de France, regent, de nostre tres-cher & très-

amié oncle le duc de Chartres premier prince de nostre sang, de nostre très-cher & tres-amié cousin le duc de Bourbon, de nostre tres-cher & tres-amié cousin le prince de Conty, princes de nostre sang, de nostre tres-cher & tres-amié oncle le comte de Toulouze, prince legitimé, & autres pairs de France, grands & notables personages de nostre royaume, qui ont veü ledit arrest de nostre conseil d'estat cy-attaché sous le contre-scel de nostre chancellerie, nous avons ordonné, & par ces presentes signées de nostre main, ordonnons, voulons & nous plaist que ledits plan, projet & desseins soient executez selon leur forme & teneur ; & qu'à cet effet les cinq nouvelles fontaines seront faites & placées : la premiere, &c. comme cy-dessus avec tous leurs tuyaux de conduite de groseurs convenables, bassins & reservoirs nécessaires au dedans desd. fontaines, pour y fournir de l'eau abondamment ; ces fontaines construites suivant les desseins du maître general des bastimens de la ville, & les alignemens par luy donnez en presence des prevoist des marchands & eschevins. Ordonnons en outre que tous les propriétaires des places & heritages sur partie desquels lesdites fontaines seront construites, remettront incessamment leurs titres, memoires & pieces nécessaires pour parvenir à leur dedommagement ; s'il y échet, entre les mains desdits prevoist des marchands & eschevins, que nous avons pour ce commis & deputez, avec lesquels ils conviendront à l'amiable, ou suivant l'estimation qui en sera faite, & seront payez des deniers de ladite ville ; & ce qui sera par eux ordonné, executé nonobstant oppositions ou appellations quelconques. Si vous mandons que ces presentes vous ayez à faire registrer, & le contenu en icelles executer selon leur forme & teneur, car tel est nostre plaisir. Donné à Paris le 1. jour de Juin l'an de grace M. DCC. XIX. & de nostre regne le IV. Signé, LOUIS ; & plus bas, Par le roy, le duc d'Orleans regent present, PHELYPEAUX. Et scellées du grand sceau de cire jaune.

Registrées, ouy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, suivant l'arrest de ce jour. A Paris en parlement le VI. Juillet M. DCC. XIX. Signé, GILBERT. Pris sur l'imprimé en feuille volante.

*ARREST DU CONSEIL D'ESTAT,
& lettres patentes en consequence, qui
confirment les privileges du chevalier du
guet & de sa compagnie.*

• N. 1719.

Sur la requeste présentée au roy en son conseil par le chevalier-capitaine du guet de la ville & fauxbourgs de Paris, lieutenant, guidon, greffier, contrôleur, exempts & archers, tant à cheval qu'à pied, de sa compagnie, contenant que depuis un temps immémorial la compagnie du guet a été établie par les rois de France pour la garde & sûreté de la personne & des biens des habitans de la ville & fauxbourgs de Paris. Son antiquité remonte jusqu'à la création & établissement du chastelet, avec lequel cette compagnie fait corps d'officiers. En l'année 595. le roy Clotaire II. regla l'exercice des officiers de ladite compagnie, & le roy saint Louis en * 803. confirma ce qui avoit été fait par le roy Clotaire. Depuis par une ordonnance du roy Jean, du 6. Mars ** 1313. il fut dit que les rois ses predecesseurs avoient depuis un temps immémorial ordonné un guet de nuit à Paris, par les artisans de certains mestiers, pour veiller à la sûreté de ladite ville & des saintes reliques de la sainte Chapelle & des corps des rois, sous la conduite du chevalier du guet. Henri II. en l'année 1559. ne trouva pas indigne de ses soins & de son application, de faire un edit & des reglemens sur le fait & la fonction du guet; & par l'article XIII. de ces reglemens, il donne droit de *committimus* à la compagnie du guet; il veut & ordonne qu'au surplus tous ceux qui composent ladite compagnie, usent & jouissent, comme ceux du corps du chastelet, de tous & chacuns les privileges, franchises, exemptions & libertez cy-devant octroyées par les predecesseurs rois, & dont ont jouy & jouissent encore les conseillers, procureurs & commissaires civils & criminels dudit chastelet. Au mois de Novembre 1563. le roy Charles IX. rendit une ordonnance qui sert aussi de reglement pour la compagnie du guet. Le mesme roy établit & crea pour la ville d'Orleans un chevalier du guet, lieutenant, greffier, contrôleur & archers; & en consideration des peines & travaux qu'il leur convenoit prendre pour le service public & l'exercice de leur estat, il les affranchit & les exempte par son ordonnance de toute taille ordinaire & ex-

traordinaire, & generalement de toutes fortes d'imposts, subides & contributions quelconques. Enfin les rois de glorieuse memoire Louis XIII. & Louis XIV. ont donné des lettres patentes qui confirment les privileges des supplians anciennement accordez par les rois de France, en ce qui regarde leurs exemptions de la taille, quelques biens qu'ils possèdent aux environs de Paris ou ailleurs, de toutes curatelles, logemens de gens de guerre, & de toutes charges de ville. Et quoiqu'en cet estat les droits & les fonctions des supplians soient incontestables, par rapport à l'ancienneté de leur origine & à leur utilité pour la sûreté & tuition de la ville & fauxbourgs de Paris, qui a été nécessaire dans tous les temps, & plus encore aujourd'hui pour la garde de sa majesté & du public; cependant les supplians ont été souvent troublez dans leurs privileges, dans lesquels (nonobstant les contestations qui leur ont été faites) ils ont toujours esté maintenus, & en ont toujours jouy jusqu'à present, sinon que depuis le decez du feu roy Louis XIV. il a été fait quelques difficultez de les y maintenir, jusqu'à ce qu'ils aient obtenu de sa majesté des lettres de confirmation dans lesdits privileges. A ces causes requeroient les supplians qu'il plust à sa majesté dire & ordonner que les edits, declarations & reglemens faits par les rois de France concernant le fait & les fonctions, privileges, franchises, droits & exemptions accordées à la compagnie du guet, & arrests rendus pour le mesme fait, seront executez selon leur forme & teneur, & en consequence maintenir & garder le chevalier-capitaine du guet de la ville & fauxbourg de Paris, lieutenant, guidon, greffier, contrôleur, exempts & archers, tant à cheval qu'à pied, en titre d'offices, faisant leurs domiciles à Paris, dans la possession & jouissance immémoriale où ils sont du privilege & exemption de la taille, quelques biens qu'ils possèdent aux environs de Paris ou ailleurs, ensemble du droit d'exemption de rutelle & curatelle, de logement de gens de guerre dans les maisons à eux appartenantes, du droit de *committimus*, & de toutes charges de ville, & des autres droits & privileges à eux accordez par les rois de France, & faire deffenses à quelques personnes que ce soit de les troubler dans leurs privileges, à peine de 3000. livres d'amende & de tous despens, dommages & interets; enjoindre aux officiers des

* Il y a ainsi,
& c'est une erreur grossiere.

** Autre erreur.

des cours & à tous autres officiers, de reconnoître & conserver les fuidits privileges, & qu'à cet effet toutes lettres patentes nécessaires seront expédiées sur l'arrest qui interviendra, pour estre executé selon la forme & teneur, à peine d'y estre pourveu par sa majesté ainsi qu'il appartiendra. Veu ladite requête signée de Puy-Martin pour maistre Regnard avocat des supplians, ensemble les pieces justificatives d'icelle; ouy le rapport du sieur Pommereu chevalier, conseiller du roy en ses conseils, maistre des requestes ordinaire de son hostel, LE ROY EN SON CONSEIL, ayant égard à lad. requête, a ordonné & ordonne que les edits des années * 1133. 1559. 1563. 1568. declaration de 1576. lettres patentes de 1607. & 1650. & autres reglemens & arrests concernant le fait, fonctions, privileges, franchises, droits, exemptions accordées à la compagnie dudit chevalier du guet, ensemble les jugemens de l'élection & de l'hostel de ville de Paris des années 1702. & 1711. seront executez suivant leur forme & teneur; & en consequence maintient & garde lesdits chevalier-capitaine du guet, lieutenant, guidon, greffier, controlleur, exempts & archers, tant à cheval qu'à pied, en titre d'offices, faisant leur domicile à Paris en service actuel, & ne faisant aucun acte dérogeant, dans la possession & jouissance immémoriale d'exemption de tailles, collecte, tutelle, curatelle, logemens de gens de guerre dans les maisons à eux appartenans, & qu'ils occupent actuellement, ensemble dans le droit de garde-gardiennne pour toutes leurs causes personnelles, mixtes & possessoires, pardevant le prevoist de Paris ou son lieutenant, & dans tous les autres privileges dont jouissent les conseillers-commissaires du chastelet de Paris, conformément à l'edit du mois de May 1559. & seront pour l'exécution du présent arrest toutes lettres nécessaires expédiées. Fait au conseil d'estat du roy, tenu à Paris le xvii. jour d'Octobre M. DCC. xix. Signé, DE LAISTRE.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre; à tous ceux qui ces présentes lettres verront, salut. Nos bien amez les sieurs chevalier-capitaine du guet de nostre bonne ville & fauxbourgs de Paris, lieutenant, guidon, greffier, controlleur, exempts & archers, tant à cheval qu'à pied, de la compagnie, nous ont fait exposer par leur

requête en nostre conseil, què depuis un temps immémorial la compagnie du guet a esté établie par les rois de France nos predecesseurs, pour la garde & sureté de la personne & des biens des habitans de la ville & fauxbourgs de Paris; que son antiquité remonte jusqu'à la creation & établissement du chastelet, avec lequel cette compagnie fait corps d'officiers; qu'en l'année 595. le roy Clotaire II. regla l'exercice des officiers de ladite compagnie, & le roy saint Louis en 803. confirma ce qui avoit esté fait par le roy Clotaire. Depuis par une ordonnance du roy Jean du 6. Mars 1313. il fut dit que les rois ses predecesseurs avoient depuis un temps immémorial ordonné un guet de nuit à Paris par les artisans de certains mestiers, pour veiller à la sureté de lad. ville & des saintes reliques de la sainte Chapelle & des corps des rois sous la conduite du chevalier du guet; que le roy Henri II. en l'année 1559. ne trouva pas indigne de ses soins & de son application, de faire un edit & des reglemens sur le fait de la fonction du guet, & par l'article XIII. de ce reglement, il donne droit de *committimus* à la compagnie du guet; il veut & ordonne qu'au surplus tous ceux qui composent ladite compagnie, jouissent, comme ceux du corps du chastelet, de tous & chacuns les privileges, franchises, exemptions & libertez cy devant octroyez par les predecesseurs rois, & dont ont joui & jouissent encore les conseillers, procureurs & commissaires civils & criminels dudit chastelet. Au mois de Novembre 1563. le roy Charles IX. rendit une ordonnance qui sert aussi de reglement pour la compagnie du guet. Le mesme roy établit & crea pour la ville d'Orleans un chevalier du guet, lieutenant, greffier, controlleur & archers; & en consideration des peines & travaux qu'il leur convenoit prendre pour le service public, & l'exercice de leur estat, il les affranchit & les exempta par son ordonnance de toutes tailles ordinaires & extraordinaires, & generalement de toutes sortes d'imposts, subides & contributions quelconques. Enfin les rois de glorieuse memoire Louis XIII. & Louis XIV. ont donné leurs lettres patentes qui confirment les privileges des supplians anciennement accordez par les rois de France, en ce qui regarde leurs exemptions de la taille, quelques biens qu'ils possèdent aux environs de Paris ou ailleurs, de toutes curatelles, logemens de gens de guer-

re, & de toutes charges de la ville. Et quoiqu'en cet estat les droits & fondions des supplians soient bien establis, par rapport à l'ancienneté de leur origine & à leur utilité pour la sûreté & tuition de la ville & fauxbourgs de Paris, qui a esté nécessaire dans tous les temps, & plus encore aujourd'hui pour la garde de nostre personne & du public; cependant les supplians ayant esté souvent troublez dans leurs privileges, nonobstant les contestations qui leur ont esté faites, ont toujours esté maintenus & en ont toujours jouy jusqu'à présent, sinon que depuis le decez du feu roy Louis XIV. il auroit esté fait quelques difficultez de les y maintenir, jusqu'à ce qu'ils eussent obtenu de nous des lettres confirmatives desdits privileges; ce qui auroit obligé lesdits supplians de nous presenter leur requeste en nostre conseil, à laquelle ayant eu égard, par arrest rendu en icelui le 17. Octobre 1719. nous avons ordonné que les edits des années 1533. 1559. 1563. 1568. declaration de 1576. lettres patentes de 1607. & 1650. & autres reglemens & arrests concernant le fait, fondions, privileges, franchises, droits, exemptions accordées à la compagnie dudit chevalier du guet, ensemble les jugemens de l'élection & de l'hostel de ville de Paris des années 1702. & 1711. feroient executer suivant leur forme & teneur; & en consequence nous aurions maintenant & gardé lesdits chevalier-capitaine du guet, lieutenant, guidon, greffier, contrôleur, exempts & archers, tant à cheval qu'à pied, en titre d'offices, faisant leur domicile à Paris en service actuel, & ne faisant aucun acte dérogeant, dans la possession & jouissance immémoriale d'exemption de taille, collecte, tutelle, curatelle, logemens de gens de guerre dans les maisons à eux appartenantes & qu'ils occupent actuellement, ensemble dans le droit de garde-gardienne pour toutes leurs causes personnelles, mixtes & possessoires, pardevant le prevost de Paris ou son lieutenant, & dans tous les autres privileges dont jouissent les conseillers commissaires du chastelet de Paris, conformément à l'edit du mois de May 1559. Pour l'exécution duquel arrest ayant ordonné toutes lettres nécessaires estre expedées, les supplians nous auroient très humblement fait requérir les leur accorder. A CES CAUSES, voulant favorablement traiter lesdits exposans, de l'avis de nostre très-cher & très-ami oncle le duc d'Orleans petit fils de Fran-

ce, regent, de nostre très-cher & très-ami oncle le duc de Chartres premier prince de nostre sang, de nostre très-cher & très-ami cousin le duc de Bourbon, de nostre très-cher & très-ami cousin le prince de Conty, princes de nostre sang, de nostre très-cher & très-ami oncle le comte de Toulouse prince légitimé, & autres pairs de France, grands & notables personnages de nostre royaume, & après avoir fait voir en nostre conseil ledit arrest d'icelui dudit jour 17. Octobre 1719. cy-attaché sous le contre-scel de nostre chancellerie; nous avons ordonné par ces presentes signées de nostre main, & ordonnons que les edits des années 1533. 1559. 1563. 1568. declaration de 1576. lettres patentes de 1607. & 1650. & autres reglemens & arrests concernant le fait, fondions, privileges, franchises, droits, exemptions accordées à la compagnie dudit chevalier du guet, ensemble les jugemens de l'élection & de l'hostel de ville de Paris des années 1702. & 1711. seront executés suivant leur forme & teneur; & en consequence maintenons & gardons lesdits chevalier-capitaine du guet, lieutenant, guidon, greffier, contrôleur, exempts & archers, tant à cheval qu'à pied, en titre d'offices, faisant leur domicile à Paris en service actuel, & ne faisant aucun acte dérogeant, dans la possession & jouissance immémoriale d'exemption de tailles, collecte, tutelle, curatelle, logement de gens de guerre dans les maisons à eux appartenantes & qu'ils occupent actuellement, ensemble dans le droit de garde-gardienne pour toutes leurs causes personnelles, mixtes & possessoires pardevant le prevost de Paris & son lieutenant, & dans tous les autres privileges dont jouissent les conseillers commissaires du chastelet de Paris, conformément à l'edit du mois de May 1559. Si donnons en mandement à nos amez & feux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement, chambre des comptes & cour des aydes à Paris, & à tous autres nos justiciers & officiers qu'il appartiendra, que ces presentes ils aient à faire, chacun en droit soi, registrer, & du contenu en icelles ils fassent jouir & user lesdits chevalier-capitaine du guet, lieutenant, guidon, greffier, contrôleur, exempts & archers, tant à cheval qu'à pied, de ladite compagnie, & leurs successeurs, pleinement & paisiblement, cessant & faisant cesser tous troubles & empeschemens au contraire. Car tel est

notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre nostre scel à ces présentes. Donné à Paris le xxvii. jour de Novembre, l'an de grace m. dcc. xix. & de nostre regne le v. *Signé, LOUIS; & plus bas* : Par le roy, le duc d'Orleans regent présent, P H E L Y P E A U X, avec grille & paraphe, & scellé du grand sceau de cire jaune.

Collationné par les conseillers du roy notaires au chastelet de Paris soussignez, à l'original en parchemin, ce fait, à l'instant rendu, ce jourd'hui xvii. Fevrier m. dcc. xx. *Signé, BAILLY & BESNIER. Pris sur l'imprimé.*

L E T T R E S P A T E N T E S
sur arrest pour la continuation de la rue de Bourgogne & autres.

L O U I S par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement à Paris, salut. Ayant par differens arrefts rendus en nostre conseil, nous y estant, ordonné pour l'embellissement & la commodité du fauxbourg saint Germain, la continuation de la rue de Bourgogne sur la largeur y designée, jusqu'à la rencontre de la rue de Varennes; sur ce qui nous auroit depuis esté representé qu'il conviendrait que ladite rue fust encore continuée en differens alignemens jusqu'à la rue Rouffeleur, & que les rues de Babylone & Plumel qui y aboutissent, fussent continuées jusqu'au rampart, comme aussi que la rue des Brodeurs fust continuée jusqu'à ladite rue de Babylone; après nous estre fait représenter le plan qui en a esté dressé par nostre ordre, par arrest de nostre conseil du 14. Janvier dernier, nous aurions ordonné la continuation desdites rues; & voulant que lesdits plan & arrest soient executez selon leur forme & teneur. A CES CAUSES, de l'avis &c. comme à la page precedente, & de nostre grace speciale, pleine puissance & autorité royale, nous avons ordonné, & par ces présentes signées de nostre main, ordonnons que ledit plan du quartier saint Germain sera executé, & conformément aux arrefts des 23. Aoust 1707. 1. Decembre 1713. & 15. Mars 1717. que la rue de Bourgogne sera continuée de ligne droite sur cinq toises de large, depuis la rue de Varennes jusqu'à l'aboutissant du mur de clôture de l'heritage de le Clerc, & de ligne droite de pareille largeur, depuis ledit endroit jusqu'à la rencontre

de la rue Rouffeleur. Que les rues de Babylone & Plumel seront aussi continuées de ligne droite, & de cinq toises de large, jusqu'au nouveau rampart; & pareillement celle des Brodeurs en ligne droite sur mesme largeur, jusqu'à la rue de Babylone; & les alignemens donnez par le maistre general des bastimens, en presence des prevost des marchands & eschevins de nostre bonne ville de Paris & du sieur de Lorne tresorier de France, & les pentes du pavé pour l'écoulement des eaux, par ledit maistre des bastimens & le contrôleur general du pavé, sous l'inspection desdits prevost des marchands & eschevins, qui tiendront la main à l'exécution desdits arrefts de 1707. 1715. & 1717. en ce qu'ils ne seront contraires à ces présentes. Si vous mandons que cesdites présentes vous ayez à faire lire, publier & registrer, & le contenu en icelles executer de point en point, selon leur forme & teneur, cessant & faisant cesser tous troubles & empeschemens. Car tel est nostre plaisir. Donné à Paris le xviii. jour de Fevrier, l'an de grace m. dcc. xx. & de nostre regne le v. *Signé, LOUIS; & plus bas* : Par le roy, le duc d'Orleans regent présent, P H E L Y P E A U X. Et scellé du grand sceau de cire jaune.

Registrées, oüy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, suivant l'arrest de ce jour. A Paris en parlement le xiiii. Mars m. dcc. xx. *Signé, GILBERT. Pris sur l'imprimé en feuille volante.*

L E T T R E S P A T E N T E S
sur arrest portant confirmation de privilegies pour l'hospital general de Paris.

L O U I S par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous presens & à venir, salut. Nos chers & bien-amez les directeurs de l'hospital general de nostre bonne ville de Paris, nous ont fait remontrer que par arrest de nostre conseil d'estat du 23. Fevrier 1720. rendu sur leur requeste, contenant que par lettres patentes en forme d'edit du feu roy nostre tres-honoré seigneur & bisayeul du 7. Avril 1656. publiées pour l'establissement dudit hospital, & enregistrées dans toutes les cours, nostredit seigneur & bisayeul a affranchi, quitté, exempté & dechargé de tous subides, impositions, droits d'entrée, tant à Paris qu'ailleurs, par eau & par terre, des

ports, peages, octrois des villes, barrages, ponts & passages mis & à mettre, & de toutes autres choses généralement quelconques, dont ledit hospital pourroit estre tenu pour les vivres & provisions, mesme pour les vins jusqu'à concurrence de mille muids par an, bois à bruler & à bastir, charbon, foin, cendres & autres denrées & commoditez necessaires & utiles pour la subsistance & entretien des pauvres, officiers & domestiques dudit hospital general, des membres qui y sont unis, & des lieux qui en dependent, quoyqu'il soit dit que les droits seront payez par les privilegiez & non privilegiez, exempts & non exempts, à quoy pour ce regard nostredit seigneur & bisayeul a derogé en consideration des pauvres; lesquels privileges & exemptions ont esté confirmez par des lettres patentes du feu roy nostredit seigneur & bisayeul du 10. Juin 1710. Cependant Armand Pillavoine fermier general de nos fermes unies, pretend que ces privileges & exemptions sont compris dans la revocation prononcée par l'article V. de nostre edit du mois d'Aoust 1717. & sous ce pretexte, il exige des soumissions pour le payement des droits des provisions qui sont necessaires audit hospital; & avoit mesme sommé les exposans le 9. Decembre dernier, de luy declarer s'ils avoient obtenu nos lettres patentes de confirmation de leurs privileges depuis nostre edit du mois d'Aoust 1717. & de luy en donner copie. Que comme ces difficultez du fermier sont tres-préjudiciables aux pauvres dudit hospital, par les retardemens qu'elles apportent à ses provisions, & que la protection dont nous l'avons honoré, ne peut faire presumer que nous ayons eu intention de luy oster des privileges, qui estant une partie de sa dotation, & sans lesquels cette maison ne pourroit se soutenir, surtout dans ce temps où les denrées sont à un prix excessif, il nous auroit plu declarer n'avoir entendu revoquer les exemptions & privileges accordez audit hospital general de Paris & autres lieux en dependans, par les lettres patentes du 27. Avril 1656. & 10. Juin 1710. ce faisant, aurions ordonné que lesdites lettres patentes seroient executees selon leur forme & teneur; & en consequence, que ledit hospital general de Paris jouira à l'avenir, comme il a jouy & du jouir par le passé, de toutes les exemptions & privileges qui luy ont esté accordez & confirmez

par lesd. lettres patentes, nonobstant ce qui est porté par les articles IV. & V. de nostre edit du mois d'Aoust 1717. auquel nous aurions derogé pour ce regard, en tant que besoin est ou seroit, par ledit arrest de nostre conseil d'estat du dit jour 23. Fevrier dernier, & ordonné que pour l'execution d'iceluy toutes lettres necessaires seroient expediees, lesquelles lesdits exposans nous ont très-humblement fait supplier leur vouloir accorder. A CES CAUSES, de l'avis de nostre très-cher & très-ami oncle le duc d'Orleans petit-fils de France, regent, de nostre très-cher & très-ami oncle le duc de Chartres premier prince de nostre sang, de nostre très-cher & très-ami cousin le duc de Bourbon, de nostre très-cher & très-ami cousin le prince de Conty, princes de nostre sang, de nostre très-cher & très-ami oncle le comte de Toulouse, prince legitime, & autres pairs de France, grands & notables personages de nostre royaume, & de nostre conseil qui a veu ledit arrest du 23. Fevrier dernier cy-attaché sous le contre-scel de nostre chancellerie, nous avons conformement à iceluy déclaré & declarons par ces presentes signées de nostre main, n'avoir entendu revoquer les exemptions & privileges accordez à l'hospital general de nostredite ville de Paris, & lieux en dependans, par les lettres patentes des 27. Avril 1656. & 10. Juin 1710. Voulons & ordonnons que lesdites lettres patentes seroient executees selon leur forme & teneur, & en consequence que led. hospital general de Paris jouira à l'avenir, comme il a jouy & du jouir par le passé, de toutes les exemptions & privileges qui luy ont esté accordez & confirmez par lesdites lettres patentes, nonobstant ce qui est porté par les articles IV. & V. de nostre edit du mois d'Aoust 1717. ausquels nous avons derogé & dérogeons par cesdites presentes pour ce regard, en tant que besoin est ou seroit. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nos cours de parlement & cour des aydes à Paris, que ces presentes ils ayent à faire enregistrer, pour estre executees selon leur forme & teneur, & que du contenu en icelles & audit arrest ils fassent jouir & user lesdits exposans pleinement, paisiblement & perpetuellement, cessant & faisant cesser tous troubles & empeschemens contraires. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable

stable à toujours, nous avons fait mettre nostre scel à cesdites presentes. Donné à Paris au mois d'Avril, l'an de grace M. DCC. XX. & de nostre regne le v. Signé, LOUIS; Et sur le reply: Par le roy, le duc d'Orleans regent present, PHELYPEAUX. Visa, M. R. DE VOYER D'ARGENSON. (pour confirmation de privileges à l'hospital general de Paris.) Veü au conseil, LAW. Et scellé du grand sceau de cire verte en lacs de soye rouge & verte.

Registrées, oüy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, suivant l'arrest de ce jour. A Paris en parlement le xxix. Avril M. DCC. XX. Signé, GILBERT.

Ensuite de ces lettres patentes est l'arrest du conseil du 23. Fevrier 1720. y mentionné, au bas duquel se lit ce qui suit: Enregistré au controle general des finances, par nous ecuyer, conseiller du roy, garde des registres du controle general des finances. A Paris le xix. Mars M. DCC. XX. Signé, SOUBEYRAN. Copié sur un imprimé en feuille volante.

DECLARATION DU ROY
portant translation du parlement de
Paris en la ville de Pontoise.

1720.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre; à tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut. Toute nostre application depuis nostre avènement à la couronne a esté de chercher les moyens d'acquitter les dettes considerables dont nous avons trouvé nostre estat chargé, & de procurer des soulagemens à nos peuples; & nous pouvons nous flatter d'y avoir déjà travaillé avec succez par les sages conseils de nostre tres-cher & tres-ami oncle le duc d'Orleans regent de nostre royaume, puisque les dettes de l'estat ont esté considerablement diminuées, nos revenus augmentez, & le peuple soulagé d'un grand nombre d'impositions onereuses. Cependant nous avons la douleur de voir que les officiers qui composent nostre parlement de Paris, abusans de l'autorité que nous voulons bien leur confier, & oublians que leur unique soin devoit estre de concourir au maintien de la nostre dans toute sa splendeur, y donnent eux-mêmes atteinte, en éloignant l'exécution de nos decisions sur l'administration des finances de nostre royaume. Et nostre intention estant de

prevenir de nouvelles difficultez de leur part, qui ne pourroient produire d'autre effet que de jeter de la desiance & du trouble dans nostre bonne ville de Paris, nous avons resolu de transferer nostredit parlement de Paris en une autre ville, où ils ne soient occupez que de rendre la justice à nos sujets. A CES CAUSES, de l'avis de nostre tres-cher & tres-ami oncle le duc d'Orleans perit-fils de France, regent, de nostre tres-cher & tres-ami oncle le duc de Chartres premier prince de nostre sang, de nostre tres-cher & tres-ami cousin le duc de Bourbon, de nostre tres-cher & tres-ami cousin le comte de Charollois, de nostre tres-cher & tres-ami cousin le prince de Conty, princes de nostre sang, de nostre tres-cher & tres-ami oncle le comte de Toulouse prince legimé, & autres pairs de France, grands & notables personages de nostre royaume, & de nostre certaine science, pleine puissance & autorité royale, nous avons ordonné, & par ces presentes signées de nostre main ordonnons, voulons & nous plaist que dans deux fois vingt-quatre heures du jour des presentes, tous les officiers de nostredite cour de parlement ayent à se rendre en nostre ville de Pontoise, suivant les ordres que nous leur en avons déjà donnez, en laquelle ville de Pontoise nous avons de nostre mesme puissance & autorité transferé le siege de nostredite cour de parlement, pour par nosdits officiers y rendre uniquement la justice à nos sujets, & y faire les fonctions de leurs charges tant & si longuement qu'il nous plaira; leur enjoignons d'y commencer leurs seances dans huitaine au plus tard du jour des presentes; & à faute par eux d'y satisfaire dans lescits temps, nous les avons dès à present declarez & declarons rebelles & desobeissans à nos commandemens. Interdisons sous les mesmes peines à tous nosdits officiers l'exercice & fonctions de leurs charges dans nostre ville de Paris, & leur ordonnons de cesser toutes deliberations, à peine de faux. Défendons aussi très-expressement à tous nos sujets de quelque qualité & condition qu'ils soient, de se pourvoir, après la publication des presentes, ailleurs que pardevant nostredit parlement seant à Pontoise. Faisons pareillement defenses à tous huissiers & sergens de donner aucuns exploits, soit en premiere instance ou sur l'appel audit parlement, qu'ils n'y inserent la residence à Pontoise, à

peine de nullité desdits exploits & des jugemens qui interviendroient sur iceux, & de deux cens livres d'amende contre l'huissier ; comme aussi à tous contrôleurs desdits exploits de les contrôler, si ladite résidence n'y est exprimée, sous les mêmes peines ; leur enjoignons de les retenir, & en nous les denonçant & représentant, déclarons la moitié de l'amende encourue contre l'huissier, leur appartenir. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement à Pontoise, qu'incontinent après que ces lettres leur auront esté présentées, ils aient à les faire lire, publier & registrer, pour estre gardées & observées selon leur forme & teneur. Mandons à cet effet à nostre procureur general de faire pour leur execution toutes les poursuites, requisiions & diligences nécessaires, & de nous en certifier dans huitaine. Car tel est nostre plaisir. En témoin de quoy nous avons fait mettre nostre scel à cesdites présentes. Donné à Paris le xx. jour de Juillet, l'an de grace m. dcc. xx. & de nostre regne le v. Signé, LOUIS, & plus bas, Par le roy, le duc d'Orleans regent présent, PHELYPEAUX. Et scellée du grand sceau de cire jaune.

Registrées, oüy & ce requerant le procureur general du roy, pour continuer par la cour ses fonctions ordinaires, & estre rendu au roy le service accoutumé, tel qu'il a esté rendu jusqu'à présent, avec la même attention & le même attachement pour le bien de l'estat & du public, qu'elle a eu dans tous les temps : continuant ladite cour de donner au roy les marques de la même fidélité qu'elle a eue pour les rois ses predecesseurs, & pour ledit seigneur roy depuis son avenement à la couronne jusqu'à ce jour, dont elle ne se départira jamais. Et sera ledit seigneur roy très-humblement supplié de faire attention à tous les inconveniens & consequences de la presente declaration, & de recevoir le present enregistrement comme une nouvelle preuve de sa profonde soumission. Et seront copies collationnées de la presente declaration, ensemble du present enregistrement, envoyées aux bailliages & senechaussées du ressort, pour y estre lues, publiées & enregistrées ; enjoint aux substituts du procureur general roy d'y tenir la main, & d'en certifier la cour dans un mois, suivant l'arrest de ce jour. A Pontoise en parlement, y feant, le xxvii. Juillet

M. dcc. xx. Signé, GILBERT. Copié sur un imprimé en feuille volante.

EDIT DU ROY QUI MAINTIENT les officiers du bureau des finances de Paris dans le privilege de noblesse au premier degré.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous presens & à venir, salut. Par edits des mois de Mars 1691. & Avril 1704. le feu roy nostre tres honoré seigneur & bisayeul ayant accordé aux officiers de nos chambre des comptes & cour des aydes de Paris, qui ne seroient issus de race noble, à leurs veuves demeurantes en viduité, & à leurs enfans & descendans nez & à naistre en legitime mariage, la noblesse au premier degré, pour en jouir & de tous les droits dont jouissent les autres nobles de nostre royaume, il parut juste alors de faire jouir des mêmes privileges les officiers du bureau de nos finances de la generalité de Paris, comme estant membres desdites compagnies, & comme ayant toujours participé aux mêmes avantages & privileges, & par edit du mois d'Avril 1705. ils furent traités à cet égard & sans aucune exception comme l'avoient esté lesdites chambre des comptes & cour des aydes. Mais par autre edit du mois d'Aoust 1715. ayant esté compris nommément dans la revocation qui fut ordonnée de plusieurs ennoblissemens, ils nous ont fait leurs tres-humbles representations sur le préjudice que leur cause cette revocation, qu'ils croyoient n'avoir point meritée, & sur le discredit où elle reduisoit leurs charges, dont la finance est tres-forte, & pour lesquelles les rois nos predecesseurs avoient dans tous les temps témoigné la même consideration que pour celles de nosdites chambre des comptes & cour des aydes. Et voulant donner aux officiers de nostredit bureau des finances des témoignages de nostre satisfaction ; estant d'ailleurs informé des preuves qu'ils ont données dans tous les temps de leur zele & de leur attachement à nostre service, & principalement de l'attention particuliere qu'ils ont toujours eue pour la conservation de nostre domaine : A CES CAUSES & autres à ce nous mouvans, de l'avis de nostre très-cher & très-ame oncle le duc d'Orleans petit-fils de France, regent, de nostre très-cher & très-ame oncle le duc de Chartres premier prince de nostre sang, de nostre

notre tres-cher & tres-ami cousin le duc de Bourbon, de notre tres-cher & tres-ami cousin le comte de Charollois, de notre tres-cher & tres-ami cousin le prince de Conty, princes de notre sang, de notre tres-cher & tres-ami oncle le comte de Toulouse, prince légitimé, & autres pairs de France, grands & notables personnages de notre royaume, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité royale, nous avons par le présent edit perpetuel & irrevocable, statué & ordonné, statuons, ordonnons, voulons & nous plaist, que l'edit du mois d'Avril 1705. soit executé selon sa forme & teneur; en conséquence avons maintenu & gardé, maintenons & gardons les présidens, trésoriers généraux de France, nos avocats & procureurs & le greffier en chef audit bureau de nos finances & chambre du domaine à Paris presentement pourvus, & qui le seront ci-après, lesquels ne seront pas issus de race noble, ensemble leurs veuves pendant leur viduité, leurs enfans & descendans nez & à naître en legitime mariage, tant mâles que femelles, mesme les veuves & enfans de ceux de nosdits officiers qui sont decedez depuis ladite revocation, dans le privilege de noblesse au premier degré, tel qu'en jouissent les officiers de nosdites chambre des comptes & cour des aydes, & ainsi que lesdits officiers de nostredit bureau des finances en jouissoient & avoient droit d'en jouir avant ladite revocation portée par l'edit du mois d'Avril 1715. auquel nous avons derogé & dérogeons à leur égard seulement. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenants nostre cour de parlement à Pontoise, chambre de nos comptes & cour des aydes à Paris, que le présent edit ils aient à faire lire, publier & enregistrer, & le contenu en iceluy faire executer pleinement & paisiblement, cessant & faisant cesser tous troubles & empeschemens qui pourroient y estre mis ou donnez, nonobstant tous edits, declarations & autres choses à ce contraires, auxquelles nous avons derogé & dérogeons par le présent edit. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous y avons fait mettre nostre scel. Donné à Paris au mois de Septembre, l'an de grace M. DCC. XX. & de nostre regne le VI. *Signé*, LOUIS; & plus bas: Par le roy, le duc d'Orleans regent present, PHELYPEAUX. Visa, DAGUES-SEAU. Veu au conseil, LE PELLETIER.

Tome II. Part. II.

Et scellée du grand sceau de cire verte en lacs de soye rouge & verte.

Registrées, ouy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, & copies collationnées envoyées aux baillages & senechaussées du ressort, pour y estre lues, publiées & registrées, enjoint aux substituts du procureur general du roy d'y tenir la main, & d'en certifier la cour dans un mois, suivant l'arrest de ce jour. Fait en parlement seant à Pontoise, le XII. Decembre M. DCC. XX. *Signé*, GILBERT.

Registrées en la chambre des comptes, ouy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, les bureaux assemblez le II. Janvier M. DCC. XXI. *Signé*, RICHER.

Registrées en la cour des aydes, ouy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, le VIII. Mars M. DCC. XXI. *Signé*, OLIVIER. *Pris sur l'imprimé.*

LETTRES PATENTES DU ROY
en forme de commission, portant établissement d'une chambre des vacations dans le couvent des grands Augustins de Paris.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre; à nos amez & feaux les sieurs d'Armenonville, Bignon, Rouillé-du-Coudray, Foucault, de la Houffaye, de la Rochepot, de Chateaufort, Ferrand & de Machault conseillers en nostre conseil d'estat; & à nos amez & feaux les sieurs de Gourgues, d'Herbigny, Maboul, de Morangis, de Maupeou, de la Granville, Orry-de-Vignory, Poncher, de la Vigerie, Doublet-de-Perlan, Bertin, Midorge, Ollier-de-Touquin, Rossignol, Regnault, le Feron-de-Villayer, de Signy, le Gras, de Fontanieu, de Tourny, de Talhouet, de Bonnelle, Mandat & du Puy conseillers en nos conseils, maistres des requestes ordinaires de nostre hostel, salut. N'ayant pas jugé à propos, pour de grandes considerations, d'établir une chambre des vacations à Pontoise, où nous avons transferé nostre cour de parlement de Paris par nostre declaration du 21. Juiller dernier, la justice que nous devons à nos sujets nous oblige de commettre d'autres juges, auxquels ils puissent s'adresser, pour l'obtenir aussi promptement que la nature des af-

AN 1720.

R r r

fairez qui se traitent ordinairement dans la chambre des vacations le demande. A CES CAUSES, de l'avis de nostre très-cher & très-ami oncle le duc d'Orleans petit fils de France, regent, de nostre très-cher & très-ami oncle le duc de Chartres premier prince de nostre sang, de nostre très-cher & très-ami cousin le duc de Bourbon, de nostre très-cher & très-ami cousin le comte de Charollois, de nostre très-cher & très-ami cousin le prince de Conty, princes de nostre sang, de nostre très-cher & très-ami oncle le comte de Toulouse, prince légitimé, & autres pairs de France, grands & notables personages de nostre royaume, de nostre grace speciale, pleine puissance & autorité royale, nous avons évoqué, & par ces presentes signées de nostre main évoquons à nous & à nostre conseil, tous les procez & instances pendans en nostre dite cour de parlement, tant en matiere civile que criminelle, qu'il est d'usage d'instruire & juger pendant les vacations, suivant l'edit du mois d'Aoust 1669. & icelles, circonstances & dependances, ensemble celles de mesme nature qui pourroient naistre pendant la durée de la presente commission, vous avons renvoyées & renvoyons, vous commettant, ordonnant & deputant pour les instruire & juger souverainement & en dernier ressort, au nombre de huit au moins, suivant ledit edit, & ce jusqu'à la feste de saint Martin, à l'effet dequoy vous en avons attribué & attribuons tout pouvoir & jurisdiction, pour l'exercer, & tenir vos seances dans une des salles du couvent des grands Augustins de Paris. Faisons tres-expresses inhibitions & defenses à toutes parties de se pourvoir, & à tous huissiers de donner aucunes assignations ni faire aucuns exploits pour raison desdites affaires de la competence de la chambre des vacations, ailleurs que devant vous pendant ledit temps, à peine contre les parties de nullité, & de tous dépens, dommages & interets, & contre les huissiers de trois mille livres d'amende. Les procureurs de nostre cour seront tenus d'occuper pardevant vous dans les causes & instances dont ils ont esté ou pourroient estre chargez par les parties, sans prejudice ausdites parties de se servir, si bon leur semble, dans les affaires qui seront de nouveau portées devant vous, du ministère des avocats en nos conseils. Avons commis & commettons par ces presentes le sieur de Va-

stan conseiller en nos conseils, maistre des requestes ordinaire de nostre hostel, pour faire & exercer les fonctions de nostre procureur general en la presente commission, auquel nous permettons de choisir & nommer tels substituts & en tel nombre qu'il jugera à propos. Avons pareillement commis & commettons le sieur Varnier pour greffier en chef de ladite commission, tant pour le civil que pour le criminel, & le sieur le Grand pour premier & principal commis au greffe criminel de ladite commission. Ordonnons que par les greffiers de nostre cour de parlement seant à Pontoise, toutes les pieces & procédures estant en leurs greffes, qui seront necessaires au jugement desdits procez & instances, seront remises dans trois jours de la requisition qui en sera faite, au greffe de ladite commission, à quoy faire ils seront contraincts par toutes voyes duës & raisonnables, & mesme par corps, quoy faisant déchargez. Voulons qu'outre les jours qui seront par vous reglez pour faire le rapport desdits procez par ceux auxquels ils auront esté distribuez, il soit tous les Mercredy & Vendredy de chaque semaine & autres jours par vous reglez, donné audience à huis clos pour les affaires provisoires, d'instruction, opposition à l'exécution des arrests de defenses, & autres qui se trouveront requerir celerité; & pour en faciliter l'expédition, que par chaque semaine il soit fait des rolles en papier par led. sieur d'Armenonville, & en son absence par ce luy qui presidera, & de luy seulement signez, lesquels seront publiez à la barre deux jours au moins avant que d'estre plaidez, & ce par le premier des huissiers en nos conseils, ou à leur défaut, des requestes de l'hostel, qui auront esté par vous choisis & nommez pour faire les fonctions d'huissiers de ladite commission, ainsi que nous vous en donnons le pouvoir, & par luy communiquez en la forme ordinaire, & ensuite remis es mains de l'huissier de service, sans autres frais ni droits que ceux qu'on a accoutumé de taxer aux huissiers du parlement de Paris pour l'appel des causes à la barre; & en cas qu'il soit feste le Mercredy & Vendredy, l'audience sera tenuë les Mardy & Jedy precedens. Voulons après que les rolles auront esté ainsi publiez, que les défauts & congez qui seront donnez contre les defaillans, ne puissent estre rabatus dans la huitaine, ni les parties se pourvoir par opposition

sition & autrement que par requête civile. Si vous mandons que ces présentes vous ayez à faire lire, publier & registrer, & le contenu en icelles garder & observer selon la forme & teneur, nonobstant tous edits, declarations, arrests, reglemens & usages contraires, ausquels nous avons derogé & dérogeons par ces présentes à cet égard seulement. Car tel est nostre plaisir. Donné à Paris le xxvii. jour de Septembre, l'an de grace M. DCC. xx. & de nostre regne le vi. *Signé*, LOUIS, & plus bas, Par le roy, le duc d'Orleans regent present, PHELYPEAUX. Et scellées du grand sceau de cire jaune.

Luës & publiées, l'audience tenant, & registrées, ouy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, & copies collationnées envoyées aux bailliages & seneschauflées du ressort, pour y estre luës, publiées & registrées. Enjoint aux substituts du procureur general du roy d'y tenir la main, & d'en certifier la chambre dans quinzaine, suivant l'arrest de ce jour. En la chambre des vacations le vii. Octobre M. DCC. xx. *Signé*, VARNIER. Copié sur l'imprimé en feuille volante.

DECLARATION DU ROY
portant reſtaſſement du parlement
en la ville de Paris.

L OUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes lettres verront, salut. De certaines considerations nous auroient porté à rendre une declaration le 21. Juiller dernier, par laquelle nous aurions transferé nostre cour de parlement de Paris en nostre ville de Pontoise. Mais ces raisons ayant cessé, considerant d'ailleurs que nos sujets de son ressort trouveront un grand avantage dans son reſtaſſement en nostre bonne ville de Paris, par la promptitude & la facilité de l'expedition, & estant persuadé que tous les officiers qui composent nostredite cour, s'empresſeront à nous donner de nouvelles marques de leur zele & de leur attachement à nostre service & de leur soumission à nos intentions. A CES CAUSES, de l'avis de nostre très-cher & très-ami oncle le duc d'Orleans petit-fils de France, regent, de nostre très-cher & très-ami oncle le duc de Chartres premier prince de nostre sang, de nostre très-cher & très-

ami cousin le duc de Bourbon, de nostre très-cher & très-ami cousin le comte de Charollois, de nostre très-cher & très-ami cousin le prince de Conty, princes de nostre sang, de nostre très-cher & très-ami oncle le comte de Toulouse prince legitimé, & autres pairs de France, grands & notables personages de nostre royaume, & de nostre certaine science, pleine puissance & autorité royale, nous avons transferé & reſtaſſé, & par ces présentes signées de nostre main transferons & reſtaſſons nostredite cour de parlement seant de present à Pontoise, en nostre bonne ville de Paris, en laquelle nous entendons qu'elle exerce ses fonctions ordinaires, comme elle faisoit avant nostredite declaration du 21. Juiller. Voulons neantmoins que tout ce que nostredite cour de parlement transferée à Pontoise y a arresté & ordonné, sorte son plein & entier effet. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostredite cour de parlement, que ces présentes ils aient à faire lire, publier & enregistrer, & à les faire garder & observer selon leur forme & teneur. Car tel est nostre plaisir. En témoin de quoy nous y avons fait mettre nostre scel. Donné à Paris le xvi. jour de Decembre, l'an de grace M. DCC. xx. & de nostre regne le vi. *Signé*, LOUIS, & plus bas, Par le roy, le duc d'Orleans regent present, PHELYPEAUX. Et scellée du grand sceau de cire jaune.

Registrées, ouy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, & copies collationnées envoyées aux bailliages & seneschauflées du ressort, pour y estre luës, publiées & registrées; enjoint aux substituts du procureur general du roy d'y tenir la main, & d'en certifier la cour dans un mois, suivant l'arrest de ce jour. En parlement seant à Pontoise, le xvii. Decembre M. DCC. xx. *Signé*, GILBERT. Copié sur un imprimé en feuille volante.

ARREST DU CONSEIL D'ESTAT
du roy pour le nouveau quartier de
Gaillon & le changement d'égouts.

L E roy estant informé que depuis que sa majesté a fixé son séjour à Paris, plusieurs seigneurs & officiers se sont logez aux environs du quartier du Louvre, de saint Honoré & de la Butte-saint

An. 1720.

Roch, où il a esté basti plusieurs hostels; ce qui a obligé & engagé encore tous les jours les artisans de différentes professions qui estoient dans ce quartier & aux environs, d'en fortir pour s'establi ailleurs; & comme ils ne peuvent trouver à se loger qu'avec beaucoup de difficulté & à des prix excessifs qui augmentent celui des ouvrages, des marchandises & denrées, au grand préjudice du public, les prevost des marchands & eschevins ont représenté à sa majesté qu'il seroit très-avantageux de former un nouveau quartier depuis & hors des ramparts jusqu'au chemin des Porcherons, & depuis la continuation qui sera faite de la rue d'Anjou, quartier de la Ville-l'evêque, avec des rues traversantes jusqu'à la rencontre du fauxbourg Montmartre, passant par la Grange-Batelière, où lesdits artisans pourrout continuer à s'y établir. Mais que pour l'exécution de ce dessein, il est nécessaire que sa majesté permette à la ville d'acquérir tout le terrain de ce quartier, en remboursant les propriétaires sur le pied de leurs contrats d'acquisition & baux en forme depuis dix années, ou en leur passant des contrats de constitution de rentes; si mieux ils n'aiment pour se conserver lesdits héritages, en abandonner tout ce qui sera jugé nécessaire pour former les rues & places, fouiller les canaux & égouts, & autres travaux publics, & contribuer en outre aux dépenses à faire pour la perfection dudit quartier, eu égard aux héritages qui leur resteront, & à l'avantage qu'ils recevront, soit par l'établissement de ce nouveau quartier, ou en devenant face sur rue; & que sa majesté ait la bonté de décharger lesdits prevost des marchands & eschevins des droits de lods & ventes des acquisitions qu'ils feront audit quartier, jusqu'à concurrence du terrain qu'ils abandonneront en faveur du public pour l'ouverture des rues, & des droits d'échange, d'amortissement, nouvel acquêt, sixième & huitième denier. Ils luy ont aussi représenté que comme les mareschers qui sont actuellement sur ledit quartier, n'y pourrout rester, que cependant ils sont d'une grande utilité à la ville, il est nécessaire en même-temps de favoriser leur établissement hors la barrière des Porcherons, en les exemptant de tailles pendant les six premières années de leur établissement, en ordonnant qu'après ces six années ils seront taxés modérément par proportion aux marais & héritages qu'ils font valoir,

& en les exemptant à perpétuité, de même que les maisons qui seront construites sur le nouveau quartier, de logement de gens de guerre, ainsi que sa majesté a eu la bonté d'en user pour les quartiers de saint Germain des Prez & de Louis-le-Grand. Que d'un autre côté il convient pour la perfection dudit quartier & la commodité des habitans, que le canal du grand égout decouvert, regnant depuis le rempart derrière le Calvaire jusqu'à sa chute au ponceau de Chaillot, qui est encombré en plusieurs endroits, & où les eaux croupissent, ce qui exhale de mauvaises odeurs capables d'infecter l'air, soit reporté vers la campagne dans un nouveau terrain, & ce aux dépens des propriétaires des terres aboutissantes audit canal; & eu égard au préjudice ou à l'avantage qu'ils en recevront; à l'effet dequoy il sera fait un toisé & arpentage general desdites terres, & estimation par le maître general des bastimens de la ville, il sera fait un ou plusieurs rôles de repartition de la dépense qui sera imposée sur lesdites terres. La partie duquel égout decouvert, traversant ledit nouveau quartier, depuis la Ville-l'evêque jusqu'à la Grange Batelière, sera pavée, revestue de murs & voutée pour la commodité des habitans de ce nouveau quartier, & faciliter la construction des bastimens. Et comme les prevost des marchands & eschevins ont reconnu que l'arrêt du conseil du 31. Juillet dernier, qui ordonne le redressement du chemin de Gaillon au bout de la rue de Louis-le Grand, depuis le rempart jusqu'à la barrière des Porcherons, de dix toises de large, planté d'un rang d'arbres de chaque côté, ne peut s'exécuter qu'en redressant l'égout, en le revestissant de murs, & le voutant depuis la sortie du rempart jusqu'à sa chute dans le grand égout decouvert, & depuis la barrière des Porcherons jusqu'à cet égout, surquoy ledit arrêt n'a rien ordonné; dans ces circonstances, & attendu l'établissement dudit nouveau quartier, ils estiment qu'il est plus utile & plus convenable de changer ce dessein; & au lieu du chemin planté d'arbres, de faire une rue de huit toises de large de droite ligne, depuis le rempart jusqu'à la barrière des Porcherons, dont le pavé dans toute sa longueur & largeur sera fait aux dépens des propriétaires des maisons & héritages qui y ont face, chacun en droit soy, ainsi que de toutes les autres dites rues à former, & qui le tien-

dront net ; & de redresser l'égout , le revestir de murs , & le vouter dans toute son étendue depuis le rampart jusqu'à la barrière de la Grande-pinte , pour donner l'écoulement aux eaux de ce quartier. Qu'enfin les dépenses considérables que la ville fait tous les jours , pour l'entretien du cours qu'elle a fait planter d'arbres , en exécution des arrêts du conseil , depuis la porte saint Honoré jusqu'à la porte saint Antoine , ayant à ses appointemens quinze hommes distribués à une distance proportionnée les uns des autres , qui sont uniquement occupés à la décoration du cours , à relever les fossés qui sont entre les arbres , en faire de nouveaux , labourer aux pieds des arbres , les arroser , tondre & écheniller , deviennent presque inutiles , aussi bien que les travaux des hommes gagez par la ville , par le passage continu des chartiers & voituriers sur le cours , ce qui le remplit d'ornières , & rend cette promenade que sa majesté veut bien quelquefois honorer de sa présence , très-difficile aux carrosses ; les prévost des marchands & eschevins sont obligés de remontrer à sa majesté que le moyen de remédier à ces inconveniens , est d'ouvrir des rues hors le rampart , par où les chartiers & voituriers seront tenus de passer , principalement depuis la Ville-l'Évesque jusqu'à la rue Montmartre ; à la charge que toutes les maisons & bastimens qui y seront faits , ne pourront être plus proches du rampart que de trente toises , aux termes de l'arrêt du conseil du 7. Août 1714. que ceux qui feront bâtir , se conformeront aux hauteurs & ciméties qui leur seront marquées par le maître général des bastimens de la ville , afin de ne pas ôter la vue du cours ; que les maisons qui se trouveront anticiper sur lesdites trente toises , seront démolies , & celles qui sont trop exhaussées , baissées jusqu'à la hauteur qu'elles doivent avoir. Comme aussi que pour la sûreté dudit quartier , toutes les maisons & bastimens seront faits sur rue ; & le chemin qui est attenant & hors le rampart , depuis la Ville-l'Évesque jusqu'à l'égout de Gaillon , & où il ne peut être bâti de maisons , sera supprimé , avec faculté à la ville d'en disposer , & d'emprunter à constitution de rente jusqu'à la somme de cinq cens mille livres , pour faire les acquisitions & travaux cy-dessus , & pour sûreté desquelles rentes les prévost des marchands & eschevins obligeront , affecteront & hypothéqueront tous les biens & revenus de

la ville. De tous lesquels desseins & ouvrages les prévost des marchands & eschevins ont fait lever un plan général , en conséquence des ordres de sa majesté , par le maître général des bastimens de la ville , que sa majesté s'est fait représenter ; & voulant qu'il soit exécuté , oit le rapport & tout considéré : LE ROY ÉTANT EN SON CONSEIL , de l'avis de M. le duc d'Orléans regent , a ordonné & ordonne que le plan général que les prévost des marchands & eschevins de sa bonne ville de Paris ont fait lever , en vertu des ordres de sa majesté , par le maître général des bastimens de ladite ville , pour l'établissement du nouveau quartier entre la Ville-l'Évesque & la Grange-Batelière , l'ouverture des rues dudit quartier jusqu'à la barrière Montmartre , & de celle depuis le bout de la rue de Louis-le-Grand jusqu'à la barrière des Porcherons , pour la reconstruction du grand canal de l'égout decouvert depuis le Calvaire jusqu'à sa chute au ponceau de Chaillot , & la refecton de ses embranchemens , sera exécuté selon sa forme & teneur. En conséquence sa majesté a permis & permet aux prévost des marchands & eschevins d'acquérir toutes les maisons , terres & héritages , depuis & hors le rampart de ladite ville jusqu'au chemin des Porcherons , & depuis la continuation qui sera faite de la rue d'Anjou quartier de la Ville-l'Évesque , jusqu'à la rencontre de la rue Montmartre , en semble ce qui conviendra pour parvenir à la reconstruction du grand canal de l'égout decouvert ; à l'effet dequoy les propriétaires desdites maisons & héritages seront tenus de leur en faire toute cession & abandonnement , & de leur représenter dans un mois du jour de la publication du présent arrêt , leurs contrats d'acquisition ou autres titres de propriété , haux en bonne forme depuis dix années , & leurs mémoires , sur lesquels le remboursement de chaque propriétaire en principal , frais & loyaux-couffs , sera réglé à l'amiable dans un mois du jour de la représentation des titres ; sinon & à faute de ce faire , les prévost des marchands & eschevins pourront se mettre en possession desdites maisons & héritages , dont l'estimation sera faite par le maître général des bastimens de la ville , que sa majesté a commis à cet effet , & le prix en l'un & l'autre cas payé aux propriétaires par le receveur de la ville , sur les mandemens des prévost des marchands & eschevins ; & en

cas de refus, les deniers consignez à leurs risques, ou en contrats de constitution de rentes qui leur seront passés par les prevost des marchands & eschevins, sous l'obligation & hypothèque de tous les biens & revenus de la ville, si mieux n'aiment lesdits propriétaires souffrir le retranchement de leurs heritages, & en abandonner tout ce qui sera jugé nécessaire pour former les rues & places, fouiller les canaux & égouts, & autres travaux publics, & contribuer en outre aux dépenses à faire pour la perfection dudit quartier, eu égard aux heritages qui leur resteront, & à l'avantage qu'ils recevront, soit de l'establissement dudit nouveau quartier, ou en devenant face sur rue; à l'effet dequoy lesdits propriétaires seront tenus de faire leur option au greffe de la ville dans un mois du jour & dater du present arrest; lequel temps passé, & sans esperance d'autre délai, ils en seront déchus; & les prevost des marchands & eschevins pourront sans autre formalité se mettre en possession desdites maisons, terres & heritages, & en faire faire l'estimation & le remboursement en la maniere cy-dessus ordonnée, pour former les rues de six toises de large, suivant & conformément au plan qui sera attaché à la minute du present arrest; l'emplacement desquelles rues, places & autres edifices & travaux qui seront jugez nécessaires pour la decoration & l'utilité dudit quartier, sera abandonné en faveur du public; en consideration duquel abandonnement sa majesté a déchargé & décharge dès maintenant & à toujours lesdits prevost des marchands & eschevins de tous droits de lods & ventes pour raison de l'espace desdites rues, ensemble des droits d'échange, amortissemens, nouvel acquest, sixième & huitième denier. Entend sa majesté qu'aucune personne ne puisse faire bastir des maisons ou autres edifices, qu'à dix perches ou trente toises de distance du rampart, suivant l'arrest du conseil du 7. Aoust 1714. qui sera executé selon sa forme & teneur. Que pour les hauteurs & cimeries les propriétaires soient tenus de prendre & de se conformer aux desseins qui leur seront marquez par le maistre general des bastimens de la ville; & qu'en cas qu'il y ait quelques maisons qui anticipent sur ces dix perches, elles seront démolies; & celles qui sont trop élevées, baissées jusqu'à la hauteur qu'elles doivent avoir. Comme aussi que les pro-

priétaires qui seront construire des maisons dans ledit quartier, ne le pourront faire que le long des rues qui seront ouvertes pour sa seureté. Seront tenus chacun en droit soy de faire le premier pavé, & de le tenir net. Et que le chemin qui est attenant & hors le rampart depuis la Ville l'evesque jusqu'à l'égout de Gaillon, sera supprimé; de l'emplacement duquel chemin les prevost des marchands & eschevins pourront disposer. Declare sa majesté que toutes les maisons dudit nouveau quartier, seront exemptes à perpetuité du logement des gardes Françoises & Suisses, & autres gens de guerre. Seront lesdites rues formées suivant les alignemens qui seront donnez par le maistre general des bastimens de la ville, en presence des prevost des marchands & eschevins, & du sieur de Lorne tresorier de France à Paris, & les pentes du pavé données aussi en leur presence par ledit maistre general des bastimens, & par l'inspecteur-controleur general du pavé. Declare en outre sa majesté que les mareschers qui sont sur ledit quartier, & qui seront tenus d'en sortir, lesquels s'establiront hors la barriere des Porcherons, & en defricheront les terres pour les mettre en nature de marais, seront exemptes de tailles pendant six années entieres & consecutives, & ensuite seront imposez modérément & par proportion à la quantité qu'ils exploiteront; fait deffenses aux collecteurs des tailles de les imposer pendant lesdites six années, ni après lesdites six années à plus forte somme que celle à laquelle ils seront taxez d'office, à peine d'en repondre en leurs propres & privez noms, & de tous depens, dommages & interêts. Ordonne sa majesté que le nouveau canal du grand égout decouvert, regnant depuis le rampart derriere le Calvaire, jusqu'à sa chute au ponceau de Chaillot, marqué dans ledit plan, sera incessamment fouillé au travers de tous les heritages qu'il appartiendra, de la largeur & profondeur qui sera jugée convenable par les prevost des marchands & eschevins, & sur les alignemens & niveaux de pente qui seront donnez en leur presence par le maistre general des bastimens de la ville; & que la partie dudit canal traversant ledit nouveau quartier depuis la Ville l'evesque jusqu'à la Grange. Bateliere, sera pavée, revestue de murs & voutée pour la commodité de ce quartier. Pourront en outre les prevost des marchands & eschevins faire audir canal

canal tous les autres travaux qu'ils jugeront à propos pour sa durée & l'utilité publique; la dépense duquel canal sera imposée sur toutes les terres y aboutissantes, eù égard à l'avantage que les propriétaires en recevront; à l'effet de quoy il sera fait un toisé general & arpentage desdites terres, sur lequel & l'estimation du maître general des bastimens de la ville il sera fait un ou plusieurs rôlles de repartition de la dépense qui sera imposée sur lesdites terres, dont chaque propriétaire sera contraint, comme pour les propres deniers & affaires de sa majesté, de payer sa cote-part, suivant le rôle qui sera à cet effet arrêté au conseil. Ordonne pareillement sa majesté qu'au lieu du chemin de Gaillon, qui devoit estre redressé & planté d'arbres des deux costez, en execution de l'arrest du 31. Juiller dernier, il sera fait une rue de huit toises de large de droite ligne, depuis le rampart jusqu'à la barriere des Porcherons, & pavée en sa longueur & largeur aux depens des propriétaires des maisons & heritages qui y ont face, chacun en droit foy, & qui le tiendront net. Comme aussi que l'égout de Gaillon sera fait sous ladite rue, revestu de murs & vouté. Et tous les travaux à faire en vertu du present arrest, seront adjudgés au rabais au bureau de la ville, sur les devis qui seront faits par ledit maître general des bastimens. Et pour donner moyen à la ville de faire les acquisitions & travaux necessaires à ce sujet, permet sa majesté aux prevost des marchands & eschevins d'emprunter à constitution de rente jusqu'à la somme de cinq cens mille livres, & pour sûreté desdites rentes d'obliger, affecter & hypothéquer tous les biens & revenus de la ville. Entend sa majesté que le present arrest, & les ordonnances qui seront rendues en consequence par les prevost des marchands & eschevins, soient executez nonobstant oppositions, appellations ou autres empeschemens quelconques, dont si aucuns interviennent, sa majesté se reserve la connoissance; dérogeant à tous arrests & autres dispositions contraires au present arrest, sur lequel toutes lettres patentes seront expedies. Fait au conseil d'estat du roy, sa majesté y estant, tenu à Paris le IV. Decembre M. DCC. XX. *Signé, PHELYPEAUX. Copié sur l'imprimé en feuilles volantes.*

*ARREST DU CONSEIL D'ESTAT
du roy, pour l'establissement de dix enfans
de langues au college des Jesuites à Paris.*

LE roy estant en son conseil, s'estant fait représenter les arrests rendus en iceluy les 18. Novembre 1669. 31. Octobre 1670. & 7. Juin 1718. par le premier desquels il a esté ordonné que pendant trois ans il seroit envoyé six jeunes garçons nez François, par chacune desdites années, aux couvents des peres Capucins à Constantinople & à Smirne, pour estre instruits dans la connoissance des langues Orientales, & se rendre capables de servir de drogman près des consuls & vice-consuls de la nation Francoise dans les échelles du Levant & de Barbarie; par le second, qu'il ne seroit plus envoyé que six jeunes garçons pour cet effet dans lesdits couvents de trois en trois ans; & par le troisiéme, le nombre de ces enfans de langues entretenus & instruits dans le couvent des Capucins de Constantinople a été fixé à douze, & la pension de chacun à trois cens cinquante livres, qui seroient payées par la chambre du commerce de Marseille, ainsi que par le passé, & par avance de quartier en quartier, à compter du jour de leur entrée dans ladite maison jusqu'au jour de leur sortie, de mesme que les cent-vingt livres accoutumées pour l'habillement de chacun, pour une fois seulement, lors de ladite entrée. Et sa majesté estant informée que quelques-uns de ces enfans de langues envoyez audit couvent des Capucins de Constantinople, ne s'estant pas trouvé avoir les dispositions naturelles & necessaires pour bien apprendre les langues orientales, & se rendre assez capables de servir utilement dans les emplois qui leur sont destinez, tant pour son service près de ses ambassadeurs, que pour celuy de ses sujets qui font leur commerce dans les échelles du Levant & de Barbarie, on a esté obligé après une longue instruction de les renvoyer en France; & que la dépense qui a esté faite sur les fonds du tresor royal depuis l'année 1700. & continuée jusqu'à present par sa majesté, pour élever & enseigner douze jeunes Orientaux dans le college des Jesuites à Paris, n'ayant pas produit l'effet que la pieté du feu roy son bisayeul s'en estoit promis pour le bien de la religion au Levant, seroit mieux appliquée & plus utile

AN. 1721.

en y faisant instruire dans les langues Latine, Turque & Arabe le nombre de dix enfans François; elle a estimé à propos d'y apporter le changement nécessaire. Veü l'avis du sieur marquis de Bonnac ambassadeur de France à Constantinople : ouy le rapport, & tout considéré: SA MAJESTÉ ESTANT EN SON CONSEIL, de l'avis de M. le duc d'Orleans regent, a ordonné & ordonne qu'à l'avenir il sera élevé dans le college des Jesuites à Paris, au lieu de douze jeunes Orientaux, dix jeunes enfans François de l'âge de huit ans ou environ, qui seront par elle nommez, & pris alternativement de familles de ses sujets habitans dans le royaume, & de celles des negotians, drogman ou autres François établis dans les eschelles du Levant; lesquels y seront instruits & enseignez dans la langue Latine à l'ordinaire jusques & compris la rhetorique, & en mesme-temps dans celles Turque & Arabe, par deux maistres de ces langues qui iront les leur montrer dans led. college aux jours & heures qui seront reglez; pour estre ensuite lesdits enfans de langues envoyez au college des Capucins de Constantinople, pour se perfectionner dans les langues orientales, & estre destinez aux employs de drogman. Voulant sa majesté qu'il ne soit plus reçu dans ledit college des Jesuites aucun desdits Orientaux, & que pareillement il ne soit plus reçu desd. enfans de langues dans ledit college des Capucins de Constantinople, que ceux qui auront fait leurs études dans celui des Jesuites à Paris, & sur ses ordres exprès; & que si pendant le cours desdites études à Paris le principal du college & les maistres de langues Turque & Arabe connoissent qu'il y en ait quelques-uns qui ne soient pas propres à leur destination, ils en rendent compte au conseil de marine, qui prendra les ordres de sa majesté pour les faire sortir du college & pourvoir à leur remplacement. Ordonne que la depense, tant des pensions des dix enfans de langues aux Jesuites, que des appointemens qui seront reglez aux deux maistres de langues orientales, seront payez par sa majesté des fonds de son tresor royal, de la mesme maniere que l'estoient les pensions des Orientaux audit college; & celles desd. enfans de langues au college des Capucins de Constantinople par la chambre du commerce de Marseille, ainsi qu'il est accoutumé. Permet neantmoins S. M. que ceux des Orientaux qui font

actuellement aux Jesuites, y restent jusqu'à ce qu'ils aient achevé leurs études, pour estre ensuite renvoyez dans leur pays. Seront au surplus lesdits arrests des 18. Novembre 1669. 31. Octobre 1670. & 7. Juin 1718. executez selon leur forme & teneur. Mande audit sieur marquis de Bonnac, & au sieur le Bret conseiller en ses conseils, premier president du parlement de Provence, & intendant du commerce du Levant, de tenir chacun en droit soy la main à leur execution & à celle du present arrest. Fait au conseil d'estat du roy, sa majesté y estant, tenu à Paris le xx. jour de Juillet M. DCC. XXI. Signé, FLEURIAU. Collationné à l'original par nous ecuyer conseiller-secretaire du roy, maison, couronne de France & de ses finances, Signé, LANCELOT. Pris sur l'imprimé à Paris, de l'imprimerie royale 1721.

LETTRES PATENTES
sur arrest portant érection de la paroisse du
Roule en fauxbourg de la ville de Paris.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes verront, salut. Les syndic & habitans de la paroisse du Roule située au bout du fauxbourg saint Honoré de nostre bonne ville de Paris, nous ont fait représenter qu'il leur conviendrait davantage, & qu'ils trouveroient du soulagement s'ils estoient déchargés de la taille & des autres impositions, ainsi que du paiement de nos droits de gros & augmentation sur la vente des vins en gros, & des droits de huitiesme sur la vente en détail, aux offres qu'ils font de nous payer les droits d'entrée, pied-fourché, domaine & barrage & autres dependans de la regie de nostre ferme des aydes, ainsi que les habitans de nostre bonne ville de Paris les payent actuellement. Lesquelles offres & propositions nous ayant paru avantageuses & à la regie de nos droits d'aydes & entrées, nous les avons acceptées par l'arrest de nostre conseil du 30. Janvier dernier, par lequel nous avons érigé ladite paroisse du Roule en fauxbourg de nostre bonne ville de Paris dit le fauxbourg du Roule, aux mêmes privileges que ceux des autres fauxbourgs de nostre dite bonne ville de Paris; & en consequence avons déchargé pour toujours lesdits habitans, à commencer pour la presente année 1722. du paiement de la taille & autres impositions en dependances,

tes, ensemble des droits de gros & augmentation, tant à l'arrivée qu'à la vente en gros, & de celui du huitième sur la vente en détail, tant à pot qu'à assiette, sur tous les vins, bières, cidres & poirés, qui seront amenés, vendus & consommés dans l'intérieur des barrières qui seront établies pour clorre & fermer ledit fauxbourg. Nous avons pareillement fait plusieurs dispositions, tant pour l'établissement des barrières & bureaux nécessaires pour la régie & perception de nos droits d'entrée, que pour empêcher les fraudes; & ordonné que pour l'exécution dudit arrest toutes lettres patentes nécessaires seroient expédiées. A CES CAUSES, de l'avis de nostre très-cher & très-ami oncle le duc d'Orléans petit-fils de France, regent, de nostre très-cher & très-ami oncle le duc de Chartres premier prince de nostre sang, de nostre très-cher & très-ami cousin le duc de Bourbon, de nostre très-cher & très-ami cousin le comte de Charollois, de nostre très-cher & très-ami cousin le prince de Conty, princes de nostre sang, de nostre très-cher & très-ami oncle le comte de Toulouse prince légitimé, & autres pairs de France, grands & notables personnages de nostre royaume, qui ont veu ledit arrest de nostre conseil du 30. Janvier dernier, dont extrait est cy-attaché sous le contre scel de nostre chancellerie, & voulant favorablement traiter lesdits habitants.

I. Nous avons conformément audit arrest érigé, & par ces presentes signées de nostre main érigeons la paroisse du Roule en fauxbourg de nostre bonne ville de Paris, dit le fauxbourg du Roule, aux mêmes privilèges que ceux des autres fauxbourgs de nostre dite bonne ville de Paris; & en conséquence déchargeons pour toujours lesdits habitants, à commencer pour la presente année 1722. du paiement de la taille & autres impositions en dependantes: sans néanmoins que lesdits habitants puissent estre assujettis aux charges & statuts des communautés des arts & mestiers de nostre bonne ville de Paris, ny qu'ils puissent estre troublés dans l'exercice de leurs professions, en quelque sorte & maniere que ce soit, par les maîtres & gardes & jurés desdites communautés d'arts & mestiers, à peine de tous despens, dommages & interêts; & sans aussi préjudicier aux droits du seigneur ou dame dudit lieu.

Tome II. Part. II.

II. Déchargeons pareillement lesdits habitants du fauxbourg du Roule de nos droits de gros & augmentation, tant à l'arrivée qu'à la vente & revente en gros, & de celui du huitième sur la vente en détail, tant à pot qu'à assiette, sur tous les vins, bières, cidres & poirés qui seront amenés, vendus & consommés dans l'intérieur des barrières qui seront établies pour clorre & fermer ledit fauxbourg, & ce à compter du jour de leur établissement. Ordonnons qu'ils payeront les mêmes droits d'entrée, pied fourché, droit annuel, droits sur les cendres, soultes & gravelées, droits de domaine & barage & autres dependans de nostre ferme des aydes, & quatre sols pour livre, ainsi que les payent actuellement les habitants de nostre bonne ville & fauxbourgs de Paris estans dans l'intérieur des portes & barrières. Lesquels droits seront & demeureront pour toujours réunis & appartiendront à nostre ferme generale des aydes, & la régie & perception en sera faite par ledit Cordier & ses successeurs, à la charge par eux de payer annuellement par chacun quartier, à commencer aussi en la presente année, entre les mains du receveur des tailles de l'élection de Paris en exercice, la somme de 4835. livres, laquelle somme demeurera à la charge du bail de nostre ferme generale.

III. Exemprons par grace, & sans tirer à conséquence, le curé dudit fauxbourg du Roule du paiement de nos droits d'entrée dependans de nostre ferme generale, jusqu'à la concurrence de six muids de vin seulement par chacun an. Déchargeons pareillement les deux maisons dites de la Pepiniere, du paiement des entrées jusqu'à concurrence de douze muids de vin.

IV. Permettons audit Cordier & à ses successeurs, soit à titre de régie ou de ferme, conformément à l'arrest de nostre conseil du 11. Juillet 1716. concernant le bourg de Chaillor, dit fauxbourg de la Conference, de faire poser tel nombre de barrières qu'il jugera nécessaires pour fermer ledit fauxbourg du Roule, & d'y établir tel nombre de commis dont il aura besoin, même de prendre les maisons qui conviendront pour loger lesdits commis, en payant aux propriétaires les loyers sur le pied des baux qui en sont presentement faits, à l'exception de celles qui sont occupées par lesdits propriétaires, & au cas qu'il

Sff

soit nécessaire de faire construire aucune maison, pour servir de bureau & loger les commis qui seront établis, permettons audit Cordier & ses successeurs de prendre & acquérir la terre dont ils auront besoin, en payant de gré à gré aux propriétaires d'icelle la valeur, sinon suivant l'estimation qui en sera faite par experts & gens à ce connoissans, dont les parties conviendront; à la charge que lesdits bureaux ne pourront estre que de la grandeur nécessaire pour le logement desdits commis.

V. Enjoignons aux particuliers dudit fauxbourg, conformément à l'article V. du titre IV. des entrepoits & du barillage de l'ordonnance des aydes de 1680. de se clore, & de faire murer les ouvertures de leurs maisons & jardins sur la campagne huit jours après la publication des presentes; sinon permettons audit Cordier de les faire fermer, & d'en avancer les frais, au remboursement desquels seront les propriétaires contraints sur les simples quittances des ouvriers, & par preference à tous autres creanciers.

VI. Permettons audit Cordier, attendu la descharge du paiement de la taille & des droits de gros & de huitiesme, de faire faire par ses commis dans ledit fauxbourg du Roulle, dans le moment de l'establissement des barrières & bureaux, l'inventaire une fois seulement des vins, boissons, bestail à pied fourché, denrées & marchandises sujettes au domaine & barrage & droits dependans de nostre ferme des aydes, qui se trouveront rester en nature & en la position desdits habitans, qui seront tenus de les mettre en évidence & d'en faire declarations, sous les peines portées par l'ordonnance des aydes de 1680. au titre III. des inventaires & recollemens, pour en estre les droits payés conformément à l'article II. du present arrest.

VII. Faisons défenses à toutes personnes de construire aucun bastiment dans le voisinage dudit fauxbourg du Roulle hors les barrières, sans auparavant en avoir obtenu de nous la permission par écrit, après en avoir esté communiqué à nostre fermier general. Voulons que les deux maisons qui sont actuellement construites proche la nouvelle pepiniere, qui n'en sont séparées que par une rue, lesquelles sont actuellement occupées par les nommez Soret & veuve Gallemand, soient aussi assujetties ausdites entrées, & qu'elles demeurent pour toujours déchar-

gées de la taille, ainsi que le surplus dudit fauxbourg du Roulle. Ordonnons à cet effet que les sommes auxquelles ceux qui habitent dans lesdites maisons sont actuellement imposés au rolle des tailles de la paroisse de Clichy, seront payées par ledit Cordier à leur décharge aux collecteurs de ladite paroisse de Clichy, pour la presente année seulement.

VIII. Ordonnons au surplus que l'ordonnance des aydes de 1680. le titre du tiers retranché sur les cendres, soutes & gravelées de l'ordonnance du mois de Juillet 1681. les declarations des 17. Septembre 1692. 3. Mars 1693. & 12. Aoust 1721. concernant les droits de domaine, barrage & poids le-roy, l'edit du mois de Decembre 1686. concernant les droits sur l'eau de-vie, les declarations des 11. Mars 1690 & 4. Fevrier 1698. concernant le pied fourché, l'arrest de nostre conseil & lettres patentes des 18. & 30. Mars 1719. concernant les fraudes aux entrées de Paris, l'arrest de nostre conseil & lettres patentes du 10. Octobre 1719. portant suppression des droits de gros & de huitiesme en la ville de Paris, l'arrest de nostre conseil & lettres patentes des 29. Mars & 3. Avril 1721. portant retablissement du droit annuel, & tous autres edits, arrests & reglemens intervenus au sujet de nos droits d'entrée sur les vins, eaux-de-vie, vins de liqueur, bières, cidres, poirés & autres boissons, pied fourché, domaine & barrage, & autres droits dependans de nostre ferme des aydes & entrées de Paris, pour ce qui regarde les lettres de voiture, les declarations & le paiement des droits, soient executés dans ledit fauxbourg du Roulle & dans les susdites deux maisons, ainsi qu'ils le sont actuellement dans nostre bonne ville & fauxbourgs de Paris, en ce qui ne se trouvera contraire à ces presentes. Et en cas de contestations, elles seront jugées: sçavoir pour le domaine & barrage & poids-le-roy, par les tresoriers de France en premiere instance, & par appel en nostre cour de parlement; pour les cendres, soutes & gravelées, par les officiers de l'hostel de ville de Paris en premiere instance; & pour les autres droits, par les officiers de l'élection de Paris aussi en premiere instance, & par appel en nostre cour des aydes. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour des aydes à Paris, que ces presentes ils ayent à faire lire, publier & registrer, &

le contenu en icelles garder & executer selon leur forme & teneur, nonobstant tous edits, declarations & autres choses à ce contraires, auxquels nous avons derogé & dérogeons par celsd. presentes; aux copies desquelles collationnées par l'un de nos amez & feaux conseillers. secretaires voulons que foy soit adjoustée comme à l'original. Car tel est nostre plaisir. En tesmoin dequoy nous avons fait mettre nostre scel à celsd. presentes. Données à Paris le XII. jour de Fevrier, l'an de grace M. DCC. XXII. & de nostre regne le VII. Signé, LOUIS; & plus bas: Par le roy, le duc d'Orleans regent present, PHELYPEAUX. Et scellées du grand sceau de cire jaune.

Registrées en la cour des aydes, ouy & ce requerant le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur; à la charge neantmoins que le fermier general des aydes ne pourra faire poser les barrières pour clorre & fermer ledit fauxbourg du Roule, qu'en presence de l'un des officiers de l'élection plus ancien suivant l'ordre du tableau, qu'elle a commis à cet effet. Et copies collationnées desdites lettres seront envoyées es sieges du bureau de l'hôtel de ville & de l'élection de Paris, pour y estre lûes, publiées & registrées l'audience tenant. Enjoint aux substituts du procureur general du roy d'y tenir la main, & de certifier la cour de leurs diligences au mois. A Paris en la premiere chambre de ladite cour des aydes, le XXII. Fevrier M. DCC. XXII. Collationné, Signé, ROBERT. Pris sur l'imprimé.

LETTRES PATENTES
sur arrest, portant qu'il sera fait dix-sept
pompes nouvelles, pour servir en cas d'in-
cendie dans la ville de Paris.

LOUIS par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement à Paris, salut. Nous estant fait représenter en nostre conseil les lettres patentes accordées au sieur du Perrier le 12. Octobre 1699. par lesquelles nous luy avons accordé le privilege exclusif de faire & vendre des pompes portatives dans toute l'estendue de nostre royaume: nostre ordonnance du 23. Fevrier 1716. pour le renouvellement & entretien des pompes destinées pour prevenir les suites des incendies dans

la ville de Paris; & estant informez non-seulement du succès que le service de ces pompes a eu dans les incendies qui sont arrivés depuis leur établissement, mais que pour en procurer au public tout le secours qu'on en pouvoit tirer, il estoit nécessaire d'en augmenter le nombre, de les distribuer de proche en proche en différents quartiers de la ville, de préposer un nombre suffisant d'hommes pour les servir, même d'establi des magazins de tous les outils nécessaires dans le cas d'incendie, & d'indiquer les fonds, tant pour le payement de la construction desdites pompes, achat des outils, que pour leur entretien & celui des hommes destinés à cette fonction; nous aurions pourveu à ce que dessus par arrest de nostre conseil du 10. Mars dernier, & ordonné que pour son execution routes lettres nécessaires seroient expédiées. A CES CAUSES, de l'avis de nostre très-cher & très-ami oncle le duc d'Orleans petit-fils de France, regent de nostre royaume, de nostre très-cher & très-ami oncle le duc de Chartres premier prince de nostre sang, de nostre très-cher & très-ami cousin le duc de Bourbon, de nostre très-cher & très-ami cousin le comte de Charollois, de nostre très-cher & très-ami cousin le prince Conry, princes de nostre sang, de nostre très-cher & très-ami oncle le comte de Toulouse prince légitimé, & autres grands & notables personnages de nostre royaume, qui ont veu ledit arrest du dix Mars dernier, ensemble la soumission des sieurs François du Mouriez du Perrier, & Nicolas François du Mouriez du Perrier son fils, en datte du vingt-cinq Decembre dernier, dont copie est ensuite dudit arrest cy-attaché sous le contre-scel de nostre chancellerie, nous avons conformément audit arrest ordonné, & par ces presentes signées de nostre main ordonnons.

I. Qu'outre les treize pompes qui sont actuellement établies, le sieur du Perrier, suivant la soumission qu'il en a donnée, & dont dont l'original est demeuré annexé à la minute dudit arrest, sera tenu de fournir incessamment dix-sept pompes nouvelles, avec leurs ustenciles & caisses, faisant avec lesdites treize le nombre de trente, qui seront déposées sous les ordres & inspection du sieur lieutenant general de police: sçavoir une à l'archevesché, une chez M. le premier president, une à la grande poste, deux

Sff ij

aux prestres de l'Oratoire de la rue saint Honoré, deux aux Capucins de la rue saint Honoré, une à l'opera, trois aux Petits-peres place des Victoires, trois à la Trinité rue saint Denis, une à l'hôtel de Bourgogne, trois à la Mercy, une au saint Esprit, une chez le lieutenant general de police, trois aux Jezuïtes de la rue saint Antoine, trois aux Carmes place Maubert, trois à l'academie de Vandeuil & une à la comedie Française.

II. Lesdites trente pompes ainsi établies & distribuées seront fournies & entretenues de toutes choses par ledit sieur du Perrier, qui sera obligé d'en substituer d'autres quand il conviendra : le tout à ses frais.

III. Pour servir lesdites pompes & les faire jouer dans les occasions, il instruira soixante gardiens, à chacun desquels il payera tous les ans la somme de cent livres, en sorte que chaque pompe ait au moins deux hommes pour la servir.

IV. Ledit du Perrier fournira auxdits soixante gardiens un habit uniforme & un bonnet particulier, pour les porter dans les incendies, afin qu'ils y soient plus facilement reconnus, distingués & commandés parmy les ouvriers qui y seront employés.

V. Il leur enseignera à tous l'exercice & le maniement desdites pompes par le sifflet, afin qu'il puisse se faire entendre d'eux, & avec plus d'assurance & de commodité diriger les differentes manœuvres qu'ils doivent faire.

VI. Voulons qu'il soit arrêté un rôle contenant le nom & la demeure desdits soixante gardiens, dont un double sera remis entre les mains dudit sieur lieutenant general de police ; & qu'en presence dudit sieur du Perrier & des soixante gardiens lesdites trente pompes soient visitées au moins une fois le mois par le sieur lieutenant general de police, pour connoître si elles sont bien entretenues & en estat de faire le service.

VII. Si en cas d'incendie quelqu'un desdits soixante gardiens ne se trouvoit pas dans la maison où il aura indiqué sa demeure par ledit rôle, & manquoit au service, ou se trouvoit incapable de le faire, il sera retranché du rôle & condamné à l'amende par ledit sieur lieutenant general de police, qui en remettra un autre en sa place.

VIII. Et pour mettre ledit sieur du

Perrier directeur desdites trente pompes en estat de les fournir & de les entretenir, avec les soixante hommes & les outils necessaires & détaillés dans la soumission, il luy sera payé par les tresoriers de police en exercice, sur les fonds qu'ils ont entre leurs mains, ou qui leur seront remis, la somme de quarante mille livres une fois payée, & celle de vingt mille livres par chacun an, pour l'entretien desdites trente pompes, des soixante hommes, des outils & du renouvellement d'eux, sur les ordonnances qui en seront expedées par le sieur lieutenant general de police : sçavoir pour le payement des dix-sept nouvelles pompes à mesure qu'elles seront fournies, & pour le payement de l'entretien de trois mois en trois mois. Voulons que lesdites sommes soient passées & allouées dans les comptes qui seront rendus par lesdits tresoriers, tant devant ledit sieur lieutenant general de police, qu'à la chambre des comptes, sans aucune difficulté, & sur les simples quittances dudit sieur du Perrier, qui sera en outre tenu de représenter à la fin de chaque année audit sieur lieutenant general de police, les reçus ou quittances des soixante gardiens desdites pompes, pour estre joints aux certificats des visites qui auront esté faites desd. pompes, ainsi qu'il est cy-dessus ordonné, & remis aud. sieur du Perrier pour sa décharge. Si vous mandons que ces presentes vous ayez à faire registrer, & leur contenu executer & observer selon leur forme & teneur, cessant & faisant cesser tous troubles & empeschemens, & nonobstant toutes choses contraires. Car tel est nostre plaisir. Donné à Paris le xvii. jour d'Avril, l'an de grace M. DCC. xxii. & de nostre regne le vii. Signé, LOUIS ; & plus bas : Par le roy, le duc d'Orleans regent present, PHELYPEAUX. Et scellées du grand sceau de cire jaune.

Registrées, ouy ce requerant le procureur general du roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, suivant l'arrest de ce jour. A Paris en parlement le xxv. Avril M. DCC. xxii. Signé, GILBERT. Pris sur l'imprimé.

Copie de la soumission des sieurs du Perrier, mentionnée dans les lettres patentes cy-dessus.

Nous soussignez François du Mouriez du Perrier directeur general des pompes establies dans la ville de Paris, en consequence de l'ordonnance du roy du 23. Fevrier 1716. & Nicolas François du Mouriez du Perrier son fils, reçu en survivance à cet employ par brevet du neuf Septembre mil sept cens dix-neuf, offrent à sa majesté de fournir incessamment, & au plus tard dans quatre mois, dix-sept nouvelles pompes, pour avec les treize qui servent actuellement faire le nombre de trente.

D'establi huit magazins distans les uns des autres, dans lesquels ils entre-tiendront pour le service desdites trente pompes seize grandes échelles, seize longs cordages ou chablons, seize grands crocs ferrez par les deux bouts, propres pour abbatre une maison dans les cas où la nécessité obligera de la mettre à bas, afin de sauver les autres : trente pioches, trente pelles, trente coignées, trente pinces pour arracher les pavés, & trente longs cizeaux pour percer les tuyaux de fontaine qui passent sous lesdits pavés, au cas que l'eau des puits ne fuffit pas pour esteindre le feu.

D'establi pareillement trente loges pour enfermer lesdites trente pompes séparément, & sous la clef.

De fournir en outre les chariots nécessaires pour transporter diligemment lesdites pompes d'un quartier à l'autre.

D'establi vingt-huit nouveaux gardiens & sous-gardiens desdites pompes, qui joints avec les trente-deux qui servent actuellement, feront en tout le nombre de soixante.

De fournir ausdits vingt-huit nouveaux gardiens des habits neufs & bonnets uniformes, & pareils à ceux des anciens.

De leur payer à chacun cent livres de gages par an.

De faire avertir le public par des affiches des lieux où lesdites pompes seront déposées, & des noms & demeures desdits gardiens.

De renouveler, lorsqu'il en sera besoin, non-seulement lesdites trente pompes, mais encore tous les ustencils exprimez cy-dessus, & qui servent à l'usage & au service desdites pompes : aux conditions suivantes.

Qu'il sera delivré ausdits sieurs du Perrier pere & fils la somme de quarante mille livres : sçavoir moitié d'avance, & le surplus lorsque le tout aura esté livré ; & en outre la somme de vingt mille livres à commencer du premier Janvier mil sept cens vingt-deux par chacun an, pour l'entretien annuel & renouvellement des pompes, & tous les ustencils généralement quelconques qui sont nécessaires. Fait à Paris ce xxv. Decembre M. DCC. XXI. Signé, F. DU MOURIEZ DU PERRIER, & N. F. DU MOURIEZ DU PERRIER. *Ibidem.*

EDIT DU ROY

DONNE EN FAVEUR DE l'ordre de Notre-Dame du Mont-Carmel & de saint Lazare de Jerusalem, portant union de l'hospital & eglise de saint Jacques de Paris.

Louis par la grace de Dieu roy de France & de Navarre, dauphin de Viennois, comte de Valentinois & Dyois, Provence, Forcalquier & terres adjacentes ; à tous presens & à venir, salut. Dans le dessein que nous avons formé de procurer à la noblesse de nostre royaume & aux officiers de nos troupes, des secours & avantages que nostre justice ne nous permet pas de refuser à leur naissance & à leurs services ; nous croyons devoir rechercher les moyens qui seront le moins à la charge de nos finances & de nos peuples, & en mesme temps suffisans pour remplir nos vûes de soulager & gratifier les personnes dont les besoins & les merites nous seront plus connus. Nous avons esté bien informez que le roy Henry IV. de glorieuse memoire, voulant exécuter un pareil dessein, auroit institué en l'année 1607. un ordre militaire en France, sous la dénomination, le titre & la regle de Notre-Dame du Mont-Carmel ; & qu'il n'auroit fait en cela que renouveler l'ordre que les ducs de Bourbon & de Vendosme ses illustres ayeuls & les nostres, avoient érigé sous le titre de Bourbon, en l'honneur de celle que nos predecesseurs, & nous à leur exemple, avons toujours prise pour la patronne & la protectrice de nostre royaume. Les bulles de 1607. & 1608. du pape Paul V. en approuvant & confirmant l'érection de cet ordre, donnent à la piété de ce grand roy des éloges qui rémoi-

AN. 1711.

gnent assez l'estime que ce pape faisoit d'un tel établissement, dont il dressa lui-même la règle & les statuts que l'ordre a toujours suivis & observez depuis son institution. Ce même prince considérant les grands & notables privilèges qui avoient été accordés à cet ordre, & desirant contribuer à son entière illustration, s'en déclara le souverain chef, & le protecteur : & voulant joindre à ces titres celui de fondateur, & doter cet ordre de biens & revenus suffisans, il unit à l'ordre de Nostre-Dame du Mont-Carmel celui de saint Lazare de Jerusalem, le plus ancien ordre de la Chrétienté, ordre hospitalier & militaire, institué pour la défense de la foy, le service des malades & des pauvres, ordre royal établi & fondé en France par les rois Louis VII. saint Louis & leurs successeurs, qui en ont toujours choisi, nommé & pourvu les grands-maîtres. Entre les privilèges dont les chevaliers & membres de ces deux ordres ont été décorés & avantagés en différens temps, l'un des plus considérables est celui de posséder, quoique mariés, des pensions sur toutes sortes de bénéfices : & ces privilèges ont été approuvés & confirmés par plusieurs edits, déclarations & arrêts, & notamment par l'edit du mois d'Avril 1664. enregistré en nostre grand-conseil. L'union des deux ordres & leurs privilèges ont été pareillement confirmés par des bulles du cardinal de Vendôme légat à latere du pape Clement IX. datées du mois de Juin 1668. sur lesquelles le feu roy nostre tres-honoré seigneur & bisayeul fit expedier ses lettres patentes, qui ont été enregistrées, tant en nostre dit grand-conseil, qu'en plusieurs autres cours supérieures de nostre royaume. Et depuis nostre saint pere le pape Innocent XII. auroit, par sa bulle de confirmation de la grande maistrise dudit ordre, confirmé tous les privilèges, exemptions, indults & grâces accordées audit ordre & milice, & tous & chacuns les biens & membres qui y ont été légitimement & canoniquement unis & annexés. Le zèle que nous avons pour la religion en qualité de fils aîné de l'Eglise, nostre devotion singulière envers la sainte Vierge protectrice & patronne de nostre royaume, & l'estime que nous faisons, à l'imitation des rois nos predecesseurs, de l'ordre de Nostre Dame du Mont Carmel & de saint Lazare, nous portent non-

seulement à le rétablir & confirmer dans tous ses biens & privilèges, mais encore à en augmenter les revenus, & à lui donner aussi de nostre part des témoignages de nostre affection, en accordant des récompenses utiles & honorables aux personnes qui font profession dans cet ordre : & nous ne pouvions mieux marquer le desir que nous avons d'illustrer & favoriser ledit ordre, que par la distinction dont nous venons de l'honorer, en nommant à la dignité de grand-maître de cet ordre nostre tres-cher & tres-ami oncle le duc de Chartres premier prince de nostre sang. Comme nous avons été bien informez des abus considérables qui se sont introduits depuis long-temps dans l'administration de l'hospital & eglise de saint Jacques de Paris, dont l'institut s'est avili par la succession du temps, & se trouve aujourd'hui tellement abandonné, qu'il ne subsiste plus, à proprement parler, que de nom, nous avons cru ne pouvoir faire un meilleur usage des biens & revenus qui lui ont jusqu'à present appartenu, que de les appliquer & unir audit ordre de Nostre-Dame du Mont-Carmel & de saint Lazare de Jerusalem, avec tous les droits utiles & honorifiques en dépendans. A CES CAUSES & autres à ce nous mouvans, de l'avis de nostre tres-cher & tres-ami oncle le duc d'Orleans petit-fils de France, regent, de nostre tres-cher & tres-ami oncle le duc de Chartres premier prince de nostre sang, de nostre tres-cher & tres-ami cousin le duc de Bourbon, de nostre tres-cher & tres-ami cousin le comte de Charollois, de nostre tres-cher & tres-ami cousin le prince de Conty, princes de nostre sang, de nostre tres-cher & tres-ami oncle le comte de Toulouse prince légitimé, & autres grands & notables personnages de nostre royaume, & de nostre certaine science, pleine puissance & autorité royale, nous en qualité de souverain chef, fondateur & protecteur dudit ordre, avons par nostre present edit perpetuel & irrévocable, confirmé & confirmons ledit ordre de Nostre-Dame du Mont-Carmel & de saint Lazare, dans la possession & jouissance de tous & chacuns les biens, droits, commanderies, prieurés, hospitalaux & autres revenus qui leur appartiennent, suivant & conformément aux lettres patentes & déclarations des rois nos predecesseurs, bulles des papes & de

de leurs legats en nostre royaume, accordées respectivement ausdits ordres conjointement ou séparément, ensemble de tous les privileges, exemptions, facultés, prérogatives & prééminences qui appartiennent de droit ou par concession ausdits ordres & au grand-maître, commandeurs, chevaliers, officiers, servans d'armes & ministres, tant au spirituel qu'au temporel; notamment dans la faculté de tenir par eux, quoique mariés, des pensions sur toutes sortes de benefices, soit qu'ils se les soient réservées, ou qu'elles leur aient esté accordées devant ou après avoir fait profession dans ledit ordre. Et à cet effet nous faisons de nouveau audit ordre de Nostre-Dame du Mont-Carmel & de saint Lazare de Jerusalem, & en tant que besoin est ou seroit, tous dons, concessions & reestablishemens à ce nécessaires, revoquant toutes donations & concessions qui se trouveront avoir esté faites desdits biens, tant par nous que par les rois nos predecesseurs. Et par une plus ample grace, nous de la mesme autorité que dessus, avons concedé, uni & incorporé, concedons, unissons & incorporons ausdits ordres, l'hospital & eglise de saint Jacques de Paris, avec l'entiere administration & jouissance perpetuelle & irrevocable des biens dudit hospital & eglise, circonstances & dependances, & tous autres droits utiles & honorifiques joints & attachés à cette administration. Voulons que la pleine & libre collation des benefices de ladite eglise appartienne au grand-maître de nosdits ordres, à la reserve neantmoins de la tresorerie de ladite eglise, dont l'institution sera réservée à l'archevêque de Paris sur la nomination du grand-maître dudit ordre, & ce conformément aux bulles des papes Jean XXII. & Clement VI. à condition de la part dudit ordre de Nostre-Dame du Mont-Carmel & de saint Lazare, d'entretenir & acquitter les fondations, charges & dettes legitimes dudit hospital & eglise. Enjoignons à tous ceux qui sont actuellement chargés de l'administration des biens & revenus dudit hospital & eglise de saint Jacques de Paris, de remettre incessamment à ceux qui seront chargés des pouvoirs dudit ordre de Nostre-Dame du Mont-Carmel & de saint Lazare de Jerusalem, les clefs des archives, ensemble tous les titres, papiers & baux concernant ledit hospi-

tal & eglise. Faisons deffenses au receveur des biens & revenus d'iceux, de rendre compte ni de se dessaisir des deniers, papiers & registres qui sont en ses mains, appartenans audit hospital & eglise, si ce n'est en celles des préposés à cet effet par ledit ordre. Faisons tres-expresses deffenses tant ausdits administrateurs qu'audit receveur, de plus s'immiscer à l'avenir dans ladite administration & recette. Ordonnons que les quittances ou reconnoissances qui leur seront données par ceux qui auront les pouvoirs dudit ordre, tant des deniers que de la remise des titres & papiers, au pied de l'inventaire qui en sera fait, leur vaudront & serviront de bonnes & valables décharges, & seront lesdits titres, papiers & registres déposés dans les archives dudit ordre. Et pour l'entiere & parfaite execution du present edit, nous avons évoqué & évoquons à nous & à nostre conseil les contestations pendantes en nostre cour de parlement de Paris entre ceux qui sont actuellement l'administration dudit hospital & eglise, & les beneficiers de ladite eglise ou autres, sans avoir égard à l'arrest de nostredit conseil du 4. May 1716. par lequel les parties auroient esté renvoyées en nostredit parlement; & avons icelles contestations renvoyées & renvoyons en nostredit grand-conseil, ensemble toutes les causes & matieres qui concerneront nosdits ordres, tant en demandant qu'en deffendant, lui en attribuant à cet effet toute cour & jurisdiction, & icelle interdisant à toutes nos cours & autres juges. Si donnons en mandement à nos amez & feaux conseillers les gens tenans nostredit grand conseil, que nostre present edit ils fassent lire, publier & enregistrer, & de son contenu jouir & user lesdits grand-maître, commandeurs, chevaliers, officiers, servans d'armes & ministres dudit ordre, tant laïcs qu'ecclesiastiques, pleinement, paisiblement & perpetuellement, sans aucune difficulté, & ce nonobstant tous edits, declarations, arrests, reglemens & autres choses contraires, auxquelles nous avons dérogé & dérogeons par le present edit; voulons qu'aux copies d'icelluy dûement collationnées foy soit ajoutée comme à l'original. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre & apposer nostre scel au present edit. Donné à Paris au mois d'Avril,

l'an de grace M. DCC. XXII. & de
nostre regne le VII. *Signé*, LOUIS;
& plus bas, Par le roy dauphin-com-
te de Provence, le duc d'Orleans regent
present, PHELYPEAUX. Et scellé du
grand sceau de cire verte, en lacs de soye
rouge & verte.

Lû & publié en l'audience, & enre-

gistré és registres du grand-conseil du
roy, pour estre gardé, observé & exe-
cuté selon sa forme & teneur, ouy &
ce requerant le procureur general du
roy, suivant l'arrest dudit conseil seant
à Paris, du XXI. d'Avril M. DCC. XXII.
Signé, VERDUC. Pris sur l'imprimé.





EXTRAITS

DE

DIFFERENS REGISTRES DU PARLEMENT.

CLOISTRE SAINTE OPPORTUNE.

1260.



In questâ factâ per magistrum Thomam de Paris clericum domini regis & magistrum Lucam canonicum Parisiensem, utrûm iustitia viariæ ad dominum regem vel ad episcopum Parisiensem pertineat in quadam platea quæ vocatur claustrum sanctæ Opportunæ, quæ est inter ecclesiam sanctæ Opportunæ, ex una parte, & domum Simonis de Altisfiodoro ex altera, in qua platea fuit erecta quædam logia canonicis dictæ sanctæ Opportunæ. Nihil probatum est pro episcopo Parisiensi. *Du premier registre Olim, du parlement de la saint Martin m. cc. l. x.*

Porte saint Marcel, & nouvelle closture de Paris.

1261.

In questâ factâ de mandato regis super eo quòd abbas sanctæ Genovefæ Parisiensis dicebat quòd porta regis per quam itur ad sanctum Marcellum sita est in terra sanctæ Genovefæ, & quòd ibi solebat esse quædam mazura, per quam facti sunt muri regis & dicta porta, quòd fuit patris Petri de Portu; &

Tome II. Part. II.

quòd in eadem mazura intus portam & extra, prout itur ad sanctum Marcellum & inde venit, habebat ecclesia sanctæ Genovefæ totam iustitiam; quòd etiam de illa mazura singulis annis reddebantur in festo sancti Remigii quatuor sextarii & dimidium vini ecclesiæ suæ, ad modum refectorii, annui redditus. Johannes Popin civis Parisiensis dicebat è contrario, quòd ipse tenebat ipsam portam & ejus pertinentias, & bene negabat abbati & conventui debere se quatuor dictos sextarios & dimidium vini de domo quam habet ad portam sancti Marcelli; quam domum tam ipse quam antecessores sui liberè & absque solutione dicti redditus per quadraginta tres annos & amplius ex dono regis tenuerant, ut dicebat; propter quod petebat se in sua possessione defendi, & abbatem super hoc non audiri. Dicebat insuper dictus Johannes, quòd tempore suo & antecessorum suorum nunquam exercuerat abbas sanctæ Genovefæ iustitiam seu dominium aliquod in domo prædicta. Non est probatum quòd abbas & conventus sanctæ Genovefæ habeant in porta seu in domo de qua agitur iustitiam & redditum quatuor sextariorum & dimidii vini

Tcc

quam perebant. *Du premier registre Olim, du parlement de la saint Martin. M. CC. LXI.*

Porte Baudex, au fief de l'hofel-Dieu.

AN. 1261.

PEr arrestum patet quòd iustitia de habitatoribus cuiusdam domus Parisius apud portam Baudiam à rege Ludovico patre regis Philippi domui Dei concessa, ad domum Dei pertinet ex illo dono regis, non ad regem; ideoque iustitia de latrone in dicta domo capto facta est ab illis de domo Dei, non verò à rege. *Du premier registre Olim, du parlement de l'Assomption M. CC. LXI.*

Estienne Boileau prevost de Paris.

AN. 1265.

INquestâ factâ per Stephanum Boileau præpositum Parisiensem. *Premier registre Olim, parlement de la Pentecoste M. CC. LXV. Item parlement de la Chandelour M. CC. LXIII. Et parlement de la Pentecoste M. CC. LXIV. Item parlement de la Chandelour M. CC. LXVII.*

En quel cas le roy a justice & amende au fief de l'evêque.

AN. 1265.

DLe Lunæ post festum B. Barnabæ apostoli in hoc parlamento habuit dominus rex per consilium plurium prælatorum & aliorum bonorum, quòd ipse habet & habere debet Parisius in terra episcopi Parisiensis per manum suam iustitiam & emendam subjectorum episcopi ipsius, qui non tenuerunt bannum & inhibitionem domini regis factam de non recipiendis monetis, non obstante quadam compositione olim factâ inter episcopum & capitulum Parisiense & regem Philippum, & aliis quæ fuerunt proposita ex parte episcopi antedicti, per quæ dicebat idem episcopus se debere habere iustitiam & emendam prædictam. Et requisivit dominus rex dictum episcopum quòd se non opponeret quominus dominus rex gauderet pacificè de prædictis.

Item eadem die habuit dominus rex consilium eorundem prælatorum & virorum bonorum, quòd dominus rex habet & habere debet similiter per manum suam Parisius iustitiam & emendam burgensium & aliorum subjectorum episcopi de terra sua, qui non guerant ad mandatum præpositi Parisiensis & custodis villæ Parisiensis; cum omnes de ipsa terra episcopi teneantur guer-

tare ad mandatum domini regis & suorum, sicut alii burgenfès Parisienses, de quibus pluries determinatum fuit quòd cum præposito Parisiensi, & sine eo, guerare debent quoties fuerint requisiti. Et hoc consilium datum fuit non obstante compositione prædictâ & aliis pro episcopo propositis, per quæ dicebat quòd subiecti taliter non debebant guerare, nec dominus rex de iis qui taliter non guerarent debebat habere iustitiam & emendam. Et requisivit eum dominus rex, prout superius est expressum de facto monetarum. Postmodum aliud dominus rex ordinavit super his duobus, & etiam confectæ sunt literæ suæ parentes, & literæ episcopi Parisiensis. *Du premier registre Olim, du parlement de la Pentecoste M. CC. LXV.*

L'evêque de Paris n'a point sa semaine au fief de sainte Opportune.

AN. 1265.

COnquerebantur burgenfès Parisienses de terra sanctæ Opportunæ Parisius, quòd episcopus Parisiensis de novo levabat ab eis in dicta terra sanctæ Opportunæ telonium unum seu costumam unam de rebus ibidem emptis & venditis in sua tertia septimana, licet ipsi nunquam solverint dictum teloneum seu costumam Canonici etiam dictæ ecclesiæ super hoc conquerebantur, petentes huiusmodi suppressam ab episcopo factam penitus amoveri. Tandem cum dominus rex præcepisset super facto huiusmodi, videlicet qualiter dictus episcopus usus super hoc fuerat, addisci veritatem, & super hoc testes aliqui recepti fuissent, quorum testium aliquos officialis Parisiensis de gentibus domini regis nominavit; auditâ istâ appressâ, non fuit inventum quòd dictus episcopus Parisiensis habuerit vel receperit unquam in tertia sua septimana aliquam costumam de rebus venditis & emptis in terra sanctæ Opportunæ; propter quod videtur esse nova suppressa; in nullo processum esse vel actum per istam appressam vel inquestam. *Du premier registre Olim, du parlement de la Pentecoste M. CC. LXV.*

Les habitants du Temple, quoique hors la ville, sujets à la taille & au guer.

Iudicatum est quòd hospites Templi manentes extra muros civitatis Parisiensis tenebantur ad solutionem talliæ quæ pro auxilio domini regis à civibus Parisiensibus

AN. 1270.

Parisenſibus petebatur, quia privilegium non habebant ſpeciale per quod contra jus commune regis de dicta taillia poſſent ſe tueri.

Judicatum eſt quòd hospites Templi, tam extra muros civitatis Pariſienſis quàm intra manentes, etiàmſi manentes extra muros non gauderent libertatibus villæ, tenebantur tamen ad guerrandum, ſicut alii burgenſes. *Du premier regiſtre Olim, du parlement de l'an M. CC. LXX.*

Quels ſiefs à Paris ſujets à la taille du roy.

PEr teſtes ſuper hoc productos probatum fuit, primò quòd dominus rex eſt in ſaiſina taillæ Pariſienſis in terra S. Eligii. Item eſt in ſaiſina habendi tailliam Pariſius in terra de * Viromo. Item in ſaiſina taillæ in terra S. Maglorii Pariſienſis. Item in ſaiſina habendi tailliam Pariſius in terra S. Germani de Pratis. De domo Dei Pariſienſi ordinatum eſt quòd ipſi dicunt ſe nolle producere teſtes, ſed volunt audire jus ſuper chartis & instrumentis ſuis. De ſancta Genoveſa ordinatum eſt, præſente abbate, quòd de nova terra S. Genoveſæ paratus eſt credere regiſtro talliatorum & de dictis eorumdem, & conſeſſus eſt quòd dominus rex uſus eſt ibi altà juſtitia. De veteri verò terra S. Genoveſæ non eſt diſcordia, nec fuit, nec eſt etiàm tailliata. *Du premier regiſtre Olim, du parlement de l'Assomption M. CC. LXX.*

Meſtiers ſujets au guet.

COnquerentibus ſcambiatoribus, aurifabris, drappariis, tabernariis & pluribus aliis civibus Pariſienſibus de præpoſito Pariſienſi, quòd eorum vadia ceperat, reſpondit idem præpoſitus prædicta vadia ſe cepiſſe, eo quòd guerrare nolebant per villam Pariſienſem ſicut & XXI. miniſteria villæ Pariſienſis, ad ſuum mandatum, licèt morà ſuper hoc aliàs quæſtione coram domino rege Ludovico inter eos & præpoſitum Pariſienſem qui tunc erat, determinatum & pronunciatum fuiſſet contra ipſos, quòd & præſente præpoſito & abſente guerrare tenebantur, ſicut & alia dicta miniſteria, ad mandatum ipſius præpoſiti, ſicut dicebat, & de hoc recordari curiam inſtanter petebat. Ex adverſo petebant ipſi cives ſua vadia ſibi reddi, negantes ita

Tome II. Part. II.

pronunciatum fuiſſe ſicut præpoſitus aſſerebat, dicentſque ſe nunquam guerrare Pariſius, niſi præpoſito Pariſienſi præſente cum eis. Tandem auditis hinc inde propoſitis, recordata eſt curia fuiſſe pronunciatum aliàs, in parlamento videlicet S. Martini hyemalis anno Domini M. CC. LVIII. contra cives prædictos, quòd ipſi ad mandatum præpoſiti Pariſienſis, ipſo præſente vel abſente, ſicut dicta miniſteria alia, tenebantur guerrare; idque fuit contra eos determinatum, præſertim cùm guetus hujusmodi ad communem utilitatem totius villæ Pariſienſis pertineat & ipſorum. *Du premier regiſtre Olim, du parlement de la Pentecôte M. CC. LXXI.*

Le nombre des ſergens du chaſſelet fixé.

PRæceptum fuit præpoſito Pariſienſi ut effrænata multitudinem ſervientium ſuorum reducat ad certum numerum, videlicet pedites * ad ſexaginta decem, & equites ad triginta quinque. *Du ſecond regiſtre Olim, du parlement de la Touſſains M. CC. LXXXVII.*

Deſſenſe de porter eſpées & couteaux à pointe & boucliers.

ORdinatum fuit in præſenti parlamento quòd nullus portaret Parifiſius cultellum ad cuſpidem, nec boſclerium, nec enſem, nec alia ſimilia; & ſi inveniretur, quòd de factò caperetur, & arma frangerentur; & quòd burgenſes Pariſienſes nulla feſta Pariſius de nocte facerent, nec propter nuptias, nec propter aliam cauſam, niſi de licentia domini regis aut præpoſiti; & ſi fecerint contrarium, erunt domino regi in emenda de caſtallo & corpore. De his regratiatus fuit curiam Philippus Pavinis & plures alii cives Pariſienſes, qui erant præſentes. *Du ſecond regiſtre Olim, du parlement de la Pentecôte M. CC. LXXXVIII.*

A qui appartient d'avoir ſon prix à Paris ſur les denrées.

DOminus rex; domina regina & eorum liberi habent pretium ſuum Pariſius ad cibaria. Episcopus Pariſienſis habet pretium ſuum ad panerium piſcis vel ad ſummam. Domus Dei Pariſienſis ſimiliter. Camerarius, conſtabularius, buticularius, cancellarius & dapifer, ſi ibi eſſent, habent pretium; ut hæc do-

Ttt ij

AN. 1187.

** Sergens à verge.*

AN. 1188.

AN. 1194.

cuit dominus Johannes de Hacon Francie buticularius. *Du second registre Olim, du parlement de la Toussaints* M. CC. XCII.

tendit retrò ad Sequanam ad manum sinistram. *Du second registre Olim, du parlement de la Toussaints.* M. CC. XCVI.

Prevoſt de Paris.

La Ville-neuve du Temple lez Paris non ſujette aux impositions de la ville.

A Damus Alati præpoſitus Pariſienſis. *Au second registre Olim, au parlement de la Toussaints* M. CC. XCVI.

Saint Marcel & ſaint Germain des Prés déclarés n'êſtre des fauxbourg de Paris.

C Onquerentibus communitatibus ſeu habitatoribus S. Marcelli & S. Germani de Pratis prope Pariſios, quòd cives noſtri Pariſienſes minùs juſtè eos compelli facere nitebantur ad contribuendum unà cum civibus noſtris Pariſienſibus ſuper dono centum millium librarum pariſienſium à dictis civibus noſtris Pariſienſibus factò nobis, in recompensationem denarii, quem, unum videlicet de empreore, & alium de venditore rerum venditarum Pariſiis, de qualibet libra habere volebamus, dicentibus per plures rationes ſe ad hoc nequaquam teneri; civibus noſtris Pariſienſibus è contra dicentibus prædictas villas eſſe de ſuburbiiſ villæ de Pariſius, & dicras communitates & habitatores ad dictam contributionem unà cum ipſis civibus faciendam per plures rationes teneri. Viſis litteris noſtris ſuper dicto dono confectis, & propoſitis à partibus, & eorum rationibus pleniùs intellectis, pronunciatum fuit per curiæ noſtræ judicium dictas communitates ſeu habitatores dictarum duarum villarum non eſſe nec cenſeri debere de ſuburbiiſ villæ Pariſienſis; nec eos compelli debere ad contributionem prædictam cum civibus noſtris Pariſienſibus pro dicto dono faciendam. *Du second registre Olim, du parlement de la Toussaints* M. CC. XCVI.

Fiefs de ſainte Genevieve.

P Atet per arreſtum abbatem & conventum ſanctæ Genoveſæ Pariſiis habere altam & baſſam juſticiam in ipſis locis, videlicet à prima porta abbatiz ſancti Victoris in medio viæ ante illam abbatiam conducente, uſque ad molendinum de Coupeel, in illa viâ & poſt retrò uſque ad ſaliciam, & uſque ad poncellum quem burgenſes Pariſienſes fecerunt fieri ad manum ſiniſtram uſque ad Sequanam, & in ruella quæ eſt in latere abbatiz ſancti Victoris, &

C Um præpoſitus Pariſienſis ad inſtantiam civium Pariſienſium, pro ſolutione doni ducentarum millium librarum turonenſium à dictis civibus domino regi facti, cepiſſet de bonis hoſpitum & manſionariorum villæ novæ Templi juxta Pariſios, dicens eos pluribus rationibus contribuere debere in ſolutione dicti doni; procuratore præceptoris & fratrum militia Templi, nomine ipſorum & pro ipſis, contrarium afferente, & dicente ipſos habere in dicta villa omnimodam juſticiam altam & baſſam, & manſionarios ſuos per punctum chartæ eſſe liberos & immunes ab omni exactione, tallia, exercitu, cavalcata, teloneo, coſtuma, &c. Auditis hinc inde propoſitis, & viſis eorum chartis, præceptum fuit fieri recedentiam dictis præceptoribus & fratribus pro hoſpitibus & manſionariis ſuis, de bonis eorum occaſione prædicta captis, & cives petant domino rege quod voluerint, & fiet eis juſ. *Du second registre Olim, du parlement de l'an* M. CC. XCVIII.

Rue Bourg-Thiboud au fief de ſaint Eloy.

C Um prior ſancti Eligii Pariſienſis requireret quòd mobilia quæ fuerant Henrici & Colardi de Atrebatro fratrum, quos præpoſitus Pariſienſis tanquam falſos monetarios juſtitiaverat, per eundem præpoſitum capta in vico Pariſienſi qui dicitur Burgus Thiboudi, in quo vico dictus prior, tam per chartam prædeceſſoris noſtri, quàm per uſum ipſius, aſſerebat ſe omnimodam altam & baſſam habere juſticiam, ſibi deliberebantur, tanquam ſibi commiſſa; tandem audito ſupradicto præpoſito Pariſienſi, & viſâ chartâ prædictâ, per judicium curiæ noſtræ dictum fuit, quòd niſi falſarii pro eo juſtitiati fuerint quòd ipſi falſum metallum effundebant, & inde falſam monetam eudebant, prædicta eorum bona deliberebantur priori prædicto. De iſto judicio factâ fuit littera; ſed cancellarius eam noſuit ſigillare. Sabato poſt *Letare Jeruſalem.* *Du troiſieme registre Olim, du parlement de la Toussaints.* M. CCC.

Prevoſt de Paris.

N. 1301. **G**uillaume Thibault garde de la prevosté de Paris en 1301. *Registre troisième Olim, parlement de la Toussaints M. CCC. I.*

Le clos saint Victor au fief de sainte Geneviève.

N. 1301. **J**udicatum est abbatem & conventum S. Genovefæ Parisiensis habere proprietatem justitiæ clausi S. Victoris, prout se comportat, usque ad clausum Tironis, & non ad religiosos S. Victoris pertinere. Contra verò justitiam curiæ abbati S. Victoris, & non ad eum S. Genovefæ pertinere. Mense Martii. Toffardus reportator. *Du quatrième registre Olim, du parlement de la Toussaints M. CCC. I.*

Fief de saint Victor.

N. 1306. **I**nquestâ factâ judicatum est abbatem & conventum sancti Victoris Parisiensis esse in saisina habendi omnimodam justitiam, tam altam quam bassam, intra muros abbatiæ suæ. Quamobrem homo captus à præposito Parisiensis propter homicidium in dictis muris, ipsis abbati & conventui restitueretur & relâcheretur. *Du quatrième registre Olim, du parlement de Pasque M. CCC. VI.*

La permission du roy requise pour élire des abbés.

N. 1307. **C**um nuper vacante monasterio sancti Maglorii Parisiensis, conventus ejusdem monasterii, non petiit, sicut consuetum est, à domino rege licentiâ eligendi, ad electionem abbatis processissent, & in suum abbatem elegissent fratrem Gobertum tunc dicti monasterii camerarium, idem electus obrentrâ confirmatione dictæ electionis suæ, sibi fecit benedictionis munus impendi; & errorem primum continuans, non petiit licentiâ à domino rege, administrationi temporalium dicti monasterii se injecit. Super quibus factis duobus, in quibus jus domini regis læsum fuerat, abbas & conventus prædicti misericordiam requirentes asseruerant se non per malitiam, sed per simplicitatem & ignorantiam attentasse & fecisse prædicta. Et cum dominus rex jure suo posset hujus-

modi facta prosequi ad infringendam electionem prædictam & cætera quæ in ipsius juris præjudicium super his attemptata fuerant, & bona temporalia dicti monasterii ad manum suam propter hoc facere teneri; ipse tamen plurimum magnatorum devictus instantiâ, facta hujusmodi cum emenda voluit pertransire, & dictum abbatem in suo officio remanere, salvo tamen in omnibus jure suo. Et dicti abbas & frater Gregorius piranciarus ac procurator conventus dicti monasterii, suo & dicti conventus nomine, super hoc ipsi domino regi in manibus magistrorum curiæ præsentium in camera gagiaverunt emendam, cujus taxationem idem dominus rex sibi reservavit, & de gratia speciali temporalitatem dicti monasterii positam ad manum suam propter hæc duo facta prædicta, salvo in omnibus jure suo, deliberavic eisdem, & præcepit quòd præpositus Parisiensis manum suam amoveat de temporalitate prædicta. *Du troisième registre Olim, du parlement de la Toussaints M. CCC. VII.*

Ordonnance de Philippe le Bel sur le droit appelé le prix du roy.

PHILIPPE par la grace de Dieu roy de France, à tous nos seneschaux & baillifs, salut. Comme nous ayons entendu que nos soubgiez sont grandement endommagiez par ceux qui veulent prendre & avoir les vivres & denrées à nostre prix; item par ceux qui pour leurs besongnes veulent de par nous avoir & prendre les chevaux, les bestes, les charettes, les nefs, les bestiaux & les autres voidûres de nos soubmis; nous considerant les ordonnances sur ce faictes bien & raisonnablement par nos antecessours & par nous, & voulant qu'elles soient fermement tenues & gardées, encore à plus grande fermeté d'icelles, & pour la paix & le profit de nos subjets, ESTABLISSEONS, VOULONS ET ORDONNONS ET COMMANDONS, quant aux vivres, que nous, la royne nostre compagne, quand nous l'aurons, nos enfans estans avec nous en nostre main bournie, le chamberier de France, le bouteillier de France, le connestable de France, avons la prise aux vivres & à nostre prix. Item ly seneschaux & ly chanceliers de France, quant ils y seront. Item en la ville de Paris ly eveque de Paris a un pannier

A. N. 1301.

de poisson, & la maison - Dieu de Paris a un pannier ou a une somme. Et nulle autre personne, de quelque condition, de quelconque lignage, de quelconque dignité ou estat qu'elle soit, ne a point de prise, ne point de prix, ne à Paris, ne en autre lieu en nostre terre. Et commandons expressément que nul autre quelconque que il soit, de hors en avant ne use de les prises en quelque maniere que ce soit; & se aucune grace sur ce avions faite à autre personne, nous dez hores en droict la rappellons du tout. Et voulons que cil ou ceux qui de par nous seront establis à prendre & à priser les vivres, jurent sur les saints que il loyalement feront cil office, ne ne trépasseront en aucune maniere cette ordonnance, pour quelque personne que ce soit, par quelconque faveur, ou par quelconque commandement d'autrui; & se il contre leur serment vouloient trépasser cet establisement, nous voulons que nos sougiez ne leur obeissent mie, & que il, sans amende faire, leur puissent en maniere deuë & raisonnable recourir leurs denrées. Item nous establissons, ordonnons & commandons que nulle personne quelconque qu'elle soit n'ait pouvoir de prendre chevaux, bestes, charrettes, bestiaux ne autre aïsement ou voidure par terre ou par eau, fors seulement pour nos propres besongnes, ou pour nostre chere compagne, quand nous l'aurons, ou pour nos enfans estans avec nous en nostre main - bournie. Et voulons encore que pour nous on ne puisse prendre beste de charruë ou de labourage. Item que l'on ne puisse mie deschevaucher ne arrester marchands ou autre personne chevauchant ou allant en ses besongnes par terre ou par eau. Item que l'on ne puisse mie arrester ou descharger charrettes ou vaisfel de terre ou de eau, ou beste chargée. Item que l'on ne puisse prendre beste en quelconque voidure, ou estant en son voiage d'aller querir sa charge. Item que l'on ne prenne beste ou charette ou voidure de maison - Dieu ou malladrerie. Item que ces bestes, ou instrumens, ou vaisseaux que l'on prendra pour nous, que l'on ne les greve mie de charge ou de trop longue journée. Item que l'on paye pour ceux que l'on prendra leur journée souffisant. Item que cil qui seront establis de par nous à cet office faire, jurent sur saints que il loyalement & bien feront cet office, si comme il est dessus dict; que il ne prenront de quelque personne de quelque estat ou condition

qu'elle soit, robbe, joyaux ne autres dons qui puissent tourner à malle convoitise; ne ne trépasseront cette ordonnance en nulle maniere, pour quelconque personne que ce soit, pour quelque faveur ou couleur, ou pour quelconque commandement d'autrui; & se il contre leur serment vouloient trépasser cette ordonnance, nous voulons que l'on ne leur obeisse mie, & que l'on leur puisse en maniere deuë & raisonnable escourre sans amende faire. Et ordonnons que quiconque fera, ou par luy, ou par autre, ou fera faire, ou commandera à faire contre les ordonnances & contre cet establisement, soient encheus, & le faiseur & le commandeur, en nostre amende, à lever & prendre à nostre volonté ou à nostre baillif ou seneschal d'iceluy lieu ou sera faits ly outrage. Pour quoy nous commandons & enjoignons spécialement & expressément à roy prevost de Paris, ou à vous seneschaux & baillifs, que vous & chacun de vous en vos seneschauls & baillies & en vos assises, & tu prevost de Paris ez villes de la prevosté où tu verras que y sera à faire, faciez publier communément & solemnellement l'ordonnance, l'establisement & toutes les choses dessus dictes, & gardez fermement & faites garder toutes les choses dessus dictes, si chier comme vous avez nostre grace & entendez à eschever nostre indignation. Et voulons que vous & chacun de vous, si & quand vous verrez que mestier sera, deputez de par vous especiaux executeurs bons & souffisans à faire garder entierement cette ordonnance, & à prendre garde que nuls ne viegne à l'encontre. En tesmoing de laquelle chose nous avons fait mettre nostre scel à ces presentes lettres. Donné à Paris en nostre parlement l'an M.CCC. i. le Jeudy avant Paques fleuries. *De troisieme registre Olim, du parlement de Noël M. CCC. VIII.*

Ordonnance de Philippes le Bel contre les examinateurs du chastelet.

Philippes par la grace de Dieu roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut. Sçavoir faisons à tous que comme il ait esté trouvé par information sur ce faite de nostre commandement, que plusieurs extorsions & outrageuses prises se soient faites & font encore de jour en jour en nostre chastelet de Paris, nous, eus sur ce deliberation diligent avec nostre conseil, avons

avons ordonné en ce présent parlement sur l'estat & les offices dudit chastellet en la maniere que s'en suit. Premièrement que les examinateurs dudit chastellet, pour ce qu'il est trouvé par ladicte information que ce est nostre dommage & dou peuple de ce qu'ils y font, seront du tout ostés, & seront les examinations faictes selon la maniere ancienne, c'est à sçavoir par nos notaires du chastellet qui seront suffisans à ce faire, ou par autres bonnes personnes telles que le prevost & les auditeurs voudront, mais que ils ne soient pas leurs clerks, ou qui à ce seront eilleus d'accord des parties, non contr'estant lettrés qu'ils aient de nous, lesquelles dez maintenant nous rappellons & adnullons. Item nous avons ordonné que le prevost & les auditeurs du chastellet prendront pour eux tels clerks comme ils voudront, & mettront & osteront toutes les fois que il leur plaira, non contr'estant ce qu'aucuns clerks aient de ce nos lettres, lesquelles du tout nous rappellons & adnullons dez maintenant comme lors. Item nous ordonnons que pour les excez & les grandes extorsions que les officiers du chastellet ont faictes & font tous les jours, que l'on enquerra de ce; eux appelez; & cependant ils seront suspendus de leurs offices. Item nous ordonnons que pour les grandes prises oultrageuses & les grandes extorsions que Jehan Payen clerc du prevost de Paris a faictes & faict de jour en jour, si comme il est trouvé par ladicte information, que dez maintenant il est suspendu de son office, & sera faict inventaire de tous ses biens, & puis l'en enquerra de son faict, parties appellées. Item nous ordonnons que pour ce qu'il y a plusieurs notaires moins souffisans & de mauvaise vie, si comme l'on dit, que l'on enquerra de ce, & osteront les commissaires à ce deputez ceux qui tels seront, & y mettront les bonnes personnes; & ceux contre qui les commissaires qui à ce seront deputez enquerront, il les suspendront de leurs offices tout premierement. Item nous ordonnons que ly auditeur du chastellet ne jugeront d'aucune cause de héritage, ne qui touche estat ne condition de personne, ne des autres causes, fors de celles qui monteront jusques à soixante sols ou au-dessous. Item tous procez se pourront faire devant tous les auditeurs, & quant ils seront en point de jugier, ils envoleront le procez devant le prevost pour le jugier. Item si aucuns frivoles amende-

mens sont demandez des jugez des auditeurs, le prevost, si tost que il verra que ils seront frivoles, il renvoiera la cause devant l'auditeur de qui l'amendement sera demandé. En tesmoing de ce nous avons fait mettre nostre scel en ces présentes lettres, qui furent faictes & données à Paris en nostre parlement le Mardi jour & feste saint Philippes & saint Jacques apostres, l'an M. CCC. XII. Du troisieme registre Olim, du parlement de la saint Martin M. CCC. XII.

Justice du chapitre de Paris sur la voirie de Garlande.

PEr arrestum patet decanum & capitulum ecclesie Parisiensis esse in suis exercendi bassam iustitiam in media parte voerie Garlandie Parisiis situate, videlicet ex parte domorum dicti capituli versus montem S. Genoveze & S. Stephani de Grecis ecclesiam. Et sic per arrestum judicatum est, contradicente preposito Parisiensi pro rege, salva tamen questione proprietatis. Du quatrieme registre Olim, du parlement de la saint Martin M. CCC. XII.

AN. 1313.

Le grand panettier debouté de la connoissance des excez des boulangers.

Cum cives & communia habitantium ville Parisiensis curie nostre con-questi fuissent ex eo quod, ut ipsi dicebant, in ipsorum & totius rei nostre publicae ville Parisiensis prejudicium gravamen & damnum, panetarii dicte ville Parisiorum in suo ministerio faciendo panes quam plurimum excedebant, specificando & declarando casus & modos in quibus ipsi fieri dicebant excessus predictos, requirentes per curiam nostram corrigi & puniri dictos excessus, & de remedio opportuno celeriter & absque & dilacione propter imminens qualibet die grande periculum ipsorum conquerentium & totius ville Parisiensis super hoc provideri, & ad mandatum dilectorum & fidelium nostrorum magistrorum Parisius in camera requestarum Parisiensium presidentium prepositus Parisiensis seu ejus locum tenens incepisset procedere in predictis, dilectus & fidelis noster Harpinus dominus de Harquin panetarius Francie miles noster, ad nos accedens, proponens ad ipsum, ratione officii dicte panetarie, facti hujusmodi cognitionem & punitionem habendi, eam instanti-

AN. 1314.

requisivit dictos conquerentes super hac ad se remitti. Nos verò dictâ requestâ auditâ mandavimus quòd magistri prædicti dictæ cameræ nostræ, qui commodè possent haberi, convenirent ibidem, & auditis partibus super requesta prædicta facerent & præciperent quod viderent rationabiliter faciendum. Coram quibus dictis partibus constitutus idem panetarius plures proposuit rationes, & inter cætera sua privilegia exhibuit, & suam allegavit saisinam, ad illum finem quòd secundum quod ipse requirebat, sibi fieret remissio prædicta. Ex adverso verò, tam dicti conquerentes, quam procurator noster, ad illum finem quòd dicti panetarii prædicta requesta fieri non deberet, imò quòd præpositus Parisiensis, vel locum ejus tenens, curiam & cognitionem de prædictis haberet, plures proposuerunt rationes, & quamdam ordinationem charissimi domini & genitoris nostri factam alias super hoc, sive super facto consumili, & sub cera viridi sigillatam exhibuerunt, quam dicebant per nos fuisse confirmatam postmodum; contra quam ordinationem dictus panetarius plures proposuit rationes, ad illum finem quòd dicta ordinatio sibi præjudicare non deberet: parte adversâ plures rationes è contrario replicante. Auditis igitur hinc inde propositis, & visis litteris ac privilegiis quæ dictæ partes quælibet pro se super hoc exhibuerunt, habitâ deliberatione super hoc diligenti, & consideratis excessuum & factorum propositorum & personarum conquerentium & annonæ præsentis conditionibus & statu, dicti magistri per suum arrestum pronuntiaverunt quòd dicti panetarii nostri requesta non fieri; imò super dictorum conquerentium querimonia, quantum ad casum prædictorum excessuum, qui pender in præsentem, præpositus Parisiensis, secundum tenorem ordinationis prædictæ charissimi genitoris nostri, curiam & cognitionem habebit, salvo in aliis casibus super eorum cognitione & punitione, quando contingeret, jure partium prædictarum, super quo ordinabimus, prout viderimus rationabiliter faciendum. Actum Parisiis die Martis post Penthecostem, scilicet primâ die Junii anno * M. CCC. xvi. extra parlamentum. Ad hæc fuerunt præsentem episcopus Macloviensis cancellarius, prior de Charitate, magister Philippus de Mornaio, magister Philippus Conversi, magister G. Arenaldi, magister Arenaldi, magister Scholasticus Piat, magister Robertus Thiberot, magister

* *Lisez* M.
CCC. xiv.

Droco de Charitate, magister Petrus de Capis, magister Johannes Cherchemont, magister Henricus de Axso, magister Petrus de Bituris, dominus Guillelmus de Harcuria, dominus Guillelmus de Corteuse, dominus Petrus de Villablanca, Petrus de Viei, Guido Florent, Firminus de Cocquerel, Petrus Remigi. *Du troisième registre Olim, du parlement de la Toussaints* M. CCC. xiv.

Prevost de Paris.

Henricus de Tapellero præpositus Parisiensis. *Registre troisième Olim, parlement de la saint André* M. CCC. xvii.

AN. 1317.

Cens de la Sorbonne sur une maison rue des Escrivains.

Inquestâ factâ judicatum est magistrum & scholares domus de Sorbona esse in saisina levandi in quatuor terminis viginti libras turonenses annui redditus sive census super quadam domo sita in vico Scriptorum Parisiensium. *Du troisième registre Olim, du parlement de la saint Martin*, M. CCC. xviii.

AN. 1318.

Le chapitre de Paris n'a justice sur le grand pont.

Quidam latro qui furatus fuerat supra magnam pontem quamdam manticam sive malam cujusdam scutiferi domini Philippi domini regis primogeniti qui modò regnat, captus fuit per præpositum Parisiensem pro furto prædicto, in quodam molendino quod vocatur Molendinum B. Mariæ, sito subtrus magnam pontem de subtrus domum dictorum *les Cornillars*. Decanus & capitulum Paris. petierunt dictum latronem sibi reddi, dicentes se esse in saisina justitiæ molendini in quo captus fuit latro prædictus. E contra dicebatur pro rege, quòd super hoc non debebant audiri, cum nullam haberent ibi justitiam, nec ibi de justitia usi fuissent. Demum factâ super hoc, de mandato domini regis, quâdam inquestâ sive apprisâ in parte per magistrum Petrum de Mellento, & in parte per magistros Thomam de Paris & Henricum de Campo-repulsio domini regis clericos, & diligenter visâ, nichil est inventum probatum pro parte decani & capituli prædictorum; & hoc fuit per curiam eis dictum. *D'un des registres Olim, du parlement de la Chancelerie* M. CC. lxx.

AN. 1319.

Justice

Justice de saint Magloire.

P Ræpositus Parisiensis ceperat Parisiis extra muros in terra sancti Maglorii quemdam hominem propter suspicionem multri, dicens quod ad dominum regem hujusmodi justitia pertinebat. E contra proponebant abbas & conventus sancti Maglorii quod ad ipsos pertinebat hujusmodi justitia ex dono regio sibi facta, super quod litteram regiam ostendebant, in qua quidem littera inter alia continebatur, quod in locis in ipsa littera nominatis, quorum unus esse dicitur locus iste in quo captus idem homo, nullus viariam, sanguinem, furtum, bannum, justitiam, aliquam consuetudinem & redhibitionem habeat vel exquirat, & homines tam ingenuos quam servos super terram ipsius ecclesie habitantes capere, vel fideiussores tollere audeat, sed omnia in potestate & dominatione abbatis consistere; & quieto ordine possidere, & dictum hominem sibi reddi perebant. Demum intellecto per dictum præpositum, qui mandatum habuerat de sciendo super hoc usu domini regis & monachorum, quod pro neutra parte usum aliquem invenire poterat, visâ diligenter ipsâ chartâ, voluit dominus rex, habito consilio, quod dictus homo redderetur ipsis abbati & conventui iurandi per eos super multo hujusmodi. *Du premier registre Olim, du parlement de la Toussaints M. cc. LXXIX.*

Fief de l'Hostel - Dieu à la porte Bauder.

Q Uia per Renaudum Barbou præpositum Parisiensem inventum fuit quod fratres domus Dei Parisiensis fuerunt in longa & pacifica possessione iurandi hospites ipsius domus, quos habet domus ipsa apud portam Bauder, præceptum fuit ipsi præposito, qui dictam domum aliquantulum super hoc molestabat, eò quod carta sua non dabat eis talem justitiam, ut dicebat, quod dictam domum in saisina suæ justitiæ dimittat. *Du premier registre Olim, du parlement de la Chandeleur M. cc. LXX.*

Justice de saint Martin des Champs dedans & hors la ville.

C Onquerebantur prior & conventus sancti Martini de Campis Parisiensis quod præpositus Parisiensis indebitè

impediebat eisdem justitiam hospitum suorum, quos habent Parisiis infra muros villæ & extra, quanquam per cartam regiam eam habeant, & sint de eadem in saisina pacifica, ut dicebant. E contra dicebat præpositus quod super hoc non debebant audiri, cum non haberent talem justitiam, sed ad dominum regem spectabat, & si à modico tempore citra usi fuerant de eadem, non saisina, sed usurpatio debebat censer. Demum intellecto per dictum præpositum quod ipsi erant & aliquibus annis fuerant in saisina prædictorum hospitum suorum, visis etiam quibusdam cartis regis ab eis exhibitis, quæ justitiam ipsam eis concedere videbantur, præceptum fuit per curiam ipsi præposito quod eos dimitteret in sua saisina, nec super hoc perturbaret eosdem: exceptis tamen quibusdam locis in quibus dominus rex est in saisina justitiæ, prout etiam confitebantur prior & conventus prædicti, de quibus præceptum fuit præposito quod dominum regem teneret similiter in sua saisina. *Du premier registre Olim, du parlement de la Chandeleur M. cc. LXX.*

Nouvelle closture de saint Martin des Champs.

P Rior & conventu sancti Martini de Campis Parisi. claudentibus muro domum suam, volentibusque murum facere ad lineam pilariorum inhaerentium antiquo muro suo, præpositus Parisiensis se opposuit, nolens quod loca existentia inter dicta pilaria clauderent muro, cum dominus rex habeat in locis ipsis justitiam, sicut dicebat, quâ non posset liberè uti, si loca inter dicta pilaria existentia muro clauderentur. Conquerentibus itaque super hoc priore & conventu prædictis, asserentibusque dicta loca esse de terra sua, & in eis se justitiam habere, ordinatum fuit per curiam, quod si dominus rex inveniatur esse in saisina justitiæ in locis prædictis, non permittantur prior & conventus loca ipsa quæ inter dicta pilaria consistunt muro claudere; si verò inveniatur quod prior & conventus habeant in dictis locis justitiam, & hæc loca sint de terra ipsorum, nec dominus rex sit ibi in saisina justitiæ, permittantur dicta loca claudere muro & usque ad lineam dictorum pilariorum extendere murum suum. *Du premier registre Olim, du parlement de la Pentecoste M. cc. LXXIII.*

AN. 1275.

Le pré aux Clercs en la main du roy, pendant le debat entre saint Germain des Prez & l'université.

AN. 1318.

UNiversis &c. Notum facimus quod presentibus in curia nostra dilecto & fideli nostro abbate monasterii sancti Germani de Pratis juxta Paris. pro se & dicto monasterio ex una parte, & rectore universitatis magistrorum & scolarium Paris. & pluribus aliis pro dicta universitate ex altera, propter debitum quod est inter ipsas partes ratione saisinae justitiae prati sancti Germani, quod dicitur pratum Clericorum, siti juxta muros dicti monasterii, & fossati dicti prati, item plateae sitae inter capellam sancti Martini de Ordeis & muros jardini de Nigel-la, item plateae quae quondam fuit magnifri Radulphi de Albusone, ac quarundam domorum & edificiorum eidem plateae contiguum, & domus jardini ubi moratur capellanus sancti Martini praedicti juxta capellam praedictam, in quorum locorum saisina justitiae dictus abbas se esse dicebat, & in quibus locis dictus abbas se esse dicebat in saisina omnimodam altam & bassam exercendi justitiam temporalem: dicto rectore pro dicta universitate se super hoc opponente, & dicente dictam universitatem esse in saisina justitiae prati & locorum praedictorum, nos saisinam dictae justitiae, ut praemissum est, contentiosam, ad manum nostram tanquam superiorem posuimus, & teneri praecipimus debato durante praedicto; & praecipimus quod super debato saisinae praedictae justitiae & super quibusdam excessibus, violentiis, murorum fractione, & rebus mobilibus portatis, quae novissime factae fuerunt in locis praedictis, super quibus dictus abbas, ratione nostrae gardae conquerebatur, requirens quod praedicta, quantum ad gardam nostram pertinet, faceremus praevia ratione ad statum debitum reduci, nec non super quibusdam injuriis & violentiis quibusdam scolariis ratione dicti debati, ut dicitur, illatis, vocatis partibus, veritas inquiratur de plano, ut per dictam inquestam curia nostra ordinet super his id quod fuerit rationabiliter faciendum. Item praecipimus quod serviens deputatus ad dictae saisinae justitiam in manu nostra tenendam, dictum pratum conservet, nec permittat illud foedari, nec animalia seu pecudes in eo depasci, ita quod tam dicti scolares, quam caeteri villae Paris. habitatores, sicut con-

fuetum est, honeste valeant in ipso spatiari. xxii. die Maij. Du troisieme registre Olim, du parlement de la saint Andre m. ccc. xviii.

Commissaires pour l'affaire du pré aux Clercs.

PHilippus &c. dilectis & fidelibus nostris Ambianensi & Briocensi episcopis, Carnotensi & Pictaviensi decanis, ac Egidio Ancelini militi, salutem & dilectionem. Cum presentibus in curia nostra dilecto & fideli nostro abbate monasterii sancti Germani, &c. (comme à l'acte precedent, du 22. May.) Quocirca mandamus & committimus vobis quatenus vos quinque, quatuor, tres vel duo ex vobis, aliis non expectatis, vocatis partibus & aliis qui fuerint evocandi, super praedictis inquiratis cum diligentia veritatem, & inquestam quam super his feceritis, curiae nostrae quam citius mitatis, quanquam non sit parlamentum, sub vestris inclusam sigillis, certum diem dictis partibus assignantes Parisius in curia nostro, ad videndum inquestam judicari praedictam; de qua diei assignatione curiam nostram certificare curetis. Die xxii. Maii. Ibidem.

Hôtel de l'abbé de Cluny en la sauvegarde du roy.

A Très-honorables & redoutez seigneurs nos seigneurs presidens pour le roy à Paris, Simon de Vandoueres, Estienne de Trois-moulins, huissiers du parlement, honneur avec reverence. Nos très-chiers seigneurs, sçavoir vous faisons que le Dimanche après la feste saint Martin d'esté, à heure de tierce ou environ, l'an de grace m. ccc. xxxiv. alâmes de vostre commandement au recteur & à la université des escolliers de Paris ou chapitre saint Mathelin, ouquel chapitre lesdicts recteur & université faisoient assemblée ou congregation general, lequel commandement estoit contenu en une cedula seellée du petit seel de la chambre du parlement, & signée par maistre Pierre de Hangest, laquelle cedula est cy dessous escripte; & illec leur signifîmes & intimemes de par vous que l'abbé de Clugny & l'abbaye, avecques toutes les personnes de l'ordre de Clugny & leurs membres, tous leurs familiers, leurs biens, en quelque part que ils soient dedans le royaume de France, sont en l'especial sauve-garde du roy par point de privilege, & parce que le-

AN. 1318.

AN. 1334.

dict

dict abbé est du conseil du roy ; & leur deffendimmes de par le roy & de par vous, que en quanque ils se pourroient mesfaire envers le roy, ils ne feissent ne ne deissent injure, violence ne nouvelleté nulle aux dessus nommez, en personne ne en biens, & spécialement à la maison dudit abbé ne en ses appartenances, laquelle maison est assise de lez la boucherie saint Germain des Prez, ne ou nouvel batiffement que ledict abbé a fait en ladicte maison oultre la porte aux Cordeliers. Et de rechief deimmes audit recteur & université, de par vous, que se ils vouloient aulcune chose demander audit abbé ou à ses gens, vous vous offriez à faire à eux bon & brief accomplissement de justice dudit abbé & de ses gens. Et neantmoins preimmes & meimmes d'abondant ladicte maison & ses appartenances en ladicte garde du roy, & publiames ladicte garde auxdicts recteur & université & aux voisins d'illec environ. La teneur de la cedule sus nommée s'ensuit: PIERRE de Hermier, Thomas de Choques, Simon de Vaudouaire, Estienne de Trois-moulins, allez vous quatre, trois, deux ou l'un de vous au recteur & à la université des escolles à Paris, & leur signifiez, &c. *comme au narré cy-dessus*, CES choses dessus dictes vous certiffions-nous estre faittes par nous en la maniere que il est dessus dict & devisé par ces presentes lettres seellées de nos seaulx, qui furent faittes l'an dessus dict le Vendredy xxii. jour du mois de juillet. *Des Registres du Conseil du Parlement.*

Pouvoirs extraordinaires accordés par le roy, pour un temps, à la chambre des comptes.

ANos amez & feaux les gens de nos comptes à Paris, salur & dilection. Nous sommes ou temps present moult occupez pour entendre ou fait de nos guerres & de la deffense de nostre royaume & nostre peuple, & pour ce ne pouvons pas bonnement entendre aux requestes delivrer, tant de grace, que de justice, que plusieurs gens, tant d'eglise, de religieux, que autres nos subgiez nous ont souvent à requerre. Pourquoy nous qui avons grant & plaine fiance de vos loyautez, vous commettons par ces presentes lettres plain pouvoir, à durer jusques à la feste de la Toussaincts prochain à venir, de octroyer de par nous à toutes gens, tant d'eglise, de religion, comme seculiers, graces sur acquests tant faitts comme à faire à perpetuité, d'octroyer privileges & graces perpetuels & à temps,

Tome II. Part. II.

à personnes singulieres, eglises, communes & habitans de villes, & impositions, assises & maletostes pour leur prouffict & du commun des lieux ; de faire grace de rappel à bannis de nostre royaume ; de recevoir à traictier & à composition quelconques personnes & communautéz, sur causes tant civiles que criminelles, qui encore n'auront esté jugiez, & sur quelconques autres choses que vous verrez que seront à octroyer ; d'ennoblir bourgeois & quelconques personnes non nobles ; de legitimer personnes nées hors de mariage, quant au temporel, & d'avoir succession de pere & de mere ; de confermer & de renouveler privileges, & de donner nos lettres en cire verd sur toutes les choses devant dictes & à chacune d'icelles, à valoir perpetuellement & fermement sans revocation & sans empeschement ; & aurons ferme & estable tout ce que vous aurez fait ez choses dessus dictes & à chacune d'icelles. En tesmoing de laquelle chose nous avons fait mettre nostre seel à nos presentes lettres. Donnée au bois de Vincennes le xiii. jour de Mars M. CCC. xxxix. Par le roy, FRANÇOYS.

Ista littera registrata fuit, de præcepto curiæ, vii. die Julii M. CCC. xl.

Moulins à la planche Mibray.

LITTE motâ coram Henrico de Tappe-
rel præposito Paris. inter Nicolaum Galensem ex parte una, Guillelmum Chartain ac Johannem de Monte pelliparios Paris. ex altera, super eo quod dictus Nicolaus proponebat contra dictos Guillelmum & Johannem, quod cum ipse habuisset diu & adhuc haberet duo molendina sita Parisius in aqua Sequanâ... prioratum sancti Eligii de Carcere versùs quemdam vicum dictum *les Planches dou petit Mibray*, fuissetque in saisina pacifica per quinque annos vel circa tenendi & habendi inter vicum prædictum & dicta sua molendina unum pontem ac quosdam palos infixos in dicta aqua dictum pontem sustinentes, per quem gentes ibant & redibant ad dicta molendina pro molendo vel negotiando ibidem, ipsoque Nicolao agente in remotis dictus pons ad requestam dictorum Guillelmi & Johannis destructus fuerat & disrupsus, pluraque bona sua ut pignora capta fuerant in domo sua Paris. prope dictum locum per servientes castelleti Parisiensis pro custibus factis, in destructione dicti pontis ; & quod postmodum ad querelam uxoris dicti Nicolai dictus præpositus ad locum

AN. 1319.

V v v ij

prædictum unâ cum pluribus & certis juratis voeriæ & aquæ villæ Paris. personarum accesserant; & cum juxta relationem dictorum juratorum idem præpositus dictum pontem custibus dictorum Guillelmi & Johannis refici præcepisset per certos commissarios ab eo super his deputatos, ipsique virtute dictæ commissio- nis quædam bona dictorum Guillelmi & Johannis tanquam pignora cepissent in ipsorum domibus, & ad reficiendum dictum pontem se parassent, dicti Guillelmus & Johannes quædam à nobis litteras veritate tacitâ (ut dicebat) impetrarunt, virtute quarum dicti commissarii cessarunt à refectione prædictâ; & hoc & quædam alia proposuisset dictus Nicolaus, ad finem quod dictus pons ante omnia reficeretur dictorum Guillelmi & Johannis sumptibus, & repone- retur in statu quo erat tempore quo destructus fuerat, insuper pignora dicti Nicolai capta, ut dictum est, pro sumptibus destructionis dicti pontis, sibi restituerentur ad plenum, ipsoque Nicolao super his servato indempni dictum factum nobis & ipsi emendaretur, ac quod idem Nicolaus in sua saisina remaneret & eâ gaudere pacificè posset, opposi- tione dictorum Guillelmi & Johannis non obstante: memoratis Guillelmo & Johanne ad hoc se opponentibus pro- ponentibusque è contrario quod dictus Nicolaus nuper fieri fecerat dictum, pon- tem & plures palos in aqua prædictâ in- figi sustinentes eundem, in damnum & præjudicium dictorum Guillelmi & Jo- hannis ac vicinorum dicti loci, omnium- que gentium villæ Paris. quoddam dicti pons & pali præstiterunt & præstabant impedimentum & periculum aisiamento communi eundi ad dictam aquam, la- vandi & mundandi ibidem pannos & alia necessaria, ducendique & exhone- randi garnisiones populi Paris. de bladis, vignis, avenis, lignis & multis aliis, & quod vicini dicti loci conquesti de hoc fuerant. tunc Paris. præposito, qui causâ cognitâ, ad relationem voerio- rum terræ & aquæ villæ Paris. quos ad dictum locum miserat, ex suo proprio motus officio dictum pontem tanquam damnosum & præjudiciabilem tori villæ Paris. destrui præceperat & dirumpi, & propterea per certos executores à dicto Henrico præposito Paris. successore dicti Johannis, vel ipsius Henrici præpo- siti locum tenente, exequendo factum dicti sui prædecessoris, super his depu- tatos dictus pons destructus fuerat & dis-

rutus, quoddam dictus Nicolaus contra præmissa veniens reficiebat & nitebatur reficere dictum pontem sine nostra licen- tia, in dampnum & præjudicium civium prædictorum, & quod dictus Henricus præpositus Paris. ad requestam prædicti Nicolai, causâ restitutionis dicti pontis & pro reficiendo eundem de novo, fe- cerat dictos Guillelmum & Johannem gagiari, causâ non cognitâ, & pignora sua capi propter hoc & levare, & quod super his nobis conquesti fuerant Guil- lelmus & Johannes prædicti, & nostras obtinuerant litteras directas dicto præ- posito, ad finem quod à dicta refectione cessaretur, & dictum novum impedi- mentum removeretur omnino, dictaque pignora capta dictis Guillelmo & Johanni redderentur & deliberarentur ad plenum, quare petebant dictum novum pontem destrui, dictumque impedimentum penitus amoveri, suæque dicta pignora ad plenum ante omnia, & antequam dictus Nicolaus super hoc in aliquo audiretur, sibi reddi & deliberari, ac se absolvi à propositis ex parte dicti Nicolai contra ipsos. Lite igitur coram dicto præposito super præmissis legitimè contestatâ, ju- rato de articulis hinc inde factis, & dictis responsionibus ad eos subsequitis, testibus hinc inde productis receptisque, eorum depositionibus publicatis, pluri- busque instrumentis hinc inde super his exhibitis, ac in causa prædictâ concluso, tandem memoratus præpositus, viso pro- cessu dictæ causæ, per suum judicium pronunciavit prædictum Nicolaum suffi- cienter suas intentiones super his proba- visse, ac per idem judicium condemnavit dictos Guillelmum & Johannem ad reficiendum pontem prædictum propriis eorum sumptibus & expensis, in statu quo erat, tempore quo fuerat destructus, vel ad solvendum illud quod dictus pons constiterat ad ponendum in statu, si pos- situs erat, ad reddendumque vel reddi faciendum prædicto Nicolao sua pigno- ra capta pro custibus in destructione dicti pontis factis, omniaque dampna quæ idem Nicolaus sustinuerat & incurrerat per culpam & defectum dictorum Guil- lelmi & Johannis, de quibus idem Ni- colaus^{us} posset dictum præpositum informare, & ad emendandum insuper nobis novitatem prædictam, quæstione pro- prietatis prædictis Guillelmo & Johanni, si sua interesse crediderint, super his re- servatâ. A quo judicato tanquam falso & pravo fuit ex parte dictorum Guil- lelmi & Johannis ad parlamentum Paris.

appellatum. Auditis igitur in curia nostra dictis partibus in causa appellationis prædictæ, & visis processu ac iudicato prædictis, per curiæ nostræ iudicium dictum fuit prædictum præpositum malè iudicasse, & prædictos Guillelmum & Johannem bene appellasse, & quòd pons prædictus, qui post dictam litem motam inter dictas partes resectus fuerat & erat de novo, in magnum dampnum & præjudicium dictorum Guillelmi & Johannis & aliorum vicinorum dicti loci ac totius villæ Paris. ut per processum dictæ causæ curiæ nostræ evidenter apparuit, destruetur & penitus disrumpetur statim & sine dilatione qualibet, propriis sumptibus & custibus dicti Nicolai, ad cuius requestam & per quem eidem nostræ curiæ constitit eundem pontem fuisse resectum, quòdque pignora omnia dictorum Guillelmi & Johannis capta pro sumptibus destructionis & dictæ novæ refectionis dicti pontis reddentur & restituentur eisdem liberè & ad plenum; & ad prædicta omnia prædicta nostra curia per idem suum iudicium dictum Nicolaum condemnavit. Datum penultimâ die Januarii. Reportatum per Gervais.

Rue de la Colombe.

Lite motâ coram præposito Paris. inter magistrum Daniele dictum Fabri ex una parte, & procuratorem magistrum & fratres hospitii Dei Paris. ex altera, super eo quòd dictus Daniel proponebat se esse in saisina sufficienti iujisdam domûs sitæ Parisius in vico de Columba, sciente parte adversâ & non contradicente &c. Datum viii. die Martii. R. de Magnavilla reportavit.

*Rue dite : vicus * Jocularorum.*

Lite motâ coram præposito nostro Parisiensi inter Januchium lusorem seu menestrerium Nacariarum ex una parte, & Garinum Britonem ex altera, super eo quòd dictus Januchius contradidit Garinum proposuit quòd Johannes de Plaalliao burgenfis Paris. & Amelina ejus uxor traderunt ad incrementum censûs dicto Garino & Mathildi ejus uxori ac eorum hæredibus, modò sunt quatuordecim anni elapsi, vel circa, quamdam domum cum suis pertinentiis sitam Paris. in vico Jocularorum, quæ quidem domus est modò dicti Januchii &c. ultimâ die Januarii.

Rues de la vieille Texeranderie & du Marteret.

Lite motâ coram præposito Paris. inter procuratorem fratrum & sororum domûs Dei Paris. ex una parte, & Sediliam dictam *la Dame* relictam Davidis tailliatoris ex alia, super eo quòd dictus procurator dicebat quòd dicta Sedilia & ejus maritus dum vivebat, constante matrimonio inter eos, acquisierat quamdam domum sitam Parisius in vico veteris Texeranderiæ facientem . . . ruellæ *du Marteret* S. Johannis &c viii. Februarii. Magister J. de Borbonio reportavit.

Grande rue saint Anthoine.

Cum Robertus de Mosterolio clericus, pater Colini de Mosterolio, ætatis vi. annorum, in sua gardia & mainburdia existentis, coram præposito Paris. proponeret contra magistrum Heliam *Dorly*, quòd cum ipse Robertus nomine dicti filii sui esset in saisina percipiendi vii. libras Paris. incrementi censûs quolibet anno quatuor terminis Parisius consuetis, super quadam domo sita Parisius in magno vico S. Anthonii, vocata *ad Capones*, in censiva S. Eligii Parisiis &c. Ultimâ die Februarii. Magister PP. Calfais reportavit.

Les XXVI. mestiers de la cire à Paris.

Coram præposito Paris. de mandato curiæ nostræ inter pauperes mulieres de Paris. cerarias ex una parte, & Imbertum dictum Veterem, nomine suo & conjugis suæ & liberorum dictæ conjugis, filiorum defuncti Hetelini quondam mariti conjugis suæ, habentem tutelam & administrationem bonorum dictorum liberorum, ad quos, (ut dicitur) pertinet dominium xxvi. ministeriorum ceræ de Paris. & cum eo magistri qui tenent ab eo, nomine quo supra, dicta xxvi. ministeria ceræ Parisius, in quantum tangit quemlibet ipsorum, ex parte altera, lite motâ, super eo quòd dictæ pauperes mulieres venditricæ candelarum de cera, coram dicto præposito proponebant, quòd ipsæ consueverant vendere candelas à tempore B. Ludovici & postea super chauceyam nostram in vicis villæ Paris. & suburbiis ejusdem, solvendo quolibet anno dictis magistris, aliquando xii.

Vuu iij

den. per annum, aliquando xvi. den. ad plus pro redhibentia & recognitione ministerii supradicti &c. & quod dicti magistri per minas & coactiones ceperunt à dictis mulieribus majores redhibentias, videlicet aliquando per annum tres solidos, aliquando quatuor aut quinque, contra consuetudinem supra dictam, & quod de novo volebant extorquere usque ad x. sol. à qualibet muliere, & fecerunt merellos cereos, quos volebant tradere dictis pauperibus mulieribus, & habere pro quolibet duos solidos, & antiquitus solebant habere cedulas, & pro qualibet unum stellingum tantum solvere tenebantur &c. Dicto verò Imberto, nomine quo supra, & aliis magistris dictorum xxvi. ministeriorum ceræ plura proponentibus ex aduerso, & primò quod dictus Imbertus, nomine quo supra, est dominus dictorum xxvi. ministeriorum, & quod dicti magistri tenent ab ipso tanquam domino suo, de quibus dictus Imbertus est in homagio cambellani Franciæ, & quod ipsi sunt in saisina quod si inveniatur hominem vel feminam vendentes candelas Parisius super chauceiam nostram, qui non teneat dictum ministerium à dicto Imberto, vel in locagio ab aliquo dictorum magistrorum, capiendi candelas tanquam forefactas, & quod ipsi sunt in saisina locandi dicta ministeria vendentibus candelas: non certo pretio, sed aliquando plus, aliquando minus, secundum quod possunt inter se convenire &c. Per judicium nostræ curiæ dictum fuit dictos Imbertum & magistris debere remanere in saisina locandi dicta ministeria, capiendi candelas, tanquam forefactas, quæ venduntur supra chauceiam Parisius, ab illis qui non tenent dictum ministerium à dicto Imberto, vel in locagium à dictis magistris, dum tamen dictum locagium per annum non excedat pretium v. solid. turon. Et per idem judicium dictum fuit quod dicti Imbertus & magistri merellis ab eis noviter factis de cætero non utentur, sed cedulis tantummodò, pro pretio supra dicto modico unius sterlingi. Datum xv. die Aprilis. Magister Theobaldus de Nonancuria reportavit.

Rue Trouffe-vache.

AN. 1320.

L Ite mota coram præposito Paris. inter Johannem de Aula ex una parte, & Girardum Doussiez ex altera, super eo quod cum dictus Johannes

quamdam domum sitam in vico qui dicitur *Trouffe-vache*, dicto Gerardo & uxori suæ ad incrementum censûs seu redditûs xvi. libr. Paris. terminis consuetis in villa Paris. sibi solvendum tradidisset, & pro dicto censu suo in dicta domo pluries gagiasset ob defectum censûs prædicti non soluti, & gagia ibi capta vendidisset pro solutione dicti censûs. Dicebat etiam se dictam domum postea invenisse vacuum, ita quod nulla gagia ibi invenire potuerat pro censu & arreragiis sibi debitis ulque ad summam xxviii. librarum, cum dictus Gerardus proprietarius dictæ domûs de consuetudine notoria villa Paris. teneatur dictam domum munire, ita quod ipse posset ibi pro censu & arreragiis gagiare &c. Primâ die Augusti. Magister Gervasius Drocentis reportavit.

Rue des Prestres.

L Ite dudum mota coram præposito Paris. inter Johannem de Corbolio actorem ex una parte, & Petrum Honoré reum ex altera, super eo quod supradictus Johannes de Corbolio dicebat contra dictum Petrum, quod Conradus Lombardi quondam gener defuncti Jacobi de Corbolio patris dicti Johannis, tenebat, tanquam suam, quamdam domum quondam sitam Parisius, sitam in vico Presbyterorum, contiguam ex parte una domui Roberti Rousselli, ex parte verò altera domui quondam defuncti Simonis l'Huissier. &c. Datum xxi. die Novembris. Bernardus de Albigniaco reportavit.

Rue de la Coffonnerie.

L Ite mota coram præposito Paris. inter Robertum de Sen. ex una parte, & Gerardum le Bouc, ex alia, pro eo quod dictus Robertus proponebat contra dictum Gerardum, quod Jacobus de Villanova sibi vendiderat sexaginta sol. Paris. annui censûs percipiendos quolibet anno super quadam domo dicti Jacobi sita in Coconeria Paris. &c. Datum xvi. Januarii. P. Droconis.

Rue de la Caneterie.

AN. 1321.

L Ite mota coram præposito Paris. inter Jordanum de Barneville ex parte una, & Johannem Fiquet ex altera, super eo quod dictus Jordanus proponebat

AN. 1322.

bat quòd dictus Johannes & uxor sua vendiderunt dicto Jordano medietatem cujusdam domus sitæ Parisius in vico Canataria, pro pretio xxv. lib. parif. & centum solid. annui redditus, quos dicebat se habere in Normannia in villa de Berneville, pro pretio xxv. libr. parif. & sic ascendebar pretium dictæ venditionis usque ad summam quinquaginta librarum parif. &c. & quòd in acquisitionem dederat dicto Johanni & uxori suæ expensas suas comendo & bibendo in domo sua per spatium novem septimanarum, quæ bene ascenderunt usque ad decem libras parif. & plures alias res, videlicet octo sextaria ordeï ad mensuram Parif. quodlibet sextarium pretio xviii. fol. parif. septem sextaria avenæ, quodlibet sextarium pretio xiv. fol. parif. unam culcitram cum coissino de pluma, pretio xxx. solid. parif. unum supertunicale ad uxorem de Persico, pretio lvi. solid. parif. unam caudam vini albi pretio lx. solid. parif. unum poin-torminum de viridifneto pretio vii. solid. parif. &c. Datum vi. die Februarii. Magister Rogerius de Turon. reportavit.

Rue de Bochise ou Betisi.

1321. **L**ite motâ coram præposito de foro Episcopi Parif. inter Droconem de Autissiodoro tabernarium ex una parte, & Petrum dictum *Sale-espicier* ex alia, occasione cujusdam grangiæ quam dictus Droco pro se & hæredibus suis emerat quittam & liberam ab omni servitute, ut ipse dicebat, à Johanne *Masquier* & Johanna quondam uxore ejus, quantum ad hoc se & hæredes suos, & specialiter domum suam sitam Parisius in vico de *Bochise*, dicto Droconi obligando, quam domum prædictus Petrus postmodum emit à dictis Johanne *Masquier* & ejus uxore &c. Datum xx. die Februarii. J. de Hubanto reportavit.

Rue de la Bucherie, clos Mauvoisin.

1322. **L**ite motâ coram præposito Parif. inter Guillelmum *Pidoë* burgensem Parif. actorem ex una parte, & Johannem de Religinato presbyterum reum ex alia, super eo quòd dictus Guillelmus *Pidoë* contra dictum Johannem de Religinato proponebat, quòd dictus Johannes de Religinato habebat, tanquam suam, quamdam domum sitam Parisiis ultra.* primum pontem in vico de la Bu-

cherie, qui quidem vicus antiquitus vocari consuevit *le clos-Mauvoisin*. Item quòd in dicta domo erat un pignon à parte anteriori supra dictum vicum, ac quædam figura leonis de petra elevata & interclusa trelis de ferro &c. Datum xx. die Februarii. Bernardus de Albignaco reportavit.

Rue Marchépalu.

Cum præceptor hospitalis S. Johannis Hierosol. ratione terræ, quæ fuit domus Templi, ac procurator dicti hospitalis coram præposito Parif. proponerent quòd gentes ipsius hospitalis tenebant & possidebant ut suam unam domum sitam Parisius in vico qui dicitur *Marchépalu*, quam domum defunctus magister Jacobus de *Sienna* notarius publicus ad certum locagium seu certam pensionem à dicto hospitali tenuit usque ad ejus obitum; ipsoque sublato de medio, procurator dicti hospitalis clavem dictæ domus conservando sibi, quam primò in ipsa domo habebat saisinam recepit, ac in ipsa domo unum ex duobus hostiis pro sua utilitate claudi fecerat, dictus præpositus sine causæ cognitione, gentibus dicti hospitalis non vocatis, plures suos servientes ad dictam domum miserat, qui gentes quæ dictam domum nomine dicti hospitalis custodiebant, de domo ipsa violenter expulerunt, & quosdam qui dicebant se scolares universitatis Parif. in eam induxerunt, hostiumque prædictum sic clausum destruxerunt, in eorum grande domagium & gravamen &c. Quare petebant per dictum præpositum se ad saisinam & possessionem dictæ domus restitui &c. Ad quæ quidem, quòd non debent fieri, rector universitatis scolarum Parif. se opponens, proposuit quòd ipse & prædecessores sui sunt & fuerant à tempore à quo memoria non existit, in possessione cognoscendi de & super causis habitationum scolarum & domorum in civitate & suburbibus Parif. inter quascumque personas, & sibi competere omnimodam jurisdictionem in præmissis, tam privilegiorum à summis pontificibus & regibus Franciæ sibi concessorum prætextu, quam de usu & consuetudine notoriis & manifestis, & quòd super dictæ domus habitatione coram eo inter magistrum Michaelem de Sereno fonte & quosdam alios lis mota fuerat, & per ipsum pro dicto Michaeli sententia lata super hoc fuerat, à qua minimè fuerat appellatum.

A. N. 1325.

Quare ipse dicebat partem adversam super prædictis per dictum præpositum, qui dictorum universitatis doctorum & scolarium erat protector ac suorum privilegiorum defensor, audiri non debere &c. Idem præpositus per judicium suum pronuntiavit cognitionem habitationum scolarium Paris. ad dictum rectorem pertinere, reservato quòd si dicti hospitalarii in prædicta domo morari volebant, aut ipsam ad vitam vel aliter iusto titulo in alium transferre, illud possent jure suo; alioquin scolares in domibus à se conductis, solvendo domorum ipsarum dominis pensionem per eos ad quos pertinet iuste taxandam, morari poterant & debebant. A quo judicato tanquam falso & pravo procurator dicti hospitalis ad nostram curiam appellavit &c. Per curiæ nostræ judicium dictum fuit prædictum præpositum bene judicasse, & dictum procuratorem male appellasse, & quòd hoc emendabit dictus appellans. Datum vi. die Martii. Magister Gervasius Droconis reportavit.

Port saint Landry, & rue de Glatigny.

AN. 1321.

L Ite mota coram baillivo episcopi Paris. inter Philippum *Linsette* ex parte una, & Reginaldum dictum *le Meusnier* & Johannam ejus uxorem ex alia, super eo quòd dictus Philippus dicebat contra dictos conjuges, quòd defunctus Matthæus *de Londres*, tempore quo vivebat, tenebat quamdam domum sitam Parisius super ripperia portus S. Landerici, tenentem ex una parte *de long* ad domum Lamberti *le Buschier*, & ex alia ad domum dictorum conjugum, contiguam seu frontatam in se ad vicum de Glatigneyo in censiva episcopi supradicti, pro quinque denariis & obolo censûs tantummodò, & quòd dictus Matthæus tenebat adhuc dictam domum ut suam anno Domini m. ccc. vi. quòdque dictus Matthæus tradiderat & accensaverat dictis conjugibus dictam domum pro xx. libris paris. annui censûs, quas xx. lib. dicti conjuges promiserunt solvere dicto Matthæo & ejus hæredibus seu causam habentibus ab eo, quolibet anno, terminis Parisius consuetis, & insuper ponere in melioratione dictæ domûs xl. libras paris. infra sex annos proximè tunc futuros, eo actò quòd nisi dicti conjuges ponerent dictas xl. lib. infra dictum terminum in melioratione dictæ domûs, quòd decem

libra redditûs quas dicti conjuges dicebant se habere in certis locis inter contrahentes designatis, applicarentur & remanerent dicto Matthæo & ejus hæredibus, tanquam ejus hæreditas propria, ratione dictæ meliorationis non posita in dicta domo infra tempus prædictum, &c. Datum vi. die Martii. Magister Ricardus de Bosco reportavit.

Rue au Fevre près des halles, & ponceau des Filles. Dieu.

L Ite mota coram magistro Johanne *Poicaud* locum tenente præpositi Paris. inter Stephanum de Calvomonre curatorem Guilloti Burgundi minoris annis, filii Andreæ Burgundi & defunctæ Gilleræ quondam uxoris ejusdem, ex una parte, & Galterum *Vaille* garantizatorem Johannis *le Begue* tutoris & curatoris filiorum defuncti Guillelmi *le Rebours* ex altera, tanquam giudice electo à dictis partibus, ad finem quòd de omni debato quod inter partes erat, non obstantibus feriis vacationum quæ tunc erant, ipse posset determinare, tam super possessione, quam super proprietate, super eo quòd dictus Stephanus curator proponebat quòd dictus Guillelmus erat & fuerat in saisina habendi locationes duarum domorum in capite vici Fabri juxta halas, & cujusdam alterius domûs in vico S. Dionysii versus poncellum Filiarum-Dri, contigua domui dictæ Comitissæ *le Cordiere* Parisius sitarum, & lx. solid. paris. incrementi censûs super domum Gaufridi *Mace* in vico de *la Charonnerie* sitam, &c. Datum xxvi. die Martii. Petrus Drocensis reportavit.

Rue des Marmousets près de la Magdelaine.

L Ite mota coram Parisiensi præposito inter Petrum de Inclauistro civem Paris. nomine suo & Mathildis uxoris suæ sororis quondam magistri de Calidobeco ex una parte, & magistrum Matthæum de Calidobeco fiscum ex altera, super eo quòd dictus Petrus nomine supradicto dicebat quòd dictus magister Johannes, tempore quo ipse vivebat, tenebat ex proprio conquestu tanquam suam quamdam domum cum suis pertinentiis sitam in civitate Paris. in vico Marmosetorum ab opposito hostii ecclesiæ B. M. Magdalenz, propè domum quæ fuit quondam Michaelis de Parvo celario, quæ modò vocatur *ad Capellam rubeum*, in qua domo dictus magister Johannes

AN. 1321.

AN. 1321.

Johannes consuevit morari tempore quo ipse vivebat, quæ domus consuevit habere duos introitus ab antiquo, scilicet in vico Marmosetorum prædicto, & alium in vico S. Dionysii de Carcere, &c. Datum xv. die Maii. Robertus de S. Benedicto reportavit.

Chasselet du petit pont, & rue de la Porairie.

Lite mota in curia nostra inter capellanum capellaniam B. M. Virginis in ecclesia S. Michaelis iusta palatium regale ex una parte, & procuratorem nostrum & Hugonem dictum *Perdriel* ex altera, super eo quod, ut dicebat dictus capellanus, cum Adam dictus Coquus quamdam plateam tenentem ad muros castelleti de parvo ponte, prout domus ipsius Adæ se comportat, quam plateam clara memoria rex Ludovicus dicto Adæ contulit, retento certo censu sibi annuatim solvendo, in fundatione dictæ capellaniam, cum consensu dicti proavi nostri dedisset; & cum postea, quia pro refectioe parvi pontis de dicta platea refectum fuerat, duo stalla situata inter januam dicti castelleti & cognum vici de la Porairie, capellano dictæ capellaniam tunc existenti, pro recompensatione dicti refecti, per gentes compotorum nostrorum qui tunc erant, fuissent tradita; & cum hoc cum de prædictis dictæ capellaniam capellani usi fuerunt pacifice per tantum tempus quod sufficit ad bonam satisfactionem & jus acquirendum in ipsis; nihilominus dictus *Perdriel* dicta duo stalla de nocte, de longo in longum, per latitudinem unius pedis, ut ipse dicebat, refecavit, & unum novum stallum juxta duo dicta stalla, in præjudicium nostrum & juris sui in ipsis stallis habiti fieri fecit. Et quia prædictis ipse capellanus pro jure suæ dictæ capellaniam se opposuit, omnia supradicta, tam platea, quam dicta stalla, fuerunt posita in manu nostra tanquam superiori. Quare petebat dictus capellanus manum nostram ad utilitatem suam amoveri, fructus & emolumenta de prædictis sub manu nostra percepta sibi restitui, novitatem & impedimenta per ipsum Hugonem *Perdriel* apposita amoveri, & in possessionem suam seu satisfactionem suam & in jure suo custodiri: ipsis procuratore nostro & Hugone *Perdriel* ex adverso proponentibus, quod de jure communi omnia emolumenta voeræ dicti parvi pontis ad nos pertinent, &

Tome II. Part. II.

quod sic fuimus usi contra omnes, exceptis illis qui per litteras vel per longam satisfactionem possunt ostendere dicta emolumenta ad ipsos pertinere, cum loca contentiosa sint in voeria prædicta, nec dictus capellanus habeat aliquam litteram derogantem juri nostro, ut dicebant, nisi unam facientem mentionem de sexdecim libris annuatim super dictis locis capiendis; nec etiam usi fuerunt capellani dictæ capellaniam de prædictis, quantum ad hoc quod potuissent acquisivisse ibidem aliquod jus, cum non potuissent habuisse bonam fidem; quia etiam capellanus ipse excesserat terminos suæ litteræ, petendo omnem fructum & emolumenta dictorum locorum, quæ excedunt summam in littera dicti capellani comprehensam in duplum, triplum & quadruplum, ut ipsi dicebant; perebant manum regiam superiorem in dictis locis ad requestam ipsarum partium appositam ad utilitatem nostram amoveri, & nos in jure nostro & satisfactione nostra in prædictis custodiri. Inquestam igitur super his, de mandato curiæ nostræ, per certos commissarios, vocatis vocandis, facta, & presentibus partibus seu earum procuratoribus per eandem curiam recepta & ad judicandum tradita, visâ & diligenter examinata, quia per ipsam repertum est ipsum capellanum, quantum ad dictam plateam & dicta duo stalla, bene suam intentionem probavisse; per judicium curiæ nostræ dictum fuit, quod ad utilitatem ipsius capellani, nomine dictæ suæ capellaniam, manus nostra ab ipsis platea & duobus stallis amovebitur, in ipsis ipsum capellanum, nomine quo supra, jus habere declarando, & quod eidem capellano restituantur fructus qui sub manu nostra de prædictis poterunt apparere fuisse percepti. Et quia per eandem inquestam fuit etiam repertum stallum per dictum *Perdriel* de novo factum in nostro dominio fuisse factum, per idem judicium dictum fuit quod ipsum stallum in suo statu remanebit. Datum die v. Martii. P. de Probavilla reportavit.

Saint Benoist le Bessourné.

Cum à certo judicato lato per majorem S. Benedicti le Bessourné Parisiensem pro Theobaldo Pastillarii contra magistrum Martinum de Lugduno, confirmato per baillivum S. Benedicti prædicti, idem magister ad curiam decani & capituli Parisiensem appellasset, camerarius die-

Xxx

torum decani & capituli, eorumdem commissarius in hac parte, auditis partibus, per iudicium suum pronunciavit, &c. A quo iudicato tanquam falso & pravo appellatum fuit ad curiam nostram, &c. v. Martii. M. Yvo Præpositi.

Rue saint Martin des Champs.

AN. 1322.

L Ite dudum motâ coram camerario S. Martini de Campis Paris. inter Thomam dictum *le Perrier* ex una parte, & Johannem de Parlis clericum ex alia, super eo quòd cum Ada quondam uxor Thierici *l'Allemant* & Johanna ejus foror in omnibus bonis Alipdis quondam uxoris Johannis de *Cotterel* militis, & specialiter in domo vocata *au chapiau de fenestre* sita in vico S. Martini de Campis, contigua ex una parte domui Petri dicti *Hivert*, & ex alia parte à *la belle chaudronniere*, successissent tanquam hæredes, &c. A iudicato dicti camerarii appellatum fuit ad præpositum nostrum castelleti Paris. & ab isto ad curiam nostram, &c. xxiii. die Martii. J. de Hubanto reportavit.

Rue des Lombards ou de la Buffeterie.

AN. 1322.

L Ite motâ coram præposito Paris. inter Radulphum dictum *le Barbier* fratrem de S. Mathurino cum auctoritate sui prioris ex una parte, & Edouardum de Spina ex alia, super eo quòd dictus Radulphus quamdam domum suam sitam in vico Lombardorum, qui vulgariter *la Buffeterie* nuncupatur, diu antequam dictum ordinem ingrederetur, locasset dicto Edouardo ad tres annos, quolibet anno sedecim lib. paris. &c. xxiii. Julii. J. de Hubanto reportavit.

Rue Thibaud Ausdet.

AN. 1325.

L Ite motâ coram præposito de foro episcopi Paris. inter Petrum *Besle* & ejus uxorem ex parte una, & Petrum de *la Rue* & ejus uxorem ex altera, super eo quòd dictus Petrus *Besle* proponebat quamdam domum sitam Parisius in vico Theobaldi dicti *Ausdet* juxta domum defuncti Petri *le Confeiller* ex parte una, & domum dicti Petri de *la Rue* ex altera, & à parte posteriori juxta domum Alexandri des *Maillets* in censiva & jurisdictione episcopi Paris. suam esse, &c. Judicæ præpositus de foro episcopi, appellatur ad baillivum episcopi, à quo sententia præpositi infirmatur, & ab isto

baillivo ad curiam appellatur. vii. Dec. Dionysius.

La Grange des Merciers.

C Um Gautherus de Castillione miles dominus *du Tourin* curia nostra proposuisset contra Jacobum *l'Huillier*, quòd quâdam die præpositus Paris. miserit quosdam servientes castelleti Paris. ad domum suam, quæ vocatur *Grangia des Merciers*, &c. xxvi. Aprilis. G. Droconis reportavit.

Rue Jean Lointier.

L Ite motâ coram præposito Paris. inter Margaretam de Fonte ex una parte, & Guillelmum dictum *Fouuré* ex altera, super eo quòd dicta Margareta dicebat quòd dictus Guillelmus condemnatus fuerat per præpositum Paris. ad muniendum sive garnisandum domum suam sitam Parisius in vico Johanni dicti *Lointier* ante domum magistri Guillelmi de Remis, taliter quòd dicta Margareta posset ibi invenire ad capiendum & gagiandum pro xx. libris annui redditus, quas dicta Margareta haber supra dictam domum, &c. xii. die Julii. De Magnavilla reportavit.

Rue du Fouaire près de saint Innocent.

L Ite motâ coram præposito Paris. inter Jacquelinam *la Ruffande* ex una parte, & Dionysium *Cave* ex altera, super eo quòd dicta Jacquelina dicebat quòd defuncti Johannes *Ruffault* & Johanna *la Cavée* tempore quo vivebant & constante matrimonio inter ipsos, acquisiverunt tres partes pro indiviso cujusdam domus sitæ in vico * Strameris prope S. Innocentium, inter domum Helix *le Tourneur* ex una parte, & domum Theobaldi *l'Espicier* ex altera, &c. x. die Februarii. M. P. Tournator reportavit.

Quelles bestes & en quelles boucheries se tuoient à Paris.

D U Lundy xviii. jour de May m. ccc. lxxvi. entre l'université de Paris & les autres confors nommez en leur requeste d'une part, & l'abbé & convent & les bouchers de sainte Geneviève d'autre part, sur le faict contenu en la requeste des demandeurs, qui oultre ont

AN. 1325.

AN. 1325.

AN. 1326.

* L'Esp. Stragminis.

AN. 1366.

ont distingué l'ordonnance des anciens bouchers, c'est assavoir que l'en tuoit anciennement à S. Germain les viaux, à saint Marcel les moutons, à sainte Geneviève les pourceaux, & en la boucherie de Paris les bœufs, &c. Et c'estoit faict affin d'eschever la corruption & infection de l'er, qui autrement en seroit & est corrompus; & pour semblable cause à Sens & à Meaux & ailleurs on ne tuë pas bestes dans les citez; & d'ancienneté à sainte Geneviève n'avoit qu'un petit nombre de bouchers, ne le lieu n'est habile à en souffrir grant nombre, comme il n'y eust pas riviere, qui fust necessité. Puis recitent l'arrest & le contenu d'icelluy, & dient que les bouchers ont abusé & attenté contreicelluy. Concluent les demandeurs que remede y soit mis selon le contenu en l'arrest, &c.

Rues des Marmousets & Cocatrix.

n. 1367.

DU Mardy xv. jour de Juin m. ccc. lxxvii. Entre Jehanne la Peltiere appellante d'une part, maistre Jehan d'Alcy & les autres habitans de la rue des Marmousets d'autre part. L'appellante dict qu'elle demeure en la rue Coquatrix qui est foraine, où il y a eu bordel de si long-temps, qu'il n'est memoire du contraire, &c.

Le grand pont de Paris rompu & réparé.

n. 1374.

DU Vendredy xiiii. jour du mois d'Avril. Entre les religieux de saint Denis d'une part, & le prevost de Paris d'autre part. Les religieux se complainent de ce que le prevost a de faict pris & amené leur bac du pont de Nully, dont ils ont chacune semaine dommage de cent sols, & leur fermier d'autant ou environ, & si est leur bac froissé & empiré. Concluent que le prevost soit condamné à leur rendre leur bac en souffisant estar, & leurs dommages & interets, & à reparer les attentats qu'il a faicts contre leurs privileges & exemption. Le prevost dict qu'il a faict son exploit comme capitaine & juge ordinaire de Paris, pour l'évidente necessité & utilité publique qui appert à Paris pour le grand pont qui est rompu, & si est encore demouré un bac à Nully, & bien offre à rendre le bac en bon & souffisant estar, & de l'interest, à l'ordonnance de la cour, quand la necessité cessera; si n'a faict chose dont il doive estre mis en procez,

Tome II. Part. II.

& n'ont les religieux cause ne action affin d'abolution, & cette saison n'est pas si profitable au bac de Nully, comme la saison des vandanges, du Landir, &c. Les religieux de saint Denis disent que le port & bac de Nully sont très-profitables & necessaires à Paris, & trop plus necessaires que le mur de pierre à quoy le prevost l'a employé, & le bac qui est demouré à Nully ne vault riens. Si concluent comme dessus. La cour aura consideration à tout & en ordonnera.

Cimetiere des Innocens.

An 1374.

DUdict jour xiiii. d'Avril. Entre le doyen & chapitre de saint Germain de l'Auxerrois d'une part, & les marguilliers des saints Innocens de Paris d'autre part, en cas de nouvelleté, pour cause de levage des tombes. Or dient ceux de saint Germain qu'ils sont en faisine & possession à eux declarée & adjudgée par arrest, de instituer ou destituer les fossoyeurs des saints Innocens, & par consequent de lever les tombes, car sans les lever on ne pourroit fossoyer, &c. Les marguilliers disent que ou cimetiere des Innocens la trop plus grande partie est soubz tombes; si peuvent bien ceux de saint Germain avoir possession des fosses faire, & non pas des tombes comme ce soient choses divisées & separées, & qui peuvent competer à divers particuliers; & que leur entention est fondée sur convoitise & ambition, &c. A ce que les prevost & eschevins de Paris se sont adjoints aux marguilliers, ceux de saint Germain disent qu'ils s'en sont advisez trop tard, veu qu'il y a un an que leur exploit est faict; que les prevost & eschevins n'ont point d'interest à former d'opposition, & qu'ils n'y doivent estre receus. Adjoignent que le cimetiere est de leur propre heritage & fons de leur terre ancien, que leur donnerent trois pucelles de Paris; & se n'y estoit cimetiere, il y eust des maisons & edifices, dont plus grands profits leur venissent que les cinq sols qu'ils tiroient pour faire les fosses & lever & rasseoir les tombes. Les prevost & eschevins disent qu'ils ne furent point adjournez quand les marguilliers le furent; mais que voyant demener la chose en justice, ils ont eu droit de s'opposer pour l'interest public, & procurer que chacun sans charge & servitude puisse faire lever une tombe pour la sepulture de ses amis ou

Xxx ij

cimetière commun, qui n'est pas héritage de ceux de saint Germain, &c. La cour verra la complainte & exploit, & fera droit aux fins où les parties ont tenu, &c.

Suite de la ressession du grand pont.

AN. 1375. **D**U Vendredy xxvii. jour d'Avril M. CCC. LXXV. Ce jour furent au conseil messire Philibert Paillart, maître Estienne de la Grange, M. J. le Bescor &c. à conseiller l'arrest entre les religieux de saint Denis d'une part, & messire Hugues Aubriot prevost & capitaine de Paris. Veu les lettres de capitaine du prevost &c. Il sera dict que la cour ordonne que le bac demourra aux environs de Paris jusqu'à Pasques, & lors ledit prevost sera tenu de le faire rendre & restituer auxdits religieux, ou plustost se bon lui semble, & aussi rendra & payera auxdits religieux tous dommages & interets soustenus & encourus en ce fait par lesdits religieux, tant en l'empirement dudit bac, comme autrement, desquels s'enformeront certains commissaires que la cour y deputerà, & y seront deduits ce que le bac peut ou pourra avoir gaigné & vallu, en estant à Paris, depuis qu'il fut pris, & en ce condamne la cour ledit prevost &c.

Droit de pesche de l'abbaye de S. Germain des Prez.

AN. 1375. **D**U Lundy xvii. jour de Decembre. Entre les religieux de saint Germain des Prez d'une part, & le prevost des marchands & eschevins de la ville de Paris d'autre part. Les religieux, comme autrefois, dient qu'ils ont de don royal toute la pescherie seuls & pour le tout en la riviere de Seine, depuis grant pont de Paris jusques à Sevre vers saint Clou, & sy ont toute justice ez lieux où en a fait fossiez, depuis la porte saint Germain jusques à Sevre, ezquels y a pescherie qui leur doit appartenir, & neantmoins ceux de Paris les ont empeschez en ladite pescherie, & y ont fait pescher. Concluent que l'empeschement leur soit osté, & à despens. Ceux de Paris dient que par disposition du roy & pour la nécessité & utilité publique ont esté faitz les fossiez près des murs; si sont faitz publics & appartenants à la chose publique, en quoi aucun privé ne peut reclamer

droit, & ausy sont les fossiez & jardins de Neelle, qui est hostel royal, en quoy les religieux ne peuvent avoir justice, & comment qu'il soit, le lieu est ou domaine du roy. Par tout ce appert que possession n'est recevable, & que les religieux ne sont à recevoir au contraire; & se y faisoient à recevoir, si n'ont ils cause ne action affin d'abolition & à despens, & sont à recevoir ceux de Paris, doivent avoir congé & despens. Les religieux dient qu'ils ne contentent point du droit des fossiez qui sont faitz pour la sureté & utilité publique, mais du fruit & profit de la pescherie, qui n'est pas nécessaire à la fortification & sureté de la ville, & comme elle soit en la justice des religieux & ez mettes de Sevre où s'estend leur don & leur droit de pescherie, & est chose admortie qui ne peut departir des biens & droicts de l'église; si sont à recevoir, non partie adverse. A ce concluent comme dessus, & que ceux de Paris n'ayent congé ne despens. Ceux de Paris dient que ne s'enfuit pas, se les religieux ont justice au lieu, que pour ce ils ayent pescherie ou domaine d'autrui & mesmement du roy; & si est leur privilege à restraindre, & qui s'étende seulement au vray cours de Seine, & mesmement que les religieux ne veulent aucune chose payer des mises & despenses faittes pour lesdits fossiez. Concluent comme dessus. La cour verra les lettres, & tout considéré, fera droit par ordre &c.

Bouchers de sainte Geneviève, draperie de saint Marcel.

AN. 1377. **D**U Mercredy xxix. jour d'Avril M. CCC. LXXVII. Entre les religieux de saint Victor, les prevost des marchands & eschevins, les bouchers, & plusieurs habitans de saint Marcel, d'une part; les religieux de sainte Geneviève, les bouchers dudit lieu & autres d'autre part. Sur le fait contenu en l'impetration & information des demandeurs, qui recitent l'arrest pieça prononcé contre ceux de sainte Geneviève, & en raison l'employent à leur entention, & concluent que les bouchers de sainte Geneviève soient condamnez & contrains à aller tuer leurs bestes à autre part qu'à saint Marcel, en lieu convenable, & à cesser doresnavant, & à despens. Les defendeurs dient que les deux boucheries de saint Marcel & de sainte Geneviève sont ordonnées depuis si long-

teups qu'il n'est memoire du contraire, & anciennement y avoit bien six vingt bouchers, & à present ne en a audit lieu & à saint Marcel que trente-cinq, & ceux de sainte Genevieve ont esté & sont de saint Marcel, & y ont leurs propres maisons, & par le fait des guerres se sont retraicts à Paris; & l'arrest allegué fait à leur entention, selon lequel ils ont usé depuis neuf ans ou environ qu'il fut prononcé, & en sont en possession; & qui les contraindroit à prendre place autre part, ils n'auroient dequoy; & si ne se pourroit faire sans lezion de la chose publique, qui requiert que boucherie soit pres de ville & sus riviere; & en verité il ya trop meindre ordure qu'il n'y avoit au temps passé, par le remede que les religieux de sainte Genevieve, qui sont seigneurs temporels au lieu, y font mettre, & qui ont fait curer la riviere. Par l'arrest sus allegué la riviere ne fu onques muée, mais remede fu mis aux ordures; si soit ainsi fait, se mestier est; & se la boucherie déplaist à ceux qui ont jardins au lieu, ausy déplairoit elle à ceux où ils iroient; & en verité ce seroit détruire & depenpler la ville de saint Marcel, & grant dommage à la chose publique; & si n'y a que aucuns petits singuliers qui facent cette poursuite. Et puisque ceux de sainte Genevieve sont bouchers de saint Marcel, ils font fondez de droit commun, & leur loist à faire comme bouchers dudit lieu; & n'ont les demandeurs souffisamment interest au contraire, & ne sont à recevoir, ausy ne sont ceux de saint Victor, contre lesquels par especial les religieux de sainte Genevieve ont eu arrest en cette cour à leur entention. Et ausy ne sont à recevoir l'evesque de Beauvez & maistre Guillaume de Channac, qui ne sont pas de S. Marcel & n'y ont domicile, &c. Les religieux de sainte Genevieve recitent leur fondation royale, & le grand interest qu'ils ont que la boucherie demoure ainsi qu'elle est; & qui seroit la requeste de partie, la boucherie seroit destruite & la rente des religieux perduë, qui ont cent sols de rente sur chacun estal, qui est grande partie de leur fondation, &c. Les demandeurs dient qu'ils n'entendent pas de destruire la boucherie, mais de provision d'aller ailleurs tuer, car par arrest allegué ils doivent aller tuer en lieu convenable; & de leur autorité, sans declaration ou executeires de la cour, sont allez à saint Marcel, dont les inconveniens dessus dictés sont ensuis; & qu'ils y allassent par

licence de feu M. Pierre de Neuville, il n'en appert point, & si ne le pouvoit pas tout seul ordonner. Et si y souloit avoir plus grande quantité de boucheries à saint Marcel, y demouroient au lieu & le tenoient net, & ceux de sainte Genevieve n'y demourent pas ni ne vendent, si ordoient tout le lieu; mais y voient demourer, & facent comme ceux de saint Marcel. Et en verité la draperie en est galtée & honnie, car la plupart des drapiers demeurent au dessous de la boucherie, &c. Et appartient bien cettere poursuite aux prevost des marchands & eschevins de Paris, pour le bien & interest de la ville & de la marchandise, &c. La cour verra la requeste & l'information, parlera aux commissaires, & fera de rechef veoir le lieu; & tout veu, & considéré les raisons des parties, fera droit.

Arrest de reglement pour le chambrier de saint Germain des Prez, & le veviaire des religieux.

DU Jedy deuxième jour du mois de Juillet M. CCC. LXXVII. Cedit jour furent au conseil messire Arnault de Corbie, messire Philbert Paillart, M. Guillaume le Bescot, messire Estienne de la Grange presidens, l'evesque de Cambray, l'evesque de Laon, l'evesque de Bayeux, l'evesque de Therouanne, l'abbé de sainte Colombe, le prieur de Chartres & plusieurs autres au nombre de vingt, à conseiller l'arrest entre les religieux de saint Germain des Prez d'une part, & le chambrier dudit lieu d'autre part, sur l'appointement du 27. jour de May. Veü l'enqueste & exploit baillez par ledit chambrier, & trouvé que ladite enqueste se puet executer & juger sans reproches, il sera dit que la cour declare ledit chambrier estre tenu de payer sur tout le temporel de ladicte chambrière les charges & missions declarées & contenues en la cedulle cy-dessous transcrite; & pour lesdites charges & missions feire & accomplir dorenavant la cour declare tout ledit temporel estre ypothequé & obligé, & sera pour ce exploité toutes fois que le cas y escherra. Finablement ledit chambrier doit querir & livrer à tous les religieux demourans en lad. eglise, & ausi à dix religieux demourans hors & prez d'icelle eglise, à un chacun frocs & couilles de brunette, tant comme bonnement il leur en fault, excepté à dix religieux au dehors, auxquels

AN. 1377.

il doit coultres seulement par deux fois en l'an. *Item* il doit querir auxdits religieux à un chacun une piece d'estamine chacun an, pour vestir en lieu de chemise; deux paires d'estivaux, l'une à Paques, & l'autre à la Pentecoste; une paire de botes fourrées à la Toussaints, unes chaufses de blancher, & par an trois paires de chaufsons. *Item* ledit chambrier doit faire refaire & payer à iceux religieux demourans en ladite eglise toute la ramendure chacun an des choses dessus dictes, & querir ce qu'il y faut, & payer le luyer & salaire de l'ouvrier qui fait la ramendure. *Item* ledit chambrier doit querir auxdits religieux leur giste en dortoir, c'est assavoir matras au lieu de couste, estraites en lieu de draps, l'huile qui convient de nuit en cinq lampes, une lampe en la chambre du prieur, une lampe en la chambre au sous-prieur, une autre en l'enfermerie, & une autre lampe ou parloir de la panneterie, avec l'huile qu'il y convient. *Item* ledit chambrier doit livrer en refectoir oudit convent, en la chambre du prieur, en la chambre du sous-prieur, & ez chambres de l'enfermerie, nappes, essuioirs à mains, pots d'estain & escuelles d'estain souffifamment, & essuioirs à mains en cloistre. *Item* ledit chambrier doit livrer à un chacun desdits religieux chacun an, à la saint Jehan-Baptiste, c'est assavoir à l'une saint Jehan-Baptiste une cotte de farge, & à l'autre saint Jehan-Baptiste ensuyvant à chacun une cotte de brunette souffifant. *Item* ledit chambrier doit chacun an pour certains anniversaires fondez en ladite eglise, & dont il prent & reçoit les rentes, seize livres seize sols parisis, c'est assavoir la moitié à la saint Germain, & l'autre moitié à la saint Vincent ensuyvant. *Item* ledit chambrier doit payer le salaire à la lavandiere du convent & des chambres dessus dictes, & si doit querir & livrer les essuioirs des escuelles du convent, & payer le valet qui les essuye de son salaire. *Item* ledit chambrier doit chacun an le Jeudy absolu seize sols huit deniers parisis pour *

* Supplément:
le mandatum
des pauvres.

..... *Item* doit ledit chambrier, au valet du cousturier, qui fait les habits & choses dessus dictes pour lesdits religieux, chacun an, pour partie de sa peine & salaire, cinquante deux sols. Et si doit au sous-chambrier religieux de ladite eglise, pour sa peine de distribuer à un chacun d'eux les choses dessus dictes, pour son salaire, quinze sols à la saint Germain & quinze sols à la saint Vincent.

Item il doit querir à toutes les festes solennelles de ladite eglise le miel pour faire le * clare, & avec ce doit querir les poualles qui convient pour faire le ** mandé au convent, tous les *** Samedys de l'an, & les essuioirs necessaires à ce faire.

Arrest provisionel touchant les bouchers de sainte Genevieve, & ceux de saint Marcel.

DU Samedi iv. jour du mois de Juillet M. ccc. lxxvii. Ce jour furent au conseil monseigneur le chancelier messire Arnault de Corbie, messire Philbert Paillart, messire Estienne des Granges, presidens, l'evesque de Laon, l'evesque de Meaux, l'evesque d'Auxerre, l'abbé de saint Benigne, le prieur de Chartres, l'evesque de Therouenne, l'abbé de saint Vaast, messire Pierre de la Neuville, messire Jehan de Folleville, & plusieurs autres au nombre de xxv. à conseiller l'arrest entre les religieux de saint Victor, le prevost des marchands & eschevins de Paris, les bouchers & plusieurs habitans de saint Marcel d'une part; les religieux de sainte Genevieve, les bouchers dudit lieu & autres d'autre part. Veu certaine information faite par l'ordonnance de la cour, & certain arrest donné pieça en ceste matiere, & aussi veu le lieu & visité, & tout considéré; IL SERA DICT que la cour a ordonné & ordonne par maniere de provision, jusques à ce que autrement en soit ordonné plus à plain, que tous les bouchers, tant ceux de sainte Genevieve, comme ceux de saint Marcel, qui tuent & tueront leurs bestes en la ville de S. Marcel, seront tenus de les tuer bien & convenablement, sans laisser aller ne giter hors de leurs maisons l'ordure & gros sang de leurfd. bestes, excepté les laveures qui pourront passer par une platene de fer percée à treus menus du gros du petit doigt d'un homme, laquelle platene uns chacuns desdits bouchers aura en lieu convenable en son escorcherie; & outre, que le jour ou lendemain au plus tard qu'ils auront tué leurfdites bestes, ils seront tenus de porter ou faire porter les ordures & le gros sang de leurfdites bestes en la voirie cy dessoubz declarée; & outre, ne pourront iceux bouchers, ne les tripiers ou tripières, vuidier ne faire vuidier les pances de leurfdites bestes en la riviere de Bièvre. Et ces choses seront tenus lesdits bouchers & chacun d'eux faire tenir & garder toutes & cha-

cunes

* Rossolis
l'hydromel
eau clair
cc. L'ancien
ceremonial
de l'abbaye
de la
Coulure au
Mans, du 13.
siècle, appelle
cela vinum
herbatum, à
cause de la cou-
te - bonne ou
hormine & au-
tres herbes a-
romatiques
qu'on y mel-
loit.

** En Latin
Mandatum,
ou lavement
des pieds, ainsi
appelé du pre-
mier mot de
l'antienne par
le chant de la-
que le on le
commençoit
Mandatum
novum do ubi
bit.

*** Selon
la regle de S.
Benoit chap.
xxxv.

cunes d'icelles, sur peine de vingt sols parisis pour chacune de la premiere & seconde fois qu'ils feront contre l'ordonnance dessusdicte, avec suspension de leur office l'espace d'un an, ou autrement à l'ordonnance de ladicte cour ou des commis par elle. Et au cas que aucuns desdits bouchers feroit ou feroit faire par nuit contre l'ordonnance dessusdicte, il encherroit en amende arbitraire; & en ce cas seront tenus lesdits bouchers du fait de leurs valets & chambrières. Et encore a ordonné la cour & ordonne par maniere de provision, comme dict est, que lesdits bouchers, tripiers & tripieres seront tenus d'avoir & faire voirie au-dessoubz du moulin des Crepeaux, & au-dessoubz du chemin qui va de Paris à Yvry, du costé devers ledict Yvry, en un friche où souloit avoir faulfoy, qui est oultre ladicte riviere à l'opposite du blé Pierre du Palais, pour vuider & faire vuider les pances & tripes de toutes leursdites bestes; & icelles viduées en ladicte voirie, seront tenus de les laver & munder en la partie de ladicte riviere de Bièvre tant seulement, qui se départ au-dessoubz de la Poelle, au lieu où souloit avoir un pont, & passe par ledict chemin, & cuert vers la saussaye, & va cheoir en la riviere de Sainne, sans ce qu'ils puissent laver ni munder leursdites tripes en l'autre partie de ladicte riviere de Bièvre, qui prent son tour ou lieu où souloit estre ledict pont, à aller au monastere de saint Victor. Item la cour a ordonné & ordonne que tous les bouchers demeurans à sainte Genevieve, qui tuent leursdites bestes en ladicte ville de saint Marcel, seront tenus de louer leurs maisons & escorcheries qu'ils ont en ladicte ville de saint Marcel, ou mettre gens & habitans en icelles, ou de laisser doresnavant les fenestres basses de leursdites maisons & escorcheries routes ouvertes par jour, & par nuit toutes les fenestres haultes, afin d'eschever toutes feteurs, punaisies & autres inconveniens qui s'en pourroient ensuir. Et toutes ces choses & chacunes d'icelles seront tenus tous les bouchers & chacun d'eux faire, tenir, garder & accomplir, sur semblables peines, par la maniere que dessus est dict & ordonné.

College de Dace à Paris.

DU Jeudy XIII. jour de Juiller M. CCC. LXXXIV. Entre messire Jehan de Dace d'une part, & le recteur & uni-

versité de Paris & plusieurs autres d'autre part. Messire Jehan dict que l'an M. CC. LXXV. un docteur du pays de Dace donna un hostel assis à Paris pour les escolliers du royaume de Dace à tiltre, & depuis en lieu dudit hostel les escolliers du royaume de Dace, à tiltre de permutation & eschange, ont eu un autre hostel assis emprès les Carmes. Propose messire Jehan & conclut tout pertinent en cas de nouvelleté & reestablishement, premier & avant tout œuvre, à recreance en cas de delay, considéré la fondation & permutation de la maison, considéré aussi qu'il est du pays de Dace & a les derrains exploits, & soient condamnez à rendre les biens à messire Jehan, & que prouvée la violence, il soit creu par son serment de la valeur d'iceux biens; pour les excez, conclut contre les adjournez à amende honorable & profitable selon la discretion de la cour, & dict qu'il a sur ce une information, & demande dommages, interets & despens.

Droits du chancelier de l'université chanoine de Nostre-Dame.

DU Lundy v. jour du mois de Fevrier M. CCC. LXXXV. Ce jour le chancelier de l'eglise de Paris dit que ly déplaist avoir plet & procez contre l'université, & la vouloit recommander tant que pouvoit & sçavoit plus. Dit qu'il est beneficié en l'eglise de Paris, en l'office ou dignité de chancellerie, que le papeluy a donné, comme cy-dessoubz sera touché plus à plain, & ne convient ja recommander l'eglise de N. D. de Paris, & est la mere du roy nostre sire; & quand l'eglise de Paris vacque, le roy en a le profit, & y commet une bonne personne, & les profits & emolumens sont au roy. Dit qu'il est de belle nativité, & devant le schisme de l'eglise il estoit bien & grandement beneficié de mil à mil & cinq cens livres de rente, & si tost que le schisme fut en l'eglise, il adherdy à la partie de nostre saint pere le pape Clement VII. perdit les benefices qu'il avoit lors. Et dit qu'il est maître en theologie, & seroit grant pitié qu'il demourast sans benefices; pour ce le pape a donné & conféré au chancelier la chancellerie, cuidant estre de grand profit. Et dit qu'il a grand charge à cause de son benefice, & ne valent pas les rentes ordinaires plus de quarente livres de rente par an, & si convient que le chancelier ait

AN. 1386.

hostel au cloistre, qu'il convient achepter, & encores après sa mort n'est-il pas tout à son executement, mais tant seulement la moitié, & l'autre moitié à l'église; & ly convient mener estat & avoir la maison ordonnée de beaux paremens pour maistres & autres gens qui viennent, & si convient qu'il ait clerks & serviteurs comme il appartient, & comme les autres chanceliers ont eu. Dit que le chancelier doit faire residence sur son benefice, par consequent ne peut demourer sur les autres benefices, & en ce y pert les fruits de ses autres benefices, qui sont beaux & notables, car il est chanoine de Cambrai & de Tournay. Dit que les maistres de theologie, quand ils sont faits maistres, jurent faire bonne relation des bacheliers & licenciez, & jurent chacun maistre à part *de moribus etiam* de chacun bachelier à licencier, & en ce il convient que le chancelier despende & qu'il donne vin & espices, car les maistres qu'il y interroge sont de grand estat; & avec ce le chancelier se informe avec ceux qui ont repaire & conversé avec les bacheliers & licenciez de leurs mœurs & science, & tout aux despens du chancelier, & enregistre le chancelier la deposition de chacun maistre, & ne souffriroit pas que son clerc l'enregistrât; & convient après que la deposition de chacun soit releuë, & en ce à peine; & encores se informe & est tenu d'interroger les bacheliers & licenciez & aussi les maistres, *super scientia & moribus* de ceux qui sont à licencier, comme dit est, & est tenu en conscience preferer les dignes aux indignes. Dit que quand aucun bachelier à licencier appere avoir bon lieu & honneste, & il est de bon lignage, ou il a lettres de grands seigneurs ou de grandes dames, il est en très-grande perplexité, considéré son serment, & neantmoins il l'a tousjours gardé, & ce doit estre pesé; & n'est émolument trop grand pour telle peine & pour telle perplexité. Dit que quand on doit faire les licenciez, le chancelier doit faire un * serment artificial, & en icelui recommander la science & les maistres, & en ce à peine; & avec ce doit bailler les birez aux licenciez, & dire certaines paroles formelles; & si doit aller en la salle l'evesque quand on doit faire les licenciez, & arguer & faire ce qu'il appartient à maistre & à chancelier, & tout *ex improviso*, & en ce à grand charge; & neantmoins il a plu à l'université mettre empeschement au chancelier en ses droitz, & a baillé l'uni-

versité au pape une requeste contre le chancelier, lequel a fait proposer l'usage de ses predecesseurs & de luy, ce qui faisoit à recevoir; & fut la besogne commise au cardinal de Viviers & à un autre cardinal de Laon, sçavoir la verité des faits des parties; & en sa commission est contenu par exprès que *nichil innovetur pendente processu*; & a procédé le cardinal selon la forme & teneur de sa commission, duquel il n'a esté appelé ne reclamé; & neanmoins ceux de l'université ont prins cette complainte. Dit que les predecesseurs du chancelier & le chancelier ont usé & ont esté, & est encores ledit chancelier en possession & sainsine d'avoir de chacun bachelier au moins dix francs, après ce qu'il a envoyé à chacun son signer, *pro pena, labore & expensis*, non pas *pro licentia obtinenda*, & souvent les mendians envoient la plus honneste bourse. Dit que de droict divin, canon & civil, *nemo tenetur propriis stipendiis militare*, & est chose raisonnable & recevable que celui qui a peine, eust profit; & nous veons que ceux qui lisent ordinairement à matin en cette ville & à Orleans, ont collecté pour leur peine; & toutes fois que aucuns usent du droict dont leurs predecesseurs ont usé, & est fondé de droict commun, tel fait est recevable; & combien que les despens qu'il convient faire *in magisterio*, soient ramenez à trois mil gros tournois, Jehan Audry dict que en ce n'est pas comprise la despenfe *privati examinis*, ergo *pro privato examine potest accipi vel recipi*; & nous veons que les maistres exigent collecté des escolliers, &c. Et en verité maistre Jehan de la Chataine chancelier senz moyen avant le chancelier present, avoit de chacun bachelier au moins dix francs & une bourse, &c. Dit que les bacheliers & aussi les maistres jurent garder les statuts & libertez de l'église de Paris & de la chancellerie, & de faire reverence à la personne du chancelier, &c. Dit que nonobstant le proces pendant en la cour de Rome, comme dit est, les maistres ont fait jurer les bacheliers qu'ils ne bailleroient riens au chancelier, &c. & pour ce a-t-il differé d'envoyer ses signets aux licenciez, &c. A ce que l'université lui oppose deux bulles, respond qu'il n'a rien fait contre icelles, ne contre les clauses qui y sont comprises; car la clause de l'une d'icelles parle de *licentia obtinenda*, & le chancelier n'en demande rien, veu que ce qu'il demande ne doit estre payé par les licenciez,

centiez, qu'après qu'ils ont eu pardevers eux son signer, & sont feurs de *licentia*; & la clause de la seconde bulle parle de donner congé aux licenciés de commencer, que le chancelier n'en doit aucune chose recevoir; aussi de ce ne demande-t-il aucune chose. Et à ce que dient ceux de l'université, que le chancelier jure garder les droits & libertez de l'université, auxquels est contenu que ne doit aucune chose recevoir; dit que aucunes d'icelles libertez ne dit que le chancelier ne puisse aucune chose recevoir *pro pena & expensis*. Et à ce que ceux de l'université ont fait proposer, que le chancelier a dessiré la cedulle qui lui fut présentée de par les maistres en theologie pour les bacheliers à licencier, respond le chancelier qu'il n'a riens fait au contempt de l'université ne des maistres, mais pour ce que ladite cedulle n'estoit pas en bonne forme, mais estoit contre les droicts de la chancellerie; car le chancelier assigne les lieux aux bacheliers selon sa conscience, & par ladite cedulle les maistres assignoient les lieux, & disoit la cedulle: tel premier, tel second, &c. Dit que s tost que les bacheliers seront relaxez de leur serment, il enverra ses signetz, &c. Le procureur du roy a requis de mettre en la main du roy, par les bacheliers & licenciés, chacun du meins jusques à dix francs, pour le droit du chancelier, se il obtient en fin de cause. L'université a dit que de droit divin, canon & civil, on ne doi aucune chose recevoir *pro licentia obtinenda*. Dit aussi que l'examen des bacheliers n'appartient pas au chancelier, mais aux maistres; vray est que le chancelier interroge les maistres, qui facent leur rapport, & il les croit, &c. Dit aussi que le chancelier gaigne les gros fruits de ses autres benefices par le privilege des escoliers, &c. Quant aux charges de la chancellerie, dient ceux de l'université que ce ne fait riens à propos. Il convient grand estat au chancelier, *ergo* les theologiens qui sont les plus pources de l'université, le doivent payer. Mais doit tenir le conseil de la loi, qui dit que *secundum redditus oportet expensas metiri, non secundum expensas redditus querere. In authentica, ut determinatus sit numerus clericorum*, &c. Dient encore que le chancelier n'a aucune chose des trois autres facultez, de decret, medecine & arts; & pieça jurent les canonistes qu'ils ne payeroient chacun que sept francs pour le signer, & plus n'en payent pieça. Aussi le pape

Tome II. Part. II.

Urbain donna une bulle par laquelle il volt que les artistes jurassent qu'ils ne payeroient rien, & ainsi le gardent. Et n'est pas la possession du chancelier recevable, qu'il ait son estat sur les pources theologiens. Quant aux espices qu'il donne à l'examen, disent qu'il n'y est pas necessité, & le fait volontairement, & cene doit pas estre imputé aux bacheliers, &c. Ce jour ceux de l'université n'ont pu assouvir de repliquer; si fut remis le demourant à un autre jour, qui fut le Mardy vi. jour de Febvrier M. CCC. LXXXV. Alors dirent ceux de l'université, entre autres choses, que le chancelier precedant le chancelier qui est à present, faisoit jurer ceux qui portoient les signets, qu'ils ne exigeroient & demanderoient aucunes choses; & une fois un bachelier lui envoya argent; mais il en renvoya la moitié, &c. La cause continuée le Lundy xii. Febvrier. Le chancelier duplique, &c. Finalement appointé est que les parties escriront par maniere de memoires, & verra la cour la complainte, les bulles & autres lettres de ceux de l'université, & commettra aucuns de la cour pour parler au cardinal de Laon du procez de cour de Rome; & mettront devers la cour lesdictes parties tout ce dont ils se voudront aider; & tout considéré, la cour fera droit.

College de Dace donné aux Carmes.

D U Mardy vii. jour d'Aoust M. CCC. LXXXVI. En la cause qui pend ceans entre le recteur & université de Paris d'une part, & le procureur des escoliers au college du royaume de Dace d'autre part, pour l'hostel des escoliers dudit college situé & assis emprès l'eglise des Carmes de Paris. Veu l'appointement autrefois fait en ceste matiere, & ouye la relation des commissaires de la cour, a esté ordonné par ladicte cour que ladicte maison sera baillée & delivrée aux religieux du Carme, moyennant vingt-quatre livres parisis de rente admortie, assise bien & convenablement en la ville, au profit dudit college & des escoliers d'iceluy, dont lettres.

AN. 1386.

ARREST PROVISIONEL
touchant les droits du chancelier de
l'université.

D U Samedy xvii. Febvrier M. CCC. LXXXVI. Ce jour furent au conseil meisme Philippe Paillard, meisme Estien-

AN. 1386.

Yyy

ne de la Grange, messire Guillaume de Sens, monsieur le cardinal de Laon, l'evêque d'Auxerre, l'evêque d'Amiens, le prieur de Chartres, & messieurs au nombre de xxii. à conseiller l'arrest entre le recteur & université de Paris d'une part, & le chancelier de N. D. de Paris d'autre part, sur la plaidoirie naguères entre les parties pour les bacheliers en theologie à licencier. Tout veu & considéré, quant à la provision requise par lefd. de l'université, DICT A ESTE' que la cour ordonne par maniere de provision & pour cette fois tant seulement, sans préjudice du plet pendant ceans, & du plet qui pend en la cour de Rome, & desd. parties, que le chancelier envoie & est tenu envoyer les signets aux bacheliers, & les licencier, pourveu que chascun desdits bacheliers baillera & sera tenu de bailler en la main de la cour dix francs, ou à bailler caution fidejussore & bourgeois, idoine & suffisant jusques à ladite somme de dix francs, pour bailler au chancelier, se il obtient en fin de cause; & se ceux de l'université obtiennent, les bacheliers qui mettront les dix francs en la main de la cour, les recouvreront, & leur seront rendus & restitués, & la caution des autres sera mise au delivre.

*ARREST TOUCHANT LES
femmes de (mauvaise) vie de la rue
Bailliehoc près saint Merry.*

AN. 1387.

DU Jeudy xxiv. jour de Janvier M. CCC. LXXXVII. entre M. Jacques de Branc dit Jacobin, Philippes Gibier & M. Guillaume de Nevers d'une part, & le chevecier & curé saint Merri d'autre part. M. Jacques & ses consors dient que de tout temps il y a eu femmes de vie en la rue de Vaillehoc; & de nouvel le prevost de Paris leur a commandé qu'elles voidassent, & aux seigneurs des maisons de la rue a fait deffendre qui ne loassent leurs maisons; & depuis M. Jacques & ses consors ont empétré lettres du roy par lesquelles ils sont regus à opposition, & ont fait adjourner les parties adverses pour les veoir recevoir à opposition, & requierent que partie adverse die. Le chevecier, le curé & les chanoines de saint Merry dient que le roy saint Louis ordonna que telles femmes ne demeurassent point en lieux ou rues honnestes; & après, par sentence du prevost qui lor estoit, fut dit que les femmes voideront la rue; & y mit peine le roy saint Louis contre les sei-

gneurs des maisons, c'est assavoir le quadruple du loage de leurs maisons. Dient que la rue est près de belles & grandes rues notables, où il demeure plusieurs bourgeois & plusieurs bourgeois, & les chanoines & chapelains de ladite eglise. Dient que plusieurs inconveniens s'en sont ensuis, & pourroient plusieurs plus grands inconveniens ensuir; car se aucun houlhier ou ribault tuoit un homme, il seroit près de l'eglise où il pourroit se retraire; & est la rue belle & honneste pour aller à saint Merry, & pour aller d'icelle rue en la Verrerie, & en telles rues si honnestes ne doivent demorer femmes folieuses; & pour ce que naguères en icelles demoureront plusieurs femmes folieuses, le prevost de Paris, information precedant, les parties ouyes, a ordonné que lefdites femmes voideroient, & a fait deffendre aux seigneurs des maisons que plus ne les loent à icelles femmes. Concluent à ce que lefdites deffenses soient dictes bien & deument faictes, que les femmes voident, & leur soit imposé silence &c. Item que la rue est près du moustier, & près du moustier telles femmes ne doivent point demorer; & que c'est le chemin par lequel les chanoines & chapelains doivent aller à l'eglise. M. Jacques & ses consors dient qu'il est expedient que telles femmes soient emprès les rues publiques, que en forsbourgs, & y sont faits meins de meaux & de inconveniens que en rues foraines. Dient que la rue est estroite, & n'est bonne que à cemeustier, & n'y a que petites boutiques; & s'aucun y faisoit aucun delict, il ne s'en pourroit fouir que par grande rue & honneste, & seroit plustost prins, que se tel delict estoit fait loing de grande rue. Et de tout temps telles femmes ont demouré en ladite rue Bailliehoc; & anciennement y souloit avoir une porte; & pour un inconvenient qui advint en lad. rue, la porte fut abatuë, & depuis toujours y ont demouré. Dient que M. Hugues Aubriot, ou temps qu'il estoit prevost de Paris, vistra les bordiaux, & en osta aucuns, & laissa Bailliehoc; & y oseroient mieux aller gens honteux, que en plusieurs autres bordiaux. Et ont jouy & usé par tel & si long temps, que n'est memoire du contraire, & ont droit & sont en possession & saisine de loer leurs maisons à telles femmes; & neantmoins le prevost de Paris, sans oïr ne sans appeller parties, a ordonné que les femmes voident ladite rue, & de fait

a fait murer de plâtre les huis des maisons &c. Dient encore que a l'église de saint Merry intereit que le bordiau demeure, pour les rentes qui en valent mieux, & ce dit raison escripte que *in virorum honestorum domibus sepe lupanaria exercentur*, & Dieu mercy oncques mal ne fut fait en Baillehoc &c. Dient que saint Louis ordonna qu'il y eut bourdel en Glatigny, en la rue Robert de Paris, & de Baillehoc, & par ainsi volt que près de la Verrerie eust telles femmes; & maintenant n'en a plus aucunes en la court Robert de Paris, par conséquent il expedie qu'elles demourent en Baillehoc. Et n'est ja mestier porter le corps de Nostre Seigneur par Baillehoc, car on le puet bien porter par ailleurs; & se l'y pourroit-on bien porter, comme on fait par Tyron. Et est expedient que le bordiau soit près de l'église, car combien que telles femmes pechent, elles ne sont pas du tout damnées, & est expedient qu'elles voient aucunes fois a l'église, ce qu'elles font plustost quand elles sont près, que se elles estoient loing. Et n'est pas inconvenient que bordiaux soient près de l'église; car nous veons que Glatigny est proche de saint Denis de la Chartre, l'une des plus devotes eglises de cette ville, & aussi près de saint Landry &c. Dient que le plus droit chemin pour entrer a l'église, est par la grand porte, & aller par la grant rue saint Merry &c. Concluent a ce que ce qui a esté fait par le prevost, soit mis au neant &c. Le chevecier replique, & dict que par l'ordonnance de S. Louis & par droit escript celles femmes ne doivent point demourer emprès l'église, & dict la loy: *Deterius est quod penes sacrosanctas aedes morentur* &c. Et de droit naturel, il n'est si petit en ceste ville qui ne puet requerir & faire vuidier icelles femmes d'emprès sa maison, par plus forte raison le chevecier qui est curé, qui fault aller a matines & aux autres heures, & aller a toutes heures pour baptiser enfans & annuller malades, & porter *Corpus Domini*, c'est le plus droit chemin d'aller de l'église saint Merry ez rues de la Brille & Simon-le-Franc, & de venir les bourgeois a l'église par Baillehoc &c. FINABLEMENT dict a esté par arrest que les opposans sont a recevoir & auront l'estat; & se le chevecier veut soutenir les lettres royaux & l'ordonnance du prevost, les parties seront ouyes, & deffendront les opposans par premissions le lendemain des Brandons,

& parties ouyes, la cour leur fera droit; dont arrest, & sans depens.

COLLEGE DE DACE.

DU Lundi xv. jour d'Aprvil m. ccc. lxxxvii. Sur le procez qui pendoit ceans entre le recteur de l'université de Paris, & les religieux, abbé & convent & le curé de sainte Genevieve d'une part, & les religieux, prieur & convent des Carmes, & les escoliers de Dace d'autre part; auquel a esté dict par arrest prononcé le tiers jour d'Aprvil avant Pasques, que se ceux de l'université veulent, ils pourront faire reparer la maison de Dace dont parle le plaidoié; & fut dict que ceux de l'université sur ce diroient leur voulerent dedans quinze jours a compter de la date de l'arrest. Aujourd'huy le recteur & les deputez presens a la cour ont dict qu'ils elisent & veulent reparer ladicte maison, & ont requis que ce soit enregistré.

DAns un arrest du 23. Mars 1386. de mesme teneur que celui qui est datté a l'article precedent du 3. d'Avril, il est dit que ladicte maison ne sera pas baillée de present aux religieux du Carme, & que si l'université ne veut faire reparer ladicte maison, elle sera crieée & subhastée ez lieux a ce accoutumez a Paris, & ez eglises des Jacobins & Cordeliers a heure de sermon, & a saint Mathurin en pleine assemblée; les crieés, subhastations & offres rapportées a la cour, qui ordonnera ce qui devra estre fait de ladicte maison au mieux & plus profitablement auxdicts escoliers que pourra estre fait; & releve lesdicts religieux du Carme des despens, & pour cause.

DU Samedy viii. jour de Juin m. ccc. lxxxvii. Sur la conclusion de l'arrest prononcé le Mercredi avant Pasques, entre le recteur & l'université de Paris d'une part, & les religieux, prieur & convent du Carme d'autre part, par lequel arrest il a esté donné eslection auxdicts de l'université de reparer ou faire reparer la maison de Dace assise près de ladicte eglise du Carme, ou que ladicte maison soit crieée & subhastée; pour ce que aucuns de messeigneurs faisoient doubte se au cas que ceux de l'université esliroient reparer ladicte maison, ce seroit a leurs despens ou non, la cour, veu le plaidoyé des parties, & considéré

les offres de reparer ladicte maison que firent ceux de l'université, a dict qu'ils pourront reparer ladicte maison à leurs despens, se ils veulent; ou sinon, ladicte maison sera criée & subhastée par la maniere que oudict arrest est contenu.

Par arrest du Jendy 30. Janvier 1388. le terme de quinze jours donné à ceux de l'université pour declarer s'ils acceptent de reparer la maison de Dace, lesquels quinze jours finiront demain, la cour le proroge d'autres quinze jours pour tout delay, & commenceront demain les quinze jours.

AN. 1388. **D** U Samedy xiv. jour de Mars M. ccc. lxxxvii. Entre ceux qui se dient escoliers du royaume de Dace d'une part, & le recteur & université de Paris d'autre part. Sur ce que ceux de l'université dient que pieça une maison fut baillée aux escoliers de Dace, & est un college membre de l'université, par lequel & les autres membres d'icelle elle est decorée. Dient que M. Jehan Basse lors estudiant à Paris s'efforça de bailler ladicte maison aux religieux du Carme parmy xxiv. livres de rente. Depuis les parties ont esté ceans ouyes & arrest prononcé. Dient qu'ils ont bonne & belle & bien convenable maison assise en la rue sainte Genevieve, que les escoliers de Laon veulent bailler pour celle de Dace; requierent que ainsi soit fait, après ce que la cour a commis maistre Jehan de saint Verain & maistre Jacques Bouju à faire visiter lesdictes maisons par charpentiers, maçons & autres gens connoissans en ce, & après aussi que ladicte maison a esté visitée. Ceux de Dace dient que sont du royaume de Dace, & aucuns qui sont avec ceux de l'université, qui se dient dudit royaume, n'en sont pas, mais sont de Puce ou de Scane, & n'entendent point le langage de Dace; & dient que la maison de Dace n'est point college; dient qu'elle est toute ruineuse, & y convient en reparations bien pour quatorze vingts francs; aussi est l'autre maison toute ruineuse. Et par le congé du pape, & par lui donnez commissaires, parties ouyes, & depuis par la cour de ceans a esté ordonné que la maison de Dace seroit baillée aux Carmes parmy xxiv. livres de rente pour les escoliers; & si sont recompensez les religieux & le curé de sainte Genevieve pour leurs interests; & a plu certe ordonnance au pays de Dace, par especial à l'eglise ca-

thedrale, & leur vault beaucoup mieux avoir rente que maison; & est le college des Carmes plus noble que cil de Laon, & ont ceux de Laon grand lieu & espacieux, & les Carmes petit & arde, & si ne se puet accroistre *in locis contiguis*. Requerent que la maison soit baillée aux Carmes, & qu'aux escoliers les xxiv. liv. leur soient baillées, & que à l'université la requeste ne soit faite.

APPOINTEMENT AU SUJET du droit de visite pretendu par l'evesque de Paris sur les prieurs dependans de l'abbaye de saint Maur des Fosses.

AN. 1388. **D** U Lundy vi. jour d'Avril M. ccc. lxxxviii. Entre les religieux, abbé & convent de saint Maur des Fosses, & le prieur & convent de S. Eloy de Paris d'une part, & l'evesque de Paris d'autre part. Les religieux recitent la fondation de leur monastere, que dient estre fort ancienne, du temps de Clodoyre, & sont exempts dez le temps du pape Martin, & après par le pape Jehan, & depuis ou temps de Lothaire & Louis empereurs, fut déclaré que le monastere n'estoit point subjeçt de l'eglise de Paris, mais de fondation royal, & oncques ne fut visité ledict monastere par l'evesque de Paris, ne les priortez de saint Eloy, de saint Julian le pour, & ce demandent de saint Barthelemin & les autres priortez de Paris; & se les evesques qui ont esté à Paris, ont voulu entreprendre en aucunes desdictes priortez, ou ez cures à la collation d'icelle abbaye & prieurtez, membres d'icelle & ainfin en ont usé de tel temps qu'il n'est memoire du contraire, & du temps messire Foulques de Chenac, de Conflans, de la Forest, de M. Estienne de Paris, & de messire Aymeric de Maignac, tous evesques de Paris; & sont en possession & faine, c'est assavoir l'abbé de visiter le prieur & convent de saint Eloi, & le prieur & son convent d'estre visitez par son abbé, & francs d'estre visitez par l'evesque. Ce neantmoins il s'est efforcé de visiter le prieur & convent de saint Eloy &c. L'evesque dict que à cause de son eglise il est ordinaire de routes les eglises de sa diocese, & est fondé de droit commun d'avoir la visitation des eglises de sa diocese, & est telle visitation que contre icelle aucun ne puet prescrire sans privilege. Dict que la priorté de saint Eloy appartient à l'evesque de Paris, c'est

assavoir le droit & la propriété de ladite priorté, & val'abbé de saint Maur deux fois chacun an au * sienne de l'evesque, & n'a pas deux mois que l'evesque a visité le prieur, & quant le pape a réservé à soi & fait lever les procurations qui appartiennent aux evesques, le prieur a payé au collecteur la procuracion especial. Dict qu'il est en possession & saisine de visiter le prieur & convent de saint Eloy, de mesme que plusieurs autres eglises en la ville de Paris, comme saint Magloire & autres; & s'aucuns y a qu'il ne visite point, ils sont exempts, comme les priortez desoubz Clugny, & se l'abbé de saint Maur a visité le prieur de saint Eloy, il l'a fait *jure suo* non pas *jure episcopi*, si ne se peuvent aider de cette visitation lesdits complaignans contre l'evesque. Les religieux repliquent & dient que ce qui est prescriptible est possible. Or dient ils que ce droit de visiter le prieur & le convent est prescriptible, car combien que ledit prieur par adventure de soy ne puisse prescrire la visitation & procuracion sur lui & son eglise, & aussi n'est il pas de ce question, un tiers, comme est l'abbé de S. Maur, le puet bien prescrire &c. Et mettent exemple d'un vassal qui n'en puet prescrire contre celui qu'il confesse son seigneur, mais un tiers pourroit bien prescrire &c. Et nous veons aussi que nuls, s'il n'est l'empereur, ou le roy nostre sire qui est empereur en son royaume, ne puet introduire vedigales, & toutes fois une privée personne le pourroit faire de tel temps qu'il ne seroit memoire du contraire. Dient encore que se par quarante ans un evesque ne visite point un prieur, l'evesque est privé de son droit, & dient que l'abbé seul a visité le prieur & a prins procuracion. Quant à ce que l'evesque dict que depuis deux ans il a visité le prieur, il est vray par cette maniere, c'est assavoir par autorité du pape, & ne paye le prieur que procuracion abbatial telle qu'il eust payée à l'abbé; & si est l'exploict de l'evesque suronné, si ne fait à recevoir l'evesque. Et se l'abbé va au sienne de l'evesque, il ne s'en fait pas qu'il ne puist avoir prescrit contre l'evesque ladite visitation. Et se l'evesque a bulle, ce ne tolt pas l'usage & la coustume dont l'abbé a depuis usé. Et ne vult ce que l'evesque a dict, pour monstrier qu'il a visitation sur le prieur, que le cardinal de la Forest ou temps qu'il estoit evesque de Paris fit

prenre & emprisonner le prieur de saint Eloy, car il fut prins à tort, & depuis rendu à droit. L'evesque duplique & dict que où prescription est deffendue, on ne doit point arguer d'exemple de prescription. Or dict-il que visitation & procuracion ne puet estre prescrite contre l'evesque. Et si un tiers prescrivroit, ce seroit un voisin, comme seroit l'evesque de Meaux, mais non pas le subject de l'evesque, tel qu'est l'abbé. *Par arrest la recreance des choses contentieuses adjugée à l'evesque pendant le plet, & du reste les parties appointées.*

Droit de pesche de l'abbaye de S. Germain des Prez.

AN. 1389.

DU Samedy xxviii. jour d'Aoust m.ccc. lxxxix. Entre le procureur du roy nostre sire d'une part, & les religieux, abbé & convent de saint Germain des Prez & leur cuisinier d'autre part. Le procureur du roy dict que depuis my-Mars jusques à my-May nuls ne puet pecher poissons blancs en la riviere de Seine, fors le roy seulement, pour paistrer les grands poissons, qui ne pourroient jeuser de mi-Mars jusques en mi-May; & en puet empêcher pour le roy, tant qu'il plaist aux maistres d'hostel ou aux maistres des eaux & forests. Ce présumé, les gens du roy commirent deux compaignons contrains à ce, pour pescher. Les religieux les volrent traire en amende, & les firent adjoigner devant eux. Le procureur du roy prit l'aveu & deffense de cause. Dict que les religieux ont plusieurs fois donné congé de pescher à engins deffendus, naces, la trubie à marche piece, & la truble à loix, & au parlé dict que les religieux ont entrepris contre le roy leur fondeur, & est la riviere de Seine au roy, & est en possession & saisine de prenre les engins deffendus, & lui en appartient la juridiction, connoissance, punition & correction; & a le roy à son nouvel gouvernement voulu que les maistres des eaux & forests en ayent la juridiction & connoissance. Et autresfois les religieux en ont voulu connoistre, mais leurs engins furent ars devant l'hostel de messieurs de Bucy, ce nonobstant les religieux ont entrepris contre le roy leur fondeur, & ont fait deux adjourner devant eux, l'un appellé Rezay, & l'autre des Hayes, & ont fait ardoir leurs engins devant le pillory de saint Germain; & dient que la riviere est au roy. Vray est que pour ce que les religieux ne mangent chair, fors quatre fois l'an, le roy pieça ordon-

na qu'ils eussent un pèfcheur en leur eglise. Et anciennement chacun y pouvoit pèfcher, mettoit le tiers de son poiffon en une corbeille qui pendoit à la tournelle neuve près de l'hostel de Neelle, & se pouvoient pèfcher aux engins defendus; & maintenant les religieux baillent à ferme la pèfcherie, & font les engins defendus tels que un verrou ne pourroit passer parmi, & ne pourroient les poiffons monter à mont, & seroit destruire la riviere. Conclut le procureur du roy que les religieux soient contraincts à repeter leurs exploicts & entreprises contre la juridiction du roy, & en amende au roy de quatre mil livres parisis, & leur soit defendu sur peine de cent marcs d'argent que ne baillent leur riviere à ferme, & que soit déclaré le droict qu'ils ont en la riviere avoir perdu, au moins durant le temps de leur administration. Les religieux dient que sont de fondation royale, & est leur la justice depuis Petit-pont jusqu'au pont de Sevre, & ont route juridiction, connoissance, justice & droit de pèfcherie; & ne donnerent oncques lettres de pèfcher à engins defendus, & n'est pas leur intention d'y pèfcher ne d'en donner congé ou lettre; & se fait a esté par leur cuisinier, les religieux le desavouent, & le sueffrent les gens du roy en ses rivières, qui est plus grand préjudice pour la cause publique. Quant à l'exploit, les religieux demandèrent aux pèfcheurs par quelle autorité ils pèfchoient. Ils dirent: *du roy. Or monstrez les lettres.* Ils respondirent que n'en avoient aucune. Jour leur fut assigné, & furent leurs engins ars. Et se appartient au roy la connoissance, c'est quand le hault justicier est negligent de faire justice; & telle est l'ordonnance qui pour ce fut faite par le roy Jehan; & se le roy nostre sire a fait ordonnance, c'est sans préjudice du droict d'autrui; & est leur tiltre plus large que ne dict le procureur du roy. Concluent que la commission soit rappelée & mise au neant, la main levée à leur profit, & ce qui a esté pèfché leur soit rendu; & en cas de delay, à recreance de leur temporel, &c. Apointé est que les parties sont contraires sus le principal; si feront leurs faits, & l'enquête faite & rapportée aux jours de Paris du parlement à venir, la cour fera droict, & aura lettre le procureur du roy que les religieux ne veulent pas dire que puissent pèfcher ou faire pèfcher à engins defendus & de pèfcher à engins loiffibles. Les religieux ont la re-

creance ou l'estat jusque à ce que par la cour en soit autrement ordonné, dont lettre à J. le Clerc.

Prevoft de Paris.

M Effire Jehan seigneur de Folleville à present prevoft de Paris. Jeudy xxviii. jour de Juillet m. ccc. xc.

Affaire reguliere de saint Martin des Champs.

D U Mardy iiii. jour de Janvier m. ccc. xc. En la cause du prieur de saint Martin des Champs d'une part, contre le chamberier de l'eglise d'autre part, & sur la demande faite par ledict chamberier en cas de nouvelleté & d'execuz. Le prieur defend & dict qu'il est noble personne, & a estudié tant qu'il fut licencié en loix, après admis religieux, & a estudié en decret tant qu'il est docteur en decret, & après promu au prieuré de l'Estrée, où il a grandement & bien gouverné, & pour le bien de luy nostre saint pere *proprio motu* luy a donné ce prieuré; pour les debaz qui furent entre luy & frere Guillaume de la Coste, il regarda que les choses empireroient moult, & trouva après tous debaz cessiez, que il n'y avoit pain ne vin, ne regle gardée; & pour ce qu'il veut pourveoir à l'estat de l'eglise, il parla à son conseil de ceans & d'ailleurs, & fut conseillé de monstrier aux religieux l'estat, & le fit en chapitre, où estoit le chamberier, & dict que de fondation il y a foixante religieux. Il leur enjoignit qu'ils allassent tous aux heures & à l'eglise, par especial quand il y seroit en personne, & que aussi ils allassent tous au reffectouer, par especial au Mercredy, Vendredy & Samedy, & aussi au dourrouer; à bonne cause: car il y a plusieurs vagabonds, comme le chartenier, qui n'y entra puis qu'il demanda compte; & aussi qu'ils chantassent leurs messes par eux & non par autres, sans son congé, & qu'ils ne se confessassent à autre que à lui sans son congé, & qu'ils ne fissent tumulte en l'eglise, ne eussent noise ne rancune par ensemble; & par especial au chamberier, qu'il apportast le seel qu'il avoit; & vult veoir les tiltres & registres anciens pour favoir l'estat de l'eglise, & fit publier une bulle par laquelle le pape mandoit que tous les religieux rapportassent les lettres qu'ils avoient de l'eglise. Et dict qu'il estoit venu à sa connoissance que frere Hugues

Hugues vouloit attribuer à son office toute la juridiction temporelle; il le somma que il luy baillast les registres & tiltres ezquels devoit avoir *vicarius*, & il a mis *camerarius*. Dict que frere Hugues se fit ceans conseil pour rebeller à luy, en l'appellant *prieur de lettres & du roy*. Dict que il mesme garda les ordonnances qu'il avoit faictes, mais frere Hugues oncques n'y entra, mais alloit hors gesir, & ne chantoit point, ne oncques ne vult à luy obeir; pour ce trouva par son conseil qu'il estoit excommunié par vertu des sentences par luy proferées par avant *pro nunc prout ex tunc*, & ainsi le declara au cloistre; & par ce n'ot aucune administration lors, & aussi estoit-il tousjours revocable, car il n'estoit que vicaire: nonobstant ces sentences il faict un fardel de lettres pour les mettre à part. Pour ces causes le mit en belle & honneste prison, & accompagné de deux religieux, & toutes ses necessitez. Après alla avecques plusieurs des freres en sa chambre, fit inventoire, & fut tout mis en une huche & porté au thresor, & trouva l'en en sa chambre les lettres appartenans à l'eglise, & ot un sien cousin, c'est assavoir du chambrier, la clef, & au chartenier les autres biens. Pour estre delivré se trahit devers un docteur, qui le tesmoigna estre escolier; pour ce fut requis par le recteur, auquel il demanda advis, qui ne luy vult donner. Pour ce appella en l'université, & finalement mis hors par caution *de stando juri, per juramentum*. Et après le recteur sceilla le coffre, dont le cousin frere Hugues avoit la clef; & neantmoins au prieur furent baillez certains commissaires par le prevoist de Paris, & aussi un par monseigneur le chancelier; mais nonobstant son serment *de stando juri*, il ne tourna pas vers le prieur, &c. Et à ce qu'il se dict escolier, dict le prieur qu'il ne le puet estre sans congé de son souverain, & dez lors il est *excommunicatus ipso facto*, & n'avoit point de congé par especial du prieur, qui avoit toutes licences rappelées, & ainsi l'escolage ne lui proufite riens, &c. Dict que d'ancienneté il n'y a ceans aucun office, ne oncques ne fut riens donné à aucun office, mais tout au prieur & au convent. Et est à veoir que anciennement, pour mieux vacquer au divin service, furent ordonnez quatre offices, sçavoir celles des segretain, cellier, hostelier & enfermier, & leur furent ordonnées certaines rentes; & depuis par le prieur furent ordonnez, pour gouver-

ner les terres & rentes, un chartenier qui gouverne hors pour le prieur, & à Paris un vicaire, qui est l'office que le chamberier dit estre sien, & a osté de tous les registres *vicarius*, & a mis *camerarius*; & sont tenus de rendre compte quatre fois l'an, & s'appelle procureur general; par quoi appert que rien ne luy appartient en son chief, & tout ce qu'il faict est au nom du prieur & du convent; si appert que c'est office claustral revocable *ad nutum*. Et dict que pieça toute la juridiction fut confiscuée au roy, puis rendue au prieur & convent. Outre, le prieur & convent y mettent le maire, & est toute la juridiction au prieur & convent, tant à Paris que hors; & autres fois a le prieur osté tous les sergens & le tabellion, & commis à son gré, &c. A ce qu'il se dict exempt d'aller à l'eglise, de y chanter, de non aller au reffectouer, & avoir chambre par soy, dict que c'est contre le deub de sa religion & contre toute religion; & luy fut assignée chambre hors cloistre, pour delivrer les bonnes gens qui y portent leurs rentes; & avoir chambre par soy à religieux, est chose dampnée & contre son vœu, &c. Le chamberier respond, & s'adjoint le procureur du roy avecques luy. Dict que il fut moine de jeunesse, & pour son bien a esté prieur de saint Christophle en Halatte, ne oncques ne fut reprins aucunement; mais le prieur, combien qu'il soit religieux, a toujours estudié & a esté moine à saint Denis, dont les chanoînées sont toutes diverses de Clugny; & dez le tiers jour qu'il fut prieur, commença à corriger; mais il a haine contre luy, pour ce qu'il foustint frere Guillaume de la Coste; & ne le deust pas pour ce avoir en haine, car il ne fit que son devoir. Dict que l'office est perpetuel & benefice, & a par ordonnance tout ce qu'il doit faire, & à cause de ce a la juridiction temporelle & a l'exercice *in temporalibus*, & prononce, combien que *non in criminalibus*; a l'institution & destitution des officiers, comme sergens, &c. Et à cause de ses offices, luy & les quatre baillifs ne vont point en dourtouer, mais ont un dourtouer appellé des baillifs; & pour ce que le chamberier ne puet pas estre en convent, luy reserve l'en certaine pitance, pour ce qu'il vient communément tard, &c. & a tousjours couché au cloistre des baillifs, & vescu bien & honnestement. Dict que le prieur fut présent à prendre les biens, & print la vaisselle & la clef, &

4 N. 1391.

est vray que quand commandement lui fut fait de restablir, l'en ne trouva riens au coffre, & si n'y avoit nulle effraction, & par ce appert qu'il a pris, & dessus la main du roy, &c. Appointé est que quand au restablissement, que un huisier ira au lieu de saint Martin, & s'enformera de ce dont restablissement devra estre fait, & le fera faire realement & de fait; & se aucun doute y cher, le rapportera à la cour, qui ordonnera comment il y devra estre procedé. Et quant à la recreance, provision & autres fins elleues par les parties, elles mettront leurs lettres, bulles & sentences & procez dont elles se voudront aider; & tout veu, la cour considerera les raisons des parties & fera droict. Et seront les autres qui sont en deffaux, mis hors de procez, par ce que le prieur a prins pour eux la deffense.

que par les statuts de la faculté de medecine nul ne puet pratiquer s'il n'est licencié en la faculté, & ainly en ont usé. Dient oultre que estre maistre en medecine est dignité dont le Juif n'est pas prenable, & si a très-grands perils, car ils baillent & donnent potions. Or dient-ils que soubz umbre de ce que Macé dit qu'il est maistre, il a eu lettres du roy de pratiquer, qui sont subreptices, &c. & sur ce fut plaidé devant le prevost, & au jour ne bailla point d'originaux, mais à la collation les vult bailler, & pour ce que le clerc ne les vult recevoir, vindrent en jugement, &c. Dient que deffense luy avoit esté faite par le prevost de pratiquer, & que ce nonobstant il a pratiqué, &c. La partie viendra demain repliquer, & est ordonné que cependant un commissaire de la cour s'enforme se depuis l'inhibition le Juif a pratiqué.

Juif pratiquant la medecine à Paris.

Portes & barrieres du cloistre Nostre-Dame.

DU Jeudy xi. jour de May m. ccc. xci. Entre Macé Revel Juif appellant d'une part, contre le doyen & la faculté de medecine, le procureur du roy & l'université d'autre part. Macé dit qu'il est bon medecin & bien expert, & font aux Juifs toutes œuvres & pratiques mecaniques & lucratives permises, & par especial a le roy octroyé à Macé que il puisse pratiquer, & mandé au prevost de Paris que il le fist jouir & user de l'octroy du roy, & furent appelez les maistres de medecine, qui s'opposèrent & plaiderent devant le prevost de Paris, & furent appointez à bailler par memoire, le procureur du Juif bailla un *vidimus* de son octroy, & après le jour de la collation vult bailler les originaux, mais partie le debati, & pour ce vindrent en jugement; & quand le Juif fut retourné, qui avoit sa lettre avecques luy, si requit que ses lettres fussent receuës, & proposoit son style, & que partie n'y avoit point d'interest, car il fut par ce cheus en faits, & nonobstant dict le prevost qu'elles ne seroient pas receuës sans demander aux assistans, dont il appella, conclut: mal jugié, mal appointé & bien appellé; & se ayde des lettres que le roy luy a octroyées, par lesquelles le roy mande que l'appellation soit mise au neant & vaillent opposition, & requiert qu'elles soient enterinées. A ce conclut, & à despens. Le procureur de l'université & le doyen & faculté de medecine & le procureur du roy dient,

DU Vendredy xxx. jour de Juin m. ccc. xci. Entre doyen & chapitre de Paris appellant d'une part, le procureur du roy, maistre Miles de Rouvray & autres d'autre part. Chapitre dict qu'ils ont juridiction espirituelle & temporelle en leur cloistre, & y ont portes & barrieres sur Seine pour empescher le charroy, & font en possession de les avoir, fermer & ouvrir à leur volenté. Dient que maistre Miles alla à heure de disner accompagné de plusieurs, & commencerent à abbatre la barriere, & y survint le doyen qui s'opposa, &c.

College Mignon.

DU Lundy xxxi. Juillet m. ccc. xci. Entre l'aufmonier du roy d'une part, adjoint avec luy le procureur du roy, & maistre Cosme Courtillier soy disant maistre des escoliers Mignon, d'autre part. Sur le plaidoyé fait entre lesdictes parties en ce present parlement, ouye la relation des commissaires deputez par la cour, & tout considéré, il sera dict que la cour commet maistre Nicolle de Clamanges pour gouverner ledict hostel, recevoir les rentes & reparer, lequel sera tenu d'en rendre compte, & sera dict aussi que ledict maistre Cosme rendra compte de l'administration qu'il a eue dudit hostel. Et au surplus les parties sont contraires, & feront leurs faits, sur lesquels la verité sera enquisse, & icelle rapportée, la cour fera droict.

Hofel

*HOSTEL DU ROULE,
pour les pauvres malades.*

DU 17. Juillet M. CCC. XCII. Entre Guyot le Cirier demandeur & complaignant en cas de nouvelleté, d'une part, & l'evesque de Paris & Guillaume Massé prevost des monnoyeurs du serment de France, & Benoist Bellagen opposans d'autre part. Guyot dict qu'il est monnoyer, & que selon les ordonnances des monnoyers, pour ce qu'il est ancien & ne puet ouvrir, il a eu un lieu & provision de vivre à l'hostel du Rolle, & y a eu chambre, & en a esté en possession. Dict que Bellagen s'est boutté de faict dans la chambre, & occupé sa provision en le troublant; & pour ce s'est doli; & se l'ont opposez l'evesque & Guillaume Bernart, & non pas les freres de l'hostel. Si conclut & requiert recreance &c. Les opposans dient que l'evesque & les monnoyers de Paris l'ont en possession de mettre & instituer les freres ou lieu du Rolle, c'est à sçavoir l'evesque quatre, les monnoyers quatre, toutes fois qu'il y a lieu vacquant, & aussi en possession de destituer, quand il leur semble bon & que celui qui est n'est profitable. Dient qu'il y vaca pieça un lieu par la mort Pierre Roussel, & combien qu'ils n'eussent lors personne souffisant pour garder leur possession, ils y envoyèrent Guyot, par telle condition qu'ils y pourroient mettre un autre, & quand le temps venroit, ils s'en partiroit. Dient que Guyot, tant qu'il y a été, a mené mauvaise vie, & a eu toujours une fille avecq lui, mesclandre de l'hostel, & dient qu'il ne sçait riens du faict de la monnoye; & que pour la necessité Bernard Boulagen qui ne se puet aydier, & a été bon ouvrier, ils l'y mirent; & combien que Guyot s'opposast au commencement, toutesfois après il se déporta, & consentit que Bernard y fust mis, & neantmoins a formé depuis sa complainte &c. Replique Guyot & dict que l'en n'y puet nul mettre, s'il n'est du serment de France, par les ordonnances de la fondation, & Bernard n'est point du serment de France. Dict aussi qu'il est de bonnes mœurs, & appert assez à son aage. Quant au consentement, dict que s'il en avoit faict aucun, ce auroit été parcequ'ils luy auroient promis qu'il auroit chacune semaine deux sols, dont il n'a rien eu. Dupliquent les opposans, que Bernard est au serment de France, & a été un

Tome II. Part. II.

très-grand ouvrier bien l'espace de quarante. cinq ans, & de présent est impotent par force de seoir & de besongner. Dient que quand l'en faict institution, les monnoyers baillent chacun à celui qui est institué douze deniers, autrement ne se faict institution, ce que oncques ne fut faict à Guyot; & aux deux sols, le nient, &c. La cour enverra deux commissaires sur le lieu, qui s'enformeront de la vie du dict Guoyt, de son usage & institution, & oye leur relation, en ordonnera & fera droit.

Livres de magie brûlés.

DU Samedy XIX. jour d'Avril M. CCC. XCIII. Ce jour la cour a ordonné que certains livres & invocations de l'ennemy, qui avoient été trouvez en la possession de Bertrand Bonfils, prisonnier en la cour de l'evesque de Paris pour soubçon de l'heresie, & lesquels livres & cedulles avoient été baillez à l'evesque pour faire son procez contre ledict Bertrand, lesquels aussi le prevost de Paris, qui premier les avoit eus, disoit qu'ils lui devoient estre rendus, seront baillez & rendus à l'evesque pour estre ars, selon ce qu'il dict que par le conseil & les clerics de l'université a esté ordonné.

Pont basti sur la Seine sous Charles VI.

DU Lundy XXX. jour de Mars MCCC. XCIII. En la cause d'entre le procureur du roy d'une part, défendeur, & les religieux, abbé & convent de S. Germain des Prez. Recite la demande des religieux, qui ont dit qu'ils sont seigneurs de la riviere de Seine au pont neuf & dessus, & que l'en ne puet rien edifier en leur fond qui ne soit leur, ne aussi faire auvens ne faillies sans leur congé. Et dient que Jehan le Pellé a edifié sur le pont qui est en leur cens, deux maisons qu'ils demandent être à eux déclarées appartenir avec les fructs. Dict qu'il a pris la garantie pour Jehan le Pellé, & que le roy est seigneur de tout le fond de la ville de Paris, & que le fonds sur quoy l'iaue court est au roy, & lui appartient le fonds de terre, & ainsi est il à Petit pont & à Grand pont; & se les religieux y ont aucun droit, ce n'est que de peschier. Dict que les religieux voudrent pieça empescher les fossiez des meffisiers; mais par arrest fu dict que il appartenoit au roy. Dict aussi que entr'eux & les religieux de S. Victor se meut un

Zzz

AN. 1394.

procez pour les arbres de l'isle de Bouteclou qui pendoient sur l'iaue, & fu dict que ceux de S. Germain n'y avoient que veoir. Propose aussi l'exploit du cuisinier de S. Germain, que messire Hugues Aubriot fit mettre en prison pour les selles des femmes sur la riviere; & dict que tout ce est pour ce que ils n'y ont que la pescherie, & que par leur tiltre ils n'ont que le fief de Issi, où l'eglise est fondée, jusques à la porte de la cité, qui est la porte & la court qui est celle de Neelle; & dict que encores doivent-ils laisser un espace de costé & d'autre de la riviere pour passer les bareaux plus legierement. Dict oultre que le pont a été fait aux despens du roy & de la chose publique, sur lequel les maisons sont assises, & ainsi ne sont pas en leurs terres: car c'est l'heritage du roy, & fait de la chose publique. Dict que les gens des comptes firent crier les arches, & que Jehan fut le dernier encherisseur, & lui fut baillé; & sy appert; car les murs qui sont devant les Augustins & au long, ne leur appartiennent point: car tous les jours l'on y met & attache anneaux & autres choses &c. Les religieux recitent leur fondation, par laquelle le roy leur donne le feu d'Issi, Vaugirard & Paris jusques au coin S. Cosme, avecques toute la justice foncière & haute, & en ont plusieurs exploits, & parlent leurs tiltres: *cum adjacentiis, aquis & stagnis*, & dit *piscatoria* après, & n'excepte riens le roy, mais fait chose especial de la pescherie, & appert que il ne vouloit riens retenir, mais donner le fonds; car il donne aussi les isles &c. Appointé que les parties mettront devers la cour leurs exploits & cedulles avec leurs lettres & munimens, & la cour leur fera droit.

La justice des Juifs refusee à l'evesque, adjugée au prevost de Paris.

AN. 1395.

DU XXVIII. Janvier MCCCXCIV. sur ce qu'entre le procureur du roy ou chastellet de paris d'une part, & l'evesque de Paris ou ses officiers pour lui d'autre part, s'estoit men debat pour avoir la connoissance de certains Juifs, c'est assavoir Vivant de Montreal, Abraham de Salins, Benion de Salins, Samuel de Vizon dit Lacy, Croissant de saint Chier dit Alegret, Raphael Abraham, lesquels avoient été prins par le soupçon d'avoir induit Denis de Machaut convens à la foy Juifve, par information sur

ce faite, desquels ledit evesque disoit par plusieurs raisons que la connoissance lui appartenoit mesmement, car ce touchoit la foy Chrestienne, & pour ce requeroit que ils lui fussent rendus par le prevost de Paris, qui les tenoit prisonniers au chastellet. Le procureur du roy disant que le fait des dessusdits ne touchoit directement nostre foy, tellement que il en deust connoistre; & si aucunement le touchoit, si n'en devoit avoir l'evesque la connoissance; car ils estoient hors de nostre loy, & n'en estoient point liez; avec plusieurs raisons alleguées de part & d'autre. Finalement tout considéré à grand & meure deliberation, il sera dict que le prevost aura la connoissance des dessus nommez Juifs.

Sedition aux Cordeliers.

DU Vendredy xxvi. Aoust MCCCci. Ce jour furent au conseil messeigneurs du grand conseil, messeigneurs les presidens, les evesques de Paris, Noyon, Bayeux, Meaux, Mascon, du Puy & d'Apt, & messeigneurs des deux chambres, le procureur du roy & les advocats du roy ou chastellet, sur le fait du convent des Cordeliers de Paris, ouquel pour une sedition entr'eux, à cause d'une demolition d'aucunes estables qu'avoit fait faire le provincial de France *intra septa conventus*, qui estoit contre les ordonnances de leur ordre, comme disoient cels d'estrange langue d'icellui convent; & pour ce fait le Mercredi xvii. de ce mois après minuit la demolirent icels estrangers; & aussi pour une commotion que firent contre les freres de la province de France, contre lesquels crierent: *Moriantur Gallici omnes*, & pour une rebellion contre les gens du roy, tant qu'il fallut rompre leurs portes, & y eut conflict, & tant que plusieurs furent navrez, tant des gens du roy que desdits freres, & y en eut d'eux en peril de mort; comme l'en disoit, & ung armerier navré d'un pic, & que aucuns des estrangers faillirent par dessus les murs de la cité de Paris derriere leur maison ez fosses, & furent reprins par les gens du roy environ quatorze freres estrangers, comme dict en la cour le commissaire du chastellet à ce ordonné, & furent emprisonnez lesdits freres estrangers environ quarente; sur lequel fait a esté assemblée le conseil, comme dict est; & au surplus au greffier criminel.

Maladies

Maladies contagieuses à Paris.

DU Samedi xxvi. jour d'Avril M. cccc. iv. Ce jour estoient presque tous messigneurs de parlement malades de reumes & fiebvres tout ensemble, par une pestilence d'air qui a couru & cuert puis l'entrée de ce présent mois, telle que à peine puet l'en trouver pource ne riche, & par especial à Paris, qui ne se sent de cette maladie, les uns plus, les autres moins; par especial en la chambre de parlement aux jours de plaidoeries a telle tousserie de tous costez qu'à peine le greffier qui a esté surpris de ladicte maladie à huit heures, puet enregistrer au vray. Diex par la grace y vueille pourveoir.

Insulte faite à l'université par Charles de Savoisy.

DU Samedi xix. jour de Juillet M. cccc. iv. Aujourd'huy avant ce que l'en prononçast les arrests, sur ce que le xiv. jour de ce mois l'université de Paris, en allant à sainte Catherine du Val des Escoliers en procession & pellerinage par maniere d'université, pour la paix de l'eglise, du royaume & de la santé du roy, avoit esté moult enormement injuriée en plusieurs de ses supposts en ladicte eglise, d'un missa celebratur, & dehors en la rue saint Anthoine, & derriere l'eglise dudit saint Anthoine, en la rue où estoit la maison de messire Charles de Savoisy & en ladicte maison, par aucuns de ses vallers, qui avoient battu d'espées & traict d'arcs & sajettes plusieurs escoliers de ladicte université impourveuement, & dont ne se donnoient de garde; & avoit esté cet outrage à l'occasion d'aucuns pages, qui près de ladicte eglise sainte Catherine en genant leurs chevaux, *sua consuetu insolentia*, empeschoient lesdits escoliers à entrer en ladicte eglise, pour quoy les enfans escoliers leur jetterent pierretres pour les faire arrester & soy tenir en paix, dont lesdits pages s'enfuirent comme l'en dict audit hostel ou environ, & esmeurent lesdits maufaiteurs, qui vindrent en grand fureur & firent lesdits excez. Icelle université aujourd'huy dessusdict a requis en ladicte cour, pour ce que au grand conseil estoit appointé que ladicte cour leur seroit justice desdits excez, il lui plaist arrester prisonnier ledit chevalier. Si a ordonné ladicte cour que ledit che-

valier sera arresté, & luy sera faite desfenle, à peine de bannissement, de confiscation de tous ses biens, & d'estre atteint de tous les malefices ledit jour perpetrez, que de la ville de Paris ne se parte jusques à ce que icelle cour en aura autrement ordonné.

Condamnation de Charles de Savoisy.

DU Samedi xxiii. jour d'Aoust M. cccc. iv. Cedit jour a receu le greffier la cedulle de certaine ordonnance ou condamnation faite par le roy en son grand conseil, pour & au profit de l'université de Paris, à l'encontre de messire Charles de Savoisy chevalier & chambellan du roy & aucuns ses vallers & familiers & autres crimineux, sur le propos d'icelle université d'une part, & dudit Savoisy d'autre part, le xix de ce mois, ou livre de plaidoires de l'an M. cccc. iv. & du xix. de Juillet ou livre du conseil oudit an. Et combien que la cour de ceans, pour ce que ou temps du crime par les dessusdicts de Savoisy & vallers crimineux perpetré, le roy estoit mauhaitié, si n'y pouoit pourvoir en sa personne, eust esté ordonnée & chargée ou grand conseil de pourvoir à ladicte université, qui ja près de cinq semaines avoit cessé de sermons & faits scolastiques, toutes-fois pour ce que le propos & entention de l'université tendoit à fin & maniere non accoustumée ceans, pour ce qu'elle protestoit qu'elle ne se faisoit ne ne vouloit faire partie, mais requeroit *ex nobili officio curie* estre satisfait & réparée desdits crimes & malefices, & que l'en n'a ceans accoustumé en fait de justice, fors proceder ez causes où il y a demandeur & deffendeur, le roy retourné en santé, en son grand conseil, considéré lesdits malefices, propos dessusdicts & ce qui faisoit à considérer, a ordonné estre fait & dict ce qui s'ensuit, par une cedulle baillée audit greffier pour estre enregistrée: IL SERA DICT que le roy ordonne que la maison messire Charles de Savoisy sera démolie & abbatue aux cousts & despens de la maniere d'icelle maison, & le residu d'icelle maniere sera baillé à l'eglise de sainte Catherine du Val des Escoliers, en laquelle eglise partie des offenses & malefices proposez par l'université furent faits; & se commencera la démolition Mardy prochain, qui sera faite par les officiers du roy & par justice. Et avec ce le roy condamne ledit messire Charles de Savoisy.

AN. 1404.

fy en cent livres parisis de rente amortie, qui sera assise à l'ordonnance de la cour de parlement pour fondation de chapelle; & aussi le condamne en mil livres tournois pour satisfaire aux blesez de ladicte université, par l'ordonnance d'icelle université, & en autres mil livres tournois au profit de l'université; & delivre le roy ledict messire Charles de l'arrest ou main mise en la personne dudit messire Charles & de tous procez contre ladicte université. Et n'est mie l'entention du roy que les familiers, serviteurs ne autres quelconques coupables des crimes & malefices commis contre ladicte université soient en riens compris en ceste ordonnance ou condamnation, mais veult le roy qu'eux soient très bien punis selon leurs demerites, & enjoinct à ses gens de parlement, ou prevost de Paris, & à tous autres justiciers, que ils les preignent ou facent prendre où ils pourront estre trouvez, & en facent telle justice, qu'il en soit memoire & exemple par tout. Ce que dessus est dict a esté prononcé en la presence du roy en la grand salle de son hostel lez saint Paul à Paris par le premier president de parlement, ce Vendredy xxix. jour de ce present mois, presens le roy de Navarre, les ducs de Berry & de Bourbon oncles du roy, l'université de Paris, plusieurs comtes, barons, chevaliers & escuyers, plusieurs du grand conseil & de la cour de parlement, & plusieurs autres. *Et qui vidit & audivit testimonium perhibet de his*, present auprès du roy ledict greffier BAYE.

Le duc de Bourgogne ramene à Paris le dauphin, qui alloit joindre le roy & la reine à Melun.

AN. 1405.

D U XIX. Aoust M. cccc. v. Cedit jour le roy estant malade en son hostel de saint Pol à Paris de la maladie de l'alienation de son entendement, laquelle a duré dez l'an M. ccc. xciii. hors aucuns intervalles de resipiscence telle quelle, & la royne & le duc d'Orleans estant à Melun, où l'on menoit le dauphin duc de Guyenne aagé de neuf ans ou environ, & sa femme aagée de dix ans ou environ, au mandement de la royne mere dudit dauphin, Jehan duc de Bourgogne & comte de Flandres, cousin germain du roy & pere de la femme dudit dauphin, qui venoit au roy, comme l'en dict, pour faire hommage après le decez de Philippes son pere oncle du

roy jadis, de ses terres, & pour le visiter & adviser, commel'en disoit, du petit gouvernement du royaume, soupçonant, comme l'en dict, que la royne n'eust mandé ledict dauphin pour sa venue, chevaucha hastivement & soudainement à tout sa gent armée, de Louvres en Paris, où il avoit geu, en passant par Paris environ sept heures du matin, & acconduit ledict dauphin son gendre, qui avoit geu à Villejuive, à Gevisy. Et ledict dauphin interrogué après salus où il alloit, & si voudroit pas bien retourner en sa bonne ville de Paris, a respondu que ouy, comme l'en dict. Le ramena environ douze heures, contre le gré du marquis du Pont cousin germain du roy & dudit duc, & contre le gré du frere de la royne & d'autres qui l'emmennoient. Auquel dauphin allerent au-devant le roy de Navarre cousin germain, le duc de Berry & le duc de Bourbon oncles du roy, & plusieurs autres seigneurs qui estoient à Paris, & l'emmenèrent ou chateau du Louvre pour estre plus seurement. Dont se tindrent malcontents lesdicts duc d'Orleans & la royne, tellement que *hinc inde* s'assemblerent à Paris, du costé dudit duc de Bourgogne le duc de Lainbourg son frere, à grand nombre de gens d'armes, & ou plat pays plusieurs de plusieurs pays, & à Melun & ou pays d'environ, & du costé dudit duc d'Orleans, plusieurs comme l'en dict. Qu'il en adviendra, Dieu y pourvoye, car en luy doit estre esperance & fiance, *& non in principibus nec in filiis hominum, in quibus non est salus.*

Plainte du duc d'Orleans à ce sujet.

D U XX. jour d'Aoust M. cccc. v. Ce jour furent apportées lettres closes de par le duc d'Orleans devers la cour, quand l'en plaidoit, contenant *in summa* que l'en avoit pris le dauphin contre la volonté du roy, de la royne & du duc d'Orleans, qui est plus prochain après pere & mere, & l'avoit l'en mis ou Louvre, en commettant crime de leze-majesté, comme à l'aide de Dieu & de N. D. pensoit à maintenir. Si requeroit la cour qu'elle ne souffrist ledict dauphin estre transporté, ne entrer plus gens d'armes par les portes de Paris pour peur de commotion. *De data xix. hujus mensis.*

College de Dormans.

DU Vendredy xx. jour de Novembre M. cccc. v. Mercredy dernier passé qui fut xviii. de ce mois, les maistres, procureur, escoliers & chapelains du college de Dormans fondé à Paris au clos Brunel, des bourfes desquels la collation est nouvellement devoluë & venuë à la cour de ceans par le trespas de messire Guillaume de Dormans jadis archevesque de Sens, nepveu de messire Jehan de Dormans en son temps chancelier de France & cardinal, au temps du regne du roy Charles quint pere du roy present, lequel cardinal fonda ledict college; & ausly par le moyen de certain accord ou arrest faict & passé ceans entre l'abbé & convent de saint Jehan ez Vignes lez-Suessons, d'une part, & lesdicts escoliers & ledict Guillaume d'autre part, dont la teneur appert ou livre des ordonnances de ceans, sont venus ceans & ont faict reverence & obeissance à icelle cour, en suppliant qu'elle les eust pour recommandez; & ce ont requis estre enregistrez. *Commissarii deputati pro collatoribus* Marle & Mauger.

Tempeste.

DU Mardy xxii. jour de Juing M. cccc. vi. Ce jour fu si grande tempeste au lieu du Landit & à S. Denis, que comme relatoient aucuns des seigneurs de la cour & de l'evesque des Paris, y cheut gresle aussi grosse qu'est le poing à un homme, & plus encor.

Tumulte causé par les gens du duc de Berry.

DU Mercredy i. jour de Septembre M. cccc. vi. Ledit jour fut ordonné que douze ou treize de messeigneurs, avec le procureur & advocats du roy, iroient à S. Victor où se doit tenir le grand conseil, où doivent estre les ducs de Berry, d'Orleans, de Bourgogne & de Bourbon, sur ce que hier le duc de Berry, duquel aucuns des gens depuis deux ou trois jours avoient esté mis ou chastellet, pour ce qu'ils estoient allez à minuit à l'hostel de la Banniere en la rue des Lombards, où estoit logé l'evesque du Puy, & avoient rompu l'huis, & avoient pris une bible, breviaire, ceinture & autres chofettes, & une fillette que l'en disoit que ledict evesque avoit ou ses gens, & à les chasser par le cheva-

lier du guet & ses gens, s'estoient rebellez & efforcez de les battre; & pour ce aussi que la cour avoit parlé à aucuns desdicts prisonniers de près, avoit dié ledict de Berry qu'il s'en prenroit aux singuliers seigneurs de la cour, & à messire Imbert de Boisy president, qui avoit esté oudict chastellet. Et pour ce que c'estoit contre les droicts & honneur du roy, qui à ce jour estoit enclos & enfermé malade, & que c'estoit empescher justice, mesmes en la ville de Paris où moult excez se faisoient, & où chacun impuné portoit espées, dagues & coureaux & armures, iroient pour adviser les seigneurs sur ce, & qu'ils n'empeschassent point justice.

Prevoist de Paris.

Messire Guillaume de Tignonville prevoist de Paris, chevalier. xii. Nov. M. cccc. vi.

Reparation des chaussées de Paris.

DU Vendredy ix. Septembre M. cccc. vii. La cour commet maistres Nicolas de Biencourt & Bertrand Quentin à veoir l'estat du prevoist des marchands, afin que l'en puisse pourvoir à la requeste faicte par ledict prevoist sur la reparation des chaussées de la ville de Paris.

Assassinat du duc d'Orleans.

DU Mercredy xxiii. Novembre M. cccc. vii. Ce jour au soir environ huit heures messire Louis fils du roy Charles V. & frere germain du roy Charles regnant de present, duc d'Orleans, comte de Valois, de Blois, de Beaumont, de Soissons, d'Angoulesme, de Dreux, de Porcien, de Perrigord, de Luxembourg & de Vertus, sire de Coucy, de Montargis, de Chastel-Thierry, d'Espernay & de Sedan en Champagne, & de plusieurs autres terres, marié à madame Valentine fille de feu messire Galiache duc de Milan, dont avoit trois fils & une fille, en revenant de l'hostel de la royne qui est près de la porte Barbettes vers l'eglise des Blancs-manteaux, accompagné moult petitement selon son estat, c'est assavoir de trois hommes à cheval & de deux à pied, à une ou deux torches devant, devant l'hostel du mareschal de Rieux, en son aage de trente-six ans ou environ, fust par huit ou dix hommes armez, qui estoient mussiez en une maison appelée l'*Image Nostre-Dame*

An. 1407.

estant devant l'hostel dudit mareschal, & où lesdits hommes avoient conversé repostement par huit ou quinze jours, tué & meurtry, & luy fendirent la teste de jusarmes puis qu'il fut abbatu de son cheval, & luy firent espandre la cervelle de la teste sur le pavement, & luy coupèrent tout jusques une main, & avecques luy tuerent un sien valler, qui se mettoit sur luy pour le deffendre, & si navrèrent un qui tenoit la torche, le roy estant en son hostel de S. Pol, monseigneur de Guienne dauphin de Vienne & aîné fils du roy au Louvre, de l'age d'environ unze ans, les ducs de Berry & de Bourbon ses oncles, & les roy de Sicille & duc de Bourgogne & comte de Nevers, & les comtes d'Alençon & de Clermont, & messire Charles de Lebrer connestable de France ses cousins germains, & messire Pierre de Navarre comte de Mortain aussi son cousin germain, & plusieurs autres seigneurs, tant du sang royal que autres, estans à Paris, admiral de France, que maistre des arbalétriers, & les seigneurs & ministres de justice, tant du parlement que du chasteller, estans à Paris. Et luy qui si grand seigneur estoit & si puissant, & à qui naturellement, ou cas qu'il eust fallu gouverneur en ce royaume, appartenoit le gouvernement, en si petit moment a finé ses jours moult horriblement & honteusement. Et qui ce a fait, *scietur autem posita.*

DU Samedy xxvi. jour de Novembre M. cccc. vii. Ce jour a esté dict & publié de plusieurs que le duc de Bourgogne comte de Flandres & de Bourgogne & d'Artois, disoit & maintenoit qu'il avoit fait occire le duc d'Orléans son cousin germain par Rollet d'Auquetonville & autres; & sur ce est aujourd'hui parti de Paris.

Grandes glaces, chute du pont S. Michel & du petit pont.

An. 1408.

DU Mardy dernier jour de Janvier M. cccc. vii. Ce jour ne vindrent point les seigneurs de ceans au palais, ne advocats ne procureurs ne parties, fors en petit nombre, pour le grand peril que chacun voit, pour cause des grandes & horribles glaces qui dez hier au soir commencerent à descendre & couler par les ponts de Paris, & par especial par les petits ponts, & non pas sans cause; car puisque la saison & le temps ont esté si

froids, & a eu des gelées puis la S. Martin dernière passée, & par especial a esté telle froidure & si aspre & si urgent par les deux lunaifons dernières passées, que nul ne pouoit besongner; le greffier mesme, combien qu'il eut prins feu delez lui en une pelette pour garder l'ancre de son cornet de geller, toutes voyes l'ancre se gelloit en la plume de deux ou trois mots en trois mots, & tant que enregistrer ne pouoit; & que par icelles gelées eussent esté gellées les rivières, & en especial Seine, tellement que l'en cheminoit & venoit & alloit l'en & menoit voitures par dessus la glace; & que eussent esté si grande abondance de neiges que l'en eust veu de memoire d'homme; & tant que à Paris avoit grande necessité, tant de bois que de pain, pour les moulins gellez, se n'eust esté les farines que l'en y amenoit des pays voisins; & que lesdites gelées, glaces & froidures se fussent amoderées dez Vendredy dernier passé, pour la nouvelle conjonction lunaire, & que les glaces se fussent dissoluës par parties & glaçons, iceux glaçons par leur impetuosité & heurts ont aujourd'hui rompu & abattu les deux petits ponts, l'un qui estoit de bois joignant le petit chasteller, l'autre de pierre appelé le pont Neuf, qui avoit esté fait puis 27. ou 28. ans, & aussi toutes les maisons qui estoient dessus, qui estoient plusieurs & belles, en lesquelles habitoient moult de minagiers de plusieurs estats & marchandises & mestiers, comme raincuriers, escrivaains, barbiers, costuriers, esperonniers, fourbisseurs, fripiers, tapissiers, chasubliers, faiseurs de harpes, libraires, chaufsetiers & autres. Et nonobstant ladicte ruine, pestilence & peril merveilleux, n'y a eu aucune personne perillée, Dieu mercy, car ledit cas est venu & a esté puis sept ou huit heures du matin jusques à une ou deux heures après midy; combien que se n'eussent esté les pilliers pieça faits & commencez entre ledit petit chasteller & l'hostel. Dieu N. D. qui ont receu les premiers heurts desdites glaces & glaçons, que par ce ont esté débritez & leur impetuosité amendrie, vraysemblable estoit & est que ladicte aventure, cas & pestilence desdits ponts fust advenue en cette nuit dernière, en la destruction des corps humains, qui ne se pussent avoir gardé ne fuir, pour le cas soudain. Outre ce que dict est, ont esté rompus & destruits les moulins de l'evesque de Paris qui sont dessus le grand pont, & plusieurs autres, & aussi churent en la rivière

viere grand partie des changes dessus led. grand pont, qui vraysemblablement & selon l'opinion de ceux qui se connoissent eust esté abattu par les glaces, se ne fust les heurts qui rompoient les moulins dessus. qui sont près & au-dessus, & aussi que les glaçons sont descendus par ledict pont plus tard de douze heures que par lesdicts petits ponts, pour ce que les glaces qui descendoient de hault, ne pouvoient avoir leur cours vers S. Pol & devers Grève, pour ce que celle partie estoit encoire gellée; si resistoit auxdictes glaces qu'ils ne passioient de tel cousté; si falloit que allaissent par la partie qui est devers lesdicts petits ponts, qui estoit plus degelée & plus expédiée d'empeschemens. Et ce cas avecques l'occasion de feu messire Louis duc d'Orleans frere germain du roy, *de quo supra mense Novembris*, a esté à grande merveille en ce royaume.

D U Mercredi premier jour de Fevrier M. cccc. vii. *Caria vacat*, pour ce que nul n'a osé passer la riviere pour aller au palais, pour la grande impetuosité & force dictée; car aussi croist-elle tous jours.

D U Samedi iv. Fevrier M. cccc. vii. Pour ce que les maistres ou seigneurs conseillers ceans & demourans par-delà les petits ponts, qui estoient environ trente ou plus, ne pouvoient venir au palais ne en la chambre de parlement seurement, pour le grand excez de la riviere qui s'estendoit en plusieurs ruës moult impetueusement, a esté aujourd'huy ordonné que lesdicts maistres se assembleront en leur marche, & jugeront procez jusques à ce que seurement l'en puisse ceans venir en bastel, attendu que les ponts sont rompus & démolis. Et pour ce que le greffier demeure outre lesdicts petits ponts en la marche desdicts maistres ou seigneurs, ledict greffier enregistra au conseil des dessusdicts maistres, & son clerc principal, qui est notaire du roy à bourges, venra ceans & enregistrera pour luy.

D U Lundy vi. de Fevrier. Ce jour furent au conseil, au monastere Ste. Geneviève au mont, messire Jacques de Ruilly president, &c.

D Udict jour vi. Fevrier. Ce jour furent au conseil en la chambre de parlement messire Henry de Marle, &c.

D U Mercredi viii. Fevrier M. cccc. vii. Ce jour furent au conseil à Ste. Geneviève, &c.

D U Vendredy x. Fevrier M. cccc. vii. Ce jour a esté pourparlé sur la provision des petits ponts & passage pour le mairrain, & a esté mandé le prevost des marchands, qui a recité de plusieurs manieres de faire & refaire les ponts de Paris touchées au grand conseil; l'une qu'il plust au roy de donner & octroyer la tierce partie des aydes de la ville & vicomté de Paris pour un an, qui monteroit à lxxx. mil livres; car toutes les subsides que le roy prend à Paris & en la vicomté, hors son ordinaire, montent à douze vingts mil livres. *Nota* combien grans subsides prend le roy par tout le royaume. Et si a esté touché de requérir provision pour la ville de Paris, où plusieurs gens d'armes doivent arriver en bref en la compagnie des ducs de Berry, de Bourgogne, de Bretagne & du roy de Sicile, sur le fait de la mort du duc d'Orleans *de quo supra*. Sur quoy n'a pas esté conclud, *quia ad curiam non pertinet, multis obstantibus*; au moins n'y pouvoit elle remedier.

D U Mercredi xv. Fevrier M. cccc. vii. Ce jour a esté ordonné que certaines maisons qui appartenoient à Nicolas Grimault, & qui estoient demourées sur le pont Neuf en ruine & en peril de cheoir, pour ce que ledict pont estoit cheu, seroient abatues aux despens de la chose; & a esté commis Pierre Belle huisier de ceans.

Taxe pour la refection du petit pont & du pont S. Michel.

D U Vendredy xxiii. Mars M. cccc. vii. Aujourd'huy a esté advisé ceans par la cour, la chambre des comptes & tresoriers de France, que pour faire & refaire le petit pont commencé au petit chastelet & le pont S. Michel, les tresoriers bailleront mil livres, le prevost des marchands autres mil livres parisis, la cour de ceans sur les exploicts cinq cens livres parisis, le prevost de Paris aussi sur les exploicts dudit chastelet, par une maniere qui sera advisée, une autre somme, & l'evesque de Paris & autres qui prennent peage ou autre redevance sur lesdicts ponts, chacun en son endroit, selon leur portion, une autre

A. N. 1408.

homme ; & sur ce sera commencé à ouvrir le plus tost que faire se pourra , & premierement au pont dudit petit chastelet ; & *interim* les prevosts de Paris & des marchands iront devers les seigneurs , c'est assavoir la royne , le roy de Sicille , duc de Berry & autres , les supplieront qu'ils veuillent contribuer de aider audit ouvrage & reparation , & aussi laboureront devers le roy & les generaux d'avoir certaine quote sur les subfides prins à Paris pour ledit ouvrage.

Prevost de Paris destitué , un autre subrogé.

DU Samedi v. jour de May m. cccc. viii. Cedit jour a esté receu en prevost de Paris messire Pierre des Essars chevalier , au lieu de messire Guillaume de Tignonville chevalier , qui pour contemplant de l'université de Paris & occasion de deux soy disans clerks & escoliers executez au gibet de Paris par le jugement dudit prevost , dez la S. Denis derniere passée , pour quoy ladicte université a cessé de sermons & leçons jusques à ores , a esté depoincté dudit office de prevosté.

Bulles d'excommunication envoyées par Benoist. XIII. deschirées publiquement.

DU Lundy xxi. jour de May m. cccc. viii. Ce jour ont esté assemblez entre la salle du palais & la chambre du parlement & la grand gallerie par bas , au grand preau par terre , le roy nostre sire , les roy de Sicille , duc de Berry , duc de Bourgogne , & plusieurs seigneurs ducs , comtes , barons , chevaliers , escuyers , bourgeois , archevesques , evesques , abbez , prelates , religieux , clergiez , par especial l'université de Paris. Et proposa maistre Jehan Courtcuisse maistre en theologie publiquement , en prenant pour theme contre le pape Benedict , qui avoit envoyé une bien mauvaise bulle , par laquelle excommunioit le roy & les seigneurs de son sang & tous adherans , pour occasion de ce que le roy , son clergé & son conseil avoient pené & penoient & poursuivoient l'union de l'eglise , tant par subtraction d'obeissance , que de pecune , & de non obeir à l'un ne à l'autre des contendans : *Convertetur dolor ejus in caput ejus , & in verticem ipsius iniquitas ejus descendet.* Et après ce que ledit maistre eut proposé douze raisons de la negligence dudit Benedict à l'union pour fuir , & discours du mal & vice desdictes

bulles excommunicatoires , en mettant consequenter six conclusions ; a esté requis par l'université que lesdictes bulles fussent desfilées. Si ont esté desfilées publiquement. Et à ladicte requeste a esté prins & emprisonné M. Guillaume de Gaudiac docteur , conseiller du roy ceans & doyen de S. Germain l'Auxerrois.

Punition de ceux qui avoient apporté les bulles susdites.

DU Lundy xx. jour d'Aoust m. cccc. viii. Aujourd'huy entre dix & onze heures , les prelates & clergé de France assemblez à Paris au palais sur le faict de l'eglise , ont esté amenez M. Sance Loup nez du pays d'Arragon , & un chevaucheur du pape Benedict qui fut dernierier , nez de Castille , en deux tumbereaux , chacun d'eux vestu d'une tunique de thioile peinte , où estoit en brief effigie la maniere de la presentation des mauvaises bulles , dont est mention le xxi. de May cy-dessus , & les armes dudit Benedict renversées , & autres choses , & mirez de papier leurs testes , où avoit escriptures du faict , depuis le Louvre où estoient prisonniers avec plusieurs autres de ce royaume , prelates & autres gens d'eglise qui avoient favorisé auxdictes bulles , comme l'en dict , jusqu'en la court du palais , en moult grand compagnie de gens à trompes ; & là ont esté eschaffaudez publiquement , & puis remenez audit Louvre , par la maniere desludie.

Retour de la reine & du dauphin , de Melun à Paris.

LE Dimanche xxvi. Aoust entrerent à Paris & vindrent de Melun la royne & le dauphin accompagnez , environ quatre heures après dîner , des ducs de Berry , de Breraigne , de Bourbon & plusieurs autres comtes & seigneurs en grand multitude de gens d'armes , & allerent parmi la ville loger au Louvre.

Suite de l'affaire des bulles de Benoist XIII.

DU Lundy xxvii. Aoust. Ce jour a esté enjoinct au procureur de l'université de Paris qu'il soit prest Mercredi prochain , pour dire ce qu'il voudra contre l'entherinement de certaines lettres obtenues par M. Nicollas Fraillon conseiller ceans , & prisonnier dez la Pen-thecoste

thecosté dernière passée, pour occasion des bulles d'excommunication envoyées au mois de May dernier contre le roy & son royaume par lors nommé Benoict pape.

troyée & commise par le roy à la roynne & audict monseigneur de Guyenne, sur le gouvernement du royaume, le roy empesché ou absent.

AN. 1408.

Arrivée de la duchesse d'Orleans à Paris.

Discours public contre les justifications du duc de Bourgogne.

DU Mardy xxviii. Ce jour entra la duchesse d'Orleans mere du duc d'Orleans qui à présent est, & la roynne d'Angleterre * femme dudit duc & fille du roy oncle dudit duc, en une litiere couverte de noir, à quatre chevaux couverts de drap noir, à heure de vespres, accompagnée de plusieurs chariots noirs pleins de dames & femmes, & de plusieurs ducs, comtes & gens d'armes.

DU Mardy xi. jour de Septembre De la partie de la duchesse d'Orleans & du duc d'Orleans fut proposé au Louvre par la bouche de l'abbé de Chesy par escript à l'encontre des justifications proposées de la partie du duc de Bourgogne sur la mort du feu duc d'Orleans. Et estoient cedit Mardy presens les ducs de Guyenne, de Berry, de Bretagne, de Bourbon, les comtes de Mortaing, d'Alençon, de Tancarville, de Clermont, le connestable, le chancelier, les presidens & autres gens de parlement & de la chambre des comptes, plusieurs barons, prelates, chevaliers, les prevoists de Paris & des marchands, le recteur & plusieurs maistres de l'université de Paris, & plusieurs des bourgeois de ladicte ville.

Suite de l'affaire des bulles de Benoist XIII.

Suite de l'affaire des bulles de Benoist XIII.

DU Mardy iv. Septembre M. cccc. viii. Ce jour M. Jehan Hougart procureur de l'université de Paris, appellé en la chambre de parlement & interrogué s'il vouloit aucune chose bailler pour ladicte université contre M. Nicolle Fraillon, a respondü qu'il avoit parlé au recteur & aux deputez, & qu'ils ne sçavoient que bailler.

DU Mercredi xii. Septembre M. cccc. viii. Ce jour furent au conseil, &c. à conseiller l'arrest entre M. Nicolle Fraillon d'une part, & le procureur du roy & l'université de Paris d'autre part. Veuë la plaidoierie faicte le xxx. jour d'Aoust dernier passé, avecq les lettres de remission, & oy le serment faict par ledict M. Nicolle, que en faisant & commettant ce qui est contenu en ladicte lettre de grace, il n'entendoit aucune offense faire contre le roy ne contre S. M. & tout considéré, il sera dict que la cour obtempere aux lettres de grace obtenues par led. M. Nicolle, en mettant son corps & ses biens à plaine delivrance, en tant que le contenu ez dictes lettres touche & concerne le roy.

Publication du pouvoir donné par le roy à la roynne & au duc de Guienne.

Contribution pour la refecton des ponts de Paris emportés par les glaces

DU Mercredi v. Septembre M. cccc. viii. Ce jour furent tous les seigneurs de ceans au Louvre en la grande salle, où estoient en personne la roynne, le duc de Guyenne son fils aîné, le duc de Berry, le duc de Bretagne, les comtes de saint Pol, de Mortaing, d'Alençon, le duc de Bourbon, les comtes de Clermont & de Dommartin, la duchesse de Guyenne, la dame de Charrollois, le comte de Tancarville, le connestable, le chancelier, les presidens de parlement, le grand maistre d'hostel, les archevesques de Bourges, de Thoulouze & de Sens, les evesques de Senlis, de Beauvais, d'Amiens, d'Evreux, de Lodeve, d'Alby, de Therouenne, de Sez, de Maillezais & plusieurs autres evesques & abbez, le prevoist de Paris & le prevoist des marchands accompagné de cent bourgeois de Paris ou environ, en la presence desquels & de plusieurs autres notables personnes & gens du conseil du roy fut publié par la bouche de M. Jehan Jovenel advocat du roy, la puissance oc-

DU Mercredi xxviii. Novembre M. cccc. viii. Cedit jour ont esté en la chambre de parlement M. Ilambert Marcel, sire Mathieu de Asnieres, Jacques d'Asly maistres en la chambre des comptes du roy nostre sire, le prevoist des marchands, J. de la Chapelle bourgeois de Paris, & le prevoist de Paris:

A a a

AN. 1408.

& ont requis comme autre fois, que comme les ponts de Paris rompus & demolis par les grandes eaux & glaces de l'année passée M. CCCC. VII. eussent esté commencez à estre refaits & reparez, & fust l'ouvrage entrelaissé & entrerompu par deffault d'argent, qu'il plust à la cour adviser de remede sur ce. Après plusieurs parolles & opinions diverses, la cour a offert au bien de l'ouvrage, & conseillé que l'en prenne mil francs sur les amendes de ceans pour le roy, qui aussi estoit & est tenu de faire & refaire lesdicts ponts. En après monseigneur Pierre d'Orge-mont evesque de Paris a offert à donner du sien pour ledict ouvrage trente francs. Puis ont esté appelez aucuns des advocats de ceans demourans de lez le petit pont, qui ont esté admonestez par la cour de y ayder, & de exorter les autres advocats & compagnons de ceans de y ayder, qui ont respondu que volontiers le feroient, & tant que l'en s'en devoit tenir pour contens. Outre a esté ordonné que Gautier de Blandeque huissier ceans, & commis à recevoir quarante mil francs octroyez au roy par les marchands frequentans la marchandise de sel ez parties de Languedoil, suricelle marchandise bailleroit audict ouvrage six-vingts francs, qu'il se dict avoir de reste de ladite recepte, reaument & de fait; & quant au surplus demourra la chambre des comptes, à qui appartient de voir & pourvoir au domaine du roy nostre sire, auquel appartient la charge de la construction & reparation desd. ponts, comme dict est, chargée de adviser & pourvoir à l'accomplissement de l'ouvrage desdicts ponts.

Retour du roy à Paris.

AN. 1410.

DU Mardy XVI. jour de Septembre M. CCCC. X. Ce jour, pour ce que le roy nostre sire, accompagné de moult de princes, barons & chevaliers, & grand nombre de gens d'armes, estoit venu loger au palais, & pour les gens d'armes estoient prins les hostels, tant de la cité, que du cloistre de Paris & par tout outre les ponts par devers la place Maubert sans distinction, hors les seigneurs de ceans, pour lesquels a esté ordonné, comme a dict en la chambre le prevost de Paris, que en leurs hostels l'en ne se logera pas; & que en tel cas adventure seroit que les chambellans du roy nostre sire ne prinssent les tournelles de ceans, ezechelles

a procez sans nombre, qui seroient en aventure d'estre embrouilleez, fouilleez & adirez & perdus, qui seroit dommage inestimable à tous de quelque estat que ce soit de ce royaume; j'ai faict murer l'huis de ma tournelle, affin que l'en n'y entre; car *in armis vix potest vigere ratio.*

Le duc de Berry se plaint qu'on dit de lui qu'il hait les habitans de Paris.

DU Mardy XVIII. jour d'Aoust M. CCCC. XI. Ce jour la cour a faict lire certaines lettres hier ceans envoyées closes de par monseigneur le duc de Berry, sur ce que aucuns publicioient à Paris, comme avoit ledict de Berry entendu, qu'il hayoit les habitans de Paris & leur vouloit mal. Si a mandé la cour les prevost de Paris & des marchands, & a enjoinct que se informent & inquierent de tels mal-parleurs & en facent bonne justice; & se ils ont mestier de la cour, elle s'est offert & offre à eux ayder à faire bonne justice.

Prisonniers livrés aux eschevins & bouchers de Paris.

DU Vendredy XXVIII. jour d'Avril M. CCCC. XIII. Ce jour, depuis tierce jusqu'à vespres se sont assemblez, comme l'en dict, au mandement des eschevins & quarteniers de Paris, grand nombre des gens d'armes des habitans de Paris, & sont allez en la rue S. Anthoine, & se sont tenus & rangez depuis le chastelet de S. Antoine jusques outre Ste. Catherine, attendans responce de monseigneur le dauphin à ce que requeroient lesdicts eschevins, c'est assavoir messire Pierre des Essarts chevalier nagueres prevost de Paris & souverain gouverneur des finances de ce royaume, & que devant tous autres avoir eu autorité ez guerres & besoignes des discors & debats que depuis deux ou trois ans ont esté en ce royaume, & plusieurs autres de l'hostel de monseigneur le dauphin; & tant a esté fait, que ledict des Essarts, qui s'estoit retraict oudict chastelet de S. Anthoine pour sa seureté & eschever fureur du peuple, est demouré prisonnier audict chastelet, comme l'en dict. Et puis ont prins en la chambre & hostel dudit dauphin iceux eschevins & plusieurs des bouchers de Paris, comme l'en dict, le duc de Bar cousin germain du roy, du duc de Bourgongne & de ses freres, neveu du duc

duc de Berry & frere de la royne d'Ar ragon, M. Jehan de Vailly chancelier dudiect dauphin, messire Jacques de la Riviere frere du comte de Dampmartin, Enguerrand de Marcoigner, les enfans du seigneur de Boissay, le fils du sieur de Rambouillet chevaliers & plusieurs autres; & environ cinq ou six heures au soir furent menez par le duc de Bourgogne & lesdicts eschevins & plusieurs autres de Paris en l'hostel dudiect duc de Bourgogne, dict d'Artois, comme prisonniers; & en les menant furent tuez en la rue S. Anthoine desdicts de Paris le canonier du dauphin & l'un des serviteurs du duc d'Orleans, comme l'en disoit.

DU Jedy xi. May m. cccc. xiii. Ce jour ont esté requis à estre arrestez & prins plusieurs nommez en un roolle présenté au conseil du roy, comme l'en dict, par le prevost des marchands & eschevins de Paris, entre lesquels sont nommez M. Jehan d'Arconnal confesseur de monseigneur le dauphin, le seigneur de Boissay, le seigneur de Rambouillet, le maistre de la chambre aux deniers du roy, l'argentier du roy, le tresorier de la royne, plusieurs notaires & secretares du roy, plusieurs autres gentils-hommes, officiers & bourgeois de Paris. Et à occasion de ce incontinent furent closes toutes les portes de Paris & tenuës closes, sans iſſir ne entrer sans congié.

DU Lundy xxii. jour de May m. cccc. xiii. Ce jour les prevost des marchands & eschevins de Paris & plusieurs autres bourgeois & habitans de Paris en grand nombre, armez, & avecq eux messire Helion de Jaceville chevalier, capitaine depuis un pou de Paris, ont esté à S. Pol devers le roy & monseigneur le dauphin, messeigneurs les ducs de Berry oncle, & de Bourgogne cousin germain, & après une collation faicte par M. Eustache de Pavilly maistre en theologie de l'ordre de N. D. du Carme, tendant à fin d'oster les bons des mauvais, & narré les grands inconveniens qui ont esté dez long-temps en ce royaume, ont requis que l'en leur baillast plusieurs seigneurs & dames & autres serviteurs, tant de l'hostel du roy, que de la royne, & aussi de mondict seigneur le dauphin, & ont persisté longuement, comme m'a esté relaté, en cette instance & requeste, comme depuis unze ou

Tome II. Part. II.

douze heures jusqu'à trois heures après midy, & tant qu'ils ont prins & emmené plusieurs prisonniers au Louvre: c'est assavoir messire Louis duc en Baviere frere de la royne, lequel devoit demain espouser la sœur du comte d'Alençon veuve de messire Pierre de Navarre, qui estoit frere du roy de Navarre, cousine germaine du roy, & en la consiergerie de ce palais messire Renault d'Angennes chambellan de mondict seigneur le dauphin & son gouverneur dez passé a cinq ou six ans, messire Charles de Villiers chevalier maistre d'hostel de la royne, messire Jehan de Nyelles chevalier & chancelier dudiect dauphin & de la royne, & qui avoit eu grand autorité ez cours desdicts seigneurs depuis quatre ans, & qui de homme & estat de pratique & de conseiller dudiect duc de Bourgogne estoit venu auxdicts estats, Jehan de Nantouillet & plusieurs autres. Et aussi en icelle consiergerie avoient esté amenez prisonniers la dame de Montauban nommée Bonne d'Armignac cousine de la royne & sa chanceliere, & femme du seigneur de Montauban, la dame de Chasteaux, la dame de Romans, la dame de Quesnoy, la dame d'Anclus, Isabelle des Barres, & plusieurs autres femmes de l'hostel de la royne & de madame la dauphine, comme l'en dict.

Pierre des Essarts prevost de Paris trainé & decapité.

DU Samedy i. jour de Juillet m. cccc. xiii. Ce jour à environ xii. heures à midy messire Pierre des Essarts chevalier, nagueres prevost de Paris, souverain maistre des finances du roy nostre sire & souverain maistre des eaux & forests & grand bouteiller de France, & qui puis trois ans en ça avoit eu la plus grande autorité devers le roy nostre sire, messeigneurs le dauphin & le duc de Bourgogne & la bonne ville de Paris, ez armées faictes pour cause des discors d'entre nos seigneurs de France, a esté mené depuis le palais royal, où il avoit esté prisonnier par aucun temps puis environ le Paquerel jusques à present en la grosse tour, sur une claye attachée à la queue d'une charette jusques devant l'hostel de la Coquille en la grand rue S. Denis, & de là mis en ladicte charette & mené ez halles de Paris en grand compagnie, tant de cheval, que de pied; & esdictes halles a esté decapité par la sentence ou condamnation de certains commissaires ordonnez

Aaaa ij

AN. 1413.

& deputez à connoître dudit des Esarts, & d'autres qui avoient esté prins avecq luy à Paris.

Ambassades pour la paix des princes.

DU Jeudy XIII. jour de Juillet M. cccc. XIII. Ce jour furent les trois chambres ceans assemblées, pour conseiller sur une cedulle envoyée cediect jour à la cour par monseigneur le chancelier, dans laquelle est contenu le rapport faict par les ambaxadeurs du roy envoyez à Yvry devers les messages du roy de Sicille, de messeigneurs de Berry, de Bourgogne, d'Orleans & d'Alençon, & depuis envoyez à Verneuil devers ledict roy de Sicille, lesdicts seigneurs d'Orleans & d'Alençon, & aussi devers le duc de Bourbon, &c. Sur quoy la cour conseille au roy qu'il die auxdicts de Bourgogne & de Berry, que pour le bien du royaume leur plaist eux assembler avecq lesdicts seigneurs de par delà, & de ce leur supplie icelle cour.

Plaintes des Armagnacs.

DU Mercredi II. jour d'Aoust M. cccc. XIII. Ce jour furent les trois chambres assemblées, pour conseiller sur certaine cedulle articulée contenant certaines choses qu'offrent pour venir à paix les seigneurs du sang royal, c'est assavoir les roy Louis de Sicille, ducs de Bourbon, d'Orleans, le comte d'Alençon & autres; pour lesquelles choses offrir ont envoyé, comme l'en dict, leurs ambaxadeurs especiaux à Pontoise devers les ducs de Berry & de Bourgogne & plusieurs des bourgeois de Paris & du conseil du roy, qui là estoient pour le roy aller pour traicter de ladicte paix: lesdicts roy Louis, Orleans & autres, ou plusieurs d'eux, estant à Vernon sur Seine. Et dict l'en que Vendredy dernier passé audit Pontoise fut proposé par lesdicts seigneurs de Sicille, de Bourbon & autres le contenu en ladicte cedulle; laquelle après lesdictes choses rapportées par deçà au roy en son conseil, a esté envoyée ceans, & autant de ladicte cedulle, tant en l'université, que au chapitre de Paris, à la chambre des comptes & au prevost des marchands; & depuis autant d'icelle cedulle a esté communiqué, comme l'en dict, par les quartiers de Paris, pour sur ce dire leur avis & le rapporter au roy en son conseil. La cedulle rapportée au long dans le registre, contient plusieurs

plaintes, entr'autres de la prison du duc de Bar, &c. & du peu de liberté qu'on laisse au duc de Guienne, à qui il n'est pas permis de sortir de son hostel ou au moins hors de la ville de Paris, & à qui nul n'ose parler, sinon ceux qui le gardent, &c. Et à la suite de ladicte cedulle est un projet de traité dressé à Pontoise, &c. Sur laquelle cedulle a esté dict & advisé par la cour qu'elle est bonne, sainte, juste & necessaire, & doit l'en conseiller au roy qu'il la reçoive.

DU Jeudy III. Aoust M. cccc. XIII. Ce jour furent au conseil messire Henri de Marle, messire Simon de Nanterre, messire Pierre le Febvre presidens, M. Guillaume de Saux, M. Guillaume de Villiers, M. Jehan de S. Verain conseillers, M. Philippes de Boisgillouft, M. Mil. d'Angueul *magistri compotorum*, M. Mathieu de Lignieres, &c. Cediect jour n'a esté plaidoyé, mais conseillé sur ce que combien que l'en eust ordonné au conseil, comme l'en dict, que aujourd'huy l'en fist la réponse sur la cedulle dont mention est faicte du deuxieme de ce mois, par ceux à qui avoit esté baillé ladicte cedulle, pour sur ce que dict est respondre au roy; neantmoins aucuns avoient faict devers le roy tant, que ceans avoit esté mandé, & en l'université, & ailleurs, que la journée estoit prorogée jusques à Samedy prochain pour faire ladicte réponse, ou très-grand peril du traité de la paix dessusdicte estre rompue; car les ambaxadeurs desdicts seigneurs de par delà attendoient la réponse à Beaumont, & estoient Anglois à foison & en grand nombre gens de compagnie environ la riviere de Loyre, & par deçà icelle riviere du costé des autres, comme l'en dist, pourquoy a esté conseillé se l'on delayeroit ou non. Sur quoy a esté conseillé & dict que l'on ne delayera point outre ce jour, mais demain ira la cour avecq l'université, se elle y veult aller, ou sans elle, se elle n'y veult aller, requérir que l'on oye les réponses sur ladicte cedulle, & l'avis de ceux qui de ce estoient chargez, attendu l'imminent peril. Depuis ce dict, environ vespres, à la requeste de M. Jehan le Bugle procureur de la ville de Paris & de plusieurs autres manans & bourgeois de Paris, le premier president & plusieurs autres des seigneurs de ceans sont allez devers le roy, requérir que demain se rendist la réponse de ladicte cedulle audit seigneur; qui a esté octroyé.

JUSTIFICATIVES.

357

*Le roy prie de donner la paix aux
Armagnacs.*

dicté cedulle, & de la ville de Paris,
qui estoit pareille.

AN 1413.

DU Vendredy iv. Aoust m. cccc. xiii. Ce jour furent au conseil en la chambre tous les presidens & les trois chambres, & fut appointié que l'université, la cour, la chambre des comptes & le chapitre de Paris iroient ensemble à S. Pol au roy, pour dire la deliberation dont dessus est mention faicte, & ainsi y a esté faict. Et environ dix-heures en l'hostel dudit S. Pol, le roy estant en la grand court de fondict hostel par devers l'eglise de S. Pol à une fenestre, après monseigneur le dauphin à une autre, & le duc de Berry à la tierce, contiguës l'une à l'autre, M. Urfin de Tarenvede maistre en theologie, pour introduire la deliberation de l'université à ladicte cedulle, qui *tandem* conclut afin d'avoir paix, a prins pour theme: *Rogate quæ ad pacem sunt*; puis a recommandé paix par aucuns moyens, sans soy y tenir longuement, puis est venu à la response & deliberation de ladicte université à ladicte cedulle, qui est qu'elle est bonne, juste & sainte, & doit estre executée, & de la maniere de l'exécution se rapporte au roy. Puis ont supplié que l'en delivre le duc de Bar prisonnier au Louvre, & tous les autres prisonniers qui estoient au palais. Et incontinent après affluerent à S. Pol & par toute la ville de Paris pour venir à S. Pol au roy, gens d'armes sans nombre, tant à pied que à cheval, en moult bel arroy, des bourgeois & habitans de Paris, pour requerir paix & recuser & refuser guerre, en consentant la cedulle dessusdicté faicte par lesdits seigneurs de par delà. Et lors monta monseigneur le dauphin à cheval, accompagné des ducs de Berry & de Bourgogne, qui paravant estoit allé à S. Germain l'Auxerrois, ou cloistre de quelle eglise avoit, comme l'en diët, bien de deux à trois mille hommes d'armes de Paris, pour les appaiser & desmouvoir à oster sedition, qu'ils ne vinsent à S. Pol, comme l'en diët. Et vindrent lesdits seigneurs au Louvre, où estoit prisonnier le duc de Bar, & à la tour de lez le Louvre par devers Paris, où estoit messire Louis duc en Baviere frere de la royne, & au palais où estoient prisonniers le sire de Boissay & plusieurs autres, & les delivra de prison. Et *interim* fut publiée la deliberation de la cour de ceans, de la chambre des comptes & du chapitre & de l'evesque de Paris sur la-

DU Lundy vii. Aoust m. cccc. xiii. Ce jour sont venus en la cour M. Jehan Juvenel advocat du roy, Jehan le Bugle procureur de la ville de Paris, Guillaume Cirassé eschevin de Paris, & aucuns bourgeois, qui ont requis que combien il soit besoing que la cour entende à entretenir la paix commencée, & affin d'obvier à plusieurs entreprises & empeschemens que plusieurs perturbateurs de la paix se pourroient efforcier de faire, se remede n'y estoit mis par bon advis & conseil de la cour & d'autre, que la cour fust de plaider jusques à ce que les choses fussent en plus grande seurété; ce qui a esté octroyé.

*Les princes se presentent au roy, & jurent
la paix.*

DU Samedy deuxième jour de Septembre m. cccc. xiii. Ce jour se leva avant l'heure la cour, & d'icelle plusieurs des seigneurs allerent au mandement du roy au grand conseil, qui se tint en la chambre vert en ce palais, où furent presens le roy nostre sire, le roy Louis de Sicille son cousin germain, le duc de Guyenne & dauphin aîné fils du roy, les ducs de Berry & d'Orleans, les comte d'Alençon, duc de Bourbon, comte de Vertus, comte d'Eu, duc de Bar, messire Louis duc en Baviere, le comte de Vendosme, le comte de Tancarville, le grand maistre de Rhodes, & plusieurs autres barons, seigneurs, chevalliers & escuiers, le recteur & plusieurs maistres de l'université, les prevost des marchands & eschevins de Paris, & plusieurs prelats; & après ce que le roy Louis eut très-bien & compendieusement recité le faict pourquoy l'avoit mandé le le roy & aussi Orleans, Alençon, Bourbon, Vertus, Eu & autres dez Avril, & les empeschemens qui depuis estoient survenus par le faict de gens de petit estat & de petite condition demourans pour lors à Paris, & la cedulle dont le deuxième d'Aoust est faicte mention, considéré & comment eux estoient venus en eux offrant au bien du roy & son honneur & le profit de son royaume, & soy excusans de ce que n'estoient plustost venus, le roy leur fit jurer & à leurs officiers sur les evangiles & la vraye croix la paix & la entretenir, par forme d'une cedulle dont la forme ensuit: VOUS PRO.

Aaaa iij

AN. 1413.

METTEZ & jurez sur les saints evangelies de Dieu, sur la vraye croix & en parole de roy (si roy est) en parole de prince, & en tant que vous vous pouvez mesfaire envers le roy, & que vous aimez vôtre honneur & estat, que vous estes & ferez dorenavant à tousjours bons & vrais parens & amis avec mes autres seigneurs du sang royal, c'est assavoir le roy de Sicille, messeigneurs de Guyenne, de Berry & de Bourgongne, d'Orleans, de Bourbon, d'Alençon, de Vertus, de Bar; & qu'il y aura, en tant que voustouche, sans aucune fraude ou malengin, bonne paix, amour & union entre vous & eux; & chacun en baillera lettres quand requis en sera.

Et les officiers jurerent d'entretenir & garder lad. paix & empêcher la guerre.

Lit de justice pour annuler les edits faits contre les Armagnacs.

DU Mardy v. jour de Septembre M. cccc. xiii. Ce jour le roy nostre sire, presens messeigneurs de son sang, c'est assavoir le roy de Sicille, les ducs de Guyenne aîné fils du roy, de Berry son oncle, d'Orleans son neveu & naguères mari de la feuë royne d'Angleterre fille du roy, de Bourbon, les comtes d'Alençon, de Vertus, d'Eu, le duc de Bar, les comtes de Vendosme, de Marle, de Tancarville, & plusieurs autres barons, chevalliers, escuyers, & autres seigneurs, les archevêques de Sens, de Bourges, l'evêque de Noyon, les conseillers du roy, tant de son grand conseil que du parlement, le recteur & plusieurs maîtres de l'université, le prevost des marchands & les eschevins, & plusieurs bourgeois de Paris à grand foison de peuple, tint son liêt de justice en sa chambre de parlement; & par la bouche de son chancelier cassa, revoqua, annulla, abolit & mit du tout au neant certaines lettres appellées *Edicts*, signées par M. Guillaume Barrault lors secretaire du roy, qui s'estoit absenté, par lesquelles le roy avoit ordonné par lesdictes lettres, qui avoient esté subrepticement & obrepticement empétrées & non deuëment en conseil, & le roy inadverty, que tous offices, maladeries, administrations ou capitaineries, qui avoient esté données durant les broillis que puis trois ans ont esté en ce royaume, que paravant tenoient ceux qui estoient avecq le duc d'Orleans, ou qui luy avoient esté favorables, confortans ou aydans, ou

s'estoient absenté, à aucuns, leur demourassent, nonobstant oppositions ou appellations; & aussi cassa & annulla, abolit, revoqua & du tout mit au neant & comme nulles declara certaines escriptures, qui par maniere d'ordonnances avoient naguères esté faictes par aucuns commissaires, tant chevalliers qu'estrangers, confessor & aumosnier du roy & deux des conseillers de ceans, ou pourchas d'aucuns de l'université & de la ville de Paris, & lesquelles par grande impression, tant de gens d'armes de cette ville que autrement, avoient esté publiées en May dernier & leuës en ladicte chambre, le roy aussi tenant son liêt de justice. Et parce que par ledict chancelier fut proposé que sans auctorité deuë & forme non gardée, sans les adviser & lire au roy ne en son conseil, ne estre advisées par la cour de parlement, ains soudainement & hastivement avoient esté publiées, & paravant tenues closes & scellées, & que encore y avoit une close à la fin par laquelle les commissaires dessusdicts se retenoient d'y pouvoir adjouster à leur avis, & si y estoit bleeie & diminuée l'auctorité du roy & limitée, & le gouvernement de son hostel, de la royne & dudit duc de Guyenne; me furent baillées, & si y estoient lettres que ordonnances, pour les desirer en la presence du roy, & les desiray. Et avecq ce furent cassées, &c. par la maniere dessusdicté certaines lettres appellées *Edict* signées par ledict Barreau, par lesquelles le roy vouloit ou avoit voulu, mesme par l'accord passé à Auxerre, entre le duc de Bourgongne d'une part, & d'Orleans & autres, que tous les heritages, chasteaux, maisons, fiefs, rentes, &c. que tenoient ceux qui tenoient ou avoient tenu le parti dud. duc d'Orleans, ou qui l'avoient favorisé, ou soi absenté de Paris, mesme pour la tuition & salvation de leurs corps, qui avoient esté vendus, transportez ou baillez à aucuns pour recompense de services ou autrement, leur demourassent, nonobstant oppositions, appellations, main-mises, arrests, sentences, ou jugemens quelconques, que le roy mettoit au neant. Et pour ce qu'elles n'avoient oncques esté passées en grand conseil, comme mesme le disoit le chancelier qui pour lors estoit, & que de soy estoient si iniques qu'il apparoit, furent par signe desirées par les dessusdicts, parce que l'en n'avoit pas l'original. Puis fit le roy publier & defendre que nul ne injuriaist le duc d'Orleans ne aucuns

aucuns de son costé, par especial de son sang, car il les tenoit bons & loyaux, & que l'en ne injuriait nuls de leurs gens. Aussi fit-il publier que le duc de Bar & Louis duc en Baviere frere de la royne & plusieurs autres chevaliers & gentils-hommes & autres, qui avoient esté les aucuns emprisonnez, les autres bannis, estoient bons & loyaux, & les tenoit pour innocens.

Prevost de Paris.

DU Vendredy xxii. Septembre M. cccc. xiii. Ce jour a esté M. André Marchand conseiller du roy ceans lay, receu prevost de Paris par vertu de l'eslection faicte de lui au grand conseil, comme l'en dict; & pour le bien de sa personne l'ont les conseillers de ceans, autant que besoing en seroit, esleu, en ensuivant les ordonnances royaux.

Le chancelier & le parlement vont par la ville montés & armés.

1414.

DU Vendredy ix. Febvrier M. cccc. xiii. Ce jour sont venus en la cour le seigneur de Torcy & messire Colart de Colleville chevalier, & ont dict de par le roy & nosseigneurs de France & le conseil, que Dimanche après dîner les presidens & seigneurs de ceans, notaires du roy & secretaires, advocats & procureurs aussi de ceans, fussent avecq le chancellier montez & armez honnestement & suffisamment, pour accompagner ledict chancellier, & aller par la ville de Paris, & la tenir en seureté, & monstrier exemple de diligence pour garder la ville. Et pour ce qu'il fut question si ledict chancellier leveroit ou porteroit estandard par la ville, a esté dict, advisé & conseillé que non.

Alarme donnée à Paris par le duc de Bourgogne.

DU Samedy x. jour de Febvrier. Ce jour s'est levée la cour environ entre huit & neuf heures, & partie de ceans, pour ce que le duc de Bourgogne qui estoit venu puis un po à saint Denis à grand effort de gens d'armes, estoit venu à tous les gens d'armes devant Paris, & estoit arrivé entre Chaluaut & Mont-marre comme en bataille, & disoit l'en que les coureux de son ost avoient couru jusques au marché aux pourceaux, nonobstant les deffenses à lui par plu-

sieurs fois faictes de par le roy qu'il ne venist à gens d'armes, dont la ville a esté toute estonnée.

AN. 1454.

L'apologie du duc de Bourgogne brûlée au parvis Nostre Dame.

DU Dimanche xxv. jour de Febvrier. Ou parvis de N. D. de Paris, presens l'evesque de Paris, l'université, le chancellier de ladicte eglise, & moult grand nombre de peuple, fut ars le propos faict ores à cinq ans ou six à l'hostel saint Pol devant le roy nostre sire à Paris, par M. Jehan Petit docteur en theologie, de la nation de Normandie, sur la justification du duc de Bourgogne sus le meurtre faict en la personne du feu duc d'Orleans frere germain du roy nostredit seigneur, & aussi furent ars pareillement les principaux propos qui furent trouvez en executant certaine sentence jugée par plusieurs intervalles de temps & diverses sessions faictes en la salle dudit evesque, comme l'en disoit, par les maistres de la faculté de theologie de ladicte université. Et l'inquisiteur a prononcé Vendredy dernier passé en ladicte salle pour plusieurs erreurs & pointes touchant la foy trouvez ezdicts propos.

Coqueluche.

LE Lundy v. Mars n'a point esté plaidoyé, ne n'avoit aucun advocat ne procureur ne partie, ou moult po par le palais, pour une moult grieve maladie qui generaument couroit par Paris, par laquelle la teste & tous les membres doloient, & souffroit l'en moult fort reume; & entre les autres moy mesme ne dormis de toute cette nuit, & ne me puis soustenir de la douleur de la teste, des reins & des costez, du ventre, des braz, espaules & jambes; & me greve sans mesure la secheresse qui est, qui par especial est ennemie à ma complexion en quelque saison que ce soit. Si m'en voys à mon hostel.

Les deputés du parlement vont au-devant des ambassadeurs d'Angleterre.

DU Mercredy viii. jour d'Aoust M. cccc. xiv. Ce jour a esté ordonné à l'instigation & requeste de monseigneur le duc de Berry, que seize des seigneurs de ceans iroient à cheval avecq aucuns prelatz, à landevant des messagers d'An-

AN. 1414.

gleterre, qui viennent en compagnie de cinq cens hommes, ou a deux evesques & le comte Salsberich & plusieurs autres jusques audict nombre d'Anglois, jusques à la chapelle de saint Denis, & seize autres desdicts seigneurs demourront avecq ledict de Berry & avecq autres prelates en la salle dessus Seine en ce palais, pour faire l'honneur auxdicts Anglois, qui viennent pour le mariage du roy d'Angleterre à la fille du roy.

Contenta his metris omnia habebantur his diebus M. cccc. xv. in hoc regno:

AN. 1415.

Chief essoigné de piteuse avanture,
Jeune regent plein de sa volonté,
Sang si divis l'un de l'autre nature,
Conseil suspect de partialité,
Peuple destruit par prodigalité,
Feront encor tant de gens mandier,
Qu'à un chacun faudra faire mestier.

Noblesse fuit, encontre sa nature.
Le clergé craint & cele verité.
L'humble commun obeît & endure
Feints protecteurs luy faire adversité.
Mais trop souffrir induit nécessité,
Dont adviendra, que ja veoir ne quier,
Qu'à un chacun faudra faire mestier,

Foible ennemy en grand desconfiture,
Victorien & pou debilité,
Provision verbal, qui petit dure,
Dont nulle riens n'en est executé.
Regne, des tiens mesme persecuté,
Ta fin fera & ton estat dernier,
Qu'à un chacun faudra faire mestier.

Alarme à Paris.

DU Jeudy v. Decembre M. cccc. xv. Ce jour furent mandez les gens du roy ou chastellet pour prenre garde à la feurté de la ville de Paris, à occasion de ce que l'en disoit & fesoient plusieurs aval Paris, que la nuit derraine passée l'en devoit crier par Paris à l'aide du roy & du dauphin & du duc de Bourgogne, & qui sailliroit hors à ce cry, l'en le tueroit, qui estoit perilleuse chose & controuvée.

Le duc de Bourgogne à Lagny.

DU Mercredy xi. jour de Decembre M. cccc. xv. Ce jour survindrent en la chambre les chanceliers de France, du dauphin, de la roïne, le prevost de Paris, le capitaine de Paris &

plusieurs autres, tant chevaliers que autres du grand conseil, & appellées les chambres, fu conseillé & advisé sur ce que contre la volonté du roy & de monseigneur le dauphin, comme l'en disoit, venoit & s'approchoit de Paris à moult grant compagnie de gens d'armes, tant de Savoie, de Lorraine, d'Allemagne, comme d'autres estrangers, qui gastoient & destruisoient le pays de la riviere de Seine & de Marne, le duc de Bourgogne. Et combien que appointié eust esté qu'il pourroit venir à Meaux ledict de Bourgogne, pour parler aux seigneurs ordonnez pour le roy, sans grant foison de gens d'armes, toute voye s'efforçoit de venir à Paris, car desja estoit à Laigny sur Marne, & ses gens d'armes par tout le pays. Item aussi fu advisé sur la feurté de la ville de Paris, car il y avoit grant murmure de sedition, & par especial avoit esté prins la nuit derreniere un patissier demourant devant la boucherie de Paris, que l'en disoit estre interrogué & convaincu d'avoir fait lettres & envoyées jusques à Braye-comte Robert par un enfant de dix à douze ans, qui portoient ou contenoient que monseigneur de Bourgogne se hastast de venir, & qu'ils estoient plus de cinq mille à Paris tous prests à le recevoir, & ly ouvrir la porte de Montmartre ou de saint Honoré.

Mort & portrait de Louis fils aîné de Charles VI.

DU Mercredy xviii. jour de Decembre M. cccc. xv. Ce jour monseigneur Loys de France aîné fils du roy nostre sire, dauphin de Viennois & duc de Guyenne, mouru, de l'aage de vingrans ou environ, bel de visage, souffilamment grand & gros de corps, pesant & tardif & po agile, volontaire & moult curieux à magnificence d'habits & joyaux *circa cultum sui corporis* desirant grandeur d'honneur de par dehors, grand despensier à ornemens de sa chapelle privée, à avoir images grosses & grandes d'or & d'argent, qui moult grand plaisir avoit à sons d'orgues, lesquels entre les autres oblectations mondaines hantait diligemment; si avoit-il musiciens de bouche ou de voix, & pour ce avoit chapelle de grand nombre de jeunes gens, dont en avoit levé puis deux ans fix ou sept des petits enfans de l'Eglise de Paris à une seule fois, & plusieurs de la sainte Chapelle du palais. Et si avoit bon entendement

entendement, tant en Latin, que en François; mais il employoit po; car sa condition estoit à présent d'employer la nuit à veiller & po faire, & le jour à dormir; disnoit à trois ou quatre heures après midy, & soupoit à minuit, & alloit coucher au point du jour ou à soleil levant souvent. Et pour ce estoit aventure qu'il vesquist longuement.

DU Lundy xxi. Ce jour furent faictes les exequs de monseigneur Louis dauphin de Viennois & duc de Guyenne aîné fils du roy, environ dix heures, à N. D. de Paris, moult solempnelles, auxquelles furent presens le duc de Berry oncle du roy, le comte de Pontieu fils du roy, plusieurs prelatz & la cour de parlement; & fut enterré en ladite eglise entre le grand autel & les chaires ou se fient le prestre & diacre à la grande messe.

Revision du proces de Pierre des Essarts.

DU Mercredi xviii. Mars m. cccc. xv. Ce jour furent au conseil les seigneurs presidens, conseillers des trois chambres, & maistres des requestes de l'hostel laiz, pour conseiller & juger les erreurs baillées par la veuve & heritiers de feu messire Pierre des Essarts, qui passé a deux ou trois ans avoit esté par certains commissaires condamné à estre trainé & decapité & pendu, & par cette maniere avoit esté executé.

Punition de Nicole d'Orgemont fils du feu chancelier de ce nom.

DU Jeudy dernier jour d'Avril m. cccc. xvi. Ce jour M. Nicole d'Orgemont fils de feu messire Pierre d'Orgemont chancelier de France jadis, & frere de messire Pierre d'Orgemont nagueres eveque de Paris, qui longuement avoit esté conseiller du roy ceans, & depuis maistre en la chambre des comptes d'icelui seigneur, chanoine de Paris, doyen de Tours, arcediacre d'Amiens, chanoine de S. Germain l'Aucerois à Paris, & de Champeaux en Brie & de Peronne, lequel avoit esté en son temps de moult grande auctorité, & l'un des plus riches clercs de France, comme l'en disoit, lui étant diacre, a esté aujourd'hui amené en l'auditoire du chapitre de Paris, tant par plusieurs des chanoines de Paris, que des gens du roy armez & non armez, de la forteresse de a por-

re S. Anthoine à Paris, où avoit esté mis prisonnier dez le xxi. d'Avril derrenier passé, & le Vendredy après avoit esté mené en un tumbereauz halles de Paris avec Robin de B. lley drappier & bourgeois de Paris, & M. Renault Mailler, qui se disoient clercs, & ledit Renault homme d'eglise & curé, & lesquels deux Robin & Renault, present iceluy d'Orgemont, furent decapitez, & iceluy ramené au chasteiller, son cas public, & au vespre rendu au chapitre de Paris, moy, comme chanoine de Paris, present, puis remené, comme en prison empruntée, en lad. forteresse, & present moult grant peuple a esté rez en estat de diacre, puis a esté déclaré estre atteint & convaincu de crime de leze majesté, & a esté privé de tous offices & benefices ecclesiastiques, & condamné à chartre perpetuelle à pain de douleur & eau d'angoisse, à tenir prison ecclesiastique au bon plaisir du roy & de l'eglise ou chapitre de Paris, & que publiquement le chapitre present ou parvis de N. D. ledit d'Orgemont present en eschaffaux seroit preschié pour exemple; & ainsi fut fait, les rues d'environ N. D. & le parvis & grande partie de l'eglise routes pleines de peuple, tant à cheval que à pied, armez & non armez; lequel paravant, par le conseil du roy, avoit esté pour le delict commun condempné en quatre vingts mil escus d'amende envers le roy, & privé de tous offices royaux obtenus & à obtenir, considéré la confession dudit d'Orgemont faite, comme l'en dist, presens les roy de Sicille & duc de Berry, volontairement; & aussi quant à la sentence dudit chapitre, veüe & considérée la confession simplement, franchement & volontairement faite en la presence de huit ou dix des seigneurs dud. chapitre commis à faire le proces d'iceluy Orgemont, presens plusieurs des officiers & conseillers du roy nostre sire. Toutes lesquelles choses sont merveilleuses, considéré l'auctorité que *nudiùs tertius* avant sa confession avoit icelui Orgemont.

Conspiration contre le roy descoverte.

DU Vendredy viii. May. Ce jour ont esté ostées les chaines attachées ez rues de Paris de par le roy, à foison de gens d'armes, à l'occasion d'une grande confusion & conspiration proposée & faite par plusieurs de Paris, comme l'en dist, dez avant Pasques, & par especial la semaine peneuse, & qu'en

Bbbb

AN. 1416.

devoit executer contre l'honneur du roy & ou peril de son sanc, & plusieurs des principaux officiers royaux, chancelier & autres, le jour de Pasques à deux heures après minuit; laquelle conjuration a esté ledict jour saint de Pasques detegée & descouverte d'avanture.

Les Bourguignons aux portes de Paris.

DU Jeudy xiii. jour d'Aoust M. cccc. xvi. Ce jour ne fut point plaidoyé, pour ce que la cour & advocats & procureurs & les habitans de Paris furent moult troublez & esmus, de ce que grand nombre des gens d'armes du duc de Bourgogne, bannis & autres, voyans que le connestable & gens d'armes estoient allez contre les Anglois à Harefleu, que lesdicts Anglois occupoient, & ailleurs, estoient venus soudainement du pays de Tierache & devers Reims & de Picardie de nuit aux portes de Paris, pour entrer dedans & de commouvoir la ville, comme *alias* avoient essayé. Et pour ce qu'ils trouverent les portes closes, pillerent & roberent le plat pays puis la porte S. Denis jusques à Domp Martin & Beaumont sur Oyse, & se retrahirent, comme l'en dict, audict Beaumont, & prindrent le chastel & tuerent grand nombre d'hommes & femmes, & puis s'en allerent par le pont.

Advisé de faire valoir contre eux la bulle d'Urbain contre les routiers & pillars.

DU Lundy xvii. Ce jour en la cour, où estoient deux presidens, l'evesque de Lisieux, le chancelier de la royne, messire B. d'Angennes, messire Jehan Juvenel, & autres conseillers au nombre de quatorze, sont venus l'arcevesque de Bourges, le recteur de l'université, trois maistres en theologie & trois en decret, M. Pierre de l'Esclat, G. Chantepreme, Ph. de Corbie, Arnault de Marle, maistres des requestes de l'hostel, M. R. de Tuilleries, le procureur du roy & plusieurs autres, tant de l'université que du conseil du roy, pour conseiller la provision à faire contre ces pillards & bannis qui courent par le royaume, pillans & murtrissans toutes manieres de gens; & a esté advisé & mise en termes la bulle du pape Urbain, qu'il donna contre les gens de compaignie qui pour lors semblablement pilloient le royaume.

Arrest contre la doctrine du tyrannicide.

DU Mercredy xvi. Septembre M. cccc. xvi. En conseillant sur ladicte requête de l'université; tout considéré, il sera dict que la cour deffend de par le roy, sur peine de corps & de biens, & sur quanque un chacun se puet mesfaire envers le roy, que aucuns de quelque estat ou condition qu'il soit dorenavant ne die, publie, afferme ou enseigne en la seigneurie du roy, qu'il soit loisible à quelque vassal ou subiect ou autre, occire aucun par aguet, blandices ou deceptions, sans attendre sentence ou commandement de juge competent. Et deffend la cour sur ledictes peines que dorenavant aucun n'elcrive, copie ne exemplifie, tienne ne fasse escrire, copier, exemplifier, ne tenir devers soy aucunes telles escriptures, quayers ou copies appellées comme dessus. En outre commande la cour sur ledictes peines, que quiconque aura aucun tel ou tels quayers, copies ou escriptures appellées comme dessus, il les apporte par devers la justice du roy incontinent & sans delay après la publication de cette ordonnance; pour envoyer devers la cour & en faire ce qu'il appartiendra. Et encore commande au procureur du roy, que s'il treuve aucuns faisans le contraire, qu'il les fasse punir ainsi qu'il appartiendra. Et outre ordonne que ces choses seront publiées ou chastellet de Paris & ez lieux principaux des baillies, seneschaulsées, prevôchez & autres lieux royaux, afin que aucun n'en puisse pretendre ignorance. Item a esté deliberé que ladicte ordonnance sera publiée & prononcée par le president aux premiers arrests.

Ambassade au dauphin, pour le prier de s'approcher de Paris, &c.

DU Jeudy xiv. Janvier M. cccc. xvi. La cour a commis maistres Jacques du Gard & O. Gencian, pour aller à Compiegne devers monseigneur le dauphin avecq les ambassadeurs de l'université de Paris & de la ville de Paris; & les a chargiez la cour de supplier audict seigneur de pourveoir à la guerre que font en ce royaume les Anglois, & aussi à ce que les pillards qu'en plusieurs lieux de ce royaume se tiennent, soient boutez hors, & aussi que il lui plaist adviser de approcher Paris, se bon lui semble; & de lui monstrier le profit & necessité qui en peut avenir.

Assemblées

Assemblée pour adviser aux moyens d'apaiser le duc de Bourgogne.

DU Vendredy xxviii. May m. cccc. xvii. Ce jour après dîner furent en la chambre du parlement plusieurs des seigneurs des trois chambres, c'est assavoir M. Robert Mauger &c. pour adviser à l'apaisement du duc de Bourgogne, que l'en dict qui se met sus à tout sa puissance, pour venir par deça contre la volonté du roy ou de son conseil, ou de plusieurs d'iceluy conseil, & à sçavoir se la cour, de la licence du roy ou autrement, lui escriroit, afin d'obvier à la destruction & desolation du royaume, sur quoy n'a pas esté conclut. Et à demain.

Lettres écrites au duc de Bourgogne.

DU Samedy xxix. May m. cccc. xvii. *vigilia festi Pentecostes.* Ce jour la cour n'a point esté au chastellet *juxta morem solitum*, mais ont esté ceans veuës aucunes requestes d'aucuns prisonniers, & ce fait, ont esté les seigneurs des trois chambres en grant nombre, & aussi les advocats & procureur du roy assemblez, & a esté conclut estre faictes certaines lettres closes bien exhortatives au fait de paix adressans audict duc de Bourgogne, afin qu'il voulsist envoyer pardeça ou en aucune bonne ville, comme Noyon, Compiègne, Senlis ou Meaux, aucuns de ses gens pour entendre audict fait & bien de paix & traictié, & desdictes lettres faire a esté chargé M. N. de Baye conseiller ceans & nagueres greffier.

Arrest contre les lettres seditieuses du duc de Bourgogne.

DU Mercredy xxi. Juillet m. cccc. xvii. Sur certaines requestes & conclusions faictes en la cour par le procureur du roy le xvi. jour de ce mois à cause & pour occasion de certaines lettres envoyées par le duc de Bourgogne en plusieurs villes & citez de ce royaume, il sera dict que la cour declare que lesdictes lettres sont mauvaises, seditieuses, scandaleuses & offensives de la majesté royal; & ordonne ladicte cour que lesdictes lettres, comme telles que dict est, seront deschirées en la cour de ceans, & avec ce seront deschirées, rompuës & arses publiquement en la ville de Paris & ez autres villes, citez & lieux de

Tome II. Part. II.

ce royaume où elles ont esté envoyées, & ezdictes villes & lieux, & par tous les bailliages, seneschauccées, prevostez & jugeries royaux de ce royaume sera faict commandement & publié à son de trompe, que quiconque aura la copie ou double d'icelles lettres, il l'apporte ou envoie tantost & sans delay après ladicte publication, sur peine de cent marcs d'argent, & de quanque ils se peuvent mesfaire envers le roy & sadiete cour, par devers les juges & justices des lieux, pour les envoyer par devers ladicte cour & en faire ce qu'il appartiendra, & sur la peine dessusdictes la cour defend que nul ne reçoive ou recelle deormais lettres pareilles. Et a ordonné la cour que ce soit prononcé ez premiers arrests qui seront pronunciez.

Serment de fidelité presté au roy par la cour de parlement.

DU Jeudy v. jour d'Aoust m. cccc. xvii. Ce jour furent apportées & présentées à la cour certaines lettres royaux ou ordonnances adressans aux connestable, chancelier, à ladicte cour & à tous justiciers & officiers, données le xv. jour de ce mois, contenant icelles lettres la forme & teneur du serment sur fidelité & loyauté que le roy vouloit & avoir ordonné estre fait & renouvelé par lesdicts justiciers, officiers & subjets, lesquelles lettres sont enregistrées en ladicte cour au livre des ordonnances, lesquelles lettres furent luës en la chambre de parlement en la présence des presidens & conseillers dudict parlement, des enquestes, comme des requestes du palais, & aussi en la présence des notaires, des huissiers, advocats & procureurs de ladicte cour de parlement; lesquels après la lecture desdictes lettres & ordonnances firent le serment selon la teneur desdictes lettres, tant presidens, comme autres: c'est assavoir
Maistres R. Mauger,
P. le Fevre, &
J. de Vailly, presidens;
Maistres Guillaume de Sens,
J. Garitel,
P. de Oger,
J. de Vitry,
G. Ponce,
M. Canu,
J. Mangin,
K. Vaudetar,
R. Rabay,
M. du Bosc,

Bbbb ij

AN. 1417.

G. Mauloé,
J. Charton,
G. de Marle,
N. de Baye,
J. de Longueil,
G. Petit-Seyne,
B. Quentin,
G. de Celfoy,
P. Buffiere,
Ph. du Puy,
Th. Thieffart,
G. de Seris,
O. Gencian,
O. Bailler,
J. l'Huillier,
G. de Befze,
J. Romain.

Et de la chambre des enquestes

Maîtres G. de Villiers president,
Adam de Baudribos president,
J. de Nanterre,
G. de Gy,
E. Geoffroy,
J. Tarenne,
N. Potin,
G. Guerin,
Philippe de Ruilly,
Ja. Branlard,
P. Perriere,
P. Jouan,
T. de Vitry,
P. de Villiers,
B. Hamelin,
H. de Dicy,
G. Corin,
G. Laillier,
J. Vivien,
Q. Maslué,
R. Piédefer,
J. Gencian,
E. des Portes,
Ad. de Cambray,
R. Hoel,
G. le Duc,
G. Emery,
J. de S. Romain,
J. Raymon.

Et de la chambre des requestes,

Maîtres J. de Quatremares president,
J. Porcher,
Ph. le Befgue,
P. le Jay,
G. Jarryer.

Les greffiers & notaires dudit parlement;

Maîtres Clement de Fauquembergue,
J. du Bois,
N. de l'Espoisse,
J. Milet,
Ja. Phelippe,
J. Huë,
De Cahours, &
M. Jean Marefcot clerk desdictes re-
questes.

Item les huisfiers dudit parlement, c'est à sçavoir

J. Danvillier alias Cachemarée,
E. de Buymont,
R. de Garges,
Eng. de la Porte,
D. des Guez,
Col. du Ru,
Ja. de Cremery.

Les advocats dudit parlement, c'est à sçavoir

M. Jehan Aguenin procureur du roy,
A. Colin, &
G. le Tur advocats du roy.

Les autres advocats, c'est à sçavoir

Maîtres G. Intrans,
J. de Ramez (ou de Raims),
Ja. le Fevre,
G. Claustre,
P. de Marigny,
N. de Savigny,
J. Dole,
Ho. Dionis,
P. la Gode,
J. d'Attigny,
J. l'Huillier,
N. Raoulin,
D. du Moulin,
J. Chanteprime,
J. de Paris,
J. Rabateau,
P. du Moutier,
O. Clepier,
J. Jouvenel,
G. Rabasseau,
P. le Cheat,
J. Sayer,
Sy. de Plumetot,
G. Rose,
G. de Vauvert,
J. Filleul,
P. de Vezines,

J. Julien,
R. Bourgeois,
J. d'Acy,
G. le Cocq,
Ph. des Cortils,
Ph. Acart,
P. Paulmier,
Anth. de l'Isle,
Tho. de Cormeilles,
R. de la Haye,
J. du Brueil,
J. Homart,
Pierre Bataille,
T. des Jouis,
J. l'Ortillier,
P. Pillory,
Ph. de Vitry,
P. Grippel.

Les procureurs de ladite cour, c'est assavoir

MM. P. Soulas,
J. du Bois,
B. Desribes,
P. Pidaler,
Gil. Néé,
N. Houguet,
Ja. le Feu,
J. Moreau,
M. Hubert,
J. de Nary,
Sy. le Barbier,
Gil. Loques,
G. Dazy,
J. Fouquaut,
J. de Combes,
Estienne Petir-breton,
H. Camus,
P. de la Rose,
J. Virgile,
J. Bailly,
G. des Pies,
M. le Compasseur,
E. Delas,
J. l'Amy,
Denis de S. Loup,
P. de Nerac,
P. Baraton,
B. de Fiennes,
N. Pleffebois,
J. Boudre,
J. Naudon,
R. Cochereau,
R. Panier,
G. de Molins,
Alexandre Macart,
J. Gadifer,
J. Paris,
Tho. Petir,
G. Lorin,

Ja. Tourniat,
G. Lacheval,
P. Buffeteau,
J. Campion,
G. Gendreau,
Estienne Normant,
G. Diverque,
J. Catalan,
P. Aalant,
Ph. de S. Germain,
Jehan Fautrat,
J. Grimeart,
Ja. Anjouer,
J. Veau,
J. Jaceoteau,
J. Roussel,
R. Brinon,
P. de Serisay,
B. du Moutier,
J. de Chalons,
G. Cousseau,
J. Josseume,
J. Soulas,
Ja. Bedos,
G. Caillon,
Roger de S. Denis,
G. Bonafons,
H. le Noir,
J. Cambier,
J. du Moliner,
Ja. de Liver,
G. Menuet,
Marc de Beauvoir,
M. Correl,
J. Andry,
Ja. de l'Espine,
J. Guerin,
G. Quentin,
P. de Chafotes,
Phil. du Solier,
Phil. Fougerey,
M. de Vernez,
G. Billout,
Sy. le Gras,
G. de Vaux,
Estienne de Rambert,
Galois du Ploich,
Estienne Serville,
Jehan de Fontaines,
Geoffroy Jehan,
Guy Beraud,
G. de Mezoerttes,
J. d'Anisy,
P. d'Arbolle,
J. Papinot,
J. d'Asnieres,
G. Hennequin,
M. Tresselin,
Ja. Malicorne,
J. Laubigeois,

AN 1417.

J. le Petit,
Tho. Bustanguier,
H. de Montfreal,
J. le Bugle,
J. Rouffignol,
J. du Moliner,
Estienne Ligier,
J. le Duc,
Estienne d'Ardonnay,
G. de Bien,
G. Dieu-le-fache,
N. Baudouin,
J. Nesple,
P. de Sergy.

*Et les clerks desdicts greffiers & notaires
de la cour, c'est assavoir*

Jehan Huttin,
J. de Blois,
Philipot Bouron,
Jacques de Limain,
Guibert le Normant,
P. Pichon,
P. Bailly,
Alart de Condotte,
J. de Noyon,
Sy. Bienvenu,
J. le Roy.

Tous lesquels ont juré & fait serment
selon la forme & teneur desdictes lettres,
en la main de M. Robert Mauger pre-
mier president, en la presence des con-
seillers & autres dessusdicts.

Sceaux de la ville dérobés.

DU Vendredy x. Decembre M. cccc.
xvii. Ce jour M. Jehan le Bugle
ou nom & comme procureur de la ville
de Paris, vint en la chambre de parlement
denoncier & signifier que le jour prece-
dent les seaulx de ladicte ville avoient
esté perdus par larrecin, & que ce n'estoit
pas l'intention de ladicte ville de adjou-
ster foy désormais à qui seroit soubz le
seal desdicts seaulx depuis ledict larre-
cin & perte de seaulx dessusdicts, mais
feront faire autres seaulx nouveaux dif-
ferens à ceux qui ont esté perdus.

Le roy revient à Paris.

AN 1418.

DU Samedy xxiii. Avril M. cccc.
xviii. Le Dimanche xxiv. jour de
ce mois le roy retourna de Creilg, &
entra ce jour à Paris par la porte saint
Anthoine, & monsieur le connestable
qui retourna du siege qui avoit esté mis
à Senlis de par le roy, contre ceux qui

renioient la ville & qui estoient dedans
de par le duc de Bourgongne.

*La ville de Paris surprise par les Bourgui-
gnons. Emprisonnemens, &c.*

DU Dimanche xxix. May M. cccc.
xviii. Ce jour messire Glaude de
Chastellux, Guy de Bar, Jehan de Vil-
liers sire de l'Isle-Adam, chevaliers, ser-
viteurs & officiers du duc de Bourgongne,
accompagnez de deux cens hommes d'ar-
mes ou environ, entre une & deux heu-
res après minuit entrèrent en la ville
de Paris par la porte saint Germain des
Prez, que aucuns, jusques au nombre
de neuf ou dix personnes de petit estat,
à l'entreprise dudit sieur de l'Isle-Adam,
avoient secretement ouverte; & s'adressa
une partie desdicts gens à l'hostel du roy
à saint Pol, & là demourèrent pour la
garde du roy. Les autres allèrent en la
ruë saint Honoré pour prendre & arres-
ter prisonnier le comte d'Armagnac;
les autres allèrent en plusieurs & diver-
ses parties de ladicte ville, pour prendre
& arrester plusieurs des officiers du roy,
de monseigneur le dauphin, du comte
d'Armagnac, & autres qui s'estoient en-
trepris & entremettoient du gouverne-
ment de ce royaume, desquels plusieurs
furent prins & arreztez, les autres se dé-
tournèrent, dont les aucuns amenèrent
dedans la bastide saint Anthoine mon-
seigneur le dauphin, les autres n'eurent
espace ni loisir de y entrer. Et furent ce
jour & les jours ensuivans plusieurs prins
& arreztez à Paris, & entre les autres
ledict comte d'Armagnac lors connestable
de France, le vicomte de Narbonne,
le sire de Peyre, le sire de Lopyar,
Raymonnet de Guerre, & autres capi-
taines & officiers dudit d'Armagnac,
messire Henry de Marie chancelier de
France, l'evesque de Coustances fils du-
dict chancelier, les archevesques de
Reims & de Tours, les evesques de Laon,
Lizieux, Evreux, l'abbé de saint Denis,
& autres plusieurs conseillers & officiers
du roy. A la venue desquels gens d'ar-
mes plusieurs du peuple de Paris s'esle-
vèrent, & conduisirent lesdicts gens d'ar-
mes par les hostels & maisons de plu-
sieurs desdicts conseillers & officiers &
bourgeois, que on soupçonnoit d'avoir fa-
vorisé ledict d'Armagnac, & en plusieurs
d'icelles maisons arrestoient prisonniers,
prenoiient & emportoient sans commis-
sion & sans inventaire tout ce qu'ils trou-
voient dedans les maisons d'aucuns, qui
s'estoient

s'estoient entremis du gouvernement de ce royaume en favorisant audict d'Armagnac. Et depuis pour restraindre & obvier auxdictes prinſes, fut deffendu ſur peine de la hart, par cri publicq & à ſon de trompe, que nul ne prinſt ny emportast aucuns biens par la maniere deſuſdictē, & que nul ſans licence ou auctorité de juſtice arreſtaſt aucuns priſonniers, ne fiſt priſons privées. Ce jour ledict meſſire Guy de Bar fut commis par le roy à la garde de la prevosté de Paris, & ne furent ſcellées ſes lettres que du ſcel du ſecret du roy, par ce que les ſeaux de la chancellerie eſtoient perdus, & n'en ſçavoit dire nouvelles ledict chancelier qui eſtoit priſonnier. Et aſſez toſt après l'entrée & venue deſdicts gens d'armes, toutes les gens de l'hoſtel du roy & des ſeigneurs qui eſtoient demourez à Paris, prindrent & portèrent l'enſeigne du duc de Bourgogne & la croix ſaint Andry, & pareillement tous les autres bourgeois & habitans, femmes & enfans de la ville de Paris, auxquels pour la plus grande partie ladicte entrée & venue fut moult joyeuſe & agreable. Et ne trouverent ce jour leſdicts gens d'armes aucune reſiſtance, & n'y eut que deux ou trois perſonnes de tuez ledict jour ez ruēs de Paris, leſquels avoient, comme on diſoit, voulu ſouſtenir le faiſt dudit d'Armagnac en la preſence deſdicts gens, en criant *vive Armagnac*. Des ſeigneurs qui eſtoient à Paris demourerent entre les autres les cardinaux de Bar & de ſaint Marc, le comte de Tripoly, Charles monſieur de Bourbon, Jehan monſieur de Harcourt, le comte en Milan, & autres pluſieurs nobles chevaliers de ce royaume, avec les deſſuſdicts prelatz & autres priſonniers & arreſtez à Paris.

Prevost de Paris.

DU Mardy dernier jour de May. Ce jour meſſire Guy de Bar chevalier fut receu à l'office de la garde de la prevosté de Paris au lieu de meſſire Tanguy du Chaſtel, & fit le ſerment accouſtumé, & furent ſes lettres publiées, leſquelles n'eſtoient ſcellées que du ſcel de ſecret du roy, pour ce que les ſeaux de la chancellerie avoient eſté perdus le xxix. jour de ce mois par l'effroy & tumulte qui avoit eſté à Paris à l'entrée des gens du duc de Bourgogne.

Le comte d'Armagnac priſonnier au petit châtelet.

CE jour le comte d'Armagnac fut mis priſonnier ou petit châtelet de Paris. Ce jour là cour fit certains avis touchant la paix, tranſquillité & conſervation de la ville & habitans de Paris, qui furent baillez audict meſſire Guy de Bar commis à la garde de la prevosté de Paris, pour iceux avis mettre à execution, pour faire ceſſer roberies & priſes de gens, que pluſieurs entreprenoient ſans auctorité de juſtice, ſelon leſquels avis ledict de Bar par cry publicq & à ſon de trompe fit deffendre telles manieres de roberies & priſons privées; ſit en outre faire pluſieurs inhibitions & deſſenſes pour tenir en paix & tranquillité les gens de Paris; contre leſquelles deſſenſes furent faiſtes depuis pluſieurs entrepriſes; pourquoy leſdictes deſſenſes furent depuis par pluſieurs fois réitérées pour obvier & mettre fin auxdictes entrepriſes, & *nondum ſtatim finis*.

Tentative des Armagnacs pour entrer à Paris.

LE Mercredi premier jour de Juing arriva devant Paris grand nombre de gens d'armes, qui s'eſſorcerent d'entrer à Paris par la baſtide & porte ſaint Anthoine, ſelon l'ordonnance des capitaines & gens de conſeil qui eſtoient avec monſieur le dauphin, & ne paſſèrent point la porte Baud. mais furent reculez par les gens d'armes du duc de Bourgogne & des gens armez de la ville de Paris, qui ſurvindrent en grand nombre & les firent retraire dedans ladicte baſtide les aucuns, & les autres hors de ladicte ville de Paris. Et y eut par occaſion de ce grand effroy & commotion de gens eſtans à Paris, pource que on diſoit que leſdicts gens d'armes qui s'eſtoient eſſorcez & ſe eſſorçoient de entrer à Paris, vouloient grever & deſtruire les gens du duc de Bourgogne & bourgeois de Paris. A laquelle commotion aucuns priſonniers & autres furent tuez & mis à mort, ſans autre connoiſſance de cauſe, ſoubz ombre de ce que on diſoit iceux avoir eſté favorifans au comte d'Armagnac contre le duc de Bourgogne, & doubtoit-on que ils ne vouliſſent introduire à Paris gens d'armes pour grever & dommager ledict de Bourgogne & bourgeois de Paris. Et ſe

AN. 1418.

continua ledict effroy ou commotion tout le jour.

Ambassade au dauphin pour l'appeller à Paris. Fuite de ce prince.

LE Jeudy deuxieme jour de Juing le conseil du roy fut tenu au Louvre, où le roy avoit esté mené le jour precedent après dîner, & furent audict conseil les cardinaux de Bar & de saint Marc, le comte de Tripoly, Charles monsieur de Bourbon, Jehan monsieur de Harcourt, le comte en Milan, l'evesque de Paris, messire Glaude de Beauvoir seigneur de Chastellus, messire Guy de Bar prevost de Paris, & plusieurs de la cour de parlement & autres, pour conseiller & adviser ce qui estoit à faire pour la paix, union & conservation de ce royaume. Et entre autres choses fut advisé & conclut qu'il estoit expedient de envoyer & que on enverroit par devers monseigneur le dauphin lors estant à Melun, si comme on disoit, notables ambassadeurs, auxquels furent baillées instructions, principalement à induire mondict seigneur le dauphin & ses gens de retourner par devers le roy à Paris, & non soy esloigner du roy, de la royne, & des autres seigneurs du sang du roy, qui estoient ou seroient en la compagnie du roy, afin de tenir & fortifier ce royaume en paix, amour & bonne union, pour mieux resister aux Anglois & anciens ennemis du royaume. Et furent nommez entre les autres ambassadeurs dessusdicts les cardinaux de Bar & de saint Marc, Jehan monsieur de Harcourt, l'evesque de Paris, & autres de la cour de parlement, de l'eglise, de l'université & aucuns bourgeois de Paris; lesquels ambassadeurs avoient intention de partir le lendemain pour aller audict lieu de Melun, mais leur voyage fut retardé, si comme on disoit, pour ce qu'avant qu'ils eussent leur saufs-conduicts, mondict seigneur le dauphin estoit desja parti dudit lieu de Melun pour aller outre, en esloignant la ville de Paris.

Chastellus fait mareschal de France, de Lens admiral, le comte d'Armagnac amené à la grosse tour du palais.

DU Lundy vii. jour de Juing. Ce jour messire Guy de Beauvoir seigneur de Chastellus fut receu en l'office de mareschal de France ou lieu de messire Pierre de Rochefort, & fit le serment

accoustumé. Ce mesme jour messire Charles de Lens fut receu en l'office d'admiral de France au lieu de messire Robert de Braquemont, & fit le serment accoustumé, & n'estoient les lettres dessusdicts Chastellus & de Lens scellées que du scel de secret du roy, pour ce que on n'avoit pu trouver les seaux de la chancellerie, & n'en sçavoit dire nouvelles messire Henry de Marle qui estoit prisonnier, comme dict est dessus, lequel fut amené le jour dessusdict prisonnier en la grosse tour du palais, & l'evesque de Coustances son fils. Le jour dessusdict le comte d'Armagnac fut amené du petit chastellet de Paris en la grosse tour du palais pour tenir prison.

Ambassade à la royne & au dauphin.

DU Mercredi viiii. jour de Juing. Ce jour furent au conseil M. Robert Mauger & Simon de Nanterre presidents & autres conseillers, pour eslire & nommer deux des conseillers de la cour, pour aller par devers la royne & monseigneur le dauphin avec les autres ambassadeurs du grand conseil du roy, & autres de l'eglise, de l'université & ville de Paris, pour certaines causes & besongnes touchant la paix, union & conservation de ce royaume; & furent nommez de ladicte cour les maistres M. du Bosc & J. Vivian pour aller avec les ambassadeurs dessusdicts recommander l'estat de la ville de Paris, & generalement pour recommander la paix, union & conservation de ce royaume.

Les prisons rompues, massacre des prisonniers, &c.

LE Dimanche xii. jour de Juing entre huit & neuf heures après midy commença un grand effroy à Paris, soubz umbré de ce que on disoit que à saint Marcel & près de Paris estoient venus & venoient gens d'armes, pour favoriser & ayder au comte d'Armagnac qui estoit prisonnier en la tour du palais à Paris, & pour iceluy & les autres prisonniers delivrer, & aussi pour grever les gens du duc de Bourgogne estans à Paris. Pour lequel effroy plusieurs dessusdicts gens du duc de Bourgogne & autres des bourgeois & habitans de la ville de Paris se armèrent incontinent, & allèrent les aucuns garder la porte de Bordeles, les murs & autres portes de Paris, & firent crier à l'arme par la ville; pourquoy

pourquoy les habitans d'icelle ville furent fort esmeus & effrayez. Durant lequel effroy, pour ce que aucuns publioient que on vouloit delivrer de prison ledict d'Armaignac & autres prisonniers qui luy avoient favorisé, si comme on disoit, contre le duc de Bourgogne, & qui avoient esté consentans & coupables des guerres & divisions & du petit gouvernement qui avoient esté en ceroyaume, & iceux delivrer & bailler auxdicts gens d'armes qui estoient venus & venoient devant Paris par la riviere & autrement; plusieurs des dessusdicts habitans de ladicte ville de Paris, desquels la plus grande partie estoient gens de petit estat, doubtant la fuite ou delivrance desdicts prisonniers & comte d'Armaignac, contre les deffenses du seigneur de l'Isle-Adam, & aussi contre le gré & volonté des gens d'armes estans à Paris, rompirent les prisons du palais, du chastellet, du Temple, de saint Martin, de saint Eloy & toutes les autres prisons de Paris, & tuèrent tous les prisonniers estans en icelles prisons, excepté aucuns en petit nombre qui eschaperent d'aventure; & entre les autres furent tuez & mis à mort ledict comte d'Armaignac, le comte de Grandpré, messire Henry le Corgne dict de Marle, nagueres chancelier de France, l'evesque de Coustances fils dudit de Marle, l'evesque de Senlis, Raymonnet de Guere, & autres capitaines, chevaliers, nobles & souldoyers dudit d'Armaignac, & plusieurs autres jusques au nombre de huit cens personnes & au dessus, comme on disoit, lesquels lendemain furent portez à charrees & enterrez ez cimetieres des eglises de Paris pour la plus grande partie, & aucuns furent portez & mis en fosses aux champs; & les corps dudit comte d'Armaignac, dudit de Marle & de Raymonnet furent par l'ordonnance d'aucuns du conseil sequestrez & mis en terre prophane ez champs de la coulure saint Martin dedans Paris, si comme on disoit.

L'Isle-Adam fait mareschal de France.

LE Samedy xviii. jour de Juing messire Jehan de Villiers seigneur de l'Isle-Adam a présenté en la cour lettres du roy sceillées du scel de secret, pour estre receu à l'estat & office de mareschal de France en lieu de messire Jehan le Meindre dit Bouciquaut, & a fait le serment accoustumé. Ce jour cessa le parlement du tout *ab ordinariis & extraordinariis*

Tome II. Part. II.

alibus, qui paravant avoit cessé ab ordinariis.

AN. 1473.

Nouvelle rupture des prisons & massacre des prisonniers, &c.

DU Samedy xx. jour d'Aoust m.cccc. xviii. Ce jour environ dix heures de nuict s'eleva grand nombre de gens du menu peuple de Paris armez, qui murmuroient, si comme on disoit, de ce que on chasteller & ailleurs à Paris avoit plusieurs prisonniers, lesquels ils disoient avoir esté favorisans au feu comte d'Armaignac, & avoir esté coupables ou consentans du mauvais gouvernement qui avoit esté en ce royaume & de la desolation d'icelluy, & que les aucuns d'iceux prisonniers avoient esté consentans d'aucunes dampnables conspirations & consultations qui avoient esté faictes à Paris & ailleurs, lesquels on ne punissoit point, & que les aucuns par faveur ou autrement avoient esté delivrez, les autres eslargis, & les autres demeuroient prisonniers sans en faire justice telle qu'il appartenoit; & murmuroient tres-fort en disant lesdictes parole ou semblables, & vouloient, si comme en disoit, noter ou charger sans cause les gens de la justice de negligence ou de corruption, d'ignorance ou de dissimulation. Pourquoy ou autrement les dessusdicts assemblez en grand nombre allèrent cette nuit ou grand chastellet & ou petit, & rompirent à force toutes les portes, & tuèrent & firent mourir tous ceux qui estoient prisonniers pour avoir favorisé ledict d'Armaignac, excepté aucuns qui s'eschaperent d'aventure ou autrement à l'ayde de ceux qui estoient presens. Et dura ledict murmure & commotion toute la nuict & le jour ensuivant, & chercherent les dessusdicts en plusieurs lieux & places à Paris pour destruire & faire mourir aucuns qui avoient favorisé ledict d'Armaignac. Et disoient les dessusdicts ainsi assemblez que dict est, que ils ne se desisteroient ne departiroient de leur entreprise, jusques à ce qu'on leur eust baillé & delivré certain nombre de prisonniers que on avoit retraits en la bastide S. Anthoine, lesquels on avoit depuis transportez ou chastel du bois de Vincennes, pour les garder & deffendre du peril de ladicte commotion ou autres semblables. Et finalement, pour appaiser les dessusdicts & pour éviter plus grands perils, furent lesdicts prisonniers, jusques au nombre

Cccc

JAN. 1418.

de huit ou neuf personnes, baillez & livrez ez mains desdits gens armez, parmi ce qu'ils firent serment & promirent de les amener & conduire seurement, & de les mettre ez mains de justice ou du prevost de Paris, sans les navrer ne tuer. Desquels prisonniers les aucuns, c'est assavoir messire Enguerrand de Marigny & messire Hector de Chartres chevaliers, & Jehan de Tarenne bourgeois de Paris, furent amenez dedans le petit châteller, & sans longue demeure furent par lesdits gens armez tuez & mis à mort; mais messire Jacquelin Trouseau & messire Jacques de Montmor chevaliers, à l'aide & intercession d'aucuns de leur congnoissance, par leur bon rapport furent garentis dudict peril & commotion à très-grand difficulté. Durant laquelle assemblée ou commotion furent ezdictes prisons & ailleurs à Paris tuez & mis à mort environ de quatre vingt à cent personnes, entre lesquels y eut trois ou quatre femmes tuées, si comme on disoit, dont les gens de justice du conseil du roy & de monsieur de Bourgogne & les notables bourgeois de Paris furent moult courrouciez & desplaisans de ladicte commotion & de tout ce qui en estoit advenu; & pour y pourvoir furent faicts les sermens de quibus *infra in registro penultima dici hujus mensis.*

Alarme & desordres à Paris.

DU Lundy xxii. Aoust. Ce jour furent au conseil M. Philippe de Morvillier & Jehan Rapiout presidens, & plusieurs autres des conseillers de la cour, lesquels se departirent assez tost du palais pour eux retraire en leurs hostels, pour ce que plusieurs gens se armoient & alloient armez par la ville de Paris, & doubtoient qu'il n'y eust aucune commotion perilleuse ou peuple de Paris. Mais ladicte armée estoit faicte, si comme on disoit, pour ce qu'on avoit rapporté que les gens d'armes de la garnison de Meaux & de Melun, & autres favorisans & conduisans les entreprises du feu comte d'Armaignac estoient en grand nombre devant & près les portes de Paris, dont il n'estoit riens. De l'assemblée desdits les aucuns allerent au chasteil de Louvre, pour prendre & avoir trois ou quatre prisonniers, entre lesquels estoit M. Charles Culdoë, qui fut amené ou châteller & baillé au lieutenant du prevost de Paris, *qui vix pro tunc vivus evasit.*

Supplices de Capeluche & autres seditieux.

DU Vendredy xxvi. Aoust M. cccc. xviii. Ce jour un nommé Capeluche & deux autres, qui avoient esté les plus principaux conspirateurs & autheurs de la commotion & malefices commis & perpetrez en la ville de Paris, dont dessus est faicte mention ou registre du xx. jour de ce mois & ez jours ensuivans, par la sentence & jugement du prevost de Paris furent condamnez à mort & furent decapitez, & eurent chacun d'eux un poing coppé ez halles de Paris, & leurs corps mis au gibet. Et y eut pour occasion de ladicte execution de justice plusieurs gens d'armes & bourgeois de Paris armez avec gens de traict assemblez ez carrefours & lieux convenables, pour garder que aucune commotion ne fust faicte pour empescher ladicte execution.

Serment de fidelité des habitans & du duc de Bourgogne.

DU Mardy xxx. jour d'Aoust. Ce jour & les ensuivans les bourgeois de Paris & chefs d'hostel ont faict serment, en la presence de monseigneur de Bourgogne, de aidier & conforter le roy loyaument & obeyr, & de resister, obvier & empescher à leur pouvoir, que aucunes conspirations ou commotions telles ou autres semblables que faictes avoient esté à Paris le xii. juing & le xx. jour de ce mois, ne fussent faictes, ou autres assemblées dampnables, sans auctorité du roy & de sa justice, & de reveler toutes conspirations ou entreprises au contraire, & de assister en ce audict de Bourgogne pour maintenir, garder & entretenir la justice du roy, la paix & tranquillité de ce royaume & de la bonne ville de Paris. Et semblablement monseigneur de Bourgogne fit serment pareillement de servir loyaument le roy, & obeyr à lui, de aydier & conforter sa justice, de faire & assister avec les bourgeois de Paris en ce que dict est, pareillement comme juré l'avoient. Lesquels duc de Bourgogne & bourgeois avoient esté & estoient moult desplaisans de ce qui estoit naguères advenu à Paris durant lesdites commotions ez jours desdits, par le fait ou entreprise du menu peuple de Paris, à l'entreprise desquels ledict duc de Bourgogne de tout son pouvoir eust resisté, s'il n'eust doubté que les bourgeois eussent esté consentans desdic-

res entreprises, jaoit ce qu'il eust pour lors à Paris avec lui petit nombre de gens d'armes; pareillement lesdits bourgeois doubtoient que mondict seigneur de Bourgogne ne fust consentant d'icelles entreprises, & par ce delaisirent à y remédier ou résister, jusqu'à ce que par l'ordonnance des gens du conseil du roy on fit vuider de Paris au troisieme jour lesdictes gens du menu peuple de Paris, pour aller en la compagnie de certain nombre de gens d'armes au siege de Montlhery; pourquoy lesdictes commotions furent apaisées pour lors en la ville de Paris, lesquelles avoient esté faictes sans le sceu, adveu ou consentement de monseigneur de Bourgogne & des bourgeois & gens notables de la ville de Paris; mais estoient faictes par le faict & entreprise de plusieurs gens du menu peuple de Paris & de petit estat, si comme on disoit.

Paris insulté par la garnison de Montleheri.

DU Mardy XIII. jour de Septembre. Ce jour après minuit vindrent courir devant Paris les gens d'armes de la garnison de Montleheri & autres favorisans du comte d'Armaignac, & bouterent le feu en plusieurs maisons du fauxbourg S. Germain des Prez, & se y tindrent jusques à plain jour, & y tuerent quatre ou cinq personnes. Ce jour le duc de Bretagne, qui estoit venu à Corbueil avec les ducs d'Anjou & d'Alençon, pour traicter de l'appaisement des debats & divisions estans en ce royaume, vint au pont de Charenton pour parler au duc de Bourgogne, & furent ce jour ensemble au dîner en l'hostel de Conflans, & après dîner se departi le duc de Bretagne pour retourner à Brie. comte Robert, pour ce qu'il y avoit mortalité à Corbueil; & pour entretenir ledict traictié demourerent audict lieu de Charenton les ambassadeurs de monseigneur le dauphin & des autres seigneurs dessusdicts; auquel lieu furent envoyez aucuns du conseil du roy & du duc de Bourgogne, pour traicter de la matiere dessusdicté.

Le traité de paix juré.

DU Lundy XIX. Septembre. Ce jour monsieur le chancelier vint en la chambre de parlement, & fit publier les lettres faictes sur le traictié de la paix & union de ce royaume; laquelle paix &

Tome II. Part. II.

union observer & entretenir, faire observer & entretenir avoient juré les seigneurs du sang & du conseil du roy qui avoient esté presens audict traictié; & pour ce en fit pareillement jurer les presidens & conseillers de la cour & les autres officiers du roy, & autres advocats & procureurs assistants & presens à la publication desdictes lettres, c'est assavoir:

Maitres Philippes de Morvillier,
J. Rapiout,
J. de Longueil, presidens aud. parlement;
M. Jehan Branlart president des enquestes,
Messires Hue de Lannoy & Glaude de Chastellus chevaliers,
Les evesques de Beauvais & de Therouenne,
M. Thierry le Roy conseiller du roy & maitre des requestes de l'hostel,
M. Jehan Garitel,
M. G. de Saulx,
M. G. Ponce,
J. Mengin,
D. Joffroy,
Rully,
Chastaigne,
B. le Vulte,
J. François,
B. Viesville,
J. du Gard,
M. Courtois,
J. Richer,
J. Julian,
Gaillart Celsy,
J. Romain,
Quentin Massue,
S. de Paris,
G. Jaye,
H. le Cocq,
J. S. Romain,
P. Choat,
J. de Vouton,
Surreau,
J. Bifeul,
J. Forme,
J. Porcher,
P. le Jay,
J. des Portes conseillers du roy;
Le greffier civil,
M. N. de l'Espoisse greffier des presentations,
M. S. Omer,
Roussellet notaire du roy,
J. d'Auvillier,
G. de Buymont,
Ja. Rat,
Denisor des Guez,
Gervaisot de Vulre,
Geoffroy de Molins,

Cccc ij

AN. 1418.

Ja. du Ru, huissiers de parlement;
 P. Bruant sergent des requestes de l'hôtel,
 Jehan Hemon, S. Onguido, sergens des requestes du palais,
 M. Jehan Aguenin procureur du roy,
 M. P. de Marigny advocat du roy;
 M. G. Intrans,
 M. G. Claustre,
 M. N. de Savigny,
 M. J. Dole,
 M. Ja. le Fevre,
 M. H. Dionis,
 M. J. l'Huillier,
 M. N. Roullin,
 M. J. Labbat,
 M. J. le Cocq,
 M. J. Hommart,
 M. J. Labbat,
 M. d'Acy,
 M. J. Quinot,
 M. Ja. Thieffart, advocats;
 M. Cl. Chicot,
 M. P. Guirand procureur du roy à Montpellier,
 Frere Gilbert, de l'ordre de S. Jehan de Jerusalem,
 M. J. Charton doyen de S. Germain.
 M. Ja. le Fer,
 M. Baud. de Fiennes,
 M. J. Fourcaut,
 M. G. Coffon,
 M. J. Roussel,
 M. B. des Torbes,
 J. Lamy,
 Nesple,
 J. Paris,
 J. Bailly,
 R. Cocherneau,
 Ja. l'Espine,
 J. Vuary,
 J. du Boul,
 P. la Rose,
 H. Camus,
 Symon le Gras,
 N. Plessebois,
 Puigne,
 Ja. Petit,
 J. Baudre,
 Monte Hubert,
 R. de S. Denis,
 R. Panier,
 O. le Compasseur,
 J. Soulas,
 Z. de Bas-an-jouerre,
 J. Campion,
 G. Pazy,
 G. Hebert,
 B. du Moustier,
 J. Gadifer,

Philippes de S. Germain,
 J. Guerin,
 J. Fautrat,
 M. de Beauvoir,
 J. Coullart,
 J. d'Asniere,
 Coufcan,
 P. Alain,
 G. Mezeretes,
 Rambert,
 G. Hebert,
 Foucaut,
 de Baernel,
 M. Estienne Freville,
 M. Ligier,
 M. J. Marant.

Mortalité.

DU Mercredi xxviii. Septembre. Ce jour, pour ce que à Paris & en plusieurs parties de ce royaume y avoit grand mortalité, la cour ordonna que le parlement cesseroit quant aux plaidoeries, & Samedi prochain ensuivant seroient prononcez les derniers arrests, & jusques en la fin dudit parlement la cour conseileroit & jugeroit les procez receus pour juger.

Abolition accordée aux bouchers de Paris.

DU Lundy iij. jour d'Octobre. Ce jour furent leués & publiées en la chambre de parlement les lettres du roy octroyées aux bouchers & jurez de la boucherie de Paris, touchant la restitution à eux faite de leurs droicts anciens & accoustumez paravant certaine abolition nagueres faite du temps du feu comte d'Armagnac, lesquelles lettres defusdictes d'abolition & restitution sont ceans enregistrees entre les autres ordonnances & lettres royaux.

Prevost de Paris.

CE jour messire Guy de Barchevalier, au lieu duquel & durant son absence Jacques Lauban avoit esté commis à la garde de la prevosté de Paris, a esté receu & continué audit office de prevost de Paris, & a fait le serment accoustumé.

Disette & cherté à Paris.

DU xv. Octobre. Ce jour après dîner, & lendemain au matin, furent assemblez ceans en la chambre du

parlement maistre Philippe de Morvillier, M. J. de Longueil presidens, le prevost de Paris, le recteur de l'université, le prevost des marchands, & plusieurs autres de la cour de ceans, de l'université, de l'église de Paris, eschevins, bourgeois & habitans de Paris, pour adviser manieres de fournir de vivres ladicte ville, & pour remedier & pourvoir aux empeschemens que faisoient au contraire les gens d'armes qui se disoient estre au roy, au duc de Bourgogne & autres. Et finalement, après certains advis par eux prins, esleurent & deputerent M. Jehan Courteuissé docteur en theologie & aumosnier du roy, à proposer devant le roy, ledit duc de Bourgogne & leur conseil, de par tous les estats de Paris, & leur remonstrer l'estat de ladicte ville, & requerrir que provision hastive soit mise à ce que lesdits gens d'armes cessent d'empescher à amener les vivres & necessitez de ladicte ville, mais que aydent à les conduire & faire venir à Paris, en gardant d'oppression & violences les marchands qui s'entremettent ou entremettront d'avitailler & garnir ladicte ville de busche & autres necessitez; & que le roy octroye, s'il est besoing, que l'on vende de ses bois de Laye, Bondis & autres plus largement qu'en faisoit. Et combien que le peuple de Paris fust grandement diminué, tant par le fait des guerres, comme de l'epidemie, neantmoins estoient les vivres en grand cherté à Paris, & vendoit-on busche, bleds & avoine à plus haut prix que on n'avoit fait long-temps auparavant.

Mesures prises pour les vivres & necessitez de Paris.

DU Samedi xxii. Octobre M. cccc. xviii. Ce jour vindrent en la chambre de parlement monseigneur le chancelier de France, M. Jehan de Mailly, M. Th. le Roy, maistres des requestes, messire Bl. Braque, sire Jacques de la Vieville, J. Chapelain, J. Guerin, J. de Precey, le prevost des marchands, M. Milon d'Angueil, M. Marc de Foras, M. N. des Prez, M. Gilles de Clamecy maistres des comptes, les eschevins & plusieurs autres bourgeois, marchands & habitans de Paris, pour avoir advis & deliberation sur ce qui seroit à faire pour maintenir la ville de Paris en bonne justice, seureté & tranquillité, & aussi pour faire venir & conduire les vivres & necessitez en ladicte ville, & pour iceux vi-

vres faire distribuer entre les habitans d'icelle à prix raisonnable. Sur quoy fut advisé que pour entretenir la seureté & tranquillité de Paris en l'absence du roy & de monseigneur de Bourgogne, qui avoient intention de partir prochainement de Paris, pour aller contre les Anglois qui estoient ou siege devant la ville de Rouen, il estoit expedient que messire Guy de Bar prevost de Paris demourast & eust charge de cent hommes. Ou regard des vivres, il sembloit que le roy devoit laisser à Paris un de ses capitaines, qui eust charge de deux cens hommes d'armes & de deux cens hommes de trait, pour faire venir & conduire les vivres à Paris, & pour defendre les marchands de violence & oppression, &c. Et fut esleu & nommé par les dessusdits Callot Dully capitaine, pour conduire les vivres dessusdits & faire ce que dict est, au cas qu'il plairait au roy & aux seigneurs de son grand conseil. Et au surplus, au regard de l'appreciation & distribution des vivres & de toutes les autres choses touchant le gouvernement & police de ladicte ville de Paris, les dessusdits chancelier & presidens ont enchargié auxdits prevost des marchands & eschevins, que chacun jour ordinairement ils assemblent à l'hostel de la ville, & appellent avec eux deux des conseillers de la cour, deux bourgeois notables de ladicte ville, ou en tel nombre que bon leur semblera, pour conseiller & pourvoir sur tout ce qui regardera le fait & office desdits prevost & eschevins ou gouvernement & bonne police de ladicte ville. Et furent nommez pour estre avec eux M. Henry le Cocq & M. Jehan le Fer de la cour de parlement, & M. Gilles de Clamecy maistre des comptes, &c.

Fulmination de la bulle d'Urbain contre les Bourguignons, declarée nulle.

ET le iii. jour de Novembre y ot processions & grand assemblée de peuple en l'église N. D. de Paris, & fit le sermon un Cordelier nommé frere Pierre aux Boeufs confesseur de la roynne, ouquel sermon furent leus & publiées les lettres de l'evesque estant alors en l'abbaye de S. Mor des Fossees, pour doubte de l'epidemie ayant cours à Paris, presens à ce toutes voyes les vicaires & officiers ou conseillers d'icelluy evesque, l'archevesque de Sens, le chancelier, les presidens & conseillers de parlement, le

AN. 1418.

recteur & plusieurs maîtres de l'université, les prévost de Paris, prévost des marchands, eschevins & autres plusieurs notables gens, bourgeois & gens du peuple de Paris; par la teneur desquelles lettres apparait que ledict evesque ou ses vicaires avoient déclarées estre nulles, cassées & irritées, en tant que besoing estoit, & d'abondant cassaient, revoquoient & irritaient & adnulloient les sentences, fulminations & procez autrefois faits & publiez par ledict evesque & ses vicaires allencontre du duc de Bourgogne, & ceux qui avoient esté en sa compagnie en armes devant Paris & ailleurs en plusieurs parties de ce royaume, en luy aidant & favorisant; lesquelles sentences, fulminations & procez avoient pareillement esté publiées en ladicte place, à grant assemblée de gens de peuple & d'autres estans en elchaffaux pavez de sarges & tapisseries, le jour de S. Clement xxiiii. jour de Novembre dernier passé; & ainsi cum puri solemnitate publicabatur antedicta revocatio seu revocatoria littera, cum qua primitus publicabantur fulminationes, processus & sententia predicta, que processerant occasione dissensionum civilium & bellorum intestinorum in hoc regno, proh dolor! jamdiu nimium vigentium. Et est vrai qu'environ l'an cccc. ix. à l'instance & poursuite des gens du conseil du roy & du duc de Bourgogne estans à Paris, par vertu d'une bulle du pape Urbain les ducs de Berry, de Bourbon, d'Orleans, le comte d'Armaignac & autres ses favorisans avoient esté publiquement denonciez pour excommuniez par les eglises & paroisses de Paris, & en plusieurs autres villes de ce royaume. Pareillement, *vice versa*, depuis que les dessusdicts, après le departement du duc de Bourgogne, entrerent & vindrent à Paris en la compagnie du roy, à leur instance & des gens du conseil du roy à eux favorisans, furent faits de par le roy plusieurs edicts, ordonnances, procez & bannissemens allencontre de plusieurs qui paravant avoient favorisé & favorisoient ledict duc de Bourgogne; & entr'autres choses, par vertu desdictes lettres & bulles, à l'instance des dessusdicts furent premierement publiés les procez, sentences & fulminations dessusdicts contre Bourgogne ledict xxiiii. jour de Novembre dernier passé, comme dict est; lesquels procez, sentences & fulminations, le iii. jour dessusdict, à l'instance des gens du conseil du roy & du duc de Bourgogne estans à Paris,

ont esté revoquez, irrités & mis au neant, selon la teneur des lettres dudit evesque de Paris & pour les causes contenues en icelles. *Et sic ab omni ævo translato sacerdotio contingebat fieri legis translationem.*

Le roy se dispose à partir pour aller secourir Rouen.

DU Samedi xii. jour de Novembre M. cccc. xviii. Ce jour le roy, qui avoit intention de partir prochainement de Paris, alla oir messe en l'eglise N. D. pour recommander soy & ses affaires à Dieu & à la Vierge Marie; & disoit-on à Paris communément que le roy, ou voiage qu'il entendoit faire, avoit intention de pourvoir & secourir sa ville & cité de Rouen, devant laquelle les Anglois estoient, & deux mois paravant continuellement avoient esté au siege.

Mesures prises pour la seureté de la ville en l'absence du roy, &c.

DU Mardy xv. Novembre M. cccc. xviii. Ce jour furent au conseil M. Philippe de Morvillier & J. de Longueil présidens, &c. & furent mandez & vindrent au conseil en la chambre de parlement les présidens & conseillers de la chambre des enquestes, le prévost des marchands & eschevins de la ville de Paris, les lieutenans du prévost de Paris, les advocats & procureur du roy en parlement & ou chastellet, pour avoir avis & deliberation sur ce que estoit à requerir au roy, & à faire en l'absence du roy, qui devoit prochainement partir de Paris pour secourir & pourvoir à la ville de Rouen assiégée par les Anglois, c'est assavoir pour garder & maintenir la ville & habitans de Paris en bonne justice, paix & tranquillité, en bon gouvernement & en bonne police. Et furent prins & eussent certains avis sur ce, qui furent declarez en la presence des dessusdicts; & furent chargez de par la cour les lieutenans dessusdicts de tenir & faire tenir la main par le prévost de Paris à ses sergens & commis à l'exécution d'iceux avis, pour maintenir & garder la ville & habitans de Paris en bonne justice; paix & tranquillité; & avec ce la cour enchargea au prévost des marchands de aider & conforter avec les gens & officiers du prévost de Paris, le besoin en estoit, & de entendre diligemment à garnir & faire garnir de vivres la ville de Paris, & ou surplus de faire ou regard de la

la bonne police & gouvernement de ladite ville tout ce que appartient à cause de son estat & office ; auxquels & à chacun d'eux , à l'accomplissement & entretenement des advis & choses dessusdites la cour se offry à eux faire conseil, confort & ayde , ainsi que besoin seroit & qu'il y appartiendroit. Et ce fait , se départirent les dessusdits pour aller au conseil par devers le roy en son hostel de S. Pol , ouquel estoient mandez entre les autres les presidens & aucuns des conseillers de la cour , le recteur de l'université , le prevost de Paris , le prevost des marchands , les eschevins & plusieurs notables bourgeois de Paris ; auxquels le roy entr'autres choses signifia & exposa comment il avoit intention de partir prochainement de la ville de Paris , pour secourir & pourvoir à sa ville & habitans de Rouen assiegez par les Anglois , en recommandant soy & ses affaires à la grace & providence de Dieu ; aux prieres ; oraisons & bonnes œuvres de ses bons subgiez & bienveillans , en les exhortant & admonestant eux & chacun d'eux en droit foy de perseverer en sa bonne obeissance , en bonnes œuvres & vertus , & en oraisons & prieres envers Dieu pour le salut & conservation de luy , de sesdits royaume & subgiez , en soy offrant de secourir , conforter & aider ladicte ville de Paris & les habitans , quand requis en seroit , si besoin en estoit. Et en après fit le roy , en la presence des dessusdits & autres plusieurs , faire lecture & publication de certaines ordonnances & lettres passées par le roy en son grand conseil , par la teneur desquelles entr'autres choses en effect confirme la paix nagueres traitée , accordée , jurée & publiée , & veut icelle estre gardée , jurée & observée inviolablement au regard de ceux qui la voudroient tenir , garder & observer. Et pour les causes contenues esdictes lettres , M. Robert le Maçon , M. Jehan Lormet conseillers de monseigneur le dauphin , M. Raymon Raguier , & autres que on dict estre infracteurs ou perturbateurs de ladicte paix , sont resequiez & exceptez du bien & benefice de ladicte paix , & abandonne le roy leurs corps & leurs biens & de tous leurs adherans en ce & complices , soubz certaines modifications contenues esdictes lettres ; par la teneur desquelles en outre le roy revoke toutes lieutenances generales par lui autresfois faites & passées pour quelconques personnes que ce soit , soit mondict seigneur le dauphin ou autre , com-

me plus à plain estoit contenu esdictes lettres. Et après le roy fit jurer plusieurs de ses chambellans , conseillers & officiers de ladicte paix & ordonnance , & commanda icelle estre jurée & observée , jajoit que ledict traité d'icelle paix eust esté juré & publié ou mois de Septembre dernier passé , selon la teneur des lettres royaux ceans enregistrees.

Depart du roy , & procession.

DU Vendredy xxv. Novembre. Ce jour la cour accompagna le college de la sainte Chapelle en la procession par eux faite en l'eglise N. D. de Paris , en laquelle procession fut portée la vraye croix & autres plusieurs reliques & sanctuaires , pour esmouvoir plus en devotion & prieres envers Dieu les habitans de Paris & subgiez du roy pour le salut & conservation de ce royaume , du roy & de la royne , qui estoient partis de Paris le jour precedent , & en leur compagnie le duc de Bourgongne , accompagnez de gens d'armes , en intention d'aller pourvoir & secourir à la ville & cité de Rouen assiegee par le roy d'Angleterre ; pour lequel secours faire le roy avoit long-temps paravant mandé les chevalliers , escuyers & siefvez de son royaume , & fait crier son arriere-ban par les citez & bonnes villes ; *sed paucissimi comparuerunt* , sous ombre des debats & divisions de ce royaume , ou par default de payement , ou par default de bonne loyauté & obeissance , ou autrement par autre voye , *in qua alius sic , alius sic ibat*.

Commissaires pour la tranquillité de Paris.

DU Jeudy premier jour de Decembre. Ce jour avant la plaidoerie , les presidens & conseillers des trois chambres de parlement furent assemblez au conseil en la grand chambre dudit parlement , pour avoir advis & deliberation sur ce qu'estoit à faire pour maintenir la ville de Paris & les habitans en bonne paix , union & tranquillité , en bon gouvernement & en bonne police. Et fut advisé que pour solliciter , & exciter & aussi pour conseiller & conforter avec les prevost de Paris & des marchands , qui doivent en premier & principal avoir regard à ce que dict est , seroient commis & deputez quatre ou cinq des conseillers de la cour , qui assembleroient chacun jour & toutes fois que requis en seront ; & furent

à ce nommez M. G. de Celfoy, M. G. de Befze, M. H. le Coq, M. J. Brillor, M. H. de Moreuil.

Election d'un prevost de Paris.

Le comte de saint Pol gouverneur de Paris.

AN. 1419.

DU Samedy xxviii. Janvier M. cccc. xviii. Ce jour furent assemblez ou conseil en la chambre de parlement les presidens & conseillers des chambres dudict parlement, & y survindrent le comte de saint Pol, le chancelier, le sire de Chastelluz, le sire de Montberon, messire Guy de Bar prevost de Paris, messire Antoine de Vergy, le sire de Chevreuse, M. Philibert de Montjeuz, M. Estienne Graffet, M. Milés d'Angueil, M. Gilles de Clamecy, le prevost des marchands, les eschevins & plusieurs autres de la ville & université de Paris, en la presence desquels furent leues certaines lettres du roy & du duc de Bourgongne adressans les unes à la cour de parlement, les autres au chancelier, & les autres audict prevost de Paris, lesquelles lettres estoient en effect pareilles, faisans mention comment le roy avoit ordonné ledict comte de saint Pol à la garde & gouvernement de Paris, & en sa compagnie certains capitaines, en deschargeant de ladicte garde ledict messire Guy de Bar prevost de Paris, & appointié ledict prevost aller en certaine ambassade pour le tres grand bien de ceroyaulme; & pour ce que ladicte ambassade estoit hastive, le roy & le duc de Bourgongne escrivoient aux dessusdicts, afin de le faire partir & avancer le plus brief que faire se pourroit, & pourveoir de lieutenant souffisant à ladicte prevosté. Et après les dessusdicts à qui lesdictes lettres s'adressoient, exhorterent ledict prevost à faire ce que le roy avoit ordonné & escript; à quoy il se offri, & à laisser lieutenant souffisant selon l'advis & ordonnance de ladicte cour & assistants dessusdicts. Et sur ce le comte de saint Pol, le chancelier & les autres chevaliers dessusdicts, à la relation & resmoignage dudict de Montberon & autres, nommerent pour lieutenant criminel dudict prevost M. Guillaume de Pourbail. Mais de par la cour n'en fut aucun esleu ne nommé; & fut dict à messire Guy de Bar qu'il estoit bon & faige pour faire & pourveoir sur ce ainty qu'il appartient.

DU Vendredy xiii. jour de Febvrier. Ce jour furent au conseil assemblez en la chambre de parlement le comte de saint Pol, le chancelier de France, M. Philippes de Morvillier, M. Jehan de Longueil, presidens, le sire d'Autrey & Montberon, messire Huë de Lannoy chevaliers, M. Philibert de Montjeu, M. Estienne Graffet, M. G. de Saulx & autres conseillers, presens lesquels le procureur du roy requit qu'on procedast à l'election d'un prevost de Paris en lieu de messire Guy de Bar chevalier, & incontinent après ce le comte de saint Pol, le chancelier & les presidens procederent à l'election dudict prevost de Paris; & *habito juremento solito*, oyrent en scrutine les dessusdicts conseillers & assistants audict conseil, lesquels tous generalement, *paucis demptis*, esleurent en prevost de Paris M. Gilles de Clamecy conseiller du roy & maistre de la chambre des comptes. Et ce fait, monsieur le chancelier publia ledict scrutine & election, & fit commandement de par monsieur de S. Pol & les assistants audict M. Gilles de Clamecy qu'il acceptast ledict office; sur quoy ledict de Clamecy se excusa grandement & notablement, afin que on voulsist pourveoir audict office d'autre personne que de luy, & proposa plusieurs excusations, lesquelles on ne vult recevoir aud. conseil, & *quasi invitus acceptavit & prestitit juramentum solitum illico*, jaçoit ce que après lesdictes excusations il eust demandé & requis avoir delay à deliberer sur ce jusques à lendemain, à quoy il ne fut pas receu, combien qu'il l'eust très-instamment requis par plusieurs fois d'avoir ledict delay à deliberer, comme dict est. Et après ce se departi le conseil de la cour, & s'en alla le premier president au chasteller, pour installer & instituer ledict M. Gilles de Clamecy audict office.

Lettres apportées de Bourges à Paris & mesures là-dessus.

DU Samedy xviii. jour de Febvrier. Ce jour frere Jacques Pelaut & frere Thomas de la Mare Augustins prisonniers en la conciergerie du palais, pour ce qu'ils avoient apporté de Bourges à Paris certaines lettres contenant creance en partie, adressans à personnes incongneu ci, escriptes en termes de paroles feintes

feintes & couvertes, & soupçonnoit. on vehementement ledit Pelaut d'estre venu à Paris pour susciter aucune sedition ou conspiration ou prejudice de ladicte ville de Paris & des habitans d'icelle. Et combien que ledit Pelaut eust esté interrogé par les commissaires de la cour & trouvé variant en ses réponses, & fust très fort par ce soupçonné de ce que dict est, & mesmement par l'inspection desdictes lettres; neantmoins la cour, à l'instance des religieux & convent des Augustins, delivra les dessusdicts prisonniers de grace au prieur & convent dessusdicts, pour en faire justice, correction & punition telle qu'il appartiendroit, appellez à faire le procez desdicts prisonniers deux des conseillers d'icelle, c'est assavoir M. Barthelemy le Viste & M. Nicolle Surreau.

Troupes levées pour la conservation de Paris, & leur solde.

DU Mardy XXI. jour de Fevrier. Ce jour furent assemblez en la chambre de parlement le chancelier, les presidens & conseillers des trois chambres de parlement, le sire d'Autrey, le sire de l'Isle. Adam messire Hué de Lannoy chevaliers, les prevosts de Paris & des marchands & aucuns autres bourgeois & marchands de la ville de Paris, pour deliberer sur ce que estoit à faire pour la conservation & avitailllement de ladicte ville de Paris; & aussi pour adviser quelle réponse estoit à faire sur le contenu de certaines lettres patentes, que on disoit estre envoyées de par monseigneur le dauphin & signées de son signe manuel, lesquelles furent leues en la presence des dessusdicts. Sur lesquelles choses fut advisé que pour deffendre & avitailler ladicte ville de Paris, estoit besoing d'avoir deux cens hommes d'armes & deux cens hommes de trait, pour le payement desquels seroit employé certain ayde nagueres advisé & ordonné estre mis sus par le prevost des marchands, eschevins & bourgeois de Paris, de l'auctorité & licence du roy, montant ledit ayde à six mille livres parisis chacun mois, comme on disoit; ou quel recevoir seroient commises quatre personnes, c'est assavoir une de parlement, l'autre de par l'eglise de Paris, & deux bourgeois de Paris. En outre pour faire lettres responsives auxdictes lettres, & pour faire autres lettres pertins en la matiere, selon la deliberation des dessusdicts furent commis quatre des conseillers de ladicte cour. En outre fut ordon-

né que lendemain on feroit réponse de bouche à Romarin herault de mondict seigneur le dauphin, qui avoit apporté lesdictes lettres.

Lettres du dauphin à la ville de Paris, & la response. Trêve avec les Anglois.

DU Mercredy XXII. jour de Fevrier. Ce jour survindrent en la chambre de parlement & furent assemblez le comte de S. Pol, le chancelier, les presidens & conseillers des chambres dudict parlement, les prevosts de Paris & des marchands, le recteur de l'université, les eschevins & plusieurs autres bourgeois & habitans de la ville de Paris; en la presence desquels furent luës & publiées les lettres que on disoit estre envoyées aux dessusdicts prevost des marchands, bourgeois & habitans de ladicte ville de par monseigneur le dauphin par Romarin son herault ou poursuivant d'armes; au quel fut faite réponse par messire Hué de Lannoy chevalier commis à ce de par ledict comte de S. Pol. Et sur ce furent faites & escriptes lettres de par lesdicts habitans pour envoyer à mondict seigneur le dauphin, afin de parvenir à bonne paix & general appailement des debats & divisions d'entre les subjects du roy & de son royaume, selon ce que deliberé avoit esté le jour precedent au conseil tenu en ladicte chambre de parlement; lesquelles lettres escriptes de par lesdicts habitans, après la lecture d'icelles, furent ratifiées & approuvées. En outre furent en la presence de tous les dessusdicts leues & publiées certaines lettres closes faisant mention de l'estat & gouvernement des Anglois; & entre les autres fut luë la copie des trefves & abstinence de guerre jusques à *Quasimodo*, que l'on disoit avoir esté accordées & passées par M. Jehan de Norry esleu de Sens, M. Jehan de Vailly, M. Jehan Tudert doyen de Paris, M. Guillaume Signet, M. J. Villebrofme, & autres ambassadeurs de mondict seigneur le dauphin, avec les ambassadeurs du roy d'Angleterre, pour tenir & observer lesdictes trefves & abstinence de guerre entre les rivières de Seine & de Loyre &c. la coppie desquelles lettres avoit esté extraicte des lettres originaux en la ville de Galardon, si comme tesmoigna en ladicte chambre de parlement Estienne Adenau sergent du roy audict lieu de Galardon, qui avoit apporté à Paris ladicte copie & icelle baillée au chancelier de France.

Dddd

AN. 1419.

Suite de ce qui regarde les lettres apportées de Bourges.

DU Mercredi VIII. Mars. Ce jour la cour, ouye la relation de M. B. le Vile & M. Nicolle Surreau conseillers du roy, consentit que le prieur des Augustins de Paris renvoyast au provincial de l'ordre desdicts Augustins, pour faire ce qu'il appartiendroit, frere Jacques Pelaut Augustin nagueres prisonnier en la consiergerie, lequel par l'ordonnance de ladicte cour avoit esté rendu audict prieur le XVIII. jour du mois de Fevrier dernier, pour en faire procez & justice, appelez à ce les commissaires dessusdicts.

Autres lettres du dauphin, & la response, sans approbation de la qualité de regent par lui prise.

DU Lundy XIII. jour de Mars. Ce jour survindrent en la chambre de parlement le comte de S. Pol, le chancelier de France, les presidens & conseillers des chambres dudit parlement, le sire de Montberon, les maistres des requestes de l'hostel, les gens des comptes, le recteur de l'université, le prevost des marchands, eschevins & plusieurs autres notables gens d'eglise, de l'université & bourgeois de Paris, jusques au nombre de deux à trois cens personnes ou environ; presens lesquels furent leus & publiées certaines lettres envoyées par monsieur le dauphin aux prevost, eschevins, gens d'eglise & autres bourgeois & habitans de ladicte ville de Paris, escriptes à Gyen le VII. jour de ce mois de Mars, envoyées & apportées par un nommé Romarin poursuivant d'armes, estant present ou parquer dudit parlement à la lecture desdictes lettres patentes scellées de cire jaulne du scel de mondict seigneur le dauphin, soy disant regent & avoir prins le gouvernement de ce royaume. Sur le contenu desquelles lettres du consentement des dessusdicts furent advisées, faites & approuvées lettres responsives pour envoyer à mondict seigneur le dauphin, lesquelles lettres responsives furent leues en la presence des dessusdicts & dudit poursuivant d'armes, & furent ratifiées, grées & approuvées. Toutes voyes entr'autres choses la cour de parlement vult noter que en tant que mondict seigneur le dauphin se disoit regent & avoir prins le gouvernement de ce royaume, icelle cour n'entendoit aucunement, par

la publication & lecture desdictes lettres, ne par ce qui estoit fait ou dict en ladicte assemblée, prejudicier ou attemper contre l'auctorité & puissance du roy nostre souverain seigneur, ne entamer aucune chose au prejudice ou à la diminution de sa majesté & auctorité royal, pourceque de l'auctorité, regence ou gouvernement que se vouloit attribuer mondict seigneur le dauphin, n'en estoit aucunement apparu à la cour par lettres royaux ou autrement deuement, ne que les pairs de France eussent esté à ce appelez.

Autres lettres du dauphin à la ville de Paris.

DU Lundy III. Avril. Ce jour survindrent en la chambre de parlement le comte de S. Pol, le chancelier, les presidens & conseillers des autres chambres de parlement, le prevost des marchands, les eschevins, quarteniers, cinquanteniers, dixeniers & plusieurs autres bourgeois & habitans de la ville de Paris, en la presence desquels furent leus les lettres closes de monseigneur le dauphin adressans aux dessusdicts de Paris, & les lettres de sauf-conduit pour douze personnes de quelconque estar ou condition qu'elles soient, apportées lesdictes lettres par Romarin poursuivant d'armes. Veus lesquelles fut conclut que on resciroit au roy & au duc de Bourgogne, que pour appaier les divisions de ce royaume, il leur plust ordonner & envoyer ambassadeurs devers monsieur le dauphin, tels & en tel nombre qu'il leur plaira, jusques à XII. personnes, selon la reneur desdictes lettres de sauf-conduit. Et en outre pour ce que le remys dudit sauf-conduit ne duroit que jusques au XVI. jour de ce mois, & que monseigneur le dauphin avoit esté requis par lettres plusieurs fois reiterées par les eschevins, bourgeois & habitans de Paris, de faire abstinence de guerre par aucun temps, pour traictier plus aisément de l'appaisement desdictes divisions, dont il n'avoit rien fait, fut advisé & conclut que on lui escriroit de rechef à cette fin de faire par lui abstinence de guerre, & aussi afin de proroguer le temps dudit sauf-conduit, en remerciant monseigneur le dauphin desdictes lettres &c. Et lors pour accelerer & solliciter par devers le roy le traictié de la paix, & pour lui exposer certaines choses touchans le bien & conservation de son royaume, la cour ordonna d'envoyer par devers lui à Provins M. Jacques Branlart president des enquestes

enquestes, & M. B. le Visle conseillers de ladicte cour.

Pontoise pris par les Anglois.

AN. 1419.

Le roy, la reine & le duc de Bourgogne au bois de Vincennes.

DU Samedy xxvii. May M. cccc. xix. Ce jour le roy, la royne & le duc de Bourgogne, accompagnez de grand nombre de gens d'armes, retournans de la ville de Provins, où ils avoient esté continuellement par l'espace de trois mois ou environ, vindrent où giste ou chastel du bois de Vincennes, & lendemain à Pontoise, à intention de estre & comparoir le penultième jour de ce mois & ez jours ensuivans à Meulant & ou lieu ouquel devoient assembler les François & les Anglois, pour entendre aux traitchiez de paix & des mariages autrefois pourparlez entre les ambassadeurs du roy d'une part, & les ambassadeurs desdicts Anglois d'autre part.

Le duc de Bourgogne va trouver le dauphin,

DU Vendredy vii. jour de Juillet. Ce jour party de Pontoise le duc de Bourgogne, pour venir devers monseigneur le dauphin à Corbeil.

Traité de Corbeil entre le dauphin & le duc de Bourgogne.

DU Mercredy xii. Ce jour vindrent à Paris certaines nouvelles du traictié fait entre monseigneur le dauphin & le duc de Bourgogne, sur l'appaïsement des debats & divisions de ce royaume, dont les habitans de Paris furent tous resjouïs. Et incontinent après ces nouvelles oyés, on fit sonner les cloches ez eglises de Paris & chanter *Te Deum laudamus* en signe de très grande joye & liesse, & *ad laudem Dei*; & furent faicts feux à Paris par les ruës.

Le dauphin va à Melun.

DU Samedy xv. Ce jour monseigneur le dauphin, qui estoit venu à Corbeil avec le duc de Bourgogne pour traicter de la paix & union de ce royaume, après certains traitchiez de paix & alliances se party dudit Corbeil pour aller à Melun.

LE Lundy dernier jour de Juiller, vindrent nouvelles de la prise de Pontoise par les Anglois, qui montèrent par eschelles sur les murs d'icelle ville entre quatre & cinq heures du matin, après ce que les gens qui avoient fait le guet furent départis.

Courses des Anglois devant Paris.

DU Mercredy ix. Aoust M. cccc. xix. Ce jour les Anglois vindrent courir devant les portes de Paris, & se tindrent par long espace de temps près de la maison S. Ladre devant la porte S. Denis. Et environ midi se retirèrent & retournèrent à Argenteuil, où ils avoient été logés, si comme on disoit. Et lors y avoit à Paris petite garnison de gens d'armes, pour l'absence du roy, de la royne, de messieurs le dauphin, le duc de Bourgogne, & des autres seigneurs de France, qui jusques cy ont fait petite resistance auxdicts Anglois & à leurs entreprises depuis le siege de Harfleur; depuis lequel siege les Anglois ont occupé le duché de Normandie avec plusieurs villes & forteresses, sous ombre & par le moyen des debats & divisions qui ont esté entre les seigneurs & peuple de ce royaume; pour lesquelles appaïser ont esté faicts certains traitchiez de paix & union, dont les lettres furent ceans leuës, publiées & enregistrées le xx. jour de Juiller dernier passé. Lendemain x. jour d'Aoust jour de S. Laurens, cessa le marchié & foire accoustumée chacun an ledict jour estre tenuë ou forsbourg S. Lorens lez Paris, pour doubte du duc de Clarence & des Anglois estans en sa compagnie, qui ce jour & le jour precedent vindrent en armes devant Paris audit lieu de S. Lorens & jusques à l'hostel de S. Ladre lez la porte S. Denis, & lendemain xi. jour d'Aoust retournerent à Pontoise, si comme on disoit.

Mort du duc de Bourgogne.

DU Lundy xi. Septembre M. cccc. xix. Ce jour après dîner vindrent premierement nouvelles en la ville & cité de Paris de la mort du duc de Bourgogne, lequel après les alliances faictes, jurées & passées solennellement entre lui d'une part, & le dauphin de Viennois d'autre part, & plusieurs barons, officiers & serviteurs d'une partie & d'autre,

D d d d ij

AN. 1419.

& après les traitiez de paix semblablement jurez, passez & accordez par lesdictes parties, publiez en plusieurs villes & citez de ce royaume & ceans enregistrez le xx. de Juillet dernier passé, & après assurances & seuretez renouvelées & jurées, estoit au mandement dudit dauphin de Viennois allé à Monstereau ou fourc d'Yonne, en intention d'entretenir lesdicts traitiez des alliances, paix & union dessusdicts, & pour pourveoir de commun assentement au gouvernement, à la garde & conservation de ce royaume, & pour ordonner officiers pour demener & conduire le fait de la guerre, & aussi de la justice de ce royaume; & pour ce faire, devoient convenir & assembler lesdictes parties sur le pont dudit lieu de Monstereau. Et combien que pour aucuns rapports lors vraysemblables, & pour aucunes conjectures assez apparentes, ledit duc de Bourgogne doutant estre deceu, eust delayé aucunement de assembler audit lieu en la disposition qu'il estoit, & entrer dans les barrières où ledit dauphin & ses gens estoient retrais; neantmoins confiant desdictes alliances & traitiez ainsi solemnellement jurez, & ez assurances nouvellement renouvelées, afin qu'on ne luy pust rien imputer, & que à luy ne tenist que lesdictes alliances & traitiez ne fussent accomplis, comme mal conseillé, vint le x. jour de ce mois après dîner sur ledit pont, où devoit estre faite ladicte convention; & environ cinq heures après midy entra dedans la barrière, où ledit dauphin & ses gens estoient retrais; & en entrant se humilia moult envers ledit dauphin, & luy fist la reverence qu'il appartenoit. Et incontinent après ce que messire Archambault de Foix, le sire de S. George, le sire d'Aurey, messire Antoine de Vergy & autres de sa compagnie jusques à x ou xii. furent dedans ladicte barrière, elle fut fermée; *Et post pauca verba exquisita occasione*, fut tué & mis à mort en la presence dudit dauphin par ses gens & ceux de sa compagnie, qui long-temps auparavant avoient machiné ladicte conspiration, si comme on disoit communement en ladicte ville de Paris. Du quel fait les habitans de la ville de Paris, qui tant avoient esté desirans & joyeux de la publication des alliances & traitiez de paix & union dessusdicts, esperans iceux traitiez ainsi solemnellement passez, accordez & jurez estre entretenus & observéz, furent moult troublez de l'infraction desdictes paix, union, assurances & alian-

ces, & reprindrent par commandement de justice l'enseigne & croix de saint Andry, que plusieurs avoient delaissee soubz ombre & esperance du grand bien que on attendoit des traitiez & alliances dessusdictes. Dont & pour occasion duquel fait plusieurs grands inconveniens & dommages irreparables sont disposez d'advenir & ensuir plus grands que devant, à la honte des faiseurs, ou dommage de mondict seigneur le dauphin principalement, qui attendoit le royaume & succession après le roy nostre souverain seigneur, à quoy il aura moins d'ayde & de faveur, & plus d'ennemis & adversaires qu'auparavant. Pour occasion duquel fait & choses dessusdictes ainsi advenues que dict est, lendemain x. i. dudit mois de Septembre furent assemblez en la chambre de parlement le comte de S. Pol lieutenant pour le roy, duquel la lieutenance est ceans enregistrée, le chancelier de France, plusieurs nobles, capitaines & gens-d'armes, les prevosts de Paris & des marchands, & autres conseillers & officiers du roy, quarteniers, cinquanteniers, dixeniers, bourgeois, manans & habitans de ladicte ville de Paris en grand nombre; lesquels firent serment entre autres choses, c'est assavoir de servir & obeir audit comte de saint Pol comme lieutenant dessusdict, de assister & entendre avec luy de tout leur pouvoir à la garde, conservation & defense de ladicte ville de Paris & des habitans d'icelle, & generalement à la conservation & defense de ce royaume, de resister de corps & de toute puissance au damnable propos & entreprise des criminieux seditieux & infracteurs de la paix & union de cedit royaume, conspirateurs, coupables & consentans de la mort & homicide dudit feu duc de Bourgogne derrenierement mort, de denoncer & aecuser envers justice tous ceux qui voudront soutenir, ayder & conforter les dessusdicts criminieux conspirateurs & infracteurs de paix, de non rendre ladicte ville & de non faire aucune convention ou traitie partial sur les choses dessusdictes, sans le consentement l'un de l'autre. Pareillement le comte de saint Pol fit serment semblable aux dessusdicts; & de non delaisser la ville de Paris abandonnée, &c. La copie duquel serment signée par M. Jehan de l'Espine notaire du roy, fut envoyée par ledit comte de saint Pol en plusieurs villes & citez de ce royaume.

Gilles de Clamecy élu de nouveau prevost de Paris, malgré sa résistance.

DU Vendredy vi. jour d'Octobre. Ce jour furent assemblez au conseil en la chambre de parlement le comte de saint Pol, le chancelier de France, les presidens & conseillers des trois chambres de parlement, les gens des comptes, le prevost de Paris, les procureur & advocats du roy en chasteller, les lieutenans dudit prevost, le prevost des marchands, eschevins & autres plusieurs, quarteniers, cinquanteniers, dixainiers & notables bourgeois de la ville de Paris, pour eslire & pourveoir ou faict de l'office de prevost de Paris ou lieu de M. Gilles de Clamecy, lequel s'estoit deschargé dudit office le jour precedent en la presence dudit comte de S. Pol & autres gens du grand conseil du roy; & encore en la presence des dessusdicts en ladicte chambre de parlement requit en estre deschargié, & estre pourveu audit office d'autre personne, pour ce qu'il avoit entendu qu'il n'estoit mie bien agreable audit office à aucuns des habitans de ladicte ville de Paris. Sur quoy les dessusdicts comte de saint Pol, le chancelier, & M. Jehan de Longueil president, & le grand maistre d'hostel se retrayent en la tournelle criminelle; & ce jour avant midy commencèrent à proceder sur le faict de l'election dudit office, & à faire sur ce scrutiny en la maniere accoustumée, laquelle chose ne fut mie alors achevée ne accomplie ou parfaite, mais fut continuée jusques à lendemain, pour ce qu'il estoit tard quand on commença. Et lendemain par les dessusdicts chancelier & president fut parfaict ledit scrutiny & publié, present ledit comte de saint Pol & les dessusdicts, ou quel scrutiny ledit de Clamecy fut nommé & esleu de la plus grant partie de ceux qui furent à ce appelez; & neantmoins se vult descharger & excuser de ce. Mais nonobstant les excuses, fut conclut oudit conseil que lesdictes excuses n'estoient mie recevables ou valables, & que nonobstant icelles il exerceroit ledit office. Et après ce fit certaines requestes oudit conseil, sur quoy fut appointié de les bailler par escript, & de retourner ce jour après dîner en ladicte chambre de parlement, ou à autre jour ensuivant, pour faire response & provision sur lesdictes requestes; sur lesquelles ne fut rien ordonné le

dict jour, pour ce que le prevost des marchands & eschevins de Paris n'y vindrent point; & fut la chose continuée au lendemain & jour ensuivans. Et depuis au conseil tenu au Louvre par ledit comte de saint Pol le Mardy x. jour ensuivant, fut sur ce ordonné & response faite en tant que lesdictes requestes touchoient les dessusdicts prevost des marchands & eschevins.

Lettre du nouveau duc de Bourgogne au parlement.

DU Samedy xii. Febvrier. Ce jour messire Jehan seigneur de Toulougeon, Guillaume de Champdivers chevaliers & Guillaume Sanguin vindrent en la chambre de parlement presenter les lettres closes du duc de Bourgogne escriptes à l'isle du xxiii. jour de janvier dernier passé, par la teneur deiquelles il signifioit à la cour de ceans que dedans le xii. de ce mois de Febvrier il avoit intention d'estre à Troyes par devers le roy, pour entendre ez besongnes & matieres pourparlées sur le faict de la paix de ce royaume, en priant à ladicte cour que voulsist audit lieu, pour cette cause, envoyer les ambassadeurs & deputez, afin que conclusion peust estre prinse en ladicte matiere, &c. Et pour ce qu'il estoit lors heure de prononcer les arrefts, fut respondu que la cour s'assembleroit & auroit advis & deliberation sur ce que dict est, & feroit sur ce plus plaine response.

DU Lundy v. Febvrier. Ce jour fut aucunement deliberé sur le contenu des lettres du duc de Bourgogne presentées en la cour de ceans le xii. jour de ce mois, & sur ce ne fut prise lors conclusion final; mais fut la chose mise en delay. d'envoyer ambassadeurs devers le roy selon la teneur desdictes lettres, jusques à ce que on sçaueroit quelle conclusion prendroient sur ce les autres gens du grand conseil du roy, les prevost des marchands & eschevins de la ville de Paris, qui avoient receu semblables lettres dud. duc de Bourgogne.

Response du parlement & de la ville aux lettres susdites.

DU Mercredy vii. jour de Febvrier. Ce jour survindrent & furent assemblez oudit conseil en la chambre de

AN. 1420.

parlement le comte de S. Pol, le chancelier, le grand maistre d'hostel, le sire de Montberon, le sire de Thorp, messire Aubert de Canny, messire Andry de Valvis chevaliers, les presidens & conseillers des autres chambres dudit parlement, les recteur & deputez de l'université de Paris, les prevosts de Paris & des marchands, les gens des comptes, eschevins & autres bourgeois de Paris, pour conférer ensemble sur ce que avoit esté advisé sur le contenu ez lettres du duc de Bourgogne à la cour de ceans & aux autres dessus nommez presentées le *III.* jour de ce mois, & desquelles audit jour est plus amplement faite mention; en la presence desquels furent leus les avis dont ou registre dudit *v.* jour est faite mention. Et après ce M. Philippes de Morvillier premier president exposa & declara notablement l'opinion & deliberation de la cour en ladicte matiere, selon la deliberation & conclusion sur ce prise le *v.* jour de ce mois. Et après le prevost des marchands dict que en la ville ils avoient deliberé de soy conformer du tout & faire selon la deliberation & avis de ladicte cour. Semblablement le chancelier dict que les gens du grand conseil du roy avoient eu pareil avis & tel que les presidens & conseillers de ladicte cour, c'est assavoir en effect, que pour prendre conclusion en la matiere de la paix dont ledictes lettres faisoient mention, estoit expedient que le roy retournast à Paris ou environ, ou au moins que le roy, la royne & ceux de leur compagnie & les autres parties qui devoient traictier & prendre conclusion en ladicte besongne, se approchassent plus près l'une de l'autre & plus près de Paris en lieu seur & convenable, pour plusieurs causes, en la maniere plus à plain touchée & escripte ez avis dessusdicts; desquels avis ledicts recteur & deputez demandèrent copie pour le veoir en l'université & deliberer, & rapporter sur ce l'opinion de ladicte université par devers les gens du conseil du roy; ce qui leur fut octroyé. Et furent approuvez les avis dessusdicts, sauf à corriger & adjouster sur aucuns articles.

Le traité de Troyes approuvé en tourbe par l'assemblée generale tenue à Paris.

DU Lundy *xxix.* jour d'Avril *M. DCCC. xx.* Ce jour furent assemblez en la chambre de parlement le comte de saint Pol, le chancelier de France, les presidens & conseillers des trois chambres de parlement, les gens des comptes & du tresor, le recteur, maistres & deputez de l'université de Paris, M. Estienne Grasset, M. Martial Fornier official de l'evêque, les chanoines de l'eglise de Paris, le prevost de Paris, le prevost des marchands, les eschevins, messire Antoine des Essars, les procureur & advocats du roy & autres advocats & procureurs audit parlement & en chasteller, & plusieurs autres clerks, gens d'eglise, quarteniers, cinquanteniers, dixeniers, bourgeois & habitans de la ville de Paris en grand nombre, tant que ladicte chambre de parlement en estoit toute pleine & occupée; presens lesquels messire Lourdin de Saligny, messire Huë de Lannoy, messire Jehan seigneur du Meuil chevaliers chambellans & conseillers du roy, M. Jehan le Clerc conseiller & maistre des requestes de l'hostel, Pierre de Marigny conseiller & advocat du roy audit parlement, Jehan de Rivel notaire & Jehan Milet notaire & greffier criminel de ceans, ambassadeurs du roy, exposerent par la bouche dudit M. Jehan le Clerc l'un desdicts ambassadeurs certaine creance sur les lettres du roy escriptes à Troyes, envoyées audit comte de S. Pol, au chancelier, aux presidens & conseillers dudit parlement, aux autres gens du conseil du roy estans à Paris, à l'université, au clergé, aux prevosts de Paris & des marchands, eschevins, bourgeois & habitans de ladicte ville de Paris : contenant ladicte creance entre autres choses en effect salutation de par le roy, & que le roy estoit très-bien content du bon gouvernement & de la bonne & vraie obéissance qu'il avoit tousjours aperceu ez dessus nommez estans en la ville de Paris, & mesmement durant le temps de son absence. En outre que le roy avoit enchargé entre autres choses à eux dessusdicts ambassadeurs, de communiquer aux dessusdicts estans à Paris ce qui avoit esté fait & besongné à Troyes, depuis la venue du duc de Bourgogne nagueres venu en ladicte ville de Troyes, en laquelle ville le roy avoit mandé & fait assembler plusieurs barons, nobles, prelatz, conseillers

conseillers & autres personnes notables, procureurs ou ambassadeurs des communes & bonnes villes de son royaume, en la presence desquels ledit duc de Bourgogne fit par l'evêque de Tournay son chancelier exposer au roy ce qu'il avoit par le commandement & ordonnance du roy & de la royne, par l'avis & consentement des gens du conseil du roy estans à Troyes & à Paris, & des habitants d'icelles villes, traité & pourparlé avec le roy d'Angleterre & les gens de son conseil, sur la matiere de la paix & accord des deux royaumes de France & d'Angleterre, lequel traité & accord le duc de Bourgogne avoit esté esmeu de pourluy, non mie pour occasion d'aucune vengeance contre quelconques personnes, mais seulement pour obtemperer, obeyr & ensuyr le commandement, avis & consentement dessusdicts, & pour remedier aux très-grands perils, dommages & inconveniens qui estoient advenus, & qui estoient disposez d'advenir pour occasion de la guerre d'entre lesdits deux royaumes, & pour éviter plus grand effusion de sang humain, & aussi pour relever le peuple & subjects de ce royaume des griefs & oppressions qu'ils ont souffert & soustenu par cy-devant & soustiennent de jour en jour, & pour iceux gouverner & maintenir en bonne justice, paix & tranquillité par le roy, ses gens, conseillers & officiers, & pour autres causes necessaires pour la conservation du roy & de sa seigneurie, & pour éviter la desolation & destruction de son royaume, de la chose publique d'iceluy & de ses vrayx & loyaux subjects, le duc de Bourgogne avoit traité & pourparlé avec le roy d'Angleterre sur ce que dict est, & avoit promis de faire son loyal pouvoir envers le roy nostre souverain seigneur, de luy faire ratifier, approuver & confirmer ledit traité, lequel il avoit fait rapporter & exposer au roy, presens ceux que dict est. Disoient outre les dessus nommez ambassadeurs du roy, que le roy, la royne, les barons, nobles, conseillers & communes estans à Troyes, informez de la personne & estat du roy d'Angleterre, lequel on disoit estre prudent & sage, amant Dieu, paix & justice, ayant considerations à l'estat & divisions de ce royaume & au gouvernement du fils du roy qui se dict dauphin, & des gens de son adveu, lesquels en enfreignant les alliances & traictiez de paix publiez & jurez, & les sermens baillez & donnez

entre le fils du roy & le feu duc de Bourgogne & les siens d'autre part, avoient desloyaument, contre leur foy & serment, tué & mis à mort ledit feu duc de Bourgogne; par quoy, si comme disoient lesd. ambassadeurs, ils s'estoient rendus indignes de toute dignité & honneur, & encheus ez peines & maledictions contenues ezdicts traictiez ceans enregistrez, & demouroit un chacun quitte & absous de toute foy, service, hommage & fidelité envers les dessusdicts... ratifierent, consentirent & approuverent ce qui avoit esté traité & pourparlé entre le duc de Bourgogne & le roy d'Angleterre, sur le traité de la paix d'entre lesdits deux royaumes de France & d'Angleterre, & leur sembla icelluy traité moult convenable, très-profitable & necessaire, jointes certaines modifications & avis que le roy envoyoit devers le roy d'Angleterre, pour icelles consentir, ratifier & approuver, desquelles fut faite lecture en ladicte chambre de parlement, presens les dessus nommez assemblez en ladicte chambre de parlement, lesquels furent par lesdits ambassadeurs requis de par le roy d'ensuyr & adherer auxdicts traité & modifications, si comme plus à plain disoit ledit M. Jehan le Clerc, en exposant ladicte creance; dont les dessusdicts, auxquels le roy en avoit escript, remercièrent le roy & les dessusdicts ambassadeurs. Et en après le chancelier remonstra aux dessus nommez assemblez en ladicte chambre de parlement, comment autres fois par cy-devant ils avoient deliberé & conclut de tenir ce qui seroit advisé, traité & accordé par le roy, la royne & le duc de Bourgogne en la matiere dessusdicte, & specialement en la matiere de la paix & accord d'entre les deux royaumes de France & d'Angleterre; & pour ce le chancelier les requit de dire s'ils y vouloient perseverer, en adherant aux dessusdicts traictiez & accords; lesquels respondirent *in turba* que oyl* par les bouches de plusieurs en très-grand nombre; & à tant se départirent lors les dessusdicts de ladicte chambre de parlement. Et lendemain le chancelier de France, M. Philippes de Morvillier premier president & M. Guillaume le Clerc, par ordonnance des gens du conseil du roy allèrent avec les dessusdicts ambassadeurs à Pontoise par devers le roy d'Angleterre, pour luy faire accorder & passer lesdictes modifications, ou pour prendre sur icelles telle conclusion qui seroit par eux advisée & deliberée.

* Il est bien surprenant que dans cette rencontre, & dans toute la suite, il ne se soit pas élevé une seule voix en faveur de la loy Salique.

AN 1420.

Mariage du roy d'Angleterre & de Catherine de France.

DU Lundy xx jour de May m. cccc. xx. Ce jour le roy d'Angleterre entra en laville de Troyes pour traittier avec le roy nostre souverain seigneur, la royne, le duc de Bourgogne & autres nobles, barons & gens de leur conseil estans audict lieu de Troyes, pour prendre conclusion ez traitties de paix d'entre les deux roys & royaumes de France & d'Angleterre, ou traittie de mariage d'entre le roy d'Angleterre & madame Catherine de France fille du roy nostre-dict seigneur, selon les advis & deliberations sur ce faictes paravant; lesquels traitties furent lendemain concluds, parfaits & publiez audict lieu de Troyes, & fut le mariage fait *per verba de presenti* du roy d'Angleterre & de ladicte dame Catherine de France en l'eglise S. Pierre de Troyes par l'archevesque de Sens, en la presence de la royne, du duc de Bourgogne, du duc de Clarence, de la duchesse sa femme, & autres plusieurs barons, chevalliers, nobles & conseillers, dames & damoilles, tant du royaume de France, que du royaume d'Angleterre. Et fut la solemnisation dudit mariage delayee *usque ad tempora ad hoc de jure ordinata, juxta observationem Ecclesie.*

Le traité de Troyes juré à Paris.

DU Jeudy penultieme jour de May. Ce jour furent assemblez en la chambre de parlement les presidens & conseillers des trois chambres dudit parlement, les maistres des requestes, les gens des comptes, les generaux conseillers sur le fait des finances, le recteur & maistres de l'université de Paris, les prevosts de Paris & des marchands, abbez, prelatz & gens d'eglise, l'official de Paris, les eschevins, quarteniers, cinquanteniers, dixeniers, bourgeois, manans & habitans de la ville de Paris en grand nombre; en la presence desquels furent leus les lettres du roy nostre souverain seigneur contenant creance, apportées & presentées à la cour par M. Philippes de Morvillier premier president, le sire de Boubertch, & le sire de Miramont chevalliers ambassadeurs du roy nostre-dict seigneur; semblablement furent leus les lettres du roy d'Angleterre escriptes à Troyes contenant creance, apportées & presentées à la cour par ses

ambassadeurs. Et après la lecture desdictes lettres du roy contenant icelle creance, ledict premier president exposa, &c. Et après ce que ledict president ot exposé ladicte creance plus plainement & notablement fut faicte lecture desdictes lettres; & après la lecture d'icelles les ambassadeurs du roy d'Angleterre, qui avoient apporté lesdictes lettres de creance, qui paravant avoient parlé & recité audict president l'effect de ladicte creance, requierent ledict president de exposer icelle creance; pour ce que chacun n'eust mie bien aisément entendu leur François langage. Et pour ce ledict premier president exposa ladicte creance, qui estoit bien briefve, c'est assavoir que le roy d'Angleterre remercioit les habitants de Paris de la bonne affection & volonté qu'ils avoient eu en la poursuite & à la perfection des traitties dessusdicts, en les requerant que tousjours y voulsissent perseverer, & en soy offrant de les aydier & secourir à leurs besoins quant en seroit requis. En outre requeroit que voulsissent jurer, tenir & observer lesdicts traitties, comme plus plainement & notablement en briefs termes fut dict & exposé par ledict premier president, qui fut advoué en ce par les dessusdicts ambassadeurs du roy d'Angleterre. Et en après lefd. de Boubertch & de Miramont ambassadeurs du duc de Bourgogne dirent & tesmoignerent que le duc de Bourgogne avoit juré lesdicts traitties, & fait les sermens selon la teneur desdictes lettres sur ce faictes, & requeroit les habitants de Paris & assistans en ladicte chambre, que pareillement voulsissent faire les sermens dessusdicts & observer lesdicts traitties. Lesquels assistans l'un après l'autre vindrent faire iceux sermens ez mains dudit premier president, qui les receut. Et finalement après les sermens ainsi receus, fit de par le roy commandement au prevost de Paris qu'il fit tenir & observer iceux traitties sans enfreindre, en punissant les subjects de la prevosté qui vendroient & s'efforceroient de venir ou faire aucune chose au contraire. Et ordonna la cour lesdictes lettres estre ceans enregistrees après ladicte publication; lesquelles furent baillées audict prevost de Paris; pour les faire publier en son auditoire ou chasteller, & pour faire jurer les officiers, advocats, procureurs, praticiens & ceux qui seroient assistans en sondict auditoire le jour ensuivant.

DU Lundy III. jour de Juin. Ce jour aucuns des conseillers, advocats & procureurs dudiect parlement firent en ladiete chambre, ez mains du premier president, serment de tenir le traictié de paix fait entre le roy nostre souverain seigneur d'une part, & le roy d'Angleterre, ainsi que fait avoir esté par les autres conseillers, advocats & procureurs & assistans en la chambre dudiect parlement le pénultieme jour de May dernier passé.

Retour des reines de France & d'Angleterre à Paris. Prise de Melun.

LE Lundy II. Decembre, les roines de France & d'Angleterre retournerent & entrèrent à Paris, lesquelles paravant avoient esté en la ville de Corbueil, durant le siege que avoient tenu les rois de France & d'Angleterre devant la ville de Meleun, laquelle avoit esté reduicte & remise en la puissance & obeissance du roy de France & dud. roy d'Angleterre heritier & regent de ce royaume; lesquels estoient le jour precedent premier jour de ce mois retournez à Paris, accompagnez de plusieurs ducs, comtes, barons & nobles desdicts royaumes de France & d'Angleterre; lesquels furent moult joyeusement & honorablement reçus en la ville de Paris; & furent les rues parées & tendues à grand solemnité, selon la possibilité & puissance des bourgeois, manans & habitans de ladiete ville de Paris, qui estoient moult diminuez en toutes manieres, tant de nombre de personnes, que de leurs chevances, par le fait des guerres & mortalitez.

Prevost de Paris.

DU Mardy XVII. Decembre. Jehan seigneur du Mesnil chevalier fist le serment à cause de l'office de la garde de la prevosté de Paris, &c.

L'Archevesque de Sens fait l'ordination à Paris, le siege vacant, par ordre du parlement.

DU Samedy XV. Fevrier M. CCCC. XX. Ce jour pour ce que on avoit accoustumé de celebrer à Paris les saints ordres, & que lors le siege de l'eglise & evesché de Paris estoit vacant, & la jurisdiction episcopale lediict siege vacant estoit contentieuse ceans en cas de saisine & nouvel

Tome II. Part. II.

leté, entre le chapitre d'une part & les archidiacres de ladiete eglise d'autre part, & la chose contentieuse mise en la main de la court & sous icelle gouvernée; & par ce ne pouvoient lesdictes parties commettre ou ordonner aucun à faire lesdicts ordres, obstant lediict procez & debat, mais appartenoit au roy & à la court de son parlement; & n'y avoit lors à Paris aucun evesque ou prelat, fors l'archevesque de Sens nommé messire Henry de Savoisy, LA COUR pour les causes dessusdictes, & afin que esclande, dommage ou inconvenient n'advienne par default de celebrer lesdicts ordres, ordonna que lediict archevesque, qui à ce s'estoit offert pour cette fois, sans prejudice de tous ceux qui ce puet toucher, feroit & celebreroit lesdicts ordres. En oultre a ordonné la court que les lettres qui seront faictes & baillées à ceux qui ce jour auront esté ordonnez & promeus esdicts ordres par lediict archevesque, seront scellées du scel de la court de Paris, & non mie du scel d'iceluy archevesque; & accommoda territoire ladiete court de parlement auctiict archevesque, pour promouvoir en cette ville esdicts ordres les subiects de son diocese, & pour cette fois seulement, & tout sans prejudice comme dessus.

Prisonniers de Melun.

DU Samedy XV. Mars. Ce jour furent au conseil les presidens & conseillers, pour conseiller & juger les procès des prisonniers amenez de Meleun ceans, *ut in registro de Lespine.*

Ce mesme jour fut escartellé Tanguy de Coesmerel.

Et le Samedy XXIX. Mars M. CCCC. XX. fut executé & esquartellé Jehan Gault l'un desdicts prisonniers (de Melun.)

Le mareschal de l'Isle-Adam prisonnier à la bastille.

LE Dimanche VIII. jour de Juing messire Jehan de Villiers chevalier, seigneur de l'Isle-Adam & mareschal de France, par l'ordonnance des gens du conseil du roy & par le commandement du duc d'Excester capitaine de Paris, fut arresté & mené prisonnier en la bastille S. Anthoine, pour ce que aucuns avoient rapporté que lediict mareschal avoit traictié de mettre dedans la ville de Paris les gens du dauphin, dont on avoit ap-

Eccc

AN 1421.

perceu plusieurs conjectures & vehementes presumptions contre ledict mareschal, qui avoit esté & estoit moult agreable aux bourgeois, manans & habitans de la ville de Paris, qui furent moult esmeuz ce jour, & y ot grand effroy à Paris pour occasion dud. arrest & emprisonnement, sous umbre de ce que aucuns contre verité avoient publié en la ville de Paris que les Anglois avoient tué ledict mareschal, & vouloient emmener le roy hors de Paris, dont il n'estoit riens. Et finalement le peuple qui estoit esmeu & armé, fut appaisé par la bonne diligence des gens du conseil du roy, des prevoists de Paris & des marchands & des eschevins & notables bourgeois de Paris.

Le roy d'Angleterre à Paris.

DU Vendredy iv. jour de Juillet. Ce jour le roy d'Angleterre regent & heritier du royaume de France, qui nouvellement estoit retourné d'Angleterre, où il avoit menée & laissée la royne d'Angleterre sa femme, fille du roy de France, vint de Gisors au giste à Paris, accompagné de petit nombre d'archiers & gens-d'armes. Et disoit-on que il faisoit passer son ost & autres gens-d'armes en grand nombre à Mantes & à Meulan, en la compagnie d'un sien frere & du roy d'Ecosse, en intention de faire guerre aux gens du dauphin de Viennois, qui tenoient, si comme on disoit, siege contre la ville de Chartres; lesquels nouvellement par siege & puissance d'armes estoient entrez en la ville de Galardon, & par traictié en la ville de Nogent-le-roy.

DU Samedy v. Juillet. Ce jour le roy d'Angleterre accompagné des chevalliers du conseil du roy, des prevoists de Paris, des marchands & d'aucuns seigneurs & gens Anglois en petit nombre, vint en l'eglise Nostre Dame de Paris.

Le Mardy suivant il partit de Paris accompagné de grand nombre de gens-d'armes, & alla au giste à Pontoise, en intention de assembler ses gens-d'armes & capitaines, pour aller combattre le dauphin & ses gens.

DUdict jour de Mardy viiij. Juillet. Ce jour le roy & la royne de France partirent de Paris, & allerent logger au chastel du bois de Vincennes, en intention, si comme on disoit, de y demeurer

jusques au retour dudit roy d'Angleterre, *aut alias quousque &c.*

Prevost de Paris.

DU Mercredy xxx. Juillet. Ce jour par l'ordonnance de la court vindrent au conseil en la chambre de parlement maistre Pierre de Marigny maistre des requestes de l'hostel du roy, commis à la garde de la prevosté de Paris, Germain Rapine son lieutenant, G. Drouart, H. Rapiout advocats du roy ou chastelet, le procureur du roy & autres examinateurs & officiers du roy ou dict chastelet, & aussi le procureur general du roy, & maistre Nicolas Roulin commis à l'office d'advocat du roy audit parlement, pour deliberer & pourvoir sur aucunes exactions que faisoient les advocats dudit chastelet, &c.

Jean Courtecuisse élu evesque de Paris.

DU Samedy xxx. jour d'Aoust. Ce jour à la requeste de l'université, du recteur & deputez d'icelle, la court octroya à maistre Jehan Courtecuisse esleu confirmé evesque de Paris, lettres recommandatoires adressans au roy d'Angleterre heritier & regent de France.

Procession pour la naissance d'un fils au roy d'Angleterre.

LE Mercredy xxiv. jour de Decembre, la court alla aux processions generales à l'eglise de Paris, ordonnées estre faictes principalement pour remercier Dieu des nouvelles certaines rapportées de la naissance du fils du roy d'Angleterre & de la royne fille du roy de France, & pour prier Dieu pour le salut & prosperité du roy & de son royaume, ses amis; alliez & bienveillans. Et pour ceste cause fut délayée la prononciation des arrests jusques au Samedy dixiesme jour de Janvier ensuivant.

Prevost de Paris.

DU Mardy iiii. jour de Febvrier. Ce jour maistre Symon de Champ-luyfant fut receu en office de prevost de Paris, & fist le serment accoustumé; & furent les lettres corrigées après la lecture & publication d'icelles, pour ce qu'elles s'adressoient au chancelier, & furent razez ces mots qui s'ensuivent, escripts sur la marge desdictes lettres, c'est

AN. 1421.

à sçavoir: *Prestitit solitum juramentum in manu cancellarii*, FLOURY. Et après furent leüs & publiés ou chastelet.

Prise & reprise de Meulan.

DU Mardy vii. Avril. Ce jour furent faictes deffenses de par le roy, que nul sur certaines peines ne rencherist vi-vres ne marchandises à Paris, pour oc-casion de la prise de Meurlanc, qui avoit esté ou estoit prise & occupée par les dau-phins Dimanche v. de ce mois, qui le rendirent le xv. jour dudiect mois aux gens du roy estans devant en siege.

Le roy & la reine d'Angleterre au bois de Vincennes, puis à Paris.

DU Mardy xxvi. May. Ce jour le roy d'Angleterre au retour du siege de Meaux retourna au bois de Vincennes au giste, où estoient le roy & la royne. Semblablement le même jour retourna audiect bois de Vincennes la royne d'Angleterre nouvellement retournée du royaume d'Angleterre, après qu'elle ot conceu & enfanté un fils nommé Henry.

Reddition de Compiègne.

DU Vendredy xii. Juin. Ce jour le roy & la royne d'Angleterre se par-tirent de Paris, & allerent au giste à S. Denis, en intention d'aller à Compiègne recevoir la delivrance de la ville de Compiègne, selon la forme & teneur de cer-tain traité sur ce fait avec les gens de la garnison qui tenoient ladiete ville.

Ambassadeurs de Bretagne, pour jurer le traité de Troyes.

LE Lundy xxvii. jour de Juillet vin-drent à Paris les evesques de Nan-tes & de Vannes, les sires de Combour & de Montauban, le procureur general du duc de Bretagne & autres ambassa-deurs d'iceluy duc, ayans entr'autres cho-ses mandement & pouvoir special de par le duc & pays de Bretagne, si comme on disoit, de jurer le traité de la paix fi-nal d'entre les roys & royaumes de Fran-ce & d'Angleterre, soubz certaines ma-nieres & instructions à eux baillées.

Mort du roy d'Angleterre.

DU Lundy dernier jour d'Aoust. Ce jour à deux heures après minuiet

trespassa au chastelet du bois de Vincennes le roy d'Angleterre Henry lors regent du royaume de France. Et furent preliens à son trespas, si comme on disoit, son frere le duc de Bethford, le duc d'Ex-cester son oncle & autres plusieurs grands seigneurs du pays d'Angleterre, où il fut transporté pour enterrer.

Du Mardy xv. jour de Septembre. Ce jour le corps du feu roy d'Angleterre na-gueres trespasé ou chastelet du bois de Vin-cennes, fut transporté en l'eglise S. De-nis en France, pour d'icelle estre trans-porté en Angleterre.

Du Samedy xix. Septembre. Ce jour retournerent à Paris au giste en l'hostel de S. Paul le roy & la royne, qui avoient esté paravant longtemps ou chaf-rel du bois de Vincennes, & depuis à Senlis.

Mort du roy Charles VI.

DU Mercredi xxi. jour d'Octobre: Ce jour trespasla de ce monde le roy Charles VI. en son hostel de S. Pol à Paris, environ les sept heures du matin, après le quatre ou cinquiesme accèz de fiebvre quarte. *Anima ejus in pa-ce requiescat.* Ce jour les tresoriers, cha-noines & college de la Ste. chapelle alle-rent à l'hostel de saint Paul dire vigiles & oraisons pour l'ame dudiect feu Char-les VI.

Executeurs subrogés à ceux que Charles VI. avoit nommés par son testament, qui estoient morts.

LE Vendredy xxiii. jour d'Octobre L'après dîner furent assemblez en la chambre de parlement messire Jean le Clerc chancelier de France, l'evesque de Therouenne, M. Jean Aguenin, M. Jehan de Longueil, M. R. de Fontaine confesseur du roy dernier trespasé, M. N. Fraillon, M. J. de Mailly, M. P. de Marigny, M. Jacques Branlard, M. Th. Tieffart, messire Lourdin de Saligny, le sire de Courcelles, le sire de Rancé chambellans dudiect feu roy, Henry de Leans maistre d'hostel de la royne. Et exposa lediect chancelier que tous les executeurs nommez ou testament dudiect deffunct, fait ou mois de Janvier m. cccc. xii. c'est à sçavoir, les feus ducs de Berry, de Bourgongne, d'Orleans & de Bourbon, M. Arnault de Corbie, l'evesque d'Aucerre, l'evesque d'Arras,

Eccc ij

A. M. 1422.

Ann. 1422.

le vicomte de Meleun, le sire des Bordes, messire Charles de Savoisi, M. Pierre d'Ailly, M. Jehan Crete, M. R. de Coulons & Marchieu de Lignieres, estoient trespassez; & que pour ce du consentement de la royne avoient esté advisez autres, pour estre subrogez ou fait de l'exécution dudit testament, les ducs de Bethford, de Bourgongne, de Bretagne, ledit chancelier, les evesques de Therouenne & de Beauvais, ledit de Fontaine, les premier & second presidens de ceans, lesdits de Saligny, de Rancé & de Courcelles, M. J. de Mailly & Michel de Laillier. Et finalement par provision, & jusques à ce que autrement en fust ordonné, furent commis lesdits Aguenin, de Fontaines, Rully, Laillier & Rancé, & les trois ou quatre d'iceux, à faire faire inventaire des meubles dudit defunct, & les obseques & funerailles d'iceluy seulement; & leur est donné puissance de contraindre & faire contraindre ceux qu'il appartiendra, à exhiber & bailler lesdits biens, & de vendre & adenerer d'iceux prouffitabement, pour faire lesdites funerailles & accomplir. Et ont fait les dessus nommez commiser le serment accoustumé; & aussi a fait Regnaudin Doria, qui fera la recepte & mise desdits biens & funerailles, par l'ordonnance desdits commis; & leur a esté baillé commission en la forme qui s'ensuit: **LE CHANCELLIER** & autres gens du conseil estans huy en la chambre du parlement à Paris; à tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut. Sçavoir faisons que pour la seureté des biens demourez du decez de feu de bonne memoire le roy Charles VI. nagueres trespasse, nostre souverain seigneur, cui Dieu pardoint, & pour pourvoir à ses inhumation, obseques & funerailles, par maniere de provision & jusques à ce que autrement y soit ordonné, avons commis & deputé, commettons & deputons maistres Jehan Aguenin president en parlement, Regnault de Fontaines nagueres confesseur dudit feu roy, Philippes de Rully tresorier de la sainte Chapelle, Pierre de Fontenay chevalier seigneur de Rancé maistre d'hostel, & Michel de Laillier maistre des comptes, pour &c. Donné à Paris sous le signe de la chambre dudit parlement, le xxiii. Octobre M. cccc. xxii. Par le conseil, *sub sigillo castelleti in alba cera.*

Le duc de Bethfort à Paris.

LE Jeudy v. Novembre le duc de Bethford frere du roy d'Angleterre dernièrement trespasse, vint à Paris descendre devant l'eglise N. D. Et après ce qu'il eut esté en ladicte eglise, il alla par devers la royne en l'hostel de saint Pol, ou quel estoit nagueres trespasse le xxi. jour d'Octobre le roy Charles VI. dont le corps estoit encores en iceluy hostel, embasme & mis en plomb, en intention d'estre transporté & enterré à S. Denis selon les manieres & solemnitez accoustumées.

Henry roy de France & d'Angleterre.

DU Lundy ix. jour de Novembre. Toutes lettres faictes & signées dudit jour en la chancellerie de France, furent faictes au nom de Henry roy de France & d'Angleterre, & scellées du scel de la prevosté de Paris en cire blanche, ainsi que scellées avoient esté depuis le trespas du roy nostre sire les autres lettres faictes ou nom du chancelier & conseil de France.

Obseques de Charles VI.

DUDIT jour. Ce jour les presidens & conseillers du parlement allerent à l'hostel S. Pol à Paris, ou quel estoient plusieurs prelatz, gens d'eglise, chapitres, colleges, conseillers & officiers de ce royaume, assemblez pour accompagner le corps du roy Charles VI. nagueres trespasse; lequel fut le jour dessudict à quatre heures après midy porté & mis en l'eglise de Paris, en laquelle furent dictes vigiles & lendemain la messe & le service pour l'ame dudit roy honorablement, ainsi qu'il appartient. Et lendemain, qui fut x. jour dudit mois de Novembre, à grand compagnie & solemnitez accoustumées fut le corps dudit roy porté en l'eglise S. Denis, où il fut enterré lendemain xi. jour après la messe & le service, où furent presens les presidens & conseillers de la cour, qui continuellement accompagnerent le corps dudit roy depuis ledit hostel de S. Pol, jusques en ladicte eglise de S. Denis. Etrenoient les quatre bouts du poisse quatre desdits presidens, aux quatre coings de la litiere; & à l'environ tenoient ledit poile les autres conseillers de lad. court & greffiers & notaires d'icelle court, qui

estoyent joignans & prochains desdicts presidens & conseillers, & emprès eux estoient les huissiers de la cour, pour garder que aucuns autres ne fissent presse ou desarray environ le corps dudit feuroy, dont Diex ait l'ame.

Prevost de Paris.

LE Mardy premier jour de Decembre M. Symon de Morhier chevalier fut ez plaidoiries presenter ses lettres à la court de l'office de garde de la prevosté de Paris, & y fut receu, & fist le serment accoustumé audit office, que tenoit paravant maistre Symon de Champ-luisant, lequel fut par le conseil du roy tenu par le duc de Bethford fait quart president, auquel office ledit Champluisant fut lendemain lecond jour dudit mois de Decembre receu, & fist le serment accoustumé.

Ambassade du duc de Bretagne au parlement.

LE Samedy xiii. Fevrier M. Jehan de Chevery chevalier, M. Henry Canu secretaire, & Raoul Gruel escuyer, ambassadeurs du duc de Bretagne & du comte de Richemont, presenterent de par eux lettres de creance à la cour, & exposa icelle creance ledit de Chevery, & entre autres choses disoit que lesdicts duc & comte les avoient envoyez par deça, pour signifier à ladicte court & ailleurs la bonne volonté & affection qu'ils avoient à l'entretenement du traictié de la paix d'entre les roys & royaumes de France & d'Angleterre.

Le duc de Bourgogne & le comte de Richemont à Paris.

DU Vendredy xxvii. Aoust. Ce jour vindrent à Paris le duc de Bourgogne & le comte de Richemont; & à l'encontre d'eux yfit de Paris le duc de Bethford, & alla asseoir près de la Chapelle-sainct-Denis, & retourna avec eux jusques en l'hostel de la royne de France.

La vraye croix monstrée par le duc de Bethford.

LE Vendredy xxi. jour d'Avril le duc de Bethford qui s'estoit venu lo-ger au palais, monstra au peuple la vraye croix, ainsi que ont accoustumé de faire les rois de France audit jour du S. Vendredy.

Le duc de Bethford à Paris, après la bataille de Verneuil.

AN. 1424.

LE Vendredy viii. jour de Septembre feste de la Nativité de Nostre-Dame vindrent à Paris le duc de Bethford regent & le comte de Salisbery & leurs femmes, qui vindrent descendre en l'eglise de Paris, rendre graces à Dieu de la victoire nagueres obtenue contre leurs ennemis devant la ville de Verneuil ou Perche le xvii. jour de ce mois d'Aoust dernier passé. Et allerent au-devant desdicts duc & comte & de leurs femmes jusques au champ du Lendit les gens du conseil du roy & autres officiers, bourgeois, manans & habitans de la ville de Paris en grand nombre à pied & à cheval. Et ce jour à ladicte entrée furent les rues parées & feux faicts en la ville de Paris par l'ordonnance des gens du conseil du roy, en signiffiance de joye & de liesse.

Sacre & entrée de Jacques du Chastellier eveque de Paris.

DU Vendredy xxx. May m. cccc. xxvii. Ce jour messire Jacques du Chastellier eveque de Paris fist prier les presidens, conseillers & officiers du parlement d'estre Dimanche prochain en l'eglise sainte Genevieve à la messe de sa consecration, & de l'accompagner ce jour à la premiere entrée *in pontificalibus* en l'eglise de Paris, & au dîner en son hostel episcopal.

AN. 1427.

Le Dimanche premier jour de Juin messire Jacques du Chastellier eveque de Paris fit sa premiere entrée *in pontificalibus* en l'eglise de Paris, & y fut receu moult honorablement, après que il ot esté consacré ce mesme jour en l'eglise sainte Genevieve. Et pour ce en l'eglise de Paris fut la grand messe celebrée par l'evesque de Constances en la presence dudit eveque de Paris, qui ce jour avoit esté consacré, comme dict est.

Concile de la province de Sens tenu à Paris.

DU xxvi. Fevrier m. cccc. xxviii. Ce jour l'arcevesque de Sens vint en la chambre de parlement, disant qu'il y estoit venu pour faire l'honneur & la reverence à la cour, & pour declarer la cause de sa venue à Paris: c'est à sçavoir pour tenir & celebrer le concile provincial avec les prelatz, chapitres, colleges

AN. 1427.

Eccc iij

AN. 1429.

& personnes ecclésiastiques de la province de Sens, convocquez de par luy à comparoir en cette ville de Paris au premier jour de Mars prochain venant. Et oultre disoit qu'il estoit venu devers la cour pour avoir d'elle conseil, confort & aide où besoing seroit, en offrant service, prières & oraisons & après congratulations. Fut respondu de par la cour que la cour tenoit que ce qu'il avoit fait & entendoit à faire, seroit à l'honneur & louange de Dieu, au profit des églises & personnes ecclésiastiques, à la benevolence du roy, & qu'en ce qui concernera ou regardera l'estat & office de ladite cour, elle fera ce qu'il appartiendra. Et lors entre autres choses fut dict par iceluy archevesque, qu'il y avoit plus de quatre ans passez qu'on n'avoit tenu concile provincial audict archevesché de Sens.

Le traité de Troyes juré de nouveau à Paris.

DU xxvi. Aoust. Ce jour messire Loys de Luxembourg evesque de Therouenne & chancelier de France vint en la chambre de parlement, où estoient les presidens & conseillers des trois chambres dudict parlement, les maistres des requestes de l'hostel, l'evesque de Paris, le prevost de Paris, les maistres & clerks des comptes, les advocats & procureurs de ceans, l'abbé de Chastillon, le prieur de Corbueil, M. J. Chuffart, M. Pasquier de Vaulx, le doyen de S. Marcel, le commandeur de S. Anthoine, le tresorier de S. Jacques de l'hospital, le prieur de sainte Catherine, le prieur des Jacobins, le prieur des Carmes, le prieur des Celestins, le curé de S. Laurens, le curé de S. Nicolas des Champs, le curé de S. Medard, le curé de sainte Croix, les fermiers de la cure S. Andry des Ars, Jacques de Loir, M. J. du Four, M. Jeh. Dieu-le-fist, le curé de S. Innocent, M. J. de Buy, M. J. Talence, M. J. Dorches, J. de Rius dict Dinadam, M. Jeh. Miray, M. P. Girault, M. Jeh. Bonpain & plusieurs autres; lesquels en ensuivant ce que avoit esté juré par plusieurs habitans de Paris, en la presence des ducs de Bethford regent & de Bourgogne, estans lors en la salle de ceans sur Seine, un jour avant le dernier departement du duc de Bourgogne de cette ville de Paris, & ce que depuis avoit esté juré par plusieurs desdits habitans en la presence du duc de Bethford avant son dernier departement de Paris, firent serment en effect de vivre en paix & union en cette

ville, sous l'obeissance du roy de France & d'Angleterre, selon le traictié de la paix.

Dudict jour ledict chancelier en la presence des gens du conseil du roy estans lors en ladite chambre de parlement, commist M. Phelip. de Rully tresorier de la sainte Chapelle & maistre des requestes de l'hostel, & maistre Marc de Foras archidiacre de Thierache, maistre des comptes du roy, à recevoir les sermens pareils que dict est, des gens d'église de Paris seculiers & reguliers. Et lendemain & les jours ensuivans allerent lesdits commis ez chapitres & convents & églises de cette ville, pour faire ce que dict est. Et depuis vacqué la court par plusieurs journées, & n'ont point esté assemblez ceans les presidens & conseillers pour ouïr les plaidoiries, & pour entendre à l'expedition des causes & procez en la maniere accoustumée; mais seulement sont aucuns d'iceux venus en la chambre de parlement, pour oyr requestes des causes urgens & necessaires, & pourveoir aux cas survenans à l'occasion des gens d'armes de messire Charles de Valois estans en plusieurs villes & citez environ Paris.

*Entreprise sur Paris, sans succès.
La Pucelle d'Orleans blessée.*

DU Jendy viii. Septembre M. cccc. xxix. Ce jour feste de la Nativité de la mere de Dieu, les gens d'armes de messire Charles de Valois assemblez en grand nombre d'emprés les murs de Paris lez la porte S. Honnoré, esperans par commotion de peuple grever & dommager la ville & habitans de Paris plus que par puissance d'armes, environ deux heures après midy commencerent de faire semblant de vouloir assaillir ladite ville de Paris; & hastivement plusieurs d'iceux estans sur la place aux Pourceaux & environ près de ladite porte, portant longues bourrées & fagots, descendirent & se boutterent es premiers fossez, ezquels n'avoit point d'eau, & getterent lesdites bourrées & fagots dedans l'autre fossé prochain des murs, esquels avoit grand eau; & à celle heure y ot dedans Paris gens affectez ou corrompus, qui esleverent une voix en toutes les parties de la ville deçà & delà les ponts, crians que tout estoit perdu, & que les ennemis estoient entrez dedans Paris, & que chacun se retrahist & fist diligence de soy sauver. Et à celle voix à une mesme heure

de

de l'approchement desdits ennemis se départirent des eglises toutes les gens estans lors es sermons, & furent moult espouvantez, & se retrahirent les plusieurs en leurs maisons, & fermerent leurs huys. Mais pour ce n'y avoit aucune autre commotion de faict entre lesdits habitans de Paris, & demourerent à la garde & deffense des portes & des murs d'icelle ville ceux qui estoient deputez, & en leur aide survindrent plusieurs autres desdits habitans, qui firent très-bonne & forte resistance aux gens dudit messire Charles de Valois, qui se tindrent dedans ledit premier fosé & dehors sur ladicte place aux Pourceaux & à l'environ, jusques à dix ou onze heure de nuit qu'ils se départirent à leur dommaige; & d'eux en y avoit plusieurs morts & navrez de traicts & de canons, & entre les autres fut blessé en la jambe de traict une femme que on appelloit la Pucelle, qui conduisoit l'armée avec les autres capitaines dudit messire Charles de Valois, qui s'attendoient de plus grever Paris par ladicte commotion que par assaut ou force d'armes; car se pour chacun homme qu'ils avoient lors, ils en eussent eu quatre ou plus aussi bien armez qu'ils estoient, ils n'eussent mie pris ladicte ville de Paris par assaut ne par siege, tant qu'il y eust eu vivres dedans la ville, qui en estoit lors bien pourvûe pour long temps, & estoient les habitans bien unis avec les gens d'armes de ladicte ville, pour resister à l'assaut & entreprise dessusdicte, & mesme pour ce que on avoit dict & disoit on publiquement à Paris que ledit messire Charles de Valois fils du roy Charles VI. dernier trespasé, cui Dieu pardoint, avoit abandonné à ses gens ladicte ville de Paris & les habitans d'icelle grands & petits de tous estats, hommes & femmes, & quod erat sua intentio redigendi ad aratrum urbem Parisensem Christianissimis civibus habitatam, quod non erat facile credendum.

Arrivée du duc de Bourgogne & du cardinal d'Excestre à Paris.

DU dernier Septembre. Ce jour après ce que messire Charles de Valois & les gens d'armes se furent partis & eslongnez de la ville de S. Denis, le duc de Bourgogne vint & entra à Paris à grant compagnie de gens d'armes, & lui furent au-devant le duc de Bethford regent, les gens du conseil du roy, les prevost des marchans, eschevins &

plusieurs des habitans de la ville de Paris. Et le Jeudy prochain ensuivant vi. jour d'Octobre vint & entra à Paris le cardinal d'Excestre, auquel fut au-devant le duc de Bourgogne à grand compagnie.

Lundy x. jour d'Octobre vindrent par sauf-conduit en la ville de S. Denis messire Regnault de Chartres archevesque de Reims, chancelier, & autres conseillers ambassadeurs de messire Charles de Valois, en esperance d'assembler & traictier avec les seigneurs & gens du roy estans à Paris. Et ce mesme jour par l'ordonnance du conseil messire Jeh. de Lucembourg & messire Hue de Lannoy allerent de Paris devers ledit archevesque, & ce mesme jour retournerent. *Quid inter eos actum sit, novit qui nihil ignorat.*

Trefve. Le duc de Bourgogne lieutenant general.

DU Jeudy xiiii. Octobre. Ce jour, en la presence du duc de Bourgogne & des habitans de Paris assemblez en grand nombre furent en la salle de ceans sur Seine publiez les lettres de l'abstinance d'entre messire Charles de Valois & aucunes des villes & forteresses à luy obeissans, dont esdictes lettres estoit faicte mention. Furent aussi publiees les lettres de la lieutenance & gouvernement baillez audit duc de Bourgogne, & par luy acceptez, à la requeste du duc de Bethford regent, du cardinal d'Excestre, de l'université, des prevost des marchands & eschevins de Paris, si comme on disoit. Et le xxvii. de ce mois partirent de Paris pour aller en Normandie le duc de Bethford regent & sa femme sœur du duc de Bourgogne, & iceluy duc de Bourgogne les convoya jusques à S. Denis, où ils demourerent tous au giste. Et le Mardy ensuivant partit le duc de Bourgogne de Paris, pour aller en son pays de Flandres, pour attendre & recevoir sa fiancée fille du roy de Portugal.

Supplie de quelques habitans affectionnez au roy Charles VII.

DU viii. jour d'Avril m. cccc. xxix. (nouveau stile m. cccc. xxx.) Ce jour furent decapitez ez halles de Paris maistre Jehan de la Chapelle clerc des comptes, Regnault Savin, Pierre Morant procureurs au chastelet, Jehan le François dict Baudran, Guillaume Perdriau couseuriers, & Jehan le Rigueux boulanger, pour cause de certaine conf.

AN. 1430.

piration faite entre eux & autres, de baillier aux gens messire Charles de Valois entrée & obéissance en la ville de Paris; dont les deux d'iceux, c'est assavoir lesdicts de la Chapelle & Baudran, furent ecartelez. *Quorum & omnium fidelium defunctorum animabus Deus sit misericors & propitius.*

Rejouissances pour l'arrivée du roy d'Angleterre à Calais.

DU Jeudy xxvii. Avril m. cccc. xxx. Ce jour vindrent certaines nouvelles par lettres & messages de la venue du roy à Calais, qui avoit prochainement à grant compagnie de gens d'armes passé la mer, sans empeschement de maladie ou autre destourbier sur mer, dont le chancelier & les gens de son grand conseil à grande suite de peuple vindrent en l'église de Paris, pour en faire prières & graces à Dieu pour le salut & prosperité de ce royaume & de ses subgez; & firent chanter *Te Deum laudamus* par les chanoines, chapellains & choriaux assemblez pour ce en ladicte eglise assez tost après onze heures devant midy. Et ce jour en furent faits les feux par les rues de Paris en plusieurs lieux. Et le lendemain par l'ordonnance des gens dudit grand conseil furent faites processions generales des habitans de la ville de Paris de l'église Nostre-Dame à sainte Genevieve, à l'occasion de ce que dict est.

Reglemens pour l'entrée du roy d'Angleterre à Paris.

DU xiiii. May. Ce jour assemblerent en la chambre des enquestes les commissaires esleus de par la court Mercredy dernier passé, pour aviser en quel estat la court iroit devers le roy à sa venue & entrée en la ville de Paris; lesquels adviserent & conclurent ensemble que la court iroit en habit long, decient, de pareille couleur vermeille, en chaperons fourrez, à chevalz, le plus honorablement que faire pourra selon l'opportunité & selon la disposition du temps, & qu'il sera expedient de avoir propofans, pour parler & remontrer au roy ce qu'iluy sera à dire de par la court, & que à la premiere venue *in transitu* sur les champs le premier president pourra en dire en brief de par la court au roy, *pro salutatione, congratulatione & recommendatione*, ce qu'il verra à dire selon

l'opportunité de l'heure & du temps; & à un autre jour après à plus grand loisir parlera maître Robert de Chancey tiers president, pour remontrer au roy entre autres choses comment les rois & princes doivent tenir la main afin que justice soit faite & gardée en leurs royaumes & seignories, & quel bien en vient, & de faire le contraire quels maux en adviennent. Et après parlera pour la court M. Jean Rapiout advocat, pour declarer plus particulièrement l'estat & l'autorité de ladicte court, & la charge des conseillers & officiers, en les recommandant au roy, ainsi que plus à plain sera advisé par les commissaires & propofans dessusdicts.

DU xiiii. Juin. Ce jour furent avant les playdoiries assemblez en la chambre de parlement les presidents & conseillers des trois chambres d'icelluy parlement, pour avoir avis & deliberation en quel estat & en quels habits ils seroient au premier advenement du roy, que on attendoit prochainement à Paris; & sur ce conclurent qu'ils iroient au-devant du roy à cheval hors des portes, jusques à certain lieu qui seroit advisé, & seroient vestus tous les clerks & conseillers & officiers dudit parlement de draps en longues robes & chaperons fourrez, & les lais de drap vermeil. Et par ce que aucuns des gens des comptes avoient imagination & volenté d'estre avec la court oudict advenement du roy, fut conclud par la court de dire ou faire dire auxdicts gens des comptes, qu'il sembloit plus convenable que chacune court, college ou université uniement à part foy, sans foy entremesler l'une parmy l'autre, feüst à ce au-devant du roy. Mais par ce qu'il y avoit plusieurs des conseillers de ceans absens, fut conclud que avec lesdicts presidents & conseillers de parlement seroient les advocats en longues robes & chaperons fourrez; & les procureurs qui auront chevaux, y seront aussi en longues robes avec & en la compagnie desdicts presidents & conseillers.

College de Lixieux.

DU xix. Juin. Ce jour à conseiller l'appointement sur la requeste baillee ceans par escript par maître Simon de Plumetot conseiller du roy, requerant deux ou trois des conseillers de ceans estre commis, qui appelez les subrogez à l'exécution de feu messire Guillaume d'Estoteville en son vivant evesque de Lisieux

Lisieux, l'un des principaux fondeurs du college de Lisieux assis à Paris ou mont Ste Genevieve, & aultres qui feroient appeler, pour arbitrer & determiner du nombre des escoliers du diocese de Lisieux qui devroient estre bourgeois oudict college pour le temps advenir, & pour ce faire aient esté commis certains commissaires de ladicte court, qui après ce qu'ils ont ouy lesdits subrogez, est appointié que de ce que requis & proposé avoit esté par les parties, seroit baillié de chacune d'icelles parties une cedula; lesquelles veües, oye la relation des commissaires, IL SERA DICT que d'ores en avant aura oudict college fix theologiens bourgeois dudit evesché de Lisieux, & aultant du pays de Caux.

Autre reglement pour l'entrée du roy d'Angleterre à Paris.

DU XXIV. Novembre. Ce jour furent assemblez au conseil en la chambre de parlement les presidens & conseillers d'icelui parlement, & y firent venir les advocats & procureurs, pour leur dire & signifier qu'ils fussent en la compagnie desdits presidens & conseillers & les aultres officiers de la court, à la venue & au devant du roy, que on attendoit dedans huit jours prochains estre en la ville de Paris, selon ce que avoit esté advisé & deliberé le XIII. jour de Juin M. cccc. xxx. Et le Dimanche second jour de Decembre ensuivant s'assemblerent en la chambre dudit parlement les presidens, conseillers, greffiers, notaires, huissiers, advocats & procureurs, ainsi que dessus est dict avoir esté advisé & deliberé, & partirent entre neuf & dix heures du palais, pour aller ordonnément deux à deux au devant du roy, qui estoit le jour precedent venu à S. Denis, pour lendemain, c'est assavoir icelui Dimanche, faire son entrée à Paris; & icelluy rencontrèrent entre la Chapelle S. Denis & le molin à vent, accompagné de ducs, comtes, barons & grans seigneurs d'Angleterre. Et après ce que luy eust esté dict par la bouche du premier president ce qui avoit esté deliberé d'estre dict en reverence & humilité, & après la réponse convenable sur ce faite, retournerent paisiblement sans presse audevant du roy, en l'ordre qu'ils s'estoient partis, jusques en ladicte chambre de parlement. *De caeris solemnitatibus primi adventus regis nihil aliud describitur, ob defectum pergamini* & eclipsim justiciæ.

Tome II. Part. II.

Le roy d'Angleterre tient le parlement, & se fait prester serment de fidelité. AN. 1431.

DU XXI. Decembre. Ce jour feste de S. Thomas l'apostre, le roy tint le parlement, presens le cardinal d'Angleterre, le duc de Bedford ses oncles, messire Louis de Lucembourg evesque de Therouenne chancelier, les evesques de Beauvais, de Noyon, de Paris, d'Evreux, les comtes de Warwick, de Stafford, de Salisbury, d'Arondel & de Mortaing, messire Raoul Cramoel premier chambellan, M. Guillaume Portier, le sire de Tiptot, le sire de Rochefort, M. Guillaume Phelipes, M. Raoul le Bouteiller chevaliers Anglois, M. Simon Morhier, M. Jehan de Courcelles, M. Morelet de Bethencourt, M. Giles de Clamecy, M. Jehan de Piccy, M. Jehan le Clerc, M. Raoul le Sage, M. N. Fraillon, M. Philippes de Rully, M. Pierre de Marigny, M. Thomas Falsier, M. Hugues Rapiout maistres des requestes de l'hostel, Guillaume Sanguin prevost des marchands & les eschevins de la ville & cité de Paris, les advocats & procureurs oudict parlement, & plusieurs aultres; & furent leüs les ordonnances & faicts les sermens accoustumez; & en oultre fut faict le serment de nouvel ordené estre faict ez mains du roy par les gens de son grand conseil & ses aultres conseillers & officiers estans à Paris. Et firent icelluy serment les presidens, conseillers & tous officiers & aultres estans en la chambre dudit parlement, qui n'avoient faict ledict serment; duquel la teneur s'ensuit: VOUS JUREZ & promettez que à nostre souverain seigneur Henry par la grace de Dieu roy de France & d'Angleterre cy present vous obeirez diligemment & loyalement, & ferez ses loyaux officiers & vrayz sugiez & de ses hoirs perpetuellement, comme vray roy de France, & que jamais à nul aultre pour roy de France ne obeirez ou favoriserez. *Item* que vous ne ferez en aide, conseil ou consentement que nostredict souverain seigneur ne ses hoirs rois de France & d'Angleterre perdent la vie ou membre, ou soient pris de mauvaise prise, ou qu'ils souffrent dommage ou diminution en leurs personnes, de leurs estats, seigneuries ou biens quelconques, mais se vous sçavez ou congnoissez aucune chose estre faite, pourpenlée ou machinée, qui leur puist porter dommage ou prejudice, ou à leurs adversaires prouffit, aide ou confort en faveur,

Ffff

AN. 1431.

comment que ce soit, vous l'empescherez en tant que vous pourrez & sçavez, & par vous mesmes par messages ou lettres le ferez sçavoir ausdicts rois ou à leurs principaulx officiers, ou autres leurs gens ou bienveillans auxquels pourrez avoir accez, tout le plustost qu'il vous sera possible, sans dissimulation aucune; & entendrez & vous employerez de tous vos pouoirs à la garde, tuition & deffence de sa bonne ville de Paris. ET APRES le serment fait par les dessusdicts, le roy dist en Anglois, & fist dire par ledict comte de Warwich, que le roy les garderoit & maintiendrait. Et en après fist dire que aucuns vouloient faire hommaige au roy, ils y seroient receus. Et incontinent se leverent & firent hommaige le comte Staford de la comté du Perche, le bastard de S Pol & autres de terres & seigneuries à eux données par le roy.

L'abbesse de S. Antoine prisonniere au chastelet.

AN. 1432.

DU III. Septembre Ce jour.... survindrent au conseil M. Thomas Fassier maistre des requestes de l'hostel, messire Simon Morhier prevost de Paris, maistre Jehan Larchier son lieutenant criminel, pour avoir advis & deliberation sur le contenu es certaines informations touchans l'abbesse & aucunes des religieuses de saint Anthoine & autres, que on disoit estre consentans & coupables d'aucunes conspirations contre la ville de Paris, *ut in registro magistri Johannis de Spina grapherii criminalis.* Et ce jour ladicte abbesse fut prise & mise de fait hors de la franchise de son eglise, & amenée au chastelet de Paris prisonniere par ledict prevost, son lieutenant & autres examinateurs dudit chastelet.

Mort de la duchesse de Bethford Anne de Bourgogne.

DU XIV. Novembre. Ce jour le duc de Bedford regent & gouvernant le royaume de France a fait signifier à la court que environ deux heures après mynuict feu très-noble dame Anne de Bourgogne sa femme estoit allée de vie à trespas; & pour ce qu'il ne lui estoit point apparu de testament, & ne sçavoit encor qui se porteroit son heritier, il vouloit & consentoit que tout ce qui seroit à faire touchant le fait de ladicte def-

functe sa femme, feüst fait par l'auctorité de la court de parlement & par justice. Et de son consentement ont esté commis de par la court sire Regnault Doriacon conseiller du roy en sa chambre des comptes, & Pierre le Verrat escuyer, pour faire & entendre ou fait des enterrement, obseques & funerailles d'icelle deffuncte.

Départ du duc de Bethfort.

DU V. Febvrier M. CCCC. XXXII. (*alias* M. CCCC. XXXIII.) Ce jour partit de Paris le duc de Bedford, pour aller par eau à Rouen & de là à Calais. Ce jour en sa preséence fut prononcé par le chancelier ou grand conseil l'appointement en la cause introduite & pendant oudict conseil d'entre le procureur du roy demandeur d'une part, & messire Philippes de Morvillier premier president defendeur d'autre part. Dieu luy doint bon advis & patience.

AN. 1433.

L'université de Paris s'oppose à l'establisement de l'estude des loix & decretz à Caen.

DU XII. Novembre. Ce jour les recteur & deputez de l'université de Paris & le prevost des marchands firent dire & remontrer au chancelier & aux presidens & conseillers de parlement, par la bouche de M. Guillaume Erart maistre en theologie, qu'ils avoient entendu que on vouloit instituer, establir ou fonder en la ville de Caen estude de loix & de decretz, & comment ce pourroit redonder ou grand dommaige & prejudice du roy & de son royaume, ou prejudice & à la diminution ou confusion de la foy Chrestienne, ou prejudice de la souveraineté & ressort de la court de parlement, contre le traité de la paix, & singulierement prejudicieroit à la restauration de la cité & estude. Declairoit en outre ledict Erart les dommaiges & inconveniens disposez d'advenir par ledict estude de Caen, & avec ce remonstroit comment ledict estude n'estoit mie utile ne necessaire, especialement pour le pays de Normandie, qui est tout réglé & gouverné par coutumes; & comment à Louvain, à Dole & ailleurs avoit estude de loix pour fournir ce royaume de legistes & juristes. Parquoy vouloit dire iceluy Erart qu'il n'estoit necessité ne utilité de establir ladicte estude

estude de Caen ; & que en tant que besoing seroit, l'université de Paris offroit de consentir & permettre à Paris estude de droit civil *ad tempus*, ainsi que seroit advisé ; en suppliant au chancelier & à la court que ce voulsissent remontrer ou faire remontrer au roy & à son conseil où il appartiendroit, afin que ledict estude ne soit estably ou fondé en ladicte ville de Caen. Sur quoy le chancelier fist response, en disant aux dessus nommez qu'ils baillassent par escript devers la court leur office dessusdict, & que on auroit advis sur ce qui avoit esté dict & requis de par l'université & le prevost des marchands de Paris.

Mort d'Isabeau de Baviere reine de France.

1435. **D**U dernier Septembre. Ce jour dame Ysabel de Baviere roine de France, veufve du feu roy Charles VI. trespassa en l'hostel de saint Pol à Paris. Dieu luy soit misericors & en ait l'ame & de tous autres.

Ses obseques.

DU XIII. Octobre. Ce jour ont esté assemblez en la chambre de parlement messieurs les presidens & tous les autres conseillers des trois chambres, pour avoir advis & deliberation en quel estat doibt estre la court à l'enterrement & funerailles de Ysabel de Baviere roine de France, en son vivant femme de tres.hault, tres.puissant & tres.excellent prince le roy Charles de Valois VI. cui Dieu pardoint, laquelle doibt huy après disner estre apportée en l'eglise Nostre-Dame de Paris, & de là en l'eglise saint Denis en France. Et a esté conclud par les dessusdicts presidens & conseillers, que la court s'assembleroit à saint Pol à deux heures après disner, ayant chacun chaperon fourré. Et environ quatre heures fut portée ladicte roine par ses familiers & serviteurs, & tenoient les presidens de la court de ceans les quatre cornes du pouelle étant sur la litiere. Et ainsi fut porté le corps de ladicte roine depuis l'hostel de saint Pol jusques dedans ladicte eglise Nostre Dame en ladicte litiere, en figure de roine, par seldicts familiers & serviteurs. Et les autres conseillers de ladicte court estoient à l'environ & au plus près de ladicte litiere, & les huissiers estoient devant, qui faisoient faire place ausdicts presidens & conseillers, pour la multitude de gens, tant

d'eglise, comme seculiers, qui accompagnoient le corps de ladicte roine à tout competent luminaire. Et furent dictes vigilles des morts en ladicte eglise cediect jour, & lendemain le service. Et demoura le corps de ladicte roine la nuict en despost en icelle eglise de Paris. Et lendemain qui fut Vendredy xiv. dudiect mois d'Octobre, après le service fait, fut portée par seldicts serviteurs, lesdicts presidens tenans les quatre corners de ladicte litiere, au port saint Landry, & mise en un bateau en la riviere, & fut menée en ladicte ville saint Denis par eau, pour ce que les ennemis venoient & prenoient chacun jour entre Paris & saint Denis gens, & emmenaient prisonniers. Et le lendemain fut fait le service en ladicte eglise saint Denis. Et fut enterrée auprès de sondict feu mary le roy Charles VI. en icelle eglise saint Denis. *Anima eorum requiescant in pace, & nos.*

Esmenté à Paris.

DU XI. Febvrier. Sur ce que messire Gilles leigneur de Clamecy chevalier & Guillaume le Muet changeur du tresor sont venus dire à mesdicts sieurs de par le grand conseil, que ce jourd'huy du matin eulx estans assemblez, leur estoient venues nouvelles que bien bref gens de peut estat estans en cette ville, devoient aller en la conciergerie querir messire Jehan de la Haie chevalier, long temps a prisonnier, pour en faire leur chief & capitaine, pour obvier à laquelle commocion mesdicts sieurs du grand conseil avoient envoyé aucuns sergens en ladicte conciergerie, afin de prendre & mener ledict de la Haye prisonnier ou grand chastelet, où il a semblé à mesdicts sieurs qu'il sera plus seurement que en ladicte conciergerie, où chacun qui veult parle à luy chacun jour, lequel de la Haye, si tost qu'il a apperceu lesdicts sergens, leur a dict que s'ils vouloient prendre ou toucher à sa personne pour le transporter hors de ladicte conciergerie, il appelloit d'eulx & de leur puissance & aussi du prevost, & leur deffendoit sa personne : obstant lesquelles paroles dudiect de la Haie, lesdicts sergens doubtrants d'attemper differerent de plus avant proceder, & afin que la court pourvoie sur ce tellement que aucun inconvenient n'en adviengne, sont lesdicts de Clamecy & Muet envoyez devers la court, comme ils disoient. Et pour sur ce deliberer & pourveoir,

Fffffij

AN. 1436.

mesdicts sieurs virent certain arrest fait par icelle sur la detention dudit de la Haye le XIII. jour du mois d'Avril dernier passé avant Pasques, entre maistre Guillaume Deiot d'une part, & messire Guillaume Bouqueton chevalier Anglois, d'autre part, & aussi la caution baillée par ledict Bouqueton enregistree ou livre des plaids le jour de hier. Et ce fait & tout consideré, appointié & ordonné a esté & est que la court en ensuivant la conclusion de l'arrest autre fois baillé & donné en cette matiere entre les parties dessusdictes, delivre ausdicts de Clamecy & Muer, comme procureurs & eux disantels dudit messire Guillaume Bouqueton, ledict de la Haie, pour en faire bonne garde, tellement que aucun inconvenient n'en adviengne, sans prejudice de l'appel dudit de la Haie, lequel ils seront tenus de faire comparoir en ladicte court, se son dict appel il veult pour suivre.

Nouveau serment du traité de Troyes.

DU xv. Mars. Ce jour monseigneur le chancelier entre neuf & dix heures du matin vint en la court, en laquelle furent aussi les personnes cy-après nommées avec plusieurs autres en grand nombre; pretens lesquelz à huis ouverts publiquement ledict monsieur le chancelier exposa les traitiez de la paix final faicte entre les feux rois & royaumes de France & d'Angleterre; & dist oultre que de present plusieurs qui avoient autres fois juré iceux traitiez tenir & garder sans enfreindre, s'estoient efforciez & efforçoient chacun jour de oster & vouloir oster au roy nostre sire Henry roy de France & d'Angleterre sondict royaume de France, en faulxant leurs sermens, & se dispoisoient iceulx de brief venir à puissance à l'environ de ceste ville de Paris, pour icelle mettre hors de l'obeissance du roy nostre sire; à quoy icelluy seigneur & ceulx de son grand conseil, qui avoient mis bonne provision à la garde & feurement de ceste ville, avoient ordonné & deliberé de faire renouveler à tous le serment de la paix; lequel serment ledict M. le chancelier offrit de recevoir de tous ceulx qui le voudroient faire; & ou cas que aucuns icelluy faire ne voudroient, & voudroient partir hors d'icelle & eux en aller, mondict seigneur le chancelier offrit de leur bailler sauf conduits pour passer seurement par les destroids dudit seigneur, mais que les gens mariez em-

menassent leurs femmes & enfans. Ce fait, fist ledict M. le chancelier lecture dudit serment, lequel incontinent après sans contradiction firent, promirent & jurerent l'un après l'autre, sur les saintes evangiles de Dieu pour ce manuellement touchez, les prelatz, abbez, gens d'eglise, nobles, seigneurs & aultres gens, dont les noms s'ensuivent:

M. l'evesque de Lizieux,
M. l'evesque de Paris,
M. l'evesque de Meaulx,
M. l'abbé de saint Denis,
M. l'abbé de saint Germain des Prez,
M. l'abbé de saint Victor,
M. l'abbé de saint Mor,
M. l'abbé de sainte Genevieve,
M. le prieur de saint Martin.

Maistres des requestes de l'hôtel du roy

M. Nicolas Fraillon,
M. Philippes de Rully,
M. Hugues Rapiout.

Messieurs du grand conseil

Messire Jehan le Clerc,
Messire Jehan de Courcelles,
Messire Simon Morhier,

Chevaliers

Messire Gilles de Clamecy,
Sire Jehan de Saintcyon.

Messieurs de parlement

Maistre Robert Piédefers president, &c.

Messieurs des comptes

M. Marc de Foras archidiacre de Thierache, &c.

Clercs desdicts seigneurs

M. Jacques Roussel, &c.

Huissiers de parlement

Guillaume de Vuimont premier, &c.

Advocats en parlement

M. Guillaume Berthelemy procureur general,
M. Jean Rapiout advocat du roy,
M. Jehan Luillier, &c.

Procureurs audist parlement

M. Jehan Bodre, &c.

Notaires de la chancellerie

M. Giles de Molins audancier,
M. Jehan Flory controolleur,
M. Guillaume Vignier, &c.

Prevost des marchands & eschevins, bourgeois & habitans de cette ville

M. Hugues le Coq prevost,
M. Louis Galer,
Luguin du Plez,
Jehan de Dampierre,
Messire Simon Lostringehier.

Chevaliers

Messire Guillotin de Laufac,
Messire Pierre Lespaignol,
Regnaud de Thumery,
Marcelet de Genilhac,
Thomas Garnier,
Guillaume Cenefine,
Pierre de S. Amand,
Hugues de la Barre,
M. Denis de Loris,
Jehan de la Poterne,
Regnault de Romnain,
Jehan Genre,
Pierre Rousseau,
Huet de Corbie,
Jacques Truquart,
M. Guillaume de la Chambre,
Thibault Chauffecire,
Messire Denis de Plumery,
Messire Robert de Gronchy,
Germain le Marechal sergent de la douzaine.

Reduction de la ville de Paris à l'obeissance du roy Charles VII.

DU XIII. Avril. Ce jour entre sept & huit heures du matin par les bons bourgeois & habitans de cette ville de Paris fut faite ouverture de la porte S. Jacques à monseigneur Arthus de Bretagne comte de Richemont connestable de France, messire Jehan bastard d'Orleans, messire Philippes seigneur de Ternaut, messire Jehan de Villiers seigneur de l'Isle Adam, messire Simon de Lallain chevaliers, & à bien deux mille que chevaliers, escuyers & gens de guerre estans en leur compaignie, ordonnez par le roy nostre sire Charles VII. roy de France nostre souverain seigneur, pour mettre icelle ville en son obeissance. Et tellement & si noblement procederent & se con-

duisirent lesdits bons bourgeois & habitans, qu'ils rebouterent messire Loys de Luxembourg evesque de Therouenne, chancelier pour le roy d'Angleterre, gouvernant ceste dicte ville à sa singuliere volenté, le seigneur de Wilhach chevalier Anglois, lieutenant des gens de guerre Anglois estans à Paris, messire Simon Morhier chevalier occupant la prevosté de Paris, maistre Jehan Larchier lieutenant criminel d'icelle prevosté, Jehan de Saincton maistre des bouchers de la grande boucherie & grenetier de Paris, Jacques de Raye espicier demourant devant l'Ours à la porte Baudoier, & plusieurs aultres, tant habitans de ceste dicte ville, comme Anglois, ou nombre de bien cinq cens personnes, ou chastel de la bastille saint Anthoine, où ils furent incontinent assiegez. Et tantost après allerent messieurs devant nommez & lesdits bons bourgeois en moult grant nombre en l'eglise Nostre-Dame de Paris, rendre graces au doulx Jesus, la benoiste Vierge Marie sa mere & à tous saints & saintes de la benoiste court de Paradis, de la clemence & doulceur que par sa misericorde il avoit huy faite & monstree en cette dicte ville, de la doulceur, union & concorde eüe entre les seigneurs dessus nommez & les bons bourgeois & habitans, qui fut telle que par les provisions incontinent avisées effusion de sang, prises ne autres inconveniens ne s'ensuirent, ou moins très-peu, que toute creature doit reputer plus œuvre divine que humaine. Et ledict jour fut ledict seigneur Ternaut ordonné prevost de Paris & les abolitions publiées.

DU Samedy xiv. Avril. Ce jour en ladicte eglise de Nostre-Dame de Paris entre huit & neuf heures du matin furent assemblez messieurs devant nommez; & après la messe solennelle dicte & celebrée en icelle, furent *iterato* publiées, presens très-grand nombre de bourgeois & peuple d'icelle ville, les abolitions du roy & de M. le duc de Bourgogne octroyées aux gens d'eglise, bourgeois & habitans de cette dicte ville. Après la publication desquelles incontinent messieurs devant nommez allerent en l'hostel de la ville, où pareillement furent publiées lesdites abolitions. Et ce fait, furent créés & ordonnez prevost des marchands & eschevins: c'est à sçavoir sire Michel de Laillier prevost, Jehan de Bellay, Pierre de Laudes, Jehan de Grandrue & Nicolas de Neufville eschevins.

An. 1436.

Et le Dimanche xv. jour dudié mois ensuivant, fut fait traité de la reddition dudié chastel de la bastille par M. le connestable avec ledié evesque de Therouenne.

Reglement pour la tranquillité de la ville.

DU Lundy x. jour de Decembre. La cour a delibéré & conclud que demain viendront en icelle les prevost des marchands & eschevins de Paris, lesquels la cour advertira sur le fait, garde & gouvernement de la ville, & en leur presence vendront ceux qui ont esté envoyez hors de la ville, & doucement seront admonestez par la cour de eux maintenir doucement en la ville, sans y faire aucuns monopoles; & feront serment d'estre bons & loyaux au roy. Et auront lesdits prevost & eschevins trois ou quatre des conseillers de la cour tels qu'ils requerront, pour aller & estre de fois à autre à l'hostel de la ville avec eux, pour les conseiller & adresser en leurs affaires.

DU Mercredi xii. jour de Decembre. Ce jourd'huy a esté delibéré par la cour que Garnier de Saintyon & autres qui par ordonnance de monseigneur le connestable furent autresfois envoyez hors de cette ville de Paris, & y font retourner, feront ceans le serment à huis clos d'estre bons & loyaux envers le roy, & renonceront à tous sermens par eux faits à autres, & ne bailleront point de caution, & si ne leur sera point enjoint de eux tenir en leurs hostels.

DU Samedi xv. jour de Decembre. Aujourd'huy Lambert Carthelin, Jacques Feron, Berthelot de Paris, Jehan de Troyes, Jehan Varler, Pierre Soudart, Jehan Moulin, Thierry de Labber, Jehan Gente, M. Pierre Mauger, Garnier de Saintyon & Jacques de Saintyon ont fait le serment en la cour de ceans, presens le seigneur de Rostrenan & le prevost des marchands & eschevins de Paris, d'estre dorenavant bons & loyaux envers le roy; & ont renoncé à tous sermens par eux faits à autres personnes quelconques.

Deffense de commercer avec les Anglois.

An. 1437.

DU Lundy iv. jour de Febvrier. La cour a delibéré & conclud à la requeste & promotion du procureur du roy, que deffenses seront faites à Paris

publicquement, que aucun, de quelque estat qu'il soit, ne transporte ou fasse transporter ou mener par eau ou par terre, vin, sel, ne autres vivres, habillemens de guerre, ne autres choses quelconques, à Rouen, Mante, Meaulx, Creil, Montereau, ne ailleurs ez villes estant en l'obeissance des Anglois, sur peine de confiscation des denrées & d'amende arbitraire, sans advertir la cour & le conseil du roy, & en avoir d'eux congé & licence.

Boucherie de saint Germain transférée pour un temps.

DU Samedi xvi. jour de Mars. Aujourd'huy pour certaines causes & raisons la cour a prolongé & prolonge jusques à la feste de saint Jean-Baptiste prochainement venant, le terme & delay qui avoit esté donné jusques à Careme prenant dernier passé aux bouchers de la boucherie de saint Germain des Prez, pour tenir leurs estaux & vendre leur chair par provision au bout du pont saint Michel sur la riviere de Seine, au long des murs devant l'hostel où souloit pendre la couronne, & sans prejudice des droicts du roy & des bouchers de la grande boucherie de Paris.

Première entrée de Charles VII. à Paris.

DU Lundy xi. jour du mois de Novembre. Ce jour a esté delibéré que attendu la nouvelle venue du roy, comme l'en dict que demain doit arriver en cette ville, & que oncques mais ne fut comme roy, & depuis l'an cccc. xviii. qu'il estoit dauphin, le parlement, qui demain devoit encommencer, sera & est prorogé, & ne recommencera jusques au lendemain du jour que iceluy seigneur arrivera en cette ville, pour l'amour & honneur de son joyeux advenement à la couronne.

Arrest pour la reparation du pont Nostre-Dame.

DU Samedi xiii. jour de Febvrier En la cause d'entre les doyen & chapitre de Paris, les doyen & chapitre de saint Germain l'Auxerrois, chapitre de saint Marry, chapitre de sainte Opportune, prieur & convent de saint Martin des Champs, le commandeur du Temple, les prieur & seurs de saint Ladre, les tresorier & chanoines de

An. 1440.

de la chapelle du bois de Vincennes, & les prieur & convent des Bons-hommes dudit bois de Vincennes, demandans & complaignans en cas de saisine & de nouvellété, d'une part; & les prevost des marchands & eschevins de la ville de Paris deffendeurs & opposans, d'autre. Veu par la cour le procez faict par devant certains commissaires d'icelle sur certaine requeste baillée à ladicte cour par lesdits deffendeurs & opposans, tendant afin que par maniere de provision & à la caution desdits prevost & eschevins fust prise & leur fust baillée & delivrée la somme de six cens livres parisis, ou autre telle que de raison, pour employer ez reparations necessaires du pont appellé le pont N. D. à Paris, pour obvier à la demolition & destruction d'iceluy, des deniers provenans & issans des moulins dudit pont N. D. contentieux & mis en la main du roy par le moyen de ladicte nouvellété, auxquels deniers contentieux recevoir sous ladicte main avoit esté commis & député de par ladicte cour Robert Louvel clerck de ladicte ville de Paris. Et considéré ce qui faict à considérer en cette partie, appointé & ordonné est par ladicte cour que auxdits prevost & eschevins, à leur caution, c'est assavoir des biens & revenus des prevosté & eschevinage de Paris, sera baillée & delivrée realement & de faict desdits deniers contentieux la somme de six cens livres parisis, pour icelle employer & convertir ezdites reparations necessaires dudit pont; & que à ce sera contrainct ledit Robert Louvel commissaire par toutes voyes & manieres deues & raisonnables; lequel en icelle somme baillant & en rapportant quittance suffisante, la cour l'en tendra & fera tenir quitte & paisible par tout où il appartient; & tout par maniere de provision, & sans préjudice dudit procez principal & du droict de chacune desdites parties.

Mort & obseques de Charles VII.

DU Mardy iv. Aoust m. cccc. lxi. La cour a ordonné que ou cas que les trois presidens qui sont partis par ordonnance du roy, ne seront venus en cette ville de Paris quand le corps du feu roy, qui doit estre conduit & amené en cette dicte ville ou à N. D. des Champs, que les trois plus anciens conseillers laiz, c'est assavoir M. Jehan le Damoisel, M. Jehan de Sanzay, & M. Pierre Croja-

voine avec M. Robert Thiboult president porteront les quatre coings du poêle, ainsi que accoustumé est; & auront les quatre dessusdits leur manteau vermeil fourré de menu vair & chapperons fourrez vermeils; & aussi y seront tous les conseillers, greffiers & notaires de ladicte cour en la maniere que ils sont quand on prononce arrests, vestus de telles robes qu'il leur plaira, à l'entour du corps; & tendront le poêle lesdits conseillers, & lesdits greffiers & notaires auprès desdits presidens & conseillers. Et a esté commandé aux huissiers de ladicte cour qu'ils soient aux quatre coings de la litiere & à l'entour de la cour, pour deffendre la noise & empêcher que lesdits presidens, conseillers, greffiers & notaires ne soient empeschez.

Et le Mercredy v. dudit Aoust a esté deliberé par la cour qu'elle ira en forme de cour, & auront chapperons fourrez, partira demain à deux heures après midy de la chambre dudit parlement, & ira par la grand rue querir à N. D. des Champs en la maniere dessusdicte le corps du roy, & de là vendront & conduiront ledit corps jusques à N. D. de Paris.

Reglement pour S. Martin des Champs.

DU xxviii. jour de Febvrier. Ouy par la cour le rapport & relation de certains commissaires, qui par l'ordonnance de ladicte cour, à la requeste des religieux du monastere & prioré de S. Martin des Champs fondé à Paris, se sont transportez audit monastere, & se sont informez par tous lesdits religieux de l'estat & gouvernement, tant en temporel qu'en spirituel d'icelluy, & des necessitez de vivre, vestiaire & autres, que se disoient avoir lesdits religieux; pour donner provision prompte aux choses dessusdites & à l'entretenement dudit monastere, lequel est de fondation royal, afin que la religion & service divin y soient continuez & entretenus; la cour a ordonné & ordonne que M. Jehan Cornu docteur *in utroque jure*, qui comme vicaire du cardinal d'Estouteville commendataire dudit prioré a de present le gouvernement & administration d'iceluy prioré, baillera & delivrera, ou fera bailler & delivrer durant ladicte administration auxdits religieux pain & vins bons & suffisans comme il appartient, à heure deue & raisonnable, & aussi bois & charbons souffisans pour le chauffage desdits religieux, ainsi qu'il est accou-

AN. 1473.

tumé au temps passé ; & que ledit vicairé , au pluſtoſt que bonnement faire ſe pourra , face appointer dedans le clos dudit monaſtere aucune chambre ayant cheminée , garnie de deux ou trois lits garnis & fournis , pour loger & recevoir les religieux malades , en attendant que le lieu des enfermeries ſoit mis en eſtat ; & auſſi qu'il tiegne clos & couvert le dortoir dudit lieu , tellement que leſdits religieux y puiſſent convenablement dormir & repoſer , & qu'il face les autres reparations neceſſaires ſelon les revenus dudit prioré. Et auſſi ladicte cour ordonne que ledit vicairé , pour cette preſente année commencée à la Touſſaincts dernière paſſée , baille & delivre aux religieux cloſiers frequentans le ſervice , chacun un eſcu , outre les trois eſcus à eux baillés pour ledit veſtiaire , & que pour les années advenir il baille auxdits religieux cloſiers leur veſtiaire ſoufflant & honneſte en drap & autres eſpeces & matieres , tellement qu'ils n'ayent occaſion d'eſtre vagabonds , ne de querir pratiques de meſſes hors dudit monaſtere. Et outre ladicte cour enjoint auſſi auſſi vicairé qu'il face & pourvoye par le conſeil des baillifs & anciens religieux , qu'il y ait un ſoubz-prieur & autres prieurs de cloſtre , qui ſoient bons religieux , de bonnes mœurs , & inſtruits ez obſervances & ceremonies de la religion & ſervice divin , auxquels les autres religieux ſeront tenus obeir ez obſervances & ceremonies & diſciplines regulieres , ſelon les ſtatuts de la religion , & auxquels appartiendra de faire corrections , punitions & diſciplines regulieres ; & auſſi auront autorité de donner congié & licence aux religieux cloſiers d'aller hors dudit monaſtere , quant ils verront eſtre cauſe raiſonnable. *Et in gravioribus delictis & arduis caſibus* qui ſurviendront , eſquels ſera neceſſaire la puiſſance & autorité dudit cardinal commendataire , la cour a deſſendu & deſſend que ledit vicairé ſeculier , par vertu de ſonſdict vicariat , ne procede contre aucuns deſdicts religieux par excommunication , expulſion dudit monaſtere. Auſſi ladicte cour enjoint auſſi auſſi vicairé , ſoubz-prieur & autres officiers dudit monaſtere qu'ils vivent & converſent honneſtement , ſans donner mal exemple auxdits religieux , & ſans faire eſclandre par eux où leurs ſerviteurs , & ſe gouvernent tellement que les religieux n'ayent cauſe de recourir à ladicte cour. Et auſſi a ordonné ladicte cour que frere Pierre Maſſart ſera abſoubz pu-

rement & ſimplement de l'excommunication contre luy proferée , afin qu'il puiſſe converſer ou ſervice & autres lieux , & faire ſon debvoir comme les autres cloſiers , & que ledit Maſſart ou autre ſoy diſant baillif ou officier ne ſe puiſſe exempter du ſervice & autres charges , ſe il n'eſt paſſible deſdicts offices ; ſauf que le ſoubz-prieur & prieurs de cloſtre pourront avoir regard de donner licence ou congié oudit Maſſart ou autres qui ont procez , de ſolliciter ou conduire leurs procez en aucuns jours & heures convenables. Toutes les choſes deſſuſdictes faiçtes & ordonnées ſans prejudice des droicts des parties , procez & appellations pendant en ladicte cour , & juſqu'à ce que par icelle en ait eſté autrement ordonné.

Nettoiemnt de la ruë de Bièvre.

D U XXIII. Septembre M. CCCC. LXXIII. Les preſidens ont ordonné & ordonnent que le lieutenant criminel du chaſteller de Paris ſe tranſportera en & ſur la ruë de Bièvre , & appellera les voiſins , & adviſera la maniere de faire vuidier les immondices eſtans devant S. Nicolas du Chardonneret , & au long du cours où ſouloit courir la riviere de Bièvre , juſques à la riviere de Seine. Et pour avoir argent pour faire ladicte vuidange , ſe aſſembleront M. Raoul Pichon & André Robinet conſeillers du roy en la cour de ceans ; & auſſi ledit lieutenant , & ceux qu'il verra que à faire ſera , & impoſeront ſur eux & les autres voiſins ladicte deſpenſe raiſonnablement. Toutes voyes s'ils voyent que la punaiſſe de ladicte vuidange ſoit perilleuſe , ils ſeront attendre à faire ladicte vuidange juſques en autre temps convenable. Faict en la chambre de parlement le xxiii. jour de Septembre.

Bourſe au college de Navarre pour les enfans de chœur de N. D.

D U XVII. jour de Juin M. CCCC. LXXV. Sur la requête faiçte par les enfans du cuer de l'eſgliſe de Paris , requerans les lettres du roy noſtre ſire , par leſquelles iceluy ſeigneur a voulu une des bourſes de grammaire du college de Navarre eſtre affectée à l'un deſdicts enfans du cuer , ſelon le contenu d'icelles lettres , eſtre enregiſtrées en ladicte cour ; après ce que leſdictes lettres ont eſté monſtrées au procureur general du roy , quicelles veuës a diſt & déclaré qui n'eſtoit

AN. 1475.

JUSTIFICATIVES.

601

roit chose par quoy il puisse ou doive empescher l'enregistrement & effect des dictes lettres; & aussi après ce que M. Guillaume de Chasteaufort grand maistre dudit college, icelles lettres par luy veues, & luy sur ce appellé, a dict & déclaré, attendu que le roy par lesdictes lettres ne croist point le nombre des boursés dudit college, lui a semblé que ledict college n'y est point interessé, & que ledict ordroy est honneste, mesme-ment en suivant le contenu esdictes lettres, sera le bien & honneur dudit college, que en icelui soit pourvéu à une boursé de l'un desdicts enfans, qui en estudiant pourra servir au service divin qui se fait en la chapelle dudit college; ladicte cour a ordonné & ordonne que lesdictes lettres seront enregistrées ez registres de ladicte cour, & sur icelles sera escript: *Registrata*. Fait en parlement le xvii. Juin.

Representations de la bazoché interdites.

AN. 1476.

DU xv. jour de May M. cccc. lxxvi. La cour, pour certaines causes & considerations à ce la mouvans, a deffendu & deffend à tous les clerks & serveurs, tant du palais, que du chastellet de Paris, de quelque estat qu'ils soient, que dorenavant ils ne jouent publiquement audict palais ou chastellet, ne ailleurs en lieux publics, farces, soties, moralitez ne autres jeux à convocation de peuple, sur peine de bannissement de ce royaume & de confiscation de tous leurs biens, & qu'ils ne demandent congé de ce faire à ladicte cour ne à autre; sur peine d'estre privez à tousjours, tant dudit palais, que dudit chastellet. Fait en parlement le xv. jour de May.

Nettoiemnt des rues de Paris.

DU xxiii. jour d'Aoust M. cccc. lxxvi. La court a ordonné & commandé au prevost de Paris & ses lieutenans, que en toute diligence il pourvoye à faire nettoyer & curer les rues de Paris des boues & immondices, en contraignant à ce faire & à contribuer aux frais pour ce nécessaires toutes gens de quelque estat qu'ils soient, privilegiez ou non privilegiez, non obstant oppositions ou appellations quelconques. Et deffend ladicte cour à tous huissiers & sergens que pour raison des exploits qui seront faits pour cause de ce, ils ne fassent aucuns adjournemens ou exploits

Tome II. Part. II.

ailleurs que pardevant ledict prévost de Paris ou son lieutenant, & à tous autres juges qu'ils n'en tiennent cour ne congnoissance.

Representations de la bazoché interdites.

AN. 1477.

DU Samedy xix. Juillet, au conseil en la grand chambre, les chambrés assemblées. Veüe par la cour la requête baillée à icelle par les clerks des presidens & conseillers de ladicte cour & aussi des advocats & procureurs d'icelle, la cour a deffendu & deffend à Jehan l'Esveillé soy disant roy de la bazoché, Martin Houffy, Theodart de Coatnanpran & autres ayans personages, de jouer farces, moralitez ou soties ou palais de ceans ne ailleurs, jusques par ladicte cour autrement en soit ordonné, sur peine d'estre battus de verges par les carrefours de Paris & de bannissement de ce royaume. A aussi deffendu & deffend audict l'Esveillé soy disant roy de la bazoché, & Martin Houffy, à leurs personnes, qu'ils ne soient si hardis de jouer farces & moralitez publiquement au palais ne ailleurs, sur peine d'estre battus de verges par les carrefours de Paris, & bannissement de ce royaume.

Feste de sainte Geneviève.

AN. 1478.

DU Samedy iii. Janvier. Pour honneur & reverence de la glorieuse vierge madame sainte Geneviève, laquelle de tout temps a accoustumé d'estre solemnisée & festée par toutes les eglises & commun peuple de Paris comme le Dimanche; la cour, pour ces causes & autres à ce la mouvans, a ordonné & ordonne que dorenavant elle ne ferra point chacun an le iii. jour de Janvier, qui est le jour de la feste de ladicte sainte; mais sera iceluy jour festé & solemnisé comme le Dimanche & autres festes solemnelles; & comme telle mise & escripte au kalendrier de ladicte cour.

Fondation du ceneftable de Clifson à N. D.

DU Samedy xxiv. Janvier. Sur la requête baillée à la cour de ceans par les doyen & chapitre de l'eglise de Paris, par laquelle ils requeroient avoir commissaires d'icelle cour, pour arbitrer le service divin qu'ils seroient tenus de faire, au moyen de la somme de quatre mil francs monnoye à present ayant cours,

Gggg

AN 1478.

naguères par eux receuë de la duchesse d'Orleans, en payement & acquit de la somme de dix mille francs d'or ja pieça donnée & leguée par feu messire Olivier en son vivant seigneur de Clisson connestable de France, pour faire services, prières & oraisons perpetuelles des ames de feux de bonne memoire le roy Charles le quint & dudit Clisson. Veü par la cour ladicte requeste, & certain accord fait & passé en icelle cour entre lesdicts doyen & chapitre & les executeurs du testament dudit feu seigneur de Clisson, le xviii. jour de Mars M. cccc. xvi. pour raison de ladicte somme de dix mille francs d'or, avec autre traité & accord aussi fait & passé en icelle cour le xxix. jour de Novembre M. cccc. lxxiv. entre lesdicts doyen & chapitre & ladicte duchesse d'Orleans, par lequel entre autres choses ils ont traité, pacifié & accordé avec ladicte duchesse pour ladicte somme de dix mil francs d'or, à la somme de quatre mil livres tournois dicte monnoye; & ouy le rapport de certains commissaires d'icelle cour en cette partie, & tout considéré, ladicte cour a ordonné & ordonne que lesdicts doyen & chapitre constitueront sur le temporel de ladicte eglise & sur la bourse commune d'icelle la somme de cent dix livres paris de rente annuelle & perpetuelle, laquelle rente sera convertie en service divin pour les ames desdicts defuncts le roy Charles V. & messire Olivier de Clisson, ce qu'il sera advisé entre lesdicts doyen & chapitre ou leurs commis & lesdicts commissaires de ladicte cour, lesquels communiqueront ensemble de lad. matiere; & à ce obligeront lesdicts doyen & chapitre les biens & temporel de ladicte eglise. Et moyennant ce, & aussi pour les frais & despens faits par iceux doyen & chapitre en la poursuite de ladicte cause & matiere, ladicte somme de quatre mil livres tournois telle que dessus, demourera auxdicts doyen & chapitre, pour en ordonner & disposer au profit de ladicte eglise, ainsi qu'ils verront estre à faire. Et depuis l'ordonnance d'icelle cour, pour communiquer d'icelle matiere avecq lesdicts doyen & chapitre, ladicte cour eust commis M. Mathieu de Nanterre president, M. Jehan Mortis & M. Jehan de Caulers conseillers en ladicte cour; lesquels commissaires, en ensuivant icelle ordonnance de ladicte cour, ont communiqué avecq lesd. doyen & chapitre, & iceux doyen & cha-

pitre avecq eux, touchant le divin service qu'ils sont tenus de faire, en reconnaissance du bien qui est venu à ladicte eglise par la reception de ladicte somme de quatre mil livres tournois; & ont advisé entr'eux, s'il plaist à ladicte cour, que en reconnoissant le bien dessusdict, & pour le salut des ames desdicts defuncts le roy Charles le quint & messire Olivier baron de Clisson, se feront en ladicte eglise de Paris les services divins qui s'ensuivent: c'est assavoir par chacun an perpetuellement deux obits anniversaires solemnels, ezquels seront dictes vespres & vigiles des trespassez, la vigile de l'obit après vespres ordinaires du jour, & aussi après matines de minuit laudes des trespassez, & lendemain commendaces & haulte messe de *Requiem* avecq sonnerie, lumineaire & aornemens tels & ainsi qu'il est accoustumé de faire ez autres obits & anniversaires solemnels fondez par ledict feu roy Charles le quint en icelle eglise de Paris; & lesquels deux obits ou anniversaires solemnels seront faits & celebraz en ladicte eglise de Paris ez jours qui s'ensuivent, c'est assavoir l'un le viii. jour de Juin, & l'autre le viii. jour de Septembre. Et pour lesquels deux obits solemnels deuement entretenir & continuer, eu regard à plusieurs choses, ladicte cour, ouy le rapport desdicts commissaires, a ordonné & ordonne pour chacun desdicts obits estre prins de la somme de cent dix livres paris de rente xxv. liv. paris de rente, qui seront en somme cinquante livres paris de rente. Et le lendemain de la feste de saint Marcel, pour les ames desdicts feux roy Charles le quint & dudit seigneur de Clisson sera semblablement celebré en ladicte eglise une messe solemnelle de N. D. en laquelle sera faite memoire des trespassez, en disant l'oraison: *Inclina, &c. ut animas famulorum tuorum regis ac baronis & omnium fidelium defunctorum, &c.* Et à ce que ladicte eglise puisse continuer ladicte messe, ladicte cour, ouy le rapport desdicts commissaires, a ordonné estre prins dix livres paris de ladicte somme de cx. liv. paris. Et pour ce qu'en ladicte eglise de Paris l'antienne *Inviolata*, qui se dist entre vespres & complies en icelle eglise de Paris depuis le jour de Noel jusques au jour de la feste des rois ou de la Theffanie, n'est fondée en icelle eglise sinon dudit jour de Noel jusques audit jour de la feste des Roys, lad. antienne de *Inviolata* sera chantée solemnellement dorenavant

enavant & continuée à tousjours perpétuellement en ladicte eglise de Paris, depuis ledict jour de la feste des Roys Noël, jusques au jour de la Purification N. D. en la forme & maniere que on a accoustumé la dire & chanter en icelle eglise de Paris depuis le jour de Noël jusques audict jour de la feste des Roys. Et à ce qu'il soit perpétuelle memoire des dessusdicts Charles le quint & Clifton, qui sont fondateurs de la prolongation dudit *Inviolata* depuis ledict jour des Roys jusques au jour de la Purification N. D. avec l'oraison de N. D. soubz un *per omnia* sera dicté l'oraison *Inclina, &c. ut animas famulorum tuorum regis & baronis nostreque congregationis fratrum ac benefactorum ac omnium fidelium defunctorum*. Et pour l'entretenement de lad prolongation sera prins le residu de ladicte somme de cx. livres parisis montant à cinquante livres parisis de rente. Lequel advis desdicts commissaires & doyen & chapitre ait esté depuis rapporté par iceux commissaires à ladicte cour, & iceluy veu & considéré; ladicte cour a ordonné que lesdicts divins services dessus declarez seront dictés, chantez & celebrez dorenavant, comme dict est, chacun an en ladicte eglise de Paris perpétuellement, pour les ames desdicts defuncts le roy Charles le quint & messire Olivier de Clifton; & pour ce faire & continuer bien & deument lesdicts doyen & chapitre obligeront le temporel d'icelle eglise de Paris en forme deuë. Faict en parlement le xxiv. jour de Janvier M. cccc. lxxvii. *Le chapitre de Paris passa l'acte stipulé dans l'arrest le 31. Janvier, & le fit porter au parlement le 20. Fevrier.*

Prevost de Paris.

Messire Robert d'Estouteville chevalier prevost de Paris. xliii. Mars M. cccc. lxxvii.

L'hostel des Beguines, ou de l'Ave Maria, donné aux Cordelières.

D U Mercredi 1. jour de Mars. Ce jour le procureur general du roy a consenti que sur les lettres octroyées par le roy nostre sire aux religieuses de la tierce ordre penitence & observance de M. S. François, par lesquelles il leur a donné l'hostel des Beguines de cette ville de Paris, qu'il a ordonné estre deormais appelé l'*Ave Maria*, pour les causes contenues edictes lettres, soit mis : *Lecta*,

Tome II. Part. II.

publicata & registrata, réservé au roy sa justice & les droicts qu'il a & peut avoir oudict hostel, & aussi à l'evesque & archidiacre de Paris & autres.

L'evesque de Marseille lieutenant general du roy à Paris.

D U Mercredi xvi. jour de Janvier. La cour & l'evesque de Marseille lieutenant general du roy en cette ville de Paris ont ordonné & enjoint au prevost des marchands de ladicte ville, qu'il envoye devers le roy quelque personne notable, pour luy remontrer les abus que l'on fait au pays de Beausse & ailleurs touchant le bled, soubz couleur de certaines commissions qu'on dict aucuns avoir obtenus dudit seigneur, pour faire charger du bled & le mener ailleurs.

Religieuses de l'Ave Maria.

D U Vendredy viii. jour de Fevrier. Ce jour le recteur de l'université de Paris, accompagné de plusieurs maistres en theologie, tant des quatre ordres mandians que autres, est venu en la cour, & a fait dire par la bouche de M. Jehan Berenger maistre en theologie, que l'université perseveroit en l'opposition que elle avoit autres fois faicte touchant les religieuses de l'*Ave-Maria*, qui veulent ériger un convent en l'hostel jadis appelé les *Beguines* en cette ville de Paris, & consentoit que les religieuses de l'ordre de Ste Claire qui demandent y estre mises, y soient receuës selon leur profession & ordre. A quoy a esté respondu par la cour que elle verroit le procez appointé en droit ceans, & feroit raison & justice aux parties ainsi qu'il appartient par raison.

Le parloir aux bourgeois affermé.

D U Mercredi xxviii. jour d'Aoust M. cccc. lxxxii. Entre Denis de Monceaux orpheuvre & bourgeois de Paris demandeur, & Jehan le Fourbeur adjoint avec luy d'une part, & Jehan Dorette aussi orpheuvre deffendeur, & les prevost des marchands & eschevins de la ville de Paris adjoints avec luy d'autre part. Veü par la cour le plaidoyé d'entre lesdictes parties baillé par escript, & tout ce que par icelles a esté mis & produit par devers ladicte cour, & tout considéré, il sera dict que la cour a condamné & condamne lesdicts deffendeur &

G g g g ij

AN. 1482.

adjoincts à eux desister & partir de la jouissance & possession de l'hostel appelé *le parloier aux bourgeois*, assis en cette ville de Paris entre le grand chastelet & S. Lieufroy, plus à plain déclaré ou procez, & en laisser jouir & user iceluy demandeur la vie durant d'icelui le Fourbeur tant seulement, le tout selon la forme & teneur du bail que dudit hostel en fut fait par lesdits prevost des marchands & eschevins, dez l'an 1441. le 19. jour de Febvrier, à feux Jehan le Fourbeur l'aisné, Agnès sa femme & audit Jehan le Fourbeur à present demandeur : & aussi à rendre & restituer audit demandeur les fructs, profits, revenus & esmolemens que iceux deffendeurs ont prins, ou que iceluy demandeur en eust peu prendre & percevoir, se n'eust esté le tortionnaire empeschement d'iceux deffendeurs depuis le xxiii. jour de Novembre m. cccc. lxxx. sur ce toutesfois deduit les reparations necessaires, s'aucunes en ont esté faictes audit hostel par iceux deffendeurs depuis ledit xxiii. jour de Novembre. Et si condamne icelle cour iceux deffendeur & adjoincts ez despens de cette instance, la taxation par devers elle reservée.

Religieuses de l'Ave-Maria.

DU Lundy deuxieme jour de Septembre. Entre les religieuses, maistresse & convent des sœurs de l'*Ave-Maria* à Paris, paravant nommé l'*hostel des Beguines*, du tiers ordre de S. François, requerans l'enterinement & publication de certaines lettres par lesquelles le roy leur a donné ledit hostel, d'une part; & l'université de Paris, les quatre ordres mandians, le curé de S. Pol, l'hostel-Dieu de Paris, M. Pierre Turquois procureur en parlement, madame de Beaujeu, & les ministre & provincial de l'ordre des Cordeliers de Paris, & le visiteur des sœurs de Ste. Claire de la reformation des sœurs Collettes deffendeurs, & aussi requerans l'enterinement & publication de certaines autres lettres du roy impetrees par ladicte dame de Beaujeu d'autre part. Veu par la cour lesdites lettres & ce que lesdites parties ont produit d'un costé & d'autre, & tout considéré, sera dict que sur lesdites lettres des religieuses de l'*Ave-Maria* sera mis : *Letta, publicata & registrata*, sauf les droits du roy, de l'evêque & de l'archevêque de Paris & du curé de S. Pol, aussi de M. Pierre Turquois procureur en la

cour de ceans, & de la jouissance & possession d'icelui Turquois, non obstant les oppositions des autres opposans, & lesdites lettres obtenues par ladicte dame de Beaujeu, desquelles la cour les a debouttez & deboutte, pourvea toutes-foies que lesdites religieuses de l'*Ave Maria*, ou autres, ne pourront eriger ou faire eriger audit lieu de l'*Ave-Maria* aucun convent de Cordeliers qui se dient de l'Observance, ne autre edifice pour loger lesdits de l'observance ne autres religieux.

Droits de l'abbaye de S. Denis sur le petit pont.

DU Vendredy xxiv. jour de Janvier. Veu par la cour les lettres octroyées par le roy aux religieux, abbé & convent de S. Denis en France, par lesquelles le roy leur a donné certains droits sur le petit pont de Paris & à l'hostel de S. Ouen, & considéré ce qu'il fait à considérer, la cour a ordonné & ordonne que lesdites lettres seront enterinées, & que sur icelles sera mis : *Letta, publicata & registrata*.

AN. 1483.

Procession à S. Denis.

DU Vendredy vii. jour du mois de Febvrier. Sur les lettres escriptes par le roy à la cour & aux supposés d'icelle, par lesquelles il a mandé faire procession par ladicte cour & supposés, appelez tel nombre de gens d'église que la cour voudra, & aller à l'église de monseigneur S. Denis en France; la cour a deliberé que ladicte procession se fera demain; & pour adviser de la forme de faire, du nombre des gens d'église que on prendra & comment on ira, & où on prendra argent pour fournir aux necessitez à faire, ont esté commis M. Mathieu de Nanterre & Jehan d'Armes presideus, Jehan l'Espervier, Jehan Henry presideus des enquestes, Jehan de Courcelles, Guillaume de Cambray, Pierre de Cerizay & Jehan de Caulers, & a ordonné la cour que ce qu'ils ordonneront fust fait, sans plus en empescher la cour. Ce fait, les dessusdits se sont traicts en la tournelle criminelle; & ont fait appeler M. Guillaume de Gannay, Jehan le maistre, Philippe l'Huillier advocats, & M. Michel de Pons procureur du roy, & ce fait est survenu monseigneur de Marseille lieutenant du roy; par tous lesquels dessusdits a esté deliberé que pour faire ladicte procession on prendra cent

religieux des eglises cy-dessous nommees, audit lieu que la cour estoit de cent personnes, c'est assavoir de chacun des quatre ordres mandians quinze religieux, qui sont en nombre soixante, de l'eglise Ste Croix en la Bretonnerie quatre religieux, des Blancs-manteaux quatre religieux, des Billettes quatre religieux, de Ste Catherine du Val des Escoliers quatre religieux, de S. Martin des Champs, des Mathurins, de S. Magloire, & de madame Ste Genevieve, c'est assavoir de chacun desdicts quatre convents six religieux; & comme de chacun tous lesdicts convents un religieux vestu de chappe apporteroit une relique manuelle, à chacun desquels religieux seroit baillé un cerge ardent du poids de demie livre de cire, & à chacun desdicts religieux desdicts convents des mandians, de Ste Catherine, des Blancs-manteaux & des Billettes quatre unzaings; & au surplus qu'il seroit mandé aux religieux, prieur & convent des Chartreux, aux religieux abbé & convent de S. Germain des Prez, au prieur & convent des Celestins de Paris, aux religieux abbé & convent de saint Victor lez Paris, que demain en leurs eglises & par leurs cloistres ils fissent processions generales, & que en chacun desdicts lieux sur dicte une messe solemnelle pour prier Dieu pour le roy nostre sire, monseigneur le dauphin, & la paix & tranquillité de ce royaume. Et outre a esté ordonné que seroit fait commandement & publié à la fenestre de la salle du palais, à tous procureurs, advocats & supposts de ladicte cour, que sur peine de privation de presenter en icelle cour & d'amende arbitraire, ils fussent demain à six heures du matin en ladicte salle du palais, pour aller en ladicte procession jusques à l'eglise de monseigneur S. Denis. Et a esté ordonné que chacun des presidens, conseillers & notaires iroient à pied à partir dudit palais jusqu'à la porte de Paris nommée S. Denis; & ladicte porte passée, se aucuns y a qui par vieillesse, impotence ou autrement ne pourroient aller à pied, pourroient monter à cheval & aller jusques à la porte de la ville dudit monseigneur S. Denis, à laquelle porte ils descendront pour aller à ladicte procession jusques à ladicte eglise; & illec sera dicte & celebrée une grande messe solemnelle par mondict seigneur de Marseille lieutenant du roy; & ce fait s'en retourneront ceux qui y seront allez ainsi que bon leur semblera. Et ce fait, m'a esté enjoinct faire les commandemens &

publications auxdicts procureurs & advocats sur les peines que dessus; & pour leur donner à connoistre le bon vouloir & devotion du roy nostre sire, faire publiquement lecture desdictes lettres. Et pour faire sçavoir ce que dict est auxdictes eglises & convents, ont les choses dessusdictes esté baillées par escript aux huissiers de ladicte cour, auxquels a esté fait commandement par les dessusdicts d'en faire diligence. Et aussi m'a esté commandé porter lesdictes lettres en la chancellerie à messeigneurs les maistres des requestes de l'hostel, pour les faire publier & leur notifier ladicte ordonnance, à ce que eux & les notaires & secretaires du roy nostredit seigneur eussent en cette ville de Paris fussent à ladicte procession. Outre a esté commandé à Henry Beauclerc huissier en ladicte cour soy transporter en ladicte abbaye de S. Denis, & notifier ce que dict est auxdicts religieux d'icelle abbaye, & qu'ils fussent prests à venir en procession au-devant de ladicte procession ainsi qu'ils verront estre à faire, & que pour faire le service ils preparassent leur eglise & fournissent d'ornemens convenables pour la solemnité de ladicte procession, en implorant l'aide de Dieu, de sa benoïste mere, du glorieux apostre & martyr de France monseigneur S. Denis, & suppliant Dieu pour le roy nostre souverain seigneur, monseigneur le dauphin, la prosperité & sante d'eux, & la paix & tranquillité du royaume. Outre a esté deliberé que tous les gens d'eglise dessusdicts, presidens, conseillers, greffiers & notaires, advocats, procureurs & supposts se assembleront en ladicte salle du palais à heure de six heures du matin, & que mondict seigneur de Marseille se revestira en ladicte chapelle du palais; & iceluy revestu, environ l'heure de sept heures partiront lesdicts religieux par ordre, ainsi qu'il leur sera ordonné par lesdicts maistres Jehan Henry & Pierre de Cerisay, lesquels ont esté commis à ce faire, sans prejudice des droïts & preeminences prétendus par chacun desdicts convents. Et iroient par la salle des merciers lesdicts religieux, & après eux les presidens, conseillers & autres officiers chacun selon son antiquité & ordre, en descendant par les degrez du costé de la chapelle S. Michel, & seront leur issue dudit palais par la porte d'iceluy devant la rue de la Calande, en tirant droict au pont aux Changeurs, jusqu'à ladicte ville de S. Denis. Et le lendemain qui fut le Samedi ensuivant, ladicte pro-

An. 1483.

cession fut faite solennellement à grande assemblée de peuple, & au-devant de lad. procession vindrent les religieux prieur & convent dudit S. Denis jusques à la croix qui est devant leur eglise, & fut parachevée ladicte procession par le cloistre de ladicte abbaye, & dicte la messe des benoists corps saints par mondict seigneur de Marseille.

Entrée de la dauphine.

DU Lundy second jour de Juing m. cccc. lxxxiii. Ce jour la cour a conclud & delibéré aller par maniere de cour au-devant de madame la dauphine, & a ordonné que tous les presdens, conseillers, notaires, greffiers de la cour & autres notaires & secretaires du roy, huissiers, advocats, procureurs & supposts de la cour accompagneront icelle cour vestus d'habits honnestes; & pour éviter qu'il n'y ait foule & presse, a ordonné que nul ne menera serviteurs ne pages à cheval, mais chacun d'eux aura ion serviteur après luy seulement; & a esté enjoinct à la fenestre auxdicts advocats & procureurs que ainsi le facent, sur peine de prison touchant lesdicts pages & serviteurs qui feroient le contraire, & de confiscation des chevaux qu'ils meneront; & que chascun fust assemblé à deux heures après dîner en la court du palais pour ce que dict est. Ledit jour, est partie la cour deuement assemblée, accompagnée desdicts notaires & secretaires & de grand nombre d'advocats & procureurs, & est allée par maniere de cour au-devant de madicte dame la dauphine jusques auprès du moulin à vent de la porte S. Denis, & illec l'ont trouvée, & après la reverence faite a esté conduite jusqu'à l'eglise de Paris, & de là fut passée par la riviere & emmenée en l'hostel des Tournelles rue S. Anthoine. Et fut sa reception moult belle & honorable, & estoient les rues tendues, & aucunes moralitez faites en plusieurs lieux, en louant Dieu nostre createur, le roy nostre sire, la royne, monseigneur le dauphin, & madame la dauphine.

Processions à S. Denis.

DU Jeudy xxvi. jour de Juing m. cccc. lxxxiii. Ce jour, après que la cour a receu lettres missives du roy par lesquelles il mandoit à la cour aller en procession à monseigneur S. Denis en

France avec les religieux de ladicte abbaye, icelle cour a delibéré que par trois jours continuels & subsecutifs elle ira audit lieu de S. Denis en procession, dont le premier jour sera demain que sera Vendredy, le second Samedy, & le tiers Dimanche; & a ordonné estre commandé à tous les advocats, procureurs & supposts de ladicte cour de y venir; & outre a ordonné que chacun jour seront portées audit lieu douze torches de cire pour conduire les corps saints & saintes reliques qui seront portées à ladicte procession.

Reception de la sainte Ampoule à Paris.

DU Jeudy dernier jour de Juillet, les chambres assemblées. Ce jour de relevée la cour fut assemblée en ce palais environ une heure après midy, & par maniere de cour sont allez messeigneurs à cheval jusques à S. Anthoine des Champs lez Paris, où estoit la Ste Ampolle en une petite capse, qui fut couverte d'un drap d'or, laquelle Ste Ampolle le roy nostre sire avoit envoyée querir par l'evesque de Seez & le gouverneur d'Auvergne en l'abbaye de S. Remy de Reims où elle estoit; & y avoit douze religieux de ladicte abbaye, dont le prieur d'icelle estoit l'un, qui l'avoient apportée & conduite avec l'evesque de Seez & gouverneur d'Auvergne; & pour apporter ladicte Ste Ampolle en cete ville, partirent de l'eglise dudit S. Anthoine lesdicts religieux en apportant icelle Ste Ampolle, & aussi la cour y estoit à cheval, messeigneurs les presdens, conseillers & autres officiers de ladicte cour, les archevesques de Narbonne, evesque de Paris, de Marseille & dudit Seez, ceux de la chambre des comptes, les prevosts des marchands, eschevins de la ville, de Paris, plusieurs autres, tant officiers du roy nostredict seigneur que de gens d'estat; y avoit aussi douze torches ardenres armoyées des armes de la ville, qui estoient au tour de ladicte Ste Ampolle. Et sont venus au-devant jusques à ladicte porte S. Anthoine en procession à chappes & reliques les quatre ordres mands & les eglises collegiales & parrochiales de ladicte ville, & chantoient les gens de l'eglise par la ville plusieurs anthiennes & suffrages de Dieu, de N. D. & des glorieux saints de paradis, & mesmement du glorieux confesseur ami de Dieu monseigneur S. Germain evesque d'Auxerre, duquel la feste est huy solennisée

nifée en nostre mere Ste Eglise. Et fut apportée ladicte Ste Ampolle en la Ste Chapelle dudit palais, & y reposa cette nuit.

Passage de la sainte Ampoule à Paris.

DU Lundy. xv. jour de Septembre. Ce jour fut rapportée la Ste Ampolle, & aussi la croix de Victoire & la verge de Moysé estant de la sainte Chapelle du palais, lesquelles avoient esté portées devers le roy nostre sire aux Montils lez Tours. Et fut ladicte sainte Ampolle portée à ladicte Ste Chapelle du palais, où elle demoura jusqu'au lendemain deux heures après midy, & fut emportée par les religieux de S. Remy de Reims, & convoyée jusques hors la ville de Paris bien & honorablement par les evesques de Paris, de Marseille, & autres, les chantes & chanoines de lad. sainte Chapelle du palais, les quatre ordres mandians, les eglises collegiales & parrochiales de ladicte ville chantans plusieurs belles anthiennes & autres suffrages de Dieu & de N. D.

Reglement pour la justice de la panneterie.

DU second jour de May m. cccc. lxxxv. Sur la requeste baillée à la cour le xvii. jour d'Aoust dernier passé par messire Jacques Odart chevalier seigneur de Cursay & de sainte Marcelle, grand pannetier de France, par laquelle il a requis & requiert qu'il pleust à ladicte cour luy permettre faire ou faire faire exercer la petite justice & jouir de ses droicts sur les boullengiers de cette ville de Paris, ainsi que de tout temps & ancienreté ses predecesseurs grans pannetiers de France ont accoustumé de faire. Veu par la cour ladicte requeste & ouy sur ce le procureur general du roy, & veu certains articles baillez par ledict procureur general du roy à ladicte cour, ladicte cour a permis & permet audit grand pannetier de France user de la petite justice & droicts par luy prétendus, selon la forme & limitation des articles cy-après declarez, baillez à ladicte cour par ledict procureur general du roy, & ce par maniere de provision & jusques à ce que par ladicte cour autrement en soit ordonné, & desquels articles laeneur ensuit :

IL SERA PERMIS au grand pannetier d'avoir la petite justice, pour en jouir par luy & ses officiers *juste & rée*, ainsi

que d'ancienreté en ont jouy.

Item quant à la vifitation qu'il conviendra faire sur le pain vendu en cette ville, il sera permis audit grand pannetier la faire ou faire faire par gens à ce connoissans, par luy ou ses officiers, à chacune fois qu'il sera besoin de visiter, sans ce qu'il puisse faire jurez, clerck ne autre chose prejudiciable à certain arrest nagueres donné allencontre des boulangers de cette ville de Paris, & aussi que de toutes les fautes qu'ils trouveront sur ledict pain en faisant ladicte vifitation, tant en qualité, poids, blancheur, que autrement, feront leur rapport ou chastellet de Paris, pour en faire la punition par le prevost de Paris ou ses lieutenans, selon l'exigence desdictes fautes, & ainsi qu'il verra estre à faire par raison, & avec ce que ledict prevost & autres officiers du roy audit chastellet pourront toutes & quantes fois que bon leur semblera faire visiter ledict pain, sans ce que ledict grand pannetier, ses officiers ou autres le puissent empêcher.

Item est permis audit pannetier prendre par chacun an sur tous les tallemeliers & boullengiers de ladicte ville un denier, pour ce qu'on dict le droit de la coustume dudit pannetier, ainsi que luy & ses predecesseurs ont accoustumé le lever.

Item sera permis audit pannetier, pour l'exercice de ladicte petite justice, d'avoir un greffier & procureur, en son lieu & parquet establi dedans la closture du palais, ainsi que luy & ses predecesseurs ont accoustumé avoir.

Item que le ressort des jugemens & sentences données par ledict grand pannetier des matieres & cas qui touchent ladicte petite justice, vendra par appel là où il a accoustumé ressortir.

Item sera permis audit pannetier de recevoir ceux qui voudront de nouvel estre receus à la maistrise & exercice dudit mestier, & pour ce faire, commettre à chacun nouveau maistre deux ou trois personnes à ce connoissans, pour recevoir le chef-d'œuvre & en faire rapport audit pannetier ou à ses officiers.

Item que soubz ombre & couleur des choses dessusd. ledict grand pannetier ne pourra faire aucune chose ou prejudice des arrests de la cour donnez contre lesdicts boullengiers, & aussi que aucunes assemblées, monopoles, fautes & abus ne soient faictes & commises par iceux boullengiers en quelque maniere que ce soit.

AN. 1485.

*Arrest sur l'eleccion d'un abbé regulier à
saint Magloire.*

DU 1. Juillet. Entre les religieux, prieur & convent de l'abbaye de saint Magloire à Paris appellans du prevost de Paris ou son lieutenant, & de M. Jehan Potin examinateur ou chastellet de Paris, intimez, demandeurs & complaignans eux & frere Jehan Gouinon soy disant élu en abbé de ladicte abbaye, deffendeurs & opposans au cas de faisine & de nouvelleté, d'une part; & M. Pierre Moreau prothonotaire du S. siege apostolique, soy disant abbé commendataire de ladicte abbaye, appellant de Jehan du Puis sergent royal, intimé, deffendeur & opposant, & aussi demandeur & complaignant oudict cas de faisine & de nouvelleté, & requerant provision, d'autre part. Veu par la cour le plaidoyé fait ceans, &c. Il sera dict que la cour a annullé & adnullé lesdictes appellations & ce dont a esté appelé, sans amendes, & mettant en oultre hors de procez, & pour cause, lesdictes parties & chacune d'icelles en son regard, en tant que concerne lesdictes complainctes en cas de faisine & de nouvelleté, & sans despens tant d'une partie que d'autre. Et au surplus la cour a permis & permet à l'evesque de Paris de proceder dedans temps deu à la confirmation ou infirmation de l'eleccion pretendue par lesdicts religieux prieur & convent de la personne dudiect frere Jehan Gouinon l'un desdicts religieux, appellé lediict Moreau & autres qui pour ce seront à appeller, non obstant les deffenses faites au contraire à iceluy evesque par led. prevost & son lieutenant, à l'instance & pourchas dudiect Moreau, & sans prejudice des droicts desdictes parties, dont elles se pourront aider & iceux deduire & alleguer, se bon leur semblera, pardevant lediict evesque ou ses commis à cognoistre de la confirmation ou infirmation de l'eleccion. Et cependant la cour a ordonné & ordonne que ladicte abbaye avec les fruits & revenus d'icelle sera mise en la main du roy, & soubz icelle regie & gouvernée; c'est assavoir en tant que touche l'entretenement du service divin, l'observance reguliere, la correction & punition des religieux & personnes ecclesiastiques, la cure des ames & autres choses spirituelles, par l'un des religieux d'icelle abbaye, qui à ce sera député, appelez ceux qui pour ce seront à appeller, par l'un des conseillers de la

cour; & se mestier est, aura commission dudiect evesque pour ce faire; & en tant que touche la temporalité, rentes & revenus d'icelle abbaye, par lediict religieux & autre notable homme receant & solvable, lequel sera tenu, les charges ordinaires payées, convertir & employer tout le residu desdictes rentes & revenus ez réparations plus necessaires de ladicte abbaye, selon le rapport des jurez qui à ce ont esté commis par M. Pierre de Cerisay conseiller de ceans, & en rendant bon compte & reliqua quand & où il apparadra. *Ledit Gouinon confirmé par l'evesque de Paris, fut depuis traduit à Sens par ledit Moreau.*

*A qui appartient l'eleccion du capitaine des
archers de la ville.*

DU XIX. Janvier. Comme sur le differend qui estoit survenu entre le prevost de Paris & son lieutenant criminel, & les prevosts des marchands & eschevins de ladicte ville, à cause d'une eleccion faite en different du capitaine des archers d'icelle ville, duquel differend chacune desdictes parties disoit à luy appartenir la cognoissance, & oy le procureur du roy, la cour dez le xxvii. jour de ce mois eust ordonné par main souveraine & sans prejudice des droicts des parties, que elle cognoistroit pour cette fois dudiect different, & eust commis aucuns des conseillers de la cour de ceans pour ouyr presentement & de plain lesdictes parties, & le rapporter à la cour dedans le jour d'hier; ouy par la cour le rapport desd. commissaires, LA COUR a ordonné & ordonne que André Paroisse demourra pour cette fois capitaine desdicts archers, lequel fera le serment ez mains dudiect prevost de Paris ou son lieutenant criminel, & ez mains desdicts prevost des marchands & eschevins de ladicte ville, ainsi qu'il est accoustumé de faire en tel cas.

*Droits & tierce semaine de l'evesque de Paris
sur les peages, &c.*

DU VII. Avril. Entre l'evesque de Paris demandeur d'une part, & le procureur general du roy deffendeur d'autre part, pour raison du droict, possession & jouissance pretendus par lediect evesque ez peages, coustumes & tonlieux qui se payent en cette ville de Paris ez halles, au treillis de chasteller, à Peritpont, au pont de Charenton, de Maumoulin;

AN. 1487.

moulin, & entre autres de la coustume de poisson, denier de tonlieu des draps, du pied fourché, du pied rond, du cuir & cordouen, des grésilles & autres choses declarées oudict procez, & qu'il dict estre dix-sept coustumes en nombre; & lequel droict par luy pretendu il dict & maintient avoir esté & estre de recevoir & prendre par luy, ses gens, officiers & fermiers desdictes coustumes tout ce qui vient & escheren la sepmaine, laquelle se commence après que le roy a pris quatorze jours, incontinent iceux finis commence la sepmaine de l'evesque, qui dure sept jours, & iceux finis recommence la quatorze le roy, & icelle finie recommence la sept l'evesque, & ainzy à continuer tout l'an & tout temps, & d'iceluy droict avoir jouy de tout temps & d'ancienneté, tant par luy, que par ses predecesseurs evesques, & jusques à l'empeschement qu'il doit luy avoir esté mis ou à ses fermiers par Regnault Chasteau, Guillaume Davoine, Anthoine Gervais, Jehan Bymont & autres fermiers desdictes coustumes pour le roy, & contre lesquels ledict evesque, pour faire oster ledict empeschement, doit avoir pris complaincte & fait sa demande en la cour de ceans en cas de saisine & de nouvelleté; & depuis avoir esté dict par ladicte cour que ledict evesque touchant ladicte matiere dont estoit question, vendroit à certain jour faire de nouveltelles demandes, requestes & conclusions contre le procureur du roy que bon luy sembleroit, pour sur tout, parties ouyes, les appointer comme de raison; & à ceste cause requeroit ledict evesque, sans foy départir dudict procez de nouvelleté & de ses conclusions contre lesdicts fermiers, que ledict procureur du roy fust contrainct à foy desister & départir de l'empeschement que il a fait audict evesque ou à lesdicts fermiers desdictes coustumes, & à l'en laisser jouir paisiblement, & que par provision il jouist, *saltem* en baillant caution, & des defenses baillées au contraire par ledict procureur du roy. Veu par la cour le plaidoyé desd. parties du v. jour d'Avril cccc. lxxx. avant Pasques & autres jours ensuyvans, les lettres, tirlres, extraicts, comptes, registres, & tout ce que par chacune desdictes parties a esté mis & produit pardevant ladicte cour, ensemble les contredits & salvations baillez par chescune desdictes parties, & tout considéré, IL SERA DICT que ledict demandeur jouira du droict par luy pretendu en la

maniere & des coustumes qui s'ensuivent, c'est assavoir de la coustume des bestes à pied fourché & à pied rond, de la coustume du fruit & de la quinquailerie, de la coustume de la freperie, toille lin & chanvre, de la coustume du tonlieu des draps, de la coustume des gresles, de la coustume du cuir & cordouen, du peage de Petit-pont de Paris, du peage du pont de Charenton, du chancelage de la terre dudict evesque; & lesquelles coustumes dessusdictes ledict evesque a droict de prendre, lever & cueillir & percevoir par luy, ses gens ou fermiers desdictes coustumes dessus nommées, ou ce qui escherra à cause d'icelles durant les sept jours que ledict evesque a droict de prendre incontinent après que le roy en a pris quatorze jours; lesquels quatorze jours du roy se commencent chacun an le lendemain de la feste S. Jehan, & iceux quatorze jours finis, incontinent commencent les sept jours dudict evesque, & iceux sept jours finis recommencent les quatorze jours du roy, & iceux quatorze jours finis, recommencent les sept jours dudict evesque, & ainzy se doivent lesdictes coustumes lever tout au long de l'an & tout temps, en foire & hors foire. Et a droict ledict evesque & ses successeurs de prendre touchant lesd. coustumes durant lesdicts sept jours, ainzy que le roy en ses quatorze jours, fors tant seulement que durant la foire ledict evesque ne prendra point plus grand droict de coustume que hors foire, & de avoir ses boestes sans contradiction pour recevoir son droict ez maisons du roy, à Petit-pont, au treilliz du chastellet & ez halles de Paris, ezquelles est receu le droict du roy. Et touchant le peage & coustume accoustumé estre payé aud. treilliz de chastellet & baillé à ferme, ledict evesque en jouira durant sa sepmaine, & des branches d'icelle ferme du treilliz, ainzy & par la forme & maniere que luy & ses predecesseurs evesques en jouissoient avant l'empeschement mis par lesdicts fermiers du roy. Et au reglement de la coustume du poisson de mer, que ledict evesque demande en sa sepmaine comme le roy en la quatorzieme, ladicte cour a déclaré & declare que ledict evesque aura d'icelle coustume en ladicte sepmaine deux deniers parisis sur chescune somme de poisson de mer venant ez halles de Paris pour son droict de baine seulement, & en la charette deux deniers du millier; & des moruës & du macquerel fallé & autre poisson qui sera de ben-

AN. 1487.

ne, au feur l'emplage. Et de tout ce qui sera vendu & achepté de marée, ledict evesque aura de ce qui se vend pour revendre ezdites halles. Et en ce qui va à la porte Buidoyer & à Petit-pont, l'evesque de chescun panier, obole, de revente & de ce qui va hors la ville, neant. Et du surplus de ladicte coustume du poisson de mer, des autres coustumes dont ledict demandeur faict demande & dont mention est faicte cy dessus, ladicte cour ordonne que information sera faicte, *vocatis vocandis*, par deux conseillers de ladicte cour sur les faicts & articles desdictes parties, qu'elles extrairont de leurs plaidoyers, contredits & salvations, & bailleront par un bref entendir; pour icelle faicte & rapportée par devers la cour, en estre ordonné comme il apparriendra par raison; & tour non-obstant lesdicts empeschemens mis & donnez au contraire, tant par lesdicts fermiers que par le procureur du roy, & lesquels empeschemens ladicte cour a levez & ostez, leve & oste au profit dudict evesque, pour en jouir par luy, ses gens, fermiers & officiers desdictes coustumes par la forme & maniere que dict est dessus. Et defend ladicte cour audict procureur du roy, fermiers & tous autres, que dorenavant ils ne donnent aucun empeschement en ladicte jouissance audict evesque adjudgée.

Les reliques de la sainte Chapelle montrées à l'evesque de Varadin.

DU XII. Septembre. Aujourd'huy à l'issuë de la grande chambre de parlement, hault & puissant seigneur monsieur le comte de Dampmartin grand maistre d'hostel & lieutenant general du roy nostre sire en sa bonne ville de Paris, Isle & pays de France, ayant charge & commission expresse du roy nostredict seigneur de faire ouvrir les saintes reliques du palais, qui pour ce faire luy avoit envoyés les clefs, pour les monstrier & exhiber à reverend pere en Dieu monsieur Jehan evesque de Varadin chancelier du roy & des royaumes de Hongrie & Boesme & comte de Viharieusse ambassadeur de très-excellent & très-puissant prince le roy desdicts royaumes de Hongrie & de Boesme, s'est transporté en la sainte Chapelle, où il a trouvé M. Olivier de Pontbrient tresorier d'icelle, lequel il avoit paravant adverty & faict advertir comment le roy nostredict seigneur luy avoit envoyé ses clefs desdic-

tes saintes reliques pour & à la fin desdictes. Lesquels monsieur le comte de Dampmartin lieutenant general du roy & mondiet sieur le tresorier de la sainte Chapelle ont, en la presence de reverend pere en Dieu monsieur l'evesque de Lombez abbé de monsieur saint Denis en France, messieurs maistres Robert Thiboust president en parlement, Adam Fumée conseiller & maistre des requestes ordinaire de l'hostel du roy nostredict seigneur, & d'autres grands & notables personages, faict ouvrir & ouvert lesdictes saintes reliques. Et incontinent la grande messé de ladicte sainte Chapelle celebrée, iceluy ambassadeur, accompagné de reverends peres en Dieu messieurs les evesques du Mans & de... est venu adorer lesdictes saintes reliques, lesquelles luy ont esté montrées & declarées particulièrement, & icelles a veues tout à son plaisir, & pareillement ont esté montrées à ses gens en l'ordre qu'ils estoient l'un après l'autre, & s'en sont partis bien contents. Après les ont veues plusieurs notables gens de la cour de parlement, de la chambre des comptes, prevost des marchands, eschevins de la ville de Paris & autres. Et après que par l'express commandement & ordonnance de mondiet sieur le comte de Dampmartin lieutenant general du roy tous se sont départis du lieu desdictes saintes reliques, & qu'il n'y eust demouré que mesdicts seigneurs le comte de Dampmartin, president & tresorier, veues & visitées bien à plain l'une relique après l'autre, & qu'il a esté clairement veu & cognu que toutes lesdictes saintes reliques y estoient, & sont en la propre forme & maniere qu'elles estoient à ladicte ouverture, elles ont esté recloses & reffermées desdictes clefs, qui sont en nombre huit, c'est assavoir quatre aux quatre coings du treillis de fer, & quatre aux deux petits paulmeaux qui ferment par dehors. Après laquelle fermeture faicte, tant du treillis de fer, comme desdicts paulmeaux de dehors, ont esté touchées & visitées les serrures, & trouvé le tout estre bien clos & fermé, & à tant mesdicts seigneurs se sont departis. Faict en lad. sainte Chapelle en presence de moy Guillaume de Cerizay prothonotaire du roy nostre sire & greffier de la cour de parlement, le Lundy VIII. jour d'Octobre l'an M. cccc. LXXXVII.

Nouveaux

Nouveaux boursiers du college de Harcourt.

AN. 1483.

DU Mercredi ix. Juillet m. cccc. lxxxviii. Est un arrest en faveur des nouveaux boursiers fondez au college de Harcourt par feu M. Jehan Boucard, eveque d'Avranches, moyennant la somme de 4000. livres tournois par lui donnée auxdits nouveaux boursiers.

Reglement entre le chevalier du guet & le lieutenant criminel.

AN. 1491.

DU xxi. jour de Juillet m. cccc. xci. mané. Au conseil en la grande chambre, où estoient messieurs M. J. de la Vacquerie chevalier premier, M. T. Baillet, M. R. Thiboust, M. J. de Ganay, M. G. de la Haye presidens, l'archevesque de Narbonne, l'evesque de Paris, l'evesque de Lombez abbé de S. Denis, M. G. de Cambray maitre des requestes, M. J. Pellieu & messieurs au nombre de lxii. Sur ce que Jehan & Adam de Harlay pere & fils chevaliers du guet de nuit de cette ville de Paris, & M. Jehan de la Porte lieutenant criminel du chasteller, ont esté mandez en la cour touchant certains debats meus entr'eux, à l'occasion de certains joueurs & autres gens que l'on disoit de nuit porter bastons deffendus & autrement, après que ledit Jehan de Harlay s'est doli à la cour, disant que combien à cause de sondict office, & en son absence sondict fils, il soit preser, capitaine & chevalier du guet de nuit de cette ville, qui est office royal & en chief, non subiect au prevost de Paris ou à ses lieutenans, ce non obstant ledit lieutenant criminel s'estoit efforcé par deffenses les empescher en l'exercice de leurdict office de chevalier du guet, & entreprendre sur les droicts & prééminences d'iceluy, requerant qu'elle mist au neant lesdictes deffenses, & requerant que dorenavant il ne entreprist sur leurdict office par deffenses, ne autrement empeschast lesdicts pere & fils en l'exercice d'iceluy; LADICTE COUR, icelles parties & le procureur du roy ouys, a mis & met lesdictes deffenses au neant, & ordonne ladicte cour aud lieutenant criminel neuser plus de telles deffenses pour empescher ledit chevalier ou faict de son office de guet de nuit de ladicte ville, lequel toutesfois pour le faict dudit guet de nuit ne pourra faire assemblées d'autres que de ses gens, & autrement qu'il n'est accoustumé, sans en advertir pre-

Tome II. Part. II.

mierement le prevost de Paris ou l'un de ses lieutenans, & que dorenavant lesdictes parties n'entreprendront sur la charge l'un de l'autre; & enjoind la cour auxdictes parties qu'elles se gouvernent en leursdicts offices & estats tellement qu'il n'en vienne point de plainte à la cour.

Exemptions des messagers de l'université.

AN. 1492.

DU xx. Aoust m. cccc. xci. mané. Sur la requeste baillée à la cour par les messagers de l'université de Paris & le procureur d'icelle université adjoint avec lesdicts messagers le xi. jour de Juillet dernier passé, requerans l'entierement d'icelle; & en ce faisant, que iceux messagers fussent tenus francs & exempts du guet de quatorze deniers parisis de cette ville de Paris & de toutes autres choses, comme les vrais maistres, regens & escolliers de ladicte université, & que les gaiges prins par execution sur eux à l'occasion dudit guet leur fussent rendus & restituiez, & que à ce faire & souffrir les collecteurs d'iceluy guet fussent contraincts par toutes voyes deues & raisonnables, non obstant oppositions ou appellations quelconques. Veu par la cour ladicte requeste & tout ce que par lesdicts messagers & procureur de ladicte université a esté mis & produict par devers ladicte cour, ouy le procureur general du roy, & tout considéré, IL SERA DICT que lesdicts messagers de ladicte université, comme serviteurs & officiers d'icelle, selon le nombre limité par les lettres de confirmation des privileges d'icelle université dattées du mois de Mars m. cccc. lxxxviii. leuës & publiées en ladicte cour le vi. jour d'Avril oudict an m. cccc. lxxxviii. avant Pasques, & par la teneur d'icelles, seront tenus francs & exempts du guet de quatorze deniers parisis, par la vraye forme & maniere que lesdicts maistres & escolliers d'icelle font & ont esté; & que les biens & gaiges qui ont esté prins sur eux par occasion, contre & au prejudice desdicts privileges, leur seront rendus & restituiez.

Entrée de la reine.

AN. 1492.

DU Vendredy iij. jour de Febvrier. La cour, après que par aucuns a esté advertie du vouloir du roy nostre sire, a deliberé qu'elle ira au devant de la royne à sa nouvelle entrée en ces-

Hh h h ij

AN. 1492.

te ville de Paris, en tel ordre & habits que ladicte court fut au-devant dudit seigneur, à sa nouvelle entrée par luy faicte après son joyeux advenement à la couronne en cette ville de Paris, ainsi que ledict ordre est registré ou registre de ladicte cour fait le xxviii. jour de Juin M. CCCC. LXXXIV.

Assemblée de ville pour fournir mille hommes foudoies au roy.

DU Jeudy xvi. Febvrier. Sur ce que les prevost des marchands & eschevins de cette ville de Paris sont venus en la cour, & ont requis à icelle qu'elle envoyast à l'hostel de ladicte ville aucuns des conseillers en icelle, pour adviser avecques les autres de la ville touchant ce que le roy demandoit à ladicte ville, pour ce que plusieurs ses ennemis, comme l'on disoit, vouloient s'eslever, icelle ville fournit de mil hommes foldoyez jusques à trois mois; LA COUR a conclud & délibéré qu'elle n'envoyera aucuns audict hostel de ville; mais s'il y en a qui comme particuliers y veulent aller, la cour s'en rapporte à eux.

Reglement contre les escoliers turbulens.

AN. 1494.

DU xviii. Decembre. Ont esté mandez en la cour les recteur & deputez de l'université de Paris, auxquels a esté remonstré que de present se font plusieurs scandales en cette ville, tant de jour que de nuict, par aucuns mauvais garçons eux disans estre des supposts de ladicte université, au grand vitupere & scandale d'icelle & deshonneur de la justice; pourquoy la court avoit bien voulu mander ladicte université pour l'advertir qu'elle y pourveust; autrement la justice seculiere y pourverroit. Sur quoy a esté respondu par lesdicts de l'université qu'ils remercioient la cour du bon zele qu'elle avoit à la paix d'icelle, & qu'il estoit vray que depuis peu de temps en ça ils avoient veu de jour en l'université plusieurs mauvais garçons embastonnez en grande compagnie jusques au nombre de cinquante ou soixante, & estoient meslez gens mecaniques, religieux en habits dissimulez, & alloient les uns contre les autres *more hostili* au pré aux Clercs, & portoient enseigne & livrée, comme adversaires font, à quoy estoit besoing de remedier. Si avoient délibéré lesdicts recteur & deputez que cette semaine se feroit assemblée en ladicte université, &

que ils y pourvoieroient de leur pouvoir, supplians à la cour que son plaisir fust leur ayder, & faire que les deliberations qu'ils entendent faire pour purger l'université desdicts mauvais garçons soient executées. A quoy la cour a respondu qu'elle est toujours preste de vacquer pour le bien de la chose publique & pourveoir aux dessusdicts inconveniens.

Assemblée pour un vaisseau de guerre demandé par le roy à la ville.

DU Samedy xvi. de Janvier. Les prevost des marchands & eschevins de cette ville de Paris sont venus en la cour, & ont remonstré que M. Jehan de Ganay conseiller du roy & president en la cour de ceans a esté en l'hostel de la ville, & leur a présenté certaines lettres du roy, & remonstré que le plaisir dudit seigneur estoit que une nef fust faicte par les manans de ceste dicte ville pour s'en servir en guerre. Et pour y avoir advis ont esté assemblez audict hostel de ville les conseillers d'icelle, & esté deliberé qu'ils vendroient en la cour de ceans, en la chambre des comptes & devers l'evesque de Paris, pour supplier à ce que bonne assemblée soit faicte en la chambre du conseil pour y avoir advis; requerrans à la cour que son plaisir fust députer aucuns pour s'y trouver. Auxquels a esté respondu par monsieur le premier president, que . . . la cour y aura advis, & pourront les dessusdicts retourner devers la cour un jour de la semaine qui vient.

Processions pour le debordement de la Seine.

DU Jeudy xii. Janvier la cour a vacqué, pour ce que l'on faisoit en cette ville de Paris processions generalles pour l'indisposition du temps & des inundations d'eaux, qui avoient eu & avoient cours de present en cette ville & ailleurs; car à la Greve elle alloit jusques au saint Esprit, & à la place Maubert elle approchoit près de la croix des Carmes, & au pont saint Michel elle entroit dedans la rue saint André des Ars. Et ont esté portées plusieurs chasses & reliques en grant nombre, mesmement les chasses de saint Marcel, saint Landry, saint Passant, saint Blanchart, sainte Anne & autres. Partirent les processions de l'Eglise de Paris environ huit heures, & allerent portant lesdictes chasses & reliques jusques à sainte Genevieve; & de là furent rapportées lesdictes

AN. 1496.

AN. 1497.

chasses & reliques avec la chasse de madame sainte Genevieve en l'église de Paris, où l'évesque celebra la messe solennellement; laquelle dicte fut ladicte chasse de madame sainte Genevieve convoyée par l'évesque & chanoines de Paris, & autres portans lesdites chasses saint Marcel & autres, jusques auprès du Petit pont. De là s'en retournerent: c'est à sçavoir saint Marcel à Nostre-Dame de Paris, & les autres ailleurs. Et par l'abbé de sainte Genevieve, religieux & grand nombre de peuple fut ladicte chasse de sainte Genevieve conduite en l'église sainte Genevieve, & remise en son lieu ordinaire à trois heures après midy.

Ordonnance au sujet de la maladie appelée grosse verole.

Aujourd'huy vi. Mars, pour ce que en cette ville de Paris y avoit plusieurs mallades de certaine maladie contagieuse nommée la grosse verole, qui depuis deux ans en ça a eu grand cours en ce royaume, tant de cette dicte ville de Paris, que d'autres lieux, à l'occasion de quoy estoit à craindre que sur le printemps elle multipliat, a esté advisé qu'il estoit expedient y pourvoir. Pour quoy ont esté mandez les officiers du roy en chastelet, lesquels venus en la court ont remonstré qu'ils avoient esté en la maison de l'évesque de Paris pour y mettre provision; mais n'y estoit encore pourveu, à cause des difficultés qui se trouvoient. Si leur a ordonné la cour y pourvoir; & pour assister avec led. evesque a esté commis maistre Martin de Bellesaye, & moy greffier en sa compagnie. Et après ce que en la maison dud. evesque avoit esté communiqué ensemble, me a esté enjoinct en faire l'ordonnance; & ce que j'ay fait selon les articles cy-après enregistrez. Laquelle ordonnance par moy portée en chastelet, & delivrée au prevost de Paris, a esté mise à execution & jusques cy bien gardée. POUR pourvoir aux inconveniens qui arrivent chacun jour par la frequentation & communication des mallades, qui sont de present en grand nombre en cette ville de Paris, de certaine maladie contagieuse nommée la grosse verole, ont esté advisez, concluds & deliberez par reverend pere en Dieu monsieur l'évesque de Paris, les officiers du roy, prevost des marchands & eschevins de Paris, oy le conseil & advis de plusieurs grands & nota-

bles personnages de tous estats, les points & articles qui s'ensuivent:

Premierement sera fait cry publicque de par le roy, que tous mallades de cette maladie de grosse verole estrangers, tant hommes que femmes, qui n'estoient demourans & residens en cette ville de Paris alors que ladicte maladie les a prins, vingt-quatre heures après ledit cry fait s'en voient & partent hors de cette dicte ville de Paris es lieux dont ilz sont natifs, ou là où ils faisoient leur residence quand cette dicte maladie les a prins, ou ailleurs où leur semblera, sur peyne de la hart. Et à ce que plus facilement ils puissent partir, se retirent es portes saint Denis & saint Jacques, où ils trouveront gens deputés, lesquels delivreront à chacun quatre sols parisis, en prenant leur nom par escript, & leur faisant deffence sur peyne que dessus de non rentrer en cette dicte ville, jusques à ce qu'ils soient entierement garis de cette dicte maladie.

Item. Que tous mallades de cette dicte ville, où qui estoient residens & demourans en cette ville alors que la maladie leur a prins, tant hommes que femmes, qui auront puissance de eux retirer en maisons, se retireront dedans lesdites vingt-quatre heures, sans plus aller par la ville de jour ou de nuit, sur ladicte peyne de la hart. Et lesquels ainsi retirés en leursdites maisons, s'ils sont pures & indigens, se recommanderont aux curés & marguilliers des paroisses dont ils seront pour estre recommandés; & sans ce qu'ils partent de leursdites maisons leur sera pourveu de vivres convenables.

Item. Tous autres pures malades de cette ville, hommes, ou qui auroient prins icelle maladie aux residens & demourans ou servans en cette ville, qui ne auroient puissance de eux retirer en maison, dedans lesdites vingt-quatre heures après le cry fait sur ladicte peyne de la hart se retireront à saint Germain des Prez, pour estre & demourer es maisons & lieux qui leur seront baillez & delivrez par les gens & deputez à ce faire. Ausquels lieux durant ladicte maladie leur sera pourveu de vivres & autres choses à eux necessaires; & ausquels l'on deffend sur ladicte peyne de la hart de non rentrer en cette dicte ville de Paris, jusques à ce qu'ils soient entierement garis de ladicte maladie.

Item. Que nul ne soit si hardy de prendre lesdits quatre sols parisis, s'il n'est estrangier, comme dict est, ou qu'il voul-

H h h h iij

sist partir de cette dicte ville, sans plus entrer jusques à ce qu'il soit entierement gary.

Item. Et quant aux femmes mallades, leur sera pourveu de autres mailons & demourances, esquelles ils seront fournis de vivres & autres choses à eux necessaires.

Item. A esté ordonné que pour satisfaire audict cry, lesdicts mallades qui estoient de cette dicte ville, ou qui estoient demourans en cette ville alors qu'ils ont esté prins de cette dicte maladie, seront mis à la maison qui ja a esté louée pour cette cause, estant à saint Germain des Prez; & où elle ne pourroit fournir, seront prins granges & autres lieux estans près d'icelle, afin que plus facilement ils puissent estre pansez. Et en ce cas seront ceux à qui seront lesdictes granges & maisons, remuneréz & satisfaits de leurs louages, par ceux qui seront commis & deputez à recevoir l'argent cueilly & levé en cette ville de Paris pour lesdicts mallades, par l'ordonnance desdicts evesque & officiers du roy & prevost des marchands. Et à ce souffrir seront contraincts reaument & d'effect.

Item. Après ledict cry fait sera pourveu par ceux qui sont commis à recevoir ledict argent, à ce qu'ils mettent deux hommes, c'est à sçavoir un à la porte saint Jacques, & l'autre à la porte saint Denis; pour en presence de ceux qui seront commis par les officiers du roy & prevost des marchands, payer lesdicts quatre sols parisis, & prendre les noms de ceux qui les recevront, en leur faisant les deffences dessusdictes.

Item. Sera ordonné par le prevost de Paris aux examinateurs & sergens, que es quartiers dont ils ont la charge, ils ne souffrent & permettent aucuns d'iceux mallades aller, converser ou communiquer parmy la ville; & où ils en trouveront aucuns, ils les mettent hors d'icelle ville, ou les envoient ou menent en prison, pour estre pugniz corporellement selon ladicte ordonnance.

Item. Après ledict cry mis à execution soient ordonnez gens par lesdicts prevost & eschevins, lesquels se tiendront aux portes de cette ville de Paris, pour garder & deffendre que aucuns mallades de cette dicte maladie ne entrent apparamment ou segrètement en cette dicte ville de Paris.

Item. Soit pourveu par ceux qui sont deputés à recevoir l'argent donné & aumonné auxd. malades, à ce que à iceux retirés

esdictes maisons soit pourveu de vivres & autres choses necessaires soigneusement & en diligence; car autrement ils ne pourroient obeyr audictes ordonnances.

DU Mardy xxiii. May. Aujourd'huy l'evesque de Paris a remonsté que des mallades de la grosse verolle, qui par ordonnance de la cour avoient esté mis es fauxbourgs de cette ville; y en avoit de garis en bien grand nombre; mais que l'argent estoit failly, & y faisoit l'on de petites aumosnes pour le present; & si c'estoit pour le plaisir de la cour y faire quelque aumosne en pitié, elle seroit bien employée. Et pour ce que des deniers ordonnez par la cour à employer en œuvres pitoyables ne estoit possible en recouvrer aucune chose, remonstrey à la cour qu'il y avoit à mon greffe quinze ou seize escus d'espices dix ans avoit, & ne sçavoit l'on à qui ils appartenoient; si c'estoit le plaisir de la cour ordonner qu'ils fussent distribués es pources malades, les delivrerai: ce qui a esté ordonné, & iceux ay baillé à M. Jean Fournier chanoine de Nostre-Dame de Paris, lequel s'en est chargé.

Bac establi à Paris, à cause de l'empeschement des ponts.

DU Mardy xii. Novembre m. cccc. xcix. ont remonsté MM. Po-
AN. 1499.
 tier & de Merle à la cour l'empeschement que les officiers de S. Germain des Prez ont fait & faisoient, touchant le bac ordonné par les presidens; le parlement vacant, pour passer les charettes & marchandises, qui de present ne pourroient passer sur les ponts de Paris; pour l'inconvenient qui y estoit advenu *præteritis diebus*, & les arrests & emprisonnemens des biens, personnes & marchandises des marchands & passans audict bac, qui estoit au grand dommage de toute la chose publique. Requeroient sur ce leur estre donné prompt provision. Sur quoy la cour a ordonné & commandé à Guillaume Barbin huissier en icelle, que incontinent il fist deffentes de par le roy & ladicte cour sur grandes peines, tant ausd. officiers de S. Germain, que autres qu'il appartiendra, qu'ils n'empeschent aucunement les denrées, marchandises, marchands & passans audict bac, mais les laissent passer, aller & venir, sans en ce leur donner ou mettre aucun destourbier ou empeschement, & outre qu'il delivre reaument & de fait les biens, marchandises &

& personnes qui pour ce auront esté & sont arrestez, emprisonnez ou empeschez; & à ce faire & souffrir contraigne tous ceux qui pour ce seront à contraindre, par toutes voyes deues & raisonnables, & jusques à ce que par la cour autrement en soit ordonné; & neantmoins qu'il en joigne ausdicts officiers de S. Germain & autres qui ont fait ledict empeschement, qu'ils viennent en personne demain en cette cour.

Aide pour le rétablissement du pont N. D.

DU Mardy xiv. Janvier. Entre les commis au gouvernement de la ville de Paris, demandeurs & requerans la publication, registrement & verification de certaines lettres à eux octroyées par le roy le 12. jour de Decembre dernier passé, d'une part; & le procureur des marchands de poisson de mer de cette ville de Paris, deffendeurs & opposans à la publication desdictes lettres, d'autre. Veu par la cour lesdictes lettres, l'opposition desdicts deffendeurs, le plaidoyé fait sur icelle en ladicte cour entre lesdictes parties le Samedi 11. jour de Janvier aussi dernier passé, les conclusions du procureur du roy, & tout considéré: IL SERA DICT que ladicte cour a ordonné & ordonne, attendu la nécessité urgente de la refection du pont Nostre Dame de ceste ville de Paris, qu'il se levera & prendra au nom d'icelle ville par lesdicts demandeurs ou leurs commis & deputez, six deniers pour livre sur tout le bestial à pied fourché & poisson de mer amené & vendu au marché en icelle ville & forsbourgs: c'est à sçavoir en tant que touche le pied fourché, sur ceux & es lieux ausquels le roy a accoustumé de prendre l'impôt de douze deniers pour livre tant seulement, & ledict poisson de mer sur les revendeurs dudit poisson de mer. Et aussi se prendra & levera dix sols tournois sur chacune prise de sel amenée à contremont la riviere de Seine, au dessus & outre les limites du grenier à sel de Vernon, selon les rescriptions des grenetier & contrôleur de la ville de Rouen; pour iceux deniers estre distribuez pour la refection dudit pont, le tout selon la teneur desdictes lettres. Lesquels deniers se leveront & prendront durant le temps de six ans seulement, à compter du jour de la publication de ce présent arrest; & ledict terme passé ledict impôt ne se levera plus, mais sera du tout aboly & supprimé, sans que lesdicts de-

mandeurs ou autres en puissent obtenir prolongation de permission ou continuation; laquelle si elle se impetroit ou octroyoit, icelle cour l'a declarée & declare dez maintenant nulle & de nul effect & valeur. Et à ce faire & souffrir & à payer ledict impôt seront contraincts tous ceux qui pour ce seront à contraindre, par toutes voyes & manieres deues & raisonnables, & comme pour les deniers du roy, non obstant oppositions ou appellations quelconques.

Arrest pour la réforme de l'abbaye de Chelles.

DU Lundy vi. Avril. Entre sœur Martine du Moulin soy-ditane esleue en abbessse de l'abbaye & monastere de Chelle Sainte Baulthour, sœurs Anthoinette Augier, Fleurdelis de Grant-rue, Catherine de S. Benoist, Perine de Glienny, Marguerite la Jolie, Marie Charlette, Fleurdelis de S. Benoist, & Perette de Saint Benoist religieuses, elles disant faire le convent de ladicte abbaye, appellantes de maistre François Chambon conseiller en la cour de ceans, executeur de certaines lettres royales & de l'evesque de Paris anticipées, & aussi deffenderesses en matiere de nouvelleté, & le procureur general du roy anticipant, & l'evesque de Paris prins en partie comme intimé, & aussi deffendeur & complainant audict cas de nouvelleté, d'autre part; & sœur Jeanne de la Reine soy disant prieuse, & sœurs Marie Cormie, Anne du Pacy, Anne du Mont, Marguerite Vuiande, Catherine Damelle, Barbe Damelle, Benoiste Taillarde, Louise de Constances, Marie de Macy, Françoise Monialle, Marie Drillac, Ursule la Fresne & Denise Macheco, eux disans religieuses, prieure & convent de ladicte abbaye, & requerans l'enthernement de certaine requeste par elles faite en ladicte cour; & sœur Catherine de Lunieres n'agueres abbessse d'icelle abbaye, aussi requerant l'enthernement d'une autre requeste, d'autre. Veu par la cour le plaidoyé d'entre lesdictes parties des 13. & 17. jours du mois de Mars dernier passé, & tout ce qu'elles ont mis & produit par devers elle, & tout considéré: IL SERA DICT que ladicte appellation & ce dont a esté appellé mis au neant sans amende & sans despens, ladicte cour a mis & met hors de proces lesdicts evesque de Paris & appellantes, en tant que touche ladicte nouvelleté; & a ordonné & ordon-

AN. 1500.

AN. 1500

ne que les religieuses dessusdites, introduites audit monastere le 18. jour de Fevrier dernier passé par ledict evesque; & incorporées en icelluy monastere, y demoureront avec les antiques, faisans ensemble le corps & convent d'icelluy. Quant à ce les ordonnances lors & autres jours ensuivans faites pour la reformation dudit monastere, seront tenues de manger ensemble en refectoir, ou ailleurs en lieu à ce convenable, jusques à ce que led. refectoir soit en bonne & convenable reparation; coucher en dortoir, & demeurer en perpetuelle closture, & garder leurs vœux. Et à ce faire & souffrir seront contraintes par toutes voyes dedues & raisonnables, selon & en ensuivant disposition de droit commun. Et en outre que de l'administration & distribution des biens dudit monastere compte sera rendu par les receveurs & procureurs à l'abbesse & trois ou quatre religieuses à ce deputées par le convent, qui monstrent lesdits comptes audit convent, & seront communiquez audit evesque en faisant sa visitation, se besoïn est. Et feront & celebreront les festes selon l'ordre & institution dudit monastere, aussi les fondations des fondateurs & bienfaiteurs d'icelluy. Et permet ladicte cour à toutes religieuses antiques & nouvelles, les novices en ce non comprinses, proceder, non obstant l'election pretendue par lesdites appellantes, à l'election de nouvelle abbesse dudit monastere vacant par la resignation pure & simple de seur Catherine de Luniers derniere abbesse; & pour icelle assigner jour & icelluy signifier à toutes les religieuses qui seront en icelluy monastere, & audit jour appeller pour directeurs gens religieux ou autres bons ecclesiastiques discrets & en ce connoissans, le tout selon disposition de droit commun. Et ladicte election faite ledict evesque baillera vicaires, pour icelle confirmer ou infirmer; & pourvoir ou fera pourvoir au vivre de ladite de Luniers, ainsi qu'il appartiendra par raison. Et au surplus a ordonné & ordonne ladite cour que lesdites religieuses communiqueront audit evesque en leur convent les mateologues, cartulaires, statuts & anciennes fondations dudit monastere, pour estre plus amplement fait & pourveu, tant touchant led. service que pour le parachevement & confirmation de lad. reformation, ainsi qu'il appartiendra.

Jean Standonc rappellé d'exil.

LE VIII. May la cour a receu du roy lettres missives dont la teneur s'ensuit: DE PAR LE ROY. Nos amez & feaux, combien que cy-devant il a esté prohibé & deffendu à nostre cher & bien amé M. Jean Standonc docteur regent en nostre université de Paris de demourer en icelle ville ne ailleurs en nostre royaume, ce neantmoins pour plusieurs remonstrances qui depuis nous ont esté faites des grands biens qu'il a faits & fait journellement en nostredite ville, esquelles pour l'honneur de Dieu nostre createur nous avons bien voulu obtemperer; nous avons voulu, octroyé & permis audit M. Jean Standonc qu'il puisse retourner, converser & demourer en nostredite ville de Paris & autres villes & lieux de nostredit royaume que bon luy semblera, tout ainsi qu'il faisoit auparavant lesdites deffenses. Dequoy vous avons bien voulu escrire & advertir, à ce que aucun trouble ne empeschement luy soit fait, mis ou donné en ses personne & biens, & qu'il soit recueilly, traité & favorisé comme il a esté par cy-devant, en maniere qu'il puisse continuer aux bonnes œuvres & biens qu'il peut faire en nostredite ville & université. Donné à Lyon le XVII. jour d'Avril. *Sic signatum LOUIS, & inferius de SAUSAY. Et in dorso est scriptum.* A nos amez & feaux conseillers les gens de nostre cour de parlement à Paris. Fait VIII. Maii, anno quingentesimo. LESQUELLES lettres la cour a fait enregistrer, & ordonné qu'elle escrira audit M. Jean Standonc, à ce que ensuivant lesdites lettres du roy, dont le double luy sera envoyé, il retournera pardeça quand bon lui semblera.

Ruë aux Senes.

DU XX. Janvier. Entre les marguilliers de S. Martial de cette ville de Paris demandeurs & requerans que ... la maison de l'image S. Anthoine assise en la ruë aux Senes en cette ville de Paris leur fust baillée & delivree ... franche & quitte de huit vingts dix livres tournois pour une fois payer, pretendue & demandée sur icelle maison par Gervaise Targier.... Il sera dict que ladicte cour a condamné & condamné ledict M. Jacques de Coland audit nom d'executeur du testament de feu Jean Coland, à faire pleine

AN. 1501.

pleine delivrance d'icelle maison ausdicts margueliers, & acquiter & descharger icelle maison de la somme de 170. liv. tourn. &c.

Officiers & officieres de l'hostel-Dieu de Paris.

DU xxii. Mars. Religieuses personnes frere Pierre Fontienneaux administrateur, Robert le Roux bourfier, Guillaume Seme cuisinier, & Raoul de Lorme celerier, tous religieux de l'hostel-Dieu de Paris, sœurs Jeanne l'Aseline prieure, Marguerite Agnès garde du tronc du costé de petit-pont, Catherine la Gastelle refectoriere, Pernelle la Carabine dame de la chambre aux coetes, Jeanne la Fleurie garde du tronc du costé de Nostre-Dame, Pernelle la Duchesse dame des accouchées, Marguerite la Messie aussi dame de la chambre aux coetes, Gillette la Bondine grant lavandiere, Henrie la Turpitaine chefferaine, Marguerite la Blanche, Jeanne la Gallette, Jeanne Deschamps, Isabel la Hanrie, Mathurine Desvaux maitresse petite lavandiere, Jeanne Andrie & Jeanne de Marle, toutes religieuses dudit hostel Dieu, assemblez en leur chapitre, faisant & representans, comme ils disoient, la communauté des religieux & religieuses dudit hostel-Dieu de Paris, confessent avoir eu & receu de noble homme & seigneur M. Nicolas Pichon conseiller du roy nostre sire, son prothonotaire & secretaire, & greffier de la court de parlement, la somme de trois cens trois livres tournois à eux adjugée par arrest de ladicte court prononcé le 8. Aoust dernier, sur la somme assignée es mains dudit Pichon... pour le decret de la terre & seigneurie de Beaurecueil.... laquelle somme de 303. liv. ainsi adjugée ausdits de l'hostel-Dieu, comme ayans droit sur ladicte seigneurie de Beaurecueil &c.

Maisons abatues pour faire l'espaulement du pont N. D.

DU Mercredi iv. Aoust. Sur la requeste faite à la court par les prevost & eschevins de la ville de Paris, par laquelle ils requeroient permission de abatre & demouler les maison estant au bout du pont Nostre-Dame prez l'église de S. Denis de la Chartre, appartenant à Nicolas Laisné bonnetier, une partie de la maison de Robert le Tellier drappier, autre partie de la maison de

Malleville ausly drappier & de Pierre Chouart, selon l'avis & rapport des maistres jurez, pour faire l'espaulement dudit pont. Oye par la court ladicte requeste, ensemble le rapport des commissaires ordonnez à ouyr lesdictes parties, & tout considéré: LA COURT a ordonné & ordonne que deux autres jurez que les deux premiers qui ont fait ledit rapport, ensemble ladicte visitation ou appreciation desdicts lieux, se transporteront dedans huy esdictes maisons avec lesdicts premiers jurez, en la presence de M. M. Jean Bochart & Simon Raduz conseillers en lad. court, & desdictes parties, pour voir & visiter lesdicts lieux & prises, & sur ce faire & rapporter ensemble leur avis. Et neantmoins la court enjoint ausdicts Laisné, le Tellier, Malleville & Chouart de vider dedans trois jours eulx & leurs biens desdictes maisons & portions necessaires pour le pont; & ausly a permis & permet ausdicts prevost & eschevins de besongner esdicts lieux pour ledit pont.

DU Lundy ix. Aoust. Veüz par la court les deux rapports faits à icelle par plusieurs jurez charpentiers & maçons, qui par ordonnance d'icelle ont visité & apprécié les maison de Nicolas Laisné bonnetier, & portion des maisons de Robert le Tellier, & de la veufve de Jean de Malleville drapier, & de Claude Chouart, assises au bout du pont de Nostre-Dame devers saint Denis de la Chartre, qu'il convient prendre pour faire l'espaulement dudit pont; & un autre rapport fait par Jean Baudin & Marin Bureau bourgeois de Paris, ausly commis à visiter & apprecier lesdicts lieux & maisons, & tout considéré: LA COURT a ordonné & ordonne que outre lesdictes appreciations dernièrement faites par iceux charpentiers & maçons desdictes maisons, sera baillé par lesdicts prevost & eschevins de la ville de Paris la somme de deux cens livres parisis, à chacun d'iceux cinquante livres; & que en delaisant par lesdicts proprietaires à icelle ville lesdictes maison & portions qu'il convient prendre pour ledit pont, ladicte ville sera tenue soy obliger à payer lesdictes appreciations à deux termes: c'est à sçavoir la moitié de chacune appreciation au jour de Noel prochainement venant, & l'autre moitié au jour de saint Jean Baptiste ensuivant. Et sy a ordonné & ordonne ladicte court que sy lesdicts lieux estoient baillez cy. après

AN. 1501.

AN. 1501.

par ceux de ladicte ville à lotiage, que lesdits propriétaires seront en iceux lieux preferez devant tous autres pour pareil prix que la ville en trouveroit. Et ladicte obligation passée par lesdits prevost & eschevins au profit desdits propriétaires, ils pourroient demolir & abbatre lesdites maisons pour la construction & edifice dudit pont.

Rue de Pirouette.

DU Samedi xxviii. Aoust. Aujourd'hui Philippe... marchant espicier de la ville de Paris demeurant en la rue de Pirouette en Therouenne près les halles, a cautionné & pleigé Conrart Heudemant marchant d'Allemagne d'estre par ledit Conrart à droict en la court de ceans, &c.

Imposition pour la reparation du pont N. D.

DU Vendredi iii. Septembre. Oye par la court la requeste faicte en icelle par les prevost des marchands & eschevins de cette ville de Paris, à ce que les vendeurs de poisson de cette ville fussent contrains à retenir sur les deniers des marchands du poisson de mer fraiz le droict de six deniers pour livre octroyez par le roy jusques à six ans commençans au mois de Febvrier 1499. pour la reparation du pont Nostre-Dame, & iceux deniers faire bons à ladicte ville ou à leur fermier... oy sur ce M. Guillaume de Poitiers chevallier seigneur de Clerieux, lieutenant du roy, gouverneur de Paris... & tout considéré; LADICTE COURT a ordonné & ordonne que lesdits vendeurs & chacun d'eux en son regard seront tenus de retenir lesdits six deniers pour livre, jusques à la fin desdictes six années, sur les deniers des marchands dud. poisson, & iceux faire bons à la ville ou à leur fermier, &c.

Service pour le duc d'Orleans.

AN. 1505.

DU Vendredi xxi. Febvrier M. D. IV. (nouveau stile M. D. V.) Ce jour sont venus & se sont assemblez ceans messieurs les chancellier, presidens, conseillers, greffiers, notaires, huissiers, procureur & advocat généraux du roy, habillez de robes noires & chapperons, & sont partis tantost après midy; & sont allez... vers l'eglise de saint Jacques du Hautpas, auquel lieu avoient esté apportez les ossemens du feu duc d'Orleans, qui

avoit esté inhumé en la ville de Blois, & se sont arrestez... pour ce qu'on leur a dict que lesdits ossemens estoient partis de l'eglise Nostre-Dame, & qu'on les apportoit, & ont attendu qu'ils fussent passez. Et dudit lieu sont partis après lesdits ossemens portez sur un grand chariot couvert de velours noir, sur lequel on portoit un poille de velours, & conduits en l'eglise des Celestins à Paris. Et audit convoi... à Paris aller au-devant des rois & roines, tous vestus en habillemens noirs. Aussy y estoient le cardinal legat en France, & plusieurs archevesques, evesques, seigneurs, barons & gentilshommes, tant de la maison du roy que autres, en grand nombre & bel ordre. Et ne sont delogez ne bougez les rois & roines hors du palais où ils estoient logez. Lequel convoi devoit estre fait le jour d'hier, à cause de quoy la cour se leva, & en conséquence de ce ne vint point l'après-dinée; mais pour quelque occasion fut remis à ce jour. Et le lendemain Samedi xxii. curia iterum vacavit, par ce que mesdits seigneurs sont allez aux Celestins au service qui y a esté fait pour ledit feu duc d'Orleans. Et ont esté dictes les trois messes par les evesques de Paris.... & cardinal d'Amboise legat. Et sont lesdits ossemens mis avec les ayeul, ayeule & oncle du roy, en une cave estant en la chapelle d'Orleans.

Sœurs Grises à l'hostel-Dieu substituées aux sœurs Noires.

DU Mercredi xxiii. Avril. Ce jour les commis par la court touchant la reformation de l'hostel-Dieu de Paris ont remonstré que en iceluy y avoit aucunes des sœurs Grises mises pour solliciter les pauvres, tellement malades qu'elles ne pourroient faire ce à quoy elles sont appellées, & par ce s'en vouloient retourner en leurs convents, & partant estoit besoin en y mettre d'autres pour la necessité qui y est grande. Et aussy sur la requeste baillée par les onze religieuses Noires dudit hostel-Dieu de cette dicte ville de Paris, par laquelle elles requeroient qu'elles fussent restablies pour solliciter les pauvres, & y vivre selon leur premiere institution: LA COURT a ordonné & ordonne que lesdictes sœurs Grises malades prealablement mises hors dudit hostel-Dieu, y seront mises le nombre de... sœurs Grises, & non plus, pour y solliciter les malades. Et quant ausdictes onze sœurs Noires, elles ne seront

sont restables jusques à ce que par la court, prealablement le procez & les charges veuës, soit ordonné ce que de raison. Faict en parlement le xxiv. jour d'Avril M. D. V.

Ordonnances pour la réformation de l'hôtel-Dieu.

DU Vendredy xxiii. May. La court a ordonné & ordonne que les doyen & chanoines de l'église de Paris se assembleront demain matin en chapitre, sur peine d'amende. Et enjoindt la court à un chacun dudit chapitre particulièrement de foy y treuver, s'il n'y a excusation legitime. Auquel chapitre les commissaires establis sur le faict de l'hôtel-Dieu diront & remonstrent ce qu'ils ont advisé & ont intention de faire touchant la reformation d'icelui, pour sur ce donner leurs avis, & avant que rien executer, envoyer à la court son avis. Et fera la presente ordonnance signifiée par un des huissiers de ladicte court ausd. doyen & chanoines. Faict en parlement le xxiii. jour de May m. d. v.

DU Vendredy penultiesme jour de May. Ce jour sont venus en la court toutes les chambres assemblées, les gens du roy, lesquels ont faict leur rapport des conclusions des doyen, chanoines & chapitre de l'église de Paris touchant le faict de l'hôtel-Dieu, lesquelles par ordonnance d'icelle leur ont esté communiquées; & ont dict & déclaré qu'ils requeroient à la court que lesdictes conclusions de chapitre fussent tenues, & que selon icelles on se devoit gouverner, & que la cour y procedast. Veuës par la court, toutes les chambres assemblées, les deliberations desdicts doyen & chapitre de Paris touchant la reformation de l'hôtel-Dieu, dont la court les avoit chargez y prendre deliberation, & icelle envoyer en ladicte court, & tout considéré: LA COURT a ordonné & ordonne qu'il sera enjoindt de par le roy & ladicte court ausdicts doyen & chapitre de faire leur deliberation & avis categorique touchant le faict dudit hôtel-Dieu, & ce qu'il leur semble qui se peut faire pour le faict de ladicte reformation, & en advertiront ladicte court le plus diligemment que faire se pourra, à peine de mil livres parisis à appliquer au roy, & de saisissement de leur temporel en la main dudit seigneur. Et pour ce faict se assembleront lesdicts de chapitre demain matin.

Tome II. Part. II.

Les curés de Paris refusent d'inhumer les morts, avant que d'avoir veu leurs testamens.

AN. 1507.

DU Samedy xxi. Juin. Ce jour M. Gilles le Maistre advocat du roy a remonstté à la court qu'il est venu à la connoissance que en la paroisse S. Germain l'Auxerrois à Paris estoit decedé une femme, laquelle les vicaires dudit saint Germain avoient différé inhumer jusques à ce que on leur eust monstté & exhibé le testament de ladicte deffuncte. Et par ce que les autres vicaires & curez des eglises parochiales de cette ville estoient coustumiers d'ainsi faire, & retarder les sepultures des trespassez, jusques à ce que on leur eust exhibé & monstté les testamens des deffuncts; & mesme quand quelque pauvre personne va à trespas, qui n'a dequoy payer ce que lesdicts curez demandent pour leur salaire, ils ne la veulent inhumer, mais fault quester pour le deffunct, pour fournir ce qu'ils demandent: qui est un abus scandaleux; & pour ce a requis mander les vicaires & officiers principaux de l'evesque de Paris, pour ce que les curez & vicaires s'excusent, & dient que s'ils faisoient autrement, ils seroient blamez. Requeroit que deffense leur soient faictes & publiées par toutes les paroisses d'empescher ou retarder dorenavant la sepulture de leurs paroissiens, pourveu qu'ils soient catholiques, sous couleure de l'exhibition desdicts testamens, lesquels ne pourront payer ce qu'ils pretendent pour les droicts de la sepulture. LA COURT a ordonné que les vicaires & autres principaux officiers de l'evesque de Paris, & aussi les vicaires dudit saint Germain seront mandez venir en icelle.

Suite de la réformation de l'hôtel-Dieu.

DU Jeudy xxiv. Juillet. M. Jehan Aymery chanoine en l'église de Paris, prisonnier en la consiergerie par ordonnance de la court (du 19. Juillet precedent, à l'occasion de la jurisdiction sur l'hôtel-Dieu que ledict Aymery pretendoit usurpée par le parlement) est élargy & l'elargist la court parmy cette ville quelle luy baille pour prison, & luy en deffend le partir sans le congé de ladicte court, parmy ce qu'il a promis & juré comparoir en personne en ladicte court, & pardevant les commissaires par elle commis à l'interroguer, toutes

liiii ij

AN. 1505.

& quantes fois que par eux sera ordonné, pour y estre & fournir à droit; & a fait les submissions accoustumées. Et pour faire les exploits nécessaires en cette partye allencontre de luy, il a esleu son domicile en sa maison ou cloistre de ladicte eglise.

DU Vendredy i. Aoust. Veüe par la court la requeste baillée à icelle par les commis au gouvernement du temporel de l'hostel-Dieu de Paris, par laquelle ils requeroient que la court donnast asseurance à freres Guillaume Seme & Raoul de Lorme religieux dudit hostel-Dieu, de revenir en iceluy pour y servir, & faire deffences au chapitre de Paris ne proceder contr'eux jusques autrement par la court en fust ordonné; & aussi que les comptes du fait & administration dudit hostel Dieu estans devers ledict chapitre leur fussent communiquez. Et veüe aussi certaine deliberation faite par ledict chapitre sur ladicte requeste, que la court leur avoit envoyée à cette fin; & tout consideré : LA COUR a ordonné & ordonne que lesdicts Seme & de Lorme religieux viendront oudict hostel-Dieu; & deffend la court audict chapitre de Paris ne proceder contr'eux en aucune maniere, jusques à ce que par elle autrement en soit ordonné; & outre, que ledict chapitre sera tenu bailler audicts commis les comptes du fait & administration dudit hostel Dieu estans par devers ledict chapitre, dans trois jours pour tout delay, pour d'iceulx par lesdicts commis s'ayder en leurdict charge; en baillant toutefois audict chapitre par lesdicts commis recepis des comptes qui leur seront baillez, & promettant iceux rendre audict chapitre.

DU Vendredy xxii. Aoust. La court a ordonné que maistres Jehan Bouchart, Guillaume de Besançon & Germain Chartelier conseillers du roy en icelle, iront à l'hostel-Dieu, remonstrent de rechef aux religieuses Noires la volonté du roy, & leur enjoindront qu'elles obeissent à la religieuse qui est ou sera commise prieure par les deleguez du legat, jusques à ce que autrement en soit ordonné.

Réformation de l'hospital des Quinze-vingts.

AN. 1508.

DU Vendredy xiv. Janvier M. D. vii. (ou plustost M. D. viii. selon nostre maniere de compter.) Sur ce que

M. Jean Berthelot conseiller en la court de ceans a remonsté à la court, que en ensuivant l'arrest d'icelle il s'estoit le jour d'hier transporté en la maison des Quinze-vingts aveugles fondée en ceste ville de Paris, pour proceder à la reformation d'icelle : ce qu'il n'avoit pu faire obstant les grandes rebellions & desobeissances à luy faites par aucuns particuliers de ladicte maison, & que luy seul n'y sçauroit rien faire, si avec luy & les commis à ce n'y avoit autre conseiller de la court; LA COUR a ordonné & ordonne que maistres Nicole de Corbie, Jean Brulard & André des Assis aussi conseillers en la court de ceans, ou les deux d'iceulx, assisteront avec ledict Berthelot & autres commis en cette partie, pour besongner au fait de ladicte reformation, & y procederont comme de raison.

Minimes de Nigeon.

DU Mercredy ix. Fevrier. Entre les correcteur, religieux & freres Minimes du convent de Nostre Dame de toutes graces & de Nigeon lez Paris, &c.

Rue de la Juiverie élargie.

DU Mercredy xxiii. Fevrier. Sur la requeste baillée à la court par les habitans & propriétaires des maisons estans le long de la rue depuis le pont Nostre Dame jusques à petit pont en ceste ville de Paris, par laquelle ils requeroient que avant que proceder à aucune demolition de leurdictes maisons pour l'eslargissement de ladicte rue, ils fussent oys pour ordonner si les prevost des marchands & eschevins de ladicte ville seroient tenus faire les reparations qu'il conviendrait faire au moyen d'icelles demolitions, attendu les dommages & interets que iceux supplians ont & peuvent avoir à cause de l'acourcissement & perte de leurdictes maisons. Veü par la court ladicte requeste, & sur icelle ouyes lesdictes parties; & tout consideré : LA COUR de leur consentement a ordonné & ordonne que lesdicts prevost des M. & eschevins feront faire les demolitions nécessaires, pour en ensuivant l'arrest de ladicte court du 23. Juillet dernier passé, faire l'eslargissement de ladicte rue. Et aussi feront édifier & bastir le mur ou pignon de devant desdictes maisons qui ainsi seront demolies, selon les fondemens ja faits jusques à la tuille inclusi-

vement, d'une mesme hauteur & forme; & en ce faisant, seront servir audict edifice ce que desdictes demolitions y pourra convenablement servir. Et pour ce faire lesdicts prevost & eschevins seront tenus au nom de ladicte ville avancer les frais & despenses qu'il y conviendra faire; lesquels frais & despenses seront compensez avec les intersts & dommages que chacun desdicts habitans sera trouvé avoir eu & souffert à l'occasion de l'esslargissement de ladicte rue & demolition de sa maison, si aucuns dommages & intersts leur en sont adjugez, si à autant montent que lesdicts frais & despenses; & s'y plus montent lesdicts dommages & intersts, ladicte ville sera tenue payer & rendre à chacun desdicts habitans l'outre plus par rata de ce qui sera adjugé. Mais s'il estoit trouvé que lesdicts habitans ou aucuns d'eulx ne deussent avoir aucuns intersts ou dommages, attendu la commodité qu'ils pourroient avoir en leursdictes maisons au moyen de la refecton dudit pont & esslargissement de ladicte rue, ou qu'ils ne montassent en tout que lesdicts frais & despenses, en ce cas chacun desdicts habitans en son regard sera tenu rembourser ladicte ville desdicts frais & despenses, ou de ce qui en resteroit outre lesdicts intersts & dommages; & à ce chacun desdictes maisons en son regard demourera obligée & ypothequée envers ladicte ville.

Bourgeois commis au gouvernement de l'hostel-Dieu, &c.

DU Vendredy xvi. Juin. Entre les bourgeois commis au gouvernement de l'hostel-Dieu de Paris, & le procureur general du roy adjoint avecque eux, demandeurs & requerans l'enterinement de certaine requeste par eux baillée à la cour le 15. Janvier l'an 1505. & en ce faisant qu'il feüst presigé delay par la cour aux doyen & chapitre de l'eglise de Paris de rendre, clorre & affiner les comptes du revenu dudit hostel-Dieu depuis dix ans en ça, & en certifier la cour, & afin qu'ils en fussent plus soigneux, que le temporel desdicts doyen & chapitre fust saisi & mis en la main dudit seigneur; & neantmoins qu'ils fussent condamméz à bailler & mettre promptement entre les mains desdicts commis bourgeois la somme de douze cens livres parisis, pour pourvoir à la necessité dudit hostel-Dieu, sauf à recouvrer sur le reliqua, s'aucun en y avoit,

ou ailleurs où il appartiendroit; & que maistre Jean de Lailly prestre chanoine de ladicte eglise fust tenu presenter son compte en forme deus des deniers qu'il avoit receus dudit hostel-Dieu, & iceluy faire clorre & affiner dedans un delay pardevant tels commissaires qu'il plairoit à ladicte cour, alors que son temporel fust pareillement saisi & mis en la main dudit seigneur, d'une part; & lesdicts doyen & chapitre de l'eglise de Paris, M. Jean de Lailly disant non estre tenu rendre ledict compte, d'autre part. Veu par la cour ladicte requeste, le plaidoyé fait entre lesdictes parties le 29. Janvier audict an, les cedules desdicts doyen & chapitre & de Lailly baillées au contraire, ensemblement ce que lesdictes parties ont produit d'un costé & d'autre; & tout considéré: IL SERA DICT que dedans la feste S. Martin prochain venant pour routes prefixions & delais, lesdicts doyen & chapitre seront rendre, tant par les boursiers, maistres, proviseurs & autres par eux commis touchant le fait dudit hostel-Dieu, & par ledict de Lailly, & chacun d'eulx en droit foy, en tant que leur touche, & ainsi qu'il appartiendra, depuis le 26. Juin 1495. jusques au 2. May 1505. que lesdicts bourgeois furent commis au gouvernement dudit hostel Dieu, les comptes & reliqua des biens & administration que lesdicts boursiers, maistres, proviseurs, Lailly & autres ont eu dudit hostel-Dieu; & à ce les contraindront & feront contraindre par toutes voyes & manieres deus & raisonnables; autrement & en deffault de ce ladicte cour a des à present ordonné & ordonne que lesdicts doyen & chapitre au nom & pour le corps dudit chapitre rendront lesdicts comptes & reliqua depuis ledict jour 26. Juin 1495. jusques au 2. May 1505. pardevant les commissaires qui à ce seront commis par ladicte cour; & à ce seront contrainctz par prinse de leur temporel & autres voyes & manieres deus & raisonnables: sauf leur recours contre ceux qu'il appartiendra. Et avecques ce a ordonné & ordonne ladicte cour que frere Jean Fabre autres-fois maistre dudit hostel-Dieu rendra compte & reliqua de l'administration par luy eue des années precedentes ledict 26. jour de Juin 1495. pardevant lesdicts commissaires qui à ce seront commis par ladicte cour; & à ce faire sera contrainct par prinse de son temporel & autres voyes & manieres deus & raisonnables; & sans despens d'une part & d'autre.

AN 1509.

Droit d'estallouage conservé à l'abbaye de sainte Geneviève en son fief.

DU dernier Aprvil. Entre les relligieux, abbé & convent de sainte Geneviève au mont de Paris, demandeurs & complaignans en cas de nouveleré, d'une part; & les prevost des marchands & eschevins de la ville de Paris, comme ayans prins la garantie, caute & deffense pour M. Jean de Montigny & sa femme, deffendeurs & opposans audict cas, d'autre part. Veü par la cour les escriptures & additions par faictes contraires d'entre lesdictes parties, les enquestes faictes à la requeste de chacune d'icelles, receües pour jurer en ladicte cour, & tout ce qu'elles ont mis & produict pardevers icelle cour, ensemble les contredits d'iceux deffendeurs, & salvations baillées au contraire par lesdicts demandeurs; & tout considéré: IL SERA DICT que ladicte cour a maintenu & gardé, maintient & garde lesdicts demandeurs & complaignans en possession & faine d'estallonner & bailler mesures par tout leurs terres & seigneuries, mesmement où ils ont censive & haute justice: en possession & faine qu'il n'est loisible audicts prevost & eschevins deffendre d'estallonner ou user d'estallouage en ladicte terre & seigneurie d'iceux demandeurs, & mesmement en la maison où pend pour enseigne *le mouton*, assise en la rue S. Jacques joignant & au-dessous le college du Plessis, en laquelle sont demourans lesdicts Montigny & sa femme, estant en ladicte censive & haute justice desdicts demandeurs: en possession & faine que sy lesdicts deffendeurs s'estoient efforcez ou efforçoient de faire le contraire desdictes possessions, de les contredire & empescher, & le tout faire cesser, reparer & remettre au premier estat & deub. Et a icelle cour levé la main du roy, ensemble tous les troubles & empeschemens faicts & donnez au contraire par iceux deffendeurs en ladicte chose contentieuse, au profit desdicts demandeurs; & a condamné & condamne icelle dicte cour lesdicts deffendeurs es despens de cette instance, la taxation réservée par devers elle.

Arrest au sujet du college de Chenac.

AN 1510.

DU Samedy 19. Fevrier *in tornella*. Entre M. Jean Militis docteur en theologie, maistre principal du college

de Chenac, messire Anthoine de Pompadour chevalier, fondateur dudit college, & le procureur de l'université de Paris joint avec les demandeurs & requerrans l'enterinement de deux requestes par eux baillées à la court: l'une le premier jour de Decembre dernier passé, & en ce faisant, delay competent leur estre donné pour parachever la veüe par eux commencée, dont mention est faicte en ladicte requeste, & aussi visitation estre faicte des reparations faictes par ordonnance de la court aud. college, lesquelles ils disoient monter à plus de neuf cens liv. parisis: l'autre requeste par eux baillée à ladicte cour le unziesme jour de Decembre aussi dernier passé, & en ce faisant, que ladicte visitation faicte, certaine somme de deniers leur feust baillée & deslivrée sur les deniers estans pardevers le greffe de ladicte court, tant pour faire ladicte veüe, que pour la provision de blez & vins & autres choses necessaires dudit college; & aussi que ce present incident fust joint à certain autre incident appointé en droit, dont en ladicte premiere requeste est faicte mention, & afin de despens, d'une part. Et Jean Feideau frere & heritier de feu M. Guillaume Feideau en son vivant conseiller en ladicte court*, deffendeur à l'enterinement desdictes deux requestes, & aussi requerrant provision & deslivrance luy estre faicte des sommes de deniers demouréz du decez dudit Feideau estans par devers ledit greffe de ladicte court, & aussi à fin de despens, d'autre. Veü par la cour lesdictes requestes, les advertissemens & productions desdictes parties, & tout ce qu'elles ont mis pardevers certains commissaires commis par ladicte court à oyr lesdictes parties. Oy leur rapport, & tout considéré: IL SERA DICT que ladicte court a forclos & deboutté, forclos & deboutté dès maintenant lesdicts deffendeurs de faire ladicte veüe, sauf que s'ils la font faire & parachever dedans le lendemain de *Quasimodo* prochainement venant, elle sera receue. Et cependant pourront lesdictes parties faire faire visitation d'iceluy college & desdictes reparations faictes en iceluy, pour ce faict & rapporté dedans ledit lendemain de *Quasimodo* pardevers ladicte court, estre faict droit ausdictes parties sur le surplus du contenu en leursdictes requestes.

* Et auparavant principal dudit college.

A qui

A qui appartient de mener les archers & arbalestriers de la ville.

DU XVI. Mars *manè*. Ce jour ontesté mandez le prevost de Paris & les eschevins de ladicte ville, pour le différend d'entre eux, parceque chacun d'eux vouloit mener les archers & arbalestriers de ladicte ville au-devant du roy. Et eux ouys, attendu que ledict prevost de Paris a dict que le roy l'avoit renvoyé par-deça, pour retourner au-devant de luy ce jour, & mener avec luy ses archers & arbalestriers : LA COURT a ordonné & ordonne que sans prejudice des droicts des parties en autres choses, & pour cette fois tant seulement, ledict prevost menerra les arbalestriers & archers de la ville, en ayant regard à ce que le roy luy a commandé.

Octroy pour la reparation du pont N. D.

DU Samedi XXVII. Avril. Sur la requeste baillée à la court par les prevost des M. & eschevins de la ville de Paris, par laquelle ils requeroient la verification des lettres à eux octroyées par le roy le 12. Mars 1508. pour lever l'aide contenu en icelles, pour la reparation & parachèvement du pont Nostre-Dame; & ce pour les deux années restans à lever dudit octroy. Veu par la court lesdictes requeste & lettres d'octroy, avec l'arrest donné le 13. Decembre audict an 1508. sur la verification desdictes lettres faite pour un an expiré le premier jour de Febvrier dernier passé. Ouy le rapport de certain commissaire, es mains duquel les comptes tant dudit ayde que du domaine de ladicte ville ont esté mis par ordonnance de ladicte court, & tout considéré : LA COURT a ordonné & ordonne que pour les causes contenues esdictes lettres d'octroy lesdicts prevost des marchands & eschevins ou leurs commis ou nom de ladicte ville leveront & prendront sur chacune prise de sel amené à mont & contre-mont la riviere de Seyne, au-dessus & outre les limites du grenier à sel de Vernon, selon la rescription des grenetier & controlleur de la ville de Rouen, sept sols tournois : sur chacun boeuf qui entrera, tant en la ville qu'es fauxbourgs & marché & ailleurs, quatre sols parisis : sur chacune vache deux sols parisis : sur chacun pourceau, ostez ceux de maison & de rente, douze deniers parisis : & sur chacun mouton, brebis ou

veau six deniers parisis : sur chacun lets de harang, tant for que blanc, passant par icelle ville & fauxbourgs, & non vendu en icelle, seize sols : sur chacune queue de vin tiré & mené hors ladicte ville par les marchands & bourgeois d'icelle, trois sols parisis : & pour chacun muid de vin semblablement mis hors lad. ville par les marchands d'icelle, dix-huit deniers parisis, tant de privilegez que non privilegez, en quelque maniere ou pour quelconque personne que ce soit ; pour iceux deniers estre employez & distribuez ainsi & pour les causes contenues esdictes lettres d'octroy, le tout selon la forme & teneur d'icelles ; lesquels deniers se leveront & prendront pour cette année commençant le premier jour de May prochainement venant seulement ; laquelle année escheüe & finie, lesdictes lettres d'octroy seront & demoureront totalement expirées & es-taintes, & icelles *ex nunc prout ex tunc* la court a abolies du tout, sans ce que lesdicts prevost des marchands & eschevins ne autres s'en puissent aider ; ne demander verification en aucune maniere ne pour quelque cause que ce soit, & ce sur peine de dix mille livres parisis d'amen-de à appliquer au roy ; laquelle peine ladicte court * *ex nunc ipso facto* contre lesdicts prevost & eschevins, ou autres qui se aideroient ou demanderoient verification dudit octroy, ou impetreroient autres lettres pour le continuer ou avoir nouvel don outre ladicte année, en leurs propres & privez noms. Et au surplus la court a ordonné & ordonne que lesdicts deniers dudit ayde qui ainsi seront levez, & ceux qui ja ont esté levez, s'aucuns en y a, seront prealablement employez à l'édification & construction des maisons sur ledict pont & autres reparations necessaires d'iceluy ; & enjoinct ausdicts prevost & eschevins de faire si bonnes diligences, que lesdictes maisons puissent estre faites & parachevées entierement dedans seize mois prochainement venant. Aussi leur enjoinct de faire voir & visiter lesdicts comptes par l'un des presidens d'icelle, appelez avec luy ceux qui par elle seront commis & le procureur general du roy, afin de sçavoir si la recepte est entierement faite & la despenfe raisonnable ; pour par la court leur rapport ouy, estre ordonné comme de raison. Aussi leur enjoinct de poursuivre les habitans de la rue de la Juiverie à bail-ler à verifier les interets par eux pretendus à cause du retranchement de leurs

AN. 1510.

* Supple de-
cerce.

AN. 1510.

maisons, aussi de bailler par declaration les offices qui ont vacqué depuis le 9. Janvier 1499. jusques à present, les sommes de deniers auxquelles & les noms de ceulx auxquels lesdits offices ont esté vendus, si baillé ne l'ont : le tout dedans six semaines prochainement venant pour tous délais, sur peine de deux mille livres parisis d'amende à prendre sur lesdits prevost & eschevins en leurs propres & privez noms. Pareillement enjoindt audict procureur du roy de poursuivre la declaration desdites peines contre eux, où ils n'auront entierement fourny à ce present arrest dedans lesdits temps. Et neantmoins en ensuivant les arrests ja donnez par la court, & jusques autrement par icelle en soit ordonné, elle ordonne que les offices de ladicte ville seront vendus & bailliez à gens souffisans & ydoines, & les deniers qui en viendront employez es reparations dudit pont. Desquels deniers venans de la vente desdits offices sera faicte recepte & tenu compte, tout ainsi que des autres deniers du domaine de ladicte ville, sans ce que lesdits prevost & eschevins qui à present sont ou seront pour l'advenir, ne autres quelconques puissent employer lesdits deniers desdites offices à leur prouffit, ne en autre chose qu'au prouffit de ladicte ville.

Jeu de l'arbaléste, à qui permis ou dessendu de s'y trouver.

DU xxv. May *manè*. Sur les deux requestes baillées à la court, l'une par les connestable, capitaine & soixante arbalestriers de cette ville de Paris, par laquelle ils requeroient inhibitions & defenses estre faictes, sur peine de deux mil livres parisis & de prison, à ceux du mestier d'artillier & d'arbalestrier non estans du nombre desdits soixante arbalestriers, de eux trouver demain qui est le jour de la Trinité, ou lieu où lesdits connestable, capitaine & soixante arbalestriers ont accoustumé & deliberé faire leur roy, & autres lieux où ils ont accoustumé faire leurs assemblées, jusques à ce que par la court en fust ordonné : l'autre par Jean Boissart & Louis Dide eux disans confreres de la confrairie aux arbalestriers fondée en l'eglise saint Jacques de l'Hospital à Paris, par laquelle ils requeroient defenses estre faictes ausdits connestable, capitaine & soixante arbalestriers de n'attempter ou innover au prejudice de l'appel interjetté par les-

dicts Boissart, Dide & leurs confreres du prevost de Paris ou son lieutenant, & de ne les troubler ou empêcher au jour de l'arbaléste ; mais les laissent jouir, ainsi qu'ils avoient accoustumé par cy-devant, & qu'il avoit esté ordonné par les prevost des marchands & eschevins de ladicte ville de Paris, & ce sur peine de perdition de cause, de cent mars d'or & de prison par maniere de provision pendant ledict appel, & jusques à ce que par ladicte court autrement en fust ordonné. Veuës par la court lesdites requestes & autres pieces attachées à icelles, & ouy sur ce le procureur general du roy & capitaine desdits soixante arbalestriers, & tout considéré : LA COURT a ordonné & ordonne que inhibitions & defenses seront faictes ausdits connestable, capitaine & soixante arbalestriers ne troubler ou empêcher lesdits Boissart, Dide & leurs confreres, confreres de ladicte confrairie, à tirer des arbalestes avec eux le jour de demain & autres jours, es lieux où l'on a accoustumé jouer & tirer de l'arbaléste. Et ausdites parties inhibe de n'user des voyes de faict, parolles injurieuses, ne faire noise, & ce sur peine de cent livres d'amende, jusques à ce que icelles ouyes autrement par la court en soit ordonné.

Arrest par lequel il paroit que le pont aux Muesniers n'estoit point un passage public. Situation dudit pont.

DU premier Juillet *post prandium*. Entre Lambert & Jean Holtemment pere & filz, Jerosme Geyner, Guillaume Martin, Jean Ponart, Michel Dumans, Estienne Girard, Phelipot Orgen moulniers, & Estienne Padas marchand, bourgeois & habitans près & à l'environ de l'horloge du palais du bout du pont aux Muesniers en cette ville de Paris, demandeurs & requerans l'enterinement de certaine requeste par eux baillée à la court le 16. May dernier passé, & en ce faisant que defenses fussent faictes à Estienne Baudouin, Denis Perceval, Nicolas Malesson, Henry Baudoin, Nicolas Petit, Louis Beau, Jean Baudouin, Gilles Martins demourans sur ledict pont aux Muesniers de faire aucune closure ou fermeture dudit pont aux Muesniers, sinon pour en tant que on pourroit vaquer & demourer à y faire les reparations, si aucunes il y en convenoit faire : en declarant neantmoins l'offre desdits demandeurs, par laquelle ils avoient offert

fert ladicte closture estre faicte si tost que le pont Nostre-Dame sera parfaict, au moins jusques à un an, estre juste & raisonnable, & ausly que commission fust baillée audictz demandeurs pour informer de l'interest que la chose publique a & peut avoir en l'ouverture, passage & closture dudict pont aux Mulsiers; & afin de despens, d'une part. Et lesdicts Estienne Baudoin, Denis Perceval & autres cy-dessus nommez, deffendeurs à ladicte requeste d'autre. Veü par la court ladicte requeste, les avertissemens desdictes parties, & tout ce qu'elles ont mis & produit par devers certains commissaires commis par ladicte cour à oyr lesdictes parties, ensemble le rapport de Didier Gobert & Jean Marchand jurez du roy en l'office de charpenterie, qui par ordonnance de ladicte court ont visité ledict pont aux Mulsiers, & oüy le rapport desdicts commissaires, & tout considéré: IL SERA DICT que le pont aux Mulsiers sera clos & ferme, comme il estoit au temps de la chute & demolition dudict pont Nostre-Dame; à la charge toutes-foiz de icelluy ouvrir, comme il est de present, routes & quantes fois que besoyn sera, & que par justice sera ordonné, nonobstant ladicte requeste desdicts demandeurs, à laquelle ladicte cour n'a brempe ne obtempere, & si les a condamnéz es despens de ceste instance, la taxation d'iceux relervée par devers elle. Enjoindz ladicte cour aux doyen & chapitre de l'eglise de Paris & autres ayans moullins soubz ledict pont aux Mulsiers, faire ou faire faire les reparations necessaires audict pont, tellement que inconvenient n'en puisse advenir.

Permission à l'hostel Dieu de boucher la ruelle du Sablon & basfir dessus une galerie.

DU XXVIII. May. Sur ce que les commis au gouvernement & administration de l'hostel Dieu de cette ville de Paris ont remonstré à la cour, touchant les dangers & inconveniens qui peuvent advenir audict hostel Dieu & aux circonvoisins, à cause de l'ouverture d'une ruelle qui est joignant ledict hostel Dieu, appelée la ruelle du Sablon, par laquelle on pourroit descendre par dessous ledict hostel-Dieu en la riviere de Seine & soubz le petit pont, où se faisoient plusieurs assemblées de larrons & gens banniz, vagabonds & de mauvaise vie, tenant illec vie dissoluë; requerans leur estre per-

Tome II. Paris. II.

mis faire clore ladicte ruelle & trou ou pertuis estant soubz ledict hostel-Dieu traversant & soubz la maison de l'evesque de Paris, & semblablement de pouvoir faire édifier une galerie traversant sur le haut de ladicte ruelle, pour aller dudict hostel Dieu en un hostel à icelluy appartenant, contenant trois corps d'hotel de nouvel édifice en la rue Neufve-Nostre-Dame, à l'opposite de l'eglise sainte Genevieve des Ardens, afin de donner aïlance à icelluy hostel-Dieu, & que les gens de bien qui se feroient porter leans, y peussent estre mieux traictez, & que plus aisément on puisse subvenir à leurs necessitez. Sur quoy a esté deliberé, attendu que ladicte rue est en la voirie de l'evesque de Paris, que le voyer d'icelui evesque seroit mandé quel interest ledict evesque ou autres pourroient avoir sy lesdictes choses se faisoient. Lequel a dict & déclaré que quant à la closture de ladicte ruelle & trou, & semblablement ladicte galerie, ne porteroient prejudice aux voisins d'illec en tout ne autres, ains que ladicte closture estoit très-necessaire, & qu'autres fois il l'avoit veü close. Et tout considéré: LADICTE COUR a permis & permis audictz commis dudict hostel-Dieu de pouvoir faire clore & fermer ledict trou ou pertuis estant soubz ledict hostel-Dieu dessus designé, de barreaux de fer ou de bois, & semblablement faire construire & édifier ladicte galerie traversant sur le haut de ladicte ruelle du Sablon, par laquelle on puisse aller & venir de ladicte maison de nouvel édifiée en icelluy hostel-Dieu, à l'endroit d'un lieu appelé *la chambre du roy*.

Deffense aux bouchers de la grande boucherie de donner leurs estaux à louage.

DU Vendredy XXII. Aoust. Entre le procureur general du roy demandeur & requerant l'exécution de certain arrest donné en la court de ceans le 2. Avril l'an 1465. & d'un autre arrest du 7. Septembre 1501, & en ce faisant, deffences estre faictes aux maistres jurez de la grande boucherie de Paris qu'ilz ne baillent à louage & prennent prouffit des estaux qu'ils ont en ladicte grande boucherie, & commandement leur estre faict qu'ils exercent le faict & estat de boucherie en leurs personnes ou par leurs gens & serviteurs à ce connoissans & experts, & de leurs propres deniers, sur peine d'amande arbitraire & de privation de

K K K K

AN. 1511.

leurdicts estaux, d'une part, & lesdicts maistres jurez de la communauté de ladite grande boucherie deffendeurs & opposans, d'autre part. Veu par la cour lesdicts arrests, advertissemens & productions desdictes parties, avec les responses par elles respectivement baillées contre les advertissemens & productions, & tout ce qu'elles ont mis & produit par devers certain commissaire de lad. cour par elle commis sur l'exécution desdicts arrests; ouy son rapport, & tout considéré: IL SERA DICT que lesdicts deux arrests seront executez selon leur forme & teneur; & seront lesdicts deffendeurs & chacun d'eux à son esgard contraincts à y obeir, nonobstant oppositions ou appellations quelconques. Et sy a ordonné icelle cour iceux deffendeurs & chacun d'eux respectivement rendre & restituer ce qu'ils ont promis par chacun des loüages de leurs estaux, outre la permission à eux faite par feuz maistres Martin de Bellefaye & Jean Bouchard en leurs vivans conseillers en ladicte cour, & Jean de la Haye ausy conseiller en icelle & president ès requestes du palais; lequel outre plus sera converty & employé ès reparations du pont Nostre Dame. Et enjoinct ladicte cour au procureur du roy du chastelet de Paris recouvrer toutes les sepmaines des vendeurs de bestial & maistres jurez d'icelle grande boucherie le rapport qu'ils sont tenus de faire toutes les sepmaines au prevost de Paris ou son lieutenant, du prix du bestial qui aura esté vendu en gros aux marchands de Paris, & iceux rapportz envoyer audict procureur general du roy tous les mois, pour advertir ladicte cour des fautes & abus qui se pourroient commettre en cette matiere. Ausy enjoinct ladicte cour audict prevost de Paris, ses lieutenans & commis faire garder & entretenir ce present arrest selon sa forme & teneur, sur peine de suspension de leurs offices & autres peines à la discretion de la cour.

*Continuation de l'octroy pour la reparation
du pont N. D.*

DU Lundy 1. Septembre. Veûs par la court les lettres patentes octroyées par le roy à Lyon le 26. Aoust dernier, par lesquelles ledict seigneur a octroyé aux prevost des marchands & eschevins de cette ville de Paris que durant un an prochain venant, à compter du jour de la verification desdictes lettres, ils ayent & prennent, & puissent

encor lever & prendre sur le poisson de mer fallé amené & vendu au marché & ailleurs en la dicte ville, six deniers pour livre: sur chacun leest de haran, tant blanc que for, passant par icelle ville & faulxbourgs & non vendu, seize sols parisis: & sur chacun poist de sel de Vernon qui sera mené & monté contremont la riviere de Seine, au-dessus & outre les limites du grenier à sel de Vernon, par les rescriptions des grenetier & controleur du grenier à sel de Rouen, sept sols tournois; pour les deniers qui viendront & isteront desdictes aydes & octroys convertir & employer par lesdicts prevost & eschevins au parachevement des edifices du pont Nostre Dame & choses necessaires qui en dependent. Ensemble l'arrest donné par ladicte cour le 19. dudict mois d'Aoust, contenant la permission parelle faite ausdicts prevost des marchands & eschevins d'obtenir dudict seigneur ledict octroy & ayde, sans enice-luy comprendre le poisson de mer de fraiche pouldure, qui sera amené par terre par les voiduriers & chaffeurs de marée en cette ville à chevaux, sommes & penniers. Et ouy sur ce le procureur general du roy, & tout considéré: LA COUR a ordonné & ordonne que lesdictes lettres seront leûes & publiées en jugement, ainsi qu'il est accoustumé de faire le jour des arrests; & ordonne que nonobstant quelconques oppositions, ladicte publication faite sera mis sur icelles: *Leûta, publicata & registrata*, soubz ladicte modification contenue audict arrest de permission.

Moulins à polir les armes.

DU Vendredy xiv. May. Sur la requeste faite de bouche à la court par maistre Guillaume Maillart lieutenant criminel de la prevosté de Paris, à ce que la court le autorizast de soy transporter sur les lieux ausquels y a moulins & autres empeschemens, pour lesquels les moulins servans à esclaireir & nettoyer harnois, bastons & instrumens de guerre ne peuvent avoir eau à souffisance pour servir la chose publique, attendu la necessité urgente qui y est, & l'enconvenient qui s'en pourroit ensuivre: LA COUR a ordonné & ordonne que ledict lieutenant criminel se pourra transporter sur lesdictz lieux ausquels y a moulins, bondes, escluses ou autres empeschemens, au moyen desquels le cours de l'eau desdicts moulins servans à esclaireir & net-

AN. 1512.

& nettoyer harnois, bastons & instrumens de guerre est empêché, retenu & diverty; & y mettra ordre & police, en sorte que lesdictz moulins puissent moudre, & que la chose publique ne soit interessée, & ce jusques à trois semaines prochainement venant tant seulement. Et à ce faire & souffrir seront contraincts tous ceulx qu'il appartiendra & qui pour ce seront à contraindre, par toutes voyes & manières deües & raisonnables, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles.

Alternative pour le rang, entre S. Germain des Prez & S. Martin des Champs.

DU Mercredi dernier Juin. Sur le differend d'entre les religieux, abbé & convent de S. Germain des Prez, & les religieux, prieur & convent de S. Martin des Champs, à cause de ce que chacun d'eux pretendoit droit d'aller les derniers ès processions generales; après ce qu'ils ont esté mandez ceans, à ce que demain en la procession ordonnée estre faite, où sera porté le corps madame sainte Genevieve en l'eglise de Paris, entre eulx n'y ait aucun scandale & desordre; & ouyes les raisons *hinc inde* alleguées, & tout considéré: LA COURT a ordonné & ordonne que en ladicte procession generale demain lesdictz religieux de saint Martin des Champs au partir de l'eglise de Paris jusqu'à l'eglise sainte Genevieve iroint du costé dextre, & ceux de S. Germain du costé fenestre; & au retour & au partir de ladicte eglise de sainte Genevieve jusques à ladicte eglise de Paris ceux de S. Germain tiendront le costé dextre, & ceux de S. Martin le costé fenestre, & ce pour cette fois par maniere de provision, & sans prejudice des droicts desdictes parties, & jusques à ce que autrement en soit ordonné.

Customne de Paris nouvellement redigée.

AN. 1513.

DU Vendredy XIII. May. Sur la requeste baillée à la cour par les greffiers du chastelet de Paris, par laquelle ils requeroient qu'il leur fust permis faire imprimer & exposer en vente les Coustumes de la prevosté & vicomté de Paris naguieres redigées par escript, accordées par les estatz & publiées par les commissaires à ce commis par le roy, & pour ce faire leur donner trois ans de delay,

Tome II. Part. II.

& cependant deffences estre faites à tous imprimeurs, libraires & autres ne les imprimer ne exposer en vente, sur peine de confiscation desdictes Coustumes imprimées par autres que par ceux que lesdictz greffiers les auront faitz imprimer, & d'amende arbitraire. Veü par la court ladicte requeste, & tout considéré: LA COURT a permis & permet ausdictz greffiers de faire imprimer lesd. Coustumes, & icelles exposer en vente, & pour ce faire leur a donné & donne delay de deux ans prochainement venans, pendant lesquels la court fait deffences à tous imprimeurs, libraires & autres que ceux auxquels lesdictz greffiers bailleront lesdictes Coustumes à imprimer, ne les imprimer ne exposer en vente, sur peine de confiscation desdictes Coustumes imprimées & vendues contre lesdictes deffences, & d'amende arbitraire. Lesq. els greffiers neantmoins surcerront de vendre lesdictes Coustumes, jusques à ce que oy le rapport de MM. Nicole Bracher & Germain Chartelier conseillers en lad. cour, qu'elle a commis & commet à visiter lesdictes Coustumes, par ladicte court y soit mis prix & taux convenable.

Obsèques de la reine Anne de Bretagne.

DU Mercredi VIII. Fevrier M. D. XIII. (nouveau stile M. D. XIV.) Ce jour d'huy toutes les chambres allémbées a esté ordonné que les presidens, conseillers & autres officiers de la cour accompagneront le corps de la feuë roïne Anne de Bretagne, en la forme & maniere qui fut fait à la roïne mere du feu roy Louis, & comme il est contenu au registre d'icelle court du 26. Janvier 1464. A esté pareillement ordonné que les presidens des chambres des enquestes iroint audict convoy en l'ordre de leurs receptions ez offices de conseillers de ladicte court.

AN. 1514.

DU Lundy XIII. Fevrier. Le Dimanche XII. jour de Fevrier fut apporté en l'eglise de Nostre Dame des Champs le corps de très-haute & très-excellente princesse madame Anne duchesse de Bretagne, laquelle en son vivant espousa en premieres nopces feu de bonne memoire le roy Charles VIII. de ce nom, & en secondes nopces a esté conjointe par mariage avec le roy Louis XII. de ce nom, à qui Dieu doint bonne vie. Laquelle dame a esté reputée la plus sage & magnanime, la plus liberale,

Kkkk ij

AN. 1514.

courtoise, charitable & vertueuse princesse qui ait regné de son temps en toute la Chrétienté, tellement qu'elle a acquis renom sur toutes les autres. Et au-devant dudit corps, en ensuivant ce qui avoit esté délibéré par la court, allerent messire Anthoine Duprat chevalier, premier président, & maistre Thibault Baudet président & plusieurs des conseillers de la court en robes noires, en nombre de dix-huict ou vingt, lesquels trouverent le corps environ le moulin à vent; & apres avoir faict la reverence devant le corps, & pareillement à messieurs les ducs de Valois & d'Alençon, les duchesses de Bourbon, comtesse d'Angoulême & duchesse d'Alençon la jeune qui faisoient le deuil, & avoient accompagné ledit corps depuis Blois, où elle deceda le neuvième jour de Janvier dernier passé, s'en retournerent en ceste ville par le costé des Chartreux. Et demeura ledit corps deux nuicts en ladicte eglise, par ce que les appareils pour l'obsequie de ladicte dame n'estoient pas prestz. Et le Mardy quatorzième jour dudit mois s'assemblerent les presidens, conseillers & autres officiers de ladicte cour en la grand chambre de parlement, duquel lieu partirent environ entre unze & douze heures, pour aller querir ledit corps en ladicte eglise de Nostre-Dame des Champs, en l'ordre qu'il s'enfuit: c'est à sçavoir les huissiers devant en robes noires, & apres eux deux des quatre notaires, & apres le greffier criminel seul, par ce que le greffier des presentations n'y estoit pas; & apres moy greffier de ladicte cour en robe d'escarlatte & mon epitoge; & apres alloit le premier huissier en robbe d'escarlatte & son bonnet; apres alloient les quatre presidens en robes d'escarlatte & leurs manteaux, & les conseillers deux à deux en robes d'escarlatte & leurs chaperons fourrez, selon l'ordre de leurs receptions; & apres eulx l'un des advocatz du roy & aucun nombre des advocats & procureurs de ladicte court. Et quand ils furent à la cour du palais monterent sur leurs mulles, & fit-on monter deux huissiers derriere pour garder qu'il n'y eust desordre. En telle maniere allerent jusques à ladicte eglise de Nostre-Dame des Champs, auquel lieu descendirent & entrerent dans l'eglise, attendans que le corps partist; & quand tout fust prest, on partit de ladicte eglise. Et sur ledit corps y avoit un grand tabernacle, sur lequel estoit la pourtraicture de ladicte

dame, lequel fust porté par aucuns des gentilshommes & officiers d'icelle dame; & estoit ledit tabernacle couvert d'un grand drap d'or fourré d'hermines, & dessous estoit le corps. Et devant ledit corps marchoient les prelatz, tant archevesques, evesques que abbez, chacun selon son ordre les uns apres les autres comme au milieu de la rue; & faisoit l'office le cardinal du Mans. Et au costé dextre des derniers deditz prelatz marchoient les barons de Bretagne & aucuns autres grands seigneurs, & au costé gauche ceux des comptes. Et apres leditz prelatz alloient deux roys d'armes de France & de Bretagne; & apres leditz roys d'armes marchoit le prevost de Paris tenant un balon en sa main; & apres alloit le sieur d'Avangour faisant l'office de grand maistre de ladicte dame; & apres & un peu devant le corps alloit le grand escuyer de ladicte dame. Et tenoient les coins dudit drap d'or qui estoit sur ledit tabernacle, les quatre presidens; & estoient les conseillers & autres officiers de ladicte cour à l'entour dudit corps. Et au costé dextre dudit corps alloit le seigneur de la Palice grand maistre de France, & à costé senestre alloit le seigneur de Grignaux chevalier d'honneur de ladicte dame, * par ce qu'il est vicil & gouteux. Apres ledit corps estoit porté le ciel, & apres ledit ciel alloient à cheval les ducs de Vallois & d'Alençon & le comte de Vandomme qui faisoient le dueil, & apres les duchesse de Bourbon, comtesse d'Angoulême, duchesse d'Alençon la jeune, la comtesse de Vandomme l'aînée & la comtesse de Vandomme la jeune, qui faisoient aussi le dueil, & apres elles plusieurs dames & damoiselles toutes en habillemens de dueil à cheval. Et fut ainsi conduit & mené ledit corps jusques en l'eglise de Nostre Dame, en laquelle eglise y avoit le plus grand luminaire qu'on y avoit jamais veu, comme on disoit. Et furent leditz presidens, conseillers & autres officiers de ladicte cour aux chaizes du costé senestre. Et apres vigiles chantées on se retira. Et le lendemain au matin s'assemblerent leditz presidens, conseillers & autres officiers de ladicte cour en ladicte grand chambre de parlement, & allerent en tel ordre que le jour precedent en ladicte eglise de Nostre-Dame, auquel lieu assisterent au service qui fut bel & solemnel, & y prescha le confesseur du roy nommé Parvi, lequel fit une belle predication à la louange de Dieu

* Il sembleroit qu'il manqueroit ici quelque chose.

& de ladicte dame. Et aprez ledict service on alia dîner ; & aprez dîner s'assemblerent lestdictz presidens, conseillers & autres officiers d'icelle court au cloistre qui est prez du chapitre de ladicte eglise, & allerent en ladicte eglise en l'ordre desusdict, & partirent de ladicte eglise avec ledict corps ; & fut porté ledict tabernacle en la maniere desusdict comme le jour precedent jusques à la porte saint Denis, & hors ladicte porte on monta à cheval, & fut conduit ledict corps en telle maniere jusques à saint Denis, où furent chantées vigiles le soir. Et le lendemain se assemblerent lestdicts presidens, conseillers & autres officiers de ladicte cour en l'eglise sainte Croix dudict saint Denis, & allerent en la maniere desusdict en ladicte eglise, & furent dedans le cuer d'icelle aux chaises du costé nostre, & assisterent au service qui fut bien solennel ; & y prescha ledict confesseur du roy, qui fit une trez-belle predication, & declara bien amplement la generalie & les bonnes & grandes vertus de ladicte dame. Et aprez ledict service fut le corps de ladicte dame mis en la voule ordonnée pour la sepulture ; & firent les officiers chacun en son endroit ce qu'il appartenoit à leur office, & ainsi qu'il est accoustumé de faire en tel cas. Et de là allerent lestdictz presidens, conseillers & autres officiers de ladicte cour dîner au refectouer, où fut fait un trez-beau dîner aux despens du roy ; & furent assis aux tables du costé dextre, & ceux des comptes, generaulx de la justice & autres officiers de Paris à main senestre ; & aprez le dîner furent dictes graces par l'abbé de la Reue aumosnier de ladicte dame. Et aprez graces furent illec assemblez grand nombre de gentilshommes & officiers de ladicte dame, & furent tout hault dictes aucunes parolles par ledict seigneur d'Avaugour faisant l'office de grand maistre de Bretagne, que je ne peüs entendre par ce que je estois trop loing ; & ce fait rompit son baston, & y eut pleurs & lamentacions de plusieurs regretans ladicte dame, à l'ame de laquelle Dieu par sa sainte grace fasse mercy, & la veuille mettre en benoist repos en son saint paradis. Et ce fait retournerent lestdictz presidens, conseillers & autres officiers de ladicte cour dedans ladicte eglise en leur ordre devant la sepulture de ladicte dame ; & aprez leur oraison faite fortirent d'icelle eglise, & se retira chacun en son logis.

DU Samedy xviii. Fevrier. Sur les requestes baillées à la cour le 17. jour de ce present mois par les religieux, abbé & convent de S. Denis en France ; les religieuses, prieure & convent de la Saulsaye lez Ville-juiive ; messire Loys de Hangest chevalier seigneur de Montmort, grand escuyer de la feue royne, que Dieu absolve, les roys & heraults d'armes de France, Bretagne, & autres princes du sang ; les chappellains du cardinal de Luxembourg eveque du Mans ; & les huisiers de lad. feue royne ; par lesquelles icelles parties respectivement requeroient : c'est à sçavoir lestdicts de saint Denis en France, à ce que ledict grand escuyer & tous autres fussent contraincts leur rendre & restituer le ciel estant sur le corps & pourtraicture de ladicte feue royne apporte jusques à la porte de l'eglise dudict S. Denis, la pourtraicture, robes & habillemens estant autour d'icelle, drap ou toile d'or, ensemble le velours estant autour de la chapelle où estoit ledict corps & remembrance d'icelle, & pareillement cinq escus offerts en ladicte eglise par les seigneurs portans deui, le tout à eux appartenant, en ensuivant les armoies d'icelle court ; lestdictes religieuses de la Saulsaye, à ce qu'il leur feüst delivré & baillé par ledict grand escuyer & autres tout le linge, tant du corps de ladicte feue royne, que de table, joyaux d'or & d'argent, tous les mulets, mules, palefrois, chevaux d'honneur des officiers & autres, tant ceux qui ont conduit & mené les chariots, que ceux qui ont porté l'omage, avec les harnois, colliers & accoustremens d'iceux, en ensuivant leurs privileges & arrests d'icelle cour ; ledict grand escuyer, à ce que les chevaux & accoustremens d'iceux, ensemble le poille qui a esté porté par ceste ville de Paris jusques à S. Denis, avec le drap d'or estant sur ledict corps, luy soient delivrez & baillez comme à luy appartenans à cause de son office ; & à tout le moins que pendant le procez & debat des parties luy soient delivrez lestdicts chevaux, chariots, harnois & accoustremens d'iceux, pour conduire & faire conduire les dames, damoiselles & pages de ladicte feue dame, en ensuivant le commandement du roy ; lestdicts roys d'armes & heraults, à ce que les gouteries hautes & basses, veloux & soye estant au tour de la chapelle ardent de ladicte feue dame leur fussent delivrez, ou l'estimacion

AN. 1514.

d'iceux, en ensuivant leurs louables & anciennes coutumes & usages; & lesd. chapelains dudict cardinal de Luxembourg, à ce que les oblations faictes, tant ez eglises de Nostre Dame de Paris que de S. Denis, leur fussent delivrées realement & de faict, selon & en ensuivant l'usage duquel ont de tout temps accoustumé user, qui est que quand aucun évesque, archevesque ou cardinal celebre en quelque eglise, les offrandes qui se font à la messe appartiennent aux chapelains du prelat celebrant. Veuës par la cour lesdictes requestes, & oyés sommairement lesdictes parties, & tout considéré: IL SERA DICT que avant que proceder au jugement desdicts differends, icelles parties *hinc inde* pourront informer par M. Nicole Daigny conseiller en ladicte cour *cum adjuncto*, & produire tout ce que bon leur semblera de sans huisserie, pour ce faict, leur estre faict droit ainsi que de raison. Et a ladicte cour ordonne & ordonne que cependant lesdictz chevaux, pallefrois, mules, muliers, leurs celles & harnois avec les harnois & colliers seront inventoriez, priez & estimez par gens à ce connoissans, lesdictes parties presentes ou appellées; lesquels priez & estimez seront baillez & delivrez audict grand escuyer en main tierce, pour conduire ou faire conduire les dames, damoiselles & pages de ladicte feue dame. Et lesdicts ciel, drap d'or, linges, robes & habillemens qui estoient autour d'icelle, tant celui qui fut mis en l'eglise de Paris que à S. Denis, avec les oblations faictes esdictes eglises durant les deux messes celebrées par ledict cardinal, pour la conservacion du droit des parties seront sequestrez & mis entre les mains de Jehan Duval receveur des gages, & Ragerin le Lieur marchand & bourgeois de Paris, comme en main de justice, jusques à ce que autrement en soit ordonné par icelle court: despens reservez en definitive.

Arrest contre les masques.

DU XXVII. Avril Pour ce que au moyen des faux visages appelez en commun langage *masques*, qui puis aucuns temps ont esté faicts, vendus & portez en ceste ville de Paris & ailleurs contre les deffences sur ce faictes, sont survenus plusieurs grands scandales & inconveniens, & pourroient encores plus grands advenir cy-après, aussi que la vendicion qui publiquement se faict, mesmement

dans ce palais, de plusieurs choses impudiques & vilaines estoit merveilleusement scandaleuse; pour audictes choses obvier, & que elles cessent deormais, oy sur ce le procureur general du roy, qui a requis en ce estre donnée prompte provision, LA COUR eü sur ce deliberation a ordonne & ordonne que tous lefd. faux visages appelez masques & choses impudiques qui seront trouvées exposées en vente, tant dedans ce palais que en ceste ville de Paris, seront prinës realement & de faict & brulées publiquement; & que deffenses seront faictes de par le roy & de par ladicte cour à toutes personnes, de quelque qualité, estat & condition qu'elles soyent, que deormais elles ne fassent, exposent en vente ou portent lesdicts faux visages appelez masques ne aussi lesdictes choses impudiques, sur peine de confiscacion desdicts masques & choses impudiques, & d'amende arbitraire. Et a enjoint & enjoint la cour aux prevost de Paris & bailliy du palais ou leurs lieutenans & chacun d'eulx en sa jurisdiction, de executer & faire sortir à effect ce que dessus de point en point, & le garder inviolablement sans aucune dissimulation, non obstant oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles. Et ausly enjoint la cour à tous les huissiers d'icelle & sergens royaux de prendre realement & de faict toutes telles masques & choses impudiques, quand ils les trouveront, & les portent à justice, pour estre brulées ainsi que dict est. Et à ce que par cy-après aucun ne se puisse excuser d'ignorance, la court a ordonné & ordonne que de ce publication sera faicte à son de trompe parmy ceste ville de Paris & dedans ce palais.

Privilege du parlement pour imprimer un livre à la louange de Paris.

DU Jendy III. Aoust. Sur la requeste baillée à la court par Jehan Gourmont maistre libraire & imprimeur juré à Paris, par laquelle il requeroit qu'il luy feüst permis imprimer un petit livre nouvellement composé par M. Jehan le Fevre, intitulé: *Cleopolis de celeberrima Parisorum urbis laudibus*, & iceluy exposer en vente, & pour ce faire luy donner delay de deux ans, & cependant faire inhibitions & deffenses à tous imprimeurs &c. LA COUR a permis & permet audict Gourmont de imprimer ou faire imprimer & exposer en vente ledict livre, & pour

J U S T I F I C A T I V E S.

631

pour ce faire luy a donné delay de deux ans, &c.

Entrée de la reine Marie d'Angleterre.

DU Samedi iv. Novembre. Ce jour sont venus en la chambre de parlement, icelluy vacant, les presidens & conseillers (au nombre de trente) à deliberer de la forme que se doit tenir à aller au devant de la royne, laquelle doit faire sa nouvelle entrée en ceste ville Lundy ou Mardy prochain. Et a esté advisé que les dessus nommez & autres qui se trouveront ledict jour en ceste dicte ville, se assembleront en icelle chambre à dix heures du matin dud. jour, vestus de robes d'escarlatte rouge avec chaperons fourrez, pour d'illec aller audevant de lad. dame jusques à la Chapelle, selon l'ordre qui fut tenu par icelle court à l'entrée du feu roy Charles dernier decédé, qui fut faite le 1484. Et a esté enjoinct aux huissiers d'icelle court de signifier aux advocats d'icelle court de eux trouver led. jour à ladicte heure, honnestement monter & vestus de robes d'escarlatte & chaperons fourrez, pour accompagner lesd. presidens & conseillers, & ce leur soit enjoinct sur peine de suspension de leurs offices & estats d'avocats. Aussi a esté enjoinct ausdicts huissiers de signifier aux gens des comptes & du tresor, generaulx de la justice des aydes, prevoit de Paris, les lieutenans, & aux prevoit des M. & eschevins de ceste dicte ville de partir à ladicte heure, & avant que iceux presidens, conseillers & autres officiers d'icelle court partent pour aller audevant de ladicte dame, tellement que aucun desordre n'en advienne.

DU Lundy vi. Novembre. En ensuyvant ce qui avoit esté deliberé Samedi, les presidens, conseillers & autres officiers de la cour qui estoient en ceste ville, se sont assemblez au palais pour aller audevant de la royne madame Marie d'Angleterre sœur du roy d'Angleterre, & sont partis dudict lieu environ midy en l'ordre accoustumé : c'est à sçavoir les huissiers alloient les premiers, & après les notaires, le greffier criminel & moy en mon epitoge, & apres le premier huissier, & après messieurs les quatre presidens avec leurs manteaux, & les conseillers deux à deux en robes rouges en la maniere accoustumée, & sont allez jusques à la Chapelle où estoit ladicte dame, qui y avoit disné.

Auquel lieu, après que ceux qui estoient allez audevant de ladicte dame ont eu proposé, incontinent après ceulx des comptes sont montez en la chambre de ladicte dame lesdits presidens & conseillers de ladicte cour, & après la reverence faite à ladicte dame, a proposé bien & gravement messire Antoine Duprat chevalier premier president, auquel a esté faite la response pour ladicte dame par l'evêque de Paris, & ce fait sont retournés les dessusdicts presidens, conseillers & autres officiers de ladicte cour audit ordre jusques au palais. Et tantost après a fait ladicte dame son entrée en ladicte ville en grand honneur & triomphe, & estoit en une litiere decouverte, & portoit-on un ciel dessus, & estoient près de ladicte litiere le duc de Bretagne & Valois la seconde personne de France, & devant ladicte litiere les ducs d'Alençon & de Bourbon & plusieurs grands seigneurs de France richement vestus. Et y avoit plusieurs grands seigneurs d'Angleterre, comme le milort de l'Isle, duc de Suffolc, le milort Marquis, & le grand chambellan d'Angleterre, le commandeur de Londres & le doyen de l'Eglise de Londres, qui estoient tous trois ambassadeurs du roy d'Angleterre envoyez ja pieça en France devers le roy, & autres plusieurs seigneurs Anglois tous bien richement vestus & accouttrez. Et apres ladicte litiere alloient sur hacquenées madame Claude duchesse de Bretagne & de Valois fille du roy, la comtesse d'Angoulême, la duchesse d'Alençon & plusieurs grandes dames & les chariots de la royne, dont les aucuns estoient couverts de drap d'or. Et y avoit en plusieurs endroits de ladicte ville des eschafaux, où y avoit des jeux & esbattemens à l'honneur de ladicte dame. Et est allée jusques à l'Eglise de N. D. & de là est venue au palais, auquel lieu a esté fait le souper fort magnifique, & y avoit force d'instrumens & trompettes dont on jouoit durant led. souper. Et du costé des requestes étoit la table où ont esté assis au souper lesdits ducs de Bretagne & de Valois, d'Alençon & de Bourbon, de Suffolc & ledict Marquis & autres. Et en la table prochaine estoient les presidens & conseillers.

Funerailles de Louis XII.

DU xviii. Janvier *post prandium*. Le dixiesme jour de Janvier 1514. les presidens, conseillers & autres officiers de la court se sont assemblez en parlement, pour aller au convoy du corps &

AN. 1514.

AN. 1515.

AN. 1515.

exequés du feu roy Louis XII. de ce nom, qui trespassa le premier jour dudit mois, lequel en son temps a esté amateur de justice & tenant promesse & verité à chacun, & sur tout desirant soulager son pauvre peuple, & qui pour mettre paix en son royaume & obvier aux grandes & merueilleuses entreprises de ses ennemis qui estoient alliez & bandez contre luy, tendans à la totale ruine & destruction de sondict royaume, avoit fait alliance avec le roy d'Angleterre, en prenant sa sœur à femme & espouse madame Marie, combien qu'il fust assez indisposé de sa personne. Et entre unze & douze heures sont partis du palais en l'ordre accoustumé: c'est à sçavoir les huissiers devant en robes de duell, & après les notaires de la court & le greffier criminel & moy en mon epitoge, & après le premier huissier, & après les presidens en leurs manteaux; & pour ce qu'ils n'estoient que trois, pour ce que le roy avoit pourveu messire Anthoine Duprat chevalier, qui estoit son premier president, de l'office de son chancelier, M. Jean de la Place conseiller a esté revestu de manteau, & tenu le lieu de quart president. Et après alloient les conseillers deux à deux en robes d'escarlata, & sont allez jusques audit lieu des Tournelles où ils sont descendus, & ont trouvé le corps & la representation sur icelluy en la court dudit hostel; & sont entrez en une salle basse en attendant que tout fust prest. Et après que ceux de l'eglise de Paris & l'evesque dudit lieu ont esté venus, & que le corps a esté levé, on est party dudit lieu; & ont porté lesdicts presidens & de la Place les quatre coings du poële, & estoient lesdicts conseillers & autres officiers d'icelle court aux costez dudit corps, partie à l'endroit dudit corps & partie devant; & alloient devant les prelatz, officiers & autres qui ont accoustumé d'y aller, & les chevaux de parement & enfans d'honneur, les chevaux qui traïnoient le chariot de parement, & y avoit desdicts chevaux de parement, en comprenant ceux qui menoient ledit chariot, *ut mihi fuit relatum*, vingt-ung couverts de veloux noir & croix blanches. Et après les prelatz qui estoient en grand nombre, desquels ledit evesque de Paris qui faisoit l'office alloit le dernier, alloient le grand seneschal de Normandie, le seigneur d'Aubigny capitaine de la garde Escossoise, le baillie de Caen & le seigneur de Bueil, qui portoient chacun un estendart. Et après alloient

les herauts d'armes & le seigneur d'Esciffac, qui portoit la corte d'armes dudit seigneur. Et après & assez prochain du corps & devant icelluy le duc de Longueville grand chambellan, & messire Gaileas de S. Severin grand escuyer dudit feu roy, qui portoit l'espée dudit seigneur en escharpe. Et incontinent & après ledit corps alloit le seigneur de la Trimouille premier chambellan, qui portoit la baniere dudit seigneur toute semée de fleurs de lys d'or. Et après on portoit un grand ciel de velours pers seme de fleurs de lys d'or. Et après alloient le duc d'Alençon seconde personne de France, le duc de Bourbon & son frere nommé François monsieur, le comte de Vendosme, & le prince de la Roche sur Yon nommé messire Louis de Bourbon, qui tous portoient le duell d'honneur en la maniere accoustumée avec leurs grandes queues, & après eux marchaient les chambellans du roy & autres grands seigneurs, & les gentils hommes dudit seigneur en robes de duell & leurs becs de faucon. Et en tel ordre allerent jusques en l'eglise de Nostre Dame, où furent assis au costé dextre au bout d'enhaute lesdicts princes portant le duell, & après eux les chevaliers de l'ordre & plusieurs gentils hommes; & les dessuddicts presidens & officiers de la court à la main senestre. Et furent chantées vigiles, & le corps y reposa la nuit. Et le lendemain les presidens, conseillers & autres officiers de ladicte court s'assemblerent en ladicte court de parlement, & partirent en l'ordre que dessus entre les sept ou huit heures, & allerent en ladicte eglise de N. D. & tantost après fust chantée la messe par les chantes dudit seigneur, & ledit evesque de Paris fist l'office, & l'evesque & duc de Langres & l'evesque & comte de Beauvais pairs de France tindrent chappes. Et furent assis lesdicts sieux comme le jour precedent; & fist le sermon frere Jean Paris * confesseur dudit seigneur, & après la messe on s'en alla dîner. Et après dîner s'assemblerent au cloistre près du chapitre de ladicte eglise les presidens, conseillers & autres officiers de ladicte cour, & de là allerent en ladicte eglise, & tantost après on partit & marcha on en l'ordre que dessus à conduire ledit corps parmy la ville & jusques hors la porte S. Denis, & hors ladicte porte aucuns monterent à cheval, les autres allerent à pied jusques à S. Landre, & puis monterent à cheval. Et fust porté ledit corps à S. Denis, auquel lieu

* Lisez Paris ou Petit.

il arriva bien tard, & fust mis en l'eglise dudit lieu dessous la chapelle des roys. Et allerent lesdits presidens, conseillers & autres officiers de ladicte cour en ladicte eglise, & furent lesdits seigneurs assis comme en l'eglise de Paris. Et fust chantée la grant messe par l'arcevesque de Sens, & tindrent chappes l'evesque & duc de Langres & l'evesque & comte de Beauvais pairs de France. Et fust fait le cry dedans le cœur de ladicte eglise par les crieurs de Paris, en nommant le deffunct *Pere du peuple*. Et fist ledit frere Jean Parent confesseur dudit seigneur un très-beau sermon, en appellant ledit deffunct *Pere du peuple*, & declara bien amplement ses bonnes & grans vertus, & après la messe fust porté le corps en la voute en laquelle l'année passée avoit esté mis le corps de madame Anne de Bretagne son épouse, qui est à la main dextre. Et furent faites les ceremonies par les officiers accoustumés, comme de jetter les estendars & autres choses dedans ladicte voute; puis on cria *Vive le roy*. Et ce fait on alla diner, & disnerent lesdits presidens, conseillers & officiers de ladicte cour en une grand sale, & après diner l'evesque de Lizieux dict graces, & après graces le seigneur de la Palice grand maistre d'hostel dudit deffunct dict que le roy estoit mort, & que la maison estoit rompue, & que les officiers de la maison se pourveussent, & en signe de ce rompit son baston, & en leur conseillant qu'ils se retirassent devers le roy, & qu'il leur aideroit volontiers à les faire pourveoir. Et ce fait lesdits presidens, conseillers & autres officiers de ladicte cour alterent à l'eglise près de la sepulture dudit feu roy, & après qu'ils eurent fait leur oraison, se retirerent pour s'en retourner à Paris.

Jeux & danses de la basoche.

DU Jeudy 1. Fevrier *manè*. Sur la requeste baillée à la court par les receveurs de la basoche, par laquelle ils requeroient que pour leur aider à supporter les frais qu'il leur avoit convenu faire pour les preparations par eux faites pour jouer & danser la veille des Roys dernière, qui ne leur avoit esté permis faire par la court au moyen du decez du feu roy survenu, il pleust à la court leur faire delivrer par le receveur des amendes d'icelle court une ou deux amendes de 60. liv. parisis, ainsi qu'il estoit accoustumé par cy-devant: LA COUR a ordonné

Tome II. Part. II.

né & ordonne que enjouant par ceux de la basoche & dansant ainsi qu'il est accoustumé, l'amende de 60. liv. parisis leur sera baillée & delivrée, pour leur aider à supporter lesdits frais.

AN. 1515.

Entrée de François I. à Paris.

DU Vendredy xxiii. Fevrier *manè*. Ce jourd'huy les presidens, conseillers & autres officiers de la court se sont assemblez au palais pour aller devant du roy, & sont partis environ douze heures, & sont allez en la maniere accoustumée: c'est à sçavoir les huissiers devant, & puis après les notaires de la court & les greffiers des presentations & criminel ensemble, & après moy en mon epitoge, & après le premier huissier, & après les presidens en leurs manteaux, & les conseillers en robes rouges; & sont allez à la Chapelle. Et après que tous les autres officiers de la ville qui estoient allez au devant dudit seigneur ont eu proposé, lesdits presidens & aucun nombre de conseillers sont allez en la chambre où estoit ledit seigneur, & a proposé messire Mondor de la Martonnie chevalier premier president. Et ce fait lesdits presidens, conseillers & autres officiers de ladicte court sont retournez en la ville en grand triomphe, accompagnez des ducs d'Alençon la seconde personne de France, de Bourbon & son frere, des ducs de Lorraine & de Longueville, des comtes de Vendôme, de S. Paul, de Nevers & autres plusieurs grands seigneurs bien accoustrez. Et marchaient les mareschaux & grand maistre assez loing devant ledit seigneur, & plusieurs gentils-hommes richement accoustrez, tous en armes. Et alloit après messire Anthoine Duprat chevalier, chancelier de France, vestu de velours cramoisy & son manteau d'escarlante, & les maistres des requestes de l'hostel avec luy, vestus de velours noir, & le sceau sur un cheval couvert de velours semé de fleurs de lys en la maniere accoustumée. Ety avoit un grand eschafault assez près du ponceau, entre la portée de S. Denis & icelluy ponceau, auquel estoient la royne, la comtesse d'Angoulême-mère du roy, les duchesses de Bourbon & d'Alençon & plusieurs grans dames & damoiselles pour voir ladicte entrée. Et alla ledit seigneur jusques à Nostre-Dame; & passa sur le pont N. D. combien qu'on ait accoustumé de passer sur le pont aux Changeurs, parce qu'on disoit qu'il n'estoit pas fort seur. Et

AN. 1515.

ce fait retourna le roy au palais, auquel lieu il y eut un beau souper, & fust assis le roy au milieu de la table, & à la main fenestre assez loing de luy lesdicts ducs d'Allençon seconde personne de France, de Bourbon, de Lorraine & frere dudict duc de Bourbon, les comtes de Vendosme, de S. Paul & le prince de la Roche-sur-Yon; & à la main dextre estoient les ambassadeurs du pape, le duc de Suffolc & un autre ambassadeur du roy d'Angleterre, & l'ambassadeur de Venise, *prout mihi fuit relatum.* Et en une table estant du costé du parquet des gens du roy, en tirant jusques à l'huis du parlement, estoient ceux de ladicte cour; & y eut grande magnificence au service. Et en un eschaffault qui estoit du costé des requestes du palais, estoient la royne, la comtesse d'Angoulesme mere du roy, les duchesces de Bourbon & d'Allençon, & plusieurs autres dames & damoilles, pour voir le triomphe dudict souper. Et après souper les basochiers danserent devant ledict seigneur.

Reglement contre la licence des jeux de theatre des colleges.

AN. 1516.

DU Samedy v. Janvier M. D. XV. (nouveau stile M. D. XVI.) Ce jour la court a mandé venir en icelle maistres Jehan Bolu principal des grammairiens du college de Navarre, Bernard Roillet principal du college de Bourgogne, Jacques du Molin principal du college des Bons-enfans, Richard de Wasbourg principal du college de la Marche, Jehan Pellerier sous-principal, Jerosme Clitonne & Robert Sueur regens du college du cardinal-le Moyne, Pierre Michault & Claude de Montfaucon regens du college de Boncourt, Jehan Morin principal du college de Harcourt, Estienne le Roux principal du college des Tresoriers, & Yves Godestar principal du college de Justice; ausquels ladicte cour a fait defences de ne jouer, faire ne permettre de jouer en leurs colleges aucunes farces, sortises & autres jeux contre l'honneur du roy, de la royne, de madame la duchesse d'Angoulesme mere dudict seigneur, des seigneurs du sang, ne autres personages estans autour de la personne dudict seigneur, sur peine de punition contre ceux qui feront le contraire, telle que la court verra estre à faire.

Loges & chambrettes du pont au Change.

DU Vendredy xxix. Fevrier. Sur ce que messire Pierre le Gendre chevalier tresorier de France a remonstré à la court que plusieurs des habitans sur le pont aux Changeurs, outre le contenu en leurs baulx à eulx faits, ont fait élever sur le milieu & derriere de leurs maisons de petites loges & chambrettes, à l'occasion de quoy il en a conseré aux maistres des œuvres, par le rapport desquels il trouve que après ce pourroit estre cause de porter inconvenient audict pont; à ceste cause a requis que la cour y pourvoye, à ce que on ne s'en puisse prendre à luy: LA COURT a ordonné & ordonne que les orfèvres & changeurs demourans sur ledict pont deputeront trois ou quatre d'entre eulx, lesquels ensemble les maistres des œuvres de ceste ville viendront en la court après dîner pour respondre sur ce que dict est; pour ce fait, & les gens du roy & eux oys, ordonner ce que de raison.

Jacques de Dinteville lieutenant de roy à Paris.

AN. 1517.

DU Vendredy xvi. Janvier. Sur les lettres patentes du roy présentées à la cour par messire Jacques de Dinteville chavallier seigneur des Chenets, par lesquelles appert que ledict seigneur l'ordonne & l'establit son lieutenant en cette ville en l'absence du duc de Vendomois gouverneur de ladicte ville seulement, & veut qu'il joysse de telles prerogatives & préeminences que ledict seigneur a données audict gouverneur, à plain contenues ez lettres d'iceluy duc; après que les gens du roy ont esté oys, & qu'ils ont consenty sa reception, sans luy permettre la cour l'entrée de la cour ne seoir au lieu du roy, ne pareillement qu'il puisse oyr les comptes des deniers de cette ville, ne iceux clorre & affiner, & pourveu aussi qu'il ne puisse deroguer & prejudicier aux autoritez & préeminences de la cour, ne à quelque autre jurisdiction ordinaire; & que le prevost des marchands, pour ladicte ville, a consenti sa reception, pourveu aussi qu'il ne luy soit permis oyr, clorre & affiner les comptes des receveurs de cette ville, & qu'il ne puisse déroger ne prejudicier à quelconque jurisdiction ordinaire de ladicte ville; & après aussi que le conseil dudict duc gouverneur a esté mandé

mandé, & que Brelay advocat d'iceluy duc a dit que ledict duc luy avoit escript qu'il cuidoit que le roy par lesdictes lettres ne vouloit rien faire à son prejudice; toutes-fois par ce qu'il n'avoit aucune charge ne memoires pour soy opposer, ne pour dire aucune chose en ladicte matiere, a requis delay luy estre baillé pour le faire sçavoir audict duc. La matiere mise en deliberation, toutes les chambres assemblées, LA COUR a ordonné que lesdictes lettres seront leuës, publiées & enregistrées en icelle, à la charge que ledict seigneur des Chenets ne serra au lieu du roy aux plaidoieries, & ne pourra entrer en ladicte cour à huis clos; ne pourra aussy oyr, clorre ne affiner les comptes des receveurs des deniers de cette ville, & ne pourra deroguer ne prejudicier aux auctoritez & prééminences de ladicte cour ne à quelconque autre jurisdiction ordinaire, & sans prejudice des droicts dudit duc de Vendôme.

Naissance du fils aîné du roy.

AN. 1518.

DU Vendredy v. jour de Mars *mané*. Ce jour la cour a receu lettres missives du roy, par lesquelles ledict seigneur mande que la royne accoucha Dimanche dernier entre quatre & cinq heures du soir d'un beau fils, & mande que on en rende graces à Dieu & faire feux de joye. Et à cette cause la cour a ordonné que entre quatre & cinq heures après dîner elle ira rendre graces à l'eglise de Paris de ce bien par luy fait audict seigneur & à son royaume.

Commissaires pour la réformation du couvent d: sainte Croix de la Bretonnerie.

DU Lundy ix. jour d'Aoust *mané*. Sur la requeste baillée à la cour par freres Berthelemy & Gregoire religieux de l'ordre de sainte Croix du convent de Huy au pays de Liege, par laquelle ils requeroient permettre aux curez de saint Jehan en Greve & saint Nicolas des Champs de Paris vicaires deleguez & commis par le general de l'ordre de sainte Croix, de faire la visitation & reformation du convent de sainte Croix en cette ville de Paris, pourvoir aux differens qui sont entre lesdicts religieux d'iceluy convent, sans differer pour opposition ou appellation, à ce qu'il y ait paix audict convent. Après que

Tome II. Part II.

lesdicts vicaires curez pour ce mandez avec lesdicts supplians & le prieur & autres des religieux dudit convent ont esté oys, & que lesdicts vicaires ont supplié à la cour qu'elle autorisast leur puiffance, LA COUR a permis & permet auxdicts vicaires de proceder au fait de ladicte visitation & reformation dudit convent de sainte Croix, en ensuyvant leur vicariat, appelez avec eulx les prieurs des Celestins, des Chartreux & de saint Martin des Champs, & si besoing est, M. Jehan le Clerc vice-generel du conservateur de sainte Genevieve, juge delegué par le pape pour connoistre de certaines appellations interjettées par aucuns religieux dudit convent de sainte Croix.

DU Jeudy xviii. Novembre *mané*. Sur le different qui est entre le general de l'ordre des religieux de sainte Croix & aucuns ses vicaires commis par luy à reformer le convent de sainte Croix de Paris, eux oys en la cour, la cour a ordonné & ordonne que l'evêque de Paris, MM. Jacques Mesnager, Nicole le maistre & François Disque conseillers de ceans ou les deux d'iceux, verront ce que lesdicts vicaires ont fait, & en feront leur rapport à la cour, pour après par elle en estre ordonné ainsi qu'il appartiendra.

DU Mercredy premier jour de Decembre *post prandium*. Sur la requeste baillée à la cour par freres Guillaume Saulmon prieur, Felix Cochart soubz-prieur, Michel Mulot procureur, Adam Hemart secretaire, & Guillaume Fretart tous religieux de sainte Croix à Paris, par laquelle ils requeroient que la sentence donnée le Samedi xviii. jour de Septembre dernier par maistres Guillaume de Querce curé de S. Jehan en Greve, Thomas Woaruet curé de saint Nicolas des Champs à Paris, docteurs en theologie, vicaires du general dudit ordre sur le fait de la visitation & reformation dudit monastere de sainte Croix, & M. Jehan le Clerc chancelier & chanoine en l'eglise d'Amiens, juge ou commissaire subdelegué pour connoistre de la cause d'appel par lesdicts supplians & frere Jehan Chouart, fust executée & sortist son effect, & ledict general contrainct par toutes voyes deues & raisonnables à y obeyr, & que tout ce qui a esté fait par lesdicts vicaires & juges sortist son effect, veu par la cour ladicte

LIII ij

AN. 1518.

AN. 1518.

requeſte, & oy leſdicts ſupplians & general, enſemble le rapport de l'eſveſque de Paris & certains conſeillers de ladiſte cour commis à voir ce que leſdicts vicaires avoient fait, & tout conſideré; IL SERA DICT que ce que leſdicts vicaires ont fait & ordonné touchant la reformation dudit monaſtere de ſaincte Croix, tiendra & fortira ſon eſſet; & a permis & permet la cour auxdicts vicaires & juges executer leurdict ſentence ſelon ſa forme & teneur, le tout par maniere de proviſion, nonobſtant oppoſitions ou appellations quelconques & ſans préjudice d'icelles; & neantmoins pourra ledict general bailler vicariat irrevocable au prieur des Jacobins de Paris avec les autres nommez en ladiſte ſentence, aux fins contenues en icelle.

Il y a un autre arreſt proviſionel, pareil à celui-ci, donné ſur la requeſte des meſmes religieux (frere Mulot alors prieur) le 4. May 1520. où il eſt fait mention de trois autres vicaires nommez pour proceder à ladite reformation, l'abbé de ſaint Victor, Livry prieur de ſaint Martin des Champs, & le prieur des Celeſtins; & pour leur donner confort la cour nomme M. Nicole Brachet conſeiller en icelle.

Le pont au Change en neceſſité de reparation.

AN. 1519.

DU Vendredy iv. jour de Mars *poſt prandium*. Ce jour après diſner le ſeigneur de S. Blancey & meſſire Thomas Boyer general de Normandie ont eſté mandez, auxquels la cour a déclaré ce que le treſorier le Gendre a ce matin remonſtré, touchant l'inconvenient qu'il dict eſtre au pont des Changes de cette ville, faute de reparation, à laquelle il ne pouvoit proceder, par ce qu'il n'a deniers en ſa charge, dont il avoit adverti le grand maïſtre & ledict de S. Blancey & general de Normandie. Leſquels ont dict que ledict treſorier leur avoit parlé, & qu'ils eſtoient deliberez en parler audict grand maïſtre, & pourſuir envers lui & le roy pour y donner proviſion.

Dudict jour iv. Mars *manè*. Ce jour eſt venu en la cour meſſire Pierre le Gendre chevalier & treſorier de France, pour l'avertir que le pont aux Changes de cette ville de Paris eſt en eminent peril, & l'a fait viſiter depuis trois jours par charpentiers jurez & gens en ce connoiſſans, & qui n'y pourroient en bref, il tombera par terre. Et outre a dict qu'il venoit de parler au ſeigneur de

Boiſy grand maïſtre de France & au baſtard de Savoye, auquel grand maïſtre il avoit déclaré le danger & eminent peril dudit pont, ez preſences des treſorier Robertet, generaux de France, & au baſtard de Savoye, le ſeigneur de Samblancey & cinquante autres perſonnes, & qu'il ſ'en deſchargeoit, à celle fin que après on ne luy en puiſſe riens imputer. Et dict outre avoir remonſtré audict grand maïſtre, preſens les deſſusdicts, l'inconvenient qui advint au pont N. D. quant il tomba, & les gens de bien qui en furent alors empeschez, qui n'en eſtoient coupables; & que par cydevant quand il y avoit argent; il avoit fait ſon devoir de reparer, non pas ſeulement ledict pont, mais tous autres lieux en cette ville de Paris où il eſtoit neceſſaire faire reparations, ainſy que chacun a peu voir; mais de preſent n'y peut ſubvenir, parce que on prend tous les deniers que on peut trouver ſur le fait du domaine; & à cette cauſe a dict audict grand maïſtre qu'il luy pleuſt y adviser, & pareillement en eſt venu advertir ladiſte cour pour ſa deſcharge, & a dict en avoir fait pareille declaration au baſtard de Savoye.

Naïſſance du ſecond fils du roy.

DU Samedi deuxieme jour d'Avril avant Paſques. Ce matin la cour a receu lettres miſſives du roy, par leſquelles ledict ſeigneur lui fait ſçavoir que la royne le dernier jour de Mars dernier à ſept heures du matin à S. Germain en Laye eſt accouchée d'un beau fils, pour raiſon de quoy il prie à la cour faire faire proceſſions ſolemnelles & y aſſiſter, pour rendre grace à N. S. du bien fait au roy & au royaume.

Du Lundy iv. jour d'Avril, *manè*. La cour eſt allée en proceſſion, de la Ste Chapelle aux Auguſtins, pour rendre grace à N. S. de ce qu'il luy a plu donner un ſecond fils à la royne.

La peſte à Paris. Theatre des confreres de la Paſſion.

DU Vendredy deuxieme jour de Septembre. Ce jour à cauſe de l'inconvenient de peſte qui eſt de preſent en cette ville, & pour autres cauſes & conſiderations, la cour a ordonné & ordonne que deſſenſes ſeront faites aux maïſtres de la Paſſion, à ceux qui ſont ordonnez à jouer le myſtere de ladiſte Paſſion, & tous autres qu'il appartiendra, de ne plus jouer ne faire jouer ledict myſtere de la Paſſion,

& ce sur peine de mil livres parisis d'amende à appliquer au roy, & de prison.

Processions pour le roy.

DU Mardy xxii. jour de Janvier. Ce jour l'evesque de Troyes confesseur du roy a presenté à la cour lettres patentes dudit seigneur, par lesquelles il veut & mande faire processions & oraisons generales & particulieres à Paris, & que la cour y assiste, pour rendre graces à Dieu & à sa glorieuse mere de ce qu'il lui a pleu preserver ledit seigneur en quelque inconvenient à luy survenu puis nagueres. Et a dict ledit confesseur que le roy lui a dict que incontinent qu'il se sentir blessé à la teste, il se voua à la sainte couronne & aux saintes reliques, où il envoie un chef d'or; & veut ledit seigneur que le jour que se fera ladicte procession, lesdictes reliques soient publiquement montrées à tout le peuple. Sur quoy a esté deliberé que Vendredy prochain feste de la Conversion de S. Paul, parceque à tel jour le roy fut sacré, ladicte procession sera faite à l'intention du roy, & en icelle porté le fust de la vraye croix, & de la Ste Chapelle en l'Eglise de Paris, que la cour accompagnera.

Prevost de Paris.

Messire Gabriel d'Allegre chevalier, prevost de Paris. 6. Fevrier 1520.

Ordonnance touchant les hospitaux de Paris.

DU Samedy vi. jour d'Avril M. D. xxi. après Pasques. Ce jour, oy le rapport des presidens & conseillers de la cour de ceans commis par elle pour assister en la chambre du conseil, de ce qui fut le jour d'hier mis en deliberation, tant par eux que par autres de la chambre des comptes, prevost des marchands, eschevins & autres bourgeois, aucuns des chanoines de l'Eglise de Paris & medecins pour ce assemblez, pour pourvoir à la nécessité des pauvres & malades, petits enfans & vieilles personnes estans de present, & qui chacun jour affluent en l'hôtel-Dieu de Paris, LA COUR a ordonné & ordonne que tous les maistres, gouverneurs & administrateurs des hostels-Dieu, hospitaux & maladeries de Paris forsbourgs & banlieue d'icelle, seront contrainds par toutes voyes & manieres deus & raisonnables, & nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans préjudice d'icelles, à mettre les fon-

dations desdicts hostels-Dieu, d'iceux hospitaux & maladeries, ensemble les comptes d'iceux de six années dernièrement rendus, pardevant maistres Robert Turquam & Loys de Longueil conseillers en ladicte cour, Jehan de Baudouillier, M. Nicolle Violle correcteurs ez comptes, & Nicolas le Comte eschevin de cette ville, appelé le maistre des hospitaux commis par l'evesque de Paris, ou les deux ou trois d'iceux, dedans le temps que par iceux sera ordonné; pour lesdictes fondations & comptes veus par la cour y estre pourveu ainsi qu'il appartiendra par raison. Et enjoint la cour au procureur general du roy & procureur de ladicte ville & chacun d'eux sur le devoir de leurs offices, de faire toutes diligences à eux possibles de faire mettre à execution cette presente ordonnance.

Montres & jeux de la bazoche.

DU xiv. May. La cour de parlement a ordonné & ordonne à Hervé de Kaerquesfinen receveur des exploits & amendes d'icelle cour, bailler & delivrer aux receveurs de la bazoche LX. livres parisis, pour leur aider à supporter les frais & mises qui leur convient faire pour les montres & jeux qu'ils ont faits en ce mois de May.

Different pour les offrandes, entre le prieur & le curé de S. Barthelemy.

DU Vendredy xv. jour de Novembre. Sur ce que Mardy matin dernier, après la grand-messe du S. Esprit par l'evesque de Tournay dite en la chapelle de la salle de ce palais pour le commencement de ce parlement, un religieux soy disant prieur de S. Barthelemy empescha de fait & sans autorité de justice que les offrandes faites à ladicte messe ne fussent baillées au vicaire dudit S. Barthelemy pour le curé; à cause de quoy lesdictes offrandes, par ordonnance des presidens là estans, pour obvier à scandalle, demourèrent ez mains de celui qui avoit fait le soubdsiacle, jusqu'à ce que par la cour en fust ordonné; LA COUR tout considéré, a ordonné & ordonne que lesdictes offrandes seront baillées & delivrées au curé de S. Barthelemy ou son vicaire, attendu que ladicte chapelle est dedans la cure, & qu'il est fondé en la perception d'icelles de droit commun; sauf audit soy disant prieur en faire poursuite, si bon lui semble, où il appartiendra

Le concile de Sens tenu à Paris a recours au parlement, pour la suppression de quelques livres heretiques.

AN. 1512.

DU Samedi xv. Mars. Ce jour le concile de la province de Sens congrege en cette ville de Paris a fait remontrer à la cour que plainte avoit esté faite audict concile de deux libelles imprimez nagueres, & que on expose publiquement en vente, tant en ce palais, qu'en ladicte ville, intitulez, le premier: *Contra papisticas leges sacerdotibus prohibentes matrimonium, apologia pastoris Combergensis, qui nuper sua ecclesie consensu uxorem duxit*; & le second: *De celibatu & viduitate, auctore Andrea Carlostadio*; qui ont esté trouvez par ledict concile scandaleux, mauvais, pernicious, non-seulement pour l'estat de l'eglise, tant des evesques, que prestres, imo de toute la religion Chrestienne; & à cette cause ledict concile avoit decerné censure d'excommuniement contre les imprimeurs & vendans lesdits livres. Mais parce qu'il se pourra trouver que plusieurs ne cesseront pour lesdites censures, & qu'ils craindront plus la punition de la justice temporelle, supplie ledict concile à ladicte cour que luy plaise proceder contre lesdits imprimeurs & vendeurs desdits libelles par mulctes telles qu'elle verra estre à faire, & faire deffenses sur grosses peines ne plus imprimer, exposer en vente ne acheter lesdits libelles, attendu mesmement que ja par arrest de la cour a esté ordonné deffenses estre faictes ne imprimer ne exposer en vente autres libelles ou traictez concernans la sainte escripture & religion Chrestienne, jusques à ce que ils eussent esté visitez par les deputez de la faculté de theologie, ce qui n'a esté fait ezdits deux libelles. Sur quoy, la matiere mise en deliberation, LA COUR a ordonné & ordonne que deffenses seront faictes par cry publicq & à son de trompe à tous imprimeurs & autres personnes quelconques, de ne imprimer ne exposer en vente ne aussi acheter lesdits libelles, sur peine d'amende arbitraire; & enjoinct sur ladicte peine à toutes personnes de quelque condition qu'elles soient, de mettre lesdits libelles, si aucuns en ont, par devers le greffe de ceans incontinent & sans delay. Et aussi enjoinct au prevost de Paris & bailli du palais ou leurs lieutenans, chacun en sa jurisdiction, de mettre à execution cette presente or-

donnance, & de eux informer de ceux qui ont apporté en cette ville & fait imprimer ou vendre lesdits libelles; pour l'information faicte & rapportée par devers la cour, y estre procedé ainsi qu'il appartiendra par raison.

Imposition pour la solde de mille hommes de pied accordés au roy par la ville de Paris.

DU Mardy xv. jour d'Avril. Sur les lettres patentes octroyées à Paris par le roy le xv. jour de Febvrier dernier passé, touchant les aydes que ledict seigneur a ordonné estre levez pour le paiement, soulde & entretenement de mil hommes de guerre à pied octroyez par la ville de Paris au roy durant les guerres en ce royaume, selon les articles attachez auxdictes lettres; après plusieurs communications eues, tant en l'hostel de la ville, que en la court, avec plusieurs des marchands, des mestiers & habitans de cette ville, pour trouver moyens de fournir aux sommes necessaires pour la solde desd. mil hommes sans la publication d'autres lettres d'edict, & oy sur ce le procureur general du roy, lequel par deliberation des advocats dud. seigneur a consenti la publication dudit edict en tant que touche l'imposition pour lesdits mil hommes de pied; & en tant que touche la forme de lever ledict ayde contenu ezdits articles attachez ezdictes lettres, a consenti que selon icelle ledict ayde soit levé pour cette année seulement contre ceux lesquels volontairement ne voudront payer les sommes sur eux imposées par les commis par la cour; & que cependant ladicte cour, sur l'autre forme de lever ledict ayde, en pourra ordonner, pourveu toutes-fois que pour le roy aucun prud'homme soit commis pour controller le receveur dudit impost. Et eu sur ce deliberation, LA COUR a ordonné & ordonne que lesdictes lettres seront publiées, & sur icelles mis: *Letta & publicata & registrata*, pour ladicte imposition estre levée selon le contenu ezdictes lettres pour cette année seulement, si la necessité de la guerre dure autant, & à la charge du contenu ez lettres de contract faictes entre ledict seigneur & les prevost des machands, eschevins, manans & habitans de ladicte ville de Paris ledict xv. jour de Febvrier dernier. Et au surplus la cour a ordonné & ordonne que nonobstant ladicte publication & verification ordonnées estre

estre faictes d'icelles, si les communau-
tez des mestiers d'icelle ville escripts en
un roolle signé par le clerc de ladicte
ville payent au premier jour de chacun
mois, pour tout ledict mois, ce qui esche-
roit au bout du mois des sommes ezquel-
les ils & chacun desdicts mestiers y sont
imposez & cottisez pour chacun mois
(assavoir les drappiers dix mil livres tour-
nois, * les merciers dix mil livres tour-
nois, les especiers & apotiquaires trois
mil cinq cens livres tournois, les pelle-
tiers quinze cens livres tournois, les bon-
neriers huit cens livres tournois, les
rainscuriers de draps six cens livres tour-
nois, les freppiers quatre cens livres tour-
nois, les tanneurs cent livres tournois,
les baudroyeurs deux cens livres tour-
nois, les corroyeurs cent liv. tournois, les
megissiers & peaussiers trois cens livres
tournois, les marchands de merrien deux
cens livres tournois, les orfeuvres & affi-
neurs quatre cens livres tournois, les
changeurs cent cinquante livres tournois,
les chapeliers & plumassiers cent livres
tournois, les armeuriers & fourbisseurs
cent liv. tournois, les pottiers d'estain ven-
dant estain sans ouvrir cinquante livres
tournois, & les marchands de lainés cin-
cens livres tournois, *) lezdictes lettres
d'edict & publication d'icelles ne les com-
prendra, ne aura cours contre eux. Et
aussi ordonne ladicte cour que en deffaut
d'avoir payé au premier jour d'un cha-
cun mois, comme dict est, & chacun
mois passé, lezdictes lettres sortiront leur
effect, & sera l'imposition levée sur ceux
qui faultront audit payement. Et outre
ordonne la cour que ceux qui auront esté
presentez pour chacun desdicts mestiers,
& qui s'obligeront envers lezdicts prevost
& eschevins de payer les sommes dessus-
dictes, seront contraincts à payer au pre-
mier jour de chaque mois la quotité de
tout le mois; & aussi ils auront contrain-
cte de ladicte cour pour contraindre les
particuliers desdicts mestiers à leur payer
les sommes auxquelles ils auront esté par-
ticulierement cottisez & imposez, le tout
nonobstant oppositions ou appellations
quelconques. Et au surplus la cour a or-
donné & ordonne que les bouchiers pour-
ront commettre un controleur touchant
l'aide qui se levera sur le pied fourché,
& tous les autres mestiers sur lesquels
led. ayde se levera ... un autre pour con-
troller le receveur qui recevra lezdictes
aydes.

Du Mercredi xvi. jour d'Avril. Ce
jour les gens du roy ont remonstré à

la cour que les marchands de Paris
estoient venus par devers eux, disant
qu'ils avoient entendu que la cour avoit
deliberé faire publier l'edict touchant
l'ayde qui se devoit lever pour fournir
aux frais des mil hommes de pied accor-
dez au roy par ladicte ville, qui seroit
un merveilleux inconvenient pour le bien
de ladicte ville & desdicts marchands, &
à cette cause estoient deliberez, si ladicte
publication se faisoit, eux se departir &
se departoient des offres par eux faictes
des sommes par eux accordées; pour ob-
vier que ledict ayde ne fust levé. Et à
cette cause la cour, oys lezdicts marchands,
eschevins & clerc de ladicte ville, & lez-
dicts gens du roy, après plusieurs in-
conveniens remonstréz & railons *binc*
inde allegués, & que lezdicts marchands
drappiers & merciers, pour plus asséurer
l'affaire du roy ... avancer chacun des
trois premiers quartiers de l'année six
mil livres tournois & le dernier quartier
deux mil livres, qui sont les vingt mil
livres par eux ensemblement offertes;
& M. Jehan Hesselein clerc de la ville a
offert & s'est obligé faire fournir & va-
loir l'ayde du pied fourché la somme de
xii. mil livres tournois pour cette année,
où les bouchers n'en voudront autant
bailler; LA COUR a ordonné & or-
donne que lezdictes lettres d'edict ne se-
ront publiées pour le present, mais a or-
donné & ordonne que lezdicts marchands
drappiers & merciers de cette ville, en
ensuivant leur offre, seront contraincts,
comme pour les deniers du roy, de four-
nir la somme de vingt mil livres tournois
par eux offerte, assavoir des trois pre-
miers quartiers de l'année avancer six
mil livres tournois, & le dernier quartier
deux mil livres tournois, faizans lezdic-
tes xx. mil livres; & ledict M. Jehan
Hesselein à faire valoir ... & au surplus que
tous les autres mestiers contenus & nom-
mez au rolle baillé & signé par ledict
clerc de la ville, & aussi oy la delibe-
ration de la cour le jour d'hier faicte, se-
ront aussi contraincts comme dessus à
fournir & payer au premier jour de cha-
que mois pour tout ledict mois tout ce
qui escherroit à la fin d'iceluy mois, des
sommes ezquelles ils & chacun desdicts
mestiers sont imposez par chacun mois;
& aussi auront les personnes desdicts me-
stiers qui se sont obligez ou obligeront
envers lezdicts prevost * & marchands de
ladicte ville à payer lezdictes sommes sur
lezdicts mestiers imposees, respectivement
semblable contraincte contre les particu-

* Liste des
marchands &
eschevins de
etc.

AN 1521.

liers desdits mestiers, pour les contraindre à payer les sommes ezquelles ils seront particulièrement impolez & cottisez.

Du Jeudy xvii. jour d'Avril. Ce jour sont venus par devers la cour M. Jehan Hesselin clerc de la ville de Paris & grand nombre de bouchers, d'icelle, & ont remonstré le different qui estoit entre eux & Guillaume Bouchard fermier pour le roy du pied fourché vendu au marché de Paris, lequel s'efforçoit empêcher que lesdits bouchers ne levasent l'aide & imposition octroyée par le roy à ladicte ville, pour subvenir au payement des mil hommes de pied qu'elle luy avoit accordé, sinon qu'il fust avec eux en ladicte ferme pour une huitieme partie, ou qu'ils luy donnassent mil livres pour son interest qu'il prétendoit ladicte ferme diminuer au moyen de ladicte nouvelle aide; & après que ledit Hesselin luy a offert de ses deniers bailler & donner cinq cens livres comptant, & qu'il se departist entierement de tout tel interest qu'il pourroit pretendre en ladicte ferme, sans au moyen de ladicte nouvelle aide pouvoir jamais demander aucun rabais au roy de la somme, & qu'il en a esté content: LA COUR a ordonné & ordonne que ledit Hesselin baillera promptement audit Bouchart lesdites cinq cens livres, & au moyen de ce ledit Guillaume Bouchart sera tenu continuer ladicte ferme qu'il tient du roy le temps qu'il a à la tenir, sans ce qu'il puisse cy-après demander aucune diminution d'icelle soubz umbre de ladicte nouvelle aide. Aussi ledit Hesselin recité comment le jour d'hier il offroit pour lesdits bouchers la somme de douze mil livres tournois, pour la ferme dudict pied fourché octroyée à ladicte ville par le roy pour les causes dessusdites, pour un an à commencer le premier jour de May prochain venant, & que lesdits bouchers ont de ce advoué ledit Hesselin, & accordé payer ladicte somme de xii. mil livres tournois pour la ferme dudict pied fourché à ceux de ladicte ville pour ladicte année. La cour a ordonné & ordonne que lesdits bouchers leveront ladicte aide de pied fourché cette année, & au moyen de ce se obligeront envers les prevost des marchands & eschevins de ladicte ville de Paris à payer ladicte somme de douze mil livres tournois, comme pour les propres deniers du roy; & ausly ceux qui se feront ainsi obliger auront contrainte de ladicte cour

pour pareillement contraindre ceux qui debvront ledit ayde de pied fourché, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & comme pour les deniers du roy.

Du Mercredy viii. jour de May. Sur la requeste faite à la cour par les prevost des marchands & eschevins de cette ville de Paris, par laquelle ils requeroient avoir congé & permission de lever les six sols pour queuë & quatre sols parisis pour muid de vin & d'autres vaisseaux à l'equipollent, qui rebrousseront la riviere de Seine à l'endroit de la bosse de Marne, ou qui feroient mener par charroy par dessoubz le pont de Charenton, & pareillement sur le vin qui sera chargé, tant par eauë, que par terre, pour mener hors, passant par la ville, faulxbourgs & banlieu de ladicte ville de Paris, à quelconques personnes que lesdits vins appartiennent & pour quelque occasion que ce soit, tant privilegiez, que non privilegiez, sur peine de confiscation desdits vins qui seront trouvez avoir esté passez par lesdites fins & metes, non acquitez dudit ayde en l'hostel de ladicte ville ou à ce luy ou ceux qui seront commis à le recevoir, qui est l'ayde de naguères octroyé par le roy auxdits prevost des marchands & eschevins pour le remboursement de la somme de xx. mil livres tournois par eux ja baillée audit seigneur pour ses urgens affaires, de laquelle ils ne sont à beaucoup près remboursez, & que à cette cause le roy auroit ordonné que par vertu d'autres lettres patentes par luy octroyées à iceux prevost & eschevins, le cours dudict ayde se continueroit sur ledit vin jusques au parfait payement de ladicte somme de vingt mil livres tournois (les sommes des deniers ordonnez par ladicte cour estre levez sur les marchands de plusieurs marchandises contenues & spécifiées en l'arrest d'icelle du xvi. Avril avant Pasques, &c. cessans, supprimées & abolies, &c.) requerans ausly lesdits prevost & eschevins semblable congé & permission de lever l'aide de six deniers pour livre sur toutes denrées & marchandises vendues en gros dedans la ville & faulxbourgs de Paris par les forains; & outre de prendre des deniers ordonnez par ledit seigneur pour les fortifications, fontaines & reparations des quais jusqu'à la somme de viii. mil livres tournois, &c. LADICTE COUR, en ensuivant les lettres d'ayde & d'octroy dudict seigneur, a ordonné & ordonne que

que les six sols pour queuë & quatre sols parisis pour muid de vin, & d'autres vaisseaux à l'équipollent, seront levez par lesdits prevost des marchands & eschevins, leurs commis ou deputez, ainsi & par la forme & maniere contenuë & declarée ezdictes lettres d'ayde & octroy, ensemble l'ayde des six deniers pour livre sur toutes denrées & marchandises vendues par les forains sans fraude en cette dicte ville & faubourgs de Paris, tant en foire que hors foire. Et au surplus, pour aucunes causes, ladicte cour a ordonné & ordonne que lesdits prevost des marchands & eschevins pourront aussi prendre des deniers des fortifications, fontaines & reparations des quais de ladicte ville la somme de viii. mil livres tournois, pour le tout estre employé au payement & foulde de mil hommes de pied accordez par ladicte ville de Paris à iceuluy seigneur, & non ailleurs en quelque maniere que ce soit, &c. Et neantmoins ordonne ladicte cour que les offices de ladicte ville estans à la disposition desdits prevost des marchands & eschevins, toutes fois que lesdits offices vacqueront, seront vendus au profit de ladicte ville, & que les deniers qui en viendront seront convertis au profit & employez ezdictes fortifications, fontaines & reparations desdits quais de ladicte ville, & non ailleurs.

Les gresses de la prevosté de Paris acquies par le seigneur de Villeroy.

DU Samedy vi. jour de Septembre. Sur les lettres du roy en forme de chartre données à Paris le deuxiè. jour de ce mois, par lesquelles ledit seigneur ordonne, veult & declare que au moyen de la somme de xx. mil livres tournois, que messire Nicolas de Neufville chevalier seigneur de Villeroy luy a baillée pour subvenir au faict de ses guerres, outre la somme de xxx. mil livres tournois qu'il luy avoit par cy. devant baillée, & pour laquelle il avoit à rachapt perpetuel les gresses de la prevosté de Paris, ledit de Neufville & ses successeurs tiennent & possèdent à tousjours perpetuellement lesdits gresses, sauf audict seigneur & ses successeurs de les pouvoir rachapter perpetuellement, en payant audict Neufville ou ez siens la somme de cinquante mil livres tournois, lesdictes lettres leues, & après que le procureur general du roy a dict qu'il ne veult empêcher l'enterinement d'icelles; LA

Tome II. Part. II.

COUR a ordonné & ordonne que sur lesdictes lettres sera mins : *Letta, publicata & registrata, audito procuratore generali regis.*

Exemption des entrées de ville pour les vins de l'abbaye de S. Germain.

DU xvi. jour de Septembre. Sur les requestes baillées à la cour par les religieux, abbé & convent de S. Germain des Prez lez Paris, l'une le xxii. jour de Decembre dernier passé, & l'autre le xiii. jour de ce mois, par lesquelles ils requeroient deffenses estre faictes aux prevost des marchands & eschevins de cette ville de Paris, leurs fermiers, & tous autres qu'il appartiendra, de ne donner aucun arrest ou empeschement à passer en leurs vins & autres biens provenus de leur creu en leur terre & seigneurie de Ville-neufve S. Georges & autres lieux à eux appartenans, &c. IL SERA DICT que deffenses seront faictes auxd. prevost des marchands & eschevins de cette dicte ville de Paris, leur fermiers & autres qu'il appartiendra, de n'empêcher les biens desdits demandeurs provenans de leur creu de leursdictes terres, pour iceux mener & conduire à leur dict monastere de S. Germain & non ailleurs, & de ne lever ne demander, à cause desdits vins passans par cette dicte ville & non encavez en icelle, l'aide de quatre sols parisis pour queuë selon l'octroy à eux faict par le roy, & à en rendre ce qu'ils en ont prins, en affermant toutes voyes par lesdits religieux par serment lesdits vins estre de leur creu de leursdictes terres & seigneuries & sans fraude, & pour les mener audict monastere & pour leur usage, & non pour les transporter hors dudit monastere; & sans despens de cet incident.

La peste à Paris.

DU Mardy xxx. jour de Septembre. Ce jour, après avoir oy par serment quatre medecins, assavoir le Cirier, de Ruel, Braithon & de Gomois, qui ont rapporté que de leur temps ils n'ont aperceu en cette dicte ville le danger & inconvenient de peste si grand qu'il est de present, & qu'il n'y avoit paroisse ne rue où il n'y eust danger, & tellement que les assemblées sont fort dangereuses, & leur semble que pour obvier à plus grand inconvenient & pour le bien de tout le peuple, il seroit expedient don-

M m m m

AN. 1512.

ner vaccacions; & aussi les curé de S. Germain l'Auxerrois, vicaires de saint Estienne au mont de Paris, S. Severin & S. Eustache, qui ont relaté les dangers de peste qui sont en leurs paroisses, a esté delibéré, toutes les chambres assemblées que les trois présidens de parlement, appellés deux de ceux des enquestes, iront devers le roy estant de présent aux Tournelles luy remontrer ledict inconvenient, & que son plaisir soit permettre que fin soit mise à ce parlement.

DU Mardy iv. jour de Novembre. Ce jour a esté delibéré que Vendredy prochain on se assemblera en la chambre du conseil, affin de donner ordre sur les dangiers & inconveniens qui pourroient estre en cette ville ou prochain parlement, à occasion de la peste qui a eu cours, à cause des maisons infectées Et sera signifié aux lieutenans civil & criminel de la prevosté de Paris, aux doyen & chantre de l'eglise de Paris, aux gens des comptes aux prevost des marchands & eschevins, aux medecins de cette ville de eux y trouver ledict jour de relevée.

Ordonnance au sujet de la peste.

DU Samedi viii. jour de Novembre. Ce jour de relevée en la chambre du conseil, où estoient assemblez plusieurs bons & notables personages, affin de pourvoir & donner remede aux perils & dangers de peste qui a eu cours cette année presente, & qui encore regne en cette ville de Paris & lieux d'environ, tant à l'occasion de ce qu'en plusieurs maisons & lieux de cette dicte ville & forbourg d'icelle, ezquels y a eu inconvenient de peste, l'on a tenu & tient l'on encor journellement hostelleries ouvertes à tous venans & autres, on vend pain, vin, chair & autres victuailles, pareillement liés, robbes & autres habillemens & ustancilles procedans de lieux suspects de peste, aussi par faulte que en aucunes maisons n'y a chambres aisées ne cloacques pour vuider les immondices, & est l'en contraint les gecter de nuit & autre heure indué par les fenestres en la rue, & que en plusieurs desdictes maisons on nourrit pourceaux & autre bestail, qui causent mauvais air; semblablement par faulte de nettoyer souvent les rues, par la negligence des commissaires & autres ayans charge de ce; & aussi parce que les maisons ez que l

les y a eu dangier de peste sont incongneus à plusieurs personnes allans & venans, parce que en icelles n'y a marque ne signe apparent pour lequel on se puisse abstenir de y entrer & converser avec ceux desdictes maisons, soit pour repaier, coucher, vendre ou acheter victuailles ou autres denrées ou marchandises. Pour à quoy obvier, & à ce que désormais les occasions desdictes inconveniens & dangiers cessent, & après que les choses dessusdictes ont ce jour d'uy esté rapportées en la chambre ordonnée au temps des vacations, LADICTE CHAMBRE, pour les causes dessusdictes, a ordonné & ordonne que desdites seront faites à son de trompe & cry public, & aussi en particulier, si besoing est, à tous hostelliers, taverniers, rostisseurs, patissiers, charcutiers, poissonniers, fruitiers, & à toutes personnes, qui logent & vendent & distribuent victuailles en cette ville & fauxbourgs d'icelle, ez maisons desquels y a eu gens malades & morts de peste depuis le 1. jour d'Octobre dernier passé, ou pourroit cy après estre jusqu'au premier jour de Janvier, qu'ils ne logent désormais aucunes gens, soit passans & repassans ou autres, & ne revendent ou distribuent en leursdictes maisons pain, vin, chair poisson, ne autres victuailles durant ledict temps, pareillement à tous freppiers, regattiers & autres personnes qui le meslent de vendre & acheter robbes, liés & autres habillemens & ustancilles, de n'en acheter, vendre ne distribuer aucuns procedans de lieux suspects & contagieux de peste; semblablement à toutes personnes de quelque condition qu'ils soient, demourans ez maisons, chambres, bouges & autres lieux ezquels il n'y a chambres privées, cloacques ou conduits pour vuider leurs immondices, de ne plus jeter icelles immondices par les fenestres ne autrement emmy les rues, ains enjoinct ladicte chambre aux propriétaires desdictes maisons, y faire faire privez & cloacques necessaires pour la vuidange desdictes immondices; & à ceux qui nourrissent pourceaux & autre bestail pour vendre, de n'en plus nourrir aucun, sinon ainsi qu'il est permis l'ordonnance pieça faite; le tout des choses dessusdictes sur peine d'amande arbitraire & de prison contre les delinquans & enfraignans cette presente ordonnance, & de retention des louages desdictes propriétaires. Et au surplus ordonne ladicte chambre que ez maisons, tant de cette ville

ville que fauxbourgs, ezquelles y a eu ou pourroit avoir danger de peste durant le temps dessusdict, sera mins un signe de croix blanche, à ce que chacun en puisse avoir congnoissance & soy abstenir d'y entrer, en faisant deffenses à tous en general, sur les peines dessusdictes & de punition corporelle, de n'oster ou faire oster directement ou indirectement lescidtes marques durant ledict temps. Et neantmoins enjoindt la chambre au prevost de Paris ou ses lieutenans & examineurs du chastelet, de mettre certe presente ordonnance à execution selonc sa forme & teneur, & à ce faire, souffrir & y obeir contraindre tous ceux qu'il appartiendra, nonobstant oppositions ou appellations quelconques & sans préjudice d'icelles; & auxdicts examineurs de faire leur residence telle qu'ils sont tenus selonc le deub de leurs offices; & de garder & observer les arrestz de la cour & ordonnances faictes touchant le faict & exercice de leurscidts offices, sur peine de suspension d'iceux offices & d'amende arbitraire. Faict en la chambre ordonnée par le roy ou temps des vacations, le viii. Novembre M. D. xxii.

L'archevesque d'Aix gouverneur de Paris.

DU Vendredy xiv. jour de Novembre. Ce jour M. Pierre Filloti archevesque d'Aix a présenté lettres patentes du roy, par lesquelles led. seigneur l'a ordonné & estably gouverneur de Paris & Isle de France & autres lieux dudit gouvernement, en l'absence du comte de S. Paul, & a requis lescidtes lettres estre leuës, publiées & enregistrées en ladicte cour. Lesquelles lettres veuës, & oy le procureur general du roy, auquel elles ont esté communiquées par ordonnance de lad. cour, lequel a requis que le procureur dudit comte de S. Paul fust appellé & ouy avant que proceder outre en ladicte matiere, ainsi qu'il fut faict quand le seigneur des Chefnaïs presenta semblables lettres ceans, du temps que le duc de Vendomois estoit gouverneur & lieutenant general du roy ezdictes ville, prevosté, viconté & Isle de France. Sur quoy la cour a ordonné que le procureur dudit comte de S. Paul fera ouy avant que proceder outre.

Enregistrement des lettres de l'archevesque d'Aix.

DU Samedy x. jour de Janvier. Sur les lettres patentes du roy presentées à la cour par messire Pierre Filhoti archevesque d'Aix, par lesquelles ledict seigneur l'a ordonné & estably gouverneur & son lieutenant general en la ville, prevosté & viconté de Paris, Isle de France & autres lieux dudit gouvernement, en l'absence du comte de S. Paul, & faire tout ce que ledict comte de S. Paul feroit ou faire pourroit audit gouvernement, si present y estoit, ainsi que plus à plain est contenu ezdictes lettres, veu par la cour lescidtes lettres; les causes d'opposition baillées par escript par les prevost des marchands & eschevins de certe ville de Paris; les conclusions du procureur general du roy, par lesquelles il a consenti l'enterinement deidictes lettres, pourveu que ez plaidoeries ledict archevesque d'Aix ne serra au lieu du roy, ne pareillement entrera en ladicte cour au conseil, & que les comptes de ladicte ville se rendront où ils ont accoustumé estre rendus, & du reliqua des deniers ne pourra disposer, sinon appelez les prevost des marchands & eschevins de ladicte ville; qu'il ne pourra assembler ne mener l'arriere ban ne gens de guerre; ne pourra aussi déroguer à l'autorité de ladicte cour ne d'autre jurisdiction quelconque; & après que le conseil dudit comte de S. Paul a esté mandé, lequel dict qu'il ne vouloit empêcher la verification deidictes lettres, & s'en rapportoit à ladicte cour; & tout considéré, LA COUR, toutes les chambres assemblées, a ordonné & ordonne que lescidtes lettres seront leuës, publiées & enregistrées en icelle, en tant que touche l'office de lieutenant general du roy en certe dicte ville; à la charge que ledict archevesque d'Aix ne se serra au lieu du roy ez plaidoeries, ne pourra entrer en ladicte cour ez jours de conseil; ne pourra aussi oir ne affiner les comptes des deniers des receveurs de certe ville; mais y assistera si bon luy semble; & ne pourra déroger ne prejudicier aux autoritez & prééminences de ladicte cour, ne à quelconque jurisdiction ordinaire, ne assembler ne mener le ban ne arriere ban, ne aussi faire assembler lescidts prevost des marchands & eschevins ou ceux de ladicte ville en autre lieu que où les assemblées ont accoustumé estre faictes;

M m m m ij

AN. 1523.

que au moyen dud. office de lieutenant du roy il ne pourra avoir ou prendre aucuns gaiges ou pension sur les deniers de ladite ville, & ne fera chose contraire ne dérogeante à sa dignité archiepiscopale ne aux ordonnances concernant le faict des gouverneurs des pays.

Novvel enregistrement des pouvoirs de l'archevesque d'Aix.

DU Samedy VII. Fevrier. Veupar la cour toutes les chambres assemblées, les informations faictes par ordonnance d'icelle à l'encontre de l'archevesque d'Aix, les interrogatoires & confessions d'iceluy archevesque, le tout communiqué au procureur general du roy, les conclusions par luy prises, &c. LA COUR a ordonné & ordonne que lesdictes lettres seront leuës, publiées & enregistrées selon le contenu ez modifications declarées en l'arrest d'icelle cour donné en cette matiere le x. jour de Janvier dernier passé.

Les freres & sœurs de l'hospital des Quinze-vingts ne doivent payer louage de leurs maisons.

DU xxiv. jour d'Octobre. Entre les gouverneurs des Quinze-vingts de Paris demandeurs & requerans que aucuns des freres & sœurs de l'hospital desdicts Quinze-vingts, qui tiennent les maisons hors le grand corps d'hostel dudit hospital, & qui par cy-devant avoient accoustumé payer louage desdictes maisons estans dedans le circuit dudit hospital, soient tenus payer louage desdictes maisons, tant pour le temps passé que pour le temps à venir, tant qu'ils tiendront lesdictes maisons, pour l'argent qui en viendra estre employé au profit dudit hospital, comme ils avoient accoustumé faire de tout temps & ancienneté, d'une part; & lesdicts freres & sœurs dudit hospital des Quinze-vingts tenans lesdictes maisons, deffendeurs ezdicts cas, d'autre. Veu par la cour l'acte accordé & faict entre lesdictes parties par devant l'un des conteillers d'icelle commis à les oyr, & oy le rapport dudit commissaire, qui par ordonnance de ladite cour s'est transporté audit hospital, & oy tous les freres dudit hospital sur la commodité ou incommodité du louage desdictes maisons, & tout considéré, IL SERA DICT que lesdicts freres & sœurs tenans lesdictes maisons, ne payeront aucune chose pour le louage

d'icelles, mais les tiendront leur vie durant; & s'ils sont mariez, le survivant d'iceux; à la charge toutes fois de les entretenir des toutes menues reparations; & après qu'ils seront decedez, les plus anciens pourront choisir la maison desdicts decedez; & où ils ne les voudroient choisir, l'autre plus ancien pourra choisir; & si celuy qui aura choisi tenoit l'une desdictes maisons, les autres plus anciens pourront semblablement choisir celle où te tenoit celuy qui auroit choisi la maison dudit decede, en préférant tousjours les plus anciens aux autres; & sans despens de cette instance.

Le duc de Vendosme lieutenant general.

DU Mardy III. jour de Novembre. Ce jour, après que la messe du S. Esprit a esté dicte en la grand salle du palais, sont entrez en la chambre du parlement M. Thibault Baillet & M. André Guillart présidens, monsieur le duc de Vendosmois, l'archevesque d'Aix, cinq maistres des requestes, messieurs au nombre de XLII. M. F. Roger procureur general, M. J. Ruzé & M. P. Lizer advocats du roy, M. Jehan de Veignolles notaire, & dix huilliers; & les huis d'icelle clos, le duc de Vendosmois a présenté lettres missives du roy à ladite cour portans sur lui creance; & après qu'elles ont esté luës a dict; que le roy l'envoyoit pardeçà son lieutenant general pendant l'absence du comte de S. Pol son frere gouverneur de Paris, pour pourvoir aux affaires qui pourroient survenir en attendant la venue du roy pardeçà, qui doit estre ici bientost. Et a présenté lettres patentes dudit seigneur données à Lyon le 23. jour d'Octobre 1523. par lesquelles il constitue ledict duc de Vendosmois son lieutenant general, & lesquelles ont esté monstrees aux gens du roy. Et après ce a dict ledict duc de Vendosmois que de roy luy avoit commandé leur dire & declarer la conspiration que a esté machinée par messire Charles de Bourbon connestable de France contre ledict seigneur; mais que ladite cour qui en a esté advertie par le sieur de Bryon, qui leur a dict bien au long, ainsi que luy qui parle a entendu par ledict sieur de Bryon, par quoy il se déporte d'en riens dire, pour ce que ne seroient que redites; & a assuré que tout ce que ledict sieur de Bryon leur a dict est veritable, & qu'il a esté prouvé, tant par lettres, que tesmoins. Auquel monsieur

le president Baillet a fait telle response que celle qu'il fit audit de Bryon Samedy dernier. Et ce fait ont esté leuës les lettres patentes, & après que Lizet pour le procureur general du roy a requis que lesdictes lettres fussent enregistrées en ladicte cour, LADICTE COUR a ordonné & ordonne que lesdictes lettres seront enregistrées en icelle, & sur icelle sera mis : *Registrata, audito procuratore regis*. Et après ce ont esté les huis du parlement ouverts, & a esté fait ce qu'en suit : Sur les lettres patentes données à Lyon le 23. Octobre dernier passé, par lesquelles le roy veut que le parlement qui doit commencer le lendemain de la S. Martin prochain venant, commence le lendemain de la presentation desdictes lettres; icelles leuës, Ruzé pour le procureur general du roy a requis qu'il sur icelles soit mis : *Letta, publicata & registrata*; LA COUR a ordonné & ordonne que sur lesdictes lettres sera mis : *Letta, publicata & registrata, audito procuratore regis*.

Contre la licence des jeux & pieces de theatre des colleges.

DU xxvii. jour de Decembre. Ce jour la cour a mandé les principaux des colleges de Navarre, de Ste Barbe, de Forter, du Cardinal-le Moyne, de la Marche, de Cocquerel & de Reims, le procureur de l'université de Paris, & le député par la faculté de medecine, auxquels elle a fait desdites de ne permettre jouer en leurs colleges aucunes farces ou jeux scandaleux, & où soient dictes paroles scandaleuses du roy, des princes & de ceux qui sont autour de la personne, sur peine de s'en prendre à eux. Et a esté enjoinct au procureur de ladicte université de signifier & faire assavoir lesdictes desdites aux principaux des autres colleges d'icelle université.

Grace accordée par le roy au seigneur de S. Vallier.

DU Mercredi xvii. jour de Febvrier M. D. xxiii. Ce jour le seigneur de S. Vallier en Dauphiné, lequel avoit esté par arrest de la cour déclaré crimineux de leze majesté, & condamné à souffrir mort, lui étant en Grève sur l'eschaffault, prest à decoller, ont esté apportées les lettres patentes de la majesté, par lesquelles ledit seigneur lui a remis la peine de mort, & à cette cause

a esté ramené en la tour carrée en sa prison.

Procession generale, le roy present.

DU Vendredy xi. jour de Mars mandé. Ce jour, par ordonnance du roy, les presidens & conseillers & autres officiers de la cour de ceans se sont assemblez au palais pour aller en procession, & sont partis en l'ordre accoustume : savoir est les huissiers devant, M. Jehan Parent un des notaires de ladicte cour seul, pour ce que les autres notaires estoient absens, les greffiers des presentations & criminel ensemble, & moy seul, & après le premier huissier, & après les presidens & conseillers en robes rouges, deux à deux; & sont allez à cheval jusques à l'eglise S. Germain l'Auxerrois attendre le roy; & quand ils ont esté en ladicte eglise, les presidens de ladicte cour ont envoyé le greffier des presentations & Jacques de Mailly huissier de la dicte cour devers le chancelier, qui estoit au logis du roy, pour savoir en quel ordre ils devoient aller, lequel leur manda qu'il en parleroit au roy. Et bientoist après est venu ledit chancelier en ladicte eglise, & avec lui messire Nicolle de Neufville chevalier sieur de Villeroy l'un des secretaires des finances; & a dict ledit chancelier audit presidens, que le roy vouloit & entendoit que lesdicts presidens & conseillers allassent incontinent après luy, sans ce qu'il y eust personne entre eux, & que l'ordre seroit tel : c'est assavoir que les eglises iroient les premieres en la maniere accoustumée, & après eux iroient les evesques & prelatz, & après les chevaliers de l'ordre, & après les ducs d'Alençon, de Vendosme & de Longueville, après lesquels iroit le roy, & incontinent après, le chancelier, les presidens, maîtres des requestes, conseillers & autres officiers de ladicte cour, du costé dextre; & du costé fenestre, au dessoubz desd. presidens, les presidens, conseillers, maîtres & autres officiers de la chambre des comptes; & que après les presidens, maîtres des requestes, conseillers & autres officiers de ladicte cour iroient les prevost des marchands, eschevins & bourgeois de Paris; & du costé des presidens, conseillers, maîtres & autres officiers de ladicte chambre des comptes, iroient les gentilshommes de la maison du roy, après ladicte cour; & ne entendoit le roy qu'ils se messassent parmy lesdicts conseillers & officiers de ladicte cour; ains vouloit

M m m m iij

AN. 1524.

qu'ils allassent parmy eux sans leur faire ne donner pressé ne ennuy. Et fut ordonné aux capitaines des gardes faire garder & entretenir ledict ordre, & enjoinct l'aller dire aux presidens de la chambre des comptes, prevoist & eschevins de la ville de Paris, & aux gentils-hommes de la maison du roy, afin que chacun sceust l'ordre qu'il devoit tenir. Et ce fait, après que le roy fut arrivé en ladicte eglise de S. Germain, marcherent les mandians, paroisses & autres eglises, les premiers, en la maniere accoustumée; après lesquels allerent les eveques d'Angoulesme, de Condom, de Paris, de Lizieux, d'Auxerre, d'Amiens, de Meaux & de Langres; & après, les archevesques d'Aix, de Sens & de Rouen, deux à deux; après lesquels alloient le comte de Rouilly, le sieur de Brion, le sieur de S. Pont, de Remy, le sieur de Biezay grand seneschal de Normandie, le sieur de Montmorency, le sieur de la Trimouille premier chambellan, le bastard de Savoye grand-maistre, tous chevaliers de l'ordre, deux à deux, & après eux les ducs d'Alençon & de Vendôme ensemble; après lesquels alloit le roy seul, & après luy le duc de Longueville seul comme grand chambellan; & incontinent après, le chancelier & le premier president ensemble. Et après, les presidens, maistres des requestes, conseillers & autres officiers de ladicte cour deux à deux selon leurs receptions, & les huissiers d'icelle à costé d'eux. Et pour ce que les greffiers & notaires de ladicte cour avoient accoustumé aller après les huissiers & devant les presidens de ladicte cour, le premier huissier entre eulx, & qu'ils ne sçavoient quel ordre tenir, ledits chancelier & presidens ont ordonné qu'ils iroient après lesdits conseillers pour cette fois tant seulement, parce que le roy y estoit en personne, & afin qu'il n'y eust personne entre le roy & lesdits chancelier, presidens, maistres des requestes & conseillers, & ce sans prejudice des droicts desdits greffiers & notaires. Et à couste de ladicte cour alloient les presidens, conseillers, maistres & autres officiers de la chambre des comptes, du costé fenestre, & au dessoubz des presidens de ladicte cour; après lesquels alloient les gentils-hommes de la maison du roy, & ce sans soy joindre ne mesler avecques ladicte cour; & après eux les gardes, avecques grande multitude de peuple. Et partirent en l'ordre susdict de ladicte eglise S. Germain d'Auxerrois à

piéd, & s'en allerent en l'eglise N. D. de Paris, où fut dicté la grand messe, presens le roy & les dessusdicts, par l'evêque d'Amiens; & pendant que la messe se disoit, l'evêque de Troyes confesseur du roy prescha en la court du logis de l'evêque de Paris. Et après que la messe fut dictée, le roy s'en alla dîner chez ledict evêque de Paris.

Ordre aux habitans des ponts de Paris de jeter de l'eau devant leurs maisons, pendant l'esté.

DU Lundy xxviii. jour d'Avril m. d. xxiv. La cour a ordonné & ordonne estre enjoinct à chacun des habitans des ponts aux Changes, & de saint Michel & Nostre-Dame de cette ville de Paris, à peine de soixante sols parisis d'amende, de gecter chacun jour d'icy en avant, durant le temps d'esté, de l'eau sur le pave devant leurs maisons matin & soir, pour obvier aux inconveniens que on a par cy-devant veu advenir à plusieurs personnes tombées de leurs chevaux & mulles, par faulte de ladicte eau non gectée.

Ordre aux monasteres, eglises, hospitaux &c. de tendre devant leurs maisons, &c. à la procession du S. Sacrement.

DU Lundy xxiii. jour de May. Pour ce que la cour a esté advertie que aucuns des monasteres, eglises, hospitaux & colleges de cette ville de Paris ne parent au-devant d'eux, ne sortent, ne viennent avec leurs ornemens & encensiers au-devant du precieux corps N. S. J. C. le jour du S. Sacrement, qui est scandalle à tout le peuple; à cette cause la cour a enjoinct & enjoinct à tous lesdits monasteres, eglises, hospitaux & colleges de cette ville de Paris, exempts & non exempts, seculiers & reguliers, de tenir leurs lieux pardevant lesquels ledict saint Sacrement doit passer, honorablement parez, de sortir & venir devant leurs portes au-devant ledict saint Sacrement au jour-quand il sera porté, avec leurs ornemens & encensiers, pour faire honneur & adorer ledict S. Sacrement, sur peine de saisie en la main du roy de tout leur temporel. Et enjoinct aussi au prevoist de Paris ou son lieutenant, qu'il face publier ces presentes à son de trompe par les carrefours de cette ville de Paris, à ce que aucun ne soit excusé d'ignorance.

Les

*Les ponts au Change & de saint Michel
en danger.*

DU deuxieme Decembre. Ce jour M. Olivier Alligret a dict que messire Pierre le Gendre chevalier tresorier de France l'a envoyé par devers la cour, pour ce qu'il est fort malade & qu'il n'y est pu venir, pour remonstrer à ladicte cour le peril que on dict estre, & que les maistres des œuvres ont rapporté estre ez ponts des Changes & de S. Michel en cette ville de Paris, & luy a envoyé par escript ledict tresorier signé de sa main, que le 4. Mars 1518. il fut aux Tournelles devers le feu grand maistre de Boisy & le grand maistre de present, leur remonstrer l'eminent peril qui estoit audict pont aux Changes, à ce qu'ils voulsissent ordonner deniers pour y pourvoir, & ce fit ez presences des tresorier Roberter, generaux des finances, seigneur de Samblançay, & cinquante autres personnes, dont ne luy fut faicte responce, à cette cause ledict jour & sur l'heure partant se retira à ladicte cour, fit les remonstrances à plain declarées en l'acte enregistré ceans, dudiect 4. Mars 518. Sur quoy furent mandez par la cour ledict seigneur de Samblançay & general de Normandie, lesquels furent mal contents que la cour les avoit mandez pour ledict affaire, s'en vindrent plaindre audict de Boisy & grand maistre de present, tout le conseil assemblé, ledict d'Orval & autres presens, ledict tresorier le Gendre fut mandé, & lors luy demanda ledict de Boisy qui l'avoit meü d'estre venu à ladicte cour se plaindre, & s'il ne luy suffisoit pas de leur en avoir parlé, & si le roy n'estoit pas bien pour le garantir. A quoy luy fut faicte & à tout le conseil responce par ledict le Gendre, que le roy estoit bien pour le garantir, mais quand l'inconvenient adviendroit ledict seigneur pourroit estre absent, & qu'il ne le faisoit à mauvaise fin, sinon pour sa descharge, & qu'il ne pensoit mal faire ne faire desplaisir à personne. Lors ledicts de Samblançay & general de Normandie dirent qu'ils n'estoient maçons ne charpentiers, à quoy leur fut respondu par ledict le Gendre que si la cour les avoit mandez, il n'en pouvoit mais, & que tout ce qu'il en avoit faict estoit à bonne fin pour la chose publique & pour sa descharge. Et depuis ledict tresorier en a parlé plusieurs fois au chancelier, Samblançay & autres. Lediect tre-

sorier a dez le xix. jour de Novembre envoyé homme exprès en court à Lyon devers ledict chancelier pour cet affaire, comme il appert par le double des lettres qu'il luy en a escriptes, au bas duquel double est *le recepsis* de celuy qui y est allé. Or est-il que ledict tresorier a la main close, & est prohibé de lever aucunes descharges, en vertu desquelles il avoit accoutumé appointer le paiement des entrées pour payer lesdictes reparations; & de present se reçoivent tous les deniers de sa charge par le changeur du tresor par des quittances sans descharges. Davantage de ordonner au receveur de Paris de payer lesdictes reparations, ne se peut faire, au moyen que la recepte ne peut riens porter, au moyen des engagemens & alienations du domaine, comme il appert par les estats rendus & clos jusques au jour S. Jehan-Baptiste dernier passé, par lesquels il s'est trop chargé. Et monteront les reparations dudiect pont de trois à quatre mil livres. S'il plaist à la cour mander ledict changeur du tresor, pour bailler les deniers qu'il y convient, ledict tresorier fera faire diligence extreme & besongner auxdictes reparations; & autrement les ouvriers ne besongneront sans estre payez. A cette cause ledict tresorier supplie à la cour qu'il luy plaist y adviser & ordonner pour le bien public & sa descharge. Après lesquelles remonstrances la cour a faict venir Josse Maillard maistre des œuvres de maçonnerie & Pierre des Ostels clerc desdictes œuvres; & après serment par eux faict de faire vray rapport du peril que peut estre ezdicts ponts, ont esté representez deux rapports signez par ledict Josse Maillard, l'un du pont aux Changes, & l'autre du pont S. Michel. Lesquels veus & leus, present le receveur de Paris, ladicte cour a mandé l'un des presidens & deux des maistres de la chambre des comptes, ensemble M. Jacques Charmolué changeur du tresor, avec lesquels eüé deliberation sur ce qu'il estoit necessaire faire pour avoir prompte provision en ladicte necessité, LA COUR a enjoinct audict changeur du tresor & receveur de Paris de aller communiquer de cette affaire & de cette maniere avec ledict tresorier le Gendre qui est malade, pour trouver entre eux le moyen qu'il ne vienne aucun peril ou inconvenient auxdicts ponts, sur peine de s'en prendre à celuy qui en doit estre tenu par raison.

AN. 1525.

AN. 1525.

*Reglement particulier pour l'hospital des
Quinze-vingts.**Nouvelle de la prise du roy. Reglement pour
la seureté de la ville.*

DU premier jour de Febvrier. Entre les gouverneurs de l'hospital des Quinze-vingts de cette ville de Paris demandeurs & requerans l'enterinement de certaine requête présentée à la court le 29. jour de Janvier 1523. & en ce faisant, qui leur fust permis de multer les freres & sœurs desdicts Quinze-vingts de assister & eux assembler au chapitre de ladicte maison à l'heure de la lecture que on a accoustumé faire en icelle, pour oyr la parolle de N. S. aussi par chacun Dimanche & feste que lesdicts gouverneurs iroint & se assembleront en icelle maison, pour assister & pourvoir aux negoces & affaires d'icelle au chapitre, en ensuivant les ordonnances sur ce faictes par ladicte cour, de la somme de cinq deniers tournois pour chacune fois qu'ils y fauldront, ou telle autre peine que ladicte cour verra estre à faire par raison, d'une part; & les maistre, ministre, jurez freres & sœurs dudit hospital deffendeurs oudict cas, d'autre; veu par la cour ladicte requête, l'acte accordé entre lesdictes parties pardevant le commissaire commis à parler à elles, les ordonnances faictes sur la refformation dudit hospital, & tout ce qui a esté mis & produict par devers ledict commissaire, ouy son rapport, & tout considéré, IL SERA DICT que lesdicts freres & sœurs assisteront aux lectures, selon les ordonnances faictes en cette matiere, par chacun jour, s'ils n'ont empeschement legitime, lequel ils seront tenus proposer ou faire proposer avant ladicte lecture, ou icelle faicte, par devant le lecteur & freres, & ce sur peine de deux deniers tournois à chacune fois qu'ils seront deffaillans; & lesdicts maistres, ministres & freres jurez seront tenus assister aux chapitres qui se tiendront chacune feste & Dimanche ou autres jours, selon les ordonnances sur ce faictes, après le son de la cloche, ou viendront dire causes vallables de leur absence ou empeschement legitime, & ce sur peine de trois deniers tournois pour chacune fois qu'ils y deffaudent de y assister; lesquelles peines & amendes seront appliquées au profit de la communauté de ladicte maison.

DU Mardy vii. jour de Mars. Au conseil en la grand chambre, où estoient messeigneurs, &c. Ce jour, en tenant l'audience en la grand chambre de parlement, sont survenues lettres missives que madame mere du roy regente en France a escriptes à la cour; au moyen desquelles l'audience est cessée, & ont esté les chambres assemblées, & leuës lesdictes lettres, dont la reneur s'enfuit: A NOS TRES-CHERS & bien amez les gens tenans la cour de parlement à Paris. De par madame regente en France. Tres-chers & bien amez. Depuis les lettres que vous avons escriptes, nous avons eu lettres & nouvelles du roy nostre tres-cher seigneur & fils, par lesquelles il nous fait sçavoir comme il est prisonnier ez mains du viroy de Naples en tres-bonne santé & tres-bien traité, dont nous louons Dieu, & mesmement qu'il y a plusieurs bons & grands moyens de sa delivrance & liberté. Et pour ce qu'il est besoin que tous les vrayes & loyaux subjects dudit seigneur & du royaume soient advertis de ses nouvelles, nous avons bien voulu les vous escrire, en vous priant, requerant & exhortant prendre à cœur les affaires dudit seigneur & du royaume, & vous employer à tout ce que vous verrez & connoistrez estre requis & necessaire pour le bien, deffense & conservation du royaume, comme le roy nostre seigneur & fils, & nous, avons en vous & en vos loyautez & prudence entiere confiance, comme plus amplement nous vous ferons entendre par homme exprès que nous enverrons devers vous pour cette cause. Tres chers & bien amez, nostre seigneur vous ayt en sa garde. Escript à S. Just sur Lyon le iv. jour de Mars. LOYSE. ROBERTET. ET CE FAIT, ont esté mandez l'archevesque d'Aix lieutenant du roy en cette ville, les prevost des marchands & eschevins de cetterdicte ville, & le lieutenant criminel; lesquels venus, la matiere a esté mise en deliberation, & a esté ordonné que pour la conservation de cette ville & empeschement que aucuns adventuriers, mauvais garçons & autres gens estrangers puissent entrer en cetterdicte ville, & pour la tenir en bonne obeissance & paix, que toutes les portes de cette dicte ville seront fermées, levez les ponts d'icelles, & les clefs portées

tées en la maison de la ville, fors & excepté les portes de saint Anthoine, de saint Denis & de saint Honoré du costé de la ville, & du costé de l'université les portes de saint Jacques & de S. Victor, qui demourront ouvertes; pour la garde desquelles seront commis aucuns des presidens & conseillers de ceans, de la chambre des comptes, des generaux de la justice, & des bourgeois de cette dicte ville des plus apparens, chacun en son tour, qui seront accompagnez d'un bon nombre d'archiers, d'arbalestriers, arquebusiers de lad. ville, afin que on puisse resister aux adventuriers, mauvais garçons & autres qui voudroient entrer en cette dicte ville. Que les chaînes de la riviere seront tendues de nuit, tant au-dessus que au-dessoubz de la riviere, & celles de la ville prestes à tendre, & les lanternes & lumieres qui avoient esté ordonnées estre mises par cette dicte ville, seront remises; & les guets bourgeois continuez, multipliez & renforcez de gens qui seront bailliez par la ville, si mestier est. Et ne seront aucuns exempts de faire lesdicts guets, tant de nuit, que de jour aux portes qui seront ouvertes, veu la qualité du temps; lesquelles portes seront ouvertes à six heures du matin & fermées à huit heures du soir, & demourront les clefs desdictes portes ez mains des quarteniers. Que le chevalier du guet ira en personne faire le guet ordinaire avec ses gens de pied & de cheval accoustumez. Que commandement sera fait aux passeurs de la riviere & pecheurs, de ne passer aucuns de nuit par la riviere, de tenir leurs bateaux fermez. Que s'il y a aucuns mauvais garçons ou autres, de quelque estat qu'ils soient, qui veussent faire quelque insolence en cette dicte ville, ils seront incontinent punis de sorte que les autres y prendront exemple. Et a esté enjoinct auxdicts prevost des marchands & eschevins de cette ville de se aller tenir, loger & demourer en la maison de la ville, & qu'ils aient avec eux bon nombre de gens prests & en armes, pour promptement pourvoir aux cas occurrens, si aucuns surviennent, & d'aller faire fermer les portes de la ville, & mettre gens pour la garde de celles qui demourront ouvertes. Et ont offert M. Jehan de Selve premier & M. Anthoine le Viste presidens ceans, d'aller garder lesdictes portes chacun en son quartier, dez demain, pour monstrer exemple aux autres. Aussi a esté enjoinct audit prevost des marchands & lieutenant criminel, d'envoyer à ceux qui

tiennent les hostelleries en cette dicte ville, pour leur faire deffense de ne loger aucunes gens sans en advertir ladicte cour, l'archevesque d'Aix, ou ledict prevost des marchands, & sçavoir ceux qui sont logez ezdictes hostelleries, & ordonner auxdicts quarteniers qu'ils sachent chacun en son quartier combien il y a de gens en chacune maison, & qui ils sont, & en facent leur rapport chacun jour auxdicts prevost des marchands & eschevins de la ville; & que lesdicts quarteniers, cinquanteniers & les commissaires se tiendront chacun en son quartier, accompagné chacun commissaire de dix sergens, pour soy donner garde que aucun tumulte ne se face de jour ne de nuit, & pour promptement, s'il advenoit, y donner provision. Aussi que lesdicts prevost des marchands & eschevins seront tenir en ordre l'artillerie de la ville, tellement qu'elle soit munie de toutes choses. Et a esté ordonné que les presidens de lad. cour, ensemble maistres Guillaume Budé maistre des requestes ordinaire de l'hostel du roy, Pierre le Gendre, Nicolas Bracher, Thomas Paschal, Philippes Pot, Adrian du Drac, Jehan Papillon, Christophle Hennequin, Jehan Prevost, Jacques Chevrier, & Pierre Cleutin conseillers ceans, lesquels la cour a commis & commet pour assister à l'assemblée qui se fera l'après-dinée pour cette matiere, se trouveront en la grand chambre du parlement, & seront mandez l'evesque de Paris ou ses vicaires, le chapitre de Paris, les gens des comptes, les prevost des marchands & eschevins d'icelle ville, & les quarteniers, avec une douzaine des plus apparens bourgeois, & les generaux de la justice, pour adviser ce qui est à faire pour la conservation de la ville & autres choses necessaires que'on verra estre à faire. Et oultre a esté ordonné que les ordonnances qui ont esté dernièrement faites en la chambre du conseil & en la maison de la ville à la derniere descente des Anglois, seront apportées ceans pour les voir. Aussi a esté deliberé que M. Nicole d'Origny conseiller en ladicte cour ira ce jourd'huy aux convents des Carmes, Jacobins, Augustins & Cordeliers de cette dicte ville & aux colleges, pour faire roolle des noms & surnoms des religieux estrangers qui sont ezdicts convents, & escoliers estrangers qui sont ezdicts colleges, & sçavoir dont ils sont, & faire deffenses aux prieurs desdicts Carmes, Jacobins, & Augustins & gardien desdicts Cordel-

AN. 1525.

liers & principaux desdicts colleges, de ne donner permission auxdicts religieux & escolliers de partir de cette ville, & de n'en recevoir aucuns autres, sans en advertir ladicte cour, ledict archevesque d'Aix ou ledict prevost des marchands, & pour leur ordonner qu'ils ayent à faire prieres pour la bonne santé & prosperité du roy & de sa briefve delivrance & liberté & conservation de ses royaume & estat.

Assemblée & deliberation sur le mesme sujet.

DUdict jour *post prandium*. Au conseil en la grand chambre, où estoient messeigneurs, &c. Ce jour en ensuyvant la deliberation ce jourd'huy faicte par la cour, les dessus nommez se sont assemblez en la grand chambre de parlement, & après que M. Jehan de Selve premier president de ladicte cour a recité les piteuses nouvelles que madame mere du roy regente en France a escriptes à ladicte cour, de l'inconvenient qui est advenu de la prise dudit seigneur, & que lesdictes lettres ont esté leues, ensemble les lettres que madicte dame a escriptes aux prevost des marchands & eschevins de cette dicte ville, & qu'il leur a déclaré l'avis & deliberation qui avoit esté à ce matin faicte parladicte cour, & ce que on avoit promptement advisé pour la conservation de cette dicte ville, leur a demandé s'il sembloit à la compagnie ou à aucuns d'eux qu'il y eust quelque autre chose à faire; & que le prevost des marchands a dict qu'il avoit esté deliberé en la maison de la ville de mettre en chacune des portes qui demoureront ouvertes une douzaine d'archers, arbalestriers & harquebutiers & quatre bourgeois, avec un ou deux des presidents ou conseillers de ceans ou de la chambre des comptes, pour la garde desdictes portes, & trente ou quarante hommes qui se tiendront & promèneront la nuit alentour des murailles de la ville pour la seureté d'icelle; la matiere mise en deliberation, a esté ordonné que la deliberation ce matin faicte sera gardée, observée & executée reaulment & de faict, & que nul n'en fera exempt, affin que cette ville soit tenuë en paix soubz l'obeissance du roy & de madicte dame & de messieurs les enfans dudit seigneur. Et a esté enjoinct à l'evesque de Paris ou à son vicaire mander par les convents, eglises & paroisses de cette dicte ville qu'ils facent prieres à Dieu, processions

generales & particulieres qu'ils font & ont accoustumé faire du matin & du soir, pour la paix & bonne santé & prosperité du roy, la recouvrance & briefve delivrance, & des princes & autres seigneurs & gentilshommes qui ont esté prins avec luy devant Pavye, & qu'il luy plaïse leur donner bonne patience, & aussi pour madicte dame & mesdicts seigneurs les enfans, & pour la conservation du royaume & de l'estat dudit seigneur. Et que ladicte cour, la chambre des comptes & la ville deputeront vingt personnages, qui s'assembleront chacun jour en la chambre du conseil, & commenceront dez demain, pour pourvoir aux choses qu'ils verront estre à faire, & aux affaires qui pourront survenir pour le bien du roy, du royaume, de la chose publique & de cette dicte ville; ez mains desquels seront mises les ordonnances faictes, tant en lad. chambre du conseil, que en la maison de ville, à la dernière descente des Anglois, pour icelles voir, corriger, diminuer ou augmenter ainsi qu'ils verront estre à faire; lesquels seront supportez & favorisez par la cour en tout ce qui sera possible en attendant que on ait nouvelles de madicte dame; à laquelle ladicte cour & lesdicts prevost des marchands & eschevins de cette dicte ville feront response aux lettres qu'elle leur a escriptes, pour la conseiller & advertir de ce qui a esté faict, & que ladicte cour, la chambre des comptes, prevost des marchands & eschevins, & autres bourgeois, manans & habitans de cette dicte ville veuillent tousjours demourer en l'obeissance d'elle & de messieurs les enfans dudit seigneur, & sont prests de leur obeïr en tout & par tout, & leur offrent corps & biens pour leur faire tout le service qui leur sera possible; & aussi à ce qu'il luy plaïse donner ordre que les gens de guerre qui sont icy alentour ne mangeussent & gastent le pays, se retirent en leurs garnisons pour le soulagement du peuple. Et que on envoie devers le seigneur de Montmorency, luy prier qu'il vueille venir & resider en cette dicte ville, & amener avec luy quinze ou vingt gentilshommes de ceux qu'il connoistra estre gens d'honneur & conseil, pour, si besoin est, les employer pour le service du roy, du royaume, paix & tranquillité de cette dicte ville. Et que ladicte cour escripra aux duc de Vendomois, comte de Guise, & grand senechal de Normandie, qui sont sur les frontieres de Picardie, Normandie, Champagne & Bourgogne,

Bourgongne, & les advertira des provisions qui ont esté faictes, pour les prier qu'ils vueillent advertir ladicte cour journallement de ce qui surviendra en leurs fins & limites, pour en advertir ladicte dame & luy supplier y donner provision.

Reglement pour la forme des élections des intrans & du recteur de l'université.

DUdict jour VII. Mars. Entre M. Jehan Funeret maître ez arts, soy disant esleu en recteur de l'université de Paris, appelllant d'une certaine pretendue election ou conclusion que l'on dict avoir esté faicte par M. Hugues de Fontanier dernier recteur & ses adherans, de la personne de M. Loys Fabry, d'une part; & ledict M. Loys Fabry inthimé, d'autre. Veu par la cour le plaidoyé faict en icelle entre lesdictes parties les 5. & 9. Janvier dernier passé, les requestes faictes, tant par le prieur de Longpont, afin que, attenda les insolences & scandales que l'on a faict par cy-devant en l'eglise S. Julien le Poure en faisant les elections des intrants & recteur de ladicte université, fust pourveu d'autre lieu pour faire lesdictes elections, & neantmoins que ledict inthimé fust tenu reparer les portes, verrieres & autres dommages qui ont esté faicts en ladicte eglise le jour & au moyen de l'election; que aussi par ladicte université, afin que ladicte matiere d'appel fust renvoyée par devant ladicte université pour en décider. Aussi veués les enquestes *hinc inde* receuës pour juger; les reproches des temoins baillées par chacunes desdictes parties, & tout ce qu'elles ont mis & produit par devers ladicte cour; ensemble l'advis & deliberation d'aucuns des quatre facultez de ladicte université pour ce assemblez par ordonnance de ladicte cour, & tout consideré: IL SERA DICT que ladicte cour, pour certaines causes & considerations à ce la mouvant, a retenu & retient la connoissance de ladicte matiere, sans prejudice des droicts de ladicte université en autres causes; & en faisant droict sur ladicte appelllation, a ordonné & ordonne que sans enquerir la verité des faicts desd. reproches, lad. cause & matiere se peut bien juger en definitive; & en procedant au jugement d'icelle cause, lad. cour a mis & met lad. appelllation & ce dont a esté appellé au neant, sans amende & sans despens de lad. cause d'appel & pour cause; & a debouté & deboute lesdicts appellant & inthimé de

leurs demandes; & a ordonné & ordonne que le recteur immediat precedent ledict de* Fontaines, ja commis par ladicte cour, exercera ledict office de recteur durant le temps de ladicte rectorerie, à la charge de rendre compte & reliqua de l'emolument d'icelle rectorerie pardevant l'executeur d'iceluy arrest; lequel commis à ladicte rectorerie assistera à la future election prochaine du recteur, comme a accoustumé faire le recteur. Et neantmoins a ordonné & ordonne ladicte cour, que de *cetero* les elections des intrans se feront, assavoir de celuy de France ez colleges de Navarre & Beauvais, celuy de Picardie ez colleges du Cardinal & de Boncourt, celuy de Normandie ez colleges de Hâcourt & de Justice, *alternatis vicibus*, & celuy d'Allemagne en l'eglise S. Cosme, à un mesme jour, heure de huit heures au matin. Et avant que proceder à faire lesdictes elections, seront leus les statuts concernant l'election desdicts intrans, jurans les elisans desdicts intrans garder & observer en ladicte election lesdicts statuts ez mains du procureur de la nation, & ledict procureur ez mains du plus ancien maître ez arts desd. elisans. Et l'election desd. intrans faicte ainsi que dessus, seront iceux intrans menez & conduits en leurs epitoges, du college où lieu où aura esté faicte ladicte election par le procureur & bedeaux de la nation, jusques à l'eglise S. Julien le Poure; & ce faict lesdicts bedeaux seront tenus aller querir le recteur & l'amener audict S. Julien, & seront presentez lesdicts intrans par lesdicts procureurs de leur nation audict recteur; & après la messe du saint Esprit dicte en ladicte eglise de S. Julien en la maniere accoustumée, en la presence desdicts recteur, intrans & scribe de ladicte université, seront leus les statuts concernans l'election dudit recteur, ensemble ce present arrest; & feront le serment, tant ledict recteur ez mains du plus ancien maître ez arts intrant, que lesdicts intrans ez mains dudit recteur, de avoir gardé & qu'ils garderont en l'election du futur recteur lesdicts statuts sans les enfreindre aucunement. Et lesdicts sermens faicts, iceux quatre intrans seuls entreront incontinent au conclave; & l'election par eux faicte, viendront rapporter finalement audict recteur celuy qui aura esté esleu. Et fera l'ancien recteur jurer le nouveau recteur qu'il n'a baillé ne fait bailler ne promis bailler par luy ne par autre, directement ou indirectement, or,

AN. 1555.

* *Supra*
Fontanier.

AN. 1525.

argent ou autre chose équipollent, pour avoir & obtenir la dignité rectorale, & ce outre les autres sermens qui ont accoustumé estre faicts, tant par ledicts recteurs ancien & nouveau que par les intrants. Et deffend la cour à toutes personnes, de quelque estat & condition qu'elles soient, sur peine contre les laiz & mecaniques de bannissement & du fouet, & quant aux escolliers, sur peine pour la premiere fois d'estre suspendus à un an, & pour la seconde fois à deux ans, & pour la troisieme, d'estre privez *perpetuè* des privileges, matricules & droicts de degrez & nominations de ladicte université, de ne se trouver ou assister ezdictes elections, s'ils ne sont de la qualité contenuë ezdicts statuts; & quant à ceux qui pretendroient ou seroient élus recteurs ou intrants, qui contreviendront aucunement auxdicts statuts, de privation à jamais desdicts privileges, matricules, droicts & degrez de nomination de ladicte université, sans pouvoir estre rappelez; & desdictes privations & suspensions sera fait registre par le scribe de ladicte université; & ce sans aucunement déroger ez autres statuts contenus, tant en la reformation du cardinal d'Estouteville, que ez registres de ladicte université & faculté des arts non contraires & dérogeans aux statuts cy-après inferez. Et ordonne la cour que un nommé de Hartigua Gascon & M. Girard de Chefdeville seront adjournez à comparoïr en personne en ladicte cour, pour respondre au procureur general du roy à telles fins & conclusions qu'il voudra eslire contr'eux, & que ce present arrest sera mis à execution aux despens de ce qui restera du *reliqua* du compte dudit recteur commis, & le reste du *reliqua* sera employé aux reparations de ladicte eglise S. Julien le Poure selon l'ordonnance de l'executeur dudit arrest. Et enjoinct la cour au procureur general du roy & procureur de ladicte université de poursuivre l'execution & faire executer ce present arrest; à la fin duquel seront inscrits & incorporez les statuts de ladicte université concernans les elections desdicts recteur & intrants, que la cour a ordonné estre entretenus de point en point selon leur forme & teneur, sur les peines dessusdictes.

Les predicateurs avertis de prescher discrettement.

DUdict jour VII. Mars. Ce jour la cour a ordonné que M. Jehan de Selve premier president enverra ce jourd'huy querir en la maison les prescheurs qui preschent en cette ville, pour leur dire qu'ils ayent à prescher sagement & discrettement, & à provoquer le peuple à devotion & à amitié les uns envers les autres & envers ceux qui ont la charge & l'administration de la chose publique, & que la justice leur sera aussi bien administrée qu'elle fut onques, sans charger ne mal dire de ceux qui ont eu l'administration du royaume par cy-devant, & tenir le peuple en bonne esperance & le porter à union.

Les portes de la ville gardées.

DUdict jour. Ce jour, pour ce que MM. Jehan de Selve premier president, & Anthoine le Viste aussi president en la cour de ceans offrirent hier à l'assemblée qui fut faicte, d'aller ce jourd'huy garder les portes de la ville, pour commencer à mettre à execution la deliberation qui en avoit esté faicte, sont allez, sçavoir ledict de Selve premier president ouvrir & garder la porte S. Victor, & ledict le Viste la porte S. Anthoine. Et pour ce que aucun president n'est venu en ladicte cour, on a mandé M. Charles Guillard president en icelle, lequel après qu'il a esté venu, a déclaré qu'il estoit occupé pour les affaires du roy en la chambre du conseil; au moien de quoy a esté ledict de Selve premier president mandé, & l'a la cour envoyé querir; lequel venu, M. Nicole d'Origny conseiller en ladicte cour a recité qu'il avoit esté aux convents de cetterdicte ville & en aucuns colleges pour avoir les noms & surnoms des religieux & escolliers estrangers, en ensuyvant la deliberation le jour d'hier faicte, & les a baillez par roolle. Et a esté ordonné que ce jourd'huy après dîner la matiere seroit mise en deliberation en la chambre du conseil, pour sçavoir si on doit chasser & mettre hors de cetterdicte ville les religieux, escolliers & autres estrangers qui ne sont du pays du roy.

*L'assemblée delibere sur le sujet des religieux
& escoliers estrangers.*

D Udict jour *In camera consilii post prandium.*

M. de Selva primus,
M. C. Guillart, presidens.
L'archevesque d'Aix,
M. G. le Coq,
M. M. de Longuejoë,
M. N. d'Origny, maîtres des requestes,
M. J. Papillon,
M. J. Prevost,
M. Th. Pascal,
M. J. Nicolas, president des comptes,
M. N. Herbelot,
M. Badouvillier,
M. Dupré, maîtres des comptes,
M. Philippes Ruzé, receveur general,
Le doyen de Paris,
L'archediacre de Brie,
Salissier,
Levys,
L'abbé de Ste. Genevieve.

Ce jour, en la chambre du conseil, où estoient les dessus nommez, ont esté leus les rolles des noms & surnoms des religieux & escolliers estrangers qui sont de present en cette ville.... A ESTE' ORDONNE' que pour le present on differrera de mettre lesdicts religieux estrangers hors de cetted. ville, mais que on advertira les prieurs des Carmes, Augustins, Jacobins, gardien des Cordeliers & principaux des colleges de cette dicte ville, de ne donner permission auxdicts religieux & escolliers d'eux en aller hors de cettedite ville, ne escrire hors du royaume, sans en advertir ladicte cour ou le prevost des marchands; & que dorenavant les religieux, escolliers & autres estrangers ne seront receus en cettedite ville, mais seront renvoyez d'où ils viendront.

Le seigneur de Montmorency mandé par le parlement, vient au secours de la ville.

D U xi. Mars en la salle vert.

M. J. de Selva premier president,
L'archevesque d'Aix,
Le sire de Montmorency,
M. Ch. de la Vernade maistre des requestes,
M. Th. Pascal, M. Phil. Pot, M. N. Bracher, M. J. Prevost, M. A. Verjus, M. J. Briçonnet president des comptes, M. N. Violle & M. J. Teste maîtres des comptes,

Le receveur general,
M. Merlin & M. Levys vicaires de l'evesque de Paris,
Le prevost des marchands,
M. J. le Clerc eschevin,
M. Jerosme de Marle,
M. Loys de Harlay,
Robert le Lieux,
Nicolas Hennequin,
M. Guillaume Cappel pour l'université.

Ce jour est arrivé en l'assemblée messire Guillaume de Montmorency chevalier de l'ordre, seigneur dudit lieu, lequel a dict qu'il avoit entendu l'inconvenient qui est survenu au roy & au royaume, qui est si grand, que impossible est de plus, & qu'il a receu les lettres que la cour luy a escriptes par M. Mathieu de Longuejoë conseiller du roy & maistre des requestes de son hostel, par lesquelles on luy mandoit qu'il vinst en cettedite ville pour adviser à la conservation d'icelle & aux affaires du roy & du royaume; & mercie la cour de l'honneur que on luy a fait de le mander; qu'il n'est si tost venu qu'il eust bien voulu, pour aucunes ses affaires; & qu'il seroit bien aise qu'il pust estre en la compagnie pour pourvoir aux affaires, & meismement aux choses si grandes que cette cy; & qu'il est delibéré de y employer sa puissance, son corps & ses biens, & n'y rien espargner pour faire service au roy, au royaume, à la chose publique & à la ville de Paris, à laquelle il est fort tenu, & mettra tout ce qu'il pourra pour pourvoir & adviser au fait du royaume & de ladicte ville, & est prest de faire tout ce que l'on luy commandera; il a amené avec luy deux ou trois personages qui se connoissent au fait de la guerre, & y ont esté toutes leurs vies nourris, nommez Raconny, Vièrne & qui

seront pour faire service à ladicte ville, & les fera aller par tout où ceux de ladicte ville voudront, &c. Sur ce point est arrivé le tresorier du duc de Vendosmois, qui a dict qu'il est venu en ladicte assemblée, pour ce que ledict duc son maistre l'avoit laissé en cetté ville, & lui avoir commandé qu'il se retirast devers ladicte assemblée, pour sçavoir si on luy voudroit rien mander. A quoy l'archevesque d'Aix luy a respondu qu'il n'y estoit rien survenu depuis le parlement dudit duc de Vendosmois, sinon quelques paroles qui avoient esté dictes aux escolliers Souysfès, &c. Et a esté ordonné que tous les articles & deliberations qui ont esté cy-devant faites, tant en la maison de la

AN. 1525.

ville, que au conseil, seront montrées & communiquées audict sire de Montmorency, qui les pourra communiquer aux gens qui sont en sa compagnie, qui se entendent au fait de guerre, afin que s'il y faut aucune chose corriger, ledict de Montmorency en advertisse la compagnie pour y adviser & pourvoir; ce que ledict de Montmorency a dict qu'il feroit volontiers.

Ordre aux quarteniers de se loger aux portes de la ville.

L Edict jour le prevost des marchands a dict que en la maison de la ville on avoit advisé que les quarteniers qui ont les clefs des portes S. Denis & S. Jacques, qu'il faut qui s'ouvrent, tant de nuit que de jour, pour les postes, afin qu'ils ne soient retardez, iroient loger ez dites portes pour la sureté de la ville; & là où ils ne le pourroient ou voudroient faire, ils seroient contraincts mettre des bourgeois de la ville, gens de bien, loger ez dites portes, qui seront payez aux despens de ladicte ville, & auxquels icelle ville baillera gens & archers tels qu'ils voudront pour leur seureté, desquels bourgeois lesd. quarteniers seront responfables, mais que iceux quarteniers s'excusent de loger ezd. portes, pour ce que ils sont vieux & ne le peuvent faire, & se veulent descharger de leurs offices & estats, & dient qu'ils ne bailleront aucuns bourgeois en leur lieu dont ils soient responfables, mais volontiers en nommeront qui seront gens feurs & gens de bien, & que ladicte ville les accepte; ce que ledict prevost des marchands & eschevins ne font déliberez faire; car s'ils les acceptoient, ils en seroient tenus respondre, & est la charge desdits quarteniers de respondre de leurs portes. A quoy a esté respondu audict prevost des marchands par l'archevesque d'Aix, que luy & les eschevins de la ville y pourvoient: & aussi que les postes qui viendront pour les affaires du roy & du royaume, puissent incontinent entrer en cette ville, & soient menez en la maison de la ville & despeschez, sans estre aucunement retardez; mais que les postes particulieres qui ne vont pour les affaires du roy, que on ne les laisse aller, & qu'on ne leur donne passage.

Soins du seigneur de Montmorency pour la seureté de la ville.

DU Lundy xiiii. jour de Mars, mané. Ce jour messire Guillaume de Montmorency chevalier de l'ordre, seigneur dudit lieu, est venu en la cour de ceans, auquel messire Jehan de Selve premier president a dict &c. A quoy ledict de Montmorency a fait response, que de sa part il fera tout ce qu'il pourra, & fault garder cette ville; car il luy souvient que du temps du bien public il ouyt dire au roy Loys XI. avec lequel il estoit en la compagnie du feu sieur du Bouchage & autres gros & grands personages, qu'il falloit qu'il gardast la bonne ville de Paris, & que s'il plaisoit à Dieu qu'il y pust entrer le premier & auparavant ses ennemis, il se sauroit & sa couronne sur sa teste; mais que si ses ennemis y entroient premiers que luy, il seroit en danger; & que lors toutes les autres villes du royaume se vindrent offrir à cette ville pour lui faire service, & se gouvernerent en la forme & maniere comme fit cettedite ville; & que tout ainsi il pense que seront à présent les autres villes du royaume, & mesmement les villes prochaines, si les prevost des marchands & eschevins de cettedite ville & autres qui ont l'administration & gouvernement d'icelle, se conduisent par le conseil d'icelle cour.

Processions generales desdennies, processions particulieres.

DU xv. Mars. Ce jour M. Jacques Merlin curé de la Magdelaine & vicaire de l'evesque de Paris a dict que ledict evesque luy a dict avoir donné charge de faire son excuse de ce qu'il ne s'estoit trouvé à l'assemblée, ce qu'il n'avoit peu faire pour aucunes affaires urgentes qui lui estoient survenues, & qu'il avoit receu lettres de madame mere du roy regente en France, par lesquelles elle luy mandoit qu'il eust à faire faire processions generales & particulieres, tant en cettedite ville, que par tout son diocese, pour la prosperité & santé du roy, sa prompte & bonne delivrance, conservation de ses royaume & estat; lesquelles lettres il envoya à l'assemblée, afin que ils advisent si on fera lesdites processions generales, ou si on continuera celles qui ont esté commencées, qui se font en chacune paroisse deux fois la semaine particulièrement.

ticulierement. Et après que lesdictes lettres ont esté leues, la matiere mise en deliberation, a esté advisé que pour éviter à ce que aucunes grosses assemblées ne se fassent en cette ville de Paris, de peur du tumulte & insolence, & aussi pour la peste qui commence à venir en cettedite ville, on ne fera aucunes processions generales, mais seront faictes & continuées les processions particulieres par les paroisses, qui se font deux fois par sepmaine & par divers jours, & que chacun jour seront faictes prieres, tant par lesdictes paroisses, que les convents & religieux de cettedite ville & diocese de Paris, tant pour la santé & prosperité du roy & sa briève delivrance, que de madiete dame & messieurs les enfans dudit seigneur, & pour la conservation & entretenement du royaume & de ceux qui ont l'administration de la chose publique.

Les paysans s'arment contre les troupes.

DU Jeudy xvi. Mars. En l'assemblée en la salle vert, le baron de Montjay qui avoit esté envoyé devers les capitaines des bandes tenans à present les champs allentour de cette ville, a dict qu'il est allé à Victry & aux villages circonvoisins, pour cuider trouver lesdictes bandes, lesquelles il n'a jamais sceu ataindre; bien a trouvé les peuples sur les champs assemblez & en armes, ayans arbalestes, arquebuttes & autres bastons de guerre, mais desdictes gens de guerre n'en a veu aucuns; a bien sceu qu'ils sont allez en la ville de Corbeil, & ont passé par icelle quatre à quatre, cinq à cinq, & tout ainsi que ceux de ladicte ville ont voulu; qu'il a sceu que le peuple sur les champs est fort esmeu, & qu'il y a eu quelques gens près Ville-neuve-S. Georges qui ont esté tuez, & jusques au nombre de dix-huit à vingt; & dict que en un village nommé Rys il en vit porter trois en terre. De là s'en alla pour trouver lesdicts gens de guerre, mais il n'en sceut avoir nouvelles; demanda qui estoient lesdicts gens de guerre, & trouva un honeste homme qui luy dict que c'estoit la compagnie du comte de Guise qui se retireroit en Champagne, & que celui qui conduisoit ladicte compagnie avoit perdu un jeune gentil-homme son parent, qui avoit esté tué par les paysans, & perdu huit grands chevaux & un mullet; trouva depuis un archer & un gendarme de la compagnie, qui luy dirent qu'ils avoient perdu lesdicts chevaux, dont y en

a trois à Victry, & à deux villages près dudit Victry un cheval en chacun & un mullet, & à Athis trois autres grands chevaux; lesquels il a baillé en garde à ceux qui les tiennent, & leur fit commandement de n'en vuider leurs mains jusques à ce qu'il en fust ordonné par le conseil; ne sçait d'où est venu la noise, & ne s'est de riens informé, pour ce qu'il trouva des paysans qui luy dirent que on le tue-roit; mais seulement luy fut dict que lesdicts gens de guerre crioient: *Vive Bourbon*; au moyen de quoy la commune s'es-toit mutinée; a fait toute diligence qu'il a peu pour trouver lesdicts gens de guerre; mais il n'a sceu, pour ce qu'ils vont en grand diligence, & font chacun jour fix à sept lieues; par quoy n'a peu accomplir ne faire les commandemens qui lui estoient ordonnez par la cour. Ce fait messire Guillaume de Montmorency a dict que Guillaume du Chastellet seigneur d'Haraucourt, qui a la charge de ladicte compagnie, a escript lettres à l'evesque d'Auxerre, par lesquelles il luy mande que en ensuyvant le commandement du comte de Guise gouverneur de Champagne son maistre, il a fait retirer toutes les bandes de son gouvernement, & a trouvé la compagnie dud. comte de Guise près de Verneuil au Perche, & en soy retirant en Champagne a fait grosses diligences, comme sept à huit lieues par jour, en ensuyvant le commandement qui luy avoit esté fait par ledict comte de Guise; qu'il est venu loger à deux ou trois lieux près de Ville-neuve-saint-Georges, mais que trois ou quatre cens paysans sont sortis & se sont jettez sur aucuns leurs logis à l'escart, ont bleccé & tué aucuns de leurs valets, rompu coffres & emmené huit grands chevaux & un mullet; & quand il ouyt l'alarme, il sortit après eux, les trouva en bataille, & leur donna la chaffe, pensant recouvrer lesdicts huit grands chevaux & mullet, ce qu'il ne put faire, & s'esbahit de ce que on luy a fait cet oultrage & à ladicte compagnie, veu que jamais ils n'avoient fait desplaisir aux paysans, & requiert qu'on s'enquiere par tout où il a logé & ladicte compagnie, s'il a mal vescu, ne autre de ladicte compagnie, & en veut respondre, & que on en face information; il prie l'evesque d'Auxerre en voulloir advertir la cour. Après que lesdictes lettres ont esté leues, la matiere mise en deliberation, a esté advisé que on suppliera la cour bailler commission à un huisfiet d'icelle, pour informer sur les

AN. 1525.

choses dessusdictes & comme elles sont advenues, & que on en voyera avec ledit huissier deux archers de cette ville pour aller querir lesdits huit grands chevaux & mulet, & les mettre en quelque bonne hostellerie de cette dicte ville pour les faire nourrir & penser, pour après en estre ordonné par ladicte cour ainsi qu'elle verra estre à faire par raison, & que on en advertira ledit comte de Guise.

Reglement pour les grands hostels inhabités.

DUdict jour. Le prevost des marchands a dict à l'assemblée qu'il y a en cette ville plusieurs grandes maisons tout ouvertes, qui sont en ruine & en decadence, ezquelles il n'y a aucuns demourans, & où plusieurs mauvais garçons se pourroient retirer & eux fortifier, comme l'hostel la Roïne, la maison de Rouen, l'hostel de Nevers & autres; & est besoin d'y pourvoir, & fault savoir si on contraindra ceux à qui elles sont de les reparer, clorre & fermer. La matiere mise en deliberation, a esté advisé que pour le present on ne contraindra pas ceux à qui sont lesdites maisons de les bastir & reparer, mais que on leur fera faire commandement d'y faire faire portes & les faire clorre & fermer, & y faire mettre gens, afin que aucuns mauvais garçons ne y puissent entrer.

Deputés des trois estats de la ville envoyés à Lyon.

DU xx. jour de Mars en la salle vert. Ce jour le prevost des marchands a dict que en ensuivant la deliberation qui fut faite en la salle vert Jeudy dernier, fut le lendemain faite assemblée en la maison de la ville, où l'evesque de Paris, messire Guillaume de Montmorency, ledit prevost des marchands, les eschevins, les vingt-quatre conseillers, & plusieurs bons & gros marchands & autres de la ville se trouverent; furent nommez trois personnages pour envoyer devers madame mere du roy, regente en France, sçavoir est M. Pierre Cleutin conseiller du roy en la cour de parlement & president ez enquestes d'icelle pour la justice, M. Jacques Merlin docteur en theologie curé de la Magdelaine pour l'eglise, & Robert le Lieur pour la marchandise; que Nicolas Hennequin eut quelques voix, mais qu'il passa audict le Lieur; que on ad-

visa de leur faire lettres missives, memoires & instructions adressans aux ducs d'Alençon & de Vendosme, messire Anthoine du Prat chevalier chancelier de France, & messire Florimond Robertet chevalier tresorier de France; mais que ledit le Lieur s'est excusé; à quoy il plaira au conseil de pourvoir, &c. Ledit le Lieur a dict qu'il est occupé aux affaires qui regardent le bien public, & entr'autres qu'il a ordre de madame la regente de fournir de sel Fere en Tartenois, & de plus est chargé de sa mere & de douze enfans, &c. Ledit de Montmorency a dict que messire François d'Allegre chevalier seigneur de Precey & Adam Fumée conseiller du roy & maître des requestes ordinaire de son hostel, que madicte dame a envoyez en cette ville, sont arrivez; qu'il pense qu'ils iront demain à la cour, & Mercredi à la ville, & pourra on avoir advertissement; & semble que l'on doit attendre à sçavoir ce qu'ils voudront dire, premier que d'envoyer vers madicte dame; & que après qu'ils auront esté ouys, on pourra faire assemblée de ville & eslire quelque autre audict hostel, ou lieu dudit le Lieur. A dict led. prevost des marchands que si on eslir, il faut y envoyer un homme d'esprit & de conduire; mais qu'il craint que ceux que on pourray après eslire se veuillent excuser, ainsi que ledit le Lieur. La matiere mise en deliberation, a esté advisé que Mercredi prochain se fera assemblée de ville pour ouyr lesdits d'Allegre & Fumée, pour, iceux ouys, sçavoir si on enverra vers madicte dame; & s'il se trouve que on y doit envoyer, sera faite nouvelle election d'aucun de cette dicte ville pour aller devers madicte dame, & que ceux qui seront esleus ne seront receus à eux excuser, & que le plus tost que on pourra on les fera partir.

La princesse regente envoie vers le parlement & la ville.

DU Mardy xxij. jour de Mars, au conseil en la grand chambre, où estoient messeigneurs, Messire Jehan de Selve premier, &c.

Ce jour, toutes les chambres assemblées, sont venus en la cour de ceans messire Guillaume de Montmorency chevalier de l'ordre, seigneur dud. lieu, messire François d'Allegre chevalier seigneur de Preci & comte de Joigny, conseiller & chambellan ordinaire du roy, & grand maître

stre des eaux & forests de ce royaume, & messire Adam Fumée chevalier seigneur des Roches, aussi conseiller dud. seigneur & maistre des requestes ordinaire de son hostel. Et après que led. Fumée a dict que la tres doulente mere du roy regente en France envoyoit lettres missives qu'il a exhibées, portant sur eux creance, données à S. Just sur Lyon le vii. jour de Mars, & qu'elles ont esté leues, ledict d'Allegre a dict que peu après les piteuses & ruineuses nouvelles madiète dame envoya querir ledict Fumée & luy, & qu'il ne se scauroit garder de mauldire ceux qui ont donné un si ord & fâche conseil au roy, que de passer delà les monts, & qu'il pense que quand les choses seront bien entendues, il n'y aura celuy qui soit en ce royaume qui ne die *amen amen*, & qu'il n'y a celuy de la compagnie presente qui ne le die en son cœur, que en en suivant son commandement ils s'en allerent devers madiète dame en sa chambre, mais elle estoit en sa garderobe, & peu après elle sortit, & la trouverent en la voyant en sa contenance en une douleur si tres ineffimable, que impossible est de plus, & avec ce en une vertu si grande & un si bon vouloir pour résister aux ennemis & leurs entreprises, recommander & pourvoir aux affaires qu'elle a sur les bras, qui sont à present merveillex, qu'il semble qu'elle soit inspirée de Dieu; qu'elle les appella & leur demanda s'ils voudroient bien prendre la peine de venir vers la cour & ceux de cette ville de Paris pour le bien du roy, d'elle & de messieurs les enfans dudict seigneur, & du royaume; à quoy ils luy firent response que il n'y auroit celluy d'eux qui ne s'employast pour faire service de corps & de biens &c. qu'elle leur commanda d'aller devers messire Antoine du Prat chevalier, chancelier de France, qui leur donneroit instructions de ce qu'ils auroient à faire; qu'ils allerent vers luy, & qu'il leur bailla lesdictes instructions audict Fumée, qui pourra dire ce qu'elles portent. Et ce fait, a led. Fumée dict que la très-doulente mere du roy regente en France, *cujus animam doloris penetravit gladius, & cujus commota sunt viscera, filius enim est pars viscerum matris, conqueritur de filio captivo, &c.* & que le principal mandement qui leur a esté baillé, est de supplier la cour de regarder tous les moyens qu'ils pourrout trouver pour la conservation du royaume; que la principale esperance que a madiète dame est à ladicte cour,

& après eux à ceux de la ville de Paris, auxquels le roy recommandoit madiète dame & messieurs ses enfans, & luy a mandé qu'elle se retire en cette ville, & qu'elle y amene messieurs ses enfans; & sont les paroles que le sire de Montpezat luy a apportées dernièrement qu'il est venu, &c. qu'elle a donné ordre au paiement de la gendarmerie & aussi des cours souveraines & autres officiers de ce royaume, &c. qu'elle est deliberée de se conduire & gouverner par le conseil de ladicte cour, parce qu'ils ont tousjours esté feaux & loyaux, & se confie en leur prudence, &c. qu'elle ordonna que les prisonniers qui estoient detenus par l'ordonnance du roy, tant en la conciergerie de ceans, qu'ailleurs, seroient delivrez, fors & exceptez ceux qui estoient detenus pour le fait de messire Charles de Bourbon, lesquels elle vouloit qui fussent bien traictez, & que on ne les eslargist, mais que on leur baillast la plus grande liberté que on pourroit, mesme au seigneur Descars, que on le laissast aller par les galleries; & quant est de messire Emard de Prie, que s'il n'estoit bien logé, on le mist en quelque bonne maison & en beau lieu, &c. Et ce fait se font lesdicts de Montmorency & d'Allegre retirez; & s'en font allez lesdicts d'Allegre & Fumée, accompagnez de M. Nicolle Mallon greffier criminel, delivrer les prisonniers qui sont en la conciergerie de ceans par ordonnance du roy, & non ceux qu'il est par ordonnance de ladicte cour.

Du Lundy xxvii. jour de Mars au conseil en la grand chambre. Ce jour, toutes les chambres assemblées, messire Guillaume de Montmorency chevalier de l'ordre seigneur dudict lieu est venu en la cour de ceans, qui a dict qu'il a receu lettres missives de madame mere du roy regente en France, par lesquelles elle luy escript qu'il les sollicite d'envoyer devers elle, sçavoir est ladicte cour un president & deux conseillers, & de la ville un eschevin & deux notables personages, pour voir & entendre ce que a esté jusques ici fait & sera cy-après, pour après à la verité en advertir ladicte cour, comme ceux qu'elle est bien assurée qu'ils desirent le bien, honneur, union & repos dudict royaume & la liberté & delivrance dudict seigneur, comme vrais & loyaux serveurs & subjets dudict seigneur; & que madiète dame en escript à ladicte cour; & a presenté les lettres données à S. Just sur

AN. 1525.

Lyon le XVIII. Mars. Après la lecture desquelles, ledit de Montmorency retiré, la matiere mise en deliberation, ont esté élus pour aller devers madicte dame messire Jehan de Selve chevalier premier president, & maistres André Verjus & Jehan Prevost conneillers en ladicte cour.

*Reftabliffement des ponts levis à S. Cloud,
S. Mauv, &c.*

DU XXVIII. Mars. Ce jour le prevost des marchands a dict à l'assemblée que anciennement au pont saint Cloud, Charenton, S. Mor, Pissy, Pontoise, Gournay, sainte Maxence & autres en cette ville souloit avoir des ponts-levis, & que feu messire Pierre le Gendre en son vivant chevalier tresorier de France les fit abatre, & les fit remplir tant de bois, que de pierre, pour ce qu'ils coustoient trop à les entretenir; & veu le temps tel qu'il est, il seroit bon de les remettre en leur premier estat & deu, & que l'archevesque d'Aix lieutenant du roy en cette ville se transporterait sur les lieux pour les faire refaire, & y faire faire des ponts-levis pour la garde, tuition & deffense de cette ville. La matiere mise en deliberation, a esté advisé que lesdits ponts-levis seront refaits & remis en leur premier estat & deu, & que l'archevesque d'Aix lieutenant du roy en cette ville se transportera sur les lieux pour les faire refaire, & que l'on priera messire Nicole de Neufville chevalier tresorier de France de faire fournir deniers pour faire refaire lesdits ponts-levis.

Cedit jour le prevost des marchands a dict que la ville avoit esleu pour aller vers madame mere du roy, sire Guillaume Segulier eschevin, M. Pierre Cleutin conseiller en la cour du parlement & president ez enquestes, & M. Charles de Montmiral advocat en ladicte cour & conseiller de ville, qui sont prests de partir quand plaira au premier president & autres deputez de ladicte cour de eux en aller.

Vifite des ponts des environs de Paris.

DU XXXIX. Mars, *post prandium*, en la salle vert. L'archevesque d'Aix a dict à l'assemblée qu'il fut hier parler à messire Nicole de Neufville chevalier, tresorier de France, du fait des ponts, en ensuyvant la deliberation le jour d'hier

faicte, & qu'ils concluerent ensemble que ledit de Neufville luy baillera le receveur des barrages, le gruffier & le maistre des œuvres de charpenterie, & qu'il le transportera avec eux sur les lieux pour voir ce qui est necessaire faire, & feront articles qu'ils enverront à madame mere du roy regente en France, affin qu'elle donne ordre de leur faire delivrer argent pour faire lesdits ponts-levis, car ledit de Neufville n'a aucuns deniers presentement en sa charge; & est deliberé ledit archevesque de vacquer au fait desdicts ponts, & s'y transporter de demain matin.

Deliberation pour raser les voiries.

L Edit jour messire Jehan Briçonnet chevalier, president en la chambre des comptes, a dict à l'assemblée que l'on ne donne point provision aux voyeries qui sont allentour de cette ville, & y en a qui sont fort haultes, & n'y remedie-on point, & en pourroit arriver dangier, & qu'il y a gens en cette ville qui ne demandent que leur vie à gagner, & querant leur pain, & seroit bon de les faire besongner pour applanir lesdictes voyeries; & qu'il y a beaucoup de gens de bien en cette ville qui aimeroient beaucoup mieux faire leurs aumosnes à ceux qui besongneroient pour le bien public, & à une chose d'importance, comme est celle-là, qu'ils ne feroient à d'autres qui demoureroient en oisiveté, & que aisément on pourra quester leur vie, & y fault prononcer. A dict l'archevesque d'Aix que quand dernièrement on eut la peur des Anglois, cette matiere fut mise en deliberation, & furent lesdictes voyeries visitées, & trouva-on que ce sont chasteaux & forteresses contre la ville de Paris; & depuis vindrent le duc de Vendosmois & le sire de Brion, qui y menerent gens, qui se trouverent d'opinion contraire, & adviserent à y faire faire des fosses & des bastillons pour y mettre gens & artillerie; & après que on eut commencé à le faire, vindrent en cette ville le sire de la Trimouille & sire de S. André & d'autres capitaines, & les pria ledit archevesque de voir lesdicts bastillons & lesdictes voyeries, & quand ils les eurent veus, ledit de la Trimouille lui dict, que ce qu'ils faisoient estoit totalement contre cette ville, & faisoient des forteresses pour la battre; qu'il estoit vray que si Paris estoit une petite ville, lesdicts bastillons serviroient, mais

mais veu la grandeur qu'elle a, ils ser-
viroient beaucoup plus aux ennemis que
à ceux de ladicte ville; au moyen de quoy
tout cessa, & dez lors fut delibéré de les
abattre & applanir, & que qui le pour-
roit faire, c'est une chose autant requise
qu'il en a point; que les maîtres des œu-
vres ont haulsé les chemins allendroit
de la porte S. Honoré au-devant des fos-
sez nouveaux, & fait des voyeries qui
sont plus haultes que les murailles de la
ville, & ont tout gasté. M. Jehan Teste
maître des comptes, qui se trouva cette
fois avec le sire de Bayart qui s'en alloit
à S. Denis, & voyant ledictes voyeries,
luy dict qu'il falloit qu'elles fussent ras-
sées, & ne sçavoit que pensoient les
François, qu'ils ne fortifioient la ville
de S. Denis, qui est en lieu le plus aisé à
fortifier qui soit en son pays, car ce ne
sont que marecages; & que si ladicte ville
de S. Denis estoit fortifiée, on pourroit
aisément garder cette ville depuis la por-
te S. Honoré jusques à la porte S. An-
thoine; de sorte que les ennemis n'en
oseroient approcher; & luy semble qu'il
seroit bon que le sire de Montmorency,
après qu'il fera de retour en cette ville,
se transportast audict lieu de S. Denis,
& menast avec luy gens à ce connoissans,
pour voir si on pourroit fortifier ladicte
ville, & aussi qu'il visirast led. voyeries,
pour regarder le moyen de les faire abat-
tre. A dict Nicolas Hennequin que à
la dernière descente des Anglois, cette
matiere mise en deliberation, où messire
Anthoine du Prat chevalier chancelier
de France & autres plusieurs personna-
ges estoient, fut trouvé que on devoit
abattre ledictes voyeries, & fut parlé du
moyen de le faire, & advisé que on con-
traindroit les gens oisifs de y besongner,
& leur bailleroit-on argent pour ce faire;
mais qu'il y eut quelqu'un qui dict que
si on y faisoit grosse assemblée, ce seroit
une briganderie, & que si on assembloit
six ou sept cens personnes pour y be-
songner, ils y seroient au bout de deux
jours plus de deux mil, & seroit pour
faire une mutinerie & pour piller cette
ville, au moyen de quoy tout demoura;
& si on vouloit faire abattre ledictes
voyeries, il faudroit avoir gens deputez
qui auront la garde de ceux que on con-
traindroit à y besongner, & faut bien
adviser le moyen. La matiere mise en de-
liberation, a esté ordonné que ledictes
voyeries seroient abatrues reaument &
de fait, & que chacun de la compagnie
pensera en sa conscience le plus aisé

Tome II. Part. II.

moyen que on pourra pour ce faire, pour
après le retour du sire de Montmorency
en estre ordonné comme on verra estre le
mieux.

Visite des ponts de S. Cloud, &c.

DU Samedy 1. jour d'Avril M. D.
xxiv. avant Pasques, *post prandium*,
en la salle vert. Ce jour l'archevesque
d'Aix a dict à l'assemblée qu'il est allé
au pont S. Cloud, & y mena deux ou
trois maîtres des œuvres, le controlleur
desdictes œuvres, & receveur du barra-
ge, & Claude Sanguin eschevin, trou-
verent deux arches dudit pont qui s'en
vont tomber, & que à celle qui est au
milieu du pont y faut une grande repa-
ration; que la tour dudit pont est en
ruyne & sont le planché & la couver-
ture d'icelle tombez; il y a une arc fait,
où il y avoit anciennement un pont-le-
vis, qu'il faut rompre & le mettre en
son premier estat; il y a aussi un pont
dormant qu'il faut oster; que ledictes mai-
tres des œuvres ont regardé ce qu'il faut
faire audict pont, & ont tout mis par
articles, lesquels il n'a recouvert, mais
il les recouvrera aujourd'hui s'il peur,
& les faudra envoyer à madame mere
du roy regente en France, pour recou-
vrer argent pour faire reparer ledict pont,
qui sera aisé à faire, parce que on pourra
prendre le bois en la forest de Laye, &
pourra facilement venir par la riviere,
& ne faudra achapter, qui seroit la plus
grosse despenfe. Est aussi ledict archeves-
que allé avec les dessusdicts au pont Cha-
renton, où il y a une belle tour, mais
elle est fort ruynée, & y faut faire un
pont levis; y a un arc ouvert qu'il faut
abattre, & en laisser une moitié ouvert
pour faire ledict pont-levis; & l'autre
moitié en faudra faire un fort qui sup-
portera ledict pont-levis & le reste du-
dict pont; y a du costé de delà un pont
dormant qui est une bonne chose; mais
du costé du village il y faut faire des
portes; & il y a quatre petites tours, que
fit faire feu messire Pierre le Gendre en
son vivant chevalier tresorier de France,
qui ne servent que de monstre, qu'ils re-
garderent les reparations necessaires qu'il
falloit audict pont, & les firent aussi
mettre par articles; & trouverent que
chacun desdicts ponts de S. Cloud &
Charenton coustera bien quinze cens li-
vres, & que quand on n'auroit jamais
guerre, si faut-il faire ledictes repa-
rations, car ledicts ponts s'en vont par

O o o o ij

AN. 1525.

terre, & est une chose nécessaire pour le bien public; car s'ils estoient tombez, on seroit contraint de passer en bateaux, qui seroit merueilleux coult. De là s'en allerent au pont S. Maur, où ils trouverent qu'il n'y eut jamaïs pont-levis, ouquel il y a un pont dormant fort grant, & lequel on pourroit bien-tost abattre si les ennemis venoient, pour empêcher qu'ils ne passassent la riviere de Marne; & que au chemin qui va dudict pont de S. Maur au bois de Barliennes, il y a la tour de Beaulté qui bat le long de lad. riviere de Marne, qu'il pense avoir esté faicte exprès; & que si elle est réparée, percée & fortifiée, ce sera une bonne chose & qui pourra beaucoup servir. Qu'il y a d'autres ponts ici allentour, où il n'a point esté, comme ceux de Poissy, Pontoise, sainte Maxence & Gournay; qu'il seroit bon de les envoyer visiter, & que messire Nicole de Neufville tresorier de France y envoie les maîtres des œuvres, qui pourroient mettre par escript ce qu'ils trouveront estre requis auxdicts ponts, & après on le pourra envoyer à messire Jehan de Selve premier president qui s'en va devers madite dame, pour luy en parler, car ce sont choses nécessaires & qui serviront mesme en temps de paix; & en temps de guerre, si les tours desdicts ponts estoient habillées, elles barrant de tous costez des rivières, qui seroit pour empêcher les coureurs; & s'il y avoit en chacune d'icelles dix ou douze hommes, on n'en approcheroit pas aisément; mais lesdictes tours ne seroient pour tenir un siège, s'il y estoit mis, ne pour résister à l'artillerie. Quant est des fortifications de cette ville, le maître de l'artillerie est allé avec ledict Sanguin pour voir les boulevards, & sçavoir ce qui y est à faire, & aussi aux plates-formes, & mettront le tout par escript & par articles. Ce faict, a esté advisé que après que lesdicts articles seront faicts & vus, on les enverra à madite dame, afin qu'il luy plaise ordonner argent estre baillé pour faire lesdictes reparations, & que ledict de Neufville enverra visiter lesdicts ponts de Poissy, Pontoise, Gournay & sainte Maxence, pour faire mettre par escript ce qui est nécessaire à faire ezdits ponts, pour après l'avoir veu, adviser ce que on aura à faire.

*Reglement pour la garde des portes
& les pauvres.*

DU Vendredy viii. jour d'Avril, *manè, ante Pascha.* Ce jour M. Jehan Morin prévost des marchands a dict à la cour que à la dernière assemblée qui fut faicte à la salle vert, l'abbé de sainte Genevieve bailla la requeste affin que on fist ouvrir la porte de S. Marceau, qui avoit esté close par ordonnance de la cour; que ceux de la ville ont advisé de la faire ouvrir & fermer celle de saint Victor; mais il en vient plainte, & supplie la cour de y pourvoir; aussi que euz gardes des portes se font plusieurs festins & banquets de grosse despense, & ne servent les gardes de guères, & si coustent à la maison de ville par sepmaine plus de cinq cens livres, qu'elle ne pourroit porter plus longuement; & supplie la cour y adviser, pour les en descharger du tout ou partie. Ce faict, a M. Jehan Ruzé advocat du roy dict, &c. La cour a remis & remet cette matiere à demain pour en deliberer toutes les chambres assemblées. *Cette affaire fut renvoyée le lendemain par la cour à l'assemblée de la salle verte; & à l'assemblée qui se tint le 8. d'Avril après dîner,* la matiere mise en deliberation, a esté advisé que des cinq tant archiers, arbalestriers, que arquebutiers & huit bourgeois qui ont esté commis à chacune des portes, chacun en son jour en la garde d'icelles, n'y en aura dorenavant que quatre bourgeois, un archier & un arbalestrier ou harquebutier; & que commandement sera faict auxdicts bourgeois & officiers de la ville d'aller matin auxdictes portes, & desfenses de ne faire aucuns festins & banquets, & de ne despandre lesdicts bourgeois plus hault chacun de quinze sols tournois par jour; & outre que on prendra & contraindra reaument & de faict, s'il plaist à la cour l'ordonner, tous les pauvres valides, tant hommes que femmes, pour faire les rampars & curer les fosses & autres fortifications requises en cette ville, & leur baillera-on quelque petit prix pour les sustenter & nourrir d'icy à trois mois, & jusques à ce que les vivres qui sont sur la terre soient venus en maturité; & que les pauvres valerudinaires seront nourris & alimentez des aulmosnes qui se font en cette ville, & que chacun demourra en liberté de les faire comme bon luy semblera; & seront contraints les gouverneurs &

administrateurs des hospitaux de cette dicte ville de les loger. Il a esté advisé que les prevost des marchands & eschevins de cette ville regarderont le moyen, tel que pourront, de payer honnestement les pauvres valides, à la moindre charge du peuple qui leur sera possible, & qu'ils y pourront employer ce qui est diminué de la garde des portes. Et a commis & commet l'assemblée M. Robert Tiercelin conseiller en ladicte cour, Nicole Violle maistre des comptes, Jacques Merha docteur en theologie curé de la Magdelaine, & Nicolas Hennequin, pour eux assembler toutes les semaines deux fois, pour adviser entre eux tous les moyens qu'ils verront estre nécessaires & urgens, tant pour la delivrance du roy, que pour la garde & tuition du royaume & de cette ville, pour les mettre par escript & par articles, pour par l'assemblée iceux veus, en estre ordonné, & après estre ordonné par la cour ainly qu'elle verra estre à faire.

Le parlement escrit à la regente pour avoir à Paris un homme de commandement.

DU Jedy xxvii. Avril M. D. xxv. La cour a ordonné & ordonne qu'elle escrira à madame, meré du roy, regente en France, que les deputez pour tenir cette assemblée ont advisé que pour la garde & tuition de cette ville estoit requis & nécessaire d'avoir un gros personnage, homme de vertu, sçavoir & experience, qui ait charge du roy ou de madicte dame, en l'absence du comte de S. Pol gouverneur de cette ville & Isle de France, pour y resider & pourvoir aux affaires qui pourront survenir, & les advertir. Et pour ce qu'elle a mandé à messire Guillaume de Montmorency chevalier de l'ordre seigneur dudit lieu venir en cette ville, lequel a déjà connu & entendu les affaires d'icelle, aussi qu'il semble estre personnage en toutes qualitez pour le sçavoir bien faire, & qu'il est tres agreable au peuple de cetterdicte ville, les deputés ont prié la cour luy en escrire, pour la supplier qu'il luy plaist donner charge audit de Montmorency en cetterdicte ville & Isle de France en l'absence dudit comte de S. Pol gouverneur desdictes ville & Isle, & à cause qu'il est homme d'aage, comme elle sçait, luy laisser le sieur de la Rochepot son fils avec luy, qui sera, s'il survenoit affaire, pour porter la peine & conduire la force, & que madicte dame y commette autres

tels personnages qu'il luy plaira & qu'elle congnoistra estre à ce propices & convenables; aussi que ladicte cour escripra à messire Jehan de Selve premier president & maîtres A. Verjus & Jehan Prevost conseillers en ladicte cour, pour presenter lesdictes lettres à madicte dame, affin que si elle a vouloir d'y commettre ledict de Montmorency, que premier que de le faire d'en vouloir parler au duc de Vendosmois pour contenter le comte de S. Pol son frere, & que les choses se fassent le plus doucement & gracieusement que l'on pourra.

Les pauvres femmes logées à l'hospital S. Gervais, & les hommes à S. Jacques de l'Hospital.

DU xxix. Avril mané. Ce jour a esté dict à l'assemblée qu'il y a une grande quantité de pures femmes qui couchent & leurs enfans par les rues, qui est une grande pitié; & seroit requis de les faire loger & coucher en l'hospital S. Gervais, & que les hommes qui couchent audit hospital allassent loger & coucher à S. Jacques de l'Hospital en la rue S. Denis, combien que audit hospital ne soient receus que pellerins, & faut que l'evesque de Paris y pourvoye. A quoy M. Jacques Merlin curé de la Magdelaine a dict que si led. evesque y cuide mettre ordre, on en appellera comme d'abus, & cependant le tout demourra inexecuté; mais s'il plaist à la cour commettre aucuns personnages pour aller auxdicts hospitaux, que ledict evesque leur baillera volontiers vicariat pour faire ce qu'il devroit faire & éviter les appellations. La matiere mise en deliberation, a esté advisé qu'il faut que ledict evesque face ce qu'il doit, attendu que c'est la principale charge, & aille & envoie auxdicts hospitaux pour faire loger les pures par remonstrances, & que peut estre on luy accordera; & fault qu'il face son devoir, & où on ne voudra luy obeir, on suppliera la cour d'y pourvoir.

Viste des remparts de la ville.

DU x. May, en la salle vert. Ce jour messire Guillaume de Montmorency chevalier de l'ordre, seigneur dudit lieu, a dict à l'assemblée qu'il fut hier voir les remparts qui sont requis & nécessaires estre faicts en cette ville; depuis la porte S. Honoré jusques à la tour... & y mena avec luy quelques gentilshommes.

AN. 1515.

mes & quelques autres à ce connoissans, & fait mettre par escript ce qu'il trouva estre requis pour les fortifications de cette ville, & que demain il espere aller du costé de l'université, & fera mettre par escript ce qu'il verra estre à faire; & quant il l'aura parachevé, il le rapportera à cette assemblée pour adviser d'y pourvoir.

*Advis pour rompre les assemblées
de vagabonds.*

C E mesme jour a esté dict en l'assemblée qu'il avoit esté par cy-devant question en icelle de mettre quatre ou cinq gentilshommes pour chasser & rompre les assemblées qui se font de gens vagabonds allentour de cette ville; ce que avoit esté différé, esperant que madame mere du roy regente en France envoyast quelque gros personnage en cette ville pour lieutenant general du roy, en l'absence du comte de S. Pol gouverneur de cette ville & Ile de France, pour y pourvoir; mais il n'en est nouvelle, & fault aviser ce que l'on fera. A quoy M. Charles Guillart president en la cour a dict que madicte dame envoie le seigneur d'Aligre prevost de Paris pour se tenir en cette ville & exercer son office, & cinquante hommes d'armes de sa compagnie, qui seront mis ez villes voisines, lesquels feront cesser les pilleries & assemblées desdicts vagabonds, & fault attendre leur venuë.

*Levée de 500. hommes pour travailler aux
ramparts & fossés.*

D U XIII. May. Messire Guillaume de Montmorency chevalier de l'ordre, seigneur dudict lieu, a dict à l'assemblée qu'il a esté voir les ramparts, comme il dist dernièrement, & depuis a esté du costé de l'université, & y a mené des gens qui ont longuement suivy la guerre, gentilshommes, & s'entendent en tels cas, & des commissaires d'artillerie & autres: & qu'il y a fort beau commencement ez reparations qui se font, & trouve qu'il est besoin faire fortifier la ville par dedans, & ont advisé de faire de deux fossés ung, & mettre la terre dedans la ville, & qu'il faut faire parachever ce qui est commencé, & seroit fort difficile de besongner en deux lieux, pour ce qu'il n'y a gens suffisans, & fault adviser si on continuera les œuvres commencées, & si on besongnera ailleurs, si on prendra nombre certain de gens, & si on les mettra

en un mesme prix, & quel. La matiere mise en deliberation, A ESTE' ADVISE' que on prendra jusques au nombre de cinq cens hommes, tant ceux que les prevost des marchands & eschevins de la ville ont accoustumé faire besongner, que des pauvres valides, lesquels on fera besongner ez ramparts commencez jusques à ce qu'ils soient parfaits, & leur baillera-on à chacun xx. deniers par jour; & que lesdicts prevost des marchands & eschevins entretiendront ceux qu'ils faisoient paravant besongner ezdicts ramparts des deniers communs de la ville, & les autres seront payez des deniers qui viendront de l'impôt du pied fourché.

Deliberation pour fonder de l'artillerie.

D Udict jour XIII. May. Ce jour M. Jehan Morin a dict à l'assemblée, que outre les fontes qu'ils ont en cette ville, ils en font faire une fort belle pour fonder artillerie, font les fondeurs icy, & y sont les estoifes, & y fault adviser s'il seroit bon que les corps & communautéz, comme la cour, les gens des comptes, les generaux de la justice & des monnoyes, les notaires & secretaires du roy, les esleus, ceux du chasteller, & autres confrairies, les gros convents, abbayes, prieurez & colleges, & les gros personnages & gens de bien de cette ville, chacun selon la qualité, fissent faire de l'artillerie pour mettre en leurs communautéz & maisons particulieres, les uns un faulcon ou deux, les autres une serpentine ou un faulconneau, & les autres une ou deux harquebuttes à croy, selon leurs facultez & puissance, & si on doit contraindre les mestiers & communautéz à ce faire, & mesmement ceux qui n'en ont point fait, & ceux qui ont vendu la leur, comme ont fait les boullengers. La matiere mise en deliberation, A ESTE' ADVISE' qu'il sera bon de faire regarder par les paroisses & les quarterniers, chacun en son quartier, s'il y aura aucunes gens qui voudront faire faire de l'artillerie, & combien; & ceux qu'ils trouveront en ce vouloir, les mettront par escript; & que on en parlera premierement à la cour, affin qu'elle en ordonne & advise si les corps & communautéz feront de l'artillerie, ou si elle se fera par les particuliers.

Deffense de porter bastons & grandes barbes.

CE jour M. Jehan Morin prevost des marchands a dict à l'assemblée, que combien que la cour ait fait deffenses que on ne portera plus de bastons par cette ville; neantmoins quelque ordonnance ou deffenses qui en ayent esté faictes, il s'en porte autant & plus qu'il ne se faisoit auparavant; aussi y a plusieurs mauvais garçons, gens estrangers & deguisez, qui portent de grands barbes, soubz umbre desquelles se font plusieurs maux; & fault supplier la cour de faire ordonnance & deffenses à tous, de quelque estat qu'ils soient, de ne plus porter lesdits bastons & grands barbes, qui sont cause de la perdition de la chose publique; car depuis que elles furent inventées & eurent cours en ce royaume, il est tousjours allé en decadence. La matiere mise en deliberation, a esté advisé que on suppliera la cour d'y pourvoir, & en ordonner ainsi quelle verra estre à faire.

Nouvelle fonte d'artillerie pour la deffense de la ville.

DU Mercredy xvii. jour du mois de May, *post prandium*, en la salle vert. Ce jour M. Jehan Morin prevost des marchands a dict à l'assemblée qu'il a esté voir la nouvelle fonte que on fait pour faire de l'artillerie, laquelle sera parfaite dans six ou sept jours, & sont prests les fondeurs à besongner, & n'est question que de sçavoir ceux qui les voudront employer, où on prendra des metaux; & sera bon d'en parler à la cour & aux autres communautez, pour sçavoir s'ils voudront faire besongner; & aussi que ceux qui n'ont payé ce à quoy ils furent imposez pour fournir la somme de seize mil livres à la dernière descente des Anglois, soient contrainsts de payer, & leur soit baillé exequutoire contr'eux. A quoy M. Charles Guillart president a dict, &c. La matiere mise en deliberation, **A ESTE' ADVISE'** que tous ceux qui restent à payer ce à quoy ils ont esté imposez pour fournir lesdites seize mil livres, y seront contrainsts par toutes voyes deues & raisonnables, & que on suppliera la cour les y contraindre nonobstant oppositions ou appellations quelconques & sans prejudice d'icelles; & que pour le present on ne touchera aux cloches des eglises, & & que on suppliera aussi ladicte cour de ordonner à l'evesque de Paris de pour-

voir à la sonnerie des convents & eglises qui ont plusieurs cloches, qui n'en doivent avoir qu'une, & qu'il face deffense aux paroissiens des villages de ne plus faire aucunes cloches sinon par sa permission; & pourra ledict evesque moderer la quantité des cloches selon la qualiré des eglises; & que ladicte cour, pour ce faire, luy donnera tout le secours & aide qu'elle pourra; que s'il y a aucuns qui soient reffusans, & se veulent dire exempts dudict evesque, on en advertira madame mere du roy regente en France, pour la supplier qu'il luy plaife obtenir un rescrypt du pape pour les y contraindre.

A quelle heure les portes de la ville doivent estre ouvertes & fermées.

DU dernier de May, en la salle vert. Ce jour l'achevesque d'Aix lieutenant du roy en cette ville & Isle de France a dict à l'assemblée qu'il y a plusieurs gens qui murmurent des portes, & y en a qui dient qu'il y en a bien peu d'ouvertes, autres dient que la garde desdictes portes est fort à la charge des bourgeois qui les gardent, & qu'il les fault ouvrir, plustost & fermer plus tard que on a accoustumé, afin que chacun puisse aller à ses affaires. A quoy Claude Sanguin eschevin a dict que quant à ouvrir & fermer les portes, on y a pourveu à la maison de la ville, & a-on ordonné aux quarteniers qu'ils ouvrent lesdictes portes de quatre à cinq heures du matin, & les ferment entre neuf & dix au soir; & que ceux des faulxbourgs saint Marceau ont baillé requeste à la ville pour avoir la porte Bordelle ouverte, à la charge de leur bailler en garde à leurs despens & d'y commettre telles gens que on voudroit, & de bailler caution en cette ville, n'y ont ceux de cette dicte ville voulu pourvoir sans en parler au conseil, afin qu'ils le fissent par ordonnance de la cour, & qu'il sera requis durant le Landi qui s'approche, que la porte S. Martin soit ouverte, tant pour le charroy, que pour la multitude du peuple qui ira audict Landi. A quoy M. Charles Guillart president a dict, &c. La matiere mise en deliberation, **A ESTE' ADVISE'** que les portes de cette ville seront dorenavant ouvertes precisement à quatre heures du matin ou bien-tost après, & fermées entre neuf & dix du soir, & que la porte S. Martin sera ouverte durant le Landi, & que les prevost

AN. 1555.

An. 1525.

des marchands & eschevins y mettront gardes telles & en aussi grand nombre qu'il y a à la porte S. Denis, & advi. seront laquelle des portes Bourdelle ou S. Victor est la plus necessaire estre ouverte pour la chose publique, & que à l'autre y aura un guicher ouvert qui sera gardé par ceux des faulxbourgs de ladicte porte à leurs propres couits & despens.

*Deliberation touchant les portes
des faulxbourgs.*

DU Samedy III. Juin. Sur la requeste baillée à la cour par les habitants du bourg S. Germain des Prez lez Paris, par laquelle ils requeroient la porte dudit S. Germain des Prez estre ouverte, à la charge d'estre gardée par quatre hommes dudit bourg chacun à son tour, & sans aucun archer de la ville, pour éviter aux frais qu'il leur a convenu & conviendrait faire pour le payement dudit archer à six sols tournois par jour, attendu que ce sont pources gens artisans, comme aides de maçons, crocheteurs, charretiers & autres gens de pauvre vacation; oy sur ce le procureur general du roy, LA COUR a renvoyé & renvoye cette matiere à l'assemblée qui se fera aujourd'huy après dîner à la salle vert, & a ordonné & ordonne au greffier de ladicte cour dire à l'assemblée qu'il semble à ladicte cour qu'il n'y a que bien d'ouvrir les portes des grands faulxbourgs de cette ville, veu que le temps n'est tel ne en telle disposition qu'elles furent fermées, & que si aucune chose survenoit, on les pourroit tousjours faire clorre. Le greffier executa la commission, & *super hoc nihil fuit actum.*

Le guet battu par les mauvais garçons.

DU x. jour de Juin. Ce jour Nicolas Hennequin a dit à l'assemblée que Mercredy de nuict, environ minuyt, vindrent quatorze ou quinze mauvais garçons armez & embastonez avec arquebuses chargées sur des bateaux qui sont auprès des Celestins, auxquels il y a du sel qui est à luy, chasserent le batelier & luy rompirent les bras & les mains, & prindrent ezdicts bateaux ce que bon leur sembla. Le guet y fut. Ils chargerent sur eux, & chasserent le guet jusques au port S. Landry. A dict le prevost des marchands qu'ils sont cinquante mauvais garçons tous harquebusiers, & qui ont

gagné la plus part d'eux la mort, & lesquels ont esté sommez de eux retirer hors de cette ville par plusieurs fois; car se ils estoient pris, ce seroit fait de leur vie; neantmoins ils ne s'en scauroient aller, & tiennent cette ville en subjection, & les craignent les sergens de peur d'estre tuez; & quand on les cuide aller prendre, ils les en advertissent, & ne savent faire du contraire; car s'ils estoient après trouvez seuls, ils seroient morts sans remede. Dict que Mercredy dernier il fut adverti qu'ils estoient auxdicts bateaux, qu'il se arma & assambla le guet incontinent, & s'y en alla; mais ils ne purent riens faire, pourceque lesdicts mauvais garçons estoient dedans de petits bateaux au milieu de la riviere, & les battoient à grands coups d'arquebuse, & y cuida ledict prevost des marchands estre tué, & luy passa une pierre à deux doigts de son nez, & doute que ce soit un nommé Escelai. eau & un nommé Barbitou & un autre nommé Jehan de Mez; & fault trouver façon de les prendre, autrement ils feroient une sedition & émotion de peuple en cette ville. A dict Claude Sanguin que lesdicts mauvais garçons viennent tous les jours en cette ville, & saura bien scavoir les lieux où ils hantent; mais ils n'y couchent jamais, & se retirent en villages d'icy au tour, & couchent aujourd'huy en un & demain en l'autre, & ne les oseroient ceux des villages deceler; & se retirent la pluspart du temps à trois lieues d'icy à un village qui est à costé du Bourger, où il y a un petit bois, où ils destrouffent tous ceux qui vont à Meaux, qui y passent pour éviter le pavé; & qui les voudra mouscher, ils sont aisez à prendre; mais que ce soit de nuyt, autrement ils ne seroient jamais pris, & seront advertis & deslogeront. A dict l'archevesque d'Aix qu'il les fault necessairement avoir & prendre, pour éviter aux scandalles & inconveniens qui en pourroient advenir. La matiere mise en deliberation, a esté advisé que ledict Sanguin se informera des lieux où l'on pourra trouver lesdicts mauvais garçons, & enverra gens pour les mouscher; & s'il en peut avoir nouvelles, en advertira ledict archevesque d'Aix, qui en toute diligence enverra gens pour les prendre.

Recherche des aventuriers.

LE XIV. Juin. *L'archevesque d'Aix a fait son rapport à l'assemblée en la salle verte de ce qui est contenu en l'article precedent.* Sur ce est arrivé Jehan Bazinier l'un des quarteniers de la ville, qui a dict que on luy avoit envoyé ce matin un mandement de ladicte ville, par lequel il luy estoit mandé qu'il se transportast par son quartier, pour sçavoir quelles gens de guerre, adventuriers & autres estrangers estoient logez en sondict quartier, où ils hantoient, & les lieux où ils se tenoient; & que incontinent il en advertist lesdicts prevost des marchands & eschevins; en ensuivant lequel mandat il s'est transporté par sondict quartier, & s'est informé où lesdicts adventuriers logeoient; & a trouvé que en une maison nommée la Coquille près de la rue S. Martin il y a plusieurs adventuriers, & jusques au nombre de quatre-vingt, qui y hantent depuis quinze jours en ça; se enquit aux voisins qu'elles gens c'estoient, & envoya querir l'hoste & l'hostesse, pour sçavoir s'ils les connoissoient, qui luy dirent qu'ils en connoissoient partie, & les luy nommerent, & l'autre partie ne sçavoient qui ils estoient; mais qu'il y en a gros nombre aux faulx-bourgs S. Denis & ailleurs par cette ville, qui sont vingt-cinq ou trente de cette bande, qui s'en vont de deux jours l'un aux champs, & ne reviennent que jusques au lendemain, & est à doubter qu'ils aient quelque intelligence en cette ville, & qu'ils fassent quelque esmeute ou sedition. Est allé ledict Bazannier en la maison de la ville, qui l'ont envoyé ceans pour en faire son rapport. A quoy ledict archevesque luy a dict qu'il s'en retourne en ladicte maison de ville devers lesdicts prevost des marchands & eschevins, & qu'il leur die qu'ils sachent aux autres quarteniers s'ils auront fait la recherche par leurs quartiers, affin qu'ils en fassent leur rapport à la cour. Ce fait, & après que ledict Bazannier s'est retiré, le tout mis en deliberation, a esté advisé que ledict archevesque d'Aix, appellez avec luy aucuns de cette assemblée, mandera M. Jehan Grossier tresorier des guerres, pour sçavoir l'estat de la gendarmerie, combien il y a de lances aux ordonnances, le departement d'icelles, combien il y en a en sa charge, & combien M. René Tiffart aussy tresorier des guerres en a en la sienne, combien de lances ont esté

Tome II. Part. II.

deputées pour la Picardie & pour le pays de Champagne, si elles sont ez garnisons, payées ou à payer, lesquelles sont gagées, lesquelles non, à quoy il tient que on ne les paye; & après l'avoir ouy, que l'on enverra un homme devers le comte de Brienne lieutenant du roy en Picardie, afin qu'il face retirer les gens d'armes en leurs garnisons, s'ils n'y sont, & qu'il mande à quoy il tient qu'ils ne soient payez, & s'ils sont payez, pourquoy ils souffrent qu'ils tiennent les champs; & la responce dudit Brienne ouye, que on enverra jusques au nombre de cinquante ou soixante personnes, gens de bien, honneur, vertu & experience, *potentes opere & sermone*, de tous les estats de cette ville, comme de la cour un president & dix ou douze conseillers, de la chambre des comptes un president & deux ou trois conseillers, de l'eglise un ou deux prelatz ou abbez & autres personnaiges constituez en dignité jusques au nombre de seize ou dixhuit, de l'université quelque nombre de gens, & de la ville le prevost des marchands ou un eschevin avec trois ou quatre conseillers, & quelque nombre de bons bourgeois & marchands devers madame mere du roy regente en France, pour luy faire les remonstrances necessaires pour la garde, tuition & deffense du royaume & de la chose publique d'iceluy, afin que la gendarmerie soit payée & entretenue en discipline militaire, le peuple soulagé, & ne soit plus foullé ne mangé, l'eglise remise en liberté, & autres remonstrances que on verra estre à faire, s'il est trouvé par la cour qu'il se doive ainsi faire, & que cependant, pour éviter aux inconveniens qui pourroient arriver en cette ville à cause desdicts adventuriers, MM. Jerome de Merle, Loys de Harlay, Robert le Lieur, & Nicolas Hennequin se transporteront presentement en la maison de la ville, feront renforcer le guet bourgeois, & mettront les arbalestriers & harquebusiers de la ville en ordre, & les feront tenir prests; & aussi se transporteront vers le chevalier du guet ordinaire, afin qu'il face doubler ledict guet pour quelques jours, pour resister auxdicts adventuriers, s'il en est besoin; & qu'on suppliera la cour d'escrire à madame qu'elle mande au prevost de Paris qu'il s'en vienne avec sa compagnie, en ensuivant ce qu'elle a ordonné; & qu'il sera bon que à chacune des villes de ce royaume on face des capitaines de la justice autres que les prevosts des mareschaux,

Pppp

AN. 1525.

pour punir les vaccabonds & gens sans adveu ; & que ladicte cour ordonnera au lieutenant criminel qu'il face faire cry public à son de trompe par cette ville, que rous adventuriers & autres gens de guerre aient à eux retirer hors de ladicte ville sur peine de la hart ; & que ledict lieutenant criminel se transporte par cetteredite ville avec les onze vingts tergens, & aille ez lieux suspectionneux, ezquels lesdits adventuriers, gens vaccabonds & mauvais garçons se tiennent, & que de ceux qu'il pourra prendre il en face incontinent & sommairement la justice ; & que ledict archevesque d'Aix ira Vendredy prochain à la cour faire rapport de cet advis, pour par ladicte cour en estre ordonné.

Bandes Italiennes aux environs de Paris.

DU Lundy XIX. jour de Juin, *mandé.* L'archevesque d'Aix lieutenant du roy en cette ville est venu à la cour de ceans, qui adict que messire Ambrois de Ville chevalier prevost du comte de Bellejoyeuse capitaine general des bandes Italiennes & Corfes, luy a dict que combien que lesd. bandes Italiennes aient permission de madame mere du roy regente en France de vivre & temporiser sur le peuple en attendant leur payement, & que on les envoie où mestier sera : en ensuivant laquelle permission ils ont tousjours vescu & vivent le plus doucement qu'il leur est possible, en supportant le pource peuple le mieux qu'ils peuvent, & ont payé la depense par eux faicte sur les champs, tant & si longuement qu'ils ont esté payez de leurs gages, & n'ont faict chose digne de reprehension ; & que ce neantmoins il y a plusieurs adventuriers François, gens vaccabonds & sans adveu, eux disans fourriers & mareschaux des logis & soubz le nom desdicts Italiens, qui font chacun jour plusieurs pilleries, larcins & oultraiges, dont lesdicts Italiens sont chargez & blasmez, combien qu'ils n'en soient cause, par quoy requeroit ledict de Ville, qui est prevost dudit comte de Bellejoyeuse, & qui a la charge de faire punition & justice des cas & crimes perpetrez par lesdicts Italiens, & qui en a faict pendre plusieurs ; & les aucuns brusler tout vifs, & passer par les picques & hacquebuttes, qu'il luy fust permis par ladicte cour de prendre lesdicts adventuriers, gens vaccabonds & sans adveu, commettant tels excez, oultraiges & infolences soubz le nom desdicts

Italiens, & de les punir selon l'advis & deliberation des plus prochains juges des lieux selon l'exigence des cas ; & oultre, que ladicte cour ordonne assignation & payement de leurs gages, pour le soulagement du pource peuple, affin qu'ils puissent payer leurs despeses ; & que à ces fins ils ont faict faire une requeste, que ledict archevesque a presenté à ladicte cour, & a supplié & supplie la cour de faire pourvoir auxdicts Italiens. Et après ce que ledict archevesque a esté retiré, & que ladicte requeste a esté lue : LA COUR a ordonné & ordonne que ladicte requeste sera montrée & communiquée aux gens du roy, pour eux ouys en ordonner par ladicte cour ainsi qu'il appartiendra par raison.

Les avanturiers François se joignent aux bandes Italiennes pour devaler le pays.

DU Mercredy XXI. Juin *mandé.* Ce jour M. Jehan Morin prevost des marchands & Jehan le Clerc eschevin de cette ville sont venus en la cour de ceans. A dict ledict Morin qu'ils ont esté advertis qu'il y a ez villages d'icy allentour, comme S. Cloud, Sevre, Montreuil & autres, plusieurs gens de guerre, tant Italiens, que adventuriers François, qui sont en nombre de trois à quatre mil hommes, qui destruisent & mengeussent le peuple & font des maux infinis, & ont rançonné les religieuses de Longchamp ; à quoy il faut que la cour pourvoye, car le peuple de cette ville en est tout esmeu, & dict-on qu'ils veulent venir piller le landy ; au moyen de quoy les marchands ont envoyé force chariots pour querir leurs marchandises. Que messire Edme de Sarrebuche chevalier comte de Brayne arriva arfoir, qui leur a porté lettres en la maison de la ville, de madame mere du roy regente en France, & du comte de S. Pol gouverneur de cette ville de Paris & Isle de France, par lesquelles ils leur mandent qu'ils envoient led. comte de Brayne lieutenant en cetteredite ville & Isle de France dudit comte de S. Pol, & supplient la cour de mander ledict comte de Brayne, & sçavoir que porte sa commission, & luy enjoindre d'aller ez lieux où sont lesd. gens de guerre, pour les faire separer. Ce faict, a esté ledict comte de Brayne mandé, & après qu'il a esté venu, a dict à ladicte cour que ledict comte de S. Pol gouverneur de cette ville l'envoie icy estre son lieutenant en son absence ; qu'il a volontiers pris la charge

charge, pour faire service au roy & au royaume, & mesmement à ceux de cette dicte ville, &c. Que la commission qui luy a esté baillée n'a pas esté par son pourchas, mais par commandement exprès de mad. dame, & à la grand priere & requeste dud. comte de S. Pol, & est prest d'obeir à ce qu'il plaira à ladicte cour luy commander pour le service du roy & du royaume, & supplie la cour le vouloir advertir de ce qu'il y faudra faire, & ladicte cour le trouvera tousjours prest à luy obeir. Que très volontiers il partira pour aller où sont lesdits gens d'armes, & fera separer les bandes Italiennes des aventuriers François, & ordonnera auxdits Italiens de vivre gracieusement & honnestement, & fera commandement auxdits aventuriers François eux departir dedans vingt quatre heures après, & s'ils ne veulent obeir, il y pourvoira de telle sorte que la cour s'en contentera, mais que on luy ayde de la force, &c.

Dudict jour xxi. Juin. Sur la requeste baillée à la cour par Ambrois de Ville chevalier prevost du seigneur comte Ludovic de Bellejoyeuse capitaine general des bandes Italiennes, par laquelle il requeroit à ladicte cour permission luy estre faicte pouvoir prendre & apprehender & punir plusieurs larrons, pillars, meurtriers, mangeurs de peuple, eux disans fourriers & mareschaux des logis soubz le nom desdictes bandes, combien qu'ils soient gens sans adveu & vagabonds, qui pourroient acquerir mauvais bruit & hayneux en ce royaume auxdits Italiens, qui ont par cy devant honnestement vescu en icelluy à la moindre foulle du peuple qu'ils auroient peu, en payant leurs despens quand ils avoient peu recouvrer leurs gages, & faire punition desdicts vagabonds, pillars, larrons & gens sans adveu, appelez avec luy les plus prochains juges des lieux, telle qu'il a faict de ceux de la bande, lesquels, quand ils les a trouvez coupables & delinquans, il a faict brusler tout vifs, passer par les picques & harquebutes, selon l'exigence des cas; ou qu'il luy fust permis les faire amener prisonniers en la conciergerie, pour contr'eux proceder comme de raison; oy sur ce le procureur general, LA COUR a permis & permet oudict Ambrois de Ville chevalier d'informer contre lesdits vagabonds, pillars & gens sans adveu, proceder à la caption d'iceux, pour après les mettre ez mains des prevosts des mareschaux, pour faire & parfaire leurs proces, selon & ensuivant l'ordonnance.

Tome II. Part. II.

Dudict jour, *post prandium*, en la salle vert: L'archevesque d'Aix lieutenant du roy en cette ville, a récité que le prevost des bandes Italiennes a faict crier que tous aventuriers François eussent à eux departir d'avec lesdites bandes, sur peine de la hart. A quoy M. Jehan Briçonnet president des compres a dict que lesdits aventuriers François sont venus au pont S. Cloud, & sont allez à Longchamp où ils ont rançonné les religieuses dud. Longchamp de cent livres; à quoy il faut pourvoir, car qui ne le fera, ils viendront jusqu'aux fauxbourgs de cette ville. Et sur ce a led. archevesque dict que le comte de Brayne est venu en cette ville, qui a amené quarante hommes d'armes, qui fera ce que le prevost de Paris devoit faire, & qui est allé sur les lieux par ordonnance de la cour. Ce faict, a M. Jacques Merlin curé de la Magdelaine dict que il seroit bon de faire tenir lesdits Italiens en camp, & que on leur portast vivres des villages pour les nourrir, & que par ce moyen on foullageroit le peuple qui ne seroit mangé; ou bien que on mist sus cinq ou six gentils hommes à qui on bailleroit force, qui iroient chasser les aventuriers & punir ceux qu'ils trouveroient, en attendant que on en ait adverti madame mere du roy regente en France, & que autrement elle y ait pourveu. La matiere mise en deliberation, a esté advisé que on attendroit le retour dudict comte de Brayne, pour voir quelle execution il fera, pour ce faict y estre après advisé; & que cependant on escripra & suppliera la cour d'escripre & en advertir madicte dame & le conseil du roy estant lez elle, des maux, insolences & oppressions que font les gens de guerre sur le peuple, & que il y a danger qu'il se esleve & prenne les armes en main, jafin qu'il luy plaise faire payer les gens de guerre tant de pied, que de cheval, & les faire retirer en leurs garnisons.

La cour resolut le mesme jour sur le rapport que le greffier lui fit de cette deliberation de l'assemblée, d'escrire sur ce sujet à la regente, au duc de Vendosme, au cardinal de Bourbon, au comte de S. Pol, au chancelier & à Florimond Robertet tresorier de France.

Expedition contre les bandes Italiennes.

DU Vendredy xxiiii. jour de Juin. *manè.* Ce jour le comte de Brayne, le prevost des marchands & Jehan le

Pppp ij

AN. 1525.

Clerc eschevin de cette ville sont venus à la cour de ceans ; & a dict ledict comte de Brayne que en ensuivant ce que la cour luy avoit ordonné, il fut Mercredy dernier en la compagnie desdicts prevost des marchands & le Clerc voir les gens de guerre qui sont allentour de cette ville, & furent à un village nommé Versailles, où ils trouvèrent les Italiens qui deslogeoyent sans trompette, & y en eust aucuns prins, dont ils en ont fait executer trois, & sont à cette heure lesdicts Italiens hors la prevosté & vicomté de Paris. A quoy M. Charles Guillard president luy a fait réponse qu'il a fait chose honneste & agreable à Dieu, & que c'est un bon commencement, & fault qu'il continuë pour le soulagement du peuple ; car la justice fera crainte aux pillars, & se contenteront les subjects, qui sera un grand bien pour le roy & le royaume. Et sur ce a dict ledict prevost des marchands que ledict comte de Brayne y a besogné vertueusement, & que au partir de cette ville ils voulurent sçavoir où estoient lesdicts voleurs Italiens ; & pour ce qu'il estoit bruit qu'ils estoient à S. Cloud, ils y allerent, & de là à Villepreux, à Sancy aux Bœufs, à Triant & à Versailles ; & trouverent qu'ils s'estoient retirés à Giencour, se informèrent sur les champs comme ils avoient vescu, trouverent qu'il y avoit un homme pendu qui se cuida estrangler, que une femme, nommée la Comtesse, de Villepreux, avoit esté prise à force, & luy avoit on desrobé deux cens escus, & un homme qui fut Mardy brûlé & flamboyé, lequel ils ont veu, & est en si piteux estar qu'il semble qu'il soit lepreux, & que lesdicts Italiens ont fait des maux infinis ; & si en trouverent qui sont chargez de *peccato sodomia*, & en a oy dire des choses qu'il n'oseroit dire ne escrire, & s'esbahit comme la terre les peut porter. Trouverent aussi que les payfans & gens de village se mettent en armes, après que lesdicts Italiens sont passez, qui les contrefont, & y a des bandes aventurieres avec eux, qui font beaucoup de maux, en prindrent trois, & trouverent qu'ils avoient desrobé des brebis, & leur fit on leur procez ; & pour ce qu'ils estoient domiciliaires, ils les rendirent à la justice ordinaire. Et quand ils furent à Versailles ils adviserent que ledict comte de Brayne escriproit au prevost desdicts Italiens, qui avoit esté en cette ville presenter quelque requeste en cette cour, qu'il estoit

venu pour leur dire plus amplement ce queladite cour leur avoit ordonné, afin que ledict prevost & ceux de sa bande ne s'aperceussent de ce qu'il vouloit faire ; & envoyerent vers ledict prevost à Giencour le seigneur de Quincy commissaire de l'artillerie & le capitaine des arbalestriers de cette ville ; mais lesdicts Italiens ne les voulurent attendre & deslogerent ; toutes fois ils trouverent le commissaire & ledict prevost desdictes bandes ; & quand ledict comte de Brayne & luy avec les gens arriverent audict Giencour, ledict commissaire deslogea dez une heure après minuit, & laissa les chevaux & tout son bagage, & voulut donner vingt escus à son hoste pour le sauver. Trouverent quelques gens qui estoient demourés, en fut prins trois, l'un un mercier qui les servoit d'espie, estoit un jour en cette ville, alloit & venoit l'autre jour avec eux, & les advertissoit de ce qu'ils devoient faire ; l'autre estoit leur vivandier, qui estoit celuy qui composoit par les villages, & prenoit vivres sans les payer, & neantmoins les faisoit payer aux gens des villages, où ils estoient mangez ; & l'autre estoit le serviteur dudit commissaire, ont prins aussi des garces qui estoient demourées derriere, & s'enquirent comme lesdicts Italiens avoient vescu, & trouverent qu'ils avoient fait innumerables & execrables maux, & en firent faire information, qu'il a par devers luy. Voulut ledict comte de Brayne suivre lesdicts Italiens, & fir départir ses gens ; & dez lors que lesdicts Italiens les appercevoient, ils se departoient toujours marchans en ordre de bataille : car ils pensoient qu'ils eussent à leur queue sept à huit mil hommes qui fussent partis de Paris pour les deffaire, combien qu'ils ne fussent pas tant ; mais dez lors que lesdicts gens des villages sceurent que ledict comte de Brayne alloit après lesdicts Italiens, ils se leverent & mirent aux champs bien trois mil, qui ne demandoient que à les saccager ; s'enquirent combien lesdicts Italiens estoient, & trouverent qu'ils estoient soixante hommes d'armes & mil ou douze cens autres, dont y en a six cens harquebusiers à cheval, & ont avec eux beaucoup de bagage & bien trois cens femmes, & s'en sont allez hors de la prevosté & vicomté de Paris. Commencerent à informer contre ledict commissaire nommé Anthoine de Maiz & un nommé messire Jules mareschal des logis desdictes bandes, qui sont compagnons, qui rançonnent & composent les villages, &

ont trouvé qu'ils ont eu à Poissi quinze escus, & à Feremoultier douze escus, & que ledict commissaire bailloit faus-conduits & fauves-gardes, & que à Trappes ils effondrèrent une cave, & print ledict commissaire force ceintures d'argent à femmes, quinze aulnes de toile de lin, & qu'il payoit son secretaire & le vivandier en bagues. Et a ledict comte de Brayne fait commandement à tous les Italiens qu'il a trouvez, qui estoient demourés derriere, de eux retirer en leurs bandes, sur peine de la hart, & aux aventuriers François de eux départir dedans xxiv. heures, sur la peine que dessus. Et au regard du mercier, du secretaire, du vivandier & dudit commissaire, on leur fit leur procez sur le champ, & ont esté lesdits mercier & secretaire executez à S. Cir, & le vivandier à S. Cloud. Qu'il y a plusieurs hardes qu'il a fait amener en cette ville, dont il y en a au comte de Bellejoyeuse, & supplient la cour qu'elle ordonne ce qu'il en fera. Ce fait la cour a ordonné & ordonne audit prevost des marchands de mettre ez mains des gens du roy lesdites informations, pour eux ouys sur le tout, en ordonner ainsi qu'il appartiendra.

Le comte de Braine agréé pour lieutenant du comte de S. Pol à Paris.

LE mesme jour xxxiii. Juin le comte de Brayne a dict à la cour qu'il a fort grand desir de faire service au roy, au royaume & à la chose publique, & mesmement à cette ville de Paris, & s'y employer de tout son pouvoir, ce qu'il ne sauroit faire, si la commission qu'il a du comte de S. Pol n'est enterinée & autorisée par la cour, & requiert qu'il luy plaise la luy enteriner & autoriser, afin qu'il entende la puissance qu'il a & de laquelle il peut user, & a présenté sadicte commission. Et après qu'il a esté retiré, & que sadicte commission a esté leue, M. Pierre Liset advocat du roy en ladicte cour a dict &c. La matiere mise en deliberation, LA COUR a ordonné & ordonne que lesdites lettres dudit comte de Brayne ne seront aucunement verifiées ne approuvées par ladicte cour, mais il sera dict audit comte de Brayne qu'elle est tres aise de quoy ledict comte de S. Pol l'a fait son lieutenant, & qu'elle ne l'empeschera à l'exercice de sadicte commission, mais luy donnera tout le port, faveur, force & aide qu'elle pourra, & que s'il y a oppo-

sition, la cour y fera droit.

Pontoise menacé par les bandes Italiennes, demande du secours à Paris.

DUdict jour xxiii. Juin. L'assemblée s'est tenuë en la tournelle criminelle après dîner, pour ce que on tenoit la chancellerie en la salle vert. Et pour ce que hier au soir les officiers, manans & habitans de la ville de Pontoise envoyèrent un homme en poste devers l'archevesque d'Aix lieutenant du roy en cette ville, pour ce qu'ils avoient esté advertis que les bandes Italiennes s'estoient assemblées avec un nombre d'aventuriers jusqu'au nombre de trois mil hommes, qui vouloient aller piller & mettre à sac ladicte ville de Pontoise, soubz ombre de ce qu'ils disoient que ceux de Pontoise avoient tue deux Italiens, & requeroient que on leur donnast aide & secours, & que on y envoyast gens pour deffendre ladicte ville, & après que le prevost des marchands a dict qu'il seroit bien de y envoyer le comte de S. Pol, qui s'en va devers la comtesse de Vendosme sa mere, fera aujourd'huy en cette ville, & faut regarder s'il sera bon d'attendre sa venue, attendu qu'il est gouverneur de cette ville, ou non; la matiere mise en deliberation, A ESTE' ADVISE' que on suppliera la cour d'envoyer ledict comte de Brayne audit Pontoise, pour sçavoir & s'enquerir des choses susdites, & y pourvoir si mestier est, mais que on surterra son allée jusques à Dimanche prochain, pour sur ce ouyr ledict comte de S. Pol, s'il vient, & pour ce faire se trouvera demain cette assemblée en la salle vert incontinent après les vespres.

Du Samedy xxiv. jour de Juin *post prandium*, en la salle vert. Ce jour on s'est assemblé en la salle vert suivant ce qui fut hier advisé, mais pour ce que le comte de saint Pol gouverneur de cette ville n'est encore arrivé, que ladicte assemblée n'estoit complete, & aussi que l'archevesque d'Aix a dict que ceux de Pontoise luy ont escript que les Italiens & aventuriers qui vouloient aller fourager leur ville s'estoient retirez, & qu'il ne leur falloit plus aucuns secours, pour ce qu'ils n'estoient plus en danger, *nihil fuit actum.*

AN. 1525.

AN. 1525.

Petit nombre de gens capables de porter les armes, à Paris.

Les Lansquenets ravagent les environs de Paris.

DU 1. Juillet. Le prevost des M. a dict qu'il a fait faire le calcul de la recherche des gens qui sont en cette ville, qui pourroient porter les armes & servir à un besoing; & est le nombre si petit, qu'il vaut mieux estre teu que dict; car il ne trouve en tout de ceux qui se contraignent à bailler gens, que environ huit mille hommes, combien que cette ville ait renom de en jeter cinquante mil aux champs quand on voudra; & s'il estoit sceu, ce seroit pour croistre le cœur aux ennemis.

Deputés des Lansquenets défrayés à Paris.

DU xxiv. Juillet, *manè*. Ce jour la cour, pour aucunes causes à ce la mouvans, a ordonné & ordonne aux prevost des marchands & eschevins de cette ville de festoyer & deffrayer le sieur de Villiers & autres capitaines & compagnons envoyez en cette ville de Paris par les bandes des Lansquenets, que madame mere du roy regente en France a retins pour le service du roy, de toute la despense qu'ils feront en cettedite ville; & leur seront les sommes à quoy se montera ladicte despense allouées en leurs comptes.

Le comte de S. Pol gouverneur de Paris, y vient.

L Edit jour durant l'audience le comte de S. Pol gouverneur de Paris est venu à la cour de ceans; & après la plaidoyerie finie a dict à ladicte cour qu'il arriva hier au soir, venant du lieu où est madame mere du roy regente en France, qui luy a donné charge de dire à la cour qu'elle espere bientoit la delivrance du roy, & que on est en traité de trefves pour quelque temps, pendant laquelle la paix se pourra faire; qu'il fust venu plustost ceans, n'eust esté qu'il est allé en la chambre des comptes pour quelque charge que madiete dame luy avoit donnée. A quoy M. Charles Guillart president luy a dict, &c.

DU Mercredy xxvi. Juillet, *manè*. Ce jour M. Jehan Morin prevost des marchands est venu à la cour de ceans, qui a dict que combien que par ordonnance de la cour ils ayent festoyé les capitaines & compagnons envoyés par les bandes des Lansquenets devers ladicte cour, & que lesdicts capitaines luy eussent promis que lesdictes bandes ne entreroient en la prevosté & vicomté de Paris, & n'approcheroient de cette ville, neantmoins ils n'en ont rien fait, & ont couché cette nuit à Fresne, Choisy, Claye, & autres villages voisins, où il n'y a que six lieues d'icy; gastent, mangent, pillent & destruisent tout ce qu'ils treuvent, & font deliberez venir coucher ce jourd'huy à Gournay, Chelles & autres villages d'auprès, & s'en venir jusques en cette ville; qu'il est allé au logis du comte de S. Pol le trouver, afin qu'il y pourveust; mais il s'en est allé à ce matin devers la duchesse douairiere de Vendosme sa mere; & supplie la cour de y vouloir pourvoir, autrement tout le pays est perdu. Ce fait la cour a mandé le sieur de Pavyot maistre d'hostel du comte de saint Pol, auquel elle a enjoinct de s'en aller devers son maistre en toute diligence, luy dire que la cour le prie qu'il s'en revienne ce jourd'huy coucher en cette ville; afin que demain la cour puisse conferer avec luy pour trouver moyen de faire quelque payement auxdicts Lansquenets, pour les faire retirer hors ladicte vicomté & prevosté de Paris.

Deputation des Lansquenets au parlement.

DU dict jour, *post prandium in tornella*. Ce jour, après l'heure sonnée, le teigneur de Sauley fils de messire Robert de la Marche seigneur de Sedan, capitaine general des bandes des Lansquenets, est venu à la cour accompagné de plusieurs capitaines & compagnons desdictes bandes, qui a dict que lesdictes bandes ont envoyé leurs deputez par devers ladicte cour, lesquels leur ont monstré la responce & bon vouloir que ladicte cour avoit envers eux, dont ils remercioient tres-humblement la cour, & mesmement de ce qu'elle a escript à madame mere du roy regente en France pour leur payement; & supplie la cour de vouloir continuer au bon vouloir qu'elle a de
les

les faire payer, & fera en ce faisant une œuvre merveilleusement grande pour le service du roy & soulagement du peuple. Que on a eu quelque peur que lesdites bandes vinsent en cette ville; ce qu'ils ne font deliberez de faire; mais ont esté mandez & prennent leur chemin droit à Lyon; & supplie la cour de vouloir tant faire envers madite dame, que entre cy & dix ou douze jours ils puissent estre payez; autrement ils retourneront icy, & n'en partiront jamais qu'ils ne soient satisfaits, &c. La cour a ordonné & ordonne qu'elle escripra de nouveau à madite dame, &c. & aussi à messire Florimond Robertet.

Le comte de saint Pol va trouver les Lansquenets.

DU Jeudy xxvii. Juillet. Ce jour le sieur de Pavot maistre d'hôtel du comte de S. Pol est venu en la cour de ceans, qui a dict que en ensuiuant ce que lad. cour luy ordonna hier, il fut devers ledict comte de S. Pol son maistre, & luy dict ce que la cour luy avoit commandé, & que les Lansquenets ne prenoient le chemin qu'il avoit ordonné, dont il fut fort marry, pour ce que la duchesse douairiere de Vendosmois sa mere luy avoit mandé qu'il se rendist à Reims, où il la trouveroit demain, pour ce qu'elle s'en va en Bourgogne; toutes fois il a laissé le voyage, & s'en est allé, pour obeir à ladicte cour, devers lesdits Lansquenets, pour les faire retirer hors la prevosté & vicomté de Paris, & leur faire prendre leur chemin ailleurs.

Les Lansquenets se logent à l'abbaye de Chelles.

DU dict jour *post prandium*. Ce jour les religieuses de Chelles-Sainte-Vaupteur * ont envoyé un de leurs gens devers la cour, qui a dict que les Lansquenets sont dans l'abbaye dudit lieu logez en la basse court, & veulent escheller ladicte abbaye pour y entrer, & supplient la cour de leur vouloir survenir, & faire que ladicte abbaye ne soit point forcée, ne aussi celle de * Mallemon où lesdits Lansquenets sont. Ce fait la cour a mandé le seigneur d'Aligre prevost de Paris & M. Jehan Morin prevost des marchands; & après que led. prevost des marchands a esté venu, la cour luy a ordonné d'aller parler au seigneur de Saulcy, afin qu'il envoye devers

lesdits Lansquenets, & qu'il leur mande qu'ils ne fassent aucun effort à ladicte abbaye. Et après ce que ledict prevost des marchands s'est retiré, ledict prevost de Paris est venu en ladicte cour, auquel a esté dict qu'il fault que ledict prevost de Paris aille devers ledict seigneur de Saulcy, luy dire qu'il face retirer lesdits Lansquenets; & s'ils ne se veulent retirer, que ledict prevost de Paris face renforcer le guer, & mande au prevost des marchands qu'il face tendre les chaines, & face mettre l'artillerie en ordre, pour eux en aider, si mestier est, & qu'ils envoient un homme en diligence pour sçavoir où sont lesdits Lansquenets, & ce qu'ils font & font deliberez de faire. A quoy ledict prevost de Paris a dict qu'il iroit volontiers devers ledict sieur de Saulcy, lequel obeira & fera ce qu'on luy commandera; & pour faire retirer les Lansquenets qui sont en cette ville, il faut qu'il face faire une fausse allarme, ou qu'il face sonner le tabourin, ou leur faire commandement de eux retirer à leurs enseignes. Ce fait est venu ledict seigneur de Saulcy, auquel la cour a enjoind de faire retirer lesdits Lansquenets hors cette ville, & d'envoyer à Chelles afin qu'ils n'y fassent aucune oppression; lequel a dict qu'il le fera très-volontiers, mais qu'il ne sera pas bien obeï, si lesdits Lansquenets ne sont payez; toutes-foies qu'il y fera ce que luy sera possible; & s'il peut, fera retirer dez aujourd'huy la plus grand part de ceux qui sont en cette ville.

Du Vendredy xxviii. Juillet *mané*. Ce jour M. Jehan Morin prevost des marchands est venu en la cour de ceans, qui a dict que ceux de la ville ont esté advertis que pour ce que on a promis aux Lansquenets que dedans huit jours passez, s'ils ne sont satisfaits, viendront en cette ville, & ont conclud qu'ils ne partiront de la prevosté & vicomté jusques à ce que ils ayent esté payez; & que si cela a lieu, tout le pays est perdu, & en arrivera des inconveniens merveilleux; & supplie la cour de y pourvoir. Et après que ledict Morin a esté retiré, la cour a ordonné & ordonne qu'elle escripra à madame mere du roy regente en France, & aussi à messire Florimond Robertet chevalier tresorier de France; & seront envoyées lesdites lettres aujourd'huy par la poste.

Ledit jour xxviii. M. Jehan Morin prevost des marchands est venu en la

* Batilde.

* On s'entend
Malenoué.

AN. 1515.

cour de ceans, qui a dict que les religieuses de Chelles ont renvoyé icy un de leurs gens, qui dict que les Lanquenets sont encore en ladicte abbaye; quelque chose que leurs capitaines dient, ils ne veulent partir ne fortir hors de la prevosté & vicomté de Paris, & semble qu'ils veulent temporiser icy autour en attendant les huit jours que on leur a promis qu'ils seront payez, pour iceux passez, s'ils ne sont payez & satisfaits, gaster & ruyner tout. Ce fait, a esté le sieur de Saulcy capitaine general desdicts Lanquenets mandé; lequel venu, luy a esté dict qu'il avoit promis à la cour que lesd. Lanquenets passeroient ce jourd'huy la riviere de Marne, & fortiroient hors de la prevosté & vicomté: toutesfois qu'ils n'en ont riens fait, & sont encore audict Chelles, où ils sont pis que jamais, & fault qu'il y pourvoye. A quoy ledict de Saulcy a dit qu'il avoit envoyé dez hier, en ensuivant ce que la cour luy avoit ordonné, en ladicte abbaye ung de ses gens, qui est arrivé cette après dinnée, & luy a dict que lesdicts Lanquenets estoient partis. Et sur ce a ledict prevost des marchands dict que l'homme desdictes religieuses de Chelles luy a dict qu'il est venu avec celui que ledict de Saulcy avoit envoyé, & que lors qu'ils sont partis dudict lieu de Chelles, il n'estoit nouvelles du partement desdicts Lanquenets: vray que s'il en deslogeroit quelqu'un de ladicte abbaye, les autres y rentroient; & ont voulu battre la portiere & les religieuses d'icelle, & menacent d'entrer & escheller ladicte abbaye & gaster & destruire tout. Ce fait, la cour a ordonné audict de Saulcy qu'il renvoye un de ses gens devers lesdicts Lanquenets, & qu'il les face desloger de ladicte abbaye & dudict lieu de Chelles, ce qu'il a promis faire.

Ordre d'ouvrir les portes de Paris, comme avant la prise du roy.

DU Vendredy XVIII. Aoust *mané*. Sur ce qui a esté dict que Mercredy dernier & hier tout le jour en la maison de la ville fut parlé de plusieurs affaires concernant le fait de la ville; & entr'autres fut advisé que attendu que la paix se traicte, tant avec l'empereur, que avec le roy d'Angleterre, & qu'il n'est plus nouvelles de guerre, & que madame mere du roy regente en France a cassé partie de la gendarmerie, tant de cheval que de pied, on devoit ouvrir les portes de cette ville qui avoient

esté fermées incontinent après la prise du roy, & oster les gardes, tant de la bourgeoisie, que des officiers de la ville qui se faisoient ez cinq portes qui furent laissées ouvertes, qui ont fait un merveilleux coust à la ville; mais ils ne l'osent faire sans permission de la cour, par ordonnance de laquelle furent lesdictes portes fermées & gardées. La matiere mise en deliberation, LA COUR a ordonné & ordonne que, attendu que les causes pour lesquelles lesdictes portes furent fermées & gardées cessent, que les gardes qui ont esté mises ez portes de saint Anthoine, S. Denis, S. Honoré & saint Victor, seront ostées, & ne se feront plus par les conseillers de ladicte cour & bourgeois de cette ville, ne par les officiers de ladicte ville, & que toutes les portes seront ouvertes & gardées comme elles estoient avant la prise du roy, & ce jusqu'à ce que par ladicte cour en soit autrement ordonné.

Reparations à faire au palais & au pont au Change.

DUdict jour. Ce jour, toutes les chambres assemblées, M. Jacques Charmolue changeur du tresor & Anthoine de Kerquesinen payeur des œuvres de cette ville de Paris ont esté mandez, auxquels la cour a remonstré la grand necessité qui estez reparations qui sont necessaires ez salles & autres lieux de ce palais, tant à la couverture, que ez fondemens d'iceluy, & le dangier qui est que tout tombe en ruine, qui seroit une chose irreparable; aussi les reparations du pont aux Changes sont demourées, & n'y besongne on plus, pour ce qu'il est deub aux ouvriers quatorze cens livres ou environ; & n'est question de bailler argent; & demourera l'œuvre imparfaicte, au grand dommage & interest de la chose publique, ainsi qu'il appert pour les rapports faits par les maistres des œuvres; & fault qu'ils y advisent y pourvoir, tant au fait des reparations necessaires qu'il faut faire en ce palais, que au pont aux Changes. A quoy ledict Charmolue a respondu que on luy a fait desfenses de ne bailler argent si non par mandement exprès; qu'il avoit esté advisé que on escriroit à madame mere du roy regente en France; qu'il a sollicité messire Nicolle de Neufville chevalier tresorier de France de cette affaire, qui en a par plusieurs fois escript à madame & à messire Anthoine du Prat chevalier

chevallier chancelier de France & autres; mais on ne luy a fait response; & au regard de luy, il ne peut bailler deniers sans ordonnance dudit de Neufville; & supplie la cour envoyer devers luy pour luy en parler, pour ce qu'il est de present malade, & ne pourroit venir icy. LA COUR a enjoinct auxdicts changeur du tresor & payeur des œuvres d'aller communiquer de cette matiere avec ledict de Neufville, qui est malade, pour trouver entr'eux moyen qu'il ne vienne aucun peril ne inconvenient, tant audit pont aux Changes, que ez salles & autres lieux du palais, sur peine de s'en prendre à eux & à ceux que on trouvera en estre tenus par raison.

Procession generale pour la guerison du roy.

DU Mardy x. Octobre manè. Ce jour l'archevesque d'Aix lieutenant du roy en cette ville est venu en la cour de ceans, toutes les chambres assemblées, lequel a dict qu'il a receu hier lettres du duc de Vendosmois, par lesquelles il l'advertit de la guerison du roy, & luy escript qu'il presentast d'autres lettres qu'il escripvoit à la cour, & cette nuit est arrivé un paquet de lettres de madame mere du roy regente en France, qui luy mande les nouvelles que la duchesse d'Alençon luy fait sçavoir de la fanté du roy; & que pour le grand bruit qui est par tout le royaume du trespas dudit seigneur, il est requis faire faire procession, pour remercier Dieu de ce qu'il luy apleu remettre le roy en fanté, ainsi que madicte dame escript à la cour plus amplement, & a exhibé lesdictes lettres données à Lyon le v. d'Octobre, & celles du duc de Vendosmois du iv. Et après qu'elles ont esté leuës, M. Charles Guillard president en ladicte cour a dict audit archevesque d'Aix, que la cour n'eust sceu recevoir meilleures ne plus gracieuses ne plus plaisantes nouvelles que celles qu'il a apportées, &c. Ledict archevesque retiré, la matiere mise en deliberation; LA COUR a ordonné & ordonne qu'elle vacquera demain pour aller en procession generale en forme de cour, partant de la sainte Chapelle à N. D. de Paris, où sera portée la vraie croix, pour illec rendre graces à Dieu de la fanté qu'il a donnée & restituée au roy, & pour le supplier que son plaisir soit le mettre bien tost en bonne fanté en liberé en son royaume; & a enjoinct & enjoinct à Guillaume Gastellier huissier en

ladicte cour d'aller devers l'evesque de Paris, qui est à present à S. Denis, ainsi que l'on dict, ou ailleurs où il sera, lui dire qu'il s'en vienne en cette ville, pour faire demain le service & chanter la messe; & a ordonné & ordonne que où ledict evesque seroit mallade & ne pourroit dire la messe, l'evesque de Comminges qui est de present en cette ville de Paris la dira.

DU Mercredy xi. jour d'Octobre. Ce jour la cour s'est assemblée pour aller en procession, en ensuivant la deliberation du jour d'hier; & sont partis de la sainte Chapelle, & a esté portée la vraie croix en la maniere accoustumée, pour aller à N. D. où l'evesque de Paris a dict la messe.

Fausse nouvelles de la mort du roy publiées malignement.

DU Samedy xiv. Octobre. Ce jour de relevée, sont venus en la grand court du palais de ceans quatre personnes à cheval, desguisez, contrefaisans les postes, ayans des chaperons vers en leurs testes, que on dict estre montez à cheval à la porte S. Michel, & sont venus courans par les ruës jusques audit palais, où ils crioient & publioient certains rimes contenans en substance que le roy estoit mort, & que madame mere du roy regente en France en avoit grand desconfort; que les sages le celoient; & qu'il falloit que les fols le declarassent & publiassent, & plusieurs autres choses contre l'honneur dudit seigneur & de nostre dicte dame & de la maison de France; & leur a esté respondu par le perron de la sainte chapelle, & se sont après retirez courans par les ruës, jusques à N. D. des Champs où ils sont descendus; & l'on a mis gens après, pour sçavoir qui ils sont.

Nouvelle publication de l'ordonnance des lanternes, du guet, &c.

DU Mardy xxiv. Octobre. Ce jour la cour, après avoir ouy le prevoist des marchands, a ordonné & ordonne que l'ordonnance des lanternes & du guet bourgeois, & les defences de porter bastons & harquebutes, sera republiée à son de trompe par cette ville de Paris, pour les adventuriers, gens vagabonds & sans adveu qui se viennent jetter en cette ville; & que nul n'y fera

AN. 1525.

exempté, soit de ladicte cour, ou d'autres corps ou communautéz, tant ecclesiastiques, que seculieres; & où ils y defauldront, ou aucun d'eux, ils y seront contraincts par les amendes & autres multes contenues en ladicte ordonnance, par lesdicts prevost & eschevins de la ville, fors & excepté ceux qui seront du corps de ladicte cour; & s'ils se trouvent estre deffaillans, ledict prevost des marchands en advertira la cour pour y pourvoir.

Ordre d'informer contre ceux qui sement des discours injurieux au roy.

DU iv. Novembre. M. Jehan Morin prevost des marchands a dict à la cour qu'il a esté adverti qu'il y a plusieurs gens en cette ville, qui sement tout plain de parolles mechantes contre la personne du roy & de madame mere du roy regente en France, & de l'auctorité; les uns, que ledict seigneur est trespasé & que on l'a veu mort; les autres, que quand il sera delivré, il ne sera digne d'estre roy ne avoir l'administration du royaume, & que l'on l'en gardera bien, & que on fera couper les testes à plus de cinquante des plus grands & apparens officiers & bourgeois de cette ville, & tout plain d'autres parolles injurieuses & ignominieuses, qui sont pour empêcher l'effect des traictez de paix faicts entre madiete dame & le roy d'Angleterre; que l'ambassade d'Angleterre doit ce jourd'huy arriver en cette ville, qui s'en va vers madiete dame; & s'ils entendent ces propos, ce pourra estre cause de la rompture de la paix, de laquelle despend la delivrance dudit seigneur; & à cette cause requiert qu'il plaise à la cour commettre aucuns conseillers d'icelle, pour se informer secretement de ceux qui controuvent, sement & publient telles parolles. LA COUR a commis & commet maistre Jacques Chevrier conseiller du roy en ladicte cour, pour se informer secretement de ceux qui ont inventé, semé & publié lesdictes parolles & autres concernans l'honneur & auctorité du roy & de madiete dame.

Les farces & mommeries deffendues aux colleges.

DU Vendredy xxix. Decembre. La cour a ordonné & ordonne que deffenses seront faictes aux recteur & chancelier de l'université de cette ville

de Paris & aux principaux de tous les colleges de ladicte université de ne souffrir & permettre jouer ezdicts colleges, ne ailleurs, par les escolliers & supposts de ladicte université, aucunes farces, mommeries, ou sottises à la feste des Roys prochain venant; & pour ce faire seront mandez lesdicts recteur, chancelier & principaux de ladicte université en ladicte cour.

Commissaires pour la reformation du college Mignon.

DU Samedy xxvii. jour de Janvier. L'evesque de Troyes conseiller du roy est venu en la cour de ceans, qui a dict que le college Mignon est de la fondation royale, & auquel a eu par cydevant grand nombre d'escolliers & fort bon exercice; toutes fois de present n'y a aucun exercice, pour ce que le principal dudit college est chanoine de Chartres, & ne se tient ordinairement audit college. Et a supplié la cour commettre aucuns des conseillers de ceans, pour avec luy se transporter audit college & proceder à la reformation d'iceluy. Et après que le procureur general du roy a esté sur ce oy; LA COUR a commis & commet maistres Nicolle d'Origny chancelier de l'université, Thomas Pascal conseiller du roy en ladicte cour & president ez enquêtes, Robert Thiboult, Loys de Belançon, & Raoul Aymeret aussi conseillers dudit seigneur en ladicte cour, pour eux transporter audit college, le visiter, & proceder par eux ou aucuns d'eux à la reformation d'iceluy, en la compagnie dudit evesque de Troyes, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles.

Procession pour la delivrance du roy.

DU Mardy penultieme jour de Janvier. La cour a receu lettres missives de madame mere du roy regente en France, données à St. Just sur Lyon le xxiij. Janvier; en obtemperant auxquelles ladicte cour a ordonné & ordonne qu'elle vacquera Jeudy prochain, pour aller en procession pour prier Dieu pour la delivrance du roy, tuition & protection du royaume.

DU Jeudy i. jour de Febvrier m. d. xxv. Ce jour en ensuivant la deliberation faicte Mardy dernier, la cour est allée en procession à la Ste Chapelle, & de là

AN. 1526.

là à N.D. & a esté portée la vraye croix, & a l'evesque de Troyes diât la messe. Et durant la procession sont venus nouvelles que messire Anne de Montmorency chevalier de l'ordre, mareschal de France, arriva le xxvii. du mois passé à Lyon devers madame mere du roy regente en France, qui avoit apporté les articles du traité de paix fait & conclud entre le roy & l'empereur pour la delivrance dudit seigneur, lequel doit estre à Bayonne le x. du mois de Mars prochain venant, & que madicte dame s'en part de Lyon pour s'en aller en ladicte ville de Bayonne audevant dudit seigneur, pour le recevoir, & aussi pour parler avec ledict empereur, qui doit venir & se trouver à Fontarabie.

Enregistrement des lettres d'indemnité données par la regente à la ville de Paris.

DU Lundy xxvi. jour de Fevrier M. D. xxv. Sur les lettres patentes de madame Loyse de Savoye mere du roy duchesse d'Angoumois regente en France, données à S. Just sur Lyon le 1. de ce present mois, scellées de son grand scel, auxquelles sont inserées de mot à mot les obligations, promesses & ratifications faites par les prevost des marchands & eschevins de cette ville de Paris, des traittez de paix faits entre madicte dame & le roy d'Angleterre, par lesquelles elle promet acquiescer & descharger & rendre indemnes lesdits prevost des marchands & eschevins presens & advenir, patrimoine, habitans & biens de cette ville, desdictes promesses, obligations & de tout ce qui s'en pourroit ensuyvir; & après avoir oy sur ce le procureur general du roy, & veu les lettres missives escrites à ladicte cour par madicte dame à cette fin; LA COUR a ordonné & ordonne que lesdictes lettres seront enregistrées en registres de ladicte cour, & que sur icelles soit mis: *Registrata Parisius in parlamento, audito procuratore generali regis*, & signé par le greffier de ladicte cour.

Procession & Te Deum en actions de graces de la delivrance du roy.

DU Lundy xxiii. jour d'Avril M. D. xxvi. La cour, toutes les chambres assemblées, a ordonné & ordonne que demain après dîner elle se assemblera environ trois heures après midy ou palais de ceans, pour aller en forme de

Tome II. Part. II.

cour à N. D. dire un *Te Deum*, & que Lundy prochain elle vacquera pour aller en procession de la Ste Chapelle en l'eglise N. D. pour rendre graces à Dieu de ce qu'il luy a pleu delivrer le roy & le remettre en ce royaume.

*Le marquis de Saluces gouverneur de Paris;
Jean de la Barre lieutenant.*

DU Vendredy xii. jour d'Octobre. Sur deux lettres patentes du roy, les unes données à Angoulême le xxvii. jour de Juin dernier passé, signées, Par le roy, Robertet, & les autres le iii. jour de ce present mois & an, signées, Par le roy Herouet, présentées à la chambre ordonnée par ledict seigneur durant le temps des vacations, par messire Jehan de la Barre chevalier seigneur dudit lieu, conseiller du roy, premier gentilhomme de la chambre & prevost de Paris; par les premieres desquelles ledict seigneur ordonne & establit ledict de la Barre son lieutenant en cette ville, prevost & vicomte de Paris, Isle de France, bailliage de Senlis, Melun, Vermandois, pays de Vallois & Soissonnois, en l'absence du marquis de Saluces gouverneur de cettedite ville, Isle de France, bailliage & pays, & veult que ledict de la Barre jouisse de telles prerogatives & préeminences que ledict seigneur a données audit marquis gouverneur, à plain contenuës en lettres dudit marquis de Saluces; & par les autres lettres ledict seigneur mande à ladicte chambre recevoir ledict de la Barre au serment dudit estat & office, & faire lire, publier & enregistrer lesdictes lettres de provision & institution, & instituer & mettre ledict de la Barre en possession & jouissance dudit estat, tout ainsi & par la forme & maniere que ladicte chambre eust fait ou deu faire, si lesdictes premieres lettres eussent esté adressées à ladicte chambre, & comme la cour seroit si elle estoit assemblée le parlement seant; & après que les gens du roy ont esté oys, &c. La matiere mise en deliberation, LA CHAMBRE a ordonné & ordonne que ledict de la Barre sera receu audit office & estat de lieutenant de roy en cettedite ville, à la charge des modifications faites sur la reception de feu messire Jacques de Tinteville en son vivant chevalier de l'ordre sieur des Chenets oudict office, contenuës au registre sur ce fait le xvi. jour de Janvier l'an M. D. xvi. & aussi à la charge qu'il

Q999ij

AN. 1516.

sera venu presenter seldictes lettres incontinent après la S. Martin prochain venant, le parlement feant, pour les faire lire, publier & enregistrer en ladicte cour en la maniere accoustumée; & a fait le serment en tel cas accoustumé.

Le sieur de la Barre garde de la prevosté de Paris.

LE XIII. Octobre la chambre des vacations a fait enregistrer, sans approbation de la qualité de comte d'Estampes, les nouvelles lettres obtenues par le sieur de la Barre, pour l'office de *garde de la prevosté* de Paris, au lieu de celles qu'il avoit obtenues ci-devant, par resignation du sieur d'Allegre, où il estoit qualifié *prevost* de Paris.

Ordonnance pour le guet bourgeois & les lanternes.

DU Vendredy XVI. jour de Novembre. Les prevost des marchands & eschevins de cette ville sont venus à la cour, qui ont dict qu'ils avoient trouvé qu'il estoit requis de mettre sus le guet bourgeois, & aussi que en chacune maison de cette ville par les rues y eust des lanternes & chandelles ardes, comme il fut fait l'an passé, pour éviter aux dangers des mauvais garçons qui courent la nuit par cette ville. Et après avoir ouy les gens du roy, LA COUR a ordonné & ordonne que l'ordonnance faite touchant ledict guet bourgeois & lesdictes lanternes, sera publiée à son de trompe par cette dicte ville; & seront contraints exempts & non exempts envoyer audict guet bourgeois & à mettre lanternes, sur les peines contenues en ladicte ordonnance. Et enjoind ladicte cour auxdicts prevost des marchands & eschevins de faire garder icelle ordonnance, & de n'en exempter aucuns, sur peine de s'en prendre à leurs propres personnes, soient de la chambre des comptes, generaux de la justice, des monnoyes & du corps de la ville.

Creation d'un lieutenant de robe courte du prevost de Paris, & de vingt archers.

DU Mardv IV. Decembre. Ce jour messire Jehan de la Barre chevalier prevost de Paris est venu ceans, lequel a presente certaines lettres patentes par lesquelles ledict seigneur crée & érige ung lieutenant lay de robe courte,

te, &c. LA COUR a ordonné que lesd. lettres patentes seront monstrees aux gens du roy, pour sur icelles venir dire au premier jour ce que bon leur semblera.

Procession pour reparation de l'impiété commise contre une image de la Ste Vierge.

DU VI. Juin. Ce jour messire Jehan de la Barre chevalier seigneur dudit lieu, prevost de Paris & lieutenant du roy en cette ville, est venu en la cour de ceans, toutes les chambres assembléees, & a presente lettres du roy. ... Lesquelles leues, a ledict prevost de Paris dit que le roy a sceu le grand scandalle & énorme cas qui fut Lundy dernier fait & commis en la rue des Rosiers en cette ville de Paris, contre l'image & representation de la glorieuse Vierge Marie mere de Dieu, dont il est assez déplaisant. ... & veut & entend qu'en toute diligence punition en soit faite, telle & si grande que ce soit un exemple à tout le peuple; & ledict seigneur delibere de faire reestabli ladicte image & representation en la plus grande solemnité qu'il pourra, & luy a commandé ledict seigneur de faire faire une image d'argent semblable & de mesme grandeur qu'estoit celle qui a esté demolie & rompuë; & s'en viendra ledict seigneur faire la feste du S. Sacrement, qui sera Jeudy prochain; & pour ce que les processions generales se font ledict jour par chacune des eglises & paroisses de cetterdicte ville pour porter la sainte Hostie, il a remis la procession generale au lendemain, en laquelle il fera; & entend que la cour de ceans, la chambre des comptes, les prevost & eschevins de la ville & autres corps & colleges de cestedicte ville y soient. Et fera ledict seigneur porter ladicte image & representation d'argent qu'il fait faire en ladicte procession, & luy-mesme la ira reestabli au lieu où souloit estre celle qui a esté rompuë, cassée & demolie. A quoy M. Charles Guillard president a respondu, &c. Ce fait, le cardinal archevesque de Sens chancelier de France est venu à la cour, accompagné de l'archevesque de Bourges, d'aucuns maistres des requestes & conseillers du grand conseil, pour ceste mesme maniere; & après que aucuns devis & propos ont esté tenus, les gens du roy parlant par l'organe de M. Pierre Lizet advocat lay dudit seigneur en ladicte cour, ont dict & proposé, &c. Ce fait a esté dict que les recteur & université de Paris ont delibéré en leur con-

AN. 1518.

gregation n'agueres faicte, de faire une procession generale, partant de l'eglise des Maturins, pour aller à Ste Catherine du Val des Escoliers; & doivent passer par ladicte rue, & faire pause & s'arrester au lieu où le cas enorme, dont est question, a esté commis, pour faire oraisons & prieres pour mitiger l'ire de Dieu, & aussi pour induire le peuple qui en est scandalisé à devotion; & sont deliberez d'en faire remonstrance au roy, afin que son bon plaisir soit pourvoir à ce que tels scandales & crimes abominables faicts & perpetrez contre l'honneur de Dieu & la reverence de sa tres-saincte & glorieuse mere soient punis; & à ceste cause ont baillé requeste à ladicte cour tendant à cette fin, laquelle a esté rapportée, & dont la teneur ensuit, &c. . . Et après ce a dict M. Pierre Cleutin conseiller du roy en ladicte cour & president es enquestes, que hier il se treuva en quelque lieu, où Germain le Cœur eschevin en ladicte ville de Paris estoit, lequel dist qu'en un village estant à 4. ou 5. lieues d'icy, avoient esté prins deux maraulx rompans & brisans une image de la benoiste & glorieuse vierge Marie mere de Dieu, à la poursuite d'un berger; lesquels ont entre autres choses confessé qu'ils ont rompu & brizé plusieurs images de Nostre-Dame & des saints, & que pour chacune image qu'ils rompent on leur donne cent sols, & qu'il seroit bon de sçavoir qui c'est. Ce faict ont esté le prevost des marchands & ledict le Cœur mandez; lequel sur ce interrogé, a dict qu'il y a ouy dire au bureau de l'hostel-Dieu, auquel tous les maistres dudit hostel-Dieu estoient. Et après ce a esté advisé que ledict prevost de Paris parleroit ce jourd'huy auxdits maistres de l'hostel-Dieu, & s'enquerroit en quel village ont esté prins lesdits maraulx, & aussi qu'il informeroit des malfaiçteurs qui ont commis le cas dont est question. Et a ledict cardinal chancelier ordonné que proclamations seroient ce jourd'huy faictes par ledict prevost ou ses lieutenans de par le roy, afin que ceux qui sçavent ceux qui ont commis ce cas execrable & damnable, le viennent reveler, & on leur baillera mil escus, qui seront prins sur le tresorier de l'espargne.

L'ordre qui se doit demain tenir à la procession.

ET premierement les eglises de Paris, & les prelatz derriere eulx.

Les officiers & chancelliers de l'ordre selon leurs degrez.

La cour de parlement.

La chambre des comptes & la ville.

Les gentilshommes de la chambre du roy & autres.

Les capitaines & archers de la garde.

Fait à Paris le xi. jour de Juin l'an M. D. XXVIII. *Sic signatum*, FRANC, OIS, & ROBERTET.

Et environ neuf heures sont lesdits presidens, conseillers & autres officiers de ladicte cour partis dudit palais en ordre accoustumé: sçavoir est, les huisfiers devant, maistres Jehan Parent, Jehan de Veignoles & Louis Fumée notaires de ladicte cour ensemble, parce que M. Jean Bardelot l'un desdits notaires estoit absent; les greffiers des presentations & criminel, & moy seul; & après les presidens & conseillers en robes rouges deux à deux, & à leur queue les advocats du roy; & sont allez à cheval jusques à l'eglise Ste Catherine du Val des Escolliers attendre le roy. Et quand ils ont esté en ladicte eglise, le capitaine David lieutenant de la garde Escossoise du corps du roy y est venu, accompagné d'aucuns de ses archers, qui a apporté l'ordre que ledict seigneur avoit ordonné estre tenu à ladicte procession, signé de la main dudit seigneur & dudit Robertet, semblable à celui cy-dessus escript, lequel il a monstré aux presidens de ladicte cour, puis l'est allé monstrer aux gens de la chambre des comptes, pour leur notifier l'ordre qu'ils avoient à tenir; lesquels non contents de ce que ledict seigneur avoit ordonné qu'ils iroient avec les prevost des M. & eschevins de la ville, envoyèrent deux des maistres des comptes devers le sire de Montmorency grand maistre de France, afin qu'il leur fust permis d'aller en l'ordre qu'ils avoient accoustumé, qui est quant & la cour de parlement du costé fenestre, un peu au-dessous des presidens de ladicte cour. Aussi les presidens d'icelle cour envoyèrent M. Jean Ruzé advocat du roy devers ledict seigneur, lequel manda qu'il vouloit que l'ordre fust gardé tel qu'il l'avoit faict mettre par escript. Et depuis vint messire Gabriel de la Chastre chevalier seigneur de Nançay,

AN. 1518.

* Présidens.

* Supple,
marcher.

l'un des capitaines des gardes François du corps dudit seigneur, lequel arrivé devers lesdits présidens de ladicte cour, leur dist que le roy, pour éviter scandalle, avoit ordonné que lesdits gens des comptes seroient du costé fenestre de la cour, un peu plus bas que les présidens d'icelle, & qu'après eux iroient les prevost des M. & eschevins de la ville de Paris, pour ceste fois seulement, & sans que lesdits gens des comptes & lesd. prevost des marchands & eschevins le pussent tirer à consequence contre l'auctorité de lad. cour cy. après. Et fut aussi ordonné incontinent que la procession commenceroit à marcher, les huissiers de ladicte cour se retireroient en leurs maisons, pour ce que le roy voloit que lesdits prevost* & conseillers allaient incontinent après luy, sans qu'il y eust personnes entr'eux, fors le roy de Navarre & le cardinal de Lorraine & les ambassadeurs qui sont auprès de luy. Et un peu auparavant onze heures est arrivé le roy en ladicte eglise, & fut commencée la messe, qui fut dictée & célébrée par l'evesque de Paris. Et dès le commencement de ladicte messe, Jean de Selve premier président manda le prevost de l'hostel, auquel il ordonna faire* les mandians, paroisses & autres eglises en la maniere accoustumée; après lesquels & la messe dictée allerent l'eglise Nostre-Dame & la Ste Chapelle du palais ensemble, l'eglise N. D. tenant le costé droit, & la Ste Chapelle le costé fenestre, renans ensemble le chœur, & allans seuls chantans parmi les rues. Et après eulx allerent les abbez de saint Magloire, de S. Euverte d'Orleans & prieur de S. Martin des Champs, les evesques de Xaintes, de Vabres, de Conserans, de Bazas, d'Auxerre & de Soissons deux à deux. Aprez lesquels allerent les trompettes du roy armoyez des armes de France; & puis après Dauphiné, Angoulesme, Champagne, Normandie, heraux d'armes du roy, portans leurs cottes d'armes; & aprez eulx messire Adam Fumée chevalier seigneur des Roches, & Pierre Dauver aussi chevalier seigneur des Marais, conseillers du roy & maîtres des requestes ordinaires de son hostel. Et après eulx le prevost de Paris seul, tenant un baston blanc en une main, & en l'autre un cierge de cire blanche de deux livres. Et aprez luy allerent maître Louis de Cleves & de Nevers chevalier de l'ordre, sieur de Cayeu, & maître Anne de Montmorency aussi chevalier de l'ordre dudit seigneur

& grand maître de France ensemble; & après eulx le duc de Longueville & le seigneur Maximilien Sforce Marie vicomte ensemble; les ducs de Vendosme & de Ferrare ensemble, chacun d'eux portant un cierge de cire blanche. Après lesquels alloit l'evesque de Lizieux grand aumosnier du roy, habillé en pontificat, ayant devant luy l'archidiacre de Brie & M. Estienne Leger chanoine de Paris, faisant les offices de diacre & sous-diacre; lequel evesque de Lizieux portoit l'image d'argent de la benoiste & glorieuse vierge Marie, que ledit seigneur vouloit reestablishir au lieu de celle qui avoit esté demolie. Et puis après alloit le roy seul, aussi portant un cierge de cire blanche, couvert par la poignée de velours cramoisi, un peu plus grand que les autres. Et après luy alloient ensemble le roy de Navarre & le cardinal de Lorraine, aussi portans chacun un cierge; & après eulx les ambassadeurs d'Angleterre, de Venise, de Florence, du duc de Bar, des Souisses & de Gennes, portans aussi chacun un cierge; & incontinent après les présidens, conseillers & autres officiers de lad. cour deux à deux selon leurs receptions. Et pour ce que les greffiers & notaires de ladicte cour avoient accoustumé aller après les huissiers & devant les présidens d'icelle, & qu'ils ne sçavoient quel ordre tenir, lesdits présidens ordonnerent qu'ils iroient après lesdits conseillers pour cette fois tant seulement, parceque le roy y estoit en personne, & afin qu'il n'y eust aucuns entre ledit seigneur & lesdits présidens, fors lesdits roy de Navarre, cardinal de Lorraine & ambassadeurs, & ce sans prejudice des droicts desdits greffiers & notaires. Et à costé de ladicte cour alloient les présidens, conseillers - maîtres & officiers de la chambre des comptes du costé fenestre, au dessous des présidens de ladicte cour; & à leur queue alloient les prevost des M. eschevins & conseillers de la ville de Paris, accompagnez d'aucuns bons marchands de ladicte ville. Après lesquels alloient les chambellans, gentils-hommes de la chambre, maîtres d'hostel & autres gentils-hommes de la maison du roy, chacun d'eux portant un cierge de cire blanche, sans joindre ne mesler avec ladicte cour. Et aprez eulx alloient les capitaines des quatre cens archers des gardes du corps du roy, accompagnez de la plupart desdits archers, avec grande multitude de peuple. Et partirent en l'ordre susdict de ladicte eglise de Ste Catherine

rine du Val des Ecolliers à pied, & s'en allerent par la grande rue S. Anthoine entrant par la rue des Rosiers, au lieu où l'image & representation de la benoïste & glorieuse Vierge Marie avoit esté demolie & rompue, au grand contempnement & deshonneur de Dieu & de sa tresdigne & tres-sacrée mere; auquel ledict seigneur avoit fait faire un pillier de pierre avec une armoise pour y mettre ladicte image; & y estoit un tabernacle fait à degrez pour monter à ladicte armoise, tout couvert de tapis de Turquie, au près duquel y avoit esté mis une table en forme d'autel, sur laquelle ledict evesque de Lizieux mist ladicte image d'argent. Et incontinent le roy & sa compagnie se mirent à genoux, & fit ledict seigneur sa priere, & commencerent les chantes de la chapelle du roy à chanter l'antienne *Ave regina colorum*, laquelle finie ledict evesque de Lizieux dist la collecte *Famulorum*, &c. Et ce fait ledict seigneur monta sur le tabernacle, & osta l'image qui avoit esté diffamée, rompue & demolie; & après avoir baillé l'image d'argent qu'il avoit fait faire, laquelle luy fust baillée par ledict evesque de Lizieux, il la mist au lieu de l'autre dans ladicte armoise, puis la baïsa de rechef, & ferma ladicte armoise d'un treillis de fer, qui avoit esté approprié pour ce faire; puis descendit ledict seigneur ayant les larmes aux yeux, & se mit à genoux faisant de rechef ses oraisons. Et ce fait ledict seigneur bailla son cierge audict prevost de Paris, qui le porta & le mit dans un chandellier qui estoit tout devant ladicte image. Et incontinent après ledict seigneur monta à cheval, & se retira au logis de M. Nicole de Neufville chevalier sieur de Villeroi, conseiller dudit seigneur & tresorier de France, prez le Louvre, pour dîner; & se retirerent ladicte cour, lesdicts gens des comptes, prevost des M. & eschevins de la ville de Paris, chacun en sa maison; *Et hac die nihil aliud actum est.*

Procession en action de graces de la delivrance des enfans du roy.

DU Mercredi vi. Juillet du matin. A ce matin la cour a receu lettres millives du roy escrites à Bordeaux, faisant mention de la delivrance de messeigneurs les dauphin & duc d'Orleans faite le premier jour de ce mois environ huit heures du soir, ez mains du sieur de Montmonrency grand-maître & mareschal de

France, moyennant la somme de 1200. mil escus comptans, que ledict seigneur estoit tenu bailler à l'empereur pour sa rançon; & mande ledict seigneur en rendre graces à Dieu, faire feuz de joye & processions, ainsi qu'il est accoustumé faire en tels cas. Sur quoy la cour a deliberé aller Vendredy prochain en procession avec ceux de la sainte Chappelle, & faire porter le fust de la croix à l'eglise de Paris, & rendre graces des bonnes & glorieuses nouvelles à Dieu & à sa glorieuse mere.

DU Vendredy viii. Juillet. Ce jour en ensuivant la deliberation du Mardy dernier . . . la cour est allée en procession . . . à laquelle ont assisté les prevost des marchands & eschevins de cette ville de Paris. Et après que la messe a esté dite par l'archevesque de Vienne, a esté rapportée ladicte sainte & vraye croix en ladicte sainte Chappelle. Et ce fait, chacun s'est retiré en son hostel.

Augmentation des bassimens de l'hostel-Dieu.

DU Jeudy xxiii. Fevrier. Sur la requête présentée à la court le 10. Mars 1525. par les maistres, freres, sœurs & commis au regime & gouvernement de l'hostel-Dieu de Paris demandeurs, à l'encontre des tresorier & chanoines de la sainte Chapelle du palais defendeurs, par laquelle lesdicts demandeurs requeroient lesdicts defendeurs estre condamnés & contraincts leur bailler & delaisser certaine maison à eux appartenant, joignant la grand porte de l'hostel-Dieu du costé du petit-pont, pour accroistre & augmenter ledict hostel-Dieu, & y faire une salle neuve, pour loger & heberger les pauvres malades gisans en icelluy en grand nombre, en leur baillant par iceux demandeurs recompense d'une autre maison ou maisons en cette ville de Paris, de la valeur & estimation de la leur, au dire de gens à ce cognoissans: le tout pour le bien, profit & utilité de la chose publique, & à ce que les pauvres malades puissent par cy-après estre logez plus à leur aise, parce que par chacun jour estoient six, sept, huit, neuf dans un lit, le sain avec le malade, qui estoit chose fort pitoyable & perilleuse, & ceux frappés de peste avec les autres qui ne le sont; & sans laquelle maison seroit impossible ausdicts demandeurs pouvoir faire ledict accroissement: le tout selon & en ensuivant le contenu en la-

AN. 1530.

AN. 1531.

AN. 1533.

dicté requête à fin de despens. Veû par la court ladicte requête, &c. . . . LA COURT en ayant esgard ausdictes offres, a condamné & condamne lesdits deffendeurs à bailler & delaisser ausdicts demandeurs pour les causes susdictes leurdictemaison, en leur baillant recompense en cette ville de Paris de maison de pareille valeur & revenu, &c.

Danger de peste à Paris.

D'U Jeudy vii. Septembre. La court attendu le danger de peste ayant de present cours en cette ville de Paris, a ordonné & ordonne, &c.

Arrest touchant le carrefour du pont N. D.

AN. 1532.

D'U Vendredy xv. Novembre M. D. xxxii. Ce jour que M. Pierre Viole conseiller ceans & prevost des marchands & les eschevins de cette ville de Paris ont esté oys, sur ce que ledict prevost a remonstré à la court l'incommodité qui estoit en ladicte ville par le moyen de l'estroite ouverture estant au carrefour du pont Nostre-Dame, en tirant en Greve, venant du chastelet, & qu'il y avoit l'une des maisons du coing dudit carrefour estant par bas, & avant que permettre estre remontrée, estoit requis y adviser pour la commodité d'icelle ville; oys aussi les voisins d'icelle maison, LA COURT a ordonné que en la presence de MM. Jacques le Roux & Pierre de la Porte conseillers ceans, sera visitée par les maîtres jurés l'assiette d'icelle maison, & en feront leur rapport à lad. court, pour icelluy oy en ordonner ce que de raison.

Entrée de Jean du Bellay eveque de Paris.

D'U Samedy xxiii. Decembre du matin. Ce jour l'evesque de Paris M. Jean du Bellay par ses parens & amis a fait prier la court d'assister Lundy prochain, qu'il fera son entrée, & visitera son eglise, à sa messe & au dîner es maisons episcopales.

D'U Mardy xxvi. Novembre *mané*. Ce jour messire Jean du Bellay eveque de Paris, conseiller né en la court de ceans, est venu en la court faire la reverence à icelle, & a fait le serment.

Maison de Jean de Vignolles au coin de la rue Aubry-le-Boucher.

AN. 1533.

D'U Mardy xi. Mars. Sur la requête présentée à la court par M. Jean de Vignolles nottaire & secretaire du roy & l'un des quatre nottaires de ladicte court, tendant à ce qu'il luy feust permis faire voir & visiter par aucuns conseillers de ladicte court certaine maison à luy appartenant à cause de Anne Guyart sa femme, assise en la grant rue S. Denis en ceste ville de Paris à l'opposite de la fontaine S. Innocent, faisant le coing de la rue Aubry le Boucher; laquelle il avoit intention faire bastir & construire de pierres de taille, & au coing d'icelle faire une tournelle triomphant à l'antique, ymagée du roy & autres images, à la grand decoration & honnesteré de la ville; pour leur rapport oy, luy permettre en édifiant ladicte maison faire asseoir ladicte tournelle à cul de lampe, au-dessus de l'ouvrouer fait en arcboutant es deux rues, de hauteur de neuf à dix pieds, comme en plusieurs autres maisons de ceste dicte ville. . . . LA COURT a permis & permet audit de Vignolles faire construire & édifier ladicte maison de pierres de taille, & au coing d'icelle une tournelle portée sur cul de lampe ou encorbellement, à prendre la premiere assise de ladicte tournelle douze pieds du rays de chaussée pour le moins.

Arrest en faveur de la chappelle du saint Esprit, à l'occasion du bastiment de l'hostel de ville.

D'U Samedy xxvi. Juillet *mané*. Entre les prevost des marchands & eschevins de ceste ville de Paris, demandeurs & requerans l'enterinement de certaines lettres patentes du roy, & en ce faisant, que suivant l'ordonnance & plaisir dudit seigneur leur feust permis prendre & appliquer au bastiment & édifice de l'hostel commun de ladicte ville, commandé par icelluy seigneur de nouvel estre fait selon le portraict à luy monstre, la faillie de l'eglise du saint-Esprit en Greve, joignant la faillie dudit hostel commun, en baillant aux maîtres & gouverneurs dudit saint-Esprit bonne, suffisante & raisonnable recompense, selon le dict, jugement & opinion de gens de bien & de conscience, qui pour ce seront appelez, d'une part; & lesdits maîtres

maîtres & gouverneurs de la chapelle du S. Esprit, deffendeurs d'autre. Veu par la court lesdictes lettres patentes : la requeste baillée par lesdictz demandeurs sur icelles le 7. May dernier passé : le plaidoyé faict sur ladicte requeste entre lesdictes parties le 13. Juin ensuivant, avec l'arrest ensuiuy : le rapport de la visitation faicte par les accordez par lesdictes parties, en la presence de deux conseillers de ladicte cour à ce par elle commis & deputez suivant ledict arrest : les responses desdicts deffendeurs baillées après avoir eu communication du tout : autre plaidoyé faict le 17. de ce present mois de Juillet, sur certaines requestes presentées par lesdicts deffendeurs, tendant à fin d'avoir communication du pourtraict & visitation : ledict pourtraict du bastiment & édifice dudit hostel commun : les debatz bailliez contre ledict rapport & visitation ; & tout ce que lesdictes parties ont mis & produit par devers ladicte court : oy le rapport desdicts commissaires, & tout considéré : IL SERA DICT, suivant le rapport desdictes visitations, que la court a permis & permet ausdicts demandeurs prendre la faille estant sur le devant de la chapelle du S. Esprit & sur ladicte place de Greve, contenant douze piedz de profondeur à prendre du costé de la court de l'hospital du S. Esprit, & onze piedz & demy ou environ à prendre du costé de ladicte ville, sur la longueur de ladicte faille, qui est de six toises & demye de longueur ou environ, compris les espoiffeurs de mur, avec dix piedz ou environ sur ladicte place de Grève, oultre ladicte faille du S. Esprit, du costé de l'entrée de ladicte court, vers l'hostel du grant Godet, & du costé de ladicte ville huit piedz ou environ : le tout selon ladicte longueur de six toises & demye, avec les dessus depuis un gare en amont de 27. à 28. piedz de hault & 18. piedz de largeur, sur ladicte largeur de six toises & demye, pour appliquer au bastiment & édifice dudit hostel de ladicte ville. Et en ce faisant a condamné lesdicts prevost des marchands & eschevins à faire au pignon de devant, pour ladicte chapelle du S. Esprit, un arc de 27. à 28. piedz de haulteur, & de 28. piedz de largeur de l'édifice de ladicte ville, pour appliquer le dessoubz à l'augmentation & accroissement de ladicte chapelle du S. Esprit, & faire eriger un portail de pierres de taille en forme d'angle, pour l'entrée de ladicte chapelle, auquel por-

tail sera mis la representation de la Trinité enlevée en taille, en forme & maniere que un chacun puisse cognoistre ledict lieu estre sacré & dédié au saint Esprit ; & avec ce au-dessus dudit portail sera mis en escript en grosses lettres & apparentes que c'est la chapelle du S. Esprit. Et outre seront tenus lesdicts prevost des marchands & eschevins faire veuë & lumiere competente & suffisante à ladicte chapelle, & faire faire les murailles, édifices, voultres, pilliers & couvertures qu'il conviendra faire pour l'accroissement de ladicte chapelle du S. Esprit, forts & suffisans de pierre de taille jusques aux alignemens, ensemble tous les reestablishemens de ce qui sera demoly de ladicte chapelle à cause dudit édifice, tant pour les rechangemens d'eaux & esgoutz de ladicte chapelle, que autrement, & iceux entretenir ; & aussi à mettre en la chapelle ou oratoire qu'ils entendent faire au dessus de l'arc, des trilliz de fer es becs par où l'on verra dudit oratoire en ladicte chapelle du saint Esprit ; lesquelz trilliz seront suffisans, & la maille à jour d'iceux sera de six poudes de hault & de quatre poudes de large, avec fenestre & un huys à l'entrée dudit oratoire, pour le fermer, en sorte que l'on n'y puisse entrer sinon quand l'on voudra chanter ou celebrer messe, ou que l'on voudra d'icelluy oratoire oir la messe & le divin service de lad. chapelle du S. Esprit. Et la clef dud. huys de ladicte entrée d'icelluy oratoire demourra es mains & garde dudit prevost des marchands & eschevins, ou de leur procureur, greffier & receveur, & l'un d'eux, & non d'autre : le tout aux despens de ladicte ville. Ordonne ladicte court que lesdicts prevost des marchands & eschevins seront tenus recompenser ladicte chapelle du S. Esprit du grenier & place qu'ils auront pris pour l'édifice d'icelle ville, sy recompense y eschet ; & pour oyr lesdictes parties sur ladicte recompense, a commis & commet les commissaires ja commis, lesquels, appelez avec eux les deputez à ladicte visitation, arbitreront ladicte recompense, pour leur avis oy par ladicte court en estre par elle ordonné comme de raison. Et ordonne ladicte court que la recompense qui par ladicte court sera adjudgée, lesdicts prevost des marchands & eschevins seront tenus la payer dedans trois jours après, *alias* en defaut de ce ledict édifice de ladicte ville du costé dudit S. Esprit surcerra jusques avoir par eux satisfait.

AN. 1533.

La rue de Grenelle, ou Garnelles, pavée.

DU Mardy XII. Aoust. Sur la requête présentée à la court par Calfin Coffoy paveur de grez en la ville de Paris, par laquelle après narration faite que suivant les arrests de ladicte court & en obeissant aux commandemens à luy faits, il avoit pavé la rue de Garnelles, & a esté payé par les habitans en icelle rue, fors de ce qu'il avoit pavé à l'endroy & au long de la closture de la maison des filles Penitentes aboutissant sur ladicte rue, qui avoit esté toisé, prisé & estimé à la somme de 203. livres tournois; & rapport de ce fait par le commissaire Surreau en la chambre civile du chasteller, le conseil assemblé pour la police, avoit esté ordonné que ladicte rue fust pavée par les eglises des paroisses d'icelle ville, & les deniers d'icelle que l'on employeroit au payement d'icelle somme; laquelle que l'on ne vouloit souffrir estre faite; & rapport de ce de rechef fait par led. commissaire en ladicte chambre du conseil pour la police, ledit Coffoy avoit esté renvoyé aux prevost des marchands & eschevins de lad. ville, qui auroient refusé pourveoir sur ledit payement; au moyen dequoy ledit conseil de la chambre de la police avoit renvoyé ledit Coffoy à ladicte court pour luy pourvoir; il requeroit contrainte de ladicte somme sur la recepte de ladicte ville, ou luy donner assignation d'icelle somme sur l'aumosne que lesdites filles Penitentes prennent sur le receveur des exploits & amendes de ladicte court, ou autrement sur ce luy pourvoir ainsi que de raison: LA COURT a ordonné & ordonne que lesdits prevost des marchands & eschevins de ladicte ville de Paris pourvoient audit Coffoy sur le contenu en ladicte requête, ainsi qu'ils verront estre à faire.

Danger de peste à Paris.

DU Samedi XIII. Septembre. La chambre ordonnée au temps des vacations, pour le danger de peste à present regnant en ceste ville de Paris, a ordonné & ordonne, &c.

Les professeurs du college royal mandés, au sujet des affiches où ils promettoient d'expliquer l'Ecriture sainte.

DU Vendredy IX. Janvier. Ce jour matin veste par la court certaine requête à elle baillée par le procureur general du roy, contenant que par le syndic de la faculté de theologie en l'université de Paris il avoit esté averty que aucuns particuliers simples gramairiens ou rhetoriciens, non ayans estudié en faculté, s'efforçoient lire publiquement de la sainte Escripture, & icelle interpreter, comme il apparoissoit par certains billets par luy exhibez, qui avoient esté trouvés affichez par les carrefours & lieux publics de ladicte université, dont pouvoient proceder plusieurs inconveniens mesmement contre la foy & chose publique Chrestienne; requerant ledit procureur general defences estre faites aux particuliers dénommez aux billets, & à tous autres en general, de ne entreprendre à lire & interpreter publiquement ladicte sainte Escripture, que premierement il ne se fussent presentez à ladicte faculté de theologie, & eussent permission d'icelle de faire lesdites lectures & interpretations. La matiere mise en deliberation, & veüs lesdits billets en la forme qui s'ensuit:

AGATHIUS Guidacerius regius professor cras horâ septimâ in collegio Cameracensi lectionem psalorum in psalmo XX. prosequetur; & die Martis horâ secundâ unus è suis juvenibus alphabetum Hebraicum & grammaticam Mose Runtii auspicabitur. Vaneunt exemplaria Christiano Wechelo, sub scuto Basilienfi.

FRANCISCUS Vatablus Hebraicarum litterarum professor regius die Lunæ horâ primâ pomeridianâ interpretationem psalorum prosequetur.

P. ARNESIUS * regius & ipse litterarum Græcarum professor eodem die horâ secundâ librum Aristotelis egredietur * in gymnasio Cameracensi. Venerabili est Aristotelis liber quàm diligentissimè fieri potuit impressus, apud Anthonium Augerellum, sub signo sancti Jacobi, viâ ad sanctum Jacobum.

PAULUS Paradisus regius Hebraicarum litterarum interpres die Lunæ horâ decimâ grammaticam Sanctis Pagnini à se paucis abhinc diebus perlectam, iterum ab ipsis elementis repetere incipiet. Eadem horâ Salomonis Proverbia auspicabitur

AN. 1534.

* ou Danne.

* Aggredietur.

abitur in gymnasio Trium-episcoporum.
Vaneunt Gormontio.

LADICTE COURT a ordonné que les dessusdicts seront mandez en icelle à une heure précise après dîner, pour parler avec eux desdicts livres de la sainte Escripiture, & estre oys avec le sindic de ladicte université & ledict procureur general.

Le gouvernement de la ville de Paris réuni à celui de l'Isle de France.

DU xv. jour du mois de May. Ce jour ont esté veües par la court les lettres patentes du roy, par lesquelles il a réuni le gouvernement de la ville de Paris avec le gouvernement de l'Isle de France, duquel gouvernement de l'Isle de France par cy devant il avoit pourveu le seigneur de Barbezieux, & ladicte reunion faicte, a pourveu dudit gouvernement de ladicte ville de Paris ledict sieur de Barbezieux. La matiere mise en deliberation, a esté ordonné que ledict sieur de Barbezieux seroit receu & institué, & monteroit au haut siege du costé des conseillers laiz & audessus d'eux, mais que l'on luy remontreroit.

Reglement provisionel pour la faculté de decret.

DU XIII. jour de Juin. Ce jour maistres Jacques de la Barde, René du Bellay, Nicolle Quelain & Leonard de la Guyonne conseillers en la court de ceans, commissaires deleguez à la reformation de l'université de Paris & facultés d'icelle, & le procureur de l'université de Paris, demandeurs d'une part, & les doyen & docteurs regens en la faculté de decret en ladicte université, deffendeurs d'autre. Veü par la court le plaidoyé faict en icelle le 3. May 1523. Les informations faictes à la requeste d'icelle court. Les conclusions du procureur general du roy. Reformation de ladicte université faicte par le cardinal d'Estouteville legat en France. Statuts de ladicte faculté de decret. Arrest donné par ladicte court le 17. Decembre 1521. entre le Syndic des escoliers estudians en ladicte faculté de decret & les docteurs en icelle. La requeste verbale faicte en ladicte court par aucuns desdicts deleguez, requerans que le plaisir de lad. cour fust pourveoir à ce que les articles qui par eux seront faicts pour la reformation de ladicte faculté, & pa-

Tome II. Part II.

reillement de lad. université & autres facultés d'icelle, soient executés nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles. Une requeste baillée à ladicte court cejourd'huy par M. Jacques Spifame conseiller en ladicte court & chancelier en l'eglise & université de Paris, par laquelle il requeroit qu'il fust ordonné par ladicte court estre par luy procedé comme chancelier d'icelle université, presens & appelez tels qu'il plairoit à ladicte court, mesmement les refformateurs deputez à refformer ladicte université, à la reformation d'icelle faculté, s'il sembloit à ladicte court estre expedient. Et tout ce que par lesdictes parties a esté mis & produit par devers ladicte court, & tout considéré: IL SERA DICT que ladicte court a ordonné & ordonne par maniere de provision & sans prejudice de la future reformation, & jusques à ce que par lesdicts refformateurs deputez par le roy & par le cardinal de Sens legat en France en la reformation de l'université de Paris & facultés d'icelle autrement en seroit ordonné; que en ladicte faculté de decret y aura six docteurs regens, desquels les deux liront les decretales aux heures du matin: c'est à scavoir depuis la feste S. Luc jusques à Pasques de sept heures jusques à neuf, & depuis Pasques jusques à la Nofre-Dame de Septembre de six heures jusques à huit. Les deux autres docteurs liront les sixiesmes & Clementines de une heure jusques à trois, & les deux autres docteurs liront le grand decret, & commencera la premiere leçon à neuf heures du matin jusques à dix depuis ladicte feste S. Luc jusques à Pasques, & depuis Pasques jusques à ladicte feste de Septembre commencera à huit heures du matin jusques à neuf, & l'autre après dîner depuis trois heures jusques à quatre. Et liront lesdicts deux docteurs qui seront deputez à faire lesdictes lectures decretales *rum apparatu*, expediant les textes notables; & en l'expedition desdicts textes ne prétermettront la division requise, les raisons de doubter & decider, avec que les présuppositions convenables pour l'entendement de la decretale; & expedieront les gloses par ordre & distinctement, avec l'apparat de Favorine & des autres docteurs qu'ils pourront veoir pour faire leurs lectures. Et seront tenus lire lesdictes decretales dedans deux ans. Et ceux qui liront l'après-dinée les sixiesmes & Clementines, & les deux autres qui liront le grant decret, expedieront les

AN. 1534.

R r r ij

AN. 1534.

textes & gloses sans grand apparat, lesquels ils seront tenus lire dedans deux ans. Et seront lesdits docteurs leurs lectures ez grandes écoles de ladicte faculté de decret publiquement. Et les docteurs regens qui dorenavant seront prins & reçus, seront reçus en la maniere qui s'ensuit: c'est à sçavoir que ceux qui voudront parvenir en ladicte doctorerie en ladicte faculté pour estre regens, feront deux repetitions publiques ez grandes escolles, en la presence des docteurs de ladicte faculté & de deux conseillers qui à ce par elle seront deputez, & répondront publiquement à tous voullans arguer contr'eux, soient docteurs, licentiez, bacheliers ou autres; & ce fait, & l'inquisition sommaire prealablement faite par lesdits conseillers sur la vie & mœurs de ceux qui voudront estre admis à la doctrine de leur faculté, & s'ils sont agreables aux escolliers, & icelle inquisition veüe, & oyle rapport deldicts conseillers, seront pour la premiere fois les trois qui se trouveront capables receus avec ceux qui à present sont à ladicte doctrine & regence. Et après que le nombre de six sera rempli, vacant l'une desdictes regences, sera pourveu en la maniere qui s'ensuit: c'est à sçavoir celui qui voudra estre admis, sera tenu faire les repetitions & responses en la maniere dessusdicté; & ce fait, les cinq docteurs assemblez en la presence desdicts deux conseillers qui seront deputez par ladicte court, jureront solennellement de élire en docteur regent celui qui sera trouvé le plus idoine, capable & suffisant, plus commode & utile aux escolliers & auditeurs en ladicte faculté, sans acception de personne, & sans ce que pour raison de ce ils ayent, ou autres pour eux qu'ils sçachent, aucuns dons; & où ils seront trouvez avoir fait le contraire de leurdict serment, declare ladicte court par maniere de provision dès à present & pour lors ladicte election nulle, & ceux qui auroient contrevenu à leurdict serment, privez de leur regence. Et pour ce que par cy-devant les bacheliers, licentiez & docteurs en ladicte faculté ont esté faits sans y garder grande solempnité ny examen, a ordonné ladicte court que avant que aucun soit receu au degré de bachelier, aura premierement continuellement estudié en ladicte faculté par deux ans, & luy sera baillé une decretale, laquelle il lira en la presence de deux docteurs de ladicte faculté, chacun desquels docteurs pour le moins luy fera

deux argumens; & se ils le trouvent suffisant, le recevront, & non autrement. Et quant aux licentiaudes, avant que aucun se puisse presenter pour avoir ledict degré, sera certifié avoir estudié en lad. université ou autre université fameuse en ladicte faculté l'espace de cinq ans; & ce fait luy sera par lesdits docteurs baillé une decretale, laquelle il repetera huit jours après qu'elle lui aura esté baillée publiquement esdictes grandes escolles, & argueront contre lui les docteurs regens en premier lieu, & après eux tous docteurs, licentiez, bacheliers ou autres qui voudront arguer; & ce fait, sera procedd à bailler le degré de licence à celui qui aura repeté & disputé, comme dict est, se il est trouvé capable; & seront tenus lesdits docteurs regens certifier par serment la souffisance au chancelier de ladicte université, devant que tels soient receus audict degré de licence; & après ladicte licence pourront recevoir le bonnet doctoral quand bon leur semblera. Toutte fois se ils vouloient estre docteurs regens, vacation occurrente, seront tenus faire ce que dessus est dict. Et quant aux salaires, prouffits & émolumens desdicts docteurs regens, bedaux & autres qui ont accoustumé prendre aucuns droicts ez promotions desdicts degrés de bachelier, licence & doctorerie, ordonne ladicte court, suivant la refformation faite par le cardinal d'Estouteville legat en France, que pour tous droicts au degré de bachelerie, de quelque qualité que soit la personne, ne pourront prendre lesdits docteurs regens, combien qu'il leur soit offert volontairement, outre la somme de sept escus d'or; & pour le degré de licence outre douze escus; lesquelles sommes ils prendront seulement des grands personages nobles ou autres qui sont opulens en patrimoines ou benefices; & des autres ne pourront prendre outre la somme de quatre escus au degré de bachelerie, & au degré de licence outre huit escus; & pour le degré de doctorerie simple sans regence, ne prendront autre chose que de chacun un bonnet & une reffection, qui leur sera baillée à un convy, qui n'excedera point la somme de quinze escus d'or. Et en tant que touche les docteurs qui voudroient estre regens, outre ce que dessus est dict des docteurs simples, chacun desdicts docteurs regens aura pour la part de leur assistance deux escus. Et leur fait ladicte court deffence, sur peine de privation de leurs regences & des privileges à eux octroyés par les roys,

de non exiger davantage ne en prendre plus, *etiam* de ceux qui vellent volontairement les offiroient. Et quant aux bedeaux, sous bedeaux & claviger, ils prendront le droict qu'ils ont accoustumé prendre esdicts degres. Et a ladicte court déclaré ceux qui bailleront davantage outre ce que dict est, privez desdictes regences & de l'effect de leurs degres susdicts, quant à pouvoir tenir offices seculiers, & semblablement des privileges à eux donnez par les roys. Et a déclaré ladicte court l'estat de l'ilant supprimé pour le present, & les droicts que prenoit ledit ilant, les prendront lesdicts six docteurs regens actuellement. Et ordonne ladicte court que lesdicts six docteurs regens seront tenus lire & continuer leurs leçons par chacun jour, s'ils ne sont empeschez par maladie ou autre empeschement legitime. En ce cas pourront lire par substitut. Et où ils continueroient leursdictes leçons par quinze jours, les a privez & prive ladicte court de leursdictes regences, & en leurs lieux sera pourveu de autres docteurs regens selon la forme que dessus, excepté les jours de festes qui sont celebrées en cette ville par le clergé & le peuple. Et ne pourront lire par substitut, sans cause legitime & telle approuvée par le college desdicts docteurs regens. Et a enjoint ladicte court aux commissaires commis par le roy & ledit cardinal de Sens legat en France, de proceder le plus dilligemment que faire se pourra, à la refformation de ladicte université & facultés d'icelle; & a ordonné & ordonne que les statuts & ordonnances qui seront par eux faicts pour le bien de ladicte refformation & establisement & perpetuation d'icelle, appelez avec eux six conseillers de ladicte court qui par elle seront nommez, tellement que lesdicts refformateurs & conseillers soient jusques au nombre de dix personnes, seront executez par maniere de provision, non obstant oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles; & à ce faire & souffrir seront contrainsts tous ceux qui pour ce seront à contraindre, les laiz par la detention de leurs personnes & biens, & les personnes ecclesiastiques par prinse & faisie de leur temporel & autres voyes & manieres deues & raisonnables, & aussi non-obstant oppositions ou appellations quelconques; & le tout sans prejudice des droicts & prerogatives du chancelier de l'eglise & université de Paris, & sans despens, attendu la qualité de la matiere.

Processions du S. Sacrement à l'occasion des placards des heretiques.

AN. 1554.

DU XIX. Octobre. La chambre ordonnée le temps des vacations a ordonné & ordonne que Jeudy prochain du matin elle se assemblera en forme de court, pour se transporter en la sainte Chapelle, & de là aller en ordre de procession avec le clergé de ladicte Ste Chapelle, portant le fust de la vraye croix, jusques en l'eglise de Paris, où sera porté le precieux corps de Nostre-Seigneur en la forme des octaves du S. Sacrement, & fait service & sermon solempnel, pour prier Dieu nostre createur qu'il lui plaise entretenir l'integrité de son eglise militante, & que correction soit faicte des scandaleux & heretiques placars & livres qui ont esté attachez & plaquez en plusieurs carrefours & lieux de la ville de Paris, au grant vitupere, scandale & deshonneur de Dieu & de nostre mere l'Eglise; & pareillement que Dimanche prochain sera fait par les paroisses de la ville service & processions avec le precieux corps de Nostre Seigneur, en l'ancienne qu'il a accoustumé faire esdictes octaves du S. Sacrement, & que sermon sera fait par lesdictes paroisses, & prieres qu'il plaise à Dieu entretenir sadicte eglise, & nous donner un bon pape.

Jean du Bellay eveque de Paris, créé cardinal.

DU Mercredy dernier Juing. Ce jour est venu en la court de ceans messire Jean du Bellay eveque de Paris, conseiller né en ladicte court, faire la reverence à ladicte court en son habit de cardinal; à laquelle dignité cardinale il auroit peu auparavant esté pourveu.

AN. 1555.

Levee ordonnée par le roy pour les pauvres de Paris.

DU Mardy vi. Juillet. La court deuesment advertie de la faulte d'argent & indigence pour subvenir à la nourriture & soulagement des pauvres de cette ville de Paris, & de la diminution des aumônes, a ordonné & ordonne que les roolles des douze mil livres ordonnez par le roy estre levez sur les habitans de ladicte ville cottisés, des plus solvables qui n'ont encore payé leur cottisation, estant en la possession de M. Simon Machault auditeur pour le roy en la chambre des

M. N. 2535.

comptes, seront rapportez par icelluy Machault, & mis au greffe de ladicte court, pour estre baillez aux commissaires d'icelle court, pour par leur ordonnance contraindre les debiteurs au payement de leurs cottisations, selon les contraintes ordonnées par ladicte court, & partant en demeurera ledict Machault & ses creditiers deschargez.

Reformation de l'hostel-Dieu de Paris.

DU Vendredy x. Septembre. La chambre des vacations, en enterinant la requeste verbalement faicte à icelle par le procureur general du roy, a ordonné & ordonne que le chapitre baillera vicariat dedans trois jours pour toutes préfixions & delays, à maistres Jacques Merlin & Jean Berthou chanoines en l'eglise de Paris; lesquels vicaires, appelez avec eux pour conseil les abbé de saint Victor, prieur de S. Ladre, M. Germain de Marie & Robert le Lievre, se transporteront en l'hostel-Dieu, visiteront, s'enquerront, le reformeront tant au chef qu'aux membres & officiers d'icelluy, selon l'observance reguliere, statuts & ordonnances de la fondation & autrement, ainsi qu'ils verront estre à faire; pourvoient à l'entretenement du divin service, aux vivres, nourriture, traitement & medicamens des pauvres malades de l'hostel-Dieu, & aussi esalimens des maistres, religieux, prieurs, religieuses & autres officiers d'icelluy, & à toutes autres choses necessaires à ladicte reformation. Et seront les statuts & ordonnances qui seront faicts par lesdicts reformateurs & vicaires pour l'introduction, establissement & perpetuation d'icelle reformation, executez realement & de faict; & à ce faire contraints tous ceux qui pour ce seront à contraindre, par toutes voyes & manieres deües & raisonnables, non obstant oppositions ou appellations quelconques & sans préjudice d'icelles. Et à icelle chambre commis & commet pour assister avec lesdicts vicaires & reformateurs, & leur bailler ayde & confort de bons seculiers, si besoing est, M. Louis du Bellay conseiller du roy en la court; lequel contraindra ou fera contraindre tous ceux qu'il appartiendra, à garder, observer & entretenir lesdicts statuts & ordonnances, aussi non obstant oppositions ou appellations quelconques, & sans préjudice d'icelles. Et enjoindt ladicte chambre ausdicts vicaires & reformateurs de parfaire ladicte reformation dedans ung

mois, & en certifier ladicte chambre.

Procession du S. Sacrement, le roy present.

DU Jeudy xxi. Janvier M. D. xxxiv. * Cet acte est hors de sa place dans le registre.
Ce jourd'huy par ordonnance du roy les presidens, maistres des requestes, conseillers & autres officiers de la court de ceans dessus nommez se sont assemblez au pallais, pour aller en la procession que faisoit le roy en l'honneur du S. Sacrement. Et a esté presenté l'ordre que ledict seigneur a ordonné estre tenu en ladicte procession, qui m'a esté commandé enregistrer; & ensuit le contenu :

PREMIEREMENT le clergé ira devant; après marcheront ceux de Nostre-Dame & le recteur, sçavoir est ceux de Nostre-Dame à main droite de la rue deux à deux, & ledict recteur & université à main senestre aussi deux à deux.

Item, après marcheront les Suisses de la garde. Après marcheront ceux de la sainte Chapelle du pallais avec ceux de la chapelle du roy, les hautbois & sacquebues devant.

Item, après marcheront les evesques chappez & mittrez; les principaux desquelz & les plus près du *Corpus Domini* porteront les reliques ung à ung par le milieu de la rue. Et aux deux costez desdicts evesques devant le *Corpus Domini* marcheront messieurs les cardinaux.

Après viendra le S. Sacrement porté par l'evesque de Paris; & les quatre bastons du poille seront portez par messeigneurs & messieurs de Vendosme.

Aux deux costez dudit S. Sacrement iront les bandes des... gentils-hommes.

Incontinent après marchera après le S. Sacrement le roy seul.

Item, à son costé marcheront les archiers de son corps.

Après le roy marcheront les princes & chevalliers de l'ordre deux à deux par le milieu de la rue.

Item, à costé d'eux marcheront : c'est à sçavoir à main droite la court de parlement, les trois presidens devant ung à ung, après les maistres des requestes & conseillers de ladicte court deux à deux. Et à main senestre messieurs des comptes, generaux de la justice, & des monnoyes aussi deux à deux, qui seront un peu plus bas que lesdicts trois presidens de ladicte court, venans à la concurrence des maistres des requestes.

Après lesdicts princes & chevalliers de l'ordre marcheront les gentils-hommes

mes de la chambre, maîtres d'hôtel & gentils hommes servants de la maison du roy.

Après marcheront les prevost de Paris & prevost des marchands; sçavoir est ledict prevost de Paris avecq six conseillers & ses lieutenans seulement du costé de la main droite, & ledict prevost des marchands du costé de la fenestre, avec les eschevins aussi tant seulement.

Sur la fin les archers de la garde en troupe.

Item, est ordonné que les archers de la ville seront le long des rues des deux costez, pour les tenir vuides.

C'est la forme de marcher que le roy estant en son privé conseil a ordonné estre tenuë en la procession qu'il entend faire demain en l'honneur du S. Sacrement. Faict le xx. jour de Janvier M. D. xxxiv. Signé, BOCHETEL.

ET APRES sept heures du matin tous lesdicts presidens, maîtres des requestes, conseillers & officiers de ladicte court partis dudiect pallais en l'ordre accoustumé: sçavoir est les huisfiers devant portant chacun une verge à la main, les quatre notaires deux à deux, le greffier des presentations & criminel ensemble, vestus de robes d'escarlatte, ayans leurs chapperons fourrez; moy seul vestu de mon epitoge; le premier huisfier portant son bonnet fourré; messieurs les presidens vestus de leurs manteaux, portans leurs mortiers, les maîtres des requestes & conseillers en robes rouges & en chapperons fourrez deux à deux; & après eux les advocats & procureur general du roy & substitués, sont allez jusques en l'eglise S. Germain de l'Auxerrois attendre le roy, se sont mis & tenus au cueur.

Sur les dix heures est arrivé ledict seigneur en icelle eglise, & a esté faicte ladicte procession en l'ordre qui ensuit:

Toutes les croix & bannieres des paroisses marcheront les premieres deux à deux.

Suivirent plusieurs bourgeois, marchands & habitans, portans chacun une torche ardente en la main, deux à deux.

Puis alleront les quatre ordres des mandians en la maniere accoustumée, portans les reliques de leurs eglises.

Les prestres des eglises paroissiales vinrent après portans leurs reliquaires, accompagnés de plusieurs torches ardents.

Marcheront les Mathurins, les religieux S. Magloire, S. Eloy, saint Martin des Champs & S. Germain des Prez, portant les corps saints & reliques de leurs

monasteres. Etestoient ceux dudiect saint Germain à la main dextre portans chacun un cierge blanc en la main; & ceux dudiect saint Martin à la main fenestre.

Suivirent les croix & bannieres Nostre-Dame & sainte Genevieve; & après eux quelques archers de ladicte ville portans torches blanches avec les escussions des armoiries d'icelle ville.

Fut porté le chef S. Philippes par seize bourgeois de ladicte ville, & consequemment les chasses de S. Marceau & sainte Genevieve coste à coste selon qu'il est accoustumé. Et pour la conduite d'icelles y avoient à l'entour plusieurs archiers & officiers d'icelle ville.

Et suivirent les religieux sainte Genevieve nuds pieds, & ceux de S. Victor à costé d'eux.

Vint après l'eglise Nostre-Dame de Paris avec les eglises que l'on appelle ses filles à main droite; le recteur & université à la fenestre. Et portoit le seigneur d'icelle université chacun un cierge blanc ardent.

Marchoient les Suisses de la garde dudiect seigneur avec leurs phifres & tabourins.

Puis les hautbois, violons, trompettes & cornets d'icelluy seigneur joians de leurs instrumens.

Après les chantres de la chappelle dudiect seigneur, tant les domestiques, que ceux de la sainte Chappelle du pallais messelez, & chantant cantiques & motets.

Les herauts d'armes.

Suyvamment estoient portez par gens d'eglise revestus & nuds testes le chef S. Louis & toutes les saintes reliques de ladicte sainte Chappelle du pallais, accompagnées & portées par dix archevêques ou evesques vestus en pontificat, allans deux à deux.

Les ambassadeurs de l'empereur, du roy d'Angleterre, de Venise & autres potentats & seigneurs.

Et après eux de front furent les cardinaux de Tournon, le Veneur & Givry.

Puis le tres-precieux corps de nostre redempteur, porté par l'evesque de Paris sous un poisse de velours cramoisy violet semé de fleurs delys d'or; & en soustenoiient les bastons de derriere messeigneurs le dauphin & le duc d'Orleans, & ceux de devant messeigneurs d'Angoulême & de Vendôme, estans tous quatre nues testes.

Aux deux costez dudiect S. Sacrement estoient les deux cens gentils hommes de la maison du roy, ayans chacun une torche à la main.

AN. 1535

Incontinent après ledit S. Sacrement marcha le roy seul, tenant en sa main par la poignée couverte de velours cramois une grande torche de cire blanche, ayant la teste nue; & ung peu à costé de luy au-dessous le cardinal de Lorraine aussi nue teste.

Aux deux costez dudit seigneur allerent les vingt-quatre archers de la garde de son corps vestus de leurs hoquetons argentés, tenans chacun une torche.

Après par le milieu de la rue marcherent les princes & chevalliers de l'ordre portans leurs grands colliers dudit ordre, & tenans chacun une torche ardente avec les escussions des armes de France.

Au costé d'eux de la part dextre furent messieurs de ladicte court, les presidens les premiers l'un après l'autre; & après eux les maistres des requestes, conseillers & officiers deux à deux. Et pour ce que l'ordre & rang accoustumé des greffiers & notaires fut rompu, je me mis incontinent après les derniers conseillers, & prins le dessus des advocats & procureur general du roy, & marchâmes eux & moy de front; & les autres greffiers & quatre notaires vindrent après.

A la part fenestre marchoient ceux de la chambre des comptes & les generaux de la justice & des monnoyes aussi deux à deux. Et estoient les presidens de la chambre des comptes à la concurrence des maistres des requestes de l'hostel du roy, & non à celle desdits presidens de ladicte court. Tous lesdits officiers desdites compagnies & autres portoient chacun ung cierge de cire vierge en la main.

Par le milieu de la rue après lesdits princes & chevalliers de l'ordre entre les officiers desdites cours marcherent les gentilshommes de la chambre du roy; après eux ses maistres d'hostel & gentilshommes servans, nues testes, tenans chacun une torche ardente.

Après furent à la main dextre le prevost de Paris, ses lieutenans & conseillers; & à la main fenestre le prevost des marchands, eschevins & autres officiers de ladicte ville vestus de leurs robes my-parties.

Et puis les quatre bandes des archiers de la garde vestus de leurs hocquetons, menez par leurs cappitaines.

Estoient les rues par où ladicte procession passa, tendues de tapisseries; & au-devant de chacune porte de maison y avoit une torche allumée.

Et pour donner ordre à la foule du peuple, estoient par lesdits rues les archiers d'icelle ville, tenans chacun un baston blanc en la main.

Et sur le pont Nostre-Dame, lorsque ladicte procession passa, y avoit de petits oiseaux volans, ausquelz y avoit de petits billetz attachez, où estoit escript:

Ipsi peribunt, tu autem permanes.

En l'ordre desdits fut faite ladicte procession jusques à ladicte eglise Nostre-Dame, où ledit eveque de Paris celebra la grand messe, que le roy & la royne ouirent, avec les princes, princesses, seigneurs & dames. Et le service achevé, allerent dîner en la maison dudit eveque de Paris, & chacun des autres se retira.

Après le dîner le roy manda venir en sa presence les estats de ladicte ville: sçavoir est ledit eveque de Paris accompagné des plus apparens de son clergé, le recteur de l'université accompagné des plus anciens docteurs & supposts d'icelle, le prevost des marchands & eschevins suivis de plusieurs bourgeois & marchands de ladicte ville. Et luy seant en sa chaise, ayant à l'entour de sa personne messieurs ses enfans, les autres princes de son sang, les cardinaux, ambassadeurs, ceux de son conseil privé, & lesdits presidens & aucuns conseillers du parlement, avec grand nombre de seigneurs & gentilshommes, fit une tres-saincte & tres-belle oraison, declarant l'occasion de la procession, exhortant ses subjects à ne se desvoyer jamais de la foy & de l'union de l'eglise, n'adhérer aux nouvelles opinions reprouvées, & ceux qui y seroient entrez, les delaisser: menaçant les obstinez de la rigueur de sa justice, admonestant les bons & fideles d'estre soigneux sur leurs familles, & les ministres des justices spirituelles & temporelles de veiller chacun en son endroict, pour empêcher que si pernicieuse contagion n'accrût ou pullulast en ce royaume tres-Christien. Et fut son propos plein de zele, bonté, doctrine & éloquence, dont le Createur l'avoit plus doué que prince de son temps. Et fut tres-humblement remercié par ledit eveque de Paris & prevost des marchands, qui luy fit la principale réponse. Et icelle finie, ledit seigneur donna congé à l'assistance, & chacun se retira. Et celle après-dinée fut faite execution de six condamnez au feu & à faire amende-honorable devant icelle eglise Nostre-Dame, pour crime d'herésie, selon ce qui est escript, *Pro-verb.*

verb. 20. *Dispat impius rex sapiens, & incurvat super eos fornicem.*

Reglement pour loger à la Trinité les vérolés, teigneux, &c.

AN. 1536.

DU xiv. Janvier. La court, ouy le rapport des commissaires par elle commis sur le fait des pauvres de cette ville de Paris, a ordonné & ordonne que pour la commodité & aisance des malades; les deux salles de la Trinité de cette ville de Paris en la grand rue saint Denis, dont la haute est celle où l'on a accoustumé joier farces & jeux, seront prins & appliquez: c'est à sçavoir ladicte haute salle à l'hebergement des infectz & vérollez, & la basse salle pour l'hebergement & retrait de ceux qui sont mallades de teignes, du mal que l'on dict S. Min, S. Fiacre, & autres maladies contagieuses. Et à en faire la delivrance seront contraincts tous ceux qu'il appartiendra, & que pour ce seront à contraindre, par toutes voyes & manieres deües & raisonnables, nonobstant oppositions ou appellations quelconques & sans prejudice d'icelles. Et a enjoinct & enjoinct icelle court aux lieutenant criminel & advocat du roy en chastelet M. François Goiet eux transporter esdictes salles, icelles visiter & faire visiter par gens à ce connoissans, & adviser de ce qui sera necessaire pour l'hebergement des pauvres mallades de la qualité susdicte, pour veü leur rapport par escript ordonner par ladicte court ainzy qu'il appartiendra par raison.

Religieux de l'ordre de S. Augustin mis à l'hostel-Dieu.

DU Mardy dernier Febvrier. Sur la requeste presentée à la court par le procureur general du roy, par laquelle il requeroit que commandement fust fait aux abbés de S. Victor, de Chaage & de Livry & au prieur de S. Ladre lez Paris, fournir de huit bons anciens & bien refformez religieux de l'ordre saint Augustin: c'est à sçavoir chacun d'eux deux, pour estre introduits en l'hostel-Dieu de Paris pour quelque temps, pour introduire en icelluy la refformation faicte par maîtres Jacques Merlin & Jean Berthoul docteurs en theologie, jusques à ce que lad. refformation fust establie & confirmée, & que à ce faire ils fussent contraincts par saisie de leur temporel, sy besoing estoit. Veü par la court ladicte

Tome II. Part. II.

requeste, & tout considéré: LADICTE COURT a ordonné & ordonné que commandement sera fait ausdicts abbés de S. Victor, de Chaage & de Livry, à celuy de S. Severin de Chasteau Landon & au prieur de S. Ladre, de bailler & envoyer: c'est à sçavoir lesdicts abbés de S. Victor, de Chasteau Landon & de Chaage chacun d'eux deux religieux, & lesdicts abbé de Livry & prieur de S. Ladre chacun deulx ung religieux, bons, anciens & bien refformez de l'ordre de S. Augustin, pour estre mis & introduits audict hostel Dieu de Paris, pour l'establissement de ladicte refformation nagueres faicte par lesdicts Merlin & Berthoul, pour en icelluy demourer jusques à tel temps qu'il sera advité par ceux qui ont procede à ladicte refformation. Et à ce faire seront les desluidits contraincts par prinse & saisie de leur temporel & autres voyes & manieres deües & raisonnables.

L'ospital de S. Eustache destiné pour loger les vérolés, teigneux, &c.

DU Vendredy iii. Mars *post primidum*. La court, après avoir ouy les marguilliers de l'eglise & paroisse S. Eustache, ensemble le procureur general du roy, a ordonné & ordonne que lesdicts marguilliers seront tenus bailler l'ospital dudid S. Eustache, pour mettre & loger les pauvres mallades de verolles & des maladies que l'on dict de S. Main, S. Fiacre & autres de ceste qualité contagieuses, pour y estre penlez & alimentez.

Arrest touchant la cloche de l'université.

DU Vendredy v. May. Ce jour sont venus les doyen de la faculté de theologie & aucuns theologiens, avec le prieur des Jacobins de ceste ville de Paris, pour le fait de la cloche que la court a ordonné par son arrest touchant les lectures de theologie, laquelle cloche lesdicts de la faculté disoient fouloir estre en l'eglise du convent des Jacobins, & fouloir sonner à chacune lecture que l'on fesoit en ladicte theologie en ladicte université, & s'appelloit à cause de ce *la cloche de l'université*. Et sur ce ouis offrans lesdicts de la faculté que syledict prieur vouloit que l'on sonnast ladicte cloche dudid convent à chacune lecture, que le bedeau dudid convent qui la sonneroit eust de chacun bachellier, quand il

Ssss

An. 1536.

seroit rendu, telle somme qui seroit avisée. A dict ledict prieur que cela ne se pourroit faire, parce qu'il n'y avoit que ladicte cloche en ladicte eglise, au moyen dequoy il y auroit incertitude quand elle sonneroit, sçavoir se seroit pour le service divin & autres affaires dudiect convent, ou lesdictes lectures. La cour les a renvoyés, & a ordonné ausdicts de la faculté élire autre lieu pour mettre ladicte cloche.

Suite de la reformation de l'hostel-Dieu de Paris.

DU Mardy xvi. May. La court, après avoir ouy le rapport du commissaire par elle député pour impartir le confort & ayde du bras seculier aux peres refformateurs de l'hostel Dieu de Paris, commis par le chapitre de l'eglise de Paris, pour l'execution des statuts & ordonnances par eux faictes pour l'introduction, establissement & perpetuation de la refformation audict hostel-Dieu, & avoir entendu par sondict rapport aucunes difficultez que l'on faisoit sur aucuns desdicts statuts, sans avoir esgard à icelles, a ordonné & ordonne que suivant l'arrest ja par elle donné pour le faict de ladicte refformation, tous & chascuns les statuts & ordonnances qui ont esté faictes par lesdicts peres refformateurs commis & deputez par le chapitre de Paris, seront par provision executez non obstant, &c. Et a ordonné & ordonne ladicte cour audict commissaire ja par elle depputé & à M. Jean Ruzé conseiller en icelle, de assister pour le faict de ladicte execution avec lesdicts vicaires & peres refformateurs, & leur impartir l'aide & confort du bras seculier.... Et faict ladicte cour inhibitions & deffences aux doyen, chanoines & chapitre de l'eglise de Paris & autres qu'il appartenra, sur peine de cent marcs d'or, de n'empescher lesdicts peres refformateurs commis par ledict chapitre & lesdicts commissaires de ladicte cour en l'execution desdicts statuts & ordonnances.... & ce sans avoir esgard à la difficulté qui a esté faicte sur l'article que lesdictes religieuses ne seront doresnavant envoyées, & ne leur sera permis par ledict chapitre aller ez maisons particulieres de cette ville de Paris penser les mallades.

Reglement pour les jeux de la bazoché.

DU Samedy xx. May. Ce jour la court a mandé les chancellier & receveurs de la bazoché; & ledict chancellier avec l'un desdicts receveurs venus, leur a faict deffenses de ne jouer ne faire jouer à la montre de la bazoché prochaine aucuns jeux, ne faire monstration de spectacles ne escripteaux taxans ou notans quelque personne que ce soit, sur peine de s'en prendre à eux & de prison & bannissement perpetuellement du palais; & s'il y a quelques uns qui s'efforcent de faire le contraire, les escrivent; & baillent par escript leurs noms à lad. court, pour en faire les punitions telles qu'il appartiendra.

Suite de la reformation de l'hostel Dieu de Paris.

DU Mercredi dernier May. ... La cour a ordonné & ordonne que de l'article faict par les vicaires du chapitre de Paris & peres refformateurs, concernant la reddition des comptes du receveur du revenu & temporel de l'hostel-Dieu, sera rayé ce que lesdicts doyen & chapitre ont adjousté: sçavoir que plusieurs des chanoines de ladicte eglise de Paris assisteront à ladicte reddition & audition de comptes; & qu'il sera mis audict article que suivant l'arrest de ladicte court donné le 8. May 1505. pourra assister l'un desdicts chanoines, qui par lesdicts doyen & chapitre sera député, si bon leur semble. Et quant à la translation des religieux & religieuses dudiect hostel-Dieu requise pour l'introduction de ladicte refformation, la cour a ordonné que quant à present elle sera ordonnée & executée par lesdicts vicaires dudiect chapitre & peres refformateurs.... assistant avec eux M. Louis du Bellay conseiller en ladicte cour... Et au regard des autres translations qui seront cy-après requises estre faictes pour la conservation de l'observance reguliere aud. hostel Dieu, ladicte court a ordonné que les religieux refformez qui seront introduits audict hostel-Dieu pour l'entretenement d'icelle observance reguliere, ausquels lesdicts doyen & chapitre doivent, selon l'arrest de ladicte court du 6. Avril dernier, bailler vicariat pour avoir la superintendance sur ladicte observation reguliere & correction des delicts icelle concernant, en qualité de vicaires dudiect chapitre

chapitre, ordonneront & feront lesdictes translations. Et au regard de l'article... des confessions, ladicte court a ordonné & ordonne que par provision lesdicts vicaires & peres refformateurs, ensemble les religieux refformez qui seront introduits pour l'observance reguliere audiect hostel-Dieu, nommeront & esliront quatre desdicts religieux refformez pour ouir lesdictes confessions, auxquels lesdicts doyen & chapitre de Paris seront tenus bailler vicariat portant puissance de les ouir & impartir le benefice d'absolution. Et quant à la commission des officiers qui se doit faire par les gouverneurs dud. hostel-Dieu suivant l'arrest de lad. court, quant à ce que lefd. doyen & chapitre ont adjouté aux articles faicts par lefd. vicaires & peres refformateurs, que les religieux & religieuses qui seroient commis par lesdicts gouverneurs aux administrations temporelles, ne les pourroient accepter sans avoir congé & licence d'eux, ladicte cour a ordonné & ordonne par provision, comme dict est, que lesdicts religieux refformez qui seront introduits audiect hostel-Dieu pour l'observance reguliere, ayans vicariat desdicts doyen & chapitre en tout ce que concerne icelle observance reguliere, pourront bailler & octroyer lesdictes licences & congés d'executer lesdictes administrations par lesdicts religieux & religieuses qui seront commis par lesdicts gouverneurs, sans ce que pour raison de ce soient tenus aller demander aucun congé & licence ausdicts doyen & chapitre. Ausly a ordonné & ordonne ladicte court que quant à la connoissance, punition & correction des delicts reguliers par cy-devant commis & perpetrez, lesdicts vicaires & peres refformateurs en connoistront & decideront; & quant aux delicts reguliers qui se commettront d'oresnavant après l'introduction desdicts religieux refformez, auxquels lesdicts doyen & chapitre doivent bailler vicariat, suivant l'arrest de ladicte court, pour l'entretenement de l'observance reguliere & correction des fautes & delicts icelle touchans, ladicte cour a ordonné & ordonne que lesdicts religieux refformez en cognoistront comme vicaires à ce regard desdicts doyen & chapitre.

Procession & feste au jour de l'octave du S. Sacrement.

AN. 1536.

DU Mercredy **xxi. Juin** *manè*. Ce jour la court a ordonné que pour l'honneur & reverence du S. Sacrement de l'autel, & pour prier Dieu pour la prosperité du roy, de messieurs ses enfans, les princes de son sang, gens de son conseil, son exercite & armée & des biens de la terre, demain sera festée l'octave dudit S. Sacrement par cette ville, tout ainsy que fut fait le jour, & sera porté ledict Sacrement en procession, & seront les rues tendues comme ledict jour, & vacquera ladicte court. Et a icelle court ordonné à M. Louis du Bellay conseiller en icelle, l'un des vicaires de l'evêque de Paris, le faire sçavoir aux curés & vicaires des paroisses de ceste dicte ville, & par eux admonester le peuple dire cinq fois la paternostre & cinq fois l'*Ave-Maria* en l'honneur & commemoration des cinq playes N. S. J. C.

Maison du petit Bourbon ou de Valois, au faubourg S. Jacques.

DU **xxi. Juiller**. Entre M. Jehan Chapelein conseiller & medecin ordinaire du roy, seigneur de la maison du petit Bourbon, autrement appelée de Valloys, scituée & assise au faubourg S. Jacques & Nostre-Dame des Champs lès Paris, subrogé au lieu de feuë madame mere du roy, demandeur en matiere d'execution d'arrest; & qu'en ce faisant une masure où il y avoit retraict & court & place... fussent declarez competer audiect demandeur à cause de sondict hostel du petit Bourbon.... **IL S'FRA** dict que la court a declaré lesdictes maison & heritages appartenir audiect demandeur, comme estant des appartenances de ladicte maison du petit Bourbon, autrement appelée de Valloys, &c.

Travaux pour la fortification de Paris.

DU Lundy **vii. Aoust**. Ce jour M. François Janel conseiller ceans a dict à la court que hier par maniere de passé temps fut veoir les pauvres fossoyans de Paris, & d'entrée s'adressa au lieu où besongnoient ceux que la cour a envoyés, & trouva que de 319. que la court fournit, ne s'en trouva 120. & au lieu que l'on dit qu'il en faut 16000. n'y en a

Siiff ij

AN. 1536.

4000. & pour ce falloit y pourvoir ; car il entendoit que beaucoup des habitans qui y devoient envoyer, n'y envoyoiert ; & qui n'y donnera ordre, la chose entreprise ne sera faicte de sept non de huit mois.

Reglement pour fournir Paris de grains.

DU Vendredy xi. Aoust. La court après avoir ouy le rapport faict en icelle de la deliberation de la chambre du conseil de cette ville de Paris, faicte sur la fourniture des grains d'icelle ville necessaire pour entretenir ladicte ville, à l'encontre des ennemis du roy s'efforçans par tous moyens venir icelle invader, à laquelle deliberation estoient le cardinal du Bellay evesque de Paris, lieutenant du roy en ladicte ville, aucuns des presidens & conseillers de ladicte court, les prevost des marchands & eschevins, ensemble plusieurs conseillers, bourgeois, manans & habitans de ladicte ville ; A ORDONNE & ordonne, veu l'urgent affaire, que tous les bourgeois, manans & habitans, tant de ladicte ville que fauxbourgs de Paris, ayans fermes ou mestairies aux champs au dedans les fins & limites de la prevosté & vicomté de Paris & à six lieues à l'entour, ausquels sont deües aucunes moissons ou pensions de grains, qui escherront à payer ez termes de S. Remy, Toussaincts, S. Martin, Noel & quelconques autres termes que ce soient prochainement venans, seront contrainctz par toutes voyes & manieres deües & raisonnables, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, à faire venir en ladicte ville de Paris, dedans dix jours après que le commandement de ce faire leur aura esté faict, & nonobstant que les termes ne soient encores escheüs, les grains battus de leurs fermes & mestairies, & dedans quinze jours la moitié de ceux qui ne sont encores battus, en grain ou en fourage. Pareillement seront les fermiers ou mestayers desdictes fermes ou mestairies contrainctz par toutes voyes & manieres deües & raisonnables, & par emprisonnement de leurs personnes, & nonobstant oppositions ou appellations quelconques & sans prejudice d'icelles, amener ou faire envoyer en ceste ville à leurs maistres lesdicts grains dedans ledict temps, nonobstant que les termes ne soient encores escheüs. Et a ladicte cour enjoinct aux huisfiers d'icelle & à tous les sergens royaux de ce ressort & à chacun d'eux en son destroit, faire ausdicts fermiers & mestayers les commandemens &

injonctions à ce necessaires, & executer cette presente ordonnance sur l'extrait du dictum d'icelle, à la requeste des bourgeois, manans & habitans de ladicte ville de Paris, dont ils seront receus, tout ainsi que si ladicte ordonnance estoit en forme, & que lesdicts bourgeois, manans & habitans ensemble leurs fermiers y estoient nommez.

DU Mardy xxii. Aoust. Sur ce que plusieurs bourgeois, manans & habitans de cette ville de Paris ont faict remontrer à la court qu'ils estoient poursuivis faire avancer en ceste ville les grains qui leur estoient deüs par leurs fermiers ou mestayers pour la fourniture de ladite ville, suivant ce qui a esté deliberé en la chambre du conseil d'icelle ville, & que la chambre par son arrest avoit ordonné le onzième jour du mois d'Aoust que, &c. . . . Voyez cy-dessus. Or parceque plusieurs desdicts bourgeois, manans & habitans de ladicte ville de Paris avoient leurs fermes & mestairies à plus de six lieues au-delà les fins & limites de ladicte prevosté & vicomté de Paris, en sorte qu'ils ne se pourroient ayder dudit arrest du onze de ce mois. . . . & outre doubtoient lesdicts bourgeois, manans & habitans que les habitans des villes & villages estans entre ceste dicte ville & leurs fermes ou mestairies, voulsissent empêcher que l'on ne menast leurs grains de leurdictes fermes & mestairies en ceste dicte ville. . . . LA COURT, veu l'urgent affaire qui s'offre, a ordonné & ordonne, en ampliant sondict arrest du 11. Aoust, que lesdicts bourgeois, &c. ayans leurs fermes ou mestairies aux champs dedans les fins & limites de ladicte prevosté & vicomté & à huit lieues à l'entour, ausquels sont deües aucunes moissons ou pensions de grain, qui escherront à payer ez termes de S. Remy, Toussaincts, &c. seront contrainctz par toutes voyes & manieres deües, & semblablement leurs fermiers & mestayers. . . . à faire selonc & ainsi que par led. arrest du 11. Aoust est ordonné & enjoinct. Et outre a ladicte court faict inhibitions & deffenses à tous de quelque estat & condition qu'ils soient ou puissent estre, de n'empêcher lesd. fermiers ou mestayers. . . . amener ou envoyer les grains qu'ils doivent auid. bourgeois, manans & habitans de Paris en quelque sorte que ce soit, si non qu'autrement par les gouverneurs du pays pour quelque cause fust advisé en leurs gouvernemens respective-ment.

Suite de la reformation de l'hostel-Dieu de Paris.

DU Jeudy v. Octobre. Sur la requeste présentée à la court par les commis de paricelle à la reformation de l'hostel-Dieu de Paris, contenant qu'en procedant par eux au fait d'icelle refformation, ils avoient trouvé estre tres.necessaire, pour parvenir à icelle refformation, faire selon & ensuivant les arrests de ladicte court translater dudit hostel.Dieu certain nombre des religieux & religieuses y estans, & les faire mener & conduire : sçavoir est lesdits religieux ez monasteres de S. Saxon d'Orleans, S. Severin les Chasteau-Landon, S. Sauveur de Meleun & abbaye de Chaage; & lesdites religieuses à l'hospital Ste Catherine, l'hospital S. Gervais, maisons des Haudrieres & Ste Avoye, & ce jusques à tel temps que l'on verroit bon estre. Requeroient à ces causes lefd. commis, joint que les peres refformateurs desdits monasteres avoient statué & ordonné de la pension necessaire ausdits religieux & religieuses qui ainsi seroient translattés, il fust enjoinct & ordonné auxdits de S. Saxon, S. Severin, &c. de recevoir lesdits religieux & religieuses à la pension qui a esté deliberée par lesdits peres refformateurs; & en leur reffus ou delay de ce faire, iceux estre à ce contraincts par telles voyes & manieres que ladicte court verroit estre à faire. Veü par la court lad. requeste, & tout consideré : LA COURT a ordonné & ordonne que les monasteres ausquels les vicaires du chapitre de Paris & peres refformateurs, qui par ordonnance de ladicte court ont vacqué à la refformation dudit hostel Dieu, auroient ordonné aucuns religieux ou religieuses d'icelluy hostel.Dieu estre translattés, pour illec estre instruits en l'observance reguliere, seront contraincts par prinse & saisie de leur temporel & autres voyes deües & raisonnables, prendre & recevoir lesdits religieux & religieuses respectivement, & les tenir pour le temps qu'il aura esté ordonné par les vicaires & refformateurs, & les nourrir & entretenir aux pensions ja ordonnées par lesdits vicaires refformateurs, non-obstant oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles.

Du Samedy vii. Octobre. Ce jour, après avoir ouy par la court en icelle les vicaires & peres refformateurs de l'hostel.Dieu de Paris, les gouverneurs

du revenu & temporel dudit hostel.Dieu, certain conseiller de ladicte court, qui par elle avoit esté commis & deputé pour assister à l'execution de la refformation d'icelluy hostel Dieu, avec le rapport de l'un des huissiers de ladicte court sur les rebellions, desobeissances, parolles injurieuses & scandalle d'aucuns religieux & religieuses dudit hostel.Dieu à ladicte execution, ouy aussi le procureur general du roy; LADICTE COURT a ordonné & ordonne qu'il sera enjoinct sur peine de prison aux religieux & religieuses dudit hostel Dieu, desquels la translation a esté ordonnée, de promptement & sans aucun delay obeir à l'ordonnance faite par les vicaires du chapitre de Paris & peres refformateurs appelez avec eux pour le fait de la refformation dudit hostel.Dieu. Laquelle ordonnance reauement & de fait, attendu la rebellion qui a esté rapportée par ledit vicaire, peres refformateurs & commissaires de ladicte court & huissier d'icelle, sera executée par main forte, & lesdits religieux & religieuses seront prins & amenez reauement & de fait par les huissiers de ladicte court qui à ce faire seront par elle commis & deputez, aux compagnies d'aucuns archers de cette ville de Paris, qui leur seront baillez par le prevost des M. & eschevins de cetteradicte ville. Et sera enjoinct de par ladicte court, sur peine d'amende arbitraire à la discretion de ladicte court, & de prison si besoing est & requis est par lesdits vicaires & peres refformateurs, de ne user d'aucune contradiction ne de fait ne de parole ausdits religieux & religieuses de l'hostel.Dieu, & de n'empescher directement ny indirectement les translations ordonnées par lesdits vicaires & peres refformateurs, & aussi sur peine d'estre censés & reputés rebelles envers le roy & ladicte court. Et en ce faisant, a ordonné & ordonne ladicte court aux commissaires d'icelle, que ceux & celles qu'ils trouveront rebelles & desobeissans, si lesdits vicaires & peres refformateurs le requierent, facent mettre prisonniers. Et au demourant ordonne icelle court que à la requeste du procureur general du roy, sera informé par lesdits commissaires ou l'un d'eux, chacun d'eux, des rebellions & contradictions cy-devant faites, pour l'information faite & rapportée par devers ladicte court, & communiquée audit procureur general du roy, & luy ouy, en estre par ladicte court ordonné ainsi qu'il appartiendra par raison. Et sera

AN. 1556

AN. 1536.

tout ce que dessus executé non-obstant oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles. Aussi ordonne ladicte court ausdicts commissaires d'icelle, que s'il y avoit aucuns escolliers qui vinssent pour empescher ladicte execution & refformation, de les prendre & constituer prisonniers. Et outre a ordonné & ordonne ladicte court que les monasteres esquels lesdicts vicaires du chapitre de Paris & peres refformateurs ont ordonné aucuns religieux ou religieuses d'icelui hostel-Dieu estre translattez, pour illec estre instruits en l'observance reguliere, seront contraincts par prinse & saisie de leur temporel & autres voyes & manieres dettes & raisonnables, prendre & recevoir lesdicts religieux & religieuses respectivement, & les tenir pour le temps qui aura esté ordonné par lesdicts vicaires & refformateurs, & les nourrir & entretenir aux pensions ja ordonnées par lesdicts vicaires & peres refformateurs, non-obstant pareillement oppositions ou appellations quelconques & sans prejudice d'icelles. Et sera le present arrest executé à la requeste dudit procureur general du roy, & sur le *dictum* d'icelluy, comme s'il estoit en forme, & par le premier huissier de ladicte court ou sergent royal sur ce requis.

Reglement pour les jeux de la bazoche.

AN. 1538.

D U Mercredy xxiii. Janvier du matin. Ce jour après avoir veu par la court le cry ou jeu présenté à icelle par les receveurs de la bazoche, pour jouer Jeudy prochain, ladicte court a permis ausdicts receveurs iceluy cry ou jeu faire jouer à la table de marbre en la maniere accoustumée, ainsi qu'il est à present, horsmis les choses rayées; leur a fait deffenses sur peine de prison & de punition corporelle de faire jouer autre chose que ce qui est horsmis lesdictes choses rayées. Et pour l'advenir à ce que lesdicts receveurs ou leurs successeurs ne se mettent en frais frustratoirement, ladicte court leur a inhibé & deffendu faire faire aucun cry ou jeu, que premierement ils n'ayent la permission de ce faire de ladicte court, & à cette fin baillé quinze jours auparavant leur requeste à ladicte court.

Arrest pour la reformation de l'abbaye de S. Antoine.

D U xiii. Avril. Ce jour sont venus en la cour l'abbé de Chaalis & le coadjuteur de Grand pré en Lorraine proviseur du college S. Bernard; auquel abbé de Chaalis pour ce mandé ladicte cour après avoir fait certaines remonstrances de la suspicion de diffamation qui est au monastere saint Antoine des Champs-lez Paris, duquel ledit abbé est supérieur, icelle cour a enjoinct soy transporter Lundy prochain, avec ledit proviseur & quelques autres notables personages de religion, audit monastere S. Antoine, iceluy visiter, s'enquerir & reformer la diffamation, & faire statuts tels qu'il verra estre nécessaires pour le bien & entretenement de la reformation.

College de Dauphiné.

D U Mercredy xix. Juin. Entre maistres Georges Bracher prestre, Loys Amenyo, François Morin & Michel Frigard, eux disans escolliers & boursiers d'un pretendu college ou maison de Dauphiné, qu'ils dient avoir esté fondé en l'université de Paris par deffunct M. Pierre Baquelier, demandeurs & requerrans l'enterinement de certaine requeste par eux présentée à la cour le 29. jour de Janvier dernier passé, & en ce faisant que M. Oronce Fine lecteur ordinaire du roy en ladicte université, comme principal dudit college de Dauphiné, fust condamné & contrainct à bailler & délivrer ausd. demandeurs eux disans escolliers & boursiers dudit college, chambres & lieu convenable pour eux & leur demourance, en lad. maison où est demourant ledit M. Oronce Fine, & ce selon & en ensuivant la fondation qu'ils dient avoir esté faite d'icelluy college par ledit deffunct M. Pierre Baquelier, & pour le refus de ce faire par ledit Fine, qu'il fust condamné es despens, dommages & interets desdicts demandeurs, d'une part. Et ledit M. Oronce Fine defendeur à l'enterinement de ladicte requeste, & neantmoins requerrant avoir delay pour appeller à garands sur la demande desd. demandeurs MM. François Baquelier & François Baquelier, demourans ou pays de Dauphiné ses auteurs, d'autre. Iceluy delay de garands empesché par iceux demandeurs, pour les causes & raisons plus à plain contenes en leurs advertissemens & appointement

ment en droit sur ce prins entre lesdites parties. Veü par la court ladicte requeste, les advertissemens desdictes parties, & tout ce qu'elles ont mis & produict par devers les commissaires commis sur la reformation des colleges de ladicte université, aussi deputez par ladicte cour pour oyr lesdictes parties en cette maniere, avec l'appointement en droit sur le debat dudit delay de garands requis par ledict defendeur & empesché par iceux demandeurs; & tout consideré: IL SERA DICT que ledict defendeur pourra, si bon luy semble, appeller à garands lesdicts maistre François Bacquelier & maistre François Bacquelier ses vendeurs & auteurs, sur la demande desdicts demandeurs; & pour ce faire a donné & donne la court audit defendeur delay d'un mois, & ce sans préjudice des droicts des parties au principal: les despens de cette instance réservés en definitive.

Avis & reglement touchant la forme des habits des religieux de l'hôtel-Dieu.

DU Samedy XIX. Octobre. Ce jour la chambre ordonnée par le roy ou temps des vacations a ordonné à maistres Jacques Merlin penitencier & Jehan Berthou docteurs en theologie chanoines de Nostre Dame de Paris mandés & oys en icelle, mettre par devers elle l'avis dont la teneur ensuit: ANNO Domini M. D. XXXVII. die XVIII. mensis Decembris, viri venerabiles & circumscripti domini magistri Jacobus Merlin penitenciarus & Johannes Berthou sacre Theologie professores, insignis ecclesie Parisiensis canonici, vicarii in hac parte super facto reformationis domus Dei Parisius à dominis decano & capitulo ejusdem ecclesie Parisius, cui dicta domus Dei immediate subest, commissi & deputati, nec non religiosi viri Johannes Bourdier abbas sancti Victoris & Johannes Godequin prior sancti Lazari infra Parisius, patres reformatores ipsius domus per arrestum curie parlamenti Parisius etiam commissi & deputati: vocato pro consilio & eis quoad infra scriptum negotium decreto & ordinatione dicte curie assistente venerabili etiam & scientifico viro domino magistro Jacobo Barthelemy seniore dicte sacre theologie professore, in domo habitacionis ejusdem domini Merlin penitenciarum conveniunt, ibique posito in medium & maturè tractato negotio super modo, forma & qualitate habitus religiosorum dicte domus introductorum & in eandem intro-

ducendorum, auditis super hoc variis eorum opinionibus ultrò citròque citatis, hisque validis rationibus melius discussis; dictos religiosos prefata domus religionem jam professos & professuros, vestes nigras, superlicium ad longas manicas pendentes, camalem, cappam, cuculam seu capucium instar & secundum morem prelibatæ Parisiensis ecclesie, cujus filia est dicta domus, & in matris vestigia innititur, sine differentia gerere & ferre debere conclusèrunt & ordinaverunt. De quibus premixtis prefati domini has presentes per me auctoritate apostolica notarium subsignatum, pro scriba in hac parte assumptum confici, signari & modo ac formâ præmentionatis expediri jusserunt & mandaverunt, quod & feci. Actum ut supra, anno, die & loco præsumptis.

DU Vendredy XXII. Novembre. Ce jour l'abbé de S. Victor & le prieur de S. Ladrelez Paris, MM. Jacques Merlin & Jehan Berthou docteurs en theologie, chanoines de l'eglise de Paris, vicaires deputez par les doyen & chapitre de ladicte eglise pour le faict de la reformation de l'hôtel Dieu de Paris, & MM. Germain de Marle secretaire du roy & Nicolas Hennequin bourgeois gouverneurs dudit hôtel-Dieu, tous lesquelles avoient esté mandez par la cour, sont venus en icelle avec M. Jacques Barthelemy aussi docteur en theologie, & frere Anthoine de la Fontaine religieux de ladicte abbaye de S. Victor, ayans sous ledict chapitre de l'eglise de Paris la superintendance des religieux & religieuses dudit hôtel-Dieu. Auxquels abbé, prieur & vicaires a esté en la presence du procureur general du roy remonstré par ladicte cour qu'elle les avoit mandez, parce qu'elle avoit esté advertie du desordre & dissolution qui estoient audit hôtel Dieu, à cause de la diversité des habits que l'on vouloit estre entre les religieux de la congregation S. Victor introduits audit hôtel Dieu pour le bien de la reformation d'icelluy, establissement & perpetuation d'icelle, & les religieux dudit hôtel Dieu: voulant lesdicts abbé & prieur iceux religieux dudit hôtel Dieu porter semblables habits que les religieux de la congregation S. Victor, pendant le temps que lesdicts religieux de ladicte congregation seroient audit hôtel Dieu: soustenans lesdicts vicaires au contraire que lesdicts religieux dudit hôtel Dieu devoient demourer en leurs anciens habits, sans leur rien

AN. 1538.

changer de leur forme ancienne... LA COUR ayant esgard à la requeste faicte par lesdicts vicaires, a ordonné & ordonne qu'ils mettent dedans huy au greffe d'icelle l'avis par eux baillé touchant la mutation d'habits, & leurs raisons redigées par escript; lesquelz avis & raisons, ensemble les avis & raisons baillez par escript par lesdicts abbé & prieur, seront mis entre les mains d'un des conseillers de la cour.... & veüz par ladicte cour sera ordonné definitivement ou par provision, &c.

Du Samedi vii. Decembre.... La cour a ordonné & ordonne que sur le faict de la mutation d'habits & autres choses requises & necessaires pour l'establisement & perpetuation de la reformation introduicte audict hostel-Dieu, s'assembleront avec lesdicts deux vicaires deputez par le chapitre de Paris, abbé de S. Victor & prieur de S. Ladre deux bons & notables religieux experimenter ou faict de la reformation, qui seront nommez par ladicte cour, pour y adviser plus amplement, & mettront leur avis par escript par devers ladicte cour, pour icelluy veü en ordonner par ladicte cour ainsi qu'elle verra estre à faire par raison. Et cependant par maniere de permission*, afin que ladicte reformation puisse estre plus facilement gardée, suivant aucuns arrestz donnez en cas semblables par ladicte cour, elle a ordonné & ordonne que lesdicts religieux de l'hostel-Dieu se conformeront en habitz & vestemens & toutes autres choses concernant la religion & reigle de S. Augustin, à ceux de S. Victor mis audict hostel-Dieu, pour faire garder & entretenir lad. reformation & observance reguliere, soubz les corrections regulieres desquelz par l'autorité dud. chapitre de Paris lesd. religieux de l'hostel-Dieu doivent vivre, & ce tant & si longuement que lesdicts religieux de S. Victor auront la surperintendance & correction reguliere audict hostel-Dieu, & jusques à ce que autrement en aura esté ordonné.

Les Enfants-Dieu mis à l'hospital du saint-Esprit.

AN. 1539.

Du Jeudy xxiii. Janvier *mandé*. Ce jour le procureur general a dit à la court que le jour d'hier après dîner le roy luy commanda dire à ladicte court qu'il vouloit & son plaisir estoit que les enfans nommez les *Enfants-Dieu*, delaissez de leurs peres & meres decedez en l'ho-

stel Dieu de Paris, fussent mis d'oresnavant à l'hospital du saint-Esprit en ceste ville de Paris, & que les aumosnes qui avoient esté faictes & seroient audictz enfans, fussent appliquées & baillées aud. S. Esprit, &c.

Reglement pour la queste des enfans de l'hospital du S. Esprit.

Du Samedi viii. Mars. Sur la requeste presentée à la cour par les gouverneurs de l'hospital des Enfants-Dieu de ceste ville de Paris, le procureur general du roy joint avec eux, par laquelle & pour les causes contenues en icelle ils requeroient que, en entendant l'arrest & ordonnance de ladicte court du unziesme jour de... dernier passé, commandement fut faict aux marguilliers S. Jacques & tous autres qu'il appartiendra, de n'empescher la queste faicte pour iceulx pources enfans aux portes de leurs eglises, ains qu'ils permettent icelle queste estre faicte par toutes les portes, ainsi que font les marguilliers des autres paroisses de ceste ville; & tout considéré: LA COURT a permis & permet audictz supplians faire questes par deux des portes de ladicte eglise S. Jacques & autres eglises de ceste ville avec la boere ferrée & fermée, & leur deffend toutes fois aller par icelles eglises faisant questes; autrement la court ordonne que tout ce qu'ilz auront receu & queste le jour qu'ils auront faict le contraire à ceste presente ordonnance, sera donné & appliqué à l'aumosne des pauvres de la ville; à la charge que deux fois l'an les questeurs d'iceulx supplians rendront compte de leurs questes au receveur general d'iceulx pauvres de la ville, pour du reliqua en estre ordonné par ladicte court ainsi qu'elle verra estre à faire par raison.

Aumosne de François I. à l'hostel-Dieu.

Du Vendredy xiv. Mars. Ce jour la court après avoir receu les lettres missives du roy données à Fontainebleau le 19. Fevrier dernier passé; par lesquelles, veü la necessité de vins que avoient les pauvres de l'hostel-Dieu de Paris, mandoit, commandoit & très-expressément enjoignoit à la court faire incessamment delivrer à M. Jean Laquette receveur general des finances extraordinaires & parties casuelles, la somme de deux mil livres tournois, dont par charité & aumosne il a faict don audictz pauvres, pour

pour leur aider à recouvrer vins, à icelle somme avoir & prendre sur certains deniers exigez sur le peuple, soubz ombre de quelques pardons impetrez par aucuns chappitres d'Albigeois, & publiez en plusieurs endroits de ce royaume sans congé & permission dudit seigneur; par le greffier de ladicte cour, es mains duquel estoient lesdits deniers saisis & mis à la requête du procureur general d'icelluy seigneur en ladicte cour: & ce affin que fust que ledit Laquette auroit receu ladicte somme de 2000. livres tournois, il la baillast au receveur dudit hostel-Dieu pour l'employer en ce que dessus.... LA COUR en obtemperant au bon plaisir & vouloir du roy, & suivant lesdites lettres missives & patentes, a ordonné & ordonne, &c.

Les verolés à l'hospital S. Nicolas.

DU Vendredy xxx. Janvier. La court advertye que les pauvres malades de verolle estans à S. Nicolas en cette ville de Paris, n'estoient entretenus de linges & autres choses necessaires, qu'estoient tenus fournir les maistres & gouverneurs de grand hospital Dieu de Paris, selon les injonctions & ordonnances de ladicte court & l'offre par eux faicte, & que à faulte de ce faire estoient tombez, & y avoit deffault à l'encontre d'eux obtenu; a ordonné & ordonne que lesdits maistres & gouverneurs dudit hostel-Dieu viendront en ladicte court, & pour ce faire seront appelez par un des huissiers d'icelle, pour eux oys y estre pourveu par ladicte court.

Du Vendredy xiiii. Febvrier. Ce jourd'huy maistres.... de Marle, Robert le Lieur, Pierre Hennequin &c.... Lambigeois maistres & gouverneurs de l'hostel-Dieu de Paris mandés en la court, & après plusieurs remonstrances à eux faictes, en ce que n'obeissant à l'arrest & ordonnance d'icelle court n'agueres donné sur leurs promesses & offres de subvenir & fournir linges & draps en l'hospital de S. Nicolas pour les pources verrolles, qui estoient en grosse necessité, & qu'ils ont dict & déclaré qu'ils adviseroient de brief s'il y avoit besoing d'y pourvoir, & seroient le possible d'y donner ordre, neantmoins supplié la court considerer que audit hostel-Dieu y avoit à present six cens soixante tant de pources mailades, pour l'entretienement desquelz leur convenoit supporter grand charges, mesmement quant aux draps

& autres linges; car ce qu'ils souloient avoir pour 4. livres ou cent sols la douzaine, leur coustoit maintenant au double; par quoy trouvoient le revenu d'icelluy plus estroit & de plus grand frais: LADICTE COURT a ordonné & enjoindt ausdits maistres gouverneurs dudit hostel-Dieu pourveoir & donner ordre prompt & sommaire à fournir ledit hospital des pauvres verrolles de draps & linges necessaires, de sorte que la plainte ne vienne plus à ladicte court.

Articles de la reformation de l'hostel-Dieu de Paris.

DU Mercredy xviii. Aoust. Sur ce que le procureur general du roy a requis à la court que par elle feussent emologués certains articles à luy communiqués, qui ont esté advisés & accordés pour l'establissement, confirmation & perpetuation de la reformation introduicte en l'hostel-Dieu de Paris, desquels la teneur ensuit: CE SONT les articles qui ont esté advisés & accordés entre les deputés du chapitre de Paris, ayans sur ce pouvoir special, & les vicaires de la congregation de S. Victor, pour l'establissement, confirmation & perpetuation de la reformation introduicte en l'hostel-Dieu de Paris: assistans & à ce consentans les maistres gouverneurs du temporel dudit hostel-Dieu. Premierement, que toute juridiction tant spirituelle que temporelle dudit hostel-Dieu appartiendra, ainsi qu'elle a appartenu cy-devant, aux doyen, chanoines & chapitre de l'eglise de Paris, & ne fera exercé aucun acte de juridiction audit hostel-Dieu que par lesdits de chapitre & soubz leur auctorité, & ce en la forme & maniere cy-après declarée. Et ne s'entremettront toutefois lesdits de chapitre aucunement de l'administration de la temporalité dudit lieu, laquelle sera continuée par lesdits gouverneurs lays, selon & ensuivant les arrests de la cour de parlement: sauf que à la reddition des comptes le député de chapitre sera appellé en la maniere accoustumée. Et a esté advisé & accordé entre les dessusd. que l'observance reguliere S. Augustin, telle que à present est gardée à monastere de S. Victor, sera gardée perpetuellement & entretenue audit hostel-Dieu; & porteront lesdits religieux dudit hostel-Dieu à perpetuer l'habit tel que l'on porte audit S. Victor; & ce conformément es humiliations & cerymonies, for-

AN. 1540.

AN. 1540.

AN. 1540.

me & maniere de vivre & l'observance desdits religieux dudit S. Victor. Et lesdits de chapitre bailleront vicariat & puissance à un religieux refformé dudit ordre, qui sera nommé par les peres de la congregation dudit S. Victor, pour avoir la superintendance & correction reguliere sur les personnes regulieres estans & qui seront pour le temps audit lieu, tant religieux que religieuses, qui se nommera maître de l'hostel - Dieu, lequel ne pourra estre mis, abols ou depoté de ladicte charge & superintendance par lesdits de chapitre, mais seulement par les vicaires desdits de chapitre cy-après nommés, ou par le chapitre general de la congregation dudit S. Victor, qui en nommeront un autre de ladicte congregation ausdits de chapitre, auquel ainsi nommé seront tenus lescd. du chapitre bailler semblable vicariat & puissance toutes fois & quantes qu'ils en seront requis. Que ledit maître orra les confessions des religieux & religieuses & filles blanches par luy tant seulement, sy bon luy semble; & neantmoins les deux religieux vicaires du chapitre avec ledit maître nommeront & presenteront ausdits de chapitre autres confesseurs en nombre competent, qui pourront absoudre lesdits religieux, religieuses & filles, auxquels ledit chapitre baillera puissance & plein pouvoir à ce necessaire. Et ledit maître pourra vestir & recevoir les vœux & professions, tant desdits religieux que religieuses dudit hostel-Dieu, les deux vicaires seculiers de chapitre presens ou appelez, & aussi les deux religieux vicaires dudit chapitre: presentation quant aux religieux prealablement faite audit chapitre, avant que recevoir les vœux d'iceux par ledit maître. Et pour la superintendance, tant sur ledit maître dudit hostel-Dieu, que aussi sur lesdits religieux & religieuses dudit lieu, lesdits de chapitre bailleront vicariat à deux chanoines de chapitre, & aussi autre vicariat à deux des peres qui pour le temps advenir seront deputés par le chapitre general de la congregation de S. Victor; lesquels quatre vicaires ou les deux d'eux, à sçavoir un desdits chanoines & l'un desdits vicaires religieux, pourront deux fois l'an es jours par cy devant accoustumez, c'est à sçavoir le jour des saints Innocens & le Mercredy après la feste de Pentecoste, faire visitation audit hostel-Dieu, refformer & corriger ce qu'il appartiendra, *sum in capite quam in membris*.

Et neantmoins hors le temps desdites deux visitations generales lesdits deux chanoines vicaires, quand les cas le requerront, pourront separement visiter audit hostel-Dieu, pour enquerir des crimes & delicts commis, sy aucuns estoient commis & perpetrés (que Dieu ne vueille) audit hostel-Dieu, & proceder à la pugnition pour raison desdits cas contre ceux qu'il appartiendra, comme de raison. Et aussi lesdits deux vicaires reguliers, pour plus grande conservation & entretenement de la discipline reguliere dudit hostel-Dieu, pourront separement, outre lesdites deux visitations generales, faire leurs visitations regulieres sur les religieux & religieuses dudit hostel-Dieu toutes & quantes fois que bon leur semblera, & proceder à la pugnition & correction des delicts reguliers, comme de raison, ainsi qu'ils ont accoustumé de faire es autres monasteres de leur congregation. Et pourront lesdits quatre vicaires ensemblement ou trois des quatre translater les religieux & religieuses dudit hostel-Dieu en autres convents toutes & quantes fois qu'ils veront estre expedient & requis. Et quant aux offices de cheveraines, poullieres & appothicairesse & reffectoriere & dame des accouchées, les maître, soubz prieur, prieure & soubz prieure les pourront absoudre de leurs charges, & y mettre d'autres en leurs places toutes & quantes fois qu'ils verront & sera requis & expedient. Lesdits quatre vicaires ensemblement pourront generallyment statuer & ordonner pour l'entretienement de la discipline reguliere audit hostel-Dieu, *vice nostrâ & auctoritate capitulari*, tout ainsi que le chapitre pourroit ordonner, & faire executer ce qui sera ordonné par le chapitre general de ladicte congregation pour l'observance reguliere. Et aussi ne pourront lescd. de chapitre muer lescd. peres refformateurs vicaires, mais seulement pourront estre mués par les peres du chapitre general de ladicte congregation S. Victor; & ou lieu d'iceux muez, deschargez ou decédez y en nommeront lesdits peres de la congregation d'autres, auxquels nommez lesdits de chapitre bailleront vicariat portant semblable pouvoir que dict est, *totiens quotiens* ladicte congregation en nommera d'autres. *Ainsi signé*, N. QUELAIN, M. RUZE, N. BRACHET, J. GOUDEQUIN, J. BORDIER, J. BRIÇONNET, DE NEUVILLE, DE MARLE, R. LE LIEUR. VEUS par la court lescdits articles, ensemble

JUSTIFICATIVES.

699

AN. 1540.

semble certain rescrypt de N. S. P. le pape, *Datum Rome apud sanctum Marcum, anno incarnationis Dominica M. D. XXXIX. quarto decimo Kalendas Augusti*, adressant aux doyen de l'eglise S. Marceau lez Paris & officiaux de Paris & de Rouen & chacun d'eux, pour l'exécution de certaines bulles de nostredict S. pere inferées audict rescrypt, decernées par icelluy saint pere le pape à la supplication & requeste du roy fondateur & protecteur dudit hostel-Dieu, pour l'entretenement & perpetuation de la refformation introduite en icelluy hostel-Dieu, de darte de mesme jour que ledict rescrypt. La procuracion speciale dudit chapitre de Paris en darte du 26. jour de May 1540. signée Beauchefne, par laquelle ledict chapitre a constitué & ordonné ses procureurs, pour consentir en ladicte court à l'omologation desdicts articles, lesdicts Ruz chancre, Brachet & Quelain chanoines de l'eglise de Paris. Tout considéré: LA COUR desirant la conservation & entretenement de l'observance reguliere introduite audict hostel-Dieu sous & selon la refformation de ladicte congregation de S. Victor, a, en tant que à elle appartient & peut appartenir, autorisé & autorise, & omologué & omologue les dessusdicts articles; & a enjoinct & enjoinct tant aux religieux que religieuses dudit hostel-Dieu, que pareillement aux doyen & chapitre de ladicte eglise de Paris, de les garder & observer; & leur a fait inhibitions & deffenses *hinc inde* d'y contrevenir sur peyne d'amende arbitraire. Et neantmoins a permis & permet aux juges delegués de N. S. P. le pape executer ses bulles, en ce qu'elles sont conformes & non dérogeantes au contenu desdicts articles, aux saints conciles universaux ou libérés de l'eglise Gallicane.

Entrée de l'empereur Charles V.
à Paris.

DU Jeudy 1. jour de Janvier M. D. XXXIX. (nouveau stile M. D. XL.)
Meilleurs maistres P. Lizet premier,
M. F. de Montholon,
M. F. de saint André,
M. J. Bertrand, presidens.

M. Ja. le Roux,
M. A. Ruzé,
M. J. de Thumery,
M. C. Dezassés,

Tome II. Part. II.

M. N. Sanguin,
M. R. Thiboult,
M. Ph. Masuyer,
M. J. Hennequin,
M. F. Tanel,
M. N. Hennequin,
M. Ja. Boullent,
M. A. de Montmirel,
M. L. Roillart,
M. N. le Berruyer,
M. P. Brulart,
M. M. Mollé,
M. C. de la Roziere,
M. C. de Louviers,
M. N. Hurault,
M. J. Meigret,
M. L. Gaillant,
M. J. le Charron,
M. F. Crespin,
M. F. Desmyer,
M. L. du Bellay,
M. J. Cordouan,
M. J. Spifame,
M. J. de la Haye,
M. R. Tiercelin,
M. P. de la Porte,
M. C. de Louviers,
M. F. Disque,
M. A. Baudry,
M. G. Abot,
M. Ja. de la Barde,
M. M. Ruzé,
M. J. Prevost,
M. A. Chabur,
M. J. Burdelot,
M. P. de Marle,
M. A. Clauffe,
M. J. le Clerc,
M. G. Bourgoing,
M. Ja. Pochier,
M. P. Mathe,
M. M. de l'Hospital,
M. R. Baillet,
M. P. le Lievre,
M. N. le Sueur,
M. J. Barthomier,
M. J. Tronfon,
M. L. de l'Estoille,
M. R. Raintry,
M. A. Charlet,
M. A. Chambon,
M. L. Guyonne,
M. J. des Loges,
M. A. Chabamer,
M. C. Tudert,
M. A. de Thou,
M. A. de Tournebulle,
M. F. de Laage,
M. A. de la More,
M. A. Verjus,

T t t t ij

AN. 1540.

M. C. de Dormans,
 M. J. de Longueil,
 M. J. de Gouy,
 M. C. de la Roziere,
 M. M. Gillebert,
 M. P. Bouette,
 M. J. des Ligneris,
 M. C. Anjorant,
 R. Ja Brisart,
 M. N. Prevost,
 M. P. Violle,
 M. A. de Vaudetar,
 N. A. Dudrac,
 M. P. Picart,
 M. A. Baudon,
 M. R. Berseau,
 M. N. Cotton,
 M. P. Bardin,
 M. L. Caillaud,
 M. A. Roillart, conseillers.

J. du Tillet greffier civil,
 N. Orillat, des presentations,
 N. de Mallon, criminel.

M. J. de Veignolles,
 M. M. Berruyer,
 M. G. Lormyer,
 M. P. du Vandel, notaires.

M. P. Raymond advocat du roy,
 M. J. Cappel advocat du roy,
 M. N. Thibault procureur general du roy.

Ce jourd'huy s'est assemblée la court au palais environ midy, pour aller au-devant de l'empereur Charles V. lequel passoit en ce royaume pour aller en ses pays bas; & avoit le roy commandé luy estre fait entrée en cette ville de Paris tout & ainsi que à sa propre personne, & le semblable avoit esté fait par toutes les villes de l'obeissance dud. seigneur estans sur le chemin qu'avoit tenu led. empereur. Estoit plus de deux heures après midy quand messieurs sont partis dudit palais les derniers de tous ceux qui alloient au-devant dudit empereur. Estoiént vestus & sont allés à cheval en l'ordre accoustumé: c'est assavoir les huissiers les premiers, tenans chacun leur verge. Après eux les quatre notaires deux à deux, & les greffiers des presentations & criminel ensemble, vestus lesdits greffiers & notaires de robes & chaperons d'escarlatté fourrés. Après eux moy seul vestu de robe & epitoge d'escarlatté, ledit epitoge fourré de menu vair. Le premier huissier après vestu de robe d'escarlatté, ayant sur sa teste son bonnet fourré &

sa verge en sa main. Messieurs les presidents deux à deux vestus de robes & manteaux d'escarlatté, lesdits manteaux fourrés de menu vair, & portans leurs chapeaux de velours bordé d'or. Les conseillers deux à deux selon leur ordre; & après eux les advocats & procureur general du roy, tous vestus de robes d'escarlatté & chaperons de mesme fourrés de menus vair. Puis les advocats de ladicte court honnestement vestus selon leur estat, ayans leurs chaperons à bourlet; & estoient lesdits advocats & procureurs en bon nombre. En cest ordre est allée ladicte court depuis ledit palais, passant sur le pont Nostre-Dame, jusques à S. Anthoine des Champs lez Paris, auquel lieu avoit esté dressé un corps d'hostel, où estoit une grande salle tapissée de drap d'or & d'argent, en laquelle estoit ledit empereur vestu de drap noir pour le deuil de l'imperatrice n'aguere decedée, & portoit son petit ordre de la toison; estoit accompagné de messieurs le dauphin & duc d'Orleans enfans du roy, des ducs de Vendosme, de Guise, de Nevers, d'Albe, constable & chancelier de France & plusieurs autres grands seigneurs, tant de la suite & maison dudit empereur, que de celle du roy. Et là sont descendus mesdits seigneurs les presidents, aucuns des plus anciens conseillers, le premier huissier & moy; le reste de ladicte court est demourée à cheval. Et sont ceux qui estoient descendus, montez en ladicte salle où estoit ledit empereur. Et après la reverence à luy faite, M. le premier president a proposé élegamment à l'honneur de sa majesté, louant l'union, amitié & paix d'entre le roy & luy, dont deppendoit le repos, bien & accroissement universel de la Chrestienté à la confusion des infideles; & ne usa pour son propos d'autres exemples ou autorités que de l'Escripture sainte. Pour la conclusion luy dist que ladicte court de parlement qui estoit la justice souveraine du roy, par commandement dudit seigneur luy venoit au-devant faire la reverence & offrir service, le suppliant tres-humblement l'avoir en sa bonne grace. Et combien que ledit empereur eust avec luy le seigneur de Granvelle son garde de seals, & le chancelier de France, qui s'estoit offert de faire le devoir de son office comme à la personne du roy, qui lui avoit commandé ainsi le faire, il voulut respondre par sa bouche, & dist au premier president, qu'il desiroit que les vertus

qu'il luy avoit attribuées fussent en luy ; le zele & conservation de la paix avec le roy ne luy faudroit ; qu'il avoit grand plaisir de voir sy belle compagnie de gens de justice, la mercioit de ce qu'elle avoit fait pour luy, & s'offroit à faire plaisir à tous ceux d'icelle. Ce fait en tel ordre que ladicte court est venue s'en est retournée ; & estant dedans ladicte ville chacun s'en est retourné selon son opportunité ; car la presse & multitude estoit la plus grande qui ait esté veüe audict Paris de memoire d'homme, non seulement par ladicte ville, mais parmy les champs depuis ledict S. Anthoine des Champs jusques à la porte de ladicte ville, par laquelle ledict empereur entra tost après en l'ordre qui ensuit. Après ladicte court retournée est venu le seigneur de Nancey l'un des capitaines des gardes, maître des ceremonies, vestu d'un saye couvert d'orfaverie, monté sur courfier bardé de mesme, ayant en sa main un baston blanc pour donner ordre à la foule du peuple. Suivoit à cheval le grand prevost de la connestablerie & mareschaussée de France accompagné de ses archers. Après entra une multitude de seigneurs & gentilshommes François fort bien montés & en poinct. Et les suivit à cheval le prevost de l'hôtel avec ses archers. Entrerent après les secretares du roy vestus de robes de damas, puis les conseillers du grand conseil vestus de robes de satin, & les maistres des requestes de l'hôtel du roy vestus de robes de velours noir. Après marchoient les deux cens gentils hommes de la maison dudit seigneur richement vestus & montés, menés par leur capitaine Loys monsieur de Nevers & monsieur de Canaples. Les suivoient les gentils hommes de la maison dudit empereur, vestus de drap noir pour raison dudit deuil. Marcherent après à pied les Suisses de la garde du roy, enseignes deployées, conduits par leur cappitaine seigneur de Sedan. Puis les trompettes tant du roy que des autres princes de France, sonnans chacun en son rang ; & les roy & heraults d'armes vestus de velours noir & de leurs cottes d'armes. Après vindrent ensemble les audientiers & controleurs de l'audience vestus de manteaux d'escarlante fourrés de letice, estans nuds testes. Puis une hacquenée blanche couverte de drap d'or, portant le coffre auquel estoient les grands sceux du roy, ledict coffre couvert d'un voile de crespé. Estoit menée ladicte hacquenée par deux lacquais vestus de

pourpoints de velours cramoisy, nuds testes. Et d'un costé & d'autre de ladicte hacquenée alloient à pied les quatre chauffeurs de ladicte chancellerie, vestus de velours cramoisy, nuds testes. Entra après le chancelier de France messire Guillaume Poyer, vestu de robe de velours cramoisy figuré, & par dessus d'un manteau d'escarlante fourré d'ermine, monté sur une mulle houslée & enbarbachée de velours cramoisy. Puis vint le grand escuyer du roy vestu d'un manteau de drap d'or frizé, portant en escharpe le fourreau de l'espée royale, monté sur cheval de parade caparassonné de velours violet semé de fleurs de lys d'or. Près de luy à main dextre estoit le grand escuyer de l'empereur vestu de drap noir, ayant le petit ordre de la toison. Audessus de luy à dextre estoit le duc de Guise comme grand chambellan de France, ayant le grand ordre du roy. Après vindrent messieurs les cardinaux de Bourbon, Tournon, Givry, Gafsy, Lenoncourt, Mascon & Chastillon vestus de leurs chappes cardinales. Estoit après le seigneur de Montmorency connestable & grand maître de France, vestu d'une robe de drap d'or, portant l'espée nue devant l'empereur ; & estoit monté sur un cheval caparassonné de paremens d'or. Et entra après ledict empereur monté sur cheval noir caparassonné de drap noir. Et estoit porté sur luy un poille de drap d'or. A sa dextre estoit mondict seigneur le dauphin, & à sa fenestre mondict seigneur d'Orleans richement vestus d'habits tous couverts de broderie, montés sur chevaux d'Espagne caparassonnés de mesme. Les suivoient lesdicts ducs de Vendosme, Lorraine, Nevers, d'Albe & comte d'Elguemont, & plusieurs autres grands seigneurs des maisons desdicts empereur & roy. Vindrent après les chevaliers de l'ordre du roy portans les grands colliers dudit ordre, richement vestus & bien montés. Les suivit grande compagnie de gentilshommes & officiers desdicts empereur, roy & des autres princes & seigneurs. Les derniers estoient les quatre bandes des archers des gardes du roy menés par leurs capitaines, leurs estendards deployez, & deffendoient la presse & foule dudit peuple. Rencontra ledict empereur en divers endroits de ladicte ville plusieurs misteres dressés à son honneur & pour luy donner plaisir, & pour ce que telles choses ne sont agreables que à la premiere fois, & que je n'escris que l'ordre pour servir à l'advenir,

An. 1540.

je me déporte d'icelles aux dessusdicts ordres. Alla ledict empereur descendre à l'eglise Nostre Dame de Paris, où il fut receu par le legat du pape accompagné du cardinal du Bellay eveque dudiect Paris. Et après son oraison faicte s'en alla de là ledict empereur au pallais, où le roy ayant le grand collier de son ordre & accompagné du cardinal de Lorraine & plusieurs princes & seigneurs le receut au pied des grands degres, & monterent ensemble au logis dudiect pallais; & fut ce soir fait le banquet solempnel & magnifique en la grand salle parée richement. Et furent assis l'empereur, le roy, mesdicts seigneurs les dauphin & d'Orleans, le legat du pape, le roy de Navarre, les cardinaux de Bourbon & de Lorraine, ducs de Vendosme & Loraine, à la grand table de marbre. Fit son office de grand maistre ledict conestable; servit d'escuyer trenchant le seigneur d'Anguien, de pannetier le comte d'Aumale, & d'eschanson le prince de la Roche-sur-Yon. Et du costé de la chambre du plaïdoyé y eut table dressée tirant à la Chapelle, où furent assis messieurs de ladicte court de parlement, gens des comptes, generaux de la justice & les prevosts des marchands & eschevins de ladicte ville. Après le souper se trouverent la roïne, madame Marguerite de France fille du roy, la roïne de Navarre & autres princesses & dames, & commencerent les danfes & masques, & fut la feste joyeuse; Dieu vueille qu'elle soit aussi profitable.

Myſtere ou comédie des actes des apostres.

An. 1542.

DU Vendredy x. Juin. Ce jour d'huy la court a enjoinct aux lieutenans civil & criminel de la prevosté de Paris pour ce mandez en icelle faire inhibitions & deffences aux quatre entrepreneurs du mystere des actes des apostres, que dorénavant es jours de Jeudy ils n'ayent à faire executer ledict jeu & mystere, pourveu que en la sepmaine il y ait quelque feste; & pareillement ne jouer le jour de la feste Dieu prochain venant & autres festes solempnelles, sur peine telle qu'il appartiendroit.

Du Mardy xxi. Juin. Ce jour d'huy la court, pour aucunes causes & considerations, non obstant l'ordonnance par elle dernièrement faicte & sans prejudice d'icelle, & pour cette fois seulement, a permis aux trois entrepreneurs du mystere des actes des apostres pouvoir faire jouer & executer leur jeu Mercredy

prochain, parceque la court entend que Vendredy prochain jour de S. Jehan ne sera joué, pour la solemnité du jour.

Reglement pour les pieces de theatre.

DU Vendredy xxvii. Janvier. Veûs par la court les lettres patentes du roy données à Eschon le 18. jour du mois de Decembre dernier passe, à icelle cour adressantes, par lesquelles pour les causes y contenues il declare, veut & luy plaist que Charles le Royer & ses confreres maistres entrepreneurs du jeu & mystere de l'ancien Testament puissent & leur loise, suivant autres ses lettres de permission auparavant à eux données & octroyées, faire jouer & représenter en l'année prochaine ledict jeu & mystere dudiect ancien Testament bien, deuement & ainsi qu'il est requis, pour le regard du bien qui peut advenir de la representation dudiect mystere, & sans y commettre aucunes fraudes, fautes ne abus, soit pour interposer aucunes choses prophanes & lascives en ladicte representation, ne faire aucunes exactions indeûes, en y employant le temps requis & raisonnable, à quoy seroit par lad. cour pourveu ainsi qu'il appartiendroit, & prestant & faisant prestre & bailler audict Royer & confreres pour l'execution & accomplissement d'icelle entreprise toute l'ayde & faveur & moyen dont ils auroient mestier; & icelles lettres leûes, les conclusions du procureur general du roy, & tout considéré: LA COUR suivant les lettres patentes & declaration du roy y contenues, a permis & permet ausdicts le Royer & confreres impetrans d'icelles, faire jouer & représenter en l'année prochaine ledict jeu & mystere de l'ancien Testament bien & deuement, & ainsi qu'il est requis, & sans y commettre aucunes fraudes ou abus, soit pour interposer aucunes choses prophanes, lascives ou ridicules; & à la charge que pour l'entrée au theatre ils ne prendront ou exigeront que deux sols tournois pour chaque personne, & ne tireront pour le loüage des loges estans à l'entour dudiect theatre, qui seront bien & deuement faictes pour la seureté du peuple; que trente escus pour le plus de chacune d'icelles loges durant ledict mystere. Et pour l'execution d'iceluy jeu & mystere, leur deffend ladicte cour faire jouer ou proceder audict jeu à autres jours que de festes, en icelles toutes fois non comprises les solempnelles. Et seront iceux entrepreneurs dudiect jeu & mystere

An. 1542.

misere tenus faire commencer ledict jeu & representation incontinent à une heure après midy, & icelle continuer jusques à cinq heures & sans intervalles. Pour la decoration, bien & seurété de quoy enjoinct ladicte cour ausdicts entrepreneurs pourvoir & entendre à ce qui sera requis pour l'ordre & execution dudit jeu, de sorte qu'il ne s'en ensuive aucun scandale, tumulte, émotion ou autres fautes de leur part, sur peine d'amende arbitraire, de prison & de s'en prendre à eux. Et neantmoins pour l'intérêt des pauvres au moyen de la distraction du peuple du service divin & diminution des aumosnes, ordonne ladicte cour que ledict le Royer & les autres confort entrepreneurs dudit misere, seront tenus bailler & mettre ez mains du tresorier desdicts pauvres de cette ville de Paris la somme de mil livres tournois : c'est à sçavoir cinq cens livres au commencement & avant qu'entrer à l'execution dudit jeu, & le surplus à la moitié d'icelluy, suivant ce que par cy devant a esté par ladicte cour ordonné que les predecesseurs & entrepreneurs du misere des actes des apostres, & sauf à ordonner par ladicte cour par cy après de plus grande somme envers lesdicts pauvres, ou autrement ainsi qu'il appartiendra ou verra estre à faire que de raison.

Creation des gouverneurs de l'hospital des enfans-Dieu près du Temple.

DU Lundy iv. Septembre. Sur les lettres patentes du roy données à Brienne le 20. jour de May dernier passé, par lesquelles & pour les causes contenues en icelles ledict seigneur veult, declare & lui plaist que les prevost des M. & eschevins de ceste ville de Paris eslizent quatre personages, avec messire Jean Briçonnet chevalier, conseiller du roy & president es comptes, par cy-devant commis seul par le roy à regir & gouverner l'hospital des enfans de Dieu orphelins près le Temple, qui est de fondation royalle, & de ceulx qu'il leur nommera pour ceste fois, & qui seront propres pour ce faire & voisins dudit lieu, & après le decez ou cession de ladicte charge par aucuns d'iceux, lesdicts prevost & eschevins en esliront d'autres, comme ils adviseront, & les plus prochains dudit hospital qu'ils pourront, pourveu qu'il y en ait aucuns officiers dudit seigneur; & iceulx esleus seront tenus faire & feront comme les gouverneurs de l'hospital-Dieu; du-

quel ils suivront la regle; & neantmoins que les gouverneurs dudit hospital se reglent ez affaires en la forme & maniere de ceux du S. Esprit de ladicte ville de Paris, en ce qui ne sera contraire à ce que ledict seigneur a desja & par cy-devant estably & ordonné par autres ses lettres patentes verifiées en icelle court, lesquelles avec icelles susdictes lettres ledict seigneur veult & ordonne estre mises en sa chambre des comptes pour plus grande seurété en un coffre à part, avec les papiers de la source & fondation dudit hospital; desquelles lettres & papiers lesdicts gouverneurs en auront un double signé du greffier d'icelle chambre, quant besoin sera, & ils le demanderont. Et icelles lettres veües par ladicte court, avec le consentement des eschevins de la ville de Paris, le prevost des marchands absent, qui ont accordé l'entherinement d'icelles selon leur forme & teneur; ensemble le procureur general du roy ouy, & tout consideré: LADICTE COURT a ordonné & ordonne que icelles lettres seront enregistrees ez registres d'icelle court, & sur icelles mis: *Registrata audio procuratore generali regis hoc consentiente.*

Du Samedy xvi. Septembre. Ce jour messire Jean Briçonnet chevalier, president es comptes & par le roy commis à l'administration, regime & gouvernement de l'hospital des enfans de Dieu orphelins près le Temple de ceste ville, est venu en icelle court, lequel suivant les lettres patentes dud. seigneur enregistrees en icelle court dès le quatriesme jour de ce present mois de Septembre, a dict que par les prevost des M. & eschevins de cette ville & luy à sa nomination pour cette fois auroient esté esleus le seigneur d'Iverny maistre des requestes, MM. Michel Tambonneau & Anthoine Petremol maistres des comptes, & Wast de Marle seigneur de Vaugien, pour coadjoucteurs avec ledict Briçonnet audict gouvernement & administration dudit hospital des enfans-Dieu, lesquels, c'est à sçavoir led. Tambonneau, Petremol & de Marle il a présenté à lad. court, pour d'iceux recevoir par elle le serment, comme faisoient les gouverneurs de l'hospital-Dieu de ceste ville, duquel led. hospital estoit esclipse. Et iceux Briçonnet, Tambonneau, Petremol & de Marle pour ce presens, & après exhortation à eux faicte sur la charge & administration susdicté, ont esté par ladicte court receus audict gouvernement & administration;

An. 1542. suivant lesdites lettres patentes du roy ; & ont fait le serment à ce nécessaire & requis.

*Maison neuve avec tournelle, bastie au coin de la ruelle de l'Asne-rayé, où estoit l'ancienne porte aux Pauvres.**

* Ou aux Reintres.

** Ou Peintres.* DU Lundy xi. Decembre. Sur la requête présentée à la court par Guyon le Doux maistre peintre en cette ville de Paris, à ce que pour les causes & moyens y contenus, & suivant les lettres de bail & prinse par luy faite des prevost des M. & eschevins de cette ville de Paris le 20 jour de May dernier passé, à tiltre de cens & rente annuelle & perpetuelle, d'une portion des anciens murs de ladicte ville, à prendre depuis la tour entre les deux jeux de paulme de la maison de l'Arbaleste jusque sur la rue S. Denis, estant des appartenances de l'ancienne porte aux *Pauvres du costé de S. Leu & S. Gilles, joignant la maison de Claude de Breda & la femme, & faisant le coing de la ruelle de l'Asne-rayée, à la charge de y faire bastir lieu manable pour la decoration de ladicte ville, & autres charges mentionnées par ledit bail sur ce fait ; & attendu les rapport & visitation faite dudit lieu par Louis Poireau maistreremaçon juré du roy en l'office de maçonnerie, substitué de Gilles le Breton garde de la voirie & chemins royaux, Guillaume de la Ruelle & Jean Bastier maçons jurez du roy en l'office de maçonnerie, Charles le Comte & Pierre Sambiches maîtres des œuvres de maçonnerie & charpenterie de cette ville de Paris, sur la commodité du bastiment qui y sera fait pour la decoration de lad. ville ; & l'alignement baillé audit le Doux par permission desdits prevost des M. & eschevins de ladicte ville, ensemble de M. Pierre de la Porte conseiller en ladicte court & par elle commis sur le fait des faillies & entreprises de ladicte ville ; & attendu aussi les consentemens desdits prevost des M. & eschevins de ladicte ville, ensemble du procureur general du roy, auxquels lesdits visitation & alignement avoient esté bailliez & communiquez par ordonnance de ladicte court, il luy pleüst à cette cause accorder ledit alignement estre baillé audit suppliant, ensemble luy permettre faire & user de ladicte place & murs, & en ce faisant y bastir & edifier selon ledit alignement pour la decoration de ladicte ville. Et veüe par ladicte cour

lesdites requestes, lettres de bail & prinse faite par ledit suppliant desdits prevost des M. & eschevins de cetteditte ville dudit lieu, ledit rapport, visitation & alignement baillé audit suppliant, pour y faire & dresser edifices & y bastir, les consentemens desdits prevost des M. & eschevins & du procureur general du roy ; autre requête depuis présentée à ladicte court par ledit suppliant, à ce que pour plus grande decoration du lieu susdict, outre ledit alignement il luy fust permis faire faire & dresser sur le coing de l'edifice d'icelle place estant sur ladicte rue S. Denys, & faisant le coing de la ruelle de l'Asne-rayée, une petite tournelle en faillie sur lesdites rues, de la grandeur d'une autre tournelle estant en ladicte rue S. Denys au coing de la rue Aubry-le-Boucher. Et ouy sur ce ledit de la Porte conseiller & commissaire susdict sur le fait desdites entreprises & faillies de ceste dicte ville de Paris ; & tout considéré : L'ADICTE COURT suivant lesdits bail & prinse dudit lieu faite par ledit suppliant, & pour la decoration d'icelle ville, a permis audit suppliant jouir & user de ladicte place & murs suivant lesdites lettres de bail sur ce faites ledit 20. jour de May dernier passé ; & en ce faisant y pouvoir faire bastir edifices, & construire iceux suivant ledit alignement, avec une tournelle sur le coing d'icelluy edifice estant sur ladicte rue S. Denis, & faisant le coing de ladicte ruelle de l'Asne-rayée, à la forme, maniere & grandeur d'une autre estant en icelle rue au coing de ladicte rue Aubry-le-Boucher.

Arrest touchant les jeux de paume anciens & nouveaux.

DU Mardy xxiv. Juillet. La court advertie du grand & effrené nombre de jeux de paulme bastis & edifiés es fauxbourgs de cette ville de Paris, & que de jour à autre s'en encomment & dressent esdits lieux de nouveau : chose grandement prejudiciable & à la grande perte & consommation de temps deü pour l'estude des escolliers estudians en l'université de cette dicte ville ; & ayant esgard à la requête présentée faite par le procureur general du roy, a ordonné & ordonne par provision & jusques à ce que par ladicte court autrement en air esté ordonné, que inhibitions & deffenses seront faites à tous les proprietaires des jeux de paulme

paulme encommencés à faire esdicts fauxbourgs, de faire proceder à la construction & parachevement d'iceux; & neantmoins icelles deffenses tenans leur sera fait commandement de comparoir en icelle court dedans trois jours, pour respondre audict procureur general du roy à telles fins, requestes & conclusions qu'il voudra contre eux prendre & élire. Et au regard des autres jeux de paulme estans esdicts fauxbourgs qui sont parfaits & ja parachevez, ordonne pareillement ladicte court que commandement sera fait aux propriétaires d'iceux de comparoir oudict jour en ladicte court, pour respondre audict procureur general sur la demolition d'iceux par luy requise, & autres fins & conclusions qu'il voudra pour raison de ce prendre. Et en default de comparoir audict jour, & icelluy escheu, sans autre declaration, a ladicte court dès à present ordonné & ordonne que cependant & jusques à ce que par elle autrement en ayt esté ordonné, inhibitions & deffenses seront faites ausdicts propriétaires, locatifs & autres demourans esdicts jeux de paulme, de recevoir aucunes personnes en iceux pour y jouter, ains leur enjoinct les tenir clos & fermer, & ce sur peine de cent livres parisis d'amende.

Commission pour la reformation des Filles-Dieu.

DUXIX. Octobre. La court, après avoir oy le rapport des conseillers d'icelle par elle commis & deputed pour eux transporter au convent & monastere des Filles-Dieu en cette ville de Paris, pour illec faire information sur aucuns faits & articles à la requeste du procureur general du roy, des rebellions & desobeissances par elles faites & par aucunes religieuses dudit monastere, a ordonné & ordonne que l'abbesse de Fontevrault superieure dudit monastere, & à laquelle appartient la correction & reformation d'icelluy, baillera vicariat à deux bons & notables religieux refformés de l'ordre de Fontevrault, autres que ceulx qui sont & ont esté envoyez audict monastere, trois jours après la signification du present arrest, pour, appellez avec eulx les prieur des Celestins à Paris & vicaire de l'abbaye de S. Germain des Prez, eulx transporter audict convent & monastere des Filles-Dieu, icelluy visiter, enquerir des fautes, malversations & transgressions de l'observance reguliere,

Tome II. Part II.

si aucunes y en a, & reformer ledict convent, *tam in capite quam in membris*, selon la regle & ordre de Fontevrault & statuts de la refformation introduite audict monastere des Filles-Dieu; & à ce faire ladicte abbesse contrainte par toutes voyes deues & raisonnables, mesmes par saisissement du temporel de ladicte abbaye en cas de reffus. Et ordonne ladicte court que les ordonnances & statuts qui seront faits par lesdicts peres refformateurs qui seront deputez par ladicte abbesse de Fontevrault, appelez avec eux lesdicts prieur des Celestins & vicaire S. Germain des Prez, pour le bien de ladicte refformation, stabiliment & perpetuation d'icelle oudict monastere, seront executez nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles. Et assistera avec lesdicts vicaires l'un des conseillers de lad. court, qui à ce sera par elle commis & deputé, si besoing est, pour leur impartir l'aide du bras seculier, & contraindre les religieux dudit monastere & autres qui pour ce seront à contraindre, pour souffrir l'exécution de ce qui sera ordonné par iceux peres refformateurs, assistans lesdicts prieur des Celestins & vicaire de S. Germain, & donnans leurs avis & conseils, par toutes voyes deues & raisonnables, mesmes par detention de leurs personnes, si besoing est & requis en sont. Et cependant a ladicte court deffendu & deffend à celle qui à la superintendance audict monastere des Filles-Dieu, de servir en la personne des religieuses, ains luy enjoinct les traiter humainement, selon qu'elle doit par la regle & statuts de l'ordre de Fontevrault; & y faire garder, jusques à ce qu'il y aura esté pourveu par lesdicts vicaires & ladicte abbesse de Fontevrault, l'observance reguliere, sur peyne d'amende arbitraire, à la discretion de ladicte court. Aussi fait deffence cependant à icelle superintendante faire aucune translation des personnes desdictes religieuses, si n'est ordonné de ce faire par lesdicts peres refformateurs, assistans avec eulx lesdicts peres prieur des Celestins & vicaire de S. Germain, sur la peyne que dessus.

Ordonnances contre les mandians valides & vagabonds.

DU Jeudy x. Janvier. La court, sur la requeste à elle presentée par le procureur general du roy, a ordonné & ordonne qu'il sera enjoinct à son de

AN. 1543

AN. 1544

Vuuu

AN. 1544.

trompe & cry public par les carrefours de ceste ville de Paris à tous vagabons oyfifs & mendiens valides par icelle, d'eux retirer dedans Lundy prochain en l'hôtel de ladicte ville pardevant les prevost des marchands & eschevins d'icelle, afin d'estre enroollez pour besongner & eux employer en l'œuvre publique qui se commandera ledit jour de Lundy par lesdicts prevost des marchands & eschevins, par lesquels à cette fin leur sera payé & distribué chacun jour salaire competent; & ce sur peine quant ausdicts vagabonds oyfifs valides mendiens d'estre fustigez par les carrefours de ceste dicte ville, où ils seroient trouvez par cy-après ledit temps escheü vagabons oyfifs mendiens & questans par icelle ville, paroisses, convents ou autres lieux; & pour la seconde fois estre mis & envoyez aux galleres à toujours.

Commission pour la reformation du couvent des Augustins.

DU Samedy xvi. Fevrier *manè*. Sur la requeste presentement & le jour d'huy faicte en la court par le procureur general du roy, ladicte court deuement & dez long-temps advertie du grand desordre qui est au convent des grands Augustins en ceste ville de Paris: chose par trop scandaleuse & contre l'honneur de Dieu, & de pernicieuse exemple; a ordonné que le general dudit ordre ou son vicaire deça les monts baillera vicariat à deux bons notables religieux reformez dudit ordre du convent de Tholose, pour, appelez avec eulx les prieurs de S. Victor, S. Ladre & les prieurs des Chartreux & Celestins de ceste dicte ville, ou les deux d'iceulx en l'absence ou empeschement des autres, eulx transporter audit convent des Augustins, illec visiter, enquerir, corriger, refformer ledit convent entierement & du tout selon la reigle S. Augustin & statuts de l'ordre, & les remettre en vraye observance reguliere; & pour l'introduction, stabilissement & perpetuation d'icelle faire telz statutz & ordonnances qu'ils verront estre expedient, necessaire & utile pour ladicte religion, qui seront executez par provision, nonobstant oppositions ou appellations quelconques & sans prejudice d'icelles. Et à ce faire, souffrir & y obeyr seront tant lesdicts religieux que autres qu'il appartiendra contrainctz par prinse & detention de leurs personnes & autres voyes & manieres deuës & raison-

nables. Et ordonne ladicte court qu'avec lesdicts deux peres reformateurs assisteront deux conseillers d'icelle, qui par elle seront commis, pour leur impartir l'aide du bras seculier, s'il y eschet & requis en sont, & contraindre lesdicts religieux à souffrir l'exécution desdictes ordonnances & statuts par les voyes que dessus, & non obstant, comme dict est, oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles.

Le cardinal de Meudon créé lieutenant general à Paris.

DU Lundy xxi. Avril. Ce jour d'huy ont esté presentées à la court les lettres patentes du roy données à l'abbaye du Becq le 16. jour du mois present, par lesquelles & pour les causes contenues en icelles le roy fait, ordonne, constitue & établit le cardinal de Meudon son lieutenant general representant la personne en la ville & cité de Paris, comme plus à plain est contenu esdictes lettres patentes. Et après que lesdictes lettres ont esté veües par ladicte court, ensemble les conclusions du procureur general du roy, auquel icelles lettres ont esté communiquées. Veü aussi la verification de semblables lettres octroyées au cardinal du Bellay; LA COURT a ordonné & ordonne que lesdictes lettres seront leües & publiées en jugement, & sur le reply d'icelles sera mis: *Letta, publicata & registrata, pro gaudio per dictum cardinalem locum tenentem regis potestate & facultate sibi per regem concessis, absque derogatione & præjudicio auctoritatis & præeminentiarum presentis curie & jurisdictionis ordinariæ, insequendo regias ordinationes audito procuratore generali regis hoc requirente.*

Commission pour le couvent des Augustins.

DU Lundy xxvi. May *post prandium*. Sur la requeste présentée à la court par frere Claude Vivenety Augustin, docteur en theologie & confesseur ordinaire de messeigneurs les dauphin & duc d'Orleans, narrative de l'arrest d'icelle court du 14. de ce present mois, par lequel a esté dict que tant l'evêque de Paris que provincial de l'ordre des religieux Augustins mendiens en la province en laquelle est le convent des Augustins de Paris, sans prejudice de leurs droicts, auctoritez & exemptions respectivement, bailleroient vicariat à deux bons & notables personages ecclesiastiques, pour proceder tant contre

contre ledict Vivenety pour le delict commun sur le cas à luy imposé, que contre ceux qui sont chargés par ses responses aux interrogatoires qui lui ont esté faicts, tant pour le regard des impostures & subornations qu'il pretend, que du crime d'heresie, ainsi qu'ils verroient estre à faire par raison; & qu'il est impossible fournir le vicariat du provincial, à cause qu'il n'y en a point, & n'estoit on prest d'en avoir, obstant le trouble estant de present en la province pour la multitude & impetuosité d'aucuns Augustins suspects d'heresie & Lutheriens, & voulans en mettre un de leur secte pour vaincre & confondre les bons. Si requeroit ledict suppliant que pour ceste difficulté, par ladicte court luy fussent deleguez & nommez quelques juges ecclesiastiques, tels qu'il plairoit à ladicte court, ou de la faculté de theologie, ou des Celestins & Chartreux, ou des religieux S. Germain des Prés ou des mandians de Paris, pour connoistre de la matiere avec celuy que ledict eveque nommeroit de sa part. Veü par la court ladicte requeste, & tout considéré: LA COUR pour aucunes bonnes causes & considerations, a ordonné & ordonne que l'evêque de Paris seul baillera son vicariat à deux des conseillers d'icelle ecclesiastiques, tels qu'il luy plaira nommer, pour, appellés avec eux les prieurs des Celestins & Chartreux & prieur & vicaire de l'abbaye S. Germain des Prés les Paris ou deux d'iceux, faire & parfaire tant audit Vivenety suppliant, son procès sur les cas à luy imposés, que &c.

Autre commission pour la reformation des Augustins de Paris.

DU Jeudy xxiv. Juillet. Sur la remonstration faicte à la court par le procureur general du roy de la grande diffamation & relaxation de l'observance reguliere qui sont au convent des Augustins de cette ville de Paris, & que en icelluy presque toute forme de religion est perie, dont plusieurs scandalles y advenus & qui y adviennent journellement demontrent bien clairement y estre tres necessaire & requis y estre pourveu diligemment & soigneusement, pour obvier à plus grand mal & ruine qui en pourroient par le mauvais exemple survenir à tous les monasteres des hermites S. Augustin en ce royaume tres-Chrestien. Et après avoir veu aussi par ladicte court certaines requestes à elle presentées, tant

de la part du provincial de l'ordre en la province de France, que de la part d'aucuns religieux estudians oudict convent des Augustins: requerant ledict procureur general estre sur le tout pourveu; LA COUR a ordonné & ordonne, en entherinant la requeste dudit procureur general, & par provision attendu l'absence du general de l'ordre, & jusques à ce que plus amplement y aura esté pourveu par ledict general & aussi par le chapitre general d'icelluy ordre, que le prieur de S. Ladre & le prieur S. Victor lez Paris religieux reformez de la regle & ordre de S. Augustin, & les prieurs des Celestins & Chartreux de cette ville de Paris, vicaire & prieur S. Germain des Prez, ou deux d'iceux en l'empeschement des autres, & les gardien du convent des Cordeliers & prieurs des Jacobins & des Carmes en cetre dicte ville, & maîtres..... Houdouart & François Picart docteurs en theologie eux assembleront Lundy prochain sept heures du matin oudict convent des Augustins, & prendront & esliront avec eux quatre des plus anciens, sçavans & mieux vivans en l'observance reguliere de l'ordre S. Augustin estans oudict convent, & qui leur sembleront en leurs consciences avoir bon zele à l'introduction de la reformation, & bien & dedement entendre le faict de la direction de la communauté d'icelle religion dudit convent, & qui soient hors de toute suspicion & mauvaise vie & doctrine. Et tous les dessusdicts, ou douze d'iceux au moins, bien congregez audit convent au jour que dessus, en la presence de maîtres Martin Ruzé & Guillaume Bourgoïn conseillers en ladicte court, qu'elle a commis & commet quant à ce, visiteront ledict convent, enquerrent & feront inquisition du desordre & diffamation estant en icelluy, corrigeront & reformeront ce qu'ils veront estre à corriger & reformer, & feront par provision, comme dict est, statuts & ordonnances requis & utiles pour l'introduction de la reformation & vraye observance reguliere oudict convent, & pour dorenavant en chasser & mettre hors tous scandalles & suspensions de mauvaise vie ou doctrine. Et les statuts qui seront par eux faicts pour le bien, introduction, establissement & entretènement de l'observance reguliere dud. convent, seront par provision executez reaultment & de faict, non-obstant oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles; & à ce faire seront contraincts

AN. 1544.

&c..... Et afin que ladicte reformation puisse estre mieulx gardée & entretenue, a ordonné & ordonne ladicte court que par lesdits peres reformateurs seront esleus par provision, comme dict est, les prieur, soubz-prieur avec quatre desplus discrets, notables & mieulx vivans religieux dudit couvent, qui auront le soing, sollicitude & charge de faire garder lesdits statuts de ladicte reformation, sur telles peines que lesdits refformateurs verront estre à faire. Et aussi par provision, comme dessus est dict, ledict prieur de S. Ladre, qui est, comme dict est, en la regle & ordre S. Augustin, le prieur des Chartreux, le prieur des Celestins & gardien des Cordeliers, maistres..... Houdouart & François le Picart, ou tels autres quatre des dessus nommez que iceux peres refformateurs voudront choisir & eslire, eux transporteront oudict couvent des Augustins, & icelluy visiteront chacun mois une fois, quoyque soit deux d'iceux quatre, & feront assembler lesdits prieur, soubz-prieur & discrets, s'enquerront d'eux & autres, s'il est besoin, si lesdits statuts & ordonnances ont esté & sont bien gardez, & pour adviser ensemblement le moyen de les faire garder, & de punir & corriger les transgresseurs. Et où ils verront qu'il y auroit faute de la part de ceux qui ont & auront la superintendance & correction, & ne la voudront reparer ne faire reparer, les venir dénoncer à ladicte court, pour y estre par elle pourveü, ainsi qu'elle advisera estre à faire par raison. Pareillement enjoindt ladicte court au prevost de Paris & à ses lieutenans civil & criminel de bailler, tant pour le fait de l'introduction & reftablissement de ladicte reformation, ausdits commissaires d'icelle court, que semblablement aux dessusdicts peres reformateurs, confort & ayde pour contraindre ceux qui pour ce seront à contraindre, par emprisonnement & detention de leurs personnes, & autrement par toutes autres voyes deües & raisonnables, à souffrir l'exécution desdits statuts, & à iceux garder & observer inviolablement, & ce non obstant appellations ou oppositions quelconques, & sans prejudice d'icelles, & par provision, comme dessus est dict. Et en outre enjoindt ladicte court ou lieutenant civil assiter les commissaires d'icelle & lesdits peres refformateurs ledict jour de Lundy prochain, pour leur bailler le confort & ayde du bras seculier qui sera besoin, & audict procureur general du roy de

envoyer l'un de ses substituts à l'assemblée, pour requérir pour le roy ce qu'il appartiendra. Et davantage a ladicte cour ordonné & ordonne que après que il y aura prieur establi oudict couvent, il, le soubz prieur & deux des discrets procederont à faire la correction & punition de ceux qui ont delinqué en l'observance regulliere dudit ordre, & qui ont icelluy scandalisé par leur mauvaïse vie & doctrine : inquisition deüë precedente; & en certifieront ladicte cour dedans ung mois pour tous delays.

Commissai. pour la reformation de l'abbaye de S. Antoine.

DU xxvi. Aoust *post prandium*. Au conseil en la grand chambre où estoient mesieurs au nombre de 49. Sur la requeste verbalement faite par le procureur general du roy, exposant à icelle le desordre ou difformacion & laps d'observance regulliere ou monastere des religieuses S. Anthoine des Champs près Paris, duquel il disoit apparoir bien amplement par instructions sur ce faites par un des commissaires du chastelet, à la requeste de son substitut oudict chastelet, tendante à ce que par ordonnance de la court fust procedé par ceux qui ont la visitation & correction dudit monastere, à la refformacion d'icelluy monastere, tant en chef que en membres, LADICTE COUR après avoir veu les charges & informations qui ont esté mises par devers elle par ledict procureur general, ayant regard à la requeste par luy faite, a ordonné & ordonne que l'abbé de Fromont ou son vicaire, appelez avec eux un bon notable religieux de l'ordre de Cisteaux, & les prieurs des Celestins & des Chartreux & S. Martin des Champs, ou deux d'iceux, se transporteront audict monastere, pour icelluy visiter, eux enquerir des fautes & malversations contre l'observance regulliere tant en chef que en membres, & pour l'establissement de ladicte refformacion faire tels statuts & ordonnances qu'ils verront estre pour ce requis & necessaires, lesquels seront executez par provision, non obstant oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles; & à ce faire, & impartissant par ledict commissaire d'icelle court l'aide du bras seculier, s'il est de besoin & requis en est, seront lesdites abbessé, religieuses & autres personnes qui pour ce seront à contraindre, par toutes voyes & ma-

nieres deûës & raisonnables, mesme par prinse & detention des personnes, quant aux relligieuses desquelles la translation seroit ordonnée par leuidits peres refforteurs, le tout non-obstant, &c.

Mesures prises pour purger le pays des gens de guerre débundés & autres.

DU Vendredy xix. Septembre. Au conseil en la grand chambre où estoient messeigneurs, &c. Ce jourd'huy au mandement de la cour est venu en icelle le prevost des mareschaux M. Claude Genton, auquel a este remonstré les pilleries, volleries, larcins, extorsions, exactions & destrouffemens que l'on dict estre faicts par aucuns goujats, varlets & palfurniers & gendarmes tenans les champs à l'entour de cette ville de Paris, avec lesquels se joignent plusieurs mauvais garçons tant de ceste ville que des autres lieux des environs; & a esté prié & requis se vouloit employer à purger le pays de tels personages, qui estoient plus à la fouille des subjects du roy que soulagement. A quoy il a respondu qu'il avoit ja employé, sans attendre estre à ce invité, & encore emploiroit toute sa force, mais que la multitude de telles gens estoit si grande, que sa force n'estoit suffisante pour y pourvoir; & que s'il a ayde de la ville de Paris, ainsi qu'il l'a remonstré au duc de Guise gouverneur & lieutenant general du roy en ceste ville, il y fera tel devoir que la cour s'en appercevra; & luy sembloit que mieux eust vallu que les prevost des marchands & eschevins n'eussent point levé les cinq cens hommes de pied, qu'ils ont levé pour la garde de ceste ville, parce que les 300. hommes pourroient plustost dommager ladicte ville que aider; mais seroit bon que l'on suppliait le roy de commettre sur les grands chemins de Lyon, Orleans, Chartres & Rouen, quelques lieutenans ou prevosts des mareschaux, qui eussent chacun 40. ou 50. hommes de cheval, fideles & gens de bien; & si cela ainsi estoit, cela pourroit bien chasser les mauvais garçons loing de cette ville. Aussi se doubtoit qu'il y auroit des appellations de luy intentées, & pour ce supplioit la cour ne trouver mauvais ce qu'il feroit en cest endroit. Sur quoy luy a esté respondu qu'il ne se souciait, & que la cour le supporteroit en toute justice, ainsi qu'il appartiendroit; & que l'on manderoit le prevost des marchands pour luy en parler & com-

munique. Sur ce s'est retiré.

Dudict jour. Au mandement de la cour est venu en icelle M. Jehan Morin lieutenant civil de la prevosté de Paris & prevost des marchands de ceste ville, auquel a esté remonstré qu'il avoit esté mandé, parce que la cour avoit esté advertie qu'il y avoit allentour de Paris plusieurs gourjats, varlets & serviteurs de gens d'armes & autres tenans les champs, & avec lesquels se joignoient plusieurs meschans garçons, qui faisoient ensemblement plusieurs volleries, pilleries, rançonnemens, extorsions & destrouffemens, tant aux passans, que aux pauvres simples gens des environs de cette ville; & qu'il estoit besoin & requis que luy qui estoit prevost des marchands, en parlaist au roy, & le suppliaist de par la ville commettre quelque nombre de lieutenans des prevosts des mareschaux, qui eussent chacun jusques à 50. hommes de cheval bien equippez, fideles & loyaux, pour garder jusques à un ou deux mois les grands chemins de Lyon, Orleans, Chartres & Rouen, par lesquels chemins se sont retirez plusieurs des habitans de cette dicte ville avec leurs familles & biens, & que ce faisant leuidits chemins seroient seurs aller & venir, autrement n'y aura ordre d'y passer, pour les maux que l'on fait & pourra faire. A quoy a dict led. prevost des marchands qu'il avoit ja commencé pourvoir en cette ville, car il avoit cinq cens hommes de pied gentilz compagnons, vieils soudards amenez de Piedmont, qui estoient souldoyez aux despens de ladicte ville, & les fist hyer payer pour un mois, & s'asseuroit de eux, & respondroit pour eux corps pour corps qu'ils ne pilleroient riens, & ne prendroient ung seul poulter en ceste ville sans payer, & que volontiers les envoyeroit jusques à deux ou trois lieues à l'entour de ceste ville, pour chasser les mauvais garçons tenans les champs & mangeans le bon homme; mais ne les pouvoit employer plus loing, pour ne les mettre trop loing de la defense & tuition de ceste dicte ville. Pareillement y envoyeroit quelque nombre des archiers, arbalétriers & arquebutiers de ladicte ville. A tant l'heure a sonné, & s'est retiré.

AN. 1544.

*Publication de la paix avec l'empereur ;
actions de grâces, &c.*

Nully.

DU Samedi xx. Septembre *mané*. Ce jourd'huy est venu en la court de ceans M. Charles de Milly* conseiller du roy & maistre des requestes ordinaire de son hostel, lequel a dict à ladicte court que hier le roy luy commanda & donna charge de venir ce matin dire à icelle cour qu'elle fist publier par les carfours & endroits de cette ville, où l'on a accoustumé faire proclamations & publications, qu'il avoit fait paix perpetuelle avec l'empereur & ses alliez & confederez, & que l'on gardast & fist la cour garder à la publication de ladicte paix telle sollempnité que l'on a acoustumé garder & observer en publication de paix perpetuelle entre deux princes, & que ladicte publication se fist dans le jourd'huy, & ce soir l'on fist les feux de joye pour & à l'occasion de ladicte paix generale; & que le roy qui estoit à Meudon, devoit venir coucher & souper en cette ville, & vouloit le dict seigneur que le clergé de ceste ville fist procession generale & la court Lundy prochain, pour rendre grâces à Dieu de ce qu'il luy avoit pleü par sa bonté envoyer icelle paix. Et a dict de luy-mesme qu'il luy sembloit, par ce qu'il avoit veu au voyage qu'il avoit fait avec l'admiral de France par devers la seigneurie dud. empereur, que si jamais ly eust paix perpetuelle, cette le feroit, & que ledict empereur avoit bien bonne volonté à la garder & entretenir, comme aussi il croyoit avoir le roy de sa part, & ne tiendroit à luy qu'elle ne tinst perpetuellement, car elle estoit plus à son advantage qu'il n'en esperoit. Plus a dict que les deux princes avoient en tres-grande affection de expulser hors leurs royaumes & seigneuries les Lutheriens & leurs doctrines, mais aussi de les expulser & eradiquer entierement, de maniere que leursdicts royaumes & seigneuries en seroient totalement nets & purgez avec l'ayde & grace de Dieu; & luy avoit à ceste cause le roy donné charge & commandé dire à ladicte cour qu'il la prioit & exhortoit de soy employer de sa part en cest endroit, & proceder à la plus grande dilligence qu'il seroit possible à vuyder & juger les procez de ceux qui estoient prisonniers & accusez pour heresies & mauvaise doctrine, & en faire punition exemplaire. Et encores a dict

de luy-mesme que l'empereur avoit esleü la personne du cardinal de Tournon, pour aller vers luy pour luy communiquer aucunes choses touchant ce fait, pour plus amplement faire entendre son intention en ce regard au roy. Semblablement a dict que le roy luy avoit commandé dire à la cour qu'elle s'employast à chasser hors cette ville & des environs un tas de mauvais garçons voleurs & pillarts tenans les champs, & allencontre de ceux que l'on pourroit prendre proceder de telle punition qu'ils fussent exemple à tous autres. Et après a dict que ledict seigneur admiral luy avoit donné charge presenter les humbles recommandations à ladicte court. Auquel a esté respondu par M. Pierre Lizet premier president en icelle, &c. Et a tant soy estant retiré, ont esté mandez M. Jehan Morin lieutenant civil de la prevosté de Paris & aussi prevost des marchands, & le lieutenant criminel, & pareillement les eschevins de ladicte ville. Et parce que ledict lieutenant criminel estoit empesché ou absent, & aussi lesd. eschevins, sont seulement venus ledict lieutenant Morin prevost des marchands, & M. Martin de Bragelonne lieutenant particulier d'icelle prevosté; ausquels a esté par icelluy Lizet recité ce qui avoit esté dict par ledict de Nully; & leur a esté ordonné mettre à execution le bon plaisir & commandement du roy touchant la publication de la paix perpetuelle & les feux de joye ce jourd'huy, & que Lundy la ville se trouve avec les archiers, arbalestriers & harquebutiers d'icelle en la sainte Chappelle du pallais, pour assister ladicte cour à la procession qu'elle fera en l'eglise de Paris, où sera dicté une grand messe, au bout de laquelle sera chanté le *Te Deum laudamus*. Et si a esté dict audict lieutenant Morin que en faisant ladicte publication & icelle faite & par mesme moyen il fist crier de par le roy & ladicte cour, qu'il estoit enjoinct à tous aventuriers & gens de guerre estans en cette ville deputer & ordonnez pour aller en certains lieux pour le service du roy, que incontinent & sans delay ils se retirent esdicts lieux sur peine de la hart, & aussi enjoindre à tous ceux qui ont congé du roy ou leurs capitaines, pour eulx retirer en leurs maisons ou à leurs estats, qu'ils incontinent s'y retirent sur mesmes peines. Et sur ce se sont retirez.

Du Lundy xxii. Septembre. Ce jourd'huy les presidents de saint André & Mynard

Mynard avec bon nombre de conseillers de la cour de ceans assemblez en leurs robes d'escarlatte en la chambre du parlement, pour aller en procession pour rendre graces à Dieu de la paix qu'il luy avoit pleü envoyer entre le roy & l'empereur & est partie ladicte cour & compagnie, pour aller à la sainte Chappelle du palais, pour de là aller en l'Eglise de Paris.

La peste à Paris.

DU Jeudy xxv. Septembre *mané*. Ce jourd'huy le lieutenant civil de la prevosté de Paris est venu en la court, & a dict qu'il venoit à ladicte court remontrer qu'il y avoit de la peste bien fort en cette ville, & se prenoit aux quatre quartiers d'icelle, & estoit cela vray, & le sçavoit certainement, & pour ce supplioit la cour y adviser; & que quant à luy il s'en alloit à la pollice, par ce qu'il estoit cediât jour jour de pollice, où il ne feroit traicter d'autres choses, & y manderoit les medecins & chirurgiens de cette dicte ville, & ce fait viendroit advertir la court de ce qu'il auroit fait; dont il a esté exhorté par la compagnie.

Du Samedi xi. Octobre. Ce jourd'huy au mandement de la cour est venu en icelle le doyen de Paris vicaire de l'evesque de Paris, auquel a esté remontré qu'il a esté mandé, par ce que la court avoit entendu que les curés des paroisses de cette ville ou leurs vicaires ne vouloient inhumer aucuns morts de peste, sous umbre qu'ils n'avoient fait testament, sans avoir licence & permission dudit evesque ou de son dict vicaire, & que cela estoit trouvé dur, joint qu'il y avoit grand dangier de longuement garder un mort pestiféré. Pareillement estoit ladicte cour advertie que lesdicts curez & leurs vicaires differoient & faisoient difficulté d'aller devers les mallades de peste, & leur administrer les saints sacremens: chose de perilleuse consequence. A ceste cause l'exhortoit ladicte cour sur tout ce pourvoir; ce qu'il a promis faire, & a tant s'est retiré.

Le soin des pauvres de la ville commis aux prevosts des marchands & eschevins.

DU xiii. Novembre *M. D. XLIV.* Ce jour les procureur general & advocats du roy ont présenté à la cour, en la presence de M. Jehan Morin lieute-

nant civil de la prevosté de Paris & prevost des marchands d'icelle ville, unes lettres patentes du roy en forme d'edict, données à Beynes le vii. jour de Novembre dernier, par lesquelles & pour les causes y contenues ledict seigneur attribué audict prevost des marchands & eschevins de cette ville la superintendance des choses requises pour l'entretenement des pauvres de ladicte ville. Et icelles lettres leues en ladicte cour en presence dudit Morin, & luy depuis retiré, ladicte cour a ordonné & ordonne que lesdictes lettres patentes seront enregistrees ez registres d'icelle, & sur le reply mis: *Registrata, procuratore regis hoc requirunt.*

Etablissement du bureau des pauvres.

DU xix. Novembre. Ce jour est venu en la cour de ceans M. Jehan Morin prevost des marchands, Jehan Choppin l'un des eschevins de cette ville, & après que par ledict Morin a esté dict que suivant les lettres d'edict du roy verifiées en ladicte cour, par lesquelles ledict seigneur avoit commis & attribué auxdicts prevost des marchands & eschevins de cette dicte ville la superintendance du fait & entretenement des pauvres d'icelle, avoit esté faite assemblee en ladicte ville, en laquelle avoient esté esleus aucuns bons notables personages, tant ecclesiastiques, que seculiers, pour avoir la superintendance, pouvoir & entendre à l'administration & entretenement de la communauté des pauvres de cette dicte ville suivant lesdictes lettres d'edict, lesquels personages par eux esleus ils estoient venus presenter à ladicte cour, pour par elle recevoir le serment d'iceux suivant le contenu dudit edict; & parcé que par la teneur d'iceluy estoit porté que à ladicte assemblee ez convocations qui se feroient par lesdicts deputez par lesdicts prevost des marchands & eschevins de ladicte ville, y assisteroit aucun nombre des conseillers d'icelle; requeroit & supplioit ladicte cour en nommer, commettre & deputer aud. effet en nombre tel qu'il plaira à icelle cour. Et après que icelle cour a commis maistres Jehan Hennequin, Jehan Tronfon, Jehan Maigret & Loys Gayant conseillers en icelle, ou deux d'iceux en l'absence ou empeschement des autres, pour assister avec lesdicts esleus & deputez par lesdicts prevost des marchands & eschevins de ladicte ville, quand ils en seront requis &

AN. 1544.

que besoin sera, & que les deputez esleus par lesdits prevost des marchands & eschevins, c'est assavoir M. Robert Dauver conseiller du roy president des comptes, maîtres Loys de Monmirel curé de S. Barthelemy, Jehan le Coq curé de S. Eustache, Jacques de Gerrieres curé de S. Nicolas des Champs, Pierre Chevalier greffier des comptes, Jehan Barillon secretaire du roy, Germain Rebours advocat en la cour de ceans, Jehan Courtin auditeur des comptes, sire Claude le Lievre, sire Germain le Lievre, sire Joachim Rolland, M. Eustache Buylois pour receveur des deniers & bien-faits de la communauté desdits pauvres, & sire Jehan Chopin marchand & bourgeois de cette dite ville pour controleur, tous les dessusdits presens, excepté ledit Barillon, ont accepté liberallement la charge du fait & administration desdits pauvres, selon ladicte eslection & presentation presentement faite à icelle par lesdits prevost des marchands & eschevins de cette ville du nombre des personnes ecclesiastiques & seculiers dessus nommez, pour avoir la superintendance sur le fait, charge & administration de la communauté des pauvres de cette dite ville, a ordonné & ordonne, suivant ce que par cy-devant a esté fait par elle pour le regard des maîtres gouverneurs & administrateurs de l'hostel-Dieu de cette ville, qu'ils seront receus à ladicte charge, commission & superintendance, pour y estre & demourer, icelle exercer & conduire selon la forme de ceux de l'hostel-Dieu: c'est assavoir que par chacun an six d'iceux seront renouvellez, & en leur lieu seront par lesdits prevost des marchands & eschevins esleus, presentez & receus par ladicte cour six autres. Et après avoir par les dessusdits & chacun d'iceux fait & presté le serment en ladicte cour au cas à ladicte charge appartenant, ils ont esté exhortez par ladicte cour d'y entendre diligemment & en tel soin & zele que l'affaire qui est de soy tant recommandable le requiert.

Du xxiv. Novembre. Ce jour, sur la requeste verbalement faite à la cour par les gens du roy, tendante afin de ordonner & enjoindre par ladicte cour au prevost des marchands & eschevins de cette ville de Paris bailler & delivrer aux gouverneurs de la communauté des pauvres d'icelle naguere esleus par lesd. prevost des marchands & eschevins, receus par ladicte cour, en la maison de

cette ville quelque chambre ou autre lieu commode pour y assembler lesdits gouverneurs, & illec adviser des affaires desdits pauvres; ladicte cour a ordonné & ordonne & enjoint auxdits prevost des marchands & eschevins de cette dite ville de bailler & livrer une des chambres ou autre lieu commode & convenable en ladicte maison de cettedite ville auxdits gouverneurs de ladicte communauté des pauvres, pour eulx assembler & y traicter, adviser & deliberer ce qui sera necessaire pour les affaires de la communauté desdits pauvres. Et a ordonné & ordonne à M. Jehan Tronson conseiller en ladicte cour, lequel elle a commis & commet quant à ce, soy transporter en ladicte maison de cettedite ville, pour adviser avec lesdits prevost des marchands & eschevins de ladicte ville de ladicte chambre ou autre à eux convenable, & ce par maniere de provision, jusques à ce que autrement en aura esté ordonné par ladicte cour.

Du dernier Decembre. La cour, après avoir ouy les commissaires par le roy deputez sur le fait des pauvres de cette ville, & sur la requeste faite verbalement en icelle cour par le procureur general du roy, a ordonné & ordonne qu'il sera enjoint à son de trompe & cry public par les carrefours de cette ville aux commissaires & examinateurs du chastelet de Paris, quarteniers, dixeniers, cinquanteniers, archers, arbalestriers, arquebusiers, ensemble à tous les marguilliers des paroisses, sergens, chirurgiens, barbiers de cettedite ville, & pareillement à tous gouverneurs, maîtres & administrateurs des hospitaux de cette dite ville & fauxbourgs d'icelle, & autres qu'il appartiendra & qui de ce faire seront requis, d'obeir incontinent promptement & sans delay aux mandemens, injonctions & ordonnances desdits commissaires par le roy deputez sur le fait desdits pauvres, & comparoir par devant eux aux jours, lieux & heures qui leur seront assignez, & aussi d'excuter sans delay ou excuse les ordonnances & ce qui leur sera enjoint & ordonné par lesdits commissaires sur ce, sur peine de dix livres parisis d'amende contre chacun de ceux qui seront trouvez delayans, refusans ou denyans en aucune maniere obeir; laquelle somme sera levée incontinent & sans deport, & appliquée aux pauvres.

Du deuxieme Janvier. La cour, suivant la requeste du procureur general du

AN. 1545.

du roy, & après avoir entendu ce qui a esté fait par les commissaires par ledict seigneur deputez sur le fait & police des pauvres de cette ville, a ordonné & ordonne que Dimanche prochain **xx.** jour du present mois l'aumosne generale sera encommencée à faire & distribuée à tous pauvres mandians invalides, n'ayans autre moyen de vivre que la dicte aumosne, selon les rolles desdicts pauvres qui ont esté faits & dressez par les marguilliers des paroisses & commis à ce faire. Et a ladicte cour fait inhibitions & defenses à tous pauvres & mandians, le jour de Samedy prochain escheu & passé, de plus mandier par les rues, portes des maisons & eglises, ne dedans icelles, sur peine du fouet & de prison perpetuelle quant à ceux qui seront pertinax, & pour le fouet ne se voudroient desister de mandier. Et à cette fin a ladicte cour de rechef très-expressément enjoinct & ordonné à tous les commissaires examinateurs du chastellet de Paris, quarteniers, cinquanteniers, dixeriers, marguilliers des paroisses, bourgeois de cette ville & autres personnes de faire incontinent prendre par les sergens, tant à cheval, que à verge, & sergens des hauts justiciers, archers, arbalestriers & harquebusiers de cette ville, saisir & constituer prisonniers sans violences ou excez tous lesdicts pauvres qui se trouveront mandians & eux pourchassans ledict jour passé, & auxdicts sergens, archers, arbalestriers, harquebusiers de les prendre sans aucun delay ou dissimulation, sur peine en ce cas de dix livres parisis d'amende applicable à la boiste desdicts pauvres, qui sera levée sans déport, comme ja a esté par ladicte cour ordonné. Et defend ladicte cour à toutes personnes quelconques, sur semblables peines & plus grandes, s'il y eschet, d'empescher lesdictes captures desdicts pauvres par paroles ou effects, ains leur enjoinct de donner aux dessusdicts ayde & confort. Et à cette fin a icelle cour ordonné & enjoinct à tous les geoliers & gardes des prisons, tant royales que des hauts justiciers de cette ville & faux-bourgs d'icelle, de recevoir lesdicts prisonniers, & leur fournir de vivre & nourriture jusques à la somme de dix deniers tournois par jour seulement, jusques à ce que par lesdicts commissaires autrement en ait esté ordonné, & desdicts emprisonnemens certifier & advertir lesdicts commissaires vingt-quatre heures après lesdicts emprisonnemens, pour sur leurdicte nourritu-

re ou delivrance d'iceux estre par lesdicts commissaires pourveu comme il appartiendra. Et au surplus a ladicte cour enjoinct & ordonné à tous pauvres mandians, qui par les guerres ont esté destruits & chassés de leur pays, & contraincts de se retirer en cette dicte ville pour pourchasser leur vie, que le lendemain du jour des Roys prochain ils ayent à eux retirer en la place de la Greve au bureau des pauvres, heure de midy, pardevant les commissaires ordonnez par le roy sur le fait desdicts pauvres, pour leur necessité entendue, y donner telle provision qu'ils verront estre à faire.

Du **x.** Janvier. La cour, en ensuivant la requeste faite à icelle par le procureur general du roy, & pour continuer l'ordre encommencé sur le fait & police des pauvres de cette ville, a ordonné & enjoinct aux maistres des confrairies tant des sergens à verge, que de la douzaine du chastellet de Paris, de fournir à tour de rolle par chacune semaine à chacun quartier de Paris quatre sergens, pour faire les captures & constituer prisonniers les pauvres qu'ils trouveront mandians par les rues, portes des maisons & eglises de cette ville, & mettre les valides en l'hostel de la ville, où ils seront gardez la nuit & le jour enchaînez, pour estre appliquez & destinez aux œuvres publiques, & les invalides ez prisons plus prochaines des lieux où lesdictes captures auront esté faites. Et le semblable sera enjoinct aux capitaines des archers, arbalestriers & harquebusiers de cette dicte ville, de deputer pareillement à tour de rolle en chacune desdictes compagnies, c'est assavoir deux archers, deux harquebusiers & un arbalestrier par chacune semaine en chacun des quartiers de cetteddicte ville, pour faire lesdictes captures, & entendre à ce qui leur sera enjoinct & ordonné par les commissaires de chacun desdicts quartiers, & par les quarteniers & dixeriers chacun en leur regard; auxquels ladicte cour d'abondant & de rechef a enjoinct faire faire par les dessusdicts sergens, archers, harquebusiers & arbalestriers emprisonner & prendre lesdicts pauvres qui seront, comme dict est, trouvez mandians & eux pourchassans outre & par dessus les defenses faites & publiées par ordonnances de ladicte cour. Et outre a ladicte cour ordonné qu'il sera aussi enjoinct à tous hauts justiciers de cetteddicte ville & faux-bourgs de faire lesdictes captures

Xxxx

AN. 1545.

par leurs sergens, officiers & bedeaux, chacun en leur endroit & juridiction, & de faire leur devoir en ce que concerne ladite police desdits pauvres, sur peine de s'en prendre à eux & d'amende arbitraire.

Arrest touchant les pestiferés de l'hôtel-Dieu.

DU XXI. Janvier. Ce jour ont esté mandez les gouverneurs de l'hôtel Dieu de Paris, auxquels, ce requérant le procureur general du roy, a esté remontré l'inconvenient qui advient & pourra plus avant croistre au moyen des pestiferés, qui sont chassés & dejetés hors ledit hôtel Dieu avant qu'ils soient en disposition entiere & du tout gueris; & par tant ont esté exhortés d'y entendre & d'en advertir le maistre dudit hôtel Dieu, afin d'y pourvoir, ensemble aux autres malades, à ce qu'ils ne soient mis dorenavant hors dudit hôtel Dieu, s'ils ne sont en pleine disposition, santé & hors de peril & danger.

L'université exempte des entrées sur le vin.

DU IV. Febvrier. Veu par la cour les lettres patentes du roy adressées au prevost de Paris ou son lieutenant, données à Paris le xxv. jour de Novembre dernier passé, signées de la Chescayne, obtenues & impetrées par les recteur & université de Paris, par lesquelles le roy declare n'avoir entendu, comme encore il n'entend, que en octroyant aux prevosts des marchands & eschevins de cette ville de Paris la permission de lever & prendre cinq sols tournois sur chacun muid de vin entrant en cette dite ville & sur autres vaisseaux à l'équipolent, sur exempts & non exempts, privilegez & non privilegez, icelle subside devoir estre estendue sur ladite université, principaux, regens, lecteurs, supposts & officiers d'icelle; ains veut & entend que suivant leur privilege & jouissance d'icelluy, ils en soient, & chacun d'eux, francs & exempts, & lesquels, en tant que besoin seroit & que ladite permission porte de lever lad. subside sur exempts & non exempts, privilegez & non privilegez, il les en exempte & affranchit de sa certaine science & grace speciale; LADICTE COUR a ordonné & ordonne suivant les conclusions du procureur general du roy, & icelluy ouy, que lesdites lettres seront enregistrées en icelle, & sur le reply sera mis: *Registrata, audito procuratore generali regis.*

Speclacles publics deffendus.

DU XI. Mars. Ce jour après avoir veu par la cour le jeu présenté à icelle par les receveurs & treforiers de la basoche, & pour aucunes considerations à ce la mouvans, ladite cour leur a deffendu & inhibé proceder à l'exécution d'icelluy, attendu l'indisposition du temps & peril de maladies ayant de present cours; & ce sur peine de s'en prendre à eux & de punition telle qu'il appartiendra.

Emplacemens de maisons royales vendus.

DU XVIII. Mars. Arrest au sujer des enchères mises sur les maisons d'Arthois, Bourgogne, l'hôtel la royne, de Flandres & autres places estant en la ville de Paris, suivant la commission donnée par le roy à MM. François de S. André president en la cour, Robert Dauvet & Nicolas de Poncher presidens ez comptes, pour la vente & baux à rente desdites places; par lequel la cour homologue & ratifie les acquests faits sur lesdites places par maistres Claude de Hacqueville seigneur de Vicour, Guillaume de l'Arche, Jehan Tiercor, & Pierre Gallion,

Reglement pour les pestiferés de l'hôtel Dieu.

DU XXI. Mars. La cour ayant esgard à la requeste du procureur general du roy, & pour le bien de la chose publique & éviter au danger & inconvenient de peste, a ordonné & ordonne & enjoint très-expressement aux gouverneurs & prieure de l'hôtel Dieu de cette ville de commettre un ou deux portiers à chefcune des portes dudit hôtel Dieu, pour avoir la garde de ceux qui voudroient sortir d'icelluy, & les empêcher de ce faire, que premierement ils ne soient tout gueris, & ayent un bulletin signé des medecin & prieure dudit hôtel Dieu, certifiants n'avoir danger à la personne de celuy qui voudroit sortir pour converser avec les autres; & contiendra outre ledit billet les nom & surnom avec le pays de celuy qui sortira dudit hôtel Dieu, pour icelluy veu par les commissaires sur le fait des pauvres, ou ceux par eux deputés en cette partie, le pourvoir en l'aumosne, s'ils voyent qu'il soit requis, ou les renvoyer en leur pays avec quelque

quelque argent pour soy retirer. Et a ladicte cour deffendu à ceux qui de present sont ou seront commis portiers dudit hostel-Dieu, de laisser sortir aucun malade d'iceluy hostel-Dieu sans lesdits billet & certification, ou qui ne soit registré au registre dudit portier, & ce sur peine du fouet ou autres plus grandes peines selon l'exigence du cas.

Arrest pour faire paver la rue de Seine.

DU xxx. Mars. Suivant un arrest cy-devant donné par la cour entre les prevost des marchands & eschevins de cette ville, d'une part, & le cardinal de Tournon abbé de S. Germain des Prez & les habitans dudit lieu, d'autre; veu le rapport fait par aucuns bourgeois & maistres jurez, la cour a ordonné & ordonne par provision que la rue de Seine estant ez faubourgs d'iceluy S. Germain des Prez sera pavée, & baillé pente au pavé de demi ponce sur chacune toise, depuis l'embouchement de ladicte rue de Seine jusques à la maison d'un nommé de Grand-val au bout de ladicte rue vers la riviere de Seine.

Arrest & reglemens pour la reformation du college du cardinal le Moine.

DU 11. Avril. Sur les deux lettres patentes du roy données à Paris le 17. Juin & 24. Novembre dernier passé, par les premieres desquelles ledit seigneur mande à M. Nicole Quelin son conseiller en la cour de parlement & president ez enquestes d'icelle, appelé avec luy le maistre administrateur du college du cardinal le Moine, proceder incontinent & sans delay au fait de la reformation dud. college, & instruction d'icelle jusqu'à sentence definitive exclusivement, nonobstant oppositions ou appellations quelconques faites ou à faire & sans prejudice d'icelles; pour le tout veu en son conseil privé, y estre pourveu & donné jugement definitif & reglement perpetuel à l'estat dudit college comme de raison; en interdisant à tous autres juges toute cour, juridiction ou connoissance de lad. matiere; & par les secondes, narratives desdictes premieres & des frivoles recusations proposées par aucuns eux disans boursiers dudit college, à l'encontre dudit maistre administrateur, ledit seigneur mande, commet, & tres-expressement enjoint audit Quelin sondit conseiller & president ezdites enquestes, appelé

Tome II. Part. II.

avec luy maistre Jacques Spifame aussi son conseiller & president ez enquestes, chancelier de l'université de Paris, proceder incontinent & sans delay à l'instruction d'icelle reformation & reglement dudit college & ce qui en dependoit, selon le contenu ezdites premieres lettres, & autrement ainfi qu'il appartiendroit par raison, & jusques à sentence definitive exclusivement, nonobstant oppositions ou appellations faites ou à faire, sans prejudice d'icelles, pour lesquelles ledit seigneur ne veut estre différé en aucune maniere; en faisant expresse inhibitions & defences auxdits boursiers & autres qu'il appartiendroit, de faire poursuite de l'instance & complainte par eux formée à l'encontre dudit maistre & administrateur, ne de ce qui en dependoit du fait de ladicte reformation & reglement dudit college, ailleurs que par devant lesdits Quelin & Spifame, & interdisant à tous autres juges toute cour, juridiction & connoissance de lad. matiere, laquelle il leur eust du tout commise, attribuée & deleguée; mandant en outre ledit seigneur prendre, saisir & mettre en sa main, si mestier estoit, tout le bien & revenu dudit college, & y deputer commissaires par les mains desquels seroient baillez & distribuez les deniers necessaires pour les vivres & alimens des vrais boursiers dudit college, entretenement de l'estat d'iceluy & du divin service, selon que par lestdits Quelin & Spifame seroit ordonné, & jusques au parfait reglement & entiere execution de ladicte reformation & reglement; voulant & mandant led. seigneur, que dans trois mois lors prochains venans seldits conseillers ayent à instruire entierement le fait de ladicte reformation & reglement, & le tout communiquer à maistre Gabriel de Marillac son conseiller & advocat en ladite cour, pour prendre pour le fait de ladicte reformation & ce qui en dependoit telles fins, requestes & conclusions qu'il verroit estre à faire; voulant en outre ledit seigneur, pour l'abreviation de justice & d'icelle reformation, estre par seldits deux conseillers, où l'un d'eux en l'absence de l'autre, avec ses conseillers en la grand-chambre desdites enquestes jusqu'au nombre de dix, procedé au reglement perpetuel de ladicte reformation & de ce qui en dependoit, & en dernier ressort jugé, decidé & definitivement terminé, comme par arrest de ladite cour, tous & chascuns les differens des regles & statuts

Xxxx ij

AN. 1545.

concernans ladite reformation, circonstances & dependances, & le jugement & toutes autres sentences qui seroient sur ce données par lesdits Quelin, Spifame & seldits conseillers, estre de tel effet & valeur, & iceux autorisoit comme les arrefts & jugemens de l'une de ses cours souveraines; voulant pour l'exécution desdits jugemens tous ceux qu'il appartient estre contrainsts d'y obeir par prise & saisie de tous & chacuns leurs biens & emprisonnemens de leurs personnes; si mestier estoit, nonobstant oppositions ou appellations quelconques faïres & à faire, & sans prejudice d'icelles; cassant, revoquant & annullant, comme nulles & de nul effet & valeur, toutes les poursuites intentées par aucuns desdits bourgeois par devant autres juges depuis la publication desdites premieres lettres & au prejudice d'icelles; sans toutesfois au fait de ladite reformation aucunement y comprendre maistre François Watable lecteur Hebraïque en l'université de Paris, lequel pour le bien public, utilité de ladite université, decoration & honneur dudit college, ledit seigneur veut estre entretenu & gardé en son estat, bourse & charge qu'il avoit par cy-devant tousjours eue audit college.

I. VEU PAR LA COUR en la grandchambre des enquestes à nombre de dix, les lettres patentes du roy du dix-sept jour de Juin & 24. Novembre dernier passé, pour la reformation & reglement du college du cardinal le Moyne fondé en l'université de Paris; le procez verbal de maîtres Nicole Quelin & Jacques Spifame conseillers en ladite cour, &c. commis à instruire lad. reformation par lesdites lettres; les fondations & statuts dudit college; la réponse desdits bourgeois dudit college aux interrogatoires à eux faits par lesdits presidens; plusieurs comptes rendus auxdits bourgeois par les procureurs, receveurs & administrateurs du bien & revenu d'iceluy; les requisitions faïtes par maistre Leon Aubert docteur en theologie maistre dudit college, pour le reglement & reformation d'iceluy; autres requisitions faïtes par certains bourgeois dudit college à l'encontre dudit maistre; la requeste présentée par maistre Anthoine Noiret bourgeois & curé dudit college, tendant à ce qu'il luy fust adjugé la valeur de huit marcs d'argent par chacun an, pour l'administration de ladicte cure, outre & par-dessus les droïts à luy appartenans pour raisons des obits, funeraïlles & obla-

tions de ladite cure, & aussi outre ce qui luy pouvoit appartenir comme bourgeois dudit college; autre requeste de maistre Pierre Roussel bourgeois & procureur dudit college; la requeste présentée par Eustache de Ruel escuyer seigneur de la Grange-Menessier en Brie, requerant certain procez pendant ez requestes du palais entre ledit suppliant d'une part, & le maistre dudit college d'autre, pour raison du possessoire du droit de presentation de certains bourgeois & cure dudit college, fust évoqué en ladite cour & jugé en icelle avec ladite reformation; la requeste de MM. Guillaume Godefroy & Pierre Roussel, en qualité & comme commandataires de deux chapelles dudit college, tendant à augmentation de leur salaire pour le service divin auquel ils estoient tenus; les productions desdits Roussel & Roussel, & encore desdits Roussel & Godefroy commandataires desdites chapelles; le tout communiqué à maistre Gabriel de Marillac advocat du roy, commis par lesdites lettres pour procureur dudit seigneur en ladite reformation; les conclusions dudit Marillac, & réponses auxdites requestes; & après que lesdits maistre, bourgeois & commandataires ont esté par plusieurs fois ouys en ladite cour; aussi que par l'ordonnance d'icelle Jean le Geay marchand bourgeois de Paris a esté interrogé sur le contenu de certaine rente de 25. livres tournois, qu'on prétend feu maistre Jean de Paris avoir fait constituer par lesdits bourgeois audit le Geay, combien qu'il n'en eust aucune chose desbourlé; ouys & interrogez pareillement Guillaume Doiard & Jacques Cambron heritiers dudit feu de Paris, & tout veu & diligemment examiné, LADICTE COUR a ordonné & ordonne :

II. Qu'en esgard à l'intention & bonne volonté de feu de bonne memoire messire Jean le Moyne cardinal fondateur dudit college, au logement & demeure de quarante bourgeois theologiens & soixante artiens, aussi eu esgard au revenu dudit college, lequel est suffisant de present à entretenir plus grand nombre de bourgeois que quatorze theologiens qui y sont de present, que ledit nombre desdits bourgeois theologiens sera creu & augmenté de quatre bourgeois theologiens, & partant seront cy-après audit college jusqu'au nombre de dix-huit bourgeois theologiens, tous estudiens en la faculté de theologie sans fraude, & poursuivans les cours & degrez

en icelle selon l'intention dudit feu cardinal leur fondateur.

III. Lesquels dix huit boursiers theologiens qui seront cy-après receus & instituez audit college, seront au préalable leur dite institution graduez en la faculté des arts de l'université de Paris, capables pour estudier en ladite faculté de theologie; lesquels seront examinez par le maistre dudit college sur la suffisance ou insuffisance d'eux, avant leur faire collation de ladite bourse; & s'ils se trouvent non capables & insuffisans dudit estude, ledit maistre observera le contenu au statut dudit college.

IV. Et à ce qu'il ne se face fraude audit estude de theologie, comme par cy-devant a esté fait, & que lesdits boursiers n'attendent jusqu'au bout de leur temps à commencer la poursuite de leurs cours en ladite faculté; ladite cour a ordonné & ordonne que chacun desdits boursiers qui cy-après seront pourvus d'aucunes bourses audit college, seront tenus dedans six ans, à compter du jour de leur reception, & les anciens boursiers qui demeureront par ce present arrest audit college, aussi dedans six ans du jour de la prononciation d'iceluy; supplier en ladite faculté de theologie; & dedans deux ans après, ou trois pour le plus tard, respondre de tentative; autrement & à faute d'avoir ce fait, ladite cour a déclaré & declare lesdites bourses vacantes. Et où par l'opinion des bacheliers de ladite faculté ils seroient trouvez insuffisans, & tels rapportez en ladite faculté, en ce cas sera pourveu d'autres boursiers aux lieux desdits insuffisans. Et de là en avant seront lesdits boursiers tenus poursuivre leur dit cours en theologie sans aucune interruption.

V. Et où il ne resteroit que quelque temps outre lesdits neuf ans, pour recevoir & avoir ledit degré de licence & doctorie en ladite faculté, ou pour autre cause bonne & valable, les doyen & chancelier de l'eglise N. D. de Paris, & le maistre dudit college, ou deux d'iceux, leur pourront proroger le temps de leursdites bourses, outre lesdits premiers neuf ans à eux préfinis, tel qu'ils aviseront bon estre, pourveu qu'ils ne passent autres neuf ans; & leur enjoind ladite cour ne leur bailler facilement ladite prorogation de temps desdits neuf ans, sans grande, bonne & louable cause, dont ils ont leurs consciences chargées.

VI. Et sitost que lesdits boursiers theologiens auront pris le degré de docto-

rie, ou passé le temps qui leur sera donné en leur licence pour estre docteurs, ladite cour a déclaré & declare icelles bourses vacantes & impetrables. Et neantmoins auront lesdits docteurs trois mois après ledit degré; ou ledit temps expiré & passé, pour-eux retirer dudit college.

VII. Toutesfois s'il venoit qu'aucuns desdits boursiers theologiens; pour leur sçavoir & doctrine, fussent esleus par le principal dudit college pour lire en l'une des trois premieres regles de grammair dudit college, ou à lire publiquement, pour faire honneur audit college & utilité aux enfans y estudians, ou bien pour faire un cours en philosophie; & en ce cas, afin que lesdits boursiers, pour l'utilité commune qu'ils feroient, n'en portassent aucun dommage, ladite cour ordonne que le temps desdites lectures ne sera compté auxdits neuf ans préfinis auxdits boursiers, pourveu que celui qui lira ezdictes regles de grammair ou publiquement ne s'y occupe plus de deux ans, & celui qui lira en ladite philosophie plus de trois ans & demy; pendant lesquelles lectures ils seront tenus & astraits d'assister au service divin avec les autres boursiers, & ez disputations que lesdits boursiers feront chascune semaine en la grand-salle desdits boursiers theologiens, & en leur ordre tenir leurs positions comme les autres boursiers; auxquelles disputations presidra le prieur desdits boursiers durant le temps de son dict prieuré; & après iceluy temps, tiendra les positions comme les autres. Et ne sera permis auxdits boursiers faire ailleurs lesdites lectures desdites regences de grammair & philosophie, qu'audit college, en faisant lesquelles prendront le fruit de leursdites bourses. Et où lesdits boursiers regens ou lisans publiquement voudroient plus avant que ledit temps s'occuper ezdictes lectures, pour occasion de ce ne sera aucune chose deduite ne rabatu sur leurdict temps.

VIII. Et seront lesdits estudians boursiers en theologie poursuivans leurs cours, suivant les statuts de ladite faculté, tenus lire & interpreter la bible en la salle desdits boursiers theologiens, sans fraude; & où il y auroit plusieurs poursuivans ledit degré, iceux boursiers theologiens liront à heures differentes, pour la commodité des auditeurs, de sorte que lesdits boursiers ne soient oisifs, & soient lecteurs ou auditeurs, ainsi que les statuts de ladite faculté le requierent.

an. 1545.

IX. Et defend ladicte cour auxdicts prieur & boursiers de ne prendre pour la reception d'aucun desdicts boursiers theologiens plus de cent sols tournois, qui seront employez pour les nappes & utensiles de leurdicte communauté; desquels deniers le procureur & receveur dudit college sera tenu rendre par chascun an un bon compte auxdicts boursiers, sans que pour la reception soient faicts autres frais ne despenfes, soit en banquiers ou distribution de deniers auxdicts boursiers, sur peine de privation de bourses à ceux qui auroient contrevenu.

X. Et en satisfaisant à l'intention dudit feu cardinal, lequel auroit de son bien & revenu institué & estably audit college le nombre de quatre boursiers artiens, pour lesquels dez pieça le revenu est assigné audit college; ladicte cour a ordonné & ordonne que lesdicts quatre boursiers artiens seront mis audit college, selon ladicte institution. Et pour ladicte augmentation du revenu dudit college, ladicte cour a ordonné & ordonne qu'outre lesdicts quatre boursiers artiens instituez par ledict cardinal, y aura encore deux boursiers artiens, auxquels sera administré sur le total revenu dudit college pareils fruits qu'auxdicts quatre instituez par ledict feu cardinal; de sorte qu'il y aura audit college dix-huict boursiers theologiens & six boursiers artiens.

XI. Lesquels boursiers, tant theologiens qu'artiens, seront de la qualité & faculté qu'il est requis par lesdicts statuts. Et où aucun d'eux auroit plus en biens immeubles ou benefice que la somme y designée, ladicte bourse sera vacante & impetrable.

XII. Desquelles quatre bourses theologales & deux artiennes, ordonnées par ce present arrest, seront patrons, à sçavoir le chapitre de S. Vulfran d'Abbeville institué patron par iceluy cardinal, de deux theologales; & les doyen, chanoines & chapitre d'Amiens d'une theologale, & les doyen, chanoines & chapitre de Noyon d'une autre theologale. Et encore lesdicts du chapitre sainct Vulfran d'Abbeville des quatre bourses artiennes institué selon ladicte fondation dudit cardinal, & ledict chapitre d'Amiens d'une, & le chapitre de Noyon d'une autre artienne. Et seront tenus lesdicts chapitres y presenter personnes idoines, capables & suffisantes, de la qualité, nation & pays dont doivent estre ceux que d'ancienneté ils presentent.

XIII. Et seront tenus tous lesdicts

boursiers faire bonne & continuelle residence audit college, sans foy absenter d'iceluy, ne coucher en la ville & faux-bourgs de Paris. Et où se trouvera aucun desdicts boursiers avoir couche en ladicte ville & faux-bourgs, hors iceluy college, pour chascune fois sera privé du fruit d'une sepmaine de ladicte bourse, & où il recidiveroit, après que ledict prieur luy auroit remonsté, sans foy vouloir corriger, sera privé de ladicte bourse. Neantmoins où il adviendrait pour grande necessité qu'aucun desdicts boursiers se deust absenter dudit college, faire le pourra jusqu'à trois ou quatre jours, ayant toutes-fois congé dudit prieur, qui en fera registre, & lequel ne pourra durer plus long congé. Et s'il est besoin pour plus grande necessité ou cause à aucun desdicts boursiers s'absenter pour plus long-temps, ledict boursier prendra son congé dudit prieur & maistre, qui luy pourront bailler congé à leur discretion, jusqu'à trois mois, & non plus. Et où il adviendrait qu'aucun desdicts boursiers s'absentast dudit college plus de trois mois, & eust-il congé dudit maistre, ou sans congé desdicts prieur & maistre, par le temps de quinze jours, en ce cas ladicte cour a déclaré & declare dez à present comme dez lors lesdictes bourses vacantes & impetrables.

XIV. Et pour ce que par lesdicts statuts ledict fondateur auroit ordonné à chascun desdicts boursiers theologiens six marqs, & aux artiens quatre de bon & pur argent du coing & poids de Paris, ladicte cour, suivant certaine sentence donnée entre lesdicts boursiers & maistre Jacques Roussel lors curé dudit college, du 2. jour de Septembre l'an 1532 par laquelle lesdicts boursiers ont estimé le marq d'argent à la somme de quatre livres six sols huit deniers, & auparavant & depuis observé ladicte estimation, comme ils font encore de present, a ordonné & ordonne ladicte cour que chascun desdicts boursiers theologiens dudit college aura de revenu annuel des fruits dudit college la somme de vingt-six livres tournois, & outre deux pains chascun jour, aux despens dudit college; c'est à sçavoir un petit pain blanc à dîner, & un autre au souper, du poids de douze onces chascun pain, qui est le poids du petit pain blanc de la fenestre des boulangers de Paris; & chascun boursier artien, la somme de 18. livres tournois seulement.

XV. Et seront tenus tous & chascun lesdicts boursiers theologiens, non lisans comme

comme dessus, de prendre leur refecti^{on} en communauté en la salle commune desdicts boursiers, s'il n'y a cause ou excuse legitime; de sorte que s'ils y deffaillent, seront punis par ledict prieur par sustraction de quelque portion de deniers de leursdictes bourses; lesquels deniers se convertiront au profit & utilité dudict college, dont ledict procureur en fera bon registre & chapitre special en ses comptes. Et sera chacune semaine fait compte entre lesdicts boursiers de la despense de la semaine, qui sera prise sur les deniers de ladicte bourse; & où la despense excéderoit leur quotité de leurdictes semaine, sera tenu chascun boursier payer le surplus du sien.

XVI. Et ordonne ladicte cour que par l'un desdicts boursiers theologiens sera faite lecture de la bible au commencement & fin de leur refecti^{on}, en la maniere accoustumée; de sorte que le lecteur lira deux chapitres à chascune refecti^{on}, l'un au commencement & l'autre à la fin desdictes refecti^{ons}, le silence tenu par lesdicts prieur & boursiers. Et seront dictes graces par le prieur, & en son absence par le plus ancien boursier, à la fin de ladicte lecture faite après lesdictes refecti^{ons}, où sera faite speciale priere pour ledict cardinal le Moyne & autres fondateurs.

XVII. Et defend ladicte cour audict prieur ne permettre durant lesdictes refecti^{ons} qu'il soit tenu propos oisifs, infames, deshonestes, ou portans aucune detraction, mais propos de lettres & vertu. Et où aucun desdicts boursiers voudroit autrement faire, & ne desister de ses propos à l'ordonnance dudict prieur ou du plus ancien boursier en son absence, sera puni de sustraction du fruit de ladicte bourse, à la discretion dudict prieur ou de celui qui tiendra son lieu.

XVIII. Et quant auxdicts boursiers artiens, ladicte cour a ordonné & ordonne qu'ils seront logez ez chambres qui leur seront designés par ledict prieur, soit avec les regens & boursiers. Et seront tenus les maistres desdictes chambres les recevoir, en payant seulement par chascun desdicts boursiers cent sols tournois par an pour ladicte chambre, que le procureur & receveur desdict college payera en diminution desdictes dix-huit livres. Et où lesdicts boursiers artiens voudroient estre de la petite portion du principal dudict college, iceluy principal sera tenu les recevoir, en payant par les parens desdicts boursiers artiens, outre le reste

de leurdictes bourses; la somme de vingt livres; & à ceste charge luy sera baillé le dict college. AN. 1445.

XIX. Et lesquels boursiers artiens seront tenus aider à dire & chanter les epistres à la messe des Dimanches & autres festes solemnelles; commencer & dire les saluts accoustumez estre dictz chascun jour audict college; aider à dire les basses messes ordinaires; & auxdicts saluts & messes ordinaires & autre service divin allumer & esteindre les cierges, & faire tout autre service appartenant à ladicte eglise.

XX. Auxquels boursiers artiens ladicte cour a presny & determiné le temps de huit ans, à commencer du jour de leur reception; outre lequel ils ne pourront tenir lesdictes bourses, si par lesdicts doyen, chancelier & maistre dudict college, ou deux d'iceux, ne leur est prorogé ledict temps; auxquels doyen, chancelier & maistre ladicte cour prohibe adjouster plus d'autres huit ans. Et lesquels boursiers artiens, si tost qu'ils auront fait & parfait leur cours ez arts, seront tenus laisser leursdictes bourses, lesquelles seront dez lors vacantes, sans qu'ils en puissent avoir sur ce dispense, posé ores qu'ils n'eussent parfait ledict temps de huit ans. Neantmoins auront encore le temps & espace de six semaines pour les pourvoir de nouvelle habitation. Et seront lesdicts boursiers artiens francs & quittes envers le principal du college des deniers qu'ils pourroient devoir pour les actes de la faculté des arts, & auxquels les autres escoliers sont tenus.

XXI. Durant lequel temps de leursdictes estudes ne pourront lesdicts boursiers artiens estre absens plus de six semaines par le congé dudict prieur; & sans congé, plus de huit jours; & où ils auroient contrevenu, ladicte cour a declare & declare lesdictes bourses vacantes & impetrables.

XXII. Aussi admoneste ladicte cour lesdicts patrons desdictes bourses theologales, qu'ils ayent à preferer lesdicts boursiers ayans bien fait leur devoir, aux autres qui n'auroient esté boursiers, auxdictes bourses theologales, vacations occurrentes.

XXIII. Et pour pourvoir au service divin dudict college, ladicte cour a ordonné & ordonne que chascun jour sera celebré audict college une messe du jour selon l'ordinaire de Paris, au grand autel de la chapelle & eglise dudict lieu; à sca-

AN. 1545.

voir ez jours non festes messe basse par les chapelains & commendataires, en été à six heures du matin, ou tost apies, & en hyver à sept heures du matin, ou tantost auparavant; & tous les Dimanches & festes observées & commandées, messe haute & à notte par ledict curé, à heure de huit heures du matin; de sorte qu'il y aye temps après icelle de faire une heure de lecture par lesdicts regens, ou vacquer par les estudians à l'estude. Et les Sabmedis, Dimanches, vigiles & jours de festes vespres par ledict curé, à l'aide de deux bourriers theologiens, à trois heures de relevée; & aux jours solemnels accoustumez estre observez, ladicte grand messe par ledict curé à diacre & sousdiacre, qui seront faicts par les bourriers theologiens, comme l'on a accoustumé faire d'ancienneté, avec les vespres & complies. Auquel service divin lesdicts bourriers, tant theologiens, qu'artiens assisteront, tenans le choeur, & porteront chapes, s'il y eschet. Et auxdicts jours solemnels lesdicts bourriers artiens seront vestus de surplis pour dire les versets, les leçons des matines, & ayder au service divin, à ce que ledict service divin soit bien & deuëment fait, celebré & entretenu; & à ce faire seront contraincts lesdicts bourriers par suspension des fruits desdicts bourles, ou autre punition, à la discretion dudit prieur.

XXIV. Et pour donner exemple par lesdicts prieur, bourriers, principal & regens estudians audict college, ladicte cour ordonne qu'iceux prieur & bourriers, durant ledict service, entreront dedans les chaires de ladicte chappelle au costé dextre, pour ayder audict service divin, & lesdicts principal & regens à la part senestre, ayans l'œil sur lesdicts enfans & estudians.

XXV. Et quant aux deux chapelains commendataires des chapelles dudit college, la cour ordonne qu'ils seront par semblable tenus ezdictes heures dire & celebrer chascune sepmaine six messes, à sçavoir chascun d'eux trois, & chascun jour une, selon ledit ordinaire de Paris, faisant priere speciale pour l'intention des fondateurs, si ce n'est qu'il intervienne quelque feste sur la sepmaine; auquel cas ledict curé sera tenu dire ladicte messe haute; mais pour ce ne seront exempts lesdicts chapelains commendataires de dire leur messe audict college à l'heure des jours non festes. Et pour ce faire lesdicts chapelains qui par leur institution ne sont fondez que de neuf livres parisis,

auront pour chascun d'eux cy-après, par les mains dudit procureur & receveur dudit college, la somme de dix-huit livres tournois, à la charge de faire, ou faire faire, en cas de necessaire absence, par homme suffisant, capable & agreable audict prieur & bourriers dudit college, ledict service comme dessus. Et où ils auront deffailly de ce faire, lesdicts prieur & bourriers y pourvoiront d'autres, aux despens desdicts commendataires. Lesquelles messes basses seront bien & deuëment dites & distinctement prononcées par voix haute & intelligible.

XXVI. Et parceque par lesdicts statuts est ordonné que l'un desdicts theologiens bourriers aura la cure de la chappelle dudit lieu, ladicte cour a ordonné & ordonne que durant les neuf ans dudit bourrier theologien, à qui ladicte cure seroit contee, aussi durant le temps de sadite prorogation, si elle luy estoit contee, aura fruit & profit, tant de ladite bourse, que de la cure, à sçavoir six marcs pour ladite bourse theologale, vallant vingt-six livres tournois, & deux marcs pour raison de ladite cure vallant huit livres treize sols quatre deniers tournois le marc, avec les funerailles, oblations & autres fruits appartenans à ladicte cure. Et où ledict bourrier theologien curé aura passé ledit temps de neuf ans, ou prorogation, ledict cure ne sera plus du nombre desdicts bourriers theologiens, ains sera pourveu à ladite bourse ainsi vacante d'autre capable & idoine, & neantmoins demeurera curé & retiendra la chambre qu'il avoit estant bourrier, ou luy en sera baillée à la discretion dudit maistre, sans qu'il se puisse trouver ez congregations & assemblées desdicts bourriers, ny avoir opinion en icelles. Et pour son droit de curé aura lesdicts deux marcs avec les autres droits appartenans à sadite cure. Et en esgard que ledit curé n'ayant ladite bourse ne se pourroit entretenir desdicts deux marcs ainsi estimez que dessus, avec les droits de ladite cure, ladite cour a ordonné qu'audit curé non bourrier sera payé pour raison desdicts deux marcs, chascun an, la somme de vingt livres tournois, par les mains du procureur dudit college, à la charge du service comme dessus, mesmement des hautes messes tous Dimanches & festes, avec les premieres & secondes vespres, matines & toutes heures ez jours accoustumez, aussi à la charge des confessions & administrations des sacrements, & toutes autres charges appartenans à un curé, à la

la commodité de l'estude des boursiers, maître & estudians en iceluy college, sans qu'il luy soit loisible, pour quelque occasion, haster ou retarder ledit service divin, soit en messes ou vespres; ains s'accommodera du tout à l'estude desdits estudians.

XXVII. Et quant aux obits fondez audit college, seront chantez & celebrez par iceluy curé, prieur & boursiers bien & deuément; esquels sera distribué audit curé le double d'un boursier, en faisant par luy le service, & non autrement.

XXVIII. Et defend ladite cour audit curé & boursiers ne faire sonner la cloche de ladite chapelle pendant les lectures dudit college, pour l'empeschement qu'elle donne auxdits lecteurs, si ce n'est qu'elle soit si peu de temps sonnée, qu'elle ne soit nuisible auxd. lecteurs.

XXIX. Et pour l'assurance dudit college, & éviter le scandale qui en pourroit venir, ladite cour a ordonné que le petit huis de derriere du jardin dudit college, estant sur le quay de la riviére, sera clos, condamné & muré. Et pourront lesdits prieur & boursiers dudit college, par la permission & confirmation dudit maître, qui sera tenu ce faire estant par eux requis, faire bail à rente de la place où de present est ledit petit huis, comme ils ont fait des autres places de derriere leurdit jardin, au profit dudit college; de sorte que lesdits boursiers n'auroient ouverture pour sortir dudit jardin sur la riviére, mais pourront honnestement eux recréer dedans ledit jardin, sans donner empeschement à ceux qui pour rememorer leur estude seroient audit jardin.

XXX. Et pour ce qu'audit jardin y a une grande porte tirant à ladite riviére vers la Tournelle, que lesdits boursiers disent estre commode pour apporter bois & autres commoditez audit college; ladite cour a permis & permet icelle porte, à la charge toutes fois qu'icelle porte sera fermée à trois clefs, dont l'une sera baillée au maître, l'autre au prieur, & l'autre au procureur dudit college; lesquels feront serment d'icelle porte n'ouvrir, sinon en cas de besoin & de nécessité, & pour les provisions dudit college.

XXXI. Et quant aux portes entrant audit college audit jardin, ladite cour a ordonné qu'il n'y aura qu'une seule porte pour entrer en iceluy, où elle est de present, à ce que l'on puisse connoistre qui entrera & sortira dudit jardin; &

toutes les autres portes, si aucunes en y a, seront closes & murées, sans aucune exception.

XXXII. Et a ladite cour inhibé & défendu, inhibe & defend auxdits maître, prieur & boursiers, de ne vendre, aliéner ou distraire aucuns biens immeubles dudit college; & auxdits prieur & boursiers ne faire aucuns baux à louage, outre & par dessus le temps de neuf ans; lesquels baux à neuf ans ne se pourront faire sans ce qu'il en soit ordonné par lesdits prieur & boursiers theologiens bien & deuément assemblez.

XXXIII. Et seront leursdites assemblées & congregations au son de leur cloche chascun Samedy de la sepmaine, tantost après vespres, s'il n'y a empeschement legitime, où ils traiteront des negoces & affaires dudit college, & mettront en registre les conclusions qui seront faites en icelle congregation, qui seront signées de la main dudit prieur, & escrites par le dernier receu theologien boursier, qui en cette affaire servira de greffier, & lequel registre sera communiqué audit maître toutes & quantes fois qu'il le voudra voir.

XXXIV. Et quant audit maître, ladite cour ordonne que tous lesdits boursiers lui porteront honneur & reverence comme à leur supérieur; luy obeiront en toutes choses licites & honnestes; sera preferé en tous lieux, sessions & honneurs, à tous les prieur & boursiers; pourra se trouver en la congregation d'iceux pour leur faire telles remonstrances & declarations que bon luy semblera; auquel lieu sera assis à l'endroit le plus honorable & éminent; & sur ce que ledit maître leur aura remonstré & déclaré, seront lesdits boursiers response, qui sera enregistrée en leur registre, & dont ledit maître en aura communication comme dessus.

XXXV. Et auxquels prieur & boursiers theologiens ledit maître distribuera à chascun une chambre selon la discretion, comme il luy est permis par lesdits statuts, sans qu'il soit loisible ny permis audit maître de bailler à aucuns desdits boursiers plus d'une chambre.

XXXVI. Et seront tenus lesdits boursiers theologiens loger au grand corps d'hostel nommé de route ancienneté *le corps d'hostel des boursiers*, s'il y a lieu capable de les loger; lequel sera chascune nuit fermé sous la clef, qui sera en la garde du prieur, qui le fera fermer à neuf heures du soir, & ouvrir entre qua-

tre & cinq du matin , sans qu'autre que luy ait la clef du dit huis. Et seront les fenestres de la salle fermées, en maniere que par icelles n'ait issuë pendant que ledit huis sera clos.

XXXVII. Et en icelles chambres ne pourront lesdits boursiers tenir autres que bons & vrais escolliers, sujets à la regle & discipline dudit college & correction desdits principal & regens, sans aucun excepter. Et en icelles ne pourront faire la portion desdits escolliers y estans; ains seront lesdits escolliers demeurans ez dites chambres tous de la portion dudit principal, si ce n'estoit que par pauvreté aucuns desdits estudians se voulussent nourrir eux-mêmes, & de ce faire eussent congé par ledit maistre & principal dudit college.

XXXVIII. Et neantmoins pourra led. maistre, pour bonnes & raisonnables causes, permettre aux enfans de bonne maison, qui ont train avec eux, & pour pareille cause, avoir chambre & en icelle prendre leur refection.

XXIX. Lesquelles chambres desdits boursiers led. maistre & prieur ensemblement pourront visiter quand bon leur semblera, corriger les fautes & abus desdits prieur & boursiers; & s'ils en trouvent, proceder contre les mal-vivans jusqu'à la privation de leur dite bourse, si besoin est.

XL. Et auxquels maistre & prieur, & chacun d'eux, ladite cour enjoint faire garder & observer le contenu du present arrest & des statuts & ordonnances dudit college.

XLI. Et neantmoins, suivant la teneur desdits statuts, ladite cour n'entend que ledit maistre charge aucunement ladite maison & college, soit par droit de visitation qu'il fera en iceluy en general ou particulier, ou pour prendre, avoir & retenir logis & demeure audit college, ne d'autres charges quelconques, si ce n'estoit qu'il eust frayé quelque chose pour ledit college, que ladite cour entend luy estre rendu & payé. Et luy défend ladite cour prendre aucuns émolumens dudit college en general, ou desdits boursiers, ou autres en particulier, ne se loger ou demeurer en iceluy, considerant qu'il est choisi pour exercer œuvres piroyables, & non pour grever ledit college.

XLII. Toutes-foies, ayant esgard à la qualité de M. Leon Aubert maistre dudit college, & que la presence a grandement aide à reduire ledit college à la pre-

sente reformation, ladite cour luy a permis soy tenir audit college, & y occuper jusques au nombre de quatre chambres, pour luy servir de salle, cuisine, chambre & estude, sans en payer aucune chose, pour le temps de trois ans seulement; pendant lesquels il fera executer, garder & observer ce present arrest & reformation & autres statuts dudit college; & où il auroit besoin de plus grand lieu, en pourra avoir durant ledit temps seulement par louage dudit college.

XLIII. Et pour ce que les boursiers qui par cy-devant se sont meslez des procurations & receptes du revenu annuel dudit college, se sont excusé pour raison de l'empeschement de ladite procuracion & recepte, de n'avoir pu faire leur devoir audit estude de theologie; ladite cour ordonne, suivant le statut dudit cardinal, que chascun an lesdits boursiers essiront un procureur & recepveur de bonne fame & renommée, & solvable, pour administrer le bien dudit college, lequel ne sera du nombre desdits boursiers. Et sera tenu mettre les deniers qu'il recevra au coffre commun dudit college, & les bleds aux greniers de ladite maison, qui se vendront après avoir eu sur ce la deliberation desdits prieur & boursiers, & les deniers qui proviendront de la vente d'iceux seront mis audit coffre, sans qu'iceluy procureur en retire aucune chose par devers luy pour faire aucuns frais & despenfe. Et où besoin seroit faire aucuns frais, les deniers qu'il conviendra y employer, seront tirez dudit coffre commun de lad. communauté, en la presence dud. maistre & de ceux qui auront les clefs dudit coffre. Et de tout ce qui sera pris & tiré dehors dudit coffre, en sera fait bon & loyal registre, qui sera mis & enfermé dans ledit coffre.

XLIV. Et lequel procureur & recepveur, suivant ledit statut, sera tenu compter deux fois chascun an, presens lesdits prieur & boursiers & theologiens de ladite maison, ledit maistre premierement appellé, s'il luy plaist d'y assister, à sçavoir, ez mois de Septembre & Avril. Et sera iceluy compte signé, clos & arresté par lesdits maistre, si bon luy semble, prieur, boursiers & recepveur, & iceluy mis audit lieu nommé le tresor dudit college; auquel lieu y aura layettes speciales pour mettre les comptes desdits recepveurs & leurs acquits.

XLV. Lequel coffre commun sera fermant à trois clefs, dont le maistre en aura une, le prieur une autre, & le plus ancien

ancien boursier theologien une autre.

XLVI. Auquel procureur & receveur sera baillée une chambre audit college, qui sera nommée *la chambre du procureur*, dont il ne payera aucune chose audit college, qui luy sera assignée par ledit maistre. Lequel procureur aura pareillement charge de la sollicitation des procez dudit college. Auquel pour ses peines & salaires de son administration sera baillée la somme de douze livres tournois, outre les frais qu'il fera pour ledit college, qui luy seront remboursez par ledit college, sans qu'il les puisse retenir de luy-mesme. Lequel procureur & receveur sera changé & mué à la discretion desdits prieur & boursiers; auquel ladite cour enjoint faire devoir & diligence telle qu'à bon & diligent procureur appartient, mesmement de retirer les arrerages deus audit college & les restats des comptes des anciens procureurs.

XLVII. Et deffend ladite cour audit procureur & receveur de ne faire aucune despense pour les recreations & banquets desdits boursiers, comme par cy-devant a esté fait, sur peine d'estre repris sur luy la despense qui en auroit esté faite. Et deffend aussi ladite cour auxdits prieur & boursiers icelle somme ou sommes allouer aux comptes dudit procureur & receveur, sauf & excepté le jour des Rois & le jour S. Fremy patron dudit college, qui eschet au mois de Janvier octave des Rois; à chacun desquels jours ledit receveur pourra mettre en despense commune pour la recreation desdits boursiers cent sols & au-dessous, & non plus.

XLVIII. Aussi luy a défendu lad. cour de ne faire aucune distribution, soit en deniers ou autre chose, auxdits boursiers, pour assister par eux aux congregations & assemblées dudit college, ni pour les auditions d'iceluy, ni pareillement pour l'assistance ez matines des festes solemnelles ou autre feste quelconque, pour le vin qu'ils appellent *ante-predicamens* & *post-predicamens*, & pareilles despenses superflues; auxquelles congregations, service divin & autres actes lefdits boursiers se doivent trouver sans aucun salaire.

XLIX. Aussi ne pourra led. procureur ou receveur faire aucune despense extraordinaire excédant la somme de 25. sols tournois, sans expres mandement de ladite congregation, ni pareillement jusqu'à vingt-cinq sols, sans ordonnance dudit prieur & l'un des plus anciens boursiers theologiens; & en l'absence dudit

prieur, des deux plus anciens boursiers theologiens.

L. Et ordonne ladite cour auxdits boursiers faire bon registre de tous les titres & enseignemens de ladite maison, & iceux titres & originaux garder bien & seurement, & qu'ils soient ordonnez & disposez par layettes, chascune portant son étiquette, & enfermez dedans les armoires qui pour ce seront expressement faites, & icelles mises audit tresor, lesquels ne pourront estre mis ne transportés hors dudit tresor pour quelque raison que ce soit; mais en seront prises les copies collationnées aux originaux, les parties presentes ou appellées, pour servir aux procez & autres affaires de ladite maison. Lequel tresor sera fermé à trois clefs, qui seront pareillement distribuées comme celles dud. coffre commun.

LI. Pareillement seront tenus les reliquaires, calices & joyaux dudit college sous bonne & sure garde, en lieu qui sera le plus commode; lesquels seront representez par le prieur & boursiers à l'exécuteur de ce present arrest. Et deffend ladite cour auxdits prieur & boursiers ne prester, engager, ou alier, pour quelque cause que ce soit, lefdits joyaux; mais seront chaque feste portez à l'Eglise, à la decoration de l'autel de ladite chapelle, comme on a coustume de faire.

LII. Et faisant droit sur la requisition dudit maistre, ladite cour a déclaré & declare les bourses de MM. Pierre Bouffard, Antoine Noiret, Jean de Fontaine, Pierre Roussel, Antoine Charpentier, Robert Poupeville & Jean le Cointe vacantes & impetrables. Et ordonne ladite cour aux maistres & patrons des bourses dudit college de pourvoir auxdites bourses, de sorte que le mois après la prononciation de ce present arrest, lefdites bourses soient remplies de gens suffisans & capables, & pareillement pourvoir aux quatre bourses theologiennes & six bourses artiennes ordonnées par led. present arrest.

LIII. Et quant à la bourse de maistre Guillaume Godefroy à present absent, & depuis peu de temps docteur en theologie, a pareillement ladite cour déclaré ladite bourse vacante; & neantmoins qu'iceluy Godefroy aura temps de trois mois pour vuidier dudit college & retirer ses besognes.

LIV. Et toutesfois eu esgard à l'ancien & decrepit âge dudit Bouffard, l'impuissance & maladie dont il est dez pieça de-

Y y y y ij

AN. 1545.

tenu pour sa grande vieillesse, & la peine & vigilance qu'il a eue de long-temps à l'aide dudit college, aux fondations & biens que de long-temps il a faits en iceluy; la cour a ordonné que ledit Boursard jouira du fruit de sadite bourse sa vie durant; & differera le collateur y pourvoir jusqu'audit temps; & au cas qu'il y pourveust, ledit boursier qui seroit pourveu ne percevra point le fruit de lad. bourse jusqu'audit temps; pendant lequel le temps de ses neuf ans ne courra.

LV. Et pour ce que la librairie estant au corps d'hostel ancien desd. boursiers est à présent inutile & ne sert auxdits estudians, pour ce qu'il n'y a en icelle aucuns livres exquis & non imprimez, & que d'icelle l'on pourroit commodement faire deux ou trois bonnes chambres; ladite cour a ordonné & ordonne que les livres y estans seront transportez de ladite librairie, & mis audit lieu nommé *le tresor*, & icelle appliquée à l'usage de chambres pour le logement desdits boursiers.

LVI. Et si a ladite cour ordonné que la distribution des chambres faite auxdits boursiers par ledit maistre, comme dit est, tout le demourant des chambres, salles & autres lieux manables dudit college seront baillez à celui qui exercera la principalité dudit college, pour y mettre regens, escoliers & les provisions, sans aucune chose excepter, fors le corps d'hostel desdits boursiers, lequel servira au logement d'iceux, & leur salle pour leurs actes, disputes, lectures & congregation desdits boursiers.

LVII. Et ordonne que lesdits boursiers artiens, aussi les maistres & escoliers dudit college, soient sujets & portent honneur & reverence audit principal.

LVIII. Et quant aux boursiers theologiens, soient du tout sujets audit prieur, & encore ledit prieur & boursiers audit maistre.

LIX. Et à ce que lesdits boursiers ne baillent ledit college à louage à principal non suffisant & pour faire leur profit particulier, ordonne ladite cour que ledit prieur & boursiers ne pourront bailler ledit college sans le gré & consentement dudit maistre; entre les mains duquel seront tenus jurer avoir choisi le plus idoine & suffisant principal pour leur honneur & utilité dudit college & des escoliers d'iceluy, & qu'ils ne pretendent aucun profit particulier.

LX. Et pour ce que par les comptes

rendus audit college depuis trente ans est apparu de plusieurs grands abus commis par les procureurs, receveurs & boursiers dudit college, la cour a ordonné & ordonne que maistres Pierre Baillet chanoine de Reims & Jacques Roussel chanoine de Noyon, & autres receveurs qui ont eu l'exercice de lad. administration depuis ledit temps, seront adjournez à comparoir en personne en ladite cour, & leursdits comptes de rechef ouys & examinez par les commissaires à ce deputez par lad. cour; & que les heritiers des decedez seront pareillement adjournez à certain jour, auquel seront tenus de representer les comptes desdits decedez, rendre lesdits comptes, & assister à la closture & examen d'iceux. Et seront faites informations sur les alienations que l'on pretend avoir esté faites par aucuns desdits procureurs & boursiers, des dons & vins que l'on pretend avoir esté par eux receus en faisant les baux des biens immeubles dudit college; pour icelle faite & rapportée par devers ladite cour, estre procédé contr'eux comme il appartient par raison.

LXI. Et si ladite cour a déboursé & deboute ledit de Rueil seigneur de la Grange-Meneffier de l'enterinement de sadite requeste.

LXII. Et quant aux heritiers dudit feu maistre Jean de Paris, ordonne ladite cour que dedans huitaine ils assisteront à la reddition & revision des comptes dudit de Paris pardevant ledit Spifame, que ladite cour a commis & commet à l'exécution du present arrest & à l'audition & revision des autres comptes dudit college.

LXIII. En la presence duquel lesdits boursiers seront tenus, dedans ladite huitaine après la prononciation dudit present arrest, proceder à l'élection d'un prieur & procureur dudit college.

LXIV. Les anciens statuts, en ce qui n'y est derogé par le present arrest, fortrifians leur plein & entier effet; lesquels & le present arrest seront baillez & delivrez par copie à chascun boursier lors de sa reception, pour iceux apprendre & observer. Et seront leus entr'eux chascun an, selon qu'il est ordonné par ledit ancien statut. Et seront ledites lettres enregistrees en ladite cour.

Marguilliers establis pour avoir la charge des questes.

DU Mardy xxx. Juin. Sur la requeste du procureur general du roy, il sera dict, en enterinant icelle, que lad. cour a ordonné & ordonne que commandement & injonction seront faicts de par ladicte cour à tous les marguilliers des paroisses de cette ville de Paris, de assembler chacun en son regard les paroissiens de la paroisse, & proceder à l'election d'un marguillier en chacune d'icelles outre le nombre ancien, lequel aura la charge des questes & autres choses concernant le faict de l'aumosne, & icelles elections faictes, a la cour ordonné & ordonne qu'ils seront tenus presenter celuy qui sera esleu aux commissaires commis sur le faict de la police des pauvres, pour entendre le faict & charge de ladicte administration; auxquels marguilliers esleus la cour enjoinct faire ce qui leur sera ordonné par iceux commissaires desdicts pauvres.

Continuation de la peste à Paris.

DU Lundy xiii. Juillet. La cour a entendu que en cette ville & faubourgs d'icelle le danger de peste y est grand & augmente de jour en jour, &c.

Du Samedy xviii. Juillet. Sur ce que le procureur general a ce jourd'huy requis en la cour de ceans, que combien que par arrest d'icelle ait esté cy-devant ordonné que la tuerie & escorcherie & vuydange des bestes se feroient ailleurs que au lieu de l'hostel du Regnard & autres lieux circonvoisins dependans d'iceluy, il fust neantmoins ordonné, attendu l'incommodité & danger de peste ayant cours de present en cette ville, & jusques à ce que le temps fust en meilleure disposition, que l'abatis, tuerie, escorcherie & vuydange des bestes se feroit par les bouchers de la boucherie sainte Geneviève aud. lieu & hostel du Regnard hors cette dicte ville, &c. LA COUR a ordonné & ordonne par provision & jusqu'à ce que autrement par elle en ait esté ordonné, & sans avoir esgard audit arrest quant à present, que l'abatis, tuerie, escorcherie & vuydange desdictes bestes se fera par les bouchers de ladicte boucherie sainte Geneviève audit lieu & hostel du Regnard hors cette dicte ville, lieu par cy-devant destiné à ce faire. Et à ce souffrir prompte-

ment & sans difficulté ou delay seront contraincts tous ceux qui pour ce seront à contraindre par toutes voyes & manieres deues & raisonnables, & nonobstant oppositions ou appellations quelconques & sans prejudice d'icelles. Et a ladicte cour faict inhibitions & deffenses à tous les bouchers de ladicte boucherie sainte Geneviève & autres, de faire aucunes tueries, abatis, escorcheries ou vuydanges au lieu auquel ils les font de present; ains leur enjoinct les faire audit lieu & hostel du Regnard, & ce sur peine de amende arbitraire & punition corporelle, attendu l'indisposition du temps & l'urgente necessité.

Arrest sur l'entreprise faite de paver le faubourg S. Germain.

DU Mercredi xxi. Octobre. Sur la requeste presentée à la cour par le cardinal de Tournon abbé commendataire de S. Germain des Prez le xx. jour de ce present mois d'Octobre, par laquelle il requeroit, attendu les diligences par luy faictes de satisfaire aux arrests d'icelle concernant les pentes dud. bourg S. Germain, les deffauts par luy obtenus allencontre des habitans dudit lieu, à faute de venir sur autre requeste par luy presentée, afin de les contraindre à paver devant les maisons selon les alignemens donnez, rapport & toisé faict d'iceux par ordonnance d'icelle cour, que iceux habitans fussent contraincts paver selon lesdicts alignemens, qui leur seront baillez suivant ledict rapport & visitation, dedans tel temps qu'il plaira à ladicte cour leur arbitrer, & que à leur refus, ledict temps passé, luy fust permis avancer les deniers necessaires, & contraindre iceux particuliers au remboursement, chacun à son esgard, & ce par provision, nonobstant oppositions ou appellations quelconques & sans prejudice d'icelles; LADICTE COUR, attendu la qualité de la matiere, a ordonné & ordonne que dedans trois jours prochainement venans iceux particuliers habitans auront communication desdicts rapports d'alignemens qui ont esté faicts, & viendront precisément deffendre à ladicte requeste, & dire ce que bon leur semblera pour empescher qu'ils ne soient tenus suivant iceux alignemens & pentes qui ont esté donnez par les jurez qui ont visité les lieux; & à cette fin comparoistront par un seul procureur par devant le commissaire, *alias* à faulte de

ce faire, & ledit temps passé, sera pour-
veu audit demandeur sur le contenu en
sadicte requeste ainsi que de raison.

*Arrest touchant les bleds, en temps
de disette.*

*Arrest touchant le pavage de la rue des
Barres près la porte de Buffy.*

AN. 1546.

DU Mercredi x. jour de Febvrier.
Sur la requeste presentée à la cour
par les manans & habitans de la rue des
Barres près la porte de Buffy lez Paris,
disans que aucuns desdicts habitans au-
roient fait construire & édifier maisons
manables, & pour commodité & deco-
ration de ladicte rue fait paver allen-
droit d'icelles, & les aucuns desdicts ha-
bitans n'auroient voulu faire paver de
leur part; qui estoit cause, outre la de-
coration, d'une grande incommodité
pour les passans & repassans, qui ne se
pourroient tirer des bouës estans en la-
dicte rue, & par succession de temps les
charrettes & chariots pourroient du tout
demourer; à cette cause, & que les ha-
bitans des autres rues prochaines au-
roient fait paver suivant l'arrest de la-
dicte cour, requeroient commandement
estre fait aux habitans de ladicte rue
des Barres qu'ils aient à faire paver cha-
cun en son endroit, sur peine de telle
amende qu'il plairoit à ladicte cour. Veu
par la cour ladicte requeste, ensemble au-
tre requeste tendante à mesme fin, pre-
sentée par lesdicts supplians à l'abbé de
S. Germain des Prez ou son vicaire, qui
l'auroient renvoyée au baillif dudit lieu
pour pourvoir sur le contenu d'icelle
comme de raison, lequel auroit enteri-
né ladicte requeste, & oy sur ce le pro-
cureur general du roy, & tout considéré;
LADICTE COUR a ordonné & ordonne
que lesdicts supplians se pourvoiront pour
raison du contenu en ladicte requeste par
devant le juge ordinaire, ainsi qu'ils ont
ja commencé faire, par devant lequel
elle a renvoyé & renvoye lesdicts sup-
plians, pour leur pourvoir sur ce ainsi
qu'il appartiendra & verra estre à faire
par raison.

Nettoiemnt des rues du quartier S. Gervais.

DU Samedi xiii. jour de Mars. Ar-
rest pour le nettoiemnt des rues
du quartier S. Gervais, & particuliere-
ment de celles de Garnier-sur-l'eau &
Geoffroy-Lafnier.

DU Mardy viii. jour de Juin, *post
prandium*. Ce jour, après avoir ouy
par la cour M. Gabriel Marlhac ad-
vocat du roy sur la difficulté, faulte &
nécessité de bleds estant de present en
cette ville, & qu'il ne se pouvoit recou-
vrer vers les boullangers aucun pain, mes-
me que les pauvres prisonniers enfermez
n'en avoient aucune distribution, & es-
toient, ensemble tout le peuple de cette
ville, en dangier de tumber en merveil-
leuse peine & nécessité, non sans gran-
de émotion & concitation du peuple;
& aussy après avoir ouy le rapport &
plainte faite en icelle cour de la part
desdicts prisonniers, & attendu la neces-
sité dessusdicte, & autres considerations
à ce mouvans ladicte cour; ELLE A OR-
DONNÉ & enjoind à M. Jacques Au-
bery advocat en ladicte cour & l'un des
eschevins de cette ville, & Jacques de
Mailly premier huissier en ladicte cour,
eux transporter promptement & incont-
inent ez lieux & endroits de cette ville
& ailleurs où besoin sera, où ils seront
advertis & sçauront qu'il y ait aucuns
bleds cachez en quantité & outre la pro-
vision ordinaire, illec faire ouverture des
greniers & lieux où seront lesdicts bleds,
iceux saisir & arrester sans déplacer, avec
deffense à tous ceux qu'il appartiendra
de les transporter, remuer, ou latiter,
à peine de telle peine, punition & amen-
de qu'il appartiendra, jusques à ce que
par ladicte cour, le rapport d'eux ouy,
autrement en ait esté ordonné.

LE college de Chenac dict de S. Mi-
chel, en cette ville de Paris. xix.
Juillet M. D. XLVI.

Arrest touchant les enfans trouvés.

DU Samedi xi. Decembre. Entre
le procureur general du roy de-
mandeur pour raison de la nourriture &
éducation des enfans trouvez & expo-
sez en cette ville de Paris, d'une part;
& les doyen, chanoines & chapitre de
l'eglise N. D. de cette dicte ville deffen-
deurs en ladicte matiere, d'autre; & en-
core entre ledit procureur general de-
mandeur en ladicte matiere, & l'evesque
de Paris, les religieux, abbé & convent
de S. Denis en France, de S. Magloire
à Paris, de sainte Geneviève, de saint
Victor

Victor lez Paris, de S. Germain des Prez à Paris, de Tiron à Paris, les religieux, prieur & convent de saint Martin des Champs, le grand prieur de France commandeur du Temple de cette dicte ville, & autres appelez pour contribuer à la nourriture & entretenement desdicts enfans, d'autre. Veu par la cour les demandes dud. demandeur respectivement baillees contre lesdicts defendeurs, les defenses desdicts doyen, chanoines & chapitre de l'eglise N. D. la copie des defenses baillees par les autres desdusdicts defendeurs, les repliques dudict demandeur, & tout ce que par luy & lesdicts doyen, chanoines & chapitre de l'eglise N. D. a esté mis & produit par devers certain commissaire de ladicte cour, les conclusions de produire & bailler contradicts par ledict demandeur obtenues contre les desdusdicts defendeurs; ouy le rapport dudict commissaire, & tout considéré: IL SERA DICT, avant que faire droict sur lesdictes demandes, que lefd. evesque de Paris, abbez & convents de S. Denis, de S. Magloire, sainte Geneviève, S. Victor, S. Germain, Tiron, Montmartre, S. Martin, grand prieur & commandeur du Temple & autres appelez pour ladicte contribution, informeront, tant par lettres, que par resmoins, dedans six mois prochainement, sur certain fait par eux proposé & articulé en leursdictes defenses, c'est assavoir que lesdicts doyen, chanoines & chapitre de Paris ont fondation speciale pour la nourriture & education desdicts enfans trouvez & exposez, & que de tout temps & ancienneté ils en ont usé. Et seront lesdicts doyen, chanoines & chapitre & chacun d'eux purgez par serment s'ils ont aucune chose de ladicte fondation ou autrement veu & entendu d'icelle, & mettront par devers l'executeur dudict arrest leurs papiers de recepte & despense du revenu de ladicte eglise faicts dez & depuis trente ans auparavant l'an 1490. & ceux depuis l'an 1530. jusques à present. Seront aussi mis par devers ladicte cour les papiers de recepte & despense de l'hospel-Dieu de cette ville du temps desdusdict. Et aura ledict demandeur commission pour faire adjoindre les maistres & gouverneurs du S. Esprit, du Sepulcre, & autres hospitaux & gens d'eglise fondez en cette ville de Paris, pour prendre contre'eux telles demandes & conclusions qu'il verra estre à faire, & ce pour raison de la contribution de ladicte nourriture & education. Et seront

lesdicts maistres & gouverneurs du saint Esprit tenus monstrier & exhiber la fondation de leur dicte eglise & hostel; pour le tout ce que dessus fait & rapporté par devers ladicte cour, estre par elle ordonné ce qu'il appartiendra par raison. Et enjoinct lad. cour à tous les dessusdicts appelez, & autres que ledict procureur general voudra faire appeller, de constituer & comparoir par un conseil tous, & par mesme procureur, sur les peines contenues ezdicts arrests donnez en ladicte matiere. Et pendant ce que dessus, enjoinct ladicte cour aux lieutenans civil & criminel, procureur & advocat du roy au chastellet de Paris & aux commissaires & sergens dudict chastellet, & aussi à tous ceux qui pretendent droict de haute justice en cette dicte ville de Paris, que quand il se trouvera quelque enfant ou enfans exposez en leur territoire, s'enquerir & informer, faire & parfaire le proces contre ceux & celles qui exposent ou font exposer leurs enfans, & en certifier la cour ou le procureur general en icelle, & ce sur peine d'amende arbitraire, & de pouvoir avoir recours par lesdicts du chapitre N. D. contre les negligens, comme de raison. Et en tant que touche les enfans exposez & trouvez en chastellenies de la prevosté de Paris ressortissans par devant ledict prevost de Paris, aussi ez autres bailliaiges & villes qui sont joignans ladicte prevosté de Paris, enjoinct la cour aux officiers du roy ezdictes chastellenies & bailliaiges, leurs lieutenans & substitués du procureur du roy d'icelles, qu'où se trouveront aucuns desdicts enfans, les faire pourvoir de nourrices & alimens, & les envoyer ez hostels-Dieu estans ezdictes chastellenies & bailliaiges; s'il y a lieu pour ce faire qui soit convenable. Et enjoinct aux maistres desdicts hospitaux de pourvoir de nourrices, alimens & nourriture auxdicts enfans exposez, sur peine d'amende arbitraire & de punition corporelle quant aux laiz, selon l'exigence des cas; & quant aux gens d'eglise, enjoinct de faire leur devoir. Et où ne se trouveroit lieu commode & sain auxdicts hostels-Dieu, iceux maistres pourvoironr ailleurs auxdicts enfans exposez, & à ce faire seront contraincts par lesdicts juges des bailliaiges & chastellenies, nonobstant oppositions ou appellations quelconques & sans préjudice d'icelles; auxquels juges ladicte cour enjoinct aussi s'enquerir & informer contre ceux & celles qui exposent ou font exposer lesdicts enfans

ezdicts bailliages & chastellenies, & en faire punition telle qu'il appartiendra selon l'exigence des cas.

Procession en reparation des impiétés commises dans l'église des SS. Innocens.

DU Lundy x. jour de Janvier. Ce jour après avoir veu les lettres patentes du roy présentées à la cour par le procureur general dudit seigneur, elle a ordonné que Vendredy prochain elle ira en procession en l'église des saints Innocens en cette ville de Paris, pour implorer & pacifier l'ire de Dieu, qu'il pourroit avoir conceüe par le moyen des execrables crimes commis en l'image du benoist fils de Dieu en ladicte eglise des saints Innocens ces jours passez.

Service solennel pour Henri VIII. roy d'Angleterre.

DU Samedy xix. jour de Mars. Ce jour M. Martin Ruzé conseiller du roy en la cour de ceans, a dict à icelle que le cardinal de Meudon luy donna hier au soir charge de dire à icelle cour, que le roy envoyoit ses herauts d'armes pour advertir la cour qu'il vouloit qu'elle se trouvast au service qu'il avoit ordonné estre fait en l'église de Paris pour le salut de l'ame du feu roy d'Angleterre; & parce que ledict seigneur cardinal ne sçavoit si lesdicts herauts pourroient arriver en cette ville avant le lever de la cour, il advertissoit icelle de la volonté du roy, à ce qu'elle advisast à l'ordre qu'elle entendoit garder. Et sur ce a esté cherché l'ordre qui fut tenu au service que le roy fit faire à l'imperatrice en ladicte eglise de Paris; & icelluy veu, a esté dict que ledict ordre seroit tenu & suivy. Et tost après sont arrivez en ladicte cour les herauts du furnom de Normandie, Guyenne & Champagne, & ont dict par l'organe dudit de Normandie, que le roy leur avoit commandé venir dire à icelle, qu'il la prioit & neantmoins commandoit qu'elle se trouvast demain à trois heures après dîner en ladicte eglise de Paris, pour assister aux vespres des morts, & Lundy à la messe que ledict seigneur avoit ordonné estre dite en icelle eglise de Paris pour ledict roy d'Angleterre. Et leur a esté respondu par monsieur le premier president que la cour obeiroit au bon plaisir & commandement du roy, ainsi que la raison le vouloit, & comme elle a tousjours accoustumé

faire. La cour assista aux vigiles dites à N. D. le Dimanche xx. & le lendemain à la messe dite par l'evesque de Chartres.

Prevost de Paris.

MEsire Anthoine du Prat chevalier seigneur de Nantouiller prevost de Paris. 4. Avril 1546.

Obseques du roy François I.

DU Vendredy i. jour d'Avril. Le sieur de Villeroy a presenté à la cour les lettres du roy Henry II. à present regnant adressans à icelle, données à Hautebriere le dernier jour de Mars M. D. XLVI. avant Pasques, par lesquelles le roy avertit ladicte cour de prier Dieu pour le repos de l'ame du feu roy, & ordonne la continuation de la seance du parlement, en attendant que la cour luy ait fait le serment accoustumé. La cour fit response au roy le 1. d'Avril, & la donna audict seigneur de Villeroy. Le greffier Jean du Tillet adjouste ensuite dans son registre le recit de la maladie & de la mort du roy François I. dressé par l'evesque de Mascon, & un long detail de toutes les ceremonies observées, tant au transport fait du corps au prieur de Hautebriere membre dependant de l'abbaye de Fontevrauld, où il fut déposé le 2. d'Avril, qu'aux obseques faites audict lieu, où l'on enterra les entrailles le 6. d'où le corps fut transporté à saint Cloud le onze lendemain de Pasques. Le Dimanche 24. d'Avril, la figure du roy y fut posée sur un lit de parade de 9. pieds en carré, avec tout l'accompagnement curieusement descrit par ledit du Tillet. Le 3. May au soir la figure fut ostée & la salle destendue des tapisseries de parade, pour estre tendue de noir. Le 4. de May le corps du roy fut posé sur les treteaux. Le 18. de May le roy regnant vint de saint Germain en Laye à saint Cloud donner de l'eau beniste au corps du feu roy son pere. *Extrait. Ce qui suit est copié du registre.* Le Samedy xxi. jour de May sur l'heure de trois heures auroit esté ledict corps enlevé & mené dudit S. Cloud en l'église N. D. des Champs, en l'ordre & forme de convoy qui suit. Premièrement, cinq cens pauvres habillez de deuil portans chacun une torche de quatre livres de cire jaune, armoïée en double des armoiries de France, conduits & guidez de vingt conducteurs aussi vestus en deuil, tenans chacun

un baston noir en la main, pour leur faire tenir l'ordre qui leur avoit esté commandé; six vingts chevaucheurs d'escurie ausly en habillemens de deuil estans à cheval; les deux prevoists de l'hostel avec leurs archiers ausly habilleez en deuil à cheval; les gentilshommes, familles des cardinaux, princes & seigneurs estans en ce convoi, ausly à cheval vestus de deuil; les cent Suisses de la garde à pied habilleez en deuil, portans leur enseigne dedans le fourreau; les deux cens gentilshommes de la maison avec leurs becs de faucon à cheval en deuil, portans les deux enseignes ausly dans le fourreau; les menus officiers de ladite maison ausly à cheval; les premiers, ceux du commun, puis ceux de la bouche, tous en deuil; les maistres de la chambre aux deniers, le controlleur & clerks d'office ausly à cheval & en deuil; les varlets de garde-robbe, chirurgiens, varlets de chambre & medecins à cheval & en deuil; les huissiers de la salle à cheval en deuil; les gentilshommes servans à cheval, & ausly en deuil, portans leurs bastons noirs, le premier maistre d'hostel le dernier d'entr'eux; le premier escuyer tranchant portant le phanon faict de velours bleu azuré semé de fleurs de lis d'or de riche broderie d'or, couvert d'un crespé noir, au travers duquel on voyoit led. phanon; & pour ce que ce mot n'est de tous entendu, n'est impertinent de declarer qu'il est de vieux langage bas Alleman usité par les anciens François, & en est faicte mention au LIX. chapitre de la loy des Allemans pour un drappelet de linge; & pour ce que les enseignes estoient de linge, le moindre estoit appellé phanon; douze pages vestus de velours noir avec des chaperons de drap, montez sur douze grans coursiers couverts & houssez de velours traissant jusque en terre avec de grandes croix de satin blanc; les escuyers d'escurie montez sur les chevaux qu'ils avoient accoustumé de chevaucher ordinairement; les archevesques, evesques & prelatz ensemble au nombre de quarante; les vingt-quatre archers du corps vestus par dessus leurs hocquetons d'or sandoyé de robes; le chevaucheur, de drap noir; six escuyers à cheval, Puy-Grassy & la Brosse portant les esperons couverts de crespé noir, Navailles portant les gantelets ausly couverts de crespé noir, le Reaume portant le heaulme ausly couvert de crespé noir, Chevalier portant l'escu de France couvert comme dessus, Salvoisy portant la cote d'armes ausly couverte de crespé noir, le cheval

de parade ou d'honneur couvert de crespé noir, conduit par les escuyers Paris & Hannibal, lequel cheval souz le crespé estoit housé & entierement couvert de velours cramoisy violet azuré semé de fleurs de lis d'or de Chipre puis les oreilles jusques en terre; monsieur le grand escuyer monté sur un grand coursier housé & couvert de velours noir, au milieu une grande croix de satin blanc; les roy d'armes & herauts vestus sur le deuil les cottes d'armes & chaperons sur l'espaule, allencontre desdicts grand escuyer & cheval de parade d'un costé & d'autre à cheval. Après venoit le chariot d'armes dans lequel estoit le corps dudit feu roy, quatre escuyers houssez & esperonnez à pied portans le coing du drap mortuaire qui estoit sur le corps, & quatre varlets à pied vestus de velours noir avec chaperons de drap noir, ordonnez pour soulager lesdicts escuyers; près & autour dudit chariot estoient les vingt-quatre archers de la garde du corps; vingt-quatre religieux mandians à pied, portans chacun un cierge de deux livres de cire blanche, chantans par le chemin vigilles des morts. Incontinent après ledit chariot marchoit à cheval monsieur l'admiral, comme chef & ayant la principale conduite & charge dudit convoi, la banniere de France auprès de luy portée par le comte de Villars; & en ce qui estoit de place au tour dud. chariot & aux deux costez des six princes du grand deuil, estoient messieurs les cardinaux de Ferrare, Chastillon, Amboise, Hennebaut, Armanhac, Meudon, Bellay, Givry & Tournon, au milieu desquels marchoient lesdicts princes du grand deuil, sçavoir est messieurs d'Anguien, Loys monsieur de Vendosme son frere, ducs de Montpensier & de Longueville & marquis du Maine; puis venoient les chevaliers de l'ordre & autres grands seigneurs, les gentilshommes de la chambre, & les archers de la garde, avec leurs enseignes au fourreau. Approchant du village de Vaugirard, se seroient trouvez au-devant dudit convoi les xxiv. crieurs de la ville de Paris, qui se seroient mis en rang devant lesdicts cinq cens pauvres. Peu de temps après & outre le coing de la muraille des Chartreux seroient venus audevant dudit convoi les estats de la ville de Paris: sçavoir est deux presidens, quarante conseillers, & autres officiers du parlement, en leurs robes noires & chaperons à bourrelet; la chambre des comptes & les generaux de la justice des

AN. 1547.

aydes, les generaux des monnoyes, les esleus & leurs officiers, prevost des marchands & eschevins de ladicte ville veltus en deuil, tous lesquels, & ceux dudict convoy, s'ouvrirent faisant haye des deux costez, jusques à l'entrée de ladicte eglise N. D. des Champs, reverans la teste nuë le corps, quand il passoit en leur endroit; & à l'arrivée d'icelle eglise M. François de S. André president de ladicte cour auroit parlé pour icelle aud. sieur admiral comme chef dudict convoy, offrant tout service & honneur pour la reverence dudict corps, dont ledict sieur admiral auroit remercié ladicte cour, disant le gré & contentement que le roy à present regnant avoit de leur acquit & de leur devoir, & que pour parachever l'œuvre encommencée ils se trouvaient le lendemain heure de midy à la porte de ladicte eglise. Ce fait, chacun s'en seroit retourné où luy auroit bon semblé, fors les officiers & serviteurs domestiques dudict feu roy, le corps duquel auroit esté descendu & porté en ladicte eglise & receu par ceux d'icelle, laquelle estoit garnie d'autant de luminaire qu'elle en pouvoit porter, renduë de drap noir, & par dessus un lez de velours garni d'armoiries, tous les autels d'icelle parez de velours noir croisé de satin blanc, enrichis d'escussions de France de riche broderie; & au milieu du chœur d'icelle, outre une barriere de dix pieds en carreure garnie de seize gros cierges du poids de dix livres de cire blanche, sur les treteaux fut mis le cercueil dudict feu roy couvert du double drap mortuaire comme à S. Cloud. * Ce soir se fit le service des trespassez en ladicte eglise, auquel assisterent les officiers & serviteurs domestiques dudict defunct. Les jours precedens, par le commandement du roy à present regnant, avoient esté apportez les corps de nosseigneurs ses deux freres, sçavoir est monseigneur François de France dauphin de Viennois, son aîné, qui estoit decedé le x. Aoust M. D. xxxvi. au chasteau de Tournon, de maladie assez precipitée, & là son corps gardé, & de mon seigneur Charles de France duc d'Orleans son puîné, qui estoit trespasé le ix. Septembre M. D. xlv. aussi de maladie assez soudaine en l'abbaye de Forest-Monstier, de laquelle son corps avoit esté porté & gardé en l'abbaye de S. Lucian de Beauvois. Furent les bieres ou cercueils desdits deux seigneurs couverts de velours noir croisé de satin blanc garni de leurs armoiries,

& mis au chœur de ladicte eglise à costé de celle du roy leur pere, sçavoir est celle de monseigneur le dauphin à dextre, & celle de monseigneur d'Orleans à senestre, couvertes toutes deux de deux grands draps mortuaires de velours noir croisé de satin blanc enrichis de leurs armoiries, & sur chacun un oreiller de drap d'or, & par dessus chacun oreiller une couronne fleuronée de leurs armes; & après le benoistier deux de leurs herauts d'armes revestus de leurs cottes d'armes assisants, assise chacune bierre sur treteaux un peu plus bas que ceux sur lesquels estoit la bierre dud. feu roy leur pere. Et le lendemain Dimanche xxii. de May les messes dictes & celebrées en lad. eglise, & la dernière par M. le cardinal Givry, servans de diacre & sousdiacre les evesques d'Aire & d'Angers, & de chappiers ceux de Reims & de Meaux, furent les portes d'icelle fermées, pour mettre les effigies dud. feu roy & mesdits seigneurs ses enfans sur trois litteries, dont celle sur laquelle reposoit l'effigie du feu roy estoit couverte d'un drap mortuaire de velours noir, & un autre de drap d'or frizé bordé de velours bleu, chargé de fleurs de lys de riche broderie d'or, & par dessus lesdits draps un matelat & coussin couverts d'un riche drap d'or frizé. Au demeurant ladicte effigie estoit habillée & revestue comme audit S. Cloud, * fors qu'elle n'avoit les mains jointes, mais tenoit en la dextre le sceptre royal, & en la senestre la main de justice. L'effigie de mondit seigneur le dauphin estoit sur un petit lit, revestue d'un pourpoint de satin cramoiisy rayé d'or, d'une tunique de damas fort riche d'or traict, bordée à deux bords de deux cordelettes de toile d'argent traict monstrant forme de grosses perles, & par dessus un manteau de velours bleu azuré fermé à boutons sur l'espaule droite, bordé d'un large bord de passément d'or & fourré d'ermine, les jambes de ladicte effigie revestues de bottines de satin cramoiisy & semellées de toile d'or, ayant les mains jointes, & en la teste par dessus un bonnet de cramoiisy, une couronne d'or plus eminente que celle d'un duc, comme destinée à la succession du royaume, si la mort ne l'eust prévenu; autour du collier dudict manteau estoit assis le grand collier de l'ordre; sous la teste & aux pieds oreillers de drap d'or. L'effigie de mondit seigneur d'Orleans revestue de pareils ornemens, sauf que la couronne qu'elle avoit sur la teste n'estoit que ducalle. Lesdictes deux effigies desdits deux freres

furent

* Il est mention au registre d'un costelet de velours noir de douze pieds en carure, enrichi de gros cordons d'or frangés de foye noire coiffée de fil d'or, lequel costelet estoit sur le corps. Il y est aussi parlé d'un grand poile de velours noir trainant jusqu'à terre contenant six aunes de long, ayant au milieu une grande croix de satin blanc, avec quatre grands escussions en broderie aux armes de France, avec la couronne imperiale & le collier de l'ordre; sur lequel poile de velours estoit un autre poile de drap d'or frizé, de quatre aunes trois quarts de long sur 4. aunes de large, ayant aussi au milieu une grande croix de satin blanc d'un pied & demi de large, aux quatre bouts de laquelle estoient quatre escussions plus petits que les precedens, led. drap d'or bordé d'un lez de velours violet azuré semé de fleurs de lis d'or, auquel estoit attaché un bord d'ermine de quatre doigts de large.

* C'est-à-dire d'une chemise de toile de Hollande, d'une cam folle de satin rouge cramoiisy, d'une tunique de satin azuré, semée de fleurs de lis d'or, avec un passément d'or & d'argent de quatre doigts de large, du manteau royal de velours violet cramoiisy, azuré semé de fleurs de lis d'or, ouvert devant, avec le collier, les paremens & la queue doubles d'ermine, le grand ordre au cou, & à la tête un petit bonnet de velours cramoiisy brun, & par dessus la couronne imperiale enrichie de pierres aux jambes des bottines d'or trait semellées de satin cramoiisy rouge.

furent assises sur deux litieres portatives couvertes de draps mortuaires de velours noir croisé de satin blanc, enrichi chacun de leurs armoiries, sans autre difference, fors que les matelats & coissin de celle de monseigneur le dauphin estoient couverts de toille d'argent, chargée d'ermes & de satin bleu semé de riches fleurs de lis d'or. Lesdictes effigies ainsi raccoustrées & assises furent mises à l'entrée & faillie de ladite eglise : c'est assavoir celle de mondict seigneur d'Orleans la premiere, celle de mondict seigneur le dauphin après, & celle du feu roy la derniere.

Commission pour la reformation de l'abbaye de S. Antoine.

DU Jeudy xxiii. jour de Juin. La cour estant advertie de la diffamation estant en l'abbaye de S. Anthoine des Champs, a ordonné & ordonne, après avoir ouy le procureur general du roy, que M. Guillaume Bourgoing conseiller en icelle se transportera en icelle abbaye, pour soy informer diligemment & enquerir des fautes, abus, diffamations & scandalles advenus & qui sont en iceluy monastere, & autres choses dependans, pour l'information faite, rapportée & veuë par ladicte cour, y estre par elle pourveu ainsi qu'il appartiendra par raison. Et neantmoins enjoit ladicte cour à l'abbé de Clairvaux estant de present en cette ville, vacquer & entendre à la reformation dudit monastere.

Maladrerie du Roule.

Jehan Bellemaniere prestre, pauvre lepreux demeurant en la maladrerie du bas Roolle lez Paris. xii. Juiller.

Etablissement de l'hôpital de la Trinité & reglemens.

DU Vendredy xxix. jour du mois de Juiller. Sur la requeste présentée à la cour par les commissaires commis par icelle sur le fait de la police des pauvres de Paris, contenant que suivant les arrets de ladicte cour ils ont fait dresser la maison & hospital de la Trinité assise rue S. Denis, pour en icelui mettre & loger les pauvres petits enfans mandians par la ville de Paris; & pour ce faire lesdicts commissaires ont dressé certains articles pour l'entretenement, gouvernement & administration desdicts pauvres

enfans, à ce qu'ils puissent cy-après estre entretenus & nourris audit hospital; requerant lesdicts articles estre autorisez & emologuez par ladicte cour; veu par ladicte cour ladicte requeste, ensemble les articles communiquez au procureur general du roy, qui auroit requis l'emoluation d'iceux, & tout considéré, LADICTE COUR, à ce que lesdicts pauvres enfans puissent estre cy après nourris alimentez & entretenus audit hospital, a émologné & autorisé lesdicts articles, & ordonné qu'ils sortiront effect, & seront entretenus selon leur forme & teneur, & fait desense à tous de y contrevenir en quelque maniere que ce soit, sur peine d'amende arbitraire. Et seront lesdicts articles receus au greffe de ladicte cour, & delivrez ausdicts supplians par le greffier d'icelle cour. S'ENSUIVENT les articles qui semblent aux commissaires des pauvres estre necessaires pour le regime & gouvernement des pauvres enfans masles qui seront mis à l'hospital de la Trinité, rue S. Denis, lesquels il plaira à la cour autoriser. Premièrement est necessaire d'eslire & mettre par ladicte cour au regime & gouvernement desdicts enfans masles audit hospital trois notables bourgeois de cette ville, qui auront le regard & cure de faire administrer le boire & manger, coucher & lever lesdicts pauvres enfans, leurs linges & habits qu'il conviendra avoir pour la nourriture & entretenement desdicts pauvres enfans en iceluy hospital. II. Item lesdicts gouverneurs demoureront en leurs charges trois ans seulement; & d'an en an s'en ira un desdicts gouverneurs, & en son lieu en sera mis un nouveau, qui sera instruit en ladicte charge par les anciens. III. Item avec iceux trois gouverneurs seront encore mis deux autres notables personages, à regarder comme superieurs si les choses sont bien conduites & regies, pour reformer par eux, si besoin est, oudict hospital les servans & servantes qui y seront par eux mis à tels gaiges qu'ils scauront bien adviser, augmenter ou diminuer le nombre d'iceux, haulser ou diminuer la pitance ausdicts pauvres enfans selon la charté ou bonté du temps, & sans l'avis desquels iceux trois gouverneurs ne pourront mettre lesdicts pauvres enfans oudict hospital, ne d'iceluy oster ceux qui y seront, soit pour les mettre à mestier, ou autrement. IV. Item seront tenus lesdicts deux gouverneurs oster ou faire oster par lesdicts trois autres gouverneurs dudit hospital, pour

Ann. 1546.

mettre à mestier ou service lesdits enfans, s'istost que lesdits enfans auront l'age de dix ou douze ans, & en lieu de ceux qu'ils feront oster en remettront d'autres de la qualité que dessus, pourveu qu'ils ayent de quoy les y entretenir. V. *Item* seront tenus les maîtres des mestiers des ville & fauxbourgs de Paris prendre lesdits enfans & leur apprendre leur mestier, en leur baillant habits de neuf, qui sont jacquette, bonnet, pourpoint, chausses, souliers & trois chemises, ainsi que les ont receus par cy-devant durant l'ordonnance des pauvres, suivant les arrets de la cour, en les obligeant par lesdits gouverneurs à tel temps qu'ils verront estre à faire selon la qualité du mestier, comme ils ont tousjours fait cy-devant. VI. *Item* seront mis par lesdits deux gouverneurs deux bons personnages d'église, pour instruire lesdits petits enfans en bonnes mœurs, pour leur oster ce qu'ils auroient de mœurs corrompues, & pareillement en la foy, à tels gaiges qu'ils sçauront bien adviser. VII. *Item* que lesd. deux gouverneurs ne pourront mettre audict hospital sinon des enfans masles des pauvres invalides, & outre enrollez ez rolles de l'aumosne desdites ville & fauxbourgs, & qui seront nez en loyal mariage, & dont les pere & mere auront esté demourans en ladicte ville & fauxbourgs trois ans paravant pour le moins. VIII. *Item*, & où ladicte aumosne ne continueroit cy-après par distributions & rolles publiques comme elle fait de present, lesdits deux gouverneurs pourront mettre audict hospital pauvres enfans, fils de vrais pauvres de ladicte ville & fauxbourgs meritaient vraiment l'aumosne, & non par faveur, pourveu toutes-foies qu'ils soient nez en loyal mariage & demourans en ladicte ville & fauxbourgs, comme dict est cy-devant. IX. *Item*, que iceux deux gouverneurs ne pourront recevoir audict hospital aucuns desdits enfans, qu'ils n'aient atteint l'age de six ans pour le moins, si autrement n'est advisé par ladicte cour. X. *Item*, pourront iceux gouverneurs faire quetter à raffe descouverte ou boiste fermée, ainsi qu'ils adviseront pour le mieux, lesdits pauvres enfans de la Trinité par toutes les églises & paroisses desdites ville & fauxbourgs, sans nuls excepter, comme l'on fait à present pour les pauvres & autres deniers des fabriques, desquels deniers seront faits bons registres par lesdits gouverneurs, pour en rendre bon & loyal compte, &

mettre pareillement trons esdites églises pour lesd. pauvres enfans de la Trinité, en tel ordre qu'il plaira ausdits gouverneurs adviser. XI. *Item* pourront pareillement iceux gouverneurs envoyer un ou plusieurs personnages avec besaces ou asnes, si mestier est, lequel ils trouveront plus expedient, par ladicte ville & fauxbourgs demander par les maisons aux bourgeois & habitans potage ou autre *reliqua* de leur boire & manger, pour subvenir à la nourriture desdits pauvres enfans. XII. *Item*, tant & si longuement que ladicte aumosne generale d'icelle ville & fauxbourgs durera, sera tenu le tresorier general de ladicte aumosne bailler & delivrer par chacun mois ou sepmaine de l'an ausdits trois gouverneurs six deniers pour jour, pour aider à subvenir à la nourriture & entretenement de chacun d'iceux enfans, sous la simple quittance desdits trois gouverneurs, ou de l'un d'eux, & en deffault de continuation de ladicte aumosne & consequemment du tresorier susdict, seront tenus les distributeurs de chaque paroisse de l'aumosne d'icelle paroisse fournir auxdits maîtres, pour chacun desdits enfans qui auront esté prins en chacune desdites paroisses, la somme susdicte de six deniers tournois, desquels deniers, ensemble de ce qu'ils pourront avoir d'autre recepte pour la nourriture d'iceux enfans, en quelque maniere que ce soit, ils seront tenus faire registre, & en rendre bon & loyal compte par chacun an pardevant ceux qu'il plaira à ladicte cour ordonner. *Signé*, DE DORMANS, DE MONTMIREL, LE COQ, ROLAND, SABELLAT, BEAUNIER, CHOART, & GOBELIN. CES PRESENS articles ont esté autorisez & receus en la cour de parlement le penultième Juillet M. D. XLVII.

Baux des emplacements des maisons royales.

DU Mercredi III. jour d'Aoust M. D. XLVII. Le procureur general du roya présenté à la cour certaines lettres patentes du roy données à Villers Cotterets le XVII. jour de Juillet dernier, signées sous le reply Henry, & sur le reply: Par le roy, du Thier, par lesquelles & pour les causes y contenues est mandé continuer les baux ordonnez par le feu roy des lieux & places de Bourgongne, Artois, Flandres, Estampes, le petit Bourbon, & autres lieux de cette ville de Paris, declarez par lesdites lettres; lesquelles lettres il a requis estre registrees en

ladiète cour, ainsi que ont esté semblables lettres expédiées par le feu roy. Et après que lesdites lettres ont esté veues, & la matiere mise en deliberation : LA COUR a ordonné & ordonne que lesdites lettres seront enregistrees ez registres d'icelle, & que sur le reply sera mis : *Registrata, hoc requirente procuratore generali regis.*

Continuation de la peste à Paris, &c.

DU Vendredy v. jour d'Aoust, mané. Ce jour le grand doyen de l'eglise N. D. de Paris mandé en la cour, lui a esté remontré que pour l'indisposition du temps & pour avoir de la pluie l'on a accoustumé par cy devant descendre la chaise de Ste Genevieve & faire procession generale; toutesfois pour le dangier de peste qui court de present par cette dicte ville & fauxbourgs d'icelle, la cour a advisé qu'il sera bon & expedient quant à present faire processions par toutes les paroisses & eglises de Paris & fauxbourgs; & luy a esté ordonné envoyer par toutes les paroisses & eglises faire lesdites processions avec le service propre pour impetrer la pluye. Lequel doyen a promis satisfaire à ladiète ordonnance; & neantmoins pour ce que les eglises de Ste Genevieve, de S. Germain des Prez, & autres eglises pretendent exemption contre ladiète eglise N. D. de Paris, & que au moyen de cette exemption ils pourroient faire difficulté d'obeir, a supplié la court y envoyer un huissier.

A qui appartient la nomination des administrateurs de l'hospital de la Trinité.

DUdict jour v. Aoust. Le procureur general du roy a requis que les cinq personages esleus par les commissaires de la communauté des pauvres de Paris pour gouverner l'hospital de la Trinité, facent le serment empesché par M. Loys Gayant conseiller en ladiète cour, pour les prevost des marchands & eschevins d'icelle ville, & dict que l'election leur en appartient & non auxdicts commissaires. Et sur ce la matiere mise en deliberation, LA COUR a ordonné que lesdicts cinq personages seront receus & feront le serment à ce requis, par provision, sans préjudice du droit prétendu par lesdicts prevost des marchands & eschevins. En ensuivant lequel arrest sont comparus en lad. cour MM. Jehan le Coq curé de l'e-

glise S. Eustache, & Joachin Rolland marchand de Paris esleus pour la superintendance dudit hospital, M. Guillaume de l'Arche greffier du bailliage de Meaux demeurant à Paris, Nicolas Maheu & Jehan le Vasseleur aussi bourgeois de Paris, commis pour le gouvernement dudit hospital, lesquels chacun en leur endroit ont fait le serment à ce requis & nécessaire.

Suite de la reformation de l'abbaye de S. Antoine.

DU Lundy v. jour de Septembre. La cour deuement advertie du grand scandalle & desordre commis par cy devant & qui se commet journellement en l'abbaye de S. Antoine des Champs, & que les abbez de Clervaux & de Fromont ont esté commis par ladiète cour pour reformer ladiète abbaye, ce qu'ils n'ont encore fait, & oy sur ce le procureur general du roy; A ORDONNE que commandement sera fait auxdicts abbez de Clervaux & de Fromont de venir en cette ville de Paris dedans quinzaine, pour proceder à ladiète reformation suivant l'arrest d'icelle, & ce sur peine de faillissement de leur temporel.

L'abbé de Clervaux dit qu'il n'estoit pas supérieur de S. Antoine; que c'estoit l'abbé de Cisteaux, dont l'abbé de Fromont estoit vicaire Par arrest du 22. Septembre 1547. il lui fut ordonné de vacquer à ladiète reformation avec l'abbé de Fromont.

Et la chambre des vacations ordonna, par arrest du 23. Octobre, que les reglemens par eux faits seroient observez.

Arrest pour la reformation de l'abbaye de Montmartre.

DU Mardy vi. de Septembre. Veu par la cour les charges & informations faites par ordonnance d'icelle à la requeste du procureur general du roy, par l'un des conseillers de ladiète cour sur ce commis sur les dissolution & diffamation de l'abbaye de Montmartre lez Paris, ensemble les conclusions dudit procureur general du roy; ouy le rapport du conseiller commis par icelle cour, & tout considéré; IL SERA DICT que ladiète cour a ordonné & ordonne que ladiète abbaye sera refformée, *sam in capite, quam in membris*, & que pour ce faire l'evesque de Paris baillera vicariat aux prieurs de S. Germain des Prez, & des

A 21. 2547.

Chartreux, pour par eux proceder à ladicte refformation, eux transporter en ladicte abbaye, visiter, enquerir, ordonner tout ce qu'ils verront estre à faire au faict de ladicte refformation; lesquels peres refformateurs feront & parferont les procez à l'abbesse & religieuses dudit Montmartre qui se trouveront estre chargées, & fera ladicte * abbesse mise, ce pendant qu'on fera ledict procez, en tel lieu de religion qu'il sera advisé par lesdits peres refformateurs, lesquels informeront plus amplement de la dissolution estant en ladicte abbaye survenuë depuis le temps de ladicte abbesse. Seront les statuts & ordonnances faictes par lesdits refformateurs executées par provision, nonobstant oppositions ou appellations quelconques & sans préjudice d'icelles, & par invocation de bras seculier.

* Elle avoit
nom Margue-
rite Havart.

L'abbesse fut transferée au monastere des Filles-Dieu.

La chambre des vacations continuant la même affaire, fit informer par Claude Dezaffes, conseiller en la cour, contre trois Cordeliers, Hugonis, Martin & Guerin; & veu les charges & informations, nomma pour vacquer à la refformation de Montmartre, le prieur de S. Victor vicair de l'evesque Paris, les prieurs des Celestins & de S. Martin des Champs, & le vicair ou prieur de S. Germain des Prez; nomma aussi des commissaires reguliers pour faire le procez aux trois Cordeliers, avec ordre à Hugonis de tenir prison à S. Germain des Prez, & Martin & Guerin au couvent des Chartreux; & le temporel de Montmartre mis en la main du roy, jusqu'à la refformation faicte. 23. Septembre.

Convoy funebre du roy François I.

DU Dimanche xxii. jour de May m. d. xlvii. *post prandium*. La cour s'est assemblée au palais devant midy pour aller au convoy du corps & exeques du feu roy François I. de ce nom; & est partie du palais à cheval en l'ordre accoustumé: sçavoir est les huisfiers devant vestus en deuil; après eux les quatre notaires, greffiers criminel & des presentations deux à deux, vestus de robes d'escarlante & chaperons de mesme fourrez, moy seul vestu de mon épitoge; le premier huisfier en robe d'escarlante, ayant un bonnet de drap d'or fourré & la verge en sa main; puis messieurs les presidens de S. André & Bertrand ensemble, president Minard & le Roux conseiller ensemble,

lesd. presidens & le Roux vestus de leurs manteaux & chaperons de velours. Après, les conseillers deux à deux, les advocats & procureur general du roy ensemble, tous vestus de robes d'escarlante & chaperons de mesme fourrez. Et est lad. cour en l'ordre susdict allée jusqu'à l'eglise N. D. des Champs, où tous les officiers d'icelle sont descendus de cheval. Et après l'eau beniste donnée par lesdits presidens & conseillers aux corps & effigies, se sont retirez en un logis proche ordonné pour ladicte cour, attendant le convoy. Et sur les deux heures après midy monsieur le cardinal du Bellay, comme evesque de Paris, estant en son pontificar, a dict le *subvenite*, & donné de l'eau beniste pour lever lesdits corps & effigies, afin de suivre ledict convoy funebre, qui a marché en l'ordre qui ensuit:

Deux archers des prevosts de l'hostel à cheval, vestus de deuil, & par dessus, leurs hocquetons argentéz; les Minimes, quatre mandians, les curez ou vicaires & chapelains des paroisses avec leurs croix; les cinq cens pauvres en deuil, leurs chaperons en teste, portans chacun une torche de cire jaunie à doubles armoiries de France, & parmi eux plusieurs officiers en deuil par les costez de la rue, qui les faisoient marcher en ordre; les archiers, harquebusiers & arbalétriers de la ville de Paris avec leurs capitaines à pied, vestus en deuil par dessus leurs hocquetons d'orfaverie, portans torches aux armoiries de ladicte ville, exceptez aucuns d'eux portans bastons noirs pour ranger le peuple. Et à chacun huys des maisons, depuis la porte S. Jacques jusqu'à l'eglise N. D. de Paris, avoit une torche ardente aux armoiries de ladicte ville, & lesdites maisons tendues de noir & bleu par le devant, ensemble le boulevart de ladicte porte S. Jacques. Les 24. crieurs de ladicte ville, portans sur leurs robes les armes de France, sonnans continuellement leurs clochettes, fors ez carrefours, quand ils faisoient leur proclamation & cry; le guet, tant de pied que de cheval, à pied & en deuil, leurs estoiles attachées à leurs sayes, & devant eux le chevalier du guet aussi à pied, portant un baston noir; les sergens à verge vestus de noir, portans bastons noirs, les sergens à cheval marchans à pied sans deuil, portans bastons noirs, les procureurs, advocats, notaires, commissaires, greffiers, conseillers, procureur, advocat du roy du chastelet & lieutenant du prevost de Paris tous à pied. Ledit prevost de Paris

Paris tenant un bâton blanc en sa main contre bas, sur un cheval en housse, allant çà & là avec quatre sergens de la douzaine. De l'autre costé de la rue quant & quant ceux dudit chastellet marchaient ceux du corps de ladicte ville à pied; les colleges des Mathurins, Bernardins, Cluny, des Billetes, Blancs-manteaux, Ste Croix, Ste Catherine du val des escoliers, S. Magloire, S. Ladre, S. Victor & Ste Genevieve, les ungs tenans l'un des costez de la rue, les autres l'autre; S. Germain des Prez & S. Martin des champs entremeslez; les familles des princes, cardinaux & autres seigneurs habillez en deuil, sans avoir chaperon en teste; S. Honoré, Ste Opportune, S. Merry & S. Germain l'Auxerrois, le chapelain de N. D. de Paris entremeslez à la Ste Chapelle, avec laquelle estoient les aumosniers & chantres du roy, à la main droite; les recteur & université à la fenestre; & marcheront le doyen de N. D. de Paris & ledict recteur vis-à-vis l'un de l'autre. . . . estoient les deux croix, enfans de chœur, leurs maîtres & les deux chantres de N. D. & la Ste Chapelle la fenestre; les chevaucheurs d'escurie & leur contrôleur en deuil, ayant lesdits chevaucheurs l'esmail sur l'espaule; les palefreniers & les pages de l'escurie du roy, ayans les chaperons de deuil avallé; les contrôleur, receveur & autres officiers d'icelle chaperon en teste; les deux trompettes des prevosts de l'hostel, les lieutenans & leurs archiers à pied, vestus par dessus leurs hocquetons d'orfaverie en deuil, leur chaperon en teste; lesdits deux prevosts de l'hostel, avec aucuns de leurs archiers à cheval, tenans bâtons & allans çà & là pour faire tenir l'ordre; le capitaine de la porte & ses archiers à pied, vestus en deuil, chaperon en teste; les Suisses à pied, marchans trois & trois, vestus de noir, & au milieu d'eux leur enseigne, devant lequel y avoit tambours & piffres non sonnans: devant lesdits Suisses monsieur de Sedan à cheval, ayant son grand collier de l'ordre & portant deuil trainant jusques à terre; les deux cens gentilshommes en deuil, portans leurs becs de corbin, à pied; devant eux monsieur de Canaples ayant le grand collier de l'ordre, capitaine de l'une desdites bandes, & le sieur de S. Cir lieutenant de monsieur de Boisy capitaine de l'autre bande, lequel servoit son office de grand escuyer, après eux les deux enseignes, portans tous chaperons en teste; les officiers du commun de la bou-

che, chambre aux deniers, contrôleurs & clerks d'office, varlets de garderobbe, chirurgiens, barbiers, valets de chambre & medecins, huissiers de salle avec leurs verges, la teste nuë & chaperon avallé; gentilshommes servans & maîtres d'hostel à droite; les esleus & leurs officiers, generaux de la monnoie, de la justice des aydes & chambre des comptes la fenestre; le commandeur de Villiers grand prieur de France, comme premier escuyer tranchant, en deuil, à pied, portant le fanon de France; les hautbois, tambours & piffres non sonnans & l'emboucheure de leurs instrumens contre-bas & banderolles deployées; le chariot d'armes auquel estoit le corps dudit feu roy, avec vingt-quatre escussions aux armoiries de France de riche broderie, environnées de l'ordre avec la couronne imperiale, mené ledict chariot par six chevaux & deux chartiers accoustrez comme a esté dict ailleurs, * & estoit ledict chariot environné des armuriers & fondeurs d'armes, & de petit nombre de quatre mandians portans cierges de cire blanche, ezquels estoient attachez escussions aux armes de France; douze pages vestus de robes de velours noir, la teste nuë, avec le chaperon de drap avallé, montez sur douze coursiers couverts de velours noir croisé de satin blanc, chacun mené par la bride par hommes vestus de deuil à pied, chaperon de drap noir avallé & nuë teste; l'escuyer de Noailles portant les gantelets, l'escuyer Poton portant le heaume couronné & couvert d'un mantelet royal de velours violet, semé de fleurs de lis d'or & fourré d'ermine; l'escuyer Chevalier portant les armes de France en forme d'un escu couronné de couronne imperiale, ayant l'ordre autour, l'escuyer Tiervoisin portant au bout d'un bâton en potence la cote d'armes de velours violet à fleurs de lis d'or en broderie perlée; lesdits quatre escuyers montez, deuil en teste, & autour d'eux y avoit plusieurs pages vestus en deuil; plus de trente evesques tenans les deux costez de la rue, presque tous en chapes de velours noir, mitrez de damas blanc, après eux monsieur le cardinal du Bellay comme evesque de Paris, faisant l'office, en estat episcopal, ayant devant & derriere luy son ordinaire. Et n'est à obmettre que au partir de N. D. des Champs ledict sieur cardinal se mit audevant & joignant l'effigie dudit roy, prétendant estre son rang; sur quoy se meut difficulté contre luy, tant par la cour de parle-

* C'est à dire, vestus de velours noir & chaperons de drap, & montez sur le premier & dernier cheval du costé gauche.

AN. 1547.

tant que monsieur le grand escuyer, qui disoit que c'estoit son lieu d'estre le plus prochain devant ladicte effigie environnée de ladicte cour; & estant monté sur un grand coursier qu'il fit bondir & ruer, fit retirer ledict seigneur cardinal & son ordinaire, qui s'en alla mettre après lesdicts evesques. Est recité en une commission du xx. Novembre M. CCC. LXXX. enregistrée en ladicte cour, que à l'enterrement du roy Charles V. l'evesque de Paris avec son chapitre estoit le plus près du corps dudit seigneur roy, & y eut tumulte & insolence faite par les escoliers, pour le different du recteur, qui vouloit marcher coste à coste dudit evesque, qui est diocesain, & doit aller le dernier du clergé. Après luy estoit portée l'effigie de mondict seigneur d'Orleans par les seigneurs de Villers, Lepsau, Randan, Soubize, Villefaucou, Tavannes & Rostain gentilshommes de sa chambre en deuil, chaperon en teste; puis celle de mondict seigneur le dauphin, par les seigneurs de la Bourdaiziere aussi gentilshomme de sa chambre, ayant lesdictes deux effigies autour, devant & derriere grand nombre de gentilshommes, officiers de leurs maisons; en deuil, chaperon en teste, portans les esperons royaux, à pied. Le cheval de parade houslé comme dict est, a esté mené par les escuiers Paris & Hannibal, desquels les queues des robes estoient portées par chacun un homme accoustré en deuil; autour dudit cheval, d'un costé & d'autre, y avoit un nombre de herauts d'armes à pied, revestus de leurs cottes d'armes, chaperon en teste. Monsieur le grand escuyer sur un coursier couvert & houslé, comme dict a esté, & avoit ledict grand escuyer l'espée royale ceinte en escharpe garnie de velours bleu semé de fleurs de lis d'or, le grand ordre au col & chaperon en teste; à ses costez quatre herauts d'armes à pied, accoustrés comme les autres. Après estoit portée l'effigie du feu roy par les seigneurs de la Hunaudaye, la Palice, Sourdis, la Meilleraye, Villebons, vidames de Chartres & Amiens, & Warty gentilshommes de sa chambre, & par dessous par les hennouarts de Paris; autour de ladicte effigie estoient pesle mesle sans ordre, comme dict a esté, comme mouchérons espandus, les officiers de ladicte cour vestus d'escarlattre, comme dict est; & portoient les coings de devant du poile & drap mortuaire MM. Minard president & le Roux conseiller; ceux de derriere, messieurs

de S. André & Bertrand presidens; le premier huissier devant les pieds de ladicte effigie; devant ladicte cour, d'un costé & d'autre de la rue, venant jusques aux heraux d'armes, sans entrer dedans le rang, estoient les huissiers de ladicte cour, vestus de deuil, sans chaperon en teste, portans leurs verges, allans l'un après l'autre. Ce que ladicte cour allant ez exequies des roys ne change son accoustrement accoustumé pour l'administration de la justice souveraine, est demonstration que ladicte justice n'est esteinte en ce royaume pour la mort du prince, mais est toujours permanente & accompagne le roy jusques au tombeau. Incontinent après ladicte effigie & joignant icelle venoit à cheval mondict sieur l'admiral, & auprès de luy à costé estoit le comte de Villars à pied portant la banniere de France, qui estoit de velours cramoisy violet semé de fleurs de lis d'or de Chypre, frangée, faite en carré, portée sur une lance peinte de pourpre comme celle dudit phanon, mais plus grande; suivoit joignant le ciel poisse pour ladicte effigie à fond de drap d'or frizé & les goutieres de velours cramoisy violet azuré semé de fleurs de lis de broderie, porté depuis ladicte eglise N. D. des Champs jusques à la porte S. Jacques par six escuyers d'escurie, qui à ladicte porte le livrerent aux prevost des marchands & eschevins de ladicte ville, qui le porterent jusqu'à l'eglise N. D. de Paris; n'y avoit personne soubz ledict ciel; après lequel venoient les cinq princes susdicts faisant le grand deuil, ayans chaperon en teste, desquels monsieur le duc de Montpensier portoit le grand collier de l'ordre au col, & estoient tous montez sur petites mules, les queues de leurs manteaux fort longues, portées par gentilshommes à pied portans le deuil, puis estoit sur la mule monsieur le cardinal S. George legat du pape, faisant porter la croix devant luy, & les neuf autres cardinaux dessus nommez, tenans l'un & l'autre costé de la rue, aussi sur leurs mules; les ambassadeurs sans chaperon en teste, conduits par archevesques & evesques, tous à cheval ou sur mules; les huissiers de la chambre du feu roy, ayans chaperon en teste, portans leurs massés d'argent doré; les chevaliers de l'ordre portans le grand collier dudit ordre au col, chaperon en teste, suivis par plusieurs seigneurs & gentilshommes de ladicte chambre, tous chaperon en teste, à cheval; les seigneurs de

de Lorges & Chauvigny capitaines des gardes, & les lieutenans des autres deux bandes, leurs enseignes ensemble, déployées; les xxiv. archers du corps dudit feu roy; les quatre cens archers desdites gardes en deuil & chaperon en teste, portans leurs hailebardes sur l'espaule. Parmi la susdicte compagnie marchoiert allans & venans les maistres des ceremonies, pour donner & faire tenir l'ordre, sçavoir est le seneschal d'Agenois l'un des capitaines des gardes, & seigneurs de la Hergerie & Rochepozay maistres d'hostel, & de la Bourdailiere tresorier de France. En l'ordre susdict a esté mené ledict convoy funebre jusques en lad. eglise N. D. de Paris, où il arriva environ l'heure de cinq heures. Furent lesdites effigies, par ceux qui les avoient portées, & le corps dudit feu roy par les archers d'iceluy, mis au chœur de ladicte eglise soubz la chapelle ardente, ledict corps du roy soubz son effigie, au milieu de celles de ses deux fils, estant celle de mondict seigneur le dauphin à dextre, & celle dudit seigneur d'Orleans à senestre. Les autres corps demourerent en ladicte eglise N. D. des Champs & la nuit suivante furent portez en l'eglise S. Denis. Estoit ladicte chapelle ardente faicte de bois peint de noir, de quinze pieds en carrure, l'amortissement de laquelle montoit à six toises de haut, soutenu sur huit piliers, avec un clocher aux cantons aussi croizettez; icelle chapelle chevillée pour tenir cierges ardents en merveilleux nombre; les quatre plignons couverts & enrichis de quatre grands armoiries de riche broderie d'aune & demie de diametre, l'environ & tour de ladicte chapelle garni d'une pente d'un lez de velours noir frangé de soie & fin or, chargé en semence de douze grands escussions de riches armoiries de broderie aux armes & ordre de France avec couronne imperiale; & au-devant d'icelle chapelle estoit pendant un petit tableau, qu'y avoit faict mettre ledict sieur cardinal du Bellay, &

prins le chœur, estoit garni & tendu par haut d'une large ceinture de drap noir, & par-dessus un lez de velours noir chargé & semé d'escussions à doubles rangs de demy-pied en demy-pied, aux deux costez de la nef, sur ceintures de bois parées, cierges; au milieu de ladicte nef y avoit trois grands chandeliers de fer pendus aux voutes, faicts en cercles, garnis de cierges, & autour de chacun pilier force cierges, où la ceinture semblable à celle de la nef; le chœur estoit pavé, couvert & tendu entierement de drap noir, depuis le haut des voutes du tour dudit chœur jusques au bas, ensemble sieges bas & haults, & le parterre jusques à l'autel; & au dessus desdits sieges y avoit deux lez de velours noir, semez sur l'assemblage de deux lizieres d'escussions de riches armoiries de fin or, distans lesdits deux lez l'un de l'autre de pied & demy; le pulpitre estoit aussi tout couvert de drap noir par dessus, tant du costé de la nef, que du chœur; estoient les deux ceintures de velours noir chargées d'escussions; la traverse du bout dudit chœur devant le grand autel estoit des deux costez couverte de velours noir, & par dessus grand nombre de chandeliers de cuivre proche l'un de l'autre, chargés de gros cierges de cire blanche, & derriere ledict grand autel pareils cierges, ensemble les anges de dessus les piliers de cuivre, tellement que ladicte eglise estoit remplie de luminaire; au dehors d'icelle eglise, sur le haut portail, aux deux anges qui y sont, y avoit deux grands cierges chacun de dix livres allumez; au bas & contre chacune des portes de bois estoient attachez sur taffetas noir deux grands escussions de broderie.

Seance au service de François I.

L'Assiette de l'assistance fut telle qu'il ensuit. Aux premieres hautes chaires du chœur vers l'autel, du costé droit, furent lesdits cinq princes faisant le grand deuil; au dessoubz d'eux vers le pulpitre furent les grands seigneurs & chevaliers de l'ordre; & aux bas sieges de ce costé deux capitaines des gardes & un capitaine des cent gentilshommes avec leurs enseignes, les maistres d'hostel & autres gentilshommes & officiers dudit feu roy, & parmi eux quelques chanoines de ladicte eglise; aux premiers hauts sieges dudit chœur vers ledict autel, du costé fenestre, estoient les ambassadeurs; & après ez hauts sieges & bas, comme

Aaaaa

Gratia, forma, decus, probitas, facundia, candor,

Religio, charitas, spes, amor,

Ingenii atque animi vis admirabilis, uno

Cuncta hæc sarcophago, rege jacente, jacent.

Fortune est quidquam si desuit, hæc age, vince,

Errice, & reliquis æquiparato patrem.

Tout le tour de ladicte eglise N. D. com-

Tome II. Part. II.

AN. 1547.

l'on peut se ferrer, messieurs du parlement, tant ez haurs, que aucuns bas; & après eux, comme l'on peut se ferrer, les comptes, generaux des aydes, le receur avec quelques uns de l'université; auxdicts bas sieges de ce costé, ou dessous desdicts ambassadeurs, autres capitaines des gardes & le lieutenant d'une des compagnies des bandes desdicts gentilshommes, avec leurs enseignes, les prevost des marchands & eschevins de ladicte ville, & quelques chanoines de ladicte eglise; le reste du clergé d'icelle faisant le service estoit allentour & devant l'aigle dudit chœur. Près & bas dudit grand autel estoit assis monsieur le cardinal du Bellay en son pontificat avec ses assistans faisant l'office. Au costé droit dudit autel estoit sis en une chaise à part mondict seigneur le legat, son caudataire à ses pieds, son porte-croix devant sur un petit siege. Suivant & joignant ladicte chaise y avoit une longue forme couverte de drap noir, sur laquelle estoient aucuns des cardinaux, leurs caudataires à leurs pieds; derriere eux, sur une autre forme à part, estoient messieurs de Saintes frere de monsieur de Vendosme, de Reims & de Troyes enfans de monsieur le duc de Guise; sur une autre longue forme au-dessoubz d'eux, de ce rang, à quelque distance, estoit partie des autres archevesques & evesques; & encore derriere eux, sur autre forme, certain nombre d'evesques & abbez; & derriere eux sur autre forme, partie des gentilshommes de la chambre. Au costé fenestre dudit grand autel y avoit six autres formes couvertes de noir; sur la premiere, vis-à-vis desdicts legat & cardinaux, estoient sis les autres cardinaux, les caudataires à leurs pieds; en celle de derriere partie des archevesques, evesques & abbez; & derriere eux partie des gentilshommes de la chambre & autres. Aux testes des effigies & corps, hors ladicte chapelle ardente, estoit un siege couvert de drap noir pour seoir mondict seigneur l'admiral, & auprès de luy, un peu plus bas, le comte de Villars portant la banniere de France; mais ils n'y assisterent ce soir, & se retira mondict sieur l'admiral par maladie. Aux pieds desdictes effigies, aussi hors le dessoubz de ladicte chapelle, y avoit un autre siege couvert de drap noir pour seoir mondict seigneur le grand escuyer, quin'y assista à cause de l'indisposition de sa personne, & devant, une autre selle pour seoir les escuiers por-

rans les esperons, gantelets, escu, cotte d'armes & heaume royaux, qui aussi n'assisterent au service dudit soir, & se y mirent les huissiers de ladicte chambre ayant leurs massés sur l'espaule. Ledités herauts estoient sur petits sieges devant & à costé de ladicte chapelle ardente, & entr'eux le benoistier. En l'ordre & assistance susdicte auroient esté dictes les vigilles; à la fin desquelles lesdicts princes faisant le grand deuil, cardinaux & autres auroient donné de l'eau beniste audit corps; leur auroit presenté l'espergès l'un desdicts herauts. Ce fait, chacun s'est retiré.

Service de François I. à N. D.

DU Lundy xxiiij. jour de May *mané*. M. le premier president, les trois autres presidens & messieurs, au nombre de cinquante-neuf. Ce jour à sept heures du matin la cour s'est assemblée en l'une des maisons du cloistre N. D. de Paris pour aller au service qui se faisoit en l'eglise N. D. où s'est rendue en tel ordre, accoustrement & rang qu'elle avoit esté le jour precedent, comme fut tout le reste de l'assistance; & furent par les herauts amenez de leurs logis en ladicte eglise lesdicts princes faisant le grand deuil, qui se seirent en leur ordre, aussi l'escuyer Tranovoisin s'y trouva, tenant le lieu de monsieur le grand escuyer, ayant ladicte espée royale ceinte en escharpe, sis sur ladicte forme devant & aux pieds dudit roy; & devant luy, sur autre forme, furent assis lesdicts six escuyers tenans les esperons, gantelets, escu, heaume & cotte d'armes; & à costé, devant eux, le commandeur de Villiers premier escuyer, portant le phanon; derriere les effigies, sur la forme preparée pour ledit seigneur admiral, qui fut absent, ledit comte de Villars tint ladicte banniere de France. En cet ordre & assistance fut celebrée la dernière messe par ledit sieur cardinal du Bellay, & feit le diacre l'evesque de Chartres assisté de trois evesques, & le soubz-diacre l'evesque de Grenoble assisté d'un autre evesque. Estoiert chappiers les evesques de Rennes & Cahors. Et quant fut à l'offrande, l'un desdicts maistres des ceremonies alla querir mondict seigneur d'Anguien, qui estoit le premier des princes faisant le grand deuil, & se mit devant, suivy par un desdicts herauts portant un cierge de cire blanche, auquel estoient ficez cinq escus sol, pour conduire le-

dict seigneur d'Anguien, qui print, quand fut prest à offrir, ledict cierge de la main dudict herault, qu'il offrit, & fut ramené par ledict maistre des ceremonies en son siege, marchant devant ledict herault. Les quatre autres princes furent offrir l'un après l'autre en pareille ceremonie, & n'y eut difference, fors que aux cierges par eux offerts il n'y avoit que deux escus plantez. Ladicte offerte parachevée, en une haute chaire couverte de velours noir à une grande croix de satin blanc, fut fait & prononcé par l'evesque de Mascon le sermon ou oraison funebre. Après ladicte grand-messe dicté, environ unze heures du matin, & lesdicts princes faisant le grand deuil convoyez par lesd. heraults, lad. assemblée se seroit departie pour aller dîner.

Le corps de François I. porté à S. Denis.

Ladicte cour se seroit retirée manger ensemble en l'un desdicts logis du cloître, duquel elle estoit partie le matin; & incontinent après le dîner seroit en ordre de cour retournée en ladicte eglise & sise en son rang. Et sur les deux heures seroit party de ladicte eglise ledict convoi ou mesme ordre, rang & forme que le jour precedent l'on avoit tenu pour venir de N. D. des Champs. Dez lors que ladicte effigie avoit esté levée du chœur de ladicte eglise pour estre transportée, ledict seigneur cardinal se seroit mis joignant & au-devant d'icelle effigie avec son ordinaire, pretendait, comme il avoit fait le jour precedent, estre son lieu, & l'avoit gardé, quelque debar qu'en fist ladicte cour, jusques hors ladicte eglise, où ledict grand escuyer estoit attendant, monté sur son coursier qu'il fit bondir & ruer, s'approchant le plus près qu'il pouvoit de ladicte effigie; au moyen de quoy ledict seigneur cardinal se retira, comme au jour precedent, tenant le dernier lieu des archevesques & evesques, & demoura ladicte cour en son rang sans empeschement. En cet estat fut ledict convoi jusques à S. Ladre, duquel lieu chacun qui put monta à cheval pour son aïement, & ne fut grand ordre tenu jusques à la croix qui panche près S. Denis, où monsieur le cardinal de Bourbon & ses religieux vindrent processionnellement recueillir ledict corps & effigie de la main de mondict seigneur le cardinal du Bellay evesque de Paris, qui se dict prelat diocesain & curé des roys de France, quelque part qu'ils soient &

meurent, & ensuite de cette fait tousjours le service à l'usage de Paris. Il fonde cette prerogative sur ce qu'il est evesque de Paris ville capitale du royaume, & que son temporel est le propre patrimoine & heritage de S. Cloud fils de France, qui le donna à l'eglise de Paris, comme il est recité en l'arrest d'entre ledict evesque, le procureur du roy, & le prevost de Paris, donné par ladicte cour le xix. May. m. ccc. lxiii. Depuis ladicte croix qui panche, lesdicts abbe & religieux de S. Denis conduisirent lesd. corps & effigies, & s'en retournerent ceux de l'eglise de Paris. Et à la porte de ladicte ville de S. Denis chacun se mit à pied, pour tenir par icelle ville l'ordre qui avoit esté tenu par celle de Paris. Et pour ce que lesdicts seigneurs premier, & saint André presidens n'estoient venus jusques audict S. Denis, & s'en estoient retournés pour indisposition de leurs personnes, les deux plus anciens conseillers laiz auroient porté les deux coings de devant du drap mortuaire de l'effigie dudict feu roy. Et quand l'on vint en la grande rue devant l'eglise abbatiale dud. saint Denis, le poisse qui estoit porté après ladicte effigie du roy, fut emporté ou logis de mondict seigneur le grand escuyer, dont lesdicts abbe & religieux qui le pretendoient s'en mal-contenterent. Lesdicts corps & effigies furent portez en ladicte eglise, & posez soubz une chapelle ardente pareille à celle qui estoit en l'eglise de Paris, & fut ladicte eglise de S. Denis en tout tel accouffrement & pareil que celle de Paris, & les assistes de l'assistance pareilles. Le service y fut fait ce soir par mondict seigneur le cardinal de Bourbon, lequel achevé, chacun se retira, & partie de ladicte cour demoura audict S. Denis, partie s'en revint à Paris.

DU Mardy xxiv. jour dudict mois de May. M. le premier president, &c. La cour, en l'ordre & habits que les deux jours precedens, s'est rendu en l'eglise S. Denis, pour assister au service & enterrement des feus roy & messeigneurs ses deux fils; & ont l'assiette & ceremonies tant à l'offrande que autres honneurs, pour la dernière grand-messe dicté par mondict sieur le cardinal de Bourbon, assisté d'archevesques & evesques, esté du tout semblables à celles faites à N. D. de Paris. Y fit ledict evesque de Mascon autre sermon ou oraison funebre; & ladicte messe parachevée, fut procedé à

AN. 1547.

l'enterrement durant que l'on disoit l'office des morts, en l'ordre qui ensuit; qui ne fut sans abondance de larmes de plusieurs.

Premierement furent ostées de l'effigie du feu roy les couronne, sceptre & main de justice, & baillées aux herauts ayans taffetas en leurs mains pour les recevoir, puis en les baillant les presenter, sçavoir à monsieur le chevalier de Lorraine la couronne, à René monsieur de Lorraine son frere le sceptre, & au seigneur Horace Farneze la main de justice; qui les auroient prises avec ledict taffetas pour les tenir; & incontinent lesdictes effigies auroient esté levées de dessus les corps desdicts seigneurs estans sous ladicte chapelle ardente. Ce fait, les chambellans & gentilshommes de feu mondict seigneur d'Orleans auroient prins son corps, & porté près la voute ou fosse en laquelle devoient estre inhumé; autant auroient fait du corps de feu mondict seigneur le dauphin ses chambellans & gentilshommes; puis les archers du corps dudit feu roy l'auroient osté de dessous ladicte chapelle ardente, & les gentilshommes de sa chambre l'auroient porté près ladicte voute, & derriere les deux autres, tenans les quatre coings du cercueil du roy lesdicts presidens de ladicte cour. Et furent lesdicts trois corps descendus en ladicte voute l'un après l'autre selon l'ordre qu'ils avoient esté apportez, & mis celui dudit roy au milieu, ayant à la dextre son fils aîné & à la fenestre le puîné. Lors Guyenne roy d'armes seroit devalé en ladicte voute, & Normandie aussi roy d'armes auroit crié à haulte voix: *Roys d'armes & heraults, venez faire vostre office.* Incontinent tous lesdicts heraults en nombre de dix seroient venus, & auroient despoillé leurs cottes d'armes & mises dessus un tour ou parquet de bois painct de noir, qui estoit au dessus de ladicte voute, couvert d'un grand drap mortuaire de velours noir croizé de satin blanc, garni d'armoiries de France couronnées à l'imperiale & environnées de l'ordre. Continuant led. Normandie auroit crié à haulte voix: *Monsieur de Sedan apportez vostre enseigne.* Ce qu'il fit, & lors ledict Normandie luy dict: *Mettez-le-bas.* Et il la mit près joignant & sur les degres de ladicte voute. *Monsieur de Chavigny apportez vostre enseigne.* Ce qu'il fit, & la mit comme le précédent. *Monsieur le senechal d'Aginois, apportez vostre enseigne.* Ce qu'il fit, & la mit aussi bas. *Monsieur de Nancey, apportez vostre enseigne.*

Ce que le seigneur de Lage son lieutenant fit, & icelle mit bas. *Monsieur de Lorges, apportez vostre enseigne.* Ce qu'il fit, & icelle mit bas. Lesdicts de Chavigny, senechal d'Aginois & Nancey estoient capitaines des trois bandes des archiers de la garde Françoisse, ledict seigneur de Lorges capitaine de la garde Elcossioise, & ledict seigneur de Sedan capitaine de la garde Suisse. Après ledict Normandie cria à haulte voix: *Monsieur de Canaples, apportez vostre enseigne.* Ce qu'il fit, & la mit bas. *Monsieur de Boisy, apportez vostre enseigne.* Ce que le seigneur de S. Cir son lieutenant fit, & la mit bas. Lesdicts seigneurs de Canaples & Boisy capitaines des deux cens gentilshommes de la maison dudit roy. *Escuyer Puy-Gouffy & la Bosse, apportez les esperons royaux.* Ce qu'ils firent, & les presenterent à Dauphiné herault, qui les bailla à Guyenne aussi herault estant au dedans de ladicte voute, où il les mit. *Escuyer Nouailles, apportez les gantelets royaux.* Ce qu'il fit, & les presenta audit Dauphiné pour les bailler audit Guyenne, qui les posa. *Escuyer Poton, apportez le heaulme royal; Escuyer Chevalier, apportez l'escu royal; Monsieur le premier escuyer (qui estoit Tiercelin) apportez la cotte d'armes.* Lesquels firent comme les trois precedens avoient fait. *Monsieur le premier escuyer tranchant, apportez le phanon.* Ce que fit le commandeur de Villiers grand prieur de France, & l'auroit mis bas sur la fosse. *Monsieur le grand escuyer, venez faire vostre devoir, & apportez l'espée royal.* Laquelle il desceignit, & la mit dedans la voute, retenant en sa main un bout de la courroye pour la relever en son rang. *Monsieur le grand maistre, venez faire vostre devoir.* lequel pour ce convoy & enterrement seroit pour mondict seigneur l'admiral, & devant luy marcherent tous les maistres d'hostel, qui jetterent leurs bastons dedans la voute: après eux aurent fit Mandosse premier maistre d'hostel, puis ledict seigneur admiral mit le bout du sien dedans ladicte voute pour le prendre & relever. Et les susdicts apportans lesdictes enseignes, pieces & bastons, les baïssoient avec grandes reverences en les baillant ou jettant. *Le seigneur Horace Farneze, apportez la main de justice.* Ce qu'il fit, & après grande reverence la baïsa & presenta avec le taffetas audit Normandie, qui humblement la baïsa & presenta audit Dauphiné, lequel après l'avoir reveremment baïlée, la bailla audit Guyenne, qui la mit en ladicte voute. René monsieur

de Lorraine, apportez le sceptre royal. Monsieur le chevalier de Lorraine, apportez la couronne royal. Lesquels l'un après l'autre auroient fait comme ledit seigneur Horace Farneze, & auroient lesdites main de justice, sceptre & couronne esté arrangées & mises sur le cercueil dudit feu roy. Monsieur d'Annebaut, chef ayant la charge & conduite de ce convoi, apportez la bannière de France. Et pour ce que pour son indisposition il estoit en une chaire près de ladicte voule, elle luy fut apportée par ledit comte de Villars, & la mit ledit seigneur admiral bas. Lors fut crié par ledit Normandie par trois fois à haulte voix : *Le roy est mort.* Lequel cry auroit esmu ladicte assistance à pitié, & plusieurs à larmes. Et à l'instant après que ledit Normandie l'auroit dict aud. seigneur d'Annebaut, il auroit levé lad. bannière de France, & ayant sa voix close de tristesse, ne pouvant faire le cry qui estoit à luy à faire, ledit Normandie cria haultement par trois fois : *Vive le roy, vive Henry deuxieme du nom par la grace de Dieu roy de France, à qui Dieu doint bonne vie.* Alors mondict seigneur l'admiral servant l'office de grand maistre, reprint & leva son baston, monsieur le grand escuyer l'espée, Villiers le phanon, les capitaines toutes les enseignes, & les heraults toutes leurs cortès d'armes qu'ils revestirent, & soudain sonnerent trompettes & rambours.

Ce fait, ladicte assistance s'en alla dîner en trois salles de l'abbaye préparées tendues de noir, & fut le dîner solennel à cent plats bien fournis aux despens du roy, fait aux princes, cardinaux, ambassadeurs, cour de parlement, chambre des comptes, generaux de la justice & autres officiers, ville & université conviez. Furent reconvoiez & conduits lesdits princes faisant le grant deuil par lesdits heraults, qui eurent les manteaux desdits princes, tour de ladicte chapelle ardente de S. Denis & autres droicts accoustumez. Après le dîner vint monseigneur le cardinal de Lenoncour en la plus grande salle de mondict seigneur le cardinal de Bourbon, où estoient lesd. cour de parlement, chambre des comptes, generaux de la justice, ville & université, & y dit graces, y estant tous les officiers domestiques du feu roy assemblez, lesquelles achevées, pour l'absence de mondict seigneur l'admiral indisp. osé, qui debvoit servir en cet acte l'office de grand maistre, ledit Mandosse maistre d'hostel dit auxdits officiers qu'ils

n'avoient plus de maistre ne luy aussi, & que chacun se pourveust, & en signe de rompture de maison il rompit le baston magistral. Toutesfois ils furent tous repris par le roy à present regnant, *cujus virtutes ornamento sunt patri, vicissim-que filius eo parente felicissimus habetur.* Et n'est à taire que le royaume luy escheut à semblable jour qu'il naquit, dernier jour de Mars, ayant vingt-huit ans. Le Createur par sa grace & puissance infinie le face longuement & heureusement regner, & sa posterité durer jusques à la consommation du monde.

Chute du pont S. Michel.

DU Mardy XIII. jour de Decembre, Sur la requeste verbalement faicte par le procureur general du roy, la cour a ordonné & enjoindt au prevost de Paris, ou ses lieutenans & chacun d'eux informer diligemment sur la faute de la chute du pont S. Michel advenu Samedi dernier, & par qui elle peut estre advenue, & l'information faicte, la renvoyer par devers ladicte cour, pour proceder contre les coupables ainsi qu'il appartient par raison.

Tamulte au pré aux Clercs.

DU ix. Juillet. Ce jour, après que en la présence des gens du roy le recteur de l'université a dict à la cour qu'il avoit fait toute diligence à luy possible & inquisitions, tant envers les principaux, regens, pedagogues, que autres, pour sçavoir dont estoient procedées les émotions des escoliers de ladicte université, & de ce en avoit fait informer, & estoient les informations devers le scribe de l'université, après aussi que M. Pierre Galandius lecteur du roy en icelle université, interrogé par serment si le jour d'hier il fut pas au pré aux Clercs & y leut en la multitude des escoliers un arrest de la cour ? qui le mouvoit à ce faire ? a dict qu'il estoit vray que ledit jour d'hier, voyant l'émotion desdits escoliers continuer, & pour l'appaizer à son possible, il porta certain arrest audit pré aux Clercs, & après avoir admonesté iceux escoliers que ladicte cour estoit grandement affectée à la conservation de leurs droicts, elle leur avoit fait extraire ledit arrest pour leur servir, & par ce moyen & autres persuasions dont il usa lors envers lesdits escoliers, il empêcha que l'émotion ne passast plus avant. Et sur

AN. 1548.

ce ledit procureur general du roy ouy, lequel avoit requis que l'université vinst ceans proposer les demandes, & neantmoins que cependant deffenses fussent faictes auxd. escoliers de proceder par voyes de faict & assemblées, & de demolir aucune chose ezdicts lieux contentieux. Et après que Richefort pour les religieux, abbé & convent de S. Germain en a requis autant, LA COUR en enterinant la requeste du procureur general, a enjoinct aux parties d'en venir demain, & mesmement s'y trouvera Galandius; & cependant sera informé contre ceux qui ont procedé à faire ces assemblées & demolitions. Et faict ladicte cour deffenses aux recteur & autres escoliers de eux trouver ce jourd'huy sur les lieux contentieux, sur peine d'estre pendus. Enjoinct aux commissaires du chastellet de Paris soy informer contre ceux qui ont faict les émosions, excez & demolitions, & eux transporter sur les lieux à ceste fin, pour l'inquisition sur ce faicte, proceder contre les delinquans à telle punition exemplaire qu'il appartiendra. Enjoinct aussi audict recteur, semblablement audict Galandius, faire entendre auxdicts escoliers & principaux des colleges, pedagogues & regens ceste presente ordonnance, sur peine d'estre privez de leurs privileges & du droit par eux prétendu.

Par arrest du XIII. Juillet, à la requeste de l'université, la cour ordonna que les religieux de S. Germain consigneroient au greffe d'icelle la somme de quatre cens liv. tournois pour les frais de l'exécution de l'arrest * du x. de ce mois.

La peste à la conciergerie du palais.

DU VII. Aoust. La cour advertie du danger de peste encommencé à la conciergerie du palais à Paris, & duquel plusieurs prisonniers detenus en icelle ont ja esté frappez, ainsi qu'il a esté rapporté par M. Jehan Maillard commis en l'absence ou empeschement de M. Michel de Monceau pour voir & visiter les prisonniers de ladicte conciergerie, tant par escript, que par luy-mesme ouy par serment en plaine cour, A ORDONNE* & ordonne que pour obvier à ce que plus grand inconvenient ne advienne ausd. prisonniers, que ceux que led. Maillard & le chirurgien de ladicte conciergerie trouveront en leurs consciences par indices & vehementes suspicions entachez de infection pestilentielle, seront envoyez promptement & sans delay en l'hostel-

Dieu de cette ville de Paris, pour illec estre penhez, nourris & medicamentez; & faict ladicte cour deffenses aux maistres & autres dudit hostel Dieu qui ont superintendance sur les malades estans en iceluy, de laisser aller les prisonniers malades envoyez aud. hostel-Dieu, après qu'ils auront recouvert santé, sans premierement en advertir le geollier & garde desdicts prisons; auquel geollier icelle cour enjoinct, après ledit advertissement faict, de aller querir iceux prisonniers malades, & les remettre en court. Et quant aux autres prisonniers malades, ou ceux estans par le preau de ladicte conciergerie, qui ne sont infectez de peste, ordonne ladicte cour que ceux qui sont detenus pour dette civile ou pour reparation d'interest civil envers la partie, ou en amende pecuniaire envers le roy, seront mis chez un huissier, commissaire, ou sergent du chastellet de Paris... deniers suffisans pour payer les sommes deues aux parties ou au roy. Et quant aux autres prisonniers estans à present par le preau, ordonne ladicte cour qu'ils seront mis par provision & jusques à ce que par elle autrement soit ordonné, ez prisons du Fort-l'evêque, saint Magloire, S. Martin des Champs, saint Germain des Prez, de sainte Genevieve & autres prisons de cette ville de Paris, ainsi que plus commodement ils pourront demeurer. Et enjoinct ladicte cour à l'evêque de Paris, ses vicaires ou officiaux, & à son prevost du Fort-l'evêque, à l'abbé de S. Magloire, prieur de S. Martin des Champs, vicaire & prieur de S. Germain des Prez, & abbé de sainte Genevieve, de prester & faire ouverture de leurs prisons pour recevoir les prisonniers qui seront envoyez par ladicte cour, le tout sur peine d'amende arbitraire à la discretion de ladicte cour, & de saisie de leur temporel, & iceux prisonniers faire garder par leurs geolliers, auxquels geolliers ladicte cour enjoinct de ce faire sur peine de punition corporelle telle que devoient souffrir lesdicts prisonniers qui évaderont de leurs prisons. Et quant à ceux qui sont aux cachots de ladicte conciergerie, quant auxquels ledit Maillard a rapporté & affirmé par serment qu'il n'y a aucun danger, ordonne ladicte cour que ledit Maillard & chirurgien de ladicte conciergerie visiteront ordinairement & par chacun jour les prisonniers estans ezdicts cachots; & s'ils trouvent qu'il y ait aucun inconvenient de peste, les infectez d'icelle seront envoyez

* Par un arrest du 15. d'Octobre de la mesme année, il paroist que cet arrest du 10. Juillet adjugeoit à l'université la jouissance du pré aux Clercs grand & petit. Mais les commissaires de la cour devoient auparavant faire descente sur les lieux, & en versifier la saine & les homes.

envoyez audict hostel-Dieu en la maniere dessusdicté, & les autres seront menez ezd. prisons dessus declarées, pour y estre gardez, si faire se peut, ou en autre lieu convenable qui sera ordonné par ladicte cour. Et ce faict, ordonne la cour qu'il sera procedé au nettoiyement d'aucuns endroits de ladicte conciergerie, & que les immondices procedans d'icelle seront mises dedans un batteau, sans les jeter dans la riviere, pour estre portées & mises en lieu convenable. Et pendant, pour obvier à plus grand inconvenient, a esté ordonné que la cour n'entrera au palais jusques au lendemain de la feste de l'Assomption N. D. prochain venant, & que ce jourd'huy seront leués publiquement après la prononciation des arrestz, les ordonnances accoustumées estre leués à la fin du parlement, & seront mises à un tableau qui sera affiché à la barre du parlement, à ce qu'aucun n'en pretende cause d'ignorance.

DU XVII. Aoust. Ce jourd'huy, après avoir ouy par la cour que en la conciergerie du palais le danger de peste repulluloit tellement, que ce matin se sont trouvez trois prisonniers frappez de peste de cedit matin; la matiere mise en deliberation, ouy le procureur general du roy, LA COUR a ordonné qu'elle vacquera après dîner, & ira seoir au convent des Augustins de cette ville, jusques à ce que autrement sera par elle advisé; & dez demain matin ira commencer seoir audict convent.

Arrest contre les representations publiques des choses saintes.

DU Samedy XVII. Nov. M. D. XLVIII. Veu par la cour la requeste à elle présentée de la part des doyen, maistres & confreres de la confrairie de la Passion & resurrection N. Sauveur J. C. fondée en l'eglise de la Trinité, grand ruë saint Denis, par laquelle attendu que par temps immemorial & par privileges à eux octroyez & confirmez par les roys de France, il leur estoit loisible faire jouer & représenter par personnages plusieurs beaux mysteres à l'édification & joye du commun populaire, sans offensé generale ou particuliere, dont ils avoient cy-devant jouy tousjours, ils requeroient, d'autant que puis trois ans la salle de la Passion avoit esté, par ordonnance de ladicte cour, prise, occupée & employée en l'herbergement des pauvres, & que depuis lesdicts supplians avoient recouvert salle

pour y continuer, suivant lesdicts privileges, la representation desdicts mysteres, du profit desquels estoit entretenu le service divin en la chapelle de ladicte confrairie, qu'il leur fust permis faire jouër en ladicte salle nouvelle, tout ainsi qu'ils avoient accoustumé faire en celle de la Passion; & deffenses fussent faictes à tous dorenavant, tant en ladicte ville, que fauxbourgs & banlieuë de cette ville, sinon que ce soit sous le tiltre de ladicte confrairie, & au profit d'icelle.... & sur ce ouy le procureur general du roy ce consentant; LA COUR a inhibé & deffendu, inhibe & deffend auxdicts supplians de jouer le mystere de la passion nostre Sauveur, ne autres mysteres sacrez, sur peine d'amende arbitraire; leur permettant neantmoins de pouvoir jouer autres mysteres prophanes, honestes & licites, sans offenser ou injurier autre personne. Et deffend ladicte cour à tous autres de jouer ou représenter dorenavant aucuns jeux ou mysteres, tant en la ville, fauxbourgs, que banlieuë de Paris, sinon que sous le nom de ladicte confrairie & au profit d'icelle.

Arrest touchant le pré aux Clercs.

DU Samedy XIX. Janvier. La cour ayant entendu que contre les prohibitions & deffenses cy devant faictes par autorité d'icelle, aucuns eux disans escolliers de cette ville de Paris conspireroient attenter de force & demolir aucuns edifices basts sur les lieux contentieux entre les recteur & supposts d'icelle université d'une part, & les religieux, abbé & convent de S. Germain des Prez d'autre, & enterinant la requeste faicte par le procureur general du roy, A ORDONNE & ordonne que inhibitions & deffenses seront faictes de rechef sur lesdicts lieux & par tout ailleurs où il appartiendra, à son de trompe & cry public à tous lesdicts escolliers & autres personnes qu'il appartiendra, autres que ceux cy-devant ordonnez & deputez de la part de ladicte université, de eux trouver auxdicts grand & petit pré aux escolliers pendant l'exécution des arrestz donnez entre lesdictes parties, & de proceder par assemblées illicites, commotions, voyes de faict, ensemble de demolir aucunes choses ez maisons & edifices faicts ez pretendus lieux contentieux, sur peine de la hart; & à cette fin a ladicte cour enjoint & enjoint aux recteur & supposts de ladicte université, procureurs des

AN. 1549.

quatre nations, maîtres ez arts, regens & principaux des colleges & pedagogues d'icelle université, d'empescher & resister, tant par paroles, que de fait, la commotion de leurs escoliers, sur peine de s'en prendre à eux, & de privation de leurs privileges à eux donnez & octroyez par le roy, & autre amende arbitraire à la discretion de ladicte cour.

Autre, qui ordonne que figure sera levée des lieux contentieux.

DU Lundy XXI. dudiect mois de Janvier. Ce jour, après avoir ouy par la cour le rapport fait en icelle, par les commissaires cy-devant par elle commis & deputez pour l'exécution des arrestz donnez entre les recteur & supposts de l'université d'une part, & les religieux, abbé & convent de S. Germain des Prez d'autre, sur les empeschemens eux donnez par aucuns eux disans escoliers de ladicte université, sur le fait de la veuë & figure ordonnée estre faite aux lieux contentieux, & que nonobstant ce que les principaux de ladicte université eussent en pleine congregation d'icelle & par l'avis des anciens & gens par eux appelez dressé un estat par escrit contenant leur demande, fins & limites du prétendu grand pré aux Clercs qui eust esté secté de ladicte université, avec pouvoir à leur procureur d'iceluy suivre & en requérir delivrance, & que en procedant par lesdicts commissaires au fait de ladicte veuë s'estoient élevez & apparus aucuns particuliers escolliers, qui avoient empesché ladicte veuë, foulant les limites dudiect grand pré estre plus avant, & faisant des protestations de nullité, par le moyen de quoy avoit esté empesché le negoce, & outre nonobstant les deffenses faites en la presence de grand nombre desdicts escolliers à son de trompe & cry public Samedy dernier, ils n'avoient aucunement obey, ains avoient fait assemblées, foule & tumulte aud. pré aux escolliers. Sur ce la mairie mise en deliberation, A ESTE' ARRESTE' que par les prevost des marchands & lieutenant criminel de la prevosté de Paris sera demain heure de midy faite assemblée de bon nombre de sergens & archers de cette dicte ville, pour accompagner lesdicts commissaires à l'exécution dudiect arrest, lesquels archers & sergens prendront prisonniers tous ceux qu'ils trouveront au pré aux Clercs, outre ceux qui sont depu-

tez pour y assister avec le recteur de ladicte université, ainsi qu'il leur sera ordonné par lesdicts commissaires; & au demeurant assisteront au tumulte & émotion, si aucune y en avoit; & sera enjoinct audict recteur & officiers de ladicte université eux y trouver, à ce qu'il soit procédé & continué au fait de ladicte figure, & sur les lieux seront reistées lesdictes deffenses ja faites. Et ce fait ont esté mandez lesdicts prevost des marchands & lieutenant criminel, auxquels a esté enjoinct obeyr à l'ordonnance de ladicte cour. Et neantmoins est arresté que cependant on escriira au roy, pour estre adverty desdictes commotions, à ce que son bon plaisir soit y pourvoir.

La cour escrivit au roy sur ce sujet, & par sa reponse datée de S. Germain en Laye le 23. Janvier, il ordonna à la cour de tenir la main roide à l'exécution de ce que la justice & la raison requeroient, & de l'avertir de jour à autre de ce qui seroit par elle ordonné.

Representations publiques dans les colleges.

DU Lundy XVIII. jour du mois de Fevrier. La cour a permis & permet aux maître, principal & boursiers du college du cardinal le Moyne, pouvoir executer cette presente année leurs jeux en leur college, sans que en iceux il y ait offense particuliere au scandale public, sur peine de s'en prendre à eux.

Emplacement de la maison de Beautreillis vendu par le roy.

DU Vendredy XII. Avril. Après avoir veu par la cour les lettres patentes du roy données à S. Germain en Laye au mois de Decembre dernier, par lesquelles ledict seigneur ordonne que les maisons, masures, places & jardins du Beautreillis assis en la ville de Paris rue S. Anthoine, seront en augmentation de revenu & profit de son domaine vendus & alienés aux plus offrans & derniers encherisseurs, pour par les acheteurs estre edifiées en maisons manables, à la decoration de la ville, &c. La cour, avant que proceder à la verification, ordonne qu'il sera informé prealablement par le procureur general du roy du profit ou dommage que le roy en pourra avoir en son domaine.

Alienation

Alienation d'emplacemens de quelques maisons royales à Paris.

DU Mardy xxviii. jour de May. La cour a enteriné & enregistré les lettres parentes du roy données à S. Germain en Laye le xxviii. jour d'Avril dernier, par lesquelles il ordonne à ladicte cour de verifier & enregistrer les baux à perpetuité, à cens, & autres faits ou à faire par les commissaires par luy deputez pour l'alienation d'aucunes places vagues & maisons ruineuses appartenans audit seigneur en cette ville de Paris.

Procession pour la religion, le roy present.

DU Jeudy iv. jour de Juillet, *manè.* Ce jour d'huy par ordonnance du roy les presidens, conseillers & autres officiers de la cour de ceans se sont assemblez au palais, pour aller à la procession que faisoit ledict seigneur pour la religion; & après sept heures du matin sont lesdits presidens, conseillers & officiers de lad. cour partis du palais en l'ordre accoustumé: sçavoir est les huissiers devant portans chacun une verge en la main; les notaires deux & deux, les greffiers des presentations & criminel ensemble, vestus de robe d'escarlate, ayant leurs chaperons fourrez; moy seul vestu de mon epitoge; le premier huissier portant son bonnet fourré; messieurs les presidens vestus de leurs manteaux & portant leurs mortiers; lesdits conseillers en robes rouges & chaperons fourrez deux & deux, & après eux les advocats & procureur general du roy; & sont allez jusques en l'eglise S. Pol à pied, conduisant les reliques de la Ste Chapelle, pour y attendre le roy, & se sont mis & tenus en la nef, pour ce qu'il n'y avoit place au chœur; & s'y est rendu messire François Ollivier chancelier accompagné d'aucuns maistres des requestes. Après neuf heures sont arrivez ledict seigneur & la royne, & a esté faite ladicte procession en l'ordre qui ensuit: Toutes les croix & bannieres des paroisses de la ville marcherent les premieres, deux & deux; suivirent plusieurs bourgeois & habitans portant chacun une torche ardent en la main, deux & deux. Puis les quatre ordres des mandians en la maniere accoustumée, portans les reliquaires de leurs eglises; les prestres des eglises paroissiales; les religions & eglises collegiales portans les corps saints & reliques de leurs eglises

accompagnées de plusieurs torches & bannieres; suivirent les croix & bannieres de N. D. de Paris & de Ste Genevieve, & après eux quelques archers de la ville portans torches blanches avec les escussons des armoiries d'icelle ville, & conséquemment les chasses de S. Marceau & Ste Genevieve coste à coste comme de coustume, & pour la conduite d'icelles, derriere, le lieutenant criminel du prevost de Paris vestu de robe d'escarlate, & allentour plusieurs archers & officiers d'icelle ville, & suivirent les religieux de Ste Genevieve nuds pieds, & ceux de S. Victor à costé d'eux, puis l'eglise de N. D. de Paris avec les eglises que l'on appelle ses filles à main droite, les recteur & université à la fenestre; & portoit lesdits de l'université chacun un cierge blanc ardent; marcherent après les Suisses de la garde avec leurs piffres & tambours; puis les haultbois, violons, trompettes & cornets dudit seigneur jouans de leurs instrumens; les chantres de la chapelle d'icelluy seigneur, tant les domestiques, que ceux de sa sainte Chapelle du palais, meslez & chantans cantiques & motets; après eux les aulmofniers dudit seigneur, les heraults d'armes vestus de leurs cotres d'armes, les grandes reliques de ladicte Ste Chapelle portées par les religieux; partie des gentilshommes de la maison du roy ayans chacun leurs becs de faucon & un cierge ardent, douze ou treize archevesques ou eveques vestus en pontificat, portans en leurs mains devant leur esto-mac autres reliques, allans deux & deux, le reste desdits gentilshommes de lad. maison, portans comme leurs compagnons; les ambassadeurs, les cardinaux de Vendosme & de Chatillon; puis le très-precieux corps de nostre Redempteur porté par les doyen & archidia-cré de Paris, le cardinal de Guise faisant l'office. Du poisle les bastons de devant estoient portez par les princes de la Roche-sur-Yon & duc de Nemours, & ceux de derriere par Loys monsieur de Vendosme & le duc de Montpensier; au milieu dudit poisle, le souteuant, estoient les ducs de Guise & de Nevers, tous testés nuës. Incontinent après ledict S. Sacrement marcha au costé droit le roy seul, tenant en sa main par la poignée couverte de velours cramoisy un cierge de cire blanche, ayant la teste nuë, le collier de son grand ordre au col; aussy le portoient tous les chevaliers de l'ordre. Un peu au costé de luy à la sene.

AN. 1549.

estre estoient le cardinal de Lorraine, & à la dextre le connestable de France seigneur de Montmorency, le duc d'Aumalle & autres seigneurs & chevaliers dudict ordre. Et du costé gauche alloit la royne accompagnée de madame Marguerite de France sœur unique du roy, suivie de grand nombre de princesses, duchesses, comtesses & autres dames & damoiselles. Après, de la part dextre furent le chancelier de France seul, les presidens, maistres des requestes, conseillers & officiers de ladicte cour deux à deux; & pour ce que l'ordre & rang accoustumé des greffiers & quatre notaires..... je me mis avec les advocats & procureur du roy, & les autres greffiers & quatre notaires vindrent après. A la part fenestre marcherent ceux de la chambre des comptes; les generaux de la justice, desquels les presidens estoient vestus de robes de velours, & lesdicts generaux & conseillers de robes d'escarlante, les generaux des monnoyes; par le milieu de la rue les gentilshommes de la chambre du roy, maistres d'hostel & gentilshommes servans; après, le prevost de Paris & ses officiers; le prevost des marchands de la ville, eschevins & officiers d'icelle. Tous lesdicts officiers desdictes compagnies & cours portoient chacun un cierge de cire vierge en la main. Après venoit grand nombre d'archiers de la garde vestus de leurs hocquetons, menez par leurs capitaines ou lieutenans, & infini peuple suyvant. Estoit les rues par où ladicte procession passa tendues de tapisseries, & pour donner ordre à la foule dudict peuple, estoient par lesdictes rues les archiers & arbalestriers de ladicte ville, vestus de leurs hocquetons aux armes d'icelle, tenant chacun un baston blanc en la main. En l'ordre susdict fut faite ladicte procession jusques à ladicte eglise N. D. où ledict cardinal de Guise celebra la grande messe, que le roy & la royne oyrent avec les princes, princesses, dames & seigneurs; & le service achevé, allerent dîner en la maison episcopalle. Cette aprèsdinée fut faite execution d'aucuns condamnez au feu pour crime d'heresie, tant au parvis N. D. que en la place devant Ste Catherine du Val des Escolliers.

Suite du different touchant le pré aux Clercs.

AN. 1550.

DU Samedi XII. Avril M. D. L. Arrest de la cour, par lequel veu le procez verbal fait par les commissaires

d'icelle sur l'estenduë des grand & petit pré aux Clercs, elle met en possession, du consentement des religieux de S. Germain, l'université de ce qui n'est point contesté; & sur ce qui est encore sujet à contestation, ordonne qu'il en sera informé par tesmoins qui seront menez sur les lieux; & cependant fait defenses aux escolliers d'exciter aucun tumulte, &c.

Deffense de basir à Paris au-delà des bornes reglées par le roy.

DU Jeudy XXIX. de May. Après avoir ce jourd'huy par le procureur general du roy remonstré à la cour que par dessus l'edict du roy publié en lad. cour le XVII. jour de Janvier M. D. XLVIII. & arrest d'icelle cour donné led. jour sur lad. publication, & en contrevenant audict edict & arrest, par lequel est par le roy ordonné & statué que dorenavant il ne seroit plus edifié ni basti de neuf ez fauxbourgs de cette ville de Paris par aucunes personnes, de quelque qualité & condition qu'elles soient, ni quelque permission qu'ils en pussent avoir dudict seigneur, ainsi qu'il est plus amplement contenu & déclaré ez dictes lettres d'edict & arrest, requérant ledict procureur general estre sur ce par ladicte cour pourveu; LA COUR a ordonné & ordonne que de nouvel icelluy edict du roy, ensemble l'arrest de ladicte cour sur la publication & verification d'icelluy seront publiez à son de trompe & cry public, tant par les carrefours de cette ville, que fauxbourgs de Paris, à ce qu'aucun n'en puisse pretendre cause d'ignorance; & enjoind au prevost de Paris ou son lieutenant criminel icelluy edict & arrest garder inviolablement, & informer & enquerir diligemment par luy ou les commissaires examinateurs au chastelet de Paris & chacun d'eux des edifices & bastimens qui ont esté faits, construits & dressez depuis la publication dudict edict & arrest susdict & contre & par dessus iceux edict & arrest, & veu lesdictes informations, proceder à faire démolir & abatre incontinent realement & de fait les maisons & edifices qui se trouveront avoir esté faits, dressez & construits depuis ladicte publication & contre ledict edict & arrest.

Suite

Suite du proces du pré aux Clercs.

LE Mercredi xxv. jour de Juin. M. Martin Famée conseiller & maistre des requestes ordinaire de l'hostel du roy apporta à la cour des lettres missives du roy données à S. Germain en Laye le xxii. dudit mois, par lesquelles ledit seigneur ordonnoit à la cour de mettre fin au proces du pré aux Clercs.

Arrest touchant la visite du papier.

DU Mardy ix. Decembre. Veut par la cour la requeste cy-devant présentée à la chambre ordonnée par le roy ou temps des vacations, par Poncet le Preux l'un des quatre grands libraires jurez en l'université de Paris, par laquelle, attendu que par la pluralité des voix des xxiv. libraires de lad. université sur le fait de la visitation, il a esté cy-devant esleu avec Simon de Colines imprimeur & libraire d'icelle université, sur le fait de ladicte visitation du papier que l'on amene en cette ville de Paris pour vendre, pour les abus qui sont audit papier, & depuis ladicte election faite ledit suppliant avoit par l'espace de cinq ans fait son devoir avec ledit de Colines de visiter ledit papier, en sorte que pour les abus par eux trouvez audit papier, ils auroient poursuivy les marchands apportans & vendans ledit papier, desquels abus ledit papier auroit esté confisqué; à cause desquelles poursuites il auroit fait plusieurs frais. Par le moyen de quoy, & que ledit suppliant estoit de present âgé de soixante huit ans & plus, tellement qu'il ne pourroit dorenavant vacquer au fait de la visitation dudit papier, & aussi que ledit de Colines estoit allé de vie à trespas, il requeroit estre procedé à nouvelle election pour & au lieu de luy suppliant & dudit deffunct de Colines, d'autres personnes suffisans & capables pour faire ladicte visitation. Et ouy sur ce le procureur general du roy, ensemble ledit le Preux pour ce mandé en icelle cour, & les arrests cy-devant par elle donnez leus en icelle; **LADICTE COUR** a ordonné & ordonne pour le bien de la chose publique, correction & amendement des abus & malversations qui se commettent en la façon, vente & déguisement du papier distribué & exposé en vente, tant en cette ville de Paris, que au ressort d'icelle, que les rec-

teur & université de Paris se assembleront au premier jour au convent des Mathurins de cetterdicte ville, auquel lieu & jour seront convoquez & appelez les libraires, imprimeurs & escrivains de l'université de cetterdicte ville de Paris, pour & au lieu desdicts suppliant & deffunct de Colines, proceder à l'election d'autres personnes suffisantes, expérimentées & capables, pour appellé avec eux Jehan Caminet proviseur du papier livré pour ladicte cour, proceder dorenavant à la visitation du papier, tant sur les lieux où il est fait en cedict ressort, que de celui qui sera apporté, amené ou envoyé en cette dicte ville & forsbourgs par les papetiers marchands & vendeurs, tant par eau, que par terre, marchands grossiers, libraires, imprimeurs, merciers, parcheminiers, leurs gens, facteurs, serveurs & entremetteurs, & par toutes autres personnes, tant du papier à escrire, que à imprimer. A l'election desquels suffdicts jurez visiteurs au lieu des deffusdicts & d'autre plus grand nombre, ainsi qu'il sera advisé pour le bien & meilleure police dudit papier, sera procedé par lesdicts libraires, imprimeurs & escrivains chacun en son regard, & suivant les arrests sur ce donnez. Et enjoinct ladicte cour aux juges ordinaires des lieux en cedict ressort où se feront lesdictes visitations, de leur prester ayde & confort de justice au fait d'icelles, si requis en sont, & de proceder à la correction exemplaire des fautes, abus & malversations qui leur seront denoncées & deuement verifiées par lesdictes visitations, & aux substituts dudit procureur general du roy ezdicts lieux, d'en requerir & faire les poursuites avec lesdicts visiteurs, ainsi que le cas se offrira & appartiendra. Pendant laquelle assemblée & convocation, que sera tenu faire à ses despens ledit le Preux, & jusqu'à ce qu'il y ait election desdicts visiteurs, sera tenu iceluy le Preux, avec ledit Caminet escrivain & greffier cy-devant esleus, faire & continuer lesdictes visitations, sur peine de s'en prendre à eux. Et neantmoins sera sommairement informé sur la suffisance & insuffisance de M. Jehan Fustel, sur le fait de la visitation dudit papier, pour icelle information faite, rapportée & veuë par ladicte cour, & sur ce ouy le procureur general du roy, ordonner par elle ce que raison.

AN. 1550.

*Procession pour reparation d'une impieté
commise à N. D.*

DU Mercredi x. Decembre. Le doyen & aucuns chanoines de l'eglise de Paris sont ce jourd'huy venus remonstrer à la cour le malheureux acte & offense publique fait Dimanche dernier par un malheureux & miserable heretique en ladicte eglise, & en l'image de la benoiste vierge Marie, & supplier ladicte cour, ainsi que en tels actes elle avoit cy-devant fait semblables demonstrations, de estre & assister à la procession generale qu'ils ont de leur part advisé de faire en cette ville pour la reparation du meffait & scandalle public, n'ayans toutesfois voulu determiner du fait & jour, sans avoir la volonté d'icelle cour. Et eux retirez, M. Noel Brulart procureur general du roy a dict que par cy-devant le feu roy estant à Compiègne, ayant entendu le fait scandaleux advenu en l'eglise des saints Innocens de cette ville, avoit pour la reparation exemplaire du cas, non toutesfois si execrable que cestuy de present, voulu & mandé à ladicte cour assister à une procession, par quoy estoit à croire que si le roy estoit prochain de cette ville, il commanderoit une procession. A cette cause, de sa part, requeroit qu'il pleust à ladicte cour deliberer en l'affaire, pour l'exemple & punition du cas & propitiation d'icelluy, assister à la procession que fera le clergé.

DU Jeudy xi. Decembre. Ce jour la grand chambre & tournelle assemblées, après avoir par la cour donné jugement de mort allencontre de Jehan Turet natif du pays de Lorraine, prisonnier, pour raison du fait scandaleux & blasphemés par luy commis en l'eglise de Paris Dimanche dernier passé, a esté par ladicte cour arresté que Dimanche prochain icelle cour assistera à la procession generale qui se fera par le clergé, suivant ce que de la part dudict clergé & du procureur general du roy avoit esté le jour d'hier requis.

La procession se fit le Dimanche xiv. Decembre & la sainte hostie fut portée par l'abbé de S. Magloire, qui officia & dit la messe à N. D.

*Assemblée de la faculté de medecine ordonnée
pour nommer des experts au fait de la
taille de la pierre, pour succeder à Cesar
de Ville.*

DU Mercredi vii. Janvier. Sur ce qui a esté ce jourd'huy remonstré à la cour par le procureur general du roy, que par le trespas du feu M. Cesar de Ville advenu naguères en cette ville de Paris, ladicte ville estoit destituée de personne experte pour l'incision, taille ou cure des personnes travaillées de la pierre, de sorte que par cette privation & faulte de secours estoient plusieurs en danger de mort; pour à quoy obvier & pour le bien public, requeroit ledict procureur general qu'il fust enjoinct aux docteurs en la faculté de medecine de cette ville de Paris & aux maîtres graduez en la profession de chirurgie, de eux assembler, pour par toutes voyes propres & duisantes pourvoir à l'espreuve, choix & eslection de personages capables & propres pour le fait de telles incisions; à ce que par leur ayde, secours & industrie soit cette dicte ville & par consequent tout le royaume ayde & secouru; LADICTE COUR ayant à ce esgard, & pour le bien & secours universel de la chose publique, a ordonné qu'il sera enjoinct auxdicts docteurs en la faculté de medecine, & aux maîtres graduez en la profession de chirurgie de cette ville de Paris, de eux assembler dedans le premier jour d'après la signification de ce present arrest, pour experimenter, choisir & approuver les personages tenus eux exercer & habiller en ce, par toutes les formes & manieres à ce propres, duisantes & pertinentes, telles que seront par lesdicts docteurs & chirurgiens advisées, & dont ils seront tenus certifier la cour dedans un mois.

*Maisons entre l'hostel-Dieu & le petit pont,
démolies.*

DU Mercredi viii. Avril *mané, hosties clausis*. Sur la requeste cy-devant présentée à la court par les commis au gouvernement de l'hostel-Dieu de Paris, à ce que pour la santé & commodité des pauvres mallades & angusties d'icelluy hostel-Dieu, il pleust à ladicte cour ordonner que l'entreprise faite par les prevost des marchands & eschevins de cette ville, de bastir de nouvel certaines petites maisons assizes sur la riviere de Seyne,

AN. 1551.

entre ledict hostel-Dieu & Petit-pont, estant de present en ruïne, decadence & éminent peril, fust tenue en surceance, jusques à ce que lesdicts lieux fussent visités par gens à ce cognoissans, pour leur rapport fait & ouy, leur adjuger par ladicte cour lesdicts lieux pour l'accroissement dudit hostel-Dieu. . . . LADICTE cour a ordonné que les parties bailleront par escript & articles respectivement leurs faits & moyens sur la commodité de bastir & accroître ledict hostel-Dieu, & incommodité au contraire alleguée de la part desdicts prevost des marchands & eschevins. . . . pour ce fait, rapporté & veu par ladicte cour, faire droit sur les requestes des parties, ainsi qu'il appartiendra par raison. Et neantmoins cependant a ladicte cour. . . . permis & permet ausdicts prevost des marchands & eschevins de faire demolir lesdictes maisons estans en peril éminent.

Affaire du pré aux Clercs.

DU Mardy v. May. La cour, après avoir ouy le rapporteur du proces pendant en icelle entre les recteur & université de Paris d'une part, & les religieux, abbé & convent de S. Germain des Prez lez cestedite ville d'autre, pour raison du grand & petit pré aux Clercs, chemins & places contentieux, & pour mettre fin aud. differend, & autres instances jointes à icelle des particuliers & propriétaires des maisons y basties & édifiées, pour aussi obvier aux émotions qui se pourroient à cause de ce continuer, a déclaré & declare ledict proces estre de commissaires, & qu'il sera pour la plus prompte expedition & jugement d'icelluy jugé par commissaires. Et à ceste fin ordonne ladicte cour, pour fournir aux frais & vacations de la visitation & jugement d'icelluy, que lesdicts religieux, abbé & convent de S. Germain des Prez configureront au greffe d'icelle cour dedans demain la somme de six-vingts escus d'or soleil, dont sera à l'encontre d'eux delivré executoire de ladicte cour.

Du Vendredy viii. May. A esté ce jourd'huy arresté que bien que demain l'on prononce les arrests, & que la cour, pour la nécessité de purger les fosses de la conciergerie, vacque jusques au lendemain de la feste de la Trinité; ce neantmoins sera cependant, pour obvier aux commotions & seditions cy-devant advenues, & qui pourroient continuer, procedé à la visitation & jugement du proces pendant en icelle cour entre les

religieux, abbé & convent de S. Germain des Prez d'une part, & les recteur & supposits de l'université de Paris d'autre, en l'une des chambres de la cour, ou ailleurs où par elle sera ordonné.

Du Jedy xiv. May. Entre les recteur & université de Paris demandeurs en matiere d'execution d'arrest, d'une part; & les religieux, abbé & convent de saint Germain des Prez lez Paris, deffendeurs en ladicte matiere, d'autre part. Veue par la cour ledict arrest, &c. . . . IL SERA DICT que lad. instance d'execution d'arrest se peut juger sans enquerir la verité des faits desdicts reproches. Et en faisant droit sur les demandes & conclusions respectivement prises par chacune desdictes parties en ladicte matiere, & sans avoir égard aux lettres royaux par lesdicts religieux, abbé & convent de S. Germain obtenues le 15. Mars 1548. de l'effect & entherinement desquelles ladicte cour les a debouttez & deboutte, & sans despens de l'incident d'icelles, sans ausly avoir égard ausdictes requestes presentées par lesdicts Guillaume Maurice, &c. le 12. de ce present mois, & par lesdicts de saint Germain le 13. de cedit mois, que la cour, en tant que touche la dellivrance & reestablissement de l'ancien chemin, qui souloit estre droitier & le long des fosses de ladicte abbaye, * commenceroit par haut au carrefour de la rue aux Vaches, tirant vers la riviere de Seyne, a ordonné & ordonne que icelluy chemin comme ancien sera & demourra ouvert, & de largeur de 18. pieds, à icelluy traverser par hault audict carrefour aux Vaches, & continuer le long des fosses de ladicte abbaye par bas, jusques au coing des fosses d'icelle abbaye, & à l'endroit où souloit estre le ponceau à present descouvert; & dudit lieu en tournant un peu à main dextre se continuera de pareille largeur le long du petit pré aux Clercs, & jusques à la riviere de Seyne, entre les maisons & jardins à maistre Jean Bonyn barbier & chirurgien à main senestre, & les maisons & jardins à maistre Jean Jacques de Mesmes maistre des requestes ordinaire de l'hostel du roy, François Bastonneau & autres, à main dextre; de sorte que l'on puisse aller commodément & librement depuis le commencement dudit chemin jusques à la riviere de Seine. Et quant à l'estendue & limites dudit grand pré aux Clercs, soy estendre & comporter ainsi qu'il s'enfuit: c'est à sçavoir à commencer au lieu ap-

* Comment.
gmr.

M. 1554.

pellé, l'Entrée de la nouë du pré aux Clercs, auquel endroit lesdits demandeurs ont commencé leur monstree & figure, & où il y a un bras d'eau de la riviere de Seyne, & dudit bout estant de present sur une heurt de fosse tirant vers cette ville de Paris, laissant à costé fenestre ladicte riviere de Seyne, aucunes terres entre deux, & à costé droit audit grand pré aux Clercs, en eslargissant un petit le long de ladicte nouë jusques à un autre fosse, qui a esté fait pour la closture de quelques pasturages, tenant & costoyant ledit grand fosse à main droicte aux usages & pasturaiges de S. Germain, où il y a quelque apparence de heurt, & selon ledit heurt vers la fosse du costé de lad. ville, lesd. usages & pasturaiges à main fenestre, & led. pré aux Clercs à main dextre, & de là traversant ledit fosse, & continuant selon le fil rouge desdits demandeurs, jusques à quelque quantité de terres labourables contenant un quartier ou environ, qui vient en forme de hache; en reprenant au dedans dudit pré, & d'icelluy endroit traversant sur ladicte terre en hache, selon ledit fil rouge, jusques au hurt respondant à peu près au precedent, delaisant les terres labourables à main fenestre, & ledit pré à main dextre, tirant du costé de Paris le long dudit heurt, & à l'alignement des maisons Martin de la Mothe, Jacob Garnier, Pierre Marcel & de maistre Jean Bailly commissaire ou chastelet de Paris, icelles maisons demourans dehors & non comprises en icelluy pré; & continuant led. hurt jusques à la muraille du clos cy-devant basti par ledit M. Jean Bonyn, passant à travers ladicte muraille & clos dudit Bonyn, à l'alignement dudit hurt, jusques audit chemin allant à la riviere de Seyne, cy-dessus mentionné, estant entre lesdits grant & petit pré, & faisant la separation d'iceux, & en continuant le long dudit chemin & petit pré du costé de ladicte abbaye jusques audit ponceau, d'icelluy en montant le long dudit chemin & petit pré du costé de ladicte abbaye jusques audit ponceau, & d'icelluy en montant le long dudit chemin estant le long des fosses de ladicte abbaye, dudit costé du clos desmolli jusques à l'endroit & milieu d'une porte estant entre deux peures tours, d'ancienoté & encore à present close, ayant regard sur ledit clos, selon le hurt y estant, & selon icelluy ledit fil rouge traversant la muraille & jardin bastis par maître..... Thomas conseiller au grant

conseil, selon ledit hurt, traversant aussi le bas du clos appartenant à Jean Gentils; & d'icelluy clos suivant ledit hurt figuré par lesdits demandeurs, se continuant par derriere la maison & clos cy-devant bastis par M. Jean Frager, à present desmolli, iceux demourans enclos oudit pré, jusques à l'alignement & au long de partie de la maison de Jean le Licieu dict le Pananyer, & de l'autre costé d'icelle maison continuant le long dudit hurt contigu des terres labourables, du costé des fourches patibulaires de ladicte abbaye, jusques à l'endroit & à l'opposite de l'autre bout de lad. nouë cy-devant designée & figurée par lesdits demandeurs, & auquel endroit ils avoient commencé leur figure selon ledit fil rouge d'icelle.

De tout le contenu esquelles limites en sera faite entiere & pleine dellivrance ausdits demandeurs, par l'executeur du present arrest; en faisant inhibitions & deffenses ausdits defendeurs & tous autres qu'il appartiendra, de troubler & empescher iceux demandeurs en la jouissance & possession desdictes choses contenues au dedans desdictes limites, sur peine de cent marcs d'or & autre amende arbitraire. Et à ceste fin ordonne ladicte cour que lesdits defendeurs seront tenus faire retirer les entreprises estant au dedans desdictes limites, offer & transporter les chemins, murailles, fondemens, pierres & gravois estans en icelluy pré, & les remettre au premier estat & deub, pour la commodité, esbat & recreation des escolliers de ladicte université.

Et pour éviter & tollir cy-après tout debat & contention sur l'estendue, fins & limites dudit grand pré, ordonne ladicte cour que aux despens desdits defendeurs seront faites tranchées à l'entour dudit grand pré aux Clercs, selon lesdictes limites plantées, & mises bornes ez endroits & lieux qui seront advisez par ledit executeur, à la conservation des droicts d'iceux demandeurs en icelluy pré.

Et à ladicte cour fait inhibitions & deffenses à tous chartiers, romberelliers ou voituriers de aller, passer & repasser d'oresenavant par ledit grant & petit pré aux Clercs, & à tous maquignons & autres personnes quelconques de y promener leurs chevaux & montures, & de incommoder en aucune maniere ledit pré, sur peine de confiscation des chevaux & autres monstures, & de punition corporelle

corporelle quant aux chartiers & maquignons, si le cas y eschet.

Et au surplus ordonne ladicte cour que les veuës estant sur ledict pré, directes & obliques, tant en ladicte abbaye, que maisons desdicts de Lirieu, de la Mothe, Garnier, Marchel & Bailly, seront estoupées & bouchées, & n'auront lesdicts defendeurs ez maisons susdictes aucune veuë, entrée, issue, esgoust ou servitude sur ny parmi ledict grant pré aux Clercs. Et neantmoins ordonne ladicte cour, pour aucunes considerations à ce la mouvans, que la maison bastie par ledict de Lirieu demourra en son entier, à la charge routes fois de oster & estoupper les veuës, entrées, issues & autres servitudes sur ledict grand pré aux Clercs, & de deux fols parisis de rente perpetuelle envers ladicte université, pour raison de ce qui se trouve avoir esté par luy entrepris sur ledict grand pré; si mieux il n'aime retirer ladicte entreprise, selon la monstre & alignement desdicts demandeurs, auquel cas il demourra quitte de ladicte rente, & neantmoins n'aura aucunes veuës, entrées, issues ne autres servitudes sur ledict grant pré.

Et sera ledict présent arrest, ensemble celuy dudiect dixième Juillet cinq cens quarante-huict, en ce que reste à executer, executez entierement & selon leur forme & teneur, aux despens desdicts relligieux, abbé & convent de S. Germain des Prez; & sans autres despens pour le regard de cette instance, & pour cause.

Et entant que touche la demande desdicts demandeurs pour le regard de l'estendue dudiect petit pré, & cassation des baux faicts d'icelluy petit pré; ladicte cour, avant que y faire droit, ensemble sur les conclusions du procureur general du roy, a ordonné & ordonne que toutes les personnes ayans bail dudiect petit pré, partie ou portion d'icelluy, desdicts recteur & supposts de ladicte université immediatement ou mediatement, viendront à quinzaine deffendre & respondre ausdictes demandes & conclusions, pendant lequel temps ils communiqueront leurs lettres, tiltres & baux audict procureur general. Et à faute de ce faire ledict jour, & icelluy passé, sera baillé exploit contenant les deffailans; à l'adjudication du profit & utilité duquel sera promptement procedé, ainsi qu'il appartiendra par raison. Et enjoinct ladicte cour au procureur de ladicte université d'en faire la poursuite & dilligen-

ce, sur peine de privation de son estat. Et audict jour viendront lesdicts recteur & université deffendre au contenu en la requeste présentée par lesdicts deffendeurs ledict neuvième jour de ce mois, &c.

DU Lundy xxv. May. La cour advertie des émotions, assemblées illicites, ports d'armes & voyes de fait commises n'aguères par aucuns eux disans escolliers en l'université de Paris, sous couleur du differend pendant en icelle pour raison du pré aux Clercs, contre les deffenses à eux cy-devant faictes & la teneur des arrests donnez en la matiere, chose important rebellion & desobeyssance envers le roy & sa justice souveraine; pour à ce obvier & pourvoir, après avoir sur ce ouy le procureur general du roy & le recteur de ladicte université, a ordonné & ordonne que l'arrest donné par ladicte court le 14. jour de ce mois, sur le differend dudiect pré aux Clercs, sera ce jourd'hui de rellevée commencé à executer realement & de fait, par M. Anthoine de Lyon conseiller en icelle, laquelle elle a commis & commet quant à ce, qui se transportera sur les lieux cediect jour & autres ensuivans, & continué jusques à la parfaite execution d'icelluy arrest, assistant avec luy pour main forte les lieutenans criminel & deux commissaires ou chasteller de Paris, avec bon nombre de sergens & des archers, harquebutiers & arbalestriers de cette ville, ensemble le prevost des mareschaux & ses officiers, si besoin est; à laquelle execution assisteront ledict recteur, les quatre procureurs des quatre nations, scribe & jusques au nombre de vingt personages notables des facultez de lad. université, que cediect jour seront esleus par ledict recteur, pareillement les procureurs de ladicte université & des relligieux, abbé & convent de S. Germain des Prez. Deffend ladicte court à tous autres escolliers que les dessusdicts, & autres personnes quelconques, de faire aucunes assemblées, monopoles, ou proceder par voyes de fait ou demolition des choses contentieuses, & de se trouver en aucune maniere esdicts grant & petit pré aux Clercs ny ez environs, pendant l'execution susdicte desd. arrests, & de porter aucuns bastons, espées, dagues, pistoles & autres armes deffensives & offensives, sur peine de la hart.

Et neantmoins enjoit ladicte cour audict recteur, ensemble aux procureurs

AN. 1551.

desdictes nations de ladicte université, de comparoir cedit jour pardevant ledict commissaire executeur, pour declarer par serment & en leurs consciences les auteurs & complices desdictes émotions, assemblées & seditions, leurs adherans & fauteurs. Et pardevant luy exhiberont les billets & placards mis & apposez ez portes & lieux de ladicte université, concernant le fait desdictes seditions, & administreront audict executeur tesmoins pour la preuve desdicts cas; pour ce fait estre procedé contre les coupables par punition exemplaire.

Deffend aussi lad. court à toutes personnes & supposits de lad. université, sur les peines que dessus, de exposer & faire imprimer ou autrement publier aucunes raisons, apologies, ou livres invectifs les uns contre les autres, dont puisse ensuivre aucune contention ou division en ladicte université. Sur les mesmes peines que dessus a ladicte court fait inhibitions & deffenses à tous escolliers & autres personnes quelconques, de mettre ou attacher aucuns cartels ou placards provocans à sedition, ne de se faire aucunes remonstrances ou suasions ez leçons privées ou publiques.

Enjoint aussi icelle court audict lieutenant criminel & examinateurs dudit chastellet, de eulx informer secretement des choses susdictes, & proceder promptement à la punition exemplaire de ceux qui seront trouvez coupables & chargez desdictes émotions, seditions & rebellions susdictes.

Et neantmoins mettra maistre Oronte Furener lecteur du roy en mathematique, par devers led. recteur de lad. université, tous les papiers, instrumens & enseignemens estans par devers luy, concernant ledict pré aux Clercs, & s'en purgera par serment.

Outre ce a ladicte court ordonné & enjoint à tous principaux, regens & pedagogues des colleges & autres estans hors des colleges, ayans charge & administration d'escolliers, de retirer & empêcher par tous moyens possibles leursdicts escolliers, & les contenir dorénavant d'aller sur ledict pré aux Clercs pendant ladicte execution dudit arrest, sur peine de s'en prendre ausdicts principaux, maistres & pedagogues, & d'en respondre en leurs propres & privez noms. Et a ordonné ladicte court que ce present arrest sera publié cedit jour à son de trompe & cry public sur ledict pré aux Clercs, & par les endroits & carrefours

de ladicte université que besoin sera; à ce que nul n'en pretende cause d'ignorance.

Arrest contre les abus & desordres qui se commettent aux danfes publiques és festes de paroisses.

DU XI. Juillet. Sur les remonstrances faites à la cour par le procureur general du roy, que ez danfes publiques qui se font en cette ville, és festes & solemnitez des patrons des paroisses, il s'est trouvé par cy-devant qu'il y a eu plusieurs abus commis & perpetrez par gens masquez & desguisez venans esdictes danfes, enlevemens de jeunes filles & femmes, pratiques & marchandises d'icelles, aussi des excez, meurtres & homicides, à la perturbation du repos & tranquillité publique, requerant icelui procureur general estre sur ce par ladicte court promptement pourveu pour l'advenir: LA-DICTE COURT a ordonné & ordonne qu'il sera inhibé & deffendu de par le roy & de par icelle, & inhibe & deffend à toutes personnes de quelque estat & qualité qu'ils soient, de se trouver esdictes danfes publiques & assemblées d'icelles avec espées, poignards & autres bastons invasifs, masques & autres desguisemens quelconques, d'y faire aucunes insolences, noises, débats & querelles; ains se y conduisent & portent modestement & honnestement, sur peine de la hart. Et enjoint ladicte court au prevost de Paris ou son lieutenant criminel, quant il sera averty & sçaura qu'il y ait danfes publiques en aucunes des paroisses de cette dicte ville, y envoyer un certain nombre de ses sergens, pour prendre & constituer prisonniers ceux qu'ils trouveront esdictes danfes & assemblées d'icelles, ayant espées, poignards & autres bastons invasifs, aussi ceux qui seront masquez ou autrement desguisez, ou feront noises, querelles & débats, sur peine de suspension de son estat. Et à iceux sergens enjoint obeyr à icelluy prevost ou sondict lieutenant criminel, à faire lesdictes prinfes & emprisonnemens, sur peine de privation de leurs offices. Et a ladicte court renvoyé & renvoye la presente ordonnance audict lieutenant criminel, pour icelle faire executer & publier à son de trompe & cry public par les carrefours de cette ville, & ailleurs où il appartendra.

Procession

Procession pour la religion, le roy present.

DU Mardy xvii. Novemb. Ce jour estans toutes les chambres assemblées, messire Charles de Pierrevive seigneur de Resigny tresorier de France est venu en la court de ceans, & a dict que le roy l'envoyoit dire à icelle, que depuis Dimanche dernier qu'il parla à messieurs les quatre presidens en ladicte cour, de la procession qu'il avoit intention faire faire, il avoit advite de venir demain matin en ce pallais, & passerit l'eau de son chasteau du Louvre pour y venir; & vouloit seulement faire la procession au dedans ce pallais, à partir de la Ste Chapelle, puis aller en l'eglise de Paris, où seroit dicte la messe solemnelle, & que l'on porteroit le corps nostre Seigneur, accompagne des saintes reliques estans en ladicte Ste Chapelle; & pour ce il vouloit que sa cour fust assemblée en cette grande chambre à l'heure de huit heures du matin, pour luy faire compagnie.

Du Mercredi xviii. Novembre. Ce jourd'huy, par ordonnance du roy, messieurs les garde des sealz, presidens & conseillers & autres officiers de la court de ceans dessus-nommez se sont assemblez au pallais, pour aller à la procession que faisoit ledict seigneur pour la religion & bien de la paix. Et après que l'on a sceu iceluy seigneur estre arrivé en la Ste Chapelle dudit pallais, environ neuf heures du matin sont partis de la chambre du parlement, pour aller à ladicte Ste Chapelle en l'ordre accoustumé: sçavoir, les huissiers devant portant chacun une verge en la main, les notaires deux à deux; les greffiers des presentations & criminel ensemble, vestus lesdicts notaires & greffiers de robes d'escarlatta, ayans les chaperons fourrez; moy seul vestu de mon epitoge; un huissier, monsieur le garde des sealz vestu d'une robe de velours cramoisy rouge, doublée de satin de mesme; messieurs les presidens vestus de leurs manteaux, portans leurs mortiers; les maistres des requestes & conseillers deux à deux; & après eux les advocats & procureur general du roy, tous en robes rouges & chaperons fourrez. Et quand ont approché la Ste Chapelle, est venu le sieur de Resigny maistre d'hostel du roy & tresorier de France, dire que ledict seigneur demandoit lesdicts garde des sealz & presidens, & commandoit qu'eux seuls entrassent en ladicte Ste Chapelle; ce qui a esté

Tome II. Part II.

faict. Et estoient mandez pour le different qui estoit entre le cardinal de Bourbon archevesque de Sens & l'evesque de Paris, qui porteroit le S. Sacrement de l'autel. Tost après ledict seigneur est sorti de la Ste Chapelle, & s'est mis au devant de la porte d'icelle. La royne accompagnée de madame Marguerite de France sœur dudit seigneur, des duchesses de S. Pol, Montpensier & Vallentinois & plusieurs autres dames & damoilles, est demourée à ladicte porte, pour voir l'ordre de la procession, qui venant de Nostre-Dame de Paris par la rue de la Vieille-Draperie, entroit par la seconde porte du pallais, montoit par lesdicts petits degrez en la grand salle, de là en celle des merciers, & passoit devant ladicte Ste Chapelle, fors les bannières des eglises, que l'on faisoit passer par la cour du pallais. Et est ladicte cour de parlement allée attendre le roy, & veoir ladicte procession en la court du pallais du costé de S. Michel, tenant le costé droit. Et à gauche estoient les gens des comptes, les generaux de la justice en robes d'escarlatta, officiers du prevost de Paris & de la ville. Ensuit ledict ordre.

Toutes les croix des paroisses marcherent deux à deux les premieres.

Survindrent les quatre ordres des mandians, les prestres des eglises paroissiales, les religions & eglises collegiales; tous les susdicts portans les corps saints & reliquaires de leurs eglises, accompagnez de plusieurs torches ardentes.

Les croix Nostre-Dame de Paris & Ste Genevieve, & après quelques archers de ladicte ville portant quelques torches blanches avec les escussions des armoiries d'icelle ville.

Les chasses S. Marceau & Ste Genevieve, & pour la conduite d'icelles estoit le lieutenant particulier du prevost de Paris vestu de robe d'escarlatta, & à l'entour plusieurs bourgeois, officiers & archers d'icelle ville.

Les religieux de Ste Genevieve & ceux de S. Victor tous nus pieds.

L'eglise Nostre-Dame de Paris à main droite, les recteur & université à senestre, & portoient lesdicts de l'université chacun un cierge ardent.

Les chantres de la chapelle d'iceluy seigneur, tant les domestiques que ceux de ladicte Ste Chapelle du pallais meslez, & chantans cantiques & moters.

Les aumosniers du roy & de la royne.

Les grandes reliques de ladicte Ste Chapelle portées par religieux.

Ccccc

AN. 1551.

Trois abbez vestus de surplis, portans chacun un livre d'eglise.

Trois archevesques & neuf evesques vestus en pontificat, portans en leurs mains autres reliques, allans deux à deux : sçavoir est les archevesques de Vienne, Tours & Bourdeaux, les evesques de Mende, Senlis, Cahors, Rennes, Rieux, Angers, Cisteron, Lantiguier & Troyes.

Le prevost de l'hostel & ses archiers.

Les Suisses.

Les trompettes du roy sonnans.

Les heraults d'armes.

Les cardinaux de Chastillon & Vendosme ensemble, ceux du Bellay & Lorraine après ensemble.

Puis le très-pretieux corps de nostre Redempteur, porté par le cardinal de Bourbon, assisté de l'evesque de Paris, sous le riche poisse de l'eglise Nostre-Dame, duquel les marechal de la Marche & sieur de Lorges portoient les bastons de devant, le duc de Montmorency conneftable de France, & le fils du duc de Chastellerault protecteur d'Ecosse les bastons du milieu, les ducs de Montpensier & de Guise ceux de derriere, tous testes nues.

Incontinent après le S. Sacrement alloient le roy portant son grand ordre, tenant en sa main par la poignée couverte de velours un cierge de cire blanche; les royne, princesses, duchesses, seigneurs dames & damoïselles de leur suite. Et portoient ledict grand ordre tous les chevalliers d'icelluy estans à ladicte procession.

Après à la main dextre marcherent le parlement en l'ordre qu'il estoit venu en ladicte Ste Chappelle.

Et à la fenestre les gens des comptes & generaux de la justice, officiers du prevost de Paris & de ladicte ville, portans tous ou la plus part cierges.

Et venoient après les archers de la garde pour deffendre la presse.

Estoient les rues par lesquelles ladicte procession passa, tendues de tapisseries, & les archiers de ladicte ville par icelles, pour empescher le peuple.

En l'ordre susdict fut ladicte procession continuée depuis ladicte Ste Chappelle par la rue de la Calande & autres, jusques à ladicte eglise Nostre-Dame, où ledict evesque de Paris, qui ce matin avoit fait son entrée en son eglise, celebra la grand messe, à laquelle assisterent les roy & royne sous le parement de l'oratoire, & à l'entour les princes, princesses, seigneurs, dames & damoïselles.

Au dedans du chœur au bout d'en-haut, tirant au grand autel à la dextre, estoient messieurs les cardinaux, le reste estoit tenu par le parlement.

A la fenestre estoient les archevesques & evesques, le recteur joignant eux, plusieurs dudit parlement qui y avoient pris place, les gens des comptes, les generaux de la justice, & aux bas sieges de ce costé les prevosts des marchans, echevins & officiers de ladicte ville.

Advint peu avant l'elevation de l'Eucharistie, que les chapiteaux, menuiserie & bois dud. chœur dudit costé fenestre, pour estre vieux & chargez de quelque menu peuple, fondirent en un instant sur lesdits evesques, officiers & recteur, & tomberent aucuns d'icelluy menu peuple par dessus ledict bois dedans ledict chœur. L'accident soudain & dangereux donna grand effroy à toute l'assistance; toutes-fois il ne dura gueres, car à l'heure mesme fut trouvé & recognu, par la grace du Createur, que tous estoient echappés sains & sauves, encores qu'il y en eust de vieux, foibles & caducs; pourquoy nous devons dire avec David en son 48. pseaume: *Suscipimus, Deus, misericordiam tuam, in medio templi tui.* Le service achevé, lesdits roy & royne allerent dîner en la maison episcopale, & estoit une heure après midy.

L'evesque de Paris conseiller né au parlement.

DU Jeudy xix. Novembre. Ce jour d'huy est venu en la court messire Eustace du Bellay evesque de Paris, n'a-gueres conseiller du roy en ladicte court, auquel a esté dict par M. le premier president, qu'il estoit, comme evesque de Paris, conseiller ne en icelle court, & pour ce falloir qu'il fist le serment accoustumé; ce qu'il a fait par les saints & sacrés ordres. Et ce fait, a supplié la court. ne prendre en mauvaise part s'il n'avoit invité, comme il devoit, ladicte cour, pour assister à l'entrée qu'il fit le jour d'hier à son eglise, parce qu'il avoit esté necessité & contraint faire ce qu'il avoit fait en peu de jours. Et a esté tenu pour excusé. Et à l'instant, estant l'audience ouverte, & ledict evesque de Paris seïs aux hauts sieges après M. le premier president, du costé de messieurs les conseillers laïx, est arrivé en l'audience l'evesque de Senlis, lequel, bien qu'il soit de long-temps paravant ledict evesque de Paris, s'est assis au-dessous & au costé

costé d'icelluy evesque de Paris.

Assemblée ordonnée au sujet d'une personne habile à la taille des personnes affligées de la pierre.

DU Mercredi 11. Decembre. La court advertie qu'en cette ville de Paris y a plusieurs personnes indisposées & malades de la pierre, & que pour la cure & taille d'icelle est nécessaire y commettre quelques bons & experimenter person- nages, a ordonné, pour à ce parvenir, qu'aucuns des docteurs de la faculté de medecine, lesquels ont cy-devant assisté à plusieurs actes & incisions de ladicte pierre, fâches puis n'aguerés en certe ville par maître Laurent Thelot chirurgien demourant à Traifnel près Nogent sur Seyne, s'assembleront & bailleront leur avis à ladicte court sur la qualité, suf- fissance & experience dudict Thelot con- cernant ledict art; pour ce fâch, estre par ladicte cour pourveu ainsi qu'il appar- tiendra.

Procession ordonnée pour la reparation d'une nouvelle prophanation commise contre l'i- mage de Notre-Dame derriere le petit S. Antoine.

DU Mercredi xvi. Decembre. Pour avoir preuve & proceder à la puni- tion exemplaire & execution du scanda- leux opprobre commis ces jours passez, ainsi que la court a esté advertie, en l'i- mage de la vierge Marie estant derriere le petit S. Anthoine, a esté enjoindt à l'evesque de Paris present decerner & faire publier monitoires & censures, afin de revelation, par tous les profnes des eglises de son diocese; & pareillement au lieutenant criminel de la prevosté de Paris pour ce mandé, d'enquerir en toute diligence, les prendre & apprehender, & proceder contr'eux à punition exem- plaire.

Du Mardy xxii. Decembre. Ce jour l'evesque de Paris ayant recité à la cour qu'il avoit receu les lettres du roy à luy adressantes; Pour obeir au contenu desquelles la cour a arresté qu'elle assistera Dimanche prochain à la procession generale du clergé, qui se fera pour l'expiation & reparation du scandalle mentionné esdictes lettres, des- quelles la teneur ensuit: DE PAR LE ROY. Nostre amé & feal. Nous avons esté advertis qu'entre le Dimanche & Lundy dernier fut coupé ou rompu la

Tome II. Part. II.

reste à une image de la glorieuse vierge Marie, qui est au coing devant l'huis de derriere du petit S. Anthoine à Paris, où du temps du feu roy nostre très-cher seigneur & pere il advint un semblable scandale au lieu & à l'image mesmes, dont à une generale procession, où il assista luy-mesme en personne, il fut fâch reparation publique en l'honneur de Dieu & sa sacrée mere. Par quoy en ensuivant ce bon & louable exemple, & afin que par un devoir catholique l'on puisse re- parer cette injure, nous vous prions & exhortons faire incontinent assembler vo- stre clergé & nostre peuple, pour faire une procession generale, assistans nos offi- ciers & magistratz, afin de remettre & reestabli en son entier ladicte image, & pour faire au surplus prieres & oraisons qui puissent estre agreables à Dieu & à sa glorieuse mere, pour purger & nettoyer nostre royaume de ces malheureux here- tiques ennemis de nostre sainte foy & religion. Et vous ferez œuvre très sainte & très louable. Dont & de ce qui s'en sera ensuivi vous nous advertirez, & com- muniquerez à nostre cour de parlement la presente, à ce qu'elle sçache quel est nostre vouloir & intention en cet endroit. Donné à Blois le xviii. Decembre M. D. LI. Signé, HENRY, & au-dessous, DU THIER.

Arrest touchant la reception des maistres chirurgiens.

DU Mercredi x. Fevrier. Entre les doyen & docteurs de la faculté de medecine en l'université de Paris, deman- deurs à l'enterinement d'une requeste par eux présentée à la cour de ceans le 26. No- vembre dernier passé, tendant à ce que des- senes fussent fâches aux chirurgiens de cetteradicte ville, de promouvoir aucun à la maistrise de chirurgie, sans qu'il eust esté examiné en presence de quatre doc- teurs en ladicte faculté, suivant l'arrest donné entre les parties le 16. Avril der- nier passé, & que ce qui auroit esté fâch par lesdicts chirurgiens au prejudice du- dict arrest depuis la prononciation d'icel- luy, fust déclaré nul & revoqué comme attemptat: l'université de Paris & le chan- cellier d'icelle joincts avec eux, d'une part; & les prevost & maistres chirurgiens de cette ville de Paris, maistres Sebastien Dampsy & Estienne de la Riviere chirur- giens de par le roy au chastelet de Pa- ris joinctz, deffendeurs d'autre part. Veu par la cour ladicte requeste, &c. ledict

Cccc ij

AN. 1551.

AN. 1552.

AN. 1552.

arrest par lequel ladicte cour auroit ordonné par provision que lesdicts chirurgiens ne seroient promeüs à ladicte maîtrise de chirurgie, qu'ils n'eussent esté examinez en la presence de quatre docteurs en ladicte faculté, &c. LA COUR a fait & fait ausdicts deffendeurs inhibitions & deffenses iteratives de proceder à la reception & maîtrise d'aucun dudit estat de chirurgie, sans le faire sçavoir à ladicte faculté de medecine, pour y envoyer & commettre quatre docteurs de ladicte faculté, pour estre presens & assister à l'examen, sur peine de nullité de ce qui sera par eux fait, le tout suivant ledict arrest. Et sur les contraventions faites à icelluy, & revocation de ce que depuis a esté fait, comme attemprat, dont mention est faite en ladicte dernière requeste, ladicte cour a ordonné que les parties seront ouyes en jugement au premier jour; & neantmoins a condamné & condamne lesdicts deffendeurs ez despens dudit incident, tels que de raison.

Le cardinal de Bourbon lieutenant general du roy à Paris.

DU Lundy xi. Avril. Après avoir veu ce jourd'huy par la court les lettres patentes du roy données à Reims le..... contenant le pouvoir octroyé par ledict seigneur au cardinal de Bourbon son lieutenant general en cette ville de Paris. LA COUR a ordonné que lesdictes lettres patentes seront demain leüs, publiées & enregistrées ez registres d'icelle, & sur le replis d'icelles mis : *Lecta, publicata & registrata, pro utendo per dictum cardinalem de Bourbonio locum tenentem regis, potestate & facultate sibi per regem concessis, absque derogatione vel præjudicio auctoritatis & præeminentiarum præsentis curia & jurisdictionis ordinaria, secundum ordinationes regias, audito procuratore generali regis id requirente.*

Permission aux habitans de la Ville-neuve, paroisse de S. Laurent, de bastir une chapelle.

DU Samedy xxi. May. Veü par la court la requeste présentée par les habitans de Ville-neuve aux fauxbourgs de cette ville de Paris, paroisse de saint Laurent, à ce qu'il leur feust permis parachever de construire une petite chapelle audict lieu de la Ville-neuve, suivant

la permission à eux octroyée par l'evesque de Paris. La permission dudit evesque. Consentement du curé de ladicte paroisse S. Laurent & du procureur general du roy. L'arrest de ladicte court du 12. jour d'Avril dernier passé, par lequel auroit esté ordonné que l'un des conseillers d'icelle court, ensemble le prevost des marchands de cette ville se transporteroient audict lieu de Ville-neuve, pour veoir, visiter & enquerir sur la commodité où incommodité de la construction d'icelle chapelle, & pareillement informer de la qualité des habitans dudit lieu. L'information ou enquete & vísitation faite suivant ledict arrest par l'un des conseillers d'icelle court & prevost des marchands de la ville de Paris. Et tout considéré : LA COUR a permis & permet auxdicts habitans de ladicte Ville-neuve proceder à la perfection & parachevement de la chapelle, de la hauteur de quatre toises soubz le comble, & treize toises de long sur quatre toises de large tant seulement, & le tout suivant la permission dudit evesque de Paris, & aux charges contenues en icelle.

Jeux & May du royaume de la bascoche.

DU Jeudy ii. Juing. La court, après avoir veu la requeste à elle présentée par les quatre treforiers & receveurs du royaume de la bascoche, & memorative du plaidoyé fait en icelle au mois de Janvier dernier, tant par le procureur general du roy, que par lesdicts quatre treforiers & receveurs, ensemble de l'arrest intervenu sur lesd. plaidoyez, portant deffences auxdicts treforiers & receveurs de jouer leur jeu & moralité accoustumée d'estre jouée chacun an par chacun premier Jeudy d'après les Roys, & faire les festin & banquet aussi accoustumez estre faitz à l'issue dudit jeu, & en consideration que lors desdictes deffences ilz avoient ja faitz leurs preparatifs & frais dudit jeu pour l'exécution d'icelluy, & pareillement dudit festin & banquet, à quoy ilz auroient eu grande perte & dommage; & aussi pour avoir baillé & présenté le May à ladicte court, & autres Mays aux presidens & conseillers d'icelle l'année presente, à la maniere accoustumée, A ORDONNÉ & ordonne à Guillaume de la Fa à present commis à la recepte des exploitz & amendes de ladicte court, bailler & delivrer ausdicts treforiers & receveurs la somme de 80. liv. parisis à eux ordonnée par

ladiète court, pōūr leur subvenir & ayder à payer lesdicts fraiz & preparatifs : à prendre ladiète somme sur les mille livres ordonnées par ladiète court pour les affaires d'icelle.

Arrest pour la nourriture des enfans trouvez.

DU Jeudy xi. Aoust. Entré le procureur general du roy demandeur pour raison de la nourriture & éducation des enfans trouvez & exposez en cette ville & fauxbourgs de Paris, d'une part ; & les doyen, chanoines & chapitre de l'église de Nostre.Dame en cette ville de Paris deffendeurs en ladiète matiere, d'autre. Et encore entre ledict procureur general demandeur en ladiète matiere, d'une part ; & l'evesque de Paris, les religieux, abbé & convent de saint Germain des Prez & S. Victor lez Paris, les religieux, abbé & convent de S. Magloire à Paris, les religieux, abbé & convent de sainte Genevieve au mont de Paris, les religieux, abbé & convent de Thiron, les religieuses, abbesse & convent de Montmartre lez Paris, le grand prieur de France commandeur du Temple de cette ville de Paris, les religieux, prieur & convent de saint Martin des Champs à Paris, les religieux, prieur & convent de S. Denis de la Chartre, les religieux, prieur & convent de S. Eloy en la cité de Paris, les religieux, prieur & convent de Nostre.Dame des Champs lez Paris, les religieux, prieur & convent de S. Ladre lez Paris, les doyen, chanoines & chapitre de S. Marcel lez Paris, les chefciers & chanoines de S. Merry lez Paris, les chanoines de S. Benoist le bien tourné à Paris, appelez pour contribuer à la nourriture & entretenement desd. enfans trouvez, d'autre. Veu par la court les demandes dudict demandeur respectivement baillées contre lesdicts deffendeurs. Les deffences desdicts doyen, &c. Les papiers de la recette & despence du revenu de ladiète eglise Nostre.Dame. Acte du 3. Juin 1550. par lequel M. Vulfran Fouquier chanoine de ladiète eglise, au nom & comme procureur desdicts doyen, chanoine & chapitre & de chacun d'eux, fut purgé par serment qu'il n'y a & n'ont aucune fondation de l'office des enfans trouvez en cette ville de Paris, dicts les enfans trouvez de ladiète eglise, & qu'ilz n'en ont veu ny sceu aucune chose, & que par dol & fraude ils n'ont delaisé à l'avoir & posséder. Autre acte du 3. May 1552.

par lequel ledict procureur general a déclaré ne vouloir prendre conclusions contre les maîtres administrateurs des hospitaux de cette ville de Paris, & du saint-Esprit & du Sepulchre, &c. Interrogatoires faictz par ordonnancé de ladiète court à M. Claude Goulard commis à distribuer les deniers ordonnez pour la nourriture & entretenement desdicts enfans trouvez, & à Thomas Hervé garde desdicts enfans, & ayant la charge de les recevoir quand ils sont apportez, &c. Et tout considéré, IL SERA DICT, en faisant droit sur les conclusions prinſes par ledict procureur general du roy à l'encontre dudict evesque de Paris, doyen & chanoines de ladiète eglise & consortz, que ladiète cour a condamné & condamne lesdicts deffendeurs à nourrir, alimenter & entretenir les pauvres enfans trouvez & exposez en cette ville de Paris. Et pour ce faire, a ordonné & ordonné que lesdicts deffendeurs par provision, & sauf à la faire par cy-apres plus ample, s'il y eschet, seront tenus respectivement payer & continuer par chacun an la somme de neuf cens soixante livres paris, payable par chacun an à trois termes, le premier terme commençant le premier jour de Septembre prochainement venant, le deuxiesme le premier jour de Janvier, & le troisieme le premier jour de May après ensuivans : c'est à sçavoir par ledict evesque de Paris la somme de 120. livres paris par chacun an, lesdicts doyen, chanoines & chapitre la somme de 360. livres paris, l'abbé de S. Denis en France 24. livres paris, l'abbé de S. Germain des Prez 120. livres paris, l'abbé de S. Victor 84. livres paris, l'abbé de saint Magloire 20. livres, l'abbé de sainte Genevieve 32. livres paris, l'abbé de Thiron 4. livres paris, les religieuses abbesse & convent de Montmartre 4. liv. paris, le grand prieur de France & commandeur du Temple de cette ville de Paris la somme de 80. livres paris, le prieur de S. Martin des Champs la somme de 60. livres paris, le prieur de Nostre.Dame des Champs 8. liv. paris, les doyen, chanoines & chapitre de saint Marcel 8. livres paris, le prieur de saint Denis de la Chartre 8. livres paris, les chefciers, chanoines & chapitre de saint Merry 16. livres paris, les chanoines de S. Benoist le bien tourné 12. livres paris. Et a condamné & condamne iceux deffendeurs respectivement à payer icelles sommes aux termes dessusdicts, & à ce

AN. 1552.

faire seront contraincts par saisie de leur temporel & autres voyes dûes & raisonnables. Et a lad. cour pour certaines grandes causes & considerations à ce la mouvans, ordonné & ordonne que les deniers cy-dessus adjugez pour la nourriture, & autres qui seront aumosnez ausdicts enfans, seront mis es mains des maistres gouverneurs de l'hospital. Dieu de la Trinité, ou leurs receveurs & commis, pour estre employez à la nourriture & entretenement desd. enfans trouvez & exposez, lesquels partant seront tenus de recevoir lesd. enfans qui leur seront portez, & iceux faire nourrir & entretenir. Lequel receveur & commis fera compte à part desdicts deniers & despense, & icelluy rendra en la forme & maniere par lesdicts maistres gouverneurs gardée à la reddition des comptes de l'administration des biens dudit hospital. Et sera par eux commise une femme, pour recevoir les enfans qui seront exposez, soit en ladicte eglise de Paris ou ailleurs; laquelle femme fera residence & recevra lesdicts enfans en la forme & maniere qui par cy-devant a esté gardée en ladicte eglise de Paris; & iceux par elle retirez, seront par lesdicts administrateurs baillez à sages femmes honnestes & connues, pour iceux eslever & nourrir. Et neanmoins a ladicte cour ordonné & ordonne que le berseau & bouette estans en ladicte eglise de Paris pour recevoir les enfans exposez & aumosnez à eux faictes, demoureront en icelle eglise; & que la femme que cy-devant a eu la charge de recevoir lesdicts enfans exposez en ladicte eglise, aura les salaires qui par cy-devant luy ont esté ordonnez par lesdicts doyen & chappitre; à la charge que s'il y a aucuns enfans mis & exposez en ladicte eglise, elle sera tenue iceux recevoir & faire apporter audit hospital de la Trinité. Et outre a ladicte cour ordonné & ordonne que lesdicts doyen & chappitre de Paris feront bailler par leurs commis les noms des enfans qui sont à present nourris par leur ordonnance, ensemble les noms des meres qui les nourrissent, & demourances d'icelles; & ce faict a lad. cour enjoinct ausdicts maistres gouverneurs de faire veoir & visiter lesdicts enfans, s'ils sont nourris, entretenus & alimentez comme il appartient, & si le prix auquel a esté convenu avec lesdictes meres, est raisonnable & suffisant pour la nourriture & entretenement desdicts enfans; & là où sera trouvé ledict prix ne pouvoir suffire pour nourrir & entre-

tenir & alimenter lesdicts enfans, lesd. maistres augmenteront icelluy, en façon que les enfans puissent estre nourris & eslevez. Et neantmoins a ladicte cour ordonné & ordonne que lesdicts doyen, chanoines & chappitre seront tenus de payer la despense & nourriture desdicts enfans jusques au premier jour de Septembre prochainement venant; & dudit jour en avant en seront lesdicts doyen & chappitre deschargez, & en demourera la charge ausdicts maistres & gouverneurs de l'hospital de la Trinité. Et outre enjoinct ladicte cour ausdicts maistres gouverneurs dudit hospital, de soy enquerir diligemment de la qualité des enfans qui seront exposez, à ce qu'il n'y ait aucun abus; & là où il se trouveroit aucuns peres & meres avoir exposez lesdicts enfans, d'en avvertir le substitut du procureur general du roy au chasteller, auquel la cour enjoinct en faire poursuite, à ce que punition exemplaire en soit faicte, sans que pour raison de ce soit cependant différé à la reception desdicts enfans audit hospital. Et quant à la demande faicte par lesdicts doyen, chanoines & chappitre de l'eglise de Paris allencore dudit procureur general du roy, ensemble quant à l'instance pendant entre ledict procureur general du roy & les maistres & administrateurs des hospitaux de cette dicte ville, ladicte cour a mis les parties hors de cour & de procez. Et a ladicte cour enjoinct audit procureur general de faire executer ce present arrest.

Le parlement mandé pour assister à la remise des corps saints à S. Denis.

DU Lundy 11. Janvier. Ce jourd'huy frere Jehan Pichonnat religieux de l'abbaye de S. Denis en France, a apporté à la cour unes lettres missives du connestable de France, adressant à l'evesque de Laon grand prieur de ladicte abbaye, & une autre dudit evesque de Laon audit Pichonnat, contenant icelle dudit connestable que le roy avoit deliberé de ladicte personne se trouver en ladicte abbaye pour remettre les corps saints. . . . & celle dudit Pichonnat contenant mandement à icelluy d'avertir la cour desdictes lettres dudit connestable. Et lesdictes deux lettres leues, la matiere mise en deliberation, a esté dict que parceque le roy ne autre de son mandement n'escripvoit à la cour, elle ne devoit partir de cette dicte ville, toutesfois qu'elle escriroit audit connestable

AN. 1553.

table sur cette affaire. Et depuis ladicte conclusion faicte sont venues à la cour lettres missives du roy à elle adressantes, par lesquelles le roy mande à lad. cour se trouver le jour de Mardy en ladicte abbaye de S. Denis, &c.

DU Mardy III. Janvier. Ce jour d'huy la cour en robes & chaperons d'escarlante, les presidens vestus de leurs manteaulx, moy de mon epitoge, après les huit heures du matin est entrée en l'eglise de S. Denis en France, pour assister à l'elevation des corps saints de l'eglise de saint Denis; & s'est sise tant aux haultz que bas sieges du chœur de ladicte eglise à la main dextre, & au bout a esté l'université. Du costé de la main senestre prez la porte de la nef s'estoient sciz les generaulx des monnoyes premierement venus que la chambre des comptes. Après eux les generaulx de la justice des aydes en grand nombre, & au bout les prevost des marchands & eschevins de la ville de Paris. Et quand ladicte chambre des comptes est arrivée, lesdictz generaulx des monnoyes ne leur vouloient faire place, au moyen de quoy s'est meu differend entre eux. Aussi les gens du roy de ladicte cour sont venus remonstrer à icelle qu'il se faisoit deux nouvelles contre son autorité: l'une que ladicte université avoit accoustumé seoir à la main senestre, & que l'autre costé estoit anciennement pour la cour, s'il n'y avoit princes ou cardinaulx, qui autres fois avoient esté assis au bout devers l'autel: l'autre que les trois presidens des generaulx portoient chaperons d'escarlante à courtes aureilles fourrez d'hermine; requeroit que commandement sur peine de dix mille livres d'amende leur fust fait de les laisser. Et la matiere mise en deliberation, j'ay esté envoyé devers eulx, leur remonstrer de par ladicte cour la requeste desdictz gens du roy faicte sur leur nouvelle entreprinse, & qu'ils se desportassent, ce que j'ay fait; & ils m'ont respondu qu'ilz portoient les habitz que le roy leur avoit permis. Laquelle response j'ay rapportée à ladicte cour, & ay esté renvoyé leur remonstrer que à la descente desd. corps saints faicte en Avril dernier, leur premier president, par ordonnance de monseigneur le cardinal de Bourbon lieutenant du roy, s'estoit retiré de l'assemblée, parce qu'il avoit chaperon d'escarlante; & s'ils ne le vouloient laisser, leur en faire commandement, sur peine de

deux mille livres d'amende à chacun d'eux applicable au roy. Et pour ce que quelque remontrance que je leur aye pu faire, ils n'ont voulu laisser lesd. chaperons, je leur ay fait l'interdiction & commandement susdict; & lors tous m'ont dict qu'ils delibereroient sur ce. Du tout j'ay fait mon rapport à ladicte cour, qui a envoyé lesdictz gens du roy & moy devers monseigneur le connestable, afin d'avertir le roy, pour si luy plaisoit par son commandement estre pourveu à l'ordre de toutes les compagnies susdictes assistans à ladicte elevation: ce que nous avons fait. Et y sont survenus aucuns de la chambre des comptes, se plaignans tant desdictz generaulx des monnoyes que de la justice. Aussi y sont survenus les advocat & procureur du roy esdictz generaulx de la justice. Et après avoir esté tous ouys, ledict seigneur connestable nous a dict qu'il alloit faire entendre audit seigneur, & que suivant ce qu'il luy ordonneroit, les seigneurs de Chamaulx prevost de l'ordre & de Lezigny general & maistre d'hostel, maistres des ceremonies, y pourvoiroient; lesquels tost après sont venus au chœur de l'eglise, & ont rapporté à ladicte cour que le roy pour le differend de la ville & de l'université, & grand nombre de ceux qui devoient estre au costé gauche, vouloit que pour cette fois les recteur & université demourassent à la main droite, n'ayant que six sieges pour eux, & que tous les autres fussent pour ladicte cour, & que lesdictz presidens des generaulx laissassent les chaperons d'escarlante, que partie desdictz generaulx descendist en bas sieges, pour faire place aux comptes, y compris les generaulx des monnoyes; & ont fait descendre partie desdictz generaulx des aydes, & adverti leurs trois presidens de l'ordonnance dud. seigneur; les deux desquelz au lieu d'y obeir, se sont levez & allez au logis du roy; à leur retour ont rapporté à monseigneur le garde des sceaux qui estoit en ladicte court, qu'ilz avoient parlé au roy, lequel vouloit que pour cette fois ils portassent lesdictz chaperons, & que après il ordonneroit du differend, & de fait les ont portés à ladicte procession; mais au retour, parce que M.M. Martin Fumée & René Baillet maistres des requestes ont dict à ladicte cour qu'ilz estoient presens quand le roy avoit déclaré que lesdictz presidens des generaulx laissassent lesd. chaperons; & que par cy après il ordonneroit du differend, ladicte cour a fait ad.

AN. 3558.

vertir lesdits maîtres des ceremonies du faulx rapport susdict, qui l'ont dict audict seigneur connestable, lequel a envoyé querir lesdits presidens durant la messe, & après qu'il a eu parlé à eulx, estans de retour en leurs places, ont publiquement laissé lesdits chapperons d'escarlatte, & sont demourez deschapperonnez. Le roy arrivé en ladicte eglise a esté faite ladicte procession en l'ordre quiensuit. En premier lieu ont marché les religieux d'icelle eglise en chappes, l'abbé de Mantebourg faisant le sous-diacre, celluy de S. Magloire le diacre, les evesques de Rieux, de Gap, Mascon, de saint Brieux & Lombes vestus de leurs rochez, les ambassadeurs du pape menez par l'evesque d'Orleans, & Ferrare par celluy d'Amiens. Après ont esté portées les chasses des trois corps sainctz, la premiere par les evesques de Chartres & Clermont, la seconde par les archevesques de Tours & d'Arles, la troisieme qui est dudid S. Denis, par les evesques d'Alby & de Vienne, l'evesque de Paris faisant l'office. Ont suivy les heraulx d'armes vestus de leurs cottes, les huissiers de la chambre du roy portans masses, les cardinaux de Chastillon & Loraine, maîtres Martin Fumée & René Baillet maîtres des requestes, nues testes, le duc de Montmorency connestable de France portant l'espee nue, le seigneur de Meru filz dudid seigneur de Montmorency portant la main de justice, le prince de Ferrare portant le sceptre, le duc de Montpensier portant la couronne sur un orillet de drap d'or; & estoient tous les seigneurs susdictz tous nue teste, le roy ayant le grand collier de son ordre, & sur luy estoit porté un poisle par religieux vestus de chappes d'eglise, les chevaliers de l'ordre, à la main droite ladicte cour de parlement en l'ordre susdict, & l'université après, à la fenestre les comptes, generaulx des aydes & monnoyes & la ville. Après ladicte procession faite par le cloître, retournant par les nef & chœur de ladicte eglise, a esté dicté la grand'messe; laquelle finie le roy a pris son sceptre en la main droite, & la main de justice en la fenestre, & luy a esté mise la couronne sur la teste, en tel estat est allé offrir audicts corps sainctz; ce fait, les a fait remonter en leurs places, & s'est retiré pour dîner.

Procession generale, le roy present, en action de graces de la levée du siege de Metz.

DU Dimanche VIII. Janvier. Ce jourd'huy par ordonnance du roy messieurs les garde des sceaux de France, presidens, conseillers & autres officiers de la cour de ceans dessus nommez se sont assemblez au pailais, pour aller à la procession que faisoit ledict seigneur, pour rendre graces à Dieu du siege levé de devant la ville de Metz, ouquel l'empereur avoit esté trois mois en personne, avec son armée la plus grosse qu'il eust auparavant assemblee; & combien qu'il eust foudroyé les murailles, & fait tous ses effortz possibles, par l'ayde, vigilance, diligence, hardiesse & constance d'une poignée de François estans dedans, en nombre de cinq mil hommes de guerre, desquelz estoit chef & lieutenant du roy M. le duc de Guise, qui a acquis loz & honneur immortel, a eite la ville deffendue & gardée, & ledict empereur contrainct se retirer avec perte, honte & confusion extremes; ce que ledict seigneur garde des scelz a recité à ladicte cour, & oultre que ce jourd'huy le roy en son conseil a pourveu aux differens qui s'estoient le troisieme de ce mois meüz à S. Denis, sur le rang & ordre des colleges de ses officiers, & avoit déclaré qu'il vouloit maintenir cetedicte cour en ses autorité, prerogatives & préeminences anciennes, & que nulle autre des compagnies ne presumast s'égaller à icelle, qui estoit premiere & superieure qu'elles; & suivant ce avoit ordonné que les presidens des generaulx & conseillers de la justice des aydes ne porteroient chapperons fourrez, mais seulement chapperons noirs à bourlerz, comme font les generaux & conseillers de ladicte justice des aydes. Que les receveur & université auroient quatre sieges haultz après ladicte cour de son costé. Et quant à ce que avoit esté remonstré par aucuns de messieurs les presidens de ladicte cour, que la chambre des comptes marchast après icelle cour, & les autres compagnies suivissent en tel ordre, sans tenir le costé gauche, ledict seigneur pour cette fois a voulu que l'on marchast comme de coutume, pour ce que le chemin de la procession est court, & qu'il faudroit long temps si lesdites compagnies marchaient les unes après les autres; aussi que ceux desdits comptes avoient monstré un registre, par lequel

il paroist que ladicte chambre a toujours esté à la fenestre de ladicte cour. Par cy après és semblables actes qui se presenteront, le roy y adviſera. Et quand l'on a ſceu ledict ſeigneur eſtre arrivé à la Ste Chapelle après neuf heures du matin, la cour eſt partie pour aller à ladicte proceſſion en l'ordre accouſtumé : ſçavoir eſt les huisſiers devant, portans chacun une verge à la main, laquelle ilz ont baiſſée pour la preſenter au roy, ſuivant ce qui eſt deü & accouſtumé; les notaires deux à deux, les greſſiers des preſentations & criminel enſemble, veſtus leſdits notaires & greſſiers d'eſcarlatte, ayans leurs chapperons fourrez; moy ſeul veſtu de mon épitoge; mondict ſeigneur le garde des ſcelz ſeul, veſtu de velours cramoify rouge doublé de ſatin de meſme, meſſeigneurs les preſidens veſtus de leurs manteaux, portans leurs mortiers; les maiſtres des requettes & conſeillers deux à deux, & après eux les advocats & procureur general du roy, tous en robes rouges & chapperons fourrez. Et juſques à ce que en l'eglise fuſſent toutes paſſées, ladicte cour s'eſt arreſtée quelque temps en la grand ſalle du pallais, & après elle eſt marchée juſques au bout de la gallerie des merciers, où elle a attendu que les ſainctes reliques & le roy fuſſent paſſés. Et combien que ledict ſeigneur euſt ordonné que ladicte cour marchast incontinent après, & les chevaliers de ſon ordre, ainſi que l'eſt venu reciter audict ſeigneur garde des ſcelz le ſeigneur de Chemault prevost de l'ordre, l'un des maiſtres des ceremonies, il n'a eſté fait; mais ſe ſont mis les gentilzhommes de la maiſon, officiers ſervans & autres en troupe incontinent après leſdits chevaliers de l'ordre avant ladicte cour. A eſté faite ladicte proceſſion depuis ladicte ſaincte Chapelle par la rue de la Calende juſques à l'eglise Noſtre Dame de Paris en l'ordre qui enſuit : Les bannieres des paroiffes marchotent les premieres, ſuivoient les quatre ordres des mendiants, les preſtres des eglises parochialles, les religieux & eglises collegialles, tous les deſſuſdicts en chappes, portans les corps ſainctz & reliquaires de leurs eglises, accompagnez de pluſieurs torches ardentés; les chanoines de Noſtre Dame de Paris & de la ſaincte Chapelle; le prevost de l'hoſtel & ſes archers; les Suiſſes avec les tambours & fifres; le chantre de l'eglise de Paris du coſté droict, celluy de la ſaincte Chapelle à gauche; les chanoines des eglises

en chappes; les chantres du roy en ſurplis meſlez avec ladicte ſaincte Chapelle, les reliques de Noſtre Dame & la petite croix de la ſaincte Chapelle où eſt le fer de lance, portées par mandement*; la grande vraye croix de victoire portée ſoubz un poiſle; la ſaincte couronne d'eſpines, auſſi portée ſoubz autre poiſle: iceux poiſles portez par mendiants reveſtus. Après marcherent les aumôniers du roy veſtus de ſurplis, les archeveſque de Vienne, eveſques de Clermont, Chartres, Troyes, Maſcon, Gap, Lombès, Orleans, Chaalons & Amiens: celluy de Paris faiſant l'office; les trompettes du roy ſonnant, les heraulx d'armes reveſtus de leurs cottes, les ambassadeurs du pape, roy d'Angleterre, ſeigneurie de Venize, ducs de Ferrare & Mantoue, deux huisſiers de chambre du roy portans leurs maſſes d'argent doré; maiſtres Martin Fumée & Jean de S. Marcel maiſtres des requettes de l'hoſtel dudict ſeigneur, nuës teſtes; les cardinaulx de Chaſtillon, Farneze & Loraine enſemble, & après eux ceux du Bellay & de Lenoncourt, tous reveſtus de leurs chappes; le roy portant ſon grand ordre, & tenant en ſa main par la poignée couverte de velours un cierge de cire blanche. Et en la grande rue la royne & madame Marguerite de France accompagnées d'aucunes autres princeſſes & dames, qui eſtoient en une maiſon pour veoir paſſer ladicte proceſſion, ſe ſont miſes après ledict ſeigneur; & a mené lad. royne monſeigneur le duc de Montmorency conneſtable de France, & monſeigneur le duc de Montpenſier mené madame Marguerite. Après elles ont marché les chevaliers de l'ordre, gentilshommes de la maiſon, officiers ſervans & autres gentilshommes & troupes; puis à la main droite ladicte cour de parlement en l'ordre ſuſdict, & après elle leſdits officiers du chatelet; à la fenestre les comptes, generaux des aydes ſans aucuns preſidens, & la ville; après eux les capitaines des gardes & archers, pour deſfendre la preſſe. L'univerſité ne s'eſt trouvée à cette proceſſion. Ont eſté les rues tendues, & les archers de la ville par icelle, pour empescher la foule du peuple. A eſté après ladicte proceſſion achevée, celebrée la grand meſſe par ledict eveſque de Paris, à laquelle ont aſſiſté les roy & royne, cardinaulx, ambassadeurs, prelatz & autres ſuſdictz. Et a eſté ladicte cour au dedans du chœur du coſté droict, les comptes & generaux

AN. 1513

* Mendiants.

AN. 1553.

des aydes & ville du costé gauche. Le service achevé le roy est alle dîner en la maison episcopale.

La ville de Paris fortifiée.

DU Vendredy III. Febvrier. Le prevost des marchands est venu en la cour de ceans, remonstrer que peu de jours y a que le roy luy avoit & aux eschevins de cette ville mandé, qu'il avoit conclud de fortifier cette dicte ville, selon la modelle qui en avoit esté faicte; & suivant cette conclusion avoit envoyé ses lettres patentes, pour l'exécution desquelles auroient esté mandez & assignez à demain les bourgeois & manans de cette dicte ville, s'estans reservez venir prier cette dicte cour de deputer aucuns des conseillers d'icelle, pour assister audict jour de demain heure d'une heure après midy audict hostel de la ville, sur la deliberation & resolution final de l'œuvre & contribution à icelluy. Et eux retirez, a esté arresté que outre les conseillers de ladicte cour qui sont conseillers aud. hostel de ville, assisteront à ladicte assemblée & convocation maistres François Denis, Jean le Charon & Anthoine de Lion conseillers en cette dicte cour.

Le beurre, les œufs & le fromage défendus pendant le Carefme.

DU Mercredy VIII. Fevrier. Le lieutenant criminel de la prevosté de Paris est ce jourd'huy venu en la court de ceans, present le procureur general du roy, à laquelle il a dict & remonstré que le jour d'hier, selon ce qui luy feust commandé de la part de monsieur le garde des sceaulx, il fit crier & publier par les carrefours de cette ville les défenses à tous libraires & imprimeurs de vendre la bulle contenant permission de manger beurre, œufs & fromage à prochain Carefme.

Imposition de 120000. liv. sur les maisons, pour la fortification de la ville.

DU Samedy XI. Mars. En deliberant ce jourd'huy par la cour, les grand chambre & tournelle assemblées, sur les lettres patentes du roy concernant l'imposition sur les maisons de cette ville & fauxbourgs à la somme de six-vingt mille livres par chacun an, pour les fortifications d'icelle, n'agueres présentées à ladicte cour par le procureur general du

roy, desquelles il requist dès lors la publication & enterinement, suivant le commandement porté par les missives dudict seigneur, LADICTE COUR A ARRESTÉ que lesdictes lettres patentes seront lues, publiées & enregistrées ez registres d'icelle, de mandato regis, & à la charge d'employer par les prevost des marchands & eschevins de cette ville par chacun an ladicte somme de six-vingt mil livres ez fortifications d'icelle, suivant le contenu esdictes lettres, & non ailleurs; & que où icelle somme ne sera employée par chacun an esdictes fortifications, & qu'il y eust cessation d'icelles, ainsi cessera ladicte imposition.

Confirmation des privileges des Cordeliers de S. Marcel.

DU Mardy VIII. Aoust. Veu par la cour les lettres patentes du roy, données à Paris au mois de Fevrier 1551. signées sur le reply: Par le roy, Mahieu, & obtenues par les religieuses & abbesse du convent des Cordeliers de l'eglise de sainte Claire à Lourcine lez S. Marcel près Paris, par lesquelles ledict seigneur continue & confirme auxdictes religieuses tous & chacuns les privileges, franchises, libertez, exemptions & gardes-gardienne à elles donnez & confirmez par les predecesseurs dudict seigneur, pour d'iceux jouir & user par elles tant & si avant & par la forme & maniere qu'elles en ont cy-devant deurement & justement jouy & usé, & jouissent encores à present; leu aussi la requeste présentée à ladicte cour par lesdictes religieuses, tendant à ce que lesdictes lettres patentes fussent registrées ez registres d'icelle cour; & ouy sur ce le procureur general sur ce consentant: LA COUR a ordonné & ordonne que lesdictes lettres patentes seront registrées ez registres d'icelle, & que sur le reply desdictes lettres sera mis: *Registrata*, &c.

Medecins & chirurgiens gagés eu tems de peste.

DU Mardy XXIX. Aoust. Après avoir ouy cy-devant par la cour le prevost des marchands de cette ville, ensemble les lieutenans civil & criminel de la prevosté de Paris, sur la police & meilleur ordre qu'il est nécessaire donner au danger de peste, qui commence à prendre cours en cette ville, fauxbourgs & ez environs d'icelle, a ladicte cour ordonné

ordonné & ordonne, sur la requeste du procureur general du roy, que lesdicts prevoist des marchands & eschevins de cettedite ville bailleront pour les gages & salaires de quatre medecins & six barbiers, qui ont esté ou seront esleüs, à la raison de 400. livres tournois pour chacun desdicts medecins, & 120. livres pour chacun desdicts barbiers par chacun an durant ledict danger de peste; & à cette fin seront tenus lesdicts prevoist des marchands & eschevins avancer ausdicts medecins & barbiers les deniers pour la demye année. Et enjoinct ladicte cour au lieutenant de la prevostté de Paris faire publier & attacher par les carrefours de cette ville & aux lieux où besoing sera, les noms, surnoms & demeures desdicts medecins & barbiers, pour y avoir recours & adresse en cas de necessité & de besoing.

Reglement touchant la vente des meubles des pestiferés.

DU Jeudy **xxi.** Septembre. Sur certaine requeste ce jourd'huy presentée à la court par les voisins habitans du bout du pont S. Michel du costé de la rue de la Harpe, remonstrans que les sergens venoient vendre en la place dudit bout de pont des biens meubles qui partoient de maisons pestiferées, dont estoit advenu inconvenient en trois maisons voisines d'icelluy bout de pont, & plus pourroit advenir, s'il n'y estoit pourveu, ont esté mandez les lieutenans civil & criminel du chastelet, auquelz a esté baillé ladicte requeste, pour y pourvoir; & leur a esté dict qu'il sembloit bon pour la necessité du temps, ou que l'on ne baillast plus de permissions de vendre, ou que l'on ordonnast les biens que l'on voudroit vendre, estre vendus devant la maison dont lesdicts biens partiroient, parceque s'ils partoient de la maison de laquelle il n'y auroit aucun soupçon de danger de peste, l'on trouveroit assez d'acheteurs; au contraire s'ils partoient de maison soupçonnée, l'on n'en trouveroit point, parceque pour le danger chacun s'en detourneroit d'en acheter; & seroit connu s'il y avoit danger esdicts biens ou non; car les maisons pestiferées, suivant l'ordonnance faite nouvellement, doivent estre marquées. Sur quoy a dict ledict lieutenant civil, que depuis que le danger de peste a commencé comme apparent en cette ville & faubourgs, il n'a voulu bailler

aucun congé de vendre, toutesfoiz au premier jour de police il seroit qu'il seroit pourveu en l'affaire le mieux que l'on pourroit adviser. Au surplus a dict qu'il entendoit que les medecins & barbiers choisis & esleüs pour subvenir aux pestiferés, ne vouloient servir comme ils avoient promis faire, parceque les prevoist des marchands & eschevins de cette ville de Paris ne leur vouloient avancer les gages qui leur avoient esté accordez, & que dernièrement il y en eut un jugement donné au chastelet contre lesdicts prevoist des marchands & eschevins, par lequel ilz furent condamnez à payer six cens cinquante livres par eux offertes, sans prejudice de plus grands gages, s'il y eschet, & à avancer à chacun desdictz medecins & barbiers vingt-cinq livres; dont il vouloit bien advertir la cour. Et sur ce a esté dict audict lieutenant civil qu'il envoyast ce matin autant du registre du jugement, pour icelluy veu par la court, mander lesdicts prevoist des marchands & eschevins, & eux ouïs ordonner ce que de raison. A tant se sont retirez, & a esté depuis apporté l'extrait dudit registre, signé le Clerc.

Reglement au sujet des placards seditieux.

DU Mardy **xxvi.** Septembre. Ce jourd'huy sur le fait des placartz (tendant à esmotion & mutinerie populaire) attachez à l'une des portes du cimetiere des Innocens & au chastelet, la matiere mise en deliberation, a esté advisé d'envoyer coppies desd. placartz à la royne estant à S. Germain en Laye, avecq l'expedient qui ensuit, pour, si elle le trouve bon, le faire voir au conseil privé du roy estant lez elle, pour y adjouter ou diminuer, ainsi que nosseigneurs dudit conseil adviseront pour le mieux, ou bien commander par ladicte dame ce qui luy plaira que en ce facheux endroit la court face. S'ensuit l'expedient: à sçavoir qu'il sera crié à son de trompe & cry public par les carrefours de cette ville, que tous ceux & celles qui sçavent ceux qui ont fait & composé, escript ou attaché lesdicts placartz, en viennent à revelation sur peine de la hart; ou ceux qui seront ladicte revelation seront * presumez de deux cens escus. De desfendre de par le roy & ladicte court à toutes personnes, soient de la ville, faubourgs ou estrangers, eux assembler en armes ny autrement en quelque lieu ny heure que ce soit, sur la peine susdicte; & enjoindre au

AN. 1553.

* Remunerera

AN. 1553.

prevost de Paris ou ses lieutenans faire mettre chandelles ardentès & lanternes aux fenestres des maisons, renforcer & redoubler le guet, le faire marcher toute la nuit le jour S. Remy, faire garder les portes du costé de la porte & abbaye S. Germain des Prez, mettre sur les murailles de ladicte abbaye quelques pieces d'artillerie, & cent arquebusiers, pour, s'ils voyent qu'il y ait assemblée au pré aux Clercs, & que l'on veuille faire quelque tumulte ou émotion, les canonier. Que les archers & arbalestriers de lad. ville se trouvent prests la nuit, pour subvenir au danger, si aucun y a. De deffendre à tous bastelliers passans & repassans la riviere, de passer ny repasser aucun depuis l'heure de six heures du soir, & leur enjoindre mettre & attacher leurs batteaux, & flotter au dedans de ladicte ville, aussi sur peine de la hart. Suivant laquelle deliberation a esté escrit à la royne, & luy a esté envoyée copie desdicts placarts. Aussi en a esté escrit à messeigneurs les cardinal de Tournon & garde des sceaux estans du conseil privé du roy, estans lez la royne à S. Germain en Laye.

DU Jeudy xxviii. Septembre. La cour, après avoir veu les lettres de la royne par elle escriptes à ladicte cour, sur le fait de certains placarts attachez en cette ville de Paris contre l'honneur des prevost des marchands & eschevins de ladicte ville, dont icelle cour a escript à ladicte dame, a ordonné au lieutenant criminel du prevost de Paris pour ce mandé faire ce qui ensuit: Premièrement faire crier à son de trompe & cry public par les carrefours de cetteredite ville, que tous ceux & celles qui savent ceux qui ont fait, composé, escript ou attaché lesdictz placartz, ou iceux fait faire, composer, escrire ou attacher, en viennent à revelation sur peine de la hart, & que ceux qui en feront la revelation, auront pour icelle la somme de cinq cens escus. Et parcequ'il y a en cette dicte ville & passent & repassent journellement par icelle plusieurs estrangers & vagabons, leur soit enjoinct eux retirer incontinent hors cette dicte ville & la banlieue d'icelle, avec deffences de faire aucunes assemblées & portz d'armes, soit en ladicte ville ou hors, sur peine de la hart. Au surplus fera ledict lieutenant criminel mettre chandelles ardentès en lanternes aux fenestres des maisons de cette ville, renforcer &

redoubler le guet, & marcher de bonne heure & toute la nuit pour quelque temps, signamment la nuit de la veille & du jour S. Remy prochain. Plus deffendra à tous bastelliers passans & repassans la riviere de Seine, de passer ou repasser aucun depuis l'heure de six heures du soir, & leur enjoindre monter & attacher leurs batteaux, & flotter au dedans de ladicte ville, aussi sur peine de la hart.

DU Vendredy xxvii. Octobre M. D. LIII. Ce jourd'huy le sieur de Boisauphin a apporté à la court les lettres missives du roy touchant les placarts qui furent mis vers la fin du mois de Septembre dernier passé en divers lieux de cette ville de Paris, contre les prevost des marchands & eschevins de cetteredite ville; à ce que la court en toute diligence enquist & procedast par punition exemplaire contre ceux qui ont fait & composé lesdictz placartz, & iceux fait afficher. Et sont lesdictes lettres missives & le registre sur ce fait au greffe criminel.

Bisteleurs interdits pendant l'Avent.

DU Jeudy xiv. Decembre. La court a ordonné & enjoinct au prevost de Paris ou ses lieutenans, de pourvoir & deffendre à tous basteleurs & jongleurs de sonner le tabourin & faire jeux ou assemblées durant l'Avent, sur peine de punition corporelle.

Antoine du Prat baron de Thoury receu garde de la prevosté de Paris, avec pouvoir de nommer au roy les sergens de la douzaine.

DU Mercredy xiv. Febvrier. Après avoir veu ce jourd'huy par la court les lettres patentes du roy, par lesquelles & pour les causes y contenues ledict seigneur a donné & octroyé à Anthoine Duprat seigneur & baron de Thoury, fils de mesure Anthoine Duprat chevalier seigneur de Nantouillet, garde de la prevosté de Paris & conservation des privileges royaux de l'université dudit lieu, l'estat & office dudit garde d'icelle prevosté de Paris, &c. à condition de survivance. . . Autres lettres patentes du roy, par lesquelles il a donné & octroyé audit Duprat seigneur de Thoury, que advenant vocation en quelque maniere que ce soit des offices de sergens de la douzaine, qui ont d'ancienneté

AN. 1554.

esté instituez pour accompagner la garde dudit prévost de Paris au fait & exercice de son office, icelluy seigneur de Thoury après le trespas de son dict pere, & tant qu'il tiendra & exercera ledict office de garde de ladicte prévosté de Paris, advertisse icelluy seigneur des personnes desquelles il aura fiance, & qu'il cognoistra estre suffisans & capables pour servir ausdicts offices de sergens de la douzaine, suivant lequel advertissement & conformément à icelluy ledict seigneur roy pourvoira ausdicts offices.... voulant en outre ledict seigneur que lesdicts sergens de la douzaine soient tenus & adstraincts de porter leurs hocquetons de drap de telles couleurs que ledict seigneur de Thoury advisera, & dont il a accoustumé & voudra user, & ce tant & si longuement qu'il tiendra & exercera ledict office, & tout ainsi qu'ils font de present les couleurs dudit seigneur de Nantouillet son pere. Avec autres lettres contenans dispense d'aucuns deniers fournis par ledict seigneur de Nantouillet son pere pour les urgens affaires du roy. Oy sur le tout le procureur general du roy, declarant, attendu ledict subside liberalement fait audit seigneur par ledict seigneur de Nantouillet, qu'il ne pouvoit empêcher ladicte reception & enterinement desdictes lettres. Sur le tout la matiere mise en deliberation, **A ESTE' ARRESTE'** par ladicte court qu'il sera informé sur la vie & mœurs dudit seigneur de Thoury, & ce fait sera receu audit estat & office de garde de la prévosté de Paris, &c. à ladicte condition de survivance. Et au demourant a ladicte cour enteriné & enteriné audit seigneur de Thoury lesdictes lettres patentes concernans le pouvoir à luy baillé par icelles de pouvoir advertir ledict seigneur, & luy nommer en cas de vacations les sergens de la douzaine, &c. le tout selon la forme & teneur d'icelles lettres de concession & octroy, lesquelles à cette fin seront enregistrées ez registres d'icelle court.

Arrest contre les courses des escoliers de l'université au Landi.

DU Jeudy xiv. Juin *mand.* Sur la remonstrence & requeste ce jour d'huy faicte à la court de ceans par le procureur general du roy, &c. **LA COURT** en premier lieu a fait inhibitions & deffences à tous principaux, regens & pedagogues des colleges & au-

tres maistres tenans enfans hors iceulx, de mener dorenavant ou souffrir estre conduits leursdicts escoliers au Landy ou ailleurs en assemblées avec tabourins, armes, bastons & habits indecens, & de souffrir iceux escoliers discourir & vaguer par cette ville, fauxbourgs & autres lieux, & ce sur peine de prison, & d'en respondre en leurs propres noms en cas de contravention. Et où ils en scauront aucuns desobeissans ou provocans les autres à tels actes, leur enjoinct ladicte court en faire revelation à justice, pour estre proceddé contre les delinquans & coupables à punition exemplaire. Et à ce que aucun n'en pretende cause d'ignorance, sera ce present arrest leu en la congregation & assemblée que à cette fin sera tenu faire au premier jour le recteur en ladicte université. Et au surplus ordonne ladicte court que les arrests par elle cy-devant donnez les 29. Juillet 1553. & 14. May 1554. pour la reformation & reiglement du college de Navarre, seront exécutez, sy exécutez ne sont, gardez & entretenus selon leur forme & teneur; & à ce faire, souffrir & obéir seront contraincts tous ceux qui pour ce seront à contraindre par toutes voyes deües & raisonnables, mesme par emprisonnement de ceux qui seroient contumax, refracteurs & desobeissans; & à cette fin seront iceux arrests avec le present leüs audit college de Navarre en assemblée publique des principal, maistre, soubz-maistre, proviseur, boursiers, theologiens, regens, pedagogues & tous autres ayans chambre audit college, avec deffences à eulx & ausdicts escoliers d'y contrevenir en aucune maniere, sur les peines que dessus & autres portées par lesdicts arrests.

Procession pour reparation des impietés commises contre les saintes images.

DU Lundy x. Septembre, *mand.* Ce jour, sur la remonstrence faicte à la cour par messire Eustache du Bellay evesque de Paris, du mal fait & perpetré la nuit d'entre Samedy dernier & le jour d'hier au cimetiere de la paroisse S. Nicolas des Champs, en des images de la glorieuse & saerée vierge Marie & de son fils, a esté deliberé par ladicte court que Jeudy prochain elle fera procession en robes d'escarlatte & chaperons à boursier; & pour ce faire s'assemblera à six heures du matin en la chambre du parlement, pour se transporter en l'eglise

D d d d d iij

AN. 1554

Nostre-Dame de Paris, & de là partira en la compagnie dudit evesque de Paris, & ira jusques en l'eglise S. Martin des Champs, où sera dicte la grand messe. Après l'on ira audict cimetiere, où seront mises autres images au-dedans dudit cimetiere, & en sy haut lieu qu'il sera advisé.

Plaintes contre les dereglements des escoliers de l'université.

DUdict jour. Ce jour a esté fait plainte à la cour des excès qui se font ordinairement en assemblées de brigueurs, vagabons & gens debauchés en l'université de Paris, mesme de ceux qui ont esté faicts depuis dix ou douze jours; car se font assemblés jusques au nombre de dix ou douze cens, & allés jetter és vignes prochaines de cette ville de Paris, esquelles ils ont fait merueilleux degasts, au moyen de quoy y en a eu de ruez. Sy l'on envoie en l'université des sergens pour faire quelques exploits, sont les sergens injuriez & blesez, de maniere que nul n'ose y aller. Ces maux procedent, ainzy quel'on dict, de ce que és faubourgs de cette ville y a un ras d'escrimeurs, chez lesquels lesdicts escoliers vont apprendre l'escrimerie; deindé ausdicts faubourgs il y a plusieurs jeus dressés, comme de paume & autres, plusieurs tavernes & bourdeaux, où les escoliers & autrés se debauchent. Sont ces jeus de paulmes, tavernes & semblables lieux tenus & occupés pour la plus part des putains & paillardes, & *quod nefandum est dicere*, par gens d'eglise, tellement que au lieu appellé les champs d'Albiac il y a une rue nommé la rue aux Prestres. En ces lieux suspects dient les commissaires du chastelet qu'ils n'osent aller, pour le dangier de leurs personnes & des sergens qu'ils pourroient mener. Quelques uns desdicts commissaires ont dressé quelques articles, qui leur a semblé pouvoir prouffiter pour oster tous les inconveniens & dangiers. Era esté suppliée la court les veoir, & sur iceux pourveoir ainzy qu'elle vera estre à faire pour le mieux.

Reparation de l'impiete commise au cimetiere de S. Nicolas des Champs.

DU Jedy XIII. Septembre. Ce jour entre six & sept heures du matin la court en robes rouges & chapperons à bourlet s'est assemblée au palais, &

allée sur mules par la rue de la Calende à l'eglise de Nostre Dame, de là en procession jusques au cimetiere S. Nicolas des Champs, où l'evesque de Paris a remis une image Nostre-Dame au dedans dudit cimetiere, à l'endroit duquel inconnus desvoyés de la foy avoient rompu & despecé autre image de la glorieuse vierge Marie mere de Dieu, estant par le dehors & sur la rue dudit cimetiere. Ce fait, a ladicte court conduit ladicte procession à S. Martin des Champs, & assisté à la messe solennelle qu'a dicte ledict evesque, pendant laquelle sermon a esté fait au peuple audict cimetiere, & ladicte messe achevée chacun s'est retiré.

Deux estaux de boucherie accordés aux Mathurins.

DU Samedy xxv. May. Veü par la court les lettres patentes du roy en forme d'edict, données à Fontainebleau au mois de Mars dernier, obtenues par les M. & religieux des Mathurins de Paris, ordre de la sainte Trinité & redemption des Chrestiens captifs, par lesquelles ledict seigneur permet auxdicts impetrans faire construire & eriger deux estaux de boucherie en une maison à eux appartenant, en laquelle pend de present pour enseigne le grand Cornet, & contre l'autre maison voisine & joignant à icelle, assises en la rue des Mathurins entre les grandes rues S. Jacques & de la Harpe, pour esdicts deux estaux qui pourroient estre construits, vendre & debiter chairs par maistres bouchers jurés ayant fait chef-d'œuvre & de qualité requise, & non par autres; sans toutesfois que par icelle construction d'estaux loit faite aucune incommodité ou entreprise sur la voye publique, & à la charge de n'y faire aucune tuerie, que les chairs y soient apportées essuyées & prestes à vendre, & de n'y faire fondre aucune gresse, & que lesdicts deux estaux, pour éviter & obvier aux intelligences secrettes & monopoles qui se y pourroient commettre, seront tenus & administrés par deux diverses personnes; & outre à la charge de payer au roy au bureau de la recepte ordinaire la somme de soixante folz parisis de rente annuelle pour chacun d'iceux deux estaux, aux trois termes en recepte accoustumés, & sous les conditions, deffenses, injonctions & peines contenues & declarées en l'arrest donné

AN. 1555.

en ladicte court le 4. May l'an 1540. Et veü ausly l'information faicte sur la commodité ou incommodité, & advis des tresoriers de France, & oy sur cè le procureur general du roy qui ne l'auroit empesché, tout considéré; LADICTE COUR a ordonné & ordonne que lesdictes lettres d'ediât seront verifiées & enregistrées, pour jouir par les impetrans de l'effect & contenu d'icelles, aux charges, & conditions y contenues & audiât arrest dudiât 4. May audiât an 1540. mentionné ausdictes lettres d'ediât.

Les maisons & forges du pont au Change non comprises dans l'edit de la réunion du domaine.

DU Lundy 11. Septembre. Après avoir veü par la court les lettres patentes du roy données à S. Germain en Laye le 14. Juillet dernier passé.... par lesquelles.... ledict seigneur declare qu'il n'a entendu ny n'entend comprendre les orfèvres, changeurs & joailliers à present detenteurs des maisons & forges du pont au Change de cette ville de Paris, es lettres de commission decernées par ledict seigneur pour la retention de son domaine, ains les en a exceptez & reservez, excepte & reserve; ordonné & ordonne qu'ils & chacun d'eux, leurs enfans & hoirs & ayans cause jouiront de leurs maisons & forges, suivant le contenu es baulx & alienations mentionnées esdictes lettres patentes, aux charges & conditions toutesfois y exprimées & designées; mandant à ladicte court au surplus les faire lire, publier & enregistrer en icelle &c.... LA COUR, ouy sur lesdictes lettres patentes le procureur general du roy, a ordonné & arresté que lesdictes lettres seront lues, publiées & enregistrées en icelle le premier jour.

Démonstration publique d'anatomie sur les corps des suppliciés.

DU Mercredi 14. Septembre. Veüs par la court les lettres patentes du roy données à S. Germain en Laye le 24. Aoust dernier.... par lesquelles.... ledict seigneur permet & octroye à Richard Hubert chirurgien demeurant en cette ville de Paris, vent & luy plaist qu'il puisse & luy soit loisible prendre & faire prendre librement corps d'hommes & de femmes exécutés par autorité de la justice, ensemble des trespassés de l'hôtel-Dieu &

autres lieux de son royaume, nommément en ladicte ville, cité & université de Paris; pour sur lesdicts corps morts faire anatomie publique & declaration toutes & quantes fois qu'il la voudra faire devant toutes personnes, tant de l'estat de chirurgie, que autres qui voudront s'y trouver & assister. Mandant au surplus ledict seigneur & enjoignant à ladicte court & au prevost de Paris ou son lieutenant civil & criminel, faire & souffrir jouir ledict Hubert desdictes permission, octroy & faculté & de tout le contenu esdictes lettres patentes, nonobstant quelconques statuts, privileges ou ordonnances dudiât art de chirurgie, & autres ordonnances, restrictions, mandemens & defenses contraires, auxquelles icelluy seigneur déroge par lesdictes lettres quant à l'effect susdict pour cette fois, & sans le tiener à consequence.... LA COUR ayant esgard ausdictes lettres, a ordonné & ordonne qu'elle pourvoira audiât Hubert impetrant d'icelles quant aux corps exécutés à mort par jugement d'icelle, selon & ainsy qu'il appartiendra, l'occasion s'offrant. Et au residu se pourvoira ledict Hubert devant le prevost de Paris ou ses lieutenans civil & criminel, ainsy qu'il verra estre à faire.

Plaintes contre les mauvais lieux du champ Gaillard & du champ d'Albiac.

DU Mercredi 14. Decembre. Les gens du roy ont dict à la court par M. Denis Riant advocat dudiât seigneur, qu'ils ont esté informés qu'au champ Gaillard en cette ville de Paris, & au champ d'Albiac ez faubourgs d'icelle, se font infinies volleries, forces, violences, larcins & autres meschancetés, par le moyen des locatifs des maisons, qui tiennent, au moins la plupart d'iceux, bordeaux en leurs chambres, y reçoivent & endurent gens inconnus, sans adveu, ruffiens, vagabonds, pauvres filles & femmes, d'où procedent lesdictes volleries & autres infinies meschancetés, qui troublent beaucoup le repos public, & scandalisent les voisins & autres habitans esdicts lieux. Ont ausly esté advertis que depuis un an seulement se font trouvés 18. ou 20. jeanes hommes, escolliers d'honneste famille, gasts de la verolle, pour avoir hanté esdicts lieux: chose qui est fort pitoyable, & requiert bien qu'on y pourvoye. La court par deux arrests cy-devant donnés a fait defences aux proprietaires des maisons d'iceux lieux,

AN. 1555.

d'icelles louer sinon à gens connus & famés, de bonne vie & mœurs, sur les peines indictées par lesdicts arrestz. Ont parlé au lieutenant criminel de robe longue, à ce qu'il fist executer lesdicts arrestz; & s'est plaint à eux du lieutenant de robe courte, qui contrevient au reglement & arrest donné entr'eux. Requierent estre par ladicte court enjoinct audit lieutenant criminel de robe longue d'executer & faire executer lesdicts arrestz, & audit lieutenant criminel de robe courte de venir au premier jour pour estre ouy, avec ledit lieutenant de robe longue, & reglement estre donné entr'eux en leurs charges, afin qu'il soit sommairement par eux pourveu aux choses plus urgentes & necessaires pour le repos du public, & punir ceux desdicts champ d'Albiac & champ Gaillard, qui se trouveroient contrevénir ausdicts arrestz. Sur ce ledit lieutenant criminel de robe longue mandé, & ouy en la plainte qu'il a fait contre ledit lieutenant criminel de robe courte, a esté ordonné qu'ils viendroient au premier jour pour estre reglez plus amplement; ainsi que la cour verra estre à faire. Et au surplus enjoinct audit lieutenant criminel de robe longue de tenir la main pour faire mettre à execution lesdicts arrestz selon leur forme & teneur.

Privileges & indulgences de la commanderie de S. Jacques du Haut-pas.

AN. 1556.

D U Lundy ix. Mars. Veû par la court la requeste à elle présentée par M. Bernard de Rathye abbé de Pontlevoy, grand aulmoſnier de France & commandeur de S. Jacques du Haut-pas lez Paris, par laquelle il requeroit que plusieurs grands privileges, pardons & indulgences par les saints peres les papes octroyez aux commandeurs, administrateurs & freres de l'hospital de S. Jacques du Haut-pas, confirmez par le roy, fussent publiez par les paroisses de cette ville de Paris & autres lieux de ce royaume, avec defence aux marguilliers de cette parroisse de S. Jacques & autres paroisses de n'empescher ladicte publication & questes qu'il conviendra faire pour lesdicts impetrans d'iceux. Lesdicts pardons & indulgences, lettres patentes de confirmation d'iceux, le consentement sur ce du procureur general du roy, auquel ladicte requeste a esté communiquée, & pieces susdites, & tout confidere: LADICTE COUR a ordonné & ordonne que

lesdicts pardons & indulgences seront publiées par les paroisses de cette ville & autres lieux, faisant defences aux marguilliers d'icelle & chacun d'eux & tous autres de non empescher la publication desdictes indulgences & questes necessaires à faire pour lesdicts impetrans d'icelles.

Commissaires nommés pour informer contre les émissaires de Geneve & leurs conventicules.

D U xiv. Mars. Sur la requeste présentée à la court par le procureur general du roy, par laquelle, attendu qu'il a esté adverty que en cette ville de Paris se font plusieurs conventicules, esquels se presche la doctrine de Geneve, & qu'il y a plusieurs qui mangent chair en ce saint temps de Karesme sans congé & permission de l'evesque de Paris ou les vicaires, ny de medecin, & sans necessité; & d'autres qui vendent chair sans ladicte permission; dont ledit procureur general ne peut avoir connoissance sinon par le moyen des monitions; il requeroit estre ordonné à l'evesque de Paris ou à ses vicaires luy decerner monition contre tous ceux & celles qui ont fait & font lesdicts conventicules où se presche ladicte doctrine de Geneve, contre ceux qui les recellent & en sçavent quelque chose, aussi contre les recelleurs des messagers de Geneve & autres lieux suspects, qui desdicts lieux apportent lettres & livres, dont advient que plusieurs en font seduits & infects, & semblablement contre ceux qui mangent chair ez temps prohibez sans permission, aussi ceux qui l'achapent & vendent aussi sans permission, afin de le reveler, & dire ce qu'ils en sçavent ez mains de leurs curez ou vicaires. Et tout considéré: LADICTE COURT, a ordonné & ordonne, pour obvier aux causes & considerations à ce la mouvans, avant que faire droit à ladicte requeste, qu'il sera informé, tant à la requeste dudict procureur general du roy, & *ex officio*, sur le contenu en icelle requeste, & pour plus promptement & facilement en avoir la verité, ladicte court a commis & commet quant aux quartiers de S. André des Ars & université de Paris maistres Charles de Dormans & Jacques Morin; pour la cité de Paris, maistres Jacques Verjus & Anthoine de Lyon, pour les quartiers de S. Germain de l'Auxerois & S. Eustache, maistres Jacques de la Vade

rade & Berthelemy Faye ; pour le quartier de S. Nicolas des Champs, maîtres André de Montmirel & Loys Maillart ; pour les quartiers de S. Pol, S. Gervais & S. Jean en Greve, maîtres Jean Jacquesflot & Martin le Camus ; & pour les quartiers de S. Merry & S. Jacques de la Boucherie maîtres Denis Bodin & Estienne Fleury, tous conseillers en ladicte court, pour s'enquerir, oyr & examiner tous les témoins qui leur seront administrés par le procureur general du roy, si aucuns en a, ou que de leur office ils pourront recouvrer, qui sçauront aucune chose du contenu en ladicte requeste ; pour ce fait, rapporté & veu par la court, estre fait droit sur le surplus du contenu en icelle & conclusions dudict procureur general, ainsi que de raison.

Reglement sur le voyage du recteur de l'université au Lendy.

DU Jedy xxviii. May. Sur la requeste faite & baillée à la court par le procureur general du roy, narrative que d'ancienneté les recteur de l'université de Paris & faculté des arts en icelle ont de coustume d'aller chacun à la foire du Lendy faire quelques protestations, pour raison du droit que ledict recteur pretend sur le parchemin qui se vend en ladicte foire. Par cy devant estoit icelluy recteur conduit par la faculté des arts avec honneste gravité & modestie louable ; & avoient les bacheliers des superieures facultez, regens & maître ez arts, ausquels estoit commandé le conduire & accompagner ; leurs robes longues & chapperons. Mais depuis quelque temps a esté pervertie & corrompue telle modestie & gravité, & a l'on veu quelques fois les maîtres ez arts & regens invitez à aller au Lendy accompagner le recteur, avec manteaux courts, chappeaulx de couleurs, chaufses chiquetees, espées, dagues & autres especes de bastons & armes ; & par quelques années avant leur retour y ont esté commis meurtres, homicides, batteries & oultrages & autres querelles, à la confusion du recteur, grand scandalle de ladicte université, & distraction d'estude de plusieurs supposés d'icelle université. A quoy estoit besoin & nécessité y pourvoir : requerant ledict procureur general du roy estre promptement & sans demeure ainsi fait par la court, en fin d'estre obvié à plus grands inconveniens

Tome II. Part. II.

qui en pourroient succeder, si ordre n'y estoit mis & donné. Veü par la court ladicte requeste, & tout considéré : LA COURT ayant esgard à ladicte requeste a inhibé & deffendu, inhibe & deffend aux recteur, maîtres & regens de la faculté des arts & bacheliers des facultez superieures de ladicte université, d'aller dorenavant au Lendy en accoustremens & habits indecens & dissolus, & d'y porter ou faire porter armes prohibées & deffendues, leur enjoignant ladicte court, & à chacun d'eux qui sera invité & nommé pour accompagner au Lendy ledict recteur, y aller & le conduire en toute modestie & decence, sur peine contre les contrevenans de privation de leurs privileges, & autre plus grande, si elle y eschet, à la discretion de ladicte court. Et seront reiterées les inhibitions & defenses d'icelle court mentionnées en l'arrest y donné le 14. Juin 1554. aux peines indictes par icelluy. Et sera le present arrest executé par le prevost de Paris conservateur, ou son lieutenant, en la premiere & prochaine congregation qui se fera de ladicte université, & du tout faire procez verbal, pour servir cy après ce que de raison.

Ordre aux habitans des ponts de jetter de l'eau devant leurs portes en esté.

DU Mardy iv. Aoust. La court pour aucunes causes & considerations à ce la mouvans, & pour obvier aux inconveniens qui s'en pourroient ensuivre, a ordonné & ordonne, en continuant ce qui a esté fait & ordonné par plusieurs arrests d'icelle court, qu'il sera enjoind à tous les manans & habitans sur les ponts au Change, Nostre-Dame & S. Michel de cette ville de Paris, de jetter ou faire jetter par chacun jour devant leurs maisons & ouvriers respectivement de l'eau competement à heure de six & de neuf heures & demie de matin, & de deux heures & quatre après dîner : & ce sur peine de dix livres parisis d'amende, qui seront levées sans déport sur celuy ou ceux desdicts habitans qui seront deffaillans de ce faire, & de tous despens, dommages & interests qui pourroient advenir à ceux qui passeront sur lesdicts ponts, par faute d'avoir obey par lesdicts habitans à icelle ordonnance, &c.

AN. 1556.

*Etablissement de la reforme de Chezal-
Benoist dans l'abbaye de S. Germain
des Prez.*

DU Vendredy xxviii. Aoust. Veûs par la court les lettres patentes du roy données à Paris le 18. Juiller dernier passé, signées: Par le roy, à la relation du conseil, Robillart; par lesquelles ledict seigneur voulant que le concordat concernant la discipline reguliere de l'ordre S. Benoist, faict cy-devant entre le cardinal de Tournon abbé commendataire de l'abbaye S. Germain de Près lez Paris, d'une part, & les religieux & convent de ladicte abbaye, & le chapitre general de la congregation de Chezal Benoist en ce royaume, pour y estre gardé d'oresenavant, tant au chef que aux membres de la dicte abbaye, ensemble les lettres patentes du feu roy en forme de chartre & ratification données à Paris au mois de Juin 1544. soient gardés, entretenus & observés selon leur forme & teneur; mande à ladicte court iceux verifier & enregistrer au registre d'icelle, nonobstant qu'elles n'ayent esté présentées dedans l'an & jour de la dattre d'icelles, & qu'elles soient surannées. Veûs aussi lesdits accord & lettres de chartre, ensemble la requeste à ladicte court présentée par lesdits religieux, abbé & convent de S. Germain des Prez, affin de verification desdites lettres d'emoligation dudit concordat. Oy sur ce le procureur general du roy ce consentant, & tout considéré: LA COUR ayant esgard à ladicte requeste, a ordonné & ordonne que lesdites lettres patentes, ensemble ledict concordat & emoligation d'icelluy seront enregistrés es registres d'icelle, pour estre gardez & observés par les denommez en icelles selon leur forme & teneur.

*Le foin tombant des batteaux, affecté
aux pauvres.*

DU Mercredy 11. Decembre. Sur la requeste présentée à la court par le procureur general du roy... narrative que par arrest d'icelle du 2. Aoust 1548. entre autres choses avoit esté ordonné que les commissaires commis sur le faict des pauvres pourroient bailler au plus offrant & dernier enchereur le foing qui tombe ou tombera ou sera recueilly des batteaux qui seront recueillis es ports de

Greve, l'Escolle S. Germain & autres, pour & au profit desdits pauvres.... Et pour ce que au contempt dudit arrest & pour le rendre illusoire ausdits pauvres, aucuns chartiers s'efforcent d'y donner empeschement, & pour ce faire menent leurs charettes & harnois dedans la riviere jusques aupres des batteaux, tellement au moyen de ce la ferme en est diminuée.... LADICTE COURT a ordonné & ordonne que nonobstant que ledict arrest soit suranné, il sera leû & publié à son de trompe esdits ports, & deffenses faictes ausdits chartiers, sur peine du fouet, de ne contrevienir audit arrest directement ou indirectement, pour faire perdrel'émolument dudit foing tumbant ausdits ports.

Fondation du college de Ste Barbe.

DU Mercredy 19. Decembre. Veu par la court la requeste à elle présentée par M. Robert Duguaist docteur regent en la faculté de decret à Paris; par laquelle, attendu qu'il a cy-devant par contract fondé & institué un college en l'université de Paris, en une maison propre à luy appartenant & acquise de ses deniers, appelée de Ste Barbe, & en icelluy fondé sept boursiers, & depuis trois refformateurs dudit college, duquel il baille l'auctorité, preeminence & institution à ladicte court, ensemble desdits sept boursiers, il requeroit ladicte fondation & institution estre autorisée & esmologuée par ladicte court, en prenant par elle la protection dudit college & institution desdits boursiers, le tout suivant icelle fondation, laquelle à cette fin soit enregistrée es registres d'icelle court. Veûs aussi ladicte fondation du Jeudy 19. Novembre dernier passé par devant Croyon & Vallée notaires ou chastelet de Paris. Oy sur ce le procureur general du roy, auquel le tout a esté communiqué, & tout considéré, la court a ordonné qu'elle sera enregistrée es registres d'icelles.

*Le Lendy transferé en la ville de S.
Denis.*

DU Mercredy xxxi. Mars. Veû par la cour les lettres patentes du roy en forme de chartre, données à S. Germain en Laye au mois de Decembre dernier, par lesquelles ledict seigneur veult, ordonne & luy plaist que la foire communément tenue en un lieu champêtre près

AN. 1557.

JUSTIFICATIVES.

près la ville de S. Denis, appelée la foire du Landit, soit transférée en l'enclos de ladicte ville de S. Denis, en faveur desdits religieux abbé & convent, & pour la commodité des marchans affluans en ladicte foire : permettant pour cet effet ausdits religieux abbé & convent dudit S. Denis faire bastir, construire & édifier en la ville loges, estaux, halles & toutes autres choses &c. LADICTE COUR a ordonné & ordonne que lesdites lettres parentes seront lées, publiées & enregistrées &c.

Arrest sur la nomination des predicateurs de l'Avent & du Carefme.

DU Vendredy 1x. Avril. Sur la remontrance ce jourd'huy faicte à la cour par l'evesque de Paris, que au present Carefme plusieurs predicateurs.... ont usé en pleine chaise & tenu plusieurs propos scandalleux, mal sentans de la foy & tendans à sedition, dont s'estoit ensuivy grand murmure & scandale; & mesme qu'il en tenoit un en ses prisons, accusé d'avoir semé faulce doctrine, combien que lesdits predicateurs n'ayent esté aulcunement par luy commis. Requerant à ces causes, à ce qu'il ne luy en soit riens imputé, en estre deschargé, ou bien qu'il ne soit loisible à aulcun de prescher en ceste dicte ville & forsbourgs, sans y avoir esté par luy commis. LA COUR a ordonné audit evesque de Paris de faire informer dans huitaine par ses officiers desdits propos scandalleux, &c. & ce fait y pourveoir plus sommairement que faire se pourra, & de ce avoir fait en certifier ladicte cour. Et neantmoins ladicte cour a ordonné & ordonne que les curez, au cas qu'ils ne voudront eux mesmes prescher en leurs paroisses en ceste ville & forsbourgs, seront tenus avec les marguilliers ensemblement presenter audit evesque de Paris en sa personne, dedans trois mois avant le temps de l'Advent & de Carefme, celluy qu'ils voudront prendre pour predicateur, pour foy enquerir & informer au vray de la doctrine & suffisance du personnage ainsi présenté, & ce fait luy bailler licence de prescher, sans toutefois pour ladicte permission & licence en prendre aulcune chose par les officiers dudit evesque. Et ordonne la cour que le salaire des predicateurs se prendra sur les curés, pourveu que le revenu de la cure le puisse commodément porter.

Tome II. Part. II.

Informations contre les predicateurs scandaleux & turbulens. AN 1557.

DU Jeudy xxix. Avril. Les gens du roy ont dict à la cour que suivant l'ordonnance d'icelle ilz ont fait informer allencontre de quelques predicateurs de ceste ville ayans presché ce Carefme au scandale du peuple; & par icelles entre autres se trouve un nommé frere Melchior de Flavy de l'ordre S. François chargé. Et pour ce qu'ils ont esté advertis que ledit Melchior est allé devers le roy faire des clameurs, requèrent pour le regard du deü de leurs charges, que ledit Melchior soit mandé pour estre oy & interrogé sur lesdites informations, & neantmoins qu'il plaise à ladicte cour envoyer la coppie desdites informations au roy, afin de les faire voir.

Du Lundy III. May. Ce jour l'evesque de Paris a apporté & mis par devers le greffe de la cour les informations faictes de l'ordonnance d'icelle allencontre de maistre Pierre Fournier & frere Melchior de l'ordre de S. François, sur quelques propos scandaleux par eux tenus en leurs predications le Carefme dernier.

Meurtre & émotion au pré aux Clercs.

DU Jeudy XIII. May. Sur la remontrance & plainte ce jourd'huy faicte par le procureur general du roy d'un meurtre & excez commis le jour d'hier près le pré aux Clercs, & aussi de ce que par dessus l'arrest cy-devant donné pour raison dudit pré aux Clercs, l'on recommence à faire les démolitions, assemblées & ports d'armes, qui pourroient estre cause de sedition & tumulte, afin qu'il plaise à la cour y adviser promptement. Après que le lieutenant criminel a esté mandé & oy, LA COUR a ordonné & enjoinct audit lieutenant criminel soy informer promptement dudit meurtre & excès, se saisir de ceux qu'il trouvera delinquans & coupables, & leur faire & parfaire leur procès dedans trois jours, & de ce avoir fait en certifier ladicte cour. Et pour obvier ausdites assemblées & ports d'armes, enjoinct la cour aux principaux, regens & pedagogues de contenir leurs escoliers, sans les laisser sortir, suivant ce que par cy-devant & par plusieurs fois a esté ordonné; & de visiter es chambres de leursdits colleges & autres, pour sçavoir s'ils y trouveront aulcunes armes ou bastons invasibles; & aux hostes, hostesses & chefs.

Eeeee ij

AN. 1557.

d'hôtel où logent les escoliers de faire le semblable, & ne laisser sortir lesdits escoliers avec armes & bastons invasibles, sur peine de s'en prendre à eux; & où ils ne le pourroient empêcher, d'en advertir incontinent le commissaire du quartier, pour en informer à l'instant. Et à ce que la force en demeure à la justice, enjoindt ladicte cour aux prevost des marchands & eschevins de ceste ville envoyer audict pré aux Clercs 50. hommes des archers de ladicte ville bien armez & équipez, pour se tenir audict pré aux Clercs; & aux prevosts des mareschaux Rougeoreille & Dubois & au chevalier du Guet y mener leurs archers, pour empêcher le tumulte, & prendre ceux qu'ils trouveront saisis d'armes & bastons invasibles tumultuans & seditieux, & iceux amener & rendre prisonniers à justice, afin de proceder à l'encontre d'eux ainsi qu'il appartiendra. Faict ladicte cour inhibitions & deffences à tous escolliers supposts de l'université de s'assembler audict pré aux Clercs ne ailleurs avec armes & autres bastons invasifs, ne y faire aucuns tumultes, sur peine d'estre pendus & estranglés. Et enjoindt audict lieutenant criminel faire publier le present arrest à son de trompe & cry public par les carrefours de l'université & lieux accoustumez dedans ce matin.

DU Vendredy xiv. May. Les gens du roy en la presence du recteur de l'université accompagné des procureurs des quatre nations, ont dict avoir requis qu'il pleüst à la cour mander led. recteur, pour luy enjoindre de contenir les escoliers, & faire cesser l'émotion du pré aux Clercs. Et combien que la deffence soit naturelle & permise, toutesfois *ea est moderatè utendum*. Et requeroient prise de corps contre ceux qui se trouveront chargés d'avoir Mercredy dernier au soir violemment d'un coup de haquebute occis un jeune escolier, qui se promenoit audict pré aux Clercs, comme on prétend; & parcequ'ilz sont incognus, concluoient à ce que le maistre du logis soit tenu les représenter la sepmaine. *Pia est & debita sepultura* au deffunct; mais pour obvier à plus grande occasion d'émence, requeroient *modesto funere corpus afferri* en la paroisse S. Sulpice ou en l'abbaye de S. Germain de Prez. Sur ce par ordonnance de ladicte cour M. Gilles le Maistre premier president a admonesté ledict recteur de contenir lesdits escolliers, & de faire ensorte que ladicte

émotion cesse, autrement qu'elle en advertiroit le roy, pour y pourveoir par privation de leurs privileges & punition exemplaire; & luy a esté enjoindt faire ensevelir le deffunct en l'abbaye S. Germain des Prez ou en l'une des prochaines eglises. Feroit la cour justice exemplaire de ceux qui se trouveroient chargez dudit meurtre. A quoy ledict recteur à fait la reponle qui ensuit: *Dubium non est, &c.*

Suite des seditions des escoliers au pré aux Clercs & ailleurs.

DU Lundy xvii. May. Ce jour les gens du roy ont dict par M. Gilles Bourdin, que chacun a sceü le desordre qui est advenu par l'émotion des escolliers, & le bruslement & éversion de trois maisons au pré aux Clercs. Et pour autant qu'il y a plusieurs personnes meslées avec lesdits escolliers, supplient la cour y pourveoir promptement; & avant qu'elle en ordonne, requierent trois choses: la premiere, deffendre l'entrée du pré aux Clercs à quelques personnes que ce soit, le mettre en la main du r. y., & aux quatre coings faire planter des potences, & estre enjoindt aux recteur, maistres & principaux des colleges, sur peine de privation de leurs privileges & nominations, contenir leurs escolliers & supposts, tant demeurans dedans les colleges que dehors, en paix & tranquillité, sans faire émotions, porter armes, ne les laisser vaguer. *Secundò*, d'autant qu'ils sont asseürément advertis que en plusieurs colleges y a des bastons à feu & autres armes, que les principaux desdits colleges soient mandez, pour leur faire deffenses d'en avoir, & que ceux qui en ont soient admonestez de les porter à l'hôtel de ville. *Tertiò*, parceque l'on pourroit dire que lesdits recteur, maistres & principaux ne pourroient respondre des escolliers martinetz, requierent qu'il soit enjoindt aux hostes & hostesses où demeurent lesdits escolliers martinetz, de les contenir & ne les laisser sortir ne vaguer hors les heures de leurs logis* avecq espées, dagues ou autres bastons. Eux retirez. . . . A ESTE ARRESTE d'advertir le roy par lettres missives de tout ce qui est advenu audict pré aux Clercs, ensemble de l'ordre que ladicte cour y a donné; & à ces fins donner extraites de deliberations & arrests donnés en cest affaire.

* Leçons

DUdict jour. Ce jour toutes les chambres assemblées, sur ce que le lieu-

tenant criminel de la prevosté de Paris est venu dire à ladicte cour, qu'il estoit tres-necessaire & la supplioit humblement enjoindre aux prevost des marchands & eschevins de ceste ville de Paris d'envoyer quelque bon nombre de leurs archers & harquebusiers, pour aller donner secours aux sergens à verge qu'il a assemblez suivant l'ordonnance de la cour, pour obvier aux seditions, ruines, demolitions & brullemens que font les escolliers de l'université aux maisons estans près le pré aux Clercs. Et sur ce Ponthus Guillor l'un des huisfiers de ladicte cour a esté mandé aller avecques ledict lieutenant criminel en l'hostel de ville, enjoindre de la part de ladicte cour aux prevost des marchands & eschevins d'envoyer le plus promptement qu'il leur sera possible 40. archers & harquebusiers de ladicte ville au pré aux Clercs, pour y tenir la residence que leur ordonnera ledict lieutenant criminel.

pugnation corporelle. Enjoinct aussi auidict prevost de Paris & ses lieutenans saisir ou faire saisir par les commissaires les espées, dagues & tous autres bastons & armes qui se trouveront, tant esdicts collèges que dehors, appartenans auidicts escolliers, & iceux faire porter à l'hostel de ville, & contre les rebelles & desobeissans à justice proceder par emprisonnement de leurs personnes. Et afin que aucun n'en pretende cause d'ignorance, ordonne & enjoinct ladicte cour auidicts prevost de Paris & ses lieutenans civil & criminel faire lire & publier ce present arrest à son de trompe & cry public par les carrefours, tant de ceste ville & université que forsbourgs d'icelle, & aux prevost des marchands & eschevins de ceste dicte ville leur prester aide & confort par leurs archers & harbalétriers toutes & quantes fois qu'ils en seront requis.

Taxe pour les fortifications.

DUdict jour. La cour deüement informée des assemblées, brulemens de maisons & excès commis le jour d'hier & ce jourd'huy aux environs du pré aux Clercs, par les escolliers & plusieurs personnes meslez avec eux, ayant esgard à la requeste du procureur general du roy, a fait inhibitions & defences à tous escolliers, pedagogues, regens & supposts de l'université de Paris, & à toutes autres personnes de quelque qualité qu'ilz soient, sur peine de la hart, d'aller auidict pré aux Clercs jusques à ce que autrement par le roy ou ladicte cour soit permis & ordonné. Et enjoinct ladicte cour au prevost de Paris & ses lieutenans civil & criminel d'aller en personne trois fois le jour pour le moins auidict pré aux Clercs, deputer & commettre bon & suffisant nombre de sergens & archers, pour empescher lesdictes assemblées, brullemens & excez, prendre & constituer prisonniers les delinquans, & faire le procès à ceux qu'ils trouveront chargez le plus diligemment que faire se pourra, à ce que prompt & exemplaire pugnation en soit faite. Et enjoinct ladicte cour aux recteur, maîtres, principaux, regens & pedagogues contenir leurs escolliers, tant ceux qui demeurent es collèges, que hors d'iceux, sur peine de s'en prendre à eux, & aux hostes & hostesses desdicts escolliers de ne permettre qu'ilz sortent de leurs maisons avecq armes, espées, dagues & bastons offensifs, sur pareille peine que dessus & de

DU Mardy xviii. May. Ce jour après avoir veü par la cour les lettres patentes du roy données à Villiers Cortereux le 3. de ce mois, par lesquelles ledict seigneur veult que en toutes assemblées qui se font & feront cy après pour le fait des taxes & cottisations de la fortification de la ville de Paris, les scindiez du clergé de ladicte ville de Paris soient appelez par les prevost des marchands & eschevins de ladicte ville, pour assister & oppiner, faisant l'un des estats d'icelle, en tel nombre que avecq eux sera par lesdicts prevost des marchands & eschevins advisé. . . . ladicte cour a ordonné & ordonne que lesdictes lettres patentes seront enregistrees, &c.

Suite de l'affaire du pré aux Clercs.

DU Mercredi xix. May. Sur la requeste faite ce jourd'huy par le procureur general du roy, par laquelle il requiert que le recteur de l'université de Paris, les quatre procureurs des nations, les doyens des facultez & les principaux des colleges soient adjournez à comparoir en la cour, pour respondre & venir deffendre aux demandes & conclusions du procureur general, qui sont que pour les contraventions, rebellions & desobeissances faites aux arrests de ladicte cour donnez entre ladicte université & les religieux, abbé & convent de de S. Germain des Prez, & aucuns propriétaires des maisons situées près le pré

AN. 1557.

aux Clercs, assemblées illicites, ésmotion & sedition faite en icelluy, bruslement & demolition d'aulcunes desdictes maisons, ledict pré aux Clercs soit déclaré, acquis & confisqué au roy & réuni à son domaine, & que lesdicts recteur, procureurs des nations, doyens des facultez & principaux desdicts colleges soient tenus en leurs propres & privez noms faire cesser lesdictes ésmotions & seditions, & de représenter les auteurs & conducteurs d'icelles : autrement que à faute de ce faire, ils soient privez de tous privileges & nominations, & procedé contre eux ainsi qu'il appartiendra par raison ; LA DICTE COUR a ordonné & ordonne que lesdicts recteur, doyens des facultez, les quatre procureurs des nations & principaux des colleges viendront Lundy prochain à sept heures défendre ausdictes demandes & conclusions du procureur general du roy ; autrement à faute de ce faire, sera par ladicte cour fait droit sur lesdictes conclusions ainsi qu'elle verra estre à faire par raison. Et neantmoins ordonne ladicte cour & enjoinct ausdicts recteur, &c. faire cesser ladicte ésmotion & sedition, sur peine de s'en prendre à eux, & estre reputez coupables & favorisans les sediteux & criminex de leze-majesté.

DU Vendredy xxi. May. Ce jour toutes les chambres assemblées, après avoir oy le recteur de l'université de Paris & les quatre procureurs des nations, ensemble les principaux des colleges de Bourgogne, du Mans, la Marche & Justice, lequel recteur a déclaré à la cour que suivant l'ordonnance de la cour il avoit assemblé l'université, & fait les remonstrances nécessaires pour faire cesser l'ésmotion que l'on prétend avoir esté faite par aucuns escolliers, & qu'il n'y pouvoit plus que faire ; & tant s'en fault qu'il soit obey, qu'il estoit menacé par aucuns mauvais garçons qu'il ne cognoist. Eux retirez, la matiere mise en deliberation, a esté ordonné d'escire au roy, pour luy faire entendre le tout bien au long, & le supplier d'envoyer en ceste ville de Paris quelque notable personnage avec force & compagnie d'archers, pour tenir la main forte contre les sediteux & ceux qui menacent les ministres de la justice, & pour faire executer les arrefts de ladicte cour ; & par homme exprès, afin de rapporter réponse. Et a esté prononcé ausdictz recteur, procureurs & principaux pour ce mandez,

les gens du roy présents, l'arrest de la cour donné cedit jour, & enjoinct audict recteur de le faire lire en pleine congregation de l'université.

Et sur ce que ledict recteur a esté enquis par serment à quelle fin il avoit baillé & signé quelques billets pour garde d'aulcunes maisons prochaines du pré aux Clercs, & pour quoy il en baillait aux ungs plustost qu'aux autres, & si pour ce faire il avoit receu quelques deniers, a dict qu'à la verité ung marchand drappier de ceste ville qu'il ne cognoist, s'estoit retiré par devers luy, & l'ayant requis de quelque moyen pour garder que sa maison ne fust demolie, luy avoit accordé ung placard *sub sigillo rectoris & universitatis*, & n'a penlé à sauver une maison plustost que l'autre, ains en a baillé à ceux qui luy en ont demandé, qui estimoient que cela leur pourroit servir ; n'en avoit jamais prins un seul denier ; bien est vray que ledict marchand voulut tirer quelque argent de sa bourse pour luy présenter, mais s'en rapporte à luy s'il ne luy dict qu'il ne vouloit riens ; & en baillant lesdicts placards n'a estimé mal faire.

DUdict jour. La cour deument advertie & informée de ce que notwithstanding les arrefts, inhibitions & defences faites, reiterées & publiées de son ordonnance à son de trompe par les carrefours & autres endroits de l'université de Paris, & au contraire d'icelles, l'on a mis & affiché plusieurs placards & libelles esdicts carrefours tendans à sedition & commotion populaire, vray crime de leze-majesté, & que le jour d'hier au soir aucuns escolliers en grand nombre ont demoly & abbatu la barriere des fergens qui est près la croix des Carmes, avecq menaces d'y mettre le feu & en plusieurs autres endroits ; & aussi des excès & menaces faites à aucuns fergens, au mespris & contempt de l'autorité du roy & de sa justice : A ORDONNE & enjoinct aux recteur & quatre procureurs des nations pour ce mandez en ladicte cour faire cesser l'ésmotion & sedition encommencée, & contenir & cohiber les escolliers, sur peine de s'en prendre à eux & d'en respondre en leurs propres & privez noms. Enjoinct à tous les principaux des colleges de ladicte université sur les mesmes peines, de faire fermer les portes de leurs colleges dès six heures du soir, & ne permettre que les escolliers y demeurans en fortent

sortent : faire fermer & clorre à plâtre, fer ou autrement toutes les fenestres basses des chambres desdicts colleges qui ont regard sur la rue, & mettre ordre que l'on ne jette aucunes pierres, ruilles ou aultres choses qui puissent offenser les ministres de la justice. Enjoindt aussi lad. cour à tous lesdicts principaux faire description & roolle au plus vray qu'ils pourront, de tous les escolliers martinetz qui vont oyr leçons en leurs colleges, & des lieux de leurs demourances, & icelluy roolle signé envoyer dedans trois jours pour toutes previsions & delaiz au procureur général du roy, visiter diligemment les chambres desdicts colleges, suivant lesdicts arrestz precedens; & s'ilz y trouvent aucunes armes, espées, dagues ou autres bastons invalides, les envoyer par inventaire en l'hostel de la ville, pour y estre gardez jusques à ce que par le roy ou ladicte cour en ayt esté ordonné : le tout sur les mesmes peines que dessus. Et à ce que aucun n'en puisse pretendre cause d'ignorance du contenu cy-dessus, enjoindt la cour audict recteur assembler dedans ce jourd'hui l'université en la maniere accoustumée, & en icelle assemblée faire lire le present arrest pour estre gardé, observé & executé de point en point selon sa forme & teneur.

D Udict jour. Ce jour M. Pierre Galandius principal du college de Boncourt, mandé en icelle sur la plainte qui a esté faicte de luy, de ce que en tous actes & exploits de justice par les officiers & ministres d'icelle, à l'endroit des fenestres & portes dudit college de Boncourt il se faisoit toujours quelque insolence & injure, par jeter pierres, pots & eaux; luy a esté remontré de quelle importance est cette insolence, qui est suivie d'une sedition : que la cour avoit adverty le roy des excez, brullemens & scandales qui se font faicts & continuent encore de plus en plus par les escolliers de l'université de cette ville. Qui a dict que ceste cour estoit renommée, non seulement en ce royaume, mais en toutes les nations estranges, de maintenir l'innocence, & obvier ausy aux calomnies; mais qu'il ne sera trouvé ne monstré par informations que l'on ayt faict d'insolences à Boncourt : que le lieutenant civil est son ennemy capital; ne veult pourtant dire qu'il ne soit homme de bien, mais par quelques informations qu'il a faictes il y a environ deux

ans, il ne peut verifiser son intention; suppliant très-humblement la cour s'en faire informer au vray; & s'il se trouve qu'il ayt delinqué, il obeyra. Quant aux seditions qui se meuvent, les escolliers luy veulent mal immortel de ce qu'il ne veult leur soutenir le menton & porter faveur en leurs insolences. C'est un petit peuple, & *imperita multitudo*; pour ceste cause ne s'est voulu trouver à la congregation, pour monstrier qu'il n'est cause de l'insolence, & est serviteur très-humble du roy & de ceste la cour; & quant à luy, il est deliberé se retirer à Nostre Dame & quitter le college. A quoy la cour l'a admonesté de faire paroistre par effects qu'il n'est cause de sedition ou tumulte. Et à l'instant luy retiré, le recteur de l'université de Paris est venu dire à la cour, que suivant l'ordonnance à luy faicte le matin il avoit mis peine de assembler les principaux, maistres & regens des colleges, qui n'ont voulu obeir; & a proposé à quelques-uns l'arrest d'icelle, & enfin ne luy ont voulu obeir; & n'ont les remonstrances eu lieu; que tous les escolliers du Plessis où il demeure, ont dict *unâ voce* qu'ils mettroient le feu au college; & de faict le principal dudit college s'en est fuy & evadé, & ne sçait plus que faire; est venu à ceste cause supplier la cour ne luy imputer à negligence ou mauvaise volonté, après qu'il a asseuré y avoir faict & efforcé faire son devoir. Sur quoy par M. Gilles le Maistre premier president luy a esté dict qu'il mist peine d'assembler l'université aux Mathurins demain au matin & faire ensorte que le tout soit temperé. Qui a faict response qu'il ne sçait plus que faire, que les escolliers le menacent luy-mesme, & desfireroit volontiers n'avoir esté cette année recteur &c.

D Udict jour. La cour avertie que par le moyen des leçons publiques qui se font par les lecteurs ordinaires du roy en l'université de Paris, & incontinent après icelles leçons faictes, les auditeurs & escolliers s'assemblent, tant dedans les salles où se font lesdictes leçons, & places publiques de ladicte université, & là se font les deliberations des tumultes & seditions; & pour mieux les executer, affichent placardz tendans à esmotion des cueurs des jeunes enfans; après avoir mandé en icelle cour MM. Jean de Vefvre principal du college de Cambray dict des trois evesques, & Gerard

AN. 1557.

de Fedues Italien natif de la cité de Pistoye en Italie, prieur du college des Lombardz, auquelz a esté enjoinct faire sçavoir à tous lecteurs publics de ladicte université, pour obvier ausdictes assemblées & sedition, cesser leurs lectures publiques, & fermer les portes des salles où se font lesdictes leçons publiques, jusques à ce que par le roy & ladicte cour en ait esté ordonné & pourvé. Et neantmoins enjoinct ladicte cour ausdicts lecteurs publics faire description des noms de ceux qu'ils trouveront, verront ou orront dire estre seditieux, tumultuans ou affichans placarts és carrefours de ladicte université, les indiquer & en faire declaration à justice, sur peine de privation de leurs charges & places de lecteurs.

DU Mardy xxv. May. Ce jour les grand chambre & tournelle assemblées, presens les gens du roy mandez, la cour a receu par le seigneur de Rambouillet les lettres missives dudict seigneur & du duc de Montmorency conestable de France, portant creance, de quelques lettres la teneur ensuit :
DE PAR LE ROY. Nos ameuz & feaux. Par vostre lettre du 21. de ce mois nous avons entendu les insolences qui se continuent sous umbre du pré aux Clercs par les escolliers & autres, & veü le double des placards seditieux que vous avez envoyé, aussy entendu l'exécution que vous avez faict faire de celui qui meist le feu aux trois maisons prochaines dudict pré aux Clercs, semblablement l'ordre que vous vous efforciez donner pour faire cesser le tumulte, lequel, à ce que nous voyons, s'augrit & augmente de plus en plus, s'excusans les recteur, procureurs des nations & autres chefs & ministres de l'université de n'y pouvoir quant à eux autrement pourveoir, de sorte qu'il est aisé à cognoistre que personne d'entr'eux n'embrace comme il debvroit le remede qui s'y pourroit donner. Pour à quoy pourvoir nous vous advisons que nous avons presentement despesché gentilhomme exprès, pour faire marcher & venir loger dedans ladicte université deux enseignes de gens de pied, que nous faisons acheminer vers la Picardie, & deux cens hommes d'armes, avecques lesquels nous verrons sy lesdicts escolliers & leurs complices seront pour obeir à nostre justice. De quoy nous advertissons lesdicts recteur & procureurs & supposts de ladicte université, & les admonestons de

pourvoir mieux qu'ilz n'ont fait par le passé à éviter telles insolences. Cependant pour faire cesser toute excuse qu'ilz pourroient avoir, nous voulons, vous mandons & ordonnons très expressément que vous ayez à faire publier de par nous par les carrefours de nostre ville de Paris, que nul regent, escollier, suppost ne autre ministre de l'université, de quelque estat, qualité ne aage qu'il soit, ayt sur peine de confiscation de corps & de biens à aller ne se trouver audict pré aux Clercs, lequel de nostre pleine puissance nous avons pris, mis, prenons & mettons en nostre main, pour après en faire & disposer ainsi que bon nous semblera; semblablement à tous escolliers martinets, de quelque estat & nation qu'ils soient, qu'ils aient dedans six jours après ladicte publication à eux mettre en pension dedans les colleges fermés, ou bien voider & sortir nostre-dicte ville de Paris & les fauxbourgs d'icelle, sur peine de la vie. Et d'avantage ayant aussi entendu que lesdictes monnoies & seditions sont fomentées & nourries par aucuns escolliers & autres estudians estrangers des pays de nos ennemis, meuz, comme il faut penser, d'une tres-mauvaise & sinistre volonté, ce qui pourroit tirer à plus grande & plus pernicieuse consequence, vous leur ferez par le mesme cry faire commandement tres-exprès de par nous, qu'ilz aient semblablement eux retirer & sortir hors de nostre royaume dedans quinze jours après, sur peine d'estre prins prisonniers & declarez de bonne guerre, quelque privilege de scolarité qu'ils puissent pretendre, duquel en defaut de ce faire les avons privez & privons. Et sy après lesdictes defences & publications faictes il se trouve aucuns d'eux & de leurs alliez & complices y contrevenir, faictes les prendre, saisir & constituer prisonniers, & procédez contre eux selon la rigueur de nostre presente ordonnance. Pour de quoy vous donner moyen nous escrivons presentement aux prevostz de Paris & des marchands de ladicte ville, que ilz employent toute la force & puissance qu'ils ont en ladicte ville, sans aucune excuse, à l'exécution de vos arrests & ordonnances; de sorte que attendant l'arrivée de nosdictes forces, avecques lesquelles nous enverrons personnage d'auctorité, nous y soyons obeis comme il est raisonnable. A quoy vous regarderez de vostre part à faire tout devoir & diligence, selon l'entiere & parfaite

faite fiance que nous avons en vous, & l'auctorité souveraine que nous vous en avons baillée en nostre justice, ainsy que plus amplement vous entendrez par le seigneur de Rembouiller gentilhomme de nostre chambre, present porteur, que nous envoyons exprès par delà, lequel nous vous prions croire sur ce, tout ainsy que vous feriez nous-mêmes. Donné à Fere le xxiv. May M. D. LVII. &c. ET a dict ledict seigneur de Rembouillet qu'il n'estoit chargé dire à ladicte cour autre chose que le contenu es lettres missives du roy, & dict qu'il est très-content de la bonne diligence que la cour a faite, & prie de continuer. A esté admonesté ledict seigneur de Rembouiller se transporter en l'université avec bonne compagnie de gentilshommes, pour faire entendre aux recteur & supposts de l'université l'intention du roy.

DUdict jour. Ce jour deux eschevins de la ville de Paris ont dict à la cour, que depuis 4. ou 5. jours que ont duré les esmotions faites par les escolliers, tant au pré aux Clercs que université, ils ont esté commandez par ladicte cour donner secours de leurs archers, arbalestriers & harquebusiers de ladicte ville au lieutenant civil commis par ladicte cour à executer les arrests d'icelle; à quoy ilz avoient obéy à leur possibilité, non comme ilz eussent bien voulu. Et combien que lesdicts archers & officiers se plaignent fort de la diminution de leurs privileges, sy n'ont-ils laissé toutesfois à s'y trouver, mais en bien petit nombre. Et pour ce que par les lettres du roy que leur a apportées le seigneur de Rambouiller, ledict seigneur estoit mal content d'eux, combien que ce ne feüst leur faulte, estoient venus à ceste cause devers lad. cour pour recevoir ses commandemens. Et a Germain Bourcier l'un desdicts eschevins, pour se mettre en devoir & faire cognoistre qu'il est serviteur du roy & de ladicte cour, offert faire assembler le plus d'archers, arbalestriers & arquebusiers de lad. ville qu'il pourra, & luy-même les conduire pour assister au lieutenant civil, la part qu'il advisera. Ce que ladicte cour l'a chargé faire le plus promptement qu'il leur sera possible.

DUdict jour. La cour suivant le commandement du roy, a fait & fait inhibitions & defences de par ledict seigneur &c. Comme il est porté par les lettres du roy du 24. May cy-dessus.

Tome II. Part. II.

DU Mercredi xxvi. May. Ce jour les grand chambre & tournelle assemblées, ont esté mandez les gens du roy, & le seigneur de Rambouiller, & en leur presence le lieutenant civil pour ce mandé a fait recit que en procedant par luy à la publication de l'arrest de la cour donné ledict jour d'hier, conforme aux lettres du roy, après avoir fait faire le premier cry au carrefour S. Cosme, passant oultre fut contrainct s'arrestier au devant des colleges de Narbonne, Bayeux & Justice, par ce que l'on jettoit quantité de pierres, & y estant entré, constitua treize prisonniers qu'il fist conduire en chastelet; & par ce qu'il estoit près de neuf heures du soir, & n'avoit en sa compagnie qu'environ 20. ou 25. hommes, il se retira. La cause pour laquelle il partit sy tard du chastelet, fut parceque ceux de la ville ne s'y trouverent, comme avoit esté ordonné par ladicte cour à deux des eschevins de ladicte ville, & le chevalier du guet devers lequel il envoya ung commissaire du chastelet, feist response que son heure n'estoit venue, ainsy qu'il est porté par la response faite par ledict chevalier du guet. Et parceque par ladicte response il a dict que ung grand seigneur l'avoit menacé, s'il le trouvoit en telles assemblées, de le faire mettre en pieces, supplioit la cour luy faire interpreter ces mots de *grand seigneur*; parceque voulant ledict jour d'hier entrer esdicts colleges dont on jettoit les pierres, deux gentilshommes qu'il ne cognoit, estant à cheval, passerent par sa troupe; & combien qu'il les priaist & admonestast de se retirer, ne le voulurent faire: ne scait pour quelle occasion ils s'arrestèrent, & ne les oyt nommer, sinon que ce matin on luy a dict que c'estoit le comte de Carmain, & luy a l'on rapporté qu'il avoit delibéré de l'outrager; quant à luy, ne pense avoir fait que son office, & ne peult penser d'où vient l'inimitié, sy aucune y a. Et à l'instant ont esté mandez deux des eschevins de ladicte ville: assavoir Germain Bourcier & Michel du Ru, lequel Bourcier enquis par serment, a dict que le jour d'hier de rellevée suivant le commandement de ladicte cour & offre par luy faite, il s'appresta & équipa, pour conduire les archers & arquebusiers, que ladicte ville avoit mandez pour assister à la publication de l'arrest de ladicte cour; mais quelques diligences

Ffff

AN. 1557.

qu'ils feissent, ne comparurent en l'hôtel de ville que les deux capitaines & deux deldicts archers & arbalestriers, ensemble cinq arquebusiers & huit gardes des marchandises prins au lieu deldicts archers; & après avoir longuement attendu, il fut contrainct, par ce qu'il estoit ja tard, se retirer, après avoir averty ledict lieutenant civil que sa compagnie estoit trop petite. Et a supplié la cour ne trouver mauvais s'il n'a marché sy petitement accompagné, & en a luy-mesme fait tellement plainte en l'assemblée de ville ce matin, que l'on a advisé de proceder contre les non-comparoissans par privation & amendes. Le chevallier du guet mandé en mesme instant, enquis par serment de ses nom & aage, & sy ledict lieutenant civil le jour d'hier envoya devers luy, pour assister à la publication du mandement du roy, a dict qu'il se nommoit Jean de Gabaston aagé de 40. ans ou environ, & que à la verité ledict lieutenant civil envoya devers luy le jour d'hier, & fait la responce qui luy a esté presentement lue & exhibée, signée de luy & plus bas, Corbie. Enquis par serment qui estoit le grand seigneur duquel il entendoit parler par sadiete responce, a dict que c'estoit le comte de Carmin. Luy a esté remonstéré que ayant le serment au roy, il estoit tenu d'obeir aux commandemens qui luy estoient faicts de par ledict seigneur, & qu'il ne pouvoit s'excuser d'avoir refusé aide & confort audict lieutenant civil, attendu la necessité urgente & le commandement dudit seigneur, & que ledict lieutenant civil avoit esté repoussé par faulte de forces. A quoy ledict de Gabaston a fait responce qu'il ne devoit servir que la nuit, & que ses gens s'excusoient sur les petits salaires qu'ils ont; & a dict que le seigneur d'Anguyen luy avoit dict depuis quatre jours, que s'il se trouvoit eldictes assemblées, & qu'il y eust quelque excez ou oultrage, qu'il s'en prendroit à luy. Enquis sy ledict sieur d'Anguyen luy avoit deffendu d'assister pour le service du roy où la cour luy ordonneroit; a dict que non, & qu'il ne luy en parla oncques. Luy a esté remonstéré qu'il se trouvoit variable en ses responses, & que premierement il avoit nommé le comte de Carmin, & après ledict sieur d'Anguyen; & sur ce de rechef enquis, a dict que c'estoit le comte de Carmin, & non ledict sieur d'Anguyen. Ledit chevallier du guet retiré, lesdicts gens du roy ont dict par M. Gil-

les Bourdin advocat dudit seigneur, qu'ilz trouvoient estrange la responce dudit chevallier: que son office estoit pour le service public, soit de jour, soit de nuit, quand la necessité se presentoit; & pour le refus & desobeissance requeroient qu'il fust privé de son estat de chevallier du guet, & quelque autre commis en sa place jusques à ce que le roy y eüst pourveu; & que ledict comte de Carmin fust mandé, par l'oyr sur ce que ont dict lesdicts lieutenant civil & chevallier du guet. Lesdicts gens du roy & ledict seigneur de Rambouiller retirez, la matiere mise en deliberation, ladicte cour a donné son arrest enregisté ez registres du greffe criminel d'icelle cour; à la conclusion duquel arrest n'ont assisté les conseillers clerks.

DU Vendredy xxviii. May. Ce jour deux des elchevins de ceste ville de Paris ont dict à la cour qu'il luy plaist ordonner auquel des lieutenans civil ou criminel de la prevosté de Paris ils devoient obeir, pour leur distribuer des forces de ladicte ville, d'autant que l'un d'eux la matinée demande 50. archers, pour l'accompagner & ses sergens, l'autre de rellevée dict que de l'ordonnance de ladicte cour il est chargé d'aller faire un cry, & demande des archers. En ceste contention ilz ne sçavent que faire en l'hôtel de ville; pour éviter à confusion, en sont venus advertir ladicte cour; laquelle les a mandez tous deux, auquelz elle a enjoinct d'aller concurremment ensemble aux executions des arrests de ladicte cour pour le fait de l'esmotion des escolliers. Et a esté enjoinct audict lieutenant civil faire son procès verbal de l'execution de la publication de l'ordonnance du roy par luy faite Mercredy dernier, pour icelluy envoyer au roy.

DU Lundy xxi. Juin. Ce jour les gens du roy ont apporté unes lettres patentes dudit seigneur données à Reims le 18. de ce mois, par lesquelles ledict seigneur mande à ladicte cour passer oultre à l'instruction, jugement & execution des proces criminelz pour l'université de Paris, tenant en surceance le surplus, fors la restitution des lectures publiques mentionnées ez lettres patentes cy devant octroyées à ladicte université; desquelles ils ont requis l'enterinement. Eux retirez, ladicte cour a ORDONNÉ que lesd. lettres patentes seront enregistrées es registres d'icelle, &c.

College

College de Bayeux, dit de Maître-Gervais.

DU XII. Juillet. Sur la requeste présentée à la cour par messire Louis de Brezé evesque de Meaux, grand aumosnier de France, proviseur, correcteur & collateur ordinaire des bourses du college de Bayeux, dict M. Gervais Chrestian, fondé en l'université de Paris, tendante à ce que attendu l'arrest d'icelle cour du 6. Octobre 1556. donné pour raison de la refformation dudit college.... LA COUR a renvoyé & renvoye pardevant ledict de Brezé tous les differendz meüz & à mouvoir pour raison de la refformation dudit college, &c.

Le cardinal de Bourbon lieutenant pour le roy absent à Paris.

DU Vendredy xxx. Juillet. Ce jour la cour a receu les lettres missives dont la teneur ensuit : DE PAR LE ROY. Nos amez & feaux, estans nos affaires telles que pour mieux pourvoir il nous est besoin nous retirer sur la frontiere, nous avons pensé qu'il estoit raisonnable envoyer à Paris quelque bon & grand personnage, pour cependant y demourer nostre lieutenant general, & pourvoir à tout ce qui pourra offrir pour nostre service, bien, repos & soulagement de nos bons & loyaux subjects les habitans d'icelle; & à cette fin nous avons fait election de nostre cher & très-ame cousin le cardinal de Bourbon &c. LADICTE COUR a ordonné & ordonné que lesdictes lettres de gouvernement seront leüz, publiées & registrées en icelles, & sur le reply mis : *Testa &c.... absque derogatione vel prejudicio auctoritatis & curiæ & jurisdictionis ordinariæ.*

Assemblées seditieuses d'escolliers.

DU Mercredy xviii. Aoust. La cour, après avoir mandé maître Martin commissaire au chastelet commis au quartier de la rue de la Harpe & porte S. Michel, luy a esté enjoinct promptement & diligemment informer de l'assemblée faite le jour d'hier entre les deux portes de S. Michel & S. Jacques sur les fosses, par environ quatre cens escolliers, & en informer & certifier ladicte cour dedans demain.

Tome II. Part. II.

DU Vendredy xx. Aoust. Ce jour les gens du roy, present M. Gilles Burdin advocat dudit seigneur, ont dict qu'ils ont esté advertis le jour d'hier seulement que Dimanche dernier jour de Nostre Dame, il y eust grand nombre d'escolliers allans & passans par les portes S. Jacques & S. Michel, les aucuns desquels entrerent ez vignes qui sont hors la ville; & les messiers voulans resister, ne purent estre assez forts pour eulx; de sorte qu'ils gasterent beaucoup de fruit. Hier la nuit s'assemblerent jusques au nombre de trois cens ou environ par les fauxbourgs: qui est chose necessaire à reprimer. A cette cause supplient la cour de mander les recteur, quatre procureurs des nations & quelques principaulx & regens des colleges, & leur enjoindre qu'ils facent contenir lesdicts escolliers. Et à l'instant à esté enjoinct à Bastonneau huissier, aller devers lesdicts recteur &c. venir en ladicte cour. Iceux recteur & quatre procureurs des nations venus, & les gens du roy mandez, la cour leur a enjoinct de faire leur devoir, tenir la main à ce qu'il ne vienne plus de plaintes de telles assemblées illicites, pour les inconveniens qui en peuvent advenir, & admonester les principaulx & regens des colleges & autres pedagogues des martinets, tant hors de la ville que dedans, de ce faire, reconnoissans les graces que le roy a faictes *in gratiam* des lettres, au lieu de punir les fautes faictes par lesdicts escolliers.

Procession generale, le roy present.

DU Lundy xxx. Aoust. La cour assemblée en la grand chambre du plaïdoyé, est allée environ huit heures en la Ste Chapelle en son ordre accoustumé: sçavoir est les huissiers devant portans leurs verges. Le greffier criminel & Berruyer ensemble. Moy vestu de mon epitoge seul. Le premier huissier vestu de sa robe d'escarlatte & bonnet de drap d'or fourré. Messieurs les presidens ayans leurs manteaux fourrez & chapeaux de velours appelez *mortiers*. Les conseillers deux & deux & gens du roy ensemble, tous vestus d'escarlatte & chapperons de mesme fourrez, comme estoient lesdicts greffier criminel & Berruyer. S'est ladicte cour assise au chœur de ladicte Ste Chapelle à la main gauche, pour ce que les archevesques &

Fffff ij

AN. 1557.

evesques tenoient la droite, combien que ce soit le lieu deü & accoustumé de ladicte cour. Quelque temps après est arrivé le roy accompagné de monseigneur le dauphin, des roynes d'Escoffe & madame Marguerite de France duchesse de Berry sœur dudit roy, & autres duchesses, dames & damoïselles. Et a esté commencée ladicte procession en l'ordre qui ensuit. Toutes les eglises de ladicte ville selon leur rang. Les 200. gentils-hommes de la maison du roy. Ses chapelle & Ste Chapelle ensemble. Les saintes reliques d'icelle Ste Chapelle portées par religieux mandians, & les faciles porter à la main par les archevesques de Tours & Vienne, evesques d'Avranches, Evreux, Rennes, Montpellier, Amiens, Senlis, S. Pons, Meaux, Chartres & S. Brieu. Après lesquels alloient messieurs les cardinaux de Lorraine, de Guise, de Chastillon & de Sens deux & deux, & le cardinal Lenoncour portant l'hostie sacrée soubz un poisse. Le roy tenant un cerge blanc par la poignée couverte de velours cramoisy, marchoit suivy desdicts seigneur dauphin, royne, madame sa sœur, duchesses, aucuns de ses princes, chevalliers de l'ordre, gentilshommes de sa chambre, dames & damoïselles. Pour éviter la presse ladicte cour s'est tenu un peu arriere, combien que le prevost dudit ordre la voulust faire approcher la personne du roy. Teint icelle cour le costé droit; les chambres des comptes, generaux des aydes & des monnoyes, prevost des marchands & eschevins de ladicte ville, le costé fenestre. En l'ordre susdict par la rue Calandre feust ladicte procession à Nostre-Dame, où l'evesque de Chaalons celebra la messe solennelle. Et après lesdicts seigneurs & dames se retirerent disner en la maison episcopale, & les autres à leur opportunité.

Autre procession pour les calamités publiques.

DU Dimanche XIX. Septembre. Ce jourd'huy la cour s'est assemblée au pailais, en est partie environ huit heures, & allée à cheval en l'ordre accoustumé, vestue de robes & chaperons d'escarlattre (combien que si elle eust sceü l'absence du roy, qui avoit mandé y vouloir estre, & a changé d'opinion pour s'estre mal trouvé, elle n'eust porté que chaperons à bourler) par le pont S. Michel & rue de la Har-

pe à Ste Genevieve, d'où la procession a esté faite jufques à Nostre-Dame, & la chaffe Ste Genevieve portée, pour implorer la grace & misericorde de Dieu en ce temps, qui manifeste son ire par les calamitez, tant de la guerre, que maladies presque universelles, que l'on attribue à influences d'air; & de la memoire des hommes n'a esté veüe année si piteuse en France. A ladicte cour esté asise au chœur de ladicte eglise de Nostre-Dame du costé dextre après l'abbé de Ste Genevieve, l'université du costé fenestre, & la ville devers l'autel. Après la messe solennelle chacun s'est retiré.

Arrest contre les pedagogues suspects d'heresie.

DU XXI. Octobre. La cour advertye que en cette ville de Paris y a plusieurs pedagogues des enfans & jeunes gens qui viennent estudier en cetteditte ville de Paris, lesquels pedagogues & directeurs se logent hors les colleges, & lesquels pedagogues sont corrupteurs des bonnes vie & mœurs desdicts enfans, & mesmement de nostre religion & foy catholique, tellement qu'ilz inbuient lesdicts enfans es heresies de Geneve & autres condamnées par l'eglise, & qu'ils ne menent iceux enfans en eglises, pour ouir messes & adsisser au divin service, mesme es jours de Dimanche & autres festes; ausly ne les font aller à confesse, ne recevoir le precieux corps de nostre seigneur au temps commandé par l'eglise, au grand contemnement de la foy catholique & condamnation de leurs ames. Pour à quoy obvier ENJOINCT ET ORDONNE ladicte cour à tous lesdicts pedagogues & directeurs de mener leursdicts enfans & escoliers à l'eglise, & leur faire ouyr la messe, mesmement ez jours de Dimanche & autres festes, sur peine de la hart & confiscation de corps & de biens; & enjoinct aux commissaires de chastelet soy informer, chacun en son quartier, par les hostes desdicts pedagogues & escoliers & autres, contre ceux contrevenans à cette presente ordonnance. Ausly enjoinct ladicte cour à l'evesque de Paris, son official & promoteur, au recteur de l'université & aux procureurs des nations informer contre lesdicts pedagogues & escoliers, pour l'information faite y estre pourveu par ledict evesque & ses officiers contre les delinquans, ainsy qu'il appartiendra, & en certifier la cour dedans le lendemain de la S. Martin, &

aussy envoyer la copie desdictes informations au procureur general du roy, pour ayder au bras ecclesiastique, ainly que de raison. Et sera ce present arrest publié par les carrefours de cette ville & mesme de l'université à son de trompe & cry public.

Alienation de l'hofel de Nesle.

DU Lundy xv. Novembre. Veties par la cour les lettres patentes du roy en datte du mois de Janvier 1552. contenant le vouloir & declaration dudit seigneur sur le fait de l'alienation de la place, maison & pourpris du grand Nesle sciz en cette ville de Paris. Autres lettres patentes du 28. Janvier audit an 1552. portant commission & pouvoir aux y denommez pour proceder au bail & alienation d'icelle place.... L'arrest de ladicte court du 20. Fevrier 1552. donné en plaidant sur l'opposition formée par les religieux, abbé & convent de S. Germain des Prez, pour raison du droit de censive & justice par eux prehendues dudit lieu, place & maison du grand Nesle; sur laquelle opposition les parties avoient esté appointées au conseil.... Ensemble les contrats sur ce faits & passez par lesdits commissaires avec la dame de Buillon & le sieur d'Avencon conseiller & maistre des requestes ordinaire dudit seigneur.... IL SERA dict que la cour ayant esgard aux conclusions du procureur general du roy, & avant que proceder à la verification & emologation des baulx faits par lesdits commissaires, que lesdict lieux seront d'abondant criez & publiez à son de trompe & cry public de cette ville par deux diverses quinzaines, iceux lieux estre à bailler en tout, partie ou portion au plus offrant &c. à la charge des cens & rentes foncieres: ledit cens portans lots & ventes, défaux & amendes, selon la coustume de la prevosté & vicomté de Paris &c.

Concordats du cardinal de Tournon avec les religieux de S. Germain des Prez.

DU Vendredy x. Decembre. Veûs par la court les lettres patentes du roy données à S. Germain en Laye le 19. Novembre dernier, par lesquelles ledit seigneur ayant fait voir à son conseil privé les concordatz faits & passez entre le cardinal de Tournon abbé commendataire de l'abbaye de S. Germain

des Prez lez Paris, & les religieux, prieur & convent d'icelle abbaye des premier Decembre 1550. & 29. Septembre 1553. attachez ausdictes lettres soubz le contrescel de la chancellerie, loué & a pour agreable lesdits concordatz, tant premier que second, voulant estre d'ores en avant gardez & entretenus en ladicte abbaye & monastere S. Germain des Prez; sans que souscouleur du premier concordat ja verifié en ladicte cour, il puisse estre contrevenu en quelque maniere que ce soit. Mande à ladicte cour iceulx concordatz veriffier & faire enregistrer ez registres d'icelle. Veûs aussy lesditz concordats, & la requeste à ladicte cour présentée par lesdits religieux, abbé & convent de S. Germain des Prez, affin de verification desdits concordatz. Ouy le procureur general du roy, auquel de l'ordonnance de ladicte court le tout a esté communiqué; son consentement sur ce, & tout considéré: LADICTE COUR a ordonné & ordonne que lesdictz concordatz & lesdictes lettres patentes seront enregistrez ez registres d'icelle, pour estre gardez & observez de point en point selon leur forme & teneur, tant par lesdits abbé, religieux, prieur & convent, que tous autres qu'il appar-tiendra.

Les pauvres de S. Quentin &c. réfugiés à Paris.

DU xi. Decembre. La cour, après avoir ouy la requeste faite par le procureur general du roy, a enjoinct & enjoinct au prevost de Paris ou ses lieutenans, de faire publier à son de trompe & cry public dans huy, que tous les pauvres gens, tant de la ville de S. Quentin, & autres villes & villages de la frontiere de Picardie, ayent à se trouver Mardy prochain devant l'hofel de cette ville à l'heure de midy, pour declarer leurs aages, qualitez & noms, artifices & mestiers dont ils se meslent, pour leur estre pourveu & secours en leurs necessitez & demeure ez endroits qui leur seront distribuez; & enjoinct aussy à l'un des eschevins & au greffier d'icelle se trouver audit jour, lieu & heure, pour recevoir les noms, surnoms, aages & qualitez des desludits; & enjoinct aux maistres & administrateurs des hospitaux S. Jacques du Haut pas, & S. Jacques de l'Hospital recevoir & heberger les pauvres femmes, filles & petitz enfans es chambres & endroits d'iceulx hospitaux.

An. 1558.

DU Samedy viii. Janvier. Ce jour la cour ayant esgard à la requeste à elle faicte par le procureur general du roy, a ordonné & ordonne que les habitants de S. Quentin & lieux circonvoisins ruinez des guerres, ayans receu argent des aumosnes à eux faictes par les habitants de cette ville, pour se retirer ez limites dudit pays, se retireront ou comparoistront au premier jour par devant deux des eschevins de cette ville de Paris, pour desduire sommairement les raisons & causes pour lesquelles ils ne se sont retirez. Aufquelz deux eschevins ensemble à deux commiffaires du bureau des pauvres la cour enjoinct se transporter par devers les abbez, religieux, conventz & communautz de cette ville, pour recevoir d'eux ou leurs deputez les aumosnes qu'ils voudront charitablement faire, pour l'entretienement des pauvres femmes, filles & petits enfans dudit pays de Picardie, qui n'ont prins argent pour se retirer. Seront admonestez tous les curez des paroisses de cette ville de recommander lesdicts pauvres gens chacun Dimanche à leur profne, & exhorter les paroissiens à l'eslargissement de leurs biens à l'endroit desdicts pauvres gens.

Nouveaux tumultes au pré aux Clercs.

DU xxvi. Janvier. Ce jour ayans les gens du roy faict leurs remonstrances à la cour, sur les recentes insolences & demolitions faictes en quelques maisons contigues & voisines du pré aux Clercs, par aucuns qu'on dict estre escolliers : LA COUR, ce requerans lesdicts gens du roy, a enjoinct aux recteur, procureurs des nations & principaux des colleges de l'université de cette ville mandez & venus en icelle cour, faire assemblée generale & diligence, mesme esdicts colleges admonester & tenir la main promptement à ce que lesdictes insolences & demolitions cessent, autrement la cour y pourveira avec rigueur de justice.

Service de la reine Eleonor d'Austriche.

DU Mercredy xiii. Avril. Ce jour d'huy après dîner, environ trois heures la cour s'est assemblée pour aller à l'obseques de la feue royne Eleonor d'Austriche douairiere de France decedee en Espagne'..... & est partie dudit palais en robes d'escarlatte & chappe-

* Suivant la lettre du roy du 4. du mesme mois.

rons noirs à bourlet, & allée à cheval par la rue de la Calandre en l'eglise Nostre-Dame, où elle a esté sise au chœur à la main droite, laissant six chaises hautes vers le grand autel vuides pour ceux qui devoient faire le grand deuil, lesquels ayant esté longuement attendus ne sont arrivez. Messieurs les presidens ont esté assis six chaises suivant lesdictes six vuides, & après eux les conseillers & autres officiers de ladicte cour ez chaises hautes & basses de ladicte main dextre. Et à la fenestre se sont assis à l'entrée du chœur devers la nef les gens des comptes, puis les generaux de la justice, les recteur & université, prevost des marchands & eschevins de la ville, & ez hauts sieges de celle main vers ledict grand autel estoit l'evesque d'Antriguer. Dedans ledict chœur y avoit une chappelle ardente, & dessoubz un cercueil couvert de drap d'or, & estoit ladicte eglise tendue de listes de velours & drap noir, avec force luminaire, comme est de coutume. Ont esté dictes les vigiles des morts, & a officié l'evesque de Paris; ce faict chacun s'est retiré.

DU Jedy xiv. Ce jour d'huy matin environ huit heures la cour s'est assemblée au pallais, en la chambre où l'on tient la tournelle près la salle saint Louis, pour aller à l'obseques de la feue royne Eleonor, ce qu'elle a faict vestue comme le soir precedent, & est allée à cheval par la rue de la Calandre, s'est sise au chœur de l'eglise Nostre-Dame à main droite, tout ainsi qu'elle avoit faict le jour precedent, les gens des comptes se sont assis à la main gauche, laissant six chaises hautes vers le grand autel vuides. Après eux estoient les generaux de la justice, les prevost des marchands & eschevins de la ville qui estoient les derniers vers la nef. Et fut par ceux qui estoient à ladicte main gauche, amenée la faute qu'ilz avoient faicte en leur seance le soir precedent. Vray est que les recteur & université pour estre venus tard ne trouvant place ailleurs, se mirent ledict recteur & un de ladicte université au dessus desd. gens des comptes, encores que ce ne feust leur rang. Après que le comte d'Haran faisant le premier deuil, mené par le comte-dauphin d'Auvergne, le sieur d'Anville faisant le second deuil, mené par le comte d'Eu, & le vidame de Chartres faisant le troisieme deuil, mené par le sieur Alphonse d'Est frere du duc de Ferrare, ont esté arrivez &

& assis lesdicts sieurs faisans le grand deuil au-dessus de ladicte cour à ladicte main dextre, & lesdicts compte-dauphin & d'Eu & sieur Alphonse au dessus dudict recteur, a esté la messe commencée & celebrée par l'evesque de Paris. Sont allez à l'offrande lesdicts sieurs faisans le deuil, menez par lesdicts comte, &c. Devant la chappelle ardente sur une forme estoient les heraux avec leurs cottes d'armes, & à costé du grand autel sur autre forme estoit assis l'ambassadeur de Portugal. Ladicte messe parachevée chacun s'est retiré.

Mariage du dauphin & de la reine d'Ecosse.

DU Vendredy xxii. Avril. Ce jour toutes les chambres assemblées, le seigneur de Chemault prevost de l'ordre du roy & maistre ordinaire de l'hostel dudict seigneur, a dict que le roy luy a commandé venir advenir cette sa cour, que son intention est qu'elle se trouve en l'Eglise Nostre Dame de Paris entre huit & neuf heures Dimanche prochain, pour assister aux nopces de monseigneur le dauphin & la royne d'Ecosse, & seoir en ladicte eglise où ladicte cour a accoustumé seoir aux processions generalles qui se font le roy y estant.

Commission pour informer contre les assemblées où l'on chantoit publiquement les psaumes de Marot.

DU Mardy xvii. May. Ce jour l'evesque de Paris a dict à la cour que pour se mettre en devoir de sa part à averer les auteurs des assemblées qui se sont faites ces jours icy, tant au pré aux Clercs, que par les rues de cette ville de Paris, & à grandes troupes de personnes, tant escolliers, gentilshommes, damoiselles que autres, chantans à haute voix chansons & psaumes de David en François, a chargé les official & vice-gerent s'enquerir & informer diligemment, ce qu'ilz ont commencé à faire; & pour cet effect les a fait venir & parler à ladicte cour. Et eux entrez, leur a esté enjoinct de parachever incontinent lesdictes informations & inquisitions, & en certifier ladicte cour dedans demain matin, pour y estre pourvé.

DU Mercredi xviii. Sur la remontrance & requeste verbalement faite par le procureur general du roy,

la cour, après avoir ouy le lieutenant criminel de la prevosté de Paris, luy a enjoinct & enjoinct, suivant ce que cy-devant luy a esté ordonné, d'informer en toute diligence & dans huy des monpoles, conventicules & assemblées illícites, qui se font chacun jour en divers quartiers & fauxbourgs de cette ville de Paris, tant d'hommes que de femmes, dont la plupart sont en armes, & chantent publiquement à haute voix chansons concernant le fait de la religion, & tendant à sedition & commotion populaire & perturbation du repos & tranquillité publique. Pareille injonction fait ladicte cour aux six plus anciens conseillers du chastellet de Paris, & aux commissaires-examineurs chacun en son quartier respectivement, & de rapporter en ladicte cour Vendredy prochainement venant, heure de sept heures, les informations & procès verbaux qu'ilz auroient faitz, & ce sur peine de suspension de leurs estats de tel temps que la cour advisera. Ordonné icelle cour à Paris Chrispien crieur juré de cette ville de Paris, que dedans midy il ay à faire publier & crier à son de trompe l'arrest de ladicte cour à luy le jour d'hier envoyé, & ce sur peine de prison & d'amende arbitraire. Ordonne pareillement ladicte cour au lieutenant criminel de faire signifier aux gardes des portes de ladicte ville du costé de l'université, qu'ilz ayent à fermer les portes chacun jour à huit heures du soir, jusques à ce que lesdicts conventicules & assemblées soient cessées, ou autrement par ladicte cour soit ordonné, & qu'ilz ayent à signifier deffenses aux bacheliers & passagers de passer après huit heures du soir, de ladicte ville ez fauxbourgs, & des fauxbourgs à ladicte ville, aucunes personnes de quelque estat & qualité qu'elles soient, & ce sur peine du fouet, & de plus grande punition, s'il y eschet.

Contre les pedagogues soupçonnés d'induire les enfans à se soustraire à l'Eglise catholique.

DU Vendredy iiii. Juin. Sur la requeste présentée à la cour par le procureur general du roy, narrative qu'il a esté adverty que la plupart des enfans & escolliers estudians es colleges de l'université de cette ville, & allans aux leçons publiques, n'assistent aucunement au service divin, delaisans & meprisans l'ancienne discipline & forme de religion:

AN. 1758.

ce qui procede ou de la faute des principaux, desd. colleges & regens en iceux, ou des maîtres, precepteurs & pedagogues ayans la charge desdicts enfans & escolliers demeurans esdictz colleges & hors iceux; lesquels au lieu d'assister à la messe & vespres ezdictz colleges & es eglises, & y conduire lesd. enfans, s'absentent du tout avec un mespris & contemnement de la religion. A ces causes requeroit ledict procureur general estre sur ce par ladicte cour pourveu, ainzy qu'elle adviseroit estre à faire. LA COUR ayant esgard à ladicte requeste, a ordonné & enjoinct expressement à tous les principaux des colleges de ladicte université, regens, precepteurs, maîtres, pedagogues, tant demeurans ezdicts colleges que dehors, ayans charge d'enfans & escolliers, d'assister aux heures du service divin qui se celebre esdicts colleges & es eglises, & y conduire & mener leursdicts enfans, sur peine d'amende arbitraire pour la premiere contravention, & de punition corporelle par la seconde. A laquelle fin enjoinct ladicte cour ausdicts principaux de nommer & indiquer audict procureur general ceux qui seront refractaires & desobeissans au present arrest, pour en estre faite punition exemplaire. Et à ce qu'aucun n'en puisse pretendre cause d'ignorance, sera le present arrest publié à son de trompe & cry public par les carrefours de cette ville de Paris & faubourgs d'icelle, & particulièrement es congregations & colleges de ladicte université, par l'un des huissiers de ladicte cour.

DUdict jour. Sur la requeste faite par le procureur du roy à la cour, & pour aucunes causes & considerations à ce la mouvans, la cour a ordonné que l'evesque de Paris, son official & autres personnages par luy commis, docteurs en la faculté de theologie, se transporteront es colleges de l'université de Paris à certains jours & heures qui seront par eux advisez, pour eux enquerir de la discipline scolastique & de l'instruction des escolliers en la foy & religion Chrestienne: iceux escolliers, mesme les jeunes enfans, ouir & examiner sur les poinctz & articles concernans ladicte foy & religion, & du tout en faire procez verbaux.

Place acquise par le cardinal de Sens proche Ste Catherine du Val, joignant les anciens murs de la ville.

DU Samedy iv. Juin. Veñes par la court les lettres patentes du roy en forme de chartre, données à Paris au mois de May dernier, par lesquelles ledict seigneur quitte & remet en tant que besoin seroit, donne & transporte à messire Jean Bertrand cardinal, archevesque de Sens, garde des scelz de France, tous & chacuns les droicts, noms, railons, actions & proffitiz que ledict seigneur roy pourroit pretendre pour raison de certain acquestement des jardin & place assis à Paris joignant le cloistre Ste Catherine, tenant aux vieilz murs de la ville, &c. LA COUR a ordonné & ordonne que lesdictes lettres patentes seront enregistrées ez registres d'icelle, sans prejudice des droictz du roy & autres choses, & sans approbation du droict pretendu par les prevoist & eschevins de la ville de Paris.

Erection d'une barriere de sergens au quartier de la place Maubert.

DU Jeudy vi. Octobre. La chambre ordonnée par le roy ou temps des vacations, après avoir veü la requeste à elle presentée par M. Robert Lafille commissaire & examinateur au chastelet de Paris, par laquelle il requeroit qu'il plust à ladicte chambre permettre l'erection d'une barriere ou quartier de la place Maubert ou lieu le plus commode qu'il seroit advisé par gens à ce cognoissans, appellé le voyer de la ville, pour y mettre & establir des sergens à couvert comme es autres endroits de ladicte ville; &c. LADICTE CHAMBRE a ordonné & permis pouvoir faire faire & construire une barriere pour le quartier de la place Maubert, à l'endroit d'une grosse fouche de bois à laquelle il y a plusieurs boucles, au-devant du logis d'un mareschal &c.

Guet extraordinaire establi par provision, & reglemens contre les vols de nuit.

DU Samedy xxix. Octobre. La chambre ordonnée ou temps des vacations, pour obvier aux larcins, pilleries & volleries nocturnes qui se commettent en cette ville & faubourgs, a ordonné & ordonne par provision & jusques à ce qu'autrement

qu'autrement y soit pourveu, que outre le guet ordinaire qui a accoustumé estre fait de nuit en cette dicte ville, sera encores fait tant en icelle ville que fauxbourgs autre guet en la forme & maniere qui ensuit.

Premierement, que en chacune rue se fera ledict guet en deux maisons, l'une du costé dextre & l'autre du costé senestre, l'un desdicts guets commençant à l'un des bouts de ladicte rue, & l'autre guet à l'autre bout d'icelle rue. Changera ledict guet chacune nuit selon l'ordre & situation desdictes maisons, & continuera selon ledict ordre; & après que chacun habitant de maison, tant du costé dextre que du costé senestre, aura fait ou fait faire le guet à son tour, recommencera l'ordre dudit guet où il aura premierement commence.

II. Ordonne ladicte chambre pour la forme dudit guet, que en la maison où se debvra faire le guet, y aura un homme veillant sur la rue ayant feu & lumiere par devers luy, pour veoir & escouter de fois à autres s'il appercevra ou orra aucuns larrons ou voleurs; & à ceste fin aura une clochette que l'on puisse onyr par toute la rue, pour d'icelle sonner & éveiller les voisins, quand il appercevra ou orra aucuns larrons & voleurs, effractions de portes & huis. Et sera tenu celuy qui fera le guet en la maison de l'autre costé de la rue, luy répondre de sa clochette, & ainsi les uns aux autres de rue en rue & de quartier en quartier, afin, s'il est possible, de surprendre lesdicts larrons & voleurs, & les mener en justice; à ceste fin permet à un chacun habitant, à faute de sergens, les mener en prison ou autre lieu seur, pour les représenter à justice le lendemain.

III. Et se fera ledict guet en la forme que dessus, tant en ceste dicte ville que fauxbourgs, par tous les habitans privilegiez & non privilegiez, chacun à son tour, sans aucun en exempter de quelque estat ou qualité qu'il soit, sur peine de vingt sols parisis d'amende, qui sera levée sans deport. Et sera tenu celluy qui aura fait la nuit precedente le guet en sa maison, bailler la clochette à son voisin, afin de faire le guet la nuit ensuiuant, & ainsi l'un après l'autre.

IV. Et affin que l'on puisse cognoistre que ceux qui feront le guet ne seront endormis, ils seront tenus, si le guet ordinaire passe en leur rue, dire *Dien gard* au capitaine ou à ses lieutenans ou au

tre parole; & à faute de ce faire enjoind audict capitaine ou ses lieutenans les denoncer le lendemain au lieutenant criminel, pour estre les deffailans condamnés en l'amende telle que dessus.

V. Plus ordonne ladicte chambre que au lieu des lanternes que l'on a ordonné ausdicts habitans mettre aux fenestres, tant en ceste dicte ville que fauxbourgs, y aura au coing de chacune rue ou autre lieu plus commode un falot ardent, depuis les dix heures du soir jusques à quatre heures du matin. Et où lesdictes rues seront si longues que ledict falot ne puisse éclairer d'un bout à l'autre, en sera mis ung au milieu desdictes rues ou plus, selon la grandeur d'icelles: le tout à telle distance qu'il sera requis, & par l'advis des commissaires, quartenier, dixinier & cinquantenier de chacun quartier, appelez avec eulx deux bourgeois notables de chacune rue, pour adviser aux frais desdicts falots.

VI. Enjoind neantmoins ladicte chambre au prevost des marchands de ceste dicte ville de faire faire le guet bourgeois & accoustumé estre fait en temps de peril & nécessité, jusques à ce que par le roy ou par la cour autrement en soit ordonné.

VII. Aussi enjoind à tous habitans de cette ville & fauxbourgs de fermer leurs portes & porches ayans issue sur rue avant dix heures de nuit au plus tard. N'entend toutesfois icelle chambre y comprendre les apotiquaires, barbiers, chandeliers & autres gens de mestier ayans ouvrouers necessaires pour l'usage des personnes. Et fait defences à toutes personnes, sur les peines susdictes, d'aller après ladicte heure de dix heures parmy cettedite ville pour leurs affaires sans lumiere.

VIII. Et à ce que l'on puisse purger ladicte ville & fauxbourgs de tous vagabonds & autres quy sont sans mestier ny adveu, ladicte chambre enjoind & ordonne aux quarteniers, cinquanteniers & dixiniers de bailler de huit jours en huit jours aux commissaires du chastelet, les roolles des noms, surnoms, qualitez & demourances de ceux qui demeurent & logent en leurs quartiers, sur peine de dix livres parisis d'amende, qui sera levée sans deport; & aux chefs des maisons, principalement à ceux qui tiennent hostellerie & logent gens forains estrangers & autres, de bailler fidellement & au vray, quand ils en seront requis, les noms, surnoms & qualitez de

Ggggg

AN. 1558.

ceux qui logent en leurs maisons & hostelleries, & le renouveler ainsy qu'ils changeront d'hostes; & semblablement ausdicts commissaires de vacquer à l'exécution de ce que dessus diligemment & toutes choses cessantes, & rapporter lesdicts roolles en la police en la maniere accoustumée suivant les ordonnances, sur peine d'amende arbitraire.

IX. Aussi enjoindt ladicte chambre au lieutenant criminel de la prevosté de Paris de faire garder & executer les arrests de la cour contenans injonction & commandement, sur peine du fouet pour la premiere fois, & de la hart pour la deuxième, à tous vagabonds & gens sans adveu de vuider de certedite ville & fauxbourgs dedans les vingt quatre heures, & proceder contre les contrevenans selon les peines y contenues; & faict defences à tous artisans & gens de mestier porter aucunes dagues, espées ou autres armes; & où ils en seront trouvez saisis & en porter, permet aux sergens à verge de les leur oster & les mener prisonniers, pour estre punis ainsy que de raison.

X. Et sera la presente ordonnance leüe & publiée à son de trompe & cry public par les carrefours de cette ville & fauxbourgs & autres lieux accoustumez, à ce que aucun n'en puisse pretendre cause d'ignorance; & enjoindt audict lieutenant criminel icelle faire publier.

Arrest sur le precedent reglement.

D U Lundy xiv. Novembre. La cour après avoir ouy les remonstrances à elles faictes ce jourd'huy par le procureur general du roy & commissaires au chastellet de Paris, ensemble les prevost des marchands & eschevins de cette ville pour ce mandez, & veü l'arrest donné en la chambre ordonnée par le roy ou temps des vacations le 29. Octobre dernier, sur le tout la matiere mise en deliberation, a ordonné & ordonne pour aucunes causes & considerations à ce la mouvans, quant au guet bourgeois ordonné estre faict par ledict arrest, que l'exécution dudit guet surcerra quant à present; & que au lieu des fallots ardens ordonnez par icelluy arrest estre mis par les rues, seront mises lanternes ardentes & allumantes, en tels lieux & endroits des rues, & en telle quantité qu'il sera advise par les commissaires dudit chastellet, quarteniers, cinquanteniers & dixeniers de chacun quartier: appelez avec eux

deux notables bourgeois de chacune rue, pour adviser aux frais desdictes lanternes ordonnées pour esclarier depuis dix heures du soir jusques à quatre heures du matin. Au surplus bailleront lesd. quarteniers, cinquanteniers & diziniers par escript de mois en mois, sur les peines portées par ledict arrest du 29. Octobre, aux prevost des marchands & eschevins de cette ville les noms, surnoms & qualitez de ceux qui logent & demeurent en leurs quartiers, pour estre trois jours après communiuez, & d'iceux baillé copie par les officiers de ladicte ville audict lieutenant criminel. Enjoindt ladicte cour aux commissaires dudit chastellet vacquer diligemment & sans intermission, toutes choses cessantes, à l'entiere execution dudit arrest du 29. Octobre dernier & du present arrest dedans huitaine prochainement venant; *allés* dès à present leur interdict icelle cour l'exercice de leurs estats & offices quant aux matieres civiles, jusques à ce qu'il soit apparu à ladicte cour de l'entiere execution desdicts arrests.

Arrest touchant les lanternes de la ville.

D U Mardy xxv. Fevrier, en la chambre du conseil. Sur ce qu'il a esté remonstré à la cour par certain conseiller d'icelle commissaire à ce commis, que la plupart des lanternes & autres ouvrages faicts faire par ordonnance d'icelle par les commissaires de la ville de Paris, appelez avec eulx les quarteniers, diziniers & cinquanteniers de ladicte ville avec deux bourgeois de chacune dizaine, pour adviser sur le faict desdictes lanternes & choses à ce necessaires, pour la tuition & conservation du bien & tranquillité de ladicte ville, & pour obvier aux meurtres, larcins & autres inconveniens qui advenoient en ladicte ville de nuit, n'avoient esté mises en effect, tant pour la necessité du temps, que pauvreté desdicts manans & habitans; & neantmoins qu'il y a plusieurs pauvres gens de mestier, qui avoient esté mis en besongne, & contraincts par lesdicts commissaires à faire les ouvrages de leur mestier, tels qu'ils avoient esté advisez & arrestez par lesdicts commissaires, quarteniers, diziniers, cinquanteniers & autres bourgeois sur ce appelez; & en ce faisant exhibé, non seulement ce qui consiste en leur art & artifice, mais aussi avancé les matieres à ce necessaires, dont ils n'auroient esté payez ne recompentez,

AN. 1559.

& dont ils faisoient grandissime instance envers ceux qui les avoient mis en besongne & commandé lesdits ouvrages : requerans sur ce provision de ladicte cour; LADICTE COUR, après avoir veü les procez verbaux des commissaires, tant de la despenſe cy-devant faite, que à faire cy-après, a ordonné & ordonne que les matieres desdictes lanternes, potences pour icelles asseoir & pendre, que autres choses à ce necessaires, qui n'ont esté mises en œuvre, & n'ont servy en chacun quartier d'icelle ville, seront exposées en vente en chacun desdicts quartiers à jours de vente ordinaire, pour estre vendus & distribuez au plus offrant & dernier encherisseur; pour les deniers procedans de la vente d'iceux estre distribuez auxdicts ouvriers, comme il appartiendra : sauf où les deniers procedans de la vente d'iceux ne seroient suffisans pour le payement desdicts ouvriers de chacun desdicts quartiers, en estre par cy-après ordonné ce que de raison.

Arrest pour la construction de la chapelle du college sainte Barbe.

DU Vendredy XVII. Mars. Sur la requeste presentée à la cour par MM. Jean Quintin docteur regent & doyen en la faculté de droit canon, & Laurens Riviere aussi docteur regent en ladicte faculté en ceste ville de Paris, executeurs du testament de feu M. Robert Dugaſt en son vivant semblablement docteur en ladicte faculté & fondateur du college de Ste. Barbe en cette dicte ville de Paris, & les maistre-principal, procureur-chapelain & boursiers dudict college sainte Barbe. . . LA COUR ayant esgard à ladicte requeste, a ordonné & ordonne que appelez l'evesque de Paris ou son vicaire & autres qu'il appartiendra, sera procedé à l'édification, bastiment & construction de la chapelle fondée par ledict deffunct Dugaſt, selon le devis & rapport fait pardevant M. Jacques Viole conseiller en ladicte cour, commissaire d'icelle en cette part, par les maistres jurés maçon, charpentier, couvreur, ferrurier & vitrier & autres experts & connoissans, & ainsi qu'il est contenu au procez verbal d'icelluy commissaire. Et seront tenus lesdicts executeurs & tous autres qu'il appartiendra, bailler & fournir les deniers necessaires pour le fait de ladicte construction : le tout au desir de ladicte fondation; lesquels de-

niers & frais seront allouez ausdicts executeurs au compte de l'execution testamentaire dudict deffunct, en rapportant quittance valable d'iceux.

Semonce pour les obseques de Henri II.

DU V. Aoust. Ce jour les grand chambre & chambre du conseil assemblees entre neuf & dix heures, & non ceux de la tournelle, parce que lors l'on plaidoit en ladicte chambre; les xxiv. crieurs du corps de cette ville vestus en robes de deuil, ayans les armoiries de France environnées du grand ordre & de couronne imperiale, sont entrez en la chambre de parlement, & estant au long de la muraille du costé de la grand-salle, l'un & premier d'iceux a fait le cry, après le son de leurs clefs accoustumé, tel que s'ensuit : *Nobles & devotes personnes, priez pour l'ame de tres-hault, puissant, tres-vertueux & magnanime prince Henry par la grace de Dieu roy de France tres-Christien deuxiesme de ce nom, en son vivant prince belliqueux, l'ameur de tous estats, accomply de bonté, secours des affliges, plain de vaillance & adresse, qui trespassa le x. jour de Juillet dernier passé. Priez Dieu qu'il en ait l'ame. Sera le corps dudict deffunct enlevé des Tournelles le Vendredy xi. jour de ce mois environ l'heure de midy & apporté en l'Eglise N. D. de Paris, & Samedi xii. jour dudict mois porté en l'Eglise S. Denis en France, où il sera le Dimanche xiii. jour d'icelluy mois enterré. Et après a esté fait semblable cry sur la table de marbre en la grande salle, sur les grands degrez du perron & en la chancellerie.*

Assemblée au sujet des pauvres malades de la grosse verole.

DU XVIII. Aoust. Ce jour la cour, ouy le procureur general du roy en sa remonstrance, a ordonné que Dimanche prochain après vespres les prevosts des marchands & eschevins de cette ville, les gens du roy presens, les gouverneurs de l'hostel-Dieu de cette ville de Paris, le curé de S. Eustache, & deux des marguilliers de ladicte paroisse s'assembleront en l'hostel de ladicte ville, pour mettre ordre & provision le plus diligemment que faire se pourra aux logis & hebergement, vivres, linges & autres choses necessaires aux pauvres malades de la grosse verole estans de present en l'hostel-Dieu, infectans les au-

Ggggg ij

AN. 1559.

tres malades de diverses maladies de contagion de ladicte verolle, & en certifier incontinent la cour.

Procédures contre les conventicules des heretiques.

DU xxxi. jour d'Aoust. Sur les plaintes qu'a faictes le procureur general du roy des conventicules & assemblées illicites qui se font près de la place Maubert en la rue d'Amboise, par la seduction d'un predicant de Genève, & des assemblées & conventicules qui se font au college appellé de la Mercy; après que ledict predicant & quelques autres avoient esté arrestez, le premier president le Maitre avoit ordonné qu'il fust incessamment procedé contre eux par maistres Thomas Bragelogne, Rolland Pouffemie, Guillaume Verforis & Guy Apollo conseillers au chastelet. LA COUR leur enjoinct de nouveau d'user de grande diligence jusqu'à sentence definitive exclusivement, & de visiter ledict college, & là & ailleurs faire capture de ceux qui seront trouvez chargez & garnis de mauvais livres.

Ordonnance du parlement & lettres du roy au sujet des conventicules des heretiques.

DU vi. Septembre. Sur la remonstrance & requeste ce jourd'huy faicte par le procureur general du roy, la cour a ordonné & enjoit à tous propriétaires & locatifs des maisons de cette ville & faubourgs de Paris s'enquerir diligemment de la conversation, bonne vie & chrestienne de ceux qui habitent & logent ezdictes maisons, faire diligence sçavoir si ezdictes maisons se font aucunes assemblées & conventicules, pour les reveler à justice; & où ils seroient negligens ou dissimulans, fera procedé allencontre d'eux par punition corporelle & exemplaire & confiscation desdictes maisons. Pareillement enjoinct à ceux qui sont chefs & habitans desdictes maisons, faire diligence d'entendre & sçavoir si ceux qu'ils logent vont aux eglises ouir le service divin, mesme les jours de festes, & s'ils vivent catholiquement. Aussi enjoit à tous hostelliers, cabaretiers, & toutes personnes qui louent chambres, prendre les noms, surnoms & qualitez de ceux qui logent ezdictes maisons, & en faire roolles pour les bailler aux commissaires & quarteniers du quartier, & ce sur peine d'amende arbitraire. Oultre

enjoinct aux commissaires du chastelet de Paris & aux quarteniers de cetteredite ville garder les ordonnances & arrests cy devant faicts & donnez, sur peine de privation de leurs estats & charges, & de plus grande si eile y eichet. Et sera la presente ordonnance publiée par les carrefours de cetteredite ville & faubourgs d'icelle, à ce que nul n'en pretende caue d'ignorance.

DU vii. Septembre. Ont esté presentées à la cour les lettres missives du roy dont la teneur ensuit: DE PAR LE ROY. Nos amez & feaux, ayant sceu que quelque remede & provision que le feu roy nostre tres-honoré seigneur & pere, que Dieu absolve, ait cherché pour dissiper & empescher les assemblées & conventicules nocturnes qui se faisoient en nostre ville de Paris; tant s'en fault que tout cela y ait de rien profité, que au contraire ledict conventicules se continuent plus que jamais, ezquels non seulement est prophané l'usage du S. Sacrement contre l'usage receu & observé par l'eglise catholique, mais aussi se sont faictes ades si infames, énormes & execrables, qu'il nous semble que l'on ne scauroit assez inventer de peine pour la punition de tels delicts. Au moyen de quoy nous avons fait expedier l'ordonnance que nous vous envoyons pour le razement des maisons où se sont faicts & seront tels conventicules; à la lecture & publication de laquelle ordonnance vous nous ferez service bien fort agreable de proceder incontinent après la presentation que vous en aura faicte nostre procureur general, auquel nous l'envoyons à cette fin, sans y user par vous d'aucune longueur, ni faire aucune difficulté. Car tel est nostre plaisir. Donné à Villiers-Coroterets le v. jour de Septembre M. D. LIX. Signé, FRANCOIS; & contre signé, BOURDIN. Et sur la superscription: A nos amez & feaux les gens tenans nostre cour de parlement à Paris. ENSEMBLE les lettres patentes dont ezdictes lettres est faicte mention; desquelles lettres patentes ils ont requis la verification.

L'hospital de Lourcines destiné aux pauvres verolés.

DU xxv. Septembre. Sur la requeste du procureur general du roy, la chambre ordonnée au temps des vacations a ordonné & ordonne que les pauvres gens verolez, qui se presentent au

bureau des pauvres & à l'hôtel-Dieu de cette ville, où ils font couchez ez mesmes lits que d'autres qui ne sont atteints de cette maladie, seront mis à l'hôpital de Lourcynes étant au fauxbourg saint Marceau, que naguères souloit tenir M. Pierre Galandius, pour y estre nourris, logez, pensez & medicamentez de ladite maladie; & pour ce faire sera ledit lieu de Lourcynes, ensemble le revenu d'icelluy saisi & mis en la main du roy, & au régime & gouvernement d'iceux établi commissaires pour en rendre compte; le tout par maniere de provision & julsques à ce que autrement en ait esté ordonné.

Convoy & obseques de Henry II.

DU XI. Aoust. La cours'est assemblée au palais environ midy pour aller au convoy du corps & obseques du feu roy Henry II. & est partie à cheval en l'ordre accoustumé, les présidens en manteaux & chapeaux de velours, les conseillers en robes d'escarlate & chaperons fourrez, & sont allez à l'hôtel des Tournelles, où ladite cour est entrée à cheval par la porte du parc, & ayant mis pied a terre, s'est retirée en la galerie haute dudit hôtel, attendant le convoy funebre, auquel en quelques endroits a esté changé l'ordre gardé à celui de François I. Premièrement les archers, harquebutiers & arbalétriers de la ville avec leurs capitaines à pied, vestus en deuil par dessus leurs hocquetons d'orfèvrerie, chaperons sur l'espaule, portans torches aux armoiries de la ville, & chacun un baston noir à l'autre main, marchans deux à deux; & à chacun huys des maisons, depuis led. hôtel des Tournelles jusques à l'église N. D. avoit une torche ardente aux armoiries de ladite ville, & lesdits huys estoient tendus de noir & bleu par le devant. Les Minimes ensuite & les quatre mandians; les curez ou vicaires & chapelains des paroisses avec leurs croix; cinq cens pauvres en deuil, leurs chaperons en teste, portans chacun une torche de cire jaunie à doubles armoiries de France, & parmi eux plusieurs officiers en deuil par les costez de la rue, qui les faisoient marcher en ordre; les xxiv. crieurs de la ville portans sur leurs robes les armes de France, sonnans continuellement leurs clochettes le guet, tant de pied, que de cheval, à pied & en deuil, leurs estoilles attachées à leurs faves, & devant eux le

chevallier du guet à cheval; les fergens à verge... de ceux du prevost de Paris à pied, venus de noir, portans bastons noirs; les fergens à cheval marchans à pied; les procureurs, advocats, notaires & commissaires, greffiers, advocat & procureur du roy, conseillers du chastelet & lieutenant dudit prevost de Paris. De l'autre costé de la rue, quant & quant les officiers dudit chastelet, marchoient ceux du corps de la ville à pied. Les colleges des Mathurins, Bernardins, Cluny, des Billettes, Blancs-manteaux, Ste Croix, Ste Catherine du Val des escolliers, S. Magloire, S. Ladre, S. Victor & Ste Genevieve, les uns tenans l'un des costez de la rue, les autres l'autre; S. Germain des Prez & S. Martin des Champs entre-meslez. Les familles des princes, cardinaux & autres seurs habillees en deuil, sans avoir chaperon en teste. S. Benoist-le bien-tourné, S. Honoré, Ste Opportune, S. Merry, S. Germain l'Auxerrois, le chapitre N. D. de Paris entremeslé à la Ste Chapelle, avec laquelle estoient les chantes du roy à la main droite, les recteur & université à la main gauche; & marchoient le de N. D. & ledit recteur vis-à-vis l'un de l'autre, estoient les deux croix, enfans de chœur, leurs maistres & les deux chantes de N. D. & Ste Chapelle ensemble, N. D. tenant la dextre & la Ste Chapelle la fenestre. Les chevaucheurs d'escurie & leurs controlleurs en deuil, ayant lesdits chevaucheurs l'esmail sur l'espaule; les palfreniers & les pages de l'escurie du roy ayant le chaperon de deuil avalé, les controlleur, receveur & autres officiers d'icelle, chaperons en teste; la trompette du prevost de l'hôtel, lieutenant & archers à pied, vestus de deuil par dessus leurs hocquetons d'orfèvrerie, longs chaperons en teste, ledit prevost de l'hôtel à cheval, allant çà & là pour faire tenir l'ordre; le capitaine de la porte & ses archers à pied, vestus en deuil par dessous leurs hocquetons d'orfèvrerie, longs chaperons en teste; les Suisses en pourpoint, vestus de noir, marchans à pied trois à trois, au milieu d'eux leur enseigne, devant lequel y avoit tabours & phiffres non sonnans; audevant estoit leur capitaine monsieur le duc de Bouillon ayant son grand collier de l'ordre, portant deuil trainant jusques à terre; les deux cens gentilshommes de la maison du roy en deuil, portans leurs becs de corbin, à pied. Devant eux monsieur le comte de Sancerre ayant le

AN. 1559

grand collier de l'ordre, capitaine de l'une des bandes, & le sieur de S. Cyr. lieutenant de monsieur de Boisy capitaine de l'autre bande, lequel servoit son office de grand escuyer, après eux les deux enseignes, portans tous chaperons en teste; les officiers du commun & de la bouche, chambre aux deniers, contrôleurs & clerks d'office, valets & gardes-robbes, chirurgiens, barbiers, valets de chambre & medecins, huissiers de salle avec leurs verges, la teste nuë & chaperons avalléz; gentilshommes servans, maîtres d'hôtel à la droite; les esleus & les officiers généraux des monnoyes, de la justice des aydes & chambre des comptes à la fenestre; le sieur de Chemault premier valet trenchant en deuil, portant le phanon de France; les hautbois, tabourins, & phiffres non sonnans, & l'embouchoir de leurs instrumens contre bas, le chaperon avallé & la teste nuë; les trompettes portans leurs trompettes contre bas & banderolles déployées; le chariot d'armes auquel estoit le corps dudit feu roy mené par six chevaux & deux chartiers, le tout accoustré & accompagné comme celui dudit feu roy François I., douze pages vêtus de velours noir, la teste nuë avec le chaperon de mesme avallé, montez sur douze coursiers couverts de velours noir, l'escuyer Boulogne portant les esperons, l'escuyer Saint Bonner portant les gantelets, l'escuyer Leury portant l'escu royal couronné de couronne imperiale ayant l'ordre autour, l'escuyer Scipion portant au bout d'un baston en potence la cotte d'armes de velours violet à fleurs de lis d'or en broderie perlée, l'escuyer Bernoisin portant l'armet timbré à la royalle, lesdits cinq escuyers à cheval, en deuil, chaperons en teste, & au tour d'eux y avoit plusieurs pages vêtus en deuil; les aumosniers du roy vêtus de suppeliz; l'abbé de Ste Genevieve, l'abbé de Cormery maître de la chapelle du roy, les evesques de Chartres, Paris, Castres, S. Briec, Amiens, Frejus, Bayonne, Auxerre, Chaalons, du Mans, Carcassonne, Soissons & Seez, tenans les deux costez de la ruë, en chappez de noir & mitres de damas blanc; messieurs les cardinaux de Lorraine, Bourbon, Guise, Chastillon, & Sens; le cheval de parade housé & entierement couvert de velours cramoisy violet azuré, semé de fleurs de lis d'or de Chipre depuis les oreilles jusqu'en terre, mené par les escuyers d'escurie; autour dudit cheval d'un costé & d'autre y

avoit bon nombre de herauts d'armes à pied, revêtus de leurs cottes d'armes, chaperon en teste; monsieur le grand escuyer sur un coursier housé & couvert de velours noir, au milieu une grande croix de satin blanc; avoit ledit grand escuyer l'espée royalle ceinte en escharpe garnie de velours bleu semé de fleurs de lis d'or, le grand ordre au col & chaperon en teste; à ses costez quatre herauts d'armes à pied accoustréz comme les autres. Après estoit portée l'effigie du roy par desfoubz par les hannouars de Paris qui ont ce privilege. A l'obsequé du roy Charles VIII. les gentilshommes n'ayans lors tiltres que de valets de sa chambre, ne voulurent souffrir que lesdits hannouars portassent le corps & effigie dudit roy, & se chargerent au col lesdits corps & effigie, méprisans le travail pour l'affection qu'ilz avoient à leur bon maistre, quelque mauvais temps qu'il fût, & portèrent seuls à grand peine iceux corps & effigie par tout jusques à S. Denis, étant le parlement seul allentour, combien que les gentilshommes de la maison & les archers du corps debatisent devoir estre auprès desdits corps & effigie, qui ne leur fut souffert, ains furent envoyez les gentilshommes devant & lesdits archers du corps derriere. A l'obsequé du roy Louys XII. le corps estoit toubz ladicte effigie; les gentilshommes ou valets de sa chambre quittèrent auxdits hannouars, qui seuls portèrent le tout, selon leur privilege. A celui du feu roy François fut divisé le corps de l'effigie, laquelle fut mise au chariot d'armes. Lesdits hannouars demourerent pour porter le faix, combien qu'il fust de beaucoup allégé, le corps n'y étant plus. Les gentilshommes de la chambre dudit roy, par contenance, voulurent avoir l'honneur de le porter, ayant fangles attachées au col, & ne paroissant que la teste. A certe obsequé l'evesque de Paris ayant son ordinaire se vint mettre joignant & devant ladicte effigie, au près de luy l'evesque de Meaux grand aumosnier dudit feu roy; ce neantmoins les officiers du parlement s'y mirent pesse-messe, tellement que lesdits deux evesques se trouverent bientoist éloignez de ladicte effigie, demourans toutes fois entre elle & ledit sieur grand escuyer les huissiers du parlement marchans devant iceluy ez deux costez de la ruë. Les sieurs de Rochefort, Crevecoeur, Fontaine, la Bourdaisiere, Fumer, Montpensat gentilshommes de la chambre à descouvert aux costez

costez de ladicte effigie, soustenans seulement avec les mains la couverture de drap d'or sur laquelle estoit couchée l'effigie, sans avoir fangles, ne faire autre contenance ou feinte de la porter; aussy marcherent allentour les archers du corps, & devant à costé le sieur de Lorge leur capitaine, ayant au col le grand collier de l'ordre. Des six presidens dudit parlement, les premier & de S. André portèrent les deux coings de derrière du poisse, Mynard & Baillet ceux de devant, de Thou & Segoyer soustinrent les costez, comme faisoient les gentils-hommes de la chambre. Au devant de ladicte effigie estoient la Mothe & la Varrenne huisiers de la chambre, portans masses d'argent doré. Après ladicte effigie venoient à cheval monsieur le duc de Montmorency pair, connestable & grand maistre de France, & monsieur le duc de Guise grand & premier chambellan, portant la grande bannière de France, tous deux vestus en deuil, chaperons en teste, ayans au col les grands colliers de l'ordre, & les montures housfées de velours noir croité de satin blanc. Après eux estoit aussi à cheval monsieur le mareschal de S. André en deuil, chaperon en teste, portant le grand collier de l'ordre. Suivoit le ciel-poisse pour ladicte effigie, à fond de drap d'or frizé & les goutieres de velours cramoisy violet azuré semé de fleurs de lis de broderie, porté par les prevost des marchands & eschevins de ladicte ville. Après venoient les cinq princes faisant le grand deuil, ayans chaperons en teste, sçavoir est messeigneurs les ducs d'Orleans & d'Angoulême fils, duc de Lorraine gendre dudit feu roy, duc de Montpensier & prince de la Roche-sur-Yon, tous montez sur petites mules, les queue de leurs manteaux fort longues, portées par gentilshommes à pied vestus de deuil, & avoient lesdits ducs de Lorraine & Montpensier & prince de la Roche-sur-Yon les grands colliers de l'ordre au col. Les ambassadeurs du pape, Angleterre, Venise & Florence à cheval, conduits par les archevesque de Vienne, evesques de Chalons, Evreux & Orleans; & à pied venoient quatorze chevaliers de l'ordre en deuil, chaperons en teste, portant le grand collier de l'ordre; & après eux plusieurs seigneurs & gentilshommes de la chambre à pied & en deuil, chaperons en teste; les sieurs de Brezé, Chavigny & la Ferté capitaines des gardes, & le lieutenant de la bande Es-

coffoise, leurs enseignes ensemble déployées, & les archers desdits gardes tous à pied & en deuil, chaperons en teste, portans leurs hallebardes; parmi ladicte compagnie marchaient allans & venans les sieurs de la Roche Pozay, Lanfac, Rostain & quelques autres, pour faire tenir l'ordre &c.

L'assiette de l'assistance dans l'église N. D. fut telle que s'ensuit: Aux premières hautes chaires du chœur vers l'autel, du costé du droict, furent lesdits cinq princes faisant le grand deuil; audeffous d'eux furent les prince de Mantouë, mareschal de Termes & autres chevaliers de l'ordre; après eux aucuns de la chambre des comptes; aux bas sieges de ce costé les sieurs de Lorge, de la Ferté, capitaines des gardes, & le sieur de S. Cir lieutenant du sieur de Boisfy capitaine d'une des bandes des cent gentilshommes, tenans leurs enseignes; après eux les maistres d'hostel & autres gentilshommes & aucuns de la dicte chambre des comptes, généraux des aydes & des monnoyes. Aux premiers hauts sieges dudit chœur vers ledit autel, du costé senestre, y en avoit cinq vuides, les autres estoient remplies de presidens & conseillers du parlement, fors un de desoubz le pulpitre baillé au recteur de l'université; aux premiers bas sieges de ce costé estoient les sieurs comte de Sancerre capitaine des autres cent gentilshommes, de Chauvigny, de la Ferté capitaines des bandes de la garde, & le lieutenant de monsieur le duc de Bouillon capitaine des Suisses de la garde, tenans leurs enseignes; après eux les conseillers & officiers dudit parlement, & parmi eux le prevost des marchands. Les chanoines & chantres estoient audit pulpitre. Près & bas dudit grand autel estoit assis monsieur l'evesque de Paris faisant l'office avec ses assistans. Au droict dudit grand autel estoient sis sur une forme messieurs les cardinaux, leurs caudataires à leurs pieds; derrière eux sur autre forme partie des archevesques, evesques & abbez. Au costé fenestre dudit grand autel sur une forme estoient lesdits ambassadeurs; derrière eux partie desdits prelatz; & encore derrière iceux prelatz, des deux costez, y avoit des gentilshommes de la chambre & autres &c.

DU XIII. Aoust. La cour assista au service à S. Denis en France, où la grande messe fut dicte par le cardinal de Lorraine. Les abbez de Ste Genevief.

AN. 1559.

ve & Souillard y fervirent de diacre & soubzdiacre, & l'evêque de Toulon y fit autre oraison funebre. Puis se fit l'enterrement &c. Le feu roy estoit, comme appartient à roy très Chrestien, très-grand zelateur de la religion, qui mouvoit tous les catholiques de le regretter en temps par trop divisé de faulces doctrines. Et oultre les autres vertus dignes d'un grand roy, il estoit sur tout doué d'une bonté & benignité de nature. *Nihil metus in vultu; gratia oris superabat; solo aspectu & bonum & rectum principem unusquisque agnoscebat. Nihil est autem tam popolare quam bonitas. Auxit mæstitiam fors, quæ attribuenda est alienis vitiis.* L'esprit de Dieu, par la bouche du prophete Osée, XIII. chapitre, menaçant le peuple pour ses fautes, dit: *Aufferam regem in indignatione mea.* Plusieurs roys ses predecesseurs, entre autres Charles VI. en Janvier M. cccc. v. ont par ordonnance despendu les tournois & joustes. Les inconveniens auparavant estoient venus jusques aux princes. Henry comte de Brabant, depuis erigé en duché l'an M. xciii. fut à Tournay tué en une joust. Guillaume comte de Flandres, MCLII. retourné d'Egypte où il avoit suivi le roy S. Louis, à Tresnich en Hainault, fut tué en un tournoy; que je ne dis par comparaison; car cet exemple est sans exemple; doit servir à tous roys & leur estre ramenteuë la responce d'Alexandre le grand recitée par Plutarque en sa vie; que estant du vivant du roy Philippe son pere invité par ses ministres, pour ses dexterité & force, de se presenter aux jeux Olympiques afin d'y gagner le prix, dit que s'il y avoit des roys pour courir contre luy, il y iroit volontiers, autrement non.

Lettres patentes au sujet des assemblées illicites des heretiques.

DU XXIII. Novembre. Ce jour, après avoir veu par la cour, les grand chambre, chambre du conseil & l'un des presidens de la tournelle assemblez, les trois lettres patentes du roy, les premieres données à Villiers-Cotterets le IV. Septembre dernier, signées: Par le roy estant en son conseil, Bourdin; par lesquelles & pour les causes y contenues ledict seigneur statue & ordonne que les maisons où l'on trouvera & veriffiera y avoir eu assemblées illicites & conventicules nocturnes, où les assistans prophèment & celebrent l'usage de la Cene &

du S. Sacrement contre celui qui est receu & observé en toute l'eglise catholique, soient razées, demolies & abbatues à perpetuelle memoire, sans qu'elles puissent plus estre rebasties à l'advenir, soit que lesdictes maisons appartiennent à gens d'eglise, ou autres de quelque estat ou condition qu'ils soient, & que les propriétaires y soient demeurans; ou qu'ils les ayent baillées à louage & soient tenues par des locatifs; les secondes données à Blois au present mois de Novembre en forme d'edict, par lesquelles ice-luy seigneur veult, par edict perpetuel & irrevocable, statue & ordonne ce qu'il a ordonné par lefd. premieres lettres, que tous ceux qui seront conventicules & asblés illicites, soit pour le fair de la religion, ou pour autre cause & occasion que ce soit, & soit de nuit ou de jour, & semblablement ceux qui s'y trouveront & assisteront, soient dorenavant punis de supplice de mort, sans aucune esperance de grace & moderation de peine, & les maisons où se feront lefd. assemblées & conventicules razées & demolies, sans pouvoir estre basties & reedifiées; & les troisiemes données à Blois le XIV. dudit mois de Novembre contenant commission au premier des conseillers de la cour de parlement de Paris & prevost dudit lieu ou son lieutenant, pour, à la requeste de son procureur, informer diligemment, secretement & bien, par eux & chacun d'eux, des faveurs, menaces, injures & intimidations des accusez d'estre sacramentaires ou entachez d'autre crime d'heresie, comme plus au long le contentent lesdictes lettres; les conclusions & requisitoires du procureur general du roy; la matiere mise en deliberation: LADICTE COUR a ordonné que sur le reply desdictes lettres sera mis: *Letta, publicata & registrata, audito & requirente procuratore generali regis, & sub modificationibus in registro curie contentis*, pour le regard des deux premieres tant seulement, qui sont que la cour ne fera proceder au faisissement & demolition des maisons, sinon quand les proprietaires seront trouvez sciemment participans ou consentans, ou qu'ils seront en faute & negligence inexcusable.

Reglement au sujet des locataires & pour la seureté publique.

DU XIII. Decembre. La cour, pour obvier aux seditions & commotions populaires, & à ce que la justice souveraine du roy & autres justices ordinaires

res puissent estre administrées avec la seurété requise, a ordonné & ordonne par provision & jusqu'à ce que par le roy autrement en ait esté ordonné, que inhibitions & deffenses seront faictes à tous propriétaires des maisons situées en ladicte ville & fauxbourgs d'icelle, de ne plus louer dorenavant leursdictes maisons, soit à longues années, ou à termes, sinon à personnalités gens de bien & bonne renommée, & de la vie, estat & qualité desquels ils aient connoissance ou tesmoignage, sur peine de s'en prendre à eux s'il y eschet, où ils se trouveroient personnalités notez & avoir commis quelque cas digne de reprehension & punition corporelle; & à cette fin enjoindt auxdicts propriétaires baillans à louage leursdictes maisons, soit à termes ou longues années, comme dict est, qu'ils aient dorenavant à faire registre par chacun desdicts termes & années des noms, surnoms, estat, qualité & lieu de nativité desdictes personnes qui prendront lesdictes maisons à louage, & d'iceluy registre en bailler le double ou copie signée de leurs mains au commissaire du quartier où lesdictes maisons sont situées; auxquelz commissaires de chacun desdictz quartiers enjoindt ausly ladicte cour de faire de leur part diligence de les recevoir & garder; & quant au registre que lesdictz propriétaires en auront fait, qu'ilz aient à le garder & retenir par devers eux, pour le présenter en justice si besoing est & quand ils en seront requis. Et enjoindt icelle cour à tous ceux qui logent aucuns en leurs maisons qui ne sont hostelleries publiques, soit par chambres meublées, ou autrement, de faire le semblable, sur les mesmes peines. Et au surplus, suivant les arrestz précédens, ordonne ladicte cour que tous vagabons, bannis, estrangers & autres qui sont sans maistre & adveu, seront tenus de vider cette dicte ville & fauxbourgs d'icelle dedans les xxiv. heures, sur peine de confiscation de corps & de biens. Et ausly a icelle cour faict inhibitions & deffenses à tous mariniers, bateliers & passeurs, de plus passer aucunes personnes durant les mois de Novembre, Decembre & Janvier, après les cinq heures du soir, & auparavant les sept heures du matin, sur peine de la hart. Et sera le present arrest lu & publié à son de trompe & cry public par les carrefours de cette dicte ville & fauxbourgs & autres lieux accoustumez à faire cris & proclamations, à ce qu'au-

Tome II. Part. II.

cun n'en pretende cause d'ignorance.

Reglement touchant les predicateurs.

DU XVI. Decembre. La cour advertie des propos scandaleux & seditieux que tiennent en chaire aucuns predicateurs, a ordonné qu'il en sera informé dedans huitaine par l'evesque de Paris & ses vicaires; & pour obvier à pareils scandales, ordonne que les curez, au cas qu'ils ne voudront eux-mêmes prescher en leurs paroisses en cette ville, fauxbourgs & diocese, seront tenus, avec les marguilliers ensemblement, présenter audict evesque ou ses vicaires celuy qu'ils voudront prendre pour predicateur, soit docteur en theologie, religieux mandiant, estudiant, ou autre quelconque, pour soy enquerir au vray de la doctrine & suffisance du personnage ainty présenté, & ce fait, luy bailler licence de prescher. Et a ladicte cour faict deffenses à tous predicateurs de monter en chaire sans ladicte permission, sur peine de suspension de leurs privileges & autres peines arbitraires. Et sur l'opposition cy-devant formée, tant par la faculté de theologie, curez, que autres mandians de cette dicte ville & fauxbourgs, portée par le procez verbal de la signification de l'arrest de ladicte cour du XVII. Janvier dernier à eux faict; a ordonné, à la requeste du procureur general du roy, que sans préjudice desdictes oppositions, sur lesquelles viendront dire leurs causes lesdicts oppofans, les arrestz cy-devant donnez sur le faict desdicts predicateurs auront lieu & seront executez.

Augmentation de quatre archers à cheval accordée à Gabaston chevalier du guet.

DU XVII. Janvier. La cour, pour la seurété & garde des bourgeois, manans & habitans de cette ville de Paris, & autres bonnes considerations à ce la mouvans, a permis & permet à Jehan de Gabaston chevalier & capitaine du guet, pouvoir eslire, avoir & tenir en sa maison, ou bien en autre lieu près d'icelle, quatre hommes tels que bon luy semblera, ayans chacun cheval, & qui soient armez, afin que en cas de besoin & necessité ledict suppliant les puisse employer ez affaires qui leur seront commandez, soit pour le guer, ou autrement, à toute heure, tant de jour, que de nuit; auquel ils seront tenus

Hhhhh

AN 1559.

AN. 1560.

AN. 1560

obeir. Et à cette fin seront lesdits quatre hommes ainſy par ledit ſuppliant eſleus & choiſis compris au nombre des trente-deux archers du guet à cheval de cette ville, & à pareils gages que lesdits archers à cheval. Et oultre, à ce qu'ils ayent meilleur moyen de vivre & ſoy entretenir & eſtre continuellement au ſervice, auront & prendront lesdits quatre hommes chacun pareils gages que les gens du guet à pied de cette dicte ville, en faiſant preallablement apparoir par lesdits quatre hommes archiers qui ainſy ſeront eſleus, de certification du dict Gabaston chevalier du guet, en forme probante ou ſignée de la main d'icelluy Gabaston, du ſervice & devoir qu'ils auront fait; le tout par proviſion & juſques à ce que par le roy autrement y ait eſté pourveu.

Reglement pour les predicateurs de l'Advent & du Careſme.

DU Mardy xx. jour de Febvrier. La cour, après avoir ouy Becher pour l'eſveſque de Paris, Rochefort pour la faculté de theologie & univerſité de Paris, de S. Meloir pour les quatre mandians, Verſoris pour les curez de cette ville de Paris, & du Meſnil pour le procureur general du roy, en declarant les arreſts cy-devant donnez, ORDONNE pour l'advenir, que les doyen & faculté de theologie bailleront à l'eſveſque de Paris, ſix ſepmaines auparavant l'Advent & ſix ſepmaines auparavant le Careſme, les noms & ſurnoms tant des ſeculiers docteurs, licentiez, que bacheliers formez, de ceux dont ils ſeront requis pour preſcher en la ville & fauxbourgs de Paris, certifiants leur doctrine, vie & mœurs eſtre bonnes & catholiques; & quant aux reguliers, ſemblable certification en ſera faite par les abbez reguliers, prieurs, gardiens, correcteurs & autres leurs ſuperieurs ſoubz leur ſeing & ſcel, & ce fait pourront lesdits denommer ezdictes certifications preſcher ſans autre licence ou permiſſion de l'eſveſque de Paris. Et quant à la nomination des predicateurs ez eglieſes paroiffiales de ladicte ville & fauxbourgs de Paris, le curé & les marguilliers adverſeront enſemble du perſonnage qui devra preſcher, pour nommé à l'eſveſque s'en enquerir, ſinon qu'il fuſt compris ez rolles dont eſt faite cy-deſus mention. Et quant aux predicateurs hors ladicte ville & fauxbourgs, au dedans du diocèſe de Paris, ſera gardée la forme accouſtumée.

Pardon accordé par le roy à ceux qui ſe ſont oubliez au fait de la religion.

DU Lundy xi. Mars. M. Jacques de Moroges (ou Morogues) conſeiller & ſecretaire des finances du roy a apporté à la cour lettres miſſives du roy données à Amboiſe le viii. de Mars, ſignées: François, & plus bas: de l'Aubespine, par leſquelles ledit ſeigneur mande à la cour de verifier & publier l'edict par lequel il pardonne à ceux qui ont failly & ſe ſont oubliez au fait de la religion; & ce incontinent, ſans aucune modification ni remonſtrances; & le faire publier à ſon de trompe dans Paris. A quoy la cour obeit par ſon arreſt de ce jour.

Conſpiration contre le roy deſcouverte.

DU Dimanche xvii. Mars. La cour en robbes noires eſt allée à la Ste Chapelle, & de là en proceſſion à N. D. avec la vraye croix & les quatre mandians; & là l'eſveſque de Chaalon a celebré la meſſe pour rendre graces à Dieu de l'avertiffement qu'a eu le roy de la machination faite contre ſa perſonne, celles de la royne, royne mere & meſſieurs ſes freres, par aucuns diviſez de religion.

Recherche des vagabons & gens ſans aveu.

DU Mercredy iiii. d'Avril. La cour, ſur la requête du procureur general du roy, ordonne que les lieutenans civil, criminel & particulier, & les conſeillers du chaſtellel de Paris, accompagnés des commiſſaires des quartiers, avec nombre de ſergens & archers de la ville, & autres officiers tels qu'ils verront eſtre neceſſaires, de départir entr'eux les ſeize quartiers de la ville de Paris, pour ſe transporter en iceux en perſonne les ſemaines prochaines de devant & après Paſques, & y faire chaque jour, ou de deux jours l'un, recherche dans les maiſons deſdits quartiers des perſonnes inconnues, eſtrangers, vagabons & ſans adveu, & des armes y eſtans; ſe ſaiſir des armes, en faire inventaire & en laiſſer le double aux hoſtes; ſe transporter auſſy aux hoſtellerieſ & mailons louageres, & ſ'informer des noms, qualitez, occaſion & temps du ſejour de ceux qui y ſont &c. Outre ſera crié à ſon de trompe Samedi prochain, que tous vagabons, gens ſans adveu

adveu & sans maistre, estrangers qui font en ladicte ville & fauxbourgs sans affaire, ayent à vuyder dans xxiv. heures sur peine de la hart &c.

Deffense à tous porte-paniers & porte-tablettes d'exposer livres en vente.

DU Jeudy xviii. Avril M. D. LX. La cour ordonne que dorenavant ne seront exposez en vente en cette ville de Paris, ni ez fauxbourgs d'icelle, aucuns livres ni autres choses imprimées en Latin ou François, sinon par libraires jurez ayans ou tenans boutiques ouvertes en cette dicte ville & fauxbourgs d'icelle. A inhibé & defendu, inhibe & deffend à tous portes-paniers, portes tablettes à livres, & autres porteurs & vendeurs de livres par les ruës, de plus exposer en vente, ni porter par les ruës en cette dicte ville ni ez fauxbourgs d'icelle aucuns livres ni autres choses imprimées, soit en Latin ou François, de quelque qualité qu'ils soient, sur peine du fouet pour la premiere fois. Et enjoinct ladicte cour au prevost de Paris, baillif du palais, ou leurs lieutenans, de faire publier incontinent le contenu cy-dessus à son de trompe & cry public par les carrefours de cette ville & fauxbourgs d'icelle en la maniere accoustumée, afin qu'aucun n'en pretende cause d'ignorance.

Permission de reſtablir les portes du cloistre de S. Germain l'Auxerrois.

DU Samedy xx. jour d'Avril. Ce jour les doyen, chanoines & chapitre de S. Germain l'Auxerrois ont representé, que leur cloistre qui est grand & spacieux, & où n'y a qu'une seule maison detenue par gens laiz, qui est celle de Guillaume Fournier fils de feu Guillaume Fournier & de Catherine Hurret, le reste estant detenu par gens de leur eglise, a esté de tout temps fermé de portes, qui ont esté desrobées, & en restent seulement les gonds en quelques endroits, & veu les scandales qui arrivent chaque jour, voudroient reſtablir ledictes portes, afin que ledict cloistre puisse demeurer fermé. LA COUR, veu ladicte requeste, le consentement de l'aveſque de Paris & dudict Fournier, a permis aux supplians de clorre de portes leur dict cloistre, à la charge de reſerver audict cloistre lieu certain hors dudict cloistre accessible à toutes heures,

Tome II. Part II.

tant de nuit, que de jour, à ceux qui auront beſoyn des ſaincts ſacremens, auquel lieu reſideront ceux qui auront la charge de l'adminiſtration d'iceux; & ſans prejudice de la juridiction temporelle, haute, moyenne & baſſe juſtice, & autres droits prétendus par l'aveſque de Paris.

Commiſſaires du parlement diſtribuez par les quartiers de la ville pour veiller à la ſeureté publique, &c.

DU Mardy ix. Juillet. La cour, ſur la remonſtrance verbale faiſte par le procureur general du roy & pour certaines conſiderations à ce la mouvans, & par proviſion & juſques à ce que par le roy ou la cour autrement en ſoit ordonné, a commis & deputé les preſidens & conſeillers d'icelle cy après mentionnez, pour avoir doreſnavant l'œil à ce que les commiſſaires & examinateurs du chastelet de Paris, quarteniers, dixainiers & cinquanteniers de cettedite ville faſſent leur devoir en l'execution des ordonnances & arreſts de ladicte cour concernans leurs offices & charges, meſmement au faiſt des aſſemblées & ſeditions, ſi aucune en eſt faiſte, placarts & libelles diffamatoires qui ſe mettent & aſſient en lieux publics, viſitations des hoſtelleries & cabarets, maiſons & chambres où ſont receus & ont accouſtumé loger les eſtrangers & perſonnes qui ſont ſejour en cettedite ville, ſelon ce que cy-devant par pluſieurs arreſts leur a eſté enjoinct & ordonné : aſſavoir pour les quartiers de l'univerſité, à commencer par celui de la Harpe, meſſire Gilles le Maistre premier preſident & M. François de S. André preſident, & Jehan Eſtorcol conſeiller; pour le quartier de la place Maubert & fauxbourg S. Victor, maîtres Charles de Chantecler & Guillaume Barthelemy; pour celui du carrefour des Jacobins & fauxbourg S. Jacques, maîtres François Dormy preſident des enqueſtes & Jehan de Cormeilles conſeiller en ladicte cour; pour le quartier du carrefour ſainte Genevieve & fauxbourg S. Marcel, maîtres Michel Quelain & Jehan de Therouenne; pour celui de la porte S. Michel, maîtres Jacques Violle & Guillaume Mauvaulx; pour le quartier S. André des Arcs, des Auguſtins & faubourg S. Germain des Prez, maîtres Chriſtophle de Thou & Pierre Segnier preſidens & Charles de Dormans conſeiller; pour celui de la

Hhhhh ij

An. 1560.

cité, maîtres Anthoine de Lyon & Gabriel Miron; pour le quartier de la porte de Paris, maîtres Eustache de la Porte & Jehan Bruchot; pour celui de la Grève, maîtres Nicole du Val & Pierre de Longueil; pour le quartier S. Merry & sainte Avoye, maîtres René Bailler président & Jehan Bardelot conseiller; pour celui de S. Gervais & de la Mortellerie, maîtres Jehan Florette & Adam Fumée; pour le quartier de la porte Baudé & S. Anthoine, maîtres Eustache Chamberon & Martin le Camus; pour celui de la Verrerie & Tixeranderie, maîtres Nicolle Chevallier & Jehan Dauvet; pour le quartier du Temple, maîtres Adrian du Drac & Oger Pinterel; pour celui des Blancs-manteaux & rue de la Bretonnerie, maîtres Christophle de Harlay président & Claude Anjorant conseiller; pour le quartier de la rue S. Martin, maîtres Robert Bouette & Michel Boudet; pour celui de S. Denys, maîtres Jehan de la Vau & Denis Rivière; pour le quartier de S. Josse, MM. Nicolle Martineau & Jehan Boudet; pour celui des halles, maîtres Louys Gayant & Pierre Brulard; pour le quartier de S. Eustache, maîtres François Pajot & Baptiste Machault; pour celui de S. Honoré, maîtres Estienne Charler & Robert de la Haye; pour le quartier S. Germain de l'Auxerrois, maîtres Jacques de Varade & François Briçonnet; pour celui de sainte Opportune, maîtres Jehan Barget & François Remond *. Enjoindt ladicte cour auxdicts commissaires & examinateurs dudit chastellet de Paris, & à chacun d'eux en son quartier, de porter de huitaine en huitaine auxdicts présidens & conseillers ou à l'un d'eux leurs procez verbaux qu'ils auront faits de ce que dessus, sur peine de suspension de leurs estats & d'amende arbitraire. Et sera cette presente ordonnance & arrest publiée à jour d'audience au chastellet de Paris & enregistrée au greffe d'icelluy, pour le delivrer à chacun desdicts commissaires.

* Cela fait
en tout le
nombre de 22
quartier.

*Service solennel pour la reine douairiere
d'Ecosse.*

DU Vendredy 19. Aoust. Le seigneur de Chemault maître d'hôtel ordinaire du roy & maître des ceremonies, accompagné de messire Jehan Groslier, a dict que le roy l'avoit chargé de prier la cour d'assister aux vespres des morts qui se diront Dimanche prochain à trois heures à N. D. & le len-

demain au service, pour la feuë royne douairiere d'Ecosse. Monseigneur le premier president a respondu que la cour obeïra à la volonté du roy. Le Dimanche 21. Aoust, la cour en robes noires & chaperons à bourlet partit du palais à cheval, & alla à N. D. peu après trois heures du soir. L'evesque de Paris faisoit l'office, & le chœur estoit tenu par les evesques de Senlis & d'Auxerre. Ont fait le deuil les prince de Joinville, marquis d'Ebeuf & comte d'Eu, * menez par messieurs les comte-dauphin d'Auvergne, seigneur de Preaux, princes du sang, & duc de Longueville. Au chœur à la main droite ez hauts sieges, lesdicts deux princes du sang & duc de Longueville; après eux deux chaires vuides, ensuite la cour de parlement, & après elle, devers & desloubz le pulpitre, l'eglise de Paris. A la main fenestre, les seigneurs faisant le deuil; après eux les gens des comptes, generaux des aydes, des monnoyes, recteur & université de Paris. Au costé droit du grand autel, sur une forme, les evesques de Chartres & du Mans & l'abbé de sainte Genevieve. Au costé fenestre dudit grand hostel sur autre forme, les ambassadeurs du pape, Portugal, Venise, Ferrare, Mantouë & Florence, & derriere eux sur autre forme deux chevaliers de l'ordre. Le seigneur de Chemault prevost de l'ordre & maître des ceremonies avoit donné place aux prevost des marchands & eschevins de la ville aux bas sieges du costé fenestre du chœur, dont ils se malcontenterent & plaignirent d'estre bas, & lesdicts generaux des monnoyes estant hault, y voulans estre. Pour appaiser ce different, la cour permit pour cette fois que ladicte ville fust auxdicts bas sieges du costé droit incontinent après de S. Germain l'un des quatre notaires, sans que ladicte ville le pust tirer à consequence, ne pretendre ce lieu autres fois.

* Le marquis d'Eu son frere se joignit à eux le jour suivant. Ils estoient tous deux fils du duc de Nevers.

*Lettre de Charles IX. contre les assemblées
illicites des heretiques.*

DU Jeudy xvi. Janvier. Ce jour la cour a receu les lettres missives du roy desquelles la teneur ensuit: **DE PAR LE ROY.** Nos amez & feaux. Nous avons esté advertis qu'il s'est fait ces jours passez en nostre ville de Paris certaines assemblées en armes, avec lesquelles aucuns poussez de malins & seditionieux esprits, ont en grand mépris & contemnement & irreverence de nostre foy

An. 1561.

& religion Chrestienne, abbatu, rompu & brisé des images, & fait plusieurs autres actes grandement scandaleux & tous tendans à troubles, tumultes & seditions; chose qui nous a despleu & desplaist autant qu'il est possible, & mesme de ce qu'abusans de la douceur & benignité avec laquelle nous desirons faire traicter les choses de nostre royaume, comme une commune & generale union & tranquillité, ils ne cherchent que de troubler le repos de nostre estat, & par telles assemblées illicites, excez & scandales reprouvez de Dieu & des hommes, le precipiter en une calamiteuse confusion. Au moyen de quoy desirans estre pourveu à une si effrenée licence, ainsi que l'importance de la chose le requiert, vous mandons & enjoignons, par l'advis de la royne nostre tres-chere & tres-aimée dame & mere, que vous ayez à faire de nouveau desfondre à son de trompe & cry public en nostredicte ville de Paris par tous les lieux d'icelle accoustumez à faire cris & publications, que aucuns de quelque qualité ou condition qu'ils soient, n'ayent à faire assemblées ni conventicules illicites & desfondues par les edicts & ordonnances faicts à cette fin, & soubz les peines contenues en iceux, que vous ferez de nouveau exprimer & declarer par ladicte publication, si voyez que besoing en est, & au demourant ferez diligemment informer de ceux qui ont fait les susdictes assemblées & brisement d'images, pour estre procedé allencontre d'eux ainsi que de raison. Donné à Orleans le XIII. jour de Janvier M. D. LX. *Ainsi signé,* CHARLES. Et au-dessous, BOURDIN.
Et à la suscription : A nos amez & feaux les gens tenans nostre cour de parlement à Paris.

Reglement pour l'usage de la viande en Careme.

DU Jeudy xxvii. Febvrier. La cour a ordonné que ceux qui se trouveront malades en cette ville pendant ce Careme, permission prealablement obtenue, pourront envoyer querir la chair à eux necessaire au boucher de l'hostel-Dieu de Paris & non à autre, lequel tiendra registre des permissions, de la quantité de chair par luy delivrée, & des noms & demeures de ceux qui en auront, & du tout certifier la cour de huitaine en huitaine; auquel boucher sera imposé taux & prix moderé, le-

quel il ne pourra outrepasser.

Arrest contre les predications des heretiques.

DU Lundy dernier Mars. La cour deuement advertie qu'aucuns mal sentans de la foy, seditieux & schismatiques ont presché en plusieurs endroits de cette ville & fauxbourgs, & s'y sont trouvez plusieurs des habitans de cette ville & autres en grand nombre; a ordonné & ordonne qu'inhibitions & defenses seront faictes à son de trompe & cry public par les carrefours de cette ville & fauxbourgs à toutes personnes, de quelque estat, qualité & condition qu'ils soient, de faire predications & sermons ni autres assemblées & conventicules, & de n'y assister; ains leur enjoinct aller aux sermons, predications & service divin ez paroisses, eglises publiques & lieux pour ce faire acoustumez, sur peine d'estre declarez criminels de leze-majesté, & d'estre punis comme rebelles & desobeissans au roy & à sa justice souveraine, & de confiscation des maisons où se feront lesdictes predications, conventicules & assemblées. Enjoinct aux voisins desdictes maisons & autres qui sçauront quelque chose desdicts conventicules, d'en advertir la cour, sans y proceder par voyes de fait, sur peine de la hart. Ordonne aux commissaires du chasteller d'informer contre ceux qui ont fait lesdictes predications & assemblées, sur peine de privation de leurs estats.

Emotions populaires à l'occasion des conventicules des heretiques.

DU Lundy xiv. Avril. Les gens du roy ont apporté à la cour deux informations diverses, l'une d'une émotion qui fut faicte pour un conventicule faicte en une maison près S. Eustache, & de l'assemblée de ceux qui estoient audict conventicule en furent prins quatorze par du Bois & Rougeoreille prevosts des mareschaux, qui le lendemain en eslargirent cinq: l'autre d'une autre émotion advenue à Pincour où là auprès. A esté arresté que par le president de Thou & le procureur general du roy, ledict seigneur sera supplié donner ordre à ce que pareilles émotions cessent.

AN. 1561.

Nouvelle émeute au pré aux Clercs.

DU Lundy xxviii. Avril. Ce jour, toutes les chambres assemblées, les gens du roy par M. Baptiste du Mesnil advocat dudict seigneur, ont dict que la sedition qui se commença Jeudy dernier au pré aux Clercs, s'estoit continuée jusques au jour d'hier la nuit, & ceux qui sont cause du commencement de cette sedition sont plus punissables. Requirent Samedy dernier que le sieur de Longjumeau fust mandé & admonesté de se retirer, afin d'éviter aux meurtres qu'ils prevoient advenir, que de long-temps y avoit eu des plaintes du peuple pour les assemblées qui s'estoient faictes en la maison du sieur de Longjumeau; *Licuerat illi auferre res suas*, voyant l'esmeute du peuple, mais de garnir sa maison de gens & d'armes, faire des faillies sur le peuple à course de cheval, n'y avoit apparence, moins de faire faire les homicides qui en advindrent hier de quatre ou cinq personnes, & d'une pauvre femme qui n'y pensoit en rien, passant par là. Et ont requis que ledict de Longjumeau soit mandé pour recevoir les commandemens de la cour, & que cette maison là, que l'on appelle la maison du Pavanier, soit mise en la main du roy & gardée par la force de la justice. A l'instant le lieutenant civil avec quelques conseillers du chasteller est venu demander advis à la cour sur une lettre patente du roy apportée par le sieur de Longjumeau, par laquelle est fait deffense à toutes personnes de s'entre-injurier sur la religion par les mots de papistes & de huguenots, & rappeler ceux qui se sont retirés, à la charge de vivre catholiquement. Le premier president leur a respondu que la cour avoit receu ce matin de pareilles lettres & en delibereroit, & leur a ordonné de s'enquerir des placards qui ont esté affichez aux Jacobins & autres lieux. Aussi-tost la cour a envoyé maîtres Jehan Burdelot & Estienne Charlet conseillers faire commandement audict de Longjumeau de desloger de sadicte maison, & aller en autre lieu dans la ville, ou à sa maison de Longjumeau. Le recteur de l'université a esté mandé, & à lui ordonné de contenir ses escolliers, & les empêcher d'aller en armes au pré aux Clercs. Jehan Aubert commissaire en la cour, a dit avoir esté à S. Germain des Prez dire audict Longjumeau venir en la cour, lequel s'est ex-

cusé sur ce qu'il est avec des gentilshommes qui faisoient scorte à des maçons qui reparoient les breches que l'on fit hier à la maison. Lui retiré, sont arrivés lesdicts Burdelot & Charlet, qui ont dict avoir veu ledict Longjumeau qui faisoit desloger ses meubles, gens & famille, hors mis une douzaine de gentilshommes qui luy tenoient compagnie pour la seureté de sa personne, d'autant qu'on luy avoit forcé toutes ses portes, rompu verrieres, & autres infinies desordres & insolences, & tué un gentilhomme & mis en son jardin couvert de paille: & ayant fait emporter le peu qui y restoit, se retireroit. Ont adjousté qu'ils n'ont veu au pré aux Clercs guet ni demy, fors gens qui estoient spectateurs; & en revenant ont commandé aux sergens de la barriere du pont S. Michel se tenir aux avenues de S. Germain des Prez & porte de Nesle, pour empêcher qu'il se fist assemblée au pré aux Clercs; & à Jehan de la Mothe sergent d'en dire autant à ses compagnons de la barriere de Petit-pont, pour empêcher les incursions des escolliers à la descente de l'université.

Le roy informé de ces émotions, envoya le sieur d'Auzance gentilhomme ordinaire de sa chambre, avec des lettres données à Fontainebleau le xxviii. Avril, presentées à la cour le xxix. par lesquelles le roy vouloit estre informé des diligences que la cour avoit faictes à ce sujet, avec ordre de faire punition exemplaire de ceux qui avoient esté pris. Et mandoit le roy qu'il avoit escrit au mareschal de Montmorency de se rendre en diligence à Paris pour remedier à ces desordres. La cour fit response au roy pour luy rendre compte de qu'elle avoit fait. Par arrest du xxix. Avril la cour ordonna que commandement seroit fait au seigneur de Longjumeau, sa femme & famille, de vuidier la ville & fauxbourgs dans huy, sur peine d'estre déclaré rebelle au roy & à justice.

La ville trouve mauvais que le guet escorte ceux qui vont aux presches.

DU Mardy xviii. Novembre. Les habitans se plaignent que le guet qui est payé des deniers des bourgeois de cette ville, fait escorte à ceux qui font & vont ordinairement aux presches prohibez, & qui se font hors les eglises contre les edicts du roy. Les gens du roy en ont parlé, par ordre de la cour, au prince

ce de la Roche-sur-Yon gouverneur pour le roy en cette ville de Paris Dimanche dernier, qui leur dict qu'il y avoit trouvé des fautes, mesme du lieutenant de robbe courte & de quelques prevosts des mareschaux; qu'il alloit à la cour, & en parleroit au roy, à la royne & aux princes, pour sur ce faire entendre à ladicte cour le vouloir du roy.

Bastiment construit à S. Cosme pour la visite des pauvres.

DU Mercredi xix. Novembre. La cour a permis à M. Claude Verforis curé de S. Cosme & S. Damien à Paris, & aux marguilliers & paroissiens de ladicte eglise, de jouir de l'effet des bulles de nostre S. pere le pape, à eux accordées pour la construction du bastiment en ladicte eglise & enclos d'icelle, pour accommoder les pauvres qui chacun Lundy du mois font par les chirurgiens & barbiers de ladicte ville visitez, pensez & medicamentez, & icelles bulles & indulgences faire publier selon la concession de ce faite par l'evesque de Paris.

Service du roy François II. à S. Denis.

DU Mardy second jour de Decembre. Le seigneur de Lezigny a dit à la cour qu'il avoit commandement du roy & de la royne sa mere dire à cette cour, qu'ils entendoient que ladicte cour fût cet honneur à la memoire du defunct roy François (envers lequel, pour la multitude & importance des affaires survenues lors de son decez, on n'a pu satisfaire aux choses qui ont coustume d'estre observées en pareil cas) de assister Jeudy à vespres des morts en l'eglise de S. Denis en France, & le lendemain assister au service qui se celebreroit solennellement pour ledit feu roy, auquel assisteront les princes en deuil en toute la plus grande ceremonie qu'il sera possible. Auquel a esté respondu par M. le president de S. André, que la cour fera tout debvoir & service qu'il sera possible.

Predicateur seditieux enlevé par ordre du roy.

DU Mercredi x. jour de Decembre. Ce jour, les grand chambre, du conseil & tournelle assemblées, sur l'advertissement fait par les gens du roy,

le vicaire & marguilliers de S. Barthelemy, du danger qui se préparoit d'une émotion, de l'enlèvement advenu cette nuit d'un frere Minime predicateur des Advents à S. Barthelemy*; à l'instant le chevalier du guet, le lieutenant particulier du chastelet Bragelonne, & le commissaire du quartier mandez, leur a esté enjoinct advertir le peuple que ce qui avoit esté fait, estoit par commandement du roy, & par tant n'eust à murmurer ou s'esmouvoir. Et a esté enjoinct audit vicaire aller presentement monter en chaire, dire au peuple qui se trouveroit en l'eglise, que ce avoit esté fait par commandement du roy. Et les susdits retirez, la matiere delibérée, a esté ordonné que la cour escriroit au roy ce qu'elle a fait. Dans la lettre au roy, la cour assure que ce qui l'a portée à assurer que l'enlèvement avoit esté fait par ordre de S. M. c'est qu'un gentilhomme nommé Pleffis estoit venu dire le soir au chevalier du guet, qu'il avoit lettre à presenter ce matin au Minime, & qu'il y vint avec ses gens; ce qu'il executa avec le prevost Rougeoreille & les gardes du prince de la Roche-sur-Yon. Le roy, par sa lettre du xi. escrite de S. Germain en Laye, mande à la cour que cet enlèvement a esté fait par son ordre, & qu'on advertisse le vicaire & les marguilliers de S. Barthelemy de se pourvoir d'un autre predicateur, qui soit de bonne & saine doctrine & paisible. Le prince de la Roche-sur-Yon envoyé à Paris par le roy à ce sujet, a dit à la cour le xii. que ce Minime avoit esté repris des l'année passée pour ses discours temeraires, & qu'il y a encore d'autres predicateurs à Paris qui parlent avec peu de retenue, entr'autres un Carme predicateur de S. Merry, le predicateur de S. Eustache, & celui de S. Jacques de la Boucherie. Celuy-cy s'estoit plaint publiquement que les archers du guet faisoient escorte à ceux qui alloient aux presches, & avoit dit que pour cette cause il seroit juste de retrancher leur paye. Mais les marguilliers faisoient la mesme plainte du guet. M. le prince a dit qu'on avoit fait entendre à la royne la mesme chose du chevalier du guet & de ses archers, & mesme qu'ils alloient au presche; qu'il en a parlé à Gabaston, qui a nié qu'il y eust jamais esté, ni ses archers; bien a-t-il avoué qu'il s'estoit tenu prest pour empêcher les émotions, & qu'il y a bien un autre officier du roy ayant charge de la justice qui a reconnu y avoir esté. Le

AN. 1561.

* Il fut enlevé par ses domestiques ou plus armez. Lettre du parlement au roy.

prince a deffendu à cet officier du roy d'y retourner, sur peine d'estre puni exemplairement; ce que l'officier a promis faire.

Etablissement de deux baillis des pauvres.

AN. 1561.

DU Vendredy xxiii. Janvier. Veü par la cour la requête à elle présentée par les commissaires du bureau & police des pauvres de cette ville & faux-bourgs de Paris, tendante à ce que il pleust à la cour interposer son auctorité sur le contenu en certain acte advisé au bureau des pauvres; les conclusions du procureur general sur icelle; & ledict acte: LADICTE COUR a ordonné & ordonne que par maniere de provision & jusqu'à ce que autrement soit ordonné, il y aura deux baillis de la police des pauvres en cette ville, auxquels seront départis les douze sergens pieça ordonnez pour le fait de ladicte police, qui sera à chacun six, c'est assavoir M. Robert de Templeux pour servir à la cité & université, & M. André Thiemet pour servir au quartier de la ville; & à chacun d'eux sera baillé lxxx. l. tournois, qui seront payez par le receveur du bureau par quartier; & seront logez en quelque endroit des hospitaux de la Trinité & S. Germain des Prez; outre que les vergiers estans de present en chacune des paroisses de ceste ville, seront tenus faire la capture & emprisonnement des pauvres qu'ils trouveront mandians ez eglises & portes d'icelles, pour en advertir le baillif du quartier, qui sera tenu les venir soudain querir pour les faire emprisonner, pour en estre faite punition selon les edicts & arrests de ladicte cour, lesquels vergiers seront payez de leurs services, & si besoing est auront accroissement de gages par les commissaires du bureau, &c.

Sedition des escoliers de l'université &c.

DU Vendredy xxvii. Febvrier. *Cras curia vacabit propter Jubileum Dominicæ die celebrandum.* La cour ayant mandé aucuns des principaux des colleges de cette ville, jusqu'au nombre de xviii. leur a remonstré les assemblées que faisoient aucuns des colleges portans armes, s'assemblans par dixaines & capouraux à l'issue des leçons publiques, allans aux presches, au grand scandale de l'université. Ont dict le trouble ne venir d'eux, mais de ceux qui ne demeurent dans

les colleges. Ont esté deputez maistres Robert Botiere, Adrian du Drac, & Jehan Burdelot conseillers pour ouir lesdicts principaux particulierement, & entendre d'eux les auteurs de telles émotions. Le mareschal de Montmorency a dict à la cour qu'il avoit ordre du roy d'amener de la gendarmerie en cette ville & de lever des soldats, pour oster les armes à ceux qui les ont prises; mais qu'on les logera en quelques maisons avec lits & paillasses, sans que les bourgeois soient obligez de les loger. Le lieutenant civil de la prevosté de Paris est venu se plaindre d'aucuns qui ont menacé de le tuer, s'il ne se desistoit des perquisitions qu'il faisoit.

Procession ordonnée pour la reconciliation de l'eglise de S. Medard.

DU Samedy xxviii. Fevrier. Sur ce que le greffier du Tillet a dict à la cour, que la royne l'avoit chargé de luy dire de faire faire une procession particuliere depuis Ste Genevieve jusqu'à S. Medard, pour la reconciliation de ladicte eglise; maistres Anthoine du Vievier & Philippes Priant vicaires de l'evesque de Paris ont representé qu'ils seroit inutile de faire cette reconciliation, pour contenter le peuple, si l'on ne faisoit en mesme temps punition du delict; & d'ailleurs, qu'on ne pourroit sonner les cloches de S. Medard sans recommencer les querelles, à cause de la proximité du presche & de ladicte eglise. A esté arresté que la cour en escrira à la royne.

Sedition des escoliers &c. autres.

DU Mercredi iv. Mars. Pendant qu'on deliberoit sur l'edict du xvii. Janvier, present M. le prince & le mareschal de Montmorency, les gens du roy sont venus interrompre, pour représenter que dans la court du palais y avoit plus de quatre cens escolliers & autres, armez, les aucuns à blanc, disans qu'ils vouloient parler au premier president & au procureur general, murmurans de ce que l'edict n'est publié, & que si on ne veult leur bailler des temples, ils en prendront, qu'ils se sont retirez; mais ont dict qu'ils reviendront à dix heures. Monsieur le prince a chargé ledict sieur mareschal d'y envoyer aucuns de ses gens, pour les contenir & empêcher qu'il n'en advienne pis.

Les presches permis aux heretiques.

DU vi. jour du mois du Mars. Ce jour, du matin, a esté publié l'edict du roy contenant permission aux gens de la nouvelle religion de faire presches.

Poinçons des caracteres Grecs retirés de VVechel & autres.

DU Mardy x. Mars. Sur la requeste présentée à la cour par Guillaume Morel imprimeur du roy ez lettres Grecques, tendant à ce que commandement fust fait à André Vechel & tous autres de cesser & surseoir à frapper & faire frapper en matrice les poinçons de trois sortes de Grec, que le feu roy François I. avoit fait faire, lesquels poinçons il auroit par surprise retiré par une simple lettre missive, & iceux faisoit frapper en matrice par gens inexperts; ce qui ne se pouvoit faire sans les rompre, chose irreparable & dommageable au public, ladicte requeste communiquée au procureur general du roy, qui l'auroit consenti; & tout considéré, LADICTE COUR a ordonné & ordonne que les poinçons & caracteres dont mention est faite en ladicte requeste, seront mis ez mains de M. Jehan Camus notaire & secretaire du roy & l'un des quatre notaires de ladicte cour, pour les garder ou faire porter la part où le roy commandera; & à ce faire seront lesdits Vechel & autres en la possession desquels ils sont, contrains par toutes voyes, mesme par emprisonnement de leurs personnes.

Le cardinal de Bourbon lieutenant general à Paris.

DU xvi. jour de Mars. La cour, veüs les lettres patentes du roy données à Monceaux le xiii. de ce mois, par lesquelles ledit seigneur établit le cardinal de Bourbon son lieutenant general representant sa personne en la ville & cité capitale de Paris & autres lieux circonvoisins; a.... ordonné que lesdites lettres seront leüs, publiées & enregistrees, &c.

Tome II. Part. II.

Ordonnance pour la seurere publique de la ville.

AN. 1582

DU Vendredy viii. jour de May. Les gens du roy, par M. Baptiste du Mesnil advocat dudit seigneur, ont dict que le prevost des marchands present, pour ce mandé, faisoit difficulté executer l'ordonnance du roy faicte en son conseil privé sur deux requestes à luy presentées par les manans & habitans de cette ville, l'une à ce que chacune maison ait un homme & armes pour subvenir à la deffense de la ville, & l'autre pour la visitation des suspects de la religion, & prendre leurs armes, que préalablement ladicte cour n'auctorize lesdits deux mandemens, qui n'estoient que au pied desdictes requestes, signées toutesfois: Bourdin. Ont requis qu'il pleust à la cour deliberer sur ce, à ce que lesdits mandemens soient executez par ledit prevost des marchands; qui a dict que lesdites requestes avoient esté presentées sans le sceu des officiers de la ville. Eux retirez, la matiere deliberée, & lesdits gens du roy & prevost des marchands remandez, LADICTE COUR leur a enjoinct presentement aller devers le roy & son conseil, faire entendre qu'elle avoit trouvé fort bon ladicte ordonnance; mais qu'il luy plaist faire faire la recherche generale, à ce qu'il n'y ait scandale; & enjoigne au prevost des marchands faire executer ledit mandement, & en faire sceller lettres à ce necessaires.

Etablissement des capitaines des quartiers.

DU xxi. May. Veüs par la cour, toutes les chambres d'icelle assemblées, les lettres patentes du roy données à Monceaux le xvii. de ce present mois, signées, Charles; & sur le reply: Par le roy en son conseil, de l'Aubespine; par lesquelles ledit seigneur accorde aux prevost des marchands & eschevins de cette ville establir quartiers d'icelle quelques bons capitaines, jusques à tel nombre qu'ils adviseront estre necessaire, par lesquels ils feront choisir en chaque dixaine tels caporaux & sergens de bande qu'il sera besoing; la requeste présentée à la cour par les prevost des marchands & eschevins pour la verification desdictes lettres; les conclusions du procureur general du roy; la matiere mise en deliberation & tout considéré; LA-

liiii

AN. 1562.

DICTE COUR a ordonné & ordonne que lesdictes lettres patentes seront enregistrées ez registres d'icelle, à la charge de ne contraindre les presidens & conseillers d'icelle aller en personne, en y envoyant un homme seulement pour chacun, si n'est que de bonne volonté ils en voulussent envoyer plus grand nombre pour marcher & faire service en la ville & fauxbourgs seulement; & à cette fin sera le prevost des marchands & eschevins mandé pour luy faire entendre ce que dessus.

Le mareschal de Brissac lieutenant general à Paris.

DU Mercredi **III.** jour de Juin. Veuës par la cour les lettres patentes du roy données au bois de Vincennes le dernier jour de May dernier, par lesquelles ledict seigneur fait & ordonne son lieutenant general en la ville & cité de Paris le seigneur de Brissac chevalier de l'ordre, mareschal de France; la cour a ordonné que lesdictes lettres seront leuës, publiques & enregistrées ez registres d'icelle, &c.

Profession de foy faite par les officiers du parlement.

DU Lundy **VIII.** jour de Juin. Toutes les chambres assemblées, j'ai leu l'extrait des lettres patentes du feu roy François que Dieu absolve, du **XXIII.** enregistrées le dernier Juillet **M. D. XLIII.** ezquelles sont inferez & approuvez les articles de la faculté de rheologie en l'université de Paris concernans la foy du **X.** Mars **M. D. XLII.** & la forme de la profession de foy & religion ordonnée estre faite par l'arrest du **VI.** de ce mois par chacun des sieurs presidens, maistres des requestes, conseillers & autres ayans ou qui auront cy après voix deliberative en lad. cour, de laquelle forme la teneur ensuit : **NOUS** soubscripts presidens, maistres des requestes, conseillers, advocats, procureur generaux du roy, greffiers & notaires de la cour de parlement, croyons & confessons en verité & sincerite de cœur les articles inferez & approuvez par lettres patentes du feu roy François I. que Dieu absolve, cy dessus escripts; en la foy desquels articles nous voulons vivre & mourir; & promettons à Dieu & sa glorieuse mere, à ses anges & à tous ses saints & saintes, en la presence de cette notable com-

pagnie, garder & observer, & iceux faire garder & observer de tout nostre pouvoir aux subjects du roy nostre souverain seigneur, sans faire ne souffrir estre faite aucune chose au contraire, directement ou indirectement, en quelque maniere que ce soit, sur les peines portées par l'arrest donné les chambres d'icelle assemblées le **VI.** de ce present mois; & ainsi le jurons & promettons. Et en tesmoing de quoy nous avons soubzsigné de nostre propre main cette presente profession & declaration le **IX.** jour de ce mois de Juin **M. D. XLII.** **APRES** les gens du roy ont présenté la substitution des vicaires de l'evesque de Paris, disans se remettre à ladicte cour de la forme d'en user. A esté ladicte substitution leuë, par laquelle Jacques Quetier official & Philippe Briault chanoines de l'eglise de Paris, vicaires generaux de R. P. en Dieu messire Eustache du Bellay evesque de Paris absent, substituent & deleguent maistres Nicole Prevost president ez enquestes & Jacques Verjus chanoines de ladicte eglise & conseillers en la cour, pour recevoir le serment de la profession de foy, comme le pourroit recevoir l'evesque mesme. Donné à Paris le **VII.** Juin **M. D. XLII.** Signé **N. Haton**, & scellé du sceau de l'evesque. Ce fait, a esté apporté le tableau auquel sont escripts les noms des sieurs presidens, conseillers & autres officiers de ladicte cour, & celuy sur lequel après la S. Martin les advocats & procureurs font les sermens, & là y leu les noms desdicts sieurs presidens, conseillers & autres officiers de ladicte cour, desquels les presens ont fait solennellement leur profession & declaration de foy, ayans une main sur ledict tableau auquel ont accoustumé estre faits lesdicts sermens des advocats & procureurs, & après l'ont signée de leurs mains, le tout en la presence desdicts maistres Nicolle Prevost & Jacques Verjus substituez par lesdicts vicaires de mondict seigneur l'evesque de Paris, l'un après l'autre, en l'ordre qui ensuit : Premièrement monsieur le premier president, ez mains de monsieur le president de S. André qui tenoit ledict tableau, & après le luy a baillé, & tous les autres ez mains dudit sieur premier president, sçavoir est :

Ledit de S. André,
Bailler,
De Thou,
Seguier,
De Harlay, presidens;

Puis

JUSTIFICATIVES.

803

Puis messieurs maistres Jehan Jacques de Mesmes & Philippes Barjor maistres des requestes; lesquels n'ont accoustumé estre escripts audict tableau de la matricule de ladicte cour.

Après ont fait & signé leursdictes professions messieurs maistres

Nicolle Prevost,
René le Fevre,
Jacques Verjus,
Jehan Picor,
Jehan Texier,
Guillaume Violle,
Jehan Poisle,
Jehan Jacquelot,
Philippe Hurault,
Philbert de Dion,
Thibault le Sueur,
Nicolle le Maistre,
Jacques Roillard,
Baptiste Sapin,
Nicolle de Thou,
Jacques Allegrin,
Bernard de S. François,
François de Dureu,
Estienne du Gué,
Deodat Boutin,
Florent Regnard,
Adrian de Thou,
Germain Vaillant de Quelis,
Geoffroy Lappin,
Jehan Vaillant de Quelis,
Claude du Breuil Bonbroc,
Arnault Chaudon conseiller clerc,
Nicolle le Clerc cy - devant conseiller clerc,
Loys Gayant,
Robert Bouete,
Pierre de Hacqueville,
Claude Anjorran,
Pons Brandin,
Gaston de Grieu,
Adrien du Drac,
Charles de Dormans,
Eustache Chambon,
Estienne Charlet,
Jacques de Varade,
Jacques Morin,
Barthelemy Faye,
Mathieu Chartier,
François Thomas,
Oger Pinterel,
Pierre Grassin,
Martin le Camus,
Jacques Violle,
Jehan Barjor,
Michel Quelain,
Roger de Vaudetar,
Jacques le Clerc,
Guillaume Barthelemy,

Tome II. Part. II.

Jehan de Cormeilles,
Jehan Bracher,
François Briçonnet,
Jehan Florette,
François Dormy,
Michel Boudet,
Bernard Prevost,
François Pajor,
Nicolle Favier,
François Picor,
Claude Violle,
Pierre de Longueil,
Pierre Brulart,
Loys d'Erquinvillier,
Guillaume Maulevault,
Jehan de la Vau,
Nicolle Perron,
Nicolle Hector,
Jehan Baudet,
Jehan Morlet du Museau,
Jehan le Prevost,
Pierre Violle,
Denis Riviere,
Michel l'Archer,
Jacques Gervaise,
Gabriel Miron,
Jehan de Therouanne,
Jehan de la Guesle de la Chau,
Germain du Val,
François le Cirier,
Jacques Miller,
Germain le Picart,
Pierre de Masparaulte,
Raoul Aurillot,
Pierre Minard,
Charles Boucher,
François de Mailly,
Jacques de S. André,
André Pastoureaux,
Estienne Fleury,
Pierre du Puys,
Pierre Hennequin,
Nicole le Berruyer,
André de Hacqueville,
Charles Lamoignon,
Achilles de Harlay,
Baptiste de Machault,
Simon Roger,
Jehan le Maistre,
Pierre Michon,
Jacques Aurillot,
Claude Fumée,
Thibault Nicolas,
Jerome Anroux, conseillers lais.

Après eux ont fait leurdictes professions & signée messieurs maistres Baptiste du Meuil advocat civil, Gilles Bourdin procureur general, sans que je les aye nommez, parce qu'ils ne sont en ladicte matricule. Après lesdicts gens du roy j'ay

IIiii ij

AN. 1562.

faicte & signée la mienne, puis maistres Claude Malon greffier criminel. Jehan Camus & Berruyer notaires de ladicte cour ont faict & signé les leurs; & le dernier qui l'a faicte & signée, a esté mon fils aîné M. Jehan du Tillet le jeune pourveu & receu à la survivance de luy & de moy.

Ceux qui ensuivent n'ont ledict jour faictes les leurs, parce qu'ils estoient absens :

Maistres Arnault du Ferrier,
Guillaume de la Chesnaye,
Paul de Foix,
Jehan Hurault,
Loys du Faur,
Regnault de Beaune,
Jehan Baptiste Regnault,
Adrien de Launay,
Edmon de l'Aage conseillers clerks,
Jehan Burdelor,
Charles Chantecler,
Nicolle du Val,
Eustache de la Porte,
Nicolas Chevalier,
Antoine Senneton,
Jehan Spifame,
François Remon,
Guy d'Ausleure,
Jerome de Villiers,
Philippe du Puy,
Jehan Estorcol,
Jehan l'Huillier,
Robert de Helin,
Jehan de la Roziere,
Jehan Dauver,
Guillaume Dauver,
Jehan de Monceaux,
Antoine de Loynes,
Jerome Angenoult,
Guillaume Abot,
Antoine Coutel, conseillers laïcs,
Jehan de l'Isle greffier des presentations,
Robert de S. Germain,
& Robert de Morchét, notaires.

Fut ordonné que demain à huis clos les huisfiers & clerks des greffes feroient leurs professions de foy. Et me fut commandé faire bailler à messieurs qui presidentez chambres les noms des deffailans, afin qu'ils n'y soient receus qu'ils n'eussent faict leur profession de foy.

Dudict jour. La cour a ordonné que demain les advocats & procureurs de ladicte cour feront à huis ouverts leur profession de foy & la signeront de leurs mains, sans quoy ils ne seront receus à plaider, consulter ni postuler.

Procession du S. Sacrement ordonnée pour reparation des excez commis à S. Medard.

DU Mercredi x. Juin. La cour a ordonné que Dimanche prochain elle s'assemblera en robes rouges & chaperons, pour assister à la procession du S. Sacrement qui se fera de l'eglise sainte Genevieve à celle de S. Medard; en reparation des excez abominables perpetrez en ladicte eglise de S. Medard; & y assisteront l'eglise de Paris, ses quatre filles, les prevost des marchands & eschevins de cette ville, & seront priez les evesques qui seront trouvez en cette ville d'y assister & faire l'office.

Suite de la profession de foy.

DUdict jour. Les huisfiers de la cour & clerks des greffes ont faict leur profession de foy à huis clos, c'est assavoir : huisfiers;
Jacques Barât premier,
Nicolas de Louvain,
Ambroise Guignant,
Jehan Pean,
Denis de l'Eauë,
Jehan Drouart,
Jacques des Champs,
Ponthus Guillot,
Eustache Pichon,
Jacques Baston,
Jehan Aubert,
Jehan Acarie,
Loys Gayant,
Pierre de Pressé,
Pierre le Fèvre,
Ambroise Potier,
Charles le Moine.

Clerks du greffe civil.

M. Hugues le Maçon principal,
Jerome du Puy,
Bonnet Fourgonneau,
Gabriel Breuillet,
Nicolle Jacquier,
Denis Charles,
Jehan Bridon,
Seraphin du Tillet,
Jehan des Brusles,
Pierre Mercier,
Loys Gohory,
François le Jay.

Clerks du greffe des presentations

Jehan Salence & Estienne Milacier.

Clercs du greffe criminel

Claude Habert,
Simon Chartier,
Nicolas Courtin,
Martin Fierte,
Jehan Guerin,
Pierre Popot,
Pierre Ravel,
Anthoine Hemon,
Jehan Nepveu,
Leon Habert,
Jehan Guerin.

Et ont fait le serment sur le tableau auquel est l'effigie de J. C. en la croix & le commencement de l'évangile de S. Jehan.

Absens : trois huisfiers, Pierre Richer & Pierre de Launay malades, & Jehan David. Clercs du greffe civil : M. Philippe le Large & Jacques Salat malades ; du criminel M. Sebastien Chauveau prisonnier.

Ensuite les huis ont esté ouverts, & les advocats au nombre de CCCLXVII. ont fait leur profession de foy. Les procureurs remis au premier jour.

Le Vendredy XII. jour de Juing les procureurs, au nombre de CCI. ont fait leur profession de foy.

Procession à saint Medard.

DU Samedy XIII. de Juin. Pour la seureté & tranquillité de la procession qui se fera demain de l'église de Paris à sainte Genevieve & de là à saint Medard, la cour a enjoinct aux prevost des marchands & eschevins de cette ville, que depuis ladicte eglise de Paris jusqu'à S. Medard, au-devant de chacune maison où la procession passera, il y ait un homme bien armé & équipé, de ceux qui ont esté levez pour la tuition & defense de ladicte ville, outre ceux qui seront ordonnez en quelque nombre aux barrières & principaux carrefours.

DU Dimanche XIV. Juin. Fut faite la procession à S. Medard, pour l'expiation de ce qui advint en cette eglise le jour S. Jehan l'évangéliste seconde feste de Noel dernier, heure de vespres, en laquelle les heretiques sacramentaires firent effractions furieuses & violences contre les catholiques y faisant ou oyans le service divin, tuerent aucuns, blessèrent & excéderent les autres inhumainement soubz le manteau de

justice & par imposture & sedition, prindrent & emprisonnerent plusieurs paisibles & excedez, rompirent images, & qui est d'effrayable seulement à ouyr, firent irrision & blasphemés de l'hostie sacrée & la foulèrent aux pieds, étant ladicte eglise demeurée long-temps prophanée pour la crainte desdicts heretiques, & jusques à puis naguères qu'elle a esté reconciliée. La cour alla à cheval jusqu'à l'église sainte Genevieve. Toutes les rues tendues de tapisseries & autres ornemens. L'ordre de la marche a esté tel. Premièrement les quatre mandians ; puis l'église de Paris à la dextre, accompagnée de celles de S. Merry, S. Benoist, sainte Opportune & S. Honoré que l'on appelle ses filles, & Ste Genevieve à la fenestre. Monsieur l'evesque d'Avranche portant l'hostie sacrée assisté, des abbez de Ste Genevieve & du Val des Ecoliers, tous trois en habits pontificaux. Messieurs les evesques d'Evreux, Bayeux, Amiens, Glandève, Ausierre, Liseux, Chalons & Nevers, en rochet, marchans devant le poisse porté par gens d'église, & allentour d'iceluy les six plus anciens conseillers de la cour. Messieurs les cardinaux de Bourbon & Armagnac ensemble, de Lorraine & de Guise ensemble, tous quatre vestus de leurs grandes chapes. Après eux monsieur de Brisac marshal de France lieutenant general du roy en cette ville à cheval pour son indisposition. Puis ladicte cour en son ordre accoustumé, marchant à la main droite, & à la main fenestre, allendroit des plus anciens conseillers, les prevost des marchands, eschevins & corps de la ville, suivy de six-vingts-unze capitaines esleus pour la garde & defense d'icelle, & de tres-grand nombre d'autres bourgeois & marchands. En ladicte eglise de S. Medard a esté celebrée la messe solennelle par ledict sieur evesque d'Avranche. Durant ladicte messe fut faite predication par frere le Hongre religieux de l'ordre de S. Dominique docteur en theologie, au lieu appellé le Patriarche, où les heretiques faisoient cy-devant leurs presches ; ce qui avoit ainsi esté advisé pour expiation. La messe achevée, & l'hostie posée en l'église S. Medard, la procession s'en est retournée, & l'ont accompagnée lesdicts six conseillers qui estoient allentour du poisse ; les autres se sont retirez pour aller dîner.

AN. 1562.

AN. 1562.

Autre procession à Ste Genevieve contre les tumultes.

LE Dimanche XXI. Juin s'est fait une autre procession generale, de sainte Genevieve à N. D. de Paris, pour prier Dieu de faire cesser les tumultes qui sont de present en ce royaume. La ville a marché à la gauche du parlement. L'evesque d'Avranches a celebré la messe. La cour a occupé les deux costez du chœur, excepté le dernier siege hault du costé droit, où s'est assis l'abbé de Ste Genevieve au-dessus des presidens, combien qu'il eust accoustumé seoir auprès de la chaise episcopale, fors le IX. Juillet M. D. LIX. que cette nouvelleté fut entreprise. Et aux sieges du chœur du costé gauche vers le grand autel estoient ceux de la ville.

Reglement pour les habits des religieux de l'hostel-Dieu, pendant la contagion.

DU Mercredi XXIV. jour de Juin. Pour les inconveniens de la maladie contagieuse qui ont presentement cours, & sur deux requestes du procureur general du roy, la cour a ordonné & ordonne que tous les religieux de l'hostel-Dieu porteront dorenavant robes de couleur perse, à tout le moins une chappe de serge comme en escharpe de ladicte couleur perse, tant en la ville, que hors icelle, & ne sortiront hors dudict hostel-Dieu sans grande occasion & necessité, & aux serviteurs & domestiques & autres demeurans audict hostel-Dieu, semblablement à ceux qui frequentent ez salles des malades, quand ils iront par la ville & fauxbourgs, de porter une vergette blanche en la main, à peine de prison. Enjoint oultre aux gouverneurs du temporel dudict hostel-Dieu de bailler à tous lesdicts religieux & leur continuer à tousjours lesdictes chappes de serge perse.

Reglement contre les émotiions populaires & pour la seureté de la ville.

DU Samedi IV. Juillet. Pour obvier aux seditions populaires qui adviennent chaque jour en cette ville de Paris, la cour a enjoinct à maîtres Nicolas l'Huillier conseiller & lieutenant civil de la prevosté de Paris, Claude Rubentel lieutenant conservateur, Martin de Bragelonne conseiller & lieutenant

particulier, civil & criminel de ladicte prevosté, & Thomas de Bragelonne conseiller au chastellet de Paris, aller par chacun jour par les quartiers & rues de ladicte ville ainsi qu'il sera par eux advisé pour le mieux, & aux commissaires & examinateurs dudict chastellet de leur obeir & les accompagner, quand pareux ou l'un d'eux en seront requis; auxquels elle inhibe pendant le temps d'un mois, à compter de ce jour, faire aucunes expeditions pour les parties en matiere civile; ains vacquer à ce qui leur sera ordonné, sur peine de nullité & de tous despens, dommages & interets des parties; & aux quatre maîtres de la communauté des sergens à verge audict chastellet, de fournir à chacun desdicts lieutenans & conseillers dix sergens armez, qui se trouveront chaque jour à leurs maisons, pour de là aller avec eux faire cesser les émotiions & punir promptement les sediteux, sans autre forme ni figure de proces; & ordre à tous commissaires, capitaines, lieutenans, porte-enfaines, sergens de bande & caporaux des dixaines des quartiers, de leur obeir, &c.

Les rentes sur la ville retranchées aux sediteux.

DU Mercredi V. Aoust. La cour a fait desfenses, par provision & jusqu'à ce que le roy en ait ordonné autrement, aux prevosts des marchands & eschevins & receveur de la ville, de payer aucune chose, soit de principal ou arrerages des rentes deus sur ladicte ville, à ceux ou celles lesquels comme rebelles sediteux ou factieux se sont retirez ez villes, chasteaux, bourgs & bourgades de ce royaume & pris les armes contre le roy & son estat, ny à ceux qui pourroient avoir droict, cession, transport ou declaration desdicts rebelles, sur peine de s'en prendre à eux & les faire payer encore une fois.

Arrest sur les offres de Jacques Canaye au nom de son frere, au sujet de la maison dite du Patriarche.

DU Mardy XVIII. Aoust M. Jacques Canaye advocat ceans, frere de Jehan Canaye propriétaire de la maison appelée le Patriarche au fauxbourg S. Marcel, mandé par la cour, est entré & a dict, que s'il savoit que son frere fust en rien coupable des execrables sacrileges

ges & pollutions détestables advenues en l'église S. Medard, tant s'en faut qu'il voulût seulement parler pour luy, qu'il seroit le premier qui luy voudroit courir sus; mais qu'il est innocent du meschef advenu. Que le fait est que ledict Jehan Canaye est propriétaire d'une maison sise au fauxbourg S. Marcel rue de Mousfetard, vulgairement dictée *la maison du Patriarche*, pour ce que un patriarche d'Alexandrie déchaïté par les barbares la fit anciennement bastir, ayant entrée sur la grand rue dudit S. Marcel, aboutissant d'un bout au presbytere dudit S. Medard & à une maison & jeu de paume appartenant aux hoirs feu Courtin, ayant issue sur une petite rue vis-à-vis du cimetiere S. Medard, & d'autre part le jardin enclos de deux rues ouvertes de nouvel; laquelle souloit cy-devant estre appliquee à jardinage & louée à divers particuliers. A esté louée par ledict Jehan Canaye à un nommé Ange de Caule marchand Luquois, lequel de Caule l'a baillée pour y faire presches, outre le gré & volonté dudit Jehan Canaye; & pour ce verifier par escript, il a acte de protestation faite par ledict Jehan Canaye pardevant deux notaires le xxv. jour de Novembre dernier, contre ledict Ange de Caule, à ce qu'il n'eust à souffrir estre faites aucunes assemblées & presches, ains à tenir les portes fermées; lequel de Caule auroit esté refusant de ce faire, quoy voyant ledict Jehan Canaye, & le temps qui couroit, auroit lui mesme prié les marguilliers de S. Medard de trouver autre lieu, pour contenter ledict de Caule, offrant d'en payer le loyer, afin d'en descharger ledict lieu du Patriarche. Et sur ces entrefaites, plus d'un mois auparavant l'exécrable sac de l'église S. Medard, auroit esté obligé ledict Jehan Canaye aller en Languedoc & autres lieux pour sa marchandise, & n'est jamais retourné tant que les presches ont eu lieu, tellement qu'il a esté absent près de six mois; & sitost qu'il a esté de retour, a tesmoigné à plusieurs & à luy qui parle le regret & ennuy qu'il prenoit des abominables sacrileges commis en ladicte eglise, & de chagrin a delaisé ladicte maison vague & abandonnée, pour estre donnée aux pauvres ou estre employée en autres œuvres pitoyables ainsy que la cour adviseroit, de quoy il y a plus de trois mois il auroit fait advertir les gens du roy. Au moyen de quoy luy qui parle a présenté requeste à la

cour, à ce que sans prejudice de garantie contre leoit de Caule, acte luy fust donné du delaisement par luy fait de ladicte maison, se soumettant à la discretion de ladicte cour d'en ordonner, aux charges toutes fois des cens & rentes dont lesdits lieux sont chargez, assavoir quatre livres ou cent sols parisis envers l'abbé & convent de Ste Genevieve &c. parceque ledict Jehan Canaye desire que la memoire de ce lieu soit à jamais esteinte & hors de sa famille. LA COUR a accepté les offres dudit M. Jacques Canaye, & ordonne, avant que de disposer dudit lieu, que les marguilliers de l'œuvre & fabrique de S. Medard seront ouys, sauf & réservé audit Jehan Canaye ses despens, dommages & interets contre Ange de Caule, & à luy ses descescendans au contraire.

Confiscation des biens de Gabaston. Arrest au sujet d'un tresor trouvé dans sa maison.

DU Mardy 1. Septembre. Sur le bruit qui avoit esté cy-devant qu'il y avoit eu des corps morts enfouis dans la maison du chevalier du guet, qu'avait tenu Gabaston, le commissaire de Sens avoit eu ordre d'y fouiller, & avoit trouvé entr'autres choses un pot de fer où il y avoit cinq cens dix escus soleil. Or comme tous les biens de Gabaston avoient esté confisquez au roy, la difficulté estoit si ce tresor devoit appartenir au roy, au prejudice des parties civiles qui avoient adjudication de leurs interets sur les biens dudit Gabaston, entr'autres les marguilliers de S. Medard, qui avoient adjudication de douze cens livres parisis sur lesdits biens, LA COUR A ORDONNÉ & ordonne par provision & jusqu'à ce que autrement en soit ordonné, que desdits cinq cens escus trouvez en la maison dudit Gabaston, seront bailliez auxdits marguilliers cent escus d'or soleil sur & tant moins desdites douze cens livres parisis, & le reste sera mis ez mains du tresorier de l'espargne pour estre employé aux affaires du roy, à la charge de les rendre, s'il est dict que faire se doive.

Meurtre du conseiller Sapin & de l'abbé de Gastines.

DU Jeudy XII. jour de Novembre. M. Gilles Bourdin procureur general du roy, assisté de maîtres Baptis-

AN. 1562.

te du Mesnil & Esmond Boucherat advocats dudit seigneur, a fait le recit de la mort de M. Baptiste Sapin en son vivant conseiller en la cour de ceans, lequelen son vivant avoit le renom d'estre *portus & sinus* de toutes gens de literature, & *senescentium litterarum quasi reductor & reformatior*. Or ledit M. Baptiste Sapin, lequel a esté l'un des plus grands personnages de l'Europe, à *majoribus ita institutus & imbutus fuit, ut omnia facta & consilia ad dignitatem publicam & hujusce ordinis referret*, & duquel la douceur & humanité meslée avec la severité ne desire aucune recommandation, voulut le temps des vacations venu, s'acheminer en Touraine pour aller visiter *antiquos lares & penates*, avec l'abbé de Gastines homme aagé & ancien, ayant avec soy le fils de feu M. le président Ryant, jeune homme qui ne perdoit le temps, étant à l'escole de ce personnage si savant. En chemin il rencontre le sieur de Selve envoyé en ambassade vers le roy d'Espagne par le roy & le roy de Navarre, personnage *quasi in sinu curie educatus*, & extrait d'un premier président d'icelle. Cette compagnie qui marchoit avec confiance, fut surprise en un village appelé Claye près Vendosme, & là pris, liez & menez à Orléans par brigands & larrons. Là le sieur Sapin *in vincula rapitur, duro carcere premitur*, & de jour à autre est mené devant aucuns ministres entreprenans sur l'auctorité du roy; lesquels finalement, prenant pour pretexte qu'il avoit assisté à l'arrest de la cour qui declaroit rebelles ceux d'Orléans qui avoient pris les armes contre le roy, conjurèrent la mort de ce pauvre homme aagé de soixante ans & plus, & *hoc solo nomine quod sacris initiatus esset, mactandum censent*, & de fait le firent mourir ignominieusement avec ledit abbé, lesquels furent attachez tous deux à une meisme potence, & puis leurs corps pendus pendant xxiv. heures ont esté traînez où l'on a voulu, &c.

Du Mercredy xviii. Novembre. La cour, en forme de cour, est allée à N. D. & a assisté au service célébré pour l'ame de feu M. Baptiste Sapin, inhumainement meurtre le iiii. de ce mois à Orléans par les heretiques. L'evesque de Treguier a dict la messe. Et y ont assisté aucuns de la cour des aydes. La cour avoit ordonné le xvi. que remonstrances seront faictes au roy sur ce meurtre, & qu'il seroit supplié de donner l'office

du deffunct, sur la nomination de la cour, à quelqu'un des parens dudit feu Baptiste Sapin.

Deffense d'aller en masque par la ville.

D U Lundy iv. Janvier. La cour defend à toutes personnes, de quelque qualité ou condition qu'elles soient, d'aller en masque par cette ville, de jour ou de nuict, sur peine d'amende arbitraire & de prison; & enjoinct aux capitaines de cette ville, leurs lieutenans & chefs de leurs compagnies, d'empescher toutes allées & venues & entreprises desdictes masqueries par saisie de leurs masques & accoustremens, qui seront confisquez au profit de ceux qui seront lesdictes prises, & de prison de ceux qu'ils auront ainsi trouvez. Et le present arrest sera publié à son de trompe & cry public.

AN. 1563.

La foire de S. Germain remise au lendemain de Quasimodo.

D U xxvii. Janvier. La cour, pour aucunes bonnes & justes causes à ce la mouvans, a ordonné & ordonne que la foire que l'on appelle communément la foire S. Germain, laquelle dure huit jours francs, à commencer le iiii. jour de Febvrier lendemain de la Chandeleur, sera remise & transférée au lendemain de Quasimodo. Et neantmoins a permis & permet aux marchands, mesme aux forains qui se sont acheminez pour amener blanchets ou draps ou autres marchandises pour estre vendues en ladicte foire, les pouvoir vendre en cette ville durant la huitaine ordonnée pour ladicte foire, en telle liberté & franchise qu'ils eussent peu vendre & que l'on a accoustumé de les vendre le temps de ladicte foire. Et sera ce present arrest leu & publié à son de trompe & cry public par les carrefours de cette ville & faubourgs. Par arrest du 5. Fevrier la cour ordonna qu'on leur bailleroit les halles hautes & basses de la draperie de cette ville pour y vendre leurs marchandises.

Ordonnance pour la garde des portes de la ville.

D Udict jour. La cour, oys le procureur general du roy & les eschevins de cette ville, a ordonné & ordonne que tous chefs d'hostel de cette ville, de quelque qualité & condition qu'ils soient

foient, soit officiers du roy, & autres, iront en personne à la garde des portes, chacun en leur quartier, tour & rang. Admoneste neantmoins ladicte cour les capitaines des dixaines de cette ville, quand il se trouvera des presidens ou conseillers de ladicte cour, gens des comptes, des aides, conseillers du chasteller, & secretares du roy, de leur porter honneur & reverence selon la dignité de leurs estats, & faire registre de ceux qui entreront en ladicte ville avec armes, qui seront prinſes & arrestées à ladicte porte, & des congez à eux donnez. Et sera la presente ordonnance publiée à son de trompe &c.

Christophe des Ursins lieutenant general à Paris.

DU Mercredi 111. Febvrier. Veües par la cour les lettres patentes du roy données à Paris le xv. Janvier dernier, par lesquelles ledict seigneur establit messire Christophe des Ursins sieur de la Chapelle des Ursins chevalier de l'ordre, son lieutenant general en cette ville de Paris & en tout le gouvernement de l'Isle de France, en l'absence de messire Henry de Montmorency marechal de France; la cour a ordonné & ordonne que lesdites lettres seront enregistrees, pour jouir par ledict de la Chapelle du contenu en icelles &c.

Jubilé accordé aux Jacobins pour la reparation de leurs escoles.

DU Lundy VIII. Febvrier. Sur ce que les religieux du convent des freres Prescheurs de Paris ont representé que le pape Pie à present, pour reparer leurs escolles qui estoient en ruine, leur auroit octroyé un Jubilé pour cinq ans, lequel le roy par ses lettres leur auroit permis de publier par le ressort du parlement. Les deniers aumosnez seroient envoyez au procureur dudict convent, & par terres a manté à tous prelates pour metre ladicte publication; à laquelle, accordée à Beauvais par le cardinal de Chastillon ou ses vicaires, se seroit opposé M. Claude le Febvre prestre demourant à Beauvais; la cour, nonobstant ledict empechement, a ordonné que ledict Jubilé seroit publié à Beauvais le premier Dimanche du Careſme.

Tome II. Part. II.

Description ordonnée des maisons & biens de ceux de la nouvelle secte absens.

AN. 1561.

DU Lundy xv. Febvrier. La cour a ordonné & enjoinct au lieutenant civil de la prevosté de Paris faire convocation & assemblée de tous les commissaires & examinateurs du chasteller de Paris, & leur enjoindre, de l'ordonnance d'icelle cour, faire description, chacun en leur quartier, des maisons assises en cette ville de Paris & fauxbourgs, appartenans à ceux de la nouvelle secte & opinion, & qui ont porté les armes contre le roy, notez, diffamez ou absens à cause de ce, ou auxquels on a fait commandement de vuidier; & icelle description apporter par devers le procureur general du roy dans Jeudy pour tous delais; autrement, ledict temps passé, à faulte d'avoir ce fait, declarez à present les offices vacans & impetrables. Enjoinct aussi au lieutenant civil de ladicte prevosté de faire faire diligence d'envoyer pareille description des maisons, lieux & heritages assis en la prevosté & vicomté de Paris de ceux de ladicte nouvelle secte & opinion, & ce dans huitaine.

Arrest provisionel qui permet la lecture du droit civil à Paris pour un temps.

DU Jeudy XVIII. Febvier. Veü par la cour la requeste à elle présentée par les doyen & docteurs regens en la faculté de droit de cette université de Paris, contenant que plusieurs escolliers estans en cette université les prioient & pressoient journellement de leur lire publiquement les livres de droit civil, leur remonstrant que maintenant en la plus part des universitez de ce royaume ezquelles la lecture & exercice avoit esté intermise, ou pour y aller l'accez n'estoit seur, au moyen des troubles qui estoient par tous les endroits de cedit royaume depuis dix mois en ça; ce que les supplians n'avoient voulu accorder, obstant la decretale du pape de bonne memoire Honoré III. sans avoir autorité & permission de ladicte cour. Veües les conclusions du procureur general du roy qui l'auroit requis & consenti pour la necessité du temps, & tout considéré; LA COUR ayant égard à la necessité du temps notoire, troubles & empeschemens estans de present en tous les endroits de ce royaume, a permis & permet aux-

Kkkkk

An. 1563.

dicts supplians lire & interpreter publiquement en leurs escolles ordinaires, par eux ou par autres ayans degré de docteur & licence, les livres de droit civil, à la charge que après Pasques jusques à la S. Remy ils commenceront à six heures du matin la premiere leçon en droit canon; & l'autre subsequeute à sept heures en droit civil, & après à huit heures une autre en droit canon, & à neuf heures aussy une autre en droit civil; & à une heure après midy la premiere leçon en droit canon, l'autre subsequeute en droit civil à deux heures; & à trois heures l'autre leçon en droit canon, & la derniere leçon à quatre heures sera seulement des livres des institutes de Justinian; & depuis la S. Remy jusques au jour de Pasques se commenceront les leçons à sept heures du matin en l'ordre & maniere susdicte; le tout par maniere de provision & jusques à ce que la necessité cessante, autrement par ladicte cour en soit ordonné; sans toutesfois le tirer à consequence pour l'advenir.

Arrest touchant les pieces d'artillerie trouvées cachées au chasteau de Chailli.

DU XXVII. Febvrier. Veu par la cour la requeste presentée par les prevost des marchands & eschevins de cette ville de Paris, contenant qu'ils avoient esté advertis que au jardin du chasteau de Chailli appartenant au sieur de Longjumeau y avoit quantité de pieces d'artillerie cachées en terre, & de fait le XVII. de ce mois auroit esté trouvé audict jardin cinq pieces de campagne & quatre harquebuses à crocq enterrées & cachées, lesquelles avoient esté amenées en l'hostel de ladicte ville aux frais & despens des supplians; requeroient lesdictes pieces d'artillerie leur estre confiscuées; les conclusions du procureur general du roy ce consentant; certaine requeste non signée presentée audict prevost des marchands soubz le nom des manans & habitans de Montleher, pretendans lesdictes pieces d'artillerie leur appartenir & leur avoir esté ostées par les ennemis de la foy, avec leur attestation receuë par deux notaires en la prevosté dudit Montleher, attachées; & tout consideré; LADICTE COUR, sans s'arrestier à ladicte requeste, a déclaré & declare lesdictes cinq pieces d'artillerie & quatre harquebuses à crocq acquises au roy; demoureront neantmoins ez

mainz desd. supplians pour servir à la garde de ceste ville; en ce non comprins les pieces qui seront trouvées avoir appartenu à feu M. Gilles le Maistre premier president, & avoir esté prinſes en ſa maison de S. Cheol, lesquelles seront rendues à ſes heritiers.

Service pour le duc de Guise tué par Poltrot.

DU Mercredi III. Mars. Lacour a arresté qu'elle assistera à la messe qui se celebrera Lundy matin à N. D. de Paris pour l'ame du feu seigneur de Guise proditoirement tué au camp devant Orleans.

Arrest à l'occasion des nouvelles fortifications de la ville.

DU Vendredy V. de Mars. Pour pourvoir aux propriétaires ou demourans ez maisons qui doivent estre démolies pour la fortification de la ville suivant le dessein fait par ordonnance du gouverneur de cette ville & Isle de France, LA COUR A ORDONNÉ que les maisons vuides qui ont cy-devant appartenu à ceux qui ont esté chassés comme suspects de la secte nouvelle, seront baillees auxdictes demourans ez fauxbourgs ezdictes maisons qui doivent estre démolies, pour y habiter, nonobstant oppositions ou appellations quelconques.

Service solennel pour le duc de Guise.

DU Vendredy XIX. jour de Mars. Environ trois heures de relevée commença le convoi du corps de feu monseigneur le duc de Guise. La royne avoit escript aux prevost des marchands & eschevins de la ville l'honorer; ce qu'ils firent volontiers à leurs despens, pour ſa vertu & s'y ſentant grandement obligez. Et fut l'ordre tel qu'il ensuit: Vingt-deux crieurs en deuil, armoyez pardevant des escussions & armes de la ville, & par derriere de celles dudit seigneur de Guise. Après fut porté grand nombre des torches ardentes d'aucuns bourgeois & marchands d'icelle ville par leurs gens vestus en deuil, lesdictes torches armoyées des armoiries de ceux qui les auroient envoyées. Les Minimes, quatre mandians, & presque toutes les egli-paroissiales avecques leurs croix. Une quantité de sergens de bande des capitaines de ladicte ville, ayans les hallebardes

des basses en une main & en l'autre le baston noir ; cinquante capitaines des dixaines & leurs lieutenans après, tous en deuil, le baston noir en la main ; huit-cens harquebouziers bourgeois de ladite ville, cinq à cinq, tous le morion en teste & maille, portans la harquebuzé soubz l'aisselle, la bouche du canon en bas pendant vers terre ; cinquante capitaines desdites dixaines avec leurs lieutenans, trois à trois, en deuil, le baston noir à la main ; huit-cens picquiers bourgeois de la ville, cinq à cinq, ayans corselets & bourguignottes, tenans leurs picques près le fer & les trainans après eux ; quatre rangs, cinq à cinq, de caporaux & sergens de bande, la hallebarde basse, suivis de quelque tambourins portez sur le dos & couverts de drap noir ; six vingt six enseignes desdits capitaines, armez de corselets bien gravez & dorez, portans leurs enseignes ployées sur l'épaule, le fer contre bas ; les autres enseignes estoient à la garde des portes de ladite ville ; huit-cens autres picquiers en rang, cinq à cinq, armez de corselets & bourguignottes, trainans leurs picques comme les premiers ; cinquante capitaines & leurs lieutenans en deuil, portans le baston noir en main ; autres huit-cens harquebouziers cinq à cinq, le morion en teste & maillez, & portans leurs harquebuzes comme les premiers ; six rangs de sergens de bande avec leurs hallebardes ; & après eux le reste des capitaines desdites dixaines ; les cent arquebusiers, arbalestriers & archers de l'hostel de ladite ville avec leurs hocquetons argentez, portans deux à deux les torches ardentes aux armes de ladite ville ; l'église de Paris avec les quatre églises canoniales nommées ses filles. Les gens de pied susdits s'estoient trouvez à la porte des Chartreux pour conduire le corps par la rue S. Jacques ; mais les églises & la ville l'attendoient dans le convent des Jacobins, d'où ils le conduisirent à N. D. Marcherent douze tambourins portez sur l'épaule, couverts de drap noir ; puis douze enseignes de gens de pied portées sur l'épaule par douze lieutenans desdits capitaines vestus de noir, deux à deux, chaque enseigne de taffetas noir traînant contre terre, armoyée des armes de la ville au cousté droict, & à l'autre des armes & blason dudit feu seigneur de Guise ; tout ce que dessus à pied. Suivoient à cheval, deux à deux, douze desdits capitaines de ladite ville, vestus de drap

noir, leurs chevaux houssez de mesme, les six premiers portans chacun sur l'épaule dextre un guidon, & les six derniers portans chacun une enseigne, le tout de taffetas noir aux armes de ladite ville & dudit seigneur. Venoit suivant & tout seul un capitaine à cheval, vestu comme dessus, portant sur son épaule la cornette dudit deffunct seigneur de satin en champ de gueule & une croix blanche. Cheminoit à pied monsieur l'evesque de Lantreguier revestu en pontificat avec son ordinaire, lequel avoit receu ledit corps levé de l'église des Chartreux devant celle des Jacobins. Suivoient l'un après l'autre en pas & en douloureuse façon quatre chevaux couverts de velours noir pendant de tous costez tout bas, à une grande croix de satin blanc, sur le premier & dernier desquels estoient montez deux paiges vestus en deuil, nuës testes, lesquels conduisoient lesdits chevaux trainans le chariot couvert de mesme parure, dans lequel estoit ledit corps. A dextre & fenestre dudit drap estoient les comte de Rouffy, marquis de Nesle, seigneurs de Gonnort, de Mandoce, de Humieres, & de Chemault chevaliers de l'ordre du roy, à cheval & en deuil ; & avec eux à la dextre lesdits prevosts des marchands & eschevins, conseillers, quarteniers, cinquanteniers, dixainiers, bourgeois & marchands de la ville, au nombre de quatre-cens ou environ, tous vestus de noir & à cheval. Devant eux marchoient les sergens de l'hostel d'icelle ville, vestus de leurs robbes mi-parties de rouge & bleu. Suivoient en grande troupe aussi à cheval plusieurs gentilshommes de la maison du roy & de celle dud. feu seigneur de Guise, & après eux à cheval une bande de harquebusiers, arbalestriers, archers officiers & bourgeois de lad. ville, vestus de noir, le baston noir en la main ; puis cent soldats harquebouziers à pied, portans la harquebuzé basse, la bouche contrebas ; & les cent harquebouziers à cheval soubz la charge du capitaine Salcede, vestus de tanné ; lesdits derniers deux-cens harquebouziers ordonnez par le roy à la conduite dudit corps depuis le camp jusques à Joinville. En l'ordre susdict fut ledit corps mené jusque en l'église N. D. & à l'entrée de la porte d'icelle fut descendu dudit chariot, receu & mis soubz un ciel de velours noir, porté par lesdits prevost des marchands & eschevins jusques dedans le chœur. Celebrées les vespres, & le cœur dudit feu seigneur

AN. 1563.

de Guise enterré devant le grand autel, en l'assistance des seigneurs susdits & peuple infini larmoyans la perte publique & regretans la mort d'un si vertueux prince.

Charles de Montmorency lieutenant du roy au gouvernement de Paris &c.

DU Mardy XXIII. Mars. Veues par la cour les lettres patentes du roy données à Amboise le XIX. jour de ce mois, par lesquelles ledit seigneur établit messire Charles de Montmorency chevalier de son ordre, seigneur de Meru, son lieutenant au gouvernement de Paris & Île de France, en l'absence du seigneur de Montmorency mareschal de France, conseiller au conseil privé dudit seigneur; la cour a ordonné que lesdites lettres seront enregistrées, pour jouir par l'impetrant de l'effet d'icelles, &c.

La peste à Paris.

DU Vendredy dernier jour d'Avril M. D. LXIII. A esté ordonné aux advocat du roy au chastellet & prevost des marchands & eschevins respectivement, pour mettre promptement police en cette ville, afin d'obvier au danger & contagion de peste qui est ja fort grande, de mettre le plus tost que faire se pourra devers la cour les arrests & ordonnances d'icelle faites par cy-devant en pareille occurrence en M. D. XXXII. ou XXXIII. M. D. LII. ou LIII. & autres polices mises par lesdits officiers en cette part; pour iceux veus, y estre pourveu ainsi qu'il sera par ladicte cour advisé pour la conservation de la santé des hommes de cette ville.

Les presches deffendus aux lieux où le chapitre N. D. est haut justicier.

DU Lundy III. May. La cour, à la requeste des chanoines & chapitre de l'église de Paris, veu que par l'édit de pacification enregistré en ladicte cour, a esté deffendu de faire aucun presche ni exercice de la nouvelle secte ez terres des hauts justiciers sans leur consentement, permet auxdits supplians de faire faire à son de trompe & cry public, en tous les lieux de la prevosté & vicomté de Paris où ils sont haut justiciers, inhibitions de faire aucuns presches ou assemblées ni chose quelconque de

ladite nouvelle secte & opinion.

L'exercice de la nouvelle secte deffendu aux lieux où l'evesque de Paris est haut justicier.

DU xv. May. La cour, sur la requeste de messire Eustache de Bellay evesque de Paris, abbé de N. D. de Noyers & de S. Maur sur Loire, luy a permis de deffendre dans toutes les terres & seigneuries dependantes de son evesché, de ses abbayes & autres benefices, & celles qui sont de la succession de ses predecesseurs ou qu'il a acquises, de faire aucun exercice de la nouvelle secte, ny d'y assister, sur peine d'estre declarez les contrevenans infracteurs de l'édit, & comme tels punis suivant iceluy.

Pierre de la Ramée principal du college de Presle.

DU Vendredy XVIII. Juin. M. Pierre de la Ramée maistre & principal du college de Presle a representé par sa requeste, que pendant les troubles & pestilence il s'estoit, par le commandement du roy & pour cause urgente, retiré de l'université lors dénuée d'escoliers pour les causes susdites; qu'en son absence un jeune religieux turbulent nommé Muldrac s'estoit par moyens estranges intrus audit college & usurpé le titre de principal, & en avoit dissipé les biens & provisions; que la cour par son arrest du XII. May dernier avoit ordonné que ledit Muldrac vuideroit dudit college, & rendroit compte de sa pretendue administration par devant M. Adrian du Drac, auquel arrest ledit Muldrac n'avoit voulu obeir, pretendant, pour l'eluder, avoir fait commettre maistre Guillaume Viole absent, pour ouir son compte. LA COUR A ORDONNÉ que dans huitaine pour tout delay ledit Muldrac sera tenu, & par prison, de rendre & affermer sondit compte avec les pieces justificatives & les tiltres dudit college pardevant maistre Adrian du Drac. Autrement, ledit temps passé, y sera par ladicte cour pourveu.

*Ordonnance sur la forme des jugemens des
prevosts des marchands & eschevins.*

DU XIV. Octobre. Veux par la cour les lettres patentes du roy données à Paris le xxii. jour de ce mois, signées, de l'Aubespine, par lesquelles ledict seigneur dit, declare, veut & ordonne que les prevosts des marchands & eschevins de la ville de Paris qui à present sont & seront pour l'advenir, & leurs lieutenans, connoissent & decident sommairement & sur le champ, tenans leur siege & juridiction en l'hostel de ville, de toutes les causes & differens qui s'offriront par devant eux, dont la connoissance leur appartiendra, tant par octroy des precedes roys, que dudiect seigneur, pour le fait des rivieres, marchandises, fermes & aydes, sans aucunement appointer les parties à produire & mettre par devers eux; ce que iceluy seigneur leur defend faire à l'advenir; & que les preuves & examens des tesmoings qui seront necessaires se fassent judiciairement en la presence des parties, pour incontinent juger & decider d'icelles, sinon en cas que les tesmoins fussent demourans hors cette dicte ville, le tout sur peine de nullité desdictes enquestes ou jugemens; ouy sur ce le procureur general du roy en ses conclusions, & tout consideré; LA COUR a ordonné & ordonne que lesdictes lettres seront leues en jugement au premier jour plaidoyable, & ce fait enregistré en icelle, *audito & requirente procuratore generali regis.*

*Procession pour expier le crime commis à
Ste Geneviève.*

DU Lundy xxvii. Decembre. Ce jourd'huy par ordonnance du roy messieurs les presidens, conseillers & autres officiers de la cour de ceans se sont assemblez au palais entre 7. à 8. heures du matin, pour aller à la procession que faisoit ledict seigneur, pour expier le malheureux acte advenu Jeudy dernier en l'eglise Ste Genevieve &c.

Enregistrement de l'edit du consulat.

DU Lundy x. Janvier M. D. LXIII. (ancien stile) Veû par la cour les lettres patentes en forme de chartre données à Paris au mois de Novembre dernier passé, signées de l'Aubespine, oc-

troyées à la requeste & sur la remontrance des marchands de cette ville, contenant creation d'un juge & quatre consuls, pour juger les procez & differends d'entre eux pour fait de leur marchandise & trafficq, la forme desdicts jugemens, ainsi qu'il est plus à plein contenu esdictes lettres, de l'ordonnance de ladicte cour communiquées au procureur general du roy; ses conclusions: ouy le rapport des depurez par icelle cour, pour faire les remonstrances ordonnées estre faites sur la consequence dudiect edict; la matiere mise en deliberation, & tout consideré: LADICTE COUR a ordonné & ordonne que lesdictes remonstrances seront enregistrées avec le present arrest; & seront icelles lettres leues, publiées & enregistrées es registres d'icelle, *de mandato expresse domini nostri regis*, & par provision; à la charge que lesdicts juge des marchands & quatre consuls seront tenus faire le serment en leurs receptions en icelle cour, tel que ont accoustumé de faire ceux dont les appellations ressortissent en icelle; & qu'il sera parlé au roy touchant les veuves & pupilles, pour n'estre comprinses en l'edict; & aussy que l'on ne fera aucune assemblée au lieu où se fera la jurisdiction, sinon pour l'effect de l'eslection & pour le fait de la justice,

Retablissement de la foire de S. Germain.

DU Vendredy xiv. Janvier. Veû par la cour la requeste à elle presentee par les religieux, abbé & convent de S. Germain des Prez lez Paris, contenant que de tout temps & d'ancienneté les supplians auroient droit de faire ouvrir & tenir foire franche au bourg & halle dudiect S. Germain, dont ils avoient par cy-devant usé eux & leurs predecesseurs paisiblement & sans aucun trouble, fors & excepté l'année dernière 1562. que la cour, pour obvier aux troubles, querelles & esmotions que l'on craignoit pouvoir advenir à cause & durant le temps de ladicte foire, auroit par son arrest ordonné que ladicte foire ne tiendroit ladicte année passée &c. Et par ce que à present, graces à Dieu, lesdicts troubles cessoient, & que grande partie des marchans estoient encores en doute si ladicte foire tiendroit cette année ou non, les supplians requeroient à ces causes permission de ladicte cour &c. LA DICTE COUR a permis & permet auxdicts supplians faire publier à son de

AN. 1564.

AN. 1564.

K k k k k iij

AN. 1564.

trompe & cry public que ladicte foire sera ouverte, & se tiendra cette année aux lieux & jours accoustumez.

Premiere election des consuls de Paris.

DU Mardy 1. Fevrier. Ce jour les gens du roy ont présenté à la cour un paquet non suscript, cacheté d'un petit cachet aux armoiries de cette ville, qu'ils ont dict estre le scrutin fait en l'hostel de ladicte ville pour le fait de l'election d'un juge & quatre consuls de la marchandise de cette ville, duquella teneur ensuit : CE JOURD'HUY 27. jour de Janvier 1563. en la grand salle de l'hostel de la ville de Paris ont esté convoquez & assemblez les marchands de cette ville de Paris jusques au nombre porté par l'edict.... Ce fait ont esté esleus pour scrutateurs sire Henry l'Advocat, François Garrault, Jean Daubray & Claude Hervy.... Et sont trouvez les voix ainsi comme il ensuit : à sçavoir pour juge des marchands sire Guillaume Choart 31. voix, sire Claude Marcel 22. voix, &c.... Par ainsi appert que le sire Jean Aubery n'aguères eschevin à la pluralité des voix pour juge des marchands, pour consuls Nicolas Bourgeois pour le premier, sire Henry l'Advocat pour le deuxiesme, Pierre de la Cour pour le tiers, Claude Hervy pour le quart, &c.

Lettres de cachet au parlement contre les predicateurs indiscrets.

DU Mercredi xv. Mars. Ce jour la cour a receu les lettres missives du roy, desquelles la teneur ensuit : DE PAR LE ROY. Nos amez & feaux. Nous avons entendu qu'il y a aucuns des predicateurs de cette ville de Paris, qui ne se peuvent garder & contenir qu'ils ne meslent en leurs predications beaucoup de choses seditieuses & scandaleuses, qui ne servent de rien à l'édification du peuple, mais bien à l'esmouvoir & exciter à sedition. Ayant sceü qu'il y en a d'entre vous, lesquelz encore qu'ilz ayent esté auditeurs de telles choses, ne se fouchent d'y faire donner aucune provision, nous ne vous pouvons celler que nous n'en sommes pas fort contents, comme aussi ils ne nous en donnent grande occasion. Vous mandons & enjoignons que d'autant que vous desirez faire chose qui nous soit agreable, vous mandez & faites venir par devers vous tous les

predicateurs qui sont chargez d'avoir procedé en leursdicts sermons par convices, injures & parolles seditieuses, pour les admonester de s'en abstenir d'oresnavant. Et si après ledict admonestement & deffences que vous leur aurez faites de ne le plus faire ils y continuent, deffendez leur la chaire ; & si besoing est, proceddez contre eux ainsi que verrez estre de raison : croyant ce que nous avons donné charge à nostre amé & feal maistre Guillaume Violle par nous nommé à l'evesché de Paris vous en dire de nostre part, comme vous seriez nostre personne, sans y faire faute ne difficulté. Car tel est nostre plaisir. Donné à Fontainebleau le xii. jour de Mars m. d. lxiii. Signé, CHARLES, & contre-signé, BOURDIN.

La maladrerie de la Barbienne unie à l'hostel-Dieu.

DU Samedi xv. Avril. Veües par la cour les lettres parentes du roy données à Fontainebleau le 26. Fevrier dernier, par lesquelles ledict seigneur a ordonné que le revenu de la maladrerie assise près le Bourg-la-reyne, vulgairement appellé la maladrerie de la Barbienne, sera d'oresnavant prins & perçeu par les gouverneurs & administrateurs de l'hostel-Dieu de cette ville, pour estre employé à la nourriture des pauvres dudit lieu ; à quoy ledict seigneur par provision & jusques à ce qu'autrement en soit ordonné le destine & affecte, & veut & mande qu'on en fasse & laisse jouir pleinement & paisiblement lesdits gouverneurs & administrateurs, leur en faisant mainlevée entierement, nonobstant la saisie faite en vertu de l'edict de la refformation des maladrieries & hospitaux, & que les commissaires establis leur en rendent & payent le reliqua. La requeste présentée à ladicte cour, à laquelle lesdites lettres sont adressées, afin de les enteriner. Ouy sur ce le procureur general du roy, & tout considéré : LA COUR ayant esgard auxdictes lettres & requeste, a enteriné & enterine aux impetrans lesdits lettres, pour jouir par eux de l'effect & contenu en icelles, selon leur forme & teneur.

Ordonnance

Ordonnance touchant la coustume de tendre devant les maisons, à la procession de la feste-Dieu.

DU Vendredy xxvi. May. Sur la requeste présentée à la cour par le procureur general du roy, present le mareschal de Montmorency lieutenant & gouverneur en cette ville de Paris & Isle de France, la matiere mise en deliberation: LA COUR a ordonné que le commissaire de chacun quartier, avec le quartierier d'icelluy, cinquantenier & l'un des marguilliers des paroisses se transporteront particulièrement ez maisons de chacune paroisse, pour advertir les demourans esdictes maisons de faire ce qu'il est accoustumé faire ez jours de la feste du S. Sacrement & des octaves, afin d'entendre s'ils sont pas en cette volonté de faire & continuer ce qu'il est de bonne coustume de faire ce que de tout temps a esté fait, mesme de tendre devant leurs maisons, selon que l'on en peut avoir le moyen, aisance & commodité; & de mettre & rediger par escript la response qui aura esté faite, sans entrer en aucune contention ne dispute, soit avec ceux qui volontairement s'accorderont de faire ce qu'il est de coustume, soit pour le regard de ceux qui en pourroient faire difficulté pour cause de remords de conscience ou autre occasion. Et quant à ceux qui feront response ne vouloir ou pouvoir tendre devant leurs maisons, & faire ce qui est de coustume, le marguillier qui sera present, prendra autant de ladicte response par escript, afin de faire tendre aux despens de l'œuvre de l'eglise au-devant des maisons de ceux qui se trouveront reffusans, pour obvier au scandalle & tumulte qui s'en pourroit ensuivre, tant pour le regard du jour que des octaves; pour ledict jour & octaves passées estre ordonné ce qui sera à faire par raison. Et enjoinct la cour tant au prevost de Paris & ses lieutenans & officiers du chasteler, que pareillement aux prevost des marchands & eschevins de cette ville de Paris, chacun en tant qu'à luy appartiendra, de faire garder estroitement cette ordonnance & icelle executer, y commençant dès le soir de demain; & de disposer ceux qui sont de leur famille & officiers, tant du roy que de ladicte ville, par les quartiers & endroits d'icelle, soit le jour de la feste, soit le jour des octaves, en telle maniere qu'il n'en advienne aucun in-

convenient ne scandalle, sur tant qu'ilz desirent faire agreable service au roy, pour le bien, repos & tranquillité de ses subjects & habitans de cestedicte ville.

AN. 1564.

DU Lundy xxvi. Juin. Ce jour la cour a receu les lettres missives du roy, dont la teneur ensuit: DE PAR LE ROY. Nos amez & feaux. Ayant entendu en quelle tranquillité s'est passé le jour du S. Sacrement & celluy des octaves en nostre ville de Paris, tant par le moyen de l'ordonnance que vous en avez faite par vostre arrest, que par le bon ordre que y a mis nostre tres-cher & amé cousin le mareschal de Montmorency gouverneur & nostre lieutenant general audict Paris & en l'Isle de France: nous avons bien voulu vous témoigner par la presente que nous en avons receu un tres grand contentement, & que plus agreable service ne nous scauriez vous faire, que de continuer à pourveoir d'autant qu'il vous sera possible, que cette ville là, qui est la capitale de nostre royaume & sur laquelle se conforment toutes les autres de nostre estat, persevere en la douceur & pacification en laquelle elle s'est maintenue jusques à present; & mesme que sous couleur de la reservation faite par vostredict arrest d'ordonner sur les fraiz qui se feroient pour tendre devant les maisons de ceux qui auroient esté reffusans de ce faire, il ne s'innove ne remue rien allencontre desdicts reffraiseurs, qui soit pour tomber en debat & querelle, & surquoy l'on puisse fonder une contravention faite à l'edict de pacification: joint aussi que lesdicts fraiz ne scauroient monter à si grandes sommes, qu'ils ne se puissent aisément porter sur les œuvres des paroisses, selon qu'il est contenu en vostredict arrest; estant chose que le bien de nostre service requiert pour le temps qu'ainsi se fasse, & que nous desirons que vous ne fâchiez faulte d'ensuivre entierement. Car tel est nostre plaisir. Donné à Lyon le xv. jour de Juin M. D. LXIV. Signé, CHARLES; & contre-signé, BOURDIN, &c.

Ordonnance touchant les marchandises apportées de pays affligés de peste.

DU Mardy xii. Septembre: La chambre ordonnée ou temps des vacations, pour obvier aux inconveniens qui pourroient advenir en cette ville de Paris, à cause des marchandises venant

An. 1564.

de Lyon, & qui pourroient estre tirées des maison pestiferées estans en icelle pour les amener en cette dicte ville, en laquelle y en a ja grande quantité arrivée, les autres estans sur les chemins, & grande quantité prestes pour y amener... a ordonné & ordonne que toutes marchandises venans de ladicte ville de Lyon, seront arrestées és lieux qui s'ensuivent: c'est à sçavoir celles qui viennent par charroy, à Chastres sous Montlehery, au Plessis qui est une lieue au-dessus de Corbeil & Brye-comte-Robert, & celles qui viennent sur l'eau, és villes de Melun & Corbeil. Enjoindt aux prevost des marchands & eschevins de cettadicte ville envoyer incontinent & sans delay personnes preposées à arrester lesdictes marchandises, & pour recevoir les deniers & tributs appartenans au roy esdicts lieux és despens de la ville; & que lesdictes marchandises seront & demeureront esdicts lieux jusques au jour de S. Martin d'hiver prochainement venant. Et quant à celles ja arrivées en cette ville, ordonne qu'elles seront mises en lieu qui sera advisé, pour y estre gardées, ouvertes & éventées jusques audict jour de saint Martin, &c.

Le pont au change en danger.

DU Vendredy 1. Decembre. Ce jour les lieutenant criminel & substitut du procureur general du roy au chastelet de Paris sont venus, en la presence du procureur general dudit seigneur, assisté de M. Emond Boucherat advocat dudit seigneur, advertir la cour du peril evident des deux bouts du pont au Change, tant du costé du palais que de là; & si par la vísitation qui en a esté faite n'y est bien-tost pourveu, deux piliers dudit pont iront à val l'eau; & dont supplient que le tresorier Grollier soit mandé, & luy soit enjoindt y faire belongner, & le prevost des marchands & eschevins de cette ville, à ce qu'il ne leur en soit rien imputé. Et à l'instant la cour a enjoindt à deux huissiers aller, l'un devers le tresorier Grollier general de la charge, & l'autre devers le prevost des marchands, pour leur faire entendre l'ordonnance de ladicte cour.

DU Samedy 11. La cour ouy le procureur general du roy, &c. ordonne que le pont aux Changes sera mis en defences, & à cette fin posées barrieres aux deux bouts dudit pont:

inhabitant icelle cour à toutes personnes de quelque qualité qu'elles soient, de passer ou repasser en charrettes, chariorz & arches, sur peine de confiscation de corps & de biens. Et a ordonné que tant au general de la charge, que prevost des marchands & eschevins sera enjoindt de faire telle diligence pour l'assurance dudit pont, que ledict éminent peril n'advienne, sur peine de s'en prendre à eux; & aux officiers du chastelet de Paris d'y tenir la main. Et sera le present arrest publié à son de trompe & cry public par cette ville de Paris.

Arrest au sujet des lepreux de S. Lazare.

DU xxvii Janv. Veüe par la cour la requête à elle présentée par Noel Pellerin, Thomas Mariamne, Claude Mayrant, Jeanne de Fiscan, Cordelliere Violet & Anne Moirer, tous pauvres lepreux en la malladerie S. Lazare lez Paris; par laquelle ils requierent leur estre par ladicte cour pourveu sur le contenu en ladicte requête par eux présentée au grand aumosnier de France ou ses vicaires le 9. Juillet dernier passé, contre les prieur & religieux dudit S. Lazare, touchant leurs vivre, vestiaire, chauffage & autres necessitez à eux deües par lesdicts prieur & religieux dudit S. Lazare, &c. LA COUR a ordonné & ordonne que maistres Jacques Roillard & Jacques Violle conseillers du roy en icelle le transporteront en ladicte malladerie de saint Lazare les Paris, pour appellé avec eux le prieur d'icelle malladerie & autres qui pour ce seront à appeller, visiter ladicte malladerie, & reconnoistre si ausdicts supplians sont baillées les necessitez à eux deües par lesdicts prieur & religieux; & ce fait & le procès verbal de la vísitation desdicts commissaires veü par ladicte cour, estre par elle pourveu ausdicts supplians, comme il appartiendra par raison.

Presentation des nouveaux consuls au parlement.

DU Lundy v. Fevrier. Ce jour la cour ayant veü la requête à elle présentée par Jean Aubry juge, Nicolas Bourgeois, Henry l'Advocat, Pierre de la Cour & Claude Hervy consuls des marchands de Paris, tendant à ce qu'ayant fait leur charge par l'espace d'un an, suivant l'edict, il pleüst à la cour les renir pour deschargez, & en leur lieu feussent

An. 1565.

sent receüs au serment tel qu'ils ont fait à leur reception, Claude le Prestre pour juge, Regnault, Wast Bourdin, Louis de Creil & Jean Dampmartin pour consuls. . . . A esté arresté que lesdicts le Prestre, &c. seront receüs à faire le serment ausdictes charges appartenant, & lesdicts Aubry, &c. deschargez.

Autre arrest en faveur des lepreux de saint Lazare.

DU Mardy xx. Fevrier. Veü par la cour la requeste à elle présentée par le procureur general du roy, contenant que le unzième de ce mois maîtres Jacques Violle & Jacques Roillart commis à la visitation de la malladerie de sainte Ladicte, voyant l'extrême necessité en laquelle estoient les pauvres mallades, auroient ordonné la somme de huit livres tournois leur estre delivree par chacune sepmaine, & outre que la somme de quinze livres tournois seroit baillée pour une fois ausdicts mallades, selon que plus à plain estoit contenu en la sentence par eux donnée, & ce nonobstant toutes saisies & arrestz faicts par les creanciers & autres personnes; ce qui demeurait inexecuté par le moyen des frivoles responses des fermiers & debiteurs qui alleguoient lesdicts arrestz. Requeroit par tant y estre pourveü. Veü le jugement desdictz commissaires, & tout consideré: LADICTE COUR a ordonné que le jugement provisionel donné par lesdicts commissaires le unzième de ce mois, sera executeiro nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles, & nonobstant les saisies & arrestz que l'on pretend ou pourroit pretendre avoir esté faictz sur les fruietz & biens de ladicte malladerie.

Autre arrest en faveur des lepreux de saint Lazare.

DU Mercredi dernier Fevrier. La cour a ordonné & ordonne par maniere de provision, jusques à ce qu'autrement en soit ordonné, & nonobstant & sans avoir esgard à la saisie faicte à la requeste desdicts creanciers, & baux à ferme du revenu dudit prieuré S. Lazare, que tout le revenu temporel dudit prieuré sera faizy à l'instance & requeste du procureur general du roy, baillé & mis es mains d'un bon & notable bourgeois & marchand de cette ville de Paris solvable, qui sera à ce nommé &

Tome II. Part. II.

deputé par ladicte cour; par les mains duquel seront deslivrez, tant ausdicts pauvres lepreux que religieux, les choses necessaires pour leur nourriture & entretenement; & le surplus du revenu employé & converty au payement des creanciers, & en l'acquit des debtes faictes & contractées pour les affaires & pour le bien de ladicte maison. Et pour les grandes necessitez qui y sont de present, ordonne ladicte cour que les religieux de ladicte maison seront reduits à tel nombre que le revenu d'icelle le pourra porter, & selon la fondation & anciens statuts d'icelle, & en la maniere que par l'evesque de Paris sera advisé & ordonné; & les autres religieux envoyez ez monasteres de S. Victor & autres dudit ordre, ainsi que plus aisément & commodement faire se pourra; auquel evesque ou son official ledict frere Pierre de la Marche prieur dudit S. Lazare sera renvoyé pour luy faire son procez sur les cas à luy imposez, & dont il se trouvera chargé, & à la charge du cas privilegié. Et au surplus de ce qui reste à executer pour l'estat & refformation de ladicte maison, y sera pourveü par les commissaires ja commis; & ce qui sera par eux ordonné, sera executé nonobstant oppositions ou appellations quelconques & sans prejudice d'icelles.

DU Mardy XIII. Mars. La cour a ordonné & ordonne que le revenu temporel de l'hospital S. Lazare sera regy & administré par Jean de Bray & Philippes Messier marchands de cette ville. . . . suivant l'arrest donné en la matiere.

Démolition des hostels des Tournelles & d'Angoulesme.

DU xxiii. Juin. Veü par la cour les lettres patentes du roy, données au Mont de Marsant le 15. May dernier, par lesquelles ledict seigneur mande aux juges & commissaires par luy ordonnez pour faire baux & ventes à perpetuité des hostels des Tournelles & d'Angoulesme audit seigneur appartenans, assis en la ville de Paris, faire une fin à ladicte vente de places, se faire se peut, demolition actuelle & réelle des bastimens & edifices y estans, vente des matereaux au plus offrant & dernier encherisseur, & autrement en toutes les autres sortes & manieres dont ils se pourroient adviser, pour y faire une prompte fin & ex-

LIII

AN 1565.

pedition : appellé toutesfois à ce que dessus M. Philippe de Lorme abbé de S. Serge & de S. Eloy, voulant en outre pour le fait & execution desdictes ventes, que lesdictes lettres patentes, en consequence des premieres commissions & pouvoirs, soient verifiées & enregistrées en ladicte cour & chambre des comptes à Paris, auxquels il mande ainsi le faire sans retardation, modification ne difficulté ; & tout considéré ; LADICTE COUR, en consequence des premieres lettres verifiées & enregistrées en icelle, a ordonné & ordonne que les presentes seront enregistrées ez registres d'icelle.

Le convent de la Charité, dit des Billetes.

DU Mardy vii. Aoust. Veüe par la cour la requeste à elle présentée par frere Joseph de Choisy sous prieur du convent de la Charité, dict des Billetes, en cette ville de Paris, contenant que pour raison, tant dudict sous-prieur, que à cause de la reformation demandée contre le general dudict convent, y ayt plusieurs procez en ladicte cour, tant par appel que autrement, entre ledict suppliant d'une part & ledict general d'autre ; lesquels procez ne scauroient recevoir leur expedition & sollicitation deüe, sans la presence & poursuite dudict suppliant, lequel toutesfois ledict general vouloit tenir renfermé & plus estroitement reserver que de coustume, sans aucune permission de vacquer ne de venir à ses affaires, &c. . . . LADICTE COUR a permis & permet audict suppliant de sortir hors de son convent deux jours par sepmaine, pour la sollicitation des affaires de la maison & des siennes.

Eustache du Bellay cy-devant evesque de Paris.

DU 14. Septembre. Veü par la cour la requeste à elle présentée par M. Eustache du Bellay abbé du petit Cisteaux, & nagueres evesque de Paris, contenant, &c.

Ordonnance en faveur des pauvres, pendant la cherté.

DU Samedy xxi. Decembre. La cour après avoir ouy le procureur general du roy sur ses remonstrances de la rareté des bleds & sterilité de l'année, & ouys les officiers du chasteller, prevost

des marchands & eschevins de cette ville, considerant le grand nombre des pauvres ordinairement affluans en cette ville, & s'y venans ranger pour y vivre, & leur donner occasion de les employer aux œuvres publiques pour avoir du pain, & éviter à plus grandz inconveniens que par necessité pourroient advenir au grand regret d'un chacun, a ordonné & ordonne que pour demy an seulement, & sans le tirer à consequence, que chacun des bourgeois, manans & habitans de cette ville doubleront le payement de leurs aumosnes, à quoy volontairement ils se sont cy-devant cortisez au bureau de la police des pauvres, pour estre distribuées par les commissaires desdicts pauvres de chacune desdictes paroisses en deniers ou du pain, ainsi qu'il sera par les commissaires dudit bureau de la police deliberé & advisé. Enjoint la cour aux prevost des marchands & eschevins de cette ville de Paris contraindre & faire contraindre les pauvres valides de cette ville à aller besongner aux fortifications d'icelle pour demie année, à commencer du premier jour de Janvier, auquel jour seront les bourgeois, manans & habitans de ladicte ville & fauxbourgs cortisez à la somme de six livres tournois & au dessous pour les fortifications, tenus & contraincts avancer & delivrer les deniers de leursdictes cortisations de la qualité que dessus au receveur des deniers desdictes fortifications, pour estre employez par lesdicts prevost des marchands & eschevins ou ceux qu'ils commettront audits pauvres ouvriers audits fortifications, soit en pain ou en deniers, ainsi qu'ilz trouveront en leur conscience estre le plus expedient pour l'ayde de la vie desd. pauvres. Enjoint aussi la cour au prevost de Paris ou ses lieutenans, &c. contraindre & faire contraindre lesdicts pauvres à s'employer audits fortifications ou œuvres publiques esquelz lesdicts prevost des marchands & eschevins les voudroient employer, &c. Et sera la presente ordonnance leüe & publiée.

Ordonnance au sujet des bleds.

DUdict jour. La cour, ouy le procureur general du roy & le prevost des marchands & eschevins de cette ville, a ordonné & ordonne pour le bien commun des habitans d'icelle, que le prevost de Paris en personne & ses lieutenans & commissaires des quartiers, chacun

cun en leur quartier, ainsi qu'ilz seront ditz ilueuz par un des plus nottables bourgeois du quartier, feront en temps opportun perquisition bien exacte de tous les bledz qui seront ez greniers de cette ville, dont sera fait registre. Que les habitans d'icelle seront admonestez se fournir chacun d'une bonne quantité de bledz, pour la nourriture de leurs familles pour quatre mois, si possible leur est, mesmement les artisans & autres qui auront puissance d'en amasser; & quant aux bourgeois riches & aisez, d'en avoir jusques à la quantité de cinq ou six muids, pour estre envoyez au cas de necessité au marché. Et à cette cause feront venir iceux en diligence les bledz des moissons qui leur sont deübz, en faisant acheter hors des marchez de cette ville de Paris; afin que celluy qui arrivera aux marchez de cetterdicte ville, soit incontinent distribué aux bourgeois & gens du plat pays voisins.

Reglement pour S. Lazare.

AN. 1566.

DU Samedy 1x. Fevrier. Sur la requeste présentée à la cour par frere René Hector religieux de l'ordre S. Augustin, soy disant prieur du pretendu prieuré de S. Lazare lez Paris, le 19. Juin 1565. par Jean de Bray & Philippes Messier marchands & bourgeois de cette ville de Paris, commissaires commis par ladicte cour au regime & gouvernement de la malladerie dudit saint Lazare le 13. Aoust 1565. & par l'evesque de Paris le 9. Janvier dernier; la requeste dudit Hector tendant afin d'avoir mainlevée du temporel dudit prétendu prieuré S. Lazare, & deffences ausdicts commissaires de ne plus s'entremettre du fait & exercice de ladicte commission; celle desdicts de Bray & Messier tendant à fin d'estre reglez sur l'administration & commission avec ledit Hector; & celle dudit evesque de Paris tendant afin d'estre conservé ez droictz par luy pretendus de pourvoir audit pretendu prieuré, de le visiter & refformer, ainsi que de tout temps ses predecesseurs evesques de Paris ont accoustumé faire, pour les causes respectivement alleguées par lesdictz supplians esdictes requestes. Veüs par la cour les lettres, tiltres & papiers concernant la maison & pretendu prieuré dudit saint Lazare; les visitations & refformations d'icelluy pretendu prieuré, faictes par l'evesque de Paris ou ses vicaires es an-

née 513. 14. & 15. les lettres de profession des religieux de l'ordre S. Augustin, cy-devant receüz audit prieuré de S. Lazare esdictes années 1515. & autres ensuivant, avec autres pieces respectivement mises par devers ladicte cour par ledit evesque de Paris & Hector religieux; procez verbal de maîtres Robert Bouere & Claude Anjorant conseillers en ladicte cour; de la visitation par eux faicte desdictes maison & pretendu prieuré S. Lazare, suivant l'arrest donné en la chambre ordonnée au temps des vaccacions le 9. Septembre 1560. &c. IL SERA DICT, ayant aucunement esgard ausdictes requestes, & sans le tirer à consequence; que la cour a fait & fait par provision mainlevée audit Hector dudit prieuré S. Lazare; à la charge toutesfois que ledit Hector sera tenu d'employer la tierce partie du revenu dudit pretendu prieuré à la nourriture & entretenement des pauvres malades lepreux, auquelz est affectée la leproserie dudit lieu; lesquels ledit Hector sera tenu recevoir ez lieux & maisons où ils ont accoustumé estre logez & hebergéz. Et où il n'y aura nombre suffisant de malades de lepre de ladicte qualité, sera tenu ledit Hector en y recevoir d'autres lepreux jusques à tel nombre que le revenu dudit tiers le pourra porter; & administrer ausdicts pauvres lepreux, & faire administrer par les religieux estans audit prieuré, toutes choses necessaires, tant pour la consolation & salut de leurs ames, que nourriture de leurs corps. Et a fait & fait ladicte cour deffences audit Hector de n'exiger desdicts lepreux aucune chose pour leursdictes maisons & hebergemens; ains luy a enjoinct & enjoinct ladicte cour d'entretenir les maisons desdicts pauvres lepreux, & les accommoder ainsi qu'il est requis pour leur necessité. L'autre tierce partie pour l'entretenement dudit Hector & autres religieux estans audit pretendu prieuré, & qui y seront cy-après, jusques à tel nombre qu'il sera requis & necessaire pour le service divin, administration des sacremens ausdicts pauvres lepreux & autres affaires d'icelluy prieuré. Et l'autre tierce faisant le residu du revenu dudit prieuré, au payement des debtes desquelles est à present chargé ledit lieu & pretendu prieuré dudit S. Lazare. Et outre rendre par ledit Hector compte par chacun an de l'administration dudit pretendu prieuré & revenu d'icelluy pardevant ledit evesque

AN 1566

AN. 1566.

de Paris, appelez deux des conseillers de ladicte cour. Lequel evesque de Paris visitera ledict pretendu prieuré & les religieux & prieur d'icelluy, refformera le nombre des religieux estans en icelluy, si besoin est, & fera entretenir la refformation ordonnée par luy ou ses predecesseurs evesques aud. pretendu prieuré : le tout par provision & jusques à ce qu'autrement par ladicte cour en ait esté ordonné. Et neantmoins de trois mois en trois mois led. Hector baillera aud. evesque de Paris l'estat du revenu & depence qui sera faicte audict pretendu prieuré, pour y avoir l'œil, tant pour le regard de la depence qui se fera en icelluy pour l'entretenement desdicts religieux & lepreux, payement desdictes debtes, refformation dudit pretendu prieuré & observance reguliere des religieux estans en icelluy. Et a ladicte cour deschargé & descharge lesdicts Messier & de Bray commissaires susdicts de l'administration qu'ils ont eu cy-devant dudit pretendu prieuré & revenu d'icelluy, & dont ils rendront compte dedans quinzaine, & cependant bailleront aud. Hector un brief estat des debtes deues sur le pretendu prieuré, & de celles qu'ilz ont payées & qu'il reste à payer. Et a lad. cour déclaré & declare ledict prieur & autres religieux & administrateurs qui sont de present & qui seront cy-après, incapables de faire aucunes obligations, cedulles, promesses & autres contractz au prejudice dudit pretendu prieuré, & s'aucuns en sont faictz, les a declarez & declare ladicte cour de nul effect & valeur.

Le monastere de Longchamp insulté par des libertins.

DU 11. Mars. Veüe par la cour la requeste à elle présentée par le procureur general du roy, contenant qu'il auroit esté adverty que, tant ès jours de feltes que autres jours, se transportent plusieurs personnes en l'abbaye de Longchamp, lesquelz usans de propos deshonnestes faisoient plusieurs acclamations scandaleuses, jusques à vouloir entrer par force au monastere; à quoy estoit besoin de pourvoir. Tout considéré : LA COUR, a ordonné & enjoinct aux lieutenans, tant criminel, que de robbe longue & de robbe courte de cette ville de Paris, d'ouir la plainte tant des religieux que religieuses dudit monastere, & eux transporter sur les lieux, pour

prendre & apprehender au corps ceux qu'ils trouveront faictans tels desordres & efforts, & neantmoins informer des choses susdictes; pour l'information vaine en estre ordonné.

Arrest touchant le droit de hanse & compagnie Françoisse.

DU dernier Avril. Veü par la cour les lettres du roy données à la Charité le 10. Avril dernier passé, obtenues par les manans & habitans du bout du pont de S. Jean de Luz; la declaration & consentement baillez par les prevost des marchands & eschevins de cette ville de Paris le vingt-quatre dudit mois d'Avril, ausquelz lesdictes lettres ont esté communiquées; les conclusions du procureur general du roy sur icelles, & tout considéré; LA COUR a ordonné & ordonne que lesdictes lettres patentes seront enregistrées ès registres d'icelle; à la charge toutesfoies que en amenant par lesdicts habitans dud. saint Jean de Luz leurs denrées & marchandises en cette ville de Paris, ils se feront hanfer, & payeront le droit de hanse & compagnie Françoisse, suivant les ordonnances de la ville; & avec ce apporteront declaration à l'ouverture de leurs batteaux de toutes les marchandises qui seront arrivées, & qu'ils n'useront de privileges & exemptions en fraude ny au prejudice des droits du roy, & aussi à la charge que lesdicts habitans ne se pourront aider desdictes lettres pour le regard des marchandises privilegiées, esquelles toutes personnes tant privilegiées que non privilegiées sont tenues contribuer.

Jeûne & procession pour le temps, le roy present.

DU Samedy vi. Juillet. La cour... a ordonné & ordonne, outre le jeûne particulier commandé par l'evesque de Paris à toutes les paroisses de cette ville & fauxbourgs jusques au retour de la procession, que defences seront faictes à tous taverniers & cabaretiers & autres d'ouvrir leur tavernes, cabarets & maisons, pour bailler vivres, vin & viande à quelque personne que ce soit, sur peine de confiscation de corps & de biens. Et partiellement inhibitions & defences sont faictes à tous ceux ez maisons desquels soit par bas ou par haut se retirent plusieurs personnes pour voir

passer la procession, de faire aucuns de-
jeûnez ny banquets ny autre appareil
pour vivre, boire & manger, comme
par cy-devant a esté fait, jusques au
retour de la procession. Et sera ce present
arrest leû & publié &c.

DU Dimanche VII. Juillet. Ce jour
messieurs les presidens, conseillers
& autres officiers de la cour se sont as-
semblez au palais, pour aller à la pro-
cession de Ste Genevieve, ordonnée es-
tre faite pour l'indisposition du temps
& appaiser l'ire de Dieu; & environ les
huit heures du matin est partie à cheval
& allée à l'eglise de ladicte Ste Gene-
vieve par les pont S. Michel & rue de
la Harpe en l'ordre accoustumé: sca-
voir est, les huissiers vestus de noir de-
vant, portans chacun leurs verges à la
main, les nottaires ensemble, le greffier
des presentations; moy vestu de mon
epitoge, le premier huissier ayant chap-
peron à bourlet sur sa robe d'escarlatta-
te; mesdicts seigneurs les presidens avec
leurs manteaux de velours, les conseil-
lers & advocats du roy en robes d'es-
carlatte & chapperons fourrez. S'est scisé
au chœur de ladicte eglise des deux cos-
tez. Tost après l'eglise de Paris est arri-
vée; l'evesque de Paris en son pontificat
s'est scisé à la dextre dudit chœur au-
dessus de M. le premier president; &
sont demeurez les dignitez & chanoines
debout entre le peuple, parcequ'il n'y
avoir place. Ont avec ledict evesque re-
monstré l'indecence, & que ladicte cour
avoit pris leurs places accoustumées, la-
quelle souloit s'arrester attendant la-
dicte procession en la salle & logis de
l'abbé. Et leur a esté respondu que pour
la presence du roy ladicte cour se devoit
tenir audit chœur, & accordé qu'à l'a-
venir, fust le roy present ou absent, le
fenestre costé dudit chœur seroit de-
laissé ausdictes dignitez & chanoines, sans
qu'aucun de ladicte cour s'y scist. Aussi
est survenu audit chœur dudit costé
gauche M. Philbert Barjot maistre des
requestes de l'hostel du roy, vestu de
robe de foye, auquel a esté mandé &
dict par M. Robert de S. Germain, que
puisque'il n'avoit robe d'escarlatta il ne
se mist avec ladicte cour à la suite du
roy. Et il a fait réponse que un mai-
stre des requestes & luy estoient delibe-
rez suivre sa majesté; pour ce ne s'es-
toient habillez d'escarlatta, pour ce que
les chantres de la chapelle du roy voul-
loient marcher les derniers du clergé,

& avoir le chant à la procession, que les
religieux Ste Genevieve ont accoustu-
mé avoir, & tenir la dextre, l'eglise de
Paris la fenestre. Quand le roy est arri-
vé, passant par l'eglise Ste Genevieve
luy a esté remonstré la coustume susdic-
te en telle procession par messieurs les
evesque de Paris & abbé de Ste Gene-
vieve; & il a déclaré qu'il vouloit qu'elle
fust observée en sa presence comme en
son absence; ce qui a esté fait, com-
bien que lesdicts chantres de sa chapel-
le y ayent fait quelque petite résis-
tance & difficulté. Environ les onze heu-
res a esté commencée ladicte procession
depuis ladicte eglise Ste Genevieve par
la rue S. Jacques jusques à l'eglise Nos-
tre-Dame de Paris.

Ensuit l'ordre de ladicte procession.

LEs quatre ordres des mendi-
ans, les paroisses, religions & eglises col-
legiales, avec leurs bannieres, croix &
reliquaires, accompagnez de plusieurs
torches ardentes; la plus part des pres-
tres revestus de chappes. La banniere
de Nostre-Dame, les croix Ste Gene-
vieve à la dextre & de Nostre Dame
à la fenestre; ensemble les filles de l'e-
glise de Paris, chantré, soubzchantré
& habituez des deux costez. La chas-
se Ste Genevieve à la dextre, celle de S.
Marceau à la fenestre, portées en la
maniere accoustumée. Les Suisses de la
garde, les tambourins & phiffres son-
nans, & eulx portans cierges de cire
jaulne. Les chantres de la chapelle du
roy portans cierges. Les religieux de Ste
Genevieve nuds pieds à la dextre, les
chanoines de Paris à la fenestre. Les
gentilshommes de la chambre portans
chacun un cierge blanc. Les aulmosniers
du roy & abbez en surplis, entre les-
quels estoit le bastard d'Angoulesme ab-
bé de la Chaife-Dieu. Deux herauts re-
vestus de leurs cottes d'armes. Les che-
valiers de l'ordre. Les evesques de Cha-
lon, Beziers, Xainctes & Noyon. Les
evesque de Paris à la fenestre, & abbé
Ste Genevieve nuds pieds à la dextre,
tous deux en leur pontificat. Les am-
bassadeurs, celui du pape conduit par
l'evesque de Ryez. Les cardinal de Bour-
bon, prince daulphin & duc de Nevers,
ensemble les ducs de Lorraine & de Mont-
pensier. Le roy, la royne, monseigneur
le duc d'Anjou, madame de Lorraine,
madame Marguerite de France, mon-
seigneur d'Allençon freres & sœurs du

AN. 1566.

roy, puis aucunes princesses, & après elles ladicte cour à la dextre, plusieurs dames & damoiselles à la fenestre, & après elles les prevost des M. & eschevins de la ville, & au bout les archers. Ladicte procession faicte en l'ordre susdict, a esté à midy celebrée la messe solennelle par ledict evesque de Paris, pendant laquelle on a rapporté au roy que durant ladicte procession une estoille luisante par l'espace de plus d'un quart d'heure, avoit esté veüe au ciel par plusieurs. au moyen de quoy il a envoyé le vicomte de Martigues pour en enquerir la verité, qui a rapporté le tesmoignage commun de ceux qui l'avoient veu en nombre infiny. Après ladicte messe environ une heure après midy chascun est allé dîner, & le roy a dîné en la maison episcopalle.

L'exercice de la R. P. R. défendu à Paris, & dans sa vicomté & prevosté.

AN. 1567.

DU XIII. Juin. Veües par la cour les lettres patentes du roy données à Paris le premier Juin present mois, par lesquelles ledict seigneur veult & ordonne que défenses soient faictes à toutes personnes, de quelque estat qualité & condition qu'ils soient, qu'ils n'ayent à faire ne soustenir faire en leurs maisons & domiciles, ne en quelque autre endroit de la ville, fauxbourgs, prevosté & vicomté de Paris aucuns presches, baptêmes, mariages, levées de deniers, tenir escolles, instruire enfans, ne faire aucun autre exercice de la religion pretendue reformée, ne autres assemblées prohibées par l'edict de pacification &c. LADICTE COUR a ordonné & ordonne que lesdictes lettres patentes seront lées, publiées & enregistrées es registres d'icelle, & publiées à son de trompe & cry public par ceste ville & fauxbourgs de Paris, & enjoinct au prevost dudit lieu ou son lieutenant le faire lire & publier par les lieux de ladicte prevosté & vicomté de Paris, à ce qu'aucun n'en pretende cause d'ignorance.

Profession de foy exigée des officiers qui se font recevoir au parlement.

DU Mardy XVIII. Novembre. Veüe ce jourd'huy par la cour l'information faicte sur la vie, mœurs & religion de M. Adrian de Thou conseiller en icelle, pourveu par le roy de l'un des rats & offices de maîtres des requestes

de son hostel de nouvel créés par ledict seigneur, LA COUR a ordonné qu'il sera receu audit estar, en faisant les sermens accoustumez, & à la charge de faire profession de sa foy, suivant les lettres patentes du roy n'aguières verifiées en ladicte cour.

Obseques d'Anne de Montmorency, constable.

DU Mardy XXV. Novembre. Ce jour messieurs se sont assemblez peu après midy en la salle du parlement, & tost après une heure sont partis, & montez sur leurs mulles en la cour du palais, font allee au logis du feu duc de Montmorency pair & connestable de France, pour donner de l'eau-benite au corps, & après se rendre en l'eglise de Paris, pour y attendre le corps & assister aux vigiles, afin d'obvier à la foule & presse du peuple.

Du Mercredi XXVI. Ce jour messieurs sont partis tost après les huit heures du matin, pour aller au service qui se faict ce matin en l'eglise de Paris pour feu messire Anne de Montmorency; & a esté arresté que vingt d'entre eux avec deux presidens iront à la conduite du corps jusques à S. Ladre ou à S. Laurent.

Permis au prevost des marchands &c. de faire bail des maisons des sujets rebelles qui ont quitté la ville.

DUdict jour. Veües par la cour les lettres patentes du roy données à Paris le 19. de ce mois, par lesquelles ledict seigneur, sur la remonstrance à luy faicte par les prevost des M. & eschevins de cette ville, en revoquant, cassant & annullant les baux à louage cy-devant faicts par lesdicts prevost des M. & eschevins à aucuns des habitans de ladicte ville, qui se sont retirez & absentez en la troupe & avec ceux qui puis n'agueres se sont soulevez & pris les armes contre ledict seigneur, de certaines maisons sises sur le pont N. D. au moyen de laquelle absence lesdictes maisons seroient demourées inhabitées & desertes, au moyen dequoy elles pourroient tomber en ruine & decadence, permet ausdicts prevost des M. & eschevins, appelé le procureur dudit seigneur & de la ville, proceder incontinent à nouveaux baux à louage des maisons baillées à louage à ceux qui se sont absentez avec ceux qui ont pris les armes contre ledict

dict seigneur.... LA COUR a ordonné & ordonne que lesdictes lettres seront enregistrées en icelle... à la charge de faire bon & loyal inventaire des biens & meubles qui se trouveront es maisons de ceux qui se sont absentez, ... à la conservation de quil appartiendra, &c.

Permission aux prevost des marchands & eschevins de faire faire de la poudre à canon.

Le college de Presse occupé par Muldrac, à l'occasion de la fuite & absence de Ramus.

AN. 1568.

AN. 1568.

DU Samedy XVII. Janvier. Veües par la cour les lettres patentes du roy données à Paris le dernier jour de Decembre dernier passé, signées : Par le roy, Robertet ; par lesquelles ledict seigneur bien assure de la diligence, ordre, bon mesnage & provision politiques que ont fait & font les prevost des marchands & eschevins de la ville de Paris, permet ausdicts prevost des marchands & eschevins & à leurs successeurs faire aucunes cueilletres, magasins & provisions de salpestre & souffre, pour composer pouldre à canon, en telle quantité & par telles personnes que bon leur semblera, avoir & dresser moulins & ustenciles propres & nécessaires à la confection desdictes pouldres en l'hostel de la ville ou en leur arsenac, en vendre & acheter, & generallyment en disposer pour le service dudit seigneur, feureré & commodité & usage des habitans d'icelle ville, ainsi qu'ilz adviseront en leur bureau, appelé le procureur d'icelluy seigneur & de ladicte ville ; ce que neantmoins il insiste & defend tres-expressément à toutes personnes de quelque qualité & condition qu'ilz soient, hormis lesdicts prevost des marchands & eschevins & leurs successeurs en leurs charges, sur les peynes indictes par ses ordonnances, &c. LA COUR a enteriné & enterine ausdicts impetrans lesdictes lettres, lesquelles à cette fin seront enregistrées en icelle, ouy & ce consentant le procureur general du roy, pour jouyr par eux de l'effect & contenu en icelles selon leur forme & teneur, en gardant les ordonnances faictes sur le faict des pouldres, qui sont de n'user de ferremens pour avoir le salpestre, mais de simples escouvettes tant seulement, & mettant les pouldres en lieu efcarté loing des maisons, & qu'il soit tel que on n'y puisse entrer sinon avec permission desdicts prevost des marchands & eschevins ; afin d'obvier aux inconveniens qui en pourroient advenir.

DU xxx. Janvier. Veü par la cour la requeste à elle presentee par M. Anthoine Muldrac bachelier en theologie en l'université de Paris, contenant que par cy-devant M. Pierre de la Ramée dict Ramus principal du college de Presse l'an 1562. se seroit absenté pour le faict de la nouvelle opinion, dont il estoit notoirement oiffamé, & le suppliant a esté pourveü par l'evesque de Paris superieur en cet endroit de la chapelle fondée audict college, auquel estoit annexée la principauté dudit college, & suivant la provision auroit depuis esté mis en possession, laquelle possession auroit esté pareillement confirmée par arrest de lad. cour de parlement, nonobstant l'opposition faicte à ladicte prinse de possession dudit suppliant par un nommé Poitevin ou autre commis par ledict Ramus ; & suivant ledict arrest, ledict suppliant auroit jouy de ladicte chapelle & principauté, jusques à ce que l'edict de pacification seroit survenu, par le moyen duquel il estoit permis à ceux de la religion pretendue reformée rentrer dedans leurs biens, offices & dignitez ; au moyen de quoy ledict suppliant auroit cedé le lieu audict Ramus, lequel de rechef s'estoit à present absenté pour ladicte nouvelle opinion ; & laissé ledict Poitevin ou autre en sa place ayant intelligence avec luy, & par mesme moyen s'estoient retirez tous les escolliers dudit college, de façon que ledict college estoit demeuré sans escolliers & exercice ; requeroit y estre pourveü. Veües les conclusions du procureur general du roy & pieces attachées à ladicte requeste : LA COUR a commis & commet le suppliant à l'exercice de ladicte principauté, jusques à ce que par le roy ou ladicte cour autrement en soit ordonné.

Convoy de Guillaume Viole evesque de Paris.

DU Vendredy VII. May. Ce jour les parens & amys de feu messire Guillaume Viole en son vivant evesque de Paris, ont supplié la cour assister ce jourd'hui à trois heures de relevée au convoy ou enterrement dudit deffunct decedé Mardy dernier en l'evesché, & demain au service en l'eglise de Paris...

Ann. 1568.

A quoy leur a esté respoudu par M. le premier president Baillet que la cour. . . luy fera & rendra tout honneur qu'elle pourra, & a accoustumé faire à ceux de sa qualité qui sont conseillers ne en ladicte cour.

Permission d'enseigner le droit civil à Paris, pour un temps.

DU XIX. Juin. Veüe par la cour la requeste à elle présentée par les docteurs regens de l'université de Paris & en la faculté de droit canon, contenant que plusieurs remonstrances leur auroient esté faites par les habitans de cette ville de Paris, pour instruire leurs enfans, tant en droit canon que civil, & que lecture & interpretation fust faite à certaines heures du jour publiquement des loix civiles; & que les habitans de ladicte ville de Paris ne pouvoient sans grand dangier envoyer, mesme en ces temps ausquelz les troubles ne sont du tout appelez, leurs enfans & alliez ez universitez fameuses de ce royaume esquelles l'on interprete le droit civil, & que quand ils estoient ausdictes universitez, à cause du mesme danger ilz ne pouvoient soubvenir à leursdicts enfans & alliez, parceque les messagers ne se vouloient charger d'argent à leurs perilz & fortunes, comme ilz avoient anciennement accoustumé de faire; & demeuroient lesdicts enfans desnuez de tout ayde. Ladicte requeste communiquée au procureur general du roy, & veües ses conclusions, & tout considéré: IL SERA DICT que ladicte cour, pour bonnes & justes causes à ce ce la mouvans, a permis & permet aux docteurs regens de la faculté de droit canon lire publiquement, à telles heures qu'ils adviseront, le droit civil es escolles de la faculté de decret, concurremment avec le droit canon: & ce par provision. Et pour accorder des heures esquelles ilz procederont à la lecture du droit canon & civil, s'assembleront au lieu où ilz ont accoustumé s'assembler, pour adviser lesdictes heures; & rapporteront ce qui par eux en aura esté advisé à maistres Christophle de Harlay conseiller president en ladicte cour, & Estienne Dugué ausy conseiller en icelle cour, que la cour a commis & commet quant ad ce; pour icelluy veü estre ordonné ce que de raison.

Adjournement contre Ramus & Baudichon.

DU Mercredy xxx. Juin. Ce jour la cour, après avoir ouy le recteur de l'université de Paris en la requeste, ad ce que deffences fussent faites à maistres Pierre de la Ramée, Simon Baudichon & autres qui seront reffilans de faire profession de leur foy suivant l'ordonnance & volonté du roy, de faire lectures, a supplié la cour, pour esviter aux seditions qui pourroient advenir à cause dece, y tenir la main; & ouy sur ce le procureur general du roy, A ORDONNE' que lesdictz de la Ramée & Baudichon seront appelez, pour comparoir en icelle au premier jour; pour eux ouys, ensemble le procureur general du roy en estre ordonné.

Les religieux de sainte Croix deschargés de recevoir des religieux laïcs ou oblats.

DU III. Aoust. Veües par la cour les lettres patentes du roy données à Paris le 28. Juin dernier, par lesquelles ledict seigneur inclinant à la supplication & requeste des religieux prieur & convent de l'eglise & monastere de sainte Croix de ceste ville, mesme qu'ilz ne sont de fondation royale, ducalle ne comtal, & que le revenu de ladicte maison est fort petit revenu; & après qu'il est apparu des sentence & arrest attachez ausdictes lettres soubz le contre-scel; declare de l'advis de son conseil que lesdictz religieux, prieur & convent de Ste Croix ne seront d'oresnavant tenus recevoir aucun religieux laïcs en leur monastere, ains les en exempte & reserve: declarant les provisions qui s'en trouveroient obtenues & pourroient obtenir cy-après par importunité ou autrement au prejudice desdictes lettres, nulles & de nul effect & valeur, &c. LA COUR a ordonné & ordonne que lesdictes lettres seront enregistrées en icelle, ouy & ce consentant le procureur du roy, pour jouir par les impetrans de l'effect & contenu selon leur forme & teneur.

Arrest qui ordonne que tous lesteurs & professeurs, mesme royaux, seront de la religion Catholique.

DU XXI. Aoust. Veüe par la cour la requeste à elle présentée par le procureur general du roy, contenant que l'université de Paris decorée de beaux

beaux privileges, ayant en soy les facultez de theologie, decret, medecine & les arts, s'estoit toujours maintenue en bon ordre, chassant d'après d'elle les heretiques & schismatiques, fors depuis quelque temps, que aucuns se couvrans du nom d'une religion qu'ils appelloient reformée, en laquelle ilz disoient vouloir vivre en liberté de leur conscience, & dont l'exercice estoit defendu par edict du roy en la prevosté & vicomté de Paris, ne tenoient compte des loix, statuz & ordonnances de ladicte université, lisoient comme bon leur sembloit, & faisoient impertinentes digressions oïoient mal parler de la vraye religion catholique, apostolique & Romaine, subornoient par ce moyen beaucoup de jeunes gens, & faisoient en leurs colleges & maisons plusieurs pepinieres de gens mal sentans de la foy; qui estoit cause que le recteur n'estoit aucunement assisté ou bien peu, quand il alloit aux processions & autres actes religieux & catholiques, ausly que les parens estoient divertiz d'envoyer leurs enfans au college, pour la crainte qu'ils avoient que par telz principaux & pedagogues, desquels aucuns estoient prestres mariez, ilz ne fussent divertiz de la vraye religion; dont procedoit une infinité d'inconveniens, & mesme toute esperance ostée de pouvoir remettre ladicte université en sa premiere splendeur & vigueur, requeroit par tant luy estre sur ce pourveü; & tout considéré: LADICTE COUR a ordonné & ordonne que tous ceux qui enseignent, enseigneront & feront lecture, tant es escolles privées que publiques, mesme les lecteurs du roy, principaux; regens, precepteurs, pedagogues, officiers, suppolts de ladicte université, seront de religion catholique, apostolique & Romaine, & obeiront aux loix, statuz & ordonnances de ladicte université, tant en vie, mœurs que decence d'habit; assisteront le recteur es actes Chrestiens & catholiques, soit en processions generales ou semblables actes. Et où il s'en trouvera qui n'auront voulu & ne voudront encore de present observer & garder ce que dessus, a ladicte cour permis & permet au recteur de ladicte université & autres qu'il appartiendra, pourveoir en leurs places autres personnes de la qualité que dessus.

Procession generale contre les heretiques, le roy present.

DU Lundy xxvii. Septembre. Le roy estant à S. Maur dit hier au premier president que Mercredy prochain jour de S. Michel se feroit procession generale, où seroient portées les chasses de Ste Genevieve, de S. Marcel, de S. Denis, S. Rustic & S. Eleuthere; que le roy viendra loger en ce palais; que les processions le viendront querir, & passeront par la court du pailais, le pont aux Changeurs, & le pont N. D. pour venir en l'eglise de Paris; que les ruës seront tendues comme au jour du S. Sacrement & couvertes de toiles, que le roy, la royne, messieurs ses freres & les princes & seigneurs de sa suite y assisteront, avec la cour en corps, les presidens revestus de leurs manteaux, & les conseillers & autres officiers de leurs robes rouges & chapperons fourrez. La cour a mandé M. Renault Combraille chantre & M. Bernard Foucquet chanoine de N. D. & leur a significé les ordres du roy. Cette procession se fit le Mercredy xxix. Septembre pour implorer l'assistance du createur pour la conservation de l'estat contre les subjects du roy heretiques & rebelles, s'estans pour la troisieme fois eslevez à armes descouvertes contre S. M. de la fin du mois d'Aoust dernier, faisant plus furieux ravages que auparavant. Sur les dix heures la cour est partie de la grand chambre du parlement pour aller à la Ste Chapelle en l'ordre accoustumé, sçavoir est les huissiers devant, chacun une verge en la main, les notaires ensemble, les greffiers des presentations & criminel ensemble, vestus iceux greffiers & notaires de robes d'escarlatte avec chaperons de mesme fourrez, moy seul vestu de mon epitoge, le premier huissier vestu d'escarlatte ayant chaperon de drap noir à bourlet; messieurs les presidens vestus de leurs manteaux portans leurs mortiers, les conseillers deux à deux, & après eux les advocats & procureur general du roy, tous en robes rouges & chaperons fourrez. Et quand ont approché ladicte Ste Chapelle, ont rencontré le roy qui vouloit entrer. Se sont arrestez tant qu'il eust passé, & lesdits huissiers ont baissé leurs verges. Après ledict seigneur & sa suite sont entrez & se sont tenus en la nef de ladicte Ste Chapelle; en laquelle icelluy seigneur entré s'est mis & tenu longuement & très-devotement à genoux devant les chasses

M m m m m

des corps saints de l'église S. Denis y estans; & luy tenoit monseigneur le duc d'Anjou son frere la couronne sur la teste, monseigneur le duc d'Alençon son autre frere tenoit à l'un de ses costez le sceptre, & monsieur le duc de Longueville la main de la justice. Cependant monsieur le cardinal de Lorraine abbé dudit S. Denis, qui estoit venu à ladicte Ste Chapelle nuds pieds, disoit les oraisons accoustumées quand le roy eleve lesdicts corps saints pour la guerre, & les religieux de S. Denis respondoient. Ce fait le roy s'est levé du siège à luy préparé en ladicte nef, s'en est allé au chœur. Quelque temps après, adverty que les églises de Paris passoient, montant par les degrez de ladicte Chapelle, descendant par les grands degrez respondans au milieu de la gallerie des merciers, est venu à la porte de ladicte Ste Chapelle pour les voir. Et fut faite ladicte procession en l'ordre qui s'ensuit. Toutes les croix des paroisses marchèrent les premieres deux à deux. Suivirent les quatre ordres des mandians, les églises paroissiales, les religions & églises collegiales, tous les fustidits portans les corps saints & reliquaires de leurs églises accompagnées de plusieurs torches ardans. Les croix de N. D. de Paris & Ste Genevieve. Et après quelques archers de la ville portans torches blanches avec escussions des armoiries d'icelle ville; les chasses S. Marceau & Ste Genevieve; & pour la conduite d'icelles estoient les lieutenant civil & criminel & procureur du roy du chastellet vestus de robes d'escarlante, & allentour plusieurs bourgeois, officiers & archers de ladicte ville. Les abbé & religieux de Ste Genevieve & de S. Victor nuds pieds. L'église N. D. de Paris à main droïte; les recteur & université à la fenestre. La banniere de l'église S. Denis portée par un homme vestu d'une vieille robe de drap d'or trainant jusques à terre, ceinte par dessus. Les religieux dudit S. Denis nuds pieds, tous revestus de chappes riches, chantans comme chacune des autres églises faisoit. La chasse du roy S. Louis portée par chevaliers de l'ordre du roy. Le chef dudit S. Denis porté par religieux dudit S. Denis estans nuds pieds. La chasse de S. Eleuthere portée par les eveques du Puy & de Clermont. La chasse de S. Rustic par les eveques de Chalon & d'Avranches. La chasse de S. Denis portée par les eveques de Meaux & de Cisteron. Le chef

S. Louis porté par les Cordeliers. Le chef S. Jehan B. par Augustins. Les Suisses de la garde du roy. Les sieurs de Roftaing & Cremaulx maîtres des ceremonies. Les hautbois, jouans. Les officiers domestiques. Les chantres de la chapelle du roy, tant de mestiques, que de ladicte Ste Chapelle, melez. Les aumosniers du roy & royne. La couronne d'espine, le fer de la lance, & la grande croix, portées par religieux mandians. La robe de N. S. par l'evesque de Dine. L'esponge par l'evesque de S. Flour. La croix de victoire par l'evesque de Langres. Le linge duquel N. S. ceint lava les pieds à les apôtres, porté par l'evesque de Nevers. Le roseau porté par l'evesque d'Acqs. Le collier de fer auquel il fut attaché au poteau, par l'evesque d'Auxerre. Le linge auquel il fut enveloppé, porté par l'evesque de S. Malo. Le lait de la Vierge Marie, par l'evesque d'Evreux. Le sang miraculeux de N. S. par l'archevesque de Sens mitré. Les ambassadeurs du pape conduits par le sieur de Morvilliers; du roy d'Espagne, par le comte de Rochefort; d'Escosse, par le sieur de Rembouillet; & de Venise, par le sieur de Montluc frere dudit seigneur de Rembouillet. Le très-precieux corps de nostre Redempteur porté souz un riche poile par ledit cardinal de Lorraine revestu de sa chasuble; & pour ce qu'il officioit, il print des sandales à ladicte Ste Chapelle. Estoit assisté à la dextre du cardinal de Bourbon, & à la fenestre du cardinal de Guise revestus de leurs grandes chappes cardinales. Les bastons dudit poile estoient portez par les mareschaux de Montmorency & d'Anville, sieurs de Meru & de Toré freres. Après ledit S. Sacrement estoient les heraults d'armes revestus de leurs cottes d'armes. Deux huiffiers de la chambre du roy portans masses. Puis marchoient monsieur le duc de Longueville portant la main de justice, monseigneur le duc d'Alençon frere du roy, portant le sceptre, & monseigneur le duc d'Anjou ausly frere du roy, portant la couronne sur un oreiller de drap d'or. Le roy après lequel au pied des grands degrez du palais, pour ce qu'il estoit encore foible de sa longue maladie, monta sur une petite hacquenée. La royne sa mere. Madamé sa seur. Autres princefles & dames suivirent. Après à la main droïte marcha ledit parlement en l'ordre qu'il estoit venu à ladicte Ste Chapelle, fors que les huiffiers

siers se retirèrent ez costez comme ils peurent; & à la main fenestre les gens des comptes & la ville. La grand messe fut dictée à N. D. par le cardinal de Lorraine. Aux hauts sieges du costé droit vers le jubé fut sis l'abbé de Ste Genevieve. Après luy le parlement ez hauts & bas sieges. Au costé gauche les gens des comptes, la ville & université au bout. Les generaux des aydes ne s'y trouverent. Les corps saints de l'abbaye saint Denis furent rapportez à la Ste Chapel le & y font demeurez en garde, ayans esté transferez dudiect S. Denis pour les precedens troubles, & gardez plus d'un an en l'hostel de Cluny.

Service pour la reine d'Espagne.

DU Dimanche xxiv. Octobre. La cour est allée en robes noires & chaperons à bourlet, sur les trois heures après midi, à N. D. & a assisté aux vespres des morts, faisant l'officel l'archevesque de Sens, pour l'exequé de feuë madame Elisabeth de France royne d'Espagne sœur du roy T. C. Et a esté la seance & ordre tel qu'il ensuit. Le roy tres Chrestien est venu vestu de son grand manteau de deuil violet, le chaperon sur l'espaule, ayant son grand ordre. Lediect manteau joignant la personne dudiect roy, estoit soutenu par les cardinaux de Bourbon & Lorraine vestus de deuil violet, comme estoit le cardinal de Guise, la fort longue queue portée par le chevalier bastard d'Angoulême* & par le vidame du Mans capitaine des gardes, qui avoit le grand ordre; & le bout, par le mareschal de Montmorency ayant aussi le grand ordre. Lediect roy avoit aussi son bonnet violet, sur lequel estoit un crespé pendant des deux costez. Passant par l'eglise, le tenoit en ses mains, & alloit nuë teste. Devant luy marcherent les comte de Raiz premier gentilhomme de la chambre, & de Lanslac capitaine de cent gentilshommes de la maison, ayans leurs grands ordres: les huissiers de la chambre portans leurs massés, le sieur de Roftaing ayant le grand ordre, les maistres d'hostel & des ceremonies, & prevost de l'hostel, tous les dessusdits en long deuil noir. S'est lediect roy sis en son oratoire préparé au costé droit entre le grand autel & le chœur: & de ce costé estoient assis sur des formes les evesques de S. Malo, Evreux, Limoges, Meaux, Chaalons, d'Acqs, Nevers, Chalons & Dine. Du costé fenestre, les ambassadeurs vestus en deuil, sçavoir est

celuy du pape en deuil violet, ceux d'Espagne, d'Escoffe & Venise, de deuil noir. Les roynes, madame, princesses & dames, toutes en deuil, estoient au jubé. Après lediect roy est venu monseigneur duc d'Alençon frere dud. roy & de la defuncte royne, faisant le grand deuil, seul, ayant le chaperon en teste & le grand ordre, sans estre conduit par aucun. Deux gentilshommes en deuil luy portoit la queue de son diect manteau, l'un au milieu, l'autre au bout; le suivoit le marquis d'Elbeuf en deuil, chaperon en teste, & un gentilhomme en deuil, chaperon en teste, portoit le bout de la queue de son manteau. Après fuivoient douze gentilshommes en deuil, chaperon en teste, desquels les deux premiers avoient le grand ordre. Devant lediect seigneur duc marchoient lesdits maistres des ceremonies & les heraults vestus en deuil, & par dessus de leurs cottes d'armes. Lediect seigneur duc s'est sis au plus hault siege du chœur de la dextre, & ez bas sieges lediect marquis d'Elbeuf & aucuns de seldits gentilshommes; les autres se sont tenus debout. Après quatre sieges laissez voides entre lediect seigneur duc & le premier president, la cour s'est assise ez haults & bas sieges; & à la fenestre dudiect chœur, les comptes, generaux des aydes, ville & université; laquelle, pour leur different de preface, arrivée la premiere, avoit pris place ample soubz le jubé, & ladicte ville fut fort à l'estroit. Les vespres dictes, le roy & mondiect seigneur duc d'Alençon alierent donner de l'eau beniste sur le cercueil. Lediect roy est grandement à louer d'avoir remis sus l'ancienne & exemplaire coustume des roys ses predecesseurs, allans & assistans ez exequés & services des trespassez leurs parens prochains ou parentes; laquelle coustume avoit esté intermise depuis près de deux cens ans. Le Lundy xxv. Octobre la cour assista à la messe à N. D. & partit environ neuf heures du matin. La ville, arrivée la premiere, a pris place ample avant l'université, en sorte qu'il n'y a eu que le recteur ez hauts sieges, & le reste ez bas, bien pressé. L'archevesque de Sens a dict la messe; l'evesque de Chaalons a servi de diacre, & l'evesque de Chalon de soubz diacre. Le roy est allé à l'offrande, & après luy monseigneur le duc d'Alençon son frere, que nul n'a conduit, parce qu'il n'y avoit plus grand que luy, fors que le roy. M. Vigor a fait l'oraison funebre, & conclu que au lieu de

Mmmmm ij

* Henri grand prieur de France, fils naturel de Henri II.

AN. 1568.

prier pour la deffuncte, on devoit la prier qu'elle le priaist pour les autres. Après la messe & le *De profundis* leurs majestez & ledict seigneur duc sont allez dîner à l'abbaye de S. Germain des Prez.

Le roy ordonne que tous ceux qui enseignent, seront de la religion catholique.

DU Samedy xxx. Octobre. Veues par la cour les lettres parentes du roy données à Paris le xxiii. jour d'Octobre dernier passé, signées sur le reply: Par le roy en son conseil, Robertet; par lesquelles & pour les causes y contenuës ledict seigneur ordonne que tous ceux qui enseignent & enseigneront ou feront cy-après lecture en l'université de Paris, soit en escolles publiques ou privées, ensemble toutes personnes ayans ou qui auront charge de college ou autre communauté, en quelque art & faculté que ce soit, & de quelques personnes qu'ils puissent estre stipendiez & salariez, & par special ceux qui ont pension & gages de luy pour faire lecture & exercice public en ladicte université, & les officiers d'icelle, seront de la religion catholique & Romaine, vivant selon les traditions de l'eglise, & observeront les statuts en ladicte université, tant en vie, mœurs, que decence d'habits; & où il se trouveroit aucuns qui ne le voudroient faire, veult ledict seigneur & ordonne qu'ils soient privez de leurs places, charges & fonctions, & que en leur lieu soient mis & pourvus d'autres de la qualité susdicte; lesdictes lettres communiquées au procureur general du roy; les conclusions & consentement sur ce; & tout considéré, LADICTE COUR a ordonné & ordonne que lesdictes lettres parentes seront leuës, publiées & enregistrées ez registres d'icelle, & publiées par les carrefours de cette ville & université, à ce qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance.

Le droit de faire brûler publiquement des livres n'appartient pas indifferemment à tout le monde.

DU Samedy xiiii. Novembre. Les gens du roy ont dict à la cour, par l'organe de M. Baptiste du Mesnil advocat du roy, que le jour d'hier, au grand scandale du peuple, furent prins quelques livres en la rue S. Jacques & brûlés par les ruës, & en la presence de plusieurs capitaines de ceste ville avec leurs

gens en armes, & assistans quelques docteurs en theologie; duquel acte peult issir quelque scandale ou sedition. Et à tant ont esté mandez les officiers du chasteller de Paris, assavoir le lieutenant civil & l'un des advocats du roy audict chasteller, qui ont dict n'avoir rien sceu du faict. Et depuis deux eschevins de ladicte ville mandez, enquis de quelle ordonnance avoient esté lesdicts livres brûlez, ne sachant icelle cour de quelle autorité a esté faite ladicte execution, puisque les officiers du chasteller ont dict n'avoir fait ladicte ordonnance; lesquels ont aussi de leur part asseuré n'en avoir rien sceu, ne fait ladicte ordonnance. Et à tant leur a esté enjoinct faire toutes diligences possibles de sçavoir de l'ordonnance de qui & par quels capitaines a esté faite ladicte execution, pour en ordonner par la cour.

Halle nouvelle au poisson, près de saint Martin des Champs.

DU Mardy xvi. Novembre. Veues par la cour les lettres parentes en forme de charte, données au mois de Juillet passé, par lesquelles le roy permet à Marc Picot marchand demeurant en cette ville de Paris, pourvoyeur de la maison du duc d'Alençon, faire construire certain nombre d'estaux à vendre poisson frais & salé, en une masure, court & jardin à luy appartenans, assisen cette ville rue S. Martin vis-à-vis de l'eglise de S. Nicolas des Champs, la cour a enteriné lesdictes lettres & ordonné qu'elles seroient registrées ez registres d'icelle.

Serment de fidelité exigé des habitans de Paris par le roy.

DU Mercredy xxix. Decembre. La cour a receu la lettre missive du roy, dont la teneur ensuit: DE PAR LE ROY. Nosamez & feaux. Desirans tousjours nous asseurer de plus en plus des habitans de nostre ville de Paris & la garder de surprise, nous avons advisé faire reïterer auxdicts habitans le serment de fidelité & de bons & loyaux subjects qu'ils ont cy-devant fait & presté. A ceste cause nous vous prions & neantmoins mandons & ordonnons que incontinent la presente receüe vous ayez à proceder à la reception du serment desdicts manans & habitans, ainsi & en la forme qu'avez cy-devant fait, de laquelle vous devez avoir aultant par de-

vers vous ; & vous ferez chose que nous aurons fort agreable. Donné à Melun le xxiv. jour de Decembre M. D. LXVIII. *Signé*, CHARLES ; & plus bas ; DE L'AUBESPINE. Et sur la superscription : A nos amez & feaux les genstenans nostre cour de parlement à Paris. Receuë le xxix. Decembre M. D. LXVIII.

Lettres patentes en faveur des prevost des marchands & eschevins de Paris.

AN. 1569.

DU Vendredy xviii. Febvrier. Veux par la cour les lettres parentes du roy en forme de charte données à Paris au mois de Mars l'an M. D. LXVIII. signées sur le reply : Par le roy, Fizes ; par lesquelles & pour les causes y contenues ledict seigneur dict & declare, veult & ordonne que les prevost des marchands & eschevins de la ville de Paris qui sont à present, ont esté par cy-devant, & seront cy-après esleus & appelez au degré & charge de prevosté ou eschevinage en ladicte ville, jouissent, le temps fini & expiré de leursdictes charges, leur vye durant, des mesmes honneurs, droicts, graces & faveurs dont ils souloient jouir pendant icelluy, & qu'ils soient appelez ez conseils & assemblées communes & generalles qui se feront cy-après en ladicte ville pour les affaires d'icelle, pour y avoir, après les conseillers de ladicte ville, voix deliberative, rang & seance selon leurs receptions & antiquitez ezdictes charges. Lesdictes lettres communiquées au procureur general, & tout considéré, LADICTE COUR a ordonné & ordonne que sur lesdictes lettres les parties prétendant interest à la verification d'icelles auront audience au premier jour à huys clos.

Reglement à l'égard de ceux qui refuseront de rendre devant leurs maisons à la feste-Dieu.

DU iv. Juing M. D. LXIX. La cour, ouy le procureur general du roy a ordonné que pour l'honneur de Dieu, service du roy, repos & tranquillité des habitants de cette ville de Paris, le commissaire de chaque quartier, avec le quarinier d'icelluy, cinquantenier, dixenier, & l'un des marguilliers des paroisses de cette ville & faubourgs se transporteront particulierement ez maisons de chacune paroisse, pour advertir les demourans esd. maisons de faire ce qu'il est accoustumé faire ez jours de la feste du S. Sacrement &

des octaves, afin d'entendre s'ils sont pas en cette volonté de faire & continuer ce qui est de bonne coustume de faire & ce que de tout temps a esté fait, mesme de rendre devant leurs maisons selon ce que l'on peut avoir le moyen, aisance & commodité, & de mettre & rediger par escript la réponse qui aura esté faite, sans entrer en aucune contention ou dispute pour le regard de ceux qui en pourroient faire difficulté pour cause de remors de conscience, & quant à ceux qui feront réponse de ne vouloir ou pouvoir rendre, le marguillier qui sera present prendra leur réponse par escript, pour faire rendre aux despens de l'oeuvre de l'eglise au-devant des maisons des refusans.

Obseques du comte de Brissac.

DU Samedy xviii. Juin. Sur ce que le roy a voulu que la cour fist honneur aux funerailles du feu sieur comte de Brissac genereux seigneur plain de vertus singulieres, qui promettoit grand fruit au commandement qu'il avoit à l'experience de la guerre & fait des armes, où il estoit mort pour son service, ladicte cour a ordonné que au jour qui sera assigné pour ses obseques, deux des presidens de ladicte cour, six conseillers clerks & six conseillers laiz de la grand chambre, M. Jehan Texier president & six conseillers de la premiere des enquestes, M. Jehan Taillant president & six conseillers de la seconde, M. Florentin Regnard & six conseillers de la troisieme, M. François Dure president & six conseillers de la quatrieme, M. Jehan le prevost president & six conseillers de la cinquieme, s'assembleront en la salle du pallais, d'où ils partiront en robes noires & chaperons noirs, conduits par les huissiers jusques en une des salles de l'hostel de ville, pour plus commodement & à l'heure se trouver en l'eglise saint Jehan de Grève, d'où sera le corps dudict defunct conduit en l'eglise des Celestins & là inhumé. Le Samedy xxv. Juin, la cour fut invitée de la part de madame la mareschale mere dudict defunct par le seigneur de Montfort chevalier de l'ordre du roy & autres, d'assister ausdictes obseques ; ce qu'elle fit en la maniere susdicte le Lundy xxvii. Juin.

AN. 1569.

AN. 1569

Ordre aux corps des mestiers de fournir de l'artillerie.

DU Samedy xxiii. Juillet. Veûs par la cour les lettres patentes du roy données à Melun le xxiv. jour de Decembre dernier passé, signées, Charles, & sur le reply: Par le roy en son conseil, de Neuville; par lesquelles ledict seigneur dict & declare que toutes communautéz de marchands, gens de mestier, artisans ou autre estat que ce soit, tant de cette ville, que fauxbourgs, seront tenus & contrainsts fournir dans le temps qui leur sera arbitré & limité une ou deux ou plusieurs pieces d'artillerie ou arquebuzes à crocq, de telle grosseur & calibre qu'il sera advisé & arresté par les prevost des marchands & eschevins, appelez avec eux les procureurs deputez desdictes communautéz & marchandises du mestier; & en ce faisant deffend ledict seigneur toutes despenses, banquets, festins & autres frais non necessaires accoustumez estre faicts ezdictes communautéz & confrairies, qui seront convertis & employez auxdictes pieces d'artillerie; & autres lettres patentes données à Paris le ix. de ce mois, signées, de Sources, affin de proceder à la verification des précédentes, &c. La cour, avant qu'y proceder, a ordonné & ordonne qu'elles seront communiquées, tant aux prevost des marchands & eschevins de ceste ville, que aux procureurs des communautéz, gardes des marchandises & jurez des mestiers & artisans de ceste ville, pour ce faict, dire sur lesdictes lettres ce que bon leur semblera.

Mortalité à l'abbaye de S. Magloire.

DU xxvi. Juillet. Veü par la cour la requeste à elle presentée par les religieux, prieur & convent de S. Magloire à Paris, contenant que depuis sept ans en ça estoient decedez plusieurs religieux, tant prestres, que novices, de maladie dangereuse, jusques au nombre de dix à onze religieux faisans le service divin, & toutesfois depuis ledict temps n'avoit esté receu en ladicte abbaye aucun religieux, parce qu'il n'y avoit eu aucun abbé resident sur le lieu; tellement que le nombre estoit maintenant si petit, que si quelqu'un mourroit par maladie ou autrement, le divin service ne pourroit estre si honorablement faict comme de soustume; requerans y estre pourveu.

Veûs les conclusions du procureur general du roy, & tout considere, LA COUR a ordonné que les supplians le pourvoient sur le contenu en lad. requeste par devers le chapitre de Paris, le siege de l'evesché vacant; & ce qui sera sur ce ordonné, sera executé nonobstant oppositions ou appellations quelconques & sans préjudice d'icelles.

Ordonné que le receveur des pauvres sera deux ans en exercice.

DU Lundy xii. Decembre. Les gens du roy ont dict à la cour par M. Guy du Faur advocat du roy, qu'il avoit esté advisé au grand bureau des pauvres de cette ville de Paris, qu'ils remonstrentoient à la cour que pour le bien desdicts pauvres & pour beaucoup de bonnes & raisonnables considerations, estoit expedient que dorenavant le receveur de la communauté des pauvres fist sa recepte & charge par deux ans consecutifs, & non un an seulement, d'autant que ne la faisant qu'un an & la laissant à la fin d'iceluy, il en fortoit lors & au temps qu'il commençoit à bien entendre le faict de ladicte charge & recepte, &c. & pareillement requeroit que les commissaires serviroient deux ans, &c. A esté ordonné & arresté que Jehan Merault bourgeois de Paris à present receveur des pauvres, lequel a faict ladicte charge près d'un an, & lequel est près à expirer, fera & continuera ladicte charge & recepte encore l'année prochaine, & que dorenavant celui qui sera nommé pour faire ladicte recepte & charge, ensemble les commissaires particuliers des paroisses, feront leurs charges par deux ans continuels, & ce par provision, & jusques à ce que autrement en ait esté ordonné, suivant les edicts du roy & arrests de ladicte cour cy-devant donnez.

Nouvelle boucherie du petit pont.

DU Mercredy i. Mars. Le roy, par jugement de son privé conseil donné au chasteau de Boulogne lez Paris le viii. Juillet M. D. Lxviii. avoit permis aux prevost des marchands & eschevins de transferer les boucheries & poissonneries du petit-pont appellées Gloriettes, ez boucheries, poissonneries & place de nouvel basties au bout du petit-pont, à la charge d'assigner rentes aux propriétaires des estaux desdictes boucheries & poissonneries, courant du jour de la Toussaints

AN. 1570

saints, qui seroient arbitrés par deux conseillers de la cour, deux maîtres des comptes, les prevost des marchands & eschevins, appelle le procureur de lad. ville. La cour, par son arrest du xxviii. de Mars M. D. LIX. nomma des commissaires, tant de la cour, que de la chambre des comptes, pour liquider les recompenses deus aux propriétaires à cause de ladicte translation, & de l'interdiction d'ouvrir lesdictes boucheries au petit pont. Par l'arrest de ce jour, la cour substitua d'autres conseillers à ceux qu'elle avoit auparavant nomméz à pareille fin.

Arrest en faveur des enfans trouvés.

DU Mercredi xii. Juillet. Entre le procureur general du roy demandeur en execution d'arrest du xiii. Aoust M. D. LII. pour raison de la nourriture, éducation & entretenement des enfans trouvez & exposez en certe ville & faubourgs, d'une part; & l'evesque de Paris, les doyen, chanoines & chapitre de l'eglise de Paris, les abbez de S. Denis en France, de S. Germain des Prez, & de Ste Genevieve, de S. Victor, de S. Magloire, & de Thiron, les religieuses abbeiss & convent de Montmartre, le grand prieur de France & commandeur du Temple, les prieurs de S. Martin des Champs & de N. D. des Champs, & de S. Denis de la Chartre, les doyen, chanoines & chapitre de S. Marcel, les chevecier, chanoines & chapitre de S. Merry, & les chanoines & chapitre de S. Benoist le bien tourné, tous defendeurs en ladicte execution d'arrest, d'autre part. Veu par la cour ledict arrest du xiii. Aoust cinq cens cinquante un * de l'execution duquel est question; l'arrest donné en plaidant entre lesdictes parties le second jour de Juin dernier passé; autre arrest du x. Mars, par lequel a esté dict, avant que faire droict definitivement sur les conclusions dudict procureur general, que luy & deux des conseillers de ladicte cour y denommiez se transporteroient en la maison où sont logez lesdicts enfans trouvez, pour en presence dudict procureur general ou de l'un des advocats du roy, des evesque & chapitre de Paris, abbez de S. Germain des Prez, Ste Genevieve & S. Victor, & du prieur de S. Martin des Champs, voir & visiter ladicte maison, icelle faire priter & estimer, & quelles reparations il y conviendra faire

pour y loger & nourrir lesdicts enfans trouvez; le procez verbal desdicts commissaires; le rapport d'Estienne Grandremy & Leonard Fontaine maistres des œuvres de maçonnerie & charpenterie sur la visitation de deux maisons assises au port S. Landry joignant l'une l'autre, appartenans auxdicts de chapitre de l'eglise de Paris, & par eux offertes pour loger & mettre lesdicts enfans, moyennant recompense raisonnable; la requeste de ladicte evesque de Paris, abbez & convents de S. Germain des Prez, S. Denis en France, & de Ste Genevieve, les religieux prieur & convent de S. Martin des Champs, & autres leurs confortz, par laquelle ils requeroient que toute la superintendance, conduite, charge & administration de ladicte nourriture leur appartienne, & non à autres, à la charge de rendre compte, sans pour ce prendre par eux ni leurs deputez aucun salaire, frais & vaccinations, & que lesdicts de chapitre seront tenus de leur louer la maison où lesdicts enfans trouvez sont de present nourris & logez, au prix qui sera advié par gens à ce connoissans, & laquelle ils offrent faire reparer & accommoder d'ustancils & autres choses necessaires, & icelle entretenir de reparations necessaires à l'advenir, tant que lesdicts enfans y fient bien & commodement logez; les conclusions du procureur general du roy, auquel le tout avoir esté communiqué; luy ouy, & tout considéré; IL SERA DICT que lesdicts doyen, chanoines & chapitre de l'eglise de Paris, abbez, prieurs & autres personnes ecclesiastiques denommiez aux arrests de l'an M. D. LII. s'assembleront aux jours, lieux & heures qui leur seront préfix & assignez par ledict evesque de Paris, pour conferer & dresser memoires & articles de la police qui leur semblera bonne & devoir estre gardée & observée pour la nourriture, gouvernement & administration desdicts enfans trouvez; pour ce fait & rapporté par devers ladicte cour, estre ordonné ce que de raison. Et cependant ordonne par maniere de provision, que Marie de la Croix veufve de feu Philippe le Jay, Anne Guyon veufve de feu M. Pierre d'Estampes docteur en medecine, & Catherine de Mouffy veufve de feu Denis Guillebon, cy-devant nommées par ledict procureur general, auront intendance sur la nourriture & entretenement desdicts enfans trouvez; & que Pierre Hotman marchand orfeuvre bourgeois de Paris re-

AN. 1570.

* Il y a ainsi.

AN. 1570.

cevra les deniers ezquels les denommez audict arrest ont esté cottisez, pour estre par luy distribuez par l'ordonnance & advis desdictes trois femmes ou les deux d'elles; lesquelles ordonnances luy serviront d'acquit & descharge suffisante. Et au surplus ordonne que les deux maisons offerres par ledict chapitre de Paris seront appliquées pour y loger & recevoir lesdicts enfans trouvez, à la charge de leur en faire recompense; & que le nommé Thibault Choisi y continuera la garde & nourriture desdicts enfans, jusqu'à ce que autrement y ait esté pourveu.

Alienation des hostels du grand & petit Nesle.

DU Jeudy xvi. Novembre. M. Augustin de Thou advocat du roy, assisté du procureur general, a demandé la verification des lettres patentes du deuxieme Septembre; par lesquelles le roy, pour renvoyer les estrangers, Reistres & Suisses, avoir ordonné l'alienation des hostels & places du grand & petit Nesle.

Lettres patentes pour la recherche des mauvais livres, la catholicité des maistres des petites escoles, &c.

DU xviii. Novembre. Veus par la cour, les grand chambre & tournelle assemblées, les lettres patentes du roy données à Paris le viii. Octobre dernier passé, signées sur le reply: Par le roy, en son conseil, Dolu, octroyées aux recteur, docteurs, regens, maistres & supposts de sa fille aînée l'université de Paris; par lesquelles de l'advis de son conseil il declare & ordonne que defenses soient faites à toutes personnes de tenir petites escolles, principaultez & colleges, ny lire en quelque art ou science que ce soit, en public, ne en privé en chambre, s'ils ne sont connus & approuvez catholiques tenans la religion catholique & Romaine; ne veult n'entend aussi que aucun officier ou suppost de l'université soit d'autre religion que de la catholique; faisant pareillement defenses à tous libraires & imprimeurs d'imprimer ou faire imprimer ny mettre en vente aucuns livres censurez par la faculté de theologie; permettant aux docteurs en theologie qui seront par elle esleus, d'en faire la recherche & visitation ez maisons des libraires; lesdictes

lettres communiquées au procureur general du roy; ses conclusions sur ce, & tout considéré, LA COUR ordonne que lesdictes lettres seront leuës, publiées & enregistrees, ouy sur ce, contentant & requerant le procureur general du roy; pour proceder à l'execution desquelles, ladicte cour entend que les docteurs en theologie qui seront deputez par la faculté pour la visitation & recherche ez maisons des libraires, imprimeurs, & vendeurs de livres censurez, de doctrine & leçon reprouvée, quand bon leur semblera, procederont à ladicte verification & recherche, les commissaires du quartier appelez, qui seront tenus y assister à la premiere denonciation qui leur en sera faite, sur peine de privation de leurs estats: roolle, catalogue & procez verbaux prealablement faicts desdicts livres censurez & reprouvez, desquels sera fait transport & sequestre par ledict commissaire, pour par le prévost de Paris, ses lieutenans, ou l'un d'eux, en estre ordonné contre l'imprimeur, marchand & vendeur comme de raison.

Academie de poesie & de musique.

DU Lundy iv. Decembre. M. Guy du Faur advocat du roy, assisté du procureur general & de M. A. de Thou aussi advocat dudit seigneur, ont dict avoir veu, de l'ordonnance d'icelle, les lettres patentes dudit seigneur en forme de chancellerie, contenant autorisation d'une academie qu'il institua de deux sciences, l'une de poesie, l'autre de musique, de laquelle sont entremetteurs maistres de Baif & Thibaud dict Cornille plus au long designez par lesdictes lettres & par les statuts de ladicte academie attachez ezdictes lettres; la verification desquelles ils accordoient, pourveu que il ne soit rien composé ne chanté contre l'honneur de Dieu, du roy & de la republique.

DU xv. Decembre. La cour, veus les lettres patentes en forme d'edict données au fauxbourg S. Germain au mois de Novembre dernier, signées CHARLES; & sur le reply: Par le roy, de Neufville, contenant les privileges octroyez par le roy aux entrepreneurs & conducteurs de l'academie & compagnie de poesie & de musique; veus les statuts d'icelle, & la requeste par eux présentée à la cour pour la prier de deputer aucuns des presidens & conseillers avec

avec le procureur general ou l'un des advocats du roy, pour accepter le nom & fait de reformateur de ladicte academie, & avoir l'œil à ce que à l'advenir il ne s'y fasse aucune chose prejudiciable au desir du roy déclaré par lesdictes lettres; LA COUR, avant que proceder à la verification desdictes lettres & enterinement de la requeste, ordonne que l'une & l'autre seront communiquées aux recteur & supposts de l'université de Paris, pour eux ouys en ordonner.

Ordre aux prelates estans à Paris, de se retirer en leurs dioceses.

AN. 1571.

DU Lundy deuxieme d'Avril. Ordonné que commandement sera fait par le premier des huisfiers de la cour à tous les archevesques & evesques de ce royaume logez à Paris, soit en leurs propres maisons, soit en maisons de louage, de partir de ladicte ville & s'en retourner faire residence en leurs dioceses, & ce dedans trois jours; & que de la response qu'ils feroient, seroit fait procez verbal, pour iceluy rapporté vers la cour & communiqué au procureur general, estre ordonné ce que de raison, sur ce que ledict procureur general a requis que le temporel des non residens fust faict en la main du roy, pour estre augmenté là où il sera advisé; & les collations par eux faictes, ou par leurs vicaires en leur absence, déclarées nulles.

Fondation du college des Grassins.

DU Samedy ix. Juin. Sur la remonstrance faicte à la cour par le procureur general du roy, que depuis le decez de feu M. Pierre Grassin en son vivant conseiller en cette cour, qui par testament auroit legué pour la fondation d'un college en cette ville la somme de soixante-dix mil livres; & depuis encore le fils dudit defunct Grassin venant à deceder, auroit augmenté le legs de son dict pere de la somme de vingt mil livres, qui estoit en somme toute quatre-vingt-dix mil livres; & combien que depuis le decez desdicts Grassin pere & fils il ait fait toute diligence envers M. Thierry Grassin frere & executeur du testament desdicts defuncts & seul heritier, pour ce mandé & ouy en ladicte cour, que leur volonté fust accomplie; neantmoins estoit demourée la volonté du defunct sans execution, & est à craindre que si autre que ledict M. Thierrine

Tome II. Part II.

s'en entremer, la volonté du defunct sainte & louable soit lentement executée; requerant à cette cause que pleust à la cour, tant pour l'acceleration d'un si bon œuvre, & pour le bien, ornement & decoration de ladicte ville, elle qui avoit accoustumé de faire executer & entreprendre l'execution des testamens des presidens & conseillers de la cour de ceans, du nombre desquels estoit le defunct, vouloir tellement y pourvoir, que l'on voye l'avancement & acceleration de l'œuvre. La matiere mise en deliberation, LA COUR a ordonné que les biens demourez du decez desdicts defuncts Grassin pere & fils seront saisis & mis en la main du roy & que ledict M. Thierry Grassin frere & oncle desdicts defuncts sera tenu d'exhiber l'inventaire des meubles & tiltres des immeubles faicts après leurs decez, dans trois jours après la signification du present arrest, par devant l'executeur d'iceluy, pour iceluy veu & communiqué au procureur general du roy, adviser de vendre desdicts biens jusques à la somme de quatre-vingt-dix mil livres portée par le testament desdicts defuncts, pour estre convertie & employée suivant la volonté d'iceux defuncts. Et seront les deniers mis ez mains du receveur de la ville, lequel par les mandemens & acquits des prevost des marchands & eschevins d'icelle distribuera les deniers qui seront necessaires, tant pour les bastimens, que pour l'achapt qu'il conviendra faire des heritages ou rentes pour la fondation de ce qui a esté ordonné par lesdicts defuncts, appellant par eux à voir faire les marchez qu'il faudra faire, tant ledict M. Thierry Grassin, que le procureur general. Et ordonne la cour que à l'execution de ce present arrest sera procedé & passé oultre, nonobstant oppositions ou appellations quelconques & sans prejudice d'icelles.

Jeux publics de theatre interdits.

DU Samedy xv. de Septembre. La chambre des vacations, informée par le procureur general du roy qu'aucuns joueurs de farces, depuis un mois en ça, ou environ, se sont ingerez sans permission valable de jouer & jouent encore farces & jeux publics en cette ville de Paris & fauxbourgs; & pour ce ont pris & exigé de ceux qui y ont assisté III. IV. V. & VI. sols, somme excessive & non accoustumée d'estre levée en tels cas,

Nnnn

AN. 1571.

AN. 1571.

qui est une espece d'exaction sur le pauvre peuple ; a fait inhibitions & deffenses à tous joueurs de farces & autres jeux publics, n'ayans ny pouvoir ny permission vallable, de plus jouer farces & autres jeux en cette ville & fauxbourgs, en public, ni en privé, sur peine de prison & de punition corporelle ; & à tous manans & habitans de cette ville & fauxbourgs d'y assister, sur peine de dix livres parisis d'amende ; & seront lesdits joueurs & farceurs tenus apporter dedans trois jours vers le substitut du procureur general au chastellet les registres de recepte des deniers par eux pris de ceux qui ont assisté à leurs jeux & farces. Et ledict temps passé, s'ils en sont refusans, y seront contraincts par prison ; pour sur lesdits papiers & registres communiquer au procureur general, estre par la chambre ordonné ce qu'elle verra estre à faire. Et seront lesdites deffenses publiées à son de trompe & cry public. Ledit jour le prevost de Paris, qui sans en communiquer à ses lieutenans civil & criminel avoit permis auxdits farceurs de jouer dans sa maison, a esté mandé à ladicte chambre, & deffences luy ont esté faictes de plus donner de pareilles permissions, quoi qu'il ait dit pour s'excuser, qu'il ne croioit avoir failly, parceque ces gens lui avoient présenté un mandement du roy porté par ses lettres patentes & lettres closes, signées de sa main & de l'un de ses secretaires, qu'oiqu'elles ne fussent scellées.

Reglement pour la vente de la chair en carefme.

AN. 1572.

DU Mercredi XIII. Febvrier. M. D. LXXII. La cour, sur la remontrance à elle faicte par le procureur general du roy, a inhibé à tous bouchers, rostisseurs, vivandiers, cabaretiers, & tous autres, tant de cette ville de Paris, que des fauxbourgs d'icelle, de vendre, debiter, ne bailler pour manger pendant le prochain carefme aucune chair de bœuf, veau, mouton, porc, ou autre chair de gibier ou volaille, sur peine de cent livres parisis d'amende pour chacune contravention, bannissement & punition corporelle. Et aussi inhibe & deffend aux manans & habitans des villes & villages ez environs de cette dicte ville, vendre ny apporter ou faire apporter pour vendre en icelle durant le prochain carefme aucune chair de bœuf, veau, mouton, porc, gibier ne volail-

le, sur les peines que dessus. Et a ordonné que les personnes qui durant ledict carefme se trouveroient malades en cette dicte ville & fauxbourgs d'icelle, pourront, permission préalable, envoyer querir la chair à eux necessaire en la boucherie de l'hostel-Dieu de cette ville & non ailleurs, laquelle boucherie se tiendra au parvis de l'eglise N. D. près la maison d'un menuisier. Et enjoind la cour au boucher dudit hostel-Dieu de se tenir pendant ledict prochain carefme garni de bonne chair & de toute sorte pour la subvention des malades, icelle vendre & debiter à prix raisonnable à ceux qui auront permission d'en manger, faire registre tant desdites permissions, que de la quantité, qualité & prix de la chair qu'il aura vendue & delivree pour lesdits malades, ensemble des noms & demeurances d'iceux, & de tout certifier icelle cour de huitaine en huitaine, sur peine d'amende arbitraire. Et fera ce present arrest leu & publié à son de trompe & cry public ez lieux & par les carrefours de cette ville & fauxbourgs où l'on a accoustmé faire proclamations, à ce que aucun n'en pretende cause d'ignorance.

Ordres donnés pour la tranquillité & decence de la procession de la feste-Dieu.

DU Mardy III. Juin. La cour a ordonné qu'il sera enjoind aux prevost de Paris ou ses lieutenans, prevost des marchands & eschevins de cette ville & lieutenant criminel de robe-courte, chevalier du guet, distribuer leurs sergens & archers par les carrefours & endroits de cette ville & fauxbourgs le jour & feste du S. Sacrement prochain, à ce que aucun scandale ou tumulte n'advienne ; & que les commissaires se transporteront avec les marguilliers des paroisses de cette dicte ville & fauxbourgs, admonester les paroissiens des paroisses tendre & faire tendre ; & où il se trouveroit aucuns refusans tendre, tendront pour eux, faisant procez verbaux des refusans. Et outre sera publié à son de trompe & cry public par les endroits accoustumez, deffences à toutes personnes de quelque qualité qu'ils soient, de faire, ledict jour speciallement, ni autres, aucun scandale ou tumulte ; ains se comporter modestement & reveremment.

Privilege des Chartreux de Paris.

DU Jeudy iv. Decembre. La cour a ordonné l'enregistrement des lettres patentes obtenues par les Chartreux de N. D. de Vauvert lez Paris le xviii. Juiller M. D. LXXII. par lesquelles le roy leur accorde qu'ils demeurent à tousjours francs de payer aucun argent des sceaux des lettres qui seront expedies & scellées en ses chancelleries.

Translation du siege du bailli de l'artillerie de France.

DU iv. Mars. La cour a fait enregistrer les lettres patentes données à Paris le xxviii. Decembre dernier, par lesquelles le roy transfere l'auditoire du bailli de l'artillerie de France anciennement establi au chasteau du Louvre à Paris, en l'hostel de son arsenal aud. Paris, pour y estre dorénavant & tant qu'il plaira audict seigneur, la justice dudit bailliage renuë & exercée comme autre fois elle a esté au chasteau de Louvre.

Le legs de Ramus pour fonder une chaire de mathematique, employé à stipendier un historiographe de France.

DU Mardy xvii. Mars. Les prevost des marchands & eschevins de cette ville, par leur requeste présentée à la cour, ont remontré que M. Pierre de la Ramée, par son testament, avoit legué la somme de cinq cens livres tournois de rente qu'il avoit sur ladicte ville, au lecteur de mathematique qui seroit esleu par les supplians, le premier president de la cour & le premier advocat; qui estoit chose superflue, veu la multitude des lecteurs en mathematique stipendiez par le roy & par les colleges; & qu'il seroit plus expedient employer ladicte rente aux gagés d'une personne capable qui seroit esleu par les dessus dictés & par le procureur general du roy pour continuer l'histoire de France de Paule Emile depuis le commencement de Charles VIII. jusques au roy à present regnant. La cour, ouy le premier president, le second advocat du roy en l'absence du premier, & veüs les conclusions du procureur general du roy, par provision, & jusqu'à ce que les supplians avec le premier president & le premier advocat du roy ayent advisé de choisir un

Tome II. Part. II.

lecteur suffisant pour lire les mathematiques, s'il est trouvé expedient pour le bien public, a ordonné que ladicte rente & les arrerages d'icelle jusqu'à ce jour, sera baillée à M. Jacques Gohory advocat en la cour, pour continuer en langue Latine l'histoire de France de Paule Emile, & à cette fin prendre papiers autentiques, bons memoires & instructions, titres & autres papiers necessaires pour composer au vray ladicte histoire.

Inondation du monastere du Val-parfond; dit de Grace.

DU xxii. Juin. La cour a deliberé sur la requeste à elle présentée par les religieuses du Val de Grace d'ies anciennement le *Val parfond*, par laquelle elles exposoient le ravage advenu à leur monastere le Mercredy x. de ce mois, par l'imperuosité d'une crüe d'eau qui a renversé une partie de leurs murailles & & clostures, tant du costé du chemin par lequel on va d'Igny à Paris, qu'en plusieurs autres lieux.

L'étude du droit civil cesse à Paris.

DU Samedy xviii. Juiller M. D. LXXIII. Appert par une requeste présentée à la cour par les doyen & docteurs regens en decret en l'université de Paris, qu'ils avoient volontairement obey aux deffenses à eux faites, & cessé la profession en droit civil & d'en faire aucuns graduez.

Ordonnance touchant les grains, à l'occasion de la disette.

DU Mercredy xviii. Novembre. La cour, en deliberant sur les lettres patentes du roy données à Villiers-Cotterets le xx. Octobre dernier concernant le fait de la police generale, & sur la requeste du procureur general dudit seigneur, a inhibé & deffendu pour cette presente année, attendu la necessité du temps, toutes traictes & transports de grains & de vins hors le royaume, sur peine de confiscation de corps & de biens, tant contre les marchands, que contre les voiduriers, soit par eau ou par terre; & suivant lesdictes lettres a déclaré les congez & permissions nuls & de nul effect & valeur. A enjoinct & enjoinct à tous gouverneurs, baillis, seneschaux & autres juges ou leurs lieutenans y tenir

Nnnnn ij

AN. 1573.

la main, sur peine de s'en prendre à eux, & informer diligemment des contraventions, & proceder extraordinairement par faïsse & confiscation des marchandises & emprisonnement des personnes, s'il y eschet, nonobstant oppositions ou appellations quelconques & sans prejudice d'icelles; & faict inhibitions & deffenses à tous gouverneurs ou leurs lieutenans, de leur bailler ou octroyer aucuns congez & permissions desdictes traictes & transports, sur les peines portées par les edicts, ordonnances & arrests. A pareillement inhibé & deffendu tous contrats & achapts de bleds, vins & foings par errement, & a déclaré & declare ceux qui auront esté ainsi faicts nuls & de nul effect; enjoinct à tous juges d'en informer, ensemble des monopoles, desguisemens & autres abus faicts ezdicts contrats, & proceder extraordinairement contre les coupables & chargez. Pourront les prevost des marchands & eschevins de cette ville faire achapts de tous grains, & en faire reserves & magazins publics pour les faire vendre & distribuer aux habitans de la ville & faubourgs de Paris selon leur necessité; & pour plus commodement & promptement y fournir, y employeront, suivant les lettres patentes, les deniers qui se leveront pour les fortifications de l'année prochaine; & oultre, pourront semondre & exciter de gré à gré les bourgeois & habitans de cette ville de Paris en faire prest, pour des deniers provenans de la vente desdicts grains estre prealablement remboursé, tant le sort principal, que profit qui en proviendra, & desquels deniers provenans de ladicte vente sera pareillement satisfait à ce qui aura esté prins des deniers desdictes fortifications. A ordonné & ordonne que doresnavant tous baux à ferme de terres labourables, jusqu'à neuf ans & au-dessoubz seront faicts à grain & non à prix d'argent, & que tous les baux à ferme qui ont esté cy-devant faicts desdictes terres labourables à prix d'argent, seront reduits pour le temps qui reste desdicts baux, à grain, lequel grain sera moderé à raison des terres voisines & selon la qualité & bonté desdictes terres. Et seront les fermiers contraincts par toutes voyes deues & raisonnables de continuer & entretenir lesdicts baux ja faicts, à la reduction & raison que dessus, & les laboureurs qui ont accoustumé prendre terres à ferme d'argent, les prendre & labourer à ferme de grain raisonnable,

sans qu'ils puissent estre receus à delaisser le labour & agriculture, sur peine de tous despens, dommages & interests, d'amende arbitraire, & de plus grande punition s'il y eschet. A ordonné & ordonne ladicte cour que les edicts & ordonnances & arrests cy-devant faicts pour la superfluité des habits & banquets seront gardez selon leur forme & teneur, &c. Publié en jugement le xxiii. dudict mois, & le xxiv. à son de trompe & cry public par les carrefours de cette ville.

Ostroy à la ville, pour remonter son arillerie.

DU Lundy vii. Decembre. Veuës par la cour les lettres patentes du roy données à Paris le xxiii. Septembre dernier, par lesquelles ledict seigneur accorde aux prevost des marchands & eschevins de cette ville la quantité de quatre vingt pieds d'arbres à prendre en la forest de Ches en Beauvoisis ez lieux & endroits moins dommageables que faire se pourra, pour leur ayder à faire remonter l'artillerie de ladicte ville qui estoit toute démontée; la cour a ordonné & ordonne que sur la premiere vente de bois qui sera faicte en ladicte forest, les impetrans auront & prendront par les mains des ventiers les sommes de deniers à quoy se trouveront monter & valoir lesdicts quatre-vingt pieds d'arbres.

Arrest pour le college de S. Bernard.

DUdict jour. Veu par la cour la requeste à elle présentée par les proviseur & religieux escolliers estudians au college de S. Bernard de l'ordre de Cisteaux en cette ville de Paris, tendant à ce que tous les abbez dudict ordre de Cisteaux, tant titulaires, que commendataires, fussent contraincts par toutes voyes & manieres deues & raisonnables, & mesme par faïsse de leur temporel, d'envoyer audict college, assavoir de celles qui auroient de revenu dix mil livres & au-dessus, deux escolliers religieux; & de celles qui avoient le revenu au-dessoubz desdictes dix mil livres & trois mil livres, un religieux, pour y estre instruits ez bonnes lettres, tant humaines, que sacrées; & que lesdicts abbez fussent contraincts par les peines susdictes, & mesme leurs receveurs & fermiers, tant generaux, que particuliers, par emprisonnement de leurs personnes, à bailler &

payer par chacun un audict college pour la pension de chaque religieux, pour ceux qui estudieront ez lettres sacrées, deux cens livres tournois, en quoy faisant lesdicts receveurs & fermiers demeurrassent d'autant deschargez envers lefd. abbez; & aussi que lesdicts abbez fussent contraincts, & leurs receveurs & fermiers, par les mesmes voyes, payer audict college les arrerages des pensions deuës par lesdicts religieux contraincts de se retirer dudit college; & que les frais qu'il conviendra faire à cette fin pour l'exécution de l'arrest qui interviendrait sur requeste, fussent pris sur lefd. abbez. Veüs les lettres de confirmation des statuts de l'ordre de Cisteaux, les conclusions sur ce du procureur general du roy, tout considéré; LA COUR a ordonné & ordonne que les abbez des religieux escolliers du college des Bernardins seront contraincts à leurs despens au payement des arrerages des pensions de leursdicts religieux qui sont ou ont esté demourans audict college, c'est assavoir iceux abbez par saisie du temporel de leurs abbayes, & leurs receveurs & fermiers par prinse & detention de leurs personnes, lesquels en payant, seront quittes & deschargez de pareille somme envers lesdicts abbez. Auxquels abbez ladicte cour a enjoinct sur peine de saisie de leur temporel, de renvoyer incontinent audict college des Bernardins leurs religieux escolliers qui s'en sont retirez depuis un an en ça, & autres jusqu'au nombre accoustumé d'y estre entretenu par leurs predecesseurs abbez, pour continuer & faire leur temps d'estude audict college, aux despens desdicts abbez. Et avant faire droit sur l'augmentation des pensions desdicts escolliers, & le surplus du contenu en ladicte requeste, ladicte cour a ordonné & ordonne que les abbez de Cisteaux, la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimont, ou leurs vicaires generaux, seront appelez en ladicte cour, pour eux ouys ordonner ce que de raison.

Etat de l'hostel-Dieu de Paris.

DU Mercredi xxiii. Decembre. Sur la requeste présentée à la cour par les commis au gouvernement de l'hostel-Dieu de Paris, par laquelle ils auroient remontré que le revenu dudit hostel-Dieu n'est que d'environ vingt mil livres tournois en deniers & sept vingt muids de grain, & que cette presente année n'a esté recueilli des vignes appartenant

aud. hostel-Dieu que soixante dix muids de vin; & que neantmoins il est despensé audict hostel-Dieu quinze septiers de bled, trois muids de vin ou environ, & trente moutons par chacun jour; & que pour subvenir à la despesne plus qu'extraordinaire qui se fait audict hostel-Dieu, au moyen du grand nombre des pauvres malades y affluans jusqu'à douze & treize cens, ladicte cour auroit permis vendre des rentes, maisons & heritages appartenans audict hostel Dieu; ce qui a esté fait, & a esté ja vendu de huit à neuf cens livres tournois de rente; au moyen de quoy est impossible, sans les aumosnes des gens de bien, de nourrir de pain, vin & viande seulement les pauvres malades, &c. La cour leur a permis de faire quester les pauvres malades par les eglises & paroisses de cette ville & fauxbourgs, & ordonné aux predicateurs de les recommander.

Reglement pour les Cordeliers de Paris.

DU Jeudy vii. Janvier M. D. LXXIV. Sur la requeste présentée à la cour par M. Charles de Dormans conseiller du roy & maître ordinaire en la chambre des comptes, pere, sindic & ami spirituel des religieux du convent des freres Mineurs de cette ville de Paris, le procureur general du roy joint avec luy, par laquelle lefd. freres Mineurs avoient remontré à ladicte cour que au moyen de l'extrême cherté de bled & vin qui a été cette année, & la grande multitude des religieux estans audict convent, ils auroient esté contraincts employer en trois ou quatre mois tous les deniers qui leur avoient esté avancez ez Pasques dernieres par les religieux estudians audict convent pour toute l'année, mesme les aumosnes qu'ils avoient eüs du roy, de la royne, des cardinaux, princes, seigneurs & autres, & mesme l'amende de quatre cens livres parisis à eux adjudgée par arrest de ladicte cour du mois d'Aoust dernier, en sorte qu'ayant esté obligez d'emprunter de tous costez, ils se trouvent endebtez de plus de trois à quatre mil livres, &c. Veu par la cour ladicte requeste, les statuts dudit ordre faicts par feu frere Gilles Delphin maître general dudit ordre en l'an M. D. II. confirmez par arrest de ladicte cour du xxix. Juillet M. D. vi. par lesquels il appert les pensions des prestres estudians avoir esté dez lors mises à seize escus sol; autres statuts depuis faicts par un general du-

An. 1573.

An. 1574.

AN 1573.

dict ordre nommé Calvus, en date du iv. Decembre M. D. XLIII. confirmez & approuvez par lettres patentes du feu roy François I. du xx. Decembre ensuivant, portant entr'autres choses le reglement & détermination du nombre des religieux estudians qui doivent estre receus & admis aud. convent, tant regnicoles qu'estrangers; arrest donné au conseil privé dud. seigneur le VIII. jour de Febvrier M. D. XLII. & après que freres Pierre Morselin à présent gardien dudit convent, David Roberter docteur & lecteur ordinaire d'icelluy, François Soufflard vicaire des prestres, & Jacques le Tourneur vicaire des enfans pour ce mandez, ont esté ouys en ladicte cour; & tout considéré, LA COUR considerant le grand nombre de religieux dud. convent & la grand cherté de tous vivres & autres choses necessaires à la vie humaine, & qu'il seroit impossible de plus nourrir si grand nombre de religieux estudians audit convent qui y affluent de toutes parts en nombre excessif, & voulant sur ce mettre ordre & police à l'advenir; a fait inhibitions & deffenses auxdicts gardien & discrets dudit convent & autres leurs successeurs, de ne recevoir dorenavant audit convent aucuns religieux, soit des provinces de ce royaume, ou estrangers, sinon jusqu'au nombre porté & limité par ledict statut de l'an M. D. XLIII. fait par ledict Calvus, confirmé & approuvé par lesdictes lettres patentes dudit feu roy François I. dudit xx. Decembre M. D. XLIII. c'est assavoir, quant aux estrangers, jusqu'au nombre de xxiv. & ceux de ce royaume, de la province de France XL. de la province de S. Bonaventure xx. de la province de Touraine xx. & de chacune des autres provinces VIII. fors celles d'Acquitaine & de Bretagne, de chacune desquelles n'y en aura que v. & ne seront les gardien & discrets tenus en recevoir sinon jusques au nombre des chambres du dortoir dudit convent, le tout suivant ledict statut. Et a ladicte cour ordonné & ordonne par maniere de provision & jusqu'à ce qu'autrement par elle en ait esté ordonné, que tous lesdicts religieux prestres estans dedans ledict nombre de ceux qui voudront dorenavant estre receus & admis audit convent pour estudier, soit regnicoles, ou estrangers, seront tenus payer ou faire payer par leurs bienfaiteurs & mettre ez mains du procureur & receveur dudit convent, pour la premiere année, xxiv. escus sol., & pour chacune

des autres années suivantes xx. escus; & les enfans, pour la premiere année, dix escus sol.; & pour chacune des autres années huit escus sol. Et quant aux docteurs & bacheliers qui par obedience demeureront audit convent, seront tenus de payer par chacun an xxiv. escus sol.; & si seront tenus, comme tous les autres religieux estudians audit convent qui seront prestres, dire & celebrer quatre messes par chacune sepmaine pour icelluy convent, ainsi que par cy-devant ils ont accoustumé. Et fait la cour inhibitions & deffenses auxdicts Morselin gardien & autres les successeurs de n'en recevoir dorenavant aucun sinon aux charges & pensions susdictes; lesquelles se payeront aux termes & par advance; ainsi & par la forme & maniere que lesdicts religieux avoient accoustumé par cy-devant de payer leursdictes pensions; fors toutesfois & exceptez les gardien, vicaires, lecteurs, & autres officiers ordinaires de ladicte maison, qui sont & celebrent ordinairement, tant de nuit qu'à jour, le service divin & autres offices en icelle, lesquels demoureront, comme ils ont accoustumé de tout temps, exempts de payer aucune pension, & ce jusques au nombre porté & limité par ledict statut.

Somme octroyée aux Carmes & Augustins, sur les biens de l'admiral de Coligny.

DU Mardy xxvi. Janvier. Sur la requeste présentée à la cour par les Carmes & les Augustins de cette ville, pour estre payez de la somme de xvi. mil livres à eux octroyée, chacun par moitié, par le roy, sur les biens qui ont appartenu à feu Gaspard de Coligny; la cour les a renvoyez par devers les conseillers de la justice du tresor.

Teinture du faubourg S. Marcel.

DU Lundy i. Mars. La cour a ordonné l'enregistrement du brevet octroyé par le roy à M. Michel Charpentier bourgeois de Paris le VIII. Febvrier M. D. LXXIV. par lequel ledict seigneur, en consideration du trafic de la teinture des draps qu'il fait au lieu des Canayes * qu'il a acquis au fauxbourg S. Marcel, luy a permis de prendre jusqu'à douze cens livres de rente & au-dessoubz de telles personnes que bon luy semblera.

* C'est la maison qu'on appelle le Par-tiarche.

Arrest

Arrest pour les pensions des escoliers du college de S. Bernard.

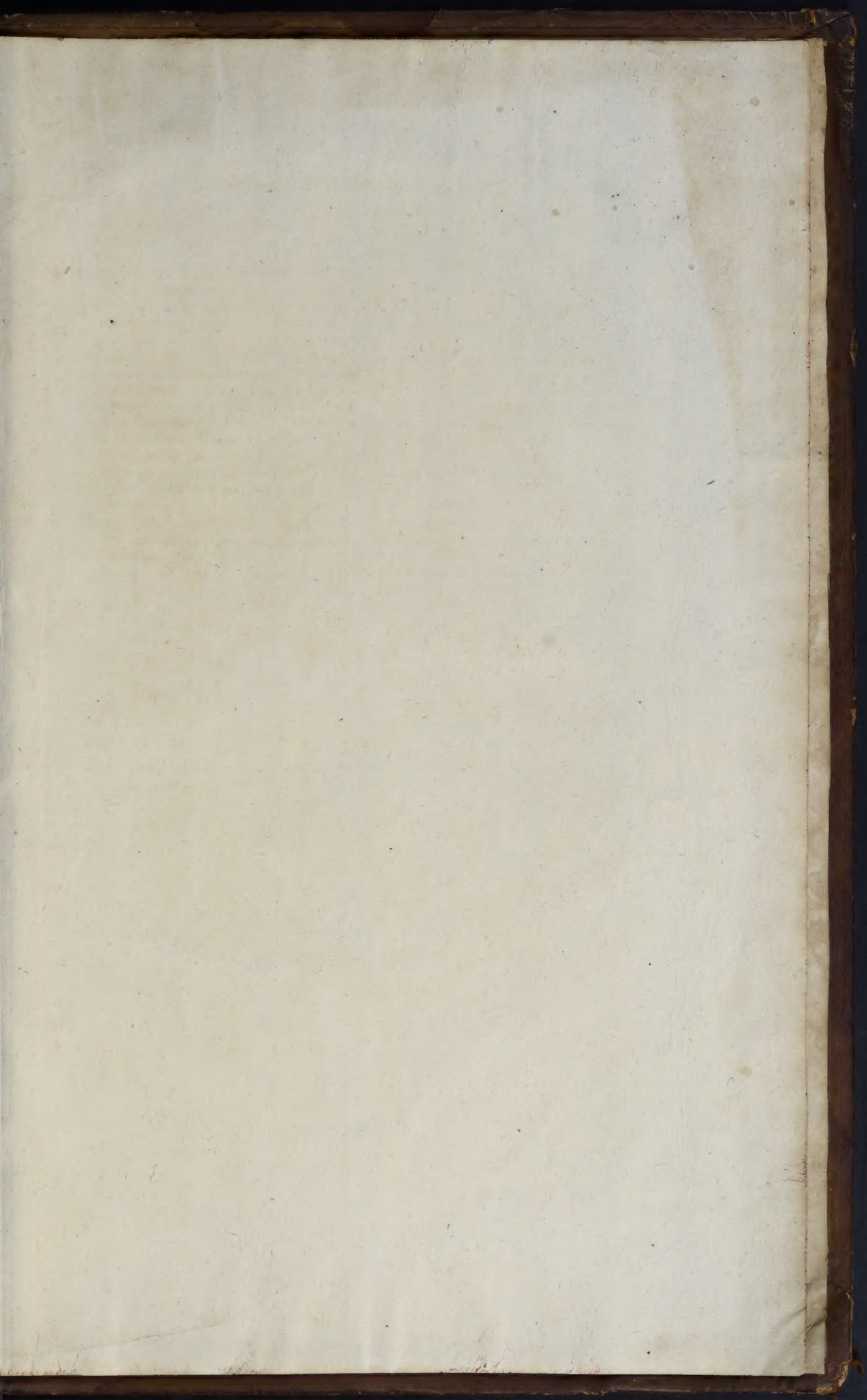
DU Lundy xv. Mars Sur autre requête présentée à la cour par les proviseur, docteurs & religieux estudians au college de S. Bernard de cette ville, la cour a ordonné & ordonne par maniere de provision, que chacun religieux de l'ordre de Cîteaux qui sera estudiant en theologie en l'université de Paris audict college, aura deux cens livres tournois; & chacun des autres qui ne seront bacheliers, huit vingt livres tournois; & les autres simples estudians, six-vingt livres tournois; au paiement de laquelle somme ordonnée pour lesdictes pensions, seront les abbez contraincts par saisie du temporel de leurs abbayes, & leurs fermiers & receveurs par detention de leurs personnes.

La maladrerie de Fontenay unie à l'hostel-Dieu.

AN. 1574.

DU Lundy xxi. Juin. Veu par la cour la requête à elle présentée par les commis au gouvernement du temporel de l'hostel-Dieu de Paris, tendante à ce que suivant les lettres patentes du roy du mois de Janvier M. D. LXVI. ils fussent mis en possession réelle & actuelle du revenu de la maladrerie de Fontenay soubz le bois de Vincennes, comme estant en & au dedans de la prevosté de & vicomté de Paris & diocèse dudit lieu, & par conséquent de la qualité de celles, portées par lesdictes lettres; la dictécour a ordonné que par l'un des huissiers d'icelle les supplians seront mis en possession réelle & actuelle du revenu d'icelle maladrerie, fruits, profits, revenus & émolumens & appartenances d'icelle; & fait inhibitions & défenses à ceux qui jouissent du revenu d'icelle maladrerie, de délivrer lesdicts deniers à autres qu'auxdicts supplians.





SPECIAL 92-B
OVERSIZE 22389

-1

V. 4

WELLS COUNTY LIBRARY

